REVUE

DES

DEUX MONDES

XVIIe ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

TOME XX. — 1er OCTOBRE 1847.

PARIS. — IMPRIMERIE DE GERDÈS,
Rue Saint-Germain-des-Prés, 10.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME VINGTIÈME

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

PARIS
AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE SAINT-BENOÎT, 18

1847

17123
6
AP
20
R5
n sér.
t.20

ÉCRIVAINS CRITIQUES

DE LA FRANCE.

XVI.

M. DE RÉMUSAT.

(*PASSÉ ET PRÉSENT*, mélanges [1].)

A voir ce que deviennent sous nos yeux certains personnages historiques célèbres, et comme tout cela se grossit et s'enlumine, se dénature ou (disent les habiles) se transfigure à l'usage de cette masse confuse et passablement crédule qu'on appelle la postérité, on se sent ramené, pour peu qu'on ait le sentiment du juste et du fin, à des sujets qui, en dehors des tumultueux concours, offrent à l'observation désintéressée un fonds plus calme, un sérieux mouvement d'idées et le charme infini des nuances. Les nuances se confondent et s'évanouissent à mesure qu'on s'éloigne. Que reste-t-il alors de cet ensemble de particularités vraies qui distinguaient une physionomie vivante et qui la variaient dans un caractère unique, non méconnaissable? A quelles chances une

(1) Chez Ladrange, libraire, quai des Augustins, 19.

figure dite historique n'est-elle pas soumise, sitôt qu'échappant aux premiers témoins, elle passe aux mains des commentateurs subtils, des érudits sans jugement, ou, qui pis est, des tribuns et des charlatans de place, des rhéteurs et sophistes de toutes sortes qui trafiquent indifféremment de la parole! Si nous-mêmes nous avons été témoins et que nous puissions comparer nos premières impressions sincères avec l'idole usurpatrice, le dégoût nous prend, et l'on se rejette plus que jamais vers le naturel et le réel, vers ce qui fait qu'on cause et qu'on ne déclame pas. On s'attache surtout à l'élite, à ce qui est apprécié de quelques-uns, des meilleurs, à ce qui nous fait sentir à sa source la vie de l'esprit. Heureux si on peut le rencontrer non loin de soi! Il y a, sachons-le bien, dans chaque génération vivante quelque chose qui périt avec elle et qui ne se transmet pas. Les écrits ne rendent pas tout, et, dès qu'on a affaire à des pensées délicates, le meilleur est encore ce qui s'envole et qui a oublié de se fixer. On sait qu'il y a des langues d'Orient dans lesquelles toute une portion vocale ne s'écrit point; il en est ainsi de chaque littérature. Tout ce qui a vécu d'une vie sociale un peu compliquée a son esprit à soi, son génie léger, qui disparaît avec les groupes qu'il anime. Les successeurs sont tentés d'en tenir peu de compte, même quand ils s'en portent les héritiers. Lorsque vient le lendemain, on ramasse le fruit d'hier, mais on n'a pas eu la fleur; et ce fruit même, on ne l'a pas vu, on ne l'a pas cueilli sur l'arbre dans son velouté et dans sa fraîcheur de duvet. Une fois à distance, on parle des choses en grand, c'est-à-dire le plus souvent en gros. Même lorsqu'on croit les savoir le mieux, on court risque de tomber dans des confusions qui feraient hausser les épaules à ceux dont on parle, s'ils revenaient au monde. Tel qui, dans le temps, n'aurait pas été admis à l'antichambre chez Mme de La Fayette ou chez Mme de Maintenon est homme à célébrer intrépidement les élégances du grand siècle. Le XVIIIe siècle est depuis long-temps en proie à des amateurs et soi-disant connaisseurs qui n'ont pas l'air d'en distinguer les divers étages, de soupçonner ce qui, par exemple, sépare Dorat de Rulhière. L'*à-peu-près* et le *pêle-mêle* se glissent partout. Cela fait souffrir. Mais, quand il s'agit de morts déjà anciens, et dont la dépouille est à tout le monde, comment venir prétendre qu'on les possède mieux, qu'on a la tradition de leur manière et la clé de leur esprit plutôt que le premier venu qui en parlera avec aplomb et d'un air de connaissance? Avec les vivans du moins, on a des juges, des témoins de la ressemblance, un cercle rapproché qui peut dire si, au milieu de tout ce qu'on a sous-entendu ou peut-être omis, on a pourtant touché l'essentiel, et si l'on a saisi l'idée, l'air du personnage.

Aujourd'hui donc, en dépit de ce qu'il y a d'un peu plat ou d'un peu gros dans les vogues du jour, consolons-nous avec un des hommes qui

sont le plus faits pour intéresser et pour piquer la curiosité de ceux qui ont le plaisir d'être leurs contemporains; car, s'il a beaucoup écrit, il n'a publié qu'une moitié de ses œuvres et n'a livré qu'une des faces de son talent; car, eût-il tout publié, il aurait encore plus d'idées qu'il n'en aurait produit dans ses livres. Il est le libre causeur par excellence; il a de l'ancienne société le ton, le goût, les façons déliées, avec tous les principes (y compris les conséquences) de la nouvelle; il a de bonne heure épousé et professé les doctrines généreuses de son temps, et il n'en a pris aucun lieu commun. A dix-huit ans il était le plus précoce et le plus formé des esprits sérieux, et il se retrouve le plus jeune à cinquante.

M. Charles de Rémusat est né à Paris sous le Directoire (14 mars 1797); ses parens tenaient à l'ancien régime par les manières, par les habitudes, mais sans aucun de ces liens de naissance ou de préjugé qui enchaînent. Nous avons dit et montré ailleurs quelle était sa mère (1). Le jeune enfant grandit auprès d'elle dans une liberté aimable, dans une familiarité qui l'initiait aux réflexions de cette femme distinguée, sur laquelle il devait bientôt agir à son tour. Cette enfance heureuse se pourrait presque comparer à une promenade, dans laquelle un très jeune frère rejoint, à pas inégaux, sa sœur aînée qui lui fait signe et qui l'attend. Pour le jeune Rémusat, le salon précéda le collége. Il y entendait parler de bien des choses, surtout de littérature, de Corneille et de Racine, de Geoffroy et de Voltaire, des Grecs et des Romains, de tout ce dont on causait volontiers alors, après les excès de la Révolution, avant le réveil de 1814, à l'ombre du soleil de l'Empire, « à cette époque, nous dit-il, *où l'on avait de l'esprit, mais où l'on ne pensait pas.* »

Penser, en effet, c'est n'être jamais las, c'est recommencer toujours, et l'on avait horreur de rien recommencer. Après de telles secousses, la société tout entière fait comme un homme qui a éprouvé de grands malheurs et qui n'aspire plus qu'au repos, aux douceurs d'une vie commode, et, s'il se peut, agréablement amusée. Les plus délicats se rejettent sur les distractions de l'esprit; mais du fond des choses, il en est question aussi peu que possible; on craindrait de rouvrir l'abîme et d'y revoir les monstres.

Cette tiédeur d'opinion, cette paresse et presque cette peur de penser, du moment qu'il s'en rendit compte, devint une des antipathies du jeune homme et l'ennemi principal qu'il se plut tout d'abord à harceler. Ce fut comme le premier but de son sarcasme et de son dédain, dès que sa propre nature se déclara; ce fut le jeu de ses premières armes. Depuis lors, et sous quelque forme qu'il l'ait retrouvée, il n'a cessé de guerroyer contre, de combattre cette lâche indifférence, et il

(1) Voir l'article sur Mme de Rémusat (*Portraits de Femmes*, 1845, et *Revue des Deux Mondes*, livraison du 15 juin 1842).

ne lui fait pas plus de grace sous sa lourde et matérielle enveloppe de 1847 que sous sa légèreté frivole de 1817. A l'élégance près, c'est bien la même à ses yeux; et, lorsque tant d'autres, et des plus vaillans, se sont lassés à la peine et ont renoncé dans l'intervalle, il semble avoir conservé contre elle sa jeune et chevaleresque ardeur. C'est que M. de Rémusat, par instinct comme par doctrine, croit que la stagnation est mortelle à la nature de l'homme; il pense qu'elle corrompt autant qu'elle ennuie, et il prendrait volontiers pour sa devise cette parole du grand promoteur Lessing, laquelle peut se traduire ainsi : « Si l'Être tout-puissant, tenant dans une main la vérité, et de l'autre la recherche de la vérité, me disait : *Choisis*, je lui répondrais : O Tout-puissant, garde pour toi la vérité, et laisse-moi la recherche de la vérité. » — Marcher vaillamment et toujours, dût-on même ne jamais arriver, c'est encore après tout une haute destination de l'homme (1).

Mais, si précoce que fût le jeune Rémusat, nous l'avons un peu devancé. Un jour il sort assez à contre-cœur du salon de sa mère, et le voilà qui entre au collége. Il fit d'excellentes études au Lycée Napoléon, sans pourtant obtenir plus de deux accessits au Concours. Durant la dernière année, en rhétorique, il avait eu d'assez grands succès en discours français pour être le candidat le plus désigné à la couronne universitaire; mais les événemens politiques de 1814 lui firent quitter le collége avant la fin de l'année. Ce fut un autre brillant élève de la même classe, M. Dumon, qui remporta le prix.

Tout en suivant ses études, le jeune homme, on le pense bien, ne s'y astreignait pas. Son esprit sortait du cadre et se jouait à droite et à gauche sur toutes sortes de sujets. Pourtant il était, durant ce temps-là, sous la direction spéciale d'un maître bien docte et de la bonne école, M. Victor Le Clerc. M. Le Clerc a composé, comme chacun sait, de savans ouvrages; il en a fait de spirituels. M. de Rémusat peut en partie s'ajouter à ces derniers (2). Sous ce régime d'une instruction forte qui laissait subsister l'élan naturel, il se développait sans contrainte; tout en acquérant un fonds d'études solide, son esprit se tenait au-dessus et s'émancipait. Mais il a dû à cette nourriture première, si bien donnée et si bien reçue, son goût marqué pour les nobles sources de l'antiquité, sa connaissance approfondie de la plus belle et de la plus étendue des langues politiques, cet amour pour Cicéron qui est comme synonyme

(1) Voir, pour les curieux, et comparer avec le mot de Lessing l'épigramme XXXIIIe de Callimaque, et aussi ce que dit Pascal de la *chasse* et du *lièvre* : « On n'en voudroit pas s'il étoit offert. »

(2) Comme souvenir littéraire du temps de cette éducation, j'ai entre les mains une rare brochure, un petit poème (*Lysis*) censé trouvé par un jeune Grec sous les ruines du Parthénon, et dont M. J.-V. Le Clerc se donnait pour éditeur (chez Delalain, 1814). Ce poème est, en quelque sorte, dédié par l'épilogue à Mme de Rémusat la mère : Θεὰ γὰρ ἥ μοι γ' ἔλπὶς ἡδεῖ' εὕρετο... C'est ainsi que les Ménage, les Boivin et les La Monnoye avaient autrefois célébré Mme de La Fayette ou Mme d'Aguesseau.

du pur amour des lettres elles-mêmes; et, quelques années après (1821), il payait à M. Le Clerc sa dette classique, en traduisant pour la grande édition de l'Orateur romain le traité *De Legibus*. Une préface, non-seulement érudite, mais philosophique, d'un ordre élevé, y met en lumière les divers systèmes des anciens sur le principe du droit, et témoigne d'un esprit devenu maître en ces questions, et qui s'entend avec Chrysippe comme avec Kant.

Dès le collége une vocation chez lui s'était déclarée très vive. Il faisait des vers, surtout des chansons. J'en ai parcouru tout un recueil manuscrit, duquel je ne me crois permis de rien détacher. Les premières remontent à 1812. Le jour qu'il a quinze ans, le jour qu'il en a dix-sept, il chante, il jette au vent son gai refrain à travers les grilles du lycée, dans les courts intervalles du tambour. Il parcourt sa vie passée et note déjà ce qu'il appelle ses *âges*. Sa jeune veine a, pour tous les événemens qui l'émeuvent, des couplets très naturels et très aimables. Quelquefois c'est une épître à la Gresset qu'il adresse à sa mère du fond de sa *pédantesque guérite;* il vient de lire *la Chartreuse*. Quelquefois c'est une romance plaintive qui s'échappe, ou bien quelque élégie inspirée par le sentiment, et qui me rappelle sans trop d'infériorité la belle pièce de Parny sur l'*absence*. Mais la forme habituelle et facile pour lui, celle à laquelle il revient de préférence et qui se présente d'elle-même, c'est la chanson. Plus tard, dans un article sur Béranger, il nous en a donné la théorie d'après nature. Dans cette page charmante, il n'a eu qu'à se ressouvenir et à nous raconter son propre secret :

« Mais qui mieux que l'auteur lui-même, nous dit-il, ressent cette harmonie mutuelle du langage et du chant? Demandez-lui compte de son travail, à peine saura-t-il vous en faire le récit. Un jour, pourra-t-il vous dire, il se trouvait dans une disposition vague de rêverie et d'émotion, il éprouvait le besoin d'adoucir un chagrin ou de fixer un plaisir. Des sensations à peine commencées se pressaient en lui, des images informes et riantes passaient devant ses yeux. Peu à peu il s'anime davantage; une image plus précise se retrace à lui, et il veut la saisir et la chanter. Ou bien c'est un sentiment qui se prononce et qui bientôt demande et inspire une expression poétique et musicale; peut-être un air connu, dans un secret accord avec sa disposition présente, vient comme par hasard errer sur ses lèvres et lui dicte un refrain qui semble traduire la note par la parole; parfois enfin quelques mots fortuitement rassemblés, qui représentent une image, qui forment un vers, lui viennent à l'esprit, et bientôt rappellent un air qui les relève et les anime. Alors la chanson commence; on l'écrit presque sans la juger, avec peine ou facilité, mais toujours avec une sorte d'émotion, une certaine accélération dans le mouvement du sang, qui, tant qu'elle dure, fait l'illusion du talent et ressemble à la verve. Sûrement ici *l'art et le bon sens*, recommandés par Boileau *même en chanson*, jouent leur rôle, et surtout à présent que le style de ce petit poème doit être si travaillé et la composition si remplie.

Mais, malgré le soin de l'élégance, de la propriété, de la rime, jamais le poète ne rentre complétement dans son sang-froid; l'émotion première persiste; l'air sans cesse fredonné, le refrain sans cesse redit, suffisent pour la soutenir, et la chanson, eût-elle coûté tout un jour de travail, semble toujours faite d'un seul jet. On ne sait quelle douceur s'attache à cette sorte de composition si frivole, si commune, si peu estimée. On rendrait mal cet oubli de toutes choses et de soi-même où elle jette un instant celui qui s'y livre, cette rêverie, ce trouble, cet abandon où l'âme uniquement préoccupée d'une image, d'un sentiment, d'une sensation même, perd un moment le souvenir et la prévoyance, et se berce elle-même du chant qui lui échappe. Encore une fois, on croirait qu'il y a dans la chanson quelque chose qui vient apparemment de la musique, et qui donne à un divertissement de l'esprit la vivacité d'un plaisir des sens. Peut-être l'imagination seule opère-t-elle ce prestige, l'imagination qui sait tout embellir, la douleur qu'elle adoucit, comme le plaisir qu'elle relève.... »

Doué de la sorte et sentant comme il sentait, il était impossible qu'il contînt sa chanson aux simples sujets d'amour ou de table et à la camaraderie de collége (1); les intérêts de gloire, de patrie, les événemens publics, devaient y retentir aussi, et, en un mot, lui qui chantait depuis 1812, devait naturellement, inévitablement, entrevoir et pressentir dans ses refrains les mêmes horizons que découvrait vers le même temps Béranger. C'est, en effet, ce qui arriva. Sa chanson adolescente était en train de se transformer, d'enhardir son aile, quand la publication du premier recueil de Béranger, à la fin de 1815, vint faire une révolution dans l'art et dans son esprit : « Je ne crois pas, nous dit M. de Rémusat, qu'aucun ouvrage d'esprit m'ait causé une émotion plus vive que la chanson *Rassurez-vous, ma mie,* ou *Plus de politique.* » De lui-même il en avait fait une à cette époque, dans le même sentiment, intitulée : *Dernière Chanson ou le* 20 *novembre* (1815) (2). Une

(1) Bon nombre des plus anciens couplets de M. de Rémusat furent composés pour un dîner de camarades de collége, auquel assistaient tous les mois MM. Victor Le Clerc, Naudet, Odilon Barrot, Germain et Casimir Delavigne, M. Scribe à partir de 1817, etc., etc.

(2) Ce mois néfaste de novembre 1815 fut l'époque du procès de Ney, du procès de Lavalette, du projet de loi sur les juridictions prévôtales présenté à la chambre des députés par le duc de Feltre, du projet d'*amnistie* avec *catégories* proposé par M. de La Bourdonnaye. Le procès de M. de Lavalette commença le 20 novembre, et celui du maréchal Ney le 21. — Le refrain du jeune Rémusat était presque le même que celui de Béranger, par exemple :

Mais comment offrir à nos belles
Des cœurs flétris, des bras vaincus?
Nos chants seraient indignes d'elles :
Français, je ne chanterai plus!

Mais ici le refrain allait dans le sens direct du couplet. Le refrain de Béranger, au contraire, qui tombait presque dans les mêmes termes, allait en sens inverse du reste des paroles, et de ce contraste sortait l'amère ironie :

Oui, ma mie, il faut vous croire,

autre intitulée : *le Vaudeville politique,* et dans laquelle il retrace toute l'histoire du noël satirique en France, montre à quel point il comprit dès le premier jour le rôle de la *chanson représentative.*

Cette émotion qu'éprouvait le jeune homme, ce premier tressaillement qui, dans une pensée, depuis si sérieuse et si diversement remplie, a laissé une trace si vive, qu'était-ce donc? C'était surprise et joie de voir réalisée à l'improviste une forme de ce qu'il avait lui-même plus confusément rêvé, c'était de rencontrer sous cette forme légère un idéal déjà à demi connu. Chaque fois qu'un génie favorisé trouve ainsi à point une de ces inspirations fécondes qui doivent pénétrer et remuer une époque, il arrive d'ordinaire qu'au début plus d'un esprit distingué se reconnaît en lui, et s'écrie, et le salue aussitôt comme un frère aîné qui ouvre à ses puînés l'héritage. Ce génie heureux ne fait qu'achever le premier et devancer avec éclat ce que plusieurs autres cherchaient tout bas et soupçonnaient à leur manière. De quelque nouveau monde qu'il s'agisse, petit ou grand, quand le Christophe Colomb le découvre, bien d'autres étaient déjà en voie de le chercher. Ainsi Béranger, ainsi Lamartine, dans les œuvres premières qui, seules encore, quoi qu'ils fassent, resteront l'honneur original de leur nom, apparurent comme l'organe soudain et comme la voix d'un grand nombre qui crurent tout aussitôt reconnaître et qui applaudirent en eux des échos redoublés de leurs propres cœurs. Tout concert unanime est à ce prix. Cette explication que je crois vraie, si elle intéresse jusqu'à un certain point les admirateurs dans la gloire du poète admiré, n'ôte pourtant rien, ce me semble, à la beauté du sentiment, et elle ramène le génie humain à ce qu'il devrait être toujours, à une condition de fraternité généreuse et de partage.

J'ai cru devoir insister sur ce premier coin de l'esprit de M. de Rémusat. Chacun plus ou moins a son défaut qu'il avoue, et son défaut qu'il cache, et ce dernier le plus souvent n'est pas le moindre. Chez quelques-uns, il en est ainsi des talens : on a son talent public, avoué, et son talent confidentiel, intime, lequel, chez les gens d'esprit, n'est jamais le moins piquant, ni surtout le moins naturel. Ceux qui n'ont connu de M. de Lally-Tolendal que ses plaidoyers pathétiques et ses effusions oratoires, et qui n'ont pas entendu ses délicieux *pots-pourris* tout pétillans de gaieté, n'ont vu que le personnage et n'ont pas su tout l'homme. L'esprit de M. de Rémusat se manifeste sans doute avec bien

Faisons-nous d'obscurs loisirs :
Sans plus songer à la gloire,
Dormons au sein des plaisirs.
Sous une ligue ennemie
Les Français sont abattus :
Rassurez-vous, ma mie,
Je n'en parlerai plus.

de la diversité dans ses écrits présentement publiés, on l'apprécie tout à la fois comme critique, comme philosophe, comme moraliste non moins élevé qu'exquis et pénétrant; mais il y a autre chose encore, il y a en lui un certain artiste rentré qui n'a pas osé ou daigné se produire, ou plutôt il n'y a rien de rentré, car il s'est, de tout temps, passé toutes ses fantaisies d'imagination, il s'est accordé toutes ses veines. Seulement il n'a pas mis le public dans sa confidence; il a fait avec ses bonnes fortunes littéraires, comme l'élégiaque conseille de faire en des rencontres plus tendres :

Qui sapit, in tacito gaudeat ille sinu;

il a été discret et heureux avec mystère, ou du moins il n'a laissé courir et s'ébattre ces enfans de son plaisir que dans un petit nombre de cercles enviés qui en ont joui avec lui. Les anciens avaient de ces propos charmans qui ne se tenaient qu'à la fin des banquets, entre soi, *sub rosâ,* comme ils disaient, et qui ne se répétaient pas au dehors. Une partie du talent de M. de Rémusat ne s'est ainsi produite, en quelque sorte, que *sous la rose.* Voilà une manière d'épicuréisme qu'il faut dénoncer. Il en est résulté que ceux à qui un heureux hasard n'a pas fait entendre quelqu'une de ses jolies chansons, par exemple *le Guide, le Néophyte doctrinaire;* — que ceux surtout qui n'ont pas assisté aux lectures de sa pièce d'*Abélard,* où cette vivacité première se retrouve, associée à de hautes pensées, à de la passion profonde et à un puissant intérêt dramatique, ne le connaissent pas encore tout entier. Nous tâchons ici, sans indiscrétion, de trahir une partie de ce qui se dérobe, et de hâter l'heure où ce rare esprit se verra forcé de se livrer à tous dans tout son talent.

Le jeune Rémusat était encore au collége qu'une autre vocation bien autrement grave, mais aussi irrésistible chez lui, se prononçait. Son goût semblait ne le porter d'abord que vers la littérature proprement dite, vers l'érudition grecque et latine; l'histoire en particulier l'attirait peu. Il se plaisait à traduire pour s'exercer au style; la forme le préoccupait plus que le fond, et il se sentait même une sorte de prévention contre la pensée et les systèmes. Mais tout d'un coup, étant en seconde, il entra un jour par curiosité dans la classe de philosophie. La philosophie formait alors un cours accessoire et facultatif pour les élèves de seconde et pour ceux de rhétorique. Un M. Fercoc, homme distingué, ami de M. de La Romiguière et resté plus condillacien que lui, y enseignait d'une manière attachante Locke et Condillac, avec un certain reflet moral et sentimental du *Vicaire savoyard.* Le jeune homme fut aussitôt saisi d'un attrait invincible; il était venu par curiosité, il revint par amour, et se jeta à corps perdu dans cette source nouvelle de connaissances. Méthode, opinions, il embrassa tout avec ardeur. Il eut aus-

sitôt du succès, et obtint, dès cette année, une mention de philosophie au Concours. C'est de cette époque, dit-il, qu'il commença à penser, à contracter un goût constant pour la philosophie, et qu'il prit l'habitude d'employer pour son propre compte les procédés analytiques recommandés dans l'école expérimentale.

Cette impression si vive, cette émotion presque passionnée qu'il est assez rare d'éprouver en entrant dans une classe de philosophie, il l'a rendue plus tard en quelque manière dans la personne de son Abélard (1) entrant pour la première fois dans l'école du cloître; mais Abélard, du premier jour, y entrait en conquérant, pour détrôner Guillaume de Champeaux, et lui il resta d'abord, et encore assez long-temps après, le disciple fervent et condillacien de cette première école. Ce ne fut qu'à quelques années de là qu'il se retourna contre elle. Et même lorsqu'il l'eut abandonnée, même depuis qu'il a marqué si haut sa place parmi les défenseurs d'un autre système, prenez garde! si on insiste sur de certains points, si on appuie, on retrouve aisément en lui un fond de philosophie du XVIIIe siècle.

On ne retrouve pas moins, à l'occasion, un ancien fond de libéralisme beaucoup plus net et plus marqué, s'il m'est permis de le dire, que chez aucun des hommes distingués qui ont passé par la nuance doctrinaire. C'est que M. de Rémusat, à son début, et de 1814 à 1818, fut d'abord un libéral pur et simple, sans tant de façons. Sur ce fond solide et uni il a, depuis, brodé toutes sortes de délicatesses; un esprit comme le sien ne saurait s'en passer. Mais dès qu'on se met à appuyer, dès qu'une circonstance le presse, la fibre première a tressailli : on a l'ami franc et résolu de la liberté et le philosophe qui tire la pensée comme une arme, en jetant le fourreau.

Dans toute nature éminente, pour la bien connaître, l'étude des origines et de la formation importe beaucoup; ici elle est plus essentielle que jamais, quand il s'agit de quelqu'un dont le premier caractère a été une maturité prodigieusement précoce, et qui, bien que si multiple et si fin dans ses élémens, se montrait déjà à vingt ans ce qu'il est aujourd'hui. Dans la préface de ses récens *Mélanges* (2), M. de Rémusat a tracé quelque chose de cette histoire, mais il l'a fait d'une manière plutôt abstraite, en la généralisant et en l'étendant à ses jeunes amis d'alors et à ses contemporains; il a évité le *je* aussi soigneusement que les philosophes d'autrefois l'évitaient; on dirait qu'il a eu peur du *moi*. Nous prendrons sur nous de le lui restituer ici.

Il sortait donc du collége et il entrait décidément dans le monde, l'année même de la Restauration; il avait tout juste dix-sept ans. Son

(1) L'Abélard du drame.
(2) Page 23.

horizon politique en était au crépuscule. La Restauration le rendit subitement libéral; il lui sembla qu'un voile tombait de devant ses yeux et que la Révolution s'expliquait pour lui. Cet éveil fut si puissant, que l'amertume de la victoire de l'étranger s'en adoucit un peu dans son cœur, et que le souvenir de cette époque lui est demeuré surtout comme celui d'une émancipation intellectuelle : « C'est pour cela, dit-il avec ce tour d'esprit qui est le sien et où le sérieux et la raillerie se mêlent, c'est pour cela que je n'ai jamais eu un grand fonds d'aigreur contre la Restauration; je lui savais gré en quelque sorte de m'avoir donné les idées que j'employais contre elle. »

Il faudrait se bien représenter ici la physionomie du monde où vivaient ses parens, une variété du grand monde, aimable, polie, distinguée de manières et de goût, mais fort tempérée d'idées, et sans mouvement à cet égard, sans initiative. Enfant de ce monde-là, pour avoir grandi au milieu, pour y être né, il en a tout naturellement le ton, la légèreté, la causerie sur tout sujet, le sentiment du ridicule; mais il fait tout bas ses réserves, il a ses idées de *derrière la tête* (comme les appelle Pascal), et il ne les dit pas. Voltairien, libéral, métaphysicien *in petto*, croyant à la vérité, disposé à écrire, il sent très bien que ce n'est point là le lieu pour étaler toutes ces choses de nature si vive et si entière, et qui vont mal avec la transaction perpétuelle dont la bonne grace sociale se compose : « C'était son plaisir, nous dit-il, son orgueil, que de sentir fermenter secrètement en lui les idées et même les passions du siècle, au milieu de ces salons conservateurs, à opinions royalistes et religieuses modérées, mais superficielles. » De cette philosophie, en particulier, qu'il avait trop à cœur pour la risquer devant tous, il aurait dit volontiers alors ce que le poète a dit du culte de la muse :

My shame in crowds, my solitary pride!

Lui, il aurait plutôt montré ses chansons, bien sûr qu'on les lui aurait plus facilement pardonnées.

Cependant, même à cette époque de travail solitaire et de logique presque absolue, même avant aucune initiation doctrinaire, cette fine nature était toute seule assez avertie, assez curieuse d'impartialité et assez difficile sur les conclusions, pour s'efforcer de concilier ses idées avec la modération véritable, et pour se garder de ce qu'avaient naturellement d'âpre et d'un peu grossier la politique et la philosophie révolutionnaires. C'était à la fois instinct d'un goût délicat, ennemi du commun, et sentiment d'un esprit équitable, qui tient compte des choses. Aussi, en même temps qu'il n'hésitait pas à mettre ses principes au-dessus des dynasties et des gouvernemens, le jeune démocrate philosophe savait s'interdire l'espérance de rien renverser pour la pure satisfaction de ses principes, et il ne rejetait pas le vœu honorable qu'on pût *ramener*

peu à peu le fait, comme on disait, *sous l'empire du droit*. En un mot, il s'évertuait à concilier dans sa pensée les institutions avec les théories. A aucune époque (c'est une justice qu'il peut se rendre), il n'a regardé le renversement comme un but; mais il l'a toujours accepté comme une chance.

Qu'une remarque ici, une conjecture me soit permise. Le monde même où il vivait, et contre lequel il était en garde, dut, ce me semble, l'aider en ce travail de modération plus que l'éminent jeune homme ne le crut peut-être. Habitant en quelque sorte dans deux atmosphères, il portait et gardait, sans y songer, de l'une dans l'autre. Il serait injuste de ne juger un milieu que par l'endroit où l'on s'en sépare, et d'omettre tout ce qu'il nous a insensiblement communiqué. La tiédeur d'opinions de la société pouvait sans doute l'impatienter souvent, l'irriter même un peu, et il aspirait à des régions plus franches; mais aussi, à peine rentré dans cet air plus vif de l'intelligence pure, il conservait un liant que l'école ne connut jamais, il cherchait un tempérament, il concevait des distinctions, des transitions, qui étaient autant de ressouvenirs de ce qu'il venait de quitter. L'homme d'esprit et l'homme du monde gardaient encore à vue le théoricien, et le sentiment du réel ne l'abandonnait pas. Dans ce monde d'ailleurs qu'il savait si bien, et parmi les amis particuliers de sa mère, se trouvaient deux hommes qu'il ne saurait avoir été indifférent à aucun bon esprit d'avoir connus et pratiqués dès la jeunesse. Ceux qui n'ont eu l'honneur d'aborder que tard M. Molé et M. Pasquier peuvent bien apprécier tout ce qu'on apprend à les voir et à les entendre, et que la théorie moderne ne supplée pas. Sans me permettre d'entrer ici dans les différences qui les caractérisent et en laissant de côté ce qu'il y a de particulier dans chacun d'eux, j'avoue pour mon compte avoir ignoré jusque-là, avant de l'avoir considéré dans leur exemple, ce que c'est que la justesse d'esprit en elle-même, cette faculté modérée, prudente, vraiment politique, qui ne devance qu'autant qu'il est nécessaire, mais toujours prête à comprendre, à accepter sagement, à aviser, et qui, après tant d'années, se retrouve sans fatigue au pas de tous les événemens, si accélérés qu'ils aient pu être. Entouré de leur amicale bienveillance, prenant part à leur intimité, le jeune Rémusat, bien que poussé par sa nature à se chercher d'autres guides, dut gagner dans ce commerce un fonds de notions réelles, d'observations précises, qui servaient de point d'appui à la contradiction même, et qu'étaient loin de posséder, de soupçonner au départ, tous ceux qui, comme lui, allaient à la découverte. Ainsi informé et prémuni, il eut beau se lancer ensuite, il eut de l'abstraction, jamais du vague; il eut de l'audace, et il ne donna pas dans l'aventure.

Si rien n'est plus rare et plus profitable dans la jeunesse que d'ap-

prendre à faire cas du jugement et de l'esprit de ceux dont on ne partage pas les opinions, rien aussi n'est calmant comme de voir ses propres opinions rencontrer quelque alliance et quelque bon accord autour de soi. M. de Rémusat éprouva de cette consolation en vivant dans la société de M. de Barante. Cet esprit élevé et fin, et qui a droit d'être difficile sur la qualité des autres, finit par le distinguer; il trouvait que c'était dommage qu'ainsi doué on ne fît rien, c'est-à-dire qu'on n'écrivît pas. Il lui ouvrit un premier jour sur les idées politiques ou même littéraires de la société de Coppet, et le jeune homme s'aperçut avec joie qu'il existait encore un lieu où le libéralisme était d'assez bonne compagnie, où se retrouvait quelque chose du mouvement de 89, et que ses opinions n'étaient point exclusivement reléguées dans les écoles ou les estaminets. Cela l'éclaira, dit-il, et par là même le modéra.

Il écrivait déjà beaucoup et pour lui seul. Tout en faisant son droit (1814-1817), il composa un certain roman de *Sidney,* dont le patriote de ce nom était le héros; il y avait déposé toutes ses idées sur la politique, la société, la vie, l'amour, et il en dit un peu sévèrement peut-être, sans nous mettre à même de le vérifier, que c'était une vraie déclamation. Mais les pages sur *la jeunesse* (1817), qui ouvrent les volumes de *Mélanges,* nous le représentent bien à cette date, dans sa lutte muette contre la société, aspirant à un idéal non encore défini, avec le sentiment d'une supériorité qui cherche son objet, avec une amertume d'ironie qui se retourne contre elle-même. Ce qui est surtout curieux à noter, c'est combien déjà il se juge, il se gourmande, il se châtie; tout ce qu'on serait tenté de lui opposer, il est le premier à se le dire, et bien plus durement et bien plus finement aussi. On le sent, cette raideur d'un premier stoïcisme est dès-lors en voie de se détendre, de même que ce style, déjà tout formé et si subtil, s'assouplira. L'auteur nous peint là un *Cléon* qu'il a l'air de copier d'après nature. Tous plus ou moins, nous avons ainsi en nous un premier type que nous aimons à détacher, à figurer en l'exagérant un peu, à faire poser devant nous et devant les autres; nous y jetons nos qualités, nos défauts; nous le caressons, nous le malmenons et finissons le plus souvent, dans notre impatience de *tout ou rien,* par l'immoler de désespoir et le faire mourir. Qu'on se rassure pourtant : Cléon ne meurt pas; il se transforme en vivant, il se perfectionne, il fait presque tout ce qu'il a dit qu'il ne fera pas, et son portrait, long-temps après retrouvé, ne paraît plus à nos yeux surpris qu'un des profils évanouis de notre jeunesse. En le revoyant, on ne peut que s'écrier comme Montaigne devant ses anciens portraits : *C'est moi, et ce n'est plus moi!*

« Ne vous obstinez pas, concluait le peintre de *Cléon* en s'adressant aux jeunes gens, à poursuivre un *je ne sais quoi plus grand* que vous-même ou que votre époque; ou, si vous voulez absolument chercher

quelque chose de grand, sachez quoi. » Pour lui, il ne tarda plus guère à le savoir. L'ouvrage posthume de Mme de Staël sur la Révolution parut; il l'émut vivement et lui causa un véritable enthousiasme. Un dernier rideau se leva de devant ses yeux, et ce nouveau monde politique et philosophique, qu'il n'avait encore vu que dans les nuages, se dessina désormais comme une terre promise et comme une conquête. On peut dire que sa formation complète et définitive date de ce moment, et qu'en posant le livre, tout l'homme en lui se sentit achevé.

Nous avons affaire à un esprit de nature très complexe, et dans laquelle est entré déjà plus d'un élément. Une leçon métaphysique de M. Fercoc l'a ému, comme elle eût pu faire pour un Malebranche naissant; une chanson l'a fait tressaillir, comme s'il était une de ces choses légères et sacrées dont parle Platon, et voilà que l'intelligence politique le saisit comme un futur émule des Fox et des Russell. Nous ne prétendons pas compter dans cette riche et fine organisation toutes les impressions et les influences; mais nous tenons évidemment les principales, celles qui, en se croisant, ont formé la trame subtile, *tres imbris torti radios...*

Toutes les idées et les vues que lui suggéra la lecture du livre de Mme de Staël, il les écrivit pour lui seul d'abord; mais, un jour, dans l'été de 1818, se trouvant à la campagne (1), il remit le morceau à M. de Barante, qui le questionnait sur ses études. M. de Barante en fut très frappé, et dit qu'il le voulait garder pour le donner comme article à M. Guizot, qui dirigeait alors les *Archives*. Peu après (2), l'article parut en effet sous ce titre : *De l'influence du dernier ouvrage de madame de Staël sur la jeune opinion publique;* il était précédé de quelques lignes dues à la plume de M. Guizot :

« Nous avons rendu compte, disait-on, du dernier ouvrage de Mme de Staël; nous n'avons pas hésité à affirmer qu'il exercerait une grande et salutaire influence. Nous avons dit que cette influence se ferait surtout sentir dans cette jeune génération, l'espoir de la France, qui naît aujourd'hui à la vie politique, que la Révolution et Bonaparte n'ont ni brisée ni pervertie, qui aime et veut la liberté sans que les intérêts ou les souvenirs du désordre corrompent ou obscurcissent ses sentimens et son jugement, à qui, enfin, les grands événemens dont fut entouré son berceau ont déjà donné, sans lui en demander le prix, cette expérience qu'ils ont fait payer si cher à ses devanciers. Qu'il nous soit permis d'apporter ici, à l'appui de notre opinion, un exemple que nous ne saurions

(1) Au château du Marais, chez Mme de La Briche, belle-sœur de la célèbre Mme d'Houdetot et belle-mère de M. le comte Molé. C'est au Marais aussi que, l'année précédente, il avait lu, pour la première fois, quelque chose de lui, le morceau sur *la jeunesse*, qui commence les *Mélanges*. Sur cette société d'un goût délicat, il n'avait pas craint de faire le premier essai d'une production de son esprit; mais, pour le morceau politique sur Mme de Staël, il ne s'ouvrit qu'à M. de Barante.

(2) *Archives philosophiques, politiques et littéraires*, tome V, 1818.

nous empêcher de trouver fort remarquable; c'est le petit écrit qu'a inspiré à un jeune homme la lecture de l'ouvrage de Mme de Staël; sans doute les semences que contient cet ouvrage trouveront rarement une terre aussi promptement, aussi richement féconde. Mais l'exemple n'en a que plus de valeur; ce qui a pu exciter dans un esprit naturellement distingué tant d'idées saines, tant de sentimens nobles, ne manquera pas, à coup sûr, de les propager dans un grand nombre d'autres esprits. Ces sentimens et ces idées forment déjà notre atmosphère morale, et il faut que les gouvernemens s'y placent aussi, car, hors de là, il n'y a point d'air vital. »

Suivaient les pages sur *la Révolution française* qu'on peut lire en partie reproduites au tome Ier des *Mélanges* (1). L'article fit du bruit, et même un peu de scandale, dans les cercles où vivait le jeune auteur. Il y avait à cela plusieurs raisons, et non pas toutes frivoles. Le fils jugeait l'Empire, et ses parens l'avaient servi. Depuis la Restauration, M. de Rémusat père était préfet, le fils lui-même semblait destiné alors à une carrière au sein de l'ordre établi (2). Juger de si haut le régime d'hier, tracer si décidément la marche à celui d'aujourd'hui, c'était une grande hardiesse assurément dans un jeune homme. Et puis faire un article de journal! passe encore si c'eût été une chanson. En revanche, M. Auguste de Staël cherchait, pour le remercier, l'admirateur de sa mère; Mme de Broglie lui écrivait pour l'appeler; M. Guizot l'attirait chez lui, et M. Royer-Collard qu'il y rencontrait un soir, et devant qui on parlait de je ne sais quel ouvrage nouveau, se prit à dire de ce ton qu'on lui connaît : *Je ne le relirai pas,* et se retournant aussitôt vers le jeune Rémusat : *Je vous ai relu, monsieur* (3).

Chacun a son destin qui, tôt ou tard, se fait jour : *fata viam invenient.* Cela est vrai des individus comme des empires. Voilà donc M. de Rémusat auteur, et le voilà du groupe doctrinaire. Son étoile l'y conduisait. C'était bien le monde qui lui convenait le mieux comme exercice et développement de la pensée, un monde aussi ennemi du commun populaire que du convenu des autres salons, qui ne craint point les idées, pas même les systèmes; où tout fait question, où tout se discute, s'analyse, se généralise; où l'esprit n'a pas trop de tous ses replis, ni l'entendement de toutes ses formes; où les lectures solides, les considérations élevées se résument toujours et s'aiguisent en une rédaction ingénieuse; où cette *ingéniosité* de tour est un cachet non moins

(1) Pages 92-102.

(2) M. Molé, à ce moment ministre de la marine, l'avait admis à travailler dans la Direction des colonies.

(3) M. Royer-Collard lui-même avait reçu une vive impression de cet ouvrage posthume de Mme de Staël; jusque-là il avait toujours eu contre elle d'assez fortes préventions, mais en lisant ces *Considérations* si hautes, si viriles et à la fois si prudentes, *sur la Révolution française*, il rendit les armes et s'avoua vaincu. Le doyen du groupe ne sentit pas autrement que le plus jeune initié.

distinctif que la haine du médiocre. On a depuis appliqué la qualification de *doctrinaire* à tant de choses et à tant de gens, que c'est à faire pitié, quand on sait combien ce terme se restreignait primitivement à une élite, presque à une secte d'esprits éminens qui ne se pouvaient confondre avec les plus proches. Le gros public n'en fait jamais d'autres; mais c'est assurément la plus lourde injure qu'il ait pu infliger aux vrais doctrinaires que de les envelopper dans cet à-peu-près. Durant les dernières années, quand il entendait prodiguer l'appellation devenue banale, M. Royer-Collard disait : « Que veulent-ils parler de doctrinaires? Ce que je sais, c'est que nous étions trois d'abord, M. de Serre, Camille Jordan et moi. » Sans remonter si haut, sans nous reporter à cet âge presque mythologique du parti doctrinaire, nous trouvons, au moment où M. de Rémusat y fit son entrée, que la tête du groupe se composait exactement de M. Royer-Collard, du duc de Broglie, de M. de Barante et de M. Guizot. En se liant avec tous, et plus particulièrement encore avec M. Guizot, dont il se plaît à dire qu'aucun esprit n'a plus agi sur le sien, M. de Rémusat garda, comme on peut croire, sa propre originalité. Bien jeune, il apportait des idées et même des convictions déjà faites, un fonds de *pure gauche* en politique, le culte philosophique de la raison et de la vérité; il se *doctrinarisa* pour la forme et pour l'agrément.

Dans le même temps, sa métaphysique s'éclairait d'un nouveau jour en rencontrant celle de M. Cousin, et tout d'abord il marqua dans l'école philosophique au premier rang des amateurs, en attendant qu'il y fît sa place comme un maître. Cette veine plus tard se retrouvera.

Une question se présente qu'autant vaut peut-être agiter ici et qu'aussi bien nous ne saurions éluder. En présence d'une nature si complexe, mais si loyale et si franche, qu'avons-nous après tout à craindre de pousser jusqu'au bout l'étude? Et d'ailleurs, sous l'œil d'un esprit si clairvoyant, n'est-ce pas le seul digne hommage? M. de Rémusat a certes en lui du sceptique, il a du railleur, et de plus il aime la vérité, et il eut à de certains jours, il a pour elle de ces *merveilleux amours* dont parle Cicéron après Platon. Or, lequel des deux en lui domine? Lequel, en définitive, se rencontre le plus avant pour qui le sonde? Est-ce le fond solide ou l'ondoyant? Vous croyez que c'est l'ondoyant; mais n'y a-t-il pas un fond plus solide par-delà? Vous croyez que c'est le solide; mais n'y a-t-il point par-delà un fond plus fuyant encore? Là est le nœud du problème. Qui peut dire ce dernier mot des autres? Le sait-on soi-même de soi? Souvent (si je l'osais dire) il n'y a pas de fond véritable en nous, il n'y a que des surfaces à l'infini.

En nous tenant pourtant à notre objet, que voyons-nous? qu'avons-nous vu déjà? Jeune homme, il aimait la métaphysique, et tout à côté il faisait des chansons; il avait ses opinions, ses idées chères, intimes,

et tout à côté il les analysait, il s'en rendait compte. Dans cette mesure, nous le possédons au complet, ce me semble. Tel il est, tel il sera. Chez lui, la chanson, ou, si vous aimez mieux, la raillerie fine s'en va accoster la métaphysique, la prendre sous le bras dans ses heures de récréation, si bien qu'on ne sait par momens laquelle devance et a le pas sur l'autre. Et d'autre part l'analyse aussi, l'inexorable analyse, accoste toujours sa conviction ou sa passion, et l'observe et la décompose chemin faisant, au point de la déconcerter, si celle-ci n'était bien ferme et bien décidée à persister *quand même*. Tout cela marche et coexiste sans se détruire. Figurons-nous bien le cortége : la plus pénétrante des analyses à droite, la plus fine des railleries à gauche, et pourtant il y a une ardeur, une conviction, qui, chez cette nature élevée, a la force de cheminer entre ce double accompagnement.

On le comprend toutefois, pour atteindre jusqu'ici à toute sa destinée, soit politique, soit littéraire, pour remplir, comme on dit, tout son mérite, qu'a-t-il manqué à une supériorité si constante? Rien qu'un défaut peut-être. Mais, certainement, une qualité de moins aurait mis ses autres qualités plus à l'aise. Elles se sont tenues en échec l'une l'autre. Et qu'importe? dirons-nous, et dira comme nous quiconque ne se règle pas sur le *paraître*. Ce qui a pu nuire ainsi à l'entier développement extérieur et à l'effet solennel de l'ensemble aura tourné plus sûrement au profit de la distinction exquise, de la connaissance infinie et de l'agrément. Il y a en un seul plusieurs hommes qui pensent, qui jouent, qui s'animent, qui se prennent à partie, qui se répondent, (chose plus rare!) qui vous écoutent et qui vous répondent aussi, et le tout fait une réunion délicieuse, *totam suavissimam gentem*, disait Voltaire en parlant de la plus aimable des sociétés philosophiques de sa jeunesse.

Quoi qu'il en soit de ce charme intérieur, M. de Rémusat a beaucoup agi au dehors, beaucoup influé, beaucoup écrit, sans parler de l'avenir ouvert qui lui reste. Voyons-le à l'œuvre dans le passé; il s'y est mis de bonne heure et voilà près de trente ans. Son début fut du côté de la politique. Depuis la fin de 1816, la Restauration marchait dans le sens de la Charte et se rapprochait lentement du libéralisme. L'ordonnance du 5 septembre, en brisant la chambre de 1815, avait rendu au gouvernement de Louis XVIII la liberté de son action. Pendant les quatre années qui suivirent, il y eut une tentative sérieuse, sincère, pour poser les bases du régime constitutionnel, et le mettre en équilibre au milieu des violences des partis. Ce furent même, à les envisager de loin, les seules années durant lesquelles la Restauration aurait pu réellement se fonder par ses propres mains et s'affermir. Le ministère Villèle, en venant, dès 1821, reprendre à sa manière l'œuvre de la chambre de 1815 et en se prolongeant six ans, perdit tout; il mit la méfiance et la désaffection dans tous les rangs. Il n'y eut plus, après ce long et détesta-

ble ministère, qu'une courte halte sous M. de Martignac, une halte en apparence triomphante, mais inquiétée au fond et compromise par le souvenir de tout ce qui avait précédé. Le terrain était miné sous les pieds, et, quoique l'atmosphère générale des esprits fût alors fort calmée et presque libre d'orages, une cour aveugle ne le croyait pas, et on ne croyait guère en elle. La Restauration se divise donc naturellement en deux portions, celle qui précède le ministère Villèle, et celle qui en provient. M. de Rémusat, qui prit une part si brillante aux luttes de la seconde moitié et qui fut, vers la fin, un des chefs de la jeune garde militante, combattit aussi dans la période antérieure comme un actif et vaillant soldat. Le premier ministère de M. de Richelieu, en se dissolvant de lui-même à la fin de 1818, avait fait place au cabinet présidé par M. Dessoles, qui fut le plus libéral de tous ceux de la Restauration. Le jeune Rémusat y devint ministériel, et ce fut son seul temps de ministérialisme avant 1830. Tout récemment lié par son article des *Archives* avec les chefs doctrinaires qui étaient les conseillers intimes du cabinet, il suivit M. Guizot, alors directeur général à l'intérieur, et pendant toute l'année 1819 il servit de sa plume une politique qui tendait à réaliser ses vœux. On l'employa utilement à ces sortes d'écrits destinés à la circonstance, et qui ne lui survivent pas. De cette quantité de publications officielles ou semi-officielles, exposés de motifs, brochures explicatives des projets de loi, etc., etc., nous n'en indiquerons qu'une sur la *responsabilité des ministres*, et une autre sur la *liberté de la presse*. Cette dernière, qui avait pour objet de motiver et d'appuyer les projets de loi présentés sur la définition des délits de presse et sur leur mode de jugement par le jury (1), se recommande encore aujourd'hui par des idées générales très hautes, très fermes, exprimées non sans éclat. Il m'est impossible d'y rien noter de juvénile, si ce n'est peut-être une certaine forme condensée, un enchaînement parfois si serré qu'il peut paraître obscur, en un mot une légère exagération de la maturité. L'auteur y embrasse et y résume d'un coup d'œil philosophique les différentes phases par lesquelles a passé la liberté de la presse en France. L'opinion sur ce chapitre devança toujours les lois, et les éluda. Ce fut seulement dans la première moitié du XVIIIe siècle que l'opinion commença à devenir une puissance :

« Dès cette époque, disait M. de Rémusat, la liberté de penser, suite naturelle de cette oisiveté de la civilisation, qui, suspendant le cours des passions violentes, force l'esprit à se replier sur lui-même, à scruter ses propres conceptions, et remet ainsi les croyances sous le contrôle du raisonnement; la liberté de penser, gênée par la double barrière que lui opposaient le pouvoir et l'usage, cherchait de toutes parts une issue, impatiente de se produire au dehors. Comme elle aspi-

(1) Voici le titre exact : *De la Liberté de la Presse, et des Projets de loi présentés à la Chambre des Députés dans la séance du lundi 22 mars 1819.*

rait à la notoriété, elle ne tarda pas à regretter l'absence de la liberté d'écrire et s'efforça de la rejoindre partout où elle eut l'espoir de la trouver. Quoique celle-ci ne fût nulle part établie, chaque état cependant la recélait par rapport aux états voisins. Il suffisait, pour en jouir, de passer deux fois la frontière; la pensée qui sortait manuscrite revenait imprimée dans son pays natal. Un livre hardi était alors poursuivi comme contrebande, et les auteurs cherchaient moins à éluder les tribunaux que la douane.

« La prohibition produisit son effet ordinaire; elle encouragea la fraude. La France fut couverte d'ouvrages, dont le plus grand mérite était d'être défendus. L'impossibilité de les saisir tous amena quelque tolérance, et les exceptions se multiplièrent, malgré les édits et les arrêts; car les ministres, qui se piquaient d'être à la mode, se montrèrent moins rigoureux que le parlement. La prohibition ne servait, en effet, que l'ordre établi, dont on commençait à se soucier très peu; la liberté plaisait à la bonne compagnie, la première puissance de cette époque. Les livres qui flattaient son esprit furent donc accueillis avec empressement. Tel qui en requérait la lacération eût rougi de ne pas les avoir dans sa bibliothèque, et plus d'un lisait par goût les pages qu'il faisait brûler par convenance. »

On ne saurait mieux dire ni rendre plus fidèlement l'esprit d'un siècle. L'auteur rapporte à M. Turgot l'honneur d'avoir l'un des premiers, le premier peut-être, fait entrer la publicité *dans ce qu'on avait jusqu'alors assez singulièrement nommé les affaires publiques.* L'abbé Morellet, *un écrivain que l'on a toujours rencontré,* disait M. de Rémusat, *dans la route de la vérité et de la justice* (1), avait composé, en 1764, des *réflexions sur les avantages de la liberté d'écrire et d'imprimer sur les matières de l'administration;* son livre ne put être imprimé que dix ans après, sous le ministère de M. Turgot. Depuis lors, et malgré les efforts restrictifs, la liberté politique de la presse ne cessa de gagner du terrain : elle existait de fait au moment de la convocation des États-généraux. Proclamée alors plutôt que constituée, elle partagea, sous les régimes qui suivirent, le sort de toutes les autres libertés; la faction dominante se l'adjugea, et elle devint un des priviléges du plus fort.

« Toujours est-il vrai de dire, ajoutait l'auteur, que, même alors, en qualité d'instrument de publicité, la presse fut regardée comme un moyen de gouvernement, et le dernier maître qui a possédé la France le reconnut lui-même à son tour. Dans le grand nombre des nécessités politiques qu'impose le temps où nous vivons, il n'y en a guère qui aient échappé à sa pénétration, hors la nécessité d'être juste. Véritable usurpateur des forces de la société, il s'en arrogea l'emploi pour s'en approprier le bénéfice, espèce de grand monopole qu'il voulut étendre sur l'Europe entière. C'est ainsi que, remarquant la puissance actuelle de la presse, il la confisqua au profit de son empire, et la contraignit à devenir complice de son système de déception; mais cet abus même indique qu'en cela,

(1) Notez ces traces directes du XVIIIe siècle, plus marquées que ne les admet en général l'école doctrinaire.

comme en tout, il comprit son siècle, et la preuve qu'il le comprit, c'est qu'il ne chercha pas moins à le corrompre qu'à le comprimer. Non content d'effrayer par la force, d'entraîner par le succès, d'éblouir par la gloire, il jugea qu'il fallait encore s'adresser à l'esprit des hommes et le séduire; il se mit à plaider lui-même, dans le *Moniteur,* la cause qu'il gagnait avec son épée. Je ne sache pas de signe plus frappant de la nature du temps où nous sommes, que cette obligation où se crut un conquérant de se faire sophiste; singulière combinaison, qui semble à la fois une insulte et un hommage à la raison humaine! »

Poursuivant ses déductions, l'auteur s'appliquait à montrer que la liberté reconnue aux citoyens de communiquer entre eux et de prendre acte de leurs opinions (ce qui, dans un grand empire, ne peut se faire que par la presse), était le seul moyen de créer une pensée commune fondée sur un commun intérêt, de hâter la formation des masses, et, en dissipant les fantômes nés du conflit des souvenirs, d'éclairer la société entière sur son état réel, sur les forces qui avaient grandi et s'étaient développées chez elle en silence; pour les faire tout aussitôt apparaître, il ne fallait qu'un gouvernement libre : *la Restauration,* disait-il vivement, *a mis la France au grand jour.*

Et repoussant les évocations du passé qui défigurent le présent et qui empêchent de le reconnaître dans ce qu'il a d'essentiel et de nouveau, il signalait cet autre genre d'illusion tournée vers l'avenir, et qui consiste à rêver toujours au-delà, à chercher plus loin vaguement ce que déjà l'on possède si l'on sait bien en user : « Est-il donc si difficile, « concluait-il, de voir ce qui est, et de sentir qu'il n'y a plus lieu d'ap- « préhender des événemens qui sont aujourd'hui consommés, ni de « désirer des résultats qui maintenant sont obtenus? »

C'est ainsi qu'il cherchait à convaincre la Restauration du bienfait qu'elle recélait et à le lui faire rendre sans contrainte. Le publiciste éclairé dégageait à merveille les idées et les intérêts; mais alors on avait à compter avec les passions.

Toujours et partout on a plus ou moins à compter avec elles, avec les entêtemens ou avec les rêves, avec un faux imprévu qui déjoue. Lorsqu'on est jeune, qu'on a l'esprit élevé comme le cœur, et qu'on croit à la raison universelle, si clairvoyant et si avisé d'ailleurs qu'on puisse être, on est d'abord tenté de se dire que la sottise humaine a fait son temps et que le règne du vrai commence, tandis qu'en réalité cette sottise ne fait que changer de costume avec les âges, et que, sous une forme ou sous une autre, elle est notre contemporaine toujours.

M. de Rémusat, jeune, luttait contre de semblables idées, et, toutes les fois que l'occasion s'en représente, nous le retrouvons qui lutte encore. Il n'admet pas que l'humanité soit dupe. Qui mieux que lui, avec sa finesse, sait pénétrer les préjugés et les travers de son temps, ceux de l'espèce même? Il se fait assurément toutes les objections. Et pour-

tant il a foi, il se confie volontiers en l'instinct public, en la raison croissante des masses. Ce n'est pas pour la forme, c'est en conscience que cet esprit d'élite fait appel au vœu des majorités, qu'il leur accorde non-seulement une puissance de fait, mais comme une faculté de justesse. Il est bien peu d'hommes, depuis vingt-cinq ans, dont le libéralisme ne se soit usé, découragé ou perverti; le sien a tenu bon et a gardé de sa flamme. Chez un esprit de cette qualité, c'est une sorte de phénomène. On peut dire de lui qu'il a une religion politique.

Nous en retrouverions l'idée et presque le dogme proclamé dans une brochure, la première à laquelle il ait mis son nom, et qu'il publia en 1820 sous le titre : *De la Procédure par jurés en matière criminelle.* Le ministère de 1819 préparait sur cette matière une loi, dont M. de Broglie, déjà le plus savant des légistes politiques, était l'inspirateur. Une commission avait été nommée; M. de Rémusat, qui en faisait partie comme secrétaire, évoqua à lui la question et composa une espèce d'ouvrage, de traité, qui avait pour but d'éclairer et de sonder l'opinion, mais qui ne parut qu'au lendemain de la circonstance et d'un air de théorie.

Dans les premières pages, l'auteur trace à la politique, *à la science de la société* (comme il la définit), une sorte de voie moyenne entre l'utopie et l'empirisme, entre l'idée pure et la pratique trop réelle :

« Si la politique, disait-il, ne voit dans les événemens que de vaines formes, dans les noms propres que de vains signes, elle ne sait qu'inventer des lois chimériques pour un monde supposé, si elle n'aperçoit ici-bas que des accidens et des individus, elle gouverne le monde par des expédiens : placée entre la République de Platon et le Prince de Machiavel, elle rêve comme Harrington ou règne comme Charles-Quint. »

S'attachant à dégager le droit sous le fait et à maintenir la part de la raison à travers le hasard, il estime qu'à toutes les époques de la civilisation il est possible et il serait utile de revendiquer la vérité, mais cela lui paraît surtout vrai du temps présent :

« On peut juger diversement le passé, dit-il, mais on doit du moins reconnaître que le temps présent a cet avantage que nulle idée n'a la certitude d'être inutile : la raison n'est plus sans espérance; comme une autre, elle a ses chances de fortune. Si elle n'est pas sûre de vaincre, toujours peut-elle se présenter dans la lice. Comme le berger de Virgile, la liberté l'a regardée tard, mais enfin la liberté est venue et ne l'a point trouvée oisive comme lui. »

Libertas quæ sera tamen respexit inertem.

On reconnaît là une de ces allusions classiques comme les aime la plume de M. de Rémusat. L'ingénieuse finesse du talent littéraire se décèle jusque dans ces matières un peu sombres (1).

(1) C'est ainsi qu'au début de sa brochure sur *la Liberté de la Presse* il montrait

Continuant de plaider la cause de la raison émancipée et des conséquences toutes nouvelles qui en découlent, il pose d'une façon absolue certains principes, il se complaît à dérouler certaines maximes générales qu'il est piquant, après tant d'années, de pouvoir confronter avec les résultats et de contrôler :

« Les événemens, écrivait-il, semblent avoir préparé la France pour l'application des théories, et les faits ont en quelque sorte travaillé pour les principes. Jamais société ne s'est trouvée, pour ainsi dire, dans une disposition plus rationnelle. Les opinions ne demandent aujourd'hui qu'à devenir des lois, et ces lois n'ont point à briser des habitudes, des préjugés, des intérêts, toutes ces entraves inévitables et souvent légitimes qui gênent presque en tous lieux l'essor de la vérité. Telle est notre situation, que ce qui exposerait d'autres peuples nous rassure : nous attendons comme une garantie ce qu'ils ambitionneraient comme une conquête; l'esprit de conservation sollicite chez nous ce que réclame ailleurs l'esprit de nouveauté. La liberté politique n'est plus pour nous une affaire de goût, mais de calcul.... Loin d'exposer aucune existence, elle les tranquillise toutes; loin d'irriter les passions, elle les pacifie.... Encouragée par cette disposition générale des esprits, la pensée individuelle se sent à l'aise et ne craint plus de se livrer à elle-même;... sur quelque point de l'ordre politique qu'elle se porte, elle trouve presque toujours qu'elle a été prévenue par l'opinion, disons mieux, par l'instinct public, qui, d'avance, signale les abus, dénonce les besoins, demande les réformes. La tâche des publicistes en devient plus facile; il ne s'agit plus pour eux de deviner, mais d'entendre; ils ne provoquent plus, ils répondent. »

Il fallait être doué à la fois d'une grande puissance de discernement et d'abstraction pour voir ainsi à la fin de 1819. Le fait est que, si l'on peut se figurer le corps social d'alors sans les accidens et les symptômes qui masquaient sa disposition fondamentale, il demandait plutôt à être traité dans ce sens; mais ces accidens, ces symptômes ne faisaient-ils pas une complication grave, qui devenait par momens l'objet principal et qui contrariait la méthode pure? En essayant d'appliquer directement leurs principes sous le ministère Dessoles, en se préoccupant plus des choses que des hommes, et en se persuadant trop que le rôle de l'*homme d'état* se réduisait désormais à celui de *législateur*, des esprits éclairés tinrent-ils assez de compte de toute cette situation réelle, et n'eurent-ils pas trop de confiance en un malade qui n'était pas assez calmé? Ils discernaient avec une rare supériorité de coup d'œil le fond du tempérament du malade, qui était excellent, mais ils faisaient abstraction de la fièvre qui lui restait, et dont les accès allaient redoubler. Ils se flattaient d'interroger le pays indépendamment des partis; les

cette liberté invoquée tour à tour de chaque parti dans la disgrace, mais le plus souvent repoussée des mêmes gens sitôt qu'ils la voient paraître : « Au triste accueil qu'elle reçoit « d'eux, disait-il, on serait tenté de penser qu'ils l'invoquaient comme le bûcheron de la « fable invoquait la mort; elle ne les aide qu'à recharger leur fardeau, et ils la prient de « repartir. » Ce genre d'agrément détourné est un des cachets de sa manière.

partis s'en mêlèrent et répondirent. L'élection de l'abbé Grégoire, par exemple, ne nous effraie pas aujourd'hui, mais elle ne pouvait point ne pas effrayer les régnans d'alors, et elle semblait un défi que devaient exploiter avec fureur ceux qui avaient pour cri : *la Charte et les honnêtes gens*. La division se mit dans le cabinet et au sein du groupe doctrinaire lui-même. L'assassinat du duc de Berry trancha le nœud et rejeta loin la mise en œuvre des théories. Le second ministère de M. de Richelieu, en essayant de s'interposer dans cette crise, et en le faisant avec une sincérité, avec un dévouement incontestables de la part de plusieurs d'entre ses membres, ne put que retarder par des biais et mitiger par des palliatifs un résultat prévu. La santé de Louis XVIII, qui s'affaissait à vue d'œil et entraînait sa volonté, la fixité étroite et opiniâtre du comte d'Artois, qui convoitait cette fin de règne, c'étaient là des données matérielles et presque fatales dans la politique du moment, et tout l'art humain n'y pouvait rien. Il arriva donc en définitive ce qui arrive si souvent dans les choses humaines : la raison n'eut pas tout-à-fait tort, elle ne fut qu'en partie déjouée. *Elle eut, comme une autre, ses chances de fortune,* selon que le remarquait spirituellement M. de Rémusat, c'est-à-dire qu'elle obtint dix ans plus tard, et par l'auxiliaire d'un fait instantané, un régime dont la société eût réclamé l'application graduelle et ménagée dix ans plus tôt. Mais, le jour où les réformes furent conquises, la société, de nouveau remuée, n'y répondit pas comme elle aurait fait en temps plus utile. Des passions nouvelles se dessinèrent; des désirs confus, un vague malaise ont succédé qui, chez une nation mobile, sont peut-être pires que les passions mêmes. Ces ennuis et ces désirs compliquent la situation présente, tout comme les passions d'alors compliquaient cette disposition *rationnelle* d'autrefois, et, si l'on voulait prêter l'oreille aujourd'hui à *l'instinct public* pour savoir au juste ce qu'il demande, on serait vraiment fort embarrassé de le dire et de lui répondre. Et c'est ainsi que le règne de la raison s'ajourne toujours.

Ces réflexions s'adressent bien plutôt à la théorie doctrinaire primitive qu'à M. de Rémusat lui-même, dont j'ai indiqué les diversités particulières; mais, dans cet écrit de 1820, il a payé un plus large tribut que partout ailleurs au pur doctrinarisme pour le fond comme pour la forme. Si l'ensemble de l'ouvrage prouve une grande force d'analyse, le style, par son caractère abstrait et scientifique, y jure un peu avec ce que cet élégant esprit a naturellement de souple et de dispos jusque dans sa fermeté.

Ajoutons pour mémoire un écrit sans nom d'auteur, composé pendant les orages de la loi des élections, en juin 1820 (1), et distribué aux chambres, et l'on aura idée de la part très active que prit M. de Rému-

(1) Sous ce titre : *Amendemens à la loi des élections.*

sat à la politique dans cette première période de la Restauration. Une chanson de lui, pleine de sentiment, intitulée *le Retour ou le mois de juin* 1820, nous le montrerait abandonnant, abjurant à cette heure une querelle qu'il jugeait désespérée, et se retournant vers des dieux plus indulgens :

Je le sens trop, les jours de mon jeune âge
A de faux dieux étaient sacrifiés;
Deux ans d'erreur m'ont enfin rendu sage,
Et la raison me ramène à tes pieds.

Mais c'est dans la littérature que nous devons suivre seulement et saluer son retour.

Un mot pourtant encore, avant de prendre congé avec lui de cette première époque. M. de Rémusat a beaucoup de projets pour l'avenir; de ce nombre il en est un très simple, très facile à réaliser, et qui mérite bien d'occuper sa plume quelque matin : c'est de tracer un portrait de M. de Serre, de cette figure si élevée, si intéressante, de cet orateur à la *voix noble et pure,* et qui, même lorsqu'il se trompait, ne cédait qu'à des illusions généreuses. En revenant sur un sujet si bien connu de lui, M. de Rémusat retrouverait ses jeunes impressions, ses premières flammes, et il les saurait tempérer de cette lumière plus adoucie qui naît de la perspective. Ce serait une occasion heureuse de résumer et de concentrer autour d'une figure brillante tant de souvenirs personnels devenus si tôt de l'histoire (1).

Même en 1819, et dans le moment où il se livrait le plus à l'entraînement politique, M. de Rémusat n'avait pas tout-à-fait laissé la littérature. C'est en cette année que fut fondé *le Lycée,* où Charles Loyson et M. Villemain l'appelèrent. Les opinions exprimées dans ce recueil étaient en général classiques, mais modérées, ouvertes, conciliantes; elles avaient une couleur de centre droit littéraire. M. de Rémusat y forma une sorte de côté gauche. Les deux articles qu'il a recueillis dans ses *Mélanges* (sur *Jacopo Ortis* et sur *la Révolution du théâtre*) (2) nous le montrent, dès l'entrée, critique aguerri et résolu novateur. Les pages dans lesquelles il compare ensemble Werther et René, à l'occasion

(1) M. Royer-Collard me fit l'honneur une fois de me parler de M. de Serre, son ami, « le seul homme, disait-il, avec qui il ait vécu durant des années en intimité et en com- « munication parfaite, profonde. Camille Jordan n'était pas un esprit aussi sérieux, c'était « plutôt un homme charmant et du monde. Mais M. de Serre! sérieux, imagination, « éloquence, il avait tout; il y joignait seulement la faculté de se faire des illusions. C'est « ce qui l'a perdu à la fin. Il a cru sincèrement qu'il allait sauver la monarchie, et il a « rompu avec ses antécédens. — Il s'étonnait que je ne le suivisse pas, ajoutait M. Royer- « Collard : *moi,* lui ai-je dit, *je ne suis pas, je reste.* Mais je ne lui en ai jamais voulu. « Il y avait entre nous de l'*ineffaçable.* »

(2) J'en note un troisième, qui n'a pas été recueilli, sur les *OEuvres de madame de Staël* (*Lycée,* tome III, p. 156).

du héros très secondaire de Foscolo, sont d'un voisin de cette famille et qui s'est autrefois assez inoculé de ces maladies pour ne plus s'arrêter au coloris littéraire et pour ne s'attacher qu'au germe caché. Le passage sur René pourtant doit sembler sévère, en ce que, pour la juger, il commence par dépouiller une nature poétique de tous ses rayons. Quant aux pages de pronostic sur la révolution du théâtre, on y sent, à travers toutes les politesses, un témoin hardi et ennuyé qui, pour peu que cela traîne, est tout prêt à se mettre de la partie, et qui, en attendant, harcèle avec grace les retardataires. Quelle plus fine et plus piquante raillerie que celle qu'il fait de ces honnêtes bourgeois de la république des lettres, gens à idées rangées, bornés d'ambition et de désirs, satisfaits du fonds acquis, et trouvant d'avance téméraire qu'on prétende y rien ajouter. « Ce sont, dit-il en demandant pardon de l'ex-« pression, des *esprits retirés*, qui ne produisent et n'acquièrent plus; « mais ils ont cela de remarquable qu'ils ne peuvent souffrir que d'au-« tres fassent fortune. » Relevant le besoin de nouveauté qui partout se faisait sourdement sentir, et qui s'annonçait par le dégoût du *factice* et du *commun, ces deux grands défauts de notre scène :* « Qu'il paraisse, « s'écriait-il, une imagination indépendante et féconde, dont la puis-« sance corresponde à ce besoin et qui trouve en elle-même les moyens « de le satisfaire, et les obstacles, les opinions, les habitudes ne pour-« ront l'arrêter. » Bien des années se sont écoulées depuis, non pas sans toutes sortes de tentatives, et le génie, le génie complet, évoqué par la critique, n'a point répondu : de guerre las, un jour de loisir, M. de Rémusat s'est mis, vers 1836, à faire un drame d'*Abélard*, qui, lorsqu'il sera publié (car il le sera, nous l'espérons bien), paraîtra probablement ce que la tentative moderne, à la lecture, aura produit de plus considérable, de plus vrai et de plus attachant. Avoir su trouver l'intérêt, l'émotion, la bonne plaisanterie, l'*action* enfin, dans la dialectique, dans les catégories, dans la scholastique, le détour assurément doit sembler original et neuf. Il est curieux de suivre tout ce dont est capable un grand esprit piqué au jeu, et de voir, en désespoir de cause, la philosophie se faisant drame, la critique, à ce degré de puissance, devenue créatrice. Mais n'anticipons point le moment.

Les doctrinaires disgraciés, après s'être donné la satisfaction de voir tomber le second ministère Richelieu et d'y aider pour leur part, revinrent à la littérature, à la philosophie, à l'histoire; ils reportèrent leur mouvement d'idées dans ces champs féconds où ils étaient maîtres, et où les défauts de leur politique devenaient presque des qualités de leur étude. Dans toutes les branches, excepté la poésie, ils laissèrent des traces profondes, et contribuèrent plus que personne à fertiliser la dernière moitié de la Restauration, de même que leur rentrée en masse aux affaires après juillet 1830, en voulant doter le régime actuel de sa politique, l'a trop déshérité de la haute culture intellectuelle.

M. de Rémusat suivit ou devança ces divers mouvemens du groupe avec activité, avec aisance et à son plaisir. On vient de le voir préludant au mouvement romantique dans *le Lycée*. Il apprenait l'allemand pour lire Kant, et il s'en servit pour traduire avec son ami, M. de Guizard, le théâtre presque entier de Goethe (1), dans la collection des *Théâtres étrangers*. On trouverait dans ce même recueil des notices de lui sur quelques-unes des pièces de Goethe, ainsi que sur *le 24 Février* de Werner, sur l'*Emilia Galotti* de Lessing (1821-1822). — C'était le moment où il faisait pour l'édition de Cicéron, publiée par M. Victor Le Clerc, la traduction du *De Legibus* dont nous avons parlé. La remarquable préface qu'il mit en tête, à côté du cachet métaphysique moderne dont elle est empreinte, offre des traces de sa préoccupation politique récente. En montrant le parti aristocratique dont était Cicéron, il songe évidemment au *côté droit* arrivant aux affaires, et il peint l'un dans l'autre, trait pour trait (2).

Cependant, à la fin de 1821, M. de Rémusat avait perdu sa mère; un des premiers actes du ministère Villèle fut de destituer son père : le jeune homme se trouva tout-à-fait libre. Si dans les trois dernières années, en effet, il s'était émancipé politiquement, il ne l'avait fait encore que dans une certaine mesure et avec des égards pour des désirs respectés. Il put désormais se jeter sans balancer dans l'opposition militante. Tout en conservant des liens intimes avec les doctrinaires, il suivit plus hardiment la pente de son âge et de ses opinions qui l'inclinaient vers la gauche.

Les *Tablettes* se fondèrent (1823); il a raconté, dans l'article sur M. Jouffroy, comment ce recueil périodique devint le point de réunion des trois groupes, des trois *pelotons* comme il les appelle, qui formaient le corps de la jeune milice : 1° M. Thiers et son ami, ne faisant qu'un à eux deux et semblant plusieurs; 2° M. Jouffroy et les proscrits de l'École normale; 3° enfin, les volontaires sortis des salons, et parisiens pour la plupart. Dans le portrait qu'il a tracé de ces derniers (3),

(1) Tout le théâtre, hors le *Faust*, traduit par M. de Sainte-Aulaire.

(2) « Point de nouveauté si nécessaire et si légitime, écrivait-il, qu'ils ne crussent de « leur devoir de repousser; point d'usage reçu, point d'abus même, pourvu qu'il fût « ancien, qu'on ne les vît s'efforcer à tout prix de conserver ou de restaurer. *L'antiquité*, « *la sagesse de leurs pères*, étaient pour eux la règle infaillible. Ils ne négligeaient « aucune occasion d'assurer le moindre droit, le moindre privilége à l'ordre sénatorial et « au corps des patriciens, comme aux défenseurs des mœurs et des lois du passé. Le main- « tien ou le rétablissement du gouvernement aristocratique, le retour à ce qu'ils regar- « daient comme l'ancien régime, était leur seul effort et leur unique doctrine. Elle aurait « pu se réduire à ces deux mots : *les douze Tables et les honnêtes gens.* » (Préface du *De Legibus*, page 15.) Pour bien entendre l'allusion, il faut se rappeler la devise royaliste du *Conservateur* et de la *Monarchie selon la Charte*.

(3) « Dans une région sociale différente, des hommes du même âge, etc., etc. » (Voir au tome II des *Mélanges*, page 204.) C'est de même qu'à la page 202, sous figure collective, il a peint expressément M. Thiers.

il s'est peint lui-même avec une grande vérité, sauf un point seulement : quand il dit de la troisième classe de combattans, qu'ils étaient *moins populaires que les uns*, que les jeunes historiens de la Révolution française, il a raison ; mais quand il ajoute qu'ils étaient *moins originaux que les autres*, c'est-à-dire que l'élite universitaire, il fait trop bon marché de ce qu'il possède. Et qu'est-ce donc que cette fusion de qualités et de nuances sans nombre, sinon la plus rare et la plus distinguée des originalités?

En prenant décidément la plume comme une épée, pour ne la plus quitter qu'au lendemain de la victoire, celui qui se faisait franchement journaliste crut devoir justifier de ses motifs auprès de ses amis du monde, toujours prompts à se scandaliser. L'article intitulé : *Du choix d'une opinion*, qui contient une véritable profession de principes, s'adressait aux salons bien plus qu'au public. C'est en ce sens qu'il le faut lire et comprendre aujourd'hui. Ces *Mélanges*, ainsi interprétés, sont une suite de chapitres composant des *mémoires intellectuels*.

« Qu'on cesse donc de s'étonner, écrivait M. de Rémusat en terminant, si ceux que tourmente l'amour de ce qu'ils croient la justice ont consacré publiquement leur voix à répandre dans tous les cœurs le sentiment qui les anime. Ni les injures de la malveillance, ni le blâme des indifférens, ni les anxiétés de l'amitié timide ne sauraient leur persuader qu'ils n'aient point *choisi la meilleure part*. Et de quel prix serait la vie, avec les passions qui la corrompent et les chagrins qui la désolent, de quel intérêt serait la société que l'erreur égare et que la force ravage, sans le besoin de chercher la vérité et le devoir de la dire? De quoi serviraient à l'homme ces notions ineffaçables, qu'il trouve en lui-même, de son origine et de sa fin, si elles ne donnaient à sa destinée les caractères d'une mission?... La liberté, la dignité nationale, cette conséquence de la liberté, de la dignité de l'espèce humaine, est une croyance assez grande et assez belle pour remplir un cœur et relever toute une vie.... »

Voilà des accens. Ils trouvaient alors écho dans toutes les jeunes ames. C'était un moment plein de solennité que celui où l'on consacrait ainsi à une juste cause un feu et un talent qu'on croyait inépuisables comme elle. Cela était vrai en politique, en littérature, en art, en tout.

Le temps a marché, et il s'est trouvé (chose remarquable!) que les causes que l'on épousait ont moins duré que la vie des hommes, moins que leur jeunesse même, moins que leur talent! Si l'on prenait des noms propres parmi les plus éminens de nos jours, en religion, en poésie comme en politique, on serait frappé de cette rapidité avec laquelle les sujets et les trains d'idées se sont usés en peu d'espace. Il a fallu de la sorte, pour les esprits infatigables, comme une suite de relais successifs, et tel, sa vie durant, se trouve avoir eu deux ou trois idées tuées sous lui. Autrefois les choses allaient moins vite; les régimes politiques, aussi bien que les restaurations morales, moins battus en brèche, se maintenaient d'ordinaire au-delà d'une vie; il n'y avait pas

tant de ces changemens à vue sur la scène du monde. Les grandes intelligences avaient devant elles de longues carrières où se développer. Elles s'y enfermaient bien souvent; dans tout ce qui les entourait, elles trouvaient plutôt alors trop de garanties contre elles-mêmes. Nous sommes tombés aujourd'hui dans l'inconvénient contraire. Les barrières ayant été renversées et les hauteurs rasées, tout le monde est en plaine; l'air du dehors excite, l'examen pénètre partout; le pour et le contre sollicitent chaque matin; à ce jeu, l'esprit s'aiguise vite, en même temps que les convictions s'épuisent. Les grands talens surtout sont comme aux abois et ne savent que devenir; à bout de leurs premiers motifs, et depuis que les grandes causes ont fait défaut, ils cherchent des thèmes. Ils en trouvent d'étranges parfois, car ils en prennent partout, et chez le voisin, et jusque chez l'ancien adversaire. Il en résulte les plus singuliers mélanges. A ne voir que certaine surface, on pourrait se croire arrivé, dans l'ordre des esprits, à un carnaval de Venise universel.

Non pas tout-à-fait universel. Il est des intelligences qui résistent, qui protestent contre cette défaillance ou cette mobilité d'alentour, et ne se laissent pas volontiers entamer. M. de Rémusat est de ceux du moins qui ne sauraient se faire à l'indifférence en matière de vérité; c'est sous cette forme plutôt philosophique qu'il combat le mal présent. Lui qui comprend tout et qui est tenté d'excuser beaucoup, lui dont souvent le goût s'amuse et qui, à ce prix, deviendrait peut-être trop indulgent, il a ses points fixes, ses hauteurs naturelles où il se reprend en idée. Il continue, en toute rencontre, de porter respect aux pensées et aux vœux de sa jeunesse.

En ce temps-là, on était loin de la promiscuité d'opinions; les camps restaient tranchés; chacun combattait sous son drapeau et savait que l'adversaire en avait un qu'il fallait ravir. C'était l'heure aussi des nobles amitiés, des intimes alliances. Dans cette collaboration des *Tablettes*, M. de Rémusat connut M. Thiers et se trouva aussitôt lié avec lui d'un lien beaucoup plus étroit qu'il ne semblait. Quand les *Tablettes* disparurent, M. Thiers essaya de fonder avec M. Mignet un autre recueil périodique, et il vint trouver d'abord M. de Rémusat en lui disant : « Sachez que je ne ferai jamais rien sans vous demander d'en être. » Et il a tenu parole depuis en toute occasion. Cette sorte d'avance et d'attention honore celui de qui elle partait et qui ne la prodigue pas. C'est ici le goût vif de l'esprit pour l'esprit, qui se déclare, car on peut certes avoir de l'esprit autrement, et sous bien des formes différentes, et justes, et fines, mais en prenant le mot comme jet, comme source, comme fertilité continuelle, il n'est pas d'homme en France qui, d'emblée et à tout propos, ait plus d'esprit que ces deux-là. Joignez-y M. Cousin.

Dans cette prompte alliance pourtant, ainsi formée, de M. Thiers à M. de Rémusat, indépendamment du seul esprit, il y avait encore un

sentiment public élevé, une chaleur de bonne intelligence politique qui s'y joignait et qui scella le lien.

Je n'énumérerai pas les divers articles que M. de Rémusat donna aux *Tablettes* et qu'il n'a pas recueillis. J'y relève seulement une sorte de manifeste romantique sous le nom de *Revue des théâtres* qui fit du bruit. De tels articles d'initiative, à cette date, eurent beaucoup d'effet. Bien des lettrés alors plus en vue, et qui occupaient le devant de la scène, s'en tinrent pour avertis et se mirent au pas. Combien de gens distingués de ce temps-ci qui se croient les chefs du mouvement, qui le sont jusqu'à un certain point, et qui ont été traînés à la remorque depuis vingt-cinq ans dans leurs jugemens littéraires! M. de Rémusat, par sa critique hardie et inventive, ou par sa conversation qui en tenait lieu, a été un de ces constans remorqueurs, et que le plus souvent le public n'apercevait pas.

Très partagé encore au commencement de 1824 par l'activité politique, secrétaire du comité directeur des élections générales et se multipliant sous l'influence de ce comité dans les divers journaux de la gauche, il se retrouva tout d'un coup disponible après les élections de cette année qui laissèrent sur le carreau le parti libéral, déjà bien blessé par la guerre d'Espagne et par l'éclat du carbonarisme. Il fallut cesser de s'occuper de politique active; il revint à la philosophie et à la littérature. C'est alors (dans l'automne de 1824) que *le Globe* fut fondé. Il s'y porta avec sa richesse d'idées, avec son expérience et son tact qui corrigeait l'âpreté de certaines autres plumes vaillantes. Une partie de la contribution littéraire et philosophique qu'il y fournit, mais un simple choix seulement et qu'il aurait pu beaucoup étendre, remplit la seconde moitié du premier volume des *Mélanges*.

Ce qui caractérise la critique littéraire de M. de Rémusat, c'est à la fois la finesse et l'étendue. Pour être un parfait critique sans prédilection ni prévention exclusive, le plus sûr serait, je crois l'avoir dit ailleurs (1), de n'avoir en soi que la faculté judiciaire, avec absence de tout talent spécial qui vous constituerait juge et partie : ainsi se réaliserait la souveraine balance. Ou bien, si le critique se mêle une fois d'avoir ses talens d'auteur, oh! alors il n'a guère qu'une manière de s'en tirer : qu'il n'ait pas un talent seul, mais qu'il les ait tous, au moins en germe. C'est le vrai moyen de comprendre tout ce qu'on juge, presque en homme du métier et sans les inconvéniens du métier. Le parfait critique, ainsi considéré, serait donc celui qui aurait la faculté d'être tour à tour, ne fût-ce qu'un moment, artiste dans tous les genres, et de nous offrir en lui l'amateur universel. Tel est aussi M. de Rémusat. Voyez plutôt : s'il se prend à la chanson, il n'a qu'à se ressouvenir pour nous

(1) Dans l'article sur M. Magnin, *Portraits contemporains* (1846), tome II, p. 314, et *Revue des Deux Mondes*, livraison du 15 octobre 1843.

raconter comment elle naît; s'il parle d'élégie, il a tout bas soupiré la sienne; s'il apprécie le drame, il l'a pratiqué et a eu ses répétitions à son usage; en philosophie, il est expert. Ainsi nous le trouvons le critique le plus ouvert et le plus sympathique, pénétrant les objets et s'en détachant, d'une impartialité qui n'est pas de l'indifférence, et qui n'est qu'une sensibilité très étendue et rapidement diverse.

Sur les hommes en particulier, sur les auteurs, il se prononce peu et ne tranche pas. Sa politesse, son goût d'homme du monde, lui ont de tout temps interdit les jugemens trop directs et qui entrent dans le vif; mais, sous forme abstraite, il jette bien des choses. Sur l'auteur des *Méditations*, par exemple, il en a dit qui étaient fort justes et dont toutes ne sont pas si démenties qu'on le pourrait croire; il ne s'agirait que de les prolonger et de les poursuivre, sans se laisser arrêter à la superficie des métamorphoses.

Quand *le Globe* se fit politique, la collaboration de M. de Rémusat devint très active; quand ce fut un journal quotidien, il en écrivit peut-être les deux tiers. La chute du ministère Villèle avait rouvert le champ à la presse libre; l'avénement du ministère Polignac l'arma tout entière. A la première idée qu'il eut de fonder *le National*, M. Thiers, docile à cette sympathie secrète que nous avons dite, fit part de son projet à M. de Rémusat, en lui offrant d'être sur le même pied que lui-même. M. de Rémusat se croyait lié au *Globe*. On essaya un moment de voir si l'on ne pourrait pas réunir les deux entreprises; mais, sans parler des questions de personnes, il y avait des divergences de principes sur quelques points, notamment en économie politique. Il fut donc convenu qu'on irait chacun de conserve, sans se nuire et comme pouvant se réunir un jour. Je ne m'attacherai pas à suivre M. de Rémusat dans cette polémique de 1829-1830; sa vie de journaliste, il en convient, a été excessivement active, et il est des instans où il le regrette, se disant que ce qu'il a peut-être donné de mieux est perdu et oublié dans ces catacombes. C'est à lui de voir s'il ne pourrait pas faire un jour pour sa critique politique ce qu'il a fait pour sa critique littéraire dans ces deux volumes, c'est-à-dire sauver et rassembler les principales pages en les éclairant. Au reste, si l'homme littéraire en lui a des regrets, l'homme politique n'en doit point avoir; car ses articles d'alors ont eu tout leur effet, ils ont été des actes. Dans les manifestations de presse qui donnèrent le signal à la révolution de juillet, M. de Rémusat compta de la façon la plus marquée, la plus directe. Il prêta résolûment la main à M. Thiers dans la réunion des journalistes du 26, et poussa aux décisions irrévocables. *Le Globe* du mardi 27, qui publiait les ordonnances avec la protestation, commençait par ces mots : *Le crime est consommé;...* tout ce n° du *Globe* est de lui. Il a fait encore en partie un *Globe-affiche* publié et placardé le jeudi. Si l'on ajoute un article du lende-

main, où le nom du duc d'Orléans est présenté comme offrant (moyennant garanties) une solution possible, on aura son dernier mot de ce côté. Depuis lors il n'a plus écrit dans *le Globe*, ni dans aucun journal quotidien politique.

La vie publique de M. de Rémusat, depuis 1830, ne nous appartient plus; elle tient à un ordre de choses qui n'a pas atteint son développement et qui est, si l'on peut ainsi parler, en cours d'exécution. Allié de Casimir Périer et de La Fayette, tour à tour il paya tribut à ces deux alliances, mais par doctrine, par goût, il semble qu'il penche plutôt du côté de la dernière. Toute son ambition, après juillet, était de devenir député. Ce point obtenu, placé au cœur du mouvement politique, ami personnel de tous les hommes dirigeans, il fut long-temps avant de se décider aux fonctions officielles; même quand il appuie et quand il conseille le pouvoir, c'est encore le rôle libre qui lui va le mieux. Une première fois sous-secrétaire d'état à l'intérieur dans le ministère du 6 septembre (1836), puis ministre avec M. Thiers dans le cabinet du 1er mars (1840), il est sorti de là de cet air de bonne grace et d'aisance qui ne surprend personne, et on n'a pas même l'idée de louer en lui le désintéressement, tant cette élévation de cœur lui semble facile. C'est depuis ces cinq années seulement, et dans son loisir très animé, qu'il a publié les ouvrages préparés ou composés auparavant : 1° ses *Essais de philosophie* (1842); 2° *Abélard* (1845); 3° un *Rapport* lu à l'Académie des sciences morales sur *la philosophie allemande*, qui forme tout un volume (1845); 4° enfin les mélanges sous le titre de *Passé et Présent* (1847). Nous dirons quelque chose de ceux de ces ouvrages dont nous n'avons point parlé.

On voit combien la philosophie est allée prenant chaque jour plus de place dans ses études; ce qui avait été long-temps un culte secret a fini par éclater. Il s'y était fort remis durant la trêve de 1824 à 1828; mais sa philosophie alors était surtout de la métaphysique politique. Il rêvait, soit par manière d'examen critique, soit sous forme de traité dogmatique, une réfutation de M. de Bonald, de M. de La Mennais, surtout de l'*Essai sur l'indifférence*. Ce qu'il a écrit, nous dit-il, de notes, de plans d'ouvrage ou de projets de chapitre, en ce sens, est considérable. Il a même fait, 1° un examen suivi et page à page, avec critique et discussion, du livre de M. de La Mennais, travail qui ne fournirait pas moins de deux volumes; 2° un *Essai sur la nature du pouvoir*, qui est un livre terminé. En même temps, il traduisait et extrayait Kant. — En 1832, au lendemain du ministère Périer et pendant les ravages du choléra, sentant le besoin d'une occupation forte, il se remit à Kant, comme on se mettrait à la géométrie. Il fut conduit par cette étude à faire plusieurs mémoires détachés, qui pouvaient cependant se ranger dans un certain ordre, et il songea à rallier le tout

au moyen d'une introduction. C'est ainsi que se formèrent ses deux volumes d'*Essais*, qui, souvent repris ou quittés, selon le mouvement des affaires publiques, parurent enfin dans l'hiver de 1842, et ouvrirent à l'auteur les portes de l'Académie des sciences morales en remplacement de Jouffroy.

Dans cette suite d'*Essais* qui s'enchaînent assez exactement, M. de Rémusat s'applique à démontrer que la philosophie existe; qu'elle est une science ayant pour objet les idées essentielles de l'intelligence humaine; qu'une critique attentive et sévère des grands systèmes philosophiques modernes fournit déjà la méthode et les principales données; qu'une conciliation raisonnée entre Descartes, Reid et Kant, constitue, à proprement parler, l'éclectisme moderne. Puis, après avoir réfuté quelques systèmes exclusifs sortis du dernier siècle, l'auteur aborde sur deux ou trois questions, tant spéciales que générales, l'analyse du fond, et nous montre à l'œuvre cette science à laquelle il voudrait nous convertir. Enfin, rassemblant dans un dernier Essai toutes ses forces contre le scepticisme, contre cet ennemi intime dont il peut dire : *Nous nous sommes vus de près*, le poursuivant dans ses divers genres et à travers ses plus récens déguisemens, sous sa forme pratique et positive comme dans son raffinement mystique, il cherche à le convaincre de contradiction, d'inconséquence, et à maintenir jusqu'au sein du grand inconnu qui nous assiége quelques vérités fondamentales. Toute cette tentative est noble, grave, prudemment menée et pas à pas; M. de Rémusat, en instituant le rôle de la raison, prêche d'exemple, et j'ai entendu remarquer sans ironie que ce livre d'*Essais* est peut-être le seul livre de philosophie et de métaphysique où l'on ne rencontre jamais rien qui effarouche le bon sens.

Un grand talent littéraire recommande l'ensemble de l'ouvrage; l'introduction, les Essais I et XI, sont des morceaux d'un travail achevé et où l'on peut admirer ce mélange de l'abstraction et de l'imagination dans le style, originalité singulière de M. de Rémusat. Une foule de vues justes, indépendantes de la philosophie même, portent sur l'époque présente et ouvrent des jours sur l'état des esprits. Dans son introduction, comme dans son Essai final, l'auteur se montre avec raison très préoccupé de ce sensualisme pratique qui envahit la société française, disposition fort différente du système dit *sensualiste*, lequel s'alliait très bien, chez les philosophes du dernier siècle, avec de hautes qualités morales et avec des vertus. Aujourd'hui on étale moins ses vrais principes; au besoin on en a même de solennels pour les jours de montre; l'époque est à la fois épicurienne de fait et ampoulée de langage. La postérité aura fort à faire pour y démêler le réel. Elle trouvera de bons indices dans cette fin des *Essais* de M. de Rémusat.

L'Essai VIII, qui traite du *jugement* considéré à la fois comme opéra-

tion et comme faculté de l'esprit, est bien technique, mais je dois dire qu'il a paru à des juges excellens un parfait modèle de la saine méthode analytique fortement appliquée. Ajouterai-je que ces mêmes juges, qui estiment cet Essai la perfection même, trouvent que tout à côté, dans les deux morceaux suivans, l'auteur s'est trop ingénié à toutes sortes de démonstrations et de questions concernant la matière et l'esprit. M. de Rémusat a beau faire, sa curiosité se porte aisément aux limites, et, lorsqu'elle signale les écueils, elle aime pourtant à s'y pencher. Il est de ceux qui, même s'ils avaient saisi la vérité, ne sauraient ni ne voudraient peut-être pas uniquement s'y tenir, et qui regarderaient encore derrière pour voir s'il n'y a pas autre chose de caché. Benjamin Constant disait qu'il avait sur chaque sujet *une idée de plus* qui faisait déborder le reste. M. de Rémusat, lui aussi, de quoi qu'il s'agisse, n'est jamais sans cette *idée de plus;* mais, bien autrement sérieux et soucieux du vrai, il tient bon, il combine les principes et le caractère; la digue est ferme, élevée; qu'importe? l'esprit trouve encore moyen de passer par-dessus.

L'ouvrage sur *Abélard*, qui contient une admirable vie de ce philosophe et un exposé définitif de son épineuse doctrine, exige quelque explication préalable et nous oblige à revenir un peu sur le passé. M. de Rémusat, avons-nous dit, eut toujours un goût vif pour les drames, et il en a écrit plusieurs qui n'ont été ni représentés, ni imprimés. C'est en 1824, si je ne me trompe, dans l'été qui suivit la défaite électorale, qu'étant seul à la campagne, assez ennuyé, il se mit à improviser ses deux coups d'essais en ce genre; le premier, *le Croisé ou le Fief*, dont la scène était au moyen-âge, se ressentait d'*Ivanhoë* et un peu de *Goetz de Berlichingen*. L'autre, intitulé : *l'Habitation de Saint-Domingue ou l'Insurrection*, lui avait été suggéré par des recueils sur la traite qu'il compulsait pour M. de Broglie; l'idée philanthropique prit tout d'un coup la forme de son Toussaint-Louverture. Tout cela s'exécuta très vite, très lestement; chaque drame avait cinq actes; les dix actes furent enlevés en douze jours : ce qui fait un acte par jour, et, après chaque drame, un jour pour se relire. On ne saurait entrer d'un pied plus léger dans la rapidité romantique. Pendant l'hiver de 1824-1825, ces drames, lus dans le salon de Mme de Broglie, de Mme de Catelan, eurent beaucoup de succès et furent des espèces de *lions* de la saison. L'auteur ne se laissa pourtant pas entraîner à la tentation de les livrer au grand jour. Facile de talent, difficile de goût, il se disait que, pour les œuvres d'imagination, il ne faut produire que de l'excellent. Et puis la pensée politique le retint aussi; il avait droit de pressentir son avenir, il pouvait être ministre un jour; c'était inutile de rien publier que ce qui serait compatible avec cette carrière-là. Il jouit donc de son succès de société et remit ses drames en portefeuille. Cependant, ayant pris goût

au jeu, il se passa encore la fantaisie de faire une *Saint-Barthélemy* (1826), dans le genre des scènes publiées cette même année par M. Vitet (1).

Maintenant on comprend sans peine comment, en 1836, l'auteur, se retrouvant de loisir, médita d'aborder le vrai drame et d'y développer une sérieuse pensée philosophique. Il agitait en lui une question très familière à quiconque réfléchit, et qu'il était appelé plus que tout autre à se poser : « Que devient la nature morale de l'homme dans un temps où l'intelligence prévaut sur tout le reste? » Seulement, pour traduire en action cette lutte et lui donner tout son relief, il s'agissait de la rejeter dans le passé et de la personnifier dans quelque figure historique connue, dans un homme célèbre en qui l'esprit, supérieur au caractère, aurait eu à lutter et contre lui-même et contre le monde d'alentour. Il s'agissait, en un mot, de trouver un grand précurseur à cette disposition générale d'aujourd'hui. C'est dans cette veine d'idées que M. de Rémusat, jetant un jour les yeux, à un coin de rue, sur une affiche de spectacle, vit l'annonce d'une pièce d'*Héloïse et Abélard* qu'on donnait à l'*Ambigu-Comique;* il se dit à l'instant : *Voilà l'homme que je cherchais,* et il se mit au drame d'*Abélard.*

Le drame fait et achevé, il devint ministre, et ce ne fut qu'au sortir de là qu'il put essayer des lectures, vers le temps précisément où il publiait ses *Essais de philosophie.* Il ne hait pas ces sortes de diversions qui donnent le change à la curiosité oisive et qui déjouent la louange banale. A cause de sa publication, on allait se croire obligé dans le monde de lui parler philosophie à tout propos, et, par égard pour les gens, il se mit à lire son *Abélard.* Le succès fut grand, prodigieux; durant deux hivers, l'intérêt se soutint, et la conversation vécut presque uniquement là-dessus; mais, cette fois, ce n'était pas un intérêt passager dû à la nouveauté du genre, à la vivacité de quelques tableaux; le sérieux du fond, l'amusant du détail, l'ampleur et la variété du développement, le caractère passionné et dramatique qui pénétrait jusque dans les portions les plus élevées du sujet, tout attestait une œuvre durable. L'auteur fut mis en demeure de publier.

Il s'y préparait ou en avait l'air, et, pour s'en donner le prétexte, il se mit à faire des recherches plus particulières sur les ouvrages et sur les doctrines d'Abélard. Il voulait adjoindre cette introduction au drame, comme s'il y avait eu besoin d'un passe-port auprès des érudits et des personnes graves : ainsi, se disait-il, Raynouard avait annexé aux *Templiers* une dissertation sur le procès de l'ordre; mais peu à peu il se trouva avoir fait un nouvel ouvrage qui ne cadrait plus de tout point

(1) Dans un article du *Globe* (6 juin 1829), M. de Rémusat appréciait la *Mort d'Henri III* de M. Vitet : là encore le critique savait d'original le secret du genre, et il en avait causé très au long avec lui-même auparavant.

avec le premier, et qui surtout ne pouvait lui servir d'accompagnement. Il fallait publier les deux *à part* et à la fois, ou bien il fallait choisir entre les deux. L'auteur se trouvait placé dans une perplexité piquante : d'un côté, tous ses talens secrets et son culte le plus cher, la philosophie, résumés dans une œuvre étendue, attachante, et où il donnait enfin son entière mesure; de l'autre, sa philosophie encore, mais toute nue et appliquée dans sa mâle austérité à une investigation difficile. Il fut sévère; entre ses amis, il alla consulter et il écouta le plus sévère, le seul rigoureux peut-être; il sacrifia l'œuvre de l'imagination. Mais non; il ne peut l'avoir sacrifiée, il l'a seulement dérobée. Isaac n'est pas mort; Iphigénie tôt ou tard reparaîtra.

Lorsque M. Mérimée publia son théâtre de *Clara Gazul*, il n'avait pas encore vu l'Espagne, et je crois qu'il lui est depuis échappé de dire que, s'il l'avait vue auparavant, il n'aurait pas imprimé son ouvrage. Il aurait eu grand tort, et nous y aurions tous perdu. Il est de ces premières inspirations que l'observation elle-même ne remplace pas. Quand M. de Rémusat se fut mis à étudier de près la scholastique et à lire au long les traités originaux, il a pu ainsi se dégoûter un moment de son premier Abélard et le trouver moins ressemblant que celui qu'il restaurait de point en point. Le premier Abélard, en effet, était surtout deviné, et c'est bien pour cela qu'il a la vie.

Au reste, l'auteur n'est pas précisément dégoûté de cet Abélard premier-né; il en rougirait plutôt comme d'un brillant délit romanesque et comme d'une licence heureuse, car il ne peut ignorer au fond que c'est ce qu'il a fait de mieux, et il a raison s'il le pense. Je remarquerai pourtant que le premier livre de l'ouvrage imprimé, celui qui contient la *vie d'Abélard*, est peut-être supérieur au drame comme perfection. M. de Rémusat n'a rien travaillé autant que cette *vie*, et pour le style, et pour l'exactitude. La rigueur érudite s'y combine avec la pensée, avec l'imagination, avec l'émotion même, et le style, expression et résultat de tant d'alliances, forme une sorte de métal de Corinthe, dans lequel on n'est guère habitué à voir resplendir les statues redressées du moyen-âge; mais rien n'est de trop pour l'incomparable Héloïse. Après cela, le drame d'Abélard est plus complet, plus vaste, et donne seul l'idée entière de M. de Rémusat, auteur et homme. L'artiste enhardi (car il y est devenu artiste) a pris en quelque sorte des portions, des démembremens de lui-même, et les a personnifiés dans des êtres distincts; il leur a prêté non-seulement ses facultés, mais ses désirs, ses rêves. Tout cela vit et se meut sous des costumes tranchés, dans des physionomies originales, où le ton de l'époque est suffisamment observé. La nôtre pourtant se reconnaît au travers. Le dernier mot d'Abélard mourant, qu'on entend à peine, est : *Je ne sais.* Le dogmatique, comme le sceptique, en revient à ce suprême *Que sais-je?* C'est sur ce

fatal et sincère aveu que finit ce drame, où s'agite la raison humaine. Les diverses solutions du mystérieux problème y sont tour à tour comprises et mises en présence, mais aucune n'y apparaît la meilleure ni la vraie. Ce qui en ressort, c'est le besoin qu'a cette raison humaine d'aller en avant toujours et d'aspirer vers la vérité, coûte que coûte, dût-elle ne jamais l'atteindre et rencontrer pour tout prix le martyre. Ce moderne Abélard, en ses heures d'angoisse, a de l'antique Prométhée.

Mais, à côté d'Abélard, il y a les écoliers; à côté du maître, de celui qui cherche l'émancipation sérieuse de l'esprit, il y a ceux qui préludent à la légère et en gaussant. On rencontre surtout au premier rang et l'on ne peut s'empêcher d'aimer un certain *Manegold,* un charmant et vaillant écolier, qui, par gageure, au sortir d'une nuit passée à la taverne, est le premier à entrer dans la classe en criant : *En avant et du nouveau!* qui, narguant l'anachronisme, fait des chansons déjà, comme, trois siècles plus tard, en fera Villon, et dont l'esprit, même aux instans sérieux, a l'air (passez-moi le mot) de *polissonner* toujours. Imaginez un drôle spirituel et dévoué, tel qu'il s'en présente en France à chaque insurrection intellectuelle ou autre, un enfant de Paris malgré son nom alsacien, aide-de-camp prédestiné pour toutes les journées de barricades. Manegold précède Abélard en chantant. En France, la chanson précède volontiers le raisonnement. Elle l'a aussi précédé, si nous nous en souvenons bien, au sein de l'esprit de M. de Rémusat.

Et tandis que l'écolier libertin chante tout plein d'ivresse et de folie, le maître se lève, jeune aussi et beau, mais au front pâle : « Folâtre jeune homme, est-ce que tu ne sais pas que tout est sérieux?... » Écoutez! c'est l'Abélard éternel, la voix triste et grave que toute haute intelligence porte en soi.

Ce Manegold traverse et anime heureusement tout le drame; il est tout-à-fait absent dans la *vie* imprimée d'Abélard. L'érudition n'a point de prise sur ces évocations-là, et la fantaisie qui les crée se retrouve plus vraie que la science. Mais je m'aperçois que, si je n'y prends garde, je me laisse aller à parler de ce qui n'est point connu du public. Je coupe court et je me résume en répétant que, si l'Abélard qu'on a (la *vie* imprimée) est plus parfait comme ouvrage, l'Abélard-drame, qu'on aura un jour, paraîtra une plus vraie et plus entière expression du talent que nous nous sommes ici efforcé de peindre.

Le *Rapport* lu à l'Académie des sciences morales sur la *philosophie allemande,* et qui forme tout un volume, sort de notre compétence. La préface, où l'auteur a rassemblé les points principaux de l'examen et a présenté la génération des divers systèmes, de Kant à Hégel, est fort appréciée des gens du métier. C'est dans le temps de ce travail et des

discussions approfondies d'où il est né, que M. de Rémusat a passé définitivement lui-même à l'état de maître et d'homme du métier, au lieu d'amateur très distingué qu'il était auparavant. Est-ce donc qu'en philosophie, comme en bien des choses, il n'y aurait pas moyen, avec quelque avantage, de rester amateur toujours,

Ami de la vertu, plutôt que vertueux?

Il est temps d'arriver au succès public le plus brillant, au jour de triomphe et de soleil de M. de Rémusat; je veux parler de son discours de réception à l'Académie française. Dès que M. Royer-Collard eut disparu, une sorte de suffrage rapide et de murmure universel désigna à l'instant M. de Rémusat pour lui succéder et pour le célébrer. Dans un temps où chacun se croit des titres à toute espèce d'héritage, il ne s'éleva pas un seul concurrent. N'est-ce pas là un unique hommage rendu à la mémoire du mort et aussi au talent approprié du vivant? M. de Rémusat répondit hautement à cette attente. La séance du 7 janvier 1847 restera mémorable entre celles du même genre. Le successeur de Royer-Collard fut éloquent, égal à son sujet, le dominant presque, et s'y mouvant avec aisance et grandeur. Il eut, tant qu'il le fallut, de l'élévation, il eut de la grace. On a remarqué que tout est bien touché dans ce discours, hormis peut-être l'éloquence parlementaire de M. Royer-Collard, qui aurait pu être caractérisée plus sensiblement. A côté de l'orateur grave et presque auguste (1), pourquoi n'aurait-on pas dessiné, par exemple, M. de Serre, son grand ami, l'orateur passionné, qui faisait naturellement pendant? Dans une circonstance autre qu'une solennité académique, il y aurait eu sans doute manière de prendre autrement le sujet, une manière plus expressive et plus réelle; c'eût été de ne pas donner tant de place et de saillie aux considérations historiques, aux diverses époques de la Révolution, et de s'attacher plus uniquement d'abord à la figure de M. Royer-Collard, à ce personnage original, mordant, élevé, mais *abrupt*, en un mot d'éteindre les fonds historiques et d'accuser à tout moment davantage le profil singulier. Ce que M. de Rémusat a si bien fait vers la fin, on aurait pu le faire durant tout le morceau, et c'eût été, biographiquement, plus vivant. Mais l'éloge oratoire a sa loi, sa convenance, son choix à faire entre les divers traits, et M. de Rémusat a su, en les indiquant, les adoucir, les idéaliser avec finesse, les subordonner à la majesté. Et puis l'orateur était dans son élément et dans son droit en ne négligeant pas une occa-

(1) « Respondit Cornelius Tacitus eloquentissime et, quod eximium orationi ejus inest, σεμνῶς. » Ce que Pline dit là de Tacite, avocat et orateur, on le pourrait appliquer à M. Royer-Collard, excepté le *respondit*. M. Royer-Collard à la tribune ne parlait qu'en premier et ne répondait pas.

sion si naturelle de juger les époques successives de notre histoire contemporaine. Il a parlé de toutes, et de la Restauration en particulier, avec impartialité, avec générosité même. Après les charmantes définitions qu'il avait données de M. Royer-Collard comme homme et comme écrivain, je ne sais si je me trompe, mais j'aurais préféré qu'il terminât, sans rentrer dans cette thèse générale, plus que douteuse, de l'alliance de la philosophie et de la politique, sans se croire tenu de faire la péroraison obligée. Voilà (pour varier la monotonie de la louange) les seules observations du lendemain sur un discours dont l'ensemble et toutes les parties ont constamment réussi auprès de l'assemblée la plus choisie et la plus attentive. Ç'a été là un de ces beaux jours où le talent, au moment où il la reçoit, justifie magnifiquement sa couronne.

Une étude du genre de celle-ci a ses limites, et un portrait n'est pas un tableau. C'est encore moins une description à l'infini et un catalogue détaillé des moindres productions. Nous nous arrêtons sans avoir épuisé notre sujet. M. de Rémusat en est un des plus fertiles, on l'a vu, et qui sait trop bien se multiplier pour qu'on n'ait pas l'occasion de le retrouver maintes fois en avançant. Il a plusieurs plans d'ouvrages pour l'avenir, et ceux qu'il ne prévoit pas seront peut-être les principaux. Mais, quoi qu'il publie ou de tout nouveau ou de composé déjà, il ne fera certainement par ses écrits qu'entrer en possession de la place qui lui est dès long-temps reconnue dans l'opinion. Le lieu qu'il tient est au premier rang parmi les esprits de cet âge; il l'étend chaque jour, et, pour l'agrandir encore, il n'a qu'à le faire tout-à-fait égal à son mérite. Au reste, il aura beau se soustraire par portions et vouloir se dérober, il est de ceux qui laisseront plus de trace qu'ils ne se l'imaginent et que les contemporains eux-mêmes ne le pensent. La vraie supériorité, jointe à la finesse, survit à bien des renommées bruyantes. On se remet à l'écouter, à lui découvrir des graces nouvelles, quand on est las du convenu ou du trop connu. Son autorité gagne à n'être point de profession. Et pour ceux même qui se mêlent ici de juger M. de Rémusat et de l'expliquer aux autres, un de leurs précieux titres pourrait bien être un jour s'ils avaient eu, à leur début, l'honneur d'être remarqués et publiquement recommandés par lui.

SAINTE-BEUVE.

POUCHKINE

ET LE

MOUVEMENT LITTÉRAIRE EN RUSSIE

DEPUIS QUARANTE ANS.

Œuvres choisies de Pouchkine, traduites par M. H. Dupont.[1]

Il en est de certains pays comme de certains hommes, dont la destinée est d'être soumis aux jugemens les plus contraires, de se voir à la fois l'objet d'éloges excessifs et de critiques violentes, de ne trouver justice et modération nulle part. Tel est de nos jours le sort de la Russie. Les uns, voyant dans cet empire l'expression la plus puissante d'un principe que la France a répudié, tendent les bras à son gouvernement, fort indifférent à leur égard, et ne trouvent pas de formules assez pompeuses pour proclamer ses bienfaits. A les entendre, la Russie est le seul pays où règnent sans partage aujourd'hui l'ordre, la paix, le bien-être, le seul qui demeure fort et sage au milieu des secousses sociales dont le monde est ébranlé. Les autres, se jetant dans un excès

(1) Deux vol. in-8°, au Comptoir des imprimeurs-unis, quai Malaquais, 15.

opposé, ne voient dans la nation russe qu'un amas grossier d'esclaves courbés sous le knout d'un Tartare, lequel n'a d'autre loi que son bon plaisir, d'autre règle que son caprice. Cette dernière opinion est encore aujourd'hui la plus répandue, la plus généralement accréditée en Europe. En attendant que le grand redresseur de torts en cette matière, le temps, fasse prévaloir définitivement la vérité sur l'erreur, il suffirait d'un peu de réflexion pour découvrir ce qu'il y a d'exagéré dans ces jugemens contradictoires. Une seule conviction résulterait, selon nous, d'un examen impartial de ces apologies et de ces attaques systématiques : c'est qu'un peuple qui depuis neuf siècles, à travers les vicissitudes les plus étranges, a donné les plus éclatans exemples de courage et de patriotisme, un tel peuple mérite d'être traité avec moins de légèreté.

Un fait puissant et terrible s'élève, nous le savons, entre l'Europe et l'empire des tsars. La Pologne accablée a mis la douleur et l'indignation dans toutes les ames; elle a réveillé toutes les colères contre ses ennemis. Ces sentimens sont nobles et légitimes, et il faudrait manquer d'entrailles pour ne pas les comprendre; mais, sous l'influence d'une émotion généreuse, on oublie peut-être qu'envisagée des hauteurs historiques, la question de la Pologne échappe aux intérêts de la politique actuelle, pour ne laisser voir que la suite d'une guerre de peuple à peuple vieille de plusieurs siècles. Les Polonais commandèrent un jour au pied du Kremlin, où ils avaient amené un faux descendant des vieux tsars, insultant ainsi à la nationalité moscovite jusqu'en ses foyers. De là une haine mortelle vouée par les Russes à leurs fiers vainqueurs, de là une de ces *vendette* corses qui ne se terminent que par l'extinction de la race ennemie. D'ailleurs, il est des accidens historiques dont il ne faut tenir compte qu'avec réserve, quand on veut apprécier sainement l'état d'un grand peuple. Or, la nation russe a son existence parfaitement indépendante de la politique extérieure de son gouvernement, et au lieu de la juger *à priori* et sans appel, suivant l'intérêt ou la passion, il conviendrait de remonter à son origine, de la suivre dans sa vie sociale, de pénétrer dans les secrets de sa vie domestique, d'étudier son caractère, ses mœurs, ses habitudes. C'est ce qu'on n'a pas suffisamment fait; aussi peut-on dire que la Russie est restée sous bien des rapports inconnue à l'Europe, malgré les nombreux ouvrages que publient à l'envi des touristes de tout esprit et de toute condition.

On ne se fait pas une idée, dans nos pays de civilisation régulière, des élémens nombreux et opposés qui concourent à former ce qu'on pourrait appeler le *tissu national* de la race moscovite. Nous nous figurons, par exemple, qu'il n'existe que deux classes dans la société russe, les nobles et les esclaves, et nous croyons connaître les premiers pour avoir vu quelques Moscovites titrés promener à travers nos

capitales leur inquiète curiosité, ou bien pour avoir rencontré dans le monde quelques-uns de ces élégans secrétaires d'ambassade dont une éducation spéciale a complétement transformé les manières et le langage. Quant aux esclaves, nous avons un modèle tout prêt : les serfs de notre moyen-âge. C'est se méprendre sur les uns comme sur les autres. En premier lieu, la noblesse russe, — depuis les familles qui remontent avec orgueil aux vieux boyards et se rattachent aux princes apanagés jusqu'aux dernières anoblies par quelques années de fonctions publiques, — se divise en une foule de classes, dont chacune a son centre d'action et de pensée, son caractère, ses mœurs et ses préjugés. En outre, l'espace qui sépare cette noblesse des hommes de la glèbe est comblé par plusieurs castes intermédiaires. Ce sont d'abord les petits employés du gouvernement, qui travaillent à s'anoblir, espèce de tiers-état craintif et mécontent. Après ceux-ci viennent les marchands, dont la corporation a acquis, sous le règne actuel, une importance manifeste et qui s'étend chaque jour davantage; enfin, les bourgeois, dont l'existence se lie à celle des marchands, et qui ne tarderont pas à former avec eux une classe nombreuse et forte. Quant aux serfs, qui se montrent en dernier lieu, ce sont de véritables fermiers attachés au sol, auquel ils appartiennent, et dont ils partagent de diverses façons le produit avec les propriétaires. Ces différentes classes se subdivisent encore, se distinguent, se tranchent, si on peut le dire, en couches infinies, ce qui ne les empêche pas de se réunir, de former dans certaines circonstances un ensemble de parties parfaitement harmoniques. Alors les rivalités de caste et de rang, les jalousies, les ambitions, les mauvais vouloirs, si profonds et si vivaces qu'ils soient, tombent et s'éteignent pour faire place à un seul intérêt et à un seul sentiment : la *nationalité*.

Nous venons de prononcer un mot qui explique tout le travail intérieur de la Russie, tout son mouvement littéraire depuis quarante ans. Le bon sens moscovite sait que l'esprit de nationalité peut seul donner à la Russie une valeur et une force réelles en présence de l'Europe. Seulement on pourrait se demander comment il se fait qu'un sentiment aussi légitime, aussi généreux, ait pu passer depuis quelques années à l'état de système mesquin et puéril, comment il se fait qu'il ait cru s'anoblir par une affectation de dédain, nous allions dire de mépris, pour tout ce qui est étranger. Le mot de *nationalité* est devenu une espèce d'enseigne obligée, de mot d'ordre et de ralliement à tout propos invoqué. La Russie ne craint-elle pas que ces appels systématiques au sentiment national soient mal interprétés, et qu'on ne lui rappelle à ce sujet certains gentilshommes d'autrefois, qui mettaient sans cesse en avant la noblesse de leur blason dans la crainte, quelquefois fondée, qu'on n'y crût point assez? Hâtons-nous de le dire, ce pavillon patriotique si complaisamment déployé à tous les vents n'est pour ainsi dire que le

symbole nouveau d'un fait ancien, d'une réaction depuis long-temps préparée contre l'influence étrangère, et conséquemment, à plusieurs égards, contre la rénovation sociale imposée au pays par Pierre Ier. Encore aujourd'hui, il est une question qu'on ne se lasse point d'agiter : le fondateur de Saint-Pétersbourg a-t-il réellement servi sa patrie en la poussant violemment dans la voie européenne? De là, mille discussions, mille controverses, qui ne sauraient aboutir, malgré quelques exagérations fâcheuses, qu'à une conciliation désirable entre la civilisation de l'Europe et l'influence renaissante de la vieille nationalité moscovite.

Après avoir vu pendant un siècle et demi la docile obéissance de la Russie à l'impulsion étrangère, il semble qu'on doive s'étonner de la voir se livrer actuellement à l'examen des principes de ce qu'on appelle sa régénération sociale. En y réfléchissant un peu, on sera obligé de convenir que cet examen même pourrait bien indiquer des progrès assez marqués, un développement de l'esprit national dont la Russie a de plus en plus conscience, et qu'elle est jalouse de faire reconnaître à ceux qui l'instruisirent. D'ailleurs, cette opposition nationale contre une civilisation acceptée forcément ou d'office, cet esprit assez confiant en lui-même pour croire qu'il aurait tracé son sillon de lumière sans le secours de l'Occident, cette révolte long-temps contenue contre un ordre de choses qui n'avait pas été choisi, tout cela correspond à ce qu'il y a dans le sentiment public en Russie de plus jeune et de plus ardent. Il ne faut pas chercher ailleurs les causes et le principe du mouvement littéraire qui se continue aujourd'hui dans cet empire, mouvement que nous voudrions apprécier non-seulement dans ses productions récentes, mais dans celles du poète qui le prépara et le dirigea. Ce poète, on l'a nommé, c'est Alexandre Pouchkine.

On sait que la littérature russe du dernier siècle était toute française et de cour, car, à l'exception de Lomonossoff, ce pauvre pêcheur d'Archangel qui devait être le Malherbe moscovite, et du prince Cantemir, célèbre par ses satires, elle n'avait rien qui fût national. C'était une gracieuse contrefaçon de la petite littérature de Versailles, dont le siége se tenait à l'Ermitage, cette solitude lettrée de la grande Catherine, où peu d'élus étaient appelés, même parmi les courtisans, mais dont tous les élus étaient gens d'esprit. Là un couplet du comte de Ségur, une épître du comte Schouvalof ou du prince Bélosselsky, étaient applaudis avec enthousiasme par les heureux et nobles habitués de l'impérial cénacle, au milieu duquel vint tomber un matin l'encyclopédiste Diderot, qui n'en changea ni l'esprit ni l'allure. Hors de ce cercle privilégié, les lettres marchaient d'un pas lent et boiteux. Le peu d'ouvrages qui se publiaient en Russie n'étaient guère que de faibles imitations françaises : *la Pétréide* de Kéraskoff ne vaut pas, à coup sûr, les fragmens de Thomas qui nous sont restés sous le même titre; ces

pâles traductions du français n'étaient lues que parce qu'il n'y avait pas autre chose à lire. Quant à la littérature nationale, elle n'existait point encore, à moins qu'on ne veuille appeler ainsi quelques récits traditionnels, espèces de romans fantastiques, comme celui de *Dobrine*, l'enfant sans père, que les vieillards racontaient durant les longues soirées d'hiver à leur famille réunie autour du poële de l'*isba* (1).

Cependant un nouveau siècle et un autre règne commencèrent. Les armées de la Russie, entraînées par les événemens européens, passèrent les Alpes, et, en même temps que le ciel d'Italie éblouit leurs regards, le spectacle de la civilisation moderne, frappant tout ce qu'elles renfermaient de jeunes imaginations, leur ouvrit une longue perspective d'idées et de sentimens nouveaux. Plus tard, ces mêmes armées se trouvèrent transportées au sein de la France, et le contact immédiat de notre vie publique ne fut pas perdu pour quelques esprits que ce grand mouvement initia au rôle, à la puissance de la pensée. Après cette campagne, éternel sujet d'orgueil pour les Russes, l'empereur Alexandre, saisi tout à coup d'idées plus généreuses que politiques, rêva l'affranchissement de son pays. La jeunesse exaltée se livra en même temps à l'examen des plus hardies questions de réforme sociale. Une société secrète prit naissance et trama dans l'ombre un grand projet de révolution; mais le temps, qui seul peut mûrir certaines œuvres, manqua à celle-ci : la nation demeura impassible devant la tentative du 14 décembre 1825. Seulement la Sibérie et l'échafaud y gagnèrent quelques victimes. Plusieurs familles eurent à gémir, et tout fut oublié, ou plutôt on n'oublia point, on attendit. Les esprits plus calmes comprirent qu'on avait fait une grande faute, et se renfermèrent dans la discussion des principes. Qu'on ne croie pas cependant, comme il serait naturel de se l'imaginer d'après l'esprit connu de l'autocratie, que le gouvernement russe fermât dès cet instant la voie aux idées progressives; ce serait une erreur. Jamais la censure n'avait été plus indulgente, et il est douteux qu'on eût permis en Autriche ou à Naples la libre circulation des écrits qui s'imprimaient à Saint-Pétersbourg ou qui y arrivaient. Peu d'ouvrages se sont publiés en France à cette époque qui n'aient eu leur libre entrée en Russie. Cette indulgence du gouvernement s'explique par la transformation même qui s'était accomplie dans les esprits. De violent et de fiévreux, le mouvement était devenu paisible et régulier; il avait quitté le terrain de l'action brutale pour entrer dans la voie des études sérieuses. Les idées politiques avaient d'abord cédé la place aux idées générales de droit public; puis ce fut le tour des idées littéraires. On comprit que le *nosce te ipsum* du philosophe doit s'appliquer également aux nations, et qu'un peuple ne saurait ar-

(1) Cabane du paysan russe.

river à la connaissance de lui-même sans passer par la littérature, cette introduction obligée à tant de choses. Ce fut donc vers la littérature que se tourna l'activité des intelligences.

C'était le moment où s'agitait en France le procès des deux écoles rivales; le bruit de ce démêlé, auquel venait se joindre le bruit plus éclatant de la gloire de Byron, retentit sur les bords de la Néva, et les imaginations furent entraînées. La nouvelle école conquit d'abord toutes les sympathies. Des essais furent faits dans le sens de ses théories, et le public y applaudit. La jeunesse lettrée se mit à interroger curieusement le passé de son pays, qui lui offrit d'abord peu de richesses; elle ne se découragea point et continua à fouiller les chroniques, à recueillir les traditions populaires. La Russie eut son historien dans Karamsine, et grace à son travail, malheureusement inachevé, sur les annales de l'empire, le culte de la nationalité put se retremper, se fortifier dans les souvenirs historiques. A partir de 1825 surtout, les salons de Pétersbourg présentèrent une physionomie singulièrement animée. De jeunes et ardens esprits y débattaient chaque soir toutes les théories dont l'influence féconde se faisait alors sentir en Europe. On examinait quel rapport pouvait exister entre ces théories et l'art national. Cet art, il ne s'agissait pas simplement de le raviver comme en France, mais de le faire naître, pour ainsi dire, en le demandant aux traditions et à l'histoire du pays. Le bruit des disputes françaises continuait à jeter ses incessans échos dans ces vives discussions. Comme l'Allemagne avait une large part dans nos études et nos sympathies, on était souvent amené à comparer entre eux les écrivains des deux pays, et, nous le disons à regret, ces comparaisons étaient presque toujours faites dans un esprit d'hostilité contre la France. Ces jeunes gens, dont les manières et le bon goût attestaient si clairement l'influence de nos mœurs et de nos écrits, se montraient le plus naïvement ingrats du monde, en se germanisant d'idées et d'opinions, de peur de paraître Français. C'était un parti pris, une sorte de mode; pour paraître profond, il fallait dédaigner la France. Tout cela n'indiquait en définitive qu'un dépit mal déguisé. La France de Versailles, voire la France encyclopédique, avait long-temps régné à la cour; l'éducation aristocratique avait été jusque-là, et n'a pas cessé d'être encore, sous bien des rapports, toute française. Il fallait mettre un terme à cette usurpation étrangère, il était temps de repousser les mœurs et les idées gauloises; on était Slave avant tout; les destinées de la Russie ne pouvaient s'accommoder de cette perpétuelle imitation. Par malheur, les aimables raisonneurs ne s'apercevaient pas que pour n'être point Français ils se faisaient Allemands.

Parmi les salons dont les nobles habitués prenaient alors une si vive part au mouvement intellectuel du pays, il en est un surtout qui mérite d'être distingué, car il eut dans ce réveil littéraire son rôle brillant

et même sa réelle influence. C'est celui de Mme la comtesse de Laval, épouse d'un ancien gentilhomme français, femme d'esprit et d'imagination, animée d'un goût réel pour les arts et les lettres. L'élite de la jeunesse de Saint-Pétersbourg, reçue chez Mme de Laval, était présidée par Kasloff, le Nestor des écrivains russes, poète distingué, que son âge et sa cécité complète rendaient doublement vénérable. Là on voyait le comte Kamarovsky, auteur de vers français où se révélait un talent aimable, formé à l'école du chantre des *Méditations* et des *Harmonies;* le prince Odoevsky, d'une des plus vieilles familles moscovites, esprit délicat et rêveur, partisan du mysticisme germanique, qui depuis lors a pris rang parmi les écrivains les plus estimés de la Russie; M. Vénévitinoff, qui promettait un grand poète à sa patrie, et que la mort a prématurément enlevé. Quelques nobles vétérans de l'armée poétique venaient apporter leurs encouragemens aux jeunes novateurs. Parmi ceux-là on distinguait Gnéditch, le traducteur d'Homère, et Kriloff, le La Fontaine russe, comme le nôtre plein de finesse, de verve gracieuse, de sens et de philosophie pratique. Le comte de Laval représentait, au milieu de ses hôtes, l'esprit français du XVIIIe siècle, l'esprit du prince de Ligne, et son scepticisme indulgent trouvait toujours une observation fine et railleuse à placer au milieu des plus chaudes discussions. Le spirituel vieillard opposait aux fougueuses sorties des jeunes écrivains les leçons, l'expérience et les traditions d'une époque dont il avait gardé le bon sens ironique aussi bien que la grace exquise. Mais l'ame secrète de ces réunions, l'homme qui, bien qu'absent de Pétersbourg, dominait ces vifs débats, c'était Pouchkine. Le poète était l'ami de la plupart de ces jeunes gens, qui professaient pour lui une admiration sans bornes, un respect sans limites. Quand on avait assisté à ces réunions littéraires, où il était sans cesse question de lui, à propos d'une lettre reçue, d'un poème annoncé, où d'ardens disciples rapportaient et commentaient toutes les opinions du maître avec un juvénile enthousiasme, on ne pouvait se méprendre ni sur la valeur du poète ni sur la portée de son influence. La vie de salon était alors liée trop étroitement à la vie intellectuelle du pays pour qu'on ne vît dans les éloges accordés à Pouchkine par tant de voix unanimes que l'expression d'une sympathie passagère et d'un engouement mondain. Il fallait bien reconnaître là plus que l'opinion d'une coterie. Évidemment l'esprit national émancipé ne voyait pas seulement dans Pouchkine un grand poète; il voyait en lui sa propre personnification, il se reconnaissait et s'admirait dans un homme de génie.

Ainsi, le mouvement, commencé d'abord sur le terrain politique, s'était porté sur le terrain littéraire. Cette transformation de l'esprit national avait été secondée par l'élite de la société russe, et les salons étaient devenus, à Pétersbourg, une noble arène où les plus hautes

questions de poésie et d'art étaient soulevées et débattues. L'homme qui dirigeait ce mouvement, qui le personnifiait, était Alexandre Pouchkine. L'appréciation de ses écrits est donc en quelque sorte l'appréciation même de la littérature russe contemporaine dans ses débuts, dans sa jeunesse féconde et dans sa période la plus récente.

I.

Dans les pays d'ordre et de discipline militaire, l'indépendance de certains esprits dégénère quelquefois en une susceptibilité ombrageuse, intraitable. Leur imagination, excitée par mille entraves, les emporte à travers les champs d'une liberté impossible, renversant ou brisant dans sa course toutes les barrières que les mœurs, la bienséance et la morale tenteraient de lui opposer. Tel se présente Pouchkine au début de la vie. Le sang africain de son aïeul, pour être mêlé dans ses veines au sang moscovite, n'avait rien perdu de sa chaleur native (1). Ennemi du travail et de la réflexion, impérieux, léger, versatile, Alexandre Pouchkine rachetait ces défauts par les nobles élans d'une nature généreuse et passionnée. Dans ses traits mêmes, on reconnaissait, avec l'empreinte de la race africaine, tous les signes d'un caractère indomptable. Il avait la tête forte et le front ombragé d'une forêt de cheveux épais et crépus. Son nez, recourbé en bec de vautour, était brusquement aplati par le bout, ses lèvres étaient proéminentes; mais le regard vif et impérieux donnait à l'ensemble de sa physionomie une singulière expression de grandeur et de fermeté. Mieux encore que le regard, la parole animée et brillante faisait dans Pouchkine reconnaître le poète.

On comprend qu'il n'était pas donné à une nature semblable de se plier à la vie disciplinée et laborieuse de l'école. Entré en 1811 au lycée de Tsarkoe-Sélo, Pouchkine passa à lire en cachette Goethe et Voltaire le temps qu'il eût dû consacrer aux études classiques. Déjà il s'exerçait à l'épigramme et rimait quelques essais poétiques fort applaudis de ses condisciples; la supériorité de son esprit et l'énergie de son caractère se révélèrent à la fois durant les sept années qu'il passa à Tsarkoe-Sélo. Subjugués par l'ascendant de cette vive intelligence, ceux qui entouraient Pouchkine acceptèrent sans trop d'opposition les prétentions de son caractère despotique, et le poète s'accoutuma ainsi de bonne heure à la domination et à l'indépendance. Bientôt sa renommée nais-

(1) M. Serge Pouchkine, père du poète, appartenait à l'une des plus anciennes familles de l'empire. Il épousa la petite fille du nègre Annibal, favori de Pierre Ier, d'abord capitaine du génie, ensuite général en chef, décoré des ordres de Russie, et mort presque centenaire sous le règne de l'impératrice Catherine II. Alexandre Pouchkine naquit de cette union en 1799.

sante franchit l'enceinte du lycée, pour le précéder dans les salons qui allaient s'ouvrir devant lui. Les relations de son père avec les écrivains célèbres de cette époque, Karamsine, Dmitrieff et Joukovski, ne furent point étrangères à cette précoce réputation. Les vers de l'écolier étaient reçus avec les plus vifs applaudissemens, et, lorsque le jeune auteur se présenta dans le monde, les applaudissemens redoublèrent. Ce fut une véritable ovation, et, l'on pourrait dire, le triomphe avant la victoire.

Quelle était cependant la valeur réelle de ce jeune homme, sorti à peine de l'école, d'où il ne rapportait aucune des études qui, dans nos pays de civilisation latine, sont la condition presque indispensable des succès littéraires? Pouchkine ne savait rien des littératures anciennes; quant aux littératures modernes, elles ne lui étaient connues que par quelques auteurs qu'il avait lus à la dérobée. L'histoire n'avait laissé dans sa mémoire que des faits généraux et vagues; toutes ses connaissances étaient incomplètes : rien, dans son esprit, de lié, de tissu, de coordonné; mais ce jeune homme avait une imagination ardente, une intelligence merveilleuse, quoique éclairée de mille clartés confuses, un génie moqueur, une verve satirique : il était poète, poète né pour la lutte plutôt que pour la rêverie. Le monde l'accepta ainsi. Pouchkine lui paya sa bien-venue par une sorte de dithyrambe patriotique sur les derniers succès des armées russes et la glorification de l'empereur Alexandre; après quoi, laissant la poésie venir à ses heures, il ne songea plus qu'à se plonger dans les plaisirs. Les fêtes du monde furent bientôt impuissantes à le satisfaire : il lui fallut l'orgie nocturne, bruyante, effrénée, le jeu avec ses émotions puissantes et fiévreuses, les duels, qui sont aussi un jeu, et qui, pour lui, variaient la monotonie de l'autre. Il aimait les duels : était-il averti par un pressentiment secret, et voulait-il se familiariser avec ce terrible hasard qui devait un jour lui être si fatal?

La violente nature de ce jeune homme ne tarda pas à se trahir au milieu des salons par d'imprudens discours. Quand une question d'émancipation politique était agitée en sa présence, le chantre de l'empereur Alexandre devenait un tribun dont l'éloquence hardie faisait trembler ses amis pour sa liberté. La Muse ne le visitait plus que pour lui inspirer des chants d'indépendance qu'on ne retrouve point dans ses œuvres, mais que la mémoire des contemporains a retenus. Les craintes de ses amis ne tardèrent pas à se justifier. Pouchkine reçut l'ordre de quitter Pétersbourg. Les provinces méridionales de l'empire lui furent assignées comme lieu de résidence.

En voyant une peine si sévère infligée à Pouchkine pour quelques déclamations irréfléchies, on serait tenté de partager une opinion qui a souvent entretenu le public français dans une fâcheuse indifférence à

l'égard des poètes russes. On croirait volontiers qu'il y a incompatibilité entre le gouvernement absolu et le libre épanouissement d'une imagination poétique. La réputation de Pouchkine n'est encore arrivée jusqu'à nous que comme un écho affaibli, et n'a été acceptée qu'avec réserve : nous venons de dire pourquoi. On a posé en règle que la liberté est indispensable au développement de la poésie, et dès-lors on répugne à croire qu'un grand poète ait pu naître et s'épanouir sous le ciel de la Russie. Est-il besoin pourtant de faire remarquer que la poésie, dans son essence supérieure et divine, échappe complétement à l'influence d'une forme plus ou moins libérale de gouvernement? Pouchkine et Mickiewicz chantèrent tous deux sur une terre privée d'indépendance; qui oserait dire que leur imagination fut moins maîtresse d'elle-même, moins dégagée de toute entrave grossière que celle du chantre de *Harold?* Qui oserait affirmer que leurs poèmes respirent moins vivement que ceux de Byron le sentiment de la liberté et de la dignité humaines?

Lorsque Pouchkine se vit en présence de cette sévère et puissante nature de l'antique Chersonèse, qu'il aperçut le Caucase à la cime souveraine, que ses regards se perdirent à l'horizon de ces steppes sans fin où l'on voit passer les chameaux des caravanes comme aux déserts de l'Arabie, alors le poète connut de nouvelles émotions. Ce fut pour lui un moment de recueillement profond et solennel; s'interrogeant pour la première fois dans la solitude, il sentit ce qui manquait à son esprit encore inculte; il appela au secours de son ame chagrine et désabusée l'étude et la réflexion. Jusqu'alors son génie n'avait obéi qu'à une fougueuse effervescence, à des colères subites et à des passions soudaines; d'admirables instincts poétiques avaient donné à ses premiers accens la verve, la puissance et l'harmonie; mais le flot de ces inspirations pouvait se tarir, si des études sérieuses n'en venaient entretenir et purifier la source. Pouchkine recommença donc son éducation lui-même. Il écrivait des lieux de son exil : « J'ai appelé dans la solitude le paisible travail et le goût de la réflexion. Le temps est à moi, et j'en use selon ma volonté; mon esprit est devenu l'ami de l'ordre; j'apprends à retenir mes pensées, je cherche à réparer en liberté le temps perdu : je me mets en règle avec le siècle. » Comme l'intelligence de Pouchkine était vive, cette éducation fut bientôt terminée. Alors l'inspiration lui arriva de nouveau, mais riche, abondante, et toute pénétrée de la chaleur du ciel qui rayonnait sur sa tête, tout étincelante des reflets de ses splendides horizons. On eût dit que le génie du poète avait retrouvé sa patrie dans cette terre méridionale et reconnu sa famille dans ses rudes habitans. Aussi imprima-t-il un cachet d'originalité locale remarquable aux trois poèmes qu'il composa dans ce temps-là : *la Fontaine de Baktchisaraï,* inspiré par le palais en ruine d'un ancien khan de Crimée; *le Prisonnier du Caucase,* dont le sujet est

emprunté à l'un de ces mille épisodes que fait naître chaque jour la guerre du Caucase, et *les Bohémiens*, que lui dicta la vue d'une de ces peuplades errant dans les plaines de la Bessarabie.

Dans ces trois poèmes, c'est une muse presque orientale qui se révèle. L'éducation européenne avait nourri l'esprit de Pouchkine sans lui enlever son originalité. L'auteur des *Bohémiens* resta toujours sans émotion devant les souvenirs classiques, et ne put leur demander des sujets d'inspiration sans laisser voir aussitôt une excessive infériorité. Si pendant cet exil il se rappelle qu'Ovide fut comme lui exilé aux mêmes lieux, sa muse reste froide et déclamatoire; mais lorsque, obéissant à son génie, il décrit les mœurs libres et pittoresques de l'*aoul* (village circassien), ou traduit avec une verve sauvage les discours passionnés de la fille des Bohêmes, alors cette muse prend la taille des muses antiques et se fait admirer. On chercherait en vain dans ces poèmes écrits au pied du Caucase l'influence de notre littérature européenne avec ses sentimens délicats, ses passions retenues, ses élans de convention. Tout y est dédaigneux de notre bon goût, hardiment sacrifié à la vérité d'une nature que nous ignorons. Quelques-uns ont voulu trouver dans ces premiers poèmes une imitation de Byron. Ceux-là comprenaient mal la muse de Pouchkine. Byron, pair de la Grande-Bretagne, avait tracé des types empruntés à son imagination, et qu'il orientalisa à peu près comme aurait fait un habile costumier; Pouchkine, descendant du nègre Annibal, peignit des types réels, des types vivans, qu'il voyait partout autour de lui; puis il les anima de ses propres passions, qui étaient aussi les leurs, c'est-à-dire brûlantes, jalouses et cruelles. Or, si cette individualité tout orientale de Pouchkine se trouve portée quelque part à sa plus haute expression de vérité, c'est sans contredit dans le poème des *Bohémiens*.

Savez-vous d'où sortit cette race nomade,
Nation dont partout erre quelque peuplade,
Hommes au teint de cuivre, à l'œil noir, dont la peau
Se durcit à travers les trous d'un vieux manteau;
Qui traînent après eux leurs bruyantes familles,
Vendant selon les lieux leurs poignards ou leurs filles,
Mais ne campant jamais aux mêmes bords deux fois?
Car leur plus grand besoin, à ces tribus sans lois,
C'est d'errer, de franchir steppe, désert aride,
Plaines ou monts, suivant qu'un caprice les guide,
Faisant le plus de mal qu'ils peuvent aux chrétiens.
Demandez-leur d'où vient leur race de païens,
S'ils sortirent des murs de Thèbes la divine,
De l'Inde, ce vieux tronc où pend toute racine,
Ou bien s'il faut chercher leur source, qu'on perdit,
Parmi les Juifs de Tyr, comme eux peuple maudit?...

Ils l'ignorent. Pour eux, les temps sont un mystère;
Comme l'oiseau des airs, ils passent sur la terre.
Qu'ont-ils besoin de plus, et que leur fait, au fond,
Qu'ils viennent de l'aurore ou du couchant? Leur front
A pour toit le ciel pur où brillent les planètes;
Pour lit, le bord du fleuve ou des mers inquiètes :
Et puis ils ont leurs chants, le soir, devant leurs feux,
Leurs chants d'amour, ardens, libres, impétueux,
Qui donnent au plaisir les accens du délire
Et demandent le bruit du fer au lieu de lyre.

Tels sont les Bohémiens de Pouchkine. Le camp d'une de ces peuplades nomades venait de se livrer au sommeil; les feux s'éteignaient; la lune, montée sur l'horizon, éclairait de ses blanches lueurs un vieillard assis devant des charbons fumans qu'il ranimait. Ce vieillard attendait le retour de sa fille, la jeune Zemphirine, attardée ce soir-là dans la campagne. Elle paraît bientôt, accompagnée d'un étranger qu'elle présente à son père. « Mon père, lui dit-elle, je t'amène un hôte. Je l'ai rencontré derrière un tertre dans le désert, et l'ai engagé à passer la nuit dans notre camp. Comme nous, il veut vivre en liberté; la loi le proscrit, mais je serai son amie. Il se nomme Aléko; il me suivra partout où je voudrai. » C'est bien là le langage d'une passion naïve et qui ne connaît pas d'obstacles. Zemphirine avoue son amour comme elle avouerait le plus innocent caprice; elle parle d'Aléko comme elle parlerait d'un oiseau, d'une gazelle favorite. On devine la réponse du vieillard. L'étranger est reçu dans la tente, et devient l'heureux époux de l'alerte jeune fille. Deux ans se passent. Aléko est toujours amoureux de Zemphirine, lorsqu'un matin, celle-ci, auprès d'un berceau, se met à chanter une étrange chanson d'amour. La jalousie entre au cœur de l'époux; il se plaint au vieillard : celui-ci lui rappelle quelles sont les mœurs des tribus bohémiennes et lui raconte sa propre histoire. La femme qu'il avait épousée, la mère de Zemphirine, l'a quitté, lui aussi, après avoir vécu un an sous sa tente, pour suivre un jeune Bohémien. On comprend qu'Aléko ne se laisse point désarmer par ce récit : le proscrit européen ne saurait partager la résignation philosophique du vieillard; il surprend Zemphirine à un rendez-vous nocturne, et frappe les deux amans. Le jour se lève; la foule des Bohémiens entoure le meurtrier et ses victimes. Les femmes s'approchent pour baiser les yeux des morts; puis, lorsque les cérémonies funèbres sont terminées, le père de Zemphirine aborde Aléko, qui regarde en silence : « Quitte-nous, homme orgueilleux, lui dit-il; nous sommes sauvages, nous n'avons besoin ni de sang ni de soupirs, mais nous ne voulons pas vivre avec un assassin! Tu ne comprends point la vie nomade, tu ne veux de liberté que pour toi; ta vue nous ferait horreur!

Nous sommes timides et bons, tu es méchant et audacieux. Va, pars, que la paix t'accompagne! »

Ainsi finit le poème de Pouchkine. Tel qu'il est, il offre un ensemble dont l'unité est parfaite; ce n'est qu'un épisode, si l'on veut, plutôt qu'un tableau complet et largement tracé; mais le poète a su mettre dans cette composition tout ce qu'il nourrissait en lui de sauvage indépendance et de désirs effrénés. Il y peint la vie nomade, aventureuse, bruyante et passionnée des Bohémiens, avec une complaisance qui trahit à son insu ses sentimens les plus intimes. Lorsque Zemphirine, au matin de son amour, témoigne à Aléko la crainte qu'il ne regrette plus tard le séjour des villes, le poète épanche tout ce qu'il a de colère et d'indignation contre les hommes des cités :

« Si tu savais, si tu pouvais comprendre l'esclavage des villes, où l'on étouffe! Là, les hommes sont entassés, sans pouvoir respirer jamais ni la fraîcheur du matin ni les parfums du printemps. Ils rougissent de l'amour vrai; ils s'étourdissent, trafiquent de leurs pensées, se courbent devant des idoles, tendent la main, demandant de l'or et même des fers. Qu'ai-je quitté? les tourmens de la trahison, la tyrannie des préjugés... — Mais on y trouve des palais magnifiques, reprend la Bohémienne, de superbes tissus, des jeux, des plaisirs, des festins... les parures des femmes y sont riches... — Qu'est-ce que la joie et le bruit des villes? Là où l'amour n'est point, peut-il y avoir du plaisir?.... Quant aux femmes dont tu parles, tu l'emportes sur elles toutes!... »

Il est facile de reconnaître dans ces expressions le sentiment d'un cœur indompté qu'irrite l'esclavage et que blessent les préjugés de la civilisation. Ce sentiment était celui de Pouchkine. Il s'est étourdi dans les orgies, il a cherché dans des transports passagers un semblant d'amour qui a sans cesse trompé son cœur avide d'amour, et pourtant ce cœur n'est point encore mort aux passions réelles; c'est pourquoi, s'il maudit les villes, ce fier exilé, avec lequel Pouchkine s'est identifié tout entier, accepte sans hésiter la destinée des Bohêmes, cette destinée qui lui donne avec une liberté sans frein l'amour d'une jeune et belle compagne. Le dénoûment des *Bohémiens* ramène encore d'une façon saisissante l'expression de cet étrange mépris pour la société civilisée. La morale de ces tribus sauvages, qui laisse aux passions une liberté complète, n'est pas rapprochée sans intention de la morale inflexible qui verse le sang de la femme adultère. Dans ce poème, où respire le culte passionné de la vie indépendante, ce sont des Bohémiens qui repoussent l'homme des villes au nom d'une clémence infinie comme leur liberté même.

Qu'on ne cherche point dans *les Bohémiens* ces préoccupations de systèmes et d'écoles qui agitaient alors l'Europe littéraire. Pouchkine avait adopté sans arrière-pensée l'existence que lui avait faite son exil.

Il vivait un peu de la vie de ces peuplades, dont il retraçait avec tant d'énergie les mœurs aventureuses. Aussi cette vie, qui avait pour lui le double charme de l'indépendance et de l'inattendu, l'avait-elle rendu complétement indifférent à tout le reste. La politique était morte dans sa pensée. Que voulait-il? La liberté? Il l'avait trouvée telle que son ame la demandait, ou telle qu'il la fallait à sa nature inquiète. Quant à la liberté politique, à l'émancipation de son pays, il pensa sans doute que le temps n'était pas encore venu, et il ne s'en occupa plus. Il est même à croire qu'il eût complétement oublié les bords de la Néva, s'il n'y avait laissé des amis qui s'intéressaient à son sort, qui lui écrivaient, et auxquels il envoyait le fruit de ses inspirations. C'est ainsi que les trois poèmes qu'il avait composés en Bessarabie furent successivement publiés à Saint-Pétersbourg et accrurent sa célébrité. Le poète sut d'ailleurs mettre à profit les cinq années qu'il passa dans cet exil, soit à errer sur les grèves du Pont-Euxin, dont il aspirait avec bonheur les brises vivifiantes, soit à s'égarer parmi les vallons parfumés de l'antique Tauride, soit à fatiguer ses chevaux à travers les steppes herbeuses de la Russie-Blanche. Il lut, il médita, il apprit à contenir, à dominer ses pensées.

Ce fut en 1824 que Pouchkine quitta le lieu de son exil, et en 1826 qu'il rentra complétement en grace. Revenu à Pétersbourg, il se lança avec plus de fougue que jamais dans le tourbillon des orgies nocturnes. Ces tristes fêtes laissaient le poète pâle, inquiet, mécontent, insatiable surtout de bruit et de renommée. Le bruit et la renommée ne lui manquèrent pas. Ses vers, à peine échappés de sa plume, étaient répétés d'un bout à l'autre de l'empire. Cependant il finit par se lasser même de la gloire : à peine avait-il trente ans, et il se sentait arrivé au découragement, au dégoût. Que se passa-t-il alors dans son esprit? Quelle fut la cause de la brusque révolution qui s'opéra en lui? Céda-t-il aux conseils d'une sagesse vulgaire? ou bien son ame s'ouvrit-elle simplement à l'un des rayons de cet astre impérial devant lequel il ne saurait y avoir de glace en Russie? Quoi qu'il en soit, la société apprit un matin qu'Alexandre Pouchkine, ce poète si jaloux de son indépendance, avait reçu le titre de gentilhomme de la chambre. Dès cet instant, son esprit d'opposition changea d'objet : la polémique littéraire devint le canal par lequel s'épancha sa verve satirique. Une seule fois encore, son humeur inquiète devait l'arracher à cette existence nouvelle et doucement occupée. Pouchkine désira retourner en Asie. Il partit et prit la route du Caucase, qu'il allait revoir, mais cette fois en poète officiel qui suit une armée victorieuse. Il poussa, avec les troupes russes, jusqu'à Erzeroum. Au retour de ce voyage, un dernier changement se prépara dans sa vie : le poète railleur, l'homme blasé qui ne croyait plus à rien, vit une jeune fille et crut à l'amour. Son ame avait

un moment retrouvé la sérénité, si l'on en juge par une lettre où il dit que le souvenir de son ami Delvig, dont il pleurait la perte, était le seul nuage qui vînt alors jeter une ombre sur sa limpide existence. Il offrit sa main à la jeune fille qu'il aimait. Devenu gentilhomme de la chambre et père de famille, le poète vit commencer dans son existence littéraire une période heureuse et féconde. Pendant l'automne de 1831, de nombreux ouvrages attestèrent l'activité constante de l'imagination qui avait créé *les Bohémiens*. Pouchkine termina d'abord son bizarre poème d'*Onéguine*. La curiosité de son esprit se partageait à la même époque un peu capricieusement entre les littératures antiques et les littératures étrangères. Parmi les études où se révèle cette double tendance, on remarque *l'Hôte de pierre, Mozart et Salieri, le Festin durant la peste, l'Épître à Licinius, la Fête de Bacchus*, et un morceau sur *André Chénier*, avec qui on a voulu lui trouver de l'analogie. Le poète russe n'a cependant de l'antiquité grecque et latine qu'un sentiment assez confus. Pouchkine a beau épuiser les couleurs pour décrire le triomphe de Bacchus, les transports des nymphes échevelées, le bruit des thyrses et des tambours; il a beau flétrir, dans son *Épître à Licinius*, la dépravation de Rome : on peut signaler dans ses vers quelques allusions contemporaines à son pays, mais à coup sûr la Grèce et Rome n'ont qu'une faible part à revendiquer dans ses inspirations. Ce n'était guère à la lyre qui avait célébré *la Fontaine de Baktchisaraï*, à la lyre qui devait célébrer *Boris Godounoff* et *Poltava*, d'imiter les accords de Pindare et de Juvénal. Ce poète de race africaine, qui s'épanouissait au milieu d'un peuple slave, connaissait mal et goûtait peu la littérature mesurée et savante des vieilles civilisations latines. Pouchkine partageait d'ailleurs en ceci la prévention de son pays. Les langues et les littératures classiques sont généralement négligées en Russie, malgré les efforts des hommes qui sont à la tête de l'instruction publique. Nous aurions tort, à cet égard, de juger les Russes trop sévèrement et à notre point de vue. Notre civilisation, à nous, est toute latine, nous pouvons même ajouter qu'elle est un peu grecque. C'est de la langue latine que sort notre langue, du droit latin que sort notre droit, des municipes latins que sortent nos communes : il est donc naturel que l'étude de la latinité forme la base de notre éducation; mais qu'y a-t-il de semblable en Russie? Ce pays est séparé de l'antiquité classique par plus de huit siècles de mœurs et d'éducation slaves; sous Pierre Ier, une civilisation nouvelle, d'origine étrangère, lui arriva brusquement, d'abord d'Allemagne, ensuite de France; en l'acceptant, il accepta les langues française et allemande sans s'inquiéter des influences grecque et latine qu'elles avaient subies. Cela est parfaitement naturel. La seule langue classique des Russes est la langue slavone, c'est la langue de leurs premiers aïeux, la langue de leur culte, la langue d'où celle qu'ils par-

lent est sortie, comme la nôtre de la latine. C'est ce qu'ils répondent lorsqu'on leur reproche de négliger les langues anciennes.

Ce n'est pas seulement à l'antiquité, c'est aussi, nous l'avons dit, aux littératures modernes que Pouchkine demandait quelquefois des inspirations. Nous avons nommé quelques-uns de ces essais; on comprend qu'il n'y faut point chercher ses vrais titres littéraires. Voyez, entre autres, *l'Hôte de pierre* (don Juan) : le don Juan de Pouchkine est fort peu espagnol, c'est un Russe qui joue au Castillan; la gaieté de Leporello est forcée, et l'amour de dona Anna n'inspire aucune sympathie. Le seul don Juan possible pour Pouchkine, c'était le héros de son poème satirique d'*Onéguine*, car Onéguine, c'était Pouchkine lui-même, c'est-à-dire l'homme blasé, non pas celui de notre vieille Europe : celui-là est, comme elle, vieux d'expérience; la vie n'est plus pour lui qu'un fruit desséché dont il a exprimé le dernier suc, qu'un livre sans secrets, dont il a lu la dernière page; son intelligence est blasée comme son cœur; l'abus du raisonnement a tué la raison dans son esprit. Onéguine est au contraire l'enfant d'une civilisation naissante; c'est le jeune Russe que de rapides et trop faciles plaisirs ont bientôt enivré; l'écorce du fruit a suffi pour porter le trouble dans ses sens. Il a pris notre dévorante civilisation à la surface, et, parce qu'il en est ébloui, il ferme les yeux et la nie. Les plaisirs ont détruit sa santé, dévoré l'héritage de ses ancêtres : il nie les plaisirs. Son cœur s'est flétri avant de s'épanouir sous le soleil fécond d'un amour honnête, la pensée même s'est desséchée dans son cerveau : il nie l'amour, il nie la pensée; en effet, tout cela désormais est mort pour lui, et, s'il veut encore se procurer une émotion, il faut qu'il tue son meilleur ami. La commotion sociale avait été grande et brusque au temps de Pouchkine; elle avait jeté une fermentation fébrile dans tous les esprits. Les passions montaient à la surface; s'échappant ensuite par les pentes faciles du plaisir, elles arrivaient à l'excès. De là le dégoût, la satiété; de là l'ennui d'Onéguine, ou plutôt de Pouchkine, car le héros de son étrange poème, nous le répétons, était sa personnification la plus parfaite.

Les poèmes de *Boris Godounoff* et de *Poltava* contrastent singulièrement avec *Onéguine*. *Boris Godounoff* est un drame historique, dont le terrible épisode du faux Dmitri a fourni la donnée. Cette œuvre est conçue dans le système de Shakespeare; mais, comme elle n'était point destinée à la représentation, l'auteur s'attacha moins à l'effet dramatique de l'ensemble qu'à l'effet et au caractère de chaque scène en particulier. Ce qui frappe dans *Boris Godounoff*, c'est l'inspiration nationale, c'est la puissance de reproduction historique, et la vérité de ces rudes figures dans lesquelles revit le vieux génie moscovite avec toute son énergie et son âpreté sauvage. L'ambition joue dans ce drame le rôle

de la fatalité antique; c'est elle qui domine et entraîne tous les personnages, depuis ce tsar qu'un crime a mis sur le trône, jusqu'au jeune moine Otrépieff dont le caractère est grand comme les projets, jusqu'à Marina, cette belle Polonaise, qui connaît l'imposture de son amant et lui reste dévouée par intérêt. Où trouver une plus vivante expression de cette sombre époque qui vit tant de révolutions et tant de meurtres se succéder au pied du Kremlin? *Poltava* est, comme *Boris Godounoff*, une œuvre que domine une pensée nationale; mais le titre de *Poltava* convient-il réellement à ce poème? N'est-ce pas plutôt *Mazeppa* qu'il devrait se nommer? Mazeppa est en effet le héros du récit. Il n'est point ici question de la légende lithuanienne, du Mazeppa si magnifiquement chanté par lord Byron et Victor Hugo, de ce jeune page amoureux qu'une vengeance inouie attache à la croupe d'un étalon sans frein. Le page, dans l'œuvre de Pouchkine, a revêtu la pelisse d'un hetman de l'Ukraine; c'est aujourd'hui un vieillard souverain, à la tête haute et blanche, au front plissé sous des rêves d'ambition, et pourtant ici comme dans le poème de Byron il s'agit d'une histoire d'amour. Le riche, le puissant Kotchoubey, l'ancien ami de l'hetman, avait une fille qui était « la reine des fleurs de Poltava. » Marie faisait la joie et l'orgueil de son père. Toute la jeunesse de l'Ukraine l'avait poursuivie de ses hommages et s'était vu dédaigner. Cependant, lorsque Mazeppa vint à son tour lui offrir sa main et que la mère de la jeune fille eut repoussé le vieillard avec mépris, Marie pâlit et pleura. Quelques jours plus tard, elle avait disparu. On ne tarda pas à apprendre qu'elle avait suivi l'hetman. Kotchoubey pourrait aisément armer tout le pays contre le ravisseur de sa fille; il aime mieux dénoncer au tsar Pierre les vues ambitieuses de Mazeppa, qui nourrissait effectivement le projet de secouer la suzeraineté de la Russie. Un jeune Cosaque, dont Marie avait dédaigné l'amour, se charge de porter la lettre accusatrice; mais le tsar estime trop l'hetman pour croire à une dénonciation, et c'est à Mazeppa lui-même qu'il renvoie l'écrit de Kotchoubey. A la vue de ce papier, Mazeppa rugit de fureur; toutefois, habile et rusé, il impose bientôt silence à sa colère, et adresse au tsar une longue épître pleine de protestations hypocrites, pour demander la tête de son ennemi. Cette demande lui est accordée. L'amour de Marie, la fille de Kotchoubey, gêne seul la vengeance de Mazeppa, car Marie n'a pas cessé de l'aimer follement. Mazeppa sait profiter de cette aveugle passion, et, dans une scène dialoguée, que le poète a merveilleusement conduite, il arrache à l'imprudente l'assurance qu'entre son père et lui, s'agît-il de mort, elle ne balancerait pas. Cet aveu obtenu, le supplice de Kotchoubey est décidé. Le lendemain, l'échafaud se dresse dans la plaine. Pendant la nuit qui précède ce jour, Marie est réveillée par sa mère, qui, baignée de larmes et suppliante, vient lui demander d'intercéder

en faveur de la victime livrée à la vengeance de l'hetman. D'abord Marie ne comprend pas; mais, lorsque la vérité a frappé son esprit, elle pousse un grand cri et perd connaissance. Cependant le soleil s'est levé : la plaine est couverte de cavaliers qui entourent le lieu du supplice. Le peuple accourt, comme pressé d'assister à une fête. Bientôt paraît un char qui s'arrête devant l'échafaud. Kotchoubey en descend pour monter les marches fatales. Quelques momens se passent, et la foule se retire en silence. Tout à coup l'on voit accourir deux femmes éperdues et couvertes de poussière; l'une d'elles est jeune et belle; elles arrivent trop tard : déjà l'hetman est rentré dans son palais. Il demande Marie à ses serviteurs; aucun d'eux n'a vu la jeune femme, et on la cherche en vain.

Cependant le temps est arrivé pour Mazeppa de jeter le masque, de donner carrière à son ambition impatiente. Dans ce suprême moment, le vieillard prévoit les désastres qui se préparent et sa ruine certaine; mais la fatalité le pousse. Il prend les armes contre le tsar, et c'est le tsar qui triomphe à Poltava. Charles XII est en fuite, et le prince de l'Ukraine, vaincu comme lui, galope à ses côtés à travers les steppes désertes. Tout à coup ce dernier s'arrête brusquement; il se trouve devant une habitation trop connue, et vient d'en voir sortir une jeune femme. Cette femme est folle; c'est Marie. Elle a tout oublié excepté son amour pour Mazeppa, à qui, aveuglée par la démence, elle parle long-temps sans le reconnaître. Après ce triste entretien, l'hetman rejoint le roi de Suède et passe la frontière avec lui.

On voit ce qu'il y a d'historique dans ce poème et ce qu'il y a de romanesque; on voit aussi la faute où le désir de rappeler une grande victoire des Russes a jeté Pouchkine; l'orgueil national a été cette fois pour lui un mauvais conseiller. Quoi qu'il en soit de ce défaut, que le goût russe ne condamne pas, le poème de *Poltava* renferme assez de beautés originales pour mériter une place parmi les chefs-d'œuvre de Pouchkine. C'est une heureuse création que celle de ce vieillard ambitieux et cruel, espèce de figure homérique aux passions africaines. On sent néanmoins que le développement manque à cette œuvre; les péripéties en sont trop hâtées; le poète semble pressé d'arriver au terme de sa course. En général, l'imagination de Pouchkine, toujours ardente, se fatiguait aisément et s'affaissait dans les œuvres de longue haleine; ainsi doit s'expliquer, selon nous, ce que laissent à désirer ses premières compositions.

Les littératures jeunes ne savent mettre en scène que des passions simples et pour ainsi dire à l'état primitif; ignorantes qu'elles sont des nuances, des distinctions, des analyses fines et délicates, elles les peignent à larges traits et toujours sans mélange; aucun combat de senti-

mens opposés, rien qui fasse contrepoids à l'entraînement instinctif. Telle est un peu l'antiquité. S'il est question d'amour,

C'est Vénus tout entière à sa proie attachée;

s'il s'agit de vengeance, c'est la coupe ou le poignard des Atrides, et, si les poètes veulent adoucir tant d'horreur, ils inventent la fatalité. A ce point de vue, Pouchkine aussi est antique; seulement il se passe de la fatalité. La fatalité ici, c'est l'aveuglement de la passion, c'est l'amour de Zemphirine, la haine de Kotchoubey, la vengeance de Mazeppa. La littérature russe, telle que Pouchkine la représente, est encore étrangère à l'analyse philosophique, mais tout y est jeune, ardent, impétueux; l'expression même participe de cette rudesse primitive. L'auteur de *Poltava* a su ressaisir et transporter dans son style toute l'originalité de l'ancienne poésie slave. La littérature russe doit à Pouchkine d'avoir repris possession de cette grace et de cette naïveté toutes nationales qu'elle avait perdues sous l'influence de l'imitation étrangère. N'oublions pas non plus que le poème de *Poltava,* comme celui de *Boris Godounoff,* en ouvrant l'histoire nationale, cette source féconde, à l'imagination des poètes, confirmait les jeunes théories, désormais victorieuses, et déterminait solennellement, pour ainsi dire, l'entrée de la littérature russe dans les voies nouvelles de sa destinée.

C'est particulièrement dans les poésies légères de Pouchkine, dans ses ballades slaves, dans toutes ces fantaisies adorables, que se trouvent répandues avec une profusion royale les qualités d'originalité exquise qui feront à jamais de cet écrivain un des grands maîtres de la poésie russe; c'est également dans ces pièces détachées qu'il faut chercher la seconde et peut-être la plus brillante expression de la nationalité de sa muse. Ici les vers de l'auteur de *Poltava* roulent sur les sujets les plus variés, et forment dans leur ensemble un faisceau d'arabesques dont les mille détails sont autant de petits chefs-d'œuvre. Le poète a su y mettre en relief, avec un bonheur infini, tous les trésors et toutes les graces de sa langue. Il faut se rappeler que la nation russe est bien jeune encore, plus jeune même en poésie qu'en politique. Elle est restée fidèle à ses vieilles traditions, et on retrouve dans ses mœurs une foule de superstitions charmantes. De tous les peuples de race slave, ce sont peut-être les Russes qui, dans leur vie sociale comme dans leur langue, ont gardé le plus pieusement le culte des antiques origines. De là ces récits où le merveilleux joue un si grand rôle, et que le peuple écoute aussi sérieusement que jadis le calife bercé par les merveilleux récits de Sheherazade : le conte du *Roi Saltan,* celui de la *Reine et sept héros,* du *Coq d'or,* du *Pêcheur et le petit poisson,* etc. Il y en a qui n'ont ni fées, ni magiciens, et qui n'en sont pas moins

fantastiques; voyez celui de *Boudris et ses trois fils*. Ce Boudris fait venir ses trois fils et les envoie chercher fortune à la guerre; l'un doit aller à Novogorod ravir aux Russes leurs roubles et leurs pierres précieuses; l'autre doit aller enlever aux Prussiens leur ambre parfumé et leur drap clair; le troisième enfin doit aller faire la conquête d'une jeune et belle Polonaise. Les trois frères partent; Boudris attend leur retour. Les jours, les mois se passent, et ses fils ne reviennent pas. Il les croit morts. Enfin, aux premières neiges, voici le premier de retour. Son manteau enveloppe une lourde charge. Le second survient bientôt, chargé comme son frère. Le troisième paraît à son tour avec une charge égale. Or, ce n'étaient point les roubles de Novogorod, ni l'ambre de la Prusse, qu'ils apportaient; c'étaient, avec une jeune et belle Polonaise, deux autres jeunes et belles Polonaises. Boudris prit son parti; il invita ses amis à trois noces.

Il n'est pas un chant national qui n'ait, en Russie, une note mélancolique, pas une mélodie qui ne renferme un soupir ou une larme. Il en est de même de la poésie populaire, de celle qui demande ses inspirations aux croyances publiques, aux mœurs les plus intimes du foyer domestique. Or, cette larme, ce soupir, cette note mélancolique, acquièrent sous la plume de Pouchkine un charme d'une douceur infinie. Nous allons essayer de traduire littéralement deux ou trois de ces morceaux. Le parfum d'une liqueur précieuse ne saurait se perdre tout entier en passant dans un autre vase.

LE PETIT OISEAU.

« J'obéis avec respect à la bonne vieille coutume : voici un petit oiseau auquel je rends son libre vol au retour du printemps. Et maintenant je suis devenu accessible à la consolation. Pourquoi murmurerais-je contre Dieu, lorsque j'ai pu rendre la liberté à l'une de ses créatures? »

Le peuple russe croit généralement au démon familier. Il n'est pas un paysan qui ose révoquer en doute la présence invisible, mais réelle, de cet être fantastique et bienfaisant qui protége mystérieusement et avec amour sa maison et son jardin. Cette croyance superstitieuse a quelque chose d'antique et de touchant. Voici le morceau qu'elle a inspiré à Pouchkine :

LE DÉMON FAMILIER.

« Invisible protecteur de ma paisible campagne, je te conjure, ô mon bon démon familier! garde mes champs, mes bois, et mon petit jardin sauvage, et la modeste demeure de ma famille! Fais que les froides pluies, que les vents tardifs d'automne ne ruinent point mes champs, et que les neiges bienfaisantes couvrent à temps l'humble engrais de mes terres. Ne quitte point, gardien secret, le vestibule héréditaire; frappe de crainte et de faiblesse le voleur nocturne, et de tout mauvais regard préserve mon heureuse petite maison. Rôde autour de

ses murs comme une inquiète patrouille; aime mon jardinet et la rive des eaux dormantes qui le baignent, et ce potager commode avec sa petite porte délabrée et son enclos mal joint. Aime le vert penchant des collines, et les prairies que foule mon errante paresse, et la fraîcheur des tilleuls, et la voûte bruyante des érables : ils ne sont point étrangers à l'inspiration. »

Nous citerons encore la bizarre et gracieuse ballade de *la Naïade*. Pouchkine a laissé deux poèmes qui portent ce titre. Le premier est une sorte de drame auquel la mort l'empêcha de mettre la dernière main. Il y est question de l'amour d'un prince pour la fille d'un meunier, de l'abandon de celle-ci, qui, de désespoir, se précipite dans les flots du Dniéper où elle est changée en naïade, de la folie de son père et des remords du prince. Le second est la ballade qu'on va lire.

LA NAÏADE.

« Sur les bords d'un lac, caché dans une sombre forêt, s'était réfugié un moine, dont la vie se passait dans des pratiques austères, le travail, la prière, le jeûne. Déjà le saint vieillard creusait sa fosse avec une humble pelle, et ne s'adressait à ses divins patrons que pour leur demander la mort.

« Un jour, au seuil de la porte de sa chaumière affaissée, l'anachorète priait Dieu. La forêt commençait à s'assombrir, le brouillard s'élevait sur les eaux, et l'on voyait à travers les nuages la lune rouler avec lenteur dans le ciel. Le moine porta ses regards sur le lac.

« Il demeura éperdu... et douta un instant de lui-même. Les ondes bouillonnent, se calment, bouillonnent encore, et soudain, légère comme une ombre du soir, blanche comme la neige matinale des collines, une femme aux pieds nus en sort, et, silencieuse, vient s'asseoir sur le rivage.

« Elle regarde le vieux moine en secouant ses tresses humides. Le saint ermite, tremblant d'émotion, contemple ses beautés. Elle, cependant, l'appelle de la main, lui fait de rapides signes de tête; puis, semblable à une étoile qui file, elle disparaît dans les eaux dormantes.

« Cette nuit le morne vieillard ne dormit point, et le jour suivant il oublia de prier. Toujours, devant lui, involontairement il voyait l'ombre de l'étrange jeune fille. Les bois se revêtirent encore de ténèbres, la lune s'éleva sur les nuages, et, de nouveau, belle et pâle, la nymphe apparut sur la surface de l'eau.

« Elle regarde le vieillard en lui faisant signe de la tête; elle feint en souriant de l'embrasser de loin, puis se joue sur les ondes qui rejaillissent autour d'elle, rit, pleure comme un enfant mutin, appelle le moine en soupirant avec tendresse : « Moine, moine, viens à moi, viens à moi.... » Et soudain elle se plonge dans les ondes limpides, et tout rentre dans le silence.

« Le troisième jour, l'ermite passionné vint s'asseoir sur les rives enchantées et attendit la jeune fille; mais l'ombre enveloppa les bois, l'aurore chassa les ténèbres de la nuit, et l'on ne retrouva plus le moine. Seulement de petits garçons aperçurent sa barbe grise qui flottait entre deux eaux. »

II.

Les écrits en prose de Pouchkine n'ont pas eu moins d'influence que ses œuvres poétiques sur les destinées littéraires de sa patrie. Ces écrits méritent un examen à part. Comme prosateur aussi bien que comme poète, Pouchkine a fait révolution, il a fait école. Sous sa puissante influence, la langue russe s'est pour ainsi dire renouvelée.

De toutes les nations slaves, la nation russe est, nous l'avons dit, celle qui est restée la plus fidèle à la langue originaire; elle la parle sans altération sensible sur la plus vaste étendue de pays où se soit jamais parlée la même langue. Quelques-uns, il est vrai, divisent cette langue en trois dialectes, ainsi classés : celui de la grande Russie, celui de la Russie-Blanche, et celui de la petite Russie, ne remarquant pas que le dialecte de la Russie-Blanche se confond avec le premier, dont il ne diffère réellement que par la prononciation de quelques lettres. Le dernier seulement, qui semble avoir une forme identique à celle de l'illyrien et du croate, s'en sépare assez pour avoir sa littérature distincte. Nous n'avons rien à dire de celui-là. Quant aux deux autres, on l'a vu, ils représentent l'idiome russe, fils aîné du vieux slavon, cette souche mystérieuse dont les racines vont se perdre dans la nuit des âges. C'est au xe siècle que Jean, exarque de Bulgarie, appliqua la méthode grecque de saint Jean Damascène à l'organisation grammaticale de cette langue. Quelques Russes revendiquent pour leur idiome une origine plus reculée encore. Selon eux, les deux moines Cyrille et Méthodius auraient inventé l'alphabet slavon au VIIe siècle; ce qui concorderait assez avec l'opinion du grand slaviste Safarjik, qui place dans l'époque comprise entre le Ve et le Xe siècles les origines des principaux dialectes slaves. Le testament de Wladimir-Monomaque, aussi précieux comme document littéraire que comme pièce historique, peut être considéré comme le plus ancien monument écrit de la langue russe. Puis arrive Nestor à la fin du XIIe siècle, le premier chroniqueur de la Russie : c'était un moine. Viennent ensuite les chants populaires et les fragmens d'une sorte de poème épique portant ce simple titre : *Récit des exploits de l'armée de Jégor II, fils d'Oleg*. Telles sont les sources d'où le russe moderne s'est dégagé peu à peu.

La nouvelle langue était à peine formée que le pays fut envahi; la domination étrangère s'y établit. Ici un fait curieux se présente. L'idiome mongol séjourne pendant plus de deux siècles en Russie sans altérer la langue nationale; seulement il y introduit çà et là une certaine quantité d'élémens nouveaux que le russe s'assimile en leur imposant ses formes et sa prononciation. Déjà en effet la langue russe existait; elle était complète : elle existait avec la grace et la souplesse de sa phraséologie tour

à tour simple et pompeuse, naïve et magnifique; elle existait avec cette splendide famille de verbes pittoresques exprimant dans un seul terme les modifications les plus variées et les plus fugitives de l'existence et de l'action, avec cette facilité de donner à tous les substantifs l'état de verbe, et d'en varier à l'infini les expressions par la puissance des diminutifs et des augmentatifs. Or, cette langue resta partout la même, dans les campagnes comme dans les villes, sous le toit de l'*isba* comme sous les lambris du château, et encore aujourd'hui les princes de Russie ne parlent pas d'autre langue que celle de leurs vassaux. Il y a plus, c'est que l'homme des campagnes a conservé à son langage la forme imagée et poétique qu'il a reçue de la tradition, tandis que le seigneur, qui veut plier le sien aux mœurs nouvelles, ne parvient le plus souvent qu'à le vulgariser en le dépouillant de ses richesses originaires.

Nous venons d'indiquer un fait important. Si la langue russe a gardé l'unité de son caractère primitif, si elle ne se divise pas en deux branches, l'une vulgaire et commune pour le peuple, l'autre délicate et recherchée pour le monde, ce fait nous en expliquera un autre, c'est-à-dire pourquoi, lorsque la civilisation européenne fut venue donner des idées comme des modes nouvelles à la Russie, le riche idiome qui lui avait suffi jusque-là ne lui suffit plus. L'esprit de conversation, que le tsar décréta par un oukase en prescrivant les assemblées publiques, où, pour la première fois, les femmes se trouvèrent réunies avec les hommes, avait nécessairement besoin d'une langue exercée à un échange rapide d'idées, à des reparties vives et soudaines. Or, la langue russe se serait embarrassée dans ses métaphores, et les plis de ses larges vêtemens eussent retardé sa marche : on choisit la française. L'idiome national fut donc abandonné au peuple, aux classes inférieures et aux littérateurs, qu'on lisait peu. Toutefois, sous la plume de ces derniers, il commença à perdre de ses qualités propres; les tournures, les locutions empruntées à notre langue y pénétraient de tous côtés, et l'usage prit à cet égard tant d'empire, que des hommes d'un talent supérieur tels que Karamsine se laissèrent plus d'une fois entraîner par le torrent. L'homme du peuple parla donc un russe plus pur, plus correct, plus pittoresque, plus national que les hommes de lettres eux-mêmes. On comprend pourquoi, lorsque l'esprit de rénovation littéraire eut pris naissance, la nouvelle école fut injuste envers la France, évidemment fort innocente des emprunts maladroits qui lui étaient faits. On remonta à l'ancien russe, et l'on se trouva en présence d'une langue majestueuse, souple, poétique, gracieuse, mais d'une grace naïve et un peu antique. Cette langue était plus jeune que les idées de la nation, plus jeune que la civilisation, qui, comme on sait, avait marché vite. Il fallut donc la plier aux exigences nouvelles tout en lui conservant son esprit originaire, l'assouplir, la façonner aux besoins nouveaux sans toucher à son

caractère ancien, lui ouvrir les portes des salons, la familiariser avec les tours, les allures animées de la conversation, sans la dépouiller de ses richesses primitives. C'était une œuvre difficile; M. Gretch, grammairien et philologue distingué, M. Boulgarine, romancier et journaliste ingénieux, la commencèrent. Malheureusement la science de l'étymologiste et l'esprit du romancier furent impuissans. Le premier donna à son pays une grammaire, véritable monument d'intelligence philosophique; mais jamais une grammaire n'a fait une langue : quant au second, ses efforts furent plus malheureux, en ce sens qu'il dépouilla le russe de ses grandes qualités natives sans lui rien donner en échange, sinon une familiarité souvent triviale. Et pourtant M. Boulgarine est un homme d'intelligence et de savoir; mais il fut entraîné par une verve satirique qui l'aveugla, et une vogue qu'il eut le tort de prendre pour de la popularité.

La langue russe attendait donc encore l'écrivain qui devait la transformer. Cet écrivain arriva, c'était Pouchkine, et bientôt on la vit, sous sa plume féconde, parcourir avec une merveilleuse facilité toute la gamme des idées nouvelles, s'élevant à la fois aux plus hautes régions de la poésie et descendant aux plus infimes degrés de la familiarité; ici retraçant la passion folle et brûlante du désert, là aiguisant l'épigramme au trait mordant; ici passant à l'éloquence, là s'amusant au persiflage. Elle se soumit aux graves exigences de l'histoire, se plia au facile récit du roman, se para de toutes les couleurs, adopta toutes les formes, prit tous les tons, emprunta tous les costumes, et cependant ne cessa pas d'être fidèle à son origine, à son caractère. Pouchkine, comme prosateur, n'obéit à aucun système : la langue était là, il la prit et s'en servit; son génie fit le reste.

L'empereur Nicolas, qui voulait s'attacher Pouchkine et donner à sa pensée une direction utile et sérieuse, le chargea d'écrire l'histoire de Pierre Ier. Pouchkine accepta cette grave mission; mais avait-il bien compris tous les devoirs qu'elle lui imposait? en avait-il au moins la conscience? Sa plume de poète, toujours si libre quand elle obéissait aux inspirations de la Muse, conserverait-elle cette même indépendance quand il s'agirait d'interpréter l'histoire? Et lui, dont l'opinion intime s'élevait contre la nouvelle civilisation donnée à son pays, pourrait-il, sans mentir à ses sentimens, écrire la vie du prince qui avait ainsi fait violence au génie slave? ou, s'il l'écrivait, que devenait le libre exercice de sa pensée, à moins toutefois que les faveurs impériales ne l'eussent déjà asservie? Le secret de Pouchkine est mort avec lui. Nul ne peut savoir quel eût été le livre qui serait sorti de sa plume : à coup sûr, et nous aimons à le croire pour l'honneur de sa mémoire, ce livre n'eût pas été l'œuvre d'un courtisan. Ce qui est certain aussi, c'est que l'écrivain commença par se livrer aux recherches historiques les plus

minutieuses avec le courage et la patience d'un bénédictin. Ces recherches le mirent en présence de papiers relatifs à la révolte de Pougatcheff, ce hardi Cosaque qu'on vit au milieu du règne de Catherine II se donner fièrement pour Pierre III, échappé aux cachots de Schlusselbourg, et soumettre la Russie orientale, qu'il parcourut à la tête d'une armée résolue. Ce sombre épisode de l'histoire moscovite, cette sauvage et cruelle lutte d'un chef de révoltés, qui parvint à jeter un instant l'inquiétude jusque dans le cœur de la grande impératrice, frappa l'imagination de Pouchkine, qui, suspendant tout autre travail, résolut d'écrire l'histoire de Pougatcheff. Avant tout, il voulut connaître les lieux où se passèrent les terribles événemens qu'il allait retracer.

Pougatcheff était de la race de ces Cosaques qui, au xve siècle, abandonnèrent les rives du Don pour aller planter leurs tentes sur celles du Jaïk, au pied des monts Ourals, où ils trouvèrent quelques familles tartares paisiblement établies. Après bien des hostilités, les Cosaques et les Tartares s'unirent d'amitié et ne formèrent bientôt qu'un seul peuple; mais, obligés d'implorer la protection du tsar Michel Fédorovitch pour repousser l'agression d'une peuplade voisine, ils durent reconnaître sa souveraineté. Ce fut un joug qui ne tarda pas à leur devenir odieux, et ils se révoltèrent souvent. Or, l'histoire de Pougatcheff est celle de leur dernière révolte, et de la plus terrible. Pouchkine raconta cette grande jacquerie moscovite avec la vigueur que demandait une pareille tâche. Il s'appliqua surtout à faire ressortir les moindres lignes de son tableau avec ce talent de mise en scène qui s'unissait étroitement, dans son esprit, à l'intelligence du passé : il pensait que, privée des élémens qui la dramatisent, l'histoire ne saurait réveiller les sympathies de la multitude. Le même sujet qui avait porté bonheur à l'historien inspira aussi le poète. Pouchkine trouva dans la vie de son terrible héros un épisode qui lui fournit la matière d'un roman plein d'intérêt, connu sous ce titre : *la Fille du Capitaine.*

Ce qu'il y a de particulièrement remarquable dans toutes les compositions de Pouchkine, c'est le soin avec lequel s'y trouvent reproduits les mœurs et le génie intime de la vie russe. Le poète avait esquissé, dans *Eugène Onéguine,* la figure de la *nania* (bonne), cette femme qui, après avoir élevé une jeune fille, lui reste attachée à titre de première domestique, devient son amie, sa confidente fidèle, rôle que remplissait exactement la *nourrice* de l'antiquité. Il en est de même du *diadka* (menin), qui, après l'émancipation de son élève, devient, lui aussi, son compagnon et son serviteur zélé, rivant pour ainsi dire sa vie à la sienne, vieillissant et mourant auprès de lui. C'est un type semblable qui apparaît dès l'introduction de *la Fille du Capitaine.* Un *diadka* accompagne un jeune homme que son père, major en retraite, envoie à Orembourg, chargé d'une lettre pour le commandant de cette

ville, son vieux camarade, lequel a promis de placer son fils. Les voyageurs sont surpris dans une forêt par un de ces ouragans appelés *chasse-neige,* si terribles et si dangereux dans ces froides et vastes plaines. La route a soudainement disparu sous des flots de neige. Le jeune homme et son compagnon se consultent, pleins de terreur, lorsqu'ils voient venir à eux une espèce de mendiant à l'aspect sinistre, qui leur offre de les conduire à une cabane voisine, où ils pourront attendre la fin de l'orage. Malgré les craintes du vieux *diadka* et même celles du cocher, le fils du major se confie à cet étrange guide, qui les conduit effectivement à une *isba* de bûcheron. Là, le jeune homme, pour reconnaître ce bon office, fait présent à l'inconnu d'une pelisse pour couvrir ses pauvres haillons, bienfait que celui-ci promet de n'oublier jamais. Cependant le grain s'est dissipé; les deux voyageurs poursuivent leur route et arrivent à Orembourg. Le gouverneur de cette ville, après avoir lu la lettre de son vieil ami, les envoie à Bélagorsk, petite forteresse à quelques lieues de là, où le fils du major trouvera une lieutenance. Bélagorsk est sous le commandement d'un capitaine qui a une fille charmante, dont le nouveau-venu ne tarde pas à tomber éperdument amoureux. Sa passion est partagée, et déjà les plus doux rêves de bonheur viennent bercer son esprit, quand un Baskir se présente à la forteresse. Cet homme, auquel on a coupé la langue pour s'assurer de sa discrétion, est porteur d'une lettre de Pougatcheff, qui enjoint au capitaine de se préparer à le recevoir. Le capitaine se prépare à la défense. La place est enlevée, et les révoltés commencent par attacher le commandant au gibet : le même supplice attend toute la garnison. Quand le tour du lieutenant est arrivé, le chef qui préside à l'exécution le fait amener devant lui. « Rassure-toi, lui dit-il, tu ne mourras point. En te laissant la vie, je m'acquitte d'une promesse. Va. » Le fils du major lève les yeux sur cet étrange personnage, et reconnaît le mendiant de la forêt. C'était Pougatcheff lui-même. Le roman de Pouchkine ne se termine point par cette péripétie empruntée à l'histoire. Les circonstances se multiplient où le jeune officier est épargné par Pougatcheff, au point qu'on ne tarde pas à l'accuser d'être un de ses partisans. Le malheureux est plongé dans un cachot, d'où il ne sortirait que pour subir le supplice destiné aux criminels d'état, si la courageuse fille du capitaine n'allait se jeter aux pieds de l'impératrice, à qui elle fait connaître toute la vérité.

Cet ouvrage complète l'étude de Pouchkine sur Pougatcheff. Le romancier y a retracé, avec tout le fini des tableaux de genre, une foule de détails caractéristiques auxquels la marche rapide de l'histoire ne pouvait s'arrêter. Le simple récit de Pouchkine suffirait pour répondre à ceux qui rêveraient follement une guerre sociale en Russie. Qui sait le nombre des Pougatcheff qui surgiraient alors de tous côtés, et les fleuves

de sang qui se creuseraient sous leurs pas? Au milieu de ces tableaux aux couleurs sombres et terribles, la vue se repose avec bonheur sur la figure de cette jeune fille qui garde à l'officier un amour si dévoué. C'est comme une limpide échappée d'azur à travers les nuages d'un horizon menaçant. *La Fille du capitaine* plaça du premier coup Pouchkine à la tête des romanciers de son pays, comme depuis longtemps il avait été placé à la tête de ses poètes.

L'*Histoire de Pougatcheff, la Fille du Capitaine*, une relation attachante et animée du voyage qu'il fit en Asie à la suite des armées russes, tels sont les titres principaux de Pouchkine comme prosateur. Le romancier ne serait toutefois qu'imparfaitement connu, si nous ne mentionnions, à côté de *la Fille du Capitaine*, une charmante nouvelle, *la Dame de pique*, et les ravissantes bluettes intitulées : *Contes de Belkine*. Belkine est le pseudonyme dont Pouchkine signa ces légères compositions. Ici, le poète nous fait vivre de la vie des camps. Ce sont de folles nuits passées autour d'un tapis vert, puis le souper égayé par le champagne pétillant, des récits superstitieux qui captivent l'attention et font battre le cœur. Là, c'est la vie de la campagne avec ses habitudes provinciales, un déguisement de jeune fille curieuse, deux haines de province apaisées par un mariage; plus loin, c'est un enlèvement entouré de circonstances qui ne peuvent exister qu'en Russie, ou bien c'est le récit effrayant, l'histoire fantastique du fabricant de cercueils. Partout, dans les *Contes de Belkine*, se révèle un vif sentiment du génie national et des mœurs populaires de la Russie.

Je viens d'indiquer la double valeur des écrits de Pouchkine : l'auteur de *Poltava* a renouvelé, comme prosateur, la langue russe, en même temps qu'il ouvrait à ses contemporains, comme poète, des sources nouvelles d'inspiration. On sait aussi quel accueil la Russie a fait à cet interprète de la pensée nationale. Quant à l'Europe, il faut le dire, elle est restée trop indifférente au rôle que Pouchkine a joué dans son pays. La France surtout n'a eu long-temps qu'une idée vague de ce grand mouvement littéraire commencé et dirigé par un seul homme. Ici même cependant (1), une étude biographique sur Pouchkine avait déjà indiqué l'importance de ses travaux. Pendant long-temps, on a pu s'étonner qu'une plume française ne cherchât point à le traduire. Aujourd'hui cette tâche a été abordée; mais peut-on la regarder comme remplie? L'auteur de la traduction française de Pouchkine qui vient d'être publiée n'a point paru se douter des difficultés que présentait un pareil travail. Il y avait là des écueils et des obstacles qui imposaient au traducteur un redoublement d'efforts. L'art de traduire, surtout lorsqu'il s'applique à la poésie, suppose une sorte d'initiation qui ne s'achète

(1) Voyez la livraison du 1er août 1837.

qu'au prix de veilles laborieuses. Les vulgaires esprits seuls peuvent s'imaginer qu'il suffit, pour traduire un poète, de rendre ses vers dans un autre idiome, sans s'inquiéter d'ailleurs de la physionomie, du mouvement, des nuances infinies de la pensée, des mille finesses du style. Or, ce ne sont point là des choses qui aient leur vocabulaire écrit, et ce sont pourtant des choses qu'il faut traduire, ou du moins indiquer; elles demandent une intelligence vive et délicate pour les saisir, une plume habile et souple pour les rendre. Pour transporter d'ailleurs dans son propre idiome les richesses d'une langue étrangère, il y a une première condition à remplir; est-il besoin de la rappeler? C'est la connaissance parfaite de la langue dont on veut révéler à son pays les richesses littéraires. Qu'on y songe, l'idiome russe est le plus difficile des idiomes européens, il est difficile même pour les Russes qui n'en ont pas fait l'objet d'une étude sérieuse. C'est une langue dont le sens positif varie à l'infini et dont le sens poétique varie encore davantage; langue souple et rude, abondante et imagée, dont l'origine, les accidens, l'esprit, l'allure, les procédés, n'offrent aucune analogie avec nos langues d'Occident. Le traducteur français des œuvres de Pouchkine a échoué pour n'avoir point compris les exigences de sa tâche. Il importe qu'on ne l'oublie pas, une traduction de ce poète exige une connaissance intime et approfondie, non-seulement de la grammaire et du vocabulaire russes, mais des finesses et des bizarreries de la langue; elle exige aussi un long commerce avec ce génie si original, si en dehors de toute tradition européenne. Tant que cette double condition n'aura pas été remplie, notre pays, nous le disons à regret, ne connaîtra qu'imparfaitement la valeur et l'originalité du poète russe.

Si quelque chose eût pu consoler Pouchkine de l'indifférence du public européen à son égard, c'eût été l'admiration reconnaissante que lui manifestait la Russie. On se plaisait à reconnaître que ce jeune et puissant esprit avait donné à la littérature nationale une féconde et sûre direction : il avait renouvelé, assoupli la langue russe. Il ne fut pas accordé malheureusement à Pouchkine de jouir long-temps de cette satisfaction profonde que donne le sentiment d'une grande tâche accomplie. On sait quelle fut sa mort. Si nous revenons sur ce douloureux événement, c'est parce qu'aucun autre ne met mieux en relief la nature emportée, presque sauvage, du poète.

La beauté merveilleuse de Mme Pouchkine, relevée par le prestige de la célébrité de son mari, lui avait valu dans le monde un accueil flatteur, qui, chez elle, avait éveillé une joie enfantine, et, chez Pouchkine, une sombre jalousie. Quelques propos ne tardèrent pas à circuler, et le monde blâma Mme Pouchkine de ce qu'elle ne savait pas ménager la susceptibilité ombrageuse de son mari. Parmi les jeunes gens qui fré-

quentaient la maison de Mme Pouchkine, on citait le baron Danthés, officier aux gardes, fils adoptif du baron H....., ministre de Hollande. M. Danthés, comme beaucoup d'autres, entourait d'hommages la jeune femme du poète. On sait que Pouchkine était laid. L'envie et la calomnie, exploitant cette circonstance, en firent le texte d'une lettre anonyme pleine d'insultantes allusions. Pouchkine bondit en rugissant. Une nouvelle lettre arriva, toujours accusatrice; cette fois, il eut assez de force pour la mépriser; il parvint même à dominer, dans le monde, cette jalousie qu'il avait trop laissé paraître. Ses ennemis n'en furent que plus ardens, et, dans une troisième lettre, ils lui lancèrent à la face le nom du baron Danthés, le même qui fréquentait sa maison, et dont les empressemens auprès de sa femme pouvaient effectivement alarmer un esprit jaloux. Pouchkine alla aussitôt trouver M. Danthés et lui présenta cette lettre ouverte. Ce dernier, comprenant l'inutilité d'une explication, déclara au poète que la sœur de sa femme était seule l'objet de ses visites, et que, pour preuve de sa bonne foi, il la lui demandait en mariage, à lui, qui en était presque le tuteur. Les soupçons de Pouchkine ne tinrent pas devant les aveux du baron Danthés, et, à quelque temps de là, celui-ci épousait Mlle Gantchareff, sœur aînée de Mme Pouchkine. Cependant tout ne fut pas fini. Le jeune officier, après son mariage, crut pouvoir reprendre avec Mme Pouchkine, devenue sa parente, le commerce d'innocente intimité que ce titre justifiait aux yeux du monde. C'était une imprudence. Les auteurs des lettres anonymes surent en profiter. Le mari ne tarda pas à recevoir un nouveau message : c'en était trop. Pouchkine jura que le sang coulerait. Le jour même, M. Danthés reçut une provocation conçue en termes tels qu'il ne s'offrait aucun moyen de l'éviter. La rencontre fut donc arrêtée, et l'arme choisie fut le pistolet. C'était dans le mois de janvier. La neige, durcie par la température, scintillait au loin dans la campagne sous les rayons sans chaleur d'un soleil rougeâtre et sinistre. Deux traîneaux, suivis d'une voiture, sortirent en même temps de la ville et s'arrêtèrent derrière le Village-Nouveau (*Novoï Drevnïa*), qui en est éloigné de trois ou quatre kilomètres. Les deux adversaires s'enfoncèrent dans un petit bois de bouleaux. Leurs seconds, tous deux hommes de cœur, choisirent un terrain uni, au milieu d'une éclaircie formée en cet endroit par les arbres. Là ils essayèrent une dernière fois de rapprocher deux hommes dont un seul restait inaccessible à toute parole de conciliation. Obligés de faire leur devoir et voulant néanmoins laisser à leurs malheureux amis le plus de chances possibles de salut, ils arrêtèrent qu'une distance de quarante pas serait mesurée, que chacun des deux adversaires pourrait en faire dix en avant, restant d'ailleurs libres l'un et l'autre de tirer à volonté. Pouchkine les regardait faire d'un œil impatient et sombre. Ces tristes préparatifs accomplis, les deux rivaux furent placés en face l'un de l'autre.

Les dix pas qui leur étaient accordés avaient été également mesurés, et deux mouchoirs indiquaient l'espace qu'il leur était défendu de franchir. Le signal fut donné, et Pouchkine ne bougea point. M. Danthés fit quelques pas, leva lentement son arme, et, au même instant, une détonation se fit entendre. Pouchkine tomba; son ennemi courut à lui. — Arrête! s'écria le blessé en cherchant à se relever. Et s'appuyant d'une main sur la neige : Arrête! s'écria-t-il de nouveau en lui jetant une insultante épithète; je puis tirer encore et j'en ai le droit. M. Danthés regagna sa place; les témoins, qui s'étaient avancés, s'éloignèrent. Le poète, le corps péniblement supporté par son bras gauche, ramassa son pistolet, que, dans sa chute, il avait laissé échapper; puis, tendant le bras, il visa long-temps. Tout à coup, remarquant que son arme était souillée de neige, il en demanda une autre. On s'empressa de le satisfaire. Le malheureux souffrait horriblement, mais sa volonté dominait la douleur. Il prit l'arme nouvelle, la considéra un instant, et fit feu. M. Danthés chancela et tomba à son tour. Le poète poussa un rugissement de joie. — Il est mort! s'écria-t-il en tressaillant, il est mort! Mon Dieu! soyez loué! — Cette joie dura peu. M. Danthés se releva; il avait été frappé à l'épaule; la blessure n'avait rien de dangereux. Pouchkine perdit connaissance. On le transporta dans la voiture, et l'on reprit tristement le chemin de la ville.

L'agonie du poète fut longue et douloureuse. La nouvelle de la catastrophe se répandit avec une rapidité inouie; la porte du moribond fut aussitôt assiégée. Pauvres et riches, grands et petits, firent éclater pour lui les transports de la plus vive sympathie, et, lorsqu'il eut rendu le dernier soupir, la douleur publique ne connut plus de bornes. Comme un roi, Pouchkine eut le peuple à ses funérailles.

III.

Pouchkine mourut à trente-huit ans. Aujourd'hui encore, la plupart des hommes de sa génération sont pleins de vie, et si vous leur demandiez, si vous demandiez à ceux qui virent grandir le génie du poète, qui pleurèrent sa mort précoce, ce qui est resté de Pouchkine, ce qui lui a succédé dans les lettres russes, ils soupireraient et ne répondraient pas. C'est que pour eux tout existait dans la manifestation intellectuelle du moment, c'est-à-dire dans celui qui la représentait; ils ne voyaient pas que la pensée du poète tombait dans une terre jeune et féconde, que la génération qu'il laissait était pleine d'ardeur, et que cette pensée ne périrait point. Seulement, en passant d'une génération à l'autre, cette pensée a déplacé le siége de son action; sans se séparer des régions élevées, elle a su s'étendre et pénétrer dans les régions

moyennes, où on n'a pas tardé à la voir pousser de tous côtés des jets vigoureux.

Pouchkine était la plus vive expression de la littérature de son temps; mais tous les membres de cette littérature appartenaient généralement à l'aristocratie. C'étaient de nobles descendans des vieux boyards; ils possédaient terres et vassaux, ils étaient comtes et princes, et, si quelques-uns ne se distinguaient que par leur esprit, ils n'en faisaient pas moins partie de la classe privilégiée, à laquelle ils étaient agrégés, comme Karamsine, par exemple, à qui son grand talent d'historien a donné une si légitime noblesse (1). Cependant le monopole de la pensée moderne ne pouvait demeurer long-temps l'apanage exclusif d'une caste; aussi ne tarda-t-on pas à voir naître à Pétersbourg et à Moscou, à côté de la littérature aristocratique et du vivant même de Pouchkine, une littérature dont les représentans appartenaient à la classe moyenne, à celle des employés, de ceux qui sont destinés à former un jour le tiers-état du pays, et qui le forment réellement aujourd'hui à un certain point de vue.

Cette nouvelle armée littéraire, qui ne tarda pas à entraîner l'ancienne dans ses rangs, ne naquit pas à l'improviste, sans cause ni antécédens directs. Pouchkine avait donné l'impulsion, mais il restait à entretenir et à diriger le mouvement. Le ministre actuel de l'instruction publique en Russie, le comte Ouvaroff, se chargea de cette tâche. La mission était belle et difficile; M. Ouvaroff la comprit et ne lui fit point défaut. La vie, l'émulation, la confiance, furent les premiers bienfaits que lui dut l'enseignement public. Homme d'état habile et par-dessus tout homme d'esprit et de savoir, connu par d'excellens ouvrages qui touchent à tous les domaines de la pensée (2), le comte Ouvaroff était plus que tout autre propre à ranimer l'enseignement, dont il comprenait bien la valeur, et il lui était facile de s'entourer d'hommes instruits propres à le seconder. Il commença donc l'œuvre de la régénération de l'enseignement, dont il élargit les limites en lui donnant des bases nationales. La révolution fut bientôt complète. Les universités russes se transformèrent, la vie y coula à pleines veines. La jeunesse y afflua de tous les points de la société. On vit le fils du chancelier de l'empire, celui du grand-maréchal de la cour coudoyer sur le même banc le fils du simple affranchi. Pour la première fois, les classes se trouvèrent mêlées en Russie, et elles apprirent à se connaître dans les luttes pacifiques de l'intelligence. Une émulation vive et continue se manifesta. Les étudians des rangs inférieurs comprirent, avec

(1) Karamsine n'était qu'un pauvre fils de prêtre : sa famille fait actuellement partie de la haute société de Saint-Pétersbourg.

(2) Voyez, entre autres, les *Études de critique et de philologie*, Paris, 1846, où se trouvent réunis la plupart des écrits de M. le comte Ouvaroff.

l'ardeur d'une légitime ambition, qu'ils devaient effacer par des triomphes la distance sociale qui les séparait de leurs heureux rivaux; les jeunes patriciens, de leur côté, voulurent soutenir l'honneur de leurs noms par des succès : c'étaient deux camps rivaux qui luttaient sur ce terrain où il n'y a d'autre privilége que l'intelligence.

Telle fut la véritable source d'où s'échappa à flots pressés l'ardeur intellectuelle, qui, s'emparant de la pensée de Pouchkine, la porta dans les régions inférieures, que cette pensée nourrit et féconda. Voilà comment naquit la littérature actuelle, que nous n'appellerons pas bourgeoise, ce mot ne pouvant avoir en Russie le sens qu'il a parmi nous; que nous ne pouvons pas dire populaire, parce que son influence est encore bien limitée, mais que nous appellerons sans crainte *nationale*. Cependant cette ardeur se fût peut-être affaiblie, si une œuvre collective n'eût pas servi de point de ralliement aux jeunes écrivains, en dirigeant leurs efforts vers un même but. Cette œuvre se présenta : ce fut l'*Encyclopédie russe*. L'ancienne et la nouvelle génération littéraires, réunies autour de cette publication, virent leurs efforts récompensés par un éclatant succès. Ce succès même, qui répandit les volumes de l'*Encyclopédie* dans toutes les parties de l'empire, initia les provinces à un mouvement d'idées dont la capitale avait été jusqu'à ce jour l'unique théâtre. L'*Encyclopédie russe* était une œuvre de civilisation nationale, dont les bienfaits étaient évidens; malheureusement cette œuvre ne fut pas continuée. Un fâcheux désaccord entre les chefs de l'entreprise amena la suspension de cette utile publication; mais déjà beaucoup de bien avait été produit. Les jeunes écrivains de l'*Encyclopédie* avaient fait ensemble leurs premières armes, ce concours prêté à une œuvre commune leur avait révélé leurs forces, et avait mis en lumière bien des talens qui désormais pouvaient continuer isolément leur route avec la certitude de ne plus trouver le public indifférent à leurs travaux.

Plusieurs années avant la publication de l'*Encyclopédie*, les lettres comptaient déjà en Russie plus d'un organe recommandable. La *Gazette littéraire*, créée par le baron Delvig en 1830 et continuée par M. Volkoff, était un recueil estimé (1), mais qui ne s'ouvrait qu'à un petit nombre d'élus. Le brillant et rapide essor de la littérature réclamait une publication établie sur des bases plus larges, et la *Bibliothèque de lecture* fit appel aux jeunes écrivains. Destinée d'abord à diriger les esprits dans la voie nationale, à appeler, à encourager les talens nouveaux, la *Bibliothèque* ne remplit pas long-temps cette belle mission, et des traduc-

(1) Nous ne parlons pas du *Fils de la patrie*, recueil créé en 1812, rédigé d'abord sous l'influence de la guerre patriotique de cette époque; ce recueil existe encore : *le Fils de la patrie*, malgré le mérite de ses rédacteurs, n'a jamais eu d'écho bien retentissant en Russie.

tions multipliées sans choix ne tardèrent pas à y remplacer les productions originales. La plus sérieuse de ces publications littéraires, celle qui reflète le mieux la pensée de Pouchkine, est *le Contemporain*, fondé sous l'action directe du poète et aujourd'hui encore dirigé par un de ses amis, M. Pierre Pletneff, recteur de l'université de Saint-Pétersbourg et membre de l'académie russe. *Le Contemporain*, dont les tendances *slavistes* sont très prononcées, peut être regardé surtout comme l'expression de l'influence exercée par Pouchkine sur les premières classes de la société russe. Quelques-uns de ses rédacteurs appartiennent aux plus nobles familles de l'empire. Nous devons remarquer à ce propos que ce vif sentiment de nationalité qui inspirait Pouchkine avait fini par gagner parmi les écrivains aristocratiques ceux même qui semblaient le plus soumis aux vieilles traditions ou aux influences étrangères. C'est ainsi que le prince Wiasemsky, l'un des vétérans de la littérature, le prince Odoevsky, malgré son mysticisme germanique, suivirent la muse slave dans la voie où elle se sentait appelée.

Avant d'arriver à la dernière phase qu'a traversée la poésie russe depuis Pouchkine, il importe de compléter ce que nous avons dit du mouvement dont il fut l'ame, en montrant la trace féconde qu'a laissée son génie dans les études historiques et dans le roman. La Russie a eu deux historiens, qui tous deux ont interrogé ses annales d'un point de vue différent. L'un, Polevoï, a su introduire dans ses recherches cet esprit de sagacité patiente qui s'attache à l'interprétation, à l'enchaînement moral des faits politiques plutôt qu'au simple récit des événemens. L'autre, M. Oustrialoff, poussant un peu loin la complaisance patriotique, s'est étudié à démontrer, sous la forme du récit historique, les anciens droits de son pays à la possession des provinces polonaises. Ce qui est commun d'ailleurs aux deux historiens, c'est un vif et sincère patriotisme. Dans le roman, c'est aussi ce même sentiment qui a inspiré aux écrivains russes leurs meilleures créations. En première ligne se présente ici le nom de Zagoskine, l'auteur de *Youry Miroslawsky* et des *Russes en* 1812, ouvrages qui lui valurent la popularité la plus honorable et la mieux méritée. Le talent qui se révèle dans ces récits se fait pardonner l'absence d'énergie à force de grace et de flexibilité. Zagoskine, comme romancier historique, a eu des imitateurs et des émules. Nous citerons entre autres MM. de Rosen, Herascoff, Boulgarine. M. Herascoff a reproduit, dans un roman fort spirituel intitulé *la Maison de glace*, quelques traits animés de la cour de l'impératrice Anne, et mis en scène avec bonheur le célèbre favori Biren. M. Boulgarine a eu le malheur de s'attacher à un sujet déjà traité par Pouchkine et le tort de dessiner le plan de son *Faux Dmitri* sur celui de *Boris Godounoff*. Le roman a été écrasé par le drame.

Quoi qu'il en soit, il est impossible de ne pas reconnaître dans tous ces ouvrages l'élan d'une pensée commune et féconde. Romanciers et historiens marchent, par des routes différentes, vers un même but; tous veulent donner à la Russie, par l'évocation d'un glorieux passé, la conscience de sa grandeur et de son originalité. Aujourd'hui cette ère de recherches et de tâtonnemens semble terminée; ce n'est plus la nationalité qu'il s'agit de réveiller. Une nouvelle période a déjà commencé pour l'esprit russe. Deux tendances, l'une satirique et comique, l'autre élevée et sérieuse, dominent le mouvement actuel. La première, représentée par M. Gogol, affectionne surtout la forme dramatique; la seconde, qui se personnifie dans Lermontoff, dans Maïkoff, préfère la forme du récit.

La comédie du *Réviseur*, qui dénonce si rudement et néanmoins avec tant d'ironie et de gaieté les abus de l'administration provinciale, assura dès l'abord à M. Gogol une grande popularité. Jamais tant de verve libre et moqueuse n'avait inspiré une muse russe, jamais la satire moscovite n'avait porté des coups plus directs et plus sanglans. Il était hardi d'exposer sur le théâtre de Saint-Pétersbourg l'ineptie et la sottise de ces employés de petite ville (*tchinovniki*) dont l'orgueil et la vénalité pèsent si lourdement sur le pays. Les *tchinovniki* ont été fort plaisamment fustigés par M. Gogol. L'imagination du poète a su tirer d'une donnée très simple les détails de mœurs les plus comiques. Encouragé par ce premier succès auquel ne manqua même pas la sanction impériale (1), M. Gogol ne craignit pas, dans son roman des *Ames mortes*, de toucher à ce qu'il y a de plus vif et de plus délicat dans le pays, savoir la propriété des serfs. Il s'agit ici d'un industriel adroit et fripon, acheteur d'*ames mortes*, c'est-à-dire qui va parcourant les villages ou terres seigneuriales, et qui se fait vendre, par des intendans fripons comme lui, des hommes morts récemment ou depuis peu livrés comme recrues, mais non encore effacés du cadre de la population. C'est ce qu'on appelle dans le pays *ames mortes*. Or, avec ces actes de vente frauduleux, il se trouve légalement possesseur, aux yeux de l'autorité abusée, d'un certain nombre d'individus qu'il demande à transporter sur quelque terrain sans valeur dont il est effectivement propriétaire, et tout cela, pour faire un emprunt au gouvernement sur l'hypothèque de ce bien, qui vient d'acquérir une valeur proportionnelle au nombre des *ames mortes* achetées (2). Nous ne savons si Pouchkine aurait osé pousser la satire jusqu'à ce point de liberté, et si le chef de l'empire aurait eu

(1) La censure ordinaire des théâtres n'ayant pas osé permettre la représentation du *Réviseur*, il fallut en référer à l'empereur lui-même, qui s'empressa de donner son *exequatur*.

(2) Comme la loi actuelle défend la vente des serfs autrement qu'avec la terre à laquelle ils appartiennent, cette industrie abusive ne saurait être pratiquée aujourd'hui.

pour lui l'indulgence qu'il a témoignée à Gogol. Ce fait en dit beaucoup sur les progrès de l'esprit public en Russie.

Ce n'est cependant pas Gogol qui nous semble procéder le plus directement de l'auteur des *Bohémiens;* c'est Lermontoff, dont la vie, les mœurs et la destinée eurent tant d'analogie avec la vie, les mœurs et la destinée de Pouchkine. Comme ce dernier, Lermontoff ne savait obéir qu'à ses passions et fouler aux pieds devoirs et convenances. Je ne sais quelle brutale satire lui valut à Saint-Pétersbourg un duel avec un jeune Français, qui put lui donner une leçon de savoir-vivre. Peu de temps après, le poète fut envoyé dans le Caucase. Dans ces rudes contrées, que la Russie arrose chaque jour du plus pur de son sang, il devait trouver la mort, non point la mort glorieuse du champ de bataille, mais la mort furtive, et en quelque sorte honteuse, qui se cache dans les hasards d'une obscure rencontre. Un duel l'attendait avec un homme implacable qu'il avait offensé. Il tomba atteint d'une balle, et le pays, qui pleurait encore son grand poète frappé à la fleur de l'âge, eut à regretter un autre poète dont la vie s'épanouissait à peine (1).

Lermontoff eut d'ardentes inspirations pour la liberté. Ceux de ses vers que la censure mettait à l'index étaient aussitôt copiés, répandus et appris par cœur. Pouchkine avait eu à former l'esprit public, à créer l'opinion; Lermontoff trouva cette opinion et cet esprit préparés. Nous citerons un de ses poèmes, qui pourra donner une idée de la nature de ses inspirations : le titre de cet ouvrage est *Mzir* (mot géorgien qui veut dire *confrérie);* le fond en est simple. Un jeune homme, fils d'une peuplade libre, a été fait prisonnier dans un combat et jeté dans un couvent pour apprendre à se plier à la servitude sous l'austère discipline de la règle. Le poète s'est plu à retracer les combats intérieurs de cette nature indomptée, de l'instinct natif de l'indépendance contre les mille gênes de la vie monastique et les déchiremens de toute espèce auxquels elle soumet l'intelligence. La lutte est terrible et douloureuse. Vingt fois l'infortuné est près d'être vaincu; mais le sentiment de la liberté soutient son courage aux abois. Dans un élan suprême, le jeune novice s'échappe de sa prison; il part. Le voilà libre, la nature entière est à lui, il en a fait la conquête; mais bientôt ce ciel, cet horizon qu'il admire, ces brises qui lui rafraîchissent le front, ne lui suffisent plus: il lui faut le ciel de la patrie et les brises natales, et il se met à marcher, il va, il franchit l'espace, il court, lorsque l'horrible faim le saisit; le malheureux épuisé tombe. Les hommes envoyés à sa poursuite l'atteignent, s'emparent de lui et le ramènent dans sa prison monastique, où il meurt. Sous cette donnée si simple, il est aisé de découvrir une préoccupation douloureuse. On sent que les idées libérales tourmentent

(1) Lermontoff mourut à vingt-quatre ans.

Lermontoff. Il y a un hommage indirect à ces idées dans la donnée même du poème, dans cette éloquente protestation sous la forme du récit contre l'abus du pouvoir et la tyrannie de certains préjugés.

Dans ces dernières années, la pensée russe est arrivée à une manifestation littéraire que va nous faire connaître le poème des *Deux Destinées*, par M. Apollon Maïkoff, lequel nous écrivait, en nous envoyant cet ouvrage, il y a à peine un an : « Une nation qui se civilise a deux choses à faire, deux devoirs à remplir; il faut que d'une main elle répande la semence de ses nouvelles doctrines, de ses nouvelles idées, de ses nouvelles mœurs, tandis que de l'autre elle doit détruire tout ce qui pesait sur elle et l'enchaînait au passé; elle doit saper les préjugés enracinés dans les esprits, arracher les dernières ronces des siècles d'ignorance et de superstition : la satire est son arme et son instrument. »

Le poème des *Deux Destinées* est donc une œuvre satirique, mais vivement pénétrée d'inspiration lyrique et de je ne sais quel souffle mélancolique et tendre. L'esprit satirique, qui a réellement ouvert en Russie l'ère de la littérature moderne, animait la plupart des productions poétiques de Pouchkine : son chef-d'œuvre, *Eugène Onéguine*, n'est effectivement qu'une satire originale et spirituelle; mais c'est ici qu'on peut distinguer la différence des temps et le chemin qu'a fait la pensée depuis la publication de ce poème, c'est-à-dire depuis une vingtaine d'années. Nous savons qu'Eugène Onéguine est une victime de la civilisation moderne; mais ce qui l'a frappé de découragement, ce ne sont ni les pensées sérieuses d'art ou de philosophie, ni les désirs ardens d'amélioration sociale, ni rien de ce qui constitue l'amour profond du pays : c'est l'ennui et l'abus du plaisir. Onéguine est un héros de boudoir, aimable et sensuel égoïste que la satiété a pris au début de la vie et qu'elle a laissé indifférent et moqueur. Or, voici ce même Onéguine transformé, ou plutôt le voici revenu à l'existence vingt ans plus tard. Actuellement il s'appelle Wladimir. Il n'est point blasé, il est attristé, abattu; la vue de son pays, qu'il aime, lui serre le cœur, l'oppresse, le plonge dans des tristesses infinies; il est jaloux pour lui des civilisations étrangères, jaloux de la grandeur antique, jaloux de la liberté moderne. « Allons droit à mon héros, nous disait M. Maïkoff. Surprenons-le au milieu de ses pensées intimes, de ses rêveries les plus chères; écoutons-le : *ce sera tâter le pouls à toute la jeune génération de mes compatriotes.* »

L'écrivain qui nous parlait ainsi appartient lui-même à cette jeune génération qu'il s'est plu à personnifier dans Wladimir. Le poème s'ouvre en Italie, à Frascati, dont la fête est retracée avec une verve brillante, avec une rare vivacité de couleurs. Là sont réunis des hommes venus de tous les points de l'Europe, et Wladimir se plaît à les observer. Il y a aussi des Russes, mais il les évite. Il ne les a pas fuis pour les

retrouver en Italie avec tous les défauts qu'il leur reproche et qu'il énumère complaisamment :

« Celui-ci a rapporté de ses steppes lointaines son *tartarisme* pur, sa nullité native vainement déguisée sous le luxe extérieur, l'orgueil de sa noblesse héréditaire ou la vanité de ses titres d'hier. Sa tête est vide; il est incapable d'une opinion, et pourtant il s'exprime en docteur. Il blâme son pays sans raison, il loue stupidement ce qui est étranger, il est toujours prêt à parler de toutes choses, du ver luisant comme de Dante.

« Son rang donne de l'assurance à ses paroles. Il se prononce sur Raphaël ou Michel-Ange, et son jugement est irrévocable comme l'office qu'il a signé. Il parle en radical, en démagogue, en condottiere effréné, et hier encore il était tremblant dans l'antichambre d'un ministre.

« Il y en a d'autres qui sont différens. Ceux-ci ont répudié toute idée européenne : à les entendre, la cathédrale de Cazan (1) l'emporte sur l'église de Saint-Pierre, et les concombres salés de leur pays sont plus savoureux que les raisins parfumés de Sicile. Ensuite, la vieille Europe, avec ses ébranlemens sans fin, est dans un état imminent de décadence et de décomposition : Thiers, Guizot, O'Connell, sont des sots, et mille fois sont plus heureux leurs serfs que les populations libres et civilisées.

« Et en jetant les yeux sur ces hommes, Wladimir s'écriait : Mon Dieu! c'est donc à ce prix que nous devons acquérir le fruit des sciences et des lumières! Il faut donc que nous passions par cette nullité odieuse, par cette insigne présomption, par cette prostitution de la bassesse! O Russes! votre vie s'épanouissait pourtant large et fière dans les déserts du Volga et de l'Oural, alors qu'une liberté sauvage vous poussait à des guerres pleines de faits héroïques; pourtant la vertu brillait dans votre regard, alors que sur la place publique de Novogorod vos discours, animés de l'amour de la patrie, retentissaient du haut de la tribune et décidaient vos différends. Plus d'une fois, pour défendre et garder l'honneur du pays, vous avez vous-mêmes brûlé vos villes et vos temples, dans votre haine des fers étrangers et votre horreur de l'esclavage! »

Bientôt le jeune homme demande à ses compatriotes si la civilisation nouvelle importée par Pierre-le-Grand n'a fait qu'énerver leur antique courage, s'ils ne sauraient s'en servir que comme d'un vêtement d'emprunt ou d'un masque grimaçant.

« Notre héros souffrait de ce vide de cœur auquel nous sommes tous condamnés (les Russes); fatigué du spectacle affligeant que lui offrait sans cesse son pays, il se laisse entraîner par le flot commun; il voulait aller remplir son ame et sa vie loin de sa patrie parmi d'autres hommes.

« Et il alla visiter la moderne Babylone, cette cité hardie qui entretient les peuples dans une activité d'esprit incessante, où la pensée humaine travaille libre et inspirée, toujours prête à s'élancer vers de nouvelles conquêtes. Au milieu de ce mouvement, de ces victoires, de ces triomphes et de ces chutes, il sentit qu'il était étranger, qu'il assistait à une fête où il n'était point invité. Les cham-

(1) Église métropolitaine de Saint-Pétersbourg.

bres grondent d'éloquence; il s'y agite une grande et vieille question. Chacun, dans cette *divine comédie* sociale, est acteur. Seul il ne saurait qu'y faire. Il n'est pas appelé. Le hasard l'a jeté au milieu d'un festin où sa place manque, et, dévoré de jalousie, accablé de douleur, il fuit ce peuple toujours bouillant et toujours jeune. Il alla se réfugier sous le ciel de l'indolente Italie. »

Placées en regard l'une de l'autre et examinées au simple point de vue littéraire, les deux figures d'Onéguine et de Wladimir n'offrent peut-être ni rapports bien saisissables, ni parenté bien directe. Il faut se rappeler que le premier représente l'individualité de Pouchkine, lequel exprime lui-même l'esprit dominant de sa caste et de son époque; il faut remarquer ensuite que Wladimir est la personnification la plus parfaite de la jeunesse actuelle et que M. Maïkoff procède de Pouchkine en ligne directe : alors on n'aura pas de peine à reconnaître la fraternité des deux personnages, ou plutôt, comme nous l'avons dit, leur identité. Ce qu'il y a surtout à signaler dans les ouvrages publiés depuis la mort de Pouchkine, c'est la liberté d'expression qui les caractérise et que la censure a respectée; il y a là un fait positif qui répand une vive lumière sur l'état intellectuel de l'empire. Sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres, l'Europe juge la Russie avec une étrange exagération. S'il y a une censure en Russie, il y a aussi un esprit public dont la puissance commence à balancer celle de la censure.

Le mouvement littéraire dont nous venons d'indiquer les deux phases principales, celle qui s'est ouverte avec les premiers écrits de Pouchkine et celle qui a commencé depuis sa mort, n'a pas été sans influence sur les tendances nouvelles de la pensée russe. Les poèmes de Pouchkine ont réveillé l'esprit national et lui ont enseigné sa force; les écrits de Gogol, de Maïkoff, étendent le cercle de l'action littéraire et la font passer des régions aristocratiques dans les régions moyennes de la société. Ainsi partout l'autorité de la pensée se fait reconnaître et s'affermit, ainsi s'élargit l'horizon des écrivains et du public auquel ils s'adressent. Il y a là une voie féconde pour le génie russe, et c'est l'honneur de Pouchkine d'avoir creusé le premier cette voie, c'est l'honneur des écrivains actuels d'avoir su dignement continuer son œuvre.

CHARLES DE SAINT-JULIEN.

L'ALLEMAGNE

DU PRÉSENT.

LA MONARCHIE PRUSSIENNE.[1]

J'avais quitté Berlin sur la fin de 1845, j'y rentrais au commencement de 1847. A la suite, à la place de l'agitation religieuse, apparaissait alors l'agitation politique, et celle-ci, long-temps couverte par l'autre, dominait et remplissait tous les esprits. Les premiers états-généraux de la monarchie prussienne étaient convoqués pour le 11 avril; la patente du 3 février les avait solennellement institués; l'Allemagne entière attendait; l'Europe regardait l'Allemagne, ce qui n'arrive pas toujours, et l'on se demandait avec une anxiété singulière ce que serait enfin cet avenir nouveau dont le roi lui-même semblait avoir voulu tout ensemble ouvrir et refermer la porte.

Les dissidences ecclésiastiques étaient tombées dans l'ombre; l'âpre curiosité qui s'était prise à ces questions profondes se jetait sur des intérêts plus immédiats, sinon plus substantiels. La guerre théologique

(1) Voyez les articles de cette série dans les numéros des 1er février, 1er mars, 1er avril, 1er mai, 1er juillet, 1er décembre 1846.

couvait peut-être encore au sein des ames, elle n'est pas près d'en sortir, et c'est assurément la dernière que le monde verra cesser; mais il y avait trève, oubli d'un moment, comme dans toutes les guerres éternelles. Il n'était plus question de savoir sous quelle formule on définirait le Christ; les bourgmestres rationalistes interrompaient l'étude de la dogmatique, qui, pendant un temps, avait fait leur joie; le piétisme, refoulé plutôt que vaincu, se retirait à l'arrière-garde, et la bataille s'engageait avec d'autres armes entre d'autres ennemis. Venaient maintenant les avocats et les jurisconsultes, qui, le texte à la main, comparaient froidement les ordonnances de 1820 et de 1823 aux ordonnances de février 1847; venaient les enthousiastes, courtisans ou doctrinaires, qui se pâmaient d'aise devant l'œuvre royale; venaient ceux qui trouvaient la munificence trop mesquine et ceux qui la trouvaient trop grandiose, ceux qui aimaient la liberté selon cette mode-ci ou selon cette mode-là, et ceux enfin qui ne l'aimaient pas du tout. Fallait-il accepter, fallait-il refuser ce bienfait d'une constitution qui paraissait aux uns si magnifique, aux autres si suspecte? *Accepter ou refuser,* c'était là le titre de l'évangile du jour, du livre de M. Henri Simon, et la plupart, on doit l'avouer, s'écriaient avec l'auteur : « Nous t'avions demandé du pain, tu nous donnes une pierre. »

Comment nous transporter dans un mouvement d'idées si spécial, nous qui ne voulons jamais entendre ce qui n'est pas à notre guise? Comment traduire de ce côté-ci du Rhin ces systèmes où rien n'est simple, ces passions qui ne sont jamais pressées? Il était plus facile encore de se représenter la lutte religieuse : celle-là, du moins, est à peu près la même dans toute l'Europe; il n'y a que les noms qui varient, le fond ne change pas. Dites que les lois de la pure raison ne sont que chimères impuissantes, « que l'homme n'est pas suffisamment tenu par les maximes humaines, » et qu'il faut à la société l'appui d'un dogme miraculeux: vous parlerez comme M. Eichhorn, le ministre de l'instruction publique en Prusse; mais, à Paris même, les échos intelligens et fidèles ne vous manqueront pas, vous serez compris à demi mot. Le ton de Paris est là-dessus le ton de Berlin; hypocrites ou sincères, nous avons aussi nos piétistes.

Allons-nous, au contraire, pénétrer dans le débat politique, aussitôt les analogies nous font défaut ou nous égarent; les grandes lignes par où chemine habituellement l'histoire se compliquent là de tant d'accidens, qu'on craint toujours de les perdre : ceux même qui les suivent mettent leur amour-propre à n'avoir point l'air de marcher sur une route frayée. Leur pays, à les en croire, serait presque une terre d'autochthones, et le plus haut honneur qu'ils désirent pour leur république, c'est qu'elle paraisse avant tout originale et primesautière. Les Romains envoyèrent étudier les lois d'Athènes, Platon alla cher-

cher la sagesse en Égypte et Lycurgue en Crète : la sagesse prussienne est née d'elle-même sur le sol national, comme le chêne allemand dans les forêts allemandes; elle ne doit rien, dit-elle, à celle des autres, et ne souffre pas qu'on l'accuse d'imiter personne. Aussi, quand nous nous arrêtons en face de ses œuvres, gardons-nous bien de notre fatuité gauloise et ne crions jamais : Ceci est à nous! Ne crions point, par exemple : Voici la révolution qui passe, elle est faite à notre image, et nous vous l'avons dépêchée! Il n'en faudrait pas tant pour qu'on relevât les barrières qui tombent maintenant devant elle. La révolution prussienne a juré qu'elle aurait son enseigne, qui ne serait pas la nôtre. Sachons nous résigner, et voyons comment elle s'y prendra.

Notons seulement ce point-ci : le peuple et le prince à Berlin tiennent là-dessus un même langage. — Le bourgeois le plus amoureux de réformes ne les voudrait point à la condition de les copier; il y va de sa gloriole d'auteur, sans parler de la conscience qu'il a d'être l'homme d'une race à part, d'une race supérieure. Il aura plus attendu que tout le monde pour faire mieux que tout le monde. C'est de cette manière-là qu'il se console d'avoir encore si peu fait. — Quant au prince lui-même, le premier article de sa foi politique, il l'a prêché, je pense, avec assez d'éclat; il n'a pas voulu donner une charte qui relevât ou des *droits de l'homme,* ou même du *bill des droits;* ce sont là de trop modernes origines, trop suspectes, parce qu'elles sont trop visiblement de fabrique humaine. La législation du 3 février se rattache, par son essence, à ces législations primitives qui descendaient du ciel au milieu des éclairs et des tonnerres; elle n'est pas d'hier, parce qu'elle est de tous les temps, et c'est cette perpétuité qui la consacre; la substance en reposait déjà dans les établissemens des plus antiques sociétés. O la triomphante ambition!

Je n'imagine guère qu'on puisse à volonté se séparer ainsi de son siècle, soit pour en improviser un autre, soit pour en recommencer qui ne sont plus. Il y a dans le courant ordinaire des années une force irrésistible qui pousse tout par de larges voies que l'on ne remonte pas et d'où l'on ne sort pas. Que ce courant suive et creuse chaque jour davantage le lit qu'il s'est ouvert chez nous en 89, qu'il doive rouler partout ces mêmes idées qui ont fécondé la France, je le crois de toute mon ame. Il faut pourtant l'avouer, nous comptons trop vite sur des ressemblances; nous regardons chez nos voisins ce que nous y pensons déjà voir, alors même que nous n'y voyons rien; nous jugeons trop souvent le présent comme s'il était déjà ce que sera l'avenir. Trop confians dans ce progrès qui refait insensiblement l'Europe à notre image, nous ne connaissons plus rien de ce qui l'arrête; nous ne daignons savoir ni comment les autres l'acceptent, ni comment ils lui résistent, tant nous sommes sûrs qu'ils lui obéiront. Perdre cependant la

juste notion des choses qui nous entourent, ce n'est pas le moyen d'y prendre autorité. Si nous voulons garder notre place et notre influence dans cette universelle transformation qui s'accomplit au profit de nos principes, nous devons l'interroger à tout moment pour nous tromper le moins possible sur le rôle qu'il nous convient d'y jouer à telle heure ou à telle autre. La vraie politique de la France vis-à-vis des nations étrangères, ce n'est pas d'arrêter cette vie nouvelle qui circule dans leurs veines : même en le voulant, nous ne le pourrions point; ce n'est pas non plus de leur donner la fièvre, elles nous en feraient elles-mêmes un crime et s'en vengeraient sur nous : la vraie politique de la France au dehors, pour long-temps encore, si j'ose ainsi parler, c'est de tâter le pouls à la révolution et d'en publier franchement les bulletins.

De ce point de vue-là nous avons fort à faire pour ne pas nous abuser sur l'état de la Prusse. Nous en sommes peut-être assez mal instruits, parce que nous nous le figurons trop vite. Nous jugeons volontiers d'ensemble et par masse; ce qui manque précisément sur cette terre allemande, c'est l'unité matérielle et morale qui s'accommode de pareils jugemens : rien ne s'y fait en bloc et d'un seul coup. Le tambour bat, nous courons pour voir, nous arrivons, nous crions : Ville gagnée! Ce n'était qu'une escarmouche, il faudra recommencer demain. Ou bien nous fions-nous par hasard à la résignation peinte sur ces placides visages, descendons seulement plus avant dans ces ames profondes, voilà que nous y trouvons cachés de formidables entêtemens, d'indomptables espoirs. Ayons donc quelque patience, et lisons feuille à feuille, comme on nous le donne, ce livre un peu sibyllin où s'inscrivent lentement les destinées de la Prusse. Ne tenons rien pour connu de ce qui n'est pas encore. Supposons plutôt que nous abordons des contrées entièrement neuves, et explorons-les comme si nous les découvrions. Pour moi, je ne saurais entamer cette difficile épopée de la dernière diète prussienne, sans me demander d'abord où j'entre, où je suis. Avant le récit de la pièce, la description de la scène et la liste des rôles.

C'est ici chose convenue que la monarchie prussienne est tirée d'un bout à l'autre au cordeau; cette opinion date chez nous du temps où l'on voyait de très loin le grand Frédéric la discipliner à la façon dont manœuvraient ses soldats. Quelle confusion pourtant au premier regard que l'on y jette d'un peu près! quel mélange d'élémens disparates! Tout est en train, rien n'est complet; tout s'est fait par morceaux, rien ne se raccorde. Frédéric lui-même a grossi le désordre en essayant de le corriger. Mirabeau s'extasiait déjà sur « l'inextricable amas de difficultés et d'incertitudes » qu'avait enfanté la publication du *Landrecht*, et, depuis ce premier essai d'uniformité légale, combien encore sont nées de contradictions criantes à la suite des vicissitudes politiques! combien partout d'institutions et d'idées qui se heurtent, parce que le

progrès et la réaction, la réaction libérale et la réaction absolutiste, dans les nombreuses alternatives de leur fortune, ont laissé tour à tour leurs fruits sur le sol sans avoir jamais pu ni l'une ni l'autre se l'approprier tout entier (1)!

Il y a donc dans chaque province des établissemens à part qui n'ont d'autre raison d'y être que d'y avoir été. Il y a de vieilles chartes municipales à côté des nouvelles; il y en a de nouvelles qui sont révisées à côté de nouvelles qui ne le sont pas. Il y a par toute la monarchie, à côté du règlement moderne de l'impôt fondé sur la confection moderne du cadastre, mille et mille méthodes fiscales qui datent des temps les plus divers et sont à peine aujourd'hui comprises de ceux qui les appliquent. En face d'un code national, il y a pour certains lieux des régimes d'exception. Il y a tout ensemble le principe de l'égalité devant la loi et le privilége des immunités personnelles, le droit de justice patrimoniale et le droit d'être jugé par le jury, la procédure secrète et la publicité des tribunaux (2). L'organisation judiciaire est sur un pied respectable, et la couronne s'arroge cependant le pouvoir de déposer les magistrats. L'ordonnance communale de 1808 est une véritable émancipation populaire, et l'édifice administratif qui l'encadre pèse pourtant sur la commune de tout le poids d'une dure tutelle. On proclame la liberté de la science et de l'enseignement, et après cela l'on met en surveillance et en suspicion l'église, l'école et la presse. L'œuvre par excellence du protestantisme, l'unique support des futures démocraties, l'éducation du peuple, est en vérité l'objet des soins les plus attentifs, ce qui n'empêche pas néanmoins qu'on prenne çà et là des mesures dignes de la très sage et très catholique Autriche. La démocratie enfin est déjà pour ainsi dire assise sur le pays, grace à cette constitution militaire qui appelle tous les citoyens sous les drapeaux et les y garde toujours; mais l'armée démocratique de la Prusse se range encore en bataille au pied d'un trône absolu. Singulier absolutisme que l'usage tempère jusqu'à le dissimuler et qu'un caprice individuel pourrait pousser à l'extrême sans violer aucune loi! Singulière démocratie qui souffre l'arme au bras ce dur commandement du bon plaisir, et se laisse si rudement manier par une autorité qu'elle briserait rien qu'en éclatant! C'est la poudre qui dort dans un canon chargé.

Il est, je le sais bien, des rêveurs subtils que tous ces contrastes n'effraient pas; ils osent même davantage, ils les admirent et s'y complai-

(1) Je reproduis ici bien imparfaitement la vivacité du tableau tracé par M. Gervinus dans son excellente brochure *Die Preussiche Verfassung und das Patent vom 3 Februar 1847.*

(2) L'ordonnance du 17 juillet 1846 et celle du 7 avril 1847 ont de beaucoup étendu, comme on sait, la publicité judiciaire, mais la procédure criminelle n'est encore publique qu'à Berlin et sur le Rhin.

sent. Ils ont le talent d'y découvrir une formation naturelle où leur science intrépide aime à chercher des lois régulières comme dans les évolutions du monde physique; ils ne s'aviseraient pas de rien déranger au chaos, tant ils sont convaincus que la lumière y va venir d'elle-même. Pourquoi les maîtres de l'*école historique* ont-ils fait si grand fi de nos procédés révolutionnaires? Uniquement parce que nous avions bâti sur table rase, en nous débarrassant de cet amalgame de ruines incohérentes sous lesquelles ils étouffent. Mais ce vain tumulte du passé, qui se révolte au hasard contre son agonie, est-ce donc là le magnifique développement de l'avenir, que le roi Frédéric-Guillaume se vante à tout propos d'avoir su respecter? Je ne vois point, quant à moi, d'harmonie providentielle dans cet aveugle tiraillement des forces vitales qui constituent un peuple, et je ne crois pas que la Prusse ait gagné beaucoup depuis soixante ans à toutes les discordances qu'on a laissé se perpétuer dans son sein. Le corps de la monarchie est trop jeune sans doute, les parties qu'il embrasse ont été trop récemment juxtaposées, pour que l'agglomération soit déjà parfaite : étrange raison de glorifier les obstacles qui la retardent, de monter au Capitole et d'y remercier les dieux! Il est vrai qu'il est plus commun d'avoir un érudit ou un rhéteur qui sanctifie le mal par une théorie que d'avoir un homme qui le guérisse par un remède.

Les théories toutefois ont beau dire, ce que la Prusse actuelle a de puissance et d'énergie, elle le doit à des esprits clairs, à des volontés vigoureuses; s'il lui reste encore tant d'inconsistance, il faut bien accuser les volontés défaillantes qui s'en accommodent, les esprits obscurcis qui s'en félicitent. Il n'y a point, en politique, de ces nécessités d'organisme si malheureusement inventées par une philosophie qui a trop long-temps écrasé la vie publique de l'Allemagne; il y a les mérites et les torts des individus ou des peuples.

D'où naissent en effet ces oppositions bizarres qui se rencontrent à chaque pas de Cologne à Kœnigsberg, sinon de la diversité des époques, dont on n'a pas su coordonner l'action successive,—de la diversité des lieux, dont on n'a pas assez corrigé les influences divergentes? C'est que, pour poser et pour sceller la pierre angulaire d'une grande unité nationale, le plus habile architecte ne pourra jamais, dorénavant, se passer du concours de la nation; c'est que la nation prussienne n'est appelée que d'hier à travailler au monument.

I.

La croissance de la Prusse s'est faite en quelque sorte par alluvions. Dans sa constitution intérieure et administrative, dans sa constitution géographique et territoriale apparaissent l'une après l'autre les cou-

ches nombreuses si vite apportées en si peu de temps. Elles se sont trop violemment succédé pour s'être déjà fondues, et les dissidences qui nous frappaient tout à l'heure proviennent toutes de ces brusques mouvemens. La Prusse administrative n'est pas une, j'y compte jusqu'à cinq formations; la Prusse territoriale n'est pas une, il y a huit états qui sont chacun une Prusse différente. Le territoire de la Prusse contient huit provinces, dont aucune ne reconnaît naturellement de sœur, dont deux ou trois au plus s'allient à peu près. L'administration de la Prusse a changé cinq fois en trois quarts de siècle, et chaque fois elle a déposé sur le pays des germes qui devaient tous grandir en se contrariant tous.

Nous aussi, vraiment, nous avons subi les variations de ces rapides années; mais, en bons logiciens que nous sommes, nous ne les subissions pas à moitié : un régime chassait l'autre, et tout nouvel arrivant agissait comme s'il eût été premier occupant. La restauration maudit l'empire, l'empire avait bafoué le directoire, le directoire avait renié la convention. Rien ne s'est ainsi perpétué que ce qu'on ne pouvait pas démolir. En Prusse, au contraire, les époques se sont pour ainsi dire accumulées sans jamais se remplacer tout-à-fait. Dans la Prusse d'aujourd'hui, qui ne retrouverait facilement, qui ne distinguerait la Prusse du grand Frédéric, celle des deux Frédéric-Guillaume jusqu'en 1806, celle de 1806 à 1816, celle enfin de 1816 à 1840? Toutes ces influences, toutes ces inspirations d'origine si diverse, coexistent encore à présent et se trahissent par leurs chocs, même au milieu de la fanfare que sonnent depuis sept ans les derniers venus. Il semble que ceux-ci veuillent récapituler en eux tout le passé : voyez plutôt, n'est-ce pas la suite de leurs ancêtres qui défile avec eux devant nous?

Le génie guerrier de Frédéric II fait de la Prusse une puissance militaire; son esprit philosophique entreprend déjà d'y organiser l'état, son humanité veut y assurer d'abord au peuple les conditions matérielles du bien-être. — Sous ses successeurs, jusqu'au moment où de cruelles nécessités imposent d'énergiques efforts, jusqu'au réveil de 1806, deux travers s'introduisent dans la conduite des affaires prussiennes, deux vices qui les ont bien souvent gâtées : la routine et l'indécision. — Le mémorable élan de 1806 substitue l'esprit nouveau de 89 à ce vieil esprit de réforme autocratique dont Frédéric avait été le héros; on prétend tout ordonner, tout restaurer, non pas à l'aide du zèle bénévole d'un prince absolu, mais par l'infaillible essor des libertés populaires. Cet essor admirable sauve du moins la patrie du joug de l'étranger, s'il ne l'affranchit pas du joug intérieur, et le souvenir en reste au fond des ames pour y nourrir l'espérance pendant vingt-cinq ans de froide réaction. — Vingt-cinq années durant, la Prusse porte la peine de la part qu'elle a prise dans la sainte-alliance de 1815; elle souffre

en silence le système qui l'enchaîne à l'Autriche; la bureaucratie s'installe et trône dans l'immobilité du *statu quo*. — Surviennent enfin les jours bruyans de 1840, ces tentatives dramatiques et pittoresques d'une imagination remuante qui cherche à tout prix un autre libéralisme que celui du grand Frédéric ou celui d'Hardenberg et de Stein, un autre absolutisme que celui de Frédéric-Guillaume II et celui de Frédéric-Guillaume III. Eh bien! dans cette époque si originale, et qui voudrait être si exclusive, les institutions, les événemens, les idées, les hommes, tout porte l'empreinte des époques antérieures. A travers les illusions sentimentales et chevaleresques sur lesquelles on a bâti le nouvel édifice officiel, on sent percer çà et là tantôt la droite et sèche raison du grand Frédéric, tantôt la timidité méticuleuse de Frédéric-Guillaume III, tantôt les vives réminiscences de la sagesse toute moderne qui présidait aux nobles travaux de 1806. Voilà tout l'aspect politique de la monarchie prussienne en ce moment-ci de son histoire.

L'aspect du territoire est encore plus diversifié par la bigarrure des provinces que celui de l'état par la variété des antécédens.

Jetez les yeux sur la carte de l'Allemagne, vous aurez le secret plus ou moins avoué des ambitions prussiennes. La configuration irrégulière et tourmentée du royaume constitué par les traités de 1815 indique à première vue ce qui lui manque et ce qu'il aspire à trouver, l'unité matérielle, indispensable base de l'unité politique. Les deux morceaux dont il se compose semblent travailler d'eux-mêmes à se rejoindre. Le Hanovre et le Brunswick, qui les séparent, sont pris pour ainsi dire entre les deux pointes qui arment ce grand fer de lance formé par les provinces de l'est. A l'ouest, la frontière hanovrienne est encore largement ouverte par le district westphalien de Minden, qui s'avance au cœur du royaume anglais comme un promontoire. Ces deux groupes territoriaux de l'est et de l'ouest ne sont pas non plus chacun, il s'en faut, un système complet; les affinités de voisinage ne suffisent pas à compenser de plus anciennes et plus profondes dissidences. Qu'y a-t-il de moins semblable au Rhin que la Westphalie, à la Silésie que Posen, à la Poméranie que la Prusse? Et cependant toutes ces provinces se touchent; mais, pour que le contact fût vraiment fraternel, il faudrait un centre, un foyer constitutionnel, d'où la vie nationale se répandît et circulât dans le corps entier de l'état. La dernière diète a bien montré tout ce que pourrait gagner la patrie prussienne à rattacher par un commerce plus actif ses membres trop dispersés; ce n'est pourtant pas en trois mois qu'on saurait effacer ces antiques divisions.

Il y a d'ailleurs sur cet objet, comme sur tant d'autres, une contradiction singulière dans les idées qui mènent la monarchie. Sa majesté Frédéric-Guillaume disait le 11 avril : « Il a plu à Dieu de faire

grandir la Prusse par l'épée! » Et ce royaume né de la force, enfanté dans la bataille, il le comparait à un camp. L'esprit rempli de ces images guerrières, il se demandait comment pourrait durer un si violent assemblage, s'il n'y avait, pour en retenir les pièces mal enchevêtrées, l'unique volonté d'un roi qui ordonnât comme ordonne un général d'armée. Et, d'autre part, le même prince qui proclame avec tant de solennité l'incohérence de son empire, qui désespère de le conserver s'il ne l'étreint sous les liens du despotisme, le dominateur imposé par le droit du sabre à la Pologne, au Rhin, à la Silésie, se plaît et se joue dans des doctrines qui exagèrent non pas l'indépendance, mais l'individualisme, mais l'isolement des nationalités provinciales. Quand l'illustre songeur de Potsdam n'est pas préoccupé du besoin de se montrer en maître à des sujets récalcitrans; quand, au lieu d'appuyer la main sur l'épée du grand Frédéric, il penche la tête sur les livres; quand il converse avec les savantes pensées dont s'est nourrie sa jeunesse, allant de Schelling à Savigny et de Savigny à De Maistre, il se dit alors que l'influence du climat et celle de la race découlent assurément de Dieu au même titre et avec le même privilége que l'auréole de la royauté. Pénétré d'une vénération religieuse pour ces lois fatales de la nature et de l'histoire qui sont à ses yeux les modes sacrés sous lesquels la Providence s'est assujetti l'homme, il regarde comme un crime de les déranger. Ce n'est pas seulement le caractère particulier d'une province, c'est la patente d'une ville, c'est la coutume d'un village, c'est la tradition d'une paroisse qui lui deviennent respectables et chères. Il a peut-être écouté tout à l'heure, il a pris sur lui d'approuver une circulaire ministérielle qui brisait les écoles polonaises de Posen : rentré dans la jouissance de lui-même, débarrassé de l'obsession prosaïque des conseillers intimes, libre de philosopher, il voudrait voir maintenant ses vassaux polonais se presser au pied de son trône en costume national pour lui prêter dans leur langue le serment et l'hommage que les électeurs de Brandebourg prêtaient naguère aux rois de Pologne. La bureaucratie prussienne ne s'accommode pas, heureusement pour la Prusse, de cette souveraineté de comédie; mais, si tendu que soit le réseau qu'elle a jeté sur la monarchie, elle n'est pas près encore d'y assouplir tant d'élémens trop divers.

Voulons-nous parcourir une à une toutes les régions distinctes qui, de la Moselle et du Rhin à la Vistule et au Niémen, portent ces couleurs blanche et noire dont on rêve quelquefois de faire un jour les couleurs allemandes? En attendant que ce pavillon de l'avenir flotte sur toute la famille germanique, il couvre assez mal les dissidences des peuples déjà rassemblés sous son ombre. Ce serait un long travail d'étudier les huit provinces prussiennes dans le détail de leur organisation, et il n'est pas besoin de descendre si avant pour sentir par où surtout elles diffè-

rent. Les seuls dehors suffisent à trahir ce défaut d'agrégation, et, si ces élémens hétérogènes ne sont pas inconciliables, on s'aperçoit du moins tout de suite qu'ils ne sont pas encore assez conciliés.

Plaçons-nous au cœur de l'empire, dans cette Marche électorale de Brandebourg, qui a été comme le solide noyau autour duquel s'est formée la domination des Hohenzollern. C'est là que survit toujours le vrai Prussien avec sa consistance propre, le *vieux Prussien,* comme on l'appelle, un royaliste décidé, moitié par affection domestique pour une dynastie sous laquelle a grandi son nom, moitié par goût inné pour le culte superstitieux de la discipline et de la hiérarchie. Le roi est le maître, parce qu'il est le roi; tel est tout le catéchisme de ces durs esprits, droits et sensés dans leur genre, mais étroits, secs et particulièrement orgueilleux. On dit : *l'esprit de la Marche!* dans toute l'Allemagne, le mot est reçu pour désigner cette froide et désagréable nature. Le petit bourgeois de Berlin se soucie peu des nouveautés politiques; ce ne fut point sans peine qu'on lui démontra que le discours du 11 avril n'était pas le chef-d'œuvre de l'amour paternel du prince pour son peuple. Il se répète avec fierté que ses rois sont de braves rois, et, comme il garde aux Français une rancune farouche jusqu'à la niaiserie, on peut toujours le traiter fort cavalièrement, pourvu qu'on lui dise en même temps qu'il a vaincu la France à Rosbach et à Gross-Beeren. Les lettrés, les employés, la riche bourgeoisie, sont dévoués sans doute aux principes constitutionnels, et leur dévouement est sérieux, malgré certain pédantisme avec lequel ils se félicitent d'être *la nation de l'intelligence,* comme nous nous glorifions d'être *la grande nation;* mais Berlin est aussi, ne l'oublions pas, la ville des fonctionnaires, la capitale des piétistes, la citadelle de toutes les orthodoxies. Il subsiste ainsi dans les classes éclairées une minorité imposante qui paralyse souvent tout le reste; forte de l'immobilité des classes inférieures, argumentant de leur instinct, appuyée sur leur foule, cette minorité de doctes conservateurs soutient par calcul ou par système l'ancien trône avec l'ancien autel. Ce n'est point Berlin qui prendra les Tuileries prussiennes, et la fidèle Marche ne bougera pas de si tôt.

Que n'est-ce de même partout? Avec quelle douce sécurité, avec quel heureux loisir on se bercerait dans les réminiscences du bon vieux temps! Mais il n'y a guère que les Poméraniens sur qui l'on puisse compter avec le même abandon, et les lourds géans de la Baltique sont d'espèce naturellement trop indifférente pour mettre de la passion dans l'obéissance; ils obéissent sans s'attacher. La force inerte de ces robustes populations est un instrument docile au service de tous les maîtres; ils ne résistent pas plus aujourd'hui qu'ils ne résistaient hier, qu'ils ne résisteraient demain. Les Français, si détestés par la populace berlinoise,

étaient accueillis à Stettin le plus pacifiquement du monde. Il n'y a pas bien long-temps que la Prusse a réuni toute la Poméranie, et la majeure partie de la province a si souvent changé de loi, qu'on ne peut raisonnablement en attendre des sympathies bien profondes pour le dernier occupant. Les Poméraniens sont de vigoureux soldats : la crosse du fusil est plus terrible entre leurs mains que la baïonnette; mais ils ont été tour à tour et place par place Suédois, Polonais et Danois. Stralsund, qui, ainsi que Rügen, était devenu français en 1807, avait été donné au Danemark en 1814. Danzig n'est prussien que depuis le partage de la Pologne. Ce n'est pas là vraiment une incorporation rassurante.

La province de Prusse est du moins tout-à-fait liée à la maison de Brandebourg, liée par les souvenirs d'une antique communauté de travaux et de gloire, liée par les souvenirs plus récens des malheurs de 1807. C'est sur le sol aride de la Prusse orientale que la monarchie dut jouer alors sa dernière partie, sur les champs de bataille à jamais mémorables de Friedland et d'Eylau. C'est derrière la Vistule, derrière le Niémen, à Memel, au bord le plus reculé de la Baltique, que cette monarchie, vaincue et fugitive, trouva dans l'énergie des masses la constance nécessaire pour ne pas désespérer de sa fortune. La province de Prusse a montré de la sorte qu'elle méritait bien qu'on eût baptisé tout le royaume de son nom; mais elle veut encore aujourd'hui le prouver d'une façon nouvelle, et la conquête des libertés publiques attire maintenant et nourrit tout ce feu qu'elle avait porté dans la défense du territoire national. Kœnigsberg est le chef-lieu de la croisade politique entreprise depuis 1840; les cruels ennuis qui sont sortis de là pour la royauté de ce temps-ci n'ont sans doute pas laissé dans son cœur toute la reconnaissance promise à ces ardens citoyens par la royauté de 1813. C'est une race à part que celle des bourgeois de Kœnigsberg; remuans et déterminés, rudes logiciens qui calculent toujours, mais qui passent toujours du calcul à l'action, ils doivent compter comme les agitateurs les plus habiles et peut-être les moins résignés de l'Allemagne. Ville de commerce, de guerre et d'université, Kœnigsberg ramasse en soi tout ce qu'il peut y avoir de nerf dans l'organisme germanique pour faire face au génie moscovite. Kœnigsberg, avec sa haine implacable des Russes, est là sur la frontière comme un de ces corps d'avant-garde qui s'aventurent souvent plus loin qu'on ne le voudrait au centre : on a vu de grandes batailles engagées par des éclaireurs, et, si quelque ferment a dû peut-être éloigner la Prusse de la Russie, n'est-ce pas l'impulsion libérale donnée par les intrépides compatriotes de cet autre révolutionnaire qui s'appelait Emmanuel Kant? Encore n'ont-ils jamais trouvé jusqu'ici, même pour un instant, qu'on en eût fait assez, et le mécontentement gronde en permanence dans

toutes les cités marchandes qui bordent la côte de la Baltique de Danzig à Memel (1).

Par une conformité peu ordinaire en Allemagne, et surtout peu favorable au gouvernement prussien, la noblesse de cette inquiète province, les *chevaliers* établis sur leurs domaines de campagne s'entendent avec les bourgeois des villes pour associer de part et d'autre des griefs qui sont au fond communs. Danzig est persuadé que son port serait mieux rempli, Elbing n'aurait pas pris au sérieux les prédicateurs anglais du *free-trade*, si une administration plus généreuse avait permis aux propriétaires de l'intérieur d'exploiter plus utilement la richesse rurale. Malgré les titres éclatans de son patriotisme, la province de Prusse est depuis long-temps délaissée; toutes les dépenses ont été pour les provinces de l'ouest; on n'avait pas peur que celle de l'est se donnât à ses voisins. Dans celle-là, maintenant encore, il n'y a point de chaussées, point de canaux, point de digues pour arrêter les débordemens périodiques de la Vistule; on avait à peine commencé le pont de la Nogath qu'un accès de royale colère a failli le contremander. Séparée du Brandebourg par les sables de la Poméranie, bloquée pendant six mois au nord par les glaces de la Baltique, bloquée pendant toute l'année par les Cosaques de la douane russe, la Prusse orientale dépérit faute de débouchés au dehors, faute de communications suffisantes avec les parties centrales de la monarchie. Les bois pourrissent, les grains se perdent parce qu'il n'y a point assez de routes pour les amener à Danzig ou à Berlin. Les fortunes agricoles diminuent de valeur parce qu'on n'est point assez à même de les réaliser. Cette situation pénible affecte vivement la masse des propriétaires nobles; il s'est répandu beaucoup d'aigreur dans ce corps si considérable, et la *chevalerie* prussienne est venue prendre place à la diète parmi les opposans.

Ce n'est point à coup sûr la chevalerie de Saxe qui aurait voulu d'un rôle si malséant. La Saxe, qui n'est prussienne que depuis 1815, rivalise de zèle monarchique avec le Brandebourg lui-même. La noblesse saxonne se tourne vers le soleil de Potsdam, un soleil à son midi, et l'adore en toute dévotion comme elle adorait, il y a cent ans, les astres charmans ou magnifiques qui brillaient alors à la cour de Dresde. Ce sont de pieux et loyaux seigneurs qui ne se targuent pas d'intelligence politique et ne demandent qu'à vivre doucement. Les bourgeois eux-mêmes, dans ce bon pays riche et fertile, au milieu des riantes beautés de la nature, ne se donnent point partout pour être d'humeur querelleuse, et en beaucoup d'endroits ils seraient volontiers prêts à bénir tous les gouvernemens. Erfurt est un pur foyer de royalisme, et Mül-

(1) Dans la *Revue* du 15 avril 1847 (*les Écrivains politiques et le mouvement constitutionnel en Prusse*), j'ai donné l'analyse d'un livre fort intéressant sur Kœnigsberg : *Kœnigsberg und die Kœnigsberger*, par M. Jung.

hausen possède certainement la fleur des bourgmestres. Naumbourg et Magdebourg sont, il est vrai, d'allure moins commode; mais voilà bien un autre mal! si la Saxe n'est pas encore une contrée d'esprit politique, en revanche elle est demeurée la digne patrie de Luther. Cet indomptable génie de libre examen que l'*ecclésiaste* de Wittenberg avait apporté dans le cloître du fond de la cabane de son père, ce génie passionné de la discussion religieuse, n'a pas cessé d'animer jusqu'aux ames les plus simples. C'est comme un souffle de critique et de guerre qui vole à la surface de cette terre d'ailleurs si paisible. Là presque tous les pasteurs sont rationalistes, en dépit de la surveillance des consistoires. Là s'est formé ce bataillon des *amis de la lumière*, qui grossit toujours à mesure que sa propagande ressemble moins à une conjuration. Là vit enfin cet éloquent et honnête Uhlich, humble adversaire, avec lequel il faut pourtant compter, parce que le cri de sa conscience répond aux plus sincères désirs d'une population tout entière. Il y a dans un pareil mouvement un embarras sérieux et continuel pour un gouvernement qui fait de la religion une partie intégrante de l'état. La couronne de Prusse n'est point en même temps une tiare comme la couronne d'Angleterre, et le roi Frédéric-Guillaume n'a point à trancher du pape, les consistoires et les surintendans administrant de droit la religion évangélique; mais c'est M. Eichhorn qui nomme les surintendans et les consistoires, et c'est le roi Frédéric-Guillaume qui a voulu que M. Eichhorn fût son ministre. Quand donc le pauvre Uhlich se brouille avec le très savant conseiller Goschel, tout ensemble évêque et bureaucrate, sur la question de savoir s'il n'a point commis de sermon suspect ou de baptême schismatique, il est bien difficile que le souverain dont M. Goschel relève ne voie point dans cette circonstance quelque atteinte à sa majesté. Le roi Frédéric-Guillaume n'est pas au bout des contrariétés que lui prépare de ce côté-là sa bonne province de Saxe.

Les choses sont plus graves en Westphalie, et de plus d'une façon. Il n'y a pas là qu'un seul pays; il y en a deux et deux très différens, la Westphalie du nord et celle du midi, mais l'une et l'autre aussi peu pressées d'être agréables aux gens de Berlin. Dans le nord, dans les évêchés de Paderborn et de Munster, c'est la basse Bretagne de la Prusse: rudes paysans et rude nature, des prêtres fanatiques, des gentilshommes entêtés, gloutons et chasseurs. Quelque part, sans doute, dans ces environs, s'élevait ce magnifique château du Candide de Voltaire, qui était le plus beau de toute la Westphalie, parce qu'il avait une porte et des fenêtres. Là les Juifs sont toujours maltraités par la populace, convertis de force par l'église; on les bat que c'est plaisir; on démolit leurs maisons en un tour de main; ils se vengent à leur mode, et dévorent la campagne à force d'usure. L'homme de la campagne est encore écrasé sous

le poids des redevances féodales; il n'a qu'imparfaitement racheté sa liberté, et il est souvent lui-même étonné d'apprendre qu'il en a déjà plus qu'il ne savait, plus peut-être qu'il n'en demande. Le haut baron-propriétaire est élevé scrupuleusement au sein de la plus dévote ignorance. Toujours à cheval ou à l'écurie, membru, trapu, la tête dans les épaules, une mauvaise jacquette de velours râpée sur le dos, chaussé de bottes fortes et culotté de daim, le haut baron du cercle de Munster ou de Paderborn passe fièrement son heureuse existence à ruminer son blason et à courir toutes bêtes. Il s'habille l'hiver et vient jouer dans l'ancienne ville épiscopale l'argent de ses troupeaux ou de ses bois; mais il ne fraie guère avec les autorités provinciales, il répond en maugréant à leurs avances, et fait régulièrement la sourde oreille quand on lui parle d'aller visiter la cour à Potsdam ou d'envoyer ses enfans à Berlin. Pour ces chers rejetons de sa race, il les expose le moins qu'il peut à servir dans le même régiment ou dans le même bureau que des hérétiques et des roturiers. Ce n'est point là, sans doute, une aimable noblesse. La Westphalie du midi n'a pas non plus d'aimables prolétaires.

Tout change au midi : la population est çà et là protestante, partout industrielle, au lieu d'être partout agricole et catholique; la terre s'embellit en se vivifiant. De riches petites villes se serrent toutes de près et remuent avec une activité incroyable, Hagen, Dortmund, Iserlohn, Hamm, puis, même en faisant une pointe vers le nord, entre les deux évêchés de Paderborn et de Munster, le comté de Ravensberg et la ville de Bielefeld. On trouve là des mines de fer et de charbon, des affineries et des tréfileries, des filatures et des fabriques de drap. La Ruhr porte une batellerie très occupée. Ces biens précieux sont gâtés cependant par de fâcheuses compensations. Je ne m'effraierai jamais beaucoup du communisme en général, et du communisme allemand en particulier; le gouvernement prussien y croit, dit-il, et en a peur. La Westphalie du midi doit tout au moins lui donner de sérieuses inquiétudes: non pas qu'il y ait là plus qu'ailleurs à s'alarmer excessivement de la propagande des doctrines, mais il y faut craindre la contagion de la souffrance. Le péril n'est point dans les esprits de travers qui prêchent aux carrefours un socialisme pédantesque, lourdement copié sur les originaux français : il est, par exemple, dans la détresse des tisserands à la main qui entourent Bielefeld, dans l'amas affamé de la population flottante attirée sur toute cette région par les travaux des chemins de fer. Puis on a la mémoire longue en Allemagne : les furieux anabaptistes du XVIe siècle sont devenus aujourd'hui les riches et pacifiques mennonites; mais, sur le sol même où se déchaînaient leurs ancêtres en religion, il ne manque point d'instigateurs pour rappeler aux misérables le sac de Munster et la royauté de Jean

de Leyde. Une surveillance continuelle, des arrestations fréquentes, témoignent assez de la défiance du gouvernement vis-à-vis de ce foyer presque souterrain dont il ne peut jamais bien sonder les profondeurs.

C'est le même mal en Silésie, produit par les mêmes causes, augmenté dernièrement encore par la funeste atteinte que le commerce de Breslau reçut au moment où Cracovie dut entrer dans le système des douanes autrichiennes. Les tisserands du Riesengebirge ont connu des privations peut-être plus rudes que ceux de la Westphalie, parce qu'il s'est fait une révolution plus sensible dans le mouvement commercial de leur province. L'interruption des rapports de la Prusse avec l'Espagne a notamment enlevé un débouché ancien et considérable aux toiles de la Silésie (1); on a souffert partout de cette stagnation, mais nulle part aussi cruellement qu'en bas. Ces sombres mécontentemens se sont encore exaltés par un singulier mélange d'effervescence religieuse propre à toute cette contrée. Les prédications de Ronge sont tombées sur un sol mieux préparé pour les recevoir que ne l'était le champ où labourait Czerski. Autrefois sœur de la Bohême, déchirée comme elle par les guerres hussites, la Silésie, malgré l'invasion du sang allemand et le ferme établissement du catholicisme, a toujours eu quelque secrète inclination pour les conciliabules mystiques, orthodoxes ou non : l'Autriche s'inquiétait, il n'y a pas encore long-temps, des confréries du rosaire qui circulaient dans son voisinage entre la ville prussienne de Ratibor et les villes impériales de Teschen et de Tropau.

Cette sourde agitation des classes inférieures se relie depuis quelques années au mouvement plus régulier des bourgeoisies. La vie municipale s'est ranimée subitement en Silésie avec une passion des plus vives; les assemblées de commune ont été assidûment suivies; on a fondé des sociétés privées, publié, répandu des journaux. Breslau a donné l'exemple d'une opposition presque constante en face du gouvernement, et cette opposition a trouvé des organes énergiques pour les envoyer à la diète. Lorsqu'après la clôture des états le roi voulut se reposer de ses tracas parlementaires en inaugurant la statue du grand Frédéric à Breslau, le magistrat de la cité vint lui débiter une seconde édition du fameux discours de M. de Raumer (2), et, comme il pleuvait fort ce

(1) Les toiles de Silésie étaient envoyées non-seulement en Espagne, mais dans toutes les colonies espagnoles. Elles portent encore aujourd'hui des étiquettes et des marques qui rappellent leur destination primitive : *Creas*, *Platilles*, *Bretagne*, *Listados Estopillas*, etc. L'exportation avait atteint de 1780 à 1790 le chiffre de 15 millions de thalers; il allait encore avant 1805 à 12 millions et demi.

(2) Tout le monde a su cet incident caractéristique qui a pris au commencement de l'année une place si fâcheuse dans les délibérations de l'académie des sciences de Berlin. M. de Raumer, secrétaire perpétuel de l'académie, avait prononcé devant le roi et en séance solennelle l'éloge accoutumé de Frédéric-le-Grand; il avait fait de son discours une

jour-là et que la scène se passait en place publique, l'honorable bourgeois, tenant le parapluie sur la tête de son souverain, lui récitait d'une voix sonore et d'un beau sang-froid l'éloge trop significatif du héros libéral qui n'aimait pas les piétistes. Le libéralisme a des échos plus courtois sans doute, mais aussi décidés, dans les rangs les plus élevés de la société silésienne, et là se rencontrent de nouveaux obstacles pour l'action politique du système prussien. Ancienne province de Bohême, la Silésie n'a jamais été fief d'empire; il résulte de cet isolement où elle a vécu, par rapport au reste du corps germanique, qu'il s'y trouve même aujourd'hui beaucoup de petits seigneurs indépendans qui ne se croient pas plus Prussiens qu'ils ne se croyaient Autrichiens du temps de Marie-Thérèse. Des princes étrangers, comme le prince Frédéric de Hollande et le duc d'Anhalt-Kœthen, possèdent même dans la province de ces espèces de souverainetés particulières. Ces souverains de vieille ou de fraîche date comptent souvent plus sur les lieux que les employés de la bureaucratie prussienne, et la plupart ont vis-à-vis d'elle non-seulement des préventions et des dédains aristocratiques, mais aussi les exigences plus éclairées d'esprits libéraux formés par l'étude des lois étrangères. Sur soixante-dix membres qui composaient la première curie du parlement prussien, la Silésie en fournissait vingt-quatre, et parmi ceux-là les chefs de la minorité qu'on pouvait appeler constitutionnelle.

Viennent enfin et Posen et le Rhin, les deux extrémités de l'empire : celle qui diffère et doit différer le plus du reste par la conscience ineffaçable d'une nationalité à jamais distincte, celle par où s'infiltrent jusqu'au cœur de la monarchie les idées les plus contraires aux principes primitifs de son organisation. Posen ne sera jamais allemand, parce que les fautes mêmes des Polonais, leurs fautes morales et politiques, ne justifieront jamais l'iniquité violente sous laquelle a succombé leur patrie. Le Rhin ne se fera prussien qu'à la condition de transformer la Prusse pour se l'assimiler au lieu de lui devenir semblable. Là sont à coup sûr les élémens les plus réfractaires contre lesquels le cabinet de Berlin ait toujours à lutter, et je crois bien pouvoir dire qu'il ne terminera la lutte qu'en cédant à l'un et en se débarrassant de l'autre.

Il y a maintenant sur le Rhin un sentiment tout particulier de confiance, une confiance énergique comme l'instinct de la victoire dans

vive attaque contre les piétistes, contempteurs trop encouragés de cette glorieuse mémoire. Le roi exprima son mécontentement, provoqué par des allusions peut-être un peu transparentes. L'académie lui adressa des excuses en un langage si humble, que ce fut un étonnement universel de voir les plus beaux noms scientifiques de l'Allemagne au bas d'une pièce si déshonorante. La meilleure défense qu'aient trouvée les signataires pour se couvrir de la colère soulevée dans le public par cet abaissement auquel ils étaient descendus, ç'a été la nécessité d'observer en pareille rencontre les formes voulues de l'étiquette allemande. Tant pis pour l'étiquette.

l'armée qui va la gagner. Il fut un temps où les Rhénans avaient peur de se mêler à leurs concitoyens de l'est, parce qu'ils craignaient de perdre dans un rapprochement trop intime les institutions qu'ils doivent à l'ancienne occupation française. Ils sont sûrs aujourd'hui de porter partout avec eux ces gages glorieux d'une révolution qui a travaillé pour le monde; ils croient à la vertu communicative de leur foi politique et sociale; ils demandent à faire leurs preuves sur la plus large arène qu'on puisse leur ouvrir, dans un libre parlement institué pour toute la monarchie, parce qu'ils savent qu'ils y trouveront bientôt plus d'amis et d'alliés que d'adversaires ou d'envieux. Leur code, leur procédure, leur jury, leur état civil, ce sont là des biens que l'Allemagne entière aujourd'hui apprécie et désire, que le gouvernement prussien est lui-même insensiblement obligé de dispenser à la généralité de ses sujets. On a pu voir au sein de la diète combien la jouissance permanente de ces solides avantages avait développé d'intelligence politique parmi les Rhénans; ils avaient des orateurs et des tacticiens déjà tout prêts dans cette jeune assemblée. Ceux-là sans doute, les plus habiles, les plus clairvoyans, ont dit très haut qu'ils n'étaient pas et ne voulaient pas être Français. Qu'importe maintenant, puisqu'ils ont absorbé la substance même, l'ame de la France? Il y a pour l'esprit moderne des conquêtes plus sûres que celles du sabre; j'aime mieux nos idées et nos lois à Berlin que nos canons sur Coblentz.

A Posen aussi nous avons laissé de nous-mêmes, et les souvenirs du grand-duché de Varsovie se mêlent plus ou moins aux invincibles souvenirs de l'ancien royaume de Pologne. Il y a quelque chose de touchant dans ces sympathies obstinées que la France inspire encore à toutes les branches de la famille polonaise; on se sent attendri par cette affection lointaine comme par la reconnaissance d'un malheureux pour lequel on a fait bien moins qu'on n'aurait dû faire. Aussi comment parler des souffrances et des plaies de la Pologne sans la plus respectueuse émotion? Comment même penser à ses fautes sans chercher toujours à les excuser? Cette race valeureuse plaît par un charme qui n'est qu'à elle; ce qui séduit chez cette nation de gentilshommes, ce n'est point la politesse apprise dans les salons de Paris ou de Vienne, c'est une noblesse naturelle et spontanée comme celle de l'Arabe et du sauvage, une vivacité d'instinct que les dehors d'un monde raffiné ne suffiraient point à couvrir, si ces ames flexibles n'avaient en même temps sur elles-mêmes un empire assez fort pour aller au besoin jusqu'à la dissimulation. Otez l'habit du Polonais le mieux rompu à nos mœurs, le mieux plié aux habitudes de notre vie civilisée, vous trouverez sous cette première écorce dont il s'est si facilement revêtu, vous trouverez au fond de son cœur je ne sais quoi de chevaleresque et de rusé qui sent encore le barbare; mais c'est un barbare de l'Orient, et

légère, mobile, élégante, cette barbarie slave ne pouvait être plus rudement froissée qu'en se heurtant aux lourds Teutons. Ce qui donne à la France la puissance d'attraction qu'elle exercera toujours sur son voisinage, c'est qu'à toutes ses extrémités elle touche à ses voisins par des similitudes qui effacent ses frontières. Du Béarn et du Roussillon à l'Espagne, de la Provence à l'Italie, du Dauphiné à la Savoie, de la Franche-Comté à la Suisse, de la Lorraine à l'Alsace et à l'Allemagne, de la Champagne au pays wallon, de l'Artois aux Flandres, la transition se fait toute seule et sans, pour ainsi dire, qu'on y pense. Il est un abîme entre la Prusse et Posen, comme entre l'Autriche et la Gallicie. C'est cet abîme que la Prusse cherche à combler depuis cinquante ans bien passés; elle n'y a pas réussi, elle n'y réussira pas. Le temps a cessé où les royaumes se formaient en absorbant sans résistance les élémens les plus hétérogènes, et, par une remarquable rencontre, le sentiment de la nationalité est devenu partout plus opiniâtre et plus vif en devenant moins brutal. Ce sentiment indomptable, le cabinet de Berlin voudrait l'étouffer dans sa province polonaise; il gouverne en bon père de famille tous les intérêts matériels, et il y aurait injustice à ne pas lui reconnaître cette sagesse; mais il guerroie avec une sourde violence contre le légitime attachement que le peuple vaincu de Posen professe de plein droit pour sa nationalité. Cette guerre continuelle a son nom dans le vocabulaire de la bureaucratie allemande; elle s'appelle la *germanisation*.

Le grand argument des Prussiens au service de cette entreprise tantôt secrète et tantôt avouée, l'argument sincère des administrateurs de l'école libérale comme l'était M. de Flotwell, c'est la nécessité de relever les classes inférieures que la gentilhommerie polonaise avait à peu près retranchées de la société active, le désir de protéger les paysans contre les maux qu'ils avaient subis depuis des siècles. On leur a donc donné la propriété par une investiture en masse, mais du même coup on les a, tant qu'on a pu, mêlés aux Allemands. Les Allemands se sont multipliés dans les villes où ils avaient toujours fait le commerce; ils ont petit à petit envahi la campagne où les colonies des gens du Rhin percent maintenant çà et là au milieu des villages slaves; les domaines de la couronne, partagés et morcelés afin d'appeler plus de fermiers, leur ont été livrés exclusivement. Trop long-temps aussi des habitudes de dissipation presque invétérées chez les seigneurs ont jeté les biens nobles aux mains des spéculateurs allemands; trop long-temps les seigneurs n'ont pas su racheter à propos le champ que l'incurie du paysan polonais laissait vendre par le fisc au profit d'un enchérisseur allemand plus laborieux et plus économe. Ainsi entouré, circonvenu, travaillé par les influences germaniques, le jeune soldat de Posen est déjà plus d'une fois revenu du régiment bégayant la langue de l'étranger et disant avec quelque

fierté : J'ai servi le roi! Puis il y a maintenant la foule de ceux qui ne possèdent point, soit qu'ils aient perdu leur propriété, soit qu'ils n'aient pas été admis au bénéfice de la répartition générale de 1821; il y a de véritables prolétaires créés par la législation même, qui, en affranchissant le paysan, a dégagé le seigneur du soin de le nourrir, ces malheureux *commornicy* entassés dans les maisons communes qu'on leur bâtit sur les grands domaines. C'est toute une population redoutable qui murmure d'en bas, et qui, oppressée par la misère, pourrait bien finir par ne plus avoir la conscience de son origine, par ne plus écouter le cri de son sang.

Quels que soient ces périls, quels que soient les torts qui les ont amenés, l'originalité de la nature polonaise se sauve encore et se maintient contre cette lente absorption essayée par l'Allemagne. Les habitudes de la vie de campagne, les réminiscences patriarcales de ce temps où le gentilhomme n'était encore que le premier du clan, tous ces mille liens qui lui rattachent les villageois aussitôt qu'il a su lui-même se fixer sur ses terres, toutes les répulsions naïves d'un patriotisme primitif sont autant de barrières qui arrêtent l'action de la bureaucratie prussienne. La noblesse de Posen a compris, depuis quelque temps déjà, que le meilleur moyen de défendre le droit imprescriptible de sa nationalité, ce n'était point de recourir à l'aveugle violence des conspirations, mais de remplir avec plus de sérieux tous ses devoirs sociaux. Il est évident aujourd'hui que le complot de 1846 n'était point dirigé contre la Prusse. Le complot permanent qui doit se tramer au grand jour dans tout Posen, que la Prusse ne peut empêcher parce qu'il est légal et s'appuie sur la lettre même des conventions de 1815, le complot pacifique et vraiment glorieux, c'est et ce sera toujours de préserver, de restaurer le sentiment national au sein de toutes les classes. Qu'ils aient ou qu'ils n'aient pas l'espoir d'une résurrection politique, les sujets prussiens du grand-duché de Posen n'en sont pas moins avant tout citoyens polonais; même après avoir perdu leur indépendance comme état, ils ont le droit de garder leur caractère comme nation. Telle est aujourd'hui la pensée presque unanime du corps compact de ces propriétaires qui habitent régulièrement leurs domaines, qui fondent des instituts d'éducation professionnelle, qui se vouent eux-mêmes aux travaux agricoles, qui ne laissent plus sortir la terre polonaise de leurs mains, qui se liguent pour empêcher ces ventes malheureuses par où leurs biens passaient aux étrangers, qui réparent enfin, à force d'application et de religieux labeur, les maux causés par la funeste légèreté d'autrefois. L'attitude que les députés de Posen ont prise dans la diète de 1847 a montré tout ce qu'il y avait maintenant d'esprit de suite et de consistance chez un peuple qui s'était justement perdu par son inconséquence tumultueuse. La neutralité qu'ils

ont affectée a beaucoup frappé les Allemands, et il se pourrait bien qu'ils vinssent jouer dans la Prusse constitutionnelle de l'avenir ce rôle gênant et savant avec lequel l'Irlande tient l'Angleterre en échec par le seul effet du mécanisme parlementaire.

Ce sont là les huit nations qui composent la monarchie prussienne, et quand on les a de la sorte énumérées, quand on s'est aussi représenté les vicissitudes politiques qui, depuis moins d'un siècle, ont passé l'une après l'autre sur tous ces divers territoires, on se demande avec étonnement quelles sont les institutions qui résistent à de si rudes secousses, à de si profonds déchiremens. Je veux les prendre telles qu'elles m'apparaissent aujourd'hui, dans l'état où je les vois, avec leur physionomie du moment comme avec les conséquences de leur passé, avec le caractère qu'elles tiennent des personnes comme avec l'esprit qu'elles ont emprunté des temps. Cette rapide analyse me conduit nécessairement du trône au temple et à la caserne, au pied de la chaire et au fond des bureaux; si brève qu'elle soit, je tâcherai du moins de la faire toujours impartiale et vraie.

II.

Ab Jove principium musæ, Jovis omnia plena.

Le roi d'abord, car il est partout sur cette scène confuse, et sans lui la scène paraîtrait vide. Où seraient sans lui les péripéties, les coups de théâtre, l'inattendu, le drame en un mot? Retranchez du milieu de la pièce qu'on vient de jouer à Berlin ce caractère tout plein de vie et de mouvement, ou bien la pièce n'eût pas commencé, ou bien elle eût fini d'un trait. Le retrancher n'est pas possible, le dépeindre n'est point aisé. Humble spectateur, debout dans les profondeurs les plus obscures du parterre, j'ai toute l'inclination du monde pour cet acteur original qui se trouve être un prince. Je voudrais bien dire ce qui me plaît de lui, ce que j'en aime, mais j'appréhende que la franchise plébéienne des sympathies qui me font goûter sa personne ne dérange un peu les admirations officielles qui entourent sa royauté. Or, il est si facile par ce temps-ci d'être impertinent vis-à-vis des trônes, qu'il m'en coûterait de passer pour n'être point respectueux, et mon respect cependant est de nature si particulière, que j'entends déjà plus d'un chambellan le taxer d'irrévérence. Ce serait en vérité beaucoup d'injustice : les chambellans de tous les siècles en sont toujours à cette question que l'Académie française débattait sous Louis XIV: Laquelle des vertus du roi mérite la préférence? Moi, je préfère les défauts, parce que j'y sens mieux l'homme. Est-ce donc là de quoi fâcher le roi?

J'ai rencontré quelque part un admirable portrait du grand Frédé-

ric, un pastel si riche de ton qu'on aurait juré qu'il était d'hier, si vrai de détail, d'une réalité si crue, que la tête semblait sortir du cadre. L'étrange visage! Cette face haute en couleur, ce gros œil bleu, dur et terne, ce front fuyant, ces joues pendantes, voilà donc comme était fait l'ami de Voltaire. Voltaire se trompait bien, s'il a jamais imaginé qu'il apprivoiserait son héros, et il avait beau se moquer avec lui des Welches, à voir seulement une si rude figure, on s'aperçoit tout de suite, comme il s'en aperçut plus tard, que les Welches eux-mêmes étaient sensibles et tendres auprès de ce dur Teuton. Pour Teuton, Frédéric le fut, quoi qu'on en dise : il avait voulu versifier et philosopher en français, c'était payer à son temps une dette de rigueur; mais, sous son écorce française, il gardait toute sa séve prussienne, et la pointe du bel esprit dont il se parait n'avait rien usé de cet âpre et raide génie qu'il tenait de sa race. Si grand homme de guerre qu'il soit devenu, il resta toujours un peu caporal, et c'est un de ses côtés les plus piquans que ce mélange continuel d'agréable politesse et de demi-brutalité. La Prusse est une monarchie sortie d'une caserne : il lui demeure bien quelque chose de son origine, et la royauté n'a jamais cessé d'y commander militairement.

Ces brusques allures sont entrées dans le sang des Hohenzollern. L'arrière-neveu de Frédéric, aussi poli pourtant que Frédéric savait l'être, s'emporte parfois comme lui, et tout ce qu'il a de raffinement dans l'intelligence n'empêche pas assez souvent sa volonté d'être rogue et cassante à la façon d'une consigne. Il est curieux de retrouver chez ces deux natures si diverses, avec la même distinction de culture, le même ton d'autorité bref et presque vulgaire, la même humeur violente, et d'une violence qui procède, pour ainsi dire, carrément jusque dans ses boutades. De pareilles boutades ne vont pas d'ailleurs si mal avec l'Allemand du Nord; elles ont je ne sais quoi d'entier qui ne lui déplaît point; il aime à obéir en soldat, et la bonhomie naïve et douce du Souabe ne lui imposerait guère. Ce qu'il lui faut, c'est de l'héroïsme bourru, c'est cette rudesse grondeuse qui interrompra peut-être un éclat de colère par un éclat d'agreste gaieté. Blücher aussi avait de tout cela, et si je commence l'esquisse de mon royal modèle par ce trait plus appuyé que je n'aurais voulu, c'est que, le modèle lui-même étant fort ondoyant, comme parlait Montaigne, j'ai pris d'abord ce qu'il avait de plus saisissable, le fonds national et commun. Avec la rondeur de ses dehors, Frédéric-Guillaume IV est un roi tout prussien, comme Frédéric II était encore un roi prussien avec ses manières aiguisées et subtiles : ces princes-là voudront toujours aller la canne en main.

A part ce signe de famille, ne cherchons plus de ressemblance entre Frédéric-Guillaume et ses prédécesseurs. Il a de l'esprit sans doute, et beaucoup, un esprit ouvert à toutes choses; mais de cette sorte d'es-

prit qu'il a, il ne doit rien à personne de ses ancêtres, à Frédéric moins qu'à tout autre. Combien il y avait de force, d'exactitude et de solidité dans la pensée de celui-là! quelle fine trempe il devait à son siècle! Le nôtre, hélas! ne peut en donner tant; ne le lui demandons pas. Le nôtre, pour voir plus loin, ne voit peut-être pas si droit devant lui; il embrasse trop pour bien étreindre, et l'audace de ses aspirations l'enlève sur des sommets où plus d'une fois il a vacillé. Frédéric-Guillaume est un roi philosophe comme Frédéric II, seulement il a trop fait de métaphysique. Lorsque Frédéric avait dit : « Je veux que chacun, dans mes états, soit libre de gagner le ciel à sa guise; » lorsque, cerné par quatre armées et mis au ban de l'empire, il écrivait à Voltaire :

Pour moi, menacé du naufrage,
Je veux, en affrontant l'orage,
Penser, vivre et mourir en roi,

le grand Frédéric avait épuisé toute la substance de sa philosophie, et, pour un roi, c'était vraiment assez comme cela. Frédéric-Guillaume a dépassé de beaucoup ces limites ordinaires. Il s'est penché sur les abîmes de la spéculation allemande avec cette curiosité maladive qui entraînait jadis chez nous le régent vers les mystères des sciences naturelles. C'est donc un savant et un rêveur, ce qui ne l'empêche pas cependant d'être aussi fort bon compagnon; je m'empresse d'ajouter le mot, si trivial soit-il, et j'en ai besoin, car il ne faut pas non plus qu'on aille prendre ici cette robuste majesté pour quelque songeur langoureux atteint d'un spleen ossianique. Nous avons, nous autres, la frivole manie de vouloir à toute force arranger notre mine à l'air de nos pensées, et nous costumons toujours nos héros. On est plus naturel et plus vrai en Allemagne; là du moins ce n'est pas la mode d'avoir son rôle affiché sur sa physionomie; on a le droit d'être à la fois mélancolique et rubicond. Regardez les peintures des vieilles écoles allemandes; l'idée mystique y plane sans s'affaiblir à travers les détails matériels du plus minutieux réalisme. Ce contraste est partout dans cette blonde et sanguine nature du Germain, à la fois si méditative et si charnelle. Après ses journées de rude bataille scholastique, Luther, le soir venu, jouait de la flûte en contemplant la clarté des étoiles, et ce théologien colère, ce moine marié que n'épargnaient ni les joies ni les soucis du ménage, avait encore l'ame assez fraîche pour les célestes ravissemens de la prière extatique. Ces deux existences se côtoyaient en lui sans se détruire. Voilà peut-être comment l'esprit inquiet et tourmenté du roi Frédéric-Guillaume loge pourtant dans une enveloppe qu'il n'use pas et qui ne dépérit pas. Le buste solidement campé sur les hanches, le ventre en avant, la tête ronde et dégarnie, le nez retroussé, la bouche riante et la réplique facile, Frédéric-Guillaume semble plutôt fait pour

s'asseoir, comme un puissant tribun, à quelque banquet populaire, que pour pâlir dans l'ombre, sur les problèmes éternels. Aussi les Rhénans l'avaient-ils tout de suite aimé, quand ils l'avaient vu se mêler parmi eux avec une joyeuse simplicité, prendre place à leurs festins, répondre couramment, harmonieusement à leurs toasts, et vider sans sourciller leurs rasades pétillantes. Il était bien alors le digne roi de ces braves gens, gens de plaisir et de belle humeur, toujours prêts à fêter la nature, qui leur a donné leur grand fleuve et leur bon vin.

Et puis, qui sait? le lendemain même, au réveil de cette cordiale gaieté, Frédéric-Guillaume s'en va retomber dans les sentiers ardus de l'école, et se perdre par la réflexion dans ces sombres questions d'origines historiques où la science allemande s'est trop long-temps flattée de trouver la clé du présent. Il se dit avec M. de Savigny que notre âge n'est point propice à la fabrication des lois, et, se désolant d'être obligé d'en faire, il travaille d'autant à s'inspirer des souvenirs de cette ère d'innocence où les lois se faisaient toutes seules. La politique et la théologie se rencontrent sur ces hauteurs abstraites qu'il parcourt, non pas la politique et la théologie positives telles que les pratiquaient les fermes esprits d'autrefois, mais ces aventureuses spéculations des théoriciens d'outre-Rhin qui se sont crus naïvement obligés à reconstruire de toutes pièces le gouvernement de la terre et du ciel. On ne pénètre jamais bien avant dans ces régions de l'infini sans rapporter de si sublimes entretiens une tristesse vague et comme un éblouissement nerveux qui ne sied point aux têtes couronnées. Les hommes n'admettent pas que l'on soit encore à tâter et à chercher quand il s'agit sur l'heure de les conduire et qu'on en a la charge. Aussi, lorsque le roi Frédéric-Guillaume, descendant de son Sinaï, vient débiter à ses sujets quelque harangue solennelle qui l'émeut lui-même plus que n'est ému tout son auditoire, vainement son œil se mouille et se voile, vainement sa parole vibrante, son imagination enthousiaste, sollicitent et provoquent les sympathies; les sympathies manquent. Il n'a pas fallu sept ans pour qu'une si savante et si poétique éloquence perdît la magie singulière avec laquelle elle s'annonçait. On a compris le sens intime de ces beaux discours; le discours du couronnement, le discours de Cologne, ces œuvres épiques du royal orateur, n'ont point gagné du tout à la lecture. On sentait trop dans ce qu'il disait le souffle de l'abîme où il s'était enfoncé pour mieux suivre ses doctes maîtres, au lieu de se laisser porter comme un grand prince à la surface de son temps : c'était Épiménide échappé de la grotte où il avait dormi pendant que le monde changeait.

Il y avait pourtant dans ce cœur hardi des pensées qui étaient généreuses à leur date; la date seulement était trop ancienne. Achever la vieille église du Rhin pour en faire le monument sacré d'une fraternité

nouvelle qui joignît tous les peuples allemands; fonder cette nouvelle chevalerie de l'ordre du Cygne pour soulager les maux du prolétariat: quels plus nobles rêves! et personne ne s'est voulu fier à cette philanthropie romanesque; ce don-quichotisme germanique n'a ni séduit ni amusé personne. Le siècle est dur aux poètes!

L'un des traits de la pensée publique qui m'aient peut-être le plus frappé dans Berlin, c'est le culte qu'on y rend partout à la mémoire du roi défunt, Frédéric-Guillaume III. Celui-là, pour sûr, ne se piquait point de poésie, et il voyait les choses tout-à-fait terre à terre; mais, au milieu même des contradictions de sa vie politique, il avait un sens si droit, un amour si scrupuleux de l'équité, il était si vraiment et si simplement honnête homme, que des qualités plus brillantes ne lui auraient pas concilié de plus profonds attachemens. Timide, irrésolu par nature, défiant et embarrassé vis-à-vis de son peuple qui lui demandait une émancipation, comme il l'avait été jadis vis-à-vis du grand capitaine qui lui offrait son amitié, Frédéric-Guillaume III frustra, l'on doit le dire, les légitimes espérances de la Prusse, et retarda d'un quart de siècle l'inévitable transformation de sa monarchie. Il était pourtant de si bonne foi dans ses anxiétés, il avait été d'ailleurs éprouvé par tant d'orages, que l'opinion populaire pardonnait unanimement à sa vieillesse d'en appréhender d'autres; puis il ne bravait pas cette opinion qu'il ne pouvait, qu'il n'osait écouter. Il était prince absolu de fait; il ne s'agitait pas pour expliquer comment il l'était aussi de droit et de droit divin. Esprit pratique et positif, il tenait moins à découvrir, à prêcher la théorie, qu'à posséder la jouissance du pouvoir, moins à le scruter dans ses origines abstraites, qu'à l'exercer dans sa réalité; esprit clair, il n'alambiquait sur rien. On raconte même qu'il avait peu de goût pour commercer avec des génies trop relevés; il se plaisait aux bonnes gens qui le laissaient à l'aise, et l'on eût dit qu'il évitait toujours les hauteurs par crainte du vertige.

Tel n'est pas Frédéric-Guillaume IV, et dans cette vive nature, dans cette ardente imagination, que j'ai tâché de dépeindre, il y a bien moins de la froide et modeste raison de son père que de la sensibilité passionnée qui caractérisait la belle reine Louise. Il ne fuit pas, il aime, il recherche les problèmes, comme celle-ci aimait et recherchait tous les dangers. La sécheresse du vieil absolutisme prussien ne suffisait pas à l'ampleur de ses idées, mais ce fut en 1840 une grande illusion du public, une illusion gratuite, d'avoir pu croire qu'il voulût alors élargir ce dur régime pour en tirer la liberté moderne; il voulait seulement l'asseoir sur des bases plus pompeuses et plus savantes. Il n'a jamais rien conçu d'autre, et si l'on s'y est trompé, c'est qu'on lui a spontanément prêté la pensée de tout le monde, quand il vivait au contraire seul avec la sienne. Il entendait justifier solennellement la royauté

absolue, bien loin de la détruire; il se persuadait qu'il allait lui rendre un prestige admirable en l'entourant du cortége pittoresque des institutions appelées de toute éternité à subsister dans sa lumière. Il voyait renaître au sein de la société la hiérarchie providentielle des ordres; il ne doutait pas que la société, ainsi rétablie d'elle-même dans son assiette, ne supportât naturellement et sans fléchir le poids d'un trône plus solide que ces trônes de bois et de velours construits de main d'homme par les révolutions; il doutait encore moins que le sien ne fût bâti de main divine. Il n'était pas seulement un prince entrant en possession du pouvoir, il était un croyant admis à pratiquer sa foi; il n'était pas seulement un roi libre de choisir sa politique, il était le serviteur d'une philosophie.

La pensée du roi Frédéric-Guillaume a été nourrie de bonne heure dans les enseignemens de l'*école historique;* il s'est formé sur ce terrain comme en un champ clos. De 1830 à 1839, Stahl publie sa *Philosophie du droit;* on en retrouve les données à chaque phrase des fameux discours de 1840 (1). Ne sent-on pas aussi couler la séve de Jean-Jacques sous l'éloquence révolutionnaire de 92? Les conventionnels étaient les sectaires du *Contrat social;* le roi de Prusse est le sectaire d'une philosophie de l'absolutisme. Adepte sincère, il a la manie des conversions, et ce n'est pas le côté le moins original d'un esprit si multiple, que ce désir incessant d'amener son prochain à sa foi. Il n'est à son goût qu'une façon d'obéir, c'est de se laisser convaincre, et le commandement ne lui est agréable qu'à la condition d'opérer une soudaine métamorphose au plus profond des cœurs. De là quelque chose à la fois de pédantesque et d'inspiré dans les allures autocratiques de sa majesté prussienne : on dirait d'un confesseur inexorable ou d'un maître d'école infaillible (2).

(1) Voici ces données, résumées par quelqu'un qui connaît bien l'Allemagne, M. Ott, auteur d'une très exacte analyse de la philosophie de Hegel : — Par suite du péché originel, le règne divin pour lequel Dieu a créé l'humanité, ce règne de la liberté véritable dans la conformité de la volonté de l'homme avec celle de Dieu, n'a pu être réalisé. Dieu a dû soumettre l'homme à un règne temporel, à des liens matériels, c'est-à-dire aux lois de l'ordre social et à celles qui naissent des circonstances historiques. La vie terrestre n'est ainsi qu'une préparation au règne divin. Dans ce règne temporel, l'homme est assujetti. Dieu le conduit et le dirige autant par les sentimens et les croyances qu'il lui inspire que par l'ordre matériel qu'il lui impose. De ce point de vue-là, l'école historique justifie tout l'état social existant. La division des classes est nécessitée par la diversité des fonctions. La noblesse héréditaire, c'est l'élément de durée et de stabilité. La royauté, c'est l'organe de Dieu même sur terre. Les états-généraux et les diètes ne peuvent être considérés comme les représentans de la souveraineté qui n'appartient qu'au roi, mais comme les patrons du peuple auprès de celui-ci, etc., etc.

(2) Dernièrement le professeur Michelet s'était mis en un mauvais cas : déjà chargé du gros péché de son implacable hégélianisme, il avait touché quelques mots des affaires d'église au coin d'un pauvre journal berlinois. On inventa pour le punir une peine bien

TIMBRE ROYAL

Le pédagogue, après tout, ne dure pas chez lui plus constamment que le rêveur, et des caprices d'artiste, des curiosité d'érudit, viennent souvent à la traverse des circonstances les plus graves, des méditations les plus sérieuses. Au moment même où l'enfantement de la constitution occupait l'attente universelle, le problème en faveur à la cour, c'était de savoir l'endroit précis où les Hébreux avaient passé la mer Rouge : une opinion nouvelle émise par M. Lepsius, le savant voyageur, ressuscitait la question. Peut-être eût-il été plus à propos de chercher sous quelle étoile César avait passé le Rubicon. De même, au milieu des soucis de la diète, il arriva plus d'une fois que les hôtes de Potsdam employaient de longues soirées à feuilleter des blasons ou des modèles d'architecture gothique. Dans cette semaine orageuse qui termina la session, lorsque l'anxiété générale redoutait une rupture entre le pays et la couronne, le roi se faisait tranquillement expliquer par un mémoire *ad hoc* pourquoi l'on ne jouait plus la musique de Palestrina.

On n'achèverait jamais l'esquisse d'une si vivante figure, et tout ce que j'ai dit de sa majesté prussienne serait encore bien incomplet, si l'on ne devinait à peu près maintenant le charme singulier, l'espèce de fascination qu'elle exerce sur quiconque l'approche. Il n'est peut-être pas aisé de servir cette haute personne; il serait plus difficile encore de ne pas l'aimer, tant il y a de véritable puissance jusque dans les défauts de son esprit et de son caractère, tant il y a de franchise, d'ouverture, d'impétuosité sympathique dans toutes ses relations. Si Frédéric-Guillaume est le prince que je peignais en commençant, brusque et bourru parfois à la manière de sa maison, il est aussi, par un dernier contraste, tout plein de cette sensibilité expansive que je voudrais nommer *l'affectuosité* allemande. Privilége bien rare, il a gardé sur le trône d'anciennes amitiés, et l'on sait quelques hommes distingués qui, soit auprès de lui, soit retenus au loin par les devoirs de leurs charges, sont toujours restés les dépositaires de sa plus intime confiance. Ce cercle un peu fermé rappelle avec plus de connaissances et de maturité la petite société de doctrinaires philosophes dont s'entourait l'empereur Alexandre. Les amis de Frédéric-Guillaume participent en effet plus ou moins à ces idées générales qu'ils élaboraient en commun

digne de la clémence d'un gouvernement paternel : M. Michelet fut destitué; mais la justice miséricordieuse du roi, tout en confirmant la sentence, en déclara l'exécution indéfiniment suspendue. C'était proprement lui mettre la corde au cou pour le faire asseoir sur la potence. L'université de Berlin se permit de remontrer que cette pénalité n'était pas du tout inscrite au code académique. Le roi répondit qu'il pardonnerait à M. Michelet quand M. Michelet se repentirait. Celui-ci écrivit alors pour se justifier : le roi fermait hier toute la correspondance, en déclarant officiellement qu'il ne voyait point de suffisante contrition dans la lettre de l'hérétique, et qu'il n'y avait pas là de *repentir intérieur* (*die innige Reue*).

avec lui durant sa jeunesse, et c'est toujours là le point de contact où tous se retrouvent. M. de Stolberg et M. de Gerlach à Berlin, M. Bunsen et M. de Radowitz, fixés par leurs postes diplomatiques l'un à Carlsruhe et à Francfort, l'autre à Londres, tous différens de mérite, d'humeur et même de confession, M. de Gerlach, piétiste modèle, M. de Radowitz, catholique-ultramontain, tous se trouvent ainsi réunis dans la faveur royale par une sorte de fraternité d'intelligence. Il est un attrait cependant plus puissant encore que cette fraternité sur le cœur de Frédéric-Guillaume, c'est la gloire aimable de M. de Humboldt : l'indispensable ami du roi, c'est toujours cet illustre et charmant vieillard, le plus précieux intermédiaire qu'aient jamais eu l'Allemagne et la France, le plus spirituel libéral qui ait jamais osé habiter une cour. Se plaire au voisinage d'un pareil contradicteur, n'est-ce pas le signe certain d'une supériorité véritable?

A côté du roi, sur la première marche du trône, n'oublions pas le prince de Prusse, le second fils de Frédéric-Guillaume III, l'héritier présomptif de la couronne. Soldat dans l'âme, il croit encore qu'il suffit d'être un soldat pour régner. Résistant par conviction aux expériences constitutionnelles de son frère, cédant par déférence, il s'engage le moins qu'il peut à la suite d'un souverain dans lequel il est bien obligé de voir un prédécesseur. Caressé fort habilement à Saint-Pétersbourg, où l'on essaie de lui donner plus d'importance que lui-même aujourd'hui ne voudrait et ne pourrait en prendre, il répond à ces avances avec plus de circonspection qu'on ne l'attendrait de ses penchans. Très opiniâtre, sinon très ferme, mais loyal avant tout, il rassure jusqu'à certain point par la probité de sa conscience ceux qui craindraient les contre-coups de sa mauvaise humeur pour l'avenir des nouvelles institutions qu'il a tant bien que mal acceptées. J'appréhende les parallèles et je ne me mêle pas de prophéties, mais on pourrait peut-être se hasarder à dire que Frédéric-Guillaume IV est un peu, dans la situation actuelle de la Prusse, ce qu'était Louis XVIII dans celle de la France, qu'il est aussi un arrangeur de moyens termes, et qu'il octroie à l'allemande sa charte de Saint-Ouen, une charte qui aura, comme la nôtre, son article 14, plus dégagé seulement et moins ambigu. Il faudrait alors ajouter que le prince de Prusse semble tout fait pour recommencer Charles X, ceci, bien entendu, par manière d'éclaircissement et sans prévision de sinistre augure.

Auprès du futur souverain, il est d'ailleurs une princesse dont la seule présence est une garantie contre toutes les chances mauvaises. La princesse de Prusse, digne fille de Weimar, continue noblement les traditions de sa famille. Elle a mis sa gloire à rassembler sous son gracieux patronage tout ce qu'il y avait dans Berlin de mérite et de distinction. Sans pédantisme et sans effort, sans blesser aucune des difficiles

convenances de sa position, elle a su se concilier le dévouement de cette élite libérale dont la science honore les rangs supérieurs de la bourgeoisie berlinoise. Elle n'a pas craint, par exemple, d'accepter la dédicace d'un livre de M. de Raumer à l'instant où M. de Raumer était au plus fâcheux de sa récente disgrâce. Il est vrai que le premier devoir des héritiers présomptifs dans les monarchies absolues est toujours d'agacer, pour ainsi dire, la popularité : c'est un rôle obligé dont on se tire avec plus ou moins de bon air. Le prince de Prusse lui-même n'est pas fâché qu'on sache bien qu'il lui serait impossible de prendre le moindre goût aux simagrées des piétistes; il laisse avec quelque intention le roi son frère s'en édifier tout seul. Pour la princesse, elle est en coquetterie continuelle avec l'opinion, et, durant la dernière diète, elle a déployé, du meilleur cœur du monde, la plus merveilleuse industrie. Ce n'est point notamment sa faute si la députation polonaise n'a pas mis bas les armes. Il fallait beaucoup d'adresse pour risquer tant de frais, et beaucoup de sincérité pour se faire pardonner tant d'adresse; il y a eu tout ensemble assez de l'une et de l'autre pour faire croire aux deux : une reine constitutionnelle n'eût pas mieux réussi.

III.

Sortons enfin de ces régions scabreuses d'où descend la pensée souveraine qui gouverne la monarchie prussienne, et, cette pensée maintenant mieux connue, passons en revue les instrumens destinés à servir au développement de ses œuvres.

La machine de l'état repose, en Prusse, sur quatre grands ressorts qui, venant tous se concentrer dans la même main, reçoivent tous une même impulsion et la suivraient également, s'ils n'avaient chacun aussi leur caractère et leur tendance à eux. L'église et l'armée, la bureaucratie et les universités, agens essentiels de l'autorité suprême, n'en sont pourtant pas une représentation sans mélange, parce que, tout en relevant d'elle, ils gardent de droit et pour leur compte à part une existence originale. Il y a là un phénomène politique inhérent à l'être même de la Prusse et très digne d'observation.

Cette absolue monarchie n'a pour exécuter ses desseins que des organes doués, par leur seule institution, d'une indépendance, d'une vitalité particulières. Elle est absolue, parce que l'action de ces organes officiels avait jusqu'ici presque partout effacé ou remplacé la libre action des citoyens, et cependant aucun de ces quatre corps posés comme des satellites aux quatre angles du trône ne s'identifie assez complétement avec la royauté pour vouloir jamais en porter les livrées. S'ils ne sont pas le pays, dont ils ont trop long-temps supprimé l'initiative, ils ne sont pas davantage le gouvernement lui-même, dont l'ini-

tiative n'est pas toujours assurée de se rencontrer avec leurs inclinations. Ils ont dû fonctionner pour combattre, pour dominer toutes les résistances; mais le mécanisme avec lequel ils fonctionnent est devenu, par sa propre énergie, une résistance constituée. Merveilleusement formés à l'obéissance régulière au moyen d'une discipline sans égale, ils ont trouvé dans la sévérité de cette discipline, dans la consistance qu'elle leur a donnée, le sentiment d'une autorité qu'ils ne tiennent plus maintenant que d'eux-mêmes. Serviteurs d'un pouvoir qui n'admettait pas de contrôle, ils ont fini pourtant par lui sembler un contrôle et un contre-poids.

La vraie église prussienne, l'église évangélique, tenue si fort à l'étroit par les consistoires, n'est pas du moins une hiérarchie épiscopale qui doive nécessairement conserver une tradition remise à sa garde par un roi pontife. L'armée, dévouée de cœur à des princes militaires, ne saurait jamais l'être à des princes oppresseurs, parce qu'elle est, avant tout, l'armée de la nation, une armée toujours jeune et vivante, tirée dans un ordre admirable des entrailles mêmes du pays, où elle vient toujours se retremper. La bureaucratie administrative et judiciaire peut compter pour un véritable mandarinat; si ses membres n'ont pas, comme individus, toute la stoïque indépendance dont on leur fait honneur dans le lointain, ils ont réellement ce bel avantage d'une corporation bien ordonnée : c'est qu'ils ne dépendent que de leurs supérieurs. Enfin le haut enseignement des universités, par son mode de recrutement et de composition, par l'objet même de ses travaux, par les garanties écrites de ses priviléges, se trouve en possession d'une souveraineté morale que des complaisances isolées, qu'un engourdissement temporaire n'atténueront jamais au point de la neutraliser.

Matière curieuse à réflexions! voici de grands corps dont l'attitude est généralement virile, des masses de fonctionnaires qui ont tous une charte à laquelle en appeler, qui ont quelque chose de plus, la conscience très nette de leur droit, la volonté froide et ferme d'en jouir, et à la tête de ces ordres si respectables, de cette légion vigoureuse des officiers et des agens de l'état, les premiers chefs du service public ne tiennent vis-à-vis de la royauté qu'une place des plus médiocres. Les ministres prussiens sont les commis ou les aides-de-camp du roi de Prusse, et leur emploi ne leur donne point de caractère politique assez marqué pour les faire responsables. Ils disparaissent à tout moment, ils se rejettent dévotieusement derrière la majesté du prince; ils érigent en théorie ce devoir par trop commode, qui consiste à le découvrir, comme nous disons dans notre langage constitutionnel. Le prince entre ainsi lui-même en rapport immédiat, non-seulement avec le commun des citoyens et le gros du pays, mais avec les fonctionnaires subordonnés à ses ministres, et il n'en est point de si humble dont il ne soit en per-

sonne le premier justicier. Il reçoit les plaintes élevées contre eux ou celles qu'ils élèvent, il les gourmande et les corrige de son chef, il discute avec eux le texte des règlemens qui les protégent, il publie les épîtres confidentielles qu'ils adressent à sa haute équité, les décisions intimes émanées de son cabinet en réponse à leurs suppliques. C'est un échange permanent de relations directes qui ne profite peut-être pas toujours à la sérénité de la couronne, mais qui relève l'importance des rangs inférieurs de la hiérarchie. Cet accès presque familier que les subalternes obtiennent ainsi jusqu'au roi contribue sans doute à diminuer pour eux l'éclat de la pourpre ministérielle, à les rassurer en présence d'un supérieur dont ils essaieront bien de capter les graces, mais dont ils ne souffriront pas facilement l'injustice. Il est quelquefois piquant de voir tel pauvre employé, tel modeste professeur, s'étonner lui-même de la hardiesse avec laquelle il a défendu son bon droit contre un homme tout chamarré de ces cordons et de ces titres pour lesquels l'Allemand nourrit dès le berceau la pieuse adoration de la foi. Il subsiste évidemment dans tout cela je ne sais quel secret sentiment qui peint et qui honore la Prusse. S'il faut qu'il y ait quelque part dépendance mesquine et servilité, j'aime encore mieux la dépendance en haut qu'en bas : en haut, elle s'excuse par des attachemens particuliers ou elle se corrige par l'énergie personnelle des individus, elle ne gâte rien que par places et par momens; en bas, c'est une plaie incurable qui s'étale insensiblement à la surface entière de la société pour y ronger tout ce qu'elle touche.

Il arrive donc en Prusse le contraire de chez nous; l'influence des administrations et des hiérarchies a plus d'empire que celle des ministres; les grands corps constitués pèsent plus que leurs chefs. A côté de beaucoup d'inconvéniens, il y a là beaucoup d'avantages, et je croirais volontiers que la fortune prussienne s'est appuyée jusqu'ici sur cette solidité de l'organisation intérieure. La vie, qui ne pouvait circuler dans toutes les veines de la nation, trop resserrées sous les liens du régime absolu, s'est concentrée, tout en s'immobilisant, dans les foyers où on la renfermait pour la distribuer avec plus d'économie. Ces nombreux et consciencieux dépositaires de la force, de la pensée publique, répandus par tout le pays, lui ont donné des airs de puissance compacte et substantielle qui ont frappé l'Europe. Dans cette bataille de chaque jour où grandissent les peuples, ç'a été l'*ordre profond* substitué à l'*ordre mince*. Et cependant regardez un peu l'exigence de cet invincible progrès qui pousse tout notre âge. Quelle est maintenant l'ambition la plus décidée, la plus ardente de la Prusse? N'est-ce pas d'avoir des ministres responsables à la façon des gouvernemens constitutionnels? Et quel sera pourtant le premier usage que ces ministres feront d'une autorité naturellement accrue dans la mesure de leur res-

ponsabilité? Ne sera-ce pas de s'imposer davantage aux corporations ou aux bureaux qu'ils dirigent, de ramasser plus, de serrer mieux dans leurs mains tous les fils de leurs affaires, d'étendre une action plus personnelle à tous les degrés de leurs départemens? C'est que ces ministres d'une ère nouvelle auront changé de caractère en changeant d'origine; approuvés par le roi, dont ils resteront les plus dévoués serviteurs, ils auront reçu leur véritable mandat d'une majorité parlementaire, et représenteront directement la volonté du pays, manifestée dans sa plus solennelle expression par son accord avec la volonté du monarque. L'intervention régulière du pays dans la gestion de sa fortune vaudra bien assurément, pour la garantir, ce que valaient auparavant les priviléges des fonctionnaires, et ceux-ci ne perdront d'importance qu'autant qu'alors en gagnera ce fonctionnaire universel qui s'appelle tout le monde. Disons-le bien vite : les mille et mille affiliés de la hiérarchie prussienne, ses bureaucrates de robe, de plume et d'épée, ses référendaires, ses assesseurs, ses conseillers intimes, tous ont encore le temps de se rendormir sur leurs pupitres : le soleil de liberté qui éclipsera le pâle flambeau de leur gloire nocturne n'est probablement pas le soleil de demain.

Je n'ai pas la prétention d'introduire ici le lecteur dans les détails techniques du régime intérieur de la Prusse, dans les appareils des quatre grandes machines qui couvrent toute la monarchie. J'essaie seulement de résumer en quelques mots ce qui me semble aujourd'hui l'état moral de ces vieilles forteresses du gouvernement prussien : je commence par les cultes.

L'un des points les moins remarqués et les plus remarquables de la situation, c'est l'apaisement de l'église catholique en Prusse sous le règne de Frédéric-Guillaume IV. Après les vives émotions qui avaient troublé la fin du précédent règne, ce calme si complet n'est pas un symptôme à négliger. L'agitation catholique dans l'empire actuel des Hohenzollern ne troublerait pas moins de quatre grandes provinces, Posen, la Silésie, la Westphalie et le Rhin. En même temps qu'il faut se féliciter de la sécurité qui a remplacé d'anciennes inquiétudes, il ne faudrait peut-être pas non plus trop s'abstenir d'en examiner les motifs. Est-ce le respect scrupuleux avec lequel on maintient d'en haut l'égalité des deux cultes privilégiés de la monarchie? Est-ce la modération intelligente de quelques prélats distingués par leur sens et par leur vertu, comme M. de Diepenbrock, le prince-évêque de Breslau? Est-ce peut-être la confiance ambitieuse que l'on ne peut s'empêcher de placer dans les inclinations du roi vers les choses du moyen-âge, dans son goût connu pour tous les mysticismes? Ou bien serait-ce aussi que l'éveil de la vie politique, plus actif encore et plus remuant dans les provinces catholiques (la Westphalie du nord exceptée) qu'il ne l'est partout

ailleurs, aurait ainsi suspendu les préoccupations religieuses? Si toutes ces raisons ont chacune leur vérité, elles ne sont pas toutes également rassurantes.

Quant aux églises protestantes, j'ai déjà raconté les vicissitudes intimes de leur récente histoire (1). Cette histoire n'est point à bout. L'édit de pacification promulgué le 30 mars 1847 n'est qu'un épisode et non point un couronnement. A côté de l'évangélisme, culte officiel de l'état, l'édit du 30 mars appelle dorénavant, avec les mêmes droits et les mêmes honneurs, le culte calviniste et le culte luthérien, les deux vieilles communions trop long-temps traitées en hérésies par cette religion de fraîche date que l'arbitraire de Frédéric-Guillaume III avait improvisée sur leurs ruines en mêlant leur substance. C'est une juste et nécessaire réparation. L'édit va plus loin encore : il octroie à tous les citoyens le droit de former de nouvelles sociétés religieuses, et il s'intitule par conséquent un édit de tolérance; cette tolérance cependant mérite réflexion avant qu'on en use.

Pour peu qu'on se représente fidèlement l'état vrai des opinions religieuses dans la grande majorité du clergé protestant de la Prusse, on voit tout de suite combien les croyances diffèrent aujourd'hui des symboles reconnus à la paix de Westphalie. Or, ce sont ces symboles que l'édit du 30 mars érige en *criterium* suprême pour rejeter quiconque ne les admet pas du sein des églises établies, approuvées, glorifiées et salariées par le gouvernement, c'est-à-dire que, l'orthodoxie prussienne étant en somme question de majorité (ce qui est la seule base possible de toute orthodoxie protestante), une minorité assise dans les consistoires par un pouvoir purement laïque impose néanmoins les formulaires de 1648 à cette masse ardente portée par la pensée de ce temps-ci dans de plus larges sentiers. Le concile diplomatique de 1648 doit donc faire date pour les questions de dogme comme pour les questions de politique; mais, tandis que l'histoire a déjà deux ou trois fois bouleversé la politique décrétée par les négociateurs du XVIIe siècle, la stricte dévotion de ces pieux évangéliques, nés eux-mêmes il y a quelque vingt ans, ne reconnaît d'église normale que les églises conformes aux principes religieux des doctes pères de Munster et d'Osnabrück. La vraie liberté promulguée par l'édit du 30 mars, c'est la liberté d'aller former où l'on voudra une église anormale, dès qu'on ne pourra plus s'arranger de l'orthodoxie officielle. Le pauvre pasteur de village, tout chargé de famille, s'il a par hasard l'esprit trop indocile ou la conscience trop délicate, s'il ne sait point adorer dans le silence de la béatitude cette œuvre flamboyante de 1648, le pauvre hétérodoxe doit sortir de la maison indigente où l'état lui garantissait du moins sa

(1) Voyez la livraison du 1er décembre 1846. *Berlin, la Situation religieuse.*

maigre existence; il n'a plus qu'à partir avec ses enfans sur les bras pour se chercher des paroissiens qui veuillent bien le nourrir. Si l'on entend appliquer à la rigueur ce qu'il y a d'extrême dans cette redoutable tolérance de l'édit du 30 mars, je suis fermement persuadé qu'avec l'état actuel des ames, on suscitera plus d'agitations qu'on n'encouragera d'hypocrisies.

L'armée, la bureaucratie, cette armée de la paix, n'ont point en elles de ces passions qui remuent le monde des théologiens. Disciplinées au nom de l'honneur militaire ou de l'ordre civil, elles découvrent moins volontiers leurs inclinations courantes, parce que ces inclinations ne sont jamais si vives. L'une est au fond plus naturellement libérale; l'autre n'oublie jamais qu'elle porte « l'habit du roi, » et la *loyalty* britannique tient le haut bout dans ses sentimens. Les deux cependant se touchent par plus d'un point; elles se prêtent des hommes, elles s'empruntent réciproquement des méthodes. Les deux rappellent encore souvent, par une allure commune, ce vieux temps à peu près passé pour qui ne leur appartient pas, ce temps de rigueur et de raideur, où, comme dit Frédéric, « pas un Prussien n'avait plus de trois aunes de drap dans son habit, ni moins de deux aunes d'épée pendues à son côté. » Les deux enfin se forment toujours par cette lente et solide éducation dont nous n'apprécierons jamais assez l'énergique effet.

La Prusse est la seule des cinq grandes puissances dont l'armée soit restée tout-à-fait en paix depuis 1815. L'Autriche a les régimens de ses frontières toujours en haleine, toujours en observation; elle a l'Italie. La Russie s'est exercée sur les champs de bataille de la Turquie, de la Pologne et du Caucase; l'Angleterre, dans l'Inde; la France, en Afrique. La Prusse ne pouvait guère rencontrer sur son chemin pareille occasion de gymnastique, et c'est un sérieux désavantage; mais elle a compensé tant qu'elle a pu ce défaut d'expérience. Elle a pris ses soldats sans exception dans tous les rangs des citoyens, et, proscrivant les abus du remplacement, elle a mis le fusil aux mains de la population tout entière; elle a organisé la permanence des levées en masse. Ses corps actifs ne sont que l'avant-garde de la *Landwehr*, et derrière la *Landwehr* l'étranger trouverait les rangs serrés du *Landsturm*. Pour placer enfin la réflexion à côté de cette ardeur guerrière qu'elle tient en réserve, la Prusse oblige ses officiers au plus minutieux apprentissage. Formé de bonne heure à la pratique aussi bien qu'à la théorie, fier de son état, orgueilleux de son drapeau, constamment pénétré du respect de lui-même, généralement froid et serré, mais instruit et poli, l'officier prussien se reconnaît aussitôt entre toutes les troupes allemandes.

La bureaucratie éprouverait sans doute, au moment où la lumière se ferait dans ses domaines encore impénétrables, cette première surprise que le premier coup de canon causerait peut-être dans la jeune

armée de la Prusse; mais, comme le militaire, l'employé est assez fortement préparé pour se remettre vite et aborder le péril. C'est un problème de savoir si la liberté de mouvement, nécessaire aux chefs responsables d'un état constitutionnel, s'accommode avec les conditions rigoureuses dont on peut charger l'entrée des fonctions publiques dans un état absolu. J'aime à penser que tous les problèmes politiques doivent se résoudre pour le plus grand honneur du régime parlementaire, et je ne verrais point alors d'honneur plus sérieux pour le nôtre que de subordonner un jour le recrutement de notre personnel administratif à quelques-unes de ces exigences dont l'administration prussienne est si vigoureusement armée. Celle-ci ne pèche-t-elle pas à son tour par le luxe de ses précautions? N'y a-t-il pas dans la lente ascension de ses degrés un obstacle trop ardu pour la diffusion des idées neuves, pour l'avancement des esprits actifs? Nous aurions beaucoup à nous corriger de notre indigence et de notre précipitation avant d'avoir à redouter l'excès contraire. Ce travail opiniâtre, avec lequel les employés prussiens s'emparent de leurs places, amène nécessairement un grand nombre d'hommes distingués dans leurs rangs. C'est surtout aux échelons intermédiaires, — non pas toujours en haut où la routine gagne souvent avec l'âge, non pas en bas où végète l'incapacité, mais aux postes moyens où l'on arrive avec la fleur des années et du talent, — c'est là que se rencontrent beaucoup d'esprits élevés et cultivés, dont la réunion donne à ces sphères estimables un caractère qu'elles n'ont nulle part ailleurs. L'administration prussienne a des chefs de division vraiment précieux, c'est un honneur national; mais, je le dis aussi, parce que c'est là tout le secret des fautes de cette administration si correcte, les meilleurs chefs de division ne font pas encore des ministres: ce sont les ministres qui manquent.

Ne parlerai-je pas enfin des universités? Il faut bien pourtant qu'elles s'attendent à descendre un peu maintenant du faîte de cette importance politique dont elles jouissaient quand le pays n'avait pour tribune ouverte que les tribunes de la science et de la philosophie. C'est déjà là ce qui arrive, leurs gloires s'en vont et ne se remplacent pas. Du temps où Niebuhr professait à Bonn, Hegel à Berlin; du temps où M. de Savigny avait le bon goût de n'être pas ministre, du temps même de Gans, la grande corporation du haut enseignement exerçait sur le pays et sur l'état une influence égale au prestige dont elle les décorait; et néanmoins ce n'était pas uniquement parce qu'il y avait dans la chaire des hommes supérieurs que la chaire rendait des oracles, c'était aussi parce que la parole qui en tombait était la seule parole qui résonnât alors dans le silence universel. La domination exclusive de ces doctes autorités avait sans doute sa grandeur; elle avait aussi son péril. Dans cet isolement majestueux où elle commandait, la science acquérait plus

de sérénité; mais, ne frayant point assez avec la vie, elle devenait moins capable de la comprendre et de la guider. D'abstractions en abstractions elle s'en allait aux abîmes, et c'est au moment où elle tombait sur leur pente que le sentiment de la réalité vient maintenant la ressaisir. Ceux pourtant qui avaient suivi le courant de leur siècle sans chercher ni à s'en tirer, ni à l'interrompre au moyen des systèmes, ceux qui avaient été nourris de la sagesse de tout le monde, ceux-là se sont trouvés les mieux préparés lorsqu'est arrivé le jour de la pratique. Si la pratique ne s'ensuit, à quoi bon les théories? Des négocians, des industriels, des propriétaires, de simples cultivateurs, se sont mis à parler des plus grands intérêts de la chose publique, des lois les plus graves de l'ordre social, et l'on n'a pu s'empêcher d'admirer comment ils les entendaient mieux que ceux qui en avaient écrit de gros livres. L'éclat des mérites académiques a souffert un peu de la comparaison, mais il y a dans l'établissement universitaire de la Prusse assez de vigueur native, assez de libre accès, pour que les générations nouvelles puissent facilement y apporter l'esprit nouveau. La Prusse ne voudra point cesser d'être la capitale de l'enseignement en Allemagne.

Tel est l'ensemble des circonstances historiques et naturelles, des circonstances de temps, de personnes et de lieux, l'ensemble enfin des institutions de toute sorte, ecclésiastiques et militaires, administratives et scientifiques, tel est l'édifice incomplet et incorrect, mais puissant et hardi, qui s'élève aujourd'hui du Rhin à la Vistule, et se nomme orgueilleusement la monarchie prussienne. Reste maintenant à nous représenter la société qui habite et soutient ce vaste édifice, qui travaille avec une infatigable patience à le restaurer, à l'agrandir, à le vivifier, qui lutte sans relâche pour y faire entrer plus d'air et de lumière, pour lui ouvrir des issues plus larges, pour obtenir le droit d'y circuler plus à l'aise; reste à nous représenter la nation, — non point celle des Silésiens ou celle des Rhénans, celle des Westphaliens ou celle des Saxons, mais la nation entière dans son ensemble politique, — non point les fils esclaves de la terre, de la race ou du climat, mais les enfans émancipés de l'intelligence, mais le peuple formé par ce concours des idées et des volontés qui crée les grands peuples, — la nation prussienne emplissant la monarchie prussienne. C'est là le tableau que je tâcherai d'esquisser en racontant la diète de 1847. A travers toutes ses faiblesses, toutes ses contradictions, tous ses mécomptes, c'est là l'image imposante qu'elle m'a laissée dans l'esprit.

ALEXANDRE THOMAS.

LA

FAMILLE ALAIN.

CINQUIÈME PARTIE. [1]

XXII.

Onésime n'avait pas mis les pieds à Cherbourg; il avait demandé asile au meunier, chez lequel il ne venait que la nuit et encore quand le temps était trop mauvais pour rester dans une hutte qu'il s'était construite ou plutôt creusée dans les bois, et où il avait quelques petites provisions. S'il ne voyait ni son père, ni sa mère, ni Bérénice, c'est qu'il savait bien que c'était chez eux que la gendarmerie ferait ses premières recherches, et qu'il voulait laisser à leurs dénégations toute leur sincérité. Il commençait à s'inquiéter de ne voir aucun signe sur le saule, et, s'il n'avait pas rencontré Bérénice et Pulchérie, il se proposait d'aller pendant la nuit appeler sa sœur et lui demander des renseignemens. Pour ne pas compromettre non plus le meunier quand arriverait le moment des recherches, il l'avait averti seulement qu'il viendrait quelquefois coucher dans un grenier dont la fenêtre resterait ouverte par mégarde. Éloi se chargeait lui-même de déposer dans cette cachette du

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 août, 1er et 15 septembre.

pain, des fromages de Pont-l'Évêque et du cidre. Onésime était quelquefois quatre ou cinq jours sans y paraître; il donnait dans certaines nuits un coup de main à des pêcheurs qui faisaient la contrebande pour le meunier. C'était par l'un d'eux qu'il envoyait vendre pour quelques sous au château de Beuzeval les plus beaux poissons et les meilleurs coquillages; ce qui faisait dire à M. Malais : — C'est étonnant comme le poisson est à bon marché cette année!

La nuit qui suivit sa rencontre avec Bérénice et Pulchérie, au lieu de s'introduire clandestinement dans la maison, il fit entendre un signal convenu pour appeler le meunier; mais celui-ci était en voyage et ne revint que le lendemain. Onésime attendit le soir et appela de nouveau Éloi, qui cette fois répondit à son signal. Il passa le reste de la nuit à le prier de faire pour M. Malais ce que demandait Pulchérie; prières, supplications, menaces, tout fut inutile. Le meunier avait une grande affection pour Onésime; mais la haine qu'il avait depuis long-temps conçue pour cette famille, augmentée par les dédains de M. Malais lui-même, était pour lui arrivée à toute l'âpreté de la passion. Il voulait à son tour humilier le châtelain de Beuzeval. — Onésime, disait-il, je te donnerais plutôt de l'argent!

Onésime apprit alors quel avait été l'emploi de cette journée d'attente qu'il avait passée dans le grenier d'Éloi. Épiphane était allé remplir au château certaines formalités de son ministère, et, le lendemain matin, il devait aller apposer les affiches annonçant que le château de Beuzeval serait à tel jour vendu par autorité de justice, à la requête du fermier Rivet. Désespéré de n'avoir rien pu obtenir du meunier, Onésime, au risque d'être reconnu et arrêté, alla chez Épiphane. Il était absent. Pressée de questions, Mme Garandin lui avoua qu'il était allé à Trouville chercher deux affiches, qu'il devait, le soir même, coller sur les pilastres de la grande porte du domaine de Beuzeval. Onésime attendit quelque temps; mais, comme Mme Garandin le voyait agité, lorsque Épiphane revint, elle courut à la porte pour avertir l'huissier qu'Onésime était dans la maison. Elle rentra et dit à Onésime : — Il vient de venir un homme de la part de M. Garandin pour me dire de ne pas l'attendre à dîner; il ne viendra pas. — Alors Onésime partit, et Épiphane, qui avait attendu son départ, caché derrière la maison, put dîner tranquillement sans être dérangé. Quand le jour commença à diminuer, il envoya chercher un enfant d'une douzaine d'années qu'il appelait son clerc, auquel il donna à porter un pot plein de colle avec un gros pinceau; lui-même avait les deux affiches dans sa poche. Déjà il était près de Beuzeval, lorsque, à un endroit où trois chemins se joignaient à un carrefour, il vit un homme assis sur un tronc d'arbre abattu se lever en brandissant un bâton. Cet homme s'avança vers lui et lui dit : — Bonsoir, maître Épiphane.

— Bonsoir, Onésime, répondit l'huissier. Ne m'arrête pas, mon garçon, car je suis bien pressé.

— Alors je vais faire un bout de chemin avec vous.

— Je ne vais peut-être pas de ton côté.

— Oh! si, car moi, je vais du vôtre. J'ai à vous parler.

— Écoute,... Onésime,... j'ai des raisons pour faire ma route seul. Je vais à Trouville.

— On m'avait dit que vous y étiez allé ce matin.

— On le croyait; mais je n'ai pas pu y aller, et il faut que j'y aille ce soir.

— Bonsoir alors, et Dieu vous garde de mauvaises rencontres!

— J'en ai déjà fait une, puisque tu m'as fait perdre dix minutes, et je suis en retard.... Bonsoir.

Épiphane, après avoir fait un petit détour, ne tarda pas à se remettre sur la route du château de Beuzeval en riant de la façon dont il s'était débarrassé d'Onésime. Il s'arrêta et coupa avec son couteau une branche de frêne. — Allons, garçon, dit-il à l'enfant qui l'accompagnait, doublons le pas. J'ai depuis quelque temps jeté les yeux sur toi pour te faire mon premier clerc, et voici la première opération périlleuse dans laquelle tu m'accompagnes; encore avons-nous évité le plus grand danger en écartant ce nigaud d'Onésime, qui a je ne sais quel culte pour cette famille Malais. Ah! si tu avais été avec moi le jour où j'allai vendre les chevaux de ce paysan grossier qui me poursuivit à coups de fourche jusqu'à quelques pas de chez moi, ou bien encore quand les fermiers du côté d'Hennequeville me jetèrent dans l'eau au mois de novembre!... C'est là qu'il faisait chaud! ou plutôt, c'est là qu'il faisait froid! Mais aujourd'hui, ça se passera pacifiquement. Après cela, il est inutile de rester bien long-temps. Marchons un peu, garçon, marchons un peu. Ah! voici le château. N'avançons pas davantage. Voici une grosse pierre qui sera à merveille pour mettre la colle derrière notre affiche; nous la porterons tout enduite aux pilastres de la porte.

— Vous vous trompez de route, maître Épiphane, dit Onésime, qui, soupçonnant la fourberie de l'ancien maître d'école, était venu croiser devant le château; vous vous trompez de route, et ce n'est pas ici le chemin de Trouville.

— J'irai un peu plus tard, mon bon ami. J'avais oublié que j'avais quelque chose à faire par ici, une assez triste corvée, et je me suis ravisé. Aussi bien, me suis-je dit, voici qu'il fait nuit, et cela fera moins de peine aux habitans de Beuzeval.

— Ne me faites plus de mensonges, Épiphane, et écoutez ce que j'ai à vous dire. Le meunier.....

— Éloi Alain n'est pour rien.....

— Ne me faites plus de mensonges, je vous le répète, Épiphane; je

sais parfaitement les choses dont je vous parle. Le meunier a deux raisons de faire ainsi la guerre à M. Malais; la seconde est de rattraper son argent, plus d'avoir les intérêts de la somme qu'il a prêtée, et Dieu sait quels intérêts! Nous ne lui avons jamais emprunté que cent écus à la maison, et, quand nous lui avons eu payé deux cents francs, nous lui devions encore un peu plus de cent écus. C'est sa manière à cet homme; il paraît que c'est bien, puisque tout le monde l'en respecte davantage et l'en salue plus bas. Si c'est là la seconde raison, il faut que la première soit bien forte. La première est de se venger d'une affaire qu'il a eue autrefois avec un Malais, un oncle, un cousin, un parent enfin des Malais actuels, et ceci n'est pas tout-à-fait juste. D'ailleurs, c'est frapper un ennemi à terre. Les Malais sont aussi malheureux aujourd'hui qu'un ennemi peut le désirer. Il prétend aussi que M. Malais a été fier avec lui; mais le meunier, qui est fier avec ceux qui sont au-dessous de lui, veut être l'égal de ceux qui sont au-dessus: c'est sa manie. Cette première raison ne regarde ni vous ni moi, et nous n'avons pas à l'aider à faire une mauvaise action pour assouvir une haine injuste. Quant à ce qui est de rentrer dans l'argent qu'il a avancé et dans les intérêts qui ont été convenus, c'est autre chose: c'est votre métier de lui prêter assistance, et je ne le trouve pas mauvais; mais voici que M. Malais veut bien vendre sa propriété, seulement il demande à ne pas subir l'humiliation de la voir vendre par autorité de justice. Il la vendra dans trois mois, et le meunier aura l'argent. N'affichez pas aujourd'hui; demain nous causerons, vous et moi, avec Éloi Alain, et s'il l'exige, on affichera la vente, mais en mettant sur le papier que c'est une vente volontaire.

— Désolé, mon cher Onésime, de ne pas pouvoir vous être agréable; mais le devoir avant tout.

— Quoi! vous ne voulez pas attendre à demain pour coller vos affiches?

— Elles sont toutes collées; d'ailleurs, le meunier ne me paie qu'après que les choses sont faites, et... il faut penser à soi. J'ai bien plus d'ouvrage dans une vente par autorité de justice que dans une vente volontaire. Que diriez-vous, Onésime, vous qu'on a surnommé l'ennemi du poisson, si je venais vous prier de décrocher un turbot ou un saumon de votre ligne?

— J'en ai quelquefois décroché pour vous les donner, maître Épiphane.

— Allons, allons, c'est de l'enfantillage. Vous vous tracassez ainsi parce que vous êtes amoureux de la nièce de Malais, à laquelle vous m'avez fait écrire de si belles lettres... Soyez donc bien sûr, mon pauvre Onésime, qu'elle se moque de vous aujourd'hui comme elle s'en est moquée dans le temps. C'est une mijaurée.

— Taisez-vous, misérable drôle! dit Onésime pâle de colère. C'est bien assez qu'au moyen de votre infame métier vous aidiez à dépouiller les malheureux; ne vous avisez pas de les insulter.

— Mon métier n'est pas plus infame que le métier de déserteur et de contrebandier. Contrebandier veut dire voleur, et déserteur veut dire lâche.

— Au moins je ne vole que les riches, si c'est voler que de passer quelques balles de tabac en fraude! Et si j'ai déserté, ce n'est pas par lâcheté; c'est parce que j'aurais laissé ici des gens qui ont besoin de moi et qui sont exposés aux attaques des bêtes féroces, des vrais lâches, des vrais voleurs, de ceux qui s'attaquent aux faibles pour les dépouiller!

— Le meunier est votre cousin.

— Assez, maître Épiphane. Puisque vous n'avez pas voulu faire de bonne amitié ce que je vous demandais et attendre jusqu'à demain pour coller vos affiches, nous allons nous y prendre autrement. J'ai promis que vous n'afficheriez pas aujourd'hui, et je vous donne aussi ma parole que vous n'afficherez pas. Une dernière fois, je désire que tout se passe bien entre nous. Je vous prie encore de ne pas afficher, non pas pour l'obtenir, car je sais bien que cela sera comme je l'ai dit, mais pour que je n'aie pas besoin d'en venir à des moyens que je voudrais vous épargner.

— Je crois que ce blanc-bec me menace! s'écria l'ancien clerc. L'ami, ajouta-t-il en montrant le bâton de frêne de quatre pieds et demi dont il avait, chemin faisant, rabotté les nœuds, ceci a toujours et partout fait respecter Épiphane Garandin. Ceci est Jeannette, ma fidèle amie, et elle a mis à la raison d'autres gas que des contrebandiers et des déserteurs, gens qui ne sont habiles qu'à se cacher et à s'enfuir. Holà! de la place, et au plus vite; Jeannette n'aime pas qu'on la fasse attendre.

Ce disant, Épiphane prit son bâton à deux mains et le fit siffler autour de sa tête.

— Maître Épiphane, dit Onésime, je serais fâché d'appliquer sur vous les bonnes leçons que vous m'avez données; mais j'ai un bâton aussi, et... de bonne grace, remettez votre opération à demain.

— Holà! mon premier clerc, barbouille les affiches de colle, mon garçon.

— Ah! c'est ainsi...

— Oui. Maintenant, dit Épiphane se plaçant entre la porte du château et Onésime, va-t'en coller tes deux affiches, et n'aie pas peur. Jeannette et moi nous ne laisserons personne dépasser cette raie-là.

Et il traça une raie entre lui et le pêcheur, puis il se plaça en garde, tenant le bâton des deux mains, sur le côté gauche. — Il est malheureux, ajouta-t-il, que ta princesse ne soit pas spectatrice de ce tournoi, elle verrait son chevalier bâtonné d'importance.

Onésime, furieux, attaqua l'huissier en lui assenant un coup de bâton sur la tête; mais celui-ci, levant à temps son arme, para le coup, recula d'un pas et se replaça en garde.

— On ne commence jamais par un coup de tête, mon cher élève, dit-il en ricanant. Onésime ne répondit pas, et le combat s'engagea; mais Épiphane, beaucoup plus habile, l'irritait par ses sarcasmes et feignait de lui donner une leçon, proclamant les coups et les parades, et se contentant de riposter par des coups cinglés sur les bras et sur les jambes. Néanmoins Onésime se défendait assez bien, tout en maugréant de ne pouvoir atteindre son adversaire.

— Ceci n'est pas mal, dit Épiphane en annonçant les coups furieux d'Onésime, comme s'il se fût agi d'un assaut simulé. Feinte de coup de flanc, coup de figure; paré, riposté sur les bras, paré; très bien; deux enlevés, coup de tête, paré... Vous portez toujours à la tête, c'est trop facile à parer; il faut varier ses coups. Oh! mieux! j'ai bien fait de parer celui-ci, il m'aurait fendu en deux. A vous, sur la cuisse, six à une; à vous, sur le bras, sept à une. Oh! un coup de bout, paré; à vous, sur les doigts... Oh! paré; oh! le coup de figure a porté, c'est pour moi, deux à sept.

En effet, le bâton d'Épiphane n'avait pas rencontré assez tôt celui d'Onésime, et il avait reçu la moitié du coup sur l'oreille droite, qui saignait abondamment. Épiphane assura son bâton dans sa main, s'aperçut que la chose était plus sérieuse qu'il ne l'avait cru d'abord, et, au lieu des coups à moitié retenus qu'il s'était contenté de porter en forme de riposte, il ne négligea plus rien pour mettre son ennemi hors de combat. Des deux parts, les bâtons tournoyaient en sifflant autour de la tête et du corps des combattans; mais un bâton rencontrait presque toujours l'autre, qui couvrait son maître comme un bouclier. Quelques coups cependant portèrent, mais inégalement; Épiphane en reçut un et en rendit quatre. Le maître d'école voulut continuer encore quelque temps ses sarcasmes: — Recevez ceci en l'honneur des dames, disait-il; feinte de coup de figure, rompez d'un pas; feinte de coup de figure à droite et à gauche, coup de tête; parez; oh! vous n'avez pas paré; je vous l'avais cependant conseillé. Ah! diable! celui-ci est pour moi. — Quelques coups qu'il ne réussit pas à parer firent qu'il cessa de plaisanter. Onésime fit voltiger son bâton sur Épiphane, aux bras, aux jambes, à la tête; partout il rencontrait le bâton d'Épiphane, qui arrêtait le sien et le mettait à son tour en danger. Il s'aperçut qu'un de ses bras avait été atteint si rudement qu'il s'enflait au point de perdre de la souplesse, et qu'Épiphane avait décidément l'avantage sur lui par son habileté à parer. Le clerc de l'huissier avait collé les affiches. Onésime vit qu'il ne devait plus prendre conseil que de son désespoir: aussi, au premier coup qu'Épiphane lui adressa à la tête, il ne le para pas et

le reçut volontairement; mais en même temps, faisant passer rapidement sa main droite à l'autre extrémité de son bâton renversé, et présentant à son adversaire le gros bout qu'il tenait toujours de la main gauche, il le lâcha subitement, et le bâton arriva droit, lancé comme un javelot, dans la poitrine d'Épiphane, qui tomba par terre. Onésime tourna deux ou trois fois sur lui-même, puis s'affaissa et tomba sans mouvement. Le coup qu'il n'avait pas paré lui avait fendu la tête.

Tous deux restèrent ainsi quelques instans. Épiphane se ranima le premier, et, aidé de l'enfant qu'il avait amené avec lui, il se releva, alla remuer du pied Onésime, qui ne fit aucun mouvement, et, appuyé sur l'enfant, s'en retourna chez lui pour se faire panser. Ce ne fut que quelques heures plus tard, au milieu de la nuit, qu'Onésime reprit connaissance. Il se traîna aux affiches, les chercha et les arracha; puis, gagnant la rivière, il lava la blessure de sa tête et resta assis au pied du saule où la veille il avait rencontré Bérénice et Pulchérie. Que faire? Retourner auprès du meunier, lui adresser de nouvelles prières, de nouvelles menaces? Il se mit en route quand il fut un peu reposé, et avant le jour alla s'introduire dans la maison d'Éloi Alain. Éloi était parti; il ne devait revenir que le jour suivant. Onésime se le rappela seulement alors.

— Il prétend qu'il m'a fait son héritier, se dit Onésime, je donnerais bien tout l'héritage pour la somme que lui doit M. Malais. J'aurais dû lui demander de l'argent sous un autre prétexte, oui;... mais maintenant il ne sera pas dupe de mon stratagème. Je n'ose pas y penser,... je désirerais sa mort : ce serait à moi alors que M. Malais devrait de l'argent, et... Mais qu'en fait-il de son argent, le cousin Éloi, lui qui vit avec du pain, du petit cidre et du fromage, en attendant qu'il le place à gros intérêts? Je me rappelle avoir entendu dire à ce gueux d'Épiphane, quand j'étais enfant, qu'il savait bien où Éloi Alain cachait son argent; qu'il était entré un jour sans avertir, qu'il avait vu le meunier refermer précipitamment une armoire sous son lit, et qu'Éloi s'était mis si fort en colère... Si je trouvais la cachette et si je l'ouvrais... Au fait, puisque cet argent doit me revenir un jour,.... et puis, d'ailleurs, il lui reviendra à lui-même une heure après, puisqu'il servira à le payer : c'est comme si on tirait du cidre à un tonneau par la cannelle et qu'on le remît par la bonde. Il y a d'autres billets après celui-là; mais on donnera le temps à M. Malais de quitter le château et de le mettre en vente : c'est ce que veut Pulchérie, et ce que veut Pulchérie, il faut que cela se fasse.

Onésime se mit à fouiller la chambre du meunier; il ne tarda pas à trouver la trappe, assez habilement dissimulée pour que quelqu'un qui n'en eût pas connu la place ne la découvrît pas. Onésime frissonna en l'ouvrant. Il se répéta encore que le meunier avait volé M. Malais

en faisant des affaires avec lui; que cet argent qu'il prenait était à lui, Onésime, puisque le meunier ne s'en servirait jamais et le lui avait donné par testament, et enfin qu'il allait revenir dans les mains d'Éloi Alain, en échange du billet de M. Malais. Il prit en or et en argent la somme que lui avait indiquée Pulchérie. Tout à coup il entendit un faible bruit dans la chambre voisine, et appliqua son œil au trou de la serrure. Que vit-il? Un autre œil appliqué au même trou, de l'autre côté de la porte. Onésime, effrayé, éperdu, prit la fuite en sautant par une fenêtre, et alla enterrer la somme dont il s'était emparé au pied du vieux saule. Le jour commençait à poindre; il partit à travers la campagne et gagna Trouville, où il écrivit par la poste à sa sœur Bérénice:

« Va avec Pulchérie, le soir, auprès de notre saule; fouillez au pied, du côté opposé à celui où étaient nos noms: vous y trouverez la somme nécessaire pour payer le billet de M. Malais. Que Pulchérie décide son oncle à quitter le château et à le mettre tout de suite en vente. Il faut que je me cache plus soigneusement pendant quelques jours, et je ne puis en ce moment vous être bon à rien. Je ne te dis pas où tu peux m'écrire, parce que je ne le sais pas moi-même. Le hasard seul et le soin de ma sûreté seront mes guides. Adieu, j'ai tenu ma promesse à Pulchérie malgré tout; pensez à moi toutes deux et aimez-moi.

« ONÉSIME ALAIN. »

XXIII.

Onésime ne savait que devenir; il pensa que c'était dans une ville populeuse et agitée qu'il courrait le moins de risques d'être remarqué, reconnu et arrêté. Il monta sur un bateau pêcheur qui allait de Trouville au Hâvre. — Que ferai-je au Hâvre? se demandait-il; dois-je aller à Cherbourg et demander à faire mon service? Dois-je m'embarquer sur quelque navire pour la pêche de la morue ou de la baleine? Mais Pulchérie?

Arrivé au Hâvre, il alla avec les ouvriers sans ouvrage au *pont*, où vont les chercher ceux qui en ont besoin. Il fut employé avec quelques autres à des travaux de terrassement; mais cela ne pouvait toujours durer ainsi : d'abord, il *s'ennuyait de la mer* et ne s'accoutumait pas à un autre travail, ensuite cette position l'éloignait de ses parens et de Pulchérie autant que s'il eût été au service. Il écrivit à Bérénice pour avoir de leurs nouvelles, disant que, s'il pensait les laisser tranquilles et en sûreté, il irait se faire juger à Cherbourg, où il comptait bien qu'on aurait de l'indulgence pour lui en considération de sa démarche volontaire.

En attendant la réponse de Bérénice, il passait le temps que son tra-

vail lui laissait sur la jetée du Hâvre, regardant la mer, causant avec les marins de ce qui intéresse les marins, du temps qu'il fait et de celui qu'il fera, des manœuvres bonnes ou mauvaises que font les navires à l'entrée et à la sortie du port, des nouvelles de la mer et de la pêche, comment tel navire a rencontré tel autre qui revient des bancs de Terre-Neuve avec *trente-six mille de morues*, comment on est inquiet de tel ou tel baleinier, etc. Un jour, le vent soufflait avec violence du sud-ouest depuis le matin; les signaux de la Hève avaient annoncé plusieurs navires; les barques des pilotes étaient sorties avec peine des jetées pour aller au-devant d'eux; la mer était devenue très grosse. Cependant tous les bâtimens en vue étaient entrés sans accidens; ceux des pilotes qui n'avaient pas *rentré* de navires s'étaient réfugiés dans divers petits ports. La mer, quand elle baissa, eut l'air de se calmer un peu; mais, à la marée montante, le vent se déchaîna avec une nouvelle violence, et une terrible tempête se déclara. Les lames, quoique la mer ne fût pas encore revenue à sa hauteur, passaient en écumant par-dessus les jetées, et lançaient des pierres et des galets avec violence. Les promeneurs ordinaires s'étaient retirés; quelques marins seulement, se mettant à l'abri derrière la tour du phare, interrogeaient l'horizon.

— Voici un furieux coup de vent, disait l'un.

— Je n'en ai pas vu de pareil, disait un autre, depuis le jour où périt *corps et biens*, en face de Courseulles, *l'Aimable Marie*, qui revenait chargée d'acajou.

— Heureusement que tous les navires en vue sont rentrés; il ne fait pas bon proche de la terre, et il y fera encore pis dans une heure et demie.

— Mais est-ce que je ne vois pas une voile là-bas à l'ouest?

— Non, c'est l'écume.

— Je te dis que c'est une voile, et de plus je te dis que c'est un brick, autant que permet de l'affirmer le jour qui commence à baisser.

— C'est vrai, c'est un brick-goëlette; mais il a trop de toile pour le temps qu'il fait.

— C'est qu'il veut essayer l'entrée.

— Entrer au Hâvre par ce temps-ci.... et sans pilote! j'espère pour lui qu'il n'est pas si fou, et qu'il va reprendre le large.

— Pas le moins du monde, il vient ici *en droiture*.

— Eh bien! si jamais je deviens *négociant*, voilà un capitaine auquel je ne donnerai pas souvent mes navires à commander.

— Est-ce bientôt que tu espères devenir négociant?

— Ne plaisantons pas, les hommes qui montent ce navire sont peut-être bien près d'aller chercher leur *décompte* là-haut.

— Ah! le voilà qui hisse un pavillon pour demander un pilote.

— Ah bien oui! un pilote! et comment veut-il qu'on sorte?

En ce moment, un officier du port se présenta sur la jetée.

— Voici, dit-il, un navire qui demande un pilote. La plupart des pilotes ne sont pas rentrés, et probablement ont cherché un asile dans quelque port de la Manche. Y a-t-il des pilotes parmi vous?

Deux hommes se désignèrent comme pilotes.

— Pensez-vous pouvoir sortir? demanda l'officier.

— Vous êtes marin, mon capitaine, répondit l'un d'eux, et je m'en rapporte à vous. Croyez-vous qu'un de nos canots de service pourra franchir les jetées sans être chaviré?

— J'avoue que ce serait une opération dangereuse pour ceux qui l'entreprendraient, et probablement sans résultat pour les pauvres diables qui demandent assistance. Quand le navire verra qu'il ne sort pas de pilotes, il reprendra le large; ce n'est pas la peine de mettre des gens en péril pour d'autres qui n'y sont pas.

Le navire, en effet, ne tarda pas à amener le pavillon par lequel il demandait un pilote.

— Mais il ne vire pas de bord!

— Non, il va entrer sans pilote.

— Allons donc! pas possible! ça serait perdre *l'assurance*. Les assureurs n'assurent plus quand un bâtiment n'a pas de pilote.

— C'est pourtant comme ça, et il faudrait être un *berquer*, un mauvais *gardeux de vaques* et de moutons, pour ne pas voir qu'il *fait pour entrer au port*.

Cependant la mer devenait de plus en plus furieuse. Quelques personnes, qui avaient entendu dire qu'un navire allait entrer sans pilote, arrivaient sur la jetée; elles voulurent faire des questions aux marins, mais le bruit du vent et du galet roulé par la mer était devenu si formidable, qu'il fallait crier bien haut et avec une voix sonore pour se faire entendre. Le navire avait *amené* presque toutes ses voiles, il ne gardait plus que ses huniers, que l'on perdait même de vue quand il descendait entre les lames, et avec lesquels il courait plus vite peut-être qu'il n'aurait voulu. Les marins accablèrent de malédictions le capitaine qui exposait ainsi la vie de ses hommes; puis personne ne parla plus quand arriva l'instant solennel où le navire se trouva à la hauteur des jetées. Une foule de gens avaient suivi les premières personnes qui étaient venues près du phare. Les lames crevaient sur les assistans, qui étaient aussi mouillés que s'ils étaient tombés dans l'eau; mais le spectacle était si imposant, l'anxiété si grande, que personne ne s'en apercevait. Tantôt le navire porté sur le sommet des lames était entraîné avec une rapidité effrayante, tantôt on le perdait de vue dans les abîmes qui se creusaient entre les vagues.

Le bâtiment cependant arrivait à la passe; mais quel fut l'effroi des

spectateurs quand un des marins dit : — Les voiles *flavoient;* il ne gouverne plus! En effet, le navire tourna à moitié, et une lame épouvantable le porta, au-delà de la jetée du sud, sur un banc de sable et de pierre appelé le Pouiller, où il toucha avec un horrible bruit. Un cri d'effroi s'éleva parmi les spectateurs non marins. Le navire touchant le fond était en butte aux coups répétés de la mer. Il était roulé de côté et d'autre, et on entendait des craquemens dans le pied des mâts. Les hommes de l'équipage essayèrent d'abord de le remettre à flot en le repoussant avec des gaffes; mais la mer montait encore, et rien ne pouvait lui résister. Le beaupré fut déraciné et tomba en plusieurs pièces. La mer balayait le pont du bâtiment, enlevant tout sur son passage. Les matelots se réfugièrent dans les mâts qui restaient et où des lames venaient encore les secouer et les ébranler. Il faisait presque nuit, et l'obscurité ajoutait à l'horreur de la situation. L'officier du port qui avait déja parlé aux marins revint les trouver et dit : — L'équipage du navire est perdu, si on ne va promptement à son secours. Ce qu'il eût été insensé tout à l'heure de tenter pour faire entrer un navire une marée plus tôt dans le port, ne peut-on le faire maintenant qu'il s'agit de sauver la vie des matelots?

— Jamais un canot ne franchira les lames de la jetée.

— Ce serait se noyer de gaieté de cœur.

— Nous avons des femmes et des enfans, et nous devons encore demander quelques chances favorables avant de nous jeter dans un danger.

— Personne n'ira-t-il donc à leur secours? dit un des assistans étrangers; verra-t-on périr six hommes sous les yeux d'une population entière sans rien tenter pour les sauver?

— Voici la mer qui commence à enlever les bordages du navire. Dans une heure, il n'en restera pas deux planches jointes. Dans une demi-heure, les hommes seront noyés.

Alors un jeune homme vêtu en ouvrier éleva la voix et dit : — Qu'on me donne une embarcation avec quatre hommes, et j'y vais.

— Bravo! dit l'étranger qui avait déjà parlé; je donne cent francs à chaque homme.

— Ce n'est pas pour de l'argent qu'on fait ces choses-là, dit l'ouvrier.

— Pardon, monsieur, vous avez raison, dit l'étranger; je serai le second.

— Allons, mes amis, dit le jeune homme, faisons pour eux ce que d'autres feront peut-être pour nous dans huit jours. Comme il faut bien être noyé un jour, il vaut mieux que ce soit en essayant de sauver nos semblables. Qui vient avec moi?

— Tant pis, j'y vais.

— Et moi aussi.

— Vite, une embarcation.

Les hommes qui se dévouaient coururent à la place des pilotes. Une partie de la foule les suivit, le reste demeura sur la jetée. Au moment de partir, on se trouva six; il n'en fallait que cinq.

— Êtes-vous marin? demanda l'ouvrier à l'inconnu.

— Non, je ne puis que partager vos dangers.

— Alors restez à terre, vous nous gêneriez. En route, mes amis, et à la grace de Dieu!

L'ouvrier fit le signe de la croix, ses compagnons l'imitèrent, et ils descendirent dans un canot qui s'élevait et s'abaissait sur les vagues de telle façon que des marins seuls pouvaient l'atteindre et s'y tenir. Les compagnons de l'ouvrier se hâtèrent de mettre les avirons en place et de s'asseoir sur les bancs de rameurs; il prit la barre du gouvernail. La partie de la foule qui avait abandonné la jetée pour assister à l'embarquement retourna sur la jetée pour suivre la pirogue aussi bien que le permettrait la nuit, alors presque tout-à-fait tombée. Les marins et les bourgeois échangeaient leurs impressions.

Groupe de marins. — L'homme qui est à la barre... est-ce un marin?

— Je ne le connais pas.

— Moi je l'ai vu au pont travailler avec les terrassiers.

— Si ce n'est pas un marin et un fin marin, lui et les hommes qui l'accompagnent sont aussi bien perdus que s'ils étaient morts l'année dernière. La pirogue chavirera avant de sortir des jetées.

Groupe de bourgeois. — Ah! mon Dieu! on ne voit plus le bateau... Il est englouti!

— Non, le voici qui remonte sur la lame... tout en haut...

— Ah! les voilà qui redisparaissent.

Groupe de marins. — Le cap sur Dive... Bien... ça n'est pas mal *barré* (gouverné). Il est de l'état.

— La mer les repousse... Voilà trois fois qu'ils manquent à franchir la lame.

— Ça y est... En voilà un bout de fait; mais la mer brise furieusement sur le Pouiller... Les voilà chavirés. Il n'y a pas d'eau. La pirogue est remise à flot et ils regrimpent dedans. Il n'y a personne de blessé. Bien *nagé* (ramé) et bien barré. Les voici qui approchent de la goëlette, mais ils vont se briser dessus. Ah! bien, très bien! ils abordent contre la lame, le pilote s'est élancé à bord. C'est un chat, cet homme-là. Je ne vois plus guère rien.

— Je vois un mouvement dans les vergues du brick-goëlette, c'est sans doute les matelots qui descendent pour embarquer dans la pirogue.

— Vois-tu quelque chose?

— Non, et toi?

— La mer est noire comme un four. Tout ce que je sais, c'est que le

vent fraîchit encore et qu'ils n'ont pas fait la moitié de la besogne, et encore quand la pirogue va être chargée... Pauvres gens!

— Ah bah! ça sera notre tour demain. Écoutons. Entendez-vous les avirons?

— On n'entendrait pas Dieu tonner, avec ce vent et cette mer furieuse; mais je vois comme une ombre.

— C'est, ma foi, la pirogue. Elle est dans les brisans, ils ont abandonné la goëlette... Je ne la vois plus... Ah! je l'ai revue sur le sommet d'une lame...

A ce moment, en effet, la pirogue passait entre les jetées et entrait dans l'avant-port. — Ils sont sauvés! — Des hurras et des applaudissemens dominèrent un instant le bruit du vent et de la mer.

On courut aider le pilote inconnu et ses quatre compagnons à tirer de la pirogue les hommes qu'ils venaient de sauver et qui étaient plus d'à moitié morts. Puis on embrassa les courageux marins, moins l'ouvrier, qui s'était perdu dans la foule aussitôt que le canot avait touché l'escalier. On l'appela, on le chercha; mais il était tard, chacun rentra chez soi. Le capitaine du navire échoué pria les quatre marins qui s'étaient dévoués pour ses hommes et pour lui d'assister à une messe qu'il ferait dire le lendemain, en exécution d'un vœu qu'ils avaient fait quand ils n'espéraient plus de secours des hommes. L'étranger qui avait voulu partir avec les marins, et qui s'appelait le comte de Sievenn, demanda la permission d'assister à la cérémonie et d'offrir un déjeuner à l'équipage sauvé et à ses libérateurs. Il se mit ensuite à la recherche du jeune et hardi pilote pendant toute la soirée. Le lendemain, comme il se dirigeait vers l'hôtel qu'habitaient les marins de la goëlette, il passa près du pont Rouge, et, s'approchant d'un groupe d'ouvriers qui attendaient qu'un entrepreneur ou un bourgeois vînt leur offrir de l'ouvrage, il s'écria tout à coup : — C'est lui, c'est bien lui! et, secouant la main du jeune homme, il l'embrassa et lui dit : — Il faut que vous veniez. Les marins que vous avez sauvés hier ont fait un vœu, et il faut que vous y soyez. Ensuite vous me ferez, comme eux et vos quatre compagnons d'hier, l'honneur de déjeuner avec moi. — Après quelques hésitations, l'ouvrier se laissa entraîner. Le capitaine l'embrassa et voulut absolument lui donner sa montre. — Ce n'est pas une récompense, ajouta-t-il, c'est un souvenir d'amitié.

Bientôt arriva l'heure fixée pour la cérémonie du vœu. Tous les marins de l'équipage, le capitaine en tête, se mirent en route pour l'église. Ils avaient la tête et les pieds nus, et marchaient dans un profond recueillement que partagea, malgré elle, la foule accourue pour les voir, mais respectueusement entr'ouverte pour leur livrer passage. Le clergé les attendait à la porte de l'église, et la touchante et majestueuse cérémonie commença.

Le déjeuner offert par le comte de Sievenn fut splendide. L'ouvrier et ses quatre compagnons eurent les places d'honneur. Le cidre ne parut à table que pour la forme et l'honneur de la Normandie; mais, sur un signe de l'étranger, les garçons de l'hôtel ne tardèrent pas à l'enlever, et le remplacèrent par de bon vin. Comme on commençait à chanter, on vit paraître subitement deux gendarmes dans la salle. — Que personne ne bouge, dit le brigadier; au nom de la loi, lequel de vous s'appelle Onésime Alain?

L'ouvrier, qui avait d'abord pâli, reprit du calme aussitôt et dit : — C'est moi... Que me voulez-vous?

— Êtes-vous Onésime Alain de Dive?

— Je m'appelle Onésime Alain, et je suis né à Dive.

— Vous allez nous suivre.

Tous les convives se récrièrent : — Mais c'est un honnête homme! c'est lui qui nous a sauvé la vie à tous. Nous ne le laisserons pas emmener.

Et ils se jetèrent entre Onésime et les gendarmes. Le comte de Sievenn leur donna des explications; mais ceux-ci exhibèrent leur mandat d'amener contre Onésime Alain de Dive, profession de... marin, *déserteur*.

Onésime pria ses convives de ne mettre aucun obstacle à la mission des gendarmes. Le comte de Sievenn lui dit : — Après ce que je vous ai vu faire cette nuit, je suis votre ami. Je suis fâché qu'il vous arrive malheur; mais je ne laisserai pas échapper une occasion qui se présente si vite de vous montrer mon dévouement. Qu'avez-vous fait?

— J'ai reçu une feuille de route pour Cherbourg. Des amis et des parens avaient alors de moi un besoin indispensable; je me suis caché et je ne suis pas parti. J'attendais ici une lettre pour aller moi-même me faire juger à Cherbourg. Il aurait mieux valu que je me fusse livré, comme c'était mon intention; j'aurais sans doute trouvé de l'indulgence dans mes juges.

— Je ne vous quitterai pas, dit le comte, je me charge de votre avocat, et je parlerai moi-même à vos juges. Si vous êtes condamné, je suis sûr que j'obtiendrai votre grace du roi.

Le capitaine du brick naufragé avait quelques jours à lui; les compagnies d'assurance faisaient faire l'expertise du sinistre éprouvé par son bâtiment. Il voulut témoigner à Onésime sa reconnaissance pour le service qu'il lui avait rendu en allant à Cherbourg avec le comte de Sievenn, qui, avant de quitter le Hâvre, avait écrit au ministre de la marine.

Aussitôt arrivé à Cherbourg, Onésime fut conduit à la prison par les mêmes gendarmes qui l'avaient arrêté au Hâvre; mais le comte ne tarda pas à recevoir la réponse du ministre. Onésime, au bout de quinze jours de captivité, fut jugé et acquitté. Le président du conseil de

guerre venait de prononcer la formule ordinaire : Le tribunal ordonne que le prévenu sera immédiatement élargi, s'il n'est détenu pour autre cause, et mis à la disposition du ministre de la marine pour faire son service. Le comte, qui avait en poche une lettre du ministre annonçant qu'Onésime Alain retournerait dans ses foyers et serait appelé ultérieurement, avait serré la main au pêcheur. Les gendarmes entre lesquels était placé Onésime s'étaient écartés pour le laisser sortir, lorsque le procureur du roi, entrant dans la salle d'audience, fit signe aux gendarmes de retenir leur prisonnier, et, lisant un papier qu'il avait à la main, il dit : « Attendu que le nommé Onésime Alain de Dive est prévenu du crime d'assassinat suivi de vol sur la personne d'Éloi Alain de Dive, requérons qu'il soit réintégré en prison et tenu à la disposition du ministère public. »

Toute l'assistance fut frappée d'étonnement et d'horreur. Le comte de Sievenn et le capitaine s'éloignèrent instinctivement d'Onésime. Celui-ci fut d'abord comme étourdi; puis il s'écria : Mais c'est un rêve... J'ignorais la mort de mon cousin Éloi... Mon cousin Éloi est donc mort?... Moi... un assassin!...

— Gendarmes, dit froidement le procureur du roi, le prévenu s'expliquera avec le juge d'instruction; emmenez-le.

Les gendarmes saisirent Onésime par les bras, mais lui, les écartant d'une secousse, s'écria d'une voix forte : — Attendez. Avant de vous suivre, je veux dire à haute voix à mes amis que je suis en ce moment victime d'une fatale erreur ou d'une atroce calomnie, et que je ne suis pas un assassin.

Les gendarmes l'avaient déjà repris par les bras. Cette fois il les suivit sans résistance; mais, au lieu d'être reconduit dans la prison qu'il avait quittée le matin, il fut enfermé dans un cachot, après qu'on l'eut fouillé scrupuleusement et qu'on lui eut enlevé tout ce qu'il pouvait avoir sur lui.

En vain Onésime cherchait à s'expliquer comment Éloi pouvait être mort, et comment lui, Onésime, était accusé de l'avoir tué. De temps à autre, il se disait : Allons, c'est un rêve, je vais bientôt me réveiller... Mais non, ajoutait-il, je ne dors pas... C'est une erreur... On découvrira qu'on s'est trompé... Oui, mais quelquefois on a condamné des innocens. Puis il se disait encore : Qu'est-ce donc que cet œil que j'ai vu à travers la serrure quand je prenais l'argent pour M. Malais?... N'est-ce pas mon cousin, qui, voyant qu'on lui avait pris une partie de son argent, se sera tué de désespoir, et alors ne suis-je pas, en effet, son assassin? Et la justice ne saura-t-elle pas que j'ai envoyé une somme assez forte à Pulchérie? Et ignorera-t-on long-temps que j'étais dans le pays, que je me cachais? Ne peut-on m'avoir vu chez le meunier? Je suis perdu!

Il demanda du papier pour écrire au comte de Sievenn, il voulait lui dire toute la vérité; mais on lui répondit que, jusqu'à nouvel ordre, il était au secret et ne pourrait communiquer avec personne.

Le lendemain, il fut conduit dans le cabinet du juge d'instruction, qui lui donna connaissance du procès-verbal, duquel il ressortait que tel jour, précisément le lendemain du jour où Onésime s'était enfui de Dive, comme on ne voyait pas sortir le meunier, le garçon du moulin s'était inquiété et était allé frapper à la porte de la chambre sans recevoir de réponse. Quelques instans après, le sieur Épiphane Garandin, ancien maître d'école, aujourd'hui huissier, était arrivé pour rendre compte à Éloi Alain de diverses exécutions qu'il avait à faire pour lui, et l'avait demandé. Le garçon lui ayant dit qu'il ne l'avait pas vu de la journée et qu'il commençait à trouver cela singulier, le sieur Épiphane Garandin l'avait engagé à faire chercher le maire et à ouvrir la porte, ce qui avait été fait, par suite de quoi on avait trouvé le corps du meunier étendu sur le carreau. Un médecin appelé avait déclaré qu'il était mort étranglé, et que la mort remontait à douze ou quinze heures. Tout portait à croire que l'assassin avait rencontré une vive résistance. Les mains crispées de la victime tenaient un morceau de drap déchiré que, par un hasard singulier, on n'avait pu retrouver quelques instans après, lorsqu'on avait voulu l'annexer au procès-verbal.

Une déposition importante avait été faite par le sieur Épiphane Garandin; il avait révélé que le nommé Onésime Alain, cousin de la victime, marin réfractaire, vivait depuis quelque temps caché dans le pays; que lui-même, le jour où avait dû être commis l'assassinat, il avait subi de la part de cet homme une attaque dans laquelle il avait été blessé de plusieurs coups de bâton. Il avait appris par la servante du meunier que ledit Onésime s'était le même jour introduit par une fenêtre dans la maison d'Éloi Alain, et que sans doute il avait pris la fuite dans la même nuit, car on ne l'avait pas revu le lendemain. Le sieur Épiphane avait ajouté que, dans son opinion, l'attaque qu'il avait subie de la part dudit Onésime avait pour but de s'emparer d'une somme d'argent qu'il devait avoir quelque raison de supposer avoir été reçue par lui, Épiphane, pour le compte du meunier.

Onésime fut épouvanté de cette déposition; il annonça au juge d'instruction qu'il allait dire toute la vérité. Il avait voulu sauver des amis poursuivis injustement par son cousin. Ayant épuisé tous les moyens imaginables pour obtenir en leur faveur au moins un délai, il avait pris à son cousin, qu'il savait absent, une somme qui devait servir à le payer. Il s'était enfui, parce qu'un œil qu'il avait vu à travers la serrure lui avait fait penser qu'il était découvert. Ce qui l'avait décidé à prendre ainsi l'argent de son cousin, c'est qu'il savait comme tout le monde qu'il était l'unique héritier d'Éloi Alain, auquel d'ailleurs la

somme serait remise peu d'heures après. Le seul résultat de l'enlèvement de l'argent devait être le délai qu'il avait en vain demandé pour ses amis. Il indiqua le véritable sujet de son combat avec Épiphane; la colère conservée par Épiphane pouvait expliquer, disait-il, une certaine animosité qu'il remarquait dans sa déposition. Quelques circonstances pouvaient tromper Garandin, et celles-là, Onésime ne les niait pas, mais il en était d'autres que l'ancien maître d'école altérait beaucoup ou supposait entièrement. Le juge d'instruction fit son procès-verbal, et dit à Onésime qu'il ne lui cachait pas que ses conclusions ne lui étaient pas favorables, que ses aveux ne lui semblaient pas complets; que sans doute, surpris par le meunier et menacé par lui d'une dénonciation, il l'avait tué pour s'assurer son silence. Onésime demanda la faculté d'écrire et de voir quelques personnes, ce qui lui fut accordé.

Pendant ce temps, on était bien triste à Dive. Quand arriva la lettre dans laquelle Onésime disait à Bérénice d'aller avec Pulchérie prendre l'argent au pied du saule, on connaissait déjà la mort du meunier. Bérénice sentit un horrible frisson, et n'osa pas se dire à elle-même l'épouvantable pensée qui naissait tout à coup dans son esprit. Elle alla trouver Pulchérie. Celle-ci, le soir même où elle avait vu Onésime au bord de la rivière de Beuzeval, ne comptant pas beaucoup sur le résultat de ses efforts, avait décidé M. Malais à quitter le château pour lui épargner l'humiliation de le voir mis en vente. M. Malais s'était dit à lui-même ce qu'il se proposait de dire aux autres, que ce château lui était devenu insupportable depuis la mort de Mme Dorothée Malais, que l'air d'ailleurs y était trop vif pour l'enfant de Pulchérie, et que, dans l'intérêt de la santé du jeune comte, il habiterait la vallée jusqu'à ce qu'il eût trouvé l'occasion d'acheter quelque magnifique domaine, ce qui ne tarderait pas beaucoup, attendu que ses hommes d'affaires en avaient plusieurs en vue.

Le lendemain matin dès l'aurore, il sortit à cheval. Pulchérie lui avait demandé de lui laisser le soin de leur installation dans une petite maison qui se trouvait vacante à Cabourg; elle y avait fait transporter les meubles, le linge, tout ce qui leur était nécessaire, et le soir, au lieu de rentrer au château, M. Malais était allé coucher au nouveau logement. Ainsi ils n'habitaient plus Beuzeval lorsque Onésime avait eu ce combat acharné avec Épiphane pour l'empêcher d'afficher la mise en vente du château.

Bérénice et Pulchérie ne purent pas douter du crime d'Onésime.

— Il t'aimait tant! disait Bérénice, il aurait détruit le monde entier pour satisfaire un de tes désirs.

— N'y a-t-il donc aucun moyen de le sauver? disait Pulchérie.

Toutes deux pensaient, comme le juge d'instruction, que, surpris

par Éloi Alain au moment où il lui prenait son argent, une lutte s'était engagée entre eux, et que le meunier avait succombé.

— Il ne me manquait plus, disait Pulchérie, que d'être la cause d'un si grand malheur!

Elles décidèrent entre elles qu'elles brûleraient la lettre d'Onésime, et qu'elles laisseraient l'argent au pied du saule où il avait été enfoui; mais, après les aveux d'Onésime au juge d'instruction, on fit une descente chez Tranquille Alain, et, sur la vue du procès-verbal qui constatait ces aveux, Bérénice désigna le saule, au pied duquel on n'eut pas de peine à trouver l'argent.

Une lettre d'Onésime à ses parens contenait le récit qu'il avait fait au juge d'instruction. « Nous sommes malheureux, disait-il, mais nous ne sommes pas déshonorés; je suis innocent du crime dont on m'accuse; un concours effrayant de circonstances vient déposer contre moi; peut-être, si j'étais juge, condamnerais-je un homme dans ma position, mais à vous, mes bons et malheureux parens, à ma sœur Bérénice et à Pulchérie, à laquelle je demande instamment qu'on montre cette lettre, je jure sur le sang du Christ que je n'ai même pas vu le meunier dans la nuit fatale où il a perdu la vie. »

Le comte de Sievenn, après des conférences multipliées avec l'avocat d'Onésime et des démarches actives auprès des juges, eut la conviction qu'Onésime serait condamné; cependant, malgré les indices accumulés contre lui, il croyait à son innocence; on espérait toujours que l'instruction amènerait quelque incident qui pourrait éclairer la justice. — Mais, disait le comte au juge d'instruction, comment expliquez-vous ce lambeau de drap de couleur foncée vu d'abord aux mains crispées de la victime, et qu'on n'a pu retrouver, tandis que les témoins qui ont rencontré l'accusé ce jour-là affirment tous qu'il était vêtu de toile?

— Cela prouverait tout au plus qu'il avait des complices.

Quelques jours avant le jugement, le geôlier, un matin, ne trouva plus Onésime dans la prison; on envoya de tous côtés le signalement du fugitif, et on remit la cause à une autre session, au lieu de passer outre, sans aucun doute par l'intervention du comte, qui espérait, disait-il toujours, que le temps viendrait prouver l'innocence d'Onésime. Cet espoir malheureusement ne se réalisa pas. A la session suivante, Onésime absent fut déclaré coupable et condamné à la peine de mort; mais quelqu'un qui traversa le pays avant le jugement prétendit savoir positivement qu'Onésime s'était noyé, et donna sur sa fin des détails qui ne permettaient guère d'en douter.

On ouvrit le testament du meunier; il avait légué tout son bien, qui était considérable, à Onésime, sauf une pension viagère à sa servante. Au cas où Onésime mourrait avant ladite servante, elle aurait l'usufruit du tout, qui, après sa mort, retournerait à la famille du meunier.

Le bien du meunier, aux termes de la loi, fut mis sous le séquestre, comme appartenant à Onésime, *contumace*, sauf à le faire déclarer indigne et à faire annuler le testament, s'il était plus tard prouvé qu'il était l'assassin du meunier; la pension de la servante fut payée par provision.

Il y eut une grande tristesse dans la maison de Risque-Tout. Il était fort rare qu'on parlât d'Onésime et de son affaire, quoique chacun y pensât en secret. Bérénice seule, après avoir bien écouté son cœur, était sûre de son innocence.

XXIV.

Une année s'était écoulée, les bains de Beuzeval étaient de nouveau très fréquentés sous la direction habile de dame Épiphane Garandin. Quant à maître Épiphane, il avait complétement changé de manières. Autrefois il s'habillait autant que possible d'une façon au-dessus de son état; ses affublemens n'étaient pas en général d'un goût irréprochable, mais ils étaient de cette magnificence laborieuse qui expose les prétentions et la sottise de celui qui les porte. Maintenant il n'avait plus que de vieux habits rapiécés, il se plaignait de la pauvreté et de la dureté des temps, il ne mangeait que des croûtes de pain et de la viande de rebut, il ne changeait plus jamais de chapeau.

Le plus assidu sur la plage des étrangers réunis à Beuzeval et à Dive était, sans contredit, un grand vieillard maigre qui ne se baignait jamais, mais se rendait agréable à tout le monde par sa politesse, son extrême complaisance, une patience à toute épreuve pour écouter tout ce qu'on voulait lui dire, et la plus étonnante crédulité. Ce vieillard, qui semblait d'ailleurs atteint d'une surdité presque complète, se nommait M. Bréville.

M. Malais rencontrait souvent M. Bréville sur la plage et le trouvait infatigable à écouter les récits des magnificences de sa vie. Depuis qu'il demeurait à Cabourg, dans une petite maison, sous les yeux de tout le monde, il avait reculé devant les déguisemens de son cheval; il était un jour sorti sur Mouton, orné de son étoile blanche, s'était montré partout, avait causé avec vingt personnes différentes, en annonçant qu'il allait vendre son cheval; que, maintenant qu'il se faisait vieux, il n'avait plus besoin de deux chevaux, qu'il gardait le meilleur et se défaisait de l'autre; il ne revint que dans la nuit, rentra sans bruit, remit son cheval dans son écurie, et effaça l'étoile blanche. Le lendemain, il se promena sur Pyrame, disant à qui voulait l'entendre qu'il avait vendu Mouton mille francs. Malgré la singulière assurance avec laquelle il débitait ces contes, il était forcé de prendre quelques précautions avec les

gens du pays, qui se permettaient parfois des objections, tandis que M. Bréville, non-seulement, en sa qualité d'étranger, n'était pas frappé par quelques invraisemblances et quelques contradictions, mais encore ne doutait jamais de ce qu'on lui disait, et approuvait tout, pour paraître avoir entendu.

Le hasard avait mis M. Bréville en rapport avec plusieurs des personnages que nous connaissons. Il rencontrait souvent Tranquille Alain, quelquefois aussi Pélagie et Bérénice; il leur parlait avec affabilité et achetait leur poisson; il commanda à Bérénice une assez grande quantité de dentelles pour une personne de sa famille, dont il lui paya une partie d'avance. Pulchérie y travaillait avec Bérénice quand on ne lui donnait pas de broderies à faire. Au bout de quelque temps, M. Bréville prit à son service comme femme de charge Désirée, la servante du meunier.

Une des personnes dont M. Bréville s'était également concilié l'estime et la confiance était une grande et grosse femme, faiseuse de vers et mère d'une charmante fille dont elle était beaucoup moins fière que de ses mauvais vers. Elle avait, l'hiver précédent, fait d'avance et écrit ses impressions à l'aspect de la mer, et elle les avait emportées comme elle avait emporté ses chapeaux. La première fois qu'elle aborda M. Bréville, c'était à la fin du jour; il était assis sur une chaise, les deux mains croisées sur la pomme de sa canne, et le menton sur ses deux mains. Il regardait le soleil qui allait disparaître derrière la Hève.

— Quel magnifique spectacle que la mer! s'écria-t-elle; comme cet aspect emporte l'ame dans les régions de l'infini!

— Un beau coucher de soleil, madame! avait répondu M. Bréville en la saluant. Vous êtes ici pour prendre les bains? ajouta-t-il.

— Non, monsieur, j'y ai amené ma fille, pour laquelle je vis uniquement, qui est l'objet de toutes mes pensées et de toutes mes affections.

— Les enfans nous récompensent souvent bien mal, madame, avait répondu M. Bréville, qui avait cru entendre *afflictions*.

Il y avait aussi un jeune homme toujours bien cravaté, bien ganté, et portant de longs éperons dont les molettes s'émoussaient singulièrement sur le sable de la mer et sur le galet. Celui-ci ne parlait que de ses chevaux, de ses bonnes fortunes, de ses duels. Il désignait par leurs prénoms tout ce qu'il y avait de distingué à Paris dans la politique, les arts et le monde. Il s'appelait le vicomte de Morgenstein. Il était fort gracieux pour la grosse femme de lettres et pour sa fille. Comme elles, il avait choisi Dive pour prendre les bains de mer, parce que, fatigué du *grand monde*, il ne voulait pas le retrouver à Dieppe, au Hâvre ou à Trouville.

Il régnait depuis quelques jours un vent de nord-est qui avait inter-

rompu les bains. On était fort embarrassé de son temps. M. Bréville proposa des promenades dans les environs. Il eut soin de réunir les ânes pour les femmes; les hommes accompagnèrent à pied. Le hasard dirigea la promenade vers le château de Beuzeval. Il était affiché à vendre. On entra pour le visiter; on loua, on blâma; cependant la jeune Claire, la fille de Mme du Mortal, la femme de lettres, ayant dit, à l'aspect d'un couvert de tilleuls, que ce serait charmant pour danser, M. Bréville répondit froidement : Vous trouvez, mademoiselle? Alors je vais acheter le château, et si vous voulez, dimanche prochain, j'aurai l'honneur d'ouvrir avec vous, sous ces beaux tilleuls, un bal, qui, je l'espère, donnera quelques distractions à nos aimables baigneuses. On rit beaucoup de la plaisanterie; mais le vendredi suivant, — on était au mardi, — toutes les personnes qui se trouvaient aux bains reçurent une invitation pour venir danser au château de Beuzeval de la part de M. Bréville.

Cette vente ne changea rien à la position de M. Malais et de Pulchérie. Il se trouva que les sommes dues à l'héritage du meunier par M. Malais et par son gendre défunt dépassaient de beaucoup le prix à payer pour l'acquisition. Ce prix fut déposé à la caisse des consignations. La mort d'Onésime n'ayant pas été légalement prouvée, et sa condamnation n'ayant été prononcée que par contumace, ses biens provenant de la succession d'Éloi Alain devaient rester sous le séquestre pendant cinq ans.

M. Bréville s'était informé auprès de Désirée pour avoir de la musique. Elle lui avait indiqué M. Épiphane Garandin, qui avait un magnifique talent sur le flageolet, mais qui ne voudrait peut-être plus faire le ménétrier, maintenant qu'il avait été huissier, comme il le faisait quand il était instituteur. Il faut garder son rang. Cependant, comme il n'était pas bien riche, et que, comme elle, il avait beaucoup perdu à la mort du meunier, puisqu'il était forcé de travailler en journée, l'espoir d'un bénéfice honnête pourrait bien le séduire.

M. Bréville alla donc trouver maître Épiphane Garandin. On le fit attendre long-temps à la porte après qu'il eut frappé; puis Mme Épiphane vint ouvrir, très rouge et très troublée. Elle était assez misérablement vêtue. Un vieux bonnet qu'elle avait remis à la hâte n'était pas parfaitement droit sur sa tête, mais un collier d'or à son cou faisait un singulier contraste avec la pauvreté de ses habits. M. Bréville ayant demandé maître Épiphane Garandin, elle l'appela à plusieurs reprises. Il se fit attendre quelque temps encore, puis, quand il arriva, pâlit, rougit, et, tout en demandant à M. Bréville ce qu'il désirait de lui, il s'efforça d'attirer l'attention de sa femme par des signes réitérés sur son magnifique collier d'or. Après quelques hésitations, elle finit par se retirer, et, quand elle rentra, elle n'avait plus de collier.

— Vous vous appelez Galantin, monsieur?

— Non, monsieur... Garandin.

— Oh! très bien, et vous êtes huissier?

— Je l'ai été, monsieur. Les temps étaient si difficiles, les affaires si mauvaises, que j'étais obligé de faire quelques autres choses en même temps. J'avais des ennemis, on m'a calomnié, on m'a obligé de vendre ma charge, et je l'ai revendue rien du tout, attendu que personne n'a voulu venir s'établir ici, et que l'huissier de Trouville m'a acheté pour quelques pièces de cent sous ma clientelle, mes cartons et mes chaises. Je vis comme je peux avec ma pauvre femme. J'ai été clerc autrefois, je donne quelques leçons, je fais les comptes des ouvriers, puis je travaille de mes bras.

— Alors vous n'aurez aucune répugnance à venir faire de la musique chez moi. J'ai acheté une maison qu'on appelle le château de Beuzeval, et je veux dimanche faire sauter quelques jeunes filles.

— Très volontiers, monsieur.

— Vous jouez, m'a-t-on dit, du flageolet?

— Passablement, monsieur.

— Très bien. Je vous attends dimanche à sept heures du soir.

Le château était resté en partie meublé; cependant il y manquait beaucoup de choses. M. Bréville avait prié Désirée de prendre pour ce jour-là la direction de la maison, et de surveiller les rafraîchissemens en s'adjoignant deux jeunes filles pour servir.

— Il paraît, lui dit-il, que l'homme chez lequel vous m'avez envoyé n'est pas riche. Il s'est montré enchanté de l'occasion de gagner quelque chose. Cependant sa femme avait un très beau collier qui m'a paru être en or.

— Monsieur s'est trompé. Si Mme Garandin avait jamais eu de sa vie un collier en or, il y a long-temps qu'il serait vendu. — A quoi M. Bréville répondit : — En effet, je pensais bien que cela ne devait pas être de l'or. — Le soir, elle dit à Garandin : — Il paraît que Mme Garandin a des colliers en or.

— Eh non! dit Garandin, c'est un vieux collier en imitation.

— Oui, joliment... Monsieur a vu le contrôle... Après ça, ça m'est bien égal... Faites comme il vous plaira, je m'en lave les mains.

M. Malais avait reçu une invitation de la part de l'acquéreur du château de Beuzeval, et il s'y rendit après quelque hésitation entre le chagrin de revoir cette propriété dont il avait été si cruellement dépossédé et l'importance qu'il pourrait se donner ce soir-là comme ancien propriétaire du château de Beuzeval. Il eut soin de dire qu'il s'était défait de cette habitation parce qu'elle était devenue trop triste pour lui depuis qu'il y avait perdu son fils, sa femme et le mari de sa nièce.

— Vous ne m'avez pas parlé de votre nièce, monsieur de Beuzeval,

et je vous en veux de ce que je n'ai pu l'engager à embellir notre petite soirée de sa présence.

— Mille remercîmens; ma nièce, Mme la comtesse de Morville, ne serait pas venue; le deuil de son mari n'était pas terminé qu'elle a perdu son enfant; depuis ce temps, elle ne va plus dans le monde, elle vit dans la retraite la plus absolue, et ne voit qu'une famille de pêcheurs chez lesquels elle a été mise en nourrice. J'ai renoncé moi-même au monde pour ne pas la contrarier, et je ne reçois personne chez moi, pour ne pas la condamner à s'enfermer dans sa chambre, ce qu'elle ne manque pas de faire, quand par hasard il arrive quelqu'un qu'on ne peut se dispenser de recevoir.

M. le vicomte de Morgenstein prit occasion de chaque chose qu'on visita pour parler de choses analogues, mais beaucoup plus belles, à lui appartenant. On se promena dans la propriété nouvellement acquise. M. Bréville loua la beauté des meubles que lui avait laissés M. Malais, qu'il n'appelait que M. de Beuzeval. Celui-ci lui dit: — Vous n'êtes pas difficile... Je ne vous cache pas que j'ai enlevé ce qu'il y avait de mieux pour le petit réduit que j'occupe. Je suis fâché, à cause de la sauvagerie de ma nièce, de ne pas pouvoir vous en faire juger. — M. Bréville répondit qu'il le savait et qu'on le lui avait dit chez le notaire.

Le vicomte de Morgenstein, en voyant un petit bassin, parla d'un étang d'une demi-lieue qu'il avait chez lui et dans lequel on pêchait les meilleures truites du monde. M. Malais fit observer qu'il n'avait jamais entendu dire que les truites vécussent ailleurs que dans les cours d'eau claire et rapide; mais M. Bréville répondit que c'était sans doute une espèce particulière, parce qu'il avait un ami qui lui avait dit également en avoir pêché très souvent, et d'excellentes, dans un étang. En voyant l'écurie, M. Malais parla de ses quatre chevaux. Le vicomte dit que désormais il n'en voulait plus avoir que six dans ses écuries, et qu'il allait, à son retour, faire cette réforme.

On dansa, on soupa; tout alla le mieux du monde. Mme du Mortal parlait de la mer.

— Quel magnifique spectacle que la mer! s'écria-t-elle; comme son aspect emporte l'ame dans les régions de l'infini! — Sa fille rougit en l'entendant répéter à tous les baigneurs réunis une phrase qu'elle avait déjà dite à chacun d'eux. Ensuite Mme du Mortal parla des rêveries au bord de la mer, des beaux vers qu'elle avait inspirés, et fit si bien, que M. Bréville lui demanda si elle n'avait pas consacré quelques vers à rendre ce qu'elle sentait avec tant de poésie. Arrivée à son but, Mme du Mortal feignit de se troubler : elle était, sans aucun doute, restée bien au-dessous de ce magnifique spectacle; elle n'oserait jamais dire un seul de ses vers; elle avait une timidité dont elle n'avait jamais pu triom-

pher. On lui prodigua les encouragemens, et elle se décida à lire des vers ampoulés qui finissaient ainsi :

J'aime. . . .
Le maquereau brillant des reflets de l'agate,
Le turbot plat et gris, le homard *écarlate*
Jouant au fond des mers.

— Pardon, madame, dit M. Malais, mais le homard n'est rouge que quand il est cuit.

Mme du Mortal fut très confuse, mais M. Bréville cita des écrivains distingués et des peintres célèbres qui étaient tombés dans la même erreur. Mme du Mortal s'écria alors qu'elle aimait beaucoup mieux se tromper avec des hommes de génie que d'avoir raison avec *certains autres;* que, du reste, elle faisait ses vers sans prétention, et seulement pour procurer à sa fille des lectures sans danger, car on fait *aujourd'hui,* ajouta-t-elle, de si mauvais livres! — Pour moi, dit-elle, j'erre aux bords de l'océan, je me laisse aller aux rêveries que m'inspire le bruit des vagues, et je jette sur le papier les élans d'une poésie un peu sauvage peut-être, mais qui ne seront lus que par ma fille.

La vérité sur la poésie un peu sauvage de Mme du Mortal est qu'elle était attachée à un journal de Paris pour y faire *l'article modes,* et que le jour même on l'avait vue assise au bord de la mer, qui venait murmurer à ses pieds. La marée était basse, les fraîches lueurs du matin teignaient d'un rose lilas le sable humide que la mer avait abandonné et qu'elle allait reprendre. La mer était d'un vert pâle partout, excepté à l'horizon, où elle était d'un bleu sombre. Au bord se déroulait une écume blanche comme une frange d'argent, dans laquelle se jouaient des mouettes. On avait vu de loin Mme du Mortal écrire, et voici ce qu'elle écrivait :

« On continue à festonner les *volans* de taffetas; *l'organdi* et *la tarlatane* sont les étoffes en vogue dans la *fashion,* surtout quand elles sont employées avec le *faire distingué* de Mme Amanda (rue de Rivoli, 13). Mme la comtesse A... portait l'autre jour une capote en *tulle bouillonné* avec un léger bouquet sur le côté de la *passe,* tandis que sa sœur, Mme la duchesse de B...., en avait un en paille de riz orné de petits radis roses. Toute la *bonne compagnie* reconnaissait le *faire* de Mme Ursule (rue Breda, 5). Elle avait aussi un mantelet de mousseline de l'Inde, doublé de soie citron, qui sortait de chez M. Alfred (rue Vivienne, 14). »

Comme elle finissait en signant vicomtesse de C...., le vicomte de Morgenstein l'avait abordée. Elle avait caché son papier, et celui-ci lui ayant dit : — Ah! madame, nous priverez-vous des belles pensées que la mer vous inspire? — Quel magnifique et imposant spectacle! s'était

écriée Mme du Mortal; cette agitation incessante des vagues n'est-elle pas la fidèle et triste image de notre destinée?

La vérité est que la destinée de Mme du Mortal avait été en effet assez agitée. Depuis huit ans, elle avait quitté M. du Mortal pour un officier, qui n'avait pas tardé à avoir des remords et lui avait laissé promptement le loisir de racheter leur faute commune en retournant édifier le foyer conjugal par son repentir et l'exercice de vertus privées qu'elle avait un peu négligées. Mme du Mortal n'en fit rien; elle sut se créer des ressources. Autrefois les gens déçus, les gens découragés, entraient en religion; aujourd'hui ils entrent en feuilleton. Qu'une femme fasse parler d'elle, qu'une histoire scandaleuse l'éloigne pour un moment du monde, elle n'ira pas pleurer sa faute et l'expier dans un cloître; vous n'attendrez pas long-temps pour voir son nom au bas du feuilleton d'un journal, où elle demandera l'affranchissement de la femme. Mme du Mortal n'avait pas eu, du reste, à faire, pour imaginer cette ressource, de grands frais d'invention. Son époux, M. du Mortal, grand et gros homme à figure sévère, à formidables moustaches, faisait depuis long-temps l'article *modes* dans un journal répandu, et, sous le nom de marquise de M***, traitait hebdomadairement les questions de *volans* et de *passe*, parlait de la longueur des robes et de la largeur des chapeaux, d'après les indications des modistes et des couturières, qui le payaient pour citer leur nom et leur adresse. Mme du Mortal se livra à la même industrie et enleva quelques personnes de la clientelle de son mari.

Le vicomte de Morgenstein était un de ces illustres pianistes dont l'art a beaucoup moins de rapports avec la musique qu'avec la prestidigitation. M. de Morgenstein ne faisait que trois notes de moins à la minute que M. Henri Herz, mais il était encore jeune et travaillait beaucoup; on pensait qu'il atteindrait et peut-être même surpasserait ce maître. Il avait les cheveux longs et frisés, affectait un air mélancolique et désespéré; il avait dans la démarche quelque chose de fatal. En le voyant, on devinait sans peine un homme accablé par les assauts du génie et la malédiction divine.

M. Bréville, qui n'aurait pas osé lui demander une contredanse, le pria de jouer quelque chose sur le piano; il refusa : il était exténué, il y avait quatre nuits qu'il n'avait pas fermé l'œil; il portait tant d'envie à ceux qui dorment! On insista, il passa la main sur le clavier; le piano ne valait rien et n'était qu'à peine d'accord. On cessa de le tourmenter, et on s'occupa d'autre chose. Quand il se vit abandonné, il se mit devant le piano et préluda. Le maître de la maison réclama un peu de silence. Alors il parut que le jeune musicien se réveillait : — Eh quoi! s'écria-t-il, ai-je joué du piano? Je ne m'en étais pas aperçu, je n'y songeais seulement pas;... mais, puisqu'on le veut absolument,... voici quelques variations sur la dernière pensée de Weber. — Il laissa tom-

ber ses deux bras sur les deux côtés de la chaise, il ferma les yeux, regarda le plafond, comme s'il demandait des inspirations au ciel, puis leva ses deux mains au-dessus du clavier et à la hauteur de ses yeux avec nonchalance. Alors, comme si l'inspiration arrivait tout à coup et s'emparait de lui, il frappa des deux mains sur le piano avec énergie, et commença à jouer des variations qu'il avait jouées vingt fois déjà après les avoir apprises pendant deux mois, au grand désespoir de ses voisins, qui avaient eu à subir les études et les passages répétés avec une inexorable persévérance. De temps en temps, baissant la tête sur le piano, il laissait tomber ses cheveux sur le clavier; puis tout à coup, relevant brusquement et fièrement la tête, il les rejetait en arrière. C'est un effet que presque tous essaient, mais dans lequel peu réussissent. Ces mouvemens brusques et spontanés sont étudiés avec grand soin.

Voici comment se fait une variation pour un instrument quelconque : on prend un air d'un autre musicien (rien n'empêche de le choisir joli), on joue l'air une fois dans le mouvement fixé par l'auteur, puis on le joue une autre fois en le délayant, en y intercalant toutes sortes de lambeaux de phrases plus ou moins musicales. Les faiseurs de variations versent dans la coupe où est un vin généreux, tantôt de l'eau, tantôt une odieuse piquette; ils vous font boire cet horrible mélange, puis, de temps en temps, vous font un peu goûter le vin pur, c'est-à-dire que, de temps en temps, ils rejouent la mélodie sans y rien ajouter. Quand ils s'arrêtent, on applaudit bien plus de joie de ce que c'est fini qu'à cause du plaisir qu'on a goûté. Puis, si quelqu'un, ravi de la mélodie ainsi délayée, demande au pianiste de qui elle est, celui-ci répond hardiment et modestement à la fois : — De moi, monsieur. Absolument comme si le fou se croyait l'auteur du verre de Bohême qu'il brise en éclats.

Le journal de Mme du Mortal reçut, en même temps que l'article *modes* que cette dame avait écrit sur les bords de la mer, une note que le pianiste envoyait à un de ses amis, rédacteur de la feuille. Cette note, faite par lui-même et de son écriture, était accompagnée d'un billet ainsi conçu : « Fais *passer* cette note dans le plus prochain numéro; il serait ridicule de faire le modeste et de ne pas te dire franchement que j'ai eu un succès fou. Tout à toi! » — Voici la note : « Nous avons encore à enregistrer un nouveau succès de Morgenstein. Il a bien voulu se faire entendre dans un salon aristocratique, à Dive, où il a été applaudi avec fureur par les plus jolies duchesses et la fleur de la fashion. Cet artiste immense ne peut plus être comparé qu'à lui-même : grace, énergie, noblesse, il réunit toutes les qualités que la nature avare partage d'ordinaire entre les grands musiciens. Tout le monde l'entourait avec empressement, lorsque, oppressé sous les étreintes de son génie,

courbant son front pensif, il s'est retiré du salon au milieu des applaudissemens. »

M. Bréville remercia M. de Morgenstein, qui lui dit : — Cet air a eu beaucoup de succès l'hiver dernier. La princesse *** en était folle, la duchesse *** me l'a fait répéter jusqu'à trois fois; mais ces gens du monde m'ennuient.

Quelques jours après le bal donné par M. Bréville, Bérénice et Pulchérie étaient allées se promener le long de la rivière de Beuzeval, et, sans y songer, elles s'étaient assises au pied du saule d'Onésime. Pulchérie était redevenue tout doucement la sœur de Bérénice. Elle avait repris, avec les ménagemens nécessaires pour ne pas choquer M. Malais, presque tous les costumes simples qu'elle avait portés pendant son enfance. Un observateur vulgaire n'aurait pas facilement reconnu la brillante comtesse; mais Pulchérie aimait mieux être confondue avec les femmes et les filles des pêcheurs que de jouer aux yeux du monde le rôle de grande dame déchue.

— Eh bien ! dit-elle à Bérénice, c'est donc dans quatre mois? Glam est un brave garçon qui te rendra heureuse et qui sait apprécier le trésor qui va lui être confié.

— Ce qui m'embarrasse le plus, dit Bérénice, c'est la noce... Glam veut qu'on fasse une noce... Jamais nous ne pourrons décider mon père et ma mère à se mêler à une assemblée de plaisir. Tu vois qu'ils ne sont pas consolés de la perte d'Onésime plus que le premier jour. Le deuil n'a pas quitté notre maison, on n'a plus souri à cette table, où deux places vides racontent sans cesse de si tristes histoires.

En effet, depuis le départ d'Onésime, et depuis surtout que le bruit de sa mort s'était accrédité, Pélagie servait comme autrefois le dîner de son mari sur la table, son couvert était mis comme de coutume; mais Tranquille prenait sa soupe et allait la manger dans un coin sur ses genoux, Pélagie et Bérénice en faisaient autant, chacune de son côté. Un jour, Tranquille dit à sa femme : Pélagie, il faut pourtant que ça finisse. Pourquoi, Bérénice et toi, ne mangez-vous pas à la table?

— Si tu le veux, répondit Pélagie, je mettrai le couvert comme autrefois, et dès demain nous mangerons à table.

— Tu peux bien le mettre si tu veux, répliqua Tranquille, mais ce n'est pas moi qui y mangerai.

Depuis ce temps, on n'en avait plus parlé et on avait continué à manger chacun dans son coin.

— Et M. Malais? demanda Bérénice à Pulchérie.

— M. Malais n'est pas malheureux : je craignais pour lui une triste impression en voyant le château passer dans d'autres mains; mais, au contraire, il s'arrange très bien avec ce M. Bréville, qui semble croire avec une grande facilité tout ce que lui dit mon oncle, peut-être parce

qu'il n'en entend pas la moitié, et admet sans observation tous les petits mensonges qu'il entasse pour ne pas avouer sa ruine, ruine, hélas! dont je ne puis parler sans une douleur respectueuse, car j'en suis la cause et l'origine. Quel malheur, ma bonne Bérénice, pour eux et pour nous tous, que mon oncle et ma tante ne m'aient pas oubliée un peu plus long-temps! Ils n'auraient pas perdu leur fortune; moi je n'aurais pas subi de si rudes épreuves; nous ne nous serions jamais quittés.

— Tu aurais épousé Onésime, qui serait resté au milieu de nous, au lieu d'être mort désespéré et déshonoré...

Après un moment de silence, Bérénice reprit : — Le maître du château fera bien d'être riche, car il a la réputation déjà d'être facile à tromper. On prétend que c'est l'homme le plus crédule du monde.

A ce moment, M. Bréville passait de l'autre côté du ruisseau et salua les deux amies. Il demanda à Bérénice des nouvelles de ses parens et de la pêche, puis il s'informa si le facteur de la poste était déjà passé, et, sur sa réponse négative, il salua et descendit à Dive. Bérénice et Pulchérie parlèrent si long-temps d'Onésime et de leur enfance, que M. Bréville les retrouva à la même place une heure après, lorsqu'il remonta au château avec Épiphane Garandin; mais, à la vue de ce dernier, elles disparurent dans les arbres et redescendirent à la maison de Pélagie par un autre chemin. Il était évident que c'était Épiphane qui, par ses révélations, avait entraîné la fuite, la condamnation et la mort d'Onésime, et elles ne pouvaient le voir sans horreur.

M. Bréville emmena Épiphane au château et lui dit : — Vous nous avez, l'autre jour, donné un échantillon de vos talens; mais j'ai besoin de vous pour quelque chose de plus sérieux. Monsieur Garandin, je m'occupe de sciences, et ce n'est pas sans raisons que j'ai fixé mon domicile au bord de la mer. Je m'occupe d'un grand ouvrage sur les huîtres; j'ai déjà fait beaucoup de recherches, j'en ai encore davantage à faire. Vous avez une belle écriture, vous êtes intelligent; je ne vous crois pas très occupé...

— Non, monsieur, et j'ai besoin de l'être... J'ai beaucoup perdu à la mort du meunier...

— Voici plusieurs fois que je vous entends dire que vous avez beaucoup perdu à la mort du meunier, et je ne comprends pas bien comment cela se peut faire. S'il vous devait de l'argent, il a laissé une magnifique fortune, qui, quoique sous le séquestre, peut payer les dettes de la succession.

— Monsieur, d'abord j'étais huissier. Le meunier faisait la banque; il prêtait de préférence à des gens qu'il savait ne pouvoir pas payer à l'échéance des obligations; cela amenait des *renouvellemens* et des *intérêts* pour lui, et des *frais* pour moi. Ensuite je lui cherchais des affaires; il me donnait quelque chose quand je lui amenais un emprunteur, et

l'emprunteur, de son côté, me faisait un cadeau. Et puis,... j'avais de temps en temps quelques *chapeaux*....

— Comment quelques chapeaux?.... Le meunier vous donnait des chapeaux?

— Non pas lui,... mais c'était à cause de lui qu'on m'en donnait,... et c'était là le meilleur de mon revenu....

— Je ne comprends pas.

— Vous n'êtes pas Normand, monsieur?

— Non,... je n'ai pas cet honneur.

— Alors vous ne pouvez pas me comprendre, c'est un mot du pays....

— Qui veut dire?

— Voici ce que c'est : on savait que je faisais les affaires d'Éloi Alain, et on savait surtout qu'il était très riche. J'avais soin d'être à l'affût des ventes qui se faisaient dans le pays; mes divers métiers me rendaient la chose facile. Le jour de la vente, je me présentais et j'annonçais l'intention d'enchérir, soit sur une ferme, soit sur un lot de bois; ma présence inquiétait les autres. On venait me trouver : Dis donc, Épiphane, me disait-on, est-ce que tu veux de cela, toi? — Mais peut-être bien. —Cela ne vaut pas grand'chose.—C'est peut-être pour cela qu'on ne le vendra pas bien cher. —Plus que tu ne crois; il y en a plusieurs qui enchériront, et cela pourra bien monter un peu haut. —Tant mieux pour le vendeur.... —Et jusqu'où iras-tu?—Vous verrez;... on en a envie.... — Oh! nous savons qui tu as derrière toi.... Eh bien! celui qui l'aura le paiera cher.... Voilà ce que c'est que de ne pas s'entendre;... nous étions trois dessus. Eh bien! nous nous sommes arrangés,... de sorte qu'on couvrira à peine la mise à prix, et nous partagerons le bénéfice... Voilà que tu viens tout déranger; mais quand cela devrait nous coûter quelque chose, si c'est toi qui l'as, tu le paieras. — Cela m'est égal,... ce n'est pas avec mon argent. — Écoute, Épiphane, veux-tu un *chapeau*? Je me faisais un peu prier; je ne pouvais pas;... il n'y avait pas moyen, tout ce qu'il fallait enfin pour faire grossir le chapeau; puis enfin je me laissais gagner; j'acceptais le chapeau, et, quand venait le moment de l'adjudication, je mettais une ou deux enchères insignifiantes, et j'abandonnais, de sorte que, moyennant un chapeau, les acheteurs avaient les choses presque pour rien.

— Mais vous ne m'avez pas expliqué le mot *chapeau*?

— C'est juste.... Lorsqu'un testateur vous donne un *diamant* de deux mille francs, l'exécuteur testamentaire vous paie deux mille francs dont vous achetez rarement un diamant. Un *chapeau*, c'est à peu près la même chose. Souvent en Normandie, pour de petites gageures, on parie un *chapeau*. Quand il s'agit de ventes peu importantes, et qu'on veut éloigner un concurrent, on lui propose un chapeau pour le désintéresser; on paie le plus souvent le chapeau en argent. Ainsi *je vous*

gage un chapeau signifie : je vous gage vingt francs. Eh bien! on est arrivé à donner des chapeaux de quinze cents francs, de dix mille francs, de cent mille francs, selon l'importance des affaires.

— Je vous comprends, dit M. Bréville; c'est ce qu'on appelle ailleurs un *pot-de-vin*, et ce que les voleurs nomment un *bouquet*.

Et, ajouta-t-il se parlant à lui-même, les hommes ont pour l'argent la pudeur qu'inspire un amour sérieux. Ainsi ils évitent de le désigner par son nom; les pauvres se servent d'un pronom; ils disent : *Je n'en ai pas, j'en dois*, sans oser prononcer le mot argent, tant c'est pour eux une divinité redoutable. Les autres disent *diamant, pot-de-vin, chapeau;* quelques-uns demandent des *épingles* pour leur femme.

— Et il suit de là, reprit-il, monsieur Épiphane, que vous n'êtes pas très occupé, et que vous ne seriez pas fâché de l'être.

— Si on me pensait employé par vous, monsieur, je gagnerais bien quelques chapeaux par-ci, par-là; mais, quand on me croit livré à mes seules ressources, on ne tombe pas dans le piége.

— Ce n'est pas dans ce sens-là que je compte vous employer; j'ai besoin de vous pour mon *Essai sur les huîtres*.

— J'en ai mangé, monsieur, mais je n'en sais pas davantage.

— Je n'ai pas besoin que vous en sachiez davantage; il s'agit seulement de mettre mes recherches en ordre, et de recopier les notes que je prends. Du reste, monsieur Garandin, mon *Essai sur les huîtres* est un ouvrage sérieux qui sera lu à l'Académie des Sciences; je travaille lentement, parce que je ne veux rien avancer qu'accompagné de preuves. Savez-vous le grec, monsieur Garandin?

— Non, monsieur; je l'ai montré, mais je ne le sais pas.

— Vous savez peut-être le lire et l'écrire?

— Oui, monsieur, du moins à peu près.

— C'est assez : il ne s'agit que de quelques étymologies; mais je vous l'ai dit, je travaille lentement, deux lignes quelquefois me coûtent huit jours de recherches préalables; il faudrait que je vous eusse toujours sous la main.

XXV.

Il se passa encore un an sans qu'il se fît de grands changemens dans la situation de nos personnages. Bérénice allait épouser le fils de Pacôme Glam. Pacôme Glam était mort il y avait quelques mois, ce qui avait nécessairement retardé le mariage. Quant à M. Bréville, il avait sa réputation complétement faite, et cette réputation était celle d'un homme parfaitement sourd et un peu niais, à qui l'on peut tout dire et tout faire accroire. Désirée était femme de charge à Beuzeval, et M. et Mme Garandin avaient fini par venir y demeurer. Épiphane travaillait

énormément pour M. Bréville, dont les recherches prenaient des proportions tout-à-fait formidables. Il est vrai qu'un volume d'extraits fait par maître Épiphane Garandin ne donnait, en résumé, que quelques lignes à l'ouvrage du nouveau propriétaire de Beuzeval. Tout portait à croire que cet ouvrage durerait autant que la vie de l'auteur et que celle de son secrétaire. Désirée d'un côté, et les Garandin de l'autre, passaient pour piller M. Bréville sans aucune mesure.

La belle saison ramena les baigneurs, et M. Bréville donna quelques fêtes. La bonne intelligence qui avait régné jusque-là entre Désirée et Mme Garandin ne put pas durer plus long-temps. Désirée voulait dominer dans la maison; Mme Garandin opposait quelque résistance. Garandin, quand survenait une discussion, donnait tort à sa femme; mais celle-ci finit par lever l'étendard de la rébellion et méprisa les injonctions d'Épiphane. Quelques personnes trouvaient que M. Bréville ne faisait pas tout ce qu'il aurait pu pour faire régner la paix dans la maison; on aurait pu croire que ces bavardages et ces récriminations, qu'on appelle *potins* en Normandie, d'où le verbe *potiner*, l'amusaient singulièrement; il écoutait séparément les plaintes et semblait irriter les adversaires les uns contre les autres au lieu de les concilier, ce qu'on affirmait être la marque d'un petit esprit.

On était dans le cabinet de travail de M. Bréville; il était entouré de livres et dictait à maître Épiphane Garandin, tout en entremêlant ses doctes élucubrations de dialogues plus familiers.

— Y êtes-vous, maître Garandin?

— Oui, monsieur, j'y suis.

— Très bien! Écrivez : « Huître, en latin *ostreum*; en grec οςρεον. Ménage affirme qu'on a dit en français des *oistres* avant de dire des huîtres. » Il serait bien intéressant, monsieur Garandin, de pouvoir suivre ce mot οςρεον, *ostreum*, oistres, huîtres, dans ses diverses transformations. Ce sera l'objet de recherches ultérieures. Vous me disiez que vous aviez donné des leçons de grec, c'étaient sans doute des leçons particulières, car on n'enseigne pas le grec dans les écoles communales.

— Oui, monsieur, je donnais pendant les vacances quelques leçons à un fils de M. Malais, l'ancien propriétaire de Beuzeval, mais ce jeune homme est mort prématurément.

— Est-ce que vous étiez encore instituteur lors de la mort du meunier, mort dont on a tant parlé et dont on parle encore de temps en temps dans ce pays?

— Non, monsieur, j'étais huissier.

— Très bien! Écrivez : « Pendant long-temps, les Romains ne mangèrent que les huîtres du lac Lucrin, ils en tirèrent ensuite de Brindes et de Tarente, puis enfin, les seules estimées furent les huîtres de

l'Océan atlantique. L'huître est un coquillage bivalve; l'écaille de l'huître est d'une figure presque ronde, ordinairement épaisse, raboteuse, inégale..... » On a dit que vous aviez été témoin à charge dans l'affaire?...

— Quelle affaire?

— Mais l'affaire du meunier.

— Oui, monsieur.

— L'assassin était le fils d'un pêcheur d'ici?

— Oui, monsieur, c'était le fils de Risque-Tout.

— Et il s'est, je crois, sauvé de prison?

— Oui, monsieur, et depuis on l'a dit mort.

— On m'a assuré qu'il l'était. J'ai eu quelques détails à ce sujet quand j'ai acheté Beuzeval, parce que Beuzeval était hypothéqué par le meunier, et que son héritier était ce... comment l'appelez-vous?

— Qui, monsieur?

— L'assassin?

— Oh! l'assassin, il s'appelait Onésime Alain.

— Je vous croyais bien avec Désirée, monsieur Épiphane?

— Mais je ne crois pas que nous soyons bien mal ensemble, monsieur.

— Elle ne parle pas de vous comme on parle d'un ami, elle médit surtout de Mme Garandin. J'ai dû lui imposer silence hier; elle trouvait mauvais que votre femme eût un bonnet neuf.

— Désirée est à son aise et elle est un peu fière, quoiqu'il n'y ait pas de quoi. Ce qu'elle a, elle ne l'a pas volé. Le vieux meunier, avec qui elle est restée long-temps, la faisait pleurer plus souvent qu'à son tour. Il n'y avait personne d'aussi manant quand il avait bu.

— Que voulait-elle dire en s'écriant : Mme Garandin porte son bonnet trop haut?

— Je ne sais pas, monsieur. Peut-être veut-elle par là l'accuser d'un peu de vanité. Un bonnet neuf pour une femme de cette classe-là, monsieur, car la mienne ne vaut guère mieux que Désirée, c'est une couronne; celles qui l'ont en sont aussi fières, celles qui le voient en sont aussi jalouses. Après ça, Désirée n'a pas tout-à-fait tort. Mme Épiphane obéit un peu trop à ses caprices; quelquefois elle oublie que nous sommes de pauvres diables, et on la prendrait pour la femme d'un négociant; mais de temps en temps j'y mets bon ordre.

— Écrivez : « Macrobe dit qu'on servait toujours des huîtres sur la table des pontifes romains. Apicius avait un moyen de conserver les huîtres qui n'est pas venu jusqu'à nous; il en envoya d'Italie en Perse à l'empereur Trajan, et à leur arrivée elles étaient aussi fraîches qu'au départ. Quant aux qualités des huîtres... » Racontez-moi donc l'histoire de cet assassinat...

— Cela n'a rien de bien curieux, monsieur; Onésime Alain avait

rendu un service à son cousin Éloi, celui-ci l'avait mis sur son testament. Il lui laissait sa fortune, mais il ne lui donnait pas un sou de son vivant. Onésime s'était cependant habitué à se croire riche; il dépensait de l'argent, il faisait des dettes. Il paraît qu'un jour, poussé à bout, il lui demanda de l'argent. Le cousin en refusa, ils se querellèrent. On vit Onésime s'enfuir par une fenêtre, et on trouva Éloi étranglé.

— Et on n'a pas soupçonné un complice?

— Rien n'indiquait des complices. D'ailleurs, les charges contre Onésime étaient suffisantes; sa fuite a été prise pour un aveu par les gens sensés. Moi, j'en savais davantage. La famille m'en veut de l'avoir accusé; mais il n'en est pas moins vrai que j'ai beaucoup aidé à le sauver.

— Ah! vraiment!

— Je l'avais connu tout enfant. Cela me fendait le cœur de déposer contre lui. Enfin, quand on vous a fait faire serment de dire *toute la vérité,* il faut bien la dire : j'ai dit ce que je savais; mais, quand il s'est agi de le faire évader, je l'ai conduit jusqu'à une barque qui devait le transporter en Angleterre. C'est alors qu'il m'a remercié, qu'il m'a embrassé et m'a tout avoué. Seulement il m'a toujours dit que c'était le meunier qui avait frappé le premier. C'est possible, parce qu'Éloi Alain, de son vivant... son fort n'était pas la patience; mais ce n'était pas une raison pour l'étrangler.

— Parfaitement raisonné... Nous laisserons là pour aujourd'hui mon *Essai sur les huîtres.*

. . . . . .

M. Bréville à M. Edmond *, au Jardin des Plantes, à Paris.**

« Mais, mon cher ami, vous êtes par trop avare de votre science. Vous ne m'envoyez rien, et me voici arrêté au milieu d'une phrase dans mon *Essai sur les huîtres*... Ne perdez pas un instant pour m'envoyer la suite. Tout à vous,

« Toujours à monsieur Bréville, au château de Beuzeval, près Dive. »

. . . . . .

— Madame Désirée, dit un matin M. Bréville, venez faire les comptes de la maison. Ah! ma chère dame, ajouta-t-il, pourquoi depuis trois jours ne me faites-vous plus manger de poisson?

— Par une raison toute simple, monsieur, répondit Désirée; c'est que les pêcheurs ne sont pas sortis à cause du mauvais temps.

— C'est bien singulier, ma chère dame; M. Épiphane Garandin, à qui je confiais, je ne vous le cacherai pas, que vous me priviez de poisson, me disait, il n'y a pas une demi-heure, que les bateaux étaient revenus pleins.

— M. Épiphane devrait bien se mêler de ce qui le regarde.

— C'est ce que je lui ai dit quand il a voulu aller plus loin... Je vous croyais bien ensemble, madame Désirée.

— Comment, monsieur, est-ce qu'il s'est permis de parler de moi sans respect?

— Et aujourd'hui, avez-vous du poisson à me donner?

— Pardon, monsieur, mais je donnerais tout au monde pour savoir ce qu'il a dit de moi, ce...

— Si vous pouviez avoir une belle sole au gratin....

— Au nom du ciel, monsieur Bréville, que vous a-t-il dit?

— Rien qui vaille la peine d'être répété, ma chère madame Désirée, des niaiseries... Ce que vous appelez ici des *potins*.

— Il sied bien à une pareille espèce de se permettre de parler de moi.

— Calmez-vous, madame Désirée, M. Garandin n'a rien dit qui puisse porter atteinte à votre honneur.

— A mon honneur! jour de Dieu! il n'oserait pour sa vie; mais je ne veux pas qu'il se permette jamais de parler mal de moi.

— Ah! mon Dieu! voici maître Épiphane, ma chère madame Désirée; soyez prudente, je vous prie. Je suis très occupé au dehors, il faut que je le charge de faire mes comptes avec vous. J'espère que vous n'allez pas vous emporter et que vous ne lui parlerez de rien... Monsieur Épiphane, obligez-moi de faire mes comptes avec Mme Désirée.

Et M. Bréville sortit de la chambre, où il laissa Mme Désirée et Épiphane se mesurant des yeux et attendant qu'il se fût éloigné pour commencer les hostilités. . . . . .

— Je suis contente de vous rencontrer, monsieur Garandin, commença Désirée, quand elle vit fermée la porte par où était sorti M. Bréville.

— Et moi, je vous cherchais, madame Désirée, répliqua Épiphane.

— Il faut que vous soyez bien effronté, monsieur Garandin...

La conversation, ainsi entamée, promettait d'être assez chaude, et il est probable que M. Bréville, malgré sa surdité, s'arrangea pour en entendre la suite; ce qui justifie singulièrement l'accusation que dans le pays on portait volontiers sur lui. — M. Bréville aime à *potiner*, disait-on, mais on n'est pas parfait, car, à part ce léger défaut, c'est bien l'homme le meilleur, le plus doux, le plus facile à attraper qu'on puisse rencontrer. On lui fait payer tout trop cher, ce qui n'empêche pas le plus souvent de le lui faire payer deux fois. On fait des fagots dans ses bois, on mène paître les bestiaux dans ses prés; il en est encore à le trouver mauvais. Il donne des fêtes, il fait travailler, il ne refuse pas dans l'occasion un secours à un malheureux. Seulement il veut tout savoir; mais enfin, si c'est son plaisir, à cet homme... D'ailleurs, il n'est pas le seul.

. . . . . .

M. Edmond * à M. Bréville, au château de Beuzeval, près Dive.**

« Mon cher ami,

« Je m'empresse de vous envoyer tout ce qui existe sur le mollusque auquel vous portez un si vif intérêt. Tous les traités sur l'éducation des huîtres ne comprennent jusqu'ici que l'art de les engraisser au moyen d'une maladie qu'on leur procure par un mélange progressif d'eau douce. Quel que soit votre projet, mon cher ami, je mets à votre disposition le peu que je sais et même davantage, car il se trouve dans les divers traités que j'ai réunis pour vous, non-seulement des choses que je ne sais pas, mais d'autres aussi dont je ne crois pas un mot.

« J'espère encore, à la fin de cet automne, aller vous aider à manger vos élèves.

« Edmond ***. »

Hubert à M. Bréville, au château de Beuzeval, près Dive.

« Mon cher ami, mon père,

« Je donne cette lettre à un navire qui sera en France avant moi, mais qui ne me précédera que d'un mois à peu près. Mon premier voyage comme capitaine a surpassé toutes les espérances que les armateurs et moi nous avions pu concevoir : le navire s'est comporté à la mer comme un poisson; mais celui-ci n'a pas été aussi favorable; nous avons essuyé une affreuse tempête, nous avons été démâtés, et enfin obligés d'abandonner le navire. Je puis dire qu'il n'y a rien à me reprocher, et le témoignage de l'équipage et des passagers en a tellement convaincu les armateurs, qu'ils m'ont déjà écrit pour m'offrir le commandement d'un autre navire. Celui que nous n'avons pu empêcher de se perdre était assuré.

« Après que nous eûmes abandonné notre malheureux bâtiment, nous avons erré pendant un jour et une nuit dans notre chaloupe, sur la mer en fureur. J'ai fait à la Vierge un vœu que j'ai promis d'accomplir dans l'église de Dive : tous mes hommes ont promis avec moi.

« A peine ce vœu était-il fait, que le ciel, qui semblait de plomb, s'est entr'ouvert pour nous laisser voir comme une tache bleue. Un des matelots s'étant écrié : Voilà une fenêtre ouverte au ciel! le bon Dieu nous regarde! nous nous sommes sentis pris d'un grand courage et d'une grande confiance dans l'intercession de la Vierge. En effet, vers le milieu de la seconde journée, nous avons rencontré un navire qui nous a recueillis et nous ramènera bientôt en France.

« Quel beau jour ce sera, mon cher ami, mon cher bienfaiteur, que celui où, à la tête de mon équipage, j'accomplirai dans l'église de Dive le vœu que j'ai fait à la Vierge!

« Je ne vous dis rien de plus aujourd'hui. Cette lettre, confiée à un homme que je ne connais pas, pourrait, par des circonstances imprévues, ou ne pas vous parvenir, ou tomber en d'autres mains.

« Adieu, mon cher, mon excellent ami. A bientôt, je l'espère. Comment reconnaîtrai-je jamais toutes les bontés que vous avez eues pour moi? A vous de tout cœur. Vous me dites qu'il va y avoir une noce; j'aurai bien du mal à ne pas y être.

« HUBERT. »

M. Bréville ne répondit que deux mots à la lettre de Hubert : « Ne t'en avise pas. » Hubert ne reçut pas ce billet, qui fut perdu.

. . . . . .

— Ah! madame Garandin, dit un jour M. Bréville à la femme de son secrétaire, pourquoi ne mettez-vous donc plus un superbe collier que je vous ai vu une fois et que je ne vous ai plus revu depuis? Ce collier vous allait réellement fort bien.

— Oh! mon Dieu, répliqua Mme Garandin à M. Bréville, c'est Épiphane qui ne veut pas que je me pare de mes beaux *morceaux*. Il me l'a assez dit le jour que je n'ai pas eu le temps d'ôter ce collier avant d'aller vous ouvrir. Si je l'en croyais, je serais toujours affublée comme une mendiante.

Et elle montra à M. Bréville toute sa *coffrée*, c'est-à-dire son armoire, son linge, ses habillemens, ses bijoux. — Mais à quoi me servent ces *morceaux*, dit-elle en soupirant, puisqu'on ne me permet pas de les mettre jamais ni de m'en parer même les jours de fête?

— Sans étaler trop de bijoux ni de riches étoffes, madame Garandin, vous pourriez, ce me semble, tenir votre rang, car enfin, votre mari a été instituteur et même huissier. Voici, par exemple, une petite robe à qui, à votre place, je voudrais faire prendre l'air de temps en temps. Une robe toujours renfermée! ça se fane, ça se passe! Je comprends bien que les jours ordinaires, chez vous ou aux bains, vous vous habilliez de la façon qui vous semble la plus commode; mais quand le dimanche, par hasard, vous allez à la messe, pourquoi mettez-vous un simple bonnet? Est-ce qu'autrefois vous ne portiez pas chapeau?

— Oui, monsieur, c'est vrai; mais, dans ce temps-là, Épiphane était huissier, et la femme d'un huissier devait porter chapeau : c'était pour faire honneur à mon mari et à sa profession. Aujourd'hui, les temps sont bien changés, les temps sont bien durs.

— M. Épiphane Garandin est mon secrétaire aujourd'hui, madame, et je ne prétends pas qu'il se croie déchu pour cela. Je pourrais peut-être, si je le voulais bien, trouver des gens qui penseraient le contraire. Il ne faut pas se déclasser, madame Garandin.

Le dimanche suivant, Mme Épiphane Garandin n'osa pas tout-à-fait

mettre le fameux collier, mais elle se para de la petite robe qui, selon M. Bréville, devait lui aller si bien, et elle arbora le chapeau. M. Bréville était dans la salle à manger, à la fenêtre, et Mme Désirée s'occupait à enlever le couvert du déjeuner, lorsque Mme Garandin sortit pour aller à la messe.

— Ah! par ma foi, s'écria M. Bréville, voici Mme Garandin qui se peut flatter d'être parfaitement habillée. Cette robe lui va à ravir et lui donne tout-à-fait bon air. C'est que vraiment elle a la taille assez svelte.

Mme Désirée avait quitté la table et s'était approchée de la fenêtre.

— Elle porte donc chapeau ordinairement? demanda M. Bréville.

— Elle peut bien porter ce qu'elle veut, dit Mme Désirée; bonne renommée vaut bien mieux que ceinture dorée. Et pourtant je n'aurais qu'un mot à dire! Un chapeau, bon Dieu! Elle en portait autrefois, quand elle était huissière; mais j'espérais pour elle que ça lui avait passé de faire la grande dame : il paraît que ça ne va pas mieux.

— Mme Garandin aurait-elle donc fait parler d'elle? demanda M. Bréville. Toujours est-il qu'elle a vraiment l'air comme il faut ainsi habillée, et je n'avais jamais remarqué qu'elle a de fort beaux yeux.

Les éloges de M. Bréville finirent par porter l'exaspération de Mme Désirée au plus haut degré, si bien qu'elle demanda son congé à M. Bréville. Comme elle avait de quoi vivre, grace aux libéralités de son ancien maître, elle disparut tout à coup, et l'on n'entendit plus parler d'elle.

Le moment de la noce de Bérénice et du fils Glam approchait. Pélagie avait dit doucement qu'elle désirait qu'il n'y eût pas de fête. Certes elle souhaitait le bonheur de sa fille et elle le ressentait vivement, mais elle ne prendrait sa part d'aucun plaisir; d'ailleurs, un peu de gravité ne messeyait pas au bonheur. Pour Tranquille, il dit plus sévèrement qu'il ne voulait pas de noce; Bérénice était dans les mêmes dispositions; seuls, le fils Glam et ses amis murmuraient tout doucement. Cependant tout le monde comprit qu'il fallait respecter la douleur de la famille Alain. On décida qu'il n'y aurait pas de noce, et que tout se bornerait aux cérémonies de l'église.

— Le bonheur, disait Pélagie, ne peut plus être notre hôte. Le fils qui faisait notre joie, et peut-être aussi trop notre orgueil, est devenu notre désespoir et notre honte. Pour qu'un bonheur vienne s'asseoir à notre foyer, il faut qu'il se déguise et n'ait pas d'habits de fête.

— Oui, dit Pulchérie, le souvenir de nos chers morts doit se mêler à tout. Il ne nous manquerait plus que de nous consoler, c'est-à-dire de les voir mourir dans notre cœur comme ils sont morts sur la terre! Oh! non; heureusement qu'on ne se console pas.

Tranquille voulut que la veille du mariage on dît à l'église une messe pour Onésime.

Pulchérie alla au cimetière pour prier sur les tombes de sa tante et

de son enfant. Il y avait alors sur un pilier de la porte du cimetière de Dive une inscription qu'on a effacée depuis, et qui avait sans doute été tracée autrefois par quelque voyageur :

La vie est un sursis à l'arrêt du trépas.
Tous ces morts ont vécu; toi qui vis, tu mourras.

En sortant du cimetière, Pulchérie alla se promener seule sur le bord de la mer, qui était basse et qui commençait à remonter. Elle resta livrée à une profonde rêverie, et, lorsque Bérénice qui la cherchait finit par l'apercevoir, elle traçait presque sans y songer, avec le bout de son petit pied, sur le sable de la mer quelques lettres qu'une lame ne tarda pas à venir effacer, mais pas assez vite cependant pour que Bérénice ne pût lire le nom d'Onésime. — Oh! Pulchérie, dit-elle, tu penses donc à lui?

— Oui, dit Pulchérie. J'ai retrouvé depuis long-temps déjà mon cœur d'alors. D'ailleurs, n'est-ce pas pour moi qu'il s'est sacrifié? Toute sa vie n'a-t-elle pas été un long dévouement, depuis le jour où, tout enfant, il a failli mourir de froid pendant cette nuit où nous nous étions égarés sur la mer? Ce n'est pas d'aujourd'hui que je me suis reproché la légèreté qui m'a fait méconnaître ce cœur sublime. Maintenant qu'il n'est plus qu'une ame, je vois cette ame dans toute sa beauté. Nous attristons tous ton jour de noce, ma pauvre Bérénice!

— Le sérieux va bien au bonheur, et la tristesse ne lui messied pas autant que cette grosse joie qui règne d'ordinaire dans les fêtes de mariage. D'ailleurs, après tout ce qui est arrivé dans notre malheureuse famille, ce que les autres appellent bonheur, nous ne pouvons guère l'appeler que consolation.

La cloche *sonnait au mort*, comme on dit à Dive. La famille Alain, dans laquelle il faut compter Pulchérie, se rendit à la messe en vêtemens de deuil; le fils Glam y accompagnait Bérénice; quelques autres amis s'étaient joints à eux. La cérémonie eût lieu avec un grand recueillement. Au moment où le prêtre finissait l'hymne *Dies iræ, dies illa,* une voix répondit : — *Amen!* à l'entrée de l'église. Quelques personnes se retournèrent et aperçurent un homme pauvrement vêtu et étranger à la paroisse, qui ne se vit pas plutôt l'objet de l'attention générale, qu'il sortit de l'église et disparut.

ALPHONSE KARR.

(*La sixième et dernière partie au prochain n°.*)

LA CRISE COMMERCIALE

ET

LA BANQUE D'ANGLETERRE.

I. — *The financial and commercial Crisis considered,* by lord Ashburton; London, 1847. — II. — *The Crisis and the Currency,* by John G. Kinnear; London, 1847. — III. — *Free trade and a fettered Currency,* by Archibald Alison; London, 1847. — IV. — *The commercial Policy of Pitt and Peel;* London, 1847.

Jamais peut-être la situation financière de la Grande-Bretagne n'a été plus digne de l'attention de notre pays qu'au milieu de la crise qui a porté cette année un si rude coup à l'industrie et au commerce du monde. A toutes les époques, l'étude de ces phénomènes, dont le retour semble devenu périodique depuis un demi-siècle, met en relief quelque vice du régime économique du royaume-uni, mais, cette fois, ce n'est plus un côté seulement d'un système vaste et complexe, c'est tout l'ensemble de la constitution financière qui se trouve atteint et dévoilé. La crise de 1847 nous permet de voir à fond l'état de ce crédit britannique, moins puissant peut-être qu'on ne se plaît à le dire, s'il avait de nouveau à traverser une rude et longue épreuve; elle nous découvre aussi l'influence du principe de l'isolement financier, qui gouverne si despotiquement la circulation depuis la réforme de la banque d'Angleterre accomplie en 1844. On a parfaitement compris, de l'autre côté de la Manche, le caractère général et profond de la détresse monétaire de cette année. Nos voisins sont trop accoutumés à se rendre compte des vicissitudes de l'industrie, à scruter les questions de l'ordre économique,

pour n'avoir pas remarqué que la crise de 1847, moins féconde, du moins jusqu'à ce jour, en désastres individuels que certaines commotions antérieures, touchait de plus près aux élémens constitutifs du crédit. Cette pensée, tantôt claire et tantôt un peu confuse, se rencontre, en dernière analyse, dans tous les documens et toutes les publications que les circonstances actuelles ont fait surgir; c'est à elle qu'on est ramené sans cesse quand on discute les principes que le bill de 1844 croyait avoir assurés pour long-temps, et sur lesquels sera probablement appelé à se prononcer le parlement nouveau, dont les tendances en cette matière sont encore inconnues.

Placés dans une situation analogue sous plus d'un rapport à celle de l'Angleterre, nous avons intérêt à connaître et à discuter, d'après les dernières recherches et les dernières observations, le propre jugement des Anglais sur l'état de leurs finances et sur cette doctrine de l'isolement qui règne encore en Europe, malgré les maux qu'elle a causés, dans le régime des institutions de crédit. Provoquée par des circonstances fortuites, la détresse dont le contre-coup se fait encore sentir a eu ses raisons déterminantes dans l'application de cette funeste théorie. L'histoire des crises qui ont précédé, de l'autre côté du détroit, celle de 1847 ne nous laissera aucun doute sur la pernicieuse influence du principe de l'isolement financier; elle nous montrera en même temps par quels moyens plus en harmonie avec les nouvelles tendances économiques une grande nation peut prévenir quelquefois et toujours atténuer les déplorables effets des secousses financières.

I.

S'il existe une relation intime et des traits frappans de ressemblance entre les crises qui ont depuis un demi-siècle éprouvé le crédit anglais, il ne serait pas exact de les attribuer toutes, comme on a quelquefois essayé de le faire, à une cause uniforme. Tantôt on doit s'en prendre à de fausses combinaisons de la part du gouvernement, tantôt aux dépenses qu'exigent, aux inquiétudes que suscitent des guerres continentales ou maritimes; tantôt l'industrie paie le prix de ses propres égaremens, de ses spéculations désordonnées. Il y a des cas où la banque d'Angleterre et les autres établissemens qui émettent de la monnaie de papier concourent à produire le malaise par des émissions irréfléchies ou par une brusque et trop sévère restriction; d'autres fois, le commerce britannique ressent le contre-coup du désordre financier d'un peuple avec lequel il entretient des relations étendues. La détresse peut aussi provenir d'une calamité publique placée au-dessus de la main des hommes, d'une mauvaise récolte par exemple, qui diminue subitement la richesse nationale au moment même où s'imposent des dépenses extraordinaires. Quelquefois enfin ces causes diverses, en se confondant, rendent la situation plus complexe et plus douloureuse.

L'ère des grandes crises du crédit, qui se sont multipliées en Angleterre à mesure que les intérêts industriels y ont pris leur prodigieux essor, pourrait être fixée à la guerre de l'indépendance des colonies de l'Amérique septentrionale. C'est depuis cette époque surtout qu'on suit avec un intérêt réel les oscillations des finances anglaises, et qu'on peut étudier avec fruit les moyens à l'aide desquels ont été combattues les maladies financières. A la fin de la guerre

américaine, qui avait ajouté 121,270,000 livres sterling (3 milliards de francs environ) au capital de la dette, la banque d'Angleterre, dont les coffres étaient presque vides (1), se vit obligée de réduire de moitié le montant de ses billets. Cette restriction subite infligea naturellement au commerce une gêne effrayante suivie de terribles catastrophes. La banque était au fond amenée à cette mesure moins par le désir de retenir l'or dans le royaume, en appliquant le principe de l'isolement, que par le soin de ses propres affaires. Inquiète sur elle-même au milieu de l'orage, elle jetait par-dessus le bord, pour alléger sa marche, les intérêts du commerce. Si on remue toutefois la masse des innombrables écrits publiés alors sur l'état des finances et sur la nécessité d'une réforme, on rencontre à chaque pas la pensée de retenir le numéraire dans le pays associée à celle de se débarrasser de la dette. Une dette de 6 à 7 milliards paraissait écrasante à un peuple qui devait un peu plus tard emprunter 600 millions sterling en vingt-deux ans (15 milliards de francs). L'opinion publique accueillait avec une faveur marquée tous les projets ayant pour but l'amortissement des obligations prises envers les rentiers de l'état. Comme la science du crédit en était encore à ses débuts, on ne s'étonnera point que de graves erreurs fussent accumulées dans des plans improvisés sous le coup d'une préoccupation passagère et visant pour la plupart à une bizarre originalité (2). A peine y trouvait-on, au milieu des propositions les plus étranges, quelques vues justes sur les questions relatives à la valeur, aux billets de banque, à la relation du billet et de la monnaie; mais ce dévergondage même des pamphlétaires attestait l'impérieux besoin de réorganiser le système financier. Les mesures de Pitt, élevé en 1783 au poste de premier ministre, eurent pour objet de donner satisfaction à ces exigences de l'opinion publique.

Dans un écrit publié récemment (3), on a rapproché de la politique commerciale de cet homme d'état les réformes accomplies par sir Robert Peel. L'auteur anonyme, en qui l'on a cru reconnaître un des membres les plus distingués du dernier ministère tory, avait voulu, à la veille des élections générales, présenter Peel et ses amis comme les continuateurs, en matière de liberté du commerce, de la pensée des chefs les plus illustres du torysme, et repousser loin des *peelites* le reproche d'avoir abandonné le drapeau du parti. Tout ce que l'histoire des soixante dernières années peut fournir d'argumens à cette thèse spécieuse a été réuni et classé avec une habileté rare. Plus politique qu'économique, l'écrit attribué à M. Gladstone se lie néanmoins à la crise actuelle, qui, au dire de plusieurs adversaires de sir Robert Peel, aurait été causée en partie par ses réformes commerciales. Quant au rapprochement entre Pitt et sir Robert Peel, que l'auteur a su justifier à quelques égards, il devient forcé dès qu'on arrive aux questions financières. Pitt fut non-seulement favorable à la liberté du commerce autant que l'autorisait son époque, il ne chercha point à restreindre la liberté

(1) En 1783, le trésor de la banque était tombé à 473,000 livres (11 millions de francs).

(2) Voici les titres, choisis entre cent autres, de quelques-uns de ces écrits : *Moyen infaillible, d'après Machiavel, de nous débarrasser de nos dettes; Moyen de payer la dette nationale en rapportant l'acte de mariage; Pensées sur le paiement de la dette au moyen d'une loterie; Plan pour payer la dette de la nation en trente années sans nouvelles taxes*, etc.

(3) *The commercial Policy of Pitt and Peel.*

en matière de circulation. Placé au milieu de circonstances différentes, éclairé par une expérience plus longue du régime des émissions illimitées du papier, sir Robert Peel, en développant le principe du *free trade,* a, au contraire, assujetti la circulation aux règles les plus rigides, si rigides même, que le but a été dépassé, et que l'isolement est devenu la loi fatale de la banque d'Angleterre.

Le temps et les réformes de Pitt avaient effacé les embarras produits par la secousse de 1783, lorsque survint, dix ans plus tard, la crise bien plus terrible qui suivit la déclaration de la guerre entre l'Angleterre et la France. On sait quelle panique s'empara du commerce; on sait quels furent alors les désastres des banques, le nombre des faillites, la rapide dépréciation des fonds publics (1). Partout on pressentait que la guerre de 1793 ne serait pas une guerre comme les autres, provoquées par la jalousie d'une influence rivale ou le désir d'un agrandissement de territoire, mais une guerre implacable entre deux principes profondément hostiles. Devant les catastrophes du crédit anglais, on croyait déjà en France, et on crut bien davantage en 1797, que l'Angleterre allait s'engloutir dans le gouffre de la banqueroute. Un Irlandais, devenu membre de la convention nationale après avoir pris part à la révolution d'Amérique et s'être élevé au poste de secrétaire du congrès des États-Unis, le citoyen Payne, se fit l'organe de cette pensée dans une brochure sur la *décadence du système financier de l'Angleterre.* Cet écrit obtint un succès prodigieux, mais un succès éphémère comme les illusions qu'il flattait.

Il serait puéril de vouloir soumettre à une analyse rigoureuse la crise qui s'étend, pour ainsi dire, de 1793 à 1815. Tout paraît anormal dans la situation comme dans les moyens employés pour suffire à des exigences inexorables. Si on avait alors restreint la circulation, on aurait paralysé à la fois la politique, l'industrie et le commerce du pays; si on avait laissé subsister l'obligation légale pour la banque d'Angleterre du remboursement de ses billets en or, on aurait vu la prompte faillite de cet établissement. La banque et le crédit furent sauvés par un coup d'énergie vraiment révolutionnaire. Personne n'ignore le rôle de ces *bank-notes* devenues inconvertibles en espèces, dont les émissions furent énormes (2), véritable papier-monnaie, malgré les efforts de Pitt pour lui imprimer un autre caractère. S'il y eut une différence fâcheuse entre l'or et le papier, les billets ne perdirent point faveur, la banque continua de donner de gros dividendes à ses actionnaires, et, au milieu de l'augmentation des impôts, qui quadruplèrent de 1790 à 1812, de l'accroissement de la taxe des pauvres, qui montait avec une égale rapidité, du progrès de la dette publique grossissant d'année en année

(1) Soixante et onze banques suspendirent leurs paiemens; sur ce nombre vingt-six tombèrent en faillite. Il y eut mille huit cent deux faillites en 1793, tandis que dans les quatre années précédentes ce nombre avait flotté entre cinq et six cents; et le cours 100 tomba en huit ou dix mois de 92 à 62.

(2) A la fin de la guerre, en 1815, le papier de la banque d'Angleterre montait à 38,000,963 livres sterling (près d'un milliard de francs); le papier des banques de province, dont le nombre s'était élevé pendant la guerre de 200 à 1,000, a été évalué par M. Loyd, si compétent dans ces matières et dont l'autorité a tant de poids en Angleterre, à 40 ou 50 millions sterling (1,250 millions). Ainsi la circulation dépassait 2 milliards de francs.

comme une mer envahissante, le commerce anglais, dominant sans rival d'un bout à l'autre de l'Océan, réalisait d'immenses bénéfices. Comme le prix des objets de consommation haussait suivant des proportions considérables (1), on augmenta le salaire des juges, la solde de l'armée et de la flotte, on donna un supplément de traitement à tous les employés de l'administration. La tourmente finit bientôt par ne plus porter que sur les petits rentiers, dont les revenus demeuraient stationnaires, mais dont les réclamations pouvaient être dédaignées sans graves inconvéniens.

Bien que le retour à un état de choses plus régulier, après le rétablissement de la paix, ait été marqué de faits sinistres pour l'industrie et le commerce, ce changement, on peut le croire, venait fort à propos. L'Angleterre n'aurait pas trouvé long-temps encore les moyens financiers de prolonger la lutte. La crise de 1815 et des années suivantes s'offrit avec deux traits principaux très rares dans les situations analogues, le bon marché et l'abondance. Pour faire comprendre le trouble apporté alors dans les transactions commerciales, il suffit de rappeler que le prix des objets de consommation diminua de 30 et 40 pour 100. Comme cet abaissement continua, plus prononcé encore, après le fameux bill de 1819 (*Peel' currency bill*) sur la reprise des paiemens en espèces qui commençait de faire rentrer la Grande-Bretagne dans les vrais principes du crédit, on a voulu voir dans les dispositions de cet acte la raison essentielle de la dépréciation générale des produits; mais, depuis les recherches de M. Tooke, il n'est plus guère possible de s'aveugler sur les causes réelles et multiples qui affectèrent les prix à cette époque. Le gouvernement avait prêté, au début de la crise, quelque assistance à l'industrie et au commerce à l'aide de bills de l'échiquier et par l'intermédiaire de la banque. D'un autre côté, certaines mesures, telles que le bill des céréales de 1815, avaient été prises contre l'abondance, dans l'intérêt de l'aristocratie territoriale. Le temps suffisait seul, avec l'âpreté bien connue du caractère anglais, pour que le commerce, revenu de son étonnement, rentrât dans son cours ordinaire.

Lorsqu'on examine avec attention, à l'époque où nous sommes arrivés, les tendances réciproques des puissances européennes, on est frappé d'une contradiction singulière. Au moment même où la bonne harmonie vient de se rétablir entre les peuples, les gouvernemens laissent voir des inclinations prononcées vers l'isolement financier. Peu à peu, néanmoins, les événemens viennent donner un démenti à des doctrines erronées. Le goût des affaires, l'esprit de spéculation, devaient même porter bientôt les capitalistes de Londres à ouvrir leurs caisses aux emprunteurs étrangers avec une facilité qui a été qualifiée d'imprudente (2). Imprudente ou non, cette facilité était l'indice d'une disposition générale à élargir la base du crédit par-delà les frontières. Quand vint la fameuse crise de 1825-1826, le remède qui sauva la banque en péril fut encore un démenti donné à la théorie de l'isolement. Les embarras n'étaient plus cette fois, comme en

(1) Les causes très diverses de cette hausse ont été analysées avec une rare sagacité par M. Tooke dans ses intéressantes recherches sur les prix et la circulation : *a History of prices and the state of the circulation from* 1793 *to* 1837.

(2) Dix-sept emprunts étrangers furent contractés dans les seules années 1823-24 et 25, montant à 37 millions sterling (1 milliard de francs environ).

1783, 1793, 1815, la conséquence d'une guerre commencée ou à peine finie : ils naissaient du mouvement déréglé de l'industrie, de l'entraînement vers les entreprises les plus folles qui s'était emparé de la nation. Il n'y avait pas d'épargnes que n'eussent alléchées les promesses de prospectus séduisans. Les capitaux péniblement amassés par les petits rentiers, les petits marchands, les domestiques, qui se montrent d'ordinaire si méticuleux quand il s'agit d'un placement normal, sont toujours les plus prompts à se jeter dans des opérations aventureuses. Plus ils ont mis de temps à se former, et plus vite ils voudraient se grossir. Dans les années 1823, 1824, 1825, des compagnies industrielles semblaient chaque matin sortir du sol comme par enchantement, et réalisaient sans peine d'énormes fonds sociaux. On ne comptait, avant 1823, que cent cinquante-six de ces grandes associations; mais, dans cette seule année, il s'en forma cinq cent trente-deux, au capital de 441,649,000 livres sterling (plus de 11 milliards de francs). Un jeu effréné et une production exorbitante, tels furent les deux principaux effets de ces égaremens déplorables, que les facilités accordées par la banque d'Angleterre avaient eu le tort d'encourager, et que devaient suivre les plus cruelles déceptions. La banque découvrit la première le nuage lointain d'où la tempête allait s'échapper. Aussitôt qu'elle s'aperçut que les changes étrangers prenaient une tournure défavorable et que le numéraire était appelé au dehors, effrayée tout à coup de se voir replacée au bord de l'abîme, elle voulut restreindre sa circulation et vendit des bills de l'échiquier pour retirer ses *notes*. Jetés ainsi en masse sur le marché, les bills, qui jouissaient habituellement d'une prime, subirent une dépréciation inattendue. Le resserrement de la circulation, succédant à la facilité de la veille, répandit partout l'inquiétude et la gêne. Les créanciers demandèrent à être payés en or; tous ceux qui avaient de l'argent entre les mains des banquiers se précipitèrent pour retirer leurs dépôts. La panique contraignit plus de cent banques de province à suspendre leurs paiemens, entraîna de nombreuses faillites, fit tomber le 3 pour 100 de 82 à 65, vida le trésor de la banque d'Angleterre, et porta l'intérêt de quelques prêts temporaires au chiffre incroyable de 50 pour 100 par année. Après une conférence à laquelle le premier ministre, lord Liverpool, avait convoqué M. Huskisson, alors président du bureau du commerce, le gouverneur de la banque et M. Baring, il fut décidé que la banque, dont le crédit était solide, abandonnant les mesures restrictives, chercherait son salut dans de nouvelles émissions de papier. Eh bien! ce moyen, qui aurait paru, aux yeux des partisans de l'isolement, devoir entraîner au dehors tout l'or du royaume, préserva seul la cour des directeurs de la déplorable nécessité de suspendre les paiemens en espèces en pleine paix et deux ans après les avoir repris (1). Il ne faut pas en faire trop d'honneur aux financiers de l'époque : si l'on excepte peut-être M. Huskisson, ils ne cherchaient qu'un expédient et ne songeaient nullement à assurer le triomphe d'un principe; mais, à leur insu, le principe poursuivait son chemin à travers une expérience éclatante.

Depuis 1825, la circulation a subi plusieurs secousses, moins rudes, il est vrai, et cependant très pénibles. Ainsi, en 1829, l'extinction des billets des banques de province de une ou deux livres sterling causa un trouble dont l'intérêt foncier

(1) Les émissions nouvelles du papier de la banque portèrent temporairement la circulation de 19,768,000 livres sterling à 24,479,000 livres.

eut surtout à souffrir. En 1834, l'industrie et le commerce durent leurs embarras à une production excessive; en 1836 et 1837, au contre-coup de la ruine des banques américaines. Des compagnies qui s'étaient multipliées chez nos voisins sous le nom de banques par actions ou banques à capitaux-unis (*joint-stock banks*), malgré le désavantage de n'être pas reconnues par la loi et d'entraîner la solidarité illimitée de tous leurs membres, avaient favorisé, par le débordement de leurs émissions, l'élan inconsidéré des producteurs et l'encombrement des magasins. Si la banque d'Angleterre, lorsque les mauvaises récoltes de 1838 et 1839 vinrent s'ajouter à ces causes de gêne, avait été réduite à ses seules ressources, si elle n'avait pas obtenu un appui au dehors, il a été démontré par M. Loyd, à l'aide des relevés de la réserve métallique et du montant des opérations, qu'elle aurait entièrement desséché son trésor. Peut-être eût-elle trouvé alors, comme en 1825, un autre expédient pour éviter la suspension des paiemens en numéraire; toujours est-il que le prêt de 50 millions consenti par la Banque de France la dispensa d'une épreuve hasardeuse. Ainsi, cette fois encore, et par une autre voie, on s'écartait du principe de l'isolement, auquel la banque d'Angleterre a été obligée, par le bill qui la régit depuis trois ans, de se cramponner en 1847.

II.

La crise financière et commerciale de cette année présente un caractère distinct, sous beaucoup de rapports, de celui des crises passées, et soulève, outre des questions communes à toutes les situations analogues, d'autres questions qui lui sont exclusivement propres. On a vu, en 1847, le singulier contraste d'un crédit commercial très sain et d'une circulation plus embarrassée qu'à des époques où le crédit était profondément vicié. La détresse monétaire n'a pas éclaté tout d'un coup; elle ne s'est pas manifestée, comme en 1825, par une panique venant à la suite des désordres du commerce et vidant les caveaux de la banque. A proprement parler même, il n'y a pas eu de panique : il y a eu resserrement dans la circulation, resserrement graduel et prévu, au moins depuis les derniers mois de 1846.

L'an passé, au mois d'août, la banque, dont les coffres regorgeaient d'or (1), voulant mettre son escompte plus en rapport avec le taux de l'intérêt de l'argent, l'avait réduit de 3 et demi à 3 pour 100. Comme les directeurs sont en cette matière d'une prudence extrême, l'abaissement d'un demi pour cent témoignait en faveur de l'état industriel et commercial du pays. A peine cette mesure avait-elle été décidée, que des symptômes défavorables se manifestèrent dans les changes étrangers. Nous nous trouvons ici à l'origine de la crise; ces premiers pronostics méritent d'autant plus de fixer l'attention, que presque toutes les famines monétaires débutent d'une façon analogue. Chez nous aussi les embarras s'étaient annoncés de même. Le tableau des changes est un indice à peu près infaillible de l'état du numéraire. Les grandes et subites variations qui agitent les cours témoignent généralement que l'équilibre ordinaire des importations et des

(1) La banque possédait alors 16,250,000 livres en numéraire (406 millions de francs environ).

exportations est dérangé, qu'on est astreint à des paiemens extraordinaires en espèces, et que l'argent s'en va au dehors comme une autre marchandise, parce qu'il y trouve un placement plus avantageux.

Les premières altérations des changes avaient été regardées à Londres comme passagères et peu significatives. Elles prirent un autre aspect quand il fut certain que la récolte des céréales était très médiocre, et que les pommes de terre manquaient en Irlande et dans certains districts de l'Europe. Qu'il dût être indispensable de solder en espèces des importations supplémentaires de grains, on ne pouvait plus en douter. Vers la fin de l'année, le numéraire commença en effet à être demandé de l'extérieur pour des sommes considérables, et l'état des changes avec les principaux pays d'approvisionnement, l'Amérique et la Russie, se trouva définitivement contraire. On voit alors baisser graduellement le chiffre des valeurs métalliques des deux départemens de la banque d'Angleterre. Du mois d'août au mois de décembre, ces valeurs avaient flotté entre 14 et 16 millions sterling, ne s'écartant guère du chiffre habituel, qui paraît être d'environ 15 millions (375 millions de francs). Du mois de décembre au mois d'avril, l'encaisse tomba au-dessous de 10 millions, pour baisser encore dans les mois suivans. En France, la diminution des espèces de la Banque s'était fait sentir un peu plus tôt : quand on compare la moyenne des situations en 1845 et en 1846, on voit que la différence entre les encaisses des deux années est de près d'un tiers en faveur de 1845. Durant le premier trimestre de 1847, le numéraire a encore subi une diminution considérable (1), pour se relever un peu dans le trimestre suivant.

Ces graves symptômes provoquèrent de l'un et de l'autre côté du détroit des mesures analogues qui ont été jugées déjà ici même au point de vue du rôle particulier de la Banque de France et des intérêts du travail national (2). Les deux grands établissemens financiers de Paris et de Londres élevèrent le même jour, 14 janvier, le taux de leur escompte, mais suivant des proportions différentes. Pendant que la Banque de France portait son chiffre de 4 à 5 pour 100, la banque d'Angleterre se contentait d'abord de rehausser le sien au taux de 3 et demi, où il était au mois d'août précédent. A peine huit jours s'étaient-ils écoulés, qu'elle adopta le chiffre de 4 pour 100. Trois mois plus tard, les directeurs, voyant les réserves métalliques décroître de plus en plus, fixèrent enfin l'escompte à 5 pour 100. Une autre restriction fut alors imposée au commerce : jusque-là on avait continué à recevoir les effets à quatre-vingt-quinze jours d'échéance; on fit entendre, sans préciser aucun terme, qu'on n'admettrait désormais les billets qu'à une échéance plus courte. L'escompte à 5 pour 100 ne paraissait pas devoir être dépassé; on s'était même mis à espérer, au moins par intervalles, le retour prochain à un taux moins exorbitant, quand une nouvelle augmentation fut annoncée comme imminente vers la fin de juillet. Le 5 août dernier, l'escompte a été effectivement élevé d'un demi pour 100. La situation

(1) La moyenne de l'encaisse de 1845 est de 236 millions; celle de 1846 de 171 millions. Pendant le premier trimestre de 1847, la moyenne tomba à 66 millions, pour remonter à 77 durant le second trimestre.

(2) Voyez, dans les livraisons du 1er et du 15 février 1847, un remarquable travail de M. Michel Chevalier sur *les Subsistances et la Banque de France.*

de l'établissement était pourtant, en réalité, moins gênée qu'au mois d'avril, et le fonds des dépôts (*deposit reserve*) plus largement fourni.

On connaît le but de ces augmentations successives; on sait quel résultat ambitionnait la banque d'Angleterre en rendant ses escomptes plus onéreux pour le commerce. Fidèle aux règles de sa constitution légale, elle visait à maintenir le rapport entre ses billets et sa réserve, et, en retirant ses *bank-notes* de la circulation, à empêcher la sortie du numéraire. Ce calcul a pour fondement ce principe de la science économique, que les espèces se retirent de la circulation exactement d'après la proportion où les billets de banque y sont entrés. Sans admettre rigoureusement, avec l'école d'Adam Smith et de Ricardo, que le titre commercial appelé *billet de banque* se substitue toujours à l'argent, il nous paraît impossible de contester que les grandes émissions de papier tendent à diminuer la masse des valeurs métalliques, remplacées en partie par des billets dans une foule de transactions. En thèse générale, quand le change devient contraire, quand le numéraire sort d'un pays, la diminution des billets est susceptible de retenir la portion de l'argent devenue nécessaire pour les échanges quotidiens.

Ces principes, que la science peut généraliser fort à son aise, se trouvent cependant affectés dans la pratique par une foule d'incidens imprévus. Mille circonstances semblent se complaire à bouleverser des calculs purement spéculatifs. Que le théoricien se montre inflexible, qu'il presse son idée jusqu'à ses conséquences extrêmes, ce n'est pas là un mal bien grave; mais un gouvernement doit savoir transiger avec certaines circonstances impérieuses. Ainsi, dans la crise de cette année, le resserrement de l'escompte, la diminution de la circulation, pouvaient-ils empêcher qu'on eût à payer en espèces les expéditions extraordinaires d'Odessa et de la Nouvelle-Orléans? L'influence de la mesure prise par la banque ne se trouvait-elle pas, sinon annulée, du moins considérablement amoindrie? De ce que la Grande-Bretagne demandait à l'extérieur un plus large approvisionnement en céréales, il ne s'ensuivait pas, par exemple, que les pays d'où elle le tirait dussent avoir besoin d'une plus forte quantité de cotonnades de Manchester. « S'il nous faut deux sacs de blé au lieu d'un, a-t-on dit fort sensément, les étrangers ne porteront pas pour cela deux chemises et deux habits. » La théorie se heurtait contre une véritable nécessité de salut public. Eût-on retiré de la circulation tous les billets émis, qu'il eût encore fallu payer au dehors la même somme en espèces. La crise actuelle aurait donc exigé qu'on apportât quelques tempéramens dans l'application des principes rigoureux de la science économique. Mais ici se présente une question préjudicielle : le bill de 1844 laissait-il à la banque d'Angleterre sa pleine liberté d'action? S'il en était autrement, ce ne serait plus la direction, mais la constitution même de cet établissement qu'il faudrait rendre en grande partie responsable d'un malaise que des mesures mieux appropriées aux circonstances eussent pu considérablement atténuer. Or, on n'en saurait douter, la liberté d'action a manqué à la banque. Le bill qui l'avait constituée en 1844 lui traçait d'avance la marche à suivre en présence des premiers symptômes alarmans. Le taux de l'escompte fut donc élevé, et cette mesure, imposée à la cour des directeurs par la loi même, réagit dès-lors sur toutes les causes secondaires de la crise, qu'elle aggrava rapidement.

Le renchérissement du capital a été la conséquence immédiate des augmen-

tations successives du taux de l'escompte de la banque. En tout pays, augmenter le prix du capital, c'est porter de rudes coups à l'industrie et au commerce; s'ils se multipliaient, ces coups seraient mortels pour une industrie montée sur le pied de l'industrie britannique et ne pouvant assurer que par le bon marché l'écoulement de ses produits au dehors. Les manufacturiers anglais jouissent de l'avantage d'avoir à bas pris deux agens essentiels du travail, le fer et la houille, qui jouent aussi un rôle de plus en plus important dans l'économie des moyens de transport; en outre, le capital est communément bien moins cher dans leur pays que dans les autres états européens. L'industrie anglaise a besoin de toutes ces circonstances réunies pour racheter certains désavantages, tels que celui d'une main-d'œuvre généralement plus coûteuse. La considération d'un capital à bon marché entre dans les calculs de ses frais généraux, et agit naturellement sur les conditions de la vente. Parmi les causes qui amenèrent, de 1793 à 1815, une si forte augmentation dans la valeur des produits manufacturés, figure précisément le prix énorme du capital en présence d'une guerre qui absorbait dans les emprunts la majeure partie des épargnes individuelles. L'abaissement du taux de l'intérêt qui suivit le retour de la paix générale contribua beaucoup au contraire à la dépréciation de toutes les marchandises. Durant la crise dernière, la valeur du capital a haussé dans des proportions effrayantes. Si le taux de l'escompte de la banque a doublé, le taux de l'intérêt pour les emprunts ordinaires a au moins quadruplé. En 1846, quand la banque escomptait les effets de commerce à 3 et 3 et demi, on pouvait emprunter de l'argent à 2 et demi et 3 pour 100. Embarrassés de leurs fonds, les capitalistes avaient de la peine à les faire fructifier. Depuis huit à neuf mois, les prêts se sont opérés, avec garantie, à 6, 8, 10 et même 12 et 15 pour 100. Conçoit-on le trouble d'une industrie subitement forcée de payer quatre et cinq fois plus cher le capital qui l'alimente? Encore, à ce taux excessif, n'obtenait-on pas toujours les moyens de satisfaire à ses besoins. Il deviendra plus facile de mesurer l'étendue du préjudice causé aux intérêts industriels quand on saura que le capital engagé dans les fabriques des trois royaumes est évalué à 250 millions sterling (600 milliards 250 millions de francs), et que le quart au moins de cette somme est fourni par l'emprunt.

Que ce resserrement si considérable dût ralentir le travail manufacturier et imposer au commerce les entraves les plus étroites, la conséquence était facile à prévoir. De larges commandes n'ont pu être exécutées par les premiers ateliers de la Grande-Bretagne; des opérations commerciales importantes, plusieurs même relatives à des achats de subsistances, se sont vues arrêtées par l'état fâcheux de la circulation. Si on excepte les denrées alimentaires, tous les produits ont éprouvé une dépréciation de 10 à 20 pour 100. L'or, qui, comme on sait, est le seul des métaux précieux ayant une valeur monétaire légale chez nos voisins (1), était si recherché, que la banque tenta inutilement de convertir en or 1,500,000 livres sterling de lingots d'argent reposant dans ses coffres, et ne voulut acheter de l'argent à aucun prix. Le trésor public n'a pas été à l'abri du

(1) L'Angleterre et le Portugal, le plus riche et le plus pauvre peut-être des pays de l'Europe, sont les deux seuls états de notre continent qui n'admettent pas l'argent dans leur système de monnaie légale.

contre-coup de la détresse; le gouvernement a dû doubler l'intérêt des bills de l'échiquier, augmentant ainsi les charges annuelles du trésor de 400,000 livres sterling (10 millions) représentant un capital de 8 millions sterling (200 millions); cette mesure était nécessaire cependant, car, de l'aveu du chancelier de l'échiquier sir Charles Wood, exprimé en pleine chambre des communes, les bills trouvaient difficilement des acheteurs. En contractant l'emprunt destiné à subvenir aux besoins de l'Irlande, on a été heureux de livrer du 3 pour 100 à 88, au lieu de le vendre au pair, comme on l'aurait pu un an plus tôt.

C'est vers la fin d'avril et le commencement de mai que la crise a sévi avec le plus de rigueur. Inquiétée par l'écoulement de ses espèces, se voyant exposée à rompre la balance de sa réserve métallique et de son droit d'émission, la banque refusa d'escompter des billets venant des maisons les plus solides. C'est là, sans contredit, le trait le plus alarmant du tableau. On ne sait pas si de pareils refus, en se répétant, n'eussent pas équivalu à la suspension même des paiemens en numéraire. Heureusement, quand on vit les récoltes s'annoncer sous de favorables auspices, on reprit un peu de confiance; les affaires devinrent moins difficiles. Si des embarras nouveaux se sont reproduits avec une certaine recrudescence depuis la fin de juillet, il ne faudrait pas confondre une gêne monétaire, simple contre-coup d'événemens antérieurs, avec une détresse comme celle du mois d'avril. Les faillites récentes qui, en affligeant le commerce des céréales et des denrées coloniales, ont entraîné la chute de plusieurs maisons d'escompte, font pressentir la fin et non la continuation de la crise. L'abaissement des prix à un taux normal devait amener la ruine des spéculateurs qui, comptant sur le maintien des cours, avaient donné des ordres pour de larges approvisionnemens. Liquider les dépenses faites ou les engagemens pris, c'était une nécessité absolue pour l'Angleterre au moment où la situation commençait à se détendre. De là les derniers tiraillemens de la circulation; de là des désastres individuels, seul moyen de rétablir la balance du commerce. Mentionnons encore, au moins comme un trait de mœurs, une autre cause assignée à la gêne du mois d'août : les frais occasionnés par les dernières élections générales. Heureux ou malheureux, les candidats avaient dû retirer des mains de leur banquier ou réaliser d'une autre manière de fortes sommes pour subvenir à une lutte coûteuse. Cette cause très secondaire de la souffrance n'était pas destinée à exercer une action durable, et le nivellement, sous ce rapport, a déjà dû s'opérer.

Dès la fin de juillet dernier, le commerce anglais avait pu regarder l'avenir avec plus de confiance. On était certain de n'avoir pas à demander au dehors un vaste supplément de blé. S'il n'était pas permis d'espérer encore le retour prochain des anciennes facilités monétaires, on pouvait du moins prévoir que la banque serait bientôt contrainte de réduire, comme elle l'a fait au commencement de septembre avec une prudence très méticuleuse, les conditions excessives de son escompte. Ce qui préoccupait visiblement les esprits, ce n'était point une compression (*pressure*) passagère, mais la forte secousse qui avait ébranlé le crédit dans les premiers mois de cette année, à un moment où l'état du commerce était sain et la réserve de la banque très considérable. Comment, au milieu d'une situation aussi satisfaisante, l'industrie nationale avait-elle pu se trouver aux abois? On recherchait avec inquiétude quelles avaient pu être les causes réelles d'une détresse si inattendue. Ces causes, nous les avons indiquées

en partie en retraçant les diverses phases de la crise. Il importe maintenant de les énumérer plus complétement et d'en préciser l'importance, afin d'arriver ainsi à celle qui les domine toutes.

Il y a des points sur lesquels tout le monde s'accorde. Qui pourrait méconnaître, par exemple, que l'insuffisance des récoltes en 1846 ait été un sujet très notable d'embarras? Le prix des denrées alimentaires a presque doublé. De 50 shellings le *quarter* (1), la valeur du blé est montée à près de 80. En prenant pour base du calcul une consommation annuelle de 16 millions de *quarters* et en ajoutant seulement au taux ordinaire 25 shellings par *quarter*, on constate dans la dépense du royaume-uni une augmentation de 20 millions sterling (500 millions de francs) sur un seul article, sans parler des autres produits qui figurent dans l'alimentation du pays.

Avec le déficit dans l'état des récoltes coïncidaient diverses circonstances propres à rendre la situation plus critique. Tandis que les céréales manquaient de ce côté-ci de l'Océan, le coton manquait en Amérique, et cet article, dont l'industrie anglaise consomme de si énormes quantités, éprouvait un renchérissement subit. L'Angleterre était donc forcée de payer aux États-Unis une somme en espèces qui rendait déjà le cours du change défavorable pour elle. Ajoutons que tous les calculs des fabricans anglais se voyaient dérangés, leurs frais de production inopinément accrus; plusieurs manufactures chômèrent, d'autres restreignirent leurs opérations. Qu'on réfléchisse au développement de la fabrication des cotonnades chez nos voisins, au nombre de bras qu'occupe cette industrie, et on devinera l'affreuse misère que le ralentissement des travaux a répandue autour des cités manufacturières. Le contre-coup d'un pareil désordre réagit de près ou de loin sur toutes les transactions commerciales d'un pays, et le crédit intérieur en reçoit inévitablement quelques atteintes.

Les spéculations désordonnées sur les chemins de fer ont, d'un autre côté, énergiquement contribué à la crise. On sait quel a été chez nous l'entraînement des esprits vers ces grandes entreprises; mais notre engouement donne à peine une idée de la frénésie britannique. On vint, dans la seule session de 1845, solliciter la sanction parlementaire pour l'établissement de *rail-ways* exigeant 340 millions sterling (8 milliards et demi de francs). Si on joint à cette somme les projets de chemins de fer dont les études étaient moins avancées, et dont les promesses d'action se vendaient pourtant avec prime, on arrive à un capital de 500 millions sterling (12 milliards et demi de francs). Les titres morcelés de ce fabuleux total circulaient de main en main avec une rapidité fébrile. On aurait dit un fer brûlant que chacun saisissait à peine pour le passer à son voisin. D'un bout à l'autre de l'Angleterre, on vit surgir une nation de courtiers. Pas une petite ville qui ne comptât des centaines de ces intermédiaires. Sur les places un peu importantes, on publiait chaque jour le cours des actions, que tous les regards interrogeaient avidement. L'exemple de la ville de Leeds, pris entre mille autres, nous apprendra ce qui se pratiquait en tous lieux. A Leeds, le nombre des courtiers ne dépassait pas, en 1844, le chiffre de douze; au milieu de l'année suivante, il s'élevait à trois cents. On opérait 1,500 à 2,000 transferts par jour, embrassant plus d'un demi-million sterling (12 millions et demi de francs). A

(1) Le *quarter* contient 64 *gallons*, et le *gallon* 4 litres et demi à peu près.

quelle somme exorbitante ne devaient pas s'élever les transactions quotidiennes de tout le royaume! Faut-il s'étonner si on a dû acquitter plus tard les frais de pareilles folies? Ce n'est pas, toutefois, en affectant directement les opérations de la banque d'Angleterre, que ces enfantemens gigantesques de la spéculation ont empiré la détresse, puisqu'ils n'avaient aucune influence sur les changes étrangers. On aurait plutôt appelé l'argent du dehors par l'appât d'une grosse prime; mais les chemins de fer, accaparant toutes les épargnes individuelles, tous les capitaux disponibles, les détournaient de l'industrie et paralysaient le commerce ordinaire. La concurrence des chemins de fer à l'industrie dure encore. Au plus fort de la tourmente, bien que les actions aient considérablement baissé depuis le commencement de cette année, les capitaux ne se sont guère éloignés des *rail-ways*. Comme l'intérêt que les compagnies sont obligées de payer pour de nouveaux emprunts augmente sensiblement, comme les dividendes s'affaiblissent, le public se découragera peut-être, et les capitaux refluceront vers le commerce en souffrance. On aura éprouvé une fois de plus que les engouemens irréfléchis de la spéculation aboutissent à des déceptions certaines et se résolvent en des pertes irréparables pour la masse des petits capitalistes. Les compagnies elles-mêmes semblent en ce moment ressentir le besoin de s'imposer un frein volontaire et de restreindre leurs appels de fonds.

On se tromperait beaucoup si on pensait que les vastes réformes accomplies récemment dans le régime économique du royaume-uni soient restées complétement étrangères à la détresse de 1847. Nous n'admettons pas sans doute les prétentions extravagantes des *ultra-protectionnistes;* nous ne voyons pas avec eux dans ces mesures la source unique du mal. La révolution douanière, dans la situation industrielle où sont les Anglais, nous paraît au contraire un acte de prévoyance; il n'en faut pas moins un certain temps avant que les intérêts se plient à l'ordre nouveau. Un changement si grave a déterminé une sorte de commotion dans l'édifice même qu'il est destiné à raffermir.

Des causes si nombreuses et si variées, réunies à la fin de l'année dernière, constituaient bien les élémens d'une crise et devaient engendrer une gène inévitable. La banque d'Angleterre étant venue, comme on l'a dit, pour surcroît de malheur, à resserrer ses escomptes, l'état des choses fut considérablement empiré. En suivant le cours des faits accomplis, on touche du doigt l'effet des mesures prises par ce grand établissement. Si, au lieu d'agir dans un sens qui favorisait le développement d'influences malheureuses et fortuites, la banque avait pu diriger son action en un sens opposé, procurer au commerce des facilités agrandies et non lui ravir celles dont il jouissait; si elle n'avait pas été condamnée par sa constitution à un isolement absolu, la gène commerciale aurait été beaucoup plus courte et beaucoup moins sensible. Peut-être même le tiraillement n'aurait-il pas reçu ce nom de crise qui suppose des embarras graves, complexes et prolongés.

En rappelant les diverses causes du dernier ébranlement, nous sommes donc arrivé à la cause essentielle. De toutes les questions soulevées par la famine monétaire de 1847, celle de la constitution de la banque est, sans contredit, la plus importante. Déjà ce grave sujet a été touché devant le dernier parlement; déjà le bill de 1844 a été le but d'attaques plus ou moins vives de la part de lord G. Bentinck, de MM. Disraeli, Mastermann, Newdegate. Bien que ces accusations aient

été écartées par la grande autorité financière de sir Robert Peel, elles reviendront dans le parlement nouveau. Tout en sauvegardant les bases du système de la banque, sir Robert Peel lui-même (ses explications à la chambre des communes au mois de mai 1847 en font foi) n'a pas paru opposé à la pensée d'une modification partielle. Le silence qu'il a gardé dans son manifeste électoral, où il énumérait complaisamment les actes de son administration, n'indique-t-il pas chez lui des doutes sur la perfection du mécanisme actuel? Lord John Russell a tenu, assure-t-on, plusieurs conférences sur le régime de la circulation, soit avec quelques-uns de ses collègues, soit avec des hommes haut placés dans la finance. Il serait prématuré néanmoins d'annoncer un projet de réforme; en attendant, la question est débattue dans la presse périodique et donne lieu à de nombreuses publications qui prennent pour champ de bataille le bill de 1844. Cette polémique ne se renferme point dans le cercle des écrivains qui s'occupent d'économie financière; elle agite la masse énorme d'intérêts qu'embrasse le mouvement général des affaires du pays. Si on interroge en même temps les faits constatés par l'expérience et les principes les plus sûrs en matière de crédit, il n'est pas difficile de discerner dans cette polémique les reproches fondés des accusations sans justice. Il n'est pas difficile non plus d'y trouver des preuves nouvelles de la fausseté du principe de l'isolement financier. Envisagée comme cause de la crise de 1847 et comme démonstration d'une erreur économique, la constitution de la banque d'Angleterre, objet en ce moment d'attaques si passionnées, mérite doublement de nous arrêter.

III.

Parmi les écrits qui battent en brèche la charte de la banque d'Angleterre, on a surtout remarqué une brochure dans laquelle lord Ashburton (M. Baring) se pose en adversaire déterminé des restrictions légales apportées à l'émission des *bank-notes*. Sans partager sur tous les points les vues exprimées par l'auteur de *the financial and commercial Crisis considered*, nous rendons un plein hommage à sa longue expérience, à sa pénétration bien connue, qui se révèlent souvent dans son ouvrage par des traits lumineux. Il y a là des critiques dont nous reconnaissons entièrement la justesse, bien qu'elles ne nous paraissent pas autoriser les conclusions extrêmes que lord Ashburton croit pouvoir en déduire. Nourri dans les traditions d'une école accoutumée à ne tenir aucun compte des principes économiques, l'auteur traite la science avec un dédain qu'il est peu séant d'afficher aujourd'hui.

Un autre écrit, *the Crisis and the Currency* par M. John Kinnear, renferme une foule de faits et de raisonnemens présentés avec adresse au profit d'une opinion qui débute, comme celle de lord Ashburton, par condamner le régime de la banque pour aboutir à proposer d'introduire en Angleterre le système des banques écossaises par actions. La multiplicité de ces établissemens paraît à l'auteur une cause de sécurité pour le crédit, tandis que le bill de 1844 regarde l'unité comme la meilleure garantie. La comparaison entre les deux mécanismes ne manque pas d'intérêt; mais, avant de soutenir que l'Angleterre doive rétrograder dans la voie de la centralisation financière, il faudrait démontrer que la

solidité des banques écossaises ne vient pas en grande partie de ce qu'elles ont le crédit anglais pour point d'appui, et cette démonstration, M. Kinnear se garde bien de l'essayer.

L'auteur d'un autre pamphlet intitulé : *Free trade and a fettered Currency*, met en présence la liberté du commerce et l'assujétissement de la circulation à des règles impérieuses. Ces deux principes ne sont inconciliables qu'en apparence; mais que le capital soit abondant et que la circulation soit restreinte jusqu'à une gêne très sévère comme cette année, voilà une contradiction réelle, que M. Alison relève et discute à l'aide de faits positifs; voilà un mal sérieux auquel on peut remédier, nous le croyons, sans compromettre aucune conquête légitime du crédit.

S'il était vrai, comme on le soutient avec plus ou moins de vivacité dans ces divers écrits, que le bill qui a reconstitué la banque d'Angleterre sur de nouvelles bases en 1844 reposât sur des principes entièrement faux, destinés à engendrer des crises monétaires ou à les aggraver, tout ce que la Grande-Bretagne renfermait, il y a trois ans, d'hommes d'état, de financiers et d'économistes éminens seraient tombés, à la suite de sir Robert Peel, dans une énorme méprise en matière de circulation. Jamais, en effet, aucune mesure ne reçut au dedans et au dehors des chambres un assentiment plus manifeste. Les protestations des gros banquiers de Lombart-Street, dictées par des considérations d'intérêt privé, et les rares objections de quelques membres du parlement, se perdirent au milieu de l'approbation générale. Or, l'objet de ce bill accueilli avec tant de confiance, c'était précisément de diminuer la durée, l'intensité, la fréquence des malaises financiers, toujours si funestes aux intérêts industriels et commerciaux. Asseoir le crédit sur une base plus ferme, le soustraire aux fréquentes ondulations du mécanisme monétaire en cherchant à centraliser les moyens d'agir sur ce mécanisme, consolider ainsi tout le système de la circulation, tel était le but de la réforme accomplie. A-t-on fait fausse route? Faut-il renverser le régime en vigueur pour rétablir la banque sur d'autres fondemens? Ne serait-il pas possible, au contraire, que, tout en partant de principes vrais, on en eût seulement outré l'application? Ne serait-il pas possible qu'on eût seulement omis, en se vouant à un isolement éternel, de s'assurer un moyen légal d'approprier l'action de la banque à certaines exigences extraordinaires? Si cette hypothèse est fondée, comme nous le pensons, rien ne serait plus facile que d'introduire dans le système actuel, sans toucher à ses élémens constitutifs, les modifications que commande déjà l'expérience.

La réforme de 1844 n'était pas une œuvre improvisée dans les bureaux de la trésorerie. Un comité spécial avait été chargé, l'année précédente, par sir Robert Peel, d'examiner la question et de réunir tous les élémens propres à l'éclairer pour le moment où expirerait la charte de dix années accordée à la banque en 1834. L'usage fréquent de renvoyer l'élaboration des questions administratives ou économiques à des comités produit en Angleterre les plus excellens fruits. Les comités facilitent les solutions, de même que chez nous les commissions créées par les ministres semblent destinées à les ajourner. Les fécondes recherches du comité de la banque (*comittee on banking*) avaient fourni à sir Robert Peel une foule de faits qu'il sut grouper au profit de ses idées. On était frappé, dans son

plan de réforme, par ce caractère audacieux qui marqua presque toutes ses propositions durant son dernier ministère. Il s'agissait, on peut le dire, d'une révolution complète dans le régime de la monnaie de papier. Le bill atteignait, outre le grand établissement existant à Londres avec des priviléges étendus et faisant les fonctions de banque du gouvernement, toutes les maisons qui émettaient des billets payables à vue au porteur : les banques de province (*country banks*), les banques par actions (*joint-stock banks*), et les simples banquiers (*private bankers*). On interdisait dès ce moment la création de nouvelles banques d'émission, et, tout en respectant les droits acquis, sous la réserve de certaines garanties, on se ménageait le bénéfice des chances d'extinction, et on préparait pour l'avenir la centralisation de la faculté de battre monnaie avec du papier dans les mains d'une banque unique. Était-ce là se mettre en contradiction, comme on l'a prétendu, avec le principe de la liberté de commerce si hardiment arboré par le même homme d'état? Non, car le droit de fabriquer de la monnaie est une de ces prérogatives d'ordre public qui n'appartiennent qu'au pouvoir social, aussi bien quand il s'agit de monnaie de papier que de monnaie d'or ou d'argent.

La constitution de la banque d'Angleterre, en ce qui touche au rôle du papier dans la circulation, a été inspirée par les idées d'Adam Smith et de Ricardo, que M. Loyd, dans des écrits fort remarqués, avait proposé d'adapter au mécanisme de cet établissement colossal. Ces principes, qui ont le tort de plier, en tout temps, toutes les opérations sous un joug inflexible, partent de ce fait que la circulation en espèces et en billets exerce une influence directe sur le taux des prix et sur la situation commerciale, et, comme nous l'avons déjà dit, que par l'émission du papier on influe sur la quantité du numéraire. Le bill de 1844, qui soumettait à ces principes le régime des banques, si long-temps abandonné à un empirisme aveugle, marque, malgré ses imperfections, le début d'une ère remarquable dans l'histoire des institutions de crédit. Ce bill rompait ensuite avec les enseignemens des économistes quant aux moyens à prendre pour gouverner les rapports des billets et du numéraire, et dominer les variations dans la quantité de ces deux élémens de la vie industrielle et commerciale. On n'admettait pas que la *convertibilité* permanente des billets en or fût un rempart suffisant contre des émissions exagérées. On ne se crut protégé par une digue assez forte qu'en subordonnant la quantité des billets de la banque d'Anglerre au numéraire déposé dans ses caveaux, de telle sorte que chaque *bank-note* eût toujours sa représentation en espèces, au-delà d'une certaine somme représentée par des effets publics. Si cette disposition mettait à l'abri des entraînemens du passé, au milieu desquels on achetait le soulagement d'un seul jour au prix d'embarras formidables pour le lendemain, elle exposait, par sa généralité, à des inconvéniens graves. On s'interdisait d'abord la faculté d'élargir la circulation, même si un événement imprévu l'ordonnait et si les circonstances le permettaient. Avec des billets correspondant toujours à la quantité de numéraire encaissé, on n'aurait plus de circulation de papier; ce serait bien encore la circulation métallique sous une forme plus commode. Enfin on se condamnait d'avance, et pour tous les cas, quand le numéraire diminuant paraîtrait sortir du royaume, à la restriction des billets, c'est-à-dire à l'isolement

financier. Voilà le côté peu libéral du plan de sir Robert Peel. La sécurité du crédit n'exigeait pas des sacrifices aussi étendus, ne répugnait pas à tout tempérament (1).

L'émission sur des titres publics est en quelque sorte limitée à 14 millions sterling (350 millions), dont 11 millions, montant du capital de la banque qui se trouve entre les mains du gouvernement, sont représentés en fonds consolidés, et 3 millions en bills de l'échiquier. Si la banque d'Angleterre possède des titres au-dessus de cette somme, elle ne peut émettre de billets correspondans que dans des cas prévus et après une autorisation royale. La création des 2 millions sterling (50 millions de francs) de *bank-post-bills* que la banque émet en outre, pour faciliter le service de la poste, appartient à un autre ordre d'idées. Ce chiffre de 2 millions sterling n'est pas excessif dans un pays où les fonds transportés par la poste se sont élevés, durant le cours du dernier exercice, à 6 millions sterling (150 millions de francs) (2).

La moyenne des billets de la banque d'Angleterre est ordinairement d'environ 20 millions sterling (500 millions de fr.), sans compter les 2 millions de *bank-post-bills* (3). Il y a donc à peu près 6 millions représentés par la réserve métallique. Ce n'est que depuis 1844 que la banque est autorisée à comprendre, mais seulement pour un cinquième, les lingots d'argent dans le fonds correspondant à ses billets au porteur. Cette innovation n'enlève à personne le droit d'exiger en or le remboursement des *bank-notes*. La proportion même que le bill établit entre les deux métaux semble reconnaître l'insuffisance du lingot d'argent pour garantir le paiement en monnaie légale. La moyenne des dépôts qui composent, en temps ordinaire, la réserve de la banque, peut être évaluée à 10 mil-

(1) Il est nécessaire de se rappeler que, pour approprier le régime de la banque d'Angleterre aux nouveaux principes, on l'a divisée en deux départemens. L'un, chargé de l'escompte (*banking department*), et formant à l'égard du commerce une simple maison de banque, reste investi des fonctions de banque de l'état, et reçoit pour le service de la dette publique un salaire annuel de 248,000 livres sterling (6,200,000 francs), réduit de 180,000 livres par l'impôt payé au trésor. L'autre département (*issue department*) a pour toutes fonctions l'émission des billets. L'*issue department* ne consulte jamais ni les ressources du *banking department* ni les besoins de l'industrie ou du commerce; il supputé seulement le numéraire de la banque et calcule là-dessus ses émissions avec une régularité toute mécanique.

(2) En France, les envois d'argent par la poste sont loin d'atteindre un pareil chiffre. Les évaluations du budget des recettes pour 1848 n'estiment les produits de ces envois qu'à 673,000 fr., supposant, à raison de 2 pour 100, un transport de 33,650,000 francs.

(3) Le maximum légal de la circulation des autres établissemens émettant du papier est de 8,648,000 livres sterling, ce qui donne pour l'Angleterre une circulation totale de 28 à 30 millions (700 à 750 millions de fr.). Durant les quatre semaines finissant au 15 août dernier, la circulation de l'Angleterre n'arrivait qu'à 26 millions sterling, et celle des trois royaumes à 34 millions sterling. Le papier de commerce circulant dans le royaume-uni a été évalué à 100 millions sterling au moins (2 milliards 500 millions de fr.). La circulation de la Banque de France ne monte guère qu'à la moitié du chiffre de la circulation de la banque d'Angleterre. Ainsi la moyenne de ses billets au porteur a été en 1845 de 259 millions, en 1846 de 261, durant le premier trimestre de cette année de 247, et durant le deuxième trimestre de 231 millions.

lions sterling (250 millions de fr.). Tous ces dépôts ne sont pas également susceptibles d'être transformés en billets. Lorsqu'on remet des fonds à la banque pour qu'ils y soient gardés, ces fonds restent complétement en dehors des calculs de l'émission. On peut venir les retirer sans rapporter des *bank-notes*. Les seuls dépôts influant sur la circulation sont ceux qui sont mis en mandats et échangés pour du papier. Si tous ceux qui ont de l'argent à la banque venaient demander de l'or contre leurs *bank-notes*, l'établissement serait obligé de réduire sa circulation à 14 millions sterling. Lorsque la réserve des dépôts, sans être épuisée, décroît dans la caisse, la banque restreint ses billets dans la même proportion. Ces règles précises ont fait désigner le système sous le nom de *self acting system* (système agissant tout seul). Cette année, la banque, en rendant son escompté très onéreux pour le commerce, a maintenu l'équilibre entre ses billets et les dépôts; en ce sens, le bill de 1844 a atteint son but, mais la moyenne des billets circulans n'a pas été affectée d'une manière très sensible; elle a dépassé même, à certains momens, le chiffre habituel, sans que la gêne commerciale fût moins rude, parce que des besoins exceptionnels auraient nécessité un large supplément.

Malgré les rigides prescriptions de la charte actuelle, on ne peut pas dire que le paiement immédiat en numéraire de la créance commerciale figurée par un billet de banque soit certain pour tous les cas imaginables. Si, par exemple, la circulation tombait à 14,000 millions par suite du retrait de tous les dépôts, la banque d'Angleterre ne posséderait plus que des titres publics, sans un seul écu comptant; mais, outre que le titre serait encore garanti, à moins d'une banqueroute du gouvernement, on regarde avec raison cette éventualité comme à peu près impossible. Cette singulière circonstance du retrait général des dépôts s'est présentée une seule fois dans l'histoire financière du royaume-uni, en 1757; elle avait été amenée par des envois considérables d'argent à l'étranger, à cause de la disette de cette année-là et des besoins d'une guerre onéreuse. En dehors de ces suppositions invraisemblables, la limitation légale des billets de banque en assure parfaitement la permanente *convertibilité*. Telle est la base du régime fondé en 1844. Ceux qui repoussent la limitation légale, tout en prétendant maintenir au porteur la faculté d'exiger à tout moment le remboursement de son titre en espèces, tombent dans une véritable inconséquence. On comprend des émissions illimitées de *bank-notes* avec la doctrine absurde qui niait la valeur du signe monétaire et regardait la livre sterling comme une pure fiction. Si on admet, au contraire, un étalon métallique, si on pense que la livre est, suivant la définition de sir Robert Peel, une quantité de métal précieux d'un certain poids et d'une certaine qualité, si on veut que le signe puisse être échangé à volonté contre la chose signifiée, il est impossible de s'abandonner aux hasards des émissions indéfinies. Ce n'est pas en supprimant toutes les entraves qu'on pourrait remédier sans péril aux inconvéniens qu'offre l'application rigoureuse du principe de la limitation légale. En vain on parle d'une restriction facultative confiée à la prudence des directeurs de la banque. Sans mettre en doute le moins du monde les lumières et la loyauté des administrateurs de ce vaste établissement, négocians très riches pour la plupart et plus intéressés, comme l'a dit lord Ashburton, à la prospérité générale du commerce qu'à un accroissement de dividendes, des expériences irrécusables nous apprennent cependant que la limitation

facultative ne forme pas une suffisante garantie. Mieux vaut en principe le frein de la loi, pourvu qu'on ait les moyens de relâcher les rênes trop tendues quand des nécessités l'exigeront impérieusement.

Le défaut du régime existant, c'est sa constante uniformité; il n'admet aucune distinction, aucun tempérament; il assujettit à un traitement pareil les cas les plus dissemblables. Cette année, avec l'état parfaitement sain du commerce, avec le crédit de la banque et le montant de sa réserve, si la sévérité du bill de 1844 avait pu être momentanément tempérée, on aurait évité, nous le répétons, la plus grande partie des embarras qu'on a soufferts. N'y avait-il pas, pour le maintien de l'intégrité des engagemens de la banque, une certitude morale équivalente à une certitude mathématique résultant du relevé de la caisse? N'a-t-on pas acheté trop cher un rapport rigoureux et inutile entre les espèces et les billets, en le payant au prix d'une si forte détresse industrielle? Avec un système moins raide, le retrait de sept millions sur seize n'aurait produit ni inconvéniens ni alarme.

Que la constitution de la banque d'Angleterre soit sage au fond, nous en sommes convaincu; nous n'en croyons pas moins que son principe peut comporter avec avantage une élasticité plus pratique. C'est même à cette condition seule qu'il sera possible de prévenir ou d'adoucir les crises. Il suffirait, pour combler une lacune fâcheuse, que la cour des directeurs pût être autorisée par le gouvernement, sous la forme solennelle d'un ordre en conseil (*order in council*), quand la situation du crédit et du commerce justifierait une telle mesure, à dépasser la limite légale des émissions ordinaires. Condamnerait-on cette intervention de l'autorité à la requête des directeurs dans le mouvement de la banque? Il faudrait oublier que le principe existe déjà dans le bill de 1844 : la banque, on le sait, ne peut émettre de billets sur des titres publics au-delà de 14 millions, sans recevoir une autorisation préalable. Cet établissement étant, d'ailleurs, un établissement privilégié, rien de plus naturel que de subordonner à des conditions l'exercice de son privilége. Dans la charte de 1844, l'état s'interdit, il est vrai, le droit de révision avant dix années; mais l'assentiment de la banque elle-même ne manquerait point à la modification dont nous parlons. En dernière analyse, consacrer le principe actuel en permettant que l'application puisse en être modérée dans des circonstances graves et avec des formes rassurantes, telle paraît être la ligne que l'expérience ordonne de suivre.

Une hypothèse empruntée à l'écrit de lord Ashburton démontre encore avec plus d'évidence la nécessité de ce changement partiel. Supposons que les récoltes de 1847 aient été mauvaises, que la crise des subsistances, aggravée par une première année de disette, ait continué en 1848 : il aurait bien fallu se résoudre à voir les espèces passer les frontières en plus grande quantité, et les changes avec certains pays devenir de plus en plus défavorables. En présence de cette calamité, aurait-on continué à écraser l'industrie et le commerce *par un nouveau tour de vis* en élevant toujours le taux de l'escompte? L'industrie seule aurait pu fournir les moyens de résister à la crise, et, sous peine de maux incalculables, on aurait été contraint de soutenir le crédit alarmé.

La modification du bill de 1844 dans les limites indiquées permettrait de s'affranchir, au moins en certains cas, de la théorie de l'isolement financier. D'après les enseignemens de l'expérience, on doit demeurer convaincu que les

principes exclusifs ne conviennent guère à de grands établissemens comme la banque d'Angleterre, agissant immédiatement sur le crédit public, sur les destinées du commerce, et forcés de satisfaire souvent à des obligations urgentes et imprévues. De même que l'industrie, en domptant la vapeur, prend ses précautions contre des soulèvemens subits, de même, dans le mécanisme des banques nationales, il faut se ménager pour les secousses inopinées, pour les cas extraordinaires, la facilité d'un traitement exceptionnel.

IV.

Plus qu'aucun autre pays de l'Europe, l'Angleterre, avec son vaste établissement manufacturier et les exigences de sa politique commerciale, a besoin de garanties solides contre les déchiremens de l'ordre économique. Nulle part les embarras monétaires ne sauraient avoir des conséquences aussi rapides et aussi désastreuses. Avec des finances en désordre, tel peuple pourrait se soutenir tant bien que mal; mais l'Angleterre verrait aussitôt crouler sa fortune. Supposez le crédit ruiné, et cet empire si étendu n'est plus qu'un colosse aux pieds d'argile. Aussi avec quelle sollicitude les hommes d'état ne s'y préoccupent-ils pas des questions financières! Il n'en est aucun qui songeât à prendre les affaires sans avoir sous ce rapport un système arrêté. On ne pourrait pas, comme chez nous, se traîner paisiblement dans l'ornière des vieux budgets, et ajourner à un lendemain reculé sans cesse la nécessité de rétablir l'équilibre entre les recettes et les dépenses. Ne vit-on pas tomber le ministère Melbourne devant un déficit qu'il s'évertuait en vain à remplir? Si cette impuissance n'était pas alors la seule cause de la chute des whigs, ce fut une circonstance dont l'opposition tory sut profiter à merveille. Tout l'éclat de la dernière administration de sir Robert Peel, malgré l'erreur partielle commise dans la constitution de la banque, vient au contraire de la hardiesse et de l'ampleur de ses plans financiers. C'est par là que ce ministre a surtout influé sur les destinées de son pays, c'est par là qu'il sera classé dans l'histoire. La tâche de lord John Russell paraît être aujourd'hui d'accomplir dans le régime de la circulation une réforme dictée par l'expérience et destinée à mitiger le principe de l'isolement. Telle est pour l'Angleterre la conclusion pratique à tirer de la crise de 1847.

Les nations étrangères, et la France en particulier, peuvent aussi, au point de vue politique, interroger avec profit le grave dérangement que le royaume-uni a éprouvé cette année. Quand on cherche à embrasser d'un coup d'œil l'ensemble de la puissance anglaise, on est frappé des vastes proportions de cet empire et des ressources dont il semble disposer. Une situation que la nature a rendue à peu près inattaquable, une marine militaire qui dépasse par ses développemens toutes les marines étrangères, des ports où afflue le commerce du monde entier, les mers les plus lointaines sillonnées par les navires des armateurs anglais, le pavillon des trois royaumes flottant sur tous les points du globe qui dominent les grandes routes suivies par le commerce, des possessions coloniales dont il serait impossible de mesurer la grandeur et où la population se compte par centaines de millions, l'Océanie presque tout entière livrée aux âpres et courageuses exploitations de la race anglaise, tels sont les traits principaux sous lesquels se dessine le colosse britannique. Si on veut pénétrer en-

suite dans l'intérieur de ce grand corps, si on observe de près les rouages compliqués qui le font mouvoir, on reconnaît un mécanisme purement artificiel, d'une grande puissance sans doute, mais aussi d'une extrême délicatesse, et qui ne peut supporter sans désordre le moindre ébranlement. C'est comme un navire immense auquel il faut pour voguer, après de nombreuses tourmentes, une mer calme et des vents propices. Pour ceux qui croient, comme nous, que, si la guerre a été, à certaines époques, un moyen de servir la civilisation, le premier besoin de cette cause sacrée est aujourd'hui le maintien de la bonne harmonie entre les peuples de l'Europe, ce n'est pas un faible sujet de confiance que de voir un état aussi puissant que l'Angleterre rattaché à la paix non-seulement par des intérêts analogues à ceux des autres pays, mais encore par les exigences les plus impérieuses de sa constitution économique.

La crise de 1847 nous montre, une fois de plus, combien, avec son double besoin de production et d'écoulement, l'industrie anglaise serait désormais impuissante à soutenir un long trouble du crédit. Si nos voisins conservent intact le vieil esprit public qui les a sauvés à d'autres époques, la situation économique, profondément modifiée, n'admettrait plus les mêmes expédiens. On n'aurait plus les mêmes ressources qu'autrefois. L'industrie britannique trouverait-elle, par exemple, comme à la fin du siècle dernier, dans les récentes découvertes de la mécanique, l'occasion de l'essor inoui et de la transformation complète qui lui donnèrent tant d'avance sur les industries rivales? Le montant actuel des impôts permettrait-il de les quadrupler en quelques années (1)? Avec une dette consolidée aussi énorme, pourrait-on, dans des temps difficiles, contracter de nouveaux emprunts sur une vaste échelle, à des conditions acceptables, et poursuivre les traditions d'une politique agissant plus par son or que par son glaive?

Au surplus, cet objet qui nous frappe, ces réflexions que nous suggère la détresse industrielle et commerciale de cette année, ont déjà préoccupé de l'autre côté de la Manche les hommes les plus aptes à discuter et à résoudre de pareilles questions. « Si à chaque accident nous devons emprunter, dit lord Ashburton, tôt ou tard nous aurons à régler fatalement nos comptes; l'époque seule de cette catastrophe ne peut être précisément indiquée. » D'autres ont clairement exprimé l'opinion qu'une guerre serait le signal de cette catastrophe et entraînerait comme premier résultat la suspension du paiement des billets de la banque d'Angleterre en espèces. Durant l'enquête de 1843, M. Gilbart, auteur d'une *Histoire des banques*, et administrateur de la banque de Londres et de Westminster, interrogé à diverses reprises par sir Robert Peel et par sir Thomas Freemantle sur l'effet d'une guerre relativement au crédit et à la circulation, répondait de la façon la plus affirmative que la convertibilité des *bank-notes* en numéraire devrait être immédiatement arrêtée. Il y a même des gens qui, sans proclamer aussi haut leur avis, se fondent sur les oscillations financières de la Grande-Bretagne en pleine paix pour en conclure qu'une guerre un peu prolongée l'obligerait à rejeter de ses épaules, au moins pour un temps, le fardeau de ses obligations anciennes. Heureusement nous n'en sommes pas réduit à discuter d'aussi monstrueux expédiens, qui portent au crédit d'une nation des coups presque irrépa-

(1) Les contributions montaient en Angleterre à 16 millions sterling en 1790, et en 1812 elles s'élevaient à 64 millions.

rables. S'obstiner à voir le mot de banqueroute écrit au fond de l'état financier de l'Angleterre, c'est prévoir, ce nous semble, les malheurs d'un peu trop loin. Tout ce que démontre l'étude des crises passées et de la situation présente, c'est qu'une commotion violente serait le signal de désastres dont il est impossible de fixer d'avance le caractère et la limite.

De telles éventualités paraissent heureusement improbables, grace aux relations de plus en plus intimes que la force des choses établit chaque jour entre le crédit de tous les peuples européens. Oserait-on dire aujourd'hui que la prospérité d'une nation n'importe pas à toutes les autres? Si, par exemple, deux états placés jadis à la tête des découvertes maritimes et du mouvement colonial, et affaissés maintenant sous le poids des longues fautes de leurs gouvernemens, le Portugal et l'Espagne, se relevaient enfin de leur chute, n'est-il pas évident que l'Europe industrieuse et commerçante en retirerait d'incalculables bénéfices? Élargir le cercle au lieu de le rétrécir, c'est la bonne politique, c'est la vraie source du bien; c'est aussi, on peut le dire à son honneur, la tendance de notre époque. Plus on avance dans la carrière de l'industrie, plus les intérêts des peuples civilisés se mêlent par des transactions quotidiennes, et moins il est possible à un pays de se murer entre ses frontières et de contempler de loin, d'un œil indifférent, la gêne de ses voisins. Ce qu'on a dit des idées, que les baïonnettes ne sauraient empêcher de franchir les distances et de se répandre dans le monde, doit se dire aussi des influences qui affectent le commerce d'un état. Il n'y a plus de cordon sanitaire efficace contre ces malaises économiques; l'air même porte avec lui la contagion comme un miasme perfide.

Un jour arrivera sans doute où la solidarité qui existe déjà entre les nations civilisées dans l'ordre industriel réagira sur l'organisation des établissemens financiers. Au désir de s'isoler on verra succéder la pensée plus féconde de s'aider mutuellement. Les traités de commerce sont venus dans l'histoire long-temps après les traités politiques, les traités en matière de crédit marqueront une phase plus avancée des relations internationales. Tandis que notre politique douanière, sans rester immobile, se montre non sans raison moins empressée que celle de la Grande-Bretagne à supprimer les barrières existantes, la Banque de France, dont la base est pourtant assez étroite, a témoigné par plusieurs actes qu'elle était moins asservie que la banque d'Angleterre à des idées d'isolement. On ne s'attendait guère, de part et d'autre, au milieu de la crise de 1847, à recevoir un bon exemple d'un état qu'on tenait pour fort arriéré dans la science économique. Quels que fussent les motifs qui l'aient inspirée, la double opération du gouvernement russe s'accordait à merveille avec les principes qui pourraient servir de base à l'organisation d'un crédit européen. S'il était permis d'écarter un peu les nuages de l'avenir, peut-être verrait-on que la solidarité, établie dans une certaine mesure entre les institutions financières des différens pays, doit contribuer puissamment au triomphe de ces idées d'équité et d'union si souvent mises en oubli et pourtant si conformes aux vrais intérêts des nations chrétiennes.

A. Audiganne.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 septembre 1847.

Ainsi que nous l'avions prévu, la nomination de M. le duc d'Aumale comme gouverneur-général de l'Algérie a soulevé de violentes réclamations, soit en France, soit au dehors. C'est en Angleterre que cette nomination devait faire et a fait en effet le plus de bruit; l'organe favori de lord Palmerston, le *Morning Chronicle*, a publié à ce sujet un article vraiment bouffon, où la colère avait fini par atteindre les dernières limites du ridicule. Nous comprenons que tout ce qui peut accroître la grandeur de la France et l'éclat de la monarchie déplaise souverainement à l'orgueil britannique; mais ce que nous comprenons moins, c'est que le mécontentement de nos voisins s'exprime dans ce langage grotesque. Le *Morning Chronicle* ne connaît pas la France, il aurait beaucoup à apprendre, s'il voulait se faire sur notre pays des idées justes; avant tout, il aurait besoin d'apprendre de nous à changer de ton, quand il parle d'une nation qui a été long-temps l'alliée de l'Angleterre et d'une famille royale que la reine Victoria a vue quelquefois avec plaisir. La presse française ne s'exprime pas ainsi sur la nation et sur la famille royale anglaises.

Quoi qu'il en soit, nous ne nous étonnons pas des susceptibilités de lord Palmerston; nous les avions annoncées d'avance. Ce fougueux adversaire de notre gouvernement ne pouvait voir avec indifférence un acte aussi significatif. L'Angleterre comprend-elle bien maintenant que l'Afrique est une terre *pour toujours française*, et que nous n'y avons pas dépensé un milliard pour reculer? Nous ignorons si, comme on le dit, la nomination de M. le duc d'Aumale a été la réponse du gouvernement français à une notification de lord Palmerston au sujet de l'Algérie; mais, à coup sûr, s'il n'y a pas eu une correspondance offi-

cielle entre les deux cabinets, cette nomination n'en est pas moins une réponse, non peut-être à telle ou telle dépêche du ministre britannique, mais à l'ensemble de sa conduite à notre égard depuis qu'il a pris les affaires. Avec lord Aberdeen, le gouvernement français aurait hésité, il n'aurait probablement pas voulu se montrer aussi net dans une question délicate pour tout ministre anglais en présence d'un homme qui n'avait pour nous que des égards; mais, avec lord Palmerston, il n'a pas voulu faire tant de façons, et il a eu raison. Voici jusqu'à présent ce que l'Angleterre a gagné à l'hostilité déclarée de lord Palmerston contre nous : le mariage de M. le duc de Montpensier avec l'héritière du trône d'Espagne et l'identification éclatante de l'Afrique à la France par l'avénement d'un fils du roi au gouvernement de cette colonie.

En France, le principal organe de l'opinion radicale a vivement attaqué ce choix; cela devait être ainsi. *Le National* est très peu monarchique, tout le monde le sait, et tout ce qui peut profiter à la dynastie de juillet lui déplaît nécessairement. D'après la thèse de ce journal, les rois s'en vont partout, les princes ne sont bons à rien, les familles régnantes arrivent peu à peu au dernier degré de la décadence. Dès qu'un prince montre de l'énergie, du courage, de la capacité, il ne fait pas le compte du parti radical. Ce qu'il lui faut, c'est l'oisiveté des fils du roi, c'est leur amollissement dans les plaisirs, afin qu'on puisse crier à l'aise contre l'ignorance et la pusillanimité de ceux qui naissent sur les marches des trônes. Que des princes sollicitent l'honneur de servir leur pays et de faire leurs preuves comme d'autres hommes, que M. le duc de Nemours prenne part à la prise de Constantine, que M. le prince de Joinville bombarde Tanger et prenne Mogador, que M. le duc d'Aumale enlève la smala ou accepte le lourd fardeau du gouvernement de l'Algérie, voilà ce qui est particulièrement insupportable aux radicaux. Encore un coup, nous le concevons sans peine, et nous reconnaissons volontiers qu'il n'en peut pas être autrement.

Mais ce qui aurait lieu d'étonner, si l'on ne connaissait pas les mobiles qui font mouvoir les partis, c'est que des journaux qui se disent nationaux se fassent les échos de la presse anglaise dans cette question, et que des journaux qui se disent monarchiques se constituent les satellites du radicalisme. On veut de la puissance nationale, de l'indépendance nationale, et on attaque ce qui est un acte de puissance et d'indépendance, si jamais il en fut; on veut de la monarchie, une grande et sérieuse monarchie, et on se plaint de ce qui peut ajouter à l'éclat et à la solidité du principe monarchique. Il est vrai que, pour déguiser cette inconséquence, quelques-uns, plus habiles que les autres, essaient de dire que leur opposition est dans l'intérêt même de la monarchie, de la dynastie de juillet; malheureusement on appuie cette prétention de tels argumens, que la vérité ne tarde pas à percer. Un journal essentiellement dynastique ne disait-il pas dernièrement que le père serait responsable de la gestion du fils, et que, si M. le duc d'Aumale commettait des fautes ou éprouvait des malheurs, la solidarité de ces malheurs et de ces fautes remonterait jusqu'au roi? Étrange manière, on en conviendra, de se montrer dévoué à la monarchie constitutionnelle!

La grande objection à la nomination de M. le duc d'Aumale, c'est qu'elle blesse l'égalité. Il y a du vrai dans cette objection, car il est bien évident que, si M. le duc d'Aumale n'était pas né prince, il ne serait pas arrivé à vingt-cinq ans à l'une des premières places de l'état; mais, d'un autre côté, cette nomination est

aussi un hommage à l'égalité, car M. le duc d'Aumale a accepté le simple titre de gouverneur-général avec les exigences d'obéissance et de responsabilité que ce titre entraîne avec lui, de sorte qu'en même temps que ce principe d'égalité reçoit une atteinte dans un certain sens, il reçoit aussi une consécration bien autrement importante. Désormais un principe est acquis à la société nouvelle; ce principe, c'est celui de la responsabilité des princes, dans quelque situation qu'ils soient placés. En voyant se multiplier les rejetons mâles de la famille royale, on pouvait se demander avec inquiétude ce que deviendraient un jour dans l'état tous ces princes, et s'ils demeureraient placés au milieu des citoyens dans une condition exceptionnelle. On sait maintenant qu'il n'en sera rien, et que, s'ils sont employés par l'état, ils rentreront dans la catégorie des simples fonctionnaires. C'est bien quelque chose, ce nous semble, que cette certitude.

Il y a d'ailleurs un autre point de vue qui se rattache à la question générale d'égalité. Les princes sont, par le fait de la naissance, dans une situation telle que, si on ne permet pas à leur égard une exception à l'égalité absolue, le privilége est retourné contre eux, et l'égalité est encore blessée dans leur personne, non plus par la faveur, mais par l'exclusion. Eux seuls, dans un pays où tous les citoyens sont admissibles à tous les emplois, ne seraient admissibles à aucun. Ce serait là, certes, une inégalité, et la plus choquante de toutes. Si un prince avait, dans une situation donnée, des qualités spéciales parfaitement appropriées au besoin des circonstances, il ne pourrait pas rendre à son pays des services dont lui seul serait capable! Une telle conséquence ne saurait être admise, même par les plus fougueux partisans de l'égalité. Reconnaissons donc qu'il est des cas où l'application absolue d'un principe nuit à ce principe lui-même, ce que l'antiquité latine avait parfaitement compris et exprimé par cet axiome de droit : *Summum jus, summa injuria.* Admettons en même temps que la puissance des principes la puissance des faits, et sachons avouer que le culte de l'égalité doit être, comme tous les cultes de ce monde, professé avec modération pour ne pas dégénérer en fanatisme.

Pour que ce principe d'égalité ait été respecté dans ce qu'il a de raisonnable et de pratique, il faut que le choix de M. le duc d'Aumale ait été le meilleur qu'il fût possible de faire pour l'Afrique. S'il y a quelque autre candidat naturellement désigné par ses services à qui M. le duc d'Aumale ait fait tort, s'il y a quelque part un homme entre les mains de qui l'Algérie eût prospéré à coup sûr, le gouvernement a mal fait; mais où est cet homme? Dès l'instant que M. le maréchal Bugeaud se retirait, à qui revenait de droit sa succession? Trois noms ont été prononcés, trois noms qui résument en effet presque toute l'histoire de l'Afrique, ceux des généraux Lamoricière, Bedeau et Changarnier. Lequel des trois fallait-il choisir? Quel que fût celui des trois qui eût été désigné, il fallait se priver des services des deux autres, car aucun ne s'élevait assez au-dessus de ses rivaux pour justifier à leurs yeux cette distinction. Par suite de la position particulière du prince, les trois généraux dont il s'agit restent tous les trois sous ses ordres. Au lieu d'en perdre deux pour en garder un, l'Afrique les garde tous les trois. Il y a plus, elle en regagne deux, car le général Changarnier, n'ayant pu s'entendre avec le maréchal Bugeaud, avait déjà quitté la colonie, et M. le général Lamoricière, engagé dans une lutte personnelle et directe avec le maréchal, paraissait également dans l'impossibilité de retourner à son

poste. Quand le choix d'un prince pour gouverneur-général n'aurait eu d'autre avantage que de rendre à l'œuvre commune ces deux hommes qui ont gagné tous leurs grades en Afrique, sans en faire sortir un autre, enfant de la même guerre, le général Bedeau, il nous semble que cette nomination serait déjà suffisamment justifiée, car nous ne connaissons aucun autre nom qui pût opérer ce rapprochement.

Ce n'est pas tout. On sait que l'Afrique est le théâtre d'une grande lutte entre le principe civil et le principe militaire. Le principe civil a pour lui l'avenir, car toute société constituée est de nos jours éminemment civile; le principe militaire a pour lui le passé, car c'est l'armée qui a conquis pied à pied le sol africain et qui y a déposé tous les germes de civilisation. Jusqu'ici, l'armée a régné en Afrique et avec raison, mais la société civile grandit peu à peu et commence à balancer l'influence militaire. Dans ce moment de transition, où l'armée tient encore le premier rang, mais où le pouvoir civil va le lui disputer, qui fallait-il nommer? Un gouverneur civil ou un gouverneur militaire? Mais un gouverneur civil eût été en contradiction avec ce qui domine aujourd'hui, et un gouverneur militaire eût été en lutte ouverte avec ce qui dominera demain. Quand une société est partagée en deux fractions à peu près égales qui se combattent, il est imprudent de mettre à la tête de cette société un chef qui appartienne trop exclusivement à l'une des deux fractions. Ce chef ne peut pas faire du gouvernement, car le gouvernement c'est l'impartialité; il faut de toute nécessité qu'il entre dans la lutte, et c'est ce qui était arrivé à M. le maréchal Bugeaud, malgré la distinction de son esprit. Un prince n'a pas cet inconvénient; un prince est le seul homme qui ne soit, à proprement parler, ni civil ni militaire, et qui puisse en même temps être obéi du soldat et respecté du colon. Que ceci soit juste ou non, c'est un fait.

Le prince a un autre avantage qui ne peut non plus être contesté : il sera plus promptement et plus aisément accepté par les Arabes. Le peuple arabe est vaincu sans doute, mais il n'est pas détruit. Deux millions d'indigènes suivant les uns, trois millions suivant les autres, et nous croyons ce dernier chiffre le plus près de la vérité, habitent encore ce sol, qu'ils regardent comme leur propriété. Ces trois millions d'hommes appartiennent aux races les plus belliqueuses du monde entier; ils l'ont prouvé par seize ans de résistance à nos meilleures troupes commandées par nos meilleurs généraux. Certainement, si les indigènes se révoltaient aujourd'hui, ils seraient battus, mais ne vaut-il pas mieux qu'ils ne se révoltent pas? La guerre en Afrique est glorieuse, mais elle est rude et impose de grands sacrifices; la paix est bien préférable à tous égards. Or, s'il est quelque chose qui puisse ajouter aux garanties de la paix, c'est la qualité du gouverneur-général qui doit représenter la France aux yeux des indigènes. Quand les Arabes liront *le National*, ils perdront leurs préjugés, nous n'en doutons pas; mais, pour le moment, ils ne l'ont pas lu, et il est à croire qu'ils ne le liront pas de quelque temps. En attendant, ils ont plus qu'aucune nation du monde le respect de ces familles privilégiées appelées à régner sur les autres hommes, et ce qu'ils ne souffriraient d'un autre que par la force, ils le recevront plus volontiers de la part d'un fils du sultan des Français. Leur vanité, la plus grande de leurs passions, en sera flattée. N'a-t-on pas déjà vu certains chefs, qui avaient fièrement refusé de faire leur soumission à des généraux vic-

torieux, venir spontanément, sans armes, au-devant d'un prince, et déposer à ses pieds un hommage volontaire? Les Arabes ont tort, c'est possible, mais ils sont ainsi, et une bonne politique doit tenir compte de leur caractère et de leurs idées.

Un prince était donc ce qu'il y avait de mieux au triple point de vue de l'armée, de la société civile et des Arabes. Ceci posé, quel était celui de nos princes qui se présentait naturellement? M. le duc d'Aumale était sans comparaison celui qui connaissait le mieux l'Afrique et qui en était le plus connu. Il avait commandé quelque temps avec succès la subdivision de Medeah et la province de Constantine; il avait eu le bonheur insigne d'obtenir sur Abd-el-Kader le plus grand avantage qui eût encore été obtenu, et de le serrer de plus près que personne. De plus, il aimait l'Afrique passionnément, il briguait avec ardeur l'honneur de lui dévouer sa vie; il s'offrait de lui-même à compromettre son rang, sa jeunesse, son avenir, dans cette œuvre vraiment formidable qui se présente encore aux plus hardis que comme un problème obscur et gigantesque. Le gouvernement pouvait-il, devait-il résister, et n'était-ce pas une véritable bonne fortune pour le pays que cette généreuse ambition? M. le duc d'Aumale est jeune, dit-on, il est inexpérimenté; mais ne voit-on pas qu'il sera mieux entouré, mieux conseillé que personne? Ne sait-on pas que, dans ces situations élevées, l'expérience vient vite, parce qu'on a des moyens d'instruction que d'autres n'ont pas? Et ce prince lui-même n'a-t-il pas prouvé plusieurs fois qu'il avait su profiter de tout ce qu'il avait vu?

M. le duc d'Aumale prend au sérieux sa position; il est déjà parti pour Alger; Mme la duchesse d'Aumale ira le rejoindre avec ses enfans, dès que sa santé le lui permettra. Les jeunes époux auront à Alger un établissement complet et se proposent d'y mener un train presque royal. On dit que l'intention du prince est de dépenser tous les ans, en Afrique, huit cent mille francs pour sa maison. Voilà encore un de ces avantages qu'un prince seul pouvait avoir. Dans une capitale naissante comme Alger, ce n'est pas un petit intérêt. Quel est le personnage qui aurait fourni une si magnifique liste civile aux industries de tout genre que fait vivre le luxe d'une grande ville? Aussi n'est-ce pas Alger qui se plaint; Alger attend avec impatience M. le duc d'Aumale, et nous apprendrons bientôt qu'il y a été reçu aux acclamations de la population tout entière. Pendant qu'on blâme et qu'on critique ici, là-bas on applaudit et on espère. Nous craignons plutôt, nous l'avouerons, l'excès de la joie en Afrique que tout autre sentiment. Le plus grand écueil de M. le duc d'Aumale, c'est l'ardeur illimitée des espérances que sa nomination aura fait naître. Si heureux et si habile qu'il soit, il ne lui sera pas facile de réaliser tout ce qu'on attend de lui.

Ce n'est pas d'hier que la présidence du conseil n'était plus entre les mains de M. le maréchal Soult qu'une distinction purement honorifique. Quand le cabinet du 29 octobre se forma, il n'avait pas été sans habileté de lui donner pour chef M. le duc de Dalmatie, qui se trouvait représenter ce qu'on appelait alors la paix armée. Tant que les graves difficultés soulevées par le traité du 15 juillet 1840 furent sur le premier plan, la présidence de M. le duc de Dalmatie eut une signification qu'on vit s'affaiblir peu à peu, à mesure que d'autres questions surgissaient. Plus le ministère du 29 octobre s'éloignait de son point de départ, moins la présence de M. le maréchal Soult devenait nécessaire, jus-

qu'à ce qu'enfin il fut bien constaté que la direction du cabinet avait passé en d'autres mains. Le titre était d'un côté, l'autorité réelle était de l'autre. Cette situation n'était pas bonne; elle était contraire aux principes de notre gouvernement, qui ne veulent pas que les attributions et la responsabilité se trouvent divisées, et ce qu'elle avait d'irrégulier devint encore plus manifeste quand M. le maréchal Soult eut résigné le portefeuille de la guerre, comme s'il eût voulu s'y prendre à deux fois pour se séparer entièrement du pouvoir. On comprend que ses collègues se soient fait un scrupule de se conformer à toutes ses convenances et d'attendre son heure. Enfin aujourd'hui M. le duc de Dalmatie a pensé que le moment de la retraite était venu pour lui, et il a demandé au roi *le repos de ses vieux services*. En lui accordant ce repos, la couronne a décoré le lieutenant de Napoléon d'un titre qui, dans les anciens temps, fut accordé de loin en loin à des illustrations militaires. C'est une politesse royale qui, en vérité, ne mérite pas tout le bruit qui a été fait à cette occasion. Le gouvernement des invalides avait été mis à la disposition de M. le maréchal Soult; à cette situation, il a préféré un titre sans traitement et sans attributions. Ce titre l'a comblé de joie; il charmera sa vieillesse. Une satisfaction aussi innocente devait-elle soulever tant de critiques et de clameurs?

Revenons aux choses vraiment sérieuses. En passant des mains de M. le maréchal Soult dans celles de M. Guizot, la présidence du conseil doit reprendre toute son importance; s'il en était autrement, le *statu quo* eût été préférable pour le cabinet. A coup sûr, M. le ministre des affaires étrangères verra dans son avénement une obligation et un moyen d'imprimer à la marche des affaires une direction plus une et plus ferme. Ce n'est pas un médiocre avantage pour le nouveau président du conseil que ses droits à cette prééminence soient si généralement reconnus. Sur ce point, adversaires et amis sont d'accord. On avait parlé d'un antagonisme secret entre les deux principaux ministres du cabinet; tout cela était sans fondement. La force des choses, aussi bien que le consentement de ses collègues, a porté M. Guizot à un poste qu'il méritait depuis longtemps sans l'occuper.

Cette nouvelle modification du 29 octobre ne doit pas être stérile. Jamais il n'a été plus nécessaire pour le pouvoir de se rendre bien compte de la situation morale du pays. Quelle est la véritable valeur des manifestations politiques dont nous avons en ce moment le spectacle? N'y a-t-il pas là des indications dont un pouvoir prévoyant et avisé doit faire son profit? Qui mieux que M. le ministre des affaires étrangères, avec l'impartiale élévation de son esprit, peut distinguer ce qu'il y a de mûr et de pratique dans les réformes demandées? Il ne saurait ignorer que, dans les conseils-généraux, où assurément les novateurs téméraires n'ont pas la majorité, il s'est manifesté de notables tendances à poursuivre des améliorations tant administratives que politiques. Dans ces assemblées, les hommes les plus conservateurs trouvent excessif le nombre des fonctionnaires siégeant à la chambre; il y en a beaucoup qui ne voient dans l'adjonction des capacités qu'un développement naturel de l'esprit de la charte; d'autres enfin envisagent les changemens judicieux qui pourraient être faits à la loi des élections de 1831 comme un gage de stabilité, comme un moyen habile et sûr de combattre les théories des partis extrêmes. De pareils sentimens ne doivent-ils pas être pris en sérieuse considération par le pouvoir? En dépit des sombres pein-

tures par lesquelles on a voulu épouvanter l'opinion, le pays sait très bien qu'il ne marche pas à l'abîme, et que notre époque n'est pas le triomphe d'une corruption inouie jusqu'à nos jours. Ces déclamations commencent même à s'user, et elles ont eu peu de prise sur le bon sens public; mais, si le pays est calme, il est exigeant; s'il ne s'associe pas aux adversaires passionnés de nos institutions, c'est qu'il les croit efficaces et espère les voir fécondes; en un mot, s'il n'est pas révolutionnaire, il ne veut pas non plus rester immobile. Ces instincts sont excellens, et tout notre désir est que le pouvoir s'en inspire. De cette façon, il maintiendra à la politique conservatrice son véritable caractère, et il ralliera cette majorité si nombreuse qui cherche de bonne foi à traduire et à satisfaire par ses actes l'esprit du pays.

Pourquoi cette majorité s'est-elle ébranlée dans la dernière session? C'est surtout parce qu'elle n'a pas cru trouver dans le pouvoir une allure assez résolue pour accomplir les réformes dont elle avait le pressentiment et la pensée. Alors elle s'est divisée, et l'on peut se rappeler les conséqneuces fâcheuses de ses déchiremens. On évitera ces périls par une politique nette et décidée, qui satisfasse dans une juste mesure les deux tendances qui se partagent la majorité, maintenir et améliorer. Pourquoi l'opinion conservatrice et le gouvernement s'affaibliraient-ils de gaieté de cœur en acceptant toutes les apparences d'une politique obstinément stationnaire? Questions politiques, questions financières, tout appelle au plus haut degré de la part du ministère non-seulement une active vigilance, mais nous dirions volontiers un esprit de création, d'invention. Nous croyons que, dans la sphère des problèmes politiques, la tâche du pouvoir n'est pas accomplie, parce qu'il aura répondu par une résistance systématique à toutes les théories de l'opposition. Les questions financières joueront un grand rôle dans la session prochaine; sur ce point, le cabinet a pris des engagemens qu'à coup sûr il ne songe pas à éluder, mais qui ne sont pas toujours faciles à accomplir, il faut l'avouer. L'emprunt est ajourné. Le gouvernement a eu raison de ne pas se hâter de le conclure, s'il s'est effectivement trouvé en face d'exigences excessives de la part des hommes d'affaires et de finances. Est-il vrai que ces derniers avaient la prétention d'imposer certains engagemens fort onéreux, comme l'obligation d'introduire de nouveaux changemens dans les lois relatives aux chemins de fer, comme la promesse d'élever le taux des cautionnemens des fonctionnaires publics?

La mort de M. Coletti est le plus grave des incidens extérieurs qui aient signalé ces derniers temps. Cet homme énergique a succombé au milieu de ses efforts pour fonder dans son pays le régime représentatif, pour donner à la Grèce une organisation administrative qui pût assurer son avenir. Sur quelques points, ses efforts avaient été heureux. Les dernières élections lui avaient apporté une majorité considérable; il allait, avec cet appui, tenter de résoudre les difficultés diplomatiques et financières qu'il avait exposées avec franchise dans le discours de la couronne, quand un mal dont déjà l'an dernier il avait reçu les atteintes l'a enlevé en moins de quinze jours à cette tâche laborieuse et patriotique. Dans quelles mains cette tâche va-t-elle tomber?

Ce qui préoccupait surtout M. Coletti au moment même où sa santé recevait un choc qui devait être mortel, c'était le désir de trouver un remède aux embarras pécuniaires de la Grèce, embarras qui se reproduisent avec une gravité

nouvelle à chaque échéance des intérêts de la dette contractée en 1832. On sait qu'à cette époque, les trois puissances qui fondèrent le royaume de Grèce garantirent en sa faveur un emprunt qui s'élevait à 60 millions. Pourquoi a-t-il toujours été si difficile à la Grèce de servir les intérêts et l'amortissement de ce capital? C'est à cette question que M. Coletti avait résolu de répondre de la manière la plus péremptoire. Il voulait aussi convaincre les trois puissances garantes du désir sincère qu'avait le gouvernement grec de remplir ses obligations. Dans cette pensée, il adressa, il y a un mois, le 30 août dernier, une note collective aux trois cours d'Angleterre, de France et de Russie. Cette note a été probablement son dernier travail.

Un organe de la presse anglaise reprochait ces jours passés à M. Coletti de chercher, dans ses budgets, à donner le change sur les ressources financières de la Grèce. Jamais accusation ne fut moins fondée. En effet, si nos informations sont exactes, M. Coletti, dans sa note du 30 août dernier, ne se contentait pas de rappeler les obstacles contre lesquels a dû lutter le gouvernement grec depuis son origine, tels que l'insuffisance des revenus, la tendance des assemblées à réduire les impôts tout en augmentant les dépenses, l'impossibilité pour le pouvoir exécutif d'accomplir certaines améliorations, mais il offrait aux puissances garantes de l'emprunt de leur soumettre les budgets de la Grèce avec tous les détails des divers services financiers. Cet examen serait pour le cabinet d'Athènes la meilleure des apologies. Toutefois il ne suffit pas de se justifier pour le passé, il faut songer à l'avenir. C'est ce que ne niait pas M. Coletti; aussi faisait-il connaître aux trois puissances les résolutions qu'il avait prises. Le gouvernement grec s'était déterminé à l'aliénation, sinon de la totalité des biens nationaux, au moins de ceux qui ont une valeur productive actuelle et qui dépérissent sous le régime du fermage. Au moyen de ces ressources nouvelles, la Grèce s'engagerait à payer annuellement, de 1848 à 1850, le tiers des intérêts et de l'amortissement; de 1851 à 1853, la moitié; de 1854 à 1856, les deux tiers; de 1857 à 1859, les trois quarts. A partir de 1860, les puissances cesseraient de venir en aide à la Grèce, qui fournirait seule au service intégral de l'emprunt. Non content de ces offres, M. Coletti proposait d'affecter les produits de la douane de Syra à la garantie de la somme que devait payer la Grèce pendant la première période de trois ans : ces produits seraient versés annuellement à la banque d'Athènes sous la surveillance des légations, et si, pour les autres périodes, ils ne formaient pas un gage suffisant, on y joindrait d'autres branches de revenus. En face de pareilles propositions, les trois puissances protectrices pourraient-elles méconnaître que le gouvernement grec s'offrait lui-même à l'application rigoureuse de la convention de 1832, qui a stipulé dans son article 6 que les premiers revenus de l'état seraient consacrés avant tout au paiement des intérêts et de l'amortissement de la dette?

A de semblables ouvertures, il n'y avait qu'une objection à prévoir, celle relative au semestre de septembre 1847. Dans sa communication diplomatique, M. Coletti allait au-devant : d'ailleurs, il ne pouvait oublier une pareille objection après la note remise à ce sujet par sir Edm. Lyons. Tout en rappelant les circonstances difficiles où se trouve la Grèce par une mauvaise récolte, par des événemens qui ont nécessité des dépenses imprévues, le chef du cabinet d'Athènes annonçait que, dans le cas où les puissances exigeraient que l'arrangement à in-

tervenir eût son effet pour le semestre qui devait échoir dans quelques jours, il mettrait à leur disposition les cinq cents actions de la banque dont le gouvernement grec est encore aujourd'hui propriétaire. Enfin, si la valeur de ces cinq cents actions devait être complétée, le trésor y pourvoirait en numéraire. Était-ce assez loin pousser les sacrifices?

Quand la France, l'Angleterre et la Russie fondaient à Athènes un état indépendant, quand elles arrachaient la Grèce à la domination à la fois impuissante et cruelle de l'empire ottoman, elles obéissaient à des vues grandes et sages qu'elles ne sauraient aujourd'hui répudier. A côté et au-dessus des stipulations littérales de la convention de 1832, il y a l'esprit même du traité, et cet esprit, au tribunal de l'opinion, est encore plus obligatoire que la lettre même. C'est ce que depuis quinze ans a toujours pensé la France, qui n'a pas cessé de venir en aide à la Grèce. Dans ces derniers temps encore, elle encourageait les efforts que faisait M. Coletti pour éclaircir une situation financière si embarrassée et si difficile; elle l'excitait à trouver les moyens d'arriver, dans un avenir déterminé, à la liquidation de la dette contractée envers les puissances. Si la Russie n'a pas témoigné à la Grèce une bienveillance égale à la nôtre, si son représentant, M. Persiani, n'a pas donné au cabinet d'Athènes les mêmes conseils que M. Piscatory, du moins il faut lui rendre cette justice, qu'elle n'a pas partagé les exigences avides et hautaines de lord Palmerston. Son attitude a été plus calme et plus généreuse. D'ailleurs, le gouvernement russe, par des actes récens, a montré combien il était riche en numéraire; ira-t-il malmener un débiteur dont la bonne foi n'est pas suspecte?

Il ne faut pas se dissimuler que la disparition de M. Coletti de la scène politique compromet sérieusement la tranquillité et l'avenir de la Grèce, en remettant en question les résultats conquis par une politique ferme et modérée. Coletti n'avait pas encore fermé les yeux, que ses ennemis ne gardaient plus de mesure dans l'expression de leur haine et de leurs espérances. Quelques organes de la presse d'Athènes nous en ont donné la triste preuve. Dès que M. Coletti eut succombé, la minorité vaincue dans les élections s'est considérée sur-le-champ comme maîtresse du pouvoir, et, s'inspirant à la fois de ses propres passions et des suggestions de sir Edm. Lyons, elle a déjà fait connaître à quelles conditions elle accepterait le ministère. Elle demande avant tout deux choses, une amnistie générale pour tous les révoltés et la dissolution de la chambre nouvellement élue. Or, promulguer une amnistie générale au moment où, sur plusieurs points, la révolte a éclaté et se prolonge encore, n'est-ce pas affaiblir le pouvoir, qui déjà, par la mort de M. Coletti, reçoit une rude atteinte? Mais la minorité qui s'appuie sur l'Angleterre songe surtout à ses affaires; aussi veut-elle dissoudre la nouvelle chambre, dussent d'autres élections amener la guerre civile. A quel parti s'arrêtera le roi Othon? C'est ce qu'il est impossible de prévoir, surtout quand on songe à l'indécision de caractère de ce prince, dont, au reste, les intentions sont loyales. Aura-t-il la force de maintenir son gouvernement sur le terrain conquis depuis quatre ans? Coletti ne laisse-t-il après lui aucun homme capable de continuer sa politique? On a prononcé le nom de M. Rigas Palamidès. Jamais la mort d'un homme politique n'aura pris plus au dépourvu un pays et un gouvernement. Coletti disparaît à cinquante-neuf ans, après avoir puissamment contribué à l'affranchissement de son pays, mais sans

avoir eu le temps d'organiser sa liberté intérieure et de résoudre des questions d'où dépend l'existence même de la Grèce. Dans ces circonstances difficiles, le rôle de la France est tracé. Si elle a des conseils à donner, ils doivent être pour la continuation de l'œuvre de Coletti, sans esprit exclusif, et, s'il le faut, en élargissant la base. Après M. Coletti, qui avait une notabilité européenne, les affaires vont tomber entre les mains d'hommes contre lesquels la France ne saurait avoir de préventions anticipées; elle n'a qu'un désir, dont personne en Europe ne peut révoquer en doute la sincérité : c'est de voir s'affermir à Athènes la monarchie représentative.

Il est curieux de voir les efforts de lord Palmerston pour afficher une politique tout-à-fait distincte de celle de la France sur les points même où ces deux gouvernemens ont un intérêt commun. C'est dans cette pensée qu'il vient de confier une mission extraordinaire à un membre du parti whig, lord Minto, beau-père de lord John Russell. Lord Minto, pour se rendre en Italie, passe par la Suisse. Doit-on penser qu'en voyant les chefs du gouvernement radical, il leur tiendra un langage de nature à exciter encore leurs passions? En aucune manière. Il n'ira pas plus loin dans sa conversation que M. Peel dans la note remise à M. Ochsenbein, et le fond de cette note, nous l'avons dit, était sage et pacifique. Quel intérêt a l'Angleterre à provoquer une guerre civile à la suite de laquelle pourraient venir des interventions étrangères qui lui déplairaient fort? Mais lord Palmerston veut se donner les apparences d'une politique plus libérale que la nôtre. C'est sa vanité. Lord Minto ira à Turin. Là sans doute il parlera très haut de l'indépendance de l'Italie, ce qu'on remarquera d'autant plus qu'à la cour du roi de Sardaigne notre diplomatie s'efface trop. Les absences de notre ambassadeur sont fréquentes, et peut-être son langage a-t-il quelquefois blessé les susceptibilités du patriotisme piémontais. Nous aimons assez l'Italie pour ne pas nous plaindre si lord Minto inspirait à la cour de Turin plus de fermeté, tant il importe à la péninsule de trouver chez le roi Charles-Albert de la persévérance dans ses premières résolutions, et de voir ses actes d'accord avec ses paroles, avec certaines lettres dont l'authenticité n'est pas si invraisemblable. A Rome, lord Minto ne saurait avoir un caractère officiel comme à Turin et à Florence. Le parlement n'a pas encore permis au ministère anglais d'accréditer un agent politique auprès du gouvernement pontifical. Ce sera comme voyageur qu'il verra les hommes et les choses. Toutefois il faut considérer sa présence comme une première tentative de la part de l'Angleterre pour nous combattre sur un terrain où nous ne l'avions pas encore rencontrée. C'est ce qui doit éveiller la vigilance de notre diplomatie. A Rome, elle a un représentant habile. Dans quelques semaines, M. Bresson sera rendu à Naples, où la présence d'un ambassadeur français est vivement souhaitée par tous les hommes modérés, parce que dans une époque de réactions politiques elle peut être pour les opprimés une protection.

Si quelquefois les Italiens ont pu trouver dans notre attitude une réserve, une froideur qui les ont blessés, ils ne sauraient mettre en doute pour cela la sincérité des sympathies non-seulement de la France, mais de son gouvernement. Ils ne peuvent méconnaître que tout établit, entre l'Italie qui travaille à se régénérer et la France de 1830, de véritables liens de bienveillance et d'affection. Seulement un gouvernement ne saurait avoir l'allure et le langage d'un parti

propagandiste, c'est ce que ne doivent pas oublier les Italiens quand ils se sentent disposés à se plaindre de nous. La diplomatie de lord Palmerston aura, nous n'en doutons pas, un ton plus bruyant; mais soutiendra-t-elle ce qu'elle aura excité? Que l'Italie se demande si elle croit lord Palmerston bien décidé à se brouiller sérieusement avec l'Autriche en sa faveur. Si elle nous juge avec sévérité, qu'au moins elle ne soit pas dupe des séductions dont en ce moment l'environne l'Angleterre.

Du reste, entre Rome et l'Autriche, la question de Ferrare est en voie d'arrangement, et tout sera rétabli sur l'ancien pied. On ne saurait disconvenir que dans cette circonstance, si la cour de Vienne retire effectivement ses troupes des positions nouvelles qu'elle avait prises dans la ville de Ferrare, elle fait preuve d'une louable modération. Cet acte et d'autres symptômes montrent que l'Autriche ne méconnaît pas les changemens qui se sont opérés depuis plus de vingt ans tant en Italie que dans le reste de l'Europe. Nous ne sommes plus au temps où la sainte-alliance établissait la solidarité des gouvernemens contre les peuples, où des congrès comme ceux de Laybach et de Vérone donnaient à cette politique peu libérale une consécration solennelle. Aujourd'hui un autre principe tend à prévaloir : c'est celui de l'indépendance des souverainetés et des peuples. C'est sous l'égide de ce principe que Pie IX accomplira, nous l'espérons, son œuvre de sage réforme, qui sera pour toute la péninsule un exemple, un encouragement à conquérir pacifiquement des résultats durables, parce qu'ils ont pour base la double volonté des peuples et des gouvernemens. Sur tous les points des états du saint-siége, l'ordre est respecté et le pouvoir obéi. Une légère émotion qui, dans ces derniers temps, s'était manifestée à Bologne, a été réprimée par le bon sens et la sagesse de la population.

La question du moment en Toscane, c'est la création de la garde nationale. Un vif mécontentement a accueilli la loi qui l'institue. On s'est plaint des restrictions multipliées et des réserves introduites par le gouvernement, qui sembleraient l'indice d'une défiance injurieuse pour la population. Cette loi présente en effet des ambiguïtés dont pourrait tirer parti une administration malintentionnée. Il est du devoir du gouvernement de lui donner dans la pratique une interprétation plus large; le temps et l'habitude devront aussi modifier et corriger les parties défectueuses. En Toscane comme à Rome, dans des états où la liberté est de si fraîche date, les tâtonnemens, les hésitations, sont inévitables. L'important est de n'avoir point à douter des dispositions du chef de l'état et d'être assuré que ses intentions loyales ne seront point faussées dans l'application, comme on l'a vu à Rome au temps de MM. Santucci, Grassellini. L'opinion à Florence n'est pas très favorable, sous ce rapport, aux ministres actuels. On accuse M. Paver d'être ennemi du progrès, M. Baldasseroni de se ménager adroitement entre les deux camps. Au lieu de prendre d'une part l'initiative des réformes et de réprimer en même temps les tentatives qui pouvaient compromettre la liberté d'action du gouvernement, ces deux ministres ont résisté jusqu'au bout, puis ils ont composé avec le mouvement. Alors, soit calcul, soit faiblesse, ils ont affecté de se décharger de la responsabilité des concessions qu'ils faisaient si tardivement, et, le jour même où ils créaient la *consulte d'état*, ils ont remis à sa décision l'institution de la garde nationale. La consulte renferme dans son sein des hommes d'une capacité et d'un patriotisme éprouvés, tels que MM. Ridolfi, Capponi. Il était habile de s'abriter derrière ces noms

populaires. Cependant ce n'est pas à eux qu'on a fait remonter le blâme que soulèvent certains articles de la nouvelle loi. M. le marquis Capponi vient de publier un examen critique de la loi, à la rédaction de laquelle il a concouru en sa qualité de membre de la consulte d'état. Il reconnaît qu'elle est compliquée et surchargée de détails, mieux placés dans un règlement que dans une loi organique; telle qu'elle est néanmoins, elle offre des garanties que ne présente pas celle de Rome, à laquelle on la compare. Au surplus, il serait oiseux de rechercher minutieusement en quoi elle se rapproche ou s'éloigne de la loi romaine ou de la loi française, qui en est le type. La loi toscane a dû être appropriée aux coutumes et à l'esprit du pays. Les Toscans depuis une année ne pèchent que trop par excès d'imitation. On pourrait observer seulement que, les traditions de l'Italie n'étant rien moins qu'unitaires, il convient, sans les choquer trop ouvertement, de faire concorder entre elles toutes les réformes qui s'opèrent simultanément sur les divers points de la péninsule, et, tout en s'accommodant aux tendances particulières, de préparer le rapprochement des états italiens par la similitude des codes, le rapport des institutions, l'union des douanes, l'unité de monnaies, et un réseau de chemins de fer commun.

C'est à la question du Zollverein italien que se rapporte la mission à Turin de M. Martini, secrétaire-général du ministère des affaires étrangères de Toscane. Jusqu'à ce jour, la Toscane n'avait traité avec le Piémont que par l'entremise de l'ambassadeur d'Autriche. Cette détermination nouvelle, importante en elle-même, aurait été prise de concert avec le pape, et l'envoyé de Toscane devrait joindre ses efforts à ceux de monsign. Corboli-Bussi, qui, avant d'aller à Turin, s'est abouché avec le grand-duc à son passage à Florence. L'union douanière est la base et une des conditions essentielles de la ligue politique dans laquelle l'Italie doit trouver son salut. Comment le roi Charles-Albert, qui affecte de se montrer si zélé pour l'indépendance nationale, n'accéderait-il pas à une alliance étroite qui, mieux que tout secours étranger, tiendrait l'Autriche en respect? Il est vrai que, tout en manifestant en mainte occasion son dévouement au saint-siége et ses sympathies pour la cause italienne, le roi de Piémont est beaucoup moins explicite quand il s'agit de concessions à faire à l'opinion libérale. Il ne procède guère que par voie de réformes administratives, et redoute la contagion des idées libérales. Nous ne pensons pas que les idées s'arrêtent aux barrières de douanes, et d'ailleurs l'exemple de ce qui se passe dans les autres parties de l'Italie ne prouve-t-il pas que les princes trouvent un plus solide appui dans la satisfaction accordée aux besoins et aux légitimes désirs de leurs sujets que dans les répressions violentes? L'insurrection de la Sicile et des Abruzzes nous reporte aux calamités de 1820. Les arrestations en masse, l'espionnage, les condamnations et le massacre des prisonniers, telles sont les nouvelles qui transpirent à travers les frontières impénétrables de ce malheureux pays. La révolte paraît avoir pris des proportions considérables. Si des réactions terribles n'en devaient être la suite, on serait presque tenté de souhaiter, dans l'intérêt de la cause italienne, un prompt succès aux troupes royales. Le triomphe momentané des révoltés serait le coup de mort de la révolution qui s'accomplit dans le reste de l'Italie, et à laquelle Naples n'était point encore préparé. L'Autriche aurait, dit-on, déja demandé au pape le passage à travers ses états d'un corps de troupes. Si le pape s'y refuse, ne se trouverait-il pas, en quelque sorte, engagé à intervenir lui-même auprès du roi de Naples pour lui conseiller la clémence, auprès

des révoltés pour les ramener dans le devoir? Le caractère sacré du pontife et la vénération qui entoure sa personne ne permettraient qu'à lui seul de tenter une semblable démarche, qui, en sauvant l'honneur du souverain, mettrait un terme à la guerre civile, préparerait le gouvernement napolitain à un système de réformes et consacrerait l'influence modératrice du saint-siége sur toute la péninsule.

L'Espagne est le pays où les situations fausses se perpétuent le plus aisément. La politique, telle qu'on la conçoit et qu'on la pratique malheureusement au-delà des Pyrénées depuis long-temps, a tous les caractères d'une crise continuelle; c'est une politique au jour le jour; toutes les violences, toutes les ambitions y trouvent place, et cet esprit de désordre est tellement puissant encore en Espagne, qu'il peut se produire, s'emparer du gouvernement même, sans qu'il faille trop s'en étonner. A nos yeux, le ministère actuel, qu'on est parvenu enfin à compléter en y introduisant deux modestes nullités politiques, n'est point autre chose qu'un des plus tristes épisodes de cette crise chronique qui travaille la Péninsule. Ce ne sont pas MM. Goyena et Cortazar qui peuvent changer pour nous la signification de ce cabinet, dont M. Salamanca est l'ame. Certainement ce ministère restera dans l'histoire constitutionnelle de l'Espagne comme le type des ministères de hasard. C'est tout ce qu'il faut pour faire croire aux étrangers qu'il y a un gouvernement au-delà des Pyrénées; le cabinet Salamanca remplit merveilleusement cet office. Nettement désavoué dès l'origine par le parti modéré, ne voilà-t-il pas qu'il a aujourd'hui à subir les rigueurs du parti progressiste, dont il ne satisfait pas tous les vœux? Hésitant entre le parti modéré, qui demande la convocation des cortès, et le parti progressiste, qui demande leur dissolution, il se borne à ajourner, à louvoyer. S'il réunit, en effet, les chambres en ce moment, il n'est pas douteux qu'il ne soit immédiatement renversé par une forte majorité conservatrice; s'il les dissout, les progressistes tenteront, et non sans succès peut-être, de passer par la brèche qui leur a été ouverte. On voit sur quelles bases repose la fortune ministérielle de M. Salamanca, si on la juge au point de vue des probabilités constitutionnelles; mais, au fond, ce n'est point de cela que s'inquiète l'illustre banquier : il puise sa force ailleurs; il la trouve dans ceux qui l'ont fait ministre. M. Bulwer est là pour l'appuyer de son influence jusqu'au moment où la situation sera assez critique pour que de plus fidèles amis de l'ambassadeur anglais viennent tenter de mener à fin l'œuvre qu'il prépare, la dissolution du mariage de la reine Isabelle et un changement dans la loi de succession. Jamais ministre, il faut le dire, ne fut mieux secondé par son agent que lord Palmerston par M. Bulwer. L'ambassadeur anglais est partout à Madrid; on le voit aller d'un ministère à l'autre, multiplier ses visites et ses correspondances. Il pousse la complaisance jusqu'à dénoncer à la police espagnole des complots qui n'existent pas et à les attribuer à un parti honorable qui a le malheur de n'avoir point voulu servir ses vues. M. Bulwer continue enfin le rôle qu'il a pris depuis que la question du palais est venue jeter une si malheureuse incertitude dans les affaires de la Péninsule; il s'est fait le protecteur du plus grand désordre politique qui puisse affliger un pays, parce que c'est par le désordre seul que l'influence anglaise peut arriver à ses fins au-delà des Pyrénées. Seulement, ce que l'ambassadeur anglais faisait d'une manière souterraine il y a quelques mois, il le fait aujourd'hui publiquement. Les beaux jours où Espartero allait prendre ses conseils à l'hôtel

de M. Asthon sont maintenant revenus. L'ambassadeur anglais a même tellement affiché son protectorat, que la susceptibilité espagnole n'a point tardé à s'en émouvoir, et qu'elle s'en irrite de jour en jour contre lui. Quant à nous, nous ne désirons qu'une chose : c'est que l'Espagne voie clairement où on veut en effet la mener, c'est qu'elle aperçoive distinctement cette main étrangère qui s'efforce de jeter le trouble dans ses affaires; il ne lui sera pas difficile de reconnaître les dangers de toute sorte qu'on prépare à son avenir constitutionnel et à son industrie, à sa prospérité matérielle. C'est la bonne fortune de la France d'avoir pour elle l'intérêt bien entendu de l'Espagne.

Le spectacle qu'offre la littérature ne change guère depuis quelque temps. C'est toujours le même calme que nous avons si souvent constaté. La critique voudrait avoir à proclamer de nouveaux talens et ne trouve à signaler que de nouvelles pertes. A un moment où les imaginations actives deviennent si rares, nous ne pouvons rester insensibles à la mort d'un écrivain plein d'énergie, qui vient de succomber dans la force de l'âge. Cette perte est d'autant plus regrettable, que M. Frédéric Soulié disparaît au moment où son talent se purifiait, tout en gardant sa vigueur. Dans tout ce qu'a écrit ce romancier dramaturge, on sent l'effort, effort qui enfin, dans la seconde partie de sa carrière, avait abouti à de remarquables effets. Il y a dix ans, les *Mémoires du Diable* ouvraient la série de ces interminables romans dont l'existence est à la fois si bruyante et si éphémère; ces mémoires sont le patron sur lequel ont été taillés *les Mystères de Paris* et *Monte-Cristo*. Il y avait dans M. Frédéric Soulié une puissance d'invention dont la fécondité fut laborieuse et tardive. Que d'essais malheureux, incomplets, avant qu'il obtînt au théâtre des victoires méritées! Enfin le jour du triomphe était venu pour lui, et *la Closerie des genêts* avait attesté un talent dramatique sur lequel il était permis de fonder les plus légitimes espérances. M. Frédéric Soulié aspirait désormais surtout à l'honneur d'écrire pour notre première scène. Nous croyons qu'il serait parvenu à mêler d'une manière heureuse le drame à l'élément comique. Pourquoi est-il mort avant le temps? Au surplus, la célébrité entourait réellement son nom; nous n'en voulons d'autre preuve que l'immense affluence qui se pressait à ses funérailles.

Les Oiseaux et les Fleurs, par M. Isidore de Gaillon (1). — On s'est plaint souvent de l'esprit d'exclusion que le public professe à l'égard des vers. Nous sommes loin de nous associer complétement aux reproches que les poètes ne lui ménagent guère à ce sujet; mais, en admettant que le public n'ait souvent que trop raison quand il refuse d'encourager certaines prétentions poétiques, il faut bien reconnaître aussi qu'un peu plus d'indulgence déployée à propos ne messiérait pas de temps en temps. Je sais bien qu'ils sont souvent insupportables, ces jeunes gens pleins de santé qui veulent mourir à vingt ans, ces jeunes cœurs pleins de passion qui renoncent à l'amour avant d'avoir aimé; mais quel est celui d'entre nous qui n'a pas à se reprocher quelque peccadille de ce genre? Qui de nous, aux beaux jours de la vie, n'a annoncé sa fin prochaine dans quelque lar-

(1) Un volume in-12, chez Garnier, Palais-Royal.

moyante élégie, et n'a conjuré ses amis de venir répandre des fleurs et des larmes sur sa tombe? Nous sommes tous un peu coupables de ce péché-là; c'est le destin commun, et M. de Gaillon, l'auteur des *Oiseaux et les Fleurs*, le dit agréablement :

C'est le destin commun,
La fleur à son matin et l'ame en sa jeunesse
Exhalent toutes deux, celle-ci sa tristesse,
Et l'autre son parfum.

Si c'est le sort de tous, si, par une de ces étranges contradictions dont le cœur humain semble formé, nous devons éprouver d'inexplicables langueurs à l'âge où toutes les joies nous convient, et si, pour rencontrer des accens énergiques et joyeux, le poète doit attendre l'heure des peines véritables et de la lassitude, encore une fois soyons indulgens et passons quelques larmes à cette trop heureuse jeunesse que vient surprendre le premier baiser de la mélancolie. Pour moi, je me sens pris souvent d'une secrète sympathie pour ces petits livres dédaignés que l'oubli attend, et où pourtant est renfermée la meilleure part d'un jeune cœur. Je prends aisément en grande pitié les angoisses d'un début, et quand je vois un jeune poète effeuiller avec tendresse ses plus chères pensées, les livrer, ainsi que des feuilles de saule, au torrent redoutable et suivre d'un œil inquiet leur course rapide, je voudrais pouvoir sauver quelques débris du naufrage.

Ce n'est pas au livre de M. de Gaillon, je me hâte de le dire, que peut s'appliquer cette pensée de sauvetage. Il y a, dans ce petit volume, assez de qualités aimables pour conjurer la tempête. Amant passionné de la nature, le jeune poète a su se préserver d'un travers commun aux écrivains qui débutent, le travers de l'imitation. Il s'est choisi une place à l'écart, dans une forêt ombreuse où les oiseaux gazouillent, où murmure un clair ruisseau, d'où l'on aperçoit une grande prairie éclairée par le soleil, pleine de parfums et de bourdonnemens; dans le silence des champs, il écoute ce que les fleurs soupirent et ce que chantent les oiseaux, car, il le dit très bien,

Les fleurs ont un langage, heureux qui le comprend!

De là ce livre modeste par le titre, par le genre, par le format. M. de Gaillon n'a pas de prétentions. S'il réussit, la gloire en appartient tout entière à la nature, dont il a cherché à surprendre et à traduire la langue inintelligible pour tant d'autres. Avant d'arriver à cette douce philosophie, à cette profonde et délicate contemplation des choses qui nous entourent, M. de Gaillon a pu payer comme tout le monde son tribut à l'élégie larmoyante; mais il s'est aperçu un beau jour qu'en définitive son cœur ne demandait qu'à aimer, et que *la Chute des feuilles* n'était pas à refaire; il a laissé cette littérature de poitrinaire à de plus malheureux que lui. Il aima, j'imagine, et tout aussitôt la joie le reprit, et un hymne s'est élancé de son ame. La manière de M. de Gaillon est simple et facile. Il ne faut chercher dans son volume ni des accens bien mâles ni des tableaux bien éblouissans; mais aux fleurs et aux oiseaux on ne saurait tant demander. En résumé, ce petit volume est aimable et gracieux. Il contraste si agréablement avec les œuvres bruyantes qui éclatent de tous côtés, qu'il nous a paru mériter une mention particulière. Au temps où nous sommes, de pareilles poésies, un peu féminines, si cela peut se dire, ne conduisent pas à la célébrité; elles passent

presque toujours inaperçues. Les poètes secondaires sont en si grand nombre, à vrai dire, qu'on ne les compte plus, mais ce n'est pas une raison pour oublier quelle prodigieuse quantité d'esprit et de talent il se dépense souvent aujourd'hui faute de génie; ce n'est pas une raison surtout pour refuser un regard sympathique et bienveillant à quelques-unes de ces jeunes muses modestes du moins et souriantes dans leur obscurité.

Les soirées de Carthage, par l'abbé Bourgade, curé de Saint-Louis à Carthage (1). — L'église n'a pas été jusqu'à présent fort heureuse dans ses essais d'apostolat en Afrique, et la philosophie de son côté s'est fort peu occupée des obstacles moraux que notre civilisation devait partout y rencontrer. Ces obstacles, un prêtre catholique et de tout point orthodoxe vient aujourd'hui de la meilleure foi du monde nous annoncer qu'il croit pouvoir les vaincre; il regarde comme possible la conversion des musulmans au christianisme, et nous indique en outre la méthode qu'il a suivie lui-même avec succès dans ses rapports avec des mahométans de Tunis. En quoi M. Bourgade se distingue-t-il des missionnaires qui ont si tristement échoué dans l'Algérie? Par une qualité précieuse et décisive : il connaît les Orientaux et l'islam; il a fait une étude approfondie du Koran parmi les populations arabes. Certes il combat l'œuvre de Mahomet sur beaucoup de points du dogme et de la morale; mais il ne dit pas qu'il méprise l'islamisme, il n'en fait pas un objet de risées ni d'injures, et son effort est principalement de rechercher les côtés par lesquels le livre des croyans se rapproche de l'Évangile, afin de trouver mieux le lien des deux cultes et la transition possible de l'un à l'autre. Ce langage modéré, cette réserve prudente, cette justice rendue à l'islamisme par un prêtre très catholique, sont autant d'indications instructives pour l'état comme pour l'église, car, on le comprend, c'est à la condition d'une connaissance étendue de la législation musulmane et de ménagemens habilement calculés pour l'esprit du Koran, c'est à cette condition seule que nous pouvons gouverner et civiliser les indigènes de l'Algérie.

Dans un accès de bon sens, Voltaire écrivait déjà qu'il fallait jeter au feu tout ce que l'on avait dit jusqu'alors sur les musulmans. L'on s'est bien gardé d'en rien faire, et l'opinion en est encore à cet égard dans l'ignorance où Voltaire l'a laissée. Cependant une réaction a commencé hors de France en faveur des peuples de l'Orient. Quelques voyageurs anglais qui ont vécu parmi les Turcs, en Espagne la jeune école historique, très riche en documens sur l'ancienne civilisation arabe, les chrétiens slaves, hellènes ou valaques de la Turquie, se rencontrent aujourd'hui dans le même sentiment : l'islam n'est point cette aveugle superstition, ce n'est pas ce fatalisme grossier, ce n'est pas ce zèle toujours prêt à frapper et à conquérir, que des annalistes superficiels et des érudits à la suite nous ont représentés sous des couleurs si sombres. La vérité est, comme on l'a dit sans insister assez fort, que le Koran est une édition manquée de l'Évangile. Le livre des musulmans est écrit dans une pensée hostile aux idolâtres, oui sans doute; mais Mahomet, si ferme qu'il fût dans sa croyance au Dieu unique, a toujours témoigné du respect pour les dogmes chrétiens, pour la révélation chrétienne et pour les personnes mêmes de la Vierge et du Christ.

Quant à l'attitude militante des deux cultes sur tous les points du monde où ils se trouvent en contact, voici ce qui l'explique. C'est que les musulmans, fort

(1) Un vol. in-8°, chez Firmin Didot, rue Jacob.

disposés à la guerre et à la conquête, n'ont pas cessé d'être provoqués, harcelés par les chrétiens au nom du principe chrétien, depuis les croisades du moyen-âge jusqu'à la bataille de Navarin et à l'invasion de l'Algérie. Oui, l'islamisme à peine naissant a pris l'épée, mais contre les idolâtres. Entraîné par l'appât de la gloire, il a quelquefois dépassé son but; cependant, au bout du compte, s'il est venu s'établir en Europe, s'il a combattu les chrétiens, c'est que nous sommes allés le chercher en Asie. On pourrait aller plus loin et examiner s'il n'est pas historiquement certain que la tolérance, cette vertu toute récente dans nos pays, est depuis des siècles pratiquée par les musulmans. Les Turcs, par exemple, ont-ils essayé de convertir une seule tribu chrétienne en Europe? N'ont-ils pas au contraire laissé à tous les peuples conquis leur religion et leurs lois? Le reproche de propagande adressé à l'islamisme est donc une calomnie de l'histoire contre laquelle tous les faits protestent. Et pour conclure, on pourrait encore invoquer en témoignage cette déclaration rigoureusement juste d'un poète polonais, M. Mickiewicz, parlant au nom des Slaves de l'empire ottoman : « De tous les territoires acquis aux étrangers, le plus heureux, c'est celui que gouvernent les Turcs,.... et les Slaves leur doivent une véritable reconnaissance. »

L'islamisme, véritable hérésie chrétienne, ne prêche pas seulement la tolérance, il prêche l'égalité. L'affirmation semble étrange, et pourtant rien n'est plus exact. Un vieil auteur italien appelait la Turquie une démocratie. Tous les pays musulmans qui n'ont rien emprunté aux institutions de l'Occident sont en effet dans l'état de démocraties gouvernées par des monarchies tempérées. L'autorité du chef ou sultan, à la fois politique et religieuse, est limitée par des corps politiques et religieux sans lesquels il ne peut rien ni au dedans ni au dehors, et tous les sujets sont égaux devant la loi. Il n'y a point entre eux d'autre distinction que celle des grades et des fonctions, et la fortune ou la naissance n'y compte pour rien. Mais l'esclavage? dira-t-on. A proprement parler, il n'en existe point, car ce que l'on appelle esclavage chez les musulmans est une sorte d'adoption qui ne détruit point l'égalité. Reste la polygamie, le grand sujet d'accusation contre les législations sorties du Koran. On est obligé de reconnaître que la polygamie existe en principe sous le régime de l'islam; mais on peut nier qu'elle existe réellement comme un fait social. Chacun sait les obligations de fortune que le prophète impose au croyant qui veut profiter de toute la latitude de la loi sur le mariage. Dans ces derniers temps, les mœurs en ont encore restreint les effets, et en Turquie on compte à peine aujourd'hui trois cas de polygamie sur une population de cent mille musulmans.

On pourrait prendre ainsi tous les points de la législation politique et civile de ces peuples, montrer combien elle est loin de répondre aux idées si légères que l'on s'en fait, et il deviendrait clair pour tous les esprits droits que nous ne sommes point séparés des Arabes par des lois incompatibles et inconciliables avec les nôtres. La différence, car il y en a une cependant, n'a donc pas le caractère qu'on lui attribue, et, sauf erreur, c'est simplement la différence de l'enfant à l'homme, des institutions primitives à des institutions savantes, de la notion de famille et de tribu à la notion de société et d'état, et surtout de la vie militaire à la vie civile.

C'est de l'application du régime militaire au gouvernement des sociétés que viennent toutes les misères et tous les désordres dans lesquels sont encore

plongés les pays musulmans; mais là aussi est le secret des procédés à l'aide desquels nous pouvons les arracher à ces souffrances physiques et morales et leur faire accepter le bienfait de nos usages et de nos croyances. Laissons de côté cette rudesse des mœurs militaires, source naturelle des crimes que l'on explique à tort par le fanatisme ou le despotisme, et voyons comment cette nature primitive des Arabes veut être traitée, le langage qu'elle nous commande et les hommes qui sont capables de le tenir avec le plus d'autorité. Assurément nos systèmes, nos abstractions, nos formules métaphysiques, le langage de la science moderne, tout cela est lettre close pour les musulmans de l'Algérie. Les plus simples idées morales, les plus simples faits sociaux exposés dans l'idiome du pur bon sens, voilà les seuls objets intelligibles pour leur dialectique inexpérimentée. Il est une considération non moins grave et peut-être décisive. Par suite de la simplicité des sentimens auxquels ils obéissent, et par une façon de voir commune à tous les peuples primitifs, ces grands enfans ont pour la valeur individuelle un respect profond; mais le trait le plus frappant de leurs idées sur l'homme, c'est qu'ils le conçoivent en quelque sorte tout d'une pièce : nous voulons dire qu'ils n'analysent pas l'individu, qu'ils n'attribuent pas sa supériorité à telle ou telle vertu, à telle ou telle qualité, et qu'ils les veulent toutes réunies en une seule et même personne. Dans l'état actuel de l'opinion en Europe, l'homme religieux, l'homme politique, l'homme moral, sont trois hommes très distincts, quelquefois même très opposés. En pays musulman, il n'en est point ainsi; ce qui n'est ni moral ni religieux ne saurait être politique. Il n'y a pas pour la volonté trois principes d'action, il y en a un seulement : la justice, dont la religion, la morale et la politique ne sont que les trois branches. Où trouver des hommes qui répondent à cet idéal? C'est le dernier terme du problème posé dans *les Soirées de Carthage*. L'abbé Bourgade, étant lui-même un homme simple, biblique, presque oriental, et ayant obtenu quelques conversions remarquables dans la régence de Tunis, ne doute pas que des prêtres catholiques, préparés par une instruction spéciale, ne puissent remplir à souhait ces fonctions apostoliques. Il est évident que l'état peut aussi se servir, pour soumettre à son influence l'esprit oriental, des moyens et des hommes dont il dispose. Il peut du moins, de son point de vue purement temporel, diriger lui-même la machine administrative dans cet esprit de transaction. Il peut, lui aussi, former ou trouver des hommes qui sachent ce que les civilisations primitives ont de vrai et de faux, et par quels procédés de législation et de gouvernement nous pouvons les régénérer en les transformant. Les idées nouvelles que l'église et l'état puiseront dans l'étude consciencieuse de l'islamisme et des législations musulmanes seront pour l'un comme pour l'autre un appui précieux dans l'accomplissement de leur mission distincte. Cette étude, l'auteur des *Soirées de Carthage* l'a commencée du point de vue de l'église. Il faut espérer que l'état ne restera point en arrière et que notre gouvernement se convaincra qu'une connaissance approfondie des institutions orientales doit régler à l'avenir sa politique en Algérie.

V. DE MARS.

LE

THÉATRE MODERNE

EN ALLEMAGNE.

I.

M. CHARLES GUTZKOW.

Karl Gutzkow's dramatische Werke. Leipzig, 1843-1847.

Il y a cinquante années à peine, le théâtre allemand, après de longues hésitations, après mille essais infructueux, semblait entré décidément dans des voies originales et fécondes. Éveillée par la critique ardente de Lessing, la poésie dramatique avait reçu de deux grands artistes une consécration aussi éclatante que rapide. Le génie réfléchi de Goethe, l'enthousiasme de Schiller, enfantaient une série de créations sublimes, et la scène qu'avaient illustrée *Goetz de Berlichingen* et *don Carlos, Egmont* et *Guillaume Tell,* la scène que l'Europe enviait à Weimar pouvait se féliciter d'avoir conquis à l'Allemagne la plus haute gloire littéraire et préparé de beaux jours aux générations à venir. Hélas! un demi-siècle s'est écoulé depuis *Guillaume Tell,* et le théâtre allemand n'est pas encore fondé. Les poètes rencontrent au-

jourd'hui les mêmes obstacles qui arrachaient à Lessing des plaintes si éloquentes. Ces ennuis de chaque instant, ces difficultés de mille sortes qui eussent arrêté un esprit moins rusé que l'auteur de *Faust*, un cœur moins ardent que l'auteur de *Wallenstein*, tout cela existe encore. Aujourd'hui comme alors, les gouvernemens sont hostiles, le public est la proie des faiseurs vulgaires, et le sol ingrat refuse la divine semence. Tant de chefs-d'œuvre ont-ils donc été inutiles? Est-ce en vain que le vieux Goetz et le brillant Egmont, en vain que Thécla et Piccolomini, le marquis de Posa et Jeanne d'Arc, Fiesque et Guillaume Tell, ont réuni dans un généreux enthousiasme tout un auditoire immense, présage glorieux de l'unité future de la patrie? Ce beau résultat n'est-il que le triomphe passager d'un génie individuel, et faut-il répéter les tristes paroles que Lessing, dans une heure de doute et de découragement, a jetées avec tant d'amertume à la fin de sa *Dramaturgie:* « La plaisante bonhomie, en vérité! Vouloir créer aux Allemands un théâtre national, quand les Allemands ne sont pas une nation! »

Oui, ces paroles sont vraies, et si elles ne s'appliquent pas à l'Allemagne présente avec la même rigueur qu'autrefois, si l'Allemagne commence à être une nation, il s'en faut bien cependant que l'anathème de Lessing ne justifie pas sur bien des points la fâcheuse situation du théâtre. Tant que cette conscience nationale, lentement et laborieusement éveillée, ne se sera pas créé une vie puissante, le théâtre demeurera impossible. Il y aura çà et là d'intéressans efforts, il y aura des œuvres nées d'une inspiration particulière, il n'y aura pas une poésie vivante et qui soit l'expression de la patrie. Cette forte poésie qui s'adresse au peuple assemblé et qui mûrit au souffle fécond des grandes foules se flétrira dans les petits centres, dans les résidences provinciales; privée de son appui naturel, elle subira des influences funestes, et tantôt l'on verra triompher les idées bourgeoises, tantôt on verra éclater ces réactions littéraires qui ne prennent aucun souci des exigences de la réalité et des conditions de la scène. Ces deux dangers, très graves partout, le sont particulièrement en Allemagne. Dans aucun autre pays, le public à demi lettré n'est plus considérable. Or, cette société moyenne, cette bourgeoisie des petites résidences a toujours agi d'une manière fatale sur la littérature dramatique. C'est pour elle que les écrivains sans art ont inondé les scènes allemandes de productions communes et répandu le goût des fadaises sentimentales. C'est pour satisfaire ce public fâcheux que la Muse, changée en une honnête ménagère et réduite à l'étroite enceinte du foyer domestique, n'a plus élevé ses pensées au-dessus du monde réel. Quand l'art est ainsi abaissé, les protestations éclatent, les vrais poètes s'indignent, et, comme un excès amène toujours l'excès opposé, les défenseurs de l'imagination, dédaignant le monde visible, se réfugient dans le mys-

tique pays des chimères. Comment cette réaction si légitime ne produirait-elle pas chez nos voisins des résultats extravagans? Comment l'horreur de la poésie vulgaire n'entraînerait-elle pas des imaginations rêveuses dans tous les ridicules d'un idéalisme sans mesure? Certes, le mysticisme allemand n'a pas besoin de telles excitations. Ainsi, d'un côté des œuvres triviales, de l'autre des fantaisies sans corps, voilà ce que produiront les lettres dramatiques. Au milieu de ces tentatives contraires, où donc sera le théâtre? où sera la vivante reproduction de l'ame humaine idéalisée par une intelligence supérieure? A qui demander cette forme suprême de l'invention poétique? Encore une fois, ne cherchez pas un vrai théâtre là où le poète n'est pas soutenu par la pensée de tout un peuple; vous ne trouverez que des œuvres bourgeoises écrites pour une caste à demi lettrée, ou les réclamations ingénieuses des dilettanti. Si quelque grand maître apparaît tout à coup, ce sera une bonne fortune sans résultat; les sublimes créations de son génie ne réussiront pas à constituer une scène durable, et, quand il sera mort, on verra recommencer de plus belle et les plates compositions des uns et les mystiques raffinemens des autres.

L'histoire du théâtre allemand ne confirme que trop ces réflexions. Ce que j'indique ici rapidement s'est produit au temps de Schiller et se renouvelle aujourd'hui sous nos yeux. Quand Schiller parut, la poésie était encore loin des voies heureuses où elle devait trouver de si magnifiques inspirations. Lessing, au milieu de tant de vérités fécondes, avait fait triompher des théories bien fausses. Schiller et Goethe durent traverser ce drame bourgeois dont l'auteur d'*Émilia Galotti* s'était servi habilement contre l'influence française, mais qui, tombé aux mains des écrivains médiocres et adoré d'un public ridicule, devenait pour la poésie allemande un danger tout aussi grave que l'avait été l'imitation classique. Kotzebue, Iffland et leurs amis, tous ces poètes sans poésie, ces inventeurs sans invention, accoutumaient les esprits aux niaiseries d'un art qui ne se doute pas de l'idéal. Ce triste Kotzebue, particulièrement, est le héros de la trivialité. Jamais le médiocre, sous toutes ses formes, n'a été plus copieusement exploité que par lui. Soit qu'il imitât Diderot dans des pièces prétendues philosophiques, soit que dans ses tableaux de ménage il portât jusqu'aux limites du genre la niaiserie sentimentale, soit que, séduit par *les Brigands* de Schiller, il eût recours vers la fin de sa vie aux bandits et aux assassins, jamais ce manœuvre infatigable ne s'éleva jusqu'au sentiment de l'art qui transfigure tout ce qu'il éclaire. L'influence de ses écrits fut désastreuse. Gâté par cette littérature affadie, trompé par cette fécondité stérile qui est toujours un signe de force aux yeux des profanes, le public semblait incapable de ressentir les saintes émotions du beau; on vit même des esprits distingués céder au puéril entraînement de la vogue.

Wieland fondait sur Kotzebue les plus grandes espérances, et Jean-Paul, cet admirable Jean-Paul, dont l'ame était si profondément poétique et le goût si mélangé, n'a-t-il pas osé le comparer à Molière? Je ne puis m'empêcher en passant de signaler aux Kotzebue qui abondent chez nous depuis une dizaine d'années le sort mérité qui les menace. Kotzebue a écrit plus de deux cents drames ou comédies, sans compter les livres, les mémoires, les romans, les journaux sous lesquels il a noyé l'Allemagne; il a obtenu l'admiration de la foule et l'estime de quelques natures d'élite; ses pièces ont été représentées sur tous les théâtres de son pays et traduites dans toutes les langues de l'Europe; il était, en un mot, ce que sont aujourd'hui les *princes* et les *maréchaux* de notre littérature courante. Eh bien! quel a été pour l'écrivain le salaire de toutes ces œuvres entassées pêle-mêle et que n'éclaira jamais un rayon de l'idéal? Le mépris de son pays et le discrédit universel.

Du vivant même de ce producteur si fêté, la réaction fut vive. Tandis que Kotzebue et ses amis faisaient la joie d'une bourgeoisie prétentieuse, une école se forma qui voulut venger l'idéal, et tomba dans des erreurs nouvelles. C'étaient des esprits enthousiastes, subtils, que la poésie exaltait, mais qui en connaissaient bien mal les conditions sévères; en haine de ce théâtre banal qui leur répugnait si fort, ils en vinrent à mépriser toutes les exigences de la réalité. Kotzebue et Iffland se préoccupaient de la scène sans avoir souci de la poésie; Tieck, et avec lui toute l'école romantique, crut venger la poésie en dédaignant la scène. C'est Tieck, en effet, qui a été long-temps le chef de cette école romantique, bien peu connue en France, et qui n'a guère d'autre ressemblance que celle du nom avec notre romantisme de 1825. Il avait commencé par de petites comédies satiriques où le public de Kotzebue est ingénieusement persifflé. Il aimait à montrer quelque noble amant de l'idéal égaré, dépaysé dans des régions subalternes, ou bien, nouveau contraste, c'était un esprit bourgeois dans une société dont il n'est pas digne, comme le grossier Puck dans les féeriques jardins de Titania. L'ingénieux poète tirait de ces oppositions piquantes de vives et curieuses leçons qui allaient parfaitement à leur adresse et pouvaient préparer à merveille l'éducation du public. Quelle finesse dans *le Prince Zerbin!* Quelle critique charmante dans *Octavien* et *le Chat botté!* En même temps, il opposait Shakespeare et Calderon aux plates inventions qui encombraient le théâtre, il commentait les deux maîtres et voulait faire briller aux yeux de la foule le type divin d'une poésie supérieure. Rien de mieux jusque-là; mais l'école romantique se livra bientôt aux fantaisies et aux chimères, et, ne se sentant pas assez forte pour traiter résolûment le difficile problème de la régénération du théâtre, elle aima mieux se perdre dans le mysticisme. Novalis venait de jeter au milieu des intelligences éblouies les clartés su-

blimes et fantasques de son christianisme panthéiste, il avait imprimé à ses amis une direction entièrement nouvelle, et certes l'école qui produisait *Henri d'Ofterdingen, Sternbald, le Solitaire cloîtré,* et proclamait que la poésie est toute dans le moyen-âge, cette école, il faut bien le dire, renonçait aux ambitions qu'elle avait eues en traduisant Shakespeare; elle s'avouait incapable de constituer jamais la scène allemande. Entre Kotzebue et les poètes romantiques, le choix ne saurait être douteux, et cependant, si l'on ne songe qu'à cette question du théâtre, il est permis de les mettre au même rang, et d'affirmer qu'ils ont tous été aussi hostiles aux progrès de l'art dramatique. Ceux-ci abaissaient la poésie devant un public grossier, ceux-là l'enfermaient dans le cénacle; personne n'avait compris la mission de ce grand art, qui est d'amener la foule aux autels de la Muse.

C'est au milieu de ces écoles que Goethe et Schiller, également éloignés de la réalité commune et des subtilités mystiques, jetèrent par leurs créations hardies un si glorieux éclat. Suspects d'abord aux uns et aux autres, trop élevés pour l'école bourgeoise, trop francs pour l'école romantique, ils avaient à lutter contre deux ennemis redoutables. Kotzebue et les siens redoublaient d'activité pour défendre leur public; les tragédies domestiques étaient remplacées par des tableaux plus compliqués et des émotions plus bruyantes; les noirs mélodrames succédaient aux drames larmoyans, mais l'inspiration poétique ne succédait pas aux grossières combinaisons du métier. Les romantiques, de leur côté, regardaient avec défiance une école peu soucieuse d'un idéalisme chimérique, et qui devait seconder fort mal leur projet de restaurer le moyen-âge. A leurs yeux, Schiller et Goethe étaient des transfuges, qui ne pouvaient être admis sans restriction sur le livre d'or des artistes. Une telle opposition, aujourd'hui, paraît à peine croyable, mais les pièces du procès sont nombreuses. Novalis a comparé le *Wilhelm Meister* à une marchandise anglaise, à quelque chose de net, de comfortable, de durable, mais de complétement anti-poétique. « C'est un *Candide* dirigé contre la poésie, ajoute-t-il, c'est l'athéisme de l'art. » Et Tieck, dans *le Prince Zerbin,* faisant le dénombrement des grands poètes de l'Allemagne, n'a-t-il pas supprimé le nom de Schiller? Cette polémique avait lieu de 1790 à 1800, au moment où les deux maîtres abordaient courageusement la solution du problème, s'efforçaient d'unir l'idéal et le réel, de réconcilier la poésie et la scène, et remportaient chaque année sur le théâtre de Weimar les plus glorieuses victoires. Ils triomphèrent en effet, ils réunirent l'auditoire dispersé et créèrent un instant par l'autorité de leur génie cette nation une et puissante dont la poésie dramatique a besoin. Quand ils frémirent tous ensemble aux accens sublimes de Schiller, les peuples allemands sentirent naître en eux cette conscience nationale que Lessing appelait avec une impa-

tience irritée. Divisés dans le monde réel, ils se réconciliaient dans le pur domaine des esprits. Que ce soit là l'éternel honneur de Schiller! Ce magnifique résultat est le plus glorieux titre de celui qui a écrit *Wallenstein*.

Une fois que la main des maîtres se fut retirée, on retomba en un instant dans les œuvres de pacotille et dans les rêveries absurdes. L'école romantique n'a pas seulement suscité des natures fines, subtiles, comme Tieck et Novalis, comme Frédéric Schlegel et Wackenrœder, elle a troublé les esprits et produit chez plus d'un écrivain d'incroyables mélanges. Excité par la fumée des légendes et très peu hostile cependant à la réalité la plus grossière, Zacharias Werner porta au théâtre la fougue désordonnée de son mysticisme sensuel. Les hallucinations qui hantaient ce cerveau fantasque pénétrèrent jusque dans les sévères sujets qu'il empruntait à l'histoire moderne. A côté de lui, Adam Müllner, Houwald, Grillparzer enfin dans de certaines pièces, continuèrent d'énerver la poésie et cherchèrent dans les drames fatalistes un aliment aux émotions du public. Cette muse virile, qui doit élever l'ame et redresser son courage, fut condamnée à effrayer l'intelligence de l'homme, à l'obséder de visions malsaines, à faire revivre pour le monde nouveau les puissances démoniaques qui régnaient sur l'imagination effarouchée du moyen-âge. Le mysticisme conduit souvent au sensualisme, l'histoire l'a prouvé plus d'une fois, et l'école romantique a donné de ce fait une démonstration piquante; ses derniers représentans sont allés rejoindre les chefs de l'école bourgeoise; Houwald et Müllner lui-même ne sont pas très éloignés de Kotzebue.

Tel fut le prompt abaissement de la poésie depuis Schiller. Les événemens seuls pouvaient apporter le remède, et, fortifiant la conscience publique, agrandir par là les destinées de l'art. C'est après la guerre de 1813, après la réunion des membres dispersés de l'Allemagne, que le théâtre commença, non pas encore à refleurir, mais à occuper l'attention des esprits d'élite. C'est un heureux signe quand on sent son mal et qu'on en souffre. Les intelligences distinguées n'ignoraient pas la cause de cette décadence précoce du théâtre, et un des plus dignes publicistes contemporains, Louis Boerne, consacrait volontiers à la critique dramatique cette plume excellente qui a rendu tant de services à la liberté. En faisant cela, il croyait ne pas changer de sujet, et je m'assure qu'il avait raison. La critique de Boerne peut être comparée sans trop de désavantage à celle de Lessing. C'est la même ardeur, le même désir de régénérer la scène, ce sont surtout les mêmes principes. Boerne sait encore mieux que Lessing combien la gloire du théâtre suppose une vie forte et puissante chez le peuple qui la produit. Cette idée, qui éclate comme un trait de lumière dans les dernières pages de *la Dramaturgie de Hambourg*, fait le fonds même de l'esthétique de Louis Boerne. Il

sent que tous les coups doivent porter là, il frappe donc, il redouble, il est sans pitié. « Le théâtre, écrit-il quelque part, est le miroir de la vie et l'expression du peuple. Le jour que j'y regardai, je trouvai l'image si laide que je brisai le miroir. Vraie colère d'enfant! Quand le miroir fut en pièces, les mille fragmens me renvoyèrent mille fois l'odieuse image que je voulais anéantir. » Il a beau dire, c'est bien là ce qu'il voulait. Ce miroir, il l'a brisé à dessein, pour montrer à tous les tristes images qui le désolent. Quand on lit les œuvres de ce noble esprit, on est étonné de le voir aux prises, non-seulement avec les vrais poètes, mais avec tel drame, avec telle comédie sans valeur, avec des centaines de pièces ridicules. Pourquoi cette critique que rien ne fatigue? Parce qu'il voulait dire et répéter sans cesse à ses concitoyens : « Vous n'avez pas de théâtre et vous n'en pouvez pas avoir. Ayez d'abord la liberté politique, ayez une vie publique, ouverte aux grandes émotions, sympathique aux intérêts de tous; sortez de votre isolement, fraternisez les uns avec les autres, unissez-vous dans un sentiment général, soyez une nation enfin, et le théâtre pourra naître. Jusque-là, voyez dans les morceaux de ce miroir que je brise pour vous tous, voyez à nu, mes frères, votre difformité! » Voilà ce que Louis Boerne a dit à son pays pendant de longues années, ce qu'il lui a dit sans ménagement, sans pitié, dans ce style vif, ingénieux, hardi, qui a renouvelé la prose allemande et inspiré Henri Heine.

Lorsqu'on sent si vivement le péril d'une situation mauvaise, encore une fois c'est un heureux symptôme. Tandis que Louis Boerne harcelait l'Allemagne avec son audacieuse franchise, un vrai poète travaillait de son côté à restaurer le théâtre. Immermann s'était établi à Düsseldorf, et là, aidé de quelques amis, il ne négligeait rien pour créer une scène vraiment élevée. Si les drames d'Immermann, *Alexis, Andreas Hofer, Ghismonda,* ne réalisent pas complétement l'idéal qu'il a poursuivi; si les œuvres désordonnées de Grabbe, *Hannibal, le duc de Gothland, Don Juan et Faust,* et toutes ses tragédies empruntées à l'histoire des Hohenstauffen, contiennent trop de pauvretés pour quelques inventions où éclate un génie inculte; si, en un mot, la colonie poétique de Düsseldorf a paru échouer dans son entreprise, gardons-nous bien de méconnaître tant de généreux efforts. Les œuvres d'Immermann ont souri comme d'heureux présages à l'imagination sévère de Louis Boerne. Un des écrivains associés à sa tâche, M. Frédéric Uechtriz, a écrit, sur ces belles et laborieuses années passées à Düsseldorf, deux volumes de mémoires très intéressans, et il est impossible de ne pas concevoir la plus profonde sympathie pour le poète qui dirigeait avec tant d'intelligence et d'enthousiasme la poursuite d'un grand problème littéraire. Quels que soient les succès différens de leurs travaux, Grabbe, M. Uechtriz, d'autres encore, et surtout leur noble chef Immermann, ont bien mérité de l'art et de la poésie. On n'est pas inutile à son pays

lorsque l'on combat, même sans bonheur, pour une cause féconde, et lorsque, ne pouvant atteindre un but glorieux, on le fait luire pourtant aux regards étonnés de la foule.

Quand la révolution de juillet éclata, ce mouvement littéraire, commencé vers 1815, dut s'accroître et se propager. L'Allemagne actuelle date de 1830; c'est la commotion politique partie de la France qui a réveillé les ames endormies et ouvert aux intelligences des perspectives profondes. De là une littérature nouvelle, de là des œuvres très mélangées, je l'avoue, très confuses, très irrégulières, mais dont les irrégularités même sont pleines d'intérêt. Le sentiment du monde moderne s'agite au fond de cette poésie contemporaine, et, si plus d'une fois nous avons discuté sévèrement les œuvres qu'elle a produites, cette rigueur attestait notre sollicitude. L'influence des nouvelles années se manifesta d'abord dans le roman, et puis dans la poésie lyrique; elle devait enfin éclater sur la scène. C'est dans ces derniers temps surtout que la question du théâtre a inspiré aux poètes et aux critiques d'ardentes et sérieuses études. Les scènes importantes de l'Allemagne étaient, comme toujours, en proie aux entrepreneurs littéraires; digne héritier de Kotzebue, fournisseur indispensable des plaisirs publics, M. Raupach mettait régulièrement en drames tous les travaux historiques de M. de Raumer et de M. Ranke. D'un autre côté, beaucoup d'écrivains distingués publiaient des études, des compositions souvent pleines de mérite, mais qui ne devaient ou ne pouvaient jamais subir cette grande épreuve sans laquelle la poésie dramatique n'existe pas. La situation était la même qu'au temps de Schiller et de Goethe. Une jeune et brillante école voulut s'emparer de la scène et en chasser, s'il se peut, tous les Raupach que maudissait Louis Boerne. A Berlin, à Leipzig, à Francfort, à Stuttgart, à Hambourg, dans des villes même moins considérables, à Oldenbourg par exemple, des tentatives courageuses ont été faites. On appelle *dramaturge,* en Allemagne, le critique qui surveille les destinées d'un théâtre, qui sert de conseiller à la direction et d'interprète auprès du public, et qui, chaque jour sur la brèche, fait l'éducation du peuple en le préparant à l'intelligence de l'art. C'est le rôle que Lessing a rempli à Hambourg pendant deux années, et *la Dramaturgie de Hambourg* n'est autre que le recueil des critiques, des leçons, des arrêts du célèbre écrivain, à l'occasion des œuvres représentées sur la scène dont les intérêts littéraires lui étaient confiés. Chaque théâtre a son dramaturge, comme il a parfois son poète ordinaire. Or, poètes et dramaturges, inventeurs et critiques, redoublent d'activité depuis bientôt dix ans. La pléiade est presque complète; nommons, parmi les critiques, M. Roetscher à Berlin, et M. Adolphe Stahr à Oldenbourg; parmi les poètes, M. Gutzkow, M. Julius Mosen, M. Prutz et M. Henri Laube. De tous ces écrivains, celui qui, malgré des défauts bien graves, occupe peut-être le premier rang, celui du moins qui, par son activité,

par son obstination invincible, est le plus en vue et mérite d'être cité avant tous les autres, c'est M. Charles Gutzkow.

M. Charles Gutzkow est un esprit vif, une intelligence rapide, qu'une infatigable ardeur a poussé de mille côtés à la fois. Romancier, poète, critique, publiciste même, il a tenté toutes les voies les plus différentes, non pas toujours avec succès, mais avec une persévérance qui n'est pas un médiocre avantage dans la pratique des arts. Jeté dans la vie littéraire peu de temps après 1830, il s'est livré d'abord aux fantaisies confuses que cette période a fait naître dans les cerveaux fumeux de la jeunesse. C'est lui qui a été, avec M. Ludolph Wienbarg, le chef de la *jeune Allemagne*; mais, au lieu de suivre la route sévère où était entré son ami, au lieu de chercher le rajeunissement des lettres allemandes dans un enthousiasme sérieux, dans la foi à certains principes bien établis, il a pris des métaphores pour des idées et de vagues sentimens pour des croyances. Il avait voulu emprunter à Byron son ironie hautaine, et rien n'était plus déplaisant que cette leçon si mal apprise; le saint-simonisme ajouta à cette mélancolie superbe des inspirations très différentes, et Manfred, au lieu de converser avec les esprits immortels sur les cimes des glaciers, réhabilitait, comme on dit, la matière dans maintes productions épicuriennes. Tous ces mélanges, très bizarres déjà, étaient rendus plus singuliers encore par les prétentions politiques du romancier; mais ne revenons pas sur des reproches un peu anciens. Alors même qu'il s'égarait de la sorte et s'attirait les réprimandes de la critique, M. Gutzkow faisait encore preuve d'un talent réel, et l'on pouvait espérer que cette activité opiniâtre, servant une intelligence plus mûre, porterait un jour ses fruits. M. Gutzkow a traversé enfin cette crise difficile, il a renoncé aux faux systèmes et pris rang parmi les artistes. C'est le théâtre surtout qui a provoqué cet esprit âpre, belliqueux, et que le danger appelle : rien de mieux; il trouvera là d'utiles occasions pour ses énergiques facultés, et nous pourrons être aussi sympathique à ses efforts que nous avons dû être sévère pour ses anciens travaux.

Les premiers drames de M. Gutzkow portent encore l'empreinte des fausses idées auxquelles il avait donné sa jeunesse. Je ne parle pas de sa tragédie de *Néron* (1835), composition étrange, vraie débauche d'esprit, dans laquelle le poète a jeté toute l'amertume de son ame ulcérée, et où il défigure l'antiquité pour mieux injurier son temps. Je ne parle pas non plus du drame de *Saül*, écrit quatre années plus tard sous des préoccupations moins fâcheuses, et qui n'est guère plus qu'une brillante ébauche. M. Gutzkow a supprimé lui-même ces deux ouvrages. L'édition complète de ses compositions dramatiques, publiée par lui, embrasse les huit pièces qu'il a fait représenter depuis 1839; c'est là-dessus que nous devons le juger. Or, dans les premiers ouvrages qu'il a donnés au théâtre, le poète ne s'est pas encore débarrassé du lourd

fardeau de ses mauvais systèmes. Comment l'en blâmer? c'est le théâtre précisément qui fera son éducation, c'est la pratique d'un art sérieux qui redressera son esprit faussé. On peut bien, durant les nuits solitaires, s'exalter à froid et s'entêter par orgueil dans de funestes théories; mais, quand on s'adresse à la foule assemblée, on se surveille plus rigoureusement, et peu à peu, avant de s'en apercevoir, on est devenu sincère avec soi-même. M. Gutzkow aimait à représenter des esprits inquiets, maladifs, en révolte ouverte contre la société, et sa philosophie était celle-ci :

. . . . . Je vis les hommes, et j'en pris
En haine quelques-uns, et le reste en mépris.

Disposition excellente peut-être chez un héros ténébreux, mais détestable assurément pour un poète dramatique. Tous les artistes qui ont fait agir et parler les hommes dans des compositions immortelles, Molière, Shakespeare, n'étaient pas dupes du genre humain; qu'il y a loin de là cependant à le haïr et à le mépriser! quelle sollicitude, quelle compassion sérieuse se mêlait chez ces grandes ames à une sagacité supérieure! combien c'étaient là des natures sympathiques et profondément humaines! Mais on ne débute pas par ce qui est le comble de l'art, surtout quand on a été presque le chef d'une émeute socialiste; il faut payer le tribut aux inspirations douteuses, il faut traverser les landes et les marais.

M. Gutzkow du moins fit cette épreuve avec assez de bonheur. *Richard Savage* est un drame intéressant, et si l'on n'admet pas le ton général de l'ouvrage, s'il en faut blâmer sévèrement la composition systématique, on ne saurait méconnaître les qualités distinguées qui s'y font jour çà et là. Il y avait d'ailleurs des tentations bien périlleuses dans le sujet que M. Gutzkow a choisi. Ce jeune poète renié par sa mère semblait provoquer la verve irritable de l'auteur de *Néron*, et il était bien difficile qu'il échappât aux déclamations. J'aurais mieux aimé que M. Gutzkow ne séparât pas les personnages de son poème en deux classes si distinctes, qu'il ne mît pas en face les élus et les réprouvés, qu'on ne vît pas d'un côté le poète, les journalistes, les comédiens, tout le libre et vertueux peuple de la Bohême, de l'autre les grands seigneurs et les grandes dames de l'aristocratie de Londres. Ces colères systématiques sont singulièrement froides et compassées. Aussi, voyez la punition de cette vilaine idée! voyez comme l'auteur est pris dans son piége! Il a voulu donner à la lutte qu'il décrit une physionomie plus dramatique, et tout au contraire il a affaibli son sujet. Lady Maccleady est moins coupable, si la société qui l'entoure mérite la même condamnation, et Richard Savage est-il vraiment noble parce qu'il appartient à une caste privilégiée chez qui seule se trouvent la loyauté et

la justice? Je croyais assister à un terrible duel; je croyais que la douleur du fils illégitime demandant une mère à la femme orgueilleuse de qui il tient la vie, je croyais que ses instances, ses efforts, son obstination à vaincre par la gloire cet implacable orgueil, je croyais enfin que cette lutte désespérée suffirait à l'imagination du poète, et qu'il y avait là de quoi faire frémir devant nous les plus vives passions du cœur de l'homme. L'auteur en a décidé autrement, il a préféré les déclamations et les antithèses. Voilà où l'ont conduit ses mauvaises préoccupations sociales. Rendons-lui du moins cette justice, qu'un talent moins heureux que le sien aurait succombé sous le poids d'un système si faux, et qu'il s'en est tiré fort habilement. Une fois ces réserves faites, je n'ai plus qu'à louer les allures vives et animées du dialogue, la dextérité du style, et, dans plusieurs parties du drame où la poésie reparaît, certains développemens passionnés, certains cris du cœur, qui suffisent à racheter bien des fautes. A tout prendre, ce début promettait un poète.

M. Gutzkow avait hâte de montrer qu'il possédait avec la science du dialogue cette fertilité d'esprit, cette invention rapide, qui, contenue dans les justes limites de l'art, est un des signes auxquels se reconnaît une véritable vocation dramatique. Depuis le jour où il a abordé le théâtre, l'ardent écrivain ne s'est plus détourné de son but, et chaque année a apporté son succès, car n'est-ce pas un succès de passionner sérieusement la foule, alors même que l'on se trompe, et de mériter la discussion des juges éclairés? *Richard Savage* a été représenté à Francfort en 1839; l'année suivante, M. Gutzkow faisait jouer à Hambourg un nouveau drame intitulé *Werner*.

Werner est jeune, riche, envié de tous. Sorti d'une pauvre et honnête famille, il a étudié dans les hautes écoles de l'Allemagne et est devenu en quelques années un jurisconsulte éminent. Sa renommée lui a ouvert le chemin des honneurs; un patricien, un grand magistrat, lui a donné sa fille, exigeant seulement qu'il prît le nom de sa famille nouvelle : Henri Werner s'appelle aujourd'hui Henri de Jordan. Que lui manque-t-il? Placé très haut dans les fonctions publiques, appelé à des destinées plus élevées encore, la fortune, s'il est ambitieux, fournira à son mérite des occasions éclatantes. S'il aime l'étude paisible au sein de l'opulence, certes il a le bonheur sous la main. Si les joies de la famille suffisent à son cœur, il est chéri de tous, sa femme l'aime avec dévouement, et ses deux beaux petits enfans ouvrent à son ame toutes les perspectives dorées de l'espérance. Encore une fois, qu'est-ce donc qui lui manque? Pourquoi son cœur est-il inquiet? pourquoi son front soucieux? Rien n'est changé pourtant dans l'existence de Werner; les mêmes joies l'entourent, les mêmes occasions sont offertes à son activité. Chose étrange, subtile, inexplicable, ce qui

tourmente l'heureux parvenu, c'est le souvenir du passé. Où sont les belles années studieuses, et la pauvreté si gaiement soufferte, et l'enthousiasme désintéressé de la jeunesse? Où est surtout celle qu'il a aimée à vingt ans? Il voit encore la petite chambre de Marie; les rosiers sont en fleur sur la fenêtre, le mur est couvert de jolis dessins et de fines aquarelles; à genoux près de sa bien-aimée, l'étudiant s'enivre des promesses de la vie, et tous deux déroulent ensemble les beaux songes d'or de leur destinée. Pourquoi a-t-il renoncé à ce calme bonheur? L'ambition l'a rendu parjure, et il a renié son nom, il a déchiré le roman de sa jeunesse, il a abandonné sa fiancée. Phénomène bizarre, singulière punition de la Providence! c'est aujourd'hui seulement, après dix années d'oubli, quand une vie nouvelle l'a comblé de biens et d'honneurs, c'est aujourd'hui que le souvenir de ce premier amour s'empare de toute son ame et ne lui laisse plus de repos! Marie est près de lui, il la voit, il l'entend, non pas irritée et la voix pleine de reproches, mais douce, aimante, aimée comme autrefois. Cette charmante et cruelle image l'obsède sans cesse, et, devant les splendides rayons des heures printanières, toute son existence présente se décolore : la loyale jeunesse se venge des perfidies de l'âge mûr. Telle est l'idée qui a inspiré le poète, et le développement qu'il lui donne dans les deux premiers actes ne manque ni d'originalité ni de finesse; seulement il était difficile de trouver là une action forte, et M. Gutzkow n'a pas triomphé de l'obstacle. C'est une nouvelle psychologique, animée d'une exaltation subtile, qui ne messied pas en Allemagne; ce n'est nullement un drame. L'auteur amène dans la maison d'Henri de Jordan cette belle Marie que Werner a aimée si passionnément et si lâchement abandonnée; Werner croit tout réparer en la comblant de soins, et il prétend persuader à sa femme qu'elle doit l'aider dans cette réparation solennelle. Tout le drame est là. Werner étouffera-t-il son repentir par respect pour les convenances, ou bien lui sera-t-il permis d'exprimer franchement ce qui remplit son cœur? Cette petite querelle de ménage, cette guerre aux convenances, est un étrange sujet de tragédie, et l'auteur fait singulièrement oublier dans les derniers actes tout le talent, toute la grace qu'il a donnée à son exposition. Les révoltes de Werner contre la société sont bien ridicules, amenées par un intérêt si mince.

« Ah! ils veulent que le repentir soit un crime!... La situation où je me trouve, des milliers d'hommes la connaissent. Toute la différence, c'est qu'ils ont assez de force pour maîtriser leurs sentimens, assez d'effronterie pour ne pas rougir d'un passé criminel. Oui, je suis plus lâche que vous, hommes intrépides, qui savez si bien arracher la moindre épine qui croît dans votre conscience. Que de sacrifices j'ai faits à mon ambition, et à ce moderne destin, héritier du *fatum* antique, que nous nommons les convenances! Tout, je lui ai tout donné, mon

nom, ma vocation, mes principes... Mais mon ame, mais le petit jardin de mon cœur que j'ai planté entre les grands murs sombres de notre existence officielle, mais la seule chose que je possède encore pour me rappeler que je suis homme, ah! je ne l'abandonnerai pas... Je veux garder les passions que Dieu m'a données en me créant, dussé-je blesser toutes les lois dont le hasard de l'histoire a fait pour nous une obligation sociale. »

Disons-le franchement, tout cela est aussi mauvais que possible. M. Gutzkow ne profitera de ses rares facultés que lorsqu'il sera débarrassé de ce triste bagage, emprunté si mal à propos à nos grandes théories socialistes. Qu'y a-t-il donc, en résumé, dans *Werner?* Le sujet d'une nouvelle où s'annonce une piquante étude psychologique, beaucoup d'éclat et de finesse dans l'exécution de la première partie, une véritable habileté à manier le langage de la scène, et puis une action impossible, un drame languissant, une conclusion ridicule.

Il est bien temps que M. Gutzkow se surveille avec sévérité et réfléchisse aux conditions de son art. Ses deux premiers drames révèlent des qualités précieuses, mais on voit trop que le poète est dupe de son talent. Comme il possède déjà, et à un degré remarquable, la science difficile du dialogue, comme sa plume incisive, sa verve brillante, donnent aisément à tout ce qu'il exprime une physionomie dramatique, il ne s'inquiète pas de la pensée et croit remplacer l'action par le mouvement du style. A chaque pas qu'il fera cependant, il sentira le vide des creuses théories qui l'inspirent. Prenons garde de faire parler à la Muse le triste langage de nos systèmes d'un jour; son idiome n'admet que les sentimens éternels. Si elle aime à marquer d'une empreinte particulière, selon le temps et le lieu, les immortelles pensées qui appartiennent à tous les temps et à tous les pays, gardons-nous de croire qu'elle consente facilement à n'être que l'écho d'un système isolé. J'aime à me figurer que M. Gutzkow, éclairé par l'expérience de son travail, aura compris tout ce qui manquait à son *Werner*. Tandis que les spectateurs l'applaudissaient, l'artiste, plus exigeant, se sera demandé s'il avait mérité son triomphe. Quels nobles sentimens en effet, quelles passions fécondes avait-il remués dans leurs ames? Il avait peint les luttes de la famille et en avait fait le texte d'une prédication prétentieuse. Était-ce bien là tout ce que pouvait accomplir la poésie dramatique? N'y a-t-il pas dans la situation présente de l'Allemagne des inspirations plus pressantes, plus impérieuses? M. Gutzkow sans doute a fait ces réflexions, et, condamnant lui-même ces premiers essais, il a écrit son drame de *Patkoul*.

Le poète a renoncé cette fois aux déclamations du socialisme; il a renoncé aussi à ces sujets domestiques, à ces drames de famille, que l'on ne peut guère conseiller aux écrivains de son pays : cette vie intime, en Allemagne, est trop en dehors des intérêts généraux, pour que le

poète dramatique y puisse trouver l'étoffe d'une œuvre sérieuse. Les sujets familiers, qui se prêtent si bien aux longs détails du récit, aux nuances délicates de l'idylle, au cadre resserré de la ballade, seraient mesquins sur la scène. *Louise, Dorothée, la Fille de l'Orfèvre,* toutes ces ravissantes créations de la poésie moderne, brillent d'une grace incomparable sur la toile modeste où les maîtres les ont placées; transportez-les dans le cadre immense du drame, et aussitôt tout est perdu. Le poète allemand qui veut reproduire sur la scène la société de son pays ne saurait puiser, comme en France, à une mine féconde. Il n'y a pas là de centre actif, de foyer tumultueux, auquel l'artiste puisse dérober des figures vivantes et qui lui permettent d'agrandir naturellement son sujet, d'en franchir les limites et de peindre dans un événement particulier une société tout entière. Lorsque Molière écrit *Tartufe* ou *le Misanthrope, les Femmes savantes* ou *George Dandin,* il peint une famille, un intérieur, une maison; son sujet ne s'étend pas bien loin, et six ou sept personnages lui suffisent : mais bientôt comme l'intérêt s'accroît! comme l'horizon s'ouvre! Derrière cette maison, au-delà de cette famille, j'aperçois le siècle tout entier, je vois la cour et la ville, et, si tous les renseignemens venaient à me manquer sur la société du temps de Louis XIV, je reconstruirais sans peine ce monde disparu avec ces six personnages qui conversent dans un salon. Voilà ce qui est interdit au poète allemand et ce qui demeurera impossible tant que les révolutions à venir n'auront pas changé les conditions de ce pays. Jusque-là, la peinture dramatique de la société ne fournira à l'écrivain que des sujets sans grandeur, et ceux qui voudront échapper à la vulgarité de Kotzebue tomberont dans le déclamatoire et le faux. Schiller lui-même, malgré la puissance de la passion, et Goethe, malgré toutes les séductions de l'esprit, n'eussent pas triomphé long-temps d'un tel obstacle. C'est le drame historique qui appelle les poètes de l'Allemagne, c'est sur ce terrain que l'imagination reprendra ses droits et que le théâtre pourra unir la grandeur à la vérité. M. Gutzkow a donc été bien inspiré de suivre cette route nouvelle, et j'aime à signaler ici un heureux développement de sa pensée. Voyons maintenant ce qu'il a fait.

Jean Reinhold de Patkoul est un gentilhomme livonien qui a donné sa vie à une seule idée, la délivrance de sa patrie. Son père, officier supérieur au service de la Suède, avait été jeté en prison pour avoir perdu une place qu'il défendait contre l'armée polonaise. C'est dans cette prison qu'est né le jeune Patkoul. Revenu en Livonie avec sa mère, il n'a pu entendre sans une sympathique indignation les sourds gémissemens de ses concitoyens, forcés de courber la tête sous le joug suédois. Le douloureux souvenir de son père, sa naissance dans un cachot, sa jeunesse passée loin de la lumière du jour, l'humiliation, la honte, tout disposait son ame à la vengeance. Il prit du service et at-

tendit l'occasion. La Suède, épuisée par la guerre, jetait des regards de convoitise sur ses provinces allemandes. Les impôts, les exactions, les violences, commencèrent bientôt dans le malheureux pays de Patkoul. La Livonie était au pillage. C'est Patkoul qui fut choisi pour aller demander justice au roi de Suède, Charles XI. Il arrive, ardent, impétueux, et, parlant au prince comme le Germain du Danube avait parlé au sénat de Rome, il fait un tableau terrible des dévastations commises par les Suédois. Sa hardiesse lui réussit moins bien qu'au paysan; il est condamné à mort, et le voilà de nouveau dans cette prison où sa mère l'a mis au monde. Il s'échappe à grand'peine, se réfugie en Suisse, où il se cache sous le nom de Fischering, et gagne sa vie avec sa plume. Après la mort de Charles XI, quand l'altier Charles XII fut monté sur le trône, et que Patkoul, désigné à la vengeance impatiente du nouveau roi, eut perdu tout espoir de rentrer libre dans son pays, il trouve un asile auprès de Frédéric-Auguste, électeur de Saxe et roi de Pologne, qui se disposait en secret à attaquer la Suède. Nommé conseiller intime et général, il emploie toute son activité aux préparatifs de la guerre, en même temps qu'il fait connaître les injustices du roi de Suède dans un mémoire célèbre, approuvé et signé par les jurisconsultes de deux universités allemandes. Il est donc en guerre ouverte avec Charles XII, mais bientôt il doute de l'énergie de son protecteur et va offrir sa haine et son génie à Pierre-le-Grand. Il est nommé lieutenant-général, puis ambassadeur à la cour de Saxe, auprès de ce Frédéric-Auguste, toujours aussi séduit par l'ardeur généreuse de l'exilé qu'épouvanté de ses audacieux projets. L'ambassadeur de Pierre-le-Grand était aimé de Frédéric-Auguste, mais la faiblesse et l'irrésolution du prince étaient incurables. Poursuivi par les ministres de l'électeur de Saxe, dont il avait dévoilé les trahisons, il va achever une vie de luttes et de dangers héroïques dans les misérables intrigues d'une petite cour. Le faible roi de Pologne, menacé par les Suédois, se soumet lâchement aux conditions impies qu'on lui dicte et livre Patkoul à la haine implacable de Charles XII. L'intrépide Livonien est enfermé et assassiné à Cazimirze, le 11 octobre 1707.

Il y a là certainement la matière d'un beau drame. Cette lutte infatigable d'un grand cœur qui veut arracher sa patrie au joug étranger, tant de péripéties éclatantes, un courage si obstiné, une fin si tragique, tout cela, entre les mains d'un maître, pouvait former une œuvre pleine de vie et d'intérêt; mais il fallait de l'audace, il fallait donner au sujet un développement hardi, et embrasser, comme Shakespeare dans ses admirables *Chroniques*, toute l'existence du héros. L'unité de cette tragédie était dans la passion invincible, exclusive, unique, qui remplissait l'ame du gentilhomme livonien. Dans le cachot de Stockholm, au fond de sa retraite en Suisse, à la cour de Frédéric-Au-

guste, chez Pierre-le-Grand, puis à Dresde, entre le Suédois furieux et le Saxon tremblant, partout enfin, depuis la jeunesse de Patkoul jusqu'à l'heure de sa mort, partout une inflexible pensée donnait un lien puissant à tant de péripéties diverses. Or, M. Gutzkow s'est défié de ses forces et n'a pas osé peindre ce grand tableau. L'épisode qu'il a choisi dans la carrière de Patkoul, c'est celui qui met fin à cette existence dévouée. Je ne blâme pas encore l'auteur, et je me garde bien, en principe, de lui contester son droit; nous verrons tout à l'heure s'il a raison contre nous; je remarque seulement qu'au lieu d'un drame nous aurons une comédie, et que le poète sera bien loin de réaliser tout ce que le nom de Patkoul fait rêver à l'imagination. Oui, à part le meurtre qui ensanglante la dernière scène, cet épisode, si on le considère isolément, est bien plutôt une comédie qu'un drame, un tableau qui fera sourire plutôt qu'une action forte et émouvante. Patkoul n'agit plus, il est perdu au milieu des petites intrigues d'une cour abaissée, le lion est pris dans les filets. La seule action de la pièce, c'est le mémoire que Patkoul écrit, par ordre du roi, sur la situation de l'état et sur les moyens de soutenir la lutte avec Charles XII. Écoutez cette fin du premier acte, qui contient le nœud de l'action, si ce mot peut convenir ici.

Einsiedel. — La Pologne, la Russie et la Saxe sont battues, Patkoul.

Patkoul. — Que me parles-tu de la Saxe? N'ai-je pas quitté ce faible état pour aller trouver le czar Pierre? Les ressources de la Russie sont inépuisables; la Russie a de l'or et du fer. Ce n'est pas l'épée des Suédois qui nous a vaincus. La jaune furie de l'intrigue s'est glissée dans nos rangs. Le Saxon n'obéissait plus au Russe, ni le Russe au Polonais. Et l'argent de la guerre? l'intrigue aussi l'a dévoré. Ah! comment compter sur la Saxe, un état dont le crédit est mort, dont le trésor est vide, dont les ministres et les magistrats sont à vendre?

Einsiedel. — Qui te prouve cela?

Patkoul. — Des palais de marbre et des huttes de paille! Une garde royale tout étincelante d'or et point d'armée! De magnifiques jardins avec des plantes des deux Indes et des campagnes en friche! De la compassion pour les héros de théâtre et nulle pitié pour le compatriote expulsé de sa pauvre hutte! Les statues de la Grèce, les tableaux de l'Italie achetés au prix de la misère de tout un peuple!

Einsiedel. — Patkoul! j'ai là, sur les lèvres,... dans mon cœur,... un secret qui me brûle... une mission... Le roi...

Patkoul. — Le roi?

Einsiedel. — Oh! plût à Dieu que ce fardeau fût pour moi seul et qu'il m'écrasât!

Patkoul. — Qu'as-tu?

Einsiedel. — Le roi connaît notre amitié. Il m'a fait appeler auprès de lui et m'a donné mission de te dire en secret... qu'il attendait de toi un tableau de la situation présente.

Patkoul, avec joie. — Ah! enfin! voilà ce que j'espérais, voilà ce que je demandais à la destinée!

EINSIEDEL. — Voici la lettre du roi.

PATKOUL, prenant la lettre. — Encore la couronne de Pologne pour cachet! Écoutez la vérité, princes, et vous ne perdrez jamais de couronnes! (Il brise le cachet.) « Mon cher monsieur de Patkoul, vous savez quelle confiance j'ai toujours eue dans la sagacité de votre esprit. Je vous le demande aujourd'hui sur l'honneur, faut-il renoncer à toute espérance? Une fois la paix conclue, quelle politique me conseillez-vous pour que je puisse renouveler plus tard mes justes prétentions sur la Pologne? Dressez-moi un tableau de mon pays! Entouré de flatteurs, aucun rayon de lumière n'éclaire à mes yeux les choses telles qu'elles sont, et cependant c'est mon désir sérieux, sacré, de connaître les lâches exécuteurs de ma volonté et les oppresseurs de mon pays! J'attends de vous, dans la langue des chiffres dont vous avez le secret, un mémoire sur la Saxe, sur la Pologne, sur tout ce qui se rapporte et à la couronne que j'ai perdue et à ma souveraineté électorale. Il faut que je sache comment je puis conquérir de nouveau ce que je suis forcé de perdre en ce moment. La Livonie... »

EINSIEDEL, voulant l'empêcher de lire davantage. — Patkoul, donne-moi la lettre! Rien ne t'oblige à devenir la victime de ta franchise.

PATKOUL, continuant avec enthousiasme. — « La Livonie a mon serment : je jure sur la vie de la délivrer du joug de la Suède. Marchons tous deux, en nous tenant par la main.

« FRÉDÉRIC-AUGUSTE,
« Aujourd'hui vaincu, mais non découragé. »

EINSIEDEL. — Eh bien! Patkoul, tu oseras?...

PATKOUL. — Je le veux. La Livonie m'a fait naître dans une prison, la Livonie m'a donné des chaînes, la Livonie m'a fait monter les degrés de l'échafaud...

EINSIEDEL. — Patkoul, je t'en conjure.

PATKOUL. — O ma Livonie! petite tache verte sur le sein de la Baltique! c'est là que la vague se brise en gémissant sur la dune! Qui connaît ce pays? Personne sans doute, et c'est pour eux seuls que les bouleaux et les tilleuls embaument l'air... Qu'importe? je ne serai pas venu inutilement ici sous ce costume russe. C'est moi que le choix de mon pays a désigné autrefois; des milliers d'hommes espèrent en moi pour briser leur joug... Je les entends... ils me chantent tout bas la vieille chanson du pays :

Le bouleau pleure par toutes les fentes de son écorce.

EINSIEDEL. — Tu rêves, Reinhold!

PATKOUL. — Rêver pour la liberté, c'est croire au ciel; rêver pour la liberté, c'est veiller pour l'éternité. Il s'agit du sort de la Livonie! — J'écrirai... oui, j'écrirai le mémoire! (La toile tombe.)

Ainsi, vous le voyez, cet infatigable personnage dont toute la vie n'est qu'une guerre à outrance avec l'impossible, nous est représenté ici dans des conditions telles que c'est pour lui une véritable témérité d'écrire ce mémoire, où il dénonce la vénalité d'un ministre. C'est là toute la part qu'il prend à tout ce qui se passe sous nos yeux; supprimez ce point, le voilà inutile dans ce drame, qu'il pourrait remplir à lui seul. On voit les ministres, dévoilés par le héros, conspirer dans

l'ombre contre lui; on voit Frédéric-Auguste, amoureux d'une dame d'honneur de la cour fiancée en secret à Patkoul, livrer son rival à la Suède; on ne voit pas assez Patkoul représenter jusqu'au bout la sainte cause qu'il défend, et couronner par un martyre une vie toute dévouée à l'indépendance de sa patrie. C'est là une faute grave que la critique doit signaler franchement à l'ingénieux écrivain. Cette faute, nous pouvons maintenant l'affirmer sans crainte, cette faute tient à la manière dont le poète a conçu son sujet, et il était difficile de l'éviter en ne prenant que ce dernier épisode. Une fois le sujet admis, l'auteur n'a plus que des éloges à recevoir. C'est une comédie piquante et d'un ordre élevé, que le tableau de ce vaillant homme, guerrier, homme d'état, écrivain, entouré ainsi de diplomates sans cœur et pris dans une ridicule intrigue. Patkoul n'agit pas, mais il parle, et les nobles sentimens qui agitent son ame donnent à l'ouvrage une rare élévation morale. Le caractère de Frédéric-Auguste est interprété d'une manière intelligente et fine; ce mélange de frivolité et de bonté, d'insouciance et de résolution, forme un contraste heureux avec la constance de Patkoul. M. Gutzkow, en écrivant ce drame, a fait un pas décisif; il s'est rapproché des voies où l'attend un succès durable. Sa vocation, je crois le savoir à présent, c'est la comédie plutôt que le drame, la comédie sérieuse, j'oserai dire la comédie politique, diplomatique, celle qui saurait pénétrer les secrets des cours et interpréter les événemens de l'histoire en devinant les tortueux manéges de l'intrigue. Une chose manque à l'auteur de *Patkoul*, la passion vraie, naïve, profonde, qui est indispensable au drame; mais, s'il ne peut guère atteindre à un pathétique naturel et sincère, il possède d'autres qualités, bien rares aussi, dont il devra tirer un parti éclatant. Son esprit fin et rusé, sa verve incisive, et même cette raillerie amère où il excelle, tout enfin lui promet des victoires complètes sur le terrain que je lui indique. Cette comédie historique, telle que M. Gutzkow nous la fait entrevoir, n'existe encore dans aucune autre littérature; ce serait une création originale, bien propre à tenter son ambition.

Il est difficile, à ce qu'il semble, de comprendre et d'accepter franchement sa destinée. L'histoire des poètes et des artistes est pleine des mécomptes qu'ils ont dû subir pour avoir fermé l'oreille à la voix intérieure. M. Gutzkow était plus exposé qu'un autre à ce danger; sa volonté opiniâtre, son ardeur obstinée, vertus excellentes, mais périlleuses, ont failli lui être funestes. Il sentait bien, j'en suis sûr, que le drame exigeait des facultés plus fortes, un cœur plus abondant et plus riche, il sentait bien qu'il devait vaincre par la finesse de l'intelligence et non par les entraînemens pathétiques; mais il s'est révolté contre l'obstacle et a voulu triompher de sa nature même. Le temps et le talent qu'il a

dépensés sans profit ont été perdus, hélas! pour les œuvres distinguées qu'il nous devait. Je faisais cette réflexion en lisant les deux drames qui ont suivi *Patkoul;* certes, il y a beaucoup d'habileté, beaucoup d'esprit, beaucoup de détails excellens dans *l'École des riches* et dans la pièce bizarre intitulée *Une Feuille blanche,* et cependant quelle faiblesse, si on juge l'ensemble! quelle insuffisance! combien ce sont là des œuvres incomplètes, des créations superficielles, et bien peu dignes de ce qu'il a entrevu dans les bonnes scènes de *Patkoul!*

L'École des riches est un long roman dialogué. Un riche marchand de Londres, Walther Thompson, perd en un jour son immense fortune, et ses fils, que l'opulence a abrutis, se réhabilitent dans la pauvreté. L'aîné des fils de Thompson, Harry, est la principale figure du drame. C'est un roué de bas étage dans les deux premiers actes; insolence, dureté de cœur, lâcheté stupide, le poète a accumulé tous les vices sur cette tête maudite, avant de la faire plier sous la main de Dieu. Cette conception ne manque pas de vigueur, et, comme l'auteur a su éviter l'emphase, elle séduit par un caractère de franchise et de vérité. Nos don Juan, en effet, sont aujourd'hui des Harry Thompson, et c'est la banqueroute qui joue le rôle du commandeur. Quand cette froide main de pierre frappe le front de Harry, l'auteur obtient quelques beaux effets dramatiques. Le premier saisissement, le tremblement subit du coupable en face de la justice d'en haut est rendu avec une hardiesse qui mérite des éloges. C'est une scène originale et forte que celle où Harry, arrivant dans la maison paternelle, abandonnée déjà de la famille en pleurs, et repoussé par les constables qui viennent de sceller la porte, reste seul, la nuit, dans la rue sombre, pour recevoir les railleries de ses compagnons de débauche. Quelle est cette bière qui passe portée par deux hommes noirs? C'est un enfant que le cheval de Harry a tué le matin même. Ce pauvre cercueil qui s'en va au cimetière sans escorte, Harry, le fier Harry, Harry, qui se glorifie de n'avoir pas de cœur, Harry l'accompagnera en sanglotant, et ce sera le commencement des réparations qu'il doit à la société. Par malheur, tout ce qui suit est très faible, et il s'en faut bien que l'auteur ait peint avec la même netteté la réhabilitation morale de Harry. Que le roué se fasse jardinier fleuriste, qu'il bêche des plates-bandes pendant deux actes en conversant avec Jenny et Nicolas sur la douce influence de la nature, je crois que cette idylle semblera singulière, et que la niaiserie n'est pas la grace. Un de nos écrivains, M. Jules Sandeau, a tiré de la même situation, dans *Madeleine,* des effets vraiment gracieux et d'une distinction parfaite. C'est que l'auteur de *Madeleine* avait choisi un sujet tout approprié à la poétique élégance, à la tendresse sympathique de son talent, et que M. Gutzkow, au contraire, a voulu contraindre son imagination à des travaux qui ne sauraient lui convenir.

Je ne sais comment exposer au lecteur le singulier drame que le poète appelle *Une Feuille blanche*. L'action a pour base une subtilité si étrange, qu'il semble impossible, je ne dis pas de la discuter, mais seulement de la faire connaître. Gustave Holm est un jeune naturaliste qui a fait de lointains voyages et cherché la science sur les rives inexplorées. Avant de quitter l'Allemagne et l'Europe, il a été fiancé à une jeune fille qu'il aimait. Plus de cinq ans sont écoulés; il arrive de Londres en compagnie d'une famille allemande qu'il a rencontrée en Angleterre. Cette famille venait de perdre son chef, et des affaires graves pesaient sur elle quand Gustave Holm lui offrit ses services. Il est tout naturel que Gustave soit aimé de la fille de la maison, et la gracieuse Éveline ne dissimule qu'à demi le secret désir de son cœur: vain espoir! Gustave ne voit rien; il est forcé de quitter ses amis, il a hâte de retourner dans la petite ville où sa fiancée l'attend. Hélas! cinq ans sont un long terme pour la fragile espèce humaine, et il n'en faut pas tant pour dissiper bien des rêves. Cette fiancée qu'il va retrouver, ce n'est plus l'élégante jeune fille, la poétique apparition qui enivrait son ame à vingt ans; c'est une femme de ménage, une bonne et vulgaire créature dont l'intelligence ne s'élève guère au-delà du livre de recettes et de dépenses. On comprend le désespoir de Gustave Holm, mais sa promesse l'enchaîne. Une chose pourtant, un sentiment indéfinissable l'attriste et l'inquiète; si décidé qu'il soit à accepter le sacrifice, il y a je ne sais quelle préoccupation qui le tourmente; il lui semble qu'il a oublié d'accomplir un devoir, de remplir une obligation sacrée, et quand il se demande quel est ce devoir, quelle est cette obligation, d'où lui vient enfin ce vague et bizarre remords, c'est vainement qu'il interroge sa conscience alarmée, vainement qu'il frappe son front et qu'il s'impatiente contre lui-même. Voulez-vous avoir la clé de ce mystère? Le jour où Gustave a quitté Éveline, Éveline, que ce départ remplit de deuil, le prie au moins de laisser à la famille un souvenir de son passage. Gustave emporte l'album d'Éveline et promet de remplir une page qu'il lui enverra dans quelques jours. Or, Gustave a oublié cette page blanche, et c'est là le souvenir confus qui l'agite. Telle est la puérile situation que l'auteur développe dans maintes scènes avec une insistance ridicule, et qui fait le nœud même du drame, comme si le récent souvenir d'Éveline ne devait pas se réveiller tout à coup dans l'ame de Gustave Holm après les mécomptes dont il est victime! comme s'il lui fallait cet étrange avertissement de la feuille blanche! et comme si un doute d'un instant, une hésitation, un manque de mémoire, pouvaient se transformer en une situation théâtrale et occuper un drame tout entier! En vérité, on a peine à comprendre l'extrême puérilité d'une invention pareille, et cependant il y a un tel mérite de style, il y a des qualités littéraires si rares, un dialogue si vif et si ingénieux, que l'un

des meilleurs critiques de l'Allemagne, M. Adolphe Stahr, ne craint pas de placer cette pièce au premier rang dans le théâtre de M. Gutzkow. Pour moi, je ne pense pas manquer à la sympathie que commande l'activité du poète en déplorant cet inutile emploi de sa verve et de son talent.

Le jour où M. Gutzkow se décidera à suivre la direction naturelle de son esprit, il produira des œuvres très distinguées. Il l'a prouvé déjà dans certaines scènes de *Patkoul*, il l'a prouvé surtout dans *la Queue et l'Épée*. Nous arrivons enfin au chef-d'œuvre de M. Gutzkow. *La Queue et l'Épée* est une de ces comédies politiques, un de ces tableaux animés, ingénieux, plaisans, comme l'auteur de *Patkoul* en fera toujours avec succès, s'il sait mettre à profit ses vives et brillantes facultés. Nous sommes à Berlin, dans la première moitié du XVIIIe siècle, et c'est la cour de Frédéric-Guillaume Ier que le poète va nous peindre avec cette verve hardie et spirituelle qu'il manie si bien. Le sujet est parfaitement choisi; c'est un excellent théâtre pour la raillerie de M. Gutzkow que cette cour bizarre, gouvernée, disciplinée, alignée militairement par un roi qui a passé sa vie à jouer aux soldats. A une époque où tous les souverains du Nord prenaient modèle sur Louis XIV et tâchaient de reproduire l'éclat et la solennité de sa cour, le père de Frédéric-le-Grand se faisait gloire d'être le premier caporal de son armée. Aligner de vigoureux grenadiers, s'enivrer du bruit du tambour, le soir fumer sa pipe dans une tabagie cachée au fond des appartemens secrets et qui n'admettait que les familiers du prince, c'était le bonheur de Frédéric-Guillaume. Aussi fidèle à la queue poudrée du bourgeois allemand qu'à l'épée du soldat, il voulait être l'idéal parfait du véritable Prussien. Voilà un type comique autour duquel se grouperont d'une façon plaisante les événemens politiques et les affaires d'état. Au fond de ce tableau, faites apparaître la jeune et ardente figure de celui qui sera un jour le grand Frédéric, et amenez au milieu de cette cour bourgeoise et militaire une intrigue diplomatique; vous aurez une œuvre certainement très piquante et très originale, pour peu que M. Gutzkow lâche la bride à sa verve moqueuse. C'est ce qu'il a fait, et jamais il n'a mieux réussi. De quoi s'agit-il? quelle est l'intrigue qui va se débrouiller ici? La reine veut marier sa fille, la princesse Wilhelmine, au prince de Galles, son neveu, et le roi espère la donner au fils de l'empereur d'Autriche, l'archiduc Léopold. Cependant un jeune homme vient d'arriver à la cour, qui prétend battre et le prince de Galles et l'archiduc d'Autriche. C'est un bien mince seigneur, il est vrai, il s'appelle tout simplement le prince héréditaire de Bayreuth, mais il aime la princesse et il est aimé d'elle; de plus, l'esprit ne lui manque pas, et n'est-il pas soutenu par le prince royal de Prusse, par le jeune Frédéric, qui, du fond de son exil, surveille son père et combat sa tyrannie domestique? C'est cette lutte des trois jeunes gens contre le vieux roi qui

fait le sujet de la pièce. D'un côté, tout est vieux : le roi, son valet de chambre Ewersman, ses ministres, le comte Schwerin, le général de Grumbkow et le comte Wartensleben; de l'autre, tout est jeune, tout est frais et souriant. La poésie et l'ironie se succèdent dans le tissu de l'ouvrage avec un art extrêmement habile. Ces printanières amours qui s'épanouissent gracieusement, au milieu de cette royale caserne, en dépit de la discipline, en dépit des tambours postés à chaque porte, produisent mille effets charmans. Je ne raconterai pas la marche de la pièce. Pourquoi enlever à l'intrigue sa vivacité capricieuse, sa fantaisie légère? Toutes les situations s'enchaînent avec tant d'habileté, que l'on ne saurait en détacher une seule. L'ouvrage étincelle d'esprit, de grace, de finesse; les qualités de l'auteur s'y développent à l'aise; rien de contraint, pas une invention forcée qui arrête le sourire; tout y est bien venu et tout concourt à l'harmonie de l'ensemble. M. Gutzkow a fait ici un grand pas, et cette comédie est un sérieux engagement pour l'avenir. L'auteur de *Richard Savage*, de *Werner*, de l'*École des riches*, est un homme d'un talent incontestable qui écrit des drames pour exercer son imagination, mais qui pourrait très bien, sans nuire à sa renommée, produire sous une autre forme les rêves de son esprit. Au contraire, celui qui a écrit *Patkoul* et surtout *la Queue et l'Épée* est appelé à de vrais succès dramatiques, il a deviné une comédie nouvelle, et, s'il sait encore fortifier ses inventions et préciser sa pensée, il aura conquis une place originale.

Pourquoi donc M. Gutzkow, après cette heureuse tentative, revient-il encore à ces sujets tragiques qui l'ont si mal servi? Je signalerai, mais seulement pour mémoire, son drame de *Pugatscheff*. Malgré de beaux vers, malgré la distinction de quelques parties lyriques, *Pugatscheff* est une œuvre froide et languissante. La rudesse de l'aventurier est pauvrement reproduite. Ce Cosaque hardi, qui, se donnant pour Pierre III, récemment assassiné, souleva une partie de la Russie contre Catherine II, pouvait être, je le veux bien, une ame faible, superstitieuse, qu'un prêtre fanatisait et conduisait au combat; le caractère slave ne s'oppose nullement à cette interprétation du poète; mais alors il fallait peindre avec plus de vigueur ce mélange de soumission et d'audace, ce fanatisme enfin qui a failli porter un serf grossier sur le trône des czars. Que Pugatscheff soit le jouet de quelques aventuriers plus audacieux que lui, qu'il n'ose ni accepter son rôle ni reprendre son ancienne vie, et qu'il attende en soupirant la révolte de son armée, je crois que cette invention, aussi contraire à l'histoire que défavorable au drame, ne témoigne pas d'un progrès sérieux chez l'auteur de *Werner*. Je louerai tant qu'on voudra le mérite du style et l'éclat du dialogue, à la condition de répéter, sous une forme plus sévère, les reproches que j'adressais tout à l'heure à M. Gutzkow.

Pugatscheff n'a eu qu'un succès médiocre; mais peu de temps après, l'année dernière, M. Gutzkow a donné *le Modèle de Tartufe*, et il a obtenu un vrai triomphe. Jamais les applaudissemens n'avaient éclaté avec tant d'enthousiasme, jamais la joie du public n'avait été si franche et si unanime. Tandis que tous les théâtres importans de l'Allemagne livraient la pièce de M. Gutzkow aux bravos de la foule, les juges les plus accrédités en commentaient les beautés avec une sympathie cordiale. Il semblait que la poésie dramatique fût renouvelée, et que le chef-d'œuvre si long-temps poursuivi, si impatiemment attendu, eût enfin illuminé la scène. Hélas! mon rôle est ici bien difficile et bien pénible; je suis obligé de contredire absolument l'opinion de la critique allemande. La pièce de M. Gutzkow ne vaut rien; soyons franc, elle est détestable, et, quel que soit l'esprit de certains détails, c'est là, sans nul doute, le plus faible, le plus faux, le plus mauvais ouvrage que M. Gutzkow ait écrit. M. Gutzkow est un talent d'élite, un talent hardi à qui l'on doit toute la vérité; on n'a pas à craindre ici de décourager une muse indécise. D'ailleurs, il s'agit de Molière; c'est la société du temps de Louis XIV, c'est le plus grand poète de la France que M. Gutzkow a voulu peindre; on nous accordera peut-être que nous sommes plus compétent ici que les critiques d'outre-Rhin. J'exposerai la pièce aussi fidèlement que possible, et le lecteur portera son arrêt.

Nous sommes dans la maison de Chapelle. L'ami de Molière, transformé par M. Gutzkow en un rival bassement envieux, a lu au théâtre du Palais-Royal sa tragédie de *Nabuchodonosor*, qui vient d'être refusée à l'unanimité. Chapelle jure de se venger, et, pour l'exciter encore, un de ses commensaux, un notaire nommé Lefèvre, lui adresse maintes consolations envenimées qui redoublent sa fureur contre Molière. En même temps, l'officieux ami conseille au poète de laisser là pour toujours ces sujets antiques dont personne ne se soucie, et d'emprunter ses inspirations au spectacle des mœurs contemporaines. Chapelle a plus d'esprit, plus d'imagination que Molière, et, quand Chapelle voudra entrer en lutte avec Molière, Molière sera perdu. Pourquoi ne peindrait-il pas, par exemple, un hypocrite, un charlatan de piété? Chapelle est transporté de joie; il a une idée, une idée qu'on lui a donnée sans doute, mais il croit l'avoir découverte, et cela lui suffit; de cette idée naîtra un chef-d'œuvre qui fera rentrer Molière dans le néant. Cependant un bourgeois de Paris, M. Mathieu, vient présenter à Chapelle une jeune comédienne nouvellement arrivée de province, et qui, devant paraître bientôt sur la scène, veut se ménager l'appui des écrivains célèbres. Madeleine Béjart, car c'est elle-même, est interrogée par Chapelle, et, comme elle va débuter dans une pièce de Molière où les faux dévots sont démasqués, Chapelle est pris d'une nouvelle fureur et va criant qu'on l'a indignement dépouillé. Madeleine

reste seule, et aussitôt arrive un personnage que l'auteur a déjà annoncé comme le chef des faux dévots et des hypocrites; on ne le devinerait jamais : c'est l'ami de Boileau, le président Lamoignon. La scène est incroyable, et ici, de peur qu'on refuse d'ajouter foi à ce fidèle compte-rendu, je traduis.

LAMOIGNON, parlant du côté par où il est entré. — Laurent, si l'on me demande, dites que je suis allé à la prison pour y exercer, selon mon habitude, les douces œuvres de la charité.

MADELEINE. — Eh! qu'est-ce que cela? En voici un qui met mon rôle en prose. Bon Dieu! c'est le faux dévot en personne.

LAMOIGNON. — Laurent, remettez en place ma discipline et ma haire, et priez Dieu qu'il éclaire votre ame!

MADELEINE. — Aussi vrai que je vis, c'est la paraphrase de ma scène. M. Chapelle veut-il me faire subir une épreuve?

LAMOIGNON. — Que voulez-vous? qui êtes-vous?

MADELEINE, à part. — Toujours comme dans la pièce! (Elle prend une pose théâtrale.)

Que d'affectation et de forfanterie!

LAMOIGNON. — Je veux parler à M. Chapelle. Qui êtes-vous?

MADELEINE, à part. — Que penser de tout cela?

LAMOIGNON, à part. — O l'adorable créature! (Il cherche son mouchoir.)

MADELEINE, à part. — Bon Dieu! il tire son mouchoir de sa poche.

LAMOIGNON, à part. — Quelle taille ravissante!... quelles gracieuses épaules!... Je veux employer mon moyen habituel.

MADELEINE, à part. — Il connaît la scène, telle que Molière l'a écrite... C'est un envoyé de l'Académie qui veut m'examiner.

LAMOIGNON. — Mais, saint Dieu du ciel, comment souffrir, mon enfant, que vous alliez ainsi décolletée... Comment parler à une femme qui découvre ainsi...

MADELEINE, à part. — Le sens des paroles est exact, mais il ne donne pas la réplique. N'importe! disons notre rôle...

Vous êtes donc bien tendre à la tentation?

LAMOIGNON. — Charmante petite sorcière! couvrez avec ce mouchoir, couvrez cette belle, cette infernale, cette charmante, cette affreuse, cette blanche, cette noire poitrine. Petite Ève!

MADELEINE. — Monsieur, vous ajoutez tant de mots à votre rôle, qu'il m'est impossible de vous suivre.

LAMOIGNON. — A mon rôle? Ce n'est pas un rôle.

MADELEINE. — Mon Dieu! je sais tout. Vous voulez mettre à l'épreuve une pauvre fille de province, mais il faut vous en tenir au texte que M. Molière vous a imposé.

LAMOIGNON. — Un texte! M. Molière m'a imposé un texte! Eh! eh! je le vois, aimable dame, vous êtes une comédienne au service des arts de perdition.

MADELEINE. — Madeleine Béjart, de Châlons, engagée au théâtre du Palais-Royal pour six mois.

On comprend déjà sur quelles méprises repose la comédie de M. Gutzkow; mais ceci n'est rien, nous en verrons bien d'autres. — Le second acte se passe chez un des ministres de Louis XIV, M. de Lionne. Molière est venu plaider pour son œuvre, car déjà l'intrigue s'agite, et deux cent soixante-dix bourgeois de Paris, ameutés par le président Lamoignon, ont signé un placet qui demande au roi la défense expresse de représenter *Tartufe*. Molière a reçu de M. de Lionne une réponse favorable, lorsque Lamoignon, arrivant après lui, appelle à son aide toutes les figures de la rhétorique, fait apparaître le fantôme de la religion détruite, le génie de l'impiété, le démon de l'anarchie, et obtient du ministre épouvanté l'interdiction de la pièce maudite.

C'est chez Louis XIV que s'ouvre le troisième acte. Le roi est de bonne humeur, et plaisante agréablement le ministre de la police sur sa prétention à juger les affaires littéraires. Le médecin Dubois, le poète Chapelle, le notaire Lefèvre, ont beau invoquer la protection du monarque contre cet impudent comédien qui ne respecte ni les médecins ignorans, ni les gens de loi rapaces, ni les poètes ridicules; ils ont beau s'unir à Lamoignon et associer leur cause à celle de la religion outragée, toutes leurs invectives, toutes leurs lamentations sont vaines; Louis XIV a décidé que Molière jouerait *Tartufe*. Lamoignon est désespéré, mais bientôt son courage se relève; il a surpris un secret qui peut lui rendre la victoire. Le roi aime et poursuit Armande Béjart. Irrité de la résistance qu'il rencontre chez une comédienne, l'orgueilleux prince brûle de découvrir le rival qu'on lui préfère; ce rival, c'est Molière, Molière aimé d'Armande et qui n'attend pour l'épouser que le succès de *Tartufe*. Voilà le secret de Lamoignon, et certes il n'en fallait pas tant pour enflammer la colère du roi. Le chef-d'œuvre du poète est de nouveau frappé d'interdiction. Or, des bourgeois de Paris venaient remercier Louis XIV d'avoir permis la représentation de *Tartufe;* ils ne trouvent plus que Molière désolé, et le grand artiste, préparant sa vengeance, s'écrie avec une solennité de mélodrame : « Eh bien! j'écrirai sur la toile du théâtre, j'écrirai sur les tables de l'histoire, et ce sera le commencement de la lutte; j'écrirai : Parisiens, je voulais représenter devant vous la comédie de *Tartufe;* mais le président Lamoignon ne veut pas qu'on le joue! »

Allons maintenant au théâtre, dans la loge d'Armande Béjart. C'est le soir. Tandis que Molière et Armande sont occupés sur la scène, Lamoignon, introduit par une soubrette, vient poursuivre cette petite Madeleine qu'il a rencontrée chez Chapelle, et de qui il a appris le prochain mariage de Molière et d'Armande. Si Lamoignon s'acharne avec tant de fureur contre le chef-d'œuvre du poète, ce n'est pas seulement parce que Lamoignon, dans l'esprit de M. Gutzkow, représente l'hypocrisie et l'imposture; l'écrivain allemand ne s'est pas contenté d'ou-

trager ainsi un de nos grands magistrats, il en a fait un voleur et un assassin. L'intrigue de *Tartufe* est une aventure réelle, et Lamoignon est bien véritablement le modèle de l'homme qui a porté le trouble dans la maison d'Orgon. Il y avait à Châlons-sur-Saône une riche et honorable famille dont le chef, M. Duplessis, fut victime de sa générosité; un faux ami qui s'était emparé de sa confiance à force de ruses et de grimaces le dépouilla, le tua, et, laissant dans la détresse la veuve et les deux filles, accourut à Paris, où il parvint, grace à sa fortune, aux charges les plus élevées de l'état. Ce misérable n'est autre que le premier président du parlement de Paris, Jean-Baptiste Lamoignon! Lamoignon a eu dans les mains le manuscrit de *Tartufe,* il a vu dans l'histoire d'Orgon l'histoire de son propre crime, et, comme il veut savoir à qui Molière doit des renseignemens si exacts, il assiége Madeleine, espérant arracher encore ce secret à la naïve étourderie de la jeune fille. Or, cette Madeleine Béjart est précisément la fille de Duplessis, et le nom qu'elle porte est un faux nom. Tandis que Lamoignon cause avec Madeleine, Armande revient accompagnée de Molière, et Madeleine, craignant une réprimande, se hâte de cacher Lamoignon dans un cabinet de costumes. La scène suivante amène Louis XIV toujours épris d'Armande, et nous voyons la rusée comédienne lui arracher gaiement la permission de jouer *Tartufe.* Lamoignon, dans son armoire, assiste à cette petite bataille si lestement gagnée, et il en frémit de rage. Enfin, quand tout le monde est sorti, Madeleine le pousse dehors; mais comment échapper à la vigilance de Molière? Il faut prendre un costume et se mêler aux acteurs. Le président du parlement de Paris s'enfuit déguisé en Turc.

Le dénoûment approche. Nous sommes au théâtre, dans une antichambre de la loge du roi. Entendez-vous ce bruit confus d'une grande assemblée? La salle est déjà pleine, et la foule se presse aux portes. Quel moment! quelle heure solennelle! N'est-ce pas une des plus glorieuses journées de l'art, et connaissez-vous un sujet plus grand pour inspirer un poète? On va donner la première représentation de *Tartufe!* — Mais silence! Molière paraît,... je veux dire le Molière de M. Gutzkow. Il porte l'habit et la perruque de Lamoignon, car il importe que la vengeance soit terrible et que l'assassin de Duplessis soit désigné à l'exécration publique. La ressemblance est si complète, que tous les ennemis de Molière, Chapelle, Dubois, Lefèvre, M. de Lionne, prennent d'abord le poète pour le président et ne le reconnaissent qu'avec peine. Bientôt Lamoignon arrive, et cette fois c'est lui qui va passer pour l'auteur de *Tartufe* et recevoir les complimens du roi. Ces quiproquos se prolongent assez long-temps, jusqu'à ce que Lamoignon et Molière se rencontrent dans un entr'acte. Là, le poète immortel du *Misanthrope,* enflant sa voix comme un héros de mélodrame, met sous

ses pieds l'orgueil et l'impudence de Lamoignon. Il lui rappelle son crime de Châlons-sur-Saône, la famille Duplessis perdue par son abominable rage, le père assassiné, la mère séduite et les filles plongées dans la misère. Or, il faut que l'assassin répare au moins une faible partie des maux qu'il a causés; s'il ne restitue pas à Madeleine Duplessis cette fortune qu'il lui a volée, s'il ne donne pas à Molière une somme assez considérable pour fonder une école dramatique et perpétuer en France l'art de démasquer les fourbes, Molière va paraître sur la scène, et tout le monde reconnaîtra dans Tartufe l'assassin, le séducteur, le voleur devenu président du parlement de Paris! S'il accepte ces conditions, Molière change de costume, et ce ne sera plus Lamoignon, ce sera un type, un genre, ce sera l'hypocrite en général que le poète aura livré au mépris de la France et du monde. Lamoignon se soumet; le roi, qui, de sa loge voisine, a tout entendu, félicite Molière sur son courage et achève d'accabler Lamoignon. Celui-ci pourtant, tout atterré qu'il est, ne se décourage pas encore; il exhale sa rage en imprécations et en menaces... « Ils m'ont perdu. Attendez! attendez! On peut nous chasser comme des loups, nous revenons comme des renards. Vengez-vous! je me vengerai aussi. Demain matin, je pars pour Rome, et, tremblez-en tous! j'entrerai publiquement dans l'ordre des jésuites. »

Ainsi finit cet inconcevable ouvrage. Est-il besoin maintenant d'en signaler toutes les fautes, d'en relever toutes les énormités? Il faudrait, hélas! biffer la pièce entière, depuis la première scène jusqu'à la dernière. D'ailleurs, un simple exposé ne suffit-il pas à des lecteurs français, et qu'ajouterais-je à l'arrêt que chacun, j'en suis sûr, a déjà porté sur l'œuvre de M. Gutzkow? Le poète a-t-il assez défiguré l'histoire, assez abaissé les grands noms auxquels il a touché? Est-ce là assez de contre-sens et de caricatures? Si l'auteur a parié qu'il traiterait le plus grand sujet de notre histoire littéraire et qu'il se ferait applaudir de son pays en violant à chaque pas l'exactitude des faits et la vérité des caractères, il a gagné sa triste gageure. S'il est dupe lui-même de ses inventions, on ne sait ce qu'il faut admirer davantage, ou son incroyable légèreté, ou les énormes erreurs qu'il a commises dans l'interprétation de Molière. En vérité, M. Gutzkow nous fait presque regretter le temps où M. Guillaume de Schlegel refusait le génie de la comédie à l'auteur du *Misanthrope,* et ne voyait en lui qu'un bon écrivain didactique, un poète moraliste, dont les plus divins chefs-d'œuvre font suite tout simplement aux épîtres de Boileau. M. de Schlegel dénigrait Molière, M. Gutzkow l'admire; mais je ne sais si l'admiration de M. Gutzkow n'est pas plus fausse et plus fâcheuse que l'absurde dédain de M. de Schlegel. Quoi! Molière transformé en un pamphlétaire grossier! Molière écrivant des mélodrames! Une ridicule anecdote, mille fois re-

jetée par la critique moderne, attribue à l'auteur de *Tartufe* un mauvais jeu de mots sur M. de Lamoignon, et c'est cette pasquinade qui devient le fond même de la comédie de M. Gutzkow! Un magistrat austère, un des plus dignes représentans de ce grand et sévère tiers-état qui, sous l'ancienne monarchie, préparait laborieusement ses destinées futures, le protecteur de Boileau, de Corneille, l'admirateur de Pascal, M. de Lamoignon enfin va devenir tout à coup le plus grotesque des tartufes et le plus infame des assassins! Le joyeux Chapelle, qui a eu, je le sais, bien des torts envers Molière, mais qui lui a gardé une amitié constante, et qui, à la mort du poète, indigné du refus de sépulture, a jeté *les bigots à la voirie* dans des vers que chacun sait par cœur, Chapelle est un académicien pédant, envieux, hypocrite, qui dénonce Molière au nom d'Aristote et de la morale, au nom des rimes défectueuses et de la vertu offensée! Et quel portrait de Louis XIV! comme nous reconnaissons bien l'orgueilleux et majestueux monarque dans ce petit prince allemand dupé par une comédienne! Et ce médecin Dubois, et ce notaire Lefèvre, et ce M. de Lionne! quelle heureuse image de la brillante société du XVIIe siècle! Je ne demande pas à M. Gutzkow où sont les défenseurs naturels de Molière, où est Boileau, où est Condé, où est M. de Montausier, où est Mme de Sévigné, où sont tous ces esprits sévères et charmans, tous ces patrons illustres qui n'ont pas manqué à sa gloire. Quand je vois ce que l'écrivain allemand a fait de M. de Lamoignon et de ce pauvre Chapelle, je ne regrette pas dans son drame l'absence de ces éminens personnages. Je ne lui parle pas non plus des peccadilles de sa comédie : de Madeleine Béjart, qui devient, en dépit de l'histoire, la jeune sœur d'Armande; du mariage de Molière, placé par M. Gutzkow après *Tartufe*, quoique Molière ait épousé Armande Béjart dix années avant cette date, etc. Tout cela n'est rien après ce que nous avons vu, et d'ailleurs n'insistons pas davantage, ce serait triompher trop cruellement sans doute. M. Gutzkow est un esprit élevé : qu'il oublie la police allemande, les censeurs allemands, les ministres allemands, si ce sont là les fâcheuses préoccupations auxquelles il faut imputer ces incroyables fautes; qu'il se transporte par sa rapide imagination dans la France du XVIIe siècle; qu'il s'initie aux secrets, aux détails familiers de cette brillante histoire; qu'il lise dans Mme de Sévigné le récit charmant de ce qui se passa chez M. de Lamoignon le jour où Boileau fit l'éloge de Pascal en présence d'un père jésuite avec un si plaisant et si énergique enthousiasme; qu'il voie revivre enfin cette noble et élégante société si singulièrement travestie par lui; surtout qu'il relise Molière, et, j'en suis sûr, doué comme il l'est d'une intelligence subtile et pénétrante, il sera bien honteux d'avoir écrit *le Modèle de Tartufe*.

J'ai commencé cette étude avec beaucoup de sympathie pour M. Gutz-

kow, et il m'en coûte de rester sur une œuvre que j'ai dû condamner sans réserve. Les intérêts de la poésie dramatique sont si précieux, les efforts des poètes méritent tant d'estime et d'encouragemens, que mon plus sincère désir était de signaler les résultats de la renaissance qui s'accomplit en Allemagne; mais c'est travailler aussi à cette régénération de la scène que de ne point épargner les avertissemens sévères de la critique aux écrivains qui sont dignes de les entendre. Il y a peu de temps encore, l'actif écrivain a fait jouer un drame, *Uriel Acosta*, qui, s'il faut en croire des juges habiles, est son véritable chef-d'œuvre. Revenu dans son pays, aux prises avec des mœurs qu'il connaît bien, l'ingénieux auteur de *Patkoul* a retrouvé, dit-on, et agrandi ses inspirations les plus heureuses. Le drame d'*Uriel Acosta* n'est pas encore publié, mais nous nous empressons de signaler ce succès, afin de ne pas quitter M. Gutzkow sur une impression trop peu favorable. Que résulte-t-il, d'ailleurs, de notre impartial examen? Si nous avons dû blâmer avec franchise quelques-unes des productions du poète, refusons-nous de nous associer aux sympathies que lui témoigne aujourd'hui l'Allemagne? Bien loin de là; nous fondons sur son talent de sincères espérances. Sans croire avec le public allemand que M. Gutzkow ait déjà donné à son pays un grand écrivain dramatique, nous pensons qu'il possède tout ce qu'il faut pour se créer dans un genre spécial une vive originalité. M. Gutzkow ne se connaît pas, il se cherche, il hésite; encore quelque temps, il trouvera sa voie et ne la quittera plus. Cette route heureuse où sa vocation l'appelle, il y est entré déjà à deux reprises différentes, et, s'il en est sorti presque aussitôt, ce n'est pas à l'indécision de sa pensée qu'il faut attribuer cette faute, c'est à la vigueur de son caractère et à son activité opiniâtre. Il a poursuivi obstinément des triomphes interdits à la nature de son imagination. C'est souvent un malheur d'avoir un de ces talens audacieux que la difficulté irrite et qui se révoltent contre eux-mêmes : on aurait toutefois bien tort de s'en plaindre, car la volonté est certainement un des mérites les plus rares, et l'homme qui possède ces ressources fécondes peut obtenir un jour, après des erreurs passagères, de grands et durables triomphes. Le genre auquel M. Gutzkow devra ses meilleurs ouvrages, disons-le-lui encore, c'est la comédie historique et celle-là surtout qui se propose de mettre vivement en relief les intrigues secrètes de la diplomatie. Il a fait preuve d'une brillante aptitude pour ces sortes de sujets dans maintes scènes de *Patkoul* et surtout dans l'étincelante comédie *la Queue et l'Épée*. Pourtant, direz-vous, huit batailles et deux victoires, est-ce une campagne décisive? Non, sans doute, mais ce n'est pas seulement ces deux victoires que je veux louer chez l'auteur de *Patkoul;* dans chacune de ses œuvres, dans celles-là même qui appellent toutes les rigueurs de la cri-

tique, il a montré une ardeur persévérante, il a fait éclater d'énergiques ressources, il a prouvé enfin qu'un jour viendrait où, sûr de sa route, il y marcherait d'un pas ferme.

Maintenant, peut-on prédire de belles journées à cette renaissance dramatique qui préoccupe l'Allemagne et dont nous avons étudié l'un des ouvriers les plus actifs? Oui, je le crois; le goût du public et des juges n'est pas encore formé, mais il y a là ce qui manque à tant de scènes déchues, ce qui nous manque peut-être, l'enthousiasme naïf et une généreuse ambition. Un vif sentiment politique s'ajoute encore à cette ardeur; l'Allemagne pense que la fondation d'une scène vraiment nationale doit servir à la conquête des institutions qu'elle réclame. Ce qui est bien certain, c'est que l'irrésistible développement de l'esprit moderne amènera à la fois, dans l'ordre des choses politiques, la constitution d'une société meilleure, et, dans l'ordre des intérêts littéraires, la formation de cette poésie dramatique dont le seul fondement solide est l'unité de la patrie. Ces deux résultats viendront ensemble. Pensons-y bien pourtant, et prenons garde de confondre la polémique quotidienne avec ces inspirations élevées que le vrai poète demande à son temps et à la situation de son pays. L'Allemagne se sent renaître à la vie publique, l'Allemagne combat par la plume et par la parole pour des droits sacrés; c'est dans ces sentimens qu'il importe de puiser comme à une source pleine de vie et non dans les tristes discussions de chaque matin. Si M. Gutzkow eût toujours songé à cet écueil, il n'aurait pas certainement, pour attaquer la censure allemande, défiguré, dans *le Modèle de Tartufe*, le grand sujet qu'il avait choisi, et compromis la finesse habituelle de son talent. La réalité, qui est la matière de la poésie dramatique, doit être sans cesse transfigurée par un sentiment supérieur. Défiez-vous sans doute d'un idéal abstrait, mais ne craignez pas moins cette réalité que ne modifie pas la pensée de l'artiste. C'était le problème qui agitait les lettres allemandes au temps de Goethe et de Schiller, c'est le problème éternel! La question aujourd'hui paraît bien comprise, et la lutte, en général, est bien engagée. Tandis que Raupach et ses imitateurs, sans se soucier de la poésie, découpent en drames vulgaires l'histoire du moyen-âge, tandis que, d'un autre côté, une multitude de poètes, Hebbel, Rückert, Geibel, Marbach, se livrent à la fantaisie et dédaignent toutes les conditions de la scène, l'ardente école dont nous avons parlé poursuit avec persévérance l'union féconde du réel et de l'idéal. Que produira ce mouvement? Un Goethe? un Schiller? Il faut le souhaiter; mais quand le poète si désiré se ferait attendre plus d'un demi-siècle, qu'importe? Ceux qui lui auront frayé la voie auront droit à la reconnaissance de tous, et l'Allemagne n'oubliera pas leurs noms.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LA

FAMILLE ALAIN.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

XXVI.

D'autres événemens se passaient à Dive. Le grand pianiste, M. de Morgenstein, avait retrouvé aux bains Mme la vicomtesse du Mortal et sa fille, ils avaient fait ensemble de la musique et quelques petites excursions. M. de Morgenstein avait fini par avouer sa flamme; la jeune personne avait laissé voir quelque sensibilité et en avait référé à sa mère. Mme la vicomtesse avait demandé un peu de temps pour se décider; mais de ce moment sa bienveillance pour M. de Morgenstein s'était accrue si visiblement, que l'affaire avait paru arrangée, et que leur existence était devenue presque commune. Cependant M. de Morgenstein ne laissait pas d'avoir quelques inquiétudes, et son ciel n'était pas précisément sans nuages. Après de longues méditations, il résolut de sortir d'embarras par un coup hardi.

Mlle du Mortal et sa mère achevaient toutes deux leur toilette et s'entretenaient de leur côté d'un sujet qui les tracassait également un peu.

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 août, 1er et 15 septembre, et 1er octobre.

— Mais enfin, maman, disait la jeune personne, comment sortirons-nous de l'embarras où nous jette ta manie de te créer vicomtesse de ta propre autorité? que pensera Adalbert quand il apprendra que nous ne sommes point nobles, et que nous nous appelons simplement madame et mademoiselle Dumortal?

— A quoi lui sert un nom que tu dois perdre en lui donnant ta main?

— J'ose espérer, dit Mlle Claire en baissant les yeux, que ce n'est pas là seulement ce qu'il aime en moi; mais sa famille, cette famille si fière de son blason, dont il ne nous parle plus depuis quelque temps, peut-être parce qu'il craint que même la noblesse que tu as inventée ne soit insuffisante, savons-nous ce qu'elle pensera de ce changement dans notre condition sociale?

— Je ferais, à ta place, bien peu de cas d'un amour qui ne saurait pas triompher et de ce ridicule orgueil des castes et de l'injustice tyrannique de parens aveuglés par la vanité.

— Alors pourquoi nous être parées de ces titres que tu méprises si souverainement? Certes, si, m'ayant toujours connue ce que je suis, c'est-à-dire la fille de bons et simples bourgeois, Adalbert eût renoncé à moi pour cela, je ne lui aurais pas fait même l'honneur de le regretter; mais ici c'est bien différent, il a le droit de nous accuser de fourberie.

— Allons, allons, tout s'arrangera.

— Et quand il saura que je n'ai pas de dot?

— Comment, pas de dot! Mais n'est-ce rien qu'un trousseau magnifique, qu'un appartement chez moi, que la table pour les deux époux? n'est-ce rien que mes relations? Crois-tu donc que l'homme qui t'aime ait l'ame si intéressée.

— Non, ma mère, non; Adalbert a le cœur mieux placé; mais sa famille n'a-t-elle pas dû concevoir pour son établissement de plus hautes espérances, et, si elle passe par-dessus le défaut de noblesse, ne s'attendra-t-elle pas à une compensation en argent? Il faut absolument s'expliquer avec Adalbert. Chaque jour cet aveu devient plus difficile, et chaque jour je suis plus honteuse de ne pas l'avoir fait encore.

A ce moment, on apporta une lettre pour ces dames de la part de M. de Morgenstein. Mme du Mortal se hâta de l'ouvrir; elle contenait ces mots :

« Madame la vicomtesse, et vous, trop adorée Claire,

« Je ne puis attendre plus long-temps pour vous faire un aveu nécessaire, mais je n'en subirai pas la honte. Je vais en finir avec la plus cruelle destinée. La mort va venir mettre un terme à une vie depuis long-temps décolorée. Oui, le ciel, qui m'avait donné l'aristocratie de l'ame, et, — oserai-je le dire? — celle du talent, m'a, par un odieux et cruel sarcasme, fait naître dans une classe dont m'éloignent et mes

goûts et mon organisation. Je ne suis pas noble! ou du moins je ne le suis que par les sentimens. Pourquoi ne puis-je sur les champs de bataille conquérir une couronne de duc et la déposer à vos pieds? Mais que faire en ces temps prosaïques, sinon s'élever par les dons de la nature, sinon devenir comte par le talent et prince par le génie? C'en est fait! je ne veux pas m'exposer aux dédains d'une race orgueilleuse. Pendant que vous lisez cette lettre, je charge les pistolets, et, comme Werther, j'abandonne cette vie trop étroite pour mon ame.

« Adieu, madame la vicomtesse; adieu, Claire, adieu! »

— Oh! mon Dieu! courons, ma mère, s'écria la jeune fille; sauvons-le s'il en est encore temps.

— Il en est parfaitement temps, répondit froidement Mme du Mortal. Tout ceci veut simplement dire que M. de Morgenstein ne s'appelle pas M. de Morgenstein, et n'est noble que de sa façon.

— Eh bien! ma mère, tant mieux... Mais allons.

— Tout de suite.

— Mais s'il était trop tard?

— Il ne sera pas trop tard. Je me demande seulement si ce mariage peut encore me convenir.

— Ah! ma mère, ne serons-nous pas indulgentes pour une supercherie dont nous sommes coupables nous-mêmes?

— Ceci n'est pas une raison; mais on peut faire quelque chose de ce jeune homme. Il ne manque pas d'entregent; on le poussera avec les journaux, comme disait un homme très habile de ce temps-ci : « Prenez rien du tout, faites-le beaucoup annoncer, et vous en vendrez immensément. »

— Mais, ma mère, par pitié. Quand je devrais me perdre, je cours à sa chambre.

— Ce pauvre garçon, vous ne lui laisserez pas le temps de charger ses pistolets. Allons, laissez-moi parler, ou tout est rompu.

Claire précéda sa mère en courant. Il n'y avait qu'un corridor à traverser pour arriver à la chambre de M. de Morgenstein; elle frappa avec violence; une voix faible répondit : Entrez. Pendant ce temps, Mme du Mortal avait rejoint sa fille, et c'est elle qui ouvrit la porte en disant : Ah! la clé est sur la porte; la mise en scène est médiocre.

On trouva Adalbert debout, deux pistolets sur une table.

— Adalbert! s'écria Mlle du Mortal, qu'alliez-vous faire?

— Infortuné jeune homme! dit Mme du Mortal. Heureusement nous n'arrivons pas trop tard. Renoncez à ce fatal projet; ma fille est à vous.

Adalbert se précipita sur une main de Mme du Mortal et la couvrit de baisers; en se relevant, il rejeta ses cheveux en arrière, absolument comme au piano.

— Comme il est pâle! dit Mme du Mortal; et Adalbert, très étonné

d'être pâle, faisait toutes sortes de manœuvres pour se voir dans une glace.

— Laisse-nous, Claire, ajouta la vicomtesse; je vais faire un tour de promenade et causer avec lui.

Claire sortit en échangeant un long regard avec M. de Morgenstein. Mme du Mortal prit le bras d'Adalbert, et ils allèrent au bord de la mer.

— Voyez un peu le beau malheur! Parce que vous n'êtes pas noble, faut-il donc mourir? Les vertus que l'on a soi-même ne valent-elles pas celles qu'ont eues nos aïeux? Croyez-vous que ma fille se contenterait de la preuve qu'il y a eu sous Philippe-le-Bel un Morgenstein très aimable et très bien fait? N'aime-t-elle pas mieux que vous soyez tel vous-même? Le cœur n'est pas si bête qu'on le dit, et il a souvent raison. Que fait un *de* ajouté devant un nom? Ces deux lettres ont-elles donc un charme magique qui rend un homme plus beau, plus noble, plus généreux? dites, Adalbert.

— C'est un sot et ridicule préjugé, reprit Adalbert.

— N'êtes-vous pas noble par le talent et le génie, noble par le cœur et par l'ame?

— Je le crois, madame.

— Croyez-vous que le *de* ajoute beaucoup de charmes à ma fille? Est-ce au *de* qu'elle est redevable de sa peau de camélia, de ses cheveux souples et épais, de sa taille fine et cambrée?

— Oh! non.

— Et vous-même, qu'est-ce que le *de* vous donnerait? Auriez-vous plus de verve, plus de rapidité? Était-ce pour ces deux lettres que Claire vous aimait? Est-ce pour cette syllabe que vous aimez Claire?

— Non, madame. Je voudrais, pour le prouver, être né sur le trône et que Claire fût une simple bergère.

— Adalbert, voilà la véritable noblesse; elle est dans les sentimens. Eh bien! voyons, que penseriez-vous de vous-même si ce que vous disiez tout à l'heure venait à se réaliser, si vous, né sur le trône, vous refusiez la main de Claire, simple fille des champs?

— Ah! madame, je serais le plus lâche des hommes. Je vous le répète, je voudrais qu'elle n'eût ni titre ni naissance.

— Soyez donc heureux. Claire n'est pas plus noble que vous.

— C'est pour m'éprouver que vous parlez ainsi...

— Non, vraiment... C'est mon mari qui avait pris ce titre. A mes yeux, il ne valait même pas l'honneur d'être quitté. D'ailleurs, cela jette de la poudre aux yeux des imbéciles. Aux philosophes, aux gens distingués, on montre par quoi l'on est vraiment noble; au vulgaire, on se contente de jeter un titre.

— Mais, madame,... c'est que je ne suis pas plus riche que je ne suis noble.

— Qu'est-ce que cela fait?

— Ah! madame...

— Si vous n'êtes pas riche, vous le deviendrez. Tenez, Adalbert, voici assez long-temps que nous jouons la comédie; je vais vous parler franchement, et ne vous avisez pas de continuer votre rôle avec moi. Vous n'êtes pas assez fort pour me tromper un instant au point où nous en sommes maintenant. Nous ne sommes pas plus riches que vous; mais j'exerce une industrie qui à la fois me donne une position et me permet de vivre dans le monde : j'écris dans certains journaux d'une manière productive. Vous avez ce qu'on appelle pour le moment du talent, ou du moins vous passez pour en avoir : cela suffit. Presque tous ceux qui ont aujourd'hui le plus de succès et gagnent le plus d'argent n'en savent et n'en font pas plus que vous. Le monde et les femmes surtout vous aimeront bien plus pour le talent qu'on vous trouvera que pour celui que vous aurez réellement. Vous n'êtes pas musicien; vous tapez très vite sur les touches noires ou blanches d'un piano; vous prenez des airs inspirés en répétant un passage pour la centième fois, chose d'ailleurs purement mécanique que l'inspiration vous rendrait tout-à-fait impossible. Vos manières désolées sont une imitation; mais ce n'est pas mal imité, et cela réussit....

— Madame...

— Attendez un peu. Je suis répandue dans un certain monde; je dispose des journaux auxquels vous savez avoir recours dans l'occasion. On vous connaît déjà, mais je vous ferai une grande réputation. Nous gagnerons de l'argent, nous vivrons très heureux tous trois. Vous continuerez au dehors votre rôle, comme moi je joue le mien. Qui est-ce qui ne joue pas un rôle? Par exemple, votre suicide a été très mal joué. Si vous donnez jamais une seconde représentation, je ferai la critique de la première et vous réussirez mieux. Je ne reçois votre suicide qu'à correction.

— Je vous jure, madame...

— Ne jurez pas; je laisserai Claire croire au suicide. Soyons amis; je ferai quelque chose de vous; mais plus de comédie. Si vous me trompiez, ce ne serait pas pour long-temps, et je ne pourrais vous être bonne à rien. Dites-moi la vérité, n'importe laquelle, et j'en tirerai parti.

Cette vérité, on la devine : c'est que l'origine de M. de Morgenstein était des plus humbles, et que l'illustre pianiste n'avait pour père qu'un obscur ouvrier. Mme du Mortal n'en voulut pas savoir davantage, et cet aveu termina l'entretien.

. . . . . .

M. Edmond * à M. Bréville, au château de Beuzeval, près Dive.**

« Je suis en route pour Beuzeval, mon cher ami, mais je vous amène un hôte bien maussade. Il m'est arrivé l'aventure la plus déplorable qui se puisse imaginer.

« J'étais allé voir des amis à Lisieux; ils m'ont fait conduire jusqu'à Honfleur, où j'ai couché. Une voiture partait le matin pour Trouville. J'étais déshabillé et j'allais entrer dans mon lit, lorsque le garçon de l'hôtel vint me dire qu'on me priait d'envoyer ma malle dès le soir à la voiture, qu'on allait charger d'avance, parce qu'on partait le lendemain à cinq heures du matin. J'étais fatigué, j'avais sommeil; je fis cependant ce qu'on me disait. Le garçon prit la malle, et moi je m'endormis d'un profond sommeil, qui ne cessa qu'à quatre heures et demie. On vint me réveiller pour le départ; je me levai en toute hâte, je voulus m'habiller; mes habits avaient disparu. J'appelai le garçon.

— Je vais chercher vos habits, monsieur, me dit-il. On les aura portés dans la chambre où on brosse tous les habits de la maison.

« Dix minutes après, il revint me dire qu'il ne les avait pas trouvés. Je l'envoyai au bureau de la voiture pour la faire attendre, et je me remis à chercher avec l'aubergiste sous le lit, dans les tiroirs, partout. Le garçon rentra bientôt et me dit : — La voiture est partie; je l'ai retenue plus de dix minutes, mais il a bien fallu la laisser partir.

— Ah! mon Dieu! m'écriai-je alors, je sais où sont mes habits.

— Et où cela, monsieur?

— J'étais fatigué hier soir, je tombais de sommeil; on m'a dit de faire ma malle, j'ai très bien plié et enfermé dedans le pantalon et l'habit que je venais de quitter. Quand part-il une nouvelle voiture?

— Demain matin, monsieur.

— Ce sera un jour de retard; mais on peut bien passer une journée à Honfleur... Remontez-moi ma malle, je vais m'habiller.

— Mais elle est en route, monsieur, votre malle.

— Comment! en route?

— Oui, votre place était retenue, vous la devez au voiturier; il a dit qu'on vous rendrait votre malle à Trouville contre le prix de votre place.

— Imbécile!

— Pardon, monsieur, mais le voiturier a raison; il n'est pas juste qu'il perde le prix de votre place, qu'il aurait donnée sans doute à d'autres s'il ne vous l'avait pas réservée.

— C'est bien de cela qu'il s'agit! Mes habits sont dans ma malle, et vous avez envoyé ma malle à Trouville. Me voici en chemise pour jusqu'à demain matin.

— C'est désagréable, mais ce n'est pas ma faute.

« J'entrai alors dans une telle colère que je renversai les chaises et brisai un pot à l'eau. L'aubergiste finit par me dire : — Monsieur, ma maison est une maison honnête, dans laquelle on ne fait pas en six mois le bruit que vous faites depuis une demi-heure. — J'étais hors de moi, je m'emportai en invectives. Il me dit : — Monsieur, obligez-moi de débarrasser ma maison d'un hôte aussi bruyant et aussi incommode, et cela tout de suite, ou je vais vous faire sortir au moyen de la garde, qu'on va appeler.

— Mais, sot que vous êtes, comment voulez-vous que je sorte dans l'état où je suis? Mon portefeuille est dans la poche de mon habit, ma bourse est dans celle de mon pantalon; tous deux sont sur la route de Trouville.

— Alors, monsieur, dit l'hôte, comment allez-vous me payer?

« Je pensai à vous, je demandai si la poste était partie; on me dit qu'elle ne passait qu'à deux heures; c'est en l'attendant que je vous écris si longuement, mon cher ami. Cette lettre arrivera ce soir à Trouville; vous ne l'aurez à Beuzeval que demain matin; envoyez-moi promptement un homme avec de l'argent, des habits et une voiture.

« Tout à vous,

« EDMOND ****. »

. . . . . .

M. Bréville se mit en route à l'instant même pour aller au secours de son ami.

XXVII.

Bérénice, dont la noce devait être célébrée le lendemain matin, se promenait depuis le coucher du soleil jusqu'à la nuit avec le fils Glam au bord de la mer, tous deux parlant de l'avenir.

— Mon père, disait Glam, a amassé quelque argent; il est vieux, il me donnera son bateau, en se réservant un lot sur la pêche. Pour vous, Bérénice, vous laisserez là la dentelle; vous aurez bien assez à raccommoder les filets; il faudra aussi que vous continuiez à aider votre mère dans son ménage; vos parens ne sont plus jeunes; loin de leur ôter une si bonne fille, je veux remplacer pour eux un des fils qu'ils ont perdus. Ce pauvre Onésime, j'ai prié pour lui de bien bon cœur ce matin. Notre premier enfant s'appellera Onésime.

Bérénice devint toute rouge et demanda à rentrer. D'ailleurs il allait faire de l'orage; les arbres frissonnaient sans qu'il fît de vent; puis des bouffées subites venaient faire ployer les peupliers jusqu'à terre, et on retombait dans un calme pesant; des éclairs, les uns d'un blanc bleuâtre, les autres d'un violet pâle, déchiraient la voûte noire et abais-

sée que formaient d'épais nuages; aux éclairs succédaient des bruits de tonnerre, tantôt roulant sourdement, tantôt éclatant en sons aigus. Entre les coups de tonnerre, des fauvettes chantaient dans les arbres, et écartaient leurs ailes pour recevoir la pluie qui allait tomber.

Pulchérie, suivie de Mopse, avait remonté la rivière de Beuzeval, et était allée s'asseoir sous le saule d'Onésime; elle se laissait bercer à des rêveries qui faisaient passer devant elle les fantômes de ses journées écoulées; mais bientôt, voyant le jour presque fini, elle se disposa à redescendre à Dive, d'où elle comptait se faire reconduire à Cabourg par quelqu'un du village. Cependant elle voulut passer par Beuzeval, où son existence avait changé si complétement. Déjà elle n'était plus qu'à quelques pas du château, quand elle rencontra Épiphane qui allait y rentrer. Mopse grogna en montrant ses dents blanches et aiguës. Épiphane salua Pulchérie, et lui offrit, si elle avait peur, de l'accompagner jusqu'à Dive ou jusqu'à Cabourg.

— Vous voyez, dit-elle en montrant Mopse, qui, le poil hérissé, continuait à le regarder en grognant, que j'aurais au besoin un bon défenseur.

— Qu'est ceci? demanda maître Garandin; ne vois-je pas quelqu'un qui rôde autour du château?

Et il s'avança au moment où un étranger venait de sonner; une femme ouvrit la porte.

— M. Bréville est-il chez lui? demanda l'étranger.

— Il est en voyage, monsieur.

— Pour long-temps?

— Il reviendra sans doute ce soir, mais pour sûr demain matin.

— Alors je ne pourrai pas le voir. Vous lui direz que c'est M. Hubert qui n'a pu l'attendre et est reparti tout de suite.

Mopse avait recommencé à grogner de plus belle; puis tout à coup, malgré les efforts de Pulchérie qui le rappelait, il s'élança sur l'étranger; mais, au lieu de le déchirer ou de le mordre, il sauta sur lui, léchant ses mains, ses habits; il se roula par terre en gémissant; puis il recommença ses gambades, courant autour de lui en cercle et sautant assez haut pour lui lécher le visage.

— Mopse, Mopse! cria l'inconnu, et lui-même prit le chien dans ses bras et le couvrit de caresses.

Épiphane s'avança : — Vous avez, monsieur, demandé M. Bréville?

— Êtes-vous de la maison?

— Oui, monsieur.

— Eh bien! j'ai laissé mon nom.

— M. Hubert?....

— Oui, monsieur....

— Écoute, Onésime, si c'est pour moi que tu cherches à déguiser

ton nom et ta voix, cela ne te servira pas à grand'chose. Je te reconnais parfaitement; que viens-tu faire ici, malheureux Onésime?

Pulchérie s'était approchée en croyant entendre le nom d'Onésime, et déjà surprise de la joie du chien; mais, quand elle entendit Garandin nommer Onésime pour la seconde fois, elle jeta un grand cri et tomba à genoux.

— Pulchérie! s'écria Onésime.

— Est-ce toi, Onésime, qu'on nous disait mort?

— Ce n'est pas le moment de causer, dit Épiphane; si on sait qu'Onésime est ici, il est perdu.

— Et on ne tardera pas à le savoir par ton moyen, lâche et traître que tu es; mais ce n'est pas encore le moment de régler nos comptes, seulement disparais à l'instant.

Et, en disant ces mots, Onésime mit la main sur un poignard de marin qu'il portait à la ceinture. Épiphane était déjà loin.

— Chère Pulchérie, reprit Onésime, ce n'est pas seulement la peur qui fait fuir Épiphane; d'ailleurs le temps n'est pas arrivé où je veux être au milieu de vous, mais je n'ai pu résister au besoin de vous voir de loin hier à l'église. De qui étiez-vous donc tous en deuil? Je n'ai appris la mort de personne.

— Onésime, c'était un service pour le repos de votre ame qu'on célébrait hier.

— Chère Pulchérie, ma seule pensée, tout ce que j'aime au monde, vous avez donc adopté mon pauvre Mopse?

— Êtes-vous en sûreté, Onésime?

— Moi, pas le moins du monde.

— Fuyez alors, malheureux!

— Il faut que je voie quelqu'un qui ne sera ici que demain.

— Mais si Épiphane vous trahit.... c'est possible.

— C'est même parfaitement sûr. Aussi je ne voulais être reconnu par personne; j'aimais mieux qu'on me crût mort; il faudra peut-être que mes amis me perdent une seconde fois.

— Et cette horrible affaire....

— Je suis innocent, Pulchérie; mais je n'en suis pas moins condamné à mort.

— Comme vous êtes changé, Onésime!

— J'ai étudié, j'ai travaillé depuis que nous ne nous sommes vus; mais... tenez, j'aimerais mieux que nous ne nous fussions pas rencontrés. Adieu, ne parlez de moi à personne, pas même à Bérénice, si toutefois il n'arrive rien de mal; car, si je suis trahi et arrêté, vous n'entendrez que trop parler de moi. Soyez sûre d'une chose, Pulchérie, ma vie entière vous appartient; quoi qu'il arrive, elle sera à vous jusqu'à la fin; mon dernier soupir sera pour vous. Adieu.

Et Onésime disparut sous les saules et les arbres de la rivière. Mopse voulut le suivre, mais il le chassa. Pulchérie n'osa pas entrer à Dive, où elle devait cacher un si grand secret et où on aurait remarqué sans peine son émotion; elle alla droit à Cabourg; son oncle était couché depuis long-temps.

Il était près de minuit lorsque M. Bréville arriva à Beuzeval avec son ami, M. Edmond. M. Edmond était un homme d'un embonpoint peu ordinaire; il n'aurait pu mettre aucun des habits de M. Bréville, qui n'avait pas cru devoir lui en faire porter, et ne s'était muni que d'argent; on appela des fripiers, on eut beaucoup de peine à trouver ce qu'il fallait pour mettre en état de sortir de l'auberge M. Edmond ***, dont les formes démesurées n'avaient pas été prévues par les tailleurs. On finit cependant par trouver un habit à peu près à sa taille. Pendant le cours de ces recherches, M. Bréville demanda avec empressement le prix d'une redingote qui était mêlée aux hardes qu'on leur montrait; il la paya sans marchander, et fit beaucoup de questions au fripier.

La voiture qui ramenait M. Bréville et M. Edmond n'était plus qu'à quelques pas du château, quand un homme arrêta brusquement le cheval. En même temps une voix cria : — C'est moi, Hubert.

— Malheureux! imprudent! quelqu'un vous a-t-il vu?

— Oui, Épiphane.

— Diable!

— Et tout porte à croire qu'il a déjà pris ses mesures pour me faire arrêter. Aussi, si je ne vous avais pas rencontré ce soir, je serais parti dans la nuit.

— Il faut que vous entriez au château; nous allons voir ensuite ce qu'il y a à faire. Attendez que tout soit fermé. Quand vous verrez une lumière en dehors de la porte du salon, vous entrerez par la porte du jardin, où je vous attendrai.

— Très bien!

Il se passa au moins une demi-heure; après quoi, la lumière s'étant fait voir, Onésime fut reçu à la porte du jardin par M. Bréville, qui l'embrassa tendrement.

— Je suis bien mécontent de vous, Onésime. Comment, malgré ma défense.....

— Je ne pouvais plus attendre...

— Vous êtes un fou... Épiphane est allé prévenir les gendarmes; il est déjà revenu.

— Je m'en doutais.

— Il m'a parlé de votre rencontre. Ce qu'il fait, c'est dans votre intérêt et dans celui de votre famille. Il vous a d'abord conseillé de prendre la fuite, vous avez refusé de l'écouter; alors, pour vous sauver malgré vous, il est allé mettre les gendarmes en campagne, mais les

renseignemens qu'il leur a donnés les feront promener inutilement demain toute la matinée. Il a pensé que, voyant le danger si imminent, vous vous décideriez sans doute à fuir. Voici dans quel ordre il a indiqué au brigadier de gendarmerie les recherches à faire : d'abord ici, où il est bien sûr que vous ne serez pas, ensuite chez vos parens, puis à Cabourg, chez M. Malais; enfin chez les Glam, dont le fils va épouser votre sœur. Il pense que ces fausses démarches vous donneront, et au-delà, le temps de vous mettre à l'abri.

— Quelle trahison cachent ces précautions?

— Pas celle que vous croyez. Épiphane aime mieux, en réalité, vous voir en fuite qu'arrêté. Les gendarmes viendront ici à la pointe du jour. Soupez et dormez; nous causerons pendant que vous souperez.

Il était à peine six heures du matin; Bérénice se réveillait heureuse fiancée. Pulchérie était venue surveiller sa toilette. Tout à coup le fils Glam arriva, il apportait la nouvelle qu'Onésime n'était pas mort, qu'on l'avait vu dans le village, et qu'il avait été arrêté par les gendarmes au moment même où il prenait la fuite par-dessus les murs du château de Beuzeval. Cette nouvelle livra tout le monde aux impressions les plus diverses et même les plus opposées. Onésime était vivant, mais il ne vivait sans doute que pour mourir d'une mort infamante. Il ne fut plus question de mariage pour ce jour-là. Pulchérie alors put dire qu'elle l'avait rencontré la veille. Tout le monde caressa Mopse, qui avait si bien reconnu son maître. — Oh! dit Pélagie, si je l'avais au moins embrassé et serré sur mon cœur!

On remarqua avec étonnement que les gendarmes, après avoir conduit Onésime dans la prison de Caen, revinrent à Beuzeval, et ne s'en écartèrent pas pendant quelques jours. On ne tarda pas à citer les témoins, maître Épiphane Garandin et sa femme, ainsi que la servante du meunier; mais, ainsi que nous l'avons dit, Désirée avait quitté le pays sans laisser de traces.

M. Bréville alla souvent à Caen. Lorsque le jour du jugement fut fixé, il demanda à Tranquille Alain et à Pélagie s'ils voulaient y assister. Ils hésitèrent long-temps, mais ils reçurent une citation comme témoins, en vertu du pouvoir discrétionnaire du président. M. Malais, également cité, emmena sa nièce Pulchérie.

XXVIII.

Le jour du jugement arrivé (peu de nos personnages avaient dormi pendant la nuit), les témoins se rendirent à leur poste. Bérénice et Pulchérie se tenaient à l'écart avec Pélagie; toutes trois étaient pâles et se parlaient à peine. M. Malais, Tranquille Alain, Épiphane et sa femme étaient au banc des témoins. Les juges ne tardèrent pas à monter sur

leurs siéges, puis le président ordonna d'introduire l'accusé. Alors Onésime parut entre deux gendarmes, et s'assit au banc des prévenus. Les trois femmes, en le voyant, se prirent à pleurer en silence. Tranquille Alain évita de regarder du côté de son fils; sa tristesse était mêlée de sévérité. On fit l'appel des témoins; tous répondirent, à l'exception de Désirée, la servante du meunier, dont on n'avait pu retrouver la demeure, et de M. Bréville, dont on ne put expliquer l'absence. Le président annonça que les débats étaient ouverts. L'accusé ayant répondu aux questions d'usage qu'il était marin et capitaine marchand, le procureur du roi l'interrompit, et dit : Le prévenu n'avait pas ce titre lors de l'instruction qui précéda son évasion; ce titre est-il réel?

— Monsieur, reprit Onésime, je me suis enfui, parce que, bien qu'innocent, je voyais accumulées contre moi des probabilités qui auraient pu tromper la sagesse des juges. J'espérais que le hasard ou plutôt la Providence m'apporterait quelque preuve de mon innocence que je serais venu moi-même mettre sous les yeux de la cour. En attendant, sous le faux nom de Hubert, j'ai travaillé, je me suis fait recevoir capitaine et j'ai fait un voyage dans les Indes. Voici les papiers qui en font foi.

Le procureur du roi, donnant lecture alors de l'acte d'accusation, commença par rappeler la mort du meunier, qui avait évidemment perdu la vie en défendant son trésor. « La justice, continua-t-il, fut un moment embarrassée. Un seul homme était entré la nuit et avait accès chez Éloi Alain; mais cet homme était son neveu, cet homme était son héritier, ainsi qu'en fait foi le testament, et il le savait, comme l'ont établi non-seulement plusieurs témoignages, mais aussi ses réponses et ses aveux à lui-même. La défiance de la justice reculait devant un crime aussi odieux, lorsque les révélations d'un témoin oculaire vinrent l'obliger à croire à une perversité heureusement peu commune. Un personnage que des liens d'amitié et d'intérêt attachaient à cette famille, le nommé Épiphane Garandin, qui, maître d'école, avait élevé le prévenu, dit que, vaincu par la force de la vérité et par l'horreur du crime, il venait révéler aux magistrats un épouvantable forfait. Quelques heures avant le crime, il avait laissé Éloi Alain en parfaite santé partant pour un petit voyage. Onésime Alain, marin réfractaire, caché dans le pays, s'était introduit chez son oncle, et peu de temps après on l'avait vu s'échapper par une fenêtre. Le lendemain, on avait trouvé mort le meunier, qui était rentré dans la nuit au lieu de ne rentrer que le lendemain, comme on s'y devait attendre.

« Le prévenu, qui avait cette nuit même quitté le pays, fut arrêté au milieu d'un repas de matelots, au Hâvre, et amené en prison. Là, dans l'instruction, il avoua qu'après avoir épuisé toutes les prières afin d'obtenir quelques délais pour un débiteur du meunier, qui était de

ses amis, il avait cru pouvoir prendre à son oncle, dont il se savait le seul héritier, une somme qui serait rentrée quelques heures après entre ses mains, puisqu'elle devait lui être remise par ce débiteur aux abois. Il s'était, en effet, introduit chez le meunier de Beuzeval pendant l'absence de ce dernier, et avait ouvert une cachette dans laquelle il savait être renfermées des sommes importantes. Au moment où il venait de prendre l'argent dont il avait besoin, il avait entendu du bruit, et, regardant à travers la serrure, il avait vu un œil qui, de l'autre côté de la porte, suivait tous ses mouvemens. Effrayé, il s'était enfui et n'avait appris la mort de son oncle que long-temps après et seulement lors de son arrestation au Hâvre. Il avait enfoui, en effet, la somme au pied d'un arbre, où les personnes auxquelles cet argent était destiné furent invitées par une lettre à l'aller chercher; mais celles-ci s'empressèrent de remettre entre les mains de la justice le résultat d'un crime dont il ne peut retomber sur elles le moindre soupçon de complicité. — Cette défense manquait complétement de la vraisemblance même la plus vulgaire. Le prévenu avouait toutes les choses matériellement prouvées et niait toutes les autres. L'instruction crut devoir le renvoyer devant la cour d'assises; mais, lorsque vint le jour du jugement, Onésime Alain s'était évadé. C'est seulement il y a quelques jours qu'il a reparu dans le pays, ramené par son imprudence, par sa confiance dans une trop longue impunité, ou plutôt par un arrêt de la Providence, qui ne laisse quelquefois les plus grands crimes impunis que pour leur infliger ensuite leur châtiment avec plus d'éclat. Onésime Alain, aujourd'hui entre les mains de la justice, est donc appelé de nouveau à se défendre; mais les preuves accumulées contre lui ne permettent guère d'espérer qu'il puisse le faire avec succès. »

Cette exposition de l'affaire fut suivie de la plaidoirie du ministère public. Il démontra l'épouvantable ingratitude d'Onésime, qui, comblé des bienfaits de son oncle, l'avait lâchement assassiné dans l'impatience que lui causait l'attente du testament. Il félicita Épiphane Garandin qui, saisi d'horreur à la vue d'un pareil forfait, avait rejeté loin de son cœur honnête une vieille amitié et n'avait pas hésité à faciliter à la justice l'accomplissement de ses rigoureux devoirs. Il termina en demandant contre Onésime l'application des articles 296, 297 et 302 du Code pénal.

Le président demanda à Onésime s'il avait quelque chose à dire pour sa défense et s'il avait fait choix d'un avocat. Un homme grand et sec perça la foule alors, s'avança jusqu'au pied du tribunal et dit :

— Monsieur le président, témoin cité, je demande, du consentement du prévenu, à prendre sa défense devant messieurs les jurés et les juges.

— Prévenu, dit le président, prenez-vous le témoin ici présent pour défenseur?

— Oui, monsieur.

— Comment vous appelez-vous?

— Hector-Eugène, comte de Sievenn.

Les habitans de Dive et de Beuzeval se regardèrent les uns les autres avec étonnement. Le président avait parlé assez bas, et M. Bréville, qui s'appelait maintenant le comte de Sievenn, avait répondu à l'instant même, lui qui semblait si souvent avoir peine à entendre les voix les plus fortes et les plus stridentes.

— Le témoin, dit le procureur du roi, n'est assigné que sous le nom de M. Bréville.

— Mettez Bréville, si vous voulez, c'est peu important. Voici cependant des papiers qui constatent mon identité.

— Ah çà! mais il n'est plus sourd, murmura Épiphane.

— C'est une singulière transformation, dit M. Malais. Du reste, je ne suis pas fâché que le propriétaire actuel de Beuzeval soit un homme tout-à-fait comme il faut; je m'en étais douté.

— Puis-je prendre la parole?

— Parlez, monsieur.

« Messieurs les jurés et messieurs les juges, je me trouvais sur la jetée du Hâvre au moment où un navire allait se perdre. Le danger était si effroyable, que les plus hardis pilotes hésitaient à se mettre à la mer. Onésime Alain se présenta, son exemple encouragea d'autres matelots. La fureur de la mer fut vaincue, et six hommes furent arrachés à une mort certaine. Le lendemain, au milieu d'un repas auquel on me fit l'honneur de m'admettre, Onésime Alain fut arrêté comme coupable d'un assassinat commis sur la personne de son parent et de son bienfaiteur dans l'intention de le voler. Moi qui avais vu le dévouement d'Onésime pour des inconnus, moi qui avais vu aussi de quel air il m'avait repoussé quand je lui avais sottement offert de l'argent, je trouvai l'accusation invraisemblable et absurde. Je n'abandonnai pas cet homme si brave et si généreux; je ne tardai pas à apprendre qu'il avait, il y a quelques années, exposé sa vie pour sauver celle de ce parent qu'on l'accusait d'avoir lâchement assassiné. Néanmoins des témoignages accablans se réunissaient contre lui. Des circonstances qui ressemblaient singulièrement à des preuves s'accumulaient. Je m'informai; je vis qu'Onésime allait être condamné; excusez mon audace, messieurs, mais je pensai que la justice se trompait, et qu'elle allait commettre une de ces très rares, mais très déplorables erreurs qui ont taché son hermine de quelques gouttes de sang innocent. Je n'avais absolument rien à répondre à l'accusation; mais une

voix éloquente me disait dans le cœur : Cet homme est innocent. Je le fis évader. Je fus aidé, je dois le dire, par un homme dont M. le procureur du roi vient de faire un remarquable éloge, par Épiphane Garandin, qui montra le plus grand zèle et le plus grand courage pour faciliter cette évasion. J'eus quelque peine à décider Onésime Alain à prendre la fuite. Il prétendait qu'étant innocent, il ne courait aucun risque d'être condamné. Votre sagesse, messieurs, était par lui dignement appréciée; mais je suis moins jeune, j'ai vécu, j'ai vu le monde, cela m'a donné une défiance sans aucun doute exagérée : je fis partir Onésime. J'ai quelques amis, quelque influence, même un peu d'argent. Onésime, dont l'éducation était nulle, travailla dans la retraite, travailla avec intelligence et opiniâtreté. Au bout d'un an et demi, il était reçu capitaine au long cours sous le nom d'Hubert, laissant, par mon conseil, de côté son nom d'Onésime Alain, en attendant qu'il pût le porter de nouveau sans tache et sans soupçon. »

— Mais, monsieur, dit le procureur du roi, il me semble que vous nous contez là des histoires qui vous sont parfaitement personnelles; ces épisodes n'appartiennent que très indirectement au procès, fatiguent l'attention de messieurs les jurés, et....

— Monsieur, répondit M. de Sievenn, vous avez parlé pendant deux heures et demie pour soutenir l'accusation, je ne demande qu'une demi-heure pour la détruire. Laissez-moi employer ma demi-heure à ma fantaisie. Messieurs les jurés, j'en suis sûr, ont trop d'intérêt à ne pas condamner un innocent pour s'ennuyer de mes paroles; d'ailleurs je vous ménage des détails qui à vous-même, monsieur le procureur du roi, procureront quelque satisfaction. — Puis-je continuer?

— Continuez, dit le président.

« Mon ami était à l'abri; je dis mon ami, messieurs, parce que l'homme assis là entre deux gendarmes m'avait fait l'honneur de m'appeler son ami, honneur que j'avais brigué le jour du sauvetage du navire, honneur que je trouvais plus grand encore depuis qu'il était malheureux, injustement accusé, et abandonné de tout le monde : le malheur donne aux hommes une sorte de consécration et les rend vénérables. Pour moi cependant, ce n'était point assez qu'Onésime Alain fût en sûreté contre l'erreur probable de la justice; je croyais, je sentais, je savais qu'il était innocent, et je n'avais pas la moindre preuve à en donner; cette preuve, il me la fallait, quand j'aurais dû consacrer ma vie entière à la chercher; c'était une grande et noble occupation, je m'y dévouai entièrement.

« J'arrivai à Beuzeval comme par hasard; je me montrai le plus sourd et le plus crédule de tous les hommes; je n'entendais rien, et je croyais tout. Ces deux infirmités écartèrent de moi toute défiance; on parlait librement devant moi comme si j'eusse été absent; je courus tout le

pays, je voulus savoir la vie de tout le monde. Il n'y a presque personne qui ne m'ait raconté à deux ou trois reprises l'histoire du meunier Éloi Alain trouvé mort dans sa chambre. Cent fois j'ai cru voir un commencement de clarté, cent fois je me suis heurté contre le faux et l'absurde. J'enregistrais tous les rapports, toutes les contradictions. Cela a duré trois ans, messieurs, et c'est seulement il y a trois semaines que j'ai eu la dernière preuve qui me manquait, non pas pour ma conviction, elle n'est pas plus forte que le premier jour, mais pour la vôtre, messieurs, et aujourd'hui je viens vous dire et vous prouver d'une manière irréfutable, d'abord, qu'Onésime Alain, mon ami, est innocent, ensuite que l'auteur de l'assassinat du meunier Éloi Alain est cet homme, Épiphane Garandin, dont M. le procureur du roi vient de faire l'éloge. »

En prononçant ces paroles, M. de Sievenn, la taille droite et majestueuse, les yeux étincelans, s'avança vers Épiphane, pâle comme un mort, le saisit par le bras, et, avec une force invincible, le traîna, jusqu'au milieu du prétoire, devant les juges et les jurés, muets d'étonnement et de terreur. Là, il répéta : Oui, messieurs, cet homme, Épiphane Garandin, est à la fois l'accusateur d'Onésime et l'assassin du meunier!

— Messieurs, s'écria Épiphane, c'est une calomnie; cet homme est fou.

Toute l'assemblée était dans la stupéfaction. Quand Épiphane, sur un signe du président, se remit à sa place, les témoins assis à côté de lui s'écartèrent, par une sorte d'horreur instinctive, pour ne pas le toucher. La cour délibéra. Les assistans, malgré les fréquentes invitations au silence, se communiquaient leurs impressions. Les femmes pleuraient. Le président, après avoir conféré avec les autres juges et avec le procureur du roi, fit conduire les témoins dans la salle qui leur est réservée, et ordonna qu'Épiphane resterait seul devant la cour. M. de Sievenn demanda alors que M. le président voulût bien faire introduire comme témoin la fille Désirée Maurel, qui avait été servante du meunier jusqu'à sa mort. Ce témoin, ajouta-t-il, n'a pas répondu à l'appel de son nom, pour des raisons que je me réserve de vous expliquer.

On appela, sur l'ordre du président, la fille Désirée Maurel, qui répondit aux questions d'usage, et alla rejoindre les autres témoins.

— Monsieur de Sievenn, demanda le président, voulez-vous continuer votre plaidoirie?

— Oui, monsieur le président. Je désirerais seulement qu'Épiphane Garandin répondît à une question.

— Dites-moi cette question, monsieur, et je la transmettrai au..... témoin.

— Voulez-vous, monsieur le président, demander au... témoin, pour parler comme vous, s'il persiste dans sa déclaration?

— Témoin Épiphane Garandin, que savez-vous de l'assassinat d'Éloi Alain, meunier à Beuzeval?

Épiphane se leva et dit : Je maintiens ce que j'ai dit dans l'instruction.

Le procureur du roi lut à haute voix la déposition d'Épiphane.

— Ainsi, dit le président, vous maintenez tout ce qui est contenu dans cette déposition?

— Oui, monsieur le président.

— Et votre conviction est que le meunier a été assassiné par Onésime Alain?

— Oui, monsieur le président.

— Est-ce là, monsieur de Sievenn, ce que vous désirez?

— Oui, monsieur.

— Il me semblerait juste et convenable, interrompit le procureur du roi, que, dans la nouvelle position que le défenseur du prévenu essaie de faire à un témoin, ce témoin fût, dès à présent, assisté d'un avocat. Est-ce l'avis de la cour?

Le président recueillit les avis, et demanda s'il se trouvait des avocats dans la salle. Plusieurs se présentèrent. — Épiphane Garandin, dit le président, je remets d'office votre défense à maître ***, c'est un de nos plus éloquens avocats; l'acceptez-vous?

— Oui, monsieur.

L'avocat se plaça auprès d'Épiphane, avec lequel il échangea de temps en temps quelques paroles à voix basse. Le président invita M. de Sievenn à reprendre la parole.

« Installé dans le pays, messieurs, ayant établi convenablement ma réputation de surdité et de crédulité, je pris pour gouvernante la fille Désirée Maurel, servante du défunt meunier, et pour secrétaire M. Épiphane Garandin, avec qui je n'avais eu que des rapports indirects lors de l'évasion d'Onésime. Maître Épiphane avait été tour à tour maître d'école, ferblantier, soldat, ménétrier, chantre, pharmacien, puis, en dernier lieu, assassin et faux témoin. Pour trouver de l'occupation au... témoin, comme l'appelle M. le président, je fis semblant de composer un ouvrage savant sur les huîtres. De ce moment, le combat fut engagé : tantôt je faisais vivre en paix Épiphane, sa femme et la fille Désirée; alors ils causaient sans se défier de moi; tantôt je jetais parmi eux quelques germes de discorde, et chacun d'eux, sous l'empire de la colère, me parlait des autres avec assez de liberté; j'écrivais, je composais mon dossier. Enfin, aujourd'hui, messieurs, je puis vous apprendre comment le crime a été commis en réalité. Je n'avancerai rien dont je n'aie à fournir les preuves les plus complètes.

« Onésime, poursuivi comme réfractaire, retenu dans le pays par une passion plus noble que raisonnable, trouvait un asile chez son oncle, auquel il avait sauvé la vie avec un rare dévouement. Voici une médaille qui constate sa belle action. Éloi Alain, — il faut le dire, malgré l'usage qu'ont les vivans de se débarrasser en faveur des morts de toutes les vertus qui les embarrassent, — Éloi Alain faisait l'usure. Il s'était approprié, par toute sorte de moyens peu honorables, la plus grande partie des biens de M. Malais de Beuzeval, et il le poursuivait à outrance pour faire vendre sa maison, tout ce qui lui restait d'une fortune considérable.

« Depuis long-temps, un lien d'amitié existait entre la famille d'Onésime et celle de M. Malais. Les enfans des deux maisons avaient été élevés ensemble. Onésime supplia son oncle d'avoir pitié d'un vieillard déchu d'une grande position de fortune, accablé par des malheurs de tout genre, et qui allait être réduit à la mendicité et au désespoir. Le meunier fut inflexible; le vieillard et le reste de sa famille allaient être chassés. Leur maison, leur dernier asile, allait être vendue, les affiches étaient apposées, lorsque Onésime, après s'être une dernière fois jeté aux genoux de son parent, ne prit plus conseil que de son désespoir. Il résolut de lui prendre la somme qu'il réclamait à M. Malais, pour que M. Malais la lui rendît le lendemain, sous forme de paiement. Éloi Alain était en voyage; Onésime ouvrit une cachette dont il soupçonnait la place, compta juste la somme nécessaire, puis, entendant du bruit, voyant un œil à travers la serrure, il prit la fuite et fit parvenir cette somme au malheureux débiteur du meunier, lequel, du reste, refusa d'en profiter, et la rendit quelques jours après à la succession. L'homme qui avait surpris Onésime et qui l'avait vu sans être vu par lui n'était pas le meunier, mais bien Épiphane Garandin, qui avait, comme Onésime, accès facile dans la maison. Soit qu'il eût voulu, comme Onésime, profiter de l'absence du meunier pour ouvrir la cachette, soit que, témoin par hasard de ce qui se passait, il eût songé qu'il lui était facile de faire retomber le vol sur un autre, il vida le trésor. Onésime avait enlevé huit mille sept cents francs, qui ont été restitués à la succession par M. Malais de Beuzeval; mais il restait en papier et en or vingt-huit mille francs, qu'Épiphane Garandin allait emporter lorsqu'il fut surpris à son tour, mais cette fois par le meunier, qui le saisit au collet, voulut crier, et qu'Épiphane étrangla, après quoi il emporta les vingt-huit mille francs.

« Le lendemain, on trouva le meunier mort et la cachette vide. Le cadavre avait dans la main un morceau de drap qu'il avait arraché probablement à l'habit de son assassin. On négligea de le mettre sous les scellés; quelques heures après, le morceau de drap avait disparu. Le voici.

« Épiphane, en rentrant chez lui, fut obligé d'avouer à peu près à sa femme ce qui s'était passé. Il avait, disait-il, trouvé le meunier assassiné, agonisant. Le voleur n'avait pas tout pris; il avait, lui, ramassé le reste, qui sans cela devait revenir à Onésime, assassin et héritier de son oncle. Dans les convulsions de son agonie, Éloi Alain, qu'il avait voulu secourir, avait déchiré sa redingote, sur laquelle avaient jailli aussi quelques gouttes de sang. Il ordonna à sa femme de brûler la redingote : celle-ci la mit au feu; mais, craignant que l'odeur du drap qui commençait à brûler ne se répandît dans le voisinage, poussée aussi peut-être par un sentiment d'avarice sordide ou par un aveuglement providentiel, la femme Garandin se hâta de retirer du feu la redingote, et la cacha. Depuis, elle la vendit à Caen à un fripier, nommé Samuel, qui la raccommoda et la revendit à un de ses confrères, Salomon, demeurant à Trouville, où je l'ai achetée. Voici la redingote, avec deux pièces d'un autre drap de même couleur, et remplaçant, l'une la partie arrachée par le meunier expirant, l'autre le morceau brûlé. Des chimistes retrouveront peut-être les traces du sang. M. le président peut faire citer les deux fripiers.

« Pendant qu'Épiphane croyait, comme il l'a toujours cru jusqu'à ce jour, que sa femme brûlait ce fatal vêtement, il allait trouver la fille Désirée, lui faisait la même fable qu'il avait faite à sa femme, mais avec quelques changemens dans les détails : il ne parla pas des vingt-huit mille francs. Il lui persuada d'enlever le morceau de drap laissé dans la main crispée du cadavre; mais cette femme, à laquelle certaines circonstances étaient suspectes, garda précieusement ce morceau de drap, que j'ai fini par me faire remettre. Elle était fort attachée à son maître. Épiphane la décida à tromper la justice, surtout en lui faisant espérer qu'on ne saurait pas que le meunier avait été assassiné par son neveu, ce qu'il serait, lui Épiphane, obligé de dire, s'il se trouvait en danger. Plus tard, quand elle fut suffisamment compromise par l'enlèvement du morceau de drap et par son mensonge à la justice, on se gêna moins avec elle, et elle en apprit un peu plus; mais elle crut toujours qu'Onésime était l'assassin. Aussi lui persuada-t-on de le laisser accuser, lorsqu'Épiphane, croyant voir planer quelques soupçons sur lui-même, se décida à perdre Onésime, contre lequel il n'était pas difficile d'accumuler des preuves apparentes. Cependant, tout pris qu'était Onésime dans les toiles qu'avaient ourdies autour de lui et le hasard et la perfidie de Garandin, celui-ci craignait qu'aux débats une lumière subite ou la prudence des juges ne vînt éclairer et faire apparaître la vérité. Aussi s'employa-t-il de son mieux à l'évasion de l'accusé. Quand j'eus pris la résolution de découvrir la vérité pour venir ensuite vous la dire, messieurs, je ne voulus pas par trop de précipitation rendre impossible une entreprise déjà au moins difficile. Aussi ai-je mis trois ans

à ramasser des preuves, et mon trésor est-il rassemblé grain à grain, comme celui d'une fourmi. Je réserve ce que j'ai à dire pour les témoins, quand M. le président voudra bien les interroger. »

Le président demanda alors à Épiphane ce qu'il avait à répondre à l'accusation que venait de porter contre lui M. de Bréville. Épiphane se leva et retomba sur son banc sans avoir pu prononcer un mot, puis il se releva et dit : — Il n'y a pas dans tout cela un mot de vrai, mais mon avocat répondra en plaidant.

L'avocat prit la parole, et dit : — J'ai conseillé à mon client de ne répondre à aucune question jusqu'à ce que j'aie conféré avec lui.

— Alors, dit le président, nous allons entendre d'autres témoins. Appelez la femme Garandin. Faites retirer Garandin, et que les gendarmes ne le quittent pas.

— Monsieur le président, demanda M. de Sievenn, puis-je adresser quelques questions aux témoins?

— Vous me les communiquerez.

Après les premières questions d'usage, le président demanda à Mme Garandin si elle reconnaissait la redingote achetée par M. Bréville. Elle affirma ne pas la connaître.

— Avez-vous vendu une redingote à Samuel, fripier?

— Je n'ai jamais vu Samuel, et je ne connais personne de ce nom.

— Asseyez-vous. Qu'on appelle le témoin Samuel.

Samuel fut interrogé : il reconnut au milieu des assistans la femme Garandin, qui lui avait vendu la redingote que lui avait achetée depuis Salomon de Trouville. D'ailleurs, cette vente était inscrite sur ses livres; seulement Mme Garandin avait un peu altéré son nom et avait dit s'appeler Mme Parentin.

— Et vous, femme Garandin, persistez-vous à nier avoir vendu au fripier Samuel la redingote qui vous est représentée?

— J'avoue que c'est vrai, mais j'ai peur. Je ne sais pourquoi on me fait toutes ces questions; je crains de faire des réponses qui me compromettent.

— Il n'y a que le mensonge qui puisse vous compromettre. Dites la vérité, ainsi que vous l'avez juré devant le Christ. Est-ce vous qui avez mis ces deux pièces, l'une remplaçant une déchirure, l'autre une brûlure?

— Non, monsieur.

— Votre mari ne vous avait-il pas ordonné de brûler cette redingote et n'avez-vous pas préféré la vendre?

— Tout ce que je me rappelle, c'est que je l'ai vendue.

— Le jour de l'assassinat du meunier, votre mari n'a-t-il pas apporté beaucoup d'argent à la maison?

— Non, monsieur, jamais nous n'avons été si pauvres que depuis ce malheur-là; tout le monde le sait bien.

— Monsieur le président, interrompit M. de Sievenn, voulez-vous demander à Mme Épiphane si ce n'est pas là une ruse imaginée par son mari, et qui la contrariait beaucoup. Demandez-lui aussi, je vous prie, si elle n'avait pas fini par obtenir de lui la permission d'acheter certains ornemens qu'elle mettait chez elle en fermant bien les portes. Demandez-lui si la première fois que je suis allé chez eux, dans sa précipitation, elle n'avait pas gardé un collier d'or, et si Épiphane, se fiant à ma surdité, ne lui a pas à ce sujet dit des injures à demi-voix en ma présence.

— On peut bien chercher à la maison, on n'y trouvera pas de collier d'or.

— Cela dépend du lieu où on cherchera. Si on lève une pierre sous les cendres, au fond du foyer de la cheminée, on trouvera le collier d'or et d'autres bijoux, et aussi la presque totalité des vingt-huit mille francs volés par Épiphane.

— Que répondez-vous à cela, femme Garandin?

— Monsieur le président, je dis que cela n'est pas vrai.

— On va aller faire des recherches.

— Eh bien! c'est vrai qu'il y a de l'argent, mais Garandin l'a trouvé.

— Monsieur le président, veuillez, je vous prie, demander à Mme Garandin si, dans une des querelles que j'avais soin de susciter entre elle et la fille Désirée, celle-ci n'a pas fait des allusions au crime d'Épiphane, qu'elle ne connaissait qu'en partie. Ne lui a-t-elle pas dit une fois entre autres: — Quand je voudrai, j'enverrai ton mari aux galères. A quoi Mme Épiphane a répondu d'un air suppliant et en me désignant; mais la fille Désirée a rappelé par un signe que j'étais sourd.

Mme Épiphane parut accablée et ne répondit pas. On fit paraître la fille Désirée, dont les réponses furent conformes aux assertions de M. de Sievenn. Elle se plaignit de M. Bréville, qui l'avait trompée si long-temps en faisant semblant d'être sourd; et puis, il avait l'air si bonasse, si crédule! on ne pensait pas à se défier de lui. Cependant elle se rappelle comment il avait soin tantôt de la brouiller, tantôt de la raccommoder avec les Alain. C'est par son conseil qu'elle avait quitté le pays.

On fit revenir Garandin. Le procureur du roi lui demanda où il avait trouvé l'argent qui était chez lui. Il répondit qu'il n'avait pas trouvé d'argent.

— Ce n'est pas la peine de nier plus long-temps, répliqua le magistrat; votre femme vient d'avouer que vous avez trouvé de l'argent.

— J'ai trouvé une fois un écu sur la route de Trouville.

— Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Il s'agit de vingt-huit mille francs qui sont sous une pierre de votre cheminée. Votre femme, interrogée sur l'origine de cette somme importante dans votre situation, dit que vous l'avez trouvée.

L'avocat se leva et dit qu'il engageait derechef son client à ne pas répondre. — Messieurs les juges et messieurs les jurés, ajouta-t-il, la position du client qui m'a été donné ne me permet pas de le défendre sans quelques préparations et sans avoir conféré avec lui. Je demande donc que l'affaire soit remise à quelques jours. Nous aurons sans doute quelques témoins à faire citer, et nous demandons des délais convenables.

Le tribunal pensa que, de son côté, il avait des témoins à faire mander. Les distances étant fort rapprochées, il remit l'affaire au surlendemain ; mais il décida qu'Épiphane Garandin serait retenu en prison ainsi que sa femme et la fille Désirée, que tous les prisonniers seraient tenus au secret et ne pourraient conférer, même avec leurs défenseurs, qu'à partir du lendemain à midi, attendu que la nouvelle face qu'avait prise l'affaire exigeait un supplément d'instruction. Les gendarmes emmenèrent d'abord Onésime, puis Épiphane Garandin, sa femme et Désirée.

Je n'ai pas besoin de dire à quelle émotion tous nos personnages furent en proie jusqu'au jour du jugement. Tranquille et sa femme s'embrassaient, pleuraient et remerciaient le ciel. Pulchérie et Bérénice se vantaient de n'avoir jamais cru Onésime coupable; tout le monde maudissait Épiphane et son double crime; mais surtout on s'entretenait de M. de Sievenn, de sa patience et de son dévouement à l'innocence; on rendait grace à la Providence qui lui avait inspiré une ténacité si extraordinaire.

Le surlendemain arriva; l'avocat d'Épiphane plaida longuement, mais il ne dit pas grand'chose. D'ailleurs, M. de Sievenn avait un inflexible cahier rempli de notes accablantes, qui, lorsqu'elles étaient niées par un des accusés, étaient prouvées et reconnues vraies par les témoins. Il y avait là des observations pour chaque jour pendant trois ans, et souvent même il y avait trois ou quatre observations pour le même jour. La cour et les assistans furent très scandalisés d'entendre le chef du jury déclarer que les jurés reconnaissaient en faveur d'Épiphane des circonstances atténuantes. On ne manqua pas de rappeler que, dans le jugement qui avait frappé par contumace Onésime innocent, celui-ci n'avait pas rencontré le même bénéfice et avait été bien et dûment condamné à mort. Épiphane fut condamné aux travaux forcés à perpétuité, sa femme à cinq ans de prison et la fille Désirée à un an, dont elle ne fit que trois mois, M. de Sievenn s'étant intéressé à elle comme il le lui avait promis.

Pour Onésime, il fut déclaré qu'*il n'y avait lieu à suivre contre lui*, et la cour ordonna qu'il fût sur-le-champ *relaxé* et mis en liberté *s'il n'était détenu pour autre cause*. C'est par là que commença et que commence d'ordinaire le dispositif du jugement quand il y a plusieurs ac-

cusés. Par une attention délicate de la justice, l'innocent acquitté apprend ainsi son sort le premier. Onésime, bien que conscrit réfractaire, fut immédiatement relâché, M. de Sievenn s'étant porté caution pour lui et le président ayant promis d'obtenir sa grace. L'assistance vit avec attendrissement ce grand et beau jeune homme, auquel les gendarmes livraient passage, s'aller mettre à genoux devant son père et sa mère, qui le bénirent avant de l'embrasser. M. de Sievenn avait des voitures toutes prêtes, et tout le monde se mit en route pour Dive.

Ce n'est que quelques jours après qu'un autre jugement rendu devant un tribunal civil ordonna la délivrance à Onésime Alain du legs de son cousin Éloi Alain, conformément au testament de celui-ci; mais c'était là une affaire de forme dont on n'apprit le résultat que par une lettre de l'avoué. Je n'ai pas besoin de dire quelle fut la joie de toute la famille Alain quand elle se retrouva dans la chaumière de Dive, où Onésime coucha cette nuit-là. Pélagie, par une douce et délicate prévision de femme, appela Pulchérie et, la serrant dans ses bras, lui dit : Ma fille !

XXIX.

Les jours suivans, on ne vit plus ni Pulchérie, ni Onésime. Onésime ne quittait pas le château de Beuzeval, où il était probablement occupé avec M. de Sievenn. Pulchérie, sous divers prétextes, resta chez elle à Cabourg. Une indisposition de M. Malais vint d'ailleurs remplacer les prétextes par une raison. Certaines révélations qui s'étaient faites au procès relativement à sa ruine l'avaient profondément humilié. Il s'écriait sans cesse : Que dira-t-on, mon Dieu ! je n'oserai plus montrer ma figure dans le pays; j'avais caché ma misère avec tant de soin et de succès, et voilà que ces maudits bavards en font le texte de leurs plaidoiries.— Pulchérie n'osa pas lui dire que personne n'avait jamais été dupe de sa triste comédie. Bérénice vint souvent voir Pulchérie; mais Bérénice elle-même était embarrassée. Contre l'attente de toute la famille, Onésime ne parlait pas d'épouser Pulchérie, on n'osait pas lui en parler non plus; mais Pélagie et Bérénice en causaient entre elles. — Cela manquerait à mon bonheur s'il ne me donnait pas Pulchérie pour fille, disait la bonne mère; je sens que je hais déjà celle qu'il épousera à sa place.

— On ne peut forcer personne pour ces choses-là, disait le père Alain; mais j'espère que ce n'est pas parce qu'il est devenu riche et que Pulchérie est pauvre qu'il est changé à son égard, j'espère que ce n'est pas cela.

— Oh! non, bien sûr, s'écria Bérénice, et je suis certaine qu'il ne pense

pas à autre chose qu'à épouser Pulchérie; je gagerais qu'il viendra ce soir, mes chers parens, vous demander votre consentement.

— Il ne l'attendra pas long-temps, dit Pélagie.

Mais il ne vint ni ce soir-là, ni les soirs suivans, et Bérénice commença à s'inquiéter. Aussi ses conversations avec Pulchérie étaient-elles embarrassantes; elle craignait de froisser le cœur ou de blesser l'orgueil de Mme de Morville. Pulchérie pleurait et disait : — Il a raison, il me rend mes dédains. Ne l'ai-je pas dédaigné, moi, quand il m'aimait tant et qu'il était pauvre? Hélas! le ciel m'est témoin que ce n'est pas sa pauvreté qui m'empêcha alors de songer à lui. Comme il est changé! comme son visage a pris de la noblesse! comme sa démarche est imposante! Et, depuis si long-temps que je sais qu'il s'était sacrifié pour moi, comment ne l'aurais-je pas aimé pour tant de misères endurées à cause de moi! mais aujourd'hui je dois l'éviter et lui cacher ma tendresse; quel malheur qu'il soit riche!

M. Malais l'appela auprès de son lit.

— Pulchérie, dit-il, je n'ose pas trop te demander de quitter tes amis; mais, moi, il faut que je m'éloigne de Beuzeval : on sait maintenant que je suis pauvre, je n'ose pas sortir; les enfans me montreront au doigt, je ne resterai pas ici.

— Nous partirons quand vous voudrez, cher oncle, cher père; je ne demande pas mieux, pourvu que j'aie quelques nouvelles des amis que je laisserai ici, pourvu qu'une lettre de temps en temps m'apprenne qu'ils sont heureux. Je pense que vous et moi nous serons mieux partout ailleurs; je vais écrire à Mme de Fondois, mon ancienne amie, je vais la prier, elle qui va dans le monde, de me trouver à Paris des leçons de piano. Nous irons à Paris : là on paraît ce qu'on veut, personne ne sait ce qui se passe chez vous et n'en prend souci; je vous soignerai bien, nous vivrons heureux.

— Merci, merci! ma douce Pulchérie, s'écria le vieillard, je n'aurais pas osé te le demander, mais tu me sauves la vie; je ne voulais pas te laisser seule, et cependant je ne pourrais plus vivre ici, ici où tout le monde me sait dans la misère, ici où le meilleur sentiment que je pourrais inspirer serait de la pitié; merci, merci! Quand partirons-nous?

— Quand vous voudrez, mon oncle; mais ne pensez-vous pas qu'il faille attendre la réponse de Marie?

— Comme tu voudras; toujours est-il que je ne mettrai pas les pieds hors de la maison, si ce n'est pour quitter Dive et n'y jamais rentrer. Oh! non; je ne donnerai pas aux gens le plaisir de rencontrer pauvre et humilié par les chemins le seigneur de Beuzeval qu'ils ont vu riche et heureux. J'attendrai; d'ailleurs je n'ai pas bien besoin de sortir : qu'est-ce que je vois quand je sors? Des terres qui ont été à moi, des

bois à moi que l'on abat, le château de Beuzeval, un château où j'ai dépensé tant d'argent et de soins, et où je ne puis promener mes regards qu'à travers une grille. On dit que ce M. de Sievenn, qui a fait une belle action en sauvant un innocent de l'échafaud, mais qui a parlé de choses et de gens dont il aurait pu se dispenser de parler, fait énormément travailler à Beuzeval, comme si j'y avais laissé quelque chose à faire. Je suis sûr qu'il gâte tout; je voudrais seulement y entrer une fois pour voir le mauvais goût de ces gens-là.

— Pourquoi faire, mon oncle? ce serait vous donner encore de nouveaux chagrins; pour moi, pourvu que j'apprenne quelquefois que mes amis d'enfance sont heureux, et ils le seront, — ils ont maintenant tout ce qui leur manquait, — je ne regretterai ici que des tombeaux.

Le vieillard revint en peu de jours à la santé par l'espoir de quitter bientôt Dive; il ne voulait pas même ouvrir une fenêtre, et ne prenait l'air que le soir pour ne pas être vu.

On reçut bientôt une lettre de Marie de Fondois. Le ton de cette lettre était un peu protecteur. Cependant Marie s'était occupée de ce que lui avait demandé Pulchérie; elle lui avait déjà trouvé deux leçons et était sûre d'en trouver d'autres. La lettre renfermait beaucoup de doléances sur le malheureux sort de Mme de Morville, et cela sous une forme assez peu obligeante. Il faut dire pour l'explication de ceci que Marie de Fondois n'avait pas supporté avec patience d'être éclipsée dans le monde par Pulchérie de Morville, qui, pendant un temps du reste assez court, avait été plus riche et plus élégante qu'elle, et n'avait pas cessé d'être plus belle. Malgré le ton dédaigneux de son amie, Pulchérie fut enchantée de cette lettre, et, d'accord avec M. Malais, elle pressa les préparatifs de leur départ.

Un jour, Bérénice rentra à la maison, tomba dans les bras de Pélagie, et fondit en larmes. — Tu ne sais pas, maman, Pulchérie va quitter le pays. Je l'ai trouvée faisant des paquets. Elle va à Paris avec M. Malais; elle dit que M. Malais ne peut supporter d'être pauvre là où il a été riche, surtout depuis qu'on a parlé dans le procès d'Onésime d'une misère qu'il croyait avoir cachée à tout le monde. Depuis ce temps-là, il n'a pas voulu sortir une seule fois de sa maison, tant il est honteux, et tu ne saurais croire combien il est changé. Pulchérie va donner des leçons de piano à Paris, et je pense aussi qu'elle n'est pas décidée seulement par le chagrin de M. Malais : Onésime et son inexplicable indifférence y sont pour beaucoup. Elle a souvent les yeux rouges. Je ne lui parle pas d'Onésime, car, à vrai dire, je ne sais que penser de lui; elle ne m'en parle pas non plus, mais je vois bien que cela lui ronge le cœur. Il faut dire aussi qu'Onésime est bien singulier. Lui qui n'a jamais vécu que pour elle, au moment où il peut l'avoir, il a

l'air de ne pas seulement y penser. Je ne veux cependant pas croire qu'il soit changé ainsi parce qu'il est devenu riche. D'ailleurs, que pourrait-il désirer? Pulchérie est si belle, si distinguée, et elle l'aime! Je lui ai tant parlé, depuis trois ans, de l'amour, du dévouement et des chagrins de mon frère! Enfin Pulchérie va partir, et en effet je comprends qu'elle ne veuille pas rester ici. Je n'ai rien pu lui dire; j'étouffais et je suis accourue pour pleurer avec toi.

— Mais c'est affreux, s'écria Pélagie; je ne veux pas que Pulchérie s'en aille. Il est vrai qu'Onésime ne nous gâte pas non plus; il est toujours en course au château de M. de Sievenn. Ce M. de Sievenn lui a rendu un grand service, et c'est un véritable ami; mais enfin il ne peut pas lui faire oublier sa famille et sa maîtresse. Écoute, Bérénice, cela ne peut pas aller ainsi; il faut au moins qu'il s'explique. Prends ta cape, et allons toutes les deux au château, nous lui parlerons; il faudra bien qu'il nous laisse voir ce qu'il a dans le cœur.

— Allons, ma mère.

Toutes deux se mirent en route. Comme elles passaient à une petite distance du cimetière de Beuzeval, elles virent Pulchérie qui était à genoux sur la tombe de son enfant, et qui alla ensuite prier sur celle de sa tante; puis elles la virent cueillir des fleurs sur les deux tombes et baiser la pierre qui les recouvrait.

— Ma mère, dit Bérénice, vois-tu, elle vient leur dire adieu.

Elles ne furent pas long-temps sans arriver au château. Elles demandèrent Onésime. On leur dit qu'il était parti le matin à cheval, mais qu'il ne tarderait pas à rentrer. Elles attendirent une demi-heure, et il arriva. Il embrassa sa mère et sa sœur avec effusion.

— Onésime, dit Pélagie, nous venons de passer auprès du cimetière de Beuzeval; nous avons vu Pulchérie qui disait adieu aux morts qu'elle y laisse.

— Adieu?

— Oui, ajouta Bérénice, elle s'en va à Paris avec M. Malais; elle quitte Dive pour n'y plus revenir.

Onésime devint pâle, et, prenant sa sœur par le bras, il s'écria : — Elle n'est pas partie, au moins, elle n'est pas partie?

— Oh! maman, s'écria Bérénice en pleurant de joie, il l'aime; tu vois bien qu'il l'aime toujours.

— Que veux-tu dire? demanda Onésime.

— Nous pensions que tu n'aimais plus Pulchérie.

— Moi! Et pourquoi donc ai-je vécu? quel a donc été toujours le but de ma vie? en quoi a-t-on pu en douter?

— Mais, dit Pélagie, ta conduite a été bien singulière, et Pulchérie a dû se croire dédaignée.

— Dédaignée, Pulchérie! Mais je l'adore, ma mère, mais je ne respire que pour elle! Je n'ai pas cru un moment qu'elle en pût douter ni vous non plus.

— Eh bien! ton silence, dont elle ne dit rien, est sans aucun doute ce qui la fait partir, quoiqu'il y ait aussi le vieux Malais qui meurt de chagrin et ne veut rester ici à aucun prix.

— C'est une idée de M. de Sievenn qui me retient ici; mais tout est fini. Comment! vous avez pu croire que j'oubliais Pulchérie? Vous êtes sûres qu'ils ne partent pas aujourd'hui, au moins?

— Oh! non, Pulchérie ne nous a pas dit adieu.

— Mais êtes-vous certaines qu'elle veut vous dire adieu? Redescendez bien vite, surveillez tout; mon père est-il à la maison?

— Oui.

— Eh bien! je vais chercher M. de Sievenn, attendez-moi à Dive.

Pulchérie resta plus d'une heure dans le cimetière à pleurer, à prier, à répéter : Adieu, adieu! Puis elle rentra à Cabourg, où elle trouva le vieux Malais tout joyeux, car on devait partir le soir même, et Pulchérie laissait le vieillard arranger les choses au gré de sa triste et maladive vanité. Ils avaient vendu leurs meubles, et n'emportaient que leurs vêtemens et leur linge. M. Malais, se voyant un peu d'argent, voulait sortir *décemment* du pays qui lui paraissait triompher de sa pauvreté. Il voulait se faire conduire *en chaise de poste* jusqu'à Honfleur. — Là, dit-il, on ne nous connaît pas, nous pourrons voyager dans la rotonde de la diligence, et nous rattraperons ce que nous aura coûté la chaise de poste. Ici, nous allons dire que nous partons pour Paris à cause d'un héritage important qui nous est survenu; j'en ai déjà dit un mot au maire de Dive, qui passait devant la porte et que j'ai fait entrer un moment : cela va bientôt courir tout le pays; j'ai écrit pour avoir une chaise de poste, cela confirmera l'histoire de l'héritage; de cette manière, quand on parlera de moi à Dive ou à Beuzeval, au lieu de dire : C'est un pauvre diable qui s'est ruiné et qui est mort dans la misère, on dira : Oh! oh! M. de Beuzeval, voilà un homme qui avait du bonheur; on l'avait ruiné en abusant de sa générosité; eh bien! il lui est survenu une fortune plus belle encore que la première. — Vois-tu, quand les gens sont pauvres, on dit toujours que c'est leur faute, c'est plus commode; mais, si on nous croit redevenus riches, on trouvera toute sorte d'excuses à mes sottises.

— On ne dira que la vérité, mon cher oncle, en disant que vous vous êtes ruiné par votre générosité.

— Et un peu aussi par la vanité de m'allier à un comte, petite nièce. C'est égal, j'ai écrit à la poste d'envoyer ce soir à six heures une chaise de poste pour M. Malais de Beuzeval et Mme la comtesse de Morville. A six heures, les pêcheurs seront rentrés, je veux qu'on nous voie partir,

qu'on nous voie partir en chaise de poste. As-tu fait tes adieux à la famille Alain?

— Pas... tout-à-fait... mon oncle; ils sont de ma famille aussi, et si vous vous accusez d'un peu de vanité, je puis, moi, m'accuser avec au moins autant de raison d'en avoir eu beaucoup et de la plus mauvaise espèce. Je n'ai pas toujours été pour la famille Alain ce que j'aurais dû être, et cependant je les ai toujours trouvés bons, tendres et dévoués, sans parler du dévouement sublime de l'un d'eux. Je vais aller à Dive. Je voudrais bien que cette pénible épreuve fût passée; je vous avoue que je la redoute plus que tout le reste.

— N'oublie pas de leur faire part de l'héritage, parce que, si nous ne disons pas la même chose à tout le monde, on finira par découvrir la vérité.

Pulchérie mit sa mante et allait sortir, lorsqu'on frappa à la porte, et on vit entrer Tranquille Alain avec Pélagie et Bérénice en habits de dimanche. Ils étaient suivis de M. de Sievenn, d'Onésime et du fils Glam, qui resta en dehors avec M. de Sievenn.

— Bien le bonjour, monsieur de Beuzeval, dit Tranquille Alain; mais qu'est-ce que ces paquets? est-ce que vous allez en voyage?

— Oui, mon cher Alain, oui, mon bon ami; j'avais un cousin qui s'est laissé mourir, le cher homme, c'est le seul plaisir qu'il ait fait à quelqu'un dans sa vie; pendant que je me ruinais bêtement ici, lui s'enrichissait à Paris, et il est mort juste à temps pour rétablir mes affaires. Me voici un peu plus riche que je n'étais auparavant. Nous allons à Paris, où nous devons nous fixer.

— Oh! alors, monsieur de Beuzeval, je ne sais plus s'il faut vous dire ce que... Non... je crois que non.

Pélagie entraîna Pulchérie dans une autre chambre, et lui dit : — Est-ce vrai cet héritage? Alors il n'y faut plus penser. Ce pauvre Onésime va te perdre encore une fois. Il t'aime;... il en mourra cette fois... Je sais pourquoi il ne disait rien...

— Ma bonne mère, dit Pulchérie, c'est parce que ce n'est pas vrai qu'il me perd et que je le perds aussi, car je n'ai appris à le connaître que pour le regretter.

— Rentrons, dit Pélagie.

— Mon bon ami, disait M. Malais à Risque-Tout, si je puis vous être utile à Paris, vous me le direz; je serai enchanté de vous servir.

Pélagie prit à part son mari, Onésime et Bérénice. Alors Alain s'avança vers M. de Beuzeval : — Écoutez, monsieur de Beuzeval, lui dit-il, ce n'est pas pour votre argent que nous vous avons toujours aimé dans notre famille; nous ne vous respectons pas moins depuis que vous êtes ruiné. Je ne sais si vous avez bien voulu y faire attention. Ce n'est donc pas à nous qu'il faut faire des histoires.

Ici Pélagie fit des signes à son mari pour l'empêcher de continuer; mais ce fut parfaitement inutile. Alain poursuivit : — Il ne s'agit pas de ça. Je sais la distance qu'il y a entre vous et nous, monsieur de Beuzeval; nous ne vous méconnaissons pas, et ce n'est pas parce que vous avez un peu moins d'argent aujourd'hui que nous nous en ferons accroire. C'est un peu hardi ce que je vais vous dire, mais il faut pourtant que je vous le dise : vous connaissez Onésime depuis son enfance; on l'a élevé avec Pulchérie; ç'a été son dieu toute sa vie; il s'est toujours dévoué à elle; il a pour elle exposé sa vie, son honneur. Il nous a rendus bien malheureux tous pendant plusieurs années; il m'a fait bien des fois désirer d'être mort; enfin, c'est fini, n'en parlons plus. Onésime n'est plus un paysan; il a étudié, il parle comme un monsieur; il est capitaine au long cours, il est riche. Ce n'est pas quelque chose qui peut vous toucher; mais, pour diminuer un peu la distance qu'il y a entre vous et nous, il ne faut rien négliger de nos petits avantages. Eh bien! monsieur de Beuzeval, voulez-vous lui donner Pulchérie?

M. Malais allait répondre et commençait : — Ma nièce, Mme la comtesse de Morville... Pulchérie le pria de l'excuser si elle l'interrompait, et dit : — Je ne veux pas avoir dédaigné Onésime quand j'étais riche, et l'accepter quand il est riche à son tour et que je suis devenue pauvre. Certes, depuis que je le connais, depuis que je sais ce qu'il a fait pour moi, j'ai conçu pour lui des sentimens aussi affectueux qu'il pourrait le désirer; mais il faut que je parte.

— Pardon, dit Onésime. Pulchérie, au nom de l'amour le plus profond, au nom d'une existence qui vous a été consacrée tout entière, est-ce la seule cause qui vous empêche d'être à moi?

— Je voudrais être riche ou que vous fussiez pauvre, Onésime.... mais cessez de me mettre à une épreuve trop cruelle. Il faut que je parte, et je partirai.

Onésime alla appeler M. de Sievenn. Celui-ci s'avança vers M. Malais et lui dit en ouvrant une tabatière pleine de cendres :

— Que voyez-vous là-dedans, monsieur de Beuzeval?

— Pourquoi cette question, monsieur?

— Vous le sauriez déjà, si vous m'aviez répondu.

— Eh bien! je vois quelques pincées de cendres.

— Ah!... Eh bien! ces cendres sont tout ce qui reste de l'acte de vente du château de Beuzeval et des titres de ce que vous deviez au meunier. Peut-être même s'y mêle-t-il un peu des cigares qu'Onésime et moi nous avons allumés avec ces paperasses.

Tous les assistans restèrent ébahis.

— De sorte que vous ne m'avez jamais vendu Beuzeval, de sorte que vous n'avez jamais dû un sou dessus.

— Mais, monsieur, dit M. Malais, je ne sais si...

— Cela ne me regarde pas, monsieur de Beuzeval; j'avais acheté Beuzeval pour le compte d'Onésime, qui m'a parfaitement remboursé. Il m'a dit ses raisons pour allumer nos cigares avec les papiers en question; je les ai trouvées bonnes, et jamais cigares ne m'ont paru aussi délicieux. Si vous voulez qu'il vous dise ses raisons, j'espère que vous serez de mon avis.

— Monsieur de Beuzeval, dit respectueusement Onésime, je suis, vous le savez, je crois, héritier de mon cousin le meunier de Beuzeval. J'ai trouvé dans ses papiers des preuves qu'il y avait eu des erreurs graves dans les affaires qu'il avait faites avec vous et avec votre parent M. le comte de Morville. Ces erreurs ont porté les intérêts des sommes prêtées à un taux exorbitant et ruineux. Mon cousin est mort subitement, et j'ai cru, pour sa mémoire, devoir effacer une injustice qu'il n'avait pas eu le temps de réparer. Les hypothèques sur le château de Beuzeval et sur une partie de ses dépendances m'ont paru devoir être annulées. Vous ne pouvez, monsieur, refuser d'accepter ce qui est à vous, ce qui ne vous avait été enlevé que par une erreur de comptes.

— Eh quoi! Onésime, c'est toi, toi qui me rends le château de Beuzeval, mon château où ma pauvre Dorothée est morte! Je pourrais encore demeurer à Beuzeval!

— Soufflez là-dessus, monsieur, dit M. de Sievenn à M. Malais en lui présentant la tabatière où était la cendre. Vous ne voulez pas? je vais souffler moi-même.—Et la cendre s'envola et tomba dans la chambre. — Voilà qui est fini, ajouta M. de Sievenn. Mais qu'est-ce que cette voiture qui s'arrête devant cette porte?

— C'est une voiture que j'ai demandée pour la comtesse de Morville, ma nièce, et pour moi, à cause de notre départ.

— Elle va vous conduire chez vous, à Beuzeval, où vous retrouverez tout comme vous l'avez laissé. Nous avons eu assez de peine à remettre tout en ordre, Onésime et moi.

Le vieillard, succombant à tant d'émotions, tomba assis et pâle dans un fauteuil. Pulchérie se précipita pour le secourir. On donna de l'air, il ouvrit presque aussitôt les yeux.

— N'ayez pas peur, dit-il, cela ne fait pas de mal. Mais enfin, Onésime, que veux-tu, mon garçon? je n'ai rien au monde que ce que tu me donnes. Demande à Pulchérie si elle est plus riche que moi.

Onésime se tourna vers son père et lui donna des papiers que lui tendit M. de Sievenn : — Un fils, dit-il, ne peut pas être plus riche que son père. Ces papiers vous donnent tout ce qui vient du cousin Éloi. Tout est à vous et à ma mère. Vous prendrez chez vous Bérénice et Glam, moi et Pulchérie, si elle y consent. Puis, s'adressant à Pulchérie : — Pulchérie, ajouta-t-il, ma vie tout entière a été à vous jusqu'ici;

voulez-vous en accepter le reste? Je ne suis digne de vous que par mon amour.

Pulchérie se jeta dans les bras de Pélagie, puis dans ceux de Bérénice, qu'elle embrassa sur les deux joues. Onésime cueillit ces baisers sur les joues de sa sœur.

Il y a une douzaine d'années à peu près, par une chaude journée d'août, je me promenais sur la côte de Beuzeval. Le soleil brûlait la terre; les oiseaux se taisaient; on n'entendait que les sauterelles dans les chaumes. Je m'étais assis à l'ombre des saules, au bord de la riante et limpide rivière de Beuzeval, qui murmurait sur les cailloux, en baignant le cresson et les myosotis aux fleurs bleues.

Non loin de moi s'était mis aussi à l'ombre un vieux berger, vêtu d'une souquenille brune; d'un chapeau à larges bords s'échappaient de longues mèches de cheveux blancs qui venaient se mêler à une barbe également blanche; malgré cela, il était loin d'avoir l'air vénérable. Sous ses sourcils épais on voyait des yeux pleins de ruse, qui semblaient éviter les regards. Ses chiens haletaient couchés à ses pieds. Les moutons cherchaient, dans les chaumes coupés, de petits liserons à fleurs rose pâle, qui exhalent une odeur d'amande, seule verdure que le soleil eût laissée dans le champ où ils se trouvaient. Quelques-uns broutaient un peu d'herbe sous les arbres, ou s'efforçaient d'atteindre quelques feuilles aux branches pendantes des saules.

Je voulus faire causer le berger. Je risquai l'observation usitée en pareil cas, qu'il faisait bien chaud. D'une part, il ne pouvait nier la chose; d'autre part, j'en paraissais tellement convaincu, que je n'avais pas besoin d'être confirmé dans cette opinion par l'assentiment du berger. Il n'y avait pas besoin de réponse, il ne me répondit pas. Je lui demandai alors combien il y avait de chemin de Beuzeval à Dive, où je logeais, et quel était le chemin le plus court. Il se leva, rassembla ses moutons, siffla ses chiens et se mit en marche sans m'avoir répondu. Je ne tardai pas à le voir disparaître derrière les haies.

Je m'égarai un peu en rentrant à Dive; mon hôtesse me dit : Monsieur, ce n'est pas ma faute si votre dîner ne vaut rien; il n'y a réellement pas de bon sens à rentrer dîner à sept heures.

— Ma foi, dis-je, c'est la faute d'un berger qui n'a pas voulu m'enseigner mon chemin, et je me suis un peu égaré.

— Je ne risque rien, murmurai-je en m'adressant à la fille de l'hôtesse, de mettre la chose sur le dos à l'homme que j'ai rencontré. Si sa

physionomie ne me trompe pas, il en a d'autres et de plus lourdes sur la conscience.

— Si c'est celui que nous savons bien, dit l'hôtesse qui écoutait toujours ce qu'on disait à sa fille, surtout quand on parlait bas, si c'est un homme très vieux, très maigre, à cheveux blancs et à barbe blanche, vous n'en imaginerez jamais sur lui autant qu'il en a fait. Aujourd'hui il est sorcier, il jette et lève des sorts, il préserve les jeunes gens de la conscription; mais il est sombre et taciturne, il y a des endroits où il ne passe jamais. Vous ne le feriez pas descendre jusqu'au moulin de Beuzeval pour tout l'or du monde. Je parle du moulin qui est au bord de la mer. Il y a bien long-temps, il a assassiné un meunier à qui était, non pas le moulin, mais un autre bâti à la même place. Il ne passe pas non plus sur l'emplacement où était autrefois le château de Beuzeval. Il y a là-dessus une histoire... terrible, où il est question de bien du monde; mais la plupart des gens d'alors sont morts, les autres ont quitté le pays et ne sont plus jeunes. Le berger Garandin a, dit-on, quatre-vingt-seize ans, mais il mourra ici. Il avait, dans le temps, été condamné aux galères à perpétuité; il a eu sa grace au bout de douze ans. Seulement on ne lui permet pas de s'écarter du pays où, tout vieux qu'il est, on le surveille sévèrement.

Je demandai si on pourrait me raconter cette terrible histoire. L'hôtesse me mena chez une très vieille femme sourde qui faisait de la dentelle noire. Elle avait connu tous les personnages de ce récit, et était parente de Désirée, la servante du meunier. Elle mit plusieurs jours à se rappeler et à me conter l'histoire.

Je viens de vous la conter à mon tour.

ALPHONSE KARR.

STATISTIQUE LITTÉRAIRE.

DE

LA PRODUCTION INTELLECTUELLE

EN FRANCE DEPUIS QUINZE ANS

I. — *La Littérature française contemporaine*, dictionnaire bibliographique, 1840-47.[1]
II. — *Journal de la librairie*, 1830-47.

Théologie, Droit, Philosophie, Économie politique.

I.

Positive comme la statistique, aussi aride en apparence, mais non moins féconde en enseignemens inattendus, parce qu'elle groupe les idées comme la statistique groupe les faits, la bibliographie, qui touche à toutes les sciences, qui les embrasse, les éclaire, les rattache entre elles, est généralement, malgré son extrême utilité, renfermée en France dans un cercle restreint d'hommes spéciaux, et c'est peut-être à cette indifférence du public et même des gens de lettres et des savans pour les études bibliographiques que nous devons tant d'ouvrages inutiles sur des sujets déjà plus heureusement traités, tant d'omissions inexcusables dans les livres les plus sérieux, et surtout cette ignorance de notre

(1) Chez Félix Daguin, quai Voltaire, 11.

histoire littéraire que nous reprochent les Anglais et les Allemands, mieux renseignés que nous, il faut en convenir, sur les écrivains qui font leur gloire. L'homme de lettres qui écrit son livre s'inquiète peu de ce que d'autres écrivent autour de lui. Le public, de son côté, lit souvent sans chercher ce qu'il doit lire, sur l'enseigne trompeuse d'un nom, sur la foi plus trompeuse encore d'une mention complaisante ou intéressée, et, pour un volume qu'on ouvre au hasard, on en laisse passer mille sans en soupçonner même l'existence. Le bibliographe, au contraire, fidèle à sa devise : *Livres nouveaulx, livres viels et anticques*, s'embusque à l'affût de tout ce qui s'imprime et se réimprime. Il dresse le bilan de toutes les idées humaines; il sait tous les détours des nécropoles silencieuses de la science et des lettres, et, cicerone intelligent, il indique à chacun la place où dorment les morts qu'il cherche, ce que ces morts ont laissé de leur passage dans ce monde, et les volumes qu'il faut fouiller.

Au XVIe siècle, quand on touchait aux origines de l'imprimerie, quand l'apparition d'un livre était encore un événement, la bibliographie était nécessairement fort restreinte, et tout se bornait à quelques catalogues qui ne donnaient que des titres; mais, dans le siècle suivant, les progrès furent rapides. Les catalogues s'éclairèrent par la critique, se complétèrent par l'histoire littéraire et par la biographie. De nos jours, la science bibliographique, par l'accumulation même des livres, a pris une extension nouvelle. Elle a produit des travaux également utiles à ceux qui lisent, composent, achètent ou vendent des livres. Il suffit de nommer parmi les auteurs de ces travaux MM. Van Praët, Barbier, Renouard, Brunet, auteur du *Manuel du libraire*, vaste encyclopédie à laquelle l'Allemagne elle-même n'a rien à opposer; Nodier, qui porta dans l'étude des livres la science de Bayle, l'esprit de Sterne et la mélancolie d'un poète; M. Quérard, qui, après vingt ans d'un travail assidu, et par un véritable tour de force de patience, a dressé, sous le titre de *la France littéraire*, l'inventaire de tous les livres français publiés soit en France, soit à l'étranger, dans le cours du XVIIIe siècle et la première période du XIXe, inventaire que complète jusqu'à l'année 1845 le dictionnaire bibliographique intitulé : *la Littérature française contemporaine*, dictionnaire qui renferme, outre les titres des livres français publiés depuis vingt ans, des notes critiques, historiques, littéraires et biographiques.

Pour quiconque veut embrasser d'un coup d'œil rapide et sûr le mouvement intellectuel d'une époque, un catalogue annoté comme l'ouvrage dont nous venons de parler sera toujours un guide utile, car les bibliographes donnent surtout des faits. Ils savent de quel côté se tourne la curiosité des esprits, la faveur du public, parce qu'ils ont compté pour chaque genre le nombre des volumes, pour chaque auteur le nombre des éditions. Ils savent les phrases que les changemens de règne ont fait disparaître, les dédicaces pour lesquelles on a fait des cartons, les comédies en cinq actes qu'on a réduites en vaudevilles; enfin ils peuvent compter pour toutes les gloires la hausse et la baisse, car ils ont le tarif exact par le catalogue des ventes au rabais. L'histoire des livres, on l'a dit souvent, est aussi curieuse, aussi instructive que celle des hommes : c'est là qu'il faut chercher la vie morale d'un peuple, et cette remarque, banale à force d'être vraie, est surtout vraie pour notre époque, où tout individu qui pense ou qui croit penser s'empresse de prendre le public pour confident; mais nous avons marché si vite dans les voies les plus diverses, les plus contraires même, que nous n'avons guère eu le temps de mesurer la route parcourue. Nous croyons donc qu'il n'est pas

sans intérêt d'utiliser dans une sorte de tableau synoptique les renseignemens contenus dans *la Littérature française contemporaine*, et de dresser, à l'aide de quelques autres publications bibliographiques, telles, par exemple, que les tables du *Journal de la librairie* du savant M. Beuchot, un résumé sommaire du mouvement intellectuel de ces quinze dernières années dans ses rapports avec la production matérielle des livres. Nous procéderons dans ce travail comme les bibliographes eux-mêmes. Nous donnerons d'abord, aussi exactement que possible, la moyenne approximative du nombre des ouvrages publiés dans la période qui nous occupe; il sera plus aisé de constater ensuite les envahissemens de l'industrie dans la littérature, les branches que la spéculation a exploitées avec le plus d'ardeur, les évolutions de l'opinion publique, et sur les divers points le progrès ou la décadence, l'échec ou le succès. En partant de la théologie pour arriver aux journaux, nous parcourrons le catalogue complet de l'immense bibliothèque qui s'étale devant nous, et nous aurons soin surtout de laisser parler les faits, qu'on se montre en général trop disposé à remplacer par des phrases, quand il s'agit de mettre en scène le siècle où nous vivons.

Ce qui frappe d'abord, lorsqu'on jette un regard rétrospectif sur les années qui viennent de s'écouler, c'est la confusion extrême des idées, la rapidité avec laquelle elles se succèdent, les contradictions qui éclatent à chaque pas, d'une part l'attachement obstiné à des traditions vieillies, de l'autre l'engouement irréfléchi pour toutes les nouveautés, l'absence de passions profondes au milieu d'une agitation fébrile, et la puissance du bon sens public en présence des excentricités individuelles les plus étranges. Tous les désordres de l'esprit se montrent à la fois, et parmi ces désordres il n'en est aucun qui ne soit à son tour jugé, condamné, puni comme il le mérite. Tout est spontané, le succès comme le revers. Les idées se produisent par explosion. On peut marquer par une date précise leur avénement et leur disparition, comme on peut marquer dans la biographie des hommes le quantième de la naissance et de la mort. Les médiocrités vaniteuses et les talens sérieux affluent jusqu'à l'encombrement. On se permet tout en fait de tentatives hasardées, d'excès téméraires, de hardiesses heureuses, et, en politique comme en littérature, c'est tout à la fois le chaos et la création. A peine la révolution de juillet avait-elle donné gain de cause aux espérances des partis, que, le lendemain même de la victoire, les esprits ardens formaient des espérances nouvelles. La souveraineté des rois et la souveraineté des peuples, le mariage, les croyances, la famille, la propriété, tout fut mis en question. La théocratie du moyen-âge eut ses apologistes comme la démocratie de 93, et chaque fois que ceux qui vivaient au milieu de ce tourbillon se demandaient: — Que se passe-t-il autour de nous? Sommes-nous en progrès? sommes-nous en décadence? Nos victoires compensent-elles nos défaites? — ils entendaient s'élever les voix les plus contradictoires : — « Rien n'a dégénéré, la France est toujours le flambeau des nations... Cette époque est grande... Elle est grande par la science, grande par l'éloquence, grande par l'industrie, grande par la poésie et par l'art... Il n'y a plus à cette heure, dans l'univers, qu'une seule littérature allumée et vivante, c'est la littérature française. » — Voilà ce que disait M. Victor Hugo à l'Académie française, dans son discours de réception, en juin 1840, et, trois ans auparavant, un penseur qui certes sait aussi juger son

époque proclamait précisément le contraire devant une autre académie. — « Le culte vrai et désintéressé de la science s'est affaibli parmi nous, disait M. Guizot en 1837; on veut du bruit ou du profit, une prompte satisfaction d'amour-propre ou un avantage matériel. » — Faut-il, dans un sujet aussi grave, en croire le grand poète ou le grand historien? ou bien encore s'en tenir simplement à cette maxime de Montaigne : « L'écrivaillerie est symptôme d'un siècle débordé. » — Nous ne décidons pas; nous nous bornons à constater cette contradiction qui éclate à tout instant dans les jugemens portés sur l'époque contemporaine.

Si les avis sont partagés en ce qui touche la question du progrès ou de la décadence, on est d'accord sur la prodigieuse activité des presses françaises, parce qu'ici du moins on peut marcher appuyé sur des données précises. En suivant, depuis les dernières années de l'empire jusqu'à nos jours, le mouvement de la production littéraire ou scientifique, on reconnaît que cette production est aujourd'hui plus que triplée relativement à ce qu'elle était dans les premières années du siècle. Nous donnons ici, comme point de comparaison, le mouvement des presses françaises dans les six premiers mois de l'an x :

Théologie	25
Mythologie	2
Philosophie	46
Législation, jurisprudence	41
Agriculture, commerce, finances	42
Antiquités, biographie	67
Astronomie, géographie, voyages	26
Peinture, architecture, musique, art militaire	47
Mathématiques, arithmétique	19
Botanique, minéralogie	31
Physique, chimie	7
Anatomie, chirurgie	39
Grammaire, dictionnaires, mélanges	55
Poésie	57
Théâtre	53
Romans	128
Journaux littéraires, ouvrages périodiques consacrés aux sciences et aux lettres, almanachs	36

Soit en six mois 721 ouvrages, soit enfin pour l'année entière 1,450 environ. En 1814, le chiffre est de 2,683. En 1828, il s'élève à 7,616, tandis que l'année 1826 n'en donne que 4,347. Depuis 1830, on est resté constamment au-dessous de 1828; mais le nombre des journaux est plus que sextuplé. Ces journaux ont considérablement agrandi leur format en resserrant leur texte. On a, en outre, dans la librairie sérieuse, multiplié les volumes compactes, et il en résulte qu'une quantité de lignes et de phrases égale, sinon plus grande, a été mise dans la circulation. En dressant depuis quinze ans, d'après les tables du *Journal de la librairie*, qui renferme cependant encore un très grand nombre d'omissions, la moyenne des produits de la librairie française, on se rappelle en souriant cette phrase de Nodier : « Le livre imprimé n'existe que depuis quatre cents ans au plus, et s'accumule déjà dans certains pays de manière à mettre

en péril le vieil équilibre du globe. La civilisation en est arrivée à la plus inattendue de ses périodes, l'âge du papier. » Le spirituel bibliographe a raison, car la production du papier a pris un tel développement, que ce qui s'en fabrique en France dans le cours d'une année suffirait à mettre le royaume sous enveloppe. Ce calcul a été établi par l'un de nos principaux fabricans. Que de feuilles et de rames ne faut-il pas, en effet, pour suffire à la consommation de ces presses toujours actives, dont la vapeur vient encore redoubler l'activité, et qui nous donnent, dans les quinze ans qui nous occupent, une moyenne annuelle de 5,862 volumes ou brochures, éditions nouvelles ou réimpressions, non compris les périodiques, c'est-à-dire les journaux et les *revues*, soit un total de 87,930! Or, en supposant en moyenne à chaque ouvrage deux volumes et demi, ces 87,930 ouvrages donnent environ 220,000 volumes, et, en portant chaque édition à douze cents exemplaires, ce qui certes est bien restreint, on arrive au chiffre total de 264 millions de volumes. Ce premier chiffre une fois posé, voyons comment la production s'est répartie entre les diverses branches des connaissances humaines, et, en fouillant dans ce passé qui nous touche encore et qui pourtant est déjà si loin, cherchons ce qui reste de tant de livres entrés dans le monde au bruit de mille fanfares, de tant d'essais qui, patiemment mûris, auraient pu faire des œuvres durables, de tant d'utopies qui promettaient le bonheur, de tant de rêves poétiques qui promettaient la gloire.

II.

La première science qui se présente à nous est celle qui traite de Dieu mis en rapport avec l'homme par la révélation. Les bibliographes, quand ils ont dans cette série à classer d'anciens livres, comptent ordinairement six grandes sections, qui sont : l'Écriture sainte, la liturgie, les sermonnaires, les catéchistes, les mystiques, les apologistes, auxquels on ajoute, comme appendice, les théologiens hétérodoxes et les illuminés. Nous suivrons les bibliographes, et nous nous arrêterons d'abord à l'Écriture sainte, car c'est là l'éternel point de départ.

Au XVIIe siècle, la publication, la traduction des textes bibliques agitait le monde et armait les peuples; au XVIIIe siècle encore, c'était la source d'ardentes discussions, et Moïse se trouvait sans cesse aux prises avec les encyclopédistes. Aujourd'hui il s'est fait de ce côté un apaisement complet : tandis que les sociétés bibliques de l'Angleterre inondaient le monde entier de leurs publications et répandaient, de 1827 à 1846, 19,771,770 exemplaires de la Bible, tandis que le protestant Daniel Kieffer, savant orientaliste né à Strasbourg, traduisait l'Ancien Testament en langue turque et distribuait pour sa part, dans la seule année 1832, 160,000 exemplaires des saintes Écritures, le clergé catholique abandonnait aux éditeurs de livres illustrés la propagande biblique (1). Le succès qui couronna ce nouvel empiétement de l'illustration excita l'émulation des spéculateurs, et on vit paraître, entre *les Femmes de Shakespeare* et *les Belles Femmes*

(1) Une maison de Paris, qui a publié de 1824 à 1836 une Bible en 3 volumes in-4° au prix de 75 francs, est parvenue, en appliquant à ce livre l'offre à domicile, à en placer 65,000 exemplaires, représentant une valeur de 4,875,000 francs.

de Paris, les Femmes de la Bible, dessinées et gravées par nos meilleurs artistes.

L'exégèse, la critique sacrée, qui soulève encore en Allemagne des polémiques brûlantes et qui forme l'une des branches les plus importantes de notre ancienne littérature religieuse, n'a rien produit chez nous qui mérite d'être noté. On a vécu sur les anciens auteurs, Guenée, Nonotte et Bergier. L'église de France, qui, dans l'origine, prit part à toutes les grandes luttes, qui combattit Arius par saint Hilaire de Poitiers, Pélage par saint Germain, Luther et Calvin par Bossuet, l'église de France semble aujourd'hui désarmée dans la guerre que la science sceptique livre à la tradition. Elle a laissé passer sans réponse, sans réfutation sérieuse, l'ouvrage le plus menaçant peut-être qu'on ait écrit depuis Voltaire, la *Vie de Jésus,* du docteur Strauss. C'est là un grave symptôme d'indifférence ou d'impuissance. On se détourne des hautes questions pour escarmoucher dans des polémiques compromettantes. Les ouvrages sur l'Écriture sainte, sur les points fondamentaux du christianisme, figurent dans la bibliographie contemporaine pour une moyenne de vingt-cinq par année, et cette moyenne est de beaucoup inférieure à celle des livres écrits en faveur de l'ultramontanisme, des jésuites et des petits séminaires. Faut-il conclure de ce rapprochement que, même en religion, les intérêts actuels et mondains ont le pas sur les intérêts éternels?

La seconde subdivision de la littérature religieuse se compose de la liturgie, qu'on peut subdiviser elle-même en trois sections : l'une historique, l'autre purement théologique, contenant les livres du culte; la troisième littéraire et toute mondaine, dans laquelle nous placerons les prières poétiques et les cantiques.

Mabillon et dom Martène, entre autres, ont montré quel parti on peut tirer de l'ancienne liturgie pour l'histoire des mœurs, des croyances et des arts; mais cette étude, exclusivement cultivée par les hommes savans des ordres religieux, était complétement abandonnée depuis plus d'un siècle. Elle a repris faveur dans ces derniers temps. Les bénédictins, qui se sont reconstitués à Solesmes depuis la révolution de juillet, ont publié les *Institutions liturgiques;* les archéologues, de leur côté, ont étudié avec grand soin tout ce qui se rattache aux vêtemens sacerdotaux, aux objets servant à la célébration du culte, aux cérémonies ecclésiastiques, et de la sorte ils ont posé, vers 1834, les bases d'une branche nouvelle de l'érudition à laquelle on a donné le nom de *symbolique chrétienne.*

Les livres destinés aux usages du culte forment une librairie exceptionnelle placée sous la tutelle du clergé, nécessairement soumise à sa censure et exploitée par lui conjointement avec les éditeurs. On sait en effet que dans chaque diocèse il existe un libraire qui, moyennant privilége, est autorisé par l'évêque à reproduire, à l'exclusion de tous autres, les livres d'offices et de prières. De récens débats judiciaires nous ont appris que ce privilége est quelquefois payé par un versement à la caisse diocésaine, ce qui donne matière à procès et peut exposer le clergé au reproche de simonie, lorsqu'on le voit prélever ainsi indirectement une sorte de droit d'auteur sur les prières de saint Ambroise et des docteurs du moyen-âge, qui certes ne songeaient pas à se faire payer leurs hymnes, fût-ce même pour en répandre les profits en aumônes. Toujours lucra-

tive, la branche de librairie qui nous occupe a pris depuis dix ans un développement nouveau par la grande quantité d'associations pieuses qui se sont établies tant à Paris que dans les provinces, et pour lesquelles il a été fait, ainsi que pour les couvens, un nombre considérable de livres spéciaux. On pourrait se croire parfois au cœur même des âges mystiques en parcourant le catalogue de ces livres où figurent *le Cérémonial des sœurs augustines, le Saint rosaire vivant, le Vestiaire des vierges, la Messe du précieux sang, le Coutumier du monastère de l'Annonciade céleste, les Neuvaines de la sainte robe*, etc.

Si nous arrivons maintenant à la liturgie que nous avons appelée mondaine et qui parle français, nous rencontrons, parmi les auteurs des recueils de prières ou de cantiques, d'une part des femmes, de l'autre des abbés. Les femmes s'adressent aux ames tendres *qui demandent un Dieu comme une jeune fille un premier amour*, et souvent leurs livres sont signés de noms qu'on retrouve, dans *le Livre rose* ou le *Journal des Modes*, au bas d'une nouvelle *de cœur* ou d'un premier-Paris sur les magasins de nouveautés. La foi n'est là qu'un caprice, et Mmes de Lamartine et de Duras ont seules dans ce groupe mystique trouvé des accens vraiment dignes de l'ascétisme chrétien. Les abbés s'adressent principalement aux affiliés des associations pieuses, aux jeunes filles qui suivent les *stations du mois de Marie*, et l'on peut dire que, sous le rapport de la poésie, les cantiques modernes sont loin des noëls du vieux temps. Ajoutons cependant que quelques éditeurs de cantiques spirituels ont compris combien ces pauvretés littéraires étaient compromettantes auprès des esprits sérieux. Reconnaissant que l'inspiration n'est pas moins rebelle que la grace, ils ont pris le parti de l'emprunter à ceux qui l'avaient trouvée, et on a mis en musique, pour l'usage des associations de piété, quelques-unes des odes de M. de Lamartine et la *Prière pour les petits enfans, improvisée dans une école de village.* C'est là certes, parmi tant d'autres triomphes, un triomphe flatteur pour le grand poète que de donner ainsi aux fils du pauvre des hymnes pour converser avec Dieu.

A la suite de la liturgie viennent se placer les apologistes, c'est-à-dire les écrivains qui défendent la vérité du christianisme et qui cherchent à la prouver, soit par la démonstration philosophique, soit par l'histoire, soit par la science. La production de cette série a été très nombreuse, et elle a porté principalement sur les écrivains de la primitive église et du moyen-âge, se rattachant ainsi non pas seulement au mouvement théologique, mais à l'histoire et à la philosophie. Vers 1836, les frères Gaume et M. l'abbé Migne, fondateur de l'imprimerie catholique du Petit-Montrouge, la plus active peut-être de toutes les imprimeries parisiennes, commencèrent la série complète des écrivains chrétiens, et donnèrent, en fait d'ancienne littérature ecclésiastique, de très estimables éditions qui se répandirent sur tous les marchés de l'Europe. On a même, dans ce genre d'entreprises, poussé la témérité jusqu'à publier, sous le titre de *Patrologiæ cursus completus,* une collection d'écrivains ecclésiastiques qui ne formera pas moins de 200 volumes in-4°. Les éditeurs ne surent point s'arrêter à temps; ils exhumèrent des livres que le moyen-âge a profondément marqués de l'empreinte de son ignorance et de sa barbarie, et qu'il eût été prudent de laisser dormir dans leur tombe, par exemple *la Légende dorée* de Jacques de Vorage, que déjà les catholiques du XVIe siècle avaient mise à l'index comme un ramas de fables qui outrageaient à la fois la religion et la raison humaine.

Cette renaissance de la littérature religieuse du moyen-âge, qui coïncide avec les études des archéologues sur l'art chrétien et les dithyrambes des poètes sur les cathédrales, a déjà fait son temps. On a reconnu que, pour convaincre les sceptiques du XIXe siècle, il fallait d'autres argumens que ceux qui servaient à combattre Arius ou Pélage, les manichéens ou les païens. On s'est donc rapproché un peu de notre époque, et les apologistes du siècle de Louis XIV, Bossuet, Fénelon, Fleury, Pascal, ont eu, non pas une résurrection, car l'oubli n'était jamais venu pour eux, mais une popularité nouvelle qui s'est révélée par une succession rapide d'éditions. Il semblait qu'on voulût offrir à notre génération inquiète tous les élémens d'une enquête solennelle sur les preuves du christianisme.

Malgré cette résurrection des vieux livres, les apologistes contemporains sont fort nombreux, et ils se divisent en deux classes, les ecclésiastiques et les laïques; par une bizarrerie singulière, les ecclésiastiques sont en minorité. Nier la raison, s'insurger contre la science, récuser l'histoire et surtout déclamer contre la révolution française, telle est trop souvent la tactique des apologistes du clergé. On peut citer comme exemple M. Lacordaire, qui voit dans la raison une fille de Satan. La science est souvent traitée comme la raison, et un écrivain ecclésiastique est allé jusqu'à défendre récemment le système de Ptolémée contre celui de Copernic. Quant aux apologistes laïques, ils forment la plus étrange église qu'on puisse imaginer, et l'on voit figurer parmi leurs docteurs des poètes, des femmes, des auteurs dramatiques, des ingénieurs, des juges de paix, des avocats, des officiers des armes spéciales. Leurs ouvrages se produisent avec les allures les plus bizarres; ils *rechristianisent* les *décatholiseurs*, composent des *préservatifs contre l'incrédulité*, des *dynamiques intellectuelles* dans lesquelles ils appliquent les formules algébriques à la théologie, comme autrefois les alchimistes les appliquaient aux sciences occultes. Dans les livres du XVIIe siècle, on sent que les apologistes s'adressent à des hommes convaincus, avec calme, avec sérénité, sans craindre de rencontrer jamais la négation absolue. Aujourd'hui au contraire, en tout ce qui touche au dogme, on semble éviter les mystères, comme en philosophie on évite les grands problèmes, parce que d'un côté comme de l'autre on sent la certitude échapper. On discute avec emportement, comme il arrive toujours quand on redoute la contradiction; enfin, au lieu de démontrer le catholicisme, on s'attache, en partant de l'*Essai sur l'indifférence*, à démontrer la nécessité de la foi.

Les mystiques, qui ne s'adressent qu'au sentiment, sont beaucoup mieux accueillis que les apologistes, qui s'adressent à la raison, et ici encore le grand succès appartient aux morts des vieux âges. *Le Château intérieur*, *l'Horloge de l'ange gardien*, *l'Aimable virginité*, *le Gémissement de la colombe*, *le Zodiaque chrétien* et autres opuscules du même genre écrits au XVIe ou au XVIIe siècles occupent dans les tables du *Journal de la librairie* une place beaucoup plus grande que les livres les plus populaires des grands écrivains. C'est ainsi qu'il a été fait depuis 1827 trente-huit éditions du chanoine Boudon, mort archidiacre d'Évreux en 1702. Quant aux mystiques modernes, il semble qu'ils ne savent plus converser avec Dieu. Des hauteurs infinies de l'ascétisme ils sont tombés dans une dévotion étroite et mesquine; ils n'ont plus la passion du ciel, mais la passion des confréries. Descendans directs des porteurs de rogatons du

XVIe siècle, ils matérialisent le culte et le réduisent à des pratiques extérieures, comme on peut le voir dans le *Manuel du Rosaire vivant*, le *Manuel de la confrérie du Scapulaire*, *l'adoration du Sacré-Cœur*, *du précieux Sang*, *de la vraie Croix*, etc.

Les miracles ainsi que les confréries ont repris faveur. La robe sans couture de Trèves, la sainte robe d'Argenteuil, la statue merveilleuse de Notre-Dame de Paris, et surtout les médailles de l'immaculée conception que la Vierge en personne distribue dans les campagnes, font le sujet, chaque année, d'une dizaine d'ouvrages. Nous remarquerons à ce propos que les choses se passent exactement comme au XIIe siècle. C'est presque toujours la Vierge qu'on met en scène, surtout quand il s'agit de convertir des pécheurs ou de guérir des malades. Quant aux saints, qui jouent un si grand rôle dans les anciens miracles, ils ont à peu près disparu des légendes, et le diable en est tout-à-fait banni.

Comparés aux apologistes et surtout aux mystiques, les prédicateurs, qui tenaient une si grande place dans l'ancienne bibliographie théologique, ne donnent dans la bibliographie contemporaine qu'un chiffre fort restreint. On va entendre M. Lacordaire et M. de Ravignan; on achète Massillon, Bossuet, Bourdaloue. Ainsi, depuis quinze ans, Massillon a eu trente éditions. Bourdaloue en a eu quinze. Combien pourrait-on citer de prédicateurs contemporains qui en aient compté deux? Les sermons, recueillis, comme les plaidoyers, par des sténographes, sont allés mourir la plupart dans les colonnes de quelques recueils périodiques complétement inconnus du public. Cette décadence de l'éloquence religieuse tient, nous le pensons, à deux causes : la première, c'est qu'au lieu de rester simplement chrétienne, elle s'est faite tour à tour ultramontaine, absolutiste, démocrate, légitimiste, nationale, humanitaire et romantique; la seconde, c'est qu'elle s'est faite marchande : on a pu lire, en effet, au bas des sermons et des conférences publiés en manière de feuilleton ou de premier-Paris dans les journaux dits religieux, une note qui en interdisait la reproduction, sous peine de procès, comme cela se pratique pour les romans ou les œuvres littéraires. En voyant ainsi la parole évangélique soumise à la législation sur les droits d'auteurs, les sceptiques et même les croyans sincères n'ont-ils pas le droit de se demander ce que devient le précepte du maître : *Ite et docete* (1)?

Vous avez parlé de la liturgie, des apologistes, des mystiques, des prédicateurs, nous dira-t-on peut-être; pourquoi donc n'avez-vous point parlé de la morale, qui forme avec le dogme l'inaliénable domaine de la littérature religieuse? — C'est, hélas! que les moralistes chrétiens sont remplacés dans cette littérature par les catholiques humanitaires, descendans romantiques des millénaires. Les catholiques humanitaires, qui donnent la main aux socialistes, font descendre

(1) Nous avons déjà plusieurs fois rencontré les marchands dans le temple. Il serait facile de multiplier les exemples. Nous nous bornerons au fait suivant : les prospectus et le titre de l'ouvrage intitulé *Encyclopédie catholique* disent que ce livre est placé sous la surveillance d'un comité d'orthodoxie. Or, un récent procès vient de nous apprendre que ce comité, cette Sorbonne, c'était une seule et même personne, engagée vis-à-vis de l'éditeur, moyennant 400 francs par an, dont 100 francs en livres, à relire les épreuves pour en extirper les hérésies, et obligée de plus, pour cette somme modeste, à faire passer tous les mois une note en faveur de l'*Encyclopédie catholique* dans quatre des journaux dits religieux.

sur la terre la Jérusalem céleste; ils suppriment les frontières qui séparent les peuples, convertissent les Turcs, donnent à la société le véritable point d'appui de sa hiérarchie, et réhabilitent *les anges de la terre, personnifiés dans les femmes considérées à tous les âges et dans toutes les circonstances.* De plus, ils font disparaître chez les rois les abus de l'autorité, dans la société la misère, dans le ménage l'infidélité, dans le cœur humain les passions. Ils prédisent *l'avénement de l'humanité* et lui apportent une seconde rédemption en l'affranchissant, dès cette vie, de la lutte et de la souffrance. C'est un nouvel Apocalypse, mais un Apocalyse hétérodoxe, qui nous annonce l'âge d'or pour la fin des temps, au lieu de ce règne de l'antechrist que la tradition sacrée nous prédit comme une épreuve suprême. L'intention sans doute est excellente, mais supprimez la lutte : où sont les mérites du chrétien? supprimez la souffrance : où sera le dogme de l'expiation?

La polémique, pour laquelle les théologiens ont eu de tout temps des sympathies particulières, est à peu près restée aujourd'hui ce qu'elle était dans le passé, la branche la plus stérile de la littérature religieuse sous le rapport intellectuel et moral; mais, à part ce point de similitude, elle s'est complétement modifiée. Dans le moyen-âge et le XVIIe siècle, les disputes portent avant tout sur le dogme et les mystères; elles se prolongent pendant plusieurs années, et provoquent souvent une agitation profonde. Aujourd'hui, la polémique des livres ecclésiastiques se rattache plutôt à la politique qu'au dogme, et elle a perdu cette puissance qu'elle avait autrefois d'ébranler l'opinion. Les questions d'ailleurs se succèdent avec une rapidité qui laisse à peine le temps de les débattre. Qu'on examine en effet ce qui s'est passé depuis quinze ans. Quelques ecclésiastiques, obstinés aux vieilles querelles, viennent de loin en loin rompre une lance contre le protestantisme ou contre le fantôme du jansénisme. M. Châtel un instant fait oublier les protestans. M. de Lamennais, à son tour, fait oublier ceux qui parlent ou écrivent à ses côtés. Une rumeur étourdissante s'élève autour des *Paroles d'un Croyant.* En deux ans, toute cette rumeur est calmée. Vers 1838, les jésuites apparaissent brusquement sur la scène; les attaques et les apologies se croisent comme au temps des *Provinciales;* la question du jésuitisme se complique bientôt de la question de l'éclectisme, de la question du rationalisme, de la question du panthéisme; enfin, en 1845, le gallicanisme est à l'ordre du jour, et tous ces conflits divers viennent se fondre en se mêlant dans une guerre générale, la guerre de l'enseignement. On exhume les vieux livres, les *Monita secreta* et toute la casuistique. Des évêques et des romanciers, des professeurs et des pamphlétaires sont en présence, et ce fanatisme rétrospectif, cette agitation pacifique, ces persécutions sans victimes, cette guerre acharnée où les ennemis se touchent la main, montrent après tout le progrès de la raison publique, trop éclairée pour se laisser égarer par de pareilles disputes.

Ainsi, en moins de quinze ans, nous avons vu se débattre sous nos yeux, sans que la paix en fût troublée autrement que par les luttes inoffensives de la plume, huit ou dix grandes querelles de théologie, dont la moins ardente aurait suffi autrefois à mettre le royaume en feu. Nous avons vu surgir du choc de ces querelles plus de quatre cents ouvrages; combien en reste-t-il dont on se souvienne aujourd'hui? *Les morts vont vite;* c'est toujours la devise de notre temps. Ils vont vite en effet, car, en additionnant la moyenne des livres de théologie et

en faisant seulement la part de la littérature orthodoxe, ou du moins de celle qui s'annonce comme telle, nous trouvons en fait de réimpressions ou d'éditions nouvelles le chiffre suivant par année :

Écriture sainte.	35
Liturgie.	55
Catéchistes et sermonnaires.	50
Apologistes.	90
Polémique.	25
Mystiques.	250
Mélanges.	70

soit pour chaque année un total de 575, soit enfin pour quinze ans un total de 8,525 ouvrages. Sur ce nombre, la popularité est restée uniquement concentrée sur les vieux livres, et c'est là sans aucun doute la plus irrécusable critique qui puisse être faite des livres modernes : de plus, les mystiques formant plus d'un tiers de la production totale, on est autorisé à conclure que, dans l'état actuel des croyances, le côté sentimental prédomine sur le côté pratique, l'aspiration rêveuse et flottante sur la foi réfléchie. Enfin on peut dire aussi qu'à de très rares exceptions près, la littérature religieuse de notre temps est restée au-dessous de sa mission et surtout au-dessous de ce qu'elle a été dans le passé et même pendant la restauration.

III.

Comme appendice à la théologie orthodoxe, les bibliographes ont établi une subdivision dans laquelle ils rangent les déistes, les incrédules, les disciples de la religion naturelle, les Juifs, les hérétiques de toutes les sectes et les illuminés. Commençons par les déistes et les incrédules.

Le seul fait que nous ayons à constater dans cette catégorie, qu'on pourrait appeler la théologie négative, c'est la disparition à peu près complète des écrits brutalement hostiles au christianisme, et dans lesquels l'incrédulité est ouvertement professée, tels que le *Testament du curé Meslier, le Citateur* de Pigault-Lebrun, etc. Dans les dernières années de la restauration, ces livres se réimprimaient constamment et se vendaient à grand nombre. A la révolution de juillet, ils disparaissent rapidement, au moment même où disparaît la religion de l'état. N'est-ce pas là, nous le demandons, l'argument le plus plausible qu'on puisse invoquer en faveur de la liberté de conscience, dans l'intérêt même de la religion? Disons-le d'ailleurs pour l'honneur de notre pays, pour l'honneur du catholicisme français : chez aucun autre peuple de l'Europe, cette liberté, l'une des plus précieuses conquêtes de l'esprit moderne, n'est aussi bien comprise, aussi bien respectée qu'en France. Il suffit, pour s'en assurer, de jeter un coup d'œil sur la théologie israélite. Des cinq ou six ouvrages dont se compose chaque année le contingent bibliographique de cette théologie, le tiers au moins a pour objet l'amélioration morale des Israélites, et quelquefois aussi l'amélioration de leur condition sociale, car il est à remarquer que, parmi les Juifs, les discussions politiques même relèvent encore de la théologie, et qu'elles se produisent souvent sous la forme mystérieuse et symbolique des lamentations ou

des prophéties. Or, c'est de la France que partent les prophéties et les lamentations, telles qu'*Israël vengé*, *l'Avenir du Judaïsme*, *la Régénération d'Israël*, et d'autres livres du même genre. Quand les Juifs en Orient, et même chez quelques peuples de l'Europe, sont encore mis hors la loi par un fanatisme intolérant, hors la société par les préjugés d'un autre âge, c'est le consistoire de Paris, c'est M. Crémieux, vice-président de ce consistoire, qui les défend à Damas et au Caire contre une populace féroce, en Italie contre une encyclique sauvage, et, comme témoignage de reconnaissance, on trouve dans la théologie rabbinique des prières en vers hébraïques pour appeler la bénédiction du ciel sur la France, le seul pays du monde peut-être que depuis la chute de Jérusalem aient célébré les harpes exilées de Sion.

La théologie protestante, qui figure dans les tables du *Journal de la librairie* pour vingt-cinq ouvrages environ par année, a pour principaux centres de production Paris, Strasbourg et Nîmes. Elle compte, outre les livres, vingt-quatre journaux, formant par an cinq cent soixante-deux feuilles d'impression, soit environ vingt-deux volumes in-8°. Dans leurs journaux comme dans leurs livres religieux, les protestans sont aujourd'hui supérieurs aux catholiques leurs contemporains. Ils pèchent encore souvent, comme au temps de Calvin, par la sécheresse et la raideur, mais ils ont du moins la sagesse de ne point mêler la politique et la religion; ils se préoccupent beaucoup plus qu'on ne le fait dans l'église romaine des questions morales et de la discipline de la vie. Ils ont eu surtout le bon goût et le bon sens de résister à l'envahissement du romantisme et des idées humanitaires; on peut prendre pour point de comparaison les éloquens sermons de M. Coquerel, président du consistoire de Paris, et les conférences de M. Lacordaire, ou, dans un autre ordre de publications, l'*Assomption de la Femme*, de M. l'abbé Constant, et *le Mariage au point de vue chrétien*, de Mme de Gasparin, ouvrage qui fut simultanément mis à l'index par l'église et couronné par l'Académie française. On trouverait d'un côté un supplément au *Mérite des femmes*, de l'autre un bon manuel de vertus et de bonheur domestiques.

Quant à la polémique, elle est restée dans le protestantisme ce qu'elle était au XVIe siècle. Les réformés, beaucoup plus agressifs et plus intolérans que les catholiques, en sont encore à débattre les questions qui les occupaient à l'origine. Ils attaquent le purgatoire, *l'idolâtrie de la messe*, *le culte des saints*, *les reliques juives et païennes de M. l'archevêque de Paris*, et ils vivent de Calvin comme leurs adversaires de de Maistre et de Bonald, sans oublier et sans apprendre. Tout en combattant l'église romaine, ou, comme on dit encore quelquefois, le papisme, les protestans se livrent entre eux depuis quelques années, sur le terrain même de la réforme, des batailles fort vives. C'est ce qu'on pourrait appeler la guerre du méthodisme.

Lors de leur apparition en France, vers 1830, les méthodistes, qui prétendaient rétablir dans les églises réformées la pure doctrine de Calvin, altérée au XVIIIe siècle par l'incrédulité philosophique, commencèrent par proclamer, comme M. de Lamennais, l'indépendance absolue de l'église vis-à-vis de l'état, et ils élevèrent, dans le faubourg du Temple, une chapelle sur la porte de laquelle on lisait : *Culte non salarié*. Leur premier triomphe fut de convertir une trentaine de jansénistes. A la fin de 1833, ils ouvrirent des cours publics, des conférences

dans les salles de la *Société de civilisation*. Depuis ce temps, ils ont gagné un terrain considérable, et aujourd'hui ils sont en majorité dans le consistoire de Paris, où ils font une propagande active par les livres, les journaux, et même, autant qu'ils le peuvent, dans les maisons particulières, où ils vont lire la Bible et chanter des psaumes (1).

Nous venons de faire la part de ce qu'on pourrait appeler la théologie officielle et légale, c'est-à-dire la théologie des cultes reconnus et salariés par l'état, des cultes qui ont des temples, des ministres, des fidèles. Pour en finir avec la littérature religieuse, il nous reste à parler maintenant des écrits publiés par les messies, les prophètes, les voyans, rêveurs isolés, famille impérissable, qui, sous des noms nouveaux, se reproduit sans cesse à travers les âges. Ramener l'homme à l'Évangile primitif, le mettre en rapport avec Dieu, rétablir entre les membres de la grande famille humaine la prétendue fraternité des premiers temps, tel est le but que les rêveurs et les mystiques poursuivaient au milieu des ténèbres du moyen-âge, tel est le but qu'ils poursuivent encore aujourd'hui.

Parmi les sectes qui se rattachent directement au passé, nous trouvons au premier rang les *templiers*. S'il fallait en croire les publications des affiliés, cette secte, descendante directe d'un ordre célèbre, n'aurait jamais été complétement détruite. Tout ce que nous savons, c'est qu'en 1804 il y eut à Paris un *couvent* général de l'ordre, qu'en 1811 les templiers, avec l'autorisation de la police impériale, firent célébrer à Notre-Dame un service solennel pour le repos de l'ame de Jacques de Molay, enfin que le dernier grand-maître était le docteur Fabré Pélaprat, mort tout récemment et intronisé, dans le *couvent* général de 1804,

(1) La secte des méthodistes paraissant destinée à faire dans les églises réformées une véritable révolution, nous croyons devoir donner ici quelques détails sur son origine. D'Alembert, dans l'*Encyclopédie*, avait reproché aux ministres de Genève d'en être arrivés à un parfait socinianisme, c'est-à-dire à nier la divinité de Jésus-Christ. Cette accusation fut renouvelée vers 1813 par quelques étudians en théologie qui, trouvant les instructions qu'ils recevaient du clergé de Genève trop tièdes pour leur piété, se réunissaient pour lire la Bible, discuter les matières religieuses et prier en commun. Empaytaz, l'un de ces étudians, publia sur le prétendu socinianisme moderne des lettres qui firent grand bruit dans le monde protestant. Les ministres répondirent qu'ils croyaient ce que dit la Bible, mais qu'ils ne devaient enseigner que ce qu'elle dit clairement, et soumettre leur esprit aux mystères par obéissance, sans chercher à les pénétrer ni surtout à les expliquer. Ils ajoutaient que la Bible déclare le Christ notre Dieu sauveur et rédempteur, mais qu'elle est complétement obscure sur la question de savoir quelle est la nature de sa divinité; que par conséquent, d'une part, Socin, qui ne voyait dans le Christ qu'un simple envoyé de Dieu, et de l'autre, la nouvelle secte, qui le regardait comme étant Dieu même et l'égal du Tout-Puissant, tombaient dans une même erreur, en ce qu'ils présentaient pour article de foi des opinions humaines, des spéculations sur des matières que Dieu a voulu laisser voilées pour nous. La compagnie des pasteurs, pour être conséquente avec ses principes, ne discuta point les doctrines mises en avant par la nouvelle secte, et, le 8 mai 1817, elle prit un arrêté en vertu duquel elle obligeait les jeunes gens qui voulaient être reçus dans son sein à ne point écrire et à ne point parler : 1° sur la manière dont la nature divine est unie à la personne de Jésus-Christ; 2° sur le péché originel; 3° sur la manière dont la grace opère ou sur la grace efficace; 4° sur la prédestination. — Malgré cette défense, ou plutôt en raison de cette défense même, les méthodistes se sont rapidement propagés en Suisse, en Angleterre et en France.

sous le nom de Bernard Raymond; nous ajouterons que les templiers ont résumé leurs doctrines dans divers livres publiés principalement de 1831 à 1834. Pour l'illuminisme, la politique ou la littérature, c'est là, en effet, l'époque de toutes les excentricités, de toutes les résurrections, de toutes les tentatives aventureuses. Parmi ces livres, nous indiquerons *Levitikon*, *Jérusalem et Rome*, et *de l'Église chrétienne primitive*.

Jérusalem reparaît encore dans les publications d'une autre secte qui a dans l'histoire des racines beaucoup moins profondes, mais qui, en fait de rêveries bizarres et de somnambulisme intellectuel, ne le cède en rien aux visionnaires les plus troublés. Cette secte paraît vers 1838; elle procède de Swedenborg, qui avait déjà obtenu, dans les dernières années du XVIIIe siècle, un assez grand succès en France et une quinzaine d'éditions. Les affiliés ont pris sur leurs livres le nom de *Novi-Jérusalémites, ou Disciples de la nouvelle église du Seigneur Jésus-Christ*, et ils ont publié, sous le titre de *la Nouvelle Jérusalem*, un journal qui paraissait à Saint-Amand, département du Cher, et qui apportait au public le compte-rendu des miracles accomplis dans le monde des esprits.

Moins heureux que Swedenborg, les illuminés qui, de notre temps même, se sont relevés spontanément, sont restés isolés dans leurs rêves, et la plupart, pour arriver au public, ont été obligés de se faire imprimer à leurs frais et de distribuer leurs livres gratis. A la révolution de juillet, nous voyons reparaître M. Coessin, qui s'était rendu célèbre dans les dernières années de l'empire en fondant à Paris, sous le titre de *Maison Grise*, un établissement où il se proposait de réunir la *famille spirituelle des enfans de Dieu*. Pour élever les membres de cette famille au plus haut degré de la perfection chrétienne, il leur recommandait l'abstinence de nourriture et la société des femmes. M. Coessin trouva des disciples; mais le bruit qui s'était fait autour de lui s'apaisa rapidement, et, lorsqu'en 1834 il adressa aux *personnes de bonne volonté de l'un ou de l'autre sexe le bulletin des familles spirituelles*, il s'aperçut que son rôle de révélateur était terminé, et il rentra prudemment dans l'ombre. La place cependant fut bientôt reprise; M. Gabriel Galland, *envoyé de Dieu pour annoncer la vérité aux hommes*, vint à son tour leur expliquer l'Apocalypse et leur prédire le second avénement du Christ. M. François Bon, du Puy-en-Velay, publia en 1839, pour éclairer le monde à la fin des temps, l'*Avénement de l'esprit de vérité* et l'*Histoire de la vérité sortie du fond du Puy*, sans doute du Puy-en-Velay. M. Cheneau, *le serviteur des hommes de progrès rationnel*, a établi vers 1840, rue Croix-des-Petits-Champs, *la librairie de la troisième et dernière alliance de Dieu avec la créature*, et là il a édité une douzaine de brochures dans lesquelles il annonce, entre autres, qu'en janvier 1841 il a eu avec l'empereur Napoléon un long entretien, dans lequel l'empereur l'a chargé d'instituer un nouveau baptême. M. Augustin Gauthier, *envoyé de Dieu* et rédacteur de *l'Esprit de Vérité*, *professe la croyance à laquelle se soumettra l'univers*, et M. Glouton, *prophète du Seigneur*, s'annonce comme *le Christ du second avénement*. En 1831, M. Hoéné Wronski nous donne le *Messianisme*, importation slave, qui reparaît en 1845 dans un livre de M. Mickiewicz, le grand poète polonais, qu'on rencontre à regret dans cette énumération des messies contemporains. N'oublions pas M. Châtel. Rappelée en peu de mots, l'histoire de l'église française montrera quelles sont au XIXe siècle les destinées d'une hérésie.

La loi naturelle, toute la loi naturelle, et rien que la loi naturelle, telle était la profession de foi de M. Châtel. M. Châtel, proclamé en 1831 *primat des Gaules par l'élection du peuple et du clergé* (1), déclara croire à l'unité de Dieu dans toute la rigueur du mot, et n'admettre que la trinité platonicienne, c'est-à-dire la trinité d'attributs. Le primat des Gaules ajoutait que le Christ est un philanthrope qui faisait des miracles à l'aide du magnétisme, que Socrate, Platon et Napoléon sont de la même lignée, avec cette différence que Napoléon est un docteur guerrier et le Christ un docteur pacifique. Le primat rallia des disciples, et, par une transaction sans exemple dans les annales de l'hérésie, il donna sur l'ouvrage intitulé *Profession de foi de l'église française* et sur son Vatican nomade une hypothèque, en vertu de laquelle un riche propriétaire, qui avait pris des actions dans la réforme, s'engagea à fournir les fonds nécessaires à la propagation des doctrines religieuses, en se réservant une part dans la vente du livre que nous venons de citer et dans les recettes des temples. Pendant quatre ans, l'hérésie nouvelle rallia quelques curieux autour des sermons et des fêtes bizarres qu'elle avait substitués aux grandes solennités de l'église. En 1836, l'église française entonnait encore un chant de triomphe, et annonçait la chute inévitable et prochaine du catholicisme romain. En 1838, pour ranimer sa vie défaillante par des alliances nouvelles, elle publiait, par la plume de M. Châtel, *le Code de l'humanité*, et essayait dans ce livre de s'appuyer sur le *véritable socialisme*. Quatre ans plus tard, elle était descendue, pour n'en plus sortir, dans les limbes de l'oubli. C'est par un journal, *le Réformateur, écho de la religion et du siècle*, qu'elle s'était révélée au monde; c'est par un journal nouveau, *le Réformateur religieux*, que, douze ans plus tard, elle a fait ses adieux à la vie, comme si les journaux devaient servir aujourd'hui de linceuls à tous les rêveurs. Ceux qui ont pu s'intéresser quelques instans à cette malencontreuse hérésie et qui l'ont à son origine accueillie avec intérêt, parce qu'elle avait inscrit sur sa bannière les mots de liberté, de tolérance, se demanderont peut-être ce qu'est devenu *le primat des Gaules*. — Est-il allé en pèlerinage dans la ville sainte, pieds nus, comme au XIIe siècle, et ne vivant que des herbes arrachées le long des routes? Serait-il, comme les Mérovingiens détrônés, enseveli dans quelque sombre couvent? Serait-il à Rome aux genoux du saint-père? L'église a-t-elle accepté son acte de contrition? — Qu'on se rassure: M. Châtel, pour vivre tranquille, n'a pas même eu besoin de faire pénitence, et *la Littérature contemporaine* nous apprend que, vers 1845, le primat des Gaules était directeur d'un bureau de poste aux lettres qu'il tenait de la munificence de l'état.

En résumant, au paragraphe de la théologie orthodoxe, l'importance littéraire ou intellectuelle de cette théologie, nous avons dit, sans nous croire injuste à son égard, que, malgré le mouvement qui s'est opéré dans les idées religieuses, elle est restée complétement au-dessous de son rôle, et surtout au-dessous de son passé. Nous pouvons répéter la même remarque à propos des réformateurs qui se sont insurgés contre la tradition au nom du progrès. Les écrivains de l'école catholique moderne, en essayant de construire des monu-

(1) M. Châtel avait reçu la consécration épiscopale des mains de l'un des grands dignitaires de l'ordre du temple, qui exerçait alors à Paris la profession d'épicier.

mens chrétiens, n'ont fait, comme les architectes du moyen-âge, qu'adosser des masures au pied des cathédrales. Les réformateurs, à leur tour, ont dégradé l'édifice en voulant le restaurer, et cependant, malgré la nullité des uns et la témérité des autres, malgré la stérilité de la littérature religieuse de notre temps, le christianisme anime, soutient et console encore notre société vieillie. C'est qu'aujourd'hui il est assez respecté, même par ceux qui doutent, pour ne souffrir en rien des apologies maladroites de ceux qui se croient appelés à le protéger ou qui ont l'orgueil de le refaire. Qu'importent les livres des théologiens à la religion qui a donné l'Évangile?

IV.

Lorsque, des théologiens qui commentent les lois divines, nous passons aux jurisconsultes qui commentent les lois humaines, nous nous trouvons tout à coup sur un terrain nouveau. Le moyen-âge, qui tout à l'heure se représentait sans cesse sous toutes les formes, disparaît complétement, et la section relative à la jurisprudence est, sans contredit, de toutes les sections bibliographiques, celle qui, depuis un demi-siècle, a subi la transformation la plus complète. Tout est changé, jusqu'aux mots qui se lisent sur les titres des livres. On sent qu'une révolution profonde a passé là, qu'une société tout entière s'est abîmée dans un immense naufrage. Dans la science que nous venons de quitter, nous remontons à l'origine même des temps, et tout repose sur le souvenir : ici, l'antiquité ne nous est révélée que par quelques livres romains; nous arrivons sans transition de l'empereur Justinien à l'empereur Napoléon, et si la science moderne s'éclaire encore des lumières que les Cujas, les Domat, les Pothier, ont versées sur les lois, les jurisconsultes contemporains ne se rattachent pour ainsi dire à l'ancienne société que par les traditions de la raison et de la conscience. Nous avons vu la théologie en pleine décadence; nous trouvons au contraire, dans les études du droit, un mouvement actif, multiple et fécond. Dans ce pays qui eut toujours l'initiative des révolutions, il semble qu'on ait senti plus vivement, au sortir d'une révolution nouvelle, la nécessité de s'élever dans la connaissance des lois, et de soumettre, au fur et à mesure que la civilisation marche, tous les droits, tous les instincts à des règles égales pour tous, qui protégent également tous les intérêts.

Comme prolégomènes, nous rencontrons dans la bibliographie de la jurisprudence une certaine quantité de livres qui traitent de la science au point de vue de son organisation administrative, et qui ont surtout pour but de provoquer des réformes dans l'enseignement. Les législations étrangères, le droit romain, la philosophie du droit, science nouvelle en France et dont le point de départ est marqué par les travaux de MM. Lerminier et Jouffroy, l'ancien droit français, qui s'était perdu à la révolution de 89, ont donné depuis quinze ans un contingent de volumes fort nombreux. On a publié, annoté la plupart de nos anciens légistes, les monumens les plus précieux de notre droit municipal et coutumier. La curiosité est aujourd'hui si vivement excitée sur toutes les questions qui se rapportent au droit européen du moyen-âge, qu'un sujet ottoman attaché à l'ambassade de Constantinople près la cour de Prusse, Garabed-Artin-

Davoud-Oghlou, a publié à Berlin, en 1845, un livre français sur l'*Histoire de la législation des anciens Germains.*

Le droit moderne, né du code civil, a ouvert un champ plus vaste encore aux méditations des jurisconsultes; mais depuis vingt-cinq ans les études ont changé de direction. Au moment de la promulgation des codes, le principal travail fut de les expliquer par l'histoire de leur formation même, de les confronter avec la jurisprudence à laquelle ils succédaient. C'était alors l'exposition dogmatique qui dominait; aujourd'hui c'est l'analyse et la critique, et, comme un des grands bienfaits de la législation moderne est d'avoir rendu la justice expéditive, il s'ensuit que l'avocat et le juge ont avant tout besoin d'ouvrages où les recherches sont faciles et auxquels on n'adresse jamais une question sans recevoir de réponse. Les recueils de MM. Sirey, Dalloz et Ledru-Rollin sont devenus aujourd'hui pour la jurisprudence ce que les *sommes théologiques* étaient autrefois pour les casuistes et les prédicateurs. Les manuels se sont multipliés comme les grands recueils, et ces sortes d'ouvrages, qui donnent une moyenne de quatre-vingt-dix volumes par année, en présentant la science toute faite, répondent à cette ambition de savoir sans apprendre qui est aujourd'hui si commune.

Les études relatives au droit pénal et au droit administratif ont pris, comme toutes les autres parties de la science, un développement considérable. Dans la législation criminelle, les jurisconsultes ont donné la main aux philanthropes; dans la législation administrative, ils se sont alliés aux économistes et aux écrivains politiques. Cette dernière science, théoriquement formulée pour la première fois par M. de Cormenin et inaugurée dans l'enseignement en 1835, a produit depuis dix ans d'importans travaux, et elle est devenue la spécialité des maîtres des requêtes, des conseillers d'état et des employés supérieurs des divers ministères.

Les plaidoyers, qui formaient dans les œuvres des anciens jurisconsultes une section importante, ne comptent guère aujourd'hui comme productions littéraires. Malgré la popularité qui entoure le nom de quelques avocats, leur parole n'a d'autre écho que le journalisme, écho fugitif comme elle. Les grands recueils de plaidoiries ont à peu près disparu. Cela tient sans aucun doute au dédain que certains praticiens affichent pour les études littéraires, et surtout aux habitudes d'improvisation dévorante qui ont envahi le barreau, habitudes imposées d'ailleurs aux avocats en renom par la force même des choses et le train des affaires. Ici, en effet, comme dans la médecine, comme dans la littérature, c'est souvent au début qu'il faut chercher les études les plus sérieuses et les succès les mieux mérités; mais, les succès obtenus, on s'en repose sur la faveur du public, et la réputation, qui a bien aussi ses hasards et qui fait tout affluer vers le même homme, les cliens vers l'homme de loi, les éditeurs vers l'homme de lettres, les directeurs de théâtre vers les dramaturges, la réputation, qui donne la fortune, devient, à un certain moment, un obstacle invincible au travail sérieux. On s'étonne que les journalistes, les romanciers, les écrivains dramatiques, puissent résister à la production accélérée qu'ils s'imposent comme un labeur quotidien. A plus forte raison doit-on s'étonner que les avocats résistent au régime épuisant d'incessante loquacité auquel ils sont soumis (1).

(1) L'indication suivante peut faire juger de la prodigieuse activité des hommes qui se

Grace à la publicité donnée par la presse aux affaires portées devant les tribunaux, il est encore, dans la bibliographie du droit, une section importante très goûtée du public, et qu'on peut appeler la littérature judiciaire. Cette littérature offre, sur le mouvement des idées, des indications qui sont véritablement du domaine de l'histoire; consultons par exemple, de 1832 à 1834, les dossiers des procédures politiques. A cette date, chaque année donne au moins deux cent cinquante pièces. Ici des vicaires, devenus capitaines de la garde nationale, plaident contre leurs évêques pour avoir droit de prendre femme; là des saint-simoniens proclament la commandite matrimoniale et l'avénement du *dieu père et mère* communiant avec les hommes par l'amour céleste, et calmant ou réchauffant tour à tour, par l'entremise de la femme, les passions surexcitées ou engourdies. Les légitimistes et les républicains sont côte à côte au banc des accusés. *La Tribune* en est à son quatre-vingt-sixième procès. Journalistes, membres des sociétés secrètes, soldats de l'émeute, écrivains et prolétaires, viennent tour à tour à la barre défendre leur cause et leurs doctrines, avec quelle violence, on s'en souvient, et s'abriter sous le patronage des noms les plus redoutables de 93. Pour un grand nombre de ceux qui sont en cause, il s'agit d'accusations capitales, et, en présence de ces associations, de ces pamphlets, de ces réquisitoires menaçans, de ces plaidoyers passionnés, on se demande comment un gouvernement pressé par tant de dangers pourra se tenir debout. Consultons de nouveau, après dix ans, le dossier des procédures politiques. Dix ans, c'est un long espace dans la vie d'un homme; c'est un espace encore plus long dans la vie d'un peuple comme le nôtre. Cette armée du républicanisme, qui comptait de si vaillans soldats, s'est dispersée tout entière. Parmi ses chefs, quelques-uns se sont réfugiés dans l'étude, et ce n'est plus dans la bibliographie de la politique, mais dans celle de la littérature, de la poésie, du roman même, qu'il faut chercher leurs noms. Les complots contre la sûreté de l'état ont fait place à de simples délits de presse, et, au lieu de ces causes retentissantes qui, en 1832, 1833 et 1834, tenaient en émoi le pays entier, nous trouvons en 1845, dans les procédures qui se rattachent à des questions d'intérêt public, quatre brochures sur le péage des ponts de Paris. Aujourd'hui une nouvelle espèce de causes semble se produire; le gouvernement n'a plus à se défendre contre ceux qui l'attaquent, mais contre ceux qui le servent et le compromettent.

La littérature, comme la politique, a des dossiers nombreux dans la procédure contemporaine. Cliente assidue des avoués, elle a laissé les huissiers faire irruption dans son domaine, et de nombreux débats entre les écrivains et les éditeurs ont initié le public, en le scandalisant parfois, à tous les secrets de ce qu'on appelle *la boutique*. On a publié, dans le XVIIIe siècle, un livre piquant, *les Querelles littéraires;* on pourrait publier aujourd'hui, comme appendice, *les Procès des gens de lettres*. L'histoire de la lutte des vanités se compléterait ainsi par l'histoire de la lutte des intérêts.

sont fait un nom dans le barreau. Les mémoires imprimés de M. Dupin forment une collection de 20 volumes in-4°; ses consultations manuscrites 21 volumes in-folio; les notes et extraits ayant servi à ses plaidoiries 15 volumes, et le registre qu'il a tenu par ordre de dates et de numéros de toutes les causes dans lesquelles il a plaidé porte à plus de quatre mille le nombre de ces causes.

Quant aux causes criminelles, le dossier de ces affaires constitue maintenant une littérature à part, qu'on peut désigner sous le nom de littérature de la cour d'assises, laquelle forme, avec le drame et le roman, une trilogie où le public va s'approvisionner d'émotions et de larmes. Ces affaires sont reproduites d'abord par les journaux judiciaires et les journaux politiques. Les éditeurs s'en emparent ensuite pour les faire paraître de nouveau sous la forme de volume, et plus le crime est grand, plus la spéculation est avantageuse. Dans tous les temps, sans doute, les causes de ce genre ont occupé le public, et le nom de la Brinvilliers montre qu'on arrive à la popularité par la scélératesse. A d'autres époques du moins les scélérats n'éveillaient que la curiosité et n'inspiraient que les faiseurs de complaintes; aujourd'hui ils excitent l'intérêt, surtout quand ils donnent une théorie sociale de l'assassinat, ou qu'ils poétisent l'empoisonnement par une mise en scène romanesque. On sollicite alors des autographes de *leur bienveillance*. Les libraires éditent leurs lettres et leurs volumes; ces volumes, que chacun peut nommer à notre place, trouvent des lecteurs empressés, et le pilori est encore un piédestal. Qu'avant de monter sur l'échafaud ou de voir la porte de la prison se refermer à jamais sur eux les grands coupables laissent pour adieu un défi ou une insulte à la société qui les tue ou les jette jusqu'à la mort dans la cellule pénitentiaire, c'est le dernier privilége de la libre défense; mais que ceux qui sont dans le droit chemin de la vie, que des femmes fidèles à l'honneur souillent leur pensée par ces lectures impures ou sanglantes; que la presse oublie, pour reproduire des drames odieux, les grands intérêts du pays; qu'on trouve dans une même année vingt livres différens sur un même crime; que le théâtre évoque sur ses planches ceux que la cour d'assises vient de voir sur ses bancs, c'est ce qu'on a peine à comprendre, c'est surtout ce qu'on est affligé d'avoir à constater.

V.

A la suite des théologiens qui expliquent Dieu et commentent les lois divines, à la suite des jurisconsultes qui interprètent le code, nous trouvons les philosophes qui enseignent ou du moins qui devraient enseigner les lois de la morale et l'amour de la sagesse. Le premier fait qu'on ait à noter en étudiant la bibliographie philosophique, c'est la différence qui existe à dix ans de distance dans la moyenne annuelle du nombre des livres. L'histoire de la philosophie contemporaine se divise en effet en deux périodes distinctes, qu'on peut appeler l'une la période de stagnation ou l'état de paix, l'autre la période d'activité ou l'état de guerre. La période de stagnation commence en 1830 et se prolonge jusqu'en 1838; la période d'activité s'étend de 1838 à 1845, et se continue même encore aujourd'hui, ce qui surprend quand on songe avec quelle rapidité les choses changent et se succèdent à l'époque où nous vivons.

Dans les années qui suivent la révolution de juillet, la philosophie semble disparaître brusquement de la scène active du monde; elle vit toujours, mais pour elle-même, s'enfermant dans l'école, s'occupant de son organisation, évitant les grands problèmes, discutant avant tout sur la méthode, le programme, les conditions de la science, recrutant des élèves plutôt que des disciples, cherchant à se connaître elle-même, n'y réussissant pas toujours, et se demandant parfois,

ainsi qu'on l'a dit : « Suis-je possible, et comment suis-je possible? » Durant cette période stagnante, les chefs les plus illustres se retirent sous leur tente et laissent dormir leurs armes. La moyenne des livres philosophiques est réduite à vingt ouvrages par année, volumes ou brochures; aucun système ne se produit; mais, vers 1838, une réaction s'opère. L'agitation commence dans les idées quand la société s'apaise. Au moment même où les économistes célèbrent l'avénement de l'industrie, les idéologues proclament l'avénement de la métaphysique, et, comme les théologiens et les poètes, ils annoncent qu'ils viennent arrêter l'humanité sur la pente de l'abîme. Sauver le monde et le gouverner, c'est aujourd'hui l'ambition universelle.

Au moyen-âge, sous Louis XIV et dans le XVIIIe siècle même, un système suffisait à plusieurs générations, et, suivant les temps, on était scotiste, thomiste, réaliste, nominaliste, cartésien, sensualiste, athée. Aujourd'hui les distinctions sont moins faciles à établir, car on ne sait pas toujours nettement ce qu'on est, et quelquefois même on cherche à paraître ce qu'on n'est pas. On peut cependant ranger en trois catégories les philosophes contemporains, en mentionnant seulement pour mémoire l'école sensualiste, triomphante sous l'empire et vaincue dès les premières années de la restauration. Aujourd'hui nous trouvons : 1° l'école théologique ou catholique, 2° l'école révolutionnaire ou socialiste, 3° l'école éclectique ou spiritualiste rationnelle, qu'on peut appeler aussi conservatrice. Entraînées par la force des choses sur le terrain de la réalité, ces trois écoles convergent toutes, par des voies différentes, vers la politique et correspondent aux trois opinions qui divisent la société.

L'école théologique, qui a pour chefs de Maistre et de Bonald, s'appuie uniquement sur l'autorité de l'église. Partie de la révélation pour aboutir à l'absolutisme (nous verrons tout à l'heure M. Buchez partir de la révélation pour aboutir à la démocratie), alliée du pouvoir de 1815 à 1830, cette école perd, à la révolution de juillet, le caractère semi-officiel de philosophie de l'état, qu'elle cède à l'éclectisme, tout en continuant d'animer de son souffle la littérature catholique. Depuis vingt ans, à côté de ses illustres chefs, elle ne présente en ligne aucun homme nouveau et marquant, et ne produit que des ouvrages qui vont grossir, sans profit pour la science, la *Bibliothèque des bons livres*. Au lieu de faire servir la raison et la philosophie à l'exposition ou à la défense de la foi, comme l'avaient fait tous les pères, elle se sert de la foi pour attaquer la philosophie et la raison : elle arrive ainsi à la négation complète de la science au nom de laquelle elle parle (1).

L'école révolutionnaire, qui aboutit à la démocratie, se place en dehors de toutes les traditions scientifiques. Elle ne relève ni de Descartes, ni de Hegel, mais de la convention mitigée par l'évangile des millénaires, du saint-simonisme, du journal *l'Avenir*, et par ses représentans divers elle confine aux utopies du XVIIIe siècle et aux hérésies politiques du moyen-âge. Cette école, qui se

(1) Le clergé semble depuis long-temps s'être volontairement condamné, en fait de philosophie, à l'insignifiance. *Celebriora tantum systemata exposui, nullum propagare volui*, telle est la devise du manuel qui sert aujourd'hui à l'enseignement d'une grande partie des séminaires de France. Ce manuel n'en a pas moins obtenu sept éditions en huit ans, et un nombre au moins égal d'éditions en Chine, où il sert à l'instruction des néophytes du céleste empire.

partage en plusieurs branches, remonte aux dernières années de la restauration, mais à cette date elle sommeille pour ainsi dire entre les bras du saint-simonisme; après la révolution de juillet, elle s'absorbe dans la politique, et ce n'est que vers 1838, au moment où commence la guerre dans les sciences spéculatives, qu'elle apparaît à l'état de système. MM. Auguste Comte, Pierre Leroux, de Lamennais et Buchez en sont les principaux représentans.

Après avoir travaillé au *Producteur*, journal saint-simonien, qui fut accusé par Benjamin Constant de *papisme industriel*, et au *Catéchisme des industriels*, journal fouriériste, M. Comte, esprit vigoureux et hardi jusqu'à la témérité, a résumé ses doctrines dans le *Cours de philosophie positive* dont le premier volume parut en 1839. Le principal sujet de ses méditations est la loi du développement de la perfectibilité humaine; son système s'appelle système de physique sociale, et il est fondé sur *la combinaison des indications de la science physiologique avec les révélations de l'histoire collective du genre humain.*

M. Pierre Leroux, qui prit une part active à l'apostolat saint-simonien, étudie, comme M. Comte, la théorie du progrès, et, dans son livre *de l'Humanité*, il l'applique aux destinées de ce monde. Suivant lui, l'humanité avance sans cesse; il n'y a ni catastrophe, ni décadence, ni fatalité physique. C'était aussi l'avis du docteur Pangloss; mais que deviennent les bénéfices du progrès continu par rapport aux générations mortes et à celles qui mourront bientôt? Qu'importent aux Grecs ou aux Gaulois nos découvertes modernes? que nous importent, à nous, les découvertes des hommes qui vivront dans dix siècles? Pangloss n'était qu'optimiste et ne cherchait pas si loin. L'auteur du livre *de l'Humanité* a prévu l'objection. Comment y répondre? Pour montrer que notre civilisation, nos sciences profitent aux peuples disparus depuis deux mille ans, que nous profiterons nous-mêmes des progrès de ceux qui nous suivront sur cette terre, il n'y avait guère qu'un moyen, c'était d'évoquer les morts. M. Leroux les a évoqués, et, suivant lui, nous ne sommes que des ressuscités, de Pangloss nous arrivons droit à Pythagore; mais si réellement, comme veut le prouver M. Pierre Leroux, l'humanité avance sans cesse, comment se fait-il que dans ses systèmes il recule jusqu'à la métempsycose?

M. Buchez, comme M. Comte, comme M. Leroux, a traversé le saint-simonisme. En 1833, il posa les bases de son système dans l'*Introduction à la science de l'histoire* et dans le journal hebdomadaire *l'Européen*. L'introduction et les préfaces de l'*Histoire parlementaire de la révolution française* en continuèrent l'exposition. Enfin, en 1839, M. Buchez en donna le dernier mot dans l'*Essai complet d'un traité de philosophie au point de vue du catholicisme et du progrès*. L'idée qui domine dans ce livre, c'est que l'humanité accomplit progressivement une fonction morale, que la tâche actuelle et future des nations européennes est de faire passer dans les institutions politiques et sociales les principes de la morale chrétienne, et que cette mission est surtout dévolue à la France, dont la nationalité même a été fondée sur le catholicisme, et qui en a pris l'initiative par la révolution. Le peuple français devient de la sorte, dans l'histoire idéale de l'humanité, une contrefaçon du peuple de Dieu, et M. Buchez, fondateur de l'une des sociétés politiques qui combattirent avec le plus de courage les principes ultra-catholiques de la restauration, se rencontre avec M. Lacordaire, fondateur des dominicains modernes.

L'année 1839 avait vu paraître les travaux de M. Comte et de M. Buchez. En 1840, M. de Lamennais rentra dans la lice par l'*Esquisse d'une philosophie*, apportant tout à la fois dans ce livre les allures du théologien et celles de l'écrivain démocratique. Écrite avec grandeur et toujours majestueuse, l'*Esquisse* excita un certain mouvement de curiosité, parce qu'on espérait y trouver le résultat des luttes de l'auteur et voir si son insurrection contre la papauté devait profiter soit à la philosophie, soit à la religion, soit à la démocratie. On n'avait plus à y chercher la foi, on y chercha la démonstration; mais il se trouva que la théorie scientifique, dégagée du faste de l'exposition, reposait sur cette pensée caduque, que le consentement universel est le véritable criterium. De quelque nom qu'ils fussent signés, aucun des livres de l'école qui nous occupe n'a excité une de ces émotions sérieuses qui provoquent les révolutions dans les sciences spéculatives. MM. Comte, Leroux, Lamennais, sont restés isolés dans leurs systèmes. M. Buchez seul a rallié, sous le nom de *buchésistes* ou de *buchésiens*, car on dit les deux, un certain nombre de disciples qui ont soutenu dans leurs livres les idées du maître.

L'école éclectique, qui date de 1817, a pour chef M. Cousin, et pour aïeux directs MM. Royer-Collard et La Romiguière. Maladroitement contrariée dans son enseignement par la restauration, envers laquelle elle n'était ni très hostile ni très agressive à son début, elle devint d'autant plus populaire qu'elle se jeta plus avant dans l'opposition, et en 1828 elle avait rallié en France la majorité des esprits. 1830 vit son avénement aux affaires, et depuis cette époque elle a régné en souveraine absolue dans l'enseignement; elle a siégé en majorité à l'Institut, et la première elle a donné l'exemple d'une philosophie arrivée à une position hautement gouvernementale. Spiritualiste, mais non mystique, respectueuse envers les vérités révélées, mais indépendante dans ses investigations, tolérante en politique comme en philosophie, un peu timide en toutes choses, demandant aux gouvernemens leurs sympathies pour les peuples contrairement à l'école théologique qui ne leur demande que des rigueurs, acceptant la vie comme une épreuve et non comme une expiation, l'école éclectique transporta la psychologie dans l'histoire, confronta chaque système avec les faits de conscience, et, en cherchant à apprécier à leur juste valeur la *sensation* et la *révélation*, elle s'efforça de déduire une théorie qui éclairât ou complétât les systèmes entre lesquels elle se plaçait comme médiatrice. L'éclectisme, qui s'est révélé surtout par les concours, les thèses, les mémoires académiques, semble avoir depuis long-temps renoncé aux travaux dogmatiques pour la critique et l'érudition. Il a exhumé l'antiquité, le moyen-âge; il s'est fait, dans les bibliothèques d'élite, l'éditeur de tous les penseurs du XVIIe et du XVIIIe siècle, enfin il nous a initiés à la philosophie écossaise, à la philosophie allemande. Grace à ses recherches, à ses investigations, nous savons aujourd'hui les opinions que les hommes de tous les temps ont émises sur les problèmes éternels; mais peut-être aussi cette immense exhibition de systèmes nous a-t-elle rendus quelque peu sceptiques, et, en voyant ainsi ce qu'ont pensé les philosophes anciens et modernes, on finit par ne plus savoir ce qu'on doit penser soi-même, et par malheur l'éclectisme, qui le sait sans doute, ne le dit pas toujours.

Soumises dans leurs théories à d'incessantes variations, les sciences spéculatives ont aussi subi dans les diverses branches qu'elles embrassent le caprice de

la mode. La théodicée, qui formait autrefois comme la base de tout l'édifice, a été très négligée dans ces derniers temps. On ne la retrouve guère que dans les livres destinés à l'enseignement ecclésiastique, où elle est restée à peu près ce qu'elle était au temps de Descartes et de Fénelon. La psychologie a pris sa place dans la plupart des livres contemporains, comme si l'homme avait plus à cœur aujourd'hui de se connaître lui-même que de remonter par la pensée jusqu'à son auteur. La logique s'est réfugiée dans les manuels; l'ontologie a tenté à diverses reprises, mais sans grand succès, de germer sur notre sol, et, en dernière analyse, il semble qu'à chaque nouveau progrès des sciences mathématiques et des sciences naturelles, la pure abstraction perde de son autorité. La philosophie française tend avant tout à devenir une science contingente; elle se détourne des utopies pour marcher droit aux applications; elle renonce à ce qu'elle ne peut expliquer pour s'attacher à ce qu'elle peut connaître; elle élève le niveau des autres sciences en leur apportant une méthode, et, en s'alliant avec elles, elle devient la philosophie du droit, la philosophie de l'histoire, la philosophie de l'art et même *la philosophie du budget*. Dédaignée du public, ce philosophe sans le savoir, quand elle se présente devant lui comme un rêve abstrait et insaisissable, la philosophie trouve toujours la foule attentive quand elle lui parle des espérances éternelles de l'homme, de ses devoirs envers lui-même et la société. Il suffit de compter les éditions des moralistes pour s'assurer de l'exactitude de cette remarque, qui du reste n'a point le mérite de la nouveauté. Marc-Aurèle et Plutarque figurent dans nos catalogues à côté de Montaigne, de Vauvenargues, de Franklin, de Silvio Pellico, de de Gérando et de Droz. Pellico a eu au moins trente éditions, de Gérando sept ou huit, et plusieurs sociétés d'ouvriers typographes ont consacré les loisirs du dimanche et du lundi à réimprimer Franklin. C'est là une heureuse compensation de la popularité de tant de romans qui n'ont d'autre attrait que le scandale; c'est là un fait qui montre suffisamment qu'on peut se faire écouter du public, lorsqu'au lieu de lui parler au nom de ses passions ou de ses vices, on lui parle au nom de ses devoirs, un fait qui montre surtout combien sont durables et solides les succès des ouvrages qui s'adressent à de nobles sentimens, en face de ces succès bruyamment usurpés qui ne s'adressent qu'à une sorte de curiosité dépravée et maladive. Quel que soit l'égoïsme ou l'effronterie d'une époque, l'honnêteté sera toujours, pour les livres comme pour les hommes, l'instrument le plus puissant d'une fortune solide et durable. Un mauvais livre, soutenu par le scandale, appuyé par la réclame et la critique, peut, pendant quelques semaines, se vendre à grand nombre, mais la vogue est vite épuisée. Sans l'appui de la critique et de l'annonce, un bon livre peut rester quelque temps inconnu, mais tôt ou tard arrive l'instant où il sort de son ombre pour conquérir une place honorable que personne ne songe à lui disputer. C'est dans la bibliographie l'histoire des bons traités de morale, c'est dans le monde l'histoire des honnêtes gens et des fripons.

VIII.

Améliorer l'homme, le préparer à l'accomplissement de ses devoirs envers lui-même et les autres, lui donner par le développement du sentiment moral une

plus grande somme de bonheur, telle est ou telle doit être la mission des écrivains dont nous venons de nous occuper. Utiliser par l'industrie toutes les forces de la nature, assurer le bien-être de chacun par le travail et l'ordre régulier de la vie, la puissance du pays par la richesse, la stabilité du gouvernement par la satisfaction de tous les intérêts, tel est le but des économistes. Science nouvelle, entrevue par le XVIe siècle avant d'avoir été nommée, l'économie politique a pris dans ces derniers temps un développement immense; elle a ses journaux, ses encyclopédies, ses manuels, ses chaires de facultés, son histoire. Long-temps abandonnée aux philanthropes, aux rêveurs, perdue dans les discussions purement théoriques, elle a suivi la marche de toutes les sciences contemporaines; elle est entrée franchement dans la voie de l'expérience, et aujourd'hui elle va droit aux applications.

Comme la philosophie, l'économie politique se divise en trois écoles : l'école catholique, l'école utilitaire administrative, l'école révolutionnaire. L'école catholique, qui a pour chefs MM. de Coux et de Villeneuve-Bargemont, donne le dévouement pour base aux rapports sociaux. Elle veut conduire l'homme au bien-être par l'accomplissement du devoir, lui imposer le travail comme une épreuve qui, dignement supportée, trouve sa récompense dès cette vie, et, en s'appuyant sur la charité, elle emprunte à son principe même une incontestable élévation. L'école utilitaire administrative, représentée par des industriels, des professeurs du haut enseignement, des membres des deux chambres et du conseil d'état, remonte, d'une part aux économistes du XVIIIe siècle, de l'autre aux écrivains de l'école anglaise. L'école révolutionnaire, qui se rattache directement aux millénaires, aux illuminés, à ces utopistes du moyen-âge dont Campanella était l'un des messies, s'est partagée depuis quinze ans en une infinité de branches, et elle a parlé tour à tour au nom de Saint-Simon, de Fourier, au nom des humanitaires et des communistes. L'école catholique et l'école utilitaire administrative, tout en cherchant le progrès, acceptent l'ordre établi dans la société, et donnent pour point de départ à leurs théories les instincts, les passions, les vices même de l'homme. L'école révolutionnaire, au contraire, fait table rase de tout ce qui est; elle ne cherche point à amoindrir le mal, mais à le supprimer, et elle crée, pour ainsi dire, un monde nouveau.

Quel que soit le système auquel ils appartiennent, les économistes ont été depuis quinze ans d'une fécondité inépuisable. Chaque question nouvelle qui s'est présentée a été l'objet de nombreuses brochures qui se sont produites comme par explosion. Les prisons, l'esclavage, le paupérisme et l'éducation publique ont surtout appelé l'attention.

La question des prisons fleurit principalement de 1834 à 1840. Le titre de réformateur des bagnes ou des maisons de réclusion constitue une profession libérale comme celle d'avocat, gouvernementale comme celle de préfet. On voyage aux frais de l'état pour visiter les détenus, comme Anacharsis voyageait à ses frais pour visiter les sages de la Grèce. Quinze volumes ou brochures paraissent chaque année sur ce sujet, et, dans le nombre, nous trouvons les *Idées d'un forçat libéré sur la réforme pénitentiaire;* mais tout à coup, après huit ou dix ans de discussions et d'essais, on s'aperçoit qu'il est difficile d'imposer le repentir, qu'il vaut mieux prévenir la chute que de tenter la rédemption, et que les voleurs et les forçats ne réalisent pas toutes les espérances qu'on avait conçues. Les

écrivains se tournent alors vers d'autres problèmes, en laissant à la législature du pays le soin de chercher et de donner la solution. La question de l'esclavage, qui produit chaque année une dizaine de livres ou brochures, a été débattue avec une ardeur qu'on n'apporte que dans la défense des grands principes moraux ou politiques. Catholiques, protestans, radicaux, conservateurs, tout le monde aujourd'hui est abolitioniste; mais le débat n'est pas encore vidé, tant est puissante la résistance passive des intérêts mis aux prises avec la morale.

Quant à la question du paupérisme, elle a traversé en peu d'années des phases bien diverses. Dans les derniers temps de la restauration, le débat roule tout entier sur l'extinction de la mendicité, et la société cherche moins à soulager la misère qu'à se défendre contre elle, ou à l'oublier en la rejetant dans l'ombre. A la révolution de juillet, une réaction s'opère par la politique. Le parti républicain s'empare du paupérisme, qu'il transforme en prolétariat pour s'en faire une arme utile à la cause qu'il sert. Les ouvriers prennent la plume et se mêlent à la lutte. Les tailleurs, les cordonniers et les typographes, qui formaient alors les corps de métiers révolutionnaires, marchent à l'extrême avant-garde; on publie des brochures sur la *fédération de tous les ouvriers de France*, et les *Révélations des garçons boulangers* sur la misère des travailleurs. Vers 1835, la polémique est amortie et même suspendue par les nombreuses défaites du parti républicain; vers 1840, elle reprend avec une ardeur nouvelle, et se bifurque en quelque sorte dans le parti populaire lui-même en deux écoles aboutissant, l'une au communisme, l'autre à l'association des intérêts entre l'ouvrier et le maître. Cette dernière école a pour organe le journal *l'Atelier*, fondé en 1840, et rédigé par un jury qui se composait à cette date de cinq typographes, d'un sculpteur sur bois, d'un tailleur, d'un serrurier, de deux teneurs de livres, d'un chapelier, d'un fondeur, d'un dessinateur, d'un charpentier et d'un mécanicien. Comparé aux publications du même genre faites en 1832, 1833 et 1834, *l'Atelier* marque un véritable progrès dans les idées des classes laborieuses. Ce journal trouvera sans doute des contradicteurs en ce qui touche ses théories d'association en vertu desquelles le maître serait tenu de fournir aux ouvriers les instrumens du travail et de partager avec eux les bénéfices; mais on ne peut que louer la manière élevée dont il traite les questions morales, le soin avec lequel il cherche à nourrir chez le travailleur le sentiment de sa dignité, la haine du vice, à déraciner l'habitude du lundi, et surtout sa constante opposition aux doctrines communistes. En voyant ainsi les classes laborieuses proclamer leur avénement dans l'économie sociale, les esprits sérieux ont compris que le seul moyen de régulariser ce mouvement et de le rendre pacifique et profitable pour tous, c'était de s'y mêler. Le paupérisme, l'organisation du travail, sont aujourd'hui l'objet favori des études économiques, et l'année 1845 a vu naître sur ce sujet 26 ouvrages.

Exploitée par les partis après l'avoir été par les philanthropes, la question de l'instruction publique, comme celle de l'organisation du travail, a subi depuis vingt ans plus d'une vicissitude. Sous la restauration, l'attention se tourne vers l'instruction primaire, qui alors était regardée comme la meilleure sauvegarde des libertés publiques, comme le plus sûr remède contre la misère. On combat pour l'enseignement mutuel comme aujourd'hui pour la liberté absolue. La loi de 1833 réalise en partie les vœux des philanthropes et des libéraux; mais, après

quelques années d'expérience, les amis les plus zélés de la diffusion des lumières déclarent, les uns comme M. Villermé, que « l'instruction seule ne réprime pas plus les mauvais penchans qu'elle ne les développe; » les autres comme M. Naville, « qu'entre les moyens préventifs de la misère, on avait au premier rang placé l'instruction, mais que les faits n'avaient pas répondu aux espérances que l'on était porté à concevoir. » Il faut donc chercher de nouveaux remèdes contre le vice ou la faim, et, tout en perfectionnant les méthodes, on laisse aujourd'hui l'instruction primaire poursuivre obscurément ses modestes destinées pour s'occuper de l'enseignement supérieur (1); mais ici encore la polémique s'est déplacée sans cesse. La croisade commence dans le journal *l'Avenir*, rédigé par M. de Lamennais; vient ensuite la *Société des droits de l'homme*, qui, en 1833, réclame l'organisation de l'éducation publique, en se plaçant au point de vue de la convention nationale, en combinant Rousseau et La Chalotais. Jusqu'en 1839, il n'est aucunement question d'instruction religieuse; mais alors le tocsin retentit tout à coup dans toutes les paroisses. On venait de découvrir dans l'université l'impiété et le panthéisme; l'incendie s'alluma comme une traînée de poudre. Les jésuites ou plutôt le fantôme de leur ordre reparut à l'horizon. Des comités s'organisèrent, des pétitions furent signées, quelques-unes même par des abbés qui échangeaient leur nom véritable contre le titre de père de famille. Le nombre des pamphlets et des brochures, qui était de vingt-deux en 1843, dépassa cinquante en 1845; on eût dit qu'une révolution nouvelle allait sortir de la lutte. Après sept ans de combat, il en sortit un projet de loi, et les livres éclos de cette polémique sont aussi loin de nous déjà que les pamphlets du jansénisme, dont ils sont d'ailleurs dignes de tous points. Le dernier mot de la querelle cependant n'est pas dit encore. Quel qu'en soit le résultat, elle aura eu l'avantage de rappeler l'attention sur des problèmes dont on s'était détourné depuis long-temps. On a laissé aux évêques la spécialité du panthéisme en se demandant toutefois si l'enseignement universitaire, tel qu'il est aujourd'hui constitué, répond à tous les besoins de notre époque, et la lutte, déplacée de nouveau par les esprits sérieux, semble devoir porter désormais sur l'enseignement professionnel et agricole. La déclaration de guerre est partie cette fois de l'Académie des sciences, et M. Blanqui s'en est fait le héraut.

On le voit d'après ce qui vient d'être dit, l'économie politique mérite à plus d'un titre d'être comptée au premier rang des sciences progressives. Alliée à la philanthropie et à la morale, elle poursuit en même temps la solution des problèmes les plus importans qui se rattachent à l'organisation financière, industrielle, agricole, coloniale et administrative du pays (2). Depuis 1830, elle a reçu

(1) Les ouvrages destinés aux écoles primaires forment l'une des branches les plus actives et les plus importantes de la librairie. En effet, sans compter les salles d'asile, fondées en 1801 par Mme de Pastoret et popularisées plus tard par M. Cochin, sans compter les ouvroirs, les colonies agricoles, les classes d'adultes, il existe en France près de 60,000 écoles publiques ou privées, fréquentées par 3,300,000 élèves environ, et le progrès est si rapide de ce côté, que, de 1840 à 1843 seulement, il a été établi 4,093 écoles nouvelles. On comprend qu'avec un public aussi nombreux la consommation soit grande. Les *cacographies*, les *cours de thèmes français* et les *traités d'analyse* se sont élevés à 90 en 1835 et à 66 en 1845.

(2) En 1842, nous trouvons 18 ouvrages ou brochures sur l'Algérie; nous en trouvons

par la recomposition de l'Académie des sciences morales une consécration définitive. Dans les questions purement morales comme dans celles qui touchent aux intérêts matériels, les économistes contemporains se sont presque toujours appuyés sur la statistique; cette science, exclusivement consacrée dans l'origine aux calculs de la population et de la richesse des états, touche maintenant à toutes les études positives. Elle est représentée à l'Institut par une section spéciale, et dans la province même elle est cultivée par plusieurs sociétés. L'influence des professions sur la santé et la moralité, l'instruction publique, le commerce, l'alimentation des populations urbaines et rurales, l'agriculture, sont tour à tour l'objet de ses travaux. La statistique est descendue sans cesse du général au particulier, et, comme toutes les sciences que nous rencontrons sur la route du progrès, en s'étendant elle a été forcée de se spécialiser (1). MM. Charles Dupin, Schnitzler, Jomard, Benoiston de Chateauneuf, Moreau de Jonnès, ont puissamment contribué aux progrès de la statistique; mais les publications les plus importantes auxquelles elle a donné lieu émanent du gouvernement. On doit citer en première ligne les *Rapports sur l'administration de la justice criminelle, civile et commerciale, les Archives statistiques du ministère des travaux publics, de l'Agriculture et du Commerce*, les *Comptes-rendus* annuels de l'administration des mines sur les travaux métallurgiques de la France, les *Tableaux du commerce extérieur* publiés par l'administration des douanes. Les conseils-généraux, comme les ministères, s'occupent de faire dresser, sous le titre d'*Annuaires*, des statistiques destinées à reproduire les faits qui intéressent les départemens. Il est à regretter que de nombreuses erreurs se soient glissées et se glissent tous les jours dans les documens de cette nature, et surtout que ces erreurs tiennent à l'ignorance et à la légèreté. On voit figurer, par exemple, dans les statistiques commerciales, des produits exotiques qui ne sont point cotés dans le tableau des importations, et l'on trouve, dans une statistique agricole, un taureau pour 30,000 vaches à lait. Si nos statistiques étaient mieux faites, mieux étudiées, si les documens partiels étaient recueillis par des hommes plus compétens et plus pénétrés de l'importance de leurs devoirs, l'administration supérieure, mieux renseignée à son tour sur les faits, n'aurait point à regretter, comme en 1846, à propos de l'approvisionnement du territoire et des produits de la récolte, des affirmations faites de bonne foi et cruellement démenties par les faits à quelques mois de distance. Quoi qu'il en soit de ces erreurs, d'immenses matériaux ont été recueillis depuis vingt ans, et il semble que le temps soit venu de réunir, en les complétant, ceux que nous avons acquis, de les rassembler quand ils sont

54 sur les chemins de fer en 1845; en 1843, 39 sur la question des sucres. La question vinicole, l'impôt sur le sel, l'introduction des bestiaux étrangers, etc., donnent un contingent de publications à peu près égal. Les questions économiques tiennent, après les questions politiques, le premier rang dans les discussions de la presse quotidienne. Enfin l'économie politique compte dans la presse périodique plusieurs organes spéciaux.

(1) Nous indiquerons, comme spécimen des travaux spéciaux auxquels se sont livrés les statisticiens, les recherches de M. de Montferrand sur la *longévité des académiciens*. Il résulte de ces recherches que les membres de l'Académie dans le XVIIIe siècle avaient moyennement trente-cinq ans de vie probable, tandis qu'aujourd'hui la moyenne de leur âge est de soixante-neuf ans.

dispersés, de leur donner la vie quand ils sont enfouis et morts dans des livres étrangers au public, de les soumettre à un arrangement sévère et à un plan commun, d'apporter dans l'inventaire général de nos richesses pour chaque fraction du territoire cette exactitude minutieuse avec laquelle la carte du dépôt de la guerre reproduit la configuration et les moindres accidens du sol, et d'en former enfin comme une encyclopédie de la France que les études accomplies rendent possible, et que rendent opportune les goûts, les instincts et les préoccupations de notre temps.

L'école économique révolutionnaire ou socialiste se présente depuis quinze ans divisée en trois sectes : le saint-simonisme, le fouriérisme et le communisme. Nous avons vu, à l'occasion de M. l'abbé Châtel, quelle était aujourd'hui la destinée d'une hérésie religieuse. Le saint-simonisme nous montrera quelle est la destinée d'une hérésie sociale.

On sait que Saint-Simon, après avoir amassé dans des spéculations hardies une fortune immense, qu'il perdit bientôt dans des spéculations nouvelles, se fit économiste au moment de sa ruine. La comédie dont les derniers actes devaient se jouer en 1834 commença sous l'empire par un divorce. Le réformateur avait épousé une femme aimable, digne de toute son affection, et qu'il aimait tendrement; mais, comme il entrait dans ses vues d'abolir le mariage, ou du moins de ne l'admettre qu'à l'état transitoire, il écrivit un jour à celle qui portait son nom que, « malgré la tendresse et l'estime que lui inspiraient sa personne et son caractère, les pensées étroites et vulgaires dans lesquelles elle avait été élevée et qui la dominaient encore ne lui permettaient pas de s'élancer avec lui au-dessus de toutes les lignes connues; qu'il était donc obligé de demander le divorce, le premier homme de ce monde ne pouvant avoir pour épouse que la première femme. » Le divorce fut prononcé, et Saint-Simon, détaché dès-lors de tout sentiment vulgaire, déposa ses théories dans des livres qui restèrent long-temps concentrés entre les mains d'un petit nombre de disciples. Les vues nouvelles que ces livres contenaient sur l'industrie firent irruption dans le public par *le Producteur*, dont le premier numéro parut le 1er octobre 1825. Malgré son journal, la secte vécut sans éclat pendant six ans; mais à peine la révolution de juillet était-elle accomplie que le saint-simonisme déploya sa bannière, se fit faire un costume bleu, laissa croître sa barbe et annonça qu'il venait changer le monde. Pendant la seule année 1833, qui fut appelée *l'année de la mère*, on vit paraître vingt-huit brochures adressées *aux femmes juives, à la prostituée, aux femmes de tous les peuples et de toutes les religions*. On remplaça la trinité chrétienne par un *dieu père et mère*, l'épouse mère de famille par la *femme libre*, et Paris par *la ville nouvelle*. Le public, qui se laisse toujours séduire par les excentricités, assista pendant quelque temps, comme à un spectacle, aux exercices religieux, aux concerts et aux travaux des saint-simoniens, qui avaient, on se le rappelle, choisi Ménilmontant pour champ d'asile; mais il devait en être de ce sanctuaire de Ménilmontant comme du phalanstère de Condé-sur-Vègre. L'hérésie pénétra dans la nouvelle église. M. Bazard, qui était marié, repoussa la communauté des femmes, l'une des théories favorites de la secte, et fit schisme contre *le père*. Vers le même temps, l'auteur de l'*Appel d'une femme au peuple sur l'affranchissement de la femme*,

Mme Claire Demar, terminait sa vie par un suicide. Le public réfléchit, s'attrista, s'effraya de ces attaques contre la famille, de cette mort violente d'une jeune femme qu'un enthousiasme irréfléchi pour des théories téméraires avait jetée dans le désespoir. *Le père* lui-même, renonçant à propager sa doctrine en France, donna ordre à ses enfans de se disperser aux quatre coins du globe. Les plus aventureux se mirent en route. *Le père* alla offrir au vice-roi d'Égypte ses talens d'ingénieur pour le barrage du Nil, qui ne fut point barré, et le percement de l'isthme de Suez, qui ne fut point percé. Quelques années plus tard, les jeunes missionnaires se retrouvaient tous à Paris, convertis à cette civilisation qu'ils avaient si rudement attaquée : c'est là l'inévitable dénouement de nos hérésies sociales; mais, plus heureux que M. l'abbé Châtel, qui n'eut qu'un bureau de poste, ils ont avantageusement remplacé leurs fonctions de dieux et de messies par des fonctions plus positives et surtout mieux rétribuées. Les sectateurs du *dieu père et mère* sont rentrés dans le giron de l'église et de l'administration; nous en savons même qui sont marguilliers, nous pourrions citer la paroisse.

L'histoire du fouriérisme n'est ni moins instructive ni moins piquante que celle du saint-simonisme. Comme Saint-Simon, Fourier vivait sous l'empire. Son premier livre, la *Théorie des quatre mouvemens*, parut à Lyon en 1808; mais ce ne fut qu'en 1824, au moment où s'organisait aussi le saint-simonisme, qu'il rallia quelques disciples. La révolution de juillet, qui donna carrière à tous les rêveurs, surexcita les espérances de la secte phalanstérienne, et elle commença une propagande active par les journaux, les brochures, les tournées en province et les réunions gastronomiques. Le premier de ses journaux, *la Réforme industrielle*, fut dirigé par Fourier lui-même et s'éteignit après deux ans, comme *le Producteur* et *le Globe* des saint-simoniens, comme *le Réformateur* de M. Châtel. *La Phalange*, fondée en 1836, mourut en 1842, pour faire place à *la Démocratie pacifique*, qui est aujourd'hui l'évangile de l'école. A côté des journaux, on compte, outre une édition des œuvres complètes de Fourier, une soixante d'ouvrages, dont les plus importans sont dus à M. Victor Considérant, le principal publiciste, le grand théoricien et le libraire de l'école. Une vingtaine d'écrivains environ, parmi lesquels deux dames, ont travaillé pour la littérature phalanstérienne, et cette littérature a aujourd'hui un dépôt spécial à Paris : c'est *la librairie sociétaire, qui se charge en outre au comptant*, comme dit le catalogue, *de la commission pour tous les ouvrages publiés en dehors d'elle*. Nous ne demanderons pas aux phalanstériens quelles sont les applications pratiques, les améliorations positives qui sont sorties de leurs théories; ils nous répondraient comme le *père* des saint-simoniens aux jurés : Que l'étroite portée de notre esprit bourgeois ne nous permet pas de comprendre. Nous leur demanderons seulement : Qu'avez-vous fait des doctrines du maître, de sa verve, de son style souvent éclatant, de sa colère sincère, et surtout de sa profonde originalité? Qu'est devenue cette cosmogonie fantastique que l'ardent rêveur défendait avec la passion d'un illuminé? Où sont, dans vos brochures, ses bayadères et ses sœurs de la Miséricorde, personnel indispensable de tout phalanstère? Vous avez sacrifié la cosmogonie à la science; les danseuses des bals publics ont détrôné, dans vos feuilletons, les bayadères. Quand vous célébrez l'anniversaire de la naissance de Fourier, vous remplacez les merveilles de la gastrosophie, les jeux culinaires de l'humanité, par de modestes dîners à cinq

francs par tête. Vous voilà presque d'accord avec les civilisés; il ne vous reste plus que l'organisation du travail par groupes et par séries! Mais qui fera mouvoir les séries et les groupes quand on aura supprimé l'essor des passions, la religion du plaisir? Ici encore, on le voit, les novateurs, en se plaçant en dehors du progrès rationnel, en dehors de l'expérience et de l'observation, seul point de départ de tout progrès, sont fatalement ramenés dans le sein même de la société qu'ils voulaient détruire. Fourier n'était au fond qu'un magicien, un mystique égaré dans une époque industrielle. On a voulu à toute force en faire un économiste, et la science s'est vengée en brisant la baguette du sorcier.

Saint-Simon parlait au nom de l'art et de la théocratie industrielle; Fourier, au nom de l'harmonie mystérieuse des nombres et des lois de l'attraction. Les communistes à leur tour parlent au nom de la fraternité évangélique et de la démocratie. Le communisme, qui se montre pour la première fois en France au XIIe siècle, sous la forme d'hérésie religieuse, avec Valdo et les pauvres de Lyon, s'arme avec les Jacques, s'allie au XVIe siècle avec les philosophes, et reste comme eux dans les nuages de l'abstraction; puis il disparaît pendant deux siècles pour ressusciter avec Babeuf dans les jours les plus troublés de la révolution française. Oublié sous l'empire, sous la restauration et dans les premières années de la révolution de juillet, il relève sa bannière vers 1836, et, depuis cette époque, il a mis en circulation une quarantaine de livres ou de brochures, et fondé ou plutôt essayé de fonder quelques journaux. Parmi les livres, on distingue ceux de MM. Cabet et Proudhon, qui sont les grands théoriciens de l'école, et qui défendent, l'un le communisme *icarien*, fondé sur le principe de l'association, l'autre le *babouvisme*, fondé sur les théories de la loi agraire. Les journaux, au nombre de quatre, ont été publiés à Paris et à Lyon, qui sont, avec Saint-Étienne, les centres principaux de la secte. Ces journaux sont à Lyon *le Travail*, à Paris *la Fraternité*, *l'Humanitaire*, qui n'a eu que quelques numéros, et *le Populaire*, sur lequel le parti catholique a vainement tenté de mettre la main, en offrant les fonds du cautionnement exigé pour la publication hebdomadaire, à la seule condition que le journal prendrait une teinte religieuse. Malgré la modicité du prix, les diverses feuilles que nous venons de citer n'ont jamais eu qu'une publicité fort restreinte. Pouvaient-elles espérer, en effet, trouver des lecteurs parmi les hommes sérieux, quand l'un de leurs rédacteurs en chef, poursuivi pour délit de presse, déclarait devant les tribunaux ne savoir ni lire, ni écrire?

Le communisme, comme les doctrines de Saint-Simon et de Fourier, n'est point resté concentré dans un petit cercle d'écrivains et de penseurs. Il a rallié de nombreux adeptes parmi les classes ouvrières, où il s'est partagé en diverses sectes désignées sous les noms de *communistes égalitaires*, *communionistes*, *communitaires*, *communistes-matérialistes*, *chiénistes*, *communautistes*, *solidair-unis*, *fraternitaires*. De la France, il s'est étendu rapidement dans la haute Italie, en Prusse, où il s'est constitué, sous le nom de *Jeune Allemagne*, en une vaste société secrète, en Suisse, principalement dans les cantons allemands, où il a recruté pour disciples cette espèce de prolétaires qu'on désigne sous le nom de *Heimathlosen*, c'est-à-dire gens qui n'ont ni feu ni lieu. On se rappelle aussi qu'au moment des troubles du chartisme, les communistes français se sont mis en relation avec les chartistes anglais, et leur ont offert le secours

de leurs bras, si l'agitation sortait du *meeting* pour descendre dans la rue. Enfin, en 1835, le communisme fut implanté en Belgique par Jacob Kats, qui organisa, sous le nom de *Fraternité*, une association qui rappelait par la forme les sociétés de rhétorique de la vieille Flandre. Tour à tour tisserand, maître d'école, cabaretier et en même temps auteur dramatique, comédien, orateur et pamphlétaire, Kats prêchait son socialisme dans un estaminet de Bruxelles, où il avait établi un théâtre. Il y donnait en flamand des pièces de sa façon, où paraissaient des *paysans éclairés*, qui répétaient en dialogues populaires les *Paroles d'un croyant*.

Si nous comparons maintenant dans leur marche et leurs résultats l'école conservatrice progressiste et l'école révolutionnaire, nous voyons dans la première les idées se produire sans éclat et presque inaperçues, passer des livres dans les journaux, arriver lentement jusqu'au public, et, après sept ou huit ans de discussion, se transformer en projets de loi et se réaliser dans la pratique. Dans l'école révolutionnaire, au contraire, on procède toujours par saccades. Chaque système rallie autour de lui d'autant plus de disciples, excite dans certains esprits un enthousiasme d'autant plus grand, qu'il est plus échevelé et plus impraticable. Il faut huit ou dix ans à une idée juste pour se faire accepter, il faut six mois aux utopistes les plus excentriques pour se faire une école; mais l'idée juste se retranche toujours, après une première défaite, pour livrer de nouveau bataille et prendre sa revanche. L'utopie, au contraire, une fois entamée sur un point, croule et ne reparaît qu'à de longs intervalles pour crouler encore. Le bon sens public ne s'enthousiasme jamais; s'il se laisse passivement dominer par la vérité, il est toujours prompt à se révolter contre les témérités et les rêves. C'est là, dans toutes les questions de réforme, ce qui caractérise la société au milieu de laquelle nous vivons. Elle cherche et veut le progrès, mais en restreignant autant qu'elle le peut les chances du hasard. En économie politique, comme dans toutes les sciences, elle marche et avance en s'appuyant sur la méthode expérimentale, et, malgré l'égoïsme et la corruption dont on l'accuse, elle interroge au nom de la morale, au nom des sentimens éternels, ceux qui lui parlent au nom des intérêts. — Vous attaquez, vous supprimez la famille, — telle est l'objection contre laquelle sont venus se briser tour à tour les saint-simoniens et Fourier, contre laquelle se brisera le communisme. — Vous attaquez la patrie, — telle est l'objection contre laquelle se briseront les humanitaires.

Certes, nous ne voulons ni dissimuler ni excuser les vices de la société au sein de laquelle nous vivons; mais il nous semble qu'il est fort difficile de résoudre en un seul jour et par des théories préconçues tous les problèmes qui naissent du choc des intérêts et des passions, et, si le principal travail de notre époque consiste à signaler le mal, c'est au temps et à l'expérience qu'il faut s'en rapporter pour le remède. Afin de calmer les impatiences des réformateurs, tout en reconnaissant en bien des points la légitimité de leurs plaintes, il faut interroger l'histoire, qui compte les années en mesurant le progrès. N'oublions pas qu'il y a huit siècles entre la chute de l'esclavage antique et l'émancipation des communes, qui donne à la bourgeoisie le droit de travailler et de posséder pour elle-même, et six siècles encore entre cette émancipation et la révolution française, qui détruit au profit de tous le monopole des maîtrises, des jurandes et des priviléges. N'oublions pas surtout le bien qui s'est fait de notre temps même dans l'intérêt des

classes souffrantes. Les salles d'asile, les crèches, les ouvroirs, les caisses d'épargne, les caisses de secours et de prévoyance, les écoles d'apprentissage, les hôpitaux, les enfans trouvés, les maisons de refuge destinées comme celles du moyen-âge à recevoir les vieillards des divers métiers, le patronage des jeunes détenus, la création d'hospices payans, l'amélioration des hospices gratuits, ont été l'objet d'un nombre considérable de publications. On ne s'est pas contenté d'écrire ou de discuter des systèmes, on a toujours fait succéder la pratique à la théorie, quand il s'agissait de soulager des misères réelles. La bienfaisance publique, organisée aujourd'hui comme une grande puissance de l'état, est devenue un terrain neutre sur lequel se rencontrent tous les partis. Les théories égoïstes de l'école de Malthus sont vaincues dans les livres mêmes des économistes par les principes de la charité chrétienne, et l'on ne saurait dire tout ce qui se fait de bien aujourd'hui par les riches comme par les pauvres, principalement à Paris. On peut consulter à ce sujet le recueil périodique *les Annales de la Charité;* on y verra que l'égoïsme qu'on a trop souvent avec raison reproché à notre époque n'a pas desséché toutes les ames. Un érudit qui sait le moyen-âge dans les moindres détails de ses mœurs et de ses institutions, M. Monteil, a dit que l'histoire des hôpitaux de France serait bonne à traiter et qu'elle serait aussi très bonne à lire; nous dirons à notre tour aux socialistes et aux statisticiens, qui calomnient souvent la société en lui présentant sans cesse des listes de voleurs et de filles perdues, qu'ils auraient un beau livre à faire en prenant pour sujet la charité dans la France du XIXe siècle, car sans aucun doute, nous sommes heureux de le dire ici, nous avons vaincu nos aïeux dans l'art de soulager les misères publiques et privées. La charité chrétienne, qui fit au moyen-âge tant de choses admirables, sans rien perdre de son ardeur, a profité du progrès des sciences économiques et administratives pour s'organiser elle-même comme un des pouvoirs de l'état, et, dans aucune des circonstances pénibles que nous avons traversées depuis quinze ans, elle n'a manqué à sa mission; elle a même donné plus qu'on n'eût été en droit de lui demander.

CHARLES LOUANDRE.

(*La seconde partie au prochain n°.*)

LE BUDGET

ET

LA SITUATION FINANCIÈRE.

Deux circonstances rendent très difficile le maniement des finances d'un grand état : l'abondance et la pénurie. L'une, de sa nature passagère, trompe les esprits médiocres et désarme devant des exigences qui pèsent sur l'avenir. L'autre, qu'elle soit absolue ou relative, qu'elle provienne d'événemens inévitables ou de la faute des gouvernans, exige toujours des efforts pénibles, auxquels préparent mal les habitudes politiques et administratives des époques de calme et de nonchalance. La première de ces épreuves, nous venons de la subir sans avoir à nous glorifier des résultats de notre conduite. La seconde nous menace. Serons-nous à l'avenir plus habiles ou mieux inspirés? Jusqu'à présent, rien encore n'a été fait ou tenté. L'accroissement des bons du trésor, la négociation d'un emprunt, sont des expédiens incapables de remédier au mal permanent ou d'écarter les périls futurs. Il semble que, frappés du coup qui les avait atteints au milieu de leur quiétude, le gouvernement et les chambres aient voulu se reconnaître avant d'agir. Toutes les questions décisives ont été ajournées, et c'est à la prochaine session qu'est imposé le fardeau de rétablir un équilibre dé-

truit, de relever le crédit, de remanier les impôts, enfin de replacer les finances de la France dans un état normal. La tâche reste entière.

Malgré 237 millions d'accroissement naturel des revenus depuis 1840, les déficit des budgets ordinaires, à dater de la même époque, monteront, à la fin de 1848, à 518 millions, et auront absorbé, à peu de chose près, toutes les réserves de l'amortissement disponibles depuis 1842. L'emprunt de 450 millions, négocié en 1841 et en 1844, sera presque totalement épuisé à la même époque sans que les travaux auxquels il devait subvenir soient complétement achevés. Tous les autres travaux du budget extraordinaire, travaux civils, militaires ou maritimes, sont donc tombés à la charge de la dette flottante, c'est-à-dire ont été votés, entrepris, et doivent être payés sans qu'aucune ressource leur ait été préalablement affectée. La dette flottante, qui supportait déjà le poids de 256 millions des déficit antérieurs à 1840, était, au 1er janvier 1847, de 452 millions; elle atteindrait à la fin de 1848 le chiffre de plus de 800 millions, si le nouvel emprunt ne venait pas la dégager; sans l'écoulement d'une partie de cette dette dans la dette fondée, elle aurait presque doublé en deux ans. L'émission des bons du trésor, qui montait à 55 millions au 1er janvier de cette année, s'est élevée à près de 200 millions en quatre mois. Avant la fin de la session, il a fallu demander l'autorisation de la porter à 275 millions. L'intérêt de ces mêmes bons s'est accru en six mois de 2 à 2 et demi, 3, 3 et demi, 4, 4 et demi, et 5 p. 100. On a diminué la valeur des coupures, rapproché la date des échéances, pour attirer tous les capitaux, les plus petits comme les plus timides. Enfin, bien que M. Lacave-Laplagne eût déclaré en mars dernier qu'un emprunt serait inutile avant nombre d'années, pressé par une nécessité impérieuse, M. Dumon, trois mois après, a demandé l'autorisation de contracter un emprunt de 350 millions, et il annonce l'adjudication de la portion la plus considérable au moment où l'argent est le plus cher pour le gouvernement et pour les particuliers, lorsque les communes et les départemens viennent d'être autorisés à faire eux-mêmes des emprunts, quand les compagnies de chemins de fer obtiennent à si grand'peine des versemens nouveaux de leurs actionnaires, et pendant que la situation financière d'un pays voisin déprime toutes les valeurs. Le déficit s'est précipité sur nous comme une avalanche, grossissant à chaque pas, renversant tous les paradoxes financiers, et s'accroissant tous les mois de 10 à 15 millions. Ce mystère peut s'expliquer en deux mots. Les travaux publics devaient s'effectuer au moyen des réserves de l'amortissement; ces réserves ont toutes été employées à couvrir les déficit du budget ordinaire, et, le budget extraordinaire étant dépourvu de ressources, on a doublé la dépense.

Quand les affaires vont mal, chacun cherche à dégager sa responsabilité. On accuse toutes choses et tout le monde. Il semble que personne

n'ait agi, n'ait gouverné, et que le hasard conduise de droit les sociétés humaines. L'argument de l'impuissance est peu rassurant pour l'avenir, et quelle est donc la valeur de ces deux justifications si souvent présentées aux chambres sous des formes différentes pendant la dernière session? Le budget de 1845 était en équilibre, la mauvaise récolte est de 1846 : c'est donc à elle qu'on doit attribuer les découverts du budget ordinaire. Les électeurs exigeaient que leurs représentans obtinssent des chemins de fer; les députés les demandaient aux ministres, ceux-ci les accordaient. Tout le monde est coupable, et personne ne saurait être responsable du développement des dépenses du budget extraordinaire.

Il est vrai, l'exercice 1845 a été définitivement réglé en équilibre, et les découverts des budgets suivans sont les conséquences des inondations et de la mauvaise récolte, à une condition toutefois : si le chiffre des budgets présentés depuis 1845 est semblable à celui de cet exercice, la mauvaise récolte a causé le déficit; dans le cas contraire, si les dépenses ordinaires et prévues ont subi un notable accroissement, on doit surtout accuser l'imprévoyance des pouvoirs publics. Le projet de budget pour 1848, budget ordinaire, qui ne comprend ni les crédits supplémentaires et extraordinaires, ni les travaux publics, était de 92 millions supérieur au budget de 1845. Ce rapprochement à lui seul décide la question. L'accroissement du budget ordinaire a dépassé la valeur des dépenses causées par l'intempérie des saisons. Que durant trois ans seulement le chiffre du budget de 1845 eût été maintenu, l'état général de nos finances ne se serait pas ressenti du fléau des inondations et de la mauvaise récolte.

A partir de 1840, aucun budget ne fut présenté ou réalisé avec un véritable équilibre; seulement, grace à l'accroissement inespéré des recettes, des produits plus abondans vinrent réparer une partie de nos fautes à mesure que nous les commettions, et dissimulèrent nos premières imprudences. Il s'ensuivit une sorte d'obscurité dans les conditions de l'équilibre de nos budgets. Déroutés dans toutes leurs prévisions par la progression inouie des recettes, les économes de profession eux-mêmes ont déserté la cause de l'équilibre ou modéré leurs efforts. Pour me servir des expressions de M. Lacave-Laplagne, on pensait que de l'argent il y en avait tant, qu'on ne saurait qu'en faire. Le gouvernement finit par croire qu'à la faveur de son système politique, on pouvait augmenter impunément les dépenses. Aujourd'hui le voile est déchiré; un temps d'arrêt de deux ans dans l'accroissement des recettes, dans le développement des caisses d'épargne, ramène forcément au sentiment de la vérité financière : il faut payer un arriéré considérable, et, pour s'être trop long-temps bercé d'illusions, on a perdu le moment opportun de négocier un emprunt.

C'est chose commode d'attribuer le déficit à la mauvaise récolte, au hasard, à la fortune; il y a ensuite une habileté non moins grande à accuser les chambres, le corps électoral et tout le monde. Certes, la responsabilité politique et morale du gouvernement ne serait pas affaiblie parce que les dépenses auraient été sanctionnées par les chambres ou sollicitées par elles. Lui-même ne les a-t-il pas toutes proposées ou acceptées? Mais admettons cet argument, si peu constitutionnel qu'il puisse être. Pour apprécier la part réelle de chacun des pouvoirs publics dans l'excitation à la prodigalité, il est nécessaire d'établir une distinction essentielle entre les deux budgets ordinaire et extraordinaire. Sous le rapport du déficit actuel et du manque d'équilibre futur, ces deux budgets réagissent l'un sur l'autre; si les réserves de l'amortissement sont employées à éteindre les découverts du budget ordinaire, elles ne peuvent servir de ressource au budget extraordinaire. Quand les travaux publics sont soldés au moyen d'un emprunt, en dette fondée ou en dette flottante, le budget ordinaire paie les intérêts, et, les travaux achevés, l'entretien tombe à sa charge. Financièrement, il n'existe qu'un budget, comme il n'y a qu'un trésor et qu'un déficit; mais les deux budgets diffèrent à l'égard de la nature des dépenses auxquelles les allocations de leurs divers chapitres doivent subvenir.

Je ne crois pas que, depuis 1840, l'initiative des chambres ou des commissions ait accru le budget ordinaire de 25 millions, et la somme des réductions opérées dans l'enceinte législative pendant la même période monte à un chiffre triple ou quadruple de celui-là. Sans doute les commissions de finance auraient pu aller plus loin qu'elles ne l'ont fait; je ne prétends pas les justifier, bien que la tâche d'opérer des retranchemens sur le budget soit ardue et n'ait rien de commun avec une opération de chiffres. Sur quoi faire porter les réductions, si ce n'est sur les grands services publics? Comment ces réductions sont-elles possibles, utiles, sinon en vertu de changemens d'organisation? Réduire d'une manière importante le chiffre du budget de l'état, c'est modifier dans plusieurs parties l'organisation des services publics. En l'absence d'enquêtes parlementaires, aucune grande économie ne saurait être réalisée sans le concours actif et volontaire du gouvernement. Quand les commissions se hasardent à donner des conseils d'exécution, elles ont bientôt lieu de s'en repentir. La réorganisation des administrations centrales, demandée dans une intention d'économie à la chambre des députés, a tiercé la dépense. Les essais de réforme dans l'administration de la marine, exigés par les commissions financières, aboutissent, jusqu'à présent, à une énorme augmentation du personnel bureaucratique. Une commission du budget peut-elle réduire l'effectif normal de l'armée, cet effectif est toujours dépassé par des crédits supplémentaires votés l'année précédente à la faveur de quelques circon-

stances passagères. Peut-elle modérer celui de l'Algérie, l'expédition de la Kabylie, entreprise malgré le vœu évident des chambres, nécessite pour l'avenir un accroissement de forces. Est-il facile de retrancher sur les frais du matériel de la marine, quand les comptes de 1846 nous apprennent que, tout l'argent dépensé, la moitié des constructions promises n'a pas été réalisée, et lorsque, malgré l'augmentation annuelle des allocations, notre matériel naval continue à subir une décroissance progressive?

On le voit, il faudrait, pour arriver à des économies sur ces objets, les seuls où l'on pût en opérer de considérables, que les moyens de réduction n'eussent pas été, pour ainsi dire, paralysés à l'avance. Il faudrait que, loin de défendre pied à pied contre les chambres toutes les augmentations de crédits, comme si chambres et gouvernement avaient des intérêts contraires, le pouvoir fût le premier à opérer de larges réductions par la suppression des abus et des vices d'organisation. Telle n'est pas sa pente naturelle. Les conseils sont insuffisans, les votes seuls auraient de l'efficacité; mais des votes financiers importans deviennent des votes politiques, et ici des considérations d'un autre ordre font taire, chez la majorité, la raison financière. Les commissions de budget, composées d'hommes sincèrement économes et politiquement timides, se réduisent de leur plein gré à la tâche ingrate d'une vérification de chiffres, à l'occupation mesquine d'arrêter çà et là quelques menus accroissemens de dépenses. Elles perdent tout crédit devant les chambres par la médiocrité des résultats qu'elles apportent, et le plus souvent leurs faibles économies n'obtiennent pas le suffrage de l'assemblée. Le travail de la commission des crédits supplémentaires et extraordinaires est encore plus stérile : il consiste à régulariser des dépenses effectuées et à sanctionner des dépenses en faveur desquelles on a soin de faire valoir toujours les plus grands intérêts publics. Lors du vote de ces crédits, presque aucune réduction ne peut être proposée sans entraîner un blâme direct de la conduite des ministres ou une question de cabinet. Cette année, M. Guizot demandait un crédit de 850,000 fr. dépensés à l'avance, l'année dernière, sur un chapitre doté seulement de 150,000 francs, et, pendant que l'escadre qui devait porter des renforts à Taïti doublait le cap Horn, les chambres avaient à discuter si un accroissement de 2 millions était bien nécessaire au moment même de la pacification de nos établissemens océaniens.

A l'égard des lois spéciales, les chambres pourraient se montrer sévères sans craindre de troubler l'harmonie politique; le seul inconvénient serait de déplaire : c'est déjà beaucoup dans le temps où nous vivons. Aussi les députés, bien que cela paraisse peu au milieu des séances publiques, sont pleins de complaisance et de courtoisie les uns

envers les autres. Les intéressés ont toute chance d'être nommés dans les commissions. S'agit-il de travaux militaires, on choisit des militaires; de travaux civils, les représentans des départemens où ils doivent s'effectuer. Si la situation des finances trouble quelques membres à l'humeur chagrine, le ministre des finances se rend dans le sein de la commission, et, par des calculs généraux qu'une commission spéciale n'est pas en mesure d'apprécier, calme les appréhensions. Parmi les nombreuses imperfections du règlement de la chambre des députés, la plus grande me paraît être l'éparpillement des lois de finances entre plusieurs commissions. Les dépenses sont toujours plus ou moins utiles, seulement elles peuvent n'être pas nécessaires. Comme elles flattent un goût, une passion ou une faiblesse dominante, l'appréciation des lois qui les proposent, séparée de celle des ressources, doit nécessairement pousser à la prodigalité; l'équilibre devient une simple théorie, et le déficit, qu'aucune autorité ne constate, semble être un argument d'opposition. Mieux en état d'apprécier l'ensemble, la commission du budget elle-même sait qu'elle n'agit que sur des apparences, et que tous ses calculs seront illusoires. L'année suivante, des crédits supplémentaires et extraordinaires, des lois spéciales, viendront renverser l'échafaudage de ses chiffres et de ses raisonnemens. Le travail d'une commission financière unique aurait une tout autre efficacité. Sur elle pèserait une responsabilité entière; elle réglerait en même temps les ressources et toutes les dépenses. Ses réductions porteraient sur des objets plus importans; elles seraient plus considérables et d'avance sanctionnées.

Si le gouvernement est moralement responsable de presque toutes les augmentations du budget ordinaire, subies plutôt que consenties par les chambres, personne ne peut contester la part qu'ont prise au développement des travaux publics extraordinaires la chambre entière et les députés individuellement : doit-on leur en faire un reproche d'une manière générale et absolue? Je ne le pense pas, sans accepter néanmoins ce qu'a dit M. le ministre des finances dans la séance de la chambre des pairs du 7 août dernier; il a appelé le vote de la loi de 1842 une « résolution magnanime. » Cette expression peut paraître étrange dans la bouche d'un ministre des finances à l'égard d'une loi qui, pour une dépense de 600 millions, n'établissait aucune ressource préalable. C'était, en vérité, se montrer magnanime à bon marché pour soi-même et fort chèrement pour ses successeurs. Un ou deux autres actes héroïques de ce genre, et les finances sont à jamais perdues. De nombreuses critiques pourraient sans doute être élevées sur le mode d'exécution et les conditions de tracés des chemins de fer, sur les variations de systèmes et sur ces intermittences de panique et d'engouement dont la chambre nous a donné si souvent le spectacle depuis quelques années. Est-il

moins vrai que, si les députés ont assailli les portes du ministère des travaux publics, c'est parce que, primitivement, le système des tronçons simultanés a été présenté, et celui des lignes successives écarté par le gouvernement? Le principe de la justice distributive, c'est-à-dire celui d'un traitement égal dans des conditions différentes, remplaça le principe de l'intérêt public. Toutes les demandes des localités furent excitées et ainsi justifiées. L'administration des travaux publics, en faisant jalonner toutes les vallées et toutes les plaines, échauffa les imaginations; elle eut encore le soin de présenter ses projets de lois à la fin des sessions, quand le zèle s'affaiblit périodiquement, et les groupa de façon à susciter dans le sein de l'assemblée des coalitions d'intérêts. Soit : la chambre des députés a poussé exagérément aux travaux publics. La chambre des pairs manifestait des dispositions contraires, et, au nom de l'intérêt politique, elle a été entraînée par le gouvernement. Je n'hésite néanmoins pas à le dire : les dépenses qu'on doit le plus regretter ne sont pas les dépenses productives, et, malgré toutes les fautes d'exécution, si la loi de 1842 avait, ainsi que l'a fait la loi de 1841, préparé des moyens financiers réels et sans danger, au lieu de ses deux ressources, dont l'une était illusoire et devait être employée ailleurs, — les réserves de l'amortissement, — dont l'autre était aussi précaire qu'illimitée, — la dette flottante, — les reproches seraient mal venus. D'ailleurs une seule chose pouvait arrêter l'impulsion des chambres, la connaissance exacte de l'état du trésor. Contre les demandes de travaux utiles, il n'existe qu'un frein, la nécessité financière. Lisez les discours de M. Lacave-Laplagne, ses exposés de motifs du budget, des crédits supplémentaires et des comptes : vous verrez que la chambre des députés, bien qu'elle ait eu des torts, n'est pas aussi coupable qu'on essaie de le lui persuader et qu'elle veut bien se le persuader elle-même. Pourquoi l'ancien ministre des finances n'a-t-il pas défendu l'argent du trésor avec la dixième partie de l'opiniâtreté qu'il a mise à maintenir ses chiffres erronés? Pourquoi a-t-il craint d'exposer la vérité tout entière? Serait-ce encore ici l'intérêt politique qui a dominé l'intérêt financier et nous a placés sous le coup de graves embarras pour le présent et pour l'avenir?

Aucun état, pas même la France, ne peut supporter, sans s'exposer à perdre sa liberté d'action, une dette flottante disproportionnée et une émission de bons royaux inconsidérée. Une masse énorme de bons royaux exigibles en capital à courtes échéances placerait chaque jour le trésor à la merci des prêteurs et pourrait créer dans l'avenir de fâcheuses complications. En bonne finance, la dette flottante devrait se composer presque uniquement de ces fonds publics et privés dont l'état est le banquier nécessaire, qui s'alimentent d'eux-mêmes et se renouvellent naturellement. Les bons royaux sont un moyen de service, une

avance prise sur le crédit, en un mot le papier de ce grand banquier qui s'appelle le trésor, et l'émission de ces bons ne saurait sans inconvéniens être étendue au-delà des limites des nécessités courantes ou imprévues; la prodiguer, dans les temps de sécurité et de calme, de manière à rencontrer devant soi, aux jours de crise et d'embarras, des créanciers au lieu de prêteurs, est une imprudence encore aggravée par les conséquences de notre législation sur les réserves de l'amortissement de la rente 5 pour 100, sans parler de celle des caisses d'épargne. Aujourd'hui les réserves de l'amortissement sont employées à couvrir des dépenses habituelles, et elles suffisent à peine à éteindre les découverts du budget ordinaire. Que le 5 pour 100 tombe au-dessous du pair, il faudra ramener ces réserves à leur destination légale. Cette ressource nous manquerait au moment où les dépenses augmenteraient, où les revenus subiraient une diminution. Comment parer à ce danger, si la dette flottante est déjà surchargée et si le simple renouvellement des bons royaux est à lui seul une difficulté? On le sait, la dette fondée, celle dont les intérêts seuls sont exigibles, une fois assise et classée, a pour unique inconvénient de grever plus ou moins les générations futures. La dette flottante, celle exigible en capital, si commode à contracter, si facile à dissimuler, qui se prête si bien à toutes les prodigalités, quand elle dépasse les limites raisonnables, est une entrave pour le gouvernement, une cause de perturbation toujours imminente dans les conditions générales du crédit. Qu'importe? dit-on. Nous ne sommes pas bien exposés : si nous avons les bons du trésor, nous avons aussi le 3 pour 100; avec ces deux expédiens, l'état des finances ne doit inquiéter aucun ami du repos. La dette flottante trop chargée, on la fait dégorger dans le 3 pour 100 par le moyen d'un petit emprunt; puis, lorsque la dette flottante sera de nouveau grossie, on fera un nouvel emprunt, et toujours ainsi. Cette théorie, on la pratique. Voyez où elle conduit.

Le déficit n'est pas fixe; il progresse mois par mois, jour par jour. La dette flottante en aurait supporté tout le poids et atteindrait les proportions ci-dessus indiquées, si, dans la crainte de contracter l'emprunt à un taux trop bas, le ministre des finances en avait retardé la négociation. Dans cette situation à laquelle on veut aujourd'hui échapper, et qui nous menace toujours pour l'avenir, les affaires d'un pays sont nécessairement exposées à des éventualités contraires à sa grandeur et à sa sûreté.

La stagnation prolongée du crédit n'est pas le seul danger à craindre. Que le ministre soit un jour contraint d'élever à plus de 5 pour 100 l'intérêt des bons royaux, c'est un nouveau renchérissement de l'argent, une violente perturbation pour le commerce et l'industrie. Ce serait malheureusement une grande erreur de penser que l'adjudication de

l'emprunt dissipe tous nos embarras. Deux hypothèses sont à prévoir. Si l'adjudication a lieu fort au-dessous du cours actuel des rentes, il n'y aurait pas seulement pour l'état une perte de plusieurs millions : toutes les valeurs, rentes anciennes, actions de chemins de fer et autres, éprouveraient une dépréciation notable. L'agiotage s'emparerait du fonds nouveau, en retarderait le classement, et la possibilité d'émettre un nouvel emprunt serait pour long-temps reculée.

Je veux admettre l'hypothèse la plus favorable. L'emprunt est négocié à un bon prix, et cette heureuse opération rétablit la sécurité, favorise les transactions. 350 millions étaient le montant du déficit probable des deux années 1847 et 1848. Malgré l'emprunt de 250 millions, s'il était réalisé à cette époque, nous nous trouverions au 1er janvier 1849 avec une dette flottante chargée de 100 millions de plus qu'au 1er janvier 1847. Mais l'emprunt ne pourra être réalisé qu'en novembre 1849, et le fardeau à supporter par la dette flottante ne sera pas moindre pendant toute la durée des versemens à effectuer que celui qui, au milieu de cette année même, paraissait si exorbitant. Une fois le dernier versement échu, le classement de l'emprunt n'aura pas encore eu lieu; il sera impossible ou difficile d'emprunter immédiatement, et comme le déficit continuera sa marche ascensionnelle, la dette flottante nous débordera de nouveau. La mesure annoncée dans *le Moniteur* du 9 de ce mois, qui consisterait à retirer de la dette flottante 100 millions des caisses d'épargne, est parfaitement illusoire. Dans quelque catégorie d'emprunts qu'on les range, ces 100 millions ne seront pas moins dus et exigibles en capital. Le chiffre nominal de l'ensemble de la dette flottante n'a aucune importance; tout le danger consiste dans une trop grande émission de bons royaux, dans la nécessité de les accroître et de les renouveler à tout prix, et dans les circonstances impossibles à prévoir. Aussi rien ne me paraît plus grave que le déficit annuel, permanent de nos budgets, le déficit passé à l'état normal, accepté comme un fait et presque considéré comme une théorie.

L'habitude de dépenser chaque année au-delà des ressources ne mérite pas de s'appeler une politique, un système; c'est tout simplement une pratique vicieuse, un entraînement de la faiblesse, le fait d'un temps où les intérêts particuliers étouffent l'intérêt général. Sans doute on peut marcher quelque temps sans apercevoir les cruelles conséquences du manque d'équilibre budgétaire. De brillans résultats viennent même au commencement dissimuler les fautes et engagent à les renouveler. Rien cependant de plus corrupteur en soi, de plus mauvais pour un gouvernement comme pour les simples particuliers que le dédain constant de la règle, le mépris des axiomes du bon sens, la com-

plaisance pour tous les désirs et toutes les fantaisies. Cette inconduite, si je puis m'exprimer ainsi, atteint et énerve tous les élémens sociaux, la moralité publique, l'honnêteté privée, l'administration, autant que les finances. Le plus fâcheux, c'est que les caractères s'abaissent à ce jeu commode et dangereux; *difficile* et *impossible* deviennent deux mots synonymes; tout obstacle paraît insurmontable quand arrive le moment d'agir.

De 1840 à 1848, les découverts des budgets ordinaires auront dévoré, outre les accroissemens de recettes, 518 millions, prélevés sur les réserves de l'amortissement, et, en admettant les circonstances les plus favorables, porter, abstraction faite des excédans de recettes, le déficit annuel du budget ordinaire à 40 millions est une évaluation modérée. L'emprunt de 450 millions va être complétement absorbé par les dépenses des travaux auxquels il était affecté, l'emprunt de 350 millions que le ministre des finances a été autorisé à contracter couvrira seulement le déficit des deux années 1847 et 1848, et nous avons dépensé ou nous dépenserons, pour travaux extraordinaires, dans chacune des années 1846, 1847 et 1848, plus de 160 millions. Voilà donc, à moins que la conduite ne change ou que les travaux déjà votés et entrepris ne soient extrêmement ralentis, d'un côté 40 millions, de l'autre 160 millions, en tout 200 millions de dépenses dépassant le produit de l'impôt. Cette situation s'atténue par 17 ou 18 millions que doivent verser, pendant un certain nombre d'années, diverses compagnies de chemins de fer, et par 83 millions, montant des réserves de l'amortissement en 1848. Restent 100 millions de déficit probable pour chaque année à venir. Il serait déraisonnable de calculer, comme on se le permet dans tous les rapports de finances et exposés de motifs, les accroissemens légaux des réserves de l'amortissement, et de les considérer comme un développement de ressources futures. Depuis que ces réserves sont dépensées en travaux publics ou en paiemens de découverts, nécessairement elles ne rachètent plus de rentes; l'accroissement supposé de ces réserves ne donne lieu qu'à une opération fictive et aboutit à charger chaque année davantage le budget ordinaire au profit du budget extraordinaire; ce qui devient une ressource pour celui-ci est une charge équivalente pour celui-là. Maintenant le gouvernement évalue à 40 millions la perte qu'entraînerait pour le trésor la réduction de l'impôt du sel et de la taxe des lettres, qu'il s'est engagé à opérer dans la prochaine session. Si le ministère maintient ses promesses, et si ses évaluations ne sont pas exagérées, le déficit qui nous menace monterait à 140 millions. Comment le compenser ou comment y résister? Une pareille question est la plus difficile qu'aient à résoudre un ministère et des chambres. Il ne s'agit pas de parfiler des argumens, de flatter les intérêts ou les opinions d'une majo-

rité, ni même de prononcer des discours éloquens. Le déficit est là; il faut trouver le moyen de rétablir l'équilibre ou se reconnaître impuissant.

J'ai entendu dire à beaucoup de personnes : Ne prenons aucune grande mesure, ne précipitons rien; soyons modérés, même dans le bien. L'équilibre du budget ordinaire se rétablira de lui-même, grace à l'accroissement des recettes. On ramènera les dépenses des travaux publics au montant de la valeur des réserves de l'amortissement, et, quant à la réduction des impôts, le gouvernement manquera à ses engagemens, ou il présentera un plan de finances, établira des impôts somptuaires, restaurera les anciens droits sur les boissons. Quelques-uns vont même jusqu'à parler d'*income-tax*. Ce système est tout simplement impossible à exécuter, impossible financièrement, moralement et politiquement. Peut-on déclarer que, pendant nombre d'années, la France demeurera stationnaire, sans amélioration matérielle ou morale? Veut-on vivre uniquement sur l'enthousiasme inspiré par la création de nouveaux impôts?

L'accroissement naturel des recettes, fût-il de 40 millions par an, ne saurait arrêter le déficit. D'abord, il entraîne nécessairement une augmentation proportionnée dans les frais de perception; puis, chaque jour des besoins nouveaux ne se font-ils pas sentir? En supposant que l'effectif de l'armée d'Afrique ne sera pas dépassé, le budget de cette possession se développe avec la colonisation civile, qui est encore dans l'enfance, et en même temps que les institutions qu'elle réclame. Renoncerez-vous au système pénitentiaire, au projet de loi sur l'instruction primaire, aux correspondances transatlantiques, à l'abolition de l'esclavage, à tous les progrès que le parti conservateur affirme désirer autant que l'opposition? Il est dérisoire de prétendre rétablir l'équilibre par l'augmentation des recettes et la suspension de toutes nouvelles dépenses.

Rien de plus aisé encore que d'énoncer cette opinion : les travaux publics extraordinaires ne doivent pas dépasser le montant des réserves de l'amortissement; aucun ouvrage nouveau ne sera entrepris avant la fin de 1854. Mais diminuer de moitié les travaux publics est un expédient difficile à pratiquer, de plus détestable, et n'entreprendre aucun travail nouveau est chose tout-à-fait impossible. Laisserez-vous sur tous les points du territoire des chemins de fer inachevés? Après l'expérience douloureuse de l'année que nous venons de traverser, le chemin de Marseille à Lyon se terminera-t-il à Avignon? Les chemins de Strasbourg et de l'ouest, dont l'importance politique différente a été signalée avec tant de raison, devront-ils attendre, pour être achevés, que l'accroissement des recettes ait rétabli l'équilibre du budget ordinaire et rendu disponibles les réserves de l'amortissement? Oubliez-vous l'état

de nos côtes, celui des ports de l'Algérie? Le port de Cherbourg à lui seul exigera une augmentation de dépense de 30 ou 40 millions au-delà des prévisions.

Quant à un plan de finance efficace, sommes-nous bien fondés à l'attendre quand on a montré jusqu'à ce jour tant de répugnance à réduire les dépenses improductives, quand la présentation du projet de loi sur l'emprunt a été tenue secrète pendant toute la discussion du budget, afin qu'un désir d'économie trop ardent ne s'emparât pas de la chambre des députés? Le souvenir de la tentative d'union douanière avec la Belgique, arrêtée à la première menace de M. Fulchiron, ne permet pas d'attacher une bien grande importance à toutes les promesses de refonte générale des impôts. Peut-être apportera-t-on quelques impôts somptuaires peu productifs, et l'annulation des 13 millions de rentes rachetées 3 pour 100 sera sans doute proposée. Ce procédé n'aurait rien de contraire aux habitudes administratives actuelles, et ne démentirait pas le passé. La destruction d'une ressource future sera présentée comme une économie. Jugez de l'efficacité de la mesure : les intérêts des emprunts contractés dans ces deux années en absorberont à eux seuls le bénéfice. Selon toutes les probabilités, le déficit continuera sa marche ascensionnelle; quelle sera donc notre situation financière au commencement de 1849? Je l'ai déjà dit, beaucoup plus grave qu'en 1847 : la dette flottante sera plus chargée, et nous ne pourrons pas emprunter. La responsabilité du ministère sera bien grande, s'il manque aux engagemens formels contractés par lui dans la dernière session; il a promis la réduction de l'impôt du sel et de la taxe des lettres, et fait espérer le rétablissement de l'équilibre dans des termes précis. Voici les expressions mêmes de l'exposé des motifs du projet de loi sur l'emprunt de 350 millions : « Nous aurons l'honneur de vous apporter dans votre prochaine session des propositions qui, en réalisant les vœux des chambres, assurent entre les recettes et les dépenses de notre budget l'équilibre si nécessaire et si désiré. » Il ne convient pas de juger à l'avance un plan de finance hypothétique. Le difficile en pareille matière n'est pas de promettre, c'est de tenir sa promesse. Quoi qu'il en soit, l'engagement de M. Dumon constate la nécessité d'un changement de conduite. A quelles conditions peut-il être réalisé?

Malgré tout ce que ce mot a de dur, d'exagéré dans un certain sens, qu'il me soit permis de m'en servir : le bilan de l'état doit être, dans la prochaine session, déposé devant les chambres et le public. Pour faire voter des économies pénibles, qui blesseront des intérêts; pour obtenir des réductions auxquelles s'opposent les sentimens politiques de telle ou telle partie de la chambre; pour avoir le droit de retarder d'un

jour l'accomplissement de votes unanimes ou d'accroître les charges, il faut dire la vérité tout entière, exposer sans ménagement nos fautes et nos embarras. Ce serait une chose bien coupable de compromettre l'avenir pour sauver la réputation du passé. Si tous les gens de bien, à quelque opinion politique qu'ils appartiennent, ne sont pas alarmés, ne sentent pas que le premier des intérêts publics est aujourd'hui le rétablissement des finances, ne rencontrent pas cette opinion universellement répandue autour d'eux, avec quelle force luttera-t-on contre la coalition inévitable des intérêts privés, contre l'indifférence de l'égoïsme et l'engourdissement de l'ignorance? D'autres conditions doivent encore être remplies pour que la grande œuvre du rétablissement de nos finances soit menée à bonne fin. Comment voulez-vous qu'un député vote pour la diminution d'une dépense à laquelle lui ou ses commettans attachent un grand prix, consente à ne pas affaiblir certains impôts, participe à la création de nouvelles charges, si des réductions considérables ne sont pas en même temps proposées sur des objets que ne protégent pas à un égal degré l'intérêt public et le vœu national, si les abus et les dilapidations ne sont pas poursuivis avec la dernière rigueur, si l'inertie administrative continue d'accroître inutilement des dépenses qui doivent avant tout être ramenées à une juste et honorable mesure? Qu'on ne pense pas non plus trouver plus de facilités dans l'emploi de demi-moyens et par la proposition de mesures incomplètes. L'équilibre apparent ne tentera personne, ne stimulera aucune conscience, et il est plus facile d'obtenir de grands sacrifices pour un but élevé, d'une nécessité incontestable, dominant toutes les autres considérations, que des sacrifices moindres pour un but médiocre.

Une question se présente naturellement à l'esprit. Sur quelle partie du budget doivent peser les réductions? Laissons de côté pour un instant les difficultés; la réponse ne saurait être douteuse, sur les dépenses improductives, sur le budget ordinaire. Sans doute les travaux du budget extraordinaire peuvent être modérés dans quelques-unes de leurs parties, ils doivent être distingués et classés; mais la politique qui les écarterait ou les réduirait en bloc, la fureur de l'équilibre qui viendrait aveuglément arrêter les espérances de l'avenir, mériteraient à un autre titre autant de reproches que le gaspillage. Les intérêts économiques du pays combattent ici ses intérêts financiers. C'est, du reste, un lieu commun, faux dans son exagération, de dire que la gêne actuelle provient uniquement des travaux publics. Dans le discours à la chambre des pairs précédemment cité, M. Dumon rappelait avec raison qu'en 1842, lors de la discussion de la loi des chemins de fer, on comptait subvenir aux dépenses des travaux publics extraordinaires, non-seulement au moyen des réserves de l'amortissement, mais aussi

à l'aide de l'accroissement progressif des recettes. Le budget ordinaire a dévoré les accroissemens de recettes, en même temps que les réserves de l'amortissement. Voilà la cause principale, première, du déficit actuel et du déficit permanent, de cette maladie vive et chronique qui altère nos finances. La conduite la plus raisonnable, enseignée par les faits, commandée par les intérêts économiques du pays, serait de se placer par un effort énergique dans les conditions prévues lors du vote de la loi de 1842, et de faire porter les plus fortes réductions sur le budget ordinaire. On dit que cela n'est pas possible; l'a-t-on essayé? l'a-t-on voulu? Nullement. On n'a donc pas le droit d'arguer de cette prétendue impossibilité.

Personne ne soutiendra de bonne foi que, depuis neuf ans, les dépenses du budget ordinaire aient dû inévitablement s'élever de plus de 237 millions par an. La France n'est pas tellement changée depuis quelques années, que l'administration, suffisant à tous les besoins avant 1840, exige en 1848 un accroissement d'un sixième. Dans cette *Revue* même (1), M. Michel Chevalier faisait récemment ce curieux rapprochement. L'armée coûte annuellement aujourd'hui 100 millions au-delà de ce qu'elle a consommé pendant chacune des trois années qui se sont écoulées entre la paix d'Amiens et la bataille d'Austerlitz, et j'ai eu l'honneur de rappeler à la tribune que, dans certaines années, notre matériel naval en décroissance avait dévoré une somme égale à celle qui avait suffi pour entretenir la nombreuse et brillante marine britannique. On pourrait multiplier les comparaisons de ce genre; dès qu'on se reporte à quelques années en arrière, on a peine à comprendre comment toutes ces augmentations insensibles de dépenses votées une à une, pour ainsi dire, goutte à goutte, sont enfin parvenues à créer la surcharge actuelle.

Je n'entrerai dans aucun détail; je me garderai bien de céder aux exigences de ceux qui, tout en s'inquiétant fort peu de rétablir l'ordre dans les finances, veulent ne rien entreprendre, si toutes les réductions possibles ne sont pas précisées à l'avance. Ils savent très bien qu'au-delà de 25 ou 30 millions, aucune réduction ne peut être faite sur les chiffres du budget ordinaire, tels qu'on nous les présente; les dépenses sont les conséquences de la conduite; de même que les fautes administratives se résument en définitive dans le déficit financier, de même on ne peut combler ce déficit que par des réformes administratives.

Je prends deux exemples : l'Algérie et la marine. Dans les dépenses civiles de l'Algérie, est-ce par la réduction des allocations, qui, une fois le système admis, restreindrait le développement de la colonisation, que

(1) Voyez la livraison du 1er juin 1847.

l'on peut opérer des économies, ou bien par le perfectionnement d'une organisation dont les rouages multipliés arrêtent l'activité et le mouvement sans offrir des garanties suffisantes? La question de l'effectif à conserver en Afrique est-elle dans le chiffre du budget ou dans les expéditions, qui, comme celle de la Kabylie et celles poussées trop avant vers le sud, nous affaiblissent en augmentant les dépenses? La prétendue réforme du département de la marine a respecté la plus grande partie des abus et toutes les superfluités de cette administration; on s'est contenté d'ajouter des rouages nouveaux et onéreux à une vieille machine déjà surchargée, tandis que, par la simplification, on aurait évidemment atteint un but meilleur, opéré des économies et produit davantage.

Pour la marine seulement, un ministre habile et possédant cette qualité si rare, la volonté, obtiendrait une atténuation de 15 à 20 millions, sans que la force essentielle de notre établissement naval fût atteinte. Également, la dépense totale des colonies a doublé depuis quinze ans; osez dire qu'il n'y a pas moyen de diminuer les dépenses. Taïti nous a déjà coûté, directement ou indirectement, 27 millions, le quadruple des dépenses occasionnées à l'Angleterre par la possession de la Nouvelle-Zélande; 3,700,000 francs ont été votés pour l'instruction des esclaves, et les comptes-rendus officiels prouvent que douze enfans seulement ont été menés aux écoles gratuites. Une meilleure direction imprimée aux agens, une seule dépêche, aurait infiniment mieux servi l'humanité que cette dépense de 3,700,000 francs.

En examinant un à un le budget de chaque département ministériel, on trouverait des faits analogues. Ceux-là suffisent pour démontrer ces deux vérités, à savoir que des économies sont possibles sur le budget ordinaire, et qu'exiger pour les réaliser que l'on produise le tableau des retranchemens à effectuer au budget, c'est tout simplement montrer qu'on ne veut pas améliorer la situation; d'ailleurs, il n'est pas de plans de réductions sur le chiffre du budget qui puissent être séduisans en eux-mêmes; ces plans exigeront toujours des sacrifices pénibles, heurteront des sentimens ou des intérêts, et produire inconsidérément ses idées personnelles serait grossir le nombre des adversaires de la bonne conduite et aller contre son but. Le vrai et le seul moyen de défendre la cause de l'équilibre, c'est de constater le déficit et d'en montrer les dangers. Il est certes temps encore de les conjurer; nos embarras proviennent, non de l'appauvrissement des recettes, mais de dépenses exagérées, non de ces événemens que ne saurait diriger la prudence humaine, mais de fautes administratives. On doit craindre surtout pour l'avenir l'effet des mêmes causes qui ont agi dans le passé. Le péril est bien plus dans l'état des esprits que dans l'état des

finances. Je me rassure toutefois en pensant que bientôt le danger deviendra évident à tous les yeux, et qu'alors on consentira à adopter des mesures efficaces. Dans une lettre écrite au général Lafayette par le général Washington, au moment où chacun des états américains paraissait prêt à rompre le lien fédéral et où l'individualisme s'emparait de tous les esprits, le fondateur militaire et politique de la liberté américaine disait avec confiance : « Les peuples libres ne savent pas prévoir le danger, mais, une fois qu'il est arrivé, ils ont plus de ressources et de volonté que les autres pour le surmonter. »

En toute circonstance aujourd'hui, on s'efforce de cacher les fautes de la conduite sous quelque idée générale, brillante ou spécieuse. Le déficit, lui aussi, a l'honneur de posséder une théorie, et l'on oppose la théorie du crédit au vieux principe de l'équilibre budgétaire. Voici comment cette nouveauté se défend et prétend se justifier. Depuis 1815, le produit des contributions a toujours été croissant, progressivement croissant; l'augmentation des dépenses ordinaires n'empire donc pas la situation financière, si toutefois l'accroissement des dépenses se règle sur celui des recettes, et les travaux publics étant de leur nature productifs, concourant puissamment au développement du revenu, il n'y a aucune imprudence à subvenir aux dépenses qu'ils entraînent par le moyen d'emprunts. Avec cette théorie, la situation des budgets devient d'une médiocre importance; l'état du crédit, le plus ou moins de facilité pour emprunter, sont les seuls points à considérer. Les déficit s'appellent des *découverts*, les emprunts périodiques sont une chose naturelle, raisonnable et prévue, et, dans les idées d'équilibre entre les recettes et les dépenses, on ne voit que des opinions surannées, mesquines, ridiculement timides. Chose étrange, ce système financier à toute vapeur est celui des plus prudens en politique et des apôtres de l'intérêt matériel. Il est permis de croire que des raisons de parti ne sont pas plus étrangères à l'invention de la théorie qu'elles ne l'ont été aux faits qu'elle doit servir à justifier. Cette question rappelle à certains égards la vieille controverse financière entre la constitution de la banque de France et l'ancienne constitution de la banque d'Angleterre, avec cette circonstance aggravante que l'intérêt politique n'agit pas sur le gouvernement des banques, et qu'ici il vient renverser toutes les combinaisons, toutes les prévisions d'un optimisme systématique.

La théorie qui veut qu'on subvienne aux dépenses de l'état, dans les temps calmes et ordinaires, par le moyen du crédit, est fausse en elle-même, parce qu'elle n'admet que les chances favorables et rejette toutes les éventualités fâcheuses; en escomptant l'accroissement futur des revenus, elle entre un peu dans cette voie qui, à l'assemblée des notables de 1787, s'appelait la voie déplorable des anticipations. Un incon-

vénient plus grand encore, c'est qu'elle est destinée à être perpétuellement faussée dans l'application, et cela par les raisons mêmes qui l'ont fait inventer. L'intérêt politique a deux exigences contradictoires; il veut à la fois qu'on dépense beaucoup et qu'on emprunte le plus rarement possible; on craint d'alarmer l'opinion, de troubler la Bourse par des appels trop fréquens au crédit. Inévitablement, on est toujours devancé par les événemens, comme nous le sommes aujourd'hui, et, une fois cette situation faite, le système devient inadmissible et d'une exécution périlleuse; ainsi l'emprunt que M. Dumon a été autorisé à contracter comblera uniquement le déficit de l'année actuelle et de l'année prochaine; il ne sera pas classé avant la fin de 1850. Il faudrait cependant, dans l'application raisonnable de la théorie des emprunts, emprunter de nouveau au commencement de 1849. Ce n'est pas tout : une partie des chemins de fer est livrée aux compagnies; elles aussi doivent emprunter : viendrez-vous leur faire concurrence, les placer dans des conditions de crédit détestables ou impossibles? Ce ne serait pas l'acte d'un gouvernement d'adjuger d'une main à des compagnies de grandes entreprises, et de leur enlever de l'autre le moyen de les effectuer. Les faits actuels, il faut que tout le monde le reconnaisse, donnent complète raison aux défenseurs de l'équilibre rigoureux entre les recettes et les dépenses, et nous sommes pour l'avenir condamnés à bien faire.

JULES DE LASTEYRIE.

SCÈNES DE LA VIE ORIENTALE.

LES AKKALS. — L'ANTI-LIBAN.

I. — LE PAQUEBOT.

Il faut s'attendre, sur les navires arabes et grecs, à ces traversées capricieuses qui renouvellent les destins errans d'Ulysse et de Télémaque; le moindre coup de vent les emporte à tous les coins de la Méditerranée : aussi l'Européen qui veut aller d'un point à l'autre des côtes de Syrie est-il forcé d'attendre le passage du paquebot anglais qui fait seul le service des *échelles* de la Palestine. Tous les mois, un simple brick, qui n'est pas même un *vapeur,* remonte et descend ces échelons de cités illustres qui s'appelaient Béryte, Sidon, Tyr, Ptolémaïs et Césarée, et qui n'ont conservé ni leurs noms ni même leurs ruines. A ces reines des mers et du commerce dont elle est l'unique héritière, l'Angleterre ne fait pas seulement l'honneur d'un *steamboat.* Cependant les divisions sociales si chères à cette nation libre sont strictement observées sur le pont, comme s'il s'agissait d'un vaisseau de premier ordre. Les *first places* sont interdites aux passagers inférieurs, c'est-à-dire à ceux dont la bourse est le moins garnie, et cette disposition étonne parfois les Orientaux quand ils voient des marchands aux places d'honneur, tandis que des cheiks, des schérifs ou même des émirs se trouvent confondus avec les soldats et les valets. En général, la chaleur est trop

grande pour que l'on couche dans les cabinets, et chaque voyageur, — apportant son lit sur son dos comme le paralytique de l'Évangile, — choisit une place sur le pont pour le sommeil et pour la sieste; le reste du temps, il se tient accroupi sur son matelas ou sur sa natte, le dos appuyé contre le bordage et fumant sa pipe ou son narguilé. Les Francs seuls passent la journée à se promener sur le pont, à la grande surprise des Levantins, qui ne comprennent rien à cette agitation d'écureuil. Il est difficile d'arpenter ainsi le plancher sans accrocher les jambes de quelque Turc ou Bédouin, qui fait un soubresaut farouche, porte la main à son poignard et lâche des imprécations, se promettant de vous retrouver ailleurs. Les musulmans qui voyagent avec leur sérail, et qui n'ont pas assez payé pour obtenir un cabinet séparé, sont obligés de laisser leurs femmes dans une sorte de parc formé à l'arrière par des balustrades, et où elles se pressent comme des agneaux. Quelquefois le mal de mer les gagne, et il faut alors que chaque époux s'occupe d'aller chercher ses femmes, de les faire descendre et de les ramener ensuite au bercail. Rien n'égale la patience d'un Turc pour ces mille soins de famille qu'il faut accomplir sous l'œil railleur des infidèles. C'est lui-même qui, matin et soir, s'en va remplir à la tonne commune les vases de cuivre destinés aux ablutions religieuses, qui renouvelle l'eau des narguilés, soigne les enfans incommodés du roulis, — toujours pour soustraire le plus possible ses femmes ou ses esclaves au contact dangereux des Francs. Ces précautions n'ont pas lieu sur les vaisseaux où il ne se trouve que des passagers levantins. Ces derniers, bien qu'ils soient de religions diverses, observent entre eux une sorte d'étiquette, surtout en ce qui se rapporte aux femmes.

L'heure du déjeuner sonna pendant que le missionnaire anglais, embarqué avec moi pour Acre, me faisait remarquer un point de la côte qu'on suppose être le lieu même où Jonas s'élança du ventre de la baleine. Une petite mosquée indique la piété des musulmans pour cette tradition biblique, et à ce propos j'avais entamé avec le révérend une de ces discussions religieuses qui ne sont plus de mode en Europe, mais qui naissent si naturellement entre voyageurs dans ces pays où l'on sent que la religion est tout.

— Au fond, lui disais-je, le Coran n'est qu'un résumé de l'Ancien et du Nouveau Testament rédigé en d'autres termes et augmenté de quelques prescriptions particulières au climat. Les musulmans honorent le Christ comme prophète, sinon comme Dieu; ils révèrent la *Kadra Myriam* (la Vierge Marie), et aussi nos anges, nos prophètes et nos saints; d'où vient donc l'immense préjugé qui les sépare encore des chrétiens et qui rend toujours entre eux les relations mal assurées?

— Je n'accepte pas cela pour ma croyance, disait le révérend, et je pense que les protestans et les Turcs finiront un jour par s'entendre.

Il se formera quelque secte intermédiaire, une sorte de christianisme oriental...

— Ou d'islamisme anglican, lui dis-je. Mais pourquoi le catholicisme n'opérerait-il pas cette fusion?

— C'est qu'aux yeux des Orientaux les catholiques sont idolâtres. Vous avez beau leur expliquer que vous ne rendez pas un culte à la figure peinte ou sculptée, mais à la personne divine qu'elle représente; que vous *honorez,* mais que vous n'adorez pas les anges et les saints : ils ne comprennent pas cette distinction. Et d'ailleurs, quel peuple idolâtre a jamais adoré le bois ou le métal lui-même? Vous êtes donc pour eux à la fois des idolâtres et des polythéistes, tandis que les diverses communions protestantes.....

Notre discussion, que je résume ici, continuait encore après le déjeuner, et ces dernières paroles avaient frappé l'oreille d'un petit homme à l'œil vif, à la barbe noire, vêtu d'un caban grec dont le capuchon, relevé sur sa tête, dissimulait la coiffure, seul indice en Orient des conditions et des nationalités.

Nous ne restâmes pas long-temps dans l'indécision.

— Eh! sainte Vierge! s'écria-t-il, les protestans n'y feront pas plus que les autres. Les *Turcs* seront toujours les *Turcs!* (Il prononçait *Tures.*)

L'interruption indiscrète et l'accent provençal de ce personnage ne me rendirent pas insensible au plaisir de rencontrer un compatriote. Je me tournai donc de son côté, et je lui répondis quelques paroles auxquelles il répliqua avec volubilité.

— Non, monsieur, il n'y a rien à faire avec le *Ture* (Turc); heureusement, c'est un peuple qui s'en va!... Monsieur, je fus ces derniers temps à Constantinople; je me disais : Où sont les *Tures?*... Il n'y en a plus!

Le paradoxe se réunissait à la prononciation pour signaler de plus en plus un enfant de la Canebière. Seulement ce mot *Ture,* qui revenait à tout moment, m'agaçait un peu.

— Vous allez loin, répliquai-je; j'ai moi-même vu déjà un assez bon nombre de Turcs...

J'affectais de dire ce mot en appuyant sur la désinence; le Provençal n'acceptait pas cette leçon.

— Vous croyez que ce sont des *Tures* que vous avez vus? disait-il en prononçant la syllabe d'une voix encore plus flûtée; ce ne sont pas de vrais *Tures;* j'entends le *Ture* Osmanli; tous les musulmans ne sont pas des *Tures!*

Après tout, un méridional trouve sa prononciation excellente et celle d'un Parisien fort ridicule; je m'habituais à celle de mon voisin mieux qu'à son paradoxe. — Êtes-vous bien sûr, lui dis-je, que cela soit ainsi?

— Eh! monsieur, j'arrive de Constantinople; ce sont tous là des

Grecs, des Arméniens, des Italiens, des gens de Marseille. Tous les Turcs que l'on peut trouver, on en fait des cadis, des ulémas, des pachas, ou bien on les envoie en Europe pour les faire voir... Que voulez-vous? tous leurs enfans meurent; c'est une race qui s'en va!

— Mais, dis-je, ils savent encore assez bien garder leurs provinces cependant.

— Eh! monsieur, qu'est-ce qui les maintient? C'est l'Europe, ce sont les gouvernemens qui ne veulent rien changer à ce qui existe, qui craignent les révolutions, les guerres, et dont chacun veut empêcher que l'autre prenne la part la plus forte; c'est pourquoi ils restent en échec à se regarder le blanc des yeux, et pendant ce temps ce sont les populations qui en souffrent! On vous parle des armées du sultan; qu'y voyez-vous? Des Albanais, des Bosniaques, des Circassiens, des Curdes; les marins, ce sont des Grecs; les officiers seuls sont de race turque. On les met en campagne; tout cela se sauve au premier coup de canon, ainsi que nous avons vu maintes fois,.... à moins que les Anglais ne soient là pour leur tenir la baïonnette au dos, comme dans les affaires de Syrie.

Je me tournai du côté du missionnaire anglais, mais il s'était éloigné de nous et se promenait sur l'arrière.

— Monsieur, me dit le Marseillais en me prenant le bras, qu'est-ce que vous croyez que les diplomates feront quand les rayas viendront leur dire : « Voilà le malheur qui nous arrive; il n'y a plus un seul Turc dans tout l'empire; nous ne savons que faire, nous vous apportons les clés de tout! »

L'audace de cette supposition me fit rire de tout mon cœur. Le Marseillais continua imperturbablement :

— L'Europe dira : « Il doit y en avoir encore quelque part, cherchons bien!... Est-ce possible? Plus de pachas, plus de vizirs, plus de muchirs, plus de nazirs.... Cela va déranger toutes les relations diplomatiques. A qui s'adresser? Comment ferons-nous pour continuer à payer les drogmans? »

— Ce sera embarrassant en effet.

— Le pape, de son côté, dira : « Eh! mon Dieu! comment faire? Qu'est-ce qui va donc garder le saint sépulcre à présent? Voilà qu'il n'y a plus de Turcs!... »

Ce tableau, plein d'exagération sans doute, me frappait par quelques traits de vérité. Que le nombre des Turcs ait diminué beaucoup, cela n'est pas douteux; les races d'hommes s'altèrent et se perdent sous certaines influences, comme celles des animaux. Déjà depuis long-temps la principale force de l'empire turc reposait dans l'énergie de milices étrangères d'origine à la race d'Othman, telles que les mamelouks et les janissaires. Aujourd'hui c'est à l'aide de quelques légions d'Albanais

que la Porte maintient sous la loi du croissant vingt millions de Grecs, de catholiques et d'Arméniens. Le pourrait-elle encore sans l'appui moral de la diplomatie européenne et sans les secours armés de l'Angleterre? Quand on songe que cette Syrie dont les canons anglais ont bombardé tous les ports en 1840, et cela au profit des Turcs, est la même terre où toute l'Europe féodale s'est ruée pendant six siècles, et que nos religions d'état tiennent pour sacrée, on peut croire que le sentiment religieux est tombé bien bas en Europe. Les Anglais n'ont pas même eu l'idée de réserver aux chrétiens l'héritage envahi de Richard Cœur-de-Lion.

Je voulais communiquer ces réflexions au révérend; mais, quand je revins près de lui, il m'accueillit d'un air très froid. Je compris qu'étant aux premières places, il trouvait inconvenant que je me fusse entretenu avec quelqu'un des secondes. Désormais je n'avais plus droit à faire partie de sa société; il regrettait sans doute amèrement d'avoir entamé quelques relations avec un homme qui ne se conduisait pas en *gentleman*. Peut-être m'avait-il pardonné, à cause de mon costume levantin, de ne point porter de gants jaunes et de bottes vernies, mais se prêter à la conversation du premier venu, c'était décidément — *improper!* — Il ne me reparla plus.

II. — LE POPE ET SA FEMME.

N'ayant désormais rien à ménager, je voulus jouir entièrement de la compagnie du Marseillais, qui, vu les occasions rares d'amusement qu'on peut rencontrer sur un paquebot anglais, devenait un compagnon précieux. Cet homme avait beaucoup voyagé, beaucoup vu; son commerce le forçait à s'arrêter d'échelle en échelle, et le conduisait naturellement à entamer des relations avec tout le monde. — L'Anglais ne veut plus causer, me dit-il, c'est peut-être qu'il a le mal de mer (il prononçait *merre*). Ah! oui, le voilà qui fait un plongeon dans la cajute. Il a trop déjeuné peut-être.....

Il s'arrêta et reprit après un éclat de rire :

— C'est comme un député de chez nous, qui aimait fort les grosses pièces. Un jour, dans un plat de grives, on te lui campe une chouette (il prononçait *souette*). « Ah! dit-il, en voilà une qui est grosse! » Quand il eut fini, nous lui apprîmes ce que c'était qu'il avait mangé.... Monsieur! cela lui fit un effet comme le roulis; c'est très indigeste, la chouette!

Décidément mon Provençal n'appartenait pas à la meilleure compagnie, mais j'avais passé le Rubicon. La limite qui sépare les *first places* des *second places* était dépassée, — je n'appartenais plus au monde *comme il faut;* il fallait se résigner à ce destin. Peut-être, hélas! le révérend qui m'avait si imprudemment admis dans son intimité me com-

parait-il en lui-même aux anges déchus de Milton. J'avouerai que je n'en conçus pas de longs regrets; l'avant du paquebot était infiniment plus amusant que l'arrière. Les haillons les plus pittoresques, les types de race les plus variés se pressaient sur des nattes, sur des matelas, sur des tapis troués, rayonnans de l'éclat de ce soleil splendide qui les couvrait d'un manteau d'or. L'œil étincelant, les dents blanches, le rire insouciant des montagnards, l'attitude patriarcale des pauvres familles curdes, çà et là groupées à l'ombre des voiles, comme sous les tentes du désert, l'imposante gravité de certains émirs ou schérifs, plus riches d'ancêtres que de piastres, et qui, comme don Quichotte, semblaient se dire : — Partout où je m'assieds, je suis à la place d'honneur, — tout cela sans doute valait bien la compagnie de quelques touristes taciturnes et d'un certain nombre de Turcs cérémonieux.

Le Marseillais m'avait conduit en causant jusqu'à une place où il avait étendu son matelas auprès d'un autre occupé par un prêtre grec et sa femme qui faisaient le pèlerinage de Jérusalem. C'étaient deux vieillards de fort bonne humeur, qui avaient lié déjà une étroite amitié avec le Marseillais. Ces gens possédaient un corbeau qui sautelait sur leurs genoux et sur leurs pieds et partageait leur maigre déjeuner. Le Marseillais me fit asseoir près de lui et tira d'une caisse un énorme saucisson et une bouteille de forme européenne.

— Si vous n'aviez pas déjeuné tout à l'heure, me dit-il, je vous offrirais de ceci; mais vous pouvez bien en goûter : c'est du saucisson d'Arles, monsieur! cela rendrait l'appétit à un mort!.. Voyez ce qu'ils vous ont donné à manger aux premières, toutes leurs conserves de rosbeef et de légumes qu'ils tiennent dans des boîtes de fer-blanc.... si cela vaut une bonne rondelle de saucisson, que la larme en coule sur le couteau!... Vous pouvez traverser le désert avec cela dans votre poche, et vous ferez encore bien des politesses aux Arabes, qui vous diront qu'ils n'ont jamais rien mangé de meilleur!

Le Marseillais, pour prouver son assertion, découpa deux tranches et les offrit au pope grec et à sa femme, qui ne manquèrent pas de faire honneur à ce régal. — Par exemple, cela pousse toujours à boire, reprit-il... Voilà du vin de la Camargue qui vaut mieux que le vin de Chypre, s'entend comme ordinaire... Mais il faudrait une tasse; moi, quand je suis seul, je bois à même la bouteille.

Le pope tira de dessous ses habits une sorte de coupe en argent couverte d'ornemens repoussés d'un travail ancien, et qui portait à l'intérieur des traces de dorure; — peut-être était-ce un calice d'église; — le sang de la grappe perlait joyeusement dans le vermeil. Il y avait si long-temps que je n'avais bu de vin rouge, et j'ajouterai même de vin français, que je vidai la tasse sans faire de façons. Le pope et sa femme n'en étaient pas à faire connaissance avec le vin du Marseillais.

— Voyez-vous ces braves gens-là, me dit celui-ci, ils ont peut-être à eux deux un siècle et demi, et ils ont voulu voir la Terre-Sainte avant de mourir. Ils vont célébrer la cinquantaine de leur mariage à Jérusalem; ils avaient des enfans, qui sont morts, ils n'ont plus à présent que ce corbeau; eh bien! c'est égal, ils s'en vont remercier le bon Dieu!

Le pope, qui comprenait que nous parlions de lui, souriait d'un air bienveillant sous son toquet noir; la bonne vieille, dans ses longues draperies bleues de laine, me faisait songer au type austère de Rebecca.

La marche du paquebot s'était ralentie, et quelques passagers debout se montraient un point blanchâtre sur le rivage; nous étions arrivés devant le port de Seyda, l'ancienne Sidon. — La montagne d'Élie (*Mar-Elias*), sainte pour les Turcs comme pour les chrétiens et les Druses, se dessinait à gauche de la ville, et la masse imposante du khan français ne tarda pas à attirer nos yeux. Les murs et les tours portent les traces du bombardement anglais de 1840, qui a démantelé toutes les villes maritimes du Liban. De plus, tous leurs ports, depuis Tripoli jusqu'à Saint-Jean-d'Acre, avaient été, comme on sait, comblés jadis d'après les ordres de Fakardin, prince des Druses, afin d'empêcher la descente des troupes turques, de sorte que ces villes illustres ne sont que ruines et désolation. La nature pourtant ne s'associe pas à ces efforts si long-temps renouvelés des malédictions bibliques. Elle se plaît toujours à encadrer ces débris d'une verdure délicieuse. Les jardins de Sidon fleurissent encore comme au temps du culte d'Astarté. La ville moderne est bâtie à un mille de l'ancienne, dont les ruines entourent un mamelon surmonté d'une tour carrée du moyen-âge, autre ruine elle-même.

Beaucoup de passagers descendaient à Seyda, et, comme le paquebot s'y arrêtait pour quelques heures, je me fis mettre à terre ainsi que le Marseillais. Le pope et sa femme débarquèrent aussi, ne pouvant plus supporter la mer et ayant résolu de continuer par terre leur pèlerinage. Nous longeons dans un caïque les arches du pont maritime qui joint à la ville le fort bâti sur un îlot, nous passons au milieu des frêles tartanes qui seules trouvent assez de fond pour s'abriter dans le port, et nous abordons à une ancienne jetée dont les pierres énormes sont en partie semées dans les flots. La vague écume sur ces débris, et l'on ne peut débarquer à pied sec qu'en se faisant porter par des *hamals* presque nus. Nous rions un peu de l'embarras des deux Anglaises, compagnes du missionnaire, qui se tordent dans les bras de ces tritons cuivrés, aussi blondes, mais plus vêtues que les néréides du Triomphe de Galatée. — Le corbeau commensal du pauvre ménage grec bat des ailes et pousse des cris; une tourbe de jeunes drôles, qui se sont fait des *machlahs* rayés avec des sacs en poils de chameaux, se précipite sur les bagages; quelques-uns se proposent comme cicérones en hurlant deux

ou trois mots français. L'œil se repose avec plaisir sur des bateaux chargés d'oranges, de figues et d'énormes raisins de la terre promise; plus loin une odeur pénétrante d'épiceries, de salaisons et de fritures signale le voisinage des boutiques. En effet, on passe entre les bâtimens de la marine et ceux de la douane, et l'on se trouve dans une rue bordée d'étalages qui aboutit à la porte du khan français. Nous voilà sur nos terres. Le drapeau tricolore flotte sur l'édifice, qui est le plus considérable de Seyda. La vaste cour carrée, ombragée d'acacias avec un grand bassin au centre, est entourée de deux rangées de galeries qui correspondent en bas à des magasins, en haut à des chambres occupées par des négocians. On m'indique le logement consulaire situé dans l'angle gauche, et, pendant que j'y monte, le Marseillais se rend avec le pope au couvent des franciscains, qui occupe le bâtiment du fond. C'est une ville que ce khan français; nous n'en avons pas de plus important dans toute la Syrie. Malheureusement notre commerce n'est plus en rapport avec les proportions de son comptoir.

Je causais tranquillement avec M. Conti, notre vice-consul, lorsque le Marseillais nous arriva tout animé, se plaignant des franciscains et les accablant d'épithètes voltairiennes. Ils avaient refusé de recevoir le pope et sa femme. — C'est, dit M. Conti, qu'ils ne logent personne qui ne leur ait été adressé avec une lettre de recommandation.

— Eh bien! c'est fort commode, dit le Marseillais, mais je les connais tous les moines, ce sont là leurs manières; quand ils voient venir de pauvres diables, ils ont toujours la même chose à dire. Les gens à leur aise donnent huit piastres (2 fr.) par jour dans chaque couvent; on ne les taxe pas, mais c'est le prix, et avec cela ils sont sûrs d'être bien accueillis partout.

— Mais on recommande aussi de pauvres pèlerins, dit M. Conti, et les pères les accueillent gratuitement.

— Sans doute, et puis, au bout de trois jours, on les met à la porte, dit le Marseillais. Et combien en reçoivent-ils de ces pauvres-là par année? Vous savez bien qu'en France on n'accorde de passeport pour l'Orient qu'aux gens qui prouvent qu'ils ont de quoi faire le voyage.

— Ceci est très exact, dis-je à M. Conti, et rentre dans les maximes d'égalité applicables à tous les Français... quand ils ont de l'argent dans leur poche.

— Vous savez sans doute, répondit-il, que, d'après les capitulations avec la Porte, les consuls sont forcés de *rapatrier* ceux de leurs nationaux qui manqueraient de ressources pour retourner en Europe. C'est une grosse dépense pour l'état.

— Ainsi, dis-je, plus de croisades volontaires, plus de pèlerinages possibles, et nous avons une religion d'état!

— Tout cela, s'écria le Marseillais, ne nous donne pas un logement pour ce pauvre prêtre et sa femme.

— Je le recommanderais bien, dit M. Conti, mais vous comprenez que dans tous les cas un couvent catholique ne peut pas recevoir un prêtre grec avec sa femme. Il y a ici un couvent grec où ils peuvent aller.

— Eh! que voulez-vous? dit le Marseillais, c'est encore une affaire pire. Ces pauvres gens sont des Grecs schismatiques; dans toutes les religions, plus les croyances se rapprochent et plus les croyans se détestent, arrangez cela. Ma foi, je vais frapper à la porte d'un Turc. Ils ont cela de bon, au moins, qu'ils donnent l'hospitalité à tout le monde.

M. Conti eut beaucoup de peine à retenir le Marseillais; il voulut bien se charger lui-même d'héberger le pope, sa femme et le corbeau, qui s'unissait à l'inquiétude de ses maîtres en poussant des couacs plaintifs.

C'est un homme excellent que notre consul et aussi un savant orientaliste; il m'a fait voir deux ouvrages traduits de manuscrits qui lui avaient été prêtés par un Druse. On voit ainsi que la doctrine n'est plus tenue aussi secrète qu'autrefois. Sachant que ce sujet m'intéressait, M. Conti voulut bien en causer longuement avec moi pendant le dîner. Nous allâmes ensuite voir les ruines, auxquelles on arrive à travers des jardins délicieux, qui sont les plus beaux de toute la côte de Syrie. Quant aux ruines situées au nord, elles ne sont plus que fragmens et poussière : les seuls fondemens d'une muraille paraissent remonter à l'époque phénicienne, le reste est du moyen-âge; on sait que saint Louis fit reconstruire la ville et réparer un château carré, anciennement construit par les Ptolémées. La citerne d'Élie, le sépulcre de Zabulon et quelques grottes sépulcrales avec des restes de pilastres et de peintures complètent le tableau de tout ce que Seyda doit au passé.

M. Conti nous a fait voir, en revenant, une maison située au bord de la mer, qui fut habitée par Bonaparte à l'époque de la campagne de Syrie. La tenture en papier peint, ornée d'attributs guerriers, a été posée à son intention, et deux bibliothèques surmontées de vases chinois renfermaient les livres et les plans que consultait assidûment le héros. On sait qu'il s'était avancé jusqu'à Seyda pour établir des relations avec les émirs du Liban. Un traité secret mettait à sa solde six mille Maronites et six mille Druses destinés à arrêter l'armée du pacha de Damas marchant sur Acre. Malheureusement les intrigues des souverains de l'Europe et d'une partie des couvens hostiles aux idées de la révolution arrêtèrent l'élan des populations; les princes du Liban, toujours politiques, subordonnaient leur concours officiel au résultat du siége de Saint-Jean-d'Acre. Au reste, des milliers de combattans indigènes s'étaient réunis déjà à l'armée française en haine des Turcs;

mais le nombre n'y pouvait rien faire en cette circonstance. Les équipages de siége que l'on attendait furent saisis par la flotte anglaise, qui parvint à jeter dans Acre ses ingénieurs et ses canonniers. Ce fut un Français nommé Phelippeaux, ancien condisciple de Napoléon, qui, comme on sait, dirigea la défense. Une vieille haine d'écolier a peut-être décidé du sort d'un monde!

III. — UN DÉJEUNER A SAINT-JEAN-D'ACRE.

Le paquebot avait remis à la voile; la chaîne du Liban s'abaissait et reculait de plus en plus à mesure que nous approchions d'Acre; la plage devenait sablonneuse et se dépouillait de verdure. Cependant nous ne tardâmes pas à apercevoir le port de *Sour,* l'ancienne Tyr, où l'on ne s'arrêta que pour prendre quelques passagers. La ville est beaucoup moins importante encore que Seyda. Elle est bâtie sur le rivage, et l'îlot où s'élevait Tyr à l'époque du siége qu'en fit Alexandre n'est plus couvert que de jardins et de pâturages. La jetée que fit construire le conquérant, tout empâtée par les sables, ne montre plus les traces du travail humain, c'est un isthme d'un quart de lieue simplement. Mais, si l'antiquité ne se révèle plus sur ces bords que par des débris de colonnes rouges et grises, l'âge chrétien a laissé des vestiges plus imposans. On distingue encore les fondations de l'ancienne cathédrale, bâtie dans le goût syrien, qui se divisait en trois nefs semi-circulaires séparées par des pilastres, et où fut le tombeau de Frédéric Barberousse, noyé près de Tyr, dans le Kasamy. Les fameux puits d'eau vive de Ras-El-Aïn, célébrés dans la Bible, et qui sont de véritables *puits artésiens,* dont on attribue la création à Salomon, existent encore à une lieue de la ville, et l'aqueduc qui en amenait les eaux à Tyr découpe toujours sur le ciel plusieurs de ses arches immenses. Voilà tout ce que Tyr a conservé; ses vases transparens, sa pourpre éclatante, ses bois précieux étaient jadis renommés par toute la terre. Ces riches exportations ont fait place à un petit commerce de grains récoltés par les Métualis, et vendus par les Grecs, très nombreux dans la ville.

La nuit tombait lorsque nous entrâmes dans le port de Saint-Jean-d'Acre. Il était trop tard pour débarquer; mais, à la clarté si nette des étoiles, tous les détails du golfe, gracieusement arrondi entre Acre et Kaïffa, se dessinaient à l'aide du contraste de la terre et des eaux. Au-delà d'un horizon de quelques lieues se découpent les cimes de l'Anti-Liban qui s'abaissent à gauche, tandis qu'à droite se lève et s'étage en croupes hardies la chaîne du Carmel, qui s'étend vers la Galilée. La ville endormie ne se révélait encore que par ses murs à créneaux, ses tours carrées et les dômes d'étain de sa mosquée, indiquée de loin par

un seul minaret. A part ce détail musulman, on peut rêver encore la cité féodale des templiers, le dernier rempart des croisades.

Le jour vint dissiper cette illusion en trahissant l'amas de ruines informes qui résultent de tant de siéges et de bombardemens accomplis jusqu'à ces dernières années. Au point du jour, le Marseillais m'avait réveillé pour me montrer l'étoile du matin levée sur le village de Nazareth, distant seulement de huit lieues. On ne peut échapper à l'émotion d'un tel souvenir. Je proposai au Marseillais de faire ce petit voyage.

— C'est dommage, dit-il, qu'il ne s'y trouve plus la maison de la Vierge; mais vous savez que les anges l'ont transportée en une nuit à Lorette, près de Venise. Ici on en montre la place, voilà tout. Ce n'est pas la peine d'y aller pour voir qu'il n'y a plus rien!

Au reste, je songeais surtout pour le moment à faire ma visite au pacha. Le Marseillais, par son expérience des mœurs turques, pouvait me donner des conseils quant à la manière de me présenter, et je lui appris comment j'avais fait à Paris la connaissance de Méhmet-Pacha.

— Pensez-vous qu'il me reconnaîtra? lui dis-je.

— Eh! sans doute, répondit-il; seulement il faut reprendre le costume européen, sans cela vous seriez obligé de prendre votre tour d'audience, et il ne serait peut-être pas pour aujourd'hui.

Je suivis ce conseil, gardant toutefois le tarbouch, à cause de mes cheveux rasés à l'orientale.

— Je connais bien votre pacha, disait le Marseillais pendant que je changeais de costume. On l'appelle à Constantinople *Guezluk*, ce qui veut dire l'homme aux lunettes.

— C'est juste, dis-je, il portait des lunettes quand je l'ai connu.

— Eh bien! voyez ce que c'est chez les Turcs : ce sobriquet est devenu son nom, et cela restera dans sa famille; on appellera son fils *Guezluk-Oglou*, ainsi de tous ses descendans. La plupart des noms turcs ont des origines semblables. Cela indique d'ordinaire que, l'homme s'étant élevé par son mérite, ses enfans acceptent l'héritage d'un surnom souvent ironique, car il rappelle ou un ridicule, ou un défaut corporel, ou l'idée d'un métier que le personnage exerçait avant son élévation.

— C'est encore, dis-je, un des principes de l'égalité musulmane. On s'honore par l'humilité. N'est-ce pas aussi un principe chrétien?

— Écoutez, dit le Marseillais, puisque le pacha est votre ami, il faut que vous fassiez quelque chose pour moi. Dites-lui que j'ai à lui vendre une pendule à musique qui exécute tous les opéras italiens. Il y a dessus des oiseaux qui battent des ailes et qui chantent. C'est une petite merveille. Ils aiment cela, les Turcs!

Nous ne tardâmes pas à être mis à terre, et j'en eus bientôt assez de

parcourir des rues étroites et poudreuses en attendant l'heure convenable pour me présenter au pacha. A part le bazar voûté en ogive et la mosquée de Djezzar-Pacha, fraîchement restaurée, il reste peu de chose à voir dans la ville; il faudrait une vocation d'architecte pour relever les plans des églises et des couvens de l'époque des croisades. L'emplacement est encore marqué par les fondations; une galerie qui longe le port est seule restée debout, comme débris du palais des grands-maîtres de Saint-Jean de Jérusalem.

Le pacha demeurait hors de la ville, dans un kiosque d'été situé près des jardins d'Abdallah, au bout d'un aqueduc qui traverse la plaine. — En voyant dans la cour les chevaux et les esclaves des visiteurs, je reconnus que le Marseillais avait eu raison de me faire changer de costume. Avec l'habit levantin, je devais paraître un mince personnage; avec l'habit noir, tous les regards se fixaient sur moi.

Sous le péristyle, au bas de l'escalier, était un amas immense de babouches, laissées à mesure par les entrans. Le tchiboutji qui me reçut voulait me faire ôter mes bottes; mais je m'y refusai, ce qui donna une haute opinion de mon importance. Aussi ne restai-je qu'un instant dans la salle d'attente. On avait, du reste, remis au pacha la lettre dont j'étais chargé, et il donna ordre de me faire entrer, bien que ce ne fût pas mon tour.

Ici, l'accueil devint plus cérémonieux. Je m'attendais déjà à une réception européenne; mais le pacha se borna à me faire asseoir près de lui sur un divan qui entourait une partie de la salle. Il affecta de ne parler qu'italien, bien que je l'eusse entendu parler français à Paris, et m'ayant adressé la phrase obligée : « Ton *kef* est-il bon? » c'est-à-dire te trouves-tu bien? il me fit apporter le chibouk et le café. Notre conversation s'alimenta encore de lieux communs. Puis le pacha me répéta : « Ton kef est-il bon? » et fit servir une autre tasse de café. J'avais couru les rues d'Acre toute la matinée et traversé la plaine sans rencontrer la moindre *trattoria;* j'avais refusé même un morceau de pain et de saucisson d'Arles offerts par le Marseillais, comptant un peu sur l'hospitalité musulmane; mais le moyen de faire fonds sur l'amitié des grands! La conversation se prolongeait sans que le pacha m'offrît autre chose que du café sans sucre et de la fumée de tabac. Il répéta une troisième fois : « Ton kef est-il bon? » Je me levai pour prendre congé. En ce moment-là, midi sonna à une pendule placée au-dessus de ma tête, elle commença un air; une seconde sonna presque aussitôt et commença un air différent; une troisième et une quatrième débutèrent à leur tour, et il en résulta le charivari que l'on peut penser. Si habitué que je fusse aux singularités des Turcs, je ne pouvais comprendre que l'on réunît tant de pendules dans la même salle. Le pacha paraissait enchanté de cette harmonie et fier sans doute de montrer à

un Européen son amour du progrès. Je songeais en moi-même à la commission dont le Marseillais m'avait chargé. La négociation me paraissait d'autant plus difficile, que les quatre pendules occupaient chacune symétriquement une des faces de la salle. Où placer la cinquième? Je n'en parlai pas.

Ce n'était pas le moment non plus de parler de l'affaire du scheik druse prisonnier à Beyrouth. Je gardai ce point délicat pour une autre visite, où le pacha m'accueillerait peut-être moins froidement. Je me retirai en prétextant des affaires à la ville. Lorsque je fus dans la cour, un officier vint me prévenir que le pacha avait ordonné à deux *cavas* de m'accompagner partout où je voudrais aller. Je ne m'exagérai pas la portée de cette attention, qui se résout d'ordinaire en un fort *bakchis* à donner auxdits estafiers.

Lorsque nous fûmes entrés dans la ville, je demandai à l'un deux où l'on pouvait aller déjeuner. Ils se regardèrent avec des yeux très étonnés en se disant que ce n'était pas l'heure. Comme j'insistais, ils me demandèrent une *colonnate* (piastre d'Espagne) pour acheter des poules et du riz. Où auraient-ils fait cuire cela? Dans un corps-de-garde? Cela me parut une œuvre chère et compliquée. Enfin ils eurent l'idée de me mener au consulat français; mais j'appris là que notre agent résidait de l'autre côté du golfe, sur le revers du mont Carmel. A Saint-Jean-d'Acre, comme dans les villes du Liban, les Européens ont des habitations dans les montagnes à des hauteurs où cessent l'impression des grandes chaleurs et l'effet des vents brûlans de la plaine. — Je ne me sentis pas le courage d'aller demander à déjeuner si au-dessus du niveau de la mer. Quant à me présenter au couvent, je savais qu'on ne m'y aurait pas reçu sans lettres de recommandation. Je ne comptais donc plus que sur la rencontre du Marseillais, lequel probablement devait se trouver au bazar.

En effet, il était en train de vendre à un marchand grec un assortiment de ces anciennes montres de nos pères, en forme d'oignons, que les Turcs préfèrent aux montres plates. Les plus grosses sont les plus chères; — les œufs de Nuremberg sont hors de prix. Nos vieux fusils d'Europe trouvent aussi leur placement dans tout l'Orient, car on n'y veut que des fusils à pierre. — Voilà mon commerce, me dit le Marseillais; j'achète en France toutes ces anciennes choses bon marché, et je les revends ici le plus cher possible. Les vieilles parures de pierres fines, les vieux cachemires, voilà qui se vend aussi fort bien. Cela est venu de l'Orient et cela y retourne. En France, on ne sait pas le prix des belles choses; tout dépend de la mode. Tenez, la meilleure spéculation, c'est d'acheter en France les armes turques, les chibouks, les bouquins d'ambre et toutes les curiosités orientales rapportées en divers temps par les voyageurs, et puis de venir les revendre dans ces

pays-ci. Quand je vois des Européens acheter ici des étoffes, des costumes, des armes, je dis en moi-même : Pauvre dupe! cela te coûterait moins à Paris chez un marchand de bric-à-brac!

— Mon cher, lui dis-je, il ne s'agit pas de tout cela; avez-vous encore un morceau de votre saucisson d'Arles?

— Hé! je crois bien, cela dure long-temps. Je comprends votre affaire; vous n'avez pas déjeuné; c'est bien. Nous allons entrer chez un *cafédji;* on ira vous chercher du pain.

Le plus triste, c'est qu'il n'y avait dans la ville que de ce pain sans levain, cuit sur des plaques de tôle, qui ressemble à de la galette ou à des crêpes de carnaval. Je n'ai jamais supporté cette indigeste nourriture qu'à condition d'en manger fort peu et de me rattraper sur les autres comestibles. Avec le saucisson, cela était plus difficile; je fis donc un pauvre déjeuner.

Nous offrîmes du saucisson aux cavas, mais ces derniers le refusèrent par un scrupule de religion.—Les malheureux! disait le Marseillais, ils s'imaginent que c'est du porc; ils ne savent pas que le saucisson d'Arles se fait avec de la chair de mulet....

IV. — AVENTURE D'UN MARSEILLAIS.

L'heure de la sieste était arrivée depuis long-temps; tout le monde dormait, et les deux cavas, pensant que nous allions en faire autant, s'étaient étendus sur les bancs du café. J'avais bien envie de laisser là ce cortége incommode et d'aller faire mon *kef* hors de la ville sous des ombrages; mais le Marseillais me dit que ce ne serait pas convenable, et que nous ne rencontrerions pas plus d'ombre et plus de fraîcheur au dehors qu'entre les gros murs du bazar où nous nous trouvions. Nous nous mîmes donc à causer pour passer le temps. Je lui racontai ma position, mes projets; l'idée que j'avais conçue de me fixer en Syrie, d'y épouser une femme du pays, et, ne pouvant pas choisir une musulmane, à moins de changer de religion, comment j'avais été conduit à me préoccuper d'une jeune fille druse qui me convenait sous tous les rapports. — Il y a des momens où l'on sent le besoin, comme le barbier du roi Midas, de déposer ses secrets n'importe où. Le Marseillais, homme léger, ne méritait peut-être pas tant de confiance; mais, au fond, c'était un bon diable, et il m'en donna la preuve par l'intérêt que ma situation lui inspira.

— Je vous avouerai, lui dis-je, qu'ayant connu le pacha à l'époque de son séjour à Paris, j'avais espéré de sa part une réception moins cérémonieuse; je fondais même quelque espérance sur des services que cette circonstance m'aurait permis de rendre au cheik druse, père de

la jolie fille dont je vous ai parlé.... Et maintenant je ne sais trop ce que j'en puis attendre.

— Plaisantez-vous? me dit le Marseillais, vous allez vous donner tant de peine pour une petite fille des montagnes? Eh! quelle idée vous faites-vous de ces Druses? Un cheik druse, eh bien! qu'est-ce que c'est près d'un Européen, d'un Français qui est du beau monde? Voilà dernièrement le fils d'un consul anglais, M. Parker, qui a épousé une de ces femmes-là, une *Ansarienne* du pays de Tripoli; personne de sa famille ne veut plus le voir! C'était aussi la fille d'un cheik pourtant.

— Oh! les Ansariens ne sont pas les Druses.

— Voyez-vous, ce sont là des caprices de jeune homme! Moi je suis resté long-temps à Tripoli, je faisais des affaires avec un de mes compatriotes qui avait établi une filature de soie dans la montagne; il connaissait bien tous ces gens-là; ce sont des peuples où les hommes, les femmes mènent une vie bien singulière.

Je me mis à rire, sachant bien qu'il ne s'agissait là que de sectes qui n'ont qu'un rapport d'origine avec les Druses, et je priai le Marseillais de me conter ce qu'il savait.

— Ce sont *des drôles,* me dit-il à l'oreille avec cette expression comique des méridionaux, qui entendent par ce terme quelque chose de particulièrement égrillard.

— C'est possible, dis-je, mais la jeune fille dont je vous parle n'appartient pas à des sectes pareilles où peuvent exister quelques pratiques dégénérées du culte primitif des Druses. C'est ce qu'on appelle une savante, une akkalé.

— Eh oui! c'est bien cela; ceux que j'ai vus nomment leurs prêtresses *akklats;* c'est le même mot varié par la prononciation locale. Eh bien! ces prêtresses, savez-vous à quoi elles s'emploient? On les fait monter sur la sainte table pour représenter la *Quadra* (la Vierge). Bien entendu qu'elles sont là dans la tenue la plus simple, sans robes ni rien sur elles, et le prêtre fait la prière en disant qu'il faut adorer l'image de la maternité. C'est comme une messe; seulement il y a sur l'autel un grand vase de vin dont il boit, et qu'il fait passer ensuite à tous les les assistans.

— Croyez-vous, dis-je, à ces bourdes, inventées par les gens des autres cultes?

— Si j'y crois? J'y crois si bien que j'ai vu, moi, dans le district de Kadmous, le jour de la fête de la Nativité, tous les hommes qui rencontraient des femmes sur les chemins se prosterner devant elles et embrasser leurs genoux.

— Eh bien! ce sont des restes de l'ancienne idolâtrie d'Astarté, qui se sont mélangés avec les idées chrétiennes.

— Et que dites-vous de leur manière de célébrer l'Épiphanie?

— La fête des Rois?

— Oui; mais pour eux cette fête est aussi le commencement de l'année. Ce jour-là, les *akkals* (initiés), hommes et femmes, se réunissent dans leurs *khaloués*, ce qu'ils appellent leurs temples, et il y a un moment de l'office où l'on éteint toutes les lumières, et je vous laisse à penser ce qu'il peut arriver de beau.

— Je ne crois à rien de tout cela; on en a dit autant d'ailleurs des *agapes* des premiers chrétiens. Et quel est l'Européen qui a pu voir de pareilles cérémonies, puisque les initiés seuls peuvent entrer dans ces temples?

— Qui? Eh! tenez, simplement mon compatriote de Tripoli, le filateur de soie, qui faisait des affaires avec un de ces akkals; celui-ci lui devait de l'argent; mon ami lui dit : — Je te tiens quitte, si tu veux t'arranger pour me conduire à une de ces assemblées. — L'autre fit bien des difficultés, disant que, s'ils étaient découverts, on les poignarderait tous les deux. N'importe; quand un Marseillais a mis une chose dans sa tête, il faut qu'elle aboutisse. Ils prennent rendez-vous le jour de la fête; l'akkal avait expliqué d'avance à mon ami toutes les momeries qu'il fallait faire, et, avec le costume, sachant bien la langue, il ne risquait pas grand'chose. Les voilà qui arrivent devant un de ces khaloués; c'est comme un tombeau de santon, une chapelle carrée avec un petit dôme, entourée d'arbres et adossée aux rochers. Vous en avez pu voir dans la montagne.

— J'en ai vu.

— Mais il y a toujours aux environs des gens armés pour empêcher les curieux d'approcher aux heures des prières.

— Et ensuite?

— Ensuite, ils ont attendu le lever d'une étoile qu'ils appellent *Sochra;* c'est l'étoile de Vénus. Ils lui ont fait une prière.

— C'est encore un reste, sans doute, de l'adoration d'Astarté.

— Attendez. Ils se sont mis ensuite à compter les étoiles filantes. Quand cela est arrivé à un certain nombre, ils en ont tiré des augures, et puis, les trouvant favorables, ils sont entrés tous dans le temple et ont commencé la cérémonie. Pendant les prières, les femmes entraient une à une, et, au moment du sacrifice, les lumières se sont éteintes.

— Et qu'est devenu le Marseillais?

— On lui avait dit ce qu'il fallait faire, parce qu'il n'y a pas là à choisir; c'est comme un mariage qui se ferait les yeux fermés...

— Eh bien! c'est leur manière de se marier, voilà tout, et, du moment qu'il y a consécration, l'énormité du fait me semble beaucoup diminuée; c'est même une coutume très favorable aux femmes laides.

— Vous ne comprenez pas! Ils sont mariés en outre, et chacun est

tenu d'amener sa femme. Le grand cheik lui-même, qu'ils appellent le *mékaddam*, ne peut se refuser à cette pratique égalitaire.

— Je commence à être inquiet du sort de votre ami.

— Mon ami se trouvait dans le ravissement du lot qui lui était échu... Il se dit : — Quel dommage de ne pas savoir qui l'on a aimé un instant! Les idées de ces gens-là sont absurdes...

— Ils veulent sans doute que personne ne sache au juste quel est son père; c'est pousser un peu loin la doctrine de l'égalité. L'Orient est plus avancé que nous dans le communisme.

— Mon ami, reprit le Marseillais, eut une idée bien ingénieuse; il coupa un morceau de la robe de la femme qui était près de lui, se disant : Demain matin, au grand jour, je saurai à qui j'ai eu affaire.

— Oh! oh!

— Monsieur, continua le Marseillais, quand ce fut au point du jour, chacun sortit sans rien dire, après que les officians eurent appelé la bénédiction du bon Dieu,... ou, qui sait, peut-être du diable, sur la postérité de tous ces mariages. Voilà mon ami qui se met à guetter les femmes, dont chacune avait repris son voile. Il reconnaît bientôt celle à qui il manquait un morceau de sa robe. Il la suit jusqu'à sa maison sans avoir l'air de rien, et puis il entre un peu plus tard chez elle comme quelqu'un qui passe... Il demande à boire : cela ne se refuse jamais dans la montagne, et voilà qu'il se trouve entouré d'enfans et de petits enfans... Cette femme était une vieille!

— Une vieille!

— Oui, monsieur! et vous jugez si mon ami fut content de son expédition...

— Pourquoi vouloir tout approfondir? Ne valait-il pas mieux conserver l'illusion? Les mystères antiques ont eu une légende plus gracieuse, celle de Psyché.

— Vous croyez que c'est une fable que je vous conte; mais tout le monde sait cette histoire à Tripoli. Maintenant, que dites-vous de ces paroissiens-là et de leurs cérémonies?

— Votre imagination va trop loin, dis-je au Marseillais; la coutume dont vous parlez n'a lieu que dans une secte repoussée de toutes les autres. Il serait aussi injuste d'attribuer de pareilles mœurs aux Ansariens et aux Druses que de faire rentrer dans le christianisme certaines folies analogues attribuées aux anabaptistes ou aux vaudois.

Notre discussion continua quelque temps ainsi. L'erreur de mon compagnon me contrariait dans les sympathies que je m'étais formées à l'égard des populations du Liban, et je ne négligeai rien pour le détromper, tout en accueillant les renseignemens précieux que m'apportaient ses propres observations.

La plupart des voyageurs ne saisissent que les détails bizarres de la

vie et des coutumes de certains peuples. Le sens général leur échappe et ne peut s'acquérir en effet que par des études profondes. Combien je m'applaudissais d'avoir pris d'avance une connaissance exacte de l'histoire et des doctrines religieuses de tant de populations du Liban, dont le caractère m'inspirait de l'estime! Dans le désir que j'avais de me fixer au milieu d'elles, de pareilles données ne m'étaient pas indifférentes, et j'en avais besoin pour résister à la plupart des préjugés européens.

En général, nous ne nous intéressons en Syrie qu'aux Maronites, catholiques comme nous, et tout au plus encore aux Grecs, aux Arméniens et aux Juifs, dont les idées s'éloignent moins des nôtres que celles des musulmans; nous ne songeons pas qu'il existe une série de croyances intermédiaires capables de se rattacher aux principes de civilisation du nord, que l'islamisme repoussera toujours.

La Syrie est certainement le seul point de l'Orient où l'Europe puisse poser solidement le pied et peut-être établir des colonies florissantes, ainsi que le fit l'ancienne Grèce. Partout ailleurs il faudrait refouler les populations arabes ou craindre constamment leur rébellion, comme il arrive en Algérie. Une moitié au moins des populations syriennes se compose soit de chrétiens, soit de races hostiles à la domination musulmane. Il faudrait même ajouter à ce nombre une grande partie des Arabes du désert, qui, comme les Persans, appartiennent à la secte d'Ali.

V. — LE DINER DU PACHA.

La journée était avancée, et la fraîcheur amenée par la brise maritime mettait fin au sommeil des gens de la ville. Nous sortîmes du café et je commençais à m'inquiéter du dîner; mais les cavas, dont je ne comprenais qu'imparfaitement le baragouin plus turc qu'arabe, me répétaient toujours *ti sabir*, comme des Levantins de Molière.

— Demandez-leur donc ce que je dois savoir, dis-je enfin au Marseillais.

— Ils disent qu'il est temps de retourner chez le pacha.

— Pourquoi faire?

— Pour dîner avec lui.

— Ma foi, dis-je, je n'y comptais plus; le pacha ne m'avait pas invité.

— Du moment qu'il vous faisait accompagner, cela allait de soi-même.

— Mais, dans ces pays-ci, le dîner a lieu ordinairement vers midi.

— Non pas chez les Turcs, dont le repas principal se fait au coucher du soleil, après la prière.

Je pris congé du Marseillais et je retournai au kiosque du pacha. En

traversant la plaine couverte d'herbes sauvages brûlées par le soleil, j'admirais l'emplacement de l'ancienne ville, si puissante et si magnifique, aujourd'hui réduite à cette langue de terre informe qui s'avance dans les flots et où se sont accumulés les débris de trois bombardemens terribles depuis cinquante ans. On heurte à tout moment du pied dans la plaine des débris de bombes et des boulets dont le sol est criblé.

En rentrant au pavillon où j'avais été reçu le matin, je ne vis plus d'amas de chaussures au bas de l'escalier, plus de visiteurs encombrant le *mabahim* (pièce d'entrée); on me fit seulement traverser la salle aux pendules, et je trouvai dans la pièce suivante le pacha qui fumait, assis sur l'appui de la fenêtre, et qui, se levant sans façon, me donna une poignée de main à la française. « Comment cela va-t-il? Vous êtes-vous bien promené dans notre belle ville? me dit-il en français, avez-vous tout vu? » Son accueil était si différent de celui du matin, que je ne pus m'empêcher d'en faire paraître quelque surprise.

— Ah! pardon, me dit-il, si je vous ai reçu ce matin *en pacha.* Ces braves gens qui se trouvaient dans la salle d'audience ne m'auraient point pardonné de manquer à l'étiquette en faveur d'un *Frangi.* A Constantinople, tout le monde comprendrait cela; mais ici nous sommes *en province.*

Après avoir appuyé sur ce dernier mot, Méhmet-Pacha voulut bien m'apprendre qu'il avait habité long-temps Metz en Lorraine comme élève de l'école préparatoire d'artillerie. Ce détail me mit tout-à-fait à mon aise en me fournissant l'occasion de lui parler de quelques-uns de mes amis qui avaient été ses camarades. Pendant cet entretien, le coup de canon du port annonçant le coucher du soleil retentit du côté de la ville. Un grand bruit de tambours et de fifres annonça l'heure de la prière aux Albanais répandus dans les cours. Le pacha me quitta un instant, sans doute pour aller remplir ses devoirs religieux; ensuite il revint et me dit : — Nous allons dîner à l'européenne.

En effet, on apporta des chaises et une table haute, au lieu de retourner un tabouret et de poser dessus un plateau de métal et des coussins autour, comme cela se fait d'ordinaire. Je sentis tout ce qu'il y avait d'obligeant dans le procédé du pacha, — et toutefois, je l'avouerai, je n'aime pas ces coutumes de l'Europe envahissant peu à peu l'Orient; je me plaignis au pacha d'être traité par lui en touriste vulgaire.

— Vous venez bien me voir en habit noir!... me dit-il.

La réplique était juste; pourtant je sentais bien que j'avais eu raison. Quoi que l'on fasse, et si loin que l'on puisse aller dans la bienveillance d'un Turc, il ne faut pas croire qu'il puisse y avoir fusion entre notre façon de vivre et la sienne. Les coutumes européennes qu'il adopte dans certains cas deviennent une sorte de terrain neutre où il nous accueille sans se livrer lui-même; il consent à imiter nos mœurs comme

il use de notre langue, mais à l'égard de nous seulement. Il ressemble à ce personnage de ballet qui est moitié paysan et moitié seigneur; il montre à l'Europe le côté *gentleman*, il est toujours un pur *Osmanli* pour l'Asie. Les préjugés des populations font d'ailleurs de cette politique une nécessité.

Au demeurant, je retrouvai dans Méhmet-Pacha un très excellent homme, plein de politesse et d'affabilité, attristé vivement de la situation que les puissances font à la Turquie, en ne lui permettant ni de vivre ni de mourir. Il me racontait comment il venait de quitter la haute position de pacha de Topana à Constantinople, par ennui des tracasseries consulaires. — Imaginez, me disait-il, une grande ville où cent mille individus échappent à l'action de la justice locale; il n'y a pas là un voleur, un assassin, un débauché qui ne parvienne à se mettre sous la protection d'un consulat quelconque. Ce sont vingt polices qui s'annulent l'une par l'autre, et c'est le pacha qui est responsable pourtant!... Ici nous ne sommes guère plus heureux, au milieu de sept à huit peuples différens qui ont leurs cheiks, leurs cadis et leurs émirs. Nous consentons à les laisser tranquilles dans leurs montagnes, pourvu qu'ils paient le tribut.... Eh bien! il y a trois ans que nous n'en avons pas reçu un para!

Je vis que ce n'était pas encore l'instant de parler en faveur du cheik druse prisonnier à Beyrouth, et je portai la conversation sur un autre sujet. Après le dîner, j'espérais que Méhmet suivrait au moins l'ancienne coutume, en me régalant d'une danse d'almées, car je savais bien qu'il ne pousserait pas la courtoisie française jusqu'à me présenter à ses femmes; mais je devais subir l'Europe jusqu'au bout. Nous descendîmes à une salle de billard où il fallut faire des carambolages jusqu'à une heure du matin. Je me laissai gagner tant que je pus, — aux grands éclats de rire du pacha, qui se rappelait avec joie ses amusemens de l'école de Metz.

— Un Français, un Français qui se laisse battre! s'écriait-il.

— Je conviens, disais-je, que Saint-Jean-d'Acre n'est pas favorable à nos armes; mais ici vous combattez seul, et l'ancien pacha d'Acre avait les canons de l'Angleterre.

Nous nous séparâmes enfin. On me conduisit dans une salle très grande éclairée par un cierge, placé à terre au milieu, dans un chandelier énorme. Ceci rentrait dans les coutumes locales. Les esclaves me firent un lit avec des coussins disposés à terre sur lesquels on étendit des draps cousus d'un seul côté avec les couvertures; je fus en outre gratifié d'un grand bonnet de nuit en soie jaune matelassée qui avait des côtes comme un melon.

VI. — CONCLUSION. — (A TIMOTHÉE O'NEIL).

J'interromps ici mon itinéraire, je veux dire ce relevé, jour par jour, heure par heure, d'impressions locales qui n'ont de mérite qu'une minutieuse réalité. Il y a des momens où la vie multiplie ses pulsations en dépit des lois du temps, comme une horloge folle dont la chaîne est brisée, d'autres où tout se traîne en sensations inappréciables ou peu dignes d'être notées. Te parlerai-je de mes pérégrinations dans la montagne, parmi des lieux qui n'offriraient qu'une topographie aride, au milieu d'hommes dont la physionomie ne peut être saisie qu'à la longue et dont l'attitude grave, la vie uniforme, prêtent beaucoup moins au pittoresque que les populations bruyantes et contrastées des villes? Il me semble, depuis quelque temps, que je vis dans un siècle d'autrefois ressuscité par magie; l'âge féodal m'entoure avec ses institutions immobiles comme la pierre du donjon qui les a gardées. — Apres montagnes, noirs abîmes où les feux de midi découpent des cercles de brume, fleuves et torrens, illustres comme des ruines, qui roulez encore les colonnes des temples et les idoles brisées des dieux; neiges éternelles qui couronnez des monts dont le pied s'allonge dans les champs de braise du désert; — horizons lointains des vallées que la mer emplit à moitié de ses flots bleus; forêts odorantes de cèdre et de cinnamome; rochers sublimes où retentit la cloche des ermitages; fontaines célébrées par la muse biblique où les jeunes filles se pressent le soir, portant sur le front leurs urnes élancées; oui, vous êtes pour l'Européen la terre paternelle et sainte, vous êtes encore la patrie. Laissons Damas, la ville arabe, s'épanouir au bord du désert et saluer le soleil levant du haut de ses minarets; mais le Liban et le Carmel sont l'héritage des croisades! il faut qu'ils appartiennent sinon à la croix seule, du moins à ce que la croix symbolise, — à la liberté.

Je résume pour toi les changemens qui se sont accumulés depuis quelques mois dans mes destinées errantes. — Tu sais avec quelle bonté le pacha d'Acre m'avait accueilli à mon passage. Je lui ai fait enfin la confidence entière du projet que j'avais formé d'épouser la fille du cheik Eschérazy, et de l'aide que j'attendais de lui en cette occasion. Il s'est mis à rire d'abord avec l'entraînement naïf des Orientaux en me disant : — Ah çà! vous y tenez décidément? — Absolument, répondis-je. Voyez-vous, on peut bien dire cela à un musulman; il y a dans cette affaire un enchaînement de fatalités. C'est en Égypte qu'on m'a donné l'idée du mariage : la chose y paraît si simple, si douce, si facile, si dégagée de toutes les entraves qui nuisent en Europe à cette institution, que j'en ai accepté et couvé amoureusement l'idée; mais je suis difficile, je l'avoue, et puis, sans doute, beaucoup d'Européens ne se font là-dessus aucun scrupule... cependant cet achat de filles à leurs parens m'a tou-

jours semblé quelque chose de révoltant. Les Cophtes, les Grecs qui font de tels marchés avec les Européens, savent bien que ces mariages n'ont rien de sérieux, malgré une prétendue consécration religieuse... J'ai hésité, j'ai réfléchi, j'ai fini par acheter une esclave avec le prix que j'aurais mis à une épouse. Mais on ne touche guère impunément aux mœurs d'un monde dont on n'est pas; cette femme, je ne puis ni la renvoyer, ni la vendre, ni l'abandonner sans scrupule, ni même l'épouser sans folie. Pourtant c'est une chaîne à mon pied, c'est moi qui suis l'esclave, c'est la fatalité qui me retient ici, vous le voyez bien!

— N'est-ce que cela? dit le pacha, donnez-la-moi... pour un cheval, pour ce que vous voudrez, sinon pour de l'argent; nous n'avons pas les mêmes idées que vous, nous autres.

— Pour la liberté du cheik Eschérazy, lui dis-je : au moins, ce serait un noble prix.

— Non, dit-il, une grace ne se vend pas.

— Eh bien! vous voyez, je retombe dans mes incertitudes. Je ne suis pas le premier Franc qui ait acheté une esclave; ordinairement on laisse la pauvre fille dans un couvent, elle fait une conversion éclatante dont l'honneur rejaillit sur son maître et sur les pères qui l'ont instruite; puis elle se fait religieuse ou devient ce qu'elle peut, c'est-à-dire souvent très malheureuse. Ce serait pour moi un remords épouvantable.

— Et que voulez-vous faire?

— Épouser la jeune fille dont je vous ai parlé, et à qui je donnerai l'esclave comme présent de noces, comme douaire; elles sont amies, elles vivront ensemble. Je vous dirai de plus que c'est l'esclave elle-même qui m'a donné cette idée. La réalisation dépend de vous.

Je t'expose sans ordre les raisonnemens que je fis pour exciter et mettre à profit la bienveillance du pacha. — Je ne puis presque rien, me dit-il enfin; le pachalik d'Acre n'est plus ce qu'il était jadis; on l'a partagé en trois gouvernemens, et je n'ai sur celui de Beyrouth qu'une autorité nominale. Supposons de plus que je parvienne à faire mettre en liberté le cheik, il acceptera ce bienfait sans reconnaissance... Vous ne connaissez pas ces gens-là! J'avouerai que ce cheik mérite quelques égards. A l'époque des derniers troubles, sa femme a été tuée par les Albanais. Le ressentiment l'a conduit à des imprudences et le rend dangereux encore. S'il veut promettre de rester tranquille à l'avenir, on verra.

J'appuyai de tout mon pouvoir sur cette bonne disposition, et j'obtins une lettre pour le gouverneur de Beyrouth, Essad-Pacha. Ce dernier, auprès duquel l'Arménien, mon ancien compagnon de route, m'a été de quelque utilité, a consenti à envoyer son prisonnier au kaïmakan druse, en réduisant son affaire, compliquée précédemment de rébellion, à un simple refus d'impôts pour lequel il deviendra facile de prendre des arrangemens.

Tu vois que les pachas eux-mêmes ne peuvent pas tout dans ce pays, sans quoi l'extrême bonté de Mélimet pour moi eût aplani tous les obstacles. Peut-être aussi a-t-il voulu m'obliger plus délicatement en déguisant son intervention près des fonctionnaires inférieurs. Le fait est que je n'ai eu qu'à me présenter de sa part au kaïmakan pour en être admirablement accueilli; le cheik avait été déjà transféré à Deir-Khamar, résidence actuelle de ce personnage, héritier pour une part de l'ancienne autorité de l'émir Béchir. Il y a, comme tu sais, aujourd'hui un kaïmakan (gouverneur) pour les Druses et un autre pour les Maronites; c'est un pouvoir mixte qui dépend au fond de l'autorité turque, mais dont l'institution ménage l'amour-propre national de ces peuples et leur prétention à se gouverner par eux-mêmes.

Tout le monde a décrit Deïr-Khamar et son amas de maisons à toits plats s'échelonnant sur un mont abrupt comme l'escalier d'une Babel ruinée. Beit-Eddin, l'antique résidence des émirs de la montagne, occupe un autre pic qui semble toucher celui-là, mais qu'une vallée profonde en sépare. Si de Deïr-Khamar vous regardez Beit-Eddin, vous croyez voir un château de fées; ses arcades ogivales, ses terrasses hardies, ses colonnades, ses pavillons et ses tourelles offrent un mélange de tous les styles plus éblouissant comme masse que satisfaisant dans les détails. Ce palais est bien le symbole de la politique des émirs qui l'habitaient. Il est païen par ses colonnes et ses peintures, chrétien par ses tours et ses ogives, musulman par ses dômes et ses kiosques; il contient le temple, l'église et la mosquée, enchevêtrés dans ses constructions. A la fois palais, donjon et sérail, il ne lui reste plus aujourd'hui qu'une portion habitée, c'est la prison.

C'est là qu'on avait provisoirement logé le cheik Eschérazy, heureux du moins de n'être plus sous la main d'une justice étrangère. Dormir sous les voûtes du vieux palais de ses princes, c'était un adoucissement sans doute; — on lui avait permis de garder près de lui sa fille, autre faveur qu'il n'avait pu obtenir à Beyrouth. Toutefois le kaïmakan, étant responsable du prisonnier ou de la dette, le faisait garder étroitement.

J'obtins la permission de visiter le cheik, comme je l'avais fait à Beyrouth; ayant pris un logement à Deïr-Khamar, je n'avais à traverser que la vallée intermédiaire pour gagner l'immense terrasse du palais, d'où, parmi les cimes des montagnes, on voit au loin resplendir un pan bleu de la mer. Les galeries sonores, les salles désertes, naguère pleines de pages, d'esclaves et de soldats, me faisaient penser à ces châteaux de Walter Scott que la chute des Stuarts a dépouillés de leurs splendeurs royales. La majesté des scènes de la nature ne parlait pas moins hautement à mon esprit. — Je sentis qu'il fallait franchement m'expliquer avec le cheik et ne pas lui dissimuler les raisons que j'avais

eues de chercher à lui être utile. Rien n'est pire que l'effusion d'une reconnaissance qui n'est pas méritée.

Aux premières ouvertures que j'en fis avec grand embarras, il se frappa le front du doigt.

— *Enté medjnoun* (es-tu fou)? me dit-il.

— *Medjnoun,* dis-je, c'est le surnom d'un amoureux célèbre, et je suis loin de le repousser.

— Aurais-tu vu ma fille? s'écria-t-il.

L'expression de son regard était telle dans ce moment, que je songeai involontairement à une histoire que le pacha d'Acre m'avait contée en me parlant des Druses. Le souvenir n'en était pas gracieux assurément. Un kyaya lui avait raconté ceci : « J'étais endormi, lorsqu'à minuit j'entends heurter à la porte; je vois entrer un Druse portant un sac sur ses épaules. — Qu'apportez-vous là? lui dis-je. — Ma sœur avait une intrigue, et je l'ai tuée. Ce sac renferme son *tantour* (corne d'orfévrerie que les femmes druses portent sur la tête). — Mais il y a deux tantours dans le sac? — C'est que j'ai tué aussi la mère, qui avait connaissance du fait. Il n'y a de force et de puissance qu'en Dieu très haut. Le Druse avait apporté ces bijoux de ses victimes pour apaiser la justice turque. Le kyaya le fit arrêter et lui dit : — Va dormir, je te parlerai demain. Le lendemain, il lui dit : — Je suppose que tu n'as pas dormi? — Au contraire, lui dit l'autre. Depuis un an que je soupçonnais ce déshonneur, j'avais perdu le sommeil; je l'ai retrouvé cette nuit. »

Ce souvenir me revint comme un éclair; il n'y avait pas à balancer. Je n'avais rien à craindre pour moi sans doute; mais ce prisonnier avait sa fille près de lui : ne pouvait-il pas la soupçonner d'autre chose encore que d'avoir été vue sans voile? Je lui expliquai mes visites chez Mme Carlès, bien justifiées, certes, par le séjour qu'y faisait mon esclave, l'amitié que cette dernière avait pour sa fille, le hasard qui me l'avait fait rencontrer; je glissai sur la question du voile qui pouvait s'être dérangé par hasard... Je pense, dans tous les cas, qu'il ne put douter de ma sincérité. Chez tous les peuples du monde, ajoutai-je, on demande une fille en mariage à son père, et je ne vois pas la raison de votre surprise. Vous pouvez penser, par les relations que j'ai dans ce pays, que ma position n'est pas inférieure à la vôtre. Pour ce qui est de la religion, je n'accepterais pas d'en changer pour le plus beau mariage de la terre; mais je connais la vôtre, je sais qu'elle est très tolérante et qu'elle admet toutes les formes possibles de cultes et toutes les révélations connues comme des manifestations diverses, mais également saintes, de la divinité. Je partage pleinement ces idées, et, sans cesser d'être chrétien, je crois pouvoir...

— Eh, malheureux! s'écria le cheik, c'est impossible : *la plume est brisée, l'encre est sèche, le livre est fermé!*

— Que voulez-vous dire?

— Ce sont les paroles mêmes de notre loi. Personne ne peut plus entrer dans notre communion.

— Je pensais que l'initiation était ouverte à tous.

— Aux *djahels* (ignorans) qui sont de notre peuple, et qui s'élèvent par l'étude et par la vertu, mais non pas aux étrangers, car notre peuple est seul élu de Dieu.

— Cependant vous ne condamnez pas les autres.

— Pas plus que l'oiseau ne condamne l'animal qui se traîne à terre. La parole vous a été prêchée et vous ne l'avez pas écoutée.

— En quel temps?

— Du temps de *Hamza*, le prophète de notre seigneur Hakem.

— Mais avons-nous pu l'entendre?

— Sans doute, car il a envoyé des missionnaires (*days*) dans toutes les *îles* (régions).

— Et quelle est notre faute? nous n'étions pas nés.

— Vous existiez dans d'autres corps, mais vous aviez le même esprit. Cet esprit immortel comme le nôtre est resté fermé à la parole divine. Il a montré par là sa nature inférieure. Tout est dit pour l'éternité.

On n'étonne pas facilement un garçon qui a fait sa philosophie en Allemagne, et qui a lu — dans le texte original — la *Symbolique* de Kreutzer. Je concédai volontiers au digne akkal sa doctrine de transmigration, et je lui dis, partant de ce point :

— Lorsque les *days* ont semé la parole dans le monde, vers l'an 1000 de l'ère chrétienne, ils ont fait des prosélytes, n'est-ce pas, ailleurs que dans ces montagnes? Qui te prouve que je ne descends pas de ceux-là? Veux-tu que je te dise où croît la plante nommée *aliledj* (plante symbolique)?

— L'a-t-on semée dans ton pays?

— Elle ne croît que dans le cœur des fidèles unitaires pour qui Hakem est le vrai Dieu.

— C'est bien la phrase sacramentelle; mais tu peux avoir appris ces paroles de quelque renégat.

— Veux-tu que je te récite le catéchisme druse tout entier?

— Les Francs nous ont volé beaucoup de nos livres, et la science acquise par les infidèles ne peut provenir que des mauvais esprits. Si tu es l'un des Druses des autres *îles*, tu dois avoir ta pierre noire (*horse*). Montre-la, nous te reconnaîtrons.

— Tu la verras plus tard, lui dis-je... mais au fond je ne savais de quoi il voulait parler. Je rompis l'entretien pour cette fois-là, et, lui promettant de le revenir voir, je retournai à Deïr-Khamar.

Je demandai le soir même au kaïmakan, comme par une simple curiosité d'étranger, ce que c'était que le *horse;* il ne fit pas difficulté de me dire que c'était une pierre taillée en forme d'animal que tous

les Druses portent sur eux comme signe de reconnaissance, et qui, trouvée sur quelques morts, avait donné l'opinion qu'ils adoraient un veau, chose aussi absurde que de croire les chrétiens adorateurs de l'agneau ou du pigeon symbolique. Ces pierres, qu'à l'époque de la propagande primitive on distribuait à tous les fidèles, se transmettaient de père en fils.

Il me suffisait donc d'en trouver une pour convaincre l'akkal que je descendais de quelque ancien fidèle; mais ce mensonge me répugnait. Le kaïmakan, plus éclairé par sa position et plus ouvert aux idées de l'Europe que ses compatriotes, me donna des détails qui m'éclairèrent tout à coup. Mon ami, j'ai tout compris, tout deviné en un instant; mon rêve absurde devient ma vie, l'impossible s'est réalisé!

Cherche bien, accumule les suppositions les plus baroques, ou plutôt jette ta langue aux chiens, comme dit Mme de Sévigné. Apprends maintenant une chose dont je n'avais moi-même jusqu'ici qu'une vague idée. Les akkals druses sont les francs-maçons de l'Orient.

Il ne faut pas d'autres raisons pour expliquer l'ancienne prétention des Druses de descendre de certains chevaliers des croisades. Ce que leur grand émir Fakardin déclarait à la cour des Médicis en invoquant l'appui de l'Europe contre les Turcs, ce qui se trouve si souvent rappelé dans les lettres-patentes de Henri IV et de Louis XIV en faveur des peuples du Liban, est véritable au moins en partie. Pendant les deux siècles qu'a duré l'occupation du Liban par les chevaliers du temple, ces derniers y avaient jeté les bases d'une institution profonde. Dans leur besoin de dominer des nations de races et de religions différentes, il est évident que ce sont eux qui ont établi ce système d'affiliations maçonniques, tout empreint au reste des coutumes locales. — Les idées orientales qui, par suite, pénétrèrent dans leur ordre ont été cause en partie des accusations d'hérésie qu'ils subirent en Europe. La franc-maçonnerie a, comme tu sais, hérité de la doctrine des templiers; voilà le rapport établi, voilà pourquoi les Druses parlent de leurs coreligionnaires d'Europe, dispersés dans divers pays, et principalement dans les montagnes d'Écosse (*djebel-el-Scouzia*). Ils entendent par là les compagnons et maîtres *écossais*, ainsi que les rose-croix, dont le grade correspond à celui d'ancien templier (1).

Mais tu sais que je suis moi-même l'un des *enfans de la veuve*, un *louveteau* (fils de maître), que j'ai été nourri dans l'horreur du meurtre d'Adoniram et dans l'admiration du saint Temple, dont les colonnes ont

(1) Les missionnaires anglais appuient beaucoup sur cette circonstance pour établir parmi les Druses l'influence de leur pays. Ils leur font croire que le *rite écossais* est particulier à l'Angleterre. On peut s'assurer que la maçonnerie française a la première compris ces rapports, puisqu'elle fonda à l'époque de la révolution les loges des *Druses réunis*, des *Commandeurs du Liban*, etc.

été des cèdres du mont Liban. Sérieusement, la maçonnerie est bien dégénérée parmi nous : — tu vois pourtant que cela peut servir en voyage. Bref, je ne suis plus pour les Druses un infidèle, je suis un *muta-daressin*, un étudiant. Dans la maçonnerie, cela correspondrait au grade d'apprenti; il faut ensuite devenir compagnon (*réfik*), puis maître (*day*); l'akkal serait pour nous le rose-croix ou ce qu'on appelle chevalier *kaddosch*. Tout le reste a des rapports intimes avec nos loges; je t'en abrège les détails.

Tu vois maintenant ce qui a dû arriver. J'ai produit mes titres, ayant heureusement dans mes papiers un de ces beaux diplômes maçonniques pleins de signes cabalistiques familiers aux Orientaux. Quand le cheik m'a demandé de nouveau ma pierre noire, je lui ai dit que les templiers français, ayant été brûlés, n'avaient pu transmettre leurs pierres aux francs-maçons, qui sont devenus leurs successeurs spirituels. — Il faudrait s'assurer de ce fait, qui n'est que probable; — cette pierre doit être le *bahomet* (petite idole), dont il est question dans le procès des templiers.

A ce point de vue, mon mariage devient de la haute politique. Il s'agit peut-être de renouer les liens qui attachaient autrefois les Druses à la France. Ces braves gens se plaignent de voir notre protection ne s'étendre que sur les catholiques, tandis qu'autrefois les rois de France les comprenaient dans leurs sympathies comme descendans des croisés et *pour ainsi dire* chrétiens (1). Les agens anglais profitent de cette situation pour faire valoir leur appui, et de là les luttes des deux peuples rivaux, druses et maronites, unis autrefois sous les mêmes princes.

Le kaïmakan a permis enfin au cheik Eschérazy de retourner dans son pays et ne lui a pas caché que c'était à mes sollicitations près du pacha d'Acre qu'il devait ce résultat. Le cheik m'a dit : Si tu as voulu te rendre utile, tu n'as fait que le devoir de chacun; si tu y avais un intérêt, pourquoi te remercierais-je?

Sa doctrine m'étonne sur quelques points, cependant elle est noble et pure, quand on sait bien se l'expliquer. Les akkals ne reconnaissent ni vertus ni crimes. L'homme honnête n'a point de mérite, seulement il s'élève dans l'échelle des êtres comme le vicieux s'abaisse. La transmigration amène le châtiment ou la récompense.

On ne dit pas d'un Druse qu'il est mort, mais qu'il s'est transmigré.

Les Druses ne font pas l'aumône, parce que l'aumône, selon eux, dégrade celui qui l'accepte. Ils exercent seulement l'hospitalité, à titre d'échange dans cette vie ou dans une autre.

(1) Si frivoles que soient ces pages, elles contiennent une donnée vraie. On peut se rappeler la pétition collective que les Druses et les Maronites ont adressée récemment à la chambre des députés.

Ils se font une loi de la vengeance; toute injustice doit être punie; le pardon dégrade celui qui le subit.

On s'élève chez eux non par l'humilité, mais par la science; il faut se rendre le plus possible semblable à Dieu.

La prière n'est pas obligatoire; elle n'est d'aucun secours pour racheter une faute.

C'est à l'homme de réparer le mal qu'il a fait, non qu'il ait mal agi peut-être, mais parce que le mal par la force des choses retomberait un jour sur lui.

L'institution des akkals a quelque chose de celle des lettrés de la Chine. Les nobles (*schérifs*) sont obligés de subir les épreuves de l'initiation; les paysans (*salems*) deviennent leurs égaux ou leurs supérieurs s'ils les atteignent ou les surpassent par cette voie. Le cheik Eschérazy était un de ces derniers.

Je lui ai présenté l'esclave en lui disant : — Voici la servante de ta fille. Il l'a regardée avec intérêt, l'a trouvée belle, et depuis ce temps-là les deux femmes restent ensemble.

Nous sommes partis de Beit-Eddin tous quatre sur des mulets; nous avons traversé la plaine de Bekàa, l'ancienne Syrie creuse, et, après avoir gagné Zaklé, nous sommes arrivés à Balbek dans l'Anti-Liban. J'ai rêvé quelques heures au milieu de ces magnifiques ruines, qu'on ne peut plus dépeindre après Volney et Lamartine. Nous avons gagné bientôt la chaîne montueuse qui avoisine le Hauran. C'est là que nous nous sommes arrêtés dans un village où se cultivent la vigne et le mûrier, à une journée de Damas. Le cheik m'a conduit à son humble maison, dont le toit plat est traversé et soutenu par un acacia (l'arbre d'Hiram). A de certaines heures, cette maison s'emplit d'enfans : c'est une école. Tel est le plus beau titre de la demeure d'un akkal.

Tu comprends que je n'ai pas à te décrire ce qui se passe entre moi et ma fiancée. En Orient, les femmes vivent ensemble et les hommes ensemble, à moins de cas particuliers. Seulement cette aimable personne m'a donné une tulipe rouge et a planté dans le jardin un petit acacia qui doit croître avec nos amours. C'est un usage du pays.

Et maintenant j'étudie pour arriver à la dignité de *réfik* (compagnon), où j'espère atteindre dans peu. Le mariage est fixé pour cette époque.

Je fais de temps en temps une excursion à Balbek. J'y ai rencontré, chez l'évêque maronite, le père Planchet, qui se trouvait en tournée. Il n'a pas trop blâmé ma résolution, mais il m'a dit que mon mariage n'en serait pas un. — Élevé dans des idées philosophiques, je me préoccupe fort peu de cette opinion d'un jésuite. Pourtant n'y aurait-il pas moyen d'amener dans le Liban la mode des *mariages mixtes?* J'y réfléchirai.

GÉRARD DE NERVAL.

LES

PAYSANS DE L'AUTRICHE.

I. — *Galizien und die Robotfrage* (La Gallicie et la Question des corvées). — Leipzig, 1846.

II. — *Statistik des Koenigreichs Ungarn* (Statistique du royaume de Hongrie), par Fenyès. — Pesth, 1844-1847.

III. — *Magazinu istoricu pentru Dacia* (Magasin historique pour la Dacie), par Laurianu et Balcesco. — Bucharest, 1847.

IV. — *Organische Verwaltung der Provinz Boehmen* (Lois organiques de la Bohême), par Schopf. — Prague, 1847.

V. — *L'Autriche et son Avenir*, Paris, 1847.

On sait quelle est, depuis cinquante ans, la pensée première de l'Autriche. C'est à ériger l'immobilité en système et à la pratiquer, pour ainsi dire, avec énergie que ses hommes d'état se sont principalement appliqués. On les a vus, dans les circonstances les plus difficiles, lutter avec succès hors de l'empire contre le développement du droit constitutionnel, et au dedans contre le droit des nationalités, ou même contre le droit civil des classes laborieuses accablées sous le fardeau héréditaire des priviléges féodaux. Partout, durant ce demi-siècle, si fécond cependant pour la liberté du monde, leurs actes se sont réglés sur cet esprit de résistance accepté par eux comme un dogme politique.

Avant eux, il est vrai, Marie-Thérèse et Joseph II venaient de porter un dernier coup au servage pour y substituer la sujétion (*Unterthanigkeit*). L'empire en était encore tout ému et tout surpris, car c'était là une bien grande nouveauté pour cette lente politique de la maison d'Autriche, et, en essayant de faire marcher de front la centralisation et la liberté civile, Joseph II avait semé bien des craintes et provoqué bien des répulsions. Après un effort si peu ordinaire et

une commotion si alarmante, le calme n'était-il pas nécessaire et le repos permis? Des jacobins, comme on disait alors, pouvaient seuls désirer davantage, et il suffisait que les révolutions se fussent emparées de la cause du progrès pour que la première des monarchies absolues se crût obligée par honneur et par prudence à comprimer dans son germe toute idée d'un droit nouveau. C'est en raisonnant ainsi que l'Autriche a pu traiter comme un *délire* (1) les vœux de l'Allemagne et de la Hongrie pour des institutions plus libres; c'est pour cela aussi que, seule parmi les grandes puissances, elle a voulu rester étrangère à la restauration de la nationalité hellénique; c'est pour cela enfin qu'elle a refusé d'entendre les représentations de plusieurs de ses états provinciaux en faveur des classes corvéables, et qu'elle a retardé de toutes ses forces les améliorations sociales là où elles s'imposaient par des moyens constitutionnels, comme en Hongrie.

Aujourd'hui cependant la politique autrichienne n'a-t-elle pas dévié un peu de son principe? Le système de l'immobilité n'aurait-il pas perdu un peu de sa rigueur première? N'aurait-il pas fini par sentir sa propre impuissance au milieu d'événemens nouveaux qui déconcertent les vieux calculs? Autrement, que signifient ces concessions par lesquelles on répond aux exigences des nationalités naissantes, telles que l'illyrisme et le roumanisme? Pourquoi les diètes générales de la Hongrie et de la Transylvanie ne rencontrent-elles plus tout-à-fait les mêmes entraves? Pourquoi quelques diètes provinciales, par exemple celle de la Basse-Autriche et celle de la Bohême, élèvent-elles sans danger la voix plus haut que de coutume (2)? Pourquoi surtout en est-on venu récemment à cette résolution très grave qui autorise les paysans des provinces non constitutionnelles (3) à racheter leurs redevances en nature et les fait passer de la condition de sujets et de tenanciers à celle de propriétaires? N'est-ce pas là sortir des traditions, et qu'est-il donc survenu? Une chose bien simple : le temps a marché, les besoins et les idées ont devancé les lois; ils ont échappé à la contrainte, et, ne trouvant point à se constituer pacifiquement, ils ont créé des situations dangereuses, suscité même des conflits sanglans et imposé au pouvoir une politique nouvelle.

De toutes les nécessités que subit aujourd'hui le gouvernement de l'Autriche, celle d'une réforme de la propriété au profit des classes laborieuses n'est ni la moins grave ni la moins pressante. On conçoit que les nationalités, réveillées

(1) Le mot est de François II aux Hongrois : *Totus mundus delirat, vult constitutiones habere.*

(2) Un écrit qui date de quelques années, mais dont la seconde partie a paru récemment, *l'Autriche et son Avenir*, a surtout pour objet de montrer la nécessité d'une réorganisation des institutions provinciales comme moyen de salut pour l'empire. Dans son livre sur les *Lois organiques de la Bohême*, M. Schopf s'est proposé un but semblable.

(3) Par provinces non constitutionnelles, nous entendons celles qui dépendent immédiatement de l'administration autrichienne et qui possèdent seulement des états provinciaux, c'est-à-dire toute l'Autriche, moins la Hongrie et la Transylvanie. Ce royaume et cette principauté ont des états-généraux, et l'empereur y est simplement roi constitutionnel, avec un pouvoir très fort, sans doute, mais pourtant limité. La chancellerie a donc pu ordonner, de sa pleine autorité, la réforme de la législation féodale dans l'archiduché, la Moravie, la Bohême, la Styrie, l'Illyrie, la Gallicie, sauf à faire pour la forme approuver cette innovation par les diètes provinciales; mais, si l'empereur tient à ce qu'elle soit étendue à la Hongrie et à la Transylvanie, il faut qu'il en soumette d'abord la proposition aux diètes hongroise et transylvaine, qui ont le droit de l'examiner et de la rejeter.

à peine et occupées encore à s'étudier, prennent leur temps et montrent de la patience dans la poursuite de leur but, on conçoit de même que les partisans des constitutions provinciales se résignent à attendre quelques années encore l'accomplissement d'une réforme politique; mais la guerre sociale dont la Gallicie a naguère été le théâtre a révélé, par des signes trop certains, le danger imminent qui résulte pour l'empire entier d'une législation dont l'effet est de mettre d'un côté tous les droits avec toute la richesse, de l'autre toutes les souffrances et tous les devoirs. Qui empêcherait cette jacquerie de se reproduire partout où existent les maux qui l'ont fait éclater une première fois? Et comment ne pas voir que des misères semblables à celles de la Gallicie pèsent sur toutes les provinces gouvernées par le même régime féodal?

Cette question, si grave que l'on ne saurait la négliger sans péril, pouvait recevoir deux solutions. L'une eût été radicale : c'est celle que nous avons adoptée en 89, c'est l'abolition pure et simple des corvées et des redevances; mais, ne serait-ce point ici le cas de le dire? les gouvernemens réguliers ne font point de ces choses-là. L'autre, plus pacifique, quoique plus lente et moins équitable, est le rachat sagement entendu des obligations qui grèvent la propriété. C'est ce procédé légal qu'a choisi la chancellerie de Vienne. En adoptant ce dernier moyen, on avait cependant une condition impérieuse à remplir : il fallait, pour que la mesure du rachat répondît aux griefs et aux besoins des populations, qu'elle fût étendue avec un soin égal à toutes les provinces où les classes agricoles ne sont point encore émancipées; il fallait qu'elle fût secondée par le bon vouloir de l'administration, par la protection attentive de la justice et par l'établissement d'institutions de crédit qui rendissent plus faciles ces sortes de transactions entre les sujets et les seigneurs; il fallait enfin qu'elle aboutît à une refonte de la législation civile et de l'ordre administratif pour les personnes et les terres qui seraient affranchies. Sinon, beaucoup de maux subsisteraient et beaucoup de réclamations violentes pourraient encore troubler la paix publique. Par malheur, on n'est pas encore allé jusque-là.

Cependant, au sein de ce vaste empire qui a su demeurer immobile tandis que tout changeait autour de lui, des forces, des intérêts nouveaux se sont développés sur tous les points, et ont imprimé au pouvoir une secousse qui l'entraîne dans le mouvement universel de l'Europe d'aujourd'hui. A côté des questions nationales qui agitent et passionnent les Illyriens, les Magyars, les Roumains, les Bohêmes, des questions sociales ont surgi, et elles ont fait une explosion si violente, que les hommes d'état ne songent plus à les étouffer, mais à les diriger pour les résoudre. Ce n'est pas le seul trait curieux de la physionomie de l'Autriche moderne, mais c'est pour un moment le point culminant de sa situation politique. Cette situation, il faut le dire, a trouvé enfin chez ceux qui étaient appelés à la modifier le sentiment vrai de leurs devoirs. Dans l'ordre social, c'est le gouvernement lui-même qui consent à se faire réformateur; dans l'ordre politique, s'il n'agit pas directement, il n'ose plus combattre les tendances libérales qui se manifestent au sein des diètes. Étudiée sous ces deux aspects, l'attitude de l'Autriche est également significative; elle témoigne d'un désir tardif, mais sans doute sincère, de sacrifier, dans certaines questions brûlantes, le culte aveugle et obstiné de la tradition à des nécessités politiques et sociales qui ne peuvent plus être méconnues sans danger. Pour faire apprécier l'importance

des mesures prises en vue des difficultés actuelles, il suffira de rappeler quelles lois régissaient la propriété dans les diverses parties de l'empire avant les derniers événemens de la Gallicie, et de montrer, avec les conséquences de cette législation, les plaies douloureuses qu'il s'agit aujourd'hui de guérir.

I. — LA LÉGISLATION.

Le mal date de loin, et la cause en est plus ancienne que l'Autriche elle-même. Cette puissance est une confédération de peuples très divers sous un gouvernement absolu qui, malgré sa force, a dû dans tous les temps respecter leur originalité nationale. Or, chacune de ces races, avec son caractère primitif, a eu aussi un développement à part, une histoire individuelle, enfin des mœurs et des lois conformes à son génie et aux événemens qu'elle a traversés. Depuis les tribus de Zingares qui vivent en communauté dans des habitations souterraines ou bien sous la tente dans les forêts de la Transylvanie, sans aucune notion de la propriété immobilière, jusqu'au cultivateur libre de la Lombardie, du Tyrol et du rivage de l'Adriatique (*Küsten-Land*), l'empire présente toutes les formes imaginables de la société civile. C'est le système féodal qui domine dans tout le pays habité originairement par les Slaves, Polonais, Illyriens ou Bohèmes. A une époque plus reculée et dont les poètes ont gardé le souvenir, la propriété était ici communale; l'état seul possédait. Les cultivateurs étaient tenanciers d'une partie du sol divisée entre eux par portions égales; ils exploitaient l'autre pour le compte de la communauté et de ceux qui concouraient à l'administrer ou à la défendre. A défaut des invasions et de la conquête, le temps eût détruit ces formes essentielles des primitives associations; mais l'établissement des Romains en Dacie, en Pannonie, en Illyrie, l'arrivée des Huns ou Magyars sur les bords du Danube, la domination germanique, les ont promptement bouleversées et transformées. L'esclavage ou tout au moins le servage a succédé à ces démocraties naissantes, et l'histoire des populations agricoles de ces contrées n'a plus été que l'histoire de leur oppression et de leurs souffrances.

Aux XIIIe, XIVe et XVe siècles, ces souffrances étaient intolérables, bien que le christianisme eût adouci les mœurs. Fréquemment, les paysans, accablés, exaspérés, protestaient par l'insurrection contre la violence; mais leurs sanglantes prises d'armes obtenaient aussi peu de succès que leurs humbles suppliques. Quelquefois même, comme on le vit au XIVe siècle en Hongrie, après la révolte infructueuse de Docza, les paysans perdaient dans la défaite le peu de droits que l'on avait bien voulu accorder à leur obéissance. Au XVIIIe siècle, le progrès des idées et le danger d'une guerre sociale arrachèrent quelques concessions à Marie-Thérèse, notamment le *code des cultivateurs* (*urbarium*), donné en 1767 à la Hongrie, et un *règlement provisoire* (*puncta regulativa*), accordé à la Transylvanie en 1769. Joseph II voulut continuer cette œuvre en la systématisant. Une nouvelle révolte fort semblable à celle dont la Gallicie vient d'être le théâtre, et conduite par un Roumain ou Valaque de la Transylvanie, Hora, poussait l'impétueux réformateur dans cette voie; elle l'aidait par l'effroi que causait aux nobles cette guerre aux châteaux, qui tendait aussi à l'extermination des Magyars (1); mais la volonté souveraine de Joseph II se brisa contre le provin-

(1) Cette insurrection des paysans de la Transylvanie a été dénaturée par beaucoup

cialisme et la nationalité. Il rêvait la liberté civile, et il laissa subsister la sujétion.

Jusqu'en l'année 1846, la propriété corvéable est restée dans le même état, excepté en Hongrie où elle a gagné un peu aux libres débats des assemblées publiques (1). Ainsi, en Hongrie, les charges du cultivateur sont moins pesantes qu'en Gallicie, en Bohême ou en Transylvanie; l'organisation judiciaire y est aussi beaucoup plus équitable, la liberté du paysan plus étendue et mieux garantie; en un mot, les propriétés et les personnes y sont plus près d'une émancipation définitive et complète. Toutefois les principes constitutifs de la loi sont les mêmes partout. *Terræ quam subditus colit proprietas ad dominum terrestrem spectat;* le seigneur est seul propriétaire; le sujet est simplement tenancier, il ne peut être plus; il n'a qu'un droit de possession, c'est le fondement du code hongrois lui-même. A côté de ce principe qui stérilise le travail, il en est un autre qui en aggrave les conséquences : c'est le principe de la juridiction domaniale. Le seigneur est juge entre sujets, même en Hongrie; il fait plus encore en Gallicie et ailleurs, il juge dans sa propre cause, il administre, il exerce le droit de police pour le compte de l'état. Enfin, si en Hongrie le paysan peut émigrer, acheter, vendre, tester, se marier sans autorisation et à sa guise, il ne le peut pas dans les autres provinces. Il n'est plus précisément enchaîné à la glèbe, mais il n'a pas la faculté de se déplacer ni de contracter librement d'engagemens; c'est un mineur que la législation tient sous une tutelle permanente, souvent aveugle, toujours orgueilleuse et naturellement égoïste.

Le sol est divisé en terres libres et en terres corvéables. Les terres libres sont les anciennes terres communales, dont la noblesse s'est attribué la propriété dans les pays où le pouvoir royal est resté faible, comme en Pologne, ou qu'elle a reçues des rois à titre de bénéfice héréditaire dans les pays où la royauté a été plus forte, comme en Hongrie. Les terres corvéables sont l'ancienne portion congrue affectée à chaque individu dans la commune pour les besoins de la famille. Comme elles furent primitivement divisées en parts égales, elles le sont encore aujourd'hui, malgré les révolutions que tout l'ancien ordre de choses a subies.

Chaque village contient un certain nombre de fermes d'une même étendue, appelées en latin de Hongrie *integræ sessiones*. Cependant ces fermes ne demeurent point toujours entières aux mains de la même famille; l'accroissement de la population ne le permet pas. Il y a donc des divisions et des subdivisions, mais réglées elles-mêmes par la loi ou par la coutume, qui en tient lieu. La moitié, le quart, le huitième, telle est la progression décroissante que suit le partage des fermes entières. En Hongrie, un même paysan peut posséder quatre fermes dans les villages qui en comptent au-delà de cent vingt; il ne peut guère en posséder qu'une en Gallicie et dans les provinces occidentales. Ces fermes comprennent, suivant la qualité des terres, de seize arpens à cinquante environ.

d'historiens. Plusieurs ont fait de Hora un Magyar ennemi du joug de l'Autriche. C'était un Roumain, et dans son ambition, qui fut grande, il ne voulait pas moins que la restauration de la nationalité roumaine, sous le nom de royaume de Dacie.

(1) En prenant possession des provinces illyriennes, la France y porta le régime de l'égalité civile, qui disparut aussi avec son drapeau. En 1814, l'Autriche se hâta d'y rétablir le régime féodal.

La classe des fermiers qui dans l'Autriche occidentale parviennent à posséder une ferme complète est peu nombreuse, et au bas de l'échelle se trouve une population très considérable de simples locataires (*inquilini*), qui n'ont qu'une cabane entourée d'un verger. Voilà les cadres au sein desquels s'agite cette masse de travailleurs, condamnés depuis des siècles à un labeur toujours le même et sans issue. Il en est peu toutefois qui soient absolument privés de toute ressource. Le grand nombre des terres qui sont encore incultes dans ces contrées si long-temps désolées par la guerre, permet aux propriétaires de distribuer de nouvelles fermes à de nouveaux cultivateurs. Le domaine y gagne de lourdes redevances et d'importantes corvées : pour une concession qui lui coûte peu, il s'assure ainsi des prestations et une main-d'œuvre qui peuvent ajouter beaucoup à ses revenus.

Les obligations du paysan sont proportionnelles à l'étendue de sa terre. En Gallicie, pour une ferme complète, il ne doit pas moins de trois jours de travail par semaine avec six bœufs et deux hommes, c'est-à-dire cent cinquante-six jours par année. En Hongrie, il n'est tenu qu'à cent huit journées d'un seul homme; mais les prestations en nature y sont un peu plus considérables, car, outre les petits impôts qui varient d'une province à l'autre et la dîme des produits levée partout par le clergé, les seigneurs hongrois prennent de plus un neuvième sur les céréales. Heureux encore les paysans s'ils étaient libres de toute obligation, après qu'ils se sont acquittés avec la noblesse et avec l'église! Mais l'état réclame aussi sa part, et il la veut d'autant plus grande qu'il a moins à prendre sur les classes privilégiées. En Gallicie, en Bohème, dans toutes les provinces non constitutionnelles, les nobles sont sujets à l'impôt; mais la plus forte part, on le comprend, pèse sur les petits. En Hongrie et en Transylvanie, où les nobles ne sont point imposés, les petits paient pour tous à la fois. Ainsi du recrutement, dont la noblesse est partout exempte. Les paysans seuls sont astreints au service militaire, car on ne peut prendre aujourd'hui au sérieux les devoirs de la noblesse hongroise dans les cas de levée en masse, depuis long-temps fort rares. Faut-il rappeler mille autres impôts vexatoires, comme le logement des troupes, le salaire du maître d'école, du garde champêtre, l'entretien des chemins, des ponts, des églises, de tous les édifices communaux? Il est clair que les charges publiques retombent exclusivement ou peu s'en faut sur les classes laborieuses. Certes, ce n'est pas à l'état que l'on doit en faire un reproche : ses droits sont bons; mais en est-il de même de ceux de la noblesse (1)?

Telle est la loi de la propriété en Autriche. Combien n'est-elle pas éloignée aujourd'hui de cet esprit de fraternité dont parlent les traditions, et combien n'est-il pas naturel qu'elle ait conduit les peuples à ces tristes résultats à travers la confusion des âges et la lutte des intérêts aveugles et brutaux! Écoutez cependant des écrivains polonais qui ont donné avec une véritable profondeur la for-

(1) Parmi les documens que l'on peut consulter sur cette partie de la législation de l'Autriche, nous citerons l'estimable statistique de Springer, qui est déjà ancienne. Les questions locales ont été traitées dans des publications spéciales et plus récentes. L'état de la Gallicie a été approfondi dans une brochure intitulée *la Gallicie et la Question des corvées;* celui de la Hongrie dans la *Statistique* de Fenyès; celui de la Transylvanie dans le *Magasin historique pour la Dacie,* publication périodique qui paraît en Valachie.

mule des civilisations slaves (1). Cette législation, que nous jugeons, nous, avec nos idées occidentales, comme désastreuse et contraire à toute évolution de l'activité sociale, eux ils l'aiment encore par un côté; ils la regrettent au moment même où elle disparaît pour faire place à un droit nouveau. Ils gémissent amèrement sur les transformations qui ont dépouillé la commune slave de son esprit primitif, ils déplorent surtout l'avénement d'un droit étranger aux civilisations slaves, l'application du code civil français à une partie de la Pologne, l'émancipation de la terre corvéable dans le duché de Posen, car tous les vieux liens de la communauté antique sont ainsi rompus. Le paysan est libre de posséder, mais il est libre aussi de vendre. N'étant point accoutumé à la prévoyance, il vend, et voici que la plaie de l'Occident et des sociétés modernes, le prolétariat, fait invasion dans les pays slaves sous le manteau de cette liberté funeste. Qui aura soin du prolétaire? Qui l'arrachera à l'indigence, au vagabondage, lorsque le propriétaire, en perdant son droit de tutelle, en aura aussi oublié les devoirs? — Ainsi parlent les défenseurs de la théorie de l'instinct en matière de propriété; mais où tendent, en définitive, leurs raisonnemens, si ce n'est à un communisme poétique qui n'est pas moins impraticable que tous les autres et qui aboutit fatalement à l'immobilité sociale? Ces écrivains se taisent d'ailleurs sur les moyens de sortir de la crise actuelle pour arriver au but qu'ils laissent à peine entrevoir derrière le voile de leurs formules, quelquefois trop peu expliquées. C'est une raison de plus pour nous autres Occidentaux, corrompus, comme ils disent, par le rationalisme et le latinisme, de voir dans l'affranchissement de la propriété par le droit moderne, au prix du prolétariat même, un bienfait de premier ordre, une grande réparation, un progrès décisif pour la civilisation. Assurément les philosophes slaves donnent ici aux réformateurs contemporains des avertissemens salutaires, en leur révélant les inconvéniens de l'individualisme et de la concurrence, qui accompagnent la liberté; mais la condition du prolétaire le plus misérable dans les pays d'égalité civile est-elle plus triste que celle de la grande majorité des paysans corvéables de l'Autriche? Qu'on en juge.

II. — CONSÉQUENCES MORALES ET MATÉRIELLES DU SYSTÈME FÉODAL EN AUTRICHE.

Le système féodal n'a pas seulement entravé les progrès sociaux, il a créé des maux très profonds et de très grandes perplexités politiques dans toutes les provinces de l'empire; mais aucune n'a reçu de coups plus terribles que la Gallicie. C'est un lugubre exemple offert aux méditations de toute l'Europe orientale. Il est vrai que nulle part, si ce n'est dans les pays d'esclavage ou de servage, la loi n'a été plus ingrate envers les classes laborieuses et n'a armé les classes nobles d'un pouvoir plus étendu et plus injuste. Il est vrai aussi que l'administration centrale, redoutant l'essor d'une nationalité vaincue, mais frémissante, s'est donné peu de peine pour lui fournir des moyens de prospérité qui eussent pu devenir des instrumens de lutte et d'insurrection. Il serait sévère de dire qu'on s'est appliqué à la précipiter vers sa ruine, mais on ne l'a point re-

(1) Nous voulons parler de M. Mickiewicz, qui, sous une forme un peu mystique, a développé une théorie très savante de l'instinct, ou, si l'on veut, de la raison instinctive par opposition à la raison réfléchie.

tenue quand elle penchait de ce côté. Un pays qui possédait tous les élémens de la richesse est ainsi resté stérile, et une indigence effrayante y régnait, avant même que de nouveaux malheurs y eussent appelé le deuil et la famine.

Que de misères accumulées dans ces villages d'un aspect si pauvre et si repoussant! Des huttes étroites et sombres, formées de tronçons d'arbres grossièrement attachés ensemble par des liens d'osier et recouverts d'argile et de paille, tout cela jeté pêle-mêle autour d'une église en ruine à quelque distance du domaine, voilà pour l'extérieur. Entrez sous l'humble toit : hommes et bestiaux y couchent pêle-mêle en hiver sur la même paille. Rarement vous y trouvez un lit de camp, quelques siéges en bois, quelques ustensiles de ménage. Rien de plus triste que ce spectacle de la famille au foyer, si ce n'est cette foule de travailleurs en haillons que les officiers domaniaux chassent devant eux comme un vil troupeau, le matin, dès le lever du soleil, pour les conduire à la corvée. Si leurs vêtemens en lambeaux attestent leur indigence, leurs visages soucieux et abattus témoignent plus vivement encore de leur découragement. Il est facile de voir que les souffrances morales ne sont pas ici les moins grandes.

Cependant ces malheureux avaient toujours, jusqu'à la dernière insurrection, supporté avec patience les excessives rigueurs du sort et de la loi, et l'on pourrait citer plus d'une preuve touchante de leur résignation. En voici un exemple pris au hasard entre mille autres. De pauvres habitans d'un village situé dans le cercle de Zloczow avaient pour seigneur un comte autrichien établi en Gallicie. Celui-ci, depuis trente ans, était dans l'habitude d'exiger et d'obtenir d'eux un surcroît de corvées entièrement illégales, et un jour, pour vaincre leurs refus, il avait dû requérir l'assistance du commissaire du cercle. Ce fonctionnaire se présenta avec un escadron de dragons pour escorte. Les anciens du village, chargés de parler au nom de la communauté, dirent qu'ils se plaignaient vainement depuis beaucoup d'années d'un abus de pouvoir, et qu'ils demandaient humblement pour cette fois d'être autorisés à quitter leurs fermes avec leurs familles et à chercher un autre seigneur. Le commissaire, pour toute réponse, les fit étendre l'un après l'autre dans la position du coupable auquel on va appliquer la peine du bâton. Le plus jeune comptait soixante-dix ans. Ils se soumirent, et ils reçurent six coups de *stock*, en récitant pieusement les litanies. L'exécution devait continuer et le nombre des coups augmenter de vingt à chaque victime, on procède ainsi par gradation dans cette sorte de torture souvent mortelle; mais les vieillards ne pouvaient pas subir cette nouvelle épreuve : ils se résignèrent, se reconnurent coupables et retournèrent tristement à leur tâche (1).

L'histoire moderne de la propriété en Gallicie abonde en faits de ce genre. Ce n'est pas que la loi et l'humanité aient toujours sommeillé. On a pu constater plus d'une fois de bons sentimens, des idées généreuses chez les seigneurs; dans les dernières années, on les a vus eux-mêmes prendre l'initiative des projets de réforme et proposer à la chancellerie de Vienne d'accorder aux cultivateurs une partie des concessions rendues nécessaires par l'esprit du temps (2). Enfin,

(1) On peut consulter à cet égard un écrit qui a pour titre : *du Gouvernement paternel de l'Autriche*. Malgré la regrettable précipitation dont il porte les traces trop visibles, il contient quelques renseignemens utiles.

(2) Cette proposition a été faite à la diète de 1842 et n'a pas cessé d'être renouvelée depuis. Malheureusement les pouvoirs de cette diète sont à peu près illusoires, malgré les

on a vu aussi le gouvernement, dans plusieurs questions d'appel, rendre justice aux paysans et leur donner raison contre les prétentions des propriétaires, surtout dans les villages où les paysans sont de race allemande et les propriétaires de race polonaise. Toutefois, on peut le dire, ces procédés plus humains, cette conduite plus équitable, n'ont été, de part et d'autre, que des exceptions, et les causes nombreuses d'irritation amoncelées par le temps dans les cœurs ont dû produire à la fin une situation intolérable et mettre le pays en présence d'une guerre sociale.

En effet, au mois de janvier de l'année 1846, l'exaspération était au comble, et comme toutes les charges, même les charges publiques, semblaient aux esprits égarés dépendre exclusivement du caprice des seigneurs, c'est sur la noblesse que toutes les haines étaient concentrées. Les bruits les plus étranges circulaient de village en village, et de sombres pressentimens y répandaient la terreur. Pourtant on n'allait point jusqu'à songer à cet acte insensé de vengeance qui devait avoir lieu un mois plus tard. Les paysans, au lieu de menacer, en étaient encore à redouter un péril nouveau et prochain. On le croirait à peine, ils s'attendaient à être bientôt attaqués et massacrés par leurs maîtres, et des villages entiers, malgré les rigueurs de l'hiver, campaient la nuit dans les bois (1). Les imaginations effrayées ajoutaient à ces récits lugubres les contes les plus invraisemblables. La corvée était abolie depuis sept ans par un acte impérial, et les propriétaires avaient tenu ce bienfait secret pour prolonger à leur profit l'effet de lois devenues odieuses. Tout cela, croyait-on, était entièrement contraire aux intentions généreuses de l'empereur. Évidemment il ne le savait pas; car, s'il l'avait su... On affirma bientôt que l'empereur n'ignorait plus rien, que son chagrin était extrême, et enfin que, dans sa munificence sans égale, il venait de joindre à l'abolition déjà ancienne de la corvée l'abolition des commandemens de Dieu! Ces bruits, ces terreurs, ces espérances, concouraient avec cette regrettable insurrection politique dont on connaît l'issue. Les paysans ne doutèrent pas que ce ne fût le signal de l'extermination générale dont ils se croyaient menacés; ils y répondirent aveuglément et cruellement par ces massacres qui ont frappé près de deux mille têtes.

La plaie faite au pays par une longue oppression suivie de si terribles épreuves est si profonde, que la nouvelle loi pour le rachat des corvées est à peu près inutile aujourd'hui à la Gallicie. Que feront les seigneurs privés de la main-d'œuvre gratuite, eux qui sont en général ruinés par l'usure et sans capitaux? Et comment parviendront-ils à se racheter, tous ces paysans qui ne possèdent point une ferme assez étendue pour en céder au domaine seigneurial la partie équivalente à leurs obligations? En est-il un grand nombre à qui leurs épargnes permettent de se libérer en numéraire? Enfin, avec l'attitude hostile des deux classes, avec ces vengeances mal éteintes d'un côté, avec ces terreurs et aussi ces rancunes bien naturelles de l'autre, que de maux peuvent encore naître

stipulations des traités, qui ont voulu garantir à ce pays des institutions nationales. Les suppliques des membres, timidement faites et peu écoutées, n'ont point eu de succès. Il a fallu le terrible enseignement des faits pour montrer combien elles avaient de justesse et d'à-propos.

(1) Un témoin oculaire l'affirme dans une brochure singulièrement empreinte de couleur locale et intitulée *la Vérité sur les événemens de la Gallicie.*

de ces transactions, et combien de douleurs privées peut encore coûter cette réforme, si bonne et si modérée qu'elle soit! Aussi n'a-t-elle guère provoqué jusqu'à présent que des craintes et des expressions de mécontentement. Au nom de leurs blessures encore ouvertes, les seigneurs demandent qu'on les ménage et qu'on leur vienne en aide pour amortir le coup dont leurs biens vont être frappés après leurs personnes; au nom de leur force qu'ils ont si cruellement éprouvée et de leurs droits dont ils ont pris si vite le sentiment, les paysans déclarent à ceux qui ont profité de leur égarement qu'ils ne se croient point récompensés, qu'ils n'attendent pas moins que l'abolition pleine et entière des priviléges seigneuriaux et l'affranchissement complet des propriétés et des personnes. Et, pendant que l'administration hésite et ajourne l'application de la loi en face de tant de griefs qui s'élèvent des deux côtés, la faim règne avec le désespoir parmi les populations toujours inquiètes; les travaux restent suspendus, et la famine paraît devoir se prolonger ainsi pendant plusieurs années. Les uns se résignent et meurent patiemment sous leur toit ou sur leur fumier; les autres, croyant échapper à la misère par le brigandage, infestent les grands chemins et paralysent le peu d'activité qui survit dans le pays. Tel est le fruit du système féodal en Gallicie. Voilà ce que les Polonais et ce que l'Autriche en ont recueilli : conséquences funestes pour tous, et auxquelles ils ne peuvent désormais échapper les uns et les autres que par beaucoup d'abnégation et de sagesse.

Si la législation est la même dans les provinces occidentales de l'Autriche, c'est-à-dire dans la Bohême, la Moravie, l'archiduché, la Styrie, la Carniole et la Carinthie, du moins, hâtons-nous de le dire, elle n'a point produit là d'aussi tristes complications. Entre les paysans galliciens et ceux de l'Autriche occidentale, le contraste est saisissant, non point seulement parce que la physionomie des hommes porte, dans les provinces que nous venons de nommer, l'empreinte d'une civilisation plus avancée et de mœurs plus douces, mais parce que le sol même, les villages, les villes, la classe entière des habitans de la campagne, y présentent les nombreux témoignagnes d'une culture plus avancée, et, en quelques endroits, d'une prospérité naissante. Pourquoi cette différence en faveur des provinces occidentales? La raison en est simple, c'est que l'administration vaut mieux ici que les lois. L'Autriche s'est appliquée évidemment à donner à ces populations tous les moyens de bien-être matériel compatibles avec le système de la propriété féodale. Rien ne lui a coûté : elle a fourni au travail toutes les facilités qu'il peut désirer en dehors de la liberté; elle n'a épargné ni les canaux, ni les routes, ni les voies de fer, ni les institutions de crédit. Enfin elle a protégé avec intelligence, encouragé avec une résolution ferme toutes les grandes opérations financières qui ont eu pour objet l'intérêt de cette partie de l'empire. Les populations ont donc ici moins de motifs violens de vouloir et d'exiger le progrès; elles n'ont point la puissante raison de la nudité et de la faim. Cependant, si la gêne matérielle les presse moins, une culture intellectuelle plus avancée leur crée des besoins nouveaux, qu'il faudra songer tôt ou tard à satisfaire. Ces populations, plus heureuses que celles de la Gallicie, ont eu des écoles de village; elles ont eu aussi plus de loisirs pour songer aux biens sociaux; elles ont enfin respiré de plus près l'air des pays libres; en un mot, elles ont plus de raisons morales de désirer une émancipation complète. Assurément elles en prennent à leur aise; elles n'y vont point avec l'ardeur impétueuse des peuples résolus. Ce-

pendant on se tromperait si l'on espérait les détourner de leur but politique en les conviant à une vie plus facile, plus abondante, plus dégagée aussi de tout lien moral et plus molle. Tout au plus cela réussirait-il parmi les populations assoupies de l'archiduché; mais en Styrie, en Illyrie, en Bohême, en Moravie, la nationalité s'est éveillée, et les esprits ont donné des gages certains de leur énergie politique. La noblesse bohême ou illyrienne a elle-même à poursuivre le progrès social un intérêt assez grand, et cela est une garantie de succès pour le gouvernement, s'il veut mener jusqu'au bout son œuvre; ce serait une difficulté et un danger de plus, s'il s'arrêtait en chemin. Un grand nombre de paysans, surtout dans l'archiduché, ont déjà profité de la nouvelle loi, et sont passés aujourd'hui dans la classe des propriétaires; leur ambition grandira avec leur condition.

Lorsque de là les regards se portent sur les pays constitutionnels de l'empire, la Transylvanie, la Hongrie, la Croatie, on retrouve de nouvelles souffrances. Sous une législation plus libérale que celle de l'archiduché et de la Bohême, la principauté de Transylvanie est dans un état voisin peut-être de celui de la Gallicie, et, bien que les deux royaumes annexés de Hongrie et de Croatie jouissent en cela d'un sort un peu moins fâcheux, ils sont fort éloignés de l'aisance. La faute n'en est point à l'Autriche toute seule; elle en partage la responsabilité avec les diètes et les pouvoirs locaux de ces pays, dont les attributions ne laissent pas d'être étendues.

En Transylvanie, depuis l'octroi du *règlement provisoire* en 1769 jusqu'à la diète actuellement assemblée à Clausenbourg, la noblesse, sauf quelques essais de réforme timidement tentés en 1790 et en 1811, est demeurée stationnaire. D'ailleurs la différence des races entre les paysans et les seigneurs a créé là des difficultés d'un genre spécial, parce qu'au mépris du maître pour le sujet se joint encore le mépris très violent du vainqueur pour le vaincu. La Transylvanie est pleine des souvenirs de cette lutte inique des races magyare et saxonne contre la race infortunée des Roumains ou Valaques, et les tribus encore plus infortunées des Zingares ou Bohémiens. Les Roumains, qui sont à eux seuls plus nombreux que toutes les autres populations de la principauté réunies, composent, avec plusieurs milliers de Zingares sédentaires, la classe des cultivateurs (1). Les uns et les autres sont considérés comme des sortes de parias, et mènent la vie la plus pénible au sein d'une affreuse indigence. Sous leur humble toit, les paysans roumains, drapés dans leurs pittoresques haillons, vivent, comme ceux de la Gallicie, pêle-mêle avec les bestiaux. Leur mobilier se borne à quelques vaisseaux en bois ou en terre qui servent à pétrir ou à cuire le pain de maïs (*mammaliga*), nourriture quotidienne du paysan transylvain (2). Dans les jours de

(1) On compte aussi, parmi les paysans de la Transylvanie, quelques milliers d'Arméniens qui sont venus s'y établir au XVIIe siècle; mais les descendans de ces familles émigrées sont aujourd'hui peu nombreux, et dès maintenant leur caractère national est fort affaibli par le contact des autres races.

(2) Le vase dans lequel les femmes préparent d'ordinaire la farine, avant de la mettre sur le feu, a encore une autre destination, que l'on ne devinerait certes pas. Comme il est d'une longueur raisonnable et taillé en forme de carène, c'est le berceau où l'on couche les enfans, à moins pourtant que la mère ne les tienne enveloppés dans sa chemise en lambeaux et pressés contre son sein.

froid excessif, tout le luxe de la pauvre famille consiste à faire grand feu, et le soir chacun s'endort en cercle autour du foyer, les pieds dans les cendres.

La condition des Zingares présente quelques traits particuliers qui n'appartiennent qu'à eux. Il n'est point ici question de ceux de leur race qui, voués à la vie errante, sont occupés dans les forêts à de petits ouvrages en bois ou colportent les produits de leur industrie de hasard, voiturant par les grands chemins tout leur mobilier et couchant sous la tente ou en plein air. Il s'agit de ceux-là qui, renonçant au vagabondage et sortant de l'état de nature, ont pris domicile et sont entrés dans la classe des paysans. Le plus souvent ils ne possèdent pas même la cabane ni les haillons du sujet roumain. Ils habitent sous terre, dans des trous recouverts de paille ou de fagots et d'argile, et fermés par des portes d'osier. Ils s'établissent de préférence sur le penchant de quelque monticule un peu isolé. Parfois, au détour d'un grand chemin, pendant que vos regards cherchent quelque horizon nouveau, tout à coup, à quelques pas, sur le flanc d'un rocher, des têtes humaines apparaissent comme des spectres sortant de tombeaux délabrés. Ce sont des paysans zingares que le bruit de vos pas attire, et qui viennent faire un appel à votre charité, un peu à la façon du mendiant de *Gil Blas*. Dans ces trous infects, les enfans des deux sexes sont élevés à peu près jusqu'à l'âge de puberté dans la nudité la plus entière et dans une liberté toute primitive.

Pour être juste, il ne faut point rejeter sur la législation et les propriétaires toute la responsabilité d'un si profond dénûment. Les Zingares ne manquent point d'industrie ni d'activité; néanmoins, par suite d'une corruption invétérée, ils ne savent employer que pour le mal les ressources d'un esprit inventif et alerte. Il semble que cette race soit faite pour vivre en dehors de la société, dans la pratique des métiers illicites : c'est son penchant et son bonheur, et sa hideuse indigence, ses habitations souterraines ne lui répugnent point, pourvu qu'elle y trouve un peu de liberté dans l'isolement (1). Ces fâcheuses habitudes ne doivent pas cependant décourager le législateur. Parce que de bonnes intentions auront échoué, parce que des esprits généreux auront perdu leur peine à des essais sans doute inintelligens de moralisation, il ne s'ensuit pas que les seigneurs transylvains aient conquis le droit d'ériger, à l'égard de ces malheureuses populations, le mépris et la cruauté en système.

Les paysans roumains méritent encore moins d'être traités avec cette coupable indifférence. Ceux-ci, loin d'avoir rien fait pour s'attirer le sort auquel on les a réduits, sont le plus noble peuple de la principauté, les Welches de l'Orient, les fils de Rome, et c'est de leur sang que sont sortis les hommes qui ont le plus honoré ces contrées, ne fût-ce que Mathias Corvin. Cette race pleine d'une séve aujourd'hui ravivée commence à comprendre ou du moins à sentir sa force, et ne demande qu'à en trouver l'emploi. Jusqu'à présent elle n'a pas fait preuve d'un goût fort prononcé pour le travail; mais faut-il s'en étonner? Faut-il attribuer au génie même de cette population une paresse qui n'est que

(1) Il y a quelques années, un propriétaire bien intentionné fit bâtir des maisons pour un certain nombre de Zingares de ses sujets qui vivaient ainsi dans des bouges inabordables creusés sous terre. Ils s'en réjouirent grandement et fêtèrent de tout leur cœur le maître qui leur voulait tant de bien; puis, une fois leurs cabanes achevées, ils y logèrent leurs bestiaux, et pour eux-mêmes ils restèrent dans leurs trous.

le triste résultat de la condition humiliante dans laquelle elle a toujours vécu, des entraves qui gênent ses libres allures, et de l'absence de toute sécurité pour le fruit de son labeur? Les Roumains de la Transylvanie ne sont pas laborieux, parce qu'ils ne sont pas libres; leur goût pour le repos n'a pas d'autre raison. En leur refusant les moyens de sortir de cette apathie sociale, les propriétaires magyars ou saxons ont agi sans doute en vue des dangers politiques dont ils sont menacés par le développement de la nationalité roumaine en Transylvanie, en Hongrie, en Bucovine, et, hors de l'empire, en Bessarabie et en Moldo-Valachie. Toutefois, si le réveil du roumanisme est un fait auquel il peut leur être pénible de céder, c'est aussi une nécessité contre laquelle il ne serait nullement sage de lutter plus long-temps. Qu'ils se rappellent la révolte de Hora, ses sanglans exploits, ses tentatives audacieuses. Résister aveuglément, ce serait tout risquer. La diète de cette année même, satisfaite d'avoir diminué de quelques jours le nombre des corvées, n'a pas encore admis le droit de propriété pour les paysans; mais le parti libéral en a déjà parlé avec éloquence, et il n'épargnera aucun effort pour le faire triompher. Ce sera, pour les seigneurs magyars comme pour les bourgeois saxons, à la fois un sacrifice de nationalité et un sacrifice d'intérêt matériel; mais, sans ce double sacrifice, ils ne sauveraient rien de leur nationalité ni de leurs grandes existences.

Dans les deux royaumes de Hongrie et de Croatie, la misère ne présente point cet appareil hideux, cette nudité effrayante qu'elle étale partout en Transylvanie. Il s'en faut pourtant que l'état matériel du pays soit ce qu'il pourrait être sous des lois et une administration plus douces. La Hongrie est une terre généreuse; elle produit les céréales en abondance et presque sans culture; elle possède les vignobles les plus riches du monde après les nôtres et la plupart des matières premières de l'industrie européenne. Les idées libérales y ont même pénétré; mais, enchaînés par une loi encore très oppressive malgré ses récens progrès, les Hongrois n'ont su féconder ni les richesses matérielles ni les ressources morales mises à leur disposition. L'orgueil aristocratique s'est renfermé, jusqu'à ce jour, dans le refus obstiné de l'impôt foncier, dont tout le poids a été supporté par le peuple, et les travaux d'utilité publique, les voies de communication, sont demeurés dans l'enfance. Le sol accorde tout ce qu'on lui demande; malheureusement les transports et les charrois sont ou impossibles ou coûteux à l'excès. Sans doute les voies fluviales du Danube, de la Theiss, de la Drave et de la Save, ont pris, dans les dernières années, des développemens très rapides et très productifs. Les Magyars, prompts à s'enthousiasmer pour les grandes entreprises, s'occupent aujourd'hui bruyamment des chemins de fer, qui, dans leur pensée, doivent relier Pesth à Presbourg, à la Transylvanie et à l'Adriatique; mais ils ne songent nullement à rendre praticables les routes importantes qui conduisent de Pesth à Kachau, dans les comitats du nord, ou encore à Semlin, sur la frontière turque. Par le mauvais temps, c'est pitié de voir, le long des chemins, les bœufs ou les chevaux traînant à grand'peine un chariot peu chargé que plusieurs paysans soutiennent alternativement, afin d'empêcher qu'il ne verse, arrêtés d'ailleurs à chaque pas pour enlever la boue qui gêne et appesantit le mouvement des roues. Fort souvent les ponts sont en ruine, et il y a péril à les passer de nuit. Dans les villages et quelquefois même dans certains quartiers des grandes villes de l'intérieur, comme Pesth, Debreczin, Neuzatz, Vesprin, les rues ne sont pas

mieux entretenues, et il arrive que, pour les traverser, on est obligé de prendre un cheval. C'est véritablement en voyant ces chemins fangeux, ces routes impraticables, qu'on s'explique le goût des Hongrois pour l'équitation. Vivre à cheval est presque une nécessité pour le paysan des comitats, et c'est pour cela aussi sans doute que, dans les campagnes, les hommes et les femmes elles-mêmes portent ces hautes et lourdes bottes à l'écuyère qu'ils s'efforcent de poétiser en y attachant l'éperon traditionnel.

Quant à la législation, les hommes qui ont travaillé si courageusement à l'améliorer ne se dissimulent pas combien elle est encore imparfaite. Ils voudraient la dépouiller entièrement de son caractère féodal, et ils ont devancé de leurs vœux les réformes entreprises aujourd'hui par l'Autriche. Dans les diètes précédentes, ils ont déjà demandé à plusieurs reprises que le paysan fût déclaré propriétaire de sa ferme, et que la noblesse abdiquât à cet égard toute prétention. C'eût été l'abolition radicale des corvées. En prenant à cœur cette question, les libéraux hongrois n'obéissaient point exclusivement à une idée de justice. Des souvenirs historiques toujours douloureux, des espérances politiques fort séduisantes, appelaient de ce côté toute leur sollicitude. Ces souvenirs remontent un peu haut : ce sont les souvenirs mêmes du désastreux combat de Mohacz, qui entraîna, comme on sait, la ruine de la Hongrie. Peu d'années auparavant, la jacquerie de George Docza avait été éteinte dans des flots de sang, et toute la classe agricole avait été ramenée violemment au servage absolu. La défaite de Mohacz fut regardée comme une punition divine; les plaintes lamentables des paysans étaient montées jusqu'à Dieu; elles avaient appelé sa vengeance. Ainsi parlaient les états de 1547 dans le préambule d'une loi qui venait apporter quelques réparations tardives à cette iniquité funeste, et le sentiment exprimé par eux est resté dans les esprits comme digne d'être à jamais médité. Il serait facile d'en retrouver les traces dans les débats animés et parfois éloquens auxquels la réforme a donné lieu dans les diètes de 1832, 1836 et 1840. C'est sous l'impression d'une idée tout-à-fait analogue qu'un membre de la seconde chambre, rappelant les guerres de l'Autriche contre la France, lançait à la face de l'aristocratie conservatrice les accusations d'impuissance militaire, et célébrait avec le poète la mâle énergie des générations rustiques, *rusticorum mascula militum proles*.

Cet espoir d'une ère meilleure, cette ambition de revivre, qui possèdent aujourd'hui les imaginations en Hongrie, ne commandent-ils pas d'entourer de tous les soins la classe en qui réside principalement la vie nationale dans son énergie et dans sa vérité? Lui donner du bien-être et des droits, n'est-ce pas fortifier la nationalité? n'est-ce pas semer pour récolter? Ainsi pensent les Magyars et les Illyriens de la Croatie et de la Slavonie, les uns et les autres dans leur intérêt distinct. En effet, dans cette question de propriété, il faut dès à présent tenir compte de la question nationale, qui occasionne chaque jour de très grandes souffrances sur tous les points où la différence des races vient compliquer les rapports de paysan à seigneur. Dans le centre de la Hongrie, depuis la Drave jusqu'au pied des Carpathes, la population des campagnes est en très grande majorité magyare comme l'aristocratie; mais dans le nord et le long de la frontière de la Moravie et de la Gallicie, sur une largeur d'environ trente lieues, les paysans sont en

général Slovaques, et dans l'est, le long de la frontière transylvaine, depuis les pays slovaques jusqu'au Danube, ils sont Roumains. Ceux-ci se rattachent au mouvement du romanisme en Transylvanie et en Moldo-Valachie, ceux-là au slavisme de la Bohème; enfin les uns et les autres nourrissent contre les Magyars une haine invétérée, que la propagande ne peut manquer d'envenimer de jour en jour. La prétention imprudente que les Magyars ont affichée de dénationaliser toutes les populations soumises ou annexées au royaume a soulevé chez les Slovaques et chez les Roumains une répulsion aussi vive que chez les Illyriens croates, bien qu'elle ne soit pas parvenue à se formuler aussi clairement. Faute de libertés locales et de droits municipaux, elle n'a pas pu se constituer, se faire entendre et respecter politiquement comme l'illyrisme; en revanche, elle a pris un caractère très prononcé d'inquiétude sociale, et, sitôt que l'on prête l'oreille aux sourds murmures des paysans slovaques ou roumains, il est impossible de ne pas remarquer que leurs principaux griefs se résument dans l'accusation d'*aristocratie*. Tandis que les savans de ces deux races se plaignent comme nationalité méprisée, les cultivateurs se plaignent comme paysans, et, avant de voir dans la classe des propriétaires des hommes d'une race ennemie, ils y voient des maîtres injustes dont ils redoutent tous les caprices. Ainsi marche le mouvement national dans ces contrées, et telle est la force avec laquelle il se développe en ce sens, que les seigneurs magyars sont obligés, sous peine des plus grands périls, de faire de franches concessions à ces nécessités sociales. S'ils n'y sont point conduits assez promptement par les sentimens libéraux dont ils ont souvent fait preuve, ils y seront entraînés par des conjonctures qui pourront devenir fatales.

On voit à quel état de misère et d'anarchie la législation féodale a réduit la moitié de l'empire autrichien. En Gallicie, le gouvernement impérial rencontre des difficultés de nature à paralyser les volontés les plus fermes et à rendre pour long-temps inutile le bienfait de la réforme. En Transylvanie et dans une portion de la Hongrie, une haine violente, se compliquant par la division des races, pourrait, si l'on n'y prenait garde, amener, en dépit même des bonnes intentions de la noblesse, des luttes peut-être encore plus graves que celles de la Gallicie. La législation de la propriété a fait tout le mal dans la province polonaise, et si, en Transylvanie et en Hongrie, elle partage ce triste avantage avec la question des races, elle peut aussi hâter l'explosion et la rendre terrible. On chercherait vainement dans cette confusion déplorable les traces de cette fraternité que la poésie slave nous montre attachée à la commune primitive; on y chercherait vainement cette tutelle intelligente qu'elle croit encore possible dans la commune moderne. Vainement aussi l'on voudrait nous convaincre que cette tutelle, sous laquelle la fraternité disparaît si rapidement, vaut la liberté de posséder avec toutes ses chances de bien et de mal; vainement surtout l'on voudrait nous faire croire que les paysans s'en accommoderaient. Sujets, fils de serfs et petits-fils d'esclaves, ils n'ont point gardé le souvenir de la communauté antique. Entre le passé et le présent, ils ne voient et ne connaissent que les malheurs héréditaires de leur caste, et le droit qu'ils veulent, c'est un droit moderne, c'est la propriété individuelle et franche, c'est le travail libre et la possibilité de s'enrichir au risque du prolétariat même. Les théo-

riciens seuls ont donc pu, par un amour exagéré des antiquités slaves, songer à la communauté primitive; mais les paysans, quoi qu'on en dise, préfèrent la liberté du code civil à la fraternité du clan.

III. — CONCLUSION.

L'Autriche a compris les devoirs que lui impose l'état de ses populations agricoles : elle est aujourd'hui en marche vers l'égalité civile; les mesures récemment adoptées dans les provinces occidentales, le mouvement libéral qui se prononce chaque jour davantage en Hongrie, ne permettent plus d'en douter. D'où viendrait la résistance à des réformes sociales devenues indispensables et qui ne sont plus entièrement à l'état de projets? De la noblesse ou du clergé? Mais, d'une part, les inconvéniens si graves du *statu quo* pèsent d'abord sur ces deux classes, et d'autre part, dans toutes les provinces non constitutionnelles, leur autorité est nulle ou du moins très bornée.

Afin de mieux échapper à toute influence, le pouvoir absolu s'est entouré d'une caste de fonctionnaires qui ne représentent que sa propre pensée. Humbles, mais impassibles devant les classes nobles, sans éprouver pour cela plus de penchant pour les classes inférieures, leur dévouement à l'ordre de choses, c'est le dévouement du prêtre à l'autel. On a trouvé le secret de les désintéresser dans les affaires du monde. Cependant, pour qu'ils vivent sans trouble et sans ennui, il faut que le dieu soit respecté, et leur unique objet, c'est de le faire adorer des grands comme des petits. La porte de ces fonctions qui font la vie facile et sûre, quelquefois même brillante, ne s'ouvre que rarement à la haute noblesse. Certes, une fois entré, on n'est point sans avoir des chances d'arriver même aux plus hautes dignités nobiliaires; mais pour entrer, c'est une mauvaise recommandation d'être prince. Si des princes d'un nom illustre ont plus d'une fois obtenu des situations élevées, ces hautes fonctions ainsi accordées avaient en réalité plus d'éclat que de solidité; elles étaient plutôt ruineuses que lucratives, toujours contrôlées d'ailleurs par quelque homme nouveau placé sur le second plan, moins honoré, mais plus écouté. En un mot, la noblesse de race n'est rien et ne conduit à rien politiquement, si ce n'est à figurer dans ces diètes provinciales qui essaient en ce moment de se reconstituer, qui peut-être y parviendront, mais seulement à une époque encore éloignée.

Moralement, le clergé exerce plus d'autorité, et il a sur les masses ignorantes mille moyens d'action qui semblent imposer au gouvernement la nécessité de compter avec l'église; mais on s'est pourvu contre ce danger de l'influence ecclésiastique en la subordonnant rigoureusement à celle de l'état, et, loin que la puissance cléricale veuille contrarier les calculs de la pensée dirigeante, il n'est pas de meilleur instrument d'administration et de police. Au reste, le clergé de l'Autriche, séculier ou régulier, dans les fonctions les plus humbles ou les plus hautes, ne se montre guère ambitieux. Ce n'est pas qu'il professe du mépris pour les choses de ce bas monde, tout au contraire; seulement il a plus de penchant pour le bien-être que pour l'ascétisme évangélique, et sacrifie volontiers aux distractions mondaines la poursuite des honneurs et de l'influence. Le clergé ne peut donc pas plus que la noblesse entraver le gouvernement dans ses tentatives de sage réforme.

Il s'agit, on l'entend bien, du clergé et de la noblesse des provinces occidentales et non pas des prêtres et des seigneurs de la Hongrie, de la Croatie et de la Transylvanie. Ceux-ci vivent et agissent dans des conditions bien différentes. Ils sont en partie maîtres chez eux, obligés seulement de céder aux mouvemens de l'opinion publique manifestée par le jeu régulier ou irrégulier des institutions. Or, au milieu de l'étrange remuement d'hommes et de choses qui s'accomplit chaque année dans ces pays, l'opinion s'éclaire et s'élève avec une rapidité merveilleuse. En outre, une mesure libérale proposée par l'empereur et roi en vertu de son droit d'initiative ne risque guère d'y rencontrer d'opposition, car la noblesse et le clergé hongrois se piquent de générosité et ne veulent point être devancés, sans doute par orgueil national. Les Esterhazy, les Batthianyi, les Krasalkowicz, les Szechényi, les Apponyi, les Draschkowicz, les puissans archevêques ou évêques catholiques de Gran, d'Erlau, d'Agram, les courageux évêques grecs de la Syrmie et de la Transylvanie, rivaliseront d'ardeur avec le prince de Metternich sitôt qu'il voudra bien leur désigner une grande affaire à entreprendre. Les magnats et les députés illyriens, qui ont jusqu'ici voté dans la diète de Presbourg contre les lois libérales avec le gouvernement, parce qu'ils avaient besoin de son appui dans leur lutte contre les Magyars, voteront bien plus volontiers avec lui, quand il aura pris l'initiative d'une proposition libérale. Ceux des seigneurs magyars qui sont maintenant pour la réforme voteront par conviction; ceux qui sont encore pour la conservation et l'immobilité voteront par amour-propre. Il en sera de même sans doute dans la Transylvanie, bien qu'il y ait là beaucoup plus à faire. Ainsi la chancellerie de Vienne pourra tout ce qu'elle saura vouloir.

Au-dessus de ces questions d'intelligence, de droiture, de puissance, plane une grande question politique : quelle sera la conséquence, quels seront les avantages politiques de l'émancipation des paysans? Il en est un d'abord qui vaut toute la peine et tous les sacrifices dont on l'aura payé : c'est l'éloignement d'un péril actuel, pressant, capable de jeter l'empire dans une série de perturbations effroyables. Cependant quelques esprits se plaisent à en espérer d'autres, qui sont, à vrai dire, beaucoup moins probables. Malgré les expériences infructueuses de Joseph II, malgré la nature et l'histoire, malgré les tendances nouvelles des différentes nationalités réunies sous le sceptre impérial, il existe, parmi les hommes d'état de l'Autriche, des optimistes qui croient encore à une centralisation possible et qui voient précisément dans l'uniformité de la loi civile pour les classes agricoles un pas vers l'unité, qui donne la cohésion et la durée. Ils établissent leurs calculs sur un fait qui, à la vérité, semble au premier abord de nature à les favoriser dans le présent. Ils comptent que, par les droits accordés ou promis aux paysans de l'empire, on assurera au gouvernement leur reconnaissance et leur appui, et que l'on aura dans leur concours affectueux une force toujours prête pour paralyser les ambitions des nationalités. Peut-être ceux qui raisonnent ainsi n'ont-ils point assez examiné le rôle que jouent dès cet instant les populations rurales dans le mouvement illyrien, magyare, roumain ou bohème. En général, leurs regards ne s'étendent point au-delà du cercle de leur nationalité et du territoire où l'on parle leur langue. Dans presque tout l'empire, les populations sont divisées, sinon ennemies : il n'y a d'exception que pour les Slaves du nord par rapport à ceux du midi, parce que le slavisme et

l'instinct de la nature leur ont montré là des passions et des intérêts fraternels. Quant aux Magyars, ils se tiennent profondément isolés, et si les Roumains ont une sympathie au dehors, c'est, comme les Illyriens eux-mêmes, pour ceux de leur race qui sont sujets de l'empire ottoman. La race allemande ne doit point se le dissimuler, elle n'est point recherchée parmi les paysans des autres races, et les plus grands bienfaits ne parviendraient point à vaincre des répulsions nées du caractère et du tempérament national de chacun de ces peuples. La nature, qui les entraîne ainsi d'un côté, l'emportera toujours sur la reconnaissance qui les ferait un moment incliner de l'autre, et la politique restera impuissante contre les fatalités historiques et la destinée des races.

Si donc on peut attendre des réformes actuellement commencées une plus grande sécurité, un bien-être plus grand pour l'empire, il ne faut point cependant rêver une assimilation tentée en vain par Joseph II et devenue bien plus difficile aujourd'hui. Oui assurément, les paysans qui ne se sentiront plus opprimés respecteront mieux la paix publique, ils supporteront avec plus de patience les charges que les besoins du trésor et de l'armée font peser sur eux; mais les fonctionnaires qui recueillent l'impôt seront toujours et plus que jamais dans la nécessité de parler le polonais en Gallicie, le tcheck en Bohême et en Moravie, le slovaque, l'illyrien, le magyare, le roumain en Hongrie. Les officiers seront toujours tenus d'apprendre ces mêmes idiomes pour se faire entendre de leurs soldats; il y aura toujours des régimens magyars, illyriens, polonais, bohèmes, roumains, qui ne comprendront point la langue de leurs chefs, et qui ne pourront se comprendre entre eux. Enfin les Allemands perdront chaque jour plus de terrain dans les provinces à demi germanisées, comme la Styrie et la Moravie, et les Slaves, qui forment à eux seuls la moitié des populations de l'empire, influeront chaque jour davantage sur sa politique. Les intérêts sociaux du pays auront donc été satisfaits, mais les intérêts nationaux, qui ont également leur gravité, ne le seront pas encore. Alors les théoriciens, qui réclament aujourd'hui la réorganisation des diètes provinciales, élèveront aussi la voix et se mêleront au débat, dès maintenant passionné, de ces questions nouvelles. Quelques-uns prétendront dominer ce mouvement, le tempérer du moins en le régularisant par un système de fédéralisme constitutionnel; mais creuser un lit au torrent, c'est lui ôter de son impétuosité pour ajouter à sa puissance, et tel sera inévitablement l'effet du fédéralisme pour les nationalités.

Ainsi, l'Autriche, même après la réforme complète du droit féodal, aura encore en perspective des éventualités fort sérieuses, qui tiendront sans cesse en éveil la prudence et l'énergie de ses hommes d'état, et le prince de Metternich ou ses héritiers, continuateurs de l'œuvre sociale de Joseph II, ne réussiront pas plus que lui à établir la centralisation et l'unité dans l'empire. Toutefois, quelque jugement qu'il y ait à porter sur les faits ultérieurs, accordons dès à présent à la réforme entreprise des éloges mérités, et sachons gré au ministre qui a personnifié si long-temps l'immobilité systématique en Europe d'avoir signalé, par une concession à l'esprit moderne, les dernières années d'une vie politique toute remplie par la résistance.

H. Desprez.

DU

BANQUET DE PLATON

ET DE

L'AMOUR PLATONIQUE

JUSQU'A LA FIN DU QUINZIÈME SIÈCLE. [1]

Il n'y a dans la poésie antique, ni dans Homère, ni dans les tragiques grecs, ni dans Plaute et Térence, ni dans Horace ou Ovide, rien qui ressemble à cet amour tantôt mystique et enthousiaste, tantôt guerrier et chevaleresque, qui est un des traits caractéristiques des littératures modernes. Ne croyez point cependant qu'on ne retrouve pas dans l'antiquité la trace de ce genre d'amour : seulement il ne faut pas le chercher dans la poésie, mais dans la philosophie. Le *Banquet* de Platon est le modèle et la théorie de cet amour mystique et chevaleresque qui a

(1) Ce morceau est détaché d'un ensemble d'études qui formeront un cours complet de littérature dramatique. Le premier volume de ce cours a déjà paru; le second doit bientôt paraître, et continuera dignement un ouvrage dont le charme et l'intérêt sérieux n'ont plus besoin d'être signalés.

surtout fleuri dans les temps modernes; mais ne confondons pas ici la théorie avec la cause. A voir l'analogie qui existe entre les sentimens du *Banquet* de Platon et des poètes ou des romanciers du XVIe ou du XVIIe siècle, on serait tenté de penser que l'amour mystique et chevaleresque est né de l'étude et de l'imitation du *Banquet*. Il n'en est rien. L'amour mystique et chevaleresque est surtout né des idées chrétiennes et des idées guerrières du moyen-âge. La religion et la chevalerie sont les deux causes principales de ce genre d'amour; mais il doit beaucoup aussi au *Banquet* de Platon, car c'est là qu'il a trouvé sa théorie. Il était un sentiment; en lisant le *Banquet*, il est devenu une science. La science à son tour s'est répandue et accréditée à l'aide du sentiment. Le *Banquet* de Platon a été plus heureusement mis en action par les chrétiens et par les chevaliers, qui le connaissaient à peine, que par les philosophes païens, qui l'étudiaient sans cesse, et la pensée de Platon, qui a eu beaucoup de commentateurs dans le paganisme, n'a eu ses plus nobles disciples et ses plus généreux initiés que dans le christianisme.

Le *Banquet* est une suite de dissertations sur l'amour, faites à tour de rôle par les convives réunis autour de la table du jeune Agathon, et ces convives sont Socrate, Phèdre, Pausanias, Éryximaque, Aristophane et Alcibiade. Ils aiment mieux, comme étant entre gens d'esprit, la conversation que le repas : ils se décident donc à boire modérément, à renvoyer la joueuse de flûte qui assistait ordinairement aux repas des anciens, et à causer de l'amour : « car c'est une chose étrange, dit Éryximaque, que, de tant de poètes qui ont fait des hymnes et des cantiques en l'honneur de la plupart des dieux, aucun n'ait fait l'éloge de l'Amour, qui est pourtant un si grand dieu (1). » Puisque la poésie n'a pas chanté l'amour et n'en a pas exprimé les effets, c'est à la philosophie de réparer cet oubli : nouveau témoignage de l'indifférence que la poésie antique avait eue jusqu'alors pour cette passion de l'amour qui tient une si grande place dans la poésie moderne. « Que chacun donc, continue Éryximaque, prononce un discours à la louange de l'amour. » Phèdre commence, et, dès le commencement de son discours, se trouvent ces belles paroles qui semblent avoir enfanté, pour ainsi dire, toute une littérature : « Il n'y a ni naissance, ni honneur, ni richesses, rien enfin qui soit capable, comme l'amour, d'inspirer à l'homme ce qu'il faut pour se bien conduire : je veux dire la honte du mal et l'émulation du bien, et, sans ces deux choses, il est impossible que ni un particulier ni un état fasse jamais rien de beau ni de grand. J'ose même dire que, si un homme qui aime avait ou commis une mauvaise action ou enduré un outrage sans le repousser, il n'y aurait ni père, ni parent,

(1) *OEuvres de Platon*, trad. par M. Cousin, 1831, t. VI, p. 246.

ni personne au monde devant qui il eût tant de honte de paraître que devant ce qu'il aime. Il en est de même de celui qui est aimé : il n'est jamais si confus que lorsqu'il est surpris en quelque faute par son amant, de sorte que, si par quelque enchantement un état ou une armée pouvait n'être composée que d'amans et d'amies, il n'y aurait point de peuple qui portât plus haut l'horreur du vice et l'émulation de la vertu. Des hommes aussi unis, quoiqu'en petit nombre, pourraient presque vaincre le monde entier, car il n'y a personne par qui un amant n'aimât mieux être vu abandonnant son rang ou jetant ses armes que par ce qu'il aime, et qui n'aimât mieux mourir mille fois que de subir cette honte, à plus forte raison que d'abandonner ce qu'il aime et de le laisser dans le péril. Il n'y a point d'homme si timide que l'amour n'enflammât de courage et dont il ne fît alors un héros, et ce que dit Homère, que les dieux inspirent de l'audace à certains guerriers, on peut le dire plus justement de l'amour par rapport à ceux qui aiment. »

Est-ce un Athénien qui parle ainsi ou quelqu'un des chevaliers de la Table Ronde? Je n'en sais rien en vérité, tant les langages se ressemblent! Écoutez, en effet, cette conversation entre Gyron-le-Courtois, un des chevaliers de la Table Ronde, et la dame de Maloane, chevauchant ensemble à travers une épaisse forêt (1). La dame de Maloane venait d'être délivrée par Gyron-le-Courtois des entreprises d'un chevalier félon, et elle était émue d'une tendre reconnaissance. Gyron, de son côté, aimait fort la dame de Maloane; mais il la respectait autant qu'il l'aimait, parce qu'elle était la femme du chevalier Danayn, son vaillant ami. Avec de pareils sentimens, ils allaient par le bois se taisant et se regardant; mais « la dame de Maloane, qu'amour tenoit en ses lacs si durement qu'elle ne pouvoit plus son penser céler, si commença à dire à Gyron ces paroles en grand doute : Sire (ainsi Dieu vous donne bonne aventure), quelle est la chose de ce monde qui plus tôt mène un chevalier à faire prouesse et valeur?

« — Dame, dit Gyron, n'en doutez point, c'est amour. Amour est si haute chose et a si merveilleux pouvoir, qu'elle feroit, au besoin, d'un homme couart un preux et hardi chevalier.

« — En nom de Dieu, sire, selon ce que vous me dites, il m'est avis qu'amour est trop puissante chose.

« — Dame, reprit-il, ainsi m'aide Dieu, vous dites la vérité pure. Or, sachez que jamais en jour de ma vie je n'eusse été tel chevalier, comme messire Lac vient de l'éprouver, n'eût été la grant' force qui est en amour..... Oui, dame, si n'eût été la très grant' force d'amour,

(1) Voyez le roman de *Gyron-le-Courtois* dans la *Bibliothèque des Romans*, octobre 1776, tome Ier.

je n'eusse pu faire en ce tournoi ce que vous vîtes; et si je fis là aucune chose dont je doive avoir los et prix, j'en dois savoir gré à amour et à ma dame que j'aime. Nulle autre chose au monde je n'en dois remercier. »

C'est ainsi que les romans de chevalerie sont, sans que leurs auteurs s'en doutent, un perpétuel et gracieux commentaire du *Banquet* de Platon.

A côté de cet amour qui inspire les grands sentimens et les belles actions, et si bien célébré par le Phèdre du *Banquet*, il est un autre amour que le jeune Agathon chante à son tour dans un hymne digne d'Anacréon et digne aussi de Socrate qui l'entend, tant la philosophie s'y mêle naturellement à la poésie : c'est l'amour tel qu'il est dans l'Olympe païen, ou plutôt tel qu'il est sorti du ciseau de Praxitèle, car les dieux du paganisme doivent beaucoup à la sculpture grecque : c'est elle qui leur a donné cette forme gracieuse et charmante qui fait qu'ils ont gardé l'immortalité des beaux-arts après avoir perdu l'immortalité divine. Seulement, sous le ciseau du sculpteur, l'idée ou le sentiment que représentait chaque divinité s'effaçait, pour ainsi dire, dans la beauté de la forme : le corps éclipsait l'ame. Dans le discours d'Agathon, au contraire, qui est un artiste, mais qui est aussi un philosophe, la pensée se dégage de la forme sans rien perdre cependant de la grace de cette forme. Le dieu s'idéalise, et cependant il garde une réalité charmante : « L'amour, dit Agathon, plane et se repose sur tout ce qu'il y a de plus tendre; car c'est dans les ames des dieux et des hommes qu'il fait sa demeure. Et encore n'est-ce pas dans toutes les ames indistinctement : rencontre-t-il un cœur dur, il passe et ne s'arrête que dans un cœur tendre. Or, s'il ne touche jamais de son pied ou du reste de son corps que la partie la plus délicate des êtres les plus délicats, ne faut-il pas qu'il soit doué lui-même de la délicatesse la plus exquise? Il est donc le plus jeune et le plus délicat des dieux. J'ajoute qu'il est d'une essence toute subtile; autrement il ne pourrait pénétrer partout, se glisser inaperçu dans tous les cœurs et en sortir de la même manière. Et qui ne reconnaîtrait une subtile essence à la grace qui, de l'aveu commun, distingue l'amour? Amour et laideur sont partout en guerre. Jamais l'amour ne se fixe dans rien de flétri, corps ou ame; mais où il trouve des fleurs et des parfums, c'est là qu'il se plaît et qu'il s'arrête. »

Quel heureux mélange du langage des sens et du langage de l'ame! Comme tout est pensée et comme tout est image! Comme tout ce qui est forme devient une idée délicate et fine! Comme tout ce qui est idée devient une forme gracieuse et belle! Tel est l'art de Platon : il sait faire sortir l'idée de la forme; il sait expliquer le sens divin de ces beaux corps que la Grèce adorait dans ses temples. Ah! j'admire le sculpteur

qui voit dans le bloc de marbre la statue qui y est captive, et qui l'en fait sortir d'un coup de son ciseau; mais j'admire encore plus le philosophe qui sut le premier voir dans les marbres de Phidias et de Praxitèle l'idée divine qui y était captive aussi, et qui, délivrant le dieu de sa prison, l'a montré à tous les yeux, non plus seulement dans la splendeur de sa beauté matérielle, mais dans la splendeur de sa beauté morale.

En développant ainsi le sens de la sculpture grecque, Platon n'a pas altéré par de vaines subtilités la signification des marbres de Phidias. Le philosophe a continué l'œuvre du statuaire, et, quand il a mené l'art de la forme humaine vers l'idée divine, il n'a fait que le pousser sur la route que l'art avait ouverte. N'oublions pas, en effet, ce que l'art grec avait fait des dieux qui lui étaient venus de l'Asie. Je les vois encore ces dieux bizarres et monstrueux, avec leurs difformités pleines d'allégories mystérieuses, je les vois monter sur les vaisseaux de Cécrops ou de Danaüs et aborder aux rivages de la Grèce; mais, dès qu'ils ont touché cette terre merveilleuse, peu à peu leurs formes s'épurent, leurs traits s'embellissent. Que sont devenus, dieux de l'antique Égypte, vos bras raides et immobiles, vos jambes attachées l'une à l'autre, vos corps accroupis sur leurs siéges de porphyre et dont ils semblent ne point pouvoir se séparer? Vos gestes se sont assouplis, vos pieds marchent, vos bras s'arrondissent, vos mains s'ouvrent, vos lèvres parlent, vos yeux voient; vous n'êtes plus de hideuses images et d'étranges symboles faits pour effrayer la terre plutôt que pour l'instruire. En passant du domaine de l'allégorie, qui est savante, compliquée et difforme, dans le domaine de l'art, qui vise à la simplicité et à la beauté, les dieux ont pris la forme des plus beaux d'entre les humains, et c'est dans cette beauté humaine qu'ils ont trouvé la divinité, car ils ont charmé et élevé l'ame qui les contemple. Et, la philosophie venant après l'art, Platon, après Phidias, a révélé à l'homme le sens vraiment divin de cette beauté. Ne me parlez donc plus des cent mamelles de la Diane d'Éphèse, enveloppée dans sa gaîne mystique; vain emblème qui, pour révéler la fécondité de la nature, ne vaut pas la beauté de la Vénus génératrice qu'a sculptée la statuaire et qu'a chantée la poésie. Ne me parlez pas des cent bras des Titans, pauvre image de la force, auprès du mouvement de sourcils que Phidias a donné à son Jupiter olympien pour remuer le monde. L'allégorie orientale tourmentait et défigurait la forme pour lui donner un sens; l'art grec la spiritualise par la beauté, et, à mesure que la matière s'épure en s'embellissant, elle parle à l'ame un langage que celle-ci entend mieux.

Ce travail du génie de Platon pour aller du beau au bon ne se fait voir nulle part plus clairement que dans la transformation morale qu'il ait subir à l'idée de l'amour, tel surtout qu'était l'amour chez les Grecs.

Ici j'hésite à parler et j'hésite à me taire : que dire, sinon s'écrier, en prenant le chaste et brûlant langage de Racine :

Dans quels égaremens l'amour jeta la Grèce!

Mais, plus cet amour nous semble étrange en ses égaremens, plus il est beau de le voir se purifier entre les mains de Platon. Oublions qu'Alcibiade assiste au banquet; oublions que Platon prend l'amour tel qu'il est dans la Grèce, et ne voyons qu'où il le conduit. Quelle merveilleuse analyse et comme il prend tour à tour tous les instincts de l'amour pour les spiritualiser! Comme il les arrache à la terre pour les élever au ciel! Ne craignez qu'il en néglige un seul comme trop grossier et indigne de la philosophie : il sait l'art de les transformer. Oui, l'objet de l'amour est la génération; mais qu'est-ce que la génération elle-même, si ce n'est la perpétuité de la nature humaine? C'est par là que l'humanité dure et s'immortalise sur la terre (1), mettant ce qui naît à la place de ce qui meurt, effaçant les vieillards qui tombent sous les jeunes gens qui fleurissent. « Et ne nous étonnons plus que tous les êtres attachent tant de prix à leurs rejetons, puisque l'ardeur de l'amour dont chacun est tourmenté sans cesse a pour but l'immortalité. »

Ce besoin d'immortalité que Platon découvre dans les instincts de l'amour et qui les ennoblit, c'est la beauté surtout qui l'excite. Mais quoi! qu'est-ce que la beauté? Est-ce seulement la beauté des corps, celle que donnent et qu'emportent les années? Non. Si Platon est trop Grec pour dédaigner la beauté des corps, il est trop philosophe pour ne priser que celle-là : aussi, arrachant bientôt ses convives aux idées de leur temps et de leur âge, Socrate (car c'est lui qui parle) élève leurs regards de la beauté des formes à la beauté des sentimens, de la beauté des sentimens à la beauté des idées, jusqu'à ce qu'ils atteignent à l'idée suprême du beau. La beauté du corps n'est que le premier degré de cette échelle du beau qui commence sur la terre et qui aboutit aux cieux, et, à mesure que nous montons ces degrés divins, l'idée du beau qui monte devant nous et qui nous appelle se transfigure et se purifie. Voyez comme elle se dépouille peu à peu des enveloppes périssables du corps, du sexe, de l'âge, du pays, différences illusoires et fugitives qui trompent les yeux du vulgaire et lui cachent l'éternelle unité du beau. A cette hauteur, la beauté de l'ame est tout, celle des formes n'est plus rien. Heureux donc celui qui, instruit des vrais mystères de l'amour, s'élève, dans ses contemplations, jusqu'au sommet merveilleux où réside la beauté souveraine, celle qui n'a ni naissance, ni fin, qui ne connaît ni l'accroissement, ni la décadence, qui n'a point de formes ni de

(1) Pages 307 à 310.

visage, qui n'est pas même telle pensée ou telle science particulière, qui ne change et qui ne varie point, et d'où sortent, comme d'une source inépuisable, toutes les idées du beau ici-bas, sans que jamais l'éternelle et souveraine beauté s'appauvrisse en prêtant son image à la terre, ou s'enrichisse en la retirant! Heureux qui, voyant face à face et sous sa forme unique cette beauté divine, attache ses yeux et ses désirs à sa contemplation et à son commerce! Heureux enfin qui enfante avec elle la vertu et la vérité, qui sont les filles de la beauté! car celui-là vraiment n'est plus un homme, il est immortel, il est Dieu (1).

Voilà comment, dans un repas, la tête couronnée de fleurs et la coupe à la main, Socrate révélait cette religion nouvelle de l'amour et de la beauté immatériels? Aussi ne suis-je pas étonné que l'antiquité ne l'ait pas comprise. Il semble même que ce soit à dessein que Platon, dans son *Banquet*, ait montré, après Socrate et cette révélation de sa doctrine, Alcibiade arrivant à moitié ivre, la tête ornée d'une épaisse couronne de violettes et de lierre et de nombreuses bandelettes, et derrière Alcibiade une troupe de buveurs plus ivres encore que lui et plus gais, qui viennent troubler l'entretien et étouffer la voix du philosophe. Ce dénoûment est une sorte d'emblème. La société païenne, avec la licence de ses mœurs, n'était pas capable de pratiquer, même dans sa littérature, les leçons du philosophe. La doctrine de l'amour platonique resta donc dans la philosophie, et fut commentée par les philosophes sans passer

(1) Pages 310 à 318. — Je rapproche de Platon le passage suivant de Gerson dans son sermon sur saint Bernard :

« Voici donc que, sur cette terre de pèlerinage, j'appelais mon ame à contempler, par la porte des sens, et le ciel, et la terre, et la mer et toutes les merveilles des beautés qu'elle renferment : beauté des formes dans les corps, grace à leur proportion régulière et au charme des couleurs et de la lumière; beauté des sons et des chants; beauté dans ce qui touche, dans ce qui se goûte, dans ce qui se sent et se respire, charmes infinis qui attirent et séduisent le cœur. Et je disais : Vois, mon ame, voilà tes amours, voilà les fleurs de ta guirlande, voilà les fruits de ta couronne; ne gémis donc plus, ne dis plus que tu languis d'amour. Mais mon ame se détournait de ces délices, elle dédaignait les beautés que lui offraient les sens, elle ne sentait que dégoût pour tant d'objets charmans, elle méprisait tout autre amour que l'amour qu'elle sentait pour toi, ô mon Dieu! — Fière comme on est quand on aime, il n'y avait que toi qu'elle daignât aimer, ô toi qui es toute puissance, toute sagesse et toute beauté! Qu'y a-t-il, me disait-elle, ô homme! qu'y a-t-il pour toi et pour moi dans toute cette beauté des choses matérielles? Est-ce à nous d'aimer des délices qui nous sont communes avec les animaux? Que les créatures soient belles et brillantes, j'y consens; mais combien est plus grande la beauté et l'éclat de celui qui les a faites! Si une image, une ombre, une forme, une odeur, peut ainsi nous attirer, de quelle force et avec quel empire doit nous entraîner à lui le principe d'où émanent toutes ces choses, Dieu enfin, dont l'amour ne laisse ni amertume, ni regrets! C'est lui que je cherche et que j'appelle. Quand viendra-t-il? Dites, filles de Jérusalem, dites à mon bien-aimé, si vous l'apercevez, dites-lui que je languis d'amour. » (*Œuvres de Gerson*, tome IV, p. 742.)

dans la poésie épique ou dramatique. Il fallait, pour qu'elle eût son efficacité, d'autres mœurs et d'autres idées.

L'histoire de l'influence de l'amour platonique a, depuis l'ère chrétienne jusqu'au XVIIe siècle, trois phases diverses que je dois indiquer rapidement. Je désigne ces trois phases par quelques grands noms : 1° les pères de l'église; 2° Dante et Pétrarque; 3° enfin les platoniciens en Italie au XVe siècle.

Les pères de l'église ont eu presque tous pour Platon une grande prédilection. Saint Augustin disait qu'en changeant bien peu de chose les platoniciens seraient chrétiens (1). En effet, la doctrine de Platon sur l'amour et sur la beauté conduit naturellement à l'amour de Dieu. Cette beauté souveraine et immortelle, cette beauté qui est toujours une et toujours la même, qu'est-ce autre chose que Dieu? Et cette manière de s'élever du fini à l'infini, ce dépouillement de tout ce qui est passager et périssable, n'est-ce pas une doctrine toute chrétienne? Ces pieuses extases de l'amour en face de la beauté éternelle, ces enfantemens de la vertu et de la vérité une fois que l'ame est entrée en commerce avec Dieu, tout cela, qui est de Platon, est aussi des pères et des docteurs de l'église. Le mysticisme, c'est-à-dire la transformation chrétienne du platonicisme, prend place dans la théologie. Il y a, de saint Augustin jusqu'au XVIIe siècle, une chaîne et une tradition continues d'idées mystiques dont l'origine remonte à Platon : saint Denis l'aréopagiste, qui crée et qui organise la hiérarchie du monde mystique, mène à Scot Érigène (2); Scot Érigène, qui pousse imprudemment le mysticisme vers la philosophie, mène à saint Bernard, qui le ramène à la foi chrétienne; saint Bernard mène à Gerson, Gerson à sainte Thérèse, en passant par l'*Imitation* dont Gerson mérite d'être l'auteur, et sainte Thérèse enfin à Fénelon, qui croit affermir et embellir la foi chrétienne en la faisant résider dans l'amour. Que de fois, en ouvrant au hasard un de ces auteurs, ne croit-on pas lire un commentaire du *Banquet*? Le langage est souvent bizarre, prétentieux, obscur; cependant la beauté de

(1) Quand on lit le passage de saint Augustin, on voit que ce peu est tout. Saint Augustin dit que, si les platoniciens avaient été éclairés par la lumière de la révélation, ils n'auraient eu que bien peu de chose à changer à leur doctrine pour la conformer au christianisme; mais, entre le platonicisme et le christianisme, il y a toujours, selon saint Augustin, l'intervalle de la révélation. Si le platonicisme prépare au christianisme, il n'y supplée pas. « Si hanc vitam illi viri (Platon et ses disciples) nobiscum rursùs agere potuissent, viderent profectò cujus autoritate faciliùs consuleretur hominibus, et paucis mutatis verbis et sententiis, christiani fierent, sicut plerique recentiorum nostrorumque temporum platonici fuerunt. » (*OEuvres de saint Augustin*, édition Gaume, t. Ier, p. 1212, *De verâ religione*, chap. 7.)

(2) « Extasim facit amor; amatores suo statu demovet; sui juris esse non sinit, sed in ea quæ amant penitùs transfert. » (Saint Denis l'aréopag., *De divinis nominibus*, ch. 4.)

l'idée primitive, et l'enthousiasme chrétien qui s'est heureusement emparé de la doctrine platonicienne, se sentent même sous le style diffus de la scholastique, comme le soleil se sent sous le brouillard (1).

J'ai suffisamment indiqué les ressemblances entre la doctrine de Platon et le mysticisme chrétien. Je dois maintenant noter les différences; il y en a deux qui sont caractéristiques :

La première est le dédain, et j'allais dire la haine, que le mysticisme chrétien a pour l'amour terrestre. Platon s'en sert comme d'un acheminement à l'amour du beau; le christianisme le tient pour un obstacle qu'il faut rompre. Dans Platon, la beauté des choses d'ici-bas attire nos premiers hommages; mais elle nous enseigne en même temps à les porter plus haut. Le christianisme n'admet pas cette halte dangereuse que Platon nous fait faire dans l'amour terrestre : il craint que nous ne soyons tentés de nous arrêter en chemin; il nous pousse donc, dès le commencement, du côté de Dieu, et oppose hardiment l'amour divin à l'amour terrestre. De quelques vertus que la doctrine platonicienne veuille parer l'amour humain, cet amour est un péché, voilà son nom dans la doctrine chrétienne; il faut donc le fuir. A cette haine de l'amour je reconnais la doctrine qui prêche la virginité.

Ainsi, entre la doctrine chrétienne et la doctrine platonicienne il y a une différence dans la méthode, puisque Platon prend l'amour humain comme un des degrés de l'amour du beau suprême, et que le christianisme le prend, au contraire, comme une entrave. Il y a aussi une différence dans le but proposé à l'amour.

Le beau que Platon nous enseigne à aimer est une idée qui touche à Dieu, car c'est l'idée du beau infini, et tout ce qui est infini touche à Dieu. Cependant cette idée du beau infini, à la comparer avec Dieu tel que le christianisme nous enseigne à l'aimer, a quelque chose de vague et de confus. Elle est pure; mais, à mesure même qu'elle s'épure de degrés en degrés, il semble qu'elle s'évapore. Elle a ce qu'il faut pour charmer l'imagination et pour l'élever, elle est la meilleure des inspirations littéraires; mais, pour attirer l'ame, pour la posséder par l'amour, elle manque un peu de réalité. Elle ne la touche pas comme le Dieu notre père qui est au ciel; elle ne se l'attache pas comme le Dieu fait

(1) Écoutez comment parle Gerson dans son traité de la pratique et de la théologie mystique : « Tout ce qu'il y a dans l'homme de spirituel et de divin est séparé, à l'aide de l'amour vivifiant, de tout ce qu'il y a de terrestre et de corporel. C'est ainsi que se fait la division de l'esprit et du corps, c'est-à-dire de la spiritualité et de la sensualité; c'est ainsi que l'or se distingue du plomb; et, comme Dieu est pur esprit, et que la ressemblance des choses est la cause de leur union, on voit comment l'esprit de raison, ainsi purifié et dépouillé de ses souillures, s'unit à l'esprit de Dieu, parce qu'il devient semblable à cet esprit. »

homme qui est mort pour nous sur la croix. L'objet que le christianisme donne à l'amour a donc plus de prise sur notre ame, il est plus précis, et n'oublions pas de remarquer que, dans Platon, l'objet de l'amour n'a de réalité que dans les degrés inférieurs de l'échelle du beau, ce qui est un écueil. Dans le christianisme, au contraire, la réalité est au sommet de l'échelle, et l'ame est naturellement attirée en haut. Platon spiritualise l'amour, mais il l'a rendu un peu vague et un peu subtil; le christianisme a rendu à l'amour la réalité qu'il doit avoir, en lui donnant Dieu même pour objet et pour but.

Telle est, sous l'influence des pères de l'église, la transformation qu'a reçue la doctrine de Platon sur l'amour; elle a été une des sources du mysticisme chrétien : l'amour du beau est devenu l'amour de Dieu. Cependant le mysticisme, s'il peut, dans les ames ardentes, s'approprier les affections du cœur humain et les satisfaire en les épurant, n'est pas à la portée de tous les hommes, il ne peut pas remplacer partout l'amour. Aussi l'amour ne fut-il pas vaincu, et il résista au mysticisme par ses bons comme par ses mauvais instincts. Que la débauche et le libertinage aient résisté aux efforts du christianisme, je n'en suis pas étonné, et je ne veux ni ne dois m'occuper de cette lutte éternelle de la chair contre l'esprit; mais l'amour résista aussi à l'aide des bons instincts que Platon avait découverts; il voulut rester une source de grands et nobles sentimens, sans pour cela devenir l'amour de Dieu; il prétendit qu'il pouvait être humain et pur, aimer les créations de Dieu sans s'aller perdre dans les souillures du vice; il crut enfin qu'il pouvait se reposer sans danger sur quelques-uns des degrés inférieurs de l'échelle du beau. Seulement il ne prit pas l'échelle d'aussi bas que l'avait fait Platon; Platon était Grec et partait de l'amour grec. Dante et Pétrarque, qui restaurèrent au XIVe siècle la doctrine de l'amour platonique, étaient chrétiens; ils partirent de l'amour tel que le connaissait la société chrétienne et chevaleresque au milieu de laquelle ils vivaient.

Dante et Pétrarque sont, dans la littérature moderne, les vrais créateurs de ce genre d'amour romanesque et subtil qu'on appelle l'amour platonique. L'attrait naturel de la beauté et les pensées de bonheur et même de vertu qui s'y rattachent dans l'ame humaine, voilà les deux élémens du personnage de Béatrice tel que Dante l'a divinisé dans son poème; Béatrice est à la fois une femme et une idée. Telle est aussi la Laure de Pétrarque. Selon le caractère et le génie des poètes, la femme ou l'idée domine dans ces personnages qui représentent l'inspiration, mais il y a toujours dans les Béatrices et les Laures les deux élémens que j'ai indiqués, une femme et une idée.

Quelle est l'origine de ces femmes mystérieuses qui sont à la fois les anges gardiens et les muses des poètes? Dans le *Banquet*, Socrate prétend tenir la doctrine sur l'amour de Diotime, une femme de Mantinée,

qui était, dit-il, savante en amour et sur beaucoup d'autres choses. « Ce fut elle qui prescrivit aux Athéniens les sacrifices qui suspendirent dix ans une peste dont ils étaient menacés. » Diotime est une sibylle et une prophétesse; mais elle n'a rien de Laure ou de Béatrice, car elle n'est pas aimée. Laure et Béatrice n'inspirent que ceux qui les aiment. Diotime n'est donc pas de la famille de ces gracieuses inspiratrices des poètes. Je trouve, dans un ouvrage singulier du premier siècle de l'ère chrétienne, *le Pasteur d'Hermas*, un personnage qui me paraît ressembler de plus près que la Diotime de Platon à Béatrice et à Laure.

Le Pasteur d'Hermas est un recueil de visions, d'allégories et de préceptes de morale. Hermas ne parcourt pas, comme Dante, l'enfer, le purgatoire et le paradis; mais il a des apparitions merveilleuses. Entre toutes ses visions, celle que je veux remarquer est celle d'une femme qu'il avait aimée autrefois quand il était jeune, et qu'il avait aimée comme une sœur. Il raconte que, quelques jours avant sa première vision, il avait retrouvé à Rome cette bien-aimée de son adolescence, et que, la voyant si belle encore et d'aussi bonnes mœurs, il avait pensé qu'il aurait été heureux de l'avoir épousée; pensée répréhensible, car Hermas est marié, mais qui est naturelle au cœur de l'homme, tant est grand le charme de ces premières et naïves affections de la jeunesse que rien n'a désenchantées parce que rien non plus ne les a éprouvées. Ne nous étonnons donc pas de ce regret involontaire d'Hermas. D'ailleurs, il nous dit, dans une de ses visions suivantes, que sa femme était médisante et acariâtre. Aussi pensait-il, se promenant dans la campagne, à celle qu'il avait aimée et qui n'était pas sa femme, quand il se sentit tout à coup pris de sommeil, et, pendant son sommeil, l'esprit de Dieu l'emporta dans un désert affreux, plein de rochers et de torrens. Mais sans doute l'idée de celle qu'il avait aimée et qu'il avait retrouvée ne l'abandonnait pas, car, le ciel s'étant entr'ouvert, il la vit qui le saluait du haut du ciel. « Je la regardai, et je lui dis : Que faites-vous là? Elle me répondit : — Je suis venue ici pour accuser tes péchés devant le Seigneur. Le Seigneur s'est irrité, parce que tu as péché contre moi. — Et quand, lui dis-je, et en quel lieu ai-je péché contre vous, dans mes paroles ou dans mes actions? Ne vous ai-je pas toujours respectée comme ma sœur? Elle me dit en souriant : — Un mauvais désir est entré dans ton cœur. Ne crois-tu pas que ce soit un péché pour un homme juste?... Prie donc le Seigneur pour qu'il te pardonne! Et, après qu'elle eut ainsi parlé, le ciel se ferma. »

C'est après cette apparition de sa bien-aimée de jeunesse qu'Hermas a ses autres visions plus graves et plus mystiques; mais qui ne sent que c'est l'émotion de l'amour, si je puis parler ainsi dans un pareil sujet,

qui a éveillé l'imagination du croyant? Qui ne sent que cette femme, qui est venue se plaindre à Dieu du péché d'Hermas contre elle, mais qui ne le lui reproche qu'en souriant et qui l'avertit que Dieu le lui pardonnera; qui ne sent que cette femme, qui tient de la sainte des premiers chrétiens et de la dame des preux chevaliers, mérite bien mieux que la Diotime de Socrate d'être l'aïeule et la devancière de la Béatrice de Dante?

Dante, au surplus, a voulu nous faire connaître le sens caché de cet amour mystique et romanesque qu'il ressentait pour Béatrice; et, dans sa *Vita Nova*, il raconte comment est né son amour et comment il s'est développé. Cet amour de Dante pour Béatrice n'a ni histoire ni aventures, ou plutôt c'est l'histoire d'une idée, car c'est à peine si Béatrice l'a vu, loin qu'elle l'ait aimé. Quant à lui, il était encore enfant quand il a vu Béatrice, qui était de son âge. Elle était belle, grave, sérieuse, et sa beauté a charmé l'ame de Dante; il l'a aimée comme la plus gracieuse image du beau et du bon sur la terre. Et ne nous y trompons pas : qui que nous soyons ici-bas, nous avons tous senti, aux premières heures de la jeunesse, au moment où notre ame et nos sens s'épanouissaient au souffle d'une vie nouvelle, nous avons tous senti ce besoin d'aimer le bon sous l'image du beau, et tous aussi, comme Dante, nous en avons trouvé l'image quelque part; tous nous avons eu notre Béatrice, mais nous n'avons pas tous su profiter de notre trouvaille; peut-être aussi n'avons-nous pas eu le bonheur qu'a eu Dante. Béatrice en effet ne fut jamais ni sa femme ni son amie; elle mourut jeune, et elle resta dans la mémoire du poète comme une image d'innocence et de beauté que rien ne vint jamais ternir. Aussi, comme les souvenirs lui en sont gracieux et doux! comme il aime à raconter ce roman intérieur de son ame et les aventures de cette *vie nouvelle* qui s'est accomplie tout entière dans son cœur, sans que le monde en ait jamais rien su ni rien deviné! Oserai-je citer une de ces aventures et remarquer en passant combien aux ames vraiment passionnées il faut peu de fracas d'action pour avoir beaucoup d'émotions? « Un jour, dit Dante parlant de Béatrice, je la vis vêtue de blanc entre deux dames belles aussi, mais un peu moins jeunes qu'elle. Elle suivait une rue, et moi je m'arrêtai tout tremblant. Ses yeux se tournèrent vers l'endroit où j'étais, et, avec une bonté ineffable, elle m'adressa un salut plein de décence... L'heure où son gracieux salut arriva jusqu'à moi était, je l'ai remarqué, la neuvième heure du jour; et, comme c'était la première fois que ses paroles venaient à mon oreille, elles me furent si douces que, presque enivré, je quittai la foule, et, courant chercher un lieu solitaire, je me mis à penser à elle (1). »

(1) *La Vie nouvelle*, traduction de M. Delécluze.

Il est des amans qui se laissent volontiers arracher le secret du nom de leur maîtresse; ils en font confidence à table, entre amis qui boivent, et qui promettent d'être discrets. « Vous voulez, dit Horace (1), que je boive encore cette coupe pleine d'un vieux falerne? Soit, à condition que le frère de la belle Mégilla nous dira quelle est la dame qui a percé son ame des traits d'amour... Il hésite : je ne boirai qu'à ce prix. Allons, beau jeune homme, quel que soit l'objet de votre amour, vous n'avez point à en rougir, j'en suis sûr, et votre passion est aussi pure que votre cœur. Faites-moi votre confidence, je serai discret..... Ah! malheureux, dans quel gouffre tu es tombé! Tu méritais mieux. » Voilà, à Rome, au temps d'Horace, les confidences amoureuses. Dans Florence, avec un amant comme Dante et avec une maîtresse comme Béatrice, les choses se passent autrement. Les amis de Dante voyaient bien qu'il était amoureux, et ils lui demandaient aussi, comme dans Horace : « Pour qui l'amour te fait-il ainsi souffrir ?—Je les regardais en souriant et ne leur répondais rien. Un jour, il arriva que la dame de mon cœur se trouva dans un lieu où se chantaient les hymnes de la reine du ciel. J'y étais, et de ma place je regardais celle qui faisait ma joie. Entre elle et moi était assise une dame belle et gracieuse, qui tourna souvent ses yeux vers moi, étonnée de mes regards qui paraissaient s'arrêter sur elle. Plusieurs s'aperçurent de ces mouvemens, et on les remarqua si bien, qu'en sortant de ma place j'entendais dire près de moi : Voyez comme cette dame le fait souffrir d'amour! c'est pour elle qu'il est malade. Ils la nommèrent, et je vis qu'il s'agissait de cette dame qui était placée au milieu de la ligne qui partait de la beauté de Béatrice et venait aboutir à mes yeux. Alors je me rassurai, voyant que mon secret n'était pas découvert, et je pensai même à me servir de cette dame pour mieux cacher la vérité. Je fis si bien en peu de temps, que tous ceux qui parlaient de moi croyaient savoir quelle était celle que j'aimais. »

Cependant, ayant le droit désormais de paraître amoureux sans craindre de trahir son secret, il se mit à faire des vers d'amour, comme c'était la mode du temps, adressant aux poètes et aux amans de Florence des défis poétiques, leur demandant de lui expliquer tantôt un songe, tantôt une énigme, leur contant ses rêveries, dont il s'applaudissait de voir qu'aucun d'eux ne pût comprendre le sens, mais que quelques-uns raillaient gaiement. Tel était Dante de Maiano, un de ses amis et de ses parens, qui, répondant à un de ces galans défis de Dante, lui conseillait simplement, pour dissiper ses vapeurs, d'aller prendre un bain et de consulter les médecins.

Loin de vouloir suivre les conseils de son parent et de chercher à

(1) Livre Ier, ode XXII, *Natis in usum*.

guérir de son amour, Dante s'y abandonnait chaque jour davantage comme à sa meilleure et à sa plus sûre inspiration. L'amour de Béatrice semblait peu à peu se confondre avec l'amour de Dieu, et Dante prenait, pour exprimer ses sentimens amoureux, le langage de la foi et souvent même de la théologie : « ..... Je veux expliquer, dit-il, quels vertueux effets produisait sur moi le salut qu'elle m'adressait. Quand je la voyais venir de quelque côté, plein de l'espérance de recevoir son gracieux salut, je ne me souvenais plus que j'eusse des ennemis; je me sentais enflammé du feu de la charité, et j'aurais pardonné sans peine à quiconque m'eût offensé. Si dans cet instant quelqu'un m'eût interrogé, je n'aurais su que lui parler d'amour. »

Voilà comment, dans le Dante, l'amour inspirait l'homme, le rendant charitable, miséricordieux, lui faisant oublier qu'il avait des ennemis ou les lui faisant aimer : quelle victoire remportée sur cette ame destinée aux haines et aux colères de la guerre civile!

Béatrice et Laure sont toutes deux de la même famille; mais l'amour de Pétrarque pour Laure est moins grave et moins élevé que celui de Dante pour Béatrice. Cet amour est plus littéraire, si je puis parler ainsi; il inspire le génie du poète plus que l'ame de l'auteur, il touche de plus près à l'amour platonique tel que nous le trouverons dans les romans et dans les tragédies du XVIIe siècle. Dans le Dante, enfin, l'amour se sent du théologien; dans Pétrarque, il se sent surtout du littérateur.

Ce n'est pas que Pétrarque, dans le commentaire qu'il a fait aussi lui-même de son amour, n'ait voulu également nous représenter cet amour comme lui inspirant la sagesse et la piété. Cependant, entre les récits mystiques de *la Vie nouvelle* de Dante et les réflexions dévotes des *Dialogues du mépris du monde* par Pétrarque, il y a une grande différence. J'entends bien Pétrarque dire à saint Augustin, qu'il a pris pour son interlocuteur, que « jamais rien de honteux ni de bas ne s'est mêlé à sa passion et qu'on ne peut blâmer que ses excès : si vos yeux, ajoute-t-il, pouvaient voir mon amour comme ils peuvent voir les traits de Laure, vous le verriez aussi pur que sa beauté. Que dis-je? C'est à Laure que je dois tout ce que je suis : jamais je ne serais parvenu à la moindre renommée, si son amour n'avait fait fleurir dans mon ame les germes de vertu que la nature y avait semés. C'est elle qui arracha ma jeunesse à la souillure du vice, c'est elle qui me donna mon essor vers le ciel, c'est elle qui me fit aimer Dieu. Par elle je devins vertueux, car l'amour métamorphose les amans et les rend semblables à ce qu'ils aiment. » Ces paroles sont un commentaire fidèle de la doctrine de Platon sur l'amour, et elles mettent Laure à côté de Béatrice; mais, à la fin du dialogue, Pétrarque, vaincu par les argumens de saint Augustin, renonce à son amour; il l'abjure comme une erreur, comme un péché; et voilà ce que Dante n'eût jamais fait, lui qui s'écrie, à la

fin de *la Vie nouvelle*, « qu'il espère qu'après sa mort son ame ira voir la gloire de la bienheureuse Béatrice, qui, dans le ciel, contemple face à face celui qui est béni à travers tous les siècles. » Dante, en effet, dans son amour, n'a rien dont il puisse se repentir. Béatrice surtout, étant morte jeune, est passée au ciel avec toute sa beauté et toute sa pureté, et il n'est resté d'elle sur la terre que le sentiment de tendre admiration que Dante lui a conservé. Laure, au contraire, moins heureuse que Béatrice, a vécu; elle a été mariée, elle a même vieilli ici-bas, nous dit Pétrarque, qui se vante de l'avoir aimée quand sa beauté était déjà passée, voulant montrer par là la chasteté de sa passion. Cependant ce commerce de Laure avec la terre, avec le temps et surtout avec le mariage, fait qu'elle est moins divine que Béatrice; son image est moins idéale, elle est plus femme. Aussi Pétrarque est-il forcé d'avouer que dans Laure il a aimé l'ame avec le corps. Son amour touche donc de près aux passions humaines, c'est-à-dire au péché. Saint Augustin, son interlocuteur, ne lui laisse à cet égard ni illusion ni relâche : il poursuit la passion de Pétrarque jusque dans ses replis les plus cachés, et, d'aveux en aveux, il l'amène à reconnaître qu'il a pris, pour arriver à l'amour de Dieu, la plus mauvaise route et surtout la plus longue, n'aimant dans le Créateur que l'artiste qui avait fait de Laure le type parfait de la beauté, comme si, au contraire, la beauté des corps n'était pas la moins élevée des formes de la beauté suprême (1).

Ainsi Pétrarque désavoue et réprouve l'amour platonique; il l'abjure, pressé par la sagacité pénétrante de l'interlocuteur ou plutôt du confesseur qu'il s'est choisi. Avouons-le, en effet, saint Augustin est bien choisi pour être le confident et le censeur d'un amant comme Pétrarque, amant subtil, qui veut être à la fois amoureux et vertueux. Or, c'est là une prétention que saint Augustin, avec la connaissance qu'il a du cœur humain et l'expérience que lui a donnée sa propre vie, ne peut pas souffrir dans son pénitent. Et ne croyez pas que ce soit seulement quand Pétrarque le fait parler que saint Augustin a cette science du cœur humain; ne croyez pas que l'amant prête au père de l'église : je dirais volontiers qu'entre Pétrarque et saint Augustin, celui qui sait le mieux l'amour, celui même qui a le mieux aimé, c'est saint Augustin. Je ne veux pas parler ici des *Confessions*, mais partout dans ses ouvrages éclate cette sagacité qui tient à la pratique des passions humaines. De là, au milieu même de ses plus graves sermons, et surtout quand il prêche l'amour de Dieu, des retours inattendus et charmans

(1) « ... Cum creatum omne, Creatoris amore diligendum sit, tu contrà, creaturæ captus illecebris, Creatorem non quomodo decuit amasti, sed miratus artificem fuisti, quasi nihil ex omnibus formosius creasset, cum tamen ultima pulchritudinum sit forma corporea. » (*De Contemptu mundi*, dialogus III.)

sur la jeunesse, sur l'amour, et qui semblent comme une page oubliée des *Confessions*. Je ne puis résister au plaisir d'en citer un exemple : « Eh quoi ! dit-il dans un de ses sermons sur les épîtres de saint Paul, si un amant s'habille autrement qu'il ne plaît à sa maîtresse, si, en le voyant, elle lui dit : « Je ne veux pas que vous ayez cette casaque « rouge, » il quitte sa casaque et ne la met plus; si en hiver elle lui dit : « Je vous aime en tunique, » il se met en tunique, aimant mieux grelotter de froid que de déplaire. Est-ce que sa maîtresse doit, s'il désobéit, le condamner à la prison ou lui faire donner la torture ? Non : elle n'a qu'un mot pour se faire obéir et pour faire trembler son amant : « Je ne vous reverrai plus. » C'est avec ce mot qu'une maîtresse se fait redouter. Et si Dieu vous le dit, ce mot formidable, vous ne tremblerez pas ! Ah ! oui, nous tremblerons beaucoup, mais seulement si nous aimons beaucoup (1). »

Voilà par quels traits saint Augustin est à la fois, selon moi, le plus sévère et le plus humain des prédicateurs; voilà comment il méritait que Pétrarque le prît pour le confident et le censeur de ses amours (2).

Nous avons vu comment, dans les pères de l'église et même dans saint Augustin, que fait parler Pétrarque, l'amour platonique s'était confondu avec l'amour de Dieu, les pères de l'église ne prenant pour ainsi dire la doctrine de Platon que lorsqu'elle touche à sa perfection. Nous avons vu comment, dans le Dante et dans Pétrarque, cette doctrine revenant vers les sentimens humains, l'amour était à la fois une idée et une femme; comment, dans Béatrice surtout, l'idée l'emportait sur la femme, tandis que dans Laure la femme l'emportait sur l'idée. Il nous reste à voir la troisième phase de la doctrine de l'amour platonique, dans l'école des platoniciens, en Italie, au xve siècle.

L'amour, qui dans le Dante était une inspiration morale et religieuse, et dans Pétrarque une inspiration littéraire et poétique, devient dans l'école platonicienne du xve siècle une doctrine érudite et savante qui s'attache avec une sorte de fanatisme aux idées de Platon sans vouloir y rien ajouter.

Pour mieux comprendre cet enthousiasme érudit, supposons que nous assistons à un de ces banquets solennels que Laurent de Médicis donnait à ses amis dans sa villa de Careggi, le jour de la naissance et

(1) Édition Gaume, t. V, p. 1126.

(2) Pétrarque, dans la préface de ses dialogues, fait un beau portrait de saint Augustin lui apparaissant tout à coup : « Religiosus aspectus, frons modesta, graves oculi, sobrius incessus, habitus sacer; sed romana facundia gloriosissimi patris Augustini quoddam satis apertum indicium præferebat. *Accedebat dulcior quidam majorque quam nescio quid hominis affectus.* » Ces derniers mots peignent heureusement une tendresse de sentimens qui est un des caractères principaux de saint Augustin.

de la mort de Platon, c'est-à-dire le 7 novembre, et dont Marsile Ficin nous a conservé le souvenir dans son commentaire de Platon.

Il y a neuf convives : c'est le nombre des muses, c'est le nombre aussi des convives du *Banquet* de Platon. Comme dans le *Banquet*, après s'être livrés modérément aux plaisirs de la table, on se met à disserter sur l'amour ou plutôt à commenter le *Banquet* de Platon. Ne vous attendez pas à trouver ici cette grace de la conversation socratique qui passe aisément de la familiarité la plus charmante à la plus haute gravité : l'érudition des platoniciens de Careggi n'a pas ces simples allures; elle est enthousiaste, et, ce qu'il y a de pis, un peu déclamatoire. « Non, dit Marsile Ficin qui commence l'entretien, ce n'est ni des philosophes Anaxagore, Damon ou Archelaüs, ni du rhéteur Prodicus, ni d'Aspasie, la maîtresse de l'éloquence grecque, ni du musicien Conus que Platon nous annonce qu'il avait appris la doctrine de l'amour. C'est de la prophétesse Diotime, c'est d'une femme inspirée par l'esprit divin qu'il avait reçu la science, disait-il, sans doute pour montrer qu'il n'y a que l'inspiration de la divinité qui puisse faire comprendre aux hommes ce que c'est que la vraie beauté, le véritable amour, tant est grande et sainte la faculté d'aimer. Loin donc de ce banquet divin, loin d'ici, profanes qui, vautrés dans la fange de la vie terrestre et vils esclaves de Bacchus et de Priape, ravalez aux plaisirs de la terre l'amour, cet esprit des cieux! Mais vous, chastes compagnons qui, livrés au culte de Diane et de Minerve, jouissez de la liberté des purs esprits et de la joie éternelle de l'ame, venez et écoutez avec un zèle respectueux les mystères divins que Diotime a révélés à Socrate. »

Ne nous laissons pas duper par ces grandes paroles : la doctrine de l'amour, telle que Platon l'avait conçue dans le *Banquet*, revient ici tout entière. Ce n'est plus l'amour de Dieu substitué à l'amour terrestre, comme dans les pères de l'église; ce n'est plus l'amour d'une dame servant, comme dans le Dante, dans Pétrarque et dans les héros de chevalerie, d'initiation aux bons et aux grands sentimens : c'est un amour plus philosophique à la fois et moins pur. Je m'explique : c'est l'amour tel que Platon l'avait reçu des mains de la société grecque et tel qu'il l'avait transformé, sans pouvoir ou sans vouloir le séparer entièrement de son commerce avec les sens, touchant encore à la terre par la forme, qui est la beauté ici-bas, au ciel par l'idée, qui est la beauté céleste. Cette doctrine, toute païenne à la fois et toute philosophique, est celle qui reparaît dans les platoniciens du xve siècle en Italie. Elle convient au génie italien; elle convient aussi, disons-le, aux mœurs de l'Italie du xve siècle. Elle convient au génie italien, parce qu'elle s'accorde admirablement avec le génie des arts et le culte du beau. Platon, en effet, dans son *Banquet*, n'a pas seulement créé une

doctrine nouvelle sur l'amour, il a créé aussi, si je puis le dire, la philosophie des arts. En montrant le rapport qui existe entre la beauté de la forme et la beauté de l'idée, et comment l'une peut mener l'autre, il a révélé le principe divin des arts; car, dans les arts comme dans l'amour, la beauté matérielle n'est bonne qu'à nous initier à la beauté morale : les vierges de Raphaël ne sont belles que pour être divines.

La doctrine platonicienne convenait aussi aux mœurs de l'Italie du xve siècle. Comme elle ne dédaigne pas la beauté de la forme, elle est par ce côté plus indulgente aux sens, et elle comporte une sorte de relâchement qui, pour des philosophes, a le mérite de n'être pas une contradiction, puisque, lorsqu'ils aiment la beauté, ils sont censés en train d'aimer la vertu.

Ainsi, des deux caractères que la doctrine platonicienne avait pris dans les pères de l'église, l'amour de Dieu d'une part, et de l'autre le dédain et la crainte de l'amour humain, de ces deux caractères, l'un disparaît et l'autre diminue dans le platonicisme italien. L'amour humain n'est plus dédaigné et réprouvé; il redevient ce qu'il était dans Platon, un des degrés qui conduisent à l'amour de la beauté divine. Les platoniciens de Careggi, comme gens de bonne compagnie, répugnent à la débauche; mais ils respectent l'amour, et ils le chantent en vrais fils de Dante et de Pétrarque (1). En même temps, l'amour de Dieu perd peu à peu son caractère chrétien; il redevient aussi, comme dans Platon, l'amour du beau infini. Or, le beau infini touche à Dieu, mais ce n'est plus Dieu lui-même, et les platoniciens de l'Italie se faisaient gloire de ce retour aux idées de Platon; ils s'applaudissaient de l'esprit séculier et mondain que leur philosophie donnait à la littérature italienne, sans trop s'inquiéter si ce caractère tout séculier n'allait pas même jusqu'à devenir quelque peu païen.

SAINT-MARC GIRARDIN.

(1) Voyez les poésies de Laurent de Médicis; voyez aussi celles de Michel-Ange.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 octobre 1847.

L'événement du jour est naturellement le changement de ministère en Espagne. Nous pouvons le résumer en quelques mots, en disant que le parti modéré est revenu au pouvoir, que la reine Christine est partie pour Madrid, où elle est probablement à cette heure, et que le général Serrano, nommé capitaine-général de Grenade, a quitté Madrid, la cour et la reine, pour aller à son poste.

La victoire du parti modéré et du général Narvaez était inattendue pour tout le monde, pour l'Espagne, pour la France, surtout pour l'Angleterre. Si nous ne nous trompons, l'ambassadeur de France à Londres a dû recevoir la nouvelle de la nomination du nouveau ministère espagnol au moment où il se trouvait à Broadlands, chez lord Palmerston. M. le duc de Broglie est un homme de trop bonnes mœurs pour avoir voulu troubler par ce malencontreux incident les loisirs champêtres de son hôte. Nous présumons que le ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne aura eu connaissance par une voie plus indirecte d'un événement qui devait singulièrement déranger les calculs de sa politique.

Le fait est que la nomination du général Narvaez aux fonctions de premier ministre en Espagne a dû faire en Angleterre l'effet d'une surprise assez désagréable. Le ministère dont M. Salamanca était l'ame était un véritable ministère anglais. Quand le général Narvaez, en arrivant de Paris à Madrid, avait été si cavalièrement accueilli, c'est à Londres surtout qu'on en avait triomphé. M. Bulwer et M. Salamanca avaient fait place nette; il n'y avait plus qu'à s'y bien établir. Les journaux anglais n'avaient pas assez d'éloges pour la jeune

reine d'Espagne; ils célébraient à l'envi sa décision, et ce qu'ils appelaient sa maturité. Les *moderados* et les *afrancesados* avaient une leçon pour long-temps. La jeune reine commençait enfin à régner. Les belles choses que M. Salamanca allait faire! Il allait restaurer les finances, rétablir l'âge d'or, arrêter la contrebande française et ouvrir tous les ports de l'Espagne aux cotons anglais! Les dépêches de M. Bulwer devaient être fort curieuses à lire.

On paraissait, à Londres, si sûr du succès, qu'on affectait une certaine modestie dans le triomphe. Ainsi, nous avons vu le principal organe du gouvernement anglais déclarer dernièrement que personne ne songeait à contester les droits de Mme la duchesse de Montpensier, que c'était une idée qui n'était jamais venue à aucun esprit sérieux. Tout ce qu'on voulait, c'était d'assurer la descendance directe de la reine; en d'autres termes, on se bornait au divorce. Mais, même pour ce simple objet, M. Salamanca ne suffisait pas; il n'était pas de force. Aussi pressait-on le général Espartero de profiter de l'amnistie, qui n'avait été faite que pour lui, et d'aller reprendre le pouvoir qui lui était offert à Madrid par le parti progressiste. Si nous sommes bien informés, le général Espartero aurait fait demander, il y a quelque temps, au gouvernement français, si, dans le cas où il voudrait retourner à Madrid, le libre passage par la France lui serait accordé. Le gouvernement français n'avait aucune objection à faire à une pareille demande; mais il paraîtrait que lord Palmerston aurait préféré que l'ancien régent s'en allât directement d'Angleterre en Espagne, craignant sans doute qu'il ne prît en passant par Paris la peste du modérantisme.

Du reste, le général Espartero n'avait lui-même, à ce qu'on assure, aucune envie de se risquer si tôt dans sa patrie. C'est une justice à lui rendre, lui seul paraît avoir jugé sainement la situation. Il connaissait l'Espagne mieux que ses patrons de Londres; il savait qu'il ne trouverait aucun appui dans l'armée actuelle, qu'en arrivant en Espagne il se verrait complétement isolé, et que pour lui c'était, selon le proverbe, aller se jeter dans la gueule du loup. Aussi a-t-il répondu aux reproches mal déguisés de pusillanimité qui lui étaient adressés en allant tout simplement se promener à Birmingham, comme autrefois il faisait ses campagnes en se mettant bien tranquillement au lit.

Nous le répétons, c'est lui qui a le mieux jugé la situation. Il a compris que ses amis se faisaient des illusions, qu'ils se perdraient par l'abus même qu'ils faisaient de leur triomphe momentané, et c'est en effet ce qui est arrivé. Il n'est pas besoin d'aller bien loin pour chercher la véritable cause de la révolution ministérielle qui a eu lieu à Madrid. La jeune reine a eu peur des progressistes; elle a eu peur de ces figures sinistres associées aux plus tristes souvenirs de son enfance. Comme ces élémens impurs qui, dans les jours d'orage, remontent des bas fonds à la surface, elle a vu reparaître ces hommes de désordre et de révolution qui avaient naguère battu son trône naissant avec les flots de la guerre civile et des discordes sanglantes, et, arrivée presque au bord de l'abîme, elle a ouvert les yeux.

Le plan des progressistes et du ministère de MM. Bulwer et Salamanca n'était plus un secret. Il était tout simplement de dissoudre les cortès actuelles, de faire voter par de nouvelles cortès le divorce de la reine, de faire déclarer la déchéance éventuelle de Mme la duchesse de Montpensier, et de remarier la reine avec le fils de don Carlos. Nous ne savons pas si M. Bulwer allait plus loin que

ne le voulait son gouvernement, mais il était sur les lieux, et il croyait sans doute pouvoir jouer toute la partie.

Nous avons dit le but, nous avons une certaine répugnance à dire les moyens; mais enfin les manœuvres du parti progressiste et anglais à Madrid ont reçu une publicité que nous ne pouvons pas leur retirer. Il paraîtrait donc que MM. Salamanca et Bulwer n'auraient pas trouvé dans les entourages de la reine toute la docilité de caractère qu'ils y auraient désirée, et qu'ils auraient cherché à substituer aux influences existantes d'autres influences plus obéissantes et plus dévouées à leurs vues. On a prononcé des noms propres, plus ou moins propres. On a parlé d'un certain colonel, ancien officier de l'état-major d'Espartero, et qui, sans doute pour mieux garder l'incognito, était allé faire du tapage dans les bureaux d'un journal.

Toujours est-il que la manœuvre avait été assez bien menée pour avoir été sur le point de réussir. Le terrain avait été très adroitement miné, et le général Serrano lui-même ne savait pas jusqu'à quel point son influence était compromise. Il ne le sut que lorsqu'il lui fut dit directement qu'une séparation était devenue nécessaire. L'hostilité déclarée du parti progressiste le rejetait naturellement du côté du parti modéré; il avait des amis et des frères d'armes dans le ministère même de M. Salamanca; les relations ne furent pas difficiles à établir, et dans la soirée du 3 octobre, le général Narvaez, duc de Valence, était nommé président du conseil. On assure que, pendant la conférence dans laquelle furent signées les ordonnances, M. Bulwer et M. Escosura, ministre de l'intérieur, tentèrent vainement d'être reçus au palais. On ajoute que le colonel Gandara, après une entrevue avec M. Bulwer, chercha aussi à se faire admettre, et n'eut pas plus de succès. Quant à M. Salamanca, il avait une telle sécurité, qu'il était allé se promener à Aranjuez. Il ne revint que le soir pour aller au spectacle. Ce fut M. Ros de Olano, un des ministres, qui contresigna l'ordonnance royale appelant le duc de Valence à la présidence du conseil. M. Escosura se trouvait chez M. Ros, quand le général Narvaez s'y présenta; il prit l'éveil et alla prévenir MM. Salamanca, Goyena, Cortazar et Sotelo, puis tous quatre s'assemblèrent au ministère des affaires étrangères pour délibérer. Le général Narvaez, en grand uniforme, tomba au milieu de ce conseil, et y entra un peu comme Louis XIV dans le parlement. Il était trois heures du matin. Le général, avec beaucoup de sang-froid, annonça à M. Salamanca et à ses collègues que la reine l'avait chargé de composer un nouveau cabinet, et de leur demander leur démission. On dit que M. Salamanca et M. Escosura firent une certaine apparence de résistance, et que le dernier demanda qui avait contresigné les ordonnances, sur quoi M. Ros de Olano, qui accompagnait le duc de Valence, se montra et répondit : « C'est moi; » ce qui mit fin à toute nouvelle interrogation.

Ainsi s'est terminée cette crise bizarre, et assurément c'était la meilleure solution qu'elle pût recevoir. Depuis ce moment, la reine est, dit-on, très gaie; elle raille assez spirituellement ses anciens ministres. M. Salamanca, dans l'audience habituelle de congé qu'il a reçue, a été très froidement accueilli. Il reste maintenant à désirer ce que des intrigues fort peu honorables ont jusqu'à présent empêché, la réconciliation de la reine avec son mari. Il y a lieu d'espérer que ce rapprochement si désirable ne tardera pas à se faire. Au milieu des embûches et des obsessions dont elle était entourée, la jeune reine prononçait avec

larmes le nom de sa mère. La reine Christine est partie pour aller rejoindre sa fille; elle retourne à Madrid, rappelée par la reine et par le vœu unanime du conseil des ministres. Elle peut y rentrer sans craindre d'y rencontrer, entre elle et sa fille, un obstacle qui blesse sa dignité maternelle. Même après l'éloignement du ministère Salamanca, il restait encore une grande difficulté à vaincre pour amener la réunion de la reine et du roi. On la comprend sans que nous ayons besoin de la désigner plus clairement. Cette difficulté n'existe plus, et rien ne s'oppose désormais à ce que le roi rentre dans le palais devenu libre.

Le premier acte du nouveau président du conseil a été de convoquer les cortès pour le 19 novembre. C'est la meilleure réponse que pût faire le général Narvaez aux doutes conçus sur la sincérité de ses sympathies constitutionnelles et libérales. Il faut espérer qu'il persévérera dans cette voie. L'attitude calme, patiente et courageuse qu'il a eue pendant toute la durée de cette crise lui fait le plus grand honneur. La place n'était pas toujours sûre, et dans un pays comme l'Espagne, c'était jouer gros jeu que de rester.

Le parti modéré est revenu au pouvoir; sera-ce pour long-temps? C'est ce que personne ne peut dire. Dans tous les cas, ce qui vient de se passer en Espagne sera pour le jugement de l'Europe un spectacle instructif. Avec le retour du parti modéré, c'est-à-dire du parti auquel on donne le nom de français, l'harmonie est rétablie entre les pouvoirs publics, le scandale qui environnait la royauté disparaît, la cause même en est écartée, et de tristes différends domestiques sont près de s'apaiser, tandis que de l'autre côté tous les efforts, toutes les intrigues, toutes les manœuvres, tendaient à remplacer et à perpétuer le scandale, à envenimer les discordes et à bouleverser l'ordre établi par la constitution. Ce que nous voudrions bien savoir, c'est si l'Angleterre, la protestante et religieuse Angleterre, qui professe un si grand respect des vertus de famille, approuve la conduite de son représentant, et lui pardonne en faveur du but les moyens si éminemment moraux dont il s'est servi et auxquels il s'est associé.

En Italie, l'aspect des affaires tend à devenir plus calme. Le mouvement libéral se régularise insensiblement; les gouvernemens semblent avoir compris qu'il valait mieux le diriger en s'y associant que de l'exaspérer en y résistant. La nouvelle de l'évacuation de Ferrare, qui avait été donnée comme positive et avait été l'objet de commentaires précipités, n'était pas exacte. Nous espérons cependant qu'elle n'était que prématurée. L'attitude de résistance passive, de protestation vivante, qu'a prise le pape Pie IX, portera nécessairement ses fruits. En attendant, le pontife libéral poursuit avec calme et avec persévérance le cours de ses réformes. Celle qu'il vient d'entreprendre en dernier lieu est une des plus importantes et sera une des plus fécondes. C'est une sorte d'introduction de la société civile au cœur même de la société ecclésiastique. L'Italie, comme tous les pays très désorganisés, a plus besoin de réformes administratives que de réformes politiques. Désormais Rome et la campagne romaine seront, comme les autres départemens de l'état, représentées et administrées par un conseil délibérant et une magistrature administrative. Le conseil municipal, composé de cent membres, sera nommé la première fois par le souverain, et se renouvellera ensuite par tiers, tous les deux ans, par le vote de ses membres. La magistrature municipale, qui s'appellera le sénat de Rome, se composera d'un sénateur et de huit adjoints. Peut-être cette nouvelle organisa-

tion éprouvera-t-elle quelques difficultés à s'établir, la création des institutions devance peut-être un peu celle des hommes; mais enfin la base d'une administration laïque est jetée à Rome même, et c'est un grand pas. Le peuple de Rome a fait le 3 octobre une grande procession aux flambeaux à l'occasion du dernier *motu-proprio*. Quatre à cinq mille hommes, dans l'ordre le plus parfait, sont allés recevoir la bénédiction du saint-père avec leurs drapeaux. Le gouvernement s'était chargé d'armer à ses frais la garde civique; mais les populations préfèrent s'imposer à elles-mêmes cette charge, qui écraserait le trésor. De tous côtés, des souscriptions ont été ouvertes pour cet objet; ce sera pour le pays une taxe spontanée et volontaire de 15 à 16 millions, le quart du budget. On ne saurait assez rendre hommage au zèle déployé par la population romaine, mais surtout à la conduite pacifique, régulière et digne qu'elle garde au milieu même de son empressement.

En Toscane, le parti du progrès modéré a aussi le dessus. Le grand-duc a changé son ministère, et le choix de ses nouveaux conseillers prouve qu'il est disposé à accepter les conséquences des concessions qu'il a déjà faites à son peuple. Tant qu'il restait sous l'influence de conseillers comme M. Pauer et le président Bologna, on pouvait douter de la sincérité ou de la persévérance de ses bonnes intentions. Les noms du marquis Ridolfi et du comte Serristori répondent heureusement à ces inquiétudes. Ce que le parti libéral, en Toscane, doit d'abord s'attacher à obtenir, c'est un nouveau système municipal; ce sera tôt ou tard la base d'un système constitutionnel.

Les nouvelles du royaume des Deux-Siciles sont un tissu de contradictions. De ce côté, du reste, si nous avions les desseins plus que profonds qu'on nous prête, nous ne pourrions que désirer des bouleversemens. Un journal anglais fort sérieux n'a-t-il pas découvert dernièrement que si M. le duc d'Aumale s'en allait en Afrique, c'était pour se trouver avec cent mille hommes à portée de l'Italie méridionale et se tailler un royaume dans les domaines du roi de Naples! M. le duc de Montpensier roi d'Espagne, M. le prince de Joinville empereur du Brésil, M. le duc d'Aumale roi de Sicile! Après avoir si bien établi ses fils, le roi Louis-Philippe pouvait se reposer en paix. Nous ne voulons pas être aussi ridicules, nous ne voulons pas même dire que l'Angleterre jette des regards de convoitise sur la Sicile, quoiqu'on l'ait dit souvent; mais enfin l'Italie est-elle bien sûre du parfait désintéressement du gouvernement anglais? Le pape est-il persuadé, par exemple, que les affaires d'Espagne soient complétement étrangères à la résolution qu'a prise la cour de Londres d'envoyer un ambassadeur à la cour de Rome?

En Piémont, le revirement que nous appréhendions s'est produit. Le comte de Villamarina s'est démis de tous ses emplois; M. de la Marguerite reste au ministère. Ce fait n'a besoin d'aucun commentaire. Le roi Charles-Albert s'est bien pressé de détruire les espérances qu'on avait fondées sur lui.

En Grèce, les conséquences de la mort de M. Coletti ne se sont pas encore manifestées, mais elles ne peuvent tarder à se faire sentir. Cette mort est pour la Grèce elle-même une perte irréparable, pour la France un événement très regrettable, mais il faut savoir tirer même d'un malheur le meilleur parti possible. Or, le changement survenu dans le personnel du gouvernement hellénique aura peut-être pour effet de rendre plus facile la solution de plusieurs difficultés inté-

rieures et extérieures. M. Coletti, on peut le dire, avait fini par être trop fort; la prépondérance qu'il avait acquise était peut-être trop exclusive pour n'être pas un peu anormale. Ainsi les dernières élections lui avaient donné une législature dans laquelle il avait non pas seulement la majorité, mais l'unanimité. Il n'y avait pas d'opposition. En apparence, cela peut rendre le gouvernement plus facile; en réalité, cela le rend moins sûr. Un gouvernement constitutionnel implique nécessairement l'existence d'une minorité, d'une opposition. Quand la minorité n'est pas représentée dans les pouvoirs légaux et réguliers, elle cherche sa satisfaction dans une opposition extra-légale et extra-parlementaire. Les amis véritables de M. Coletti en étaient réduits à désirer pour lui moins de succès et moins de pouvoir. Le résultat des élections avait dépassé leurs désirs et leurs espérances, et peut-être serait-il devenu nécessaire d'avoir recours à un nouvel appel au pays uniquement pour trouver une opposition. La grande et légitime influence personnelle qui avait rallié autour d'elle toute la législature grecque a maintenant disparu, et il n'est pas probable qu'il s'en trouve une autre capable de lui succéder et de la remplacer. On peut donc s'attendre à voir s'opérer en Grèce une dislocation et par suite une classification nouvelle des partis. En même temps, la lutte qui y était directement établie entre les influences étrangères perdra de son activité et de son acrimonie, et nous devons dire qu'à notre avis ce ne sera pas un grand mal. Il y avait à Athènes des partis trop exclusivement français et trop exclusivement anglais, et l'antagonisme des deux influences y avait pris un caractère d'hostilité dont la Grèce elle-même aurait fini par souffrir. Du reste, dans cette lutte, le beau rôle était pour la France; la libéralité et le désintéressement étaient de son côté, et l'attitude de créancier et d'huissier qu'avait prise le gouvernement anglais était fort peu à son honneur. La nation grecque saura tôt ou tard faire la part des deux conduites; mais en ce moment il est peut-être à désirer que les deux gouvernemens profitent de l'occasion qui leur est offerte de se relâcher de leur mutuelle animosité. Tout le monde, à commencer par la Grèce, ne peut qu'y gagner.

La diète suisse s'était, on s'en souvient, ajournée au 18 octobre. Cette réunion nouvelle sera-t-elle le signal d'une guerre civile? On le dit beaucoup. Nous avouons cependant que nous en doutons encore. Nous avons entendu tant et tant de fois répéter qu'une explosion en Suisse était inévitable, infaillible, immédiate, et que le feu allait être mis le lendemain matin aux vingt-deux cantons, qu'à la fin nous nous sommes un peu blasés sur l'imminence de ce danger. En France, où l'on a l'habitude de passer assez vite de la parole à l'action, on a une certaine peine à comprendre que la diète suisse prenne régulièrement tous les ans plusieurs résolutions, et se dispense presque aussi régulièrement d'en exécuter aucune; mais il faut prendre les peuples comme ils sont. Combien de fois, par exemple, la diète n'a-t-elle pas voté la révision du pacte fédéral! Combien de fois n'a-t-elle pas nommé des commissions pour en préparer un nouveau! Chaque fois cependant il a été impossible de l'entendre, et, au milieu de ces controverses interminables, ce pauvre pacte, déchiré et lacéré tour à tour de tous côtés, a néanmoins continué sa marche, et il se soutient encore tant bien que mal.

De ce que la diète a voté cette année, avant de se séparer, la dissolution du *Sonderbund* ou de la ligue des sept cantons, on en conclut qu'elle est forcément

engagée à la mettre à exécution. C'est une erreur; elle en a la faculté, mais il reste encore à savoir si elle en usera. Les termes même de l'arrêté fédéral n'engagent point la majorité d'une manière irrévocable. Que dit cet arrêté? Que l'alliance séparée des sept cantons étant incompatible avec les dispositions du pacte fédéral, cette alliance est déclarée dissoute, et que la diète *se réserve, si les circonstances l'exigent*, de prendre les mesures nécessaires pour faire respecter son arrêté.

La question actuelle de paix et de guerre sera donc résolue par les circonstances. Or, nous croyons que les circonstances sont encore de nature à faire réfléchir les cantons radicaux, qui sont impatiens de renouveler sur les cantons catholiques l'invasion des corps francs. Les souvenirs de cette malencontreuse expédition sont restés, après tout, fort peu populaires en Suisse. Il est vrai que, dans le cas présent, l'invasion des cantons de la ligue aurait un autre caractère, et serait, au moins en apparence, revêtue d'une sanction légale; mais quand il s'agira de marcher sur des concitoyens, sur des confédérés qui ne sont que sur la défensive, les contingens fédéraux y regarderont à deux fois. Ce qui prouverait au besoin que la guerre n'est pas en Suisse aussi populaire qu'on veut bien le dire, c'est que, dans les cantons radicaux, les gouvernemens n'ont pas osé faire appel au peuple. Ainsi, dans les cantons catholiques menacés par l'arrêté de la diète, dans Uri, Schwytz, Unterwald, Lucerne, Fribourg, Zug, le Valais, la *Landsgemeinde* a tenu ses assises, le peuple a été consulté, et il a répondu à la demande de ses gouvernans par une approbation complète et unanime. A Zurich, à Berne, à Schaffouse et dans le canton de Vaud, c'est en vain que les partisans de la paix ont aussi réclamé un appel au peuple; les gouvernemens ont reculé devant cette épreuve.

Que la supériorité apparente des forces soit du côté des radicaux et du parti de la guerre, c'est ce qu'il serait difficile de nier. Ainsi le contingent fédéral des douze et deux demi-cantons qui ont voté la dissolution de la ligue est de cinquante mille hommes, tandis que celui des sept cantons du *Sonderbund* n'est que de onze mille. Néanmoins il y a quelque chose qui compenserait jusqu'à un certain point cette inégalité de forces : c'est que d'un côté on n'est pas unanime pour attaquer, et que de l'autre on est unanime pour se défendre. Ainsi, dans les états catholiques et les états mixtes, il sera difficile d'armer les catholiques contre leurs coreligionnaires, et, si on n'envoie en expédition que les protestans, alors les catholiques, restés seuls gardiens du foyer et maîtres de la place, pourraient profiter du moment pour changer le gouvernement à l'intérieur. Genève même, malgré sa dernière révolution, et bien que dominée par le radicalisme, a aussi les mains liées, car les radicaux y ont besoin de la démocratie catholique pour faire contrepoids à l'aristocratie protestante.

C'est donc sur trois cantons, c'est-à-dire sur Berne, Zurich et Vaud, que retomberaient principalement les charges de la guerre; ce seraient eux qui auraient à faire exécuter l'arrêté de la diète. L'oseront-ils et le pourront-ils? Ils auraient affaire à des populations combattant *pro aris et focis*, ils s'engageraient dans une lutte où les femmes et les enfans prendraient les armes. Et la guerre elle-même serait-elle une solution? Non. Ce n'est pas le *Sonderbund* que la victoire des radicaux détruirait, c'est la confédération elle-même; car, en admettant pour un moment que le Valais, que Fribourg, que Lucerne, fussent

écrasés par des forces supérieures, l'invasion s'arrêterait toujours à l'entrée des montagnes des petits cantons primitifs. On se rappelle ce qu'il en a coûté en 1798 aux armées françaises pour réduire ces populations inexpugnables. Ce sont toujours les mêmes cœurs libres, les mêmes bras forts, animés encore du même amour de la patrie et de la religion. La guerre ne laisserait à ces cantons, les fondateurs de la Suisse, d'autre ressource que de se retirer de la confédération.

Toutes ces considérations pèseront d'un certain poids sur les résolutions de la diète, qui va se réunir dans trois jours à Berne. Le parti radical sait, d'ailleurs, qu'il ne peut compter, dans ses tentatives pour troubler la paix, sur aucune sympathie extérieure. Nous ne croyons pas que lord Minto, en passant par la Suisse pour aller à Rome, ait donné au parti de la guerre aucune espèce d'encouragement; nous sommes plutôt portés à penser le contraire. D'un autre côté, les gouvernemens de l'Europe se préoccuperaient nécessairement d'un état de choses qui serait de nature à altérer les relations créées par les traités, et les gouvernemens limitrophes de la Suisse auraient quelque raison de s'inquiéter plus que les autres et de manifester leurs inquiétudes par quelques mesures de précaution. Toutes ces causes réunies nous font encore douter, malgré toutes les apparences, qu'une guerre immédiate soit inévitable en Suisse.

En Angleterre, la crise financière, loin de diminuer, s'aggrave encore. De nouvelles faillites sont venues s'ajouter aux désastres déjà connus, et la banque resserre de plus en plus ses escomptes. Une des principales causes de ce malaise est dans l'excessive sévérité du bill de 1844, qui renferme l'action de la banque d'Angleterre dans des limites trop étroites, et il est probable que, dans la prochaine session du parlement, toutes les questions qui se rattachent au crédit seront reprises en sous-œuvre. Le bill de sir Robert Peel sera l'objet de vives attaques, et sera sans doute amendé sur quelques points. En attendant, les embarras de nos voisins augmentent : c'est une véritable panique. L'annonce de l'emprunt que vient d'ouvrir le gouvernement français a imprimé un nouveau mouvement de baisse à la bourse de Londres. Le *Morning Chronicle* ne va-t-il pas jusqu'à engager la banque d'Angleterre à refuser plus que jamais de faire des avances sur dépôt de fonds publics, dans la crainte que ces avances ne servent à prendre un intérêt dans l'emprunt français? C'est pousser loin, on en conviendra, l'isolement financier. On dirait que quelques organes de la presse anglaise éprouvent une sourde irritation, parce que notre situation économique, tout en ayant ses complications et ses difficultés, est en ce moment meilleure que celle de la Grande-Bretagne. Si nous indiquons en passant cette supériorité relative, nous ne nous faisons pas illusion sur ce que l'état de nos propres finances a de grave et de tendu. Le gouvernement a reconnu qu'il lui était impossible de se passer de l'emprunt; seulement il n'a émis que pour 250 millions de rentes, et il en a échelonné le versement sur vingt-cinq mois. 100 millions restent en réserve, tant pour les éventualités futures que pour l'amortissement. Certes on pourrait désirer pour l'ouverture et pour l'adjudication de l'emprunt un meilleur état de la place; cependant il ne faut pas non plus fermer les yeux sur tout ce qui peut contribuer à relever les affaires. Nous n'avons pas à craindre pour l'hiver prochain le malaise dont les classes laborieuses souffraient si vivement encore il y a quelques mois. L'industrie doit recevoir un heureux contre-coup des prospérités de l'agriculture.

Deux traités de commerce, qui ne sont pas sans importance, viennent d'être conclus, l'un avec la Perse, l'autre avec Naples. Jusque dans ces derniers temps, la France n'était pas en relations commerciales directes avec la Perse. Désormais, par la convention qu'a signée, le 24 juillet dernier, M. de Sartiges, notre envoyé à Téhéran, la France se trouvera, envers la Perse, dans les mêmes conditions que la Russie et la Grande-Bretagne, et elle profitera de tous les abaissemens de tarif qui pourront être dans l'avenir accordés à ces deux puissances. Il ne faut pas perdre de vue que les relations avec la Perse prendront un nouvel accroissement par suite de l'établissement des lignes de bateaux à vapeur qui sillonnent la Méditerranée, et qui se prolongent aujourd'hui jusqu'au port de Trébizonde. La nouvelle convention avec la cour de Naples est destinée à compléter les clauses du traité de commerce qui avait été conclu, il y a deux ans, le 14 juin 1845; elle statue que toutes les productions du sol et de l'industrie des deux pays seront soumises aux mêmes droits, jouiront des mêmes faveurs, et elle accorde les mêmes immunités aux navires des deux nations. Ces transactions, et d'autres encore qui se préparent, dénotent, dans le département des affaires étrangères, une intelligente activité. D'un autre côté, de nouveaux agens sont envoyés dans des postes importans. M. de Bacourt est nommé ambassadeur à la cour de Madrid, et M. de Billing remplace à Francfort M. de Chasseloup-Laubat. Le ministère a pensé que le moment où les affaires en Espagne revenaient aux mains du parti modéré était bien choisi pour donner un successeur à M. Bresson. Si Francfort n'est pas, à proprement parler, un terrain politique, c'est un poste auquel le séjour de la diète donne une signification particulière, et qui demande dans celui qui l'occupe une connaissance approfondie du droit public de l'Europe. Aussi, M. le baron de Billing, esprit appliqué et studieux, qui compte plus de vingt ans de services dans la diplomatie, y sera bien placé. Si la santé de M. de Varennes ne lui permettait pas de prolonger plus long-temps son séjour à Lisbonne, c'est M. le duc de Glucksberg qui serait nommé ministre plénipotentiaire auprès de la reine dona Maria.

Les événemens de l'Italie préoccupent l'opinion publique en Angleterre et en Allemagne par certains côtés assez caractérisés et assez spéciaux pour qu'il ne soit pas inutile d'examiner l'attitude qu'on a prise dans ces deux pays au sujet d'une si grave question. C'est encore une manière d'apprécier l'esprit d'un peuple que de voir le contre-coup qu'il reçoit des affaires mêmes dans lesquelles il n'est pas mêlé.

En Allemagne, il y a pour l'instant, à propos de l'Italie, deux sentimens qui se heurtent et se combattent de la façon la plus curieuse du monde : le sentiment libéral, qui cherche noise au régime absolu de l'Autriche et se réjouit ostensiblement des embarras qu'il rencontre de l'autre côté des Alpes; le sentiment allemand, qui ne peut pas admettre que ce ne soit toujours un grand service rendu à l'humanité de porter quelque part l'influence germanique, et qui regimbe à la seule pensée de voir reculer son drapeau.

Les libéraux accusent tout haut le cabinet de Vienne, ils lui montrent comme un modèle l'exemple de la Prusse, ils lui annoncent qu'il perdra la suprématie de l'Italie, comme il a perdu celle de l'Allemagne. Couverts contre la censure par l'éloge qu'ils font du cabinet de Berlin, ils rappellent à l'Autriche les contradictions de sa politique, qui sont pourtant, il faut le dire, les contradictions de

tous les princes allemands. Ils saisissent avec empressement cette occasion nouvelle de rappeler les promesses de 1813, si vite et si rudement démenties. — Le même *Observateur autrichien*, qui incriminait hier tous les mouvemens spontanés des peuples, qui parlait hier si dédaigneusement de l'opinion publique, en appelait aux peuples dans son numéro 23, de l'année 1813, comme aux alliés naturels des puissances armées, et ces puissances proclamaient à Kalisch que quiconque ne s'unirait point à elles « serait anéanti par la force de l'opinion. » Le même empereur François, qui disait en 1821 que le monde déraisonnait lorsqu'il demandait des constitutions, avait dit en 1815 : « La ferme volonté du monarque, c'est de voir l'esprit propre à chacune des différentes nations de l'empire s'enrichir et se développer librement par une éducation meilleure, par une plus grande franchise de la presse, par un plus haut enseignement, par un emploi plus large des trésors de la culture étrangère. » — On somme aujourd'hui l'Autriche de prouver l'usage qu'elle a fait de ces belles maximes dans ses rapports avec l'Italie. On reconnaît qu'elle a protégé les intérêts matériels, construit des chemins de fer, ouvert un port franc à Venise, utilement surveillé la grande industrie lombarde, plus utilement encore modéré l'ascendant du clergé; mais de ces aveux mêmes on tire parti pour montrer combien il sert peu de vouloir étouffer avec de pareilles satisfactions les besoins bien autrement vifs d'indépendance intellectuelle et morale. Qu'arrive-t-il en effet? Ce gouvernement protecteur est, au dire même des Allemands et d'après les statistiques allemandes, poursuivi par une aversion toujours croissante. D'où vient ce progrès trop cruellement significatif, sinon de ce que le ressentiment d'une injuste nullité politique a gagné d'en haut jusqu'aux rangs inférieurs, et produit partout la désaffection?

Il en est cependant, et ce ne sont pas les organes les moins fidèles de la vraie pensée allemande, il en est qui s'étonnent de cette désaffection et crient à l'ingratitude. L'Italie, disent-ils, a toujours été comme un champ clos où les gens du nord et du midi sont venus se battre; le duché de Milan est depuis trois cents ans dans la maison d'Autriche, et l'Autriche est une puissance allemande. Il ne faut pas la laisser dépouiller; il ne faut pas que les gibelins cèdent maintenant la place aux guelfes. Sans doute on ne peut refuser toute sympathie aux efforts du patriotisme italien; mais l'intérêt de l'Autriche, c'est un intérêt germanique : on doit prendre garde de l'affaiblir en défendant trop chaudement la cause des nationalités. La politique pratique doit réfréner les emportemens trop généreux de la politique historique. On aime l'Italie comme on aime la Pologne; il y a pourtant des fatalités supérieures à toutes les sympathies, et l'on sacrifierait son dernier homme et son dernier écu plutôt que de rendre jamais Posen à la nationalité polonaise, parce que Posen est indispensable pour couvrir la frontière prussienne. La puissance de l'Autriche en Italie n'est pas moins rigoureusement nécessaire pour protéger la frontière méridionale de l'Allemagne. Il y a plus : entre l'Allemagne entière et l'Autriche, la solidarité est indissoluble, et vouloir diminuer l'Autriche dans la région du Pô, c'est menacer l'Allemagne sur le Rhin. La France, qui a jadis elle-même si fort maltraité l'Italie, serait aujourd'hui toute prête à y rentrer pour venir ensuite peser sur les peuples germaniques de tout le poids que lui donnerait encore une fois l'hégémonie des peuples latins.

Nous relevons avec quelque intention dans la *Gazette de Brême* cette singu-

lière dialectique, à peu près reproduite par le *Correspondant de Nuremberg*. Nous nous en souviendrons à l'occasion, lorsque l'Allemagne recommencera d'une manière ou de l'autre ce grand bruit avec lequel elle aime à témoigner du sentiment de son unité nationale. Elle est encore fort occupée de réclamer au Danemark ses frères du Holstein et du Schleswig. Le Danemark n'a-t-il pas besoin de cette annexe pour se couvrir, tout comme la Prusse a besoin de Posen, et l'Autriche de Milan? L'argument vaut-il moins d'un côté que de l'autre? Hambourg vient de refuser très énergiquement d'accéder au système de droits différentiels proposé par la Prusse, pour fonder au profit du Zollverein un empire maritime semblable à celui que l'*acte de navigation* assura jadis à l'Angleterre. Hambourg, dont le port souffrirait naturellement de l'introduction d'un régime protecteur, ne s'est pas laissé prendre à ces ambitieuses visées, et de plus belle on lui jette la pierre : on l'accuse, dans toute la presse d'outre-Rhin, de trahir la patrie commune; on lui fait honte de n'avoir pas le cœur allemand; on élève aussi haut que possible le respect et l'empire de ce grand mot de nationalité. Hambourg, à moitié anglais, ne se croit pas plus obligé vis-à-vis du dogme de la nationalité allemande que les défenseurs de l'ascendant autrichien en Italie ne croient l'Autriche obligée vis-à-vis de la nationalité italienne. C'est là tout son crime. Il n'est pas de peuple qui, plus que le peuple allemand, ait prêché souvent et porté haut le droit des nations à garder toujours une existence distincte en vertu de la distinction des races et des langues; il n'en est pas qui ait violé davantage ce droit imprescriptible.

L'Angleterre juge les événemens d'Italie d'un point de vue moins étroit, et la manière dont la question y est posée fait plus d'honneur au progrès de l'esprit public. Le sentimentalisme germanique trouve de bonnes raisons pour ne pas être trop exigeant quand il s'agit de retenir les conquêtes de la force et de la diplomatie. Les préjugés religieux de l'Angleterre, les aveugles rancunes du protestantisme, s'effacent aussitôt que le commandent les grands intérêts de la politique européenne. Il semble que ceux qui gardent encore aujourd'hui d'une façon plus spéciale le beau nom de whigs doivent être récompensés par les événemens de l'inaltérable fidélité qu'ils ont toujours vouée aux doctrines libérales. Ce sont eux qui achèvent de rompre toutes les barrières que l'esprit de secte avait élevées autour de la constitution anglaise; ils vont introduire les Juifs dans le parlement, ils entrent en négociation directe avec le pape. Il ne faut pas s'y tromper, c'est encore un signe du temps, et nulle part ces signes ne sont aussi clairs que dans les modifications intérieures du régime de la Grande-Bretagne. La brèche faite à la constitution en 1829 et en 1831 s'élargit tous les jours. L'église établie, le plus solide pilier du vieil édifice aristocratique, perd de plus en plus sa raison d'être à mesure qu'elle se lie moins logiquement à tout l'ensemble des institutions. Qu'est-ce que sera dans l'état la papauté de la reine, quand, à côté de celle-là, l'état admettra lui-même qu'il puisse y avoir pour une autre église une autre papauté? Ce qui perpétue les régimes caducs, c'est l'opiniâtreté avec laquelle ils s'obstinent à ne pas reconnaître tout ce qui se fait dans le présent en dehors d'eux et contre eux. Une fois qu'ils pactisent avec les nouveaux principes, leur fin approche. Dans la stricte rigueur des lois anglaises, dans l'esprit de 1688, le pape n'existe pas pour le gouvernement britannique; il n'y a qu'un évêque de Rome, qui n'a pas encore reconnu la légitimité de la

couronne d'Angleterre, qui a jeté l'interdit et l'anathème sur les princes, sur le peuple et sur le clergé de la Grande-Bretagne. On peut rester en trêve avec lui, on peut même l'aider par quelque intervention indirecte, comme on le secourut en 1797, mais on ne peut conclure d'alliance et de paix avec lui sans transgresser ouvertement les lois du royaume. *Nolumus leges Angliæ mutari.* C'est l'avis du *Standard*. Il est vrai que le journal tory trouve encore moyen d'arranger les choses pour rompre « cet exécrable projet de reconnaître l'autorité papale dans l'empire britannique; » le pape n'a qu'à « renoncer d'abord à cette autorité usurpée; » on verra ensuite à traiter avec lui!

Ce n'est là que l'impuissante rebellion de ce torysme inintelligent qui soulevait autrefois les masses au cri de *No popery!* Mais les masses aujourd'hui ne s'effraient plus si facilement; elles s'inquiètent assez peu de savoir si la bulle *In cœnâ Domini* est ou n'est pas retirée. Le simple bon sens leur montre que, l'état subsistant par lui-même en dehors de l'église, il importe peu qu'il y ait deux papes au lieu d'un, puisque l'un pas plus que l'autre n'aura maintenant d'autorité sur l'état. Ce fut une grande affaire quand, il y a quelques années, un prélat irlandais osa prendre le titre de son diocèse et ajouter à son nom celui d'une ville déjà occupée par un siége anglican. La hiérarchie catholique s'asseoit aujourd'hui en Angleterre même à côté de la hiérarchie anglicane, sous la direction suprême du docteur Wiseman. La plus belle grace que l'on fera peut-être à l'église officielle, ce sera d'appeler M. Wiseman évêque de Westminster et non pas évêque de Londres, comme son collègue protestant; mais il n'en sera pas moins un évêque anglais qui ne relèvera ni du parlement, ni de la reine. « Le pape, disait lord Clarendon, peut créer des évêques; mais il est coupable d'une impudente usurpation quand il donne des évêchés sur les domaines de sa majesté britannique. » Le temps est passé de ces pures maximes anglaises. Le *Times*, le journal anglais par excellence, parle sans trop de gêne « du pouvoir de contrôle » que le saint-siége exerce dans le royaume (*a certain controlling power*). C'est admettre, en langage d'à présent, que l'Angleterre doit, encore à la façon d'à présent, payer le denier de saint Pierre. Le catholicisme gagne probablement à des concessions si publiques; mais il est un autre principe qui n'est ni catholique ni protestant, et qui gagne bien davantage encore à cette révolution : c'est le principe politique de la complète indépendance de l'état en présence des cultes qui peuvent se partager les individus.

La dernière victoire remportée par les troupes américaines dans le voisinage de Mexico sera-t-elle assez décisive pour amener la paix? La paix, également désirée des deux côtés, est par malheur aussi difficile à signer d'un côté que de l'autre. Le Mexique n'a point de soldats pour faire la guerre sur les champs de bataille, et il a une populace indisciplinée pour la demander dans les rues. Un ancien ministre américain à Mexico faisait dernièrement un pitoyable portrait de cette armée qui vient d'être si souvent battue. Des recruteurs vont à la chasse des Indiens dans les montagnes, et les amènent enchaînés dans la capitale; arrivés à la caserne, on les habille de toile ou de serge, puis on les exerce à marcher en colonnes dans les rues. Il n'y en a pas un sur dix qui, avant d'être enrégimenté, ait jamais vu un fusil; pas un sur cent qui l'ait manié: dans une bataille entre Santa-Anna et Bustamente, les coups de canon ne portaient pas, et les boulets tombaient au beau milieu des deux armées. Nous faisons la part

de l'exagération du patriotisme américain; mais, cette part faite, on comprend encore que de pareils soldats se défendent mal devant les tireurs du Tenessee, et cependant l'orgueil du sang espagnol se refuse à plier sous le joug des Yankees. Comme il n'y a rien au Mexique qui soit organisé, rien de constitué, le pays en masse ne saurait présenter de résistance; par la même raison, il ne saurait non plus accepter d'arrangement solide, et là où les individus échappent à toute contrainte, il n'y a point de fonds à faire sur une soumission générale; le gouvernement mexicain fuit, pour ainsi dire, sous la main de ses vainqueurs, parce qu'il est tout entier dans l'autorité personnelle de tel ou tel chef, qui peut l'emporter avec lui partout où il ira.

Les Américains, de leur côté, paient la guerre à très haut prix : ils veulent apparaître sur le territoire mexicain en ennemis civilisés. Vivres, logemens, transports, ils ne prennent rien sans indemniser régulièrement les populations vaincues : celles-ci se trouvent fort bien d'être défrayées par les envahisseurs eux-mêmes, au lieu d'être pillées, comme d'habitude, par la soldatesque nationale; mais les troupes américaines n'en sont pas moins obligées d'occuper militairement le pays, et, sans parler de la dépense, il y a dans la prolongation de ce système guerrier un danger sérieux pour la constitution républicaine des États-Unis. Les généraux prennent trop d'importance, et de bons esprits appréhendent que l'habitude de gouverner en pays conquis n'influe malheureusement sur ceux qui seront ensuite appelés, par leurs fonctions politiques, à gouverner leurs libres concitoyens. Les généraux en viennent maintenant à compter des partisans; on se demande, par exemple, avec une certaine anxiété, si le brave Taylor est pour les whigs, et comme le vieux *rough and ready* observe jusqu'ici un silence très avisé, les démocrates veulent à toute force qu'il leur appartienne. Ce serait un cruel retour si l'extension du régime militaire allait compromettre la pureté des institutions civiles, et les Mexicains seraient bien vengés du gouvernement de Washington s'ils lui léguaient dans leur défaite les inconvéniens du leur.

Il y a là très certainement plus d'une raison de vouloir la paix. Aussi paraît-il que les frais de la guerre seront l'objet du débat capital dans le prochain congrès, et il est sûr aujourd'hui que l'opposition whig, c'est-à-dire le parti pacifique, sera en majorité dans la chambre des représentans. Les élections de l'Alabama, de l'Indiana, du Kentucky et du Tenessee ont procuré aux whigs une majorité qui ne peut pas être moindre maintenant de six voix, et dans le sénat, le tiers-parti de M. Calhoun (*balance-party*) est tout-à-fait animé contre les emportemens belliqueux de M. Polk. Quoi qu'il en soit néanmoins, il n'est pas plus aisé de décider la paix à Washington qu'à Mexico, et l'obstination plus ou moins volontaire avec laquelle Santa-Anna la repousse correspond assez bien à l'empressement plus ou moins sincère avec lequel le cabinet américain la propose. Whigs et démocrates, dans toute l'étendue de l'Union, sont naturellement préoccupés des approches d'une nouvelle présidence. La future session sera probablement remplie par les efforts que tenteront mutuellement les deux partis pour s'arracher la popularité. La question de la paix avec Mexico sera d'un grand poids dans la balance. Si le gouvernement traite en l'absence du congrès, la majorité whig, aussitôt réunie, incriminera son traité. Si la majorité whig, devenue maîtresse des affaires, conclut elle-même la paix, les démocrates, tombés en mino-

rité dans les chambres, s'agiteront davantage encore pour prendre leur revanche dans le pays, et le pays, à vrai dire, semble tout disposé à la leur donner.

Il y a maintenant aux États-Unis une passion de conquête qui change toutes les habitudes politiques et morales de la jeune société américaine. Rien n'est piquant comme l'effort d'esprit de *frère Jonathan* pour accommoder ces avides ambitions du génie militaire avec les règles fondamentales de sa constitution républicaine et les préceptes bourgeois de son existence civile. Il ne s'agit plus seulement de garder le Nouveau-Mexique et les Californies; on veut acheter Cuba au gouvernement espagnol et enlever les îles Sandwich au protectorat anglais; on s'appuiera solidement ainsi sur le Pacifique en même temps que sur l'Atlantique. Voilà de grands projets, mais, à lire les journaux américains, on n'entend point cependant guerroyer pour l'amour de la gloire et des conquêtes; on ne penserait point à s'étendre, si l'on n'avait une mission à remplir, une mission providentielle à laquelle on doit toute fidélité. Il faut empêcher les états européens de prendre pied dans le Nouveau-Monde au préjudice des institutions républicaines; il faut porter partout ces institutions qui doivent réunir toutes les Amériques dans une communion fraternelle. Le général Kearney appelle déjà les habitans de la Californie du nom de concitoyens; les soldats américains ne sont que des propagandistes, des missionnaires armés. On va loin avec cette pointe d'hypocrisie puritaine.

Il est curieux de voir comment cet esprit conquérant sait faire son chemin sans jamais oublier les précautions et la prudence. Les îles Sandwich sont l'objet de bien des convoitises; mais nulle convoitise ne s'explique mieux que celle des Américains, qui trouveraient ainsi une admirable station à moitié chemin de la Chine. La concurrence jalouse de l'Angleterre et de la Russie a garanti l'indépendance provisoire de ces îles, si bien situées sur la grande route de l'Océan Pacifique. Cette indépendance a bientôt profité aux États-Unis. Les missionnaires méthodistes se sont installés à la cour du petit souverain des Sandwich; des milliers d'Américains sont déjà venus se mêler à la population indigène : ils ont planté du sucre, du café, du cacao, du tabac, cultivé le coton et la soie, et fait leur fortune en convertissant les idolâtres. De 1836 à 1841, trois cent cinquante-huit baleiniers des États-Unis ont abordé à Honolulu. La bonne moitié de toutes les importations provient de la grande république américaine, et la valeur de ses intérêts commerciaux dépasse là d'un cinquième celle des intérêts anglais. Comment chasser les Yankees d'une terre qu'ils ont déjà dans les mains, le jour où il leur plaira de proclamer toute la place qu'ils y tiennent? Mêmes procédés au sujet de Cuba. On parle aujourd'hui tout haut à Washington de l'annexion de Cuba comme on parlait de celle du Texas et de l'Orégon. Or, en 1825, les États-Unis avaient déjà saisi l'occasion d'une croisière française établie dans les environs de Cuba et de Porto-Rico, pour déclarer au gouvernement français qu'ils ne souffriraient point que Cuba dépendît d'une autre puissance européenne que l'Espagne. La question a bien marché depuis, et, l'hiver dernier, des créoles de la Havane et des citoyens américains ont à peu près publiquement disputé des moyens de joindre aux États-Unis la belle colonie espagnole. C'est un thème qui reste à l'ordre du jour, malgré la part que la guerre du Mexique prélève sur l'attention générale. Il n'est pas de gazette qui ne déclare que Cuba relève des

États-Unis par sa position géographique, par la nécessité, par le droit même. Il est vrai qu'on ne dit pas par quel droit. Sans doute ce serait une merveilleuse acquisition que cette île féconde qui touche à la pointe des Florides et ferme le golfe du Mexique, qui donne à l'Espagne dix millions de piastres par an, qui compte un million d'habitans, qui est égale à l'Angleterre en superficie et renferme tous les trésors de la nature minérale ou végétale! Les politiques de l'Union doivent cependant y songer beaucoup avant de se laisser entraîner à couvrir ainsi les anciens territoires espagnols du pavillon américain. Les Saxons des états du nord ont déjà quelque peine à s'entendre avec l'émigration irlandaise et allemande; peut-on prévoir quel nouveau ferment de discorde s'introduirait dans la république par l'accession toujours croissante des races indisciplinables du midi?

De l'Italie dans ses rapports avec la liberté et la civilisation moderne, par M. André-Louis Mazzini (1). — Ce livre est un véritable anachronisme et semble avoir été écrit pour prouver une fois encore que toutes les émigrations se ressemblent, et que les exilés de Coblentz ne sont pas les seuls qui n'aient jamais rien appris, rien oublié. Il y a dix ans, il aurait eu un sens; aujourd'hui ce n'est plus qu'un plaidoyer portant à faux et dénué de toute signification. Pour qui l'auteur a-t-il voulu écrire? Est-ce pour l'étranger? A-t-il eu la prétention d'initier l'Europe au secret des destinées de sa patrie? Mais il n'est à présent plus permis à personne d'assimiler la révolution qui s'opère en Italie à celles qui l'ont précédée. On sait qu'il n'y a plus de carbonari au-delà des Alpes, que les sociétés secrètes ont cessé d'exister du jour où quelques hommes courageux eurent le bon sens de transporter sur la place publique et en plein soleil les conjurations qui se tramaient autrefois dans le mystère des comités. Enfin on n'ignore pas que la *jeune Italie* s'est fondue dans cette grande opinion nationale qui en deux ans a rallié toutes les classes de la population, a intéressé le peuple, jusqu'à présent inerte et indifférent, et est enfin arrivée au pouvoir à Rome et en Toscane. A qui donc M. Mazzini persuadera-t-il que « la *jeune Italie* est le seul parti qui puisse avoir un jour une grande influence sur les destinées futures du peuple italien? » S'il lui plaît de s'environner d'abstractions et de ne tenir aucun compte des faits qui se produisent à la face du monde, nous empêchera-t-il de constater que les principes et l'école qu'il combat ont plus fait pour l'Italie en quinze mois que le carbonarisme et les sociétés secrètes en trente années de luttes stériles et de dévouemens infructueux? Libre à lui de traiter avec dédain les *rêves* et les espérances de ce qu'il appelle le *parti réformiste,* et qui est maintenant la nation tout entière; pour nous, qui ne pouvons guère juger que des résultats, il nous semble que ces espérances et ces rêves n'ont pas laissé que de prendre une certaine apparence de réalité, et certes, pour que l'Europe finît par croire cette fois à un mouvement sérieux, il

(1) Deux volumes in-8°, à Paris, chez Amyot, 1847.

lui en a fallu fournir plus d'une preuve, car voilà long-temps qu'elle était habituée à ne donner plus qu'une attention dédaigneuse et une pitié distraite à ces tentatives désespérées, à ces convulsions impuissantes dont les révolutionnaires italiens lui offraient périodiquement le spectacle.

Que si M. Mazzini a eu la pensée d'écrire pour ses concitoyens, il eût été prudent à lui d'aller auparavant rafraîchir ses souvenirs, interroger les hommes d'aujourd'hui et voir de près les choses avant de porter sur les hommes et sur les choses des jugemens aussi absolus; mais il semble avoir laissé son pays aux insurrections de 1820 et de 1831, et être aussi étranger à ce qui s'y passe à cette heure que s'il sortait de la caverne d'Épiménide. Les faits ont beau se presser sous ses yeux, que lui importent les faits? Il les considère comme non avenus. Des réformes s'accomplissent, l'idée de nationalité s'éveille pour la première fois, un pape donne à son peuple des institutions libérales, illusions pures! Où est le principe de la généralité, le principe de l'unité et du progrès absolu? demande M. Mazzini. En vain vous vous agitez, en vain vous travaillez à dénouer peu à peu les liens qui vous enchaînaient au passé; vos soins sont superflus, votre labeur est inutile, puisque vous ne possédez pas la formule idéale. L'Italie ne sera jamais libre, ou elle le sera d'une manière complète, absolue, sans restrictions, sans limites. Ainsi le veut la logique. Oh! l'admirable chose que la logique, et voyez comme elle vient ici bien à point! « Il est, dit M. Mazzini, de toute impossibilité que le pape veuille faire un seul pas pour combattre la domination étrangère et rompre le pacte qui le soumet politiquement au cabinet de Vienne. » *E pure si muove*. Tandis que nous philosophons tout à notre aise et argumentons par A plus B, voici que la réalité et le fait brutal viennent mettre notre logique en déroute et nous jeter les plus ironiques démentis.

Est-ce à dire que le livre de M. Mazzini n'ait aucune valeur? Telle n'est point notre pensée. Nous trouvons dans la première partie, exposées avec une sagacité remarquable, les causes qui ont amené la situation actuelle de l'Italie. L'auteur en indique la filiation, il les examine et les apprécie successivement : après les prétentions impériales, les luttes intestines des républiques au moyen-âge; l'influence de la papauté et le contre-coup de la réforme. Tant que M. Mazzini se renferme dans l'étude du passé, nous n'avons pas d'objections à lui faire; mais, dès qu'il entre dans le domaine des événemens contemporains, le procédé d'argumentation qu'il s'obstine à appliquer à toutes les situations et à toutes les circonstances ne nous semble pas la marque d'un esprit politique. Le travail solitaire de la pensée agissant sur elle-même, en dehors des conditions du monde réel, conduit souvent et *logiquement* à l'absurde. On arrive, comme le dit M. Mazzini lui-même, à des « croyances roides et indomptables, » et la patrie, qui dans ces jours de crise n'a pas trop du concours de tous ses enfans, n'est-elle pas en droit de demander compte de leur inaction à ceux qui se croisent les bras sous prétexte que les réformes actuelles ne sont que des expédiens transitoires, tout en reconnaissant néanmoins que le développement *logique* de leurs principes ne peut être atteint avant plusieurs siècles?

Au reste, il ne serait pas difficile de mettre en maint passage M. Mazzini en contradiction avec lui-même, de le montrer, lui qui se pique de logique, tantôt admirateur excessif, tantôt détracteur de Pie IX, qu'il affirme quelque part n'être

qu'un sanfédiste déguisé. M. Mazzini sait-il bien l'immense risée qu'a soulevée en Italie cette assertion? Ailleurs il avoue que les idées démocratiques n'ont pu, en dépit des efforts du carbonarisme et de la *jeune Italie,* avoir la moindre influence sur l'esprit italien, essentiellement catholique et conservateur par excellence. En ce cas, pourquoi traiter de rêveurs et d'utopistes ceux qui s'efforcent de régénérer l'Italie en travaillant sur les élémens que la nature, le temps, les traditions, leur fournissent? Le rêve, l'utopie, c'est d'ajourner la solution du problème au temps où l'Italie ne sera plus catholique, et, tandis qu'elle lutte et se débat, de ne lui offrir d'autre perspective que le remède d'Éson.

En résumé, M. Mazzini ne nous semble pas savoir au juste ce qu'il veut. Sa pensée, que nous cherchons vainement à saisir au milieu des raisonnemens le plus souvent contradictoires dont il a rempli deux volumes, eût gagné à être présentée sous une forme plus concentrée; mais l'auteur déploie cette prolixité, véritablement fatigante, qui est, au reste, un défaut commun aux œuvres littéraires de ses compatriotes, et dont ils ne pourront manquer de se corriger lorsque la pratique et la discussion des affaires publiques les auront formés au langage de la politique.

— Nous avons rarement occasion de rendre justice aux travaux littéraires de la province. Parmi ces travaux, pour la plupart trop peu connus, il est un ordre d'études et de recherches qui méritent d'être particulièrement encouragées : nous voulons parler de ces essais d'histoire locale qui formeront quelque jour un ensemble de documens précieux et comme le complément indispensable des monumens plus vastes élevés à l'histoire générale du pays. Nous avons sous les yeux deux ouvrages qui méritent à plus d'un titre d'occuper un rang honorable parmi les publications historiques de nos départemens. Le premier est une étude sur *Rodolphe de Habsbourg* (1), dont la vie glorieuse est liée étroitement à l'histoire d'une partie de l'Alsace. L'auteur, M. Boyer, a voulu faire plus qu'une biographie, plus qu'un portrait, et son livre, textes et notes, témoigne de recherches patientes non-seulement sur Rodolphe de Habsbourg, mais sur toute une phase très intéressante de la vie féodale en Alsace. Ce n'est pas la vie féodale, c'est plus particulièrement la vie d'artiste qui est l'objet d'une autre étude intitulée *Gauthier le statuaire* (2), par M. A. Biechy. Ici l'érudition se produit sous la forme d'un roman plein de renseignemens curieux sur les associations de sculpteurs et d'architectes auxquelles on doit les grandes cathédrales des bords du Rhin. Il faut louer, dans l'un et l'autre de ces récits historiques, une connaissance intime et une habile interprétation des sources locales.

(1) Un vol. in-8°, publié à Colmar, chez Hoffmann.
(2) Un vol. in-12, Strasbourg, 1847.

V. DE MARS.

UN HÉRITAGE.

PREMIÈRE PARTIE.

I.

C'était un grand jour pour maître Gottlieb Kauffmann, notaire de la petite ville de Muhlstadt. Le comte Sigismond d'Hildesheim venait de mourir, et il s'agissait d'ouvrir son testament devant toute sa famille assemblée. Maître Gottlieb, dans une toilette irréprochable, attendait avec impatience l'heure fixée par lui pour cette réunion imposante. Les parens du défunt devaient arriver à midi; neuf heures sonnaient à l'horloge de l'église voisine, et cependant maître Gottlieb ne tenait pas en place; il allait de son cabinet à son étude, de son étude à son salon, grondant ses clercs en manière de passe-temps. Plusieurs cliens qui avaient pris rendez-vous avec lui pour l'entretenir de leurs intérêts s'étaient présentés le matin; il les avait impitoyablement renvoyés. Une seule pensée occupait son esprit et remplissait son cœur d'un légitime orgueil; c'était lui, maître Gottlieb, qui avait été choisi par le comte Sigismond d'Hildesheim, lui qui avait reçu le dépôt sacré de ses dernières volontés. Maître Gottlieb avait cinquante ans, l'œil brillant, la bouche épanouie, le nez retroussé, les joues pleines et rebondies; dame nature, en le créant dans un moment de joyeuse humeur, avait oublié de lui

donner le masque de son emploi, la physionomie de son rôle. Quoique gros et court, il était pétulant comme un écureuil. Ses cheveux gris, ramassés sur la nuque et s'allongeant en queue de rat, ajoutaient encore au pittoresque de l'ensemble : à chacun de ses mouvemens, sa queue frétillait d'une oreille à l'autre, et manquait rarement d'égayer l'auditoire, tandis que maître Gottlieb lisait d'une voix paterne un acte qui aurait dû être écouté dans un religieux silence. Enfin le digne homme aimait à boire sec et chantait volontiers après boire. Au milieu de ces délassemens, ses lèvres avaient contracté l'habitude d'un sourire ineffaçable qui, pendant la lecture d'un testament, pouvait devenir un sérieux embarras. Jamais notaire plus gai ne se rencontra sous le ciel. Qui le croirait pourtant? Maître Gottlieb avait des ennemis. Les notaires n'étaient pas rares à Muhlstadt; tous convoitaient la clientelle du château d'Hildesheim. La mort du comte laissait le champ libre à toutes les ambitions; aussi maître Gottlieb n'avait-il rien négligé pour conserver le plus riche diamant de son écrin, le plus beau fleuron de sa couronne. Les fauteuils du salon, dépouillés dès la veille de la housse qui les protégeait contre l'espiéglerie des mouches, étaient rangés en cercle autour d'une table recouverte d'un vieux tapis de velours écarlate; près de cette table, un fauteuil, placé sur une estrade improvisée, semblait dominer l'assemblée absente. De temps en temps, maître Gottlieb allait s'asseoir sur ce trône d'un jour, et là, seul, sans témoins, il étudiait ses gestes, son attitude, et contemplait avec anxiété son image dans une glace. Il essayait de concilier sur sa physionomie habituellement joviale l'expression du regret et de l'obséquiosité; il voulait que son visage, tout en pleurant la mort, fît aux survivans des offres de service. Moins pour se conformer aux règles de l'étiquette que pour corriger la gaillardise instinctive de son regard, il était vêtu de noir des pieds à la tête; il avait même poussé le respect jusqu'à remplacer les boucles d'argent de ses souliers par des boucles d'acier bruni. Ce n'est pas tout : pour flatter les héritiers, dont il voulait obtenir la clientelle, il avait préparé dans la salle voisine une élégante collation; sur la nappe, d'une blancheur éblouissante, étaient disposés avec coquetterie des fruits, des viandes froides et de vieux flacons revêtus d'une poussière séculaire. Rien n'avait coûté à maître Gottlieb pour honorer la mémoire et fêter dignement les héritiers du comte Sigismond.

Le comte Sigismond d'Hildesheim avait été toute sa vie ce qu'on appelle en Angleterre un humoriste, ce qu'en France nous appelons un original. Sterne, à coup sûr, l'eût aimé; Hoffmann a dû le connaître. Non que le comte Sigismond fût une de ces natures bizarres qui ne sauraient dire un mot ni faire un pas comme personne, et qui, soit instinct, soit calcul, affichent à tout propos leur imperturbable excentricité; c'était tout simplement un cœur tendre, un esprit rêveur, un de

ces caractères doux et mélancoliques dont la naïveté à toute épreuve prend le nom de folie parmi les gens bien élevés. Il avait passé sans bruit sur la terre, il avait glissé comme une ombre.

Une passion unique devait décider de sa destinée tout entière. A l'université d'Heidelberg, étranger aux habitudes de son âge, il fuyait les plaisirs familiers aux étudians et n'avait goût qu'à la solitude. Au lieu de s'enfermer le soir dans une taverne pour fumer, boire de la bière, chanter des chansons patriotiques et remettre en question le sort de toutes les monarchies de l'Europe, il allait voir se coucher le soleil. Tous les jours, en toute saison, il sortait le soir de la ville, gagnait la colline prochaine; puis, quand il avait vu le soleil, tantôt vêtu de pourpre et d'or, tantôt couvert d'un manteau de brume, s'abîmer derrière l'horizon, il revenait à pas lents, prêtant l'oreille aux rumeurs confuses qui remplissent les champs à la tombée de la nuit. Telles étaient les fêtes, les distractions de sa jeunesse : j'en sais de plus coûteuses qui ne les valent pas.

Un soir, comme il rentrait, en traversant un faubourg, il entendit une voix douce et fraîche qui partait d'un rez-de-chaussée. On était au mois de mai; la fenêtre ouverte et garnie de fleurs laissait arriver jusqu'à lui toutes les modulations d'une mélodie délicieuse. C'était un air simple et touchant, grave et triste comme tous les chants primitifs, un de ces airs empreints d'une ineffable mélancolie, dont l'auteur est demeuré inconnu, ou plutôt qui n'ont pas eu d'auteur; mélodies éternelles, premiers chants de la création qu'ont seules retenus les campagnes et que disent d'une voix lente les laboureurs en creusant leur sillon. Surpris et charmé, Sigismond s'arrêta; puis il plongea dans la chambre un regard avide et curieux. Une jeune fille était assise au clavecin. A la lueur d'une lampe, il distingua ses traits : elle était belle.

Dès-lors Sigismond n'oublia jamais de s'arrêter devant cette fenêtre. J'en demande pardon au balcon de Juliette, mais le rez-de-chaussée fut de tout temps propice et cher aux amoureux. Tous les soirs, à la même heure, la jeune fille était à son clavecin, ou bien, assise auprès de la croisée, elle brodait à la lueur de la lampe. Caché dans l'ombre, Sigismond s'enivrait tour à tour du charme de sa voix et du charme de sa beauté. Par quelles ruses, par quels stratagèmes en vint-il insensiblement à s'introduire dans la place? Il n'est pas besoin de le dire; chacun le devine aisément. Un rez-de-chaussée dans un faubourg, une jeune fille, un clavecin, des fleurs, une croisée toujours ouverte, un jeune homme qui passe et repasse, de tout cela on sait ce qu'il advient.

C'était un intérieur modeste, mais élégant dans sa pauvreté; un goût pur et délicat se révélait dans les moindres choses. La jeune fille vivait seule avec sa mère; elles avaient connu des jours meilleurs. La guerre, en enlevant le chef de la famille, ne leur avait laissé qu'une pension assez

chétive. Elles suppléaient au luxe par la bienveillance, à la richesse par la bonne grace. Michaële n'avait que seize ans. Elle était belle, de cette beauté mystérieuse, apanage privilégié des êtres condamnés à mourir avant l'âge. Ses grands yeux bleus ombragés de longs cils brillaient d'un éclat singulier, rayonnement des ames qui n'ont que peu de temps à passer sur la terre. La mère conservait encore cette élégance de manières qui survit à la beauté et prolonge la jeunesse au-delà du terme marqué par les années. Sigismond était au berceau lorsqu'il avait perdu sa mère, et son père, dur, sauvage et hautain, ne l'avait jamais attiré. Le jeune étudiant n'avait jamais goûté les joies du foyer domestique. La société de ces deux femmes lui offrait une famille et devait l'enlacer par mille liens invisibles auxquels il se laissa prendre. Michaële était jeune et belle, Sigismond était jeune et beau. Leur amour grandit librement sous l'œil vigilant d'une mère. Si le mystère est doux à la passion naissante, un regard bienveillant, un regard protecteur n'est pas moins doux assurément. Ils s'aimèrent et se promirent d'être l'un à l'autre. Dans leur mutuelle confiance, dans l'enivrement de leur bonheur, ces deux enfans ne prévoyaient pas d'obstacles à leur union. Ce que l'amour a surtout d'adorable, c'est qu'il n'a pas le sens commun. Cependant la mère de Michaële, qui d'abord avait partagé toutes leurs espérances, ne pouvait se défendre d'une vague inquiétude en songeant que Sigismond appartenait à une famille dont la noblesse remontait à plusieurs générations. Sigismond s'efforçait vainement de la rassurer; elle dévorait ses pleurs pour ne pas alarmer sa fille. Ses craintes, hélas! n'étaient que trop fondées. Quand Sigismond, en quittant l'université, parla de ses projets, il rencontra dans son père une résistance obstinée, insurmontable, et dut se résigner à les ajourner. Les passions contrariées sont les plus terribles : vouloir désunir deux cœurs sincèrement épris, c'est souffler sur le feu pour l'éteindre. Chaque fois qu'il avait devant lui quelques jours de liberté, Sigismond en profitait pour se rendre en toute hâte à Heidelberg. On pense quelles joies et quelles douleurs! Michaële ne se plaignait jamais, elle n'avait pour Sigismond que des sourires et de douces paroles; mais, de même qu'il y a des plantes dont les racines, de plus en plus profondes, font éclater le vase qui leur sert de prison, de même il y a des ames silencieuses qui minent sourdement et brisent sans bruit leur enveloppe.

Le père de Sigismond mourut. Huit jours après les funérailles, le jeune comte accourait à Heidelberg. Quand il arriva, Michaële était déjà condamnée, condamnée sans retour, sans appel; trois jours après, il recueillait son dernier soupir. Plus d'une fois, pendant ces trois journées remplies de si cruelles angoisses, la jeune mourante pria Sigismond de redire sur le clavecin la mélodie qui avait donné naissance à

leur mutuelle passion. Tous deux aimaient cet air d'une affection enthousiaste. Souvent, en des jours plus heureux, ils l'avaient chanté ensemble, ils l'avaient chanté avec ivresse, avec bonheur, avec reconnaissance; on eût dit qu'en le chantant ils voulaient remercier Dieu de les avoir rapprochés l'un de l'autre. C'était un air que Michaële, encore enfant, avait appris dans les montagnes du Tyrol, qui s'était gravé dans sa mémoire sans pouvoir jamais s'en effacer, et qu'elle avait retrouvé dix ans plus tard comme si elle l'eût entendu la veille. Lorsqu'elle mourut entre les bras de Sigismond, cette suave mélodie errait encore sur ses lèvres.

La douleur de Sigismond fut immense; pendant plusieurs semaines, il s'abîma dans ses regrets; quand il sortit de son accablement, le monde entier lui parut désert. Il voulait emmener dans son château la mère de Michaële, et passer près d'elle le reste de sa vie à s'entretenir de l'ange que Dieu venait de rappeler à lui. La mère de Michaële s'y refusa obstinément. Ni larmes, ni prières ne purent vaincre sa résistance. — Je veux mourir, dit-elle, là où j'ai vécu près de ma fille, je veux mourir où elle est morte. Elle mourut peu de temps après; ce fut Sigismond qui lui ferma les yeux. Ce dernier devoir accompli, il rentra au château d'Hildesheim, et vécut dans une retraite profonde, absolue, évitant avec soin tout ce qui aurait pu le distraire de sa douleur. S'il rencontrait sur sa route un gentilhomme du voisinage, il le saluait en silence et s'éloignait sans proférer une parole. Vainement les invitations lui arrivaient en foule de tous les châteaux des environs, vainement toutes les douairières qui avaient des filles ou des nièces à placer essayaient de l'attirer chez elles; sourd à toutes les avances, il s'enfermait dans son désespoir et ne voulait pas être consolé.

Enfin, quand les premiers transports furent un peu calmés, il essaya de recourir à l'unique soulagement que lui présentât sa pensée; il voulut redire sur son clavecin l'air tyrolien que chantait Michaële le premier jour qu'il l'avait vue, qu'ils avaient chanté tant de fois ensemble, qu'elle murmurait encore à son heure suprême. Il lui semblait qu'en redisant cet air, il réjouirait l'ame de sa bien-aimée, qu'il sentirait cette ame, doucement attirée, accourir et battre des ailes; mais quand il fut au clavecin, ô surprise remplie d'épouvante! il eut beau interroger sa mémoire, sa mémoire refusa de répondre. La mélodie s'était envolée avec l'ame de la jeune fille. A plusieurs reprises, il s'efforça de la ressaisir, d'abord avec impatience, puis avec colère, puis enfin avec rage; inutiles efforts! la douleur avait tout effacé. Cette lutte acharnée et toujours impuissante devint une préoccupation, une obsession de tous les instans. Il partit pour le Tyrol; sur la cime des montagnes, dans le creux des vallées, il prêta l'oreille aux chants des pâtres; aucune voix ne redisait l'air qu'avait chanté Michaële. Après avoir par-

couru la Suisse et l'Italie, il revint en Allemagne, et sa douce folie prit alors une forme nouvelle. Il voyageait à pied, comme un pauvre étudiant, et chaque fois qu'en traversant un village, il entendait une voix jeune et fraîche, il s'arrêtait; dans les villes, sur les places publiques, quand il voyait la foule rangée en cercle autour d'une troupe de chanteurs ambulans, il se mêlait au groupe des curieux, et ne s'éloignait qu'après avoir écouté le répertoire entier de ces virtuoses en plein vent.

Tandis que le comte Sigismond s'acharnait à la poursuite de cette mélodie tyrolienne qui fuyait devant lui comme Ithaque devant Ulysse, il s'occupait bien rarement du soin de ses intérêts, on le comprendra sans peine. Avant de partir pour ses voyages, qui duraient déjà depuis plusieurs années, il avait recueilli et installé dans son château deux vieilles cousines de sa mère : Ulrique et Hedwig de Stolzenfels. C'étaient deux vieilles filles qui avaient persisté courageusement dans le célibat, n'ayant jamais eu qu'une seule passion, un neveu, assez mauvais garnement, qui les avait ruinées et qu'elles n'adoraient pas moins, sans espoir de le convertir. Depuis quelque dix ans, le neveu Frédéric avait fait à la bourse des deux douairières de si fréquentes saignées, qu'elles n'avaient plus guère à lui offrir que leur affection. Pour lui, à son insu, elles avaient vendu diamans, dentelles et fourrures; il ne leur restait qu'un très modique revenu dont elles vivaient à grand'peine, et Sigismond, en les recueillant, avait fait plutôt un acte de charité que de courtoisie. Elles avaient accepté avec empressement l'offre de Sigismond, et croyaient d'abord ne trouver chez lui qu'un asile; mais en le voyant distrait, préoccupé, rêveur, ennemi de toutes les discussions qui touchaient aux réalités de la vie, elles comprirent tout le parti qu'elles pouvaient tirer d'un pareil caractère. Hautaines, acariâtres, n'ayant jamais fléchi jusque-là que devant les caprices de Frédéric, elles se firent humbles et douces pour Sigismond; sous prétexte de veiller à ses intérêts, elles s'emparèrent peu à peu de toute l'administration de sa maison. Pour lui laisser, disaient-elles, plus de loisirs, plus de liberté, elles s'offrirent à compter avec son intendant, avec ses fermiers, si bien qu'au bout de quelques semaines, elles avaient l'air de lui donner l'hospitalité. Le comte Sigismond à peine parti, Frédéric, en garnison dans une ville voisine, était venu au château, et avait débuté par disposer de tout, comme il eût fait de son patrimoine. Les chevaux, les meutes, les piqueurs, il mettait tout en réquisition et commandait en maître; les serviteurs, habitués à recevoir les ordres des deux vieilles demoiselles, voyant qu'elles obéissaient à Frédéric, lui obéissaient à leur tour. Officier dans un régiment de cavalerie, Frédéric était un jeune homme de bonne mine et pouvait se présenter partout avec avantage. Tous ceux qui le voyaient pour la première fois éprouvaient pour lui un sentiment instinctif de bienveillance, et lors même qu'on avait vécu avec

lui pendant quelques mois, qu'on avait appris à le connaître, qu'on avait pu compter ses défauts, on ne pouvait pourtant se défendre de l'aimer. Malgré sa vie dissipée, malgré ses folles dépenses, il relevait toutes ses folies par tant de bonne grace, qu'il réussissait presque toujours à se les faire pardonner. Hedwig et Ulrique étaient en adoration devant lui; elles n'auraient pas tiré de leur bourse un kreutzer pour un pauvre, et pour lui elles eussent donné sans regret jusqu'à leur dernier thaler. Tout ce qu'elles demandaient en échange de leurs sacrifices, c'était qu'il daignât, de temps en temps, les visiter revêtu de son uniforme. Voir Frédéric en uniforme d'officier de cavalerie représentait à leurs yeux le bonheur suprême; elles n'estimaient pas que ce bonheur pût se payer trop cher. A cette heure encore, sous le toit d'Hildesheim, elles n'étaient préoccupées que d'une pensée. Le visage pâle et abattu de Sigismond, au lieu d'éveiller en elles une sollicitude maternelle, leur avait inspiré des espérances ambitieuses, qui étaient bien loin de leur esprit lorsqu'elles étaient venues s'installer au château. Elles avaient observé le train de vie que menait Sigismond; elles se disaient qu'en s'obstinant à vivre de cette vie étrange, il ne pouvait atteindre à la vieillesse, qu'il dépasserait à peine la maturité, et, dans ce cas, à quelles destinées Frédéric ne pouvait-il pas prétendre, pourvu que le comte Sigismond consentît à lui laisser une partie de ses domaines? Et pourquoi ne les lui laisserait-il pas tous? En bonne conscience, trouverait-il à mieux placer son immense fortune? Quant à Frédéric, il ne songeait qu'à vivre joyeusement et ne prenait aucune part à ces projets; il buvait les vins de Sigismond, estropiait ses chevaux, dépeuplait ses bois, mettait ses meutes sur les dents, et n'en demandait pas davantage; pourvu que l'avenir ressemblât au présent, il se déclarait amplement satisfait. Quand Sigismond revenait au château pour quelques jours, Frédéric ne changeait rien aux habitudes qu'il avait prises en l'absence de son parent, et celui-ci ne songeait pas à s'en étonner. Le comte vivait tellement en dehors du monde réel, toutes les forces de son intelligence étaient tellement concentrées sur un seul point, qu'il avait à peine conscience du bruit et du mouvement qui se faisaient autour de lui.

Les espérances d'Hedwig et d'Ulrique semblaient près de se réaliser. Sigismond maigrissait à vue d'œil. Il était de retour depuis près d'un mois; les deux vieilles filles, qui le gouvernaient comme un enfant et régnaient, lui présent, absolument comme en son absence, étaient désormais sûres de l'amener sans luttes, sans efforts, à l'accomplissement de leur volonté. Quelle ne fut pas leur consternation, lorsqu'un jour elles virent arriver au château d'Hildesheim une parente éloignée du père de Sigismond, dont elles n'avaient pas entendu parler depuis longtemps, qu'elles croyaient partie pour un monde meilleur! La foudre, en

tombant à leurs pieds, ne les eût pas frappées de plus de stupeur. Le major Bildmann, qui avait toujours mené une vie fort déréglée, venait de perdre au jeu ses dernières ressources. Pour échapper au dénûment qui les menaçait, sa femme Dorothée n'avait rien imaginé de mieux que de s'adresser au comte Sigismond. Instruite d'ailleurs de l'établissement des Stolzenfels au château d'Hildesheim, Mme Bildmann, en femme prudente, était bien aise d'être sur les lieux pour veiller au grain et prendre sa part du gâteau. Connaissant le cœur excellent, l'inépuisable générosité du jeune comte, elle ne doutait pas qu'il ne lui offrît un asile; elle ne s'était pas trompée. Chemin faisant, elle avait arrangé dans sa tête un petit roman qu'elle lui débita d'un ton contrit et qu'il accepta comme une très véridique histoire. Elle se garda bien de lui parler des désordres de son mari; elle mit sur le compte de dépositaires infidèles l'anéantissement complet de son patrimoine. Sigismond se sentit attendri : — Eh bien! dit-il après l'avoir écoutée en silence, les deux cousines de ma mère occupent l'aile droite du château; venez avec le major vous installer dans l'aile gauche. Pour l'existence que je mène ici, il me restera bien encore assez de place. Dorothée ne se fit pas prier. Huit jours après, elle revint avec le major Bildmann et le petit Isaac, affreux marmot dont elle avait oublié de parler. Le comte Sigismond était déjà parti pour courir après sa chimère. La stupeur d'Ulrique et d'Hedwig se changea bientôt en sourde colère : qu'on se figure deux pies-grièches en train de plumer un ramier, et qui voient trois autours s'abattre au milieu de la fête. Pour Frédéric, il eût ri de bon cœur, si Mme Bildmann eût été plus jeune et moins laide. Une haine implacable ne tarda pas à se déclarer entre l'aile droite et l'aile gauche du château, devenues deux camps ennemis. Le comte Sigismond, qui rentrait au gîte de loin en loin comme par le passé, était convaincu qu'il avait chez lui les meilleures ames de la terre, des hôtes charmans, adorables, des parens dévoués, désintéressés, se chérissant les uns les autres, se partageant avec amour le soin d'embellir sa demeure et d'égayer sa vie solitaire. Les deux vieilles filles, quand il était là, essayaient bien de lui insinuer que les Bildmann n'étaient rien de bon; de leur côté, les Bildmann ne se gênaient pas pour lui donner à entendre que les Stolzenfels ne valaient pas grand'chose. Tandis qu'ils parlaient, Sigismond pensait à son air tyrolien, et les remerciait, quand ils avaient fini, d'avoir bien voulu faire du domaine d'Hildesheim un séjour enchanté, l'asile des vertus aimables et des tendresses mutuelles.

Un soir, on vit rentrer le comte Sigismond au château. Une joie mystérieuse brillait sur son front et dans son regard; tout son visage respirait une béatitude céleste. D'un geste, il écarta ses gens, qui se pressaient autour de lui, et, sans parler à personne, calme, souriant, plein

de sérénité, alla s'enfermer dans sa chambre. Bientôt on entendit le clavecin s'animer et chanter sous ses doigts : Sigismond avait enfin retrouvé l'air qu'il cherchait depuis près de six ans.

Hélas! le jeune comte ne devait pas jouir long-temps de sa conquête. Dans cette lutte silencieuse, il avait consumé ses forces. D'ailleurs, quel que soit l'idéal que nous poursuivions, la destinée jalouse ne nous pardonne pas de l'atteindre et de le saisir. A quelque temps de là, un serviteur entrait un matin chez le comte. Le clavecin avait chanté toute la nuit, et jamais, depuis son retour, Sigismond n'en avait tiré des accens si pénétrans, des modulations si touchantes. Jusqu'à l'aube, on avait entendu le même air, interrompu par de courts silences. Quand le serviteur entra, Sigismond était encore au clavecin. Une de ses mains, d'un blanc mat, reposait sur les touches d'ivoire; l'autre pendait languissamment le long de son corps immobile. La tête appuyée sur le dos du fauteuil où il était assis, les yeux fermés, la bouche épanouie en un demi-sourire, il paraissait dormir : il dormait en effet, d'un sommeil si profond qu'il ne se réveilla jamais.

Le jour même des funérailles, les Stolzenfels et les Bildmann laissaient éclater leurs prétentions, et se préparaient à entamer une guerre sans trêve ni merci. Avec le caractère qu'on lui connaissait, il n'était guère présumable que Sigismond eût fait un testament; il s'agissait désormais de savoir qui resterait maître du terrain, des Bildmann ou des Stolzenfels. Les deux partis étaient bien décidés à ne rien céder de leurs droits. Les hostilités allaient commencer, et déjà les avoués de Muhlstadt, célèbres dans toute l'Allemagne par leur humeur et leur âpreté processive, se réjouissaient et se frottaient les mains, lorsqu'on apprit que le comte Sigismond d'Hildesheim, un mois avant de rendre l'ame, avait déposé son testament dans l'étude de maître Gottlieb.

II.

Midi venait enfin de sonner à l'horloge de l'église voisine. A cette heure solennelle, maître Gottlieb se leva brusquement, et courut à la glace du salon pour s'assurer que rien dans l'économie de sa toilette ne trahissait le trouble et l'agitation de son ame. Il était encore en contemplation devant son visage, qu'il s'efforçait vainement de rendre majestueux, lorsque la grande rue de Muhlstadt s'ébranla sous les roues d'un lourd carrosse dont l'origine remontait à quelque cinquante ans. Maître Gottlieb, comme réveillé en sursaut, s'élança à la fenêtre. Plus de doute, son espérance n'était pas trompée, les parens, les héritiers du comte Sigismond arrivaient pour entendre la lecture du testament. Oubliant, dans son impatience, sa dignité d'officier public, il se précipita au bas de l'escalier pour recevoir ses nouveaux

cliens. Le carrosse venait de s'arrêter. Un laquais, vêtu d'une livrée orange à galons bleus, dont la couleur avait subi les injures du temps, ouvrit la portière, abaissa le marchepied, et deux vieilles filles, dont la plus jeune n'avait pas moins d'un demi-siècle, descendirent l'une après l'autre, en s'appuyant avec dignité sur le bras du galant tabellion. Toutes deux étaient habillées de noir; leur pas grave et mesuré disait clairement le respect qu'elles avaient pour elles-mêmes et pour la noblesse de leur race. Maître Gottlieb croyait marcher entre deux reines; il n'avait jamais vu mine si haute, maintien si fier. Il les prit par la main, et les introduisit dans le salon. A peine assises, elles commencèrent l'éloge du défunt et se mirent à vanter sa bonté, sa générosité, son caractère loyal et chevaleresque. Bien que maître Gottlieb ne connût pas la teneur du testament, car le comte Sigismond lui avait remis sous un pli cacheté ses dernières volontés écrites tout entières de sa main, à tout hasard le rusé compère essaya pourtant d'insinuer que le château d'Hildesheim et la meilleure partie des domaines reviendraient nécessairement à ces deux nobles demoiselles.

— Ah! mon cher monsieur Gottlieb, s'écrièrent à la fois Hedwig et Ulrique, pourquoi Dieu n'a-t-il pas permis qu'il en jouît plus longtemps? Il faisait tant de bien, il était si aimé! il était l'honneur, le soutien de la famille, la providence des pauvres.

Maître Gottlieb, fidèle au rôle qu'il s'était tracé d'avance, comprit la nécessité de s'associer à leur douleur. Il tira son mouchoir, et fit mine d'essuyer ses larmes.

— Vous avez raison, dit-il en s'efforçant de donner à sa voix l'accent du plus profond chagrin; c'était une belle ame, un grand cœur. Il ne vivait pas comme tout le monde; mais ses bizarreries n'ont jamais fait de mal à personne. Vous avez raison de le pleurer; tous ceux qui ont connu le comte Sigismond le pleurent comme vous.

Et il porta de nouveau son mouchoir à ses yeux. Une fois en situation, maître Gottlieb sentit se développer en lui une éloquence sur laquelle il n'aurait pas osé compter; les paroles se pressaient sur ses lèvres.

— Il n'était pas bon seulement, reprit-il d'une voix attendrie, il était juste, il savait reconnaître l'affection qu'on lui portait; il appréciait, comme il le devait, les soins touchans dont vous l'entouriez. Chaque fois que je le voyais, chaque fois qu'il daignait m'entretenir de ses intérêts et de ses intentions, il me parlait avec émotion de vous, de votre neveu Frédéric.

En entendant ces dernières paroles, Hedwig et Ulrique portèrent sur maître Gottlieb un regard curieux, comme pour lire dans ses yeux la révélation d'un secret qu'il eût été fort embarrassé de leur livrer. Maître Gottlieb, comme un diplomate consommé, demeura impénétrable; par

un raffinement de prudence, il se mordit les lèvres comme s'il eût craint d'en avoir trop dit.

— Vraiment, reprirent les deux vieilles filles avec un accent de componction, il vous a parlé de nous, de notre cher neveu? Dieu sait que nous n'attendions rien de lui, car c'est nous qui devions partir les premières; mais Dieu l'a rappelé. Entre quelles mains plus dignes que les nôtres ses domaines pourraient-ils passer? Nous aurait-il préféré les Bildmann?

— Comment y aurait-il songé? répondit maître Gottlieb. Le major est un bourreau d'argent. Si le comte Sigismond avait eu l'étrange pensée de vous préférer les Bildmann, le domaine d'Hildesheim sortirait bientôt de la famille. Non, non! c'est impossible. Il connaissait les Bildmann aussi bien que vous les connaissez.

Et cette fois encore il se mordit les lèvres, comme s'il eût craint d'être indiscret. Puis, faisant un retour sur lui-même :

— Le comte Sigismond, ajouta-t-il, m'avait accordé toute sa confiance, et j'ose dire qu'il l'avait bien placée. Dans quelques instans peut-être vous allez prendre tous ses droits, et j'espère, mesdemoiselles, que vous ne voudrez pas me retirer la clientelle du château.

— Soyez sans crainte, maître Gottlieb, répondit Ulrique.

— C'est vous, reprit Hedwig, qui rédigerez le contrat de mariage de notre cher neveu.

— Vous aussi, soyez sans crainte, nobles demoiselles; M. Frédéric, s'il daigne y consentir, épousera une archi-duchesse.

En ce moment, un berlingot s'arrêta sous la fenêtre du salon. Maître Gottlieb se leva, salua respectueusement les deux vieilles filles, et, avec une légèreté au-dessus de son âge, atteignit en quelques secondes la porte qui s'ouvrait sur la rue. Le major Bildmann, car c'était lui-même, accompagné de Dorothée, sa digne moitié, et d'Isaac, son digne fils, ne laissa pas à maître Gottlieb le temps d'ouvrir le berlingot. Il s'élança le premier, reçut dans ses bras sa femme et son enfant, et, découvrant son front où ruisselait la sueur, avant même d'avoir salué :

— J'ai grand' soif, maître Gottlieb, s'écria-t-il, j'ai grand' soif; je viens de loin. Avant d'entendre la lecture du testament, j'aimerais à me rafraîchir.

En achevant ces mots, il passa fièrement les doigts dans ses moustaches grises.

C'était un homme d'environ cinquante ans, d'une taille élevée, ayant toutes les apparences de la force; il marchait la poitrine en avant, la tête haute; son visage enluminé, ses joues couperosées disaient assez comment il vivait depuis quelque vingt ans. Quant à Dorothée, qui n'avait pas plus de trente-cinq printemps, ses joues maigres, ses lèvres pâles et minces, son œil profondément enchâssé, son nez effilé, ses na-

rines évidées, lui donnaient quelque ressemblance avec un oiseau de proie. La toilette de ces deux époux si bien assortis s'accordait parfaitement avec leur visage. Le major portait une polonaise vert-olive à brandebourgs, un pantalon collant de tricot brun, des bottes molles à gland rabattu. Dorothée était vêtue d'une robe de laine noire dont la jupe étroite et serrée sur les hanches dessinait sa maigreur avec une impitoyable fidélité. Pour atténuer, autant qu'il était en lui, la couleur incongrue de sa polonaise, le major avait attaché sur son feutre gris un crêpe qui l'enveloppait tout entier. Dorothée, pour compléter son deuil, avait imaginé de mettre un bonnet de veuve. Le deuil de l'enfant était ce qu'on peut appeler un deuil improvisé; Dorothée, en mère économe, n'avait rien voulu changer à la toilette de son fils. Un pantalon de nankin boutonné sur une veste de drap bleu, des bas chinés, des souliers de veau rayé, composaient l'habillement du petit Isaac. Sur son chapeau de paille cousue, qui pouvait bien valoir un florin, Dorothée avait attaché un crêpe noué en rosette comme une écharpe et qui flottait au vent. Le profil d'Isaac était celui d'une grenouille; pour obéir à sa mère, qui lui avait recommandé d'avoir un maintien grave, une tenue décente, il faisait une affreuse grimace qui lui donnait l'air grognon plutôt qu'affligé. Ses cheveux, d'un blond pâle et presque blanc, taillés en brosse, laissaient voir, dans toute sa laideur, son visage, empreint d'une vieillesse précoce, où se peignaient la ruse et la méchanceté.

Ce gracieux trio, guidé par maître Gottlieb, fit halte dans la salle à manger. A peine entré, le major s'attabla sans façon, comme s'il eût été chez lui, et frappant d'une main familière sur le ventre du tabellion :

— Ah çà! vous nous attendiez, et je vois que vous avez fait les choses comme il faut : des fruits, c'est bien; des viandes froides, c'est encore mieux; de vieux flacons, c'est parfait. Mais quel vin avez-vous là? mon habitude, à moi, est de me rafraîchir avec un vin généreux.

Sans attendre la réponse, il déboucha une bouteille qui se trouvait sous sa main et se versa un plein verre de vin de Madère qu'il avala d'un seul trait.

— Votre cave est bonne, maître Gottlieb, dit-il d'un air de protection. Si votre étude est tenue comme votre cave, vous faites des affaires d'or.

Puis se ravisant tout à coup, comme s'il eût compris que ce langage ne convenait pas à la situation, il essaya de donner à ses joues enluminées, à ses lèvres épaisses et violettes l'expression du chagrin.

— Nous allons donc, continua-t-il, entendre la lecture du testament! Malgré sa singularité, au fond, le comte Sigismond était un bon diable. Je suis sûr qu'il aura bien traité le major Bildmann.

— Vous ne vous trompez pas, reprit maître Gottlieb, il m'a toujours parlé de vous sur le ton de la plus franche cordialité. Il vous aimait, il

savait ce que vous valez. Il estimait l'esprit fin et judicieux de Mme Bildmann; il racontait à tout propos les espiégleries de ce joli enfant.

En parlant ainsi, maître Gottlieb passait la main sous le menton du petit Isaac, qui déjà tendait son verre à son père.

— Ainsi, dit Dorothée d'une voix glapissante, le comte Sigismond vous a quelquefois parlé de nous? Dieu sait que nous l'aimions d'une affection sincère, profonde, désintéressée. Chaque fois qu'une langue indiscrète essayait de plaisanter sur ses voyages sans but, sur sa vie silencieuse, sur la solitude où il s'enfermait, mon mari et moi nous ne manquions jamais de prendre sa défense; et, quand nous parlions, tout le monde se taisait. Ah! sans doute, il n'aura pas été ingrat, il se sera souvenu de nous. Il aura pourvu généreusement à l'éducation de notre cher petit Isaac. A qui, d'ailleurs, aurait-il pu laisser ses beaux domaines? est-ce aux Stolzenfels? Vous connaissez, maître Gottlieb, vous connaissez depuis long-temps Frédéric; vous savez quel train il mène. Entre ses mains, le domaine d'Hildesheim serait bientôt fondu.

— Il n'en ferait qu'une bouchée, ajouta finement le major Bildmann en frisant ses moustaches.

— Oui, je le connais, répliqua Gottlieb d'un air pénétrant, et le comte Sigismond le connaissait aussi bien que moi; car, sous une apparence d'originalité, sous les dehors d'un esprit distrait, il cachait un bon sens profond, une sagacité rare; un coup d'œil lui suffisait pour juger ceux qui vivaient près de lui. Dans un instant, madame, vous allez connaître les dernières volontés du comte Sigismond. Il y aura, je le prévois, bien des espérances trompées, bien des ambitions déçues. Frédéric, qui a vécu jusqu'ici en franc vaurien, sera forcé de mettre de l'eau dans son vin.

Et frappant de la paume de sa main le front déprimé d'Isaac :

— Voilà, dit-il en souriant, un enfant dont l'avenir est assuré. Ce sera un jour un beau parti; toutes les carrières lui sont ouvertes, car la fortune ouvre toutes les carrières. Administration, armée, magistrature, il pourra tout aborder, il n'aura que l'embarras du choix.

Et voyant qu'à ces paroles le visage de Dorothée s'épanouissait, il poursuivit d'une voix de plus en plus animée :

— Oui, cet enfant pourra prétendre un jour aux plus beaux, aux plus riches partis de l'Allemagne. Toutes les mères se disputeront l'honneur de lui offrir leur fille. Le comte Sigismond m'avait accordé toute sa confiance, et je puis dire qu'il l'avait bien placée. Dans quelques instans peut-être vous allez hériter de tous ses droits, et j'espère, madame, que vous ne voudrez pas me retirer la clientelle du château.

— Comptez sur nous, maître Gottlieb, répondit d'une voix enrouée le major, qui venait d'achever sa bouteille. Comptez sur nous; c'est vous qui rédigerez le contrat de mariage de notre fils et le testament de ma femme : n'est-ce pas, Dorothée?

Maître Gottlieb entendait depuis quelques instans le pas impatient d'Ulrique et d'Hedwig; il se leva et introduisit dans le salon le major, sa femme et son fils. Le major et Dorothée échangèrent avec les deux vieilles filles un salut plein de défiance. On n'attendait plus que Frédéric pour ouvrir le testament. Le galop d'un cheval se fit entendre. Frédéric entra, couvert de poussière, la cravache au poing, et salua en s'essuyant le front. C'était un beau jeune homme, au visage pâle, un peu fatigué, à la taille mince et souple comme un jonc. Quand ils furent tous réunis autour de la table du salon, maître Gottlieb alla dans son étude chercher le testament du comte Sigismond, et revint bientôt tenant à la main un large pli aux armes d'Hildesheim. Hedwig et Ulrique, le major et Dorothée, attachaient sur ce pli mystérieux un regard inquiet; Frédéric seul demeurait insouciant et semblait ne prendre aucun intérêt à la lecture qui allait commencer. Enfin maître Gottlieb tira d'un étui de maroquin rouge ses lunettes à branches d'or, et, s'efforçant de prendre un air solennel, il rompit le cachet. Tandis que Frédéric, du bout de sa cravache, essayait de tracer sur la poussière de ses bottes le profil de maître Gottlieb, Ulrique et Dorothée se regardaient comme deux carlins qui vont en venir aux prises. Maître Gottlieb feuilletait lentement le testament du comte Sigismond, vérifiait l'écriture de chaque page pour s'assurer que tout était bien de la même main.

— Eh bien! s'écria brusquement le major, nous sommes tous réunis; qu'attendez-vous?

— Un moment, répliqua maître Gottlieb; nous tenons le testament, il ne peut nous échapper. Avant de commencer la lecture, je dois voir si tout est bien en règle. Nous autres officiers publics, nous ne devons rien faire légèrement; nous devons procéder avec mesure, avec précaution.

Il se fit un profond silence. On entendait voler les mouches, qui ne manquaient pas dans le salon de maître Gottlieb.

Maître Gottlieb toussa trois fois, et lut à haute voix ce qui suit :

« Ceci est l'expression fidèle de mes dernières volontés.

« Je désire et j'entends qu'elles soient exécutées de point en point.

« Je n'ai qu'à me louer de ma famille. Mon ame est pénétrée de reconnaissance pour les soins assidus dont je suis entouré, et j'espère que mes parens verront dans mes dernières dispositions la preuve éclatante de ma gratitude et de l'estime profonde qu'ils ont su m'inspirer.

« Les deux cousines de ma mère, Hedwig et Ulrique de Stolzenfels, m'ont témoigné en toute occasion une affection désintéressée. Pour me laisser plus de loisir et de liberté, elles ont bien voulu se charger de l'administration de ma maison. Elles ont surveillé avec une activité, un zèle qui ne s'est pas démenti une seule fois, la gestion de mes domaines. Frédéric, par sa gaieté, par sa jeunesse, a jeté dans mon châ-

teau un peu de vie et de mouvement. C'est à lui que je dois les seules distractions que j'aie connues dans ces dernières années. Depuis qu'ils sont venus s'établir sous mon toit, les Stolzenfels ont été pour moi des amis tendres, dévoués; je n'ai jamais surpris dans leurs paroles, dans leurs actions, la moindre pensée de convoitise; cette abnégation constante m'a pénétré d'admiration et de respect, et je veux qu'ils sachent bien que j'ai dignement apprécié leur conduite. »

Ici Hedwig et Ulrique, relevant fièrement la tête, laissèrent tomber sur le major et Dorothée un regard triomphant et dédaigneux. Quant à Frédéric, qui venait d'achever sur une de ses bottes le portrait de maître Gottlieb, il se disposait à commencer sur l'autre le portrait d'Isaac. Le major baissait la tête, croyant la partie perdue; Dorothée, sans se laisser abattre par ce début menaçant, attachait sur Gottlieb un œil curieux, et semblait le presser de poursuivre. Maître Gottlieb, voyant déjà les Stolzenfels en possession du château d'Hildesheim, leur souriait avec complaisance, et ne s'apercevait pas même de l'impatience de Dorothée. Le petit Isaac grignotait un biscuit qu'il avait dérobé sur la table de la salle à manger.

Après une pause de quelques instans, maître Gottlieb poursuivit :

« La franchise et la loyauté du major Bildmann ont été, je le dis hautement, une consolation bien douce pour moi, après les déceptions de toute nature que j'avais subies dans ma jeunesse. »

Le major à son tour releva la tête; à son tour, Dorothée jeta aux vieilles filles un regard méprisant.

Maître Gottlieb continua :

« Mme Bildmann a rivalisé de zèle et de dévouement avec les cousines de ma mère. Ce qui donnait à cette lutte un caractère auguste et touchant, c'était l'absence complète d'arrière-pensée : en échange de tant de soins, les Bildmann et les Stolzenfels ne demandaient, n'attendaient que mon affection. Aussi bien que les Stolzenfels, les Bildmann ont droit à ma reconnaissance. »

En lisant cette dernière phrase, maître Gottlieb se trouva dans un étrange embarras; il ne savait plus de quel côté il devait sourire. Pour trancher la difficulté, il prit la résolution héroïque de sourire à tout le monde. En écoutant ces paroles, qui confondaient les Bildmann et les Stolzenfels dans une commune reconnaissance, les deux partis changèrent d'attitude et de physionomie; ils ne croyaient plus au triomphe absolu, ils se résignaient au partage.

— Ah çà! dit Frédéric, maître Gottlieb, avez-vous bientôt achevé la lecture de ce grimoire? Croyez-vous que je puisse rester ici jusqu'au soir?

— Un peu de patience, mon neveu, s'écria Ulrique.

— Continuez, maître Gottlieb, dit à son tour le major Bildmann.

— Nous touchons à la dernière page, reprit gravement maître Gottlieb.

Et d'une voix solennelle il poursuivit :

« A Munich, rue des Armuriers, n° 9, vit un jeune musicien, Franz Muller. Il a trouvé jusqu'ici dans son travail, dans les leçons qu'il donne, de quoi subvenir à l'entretien de sa femme et de ses enfans qui le chérissent tendrement. Ce ménage est heureux, et je n'ai pu le voir sans envie; mais Muller n'est pas un artiste ordinaire, et son génie, pour se développer, a besoin de loisirs. C'est lui, c'est Franz Muller, demeurant à Munich, rue des Armuriers, n° 9, que j'institue mon légataire universel. »

A ces mots, Hedwig et Ulrique, le major et Dorothée, se levèrent brusquement, en poussant un cri de surprise et de colère. Frédéric ne put retenir un éclat de rire.

— A merveille! s'écria-t-il en battant des mains; à merveille! Bravo! mon cousin. Le comte Sigismond est mort comme il avait vécu, en franc original.

— C'est une honte, c'est une infamie! reprirent en chœur les deux vieilles filles, le major et sa femme d'une voix qu'étouffait la colère.

— Il était fou, je le savais bien, reprit Dorothée. Nous devions nous attendre à tout de sa part.

— Il était indigne de nos bontés, continua Ulrique, indigne des soins que nous lui avons prodigués.

— Nous attaquerons le testament, ajouta le major d'une voix de tonnerre; nous prouverons qu'il était en démence.

— Oui, s'écrièrent à la fois les deux vieilles filles et Dorothée, nous attaquerons le testament.

— Vous n'en ferez rien, répliqua Frédéric d'un ton ferme et résolu. Vous avez dormi sous son toit, vous avez mangé son pain; il a toujours été excellent pour nous tous. Si quelqu'un de vous prétend attaquer ses dernières volontés, je déclare ici que je n'entends pas le permettre et que je saurai bien les faire respecter.

Et Frédéric regardait fièrement le major.

Au milieu de cette scène, maître Gottlieb ne savait où donner de la tête. Il avait souri tour à tour aux Stolzenfels et aux Bildmann; pour jouer jusqu'au bout son rôle, il aurait dû maintenant sourire à Muller. N'ayant pas devant lui le légataire universel du comte Sigismond, il abaissa sur les Bildmann et les Stolzenfels un regard compatissant où se mêlait pourtant un peu d'ironie. Puis, comme les cris, les invectives ne s'apaisaient pas :

— Attendez! s'écria-t-il d'un ton d'autorité; attendez, je n'ai pas fini.

Les Stolzenfels et les Bildmann se rassirent. Maître Gottlieb poursuivit :

« Désirant assurer après ma mort le bien-être de mes fermiers et de mes serviteurs, que je m'accuse d'avoir trop négligé pendant ma vie, j'entends que Franz Muller habite le château d'Hildesheim neuf mois de l'année, et ne congédie aucun de mes gens.

« Quant à mes bien-aimés parens, les Stolzenfels et les Bildmann, j'entends que rien ne soit changé pour eux, et qu'ils vivent au château comme par le passé. »

— Jamais! s'écrièrent à la fois les deux vieilles filles, le major et Dorothée, jamais!

— Attendez donc! s'écria Gottlieb; attendez, je n'ai pas fini.

Les Stolzenfels et les Bildmann se rassirent pour la seconde fois.

« Désirant assurer l'indépendance de mes bien-aimés parens, j'entends que Muller paie chaque année à Ulrique de Stolzenfels mille florins;

« A Hedwig de Stolzenfels, mille florins;

« A Frédéric de Stolzenfels, mille florins;

« Au major Bildmann, deux mille florins, reversibles, en cas de mort, sur la tête de Dorothée;

« Et qu'il prélève sur ses revenus, la première année de son entrée en jouissance, une somme de dix mille florins, dont les intérêts seront capitalisés jusqu'à la majorité d'Isaac. A cette époque, la somme formée par la réunion du capital et des intérêts sera mise à la disposition d'Isaac Bildmann, et lui servira de dot pour son établissement.

« Je donne à Frédéric de Stolzenfels le libre usage de mes chevaux et de mes meutes, avec le droit de chasse dans mes domaines. »

— Merci, mon cousin! dit Frédéric en se levant.

Et de la main il fit un salut militaire.

« Je joins au présent testament un air tyrolien; je désire que cet air soit gravé sur ma tombe et me serve d'épitaphe.

« Telles sont mes dernières volontés. J'espère que mes bien-aimés parens vivront en paix avec le nouvel hôte qui doit me remplacer. Si, dans le monde nouveau où sans doute je serai bientôt, il nous est donné de voir ce qui se passe sur la terre, je me réjouirai de leur union et de leur bonheur.

« Fait et signé en mon château d'Hildesheim, le 17 mars 1825.

« Comte Sigismond d'Hildesheim. »

— C'est une infamie! c'est une honte! c'est une indignité! Nous sommes dépouillés, nous sommes volés, nous sommes égorgés, s'écrièrent à la fois Ulrique, Hedwig, le major et Dorothée.

Comme ils se disposaient à partir, maître Gottlieb, pour consoler leur déconvenue, leur offrit de passer dans la salle à manger. Les trois femmes repoussèrent avec colère cette proposition, qui ressemblait à

une raillerie; le major seul aurait voulu dire deux mots à certaine volaille dont la mine lui plaisait fort, et qu'il comptait bien arroser. Dorothée l'entraîna en lui reprochant sa gloutonnerie. Hedwig et Ulrique remontèrent dans leur carrosse; Frédéric sauta en selle et partit au galop, emportant sur l'une de ses bottes le portrait d'Isaac, et sur l'autre le profil de maître Gottlieb.

Gottlieb, resté seul, voyant tous les convives lui échapper, appela son maître clerc, le fit asseoir près de lui, et tous deux vidèrent quelques vieux flacons en l'honneur du légataire absent.

III.

En ce temps-là vivaient à Munich trois êtres qui offraient un rare spectacle : ils se voyaient tous les jours, dormaient sous le même toit, s'asseyaient à la même table, et pourtant s'aimaient d'une affection qui durait depuis plusieurs années. Ces trois êtres privilégiés étaient Franz Muller, Édith sa femme, et Spiegel leur ami.

Franz et Spiegel avaient été élevés ensemble; ils avaient passé les plus belles années de leur jeunesse dans la pauvreté, dans une pauvreté poétique, animée par le travail, embellie par l'espérance. Franz était musicien, Spiegel cultivait la peinture avec passion; l'art et l'amitié remplissaient leur vie et ne laissaient aucune place au découragement. Pendant trois ans, ils avaient parcouru à pied, le sac sur le dos, le bâton à la main, l'Allemagne et le Tyrol, s'arrêtant chaque fois qu'ils étaient saisis par la beauté du paysage. Alors chacun pourvoyait à sa manière aux besoins de la communauté : tantôt Spiegel faisait quelques portraits, tantôt Muller trouvait à donner quelques leçons de clavecin et de chant, ou bien, s'ils étaient arrivés la veille d'une grande fête, Muller allait offrir ses services à l'église du lieu et touchait l'orgue pendant l'office. C'est ainsi, en menant cette vie de Bohême, qu'ils purent visiter les plus riches vallées, les montagnes les plus pittoresques, les villes les plus opulentes, les galeries les plus splendides, et amasser pour les entretiens de la veillée un trésor de souvenirs. Pendant trois ans, pas un nuage ne vint troubler la sérénité de leurs journées; pendant trois ans, ils n'eurent pas une pensée cachée l'un pour l'autre. Ils espéraient vieillir ensemble, et s'étaient promis de ne jamais se marier, de ne jamais enchaîner leur indépendance, dans la crainte que le mariage n'entravât leur talent et n'altérât leur amitié. Ils étaient encore à cet âge où l'amitié suffit à la vie, où l'esprit, absorbé tout entier par le culte de l'art, n'entrevoit pas d'autres préoccupations, d'autres besoins; cette promesse imprudente ne devait pas s'accomplir. Ce vœu de célibat ne coûtait rien à Spiegel, nature sauvage, pour qui la seule pensée d'une famille à gouverner, d'une existence ordonnée, prévue, symétrique,

d'une vie sédentaire, immobile, était un objet d'épouvante. Pour Muller, ame rêveuse et tendre, c'était un vœu insensé. En prenant l'engagement dont l'idée appartenait à Spiegel, Muller était parfaitement sincère, il croyait promettre ce qu'il pourrait tenir; il s'était trompé : sa résolution devait échouer devant le sourire d'une jeune fille. Dans une petite ville du Tyrol, il vit Édith et l'aima. Quand il se sentit sérieusement épris, son embarras fut grand : il s'agissait, pour Muller, d'annoncer à Spiegel qu'il voulait retirer sa parole et rompre son vœu. Au premier mot qu'il prononça, malgré la réserve et l'ambiguïté dont il essayait d'envelopper sa pensée, Spiegel l'arrêta brusquement. Il commença une longue homélie tantôt tragique, tantôt bouffonne, sur la fragilité des amitiés humaines, sur les caractères incapables de persévérance. Pour le détourner de son projet, il lui fit un tableau effrayant de tous les ennuis, de toutes les anxiétés attachées au mariage. Il essaya de lui prouver que toutes les grandes pensées, toutes les ambitions généreuses, toutes les conceptions poétiques, meurent étouffées dans l'atmosphère de la vie domestique. Muller écouta toutes ces prophéties menaçantes sans se laisser ébranler et termina l'entretien en annonçant à Spiegel son prochain mariage. Dès ce moment, Spiegel crut Franz perdu sans retour, perdu pour l'amitié, perdu pour l'art, perdu pour la vie joyeuse et insouciante qu'ils avaient menée jusque-là. Il était réservé à Édith de le convertir. Ils revinrent tous trois à Munich; les jours, les semaines, les mois, se passèrent, et l'amitié de Franz et de Spiegel, au lieu de se relâcher, se resserra de plus en plus. Après avoir étudié l'humeur sauvage de Spiegel, Édith s'était promis à elle-même de l'apprivoiser, et avait réussi au-delà de toute espérance. A la grace, à la beauté elle joignait la bonté et l'intelligence. Spiegel, dont les visites chez Muller avaient d'abord été rares et courtes, Spiegel, que cette infraction à la foi jurée avait rendu misanthrope, ne put résister aux paroles prévenantes, à l'esprit enjoué, au sourire charmant d'Édith; ses visites se multiplièrent, se prolongèrent, et un beau jour, sans l'avoir prévu, sans y avoir songé, Spiegel se trouva établi sous le même toit que Muller. Franz, qui savait où sa femme voulait en venir, avait réservé une chambre et un atelier à Spiegel dans une petite maison qu'il venait de louer.

Cette maison était située dans un faubourg de Munich; on y arrivait par une cour d'apparence modeste, dont les murs étaient partout tapissés de vigne. La maison se composait d'un rez-de-chaussée et d'un étage. Franz avait pris le rez-de-chaussée, et gardé le premier étage pour Spiegel. Derrière la maison se trouvait un petit jardin qui n'avait guère plus d'un arpent. Ce n'était, à proprement parler, qu'une pelouse entourée de quelques plates-bandes de fleurs et de quelques arbres fruitiers disposés en espaliers. C'était là, dans cet asile paisible, que vi-

vaient Franz, Édith et Spiegel, heureux dans leur médiocrité. Tout le jour appartenait au travail; les soirées se passaient en gais entretiens, en petits concerts. Franz se mettait au clavecin, Édith chantait pour Spiegel les plus beaux airs du Tyrol. Spiegel avait d'abord ébauché quelques tableaux, il en avait même achevé deux ou trois dont il était assez content; mais aucun amateur ne s'était présenté pour les acquérir. Il prit le parti de donner des leçons de dessin, et renonça sans regret aux espérances de renommée dont il s'était bercé pendant plusieurs années. Quelques sonates, une symphonie, écrites par Muller, n'avaient pas eu meilleure chance que les tableaux de Spiegel. Muller avait dû s'arrêter devant les obstacles sans nombre que le musicien pauvre est obligé de renverser avant d'arriver jusqu'au public. Il s'était résigné, lui aussi, à donner des leçons; mais, quoiqu'il trouvât dans l'enseignement de son art des ressources très suffisantes, il n'avait pas dit à ses premiers rêves de gloire un éternel adieu. La tendresse d'Édith, l'amitié de Spiegel, remplissaient son ame de bonheur, de sérénité, et pourtant il se disait que sa vie n'était pas complète, qu'il lui manquerait quelque chose, tant qu'il n'aurait pas donné la mesure de ses facultés. Parfois il sentait germer sourdement dans sa pensée de fraîches mélodies qui demandaient à s'épanouir; son sommeil était troublé par des rêves inquiets, et, le matin, quand il eût voulu donner à ses rêves un corps, une forme, il n'obéissait pas toujours sans amertume à la nécessité qui l'appelait au dehors. Tout son temps était pris par ses élèves. Deux enfans d'une figure charmante étaient venus donner à ces préoccupations plus de vivacité. Muller, malgré sa vie laborieuse, malgré l'économie sévère qu'Édith apportait dans toutes ses dépenses, ne songeait pas sans inquiétude à l'avenir de ses enfans. Il se disait que les profits de ses leçons seraient pour leur établissement une ressource bien précaire. Quelquefois, donnant un libre cours à ses pensées, il s'entretenait avec Édith, avec Spiegel, des soucis cachés au fond de son bonheur. Quand la conversation tombait sur ce sujet, Spiegel ne manquait jamais de donner tort à Franz.

— De quoi t'inquiètes-tu? lui disait-il, à quoi bon te creuser la tête? à quoi bon chercher à deviner quel sera l'avenir de tes enfans? Ils vivront comme nous avons vécu. La petite Marguerite sera belle, elle trouvera sans peine, quand elle aura vingt ans, un honnête garçon qui l'épousera pour ses beaux yeux, comme tu as épousé ta femme. Elle n'apportera dans son ménage d'autre dot que sa gentillesse et sa bonté, cette dot lui suffira. Quant au petit Hermann, sa mine fière, son œil éveillé, répondent de son avenir. Il est intelligent, il aura du courage, il travaillera comme nous. Tu lui apprendras la musique, je lui apprendrai la peinture; quand il saura ce que nous savons, il choisira. Nous avons le bonheur, que nous faut-il de plus? Si nous avions la

gloire et la richesse, serions-nous plus heureux? Qui sait d'ailleurs si le travail, la persévérance, ne triompheront pas de tous les obstacles? Un jour peut-être les cent voix de l'orchestre rediront ta pensée dans toutes les villes de l'Allemagne. Nous aurons des jours meilleurs, la renommée ne te manquera pas.

Édith et Franz souriaient parfois en écoutant ces paroles; parfois aussi, en regardant le berceau de leurs enfans, ils sentaient se réveiller toutes leurs inquiétudes.

Un soir, Franz était rentré chez lui, le front plus soucieux qu'à l'ordinaire. Spiegel était absent pour quelques jours. Édith s'assit au clavecin et se mit à chanter un des airs que Franz préférait, et qui plus d'une fois avait réussi à ramener le sourire sur ses lèvres. La fenêtre du salon était ouverte, et la voix d'Édith, fraîche, pure et sonore, arrivait jusqu'aux oreilles des promeneurs. Franz écoutait depuis quelques instans, plongé dans une douce rêverie, tandis qu'Hermann et Marguerite se roulaient, comme deux jeunes chats, sur le tapis au milieu du salon. Cette jeune femme, dont les blonds cheveux tombaient en boucles abondantes sur ses épaules nues, ces deux beaux enfans qui s'ébattaient gaiement sur les fleurs du tapis, ce jeune rêveur qui d'une main soutenait son front incliné, composaient un tableau charmant.

Tout à coup un étranger parut et s'arrêta sur le seuil de la porte. Il avait marché si doucement, que personne n'avait entendu le bruit de ses pas. Franz, absorbé dans sa rêverie, ne remarquait pas sa présence; Édith, qui lui tournait le dos, continuait de chanter en toute sécurité. Fasciné, debout, immobile, comme cloué au parquet par un charme tout puissant, l'étranger écoutait en extase; des larmes silencieuses coulaient lentement sur ses joues. C'était un homme jeune encore; le chagrin avait gravé sur son pâle visage des rides prématurées. Son costume simple et sévère, la beauté de ses traits, je ne sais quoi de chevaleresque dans tout l'aspect de sa personne, corrigeaient ce qu'il pouvait y avoir d'un peu hasardé dans sa façon de se présenter chez les gens. Hermann, en levant les yeux, l'aperçut et le montra du doigt à son père étonné. Le visiteur inattendu fit quelques pas en avant; d'un geste suppliant, il imposa silence à Franz et aux enfans; puis, s'adressant à Édith, qui venait de tourner la tête :

— Continuez, je vous prie, dit-il avec l'accent d'une émotion profonde; madame, continuez, votre voix me fait tant de bien!

Édith, comme si elle eût obéi à une influence magnétique, se remit à chanter, et l'étranger, en l'écoutant, attendri jusqu'au fond de l'ame, laissa librement couler ses pleurs. Franz, témoin de son émotion, ne songeait pas à l'interroger; les enfans l'examinaient d'un air curieux et ne jouaient plus. Édith se leva lorsqu'elle eut achevé; mais l'étranger s'approcha d'elle et joignit ses mains en signe de prière.

— Au nom du ciel, dit-il, recommencez cet air. Soyez bonne, soyez généreuse; madame, recommencez.

Confuse, troublée, rougissant, la jeune femme hésitait à se rasseoir et ne savait trop que répondre.

— Pourquoi hésiter? dit en souriant Muller; recommence, puisque cela fait tant de plaisir à monsieur.

L'inconnu saisit les mains de Franz, les pressa dans les siennes et s'assit près de lui, sur le divan, sans en être prié. Chez des bourgeois, on l'eût pris pour un fou; sa bonne étoile l'avait conduit chez des artistes. Il y avait dans sa physionomie tant de bonté affectueuse, dans son maintien tant de véritable noblesse, que Muller l'observait sans humeur, sinon sans surprise, et se sentait porté vers lui par une sympathie mystérieuse. Les enfans eux-mêmes, attirés par la douceur de son regard, étaient venus s'offrir à ses caresses, et, tandis qu'Édith chantait, l'étranger, tout en l'écoutant avec un pieux recueillement, promenait tour à tour ses doigts sur ces deux blondes têtes.

— De grace, madame, demanda-t-il à Édith, quand elle eut achevé pour la seconde fois, de grace, dites-moi où vous avez entendu, où vous avez appris cet air?

— Dans le Tyrol, répondit Édith en prenant place près de son mari; c'est un air de nos montagnes.

— Vous êtes née dans le Tyrol, c'est là que vous avez grandi, murmura l'étranger en contemplant Édith avec mélancolie.

Puis il cacha son visage entre ses mains et demeura quelques instans ainsi. Édith et Franz étaient trop jeunes encore, ils s'aimaient trop l'un l'autre pour ne pas deviner qu'il y avait là-dessous quelque chagrin de cœur, quelque peine amoureuse; ils se taisaient, et, loin de railler, leur attitude et leurs regards n'exprimaient qu'un sentiment de pitié mêlé de respect.

— Pardonnez-moi, jeunes amis, dit enfin l'inconnu en relevant la tête et réunissant dans ses mains la main d'Édith et celle de Muller; pardonnez-moi d'être venu troubler par ma présence cet asile où respirent la paix et le bonheur.

Je ne saurais dire comment il arriva qu'au bout d'une heure à peine, ce singulier visiteur, dont Franz ne savait pas même le nom, s'entretenait avec ses hôtes sur le ton de la franchise, de l'abandon, de la familiarité, comme s'il les eût connus depuis long-temps. Par d'insensibles détours, il avait amené Muller à parler de lui-même, et Muller, sans défiance, répondait à toutes ses questions sans songer à les trouver indiscrètes. Il racontait les joies de son intérieur, les luttes, les découragemens, les tristesses de sa vie d'artiste; il disait avec éloquence ses ambitions trahies, ses espérances déçues, ses aspirations vers la gloire. Tout en causant, il avait assis ses deux enfans sur ses genoux : il par-

lait avec amour de l'avenir de ces chers petits êtres. Prié de faire entendre une de ses compositions, il se mit au clavecin et joua une sonate d'un style sévère, tour à tour empreint de grace et de majesté, qui rappelait celui des meilleurs maîtres. L'étranger l'écoutait avec l'attention d'un juge qui ne veut pas se prononcer légèrement. La sonate achevée, il garda un silence rêveur. Franz, qui s'attendait à recevoir un compliment, se consola en pensant que cet original ne se connaissait pas en musique.

— Il me reste, madame, une grace à vous demander, dit le bizarre personnage. J'espère que vous voudrez bien me donner une copie de l'air tyrolien que vous avez eu la bonté de répéter pour moi.

— De grand cœur, monsieur, répliqua Édith. Nous n'avons pas cet air noté, je doute même qu'il l'ait jamais été; mais Franz va le noter pour vous.

— Très volontiers, repartit Muller, qui ne pouvait s'empêcher de sourire en songeant au beau succès que venait d'obtenir sa sonate.

En moins de cinq minutes, il eut couvert de petits points noirs un carré de papier réglé. Édith se leva, prit le feuillet de musique manuscrite, et l'offrit gracieusement à son hôte, qui s'en saisit avec une expression de joie reconnaissante, le parcourut des yeux à la hâte, porta respectueusement à ses lèvres la main d'Édith qu'il avait gardée dans la sienne, jeta sur les enfans un regard attendri, puis, sans laisser à Franz le temps de lui demander son nom, sortit, ainsi qu'il était entré, silencieusement, comme une ombre.

On peut croire que la visite du mystérieux étranger fut pendant longtemps le sujet des entretiens de Muller, d'Édith et de Spiegel. Spiegel, naturellement ombrageux, jaloux en amitié comme on l'est en amour, car toutes les amitiés vraies sont nécessairement jalouses, Spiegel ne cachait pas son mécontentement. Il reprochait à Muller sa faiblesse, sa complaisance : comment Muller avait-il pu recevoir chez lui, garder près de lui pendant toute une soirée un homme dont il ne savait pas même le nom? A coup sûr, cette folle condescendance ne lui promettait rien de bon. Qui savait, qui pouvait prévoir si cet hôte indiscret ne reviendrait pas bientôt? Encouragé par l'accueil bienveillant qu'il avait reçu, n'essaierait-il pas de s'établir dans la famille? Et alors, que deviendrait l'intimité douce et paisible dont ils avaient joui jusque-là? Ce voyageur désœuvré, dont l'ennui sans doute formait l'unique occupation, ne troublerait-il pas leur bonheur? A ces paroles de Spiegel, Édith et Muller se prenaient à sourire, et ils essayaient de démontrer à leur ami tout le néant de ses craintes; mais, comme s'il eût pressenti dans l'inconnu un rival, un ennemi qui devait le séparer de Muller, Spiegel ne négligeait aucune occasion de l'attaquer.

— Le fait est, disait parfois Muller, qu'il ne se connaît guère en musique.

Cependant plusieurs mois s'étaient écoulés; l'étranger n'avait pas reparu, et son souvenir ne revenait plus qu'à de longs intervalles dans les entretiens du ménage. Spiegel avait presque oublié ses craintes jalouses. Nos artistes vivaient comme par le passé; c'était toujours la même existence laborieuse, modeste et paisible, lorsqu'un événement impossible à prévoir vint en briser l'uniformité.

Un matin, Spiegel, sorti de bonne heure pour donner ses leçons, rentra plus tôt que d'habitude. Tremblant, pâle, éperdu, la figure toute bouleversée, il se précipita comme une trombe dans le salon où étaient réunis Muller, Édith et les enfans. Il sauta au cou de Franz, embrassa Édith, pressa tour à tour les enfans dans ses bras, puis se mit à cabrioler sur le tapis; il riait, il pleurait, il était fou.

— Qu'y a-t-il? que se passe-t-il? disait Muller qui courait après lui et s'efforçait de le calmer.

— Qu'avez-vous, mon ami? demandait Édith effrayée.

Hermann et Marguerite, qui n'avaient jamais vu leur bon ami dans un pareil état, le regardaient d'un air ébahi.

— Lisez! dit enfin Spiegel en tendant à Muller, à Édith, un journal qu'il avait tiré de sa poche.

Et du doigt il leur désignait le passage qu'ils devaient lire. Muller prit le journal et lut à haute voix :

« On nous écrit de Muhlstadt que la mort et le testament du comte d'Hildesheim ont mis en émoi toute la ville et les environs. Le comte Sigismond d'Hildesheim, possesseur d'une immense fortune, dont l'humeur excentrique avait plus d'une fois alarmé sa famille, vient de couronner dignement sa vie singulière. Il a légué ses nombreux et magnifiques domaines à un musicien de Munich. On se perd en conjectures pour expliquer cette incroyable munificence. Les revenus du domaine d'Hildesheim ne vont pas à moins de cent mille florins. L'heureux légataire s'appelle Franz Muller. »

En achevant cette lecture, Muller pâlit; mais bientôt, reprenant possession de lui-même :

— Quelle folie! s'écria-t-il en regardant Édith, qui déjà rougissait de plaisir; c'est une des mille billevesées dont les journaux remplissent chaque jour leurs colonnes pour amuser les badauds. A quel propos le comte Sigismond m'aurait-il laissé tout son bien? Où m'aurait-il connu? Pour la première fois je viens de prononcer son nom, et, si je ne savais qu'il est mort, j'ignorerais qu'il eût existé.

— Parbleu! s'écria Spiegel, comment aurais-tu su son nom, puisque tu n'as pas eu le bon sens de le lui demander?

— Que veux-tu dire? demanda Muller.

— Je veux dire, répliqua Spiegel, que le visiteur de l'an passé n'était autre que le comte Sigismond d'Hildesheim.

— Quelle folie! répéta Franz.

— Est-il vraisemblable, dit à son tour Édith, que pour un air tyrolien qu'il m'a fait répéter, et que j'ai chanté de mon mieux, j'en conviens...

— Pour une sonate dont je l'ai régalé, ajouta Muller interrompant sa femme, la plus belle, il est vrai, que j'aie jamais écrite...

— Moi, je vous dis, s'écria Spiegel interrompant Muller, que l'étranger de l'an passé était le comte Sigismond d'Hildesheim.

Spiegel achevait ces paroles, quand le facteur entra, tenant une lettre énorme, scellée de cinq cachets.

— C'est le timbre de Muhlstadt! s'écria Spiegel, qui avait pris la lettre des mains du facteur; nous allons savoir si cette nouvelle est une billevesée, comme tu le disais tout à l'heure. Vois, c'est le timbre de Muhlstadt! Ouvre et lis.

— Mon compliment, monsieur Muller, dit d'un air bête le facteur, instruit déjà des bruits qui couraient dans la ville.

Franz lui donna quelques florins, puis d'une main fiévreuse il brisa les cinq cachets et tira d'une enveloppe, faite d'un papier qui pouvait à bon droit passer pour du carton, un cahier de format in-quarto, dont tous les feuillets, ornés des armoiries du fisc, étaient réunis par un ruban bleu de la plus gracieuse apparence. A ce cahier était jointe une épître de maître Gottlieb Kauffmann, que Muller lut d'une voix tremblante :

« Monsieur,

« Dieu est juste, et le génie, comme la vertu, ne saurait manquer tôt ou tard d'être récompensé. Le comte Sigismond, digne appréciateur du talent, vous a choisi pour son légataire universel. Vous trouverez ci-jointe une copie littérale et complète du testament olographe que ce noble seigneur avait déposé entre mes mains quelques semaines avant de mourir. Le comte Sigismond a voulu faire pour vous ce qu'Auguste et Mécène ont fait autrefois pour Horace et pour Virgile. A dater de ce jour, le beau domaine d'Hildesheim vous appartient. Le comte ne vous a pas seulement légué son domaine, il vous a légué aussi sa famille, une famille charmante, dont la société ne saurait manquer de vous plaire. Vous verrez, dans le testament que je vous envoie, que vous devez passer au château d'Hildesheim neuf mois de l'année. Cette obligation, j'en ai l'assurance, vous sera bien douce; vous trouverez dans

Mlles de Stolzenfels, dans le major Bildmann, dans Mme Bildmann, une aménité de caractère, une égalité d'humeur qui feront pour vous du château d'Hildesheim un séjour enchanté. Rien ne vous manquera; vous mènerez là une vie de patriarche. Je suis depuis trente ans le notaire de la famille d'Hildesheim, et j'ose espérer, monsieur, que vous voudrez bien m'honorer de votre clientelle.

« Agréez, monsieur, l'assurance de mon respect et de ma profonde admiration.

« GOTTLIEB KAUFFMANN. »

— Est-ce un rêve? s'écria Muller.

Et d'un œil avide il parcourut le testament.

— Est-ce un rêve? répéta-t-il d'une voix presque défaillante.

Il se jeta dans les bras d'Édith, et tous deux, pendant quelques instans, confondirent leurs larmes et leurs embrassemens. Spiegel, adossé contre le marbre de la cheminée, demeurait silencieux et les contemplait avec tristesse.

— Eh bien! mon ami, lui dit enfin Édith, vous si joyeux tout à l'heure, pourquoi ne plus vous réjouir avec nous? N'avez-vous pas votre part dans l'héritage? N'êtes-vous pas de moitié dans notre bonheur? Rien n'est changé; il n'y a de moins entre nous que la pauvreté.

— Plus de leçons! plus de cachets! s'écria Muller avec enthousiasme. Le monde nous appartient, nous sommes les rois de la terre! Tu feras des tableaux, j'écrirai des symphonies, des opéras; nous remplirons l'Allemagne de notre gloire! La gloire! y penses-tu, Spiegel? Ce fantôme brillant qui fuyait devant nous, enfin nous allons le saisir. Quelle existence nous attend! quelle vie enchantée ne sera pas la nôtre! Nos heures se partageront entre l'étude et le plaisir. Quand nous serons las du travail, nous visiterons nos domaines, nous aurons des chasses royales! Bénie soit à jamais la mémoire du comte Sigismond! Béni soit le jour où cet hôte généreux a franchi le seuil de ma porte!

Spiegel ne soufflait mot. Un bruit confus se fit entendre dans la cour; c'étaient les voisins, les amis, les confrères de Muller qui venaient le complimenter, car déjà la nouvelle, apportée par le journal, avait fait le tour de la ville. A un signal donné, la porte s'ouvrit et démasqua un orchestre menaçant : trompettes, clarinettes, bassons, fifres, cymbales, triangles, chapeau-chinois et grosse caisse. Alors commença une formidable sérénade. Bientôt, la cour se trouvant trop petite, la foule déborda et fit invasion dans l'appartement. Je laisse à deviner les embrassemens, les accolades, les serremens de mains. Édith mit à la disposition des exécutans quelques douzaines de pots de bière. Muller retint à souper une vingtaine d'amis; tandis qu'Édith les entretenait, il courut en toute hâte chez le meilleur traiteur de la ville pour ordonner

un banquet somptueux. Gibier, poisson, vins de France et d'Espagne, rien ne lui parut trop délicat ou trop dispendieux. Il ordonna un menu qui eût fait honneur au maître d'hôtel d'un prince ou d'un banquier. Le souper fut gai; les convives mangèrent avec appétit et burent copieusement à la santé du légataire. Vers minuit, après avoir vidé maints flacons, on se sépara. A peine les amis de Franz avaient-ils franchi le seuil de la porte, à peine se trouvaient-ils dans la rue silencieuse, qu'ils se divisèrent par groupes et que la conversation s'engagea sur l'événement de la journée.

— Il y a des gens qui ont la chance, disait un vieux musicien, professeur de violon, qui depuis vingt ans courait le cachet. Ces Muller ont toujours été pour nous de bons, d'excellens camarades, et je suis charmé, pour ma part, du bonheur qui vient de leur arriver; seulement, comprend-on qu'une telle fortune tombe en de pareilles mains? Entre nous, entre gens du métier, qu'est-ce que ce Muller, je vous prie?

— Un petit croque-note, un homme sans talent, reprenait un ami à qui Muller avait plus d'une fois ouvert sa bourse. Au fond, c'est un assez bon diable; mais il est heureux pour lui que le hasard soit venu à son aide, car, à coup sûr, son génie ne l'eût jamais enrichi.

— Avez-vous vu, reprit une femme qui n'était plus jeune et qui n'avait jamais été belle, le ton de princesse que se donnait cette petite Édith? La fortune leur est venue ce matin, et déjà ce soir ils font les grands seigneurs. Si ce n'est pas une pitié!

— Quel luxe insolent! disait un convive qui s'était distingué entre tous par sa soif et sa gloutonnerie. Les mets les plus fins, les vins les plus exquis, des vins de France et d'Espagne! Déjà ils ne se refusent plus rien. Ne dirait-on pas qu'ils veulent se venger d'avoir mangé de la choucroute et bu de la bière toute leur vie?

— Bientôt sans doute, ajoutait un cinquième interlocuteur, ils se promèneront en carrosse, ils nous éclabousseront.

— Le mérite à pied, la sottise en voiture, ainsi va le monde, répliquait le vieux musicien.

Ainsi causant, ces amis tendres et dévoués regagnèrent leur gîte; en se mettant au lit, ils avaient dit tant de mal de Muller, qu'ils étaient presque consolés de son bonheur.

Restés seuls avec Spiegel, Muller et Édith, qui n'étaient pas pressés de dormir, s'entretenaient avec délices, sans se préoccuper de l'heure avancée. Ils mêlaient Spiegel à tous leurs projets; il n'entrait pas dans leur pensée qu'il pût songer à ne pas les suivre. Spiegel les laissait parler et les écoutait en silence. Édith et Muller ne se lassaient pas de rappeler les détails les plus minutieux, les circonstances les plus insignifiantes de la visite du comte Sigismond, car, il n'était plus permis

d'en douter, le testateur généreux qui avait choisi Muller pour légataire universel n'était, ne pouvait être que le mystérieux visiteur.

— Qui jamais eût deviné, disait Édith, que cet air tyrolien appris dans nos montagnes, cet air si simple et si naïf que je chantais pour te distraire, nous vaudrait un jour l'opulence?

— Qui nous eût dit, ajoutait Muller comme se parlant à lui-même, qu'une sonate composée pour mes élèves et qu'il paraissait avoir écoutée avec tant d'indifférence, nous vaudrait de sa part un si riche présent? Et moi qui l'accusais d'ignorance! moi qui le soupçonnais de ne rien entendre à mon art! C'était un homme de goût, c'était un profond connaisseur.

— Mais, mon ami, reprit Édith, quand il est entré, tu ne jouais pas ta sonate et je chantais l'air tyrolien.

— Ne vas-tu pas croire, répliqua vivement Muller, qu'une chanson tyrolienne ait suffi pour décider le comte Sigismond à nous laisser le château et le domaine d'Hildesheim?

— Et pourquoi, poursuivit Édith, ne le croirais-je pas? ne l'ai-je pas vu ému, attendri jusqu'aux larmes pendant que je chantais?

— Allons, reprit Muller, un domaine, un château pour une chanson tyrolienne! tu n'as pas perdu ta soirée. Sans doute la chanson n'a fait que la moitié du prodige, le son de ta voix aura fait le reste. N'oublie pas pourtant que le testament du comte Sigismond s'explique assez clairement à mon égard. C'est pour me donner du loisir, c'est pour me permettre de me livrer en toute liberté à mes inspirations que le comte me lègue la fortune de ses ancêtres.

— A ton tour, répondit Édith, tu oublies, mon ami, qu'il te prescrit, par une disposition expresse, de graver sur son tombeau l'air que je chantais quand il est entré chez nous.

— Rappelle-toi son attitude tandis que j'étais au clavecin. Il se taisait parce qu'il avait besoin de se recueillir; il se taisait, mais il admirait en silence. Je m'explique à cette heure l'expression de son noble visage : il s'étonnait, il s'indignait tout bas que l'auteur d'un pareil morceau fût obscur et réduit à donner des leçons pour vivre.

— Sans doute, répliqua Édith, mais, au moment de se retirer, il a demandé une copie de l'air tyrolien que j'avais chanté.

Spiegel, témoin muet de ce petit débat domestique, les écoutait en souriant.

— Enfans, leur dit-il, rien jusqu'ici n'avait pu troubler la concorde et l'union de votre ménage; il était réservé à la richesse d'éveiller en vous la jalousie et la vanité, car, prenez-y garde, depuis quelques instans la jalousie et la vanité rôdent autour de votre cœur. Es-tu fou, mon ami? pourquoi la voix de notre Édith n'aurait-elle pas attendri jusqu'au fond de l'ame le comte Sigismond et réveillé en lui quelque

cher souvenir? Et vous, Édith, pourquoi voulez-vous qu'il ait entendu sans admiration la sonate qui nous a tant de fois charmés? pourquoi, en l'écoutant, n'aurait-il pas deviné le génie de notre cher Muller? Vous avez été de moitié dans l'attendrissement, soyez de moitié dans la récompense, et qu'il vous soit doux de penser que chacun de vous doit à l'autre la richesse que le ciel vous envoie.

A ces mots, Édith se suspendit au cou de Franz.

— Spiegel a raison, dit-elle, c'est ta sonate qui nous a enrichis.

— Non, dit Muller en pressant sa femme sur son cœur, non, c'est la mélodie que tu chantais, c'est le charme de ta voix, mon Édith.

— C'est l'air tyrolien, c'est votre voix, c'est ta sonate, s'écria Spiegel en riant; croyez bien aussi, ajouta-t-il avec gravité, croyez que le tableau de votre vie honnête et laborieuse, la grace et la beauté de vos enfans, le spectacle de vos douces joies, ont été pour quelque chose dans l'attendrissement de votre hôte, dans la générosité de votre bienfaiteur.

— Eh bien! dit Muller à Spiegel, es-tu revenu de tes préventions contre ce voyageur oisif? nous gronderas-tu encore pour avoir accueilli ce visiteur indiscret? Reconnais-tu maintenant que tes appréhensions étaient folles, et que tu t'alarmais à tort?

— J'avais tort et raison tout à la fois, répliqua tristement Spiegel. J'avais tort, puisque le comte Sigismond devait combler vos vœux les plus chers; j'avais raison, cher Franz, chère Édith, puisqu'il devait nous séparer.

— Nous séparer! pourquoi? s'écrièrent en même temps Édith et Muller étonnés.

— Ne venez-vous pas avec nous? dit la jeune femme d'une voix tremblante.

— Qu'est-ce que cela signifie? demanda Muller d'un ton brusque.

— Tenez, mes amis, leur dit-il, je me connais. J'ai vécu heureux près de vous au sein de la médiocrité; je vous aime, vous le savez; je vous aime d'une affection vive et profonde. Franz, je suis ton frère; Édith, vous êtes ma sœur. Vos enfans sont ma joie. J'étais seul, vous m'avez créé une famille. Je vous aime; je n'aime que vous, et pourtant je ne vous suivrai pas.

— Allez, reprit Édith, vous ne nous aimez pas; nous avez-vous jamais aimés?

— Voilà bien les amis! s'écria Muller; ils pardonnent moins volontiers à notre prospérité qu'à notre mauvaise fortune. Le bonheur, mieux que l'adversité, est le creuset des affections humaines.

— Est-ce à moi que vous parlez ainsi? répliqua Spiegel d'un ton de doux reproche; ma vie tout entière est là pour vous répondre. Ingrats, je vous défie de douter de mon cœur. Je vous l'ai dit, je me connais;

vous aussi, vous me connaissez. Je me plais à croire que là-bas rien ne vous manquera; Dieu me garde de vouloir assombrir la perspective de votre félicité! Quant à moi, je hais les relations nouvelles, j'ai peur des visages nouveaux.

— Qu'entends-tu par là? répliqua vertement Muller; veux-tu parler de la famille du comte Sigismond d'Hildesheim? Une famille charmante, la lettre du notaire et le testament du comte en font foi. Tu serais bien à plaindre, n'est-ce pas? de vivre sous le même toit que le major Bildmann et les demoiselles de Stolzenfels? Ce ne sont pas, à ton avis, gens assez comme il faut ni d'assez haute volée?

— Je ne dis pas cela.

— D'ailleurs, qui t'obligerait à les voir? Là-bas, comme ici, ne serais-tu pas maître chez toi?

— Que veux-tu, mon ami? reprit tranquillement Spiegel. La vie de château n'est pas mon fait. Vivez selon vos goûts et laissez-moi vivre à ma guise. Nous n'en serons pas moins amis; je réponds à la fois de mon cœur et du vôtre.

Vainement Édith et Muller redoublèrent leurs instances; vainement ils revinrent à la charge le lendemain et les jours suivans. Spiegel demeura sourd à toutes les prières et persista dans sa résolution.

Franz avait pris congé de ses élèves en leur annonçant officiellement l'héritage qui lui était échu. Les revenus d'Hildesheim ne montaient pas à cent mille florins, comme l'avaient dit les journaux de Munich, mais à quarante mille, ce qui représentait encore une assez jolie somme. Le domaine était franc d'hypothèques; point de dettes à la succession. Après avoir rempli les formalités exigées par la loi, Muller s'occupa, sans plus tarder, des préparatifs de son départ. Pour suffire à tout, il venait de contracter un petit emprunt à un taux passablement usuraire; mais les héritiers n'y regardent pas de si près, et il s'agissait pour Muller, pour Édith, de faire bonne figure en arrivant à Hildesheim. Les plus riches magasins de la ville furent mis à contribution. Bien qu'il eût désormais des terres et un château, Franz, de concert avec Édith, avait résolu de garder son appartement et se réservait d'acheter plus tard la maison pour l'offrir à Spiegel.

— Puisque tu es décidé à ne pas nous suivre, lui dit-il, c'est nous qui reviendrons te retrouver. Dans neuf mois, nous serons réunis ici, sous ce toit où nous avons passé tant de bonnes, tant d'heureuses journées. Peut-être alors, quand nous repartirons, consentiras-tu à venir avec nous.

La veille du jour fixé pour le départ, comme il était occupé, en présence de Spiegel, à brûler les papiers qu'il ne voulait pas emporter, l'unique symphonie qu'il eût trouvé le temps d'écrire lui tomba sous la main. Du bout du doigt, il feuilleta la partition, la parcourut d'un œil

distrait, avec un sourire de dédain, et il se disposait à la jeter au feu, quand Spiegel, par un mouvement rapide, le retint et l'en empêcha.

— Qu'allais-tu faire, malheureux! s'écria-t-il en s'emparant de la symphonie; c'est l'œuvre de ta jeunesse, c'est le chant printanier de nos belles années. Quelque imparfaites que soient ces mélodies, sais-tu si tu retrouveras jamais la grace et la fraîcheur de l'inspiration qui te les a dictées?

— Bah! répondit Muller, ce n'est qu'une ébauche, un essai; maintenant que j'ai la richesse, c'est-à-dire le loisir et la liberté, je dois à la mémoire du comte Sigismond, je me dois à moi-même de donner toute ma mesure en débutant par un coup de maître.

— Cette ambition est louable, reprit Spiegel; pourtant sachons respecter les œuvres de notre jeunesse. C'est là que nous mettons ce qu'il y a de meilleur en nous, c'est là que nous effeuillons la virginité de notre ame. Vois-tu, Muller, il y a deux choses qu'il ne faut jamais outrager, de quelques défauts que l'une soit entachée, de quelques douleurs que l'autre nous ait abreuvés : l'une est notre première œuvre, l'autre est notre premier amour. Tu écriras des partitions plus savantes; mais l'inexpérience et la naïveté ont un charme que l'art ne saurait effacer. Laisse-moi cette symphonie, puisque tu ne veux pas l'emporter; j'en redirai souvent les morceaux pour égayer ma solitude.

Le lendemain, au soleil levant, une chaise de poste attelée de quatre chevaux entrait dans la cour. Les enfans étaient déjà sur pied, battant des mains, sautant de joie à l'idée d'aller en voiture. Spiegel les prit dans ses bras, les couvrit de baisers, et sentit une larme rouler sous sa paupière, en songeant que la maison qu'ils remplissaient de leur gazouillement serait désormais comme une cage vide. Ce fut le seul mouvement de faiblesse qu'il laissa voir au moment des adieux. Sans être dépourvu de sensibilité, Spiegel était un de ces hommes qui ne se montrent jamais plus froids que lorsqu'ils sont profondément émus. Chez lui, tout se passait à l'intérieur; le fond du lac pouvait être agité sans qu'une ride parût à la surface. Il redoutait par-dessus tout les scènes d'attendrissement. Après avoir embrassé cordialement Franz et Édith, les voyant près de fondre en pleurs, il les poussa dans la chaise, ferma brusquement la portière, donna le signal du départ, et alla s'enfermer dans son atelier.

Quelques jours avant de se mettre en route, Muller avait écrit à l'intendant d'Hildesheim pour lui annoncer son arrivée et lui donner ses instructions; il voulait une réception modeste et défendait qu'on se mît en frais.

JULES SANDEAU.

(La seconde partie au prochain n°.)

STATISTIQUE LITTÉRAIRE.

DE

LA PRODUCTION INTELLECTUELLE

EN FRANCE DEPUIS QUINZE ANS.

SECONDE PARTIE.

Sciences, Histoire, Écrits périodiques.

I.

La théologie et la philosophie, on l'a vu précédemment, tout en aspirant encore au gouvernement du monde, trouvent en général le public assez indifférent. Unies durant de longs siècles et séparées plus tard par un divorce éclatant, elles ont fini par devenir ennemies, tout en devenant sceptiques pour elles-mêmes. Il semble aujourd'hui qu'elles ne proclament leur souveraineté que pour s'étourdir sur leur impuissance, et, quand on étudie leur histoire, on se demande si depuis long-temps déjà elles n'ont pas atteint leurs dernières limites. En suivant au contraire, et seulement depuis trente ans, le progrès des sciences naturelles et mathématiques, des sciences qui se fondent sur l'observation, pour se traduire ensuite en applications positives, on cherche, sans le prévoir, où s'arrêtera ce mou-

vement, et l'on regrette, c'est là un sentiment que chacun de nous a éprouvé, de ne pouvoir revenir dans quelques siècles sur cette terre pour y contempler les merveilles de l'invention humaine. Il s'opère aujourd'hui, dans l'ordre scientifique, un progrès analogue à celui qui s'est opéré dans l'ordre social et politique au moment de la révolution, et, comme à toutes les grandes époques, l'impulsion violente des idées pousse sans cesse vers des idées nouvelles. On peut nier la théologie, la philosophie, on peut contester les progrès de la littérature; on ne saurait contester les progrès des sciences.

Sous Louis XIV, les savans n'étaient pas étrangers à la philosophie et aux lettres. Aujourd'hui la littérature et la science sont complétement séparées, et l'homme de lettres est tout-à-fait distinct du savant, autant par ses travaux que par son caractère. Aventureux par nature, impressionnable, avide d'émotions, l'homme de lettres laisse dans sa vie beaucoup de choses au hasard. Il craint les positions officielles, fussent-elles même lucratives, lorsqu'elles sont assujétissantes, mais il chérit les sinécures. Il aime l'argent, mais il aime encore plus la dépense. Il est tout à la fois vaniteux, jaloux et obligeant, et, malgré une certaine faiblesse de caractère trop commune aujourd'hui, très accessible aux sentimens généreux et très facile dans les relations. Il joue au succès littéraire comme on joue à la Bourse, au risque de se ruiner d'un seul coup. Quand il est admiré par les uns, il est toujours, fût-il même au premier rang, contesté par les autres. Le savant, au contraire, a dans sa vie quelque chose de la régularité monacale; il aime les gros emplois, les honneurs et quelquefois l'intrigue. Il travaille longtemps et patiemment pour conquérir une position certaine et bien rentée. Quand il s'est fait sa place dans un monde spécial, personne ne songe à la lui disputer. Il a de plus pour le cumul des sympathies vives, et professe en général pour les gens de lettres un dédain superbe. Si sa gloire n'arrive pas toujours jusqu'au public, il parvient ordinairement à l'Institut et très souvent à la fortune. La différence qui existe entre l'homme de lettres et le savant se retrouve aussi entre la librairie littéraire et la librairie scientifique. La première est aventureuse; elle se jette au hasard dans des spéculations téméraires; elle se fait par les annonces, par les réclames, comme les écrivains par la camaraderie, des succès artificiels, et s'enrichit ou se ruine en quelques mois. La seconde, active sans être bruyante, procède avec prudence; elle a une clientelle sûre, et, sans réaliser toujours de grands bénéfices, elle fait du moins fort honnêtement ses affaires. Cette librairie a pris, dans ces dernières années, un développement considérable, surtout dans les sciences naturelles, l'agriculture et la médecine.

Les publications qui ont pour objet l'histoire naturelle, les *trois règnes*, comme on eût dit au temps de Bernardin de Saint-Pierre, sont fort nombreuses, comparées à ce qu'elles étaient il y a trente ans. Ainsi elles donnent, y compris les traités élémentaires et les réimpressions, pour les années suivantes :

1833 —	79	ouvrages.	1838 —	120	ouvrages.
1834 —	113	—	1841 —	85	—
1835 —	119	—	1842 —	67	—
1837 —	97	—	1843 —	65	—

Ce sont la géologie, la physiologie végétale, l'anatomie comparée et l'entomo-

logie qui ont fourni le plus de livres. Ici les grands ouvrages sont relativement plus nombreux que dans les autres divisions bibliographiques, et, dans certaines spécialités, le nombre des volumes atteint souvent un chiffre qui en rend l'acquisition fort difficile pour la majorité des acheteurs (1).

L'histoire naturelle a pris de nos jours de tels développemens qu'il serait impossible à l'esprit le plus heureusement doué de l'aborder simultanément dans son ensemble et ses détails. L'observation a réuni un si grand nombre de faits, les idées qui sont nées de ces faits ont été si abondantes, que la science a été forcée de se partager en subdivisions nombreuses, qui tendent elles-mêmes à s'isoler, à se transformer en autant de branches particulières. De là ces importantes monographies dont le sujet, en apparence restreint, eût à grand'peine, il y a trente ans, fourni quelques pages; et comme la science se vulgarise en s'étendant, comme ici encore il faut apprendre vite, il en résulte que les traités élémentaires et pratiques se sont multipliés dans une proportion considérable. L'étude de l'histoire naturelle est maintenant, avec celle de l'archéologie, la seule qui inspire une véritable passion. Sous ce rapport, cette science est mieux servie que la littérature, car, au lieu de l'exploiter ainsi qu'on exploite les lettres, la plupart de ceux qui la cultivent s'imposent souvent pour elle de lourds sacrifices, et, comme elle figure au budget des gens riches parmi les goûts dispendieux, nous la classerons ici parmi les sciences désintéressées, et surtout parmi celles qui progressent le plus rapidement.

C'est encore parmi les branches éminemment progressives qu'il faut ranger l'agriculture. Le nombre des livres qui concernent cette science s'est considérablement accru pendant ces dernières années, et ces livres, qui se divisent en diverses catégories, embrassent toutes les questions qui, de près ou de loin, se rattachent à l'exploitation du sol. A partir de 1830, le gouvernement s'est occupé de recueillir les élémens d'une statistique agricole (2). Les premiers résul-

(1) Parmi les grands ouvrages publiés dans ces dernières années, nous citerons : l'*Histoire des Poissons*, de MM. Frédéric Cuvier et Valenciennes, qui contient plus de cinq mille espèces de ces animaux, et qui n'a pas moins de 20 volumes; l'*Histoire des Lépidoptères*, ou *Papillons d'Europe*, qui en a 16; l'*Iconographie des Chenilles*, annoncée en 60 livraisons; l'*Histoire naturelle des Mammifères*, commencée en 1819 et terminée en 1842, le plus important ouvrage qui ait paru depuis Buffon sur les quadrupèdes; l'*Histoire naturelle des Oiseaux de paradis, les Oiseaux d'Amérique, la Paléontologie française*, par M. Alcide d'Orbigny, etc. Ce sont là des monumens qui font un égal honneur à la science, à la typographie et aux arts du dessin.

(2) « Jusqu'à ces dernières années, dit M. Jung, l'un de nos écrivains qui ont traité avec le plus de succès les sciences agronomiques, on n'avait fait que des efforts mal dirigés et incomplets pour dénombrer toutes les richesses de notre territoire; mais, depuis 1830, le gouvernement, abandonnant les voies suivies jusqu'alors, s'est décidé à employer une méthode d'exploration plus propre à fournir les bases réelles d'une statistique agricole. Le bureau de la statistique générale chargé de ce soin a adressé aux maires, aux fonctionnaires et aux notables de toutes les communes de France, autant d'exemplaires d'un tableau rédigé sur un plan simple et uniforme, et leur a demandé d'en remplir les indications. Il est ainsi parvenu à réunir un pareil nombre de statistiques locales qu'il a soumises à la révision de commissions formées par cantons, par arrondissemens et par départemens; puis, pour éliminer encore davantage les chances d'erreur et réduire à des proportions convenables un travail qui comprenait 18 millions et demi de termes numé-

tats de ces recherches ont paru en 1840-1841, et l'on croit, mais à tort peut-être, pouvoir en garantir l'exactitude à un quinzième près. Des travaux intéressans ont été faits, principalement dans la province, sur les perfectionnemens des diverses méthodes, l'appropriation de nouvelles cultures aux diverses localités, l'élève des animaux domestiques. Comme la partie théorique et pratique, la partie administrative et financière a été l'objet d'importantes études, et l'attention s'est portée principalement sur le crédit et l'instruction des populations rurales. L'enseignement de l'agriculture a été introduit dans un assez grand nombre d'écoles primaires, et à quelques-unes de ces écoles ont été annexées des pièces de terre que les élèves cultivent eux-mêmes. Outre les circulaires ministérielles, le gouvernement a fait rédiger des manuels élémentaires; malheureusement ces publications, qui peuvent être utiles aux cultivateurs éclairés et amis du progrès, restent le plus souvent étrangères à ceux mêmes qui auraient le plus grand besoin de les consulter, par la raison fort simple que la plupart ne savent point lire ou n'achètent jamais de livres. Ce n'est donc qu'en propageant l'instruction élémentaire qu'on peut espérer de populariser l'instruction agricole.

Le mouvement que nous signalons commence vers 1836, et, depuis cette époque, il va toujours en s'activant. L'agriculture interroge son passé. On écrit l'histoire des travaux agricoles chez les Romains et chez les Grecs, on traduit Caton et Columelle, on réimprime Olivier de Serres. Ici encore, comme dans la théologie, comme dans la philosophie, on procède par voie d'enquête. Les monographies se multiplient, et une foule de branches accessoires, dont il était à peine question il y a quinze ans, viennent se grouper autour des branches principales. Ainsi la question chevaline, qui produit quatre ouvrages en 1833, en produit vingt en 1845. L'élève du cheval figure à cette date dans la bibliographie pour un nombre de volumes supérieur à celui dont l'éducation de l'homme était l'objet avant que la querelle universitaire eût mis les partis en présence. L'équitation, comme l'élève et les courses, forme toute une littérature qui constitue un genre nouveau, la littérature du *sport*, laquelle a ses journaux, et, comme l'église, la philosophie et l'économie politique, son école révolutionnaire, représentée par M. Baucher.

Ce n'est pas seulement par les livres, qui donnent une moyenne de soixante par année, mais encore par l'association que se propagent les connaissances agronomiques. Ainsi on comptait, en 1843, six cent soixante-quatre comices et cent cinquante-sept sociétés savantes, dont un grand nombre font paraître des instructions, des bulletins et des mémoires. A côté de ces institutions, il s'est constitué dans la presse périodique plusieurs journaux spéciaux. Il s'écoulera sans doute encore de longues années avant que toutes les améliorations réclamées pour l'agriculture se réalisent, et, quand on compare les vœux des conseils-généraux, des congrès agricoles, avec les vœux émis dans le XVIIIe siècle par certaines assemblées provinciales, on s'afflige de voir combien, en un sujet aussi important, le progrès rencontre d'obstacles. Les doléances, en bien des points, sont restées les mêmes; mais, en s'alliant avec l'économie politique et toutes les sciences na-

riques, il les a rapprochés et groupés de différentes manières, en s'adressant aux localités mêmes pour les vérifications et les rectifications. » (Voir le remarquable travail de M. Jung, intitulé *Agriculture de la France.*)

turelles, comme elle fait de nos jours, l'agriculture arrivera sans doute à vaincre les difficultés qui entravent encore sa marche. L'industrie a subi de cruelles déceptions. Les chances aléatoires des jeux de la finance ont ruiné bien des fortunes, et, par une réaction toute naturelle, les capitaux se tourneront nécessairement vers l'exploitation du sol, comme les idées s'y tournent depuis dix ans. Les gouvernemens d'ailleurs ont trop souvent l'occasion de reconnaître que la plus terrible des questions qu'ils aient à résoudre est celle des subsistances, et, à une époque où les intérêts positifs dominent la politique, le moyen le plus sûr de conjurer les crises sociales, c'est de prévenir ce cri menaçant : — Le peuple a faim, le pain est cher. — Les épreuves difficiles que nous venons de traverser sont en quelque sorte un stimulant nouveau, et dans cette année même le nombre des publications s'est considérablement augmenté, comme si la disette avait été un aiguillon pour la science.

L'activité que nous venons de constater dans les sciences naturelles et agricoles, nous la retrouvons dans la physique et la chimie, et là encore le nombre des livres augmente sans cesse. On en jugera par le tableau suivant :

1833 —	48 ouvrages.	1838 —	84 ouvrages.
1834 —	57 —	1841 —	108 —
1835 —	67 —	1842 —	88 —
1837 —	70 —	1843 —	117 —

La physique est moins généralement cultivée que la chimie. Représentée dans un grand nombre de villes de province par des hommes d'une véritable distinction, propagée par l'enseignement des facultés où les cours sont suivis avec un grand empressement, alliée puissante de l'industrie et de l'agriculture, la chimie tend à devenir tout-à-fait populaire, et M. Dumas, l'un de ses plus illustres interprètes, a pu dire avec raison qu'elle a le double caractère qui distinguera notre siècle dans l'histoire, d'abord celui de la synthèse qui l'élargit, la poétise même, sans péril pour la sûreté de ses observations, en second lieu celui de la pratique, car elle cherche avant tout à servir les besoins des hommes, les progrès de la société, et elle se regarde avec raison comme un puissant instrument de perfectionnement matériel et moral.

Dans les sciences naturelles, dans la chimie, nous venons de le voir, la production est des plus actives. Il en est de même dans la médecine. Ainsi nous trouvons pour les années :

1833 —	197 ouvrages.	1838 —	187 ouvrages.
1834 —	195 —	1841 —	231 —
1835 —	213 —	1842 —	217 —
1837 —	230 —	1843 —	236 —

Ici, comme dans toutes les sciences qui reposent sur des faits, les livres du passé disparaissent pour faire place aux livres modernes. On arrive sans transition d'Hippocrate à Bichat et à Broussais, et il semble que l'érudition, qui formait autrefois la base des études médicales, soit regardée aujourd'hui comme un bagage inutile. Les questions métaphysiques, qui étaient dans l'ancienne médecine comme le point de départ de toutes les théories, ont été de notre temps soulevées pour la dernière fois par Broussais. Ce n'est plus la psychologie, mais

la chimie et la physique qui s'allient à la philosophie médicale. On dissèque le cadavre sans discuter sur la nature de l'ame. L'école de Montpellier seule est restée franchement spiritualiste. L'école de Paris, sans être matérialiste, est complétement indifférente.

Les nombreux ouvrages que la médecine produit chaque année se répartissent, comme dans les autres branches des sciences, en traités élémentaires très succincts et en monographies très développées. Les livres purement dogmatiques sont de jour en jour plus rares; mais, en compensation, on a singulièrement perfectionné les ouvrages d'anatomie descriptive et les planches figuratives de l'organisation humaine. Tandis que les philanthropes et les économistes engagent contre le vice et la misère une lutte obstinée, les médecins engagent avec non moins d'ardeur le combat contre les souffrances et la mort. Tous les problèmes de la science ont été posés; la section de médecine de l'Institut, l'Académie royale, les sociétés spéciales de la capitale et des provinces ont puissamment secondé le mouvement, et elles ont reçu en communication une grande quantité de mémoires, parmi lesquels on a toujours distingué ceux des internes de nos hôpitaux, qui, plus jeunes et par cela même plus dévoués, apportent encore dans le travail la sincérité et l'ardeur. Par malheur, dans aucune autre branche des connaissances humaines, le charlatanisme ne s'est montré plus effronté. Dans aucune autre section bibliographique, on ne rencontre plus de travaux apocryphes et pour ainsi dire impersonnels.

Absorbés tout entiers par une clientelle lucrative, bien des hommes en renom signent des articles ou des livres dont ils confient la rédaction à des jeunes gens d'un savoir plus ou moins solide, lesquels à leur tour, distraits par les examens ou le plaisir, passent à d'autres une partie de la besogne. Il en résulte que dans les dictionnaires, par exemple, les articles les plus faibles sont souvent signés des noms les plus connus. C'est encore cette inexcusable supercherie qui enlève à bien des traités spéciaux une partie de leur valeur, les observations n'étant point faites par l'auteur lui-même, mais par des délégués, des étudians qui n'ont ni la capacité, ni l'expérience requise. Les statistiques médicales, qui seules peuvent faire apprécier la valeur de telle ou telle méthode curative, sont également devenues suspectes, parce qu'elles ont péché souvent par la sincérité. On choisit entre les faits au lieu de les donner tous. De là, comme l'a dit M. Civiale, la différence énorme qu'on observe souvent dans les résultats d'une même méthode, lorsqu'elle est appliquée en particulier et lorsqu'elle est publique et soumise à un rigoureux contrôle, lorsqu'on la juge d'après les statistiques et d'après les faits; de là aussi la défiance des praticiens consciencieux à l'égard des observations qui ne leur sont point personnelles. On veut exploiter la science comme un moyen de fortune rapide, et, comme le livre n'est qu'une carte de visite qu'on adresse au public, on a soin, pour se faire une clientelle, de guérir les incurables, et de laisser à la terre le soin de couvrir les bévues (1).

A côté de la médecine proprement dite, de celle qui s'occupe exclusivement

(1) Nous ne parlerons point ici de la littérature médicale exploitée par les empiriques, qui, au lieu d'écrire leurs livres pour les hommes spéciaux, les écrivent pour les malades en attaquant la science et ceux qui la cultivent consciencicusement. Le sujet est assez riche pour avoir formé en quelques années une petite bibliothèque de brochures qui contiennent les élémens d'un piquant chapitre de mœurs.

de l'art de guérir, il s'est développé dans ces dernières années deux branches importantes et nouvelles: l'une, la médecine légale, puissante auxiliaire du droit criminel; l'autre, l'hygiène publique et privée, qu'on peut appeler la médecine préventive. La médecine hygiénique a principalement dirigé ses recherches sur la condition physique des soldats en garnison ou en campagne, sur celle des détenus dans les prisons, des travailleurs dans les ateliers, des pauvres dans les grandes villes. La première, elle a appelé l'attention sur les enfans employés dans les manufactures, et elle a provoqué la loi bienfaisante qui limite le travail dans la proportion de l'âge et des forces de chacun; enfin on a également perfectionné l'hygiène morale, sur laquelle MM. Casimir Broussais, Réveillé-Parise et Descuret, entre autres, ont dirigé la principale activité de leurs études. L'impulsion donnée par Pinel et Esquirol à la méthode curative des maladies mentales ne s'est point arrêtée, et, quand on ne guérit pas la folie, on a du moins le secret de la rendre plus douce. Le nombre des livres ou brochures publiés depuis quinze ans sur le régime des aliénés s'élève au moins à quatre-vingts. Les faits que nous venons de citer, pris au hasard parmi tant d'autres du même genre, montrent que la médecine, alliée de la philanthropie et de l'économie politique, a su se faire aussi une noble part dans l'œuvre du perfectionnement social.

Quoique basé sur les lois les plus sévères de l'observation, l'art de guérir, comme toutes les branches des connaissances humaines, a ses rêveurs et ses utopistes, représentés par les homœopathes, les allopathes, les allo-homœopathes, les sudropathes, les hydropathes, l'inventeur de la médecine phusydynamique, les magnétiseurs, les phrénologistes, les physiognomonistes, etc. Ce qui distingue avant tout les novateurs médicaux, c'est le mépris profond qu'ils affichent pour les doctrines auxquelles ils veulent substituer leurs théories. Autant la science sérieuse est sceptique pour elle-même, autant l'utopie scientifique est téméraire : elle affirme ses rêveries sans les vérifier, et c'est là ce qui la perd. Les homœopathes, qui publient une dizaine de volumes chaque année, attaquent tous les médecins et prétendent guérir tous les malades. Les phrénologistes, plus pacifiques, n'attaquent et ne convainquent personne. Depuis Gall et Spurzheim, ils n'ont rien fait que des collections de plâtres moulés sur la tête des grands personnages, des dissertations sur le crâne des grands scélérats; ils ont aussi fondé une société savante, la *Société phrénologique*, et un recueil, *la Phrénologie, journal des applications de la physiologie sociale par l'observation exacte;* mais leur propagande a été vivement contrariée par de nombreux adversaires. Les philosophes les ont attaqués au nom de la psychologie, les écrivains religieux au nom du spiritualisme et de la morale, MM. Lélut et Flourens au nom de la médecine, tandis que M. Colombat de l'Isère, qui est aussi médecin, les raillait dans une comédie agréable : *M. Frontal, ou la crânomanie*. Les disciples de Mesmer ont été plus malheureux encore. L'*Athénée central du magnétisme*, qui tenait ses séances dans le passage du Saumon, le *Journal du Magnétisme*, *le Propagateur* et la *Revue magnétique* n'ont pu donner à leurs doctrines la consécration scientifique. Leurs somnambules n'ont pu gagner, depuis vingt ans, le prix de trois mille francs réservé par l'Académie de médecine à celui qui parviendrait à lire à travers un corps opaque. Après avoir occupé quelques instans l'Institut, ils se sont réfugiés dans le cabinet des pytho-

nisses et des cartomanciennes, où ils ont retrouvé leurs confrères les physiognomonistes.

Essentiellement féconde par cela même qu'elle est lucrative, la science médicale, outre les livres et les brochures, se produit encore dans les recueils des sociétés savantes et dans les journaux. Le nombre de ces sociétés est de douze à Paris, non compris la section de l'Institut et l'Académie royale. Le nombre des journaux était, en 1845, de 27, dont le prix variait de 4 francs à 40, et dont les abonnemens réunis s'élevaient à 410 francs par année. Sur ces 27 journaux, 2 seulement payaient leur rédaction, ce qui prouverait de la part des collaborateurs le plus louable désintéressement, si la plupart des feuilles médicales n'étaient pas trop souvent transformées en véritables prospectus à l'adresse des malades, au lieu d'être seulement d'utiles répertoires à l'usage des praticiens. Ajoutons que la médecine, qui tient sans doute à se montrer de tous points une science complète, a manié la lyre en même temps que le scalpel. Le doyen de la Faculté de Paris figure au premier rang de la *Société des enfans d'Apollon*, et M. le docteur Fabre, fondateur de *la Lancette française*, s'est armé du fouet de Juvénal pour corriger, par *la Némésis médicale*, les professeurs, les étudians, les charlatans. Esculape, on le voit, est resté l'ami des Muses.

Nous n'insisterons pas sur la section mathématique de la *Bibliographie de la France*, car nous rencontrons là une science tout-à-fait spéciale, en dehors du public pour ainsi dire, et qui ne se révèle qu'à de rares initiés. Comme il s'agit de chiffres, nous les laisserons parler, et, dans leur langage précis, les chiffres nous diront que, depuis quinze ans, l'étude des mathématiques s'est popularisée d'une façon remarquable. Voici, en effet, ce que nous trouvons pour les ouvrages relatifs à l'arithmétique, à la géométrie, à la trigonométrie, au calcul intégral, différentiel, etc. :

1833 — 62 ouvrages.	1840 — 103 ouvrages.
1838 — 88 —	1845 — 105 —

Comme les rêveurs reparaissent toujours et partout, il va sans dire que nous les rencontrons encore ici cherchant, avec une ardeur qui ne se lasse jamais, le mouvement perpétuel et la quadrature du cercle. Nous y rencontrons aussi les improvisateurs, représentés par M. Cauchy. Euler, on le sait, a donné aux recueils des divers corps savans de l'Europe plus de sept cents mémoires de mathématiques pures. M. Cauchy, qui n'est pas Euler, a cependant produit bien davantage. Il fait de l'algèbre comme Calderon faisait des comédies, ce qui ne l'empêche pas de lancer à l'occasion sa brochure néo-catholique sur la question de l'enseignement. Cette intervention d'un mathématicien dans les querelles du clergé nous conduit naturellement à une observation que nos lecteurs sans doute auront faite avant nous : c'est qu'au XVIIe et au XVIIIe siècle, la plupart des grands mathématiciens, des grands géomètres, étaient aussi des philosophes éminens, témoin Descartes, Pascal, Malebranche, Euler; aujourd'hui, au contraire, un divorce complet existe entre les mathématiques et la philosophie. Les personnes qui s'occupent des sciences positives ne mettent le pied sur le domaine de la spéculation que pour s'y rencontrer avec les utopistes. Ce sont les mathématiciens, les géomètres, les ingénieurs, qui formaient le gros bataillon du saint-simonisme, qui forment encore l'avant-garde de la secte phalanstérienne. La

science du calcul aurait-elle donc perdu l'antique propriété de donner de la justesse à l'esprit, ou les épidémies morales qui flottent dans l'air que nous respirons seraient-elles assez délétères pour neutraliser son influence?

L'astronomie, la marine, l'art militaire, qui relèvent directement des mathématiques, ont suivi dans la publication des livres la même progression. Ainsi, pour l'astronomie et la marine, la production, comparée à diverses années de distance, se répartit comme il suit :

1833 — 16 ouvrages.	1840 — 28 ouvrages.
1838 — 24 —	1845 — 46 —

Il en est de même pour l'art, l'administration et l'histoire militaires, qui forment, dans les bibliographies, l'appendice de la section mathématique. Sous l'empire, quand le canon grondait depuis Cadix jusqu'à Moscou, on n'avait, en fait de littérature militaire, que des bulletins de victoires. Aujourd'hui que tous les peuples, allanguis dans les douceurs ou plutôt, comme eût dit l'antiquité, dans les dangers de la paix, semblent donner raison à l'abbé de Saint-Pierre, l'armée, n'ayant plus de poudre à brûler, s'est mise à verser de l'encre. Les développemens qu'a reçus l'instruction théorique, les concours ouverts au ministère de la guerre, les loisirs des garnisons, ont contribué à répandre dans tous les rangs de la hiérarchie militaire le goût des études sérieuses, et, avec les règlemens sur le service des diverses armes, on trouve un nombre assez considérable de livres sur ce qu'on pourrait appeler la philosophie de la guerre. Ici encore c'est un progrès que nous avons à signaler.

Ainsi, pour résumer en quelques lignes ce qui vient d'être dit, sur quelque terrain qu'on suive les sciences naturelles et les sciences mathématiques, on les voit grandir sans cesse, exercer sur la société une influence de plus en plus directe et se populariser chaque jour davantage. En ce qui touche cette influence, il suffit de voir la position que l'Académie des sciences a conquise dans l'état, où elle siége en quelque sorte comme un quatrième pouvoir, comme un tribunal souverain que les individus, ainsi que le gouvernement, s'empressent de consulter au sujet de toutes les innovations positives, de toutes les conquêtes industrielles, de toutes les réformes, de tous les perfectionnemens qui intéressent la guerre, la marine, l'agriculture. En ce qui touche la popularité des sciences et leur force d'expansion dans la foule, il suffit de se rappeler que, jusqu'en 1820, l'Institut était resté fermé au public comme un sanctuaire impénétrable, et que, jusque-là, les sciences elles-mêmes s'étaient tenues en dehors de la publicité de la presse, tandis qu'aujourd'hui elles ont, comme le théâtre, leur feuilleton hebdomadaire dans les journaux quotidiens. C'est là chez un peuple comme le nôtre un fait tout aussi significatif que la popularité qui entoure aujourd'hui les noms de nos savans et les statues qu'on leur élève. Il est cependant quelques reproches que nous ne pouvons passer sous silence. Les hommes voués aux études scientifiques sont en général très peu bienveillans les uns pour les autres, et l'Institut, l'Académie de médecine, ont été plusieurs fois transformés en véritable champ clos. De plus, ils se montrent souvent trop disposés à se laisser entraîner sur ce que l'on pourrait appeler le terrain de la science facile. Comme les gens de lettres, bon nombre d'entre eux produisent vite et beaucoup, et s'éparpillent dans une foule de recueils où leurs noms sont enterrés comme leurs œuvres. Certains improvisateurs de feuilletons arrivent, en quelques an-

nées, à faire des volumes sans jamais faire un livre. Il en est de même des savans; les faits, les découvertes, les inventions, se disséminent sans que personne prenne soin d'en dresser le catalogue, comme l'ont fait Fontenelle, Delambre et Cuvier. La plupart de nos contemporains laisseront des mémoires, des articles dans les encyclopédies, des notes dans les *comptes-rendus*, de petits traités dans les annuaires : combien en est-il qui travaillent à construire leur monument? La note suivante, extraite de la *Littérature française contemporaine*, et relative à l'un de nos savans les plus illustres, M. Arago, fera juger beaucoup mieux que tout ce que nous pourrions dire de la dispersion que nous signalons ici. Voici cette note significative : « En suivant la marche tracée par les bibliographes qui nous ont devancés dans la carrière, c'est tout au plus si nous devrions enregistrer ici le nom d'un des savans les plus distingués de la France, M. Arago n'ayant, à proprement parler, publié seul aucun livre. »

II.

Le progrès que nous venons de constater dans les sciences naturelles et mathématiques, nous le retrouvons encore dans la géographie, qui forme dans les catalogues les prolégomènes de l'histoire. Ce rapprochement est logique, car il faut connaître le globe pour s'orienter au milieu des peuples qui se sont succédé à sa surface, au milieu de ceux qui s'agitent aujourd'hui sur cette terre, d'où ils disparaîtront bientôt. La géographie, d'ailleurs, a pris dans les sciences historiques modernes une importance de jour en jour plus considérable, parce qu'on a compris qu'il n'y avait pas seulement des peuples juxtaposés et séparés les uns des autres par une rivière, une montagne ou la simple pierre qui marque les frontières, mais de grandes familles de peuples, et dans l'étude de la filiation des races la solution de plus d'un problème politique.

Ce qui frappe d'abord dans la section relative à cette science, c'est l'abondance des grands ouvrages, des relations de voyages entrepris aux frais de l'état, afin de perfectionner les sciences naturelles, d'observer les phénomènes astronomiques, d'étudier l'histoire et les langues, et de prendre possession du globe par la civilisation. Il suffit d'indiquer dans ce genre les expéditions de *l'Astrolabe*, de *la Bonite* et de *la Favorite*. Les explorations géographiques, si heureusement servies par la paix, l'ont été également par la guerre. C'est la France qui la première a mis les conquêtes militaires au service de la science, et qui a renforcé ses armées d'une brigade de géographes, de naturalistes, d'archéologues. Le grand ouvrage sur l'Égypte, aussi glorieux pour notre pays que les batailles épiques livrées par nos soldats sur la terre des Pharaons, a marqué dans l'histoire des lettres et des sciences l'avénement d'un ordre de travaux jusqu'alors inconnus, d'une série d'études accomplies sous la protection du canon. L'*Expédition scientifique de la Morée* et l'*Exploration scientifique de l'Algérie* continuent dignement cette grande œuvre. Aux efforts du gouvernement se sont joints les efforts individuels; les voyages économiques, politiques, scientifiques ou littéraires se sont multipliés dans une proportion jusqu'alors inconnue, et les Anglais n'ont point gardé le monopole exclusif de l'esprit d'aventures ou du talent d'observation.

Il est encore une autre famille d'hommes intrépides dont les noms ne sont point recueillis par la science, mais qui n'en servent pas moins ses intérêts tout en se vouant à une autre cause : nous avons nommé les missionnaires. L'important recueil intitulé *Lettres édifiantes* a reçu de nos jours de nombreuses additions, car les apôtres du catholicisme français sont toujours à la tête du prosélytisme moderne; mais il est à regretter que l'histoire des missions contemporaines soit dispersée et souvent en fort triste voisinage dans une foule de livres mystiques peu connus du public lettré. Il y aurait tout à la fois profit pour les connaissances positives et satisfaction pour l'honneur national à donner à cette histoire la consécration d'une publication sérieuse.

Tandis que la passion de l'inconnu, l'attrait du danger et les intérêts les plus divers entraînent les explorateurs les plus aventureux dans les solitudes de l'Océan, les déserts ou les forêts vierges, la simple curiosité, le désir de connaître des lieux illustrés par de grands souvenirs, le charme des beaux paysages et même l'attrait des bonnes tables peuplent chaque année toutes les routes de l'Europe d'un nombre considérable et toujours croissant de voyageurs qui courent le monde civilisé sous la sauvegarde du passeport par les chemins de fer ou les voitures publiques, et s'arrêtent là où finissent les hôtelleries et les routes carrossables. Cette seconde espèce forme le genre touriste, qui lui-même se subdivise en une foule de variétés, telles que le touriste romantique, le touriste archéologue, le touriste politique, etc. De ces nombreuses variétés sont nés les *Guides*, les *Promenades*, les *Séjours*, les *Scènes* et les *Souvenirs* de telle et telle contrée, et enfin les *Impressions de voyage*, dans lesquelles le touriste parle de tout et principalement de lui-même. On a publié sur tous les pays un si grand nombre de descriptions, on a porté sur chaque contrée tant de jugemens divers, qu'il serait aussi difficile, on l'a dit avec raison, de trouver aujourd'hui en Europe un coin de terre dont on n'ait point parlé, que d'imaginer un nouveau paradoxe sur un vieux sujet. Scientifiques, sérieuses ou légères, dictées par l'observation ou par la fantaisie, les relations des voyageurs, comme les excursions des touristes, ont obtenu de notre temps un succès de vogue. Elles forment, avec les romans, le fonds habituel des cabinets de lecture, et donnent, en moyenne, quatre-vingts ouvrages par année, soit douze cents publications en quinze ans.

Ce travail d'exploration que les géographes et les voyageurs ont accompli de notre temps sur tous les points du globe, les érudits à leur tour l'ont exécuté à travers tous les siècles. Montesquieu reprochait aux historiens « d'incliner l'histoire à leur fantaisie, de contourner et de tordre la narration au biais de leurs caprices; » mais l'on peut croire qu'il eût porté un jugement moins sévère, s'il avait eu à parler de notre époque. Depuis cinquante ans, en effet, le domaine de l'histoire s'est singulièrement agrandi. Cette science, long-temps égarée dans les systèmes, s'est rapprochée des sciences positives par la stricte observation des faits. Elle s'est éclairée par l'expérience de nos révolutions; elle s'est alliée avec la philologie, avec la politique, avec la jurisprudence, avec la philosophie. Elle ne se contente plus, comme par le passé, d'élever des monumens à la gloire de quelques hommes, de s'enfermer dans les limites d'un seul peuple; elle étudie tout à la fois l'homme, le peuple, l'humanité; elle cherche, en signalant les fautes du passé, à enseigner la prévoyance de l'avenir. Moins accessible à la passion,

elle est devenue tolérante, et par la tolérance elle s'est élevée jusqu'à l'impartialité. Nous ne parlons ici que de la science considérée d'une façon abstraite, car, en descendant dans le détail des œuvres, on trouverait bien des affirmations qui, quoiqu'elles fassent autorité, n'en sont pas moins contestables, et à côté de quelques esprits supérieurs bien des médiocrités intelligentes. Toujours est-il que le progrès, et un progrès immense, est incontestable, et, si dans le nombre vraiment prodigieux des livres historiques qui sont éclos dans ces derniers temps il en est beaucoup dont on ne parle plus, dont on n'a même jamais parlé, la part des œuvres durables est assez large encore pour nous faire honneur dans l'avenir.

Les *méthodes* dans le genre de celle de Lenglet du Fresnoy, qui formaient, dans le XVIIIe siècle, les prolégomènes indispensables des études historiques, ont complétement disparu pour faire place à des importations étrangères, à Herder, à Vico, à Hegel. Au-delà des faits qui constituent l'histoire de chaque peuple, on a créé de notre temps une histoire idéale de l'humanité. La métaphysique est ainsi redescendue du ciel sur la terre. Comme saint Anselme dans la question du réalisme, elle a cherché à démontrer qu'il y a non-seulement des individus humains, mais l'humanité qui est une, et que la vie des divers peuples ne constitue que les durées particulières d'une vie absolue dans laquelle tout s'enchaîne et tout vient s'absorber. C'est l'énigme de cette vie dont la philosophie de l'histoire, la *science nouvelle*, s'est appliquée de nos jours à chercher le mot. Cette *science nouvelle*, telle que nous l'ont donnée l'Allemagne et l'Italie, a été accueillie par l'esprit positif de notre nation avec une certaine défiance. On l'a accusée, non sans raison, de se montrer à l'excès dédaigneuse à l'égard de la chronologie, de plier les événemens au caprice des systèmes; mais il est incontestable qu'elle a puissamment contribué à agrandir les horizons en forçant à réfléchir, en marquant la science des faits de cette empreinte que la pensée laisse sur tout ce qu'elle touche, en cherchant toujours à remonter de l'effet à la cause. La chronologie et l'histoire universelle donnent environ 20 ouvrages par année. Les manuels et les livres élémentaires sont en majorité. Il faut citer comme des publications importantes la nouvelle édition de *l'Art de vérifier les dates*, et le *Cours d'histoire* de M. Daunou.

L'histoire de l'antiquité a repris faveur, et s'est pour ainsi dire rajeunie. On réimprime toujours le bon Rollin, mais on a traduit Heeren et Niebuhr. C'est principalement vers Rome que se tourne la curiosité, et ici encore l'érudition a franchi ses anciennes limites. On étudie le monde antique dans ses rapports avec le monde moderne. La décadence païenne est mise en regard des origines du christianisme, et la science va s'agrandissant sans cesse par les comparaisons et les rapprochemens.

L'histoire sacrée et ecclésiastique, qui comprend, avec les annales générales de l'église, les vies des saints, l'histoire des ordres religieux, des papes et des conciles, a pris depuis 1830 un développement considérable. Le tableau suivant donnera l'idée de cette progression :

1833 — 34 ouvrages.	1841 — 77 ouvrages.
1836 — 63 —	1843 — 89 —
1838 — 71 —	1845 — 121 —

En 1833, on trouve surtout des réimpressions d'anciens livres; mais, en 1845, les livres nouveaux abondent, et l'on peut se croire en pleine renaissance du moyen-âge : ce ne sont qu'histoires de couvens, de missions, d'associations religieuses. L'ordre des jésuites donne lieu en une seule année à vingt-six publications diverses. L'histoire des pèlerinages, des miracles, des apparitions, des reliques, les vies des saints, se propagent dans une proportion qui surprend; l'illustration et la commandite se réunissent pour exploiter cette branche lucrative. Déjà, en 1836, on avait vu se former à Paris une *société hagiologique* pour la continuation des Bollandistes, et tout récemment encore il s'est constitué, sous le patronage de M. l'archevêque de Chalcédoine, une *société de l'histoire ecclésiastique de France,* pour la continuation des grands recueils tels que la *Gallia christiana*, les *Concilia Galliæ*, etc. Les livres légendaires, comme les livres mystiques, se vendent à grand nombre, et constituent une branche de commerce fort importante que le clergé tend à monopoliser à son profit. On sait que les frères de Saint-Augustin, dont le principal établissement est à Avignon, ont parmi eux une section de commis-voyageurs en librairie désignés sous le nom de *missionnaires propagateurs de bons livres.* On sait aussi qu'il existe dans plusieurs séminaires des magasins désignés sous le nom de *boutiques,* destinés à approvisionner le diocèse; qu'à l'occasion du dernier jubilé, on a vendu dans les sacristies une grande quantité d'*Instructions* et de *Prières*, et que dans plusieurs maisons religieuses on fait le commerce des livres. Une *Vie de la vénérable mère de Jésus, religieuse de l'ordre de Saint-Dominique*, se vend, le titre nous l'annonce, *à Langeac, chez les dames de Sainte-Catherine.* Pourquoi en effet les dames de Sainte-Catherine ne seraient-elles point libraires, quand le général d'un autre ordre est l'un des directeurs des distilleries du Nord? Nous insistons sur ce point, parce que, dans la librairie comme dans toutes les autres industries, les corporations religieuses font aux industriels laïques une concurrence d'autant plus redoutable qu'elles se placent en dehors de toutes les conditions ordinaires, et souvent en dehors de toutes les obligations imposées par les lois. Il ne s'agit plus, comme dans la primitive église, de conquérir des ames pour le ciel, mais d'acquérir des immeubles pour la corporation, et la chose est facile en capitalisant, à côté des produits souvent énormes des quêtes et des aumônes, les bénéfices des diverses industries qu'on exploite dans un grand nombre de maisons religieuses.

L'histoire, qui dans toutes ses autres divisions a fait de si grands progrès, est ici en pleine décadence, et, à l'exception d'une dizaine d'ouvrages parmi lesquels il faut citer au premier rang les travaux de MM. les abbés Rohrbacher et Receveur, on ne trouve guère que des pauvretés littéraires qui pèchent autant par la forme que par l'érudition. M. Carle et M. Robiano, *l'historien du déiste Louis XVIII, correspondant de Robespierre et de Marat*, remplacent Mabillon et Fleury. Le pamphlet apologétique a succédé à la dissertation savante; on ne s'inspire plus pour écrire l'histoire ecclésiastique de la collection de Labbe ou de la *Gallia christiana*, mais des paradoxes de Joseph de Maistre; on réhabilite l'inquisition, la Saint-Barthélemy, les égaremens de la ligue; on fait abstraction complète dans l'histoire de l'église de tous les faits humains, de cette barbarie du moyen-âge qui ne laissa plus d'une fois, comme l'a dit Bergier, que l'écorce du christianisme; enfin la disette d'ouvrages sérieux est si grande, que c'est à

l'Allemagne protestante qu'on emprunte des histoires de la papauté. Nous remarquerons à ce propos que, dans ces derniers temps, il s'est formé entre les écrivains protestans et catholiques une espèce de ligue en faveur des Grégoire, des Innocent et des Boniface, en un mot en faveur de tous les papes qui ont tenté d'humilier la couronne devant la tiare. En est-on plus catholique pour cela? Nous sommes loin de le penser. On a tenté également, dans l'école rétrograde et déclamatoire du néo-catholicisme et du néo-royalisme, de réhabiliter toutes les violences que la politique a couvertes du manteau de la religion, et, pour montrer jusqu'à quel point certains historiens se sont laissé entraîner de ce côté, il suffira d'un seul exemple, il suffira d'opposer M. Capefigue au cardinal de Richelieu, qui devait cependant être indulgent pour les *rigueurs salutaires*. Il s'agit de la persécution de Philippe III contre les Maures. M. Capefigue y voit une mesure qui complète le système de défense catholique; Richelieu la déclare « le plus barbare conseil dont l'histoire de tous les siècles précédens fasse mention. »

La section bibliographique qui se rattache à l'histoire étrangère présente dans la production des variations très grandes, et la science, en cette partie, paraît subordonnée au mouvement de la politique. On s'occupe du Portugal quand dom Miguel dispute le trône à dona Maria, de la Turquie quand le canon des Anglais renverse les murailles de Beyrouth, de l'Italie quand elle illumine l'Apennin en souvenir de la victoire des Génois, de la Pologne quand elle livre ses batailles héroïques : ainsi, en 1833, l'histoire de cette nation donne 135 ouvrages, dont 111 publiés à Paris par l'émigration; mais, du moment que tout est calme au ministère des affaires étrangères, nous nous renfermons dans nos limites, et c'est là un fait regrettable, car notre histoire aurait besoin d'être rectifiée, éclaircie, complétée par celle des peuples voisins. Nous savons ce qui s'est fait chez nous, nous ignorons souvent ce que nous avons fait chez les autres. Nous sommes trop disposés à juger les événemens du point de vue de l'égoïsme national, et cependant il y aurait profit pour notre gloire à connaître les annales des autres peuples dans leurs rapports avec les nôtres. C'est ainsi que dans l'*Histoire des Guerres de la Péninsule* par le général anglais Napier, dans l'*Histoire d'Italie* de Botta, nous trouvons des faits et des jugemens qui nous réhabilitent contre nos propres écrivains. D'ailleurs, le point de vue auquel se placent les étrangers pour regarder la France est toujours intéressant et souvent instructif; leur étonnement nous éclaire, leur inexpérience de nos mœurs découvre des détails qui, à cause de l'habitude, nous échappent. Leur connaissance approfondie d'un autre ordre social leur fournit des comparaisons pour nous pleines d'enseignemens. Dans les temps ordinaires, les deux contrées qui fixent le plus notre attention sont l'Angleterre et l'Espagne : l'Angleterre, à cause de nos anciennes et de nos modernes rivalités; l'Espagne, à cause de la couleur héroïque et romanesque de son histoire; mais nous avons tant de fois répété à tort ou à raison que nous sommes un peuple providentiel et qu'il n'y a point de frontières pour nos idées, que nous avons poussé parfois jusqu'à la fatuité l'indifférence pour les annales des autres peuples. C'est là un fait regrettable, car, dans la bibliographie contemporaine, nous trouvons plus d'un ouvrage qui prouve que nous pouvons donner des maîtres aux étrangers sur le terrain de leur propre histoire. Il suffit de citer *la Révolution d'Angleterre* et la *Vie de Washington* de M. Guizot, l'*Histoire de*

la Conquête de l'Angleterre de M. Augustin Thierry, l'*Histoire de Pologne* de M. de Salvandy, et l'*Antonio Perez* de M. Mignet.

Si nous rentrons maintenant dans nos frontières, si nous évoquons les écrivains qui depuis quinze ans ont remué la poussière de nos annales, nous voyons les volumes, l'in-folio comme l'in-32, s'élever en pyramides. Pendant la révolution, les préoccupations du présent étaient trop vives pour que la curiosité pût se tourner avec fruit vers un passé qu'on méprisait d'ailleurs et qu'on démolissait jusque dans ses ruines. Sous l'empire, l'histoire, stérile et bâillonnée, devint une affaire de police; elle fut placée sous la surveillance de Fouché. Napoléon traçait lui-même au comte de Montlosier le programme de son ouvrage et donnait en même temps à quelques professeurs de l'Université l'ordre d'arranger Tacite. Dans les premières années de la restauration, on vit naître une école monarchique qui chanta l'oriflamme pour rendre un peu d'éclat au drapeau de la vieille monarchie relevé par l'étranger. M. de Marchangy en fut pendant quelque temps le représentant le plus en vogue; mais à côté de l'école monarchique, s'élevait, dans les générations nouvelles, l'école libérale, qui cherchait à défendre par les traditions du passé les droits méconnus de la nation et ses libertés toujours menacées. Les premiers travaux de cette école, empreints surtout d'un caractère polémique, se révélèrent par des *résumés*, auxquels vinrent s'ajouter des *mémoires* et des *biographies*, qui, à défaut de qualités vraiment scientifiques, se distinguaient par une allure indépendante et nouvelle, une vive passion de la vérité; mais l'apaisement se fit peu à peu: on comprit qu'au-dessus de toutes les luttes des partis, il y a l'enseignement calme et grave des faits. La politique se retira peu à peu pour faire place à la philosophie et à l'érudition. On s'est mis en quelque sorte à démonter l'histoire pour l'étudier pièce à pièce, l'analyser dans ses moindres détails. Trois écoles distinctes se sont vouées à cette œuvre importante, et, pour faire à chacune sa part, nous rappellerons le jugement qu'en a porté un de nos plus savans et de nos plus ingénieux historiens littéraires. « ..... Nous avons aujourd'hui, dit M. Patin, l'école érudite et critique, qui se propose de vérifier, d'éclaircir, de compléter les faits déjà connus, et, s'il se peut, d'en découvrir qui ne le soient pas encore; l'école pittoresque, qui s'applique à reproduire la physionomie des temps et des lieux; l'école philosophique enfin, qui s'occupe moins des événemens eux-mêmes que de leurs causes, de leurs effets, de leur succession nécessaire, des institutions, des mœurs, des idées, en un mot, des états de la civilisation qu'ils expriment, des lois qui les régissent, des formules générales auxquelles on peut les rapporter... Une excellente histoire serait celle qui résulterait de la conciliation des trois écoles, conciliation difficile tentée par quelques hommes de talent, au nombre desquels est M. Michelet. » On doit à ce mouvement, à la rivalité même des différens systèmes, une masse imposante de travaux, qui seront comptés dans l'avenir au nombre des legs glorieux de notre temps.

Parmi ces travaux, les grandes collections se présentent d'abord. Quelques-unes des vastes publications commencées sous l'ancienne monarchie et interrompues par la révolution ont été reprises avec une ardeur nouvelle. L'Académie des Inscriptions continue aujourd'hui le *Recueil des Historiens des Gaules et de la France*, commencé par dom Bouquet; le *Recueil des Ordonnances*, entrepris par ordre de Louis XIV; les *Chartes et Diplômes* de Bréquigny; l'*Histoire litté-*

raire de la France, par les bénédictins. L'Académie a entrepris en outre une collection générale des *Historiens des Croisades,* partagée en trois séries, sources latines, sources grecques, chroniques orientales, arabes ou persanes, et de plus elle ajoute chaque année de nouveaux volumes aux *Extraits et Notices des Manuscrits de la Bibliothèque du roi* et à ses *Mémoires,* qui forment, par la science comme par l'étendue, un recueil sans égal chez les autres peuples de l'Europe. On a tant de fois, et bien à tort, vanté l'indigeste érudition des Allemands, qu'il est bon, quand l'occasion s'en présente, de maintenir notre supériorité, et de ne point admirer dans leurs livres la science qu'ils viennent prendre chez nous.

La *Collection des documens inédits relatifs à l'Histoire de France,* qui s'imprime sous les auspices et aux frais du gouvernement, complète les publications de l'Institut. Des volumes d'un haut intérêt ont été édités dans cette collection ou préparés pour elle par MM. Augustin Thierry, Cousin, Fauriel, Mignet, Guérard, Beugnot, et les introductions que les éditeurs ont placées en tête de ces volumes, les notes à l'aide desquelles ils ont élucidé les textes donnent à l'ensemble du recueil un nouveau prix; mais il est à regretter qu'on ait admis des documens dédaignés avec raison jusqu'à ce jour par les publicateurs les plus intrépides, et qu'on ait souvent confié à des solliciteurs habiles ce qu'il eût fallu confier à des érudits laborieux. Il est à regretter surtout de voir figurer dans certaines traductions des erreurs qu'on excuserait à peine dans les travaux les plus obscurs de la province; nous pourrions citer tel volume où la monnaie si connue de Morlas, dans le Béarn, devient la monnaie de Morlaix dans la Bretagne, où *die martis* est traduit par *mois de mars.*

Les sociétés savantes de Paris et des départemens ont activement secondé les efforts de l'Institut et des comités historiques. On doit à la *Société de l'Histoire de France* la publication d'une vingtaine de volumes qui contiennent des réimpressions épurées de textes ou des documens édités pour la première fois. La province n'est pas restée en arrière, et sur tous les points du royaume des fonds ont été votés pour la publication de pièces relatives à l'histoire locale. Dans la plupart des villes, on a classé les archives, et l'on peut dire qu'aujourd'hui les renseignemens de toute nature abondent. On a fouillé toutes les ruines du passé, car, indépendamment des grands recueils que nous venons de citer et qui presque tous sont des œuvres collectives, il en est d'autres qui ont été entrepris par des travailleurs isolés et conduits à bonne fin par de simples efforts individuels. Il faut citer la collection de M. Guizot, celle de M. Buchon, celle de MM. Petitot et Monmerqué, enfin celle de MM. Michaud et Poujoulat, qui donnent réunies un total de deux cent quarante et un volumes. Il faut ajouter encore à ce chiffre déjà si considérable une foule d'anciens écrits exhumés dans les bibliothèques de l'Europe entière par une phalange de jeunes érudits en général fort ardens pour les recherches, mais par malheur aussi quelquefois fort avares d'idées.

« L'une des causes qui nuisent à ce que l'étude des sciences historiques produise tous les avantages qu'on a droit d'en attendre, disait, en 1835, M. Raynouard dans le *Journal des Savans,* est cette imprudente précipitation que diverses personnes mettent à publier des fragmens d'un intérêt plus ou moins contestable sans rattacher ces lambeaux épars à des époques, à des événemens, à des personnages qui les encadreraient dans l'histoire. Il est des écrivains qui, fiers d'avoir déterré quelques documens dans les bibliothèques, s'empressent de

les publier sans les accompagner des observations qu'ils exigent, s'imaginant avoir acquis des titres littéraires par le seul fait de la publication. » La remarque est fort juste; mais M. Raynouard aurait pu dire que, si simple que soit le travail de la reproduction, bien des éditeurs n'ont pu même arriver à une reproduction correcte, et qu'on s'est trop souvent montré, pour ces automates de l'érudition, prodigue d'encouragemens qu'il eût été bon de réserver à des travaux d'un ordre plus élevé.

Quand on passe des éditeurs qui publient les documens aux écrivains qui les mettent en œuvre, on est surpris de voir avec quel zèle infatigable les travailleurs se portent aux études historiques. A aucune autre époque, les historiens vraiment dignes de ce nom, les érudits de cette sage et sévère école française illustrée par les Mabillon, les Baluze, les Fréret, les de Laurière, n'ont été ni plus nombreux, ni mieux appréciés. Il suffit de nommer dans l'érudition MM. Daunou, de Pastoret, Pardessus, Beugnot; dans l'histoire, MM. Guizot, Augustin et Amédée Thierry, Michelet, de Barante, Mignet, Guérard, de Sismondi. Les livres de ces maîtres se trouvent tout à la fois dans le cabinet de l'érudit et la bibliothèque de l'homme du monde, et, comme preuve de la popularité dont ils jouissent, nous rappellerons qu'il est entré dans la circulation près de cent mille exemplaires des œuvres de M. Augustin Thierry. Cependant la curiosité des lecteurs est si grande pour les souvenirs de notre glorieuse patrie, que les compilateurs trouvent encore à se faire une place auprès des écrivains que nous venons de citer. En 1832, à l'époque où, dans la librairie, s'organise le placement à domicile, on vend dans l'espace de quelques mois 50,000 exemplaires des *Tableaux synoptiques de l'Histoire de France.* En 1837 et 1838, trois compilations ayant pour titre *Histoire de France* paraissent simultanément et se vendent ensemble en deux ans et demi à 130,000 exemplaires. La moyenne des *Histoires de France*, des *Abrégés*, des *Précis*, des *Programmes* de cette histoire, est de 25 par année, et ces *Précis*, ces *Abrégés*, sont toujours, comme les grammaires nouvelles, *rédigés sur un nouveau plan.* Anquetil, et qui pourrait le croire? Le Ragois, ce créateur du distique historique et de l'histoire par demandes et par réponses, reparaissent sans cesse continués, illustrés, annotés, et telle est la persistance du succès, que, tout en rajeunissant Le Ragois, on garde encore son nom sur les titres comme un excellent patronage pour la vente.

La spéculation ne pouvait manquer d'exploiter une branche qui trouvait auprès du public un aussi facile accès. Des ateliers, c'est le seul mot qui convienne, furent organisés pour fabriquer des histoires de France générales ou particulières. On vit des éditeurs confier la direction de ces sortes d'entreprises à des hommes qui, à défaut de science suffisante ou de connaissances spéciales, présentaient du moins au public la garantie souvent fort suspecte d'un titre officiel. Ces directeurs, à leur tour, traitèrent eux-mêmes avec des rédacteurs de seconde main sur lesquels ils réalisèrent quelquefois des bénéfices considérables, en abaissant à 40 fr. le prix des feuilles qui leur étaient payées 100 fr. par les libraires. Cette convention déplorable, où tout nuit à la dignité des personnes et à la bonté du travail, ne fut pas même, en certains cas, strictement exécutée, car il nous serait facile de citer plus d'un ouvrage où l'entrepreneur a fait faillite à ses adjudicataires, et a gardé pour lui une partie de l'argent tout en prenant le travail. Nous pourrions en indiquer encore où le sous-traitant a sous-

traité lui-même, en se réservant une nouvelle part de salaire. On conçoit ce que devient l'histoire quand elle est faite à de semblables conditions.

Les ouvrages relatifs à certaines grandes périodes de nos annales sont plus nombreux encore que les ouvrages généraux; mais, dans cette subdivision de la bibliographie historique de la France, la curiosité se déplace sans cesse, et l'on peut dire en quelque sorte qu'elle voyage de règne en règne. Il y a dix ans encore, le nombre des livres consacrés au moyen-âge dépassait considérablement le nombre de ceux qui traitent de l'histoire moderne à partir du XVIIe siècle, ou de l'histoire contemporaine à partir de 1789. Il s'est opéré de ce côté une réaction remarquable. La grande époque du siècle de Louis XIV, sous le rapport politique comme sous le rapport littéraire, a été l'objet d'investigations nombreuses. On a fait, d'une part, d'heureuses exhumations, telles que les *Mémoires* de Fléchier *sur les grands jours*, les *Historiettes* de Tallemant des Réaux, et de l'autre, on a réimprimé une grande quantité de livres historiques parmi lesquels les *Mémoires* tiennent la plus grande place. Les ouvrages nouveaux ont été aussi fort nombreux. M. Dumas, qui publiait *Jehanne la pucelle* en 1832, publiait, en 1844, *Louis XIV et son siècle*. M. Capefigue, qui a toujours de l'à-propos, nous a donné aussi un *Louis XIV* de sa façon. Aujourd'hui c'est vers l'empire et la révolution française que l'attention est dirigée. Depuis tantôt quinze ans, le nombre des histoires générales de la révolution s'élève à dix environ par année. Toutes les opinions ont trouvé des représentans et des apologistes. Avec l'histoire monarchique de M. de Conny, nous avons l'histoire populaire de M. Cabet, l'histoire pittoresque de M. A. Béraud, l'histoire ultra-montagnarde de M. Laponneraye. Quant à l'*Histoire parlementaire* de M. Buchez, cette vaste collection en quarante volumes a conquis, comme recueil de pièces, l'estime de tous ceux qui veulent étudier les faits historiques dans les documens contemporains, et elle a le mérite de faire connaître deux phases de la révolution que les publications du même genre avaient laissées dans l'ombre, le club des jacobins et la presse révolutionnaire. Nous ne parlons point ici de MM. Thiers et Mignet, dont les livres datent de la restauration, et qui ont gardé, après plus de vingt ans, c'est un siècle à notre époque, une véritable et légitime popularité. Cette année même, un nouveau triumvirat historique s'est constitué par MM. Louis Blanc, Michelet et de Lamartine, et l'ardeur, l'émotion que ces historiens, en se plaçant chacun à des points de vue différens, ont apportées dans leurs livres, le retentissement de ces livres dans le public, montrent que d'autres sentimens que la curiosité, qu'un autre attrait que la beauté littéraire nous appellent vers le spectacle de la révolution française, et que cette grande époque agite encore profondément le monde des idées.

Les ouvrages relatifs à la période napoléonienne sont moins nombreux que ceux qui se rattachent à notre régénération sociale. Nous remarquerons en outre que la production, dans cette section bibliographique, a subi depuis quinze ans une décroissance notable. Ainsi, le nombre des livres traitant du consulat et de l'empire, qui s'élevait à 47 en 1833, n'est plus que de 19 en 1836, et de 14 en 1845. Les dernières années de la restauration avaient été beaucoup plus fécondes, surtout en ouvrages sérieux, car, à part les travaux de M. Thiers et ceux de M. Bignon, à qui Napoléon lui-même avait délégué dans son testament la tâche d'écrire l'histoire de la diplomatie française de 1792 à 1815; à part même,

si l'on veut, l'histoire de M. Lacretelle, on ne rencontre guère, depuis quelque temps, que des publications pittoresques ou populaires qui sont de nature à fausser la vérité plutôt qu'à la mettre en lumière. Simultanément exploitée par les poètes, les dramaturges, les romanciers et les feuilletonistes, l'ère napoléonienne finira par devenir, comme l'ère de Charlemagne, la source d'un cycle légendaire, et déjà même elle a été l'objet de tant de récits apocryphes, qu'on a pu démontrer dans une brochure pleine de fine raillerie *Comme quoi Napoléon n'a jamais existé.*

Les *mémoires*, qui forment depuis trois siècles une des branches les plus importantes de notre histoire nationale, ont été aussi fort nombreux et fort goûtés, et, puisque nous avons nommé ce genre de littérature qui n'appartient qu'à la France, et dans lequel elle n'a été surpassée par aucune autre nation, il n'est peut-être pas sans intérêt d'en retracer rapidement l'histoire. Inconnus de l'antiquité ou du moins exécutés, comme les *Commentaires de César*, sur un plan tout différent, les mémoires naissent chez nous au XVIe siècle et succèdent aux chroniques. Le travail révolutionnaire qui s'accomplit dans la société s'étend jusqu'à l'histoire. Au moyen-âge, les chroniqueurs racontent sans discuter et même sans penser. Au XVIe siècle, les auteurs de mémoires, tout en suivant à travers les différentes scènes le drame des événemens, défendent sans cesse des idées, des principes politiques, des croyances religieuses. Ils sont violens, sceptiques, crédules, passionnés; ils cherchent à se consoler de la dureté des temps par les libertés de la pensée, de la tyrannie des partis par l'audace de la plume, et c'est dans les pages qu'ils ont écrites qu'on trouve le tableau le plus dramatique et le plus vrai de la grande époque de la renaissance. Cette veine féconde se continue dans le XVIIe siècle : chaque annaliste prend son personnage, son événement. Les femmes, la duchesse de Nemours, Mme de Motteville, font pénétrer dans l'histoire les graces de l'esprit; Saint-Simon, par ses portraits, se place à côté de Tacite. On cherche avant tout, en parlant des autres et de soi-même, la sincérité, et, comme dit Voltaire, « tous les mémoires de ce temps sont éclaircis et justifiés les uns par les autres, ils mettent la vérité dans le plus grand jour; » mais, pendant la régence et sous le règne plus triste encore de Louis XV, la sincérité disparaît avec l'habileté narrative. C'est, pour ainsi dire, l'avénement des mémoires apocryphes; on n'altère pas seulement les faits, on place le mensonge sous le patronage du nom de ceux mêmes dont on travestit la vie. Courtilz de Sandras, l'auteur de ces mémoires de d'Artagnan qui ont fourni le sujet des *Trois Mousquetaires*, avait déjà, sous le règne de Louis XIV, ouvert la voie. La Beaumelle donna bientôt les *Mémoires de madame de Maintenon.* Ces supercheries, en se répétant sans cesse, jetèrent sur le genre une défaveur méritée, et ce qui s'est fait de notre temps est venu ajouter encore à cette défaveur. Les mémoires, en effet, ont été compromis par la spéculation dans une foule de livres entièrement dénués de tout caractère authentique, tels que les *Mémoires* du cardinal Dubois, de Gabrielle d'Estrées, de Mme de Pompadour, de Mme Du Barri, d'une femme de qualité (Mme Du Cayla), de la marquise de Créqui, de Fouché, etc. Les nombreuses réclamations auxquelles ces livres et d'autres du même genre ont donné lieu ont souvent jeté dans les faits une confusion singulière. Comment croire à cette littérature, quand on voit des éditeurs annoncer qu'ils ont organisé des bureaux où l'on achète des renseignemens sur

l'histoire contemporaine, et où l'on met en œuvre ceux que des commis-voyageurs sont chargés de recueillir sur tous les points du royaume? Comment se reconnaître au milieu des débats contradictoires soulevés par l'authenticité de certains volumes? Nous nous bornerons à un seul exemple. Au moment de la publication des *Mémoires de mademoiselle Cochelet,* lectrice de la reine Hortense, le frère de l'auteur déclara, dans une lettre rendue publique, que ces souvenirs avaient été écrits par une main étrangère. L'éditeur, à son tour, déclara que Mlle Cochelet les avait remis, à son lit de mort, à une personne de confiance, dont il les tenait directement.

Les mémoires ont été encore compromis par des noms qui ne devaient point figurer dans la littérature, et il nous suffira de rappeler à ce propos les souvenirs publiés sous le nom de l'héroïne du Glandier. Enfin ils ont été déconsidérés par des livres aussi prétentieux qu'insignifians. De même qu'une foule d'écrivains ou d'artistes complétement inconnus font sculpter leur buste ou tailler leur médaillon comme une offrande qu'ils déposent dans notre panthéon national, de même une foule de personnages obscurs, se prenant bien à tort pour des hommes importans, se sont mis à dicter leurs commentaires et à faire leurs confidences à leur siècle et à l'avenir. Ce sentiment fastidieux de la personnalité reparaît sans cesse, même dans les ouvrages les plus sérieux, et on peut surtout reprocher aux écrivains contemporains de parler d'eux *jusqu'au déboire,* comme disait La Bruyère à propos de l'abbé de Choisy. Cette manie des mémoires, qui date des dernières années de la restauration, se propage à cette époque comme une épidémie parmi les femmes que leur âge condamne uniquement aux souvenirs. Dans ce groupe, qui relève plus directement de Tallemant des Réaux, moins la finesse et la verve, que de Mmes de Caylus ou de Motteville, quelques femmes posent résolûment en Laïs, la plupart en vestales, et, comme on l'a dit, c'est à qui aura dédaigné les hommages de sa majesté l'empereur Napoléon ou de sa majesté l'empereur Alexandre, repoussé les billets doux du roi Murat ou les sommations du prince Eugène. Après les mémoires des femmes historiques, on eut les mémoires des femmes de salon, ce qui ne fit que donner par le contraste un charme nouveau aux mémoires des femmes de cour du grand siècle.

Le goût qui, dans ces dernières années, s'est développé avec tant d'énergie pour l'étude de nos annales, ne pouvait rester circonscrit dans l'histoire générale; les provinces, les duchés, les comtés, dont l'agrégation successive a formé la France actuelle, les villes, les plus simples localités elles-mêmes, ont eu leurs annalistes, et si l'histoire qu'on peut appeler individuelle excite en nous de si vives sympathies, c'est qu'elle est, ainsi que l'a dit M. Augustin Thierry, « la seule où notre ame s'attache par un intérêt patriotique; les autres peuvent nous sembler curieuses, instructives, dignes d'admiration, mais elles ne touchent point de cette manière. » Depuis quinze ans, la production de ces sortes d'ouvrages a toujours suivi une marche ascendante; on en trouve 128 en 1833, 191 en 1836, et, à partir de 1840, on dépasse toujours le chiffre de 200. La plupart de ces sortes d'ouvrages, rédigés en province, pèchent par l'ordre, par la méthode, par la mise en œuvre, et les auteurs les ont souvent rendus incomplets en négligeant de consulter les documens qui se trouvent en si grand nombre dans les dépôts scientifiques de Paris, et dont les provinces, les villes qu'ils concernent ignorent l'existence. Auprès de quelques ouvrages estimables, excellens, il y a

bien du fatras, bien des livres mal écrits, d'une longueur insupportable, d'une lecture fastidieuse. Toutefois, si on les considère comme simples recueils de matériaux, le jugement doit changer : ces livres sont généralement faits avec conscience, à l'aide de recherches assidues, et il en est bien peu qui ne contiennent un fait nouveau, une lumière inattendue.

Sous l'ancienne monarchie, la plupart des provinces avaient déjà leurs historiens particuliers, dom Vaissette pour le Languedoc, dom Lobineau pour la Bretagne, dom Calmet pour la Lorraine; mais ces historiens étaient des bénédictins qui cherchaient avant tout à faire des livres savans, hérissés de faits, de dates, de dissertations, et dans lesquels la partie relative à l'église dominait souvent aux dépens du reste. Bien qu'ils aient gardé auprès des érudits une considération méritée, leur manière, et quelquefois aussi leurs idées, sont passées de mode, et l'on a refait pour les générations nouvelles des livres nouveaux. Le premier ouvrage vraiment remarquable qui ait paru dans ce genre est *l'Ancien Bourbonnais*, commencé en 1832, à Moulins, par M. Achille Allier. Ce n'est pas seulement comme travail d'histoire, d'archéologie ou de statistique que *l'Ancien Bourbonnais* mérite d'être distingué, c'est aussi comme l'une des productions les plus remarquables de l'art typographique en province. Il y a vingt ans à peine que dans nos villes les plus importantes on n'avait point encore édité, nous ne dirons pas un livre de luxe, mais un livre d'une exécution supportable. L'apparition de *l'Ancien Bourbonnais* fut le signal d'une véritable révolution, et depuis on a vu paraître sur les divers points du royaume des ouvrages tout à la fois artistiques et historiques, qui, sous le rapport de l'exécution matérielle, peuvent soutenir la comparaison avec les produits des presses parisiennes. *L'Ancienne Auvergne* a succédé à *l'Ancien Bourbonnais;* puis, après les livres sérieux, où le dessin n'était qu'un commentaire indispensable, sont venus les livres dans lesquels le texte n'était plus qu'un commentaire du dessin. La province avait commencé par des illustrations savantes; Paris continua d'exploiter cette veine par des illustrations pittoresques, et les libraires montrèrent tant d'empressement à spéculer sur cette branche d'industrie, qu'on vit paraître simultanément trois *Bretagnes illustrées;* c'était plus qu'il n'en fallait pour compromettre l'histoire des provinces. L'ouvrage le plus considérable qui ait été entrepris dans ce genre, non-seulement pour la France, mais pour aucun autre pays de l'Europe, est sans contredit la publication faite sous les noms de MM. Cailleux, Taylor et Nodier, et connue sous le titre de *Voyage pittoresque et artistique dans l'ancienne France*. Quand l'ouvrage sera terminé, si jamais on le termine, chaque exemplaire coûtera au souscripteur ou à ses héritiers trente-trois mille francs, et la somme totale des souscriptions prises par l'état représentera le chiffre énorme de deux millions.

Les annalistes des villes sont aussi nombreux que les villes, et quelquefois on en rencontre pour la même localité plusieurs dans la même année, sept par exemple pour Reims seulement en 1845. C'est qu'en effet l'histoire des provinces, qui s'allie chaque jour plus intimement avec l'archéologie, la numismatique, la statistique, descend de plus en plus du général au particulier, et des monographies on arrive par degrés aux infiniment petits. On ne s'en tient plus à l'histoire des villes, on écrit celle des siéges, des institutions municipales, des établissemens de charité, des rues des ponts, des beffrois, des cloches, des maisons,

des girouettes; on a des livres spéciaux sur les vitraux de Bourges, les stalles de la cathédrale d'Amiens, le maître-autel de Calais, etc. Les *Annuaires*, publiés aux frais des départemens, sont devenus eux-mêmes des miscellanées historiques qui renferment des biographies, des bibliographies, des textes du moyen-âge, de la géographie et de la statistique.

Si nous n'avons pas encore, comme on l'a tant de fois répété, une histoire de France qui réponde à tous les besoins, qui satisfasse toutes les curiosités, ce ne sont pas les documens qui manquent; mais il est au-dessus des forces d'un homme de réunir et de dépouiller la gigantesque collection de tous les livres qui recèlent cette histoire. Ne serait-ce point une œuvre utile et glorieuse pour le gouvernement qui l'entreprendrait de donner aux hommes éminens qui se sont livrés à l'étude de nos annales la mission de prendre dans tous ces livres ce qu'il y a de bon et ce qu'il y a de vrai, de le coordonner pour qu'il puisse être embrassé d'un seul regard, d'élever enfin un monument de toutes ces pierres dispersées? Condensée en quelque sorte par la rapidité des communications et par l'unité des idées, la France ne sera bientôt plus qu'une seule ville, à peine séparée de ses divers quartiers par des jardins féconds. Ce beau pays veut se connaître, et, de même que d'un seul regard il peut embrasser son enceinte comme un panorama immense, de même il doit lire son histoire dans un seul livre.

III.

L'archéologie, la numismatique, la généalogie, le blason et la biographie forment, d'après les bibliographes, l'appendice et le complément de l'histoire, et, comme elle, l'archéologie et la numismatique ont suivi dans ces dernières années une marche ascensionnelle, tout en se déplaçant.

L'archéologie présente deux grandes divisions qui comprennent, l'une l'antiquité, l'autre le moyen-âge. Dans la section relative à l'antiquité, on trouve l'archéologie grecque, l'archéologie romaine, l'archéologie orientale. L'étude du monde romain, qui attira pendant long-temps les préférences des érudits, et qui garde encore dans l'histoire un rang distingué, n'est guère cultivée aujourd'hui que par les savans de la province. Dans le monde scientifique de la capitale, c'est la Grèce, c'est l'Orient, et, dans l'Orient même, l'Égypte et la Perse, qui fixent spécialement l'attention. Ajoutons que la découverte des ruines de Ninive vient de constituer une branche nouvelle, l'archéologie assyrienne, qui ne peut manquer de donner des résultats importans. Travailleurs ardens et obstinés, les archéologues, hellénistes, orientalistes ou romains, ont donné au public un grand nombre d'ouvrages qui se recommandent autant par l'étendue des recherches que par la beauté de l'exécution typographique; aussi l'Europe, qui nous envie ces grands ouvrages et qui les imite, s'empresse-t-elle de les placer dans les bibliothèques de ses palais, de ses musées, comme un ornement tout à la fois et comme un guide.

L'archéologie du moyen-âge a fait des progrès non moins notables. A partir de l'abbé Lebeuf, qui en posa les principes avec certitude et méthode, cette science était restée à peu près stationnaire, mais depuis quinze ans elle s'est constituée sur des bases nouvelles. Vers 1830, on voit naître l'architectonique,

qui s'occupe de décrire les monumens, de déterminer leur âge, de les classer d'après les époques auxquelles ils appartiennent. Vers 1835, une seconde branche s'ajoute à l'architectonique : c'est l'iconographie, qui interprète les représentations figurées et la symbolique monumentale, principalement en ce qui concerne les édifices religieux. Il n'est pas aujourd'hui en France un seul monument chrétien qui n'ait été décrit très en détail, et souvent même plusieurs fois, excepté pourtant ceux des environs de Paris, qui, par une bizarrerie singulière, sont les moins connus du royaume.

L'architecture civile, l'architecture militaire, les arts industriels, ont été également l'objet de travaux importans et surtout de travaux originaux et neufs. En dressant la statistique des monumens que nous a légués le moyen-âge, on a rougi d'avoir oublié si long-temps ceux qui nous en avaient dotés. On a cherché, en remontant aux origines mêmes, les noms des architectes, des sculpteurs, des émailleurs, des orfévres, en un mot de tous ceux qui ont travaillé, au milieu de la barbarie du passé, au progrès des arts plastiques et des arts du dessin. On a fait marcher de front la biographie des artistes et la description de leurs œuvres. Dans chaque subdivision, le nombre des grandes publications s'est augmenté. Il suffit de rappeler pour l'histoire générale *les Arts au moyen-âge* de M. du Sommerard; pour la glyptique, c'est-à-dire l'art de graver les pierres dures, soit en creux, soit en relief, *le Trésor de numismatique et de glyptique* de M. Lenormant; pour l'orfévrerie, les travaux de M. l'abbé Corblet; pour les arts céramiques, l'intéressant traité de M. Brongniart, qui a mis la chimie et la technologie au service de l'archéologie, en même temps que, dans son laboratoire de Sèvres, il dérobait au moyen-âge le secret de ses vitraux coloriés; pour la peinture sur verre, l'*Essai historique* d'Hyacinthe Langlois, l'*Histoire de la peinture sur verre* de M. de Lasteyrie, et le magnifique ouvrage de MM. Martin et Cahier, les *Vitraux de la cathédrale de Bourges;* pour l'iconographie chrétienne, les travaux de MM. les abbés Duval et Jourdain; pour les *tappiz à ymages*, les *Anciennes tapisseries* historiées de M. Jubinal; pour la miniature, les *Peintures et ornemens des manuscrits* de M. de Bastard; pour l'architecture, les *Peintures de Saint-Savin,* la *Statistique monumentale de Paris,* la *Monographie de la cathédrale de Noyon* et la *Monographie de la cathédrale de Chartres.* La plupart des ouvrages que nous venons de citer, entrepris dans l'espace de quinze ans, représentent, sous le rapport industriel, une valeur vénale considérable, car il en est dans le nombre qui ne coûteront pas moins de 30,000 francs l'exemplaire, et, sous le rapport de l'érudition, ils révèlent chez les auteurs un zèle digne des plus sincères encouragemens.

En même temps que les monographies se répandent, la science s'étend et recule sans cesse ses limites; elle sait qu'elle ne peut être complète et sérieuse qu'à la condition d'être en quelque sorte universelle, et de ne point séparer le monde antique de la société du moyen-âge; aussi voyons-nous aujourd'hui les hommes qui la représentent le plus dignement embrasser, pour ainsi dire, dans l'ensemble de leurs études tous les temps et tous les lieux, expliquer la Grèce par l'Orient, Rome par la Grèce, et la France par Rome. Nous retrouvons encore ici cette méthode comparative et cette tendance encyclopédique que nous avons rencontrée tant de fois déjà. Les déclamations mystico-pindariques, néo-catholiques et romantiques auxquelles l'archéologie s'était livrée avec une efferves-

cence souvent ridicule, semblent aujourd'hui avoir fait leur temps, comme les hypothèses. Cette science a compris sagement qu'elle ne pouvait acquérir une valeur réelle qu'à la condition de donner des faits, de s'appuyer sur des inductions positives, de parler clairement et simplement. Protégée par le gouvernement, bénie par le clergé, enseignée dans les séminaires, célébrée dans les congrès, représentée dans toutes les sociétés savantes, installée dans des musées magnifiques, interprétée dans des livres somptueux, étrangère aux passions politiques, et calme comme les ruines, l'archéologie peut être comptée au premier rang de ces sciences heureuses qui, sans scandale et sans bruit, font asseoir doucement leurs initiés sur les fauteuils de l'Institut, ou les introduisent à titre de conservateurs dans ce paisible royaume des sinécures, qu'on nomme les bibliothèques et les musées.

Compagne ou plutôt sœur de l'archéologie, la numismatique, quoique restreinte entre un petit nombre d'érudits, n'en a pas moins fait des progrès sérieux. Leblanc et Tobiesen-Duby en avaient été long-temps les seuls oracles, mais ni l'un ni l'autre n'expliquaient les types monétaires. Des voies nouvelles ont été de nos jours ouvertes à la science, qui s'est mise en rapports plus directs avec l'histoire, en rapports intimes avec l'iconographie et la symbolique païenne ou chrétienne. MM. Letronne, de Saulcy, Duchalais, de la Saussaye, l'ont éclairée de toutes les lumières que peut donner une connaissance parfaite des arts, des croyances et des mœurs dans l'antiquité et dans le moyen-âge. Grace à leurs travaux ingénieux et positifs tout à la fois, la numismatique a désormais sa place marquée dans les bonnes études historiques comme leur complément nécessaire.

La numismatique nous conduit droit au blason, et par le blason nous entrons de plain-pied dans la généalogie, branche aujourd'hui fort à la mode; ce qui montre que, même au prix des plus terribles révolutions, il est difficile de faire disparaître les petites misères de la vanité. A voir les titres de certains livres, on pourrait se croire encore dans le xve siècle, au temps où les hérauts d'armes de la Toison-d'Or comptaient parmi les dignitaires de l'état. La copie des armoiries, la transcription des titres héraldiques, la vérification de ces titres, plus ou moins authentiques, sont devenues pour quelques personnes une véritable profession, et l'exploitation du blason, l'histoire de la noblesse, sont regardées dans la librairie comme *une bonne affaire* (1).

(1) Pour montrer ce qu'est devenue la science généalogique depuis le père Anselme et le père Menestrier, nous empruntons à un journal judiciaire quelques détails qui nous semblent tout-à-fait caractéristiques. M. de Saint-Allais, qui s'intitulait *chevalier et généalogiste de l'ordre noble du Phénix de Hohenlohe, historiographe de l'ordre noble de Saint-Hubert de Lorraine, chevalier, grand officier et généalogiste de l'ordre royal, hospitalier et militaire du Saint-Sépulcre de Jérusalem*, etc., avait ouvert, sous la restauration, un cabinet de généalogie qui obtint quelque succès; mais après la révolution de juillet, et malgré la résurrection du bourgeois gentilhomme, M. de Saint-Allais vit diminuer chaque jour sa clientelle, et en 1832 il écrivit à l'adresse de toute l'ancienne noblesse une circulaire dans laquelle il l'engageait à acheter les titres nombreux qu'il avait réunis. Nous extrayons de cette circulaire le passage suivant : « Parmi toutes mes collections, dit l'historiographe de *l'ordre de Saint-Hubert de Lorraine*, il existe une série dite critique sur laquelle il convient de s'expliquer; elle se compose de

La biographie, qui clot dans les catalogues la section relative à l'histoire, donne environ par année deux cent cinquante publications dont la plupart sont des brochures. Nous rencontrons d'abord les *biographies universelles*, qui ne sont plus comme autrefois l'œuvre patiente d'un seul homme, mais une œuvre collective, à laquelle prennent part des écrivains de toutes les opinions, politiques ou religieuses, d'où il résulte qu'on y trouve des disparates singulières et des morceaux d'une médiocrité déplorable à côté d'articles excellens qui meurent là, perdus dans le nombre, sans autre profit pour l'auteur que de lui rapporter, dans les entreprises bien payées, 100 francs pour chaque feuille in-8° compacte. Les *biographies* consacrées par la province à ses illustrations ont fourni, depuis quinze ans, une quantité assez notable de volumes. Ces monographies se sont remarquablement perfectionnées, et un grand nombre d'entre elles donnent sur les hommes qui ont joué un rôle plus ou moins célèbre dans l'histoire contemporaine des renseignemens fort exacts et trop peu consultés. On peut y puiser aussi pour l'histoire littéraire d'utiles indications, car, sur tous les points du royaume, on recherche avec un soin extrême tous les souvenirs qui se rattachent à la vie des hommes célèbres que nos villes s'honorent d'avoir vu naître; ainsi, Malherbe à Caen, Balzac à Angoulême, Corneille à Rouen, Gresset à Amiens, sont devenus pour quelques érudits une spécialité qui suffit à leur gloire. Quant à la biographie contemporaine, qu'elle soit générale ou particulière, religieuse ou politique, car elle a pris toutes les formes, on peut dire, sans être injuste à son égard, qu'elle est devenue l'image du chaos, et qu'elle présente tant de jugemens contradictoires, tant de réticences, de si étranges exagérations, qu'il deviendra impossible à ceux qui la consulteront dans l'avenir de s'arrêter avec la moindre certitude à ses affirmations, et de choisir entre des apothéoses qui font souvent pitié et des insultes qui indignent. Pour les uns, elle n'est devenue trop souvent qu'un pamphlet, un registre de mensonges; pour les autres, un mandat à vue tiré sur la vanité.

La biographie-pamphlet, celle qui dénigre toujours, pour être injuste et passionnée, n'est point à dédaigner absolument; elle est avare de réflexions, mais prodigue de faits et de dates, et c'est précisément là ce qui lui donne quelque prix. Elle réduit bien des usurpateurs de renommée à leur juste valeur en révélant le secret de leurs succès; elle montre avec quel engouement irréfléchi nous faisons souvent des grands hommes, et combien sont rares ceux qui restent fidèles à une idée, à un principe, ceux qui savent nettement ce qu'ils veulent, où ils vont, et qui gardent leur caractère.

pièces judiciaires, d'actes patens et authentiques qui constatent des meurtres, des faux, des concussions, des déprédations, des dettes déshonorantes, des usurpations de noblesse et de titres honorifiques, des anoblissemens dissimulés, des violences, des actes réprouvés par nos lois et par nos mœurs, enfin toutes les passions qui sont malheureusement inséparables de l'humanité, mais qui peuvent ternir l'éclat de certaines familles; et, si l'insouciance de ces familles ne les porte à retirer les titres et les actes qui constatent les services et l'illustration de leurs ancêtres, peut-être rempliront-elles le devoir de retirer ceux qui constatent leurs délits, leurs vices, leurs défauts, afin de ne pas laisser des matériaux qui peuvent fournir à quelques écrivains les moyens de fonder un ouvrage qui serait un monument perpétuel de chagrin ou de désagrément pour elles et leur postérité. »

La biographie apologétique, celle qui loue toujours, nous montre aussi, par l'exagération même de l'éloge, tout ce qu'il y a de factice dans certaines réputations, ce que valent en présence du bon sens public, après un an, souvent même après un mois, toutes les flatteries mensongères. L'admiration se prodigue à tel point, on l'a dit avec raison, qu'elle se déconsidère, et c'est faire acte d'esprit de la mépriser comme une monnaie qui n'en vaut pas la peine. Jamais, en effet, les Plutarque au petit pied n'ont été plus prodigues de formules admiratives; l'écrivain le plus obscur devient sous leur plume *une des individualités les plus saillantes de l'époque : il ne peut être apprécié que par des hommes de cœur, jugé que par des hommes d'esprit, compris que par des hommes de pensée.*

Entre la biographie qui loue et la biographie qui dénigre se place la biographie vénale qui dénigre et qui loue, selon qu'on la paie. « Voyez, disait Nodier en 1837, tels ou tels livres biographiques; en est-il beaucoup où, comme dans la quatrième page des feuilles quotidiennes, on ne puisse acheter une célébrité proportionnée à l'étendue que l'on paie ou au nombre d'exemplaires qu'on déclare vouloir prendre? » Dans ces sortes de livres, les personnes intéressées ne donnent pas seulement des notes, elles peuvent rédiger elles-mêmes leurs articles et se traiter avec une bienveillance proportionnée, comme la célébrité qu'on leur accorde, au nombre d'exemplaires pour lesquels elles ont souscrit.

A une époque de publicité comme la nôtre, où chacun cherche à s'étourdir par le bruit qui se fait autour de son nom, où chacun veut avoir son buste, les biographies devaient nécessairement descendre aux infiniment petits, et se multiplier proportionnellement au nombre des individus qui, pour avoir un instant occupé le public, se croient destinés à occuper la postérité. Toutes les classes de la société ont aujourd'hui leur panthéon. Pour la noblesse, comme on eût dit en 1788, ce panthéon est principalement généalogique; pour les deux autres ordres, il est biographique et se subdivise en une foule de livres particuliers. Nous avons vu paraître tour à tour la *Biographie des hommes utiles*, *des imprimeurs*, *des enfans précoces*, *des bandits célèbres*, *des nains*, *des acteurs*, *du clergé contemporain*, *des femmes auteurs*, *des députés*. Ce dernier genre est né en 1814 avec le gouvernement constitutionnel. Il a été cultivé avec succès, par M. Blanqui, de l'Institut, entre autres, qui donna en 1829, au journal *le Figaro*, des esquisses qui firent vendre ce journal à 20,000 exemplaires.

IV.

Comme transition entre les sciences spéculatives, naturelles et historiques d'une part, et de l'autre la poésie, le roman et le théâtre, nous rencontrons les journaux quotidiens et les recueils périodiques, placés sur la limite indécise de la littérature et de la science, et les embrassant souvent toutes les deux à la fois. Nous n'avons à donner ici ni une histoire du journalisme quotidien ni une histoire de la presse périodique; un volume entier n'y suffirait pas. Notre tâche est plus modeste : nous voulons montrer seulement ce qu'a été la production de ce côté, et faire juger, par le simple chiffre des publications, de la masse effrayante de phrases, de paradoxes, de vérités, de mensonges, qui ont été jetés au public, de l'esprit, de la verve et de l'argent qui sont restés enfouis sous cette lave de

papier lancée depuis quinze ans par ce volcan toujours allumé qu'on nomme la presse.

D'après un tableau dressé par M. Balbi en 1828, la production générale des journaux était à cette époque, pour le globe entier, de 3,168; soit pour la France 490, pour l'Europe entière 2,142, pour l'Amérique 978, pour l'Asie 27, pour l'Afrique 12, pour l'Océanie 9.

Depuis l'époque où fut dressé le tableau de M. Balbi, le rapport de la production est resté à peu près le même entre les divers états, mais le chiffre a haussé partout. Ainsi le total des journaux ou recueils périodiques, qui était de 176 pour Paris en 1828, s'élevait en 1833, pour cette ville seule, à 217, et à 428 en 1845, plus 1 journal allemand, 4 journaux anglais, 1 journal espagnol et 6 journaux polonais, ce qui présente un total de 440. Le nombre des journaux ou recueils périodiques publiés dans la province peut être porté approximativement à 560, dont la moitié environ s'occupent plus ou moins de politique. Le département le plus riche en journaux politiques est celui du Nord, qui en compte 20; on en trouve ensuite 12 dans la Seine-Inférieure, 8 dans l'Aisne et les Bouches-du-Rhône, 7 dans le Rhône et le Pas-de-Calais. A part une vingtaine de feuilles quotidiennes et de recueils dont l'existence date de plusieurs années, le contingent bibliographique de cette section est fourni par une foule de publications plus ou moins éphémères qui disparaissent, les unes après quelques semaines, le plus grand nombre après quelques mois, les plus heureuses après deux ou trois ans. Fonder un journal est aujourd'hui dans les lettres, la politique, la science et l'industrie, le rêve d'une foule de gens avides de se créer une influence; mais, le faire vivre étant le secret d'un petit nombre, il en résulte que dans aucune autre branche les tentatives n'ont été plus nombreuses et les succès plus rares. Il serait curieux, car on atteindrait à un chiffre énorme, de donner le total des sommes qui se sont englouties dans ces tentatives; nous nous bornerons à compter la quantité de feuilles quotidiennes ou de recueils hebdomadaires, mensuels ou bi-mensuels, qui ont été créés, la plupart pour mourir presque aussitôt, dans les années suivantes :

1833 — 251 journaux.		1838 — 184 journaux.	
1834 — 180	—	1840 — 146	—
1835 — 165	—	1841 — 166	—
1836 — 151	—	1842 — 214	—
1837 — 158	—	1845 — 185	—

Parmi ces journaux et ces publications périodiques, chaque chose a sa part, la politique, la science, la littérature, l'industrie, le scandale. L'histoire de la presse politique, à partir de 1830 et dans les premières années qui suivirent la révolution de juillet, est marquée par les nombreux essais qui furent faits pour fonder de nouveaux organes de publicité, par l'ardeur avec laquelle les écrivains se portèrent à la discussion des principes, par la préoccupation, nouvelle alors dans le journalisme quotidien, des améliorations administratives, morales et matérielles. Comme toujours au lendemain d'une révolution, les partis agités, les uns par le regret, les autres par l'espérance, laissent parler tout haut les haines ou les sympathies, et, en parcourant aujourd'hui dans les journaux de

1831 et de 1832 bien des pages oubliées par ceux mêmes qui les ont écrites, on se demande si seize années seulement nous séparent de cette époque. On retrouve là, comme un écho lointain de la révolution française, cette discussion ardente, passionnée, où la colère tient souvent lieu de talent, où la polémique irritée s'attaque, sans ménagement et sans calcul, à tout ce qui lui porte ombrage. Trois journaux marquent à cette date dans la politique nouvelle : *le National*, né dans les derniers jours de la restauration, activement mêlé à la lutte suprême que le droit divin venait de soutenir contre les principes de la liberté moderne, et qui représentait un libéralisme progressif dont les partisans protestaient, tout en acceptant les conséquences sociales de la révolution de 89, contre les excès sanglans de la république, contre le despotisme de l'empire et les hypocrisies de la restauration; — *l'Avenir*, qui avait pris pour devise *Dieu et la liberté*, et qui voulait : 1° obtenir du pouvoir la complète liberté des cultes et de l'enseignement; 2° décider le clergé à refuser tout salaire de l'état; 3° rendre au catholicisme son ancienne influence par la pauvreté de ses prêtres, la libre prédication, et réconcilier la science et la foi, depuis long-temps séparées; — *le Globe*, qui, tout en faisant à la politique une part très secondaire, se mêlait cependant au mouvement d'une manière active par la propagation de doctrines économiques qui, depuis, ont germé dans les esprits. Outre les trois journaux que nous venons de citer, on vit paraître, en même temps que *la Tribune*, feuille quotidienne, une foule de brochures dans lesquelles on déclarait nettement la guerre au gouvernement nouveau. C'étaient les publications périodiques de *la Société des droits de l'homme*, celles de *l'Ami de la liberté*, qui réimprimait les pamphlets de 93. En 1833, on était en pleine renaissance révolutionnaire; nous avons compté dans cette seule année 250 publications républicaines, parmi lesquelles il en est où l'on réhabilite Robespierre et Marat. Cet état de crise se continue jusqu'en 1835, mais l'adoption des lois de septembre replaça la presse politique sur un terrain plus calme, et le résultat le plus immédiat de ces lois fut de faire disparaître des journaux et des brochures le mot de *république*, qui fut remplacé par celui de *démocratie*.

Ce ne sont pas uniquement les lois de septembre qui ont déterminé dans la presse quotidienne ce retour à des habitudes plus paisibles. L'opinion publique avait devancé la législation pour condamner ces imprudentes apologies de l'anarchie et de la terreur, ces exagérations d'un parti qui, sans tenir compte des immenses conquêtes de la liberté moderne, voulait recommencer une révolution en prenant 93 pour point de départ. Le parti républicain lui-même, sans chef et sans idées organisatrices, avait travaillé, plus activement encore que le pouvoir, à sa propre ruine. Après six ans de combats et de troubles, on se replaça sur le terrain de la lutte constitutionnelle, et, au moment où l'apaisement se fit à l'intérieur, la presse quotidienne entra dans une phase nouvelle.

Le journalisme de la restauration, qui exerça sur l'opinion publique une si grande influence, puisait avant tout sa force dans ses principes, dans le dévouement des écrivains à ces principes mêmes, dans les sacrifices de toute espèce qu'ils faisaient au triomphe de leurs idées. Durant les premières années qui suivirent la révolution de juillet, les espérances et les craintes qui naissaient d'un avenir incertain, l'émotion des partis, les regards de l'Europe entière tournés vers la France, les passions que soulevèrent les luttes politiques, soutinrent le journa-

lisme à la hauteur de sa mission, et, malgré ses emportemens, il sauvait sa dignité, parce qu'il se dévouait à la discussion des principes et des grands intérêts, et que la politique était toujours pour lui l'affaire dominante. Bientôt, malheureusement, la politique fut subordonnée à l'exploitation industrielle. En réduisant considérablement le prix de certaines feuilles quotidiennes, en créant la presse à 40 francs, ce qui n'était après tout qu'une heureuse innovation, si l'on avait su s'arrêter à temps, on fut amené fatalement à chercher d'abord des abonnés pour couvrir des frais énormes et allécher les actionnaires par de gros dividendes. Jusqu'alors on s'était adressé surtout aux convictions du public, on s'adressa bientôt à sa curiosité; on n'avait parlé qu'à la raison des hommes, on parla, pour faire des abonnemens nouveaux, à la sensibilité des femmes. De là, dans la presse quotidienne, l'invasion du roman-feuilleton, invasion déplorable pour la presse elle-même au simple point de vue de ses intérêts matériels, pour le public et pour le talent des écrivains; — déplorable pour la presse, car elle a imposé aux administrations des journaux des sacrifices souvent ruineux pour s'assurer la collaboration de tel ou tel romancier en vogue, elle a créé une masse flottante d'abonnés qui suivaient de feuille en feuille, sans s'arrêter aux nuances des opinions, leur conteur favori, et elle a fait dépendre le succès d'un journal du succès d'un feuilleton; — déplorable pour le public, car elle a détourné son attention des lectures sérieuses, elle en a fait un grand enfant qui préfère son amusement à tout le reste, elle a dépravé son goût, blasé son esprit, et popularisé par une publicité immense tous les excès, tous les écarts d'imaginations sans règle et sans frein; — déplorable enfin pour les lettres, car elle a complétement détrôné la critique sérieuse, elle a dégradé l'art en en faisant un métier, elle a tué dans leur germe bien des idées heureuses, elle a épuisé les écrivains par une production incessante et forcée. Voilà bien des récriminations sans doute, mais nous ne croyons pas être trop sévère, et nous ne faisons que répéter ici ce que tant d'autres, ce que le public lui-même avait dit avant nous, tout en se laissant prendre aux romans-feuilletons et aux comptes-rendus des procès criminels, qui ont envahi, comme les romans, les colonnes de nos journaux quotidiens, au grand détriment de la discussion sérieuse, de la littérature et de la morale.

Les feuilles quotidiennes, qui forment la réserve de la presse, ont été flanquées, depuis vingt-cinq ans, par une nuée de *petits journaux*, qui, pour combattre avec des armes légères, n'en ont pas moins porté des coups souvent redoutables. Ce genre éminemment français est au journalisme sérieux ce que le vaudeville est à la haute comédie de mœurs. Laissant généralement de côté les grandes questions de la politique, ces petits journaux s'attaquent principalement aux ridicules et aux personnes. Toutes les individualités excentriques que le hasard ou l'intrigue élèvent sur un piédestal usurpé sont par eux immolées avec une implacable ironie, et il s'est dépensé de ce côté plus de verve et d'esprit qu'il n'en eût fallu dans d'autres temps pour assurer la renommée de vingt pamphlétaires, mais, par malheur aussi, plus de cynisme et de médisance qu'il n'en fallait pour compromettre la liberté. *Le Figaro,* qui se débita en 1827 à 20,000 exemplaires dans un seul jour pour Paris seulement, est le doyen de cette presse légère, dont les organes les plus malignement indiscrets ont été, depuis 1830, *la Caricature*, *le Charivari* et *le Corsaire*. C'est là que viennent d'ordinaire faire leurs premières armes les romanciers qui n'ont point encore de

libraires, les poètes à la recherche d'un éditeur, les vaudevillistes qui travaillent à faire recevoir leurs premières pièces. Les *petits journaux* ont, dans ces derniers temps, enfanté les *petits livres*, recueils anecdotiques et satiriques dont l'avénement dans notre littérature est marqué par l'apparition des *Guêpes*, qui obtinrent beaucoup de succès, car le succès ne fait jamais défaut à l'esprit. *Les Guêpes* à leur tour ont enfanté, vu l'accueil qu'elles ont reçu, toute une famille de productions éphémères, aujourd'hui justement oubliées.

La littérature, comme la politique, a été représentée par de nombreux organes périodiques; ces sortes de journaux, en général plus calmes, plus mûris que les feuilles quotidiennes, sont de nature à exercer l'influence la plus salutaire sur les destinées du pays, dont ils représentent la civilisation dans toutes ses nuances : « Les hommes qui se préoccupent de l'avenir, a dit Henri Fonfrède (1), doivent exciter par leur avis ou leur exemple ces publications d'intérêt littéraire, politique et moral, où les jeunes talens peuvent développer les germes de leurs dispositions naturelles, poser les bases de leur réputation d'hommes, et conquérir dès le début des titres à la confiance du pays; car, au grand jour de la presse, les réputations factices avortent, les louanges de complaisance s'éteignent, et, pour peu que la lutte publique continue, chacun est bientôt mis à sa place. » Le célèbre publiciste bordelais a de tout point raison; mais des difficultés si nombreuses et si diverses viennent entraver les publications de ce genre, qu'il est plus aisé de constater des tentatives que des succès. Les *revues*, qui remplacent aujourd'hui les *magasins*, les *archives littéraires*, les *bibliothèques*, les *décades*, sont d'origine anglaise. Une autre importation britannique, mais moins littéraire et moins sérieuse, s'est implantée parmi nous; nous voulons parler des feuilles hebdomadaires illustrées, qui forment une branche importante dans ce que nous appellerons la littérature des grands enfans et qui placent la propagation des idées ou des doctrines littéraires sous la protection des *rébus* et de la vignette sur bois. Mentionnons encore les *journaux de théâtres* et les *journaux de salons*, feuilles éphémères qui naissent sans cesse pour mourir après quelques numéros, et qui, trouvant toujours des rédacteurs sans trouver jamais d'abonnés, si ce n'est parmi les acteurs empressés de se faire louer, vivent comme les enfans prodigues de l'héritage paternel, et se perpétuent depuis quinze ans sous les titres les plus divers. Avec les *journaux de théâtres* et les *journaux de salons*, nous avons les journaux d'enfans, filles ou garçons, puis les journaux des femmes. Viennent ensuite, après les recueils destinés aux différens âges et aux différens sexes, ceux qui s'adressent aux diverses classes, aux divers goûts, aux diverses professions (2).

(1) *OEuvres de Henri Fonfrède*, tom. III, pag. 286.

(2) C'est ainsi que nous trouvons pour les célibataires *le Messager des Mariages;* pour les musiciens *le Sabbat musical, la Mélomanie, le Monde musical;* pour les gens de loi, outre *le Droit* et *la Gazette des Tribunaux*, le *Journal des Huissiers*, le *Journal des Avoués*, le *Journal des Notaires;* pour les militaires *la Sentinelle de l'armée;* pour la milice citoyenne *le Garde national;* pour le clergé le *Journal des prédicateurs*, les *Annales de l'archiconfrérie du Sacré Cœur de Marie*, rue Notre-Dame des Victoires (à la sacristie); pour les gourmets *le Gastronome;* pour les marins *la Flotte;* pour les commerçans *le Journal des Faillites, le Journal des Usines, le Journal des Tissus, le Garde-Meuble*, journal d'ameublement, *le Journal des Nouveautés*, etc.

L'industrie a ses feuilles spéciales, et il ne lui suffit plus d'envahir par ses annonces au moins le quart de la surface des grands journaux.

Comme la presse administrative ou industrielle, la presse scientifique et la presse agricole se sont constituées en 1835. Cette date est à noter, car, de même que 1832 et 1833 marquent dans notre histoire intellectuelle l'avénement de toutes les excentricités, de toutes les théories subversives, des égaremens les plus condamnables de la pensée, de même 1835 marque le point de départ du progrès régulier et du développement auquel nous assistons. La presse scientifique semble appelée à prendre chaque jour un accroissement nouveau; les livres en effet marchent trop lentement pour suivre le mouvement rapide qui nous entraîne, et ce n'est qu'au moyen de publications périodiques que les hommes spéciaux peuvent, comme on dit, *se tenir au courant.*

Écho fidèle de toutes les clameurs de la société au milieu de laquelle nous vivons, la presse, on le voit, a traversé, depuis trente ans, bien des phases diverses. Exclusivement politique dans les premières années de la restauration, elle devient vers 1825, au moment de la querelle de l'ancienne et de la nouvelle école, politique, critique et littéraire. A la révolution de 1830, la littérature est complétement dominée de nouveau par la politique, et la politique elle-même est envahie par le socialisme et par les passions qui se réveillèrent à cette époque avec tant de violence dans les partis extrêmes. Vers 1836, l'agitation s'apaise, et une ère nouvelle commence, qu'on pourrait appeler *l'ère industrielle.* C'est le moment où les journaux quotidiens, tout en baissant leur prix, augmentent leur format et s'ouvrent aux annonces et aux romans-feuilletons, en faisant néanmoins aux questions administratives une plus large place. Cette période dure encore; mais on peut espérer, en voyant le mouvement instinctif qui nous entraîne vers toutes les améliorations, que la presse ne tardera point à sortir des voies étroites et dangereuses où l'esprit de spéculation l'a un instant engagée. Elle doit rester et elle restera ce qu'elle fut sous la restauration, la plus imposante manifestation des forces sociales; néanmoins, pour qu'elle demeure à la hauteur de sa mission, il faut qu'elle soit, non pas une affaire de métier pour des écrivains de profession, mais une affaire de dévouement pour les citoyens d'un pays libre.

CHARLES LOUANDRE.

(*La dernière partie au prochain n°.*)

LE

MUSÉE ASSYRIEN

DU LOUVRE.

I.

Il y a trois ans à peine, on ne connaissait de l'antique capitale du royaume d'Assyrie que l'emplacement et le nom. A ce nom se rattachaient quelques récits bibliques, quelques assertions merveilleuses des historiens de l'antiquité : on refusait aux unes toute croyance, on n'opposait aux autres que des commentaires, espèce d'arme à deux tranchans, qui, maniée avec adresse, élague ou effleure à volonté. Sur l'emplacement même de la cité assyrienne, on n'avait rien trouvé que les traces d'une enceinte assez resserrée et quelques amas de briques, vestiges informes d'édifices indéfinissables. On avait donc renoncé à l'espérance de soulever le voile impénétrable depuis si long-temps étendu sur la civilisation de l'Assyrie, lorsqu'une de ces découvertes presque miraculeuses, dont notre siècle pourra s'enorgueillir à bon droit, est venue déchirer ce voile importun et nous reporter d'un bond au cœur de cette civilisation éteinte. Et maintenant peut-on avec la même assurance accuser Diodore de Sicile d'exagération ridicule? Doit-on chercher encore dans les textes sacrés des expressions élastiques qui permettent d'en éluder le sens grammatical? Cela est de-

venu à peu près impossible, car, une fois de plus, un fait inattendu a prouvé que

Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable.

Aujourd'hui, grace à la munificence du gouvernement français, Paris possède un somptueux musée assyrien; l'Angleterre a ordonné des fouilles destinées à doter Londres d'un musée analogue : nous savons donc à quoi nous en tenir sur l'existence d'une société passée presque à l'état mythologique sous la plume des historiographes modernes. Toute une civilisation, d'autant plus intéressante qu'elle était morte depuis plus long-temps, s'est révélée à nous; des pages entières de l'histoire d'un peuple illustre ont été sauvées du naufrage des temps : ces pages, on les lira, car des hommes de cœur se sont mis à l'œuvre, et bientôt sans doute Ninive sortira resplendissante de son linceul de cendres. Pour mieux faire apprécier l'importance des monumens conquis par le courage si éclairé de M. Botta, consul de France à Mossoul, il est nécessaire de rappeler ici en quelques mots ce que l'Écriture et les historiens de l'antiquité nous ont appris sur la naissance du royaume d'Assyrie et sur les principales phases de son histoire.

En face de Mossoul et sur la rive orientale du Tigre s'étend une plaine, traversée par la rivière nommée aujourd'hui Khausser : c'est là qu'était Ninive. Quelle fut la race humaine qui fonda l'empire assyrien? Sur ce point, nous avons le témoignage irrécusable de l'Écriture sainte, et nous lisons dans la Genèse : « Les fils de Sem furent Helam et Assur. Les fils de Cham furent Chus, Mizraïm, Phuth et Chanaan. Et Chus engendra Nimrod; Babel fut la capitale de son royaume. Assur sortit de cette terre (la terre de Sennaar), et il bâtit Ninive. » Ces passages sont d'interprétation facile. Assur est fils de Sem; Assur, c'est le père de la race assyrienne : cette race était donc semitique. Nimrod, le fort chasseur devant le Seigneur, était fils de Chus, fils de Cham, c'est-à-dire qu'il représente la race arabe éthiopienne ou chamique envahissant le pays d'Assur et y fondant un empire dont Babel ou Babylone fut la capitale. Alors Assur, le Semite, chassé de la terre de Sennaar, fonda Ninive. L'Écriture n'ajoute malheureusement aucune explication à ce simple exposé des faits. D'après la Genèse, nous pouvons bien admettre comme certaine l'existence de quelque grande révolution guerrière où deux races humaines furent en présence sur le même sol, mais nous manquons de détails suffisans pour apprécier les causes et les effets de cette révolution.

Les historiens profanes ne sont pas plus explicites : ils nous disent que l'Assyrien Ninus, fils de Bélus, chassé probablement de la contrée où les Kuschites venaient de s'établir par la force, s'empara du pays situé au nord de la Babylonie, et y fonda sur les rives du Tigre un

nouvel empire dont la capitale fut Ninive. Il est permis d'admettre que l'empire de Babylone fut fondé 2500 ans environ avant l'ère chrétienne; c'est donc à la même époque que doit être assignée la fondation de Ninive. Quelques siècles plus tard (2000 ans à peu près avant Jésus-Christ), et sous le règne de Ninus et de Sémiramis, sa femme, les empires de Ninive et de Babylone furent réunis sous un même sceptre, et les deux états n'en firent plus qu'un, jusqu'au moment où, pour se soustraire à la vengeance de ses satrapes révoltés, Sardanapale se donna la mort sur un bûcher (800 ans environ avant Jésus-Christ).

Ce n'est qu'à partir de cette époque, assez rapprochée de l'ère chrétienne, que l'histoire assyrienne commence à se dégager des brouillards mythologiques. Le canon des rois de Chaldée, que Ptolémée nous a conservé, et qui fut certainement l'œuvre des sages astronomes chaldéens, doit être rangé parmi les documens historiques les plus précieux. Cette liste chronologique semble en effet mériter toute confiance. Le canon de Ptolémée commence par Nabonassar, qui en prescrivit la rédaction, et qui voulut en outre que toutes les données historiques relatives à la Chaldée commençassent à être datées de son règne. L'Écriture nous apprend que, vers la même époque, Ninive eut successivement pour rois Theglath-Phalasar et Salmanasar. Les souverains de la Babylonie, apparemment vassaux des rois assyriens de Ninive, essayèrent de se soustraire à leur suprématie et s'allièrent avec les rois de Juda pour faire face à l'ennemi commun. Mérodach Baladan s'unit à Ézéchias contre le roi de Ninive. Celui-ci triompha de cette coalition, et, quelques années plus tard, Asarhaddon, le fils du roi assyrien Sennakhérib, fut mis par son père sur le trône de Babylone, dont la couronne se trouva ainsi réunie, avec celle de Ninive, sur la même tête. Un peu plus tard, une nouvelle coalition contre Ninive est formée par les Mèdes et par les Chaldéens. Cyaxare, roi des Mèdes, se présente devant Ninive, dont un nouveau roi, du nom de Sardanapale, occupe le trône. Il est vaincu et il périt comme le premier dans les flammes de son palais. Ninive est réduite en cendres et elle tombe pour ne plus se relever jamais (626 ans avant Jésus-Christ). Le siége de l'empire est transféré à Babylone. Nabopolassar et son fils, Nabuchodonosor, occupent successivement le trône, qu'ils entourent de puissance et de gloire. Les Chaldéens deviennent à leur tour conquérans; les Égyptiens et leur roi Nechao sont refoulés loin de l'Euphrate; les Juifs, toujours battus, toujours révoltés, sont emmenés en captivité à Babylone dans l'année 588 avant Jésus-Christ; l'Égypte elle-même est envahie. A son retour, Nabuchodonosor fait bâtir une seconde Babylone, en face de la première et sur la rive droite de l'Euphrate. Tout ce que l'imagination peut enfanter de plus merveilleux, il le fait exécuter dans cette somptueuse capitale, qui frappait encore d'admiration Hérodote et

Ctésias, malgré les dévastations que lui avait fait subir l'invasion des Perses.

A Nabuchodonosor succéda, en 561, son fils Evilmerodach, qui périt deux années plus tard, assassiné par son beau-frère Neriglissor. Cet usurpateur ne garda la couronne que quatre années, au bout desquelles il la perdit avec la vie dans une bataille contre Cyrus, roi des Perses et des Mèdes. Alors son jeune fils, Laborosoarchod, monta sur le trône, mais il en descendit presque aussitôt, chassé par ses ministres, indignés de ses cruautés. Nabonid, le Labynitus d'Hérodote et le Baalthasar de l'Écriture, lui fut substitué. Après son expédition contre les Lydiens, Cyrus, qui avait appris déjà le chemin de Babylone, revint sur l'Euphrate. Nabonid essaya vainement d'arrêter la marche du conquérant; il fut battu et courut s'enfermer dans sa capitale, qu'il croyait imprenable. Cyrus alors détourna les eaux du fleuve, et, par son lit mis à sec, il pénétra dans Babylone au moment où, suivant le récit du prophète Daniel, une main mystérieuse écrivait sur les murs de la salle du festin les trois mots terribles *manè, thecel, phares,* dont la vue seule brisa les reins de Baalthasar. Babylone une fois prise (538 avant Jésus-Christ), de l'empire chaldéen il ne resta plus qu'un nom illustre.

Parmi les faits que nous venons de grouper le plus brièvement possible, il en est de certains, mais il en est aussi de fort douteux. Ne nous attachons donc qu'aux données historiques qui nous permettent de conjecturer l'époque où furent construits les monumens découverts par M. Botta. Ninive périt en 626 avant Jésus-Christ : à partir de cet effroyable désastre, elle ne se releva plus, et quatre-vingt-huit ans plus tard Babylone elle-même devint la proie de Cyrus. Comme l'écriture cunéiforme persépolitaine se retrouve à la place d'honneur dans tous les monumens écrits, bilingues ou trilingues, que nous possédons sur la dynastie des Achéménides, à laquelle appartient le conquérant de Babylone, nous pouvons être assurés que tout monument que l'on découvrira en Chaldée, soit à Babylone, soit à Ninive, sans adjonction d'une traduction persépolitaine des textes écrits, sera antérieur à la conquête persane, c'est-à-dire à l'année 538 avant notre ère. De cette remarque toute simple et toute naturelle il résulte que le palais de Khorsabad, découvert par M. Botta, est de construction antérieure à la conquête de Cyrus, et très probablement aussi à la destruction de Ninive par Cyaxare en 626 avant l'ère chrétienne.

Il serait inutile de revenir ici avec de grands détails sur les circonstances qui ont précédé et en quelque sorte préparé la magnifique découverte de M. Botta (1); quelques mots suffiront. Le propre des esprits d'élite est de mettre toujours à profit les circonstances dans lesquelles

(1) On n'a point oublié les articles publiés par M. Flandin dans les livraisons de cette *Revue* du 15 juin et du 1er juillet 1845, sous ce titre : *Voyage archéologique à Ninive.*

ils se trouvent, dès que ces circonstances leur semblent favorables au développement des connaissances humaines. Placé par ses honorables fonctions à côté de cette Ninive dont le nom avait tant de fois émerveillé son enfance, poussé par une espérance que peut-être il regardait lui-même comme chimérique, M. Botta entreprit des fouilles dans l'enceinte signalée par les voyageurs anglais comme l'enceinte de la ville (1). N'y trouvant que des briques et des débris informes, il eût sans doute renoncé à tenter plus long-temps la fortune, qui semblait lui échapper, lorsque le hasard vint le décider à porter ses ouvriers sur un point assez éloigné de cette enceinte, au village de Khorsabad. Ce village était bâti sur une éminence de terrain, à la pointe nord-ouest de laquelle les ouvriers furent mis à l'œuvre, et dès le premier jour M. Botta était maître de l'une des plus admirables découvertes des temps modernes. Il s'empressa d'en faire part au monde savant. Malheureusement l'édifice somptueux dont notre consul explorait les ruines avait évidemment péri dans un violent incendie. Les murailles, formées d'épais massifs de briques crues, étaient toutes primitivement revêtues de plaques de gypse couvertes partout de bas-reliefs et d'inscriptions cunéiformes. Or, la nature même de ces plaques de revêtement en rendait la conservation presque impossible; dès qu'elles étaient exposées au contact de l'air, elles se délitaient avec une rapidité désespérante, et, à mesure que les fouilles avançaient, tout ce qui avait été précédemment découvert s'anéantissait. M. Botta voyait donc lui échapper le fruit de ses patientes recherches; mais la nécessité et la volonté sont deux professeurs excellens, et le savant consul essaya de dessiner les bas-reliefs assyriens que les ouvriers mettaient au jour, à mesure qu'ils étaient tirés de terre. Nous n'avons pu nous défendre d'un sentiment d'admiration à la vue des copies de reliefs et d'inscriptions que nous devons au crayon de M. Botta. Il ne savait pas dessiner, et pourtant, en quelques jours d'application persévérante, il parvint à se mettre en état de rendre, avec toute l'exactitude et tout l'esprit désirables, des sujets dont il était certainement très difficile de saisir aussi bien le caractère.

Cependant les ressources de M. Botta s'épuisaient; la dextérité nécessaire lui manquait pour prendre, avec les copies des inscriptions, des dessins suffisamment exacts au fur et à mesure des découvertes. Il s'adressa donc au gouvernement, et l'Académie des inscriptions et belles-lettres, que la découverte de Khorsabad intéressait au plus haut point, s'empressa de solliciter le patronage des ministres du roi. Sa demande fut favorablement accueillie; des fonds suffisans furent mis à la disposition de M. Botta, et un jeune artiste de talent éprouvé, déjà préparé d'ailleurs au genre de travail que l'on attendait de son zèle par de lon-

(1) Cette enceinte a environ cinq kilomètres de long sur deux kilomètres de large.

gues études sur les monumens de Persépolis, qui sont parfaitement analogues à ceux de Ninive, M. Flandin, reçut la mission d'aller dessiner, sous la direction de M. Botta, les antiquités de toute nature qui se découvriraient dans les fouilles de Khorsabad. Après quelques retards dont il importe peu de rappeler ici les causes, ces fouilles furent reprises pour ne plus être abandonnées, jusqu'au moment où toute la partie supérieure du monticule sur lequel avait existé le village moderne de Khorsabad fut pour ainsi dire rasée. Ce monticule n'était en effet que le cercueil de terre d'un immense palais qu'il recélait dans ses flancs, et que les fouilles dirigées par M. Botta ont presque entièrement exhumé. Nous l'avons dit, ce palais avait été ruiné par un incendie; de là la destruction rapide des plaques de gypse servant de revêtement aux épaisses murailles de terre, qui, n'étant plus soutenues, finirent en se délitant par former le monticule même dans lequel les parties inférieures du palais restèrent enfouies. On ne pourrait mieux comparer l'état dans lequel s'est trouvé ce palais ninivite qu'à celui dans lequel se retrouvent encore les rez-de-chaussée des maisons de Pompéi, enterrés dans quelques pieds de *lapilli* ou petites pierres ponces auxquelles s'est superposée une très épaisse couche de cendres; toutefois il faut faire observer que, dans certaines parties du palais, les plaques de revêtement avaient été enlevées ou martelées depuis l'incendie. Le plan presque entier du palais a pu se reconstruire à mesure que l'on pénétrait dans les salles immenses qui l'avaient jadis orné. Presque partout les murailles, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, étaient encore revêtues de plaques de gypse de très grandes dimensions, de 30 à 35 centimètres d'épaisseur moyenne, et représentant des figures plus grandes que nature de dieux, de prêtres, de rois, de guerriers, d'eunuques ou de captifs; ailleurs, c'étaient des scènes de toute espèce, des attaques de villes fortifiées, des débarquemens, des combats, des triomphes, des chasses, des festins. Où les figures en relief n'étaient pas d'assez forte dimension pour garnir toute la hauteur de la paroi, on voyait deux rangs de bas-reliefs superposés et séparés constamment par une assez large zone d'inscriptions cunéiformes sans aucun doute explicatives, et formées d'une dizaine de lignes régnant sur toute l'étendue de ces doubles bas-reliefs. Toutes ces sculptures avaient été peintes, il n'était pas possible d'en douter. Enfin de nombreuses portes extérieures du palais furent mises à découvert, et que l'on juge de la joie de M. Botta quand il reconnut que ces portes, constamment construites sur le même plan, avaient pour pieds-droits, comme à Persépolis, de gigantesques taureaux ailés à face humaine, d'un seul bloc d'albâtre, hauts de plus de cinq mètres, et la tête recouverte d'une riche tiare! Derrière ces taureaux se trouvaient d'autres colosses également monolithes, et représentant des hommes étouffant des lions.

L'importance même de ces découvertes augmentait la difficulté de

la tâche que MM. Botta et Flandin s'étaient imposée. Le premier s'en réserva la partie la plus délicate, c'est-à-dire l'estampage et la copie de tous les textes cunéiformes découverts; le second fut chargé de dessiner tous les bas-reliefs. Tous les deux se sont dignement acquittés de leur mission, et déjà la publication du magnifique ouvrage, fruit de ce double travail, est arrivée à un point qui donne la plus haute idée du service que les sciences philologiques et historiques sont en droit d'attendre des efforts réunis de MM. Botta et Flandin.

On comprend avec quelle ardeur on désirait voir arriver à Paris les débris de ce somptueux palais. Il fallait donc tenter d'en sauver quelques-uns; pour le faire, M. Botta dut se créer toutes les ressources qui lui manquaient. Voulant d'abord assurer au musée assyrien de Paris la possession de l'une des portes merveilleuses du palais, il fut obligé de faire construire un chariot de transport qui permît de conduire les blocs jusqu'au bord du Tigre; mais il était impossible de songer à effectuer une pareille manœuvre sur des masses aussi considérables que celles des colosses ninivites. Force fut donc de se décider à les dépecer à la scie en tronçons maniables. Cette opération fut exécutée sous l'active surveillance de M. Botta; mais il eut la sage précaution de faire enterrer intacts quelques colosses du même genre, afin que l'on pût, si le gouvernement du roi le désirait, faire arriver à Paris quelques-unes de ces magnifiques sculptures entièrement vierges des mutilations nécessitées alors par l'insuffisance des ressources.

Aujourd'hui que ces débris sont placés au Louvre, et que l'on a reconstruit les colosses, en en rajustant les morceaux avec un soin qui fait honneur au talent des hommes chargés de ce travail, nous pouvons nous reporter par la pensée en face de ce palais de Khorsabad, de cette véritable ville peuplée d'un monde de colosses et de figures en relief, couverte de textes sacrés et historiques, et cela avec une telle profusion, qu'il n'y a pas une des plaques de revêtement qui ne porte au revers une longue inscription destinée pourtant à être noyée dans la maçonnerie. Que doit-on penser d'un peuple dont la capitale contenait assez d'artistes pour exécuter en peu d'années, avec un ensemble inoui de style et d'art, une œuvre aussi gigantesque? Nous avons dit en peu d'années, car des monticules semblables à celui de Khorsabad couvrent la plaine de Ninive autour de cette enceinte que l'on croyait avoir enclos la ville elle-même, et qui n'est, tout bien considéré, que l'enceinte d'un palais un peu plus grand que les autres. Ces monticules merveilleux, qui recèlent des palais, sont fort multipliés dans la plaine de Ninive, et déjà un Anglais, M. Layard, a fait exécuter des fouilles au sein du monticule de Nemroud, situé à douze heures de marche de Khorsabad et à l'embouchure du Zab dans le Tigre. Deux nouveaux palais ont été mis au jour : l'un, de la même époque vraisemblablement que celui de Khorsabad, a été, comme ce monument, ruiné par un incendie; l'autre

a péri de vieillesse, et cela est si vrai, que les plaques de gypse qui avaient servi à revêtir ses antiques murailles ont été, quand ce palais tombait de vétusté, reprises pour être employées aux revêtemens du palais neuf; par économie de temps, on s'est borné à les retourner, en engageant dans la maçonnerie en brique crue les bas-reliefs primitifs. Ainsi donc, à Nemroud, M. Layard a retrouvé un palais mort sur pied de vieillesse, et dont les débris ont servi à reconstruire le palais moderne, qui date lui-même de six siècles au moins avant l'ère chrétienne. Dans le palais moderne de Nemroud, même arrangement qu'à Khorsabad, même système de bas-reliefs et d'inscriptions. Dans l'autre palais, que le feu n'avait pas anéanti, ont été retrouvés des fragmens nombreux d'armes et d'ustensiles en bronze et en ivoire, dont l'étude pourra servir à pénétrer plus avant dans cette civilisation assyrienne qui se révèle à nous après tant de siècles d'oubli. Une des plus belles conquêtes de M. Layard est une sorte d'obélisque de pierre noire et dure, parfaitement conservé et haut de quelques mètres. Sur les quatre faces de cet obélisque sont représentées des scènes guerrières, dans lesquelles figurent des animaux qui ne se retrouvent que dans l'Inde. Des textes cunéiformes accompagnent ces représentations, et ces textes, qu'on lira un jour, serviront sans doute à reconstruire quelques belles pages de l'histoire assyrienne. Déjà Londres a reçu un certain nombre de bas-reliefs enlevés au palais de Nemroud par M. Layard; tous sont d'une admirable conservation, et ils sont à bon droit mis au rang des plus précieux ornemens du *British Museum*, où tant de trésors étaient déjà accumulés.

Le musée assyrien du Louvre, après avoir été ouvert aux curieux pendant quelques journées du mois de mai dernier, sera dans quelques semaines définitivement livré au public. Deux salles du rez-de-chaussée ont été consacrées à recevoir tout ce qui a été rapporté de Khorsabad. Embarquées d'abord sur des *keleks*, sorte de frêles radeaux soutenus par des outres gonflées, à l'aide desquels se font tous les transports sur le Tigre, les caisses contenant ces précieux débris ont été conduites à Bassora, où un bâtiment de la marine royale est allé les chercher par un ordre exprès du roi. Vers le commencement de l'année 1847, ce bâtiment arrivait au Havre, et, peu de semaines après, toutes les caisses étaient transportées au Louvre.

Dans la première salle, les quatre murailles ont été revêtues de larges encadremens en maçonnerie, dans lesquels des bas-reliefs sont venus prendre place. Quelques-uns de ces bas-reliefs ont malheureusement subi l'action dévorante du feu : ce sont ceux qui représentent des scènes maritimes. De nombreux bâtimens, conduits à la rame, transportent de fortes pièces de bois qui semblent destinées à servir à l'attaque d'une place forte construite sur un rocher. Des animaux aquatiques de toute espèce sont sculptés sur le champ de ces bas-reliefs : ce sont des crabes, des crocodiles, des serpens, des poissons et des coquilles. Parmi ces

monumens, il en est un qui présente l'image du dieu poisson, ou de Dagon; sur un autre paraît un taureau ailé, animal symbolique, ou, plus vraisemblablement, image d'une divinité assyrienne; sur un troisième, des matelots tirent au rivage des pièces de bois, et il n'est pas possible de méconnaître dans le dessin de ces figures un mouvement très bien senti et très énergique (1). On remarque dans la même salle un bas-relief représentant trois guerriers dont les deux premiers conduisent des chevaux bien campés et très convenablement dessinés. On est frappé tout d'abord de l'extrême ressemblance de ces chevaux avec ceux que l'on retrouve sur les sculptures grecques de l'époque archaïque. Les guerriers assyriens, tenant à la main des javelines, ont les épaules et les reins couverts d'une peau de mouton; une tunique leur entoure le corps, et leurs chaussures, à pointe relevée comme les chaussures indiennes, sont lacées sur le devant de la jambe. Chacun d'eux porte suspendu à la ceinture une sorte de petit sachet elliptique dont il est fort difficile de deviner l'usage. Ce bas-relief était surmonté d'une longue inscription cunéiforme, malheureusement endommagée.

Au-dessous de ce précieux morceau de sculpture est encastré un fragment de pierre noirâtre beaucoup plus dure que le gypse, et offrant la partie inférieure d'un personnage qui tient à la main un triple bouton de lotus. Devant lui s'élève une plante mystique, sans doute le *homa* ou le *soma*, cette herbe divine qui joue un si grand rôle dans les rites religieux de l'Inde, je dirai presque de l'Asie entière.

En face de ces deux bas-reliefs, on a placé une énorme plaque de revêtement sur laquelle paraissent deux guerriers assyriens transportant à l'épaule un char de guerre, faisant peut-être partie du butin enlevé à l'ennemi. Ce char, dont le corps s'élève verticalement, est exactement construit comme tous les chars de guerre égyptiens sculptés à Karnak et à Medinet-Abou, c'est-à-dire que l'essieu se trouve placé à la partie postérieure de la plate-forme sur laquelle se tenaient debout l'homme de guerre et le cocher qui guidait les chevaux. Cette étrange disposition des chars paraît avoir été universellement adoptée, puisqu'on la retrouve en Égypte et à Persépolis, à plusieurs siècles de distance; probablement elle fut empruntée par les Assyriens aux Égyptiens, puisque les monumens thébains, sur lesquels on la retrouve

(1) A propos de ces bas-reliefs si curieux et malheureusement en si mauvais état, nous demanderons pourquoi on s'est laissé conduire par une simple considération de dimension à garnir un même trumeau de deux fragmens de bas-reliefs distincts, dont les complémens ont été accouplés aussi déplorablement sur un autre trumeau? Il en résulte que pour étudier et comprendre ces bas-reliefs déjà si difficiles à juger, à cause de l'état avancé de mutilation dans lequel ils se trouvent, il faut devant chaque cadre faire abstraction de la moitié de ce qu'on voit et rétablir en pensée la moitié de ce qu'on ne voit plus. Nous sommes désolé d'avoir à signaler ce bizarre parti pris que nous ne nous chargeons pas d'excuser.

clairement indiquée, datent de cinq siècles peut-être avant la construction du palais de Khorsabad.

En pénétrant dans la seconde salle du musée assyrien, on se sent saisi d'admiration à la vue de l'une des portes colossales du palais que l'on a reconstruite avec un très grand soin. Il est impossible de se faire une idée exacte de l'effet prodigieux que produisent ces énormes taureaux ailés à face humaine qui se trouvent placés à droite et à gauche de la porte. Les proportions en sont réellement magnifiques, et les parties du corps sont toutes accusées avec un soin qui dénote une étude fort attentive et fort avancée de la nature. Les muscles sont bien sentis, les tendons et les veines sont exprimés avec justesse, et le tout est ciselé avec un talent réel. Les têtes sont d'un beau caractère, et la coiffure affecte une forme très noble : c'est une tiare cylindrique ornée de belles rosaces, et de laquelle s'échappe une ample chevelure bouclée. Une triple corne monte de part et d'autre de la tiare; la barbe même est frisée en petites boucles très multipliées, qui lui donnent, comme à la chevelure, ce caractère tout particulier qu'on remarque dans les monumens persépolitains. Les vastes ailes de ces colosses tapissent les parois intérieures de la baie à laquelle ils servent de pieds-droits. Entre les jambes des taureaux sont gravés avec une délicatesse extrême de longs textes cunéiformes d'une conservation parfaite.

L'espace n'ayant pas permis de placer les deux colosses humains à côté des taureaux ailés qu'ils accompagnent constamment, on a dû les appliquer en retour aux massifs de maçonnerie formant les pieds-droits de la porte reconstruite au Louvre. Ces énormes statues ne sont pas moins curieuses que celles que nous venons de décrire. Que l'on se figure des géans de quinze à dix-huit pieds de haut, la tête et le corps de face, tandis que les jambes sont sculptées de profil et en marche vers les taureaux auprès desquels ils sont placés. De la main droite, ils tiennent une arme tranchante fortement recourbée et à la poignée ornée d'une tête de génisse; de la main gauche, ils serrent la patte gauche antérieure d'un lion qu'ils étreignent contre leur poitrine, en l'étouffant sous la pression de leurs bras. La douleur et les crispations de l'animal sont rendues avec une admirable énergie. Nous ne craignons pas de le dire, les muffles des lions du Parthénon n'étaient pas plus puissamment conçus et exécutés que ceux de Khorsabad. Les colosses ont la chevelure et la barbe artistement tressées comme les têtes humaines des taureaux ailés; comme eux, ils portent d'élégans pendans d'oreille. Leurs bras sont ornés de bracelets massifs d'un beau dessin et terminés par des têtes de lion. Il faut le dire néanmois, l'aspect général de ces figures est choquant, par suite de la malheureuse disposition des jambes de profil avec un corps entièrement de face. Les proportions d'ailleurs paraissent un peu écrasées, et, dans les formes de ces corps gigantesques, il

n'y a rien de svelte, rien de dégagé, par conséquent rien d'élégant. Il n'en est pas moins vrai que certaines parties sont traitées avec un talent incontestable; les muscles des bras et des jambes, les genoux, les pieds surtout, sont parfois à peu près irréprochables, et ne seraient désavoués par aucun artiste. A droite et à gauche de ces colosses sont encastrés dans la maçonnerie de charmans petits bas-reliefs représentant, sans aucun doute, des divinités assyriennes reconnaissables à leurs quadruples ailes. L'une d'elles a une tête d'aigle, et il nous paraît très vraisemblable qu'elle nous offre l'image vulgaire du *Nesrokh*, l'aigle tout-puissant, divinité primordiale de la théogonie assyrienne, le prototype de l'oiseau fabuleux des contes arabes, de cet aigle gigantesque qui a conservé le nom de Rokh, finale du nom primitif de la divinité oubliée.

Dans la seconde salle du musée assyrien a été aussi placé un autel de pierre à table circulaire, supportée par un pied prismatique dont les trois arêtes se terminent en griffes de lion. La circonférence extérieure de la table est occupée par une inscription cunéiforme du même système d'écriture qui se retrouve dans tous les textes recueillis à Khorsabad. Sans la présence de cette inscription, l'autel, bien que déterré à Khorsabad même, mais non dans le palais que recouvrait ce misérable village, pourrait presque être considéré comme un ouvrage grec. Au-dessus de cet autel a été placé l'un des monumens les plus précieux de l'art assyrien. C'est un lion de bronze couché à plat ventre, et dont le dos est garni d'un fort anneau circulaire. Ce lion, qui a été retrouvé scellé sur le seuil d'une porte intérieure du palais, est tout simplement un chef-d'œuvre de plastique. Cette figure, admirablement modelée et exécutée, a d'ailleurs plus de quarante centimètres de long, et un bronze antique de cette dimension est bien précieux lorsqu'il décèle un art aussi avancé à une époque aussi reculée. Quel pouvait être l'usage de ces lions, dont M. Layard a retrouvé, dit-on, un certain nombre dans l'un des palais assyriens de Nemroud? Nous ne saurions le préciser. Néanmoins il nous semble vraisemblable que l'anneau que supporte le lion de Khorsabad servait à attacher quelque tapisserie faisant fonction de portière, d'autant mieux que dans une des parois de la porte se trouvait scellé un anneau de bronze semblable.

Des bas-reliefs généralement bien conservés représentent ici des eunuques imberbes et aux formes rebondies, revêtus de longues robes talaires, les pieds chaussés de sandales attachées par un seul cordon à l'orteil, s'avançant, les deux mains horizontalement croisées, paume contre paume, en signe de soumission, et portant des épées suspendues au flanc gauche par d'élégans baudriers. Là c'est un soldat assyrien soutenant sur ses épaules un char orné à droite et à gauche de charmantes figures de cheval. Devant lui marche un autre soldat portant deux vases terminés en muffle de lion, et qui probablement font, ainsi que

le char, partie du butin enlevé à l'ennemi. Plus loin, un personnage royal, reconnaissable à son air d'autorité et à son long sceptre, a la tête recouverte d'un bonnet conique tout-à-fait semblable à la coiffure actuelle des Persans. Il harangue un guerrier tourné vers lui et faisant des deux mains un geste de soumission. Plus loin encore, deux eunuques portent sur leurs épaules une table aux pieds élégamment façonnés en griffes de lion, et qui semble destinée à figurer dans un festin. Un autre eunuque porte deux vases ronds contenant peut-être les mets qui doivent paraître sur la table du banquet.

Sur un bas-relief bien plus curieux encore, paraît un personnage divin aux ailes quadruples, la tête coiffée d'une tiare tricorne et surmontée d'une véritable fleur de lis (1). Il porte en avant de la main droite une pomme de pin, tandis que de la main gauche il tient un vase destiné sans doute à contenir de l'eau. Il paraît évident que nous avons là l'image de quelque divinité analogue à l'Ormuzd des Perses, octroyant à l'homme les deux principes essentiels, c'est-à-dire le feu et l'eau, le feu représenté par la pomme de pin, l'eau par le vase qui la contient. Devant cette divinité sont placés deux personnages faisant de la main droite le signe de l'invocation religieuse; l'un d'eux porte de la main gauche un bouquetin destiné probablement à être sacrifié sur l'autel de la divinité invoquée, l'autre tient de la même main un triple bouton de lotus. Un des bas-reliefs placés dans la même salle nous montre un guerrier assyrien armé d'un arc, d'un carquois, d'une épée et d'une véritable masse d'armes. Sur un autre un soldat conduit plusieurs chevaux marchant de front. Enfin deux ou trois fragmens, malheureusement fort incomplets, appartiennent évidemment soit à des guerriers costumés comme ceux que nous avons décrits, soit à des représentations de la même divinité protectrice.

Toutes ces sculptures étaient incontestablement recouvertes de peinture, sans aucune exception. Les traces en sont trop multipliées et trop apparentes pour qu'il soit permis d'élever le moindre doute à cet égard. Ce fait nous rappelle que lorsque M. Texier, à son retour de Persépolis, avança qu'il croyait avoir reconnu quelques faibles traces de peinture sur les bas-reliefs de ces ruines somptueuses, on se récria d'une voix presque unanime contre l'invraisemblance d'un pareil fait. L'observation fort juste de M. Texier fut reléguée au rang des plus déplorables hypothèses, et voilà que les ruines du palais de Khorsabad sont venues, quelques années plus tard, donner à cette hypothèse toute la valeur d'un fait parfaitement avéré. Il y a plus, la Perse moderne est couverte de mosquées et de palais où les carreaux émaillés jouent un très grand

(1) Hérodote nous apprend que l'ornement habituel qui servait de pomme aux cannes des personnages assyriens était une fleur de lis. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil.

rôle, et surtout un rôle d'un effet merveilleux; il est également démontré aujourd'hui qu'au-dessus des plaques de gypse sculptées et peintes du palais de Khorsabad régnait une zone de carreaux émaillés d'une hauteur qu'il n'est pas possible de fixer et à laquelle se rattachait un cordon d'oves striés, peints en jaune, et faisant probablement fonction de corniche. Quant aux plafonds, ils étaient en bois et peints en bleu, à en juger par les charbons et les poutres calcinées qui ont été retrouvés dans les fouilles, mélangés avec de nombreux fragmens d'un enduit bleu fort épais. Tous ces faits sont parfaitement constatés par les débris que M. Botta a recueillis et dont il a rapporté de précieux échantillons qui seront nécessairement réunis au musée assyrien du Louvre.

Ne semble-t-il pas, en effet, que tout ce qui provient des fouilles de Khorsabad devrait y avoir déjà pris place? A ce sujet, nous demanderons comment il se fait que trois figurines de terre cuite représentant, l'une un personnage barbu à tête de lion, les deux autres des dieux barbus, la tête armée de cornes et ayant une queue et des jambes de taureau, sont allées au cabinet des antiques de la Bibliothèque royale, avec un scarabée assyrien, avec des sceaux en terre cuite et avec une tête d'enfant. Nous n'hésitons pas à le dire, telle ne saurait être la destination de ces figurines, et nous ne pourrions en aucune façon comprendre qu'on voulût appliquer une fois de plus le déplorable système qui dissémine en vingt établissemens publics les objets qui, par leur nature, devraient être rapprochés les uns des autres, pour conserver toute leur valeur collective. Nous aimons donc à croire que les figurines de Khorsabad iront bientôt rejoindre les bas-reliefs et le lion du musée du Louvre; ces objets ont été trouvés ensemble, et c'est ensemble qu'ils doivent être conservés et étudiés.

Tout le palais dont les précieux débris ornent aujourd'hui le musée assyrien était bâti sur une aire formée d'un seul rang de briques fort dures et portant des inscriptions; au-dessous se trouvait un lit de sable du Tigre, de dix pouces d'épaisseur, étendu sur un massif de briques disposées sur plusieurs rangs reliés entre eux par du bitume. Enfin tous les seuils des portes intérieures étaient couverts d'une dalle de pierre sur laquelle était gravé un texte cunéiforme très développé, dont les creux paraissent avoir été garnis primitivement de cuivre, à en juger par les nombreuses traces d'oxide vert qui s'y remarquent encore.

II.

Il nous reste maintenant à parler de la portion la plus précieuse à notre avis des trésors découverts à Khorsabad : on devine que nous voulons désigner ainsi les nombreuses inscriptions cunéiformes rencon-

trées dans ce somptueux palais et dont le déchiffrement doit infailliblement jeter tant de lumière sur l'histoire encore si obscure de l'empire assyrien. Ces inscriptions à Khorsabad se partagent en plusieurs classes bien distinctes : 1° celles qui se lisent au revers des plaques de revêtement; 2° celles qui se lisent sur les seuils des portes intérieures; 3° celles qui se lisent entre les jambes des taureaux à face humaine; 4° celles qui servent incontestablement de commentaires aux innombrables bas-reliefs qui décorent les faces de toutes les murailles; 5° enfin celles qui se lisent sur les bas-reliefs mêmes.

Les inscriptions de la quatrième catégorie contiennent très probablement des narrations suivies dont la possession serait d'un prix inestimable; mais il n'est guère possible de commencer l'œuvre de déchiffrement en abordant des textes aussi étendus, malgré le secours des faits figurés que ces textes accompagnent. Il y aurait plus de chance de deviner la valeur des noms de villes et de personnages que l'on voit inscrits sur les bas-reliefs mêmes; mais où l'on est réduit à ne marcher qu'à l'aide de la seule divination, il est bien à craindre que l'on ne s'égare. Les textes inscrits entre les jambes des taureaux sont peut-être des textes religieux; on peut le supposer du moins en tenant compte de l'adjonction de ces textes à des représentations d'êtres éminemment symboliques et religieux. Ne semble-t-il pas que les textes inscrits sur les seuils de toutes les portes doivent contenir quelque invocation en faveur du souverain maître du palais, quelque chose comme une prière en son honneur, ou comme un éloge pompeux des vertus du monarque devant lequel on va paraître en franchissant ce passage? Restent les inscriptions gravées, assez négligemment d'ailleurs, au revers de toutes les plaques de revêtement, et dont l'existence est sans contredit l'un des faits les plus extraordinaires que nous aient révélés les fouilles de Khorsabad. Quel était donc le caractère de ce peuple qui s'astreignait à tracer des inscriptions énormes sur toutes les pierres d'un palais, avec l'assurance que ces inscriptions ne verraient jamais le jour, mais qu'elles resteraient perpétuellement noyées dans la maçonnerie? Certes une idée éminemment religieuse a pu seule dicter une semblable mesure, qui deviendrait inexplicable si l'on ne consentait à y retrouver un indice palpable d'une influence hiératique toute puissante. Nous n'hésitons donc pas à croire que ces inscriptions placées au revers des bas-reliefs ont un caractère religieux, et ne sont très probablement qu'une seule et même invocation, mille fois répétée en l'honneur du roi pour lequel le palais a été construit.

Tel est le caractère, telle est la destination probable des inscriptions de Khorsabad; mais un jour viendra certainement où l'on n'en sera plus réduit à de vagues conjectures sur le sens de ces textes si précieux. Il suffit d'examiner la nature du problème que présente le déchiffre-

ment de cette écriture mystérieuse pour se convaincre que cette solution ne saurait échapper, dans un temps plus ou moins éloigné, aux efforts de la science moderne.

Tout le monde a entendu parler du système d'écriture que l'on est convenu d'appeler cunéiforme, du nom de l'élément primitif qui en est la base. Cet élément est un coin aigu, un clou, qui peut se combiner indéfiniment avec lui-même par des changemens de taille ou de position, et fournir ainsi des groupes représentant toutes les articulations d'un alphabet, quelque développé qu'il puisse être. On le voit, rien ne saurait être plus simple que la création d'un semblable système alphabétique. Il y a plus, l'élément des écritures cunéiformes a été certainement choisi par suite d'une idée religieuse dont nous avons perdu la trace, car un monument babylonien, le caillou de Michaud, conservé au cabinet des antiques de la Bibliothèque du roi, parmi un certain nombre de figures se rattachant à des idées évidemment religieuses, nous représente le clou, base essentielle des écritures cunéiformes, placé comme un objet sacré sur un autel. Un pareil assemblage ne saurait être fortuit, et, sans aucun doute, il y a dans ce seul fait une indication suffisamment explicite de l'origine toute divine de l'élément principal de ces bizarres écritures.

Jusqu'ici, l'on a distingué parmi les écritures cunéiformes trois systèmes qui, probablement, sont destinés à peindre les sons de trois idiomes différens. Des monumens épigraphiques, appartenant exclusivement à la dynastie des souverains Achéménides de la Perse, ont été retrouvés dans les ruines du palais de Persépolis. D'ordinaire, ces inscriptions offrent trois textes cunéiformes se rapportant très certainement aux trois langues parlées par les trois races principales soumises à la dynastie des Achéménides, c'est-à-dire par les Perses, les Mèdes et les Assyriens. Il était naturel que l'idiome de la race dominatrice conservât la place d'honneur; aussi a-t-on, avant toute espèce de lecture, deviné que le premier rang appartenait, dans ces inscriptions trilingues, à la langue et à l'écriture persanes. Le même raisonnement a fait attribuer le second à l'écriture médique, le troisième à l'écriture assyrienne.

On comprend l'ardente curiosité qui s'attacha tout d'abord à ces écritures, et tous les vœux que l'on forma pour en voir opérer le déchiffrement. Bien long-temps ces vœux restèrent stériles; mais il n'est pas de problème de ce genre que l'intelligence humaine doive regarder comme insoluble, et la connaissance des écritures cunéiformes des trois classes signalées plus haut a fait, depuis quelques années, des progrès considérables. L'une d'elles, l'écriture persane, se lit aujourd'hui, non pas avec une extrême facilité, mais elle se lit. A l'aide de tâtonnemens dirigés par une saine critique philologique et continués avec une louable persévérance, on est parvenu à s'assimiler complétement la teneur de ces

textes si importans. A un Allemand, le docteur Grotefend, appartient l'honneur d'avoir le premier fixé, mais d'instinct seulement, la valeur de quelques-unes des étranges lettres qui constituent le système persique. Après une longue étude de ces textes, un jour il arrêta ses regards sur un groupe de caractères, et il se dit avec une assurance tout instinctive : Ceci est le nom de Darius! Grotefend avait deviné juste. C'était bien le nom de Darius qu'il avait rencontré et désigné. Il reconnut de même que tous les mots de ce premier système étaient séparés les uns des autres par un clou oblique, isolé et incliné de gauche à droite. A partir de ce moment, la porte fut ouverte, et les essais de déchiffrement se multiplièrent. A en juger par la nature de la langue moderne des Perses, à en juger surtout par la langue des livres sacrés, recueillis et traduits au prix de tant de sacrifices par un Français, Anquetil-Duperron, on pouvait à l'avance assurer que ces textes cunéiformes étaient conçus dans cet idiome connu sous le nom de zend, et qui est au sanscrit ce que l'italien est au latin. En France, M. de Saint-Martin fut le premier à marcher dans cette voie nouvelle; mais il était réservé à notre savant ami M. Eugène Burnouf d'y marcher le premier d'un pas ferme et rapide. Préparé de longue main à cette découverte par des études profondes de tous les idiomes de l'Inde, son esprit, éminemment doué de tout ce qui caractérise le génie philologique, reconstruisit, comme en se jouant, quelques belles pages de cette histoire de la langue persane. Des textes importans furent analysés et traduits. Le problème était résolu en ce qui concerne la première écriture. Depuis l'apparition du mémoire de M. Eugène Burnouf, des philologues étrangers ont abordé le même sujet, et, en tête de ceux-ci, il est juste de mettre le savant Lassen, dont les travaux en ce genre sont de véritables chefs-d'œuvre. Réformant les lectures de M. Burnouf en quelques points de détail, M. Lassen, à son tour, a vu les siennes réformées par les analyses de M. Rawlinson, et chaque jour encore la science philologique gagne à ces recherches profondes, que soutient et dirige la plus noble émulation. Le premier système cunéiforme est donc lu et bien lu, et l'on peut affirmer que désormais il ne se présentera plus une seule inscription de ce genre qui puisse résister à la science moderne.

L'honneur du premier essai tenté sur l'écriture intermédiaire, c'est-à-dire sur celle que l'on est convenu d'appeler médique, appartient à M. Westergaard. Cette fois, on était privé du secours que donne nécessairement la présence d'un signe constamment employé pour séparer les mots les uns des autres. Les lettres se suivent, et une inscription médique forme un tout compact d'autant plus rebelle au déchiffrement, qu'il est plus difficile de le scinder convenablement en groupes significatifs. Cependant, comme on savait à l'avance, par l'analyse des textes correspondans du premier système, où devaient se trouver les noms

déjà déchiffrés dans le persan, tels que ceux de Darius, de Xerxès, d'Hystaspe, d'Achéménès et d'Ormuzd, il est devenu facile de déterminer de même les limites de ces noms et de les disséquer en assignant à chaque caractère une certaine valeur, qu'on se réservait d'ailleurs de vérifier ultérieurement par l'analyse des mots représentatifs des idées. C'est M. Westergaard qui s'est chargé de ce soin. Les résultats qu'il a obtenus ne sont pas, il faut le dire, tout-à-fait satisfaisans. Ainsi, tous les mots dont il connaissait le sens à l'avance par la décomposition purement mécanique des textes médiques, comparés aux textes persans bien connus, tous ces mots, dis-je, s'ils étaient bien transcrits, appartiendraient à un idiome extraordinaire et ne se rattachant à aucune famille de langues connue. Comme il est à peu près impossible qu'il en soit ainsi, il est assez naturel de croire que les lectures de M. Westergaard sont loin d'être toutes exactes, et que le travail qu'elles constituent a besoin d'un contrôle sérieux. Un jeune savant allemand, M. le docteur Oppert, s'occupe activement de cette curieuse étude, et ses premières recherches l'ont déjà conduit à reconnaître dans l'idiome des textes cunéiformes médiques beaucoup de traits de ressemblance avec les idiomes de souche mongolique. Ce fait tout inattendu n'a pourtant rien qui doive nous causer une grande surprise. Chacun sait, en effet, que de la souche mongolique partent les nombreux rameaux des idiomes tartares. Il est fort vraisemblable que la langue antique des Scythes se rattachait à la même origine; il est donc possible que la langue représentée par la seconde espèce d'écriture cunéiforme ait été destinée à peindre les sons d'un langage appartenant à quelque race issue de la même grande famille.

Le troisième système des écritures cunéiformes, c'est-à-dire celui qu'on est convenu de nommer système assyrien, est maintenant représenté par des monumens fort nombreux, grace aux découvertes de Schulz sur les bords du lac de Van, grace surtout à celles de MM. Botta et Layard. On possède donc aujourd'hui des textes assez développés et en assez grand nombre pour qu'il y ait tout lieu d'espérer que la solution du problème offert par le déchiffrement de ces textes ne se fera pas trop long-temps attendre. Naturellement on ne peut arriver à cette solution qu'en procédant cette fois encore du connu à l'inconnu, et qu'en profitant des ressources que peuvent fournir les textes trilingues tracés sous les souverains de la dynastie Achéménide. L'étude attentive de ces monumens trilingues, qui existent encore de nos jours à Persépolis, à Hamadan, à Mourghâb, à Van et à Nakchi-Roustam, a mis les philologues en mesure de déterminer quelques noms propres, tels que ceux d'Ormuzd, de Cyrus, de Darius, d'Hystaspe, de Xerxès, d'Artaxerxès et d'Achéménès; mais on comprend que l'analyse de sept noms seulement ne peut donner des résultats suffisans pour arriver à la détermination

de plusieurs centaines de caractères. Ce que l'on sait parfaitement déjà, c'est que les noms propres de personnages, dans l'écriture assyrienne, sont constamment précédés d'un clou vertical isolé, tracé la pointe en bas, et qui ne paraît jouer d'autre rôle que celui d'un indice imprononçable, d'une simple caractéristique des noms propres. Ce fait permet de reconnaître à première vue, dans un texte assyrien quelconque, la place occupée par les noms; mais voilà tout. Quant à l'étendue de ces noms, il sera impossible de la déterminer *à priori* d'une manière certaine, tant qu'on n'aura pas une connaissance précise d'articulations alphabétiques plus nombreuses que celles qui se rencontrent dans les noms divins et royaux tirés des inscriptions trilingues. A Nakchi-Roustam, une vaste inscription de cette classe, tracée à une grande hauteur sur la face aplanie d'un rocher, contient une longue énumération des peuples soumis à Darius. M. Westergaard, à l'aide d'un télescope, a tenté de copier cette triple inscription si précieuse; mais les textes obtenus ainsi sont naturellement d'une correction fort problématique, et d'ailleurs le texte assyrien, mutilé en beaucoup d'endroits, se trouve, par une désolante fatalité, moins bien conservé dans l'énumération des peuples assujettis au monarque persan que partout ailleurs. Il y a plus, la comparaison des noms de lieux ou de peuples ne peut offrir des résultats positifs; car souvent, d'une contrée à une contrée toute voisine, le nom d'une même localité change de physionomie au point de ne plus présenter les mêmes consonnances. Il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de noms propres de personnages, parce que ceux-ci ne peuvent, en passant d'un idiome dans un autre, subir que des altérations peu profondes et incapables d'en modifier radicalement la physionomie. A ce compte, il existe un texte trilingue dont la possession accélérerait notablement, sans nul doute, le déchiffrement de l'écriture assyrienne : c'est la fameuse inscription de Bisitoun. Cette inscription accompagne un immense bas-relief sculpté sur un rocher et représentant Darius haranguant une foule de chefs de nations soumises à sa loi. Chacun de ces chefs est accompagné d'une légende particulière, contenant son nom et celui de la nation qui l'avait à sa tête. Cet inestimable monument épigraphique a été copié avec grand soin par M. Rawlinson, agent diplomatique de l'Angleterre, établi depuis longues années à Bagdad, et explorateur plein de talent de tous les monumens des écritures cunéiformes. Malheureusement M. Rawlinson, désireux sans doute de se réserver la gloire de découvrir le premier le sens des inscriptions assyriennes, s'est jusqu'ici refusé à communiquer au monde savant le texte inappréciable qu'il possède seul, et il faudra que quelque courageux voyageur se dévoue à aller conquérir ce trésor philologique devant lequel MM. Coste et Flandin se sont arrêtés long-temps, sans en enrichir leurs

portefeuilles. Nous ne voudrions pas avancer que de la possession seule de l'inscription de Bisitoun dépend le succès des efforts tentés pour arriver à la connaissance de l'écriture assyrienne, mais nous affirmons sans crainte que, le jour où cette inscription ne sera plus confisquée au profit d'un seul, la question aura fait un pas immense.

Voyons quels sont les résultats obtenus jusqu'ici. Depuis long-temps, le rôle de l'indice des noms assyriens avait été reconnu dans les textes trilingues. L'analyse de ces noms mêmes avait été à plusieurs reprises opérée à petit bruit et dans le silence du cabinet. M. Isidore de Lœwenstern est le premier qui, sur cet intéressant sujet, ait livré au public un travail important. Reprenant la question *ab ovo,* il a opéré l'analyse de ces noms propres, et a publié les résultats de cette analyse. Ses recherches l'ont conduit de plus à reconnaître, dans l'écriture assyrienne, l'emploi de signes homophones dans toute l'acception du mot, c'est-à-dire de signes très divers de forme, représentant, comme cela a lieu dans les écritures égyptiennes, des articulations alphabétiques identiques. En résumé, le livre de M. de Lœwenstern, s'il n'est pas inattaquable dans toutes ses parties, a du moins le premier mis le public lettré en possession d'un certain nombre de valeurs alphabétiques qui nous paraissent parfaitement certaines. De son côté, M. Botta a commencé la publication d'un travail dont il n'est pas possible de méconnaître l'importance. Il a, avec une patience merveilleuse, disséqué lettre par lettre les innombrables textes assyriens que le palais de Khorsabad lui avait fournis. Il a fait le même travail sur les inscriptions de Van et sur les inscriptions trilingues, et il est parvenu de la sorte à construire un catalogue extrêmement curieux, dans lequel toutes les permutations des signes assyriens sont enregistrées. Quand ce travail sera achevé, nous posséderons très probablement de bien précieux élémens à mettre en œuvre dans la recherche du problème. Tous les signes qui permutent entre eux dans les textes assyriens y seront classés, et il restera alors à reconnaître si, parmi les permutations constatées, toutes sont des indices évidens d'homophonie, ou si quelques-unes d'entre elles ne cachent pas en réalité de simples désinences grammaticales à déterminer.

Jusqu'ici, la langue elle-même nous échappe, et il reste impossible d'en fixer *à priori* la nature. Toutefois la position géographique de la contrée dans laquelle cette langue était parlée permet de pressentir qu'elle offrira certains rapports plus ou moins étroits avec les idiomes des contrées limitrophes. L'origine semitique de la race assyrienne, origine suffisamment constatée par l'Écriture, ne permet pas de douter qu'on y trouvera de nombreux radicaux semitiques, très probablement comparables à ceux qui constituent la langue chaldéenne. D'un autre côté, il n'est guère possible de méconnaître dès à présent

dans l'écriture assyrienne une fréquence de voyelles qui semble la relier assez intimement au système persan lui-même, et par suite à la langue mère de tous les idiomes indo-germaniques, c'est-à-dire au sanscrit. De plus, s'il est vrai que la langue cachée sous le système médique se rapproche des idiomes tartares ou mongoliques, il n'y a rien d'absurde à présumer que certains mots, certaines formes peut-être se rencontreront dans l'écriture assyrienne, qu'il sera possible de rattacher à cette classe de langues. Enfin, sur le sol même que foulait la race assyrienne, vit encore aujourd'hui une race antique, évidemment aborigène, et dont l'idiome a dû conserver bien des traces de la langue des Assyriens : c'est la race arménienne.

On le voit, le problème à résoudre offre de sérieuses difficultés, puisqu'il est absolument impossible de prévoir ce que sera tel ou tel mot représentant telle ou telle idée, même déterminée à l'avance. Trouver la valeur précise des caractères, voilà le premier pas à franchir, et jusqu'ici les élémens de détermination, c'est-à-dire les noms propres à disséquer, sont trop peu nombreux pour qu'il soit possible de marcher avec assurance. Vienne l'inscription de Bisitoun, et plus de la moitié de la besogne sera faite. Jusqu'à la publication de ce texte précieux, on ne pourra procéder que par des tâtonnemens plus ou moins heureux. Une fois maître de la valeur d'un nombre suffisant de caractères alphabétiques extraits des noms propres, on reportera ces caractères dans les mots qui constituent des phrases. Comme, à l'aide des inscriptions trilingues dont le sens est découvert, on pourra fixer à l'avance les limites et le sens des groupes significatifs, beaucoup d'entre ces groupes pourront alors se transcrire intégralement, et dès-lors il deviendra possible, sinon aisé, de les rattacher à des radicaux bien connus des langues dont nous avons fait plus haut l'énumération. Il n'y a pas d'autre marche à suivre, pas d'autre moyen d'avancer avec certitude; on doit donc souhaiter ardemment, ou que M. Rawlinson consente à communiquer les matériaux dont il s'est jusqu'ici réservé le monopole, ou que quelque courageux voyageur se dévoue pour nous procurer à ses risques et périls le texte dont la possession ne saurait manquer de jeter la plus grande lumière sur la voie encore si ténébreuse qu'il s'agit de parcourir. Dire que des hommes tels que M. Eugène Burnouf, l'honneur de l'école philologique française, s'occupent sérieusement de la recherche de cet important problème, c'est dire qu'à coup sûr, s'il est donné à quelqu'un de déchiffrer les mystérieuses inscriptions des monumens assyriens, le voile qui les recouvre sera promptement soulevé.

Nous ne pouvons ici entrer dans des détails purement techniques sur le caractère essentiel du système cunéiforme assyrien : il nous suffira de dire que l'écriture des inscriptions de Van a un aspect de simplicité

qui semblerait les reporter à une époque antérieure à celle des inscriptions de Khorsabad; mais une pareille conclusion ne saurait être absolue, par la raison seule que l'éloignement de deux localités aussi distantes que Van et Khorsabad peut et doit même avoir influé d'une façon notable sur l'écriture, et probablement sur le dialecte. Quant à l'écriture des inscriptions trilingues tracées sous les souverains Achéménides, elle offre également des modifications de caractères dont l'appréciation permet presque d'affirmer d'instinct que ces inscriptions sont postérieures à celles de Van et de Khorsabad. Toutefois il est aujourd'hui bien démontré, par les recherches comparatives de M. Botta, que les écritures de ces trois séries de monumens se confondent radicalement en une seule, et que le système babylonien lui-même, système en apparence beaucoup plus compliqué, n'est au fond que le système assyrien.

En résumé, bien qu'on soit parvenu, à l'aide des inscriptions de Van, à reconstruire avec certitude un lambeau généalogique d'une dynastie royale, bien que sur les monumens de Khorsabad on ait pu lire le nom d'un roi Aparanadis ou Aporanadis, qui n'est certainement que l'Aparanadisos du canon de Ptolémée (ce roi a régné de 699 à 693 avant Jésus-Christ), la question du déchiffrement de l'écriture cunéiforme assyrienne ne pourra marcher rapidement vers une solution que du jour où un texte trilingue comme celui de Bisitoun sera mis entre les mains des philologues. Les bas-reliefs déjà rapportés à Londres, et provenant des fouilles exécutées à Nemroud par M. Layard, portent de nouveaux noms royaux. Ceux qui proviennent d'un palais beaucoup plus ancien, d'un palais abandonné et ruiné déjà peut-être au moment où une même catastrophe a détruit les palais relativement modernes de Khorsabad et de Nemroud, offriront d'autres noms royaux à étudier, ainsi que l'a déclaré M. Layard. De l'analyse de ces noms sortiront nécessairement de nouveaux élémens alphabétiques dont la possession simplifiera d'autant les recherches ultérieures. On comprend que nous souhaitions ardemment la publication de ces monumens, puisqu'ils doivent contribuer puissamment à nous donner la clé de documens historiques bien inespérés naguère, et nous aider ainsi à reconstruire au moins quelques lambeaux des annales de l'un des peuples les plus illustres de l'antiquité.

F. DE SAULCY.

DE

LA CONSTITUTION

DE

L'UNITÉ NATIONALE EN FRANCE.[1]

La force de la France résulte du parfait accord des élémens qui la constituent, et le dire après tant d'autres, c'est répéter un lieu commun. Toutes les nations admirent et envient cet organisme merveilleux qui fait vivre d'une vie commune trente-quatre millions d'hommes, conservant tous, dans la diversité de leurs caractères et l'infinie variété de leurs pensées, le culte d'une même patrie et le chaleureux dévouement à une même cause. La France n'est point une agglomération de provinces réunies par les caprices de la force et du hasard : c'est la nationalité la plus compacte qui soit apparue dans le monde, et elle est une comme l'homme est un.

Il y a sans doute au sein de cette grande société des partis et des écoles qui se produisent dans la pleine liberté de leurs idées et de leurs

(1) On n'a pas oublié les monographies de Duguesclin, de Richelieu, de Henri IV, publiées dans cette *Revue* par M. L. de Carné. Le morceau que nous donnons aujourd'hui appartient à la même série, qui, augmentée de quelques portraits historiques, formera un livre important sous ce titre : *Études sur les fondateurs de l'unité nationale en France.*

espérances; mais la différence des intérêts, celle non moins profonde des points de vue, n'y sont point déterminées par des influences locales, et les opinions n'y connaissent pas de frontières. La Lorraine et la Bretagne, l'Artois et la Provence, n'ont pas une manière propre de juger les événemens qui intéressent la nation; et, lorsque celle-ci est divisée par les factions, l'élément territorial reste étranger aux inspirations qu'elles reçoivent comme aux déterminations qu'elles peuvent prendre. C'est pour maintenir les droits sacrés de la conscience, et non pour retrouver une existence distincte, que la Vendée a livré ses héroïques combats; et, si la Gironde fit appel aux départemens contre Paris, ce fut pour résister à l'oppression d'un parti, non pour réveiller le souvenir d'un passé dont elle était fort ignorante et fort peu soucieuse.

Lorsque l'on compare cette situation, si fortement assise sur la conscience de tous, à celle des principaux états européens, qui ont moins à compter avec leurs voisins qu'avec eux-mêmes, on a le secret de notre puissance morale et des ombrageuses susceptibilités qu'elle excite. L'Allemagne se débat dans un travail stérile pour relier les membres épars du vaste corps au sein duquel la réforme introduisit le germe d'une division incurable. Séparée par la paix comme par la guerre, par les actes de Westphalie aussi bien que par les victoires de Frédéric II, elle n'a retrouvé, depuis 1815, une sorte d'unité dans son action extérieure que par l'effet des appréhensions qu'elle éprouve, et voici qu'après une compression de plus de trente années, l'Autriche s'émeut au réveil du génie guelfe en Italie, au spectacle d'une assemblée délibérante siégeant à Berlin; voici qu'elle entend au fond des steppes de la Hongrie et jusque dans les calmes cités de la Bohême retentir, dans un idiome long-temps étouffé sous la langue des vainqueurs, des cris de menace et d'espérance. L'empire britannique est plus que jamais divisé contre lui-même, et l'Irlande demeure à toujours pour l'Angleterre une plaie, une expiation et un opprobre. Au nord de l'Europe, la Suède n'a, depuis trente ans, d'autre souci que de s'assimiler la Norvége; la Russie est arrêtée dans son expansion naturelle vers le Bosphore par les convulsions de la Pologne, aussi redoutable dans ses chaînes qu'elle le fut jamais dans sa liberté. Au midi, la péninsule espagnole témoigne, par ses efforts infructueux pour parvenir à l'unité politique, des résistances que lui oppose la triple barrière élevée par les traditions, par les mœurs et par les intérêts. Si des conjurés dans leurs *ventes* et des rêveurs dans leurs écrits célèbrent les destinées promises à la jeune Italie, à la jeune Suisse, à la jeune Allemagne, les populations qu'on s'efforce de rapprocher par des étreintes convulsives plutôt que par des sympathies véritables ne restent pas moins profondément divisées. Les Romagnols et les Vénitiens, les Florentins et les Lucquois, en Italie; les Rhénans et les Anséates, les naïfs chasseurs

des vallées tyroliennes et les austères réformés de la vieille Prusse, dans l'ancien empire germanique, concentrent leur existence, comme s'est concentrée leur histoire, aux murs de leurs cités et aux horizons qu'ils embrassent, et, si la suspicion contre l'étranger réunit parfois les cœurs dans les mêmes antipathies, la vie nationale est encore à naître au sein de ces peuples, contraints, pour s'élancer dans l'avenir auquel on les convie, de sauter à pieds joints par-dessus tout leur passé. La Suisse, malgré les violences d'un parti aussi étranger à son histoire qu'aux principes de la sociabilité, reste ce que Dieu l'a faite, une collection de grandes municipalités séparées par leurs croyances plus profondément encore que par leurs montagnes. L'Allemagne elle-même est une grande Suisse, où de faibles souverainetés luttent au hasard contre une opinion publique qui ne sait malheureusement quel cours se donner à elle-même. Partout enfin l'incertitude du but à atteindre et l'absence de direction pour y marcher attestent le vice originaire de ces sociétés, qui ne sont pas développées comme la nôtre d'après un plan naturel et uniforme.

Il n'est pas plus donné aux chancelleries qu'aux factions de corriger la nature et de suppléer au temps. C'est en vain qu'on proclame avec éclat l'unité primitive des races allemandes, qu'on lui élève des temples et qu'on prononce sur ce thème de solennelles harangues. L'archéologie ne saurait faire les miracles qu'on lui demande; une nationalité ne se compose pas, comme un mémoire à l'Académie des Inscriptions, à coups de textes pédantesquement colligés; il n'est pas donné aux plus grands hommes, même aux plus grands princes, de suppléer aux réalités par des formules, aux libertés constitutionnelles par des théories historiques.

Il suffit de mettre en regard de ces créations artificielles de la force et de la politique cette individualité française au sein de laquelle la vie circule incessamment du centre aux extrémités, pour faire comprendre son ascendant moral sur l'Europe dont elle est l'ame. La formation de cette grande unité nationale, le travail des hommes convergeant vers le même but que celui des siècles, pour commencer par les mains de Louis-le-Gros l'œuvre qui s'achève sous Louis XIV, sans qu'aucune vicissitude ait jamais détourné la France du but assigné à ses efforts et à sa fortune, c'est là un des plus imposans spectacles qu'ait présentés l'histoire. Il constitue à lui seul l'intérêt principal de nos annales; c'est par là que celles-ci se transforment en une vaste épopée, qui enlace dans le cadre d'un plan divin tous les caprices des hommes et tous les accidens des choses.

Pour atteindre un tel but, la Providence a donné à la nation choisie par elle une succession de souverains et de ministres, tous dévoués à la même pensée, et qui tous ont cherché leur grandeur au service de

la même cause. Si d'autres carrières ont été plus éclatantes, si d'autres contrées ont vu passer sur le trône de plus grands princes, on peut affirmer qu'en aucun pays les princes n'ont été plus utiles aux peuples, et ne se sont dévoués avec une telle obstination à poursuivre les mêmes desseins et à triompher des mêmes obstacles. Les Hohenstauffen étaient de plus puissans esprits que les Capétiens; la maison de Plantagenet a produit de plus grands capitaines que la race des Valois; Charles-Quint exerça sur le monde un prestige d'autorité auquel fut bien loin d'atteindre François Ier, et pourtant la France doit plus de reconnaissance à ses rois que l'empire, l'Angleterre et l'Espagne n'en doivent aux leurs. C'est que jamais princes n'ont aussi efficacement servi une nation et n'ont aussi nettement deviné son avenir. Les rois ont pétri la France comme l'abeille pétrit son miel; le temps a fait le reste; chaque génération, dans son passage, a laissé tomber sa goutte d'eau pour la formation de ce cristal magnifique, qui défie les siècles parce qu'il est leur ouvrage.

Ce n'est ni par la configuration géologique, comme l'ont voulu les uns, ni par la nature des élémens primordiaux de la nation, comme d'autres l'ont prétendu, qu'il est possible d'expliquer cette assimilation générale et cette tendance à la concentration du pouvoir, qui se produisit en France dès la première race, et qui trouva dans Napoléon son expression la plus formidable en même temps que la plus complète.

Si le périmètre du vaste bassin qui s'étend des Pyrénées à l'Océan, au Rhin et au Rhône, suffisait pour expliquer la formation d'une grande unité politique, pourquoi ce phénomène ne se serait-il pas également produit dans les deux péninsules voisines, placées, par leur isolement même, dans des conditions plus favorables peut-être à la réalisation de ce phénomène? Pourquoi la riche Italie, baignée par deux mers, a-t-elle vécu d'une vie purement municipale? Pourquoi l'Espagne, séparée de l'Europe par une infranchissable barrière, est-elle demeurée divisée en royaumes que quarante années de révolutions et de douleurs n'ont pu confondre encore sous une législation commune? D'ailleurs, au point de vue géographique, l'Allemagne, délimitée par le Rhin, arrosée par tant de cours d'eau navigables, vers lesquels ses plateaux s'abaissent en pentes insensibles, ne semblait-elle pas convier les populations à des communications faciles et à la plus étroite intimité? N'en est-il pas ainsi de ces immenses espaces où la race slave vit dans des plaines fertilisées par les plus grands fleuves de l'Europe, sans être jamais parvenue à s'appartenir à elle-même et à compter parmi les nations?

L'œuvre à laquelle ont travaillé nos pères pendant six siècles, et dont nous jouissons pleinement depuis Richelieu, ne s'explique pas davantage par la nature des élémens dont l'agglomération a formé notre

nationalité; car, si jamais pays semblait voué à une division éternelle, c'était assurément la Gaule. Personne n'ignore qu'avant la conquête romaine cette contrée était habitée par des peuples d'origine diverse, étrangers les uns aux autres par leurs mœurs comme par leurs langues et leurs lois (1). En portant ses colonies et ses habitudes élégantes au milieu des barbares qui lui avaient héroïquement résisté, Rome sut se venger de ces résistances mêmes et en prévenir le retour. Les Gaules fléchirent sous l'Italie, les vieilles mœurs sous les nouvelles, et, selon leur admirable politique, les vainqueurs se mêlèrent aux vaincus en élevant ceux-ci jusqu'à eux. Arles, Nîmes, Narbonne, devinrent de riches cités romaines, et, pendant que les chefs des Aquitains et des Celtes entraient au sénat et formaient la garde des empereurs, les colons de la Ligurie et les vétérans du Latium cultivaient les vineuses campagnes de la Bourgogne. Depuis la cité grecque de Marseille jusqu'aux remparts de Lutèce, la ville chérie de Julien, tout porta l'empreinte du génie étranger, et les races étaient confondues comme les mœurs et les idiomes, au moment marqué par la Providence pour renouveler la face du monde.

Dans ces jours d'expiation, une nuée de barbares s'abattit des quatre vents du ciel sur ce sol, devenu le rendez-vous de peuples inconnus. Pendant que les Visigoths formaient au midi un vaste royaume, les Burgondes s'établissaient à l'est, du Rhône au Jura; les Francs, attirés vers une contrée qu'ils embrassèrent long-temps du regard avant d'y fixer leurs tentes, faisant enfin succéder de durables établissemens à des incursions stériles, s'établissaient au-delà de la Meuse; puis, ressuscitant ce fantôme de l'unité romaine qu'un souffle de leurs fortes poitrines avait fait disparaître, et se parant de cette pourpre impériale qu'ils avaient mise en lambeaux, leurs chefs se mirent en demeure d'appliquer à de plus vastes territoires le droit étrange de succession dont ils s'étaient fait un titre. Celtes aborigènes dans toutes les provinces, Celtes renforcés par de nombreuses émigrations bretonnes en Armorique, sang norvégien mêlé au sang indigène en Neustrie; à l'est, Romains, Gallo-Romains et Burgondes; Visigoths au midi; au nord, des Francs et des Germains de souches diverses et le plus souvent ennemies : tels étaient, aux premiers siècles de la monarchie qui succédait à la puissance impériale, les élémens divers épars dans cette contrée, destinée à s'appeler bientôt la France.

Entre les agglomérations de peuplades conquérantes et voyageuses qui se partagèrent l'Europe après le grand cataclysme, celle qui s'était établie du Rhin aux Pyrénées semblait assurément moins prédestinée

(1) Gallia est omnis divisa in tres partes, quarum unam incolunt Belgæ, aliam Aquitani, tertiam qui ipsorum linguâ Celtæ, nostrâ Galli appellantur. Hi omnes linguâ, institutis, legibus inter se differunt. — *Cæsaris Commentarii*, lib. I.

que toutes les autres à devenir le noyau d'une vaste unité politique. L'Italie était restée plus compacte que la Gaule sous le torrent de l'invasion lombarde, et n'avait pas tardé à s'assimiler les barbares, inclinés devant le prestige de ses grandeurs immortelles. L'Allemagne, bien que sillonnée par des peuples d'origine asiatique, s'était, du moins dans les provinces du nord et du centre, maintenue en pleine possession de son caractère, de sa langue et de son génie; la race germanique, peu entamée par l'influence romaine, n'avait cédé au fléau de Dieu ni le sol ni l'empire; elle était sortie de ses forêts pour devenir conquérante sans avoir été subjuguée, et pourtant on vit bientôt cette race, dont la nature et les événemens semblaient avoir préparé l'assimilation, donner le spectacle d'une division et d'une impuissance qui se sont prolongées jusqu'à nous.

La science décorée de nos jours du nom pompeux de philosophie de l'histoire a, pour expliquer les destinées différentes réservées aux peuples, des procédés très simples et des argumens péremptoires. Résolue de trouver la raison de tout et de vaticiner sur le passé comme les prophètes sur l'avenir, une certaine école signale tantôt dans les accidens du sol ou les influences atmosphériques, tantôt dans le caractère et le tempérament des peuples, parfois dans l'émail des yeux, la couleur de la chevelure et jusque dans la coupe des vêtemens, les causes des plus grands phénomènes de l'histoire. Pour elle, les faits usuels, les naïfs détails de la vie domestique, ont mille significations symboliques qui vous échappent et vous confondent; chaque terroir a sa vertu, chaque race a sa mission, chaque costume a sa portée philosophique, et le tailleur travaille en vertu d'un *fiat* d'en haut. C'est le côté hiératique de la nature qui échappe au vulgaire, et dont les arcanes s'entr'ouvrent devant les seuls initiés. Telle province doit fournir des philosophes, telle autre des jurisconsultes, une troisième est la patrie prédestinée des poètes ou des orateurs. Il suffit d'observer la forme de certaines montagnes ou de suivre en rêvant le cours de certains fleuves pour avoir la perception distincte des grandes scènes du passé, et, pour peu qu'on observe avec attention, par exemple, la coiffure des Cauchoises, il est impossible de ne pas deviner la conquête de l'Angleterre par les Normands (1).

La France, pays du bon sens, a fait trop d'honneur à ces ingénieuses pauvretés en leur permettant de s'étaler devant elle avec leurs garnitures de clinquant, au temps même où les études historiques prenaient, sous la plume d'historiens publicistes et d'écrivains hommes d'état, des proportions qu'elles n'avaient pas atteintes jusqu'alors. En prêtant l'oreille à ces puériles affirmations, aussi bien qu'en accoutumant ses

(1) M. Michelet, *Hist. de France*, t. II.

yeux à l'éclat facile des œuvres pittoresques et brillantées, elle a rendu ingrate et presque impossible la tâche des écrivains qui respectent encore la conscience publique. Il est devenu difficile de prendre beaucoup de peine pour un public résolu à en prendre si peu lui-même; il est plus difficile encore, en présence des assertions tranchantes et des solutions systématiques, de ne dire que ce qu'on sait, de confesser ce qu'on ignore, et de chercher dans des causes primordiales et multiples l'engendrement d'effets multiples eux-mêmes et souvent contradictoires entre eux; il est enfin souverainement délicat et presque ridicule, en face d'un siècle auquel on a donné des explications pour toutes choses, de reconnaître qu'après tout il n'y a que la volonté de Dieu et les vues de sa providence pour expliquer les principaux accidens de l'histoire. Telle est pourtant la vérité, et l'on n'est un historien qu'à la condition de le croire, de le dire et de le prouver.

Le principal titre d'honneur des lettres françaises dans notre siècle est assurément le progrès des sciences historiques, provoqué par l'association de l'esprit politique à l'esprit d'investigation. On a observé les peuples dans l'intimité de leur existence en cessant de s'arrêter aux incidens et aux noms propres, et l'on s'est efforcé d'étudier à leurs sources mêmes la vie des nations et le génie des races, afin d'en signaler les lointains écoulemens. De grands esprits sont parvenus à appliquer avec bonheur l'expérience, acquise au prix des révolutions, au discernement des faits dont la signification avait échappé à nos pères. Pour nous, l'histoire est donc devenue plus pratique et plus transparente; mais, à côté de ces avantages, cette méthode politique n'a pu manquer de présenter aussi ses inconvéniens : le côté divin des choses s'est en quelque sorte dérobé aux regards, et l'action de la Providence a cessé d'être sensible. Remettre Dieu en pleine possession de l'histoire sera désormais la grande tâche dévolue au génie, et c'est surtout dans nos glorieuses annales que sa pensée resplendit toujours visible et toujours présente.

Si, contrairement à toutes les vraisemblances humaines, il est sorti de la vaste confédération des Gaules transformée par Rome et bouleversée par les barbares une monarchie plus compacte et plus forte que les autres états continentaux, c'est que la Providence a voulu qu'il en fût ainsi. Pour la suite de ses desseins sur le monde, il fallait un peuple au bras fort, à l'esprit logique et résolu, qui vécût d'une même pensée et s'inspirât aux mêmes sources d'enthousiasme et de dévouement; il fallait au centre de l'Europe une nation capable d'accepter avec entraînement et d'accomplir avec persévérance la grande mission sociale réservée à son initiative. Dieu a donc marqué la France d'un sceau d'élection qui brille à son front aux jours mêmes où elle le répudie; il lui a prodigué moins encore les grands hommes que les hommes

utiles; il a mis dans l'esprit de la race royale appelée à la gouverner depuis huit siècles une unité de vues sans exemple dans les autres monarchies; il l'a enfin dotée de la sainte faculté de croire et de se dévouer pour ses croyances. Qu'en se plaçant à ce point de vue, le seul véritable, s'il est une Providence pour l'humanité, on jette un rapide coup d'œil sur la succession de nos annales, et l'on verra les événemens concorder tous vers une même fin, et chaque homme jouer à son insu sa partie dans l'immense concert qui se prolonge à travers les âges.

Lorsque Clovis et les Sicambres se fixent au centre des Gaules, une nuit profonde couvre le monde et dérobe l'avenir à tous les regards; les flots de l'invasion se poussent les uns les autres, comme ceux d'une vaste mer dont Dieu aurait rompu les digues. Nul ne pourrait pressentir auxquels est réservée la gloire de fonder une nation entre ces nuées de barbares, Huns, Sarmates, Avares, Lombards, Goths ou Germains, qui s'abattent comme des sauterelles sur cette civilisation qu'ils dévorent. Les frontières des peuples ont disparu sous le déluge, et, comme aux premiers jours du monde, une arche mystique flotte seule au-dessus des grandes eaux. Symbole de renaissance au sein de la mort universelle, la barque de Pierre porte les destinées futures des sociétés, car l'unité catholique est le seul principe de réorganisation qui apparaisse alors en Europe. Mais ce principe est gravement menacé par la doctrine d'Arius, sorte de rationalisme philosophique qui aurait desséché dans sa fleur le germe sacré, s'il lui avait été donné de prévaloir contre Rome. Cette secte avait envahi l'Europe et l'Afrique, et les principales nations barbares, devenues les soutiens de l'empire agonisant, avaient embrassé l'hérésie avec une ardeur fougueuse. Cependant, au milieu de cette apostasie du monde chrétien, la Gaule restait catholique: inondée du sang des martyrs, catéchisée par l'éloquente parole de pieux évêques et de grands docteurs, elle était devenue le principal boulevard de l'unité religieuse. Pour la mettre en mesure de résister efficacement à l'hérésie, Dieu suscita le bras d'un peuple rude et brave qui n'avait pas encore abjuré le paganisme, mais qui, par ses antipathies contre les autres barbares ariens, devenait l'auxiliaire naturel de l'église catholique en Occident. C'est à ce titre qu'on voit s'établir dans les Gaules, à la fin du ve siècle, cette confédération des Francs, dont la conquête fut généralement exempte des spoliations et des violences qui, partout ailleurs, avaient suivi les grandes invasions. Un lien commun rattacha promptement les vainqueurs aux vaincus; avant même que l'eau sainte eût coulé sur la tête de Clovis, il était, comme la plupart des chefs francs, très favorable au clergé catholique, très désireux de se concilier la confiance des chrétiens (1). Époux d'une pieuse princesse, il pro-

(1) Voyez la lettre de saint Remi à Clovis dans Duchesne, *Histor. Francorum Scriptores*, t. I. p. 849.

met de se faire catholique, et ses enfans sont élevés dans la religion chrétienne. L'histoire du vase de Soissons constate quel respect le roi des Francs, encore païen, portait à des croyances qu'il avait d'ailleurs si grand intérêt à ménager. On peut en dire autant de ce que rapporte Grégoire de Tours d'Aprunculus, évêque de Langres, chassé de son siége épiscopal par les Bourguignons, à cause de son dévouement pour les Francs (1). Les vives sympathies de cet historien pour le peuple dont les succès se confondent toujours à ses yeux avec le triomphe de la religion catholique font comprendre les moyens par lesquels Clovis sut associer étroitement sa cause à celle des populations au milieu desquelles il établit son armée. Ce fut dans le *champ arien,* rougi du sang des soldats d'Alaric, que fut scellée l'union des Gaules avec la race destinée à donner son nom à ces contrées. La plupart des expéditions de Clovis eurent un caractère religieux : entreprises contre les peuples ariens établis au-delà de la Loire et sur les bords de la Saône, elles furent presque toutes provoquées par le clergé, et la légende, venant dorer de ses rayons ces événemens lointains et obscurs, nous montre, dans les pages naïves du saint évêque, les soldats francs dirigés par des anges et suivant de blanches biches sorties du fond des forêts pour indiquer aux vengeurs de l'église le gué des rivières et les sentiers cachés des montagnes inaccessibles.

De la lutte armée contre l'arianisme est donc sorti le germe de la monarchie, puisque cette lutte a commencé le rapprochement des populations et donné aux évêques des Gaules les mêmes ennemis et les mêmes défenseurs. L'identité de l'intérêt religieux fonda l'unité morale par l'action de l'épiscopat, bien avant que l'unité monarchique fût parvenue à s'établir par l'ascendant de la royauté. L'idée même de la royauté, telle qu'elle s'est produite plus tard en Europe, était alors fort étrangère aux races germaniques, car celles-ci n'avaient pas apporté de leurs forêts l'usage du droit d'aînesse, dont la pratique héréditaire peut seule fonder la monarchie. Si certaines familles étaient spécialement préposées à la conduite des expéditions dans ces tribus si longtemps errantes, de tels commandemens ne représentaient ni la personnalité, ni l'unité de la nation : aussi, pendant tout le cours de la première race, cette unité, exprimée par le clergé seul, résista-t-elle à ces partages incessans, qui apparaissent comme des déchiremens de la monarchie, quoiqu'ils ne fussent, en réalité, que la division naturelle du commandement militaire et des pays conquis par les armes. Ce ne fut que beaucoup plus tard, et dans les désordres qui signalèrent la fin de la deuxième race, que l'on vit se perdre les dernières notions de l'unité primitive du royaume des Francs, tel qu'il avait été constitué

(1) S. Gregor. Turon., *Histor. Eccles,* lib. II.

par la résistance aux peuples ariens, et par l'autorité qu'exerçait sur les vainqueurs un épiscopat au sein duquel dominait l'esprit gallo-romain.

On avait vu les successeurs de Mérovée, sans répudier aucune des rudes traditions léguées par leurs ancêtres, jeter les fondemens d'une sorte d'organisation régulière, dans laquelle l'élément romain se maintenait en son individualité propre, grace à l'influence du sacerdoce, à côté de l'élément germanique en possession de toute la force militaire. Cette société franco-romaine de la première race, dans laquelle une civilisation expirante coexistait avec une civilisation à son aurore, voyait les mœurs élégantes de l'Italie et les institutions du municipe subsister concurremment avec les habitudes sauvages des forêts d'où ses chefs étaient sortis. Cependant on pouvait suivre de génération en génération l'altération graduelle de ces élémens primitifs, et il n'était pas impossible d'entrevoir au sein de cette confusion générale l'embryon d'une unité nouvelle. Lorsque la vénération païenne pour le sang des princes mérovingiens se fut affaiblie sous l'influence chaque jour croissante de l'église catholique, on vit disparaître le fantôme d'une royauté qui ne correspondait plus ni aux croyances ni aux souvenirs. La résurrection de l'empire d'Occident, avec son unité et ses pompes, vint signaler le triomphe éclatant de l'idée romaine exprimée par le clergé.

A partir de ce jour, ce fut contre les souvenirs paternels et contre la domination exercée par l'élément germanique dans les conseils des rois de la deuxième race que se dirigèrent et l'action de l'opinion publique et les efforts des peuples. Les successeurs immédiats de Charlemagne, pour maintenir leur domination impériale, se trouvèrent dans le cas de s'appuyer sur les princes allemands, sortis d'une souche commune, et qui représentaient la même cause et les mêmes intérêts. L'intervention des empereurs germaniques dans les affaires du royaume fut le motif véritable de la rapide impopularité des princes carlovingiens. Il était déjà facile de voir qu'entre la Loire et la Meuse commençait à s'élever une jeune nation qui n'avait plus rien de commun avec ses pères d'au-delà du Rhin, et l'on pouvait s'assurer que cette nation se sentait au cœur une vie propre, dont un idiome nouveau, dérivé du mélange de la langue paternelle avec la langue gallo-romaine, était devenu la rude, mais indestructible expression.

L'expulsion de Charles de Lorraine, le protégé des empereurs allemands, l'élévation de Hugues, duc de France, le vrai et naturel seigneur de Paris, constatent le triomphe du génie indigène sur tous les élémens étrangers. Le jour où la troisième race est appelée à la souveraineté, il demeure évident que le cours des antiques traditions est interrompu, que tous les souvenirs de la patrie primitive sont répudiés, et que le Franc est enfin et à toujours devenu Français. Alors commence notre véritable histoire aux donjons des châteaux que bai-

gnent la Somme, l'Oise et la Seine; aux parvis des églises, dont les larges dalles recouvrent les restes des hauts barons; aux maisons de ville, où l'on se réunit pour organiser la défense contre les brigands et les pirates, et pour jurer de maintenir la commune contre l'oppression du seigneur. La nation grandit dès-lors avec la race qui la gouverne : jamais identification ne fut plus étroite, et rarement l'élévation d'une dynastie s'est expliquée d'une manière plus naturelle par la puissance de faits nouveaux et par l'influence d'idées nouvelles.

La nationalité française dut se développer sur un petit théâtre, car elle laissa d'abord en dehors d'elle toute la portion des Gaules dans laquelle n'avait pu se consommer aussi complétement que dans l'Ile de France l'union du peuple conquis et de la race conquérante, celle de l'idiome germanique avec l'idiome roman. Entre les bords de la Loire et les rivages de la Méditerranée, l'invasion franque avait à peine pénétré, et les mœurs lui avaient résisté aussi bien que le langage. Il en était de même dans l'ouest, où dominait la race armoricaine, et dans la plus belle des provinces du nord, que les rois eux-mêmes avaient livrée aux enfans de la Norvége pour payer en quelque sorte la rançon du royaume.

A la fin du XIe siècle, la puissance de Philippe Ier ne s'exerçait encore que sur l'Ile de France et une partie de l'Orléanais, dans une étendue correspondant à cinq de nos départemens actuels. Les ducs de Normandie et leurs redoutables successeurs les rois d'Angleterre possédaient, dès cette époque, sur le sol français des domaines au moins égaux en étendue. La Bretagne, dans sa pleine indépendance, représentait aussi cinq de nos départemens; le comté d'Anjou avec le Maine en couvrait plus de trois; le comté de Flandre en comprenait quatre; la maison de Champagne, dont une branche occupait le comté de Chartres et celui de Blois, resserrait le royaume à ses deux extrémités, vers la Marne et vers la Loire, dans une ceinture de domaines plus étendus que ceux de la couronne. La Lorraine, la Bourgogne et la Provence relevaient du Saint-Empire; enfin, au-delà de la Loire, le Poitou, la Guienne, l'Aquitaine et le comté de Toulouse comprenaient plus du tiers de la France. Là, sur un sol plus fertile et sous un plus brillant soleil, vivait une population supérieure, par ses richesses et par son développement intellectuel, à la race rude et pauvre qui guerroyait depuis deux siècles aux bords de la Seine pour défendre ses églises et ses moûtiers, ses villes closes et ses châteaux, contre le pillage des Normands et le brigandage des barons.

C'était sur ce territoire appauvri par la guerre qu'avait été planté par la main du grand Hugues l'arbre à l'ombre duquel tant de peuples d'origine diverse allaient se reposer et se confondre. Les souvenirs de l'antique unité romaine, ceux plus vivans encore de l'empire de Char-

lemagne, furent les principaux moyens d'influence et d'assimilation employés par les rois de la troisième race pour accomplir cette œuvre d'un succès si improbable. La grande unité monarchique des âges passés avait répandu sur le monde un éclat qui fascinait les imaginations populaires, même à travers les ténèbres de la barbarie et des siècles. Quoique les rois capétiens eussent renversé les descendans de Charlemagne, leur présence au siége de la domination carlovingienne, le concours que leur prêtait le clergé, et la persévérance de l'église à les présenter comme les successeurs des empereurs, avaient eu pour effet d'assigner aux fils de Hugues Capet une place à part au milieu des dynasties princières sorties des ruines de l'empire d'Occident et qui s'étaient partagé la France.

La féodalité proprement dite n'eut qu'une part secondaire dans la fondation de cette hiérarchie toute d'opinion, qui s'explique beaucoup plus par l'effet de vagues souvenirs que par des obligations d'une nature précise et définie. C'est par les impressions ineffaçables qu'avait laissées l'empire plutôt que par la dépendance féodale qu'il est possible de se rendre compte de cette subordination morale de chefs indépendans à des rois qui disposaient souvent d'une moindre puissance militaire, et dont l'action ne pouvait s'étendre jusqu'à eux. Philippe Ier n'avait donné à fief ni la Guienne ni la Bretagne; Guillaume d'Aquitaine, non plus qu'Alain Fergent, n'entendaient subordonner leur droit au bon plaisir d'aucun suzerain. Cependant il est incontestable qu'il n'y a pas un seul moment où ces puissans chefs féodaux n'aient, au fond de leur conscience, envisagé les rois établis dans le vieux palais de Paris comme investis d'un titre supérieur et d'une puissance plus élevée que celle qu'ils possédaient eux-mêmes.

Le sacrement de la royauté a exercé durant le cours de ces temps obscurs une fascination dont l'effet n'a pas été calculé par les historiens. La basilique de Reims a été le véritable Capitole de la France. La sainte ampoule a grandi et transformé l'autorité royale, et c'est comme oints du Seigneur plus encore que comme chefs de la hiérarchie territoriale que les rois sont parvenus à rattacher à la couronne des provinces qui en seraient à jamais demeurées séparées, si, à des droits contestés ou prescrits, les princes capétiens n'avaient été en mesure de joindre le prestige d'une puissance qui semblait consacrée par le ciel même. Si c'est en invoquant leur droit de suzeraineté que les rois de France ont conquis pièce à pièce leur beau royaume, c'est dans un ordre d'idées supérieur à celui-là qu'ils ont puisé la force nécessaire pour faire valoir un pareil titre, et l'étude attentive de l'histoire constate que les prestigieux souvenirs laissés par Charlemagne et par la seconde race ont été le principal instrument de l'agrandissement de la troisième.

L'œuvre la plus ardue n'était pas pour celle-ci de s'étendre au-delà des limites où la nationalité française se trouvait alors circonscrite : la difficulté pour la monarchie naissante consistait à devenir maîtresse du pouvoir et du terrain dans l'intérieur même de ces limites. Le territoire de la France au commencement du XIIe siècle était divisé en domaine de la couronne et en fiefs qui relevaient immédiatement de celle-ci, mais où elle n'était représentée par aucuns officiers royaux. On sait que les rois étaient bloqués dans leur ville de Paris par les puissans comtes de Montlhéry, qui, à l'aide de leur forteresse, coupaient toute communication avec l'Orléanais, et que les sires de Montfort l'Amaury leur barraient également le passage vers le pays chartrain. Personne n'ignore que la possession de Corbeil rendait les seigneurs de cette place maîtres du cours de la Seine et des abords immédiats de la capitale. Les châtelains du Puiset dominaient les plaines de la Beauce et en pillaient les moissons. Aux portes de Paris, les seigneurs de Montmorency, lorsqu'ils faisaient trêve à leurs déprédations contre l'abbaye de Saint-Denis, menaçaient la couronne et la contraignaient à compter avec eux; plus loin, au nord, s'étendaient les vastes seigneuries de la maison de Coucy; enfin la présence des rois d'Angleterre dans le Vexin normand, sur la frontière même du Parisis, était un encouragement pour toutes les trahisons, une garantie assurée après toutes les défaites.

A ce point apparaît le premier personnage qui ait nettement dessiné la politique de la France. Louis-le-Gros commence son œuvre de redressement et de haute justice; il fait la guerre à la féodalité au nom d'un droit supérieur à celui des barons féodaux; il oppose l'action générale de la royauté aux tyrannies locales qu'il se donne la mission de contenir et de renverser. Pendant que tel seigneur défend sa ville fermée, tel autre son donjon, pendant que les communes s'agitent ici pour suivre l'impulsion du seigneur ou celle du clergé, là pour vivre de leur vie propre, en conquérant ou en achetant une charte, Louis-le-Gros défend la France, ne guerroie qu'en son nom et n'agit que pour elle.

Ce prince fut inspiré par un homme d'un esprit plus cultivé que le sien, et qui poursuivait par système ce que le vaillant roi faisait par instinct. Cet homme fut le ministre qui, en appliquant les mêmes maximes, eut la gloire de préserver l'intégrité du royaume au milieu des désastres du règne suivant. L'abbé Suger s'était fait sur la royauté une théorie empruntée aux saintes Écritures, il en avait étendu les droits et l'exercice en la faisant émaner d'une source divine. Aussi ses actes, comme ses écrits, rendent-ils témoignage de ses constans efforts pour sceller une étroite alliance entre la monarchie et l'église par l'action de la papauté. C'était rentrer, en les élargissant, dans les voies où avaient marché les fondateurs de la monarchie. Pepin avait ainsi terminé son œuvre, et ce fut sa hardiesse à l'accomplir qui lui mit la cou-

ronne au front. Cette politique hébraïque et impériale, dans laquelle se confondaient les sacrés souvenirs de Sion et les glorieux souvenirs de Rome, cette politique, qui avait trouvé dans le grand Charles sa personnification la plus auguste, était devenue plus nécessaire encore à la race capétienne, contrainte de résister à l'ascendant de l'empire germanique en même temps qu'aux formidables vassaux de la couronne, et qui, pour accomplir cette double entreprise, n'avait qu'une seule force, l'autorité morale, qu'un seul auxiliaire, la papauté.

Ainsi fut fondée, par la nature même des choses, la doctrine permanente qui unit les destinées de la royauté française à celles du seul pouvoir par qui fût représentée dans le monde, à cette époque, l'idée de la liberté et de la résistance à l'oppression. Cette association intime de la couronne capétienne et du saint-siége imprima à la noble nation des Francs sa physionomie propre; elle fit de ce peuple le redresseur des torts, le bouclier vivant de la justice et du droit. Il porta ce caractère dans ses luttes européennes comme dans ses expéditions d'outre-mer, et ses mœurs s'en imprégnèrent aussi profondément que ses lois. Les violences de Philippe-le-Bel contre la papauté, les entreprises des légistes qui tentèrent, sous les Valois, de rompre, au profit du despotisme royal, le bon accord des deux puissances, ne parvinrent point à altérer d'une manière sensible l'esprit de cette société assise sur l'église comme sur le roc. Aussi, après avoir assuré l'indépendance politique des papes contre les empereurs, dompté dans son sein l'hérésie albigeoise, rempli l'Asie musulmane de terreur et d'admiration, et pris, pendant trois siècles, la cour de Rome pour conseil et pour auxiliaire dans ses entreprises comme dans ses négociations, la France se retrouva-t-elle forte et compacte devant Luther, comme elle l'avait été, dix siècles auparavant, devant Arius.

L'œuvre entreprise par Suger, sous Louis-le-Gros et sous Louis-le-Jeune, se développa sous Philippe-Auguste dans de plus vastes proportions et avec un éclat inconnu jusqu'alors. Profitant avec une habileté peu scrupuleuse des divisions qui troublaient la maison royale d'Angleterre, ce prince étendit les limites du royaume et trouva dans cette extension territoriale un moyen de faire revivre, au milieu de l'anarchie féodale, quelques souvenirs de Charlemagne. Il réunit à la monarchie, par voie de succession ou de conquête, le Vermandois, la Normandie, la Touraine, le Maine, l'Anjou et le Poitou, ne laissant guère en dehors de ses frontières que les riches provinces méridionales, séparées du royaume franc par le divorce d'Éléonore d'Aquitaine et l'imprévoyance de Louis VII. Malheureusement Philippe-Auguste, homme d'expédiens plutôt que d'organisation, contraint d'ailleurs de lutter contre l'Angleterre et contre l'Allemagne, étendit trop la sphère de son action pour qu'il pût la rendre partout efficace; il ne sut pas pré-

parer l'assimilation à sa monarchie des provinces arrachées par lui à Jean-sans-Terre. Une grande partie de ces vastes territoires resta anglaise d'inclination, et les barons continuèrent de préférer le sang d'Anjou au sang de Capet, aimant mieux dépendre d'un suzerain résidant à Londres que d'un monarque demeurant à Paris.

Cependant, si le vainqueur de Bouvines n'avança pas d'une manière notable la constitution intérieure de la monarchie française, il assura son avenir en contribuant à étouffer de la Loire aux Pyrénées l'hérésie formidable dont le triomphe aurait placé les pays de la Langue d'Oc en dehors de la civilisation occidentale et du progrès général des sociétés chrétiennes. Si les doctrines albigeoises avaïent prévalu, elles auraient été, au XIIIe siècle, pour l'unité de la France, un obstacle plus invincible que le protestantisme ne l'est devenu au XVIe pour l'unité de l'Allemagne; car cette hérésie n'était pas un schisme seulement, c'était au fond la négation même du christianisme en tant que culte et en tant qu'église, c'était une doctrine philosophique substituée à une croyance: or, si le rationalisme est un germe mortel jusqu'au sein de la civilisation la plus avancée, que peut-il advenir du rationalisme implanté au cœur de la barbarie?

Dans la poursuite où s'engagea Louis VIII contre l'hérésie albigeoise et la noble maison qui représenta si long-temps cette cause, d'odieuses spoliations et d'horribles cruautés furent, sans nul doute, commises; mais les violences suscitées par la passion ou par l'intérêt ne légitiment pas plus les causes vaincues qu'elles n'infirment la valeur morale des principes au nom desquels elles sont commises. C'est là la part de la liberté, le compte courant que le Créateur ouvre à chaque créature, et qu'il règle au jour de la justice finale. La révolution française est demeurée légitime dans ses motifs et salutaire dans ses résultats, malgré la sanglante responsabilité imposée à ses auteurs devant Dieu et devant l'histoire; la soumission des pays albigeois à l'unité catholique reste également un grand service rendu à la civilisation chrétienne et à la France; la victoire de Simon de Montfort sur le comte de Saint-Gilles fut, en effet, l'expression de l'ascendant conquis pour jamais par la race franque sur les populations méridionales. Du jour où l'hérésie fut étouffée et où le comté de Toulouse passa dans la maison de Capet, on vit tomber la principale barrière entre le nord et le midi de la monarchie.

C'était le petit-fils de Philippe-Auguste qui, entre tous les princes de sa maison, était surtout appelé à consolider, en les développant, les conquêtes territoriales et les progrès politiques de la royauté. Ce prince comprit le premier avec une sagacité merveilleuse l'influence que des institutions civiles habilement combinées ne pouvaient manquer d'exercer à la fois et dans les domaines de la couronne, et dans les provinces

qui, ne relevant pas immédiatement du monarque, restaient soumises à la domination directe des grands vassaux. Louis IX fit de la justice le principal moyen d'accroissement de sa puissance, se fiant, pour faire accepter les innovations les plus hardies, à cet instinct inné de l'ordre et du droit qui vit au fond de toutes les sociétés comme de toutes les consciences. S'il n'obtint pas chez les grands vassaux indépendans l'application immédiate des réformes introduites par lui dans les domaines de la couronne, il sut conquérir par l'influence ce que la constitution sociale lui interdisait d'exiger par la force. L'extension de la juridiction royale fut peu contestée sous son règne, et sa sainteté devint, comme sa justice, un instrument de son pouvoir. Créateur de la science du droit écrit, il fonda l'importance politique et personnelle des hommes qui avaient fait de cette science l'objet spécial de leurs études. Appelés d'abord pour seconder les barons, les légistes les remplacèrent bientôt sur les siéges des cours de justice, et la bourgeoisie naissante se glissa dans les vides que les croisades avaient faits au sein de la hiérarchie seigneuriale.

Plein de foi dans la source divine de son pouvoir, nourri des traditions bibliques, le cœur brûlant de charité pour les pauvres et pour les petits, saint Louis fut l'adversaire naturel et nécessaire de la société féodale; il l'affaiblit par le prestige de ses malheurs autant et plus que par celui de sa gloire, et, lorsqu'elle plaça son image sur les autels, l'église parut donner à l'œuvre politique du prince martyr la consécration du ciel. En allant mourir sur la cendre à Carthage, le fondateur de la monarchie judiciaire imprima à ses institutions un sceau plus inviolable que ne l'avait fait Lycurgue en s'exilant de Sparte, car le culte pour sa mémoire devint une partie de la foi dans un siècle où la foi était la respiration même de la société.

Philippe-le-Bel appela dans les grands conseils de la nation les représentans de cette bourgeoisie dont saint Louis avait préparé l'avénement. Louis-le-Hutin, Philippe-le-Long et Charles-le-Bel héritèrent, avec la couronne paternelle, d'une politique qui devint, dès cette époque, une tradition nationale et comme le patrimoine de la royauté. Cette politique consistait à faire pénétrer de plus en plus l'esprit juriste dans la constitution de la monarchie, en substituant les magistrats aux barons, le droit romain au droit féodal, et les parlemens aux états-généraux du royaume. L'élément judiciaire se produisit avec son caractère propre : il s'efforça de se créer une place à part entre les deux puissances existantes avant lui, l'aristocratie et le clergé, contre lesquelles il engagea une lutte persévérante, tantôt ouverte, tantôt latente. Faire prédominer le droit écrit sur le droit coutumier, l'idée de l'état sur celle de l'église, absorber dans la puissance royale toutes les forces indépendantes, telle fut la politique des légistes auxquels les derniers Ca-

pétiens ouvrirent l'accès des affaires, et qui devinrent, sous les Valois, les maîtres du gouvernement et les dominateurs de l'esprit public.

Ces hommes se vouèrent avec une obstination passionnée au triomphe du pouvoir absolu; ils rendirent avec usure à la royauté l'appui qu'ils en avaient reçu. Peu préparés à la vie publique par l'obscurité de leur origine et par la dépendance dont ils étaient à peine relevés, ils s'attachèrent à étouffer les résistances plutôt qu'à en régulariser l'exercice, et, pour arracher la France à l'oppression féodale, ils la précipitèrent dans la servitude. Ce fut un malheur, sans nul doute; mais ce fut aussi la suprême nécessité des temps et des choses. La prédominance du pouvoir royal pouvait seule préparer en France et l'égalité civile et l'unité territoriale. Or, il semble qu'à ce double but la Providence ait dans notre patrie subordonné tous les autres. L'égalité des conditions a été provoquée chez nous par des causes qui ont rendu plus difficile l'établissement de la liberté politique, et l'organisation toute militaire imposée à la nation par le soin de sa propre sûreté n'a pu avoir pour pivot que l'omnipotence royale.

Si, du XIVe au XVe siècle, la France n'était pas devenue le plus compacte des peuples et la plus vigoureusement constituée des monarchies, si le pouvoir ne s'y était point centralisé au point d'absorber tous les intérêts et toutes les forces, elle aurait disparu du nombre des grands états, et n'aurait laissé dans le monde aucune trace lumineuse de son passage. Placée au cœur même du continent, entre l'empire, l'Angleterre et l'Espagne, il fallait, pour garder ce poste périlleux et résister à une telle pression, un tempérament de soldat et une liberté de mouvemens incompatible avec la division des pouvoirs et les résistances de l'esprit provincial.

L'extinction des Capétiens directs dans la personne de Charles-le-Bel posa pour la première fois, devant la France, le problème de vie ou de mort. La question qui se trouva élevée entre Édouard III et Philippe de Valois, comme une question d'hérédité et d'interprétation de la loi successoriale, avait en réalité une tout autre portée; il s'agissait de savoir à qui resterait la prépondérance de la race franque ou de la race normande, à qui des vieux conquérans des Gaules ou des récens conquérans de l'Angleterre appartiendraient et ces vastes provinces étendues de la Loire aux Pyrénées, et cette suzeraineté féodale qui était alors le signe même de la suprématie des races. Les pays d'outre-Loire, dont l'accession à la France était nécessaire pour constituer une grande monarchie, flottaient incertains entre les deux influences et les deux maisons royales qui se disputaient l'empire. Le duché d'Aquitaine, avec ses nombreuses dépendances, formerait-il au sein des Gaules un état dépendant de la maison d'Anjou, qui régnait en Angleterre, ou serait-il incorporé dans la monarchie française? la France enfin deviendrait-elle

un grand état ou une puissance du second ordre? Tel était le débat que cinq règnes pleins d'événemens furent consacrés à vider.

De l'an 1328, date de l'avénement de la branche collatérale de Valois, à l'an 1429, date du sacre de Charles VII à Reims, trois générations donnèrent leur sang pour arracher la France à la suprématie de l'Angleterre et pour élever entre les deux contrées une barrière insurmontable. Des noms éclatans et d'héroïques personnages remplissent toute cette période. Le roi Jean, frappant d'estoc et de taille aux champs de Poitiers; son fils, au milieu des factions complices de l'étranger, réparant à force de sagesse les calamités provoquées par l'imprévoyance de son père et de son aïeul; la raison de Charles VI s'abîmant sous le poids des malheurs publics, et cette démence royale arrachant à la nation sa dernière espérance; puis, au milieu des chevaliers intrépides au corps bardé d'acier, une forme lumineuse qui traverse la nuit des temps comme une céleste apparition pour s'évanouir dans les flammes d'un bûcher : ce sont là des tableaux d'une variété sans exemple et d'un pathétique sans égal.

Toutefois, parmi les innombrables figures qui attirent l'attention et commandent les respects publics, il en est une qui se détache d'une manière plus ferme et plus éclatante à la fois; entre tous les guerriers tombant tour à tour sur ce vaste champ de carnage, dans cette bataille d'un siècle de durée, il en est un qui domine la scène et semble la remplir tout entière. Duguesclin fut, durant sa longue vie militaire, le centre de toutes les grandes opérations, l'ame de la résistance à l'Anglais, l'expression la plus élevée de toutes les antipathies nationales, et son nom devint après sa mort le mot d'ordre de la patrie et comme le cri de guerre de la France. Il conquit le royaume pied à pied, rattacha les provinces d'outre-Loire à la nationalité française, et, sur le sol délivré par son bras, il força plus de donjons et rasa plus de places fortes que les âges antérieurs n'en avaient abattu. Penseur profond autant que guerrier intrépide, il renouvela la face de la guerre, substituant la puissance de la discipline à celle du nombre et la stratégie à la force; animé contre l'Angleterre d'une passion inextinguible, il parvint le premier à la faire partager à la France; dévoué avec exaltation à l'autorité royale, inséparable dans sa pensée de l'unité nationale dont il professait le culte, il alla jusqu'à sacrifier à la France la Bretagne, sa chère patrie, quoiqu'il fût Breton de sang et de cœur. Le grand connétable eut tous les instincts de l'avenir, tous les pressentimens de l'organisation politique destinée à remplacer cette société féodale à laquelle il porta de si rudes coups; il fut le premier centralisateur militaire du moyen-âge et le serviteur-type de la monarchie et de la France.

Le vainqueur de Cocherel avait accompli sous Charles V la libéra-

tion presque complète du territoire. Cette œuvre faillit sans doute être anéantie au règne suivant, et jamais la France ne parut plus près de l'abîme : toutefois la crise qui suivit l'avénement de Philippe de Valois et se termina, en 1370, sous Charles V, par la conquête de toutes les provinces méridionales, doit être distinguée de celle qui commença sous Charles VI pour ne finir qu'en 1453, à la dernière expédition de Charles VII contre les Anglais en Guienne. Dans la première période dont Duguesclin est le centre, c'est la nationalité française elle-même qui est encore en question, car les provinces hésitent entre les deux couronnes comme entre deux pôles qui les attirent presque également; dans la seconde période, où resplendit le dévouement de Jeanne d'Arc, la France existe, et l'on sent fortement battre son cœur des bords de la Meuse au pied des Pyrénées. Une jeune fille du peuple devient l'expression de la haine à l'étranger et comme l'holocauste de la patrie. Les grands périls qui menacèrent la France durant le long règne d'un roi en démence furent amenés par des intrigues princières, par des révoltes de famille et des amours adultères, et non plus par l'hésitation des populations elles-mêmes, alors chaleureusement dévouées à cette royauté si indignement trahie par ses soutiens naturels. Les longues rivalités des oncles du roi, les désordres d'une épouse criminelle, la lutte des Bourguignons et des Armagnacs, la funeste prépondérance acquise par une branche de la maison de Valois établie en Bourgogne et devenue à la troisième génération aussi puissante que la branche régnante elle-même, telles furent les causes de l'effroyable crise qui provoqua l'expulsion de l'héritier de la couronne par un ordre arraché à son père et à son roi. Envahie par l'Anglais, trahie et vendue par ses princes, déshonorée par sa reine, la France sentait l'oppression et préparait sa délivrance. Aussi, lorsque Dieu eut suscité la bergère de Domremy pour l'accomplissement de sa mission, cette jeune fille résuma-t-elle en sa personne toutes les forces vives de ce peuple, qui réagissait contre les factions et contre l'étranger avec une irrésistible puissance.

Il était facile d'entrevoir dès cette époque les nouveaux périls que la royauté s'était suscités à elle-même. Les princes du sang royal avaient fini par acquérir sur toute la seigneurie du royaume une prépondérance incontestée. Presque toutes les dynasties provinciales avaient disparu, soit par les réunions à la couronne, soit par l'effet d'alliances habilement ménagées; aussi la royauté n'eut-elle plus guère pour ennemis que les membres de la famille régnante, et la France assista-t-elle, au commencement du xve siècle, à la transformation de l'antique féodalité en une sorte de féodalité monarchique assise sur un système d'apanages héréditaires qui changeait en ennemis de la royauté ses appuis naturels.

La création du duché de Bourgogne, donné par le roi Jean à son qua-

trième fils, après la mort de Philippe de Rouvres en 1363, avait signalé un pas décisif dans la voie nouvelle où la monarchie s'était engagée avec tant d'imprévoyance. Il fallut près d'un siècle de luttes, de machinations et de crimes, pour détruire ces hautes situations princières élevées à côté des rois et par leurs propres mains, et cette épreuve dans laquelle la royauté se trouva engagée contre son propre sang ne lui fut pas moins redoutable que ne l'avait été sa lutte contre le baronnage et contre l'Angleterre.

Un homme naquit alors qui, par ses qualités comme par ses vices, parut prédestiné à ces guerres domestiques et à ces conjurations de palais dont la France emprunta le triste secret à l'Italie. Louis XI attaqua la nouvelle féodalité par l'astuce et par le crime, comme Louis IX avait attaqué la primitive féodalité territoriale par l'autorité de ses lois et par celle de sa sainteté. L'un triompha de ses ennemis par son habileté, l'autre par le prestige de sa grandeur morale, et l'espace qui sépare ces deux hommes suffit pour embrasser d'un seul coup d'œil tous les progrès de la corruption publique depuis le commencement du XIIIe jusqu'à la fin du XVe siècle. Ce qui distingue le fils de Charles VII de tous les rois qui l'ont précédé et de tous ceux qui l'ont suivi, ce qui le distingue surtout des princes de cette maison de Valois si peu politiques, mais si brillans dans leur légèreté même, c'est qu'il semble aussi étranger à sa famille qu'à sa patrie; c'est une figure sans expression, un roi sans entrailles, dans la poitrine duquel rien de français et, pour ainsi dire, rien d'humain ne semble battre. Son règne est une longue partie d'échecs dirigée par un joueur impassible : il poursuit le succès par toutes les voies avec une sorte d'affreuse innocence, parce que son ame est comme pétrifiée dans une seule pensée et dans une seule espérance. Louis XI commit le crime le plus grand dont il soit donné à un roi de se rendre coupable : il altéra le génie national dans sa source, et c'est pour cela que sa mémoire demeure flétrie; mais il brisa les mailles dans lesquelles l'imprévoyance de ses prédécesseurs avait enlacé la royauté, il porta au système des apanages princiers des coups dont il ne se releva plus. L'habile rival de Charles-le-Téméraire entama ce duché de Bourgogne, devenu sous une dynastie française l'ennemi le plus redoutable de la France; il prépara la chute prochaine de la Bretagne, où régnait, sous l'influence anglaise, une autre branche de la maison de Capet; il hérita des princes d'Anjou, autre rameau de la même tige; enfin, après vingt-deux années de guerres et de manœuvres, après avoir triomphé des libertés publiques par les mêmes moyens qu'il avait employés contre les princes de son sang, ce redoutable personnage domina seul et presque solitaire dans ce royaume, rasé comme un ponton par la tempête, et put pressentir le moment où l'héritier de son absolu pouvoir s'écrierait : *L'état, c'est moi!*

En créant l'homme libre, Dieu a dû se servir, pour les fins de sa providence, de ses vices comme de ses vertus : aussi permit-il que Louis XI, qui sépara la politique de la morale, vînt en aide à la même œuvre que Louis IX, dont l'honneur est de les avoir identifiées. Aux dernières années du xve siècle, la concentration du pouvoir était devenue une nécessité, regrettable sans doute, mais évidente, et la monarchie ne pouvait être sauvée qu'en prenant un caractère tout militaire. Des débris de la puissance bourguignonne et des hasards de la succession féminine allait sortir la puissance la plus redoutable qu'eût vue l'Europe depuis les jours de Charlemagne. Pendant que la France, sous Charles VIII et sous Louis XII, épuisait ses forces dans de vaines tentatives sur l'Italie, comme pour laver par le sang des champs de bataille les traces du sang que le précédent règne avait fait couler sur l'échafaud, les Pays-Bas étaient réunis à la monarchie espagnole, et la couronne impériale venait se poser sur le front de l'héritier de Philippe-le-Beau et de Jeanne-la-Folle. L'unité territoriale de la monarchie, consommée désormais par la réunion du duché de Bretagne, la concentration de tous les pouvoirs politiques aux mains de son roi, permirent seules à la France de supporter sans péril la pression exercée sur elle par Charles-Quint, dans le duel terrible où l'inégalité des deux puissances était rendue plus sensible encore par l'inégalité politique des deux rivaux. Si François Ier put résister à Charles d'Autriche, s'il fut même donné à son successeur de l'emporter sur Philippe II, ce fut uniquement parce que ces princes eurent la pleine disponibilité de toutes les ressources de la monarchie.

Plus soucieuse du sort de sa nationalité compromise que du développement de son organisation intérieure, incapable, d'ailleurs, de se passionner pour deux idées à la fois, la France avait laissé ses rois absorber presque tous les pouvoirs précédemment revendiqués par les états-généraux de la nation, et le caractère équivoque des parlemens avait servi merveilleusement la politique royale sur ce point comme sur tous les autres. Appuyée sur de grands corps, judiciaires par leur nature, mais législatifs par leurs prétentions, qui revêtaient d'une sorte de sanction les actes du bon plaisir, la royauté trouvait là un auxiliaire dévoué jusqu'au fanatisme. Le concordat conclu par François Ier avec Léon X, en donnant à la couronne une action directe et continue sur le personnel de l'église, préparait le triste régime d'un clergé de cour, et le développement de la richesse publique mit bientôt le pouvoir en mesure d'étendre ses moyens d'influence et d'action sur toutes les classes de la société. Ainsi tombèrent successivement toutes les résistances avec toutes les forces indépendantes, et le trône, étayé sur une bourgeoisie qui grandissait à son ombre, n'eut plus guère en face de lui, dès l'ouverture du xvie siècle, que les seigneurs élevés par la faveur

royale, à l'aide des grandes charges de la couronne et des commandemens militaires.

On pouvait donc d'âge en âge et presque de règne en règne suivre et constater l'affaiblissement progressif du principe féodal reculant devant l'esprit monarchique. Ce sont d'abord les populations elles-mêmes, étrangères les unes aux autres par le sang, par les croyances et par la langue, qui répugnent à l'unité politique; c'est ensuite la ligue de tous les barons, entre lesquels fut partagée la terre conquise, qui opposent aux premiers Capétiens une résistance énergique; puis la royauté, maîtresse du sol de la patrie, se trouve contrainte de lutter contre les princes apanagés par elle avec autant de vigueur qu'elle l'avait fait d'abord contre les barons; enfin, lorsque la hache a frappé les plus hautes têtes et fait couler le sang royal comme un sang vulgaire, une nouvelle lutte s'engage contre les créatures de la royauté, qui aspirent à reconstituer l'ancien système au moyen des grands gouvernemens provinciaux. Aux guerres de race à race, aux guerres de suzerain contre vassal, succèdent alors les intrigues de palais, le règne des favoris et des favorites, et une lutte d'influences toutes personnelles s'engage autour du trône, au pied duquel apparaît Richelieu comme l'inflexible génie de la monarchie.

Toutefois, avant le triomphe du grand cardinal, une éclatante tentative fut faite pour sauver l'intérêt féodal prêt à périr. L'aristocratie française eut assez de sens politique, aux jours de sa décadence, pour rattacher sa cause à une cause plus vivante, à un principe plus énergique que le sien. Elle s'associa étroitement à la réforme protestante, et ce ne fut pas là un des motifs qui nuisit le moins au développement du protestantisme parmi les populations françaises. La réforme avait été dans toute l'Europe septentrionale la cause des rois et des grands : elle avait fait son chemin en délivrant les premiers du frein du pouvoir religieux, en distribuant aux seconds les dépouilles opimes de l'église, et l'austérité de ses dogmes avait habilement couvert ces larges concessions faites aux convoitises des uns, aux cupidités des autres. L'exemple des rois d'Angleterre, de Suède, de Danemark et de la plupart des princes du Nord, n'ayant pas été suivi par les rois très chrétiens, la réforme dut prendre en France des allures moins serviles que dans ces contrées mises au pillage, et le calvinisme tenta de s'y montrer sous des formes fières, indépendantes et quasi-républicaines. Toutefois l'esprit démocratique qu'il affectait dans quelques communes importantes ne l'empêchait pas de s'allier étroitement aux grandes factions de cour, de telle sorte qu'en s'attaquant à lui, la royauté rencontrait en même temps devant elle et les passions populaires dans ce qu'elles ont de plus ardent, et les intérêts aristocratiques dans ce

qu'ils ont de plus immuable. L'affaiblissement de la monarchie, la rupture de cette unité si laborieusement poursuivie, une sorte de fédération municipale sous le protectorat seigneurial, tel fut le projet poursuivi en commun par les ministres du saint Évangile et par les brillans courtisans du Louvre. La maison de Condé, la maison de Rohan, la maison de Châtillon, confondirent leurs haines avec celles qui animaient les bourgeois de quelques grandes villes et les rudes prédicans des montagnes. Si la réforme eût triomphé sous les derniers Valois ou sous les premiers princes de la maison de Bourbon, c'en était fait de l'œuvre poursuivie au prix du sang de vingt générations : le cours des destinées de la France était radicalement changé, et le problème de son avenir aurait reçu une solution toute différente.

Ce fut à un prince réformé qu'il fut donné d'arrêter le cours de la réforme, et d'étendre la puissance royale dans les circonstances même qui semblaient devoir en amener, sinon la chute, du moins l'affaiblissement inévitable. Henri IV accomplit avec bonheur l'œuvre la plus ardue qui soit imposée aux hommes politiques, il se servit de son parti pour le combat et le répudia après la victoire, sans perdre son honneur dans cette double entreprise. Il accomplit sous les plus séduisans dehors la tâche la moins chevaleresque qu'un prince soit en mesure de poursuivre, celle d'user sans scrupule du dévouement des autres pour atteindre un but qu'on leur cache et dont on a seul la pleine conscience. Héros sans enthousiasme et sectaire sans croyance, calculateur profond sous des formes naïves le plus souvent calculées elles-mêmes, Henri de Béarn escamota la réforme à son profit, et il trouve devant l'histoire la justification de sa conduite dans l'immense service rendu à l'indivisibilité de la monarchie française.

Celle-ci était en effet menacée des deux côtés à la fois. La victoire des réformés aurait amené, avec la prépondérance de l'Angleterre protestante, une sorte de fractionnement territorial sous forme fédérale, et, si la maison de Guise était parvenue à supplanter celle de Bourbon, elle se fût trouvée placée, en montant sur le trône, dans l'impérieuse nécessité de faire d'immenses concessions à l'Espagne catholique. C'est le propre des guerres civiles où la conscience est engagée, de laisser les combattans sans nul scrupule en ce qui concerne l'intervention de l'étranger. Une transaction entre les partis pouvait seule préserver la France de cette extrémité funeste, et, après vingt années d'épreuves, Henri IV se sentit assez habile pour la combiner, assez fort pour l'imposer à tous.

Le vaillant chef de la maison de Bourbon laissa donc la France plus compacte et la royauté plus puissante qu'elle ne l'avait été sous les règnes précédens. Ce progrès était d'autant plus sensible que le pro-

testantisme avait fort affaibli les grands états qui, jusqu'à la fin du XVIe siècle, avaient formé pour la France un contre-poids redoutable. L'Allemagne, livrée à la guerre et à l'anarchie pour près d'un siècle, ne pesait plus sur les destinées de l'Europe. A peine la réforme avait-elle arboré son drapeau à Smalkalde, que, du vivant même de Charles-Quint, il devenait possible de pressentir les longues humiliations auxquelles la couronne du saint-empire serait exposée dans l'avenir, avant d'être atteinte par l'épée de la Prusse et de disparaître sous la botte de Napoléon. L'Angleterre se trouvait, après Élisabeth, épuisée par les efforts de la royauté pour résister aux factions et pour maintenir un lien que chaque jour relâchait davantage entre les trois parties de la monarchie. L'Angleterre épiscopale, l'Écosse presbytérienne et l'Irlande catholique se livraient un combat terrible, et la Grande-Bretagne commençait contre l'île voisine cette œuvre de destruction dont les dernières conséquences épouvantent encore le monde. L'Espagne, de son côté, avait perdu les Pays-Bas, et les états-généraux de Hollande, en même temps que les braves cantons de la Suisse, offraient à la France une nouvelle et précieuse alliance. Pendant ce temps, la cour de l'Escurial s'endormait dans une mortelle torpeur, allant chercher au bout du monde des richesses métalliques pour masquer sa misère chaque jour croissante, et descendant majestueusement dans son sépulcre comme une momie recouverte de lames d'or.

Ce fut au moment précis où la France avait ainsi l'entière disposition de ses forces que parut, à la tête de son gouvernement, l'homme dont on serait tenté d'inscrire le nom dans la chronologie des rois. Richelieu exploita, avec une rare sagacité et une habileté incomparable, toutes les chances qu'offrait à la fortune de sa patrie l'état de l'Europe coupée en deux par la réforme; mais, avant d'en profiter pour assurer sa prépondérance au dehors, il prit soin d'achever au dedans l'œuvre des grands esprits qui l'avaient précédé : il triompha, non sans peine et sans péril, dans la dernière lutte engagée contre le trône par les princes du sang et par les favoris pour arracher à la faiblesse d'une femme l'hérédité des grandes charges et des grands gouvernemens provinciaux. Henri IV n'avait été contraint de frapper qu'une tête illustre, celle de Biron, parce qu'étant roi, une révolution seule pouvait le renverser, et que les partis, même au plus haut paroxysme de leurs violences, hésitent à aller jusqu'à l'extrémité d'une révolution. Simple ministre de Louis XIII, Richelieu dut en faire tomber un plus grand nombre, parce qu'une intrigue aurait suffi pour l'abattre, et que la modération est l'attribut exclusif de la force. En même temps qu'il décapitait les partis, qu'il rasait leurs villes ou qu'il y mettait garnison, ce ministre imprimait une impulsion uniforme à l'organisation de la marine et de l'ar-

mée, à l'administration des provinces et à celle des finances, faisant partout prévaloir cette centralisation dont le germe avait été déposé sous le trône même des Capétiens; il lui sacrifiait, sans hésitation comme sans scrupule, et les intérêts locaux et les stipulations particulières aux provinces, lors même que ces stipulations étaient consignées dans les contrats qui avaient réglé les conditions de leur accession à la monarchie. Les cours de justice avaient subi le niveau d'un commun asservissement, car la royauté avait cessé de ménager les légistes, du moment où ceux-ci ne lui avaient plus été nécessaires. Enfin, lorsque Richelieu mourut, léguant à Mazarin le soin de continuer son œuvre et de l'achever, il n'était plus donné qu'aux femmes et aux chansonniers de s'élever contre cet absolu pouvoir, qu'il avait rendu inexpugnable au dedans en abaissant toutes les têtes, au dehors en donnant à la France l'Artois et le Roussillon pour boulevards.

Louis XIV rendit sans doute plus éclatant le régime politique fondé par le cardinal, et donna plus de relief encore aux principes d'omnipotence déjà proclamés; mais au fond il n'ajouta rien à l'œuvre de Richelieu, dont il se borna à tirer et à compléter les conséquences. Le règne de Louis XIV était contenu en germe dans le règne précédent comme un fruit mûr l'est dans sa fleur : le grand roi recueillit sans labeur et sans effort ce qu'avaient semé ses devanciers sur ce sol si profondément ouvert et arrosé de tant de sang. Les succès militaires de Richelieu, les combinaisons diplomatiques de Mazarin préparèrent des conquêtes que ne pouvaient désormais empêcher ni l'Espagne, livrée à une famille décrépite, ni l'Angleterre, aux mains d'une royauté vénale, ni l'empire, si profondément divisé contre lui-même. En assurant la prépondérance de la maison de France sur la maison d'Autriche, le traité de Munster avait décidé d'avance du sort de la Flandre et de l'Alsace, et la paix des Pyrénées contenait en germe la succession d'Espagne : Mazarin avait fait plus que de l'entrevoir, il l'avait formellement annoncée.

A Richelieu s'arrête donc l'œuvre de la constitution territoriale et monarchique de l'ancienne France, et sa sévère figure apparaît à la limite de deux âges comme le géant du Camoëns à la limite de deux mondes. De Louis XIV à 1789 s'étend cette époque de transition, cette ère bâtarde qu'on appelle l'*ancien régime*, et qui n'a rien ni de la séve du passé, ni de la sérieuse virilité du présent. Ce fut un temps glorieux, sans doute, pour les travaux de l'esprit comme pour ceux des armes; mais, dans ce mouvement où le XVIIe siècle fit dominer le génie classique, où le XVIIIe fit prévaloir l'esprit cosmopolite, la physionomie de la vieille France disparut sans retour. La Bastille et l'Œil-de-Bœuf au lieu des états-généraux et des parlemens, la rivalité des maîtresses au

lieu des guerres civiles, la légitimation des bâtards après les apothéoses de Versailles; à la suite de Lionne et de Colbert, formés à l'école des deux grands cardinaux, une succession de secrétaires d'état et de contrôleurs-généraux, qui n'ont d'autre souci que d'exploiter la nation pour faire vivre les courtisans; les triomphes de Louis XIV aboutissant enfin, sous son triste successeur, à l'abandon de la Pologne, à l'évacuation des Indes Orientales et du Canada, tel est le bilan de cet *ancien régime*, où les hommes et les choses, les principes et les conséquences restent engagés dans une solidarité humiliante, mais légitime.

Six personnages se dégagent donc, entre tous les autres, du fond de cette grande épopée, au frontispice de laquelle est inscrit le nom de la France : figures bien distinctes quant au caractère individuel qu'elles expriment et au temps où elles se produisent, mais toutes semblables quant à la pensée qui les inspire et à la tâche commune qu'elles poursuivent. L'abbé Suger représente le pouvoir royal au moment où, par son association avec l'idée cléricale, il acquiert l'entière conscience de sa mission politique; saint Louis est la plus haute expression de la royauté comprise dans le sens chrétien; Duguesclin ouvre avec son épée les entrailles de la patrie pour en faire sortir un long cri de délivrance; Louis XI accomplit contre la féodalité apanagère le même travail que Louis IX contre la féodalité baroniale; Henri IV conserve tous ces grands résultats en faisant avorter le protestantisme; Richelieu livre un dernier combat et met Louis XIV en mesure d'hériter du travail des siècles. Ce sont là les hommes-principes dans lesquels se condense la vie de tous, et qui résument, sous les formes les plus saisissantes, le long drame de l'histoire nationale.

J'ai cru que des travaux détachés, reliés entre eux par la même pensée, pouvaient présenter de l'intérêt et n'être pas inutiles au progrès des études historiques; j'ai pensé qu'il y avait quelque avantage à faire toucher au doigt, en lui donnant un corps, la grande idée qui a fait la France, et à suivre le mouvement de cette société dans la vie des hommes qui en ont été les principaux instigateurs. En groupant ainsi l'histoire autour des noms qui l'expriment, je n'ai point prétendu écrire une œuvre d'érudition, car je me suis moins proposé de rechercher des faits nouveaux que de montrer les personnes sous leur jour véritable : il n'est pas un fait de quelque valeur pour lequel je ne sois remonté aux sources en m'édifiant des témoignages contemporains. Je me suis efforcé d'aspirer l'air des siècles et d'y vivre moi-même avec les hommes dont je recherchais les traces, et je n'ai emprunté à notre société nouvelle que l'expérience acquise par les révolutions, étincelant flambeau qui éclaire le passé aussi bien que l'avenir.

L'unité suivant laquelle s'est moulée la France a imprimé à son génie

un sceau indélébile; cette unité a façonné le caractère de la nation en même temps qu'elle a décidé de sa fortune. En recevant de Dieu l'énergie nécessaire pour résister à l'Europe qui la pressait dans un cercle de fer, la France n'a pu manquer d'acquérir une grande force d'expansion extérieure pour ses idées, car la puissance de dilatation est toujours proportionnelle à l'énergie centrale; elle a dû contracter des habitudes intellectuelles analogues à la loi en vertu de laquelle elle s'est trouvée constituée, et son esprit logique s'est façonné par l'élément générateur de son histoire. Marchant droit à son but par une seule voie et sans ambages, elle s'est efforcée de réaliser ses idées aussitôt qu'elle les a conçues, et, ne séparant jamais la théorie de l'application, elle est devenue le plus logique et dès-lors le plus naturellement révolutionnaire des peuples.

Les périls contre lesquels elle eut à se défendre depuis son berceau jusqu'aux jours de ses plus glorieux triomphes ne pouvaient manquer de donner à ses enfans des mœurs toutes militaires : aussi ce peuple est-il une armée et la France est-elle un camp. Lorsqu'elle ne fait pas la guerre, elle semble toute dévoyée dans le monde et comme embarrassée d'elle-même. Nos malaises intérieurs n'ont pas une autre cause. L'œuvre de transformation pacifique, tentée de nos jours par une royale sagesse, ne sera si grande devant la postérité que parce qu'elle est si difficile : ce n'est pas seulement contre l'esprit de révolution que le prince éminent appelé au trône en 1830 a dû engager une lutte persévérante; pour rejeter la France de la guerre dans la paix, des champs de bataille dans les ateliers, d'une vie de hasards dans une vie de calculs, il a fallu triompher du vieux génie de la nation appuyé sur dix siècles de son histoire.

Si le mode d'après lequel s'est formée la France l'avait prédestinée à la gloire des armes, il était loin de l'avoir préparée à la pratique de la liberté, et rarement les précédens d'un peuple furent plus en opposition qu'ils ne l'étaient au début de la révolution française avec l'œuvre d'organisation constitutionnelle qui s'opérait alors. La guerre déclarée pendant tant de siècles à toutes les existences indépendantes avait ôté à tout le monde le goût autant que l'habitude de l'indépendance. La nation, qui n'avait fait de grandes choses qu'à l'impulsion et au profit du pouvoir royal, avait perdu toute spontanéité et ne marchait plus sans être conduite. La noblesse la plus brave de l'Europe était aussi la plus dénuée d'esprit politique. En prodiguant son sang sur tous les champs de bataille, de Bouvines à Fontenoi, elle s'était crue quitte envers la patrie, et ne s'était jamais inquiétée ni de représenter les intérêts de la nation ni même de défendre les siens. Les légistes, qui l'avaient supplantée dans la confiance royale, eurent une carrière marquée par deux

phases distinctes : dans la première, ils furent les instrumens ardemment dévoués de la couronne; dans la seconde, ils tentèrent d'absorber à leur profit une large part de sa puissance; mais, dominés par l'esprit de corps qui resserre les ames autant que l'esprit de parti les dilate, les membres austères des parlemens, véritables moines de la vie laïque, se préoccupèrent bien plus de conquérir des pouvoirs étrangers à leur institution que d'exprimer la vie nationale, aux ardentes émotions de laquelle leur impassibilité les laissait étrangers. Dans cette abdication générale de toutes les forces constituées, la royauté était donc devenue, par la nature des choses, la seule autorité vraiment nationale, la seule qui fût comprise et aimée du peuple. Elle n'était pas, comme aujourd'hui, une partie intégrante des institutions : c'était, à bien dire, la constitution tout entière. On comprend dès-lors quel abîme dut s'ouvrir lorsque la foudre frappa le trône et que la société française fut ainsi renversée par sa base. A part les livres des philosophes et l'enceinte de quelques académies, la liberté n'avait pas un asile duquel elle pût sortir pour prendre possession de cette terre qui l'invoquait pourtant avec des cris de rage : elle était restée étrangère aux mœurs aussi bien qu'aux institutions. Aussi, dès les premières difficultés, la nation n'éprouva-t-elle aucun scrupule à suspendre la jouissance de ce bien idéal dont elle n'avait ni l'instinct, ni l'habitude, et qu'elle ne connaissait encore que par les vagues théories de Jean-Jacques Rousseau et les systématiques combinaisons de Montesquieu.

Toutefois, si ses précédens historiques étaient loin de préparer la France à la vie publique et aux mœurs constitutionnelles, ils la prédisposaient admirablement pour le régime de l'égalité civile aussi bien que pour celui de l'unité administrative. Autant la révolution rencontra d'obstacles pour organiser l'exercice des droits politiques, autant elle trouva de facilités pour abolir les priviléges qui séparaient encore les castes et pour imposer à tous le niveau du droit commun. Le doublement du tiers-état, l'abolition des trois ordres, leur fusion dans une assemblée unique, l'égalité des impôts, l'admissibilité de tous les citoyens aux charges publiques, la renonciation à toutes les prérogatives et même à toutes les distinctions nobiliaires, tout cela fut opéré en quelques jours d'entraînement, parce qu'en cela l'œuvre de la révolution avait pour racine l'œuvre du temps.

Suger, saint Louis, Duguesclin, Louis XI, Henri IV, Richelieu, avaient déblayé par l'épée et par la hache le terrain où l'assemblée constituante s'assit en souveraine; Mirabeau fut le successeur logique de ces grands réformateurs, tous ignorans de la portée définitive de leur mission, mais tous remplis de confiance en elle. En abolissant la noblesse, on s'inspirait d'une idée à laquelle les victoires de la royauté

n'avaient pas moins préparé que celles de la philosophie moderne; en substituant les cases d'un échiquier géométriquement découpé aux antiques provinces du royaume, on continuait l'application du système qui les avait réunies à la couronne; lorsque l'on organisait d'après un même principe l'administration de la justice par toute la France, depuis le tribunal de paix jusqu'au tribunal de cassation, on restait fidèle à la pensée des établissemens de saint Louis; et, quand la constituante remania toute l'administration territoriale et financière, elle se trouva souvent dans le cas d'appliquer des vues qui se rencontrent en germe dans les lettres de Louis XI, dans la correspondance d'Henri IV et dans les écrits politiques du cardinal de Richelieu. Aussi ces tentatives, quelque hardies qu'elles parussent être, se développèrent-elles heureusement, parce qu'elles avaient leur généalogie dans l'histoire. Toute cette partie du travail révolutionnaire fut donc accomplie sans bouleversement et presque sans résistance, grace à l'impulsion qu'elle reçut du génie national. Les intérêts froissés subirent la loi des temps et eurent le plus souvent l'honneur de devancer des sacrifices reconnus nécessaires. Ce ne fut ni la réunion des trois ordres, ni la nuit du 4 août, ni la suppression des parlemens, ni la substitution des départemens aux provinces qui provoqua la lutte où la révolution faillit succomber sous le coup de ses propres fureurs. La patrie de Clisson et celle de Plantagenet s'étaient laissé affubler du nom de départemens du Morbihan et de Maine-et-Loire; le palais où siégèrent les Molé et les Séguier avait vu monter sur ses siéges vénérés des magistrats obscurs; les descendans des plus grandes maisons du royaume faisaient assaut de patriotisme et de dévouement avec la bourgeoisie, et nulle part il n'y avait encore à signaler de sérieuses résistances. Mais, après qu'on eut fondé l'égalité civile et l'uniformité de législation, et lorsqu'on fut dans le cas d'aborder les questions vraiment politiques, c'est-à-dire celles qui se rapportaient à la constitution et à la pondération des pouvoirs, le législateur, loin d'être soutenu, comme il l'avait été d'abord, par le sentiment public, se trouva contrarié par lui dans la partie la plus difficile de sa tâche. Le droit de *veto* fut attribué à la couronne, et, quand celle-ci prétendit s'en servir pour résister aux entraînemens populaires, on la paralysa par l'émeute; on proclama la liberté de la presse, et, lorsque quelques journaux contrarièrent les opinions dominantes, on lanterna les journalistes; on fit de pompeuses déclarations en faveur de la liberté des cultes, pendant qu'on dressait la constitution civile du clergé, et les violations les plus patentes du pacte si solennellement juré ne soulevèrent au sein des masses ni improbation, ni colère. La France n'admettait pas la légitimité d'une résistance contre sa pensée du moment; nul n'avait été enseigné à croire au droit d'autrui et à lui subordonner

le sien; la nation n'entrevoyait la loi qu'à travers le prisme de sa passion, et jamais son cœur ne fut plus étranger au sentiment de la liberté véritable que lorsqu'elle en invoquait le nom et qu'elle allait mourir pour elle sur tous les champs de bataille.

En Angleterre, le pays avait fait un long apprentissage des institutions libres; il avait combattu à Runnimeade pour la cause qu'avait fait triompher le stathouder de Hollande après plus de quatre siècles : aussi sa constitution parlementaire se confond-elle aujourd'hui avec sa vie historique; mais, spectacle remarquable et digne des plus sérieuses méditations! l'Angleterre reste, de nos jours, aussi étrangère au sentiment de l'égalité civile et de l'unité administrative que la France de 1789 pouvait l'être à celui de la liberté politique. L'une, préparée par l'influence de l'aristocratie au rôle qu'elle remplit dans le monde avec tant d'éclat, n'a pu conquérir encore ni l'habitude, ni le goût de la vie démocratique, et le droit d'aînesse, par exemple, est demeuré aussi populaire dans ses chaumières que dans ses châteaux; l'autre, façonnée par la main du pouvoir à sa mission de nivellement social, n'acquiert qu'à grand'peine et au prix de longs efforts le respect du droit d'autrui et de cette religion de la loi par laquelle grandissent les peuples libres. L'Angleterre, dotée de la plus vigoureuse constitution de l'Europe, n'a pu parvenir à se donner un système de procédure raisonnable et une administration quelque peu régulière. De son côté, la France, qui a inauguré la démocratie dans la famille comme dans l'état, et subi avec un rare bonheur les expériences les plus audacieuses, depuis l'unité des départemens jusqu'à celle des poids et mesures, la France des rois absolus et des parlemens en est encore à s'inquiéter du froc d'un capucin et à disputer aux familles le droit de disposer de l'avenir moral de leurs fils. Voilà ce que l'esprit aristocratique a produit d'un côté du détroit, et ce que la suprématie royale a préparé de l'autre; voilà l'œuvre des principes rendue sensible par leurs conséquences, et les infirmités du présent éclairées par la lumière que le passé projette sur elles.

Lorsque le parti tory défendait, dans le royaume-uni, l'acte du *test* et les *bourgs-pourris*, il le faisait au nom des institutions paternelles. Lorsque l'on combat en France la liberté de l'enseignement, on le fait en se prévalant de la grande loi d'unité d'après laquelle a été constituée la nation. Ce sont là des argumens qui finiront par se briser sans nul doute contre le génie et les besoins des sociétés nouvelles; mais s'ils descendent si avant dans le sentiment public, malgré la contradiction qu'ils impliquent avec tous les principes qui nous régissent, c'est parce que les souvenirs du passé semblent les revêtir d'une sorte de consécration. Prétendre élever systématiquement un édifice sur une

base purement historique, c'est engager contre son temps une lutte où la victoire ne saurait manquer de rester au présent contre le passé; mais gouverner les peuples sans connaître les lois spéciales de leurs développemens antérieurs ou en ne s'en préoccupant point, c'est se heurter contre des résistances invincibles, et renoncer à la fois à les dompter et à les comprendre. L'homme politique qui aura médité sur le passé ne s'étonnera point des difficultés qu'éprouve la Grande-Bretagne lorsqu'elle s'efforce de réformer ses plus mauvaises lois et d'organiser dans son sein un système d'administration en harmonie avec les besoins multipliés des sociétés nouvelles; il ne s'étonnera pas davantage des obstacles que rencontre, non dans nos lois, mais dans nos mœurs, la large application des saines théories parlementaires et des doctrines libérales sérieusement entendues; il comprendra, enfin, que la vie nationale doit se révéler sous des aspects différens, selon qu'elle s'est épanouie sur tous les points de la surface, comme en Angleterre, ou qu'elle a rayonné, comme en France, du centre aux extrémités.

LOUIS DE CARNÉ.

L'UNIVERSITÉ D'ATHÈNES

ET

L'INSTRUCTION PUBLIQUE EN GRÈCE.

Il y a dix-sept ans que la Grèce est redevenue une nation et qu'elle est entrée dans le système général de la politique européenne. Depuis lors, les puissances qui l'avaient aidée à renaître ont suivi avec attention ses premiers pas; depuis lors, tous les hommes qui savent ce que vaut un tel peuple, issu de tels aïeux, et ce que, dans la poursuite de sa seconde destinée, il peut produire de changemens heureux ou funestes dans la marche du monde, n'ont pas cessé d'avoir les yeux fixés sur lui. La Grèce est petite, mais l'importance d'une nation ne se mesure pas plus à ses limites que celle d'un homme à sa taille. Il est d'autres forces, on le sait, que les forces matérielles; aussi, quelque restreint que soit l'espace occupé sur la carte par la Grèce, l'indifférence n'est pas permise à son égard. Puisqu'on a tous les jours à compter avec elle, on doit savoir ce qu'elle est, ce qu'elle vaut; mais, avant de la juger, il faut consentir à la bien connaître. Voilà pourquoi la France, son amie naturelle, l'a constamment suivie, depuis qu'elle existe, de ses regards bienveillans et désintéressés, plus curieuse de ses progrès que de sa reconnaissance. Des hommes capables de la bien juger ont voulu être témoins des premiers mouvemens de sa vigoureuse enfance et voir jusqu'à quel point elle grandissait dans son antique et glorieux berceau. Les uns ont fait connaître au public français la cour et la ville d'Athènes, de cette nouvelle Athènes qui, il y a quinze ans, n'était qu'un grand village, et qui renferme aujourd'hui trente mille habitans. Un autre, esprit sévère, observateur judicieux, mêlé depuis long-temps aux luttes de la tribune, s'est plu à reconnaître dans la jeune nation grecque une énergie politique dont l'action sera d'autant

plus sûre qu'elle sera plus patiente (1). Dans ces derniers temps, la sollicitude des amis de la Grèce est devenue plus grande encore. Ils ont voulu étudier, compter, calculer toutes ses ressources. Un homme intelligent, sincèrement dévoué aux intérêts de la Grèce et possédant à fond la science économique, a examiné jusque dans ses derniers détails la situation actuelle du royaume. Son livre en apprend tout ce qu'il est possible d'en savoir aujourd'hui. Grace à M. Leconte, chacun peut voir où en sont les Hellènes, et mesurer à son aise le chemin qu'ils ont déjà fait. Ceux qui connaissent ces travaux et d'autres que nous ne citons pas, s'ils estimaient déjà la Grèce, ont dû l'estimer davantage encore. Malgré les difficultés de sa position, unique dans l'histoire des siècles, en dépit des obstacles qu'elle rencontre quelquefois au dedans, souvent au dehors, elle est, elle vit, elle marche; mais, de tous ses progrès, le plus évident, le plus sensible, le plus propre à rassurer ceux qui redoutent pour elle les chances de l'avenir, c'est le progrès de l'instruction publique.

Déjà, en 1843, un savant qui a la faculté de voir vite et bien et de raconter avec art les choses qu'il a vues, M. Ampère, a tracé dans cette *Revue* (2) un tableau de l'instruction publique en Grèce. Après cette première étude, il reste encore à regarder de près les écoles d'Athènes et des provinces, à exposer l'histoire de leurs antécédens et à indiquer le système qui a présidé à leur organisation. Devenu par le bienfait d'une institution libérale (3) comme l'un des habitans de ce beau pays, nous avons pu entreprendre cet intéressant examen. Depuis le voyage de M. Ampère, quatre années se sont écoulées, qui n'ont pas été les moins fécondes. Si pendant ce temps l'intelligence des Grecs a continué sa marche progressive, il n'est pas mal qu'on le sache. D'ailleurs, quand on voit la Grèce moderne, âgée de trois ans à peine, essayer d'organiser l'instruction publique à tous ses degrés, à une époque où la France discutait encore sa loi sur l'instruction primaire, on se demande comment, le lendemain de la lutte, les héros déposant leurs armes ont pu trouver des livres, des maîtres et des écoles pour eux-mêmes et pour leurs enfans. Cette question d'histoire contemporaine mérite qu'on y réponde. On n'a vu généralement dans cette race d'Hellènes combattant pendant sept années pour son indépendance que des marins hardis et expérimentés, des palikares intrépides. On s'est trompé : il y avait là des hommes déjà instruits ou capables de l'être. Déjà depuis long-temps les Hellènes étaient prêts non-seulement pour la vie militaire, mais aussi pour la vie intellectuelle. Plus d'un armatole avait étudié soit à l'école de Janina, soit aux couvens de l'Athos ou dans le monastère des Météores; plus d'un soldat, la guerre achevée, a pu passer du camp dans la chaire du professeur.

Comment un peuple esclave de la Turquie pendant deux siècles et demi a-t-il pu ainsi conserver son caractère et sauver son intelligence? La fortune, ou, pour mieux parler, la Providence, n'a fait pour lui, depuis la prise de Constantinople par Mahomet II, que ce qu'elle avait déjà fait depuis la réduction de la Grèce en

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1844, l'étude de M. Duvergier de Hauranne sur la *situation de la Grèce et son avenir.*

(2) Voyez la livraison du 1er avril 1843.

(3) L'école française d'Athènes, fondée par ordonnance royale en date du 12 septembre 1846, sur un rapport de M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique.

province romaine. La perpétuité de la nation grecque est peut-être le plus étonnant de tous les grands faits historiques. Sa personnalité puissante et vivace a résisté aux conquêtes et bravé les invasions. Rome lui imposa sa loi, mais elle subit l'irrésistible ascendant de son génie. N'ayant plus à combattre, le vainqueur se trouva moins grand. Le sentiment de sa force fit place au sentiment de son ignorance, et il lui fallut se mettre à l'école chez les vaincus. Ici, comme toujours, c'est à l'intelligence que resta l'avantage. Morte politiquement, la Grèce continua d'exister par la pensée. Elle vécut ainsi autant que Rome, plus jeune qu'elle et son élève. Elle vécut même plus long-temps, car la Rome véritable avait cessé d'être quand Justinien dispersa les écoles où retentissait la voix et où soufflait encore l'esprit de la Grèce antique. Plus affaiblie au moyen-âge, plus éloignée alors des temps de sa jeunesse et de sa gloire, la Grèce aurait plus facilement pu s'absorber et disparaître dans le sein d'un peuple nouveau. Cependant, même au degré d'obscurité et de misère où elle était descendue, le peu qu'elle avait gardé de sa grandeur passée la maintint au-dessus de ses maîtres sans génie, sinon sans courage. D'ailleurs, le schisme qui lui donna une foi et un culte à part et qui assura la conservation de sa langue, les croisades, qui, loin de la ramener, ne firent que l'importuner ou la blesser dans ses intérêts et dans son commerce, enfin l'ignorance et les excès des princes latins qui occupèrent les diverses parties de la Grèce, devaient rendre à jamais impossible la fusion de la race hellénique avec les nations occidentales.

La Grèce avait donc traversé péniblement, mais toujours vivante, la longue durée du moyen-âge, quand elle tomba aux mains des Turcs. Avant tout examen des faits, on voit que les Turcs ne pouvaient en aucune façon s'assimiler la race grecque, qui leur était supérieure et par son passé dont elle n'avait pas perdu la mémoire, et par son caractère que le temps avait respecté, et surtout par sa croyance. Dans leur aveuglement fatal, les sultans vinrent en aide à ces causes de conservation, jusqu'à les changer en causes de progrès d'abord et de régénération par la suite. Déplacés dans cette Europe pour laquelle ils étaient mal faits, étonnés de s'y trouver et incapables de se mettre en rapport avec elle, parce qu'ils n'en comprenaient ni les langues ni l'esprit, le lendemain même de la victoire, ils furent contraints de composer avec les vaincus, qu'ils redoutaient instinctivement et dont le secours leur était nécessaire. Mahomet II comprit sur-le-champ que, malgré les différences de religion et de langue qui les séparaient, il y avait entre les chrétiens d'Occident et les Grecs des affinités naturelles, et que, du jour où ils se rapprocheraient, sa puissance serait menacée. Il s'appliqua donc à nourrir les vieilles haines qu'avait engendrées le schisme, et, en même temps, il chercha à s'assurer de la fidélité des Grecs par d'habiles concessions ou par des faveurs éclatantes. Il nomma *patriki Roum*, ou patriarche des Romains, Gennadios Scholarios, le plus fanatique adversaire de l'église latine. Il le mit à la tête d'un synode, lui conféra des pouvoirs civils et le combla d'honneurs. Gennadios appela auprès de lui tout ce qu'il y avait d'hommes de talent parmi les familles nobles de Constantinople et les exilés de Trébisonde, et fonda cette école patriarcale où se formèrent les professeurs de belles-lettres jusqu'à la fin du XVIIe siècle. Les jeunes gens, qui y commençaient leurs études, prirent l'habitude d'aller les terminer en Italie. Ils revenaient à Constantinople, con-

naissant la médecine, l'astronomie et les langues de l'Occident (1). Trop ignorans et d'ailleurs trop énervés pour s'instruire, les Turcs chargèrent les Grecs de leur parler des astres et de les guérir quand ils souffraient. Ils durent aussi leur conférer les fonctions de grand-interprète de la Porte, qui leur firent une place à part et très élevée, d'où ils pouvaient veiller aux intérêts de leurs compatriotes, leur procurer les moyens de s'instruire sans causer d'ombrage aux sultans, et protéger leurs personnes. C'est ce que firent, avec un zèle ardent et une habileté singulière, les deux premiers grands-interprètes, Panayotakis et Alexandre Mavrocordatos. Leurs successeurs marchèrent sur leurs traces. La même supériorité intellectuelle qui avait fait nommer les Grecs drogmans de la Porte les fit arriver à l'hospodarat en Valachie et en Moldavie, à la place de ces ministres turcs, cruels et rapaces, qui ne voyaient dans une telle dignité qu'une occasion de s'enrichir aux dépens de leur maître. Riches autant qu'adroits, respectés des ministres, qu'ils comblaient de présens, et par conséquent des pachas, avec lesquels ils entretenaient des relations constantes, leur influence était considérable, et ils en usaient pour le bien des leurs (2). Non-seulement les Turcs étaient obligés de rendre justice aux talens des Grecs, mais ils furent aussi contraints plus d'une fois de céder devant leur courage militaire et de leur accorder de bonne grace ce qu'ils auraient conquis de force. Pendant que Mahomet II n'avait qu'à paraître pour s'emparer du Péloponèse, de l'Attique et de l'Eubée, un prince d'Épire, George Castriote, plus connu sous le nom de Scander-Bey, arrêtait le sultan dans sa marche victorieuse. Il l'arrêta trente ans. Ce grand exemple ne fut pas perdu. Scander-Bey légua aux montagnards de l'Épire et de l'Albanie le souvenir de sa bravoure et le mépris des Turcs. Une tradition de courage se maintint dans ces contrées. Alors parurent les armatoles, ces capitaines chrétiens qui, à la tête de leurs palikares, se rendirent redoutables au gouvernement ottoman. Leur existence fut légalement reconnue : on dut leur abandonner la défense des villes et des villages et leur accorder deux voix délibératives sur trois dans l'administration de leurs affaires. Il y eut bientôt des armatoles dans toute la Grèce continentale, dans le Péloponèse et dans l'Eubée. Ces vaillans capitaines, à peu près maîtres chez eux, conservèrent à la Grèce des mœurs guerrières, le sentiment de sa force et ce degré de liberté sans lequel l'intelligence est condamnée à s'éteindre. Enfin il est une dernière faculté par laquelle les Grecs se rendirent nécessaires à la Turquie et l'obligèrent encore une fois d'adoucir sa tyrannie à leur égard. Les Grecs des îles naissent marins. Leur adresse et leur intrépidité, qui devaient plus tard épouvanter la Turquie et porter à sa marine des coups terribles, mirent en faveur, à la fin du dernier siècle, les matelots de l'Archipel. Hussein-Pacha, grand-amiral de Sélim III, organisait une flotte à l'aide d'habiles constructeurs venus d'Europe; les équipages lui manquaient : il eut recours aux marins des Cyclades, surtout à ceux d'Hydra, de Spezzia et d'Ipsara. Il les protégea et leur accorda le libre passage dans les mers du Levant. Montés sur leurs légers navires, les marins grecs visitaient tous les

(1) Voyez le *Cours d'histoire de la Littérature grecque moderne*, par M. Rizo.

(2) « Ali-Pacha lui-même, dit M. Rizo dans son *Histoire moderne de la Grèce*, caressait les hospodars, leurs agens et les drogmans de la Porte. »

ports de la mer Noire, et poussaient jusqu'à Taïganrock. La richesse revenait avec eux dans leur patrie; la prospérité y croissait, et, sous l'influence de mœurs plus douces, des écoles primaires s'élevaient dans presque toutes ces îles. Antérieurement, à l'époque où la Turquie soutenait ses dernières guerres contre Venise et les chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, celles des îles qui avaient fourni des équipages à ses galères reçurent d'elle certains de ces priviléges dont les conquérans sont toujours avares. Les Cyclades et les Sporades purent n'admettre sur leur territoire aucun mahométan, se gouverner à leur gré, confier à leurs notables ou *démogérontes* le droit de faire leurs affaires et exercer librement leur culte, à la seule condition de payer une somme annuelle entre les mains du capoudan-pacha.

On le voit donc, les Grecs, soit par la souplesse de leur esprit, la vivacité de leur intelligence et l'instruction qu'ils savaient acquérir, soit par leurs vertus guerrières, soit par leur rare expérience et je dirais presque leur amour de la mer, c'est-à-dire par cet ensemble de qualités diverses qui avaient fait de leurs ancêtres la nation la plus complète du monde, les Grecs avaient réussi à se créer une position unique dans les annales des peuples asservis. Peu à peu, à force d'art et de persévérance, ils avaient presque triomphé d'un despotisme brutal, ne lui laissant de ses armes que celles qui lui étaient nécessaires pour les aiguillonner de temps en temps, les tenir en haleine et les pousser enfin à la complète liberté.

C'est dans ces favorables conditions que, chez les Grecs, avant qu'ils fussent redevenus une nation, se forma et se développa un véritable système d'instruction publique, dont les parties, en apparence indépendantes les unes des autres, étaient cependant unies par un lien puissant, celui d'une langue nationale. Les premières écoles coûtèrent cher à leurs fondateurs. Il fallut tromper les Turcs et cacher, sous le nom moins honorable de maisons de correction, le but véritable de ces établissemens. Si quelque gouverneur de province découvrait le pieux mensonge, c'est à prix d'or qu'on achetait son silence. Bientôt cependant les écoles prirent racine et devinrent florissantes. Les deux premiers siècles de la conquête avaient vu naître celles du mont Athos, de Janina, de Smyrne, de Pathmos. Alexandre Mavrocordatos, grand-interprète de la Porte, enrichit les colléges déjà fondés, y fit d'importantes réformes et les dota de plusieurs savans ouvrages qu'il avait composés lui-même en grec ancien. Son fils Nicolas, devenu grand-hospodar en 1716, employa son crédit à établir en Valachie une imprimerie et une école. Cependant la langue moderne prenait des formes plus arrêtées, mais elle ne faisait guère encore que répéter les ouvrages publiés dans les autres pays de l'Europe. Il lui manquait cette consécration que reçoivent les langues le jour où elles expriment des idées et des sentimens nationaux. Le poète Riga lui imprima ce nouveau caractère. Ses poésies, où l'inspiration et la correction marchent toujours ensemble, furent partout chantées avec enthousiasme. La Grèce s'y était retrouvée et reconnue.

La mort de Riga, qui avait rêvé trop tôt l'indépendance, communiqua plus de puissance encore à ses hymnes patriotiques. Les esprits s'élancèrent avec plus d'ardeur que jamais dans la voie des études. De nouvelles causes s'ajoutant aux anciennes précipitèrent ce mouvement, devenu général. Les dernières guerres avec la Russie avaient affaibli la Turquie et enhardi les Grecs. Les écoles, qui

n'avaient existé jusqu'à la fin du XVIIIe siècle que malgré la volonté des sultans et comme par miracle, furent officiellement autorisées par un diplôme que le dévouement éclairé du prince Dimitrakis Mourouzis obtint du faible Sélim III. De nouveaux établissemens d'instruction publique furent fondés, plus riches et d'une organisation meilleure. A Constantinople, le collége ne suffisait plus; le prince Dimitrakis Mourouzis en créa un second à Couroutchesmé, sur le Bosphore de Thrace. Benjamin de Lesbos, qui joignait à la science du professeur le zèle et l'ardeur de l'hétairiste, après bien des combats soutenus et des difficultés vaincues, et secondé par Iconomos, démogéronte de Cydonie, parvint à faire bâtir dans cette dernière ville un collége, où l'on se rendit de tous les points de la Grèce. Corfou, malgré ses fortunes diverses, avait aussi ses colléges et ses écoles. Capo d'Istrias, né dans cette île, avait profité de l'influence qu'il exerçait sur ses compatriotes pour éveiller en eux le goût des études grecques. Plus tard, les Français, rentrés en possession des îles Ioniennes après le traité de Tilsitt, avaient organisé à Corfou une académie, où ont enseigné M. Charles Dupin et le capitaine Augoyat. Les désastres de 1815 et le retour des Anglais dans les sept îles y arrêtèrent brusquement le progrès des écoles. Cet état de langueur dura huit ans. En 1823, une décision formelle de Canning imposa à lord Maitland l'organisation de l'université de Corfou, que son mauvais vouloir avait jusque-là retardée. Au moment où Ypsilantis donna le signal de la guerre, trois écoles jetaient le plus vif éclat : c'étaient celles de Smyrne, de Cydonie et de Scio. Scio surtout, l'heureuse Scio, active et peuplée, enrichie par son commerce, fière de sa belle jeunesse, pouvait ouvrir à cinq cents élèves les portes de son collége, où enseignaient quatorze professeurs, sous la direction savante du prêtre Néophytas Vamvas, à la fois grammairien, chimiste, philosophe, et de plus excellent citoyen. Nous avons appris de M. Vamvas lui-même, aujourd'hui professeur de philosophie à l'université d'Athènes, l'histoire de son collége, qu'il raconte avec éloquence dans cette langue harmonieuse à laquelle la prononciation lente et la douce gravité de l'aimable vieillard donnent un charme particulier. On étudiait dans ces maisons, alors si pleines et si animées, désertes quelque temps après, toutes les sciences, les langues, le grec moderne et le grec ancien, à l'aide des volumes de la *Bibliothèque hellénique* publiés par Coray avec le secours des frères Zosimas. L'éducation y prenait son point d'appui sur les vérités religieuses. L'étude de l'antiquité y élevait les ames et réchauffait de plus en plus en elles l'amour de la patrie et de la liberté. M. le comte de Marcellus, parcourant le Péloponèse en 1820, fut témoin d'un fait qui met en lumière le rôle que jouaient à cette époque les écoles de la Grèce, et les moyens qu'on y employait pour exciter les courages et les préparer à de prochains combats. « Rentré dans Argos, dit-il (1), je passai près d'une école que me fit reconnaître le bourdonnement continu des enfans, lisant et répétant tous ensemble, à haute voix, la leçon du jour. J'eus la fantaisie de pénétrer dans ce réduit des lettres grecques et d'inspecter la génération future des pauvres Albanais. Le *didascalos* (instituteur) me reçut fort poliment; il me fit asseoir à côté de lui, et, pendant que l'on m'apportait une tasse de café, il me vanta beaucoup l'intelligence de ses élèves et un peu sa méthode d'enseignement. Il me montra

(1) *Souvenirs de l'Orient*, chap. XXIII.

les livres élémentaires, la grammaire de Lascaris, quelques extraits imprimés à Corfou des grands auteurs classiques, la rhétorique d'Iconomos, et, pour compléter l'examen, il ordonna aux plus habiles disciples de réciter plusieurs scènes de *Léonidas aux Thermopyles*, drame héroïque qui préludait assez heureusement à la révolution de 1821, et qui fut publié, en 1816, aux frais d'un capitaine hydriote. » La dernière scène de ce drame, que cite M. de Marcellus, représente Léonidas mourant sur les cadavres des Perses : « Laissez-moi là, dit le héros. Cette flèche a pénétré plus avant que l'autre; mes forces s'en vont; ma vie est à sa fin... Les secours me sont inutiles... Je meurs pour l'indépendance de la Grèce... O dieux protecteurs de ma patrie! recevez mon sacrifice comme un hommage... Que ma mort serve à la gloire de tous les Grecs... et à l'honneur de Sparte, mon pays! (Il expire.) — Quelques Spartiates blessés qui restent encore se précipitent sur les Perses en criant : — Mourons pour la liberté! »

C'est par de tels jeux que maîtres et élèves se disposaient à une vie nouvelle. La tempête de l'insurrection emporta maîtres et élèves, les uns dans les combats, les autres à la suite des armées auxquelles ils prêchaient la persévérance et l'union. La mort en détruisit un grand nombre, et des meilleurs, à commencer par ce bataillon sacré qu'Alexandre Ypsilantis avait formé lui-même avec ce que la population des écoles renfermait de plus intelligent et de plus brave, et auquel la reconnaissance publique a élevé, à côté du palais de l'université d'Athènes, un marbre simple et pur comme la gloire des jeunes martyrs. Ceux qui survécurent furent souvent séparés par les hasards de la lutte; mais ils devaient se retrouver plus tard, et, après l'œuvre de la guerre, commencer dans de nouvelles écoles grecques, sur un sol grec, les travaux féconds de la paix.

Après la bataille de Navarin, sous l'administration du président Capo d'Istrias, on tenta avec plus de zèle que de succès une première organisation de l'instruction publique. Les établissemens formés alors furent exclusivement consacrés à l'instruction primaire. La Grèce moderne ne passa donc pas un beau matin et d'un seul bond des ténèbres à la lumière. De tels miracles ne se font pas. Quand la liberté revint dans ce pays, elle y trouva l'intelligence, qui l'y avait précédée ou plutôt qui n'en était jamais sortie. Elle s'y était maintenue par elle-même, elle ne dut qu'à elle-même sa merveilleuse conservation; mais elle ne s'est pas contentée de ne pas périr, elle a voulu redevenir jeune et forte. Les Grecs ont naturellement le goût de l'étude. Ce goût était excité en 1830 par le désir de répondre à l'estime que leur avait témoignée l'Europe. Ils avaient des livres, des grammaires, des dictionnaires. Plusieurs d'entre eux avaient été déjà professeurs; d'autres pouvaient le devenir en peu de temps. Ils possédaient donc déjà les élémens d'un système d'instruction publique. Restait encore à trouver des hommes qui sussent réunir ces élémens épars. Ces hommes, ils n'eurent pas besoin de les demander à une autre nation; ils étaient parmi eux. Non que les Grecs éclairés eussent deviné les principes généraux sur lesquels doivent reposer l'instruction et l'éducation d'un peuple; mais des modèles en ce genre existaient en Europe, et déjà les Grecs avaient su les étudier. Les plus riches ou les plus remarquables des élèves qui étaient sortis des écoles grecques avaient complété leurs études en Allemagne et en France. Là ils avaient vu, attentivement examiné l'enseignement à tous ses degrés. Je sais tel Grec auquel un ministre français a offert une chaire qu'il eût occupée avec honneur; je sais

tel autre que ses talens firent entrer dans l'intimité, dans la famille même d'hommes illustres, et dont les chefs de l'université de France n'auraient pas dédaigné les lumières. C'est par de tels hommes que l'instruction publique a été possible en Grèce à un moment où elle sortait à peine de ses ruines.

La régence les appela à son aide. En 1833, une commission fut chargée par elle d'élaborer et de présenter dans un certain délai un projet d'organisation générale de l'instruction publique. Cette commission était composée de MM. C.-D. Schinas, président, Anastase Polyzoïdis, J. Kokkonis, Alex. Soutzo et J. Venthylos, auxquels on avait adjoint le docteur Franz, actuellement professeur à Berlin. On sait les services que rendit cette commission et quelle forme excellente prirent entre ses mains l'instruction primaire et l'instruction intermédiaire. Des écoles démotiques, qui correspondent à nos écoles primaires, des écoles helléniques, qui tiennent le milieu entre nos écoles primaires et nos colléges, des gymnases enfin, qui sont ici ce que sont en France les colléges royaux, furent successivement fondés de 1833 à 1837, et entrèrent promptement en exercice.

A cette époque, l'enseignement supérieur n'existait pas encore. La nécessité n'en pouvait être contestée. Si les écoles et les gymnases sont la condition de l'enseignement supérieur auquel ils préparent des auditeurs, l'enseignement supérieur à son tour est la condition de l'instruction primaire et intermédiaire, auxquelles il donne des maîtres. Il y avait bien déjà une école normale primaire et une école primaire modèle où pouvaient s'instruire et s'exercer les jeunes gens destinés à l'instruction du premier âge; mais les futurs professeurs des gymnases et de l'université elle-même n'avaient où se former. Malgré le manque de ressources et la rareté des professeurs éminens, c'était là une lacune à combler au plus vite, dût-on n'avoir au début qu'une institution imparfaite. Telle était l'opinion de M. Schinas; elle prévalut. Une loi qui devait être exécutée la même année parut en 1837. L'université fut ainsi fondée, et la prospérité croissante de cet établissement, qui a grandi en dépit de mille difficultés, montre tout ce qu'on peut attendre du peuple habile, persévérant, infatigable, qui se l'est donné à lui-même.

Le mot université, Πανεπιστημεῖον, n'a pas en Grèce le même sens qu'en France. Chez nous, à part le Collége de France et quelques autres établissemens peu nombreux, l'université comprend le corps enseignant tout entier, ayant à sa tête le ministre, qui en est le grand-maître, assisté du conseil royal; chez nous, l'université est partout, aussi bien au village, qui ne possède qu'une modeste école primaire, qu'à Paris, où se trouve l'enseignement sous toutes ses formes. En Grèce, l'université est un établissement spécial qui ne se rencontre qu'une fois, à Athènes seulement. Qu'on imagine toutes les facultés réunies dans une seule maison, avec un chef qui se nomme ici recteur, Πρύτανις, et on en aura une idée exacte. Elle a d'ailleurs pour modèles les universités allemandes, et par exemple l'université d'Iéna, telle qu'elle a été décrite par M. Cousin (1). Cette forme convient parfaitement à l'instruction supérieure en Grèce, où les limites actuelles du pays et le nombre naturellement restreint des étudians permettent de concentrer les cours élevés dans une seule ville et d'en confier la direction

(1) *Rapport sur l'instruction publique dans quelques états de l'Allemagne,* par M. V. Cousin.

aux mains d'un seul homme; mais on ne peut concéder à ceux qui ne conçoivent pas de meilleur système, qu'il convînt aussi bien à la France. Où trouver en France un local assez vaste pour y installer toutes les facultés, et comment un seul homme, professeur lui-même, et ayant par conséquent un cours à préparer et à faire, eût-il d'ailleurs sous ses ordres des doyens particuliers, comme à Athènes, pourrait-il veiller à la fois au mouvement de toutes les facultés réunies et faire de plus pour elles ce travail administratif dont est chargé en France le recteur de l'Académie? Impossible à Paris, tout cela devient possible et naturel à Athènes. Le recteur y peut être à la fois professeur et administrateur, sans que les devoirs de l'un nuisent à ceux de l'autre; il le peut d'autant plus facilement, qu'il n'a à s'occuper que de la seule université, le ministre dirigeant lui-même sans intermédiaire l'instruction primaire et l'instruction du second degré, et pouvant suffire à cette tâche dans un pays dont l'étendue dépasse à peine celle d'une de nos académies.

L'université d'Athènes a les bons et les mauvais côtés des universités allemandes. Le premier et peut-être l'unique défaut de son organisation se remarque dans la division des facultés. Elles sont au nombre de quatre, dirigées chacune par un doyen, κοσμήτωρ, nommé pour un an par voie d'élection. Ce sont : 1° la faculté de théologie, 2° la faculté de droit, 3° la faculté de médecine, 4° une faculté appelée de philosophie, qui embrasse tous les cours non compris dans les trois précédentes. « Ces cours, dit M. Cousin parlant des universités allemandes, traitent d'une foule d'objets qui ont été sagement distribués chez nous dans deux facultés, celle des sciences et celle des lettres. En effet, dans l'état actuel des connaissances humaines, les sciences et les lettres ont pris des développemens distincts trop considérables pour ne pas exiger deux facultés différentes; et, s'il est digne des efforts du philosophe d'embrasser les unes et les autres dans ses études, c'est une prétention qu'il ne faut pas consacrer officiellement en donnant le nom de philosophie à la réunion de deux ordres de connaissances qui ont entre elles bien plus de différences que de ressemblances. » Cette division a d'ailleurs un grave inconvénient : c'est que le doyen de la faculté de philosophie, qu'il soit ou non chimiste ou physicien, par exemple, dirige pendant un an l'enseignement de la physique et de la chimie.

L'université d'Athènes est administrée par un recteur, que le roi choisit sur une liste de trois membres présentés par le corps des professeurs. Ses fonctions ne durent qu'une année. Quand il les quitte, il doit rendre compte, dans un rapport officiel, des travaux des facultés, de l'emploi des ressources de l'établissement, de l'augmentation, de la diminution du nombre des élèves, en un mot de la vie matérielle et morale de l'université pendant sa prytanie. Ce rapport est lu chaque année en séance publique le jour de la rentrée des facultés. Le discours du recteur est ensuite imprimé et publié. Nous avons sous les yeux les rapports des trois derniers prytanes, et c'est là que nous puisons des détails pleins d'intérêt sur l'état de l'instruction supérieure en Grèce. On a fait sagement de ne conférer que pour une année les fonctions de recteur. Le sentiment de l'égalité, plus vif, plus susceptible chez les Grecs que chez tout autre peuple, est par là respecté. Cette mesure excite le dévouement de chaque recteur, qui n'a devant lui qu'un an pour s'exercer, et enfin il n'est pas un esprit, pas un caractère dont

l'institution ne puisse éprouver et utiliser ainsi les lumières ou la fermeté. Le premier recteur a été M. Schinas, qui, comme président de la commission formée en 1833, comme conseiller d'état, comme ministre, comme savant, avait mérité d'ouvrir la voie à ses honorables collègues. La dignité de recteur donne à celui qui en a été revêtu deux fois le droit de faire partie de la chambre haute ou du sénat. C'est un hommage rendu à la science, qui ne saurait sans injustice être exclue des affaires publiques. La science y arrive encore par une autre voie : l'université a son représentant à la chambre des députés, nommé par le corps des professeurs.

Les professeurs qui enseignent à l'université d'Athènes sont aujourd'hui au nombre de trente-deux, répartis entre les diverses facultés. Quelques-uns ont été ministres en Grèce; la plupart ont étudié en France, en Allemagne, ou dans l'un et l'autre pays. Ils sont divisés en trois classes : 1° les professeurs extraordinaires (ἔκτακτοι καθηγηταὶ); 2° les professeurs ordinaires (τακτικοὶ καθηγηταὶ); 3° les professeurs suppléans ou honoraires, qu'on pourrait encore appeler *professeurs à l'essai* (ὑφηγηταὶ). Le traitement des premiers s'élève à 3,600 drachmes, celui des seconds à 2,400, et celui des derniers à 1,200. Dans cette classification hiérarchique des professeurs, nous retrouvons encore une imitation des universités allemandes : « A l'université d'Iéna, disait M. Cousin, il y a trois classes de professeurs : 1° les professeurs ordinaires (*ordentliche*), qui sont nos professeurs titulaires; 2° les professeurs extraordinaires (*ausserordentliche*), qui sont nos professeurs adjoints; 3° les *doctores legentes* ou *privatdocenten*, qui ressemblent fort à nos agrégés de médecine. Ces *doctores legentes* sont la pépinière, la force et la vie de l'université. » En Allemagne, les professeurs de la troisième classe ne sont pas astreints, pour arriver à leurs chaires, à subir la dure épreuve d'un concours. Il suffit qu'ils écrivent une dissertation latine et qu'ils fassent une leçon devant le sénat académique. Une fois admis, ils ont plusieurs années pour donner la mesure de leur talent, dans une chaire, à leur aise, en présence d'un public qui, de son côté, a tout le temps de les juger. L'université d'Athènes a adopté ce système; elle est résolue à le maintenir dans ses statuts. « Que celui qui demande à enseigner publiquement, disait M. Rhally en quittant le rectorat, soit admis à le faire. S'il ne réalise pas les espérances qu'il a fait concevoir, s'il ne réussit point à attirer les auditeurs, lui seul en subira les conséquences. Aucune promesse ne nous engage envers lui, et lui-même, voyant la stérilité de ses efforts, abandonnera promptement une tâche au-dessus de ses forces. Si, au contraire, le succès répond à ses espérances, nous aurons un candidat éprouvé, prêt à remplacer, s'il le faut, un professeur titulaire. » L'excellence de ce mode de recrutement serait hors de contestation, si l'on en devait juger par la composition du personnel de l'université d'Athènes. Les professeurs y sont à la hauteur de leur tâche. Tous ceux aux leçons desquels nous avons assisté les avaient évidemment préparées avec un soin scrupuleux. A l'heure et au jour fixés, on est sûr de les trouver dans leur chaire. Ils nous ont semblé plus préoccupés du désir d'être utiles que du besoin de briller. Quand leur auditoire trop jeune ou trop peu préparé ne peut s'élever jusqu'à eux, ils abaissent de bonne grace leur cours au niveau d'une classe de collége. Quelques-uns d'entre eux qui ont fait leurs études en France, qui ont assisté aux

leçons improvisées de la Sorbonne, et qui seraient, eux aussi, capables d'improviser avec rapidité, se condamnent à l'humble et lente dictée, et répètent plusieurs fois, s'il le faut, la phrase mal entendue ou mal comprise; ils poussent même la patience et le dévouement jusqu'à dicter des cahiers destinés à remplacer les livres que leurs élèves n'ont pas les moyens d'acheter. Rentrés chez eux, c'est à de savans travaux qu'ils consacrent leurs loisirs. L'histoire, l'archéologie, la philologie, la philosophie, la rhétorique, leur doivent de très utiles ouvrages. Le temps qui leur reste encore, ils l'emploient soit à faire des voyages, soit à traduire les meilleurs auteurs de l'Europe, soit à se tenir au courant de la science en lisant les journaux et recueils publiés en France et en Allemagne.

Aussi le nombre des élèves de l'université d'Athènes s'accroît-il chaque année; les chiffres en font foi. Et pour bien juger de la valeur de ces chiffres, il faut se transporter un instant en Grèce et passer en revue les difficultés sans nombre que les jeunes gens ont à vaincre et pour se rendre à Athènes, et pour y vivre quand une fois ils y sont venus. La plus grande de toutes, et malheureusement la plus commune, c'est la pauvreté. Le gouvernement peut donner l'instruction aux étudians sans rien exiger d'eux; mais, pauvre lui-même, il ne peut leur fournir ni le logement, ni la table, ni les moyens de se transporter des différens points de la Turquie ou de la Grèce à Athènes. La jeunesse grecque vit de peu; elle n'a point de vices; elle ignore encore, elle ignorera long-temps ces besoins factices et dispendieux dont sont dévorés la plupart des élèves de nos écoles supérieures. Pour achever ses études à Athènes, un Grec ne demande absolument que le strict nécessaire, et pourtant ce peu qu'il ambitionne, il ne le trouve pas toujours. Je connais un jeune Smyrniote auquel ses amis, en se cotisant, étaient parvenus à faire une pension de 27 drachmes, un peu moins de 25 fr., par mois. Cela suffisait à sa modeste existence, et il poursuivait avec ardeur ses études médicales. Ce faible secours lui a manqué tout à coup, et il a dû s'arrêter dans une carrière qu'il eût honorablement parcourue. Bien d'autres en sont là, et néanmoins on les voit arriver toujours plus nombreux à l'université au début de chaque année. Outre les étudians libres, qui ne figurent pas sur les registres et qu'on appelle simplement auditeurs, ἀκροαταὶ, le nombre des étudians inscrits et réguliers, qui se nomment οφιτηταὶ, s'est élevé en 1844 à 152, en 1845 à 182, en 1846 à 220. Cette progression croissante nous fait pressentir ce que deviendra l'instruction publique en Grèce quand cette nation sera délivrée du mal de la pauvreté, qui, s'il ne paralyse pas ses forces, gêne du moins et ralentit ses mouvemens. Du reste, telle est l'ardeur de cette intelligente jeunesse, qu'après les cours terminés, elle ne regagne pas toujours la province, mais demeure souvent à Athènes, travaillant pour subvenir aux frais de l'année suivante, et prélevant sur ce qu'elle gagne de quoi payer des professeurs particuliers. C'est là un consolant spectacle. Ceux qui luttent avec ce courage contre les embarras du présent ont en eux ce qu'il faut pour rendre l'avenir meilleur. Déjà l'université d'Athènes a fourni plusieurs sujets distingués au clergé, au barreau, au corps des médecins; elle a formé des maîtres pour les établissemens d'instruction intermédiaire. Sa création est donc justifiée par les fruits qu'elle a portés, et ceux-là avaient raison qui, jugeant la nation grecque digne de ce grand bienfait, le réclamaient depuis long-temps pour elle.

Telles sont l'organisation de l'université d'Athènes et sa situation présente. Quand on eut reconnu qu'elle était nécessaire, elle ne tarda pas à recevoir du gouvernement une existence légale. Ce fut au commencement de 1837, sous le ministère de M. de Rudhart, qui avait succédé à M. d'Armansperg, que parut la loi par laquelle l'université était instituée. M. C.-D. Schinas en rédigea provisoirement les statuts, qui furent soumis ensuite à l'approbation du gouvernement. Il fut aidé dans cette tâche difficile par son ami M. Rizo-Rancavi, esprit solide à la fois et étendu, où se rencontrent sans se nuire le lexicographe, l'archéologue et le poète. Leur important travail ne se fit pas long-temps attendre. M. C.-D. Schinas le compléta en organisant sur un pied convenable toutes les parties du service intérieur. Les entreprises s'exécutent vite et bien, qui répondent à un besoin réel et général et qui sont confiées à des mains habiles. Quand le roi Othon revint de son voyage d'Allemagne, il n'eut qu'à approuver les plans de MM. Schinas et Rancavi. L'université ouvrit ses cours le 15 mai 1837. Elle eût existé trois ans plus tôt, si un changement ne se fût opéré en 1834 dans le personnel de la régence. Ici, comme toujours, l'intelligence marchait devant, et, si elle s'arrêta un instant, ce fut en dépit d'elle-même.

L'université était constituée, mais il restait à la loger. Il fut un temps où des professeurs tels qu'Aristote et Platon donnaient leurs leçons immortelles en plein air, en face de la nature, sous les ombrages de l'Académie ou du Lycée, et où le peuple, oubliant les ardeurs du soleil, écoutait cinq heures de suite Démosthènes sur les roches nues du Pnyx. Je ne sais si les temps sont changés ou les hommes, mais aujourd'hui il n'est pas un moment de l'année où cette vie extérieure ne fût pleine de périls. Il fallait donc à l'université d'Athènes une maison qui ne fût pas seulement un abri sûr, mais un vaste établissement comme la Sorbonne ou le Collége de France, avec des salles, des amphithéâtres, un cabinet de physique, des bibliothèques, des collections. Il s'agissait d'une dépense énorme pour laquelle, à la lettre, on n'avait pas une obole. Dans cette pénurie absolue, tout autre peuple eût perdu courage; mais les Grecs ont foi en eux-mêmes. Exaltés par ce sentiment irrésistible, ils ont fait, qu'on nous passe le mot, un véritable tour de force. L'université, sachant bien que pour vivre il faut d'abord être, se contenta dans le principe d'un bâtiment trop étroit et mal situé, dont le trésor public paya le loyer en même temps qu'il prenait à sa charge le traitement des professeurs et qu'il achetait les objets les plus indispensables. On était à peine dans cette maison, qu'on s'y sentit mal à l'aise; d'ailleurs on n'était pas chez soi. On perdit patience et on voulut avoir un palais, ou du moins un hôtel beau, vaste et approprié à sa destination. Pourquoi pas? On avait bien refait un peuple et une capitale. Vers la fin de 1838 et au moment où M. Schinas allait quitter ses fonctions de recteur, ceux à qui l'instruction publique était particulièrement chère, parce qu'ils l'avaient presque créée, s'inspirant d'une heureuse idée de M. Rhally, résolurent de faire un appel aux sympathies de la nation et de l'Europe. MM. Rhally, Gennadios, Brandis, Dokos et C.-D. Schinas, se formèrent en comité et ouvrirent une liste de souscription où s'inscrivirent sur-le-champ une centaine de personnes. Ces premiers souscripteurs se constituèrent en assemblée et nommèrent une commission composée d'hommes illustres ou considérables, à la tête de laquelle était M. Conduriottis,

président du conseil d'état. Le brave Théodore Colocotronis en faisait partie. Le gouvernement s'empressa d'approuver toutes ces mesures, qui répondaient d'ailleurs aux vœux ardens et bien connus du jeune roi, et cette nouvelle hétairie, formée cette fois au grand jour et au sein de la paix, s'appliqua avec un zèle et une activité incroyables à grossir ses rangs. Le succès de ses démarches a été prompt et complet. Des dons de toute sorte ont été offerts à la commission. Les uns ont fourni de l'argent, d'autres des livres, d'autres des terres, d'autres des maisons. La seule famille des Ionides a envoyé 30,000 drachmes pour la construction d'une des ailes du bâtiment. M. Démétrius-Théodore Tyrkas, négociant grec établi à Vienne, homme qui joint à la profonde connaissance des affaires le goût des lettres et la savante curiosité d'un numismate, a souscrit pour une somme de 20,000 drachmes. Un simple domestique, nommé Démétrius Phaphâli, retrancha en une année de son modeste salaire 28 drachmes, qu'il vint apporter dans la caisse de l'université. Pendant que les richesses s'amassaient à Athènes, M. Schinas fit un voyage à Vienne, visita tous ceux qui ont à cœur l'avenir du nouveau royaume, et revint à Athènes avec 35,000 drachmes de plus, dont 25,000 ont été donnés par le prince Milosch de Servie. Le zèle patriotique des Grecs a d'ailleurs été soutenu et excité par un noble exemple. Plusieurs fois le roi Othon a puisé dans sa cassette particulière pour contribuer à la création de l'université, qui s'est appelée, de son nom, Université Othonienne. L'argent qu'on a jusqu'ici dépensé n'est pas venu en un jour, mais il est venu, et on savait bien qu'il viendrait. Plus d'une fois la caisse s'est trouvée vide. Personne ne s'en est effrayé. Ces crises n'ont fait au contraire qu'aiguillonner le dévouement des fondateurs. Ainsi, dans un moment où les fonds étaient épuisés, le gouvernement ordonna que les travaux fussent suspendus. M. Dokos, d'Hydra, secrétaire de l'université, et l'un de ses plus fermes soutiens, n'écouta pas cet ordre. Il engagea les entrepreneurs à continuer les constructions commencées. Ceux-ci poursuivirent en effet; mais ils se lassèrent bientôt de ne recevoir aucun salaire, et, comme ils signifiaient à M. Dokos qu'ils allaient se retirer : « Que craignez-vous? leur dit-il; ma maison est là. Si l'argent manque, nous la vendrons et vous serez payés! » On n'en fut pas réduit à cette extrémité. Une souscription nouvelle paya la dette de dix mille drachmes que M. Dokos avait contractée, et le généreux Hydriote conserva sa maison. Qui n'aimerait cette confiance en l'avenir et cette ardeur pour le bien poussée jusqu'à l'audace?

Les premiers fonds trouvés, on songea aussitôt à en faire usage. Il y avait alors à Athènes un jeune architecte danois, M. Ch. Hansen, qui, étant venu en 1830 étudier le Parthénon, s'est oublié dix-sept ans auprès des œuvres de Phidias, et sous le beau ciel qui les a respectées. L'université le chargea de lui construire une demeure. C'est sur les dessins de M. Hansen que s'éleva le palais simple et gracieux qui est aujourd'hui le plus beau monument de la capitale grecque. Je ne sais pas de pays au monde où il soit plus difficile d'être architecte qu'à Athènes. Les matériaux y sont, il est vrai, magnifiques; mais le voisinage des monumens antiques qui sont le dernier mot de l'art, les habitudes prises en Occident, et puis cet incomparable soleil de la Grèce qui donne aux défauts comme aux qualités une prodigieuse saillie, vous imposent de lourdes

obligations et vous créent les plus grands embarras. M. Ch. Hansen a pris le vrai moyen pour résoudre ce problème. Il s'est fait Grec. Il s'est mis une bonne fois dans l'esprit qu'il était, non à Munich ou à Copenhague, mais en Attique, dans un pays où la neige est un phénomène et la pluie un événement, et où ce que l'art a de mieux à faire, pour produire des œuvres qui aient un sens, c'est de s'inspirer du passé. De là les mérites réels de son ouvrage. On y retrouve partout le respect intelligent de la tradition. Le style en est simple et pur. Les deux colonnes ioniques qui supportent un fronton de marbre comme elles, au centre de la façade, charment l'œil par leur légèreté et leurs proportions. Un portique soutenu par des antes s'étend des deux côtés de la façade, se termine par deux ailes sans ouvertures, et donne à l'ensemble de l'étendue et de la dignité. On sait aujourd'hui, à n'en plus douter, que les Grecs peignaient et doraient quelques-unes au moins des parties extérieures de leurs édifices. M. Ch. Hansen n'a pas craint de les imiter. Il a peint de couleurs brillantes et gaies les chapiteaux des antes et des pilastres, et a fait courir sur les volutes de ces colonnes et sur les ailes des sphinx qui ornent le fronton quelques rares filets d'or d'un goût exquis et d'un excellent effet. L'aspect général est élégant et distingué. J'ajouterai que l'édifice est à la taille du pays. Il est ici des proportions indiquées, imposées par la nature même du sol. Les nombreuses collines qui s'élèvent de tous côtés dans la plaine de l'Attique et l'embellissent sont, pour les monumens, comme des piédestaux ou des cadres. Trop petits, les monumens s'y perdent; trop grands, ils les débordent ou les écrasent, et l'œil est blessé par cette absence d'harmonie entre l'architecture et le pays. C'est à l'art de consulter la nature et de bien s'entendre avec elle. M. Hansen est arrivé à cet accord. Placé au pied du mont Lycabette, le bâtiment de l'université s'encadre dans ses deux pentes et se couronne de son élégante cime, à laquelle l'astronome Méton avait donné dans l'antiquité une sorte de consécration scientifique. Ainsi, de toutes les manières, l'édifice convient aux lieux où on l'a élevé.

Les lieux aussi conviennent à l'édifice et à l'institution elle-même. En France, à la Sorbonne, dans cette vaste cour où l'architecture ne manque assurément pas, mais qui est sans horizon, où l'œil ne rencontre que des murs gris et mornes, où le soleil ne descend qu'à regret, et où pénètrent pourtant les bruits importuns de la rue, ce n'est que par un violent effort d'esprit qu'on arrive à se faire une idée des grandes scènes antiques. L'air, la lumière, l'espace, les aspects, tout vous manque. La vie moderne vous circonvient, vous enveloppe, ne vous laisse pas une issue par où votre imagination puisse lui échapper. Plus heureux que nous, les étudians d'Athènes n'ont qu'à s'arrêter sur l'escalier de marbre de l'université, et, de quelque côté qu'ils tournent leurs yeux, ils voient l'antiquité élever au-dessus des ruines sa tête immortelle, et leur apparaître toujours belle, toujours sage, toujours éloquente. En face, c'est le Parthénon, le temple de cette grande déesse sans terrestres amours, sans faiblesses, sans misères, en qui la raison grecque, mûrie par le temps, avait réuni tant de majesté, tant de perfections sublimes, que le Dieu de Platon semblait se cacher déjà sous le chaste front et rayonner dans les calmes regards de la Minerve de Phidias. A côté de l'Acropole est le rocher de l'Aréopage; à côté de l'Aréopage, cet autre rocher si petit et si grand, si humble et si fier à la fois, le Pnyx, où Démosthènes

enseigna aux hommes de tous les siècles le langage des peuples libres. Au midi, sur les flots, se dresse Égine, cette rivale utile qui força les Athéniens à apprendre la mer et à oser autant sur ses mouvantes plaines que sur le sol de Marathon; au couchant, Salamine, qui a recouvré son vrai nom. A droite, l'Académie étend dans la plaine ses bois au pâle feuillage et ses jardins solitaires, mais poétiques encore comme au temps de Platon. Plus à droite encore s'arrondissent au-dessus de la plaine deux collines, ou plutôt deux tertres arides, couronnés l'un du tombeau d'Ottfried Müller, l'autre d'une chapelle, lieux sacrés encore comme autrefois, dominant la verte vallée où disparut Œdipe « sans que la foudre l'eût frappé, sans qu'une violente tempête l'eût englouti, » et où, « parmi les lauriers-roses, les oliviers et les vignes fécondes, » éclatent au soleil couchant les « blanches maisons de Colone (1). » A gauche, du côté de l'Hymette, non loin de l'Ilissus, est l'emplacement du Lycée, et plus près, à côté de l'université elle-même, peut-être sous la terre qui porte ses murs, le tombeau ou dort Proclus, avec Syrianus son maître (2). Voilà le spectacle dont on jouit du seuil de l'université, voilà les lieux qui l'environnent. Lue, expliquée, commentée en face de ces monumens, de ces rochers, de ces îles, de ces plaines, l'antiquité s'éclaire d'un jour ailleurs inconnu qui la ranime et la rend présente. Or, qui ne voit ce que cet auguste voisinage peut communiquer d'efficace aux leçons du passé ou d'autorité aux maîtres qui s'en inspirent et le continuent? Et puis, sous le ciel pur d'Athènes, au sein de cette nature sereine et grave, près de ces grandes ruines, imposantes comme le visage d'un mort illustre qui vient à peine d'expirer, vous sentez votre ame se calmer, s'élever sans cesse, comme si l'air que vous respirez vous faisait une éducation nouvelle, comme s'il apportait de temps en temps à vos oreilles charmées les harmonieux discours de ces hommes presque divins qui ne séparaient ni le beau du bien ni le bonheur de la sagesse.

L'université d'Athènes a donc incontestablement, sur toutes les autres universités de l'Europe, l'avantage de la position. Si à d'autres égards elle leur est encore inférieure, ses commencemens montrent assez qu'elle est capable de progrès. La collation des grades ne s'y fait pas encore d'une manière arrêtée et régulière, mais on y subit des examens qui sanctionnent les études et qui servent à constater l'aptitude spéciale des jeunes étudians à telle ou telle carrière. Les statuts qui doivent la diriger attendent encore une rédaction définitive, mais l'ordre et la discipline y règnent. On y regrette un cabinet de physique plus complet et des collections scientifiques, mais elle possède déjà une bibliothèque de cinquante mille volumes, et dont l'histoire n'est pas moins curieuse que celle du bâtiment lui-même. C'est encore avec des souscriptions, avec les dons de la Grèce et de l'Europe, que l'habileté patriotique de M. Typaldos est parvenue à former en quelques années ce trésor d'ouvrages excellens. L'Autriche, la Bavière, le royaume de Naples, envoient annuellement à l'université des livres, des tableaux, des médailles. La France a mis la bibliothèque d'Athènes au nombre de ses bibliothèques nationales (3). Des auteurs célèbres, des libraires, imitent

(1) Sophocle : *Œdipe à Colone.*

(2) Marini, *Vita Procli*, 36. — Leake, *Topography of Athens*, t. I, p. 207.

(3) Par une ordonnance royale rendue en 1845 sur un rapport de M. de Salvandy, ministre de l'instruction publique.

leurs gouvernemens, et ces dons ne tombent pas entre des mains indignes; la jeunesse d'Athènes sait ce qu'ils valent; nous n'en voulons d'autre preuve que son assiduité constante : le salon de travail de la bibliothèque est ouvert tous les jours pendant l'année scolaire, et tous les jours on y trouve autant de lecteurs qu'il en peut contenir. Aux étudians se mêlent les professeurs eux-mêmes et les étrangers résidant à Athènes, qu'attirent et encouragent les manières affectueuses et l'empressement de l'éphore, M. Typaldos, et du bibliothécaire, M. Apostolidis. Ces deux hommes instruits et dévoués ont créé une bibliothèque européenne qui, comme l'université d'Athènes elle-même, est un foyer de lumières placé entre l'Occident et l'Orient. Ils l'ont créée sans argent, sans argent ils la rendront plus riche et plus variée encore. Rien n'égale l'art avec lequel ils provoquent ou stimulent la générosité des puissances amies. Grace à leur activité irrésistible, l'université aura bientôt, avec une bibliothèque, une collection d'antiques et un musée de peinture. Il ne lui faut pour cela que du temps.

Avec le temps aussi, l'université d'Athènes arrivera à tenir un rang élevé parmi les universités du monde. Aucune n'a plus d'avenir qu'elle; aucune n'aura exercé une plus grande influence et dans le pays même et dans les pays voisins. Les destinées morales de la Grèce sont entre ses mains. Ce peuple est jeune; il attend une direction; il suivra docilement les voies qu'on lui aura tracées. Si la partie éclairée de la nation va droit au bien, le reste sera entraîné par elle, et la gloire en reviendra à ceux qui disposent de l'enseignement supérieur. Des considérations d'un autre ordre achèvent de faire sentir l'extrême importance du rôle auquel l'université est appelée. C'est depuis long-temps un axiome politique que la force d'une nation est en raison directe de son unité; si l'unité est nécessaire à des nations toutes faites et dont la constitution puissante a résisté à l'épreuve des siècles, comment un royaume qui n'est que d'hier pourrait-il impunément s'en passer? La Grèce a encore beaucoup à faire, non, Dieu merci, pour assurer son existence, mais pour la développer et la compléter. Il lui serait mortel d'éparpiller ses forces ou de les paralyser en les opposant. Cependant elle ne les a pas réunies encore autant qu'il est possible. Les provinces qui la composent, et qui formaient des états divers dans l'antiquité, sont séparées ou par des mers profondes ou par de hautes montagnes. De là des différences dans les mœurs, dans le costume, dans le langage. De là, dans plus d'un endroit, cette vie qui ressemble un peu à la vie des tribus indépendantes, et ces attachemens personnels qui font parfois que l'on préfère la cause d'un homme à celle du pays tout entier. Un gouvernement unique, une administration unique, des communications plus faciles, doivent sans doute, à la longue, abaisser ces barrières, effacer ces différences, rapprocher les extrémités du centre, et faire de tous les membres de la nation un seul et même corps; mais c'est à l'université qu'il appartient de produire l'unité des esprits et par là celle des ames. Elle le peut, elle le fait. Déjà, depuis qu'elle est créée, elle a su, en l'absence d'une compagnie semblable à notre Académie française, s'emparer de la langue, la purger en partie des mots étrangers qui altéraient sa physionomie, l'enrichir, lui donner des règles et la répandre en même temps dans le pays par l'enseignement et par les livres. A l'aide de cette langue, pénètrent sous la même forme, dans un grand nombre d'esprits à la fois, les saines idées que l'université trouve, re-

cueille, ordonne et explique tous les jours dans les ouvrages qu'elle publie et dans les cours qu'elle fait. Ces idées qu'ils reçoivent sur toutes les grandes questions qui intéressent l'homme, les étudians les emportent avec eux dans la Roumélie, dans le Péloponèse, dans les îles, où s'organise ainsi peu à peu la pensée publique. Et puis ces jeunes gens venus de tous les points du royaume apprennent sur les mêmes bancs à se connaître et à s'aimer. Ce droit qui leur est accordé à tous également de s'instruire auprès des mêmes maîtres leur rappelle qu'ils ont tous, d'où qu'ils arrivent, le même prix aux yeux de l'état. On aime à rencontrer aux portes de l'université ces groupes variés et pittoresques où se voient, à côté du simple costume qui est le nôtre, la fustanelle élégante de l'Athénien et l'ample et sévère pantalon des îles. Ainsi se mêlent et se confondent de plus en plus ces Hellènes qui formeront les générations futures. Cette fusion si heureusement commencée par une lutte de sept années, pendant laquelle tous ont couru les mêmes dangers, enduré les mêmes fatigues et soutenu les mêmes combats sou le même drapeau, cette fusion, l'université la consommera peu à peu. Elle poursuivra sans relâche le double but qui lui est marqué, c'est-à-dire l'éducation et l'union de la Grèce. Elle sera secondée par le gouvernement, par ceux qui sont chargés de l'enseignement élémentaire, par les sociétés savantes, par tous les bons citoyens. Les secours de l'Europe ne lui manqueront pas non plus. Elle y compte, elle a le droit d'y compter, puisqu'elle n'a jamais été ingrate, et puisque d'anciens bienfaits obligent les grandes nations comme les grandes ames à des bienfaits nouveaux.

CHARLES LÉVÊQUE.

HAMBOURG

ET

LE ZOLLVEREIN.

Nouvelles Tendances de l'Union Douanière.

Nous possédons entre toutes les nations européennes le privilége unique d'ignorer autant que possible les choses de l'étranger. C'est un droit qui souvent nous coûte cher, mais nous le gardons; il nous vient probablement du temps où rien ne se faisait hors de chez nous qui ne se fît par nous; toujours est-il qu'aujourd'hui même encore nous en abusons singulièrement, sans avoir les mêmes raisons d'en user. Il s'apprête, à l'heure qu'il est, pour le commerce du Nord, une crise qui peut en changer la face. La fortune de tous les pays maritimes, depuis Anvers jusqu'à Memel, est engagée dans un débat dont la solution semble de plus en plus imminente. Quelle que soit cette solution, les contre-coups en seront inévitables; elle atteindra nécessairement par ses plus prochains effets le groupe entier des états occidentaux de l'Europe. L'Angleterre se met sur la défensive; la Russie elle-même, moins dange-

reusement menacée parce qu'elle a moins à perdre, s'inquiète pourtant et se précautionne; les incidens se multiplient, les influences marchent, les besoins se précisent, les esprits travaillent et se fixent. Nous, en attendant, nous fermons les yeux et les oreilles, nous ne voyons rien, nous ne savons rien. Je n'ai point la prétention d'éveiller personne; je ne puis cependant m'empêcher de dire qu'il y a là plus qu'il n'en faut pour qu'on y doive regarder. Voici la question.

L'idée primitive du Zollverein, modifiée par l'expérience même des obstacles qu'elle a rencontrés, prend sous une nouvelle forme des proportions et une activité nouvelles. Ce n'est plus simplement, comme en 1834, l'union intérieure des douanes allemandes, la suppression des barrières qui s'élevaient entre les marchés allemands : cette idée persévérante, c'est à présent l'unité politique et commerciale de l'Allemagne vis-à-vis de l'extérieur. Le mot est trouvé, il fera son chemin : *Handelspolitische Einheit*. La pensée d'unité qui s'était assise et constituée au dedans du territoire, en effaçant toutes les lignes qui le coupaient, veut maintenant se montrer au dehors et arborer un pavillon. A l'aide des droits protecteurs, on avait écarté l'étranger de chez soi pour y développer plus au large une industrie nationale; on prétend désormais expédier soi-même les produits de cette industrie grandissante sur les places où le négoce européen se donne rendez-vous. D'agricole qu'elle était, l'Allemagne a pu devenir industrielle; son ambition est aujourd'hui d'être commerçante. Elle s'est close de son mieux contre les importations de la fabrique anglaise ou française; elle aspire dorénavant à lui créer une concurrence au-delà des mers avec ses propres exportations. Ce n'est plus assez pour elle d'être une puissance continentale; elle serait demain, à l'en croire, une puissance maritime. Tout le succès de ces plans magnifiques repose sur l'emploi des droits différentiels.

Il n'y avait eu jusqu'ici que deux partis au sein du Zollverein, les protectionnistes ardens et les protectionnistes modérés. Les tarifs de l'union ayant été dans le principe dressés sur des bases plus libérales que restrictives, les réclamations et les plaintes partaient surtout du camp prohibitif. Le nord et le midi de l'Allemagne ne sauraient s'accommoder d'un même régime de douanes sans de rudes froissemens. Les ports de la Prusse ne pourront jamais se sacrifier assez aux exigences des manufactures du Wurtemberg, de la Bavière et de la Saxe. La Prusse, qui s'est imposé tant de concessions pour arriver à fonder cette vaste communauté dont elle tient naturellement la tête, la Prusse ne peut cependant se ruiner en son particulier pour le plaisir d'exercer un commandement général.

Les protectionnistes exclusifs ont bien senti qu'il leur était chaque jour plus difficile de surmonter des résistances qui chaque jour pour-

tant leur nuisaient davantage. Les protectionnistes modérés ont fini par appréhender que de si durs tiraillemens ne rompissent l'union. La conférence douanière tenue à Carlsruhe en 1845 s'était séparée sans résultats; la conférence extraordinaire assemblée à Berlin en 1846 n'a pas eu plus tôt promulgué les siens qu'elle a soulevé contre elle la clameur de toutes les fabriques intéressées. C'est au milieu de ces embarras croissans des deux opinions rivales qu'une troisième opinion a percé dans le public avec un vif et soudain éclat. L'attention a été portée tout d'un coup du système protecteur au système des droits différentiels. On a trouvé là tout à la fois une conciliation et un remède.

Le droit fixe frappe la marchandise étrangère pour elle-même et sans distinction, sans autre but que de favoriser à l'intérieur le placement des produits similaires du travail national, ou d'assurer au trésor un revenu déterminé. Le droit différentiel est un moyen moins immédiat vers une fin plus savante et plus compliquée; il distingue non pas entre les marchandises diverses, mais entre les diverses circonstances qui accompagnent l'importation d'une même marchandise. Il s'élève ou il s'abaisse suivant qu'elle vient de tel ou tel pays, par terre ou par eau; il s'abaisse, si elle arrive sous pavillon national; il s'élève, si elle arrive sous pavillon étranger; il s'abaisse, si on l'a cherchée directement aux lieux de provenance; il s'élève, si elle sort d'un entrepôt par le canal d'un tiers.

Appliqués à la situation présente de l'industrie allemande, les droits différentiels ont paru faits pour lui offrir bientôt des ressources infinies. Malgré les droits protecteurs, les tissus, les fils, les cotonnades de l'Allemagne rencontrent dans le pays même qui les fabrique une concurrence devant laquelle les manufactures semblent toujours tout près de succomber; elles étouffent sur leur propre marché. C'est que les débouchés manquent; c'est que les manufactures tirent leurs matières brutes, c'est que les consommateurs tirent leurs denrées, non pas en ligne droite des régions transatlantiques, mais, par commissionnaires, du fond des magasins anglais. Supposez que l'Amérique, au lieu d'expédier ses productions à Liverpool, les adresse sans intermédiaire au cœur du Zollverein, il faudra nécessairement alors qu'elle se paie en marchandises allemandes, au lieu de se payer en marchandises britanniques. Dégrevez donc le transit direct et grevez les entrepositaires, voilà des débouchés nouveaux qui vont s'ouvrir devant l'industrie du Zollverein, parce que, mise en face des véritables fournisseurs, elle soldera le compte de leurs matières brutes avec les matières ouvrées qu'ils demandaient jusqu'à présent à l'Angleterre, où aboutissaient tous leurs envois. Qu'on ose plus encore, que l'on assure une prime à la navigation nationale en chargeant la marchandise apportée par navire étranger : on réconciliera de la sorte les villes maritimes du Zollverein avec les villes manufactu-

rières; on développera le commerce des ports en même temps qu'on donnera de l'ouvrage aux fabriques. Le Zollverein aura bientôt sa marine marchande, pépinière infaillible d'une marine militaire, l'indispensable armement d'une nation de quarante millions d'hommes.

La conception sans doute est belle et le rêve séduisant. Il n'y aurait plus tant alors à discuter sur les tarifs. Il importerait moins aux ultra-protectionnistes de l'union de défendre leur étroit marché contre l'invasion de la concurrence, puisqu'ils auraient moyen de créer eux-mêmes une concurrence sur les vastes marchés du dehors. Il importerait moins aux protectionnistes mitigés de repousser des tarifs aujourd'hui gênans pour leur commerce européen, puisqu'ils seraient appelés, par le seul fait de leur situation territoriale, à devenir les agens d'un immense commerce transatlantique. L'intérêt du Zollverein passerait ainsi des droits protecteurs, sur lesquels il est si malaisé de s'entendre, aux droits différentiels, qui mettent tout le monde d'accord.

Pour réaliser cette heureuse combinaison, pour assurer à jamais cet avenir plein de riches promesses, il ne manque qu'une chose, qui a manqué déjà pour réaliser dans son intégrité le système protecteur : je veux dire l'accession du Mecklenbourg, de l'Oldenbourg, du Hanovre et des villes hanséatiques. Si cet appoint était nécessaire quand il s'agissait de faire avec l'Allemagne tout entière un grand corps industriel, il l'est bien plus assurément quand il s'agit de pousser en avant ce corps maintenant développé. L'Allemagne pouvait à la rigueur se constituer comme elle l'a fait, c'est-à-dire par l'union intérieure et l'isolement, en se restreignant aux seuls états qui voulussent partager les chances d'un système commun; mais les états séparatistes, placés à l'embouchure de ses fleuves, peuvent l'empêcher de les descendre, tandis qu'ils ne pouvaient guère aider l'étranger à les remonter. Le Zollverein était libre de s'enfermer en lui-même, il ne l'est point de se produire au dehors, parce que son chemin est barré par des voisins qu'il n'a pas encore réussi à changer en alliés.

Voilà le premier écueil auquel devaient se heurter les partisans des droits différentiels. Ce n'est point un écueil, ont-ils aussitôt crié, c'est une pierre de salut. L'ancien Zollverein avait procédé, vis-à-vis des riverains de la Baltique et de la mer du Nord, avec la brutalité d'une idée triomphante; il leur avait offert purement et simplement de se suicider pour l'amour de lui, et, dans sa passion prohibitive, il avait prétendu enchaîner ces riches commerçans au succès éventuel, aux destinées encore lointaines d'une industrie sans passé. Il ne leur accordait point de dédommagement, il ne leur laissait point de recours. Les villes de la côte n'avaient plus qu'à se faire manufacturières comme les villes de l'intérieur, ou bien il fallait qu'elles se résignassent à s'immoler en esprit de sacrifice sur l'autel de la patrie une et indivisible, sur l'autel

de la patrie allemande. Le nouveau Zollverein ne sera ni si peu intelligent ni si fort absolu. Les séparatistes, alléchés par la perspective des immanquables profits du transit direct entre l'Amérique et l'Allemagne, s'empresseront d'assister, dans la seconde phase de sa fortune, cette puissance dont ils doutaient encore à la première. Ce ne sont pas les ports prussiens qui peuvent accaparer des relations aussi considérables, ils n'y suffiraient pas. Le privilége du pavillon national devenu lucratif, Hambourg et Brême renonceront à leurs couleurs pour arborer celles de l'union, qui, fièrement alors promenées partout, forceront désormais partout à compter avec elles. Les inventeurs de *l'union politique et commerciale* de l'Allemagne rejettent donc bien derrière eux les inventeurs de *l'union douanière*. Ceux-ci n'avaient ambitionné que la fortune industrielle, et, pour y arriver, ils avaient souffert qu'un trop grand nombre de leurs frères allemands restât en dehors du pacte. Les modernes économistes vont restituer au corps germanique ces membres si malheureusement retranchés, et, quel expédient merveilleux! il ne leur en coûtera pour tout raccommoder que de se donner une grande marine et de l'alimenter par un grand commerce.

C'est ainsi que le problème se résout en même temps qu'il se pose. C'est ainsi que la négociation se présente; mais il faudrait gagner Hambourg. Or, Hambourg vient de répondre à ces offres d'apparence si fraternelle par un *non* si décidé, que l'on ne sait encore comment s'en remettre, tout fondé, tout résolu qu'on est à ne point désespérer. Hambourg, depuis lors, se trouve l'objet des malédictions presque unanimes de la presse allemande. La querelle est trop ardente pour être déjà finie. Comment finira-t-elle? Voyons d'abord comment elle est née.

Hambourg et Brême, la reine de l'Elbe et celle du Weser, seraient appelées par leur voisinage à rivaliser entre elles, si le bonheur d'une position plus favorable, si un plus vif esprit d'entreprise, n'avaient investi la première d'une prépondérance décisive. Il y a plus de capitaux à Hambourg que sur toutes les places du Nord; c'est la bourse où toutes font leurs échanges; c'est le marché commun sur lequel la Suède, le Danemark, la Norwége et même la Russie trafiquent avec l'aide du crédit hambourgeois. Ce sont des négocians de Hambourg qui ont frayé aux produits allemands la route des Indes orientales, de la Chine, de Java, de Batavia et de Sumatra; ce sont eux qui, les premiers, ont armé pour l'Amérique du Sud, tourné le cap Horn et fondé des comptoirs allemands à Valparaiso, à Lima, à la Conception; ce sont eux enfin qui ont rayonné de là dans tout l'intérieur et répandu jusqu'aux Cordillières la langue et la librairie de l'Allemagne. Il n'est point d'île et de port dans le golfe du Mexique et sur l'Atlantique où il n'y ait, si petit que soit l'endroit, un établissement de Hambourg; les commerçans hambourgeois vivent par centaines à la Jamaïque, à Cuba, à Saint-Thomas,

à Porto-Rico. Brême ne possède ni tant de richesses ni tant d'audace : elle ne se risque point à des relations si lointaines et si multipliées; elle a, par exemple, abandonné complétement le négoce trop chanceux de l'Amérique du Sud; elle concentre toute son activité dans ses affaires avec les États-Unis. Brême ne pouvait voir sans quelque jalousie l'éclatante prospérité de Hambourg; elle a cherché pour elle un lustre original qui l'empêchât d'être trop éclipsée. Hambourg est, comme l'argent, tout à tous. Brême s'est parée d'un attachement plus scrupuleux, d'un culte plus exclusif pour la nationalité allemande; elle veut intéresser à sa fortune l'industrie nationale, elle affecte de se dévouer à son profit. Brême, si l'on en croit ses journaux, achèterait toujours pour son compte sur le marché germanique, sauf à revendre ensuite à ses risques; Hambourg (ce qui n'est pas vrai) s'en tiendrait prudemment aux calculs égoïstes de la commission. Brême enfin a découvert une recette spéciale pour signaler l'amour qu'elle porte à ses compatriotes de l'intérieur; elle a organisé le service public de ce grand fléau qui désole l'Allemagne et qui s'appelle l'émigration. Le sénat de Brême a donné par des règlemens minutieux toutes les facilités, toutes les sécurités désirables aux paysans du Wurtemberg, de la Bavière et du Rhin, qui s'embarquent sur ses vaisseaux pour aller chercher une autre existence par-delà l'Atlantique; il a multiplié leur nombre en protégeant leur détresse; l'humanité s'en réjouit, la patrie s'en afflige. C'est d'ailleurs un bienfait qui n'est point sans compensation. Les vaisseaux de Brême, au lieu de partir sur lest, s'en vont, avec des cargaisons d'émigrans, prendre à New-York ces énormes cargaisons de tabac dont ils ont enlevé le monopole à la Hollande.

Ce singulier commerce ne se fait pas du moins à Hambourg dans de si grandes proportions; un si triste spectacle lui gâterait sa splendeur. Hambourg est la Babylone du Nord, plus sensuelle encore et surtout plus vivante que Vienne. Gouverné par une aristocratie financière qui s'adjoint dans le sénat une petite aristocratie de jurisconsultes, Hambourg a choisi pour maxime universelle : *Laissez faire et laissez passer;* mais cette maxime, qui lui apporte l'opulence, ne lui apporte pas la vertu. Il y a de terribles relâchemens dans les mœurs des classes aisées, de bruyans scandales dans la rue. Toute une population venue des quatre coins du monde, matelots de toutes langues, voyageurs de tous métiers, grouille là, pour ainsi dire, au milieu des délices vulgaires de la Vénus des carrefours. La prostitution est instituée sur une aussi vaste échelle que l'émigration à Brême; elle s'étale avec l'effronterie de Londres. L'honnêteté pudibonde des Allemands du midi se récrie avec fureur contre ce dévergondage autorisé; leur patriotisme s'indigne par-dessus tout de cette cruelle indifférence avec laquelle les hauts seigneurs du commerce hambourgeois ont toujours repoussé

les avances, il est vrai passablement intéressées, que la grande nation allemande daignait si souvent leur faire pour les englober dans son giron. La superbe bourgeoisie ne se laisse ni beaucoup intimider ni beaucoup séduire. Elle n'a pas dans sa vie d'habitudes bien sévères, mais elle calcule toujours de sang-froid; mêlant à sa manière la bienfaisance et la débauche, le goût des arts et l'amour de satisfactions moins délicates, elle compte, après tout, des hommes de sens et de capacité. Le sénat, qui se recrute lui-même, a presque toujours bien choisi, surtout depuis l'occupation française. Les vieilles traditions de la Hanse ont ainsi pu se prolonger avec plus de rigueur qu'on ne le penserait, et les jeunes ambitions du nouveau monde germanique viennent régulièrement échouer contre des intérêts que le cours des siècles n'a point changés. Sera-ce encore de même cette fois, et le sénat de Hambourg sortira-t-il à son honneur du combat qu'il a si résolûment affronté? Il en est pourtant de cet assaut continuel comme de la marée montante : plus nombreuses les vagues se succèdent, plus fortes elles arrivent; il restait un coin à sec sur la plage, le dernier flot le recouvre (1).

Ce qu'il y a de plus significatif dans la crise présente, c'est que le signal en est venu de Brême. C'est Brême qui, la première, a semblé faire bon marché de la liberté commerciale, d'où sort toute la prospérité de Hambourg, pour faciliter l'établissement d'un ordre de choses qui lui fût peut-être plus particulièrement propice; c'est Brême qui a donné l'idée avec laquelle on veut aujourd'hui transformer le Zollverein, l'idée de substituer au principe du *free-trade* comme à celui de la protection le principe mixte des droits différentiels. Convertir les protectionnistes à cette doctrine, c'était les mettre en progrès vers la liberté; inviter les *free-tradistes* à l'embrasser, c'était les engager à reculer vers la protection. Brême, qui risquait à bon escient ce pas rétrograde, plaçait ainsi désormais les états séparatistes, et notamment la grande ville hanséatique, dans une position plus difficile encore aux yeux de l'Allemagne. On n'a rien épargné pour que Hambourg restât seul ou succombât.

De 1839 à 1844, la préoccupation dominante des magistrats de Brême a été constamment de répandre en Allemagne « le système des droits différentiels pour la protection du pavillon germanique. » La pensée mère en appartient au bourgmestre Smidt, qui l'alla prêcher à la cour de Hanovre, à celle d'Oldenbourg et même à celle de Berlin. Le Ha-

(1) Je trouve, sur Hambourg et son administration particulière, un article très complet dans l'excellente *revue* que M. Charles Weil publie à Stuttgart : *Konstitutionnelle Jährbücher*, 1847. *Zweiter Band.* Il n'est point de recueil allemand qui mérità mieux de devenir populaire en France, parce qu'il n'en est point qui soit si bien fait pour mettre la France au courant de l'Allemagne.

novre en sembla surtout alors très frappé; mais l'attention publique fut bientôt encore plus vivement saisie par certains mémoires brémois, tous depuis résumés dans un écrit du sénateur Duckwitz, qui posa catégoriquement la question. Cet écrit était intitulé : *l'Union allemande de navigation et de commerce* (*Deutsche Handels-und-Schiffahrtsbund*). Il exprimait clairement les vues de Brême. Ces généreux Hanséatiques n'entendaient point bouleverser leur libre commerce par une révolution radicale; il s'agissait seulement d'en soumettre une branche à quelques formalités : l'importation par navires étrangers et par entrepôts serait grevée d'un certain droit au profit des importations arrivant directement des régions transatlantiques sur navires nationaux. Le principal dans l'affaire, c'était cependant d'établir à Brême un dépôt général pour l'industrie allemande, où les marchandises une fois entrées ne seraient point censées sorties des limites du Zollverein, et pourraient, par conséquent, y retourner au besoin sans frais. Le Zollverein emploierait ainsi le territoire de Brême, tout comme si Brême était à lui. Brême traitant sur la base des droits différentiels, l'accession de Hambourg devait suivre. Hambourg ne pouvait plus se défendre contre l'Allemagne du moment où celle-ci aurait pris pied dans la mer du Nord et sévi sur Hambourg comme sur un entrepôt étranger au profit du grand entrepôt national de Brême. Les commissionnaires hambourgeois étaient ruinés, s'ils s'obstinaient à lutter contre les droits qui chargeraient leurs expéditions et favoriseraient d'autant l'arrivée directe des produits transatlantiques dans le port privilégié du Zollverein. La Hollande elle-même et la Belgique devaient se rallier pour éviter la meurtrissure de ces droits différentiels. On comprend peut-être maintenant l'ardeur du patriotisme allemand de Brême.

Ces mémoires brémois furent recommandés par le Hanovre à la Prusse vers la fin de 1844. La Prusse répondit à la date du mois d'avril 1845 par une note sortie des bureaux de la direction du commerce et communiquée aux différens états du Zollverein (*Preussischen Handelsamtes Denkschrift*). On reconnaît dans ce travail important la supériorité des hommes éminens qui sont à la tête de cette partie des affaires prussiennes; on y trouve la doctrine complète des droits différentiels exposée avec une lucidité remarquable, les argumens pour ou contre l'application de cette doctrine à l'Allemagne, les résultats qui peuvent en découler. La conclusion quant aux faits, c'est que les droits différentiels devront en fin de compte assurer entre l'Amérique et l'Allemagne les infaillibles bénéfices d'un transit direct; la conclusion quant aux principes (et, de la part des protectionnistes mitigés de Berlin, elle est caractéristique), c'est que les droits différentiels sont « un acheminement vers la liberté générale du commerce, qui est dans l'intérêt de tout le monde. »

On ne saurait bien se figurer la pensée des partisans que ce système a de l'autre côté du Rhin sans analyser ce document essentiel où les vœux du sénateur Duckwitz et de la ville de Brême sont contrôlés à la fois par la sagesse administrative et par les visées politiques de la Prusse.

Le mémoire prussien commence donc par déclarer nettement ce qu'ambitionnent les promoteurs des droits différentiels, trois grandes choses : l'échange des fabricats allemands contre les matières brutes ou les articles de consommation des pays transatlantiques; le développement de la marine allemande; l'accroissement de l'empire allemand par une alliance plus étroite avec les villes hanséatiques. De pareilles espérances sont bien pour animer ceux qui les conçoivent; les journaux, les assemblées parlementaires de toute l'Allemagne en ont retenti; la ville de Brême a presque officiellement proposé de se rapprocher du Zollverein. Partout c'est sur les droits différentiels que l'on compte pour opérer ces merveilles, chaque jour désormais plus impatiemment attendues. Il faut prouver qu'ils ne manqueront pas leur effet.

Le commerçant qui exporte l'excédant des produits de son pays ne demande qu'à charger ses navires sur retour avec l'excédant des produits du pays où il importe. L'Allemagne consomme en quantité considérable les matières brutes et les denrées qui proviennent des régions transatlantiques, le sucre, le café, le coton; l'Allemagne aussi travaille beaucoup, et pourrait facilement s'acquitter envers l'Amérique au moyen des fabricats de son industrie. Les provenances américaines devraient donc arriver directement chez elle, puisqu'elles y trouveraient tout de suite de quoi les payer. Comment n'en est-il pas ainsi? Comment la moitié du café, le tiers du sucre consommé par le Zollverein, viennent-ils des ports hollandais? Comment se fait-il qu'on tire d'Angleterre la plus grande partie du coton et presque tout l'indigo? C'est que la Hollande, l'Angleterre, la France, sont bien loin de donner au commerce maritime autant de latitude que l'Allemagne lui en laisse : leur législation favorise spécialement le transit direct des productions transatlantiques et les amène tout droit sur leurs marchés. L'Angleterre arrête ainsi ces productions au passage; elle les solde en matières ouvrées dont elle est bien mieux fournie que l'Allemagne par cela seul qu'elle en a plus de débit. Son approvisionnement en matières brutes s'élève d'autant, et le commerçant d'Allemagne vient à son tour chercher celles-là sur la place britannique, par la même raison que l'expéditeur américain vient de préférence y demander les produits manufacturés, parce qu'il y a là plus de choix. Le commissionnaire anglais restera-t-il donc toujours en tiers entre l'Américain et l'Allemand?

Que les états germaniques empruntent à l'Angleterre son *acte de na-*

vigation, qu'ils défendent absolument l'importation des marchandises venues par entrepôt, ce dangereux et coûteux intermédiaire disparaîtra demain; mais le procédé serait bien radical, et les nécessités commerciales ne se peuvent plus si fort trancher dans le vif. Des droits différentiels ménageront mieux les intérêts aujourd'hui constitués. On commencera par donner une prime au transit direct, pour en attirer chez soi les bénéfices. Aussitôt qu'il sera possible, on réservera ces bénéfices pour les nationaux en donnant également une prime à leur navigation sur celle des étrangers. Il n'y a de bonnes affaires que celles qu'on mène soi-même. Ne voit-on pas les navires hollandais et anglais qui jettent dans le Zollverein les denrées transatlantiques retourner souvent à vide aux ports d'expédition pour y prendre les produits de leur pays plutôt que de retourner immédiatement en Amérique chargés des fabricats allemands? Dans ces lointaines relations, ce n'est pas seulement le transit direct qui est de principe, c'est le transit par nationaux; il n'est pas d'autre manière d'affermir ses rapports avec les pays de provenance. Le commerce allemand affranchi des tiers les obligerait de la sorte à traiter avec lui sur un bon pied, et, suivant son goût, userait à leur égard de représailles ou de faveur. Les tiers parlementeraient pour ne point tout perdre, au lieu de se refuser à tout arrangement, comme ils font aujourd'hui qu'ils n'ont plus rien à gagner sur l'Allemagne, l'Allemagne s'en tenant avec eux aux règles trop lâches de la liberté commerciale.

Cette action positive des droits différentiels ainsi dûment constatée, n'est-il rien, dans l'état actuel du Zollverein, qui empêche de les appliquer? Le Zollverein a prospéré sans eux, son industrie s'est développée sous le régime des droits fixes; doit-on risquer le régime contraire?

D'abord il n'est pas prouvé que cette prospérité tienne aux droits fixes employés vis-à-vis de l'étranger plutôt qu'à la suppression totale des douanes intérieures. Puis, il s'en faut que cette prospérité soit très générale; l'industrie linière est tombée d'une valeur de 19 millions de thalers à une valeur de 7, et l'on est menacé de ne plus pouvoir payer du tout ses importations en exportations. Puis aussi, en admettant qu'il y ait progrès réel des manufactures, c'est aux manufactures en progrès à prendre leur part dans le trafic du monde, qui leur est fermé par le système anti-libéral des autres états européens. Puis enfin, en matière de politique commerciale, l'Allemagne doit toujours préférer les voies par où pourrait s'accomplir son unité : or, c'est seulement avec le régime des droits différentiels que l'on a chance de rallier à la commune patrie les séparatistes du nord, et notamment les Hanséatiques.

Le régime n'étant applicable qu'à la condition de pouvoir vérifier à l'arrivée la provenance et le mode de transit des marchandises afin d'y

conformer les droits, le Zollverein n'aurait point assez des ports prussiens pour y appeler cette masse d'opérations. Il lui faudrait alors Anvers, la Hollande, le Hanovre, les bouches du Weser et de l'Elbe. La faveur des droits différentiels tombant exclusivement sur les marchandises qui débarquent dans les ports nationaux, tous ces points de débarquement devraient être incorporés au Zollverein ou lui laisser emprunter leur territoire pour y fonder des établissemens d'emmagasinage et de contrôle, avec des employés à lui chargés de recevoir les marchandises à sa destination. On reconnaîtrait par des avantages de réciprocité ces complaisances ou ces sacrifices, et les Hanséatiques en particulier verraient leur marine grandir et leur considération s'accroître auprès des nations étrangères.

Que si, maintenant, les séparatistes refusaient tout accommodement, on saurait encore se passer d'eux et les amener à résipiscence. C'est là le point capital de la note prussienne. Il suffirait, dans la pensée de ses rédacteurs, d'un acte législatif pour décréter, du jour au lendemain, l'institution des droits différentiels dans toute l'étendue du Zollverein. Le jour où la loi aurait dégrévé toutes les marchandises transatlantiques expédiées avec destination spéciale pour les états de l'union allemande, le monopole des Hanséatiques serait terriblement compromis. Jusqu'ici, tout ce trafic se réalise plus ou moins pour leur compte ou par leurs mains. Ils ne feraient plus dorénavant que le voir passer sous leurs yeux, et l'exportation américaine se garderait bien de leur adresser ses envois, pour les soumettre à la charge du droit différentiel, quand elle serait à même de les affranchir, en les consignant au nom des agens qu'elle a déjà dans l'intérieur du Zollverein. Il n'y aurait pas moyen de résister pour Hambourg, pas plus pour la Hollande. Le midi de l'Allemagne lui-même comprendrait que ses fabriques souffriraient bien moins de la gêne temporaire introduite par la protection dans les transports maritimes, qu'elles ne gagneraient à voir se développer, au profit de la mère-patrie, une branche d'activité si considérable. Le Zollverein, pourvu d'une navigation, créerait aux fabricans des entrepôts plus rapprochés. D'où vient la supériorité du filateur de Manchester? C'est qu'il a le coton tout prêt à Liverpool, tandis que le filateur allemand, obligé de s'approvisionner d'avance par grandes quantités, ensevelit ainsi en matières brutes un trop fort capital, et ne peut toujours suivre à propos la hausse ou la baisse sur un marché dont il est trop loin. Supposez le magasin à Cologne ou à Magdebourg; le manufacturier n'y prend que ce qu'il veut à la fois. Et voyez le comble du succès : le Hâvre fournit à l'Allemagne du sud 865,000 kilogrammes de marchandises, dont la moitié en coton : avec la faveur décernée par le Zollverein au transit direct, le Rhin va tout aussitôt déposséder le Hâvre.

De quoi donc s'en manque-t-il pour que cette œuvre immense de patriotisme et d'enrichissement vienne enfin à exécution? La marine prussienne est, il est vrai, insuffisante aussitôt qu'il s'agit de relations transatlantiques, puisqu'elle est employée tout entière à conduire les bois et les grains du Nord sur les marchés européens; mais on donnera l'avantage du pavillon national aux Hanséatiques; mais les Anglais eux-mêmes, d'après les traités de 1824 et de 1841, pourront être traités comme nationaux dès qu'ils se consacreront au transit direct; mais enfin les Américains, attirés par le dégrèvement, viendront apporter leurs marchandises au Zollverein avant de toucher ailleurs. N'est-ce point tout d'abord assez? Et cependant les capitaux afflueront, l'esprit d'entreprise s'exaltera de plus en plus, et le Zollverein se bâtira des vaisseaux. Il y a peut-être des représailles à craindre au début de cette fortune qui s'annonce si brillante : les entrepositaires d'autrefois, maltraités par les droits différentiels, voudront se venger; seule partie maritime du Zollverein actuel, seule exposée pour l'instant à ces atteintes, quelles qu'elles soient, la Prusse se dévoue.

Tel est le manifeste de ce dévouement prussien, avec ses illusions volontaires et ses prétentions transparentes, avec son adresse et sa naïveté. Cette œuvre distinguée des hauts employés de Berlin, récemment encore reproduite par la presse, n'eut point toutefois de résultat bien immédiat dans le temps même où elle se produisait. Les différends survenus entre le Hanovre et le Zollverein, la défiance naturelle des états du midi pour toutes les mesures qui n'étaient point de la protection absolue, les pénibles dissentimens qui éclatèrent dans les grandes conférences douanières de 1845 et de 1846, l'apathie calculée de Hambourg, tout concourut à laisser alors assoupir cette question, si soudainement éveillée. L'Angleterre, cependant, ne s'y était pas trompée; elle avait du premier coup compris la portée de cette agitation nouvelle, et senti le tort que lui causerait un rapprochement plus étroit entre le Zollverein et les états séparatistes. Unir les états de la mer du Nord au Zollverein par quelque lien que ce fût, c'était commencer une nouvelle puissance navale; substituer à la libre concurrence des transports sous le régime des droits fixes le privilége du transit direct par navires nationaux sous un régime de droits différentiels, c'était inaugurer au profit du Zollverein un nouvel *acte de navigation*. L'Angleterre se mit tout aussitôt en mesure d'entraver des projets si menaçans pour sa grandeur commerciale.

Par le traité du 2 mars 1841, le gouvernement britannique avait reconnu le Zollverein comme une fédération constituée, ayant par conséquent le droit de faire corps en face de lui. Il avait fallu bien des négociations et des peines pour l'amener à confesser ainsi en toute solennité l'avénement d'un grand corps de plus, et d'un corps plein de

jeunesse, sur le champ déjà si rempli de la production européenne. La politique anglaise s'y prit au moins de son mieux pour l'empêcher de s'accroître trop vite, en ce moment même où il semblait qu'il allât déjà toucher la mer du Nord. Du mois d'avril au mois d'août 1844, l'Angleterre conclut trois traités qui devaient enchaîner pour long-temps les états alors si publiquement convoités par le Zollverein et continuer à retenir leurs destinées en dehors des destinées communes de la patrie allemande. Hambourg, le foyer du négoce anglais, la citadelle du *free-trade*, était bien de force à se défendre lui-même, malgré cette propagande inventée par Brême et conduite par la Prusse au nom de l'idée séduisante des droits différentiels. Les autres états du littoral étaient plus exposés à succomber, parce qu'ils n'étaient point aussi exclusivement maritimes. S'ils cédaient à la tentation patriotique qu'on leur prêchait, s'ils adhéraient à l'*union allemande de commerce et de navigation* que l'on prônait maintenant avec tant de bruit, Hambourg était démantelé; s'ils résistaient, Hambourg avait un prétexte pour ne se rendre jamais, puisque se rendre tout seul n'avançait à rien, tant que le reste de la côte demeurait ouvert aux importations britanniques.

Ce que l'Angleterre a dépensé de soins et de prévenances, ce qu'elle a lancé d'agens en campagne pour arriver à ses fins de ce côté-là, on ne l'imaginerait pas. Des conventions furent donc passées le 4 avril 1844 avec le grand-duché d'Oldenbourg, le 24 juillet avec le Hanovre, le 10 août avec les deux duchés de Mecklenbourg. Les conventions hanovriennes doivent durer d'un seul trait jusqu'au 1er janvier 1854; les autres n'allaient si loin qu'à la condition de n'être point expressément interrompues en 1848. L'Angleterre faisait aux parties contractantes des avantages proportionnels au prix qu'elle attachait à les gagner, et favorisait leur navigation selon le degré de leur puissance. En revanche, elle les emprisonnait dans sa sphère commerciale et leur barrait tout chemin qui aurait pu les rapprocher du Zollverein. Le gouvernement de Mecklenbourg se refusa plusieurs fois à cette défection nationale où l'entraînait le cabinet de Londres; il ne voulait pas se lier les mains et s'obstinait à les tendre vers la patrie commune. La *chevalerie* mecklenbourgeoise, qui, par une accession au Zollverein, perdrait l'immunité d'impôt dont elle jouit, la *Ritterschaft*, vint en aide aux efforts des négociateurs anglais, et enleva le traité dans l'intérêt de ses priviléges. Les conventions hanovriennes étaient les plus importantes de toutes, parce que le Hanovre entraîne naturellement dans son orbite ses deux faibles satellites de l'est et de l'ouest; elles contenaient un article 7 qui exprimait clairement la volonté de l'Angleterre dans cette entreprise diplomatique poussée contre le Zollverein avec tant de vigueur et d'à-propos.

« Sa majesté la reine du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et sa majesté le roi de Hanovre s'engagent mutuellement à n'accorder aux sujets de quelque état que ce soit aucune diminution de droit, aucune faveur, aucune franchise en matière de commerce et de navigation, sans l'étendre en même temps aux sujets de l'autre partie actuellement contractante. Cette extension se fera gratuitement ou sous condition, selon que les avantages accordés par l'une des deux hautes parties contractantes à d'autres états seront ou gratuits ou conditionnels. »

Ainsi le Hanovre voudrait-il par hasard, d'ici à 1854, entrer dans l'union douanière, il devrait en quelque sorte y porter l'Angleterre avec lui. L'Angleterre lui monte en croupe; c'est un curieux et caractéristique acharnement de l'exploitation commerciale. Les ports hanovriens ne sauraient devenir ports du Zollverein sans ouvrir au même instant le Zollverein lui-même à la fabrique anglaise, et celle-ci, appuyée sur son traité particulier avec le Hanovre, n'aurait pas même d'accommodement plus général à débattre avec l'Allemagne. On n'a jamais mieux enlacé son ennemi.

Tant d'efforts et de si habiles ne devaient pas néanmoins abattre le parti des droits différentiels : ni la perfidie de l'Angleterre (car l'Allemagne crie maintenant à son tour contre la *perfide Albion*), ni les embarras intérieurs du Zollverein, n'empêchaient la nouvelle pensée d'unité germanique de se propager dans l'ombre jusqu'à ce qu'elle éclatât au grand jour. Hambourg même se divisait sur cette question brûlante, et il s'y formait un camp de protecteurs patriotes en face des soutiens de l'étranger, des obstinés *free-tradistes.*

Il y a depuis quelque temps à Hambourg une opposition dans le sens que prend ce mot-là pour les grands états politiques : les pouvoirs constitués, le sénat, la bourgeoisie, les colléges commerciaux, sont des corporations fermées, assises sur le privilége aristocratique ou industriel. L'antique cité n'a point encore ouvert ses institutions à tout le peuple pour qui elle a dû élargir son enceinte et ouvrir ses portes. De là maintenant, dans certaines fractions de la société, des plaintes continuelles contre le sénat; de là le mot de réforme et le nom de libéral arborés comme des drapeaux; de là des associations jusqu'ici inconnues chez des gens plus occupés de négoce que de politique. Parmi ces associations, *le côté de la ville natale,* comme il s'appelle, *die vaterstædtische Seite,* recruté surtout d'hommes de loi, poussé par un chef plein d'ardeur, le juge Baumeister, a déclaré la guerre tout à la fois aux abus de la vieille constitution hambourgeoise et aux influences anti-nationales de l'étranger. Cette société d'ultra-libéraux se trouvait ainsi très mal disposée pour la liberté du commerce. Le sénat de Hambourg n'avait point fait semblant de s'être aperçu du mémoire prussien de 1845; la tactique du silence est familière à cette haute et prudente aristocratie;

nous verrons bien qu'elle n'en devait sortir qu'à la dernière extrémité. Le parti de la *ville natale* se fit aussitôt le champion des sages de l'administration prussienne, et il nomma une commission pour examiner sur quel fondement on pourrait organiser l'alliance commerciale de l'Allemagne.

Dans un rapport publié cette année seulement, après deux ans d'étude, la commission et le parti tout entier réclament énergiquement l'introduction d'un système de droits différentiels. Il leur faut un privilége exclusif pour le pavillon allemand dans le cabotage allemand, un droit spécial sur tout pavillon étranger entrant dans un port allemand. L'unité maritime de l'Allemagne leur apparaît tout ensemble comme la conquête d'un grand bien-être matériel, comme un grand triomphe moral et politique. Brême n'a pas manqué de donner la main à ces auxiliaires qui se levaient en sa faveur au sein de sa rivale. La *Gazette du Weser* les a soutenus contre le *Correspondant de Hambourg*, et cette petite guerre n'a pas cessé (1).

Les droits différentiels allaient avoir encore cette année même de plus illustres avocats, des patrons plus autorisés; ils allaient être l'objet des vives préoccupations du parlement prussien. Un député de la *Ritterschaft* poméranienne, M. de Heyden-Cartelow, homme d'un esprit sérieux et appliqué, mit en avant tout un régime nouveau dont ces droits formaient la base. Dans la curie des seigneurs, le prince Lychnowski demanda, par une pétition en règle, qu'on révisât de rechef les tarifs du Zollverein, déjà réformés pourtant à la date du 28 octobre 1846, après la conférence douanière de Berlin. Il soutenait hautement que l'un des élémens essentiels de cette révision devait être l'introduction des droits différentiels dans tous les rapports maritimes et commerciaux de l'Allemagne. Le jeune seigneur silésien, grand chercheur de bruit et de popularité, n'avait pas toujours trouvé d'aussi bonne occasion que celle-là pour paraître à son avantage. Les débats s'engagèrent le 17 mai et tinrent une séance très bien remplie. Votant sur le rapport de sa commission, la chambre renvoya la pétition au gouvernement comme digne de toute sa sollicitude. La plupart des orateurs défendirent chaudement la cause des droits différentiels; ceux même qui se déclarèrent libres échangistes, tels que le comte Dyhrn, gardèrent une réserve expressive sur la question spéciale des faveurs à faire au transit direct; le prince Frédéric, le prince Adalbert, le prince

(1) Un livre récemment publié à Hambourg même se prononce encore dans le même sens : *La côte d'Allemagne et le pays de l'intérieur. — Die deutsche Küste und das Binnenland*, par M. OEhlrich. — Tous ces publicistes de la Hanse professent à l'endroit du Zollverein tel qu'il est à présent une souveraine répulsion; mais ils s'accordent à soutenir un plan d'unité plus compréhensive qui reposerait sur l'application des droits différentiels.

royal de Prusse, plaidèrent très explicitement en l'honneur des droits différentiels. Le ministère seul ne se prononça pas, et son attitude indécise frappa tout le monde.

On avait cependant, sur ces entrefaites, hasardé un pas de plus dans cette voie d'union commerciale, où la diète prussienne entrait d'un air si résolu; les idées d'union commerciale et maritime tendaient davantage encore à dominer, à repousser dans l'ombre l'union industrielle de 1834, la vraie pensée primitive du Zollverein. On ne l'abandonnait pas, on la dissimulait pour obtenir l'autre par surcroît. Des *propositions* d'alliance avaient été adressées aux états séparatistes; aujourd'hui qu'elles ont échoué, c'est à qui n'aura pas la responsabilité de la démarche : selon toute apparence, ces propositions sortaient des bureaux d'où était déjà sorti le mémoire prussien de 1845. Le mémoire de 1845, étudiant d'avance l'usage et l'emploi possible des droits différentiels, admettait qu'on pût au besoin les instituer par voie législative pour toute l'étendue actuelle de l'union sans entente préalable avec ceux des états allemands qui n'étaient point compris dans ses limites. Les *propositions* nouvelles avaient au contraire pour but principal d'opérer avant tout cette alliance si désirée, elles adoucissaient autant que possible le caractère protecteur, les allures prohibitives des droits différentiels; elles n'en faisaient point une question de principe, mais seulement une affaire de pratique, et, pour ainsi dire, de circonstance. Elles s'intitulaient *Propositions pour l'établissement d'une alliance allemande de commerce et de navigation* (*Vorschlæge fur die Errichtung eines deutschen Schiffahrts und Handelsvereins*).

Il y a, dans ce dernier travail de la bureaucratie prussienne, une habileté de rédaction qu'il est piquant d'observer; ce n'est plus un mémoire à consulter, c'est un traité tout prêt pour qu'on le signe. « Article 1er. — Les états du Zollverein allemand d'une part, et de l'autre, le reste des états de la fédération allemande, forment ensemble une alliance commerciale et maritime. Article 2. — Le but de cette alliance est de porter le principe de l'unité nationale de l'Allemagne dans tous les intérêts du commerce et de la navigation, non-seulement de faire valoir ce principe dans les rapports réciproques que pourront avoir entre eux les états de l'alliance, mais encore de le faire reconnaître dans leurs rapports généraux avec les états étrangers. » Voilà l'entrée glorieuse et sentimentale, le portail triomphant du fraternel édifice. Pénétrons dans les détours un peu sinueux qu'il recèle, nous allons voir tout de suite aux dépens de qui la fraternité s'inaugure. Je prends l'article 10. Quelle joie pour Hambourg! il n'est plus parlé de droits différentiels, et c'est à peine si le mot se glisse une fois en se déguisant dans tout ce texte épuré : « Les états de l'alliance ont la volonté de traiter

également dans leurs tarifs les navires et les productions des pays étrangers, de ne point par conséquent accorder de préférence aux uns sur les autres. » Voilà la règle, et il ne manque en vérité au Zollverein que d'abaisser un peu ses tarifs pour se convertir pleinement à la foi du libre échange.

Voilà la règle, viennent les exceptions. « Article 12. — Les états étrangers qui n'admettent point chez eux le transit indirect, le transit par entrepositaires ou par navires non nationaux, ces états subiront en revanche des tarifs plus élevés que les autres dans les ports de l'alliance. » Cela veut dire qu'aussitôt Hambourg devenu port de cette alliance patriotique, il faudra qu'il écarte de ses bassins les chargemens anglais, tant que l'Angleterre n'aura point aboli son *acte de navigation*. « Article 14. — Les états étrangers qui mettront empêchement au commerce des états de l'alliance par des monopoles ou autres institutions privilégiées subiront dans les ports de l'alliance le désavantage de taxes plus lourdes que les autres états. » Cela veut dire que la Hollande doit renoncer, sous peine d'interdit, à tout son système colonial, et sacrifier le profit des monopoles de la *Maatschappy*, si elle entend garder celui des approvisionnemens de l'Allemagne. Pour comble, l'article 13 pose en droit rigoureux le principe des représailles, de sorte que toute l'action des tarifs différentiels se trouve en fait réalisée. La future alliance germanique engage l'Europe à réformer la première son système protecteur, elle s'oblige à suivre; en attendant, elle réserve pour la marine qu'elle aura toutes les sûretés de la protection. C'est toujours la même histoire.

Cette histoire-là ne faisait pas le compte de Hambourg. Les *propositions* n'arrivaient point officiellement aux états séparatistes, parce que les états du Zollverein n'avaient pas eux-mêmes été régulièrement appelés à les débattre; c'était une communication officieuse que le grand pays allemand de la Baltique soumettait, au préalable, à ses voisins de la mer du Nord. Le Hanovre et Oldenbourg se montrèrent, dit-on, pleins de bonne volonté pour le temps où les traités anglais devaient leur laisser les mains libres. Brême naturellement triomphait. Il n'y avait plus que Hambourg dont on doutât, mais on se rassurait en songeant aux démonstrations qui l'avaient divisé, et l'on espérait que le sénat aurait quelque égard pour les vœux ardens de toute la terre allemande, répétés si près de lui dans l'enceinte même de la ville hanséatique. Le sénat voulut bien enfin émettre son opinion; à son tour, il publia son manifeste. La réponse était catégorique : point d'acte législatif, point de protection, point de droits différentiels! Laissez faire, laissez passer! Le mémoire hambourgeois a paru dans le mois d'août. Ç'a été pour le parti des droits différentiels, pour le camp des protec-

tionnistes, c'est-à-dire pour l'Allemagne entière, toute saisie de l'idée d'unité nationale sous cette forme rajeunie de l'alliance maritime, ç'a été une violente irritation, un amer découragement.

Je ne crois point qu'il vaille beaucoup la peine d'étudier la théorie du libre échange dans les élucubrations des sénateurs de Hambourg, pas plus qu'on ne gagnerait à méditer les lois de la protection dans les discours et les articles des patriotes de l'alliance douanière, maritime ou commerciale, selon qu'on voudra la nommer. C'est le malheur des économistes que leur science touche trop à terre pour se montrer jamais à l'état de science pure. « Nous nous sentons fort mal à l'aise, disent aux Hanséatiques les Allemands de l'intérieur; nous sommes des industriels qui ne pouvons plus fabriquer, des conquérans qui ne pouvons pas encore armer de flotte en guerre. Au nom de quarante millions d'hommes, laissez-nous écouler nos produits, au lieu de nous inonder des produits étrangers dont le colportage a fait votre fortune; laissez-nous avoir un pavillon, au lieu d'appeler sans pudeur tous les pavillons du monde à l'aide de votre cupidité. Appauvrissez-vous pour nous enrichir et nous glorifier! — Tout est au mieux! répond le mémoire hambourgeois; nous n'avons pas besoin de fabriques et presque pas de vaisseaux : Brême a chargé l'autre année près d'un tiers de tonneaux plus que nous, et nos affaires ont roulé sur un capital de 215 millions de florins, celles de Brême sur 49. Nous n'estimons pas que le pavillon allemand ait besoin de protection. La concurrence étrangère est en vérité trop médiocre pour qu'il faille l'écarter au prix des dangers inévitables, de la gêne inutile du régime différentiel; le commerce national se répand suffisamment au dehors sans l'assistance du transit direct. Il y a de l'autre côté des mers trois cent quarante-trois maisons allemandes, dont deux cent vingt-sept nous appartiennent; que voulez-vous de plus? Au cas où nous serions d'humeur à nous ruiner pour l'amour de vous, ce serait encore peine perdue. Voici que les bouches de l'Elbe et du Weser se hérissent de ces ports francs que vous regardez comme des nids de pirates. Allons-nous fermer le nôtre? le Danemark va nous remplacer par Altona, le Hanovre par Geestendorf et Harbourg, par Emden et Leer, Oldenbourg par Brake. Puis, au demeurant, pourquoi nous sacrifier? Que vous soyez plus ou moins riches et glorieux, la différence ne nous importe guère. Vous vous comptez quarante millions d'hommes qui tous auriez beaucoup à vous plaindre; mais vous nous mettez du nombre, nous qui ne nous plaignons pas du tout. La patrie allemande est un bel abîme, mais nous craignons un peu de nous y perdre; nous sommes Hambourgeois, et n'avons point envie de devenir Prussiens. Nous aurions bien quelque orgueil à naviguer sous un pavillon fédéral, mais il faudrait probablement quelque temps aussi pour familiariser le monde avec ses couleurs, et le nôtre est connu;

c'est tout ce temps-là de gagné. Pavillon de marchands sans doute et non point drapeau d'empire : qu'y faire, s'il nous plaît ainsi?»

Je n'essaierai point de rendre les colères qu'a soulevées dans la presse allemande un langage si mesquin, colères tempêtueuses et colères aigres-douces, les fureurs du *Zollvereinsblatt,* les morsures de la *Gazette d'Augsbourg,* les sermons de la *Gazette d'Heidelberg,* les perfidies de la *Gazette du Weser.* L'orage dure encore. C'est Frédéric List, cet ardent esprit, qui a créé la *Feuille du Zollverein.* List était de ces gens qui crient au besoin : Périssent les colonies plutôt qu'un principe! Il faut cet emportement à tous les fondateurs; sinon, comment ne pas mourir à la tâche? Il y a déjà bien des années, j'ai connu, dans une des rencontres de sa vie trop errante, ce noble champion. Je l'entends encore me dire avec l'énergie de sa voix ces paroles que je n'ai point oubliées : « Dussé-je marcher à genoux et user mes genoux, j'irais jusqu'à la vérité quand je crois savoir où la prendre! » Ainsi qu'il arrive toujours, les convictions de Frédéric List sont devenues du fanatisme chez ses successeurs. Le fanatisme ne recule devant rien. La *Feuille du Zollverein* déclare aujourd'hui qu'elle voudrait voir le port de Hambourg ensablé.

Au milieu de ce déchaînement général, il s'est fait dans les dehors de la Prusse un revirement singulier. Aussitôt la diète close, le Moniteur prussien, la *Gazette générale de Prusse,* s'est senti animé d'un beau zèle pour la prédication du libre échange. A la veille des conférences douanières de 1846, la *Gazette de Prusse* défendait encore les droits protecteurs; elle est devenue tout d'un coup l'intime alliée du *Correspondant de Hambourg,* vieux soutien de la liberté hanséatique, l'alliée du *Port-Franc* (*der Freihafen*), dernièrement mis au monde et patroné par les auteurs du mémoire hambourgeois. La Prusse, qui a si vivement saisi l'opinion de la question des droits différentiels, abandonnerait-elle aujourd'hui le parti dont elle est l'ame? Je ne pense pas qu'il y ait rien de sérieux derrière cette apparente défection; elle prouverait seulement une fois de plus l'incertitude qui règne toujours à Berlin dans les données courantes de la direction supérieure. La direction particulière du commerce et des impôts est aux mains d'hommes excessivement distingués, M. Kühne, M. de Rœnne, M. de Patow du ministère des affaires étrangères; mais chacun a ses vues et travaille dans son sens, qui pour le *free-trade,* qui pour la continuation et le rajeunissement du Zollverein. Malheureusement le ministre des finances, M. de Düesberg, est un peu venu à ce poste-là comme jadis Chamillart au contrôle. C'était un très bon jurisconsulte; le roi s'est chargé de lui apprendre son département. Les leçons n'ont pas encore assez profité. Il arrive donc ainsi que la conduite manque d'en haut pour diriger avec quelque précision les excellens sous-œuvres que fournit la bu-

reaucratie prussienne. De là, pour l'instant, les bruits les plus contradictoires, suivant que l'une ou l'autre impulsion a le dessus, tantôt l'incorporation immédiate de Brême au Zollverein sur la base du système différentiel, tantôt un traité de la Prusse avec l'Angleterre sur la base libérale. Le gouvernement ne parle que pour tout démentir.

Il y a néanmoins dans les relations actuelles de la Prusse et de l'Angleterre un temps d'arrêt et d'indécision qui doit contribuer pour beaucoup, non point à détourner (le flot est irrésistible), mais à modérer, à contenir la passion avec laquelle on a poursuivi jusqu'à présent l'idée d'une nouvelle *alliance allemande de commerce et de navigation.* Le traité conclu en 1841 entre l'Angleterre et le Zollverein devait expirer au 1er janvier 1848; la correspondance, maintenant publique, de lord Palmerston et du chevalier Bunsen nous apprend que ce traité ne sera pas renouvelé. Après des plaintes réciproques, on est seulement convenu, sur la demande du ministre prussien, de conserver provisoirement le *statu quo,* sauf à se prévenir six mois d'avance quand on y voudrait renoncer. Lors de la discussion approfondie qui s'éleva le 17 mai dans la chambre des seigneurs au sujet des droits différentiels, on s'étonna, comme je l'ai dit, de l'affectation avec laquelle le ministre des finances refusa de prendre parti pour ou contre. Le gouvernement, qui avait fait ce beau mémoire de 1845, semblait douter de l'œuvre qu'il poursuivait cependant toujours, et sa confiance paraissait si peu solide, qu'il se bornait à promettre de peser soigneusement tous les argumens dans une cause dont il avait été deux ans plus tôt le zélé promoteur. C'est qu'on était en présence de menaces toutes fraîches de lord Palmerston : on ne voulait point aigrir par des épanchemens de tribune une correspondance diplomatique qui s'annonçait déjà dans des termes suffisamment acerbes. La séance avait lieu le 17 mai; le 11, lord Palmerston écrivait au comte Westmoreland cette lettre dont le style a son prix :

Lord Palmerston au comte Westmoreland.

Foreign office, 11 mai 1847.

« ..... Le gouvernement anglais sait que le but réel de ceux des états du Zollverein qui travaillent à empêcher le renouvellement du traité de 1841 est de préparer ainsi les voies à l'introduction d'un système de droits différentiels dirigé contre la marine anglaise, lequel système ne pouvait se réaliser tant que ce traité restait en vigueur. Le Zollverein, d'après toutes les conjectures, espère obtenir des états maritimes de l'Allemagne du nord qu'ils accepteront ces droits différentiels.

« Il ne sera point difficile à votre seigneurie de montrer que les gouvernemens contre lesquels on dirige de pareils droits peuvent toujours y répondre

par des mesures équivalentes; que les relations commerciales qui doivent toujours être fondées sur des principes de concessions et de bienveillance mutuelle peuvent de cette manière se transformer en un conflit de règlemens hostiles; qu'entre deux états divisés par un tel conflit, celui-là doit en souffrir le moins dont les ressources commerciales sont le plus étendues.

« Le gouvernement anglais croit avoir donné des preuves suffisantes que c'est là un conflit dans lequel il ne souhaitait pas d'entrer. »

Le conflit dont parlait lord Palmerston atteindrait nécessairement la Prusse plus que tout autre état du Zollverein; c'est peut-être une raison pour qu'elle l'ajourne, ce n'en est pas une pour qu'elle veuille s'y soustraire à jamais. Elle reprend en ce moment même avec autant de zèle son œuvre un instant déconcertée; elle provoque des conférences générales entre les pays allemands pour établir partout l'uniformité dans le droit de change; elle invite les états du Zollverein à méditer les plans unitaires qu'elle leur a déjà soumis pour l'organisation des consulats. L'Angleterre et la Russie ont l'œil sur ces desseins opiniâtres; elles les surveillent et s'apprêtent à en contrecarrer les résultats. J'ai pensé qu'il était bon du moins que nous sachions ici que d'autres avisaient.

La Russie, visiblement occupée de maintenir, au cas échéant, les prétentions qu'elle élève sur le Holstein, s'efforce de s'asseoir dans ce coin de terre pour s'y appuyer contre la masse croissante du corps germanique. Elle vient de retirer à Lubeck le privilége exclusif du service des bateaux à vapeur de Pétersbourg, et, en 1849, on va ouvrir une seconde ligne de Pétersbourg à Kiel. De Kiel même, on peut suivre, depuis quelques années, les mouvemens des croisières russes dans la Baltique; à Kiel même, souvent la flotte russe hiverne; des officiers russes y séjournent, ainsi qu'à Ploën, pour combattre par toute espèce de séductions l'horreur du nom moscovite. L'Angleterre, de son côté, ne serait déjà plus au dépourvu, si le Zollverein parvenait à lui fermer les fleuves allemands à coups de droits différentiels. Désormais ce n'est plus assez pour elle d'Héligoland, cet autre Gibraltar qui commande les embouchures de l'Elbe, du Weser et de l'Eyder; elle va s'installer sur l'Eyder même. On doit pourtant fortifier Héligoland, on doit en faire un port militaire; il faut mieux encore. Tönningen est une petite ville placée sur la limite des deux duchés de Schleswig et de Holstein, en face d'Héligoland, à l'entrée de l'Eyder, et, par l'Eyder, à la portée du canal de jonction qui réunit la mer du Nord et la Baltique; le port de Tönningen est admirablement disposé par la nature. L'Angleterre, sans même avoir de privilége ou de garantie, donne déjà des sommes énormes pour en agrandir, pour en régulariser les bassins. Tönningen et Londres vont communiquer par la vapeur. L'Allemagne ira chercher les importations anglaises dans un port du

Danemark, au lieu de les aller chercher dans un port du Zollverein. Tönningen n'est pas si loin de Hambourg.

A tout cela maintenant quelle conclusion? Personne assurément ne se désolera de voir ébrécher ainsi le monopole commercial de l'Angleterre; personne non plus n'est jaloux de voir l'influence moscovite s'avancer toujours sur l'Occident. Il y a mieux, on doit admirer du fond de l'ame cette constance intrépide avec laquelle les Allemands travaillent à reconstituer pacifiquement un empire unitaire. J'ai peur seulement qu'à côté d'un grand pays prohibitif et militaire comme le nôtre, le soudain avénement d'un autre grand pays militaire et prohibitif ne soit une occasion de bien durs froissemens; j'ai peur que nous ne soyons point assez préparés à les adoucir pour ne les avoir point assez prévus d'avance. Ce n'est point ici question de justice; je ne me sens ni beaucoup d'indignation contre l'entêtement égoïste de Hambourg, ni beaucoup d'attendrissement pour les sensibleries puritaines du patriotisme germanique. Ce n'est point ici question de justice, c'est question de puissance et de domination : chacun pour soi et Dieu pour tous; le prix est de droit aux mieux faisant. Or, Bossuet l'a dit comme malgré lui, au milieu d'un livre composé tout exprès pour prouver la vanité de la politique dans l'histoire : « Les hommes et les nations ont toujours eu des qualités proportionnelles à l'élévation à laquelle ils étaient destinés... Qui a prévu de plus loin, qui s'est le plus appliqué, qui a duré le plus long-temps dans les grands travaux, à la fin a eu l'avantage. » Quoi qu'on puisse penser de notre niveau d'aujourd'hui, j'ai peur que nos *qualités* présentes n'aient pas même la proportion qu'il faudrait pour l'atteindre.

ALEXANDRE THOMAS.

REVUE DES THÉATRES.

LA COMÉDIE-FRANÇAISE. — L'OPÉRA. — LES ITALIENS.

Si les dernières semaines qui viennent de s'écouler n'ont pas été bien fécondes, si nous n'avons à proclamer aujourd'hui ni le mérite éminent d'un livre, ni le succès éclatant d'une pièce, si, en un mot, nous manquons d'événemens littéraires, nous avons du moins à signaler un fait qui les contient peut-être en germe : la réouverture du Théâtre-Français. En nous rendant sa salle splendidement restaurée, en nous mettant dès les premiers jours en mesure d'énumérer ses forces présentes, de pressentir ses ressources à venir, la Comédie-Française pouvait compter, de la part du public, sur un sentiment plus sérieux qu'une curiosité vulgaire, et ce sentiment d'attention bienveillante ne lui a point fait défaut.

Quoiqu'il soit bien convenu que les chefs-d'œuvre ont un charme et une vie indépendans de tout le reste, quoiqu'on aime à se souvenir de ces temps de naïve grandeur où Molière jouait dans une grange, comme les riches spirituels aiment à se rappeler les commencemens de leur fortune, on doit cependant avouer que nos raffinemens modernes s'accommoderaient mal, comme dit Cathos, de cette *frugalité d'ajustemens*. Les progrès de l'industrie et de la concurrence ont amené d'autres théâtres à rivaliser de luxe pour retenir ou ramener la foule. Rester en arrière, c'était manquer à la fois de respect envers le public et envers soi-même. D'ailleurs, à une époque où le plus mince bourgeois, le parvenu le plus modeste, prennent goût à embellir leur demeure et ne se croient pas indignes d'occuper les architectes, l'art, ce grand seigneur par excellence, avait bien le droit d'être mieux logé.

L'art aujourd'hui n'a plus à se plaindre, et des améliorations de tout genre font de la salle du Théâtre-Français une des plus belles de Paris. Le public, qui s'y pressait en foule, a unanimement reconnu qu'il était difficile de faire mieux

en aussi peu de temps. Grace au goût sévère, magistral, qui les a dirigés, ces embellissemens ont le double mérite d'être au niveau des exigences de notre époque et de rappeler, par des analogies réelles, la destination spéciale de la Comédie-Française. Remarquez en effet que ce théâtre doit être à la fois l'interprète du présent et le dépositaire du passé. Les rattacher l'un à l'autre par une chaîne intellectuelle qui commence à Rotrou, à Corneille, pour aboutir aux hommes de talent que nous possédons, à l'homme de génie que nous saluerons peut-être un jour, voilà la tâche du Théâtre-Français, et c'est ce double caractère qu'offre la salle restaurée. Il y a dans cette galerie des bustes enrichie et rajeunie, dans ces cariatides qui soutiennent les avant-scènes, dans ce fond rouge foncé des loges si favorable à l'effet général et qui tranche si heureusement sur le fond blanc et or de la salle, quelque chose de monumental, une beauté noble et simple qui fait penser à Louis XIV et à Versailles. Le plafond, de MM. Gosse et Cicéri, rappelle aussi le style *un peu flamboyant* des maîtres du genre dans les anciennes écoles françaises. Il est donc permis d'applaudir sans réserve à la restauration splendide et complète du théâtre.

Cette restauration matérielle en amènera-t-elle une autre, plus sérieuse et plus importante? Ce qu'on peut dire dès aujourd'hui, c'est qu'il y aura d'énergiques et persévérans efforts pour que la Comédie-Française puisse compléter ce qui lui manque et tirer parti de ce qu'elle possède. Le spectacle de ses forces actuelles a offert, depuis sa réouverture, quelque chose de rassurant. Sans parler de la tragédie, où Mlle Rachel a déployé sa supériorité accoutumée, *les Femmes savantes, le Malade imaginaire, l'École des Femmes, la Critique, le Mariage forcé*, tout ce magnifique répertoire de notre grand comique, qui a sur la tragédie l'avantage de ne pouvoir vieillir, a été joué avec une perfection, une verve, qui laissent bien peu de prise à cette portion chagrine des spectateurs, *laudatrix temporis acti*. Il serait temps que le Théâtre-Français fût affranchi de cette sorte de dénigrement rétrospectif, à laquelle le condamne la nature même de son répertoire et de son public. Rien de plus respectable, assurément, en fait d'art comme en toutes choses, que la fidélité des souvenirs; mais, en s'obstinant à écraser sans cesse les talens actuels par une comparaison malveillante avec les talens d'autrefois, les hommes d'expérience, qui pourraient rendre de vrais services et continuer les traditions, ont le double tort de décourager les artistes, et d'éloigner du Théâtre-Français la génération nouvelle. Sans doute, il eût été désirable que des acteurs comme Préville et Fleury, Mlles Mars et Contat ne pussent ni vieillir ni disparaître. Toutefois, comme du temps de ces artistes célèbres il y avait déjà des spectateurs qui cherchaient à les rabaisser en exaltant leurs prédécesseurs, comme les vieillards qui avaient vu Baron appelaient Lekain *le taureau*, on nous permettra de voir, dans cette manie de vanter ce qui n'est plus aux dépens de ce qui est, une faiblesse d'esprit plutôt qu'une marque de goût. Mieux vaudrait, dans l'intérêt de l'art et de nos plaisirs, encourager le présent par des avertissemens sincères et des éloges mérités; mieux vaudrait reconnaître, avec les juges les plus éclairés et les plus sévères, que, malgré quelques vides qu'on va s'efforcer de combler, Molière a trouvé et trouve encore des interprètes dignes de lui.

En se rouvrant sous les auspices de ce grand homme, la Comédie-Française a fait preuve, selon nous, de reconnaissance et de tact, et nous ne comprenons guère qu'on lui ait reproché de n'avoir pas joué, dès le premier jour, un ouvrage

nouveau. La Comédie-Française, on ne saurait trop le redire, ne ressemble pas à certains théâtres, qui, ne s'adressant qu'à une curiosité toujours mobile, n'ont rien de mieux à faire que de laisser dans l'oubli la pièce d'hier pour convier la foule à la pièce de demain. S'il veut maintenir bien distincts son rang et sa place, s'il veut garder son caractère d'institution nationale, de conservatoire littéraire, le Théâtre-Français doit toujours, non-seulement savoir où il va, mais encore se souvenir d'où il vient. A chacune de ses nouvelles campagnes, il doit prendre pour point de départ ces chefs-d'œuvre qui sont sa richesse, et qui le lient si étroitement aux destinées de notre littérature. Il est bon d'ailleurs que les contemporains, qui, depuis vingt ans, ont vu tant d'espérances déçues et de tentatives avortées, voient aussi que, lorsque l'observation, la vérité, l'étude du cœur humain, arrivent à ce degré de perfection, de profondeur et de beauté, deux siècles peuvent y passer sans leur ôter leur jeunesse, et que l'à-propos du génie est impérissable comme sa gloire. De toutes les leçons données par Molière, celle-là n'est peut-être ni la moins instructive ni la moins piquante.

Nous croyons la Comédie-Française résolue à faire un pas de plus dans cette voie si féconde, à fouiller dans son vieux répertoire et à remettre en lumière plusieurs ouvrages qui peuvent passer pour inconnus à force d'être oubliés. On retrouvera sans peine, dans les œuvres de nos auteurs dramatiques des deux derniers siècles, des pièces qui, montées avec soin et jouées avec ensemble, offriront à la fois au public tout l'attrait d'un souvenir et tout le piquant d'une nouveauté. Molière lui-même a quelques comédies qui n'ont pas été jouées depuis long-temps, *les Fâcheux*, par exemple, dont la reprise offrirait un intérêt très réel. Ce serait aussi une curieuse tentative que de remettre au théâtre les ballets, les divertissemens intercalés par notre immortel comique dans la plupart de ses pièces, et qui étincellent de verve et de fantaisie. Exécutés dans le goût de l'époque et avec toute la pompe convenable, ces intermèdes rendraient aux ouvrages de Molière une sorte d'*actualité* nouvelle, en ramenant la pensée vers l'époque même où ils furent composés, où le grand roi ne dédaignait ni d'y sourire ni même d'y figurer, et où la musique et la danse se cotisaient pour faire fête à la poésie. Il faudrait même, et ce serait là un autre avantage, renouer, à cette occasion, une tradition regrettable, l'alliance de l'Opéra et de la Comédie-Française : celle-ci, plus riche en idées qu'en spectacle, aurait besoin que l'Opéra vînt à son aide pour l'exécution de ces intermèdes, des chœurs de Racine et de certaines pièces qui ne peuvent se passer d'un peu de prestige, telles que *le Mariage de Figaro*. Rendu avec une spirituelle munificence, ce service serait de ceux dont profite aussi bien celui qui donne que celui qui reçoit. N'y a-t-il pas profit à agrandir, à généraliser son influence, en faisant connaître ses ressources et ses merveilles à un nouveau public? N'est-ce pas un honneur de contribuer à rendre plus complète, plus éclatante, la mise en scène des œuvres de Molière, de Racine et de Beaumarchais? D'ailleurs, la Comédie-Française ne négligerait pas les occasions de payer sa dette; quand on possède un répertoire et un personnel comme le sien, il y a toujours moyen de s'acquitter.

Enfin, pour achever de parcourir le cercle des richesses acquises, nous savons que la Comédie-Française aurait l'intention fort louable de faire quelques excursions parmi les chefs-d'œuvre des théâtres étrangers. Entrepris avec discernement et mesure, confiés à des écrivains consciencieux, ces essais n'offriraient plus le même péril qu'il y a vingt ans. Ils ressemblaient trop alors à une sorte

de protestation contre notre théâtre et notre littérature nationale. On donnait trop à une traduction de Shakespeare l'air d'une épigramme contre Racine. Aujourd'hui, éclairés par l'expérience, nous avons compris qu'on ne s'infuse pas, après deux cents ans, un autre goût, d'autres idées, un autre sens littéraire, et qu'Anglais, Allemand ou Français, le passé est toujours le passé, c'est-à-dire le sujet d'une étude féconde, mais non pas l'élément d'une vie nouvelle. Aussi ce qui était alors une lutte ne serait plus maintenant qu'un parallèle. Ces études, ces imitations intelligentes auraient perdu tout caractère hostile; on y apporterait cet esprit de curiosité bienveillante, érudite, contemplative, qui animait Goethe lorsque, de la main qui créa *Faust*, il traduisait *Mahomet* et *Tancrède*. Cette fois, Shakespeare et Schiller n'arriveraient plus comme des ennemis, mais comme des hôtes, et il y aurait à les accueillir d'autant plus de profit et de charme, qu'il ne s'y joindrait pas la crainte d'être traité par eux en pays conquis.

Tout en fécondant, en étendant ainsi son ancien répertoire, le Théâtre-Français voudrait aussi appeler à lui toutes les forces vives de notre littérature. Il doit son concours aux talens déjà consacrés par le succès, comme à toutes les tentatives où se révèlent avec quelque distinction une pensée, une intention sérieuses. Déjà nous avons vu, l'autre soir, applaudir très franchement la nouvelle comédie de M. Arago, *les Aristocraties*. Quoique ce sujet ait été souvent essayé ou effleuré sur le théâtre contemporain, on peut dire qu'il est toujours neuf, et la société moderne n'en saurait fournir de plus vrai. Il y a là matière à ces épigrammes, à ces traits satiriques qui ne manquent jamais leur effet sur le public, parce qu'ils sont pris dans un milieu accepté par tout le monde, et qu'ils résument un sentiment général sous une forme gracieuse et piquante. C'est principalement ce genre de succès qu'a paru rechercher l'auteur des *Aristocraties*, et il l'a pleinement obtenu. Sa pièce n'est pas tout-à-fait une de ces *œuvres du démon* dont parle Voltaire, lequel, bien qu'aussi *démon* que personne, n'a jamais su faire une bonne comédie. Dans celle de M. Arago, les caractères sont plutôt entrevus qu'observés, plutôt indiqués que peints. Il y manque cette étude profonde, cette main vigoureuse qui fouille et qui sculpte, cette faculté de mettre l'homme en relief, qui constitue le vrai comique. Il y manque aussi cette force d'invention qui entraîne après soi le spectateur, et fait ressortir les personnages par la variété des situations et des incidens, comme le diamant reluit et scintille sous les divers jeux de la lumière. En un mot, Molière, s'il revenait au monde, s'y prendrait autrement sans doute pour refaire à notre usage son *Bourgeois gentilhomme;* mais une quantité de vers faciles et d'un tour agréable, une série de jolies scènes, quelques rôles bien tracés, ont valu aux *Aristocraties* un succès aimable, auquel on s'associe volontiers. Ajoutons que les acteurs ont fait merveille. Régnier, chargé de lancer au public la plupart des mots plaisans, les a dits de manière à les rendre plus spirituels encore; Provost a donné une physionomie excellente à son rôle de Jourdain moderne; Mlle Judith a été d'une grace exquise, et Mlle Brohan s'est montrée, comme toujours, charmante de verve et d'entrain. Enfin Geffroy, par son attitude sévère et l'âpreté mordante de son organe, a fait ressortir heureusement les intentions satiriques de l'auteur contre chacune des aristocraties.

M. Scribe donne à la Comédie-Française deux ouvrages, l'un déjà mis à l'étude, l'autre presque terminé. Quoi que l'on fasse ou que l'on dise, M. Scribe est resté un des maîtres du théâtre contemporain. On lui reproche de manquer de cet

idéal auquel aspirent les imaginations élevées, de n'avoir pas assez constamment ces préoccupations littéraires qui rendraient ses pièces aussi attrayantes pour les connaisseurs que pour la foule. Même en admettant ce reproche, on devrait reconnaître que M. Scribe possède à un haut degré deux qualités sans lesquelles rien n'est possible au théâtre : la clarté et la vie. Ses personnages agissent, ils marchent, ils tiennent sur leurs pieds. Le langage qu'ils parlent n'est pas celui de la haute poésie, mais c'est celui du monde; l'atmosphère où ils se meuvent n'a pas ces lointaines échappées où aiment à se perdre les ames inquiètes, mais elle ressemble à celle où nous vivons nous-mêmes; l'on y respire et l'on y voit : deux bonheurs bien simples que ne nous ont pas toujours donnés des œuvres plus bruyantes et plus hautaines.

Cependant, et c'est là une nuance qu'il importe d'indiquer, en acceptant le côté réaliste, positif, spirituellement bourgeois du théâtre moderne, par lequel on peut se mettre en communication avec les masses, la Comédie-Française ne doit pas oublier qu'elle est l'asile naturel des délicats et des poètes. Nous touchons ici à une difficulté tout actuelle qu'il serait bon de surmonter ou d'amoindrir. Depuis quelque temps, par une anomalie fâcheuse, il y a eu scission entre la poésie et le théâtre. Sous prétexte que le *métier* y réussit mieux que des facultés plus rares, sous prétexte qu'il faut, pour s'y faire applaudir, certaines habiletés que dédaignent les esprits supérieurs, des écrivains qui, en d'autres temps, eussent certainement concouru à la prospérité de la scène française, ont eu le tort de s'en détourner et de chercher une autre voie. En transportant dans le roman de véritables scènes de comédie et de drame, telles qu'il en abonde dans *André* et dans *Mademoiselle de la Seiglière*, en écrivant, pour le lecteur *dans son fauteuil*, de délicieuses comédies, telles qu'en a tracé la muse charmante d'Alfred de Musset, ils ont pour ainsi dire dérobé au théâtre ce qui lui revenait de droit, et accoutumé le public à puiser à d'autres sources les plus exquises de ses jouissances littéraires. Il faut que cette anomalie disparaisse, et que l'on se persuade enfin qu'un véritable succès au théâtre, s'il est le plus difficile à obtenir, est aussi le plus significatif et le plus beau. Eh! qui pourrait jamais remplacer ces courans d'air intellectuel, ce rapide échange d'idées, d'impressions, d'enseignemens qui s'établit entre un public d'élite et une œuvre digne de lui? Qu'est-ce que cette collection d'assentimens individuels et de suffrages isolés qu'on nomme un succès de lecture, auprès de cette révélation soudaine, spontanée, multiple, qui identifie en un moment la pensée de tous avec la création d'un seul? Voilà ce que doivent se dire les écrivains doués de cette noble ambition qui va si bien au vrai talent. Au nombre des hommes que désignent les sympathies publiques, il en est deux que le théâtre réclame et dont le nom servirait à cette réconciliation entre les délicatesses de l'esprit et les popularités du succès. Qui, mieux que l'auteur du *Chandelier* et de *la Quenouille de Barberine*, pourrait prouver que des formes fantasques et des tendances idéales n'excluent pas ces qualités d'observation piquante et vraie, ce fin et charmant esprit qui descend en droite ligne des *Lettres persanes* et de *Candide?* L'auteur de *Chatterton* n'a-t-il pas fait aussi l'heureuse expérience que, pour intéresser et émouvoir au théâtre, on peut se passer de la multiplicité des incidens et du fracas des péripéties? Je ne sais si je m'abuse, mais il me semble que ce succès de *Chatterton* engage autant qu'il honore : il est à la fois très brillant et très incomplet; il révèle une rare faculté d'analyse, l'étude délicate

et subtile d'une maladie de l'ame; mais il n'offre qu'un côté de l'art dramatique. Par ce qui lui manque et par ce qu'on y trouve, *Chatterton* est un de ces ouvrages qui mettent un auteur en demeure de prouver qu'il possède, comme tout vrai talent, la force de se renouveler. *Chatterton* est quelque chose, *Chatterton* est même beaucoup; mais si j'affirmais qu'au-delà de *Chatterton* il n'y a plus rien, M. de Vigny serait, j'en suis sûr, le premier à me contredire.

On a aussi l'espérance de voir travailler pour le Théâtre-Français des écrivains qui ne se sont signalés encore que dans le roman. Croit-on qu'il n'y ait pas, dans les beaux récits de M. Jules Sandeau, des passages qui, transportés sur la scène, offriraient tout ensemble un vif intérêt dramatique et un haut enseignement moral? Croit-on que la verve railleuse de M. Alphonse Karr, cette verve qui cache tant de bon sens sous tant de fantaisie, ne saurait pas intéresser à la peinture de ces ridicules, de ces travers, de ces contradictions plaisantes qui, récemment encore, lui ont fourni, dans cette *Revue* même, de si aimables pages? S'il est vrai, comme on l'assure, que la portion plus militante et plus aventureuse de nos conteurs se décide aussi à entrer en lice, ne sera-t-il pas piquant de voir en présence l'école des analystes et celle des inventeurs? Et n'y aura-t-il pas, dans ces essais, dans ces parallèles, dans ces nouveaux sujets d'émulation et d'étude, quand même il n'en résulterait pas toujours des chefs-d'œuvre, un intérêt assez vif, assez varié, assez populaire pour ressembler déjà à un succès?

En dehors de ses ressources présentes, des richesses qu'elle possède et de celles qu'elle peut espérer, la Comédie-Française doit encore appeler à elle d'autres auxiliaires. On aimerait à la voir devenir un centre autour duquel se grouperaient les forces intellectuelles du pays, non seulement pour concourir directement à sa prospérité, mais pour agir par leurs conseils, par une influence délicate et bienveillante. L'Allemagne pourrait à ce propos nous fournir un exemple de l'efficace intervention de la critique dans le domaine de l'administration théâtrale. Un *dramaturge*, un poète-critique, surveille au-delà du Rhin les intérêts de chaque entreprise dramatique, conseille la direction, lui sert d'interprète auprès de la foule, et fait l'éducation du peuple en le préparant à l'intelligence de l'art (1). On comprend sans peine tout ce que peut avoir d'utile ce rôle d'interprétation au dedans et au dehors, cette surveillance exercée tantôt sur le théâtre au profit du public, tantôt sur le public au profit du théâtre. Pourquoi n'essaierait-on pas, en France, quelque chose d'analogue, non pas en concentrant cette tâche sur un seul, et en lui donnant ce caractère régulier et permanent dont s'arrangerait mal notre esprit d'indépendance et de contrôle, mais en choisissant, dans toutes les spécialités, des hommes éminens qui formeraient, pour la Comédie, une sorte de *chambre des conseils?* L'érudition, les arts, les littératures étrangères, la science du monde, auraient leurs représentans dans cette magistrature officieuse, intelligente médiatrice entre la scène et les spectateurs. Ce serait là un moyen sûr de nouer et de resserrer ces relations attentives, assidues, positives, qui doivent unir la Comédie-Française, la critique et le public.

La critique, aujourd'hui, n'est plus ce qu'elle était autrefois. L'époque est passée, et nous le constatons sans regret, de ces bulletins précis, détaillés, qui ne s'écartaient jamais de leur sujet, et qui ressemblaient, sous la plume de Geof-

(1) Voyez, dans la livraison du 15 octobre dernier, l'étude de M. Saint-René Taillandier sur *le Théâtre moderne en Allemagne.*

froy ou de ses émules, à un rapport officiel. Il était permis, assurément, de souhaiter à la critique dramatique moins de brièveté et de raideur; mais la réaction n'a-t-elle pas été un peu trop vive? On a fait, pour les choses de l'esprit, comme ces riches qui finissent par se blaser sur les plaisirs ordinaires, et qui ne croient pouvoir s'amuser un peu que lorsqu'ils dépensent beaucoup. Il serait à désirer, sans que l'esprit y perdît rien, que la discussion sérieuse, équitable, revendiquât plus souvent ses droits. Le public aussi pourrait exercer une autorité plus bienveillante et plus attentive : on sait quelles affinités précieuses ont existé de tout temps entre la Comédie-Française et cette société polie, à demi lettrée, à demi mondaine, dont l'influence se révèle à toutes les pages heureuses de notre littérature. Depuis quelques années, on a fort réprimandé les auteurs, et ils n'y ont, hélas! que trop donné prise; mais les gens du monde sont-ils à l'abri de tout reproche? N'ont-ils pas un peu négligé ce goût des lettres, cette culture de l'intelligence, tout ce qui fait, en un mot, le charme et la distinction de l'esprit? Nous ne contestons pas ce qu'il y a d'honorable à discourir sur les ingénieux mystères du *sport* aussi pertinemment qu'un maquignon ou un jockey; mais, après ces nobles délassemens, n'y aurait-il pas moyen de déroger quelque peu, et d'aller, par exemple, applaudir Molière ou encourager un excellent acteur, cherchant à retrouver toutes les intentions du sublime poète? N'est-il pas remarquable que dans les deux derniers siècles, siècles de bon plaisir et de régime absolu, où les rangs étaient rigoureusement séparés, il y ait eu, par le fait, entre les salons et l'art, plus de *cordiale entente* et de bons procédés réciproques qu'il n'en existe de nos jours, où toutes les classes sont confondues, et où la littérature émancipée ne demande plus qu'à elle-même ses récompenses et ses appuis? Du temps de Fleury, les grands seigneurs de Versailles et de Trianon ne dédaignaient pas de montrer au comédien comment il fallait s'y prendre pour saluer une femme de bonne compagnie : aujourd'hui nos élégans n'ont garde de l'enseigner; c'est peut-être par scrupule de conscience, et parce qu'ils ne sont pas bien sûrs de le savoir eux-mêmes.

Nous avons cru retrouver quelques traces de ce goût délicat, raffiné, bienveillant, aux dernières soirées de l'Opéra. Les connaisseurs ont eu à remonter bien haut dans leurs souvenirs pour trouver quelque chose de comparable à ce merveilleux contralto qu'on appelle Mlle Alboni. C'est l'ampleur, la force virile de Mme Pisaroni, unie à l'élégante souplesse de Mlle Sontag. La voix de Mlle Alboni possède presque également les trois registres et parcourt plus de deux octaves : tout le registre inférieur est d'une incomparable beauté; le medium, quoique un peu plus faible, est irréprochable, et les notes aiguës sont d'une exquise douceur. Joignez à cela une facilité de vocalisation inouie, assez de verve et de *brio* pour surmonter les froideurs du pupitre et du morceau détaché, quelque chose de riche et de spontané dans le chant comme dans toutes les facultés de cette heureuse nature, et vous comprendrez sans peine que le triomphe de Mlle Alboni ait été de ceux qui rejettent un peu dans l'ombre ce qui les précède et ce qui les suit. Maintenant, après avoir su attirer une cantatrice aussi éminente, il faut que l'Opéra sache l'employer, et c'est ici que l'on rencontre la seule objection qu'ait soulevée le début de Mlle Alboni. Cette voix si splendide, cette méthode si magistrale, qui eussent si aisément trouvé leur place dans le répertoire italien, s'arrangeront-elles aussi bien de nos opéras, où

l'important est moins de faire briller les richesses d'un talent isolé, que de concourir, par une habile gradation de nuances, à l'harmonie générale? L'ardente Léonor, la mystérieuse Alice, l'enthousiaste Valentine, ne paraîtront-elles pas invraisemblables sous cette enveloppe d'une opulence un peu gênante? Tous ceux qui se souviennent de la Pisaroni, et combien vite on oubliait, dès la première note d'Arsace ou de Malcolm, l'étrangeté de sa tournure, peuvent réduire à sa juste valeur l'objection élevée contre Mlle Alboni.

Les débuts de Mme Fanny Cerrito ont continué pour l'Opéra cette veine de prospérités. Mme Cerrito était précédée parmi nous par une de ces réputations européennes qui font d'un début à Paris une nécessité et un péril. Puisque les artistes célèbres ne sont décidément bien sûrs de leur renommée qu'après l'avoir fait sanctionner en France, Mme Cerrito ne pouvait se dispenser de se soumettre à cette épreuve, comme s'y est soumise Mlle Alboni, comme s'y soumettra tôt ou tard Mlle Jenny Lind, malgré la répugnance craintive que nous lui inspirons. Il nous semble, après tout, que le public français n'est pas si terrible, et qu'il lui arrive bien rarement d'abuser de son droit de cassation! Voyez Fanny Cerrito! Elle n'avait pas fait trois pas sur la scène, que déjà toutes les lorgnettes plaidaient pour elle. Le ballet de *la Fille de Marbre*, dans lequel elle a débuté, n'est pas précisément un chef-d'œuvre, mais il n'est pas plus absurde que les autres ballets de l'ère diabolique. Aujourd'hui il faut à l'Opéra ce que Mme de Sévigné appellerait de la diablerie; des démons à la couronne flamboyante, des salamandres aux ailes de feu, des gnomes aux terrifians aspects, comme il lui fallait autrefois des nymphes, des tritons et des amours. Je ne crois pas que sa nouvelle mythologie soit beaucoup plus orthodoxe que l'ancienne; mais les chorégraphes ne sont pas tenus d'être théologiens. Nous passerons donc volontiers à l'auteur de *la Fille de Marbre* ses diables et ses génies, et son sculpteur Manassès, descendant un peu apocryphe de Pygmalion et de Prométhée,

Frère aîné de Satan, qui tomba comme lui!

L'essentiel était de fournir un cadre dans lequel pussent se déployer les brillantes qualités de la débutante, et, à en juger par l'enthousiasme des spectateurs, ce but a été pleinement atteint. Mme Cerrito n'est pas une danseuse de l'école idéale, comme Mlle Taglioni, ni de l'école fantastique, comme Carlotta Grisi : avec plus de jeunesse et moins d'art, sa manière se rapprocherait plutôt de celle de Fanny Elssler. Son domaine n'est ni dans les cieux ni dans les nuages; c'est au monde réel qu'appartiennent ces formes d'une beauté sculpturale, cette fougue sensuelle et nerveuse que rien n'effraie et que rien ne lasse. Mme Cerrito possède une vigueur juvénile, inépuisée, pleine d'imprévu, qui se rit des périls, et aussi, nous le croyons, des règles classiques de la danse; mais n'en est-il pas, sous ce rapport, des difficultés de l'art comme de celles de la vie, où l'on a dit souvent que les ordonnances n'étaient faites que pour les sots? Si Mme Cerrito ne danse pas toujours selon les *ordonnances*, si, dans ses bonds merveilleux, le corps et les bras se mettent un peu trop de la partie, l'ensemble est tellement attrayant, qu'il faudrait, pour s'apercevoir de ce qui manque, être moins charmé de ce qu'on voit : heureux les artistes, heureuses surtout les danseuses, qu'on ne peut critiquer que par réflexion! Le triomphe de Fanny Cerrito n'a donc pas été douteux. Sans faire mieux que ses rivales, elle fait autrement, et cette différence

est, à elle seule, une réussite. Mlle Taglioni nous donnait l'idée de ces anges exilés planant entre le ciel et le monde jusqu'à ce qu'ils s'envolent vers leur véritable patrie. Carlotta Grisi ressemble à ces esprits mystérieux des légendes allemandes, qui rasent du pied les eaux sans en rider la surface et glissent sur les fleurs sans froisser leurs tiges embaumées. Fanny Cerrito est une belle et simple mortelle, bondissant sur une terre heureuse et féconde, au milieu de regards qui lui sourient.

Si le succès revient à l'Opéra, il semble qu'il abandonne un peu le Théâtre-Italien. Là encore il est facile de reconnaître l'influence d'un public sur les destinées d'un théâtre. Que sont devenues ces ardentes soirées où la Malibran chantait *le Saule* devant une salle frissonnante, celles où Julia Grisi, dans tout l'éclat de la jeunesse et de la beauté, nous disait avec une irrésistible mélancolie la mélodie plaintive des *Puritains?* Mais aussi ce public morne, glacé, qui entre, écoute et sort avec un égal ennui, est-il le même que celui qui palpitait autrefois aux accens de ses virtuoses préférés? Pour rompre la monotonie de son personnel, le Théâtre-Italien a fait débuter Gardoni et Mlle Castellan, deux artistes d'un talent gracieux et frêle, mieux faits pour séduire les jeunes miss à l'œil langoureux et à l'oreille fausse que pour rendre au répertoire le mouvement et la vie. Gardoni est toujours cet élégant ténor que nous avons vu effeuiller à l'Opéra les notes caressantes de sa voix, et qui, mieux avisé, s'est réfugié aux Italiens. Il a chanté Elvino et Pollione avec cette grace délicate, un peu maladive, qui ne manque pas de charme, mais qui ne soulèvera jamais d'émotions ni de transports. Mlle Castellan est une belle Française, dont le talent, comme la voix, est dépourvu de force et d'ampleur, et qui chante beaucoup mieux qu'une virtuose de salon, un peu moins bien qu'une vraie cantatrice.

Ce n'est pas avec de pareils élémens que l'Opéra Italien peut dissiper ces symptômes d'indifférence que nous venons de constater. Serait-ce là encore un dilettantisme qui s'en va? Nous oserons, en finissant, exprimer un vœu et une espérance. Le goût du public ressemble un peu à ce mouvement des grandes villes, où l'animation et la vie se portent tantôt vers un point, tantôt vers un autre. A ce dilettantisme musical qui paraît s'affaiblir, pourquoi n'en verrions-nous pas succéder un autre, plus sérieux, plus instructif, mieux approprié au véritable esprit français, le dilettantisme littéraire? En se détournant des mélodies, pourquoi le public ne se porterait-il pas vers les idées? Ce changement n'aurait rien dont on pût s'attrister ou se plaindre. A coup sûr, c'est une bonne et charmante chose que d'entendre, dans toute la splendeur d'une exécution magistrale, une partition de Mozart et de Rossini; il est honorable de l'apprécier et de la comprendre, et la musique, chantée et applaudie dans ces conditions exquises, peut compter au nombre des plaisirs qui élèvent et civilisent; mais les vraies jouissances de la pensée sont d'un ordre supérieur encore. Écouter, encourager l'exécution consciencieuse et habile d'un chef-d'œuvre littéraire, c'est plus que goûter un noble passe-temps; c'est renouer une tradition précieuse, c'est reprendre un des plus glorieux sillons de l'intelligence, c'est faire revivre l'alliance trop long-temps oubliée de ces deux puissances si unies autrefois, si françaises toujours : la société et l'art, la causerie et la comédie, le théâtre et le monde.

A. DE PONTMARTIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 octobre 1847.

La question suisse a acquis une gravité nouvelle, et présente de jour en jour un surcroît de dangers pour la paix générale. Nous avouons sans détour qu'il nous paraît impossible, dans les temps où nous vivons, de poser d'une manière absolue le principe de non-intervention. C'est une règle qui, comme toutes les autres, ne peut subsister sans exceptions, et qui sans cela ne serait pas conforme à la nature humaine. Nous n'appliquons point cette remarque à la Suisse plus qu'à tout autre pays; c'est une remarque générale. Ceux qui protestent à l'avance contre toute intervention seraient les premiers à en demander une, si elle devait servir leur cause et leurs passions. Le gouvernement français, quand il a envoyé un corps d'armée en Belgique et qu'il a fait le siége d'Anvers, a fait, ce nous semble, un acte d'intervention bien formel; il en a fait un autre quand il s'est emparé d'Ancône. Cependant nous ne sachons pas qu'on lui en ait fait un reproche, au contraire. Si, à une autre époque, il n'est pas intervenu en Espagne, ce n'est assurément pas la faute de ceux qui voudraient lui imposer aujourd'hui une complète neutralité dans d'autres affaires. L'intervention était alors le principe et la règle pour ceux qui la condamnent maintenant comme attentatoire à la liberté et aux droits des peuples. La vérité est que de nos jours les nations ne sont plus des membres isolés de la grande société; elles sont solidaires les unes des autres. Il ne peut pas être indifférent à l'Europe qu'une république placée dans son centre trouble violemment l'ordre établi et menace incessamment le repos général, et les puissances qui ont garanti le pacte fédé-

ral de la Suisse ont le droit de surveiller, de juger, et, au besoin, de contrôler ce qui pourrait changer les relations consacrées par les traités.

Si, du reste, nous croyons devoir dire ici ce que nous pensons du principe de non-intervention, c'est uniquement pour établir le droit. Nous ne croyons pas qu'il soit en ce moment question de passer au fait; nous ne croyons pas que le gouvernement français, pour sa part, ait le moins du monde l'intention d'intervenir actuellement dans les affaires de la Suisse. Son rôle doit être d'observer et d'attendre. Nous croyons aussi que la même attitude d'expectative sera gardée par les autres puissances, et que les mouvemens de troupes qui pourront avoir lieu sur les frontières ne devront être considérés que comme des mesures de précaution; mais naturellement les résolutions des gouvernemens les plus particulièrement intéressés à telle ou telle révolution qui pourrait s'accomplir dans la constitution de la Suisse ne peuvent être déterminées que par les événemens ultérieurs, et par conséquent il serait superflu d'en faire le sujet d'hypothèses qui peuvent se trouver déjouées d'un jour à l'autre.

C'est ainsi que nous en sommes encore à savoir si décidément l'on se battra en Suisse. Il est bien vrai que depuis la dernière quinzaine, où nous exprimions encore l'espoir que la guerre civile n'éclaterait pas, les choses ont marché à grands pas. Nous devons donc avouer que nous voyons de jour en jour diminuer les chances d'une solution pacifique, car, quel que soit le degré d'estime que nous professions pour les radicaux, nous ne pouvons cependant croire qu'ils soient arrivés si près du Rubicon pour ne pas le passer. Toutefois, il faut leur rendre cette justice : ils n'ont pas l'air jusqu'à présent de marcher de fort bonne grace. On connaît l'histoire de ce Gascon que M. de Montluc avait condamné à sauter du haut d'une tour : « Monseigneur, disait-il, vous me le donnez en trois; mais moi, je vous le donne en dix. » Les héros des corps francs sont un peu dans le même cas, et font à peu près la même figure. Il est clair que les gouvernemens radicaux eux-mêmes n'ont pas grande envie de s'en aller en guerre; mais ils ne s'appartiennent plus, ils sont sous la domination des clubs, et, quand ils font mine d'hésiter, l'ours grogne et montre les dents. Il faut marcher.

Ils marchent donc, au milieu d'hésitations et de temps d'arrêt nombreux, c'est vrai, mais enfin ils avancent. La diète s'est ouverte, comme on sait, le 18. Les délégués des sept cantons catholiques ont traversé les rues de Berne au milieu d'une curiosité mêlée de respect. Dès la première séance, la question de la paix et de la guerre a été abordée. Zurich a proposé d'envoyer deux représentans fédéraux dans chacun des sept cantons de la ligue, et d'adresser une proclamation aux populations. Une seule voix, celle de Bâle-Ville, s'est élevée pour parler de conciliation; mais elle prêchait dans le désert, et la proposition de Zurich a été adoptée par les 12 voix et 2 demies qui composent cette majorité sinistre.

L'attitude prise dès le premier jour par les représentans des petits cantons a prouvé de nouveau ce dont nul ne doutait, c'est qu'ils ne céderaient pas et ne reculeraient pas d'une ligne. Il y a un fait qui nous frappe dans toutes les luttes intestines de la Suisse, c'est qu'il ne s'y trouve malheureusement pas place pour un parti de conciliation, de composition, en un mot pour un parti de juste-milieu. C'est un grand mal. Il est certain, par exemple, que le gouvernement et le parti conservateur en France ne pourraient se rendre solidaires de toutes les idées du parti qui a en Suisse leurs sympathies, mais il est encore plus

certain qu'ils sont infiniment plus loin des idées de l'autre parti, et qu'en les adoptant ou en les tolérant, ils trahiraient la cause de l'ordre, de la justice et du véritable libéralisme. Ce que tous les hommes raisonnables devraient désirer, ce serait qu'il pût s'établir et se développer en Suisse un parti libéral modéré; mais jusqu'à présent tous les efforts tentés pour en fonder un ont échoué. Genève l'a essayé; pendant plusieurs années, le gouvernement de Genève a tenu la balance entre les partis qui voulaient en venir aux mains et a ajourné la guerre civile. Un beau jour, ce gouvernement a été culbuté par une émeute de faubourg. Il était la dernière digue opposée au désordre et à l'anarchie; il a été renversé l'année dernière, on en voit les suites. Dans cette diète même, un des cantons séparatistes a essayé de proposer une transaction; il n'a rencontré ni accueil chez ses adversaires, ni appui chez ses alliés; sa proposition est tombée dans l'eau. Il n'y a donc pas à se le dissimuler, la politique de juste-milieu, cette politique qu'on peut trouver prosaïque, mais qui seule sait assurer le respect des droits de tous, n'est pas populaire en Suisse; elle n'y a pas plus de succès d'un côté que de l'autre.

Les sept cantons ont pour eux le droit et l'éternelle justice. Au point où en sont venues les choses, il nous paraîtrait oiseux de discuter le plus ou moins de légalité de l'arrêté de la diète. Quand la légalité apparente viole le sentiment fondamental, permanent et inaliénable de la justice, elle abuse d'elle-même, elle se suicide. Un chiffre ne fait pas la raison; il n'est pas permis à une simple majorité d'opprimer et d'écraser le droit. Si l'infraction d'une loi pouvait être justifiée par une infraction antérieure, si la justice se faisait à coups de représailles, nous pourrions dire que ce pacte dont on réclame aujourd'hui l'exécution au nom d'un chiffre brutal et stupide, a été violé tout d'abord par ceux qui s'en prétendent les interprètes légaux. Ce sont les cantons radicaux qui ont donné les premiers l'exemple d'une ligue séparée. En 1832, après les changemens opérés dans différens cantons par des révolutions intérieures, eux aussi ils formèrent un *Sonderbund* pour se protéger mutuellement. Ils ne trouvaient pas alors que ce fût une infraction au pacte. Qu'est-ce que le *Sonderbund* d'aujourd'hui? Une ligue purement défensive. Cette ligue s'est formée après l'attaque impie des corps francs. A la suite de cette invasion, la diète s'est réunie, mais elle n'a fait que donner une nouvelle preuve de son impuissance. Qu'ont fait les cantons menacés par le radicalisme? Ils ont dû se garantir contre l'impuissance ou contre la complicité du pouvoir fédéral, qui ne pouvait pas ou ne voulait pas les protéger contre de nouvelles attaques. Ils ont dit à leurs confédérés, ou du moins à ceux qui usurpent ce nom : « Si vous ne voulez pas nous attaquer, notre ligue ne vous regarde pas; elle n'est pas formée contre vous. Si vous ne pouvez pas empêcher les invasions de nos ennemis, alors laissez-nous nous protéger nous-mêmes. L'alliance que nous avons formée pour nous défendre ne peut inquiéter que ceux qui veulent nous envahir, et, contre ceux-là, nous avons le droit de nous armer à l'avance pour sauver nos droits, notre religion, notre liberté. » Voilà le vrai sens du *Sonderbund*. Cette ligue n'est pas un motif, elle n'est qu'un prétexte d'intervention. Elle ne l'appelle pas, elle ne la provoque pas, elle n'est pas agressive; au contraire, elle n'existe, elle ne se manifeste qu'en cas d'agression. Elle vit et brûle à l'état latent. C'est un contrat écrit pour ainsi dire avec de l'encre sympathique, et dont les caractères n'apparaissent que lors-

qu'on en approche la flamme. Détruit sur le papier, il n'en subsistera pas moins dans les cœurs, gravé en traits indélébiles. Quand bien même les sept cantons déclareraient aujourd'hui leur ligue dissoute, est-ce qu'elle en existerait moins? Est-ce qu'au premier signal d'une attaque, ils ne seraient pas tout aussi prêts à se réunir et à s'armer? Quand même le sabre d'une majorité tyrannique couperait ce lien qui les unit, est-ce que, comme l'humble et indestructible ver de terre, leurs tronçons sanglans ne se chercheraient pas pour se rejoindre et se recomposer? Non; le lien qui les enchaîne les uns aux autres est un lien moral que la force ne détruira pas. La guerre ne changera pas les cœurs, elle ne fera que les exalter et les aigrir. Et quels sont ces hommes que l'épée fratricide du radicalisme va chercher dans leurs foyers, au pied de leurs autels? Ce sont les fondateurs de la nationalité helvétique, ce sont les cantons qui ont conservé à travers les âges le pur et noble nom de *primitifs*. Quand les communes catholiques du canton de Genève ont protesté contre la guerre, elles ont dit : « Nos consciences ne nous permettraient pas de marcher contre nos chers confédérés de la Suisse primitive... Ils ont fondé la liberté suisse, ils ont versé leur sang pour défendre la patrie contre l'invasion étrangère. » Ces paroles traduisent fidèlement les sentimens qu'inspirent à la grande majorité du peuple suisse les petits cantons. A ses yeux, ce sont des espèces de patriarches, des peuples pasteurs qui rendent encore la justice sous les grands chênes, et que les neiges de leurs montagnes couronnent comme des cheveux blancs. Il y a pour eux chez tous les vrais Suisses un fonds indestructible de respect et de vénération; ils sont comme la famille royale de cette république; ils sont la généalogie vivante de la nationalité helvétique.

Aussi l'histoire présente-t-elle peu de spectacles aussi dignes d'admiration que celui qu'offrent en ce moment ces petits cantons catholiques. C'est à la face du ciel, en présence de leurs lacs et de leurs montagnes, qu'ils ont juré de mourir pour leur liberté et pour leur Dieu, car c'est Dieu et la liberté qu'ils défendent. Ceux qui les attaquent, ce sont ces rationalistes qui ont persécuté les protestans vaudois, et qui ont installé Strauss dans la chaire de théologie de Zurich; ce sont ces prétendus démocrates qui n'ont jamais embrassé la liberté que pour l'étouffer. Il s'agit bien des jésuites, vraiment, et de cinq ou six robes noires qu'on fait flotter comme des épouvantails. Berne a peur de se voir un jour gouverné par un canton où se trouveront des jésuites! Mais quelle espèce de confiance peut inspirer à Lucerne un canton-directeur dont le premier magistrat est M. Ochsenbein, le chef des corps francs qui l'ont attaqué à main armée! On a beau faire, les petits cantons sont ici les défenseurs du droit commun, du droit de tous. Qu'il se trouve aujourd'hui une majorité pour chasser les jésuites, il s'en trouvera demain une autre pour chasser les protestans, et jusqu'aux philosophes, et, en dernier résultat, c'est la liberté de la conscience et de la pensée qui sera chassée pour toujours de cette bienheureuse terre républicaine.

La seule perspective de cette guerre fratricide a bouleversé toutes les relations des états. Dans les cantons radicaux eux-mêmes, les catholiques se soulèvent contre l'obligation qu'on veut leur faire d'aller massacrer leurs coreligionnaires. Dans Saint-Gall, dans Argovie, dans Genève, dans le Jura bernois, la force seule comprime ces révoltes des consciences. Qu'elle éclate donc, cette lutte impie; mais que le sang qu'elle coûtera retombe sur la tête et sur le cœur de ceux qui

l'auront provoquée. Nous avons peu d'espoir et peu de confiance, nous devons le dire, dans les propositions de transaction dont on parle encore en ce moment. Nous en aurions plus dans la neige, si elle voulait tomber, et dans le manque d'argent; mais, à l'heure qu'il est, on est allé trop loin de part et d'autre pour qu'il soit possible de reculer ou même de s'arrêter. Tout se prépare pour la bataille; le ministre de Russie a déjà quitté la Suisse; l'ambassadeur d'Autriche a aussi quitté Zurich en déclarant, de la part de son gouvernement, que, la guerre étant près d'éclater entre deux grands partis qui partageaient presque également la confédération, il ne croyait pas devoir y résider. C'est à peu près comme si l'Autriche déclarait qu'elle cesse de reconnaître dans le directoire et dans la simple majorité de la diète le pouvoir légal de la Suisse. Du reste, nous continuons à être persuadés que pendant le cours de la guerre qui paraît maintenant imminente, les puissances laisseront à la Suisse la liberté d'action qu'elle réclame. L'ambassadeur de France n'a point quitté sa résidence de Berne, et il ne doit point la quitter.

En Angleterre, le ministère whig a commencé à réaliser les espérances qu'il apporte habituellement avec lui en matière de finances. La première année de son administration est signalée par la réapparition du *déficit*. Ce mot de mauvais augure semble s'attacher à son drapeau comme une devise indélébile. Les whigs ont beau avoir beaucoup d'esprit, beaucoup de talent, beaucoup de courage; il y a un côté par lequel ils pèchent toujours, c'est celui du budget. Ils ont beaucoup d'idées en tout, excepté en matière de revenu; sur ce chapitre, ils sont complétement nuls. Ils arrivent, pleins d'entrain, pleins de bonne volonté; on croit qu'ils vont changer la face des affaires; malheureusement ils la changent à leur façon, c'est-à-dire que, lorsqu'ils entrent par une porte, le revenu public sort par l'autre. Le budget ne peut jamais garder l'équilibre quand ils sont là; on dirait qu'ils lui font peur. Ils ne sont pas plutôt au pouvoir que les douanes tombent, que l'accise tombe, que tout tombe, et cela continue ainsi jusqu'à ce qu'ils tombent eux-mêmes. Les derniers relevés du revenu ont remis cette particularité dans tout son jour. Pour la première fois depuis cinq ans, les commissaires de la trésorerie ont été obligés de déclarer que, les recettes n'ayant pas égalé les dépenses, ils ne pouvaient consacrer aucune somme à l'amortissement de la dette. C'est là ce qu'on appelle l'idéal d'un budget whig. Ce qui fait la force de sir Robert Peel, c'est qu'il a la confiance de la *Cité*. Avec lui, on sait toujours à quoi s'en tenir. Que ce soit du bonheur ou de l'habileté, toujours est-il que son nom est associé à l'idée de l'équilibre dans le budget, de l'ordre dans les finances, de la prospérité dans le revenu. Partout ce serait beaucoup, en Angleterre c'est tout. En 1841, le trésor anglais était dans un état désespéré; sir Robert est appelé au chevet du malade; il lui tâte le pouls, il lui administre l'*income-tax;* John Bull renaît à vue d'œil, il reprend des forces et de l'embonpoint; deux ans après, il jouissait de la santé la plus florissante. Mais voici que l'ingrat convole en de nouvelles noces; il va faire l'école buissonnière avec lord John; de jour en jour, il dépérit, il maigrit; on voit où il en est aujourd'hui. Ces expériences réitérées ont fait de sir Robert Peel l'homme nécessaire, l'homme budget par excellence. A tort ou à raison, la hausse ou la baisse suit son entrée ou sa sortie. Tout le monde connaît ces grenouilles vertes qui servent de baromètre, qui rentrent sous l'eau quand il doit pleuvoir, et qui en sortent quand il doit

faire du soleil; sir Robert Peel est la grenouille verte de l'Angleterre. Quand il disparaît, il fait mauvais temps comme aujourd'hui; mais, quand il montre la tête, le soleil reparaît avec lui, la Cité prend un air de fête, et un radieux sourire épanouit les joues des banquiers et des aldermen.

Aussi voyez quel intérêt s'attache à ses moindres démarches. L'autre jour, il s'en va dîner à Liverpool, avec le maire et les principaux négocians de la ville. A cette nouvelle, voilà toute l'Angleterre en émoi; la bourse s'agite, et tous les yeux se tournent vers le nord, d'où doit venir la lumière. Cet homme, aujourd'hui en dehors des affaires, qui s'efface lui-même autant que possible, ce simple propriétaire rentré dans son manoir et qui s'occupe bien tranquillement de faire des cours d'agriculture à ses fermiers, il ne peut faire un pas, mettre un jour le pied hors de sa maison, sans que le monde de la banque et du commerce tressaille, s'interroge et se dise : « Que pense-t-il de la crise? Que va-t-il dire? A-t-il un moyen? A-t-il une recette? » L'attention et l'anxiété de tous étaient suspendues à ses lèvres. A Liverpool, au centre même de la crise commerciale, au milieu du bruit des faillites tombant les unes sur les autres, comment pourrait-il ne rien dire! Hélas! l'oracle est venu, il a vu, et il s'est tu!

Cependant, s'il a cru qu'il s'échapperait ainsi sans rien dire, il s'était bien trompé. Sir Robert Peel passe pour avoir toujours un secret; mais en général il le garde pour lui. On a dit naguère qu'il se promenait au milieu des whigs en boutonnant son habit et en mettant les mains sur ses poches pour ne pas être volé. Il paraîtrait que cette fois il a bien voulu se déboutonner. Ces pauvres ministres whigs, ayant la tête aux champs, comme cela leur arrive toujours quand ils se trouvent pris dans un embarras de finances, l'ont appréhendé au corps, et ne l'ont pas lâché qu'il n'eût donné son avis. Dans l'antiquité, on forçait les oracles à parler; au moyen-âge, quand les statues des saints restaient sourdes aux vœux des fidèles, ceux-ci les battaient pour les rendre plus dociles. L'autre jour, on a vu le moment où la Cité allait mettre sir Robert Peel en chartre privée pour le forcer à donner un conseil. Il arrive à Londres; la nouvelle se répand par la ville avec la rapidité du télégraphe électrique. Peel est ici, la bourse respire. Le chancelier de l'échiquier est allé consulter le grand alchimiste; Peel lui a dit la bonne aventure! Peel a parlé; Peel a délié la langue et les mains des ministres! Lord John Russell écrit aux directeurs de la banque! En un clin d'œil, la confiance renaît, les affaires reprennent, et le vaisseau de l'Angleterre, retenu à l'ancre par une loi de fer, reprend sur l'océan sans fond du crédit sa course aventureuse, au chant de *Rule, Britannia!* Comment un homme à qui ses adversaires font un pareil piédestal ne serait-il pas tout-puissant?

Du reste, dans le cas présent, on comprend aisément que lord John Russell n'ait rien voulu faire sans consulter sir Robert Peel. La résolution prise à la dernière extrémité par le ministère anglais pour venir au secours du commerce était une infraction à un acte du parlement passé sous l'ancienne administration, en 1844, et appelé la charte de la banque. Tout le monde sait maintenant que cette loi, destinée à régler et restreindre dans de justes limites l'émission du papier-monnaie, imposait à la banque d'Angleterre l'obligation de fournir en or la représentation de ses billets au-delà du chiffre de 14 millions de livres sterling. C'est à cette disposition principale de l'acte de 1844 que les ministres ont autorisé les directeurs de la banque à déroger. Ils ont pris cette mesure

sur leur responsabilité, se réservant de demander au parlement un bill d'indemnité.

La liberté rendue à la banque a produit un effet soudain et magique. On dirait qu'elle a dégagé le commerce anglais d'une espèce de strangulation. La panique s'est calmée, et les affaires ont repris comme par enchantement. Est-ce un retour véritable à la santé, ou bien n'est-ce qu'une sorte de résurrection galvanique? C'est ce que quelques mois, peut-être seulement quelques semaines d'expérience, pourront nous apprendre.

On a beaucoup discuté sur les causes de la crise commerciale de l'Angleterre. Les uns l'ont attribuée aux suites de la famine de l'année dernière, au développement immodéré donné aux entreprises de chemins de fer et aux abus de la spéculation. L'organe principal de la banque a considérablement blessé l'orgueil anglais, en disant tout crûment que le pays était *pauvre*. L'Angleterre a eu une famine; elle a été forcée d'aller chercher sa subsistance au dehors, et elle s'est endettée avec l'univers. Or, une nation devient pauvre absolument comme un individu; une nation est une collection d'individus, d'hommes, de femmes et d'enfans. Si chacun a eu plus de besoins, a fait plus de dépenses et plus de dettes, la nation en représente la somme totale. Ainsi, il a été importé depuis un an en Angleterre des grains pour 25 millions de livres sterling ou 625 millions de francs. Il a fallu payer cette énorme importation soit en argent, soit en billets, soit en produits manufacturés. Or, comme l'exportation des articles de manufacture a été cette année beaucoup moins considérable que d'ordinaire, la sortie des capitaux et l'émission des billets s'en sont accrues d'autant. L'argent est parti, les billets rentrent à l'échéance; c'est tout simplement le quart d'heure de Rabelais.

Le trouble apporté dans les relations commerciales par les conséquences de la famine aurait pu seul suffire pour produire une crise; mais il y a eu autre chose encore. Ainsi, au moment même où une calamité imprévue et irrésistible la frappait aux sources de la vie et semblait devoir lui imposer un redoublement d'ordre et de prudence, l'Angleterre s'est au contraire jetée à corps perdu dans la spéculation; elle a enfoui ce qui lui restait de capital dans des entreprises improductives, et a continué ses opérations commerciales sur les bases d'un crédit purement artificiel. On a calculé, par exemple, que les actionnaires des chemins de fer cotés à la bourse de Londres avaient encore à verser 100,436,000 livres sterling, et, dans le moment le plus fort de la crise, les compagnies faisaient encore des appels de fonds qui montaient à près de 4 millions de livres ou 100 millions de francs par semaine. L'Angleterre a donc fait comme un simple particulier qui, dépensant déjà plus que son revenu et mangeant son capital, ne s'en met pas moins à construire des châteaux et à faire des plantations. Au milieu de ses embarras, elle a voulu continuer son train ordinaire, bâtir, planter, faire des chemins de fer; elle a fait des billets, et, pour les payer, elle emprunte à tout prix. Toute extension que le gouvernement pourra donner au crédit n'accroîtra pas le capital; ce ne sera qu'un dérangement introduit dans l'ordre naturel. Chacun doit supporter le moment présent comme il pourra. Les plus faibles succomberont; mais on n'aurait pu les sauver de leur sort qu'en en sacrifiant d'autres : il faut que le mal ait son cours, et que ceux qui ont abusé du crédit portent la peine de leurs excès.

Mais, chez un peuple habitué à manier aussi lestement et aussi hardiment l'arme dangereuse du crédit, cette explication de la crise était trop simple et trop timide pour pouvoir être populaire. Il était bien plus commode d'en rejeter toute la faute sur la législation, et une croisade générale a été entreprise contre la charte donnée en 1844 à la banque d'Angleterre par sir Robert Peel. Non, disait-on, le pays n'est pas pauvre; il est riche, plus riche qu'il n'a jamais été. Ses produits ne se sont pas amoindris; ce qui lui manque, c'est le moyen de circulation, *circulating medium;* c'est l'instrument, métal ou papier, qui sert à l'échange. Cet instrument, la banque pourrait le fournir; elle pourrait rétablir la circulation dans les veines du pays et ranimer ce grand corps qui se meurt; mais une loi impitoyable lui enchaîne les mains et la condamne à fermer les sources d'où pourraient sortir la vie et l'abondance.

L'acte de 1844 était-il réellement si coupable? Quel en était le but, le but spécial et unique? De contrôler le papier-monnaie du pays, d'établir le crédit sur des bases solides, de faire qu'un billet de 5 livres sterling fût exactement aussi bon que cinq souverains en or. Or a-t-il atteint ce but? Ses défenseurs répondent hardiment : Oui. Ainsi, un fait assez remarquable, c'est que les banques, à de très rares exceptions près, n'ont point participé à la panique générale qui a frappé le commerce. Cette loi même, qui est l'objet de tant d'attaques, les a soustraites forcément aux hasards de la spéculation; elle les a préservées du jeu. Il n'a pas été permis à telle ou telle banque de jeter dans la circulation une masse de papier sans valeur, au détriment de telle ou telle autre, plus prudente et plus honnête. Précédemment, les crises tombaient à la fois et sur le commerce et sur les banques. En 1825, par exemple, il y eut à Londres sept faillites de maisons de banque; il y en eut dans les comtés cent soixante-sept. Cette année, on cite à peine quelques banques qui aient suspendu leurs paiemens. Les maisons qui sont tombées étaient des maisons de commerce : elles étaient engagées soit dans les chemins de fer, soit dans les affaires coloniales, soit dans des spéculations hasardeuses dont elles attendaient des profits qui ne sont pas venus; mais, au milieu de ces chutes nombreuses et de la panique qui en a été la suite, la base de la circulation n'a pas été ébranlée. Au plus fort de cette crise, les billets de banque sont constamment restés aussi bons que de l'or. C'est là ce qui n'était jamais arrivé, et cela est dû à l'acte de 1844. Autrefois le mal avait bien plus d'extension et causait bien plus de ravages. Les faillites des banques frappaient indistinctement les grands et les petits, et les innocens en étaient les premières victimes. Dans la crise actuelle, ceux-là seuls ont souffert qui étaient engagés dans le commerce, dans l'industrie ou dans la spéculation. Ils ont couru les chances, ils ont été les uns imprudens, les autres seulement malheureux; mais enfin le public proprement dit est resté à l'abri de l'orage, qui a passé à côté de lui sans le toucher.

Cette sécurité même qui est restée solidement attachée au papier des banques est devenue un argument pour les adversaires du bill de 1844. Comment! la banque d'Angleterre avait en réserve plus de 8 millions sterling; ses billets valaient de l'or, et cependant on doutait de son crédit, on ne voulait pas lui permettre de jeter dans la circulation seulement 2 millions de plus! Raisonner ainsi, c'était oublier que la première condition de la sûreté du papier de la banque était précisément la limite assignée par la loi à son émission. Le papier

est certainement une monnaie très commode; mais quelle est la condition qui lui donne la valeur d'une monnaie véritable? C'est de pouvoir être échangé à vue contre du numéraire. Il n'est qu'un signe représentatif, et il faut qu'il puisse être converti à volonté en ce qu'il représente. Or, pour qu'une banque puisse assurer à ses billets cette valeur intrinsèque qu'ils n'ont pas, il est nécessaire qu'elle ait en réserve en or ou en argent une portion de la valeur représentée par son papier. En France, cette proportion est généralement d'un tiers. En Angleterre, ainsi que nous l'avons déjà rappelé, l'acte de 1844 oblige la banque à fournir la représentation en or de ses émissions de billets au-delà du chiffre de 14 millions sterling. Quelle base a-t-on prise pour cette évaluation? L'expérience. Il a été calculé que la circulation des billets de la banque d'Angleterre, habituellement de 20 millions, ne devait tomber en aucun cas au-dessous de 14, et on s'est arrêté à ce chiffre. De toute nécessité, il faut une limite. Si, à chaque embarras de circulation, les banques multiplient leurs émissions, que peut-il arriver? Dans le cas où il n'y aurait qu'une simple panique, le secours apporté à la facilité des échanges pourra ranimer les affaires et mettre fin à une crise artificielle; mais, dans le cas où il y aurait une crise réelle et profonde, cette intervention dans les lois naturelles qui règlent la circulation ne fera qu'amener des conséquences plus désastreuses.

Les défenseurs du bill de la banque disent avec raison que demander une augmentation d'émission de papier dans les momens de crise, c'est comme si, dans les mêmes circonstances et avec une circulation métallique pure, on demandait l'altération de la monnaie. Les deux mesures sont de même nature. L'erreur consiste à demander au papier monnaie d'être autre chose que l'équivalent fidèle du métal qu'il représente. L'office d'une circulation bien ordonnée, soit de métal, soit de papier, n'est pas de remplacer le capital quand il a été dissipé, de rétablir la confiance quand elle a été détruite; il est simplement de fournir ce qui dans toutes les circonstances peut servir d'instrument d'échange commode et sûr pour le commerce. Or, cette condition, l'acte de 1844 l'a remplie. La banque n'a pas bougé; ses billets sont comme le tiers-état, selon l'abbé Sieyès; ils sont aujourd'hui ce qu'ils étaient hier.

Il y avait donc tout au moins de l'exagération à rendre l'acte de 1844 responsable de la crise commerciale. Les causes principales, c'était la famine qui avait nécessité une énorme exportation d'or, c'était la conversion d'un immense capital flottant en capital fixe dans la construction des chemins de fer, c'était le développement immodéré des transactions commerciales sur des bases artificielles de crédit. Que les restrictions imposées à l'émission du papier des banques fussent une nouvelle aggravation de la crise, c'est possible; mais il restait à savoir si elles n'avaient pas prévenu et ne prévenaient pas encore de plus grands maux et de plus grandes catastrophes.

Quoi qu'il en soit, la clameur publique était devenue trop forte pour que le ministère anglais pût y résister. Les faillites s'accumulaient; les députations arrivaient de Liverpool, de Londres même. Le gouvernement a donc cédé, et il a autorisé la banque d'Angleterre à faire des avances sur dépôt au taux de 8 pour 100. On a vu l'effet immédiat de cette mesure; quant à ses effets permanens, il est difficile de les juger. Il est très possible que la confiance se rétablisse

pour quelque temps. La leçon, d'abord, aura servi; le commerce restreindra ses affaires, et quant aux chemins de fer, ils sont déjà suspendus sur beaucoup de points, et les appels de fonds ont diminué de 50 pour 100. On assure que sir Robert Peel aurait été d'avis de suspendre provisoirement l'acte de 1844, non pas qu'il y vît la véritable cause des embarras commerciaux, mais uniquement parce que cette mesure provisoire calmerait la panique, et qu'il est inutile de raisonner avec une panique.

S'il est vrai en effet que le mal fût simplement l'effet d'une panique, il passera; mais s'il y a des causes plus réelles, plus profondes, on le verra bientôt reparaître, et alors le seul changement qui se sera opéré, c'est que l'état se sera engagé de plus en plus et se verra forcé, dans une nouvelle crise, ou d'étendre encore son crédit, ou de le resserrer subitement. Il aura fait comme tout le monde, il se sera endetté. Voilà ce que disent les alarmistes. Un avenir prochain montrera si leurs craintes étaient fondées.

En attendant, le gouvernement anglais, de moins en moins confiant dans ses propres forces, va faire appel aux conseils du parlement. Ce n'est pas seulement de l'acte de la banque que la législature aura à s'occuper; la grande, l'éternelle *difficulté*, l'Irlande, est toujours là. Admettons qu'il n'y ait qu'une panique à la bourse; il y a bien autre chose en Irlande. Une année se prépare, plus désastreuse, plus cruelle et plus épouvantable encore que celle qui s'achève. Cette fois encore, l'Irlande ne pourra pas *nager toute seule*. On a eu beau pressurer la terre, l'argent n'est pas venu, et il paraît impossible que le gouvernement anglais puisse faire traverser à l'Irlande la prochaine famine sans un nouvel emprunt.

La préoccupation de leur état financier et de leurs affaires commerciales a éteint chez les Anglais tout sentiment de jalousie à l'endroit des États-Unis. Quand on se rappelle avec quelle mauvaise humeur ils ont vu l'annexion du Texas, quelle inquiétude et quel ombrage ils ont manifestés lors de l'accession de cette force nouvelle à l'Union, on ne peut qu'être étonné de l'indifférence et de la résignation avec lesquelles ils suivent les progrès de la conquête du Mexique. Le fait est qu'ils ont pris leur parti de l'agrandissement inévitable des États-Unis. En ce moment, la Bourse est plus puissante que la politique; on s'inquiète beaucoup plus à Londres du sort de Liverpool que de celui de Mexico. Les faillites qui ont jeté le trouble dans la Cité auront-elles eu leur contre-coup à New-York? L'Amérique prendra-t-elle ou enverra-t-elle de l'or? Les produits de Manchester seront-ils pris en échange des grains de l'Ohio? Toutes ces questions sont beaucoup plus importantes à résoudre que de savoir si le général Scott est entré à Mexico.

Il y est entré, cependant, après un combat acharné, après une résistance plus honorable et plus glorieuse qu'on ne devait l'attendre du peuple mexicain. La race anglo-américaine accomplit ses destinées; elle les accomplit d'une manière presque fatale, et plus vite peut-être qu'elle ne le voudrait. Jusqu'à présent, les Américains n'avaient poursuivi leur route sur la capitale du Mexique que dans l'espoir de forcer le gouvernement de la république à acheter la paix par une concession de territoire. Ils ont bien la pensée d'occuper un jour tout le Mexique, mais ils ne voudraient pas prendre tout à la fois; ils aiment mieux l'absorber

morceau par morceau. Aussi a-t-on vu, après chaque nouvelle victoire, le général Scott faire le premier les propositions de paix, et l'armée des États-Unis avait avec elle, dans tout le cours de son expédition, un commissaire du gouvernement chargé de pleins pouvoirs pour négocier.

Mais les Mexicains ont refusé toutes les propositions; ils ont mieux aimé courir la chance de la guerre, et laisser l'armée américaine s'engager de plus en plus. Un armistice avait été conclu, comme on sait, pour tenter un accommodement. M. Trist, le commissaire américain, fit des propositions dont la substance était que le Mexique céderait aux États-Unis tout le nord de son territoire, depuis le 32e jusqu'au 42e degré de latitude, comprenant la Basse-Californie, le Nouveau-Mexique et Santa-Fé. Les Mexicains, de leur côté, ne consentaient à céder que le territoire entre le 37e et le 42e degré de latitude; ils gardaient Santa-Fé et la Basse-Californie, mais ils abandonnaient aux Américains l'important district de San-Francesco. Toutefois ce ne fut pas sur ce point que porta principalement la controverse, ce fut sur l'ancienne ligne de démarcation du Texas, qui avait été la cause première de la guerre. Santa-Anna refusait obstinément d'abandonner le territoire insignifiant compris entre le Rio-Bravo et la Nueces; cela seul prouvait qu'il ne voulait que gagner du temps et n'avait pas l'intention sérieuse de faire la paix. Cela lui eût été, du reste, assez difficile, car, dans les provinces, il s'organisait contre lui des partis qui ne voulaient pas transiger. Les hostilités furent donc reprises, chacun des deux généraux s'accusant mutuellement d'avoir violé l'armistice. Le 13 septembre, les Américains livraient deux sanglantes actions, dans lesquelles ils perdirent beaucoup de monde, et le 16, après un bombardement, le général Scott entra dans Mexico, où il eut à subir pendant plusieurs heures un déluge de coups de feu, de pierres et de projectiles de toute espèce qui pleuvaient des fenêtres et des toits.

Ainsi, voilà les Américains maîtres du Mexique; maintenant qu'en vont-ils faire? C'est une capture assez embarrassante. Ils faut d'abord qu'ils reçoivent des renforts, car la petite armée du général Scott a été grandement affaiblie dans les derniers combats, et elle est loin, très loin. D'après les dernières nouvelles, elle serait même en danger, et elle pourrait bien être obligée d'aller elle-même au-devant des renforts qu'on lui expédie. Les Américains sont arrivés là un peu à l'aventure, sans s'en douter; ils ne sont pas en mesure d'y rester. Le plus probable, c'est qu'ils laisseront le Mexique se gouverner comme il voudra, et qu'ils prendront et garderont pour eux le territoire limitrophe qu'ils avaient depuis long-temps convoité. Une autre fois, ils prendront autre chose, et ainsi jusqu'à ce qu'ils aient pris tout.

Si de l'Amérique du Nord nous passons à l'Amérique du Sud, nous y trouverons les deux gouvernemens de France et d'Angleterre continuant à se débattre dans les inextricables embarras de leur malencontreuse intervention dans la Plata. C'est le cas ou jamais de se demander très sérieusement : « Qu'allaient-ils faire dans cette galère? » On doit rendre justice à la haute sagesse qui, en 1840, refusait d'aller risquer les forces, l'argent et la dignité de la France dans cette triste entreprise, et qui ne céda, comme chacun sait, que devant la perspective de la démission du cabinet. Dieu sait que de temps, que de peines et même que de sang ont été dépensés, et inutilement, pour ajuster la querelle de ces pitoyables

républiques! La dernière mission envoyée par les deux gouvernemens n'a pas eu plus de succès que les précédentes. Les deux plénipotentiaires, partis avec des instructions identiques, se sont trouvés en dissentiment quand il s'est agi de conclure. C'était un fait regrettable, mais la faute ne pouvait en être attribuée au plénipotentiaire français, et le gouvernement anglais le reconnaît lui-même en rentrant dans la négociation, dont son agent l'avait si brusquement fait sortir. On assure qu'à cette occasion les avis n'auraient pas été unanimes dans le cabinet anglais, et que le ministre des affaires étrangères n'aurait cédé qu'à l'influence qui tient le premier rang dans le conseil. Quoi qu'il en soit, il paraît certain que les deux gouvernemens reprendront de concert, et, il faut l'espérer, définitivement, la tâche de terminer cette éternelle affaire de la Plata.

Le gouvernement vient de conclure avec la république d'Haïti un traité qui paraît faire faire un pas à la question depuis long-temps pendante entre cette république et la France. Quand la restauration a reconnu l'indépendance d'Haïti, elle a mis pour condition à sa reconnaissance le paiement d'une indemnité aux anciens colons propriétaires du sol. Cette indemnité a été payée pendant quelque temps, mais le service en avait été suspendu depuis plusieurs années, et les révolutions intérieures de la république d'Haïti ne donnaient que trop à craindre que le moment de le reprendre n'arriverait jamais. Cette république ayant d'ailleurs l'habitude de dépenser tous les ans beaucoup au-delà de ses recettes, les malheureux indemnitaires n'avaient aucune garantie, et, quand même un ordre quelconque eût régné dans les affaires intérieures d'Haïti sous le rapport de l'organisation du pouvoir, les finances n'en auraient sans aucun doute que très faiblement ressenti les effets.

Dans cet état de choses, le gouvernement a négocié, et il a fini, après bien des vicissitudes, par obtenir un résultat véritablement inespéré dans l'état des affaires de la république. Haïti vient de s'engager par un traité formel à laisser prélever tous les ans au profit des indemnitaires la moitié des revenus des douanes, qui sont les plus clairs et presque les seuls revenus du trésor du pays. L'autre moitié seulement restera pour payer les frais de l'administration haïtienne, et, si le passé ressemble à l'avenir, elle sera très insuffisante; mais ce n'est pas aux créanciers français à s'inquiéter de ce qui pourra arriver sous ce rapport. Ce qui leur importe, c'est que leur créance soit assurée, et elle paraît l'être désormais. En effet, on ne s'est pas borné à obtenir la concession de la moitié des droits de douane, on a encore réglé le mode de paiement. A l'avenir, au fur et à mesure des recettes, les traites fournies par les négocians en acquittement des droits seront passées, jusqu'à concurrence de la moitié du revenu total, par le ministre des finances de la république à l'ordre du ministre des finances de France, et transmises par notre consul-général à Port-au-Prince à la caisse des dépôts et consignations. De cette façon, les sommes destinées à payer les créanciers français n'entreront même pas dans les caisses du trésor haïtien : on voit qu'il était difficile d'obtenir plus de précautions. Si maintenant les indemnitaires ne sont pas payés, ce ne sera certainement pas la faute du gouvernement français.

On ne peut s'empêcher, quand on voit l'état de misère où se trouve réduite cette république, de faire un retour sur le passé et de se rappeler la richesse,

maintenant évanouie, de cette ancienne colonie. La France faisait, avant la révolution, avec la seule île de Saint-Domingue, un commerce énorme, qui a presque complétement disparu. Le sucre, le café, toutes les denrées coloniales, nous arrivaient avec profusion de cette terre privilégiée; Saint-Domingue était la reine des Antilles, et la prospérité aujourd'hui si grande de Cuba eût été peu de chose en comparaison. Faut-il donc dire, avec les partisans de l'esclavage, que la race noire et la race jaune soient incapables d'un travail volontaire, et sommes-nous forcés d'accepter cette assertion intéressée des colons, que, le jour où sera décrétée la liberté des noirs, les régions tropicales tomberont dans l'inculture et l'infertilité?

Non, ce n'est pas là, quoi qu'on en dise, une conséquence forcée. Sur beaucoup de points, l'émancipation des esclaves des colonies anglaises, tout en ralentissant la production, ne l'a pas arrêtée. Même à Haïti, les noirs émancipés font encore un certain travail, puisqu'ils ont encore une exportation, si faible qu'elle soit; mais les germes de civilisation ont besoin d'être entretenus avec soin. Maintenant que la France paraît avoir terminé avec Haïti ses anciens différends, il est de son devoir d'encourager les progrès de la culture dans ce malheureux pays. La république manifeste sa bonne volonté, car elle vient de réduire de 40 à 30 pour 100, sur la demande du gouvernement français, les droits antérieurement perçus sur les marchandises françaises; de son côté, la France devrait bien aussi accorder quelques réductions de droits aux marchandises haïtiennes.

On peut dire que, dans un pays comme Haïti, l'avenir de la production est en quelque sorte illimité. On doit donc s'attendre à un magnifique développement de richesses, si jamais le travail parvient à s'y implanter de nouveau. Le noir et le mulâtre sont naturellement paresseux, indolens : ils ont besoin d'être fortement excités pour faire quelque chose; mais ils sont en même temps vaniteux et sensuels, ils aiment les produits perfectionnés de l'Europe; tout ce qui rend la vie brillante et commode leur plaît et les attire. C'est par là que le commerce européen et surtout français peut les saisir. Pour se donner ces jouissances du luxe qu'ils recherchent avec avidité, il faut avoir quelque chose à donner en échange, et, comme ils ont bien peu à faire pour obtenir de leur sol des trésors, grace à sa merveilleuse fécondité, il n'est pas absolument impossible qu'ils prennent le parti de travailler un peu plus.

C'est dans cette voie que le gouvernement français doit chercher à les pousser, quand ce ne serait que dans l'intérêt des indemnitaires, car, même avec les nouvelles conventions, si Taïti continue à être si misérable, on a toujours de grandes chances de n'être pas payé. Toutefois cet intérêt égoïste n'est pas le seul, il y a encore l'intérêt général du commerce français, et, mieux encore, l'intérêt de l'humanité et de la civilisation universelle. La France a, par la force des choses, une sorte de tutelle à exercer sur Haïti; elle ne doit pas borner ses rapports avec cette république naissante à lui demander de l'argent, il faut encore qu'elle l'aide dans ses premiers pas, et qu'elle lui facilite son avénement définitif au nombre des nations. Rien ne peut être plus efficace dans l'intérêt commun qu'un abaissement des droits sur le sucre et sur le café d'Haïti, et c'est pourquoi nous insistons dans ce sens.

En Espagne, les événemens que nous avions pu annoncer avec certitude se sont accomplis. L'ordre a été rétabli dans les affaires privées comme dans les affaires publiques. Le roi don François est rentré dans le palais; la reine Christine est retournée auprès de sa fille, et elle paraît devoir y prolonger quelque temps son séjour, car elle a rappelé ses enfans de Paris. Le général Narvaez complète son œuvre en s'adjoignant peu à peu dans le cabinet les hommes principaux du parti modéré. Il vient de se retirer lui-même du ministère des affaires étrangères, que la reine a confié au duc de Sotomayor, marquis de Casa Irujo, ancien ambassadeur en Angleterre et ancien président du conseil. M. Beltran de Lys a été appelé au ministère de la marine, dont le général Cordova faisait l'intérim. Le général Cordova était encore, à la date des dernières nouvelles, au ministère de la guerre; mais il est douteux qu'il y reste long-temps. Le général Narvaez conserve toujours la présidence du conseil.

L'ambassade de Londres aurait été, dit-on, offerte au général Espartero. Cette proposition n'aurait pas été acceptée quant à présent, ce qui ne veut pas dire qu'elle ne doive jamais l'être. Il n'est pas probable, du reste, que le duc de la Victoire songe à retourner en ce moment en Espagne.

Si, à Madrid, le ministère nouveau n'a pas encore fait beaucoup, c'est qu'il a eu beaucoup à défaire. Depuis son entrée aux affaires, il n'est occupé qu'à révoquer les décrets rendus à tort et à travers par ses prédécesseurs. Le nombre de décrets que M. Salamanca avait lancés dans la circulation ne peut s'assimiler qu'au système des assignats. Ce directeur des finances et ministre du Cirque avait, dans son court passage au pouvoir, fait sur le papier les plans les plus fabuleux; nous croyons même qu'il était allé jusqu'à s'engager à liquider la dette de l'Espagne. Toutes ces grandes entreprises, le nouveau ministère les a sagement ajournées, et il a suspendu l'exécution des décrets jusqu'à la prochaine réunion des cortès.

Nous avons été pris à partie par certains journaux anglais, pour nous être permis d'attribuer à M. Bulwer une part active dans les intrigues qui ont scandalisé non seulement Madrid, mais toute l'Europe. Nous voudrions bien savoir, en vérité, en vertu de quel droit la personne de M. Bulwer serait plus inviolable à nos yeux que ne l'est, pour la presse anglaise, la personne du roi des Français ou celle de la reine Christine, ou celle de la reine d'Espagne. Nous lisons quelquefois les correspondances anglaises de Madrid, nous y voyons avec quelle licence et quel cynisme y sont traités des personnages au moins aussi respectables que M. Bulwer. Nous lisons aussi les journaux anglais, et nous y voyons parler d'intrigues d'alcôves et de scènes d'orgies nocturnes en des termes qui bravent l'honnêteté, et nous y avons vu l'autre jour la reine Christine allant rejoindre sa fille, dénoncée, elle et son mari, comme « des chiens qu'on lâche sur une proie sans défense. » Et les journaux anglais, qui en prennent si à leur aise avec les rois et les reines, se formalisent qu'on mette au jour les petites intrigues de l'immaculé M. Bulwer!

M. Bulwer doit être, du reste, un ministre selon le cœur de lord Palmerston, précisément parce qu'il a l'art de se mettre en opposition avouée avec le gouvernement auprès duquel il est accrédité. Cependant, s'il faut en croire divers symptômes, on commencerait à se lasser, en Angleterre même, de cette perpé-

tuelle attitude d'antagonisme que le ministre des affaires étrangères a adoptée dans presque tous les pays du monde, et qui semble être passée chez lui à l'état de système. Un journal anglais disait l'autre jour qu'une grande partie des succès de la politique de M. Guizot à l'extérieur devait être attribuée à cette manie de lord Palmerston de se déclarer l'ennemi de telle ou telle personne ou de tel ou tel parti dans les pays étrangers. C'est une observation qui ne manque pas de vérité; mais après tout ce n'est pas à nous de nous plaindre des résultats de la politique de lord Palmerston, car nous ne pouvons qu'y gagner.

En Italie, il s'est accompli une petite révolution régulière et pacifique que nous pourrions appeler « un changement de mains. » Le duché de Lucques a passé des mains de son souverain provisoire en celles de son souverain présomptif, le grand-duc de Toscane. Nous devons en féliciter le duché de Lucques; il a enfin trouvé sa place, après avoir traversé l'épreuve d'une espèce de surnumérariat qui a été heureusement abrégé. Ce pauvre duché avait éprouvé le sort réservé aux petits et aux humbles dans les grandes révolutions. Il avait été ballotté de mains en mains par les traités, et il devait aspirer à être fixé une fois pour toutes. Il faut espérer qu'il ne changera plus.

Le duc de Lucques n'a pas voulu jouir jusqu'au bout de l'amour de ses sujets. Il paraîtrait que les mouvemens libéraux qui ont agité sa petite souveraineté l'ont dégoûté du métier. Il ne s'est pas senti la force de suivre les progrès du siècle, et il a remis par anticipation au grand-duc de Toscane un territoire qui devait lui revenir un jour. On sait que les duchés de Parme et de Plaisance, aujourd'hui sous la souveraineté de Marie-Louise, doivent échoir au duc de Lucques; mais il avait été stipulé en même temps que, lorsque le duc de Lucques hériterait du duché de Parme, son propre duché passerait à la Toscane. Le duc de Lucques est allé au-devant de cet événement; il a, sous la condition d'une indemnité, abandonné Lucques et son territoire au grand-duc de Toscane, et aujourd'hui il se trouve entre deux duchés, l'un qu'il a quitté, l'autre qu'il attend. On ne dit pas jusqu'à présent que l'infante Marie-Louise ait l'intention de suivre son exemple et d'abdiquer prématurément en sa faveur.

Les Lucquois ont manifesté leurs regrets par un *Te Deum*, et ont accueilli avec transport la prise de possession du grand-duc de Toscane. Ce changement de domination est en effet pour eux un bienfait, et leur nouveau souverain a inauguré son règne en les faisant participer à une de ses institutions les plus humaines et les plus libérales, l'abolition de la peine de mort.

L'annexion de Lucques à la Toscane a été un bienfait pour l'Italie entière. C'est un cas d'intervention de moins. Le duc de Lucques, comme le duc de Modène, était un point d'appui pour l'Autriche. Le grand-duc de Toscane a pris sa place, mais il n'a point pris son rôle; c'est un nouveau morceau du territoire de l'Italie rattaché à l'unité nationale. Tout le monde cependant n'y a pas gagné. Cette mutation de territoire en a entraîné une autre moins heureuse, prévue aussi par le traité de Vienne. Ainsi il avait été stipulé qu'au moment où Lucques irait à la Toscane, le grand-duc, de son côté, céderait au duc de Modène les districts toscans de Fivizzano, Pietra-Santa et Barga, les districts lucquois de Castiglione et de Gallicano, enclavés dans le duché de Modène, et ceux de Minucciano et de Monte-Ignose, contigus au pays de Massa. Or, la population des

districts toscans réservés à passer sous la domination de Modène ne paraît pas disposée à accepter son sort avec reconnaissance. On le conçoit de reste. Elle a été habituée à vivre sous le régime clément et humain de la Toscane, et elle ne peut que perdre au change. Elle a envoyé au grand-duc une députation pour le supplier de ne pas laisser distraire de ses états un territoire qui lui est tout dévoué. Malheureusement il est difficile de voir ce que pourrait faire le grand-duc en présence des dispositions formelles des traités. Déjà on annonce que des troupes modénaises sont entrées sur le territoire de Fivizzano pour en prendre possession. Il n'y a pas eu, dit-on, de résistance; mais, en admettant même le droit de souveraineté stipulé par les traités, la population de ces districts aurait au moins, de son côté, le droit de réclamer la conservation des institutions plus libérales dont elle jouissait sous le régime toscan. En cela, elle ne demanderait rien de nouveau, car elle est déjà en possession.

A Turin, il y a eu un changement ministériel. Le roi Charles-Albert a congédié à la fois et M. Solar de la Marguerite et M. de Villamarina. Ces deux ministres représentaient deux influences contraires dans le cabinet, l'une rétrograde, l'autre libérale. Le roi, qui aime la tranquillité, a cru devoir se séparer des deux. C'est la fable de l'huître et des plaideurs. Le roi a renvoyé les parties dos à dos, et il est resté le maître de la place. Les ministres nouveaux qu'il s'est donnés ne représentent rien, ni en bien ni en mal. Le résultat le plus clair de ce changement, c'est qu'il y a un temps d'arrêt dans le mouvement. Le roi Charles-Albert cherche maintenant à faire diversion aux besoins politiques par quelques réformes administratives. Ainsi la cour de cassation est adoptée; le code de procédure criminelle va être promulgué avec la consécration du principe de la publicité des débats, et on s'occupe de l'organisation communale. Quant aux réformes politiques proprement dites, elles sont indéfiniment ajournées.

Lord Minto doit être en ce moment à Rome. Il y a été annoncé comme futur ambassadeur de la Grande-Bretagne, mais nous doutons encore qu'il soit de si tôt revêtu de son nouveau titre. Le pape Pie IX vient de sanctionner une résolution qui ne peut manquer de lui aliéner les sympathies de l'Angleterre. La congrégation de la propagande a mis à l'index les colléges fondés en Irlande par le gouvernement anglais. Ces colléges, créés sous le ministère de sir Robert Peel, ont été fondés sur la base du système d'enseignement mixte, c'est-à-dire que l'instruction séculière y sera seule donnée sans distinction de religions ou de sectes. C'est, en un mot, le système d'enseignement laïque tel qu'il existe en France. Ces colléges ne sont pas encore en exercice; les professeurs sont nommés, mais la loi votée par le parlement ne sera mise en activité que dans un ou deux ans. Le système d'enseignement mixte a été, dans le corps épiscopal d'Irlande, l'objet d'une scission : plusieurs évêques s'y sont ralliés, la majorité l'a condamné, et les nouveaux colléges ont été stigmatisés par elle comme athées. La propagande et le pape viennent de donner raison aux évêques dissidens, ils ont mis en interdit les colléges de l'état. Il est probable que le gouvernement anglais continuera néanmoins à les ouvrir à tous ceux qui voudront y venir; mais ce dissentiment ne peut manquer de jeter quelque embarras dans les relations qu'il voulait établir avec le siége de Rome.

La situation intérieure continue à être très calme. L'intérêt du monde poli-

tique s'est porté presque exclusivement sur les affaires de la Suisse, et l'intérêt du monde financier sur les affaires de l'Angleterre. On aurait pu craindre que l'état de la place de Londres ne réagît sur la place de Paris. Aucune de ces inquiétudes ne s'est réalisée. Quand la nouvelle de faillites considérables arrivait, soit de New-York, soit de Saint-Pétersbourg, nous n'avons pas entendu dire qu'en France il se soit déclaré aucun désastre dans le monde de la banque ou dans le monde du commerce. C'est une justice qui a été universellement rendue au crédit de la France, qu'au milieu de ces nombreuses catastrophes il n'avait pas été le moins du monde ébranlé. On a quelquefois reproché à la France de manquer de hardiesse et de ce qu'on appelle l'esprit d'entreprise; l'événement la justifie complétement, et a prouvé que, si elle se refusait à courir des chances quelquefois brillantes, du moins elle avait la sagesse et la prudence de se préserver des excès du jeu et de la spéculation.

Les banquets de la réforme électorale ont continué, mais sans beaucoup de succès. Nous ne sommes point insensibles aux imperfections de notre législation électorale et parlementaire, mais nous devons cependant attacher quelque signification à la réserve que gardent sur ce point les hommes les plus importans et les plus considérables de l'opposition elle-même. Ainsi il nous est impossible de ne pas remarquer que M. Thiers s'est soigneusement tenu à l'écart de toutes ces manifestations. Ni les sollicitations de ses amis, ni les provocations de ses adversaires, n'ont pu le faire sortir d'un silence qui a été pour les banquets de la réforme une calamité publique. Un coup plus rude encore était réservé à l'agitation réformiste. Un des hommes sur lesquels elle croyait devoir compter le plus ne lui a pas même laissé le bénéfice de son silence et de sa neutralité. M. Dufaure l'a mise à l'index, et les journaux de la gauche ont, à leur tour, lancé l'excommunication contre le député de Saintes. C'est un petit incident qui peut avoir sa portée dans la session prochaine.

REVUE LITTÉRAIRE.

Histoire de la conquête de l'Algérie, de 1830 a 1847, par M. de Mont-Rond (1). — On a beaucoup écrit sur l'Algérie, et on écrit tous les jours encore beaucoup sur ce sujet; mais bien peu de ces livres que la circonstance inspire survivent à la circonstance. Voici un ouvrage qui nous paraît destiné à un meilleur sort en ce qu'il n'est pas un traité sur telle ou telle question de détail, mais un récit de tout ce qui s'est accompli en Algérie depuis dix-sept ans. L'*Histoire de la conquête de l'Algérie, de* 1830 *à* 1847, par M. de Mont-Rond, capitaine d'artillerie, n'est pas non plus une compilation comme toutes les histoires publiées jusqu'ici; c'est un livre écrit évidemment par un témoin oculaire qui a pris part à presque tous les événemens qu'il raconte, par un homme qui a tout vu en

(1) Deux volumes in-8°, au Comptoir des Imprimeurs-unis, 15, quai Malaquais.

Afrique, les personnes et les lieux, et qui ne dépeint jamais par ouï-dire, mais d'après ses propres impressions et ses propres souvenirs.

Cette histoire a un autre mérite bien rare chez un témoin, c'est l'impartialité. M. de Mont-Rond ne partage aucune des passions qui, pour beaucoup de gens, cachent en Afrique une part ou une autre de la vérité. Il n'est ni l'adversaire systématique ni le panégyriste des Arabes, ni l'ennemi ni l'ami exclusif des colons, ni le partisan violent ni le détracteur des principaux chefs de l'armée. Il laisse percer, il est vrai, une légère prédilection pour le plus brillant officier qu'ait produit la guerre d'Afrique, M. le général Lamoricière; mais cette prédilection, qui est du reste assez naturelle, ne le rend malveillant pour personne; il raconte purement et simplement, et comme il n'a aucun système particulier de guerre ou de colonisation, comme il connaît bien les faits, il est presque toujours vrai, ce qui est sans aucun doute la plus belle des qualités pour un historien contemporain.

Ce n'est qu'en lisant ces deux volumes qu'on peut bien se rendre compte des immenses difficultés qu'a présentées cette conquête. On peut dire qu'avant 1840, le France n'a jamais su ce qu'elle entreprenait. C'est là l'unique et grande faute qui a été commise, faute qui a produit des fruits amers, quoique glorieux; on s'est jeté dans la conquête du pays sans le bien connaître, sans savoir ni quelle en était la constitution physique ni quel était au juste l'état social des habitans. M. le maréchal Bourmont, le conquérant d'Alger, est le premier qui ait fait l'erreur; il voulait occuper tout le pays avec sa petite armée; le rappel qui est venu l'atteindre après la révolution de juillet a seul prévenu les catastrophes qu'il aurait certainement essuyées et dont sa malheureuse expédition de Blidah était le début. Après lui, le maréchal Clauzel est tombé dans la même méprise; il a cru, avec 25 ou 30,000 hommes, pouvoir soumettre par la force une contrée immense et difficile, défendue par la population la mieux organisée pour la guerre. Tout le reste a été la conséquence de ce premier tort.

On peut diviser en trois périodes les dix-sept années de la guerre d'Afrique; la première commence à la prise d'Alger, le 5 juillet 1830, et finit à la retraite de Constantine, fin de novembre 1836; la seconde comprend l'administration du général Damrémont et du maréchal Valée, du commencement de 1837 à la fin de 1840; la troisième est remplie tout entière par le gouvernement du maréchal Bugeaud, de 1841 à 1847. Il est possible de caractériser en peu de mots chacune de ces trois périodes. La première est celle des illusions et des tentatives imprudentes, celle des premières expéditions sur Médéah, Tlemcen et Constantine, expéditions inutiles, toujours suivies de retraites désastreuses, et qui n'aboutissaient qu'à exciter les indigènes contre nous.—La seconde est celle où le gouvernement français, se sentant mal engagé, essaie de se soustraire aux nécessités qu'ont fait naître de funestes essais : c'est le temps de la paix de la Tafna, de l'organisation de la province de Constantine et de l'obstacle continu.—La troisième est celle où la France, prenant décidément son parti, se décide à faire tous les sacrifices nécessaires pour assurer la soumission entière du pays.

Maintenant que l'Algérie est bien connue, on a vraiment peine à comprendre comment un homme de guerre comme M. le maréchal Clauzel a pu se jeter si étourdiment dans des entreprises hors de toute proportion avec les moyens

dont il disposait. Rien n'est pénible à lire comme le récit de ces premières années dans le livre de M. de Mont-Rond; on voit que le général en chef, dans sa précipitation à tenter les grandes aventures, n'a rien examiné d'avance, qu'il ne sait rien de ce qu'il devrait savoir. Comme administrateur, il fait lui-même une grande tentative de colonisation; mais, sans se donner la peine d'étudier le sol et le climat, il se place dans le lieu le plus malsain de la régence, importe les cultures qui peuvent le moins réussir, et échoue enfin misérablement après avoir donné à son essai le nom pompeux de *ferme-modèle*, qui est resté comme une sanglante ironie. Guerrier, il n'est pas moins malheureux, toujours par le même défaut de connaissances préalables; la tête pleine des souvenirs de l'expédition d'Égypte, il s'était fait une Afrique imaginaire, qui ne ressemblait en rien à la réalité.

Le plus simple bon sens semble pourtant indiquer que la première chose à faire, pour un gouverneur d'Alger, c'était de chercher à bien connaître le pays. Mieux valait cent fois rester plusieurs années enfermé dans les murs d'Alger pour se livrer à cette étude, que d'en sortir si vite pour se faire battre de toutes parts et pour allumer sur tous les points du sol des incendies qu'il a été plus tard si difficile d'éteindre. Cette réserve eût été alors d'autant plus naturelle, que la France, inquiète sur ses frontières en présence de l'Europe en armes, traversait péniblement ces premières années de la révolution de juillet où la guerre paraissait toujours imminente. Cette armée d'Afrique, si faible qu'elle fût en comparaison de ce qu'elle a dû être depuis, pouvait devenir à chaque instant nécessaire pour défendre le sol menacé de la patrie, et il était doublement imprudent de la compromettre. Malheureusement ce n'était pas là le compte de cette inquiétude d'esprit et de cette imagination chimérique qui caractérisent le premier gouverneur de l'Afrique : il voulait avant tout de la gloire, des faits d'armes; malheureusement aussi l'opinion publique égarée a fait d'abord cause commune avec lui.

Nul doute que, si on avait su alors ce qu'on sait aujourd'hui, et il n'eût pas été difficile de le savoir avec un peu d'attention, on eût pu changer complétement le caractère qu'a eu notre occupation. Entre les mains d'un homme plus observateur et moins pressé, le gouvernement de l'Afrique aurait pu être infiniment plus pacifique; mais il fallait pour cela commencer par apprendre l'arabe, se faire une juste idée du mode de gouvernement des Turcs, interroger avec soin les indigènes sur la géographie du pays, sur la constitution intérieure des tribus, et ne procéder jamais que sur des données à peu près certaines. Tout cela pouvait paraître long, peu brillant, et néanmoins c'était en réalité le chemin le plus court pour arriver au but. On n'aurait pas tardé à se convaincre que, si l'on essayait de dominer par les armes une région aussi formidable par ses fortifications naturelles et par le génie sauvage de ses habitans, il faudrait des efforts énormes pour en venir à bout, tandis qu'en se servant habilement de ces obstacles mêmes, en adoptant surtout ce qu'il y avait d'acceptable pour la France dans la politique des Turcs, il était assez facile de diviser les Arabes et de les soumettre les uns par les autres.

Une distinction complète existe, par exemple, entre les populations des provinces d'Alger et d'Oran et celles de la province de Constantine. La marche rationnelle consistait à s'assurer d'abord de la soumission de l'ouest et du centre

avant de rien entreprendre sur l'est. D'un autre côté, même dans les provinces d'Alger et d'Oran, des divisions profondes séparent certaines familles et certaines tribus. Ce qu'on appelait, du temps des Turcs, les tribus *maghzen*, étaient habituées à servir d'instrument aux maîtres d'Alger pour lever l'impôt sur les autres; à cette distinction fondamentale venaient se joindre des rivalités héréditaires. Ainsi, pour citer un exemple, les Ouled-Sidi-Larribi, qui habitent le Bas-Chélif, étaient les ennemis traditionnels des Hachems, qui habitaient la plaine d'Égris, et dont est sorti Abd-el-Kader. Presque partout, les vallées étaient en lutte avec les montagnes, les hautes vallées avec les basses; chaque grande tribu était comme un canton suisse, et chacun sait que l'histoire de la Suisse est pleine de ces guerres de canton à canton qui paraissent aujourd'hui sur le point de se renouveler. C'est en exploitant ces dissensions qu'une armée de six mille Turcs dominait la régence entière.

Ce que six mille Turcs avaient fait, trente mille Français auraient bien pu le faire. La supériorité du nombre, de la tactique et de la civilisation, balançait plus que suffisamment l'infériorité qui résultait pour nous de la différence de religion; on pouvait aussi rectifier sans danger dans la pratique ce que les usages suivis par nos prédécesseurs avaient de trop barbare. La guerre acharnée qui a eu lieu a conduit en définitive les troupes françaises à des actes de violence que nous ne blâmons pas, parce qu'ils étaient devenus nécessaires, mais qui ont eu un caractère plus sauvage et plus sanglant que ceux que ce système aurait pu amener. Une partie des indigènes servant d'auxiliaires aux Français pour faire la police de tout le pays et y maintenir l'ordre et la liberté des relations, telle eût été la politique la plus rationnelle, et on eût épargné ainsi bien du sang et de l'argent. Le maréchal Clauzel a eu une idée confuse de ce qui était possible dans ce sens, mais il s'y est mal pris, et il n'a obtenu que les résultats contraires à ceux qu'il cherchait; de plus, il a voulu tout faire à la fois, ce qui est habituellement un moyen infaillible de tout manquer, et le fruit le plus clair de son gouvernement a été la réunion de tous les indigènes contre nous. Tel est le résumé de la première période.

On a beaucoup attaqué le traité conclu sur les bords de la Tafna par M. le général Bugeaud avec Abd-el-Kader, qui commence la seconde période; mais il est bien manifeste, par la nature du livre de M. de Mont-Rond, que ce traité était devenu nécessaire par la situation des choses en Afrique lors du rappel du maréchal Clauzel. Pour exécuter la malheureuse campagne de Constantine, le maréchal avait retiré presque toutes les troupes de la province d'Oran, au moment du plus fort de la guerre contre Abd-el-Kader; l'émir avait profité de cet abandon pour asseoir son autorité dans toute la province et jusque dans la province d'Alger, également démunie; la nouvelle de l'échec des Français devant Constantine avait fortifié encore ce pouvoir naissant, et, quand le traité fut signé, il ne donna pas, comme on l'a dit, le pays à Abd-el-Kader, il ne fit que reconnaître les faits accomplis. Le gouvernement français avait besoin à cette époque de frapper un grand coup à Constantine, pour faire oublier le malheur qui avait atteint nos armes, et il dut avant tout s'assurer la paix dans l'ouest pour porter ses plus grandes forces dans l'est.

Ce traité ne fut qu'une trêve et ne pouvait en être qu'une. Dès l'instant que

la race arabe était en armes contre nous, il n'y avait plus qu'une guerre à mort qui pût la réduire. Les fautes du maréchal Clauzel servirent cependant d'enseignement sur un autre point; elles donnèrent l'idée de l'organisation de la province de Constantine. Le maréchal Valée, plus habile, plus observateur que son prédécesseur, éclairé d'ailleurs par l'expérience, se garda bien de recommencer à Constantine ce qu'on avait fait à Alger et à Oran. Il étudia soigneusement la constitution intérieure de la province, et, en acceptant les faits tels qu'ils étaient, il se servit des élémens indigènes pour fonder par eux la domination française. Cette tactique, on le sait, a parfaitement réussi; la province de Constantine, aussi grande à elle seule que les deux autres réunies, n'occupe que le quart de l'armée d'Afrique, et la paix s'y est maintenue à peu près sans interruption depuis la conquête. C'est grace à cette organisation qu'il a été possible de détruire plus tard la puissance d'Abd-el-Kader; car, si la province de Constantine eût été bouleversée comme les deux autres, il aurait fallu doubler l'armée pour la réduire; cent mille hommes n'auraient pas suffi, il en aurait fallu deux cent mille, et Dieu sait par combien d'alternatives auraient passé nos armes avant de triompher, puisque l'autre moitié de la régence nous a donné à elle seule tant de mal!

Le gouvernement français était maintenant averti par l'expérience; il savait combien la conquête entière exigerait de sacrifices. Il ne négligea donc rien pour faire servir le traité de la Tafna et l'organisation de la province de Constantine au maintien de la paix avec les Arabes. Plusieurs projets furent présentés pour réduire notre occupation, aucune de ces idées ne prévalut; ce qui eût été possible au début ne l'était plus. Abd-el-Kader était devenu trop puissant, et les espérances des Arabes d'Alger et d'Oran avaient été trop excitées; on fut entraîné par des collisions journalières avec les partisans d'Abd-el-Kader. La guerre fut de nouveau déclarée en 1839. Ici M. le maréchal Valée tomba à son tour dans une faute tout opposée à celle de M. le maréchal Clauzel. Il crut qu'avec un ennemi comme les Arabes, la défensive suffisait; il se trompait. Nos postes furent bientôt bloqués par une inondation de barbares; les convois étaient enlevés, les hommes isolés assassinés; de hardis maraudeurs venaient couper des têtes jusque sous les murs d'Alger. Il devint évident qu'une offensive vigoureuse pouvait seule venir à bout de pareils ennemis; cette offensive exigeait au moins cent mille hommes; on les envoya, et avec eux le général Bugeaud. Ici commence la troisième période.

Il faut lire dans l'ouvrage de M. de Mont-Rond le récit de cette guerre terrible de cinq ans. Les armées françaises ont fait dans d'autres temps des campagnes plus brillantes, elles n'en ont jamais fait de plus pénibles. M. de Mont-Rond ne fait pas connaître exactement les forces de l'ennemi; mais il paraît certain que, si tous les hommes armés épars sur ce vaste territoire, égal à un tiers de la France, avaient été réunis, l'armée arabe et kabyle eût été de plus de cent mille cavaliers et de cent mille fantassins. Malheureusement ces forces n'étaient pas rassemblées, et il n'a pas été possible d'en finir avec elles d'un seul coup; il a fallu les atteindre en détail, les poursuivre pied à pied dans tous les réduits du pays le plus tourmenté et le moins connu, les chasser d'abord de la côte, puis s'enfoncer avec eux dans les vallées qui remontent vers l'intérieur, péné-

trer à leur suite dans des montagnes inaccessibles, atteindre la région des hauts plateaux, se jeter enfin dans le désert et le parcourir dans tous les sens, au milieu des intempéries d'un ciel sauvage et heurté comme le sol. De part et d'autre, la bravoure est égale; du côté des Arabes, se montrent les figures redoutées de Berkany, de Ben-Salem et d'Embarrek, lieutenans fidèles de l'émir, et, plus tard, de cet étrange aventurier connu sous le nom de Bou-Maza; du côté des Français, Lamoricière, Bedeau, Changarnier, d'Aumale, Youssouf et bien d'autres dont le nom ne périra pas, et, par-dessus tous, le vieux soldat de l'empire qui a imprimé à cette guerre l'énergie décisive, le vainqueur de la Sikkah et de l'Isly, le maréchal Bugeaud.

Le récit de M. de Mont-Rond finit à la délivrance des prisonniers français, M. Courby de Cognord et ses compagnons; il y manque un dernier épisode, l'expédition de Kabylie, pour clore cette longue série de combats par la campagne qui a mis le sceau à notre domination. Quoi qu'il en soit, ce livre, tel qu'il est, est le plus complet qui ait encore paru. Comme le dit lui-même M. de Mont-Rond en finissant, la conquête de l'Algérie est maintenant achevée, et il fait plus que l'affirmer, il le prouve par son histoire même. Une autre période commence; M. de Mont-Rond n'en parle pas. Il se borne à la tâche de narrateur et laisse à d'autres le soin de résoudre les problèmes de l'avenir; mais cette réserve de l'écrivain n'empêche pas que la lecture de son ouvrage ne renferme de précieux documens qui peuvent jeter de grandes lumières sur les questions encore à résoudre. Un enseignement ressort surtout de cet ensemble de faits : c'est qu'avant tout, quand on s'occupe de l'Afrique, il faut tenir compte des indigènes; c'est que tout système qui ne leur fera pas une place sur le sol natal sera faux et ne conduira qu'à des désastres. Cette vérité paraît bien simple et bien élémentaire; il y a pourtant beaucoup de gens qui veulent l'oublier, et, quand l'ouvrage de M. de Mont-Rond n'aurait d'autre mérite que de la rappeler, il serait bon à lire pour tout le monde.

— Les amis de la littérature orientale et ceux des études historiques n'apprendront pas sans intérêt que la troisième partie de la belle bibliothèque de M. Silvestre de Sacy va être livrée aux enchères (1). Le catalogue, volume in-8° de près de 500 pages, comprend la jurisprudence, la géographie, les voyages, les antiquités et l'histoire.

(1) La vente commencera le 15 novembre prochain. Ce catalogue se trouve chez B. Duprat, rue du Cloître-Saint-Benoît, 7, et chez les principaux libraires.

V. DE MARS.

UN HÉRITAGE.

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE. [1]

IV.

Le voyage fut une suite de rêves enchantés. La saison était belle. Hermann et Marguerite, la tête à la portière, suivaient d'un œil curieux le galop des chevaux, ou se montraient l'un à l'autre les accidens du paysage. Édith et Muller s'entretenaient de leurs projets, de leurs espérances; ils arrangeaient leur vie, ils arrêtaient l'emploi de leurs journées; ils essayaient de deviner le parc, le château qu'ils allaient habiter. Comme ils n'avaient jamais séjourné dans une demeure seigneuriale, ne sachant où se prendre, n'ayant aucun point de départ, ils donnaient pleine carrière à leur imagination. Muller, ne pouvant, à cet égard, consulter que ses lectures, se figurait des cascades merveilleuses, pareilles à celles de Tivoli, de Caserta ou bien d'Unterlaken; Édith, plus modeste dans ses goûts, rêvait une laiterie telle que celle de Marie-Antoinette à Trianon. Elle voyait déjà rangés autour d'elle, dans une attitude respectueuse et empressée, les métayers, qui n'attendaient qu'un signe de sa main pour lui obéir. Les chèvres tachées de noir, les brebis

(1) Voyez la livraison du 1er novembre.

à l'épaisse toison, les blanches génisses, les taureaux bondissans, se jouaient dans les prés; elle était reine, reine absolue de ce petit empire. En rentrant au château, elle trouvait sur le seuil ou dans une avenue du parc les Bildmann ou les Stolzenfels, qui la saluaient au passage. Edith et Muller se promettaient bien d'être affables et prévenans pour les hôtes que leur avait donnés la volonté du comte Sigismond; ils voulaient se faire pardonner, à force de bonté, la fortune inattendue que le ciel leur avait envoyée. Muller se demandait déjà de quel sujet il pourrait entretenir sans ennui le major Bildmann. Il fouillait dans sa mémoire, furetait dans ses souvenirs pour découvrir quelques vieux récits de batailles, car il croyait naïvement que la guerre avait été jusque-là l'unique souci du major. Édith pensait aux demoiselles de Stolzenfels et se flattait de gagner leur amitié par sa déférence; elle se proposait de les consulter sur l'administration de la maison, d'invoquer leur expérience, de les mettre de moitié dans toutes les réformes, dans toutes les améliorations qu'ils seraient sans doute obligés de réaliser. L'éducation de leurs enfans formait leur plus douce préoccupation. Muller se disait avec orgueil qu'Hermann pouvait prétendre aux plus hautes destinées; Hermann ne devait pas seulement compter sur son travail, sur sa persévérance, comme l'avait dit Spiegel; il devait compter aussi sur les ressources que la fortune allait lui offrir. L'armée, la magistrature lui ouvraient leurs rangs. Muller, avec un imperturbable sérieux, interrogeait sa femme sur le parti qu'il devait prendre à l'égard de son fils. Il était plein de respect pour la loi, pour la magistrature, pour le barreau; mais la profession des armes lui semblait plus grande, plus noble, plus poétique. Après mûre délibération, il se décidait à faire d'Hermann un feld-maréchal. Hermann avait cinq ans; dans deux ans, il commencerait, sans plus tarder, l'étude de l'escrime et de l'équitation. Édith eût préféré faire d'Hermann un conseiller aulique. — Non, répondait Muller, il sera feld-maréchal. Édith ne rêvait pas pour Marguerite de moindres destinées. Musique, dessin, langues modernes, Marguerite ne devait rien ignorer; elle devait danser comme un sylphe, gouverner un cheval comme une amazone, chanter comme une fauvette, et quand elle réunirait tous les talens, toutes les perfections qu'on peut souhaiter à une fille de roi, il faudrait que l'aristocratie des environs fût bien sotte, bien malavisée, pour ne pas demander à l'envi la main de Marguerite.

Dans l'ivresse de leur bonheur, Spiegel n'était pas oublié; Spiegel manquait à leur joie.

— S'il nous aimait, disait un soir Édith avec tristesse, il n'eût pas refusé de nous suivre.

— Tu ne le connais pas, répliquait Muller. Spiegel nous aime, il n'a jamais aimé que nous; mais c'est un esprit ombrageux, un carac-

tère indépendant que la moindre idée de sujétion suffit pour effaroucher. Il a sur toutes choses des idées singulières : ainsi, je me souviens de lui avoir entendu dire que la richesse peut être un joug plus lourd à porter que la pauvreté. Quoi qu'il en soit, je l'enrichirai malgré lui; il ne se doute guère de la destinée que je lui prépare.

— Bien, Franz, bien, s'écria Édith; je souffrirais de notre prospérité, si notre ami ne s'en ressentait pas.

— Sois tranquille, il s'en ressentira, répondit Muller d'un ton protecteur, avec un secret sentiment d'orgueil. Je vais d'abord acquérir en son nom la petite maison que nous avons habitée ensemble. Dès qu'il n'aura plus de terme à payer, il sera là comme un monarque. Ce n'est pas tout : j'achèterai ses tableaux, je couvrirai d'or ses moindres ébauches. Je ferai pour lui ce qu'a fait pour moi le comte d'Hildesheim; il ne sera plus obligé de donner des leçons; j'affranchirai son génie, je lui fraierai le chemin de la gloire.

— C'est bien, Franz, c'est bien, s'écria Édith en lui sautant au cou.

— Notre musée, reprit Muller, ne se composera que des toiles de notre ami; ce sera le musée Spiegel. J'ai déjà plusieurs tableaux à lui commander, entre autres celui-ci : le comte Sigismond assis auprès de toi, tandis que j'exécute une sonate.

— Mon ami, ajouta Édith, il me semble que le comte Sigismond assis auprès de toi, tandis que je chante l'air tyrolien, n'est pas un sujet moins gracieux, moins digne d'inspirer le pinceau de Spiegel.

— Sans doute, sans doute, repartit Muller; Spiegel éternisera les moindres épisodes de cette soirée mémorable. Je veux qu'avant cinq ans il ressuscite le génie et mène la vie somptueuse de Van Dyck et de Rubens.

Cependant, à mesure qu'ils approchaient du terme de leur voyage, Édith et Muller demandaient d'un œil inquiet leur château à tous les points de l'horizon. Vers la fin de la troisième journée, comme le soleil se couchait, le postillon se retourna brusquement sur sa selle, et, montrant du bout de son fouet un massif de tours et de tourelles dont les créneaux se dessinaient sur le bleu du ciel :

— Voilà, dit-il, le château d'Hildesheim.

Ce qu'Édith et Franz éprouvèrent en entendant ces mots, on se le figure aisément. Voilà le château d'Hildesheim! Pour eux, ces trois mots voulaient dire : Voilà vos biens, votre propriété, vos domaines! Ces tours, ces bastions sont à vous; à vous ces champs, à vous ces prés, à vous ces bois! C'est là que vous allez régner en maîtres! Trompé par les feux du couchant, Muller croyait à une illumination; abusé par le cornet à bouquin des pâtres, il se berçait de l'espoir d'une sérénade rustique. Secrètement flatté, mais affectant la mauvaise humeur d'un prince trahi dans son incognito :

— J'avais recommandé, dit-il, qu'on ne se mît pas en frais pour moi; je voulais une réception modeste.

— Résignons-nous, mon ami, répliqua Édith, qui ne cherchait pas à dissimuler sa joie; c'est nous, en fin de compte, qui paierons les musettes.

Le domaine du comte Sigismond était situé sur le penchant d'une colline, si bien qu'on le découvrait sans peine à la distance de plusieurs lieues. Quand les voyageurs arrivèrent, il faisait déjà nuit close. Muller avait recommandé qu'on lui préparât une réception modeste; pourtant, malgré la précision des ordres qu'il avait expédiés, il s'étonnait de ne voir personne venir au-devant de lui. Il approchait des murs du château, et pas un serviteur ne se présentait; pas un lampion sur les murailles, pas une torche dans les sombres allées du parc. Décidément, l'intendant d'Hildesheim, dans son zèle exagéré, s'était mépris sur les véritables intentions du légataire. Enfin la chaise s'arrêta devant une porte cochère que décoraient des bois de cerfs, des têtes de loups, des hures de sangliers. Le postillon, qui, depuis un quart d'heure, faisait inutilement claquer son fouet, prit en main le cor suspendu à sa ceinture et se mit à sonner une fanfare. Pas une lumière ne se montrait aux fenêtres, pas une voix ne répondait : silence complet, obscurité complète. Le postillon sonnait à pleins poumons, comme Roland dans la retraite de Roncevaux. Au bout d'une demi-heure, une lumière tremblotante traversa le dernier étage, et bientôt un pas lourd retentit dans la cour, accompagné du bruit d'un trousseau de clés. Au moment où la clé criait dans la serrure, Muller entendit distinctement ces paroles bienveillantes :

— Venir à pareille heure! réveiller en sursaut les honnêtes gens! les troubler dans leur premier somme! Maudit soit l'infernal visiteur qui s'annonce d'une façon si bruyante!

La porte tourna sur ses gonds, et Muller vit paraître la figure maussade et à demi endormie de Wurm, en possession depuis vingt ans de la charge d'intendant du château d'Hildesheim. Wurm était vêtu d'une robe de chambre à ramage, sa tête était couverte d'un bonnet fixé sur le front par un ruban de couleur écarlate. Il plongea dans la chaise de poste un regard irrité, et, s'adressant au voyageur d'une voix brève :

— Qui êtes-vous? que venez-vous faire à cette heure? qu'y a-t-il pour votre service?

— Je suis, répondit Muller, de plus en plus étonné de cet étrange accueil, le légataire universel du comte Sigismond d'Hildesheim. Ce que je veux, mon digne monsieur? entrer dans ce château, qui m'appartient. Ce qu'il y a pour mon service? vous allez le savoir. Conduisez-moi à l'appartement qui doit être préparé pour ma femme et pour mes enfans.

Wurm, baissant la tête, comprit un peu tard qu'il avait fait un pas de clerc. Il se hâta du mieux qu'il put de réveiller les serviteurs, et, tout en conduisant Muller à l'escalier d'honneur, il murmurait entre ses dents : — Bien! bien! c'est le musicien; qui pouvait l'attendre à pareille heure? Il introduisit ses nouveaux maîtres dans un appartement composé de plusieurs salles immenses, mais presque nues; du vivant même du comte Sigismond, les Bildmann et les Stolzenfels, profitant de ses distractions et de ses fréquentes absences, avaient dévalisé à qui mieux mieux le corps de bâtiment qu'il s'était réservé. Wurm, après avoir promené Muller, Édith et les enfans dans les différentes pièces du vaste logis qu'ils devaient occuper, les ramena dans le salon, alluma deux candélabres placés sur la cheminée, et se retira en demandant à Franz ses ordres pour le lendemain.

— Mon ami, dit Édith à Muller dès qu'ils furent seuls, tu voulais une réception à peu de frais; tu dois être content, tu es servi à souhait.

— Ma foi! répliqua Muller, décidé à trouver tout bien, à tout admirer, à voir tout en beau, je déclare que cette réception ne me déplaît pas; j'y vois une preuve éclatante de l'obéissance et de la soumission de mon intendant, maître Wurm. Et puis, j'aime, je dois l'avouer, cette façon toute modeste de prendre possession d'un magnifique domaine; c'est simple, c'est de bon goût, cela du moins n'humilie personne et ne sent pas son parvenu d'une lieue. Édith, nous aurons montré, dès le soir de notre arrivée, que nous ne sommes pas de petites gens. N'aurais-tu pas voulu qu'on tirât pour nous un feu d'artifice et qu'on me haranguât sous un dais de feuillage, comme un seigneur d'opéra-comique?

— Non, sans doute, répondit Édith; je conviens pourtant qu'il m'eût été doux de me voir accueillie par Mme Bildmann et les demoiselles de Stolzenfels.

— Rappelle-toi, s'écria Muller, la lettre du notaire de Muhlstadt; on mène ici une vie de patriarches, et les patriarches n'avaient pas, comme nous, la mauvaise habitude de se coucher tard. Sois juste, devait-on nous attendre à cette heure? Que c'est beau! que c'est grand! que c'est riche! ajouta-t-il en promenant autour de lui ses regards émerveillés; voilà ce qui s'appelle un appartement seigneurial!

— Il n'y manque guère que des meubles, reprit Édith en souriant.

— Ne vois-tu pas, repartit Franz, que c'est à la mode orientale? Chez eux, les Turcs ne se meublent pas autrement. J'aime cela, moi, il me faut de l'air, de l'espace. Je hais les appartemens qui ressemblent aux boutiques de bric-à-brac, aux magasins de curiosités.

En parlant ainsi, Muller avait ouvert une fenêtre : Édith ne put retenir un cri d'enthousiasme et de joie en voyant le spectacle qui se déroulait sous ses yeux. La nuit était claire; la lune, radieuse, répandait

sur un parc immense, océan de verdure, sa molle et tranquille clarté. Une brume argentée, transparente, enveloppait, sans le cacher, le feuillage, où soupiraient les brises de la nuit. Ce n'étaient que parfums, frais murmures, petits cris des oiseaux qui se caressaient dans leurs nids. Les tours du château se détachaient vigoureusement sur l'azur étoilé, et couvraient de leurs grandes ombres les pelouses embaumées. On entendait au loin le babil d'un ruisseau qui jasait avec les cailloux de son lit. Édith et Muller étaient plongés depuis quelques instans dans une douce extase, quand tout à coup trois chauves-souris de la plus belle espèce, attirées par la lumière, entrèrent dans le salon et balayèrent les lambris de leurs ailes. Au bruit de ces hôtes inattendus, les enfans se mirent à crier.

— Je veux retourner chez nous, disait Hermann.

— Je veux revoir mon bon ami, disait Marguerite en pleurant.

Muller poursuivait les chauves-souris et s'efforçait de les chasser. Témoin de son acharnement, Édith ne put s'empêcher de rire, et Franz, se sentant ridicule, prit le parti de se fâcher. Enfin les chauves-souris sortirent, les enfans s'apaisèrent, et tout rentra dans le silence, à l'exception pourtant des girouettes rouillées qui criaient sur le toit, des chouettes qui poussaient de sinistres gémissemens et des volets mal attachés qui battaient contre les murailles. A cela près, la nuit fut paisible; Édith et Muller purent compter les heures à loisir, et, quand le jour parut, ils n'avaient pas fermé l'œil.

Aux premiers rayons du soleil, nos deux amis oublièrent sans peine les petites contrariétés et les fâcheuses impressions de la veille. Ils étaient véritablement dans une habitation princière. Édith eût bien trouvé quelque chose à reprendre dans la distribution des appartemens: au premier aspect, le château lui parut bien un peu sombre, un peu triste, un peu délabré; mais Franz était dans une telle ivresse, qu'elle n'osa pas hasarder la plus légère observation. Quant au parc, il tenait en plein jour toutes ses promesses de la nuit. Jamais Édith n'avait rêvé de si beaux, de si vastes ombrages.

— Mon amie, dit Muller, avant toutes choses il faut songer à visiter les hôtes avec qui nous devons vivre. Nous ne saurions montrer trop d'empressement et de déférence à la famille de notre bienfaiteur. Fais-toi brave et pimpante, afin qu'en nous voyant ils sachent, dès le premier jour, que le comte Sigismond n'a pas donné son bien à des aventuriers sans ressources.

La matinée fut employée en soins de toilette. Franz avait mis, en se levant, son plus beau gilet, sa plus belle cravate. Quand Édith se fut parée de ses plus riches atours, quand Hermann et Marguerite furent vêtus de leurs habits de fête, Muller députa Wurm aux demoiselles de Stolzenfels pour leur annoncer sa visite. Ulrique lui fit dire qu'elle le

recevrait dans une heure. Muller profita de cette heure de répit pour passer en revue le régiment de ses serviteurs : ce fut Wurm qui les lui présenta. Franz leur adressa tout d'abord une petite allocution fort touchante et qui parut les toucher fort peu. Ensuite maître Wurm, les désignant tour à tour par leurs noms :

— Voici, dit-il, la femme de chambre de Mme Bildmann et le valet de chambre du major. — Voici les servantes des demoiselles de Stolzenfels. — Voici le maître-d'hôtel de l'aile droite du château. — Voici le cuisinier de l'aile gauche. — Voici la suivante de Mlle Ulrique. — Voici la suivante de Mlle Hedwig. — Voici la bonne du petit Isaac. — Voici le sommelier de M. Bildmann. — Voici le cocher de Mme Dorothée. — Voici le chasseur des demoiselles. — Voici les palefreniers et les piqueurs de M. Frédéric.

— Mais, monsieur, s'écria Muller quand l'intendant fut au bout de son chapelet, au milieu de tout cela je ne vois pas mes gens.

— Vos gens! dit Wurm avec stupeur.

— Sans doute, reprit Muller, les gens du comte Sigismond.

— Les gens du comte Sigismond! répondit Wurm avec ingénuité; mais, monsieur, les voilà tous, je vous les ai tous nommés.

— Monsieur, répliqua Muller d'un ton sec, les gens du comte Sigismond sont les miens; qu'ils s'occupent de mon service. C'est vous que cela regarde; c'est vous que je rends responsable des infractions et des négligences dont je pourrais avoir à me plaindre.

Cela dit, Franz se retira.

— Ses gens! grommela Wurm en haussant les épaules; il faut des gens à ce musicien! Le comte Sigismond s'en passait.

Sans rien dire de la scène étrange qui venait de se passer, Muller prit sa femme sous le bras, et tous deux, accompagnés d'Hermann et de Marguerite qu'ils tenaient par la main, se présentèrent, non sans émotion, chez les demoiselles de Stolzenfels. Les deux vieilles filles étaient assises dans l'embrasure d'une fenêtre. En voyant entrer Édith et Muller, elles se levèrent à demi, se rassirent presque aussitôt, et leur montrèrent des siéges d'un geste plutôt dédaigneux que poli. Édith s'attendait à trouver deux figures souriantes; à l'aspect de ces physionomies hautaines, elle se sentit glacée. Elle rougit, pâlit, balbutia. Quant à Muller, pénétré des devoirs qu'il avait à remplir, les regardant à peine, il leur récita de son mieux le compliment qu'il avait préparé.

— Mesdemoiselles, dit-il après s'être incliné à plusieurs reprises, le comte Sigismond, dans sa bonté inépuisable, ne m'a pas légué seulement son château et ses riches domaines; à ce don royal et trop peu mérité, il a voulu ajouter un présent plus précieux encore. Il m'a légué sa famille, une famille charmante, dont vous êtes le plus bel ornement.

Veuillez croire, mesdemoiselles, que je ne suis pas indigne d'une si haute confiance et que je m'efforcerai de la justifier. Je veux, j'entends, j'exige que rien ne soit changé à la vie que vous meniez du vivant du comte d'Hildesheim; remplacer près de vous, près de votre neveu, ce noble parent, ce généreux seigneur, est désormais ma seule ambition.

A ces mots, Hedwig et Ulrique relevèrent brusquement la tête.

— Pourquoi, dit Ulrique, changerions-nous la vie que nous menions? Le comte Sigismond nous a laissé dans son testament ce qu'il nous avait donné de son vivant. Nous ne demandons rien; nous avons nos droits et n'élevons aucune prétention.

— Ce que le comte Sigismond nous avait accordé suffit à tous nos désirs, ajouta Hedwig en le prenant sur un ton moins haut, et nous savions d'avance que vous ne songiez pas à nous le disputer.

— Loin de vouloir toucher à vos prérogatives, je suis décidé à les confirmer, à les maintenir, à vous en offrir de nouvelles au besoin, répondit Muller avec empressement.

— Nous avons des goûts simples, reprit Hedwig sans lever les yeux; Dieu sait que nous ne sommes venues chercher sous le toit d'Hildesheim ni le faste ni l'opulence. Le comte Sigismond avait mis à notre disposition ses gens et son carrosse.

— Comme par le passé, mesdemoiselles, répliqua Muller avec courtoisie, vous voudrez bien disposer du carrosse et des gens du comte Sigismond.

— Nous recherchons la solitude, poursuivit Hedwig, nous aimons le silence et le recueillement. Avec l'agrément du comte Sigismond, nous avons entouré d'une haie vive un petit coin du parc, deux ou trois arpens tout au plus. Nous ne renoncerions pas sans douleur, je l'avoue, à la jouissance de ce modeste enclos où nous allons rêver le soir.

— Et pourquoi donc y renonceriez-vous? s'écria Muller; je connais mes devoirs, je saurai les remplir, trop heureux si je réussis à me concilier votre bienveillance. Notre désir le plus cher, notre vœu le plus ardent est de vivre ici, au milieu de vous, avec vous, comme si nous ne formions tous qu'une seule famille.

— Vous me permettrez de vous voir souvent, mesdemoiselles, dit enfin Édith d'une voix tremblante. Je profiterai, si vous le voulez bien, de vos excellens conseils.

— Depuis long-temps, madame, répondit Ulrique, nous vivons retirées du monde, uniquement occupées du soin de notre salut. Vous ne trouveriez auprès de nous aucune des distractions de votre âge; quant à nos conseils, nous sommes convaincues que vous n'en avez pas besoin.

A ces mots, Édith jeta sur son mari un regard de détresse; elle eût voulu sentir le parquet s'abîmer sous ses pieds. Sans se laisser décourager, Muller essaya d'amener la conversation sur la beauté de la jour-

née, sur la magnificence du parc, sur les chasses de Frédéric, sur l'ordre admirable que ses tantes avaient su introduire dans l'administration de ce splendide domaine. Tandis qu'il parlait, Ulrique brodait au tambour, Hedwig parfilait; toutes deux paraissaient ne plus s'apercevoir de sa présence. Muller cherchait en vain comment il pourrait délier leurs langues, quand tout à coup un épouvantable vacarme se fit entendre. Hermann, qui jouait avec un gros chat noir, ayant voulu le retenir de force sur ses genoux, le chat bondit. Hermann se mit à sa poursuite, et renversa en trébuchant un plateau couvert de porcelaine du Japon. Ce fut pendant quelques instans une scène de colère et de confusion impossible à décrire. Au bruit de la porcelaine qui volait en éclats, Hedwig et Ulrique s'étaient levées d'un seul jet, comme les diablotins à ressorts quand on ouvre la boîte où ils sont comprimés. Hermann, épouvanté, alla se blottir entre les jambes de son père; la petite Marguerite, tout effarée, se cramponnait à la robe d'Édith. Sans laisser aux demoiselles de Stolzenfels le temps d'exhaler leur fureur, Muller emmena sa femme et ses enfans.

— Heureusement, dit-il, le désastre n'est pas irréparable, et j'espère, mesdemoiselles, que d'ici à quelques jours vous n'aurez plus rien à regretter.

Là-dessus il prit congé d'Ulrique et d'Hedwig, qui déjà lui tournaient le dos.

Aussitôt qu'ils furent descendus dans le parc :

— Eh bien! mon ami, s'écria Édith d'un air consterné, quelle visite! quel accueil! Il n'est pas de torture, il n'est pas de supplice comparable à ce que je viens d'endurer. De quelle façon nous ont-elles reçus, juste ciel!

— Ah! dame, écoute, mon Édith, répliqua Franz en hochant la tête, ce ne sont pas de simples bourgeoises comme tes amies de Munich; songe que ce sont des Stolzenfels. Tu t'habitueras à ces grands airs, tu te feras à ces belles manières. Quelle noblesse dans le maintien! quelle fierté dans le regard! As-tu vu, lorsque nous sommes entrés, de quel geste impérial elles nous ont montré des siéges? C'est la fleur de l'aristocratie. Pour ma part, j'en conviens, je me suis senti d'abord interdit, et pourtant je voyais le moment où j'allais les apprivoiser, quand ce petit drôle d'Hermann a mis le vieux japon en pièces.

— Quand on pense, reprit Édith, qu'elles n'ont pas su trouver pour ces chers petits un mot, un sourire, un regard affectueux! J'ai mauvaise opinion des femmes qui n'aiment pas les enfans, et, tu as beau dire, mon ami, je sens qu'il n'y aura jamais rien de commun entre les demoiselles de Stolzenfels et nous.

— Bah! s'écria Muller, pourquoi maître Gottlieb nous les eût-il vantées? dans quel intérêt? Je parierais qu'au fond ce sont d'excellentes

personnes. Allons voir de ce pas le major Bildmann. Tel que tu me vois, j'ai toujours eu du penchant pour les hommes de guerre, et je suis sûr d'avance que ce vieux soldat me plaira. Peut-être faudra-t-il nous résigner à entendre plus d'une fois le récit de la même bataille; mais qu'importe? Si c'est un noble cœur, un caractère généreux et loyal, mon amitié lui est acquise. Allons voir le major Bildmann. Il a un enfant; c'est déjà un lien entre nous.

Quelques instans après, Muller et sa femme se présentaient chez le major. En ce moment, le ménage Bildmann était en proie à un de ces orages qui formaient, à proprement parler, l'unique distraction de ces dignes époux vantés par maître Gottlieb comme un couple de patriarches. Dorothée venait de recevoir une invitation pour une fête qui devait se donner le mois suivant dans un château des environs. Il s'agissait de faire emplette d'une robe pour cette solennité. La toilette de Mme Bildmann avait grand besoin d'être renouvelée; sa robe de gala avait défrayé pendant cinq saisons l'admiration de la contrée. Dorothée, comprenant qu'elle ne devait pas faire à l'insu de son mari une dépense aussi importante, avait pris le parti d'annoncer ouvertement ses projets. Au premier mot mis en avant par Mme Bildmann pour tâter le terrain, le major jeta les hauts cris : — Maudites soient les femmes et leur coquetterie! dit-il d'une voix qui présageait un refus catégorique. Vous savez, Dieu merci! madame, comment je vis depuis dix ans; il n'est pas de privations que je ne m'impose; je me refuse tous les plaisirs qui conviendraient encore à mon âge, car sous mes cheveux gris j'ai toujours l'esprit jeune, le cœur ardent.

— Il vous sied bien, reprit Dorothée d'une voix aigre, de me parler à moi des privations que vous vous imposez, à moi que vous avez ruinée par vos folles dépenses, à moi dont vous avez mangé la dot dans les cabarets et les tripots! Si le comte Sigismond ne nous eût pas recueillis, où serions-nous à cette heure? Sur la paille de quelque grabat, dans quelque taudis enfumé. Et depuis que nous avons trouvé un asile au château d'Hildesheim, comment vivez-vous? Quel usage faites-vous des modiques ressources qui nous sont restées? Le peu que nous avons, ne le dissipez-vous pas en genièvre, en tabac? Et pour une robe que je vous demande au bout de cinq ans, voilà que vous me cherchez querelle. Allez, c'est une indignité!

Au milieu de cet aimable entretien, la porte s'ouvrit : c'étaient Muller et sa femme, qui avaient entendu les dernières paroles échangées entre les deux époux. Le major et Dorothée se turent. S'ils n'avaient eu contre Muller aucun sujet de ressentiment, cette visite malencontreuse aurait suffi pour exciter leur colère. Ils oublièrent en cet instant leur mutuelle animosité pour reporter sur Muller toute leur mauvaise humeur. De leur côté, Édith et Muller, témoins involontaires de cette

guerre intestine, se sentaient embarrassés et ne savaient quelle contenance faire. Dans son trouble et son ingénuité, Muller eut la maladresse de s'excuser.

— Peut-être vous dérangeons-nous, monsieur le major, dit-il d'une voix timide et confuse.

— Pourquoi diable me dérangeriez-vous? répondit brusquement le major. Vous êtes Franz Muller, musicien à Munich, rue des Armuriers, nº 9; vous venez prendre possession du château. Je suis charmé de vous voir. Asseyez-vous, je vous en prie.

Tandis que Muller répondait à cet accueil sans façon par un compliment qui s'adressait au major et à sa femme, le major et Dorothée examinaient Édith de la tête aux pieds. Sous le feu croisé de ces regards, la jeune femme, rougissant et pâlissant tour à tour, soit qu'elle voulût se donner un maintien, soit qu'elle espérât se rendre agréable à ses hôtes, essaya d'attirer près d'elle le petit Isaac. Le marmot fit une horrible grimace et s'éloigna d'un air hargneux.

— Eh bien! s'écria le major, monsieur Muller, vous avez fait un beau rêve. Le comte Sigismond, notre digne parent, était passionné pour la musique. On dit que vous avez eu le bonheur de jouer devant lui un air qu'il avait entendu autrefois et qu'il cherchait inutilement depuis plusieurs années. Cette petite chanson n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd.

Muller raconta simplement la visite du comte Sigismond à Munich. Pendant ce récit, le major échangeait avec Dorothée des regards de plus en plus impertinens. Il frisait sa moustache et souriait d'un air joyeux à toutes les paroles de Franz.

— Monsieur Muller, s'écria-t-il, c'est fort drôle ce que vous venez de nous raconter là.

— Si c'est madame, ajouta Dorothée, qui chantait pendant que le comte Sigismond était chez vous, je ne m'étonne plus, personne ne doit s'étonner du riche héritage qui vous est échu.

Franz, ne devinant pas le sens caché sous ces paroles, s'inclina en signe de remerciement; Édith elle-même rougit de plaisir, moins par vanité que par reconnaissance : elle croyait voir dans ce compliment un témoignage de bienveillance. Secrètement flatté des louanges adressées à sa femme, Muller ne voulut pas se montrer ingrat.

— Vous savez, dit-il au major, que mon arrivée dans ce château ne doit rien changer à votre vie. Je n'ai pas besoin de vous dire que vous me trouverez disposé, en toute occasion, à respecter religieusement la dernière volonté du comte Sigismond. Tous les avantages, tous les agrémens dont vous jouissiez ici, quand il était près de vous, vous sont acquis, bien acquis, et je n'entends pas y toucher.

— De notre côté, monsieur Muller, nous ne serons pas indiscrets.

Vous n'aurez à redouter de notre part aucune prétention inattendue. J'aime la chasse; la chasse, vous le savez, est l'image de la guerre; chez un vieux militaire, ce goût se conçoit aisément. Le comte Sigismond me permettait de tirer de temps en temps quelques chevreuils, quelques lapereaux, et j'espère qu'à votre tour vous ne le trouverez pas mauvais.

Muller ne répondit que par un geste d'assentiment. Le major poursuivit :

— Ma femme aime les fleurs; c'est un plaisir pour nous de nous promener le soir, à l'écart, dans les allées solitaires, de nous asseoir sur un banc de mousse et de voir notre enfant se rouler à nos pieds; avec l'agrément du comte Sigismond, j'ai entouré d'une haie vive un petit coin du parc où j'ai disposé en plates-bandes les fleurs que préfère Dorothée. La chasse pour moi, des fleurs pour Dorothée, pour notre cher Isaac une pelouse où il puisse jouer à l'abri de tout danger, je ne demande rien de plus. J'espère, monsieur Muller, qu'à cet égard vous ne serez pas moins généreux que le comte Sigismond.

— J'aime à croire, monsieur le major, répliqua Muller, que vous ne m'avez pas fait un seul instant l'injure d'en douter.

En achevant ces mots, Muller se leva.

— Nous nous verrons souvent, madame, dit Édith à Dorothée. Nous visiterons ensemble les environs d'Hildesheim; vous m'indiquerez les pauvres à secourir, les misères à soulager; vous m'aiderez à faire le bien.

— Nous nous rencontrerons quelquefois dans le parc, répondit Dorothée. Je ne vous promets pas de vous visiter souvent, car je vis très retirée. Le soin de mon ménage, l'éducation de mon enfant, absorbent toutes mes journées. Quant aux pauvres, vous n'aurez pas besoin de les chercher, ils viendront au-devant de vous.

— Notre désir le plus cher, ajouta Muller répétant mot pour mot le petit compliment qu'il avait débité aux vieilles filles, notre vœu le plus ardent est de vivre ici au milieu de vous, avec vous, comme si nous ne formions tous qu'une seule famille.

— Bien obligé, monsieur Muller; enchanté d'avoir fait votre connaissance! dit le major en fermant la porte.

A peine arrivée au bas de l'escalier :

— Eh bien! dit Édith, comment les trouves-tu?

— Très bien! répondit Muller. Sans avoir la dignité des demoiselles, les Bildmann m'ont tout l'air d'excellentes gens. J'aime le parler franc, la mine ouverte du major.

— As-tu remarqué, reprit Édith, comme ils m'examinaient, comme ils passaient en revue toute ma personne? Qu'avaient-ils donc à me regarder ainsi?

— La chose est toute simple, répliqua Muller : ils te trouvent belle; y a-t-il là de quoi te fâcher?

— Mais, poursuivit Édith, as-tu entendu ce qu'ils se disaient quand nous sommes entrés? As-tu entendu la grosse voix du major et la voix impérieuse de sa femme? Ils se querellaient.

— Bah! une querelle sans importance, répondit Franz. Presque tous les ménages en sont là; il ne faut pas croire que tout le monde vive comme nous.

— Et le petit Isaac? qu'il est laid, qu'il a l'air méchant!

— Certes, reprit Muller avec complaisance, il n'a pas la beauté d'Hermann et de Marguerite; mais tous les enfans ne ressemblent pas aux deux chérubins que tu m'as donnés.

— Mme Bildmann leur a-t-elle fait seulement une caresse?

— Mme Bildmann ne pouvait s'empêcher de comparer son fils au nôtre, et elle souffrait dans son orgueil de mère; tu ne dois pas lui en vouloir, c'est à toi d'être généreuse.

— Il paraît, mon ami, ajouta Édith, que de tous les hôtes du château d'Hildesheim le comte Sigismond était le seul qui fût meublé à la mode orientale. Le comte avait sans doute voyagé chez les Turcs.

— Que veux-tu dire? demanda Muller.

— N'as-tu pas remarqué, répliqua Édith, le riche ameublement des demoiselles et du major? Quel luxe! quelle magnificence! Du moins, chez nous, Hermann peut jouer sans danger; il ne risque pas de renverser et de briser la porcelaine du Japon.

— Allons, s'écria Muller avec humeur, maintenant tu vas être jalouse des tasses à thé et des meubles de nos voisins; tu n'es jamais contente. Eh! bon Dieu, tu auras des meubles! Tu auras du vieux japon, du vieux saxe et du vieux sèvres! De quoi t'inquiètes-tu? Lorsqu'on a des terres, un château et quarante mille florins de revenu, on ne manque ni de fauteuils ni de porcelaine.

Comme Édith et Franz rentraient dans leur appartement, le major et Dorothée se glissaient chez les demoiselles de Stolzenfels. Depuis la lecture du testament chez maître Gottlieb, les deux partis, naguère si jaloux l'un de l'autre, s'étaient rapprochés et avaient mis en commun leur dépit et leur désappointement.

— Eh bien! s'écria le major, debout, les bras croisés, s'arrêtant devant les deux vieilles filles, vous les avez vus? Que pensez-vous de nos conjectures? Avais-je raison? Dorothée s'est-elle trompée? Croyez-vous encore que le domaine d'Hildesheim nous ait été soufflé par un air de violon?

— Vous savez maintenant, ajouta Dorothée, pourquoi le comte Sigismond courait le pays. Vous avez le secret de ses absences; vous connaissez la sirène qui l'attirait?

— Et la petite Marguerite, s'écria le major, l'avez-vous examinée? N'a-t-elle pas les yeux, le nez et la bouche de Sigismond? N'est-ce pas

son portrait vivant? Vainement notre indigne parent s'est efforcé de cacher les désordres de sa jeunesse : la nature a pris soin de trahir le mystère dont il s'enveloppait.

— Quelle honte, ma sœur! s'écria Hedwig en joignant les mains.

— Ma sœur, quel scandale! dit Ulrique en baissant la tête.

— Et nous, poursuivit Hedwig, nous qui avions consenti à venir nous installer chez lui, dans la conviction qu'il était le modèle de toutes les vertus!

— C'est comme moi, reprit Dorothée. Si j'avais su, si j'avais pu entrevoir seulement l'affreuse vérité, je vous prie de croire, mesdemoiselles, ajouta-t-elle en rougissant, que j'aurais repoussé avec indignation l'hospitalité qui m'était offerte.

— Quelle erreur était la nôtre! dit à son tour Ulrique; folles que nous étions, d'ajouter foi à tous les contes qu'on nous débitait!

— Oui, répliqua le major, il s'est assez moqué de nous avec ses voyages, sa chanson tyrolienne et sa figure d'amoureux transi. Moi, je me suis toujours défié de lui; son air sournois, sa conduite louche et cauteleuse ne pouvaient convenir à la franchise, à la rudesse, à la loyauté d'un vieux militaire. Il nous trompe, disais-je souvent à Dorothée; il ne mérite pas ce que nous faisons pour lui; il nous jouera quelque mauvais tour. Avais-je tort? De quelle façon, je vous le demande, remplissait-il envers nous les devoirs de l'hospitalité? Presque toujours absent, quand il rentrait, à peine semblait-il se douter qu'il eût à son foyer les demoiselles de Stolzenfels, le major Bildmann et sa femme.

— Ce n'était pas seulement un homme profondément immoral, c'était un mauvais parent, ajouta sèchement Dorothée.

— Savez-vous, s'écria Ulrique, savez-vous bien que nous sommes victimes d'une odieuse captation? Si nous attaquions le testament, les tribunaux nous donneraient raison.

— Ç'a été ma première pensée, mon premier cri, répondit le major; mais, pour attaquer le testament, il faudrait rompre en visière à Frédéric. Frédéric est violent, je le connais, et pour rien au monde je ne consentirai à me battre avec un membre de ma famille.

— Monsieur Bildmann, répliqua Hedwig, vous parlez, vous agissez en homme sage.

— Je sais ce qu'on se doit entre parens, répondit le major; quelle que soit la fougue de mon caractère, j'aime mieux souffrir en silence que de m'exposer à trancher les jours d'un neveu que vous chérissez.

— J'espère bien, monsieur Bildmann, reprit sérieusement Hedwig, que vous ne vous résignerez pas à demeurer sous le même toit que ces aventuriers?

— Assurément non, répondit le major avec dignité, et vous-mêmes,

je le jurerais, vous ne voudrez pas accepter plus long-temps un asile dans le château qui devrait vous appartenir.

— Non, certes, s'écrièrent à la fois Hedwig et Ulrique; nous avons le cœur trop haut placé pour nous soumettre à une pareille humiliation.

— Vous allez partir?

— Vous aussi?

— C'est convenu.

— C'est entendu.

Là-dessus, les Bildmann et les Stolzenfels se séparèrent, bien résolus à ne pas quitter la place et à voir venir les événemens.

V.

Franz Muller à Spiegel.

« Depuis trois semaines que je suis établi au château d'Hildesheim, je n'ai pas trouvé le temps de t'écrire. Je n'essaierai pas d'excuser mon silence : je sais que tu me le pardonneras sans que je prenne la peine de me défendre. Mes journées ont été tellement remplies, que, malgré mon vif désir de m'entretenir avec toi, j'ai dû ajourner toute correspondance avec mon meilleur, mon plus fidèle ami. Cruel ami, pourquoi suis-je obligé de t'écrire? Ton absence est le mauvais côté de mon bonheur; c'est la douleur cachée dans toute joie humaine; c'est la goutte amère déposée au fond des coupes les plus enivrantes. Tu dois être impatient d'avoir des détails, en voici. Mon premier soin, tu le devines, a été de rendre visite aux demoiselles de Stolzenfels et au major Bildmann. C'était notre devoir, et, le lendemain même de notre arrivée, nous l'avons accompli avec empressement. L'accueil que nous avons reçu chez les demoiselles de Stolzenfels a été un peu froid, je ne le dissimule pas. Cependant je ne m'en étonne ni ne m'en offense. Malgré le désintéressement dont elles ont fait preuve en toute occasion du vivant du comte Sigismond, il est tout simple qu'elles ne voient pas sans un peu de mécontentement arriver dans le château de leur parent un étranger qui vient en prendre possession. Mets-toi un instant à leur place; tu t'expliqueras sans peine leur attitude vis-à-vis de nous. C'est ce qu'Édith ne veut pas comprendre; fais-moi l'amitié de la sermonner sur ce point. Elles ont été d'ailleurs, dans cette première entrevue, d'une politesse exquise, et je suis sûr que la grace et la bonté de ma chère Édith auront bientôt raison de leur froideur. Sache bien, mon pauvre Spiegel, que tu n'as jamais rien vu qui ressemble aux demoiselles de Stolzenfels. Tu ne peux pas te faire une idée du grand air qu'elles ont, naturellement, sans effort. Rien qu'à leur façon de sa-

luer, on pressent leur haute origine. On a beau dire, il y a chez ces gens-là quelque chose qui nous manquera toujours. En résumé, cette visite ne nous aurait laissé que d'agréables souvenirs, sans un accident dont notre Hermann a été la cause involontaire, et qu'Édith te racontera.

« L'accueil du major Bildmann a eu un tout autre caractère. Le major, tu le sais, est un vieux militaire, blanchi dans les camps et sur les champs de bataille, plein d'honneur, de bravoure, de franchise et de loyauté. Sa mâle figure, ses moustaches grises, s'accordent bien avec la brusquerie parfois un peu rude de son langage. Il est impossible d'imaginer une physionomie plus ouverte, des dehors plus attirans. Mme Bildmann n'a ni les grandes manières ni la fierté aristocratique des demoiselles de Stolzenfels; mais sa tenue est parfaite d'ailleurs, et je ne doute pas que ma femme ne trouve en elle une amitié solide, une société charmante. Quant au major, je jurerais que nous sommes déjà de vieux amis. La beauté, la grace, la modestie de notre Édith, ont produit sur ces deux époux un effet qu'ils ne cherchaient pas à dissimuler, et qui ne te surprendra guère; ils ne se lassaient pas de la contempler avec un sentiment d'admiration naïve qui faisait, tu peux m'en croire, ma joie et mon orgueil. Leur fils, le petit Isaac, semble, au premier aspect, un peu sauvage; mais cela s'explique par la solitude où il a grandi. Dans quelques jours, ce sera pour Hermann et Marguerite un joyeux compagnon. En un mot, mon cher ami, j'ai tout lieu d'espérer que maître Gottlieb ne nous a pas trompés : nous mènerons au château d'Hildesheim une véritable vie de patriarches. Jusqu'à ce jour, les demoiselles de Stolzenfels et le major Bildmann ne nous ont pas rendu notre visite : c'est ici surtout qu'éclate, à mon avis, la discrétion que donne l'usage du grand monde. De petits bourgeois n'auraient eu rien de plus pressé que de venir mettre le nez dans nos affaires. Les Bildmann et les Stolzenfels ont craint de nous importuner, de nous troubler au milieu des soins sans nombre qui accompagnent toujours un nouvel établissement; je leur en sais gré, je les en remercie. Voilà encore ce qu'Édith refuse de comprendre; elle n'est pas à la hauteur de sa position; n'oublie pas, dans ta prochaine lettre, de lui donner ton avis là-dessus.

« Jusqu'à présent, je n'ai rien à te dire du jeune Frédéric de Stolzenfels. Tu te souviens que le comte Sigismond, par une disposition expresse de son testament, a laissé à ce jeune homme le libre usage de ses meutes, de ses chevaux, de ses piqueurs, avec le droit de chasse dans ses domaines. Admire, mon cher Spiegel, la réserve et la délicatesse de tous les membres de cette famille! Le régiment de Frédéric est en garnison dans la ville voisine; en un temps de galop, Frédéric pourrait être ici. Mes écuries regorgent de chevaux, mes chenils de chiens, mes

forêts de gibier. Eh bien! Frédéric ne m'a pas encore donné signe de vie; il n'a pas une seule fois, depuis mon arrivée, usé des droits que lui concède le testament du comte Sigismond. Chez un officier de cavalerie, une pareille discrétion est au-dessus de tout éloge. Tu verras que je serai obligé d'inviter M. de Stolzenfels à venir chasser sur mes terres!

« Le château d'Hildesheim, situé sur le versant d'une colline, remonte aux dernières années du XIVe siècle; c'est le style gothique dans toute sa pureté, dans toute son élégance, dans son développement le plus complet. Toi qui professes pour l'art du moyen-âge un culte si pieux et si fervent, tu te trouverais heureux au milieu de ces vastes salles; tu t'oublierais de longues heures devant ces vieux murs tapissés de lierre, de ravenelle et de pariétaire. Les appartemens pourraient être distribués d'une façon plus commode, l'édifice a besoin de quelques réparations; mais, avec le revenu du domaine, je ferai face à toutes ces dépenses. Qui nous eût dit cela, Spiegel, quand nous voyagions à pied, le bâton à la main, le sac sur le dos? Qui nous eût dit qu'un jour je ferais des réparations à mon château? Ah! surtout, qui m'eût dit que j'aurais un château et que tu ne l'habiterais pas? Il y a des instans où nous ne pouvons nous empêcher de t'en vouloir; mais tu viendras, ami : quand nous nous reverrons, tu ne résisteras pas au récit de notre bonheur. Le pays que nous habitons est un des plus pittoresques, des plus beaux, des plus riches que le soleil éclaire. Chaque jour, nous découvrons quelque nouvel Éden, quelque nouveau site enchanté. Hier, par exemple, sans sortir de mon domaine, j'ai découvert le plus frais asile qu'ait pu rêver l'imagination de Gessner : une vallée étroite, profonde, mystérieuse, qu'arrose une jolie rivière coulant sans bruit sous un berceau d'aulnes et de trembles. On y arrive par de petits sentiers; tout cela est sauvage, silencieux et charmant. J'y mènerai souvent les enfans et Édith. Tu sais que j'ai toujours aimé la pêche avec passion, surtout la pêche aux écrevisses : jamais lieu ne sembla plus propice à la satisfaction de ces goûts innocens.

« Ne va pas t'imaginer, mon ami, que je renonce à l'art, qui a tenu jusqu'ici une si grande place dans mon bonheur, à la gloire, depuis si long-temps ma plus chère espérance. Je n'ai pas oublié l'obligation que m'impose le testament du comte Sigismond : en me léguant son domaine, il a voulu m'ouvrir le chemin de la renommée. L'expression de ses dernières volontés, empreinte d'une sympathie si profonde pour l'artiste laborieux, pour le talent obscur, pour le génie entravé par les nécessités de la vie, est toujours présente à ma mémoire. Tu peux compter que je ne serai pas ingrat, et que j'accomplirai fidèlement et jusqu'au bout la mission que m'a donnée mon bienfaiteur, mission bien douce, puisque la reconnaissance me mène droit à la célébrité. On a vu

des artistes arriver à la richesse par la gloire; moi, grace à la générosité du comte d'Hildesheim, j'arriverai à la gloire par la richesse. Aujourd'hui même, je vais me mettre à l'œuvre. L'inspiration m'assiége, les mélodies s'agitent dans mon sein; je suis comme la statue de Memnon, frappée par les premiers rayons du soleil. Crois-moi, jette au feu sans remords la partition que tu as voulu garder; cette symphonie ne méritait pas l'honneur d'être sauvée des flammes, comme le poème de Virgile.

« Et toi, cher ami, cher compagnon de mes jeunes années, que fais-tu? Comment s'écoulent tes soirées depuis que nous ne sommes plus près de toi? Cette maisonnette, autrefois si petite, ne te semble-t-elle pas bien grande aujourd'hui? Visites-tu parfois notre appartement désert? Vas-tu t'asseoir sur ce divan un peu dur, à demi usé, qui nous a vus tant de fois assis l'un près de l'autre? Ah! Spiegel, que de bonnes heures nous avons passées là, en compagnie d'Édith et des enfans! »

Franz venait d'achever cette lettre et de l'envoyer à la poste de la ville voisine. Édith était sortie avec Hermann et Marguerite. Un silence profond régnait dans le château et aux alentours, ce silence écrasant qui pèse sur les campagnes, dans la chaude saison, à l'heure de midi. Muller se sentait dans une disposition excellente. L'inspiration lui présentait une variété infinie de combinaisons musicales. Il avait ouvert son clavecin, et déjà il était en proie au feu de la composition, quand Wurm vint frapper à la porte du sanctuaire.

— Qu'y a-t-il? demanda Franz en ouvrant la porte. Que me veut-on? Ne vous ai-je pas dit ce matin que je désire, que je veux être seul? Je n'y suis pour personne, pour personne, entendez-vous, monsieur Wurm?

— Je n'ai pas oublié, monsieur, répondit Wurm d'un air respectueux, les ordres précis que vous m'avez donnés ce matin; mais il s'agit pour vous d'une affaire importante, et je ne crois pas que vous puissiez vous dispenser de recevoir maître Wolfgang Sturm.

— Qu'est-ce que maître Wolfgang Sturm? demanda Muller avec impatience.

— Monsieur, reprit Wurm d'un ton grave, maître Wolfgang Sturm est depuis trente ans l'avoué de la famille d'Hildesheim. Le père de feu le comte Sigismond lui avait accordé toute sa confiance, et le comte Sigismond lui-même avait remis entre ses mains le soin et la défense de ses intérêts.

— Eh bien! répliqua brusquement Muller, qu'a-t-il à me dire? de quelle affaire veut-il m'entretenir? Grace au ciel, je n'ai pas de procès.

— Monsieur, répondit Wurm, c'est la troisième fois depuis votre arrivée que maître Wolfgang Sturm se présente au château d'Hildesheim.

Je ne sais pas précisément ce qu'il peut avoir à vous dire; sans doute il veut vous mettre au courant des affaires du comte Sigismond. Dois-je l'introduire? dois-je le congédier?

— Si c'est la troisième fois qu'il se présente, je ne puis me dispenser de le recevoir, dit Muller avec humeur; introduisez-le.

Et d'une main irritée il jeta sur le clavecin le manuscrit à peine commencé. Au bout de quelques instans, Wurm introduisit maître Wolfgang. C'était un homme grand, maigre, âgé d'environ soixante ans; son front fuyant, ses petits yeux gris enfoncés dans leur orbite, son profil de renard, exprimaient la ruse et le génie de la chicane. Il portait sous son bras une liasse énorme qu'il déposa sur une table, après avoir salué jusqu'à terre le nouveau maître du château. Muller s'inclina d'assez mauvaise grace et lui offrit un siége près de lui.

— Monsieur, dit maître Wolfgang sans autre préambule, vous êtes légataire universel du comte Sigismond; en succédant à tous ses droits, vous avez pris à votre charge toutes ses obligations.

— Parlez, monsieur, de quelles obligations s'agit-il?

— Mon Dieu! répondit Wolfgang, c'est une affaire de peu d'importance. Il s'agit d'une langue de terre, d'un demi-arpent tout au plus, qui appartient au domaine d'Hildesheim, mais se trouve enclavé entre deux propriétés voisines.

— Ne pourriez-vous, reprit Muller, vous adresser à mon intendant?

— Entre nous, monsieur, répliqua maître Wolfgang, votre intendant n'est plus en état de me comprendre. Il est depuis long-temps étranger à toutes les discussions qui concernent les intérêts de la famille d'Hildesheim. C'est un esprit qui n'a jamais jeté un bien vif éclat et que les années ont achevé d'obscurcir.

— Ainsi, monsieur, dit Muller en poussant un soupir de résignation, c'est donc moi qui dois vous entendre? Je vous écoute : quel est le sujet du litige?

— Je vous l'ai dit, monsieur, poursuivit maître Wolfgang, il s'agit d'une langue de terre qui est à vous, mais sur laquelle deux de vos voisins prétendent avoir des droits.

— N'est-ce que cela? s'écria Muller avec un sentiment de délivrance, c'est une affaire toute simple, et qui peut se régler en une soirée. Je vais inviter à souper mes deux adversaires; je les prierai d'apporter leurs titres, j'aurai soin de mon côté de tenir les miens à leur disposition; vous serez là, vous serez des nôtres, et, au dessert, nous arrangerons tout à l'amiable.

Maître Wolfgang sourit à ces paroles ingénues.

— Monsieur, répondit-il, de pareils sentimens vous honorent; si chacun pensait comme vous, que deviendraient les gens de notre profession? Dieu merci! de pareils sentimens sont rares; s'il en était autre-

ment, il faudrait bientôt licencier les tribunaux comme une armée désormais inutile. Graces soient rendues au souverain dispensateur de toutes choses, les contestations ne se vident pas en une soirée, entre la poire et le fromage.

— Écoutez-moi, maître Wolfgang, dit Muller après quelques instans de silence. Jusqu'ici j'ai toujours vécu en paix. J'ai quelquefois entendu parler de procès, mais je n'en ai jamais eu. S'il s'agit, comme vous le dites, d'une misérable langue de terre, à quoi bon plaider? à quoi bon troubler mon repos pour un intérêt aussi chétif? Je vous autorise dès aujourd'hui à vous désister en mon nom. J'entends, si le procès est engagé, qu'il cesse à l'instant; je renonce à toutes les prétentions qu'a pu soutenir la famille d'Hildesheim. Le domaine que m'a laissé le comte Sigismond est assez beau, assez vaste, assez riche, pour que j'abandonne sans regret un demi-arpent de terre. Vous m'entendez, maître Wolfgang; c'est une affaire réglée. S'il faut, pour trancher toute discussion, vous donner une procuration en forme, préparez-la, apportez-la dès demain, je la signerai, et tout sera dit.

— Je voudrais, monsieur Muller, je voudrais de grand cœur pouvoir obtempérer à vos désirs, répliqua maître Wolfgang; vous étiez digne de vivre dans l'âge d'or, mais nous sommes dans l'âge de fer, et vous savez ce que dit le proverbe : il faut hurler avec les loups. Si vos voisins, monsieur Muller, vous ressemblaient, nous n'aurions pas besoin de plaider; heureusement ils ont des sentimens tout autres.

— Mais enfin, s'écria Muller de plus en plus impatient, si je ne veux pas plaider, peut-on m'y forcer?

— Le sujet du litige, reprit maître Wolfgang, est de peu de valeur, j'en conviens; mais il y a au fond du procès que nous soutenons une question d'honneur.

— Je ne comprends pas, maître Wolfgang, comment l'honneur peut se trouver engagé dans une pareille affaire.

— Vous allez le comprendre, monsieur Muller. L'origine de la contestation qui nous occupe remonte à l'année 1760. Le château d'Hildesheim appartenait alors au grand-père du comte Sigismond. Le grand-père du comte, dernier du nom, avait malheureusement confié le soin de ses intérêts à un homme d'une capacité fort douteuse. L'avoué poursuivant en son nom manquait de lumières et d'énergie, si bien que le père du comte Sigismond, en héritant du château d'Hildesheim, trouva dans les papiers de sa famille un procès en fort mauvais état. Il aurait pu le relever, en tirer bon parti; mais il fallait pour cela quelque chose de plus que de la bonne volonté, il fallait du zèle, de la suite, de l'activité, et il ne songea que bien tard à m'appeler. Quant au comte Sigismond, vous l'avez connu; c'était un excellent homme, mais qui avait pour les procès presque autant d'aversion que vous. Tout ce que j'ai

pu obtenir de lui, ç'a été de ne pas abandonner les droits de sa famille. Et vous, monsieur, vous, son légataire universel, aurez-vous la faiblesse d'abandonner les droits soutenus par trois générations auxquelles vous succédez? Une pareille faiblesse ne mériterait-elle pas le nom de lâcheté? L'objet du litige n'est rien par lui-même, mais il acquiert une valeur immense par la position respective des parties. Les trois adversaires qui sont maintenant en présence sont obligés de maintenir les prétentions de leurs ascendans sous peine de déshonorer leur blason.

— Que parlez-vous de blason? répliqua vivement Muller. Il n'y a pas de blason dans ma famille.

— Comptez-vous pour rien, reprit maître Wolfgang, le blason du comte Sigismond, jusqu'ici demeuré sans tache, le blason de l'homme généreux qui vous a légué son domaine? N'avez-vous pas un devoir pieux à remplir envers sa mémoire? Lui donner tort en abandonnant le procès, ne serait-ce pas vous montrer ingrat?

— Jusqu'ici, je l'avoue, dit Muller un peu confus, ce n'est pas ainsi que j'ai compris les devoirs de la reconnaissance. Mon cœur est plein de respect, de gratitude, de vénération pour la mémoire du comte Sigismond; c'était le meilleur des hommes, et, s'il nous entend, je suis sûr qu'il approuve mes intentions. Il aimait la paix, il l'estimait pardessus toutes choses; comme lui, maître Wolfgang, je hais les querelles de toute nature. Je vous le répète, s'il ne faut, pour éteindre ce malheureux procès, que renoncer en bonne forme à l'objet du litige, j'y renonce de grand cœur, et je ne crois pas outrager la mémoire du comte Sigismond.

— Ainsi, monsieur, reprit maître Wolfgang de plus en plus étonné, vous allez d'un mot, d'un seul mot flétrir la mémoire de trois générations! Vous allez, par amour pour la paix, pour vous épargner quelques ennuis, déclarer à la face du pays tout entier que le grand-père et le père du comte Sigismond, que le comte Sigismond lui-même, ont manqué de bon sens, de raison, de clairvoyance, de bonne foi, de justice! Par amour de la paix, vous ne craignez pas, vous ne rougissez pas de les déshonorer?

A ces mots, Muller bondit sur sa chaise comme s'il eût été piqué par une guêpe.

— Comment! s'écria-t-il, je déshonore trois générations en abandonnant à mes adversaires un demi-arpent de terrain! En renonçant au procès, j'accuse trois générations de sottise et d'improbité! Si la justice de votre cause, car, grace à Dieu! je n'en veux pas faire la mienne, si la légitimité de vos droits est tellement manifeste, si la réalité de vos titres est tellement évidente, comment se fait-il que depuis soixante ans les tribunaux n'aient pas encore prononcé en faveur de la famille d'Hildesheim?

— La justice, reprit maître Wolfgang, selon la belle expression du poète lyrique, marche d'un pas lent; cette grande pensée devrait être gravée en lettres d'or dans toutes les salles où se discutent les intérêts que nous sommes appelés à défendre.

— Je ne sais pas, répliqua Muller, qui décidément perdait patience, ce qu'a dit le poète lyrique, et je ne suis guère curieux de le savoir; ce que je sais, c'est que je renonce à ce procès ridicule. Pensez de moi ce que vous voudrez, accusez-moi d'ingratitude, accusez-moi de folie; je tiens à vivre en repos, et je ne plaiderai pas.

— Je ne comprends pas bien, monsieur Muller, ce que vous trouvez de ridicule dans le procès dont je suis venu vous entretenir. Ce procès a paru sérieux au comte Sigismond, à son père, à son grand-père, et tous les hommes compétens en ont jugé de même.

— Je veux croire, maître Wolfgang, que vous avez pleine confiance dans la légitimité des droits que vous m'engagez à soutenir; mais enfin, cette langue de terre, objet primitif du litige, m'appartient ou ne m'appartient pas. Si elle ne m'appartient pas, en l'abandonnant je ne fais que la rendre, et, si elle m'appartient, j'ai le droit incontestable de la donner à mes adversaires.

— Sans doute, reprit maître Wolfgang, vous le pouvez; mais c'est une générosité qui vous coûtera cher. J'ai apporté et je vais mettre sous vos yeux la note des frais qui ont été faits depuis 1760. Il s'agit de vingt mille florins. Si vous êtes résolu à les payer, mon ministère vous est désormais inutile. Au reste, monsieur, je livre à votre appréciation toutes les pièces du procès; vous pouvez les examiner à loisir, et vous jugerez par vous-même du parti que vous devez prendre.

Cela dit, maître Wolfgang se leva, salua profondément et se retira d'un pas grave.

Muller était depuis trois heures plongé dans la lecture des papiers que lui avait laissés maître Wolfgang, quand Édith rentra avec les enfans. Elle se jeta au cou de son mari; pour la première fois, Muller reçut ses caresses sans les lui rendre. L'heure de souper était venue; durant tout le repas, il fut silencieux et morne. Le repas achevé, Édith lui offrit de se mettre au clavecin et de chanter, comme autrefois, les airs qu'il aimait. A cette proposition, Franz ne put réprimer un geste d'impatience. Hermann et Marguerite essayèrent de jouer avec lui; il les repoussa, alla s'enfermer dans sa chambre, et, quand le jour parut, il n'avait pas achevé sa lecture. De guerre lasse, il se mit au lit; mais, au moment où ses paupières se fermaient, il fut réveillé en sursaut par les sons du cor et les aboiemens de la meute qui retentissaient dans l'air sonore du matin : c'était le major Bildmann qui partait en chasse, frais, gaillard et dispos.

VI.

Après avoir pris connaissance des papiers laissés par maître Wolfgang, Muller, malgré l'évidence, malgré la légitimité des droits soutenus par la famille d'Hildesheim, persistait dans sa première résolution. Il voulait renoncer au procès et trancher toute discussion par l'abandon du terrain en litige. Il se disposait à mander au château maître Wolfgang pour lui signifier d'une façon définitive et irrévocable le parti auquel il s'était arrêté; mais une suite d'événemens imprévus dérangea brusquement tous ses projets de paix et de concorde. La moisson avait été mauvaise. Au lieu d'apporter le prix de leur fermage, les paysans venaient exposer leurs doléances et demander du temps. Muller, attendri jusqu'aux larmes par les plaintes de ces pauvres gens qui n'étaient au fond que de rusés coquins, se sentait disposé à leur accorder tout ce qu'ils demandaient. S'il élevait quelques objections, les drôles répliquaient par une phrase toute prête : — Ce n'est pas le comte Sigismond qui eût repoussé nos prières; c'était celui-là un bon maître! — Franz finissait toujours par céder. Au milieu de ces embarras, tandis qu'il en était à s'interroger pour savoir comment il ferait face aux réparations indispensables qu'exigeait l'état du château, un incendie dévora la plus belle ferme du domaine. D'un autre côté, les demoiselles de Stolzenfels et le major Bildmann réclamaient le premier trimestre de la pension que le comte Sigismond leur avait assignée dans son testament. Dorothée réclamait plus impérieusement encore les dix mille florins dont les intérêts devaient être capitalisés jusqu'à la majorité d'Isaac. Déjà même elle avait écrit à ce sujet plusieurs épîtres dont le ton était poli tout au plus. Pour couper court à toutes ces réclamations qui devenaient de plus en plus importunes, Muller s'était décidé à emprunter une somme assez considérable. A peine installé, il s'était hâté d'appeler un architecte habile et de lui demander un projet de tombeau pour le comte Sigismond. Il ne croyait pas pouvoir acquitter trop tôt cette dette de la reconnaissance. L'air tyrolien devait être gravé en caractères d'or sur une plaque de marbre de Paros. Édith enfin, à qui Muller cachait avec soin la majeure partie des ennuis qui l'obsédaient, le pressait de meubler l'appartement naguère occupé par le comte Sigismond, que les Stolzenfels et les Bildmann avaient dévalisé. Dans cette situation critique, pouvait-il acheter la paix au prix de vingt mille florins? Ce n'est pas tout : la réflexion l'avait amené insensiblement à épouser l'orgueil, les préjugés et les ridicules de la maison dont il héritait. En renonçant au procès, en abandonnant le terrain en litige, n'allait-il pas en effet insulter à la mémoire du comte Sigismond et souffleter le blason de la famille d'Hildesheim? Que dirait le major Bildmann? que pense-

raient les demoiselles de Stolzenfels? que penserait tout le pays? Malgré son désir de vivre en repos, Franz dut se résigner à plaider.

Dès-lors, toute la vie de Muller fut changée. Dès qu'il voulut examiner sévèrement l'administration de ses domaines, il découvrit des désordres, des abus sans nombre qu'une longue impunité avait enhardis et perpétués. Pour trancher le mal dans sa racine, il comprit la nécessité de surveiller par lui-même la gestion de ses biens. Les fermiers, qui d'abord s'étaient réjouis de son arrivée, en apprenant qu'ils auraient affaire à un artiste, à un musicien demeuré jusque-là étranger à tous les devoirs qu'impose une grande propriété, le voyant si actif, si vigilant, le prirent bientôt en aversion. Muller s'en aperçut et en souffrit. Au bout de quelques semaines, tous ses projets de travail, tous ses rêves de renommée étaient ajournés d'une façon indéfinie. La richesse lui prenait plus de temps à Hildesheim que ses élèves à Munich.

Édith avait, pour sa part, rencontré plus d'une déception. Cette vie champêtre qu'elle s'était représentée si poétique, si facile et si douce, ces fermiers qui devaient lui sourire et lui faire fête, ces concerts de bénédictions qui devaient s'élever sur ses pas, toutes ces espérances, tous ces rêves dont elle s'était bercée pendant le voyage de Munich à Hildesheim, où étaient-ils? qu'étaient-ils devenus? Dans les fermes, dans les chaumières, elle n'avait trouvé que des paysans sales et cupides. Elle avait semé ses bienfaits sans recueillir la reconnaissance. Et puis, sans se rendre compte de ce qu'elle éprouvait, Édith sentait autour d'elle une atmosphère corrompue, une atmosphère ennemie. Les valets, qui n'ignoraient pas les soupçons odieux conçus et répandus par les vieilles filles et les Bildmann, s'y étaient associés avec l'empressement des ames basses. Édith leur commandait toujours avec douceur et ne surprenait jamais sur leur visage une intention affectueuse. Un jour, elle était allée avec ses enfans à une fête champêtre du voisinage : l'accueil glacé qu'elle avait reçu, les sourires ironiques, les regards dédaigneux, les chuchotemens équivoques, l'avaient jetée dans un trouble profond. Elle était rentrée confuse, humiliée, s'épuisant vainement à deviner l'offense dont elle rougissait, à découvrir la blessure qui causait sa souffrance. Plus clairvoyante que Muller, elle ne s'était pas un seul instant abusée sur le caractère et les dispositions des Bildmann et des Stolzenfels. Depuis son arrivée au château, ils n'avaient pas mis le pied chez elle, et Franz avait dû finir par comprendre que la discrétion poussée à ce point pouvait à bon droit passer pour de l'impertinence. Quelques visites qu'il avait faites à l'aristocratie des environs avaient été couronnées d'un succès pareil. Muller semblait en prendre gaiement son parti, et peut-être était-il sincère. Notre bonheur, disait-il avec raison, n'a besoin de personne et se passera aisément des Stolzenfels et des Bildmann. C'était aussi l'avis d'Édith; cependant,

sans regretter une société qui lui offrait bien peu d'attraits, Édith, en dépit d'elle-même, ressentait vivement l'outrage. Elle souffrait aussi de son isolement. Le luxe qui l'entourait était pour elle un luxe inutile. Que faire des chevaux qui remplissaient les écuries? des voitures qui garnissaient les remises? Que faire de ces vastes salles qui n'étaient plus nues, mais qui demeuraient désertes? Cette opulence sans emploi ressemblait à une raillerie. Tout entier au soin de ses affaires, Franz n'avait pas une heure de loisir. Hors de chez lui pendant le jour, il rentrait le soir, maussade et fatigué, pour souper et dormir. Plus d'intimité, plus de petits concerts, plus de ces entretiens charmans qui abrégeaient autrefois les soirées. Édith avait une ame tendre; son cœur n'était pas fait pour la solitude. Hermann et Marguerite échappaient à l'âge qui exige une sollicitude assidue, et n'avaient pas encore atteint la saison où les enfans sentent le prix de l'affection, et rendent ce qu'ils reçoivent. Franz, d'ailleurs, voulant se donner bon air, s'était avisé d'appeler au château une gouvernante pour sa fille et un gouverneur pour son fils. Châtelaine d'Hildesheim, au milieu d'un parc presque royal, entourée de nombreux serviteurs, maîtresse absolue d'un immense domaine, Édith était dévorée d'ennui. Toutefois elle se résignait sans trop d'efforts à cette vie nouvelle, dans l'espérance que les choses prendraient bientôt un cours meilleur.

Un matin, de bonne heure, elle était descendue au parc. Elle se promenait, seule et triste, dans une allée étroite, passant en revue toutes les déceptions, tous les désenchantemens qu'elle avait essuyés depuis trois mois. Octobre approchait. Quoique parée encore et souriante, la nature était déjà prise de ce premier frisson qui précède la fin des beaux jours. Tout promettait une journée resplendissante; mais le soleil n'avait pas achevé de pomper la rosée, et le fond de l'allée se dessinait vaguement dans la brume. Édith marchait tête baissée; la matinée un peu fraîche et voilée, les feuilles humides qui se détachaient sans bruit, le vol inquiet, le cri effaré des oiseaux, ajoutaient encore à sa mélancolie. Elle marchait depuis près d'une heure, laissant errer son esprit de rêverie en rêverie, quand tout à coup, en levant la tête, elle aperçut, à quelques pas devant elle, un jeune homme qu'elle voyait pour la première fois : c'était Frédéric de Stolzenfels, arrivé la veille au château.

Retenu par les exigences de son service ou plutôt par quelque nouvelle équipée, Frédéric n'avait pu jusque-là mettre à profit les généreuses dispositions de son noble parent. D'ailleurs, tout en respectant les dernières volontés du défunt, il n'était pas pressé de revoir le domaine qui avait dû lui appartenir. Malgré l'insouciance et la légèreté de son caractère, il ne pensait pas sans humeur au ménage du musicien, et n'éprouvait, à vrai dire, aucun désir de le connaître. D'autre part,

Ulrique et Hedwig ne l'attiraient guère, depuis qu'elles ne régnaient plus en souveraines sur Hildesheim. Cependant Frédéric avait senti ses répugnances diminuer à mesure que ses ressources décroissaient, et, sa bourse une fois vidée, il s'était décidé, comme par enchantement, à venir passer un congé de quelques mois chez ses tantes. En arrivant, il ignorait encore l'infame calomnie inventée par les Bildmann, de concert avec les vieilles filles. Il l'accueillit sans examen, sans hésitation; seulement, loin de partager l'indignation qui embrasait ces saintes ames, il montra pour les coupables une indulgence plus qu'évangélique.

— A la bonne heure! s'écria-t-il, voilà qui réhabilite complétement dans mon esprit la vie du comte Sigismond. Il était aussi par trop ridicule de se voir dépouillé par une chanson tyrolienne. Les choses ainsi posées, il n'y a plus rien à dire; c'est parfaitement convenable. Mon cousin était homme d'esprit; je regrette à cette heure de ne lui avoir pas témoigné plus d'affection et de dévouement. Pourquoi me cachait-il la vérité? Nous aurions voyagé ensemble. Ah çà! j'espère, ajouta-t-il, que l'héritière est jeune et jolie?

— Vous la verrez, mon neveu, répliqua Ulrique en échangeant avec Hedwig un regard d'intelligence; sa jeunesse et sa beauté nous coûtent trop cher pour que nous puissions en parler à notre aise et avec impartialité.

— Si elle est jeune et belle, reprit Frédéric, honneur au comte Sigismond, réparation à sa mémoire, et que son ombre me pardonne de l'avoir méconnu vivant!

A ces mots, Hedwig et Ulrique échangèrent un nouveau regard; ces deux nobles ames s'étaient déjà comprises. Quant à Frédéric, la pensée qu'une jeune et jolie femme, de vertu peu farouche, vivait sous le toit d'Hildesheim, avait suffi pour lui tourner la tête. Habitué aux conquêtes faciles, déshérité par un caprice, comme le reste de sa famille, il lui semblait plaisant de prendre sa revanche, en donnant une nouvelle extension au droit, que lui conférait le testament, de chasser sur les terres du comte Sigismond. La journée étant avancée, il remit au lendemain sa visite chez Muller.

Le lendemain, en se trouvant en présence d'Édith, qu'il n'espérait pas rencontrer si tôt, Frédéric se disposait à l'aborder d'un ton cavalier; mais, frappé de l'air modeste et sérieux de la jeune châtelaine, quoique convaincu qu'il avait devant lui la maîtresse du comte Sigismond, il se sentit troublé et la salua avec déférence. Édith s'était arrêtée, ne sachant si elle devait poursuivre sa route ou retourner sur ses pas; bien qu'elle eût pris connaissance du testament, jamais en aucun temps sa pensée ne s'était portée sur Frédéric, et elle le regardait avec une curiosité mêlée de défiance. Dans un élégant costume de matin, avec son

air de biche effarouchée, elle était charmante, et le jeune officier reconnut tout d'abord que son cousin avait eu bon goût.

— Madame, dit-il enfin avec courtoisie, vous êtes sans doute étonnée de me rencontrer à cette heure dans votre parc; vous ignorez qui je suis. J'appartiens à la famille du comte Sigismond; vous avez devant vous Frédéric de Stolzenfels, le plus humble de vos serviteurs.

— Je sais, monsieur, répondit Édith, les droits que vous a donnés le comte Sigismond; si vous ne les teniez pas de la volonté de votre parent, croyez bien que mon mari se fût empressé de vous les accorder.

En achevant ces mots d'une voix un peu émue, elle voulut poursuivre sa promenade; mais l'allée était étroite, et Frédéric montrait peu d'empressement à lui livrer passage.

— Madame, reprit-il, vous voudrez bien me pardonner de ne m'être pas encore présenté chez vous. Depuis la mort du comte, mon service m'a retenu loin d'Hildesheim, et je n'ai obtenu que la semaine dernière le congé que je mets maintenant à profit.

— Pourquoi chercher à vous excuser, monsieur? répliqua Édith avec un triste sourire. En fait d'égards et de bienveillance, nous n'avons pas été gâtés par votre famille. Vous du moins, monsieur, vous ne nous devez rien, et de votre part un peu de rancune semblerait chose toute naturelle.

— Moi, de la rancune! repartit vivement Frédéric : j'en avais peut-être hier, peut-être encore ce matin; à cette heure, madame, je ne m'en souviens plus. J'ignore quelles sont vis-à-vis de vous les dispositions de mes tantes, du major Bildmann et de la très vénérable Dorothée. Si mes tantes ont manqué de politesse, je suis loin de les approuver. Ce sont de vieilles filles; il faut savoir pardonner quelque chose aux rancunes du célibat. Quant au major, c'est un manant; sa femme est une péronnelle, et la conduite de ces gens-là, quelle qu'elle soit, ne mérite pas seulement qu'on s'en préoccupe. Pour moi, madame, je suis loin d'en vouloir au comte Sigismond; maître absolu de sa fortune, il a bien fait d'en disposer en faveur d'une jeune et gracieuse châtelaine. Je ne le blâme pas, je l'approuve, je l'en remercie. Un frais visage est toujours et partout le bien-venu.

Comme Édith rougissait et ne répondait pas,

— Eh bien! madame, continua Frédéric, qui ne voulait pas laisser tomber l'entretien, comment passez-vous votre temps? comment égayez-vous vos journées? Le château d'Hildesheim est, à ce qu'on dit, un chef-d'œuvre d'architecture; mais, à coup sûr, il n'est pas fait pour inspirer la joie. Avez-vous visité les environs? Aimez-vous la chasse, les courses à cheval? Votre mari est-il de joyeuse humeur? S'il y consent, nous chasserons ensemble, et j'espère, madame, que vous voudrez bien parfois être de la partie.

— Jusqu'ici, monsieur, répondit Édith, nous n'avons reçu personne au château; personne n'est venu troubler notre solitude. Quelle distraction puis-je attendre, si tout le monde s'éloigne de nous?

— Le beau malheur! s'écria Frédéric en riant, vous voilà bien à plaindre, parce qu'un tas de hobereaux entichés de leurs quartiers ne vous invitent pas à partager leur ennui et leur maigre pitance! Vous ne savez donc pas que la plus grande politesse qu'ils puissent faire aux gens est de ne pas les voir et de s'enfermer dans leurs pigeonniers. Malgré quelques petits travers, mes tantes sont au fond d'excellentes créatures; mais, entre nous, on ne s'amuse pas chez elles. Le major est un sac à vin. Croyez-moi, madame, et laissez-moi faire, votre vie aura bientôt changé d'aspect. Aujourd'hui même, je veux connaître votre mari. Je jurerais que nous nous conviendrons. S'il le permet, je vous ferai les honneurs du pays. Il est musicien, j'aime la musique. S'il n'aime pas la chasse, je lui apprendrai à l'aimer. Je veux vous montrer une chasse à courre; vous verrez un beau spectacle. Le gibier ne manque pas à Hildesheim; depuis mon dernier congé, je ne pense pas qu'on lui ait fait une bien rude guerre. Tant que les chevreuils et les faisans n'auront à redouter que le plomb du major, ils vivront en repos et se multiplieront. Vous montez à cheval? Si vous avez besoin de quelques leçons, je serai toujours à vos ordres. Faut-il dresser pour vous un alezan et le rendre docile comme un mouton? vous pouvez compter sur moi; j'ai fait mes preuves. Au régiment, j'ai dompté des chevaux dont personne ne pouvait avoir raison. J'en sais un dans les écuries du château, qui n'a pas encore quatre ans; je veux qu'avant huit jours il s'agenouille devant vous, qu'il hennisse de joie en vous apercevant, qu'il vienne manger dans votre blanche main.

Tout en causant ainsi, ils se promenaient dans le parc. Sans y songer, sans y prendre garde, Édith s'était mise à marcher près de Frédéric, et tous deux allaient à pas lents le long des charmilles. Le brouillard s'était dissipé; il ne restait plus que de blanches vapeurs qui s'accrochaient aux branches et s'éparpillaient çà et là comme des flocons de ouate. Le soleil triomphant s'était emparé du ciel; la nature, ranimée et joyeuse, semblait croire au retour du printemps. Édith souriait aux gais projets de Frédéric; Frédéric admirait la beauté, la grace d'Édith, et se disait qu'en fin de compte son cousin avait été moins généreux qu'on ne se plaisait à le dire. Il y avait pourtant dans le maintien et dans tous les discours de cette jeune femme quelque chose de grave, d'honnête et d'ingénu qui le déroutait singulièrement et l'embarrassait malgré lui. La chasteté a son parfum auquel les libertins eux-mêmes ne se trompent guère. Plus d'une fois Frédéric avait essayé de donner à l'entretien un tour plus vif et plus piquant; il s'était toujours arrêté devant le sourire naïf ou le regard étonné de la châtelaine. Déjà il se

demandait avec inquiétude s'il ne s'était pas trop pressé d'ajouter foi aux assertions de ses deux tantes. Pour savoir à quoi s'en tenir, il amena résolûment la conversation sur le comte d'Hildelsheim; tandis qu'il parlait, il regardait Édith, pour surprendre sur son front ou dans ses yeux le trouble et la confusion d'un tendre souvenir. Édith, calme et sereine, effeuillait sous ses doigts une rose d'automne qu'elle avait cueillie en passant. Poussé à bout :

— Convenez, madame, s'écria-t-il enfin, qu'avec toutes ses bizarreries, le comte Sigismond était un galant homme. Pour ma part, je l'aimais, et je comprends très bien qu'il ne vous ait pas été indifférent.

Pour toute réponse, Édith raconta naïvement, en quelques mots, de quelle manière elle avait connu le comte Sigismond, et l'unique soirée qu'il avait passée près d'elle à Munich. Tout cela fut dit avec tant de candeur, avec un tel accent de vérité, que Frédéric, lorsqu'elle eut achevé, demeura confondu.

— Comment! s'écria-t-il, vous ne l'avez vu qu'une fois! et il s'est présenté lui-même! et il est parti sans vous dire son nom! et vous ne l'avez jamais revu depuis!

— Jamais, monsieur.

— Franchement, réprit Frédéric, à la place de mon noble parent, je n'aurais pas été si discret.

Puis Édith, pressée de questions, en vint à parler de Muller, de ses enfans, de Spiegel, de la vie paisible et laborieuse qu'ils menaient ensemble à Munich. La vérité sans voile se laissait voir au fond de ses discours, comme une belle fleur épanouie sous le cristal d'une eau transparente. Frédéric, en l'écoutant, allait de surprise en surprise.

— Tenez, monsieur, voici mes enfans, s'écria tout à coup Édith en lui montrant Hermann et Marguerite qui accouraient du bout de l'avenue. Vous ai-je trompé? Sont-ils beaux et charmans?

Frédéric examina la petite fille avec une attention scrupuleuse; mais vainement chercha-t-il sur ce minois rose et frais un trait, une ligne, un signe qui rappelât le pâle et long visage du comte Sigismond. En voyant cette jeune mère et ces jolis enfans qui se disputaient ses baisers, il comprit jusqu'à l'évidence que ses tantes se méprenaient.

Ils se séparèrent à quelques pas du château. Édith rentra et trouva le salon désert; Muller était déjà sorti. Elle s'accouda sur l'appui d'une fenêtre ouverte, et se mit à rêver à toutes les scènes de bruit et de mouvement dont Frédéric venait de l'entretenir, à la vie nouvelle qu'il venait de lui faire entrevoir comme une rive enchantée et prochaine. Au bout de quelques instans, elle entendit le son éclatant des fanfares : c'était Frédéric, en habit de chasse, suivi de la meute complète, escorté de tous les piqueurs. En passant sous la croisée où Édith se tenait assise, il retint avec grace l'ardeur de son cheval, s'inclina, partit au

galop, et, près de disparaître, au détour de l'allée, se retourna pour saluer une fois encore le doux visage qui le suivait des yeux. Son costume faisait valoir toute l'élégance de sa taille : Édith ne put s'empêcher de remarquer la bonne mine de son nouvel hôte.

VII.

Le premier mouvement de Frédéric, après avoir découvert sa méprise, n'avait pas été, comme on pourrait le supposer, de s'indigner contre la calomnie, de s'accuser lui-même, de se repentir et de renoncer à ses espérances. En admettant comme véridiques les soupçons injurieux de ses tantes, Frédéric n'avait cru porter atteinte ni à la mémoire de son cousin ni à la considération d'Édith. Édith en effet eût aimé le comte Sigismond, le comte Sigismond eût payé son bonheur du don de ses domaines, la femme de Muller eût accepté sans hésiter le prix de sa tendresse ou de sa complaisance, le jeune officier n'aurait vu là rien que de simple et de légitime. Habitué depuis long-temps à ces sortes de transactions, Frédéric n'était pas homme à s'effaroucher pour si peu, non qu'il manquât d'honneur, de délicatesse et de loyauté; seulement, toutes les fois qu'il s'agissait d'appliquer la morale à l'amour, il était rempli d'indulgence. Dans la découverte qu'il venait de faire, il n'avait compris qu'une chose : la place ne se rendrait pas aussi tôt qu'il l'avait d'abord espéré.

— Allons, s'était-il dit en soupirant, il faudra faire un siége en règle. Eh bien! cela m'occupera et me formera. Il me reste toujours une revanche à prendre, et, si ce n'est pas sur mon cousin, c'est sur Muller que je la prendrai.

Dès le lendemain, il se présentait chez Muller. En homme habile, il sut dès le premier jour se concilier l'amitié du mari et des enfans. Par une contradiction que les esprits clairvoyans s'expliqueront sans doute, Ulrique et Hedwig lui avaient donné des jouets et des bonbons pour les enfans. Quant à Franz, Frédéric n'eut vraiment pas grand'peine à le gagner. Le nouveau maître d'Hildesheim était si peu résigné à l'isolement que lui avaient fait les Bildmann et les Stolzenfels, qu'il accueillit Frédéric avec l'empressement et la gratitude des parias quand ils reçoivent par hasard un témoignage d'affection ou de bienveillance. Les visites de Frédéric n'étaient-elles pas une protestation éclatante contre l'insolence des vieilles filles, du major, de Dorothée et de tous les hobereaux des environs? Frédéric, d'ailleurs, était un bon vivant, qui se mettait partout à l'aise et devinait avec une rare sagacité le caractère des hommes à qui il avait affaire. Sous des dehors insoucians, il cachait un esprit fin et observateur. En cette occasion, sa sagacité ne fut pas sou-

mise à une épreuve difficile, car Muller, dès la première entrevue, lui ouvrit son cœur tout entier.

A partir de ce jour, Frédéric se trouva établi chez ses hôtes sur le pied de la familiarité. Sa présence jeta un peu d'animation dans ce ménage qui s'attristait de plus en plus. La gaieté de son humeur, la verve et l'entrain de son caractère, la vivacité de ses reparties, les mille enfantillages auxquels il se prêtait pour amuser Hermann et Marguerite, avaient réveillé la vie dans cette famille dépaysée. Il organisait des parties de chasse, des parties de pêche, des promenades à cheval, de joyeux pèlerinages aux ruines d'alentour. Fidèle à ses engagemens, il avait dressé pour Édith un bel alezan aux jambes de cerf, au cou de cygne, à la tête fine et busquée, plein de fougue et d'ardeur, mais docile à la voix de sa jeune et jolie maîtresse. Frédéric excellait à tous les exercices du corps. Il tuait les chevreuils sous le nez de Muller, et, quand ils chevauchaient tous deux auprès d'Édith, la jeune femme ne pouvait s'empêcher d'établir entre les deux cavaliers une comparaison qui n'était pas toujours à l'avantage de son mari. Au bout de quelques semaines, les enfans ne pouvaient plus se passer de Frédéric; Muller ne mangeait avec appétit que lorsqu'il l'avait à sa table, et le grondait s'il restait plus d'un jour sans venir s'asseoir à son foyer. Édith elle-même, sans ressentir pour lui une vive affection, le remerciait tout bas d'avoir presque dissipé le sombre ennui qui la consumait. Ainsi qu'il l'avait dit, Frédéric aimait la musique; il chantait le soir avec Édith, tandis que Franz, enfoncé dans un large fauteuil, méditait à loisir les exploits et les assignations qui tombaient comme grêle au château, depuis que maître Wolfgang, au nom du nouveau châtelain d'Hildesheim, avait donné signe de vie aux adversaires du comte Sigismond, et déchaîné toute l'armée de la chicane. Bref, en moins d'un mois, le jeune officier était parvenu à se rendre indispensable. Il n'avait jamais aimé sérieusement; tout en rendant justice à la grace d'Édith, réussir auprès d'elle n'était pour lui qu'une affaire de passe-temps et de vanité. Muller lui avait pris le château d'Hildesheim; prendre Édith à Muller lui semblait de bon goût et de bonne guerre. Mieux il comprenait qu'il avait devant lui une femme résolue à la résistance, ou qui plutôt, dans la candeur de son ame, ne s'attendait même pas à l'attaque, plus il se piquait au jeu et se faisait un point d'honneur d'emporter une place si forte, qu'elle paraissait imprenable. Assuré d'ailleurs que l'audace et la présomption n'étaient pas ici un moyen de succès, il menait son entreprise à petit bruit; il ne hasardait pas une parole qui pût alarmer le cœur d'Édith; en attendant l'occasion de lui déclarer son amour, il professait pour elle une amitié désintéressée, chevaleresque, si bien qu'Édith, dans le secret de sa pensée, le comparait parfois à Spiegel.

Un incident frivole vint encore affermir le crédit de Frédéric dans le ménage de nos amis.

On n'a pas oublié que le major Bildmann et les demoiselles de Stolzenfels, profitant de l'indulgence du comte Sigismond, avaient pris dans le parc d'Hildesheim un coin de terrain pour leur usage personnel, et l'avaient entouré d'une haie vive. On se souvient que Muller, dans un louable sentiment de condescendance, avait légitimé cette double usurpation. Le malheureux ne se doutait pas des désastres que sa tolérance devait entraîner.

On touchait à la fin d'octobre. Un matin, à l'heure où le parc était habituellement désert, Hermann et Marguerite rôdaient autour de l'enclos Bildmann comme deux jeunes loups autour d'une bergerie. Ils avaient pour se promener et s'ébattre en liberté un parc de deux cents arpens; mais ils en faisaient fi et ne se sentaient attirés que par les deux coins de terrain où il leur était interdit de pénétrer. Une fois déjà ils s'étaient introduits furtivement dans l'enclos Stolzenfels, ce qui avait valu à Muller des récriminations assez aigres de la part d'Hedwig et d'Ulrique. Un matin donc, ne se souvenant déjà plus de l'admonestation paternelle, ils rôdaient autour de l'enclos Bildmann. La passion du fruit défendu se trahissait dans les regards curieux et avides qu'ils plongeaient entre les éclaircies de la haie à demi dépouillée. Marguerite voyait des touffes éblouissantes de dahlias et de chrysanthèmes, Hermann apercevait un magnifique cerf-volant qui faisait depuis quinze jours les délices et l'orgueil d'Isaac. Ils s'en étaient tenus d'abord à une contemplation silencieuse; mais bientôt, poussés par le démon de la convoitise, s'encourageant, s'excitant l'un l'autre, ils s'étaient mis à fureter, chacun de son côté, pour découvrir une ouverture qui leur permît d'entrer dans ce jardin des Hespérides. Hélas! sur tous les points, la haie était épaisse, impénétrable, et trop élevée d'ailleurs pour qu'Hermann songeât à sauter par-dessus. Les lézards et les roitelets pouvaient seuls s'aventurer dans ce fourré d'ajoncs, d'épines et de houx. Découragés, les deux enfans allaient renoncer à l'entreprise, quand tout à coup, ô surprise! ô bonheur! Hermann, par un mouvement de révolte et de mutinerie, s'étant avisé d'envoyer un violent coup de pied dans la porte, la porte céda et s'ouvrit; contre son habitude, le major avait oublié la veille de donner un tour de clé à la serrure. Après s'être assurés que personne n'était là pour les observer, Hermann et Marguerite se glissèrent dans l'enclos, et, tandis que Marguerite moissonnait les plus belles fleurs qu'elle déposait dans un pan de sa robe, Hermann s'emparait du cerf-volant, déroulait le peloton de ficelle et se disposait à l'enlever. Quelle joie! quelle fête! Avec quelle ardeur Marguerite saccageait toutes les plates-bandes! Quelle attitude triomphante avait Hermann offrant à la bise d'octobre le cerf-volant, qui, déjà soulevé, agi-

tait, en signe d'allégresse, sa belle queue de papier frisé! Mais voici bien une autre affaire! Isaac Bildmann se précipite dans l'enclos, reconnaît son cerf-volant, se jette sur Hermann et le lui arrache des mains. Hermann n'avait pas sur le tien et le mien des idées bien nettes ni bien arrêtées; il reprend le cerf-volant et distribue quelques bourrades à Isaac, qui réplique sur le même ton. Une lutte en règle s'engage bientôt entre les deux champions. Isaac est plus âgé, plus robuste, plus vigoureux; Hermann est plus ardent, plus brave, plus alerte. La victoire est long-temps incertaine; Isaac va l'emporter peut-être, quand Marguerite, inspirée par l'amour fraternel, se met de la partie, et, tout en retenant d'une main le pan de sa robe où elle a serré sa moisson, elle tire de l'autre la jambe du petit Bildmann, qui roule sur le gazon.

En héros généreux, Hermann n'abusa pas de son triomphe; content de voir son ennemi terrassé, il s'éloignait avec le cerf-volant, entraînant avec lui Marguerite, tandis qu'Isaac, resté sur la place, poussait des cris de blaireau pris dans un traquenard. Nos deux vainqueurs hâtaient le pas; comme ils allaient franchir la porte de l'enclos, le major parut sur le seuil. Arracher le cerf-volant des mains d'Hermann, renverser les fleurs que Marguerite emportait dans sa robe, ce fut pour lui l'affaire d'un instant. Il ne s'en tint pas là; exaspéré par les cris d'Isaac, ayant à cœur de venger l'honneur des Bildmann outragé dans la personne de son fils, il saisit l'oreille d'Hermann, et dans un accès de cruauté la tira jusqu'au sang. En entendant crier son frère, Marguerite, à son tour, se mit à crier. Attirée par tout ce vacarme, la valetaille était accourue; Ulrique et Hedwig, à leur fenêtre, approuvaient du geste et de la voix la brutalité du major. Au milieu de cette scène de désordre, Muller survint; il voulut savoir et se fit expliquer la cause de la querelle.

— Vos enfans, répondit brusquement le major, se sont permis d'entrer dans mon jardin, dans l'enclos que je me suis réservé, qui m'[illegible] partient, qui n'appartient qu'à moi. Votre fille [illegible] bandes; ce petit vaurien a pris [illegible] saccagé mes plates-bien d'autrui [illegible] cerf-volant d'Isaac, et, pour garder le [illegible] a pas craint de frapper le fils du major Bildmann. Grace à Dieu, la vengeance ne s'est pas fait attendre; je lui ai tiré les oreilles, et je lui promets de recommencer chaque fois qu'il frappera mon fils.

Hermann pleurait en silence, Marguerite sanglotait, Muller était blanc de colère.

— Que parlez-vous d'enclos et de jardin? s'écria-t-il s'adressant au major. Il n'y a ici qu'un maître, c'est moi, et vous le savez. Jusqu'ici, j'ai toléré de votre part ce ridicule empiétement; à compter d'aujourd'hui, j'entends et je veux que cette haie soit abattue. Le testament du

comte est formel; il vous abandonne la jouissance d'une aile du château, il ne dit pas un mot de votre enclos, de votre jardin. Les fleurs qu'a cueillies Marguerite sont bien à elle, puisqu'elles sont à moi. Quant à Hermann, s'il a pris le cerf-volant de votre fils, il a eu tort, mais il suffisait de le gronder; vous l'avez battu, c'est une lâcheté.

A ce dernier mot, le major bondit comme s'il eût senti tout son sang indigné bouillonner dans ses veines.

— Monsieur, s'écria-t-il en marchant vers Muller dans une attitude militaire, vous savez sans doute qu'une telle parole ne s'efface que dans le sang?

— Donnez à mes paroles le sens qui vous plaira, répliqua Muller hors de lui et ne songeant pas à reculer d'une semelle; si vous voulez une réparation, vous l'aurez aussi complète que vous pouvez la désirer. Je me mets à vos ordres.

Jusque-là, le major s'était montré d'autant plus intraitable, d'autant plus hautain qu'il ne croyait pas le musicien en état de lui tenir tête. Enhardi par l'air doux et timide que Muller avait habituellement, il était brave tout à son aise. Quand il vit que Franz le prenait au mot, il regretta son imprudence. Cependant, pour se ménager une retraite, il continuait d'élever la voix, espérant que Muller ne tarderait pas à revenir sur sa première résolution, et se déciderait à dénouer la querelle d'une façon moins belliqueuse. Franz, de plus en plus irrité, refusait de rien entendre. Les deux vieilles filles, qui de leur fenêtre assistaient à cette scène et semblaient applaudir le major, avaient achevé de l'exaspérer.

— Je vous le répète, monsieur, s'écria-t-il d'une voix altérée, mais ferme, vous aurez la réparation que vous demandez. Je n'ai jamais touché ni une épée, ni un pistolet, mais peu importe; nous nous battrons demain, aujourd'hui, tout à l'heure, quand vous voudrez.

A cet aveu rassurant pour son courage, le major releva fièrement la tête. Pourtant, ne voulant pas exposer sa poitrine à un coup fourré, sa [illegible] balle étourdie :

tête à quelque [illegible] il avec dignité, vous avez en moi un loyal

— Monsieur Muller, reprit-il [illegible] pistolet : ces deux armes adversaire. Vous ne connaissez ni l'épée, ni le pis[illegible] nous me sont depuis long-temps familières; pour égaliser les chances, [illegible] nous battrons au sabre.

— Au sabre, au fusil, répliqua Muller; pour châtier votre insolence, toutes les armes me seront bonnes.

Et prenant ses deux enfans par la main, il tourna le dos au major.

Retirée au fond de son appartement, Édith n'avait rien entendu. En voyant entrer son mari, encore pâle et tremblant de colère, elle se leva toute troublée et courut à lui. Franz n'était pas fâché de prouver à sa femme qu'il ne manquait au besoin ni de fermeté ni de caractère : il

raconta ce qui venait de se passer. Vainement Édith essaya de le ramener à des sentimens plus pacifiques, de lui montrer toute la puérilité d'un duel engagé à propos d'un cerf-volant.

— Peu importe la cause! répondit Muller d'un ton décidé; je suis las de l'insolence des Bildmann et des Stolzenfels. L'occasion se présente aujourd'hui de leur apprendre clairement ce que je pense de leur conduite, et je dois la saisir avec empressement. Je vais, dès ce matin, m'occuper de chercher mes témoins. Je suis sûr que Frédéric ne refusera pas de m'assister dans une affaire d'honneur. Il doit avoir un sabre, il me le prêtera, car c'est au sabre que nous nous battons.

— Au sabre! s'écria Édith épouvantée.

— Ne t'effraie pas, répliqua Franz en l'embrassant; j'ai la main heureuse, et je m'engage à t'apporter demain les deux oreilles du major.

Il s'arracha aux étreintes de sa femme éplorée et sortit. Quelques instans après, Frédéric entra et trouva Édith en larmes. Il revenait de la chasse, et ne savait rien.

— Qu'est-il arrivé, grand Dieu! dit-il en s'approchant d'Édith avec intérêt; madame, qu'avez-vous? Un de vos enfans se serait-il blessé? Parlez, de grace! parlez, je vous en prie.

Et, pour la première fois, il osa lui prendre les mains.

— Monsieur Frédéric, s'écria Édith d'une voix suppliante, promettez-moi, jurez-moi, sur la mémoire de votre mère, que vous ne prêterez pas votre sabre à mon mari.

— Mon sabre! dit Frédéric étonné; qu'en veut-il faire?

— Il veut se battre.

— Avec qui?

— Avec le major, s'écria Édith éclatant en sanglots.

Puis elle raconta en pleurant la scène du jardin.

— N'est-ce que cela? dit Frédéric en riant; laissez-moi faire, et séchez vos larmes; le major entendra raison.

— Que ferez-vous? que pouvez-vous faire? reprit Édith en se tordant les bras; le mal est désormais sans remède. Mon mari a été provoqué, il est sorti pour chercher des témoins. Franz est doux comme un agneau, mais il est brave comme un lion. Toutes mes prières ont échoué contre sa volonté : il veut se battre, il se battra, et l'affreux major le tuera.

— Bah! s'écria Frédéric, le major n'a jamais tué et ne tuera jamais personne.

— Il le tuera, vous dis-je! C'est un homme de guerre, tandis que Franz n'a jamais mis le pied dans une salle d'armes.

— Rassurez-vous, madame, reprit Frédéric d'un ton d'autorité; je vous promets qu'ils ne se battront pas. Attendez-moi; avant une heure, je vous apporterai des paroles de paix.

— Monsieur Frédéric, ajouta Édith, heureuse et pourtant alarmée de l'intervention du jeune officier; vous êtes militaire, vous savez qu'un homme tient par-dessus tout à son honneur. J'aime mon mari; pour le sauver, je verserais tout mon sang avec joie, mais l'honneur de mon Franz ne m'est pas moins cher que sa vie!

— Je vous comprends, madame, répondit Frédéric sincèrement ému. Dans la démarche que je vais faire et dont je garantis le succès, il ne sera rien dit, il ne sera rien fait, je vous en donne ma parole, rien qui puisse porter atteinte à l'honneur, à la dignité, au légitime orgueil de l'homme que vous aimez.

Après avoir salué Édith avec respect, il se rendit chez le major Bildmann, et là, sans préambule, sans exorde, il aborda cavalièrement le sujet de sa visite.

— J'apprends, major, que vous allez vous battre?

— C'est la vérité.

— Votre résolution...

— Est inébranlable. On m'apporterait des excuses que je ne les accepterais pas.

— Ainsi, major, vous êtes bien décidé?

— Je suis tout prêt; tenez, voilà mon sabre.

— En ce cas, je dois vous dire qu'avant de vous battre avec M. Muller, vous avez une affaire à vider avec moi.

— Vous voulez rire?

— Avec vous, major, je ne ris jamais. Plus d'une fois, je le sais, devant témoins, dans des lieux publics, vous vous êtes permis sur mon compte des propos plus que légers. Jusqu'ici, je me suis abstenu de vous demander une réparation. Je respectais en vous la vie d'un chef de famille; mais, puisque vous exposez, sans hésiter, de gaieté de cœur, une vie qui ne vous appartient pas, qui appartient à votre femme, à votre enfant, je prétends user aujourd'hui de mon droit dans toute sa rigueur. Vous m'avez offensé, offensé plus d'une fois; ma patience est à bout, et vous me rendrez raison!

Au ton résolu de Frédéric, le major comprit qu'il s'agissait d'une provocation sérieuse. Il n'avait pas pour l'odeur de la poudre une passion bien décidée, et la lame d'une épée lui donnait des éblouissemens.

— Avant de vous rendre raison, dit-il à Frédéric, j'espère, monsieur, que vous voudrez bien m'expliquer la nature de l'offense dont vous demandez réparation.

— Vraiment, répliqua Frédéric, j'aurais fort à faire si je voulais rappeler ici tous les propos impertinens que vous avez tenus sur mon compte. Je n'aurais que l'embarras du choix. Vous savez aussi bien que moi ce que vous avez dit, et je n'ai pas besoin de vous rafraîchir la mémoire. Tenez, pour ne vous citer qu'un propos entre mille, n'avez-vous

pas dit que j'avais dissipé mon patrimoine dans les tripots? L'avez-vous dit, oui ou non?

— Je ne m'en défends pas, répondit Bildmann; mais vous-même n'avez-vous pas répandu le bruit que j'avais mangé la dot de ma femme au cabaret?

— N'avez-vous pas donné à entendre, poursuivit Frédéric, qu'après avoir ruiné mes tantes, j'étais venu vivre aux dépens de mon cousin? Est-ce vrai, oui ou non?

— J'en conviens, répondit le major; mais vous-même n'avez-vous pas prétendu qu'après avoir mis ma femme et mon enfant sur la paille, j'étais venu ici, comme un mendiant, trop heureux de trouver chez le comte Sigismond un gîte et un morceau de pain?

— J'ai dit sur vous ce qu'il m'a plu de dire, reprit Frédéric avec hauteur; je n'ai jamais fait mystère des sentimens que vous m'inspirez. Quant à ce que vous pouvez dire de moi, c'est autre chose. Je vous défends de prononcer mon nom autrement qu'avec respect, avec déférence. Ceci est pour l'avenir; quant au passé, je vous en demande raison.

— Vous penserez de moi tout ce que vous voudrez, repartit le major d'un air magnanime; les preuves du major Bildmann sont faites depuis long-temps. Je n'ai pas à redouter l'opinion. Je vous le répète, jeune homme, pensez de moi ce que vous voudrez; jamais je ne consentirai à me battre avec un parent.

— Puisqu'il en est ainsi, major, vous ne vous battrez avec personne, car je n'entends céder mon tour ni à M. Muller ni à d'autres. Votre vie m'appartient, et vous ne pouvez en disposer sans ma permission.

— J'ai provoqué Muller, dit le major. J'en suis fâché pour vous, mais l'affaire est maintenant trop avancée pour en rester là.

— Vous avez une manière toute simple de l'arrêter.

— Laquelle, je vous prie?

— Faites des excuses.

— Jamais, monsieur, jamais! s'écria héroïquement le major.

— A votre aise, poursuivit Frédéric. Encore un mot, et j'aurai fini. Si ce soir, à neuf heures, M. Muller n'a pas reçu vos excuses, demain, au point du jour, vous vous battrez avec moi.

— Vous êtes las de vivre, vous voulez votre mort; eh bien! nous nous battrons.

— Major, ajouta Frédéric, méditez les dernières paroles que vous venez d'entendre; vous avez jusqu'à ce soir pour y réfléchir.

Le soir même, une heure avant le terme fatal, Muller recevait, en présence de Frédéric, une lettre ainsi conçue :

« Monsieur,

« Si j'en étais encore à faire mes preuves de courage, je pourrais

éprouver quelque embarras à vous présenter mes excuses pour un moment de vivacité; mais j'ai versé mon sang sur plus d'un champ de bataille, et je n'hésite pas à retirer la provocation que je vous ai adressée ce matin. Croyez, monsieur, que je regrette sincèrement les paroles qui me sont échappées et qui devaient amener entre nous une rencontre sanglante. J'espère que vous accepterez avec empressement les excuses du major Bildmann; c'est la première fois que j'écris de telles paroles.

« Le major BILDMANN. »

Après avoir achevé la lecture de cette épître, Muller, se croyant un foudre de guerre, la remit d'un air de triomphe entre les mains d'Édith, qui remercia Frédéric par un regard où éclatait sa reconnaissance. Malheureusement cette affaire ne devait pas en rester là, car l'apologie présentée par le major était accompagnée d'un post-scriptum.

« *P. S.* Pour éviter à l'avenir tout sujet de contestation entre nous, avertissez vos enfans qu'ils ne doivent jamais pénétrer dans mon enclos. »

Ce post-scriptum était gros d'orages.

VIII.

Dès le lendemain, au lever du soleil, Muller fit appeler les jardiniers du château, et leur donna l'ordre d'arracher sans délai les haies vives qui servaient de limites à l'enclos Bildmann et à l'enclos Stolzenfels. Depuis long-temps, sa patience était à bout, et le post-scriptum de la lettre du major avait comblé la mesure. Muller éprouvait le besoin impérieux de faire acte d'autorité, d'user de ses droits avec une sévérité absolue, de réduire au silence toutes les prétentions impertinentes des Bildmann et des Stolzenfels. Depuis son arrivée au château, il avait toujours montré à ses hôtes tant de tolérance et de générosité, je pourrais dire tant de clémence et de mansuétude, que les jardiniers, en entendant l'ordre qui leur était signifié, ne purent retenir un cri d'étonnement. Il y avait trois jardiniers au château, qui tous avaient vu naître le comte Sigismond, et s'étaient habitués à regarder comme bien fait tout ce qu'il laissait faire. Le plus âgé des trois prit la parole au nom de ses camarades, et s'adressant à Muller :

— Vous n'y songez pas, monsieur! Ces deux enclos ne sont pas à vous; ils appartiennent au bon major et aux bonnes demoiselles. Cinq ans avant votre arrivée au château, nous avons planté sous les yeux du comte Sigismond les haies que vous voulez arracher aujourd'hui.

— Obéissez, répliqua Muller d'une voix sèche, qui ne souffrait aucune objection. Il n'y a ici d'autre maître que moi; c'est à moi seul que vous devez obéir.

— Ma foi, monsieur, répondit l'orateur de la troupe, nous n'osons pas prendre ça sur nous. Dites au bon major et aux bonnes demoiselles de nous le commander, et ça se fera.

— Comment, drôles! reprit Muller de plus en plus exaspéré, vous refusez de m'obéir? Eh bien! je vous chasse tous trois.

— Allez, allez, nous connaissons le testament. Vous ne pouvez pas nous renvoyer : M. le comte a pris soin de nous. C'était celui-là un bon maître! Vous êtes obligé de nous garder; c'est sa volonté, et nous resterons.

— Eh bien! s'écria Muller hors de lui-même, aujourd'hui même je vous chasse. Je ne veux pas garder chez moi un jour de plus des serviteurs insolens.

— A votre aise, monsieur, reprit le jardinier. Nous connaissons nos droits et nous les ferons valoir.

A ces mots, ils s'éloignèrent tous trois à pas lents, en jetant sur Muller des regards qui semblaient le narguer. Muller, sans perdre un instant, ordonna à Wurm de faire venir des cantonniers qui, depuis quelques semaines, réparaient la route d'Hildesheim à Muhlstadt. Wurm obéit, et une heure après l'enclos Bildmann et l'enclos Stolzenfels n'existaient plus. Dire la colère qui transporta le major, Dorothée, Hedwig et Ulrique, serait chose impossible, et je ne veux pas l'essayer. Pour reprendre possession de ces deux enclos qu'ils s'étaient habitués à regarder comme leur bien, les Bildmann et les Stolzenfels résolurent d'un commun accord de planter des pieux, de tendre des cordes et de rétablir ainsi provisoirement la limite de leur propriété. Deux heures après, Muller donnait l'ordre de couper les cordes et d'arracher les pieux, et, comme il le disait, force restait à la loi. Le soir même, comme il s'applaudissait avec Édith de la vigueur qu'il venait de montrer, Wurm lui remit une assignation en bonne forme; cette assignation, libellée avec toute l'élégance du style judiciaire, enjoignait au légataire universel du comte Sigismond de réintégrer dans leurs fonctions les trois jardiniers qu'il avait congédiés le matin, aux termes du testament qui l'avait investi de la propriété d'Hildesheim.

— Allons donc! s'écria Muller en achevant la lecture de ce grimoire; il serait plaisant d'être obligé de garder chez soi des marauds qui vous narguent et refusent d'obéir. S'ils veulent plaider, nous plaiderons. Les tribunaux ne se méprendront pas sur la volonté du comte Sigismond. L'intention du testament n'a pu être de m'imposer des serviteurs indociles et impertinens.

Muller s'endormit joyeux et fier de sa conduite, sans prévoir l'orage qui grondait sur sa tête. Le lendemain, comme il achevait de déjeuner et s'apprêtait à sortir, Wurm lui remit en souriant deux chiffons de papier couverts d'une écriture illisible, ornés de paraphes au bas de chaque page.

— Qu'est-ce encore? dit Muller, qui déjà mettait son chapeau sur sa tête et disait adieu à sa femme.

— Monsieur, reprit Wurm d'un air demi-railleur, demi-triomphant, c'est de la part du major Bildmann et des demoiselles de Stolzenfels.

Wurm sortit en se frottant les mains. Muller se rassit et jeta les yeux sur les papiers qu'on venait de lui remettre. C'était une double assignation au nom du major et des vieilles filles, qui, se fondant sur la tolérance du comte Sigismond et sur les termes du testament qu'ils interprétaient à leur manière, prétendaient rétablir aux frais de Muller les deux haies qu'il avait arrachées.

— De mieux en mieux, s'écria Muller, l'hiver se prépare bien. Voilà de quoi occuper nos soirées. C'est la guerre civile, et, sur ma foi, le vieux corbeau et les vieilles pies trouveront à qui parler.

Fier de son bon droit, ou plutôt pour s'étourdir sur les inquiétudes qui pouvaient lui rester, pareil aux poltrons qui sifflent au moment de leur plus grande frayeur, Muller venait de se mettre à son clavecin et achevait la première page d'une sonate de Haydn, quand maître Wolfgang parut à la porte du salon.

— Pardieu! s'écria Muller sans quitter sa place, c'est le ciel qui vous envoie. J'ai ici sous la main quelques petits papiers qui vous divertiront.

Et il remit à maître Wolfgang les trois assignations. Maître Wolfgang s'assit, les lut en silence, parut méditer profondément, et les déposant sur le clavecin :

— Cela est grave, monsieur Muller, très grave, beaucoup plus grave que vous ne pensez. Il ne s'agit pas ici d'une bagatelle. Quant aux jardiniers, les termes du testament sont précis et formels; vous n'avez dans aucun cas le droit de les congédier; ainsi je vous conseille de renoncer dès à présent à cette prétention. Venons maintenant à votre contestation avec le major Bildmann et les demoiselles de Stolzenfels. Dans quel état avez-vous trouvé le parc à votre arrivée au château? N'est-il pas vrai que le major et les demoiselles de Stolzenfels avaient dès-lors la jouissance exclusive des deux enclos? N'est-il pas vrai que ces deux enclos avaient été, du vivant même du comte Sigismond, entourés d'une haie vive? C'est le cas d'invoquer un axiome que les tribunaux n'ont jamais refusé de reconnaître : possession vaut titre. Si les prétentions du major et des demoiselles de Stolzenfels vous semblaient injustes, exagérées, il fallait, le jour même de votre arrivée, discuter ces prétentions par voie judiciaire. Vous n'en avez rien fait; eh bien! il n'y a pas deux manières d'interpréter votre silence : en n'agissant pas, vous avez consenti. Je ne dois pas vous dissimuler les conséquences de votre conduite. Quels que soient vos droits, il faut vous attendre à une vigoureuse résistance. Placé entre le major Bild-

mann et les demoiselles de Stolzenfels, vous avez, comme on dit, la main prise entre l'arbre et l'écorce. Ce n'est pas tout. On dira dans le pays que vous êtes sans pitié pour la famille du comte Sigismond, que vous êtes ingrat envers votre bienfaiteur, que vous répondez à la générosité par une âpreté sans exemple. Rappelez-vous, monsieur, cette belle parole d'un écrivain antique : « Le droit absolu n'est souvent qu'une injustice absolue. » Vous ne pourrez pas faire un pas dans la campagne sans entendre derrière vous des murmures de réprobation; les vieilles femmes vous désigneront du doigt à tous les enfans du pays comme l'ennemi, le spoliateur des Bildmann et des Stolzenfels. La charité de Mme Muller, croyez-le bien, sera toujours impuissante à conjurer les haines que vous aurez soulevées. Elle aura beau multiplier ses aumônes, elle n'apaisera pas la colère excitée par votre conduite.

A ce tableau de la haine qu'il avait si peu méritée, Muller pâlit.

— Eh bien! dit-il avec l'accent de la résignation, que le major Bildmann et les demoiselles de Stolzenfels relèvent donc la haie de leurs enclos, j'y consens.

Maître Wolfgang contemplait Muller avec orgueil; il jouissait avec délices du trouble qu'il venait de jeter dans l'ame de son client. Muller attendait sa réponse comme un oracle. Après quelques instans de recueillement, maître Wolfgang rompit le silence.

— Les dispositions que vous montrez, monsieur Muller, dit-il en appuyant sur chaque syllabe, vous font le plus grand honneur. Votre empressement à saisir tous les moyens de conciliation qui se présentent révèle chez vous une générosité toute royale. Toutefois, je ne dois pas vous le cacher, il est trop tard maintenant pour adopter des mesures de conciliation. On vous a accusé de faiblesse; vous avez compris la nécessité de montrer de l'énergie, et vous avez bien fait. Sans doute, pour établir votre droit, vous aurez des luttes à soutenir; mais le courage ne vous manquera pas, non plus que le secours de mes lumières. Songez d'ailleurs à ce qui arriverait, si vous faisiez maintenant un pas en arrière. Si vos adversaires vous voient faiblir dans une occasion aussi décisive, que n'exigeront-ils pas de vous? Avez-vous oublié ce que dit le fabuliste : « Laissez-leur prendre un pied chez vous, ils en auront bientôt pris quatre. » Le fabuliste a raison. Croyez-moi, monsieur Muller, si vous n'étiez pas courageux par tempérament, je vous conseillerais d'être courageux par calcul. Vous avez votre dignité à garder; il faut prendre rang dans le pays; il faut être maître chez vous.

— Eh bien! dit Muller, puisque toute conciliation vous semble désormais impossible, nous plaiderons.

Wolfgang s'accouda sur la table et couvrit ses yeux de ses mains.

— L'affaire est grave, très grave, reprit-il après quelques minutes de réflexion.

— Enfin décidez-vous! s'écria Muller, qui perdait patience. Il faut céder ou plaider; je ne vois pas d'autre parti à prendre.

— Eh bien! répondit maître Wolfgang, nous plaiderons. L'affaire est grave, je le répète, mais ce sera un très beau procès!

— Adieu donc, maître Wolfgang, dit Muller, que cette conversation avait fatigué et qui n'était pas fâché de rester seul; adieu, revenez me voir dès que vous aurez entamé le procès, et surtout poussez-le avec vigueur.

Maître Wolfgang ne se levait pas. Muller le contemplait avec une curiosité mêlée d'étonnement. Maître Wolfgang avait ses raisons pour ne pas se retirer.

— Monsieur Muller, dit l'homme de loi, jusqu'à présent je ne vous ai pas dit encore l'objet de ma visite. J'ai écouté vos contestations avec les demoiselles de Stolzenfels, avec le major Bildmann, avec les jardiniers; il me reste à vous dire pourquoi j'étais venu.

Muller, justement effrayé de ces paroles mystérieuses, interrogeait en vain ses souvenirs; il se demandait, pour me servir d'une expression populaire, quelle nouvelle tuile allait lui tomber sur la tête. Maître Wolfgang, témoin de son anxiété, ne se pressait pas de l'éclairer.

— De grace, monsieur, dit Muller, pour qui l'incertitude devenait un cruel supplice, apprenez-moi sans plus tarder de quoi il s'agit.

— Avant d'en venir à l'objet de ma visite, reprit gravement maître Wolfgang, j'ai besoin de vous adresser quelques questions, et je vous prie de vouloir bien y répondre sans détour et sans réticence. N'oubliez pas que vous devez parler avec une franchise absolue à l'homme chargé de la défense de vos intérêts. Vous devez avoir pour moi la confiance du malade pour son médecin, du pénitent pour son confesseur. Songez qu'en me déguisant une part quelconque de la vérité, vous compromettez de la manière la plus fâcheuse le sort de votre cause.

Muller, de plus en plus inquiet, ne pouvait deviner où maître Wolfgang voulait en venir. Enfin l'homme de loi consentit à entamer l'exposé des faits. Toutefois, pour donner à son rôle plus d'importance et de grandeur, au lieu de raconter simplement ce qu'il savait très bien, il préféra interroger son client comme l'eût fait un juge d'instruction.

— Ainsi donc, monsieur Muller, vous avez opéré dans le domaine d'Hildesheim des changemens qui troublent, qui bouleversent toutes les propriétés voisines. Avec une légèreté, une étourderie qu'on ne devait pas attendre de votre âge, de votre position, vous avez contenté vos moindres caprices et vous n'avez pas pris la peine d'envisager les conséquences de votre résolution.

— Au fait! maître Wolfgang, au fait! Depuis assez long-temps, vous me tenez sur des charbons ardens. Au fait, soyez clair, et surtout soyez bref.

— Eh bien! monsieur Muller, le domaine d'Hildesheim est traversé par une rivière. Qu'avez-vous fait de cette rivière?

— Parbleu! ce que j'en ai fait, la plaisante question! J'y ai pêché, je m'y suis promené en bateau avec ma femme et mes enfans. Que pouvais-je faire de plus?

— Interrogez votre conscience, monsieur Muller; n'avez-vous rien à vous reprocher? N'avez-vous pas empiété sciemment ou à votre insu sur les droits attachés aux propriétés voisines?

Muller eut beau s'interroger, il ne put deviner de quelle faute il s'était rendu coupable.

— Puisqu'il faut, monsieur Muller, venir en aide à votre mémoire, écoutez bien toutes les questions que je vais vous poser, et répondez-moi de point en point.

Muller devint tout oreilles; maître Wolfgang poursuivit :

— Le lit de la rivière, dans la partie qui traverse le domaine d'Hildesheim, était inégal; n'avez-vous rien fait pour lui donner une profondeur uniforme?

— Je l'ai fait draguer, répondit Muller, et j'y ai trouvé un double avantage : j'ai mis dans les allées de mon parc le sable qu'on avait retiré du fond, et les tourbillons qui rendaient la rivière dangereuse ont maintenant disparu.

— A merveille! reprit maître Wolfgang; ce n'est pas tout encore. Dans la partie qui avoisine un bouquet de saules et de peupliers, n'avez-vous pas élargi le lit de la rivière?

— Sans doute, répondit Muller; j'ai fait creuser une anse pour amarrer le batelet qui sert aux promenades de ma femme et de mes enfans.

— Très bien! de mieux en mieux! poursuivit maître Wolfgang. Ainsi, vous ne contestez aucun des faits qui vous sont imputés; vous admettez tous les griefs articulés contre vous. Les bruits répandus dans le pays ne sont donc pas calomnieux? Les accusations portées contre le maître actuel du domaine d'Hildesheim ne sont donc pas de pures fictions, filles de l'envie et de la méchanceté?

— De quels bruits parlez-vous? s'écria Muller; de quoi m'accuse-t-on? Qu'y a-t-il de commun entre l'envie, la calomnie et la rivière qui traverse mon domaine?

— Vous allez comprendre en deux mots, reprit maître Wolfgang, de quelle nature sont les accusations portées contre vous. On dit dans le pays que vous élevez le prix du pain.

— Voilà, je l'avoue, répondit Muller, une étrange accusation, à laquelle j'étais loin de m'attendre. Ainsi, on répand dans le pays le bruit que j'accapare le grain. Dites à ceux qui vous ont débité ces sornettes de venir visiter mes granges, mes greniers : ils jugeront par leurs

yeux, ils verront ce qu'il y a de sottise et de méchanceté au fond de ces calomnies.

— Mon Dieu! monsieur Muller, si vous aviez eu la patience de m'écouter jusqu'au bout, vous vous seriez épargné la peine de réfuter un argument qui jusqu'ici n'a pas été produit dans la cause. Il ne s'agit ni de vos granges ni de vos greniers. Le grain que vous avez chez vous vous appartient, et personne, que je sache, n'a le droit de venir le compter. Vous le vendez quand vous voulez, à qui vous voulez : c'est une affaire dont vos voisins n'ont pas à se mêler; mais votre rivière, c'est bien autre chose! car enfin cette rivière n'est pas à vous. Il est vrai qu'elle traverse le domaine d'Hildesheim, mais enfin elle ne vous appartient pas. Vous ne pouvez en faire usage, soit pour la pêche, soit pour la promenade, que sous certaines conditions : c'est ce que nous autres gens de loi appelons servitudes réelles.

— Que parlez-vous de servitude? dit Muller en l'interrompant; est-ce que par hasard je ne serais pas maître chez moi?

— Assurément, monsieur Muller, vous êtes maître chez vous; mais vos droits, comme tous les droits humains, sont renfermés dans de certaines limites, car, vous le savez, et c'est un grand docteur qui l'a dit, il n'y a pas de droit contre le droit. J'aime à croire que vous n'avez pas prévu les conséquences de votre conduite. S'il en était autrement, ce que vous avez fait serait absolument inexplicable.

— Ah çà! reprit Muller, avez-vous juré, maître Wolfgang, de me mettre hors des gonds? Depuis une demi-heure je vous prie, je vous supplie, je vous conjure de me dire le sujet de votre visite, et depuis une demi-heure je n'ai pas encore réussi à obtenir de vous une parole sensée. C'est une belle chose que la loi, une chose sainte, et qu'il faut respecter; mais si, d'aventure, sans le savoir, j'ai violé la loi, ayez, de grace, la générosité de me dire en quoi et comment je l'ai violée.

— Nul n'est censé ignorer la loi, répondit gravement maître Wolfgang. C'est un des plus beaux, un des plus graves, un des plus anciens axiomes du droit romain. Or, vous le savez, le droit romain est, à proprement parler, le fondement de notre législation. Vainement quelques juristes ont prétendu opposer à l'autorité de Justinien je ne sais quel droit germanique dont les monumens sont insaisissables; c'est une billevesée dont les praticiens ne doivent tenir aucun compte.

— Que diable! monsieur, s'écria Muller, il ne s'agit ici ni de Justinien, ni du droit romain, ni du droit germanique. Revenons à ma rivière, et dites-moi comment j'ai pu élever le prix du pain.

— Rien n'est plus simple, monsieur Muller, et, si vous avez bien suivi jusqu'ici le fil de mon raisonnement, déjà vous êtes sur la voie, et vous l'avez à moitié compris.

— Ne me flattez pas, maître Wolfgang. Jusqu'ici je n'ai absolument

rien compris. Quant au fil de votre raisonnement, il m'eût été vraiment bien difficile de le suivre, car vous vous êtes égaré à plaisir dans une foule de digressions, fort éloquentes, je veux le croire, mais qui, à mon avis, n'ont rien à démêler avec le cours de ma rivière et le prix du pain. Parlez donc, je vous écoute.

— L'usage des cours d'eau, monsieur Muller, est une des matières les plus difficiles de la jurisprudence. Ce sujet ardu a été traité dans un grand nombre de livres très savans. Tous ces livres, je les ai réunis dans ma bibliothèque, je les ai lus, je les ai relus. Je les connais à fond, je sais sur le bout du doigt tout ce qu'ils contiennent, et je peux vous le redire. Il n'y a pas une difficulté concernant les cours d'eau dont je ne puisse vous donner la solution à l'instant même, en vous citant l'autorité des auteurs qui se sont prononcés dans tel ou tel sens. Grace à Dieu, j'ai une mémoire excellente, et, si vous l'exigez, je puis vous donner un avant-goût des passages que j'ai l'intention de citer à l'audience.

— Comment, à l'audience! s'écria Muller. Il s'agit donc encore d'un procès?

— Sans doute, ne vous l'ai-je pas dit?

— Jusqu'ici, malheureux, vous m'avez tout dit, excepté ce qu'il fallait me dire. Je me tue à vous écouter, et vous prenez plaisir à épaissir les ténèbres autour de moi. Quand donc vous plaira-t-il de revenir à ma rivière?

— J'y suis, reprit maître Wolfgang. Je disais donc que les cours d'eau sont soumis à ce que nous appelons, nous autres gens de loi, servitudes réelles. Ici, monsieur Muller, j'ai besoin de toute votre attention. Nivelez, élargissez le lit d'une rivière, qu'arrive-t-il?

— C'est à vous de me le dire, maître Wolfgang, puisque vous avez étudié à fond toutes les questions qui se rattachent aux cours d'eau; je ne suis pas ici pour vous répondre, mais pour vous écouter.

— Eh bien! monsieur Muller, puisque vous ne voulez pas prendre la peine de trouver par vous-même la solution du problème que je vous propose, je vais vous la donner. En nivelant, en élargissant le lit d'une rivière, en adoucissant la pente, vous ralentissez le courant. Suivez bien, de grace, mon raisonnement, car ici tous les mots portent coup. Dans la propriété voisine se trouve un moulin; ce moulin, situé au-dessous d'Hildesheim, est mis en mouvement par la rivière qui traverse votre domaine. Or, c'est à ce moulin que tous les paysans des environs portent leur grain. En ralentissant le courant de la rivière, vous diminuez la force du moulin, vous élevez le prix de la mouture, et par conséquent le prix du pain. Est-ce clair, monsieur Muller?

— Enfin, dit Muller poussant un profond soupir, je commence à comprendre de quoi il s'agit.

— Je me flatte, reprit maître Wolfgang avec un air de contentement et d'orgueil, qu'il n'y a pas dans toute l'Allemagne un juriste capable de vous expliquer plus nettement le sujet du nouveau procès qui vous est intenté, non-seulement au nom du propriétaire du moulin, mais encore au nom de la commune. Le procès entamé en 1760 par le grand-père du comte Sigismond n'est assurément pas dépourvu d'intérêt; mais ce n'est, à proprement parler, qu'une bagatelle à côté du procès nouveau qui s'ouvre pour vous. Discussion de droit, discussion de fait, jurisprudence des tribunaux, doctrine des auteurs, rien n'y manque, et, à toutes les idées que suscite cette magnifique affaire, ajoutez l'intérêt dramatique, dont jusqu'ici j'ai négligé de vous parler, je veux dire une commune irritée, une commune qui demain peut-être se lèvera comme un seul homme et viendra, la torche à la main, menacer le château et le domaine d'Hildesheim.

— Parlez-vous sérieusement, maître Wolfgang? dit Muller épouvanté. Une menace d'incendie, voilà ce que vous appelez l'intérêt dramatique de cette magnifique affaire!

— La moisson a été mauvaise, reprit maître Wolfgang. Lors même que la force du moulin n'eût pas été diminuée par votre étourderie, le prix du pain devait être plus élevé que l'année dernière. L'augmentation du prix de mouture est ce que nous appelons, nous autres gens de loi, un supplément de calamité. La colère de la commune se comprend facilement et n'a pas besoin d'explication. Ainsi, monsieur Muller, si demain vous entendez l'émeute gronder sous vos fenêtres, n'en soyez point étonné, vous êtes averti.

Muller, de plus en plus épouvanté, contemplait d'un œil effaré maître Wolfgang; il voyait en lui le spectre de la discorde, un messager d'enfer, un suppôt de Satan. Il voulait parler, et la parole s'arrêtait dans son gosier brûlant. Maître Wolfgang se leva, fier de la terreur qu'il venait d'éveiller dans l'ame de son client; Muller le laissa partir et demeura seul à mesurer la profondeur de l'abîme qui s'ouvrait sous ses pieds.

Toutefois il voulut savoir par lui-même à quoi s'en tenir sur la réalité des griefs articulés contre lui. A quelques jours de là, sans rien dire à Édith de l'entretien formidable qu'il avait eu avec maître Wolfgang, il se rendit chez le propriétaire du moulin, qui était précisément un de ses deux adversaires dans le grand et beau procès qui remontait à 1760. Malgré toutes les objections produites par son avoué, Muller n'hésita pas à tenter toutes les voies de conciliation. Il offrit généreusement d'anéantir tous les travaux faits dans le bras de la rivière qui traversait le domaine d'Hildesheim, de remettre les choses dans leur état primitif, et de réparer les dommages sur estimation d'experts. Son adversaire l'accueillit avec cette haute politesse qui est la plus cruelle des injures.

— Monsieur, lui dit-il après l'avoir écouté à demi pendant quelques instans, je me mêle rarement de ces sortes d'affaires. Le dommage est constant; toutes les pièces sont maintenant entre les mains de mon avoué : c'est à lui désormais que vous devez vous adresser.

— Cependant, monsieur...

— Désolé, monsieur, reprit le hobereau en tirant sa montre; je suis attendu; une autre fois je serai plus heureux.

Muller se retira, le cœur plein de honte et de rage. En outre, il comprenait que tout espoir de conciliation était perdu, que l'avoué de son adversaire, se piquant d'émulation, voudrait lutter d'arguties avec maître Sturm, et qu'une nouvelle guerre d'exploits et d'assignations devenait inévitable.

Comme il revenait chez lui, triste, découragé, il rencontra sur la route des paysans dont le regard irrité lui rappela les sinistres prophéties de Wolfgang. Deux d'entre eux, plus hardis ou plus mécontens que les autres, arrêtèrent Muller pour lui adresser des reproches.

— C'est donc vous, monsieur, dit le premier d'un air menaçant, qui élevez le prix du pain? Comme si l'année n'était pas déjà assez mauvaise, vous diminuez le travail du moulin où nous portons notre blé. Ce n'est pas bien, monsieur; ce n'est pas le comte Sigismond qui eût ainsi affamé les pauvres gens de la commune.

— C'est donc vous, monsieur, dit le second en retenant par la bride le cheval de Muller, c'est donc vous qui tourmentez les bonnes demoiselles et le bon major. Voilà donc comment vous reconnaissez les bontés de feu monsieur le comte? Après avoir dépouillé la famille, vous la persécutez. Ça n'est pas bien, monsieur, ça vous portera malheur.

Muller eut un instant la fantaisie de leur cingler sa cravache au travers du visage. Il haussa les épaules, enfonça l'éperon dans le flanc de son cheval, et poursuivit sa route. La nature morne et désolée, le ciel gris et froid de novembre, les coteaux submergés par la brume, assombrissaient encore le deuil de ses pensées. Il rentra chez lui, agité par de lugubres pressentimens. Comme il traversait le parc, il aperçut les trois jardiniers qu'il avait chassés quelques jours auparavant. Les trois rustauds, profitant d'un rayon de soleil qui venait de percer la nue, devisaient entre eux, assis sur un banc, comme de paisibles rentiers. En attendant l'issue de la lutte qu'ils avaient engagée, ils demeuraient au château, dormaient bien, se nourrissaient grassement, et, quand ils avaient fait dans les champs une promenade salutaire, quand ils avaient gagné de l'appétit, ils se reposaient et commentaient à loisir le testament du comte Sigismond. Ils inventaient pour établir, pour interpréter, pour défendre leurs droits, des argumens qui n'eussent pas été désavoués par le procureur le plus madré, par l'avocat le plus retors. Ils s'applaudissaient en riant du succès de leur insolence, et trouvaient

dans la colère du maître qui les avait chassés un bénéfice tout net : tant qu'ils ne seraient pas rappelés officiellement et réintégrés dans leurs fonctions, ils étaient bien résolus à se croiser les bras depuis le matin jusqu'au soir. Ils allaient même jusqu'à se demander s'ils devaient reprendre leurs travaux avant d'avoir reçu des excuses en bonne forme. Quand Muller passa devant eux, ils se crurent dispensés de le saluer et demeurèrent cloués à leur place, comme s'ils l'eussent vu pour la première fois.

IX.

Spiegel à Franz Muller.

« Tes lettres deviennent de plus en plus rares, mon cher ami. Depuis près de deux mois, tu ne m'as pas donné signe de vie. Pour savoir comment se passent tes journées au château d'Hildesheim, j'en suis réduit aux conjectures. Comment faut-il expliquer ton silence? Tu me parlais dans tes dernières lettres de la paix profonde dont tu jouissais, des loisirs que te procurait la richesse, et que tu comptais bien employer au profit de ta renommée. Est-ce que l'étude absorbe à cette heure tous tes instans? S'il en est ainsi, ne crains pas mes reproches. J'ai trop souvent appelé de mes vœux le moment où tu pourrais exprimer enfin en toute liberté ce que tu as dans la tête et dans le cœur, pour songer à me plaindre et t'accuser d'ingratitude. Travaille, mon cher Franz; tu as raison de ne pas t'endormir sur l'oreiller moelleux que t'a laissé le comte Sigismond. Que de belles choses tu dois composer là-bas! Que de motifs charmans! que d'inspirations enchantées! Au fond des bois, dans le creux des vallées, sur le flanc des coteaux, tu allais, pendant les beaux jours, mêlant les chants de ton génie aux harmonies de la nature. Maintenant, assis au clavecin, tandis que l'âtre flambe et pétille, tu fixes sur le papier les mélodies que tu jetais au vent. Bénie soit l'opulence qui t'aura conduit à la gloire!

« Tu m'as dit que le château et le domaine d'Hildesheim exigeaient des réparations, des améliorations de toute sorte. Es-tu devenu agronome et architecte, comme la plupart des seigneurs châtelains de notre belle Allemagne? As-tu étudié le système de la grande et de la petite culture? As-tu respecté fidèlement, dans la restauration de ton château, le style à la fois sévère et orné du XIVe siècle? Tu dois être heureux, je ne dirai pas comme un roi, mais comme un artiste, comme un poète qui peut embrasser tous ses rêves, réaliser toutes ses fantaisies. Je m'endors chaque soir dans la pensée de ton bonheur, et la nuit je fais de doux songes. Tu ne m'entretiens plus des demoiselles de Stolzenfels ni du ménage Bildmann; j'aime à croire que vous vivez tous en fa-

mille. Ta première lettre m'a conquis au major; à mon prochain voyage à Hildesheim, je demanderai à faire son portrait. Édith m'a parlé d'un nouvel hôte accueilli chez vous, d'un jeune homme charmant, qu'Hermann et Marguerite chérissent à l'envi, plein de grace, d'entrain, de gaieté, chasseur intrépide, habile écuyer, chanteur de romances, descendant tout à la fois de Nemrod, de Chiron et d'Orphée. Dis-moi bien vite, dis-moi sans plus tarder s'il mérite tous les éloges dont notre Édith se plaît à le combler. A ne te rien cacher, je crains fort que M. Frédéric ne fasse tort au pauvre Spiegel dans l'esprit de ta femme et de tes enfans. Quant à toi, mon cher Muller, je ne suis pas inquiet de ton cœur; comment pourrais-tu songer à remplacer une amitié aussi vieille, aussi solide, aussi souvent éprouvée que la nôtre?

« J'allais oublier de te rappeler que tu as négligé de m'envoyer le prix de ton loyer. Il y a maintenant deux termes échus. Je me serais trouvé dans un grand embarras, si le hasard, un hasard providentiel, ne fût venu à mon secours. Chose inouie, chose inespérée! j'ai vendu quelques-uns de mes tableaux qui, depuis trop long-temps, décoraient mon atelier. Je les ai vendus à des conditions si avantageuses, que j'ai pu réparer ta négligence. Pour nous dispenser à l'avenir de payer ton loyer et le mien, j'ai acheté la petite maison que nous avons partagée pendant tant d'années. Ainsi, au printemps prochain, quand tu viendras à Munich, c'est chez moi que tu descendras. Spiegel propriétaire! Voilà, je l'espère, une nouvelle à laquelle tu étais loin de t'attendre : c'est le pendant de Muller châtelain. Embrasse pour moi tes enfans, et prie notre chère Édith de ne pas trop m'oublier dans la compagnie de M. Frédéric.

« SPIEGEL. »

Un instant, Muller se crut persiflé. Chacune des questions que lui adressait Spiegel contrastait si douloureusement avec la réalité, chaque phrase ressemblait si bien à un reproche indirect ou à une raillerie, que Franz, en achevant la lecture de cette lettre, ne put se défendre d'un mouvement d'humeur et presque de colère. Tout dans cette lettre l'humiliait, l'offensait; pas un mot qui ne fût un coup de poignard. A son insu, sans s'expliquer pourquoi, il souffrait de l'éloge qu'Édith avait fait de Frédéric; le germe d'un mal qu'il n'avait jamais ressenti venait de se glisser dans son cœur. En songeant que Spiegel avait vendu ses tableaux, et que ce n'était pas lui, Muller, lui, son frère, qui les avait achetés; en se disant que Spiegel avait acquis du prix de son talent la maison qu'il s'était promis de lui offrir et dont il n'avait pas même acquitté le loyer, Franz se sentait mourir de honte. Et comme, au fond des amitiés les plus pures, l'égoïsme et l'amour-propre trouvent toujours un coin où se cacher, Muller, en apprenant l'aisance

et le succès échus à son ami, éprouvait autre chose que de l'étonnement et de la joie; il faisait un retour sur lui-même, et, comparant le château d'Hildesheim, qu'il devait au hasard, à la petite maison de Munich, que le travail et une renommée naissante venaient de donner à Spiegel, il reconnaissait que Spiegel était vraiment plus riche et plus heureux que lui. L'amour de la gloire, qu'il avait si long-temps nourri comme un feu sacré, et qui, au milieu des tracas sans nombre qui assaillaient sa vie, semblait éteint sans retour, se réveillait tout à coup, non comme une ambition noble et généreuse, mais comme un tourment de plus. Cependant, si Muller, en pensant à Spiegel, éprouva un instant quelque chose de pareil à l'envie, ce mauvais sentiment fut bientôt comprimé et ne laissa pas de trace dans l'ame qu'il avait traversée.

Muller était réservé à d'autres épreuves. Le germe funeste que la lettre de Spiegel avait déposé dans son cœur devait, en peu de temps, s'y développer, grandir et pousser de profondes racines.

Jusque-là Franz avait toujours caché à sa femme, avec un soin assidu, tous les ennuis, tous les tracas qui l'assiégeaient. Il ne lui avait parlé ni du procès qui n'avait pu lasser la patience de trois générations, ni de l'affaire du moulin, ni de l'émeute qui, d'un jour à l'autre, pouvait venir gronder à sa porte; mais, assez généreux pour craindre d'affliger la femme qu'il aimait, il était trop faible pour dissimuler sa tristesse. Il taisait les faits, mais il laissait voir les impressions qu'il en recevait. En ménage, c'est le pire des systèmes; il faut avoir le courage de tout cacher ou de tout dire. Le caractère de Franz était devenu inégal, fantasque : il répondait à peine aux questions d'Édith; quand il avait embrassé ses enfans, il s'enfermait seul dans sa chambre pour vérifier les comptes de son intendant, de ses fermiers, ou lire les assignations qui formaient depuis quelques mois le sujet habituel de ses études. De tout ce drame, Édith ne connaissait que la partie bouffonne : la querelle des enfans et le congé signifié aux jardiniers. Les prétentions des demoiselles de Stolzenfels et du major n'étaient pour elle qu'un incident ridicule qui l'avait égayée, et n'expliquaient pas les fréquentes absences de Franz, son attitude morne, son humeur taciturne. Jeune, belle, habituée à se voir entourée de soins, de prévenances, parfois elle se plaignait d'être négligée, et Muller, accusé injustement, se défendait avec aigreur. Il n'y avait guère de journée qui ne fût troublée par un échange de récriminations; ces querelles sans gravité, toujours suivies d'une prompte réconciliation, avaient cependant fini par attrister une intimité si long-temps sereine. Franz, comme tous les hommes chez qui l'étude et le culte de l'art ont surexcité l'imagination, ne savait pas dominer son émotion et n'était jamais ému à demi. Il s'exagérait en toute occasion le bon et le mauvais côté de

toute chose; ce qui n'eût été pour une nature ordinaire qu'une contrariété passagère et sans importance prenait à ses yeux des proportions formidables; l'obstacle dont un esprit calme eût triomphé sans peine après une lutte de quelques heures ou de quelques jours était pour Franz épouvanté une muraille de cent coudées. On ne s'étonnera donc pas si les deux beaux procès qui excitaient chez maître Wolfgang un si vif enthousiasme troublaient le sommeil de notre châtelain et peuplaient ses rêves de fantômes hideux, de spectres menaçans. Ses nuits étaient mauvaises, ses jours ne valaient guère mieux. Il se sentait harcelé, traqué de toutes parts. Cette préoccupation constante, qui absorbait toutes ses facultés, donnait à son regard quelque chose d'étrange et d'inquiet, à sa parole une sécheresse et une dureté qui étaient bien loin de son cœur. Sa tendresse pour Édith ne s'était pas attiédie; mais il avait toujours près d'elle un air sombre et distrait qu'Édith interprétait cruellement. Elle s'offensait de son silence qu'elle prenait pour de la froideur, et s'irritait de sa tristesse qu'elle prenait pour de l'ennui. Ne pouvant deviner ce qui se passait autour d'elle, elle s'attaquait à tout, excepté à la réalité. La chicane n'était pas l'unique souci de Muller; l'orgueil avait revêtu, dans son ame, une forme nouvelle, imprévue. Tant que sa vie avait été consacrée tout entière à l'étude, à la fantaisie, aux rêves de gloire et de renommée, Muller ne concevait pas d'autre joie que de produire de grandes œuvres et de conquérir les applaudissemens par les efforts du génie; depuis son arrivée au château, il souffrait, il rougissait de l'obscurité de sa naissance. Lui qui naguère accueillait par un sourire de pitié les prétentions de la noblesse, lui qui n'admettait, ne reconnaissait que l'aristocratie du talent, il regrettait amèrement de n'avoir pas une illustre origine. Pendant les premières semaines de son séjour à Hildesheim, il avait tenu tête assez gaiement à la morgue des gentillâtres du voisinage; peu à peu il s'était senti blessé de leur dédain, et, comme sa raison se révoltait contre cette souffrance indigne d'un homme vraiment intelligent, il envenimait sa plaie en la cachant. Comment Édith eût-elle pu deviner les tourmens qui dévoraient Muller? N'ayant jamais eu d'autre ambition que le bonheur de son mari, comment eût-elle compris l'étrange regret qui le consumait?

Témoin assidu de cette lutte silencieuse, Frédéric gagnait chaque jour du terrain. Ainsi qu'il arrive souvent aux plus fins et aux plus habiles, Frédéric était tombé dans le piége qu'il avait tendu. A force de voir Édith et de l'entendre, ce jeune homme, qui jusque-là n'avait eu affaire qu'à des femmes de principes au moins très équivoques, pour ne rien dire de plus, s'était laissé prendre à cette beauté modeste, à cette grace décente, à ce charme pur et honnête qui lui offraient tout le piquant de l'inconnu. Il avait débuté par ce qu'il appelait l'habileté, et l'habileté avait échoué; sérieusement épris, il trouva dans la sincérité

de sa passion toutes les ressources qu'il avait cherchées vainement dans l'adresse et la ruse. Il était devenu vraiment dangereux depuis qu'il ne songeait plus à l'être. Pour réussir à se faire aimer, aimer est encore ce qu'il y a de plus adroit, de plus ingénieux, de mieux imaginé. Édith ne se doutait de rien, et son ignorance agrandissait le péril. Naïve, sans défiance, elle ne voyait dans l'amour de Frédéric qu'une amitié plus expansive et plus tendre que les amitiés ordinaires, et ne devinait pas le désir dans un serrement de main. Spiegel l'avait habituée à ces tendresses désintéressées qui existent rarement entre une femme jeune et un homme jeune, mais qui pourtant ne sont pas impossibles. Sans se demander, sans s'inquiéter de savoir quelle place Frédéric occupait dans son cœur, elle le mettait de moitié dans toutes ses pensées. Elle ne l'aimait pas, dans le sens passionné du mot; mais l'affection qu'elle sentait pour lui, loin d'exclure l'amour, l'appelait.

Muller, qui d'abord s'était réjoui de l'arrivée de Frédéric, et ne voyait en lui qu'un joyeux compagnon capable de distraire sa femme et d'amuser ses enfans, avait fini par s'alarmer de ses visites fréquentes et prolongées. A toutes les tortures qu'il endurait était venu s'ajouter le supplice de la jalousie. Étonné, honteux des sourdes inquiétudes qui l'agitaient, n'osant s'avouer à lui-même la nature de ses souffrances, n'osant donner un nom au trouble de son cœur, sa douleur était d'autant plus vive, d'autant plus cuisante, qu'il la contenait, qu'il la cachait avec plus d'obstination. Pouvait-il, sans folie, la laisser éclater? Quel reproche adresser à Édith, dont la sérénité défiait tous les soupçons, à Frédéric, dont l'attitude était tout simplement affectueuse? La jalousie ne savait où se prendre, et pourtant Muller était jaloux. Son humeur s'aigrissait de plus en plus. A l'heure même où, pour conjurer le danger, il aurait dû redoubler de prévenance, d'affabilité, de tendresse, il se montrait sombre, et parfois même bourru. Aveuglé par l'inquiétude que la raison condamnait, à laquelle son faible cœur obéissait en esclave, il faisait de sa conduite un perpétuel contre-sens. Plus d'une fois il s'était décidé à éconduire Frédéric, à le congédier, à lui fermer sa porte; mais de quel prétexte s'autoriser pour se porter à cette extrémité? N'était-ce pas outrager Édith? Mieux valait cent fois souffrir en silence. D'ailleurs, Frédéric une fois congédié, Muller eût-il retrouvé le repos? Cet hôte funeste n'était-il pas établi au château, chez ses tantes? Ne tenait-il pas de la volonté du comte Sigismond le droit de traverser selon sa fantaisie le parc et le domaine d'Hildesheim? Ne pouvaient-ils pas, elle et lui, se rencontrer tous les jours, à toute heure? se rencontrer dans la campagne, à l'ombre des forêts? Pour imposer silence au démon de la jalousie, ne faudrait-il pas bientôt défendre à Édith de franchir le seuil de sa porte? A la seule pensée d'une telle défense, le cœur de l'infortuné se soulevait et retombait dans toutes ses perplexités.

Ainsi tout s'assombrissait autour de Franz, tout semblait conspirer autour de lui. Les Bildmann et les Stolzenfels se montraient plus impertinens que jamais. En abattant la haie des deux enclos, Muller n'avait rien gagné. Chaque fois qu'un rayon de soleil venait égayer l'horizon, s'il lui prenait fantaisie de descendre au parc, il était sûr de rencontrer le major, Dorothée, Isaac ou les vieilles filles. Il en était à regretter les deux enclos qu'il avait détruits et qui du moins dérobaient à sa vue ces hôtes importuns. Frédéric, toujours assidu, passait près d'Édith la meilleure partie de son temps. Ulrique et Hedwig, loin de se sentir blessées dans leur orgueil en voyant leur neveu hanter ces petites gens, éclairées par la réflexion ou plutôt par l'instinct de la méchanceté, sans lui demander ses projets, l'encourageaient dans son entreprise. Ne pouvant supposer qu'il fût sérieusement épris, elles s'efforçaient d'irriter sa vanité; elles lui représentaient combien il serait humiliant pour un officier de si bonne mine de ne pas triompher d'une petite bourgeoise dont la vertu ne s'était pas toujours montrée si farouche. Enfin, pour justifier les soupçons injurieux qu'elles avaient accrédités dans le pays, elles auraient vu avec joie Frédéric réussir auprès d'Édith; la perdre dans l'opinion, la perdre sans retour, sans espoir de réhabilitation, était leur vœu le plus cher, le rêve de toutes leurs journées, le sujet de tous leurs entretiens.

Pourtant, dans les momens que j'appellerai lucides, Muller reprenait courage et se disait que ses inquiétudes n'auraient qu'un temps et sans doute touchaient à leur terme. Frédéric ne resterait pas toujours au château, son régiment s'éloignerait; le printemps venu, Édith quitterait Hildesheim et retournerait à Munich. Là, pendant les trois mois qu'ils passeraient près de Spiegel, ils retrouveraient leur sérénité. Tous ces procès maudits qui se multipliaient, s'enchevêtraient l'un dans l'autre, devaient s'évanouir devant une volonté énergique. Et puis, les Stolzenfels et les Bildmann n'étaient pas éternels; le château, une fois délivré de ces hôtes tracassiers, serait pour Hermann et Marguerite un magnifique héritage. Alors se réveillaient dans l'ame de Muller toutes les espérances, tous les rêves qu'il avait caressés pendant si long-temps. Il se voyait libre et paisible, entouré de sa femme et de ses enfans, partageant ses journées entre l'étude et les affections de famille. La gloire lui souriait et lui tendait les bras; ses œuvres lui tenaient lieu d'aïeux; il sollicitait, il obtenait l'autorisation d'ajouter à son nom, devenu célèbre, le nom désormais éteint d'Hildesheim. L'aristocratie lui ouvrait ses rangs; Marguerite grandissait et entrait dans une des premières maisons du pays; Hermann devenait feld-maréchal. Tout allait à souhait. Quand ces jours enchantés étaient si près de lui, fallait-il perdre patience? Cette première année était une rude épreuve; l'année suivante serait plus calme et plus facile à traverser.

Après ces entretiens silencieux avec lui-même, Muller reprenait courageusement la lecture de ses comptes et de ses dossiers.

X.

L'hiver s'était achevé au milieu de ces tristes préoccupations. Plus d'une fois, dans les rares loisirs qu'il dérobait à la jalousie, aux procès, à l'administration de ses biens, Muller avait essayé de reprendre ses études; mais l'inspiration lui avait toujours fait défaut, et son œuvre en était encore au point où nous l'avons laissée, le jour où l'abominable Wolfgang était venu pour la première fois s'entretenir avec le nouveau châtelain d'Hildesheim. Non-seulement l'inspiration demeurait sourde à toutes les prières de Franz, mais Franz en était venu à ne plus l'invoquer que rarement et avec un découragement profond. L'amour de la gloire, la passion de l'art, qu'il avait autrefois nourris avec tant de ferveur et de zèle, n'occupaient plus maintenant ses pensées que de loin en loin. Muller sentait avec épouvante son génie s'affaisser sous le poids des ennuis qui l'écrasaient.

Un matin cependant, notre ami s'était levé dans une disposition d'esprit qu'il n'avait pas connue depuis bien long-temps et qu'il n'espérait plus retrouver. Son sommeil avait été paisible; la vue d'Édith endormie et souriante avait égayé son réveil et calmé les agitations de son cœur. Le printemps commençait; les arbres se paraient de leurs premiers bourgeons. Debout à sa fenêtre ouverte, en présence de cette résurrection générale de la nature, Muller avait senti sa fantaisie tressaillir et s'échauffer. Les oiseaux gazouillaient sous la feuillée naissante, et, au bruit de ces chants, tout un essaim de fraîches mélodies s'agitait joyeusement dans le sein de Muller. Il allait se mettre au clavecin quand Wurm entr'ouvrit la porte et montra son profil de gnome.

— Au nom du ciel, que me voulez-vous? s'écria Franz. Le soleil se lève à peine, et déjà vous venez m'importuner. Ne puis-je être seul un instant?

Wurm tira de sa poche un pli cacheté, le remit en silence à son maître, et se retira en se frottant les mains. Muller pâlit et frissonna, car il avait remarqué que son intendant ne se frottait les mains que lorsqu'il apportait quelque nouvelle désastreuse. Il brisa le cachet et lut :

« Monsieur,

« Quoique nous soyons voisins, je n'ai jamais eu l'avantage de vous rencontrer; mais votre équité, votre impartialité, me sont connues, et je m'adresse à vous en toute confiance, sûr que vous aimerez mieux vous entendre avec moi à l'amiable et compenser le dommage dont j'ai à me plaindre, que de vous exposer aux conséquences toujours fâcheuses

d'une action judiciaire. Voici en deux mots de quoi il s'agit. M. Frédéric de Stolzenfels est depuis quelques mois établi dans votre château; le comte Sigismond d'Hildesheim lui a, dit-on, attribué, par une clause expresse de son testament, le libre usage de ses chevaux et de sa meute, en y joignant le droit de chasser dans tous ses domaines. Jusqu'à présent, M. Frédéric avait usé avec discrétion du privilége que lui confère le testament du comte Sigismond. Hier, emporté sans doute par l'ardeur de la chasse, il a franchi, escorté de ses piqueurs, les limites du domaine d'Hildesheim. Six propriétaires, dont je joins ici les noms et dont je représente les intérêts en même temps que les miens, ont vu leurs champs saccagés par M. Frédéric de Stolzenfels. Ces dégâts, qui compromettent gravement la moisson, ont été estimés par des experts dont l'avis mérite pleine confiance, et que vous pourrez d'ailleurs faire contrôler. J'espère, monsieur, que vous voudrez bien, dans le plus bref délai, faire droit à ma requête.

« Agréez, monsieur, l'assurance de ma haute considération,

« Baron de Frohsdorf. »

A cette lettre étaient joints les noms des six propriétaires dont le baron de Frohsdorf avait pris en main les intérêts, et l'estimation des dégâts qui montait à quatre mille florins.

— Ce baron de Frohsdorf est un plaisant drôle, s'écria Muller en achevant la lecture de cette lettre. S'imaginer que je vais payer les équipées de cet étourdi! Que Frédéric s'arrange avec le baron de Frohsdorf, je n'ai pas à m'occuper de ses fredaines. Qu'il chasse tout à son aise, qu'il saccage les vignes et les blés, qu'il use et abuse des chevaux et des meutes du comte Sigismond, je n'ai rien à voir dans toutes ses folies.

Au milieu de cet éloquent monologue, maître Wolfgang entra d'un pas majestueux. La joie rayonnait sur son front et pétillait dans ses petits yeux gris. Muller pâlit et frissonna de nouveau.

— Nos affaires sont en bon train, monsieur Muller, dit maître Wolfgang en s'asseyant; tout marche, tout va bien. Grace à l'habileté avec laquelle j'ai engagé toutes les questions, le procès Bildmann et le procès Stolzenfels, qui n'offraient d'abord qu'un médiocre intérêt, prennent de jour en jour des proportions plus imposantes. Le procès entamé par le grand-père du comte Sigismond poursuit paisiblement son cours. La contestation que vous soutenez par respect pour la mémoire de trois générations que vous représentez vous fait le plus grand honneur dans le pays, mon cher monsieur Muller.

— J'en suis bien aise, répliqua Franz.

— Le procès du moulin va s'ouvrir. C'est ici, mon cher monsieur Muller, que j'ai dû déployer toutes les ressources de ma longue expérience pour annuler les effets de votre étourderie.

— De quelle étourderie voulez-vous parler, maître Wolfgang?

— Je veux parler, mon cher monsieur Muller, de l'offre que vous avez faite à votre adversaire de réparer les dommages dont il se plaignait. J'avais bien prévu que votre adversaire tirerait bon parti de votre démarche, et que, vous voyant disposé à céder, il élèverait ses prétentions et serait sans pitié. J'ai long-temps cherché par quel moyen je pourrais anéantir les conséquences de votre faiblesse. Ce moyen, je l'ai enfin trouvé, et, sans vous consulter, je l'ai sur-le-champ mis en usage.

— Qu'avez-vous fait? demanda Muller, qui s'attendait à recevoir une pierre énorme sur la tête.

— J'ai formé, reprit maître Wolfgang, ce que nous appelons, nous autres gens de loi, une demande reconventionnelle. Votre adversaire vous demande trois mille florins pour le dommage que vous lui avez causé en élargissant le lit de la rivière; eh bien! à sa demande nous opposons une demande fondée sur le dommage qu'il nous a causé en pêchant dans les eaux qui nous appartiennent.

— Que voulez-vous dire? s'écria Muller.

— Je veux dire, répliqua maître Wolfgang d'un ton d'autorité, que nous réclamons de notre adversaire une indemnité de quatre mille florins pour le dégât commis dans les eaux qui nous appartiennent.

— Mais de quel dégât voulez-vous parler? dit Muller en l'interrompant.

— Le délit est flagrant, reprit maître Wolfgang, et constaté par trois procès-verbaux en bonne forme que j'ai apportés avec moi, et que je dois produire à l'audience. Oui, mon cher monsieur Muller, votre adversaire, au moment même où il vous intentait un procès, n'a pas craint de violer votre propriété. Les plus beaux poissons de votre rivière ont été servis sur sa table. Il ne peut nier le fait, car j'ai là, je tiens dans mes mains trois procès-verbaux revêtus d'une signature authentique, de la signature du garde-pêche, légalisée par le bourgmestre.

Muller croyait rêver. Il tenait sa tête entre ses mains, et ne trouvait pas une parole; enfin sa colère éclata.

— Maître Wolfgang, s'écria-t-il en se levant, avez-vous juré de me rendre fou? Répondez-moi. Comment! j'avais déjà cinq procès sur les bras; sans doute, avec un pareil lot, vous n'avez pas jugé mon bonheur complet, et vous prenez plaisir à me susciter des querelles auxquelles je n'aurais jamais songé. Comment! pour quelques misérables barbillons, pour une douzaine de carpes ou de brochets, vous ne craignez pas de demander en mon nom une indemnité de quatre mille florins!

— Notre demande est modeste, mon cher monsieur Muller, reprit maître Wolfgang sans s'émouvoir. A la vérité, nous n'avons entre les mains que trois procès-verbaux; mais qui sait, qui peut savoir combien

de fois le délit s'est renouvelé avant d'être constaté? Notre demande est modeste, et je suis sûr que le tribunal s'empressera de l'accueillir.

— Qu'il l'accueille ou la repousse, interrompit Muller, je ne m'en inquiète guère. Je n'entends pas qu'on élève en mon nom cette prétention insensée. J'ai offert de réparer le dommage causé par ma faute; cette offre, je prétends la renouveler à l'audience et terminer ainsi un différend fâcheux. Je désire, je veux que vous retiriez dès demain la demande formée en mon nom, et que vous avez baptisée de je ne sais quel nom barbare.

— Je l'ai appelée, monsieur Muller, répondit gravement maître Wolfgang, du nom que la loi lui donne : j'avais formé contre votre adversaire une demande reconventionnelle; puisque vous ne l'approuvez pas, je la supprimerai. Un jour, bientôt peut-être, vous reconnaîtrez que j'avais adopté la marche la plus sage.

En achevant ces mots, maître Wolfgang se disposait à partir. Muller le retint et lui tendit la lettre du baron de Frohsdorf.

— Dites-moi, je vous prie, ce que vous pensez de cette étrange réclamation.

— C'est grave, répondit maître Wolfgang, après l'avoir parcourue d'un œil rapide. C'est très grave, monsieur Muller. Il est vrai que vous n'avez pas commis personnellement et par vous-même le dégât dont on demande la réparation; mais le baron de Frohsdorf agit en homme qui connaît la loi. Les piqueurs qui accompagnaient M. Frédéric de Stolzenfels sont vos piqueurs; les chevaux et les meutes qui ont saccagé les domaines voisins sortent de vos écuries, de vos chenils : le baron de Frohsdorf a donc raison de s'adresser à vous. C'est à vous de réparer, de payer le dommage, sauf, bien entendu, votre recours contre M. Frédéric de Stolzenfels; mais, entre nous, je crois que ce recours est à peu près illusoire.

— Allons, dit Franz avec un geste de résignation, si je dois payer, je paierai.

— Comment! monsieur Muller, s'écria Wolfgang frappé de stupeur, vous allez compter quatre mille florins au baron de Frohsdorf?

— Sans doute; ne venez-vous pas de me dire que sa réclamation est légitime?

— Je l'ai dit et je le répète.

— Eh bien? demanda Franz.

— Eh bien! monsieur Muller, depuis quand rend-on les armes à la première sommation? A quoi sert la justice? Pourquoi sont institués les tribunaux? Mais, mon cher monsieur, vous n'y songez pas! Si vous êtes si prompt à céder, on va courir sur vous de tous les points de l'horizon : vous serez tondu comme un mouton, plumé comme une

colombe. Monsieur Muller, la vie est une lutte; quiconque ne sait pas montrer qu'il a bec et ongles est perdu.

Et sans attendre la réponse, maître Wolfgang se retira.

Bouleversé par ce diabolique entretien, Muller se mit à la fenêtre et se prit à contempler d'un regard distrait les pousses nouvelles de ses lilas et de ses marronniers. Peu à peu son regard s'anima, son front s'éclaircit, son visage se rasséréna. Il voyait autour de lui verdoyer les champs et les prés, et, respirant à pleins poumons la brise toute chargée de la senteur des bois, il se disait avec orgueil que tout cela était à lui, ces champs, ces prés, ces bois, ce parc et ce château, quand tout à coup son front se couvrit d'une pâleur mortelle, et il porta la main à son cœur, comme s'il eût senti la morsure d'un aspic. En ce moment, Frédéric se promenait dans une avenue du parc; Édith s'appuyait sur son bras et levait la tête comme pour mieux écouter ce qu'il disait. Tous deux allaient à pas lents, et Muller, debout, immobile, les suivait d'un œil effaré. Au bout de quelques instans, il les perdit de vue, puis il les vit reparaître et s'éloigner de nouveau. Tout en marchant, Frédéric cueillait çà et là des grappes de lilas en fleur et les donnait à Édith, qui en respirait le parfum.

Muller marchait à grands pas dans le salon, quand sa femme rentra, légère et souriante, tenant à la main les fleurs que Frédéric avait cueillies pour elle.

— Qu'as-tu, mon ami? dit-elle à Franz; qu'est-il survenu? quelque nouveau démêlé avec les demoiselles de Stolzenfels ou le major Bildmann? Si ce n'est que cela, tu as bien tort de prendre au sérieux d'aussi futiles contrariétés.

Franz eût rougi de montrer sa jalousie; mais il saisit avec empressement le prétexte qui s'offrait à lui pour laisser éclater les sentimens qui l'oppressaient.

— Tiens, dit-il brusquement à Édith en lui tendant la lettre du baron de Frohsdorf, décide par toi-même si j'ai lieu d'être satisfait.

— Eh bien! demanda Édith après avoir lu, y a-t-il là de quoi te fâcher? Envoie à ce baron les quatre mille florins qu'il réclame, et qu'il n'en soit plus question.

— Ainsi, répliqua Muller avec aigreur, donner quatre mille florins à ce baron que Dieu confonde, est pour toi la chose la plus naturelle qui se puisse imaginer. Ainsi, poursuivit-il avec une colère contenue, c'est à moi de payer les fredaines de M. Frédéric; parce qu'il lui plaît de courir les champs, il faut que je vide ma bourse, et cela te paraît tout simple.

— Tu oublies, mon ami, reprit Édith avec douceur, que nous possédons aujourd'hui un riche domaine dont une large part devait appar-

tenir à ce jeune homme. M. Frédéric pourrait user de ses droits avec plus de discrétion, je le veux bien, mais à son âge l'étourderie n'est-elle pas excusable? Faut-il le condamner pour une faute involontaire? Il est si bon pour nos enfans! Dans toutes nos contestations avec ses tantes, avec le major, n'a-t-il pas toujours pris parti pour nous? N'est-ce pas ici le seul cœur qui nous aime, qui nous soit dévoué?

— Belle trouvaille, ma foi, que son amitié! riche aubaine que son dévouement! s'écria Franz, ne se contenant plus; cette amitié me coûte cher, et je m'en passerais volontiers.

— Mon ami, peux-tu parler ainsi? toi si bon, si juste, peux-tu te montrer ingrat?

— Ne vas-tu pas, répondit Franz en frappant du pied le parquet, me conseiller d'aller le remercier de l'honneur qu'il veut bien me faire en m'obligeant à payer ses plaisirs? Eh bien! je ne les paierai pas; qu'il s'arrange avec le baron, je ne donnerai pas un kreutzer.

Et le malheureux Franz, honteux de lui-même, rougissant de son emportement, craignant de laisser voir la plaie de son cœur, qu'Édith venait encore d'envenimer par son insistance à défendre Frédéric, quitta la place et se retira dans sa chambre. Demeurée seule, Édith repassa dans sa mémoire toutes les paroles qu'elle venait d'entendre, et ne put s'empêcher de trouver l'humeur de son mari quelque peu ridicule. Tant de bruit pour quelques milliers de florins? Muller serait-il devenu avare? Elle ne devinait pas de quels sentimens Franz était agité; elle n'apercevait pas la jalousie cachée sous la colère. Comme elle était sans reproche, elle ne pouvait supposer dans l'ame de son mari une inquiétude que rien ne justifiait. Tandis qu'Édith l'accusait d'avarice, Muller, enfermé dans sa chambre, donnait un libre cours aux passions tumultueuses qui grondaient dans son sein.

— Ils ne se verront plus, disait-il en se promenant comme un lion dans sa cage. Lui, je le chasserai de chez moi; elle, je l'empêcherai de franchir le seuil de sa porte. Ah! s'ils espèrent trouver en moi un mari complaisant, ils s'abusent, ils se trompent. Ils ne savent pas ce qu'il y a de violence au fond de ce cœur outragé. Oui, je le chasserai; oui, je l'enfermerai : malheur à lui! malheur à elle!

Puis, s'arrêtant tout à coup, il se jeta dans un fauteuil, cacha sa tête entre ses mains, fondit en larmes et éclata en sanglots. La réflexion le calma. Édith était aussi chaste que belle; le congé de Frédéric était près d'expirer; son régiment s'éloignerait d'Hildesheim. Le neuvième mois s'achevait; dans quelques jours, ils retourneraient à Munich près de Spiegel.

Dès-lors Franz s'occupa des préparatifs de son départ. Il prit tous les comptes de son intendant, de ses fermiers, et vérifia par lui-même le chiffre de ses dépenses et de ses revenus. Quoique Muller eût prévu

depuis long-temps que la première année de son séjour à Hildesheim serait nécessairement très onéreuse, il ne put cependant se défendre d'un mouvement de surprise et d'effroi en voyant le résultat de cette double vérification. Après l'apurement de tous ses comptes, il lui restait mille florins. Depuis son arrivée au château, il avait toujours vécu presque aussi modestement qu'à Munich; le capital constitué au profit d'Isaac Bildmann, les pensions payées au major, à Frédéric, aux demoiselles de Stolzenfels, les réparations faites au château, le monument élevé à la mémoire du comte Sigismond, représentaient à peine la moitié des dépenses; tout le reste avait été dévoré en frais de justice et de succession. De toute cette richesse, Muller n'emporterait qu'un millier de florins, de quoi faire son voyage. Il fit appeler maître Wolfgang et lui défendit de la façon la plus formelle d'entamer en son absence aucun nouveau procès. Vainement maître Wolfgang remit sur le tapis cette fameuse demande reconventionnelle dont il attendait merveille, Muller ne voulut rien entendre et se montra inexorable.

La veille du jour fixé pour le départ, tandis que Muller donnait à Wurm ses derniers ordres pour les travaux à exécuter pendant son absence, Édith était descendue au parc, et se promenait seule et rêveuse. Elle se réjouissait de retourner à Munich, de revoir sa petite maison, de retrouver l'amitié de Spiegel, et pourtant elle ne songeait pas sans regret à l'heure du départ. Elle interrogeait son cœur, et son cœur, confus et troublé, ne répondait pas. C'était le soir; de rares lumières brillaient aux vitres du château; les allées du parc étaient sombres et désertes; le rossignol chantait à plein gosier sous la feuillée; l'air était imprégné de parfums enivrans, et la jeune femme s'abandonnait sans défiance au charme de sa rêverie. Au fond d'une avenue, à la place même où ils s'étaient vus pour la première fois, elle rencontra Frédéric.

— Vous partez, madame, vous partez demain, dit Frédéric d'une voix émue; c'est demain que vous retournez à Munich, et vous ne reviendrez pas avant trois mois. Dans trois mois, je ne serai plus ici, et mon régiment sera peut-être à cent lieues d'Hildesheim. Loin de vous, que vais-je devenir? Je m'étais fait de votre présence une si douce habitude! Je vous chercherai partout, je sens que vous emportez avec vous ma vie tout entière.

— Si je prenais au sérieux toutes vos paroles, vous me donneriez de la vanité, répondit Édith embarrassée et s'efforçant de paraître indifférente. Vous penserez quelquefois à nous, à nos entretiens, à nos promenades; croyez bien que de notre côté nous ne les oublierons pas. Soyez sûr aussi que le temps adoucira vos regrets; vous comprendrez bientôt que nous tenons dans votre existence une place beaucoup moins grande que vous ne semblez le croire à cette heure.

— Mes regrets, madame, seraient éternels si je ne devais plus vous

revoir, car j'ai passé près de vous les meilleurs, les plus beaux jours de ma jeunesse.

— C'est à nous, monsieur, reprit Édith de plus en plus troublée, de vous remercier de votre affection, de votre dévouement. Nous ne nous rappellerons jamais sans un sentiment de profonde reconnaissance avec quel empressement vous avez pris notre parti dans toutes nos contestations avec vos tantes, avec le major. Vous étiez seul ici à nous aimer, et nous ne l'oublierons pas.

— C'est pour moi, madame, pour moi seul que la reconnaissance est un devoir. Si vous saviez quelle était ma vie avant de vous connaître! si vous saviez quel changement s'est opéré en moi depuis que je vous ai vue!

— Ne voudriez-vous pas, répondit la jeune femme en souriant, me faire croire que j'ai accompli un miracle?

— Vous raillez, madame, et pourtant vous dites vrai. C'est bien un miracle en effet que vous avez accompli sans le savoir, sans le vouloir, sans vous en douter. Depuis que je vous ai vue, je ne me reconnais plus.

— Quelle était donc la vie que vous meniez avant de m'avoir vue? repartit avec une gaieté forcée Édith qui essayait vainement de changer le cours de l'entretien.

— Oh! madame, une vie affreuse. Je n'y pense pas sans un sentiment d'épouvante.

— Et c'est moi, moi qui, sans vous gronder, vous ai corrigé? Vraiment, je ne me savais pas si habile.

— Aviez-vous besoin de me gronder pour me corriger? Pour devenir meilleur, pour sortir de l'abîme où j'étais tombé, pour apprendre à aimer toutes les choses grandes et saintes, ne suffisait-il pas de vous voir et de vous entendre? Je vous voyais, je vous écoutais; chaque jour, à toute heure, je pouvais lire dans votre cœur. Quelles réprimandes plus sévères pouviez-vous m'adresser? Quelle leçon plus éloquente pouviez-vous me donner? Vous ne savez pas, vous ne pouvez pas savoir comment j'ai vécu jusqu'au jour où Dieu vous a envoyée sur mon chemin. Je vous le dirais, que vous ne pourriez le comprendre. Vous m'êtes apparue comme un ange sur le seuil de l'enfer, et dès-lors, en moi, autour de moi, tout a été changé comme par enchantement. J'ignorais l'amour, vous me l'avez révélé; je n'avais jamais aimé, et je vous aime.

Édith effrayée voulait se retirer; Frédéric la retint avec l'autorité, avec l'ascendant que donne toute passion sincère.

—Vous m'entendrez, madame, poursuivit-il; vous devez m'entendre. Vous partez demain; qui sait quand je vous reverrai? Je vous aime, n'ai-je pas acheté par des mois de silence le droit de vous le dire? Je vous aime, vous avez rajeuni, renouvelé mon cœur. Laissez-moi vous

parler, laissez-moi vous bénir pour tout le bien que vous m'avez fait. Vous m'avez entr'ouvert le ciel; vous avez frayé à mes pas des sentiers embaumés. Avant de vous connaître, j'étais indigne de vous; vous m'avez regardé, et je me suis élevé jusqu'à vous. Charme tout-puissant de la chaste et pure beauté! Je vous aime, et vous aimer suffit à mon bonheur; je ne demande rien de plus. Pourquoi trembler? pourquoi vous alarmer de cet aveu? Ne partez-vous pas? n'est-ce pas l'heure des adieux? qu'y a-t-il d'offensant pour vous dans les paroles que je vous dis? Vous reviendrez; dites, ah! dites-moi que vous me permettrez de revenir aussi; je ne demande qu'à vous voir, à vous admirer en silence. Jamais vous ne surprendrez dans mes yeux un regard qui puisse vous effaroucher, sur mes lèvres un mot qui puisse troubler la sérénité de vos jours; mais je vous verrai, mais je vous entendrai, et je serai heureux, et je vous bénirai, et vous, madame, qui avez sauvé mon ame, vous jouirez en paix de votre œuvre et me souffrirez près de vous sans colère.

Plus pâle que la lune qui montait sur la cime des peupliers, plus tremblante que les feuilles qu'agitait la brise du soir, Édith essayait vainement de retirer ses mains des mains de Frédéric. Enfin, par un suprême effort, elle réussit à se dégager de cette étreinte passionnée, et, pour toute réponse, elle s'enfuit comme une gazelle qui emporte à son flanc le trait du chasseur.

XI.

Le voyage d'Hildesheim à Munich ne ressemblait guère au voyage de Munich à Hildesheim. Neuf mois auparavant, Édith et Muller partaient le cœur joyeux, l'esprit léger, pleins de foi dans l'avenir, de gratitude pour le bienfaiteur inespéré qui leur avait donné la richesse; ils se promettaient de beaux jours, ils rêvaient pour leurs enfans toutes les joies de l'orgueil, et maintenant qu'étaient devenus tous ces rêves, tous ces projets, toutes ces espérances? Édith et Muller, n'osant se confier les sentimens qui les agitaient, gardaient un silence prudent et veillaient même sur leurs regards, tant ils craignaient de laisser deviner leurs secrètes pensées. La campagne était dans sa magnificence, la nature rajeunie souriait et invitait à la joie; mais toutes les beautés du paysage étaient perdues pour Muller. La splendeur du printemps ne disait rien à son cœur attristé. Franz voyait partout le spectre hideux de maître Wolfgang se dresser devant lui. Il entendait sa voix nasillarde et ses conseils insidieux. Vainement les plus riches vallées s'ouvraient devant lui; vainement les vergers, disposés en amphithéâtre sur les collines, se paraient de verdure et de fleurs; Franz demeurait absorbé tout entier dans le souvenir d'Hildesheim. Édith, de son côté, n'était ni moins

préoccupée, ni moins inquiète. Elle n'avait pas entendu, sans une profonde émotion, l'aveu de la passion qu'elle avait inspirée. Elle s'interrogeait avec effroi et se demandait si elle n'avait pas encouragé cet aveu par quelque mot imprudent, par quelque signe d'affection trop familier. Elle avait beau consulter sa mémoire, elle ne découvrait rien qui lui donnât le droit de s'accuser elle-même. Alors elle essayait de reporter toute sa sévérité, toute sa colère sur Frédéric; mais les paroles brûlantes qu'il avait prononcées la veille du départ trouvaient dans le cœur d'Édith un écho trop indulgent pour être condamnées. Édith se sentait troublée, et, forcée de renfermer en elle-même les doutes, les inquiétudes de sa conscience, elle trouvait dans la contrainte même qu'elle s'imposait un nouveau tourment. Muller l'observait avec une attention défiante. Il apercevait dans la tristesse, dans le silence obstiné de sa femme, un regret coupable qui s'adressait à Frédéric. Il s'encourageait dans cette croyance pour excuser à ses propres yeux la jalousie qui le dévorait, et n'osait pourtant questionner Édith, craignant de changer ses soupçons en certitude. Les enfans seuls se réjouissaient à la pensée de revoir Spiegel et de jouer avec leur bon ami.

Vers le soir du troisième jour, les clochers de Munich commencèrent à se dessiner dans la brume. Sans les questions d'Hermann et de Marguerite, qui voulaient savoir à chaque instant si l'on arriverait bientôt, Édith et Muller n'auraient pas trouvé l'occasion de placer une parole. Enfin le postillon, en franchissant la porte de la ville, fit claquer son fouet et sonna une fanfare. En se retrouvant dans les murs de cette ville où ils s'étaient si tendrement aimés, Édith et Muller eurent un instant la pensée d'échanger dans l'ombre un serrement de main : Muller fut retenu par la jalousie; il craignait, en cherchant la main d'Édith, de manquer à sa propre dignité. Édith se demandait avec effroi si elle n'était pas déjà trop coupable pour se permettre cette marque silencieuse d'affection. A peine la chaise de poste venait-elle de s'arrêter devant la porte de la maison, que Spiegel s'élança à la portière. Ému jusqu'au fond de l'ame, il les étreignit dans ses bras et les confondit dans ses embrassemens. Réunis sur son cœur, Édith et Muller oublièrent en un instant le trouble intérieur qui avait scellé leurs lèvres pendant tout le voyage, et se sentirent, comme par enchantement, rajeunis et régénérés. Précédés des enfans qui bondissaient, suivis de Spiegel qui les contemplait en pleurant de joie, Édith et Muller entrèrent dans leur appartement. Rien n'était changé : en s'asseyant sur ce divan à demi usé, témoin pendant si long-temps de leurs paisibles entretiens, de leurs modestes projets, il leur semblait qu'ils n'avaient jamais quitté Munich, et que leur séjour à Hildesheim n'était qu'un rêve. Je n'essaierai pas de rapporter toutes les questions qui se pressaient, qui se croi-

saient sur les lèvres des trois amis. Muller, interrogé par Spiegel, se gardait bien de lui dire toute la vérité; quant à Édith, si elle se taisait sur les sentimens secrets de son cœur, elle se dédommageait avec usure en faisant à Spiegel le portrait des Bildmann et des Stolzenfels; elle oubliait à dessein le portrait de Frédéric, dont elle avait plus d'une fois parlé dans ses lettres, mais elle était sans pitié pour le major, pour sa femme et pour les vieilles demoiselles. En crayonnant ces caricatures, elle retrouva toute sa gaieté. Hermann joignit à cette amusante galerie le portrait d'Isaac Bildmann. Muller lui-même riait de bon cœur et tout à son aise de ces figures grimaçantes qu'il n'avait jamais rencontrées à Hildesheim sans dégoût et sans colère. L'éloignement, la perspective, donnaient à toutes ces physionomies maussades une expression comique, un air plaisant que Muller s'étonnait de saisir pour la première fois. Malgré la fatigue du voyage, l'entretien se prolongea, et deux heures sonnaient à l'horloge voisine quand Muller et Spiegel songèrent à la retraite. En entrant dans leur petite chambre, où rien non plus n'était changé, Édith et Muller se jetèrent dans les bras l'un de l'autre; les plus éloquentes paroles auraient traduit bien imparfaitement ce qui se passait au fond de ces deux cœurs : Muller avait oublié sa jalousie, Édith ne pensait plus à Frédéric, et ils s'endormirent d'un sommeil paisible, ne rêvant qu'au bonheur qu'ils avaient connu si long-temps à Munich.

Le lendemain, ils furent réveillés par les cris joyeux des enfans. Le déjeuner avait été servi par les ordres de Spiegel. Ils se réunirent comme autrefois à la même table. Spiegel attachait sur Édith et sur Muller un regard curieux.

— Sans doute, leur dit-il, ce repas vous paraît bien modeste et bien frugal. Il faudra pourtant vous en contenter pendant trois mois. Dans trois mois, vous redeviendrez seigneurs châtelains, et vous retrouverez avec une joie toute nouvelle la pompe et les splendeurs d'Hildesheim. Maintenant vous êtes à Munich, vous devez vous résigner à votre vie d'autrefois.

Le déjeuner fut gai. Spiegel ne se fit pas prier pour raconter tous les petits événemens qui s'étaient accomplis à Munich depuis neuf mois; au bout de quelques instans, Édith et Muller étaient au courant de toute chose, comme si leur absence n'eût duré qu'une semaine. Après le repas, Spiegel leur fit les honneurs de sa maison et leur montra toutes les améliorations qu'il avait réalisées. Il avait [illegible] un second étage, divisé en deux grandes pièces. De l'une des deux, il avait fait son atelier, où il exécutait enfin les projets conçus et caressés pendant si long-temps; dans l'autre, il avait placé ses élèves, car il ne donnait plus de leçons en ville, et ce changement avait doublé pour lui la durée des journées. Ses tableaux, à peine ébauchés, étaient retenus d'avance,

et pourtant il ne se pressait pas de les achever. Il voulait se contenter lui-même avant de livrer son œuvre au jugement du public. N'étant pas assez riche pour se passer du travail, n'étant plus assez pauvre pour que le travail fût une nécessité impérieuse, il profitait sagement de cette condition excellente, si difficile à rencontrer. Il peignait à ses heures, et recommençait à loisir tout ce qu'il n'avait pas fait à son gré. Ses élèves, déjà nombreux, suffisaient à ses besoins, et l'art était pour lui ce qu'il devrait toujours être, le luxe de sa vie. Il conduisit Édith et Muller dans son atelier. Les murailles étaient garnies de fragmens antiques mêlés aux œuvres les plus délicates de la renaissance. Sur un chevalet était étendue une toile où Spiegel avait ébauché la victoire d'Arminius sur les légions romaines. Déjà quelques parties de cette vaste composition étaient achevées, et montraient tout ce qu'on pouvait attendre de Spiegel. Édith admirait en silence, écoutant d'une oreille avide le récit de l'épisode héroïque. Muller promenait autour de lui ses yeux étonnés.

— Il faut, dit-il enfin à Spiegel, que tu aies fait un héritage.

— Pourtant, dit Spiegel, personne ne m'a rien laissé; je n'ai pas encore rencontré de comte Sigismond, et je n'espère pas trouver mon nom dans le testament d'un Mécène généreux. J'ai vendu quelques tableaux ébauchés depuis long-temps et qui formaient l'unique décoration de mon atelier. Mon travail est mon seul héritage, ma seule richesse, et, Dieu aidant, je n'en souhaiterai jamais d'autre.

Ces dernières paroles furent pour le cœur de Muller une blessure cuisante. Ceux qui ont cultivé l'art avec ardeur, et qui, plus tard, l'ont abandonné, ne peuvent contempler sans honte et sans remords le travail persévérant et couronné par la renommée. L'opulence la plus éclatante, la plus enviée, ne peut consoler de l'inaction et de l'obscurité. Muller l'éprouvait en ce moment et regardait d'un œil jaloux l'œuvre ébauchée de Spiegel. Ce sentiment devint encore plus douloureux, quand il lut le nom de son ami dans un journal qui discutait les mérites et les défauts de son dernier ouvrage. La gravité, la pénétration avec laquelle l'intention de l'auteur était analysée, contrôlée, appréciée, relevait singulièrement l'importance du tableau. Ainsi donc le public ne s'occupait pas seulement de ce que Spiegel avait fait; il voulait deviner, il voulait savoir tous les secrets de sa volonté; Spiegel avait désormais conquis un rang glorieux et ne le devait qu'à son travail. Il était fils de ses œuvres; tous les yeux s'attachaient sur lui. Muller fit un retour sur lui-même et compara tristement la vie oisive et inutile qu'il avait menée depuis neuf mois à cette vie laborieuse et féconde.

Cependant Muller aurait dû jouir avec délices, avec enivrement, de la vie calme et paisible qu'il avait retrouvée à Munich. A peine éveillé, voulait-il descendre au jardin, il ne trouvait pas devant lui un large es-

pace, une perspective indéfinie, mais il était sûr au moins de ne pas rencontrer le profil sec et hautain des demoiselles de Stolzenfels ou la physionomie impertinente du major Bildmann. Si Hermann et Marguerite voulaient s'ébattre sur la pelouse, ils n'avaient pas à redouter l'humeur querelleuse d'Isaac. Si Muller rentrait chez lui après une absence de quelques heures, il trouvait près d'Édith son fidèle ami Spiegel, dont l'affection sérieuse et dévouée ne lui inspirait aucune inquiétude. S'il franchissait les portes de la ville, s'il allait promener sa rêverie dans la plaine ou sur la colline, il n'apercevait sur sa route que des visages bienveillans. Il pouvait marcher pendant toute la matinée sans jamais surprendre dans le regard ou le sourire d'un paysan l'expression ironique ou méchante qui avait été pour lui un supplice de tous les instans pendant son séjour à Hildesheim. Rentré chez lui, il partageait librement son temps entre l'étude et la causerie. Le soir venu, il réunissait autour de lui quelques amis que son opulence inattendue n'avait pas éloignés, dont la nature généreuse et loyale ne s'était pas laissé égarer par l'envie. Enfin, quand l'heure du repos avait sonné, le bonheur de sa journée se continuait dans ses rêves. Retiré dans sa petite chambre, où il avait goûté pendant tant d'années un sommeil paisible, Muller voyait passer devant lui les plus belles, les plus poétiques années de sa jeunesse. Quand il se réveillait, craignant d'être abusé par une illusion, il ouvrait d'une main empressée les rideaux de son alcôve pour s'assurer qu'il n'était plus à Hildesheim. En achevant son déjeuner, il n'avait pas à craindre la visite de maître Wolfgang. Ainsi, à tous les momens de la journée, il sentait qu'il venait de quitter l'enfer et d'entrer dans le paradis. Et pourtant, malgré la douceur et la sérénité dont se composait sa vie, il n'était pas heureux, ou plutôt il ne jouissait pas de son bonheur. Il ne trouvait pas en lui-même la force d'apprécier dignement la vie calme qui lui était rendue et qu'il croyait perdue sans retour. Souvent un ver se cache au cœur des plus beaux fruits; une pensée douloureuse suffit pour gâter les plus belles journées. Muller se disait que cette vie si calme et si paisible finirait dans trois mois, que dans trois mois il retrouverait les tracas et les soucis dont le souvenir s'était d'abord effacé de son esprit comme un rêve. Et si, obéissant à la voix de la raison, il songeait un instant à ne plus quitter Munich, il se demandait comment il pourrait accomplir cette résolution sans être à charge à Spiegel. Ses élèves l'avaient oublié, et d'ailleurs, s'ils revenaient à lui, aurait-il le courage de recommencer sa vie laborieuse d'autrefois? Dans l'opulence et l'oisiveté il ne voyait qu'ennui et dégoût, et la pauvreté studieuse lui semblait désormais interdite. Plus d'une fois Spiegel avait surpris dans les réponses embarrassées de Muller une partie de son secret. Quand il l'interrogeait sur les hôtes d'Hildesheim, sur le major Bildmann, sur les demoiselles de Stolzen-

fels, sur les métayers du domaine, sur la noblesse des environs, sur les fêtes où Édith avait dû éblouir tous les yeux, il trouvait dans le langage de son ami quelque chose de contraint qui s'accordait mal avec une intimité de dix ans. Spiegel connaissait mal le monde et n'eût pas fait dans un salon une brillante figure; mais il avait beaucoup réfléchi, et savait interpréter la parole et le silence aussi finement qu'aurait pu le faire le diplomate le plus rusé. Dans ce que Muller disait, dans ce qu'il qu'il ne disait pas, il n'eut donc pas de peine à deviner la vérité. Muller allait dans quelques semaines retourner à Hildesheim et reprendre le fardeau de son opulence, et pourtant, au fond de son cœur, il regretterait Munich. Pour le décider à reprendre son ancienne vie, sa vie de bonheur et d'étude, que fallait-il? Lui montrer la gloire, légitime récompense du travail et du talent.

Spiegel n'avait pas deviné avec moins de pénétration ce qui se passait dans le cœur d'Édith. L'embarras, les réponses laconiques de la jeune femme, son empressement à détourner la conversation chaque fois qu'il lui parlait de Frédéric, disaient assez que malgré sa pureté, dont il ne doutait pas, elle n'était pas sans inquiétude sur la nature de son affection pour le jeune officier. Édith en effet ne songeait qu'en tremblant au jour où elle le reverrait. Elle aimait son mari et ne croyait pas aimer Frédéric, et pourtant elle sentait au fond de son cœur qu'elle ne pourrait le revoir sans danger. Quoiqu'elle n'eût rien à se reprocher, quoiqu'elle n'eût prononcé aucune parole imprudente, elle ne pensait jamais sans rougir à la soirée des adieux. Pour rendre le repos à cette ame troublée, il fallait retenir Franz à Munich.

Depuis quelques jours, on parlait d'une symphonie mystérieuse dont l'exécution était prochaine. Il s'agissait, disait-on, d'un manuscrit de vieux maître; ce manuscrit avait été vendu par ses héritiers, qui sans doute n'en connaissaient pas la valeur. La nouvelle en vint jusqu'aux oreilles de Muller; ce fut pour lui un nouveau remords.

— Eh bien! dit-il un jour à Spiegel, il paraît que nous allons entendre un chef-d'œuvre inconnu. Il s'agit, dit-on, d'un manuscrit de vieux maître, découvert par je ne sais quel dénicheur d'antiquailles. Je gagerais qu'on prépare au public de Munich une éclatante mystification. Sans doute cette symphonie se composera de lambeaux pillés effrontément et cousus ensemble par quelque charlatan.

— Là-dessus, je n'en sais pas plus que toi, répondit Spiegel. Dans trois jours, nous entendrons le chef-d'œuvre inconnu, et nous saurons à quoi nous en tenir.

— Eh bien! reprit Muller, nous irons l'entendre ensemble, et nous emmènerons Édith.

Le jour fixé pour l'exécution de la symphonie était précisément le jour où Muller devait repartir pour Hildesheim. Le concert étant an-

noncé pour midi; Muller consentit à retarder son départ jusqu'au soir.

L'assemblée était nombreuse. Spiegel conduisit ses amis dans une de ces loges excellentes pour un musicien, détestables pour une femme qui veut se montrer, d'où l'on peut tout entendre sans être vu. La curiosité était peinte sur tous les visages. Avant l'arrivée du chef d'orchestre, on entendait de toutes parts le bruit des questions qui se croisaient. Enfin le chef d'orchestre parut et frappa de son archet le pupitre où se trouvait la partition.

La première partie, l'andante, était simple et majestueuse tout à la fois. Les instrumens de cuivre, employés avec sobriété, laissaient aux violons, aux basses et aux contre-basses, le soin d'expliquer sans fracas la pensée de l'auteur. Dès les premières mesures, l'auditoire se sentit captivé. Muller, ravi en extase, croyait rêver, et, craignant d'être abusé par ses souvenirs, regardait tour à tour Édith et Spiegel sans oser parler. Édith elle-même n'était pas moins étonnée, car elle avait reconnu la symphonie écrite autrefois par Franz, quelques mois après leur mariage. Spiegel les contemplait en souriant, et jouissait de leur surprise.

L'adagio, empreint d'une mélancolie pénétrante, transportait la pensée au milieu des plus fraîches vallées; la flûte et le hautbois entamaient ensemble un dialogue champêtre, continué habilement par les cors et les violons. A la fin de cette seconde partie, un tonnerre d'applaudissemens éclata, et, pendant plus d'un quart d'heure, l'orchestre fut obligé de faire silence. Muller pleurait et n'osait parler. Édith aussi avait le visage baigné de larmes. A ces accens si vrais, si passionnés, tous deux sentaient leur amour se réveiller, jeune et ardent comme aux premiers jours. Il s'opérait à leur insu au fond de leur cœur une réconciliation silencieuse : Muller se reprochait d'avoir négligé sa femme pour de misérables intérêts; Édith s'accusait de n'avoir pas deviné, de n'avoir pas pressenti le génie de son mari.

Le scherzo, plein d'une gaieté mordante, exprimait à merveille tous les épisodes d'une fête villageoise : la malice et l'amour éclataient tour à tour. Les applaudissemens recommencèrent, plus nourris, plus bruyans. Muller étreignait en silence la main de Spiegel et regardait Édith avec orgueil. L'auditoire frémissait d'impatience; enfin la quatrième et dernière partie commença. Le finale résumait avec une verve abondante, intarissable, les principaux motifs développés dans les trois premières parties. Toutes les richesses de l'orchestre, combinées habilement, accumulées avec profusion, ne laissaient pas au public le temps de respirer; l'auditoire allait de surprise en surprise. Quand l'orchestre eut achevé les dernières mesures, on eût dit que la salle ébranlée allait crouler sous les applaudissemens. Muller se jeta au cou d'Édith

et la couvrit de baisers. Pendant les dernières mesures, Spiegel avait disparu et révélé le nom de l'auteur. L'auditoire ne quittait pas la salle, chacun demeurait à sa place; le chef d'orchestre s'avança au bord de la scène, et, après avoir salué l'auditoire, lui livra le nom de Franz Muller. Les applaudissemens recommencèrent, mêlés aux vivat les plus enthousiastes.

Je n'essaierai pas de peindre l'ivresse de Franz. Spiegel revint au bout de quelques instans et le ramena chez lui au milieu de la foule, qui les suivit jusqu'à la porte.

— Eh bien! dit Spiegel à peine entré, que dis-tu de la musique de ce vieux maître? Que penses-tu de ces lambeaux cousus par un charlatan?

— Après le jour où Édith m'a donné sa main, s'écria Muller, c'est le plus beau jour de ma vie.

— J'espère maintenant, reprit Spiegel, que rien ne manque plus à ton bonheur. Tu avais toutes les joies de la famille, et ton cœur soupirait après la gloire. Aujourd'hui la gloire est venue, et votre mutuel amour dure encore. Que peux-tu souhaiter?

— Ah! s'écria Muller, je serais ingrat si j'osais former un vœu de plus.

En ce moment, une chaise de poste s'arrêta brusquement devant la maison. Les serviteurs, avertis dès le matin, se hâtèrent de placer derrière la chaise les malles de Muller. Spiegel avait tout entendu et contemplait avec une curiosité inquiète Franz, dont le visage était baigné de larmes. Déjà les postillons étaient en selle, et Muller demeurait immobile. Un serviteur entra pour annoncer que tout était prêt; les chevaux piaffaient et agitaient leurs grelots.

— Eh bien! dit Spiegel, qu'attends-tu pour partir?

— M'aimes-tu comme autrefois? dit Muller, se tournant vers Édith. Pourrais-tu, comme autrefois, partager avec moi une pauvreté laborieuse? Renoncerais-tu sans regret à l'opulence que le ciel nous a envoyée? Une vie modeste et simple suffirait-elle à tes désirs?

Édith ne répondit qu'en l'embrassant. Elle se sentait sauvée.

— Allons, dit Spiegel, n'entends-tu pas les postillons qui sont en selle? Voici l'heure de partir.

— Partir! s'écria Muller; pourquoi partir? Le bonheur n'est-il pas ici, entre vous deux? Partir quand la gloire me couronne, partir quand mon nom est dans toutes les bouches! Me crois-tu assez fou pour quitter Munich? Qu'on dételle les chevaux; nous sommes arrivés.

Le lendemain, Muller écrivait à maître Gottlieb :

« Vous aviez raison, mon cher monsieur, de me vanter la vie patriarcale d'Hildesheim et les mœurs toutes bibliques des hôtes appelés à partager avec moi ce séjour enchanté. Toutes les vertus ont trouvé dans

ce beau domaine un asile inviolable et sacré. L'esprit fin et la grace attique des demoiselles de Stolzenfels, le caractère loyal et franc du major Bildmann, la mine fière et majestueuse de Mme Dorothée, l'espièglerie joyeuse du petit Isaac, composent un tableau charmant, digne du génie de Gessner. C'est une idylle vivante qui nous reporte aux plus fraîches inspirations de Théocrite et de Virgile. Depuis neuf mois je m'interroge, depuis neuf mois je me demande si je suis vraiment digne de vivre au milieu de ces mœurs de l'âge d'or. La générosité du comte Sigismond ne m'aveugle pas; je renonce au château et au domaine d'Hildesheim. Entre quelles mains la richesse pourrait-elle être plus dignement placée qu'entre les mains du major Bildmann et des demoiselles de Stolzenfels? Ces nobles ames ne trahiront pas la mission que je leur confie. Elles sèmeront autour d'elles les bienfaits, et recueilleront, comme une moisson légitime, les bénédictions et la reconnaissance.

« Soyez assez bon, mon cher monsieur, pour leur annoncer ma résolution. Aux termes du testament, je devais habiter le château d'Hildesheim pendant neuf mois de l'année; je reste à Munich et perds ainsi tous mes droits.

« FRANZ MULLER. »

A peine le major Bildmann et les demoiselles de Stolzenfels eurent-ils appris par maître Gottlieb la renonciation de Muller, qu'ils entamèrent pour la possession du château et du domaine d'Hildesheim un magnifique procès, un des plus beaux dont maître Wolfgang ait gardé le souvenir. Le procès dura dix ans. Le major Bildmann et Dorothée moururent à la peine. Le petit Isaac, chez qui la gourmandise avait développé l'instinct du vol, tomba du haut d'un mur qu'il venait d'escalader pour dérober des fruits; quand on le releva, il ne donnait plus signe de vie. Restées seules maîtresses du terrain, les demoiselles de Stolzenfels ne jouirent pas long-temps de leur victoire. Frédéric, furieux de la perte d'Édith dont il se flattait d'avoir blessé le cœur mortellement, accusant de la fuite de Muller l'humeur acariâtre et tracassière de ses tantes, vengea sa défaite en redoublant ses folles dépenses. Trois ans après, le domaine d'Hildesheim, déjà cruellement ébréché par les frais de procédure, fut mis en vente pour payer les dettes de Frédéric, et les demoiselles de Stolzenfels moururent dans l'abandon et la pauvreté.

JULES SANDEAU.

LA

CHOUANNERIE DANS LE MAINE.

JAMBE-D'ARGENT ET MONSIEUR JACQUES.

I.

Tous les peuples ont deux histoires, l'une qui se plaît aux vues d'ensemble et ne marche qu'escortée de documens authentiques, l'autre curieuse de détails, mêlée aux événemens privés, et relevant de la tradition. La première ressemble à ces fleuves du Nouveau-Monde qui emportent tout dans leur cours puissant, mais dont l'œil n'aperçoit que les grandes ondulations; la seconde est un de ces ruisseaux au bord desquels on s'asseoit pour regarder jusqu'au fond, cueillir les brins de joncs et compter les cailloux. Pour tous, il y a des jours où l'air des hauteurs étourdit, où les immenses horizons fatiguent, où le regard aime à descendre vers les lieux bas, afin de se reposer sur l'étroite *closerie* qu'encadrent les vieux troncs d'aubépine. Alors on s'arrête aux épisodes familiers du grand poème : sortis des palais officiels de l'histoire, nous nous oublions à écouter les récits que les jeunes filles font à la source du village, ou les vieillards sur le seuil. La prévention s'y montre souvent, l'ignorance toujours, mais du moins on y trouve la vie. C'est ainsi que le peuple a vu, qu'il a entendu, qu'il a senti. S'il

raconte inexactement ce qui a été, il raconte naïvement ce qu'il est lui-même; ses erreurs ne sont point des mensonges, ce sont des vérités relatives, qu'il s'agit de remettre à leur place; son tort comme son mérite est d'écrire perpétuellement le roman humain sur les feuillets de l'histoire. — C'était le désir de connaître cette chronique populaire des plus célèbres chouans qui m'avait conduit aux *Boutières* (1) et qui m'amenait de nouveau chez un autre témoin de ces luttes aventureuses.

Celui-ci administrait les ames de l'une des paroisses les plus pauvres du Bas-Maine. Le patrimoine que lui avait laissé sa famille suppléait à l'insuffisance des ressources curiales et l'aidait à briser chez ses paroissiens les aiguillons les plus envenimés de la misère. Aussi la reconnaissance avait-elle fait pour son nom ce que la flatterie fait pour le nom des rois : ne pouvant parler de lui sans rappeler son inépuisable bonté, les gens du pays s'étaient accoutumés à prendre la qualité pour l'homme, et, au lieu de répéter sans cesse *le bon curé*, ils avaient fini par dire simplement *le Bon*, comme si une pareille désignation n'eût pu laisser aucun doute. Le propriétaire du Moulin-Neuf lui-même, malgré son mépris philosophique pour toute croyance qui ne ressortait pas directement des quatre règles, m'avoua que *M. le Bon* passait pour la providence du canton. — Il les abrutit bien un peu de superstitions sur le bon Dieu et son paradis, ajouta-t-il, mais il a endoctriné les parens pour la vaccine, il distribue pour rien des médicamens, il enseigne les nouvelles cultures, et il vient d'appeler une sage-femme dans la commune. C'est bien encore *le moins mauvais d'eux tous.*

Cet éloge négatif avait, dans la bouche de mon conducteur, une éloquence qui accrut mon empressement à voir *M. le Bon.* Il fut donc convenu qu'en retournant chez lui, le meunier ferait un détour qui lui permettrait de me laisser à la cure, où j'étais annoncé et attendu.

Nous prîmes par des routes sauvages, tantôt enfouies sous les haies et entrecoupées de flaques d'eau verdâtre, tantôt serpentant à travers les friches d'où s'élevaient des volées de lourdes perdrix, tantôt longeant le bord des ruisseaux qui gazouillaient parmi les osiers. En passant près d'un hêtre, je montrai à mon compagnon un de ces trous que le pivert creuse pour son nid, et qui était recouvert de plusieurs lames de fer. — Ah! oui, me dit le meunier en riant, c'est l'ouvrage de quelque curieux du pays qui veut se procurer *l'herbe qui coupe.* Le pivert passe chez nous pour un oiseau savant qui a voyagé et qui connaît les bons coins. Si vous lui fermez sa maison, comme vous le voyez là, il vole à l'instant même vers une montagne où pousse une plante merveilleuse qui brise le fer, et, après s'en être servi pour rentrer chez lui, il la laisse tomber sur le morceau de drap rouge placé au-dessous.

(1) Voyez la livraison du 15 septembre 1847.

Ici le drap a été oublié ou a disparu, ce qui expliquera aux malins la non réussite de la chose et les encouragera à recommencer.

Cette croyance populaire me rappela celle que j'avais entendu raconter en Normandie. Là comme partout, les nids d'hirondelles sont, pour les maisons auxquelles on les voit suspendus, une assurance de joie et de prospérité; mais ces nids peuvent devenir en même temps, pour l'aveugle, un moyen de guérison. Il suffit d'attendre que les petits soient éclos et de leur crever les yeux. Dès que la mère s'en aperçoit, elle s'envole et revient bientôt avec une pierre dont elle se sert pour leur rendre la vue et que l'aveugle retrouve dans le nid pour s'en servir à son tour. Ainsi, en tous lieux et sous toutes les formes, la tradition attribue quelque rôle symbolique ou surhumain à cette race ailée qui vit dans l'océan des cieux. Placés entre la terre et les nuées, les oiseaux semblent participer à une double nature, et, lorsque les anges ont été mis en communication avec les hommes, ils ont emprunté leurs ailes. Puis n'ont-ils pas le prestige de tout ce qui arrive de loin? Les Égyptiens étendaient leurs malades aux portes, convaincus que l'étranger qui passait devait leur apporter quelque remède des contrées inconnues. Ainsi fait le peuple en demandant aux oiseaux de nos campagnes mille dons merveilleux : eux aussi sont des étrangers qui passent, et, à les voir traverser l'éther, indifférens de l'espace, libres de tout lien, victorieux sans effort de tous les obstacles, comment ne point imaginer que la terre et le ciel sont sans mystères pour ces éternels voyageurs?

Les inextricables méandres de la route que nous suivions variaient à l'infini les perspectives, mais semblaient éloigner le but. L'*Angelus* sonnait au loin à toutes les églises des villages, lorsqu'un toit d'ardoise se montra devant nous au-dessus des arbres. — Voilà le nid, dit le meunier, qui me l'indiqua du bout de son fouet; nous y arriverons pour le dîner, ce qui est toujours la bonne heure chez les curés. Allons, *Bolivar*, un coup de vigueur! nous allons au ratelier.

Le cheval parut comprendre, il allongea le pas, et nous aperçûmes enfin la façade du presbytère. Des vignes encadraient chaque fenêtre, couraient le long des cordons de maçonnerie qui surmontaient le rez-de-chaussée, brodaient les corniches, escaladaient le toit, et, rampant le long des pentes, allaient couronner les cheminées, qui épanouissaient au-dessus leur panache de fumée. Des pigeons roucoulaient mélodieusement sur l'ardoise échauffée par le soleil de midi, et, à la porte, un grand chien fauve, roulé sur lui-même, dormait aux pieds d'une vieille fileuse. Au bruit du char-à-bancs, tous deux relevèrent la tête; le chien gronda doucement, et la servante poussa une exclamation de surprise.

— Eh! c'est Catherine! dit gaiement mon compagnon; tu n'as donc pas entendu la cloche du dîner, ma vieille, que te voilà à faire tourner ton rouet au lieu de faire aller le tourne-broche?

— Le tourne-broche un vendredi! s'écria Catherine scandalisée.

— Par le Père éternel! elle a raison, c'est un vendredi! reprit le meunier, qui laissa tomber les guides d'un air de désolation si sérieuse, que le rire me gagna; je n'avais point pensé à cela quand je suis parti! Qu'est-ce que nous allons devenir?

— N'entends-je pas mes hôtes? interrompit une voix derrière le char-à-bancs.

Nous nous retournâmes : c'était *M. le Bon*, qui revenait de visiter des malades, son bréviaire sous le bras. Il souhaita cordialement la bienvenue à mon conducteur, et me prit les deux mains avec une tendresse presque paternelle.

— Je vous attendais, me dit-il; j'ai pensé à vous, et nous aurons à causer longuement.

Puis, montrant au meunier le seuil du presbytère :

— Que notre cher voisin veuille entrer, ajouta-t-il avec une bonhomie riante; bien que le vendredi soit un jour néfaste, nous tâcherons d'en faire pour lui un jour *marqué de blanc*, comme doivent l'être tous ceux du propriétaire du Moulin-Neuf.

Le fabricant de farine, qui n'avait jamais lu Horace, ne comprit pas l'épigramme du vieux prêtre; il passa d'un air gauchement délibéré, et nous précéda dans une salle à manger, où la table était dressée. C'était une pièce vaste et simplement blanchie à la chaux, dont une profusion de fleurs vivaces faisait le seul ornement; mais tel était le mélange de plantes grimpantes, d'arbustes verts et d'herbacées fleuries, habilement étagés selon l'élévation, la forme ou la couleur, que l'ensemble produisait sur la blanche muraille une broderie mouvante d'une grace et d'une originalité singulières. Un immense coquillage, encadré de saxifrages, recevait l'eau d'une fontaine et complétait cette décoration rustique. A cet aspect charmant, je m'étais arrêté, malgré moi, sur le seuil, et je n'avais pu retenir un cri. Mon conducteur me regarda.

— Eh bien! voilà un genre d'ameublement que vous ne connaissez point à Paris, me dit-il avec ce rire lourd et blessant que l'on pourrait appeler le rire des enrichis; comme vous voyez, c'est simple et peu dispendieux. Quant à l'entretien, c'est *M. le Bon* qui s'en charge lui-même; il regarde aussi ses fleurs comme ses paroissiens.

— Pourquoi non? dit le curé avec une placidité souriante; toutes les créatures de Dieu n'ont-elles pas droit à l'affection de l'homme? Vous avez dit plus vrai que vous ne pensiez peut-être. Oui, ces fleurs sont une part de ma vie; c'est une famille muette que j'élève à mon foyer de célibataire, de pauvres enfans d'adoption dont il faut diriger la séve, des vieillards auxquels je ménage la bise ou le soleil. Ne croyez pas que de pareils soins restent sans influence sur l'ame.

Le meunier me regarda en se mordant la lèvre.

— Le prône va commencer, dit-il tout bas, tandis que *M. le Bon* dépouillait une magnifique bruyère de ses campanules défleuries; mais notre hôte ne semblait nullement disposé à réaliser cette prédiction, et, revenant sans digression à ses goûts d'horticulture, il nous proposa de passer au jardin, tandis que Catherine faisait un appel à toutes les ressources du voisinage pour renforcer le dîner curial.

Nous traversâmes d'abord un parterre, dont les compartimens réguliers ne renfermaient que des plantes vulgaires et *passées de mode,* comme le meunier nous le fit remarquer. *M. le Bon* l'avait tracé et planté lui-même, en mémoire du parterre de la maison paternelle.

— Votre œil doit être fatigué de ces figures de géométrie tracées en buis, dit-il; mais moi, je trouve dans ces œillets panachés, dans ces absinthes fleuries, dans ces fenouils verts, comme une odeur de mes jeunes années.

— C'est-à-dire que vous perdez votre meilleur coin de terre, objecta mon compagnon; une exposition en plein midi! Vous pourriez avoir ici des contre-espaliers et des melons.

— J'aime mieux avoir des souvenirs, répliqua doucement le curé; c'est du luxe sans doute, mais on doit passer quelques fantaisies aux vieillards.

Il nous montra ensuite le potager, dont la culture avait le caractère d'ordre et d'appropriation qui est la grace des choses utiles; le verger abritant quelques ruches entourées de thyms, selon le précepte de Virgile qu'il me rappela :

... Graviter spirantis copia thymbræ;

enfin un vaste champ nommé par lui la *terre de Chanaan.* C'était là qu'il employait les instrumens nouveaux, qu'il semait les graines d'essai et appliquait les modes de culture encore inconnus au pays. Bordée par la route et placée vis-à-vis de l'église, la *terre de Chanaan* était exposée à tous les regards. Chaque dimanche, en se rendant aux offices, les paysans pouvaient l'examiner, juger les tentatives, suivre toutes les périodes de l'insuccès ou de la réussite. Les plus indifférens étaient forcés de voir, les plus obstinés de comprendre. A chaque essai, la nature écrivait sa réponse en caractères qu'aucun regard ne pouvait refuser de lire; la vérité devenait un fait. *M. le Bon* l'appuyait en outre de ses exhortations et de ses enseignemens.

— C'est en soldat qu'il faut servir ce qu'on croit le bien, nous dit-il à ce sujet; le mensonge a presque toujours l'avantage d'oser, tandis que la vérité est timide. Elle craint d'importuner, elle s'arrête devant les portes qui se ferment et rebrousse chemin vers son puits. Ce n'est pas ainsi que l'on fait triompher une cause. La guerre contre le mal

doit se faire comme nos chouans faisaient la guerre aux bleus, sans calculer les forces ennemies et sans jamais croire qu'on a fini. Chaque fait peut devenir une arme, chaque exemple un buisson derrière lequel on tire un coup de fusil sur l'erreur. Si on ne la tue pas, on lui fait perdre du sang, et, à force de blessures, elle finit par mourir au coin d'un fossé.

L'allusion du vieux prêtre aux guerres royalistes amenait tout naturellement l'entretien à l'objet de ma visite. Je saisis le moyen de transition qui m'était fourni, et j'avouai quelles espérances m'avaient conduit au presbytère.

— Je sais, me dit le vieux prêtre d'un air pensif, vous avez la curiosité de tous ceux de votre âge : ils aiment à promener leur esprit aux bords de ce passé, comme on se promène aux bords d'une côte orageuse, pour admirer les vagues, compter les brisans et entendre le récit des naufrages; mais ce qui est pour eux une source d'émotions rouvre chez nous de vieilles cicatrices. Il n'est aucun des nôtres qui, en emportant à travers l'incendie sa famille et ses dieux, n'ait laissé derrière lui, comme Énée, quelqu'une de ses affections. Moi-même, pauvre prêtre obscur, je ne puis retourner les yeux sans angoisse vers ces luttes implacables

Quorum pars *parva* fui.

Je vous raconterai pourtant ce que je sais; les souvenirs des vieillards sont une part d'héritage qu'ils doivent acquitter de leur vivant.

Nous venions de regagner le salon, où nous trouvâmes nos couverts mis et la table servie. Grace aux ressources du village, Catherine avait réussi à compléter un dîner qui faillit réconcilier mon conducteur avec les prescriptions de l'église. Le curé fit honneur de ce festin improvisé à la bonne volonté des voisins.

— Ah! je comprends! dit le meunier en remplissant son assiette après avoir vidé son verre, tout dans notre pays est au service de l'église. Si le *Mainiau* récolte une primeur, s'il pêche un gros poisson, s'il tue un gibier bien gras, c'est pour le presbytère!

— Mon voisin est trop du pays pour croire cela, dit *M. le Bon* gaiement. Le *Mainiau* aime ses curés sans doute, mais il pense que les véritables amitiés se prouvent mieux par ce qu'on reçoit que par ce qu'on donne. Quoi que nous fassions, le salut lui paraît toujours *une affaire;* c'est un procès à gagner contre les malins esprits. Nous *occupons* pour lui en qualité de procureurs du bon Dieu; mais s'il y a des frais à payer, adieu le client!

Je fis observer à notre hôte que la guerre royaliste dans le Maine avait au moins été une dérogation éclatante à cet esprit de calcul intéressé.

— Pour plusieurs, sans aucun doute, répondit-il, la foi politique et religieuse a eu ses martyrs; mais combien ne se sont dévoués qu'à une passion en laissant croire qu'ils se dévouaient à une idée, en le croyant quelquefois eux-mêmes! Dans une révolution, la vérité n'est jamais d'un côté si absolue, si lumineuse, que nous puissions la reconnaître certainement; nous n'avons le plus souvent à choisir qu'entre des crépuscules. Alors un souvenir, une espérance, un instinct, nous décident. Pour ma part, de tous les chefs de bande qui ont combattu dans le Maine, je n'en ai rencontré qu'un seul qui ait pris les armes sans considérations de famille, sans esprit d'imitation, sans haine, sans ambition et après un libre examen : ce fut un mendiant estropié qui avait long-temps parcouru les paroisses le bissac sur l'épaule et le bâton blanc à la main.

— Louis Treton, repris-je vivement; ainsi on m'a dit vrai, vous l'avez personnellement connu?

— Depuis le temps où il gardait les bestiaux chez un métayer d'Astillé, dit *M. le Bon,* car son père, pauvre closier aux Petits-Aulnais, ne pouvait nourrir ses douze enfans, et, dès que Louis sut manier la *marotte,* il fut envoyé sur les friches avec un *muguet.* On put reconnaître chez lui, dès-lors, ces facultés sympathiques et actives qui semblent nous destiner au commandement. En attendant l'occasion de dominer les hommes, il se rendit maître de son troupeau. Les bœufs les plus rebelles et les chevaux les plus rétifs apprirent à reconnaître sa voix. Il poussait pour chacun d'eux un cri particulier auquel ils obéissaient. Assis sur le revers d'un fossé devant son feu de bruyère, il n'avait qu'à faire entendre ses appels pour qu'on les vît tous accourir. Les métayers du canton disaient, par plaisanterie, que l'enfant avait *marché sur l'herbe qui attire;* mais son seul talisman était l'instinct d'observation et un dévouement affectueux pour le troupeau qui lui avait été confié; il en donna une preuve irrécusable, mais funeste pour lui. Vous savez qu'après les jeûnes forcés de l'hiver les loups redoublent habituellement d'audace. Au retour du printemps, un de ces animaux, enragé de faim, sortit des taillis avant la nuit, s'élança dans la friche où se trouvait Louis et allait emporter un poulain, lorsque le jeune pâtre, averti par l'effroi du troupeau qui prenait la fuite, accourut et se jeta à corps perdu sur la bête féroce. Tous deux roulèrent quelque temps à travers les bruyères sans pouvoir se terrasser; enfin un buisson arrêta l'enfant, et, pendant que le loup, retenu sous ses genoux, continuait de le mordre, il put saisir son couteau et lui scier la gorge. Le poulain avait été sauvé; mais Treton était estropié de la jambe droite. Les soins tardifs qu'il reçut à l'hôpital d'Angers ne réussirent point à guérir une plaie dont la négligence avait fait un ulcère; il fallut laisser le troupeau du métayer à un autre *pastour* et se traîner en mendiant aux portes des métairies. Cependant Louis conserva, même dans

cet abaissement, l'instinct et l'exercice de sa supériorité. En retour de l'aumône reçue, il donnait un renseignement, une nouvelle, un conseil, et laissait celui qui l'avait secouru son obligé. Dans tous les jeux, il établissait la règle et la faisait respecter. Juge absolu des différends, il n'avait qu'un cri : *La justice!* Son courage forçait d'abord à s'y soumettre, et sa loyauté la faisait ensuite aimer. De tous les chefs de bande, c'est le seul, avec *M. Jacques,* qui n'ait point laissé de double réputation. Pour eux, toutes les voix sont amies, toutes les traditions d'accord. Aussi ont-ils été les deux foyers vivans de la cause royaliste dans le Maine. L'insurrection entière tourna toujours autour d'eux, s'éclairant de leur lumière, s'échauffant de leur flamme, et, quand ils tombèrent, tout rentra dans le néant. Qui connaît leur histoire connaît celle de toute notre chouannerie.

II.

Au sortir de table, le propriétaire du *Moulin-Neuf* avait pris congé et était reparti; je pus interroger plus à l'aise *M. le Bon,* qui, de son côté, me répondit plus librement. Il me raconta comment la révolution l'avait surpris presque au sortir du séminaire et à peine ordonné prêtre. Livré à ce premier et pacifique enchantement d'une ferveur satisfaite, sans regret du passé, heureux dans le présent et attendant les joies éternelles de l'avenir, il ne comprit rien aux colères du peuple. Contraint de se réfugier dans sa famille, il continua à y étudier ses livres, à cultiver ses fleurs, et à attendre, sous les charmilles, que Dieu eût apaisé les cœurs violens. Sa mère, vieille et aveugle, le retenait au logis; on ignorait son retour dans le voisinage; pendant long-temps nul ne songea ni à réclamer son saint ministère, ni à s'en armer contre lui. Retiré dans sa solitude comme dans une île, il entendait gronder l'orage sans en éprouver les secousses. Quelques mendians, qui continuaient à solliciter une aumône chaque jour plus rare à travers les villages dévastés, lui apportaient tous les vendredis des nouvelles de la guerre civile. Ils lui avaient appris les premières expéditions des frères Chouan, la destruction de l'armée catholique, et les nouveaux efforts tentés par les bandes d'insurgés.

Ces bandes, formées de Vendéens fugitifs auxquels s'étaient joints un certain nombre de Manceaux, n'avaient encore ni chefs ni organisation. Dispersées après chaque expédition, elles se reformaient pour l'expédition suivante avec des élémens nouveaux. Le plus hardi ou le mieux inspiré ce jour-là marchait à la tête des autres; si son plan échouait et qu'un de ses compagnons trouvât mieux, il l'acceptait à l'instant pour capitaine et redevenait soldat. Ce fut ainsi que Coquereau lui-même, le plus habitué de tous à se faire obéir, remit le commandement à

Pimousse lors du combat livré sur la route de Daon à Cherré, et le reprit, quelques heures après, pour attaquer une colonne à l'entrée de Marigné. Parmi les chouans, l'égalité alors était la règle, l'autorité une exception variable et passagère.

Toutefois, dans ces alternatives de pouvoir et d'obéissance, le tour du commandement devait revenir plus souvent pour les intelligens et les braves. A ce double titre, Louis Treton ne tarda pas à conquérir sur ses compagnons de guerre l'autorité qu'il avait autrefois exercée sur ses compagnons de jeux. Sa participation à l'insurrection royaliste avait été, on le sait, le résultat d'une conviction réfléchie. Il y avait vu la défense de tout ce qu'il s'était accoutumé à aimer depuis son enfance; c'était pour lui plus qu'une cause à servir, c'était la liberté de ses préférences et de sa foi à sauver.

La révolution, qui satisfaisait aux instincts philosophiques des villes, heurtait, en effet, toutes les habitudes d'esprit et toutes les croyances des campagnes. Or, les préjugés d'un peuple sont, comme les vérités elles-mêmes, une part de sa conscience : enlever de force à un homme son erreur, c'est opérer un malade malgré lui, et violer en ennemi l'arche sainte que la persuasion seule doit ouvrir. Que cette violence ait pu ou non être évitée, c'est une question que nous ne préjugeons point ici; nous constatons seulement que la révolte des campagnes de l'ouest fut bien moins un mouvement politique qu'un élan d'indépendance. La plupart des Vendéens et des chouans combattaient, comme les républicains, pour la liberté, l'égalité et la fraternité humaines; on ne différait, dans les deux camps, que sur la manière de les comprendre : les chefs nobles qui dirigèrent l'insurrection lui donnèrent un cri et un drapeau royalistes; mais, pour qui étudie les élémens mêmes réunis sous ce drapeau, l'origine de la révolte était ailleurs. Du reste, ce double caractère royaliste et populaire eut ses représentans distincts dans la chouannerie du Maine. Jean Cottereau, lié à la monarchie et aux Talmont par une reconnaissance personnelle, combattit véritablement pour la royauté; le mendiant Louis Treton, long-temps nourri par la charité des paroisses, combattit, comme Cathelineau, pour leur liberté.

La république avait complété ses victoires par la déroute du Mans. Le Maine était redevenu immobile et muet sous l'oppression de ce grand désastre. Parmi les combattans qui avaient survécu, les plus compromis se tenaient enfermés dans leurs tanières souterraines, les autres cherchaient à cacher leur participation à la défaite sous une soumission qui n'attestait que leur découragement. Ce fut alors que reparut dans le pays Louis Treton, à qui la plaque de fer-blanc destinée à garantir sa blessure toujours ouverte avait fait donner le surnom de *Jambe-d'Argent*. Lui aussi sortait de la bataille. Il avait encore le visage pâle

de longues privations, la barbe hérissée, les mains noires de poudre et les haillons teints de sang; mais son courage était ferme et entier. Il s'arrêtait aux portes de chaque métairie, appelait les jeunes gens par leurs noms et les encourageait à reprendre les armes. Il ne leur parlait pas de la royauté détruite ou de la noblesse abolie, mais de leurs églises où les cloches étaient silencieuses, de leurs villages occupés par des soldats comme une terre conquise, de leur foi déshonorée par la contrainte ou l'insulte. La voix de *Jambe-d'Argent*, assez forte, quand elle s'élevait, pour dominer tous les retentissemens de la bataille, devenait, au besoin, caressante; sa parole était comme l'onde, tantôt renversant avec fracas, tantôt pénétrant sans bruit, mais toujours irrésistible. — Quand il voulait *causer*, répétait avec émotion, trente années plus tard, un de ses compagnons d'armes, Planchenault, dit *Cœur-de-Roi, les cœurs venaient se faire prendre comme les petits oiseaux en hiver.* Il vous conduisait contre votre volonté, sans qu'on s'en aperçût, et on se demandait ensuite comment cela avait pu arriver. Quand même j'aurais dû mourir pour lui une fois chaque jour, je l'aurais fait sans réclamation et sans me lasser, car *j'avais besoin de le voir content.*

Comme on le pense bien, *Jambe-d'Argent* n'en était point venu là tout d'un coup. D'abord confondu avec les autres chouans, il leur avait laissé faire l'expérience de sa supériorité. Il s'était successivement dévoué pour chacun, et tous, avant de devenir ses soldats, avaient été ses obligés. Moustache surtout ne pouvait oublier que, surpris par les bleus sur la route de Cossé, il avait dû à *Jambe-d'Argent* de revenir sain et sauf et sans déshonneur parmi les siens. Appuyés épaule contre épaule, tous deux avaient traversé, le fusil en joue et au petit pas, les rangs des républicains qui, frappés d'admiration, s'étaient écartés en criant : — Laissez passer les braves ! — Dès ce jour, l'ancien garde-chasse du marquis de Monteclerc avait dit : — Il faut que tu sois notre chef. Et il ne négligea rien pour préparer à ce choix les autres insurgés.

Les victoires de la Bodinière, puis de Nuillé, qu'ils durent à *Jambe-d'Argent*, et la défaite d'Ahuillé, par laquelle ils furent punis d'avoir repoussé ses conseils, décidèrent sa nomination. Ceux qui avaient cherché dans la guerre civile une cocarde pour couvrir leurs crimes osèrent seuls protester. De ce nombre furent Moulins, lâche bandit, instruit à toutes les bassesses dans les égouts de la gabelle, et bon seulement à colporter la terreur au moyen de marches prodigieuses; Barbier, dit *la Risque*, Jamois, surnommé *Place-Nette*, et enfin *Mousqueton*, cet horrible *Quasimodo* de la chouannerie, que l'odeur du sang enivrait comme le vin, et qui sabrait les prisonniers à petits coups *pour sa réjouissance.*

Jambe-d'Argent montra dès-lors l'esprit de conduite qui annonce le chef de parti. Bien qu'il méprisât les hommes qui lui contestaient le commandement, il s'efforça d'apaiser leur mauvaise humeur; car il

savait que dans les guerres civiles on n'a pas le choix des instrumens, et que l'on combat avec toutes les armes qui peuvent frapper l'ennemi. Voulant donc épargner à leur orgueil une obéissance immédiate, il les engagea à visiter les paroisses afin d'y propager la révolte. L'époque de la moisson arrivait d'ailleurs, et tous les jeunes gens qui avaient pris les armes allaient retourner dans leur famille pour assister à la *fête de la gerbe*. Le nouveau chef résolut d'employer cette trève passagère à organiser la reprise des hostilités. Il avait longuement étudié toutes les chances de cette guerre de moucherons contre le lion républicain; il savait que, pour perpétuer une lutte inégale, l'important était d'envelopper sa faiblesse de mystère, de se montrer partout en ne s'arrêtant nulle part, d'enserrer enfin l'ennemi dans un réseau d'adversaires invisibles qui pussent le forcer à se tenir la baïonnette croisée devant le vide et à s'énerver dans cette fièvre de l'attente et de l'inconnu, la plus redoutable de toutes les maladies pour les forts.

Le difficile était de faire accepter un pareil plan. Si les compagnons d'enfance ou de combat de Louis Treton ne remarquaient plus sa jambe malade et ses haillons, la noblesse y prenait garde; sa visite aux gentilshommes bretons le lui avait prouvé. Son autorité, justifiée par le seul mérite, était aux yeux de ceux-ci une usurpation tout au plus tolérée. Vu le malheur des temps, les gens bien nés pouvaient lui permettre de mourir à leurs côtés, mais non recevoir de lui des conseils, ni une direction. Pour ceux qui arrivaient de Coblentz, il ne suffisait pas que la raison fût la raison; il fallait encore qu'elle fût de bon lieu. *Jambe-d'Argent* le savait, et, voulant avant tout l'adoption de ses idées, il leur chercha un père adoptif.

Son choix s'arrêta sur un gentilhomme étranger au Maine, qui s'y était fait connaître dans ces derniers mois. M. Jacques se donnait pour un officier vendéen forcé de cacher son véritable nom. Il avait paru sur la rive droite de la Mayenne peu après la destruction de l'armée catholique; mais il n'y commandait aucune bande, et ne se montrait d'habitude que dans les momens les plus périlleux et lorsque tout semblait désespéré. On l'apercevait alors, tout à coup, aux premiers rangs, où il donnait un ordre, faisait exécuter un mouvement, et la déroute se transformait aussitôt en victoire. C'était le *Deus ex machinâ* de ce drame guerrier. On comprend de quel prestige ces interventions triomphantes avaient dû l'entourer. Tout en lui d'ailleurs était fait pour exciter l'imagination populaire; il était jeune, beau et doué de cette fascination à la fois impérieuse et pénétrante qui improvise les royautés. Son costume avait, comme celui de tous les officiers vendéens, quelque chose de chevaleresque qui fixait les regards sur les graces de sa personne. Dans les châteaux royalistes où il avait été reçu, les dames vantaient ses talens d'artiste et ses manières d'homme du monde; les ecclésiastiques, qu'il avait

plusieurs fois protégés dans leur fuite, parlaient de son érudition et de ses vues profondes; enfin les paysans dont il avait partagé les expéditions répétaient que nul ne l'égalait pour manier un fusil, monter à cheval ou conduire une barque. Il fatiguait les plus vigoureux marcheurs, paraissait ne sentir ni la faim, ni la soif, supportait sans y prendre garde le vent, la pluie et le soleil. Il parlait peu; mais chacune de ses paroles laissait un souvenir. Dans les haltes, on le voyait s'asseoir à l'écart, relire des lettres ou se promener en murmurant des phrases cadencées dont le sens échappait à ses rustiques compagnons. Enfin il possédait cette merveilleuse faculté de doubler son esprit pour le partager entre plusieurs préoccupations. On l'avait vu dans le même instant donner un ordre, écouter un rapport et écrire un billet, sans que sa pensée en parût ralentie ou troublée.

Ajoutez à tant de dons l'irrésistible puissance du mystère! On ne connaissait ni ses retraites, ni ses ressources, ni ses moyens de communication. Il paraissait et disparaissait comme ces champions des romans de chevalerie que l'on voyait arriver la visière baissée, enlever tous les prix du tournoi, puis s'éclipser dans un nuage de poussière. Aussi toutes les suppositions avaient-elles été épuisées à son sujet. Après lui avoir successivement attribué les noms les plus connus de la Vendée, on commença à répéter tout bas celui du duc d'Enghien. Il venait, disait-on, pour reconnaître le pays, en étudier les forces et préparer l'arrivée du comte d'Artois, espèce de messie politique toujours promis aux royalistes et toujours vainement attendu.

Vrai ou faux, un pareil bruit donnait à M. Jacques l'autorité du rang qui manquait à *Jambe-d'Argent* pour discipliner la chouannerie. Ce dernier lui demanda une entrevue. Le rendez-vous devait avoir lieu au château de Champ-Fleuri, près de Laval. Arrivé à la grande avenue, Treton, qui avait avec lui deux de ses gens, *la France* et *Sans-Peur*, s'arrêta tout à coup près de la barrière. Il était pâle, ému et semblait hésiter. Ses deux compagnons lui demandèrent à quoi il pensait.

— Je pense, répondit *Jambe-d'Argent*, que le sort des paroisses va dépendre de ce que décidera M. Jacques, et que je ne saurai peut-être pas lui expliquer ce que je comprends, car les idées ressemblent aux coups de fusil: pour qu'elles portent, ce n'est pas tout de faire feu, il faut encore viser. Aussi j'ai un poids sur le cœur en pensant à la grandeur de ce que je vais faire et au peu que je suis.

— Allons donc! répondirent les chouans, qui ne comprenaient pas ces angoisses d'une grande conscience, n'es-tu pas le plus fin gars de ce côté-ci de l'eau? Tu parleras bien, et, avec l'aide de Dieu, M. Jacques sera content.

— Oui, avec l'aide de Dieu! reprit vivement Treton; il ne faut pas désespérer tant qu'il est pour nous.

Et il se remit en marche vers le château.

Ses craintes ne devaient point, du reste, se réaliser. M. Jacques comprit son plan et l'adopta avec chaleur. Il fut décidé entre eux que chaque bande resterait sur sa paroisse sous le commandement du capitaine qu'elle s'était choisi, mais qu'un chef suprême imprimerait l'unité à la guerre en dirigeant les efforts partiels et les réunissant au besoin. Un service régulier devait être établi pour les dépêches; on disperserait dans les bois et dans les closeries des dépôts de vivres et de munitions; les pâtres devaient servir de guetteurs, les mendians d'espions, les femmes de messagers. On désigna des quartiers-généraux auxquels furent donnés de nouveaux noms pour dérouter les bleus. *Jambe-d'Argent* choisit la métairie du *grand Bordage* qu'il appela le *camp des hauts Prés.* Ce fut là qu'il se rendit pour organiser l'insurrection d'après le plan convenu. Son premier soin fut de préparer dans la métairie une retraite aux prêtres fugitifs, aux femmes proscrites et aux blessés. Il ménagea pour cela, dans les litières de l'étable amoncelées, selon l'usage, contre le pignon, un vide d'environ dix pieds garni de planches. Ce réduit communiquait, à travers le mur, avec une seconde cachette, plus vaste, ménagée au centre du grenier à foin. Le jour et l'air arrivaient par le haut. Ces deux retraites furent établies avec tant d'adresse, que les bleus fouillèrent vingt fois la métairie du *grand Bordage* sans pouvoir rien découvrir.

Ces précautions prises et la moisson achevée, l'agitation recommença partout. Malgré la mort du jeune la Raitrie, la rive droite de la Mayenne resta soulevée. Le Comte occupait les environs de Craon et d'Athé; Fortin se montrait vers Lassay; trois déserteurs, connus sous les surnoms de *Rochambeau,* de *Custines* et de *Lafayette,* tenaient les bleus en échec dans la paroisse de la Chapelle-au-Ribou; les frères Lasseux formaient une bande près d'Ernée, et M. Duboisguy n'avait pas quitté la forêt de Fougère. Quant au Bas-Maine, Coquereau était revenu dans la campagne de Château-Gonthier; Garot, *Branche-d'Or, Francœur,* soulevaient leurs villages, et les frères Chouan défendaient toujours le bois de Misdon. Tout se prépara pour associer ces élémens de révolte et pour en assurer la continuité. Jusqu'alors, la chouannerie du Maine n'avait été qu'une sorte de braconnage où les bleus remplaçaient le gibier; elle allait enfin devenir une guerre.

La première entreprise importante fut contre le bourg d'Astillé, défendu par un fort détachement républicain. *Jambe-d'Argent* convoqua pour cette expédition tous les chefs de bande qui purent être avertis. Sa troupe, forte d'environ six cents hommes, fut partagée par lui en deux colonnes inégales. La première, moins nombreuse, devait tourner le bourg et attendre, pour se montrer, l'attaque de la seconde, dont il prit lui-même le commandement. Il cerna d'abord un petit hameau

placé sur la route. Cinq soldats républicains qui y furent surpris proposèrent de décider la garnison d'Astillé à se rendre sans combat; mais il n'était déjà plus temps. La première colonne avait commencé le feu malgré les ordres de *Jambe-d'Argent*, qui accourut au bruit de la fusillade. En arrivant, il trouva que les bleus s'étaient retranchés dans l'église et s'y défendaient avec avantage. Ses compagnons, voyant que quiconque voulait approcher était infailliblement atteint, se précipitèrent dans les maisons, d'où ils croyaient pouvoir tirer sur l'ennemi avec moins de danger; mais alors les habitans, effrayés, prirent la fuite au milieu des balles qui se croisaient, et, en un instant, la place fut couverte de femmes éperdues, de morts et de blessés, dont les cris empêchaient de faire entendre aucun commandement.

Jambe-d'Argent, qui avait espéré enlever par surprise le poste républicain, comprit que la précipitation et la désobéissance de son avant-garde avaient tout compromis. La fusillade, entendue des cantonnemens voisins, allait les attirer sur Astillé. En prolongeant l'attaque, on s'exposait à être enveloppé. Il ne restait plus d'espoir que dans l'intervention proposée par les cinq prisonniers faits au hameau de La Porte. Il les fit demander à la hâte; mais, dans ce moment même, ceux qu'il avait préposés à leur garde accoururent, pâles d'horreur, en criant que *Mousqueton* venait de les égorger. Il n'avait voulu écouter ni les représentations des chouans, ni les prières de ces malheureux, qui lui demandaient grace; il les avait sabrés tous cinq, les mains jointes et à genoux! Lui-même parut dans ce moment. Il accourait de son pas inégal, le visage marbré par le sang des victimes, ses yeux louches enflammés d'un délire sauvage et poussant ces cris de bête fauve qui le faisaient reconnaître entre tous. Il venait de découvrir un amas de fagots qu'il montrait à ses compagnons.

— Vite, vite, criait-il, dressez les bourrées et apportez le feu.

— Que veux-tu faire? demanda Treton.

— Brûler l'église, dit *Mousqueton*, pour que *les bleus changent de couleur et deviennent rouges.*

Les chouans répondirent par une acclamation et coururent aux fagots. *Jambe-d'Argent*, déjà ému du meurtre des prisonniers, se senti saisi de pitié pour les malheureux que l'on allait brûler. Il s'élança vers ses gens, auxquels il défendit de passer outre. Une réclamation générale s'éleva.

— C'est le seul moyen, répétaient toutes les voix; tu ne peux nous empêcher de combattre les *patauds*. Ce serait une honte à toi de les défendre.

Et les fascines continuaient à s'entasser; déjà elles touchaient le toit; vingt torches de paille venaient de s'allumer et allaient y mettre le feu. *Jambe-d'Argent* arma son fusil.

— Eh bien! s'écria-t-il, aucun de vous n'approchera sans avoir les deux pieds dans mon sang, car il faudra me tuer avant de pouvoir dire qu'une troupe que je commande a mis le feu à l'église où j'ai été baptisé.

Ces mots troublèrent les chouans; ils se regardèrent avec hésitation. Le souvenir invoqué par Treton était précisément le seul qui pût agir sur ces imaginations naïves.

— Au fait, c'est là qu'il est devenu chrétien, se dirent-ils l'un à l'autre.

Et, malgré eux, saisis de respect, ils éteignirent les torches sous leurs sabots et s'éloignèrent lentement.

Dès le soir même, les républicains évacuèrent Astillé avec leurs blessés. Un seul ne les suivit pas. C'était un jeune soldat atteint d'une balle à la poitrine dès les premiers coups de fusil tirés par l'avant-garde royaliste, et qui, n'ayant pu gagner l'église, était allé tomber devant le seuil d'une pauvre fileuse nommée Madeleine. Au milieu des décharges de mousqueterie et des cris de terreur poussés par les fuyards, Madeleine avait entendu les plaintes du blessé. Elle entr'ouvrit la porte et le vit qui se tordait dans une mare de sang. Ses yeux se remplirent de larmes.

— Jésus! voyez ce pauvre malheureux qui va trépasser faute de secours, dit-elle à sa sœur.

— Au nom de Dieu! refermez l'huis, Madeleine, répliqua celle-ci épouvantée; si les gars voyaient que vous avez pitié d'un bleu, ils viendraient nous massacrer.

Madeleine repoussa la porte; mais les plaintes du soldat lui arrivaient toujours pendant les pauses de la bataille, seulement elles allaient s'affaiblissant. Le cœur de la courageuse fille se révolta.

— On ne peut pourtant pas laisser ainsi à l'abandon une créature du bon Dieu, dit-elle. Cachez-vous, ma sœur, puisque vous craignez de mourir; pour moi, je sauverai le blessé, si la Vierge le permet.

A ces mots, elle rouvrit la porte sans hésiter, traversa la rue sous une grêle de balles, et arriva au soldat, qu'elle s'efforça de soulever; mais c'était un fardeau trop lourd pour ses forces. Elle revint alors prendre deux écheveaux du chanvre qu'elle avait filé, les passa sous les bras du mourant, et put le traîner ainsi jusque dans sa cabane, où, malgré son épouvante, sa sœur l'aida à le panser. Après le départ des républicains, quelques voisins de Madeleine, qui voulaient se faire bien venir des chouans, allèrent la dénoncer à *Jambe-d'Argent*.

— Sur mon salut, s'écria-t-il, quand on lui eut tout raconté, voilà une femme que je voudrais avoir pour sœur!

— Mais le bleu qu'elle a sauvé? reprirent les dénonciateurs déconcertés.

— Je me charge de lui, répondit Treton.

Il envoya, en effet, dès le soir même, un de ses compagnons, le

Grand-Chasseur, qui plaça le blessé sur un cheval et le conduisit au cantonnement de Cossé.

Quelques jours après, Treton alla attaquer le poste de Parné, qu'il enleva, ainsi que ceux de Froid-Fond et de Longue-Fuye. La mort de Jean Chouan avait ajouté à sa bande celle du bois de Misdon; il se mit en campagne à la tête de cette nouvelle troupe, et força successivement quatorze cantonnemens républicains. De son côté, *Francœur* décimait les grenadiers de Meslay, et Coquereau s'emparait de Saint-Laurent et de Cherré. Grace au plan de *Jambe-d'Argent,* la guerre avait ainsi changé de caractère. Les insurgés, jusqu'alors traqués dans les bois, en sortaient à leur tour pour assiéger les patriotes dans leurs villages.

Malheureusement quelques gentilshommes chefs de bande restaient en dehors du mouvement. Dédaignant de se mêler à ces paysans qui combattaient sans attendre leurs ordres, ils continuaient à prouver leur dévouement par de ridicules intrigues et de plus ridicules espérances. L'un d'eux, qui habitait le district où commandait Louis Treton, après avoir embauché à prix d'or les chouans les plus aguerris des bandes voisines, s'en était formé une garde personnelle uniquement employée à défendre son château. *Jambe-d'Argent,* averti qu'il enlevait à l'insurrection ses meilleurs soldats, voulut le voir. Il se rendit chez lui avec son frère et un autre chouan nommé Priou. Le gentilhomme donnait précisément à dîner et venait de se mettre à table avec sa compagnie. Il n'y avait là que de nobles dames en grande parure, des émigrés revenant de chercher la France en Allemagne, et quelques abbés chargés, comme dans le bon temps, de chanter au dessert *Bacchus et l'Amour.* On fit entrer les trois chouans sans que personne se dérangeât. *Jambe-d'Argent,* qui voulait éviter un débat devant témoins, demanda s'il ne pouvait parler seul au maître.

— C'est moi, tu n'as qu'à dire ce qui t'amène, répondit le gentilhomme.

— Je dirai donc, reprit *Jambe-d'Argent,* que je viens pour vous rappeler à votre devoir.

Et comme tout le monde avait relevé la tête avec surprise, il expliqua la nécessité de l'insurrection, reprocha au gentilhomme son inaction, et l'avertit de ne plus occuper à la seule défense de ses plaisirs des gens indispensables à la défense des paroisses. Les nobles convives avaient écouté, stupéfaits et indignés; quant au maître du château, il ricanait en émiettant un petit pain de froment, luxe inoui pour l'époque, et en jetant ses débris à une grande levrette couchée à ses pieds. Quand Treton eut achevé, il regarda sa compagnie :

— Voilà où nous en sommes, messieurs, dit-il avec une ironie hautaine; la révolution a gâté jusqu'à nos campagnes, et la noblesse n'a plus à choisir qu'entre la scélératesse des républicains bleus ou l'inso-

lence des républicains blancs. Heureusement que les premiers n'osent venir ici et que je puis faire jeter les seconds à la porte.

Il avait avancé la main vers une sonnette d'argent placée devant lui; Treton changea de couleur, et ses yeux s'allumèrent.

— Le maître d'ici n'a pas réfléchi à ses paroles, dit-il en se contenant avec peine; j'attends sa réponse...

— Tu vas la connaître, interrompit le châtelain, qui avait sonné.

— Prenez garde à ce que vous allez faire, reprit le chouan, dont la patience était à bout.

— Chassez cet homme, dit le noble en s'adressant aux valets qui venaient d'entrer.

Jambe-d'Argent recula d'abord comme étourdi; puis, sa colère faisant explosion :

— Ah! malheureux! s'écria-t-il, puisque tu as oublié que cet homme était ton chef, tu lui rendras raison comme à ton égal.

Et, hors de lui, il se précipita le sabre à la main vers le gentilhomme. Son frère, effrayé, le saisit à deux bras, mais, fou de colère, il ne le reconnut point et le frappa à la tête du pommeau de son sabre. Ce fut seulement au cri poussé par Pierre qu'il baissa les yeux, vit couler le sang et comprit ce qu'il avait fait. A l'instant même, toute sa fureur tomba et fit place à une douleur désespérée. Il entraîna le blessé à l'écart, étancha son sang et le serra dans ses bras en lui demandant pardon de sa violence. Enfin, quand il se fut assuré que le coup porté était sans danger, il se retourna vers le gentilhomme, que l'on engageait en vain à se retirer.

— Monsieur n'a plus rien à craindre de moi, dit-il, Dieu m'a trop puni d'avoir pris garde à ses injures. Il peut continuer désormais à se divertir librement avec la noblesse, tandis que nous autres, pauvres gens, nous nous battrons pour elle.

Et, sortant sans rien ajouter, il regagna le camp des *hauts Prés.*

Ce qui venait de se passer lui prouvait encore mieux la nécessité d'un chef supérieur dont l'autorité ne fût point entachée de roture. Par malheur, M. Jacques, dont il devait faire agréer la nomination par les chefs des deux rives, avait subitement disparu. On l'avait vu pour la dernière fois longer les prairies de Chailland au galop de son cheval, traverser la Mayenne et s'enfoncer dans les bois de Montsurs. Depuis il ne s'était plus remontré, et toutes les recherches pour retrouver ses traces avaient été inutiles. *Jambe-d'Argent* se décida à le faire nommer sans attendre son retour, et donna en conséquence rendez-vous à tous les chefs de bande de la rive droite près de l'étang de *la Ramée;* mais les républicains furent avertis de ce mouvement par l'imprudence ou la trahison d'un messager. En arrivant au lieu convenu, Treton y rencontra un premier détachement de bleus qu'il extermina après trois

heures de combat. A peine avait-il eu le temps de relever ses blessés, qu'un second détachement parut. La lutte, cette fois, fut plus longue, mais se termina encore à l'avantage des chouans. Enfin, au moment où ceux-ci reformaient leur bande dispersée, un troisième détachement se présenta à l'improviste et ne se retira qu'après avoir perdu une vingtaine d'hommes.

Ces engagemens successifs s'étaient prolongés jusqu'au soir. Les chouans, qui tombaient de lassitude et de faim, ne songeaient plus qu'à trouver une retraite lorsqu'une colonne de cinquante patriotes les atteignit en vue des bois de la *Chapelle du Bourg-le-Prêtre,* et recommença l'attaque. La partie était, cette fois, trop inégale. *Jambe-d'Argent* ordonna à ses gens de se jeter derrière les buissons et de gagner le fourré, tandis qu'il restait en arrière pour rallier les traînards et occuper l'ennemi; mais, presque à la lisière du bois, une balle l'atteignit au moment où il faisait face aux bleus, lui laboura la poitrine et sortit par-dessous son épaule. En le voyant tomber, tous les chouans s'arrêtèrent.

— Ce n'est qu'un homme mort, dit *Jambe-d'Argent*, qui vomissait des flots de sang; sauvez la bande et laissez-moi.

— Non pas, s'écria Priou; nous avons été ensemble tout petits, et, s'il plaît au bon Dieu, nous mourrons le même jour. Que les autres *amusent* un peu les *patauds,* moi je me charge de t'emmener.

Et, enlevant *Jambe-d'Argent* dans ses bras, il courut avec lui jusqu'au fourré, où les bleus cessèrent de les poursuivre.

Le soir même, Treton fut transporté dans la métairie des Gennétés, tandis que des messagers partaient pour chercher un prêtre et un médecin. Le médecin vint sur-le-champ, examina la blessure, et déclara qu'elle n'était point mortelle; mais le prêtre sur lequel on comptait se trouva absent. On s'adressa à un second, vieux et malade, qui ne put quitter sa retraite, puis à un troisième qui eut peur. Enfin, de proche en proche, on arriva jusqu'à *M. le Bon.* Ses convictions et son ministère lui faisaient un devoir d'accueillir la prière qui lui était adressée; il prétexta une visite à des parens afin de ne pas effrayer sa mère, et suivit le messager.

III.

Mon guide, me dit le vieux curé, était un mendiant perclus de la jambe droite, qui se traînait péniblement sur un seul pied. Je pensai que le voyage serait singulièrement prolongé par les lenteurs d'un pareil compagnon; mais à peine fûmes-nous à la lisière des taillis qu'il releva sa béquille et se mit à marcher devant moi d'un pas leste. Nous atteignîmes ainsi, en peu de temps, une petite closerie où il annonça son

arrivée par l'espèce de psalmodie qu'emploient les Poitevins et les *Mainiaux* pour *arauder* (1) leurs bœufs. Presque aussitôt une femme sortit, échangea avec lui quelques paroles, puis rentra. Lorsqu'elle reparut, son nouveau costume et sa démarche lui donnaient toutes les apparences de la grossesse.

— Il y a ici près des postes républicains qui auraient pu me reconnaître et nous arrêter, me dit alors mon guide; mais ils ne vous diront rien quand ils vous verront avec une *tête blanche* qui va devenir nourrice. Ayez soin seulement de regarder les bleus en face quand vous passerez et de ne point presser le pas.

Je suivis le conseil, et nous arrivâmes sans difficulté à une friche où ma conductrice me remit aux soins d'un enfant occupé à fabriquer des sifflets d'écorce de frêne. Celui-ci me conduisit, à travers champs, jusqu'à la porte d'un moulin, où il me laissa après avoir fait entendre un certain nombre de sifflemens cadencés. Un garçon meunier arriva alors avec sa corde et sa faucille, comme pour couper de l'herbe, me fit signe de le suivre, et nous descendîmes ensemble vers les prairies; mais nous rencontrâmes peu après un émondeur avec lequel mon guide échangea quelques mots qui lui firent rebrousser chemin. Arrivé à une petite auberge isolée, il me confia à un charbonnier, qui prit encore une autre direction. Il était évident que *Jambe-d'Argent*, poursuivi par les bleus, avait été forcé de quitter les Gennétés, et que nous errions à sa recherche. Enfin, après plusieurs nouveaux changemens de conducteurs et beaucoup de détours, nous arrivâmes le soir à un *placis* au milieu duquel s'élevait une cahutte de sabotier. C'était là que le blessé venait d'être transporté.

Je le trouvai couché dans un coin de la cabane, sur un lit de feuilles sèches recouvert de peaux de chèvres. Il venait de tomber dans un assoupissement léthargique. Je fis signe de ne pas le troubler, et je m'approchai avec émotion. Ses traits n'avaient rien perdu de leur mâle noblesse. Quelques mèches de cheveux que le sang figé collait à ses tempes en faisaient seulement ressortir la pâleur. Ses lèvres entr'ouvertes étaient frissonnantes, sa respiration ressemblait à un râle. Je restai quelque temps debout près du lit, effrayé de ces lugubres symptômes; mais peu à peu les voix des chouans, qui s'étaient tus à mon entrée, s'élevèrent de nouveau et finirent par attirer mon attention. Ils étaient huit ou dix, assis à l'autre bout de la hutte, le sabre sur la cuisse et le fusil entre les genoux. Les lueurs vacillantes d'un feu de bruyère donnaient à ce groupe un caractère si étrange, que mon regard s'y arrêta involontairement. Sauf *Cœur-de-Roi*, je voyais alors

(1) Dans le Poitou et dans le Maine, on chante aux bœufs, lorsqu'ils tirent la charrue, une sorte de complainte qui, au dire des paysans, les excite et les encourage. C'est ce qu'on appelle *arauder*.

tous ces hommes pour la première fois, mais leur conversation me les eut bientôt fait connaître. A la droite du foyer était *Mousqueton*, accroupi sur ses jambes torses et tenant par les ailes un roitelet vivant qu'il présentait et retirait alternativement à un chat fauve. Son œil hagard suivait tous les efforts du tigre domestique pour saisir sa proie, et à chaque palpitation, à chaque cri de l'oiseau, un éclat de rire crispait sa face livide. Saint-Martin, assis devant lui, regardait d'un air distrait; rien, dans sa figure vulgaire, n'annonçait alors l'audacieux meurtrier qui devait entrer, en plein midi, au bourg fortifié de Morannes, présenter au commissaire du pouvoir exécutif Millières un billet renfermant ces seuls mots : *Donne ton ame à Dieu, tu vas mourir,* et le frapper de trois coups de poignard avant qu'il eût achevé de les lire. A ses côtés se tenait *Moustache,* dont la silhouette énergique se détachait sur la muraille éclairée; puis le *Grand-Chasseur,* doux et héroïque visage que couronnait une chevelure argentée avant le temps. Derrière eux, Moulins se balançait sur ses hautes jambes nerveuses en jetant à travers l'entretien quelques plaisanteries obscènes, tandis que le Murat de la chouannerie, *Francœur,* orné de plumets, d'oripeaux et de rubans, causait avec *la France,* jeune garçon arrêté quelques jours auparavant à Laval sous un déguisement de paysanne, et qui avait réussi à s'échapper de prison.

Tous parlaient de la blessure de *Jambe-d'Argent* et de la disparition de M. Jacques, qui les laissaient sans direction. *La France* assurait que ce dernier avait été fait prisonnier par les bleus et exécuté à Mortagne; Saint-Martin racontait qu'il s'était rendu près de M. de Scépeaux, en Anjou, où il avait péri dans un engagement. Enfin *Moustache* affirmait qu'il était mort de maladie dans un château du Haut-Maine et qu'on lui avait montré sa fosse. Bien que contradictoires dans les détails, toutes ces versions s'accordaient sur ce point, que M. Jacques n'existait plus et que la chouannerie du Maine allait se trouver sans chef.

— Eh bien! après, dit Moulins, à qui les lamentations de ses compagnons avaient fait hausser les épaules, ne dirait-on pas qu'elle doit en mourir? Ne craignez donc rien, l'étoffe pour général, ça ne manque jamais. Si le nôtre est usé, on en fera un autre tout neuf.

— Et le gabelou espère qu'on le taillera dans sa peau? objecta *Francœur* ironiquement.

— Pourquoi donc pas aussi bien que dans la tienne? répliqua Moulins, dont les gros sourcils noirs s'agitèrent; j'ai brûlé de la poudre pour la bonne cause quand tu portais encore l'uniforme des bleus.

— Possible, dit *Francœur,* que la réquisition avait effectivement forcé à servir quelque temps parmi les républicains, mais ta poudre était de la poudre perdue.

— Pourquoi cela?

— Parce que tu tires de trop loin et que ton fusil est chargé à sel.

Cette double allusion à la *prudence* bien connue de Moulins et aux vols commis dans son premier métier excita un rire général. Le gabelou pâlit. Comme tous les lâches féroces, il avait de ces élans désespérés où la fureur lui tenait lieu de courage. Il se précipita sur son fusil avec une sorte de rugissement; *Francœur* fit un bond en arrière et se trouva de l'autre côté du foyer, le pistolet à la main. On entendit à la fois le craquement des deux batteries qui s'armaient : par un mouvement instinctif, tous les témoins baissèrent la tête.

— Bas les armes! cria tout à coup une voix forte.

Moulins et *Francœur* tressaillirent, et leurs yeux se tournèrent en même temps vers le lit du blessé. Il venait de rejeter les peaux de chèvre qui le couvraient : les mains convulsivement cramponnées aux branchages de la hutte, il fit un effort suprême, se redressa d'abord sur les genoux, puis se tint debout.

— Bas les armes! répéta-t-il en s'avançant entre les deux adversaires d'un pas chancelant.

Tous deux s'écartèrent; le fusil et le pistolet s'étaient abaissés. Treton s'appuya à la cloison de pisé qui formait le foyer. De longues traînées de sang marbraient les bandages qui ceignaient sa poitrine; un frémissement de colère agitait les muscles de son visage.

— Ah! vous vous disputez déjà le commandement, dit-il d'un accent saccadé; qui donc vous a promis ma mort? M'avez-vous déjà creusé un trou dans la terre? Ah! c'est toi, Moulins, et toi, *Francœur*, qui voulez me remplacer! Eh bien! voyons ce que vous savez faire : allons ensemble chercher les bleus. Vite, vite, un fusil; amenez-moi un cheval! Je veux que l'on voie qui mérite d'être le chef ici!

La voix de *Jambe-d'Argent*, forte d'abord, était devenue entrecoupée et confuse; sa tête semblait flotter; il voulut se détacher du mur et glissa dans les bras de *Moustache*. Je le fis porter sur son lit de feuilles, je m'assis à terre près du chevet, et je m'efforçai de l'apaiser par de douces paroles : il me regarda fixement, me reconnut, et à l'instant ses idées prirent une nouvelle direction. Je lui parlais sans suite, mais avec une tendresse qui suppléait à l'éloquence. Son cœur s'ouvrit à mes exhortations, à mes encouragemens; il voulut se confesser à moi et écouta mes conseils avec la soumission d'un enfant.

Les chouans avaient quitté la hutte l'un après l'autre, pour laisser plus de liberté à cet épanchement réciproque. Notre entretien, prolongé par les ressouvenirs des jeunes années, ne paraissait point encore près de finir quand il fut interrompu par un bruit de pas et un murmure de voix. *Jambe-d'Argent* redressa la tête avec inquiétude. Tout à coup la claie qui servait de porte fut repoussée avec violence, et un homme, en costume de gendarme, se précipita dans la hutte.

— *Place-Nette!* s'écria le blessé.

— J'arrive à temps, répliqua le chouan, qui haletait et avait perdu son chapeau; vite, mon Louis, lève-toi, voici les bleus!

— Les bleus! répéta Treton, dont les traits se ranimèrent, donne-moi ton fusil!

— Non, non, interrompit *Place-Nette,* qui se dépouillait à la hâte de son déguisement; nous avons le temps de partir, et ils trouveront le nid sans la couvée. Pierre va t'amener un cheval. Tâche seulement de raffermir ton cœur jusqu'au *Camp-Rouge,* où tu pourras te reposer.

J'aidai *Jambe-d'Argent* à se relever sur son séant et à s'envelopper dans une couverture, tandis que *Place-Nette* nous racontait quel hasard providentiel lui avait fait connaître le projet des bleus. Entré à Laval sous ses habits de gendarme pour acheter de la poudre, il y avait été arrêté par un officier républicain qui avait remis à sa garde un soldat arrivé trop tard au rendez-vous de sa compagnie. Tout en désarmant le *pataud* et en le conduisant à la prison, *Place-Nette* avait appris de lui que le détachement dont il avait dû faire partie allait fouiller les bois où *Jambe-d'Argent* se trouvait caché. Justement effrayé, le chouan avait aussitôt quitté la ville en courant et s'était jeté dans des chemins de traverse qui lui avaient permis de devancer les bleus (1). Le cheval que l'on était allé chercher pour le blessé arriva presque aussitôt; on l'y plaça avec précaution, son frère prit la bride, et tous deux s'éloignèrent.

Le reste de la bande achevait également ses préparatifs de départ, mais avec une lenteur qui prouvait le découragement du plus grand nombre. Pendant que *Moustache, la France* et le *Grand-Chasseur* prenaient la même direction que *Jambe-d'Argent,* les autres se consultaient à demi-voix, et chacun ouvrait un avis différent. Moulins parlait de rejoindre Coquereau, *Francœur* et *Mousqueton* voulaient repasser la Mayenne, Saint-Martin proposait de gagner l'Anjou, où il connaissait plusieurs chefs. Planchenault, dit *Cœur-de-Roi,* était resté seul à l'écart

(1) Cette anecdote, connue de tous les chouans du Maine, n'est pas, à beaucoup près, la plus extraordinaire que nous ayons entendu raconter. A cette époque de désordre, le romanesque et l'inouï semblent avoir été la règle; le vraisemblable était l'exception. Au milieu des perpétuels mouvemens des troupes républicaines, des arrivées journalières de nouvelles recrues et des changemens d'officiers, ceux-ci ne pouvaient connaître leurs soldats, qui ne se connaissaient point davantage entre eux. Les déguisemens étaient donc faciles aux chouans, et ils en usèrent avec une incroyable audace. *La Déchaffre,* de la division Taillefer, entrait à Laval chaque semaine habillé en garde national, et achetait des cartouches aux soldats dans tous les cabarets. *Tranche-Montagne* se rendait au spectacle dans la même ville, et prenait place au milieu des officiers qu'il avait combattus la veille. Alexandre Billard la traversait enfin en plein midi sous un costume de veuve, et allait acheter des pistolets chez un armurier. Beaucoup d'autres se déguisèrent en jeunes paysannes, comme *la France*, ou en vieilles femmes, comme *Miélette,* et presque tous réussirent à tromper la surveillance des républicains.

et étranger à ce débat. Les deux mains appuyées sur le canon de son fusil, il regardait et écoutait tout d'un air sombre.

— La bande va-t-elle se disperser ainsi, au lieu d'attendre le rétablissement de *Jambe-d'Argent?* demandai-je étonné.

— Monsieur l'abbé le voit, répondit Planchenault brusquement.

— Personne n'a donc assez d'autorité sur eux pour les retenir?

— Personne, si ce n'est M. Jacques!

— Et il est mort?

— Mort! reprit *Cœur-de-Roi* pensif, c'est à savoir.

— Auriez-vous quelque nouvelle de lui? demandai-je vivement.

Il fut un instant avant de répondre, puis il me regarda en face.

— Quand j'en aurais, dit-il, que pourrais-je faire maintenant?

— Mais l'avertir de ce qui se passe!

Il secoua la tête.

— C'est un devoir de conscience, ajoutai-je avec plus d'insistance.

— Alors c'en serait également un pour monsieur l'abbé? dit-il.

— Si je savais ce que vous semblez savoir...

— Monsieur l'abbé remplirait ce devoir?

— Sans doute!

— Qu'il vienne donc avec moi! s'écria le chouan, qui se redressa. Aussi bien, tout ce que je pourrais dire serait inutile, tandis que vos paroles changeront peut-être bien des choses. Si quelqu'un doit *ressusciter* M. Jacques, ce ne peut être qu'un prêtre.

— Partons alors, répliquai-je.

— Allons, dit *Cœur-de-Roi,* à la garde du bon Dieu!

Et, jetant son fusil sur l'épaule, il marcha devant moi.

En atteignant la lisière du bois, nous entendîmes distinctement les pas cadencés du détachement qui se dirigeait vers le *placis.* Mon guide et moi, nous nous enfonçâmes davantage dans le fourré, et, au bout d'une heure de marche parmi les halliers, nous atteignîmes un chemin creux dont nous suivîmes la berge. Je voulus alors interroger *Cœur-de-Roi;* mais il éluda toutes mes demandes, en répétant que c'était à M. Jacques de me répondre et qu'il faisait déjà trop en me conduisant à sa retraite. Je ne voulus pas violenter cette conscience combattue, et je me laissai guider sans nouvelles questions. Engagé un peu à la légère dans une entreprise dont j'ignorais les difficultés, je n'éprouvais pourtant ni regret, ni hésitation. J'avais cette foi des cœurs de bonne volonté, dont la première force est l'inexpérience. Inconnu de M. Jacques, étranger jusqu'alors à tous ses projets, je venais m'entremettre sans crainte, comme si la conscience de ma sincérité suffisait pour y faire croire. Don charmant de la jeunesse, qui ne peut voir les hommes qu'à travers elle-même!

Tout en cheminant, je cherchais pourtant à deviner quelles causes

pouvaient obliger le jeune chef royaliste à se cacher si soigneusement. Avait-il été gagné par le découragement? voulait-il échapper à la proscription? la maladie le tenait-elle enchaîné? Mon imagination se perdait en suppositions que ma raison détruisait aussitôt. Enfin, après une marche longue et difficile, nous aperçûmes un manoir en ruine enfoui dans les taillis. *Cœur-de-Roi* ralentit le pas, et me dit : — C'est là!

Je regardai avec surprise. Le toit était entr'ouvert, les volets pendaient à leurs gonds presque arrachés, la cour était tapissée d'herbes parasites, et une hirondelle avait bâti son nid au coin de la porte d'entrée. Je cherchais en vain, au milieu de ces témoignages de solitude et d'abandon, une trace d'habitation récente. *Cœur-de-Roi,* qui me devina, suivit quelques instans la clôture du jardin, franchit une brèche, et nous nous trouvâmes devant une façade intérieure que l'on ne pouvait voir du dehors. De ce côté, le délabrement était moins sensible; mais rien encore n'annonçait la présence d'habitans. Mon compagnon me pria d'attendre, et se dirigea vers un petit bâtiment isolé, d'où il ressortit bientôt, suivi d'une vieille femme avec laquelle il entra au manoir. J'attendis long-temps sans le voir reparaître; ce fut enfin la vieille femme qui revint et me fit signe de la suivre. Nous montâmes un escalier qui tremblait sous nos pas, et, après avoir traversé plusieurs chambres dont la nudité annonçait l'abandon, nous arrivâmes devant une porte à laquelle ma conductrice frappa avant d'ouvrir. J'entendis aussitôt un murmure de voix, un pas léger qui se précipitait, et, au moment où j'entrai, une petite porte, placée vis-à-vis de celle que je venais de franchir, se referma rapidement. Mon arrivée avait évidemment mis quelqu'un en fuite.

La pièce dans laquelle je me trouvais formait, du reste, avec celles que j'avais traversées un contraste dont je fus d'abord frappé. Elle était tapissée de haute lisse, meublée à la Louis XIV et garnie de portraits de famille remontant jusqu'aux croisades. Une pendule d'ébène incrusté ornait la muraille, et la vaste cheminée en marbre rouge était surchargée de porcelaines de Saxe.

J'étais resté sur le seuil, involontairement arrêté par cet aspect inattendu; M. Jacques s'avança à ma rencontre. Il portait son pittoresque costume de velours que serrait à la taille une écharpe de soie blanche. Ses traits étaient beaux, mais altérés par une pâleur fébrile. Il me souhaita la bienvenue avec un peu d'effort, et m'invita de la main à m'asseoir.

Tout ce qui m'arrivait était si nouveau, que j'avais besoin de quelques instans pour me reconnaître. Je gardai d'abord le silence; ce n'était ni embarras ni crainte, mais la lenteur involontaire d'une curiosité qui se satisfait. J'assistais, pour ainsi dire, en spectateur à ma propre situation, et je m'y oubliais. M. Jacques m'arracha à cette méditation

en me rappelant que *Cœur-de-Roi* m'avait annoncé comme porteur de graves nouvelles. Ramené au but de mon voyage, je lui appris alors la blessure de *Jambe-d'Argent*, la dispersion de sa bande et quels dangers menaçaient l'insurrection, si une volonté puissante ne venait empêcher les divisions et arrêter le découragement. Je parlai longtemps, car le jeune chef écoutait sans m'interrompre et sans faire un mouvement. Surpris enfin de cette impassibilité, je le regardai :

— Peut-être doutez-vous de mes lumières ou de ma sincérité? ajoutai-je, mais vous pouvez facilement vérifier...

— Non, je vous crois, répondit froidement M. Jacques.

— Et vous ne voyez aucun moyen de relever ces courages qui attendent un chef?

— A quoi bon? qu'importe, après tout, à des laboureurs et à des pâtres la couleur du drapeau qui flotte sur nos villes? comprennent-ils seulement ce qu'ils attaquent, ce qu'ils défendent? Quand la révolution est venue, ils ont tiré sur elle par peur du nouveau, de l'inconnu, comme, dans les temps d'orage, ils tirent sur les nuées afin de les dissiper; mais la nuée a crevé en grêle et en tonnerre : le plus sage désormais est de rentrer pour chercher un abri.

— Et c'est vous qui dites cela! m'écriai-je stupéfait, vous qui leur avez mis les armes à la main, vous dont ils défendent la cause, puisque vous êtes gentilhomme...

J'hésitai.

— Achevez, dit M. Jacques avec un peu d'ironie; pourquoi ne pas dire : Vous qui êtes prince? Je le vois, monsieur, vous aussi vous avez ajouté foi aux suppositions de nos crédules paysans. Le mystère dont j'ai dû m'entourer pour ne point compromettre ma mère et mes sœurs, vous lui avez donné une intention plus profonde; vous me croyez le précurseur du comte d'Artois. Permettre plus long-temps une pareille erreur serait en faire un mensonge. Sachez donc la vérité tout entière, monsieur. Je me nomme Jacques de la Mérozières, et je ne suis qu'un obscur et pauvre gentilhomme de Brissarthe en Anjou.

— Pardon, repris-je vivement; vous êtes de plus l'espérance et le lien de l'insurrection dans le Maine. C'est vous qui lui avez donné une direction, qui lui avez soufflé une ame. Croyez-vous donc qu'un chef puisse abandonner les cœurs qu'il a enflammés comme nos bergers abandonnent le feu de bruyère allumé au coin d'une douve? Si les hommes simples encouragés par vous à la révolte ne comprennent point les principes qu'ils défendent, vous du moins vous les comprenez, vous les aimez...

— Qu'en savez-vous? interrompit-il brusquement.

— N'avez-vous point combattu?...

— Qui vous dit que ce soit pour des principes?

— Et pourquoi donc alors?

— Mon Dieu! peut-être seulement pour combattre, reprit-il avec un sourire singulier; la lutte exerce la volonté et fait circuler le sang plus vite... Peut-être aussi avais-je espéré quelque récompense... impossible! car qui vous dit enfin, monsieur, que je sois un homme de principes plutôt qu'un fou emporté par une de ces passions qui fournissent des thèmes à vos prônes? ne puis-je pas avoir cédé à l'ambition, au désir de la gloire? ou bien... si j'ai voulu faire redire mon nom par tant de gens, c'était peut-être pour qu'une seule personne l'entendît. Il y a de ces délires, monsieur : on arrive parfois à prendre le monde pour un désert où vit un seul être auquel on rapporte tous ses efforts. Uniquement occupé de lui plaire, on brûlerait l'univers pour lui faire un feu de joie; puis, un jour, on s'aperçoit que tout est inutile et qu'on s'agenouille en vain devant un cœur fermé.

La voix de M. Jacques avait un accent d'emportement et de reproche qui semblait être le retentissement de quelque récent orage. A mesure qu'il parlait, elle s'était élevée, comme s'il eût voulu la faire entendre à un invisible témoin.

— Ainsi, repris-je un peu troublé de sa révélation inattendue, vous renoncez à tout ce que vous aviez entrepris, et les royalistes ne doivent plus vous attendre?

— Non, répliqua-t-il, mon rôle est achevé. Qu'irais-je porter à ces braves gens? L'indifférence et le doute? Ils n'ont pas besoin de moi pour apprendre que tous les dévouemens sont vains; l'avenir le leur enseignera. Vous m'avez dit qu'ils me croyaient mort, monsieur; confirmez-les dans cette croyance; vous ne les tromperez pas, car le M. Jacques qu'ils ont connu si chaud d'enthousiasme et d'espoir a véritablement cessé d'exister; celui qui reste n'est qu'un cadavre vivant qui aura lui-même bientôt disparu, puisque dans quelques instans je quitterai la France pour n'y plus revenir.

En prononçant ces derniers mots, il tendit machinalement la main vers un manteau jeté sur le dossier d'un fauteuil; mais la petite porte que j'avais déjà remarquée à mon arrivée s'ouvrit alors vivement, et une jeune femme se présenta. Elle était vêtue de deuil, jeune encore et d'une beauté souveraine. Sans prendre garde au mouvement de surprise que je n'avais pu retenir, elle s'arrêta devant M. Jacques.

— Vous ne partirez pas, dit-elle d'un ton bref, votre honneur vous le défend; je ne le permettrai pas.

Et comme le jeune chef voulut l'interrompre, elle continua précipitamment :

— Écoutez-moi, Jacques. Vous avez calomnié mes hésitations, mais je vous le pardonne; la douleur n'est pas responsable de ses injustices. Vous refusez de vous rendre à mes prières; eh bien! moi, je cède aux vôtres!

— Vous, Armande! s'écria M. Jacques, qui recula comme ébloui.

— J'aurais voulu vous laisser tout le mérite d'un pur dévouement, reprit-elle; mais, puisqu'il vous faut dans cette lutte un intérêt et une affection à défendre, vous l'aurez.

Et se tournant vers moi, elle ajouta avec résolution :

— Monsieur bénira aujourd'hui notre mariage.

Je n'eus point le temps de répondre. M. de la Mérozières, hors de lui, venait de tomber aux genoux de la jeune femme, dont il couvrait les mains de baisers. Elle s'efforça d'apaiser ces transports avec un embarras impatient et douloureux; mais il n'y prit point garde. Étourdi de bonheur, il était incapable de rien juger. Les explications indispensables pour autoriser l'exercice de mon ministère purent seules arrêter cet épanchement de folle joie. L'orage qui bouleversait alors la France exemptait le prêtre des délais et des précautions exigés dans les jours de calme. Embarqué sur un navire près de faire naufrage, il relevait directement de Dieu et ne devait chercher de règle qu'en lui-même. Je consultai ma conscience avec sincérité, et, fort de son approbation, je passai outre au mariage.

La cérémonie fut célébrée dans la chapelle, qui n'avait plus de toit et dont les murs tombaient en ruine. Le lieu, le jour, les acteurs, donnaient à cette solennité quelque chose de lugubre. Les deux fiancés s'agenouillèrent devant l'autel de pierre rongé par la mousse; *Cœur-de-Roi* et un autre paysan, appuyés sur leurs fusils, servaient de témoins, tandis que la vieille nourrice qui avait élevé Mme Armande pleurait à genoux près de la porte. Un vent d'automne sifflait dans les arbres qui ombrageaient la chapelle, et nous couvrait à chaque rafale d'une pluie de feuilles mortes. Quand les nouveaux époux se relevèrent, le visage de M. Jacques était illuminé d'une ivresse triomphante; celui de la jeune femme me parut avoir quelque chose de funeste.

Elle me demanda peu après au manoir. Je la trouvai assise sur une chaise longue près de M. de la Mérozières. Elle voulait savoir de moi dans quel état j'avais laissé l'insurrection. Je lui racontai ce que j'avais déjà dit à M. Jacques, en ajoutant que sa réapparition pouvait seule relever les courages.

— Il partira demain, répondit-elle; il me l'a promis. J'aurais voulu pouvoir le suivre, mais vos paysans ne le permettraient pas; la présence d'une femme dans leurs rangs serait un scandale dont ils demanderaient compte au chef qui l'aurait amenée. Je ne puis me mêler à cette lutte que par la pensée.

Et, reprenant tous les détails que je venais de lui donner, elle se mit à analyser les ressources de la chouannerie, à calculer les bénéfices même de la défaite, à compter toutes les plaies par lesquelles, avant de succomber, l'insurrection ferait couler le sang républicain. Sans illusions sur le résultat définitif, elle cherchait évidemment moins la

victoire des siens que les souffrances de l'ennemi. Cette seule pensée faisait étinceler ses yeux et trembler sa voix. En contemplant cette fièvre de colère, je me demandais, tout saisi, d'où pouvaient venir à cette ame de si sombres espérances, et quel trésor la république lui avait ravi pour justifier une pareille haine.

Je pris congé des nouveaux époux le soir même pour me rendre dans une closerie voisine dont le maître mourant avait réclamé ma présence. Après y avoir passé une partie de la nuit en prières et au milieu des lugubres images de l'agonie, je me réfugiai enfin près du manoir, dans un *pailler*, où je m'endormis. *Cœur-de-Roi* ne vint m'y chercher qu'assez tard le lendemain, et en ouvrant les yeux j'aperçus le soleil déjà haut sur l'horizon. Je lui reprochai de ne m'avoir point réveillé plus tôt.

— Que monsieur l'abbé m'excuse, dit-il, j'ai été retenu au manoir.

Je fus frappé de son air soucieux. Je lui demandai s'il était arrivé quelque chose de nouveau; il secoua la tête.

— J'en ai peur, dit-il. Ce matin, en entrant, j'ai trouvé la nourrice qui écoutait tout inquiète au pied de l'escalier; on entendait dans la chambre au-dessus des éclats de voix, des sanglots de femme, des pas précipités; il y avait des pauses, puis le débat reprenait plus fort; enfin la porte s'est ouverte, M. Jacques s'est précipité dans l'escalier sans nous voir; il est monté à cheval et il est parti.

— Et Mme Armande? demandai-je.

— Nous l'avons trouvée assise à terre, regardant devant elle avec des yeux égarés. J'ai aidé Marguerite à la porter sur le lit, puis je me suis rappelé que vous m'attendiez, et je suis venu vite.

Nous nous mîmes en route sans rien ajouter. Malgré moi, je retournais à chaque instant la tête vers le manoir, dont les toitures crevassées décroissaient insensiblement derrière les taillis. Je le vis enfin disparaître, et, longeant plus vite les lisières du fourré, j'allais atteindre la grande route, quand un galop retentit à notre gauche.

Au même instant, un cavalier parut du côté des prairies emporté de toute la vitesse de son cheval, qui franchissait les buissons, coupait les ruisseaux et courait en ligne droite vers le chemin que nous allions rejoindre. Il traversa le sentier à quelques pas de nous comme un tourbillon et disparut dans un nuage de poussière. Nous avions tous deux reconnu M. Jacques. *Cœur-de-Roi*, qui s'était arrêté court, se tourna vers moi : — Avez-vous vu comme il a passé et quel visage il avait? me dit-il tout troublé; *on croirait qu'il va chercher le malheur!*

Je ne répondis pas, mais je sentis un frémissement intérieur, car je venais d'avoir le même pressentiment.

Ce fut celui des chouans eux-mêmes. M. Jacques reparut dans leurs rangs comme un fantôme. Ils se pressèrent en vain autour de lui avec des cris de joie; leur enthousiasme ne put faire passer sur ses traits ni

flamme ni sourire. Dès les premières rencontres avec les troupes républicaines, on put voir que son courage lui-même avait changé de caractère. L'ardeur vaillante qu'il savait si bien communiquer à ses soldats s'était transformée en une froide témérité qui semblait moins poursuivre la victoire que provoquer la mort; mais celle-ci ne voulait point de lui. Les balles se détournaient de son panache, les sabres s'émoussaient contre sa soie et son velours. On le voyait s'enfoncer au petit pas de son cheval dans les nuages de poudre que déchiraient les éclairs de la mousqueterie et en ressortir sans blessures. Ces imprudences toujours heureuses causaient aux chouans une surprise à laquelle se mêlait une sourde désapprobation.

— Il tente Dieu! répétaient-ils à demi-voix; Dieu se lassera.

Il se lassa en effet. A l'attaque du bourg de Daumeray, en Anjou, les républicains, qui s'étaient retranchés, selon l'habitude, dans l'église, repoussèrent victorieusement les insurgés. Toutes les tentatives pour incendier leur retraite avaient été inutiles; les plus braves étaient tombés morts ou blessés; la troupe, découragée, se retirait. M. Jacques saisit alors un faisceau de torches de paille enflammée et s'avança lentement vers l'église; mais, à moitié chemin, on le vit chanceler; il étendit les bras et tomba. Un de ses soldats accourut pour le relever; il respirait encore. On le transporta dans une ferme voisine, où il mourut trois jours après, emportant dans la tombe la fortune de la chouannerie en même temps qne le secret de son désespoir.

Quelques contemporains crurent pourtant en avoir pénétré la cause; ils parlaient d'une jeune fille noble (dont nous devons taire le nom bien connu), qui, éperdument éprise d'un officier vendéen, l'avait suivi jusqu'à la défaite du Mans, où elle l'avait vu périr. Réfugiée avec sa nourrice dans un manoir de sa famille, elle y avait couvé contre la république une haine impuissante jusqu'au moment où le hasard lui avait amené le gentilhomme de Brissarthe. Alors, exaltée par le ressentiment, elle avait accepté l'amant vivant qu'elle ne pouvait payer de retour, afin d'en faire le vengeur du mort qu'elle continuait à aimer. M. Jacques découvrit sans doute la vérité, et, frappé dans son rêve le plus cher, il se jeta à la mort en désespéré.

IV.

La première époque de la chouannerie avait fini avec Jean Cottereau; la seconde, qui fut celle des grands combats et de l'organisation sérieuse, se termina à la mort de M. Jacques. Partout, sauf dans le Maine, l'insurrection avait insensiblement changé de caractère; elle était passée des mains des paysans dans celles de la noblesse; de populaire, elle devenait politique. L'intrigue allait mêler sa fange à ces flots

de sang généreux qui avaient jusqu'alors coulé pour des croyances. L'héroïque Vendée de Cathelineau était désormais représentée par Charette, génie cauteleux qui eût pu doubler Louis XI; la chouannerie, par le mobile Puisaye et par Cormatin, espèce de lieutenant de police dont le hasard et surtout l'intérêt avaient fait un conspirateur. Aidé d'une foule de chefs d'insurrection qui ne s'étaient jamais insurgés, ce dernier établit, avec les représentans de la république, les bases d'une pacification générale; le traité de la Mabilais fut conclu, et les chouans du Maine apprirent un jour que la paix était faite.

Ce fut pour ces paysans une inexprimable surprise; ils se demandaient en vain comment leur devoir était de respecter aujourd'hui ce que leur devoir avait été de combattre la veille. Rien de ce qu'ils haïssaient n'avait été détruit, rien de ce qu'ils aimaient ne leur était rendu : tout se bornait à des promesses; ils refusèrent de déposer les armes.

Le commandant du bourg de Houssay, arguant des conventions du traité, avait sommé *Jambe-d'Argent* de permettre l'enlèvement des blés dans son canton; *Jambe-d'Argent,* guéri de sa blessure, refusa.

— Eh bien! s'écria l'officier, demain cinq cents républicains iront vous les demander.

— Demain cinq cents chouans vous les refuseront, répondit *Jambe-d'Argent.*

Et le lendemain, en effet, les bleus repoussés furent forcés de prendre la fuite.

Averti de cet entêtement des chefs manceaux, Cormatin accourut et ne put obtenir leur adhésion, mais il réussit à négocier une suspension d'armes. Bien que *Jambe-d'Argent* eût signé cette convention avec répugnance, il la fit observer fidèlement. Deux commissaires de Laval, connus pour leurs sympathies royalistes, étaient venus pour solliciter la permission d'acheter des grains dans les paroisses. Quelqu'un proposa de les retenir et de répandre le bruit qu'ils restaient volontairement, afin qu'ainsi compromis devant les patriotes ils fussent forcés de se joindre aux chouans. La plupart des membres du conseil applaudirent à ce projet, et l'on cria à *Jambe-d'Argent,* qui le combattait, de consulter la majorité; mais il se leva vivement, et, déposant devant lui son épée :

— Commencez donc par décider que j'ai cessé d'être votre chef, dit-il; car, tant que j'aurai ce titre, personne ici ne mettra aux voix *si l'on doit manquer à l'honneur!*

On n'osa point insister, et les deux commissaires retournèrent à Laval. Ailleurs cependant la haine et la trahison rendaient la trève illusoire; ce ne fut bientôt plus qu'une facilité offerte aux plus perfides contre les plus loyaux. Les deux partis montrèrent tour à tour le même mépris pour la foi jurée. Des hommes masqués se répandirent dans les mé-

tairies isolées, massacrant les vieillards, outrageant les femmes, pillant tout ce qui pouvait être emporté. Leur cocarde différait, leur férocité était la même. Des deux côtés, on se rejetait la honte de ces crimes et on les tolérait, parce que, des deux côtés, la suspension d'armes était un mensonge. Les chefs royalistes n'avaient voulu que préparer Quiberon, les républicains que se ravitailler dans les campagnes. Aussi la lutte ne tarda pas à recommencer. *Jambe-d'Argent* dénonça la reprise des hostilités aux bleus; les bandes dispersées accoururent aussitôt vers lui, et il se vit à la tête de quinze cents hommes.

Ce fut assez pour redevenir maître de la campagne. Les petits postes occupés par les républicains furent enlevés, les convois interceptés, les villes bloquées de nouveau et parquées dans la famine. Du reste, il était arrivé à Treton ce qui arrive à tous les parvenus dignes du succès. Sa position, en s'élargissant, avait élargi son intelligence. Les ames communes ne changent jamais de hauteur : si le fait grandit, il les surmonte; mais les ames nées pour les grandes choses s'élèvent à mesure et restent toujours au niveau des événemens. Ainsi Treton, sans perdre sa familiarité amicale, avait appris la langue du commandement, l'expérience lui avait donné un coup d'œil plus étendu, la réussite plus de patience. Sa responsabilité, loin d'être un fardeau, lui était un point d'appui. Aussi amis ou ennemis vantaient-ils également sa loyauté et sa bravoure; les gentilshommes eux-mêmes lui rendaient enfin justice. M. de Scépeaux, qui commandait en Anjou, avait demandé et obtenu pour lui la croix de Saint-Louis. Tout favorisait donc l'ancien mendiant. Il se voyait arrivé à un degré de prospérité qu'il ne pouvait avoir même entrevu dans ses rêves. Dieu lui épargna l'amertume d'en descendre lentement et à travers les humiliations de la défaite. Comme le Machabée de Bossuet, il devait rester *enseveli dans sa victoire.*

On était au mois d'octobre 1794. *Jambe-d'Argent* avait passé la nuit à courir de paroisse en paroisse pour avertir les bandes qu'un détachement républicain arriverait à Cosme le jour même. Accablé de fatigue, il sommeillait près du feu en attendant les siens, quand des coups de fusil se font entendre vers le village. *Jambe-d'Argent* se redresse, écoute.

— Ce sont les bleus qui arrivent avant l'heure et qui auront rencontré une de nos bandes, dit-il; donnez-moi mon fusil.

Il s'arme, sort en courant, et arrive au moment où la troupe de *Moustache* commençait à lâcher pied; mais on crie : — Voilà *Jambe-d'Argent!* Tous se retournent, et le combat reprend plus acharné. Cependant quelques soldats se sont retranchés derrière un mur de jardin. *Jambe-d'Argent* les voit et court à eux pour les débusquer; au moment où il va les atteindre, deux balles le frappent en pleine poitrine. Les chouans n'eurent que le temps de le porter vers des chaumes

nouvellement coupés dont ils le recouvrirent pour le dérober à la vue de l'ennemi. Le feu continua encore une demi-heure. Enfin une nouvelle bande arriva, et les bleus s'éloignèrent.

Tout le monde courut alors à l'endroit où *Jambe-d'Argent* avait été caché; *Moustache* souleva le chaume!... mais il le laissa retomber aussitôt; Louis Treton était mort. Jusqu'au dernier instant, cette nature vaillante avait combattu. Mourant, il ne s'était point abandonné lui-même, et l'on trouva entre ses doigts crispés les bandelettes de sa jambe malade qu'il avait commencé à détacher pour arrêter le sang de ses blessures.

On l'enterra furtivement, pendant la nuit, dans le cimetière du bourg de Quelaines. Un vieux prêtre, le père Joseph, prononça les paroles consacrées; puis la fosse fut comblée, et les chouans consternés se dispersèrent. A partir de ce jour, aucun d'eux n'osa rien entreprendre, tous prenaient la fuite à la vue des bleus. La chouannerie avait perdu son ame et n'était plus qu'un cadavre.

Tel fut le récit du vieux curé. Souvent interrompu par mes questions, il s'était prolongé jusqu'au soir, et ces quelques heures d'épanchement avaient suffi pour établir entre nous l'intimité, car il en est de la confiance comme de l'amour : une vie entière ne peut vous la conquérir, et une seule heure vous la gagne. Le cœur de *M. le Bon* s'était ouvert; il passa, sans y prendre garde, des souvenirs aux réflexions. Cette époque terrible dont il avait vu les convulsions, il en parlait les yeux humides et pourtant sans colère. Retenu à la tradition par la foi, il comprenait les efforts de l'esprit nouveau, et il laissait à Dieu le soin de décider entre l'avenir et le passé. Pour lui, la paix n'était point dans la mort; il acceptait les fièvres du genre humain comme les conditions de sa vie.

— Le Christ a dit que le monde était la vigne de son père, ajoutait-il avec mélancolie; c'est à lui d'y faire la vendange. La douleur n'est point seulement ce qu'elle paraît; la Providence y a mis un mystère. N'est-ce point la croix et la couronne d'épines qui ont racheté les hommes? Le sang des martyrs n'a-t-il pas délivré le monde?

Il parla ainsi long-temps avec une éloquence pleine de flamme et de douceur, exaltant la foi active, l'abnégation, le dévouement à ce qui est pour nous la vérité; et moi, ému et surpris de ces sublimes enseignemens sortis tout à coup des récits de mort, comme les fleurs mystiques que la légende fait épanouir sur certaines tombes, j'écoutais tout pensif, tandis que le soleil descendait derrière les peupliers et que les derniers bourdonnemens d'abeilles murmuraient autour de la tonnelle embaumée.

ÉMILE SOUVESTRE.

STATISTIQUE LITTÉRAIRE.

DE

LA PRODUCTION INTELLECTUELLE

EN FRANCE DEPUIS QUINZE ANS.

DERNIÈRE PARTIE.

Littérature ancienne et étrangère, Poésie, Roman, Théâtre.

I.

Si les sciences d'application, soumises à la discipline et à la règle la plus sévère, marchent d'un pas ferme et sûr vers un but toujours déterminé, profitant de toutes les leçons de l'expérience, progressives, mais prudentes, et, dans le chemin immense qu'elles parcourent, jalonnant par un succès la route de chaque jour,— dans la littérature, la contradiction éclate à chaque pas. Les uns se cantonnent obstinément dans les ruines, les autres se lancent au hasard dans des régions inconnues. On voit surgir chaque jour de nouveaux systèmes, naître et mourir des réputations, et sur tous les points se presse, autour de quelques hommes supérieurs, une foule inaccoutumée de médiocrités vaniteuses, qui

usurpent quelques instans la popularité, et qui rentrent bientôt dans l'ombre pour n'en plus sortir. Jamais on n'a dressé plus d'embuscades, plus de guet-apens à la gloire, mais jamais aussi ce travail infaillible de l'opinion, qui dégage d'une manière si nette et si ferme ce qu'il y a de vrai et de faux dans les idées humaines, jamais ce travail n'a été plus rapide et plus sûr; jamais la postérité n'a commencé plus vite pour les vivans, et, en fouillant cette immense bibliothèque qui depuis quinze ans s'est amoncelée autour de nous, il semble qu'on parcourt un vaste cimetière, pavé de tombes, où quelques noms seulement se lisent de loin en loin sur les sépulcres, au milieu d'épitaphes à demi effacées.

Les bibliographes donnent, pour prolégomènes aux belles-lettres, les grammaires, les cours et les traités de littérature. Les grammaires sont de jour en jour plus nombreuses, et, ce qui les distingue avant tout, ce sont les barbarismes et les solécismes qui s'étalent souvent sur le titre même. Il semble que les professeurs de langues, comme les professeurs de morale, ne se croient point obligés de pratiquer ce qu'ils enseignent, et bon nombre d'entre eux se montrent trop disposés à offenser la syntaxe, qui les nourrit (1). Quant aux traités de littérature dans le genre de ceux de La Harpe et de Le Batteux, ils ont disparu pour faire place aux manuels compactes et aux répertoires élémentaires. Ces sortes d'ouvrages ont considérablement gagné depuis quelques années, et quelques-uns s'élèvent souvent par leur valeur réelle au-dessus de leur modeste destination. Les livres élémentaires sont malheureusement devenus pour la plupart des membres du corps enseignant une spécialité tout-à-fait exclusive, et la production dans ce genre est tellement active que, dans la seule année 1840, cinq cent cinquante et un ouvrages, y compris les livres destinés à l'instruction primaire, ont été présentés à l'approbation du conseil royal de l'Université.

La littérature antique, grecque ou latine, contre laquelle il s'était opéré, vers 1830, une réaction violente, paraît depuis quelque temps reprendre faveur. Les grandes collections d'auteurs classiques, les *Bibliothèques latines-françaises*, les *Bibliothèques grecques*, trouvent dans le public un accueil bienveillant, et les gens de lettres, les gens du monde même, ont fort heureusement abordé l'étude de l'antiquité, qui fut long-temps monopolisée par les professeurs. L'art de traduire le grec ou le latin s'est singulièrement perfectionné; mais, par une contradiction bizarre, si nous comprenons mieux le latin, nous l'écrivons plus mal. Cette latinité fleurie, correcte et vraiment antique du XVIIe siècle, à laquelle les bénédictins, les jésuites, les oratoriens prêtèrent tant de grace et d'élégance, a fait place à une langue de convention, à un latin de professeurs, qu'on appelle à tort en termes de collége le *bon latin*, et qui cause une étrange surprise aux savans d'outre-Rhin ou aux savans italiens restés fidèles aux traditions cicéroniennes. M. Dübner, l'un des philologues les plus distingués de l'Allemagne, a compté force solécismes dans les *matières* et les discours du concours général.

(1) Comme toutes les choses respectables, la syntaxe devait être de notre temps attaquée par les niveleurs. M. Marle, on s'en souvient peut-être encore, fit un certain bruit avec son traité *d'Ortografe d'apres la prononciacion*. Les novateurs, qui voulaient abolir l'orthographe pour se dispenser de l'apprendre, se rallièrent à cette émeute cacographique; mais, en s'éloignant de la règle et de l'unité, on ne tarda point à rencontrer l'anarchie. Les novateurs, partagés en deux camps, voulaient écrire *moi*, les uns avec un *i*, les autres avec un *a*, *moa*. Cette difficulté fit crouler le système.

De simples protes ont renvoyé pour cause de corrections indispensables les *bons à tirer* d'épreuves latines donnés par des agrégés en renom. On a été forcé de recourir à un étranger pour écrire la préface latine de la nouvelle édition du *Lexique* de Forcellini. Les thèses de la Sorbonne, les notes latines et les titres même de quelques-uns de nos livres d'érudition sont remplis de fautes inexcusables. On répondra que notre époque a bien à faire autre chose que des thèmes. Sans doute, mais, si l'on apprend le latin pour ne pas le savoir, à quoi sert-il de l'étudier?

En ce qui concerne la littérature étrangère, nous sommes en progrès et même en progrès notable. Dans le XVIIIe siècle, et il y a vingt-cinq ans à peine, nous aurions cru forfaire à la dignité nationale en admirant les chefs-d'œuvre des autres peuples; nous appliquions aux productions de l'esprit le système prohibitif dans sa plus stricte rigueur. Aujourd'hui nous avons proclamé le libre échange, comprenant sagement, comme l'a dit un spirituel écrivain, qu'un peuple sans commerce intellectuel avec les autres peuples n'est qu'une maille rompue du grand filet. La section relative aux littératures étrangères se divise en deux parts distinctes, l'une érudite et historique comprenant les ouvrages des peuples orientaux, l'autre purement littéraire comprenant les ouvrages des peuples de l'Europe moderne. Déjà cultivée avec succès sous le règne de Louis XIV et cultivée pour la première fois en France, la littérature orientale, quoique concentrée entre un nombre d'hommes assez restreint, a pris de nos jours un grand essor. Sortis des presses de l'imprimerie royale, la plupart des ouvrages orientaux modernes ont été imprimés là pour la première fois, et souvent sur des manuscrits uniques, ce qui constitue un mérite tout-à-fait spécial, nos savans ayant accompli pour les textes de ces éditions *princeps* le même travail de critique et de philologie que les savans du XVIe siècle pour les éditions *princeps* des auteurs grecs. Ils ne se sont point bornés au rôle d'éditeurs, déjà si difficile en semblable matière. Ils nous ont révélé par la traduction la poésie chinoise, arabe, persane, géorgienne, hindoue. Religion, philosophie, sciences et arts, géographie, histoire, biographie, mœurs et usages, ils ont tout étudié dans les moindres détails : Silvestre de Sacy, Abel Rémusat, se sont montrés de véritables encyclopédistes. M. Burnouf a retrouvé des idiomes, comme Cuvier avait retrouvé un monde, et M. Quatremère a dressé, pour l'histoire de l'Asie, l'art de vérifier les dates. Les travaux de ces hommes distingués ont donné à l'histoire collective du genre humain des développemens nouveaux, et ici, comme en bien d'autres points, l'érudition française, qui ne le cède en rien, quoi qu'on en ait dit, à l'érudition allemande, s'est montrée patiente, précise et inventive.

Tandis que les orientalistes parcouraient l'Asie sur toutes ses routes, d'autres touristes littéraires visitaient l'Europe pour nous initier à la vie morale des peuples que la civilisation chrétienne a fait nos frères. L'Espagne, qui dans la première moitié du XVIIe siècle exerça une si grande influence sur nos écrivains, en s'effaçant pour ainsi dire dans le siècle suivant de la carte politique de l'Europe, s'était effacée également de la carte intellectuelle; mais la guerre de l'indépendance, les révolutions qui depuis trente ans agitent la Péninsule, l'ont rejetée dans le mouvement européen, et l'attention s'est tournée de nouveau sur sa littérature. Les drames épiques de son théâtre, qui ne nous étaient connus que par des imitations plus ou moins fidèles, sont arrivés par d'exactes traductions jus-

qu'aux lecteurs vulgaires. Nos écrivains dramatiques ont demandé des héros à la Castille et à l'Andalousie, nos lyriques se sont inspirés du *Romancero*, et la littérature espagnole, qui a toujours éveillé chez nous des sympathies particulières, a été dans ces dernières années l'objet de publications intéressantes. Ajoutons que sous le rapport commercial cette littérature a une importance réelle, les livres espagnols imprimés en France, et surtout les livres de piété, formant une branche d'exportation très active; car il est à remarquer que, si nous maudissons la contrefaçon belge en invoquant la morale littéraire lorsqu'il s'agit de la reproduction de nos livres, nous ne nous faisons point scrupule de l'imiter, en invoquant les intérêts du commerce, quand il s'agit de reproduire et de vendre des livres étrangers.

La littérature italienne, qui, depuis plusieurs siècles, jouit en France du droit de bourgeoisie, n'a rien perdu de sa popularité. Ses écrivains anciens et modernes ont toujours reçu du public français un accueil très sympathique. Dante, Vico, Pellico et Manzoni sont maintenant chez nous tout-à-fait naturalisés. Dante surtout a les honneurs d'une véritable ovation. On trouve, en effet, pour ce poète, neuf éditions italiennes, dont plusieurs en province, dix traductions françaises, et un nombre vraiment surprenant de commentaires. La peinture elle-même a été entraînée vers le poème sublime du Florentin, et M. Eugène Delacroix, pour illustration à la *Divine comédie*, a donné *Dante et Virgile*, M. A. Scheffer et M. Ingres, *Françoise de Rimini*.

La littérature allemande, la dernière née des littératures européennes, a été l'objet d'un nombre assez considérable de travaux critiques et de traductions. Révélée par Mme de Staël et Benjamin Constant, popularisée par la lutte de l'ancienne et de la nouvelle école, la Germanie poétique, philosophique et érudite est devenue presque française. Ces conquêtes pacifiques au-delà du Rhin ont exercé sur le mouvement de nos idées une influence fort sensible. De l'Allemagne, on s'est avancé en Pologne, en Russie, et les philologues, les critiques partis à la recherche des épopées boréales, ne se sont arrêtés que là où finit l'univers.

La littérature anglaise figure dans les catalogues pour un chiffre beaucoup plus élevé que la littérature allemande. Les poètes et les romanciers ont surtout les honneurs de la vente; ainsi on compte pour Byron, en quinze ans, sept éditions anglaises des œuvres complètes faites à Paris, et dix éditions françaises de ces mêmes œuvres. Milton, traduit par M. de Pongerville, a été réimprimé quatre fois en six ans; enfin la collection des meilleurs ouvrages de la littérature britannique, publiée par le libraire Baudry, ne compte pas moins de 425 volumes. A de rares exceptions près, tous les écrivains remarquables de l'Europe sont aujourd'hui naturalisés chez nous. Il y a trente ans à peine, on nous reprochait avec raison le dédain mêlé d'impertinence que nous professions pour tout ce qui n'avait point germé sur notre sol : on pourrait aujourd'hui nous adresser un reproche tout-à-fait contraire, celui de sacrifier injustement par des admirations irréfléchies nos gloires les plus radieuses aux gloires étrangères. Quoi qu'il en soit, ces relations bienveillantes avec nos voisins ont porté leurs fruits. L'étude comparée des littératures a mis en circulation une foule d'idées nouvelles. L'étude comparée des langues a élevé la syntaxe à la hauteur d'une science philosophique. L'ethnographie, c'est-à-dire l'histoire des races de la grande famille humaine, est née de ces explorations, et les échanges interna-

tionaux de la pensée ont contribué plus puissamment peut-être que les intérêts matériels à développer les tendances pacifiques de l'Europe moderne.

Nous venons d'indiquer rapidement l'accueil que la littérature étrangère a reçu en France, et, en effet, nous devions donner à nos voisins la première place pour nous montrer fidèles aux traditions polies de l'hospitalité; rentrons maintenant dans nos foyers, et visitons d'abord le temple des muses, comme on eût dit en 1820.

II.

La section bibliographique qui comprend la poésie donne en onze ans, de 1830 à 1841, 4,383 éditions de poètes, volumes ou brochures, non compris l'innombrable quantité de vers dispersés dans les journaux et les recueils, les alexandrins tragiques et comiques et les couplets de vaudeville. En supposant chaque ouvrage tiré à 300 exemplaires, chiffre sans doute fort restreint, on trouve en onze ans 1,914,900 exemplaires, soit environ 12,500,000 volumes ou brochures en un siècle. Quoique toujours active, la production dans cette série est fort irrégulière. Ainsi le nombre total des volumes, qui tombe en 1834 à deux cent soixante-cinq, s'élève en 1840 à quatre cent quarante-quatre, et monte, deux ans plus tard, jusqu'à quatre cent cinquante-deux, pour retomber en 1845 à trois cent quarante-quatre. La plupart de ces volumes paraissent en avril ou en mai, comme si les auteurs voulaient, en cas de non succès, se ménager une excuse en répétant que dans ces doux mois les oiseaux qui gazouillent sous les feuilles nouvelles font aux poètes qui chantent à Paris une concurrence déloyale et leur enlèvent leur public.

D'après les chiffres que nous venons de relever, et d'après ce que disent les grands poètes, on pourrait croire que la poésie est aujourd'hui dans son âge d'or, et que jamais la foule n'a prêté à ses accens une oreille plus attentive. Écoutons en effet l'auteur de *Jocelyn :* « La poésie, dont une sorte de profanation intellectuelle avait fait long-temps parmi nous une habile torture de la langue, un jeu stérile de l'esprit, se souvient de son origine et de sa fin. Elle renaît fille de l'enthousiasme et de l'inspiration, expression idéale et mystérieuse de ce que l'ame a de plus éthéré et de plus inexprimable, sens harmonieux des douleurs ou des voluptés de l'esprit; après avoir enchanté de ses fables la jeunesse du genre humain, elle l'élève sur ses ailes plus fortes jusqu'à la vérité, aussi poétique que ses songes, et cherche des images plus neuves pour lui parler enfin la langue de sa force et de sa virilité (1). » Mais, si nous écoutons les *poetæ minores* et les critiques, ils nous diront que la poésie s'en va, que notre époque est essentiellement prosaïque, et que les cris du forum mettent en fuite les muses effarouchées. M. de Lamartine et les critiques, tout en se contredisant, ont cependant raison chacun de son côté. Notre siècle garde des couronnes pour les poètes vraiment dignes de ce nom, et jamais peut-être la poésie, quand elle a parlé sa véritable langue, n'a éveillé dans les ames de plus sympathiques échos; jamais elle n'a exercé sur les sentimens d'un peuple une influence plus directe, mais jamais aussi, à aucune autre époque, le public ne s'est montré plus sévère à

(1) Discours de réception à l'Académie française.

l'égard des médiocrités, et l'indifférence dont on l'accuse n'est souvent de sa part qu'une preuve de bon goût. Qu'on jette un coup d'œil rapide sur les productions de la muse contemporaine, et on reconnaîtra que le public a toujours été juste envers les poètes, mais qu'il eût été difficile de s'occuper de tous les rimeurs, et d'être complaisant envers des vanités littéraires qui jetaient en pâture à la foule plus d'un volume de poésies par jour.

Vers 1830, on étudiait les littératures étrangères; dix ans plus tard, quand la curiosité se fut épuisée de ce côté, on en revint à l'antiquité classique, et la réaction, chose remarquable, s'opéra par les romantiques eux-mêmes. Tandis qu'on transportait sur la scène les chefs-d'œuvre du théâtre grec, quelque peu travestis par un mot à mot rimé, on remontait, comme à une source limpide, aux inspirations des muses grecques et romaines. Anacréon a été traduit plusieurs fois en vers. Horace, le poète des sages, est devenu le poète des vieux généraux, des colonels de l'empire, des notaires et même des femmes. En fait de versions poétiques de l'antiquité, nous sommes aujourd'hui plus riches qu'aux beaux jours des humanités classiques. C'était peu cependant que d'habiller d'une robe française les muses romaines; on a souvent aussi revêtu les muses françaises de la toge latine, et l'hexamètre ne fleurit pas seulement au grand concours. Bien des gens, sans être professeurs, montent encore au Parnasse en s'aidant du *Gradus*, et les poètes latins modernes forment un petit cénacle, où se distinguent parmi les hommes d'esprit M. Théophile Gautier, auteur d'un poème inédit *De Arte natandi*, et parmi les successeurs de M. Benaben, le chantre iambique des solennités royales de la restauration, M. Billecocq, auteur de six poèmes, dont un sur la rosière de Surènes et l'autre *in religionem apud Gallos perpetuo triumphantem;* M. Grandsire, qui traduit en vers latins les fables de Lamotte et de Florian, et M. Groult de Tourlaville, qui, dans *la Vierge de Meudon*, fait parler en hexamètres un rédacteur du journal *la Caricature :*

In *Caricaturâ* primos sibi poscit honores
Musa jocans; turpe est equidem, sed fingere falsa
Excello, etc.

Hexamètres que M. Groult de Tourlaville traduit par ces alexandrins :

C'est moi qui suis chargé dans *la Caricature*
Des articles de fond, l'outrage et l'imposture;
C'est le plus dégoûtant, mais j'excelle à mentir, etc.

La poésie hébraïque, comme la poésie latine, a eu sa résurrection. MM. Belais, Biding, professeurs d'hébreu à Metz, et Carmoli, grand rabbin, laissent rarement passer une année sans adresser à Dieu des prières pour le roi des Français, et des odes en hébreu à la France.

Dans la vie des hommes de lettres de notre temps, la poésie forme un épisode inévitable, et la plupart ont été visités par la Muse. Les uns, après quelques essais plus ou moins malheureux, se sont convertis à la prose; les autres sont restés poètes comme on reste amoureux en vieillissant, avec mystère, et bien souvent les vers de la jeunesse sont en contradiction flagrante avec la prose de l'âge mûr. On peut, sans chercher long-temps, trouver dans *la Littérature française contemporaine* quelques indications piquantes. Ainsi le début littéraire

de M. Berryer est une sorte d'épithalame sur l'entrée de Napoléon et de Marie-Louise à Paris, épithalame qui se termine par ces vers :

Vivez, prince, vivez pour faire des heureux;
Tige en héros féconde, arbre majestueux,
Déployez vos rameaux, et croissant d'âge en âge
Protégez l'univers sous votre auguste ombrage.

On doit à M. Louis Blanc des vers sur l'hôtel des Invalides et un poème sur Mirabeau en quatre cent vingt-trois vers libres; à M. Ortolan, professeur à l'École de droit, un recueil de poésie intitulé *les Enfantines*. M. Alphonse Karr écrit d'abord en vers son livre *Sous les Tilleuls*. M. Fulchiron est coupable de plusieurs tragédies et de plusieurs poèmes, et nous trouvons de lui *Saül, le Siége de Paris, Argillon* et *Pizarre*. M. Guérard, l'un des représentans les plus éminens de l'érudition française, obtient de l'Académie un accessit pour un poème intitulé *la Mort de Bayard*. On a de M. de Genoude une pièce politico-allégorique, *la Délivrance d'Israël*, et, dans la *Biographie du clergé contemporain*, on attribue à M. l'abbé de Veyssière, évêque *in partibus* et l'un des propriétaires de *l'Ami de la Religion*, un petit volume de poésies sentimentales qu'auraient pu signer les abbés élégans du XVIIIe siècle. Enfin M. de Cormenin, qui débutait en 1813 par un recueil de poésies, M. de Cormenin sacrifiait encore aux muses pendant son voyage en Espagne en 1844, et adressait des *Adieux à Valence* qui nous sont arrivés, traduits en espagnol, par le journal *el Heraldo*. On le voit, la plupart des prosateurs contemporains ont tenté au moins une fois en leur vie l'ascension du Parnasse. Les poètes à leur tour, les vrais poètes, ceux qui habitent les sommets de la mythologique montagne, sont à peine arrivés sur le faîte qu'ils aspirent à descendre, et nous les retrouvons presque tous traçant leur sillon dans les humbles champs de la prose, sous prétexte que, la poésie étant l'antique fille des dieux, elle a comme ses ancêtres une sorte d'ubiquité souveraine.

Les poètes artisans, qui formaient autrefois une exception assez rare pour être remarqués, lors même que le talent ne suffisait pas à leur faire une réputation durable, sont aujourd'hui assez communs pour qu'on ne les remarque plus (1). L'esprit souffle où il veut, dit saint Jean, et l'esprit a soufflé dans l'atelier. On pourrait s'attendre, par la position même des ouvriers poètes, à trouver dans leurs vers une certaine originalité et la spontanéité d'une verve naïve; mais, au milieu de ce débordement de rimes, un ouvrier typographe, Hégésippe Moreau, et Jasmin, le coiffeur, ont seuls pris rang dans la littérature. Les autres n'ont fait qu'imiter faiblement la poésie académique de l'empire dans sa veine la plus terne et la plus décolorée. Il faut cependant rendre cette justice aux poètes

(1) La plupart des professions ont maintenant leurs représentans poétiques. Nous trouvons pour les menuisiers en bâtimens MM. Becker, de Reims, et Durand, de Fontainebleau; pour les menuisiers en parquets, M. Ganny; pour les coiffeurs, MM. Jasmin, Daveau et Corsat; pour les boulangers, M. Reboul, à Nîmes, et M. Fournier, à Soissons; pour les cafetiers, MM. Blanchard, à Angers, et Bonnet, à Beaucaire; pour les receveurs de bureaux d'omnibus, M. Rousselet, d'Asnières; pour les jardiniers, M. Genetier; pour les horlogers, M. Festeau; pour les brodeuses, Mlle Eliza Fleury; pour les maçons, M. Poncy; pour les cordonniers, M. Gonzalles; pour les bottiers, M. Savinien Lapointe; pour les tisserands, M. Magu, etc.

artisans, que les sentimens qu'ils expriment sont honnêtes et louables, et, si l'écrivain faiblit souvent, l'homme du moins garde sa dignité. Quelques-uns ont tenté de moraliser les travailleurs leurs frères, et d'adoucir par l'enseignement poétique des mœurs dont ils étaient mieux que personne à même de connaître toute la rudesse. Par malheur, les humanitaires ont mis la main sur les muses prolétaires; ils ont voulu transformer en apôtres et en prédicans politiques d'honnêtes ouvriers qui cherchaient, sans prétention aucune, à se distraire noblement des fatigues de l'atelier. Ils ont métamorphosé les travailleurs en rêveurs, et la poésie, on le sait par plus d'un exemple, ne gagne rien à s'allier aux socialistes et aux humanitaires.

Si des hommes nous passons maintenant à la poétique, nous retrouvons la même confusion. Les divers genres, si nettement tranchés dans l'ancienne littérature, se sont tellement mêlés, qu'il serait difficile de donner à chaque chose une étiquette précise. On peut cependant former trois catégories et ranger dans la première les genres ressuscités du XVIe et du XVIIe siècle, tels que le sonnet, la ballade; dans la seconde, les anciens genres classiques, tels que la poésie épique, didactique, descriptive, les odes, les stances, les épîtres; dans la troisième, les genres nouveaux ou du moins les genres métamorphosés, tels que les poésies politiques, les chansons lyriques, les harmonies, les poésies intimes et les poésies humanitaires ou néo-catholiques, etc. Parmi les anciens genres classiques, le poème épique reparaît régulièrement trois ou quatre fois par année, mais en général dégagé de tout le vieil attirail du merveilleux mythologique, érudit plutôt qu'inventif, et s'inspirant moins de l'imagination que de l'histoire. Napoléon et Jeanne d'Arc ont été, dans ces derniers temps, ses deux héros de prédilection. La poésie didactique, telle que la fabriquait Esmenard, donne encore six ou huit volumes par année. Les poèmes allégoriques ou héroïques ont complétement disparu, ainsi que les idylles. Le genre érotico-sentimental inspire toujours quelques ames sensibles, quelques collatéraux éloignés de Legouvé et de Colardeau. L'ode, telle que la comprenait J.-B. Rousseau, telle que l'admirait Laharpe, l'ode commençant par l'invocation et finissant par l'enthousiasme, ne se montre plus que dans les concours académiques. Tout ce qui se fait aujourd'hui remonte directement à M. Hugo, comme toutes les méditations, toutes les rêveries poétiques remontent à M. de Lamartine, toutes les fantaisies railleuses et sceptiques à M. de Musset. Du reste, les vieux genres n'ont guère pour public que ceux qui les cultivent. Les producteurs sont ici beaucoup plus nombreux que les consommateurs, et ils peuvent s'estimer fort heureux lorsqu'après s'être fait imprimer à leurs frais, ils se vendent à douze exemplaires.

Parmi les genres nouveaux, il faut distinguer la poésie politique, qui s'est révélée en 1824 par l'*Epître à Sidi-Mahmoud* et *la Villéliade*, dont il s'est vendu en trois ans plus de 80,000 exemplaires. La satire s'est maintenue, depuis la restauration, dans la voie où l'ont fait entrer MM. Méry et Barthélemy; elle n'attaque plus les vices, mais les gouvernemens ou la personnalité abstraite des ministres. Tout ce qui s'est fait depuis 1830, et les publications ont été nombreuses, procède directement de *la Némésis*, qui enfanta *Tisiphone, Pythonisse, Asmodée, l'Homme rouge, les Eleuthérides, la Némésis incorruptible*, etc. Les années 1832, 1833 et 1834 donnent la récolte la plus féconde dans cette espèce de productions dignes en tout point des pamphlets de la ligue et déjà oubliés.

comme eux. Quelques-unes de ces prétendues satires, qui rappellent, par la violence et par le style, les jours les plus orageux de la révolution, étaient imprimées dans des ateliers clandestins, et datées de *Marathon, l'an premier de la république.* Aujourd'hui les épîtres à tel ou tel ministre ont remplacé le pamphlet républicain; mais, à part *la Némésis,* les écrits de ce genre n'ont exercé sur l'opinion aucune influence.

La poésie intime, qui ne faisait autrefois que des confidences d'amour, a épuisé dans la littérature moderne, où elle tient une grande place, les confidences de toute espèce. Quoiqu'elle ait souvent dépassé les lakistes dans les minuties de la vie intérieure, témoin les vers *A une jeune fille qui me demandait de mes cheveux;* quoiqu'elle se soit laissé entraîner trop facilement vers les infiniment petits, elle ne s'est pas moins constituée, avec MM. de Lamartine et Sainte-Beuve, comme un genre nouveau et éclatant qui appartient tout entier à notre époque; malheureusement, comme elle répond à la pensée de tout le monde, tout le monde la croit à sa portée; de là cette immense exhibition d'individualités plus ou moins intéressantes dont on a fatigué le public dans les premières années qui suivirent la révolution de juillet. Il y eut, de ce côté, des exagérations incroyables, mais ici encore l'apaisement est venu vite, et la poésie intime, dégagée des scories romantiques, a pris dans notre littérature un rang qu'elle saura garder.

Vue dans son ensemble, la poésie contemporaine présente les aspects les plus divers; à chaque instant, les horizons changent, les idées les plus contraires se heurtent, s'entrechoquent, et en quelques années on parcourt, emporté par un tourbillon rapide, l'antiquité, le moyen-âge, la renaissance, l'Europe, le monde entier et l'immense dédale de tous les sentimens humains. Au moment où éclata la révolution politique de 1830, on était depuis long-temps déjà en pleine révolution littéraire, et les novateurs élevèrent des barricades dans les paisibles domaines de l'art, comme les vainqueurs des trois jours en avaient élevé dans les rues. Les deux opinions qui se trouvaient aux prises depuis 1825 se livrèrent un nouveau combat. L'une invoquait exclusivement l'autorité des traditions, l'autre réclamait une liberté sans limites, et les poètes se trouvèrent scindés en deux partis, le parti de l'ancien régime et le parti de la terreur. En 1834, on était en pleine anarchie. On voyait naître chaque jour de nouvelles théories et des vers en dehors de toutes les théories connues. Toutes les aberrations, toutes les témérités inexcusables, l'extraordinaire, le bizarre, l'extravagant, le barbarisme, l'hiatus, l'enjambement boiteux, étaient tour à tour érigés en systèmes. On élevait des temples à toutes les difformités du style et de la pensée, comme les païens en élevaient à tous les vices. On attaquait avec acharnement tous les noms glorieux du passé; on ressuscitait, pour leur faire une apothéose, tous les poètes inconnus. Ainsi qu'il arrive toujours dans les temps d'émeutes, les gens sages qui se plaçaient, comme les *politiques* de la ligue, sur le terrain de la modération, qui adoptaient en littérature 89 et repoussaient 93, qui voulaient des innovations, mais des innovations nécessaires, éclairées, sagement conquérantes, ne pouvaient réussir à se faire entendre. Les vieux classiques, qui regardaient des hauteurs du Parnasse le débordement de ce flot immense avec l'effroi des vieux émigrés de Coblentz regardant le passage triomphant de la révolution nouvelle, désespéraient du salut de notre littérature et nous annonçaient la venue

des derniers temps et celle des antechrists littéraires représentés par les chefs de la nouvelle école. Quatre ou cinq ans plus tard, les choses vont vite en France, toutes ces rumeurs s'étaient calmées. Les partisans de l'ancien régime s'étaient, en bien des points, ralliés aux révolutionnaires. Ceux-ci, de leur côté, avaient allégé le vaisseau qui portait leur fortune des exagérations qui pouvaient le faire sombrer. L'ordre succédait à l'anarchie, et les chefs des terroristes, convertis à une liberté sage et presque constitutionnelle, venaient s'asseoir fraternellement sur le fauteuil académique à côté de leurs anciens rivaux, dont le bulletin pacifique leur avait ouvert les portes du temple. Aujourd'hui la poésie, comme la politique, semble avoir pris pour devise ce mot de ralliement : Liberté, ordre public. C'est qu'au sein même de cette anarchie, le bon sens, cet être abstrait et collectif, qu'on trouve toujours dans la masse lorsqu'il n'est plus dans les individus, le bon sens et le bon goût accomplissaient leur éternel travail d'épuration et séparaient l'ivraie et le bon grain. Sagement éclectique aujourd'hui, l'admiration reste supérieure aux querelles d'écoles; les classiques eux-mêmes, après avoir fait quelques pas en avant, reconnaissent que les hérésies sont quelquefois nécessaires en poésie comme en religion, et qu'en dernière analyse les romantiques ont rendu un véritable service en réveillant l'ardeur littéraire par l'attaque, en rajeunissant la vérité par le paradoxe. Les systèmes ont fait leur temps; les beaux vers seuls sont restés.

Le caractère des poètes, comme la poétique elle-même, a subi bien des variations. Dans les années qui précédèrent la révolution de juillet, la mélancolie et le doute convulsif de Byron étaient à l'ordre du jour. Après 1830, la mélancolie fut remplacée par l'ambition. Les poètes, devenus humanitaires, affichèrent la prétention de gouverner le monde. Ils avaient, disaient-ils, une mission d'en haut et se comparaient avec une fatuité naïve à la colonne lumineuse qui guidait les Israélites à travers le désert. Après avoir prêché leur siècle, ils l'insultèrent et le maudirent sous prétexte qu'il était rebelle à leurs avis et sourd à leur voix. La société à laquelle ils demandaient des couronnes, de la gloire et de l'or, les femmes auxquelles ils demandaient des sourires et de la passion, ne leur répondant le plus souvent que par l'oubli, quelques-uns d'entre eux échappèrent par le suicide aux souffrances de la vanité déçue. D'autres tombèrent, comme Gilbert, assassinés par la misère. Il y eut là, pendant quatre ou cinq ans, une crise violente, sans antécédens dans notre histoire littéraire, une période qu'on peut appeler la période des génies méconnus. Vers 1838, une réaction très vive s'opéra. Soudainement illuminés par la grace, les poètes se mirent à chanter la foi. Don Juan se fit ermite; le barde, au lieu de pincer sa harpe, égrèna son chapelet; mais bientôt la mode changea de nouveau. Les jeunes muses, après avoir serré, comme le serviteur de Tartufe, haires, cilices et disciplines, se mirent à courir le monde, à chanter sinon l'amour, qui semble pour le moment passé de mode, du moins les galanteries faciles, les soupers friands, les beaux yeux, les fêtes et les fleurs. Ainsi, pour résumer la situation, on peut compter cinq ou six révolutions en moins de vingt-cinq ans. En 1825, on était mélancolique et byronien, en 1830 humanitaire et ambitieux de régenter le monde. Vers 1834, on chantait le désespoir et la mort, en 1838 les vieilles croyances; en 1844, on oubliait le désespoir, la mort et la foi pour célébrer toutes les séductions de la vie; enfin, en 1847, de démocratiques et de romantiques

qu'elles étaient dix ou douze ans auparavant, les muses, devenues classiques et aristocrates, nous donnaient, avec l'école plastique, l'école *de la ciselure et du contour*, l'école du roué grand seigneur.

III.

De la poésie qui parle le langage des dieux au roman qui, de nos jours, a quelquefois parlé l'argot, la langue des voleurs, la transition est brusque sans doute, mais nous en laissons la responsabilité aux bibliographes, que nous suivons toujours comme nos guides.

Les romanciers, dont plusieurs sont en même temps auteurs dramatiques, après avoir essayé d'être poètes, forment un groupe d'une centaine d'écrivains parmi lesquels quinze femmes environ. La moyenne des publications nouvelles est de 210 par année. L'année la plus féconde, dans la période qui nous occupe, a été 1833, qui donne 284 ouvrages; l'année la moins féconde, 1841, qui n'en donne que 185. Il faut ajouter à ce chiffre la réimpression des romans français des deux derniers siècles et les romans des littératures étrangères qui forment une série fort nombreuse. L'abondance de la production dans cette branche de littérature s'explique par le genre de lecteurs auxquels elle s'adresse. Il faut chaque jour du nouveau pour réveiller la curiosité des abonnés des cabinets de lecture qui lisent avec l'intention de ne rien apprendre et la résolution bien arrêtée de ne jamais se fatiguer à penser, et l'on ne peut s'empêcher parfois de plaindre les écrivains qui se condamnent exclusivement à amuser les oisifs, population toujours nombreuse en France, surtout à Paris, où bien des gens, assez à l'aise pour ne rien faire, mais trop peu riches pour prendre leur part des plaisirs dispendieux, n'ont d'autre remède contre l'ennui que la promenade et les romans, quels qu'ils soient.

Les anciens romans sont imprimés chaque année au nombre d'une vingtaine de volumes environ. Lesage, l'abbé Prevost, Florian, Voltaire, Ducray-Dumesnil et Marmontel ont toujours une grande vogue; mais la plus constante popularité appartient aux *Incas*, qui trouvent encore des lecteurs empressés dans les campagnes et parmi les commerçans, les humbles rentiers des petites villes, où les colporteurs les propagent en compagnie des *Quatre fils Aymon*, que l'illustration au rabais a métamorphosés en hussards. Quant aux ouvrages étrangers, ils tiennent ici une place beaucoup plus grande que dans les autres branches de la librairie, et ils forment environ le tiers de la production totale. Hoffmann, Cervantes, Fielding, Sterne, Richardson, sont toujours lus, vendus à grand nombre, et parmi les romanciers modernes Walter Scott, Cooper, Bulwer, le capitaine Marryat, Dickens, ont obtenu un succès qui tient vraiment du prodige. Nous trouvons depuis 1831 pour Cooper, œuvres complètes et ouvrages séparés, 31 éditions anglaises, 42 éditions françaises, 5 éditions espagnoles et 2 éditions portugaises; pour Bulwer, 59 éditions anglaises ou françaises. Quant à Walter Scott, on ne compte plus.

La traduction des romans étrangers est devenue pour quelques hommes une spécialité qui les a absorbés tout entiers; nous citerons entre autres Defauconpret, mort en 1843, et qui a traduit pour sa part près de 800 volumes. Sur ce marché du roman, c'est l'Angleterre qui tient encore la première place comme

sur tous les marchés du globe; c'est elle qui fait chez nous les importations les plus considérables et qui nous donne en général les meilleurs produits. Vient ensuite l'Amérique, puis l'Allemagne, l'Italie, après l'Italie la Russie, et, tout-à-fait au dernier rang, la Hollande et la Suède. L'Espagne est à peu près sur la même ligne que la Chine; elle nous a fourni, ainsi que le Céleste-Empire, 4 ou 5 ouvrages de ses romanciers depuis quinze ans. Les étrangers, du reste, nous donnent beaucoup plus que nous ne leur rendons, et il est à remarquer que, s'ils nous ont souvent surpassés dans ce genre, ils ont rarement distingué, parmi nos productions, celles qui méritaient une véritable estime. Il suffit pour les intéresser de leur parler de Paris, de ses mœurs, des divers types de la société parisienne. Tout roman qui se produit avec ces allures est bien accueilli au-delà des frontières, témoin le succès des *Mystères de Paris*, témoin encore le succès de M. Paul de Kock. « Un roman médiocre, a dit Voltaire, est parmi les livres ce qu'est dans le monde un sot qui veut avoir de l'imagination. On s'en moque, mais on le souffre. Ce roman fait vivre et l'auteur qui l'a composé, et le libraire qui le débite, et le fondeur, et l'imprimeur, et le papetier, et le relieur, et le colporteur, et le marchand de mauvais vin, à qui tous ceux-là portent leur argent. L'ouvrage amuse encore deux ou trois femmes, avec lesquelles il faut de la nouveauté en livres comme en tout le reste. Ainsi, tout méprisable qu'il est, il a produit deux choses importantes : du profit et du plaisir. » Si Voltaire était encore parmi nous, il se montrerait sans aucun doute plus sévère, car le roman n'est plus seulement un sot qui vise à l'imagination, ce n'est trop souvent qu'un spéculateur avide qui cherche par le scandale à improviser sa réputation pour improviser sa fortune; c'est un roué qui prêche la morale, un sceptique qui parle dévotion, un égoïste qui célèbre les joies de l'amour et du dévouement. Ambitieux bien au-delà de ses forces, au lieu de s'en tenir sagement à l'étude du cœur humain, il s'est posé en réformateur, en prédicateur politique; il a voulu intervenir dans toutes les affaires actives, gouverner le monde. C'est dans ce genre surtout qu'on retrouve les traces profondes du mal qui travaille notre société, le désordre des esprits, le déploiement aventureux de la raison ou plutôt de la folie individuelle. Le roman a parcouru tant de voies diverses, il a tenté un si grand nombre d'aventures, il a touché à tant de choses, souvent pour les flétrir, qu'il serait difficile, pour ne pas dire impossible, de le suivre dans tous les replis du labyrinthe où il s'est égaré. Nous devons donc nous borner à des indications générales.

Le roman historique, né de Walter Scott, est en pleine floraison en 1830. Lors même qu'il se cantonne dans le moyen-âge, toutes ses sympathies sont acquises aux classes perverses et dangereuses. Il établit son quartier-général dans la cour des Miracles; il s'inspire de la Bazoche, des mystères de la table de Marbre, des oubliettes de Saint-Germain; il s'accoude avec le roi des ribauds sur les tables vermoulues des tavernes en blasphémant contre les saints, en vendant au besoin son ame au diable, et les truands qu'il fait agir et parler sont aussi faux que les Romains ou les Grecs de Mlle de Scudéry. Pour faire revivre dans la fiction les réalités de l'histoire, il faut commencer par connaître le passé, et c'est précisément ce qui a manqué toujours aux disciples de l'auteur d'*Ivanhoë*. Plagiaires maladroits, ils se sont attachés à calquer la forme, tandis que c'était le fond même de l'histoire qu'il fallait saisir. Sans avoir aucune des qualités du maître,

ils ont exagéré tous ses défauts, et ne l'ont égalé que dans les longueurs du détail parasite ou des conversations interminables. Quelques livres seulement, entre autres *Notre-Dame de Paris, la Chronique de Charles IX* et *Cinq-Mars,* ont pris rang parmi les œuvres durables.

A côté du roman historique imité de Walter Scott, nous trouvons le roman maritime, également imité de la littérature anglaise; le roman républicain, né en 1831 et mort en 1835; le roman breton, ordinairement descriptif, religieux et légitimiste; le roman philanthrope, le roman cynique, le roman catholique, renouvelé de Pierre Camus, évêque de Belley; le roman anti-catholique, dans lequel les jésuites jouent le même rôle que le diable dans les anciens mystères; le roman grivois, le roman militaire, le roman communiste, le roman conjugal, qui peint, selon qu'il émane d'une plume féminine ou masculine, tantôt une femme victime de son mari, tantôt un mari victime de sa femme. Intéresser, comme la comédie, par le tableau fidèle et animé de la vie humaine; peindre les hommes tels qu'ils sont, également capables de mal et de bien, de faiblesse et de grandeur, montrer la volonté en lutte contre la passion, fortifier l'ame par le spectacle de cette lutte, tel est le but que se sont efforcés d'atteindre tous les maîtres du genre. Les romanciers contemporains ont-ils marché dans cette voie? Loin de là; ils ont remplacé l'étude des caractères par l'étude des vices, et l'homme, considéré comme type général, par des types individuels pris dans des classes particulières. Ils sont descendus pour chercher les personnages qu'ils mettent en scène jusqu'aux derniers degrés de l'échelle sociale; ils ont commencé par les classes compromises pour arriver aux classes déchues, et enfin aux classes dangereuses. Parmi les romans qui traitent des classes compromises, nous noterons ceux qui ont pour but de peindre les mœurs galantes des femmes de théâtre. Plus on s'enfonce dans la fange, plus les livres de ce genre se multiplient, et l'on pourrait se former une bibliothèque avec les études qui ont été faites sur les almés de bas étage qu'on affuble du nom transparent d'oiseaux de nuit ou de *filles d'Hérodiade*, et dont on donne l'adresse et le tarif. Ce n'est pas certes l'esprit ni la verve qui manquent à quelques-unes de ces compositions, ce n'est pas non plus la fidélité des tableaux; mais, au lieu de montrer tout ce qu'il y a de triste et d'amer dans ces existences flétries par le désordre, le desséchement profond du cœur qui arrive toujours fatalement comme une expiation du vice; au lieu de montrer à la femme tombée la réhabilitation par le travail, par le dévouement, le désintéressement de l'amour, on idéalise de malheureuses créatures que se disputent l'hospice, la prison, les amphithéâtres de Clamart. On jette une gaze dorée sur leurs haillons; on donne à celles qui sont déchues des argumens pour justifier leur chute; on crée dans les ateliers des *Rigolette* et des *Fleur-de-Marie,* comme des romans d'un autre genre ont créé dans des classes plus élevées la femme incomprise et *inmariable.*

Quand on arrive aux classes dangereuses, les romanciers semblent redoubler d'efforts et d'imagination pour appeler sur elles la curiosité. On a commencé par étudier *le sacripant, le tapageur, le viveur;* mais ceux-là, comme les truands du moyen-âge, leurs aïeux directs, n'avaient de démêlés qu'avec le guet. C'était trop peu pour le roman; il voulut se poétiser par le bagne et le bourreau; il mit en scène les escrocs, les recéleurs, les voleurs, les assassins, tous ces êtres avilis qui devaient au théâtre s'incarner dans Robert Macaire et Vautrin.

Après les avoir décrits, on les a défendus contre la société; ainsi, tandis que les philanthropes et les économistes s'occupaient de la réforme des prisons, les romanciers réhabilitaient ceux qui les peuplent. Les uns s'efforçaient d'édifier, les autres s'acharnaient à démolir. Nous n'insisterons pas plus long-temps sur cette triste phase de notre littérature; les protestations qui se sont élevées de toutes parts contre ces débauches de l'esprit en ont déjà fait justice.

Tout en cherchant à réveiller les appétits blasés du public par les scandales ou les sanglantes péripéties de la mise en scène, on l'affriande par le scandale du titre. Au temps de Crébillon fils, *le Sopha* était déjà une hardiesse; aujourd'hui, avec *l'Alcôve, Virginité, Ce que vierge ne doit lire,* nous avons *une Pécheresse, une Séduction, un Flagrant délit, une Grossesse.* Les accouchemens ont été réservés pour le drame. Les titres en effet sont chose capitale dans le roman. Les uns, les titres piquans, ont pour but d'amorcer le lecteur; les autres, les titres mystérieux, ont pour but de l'intriguer en lui présentant une énigme. Souvent il arrive qu'on fait le titre après avoir fait le livre, car l'habitude où sont les écrivains d'improviser leurs volumes page par page, sans avoir aucun plan, aucune idée générale, les met dans l'impossibilité de donner au début une étiquette à leur œuvre. C'est ainsi qu'un roman-feuilleton, dont les cinq ou six premiers chapitres portaient le titre d'*Histoire fantastique*, fut achevé sous celui d'*Histoire contemporaine.* Un autre feuilleton était intitulé *Au jour le jour*, ce qui convenait de tous points au genre de composition adopté par l'auteur. L'invention, la recherche des sujets inexplorés, qui constituent l'un des principaux mérites de l'écrivain, causent en général peu de souci à la plupart des romanciers. Comme il s'agit beaucoup moins d'agrandir les domaines de l'art que de trouver auprès de la foule un accès facile et prompt, on exploite de préférence jusqu'à entier épuisement les mines ouvertes par les heureux et les habiles, et, pour attirer l'attention du public, on se fait l'écho de toutes les voix qui l'ont charmé (1).

Autour du roman se sont groupés une foule de genres accessoires, nouvelles, contes, *Contes démocratiques, Contes bleus, Contes bruns, Contes de toutes les couleurs, Contes vrais, Contes bizarres, Contes de bord, Contes drolatiques, Contes philosophiques*, etc., histoires, tableaux de mœurs, œuvres individuelles ou collectives, *keepsake, abeilles, sachets*, etc., où les nouvelles et les contes ont été entrelacés de vers et illustrés d'arabesques et de vignettes. L'avénement de ce nouveau genre est marqué par *le Livre des Cent et un,* qui du moins a encore le mérite de contenir, au milieu de beaucoup de futilités, quelques articles sérieux.

(1) *Les Mystères de Paris* ont enfanté *les Vrais Mystères de Paris, les Mystères de Londres, les Mystères de Rome, les Mystères de la Russie, les Mystères de la Province, les Mystères de Rouen, les Mystères de Nancy, les Mystères du Palais-Royal, les Mystères de l'Opéra, l'Opéra sans mystères* et *l'Almanach des Mystères de Paris,* livret dans le genre du *Guide des Omnibus,* à l'usage des étrangers qui veulent s'initier aux secrets des tapis francs et des mauvais lieux. L'analogie des sujets a été exploitée comme l'identité des titres. Ainsi nous trouvons à côté d'*un Cœur de femme, deux Cœurs de femme* et *une Femme pour deux cœurs;* à côté d'*une Fille naturelle, la Fille de l'invalide, la Fille du vieillard, la Fille du libraire, la Fille du peaussier, la Fille d'un ouvrier, la Fille du pêcheur, la Fille du porteur d'eau, une Fille du Régent, la Fille de pauvre Jacques, la jolie Fille du faubourg, la jolie Fille des halles,* enfin *la Fille d'une fille.*

A ce livre succédèrent *les Cent et une Nouvelles nouvelles des Cent et un*. On en arriva bientôt au *Salmigondis* et à *Babel*, et, quand cette veine fut épuisée, on inventa des bizarreries nouvelles, des livres pour lesquels on ne peut trouver aucune définition dans les divers genres de littérature, et dont les sujets même sont tellement insaisissables, que les auteurs ont été obligés de créer pour eux des titres de fantaisie. *Le Salmigondis* fut remplacé par *un Autre Monde* et *le Voyage où il vous plaira*. Les dames, qui d'abord avaient fourni aux œuvres masculines leur contingent de collaboration, ne tardèrent point à former dans cette république, si anarchique déjà, une république indépendante. Des femmes de lettres et des femmes du monde, la distinction est bonne à noter, s'associèrent pour rédiger des *livres roses* et des *albums de salon*. C'est là que le bas bleu réformateur, né du romantisme et du saint-simonisme, vint apporter *sa pierre à l'édifice social*, en déclarant que « la mission de la femme n'est point de faire danser des mots dans le bal de son imagination ou d'écrire comme on brode, » mais de travailler à l'éducation de l'humanité par l'enseignement du cœur. On sait comment quelques femmes ont compris cette éducation et pratiqué cet enseignement.

Habiles à chercher et à trouver des lecteurs dans toutes les classes et dans tous les âges, les éditeurs de romans ne pouvaient manquer, après avoir exploité la curiosité des hommes, de s'adresser à celle des enfans, et de se créer de nouveaux profits par une littérature de sevrage. Les petits livres, contes ou romans, destinés à l'éducation morale et à l'amusement du premier âge et de l'adolescence, s'élèvent au nombre de deux cents environ par année, et c'est là une des branches les plus inaperçues et en même temps les plus productives de la librairie. Les romans et les contes enfantins ne sont plus concentrés aujourd'hui entre les mains de quelques personnes qui s'occupent exclusivement, comme l'ont fait Mme Leprince de Beaumont, Berquin et Pierre Blanchard, de former le cœur et l'esprit des jeunes lecteurs. La plupart des femmes de lettres, ainsi que nos romanciers en renom, les vaudevillistes et même les écrivains de la grande et de la petite presse, s'exercent volontiers dans ce genre. Nous avons, pour faire pendant aux *Mémoires du Diable, les Mémoires de Croquemitaine*, et, comme préface aux romans de mœurs fashionables, *la Poupée bien élevée*. MM. de Balzac, Janin, Gozlan, Dumas, n'ont pas dédaigné d'écrire pour le premier âge, et l'auteur de *Monte-Christo* nous a donné l'*Histoire d'un Casse-noisette*. La librairie a spéculé sur les enfans de la même façon que dans d'autres branches elle spécule sur les hommes. *Le Keepsake enfantin* a pris la place des *Veillées du château*. L'illustration a tout envahi; la gravure a débordé le texte. *La Morale en images* s'est substituée à *la Morale en action*. Dans les maisons d'éducation dites religieuses, on a fait concurrence aux écrivains laïques. Les aumôniers des couvens de femmes, les correspondans de *l'Univers* et de *l'Ami de la Religion* ont pris la plume, ce qui nous a valu une foule d'historiettes éditées sous la garantie des censures épiscopales. On a même admis dans ces petites bibliothèques catholiques des écrivains qu'on eût proscrits sans pitié il y a quelques années encore. On a commencé par expurger Walter Scott, *en retranchant des intrigues d'amour tout ce qu'on pouvait en enlever sans nuire à l'intérêt du roman*. De Walter Scott, on est passé à *Gil Blas*, ce qui devenait plus scabreux; enfin, après avoir expurgé les anglicans et

les catholiques, on a expurgé les musulmans et les excommuniés. M. l'abbé Pinard, qui paraît avoir pris la spécialité des exorcismes littéraires, s'est chargé des *Mille et une Nuits*, et il a converti la sultane Dinarzade en sous-maîtresse de pensionnat féminin. *Tartufe* lui-même, *Tartufe* revu, corrigé, et presque honnête homme, a été, par une hypocrisie nouvelle, réconcilié avec l'église.

A les considérer seulement sous le rapport littéraire, les romans d'éducation qui se font aujourd'hui l'emportent, et de beaucoup, sur ceux qui les ont précédés. On a remplacé par des sujets tirés de la réalité les absurdes histoires de géans, d'ogres et de fées. C'est un progrès, car il est dangereux d'allaiter les enfans avec des mensonges; mais peut-être a-t-on trop sacrifié l'instruction solide au simple amusement. On parle aux enfans comme s'ils ne devaient jamais devenir des hommes : on ne cherche pas à les rendre forts, à les prémunir de bonne heure contre les impostures de la vie. La plupart des livres écrits par les femmes nous paraissent, sous ce rapport, vraiment déplorables, et c'est avec raison que, dans le compte-rendu du concours de 1839, M. Villemain, en séance solennelle de l'Académie française, disait aux hommes qui songent à l'avenir des jeunes générations : « Faites des livres pour les lecteurs nouveaux qui se préparent chaque jour, des livres qui inspirent à l'enfant, à l'adolescent, le goût du travail, qui le rendent plus habile dans son état, qui développent le bon sens et fassent servir le bon sens de chacun au bonheur de soi-même et des autres. » Pour encourager à ce genre de composition, le secrétaire perpétuel de l'Académie citait l'exemple de lord Brougham et de M. Martinez de la Rosa (1).

En 1836, comme nouvel appendice du roman, du *keepsake* et des *livres roses*, on voit paraître la *physiologie,* vieux genre ressuscité du XVIe siècle, qui nous avait donné, entre autres facéties de la même espèce, *Physiologia crepitûs ventris*. Digne héritière des traditions effrontées de ses aînées, la physiologie moderne, qui eut un instant la prétention de remplacer le roman de mœurs, n'a reculé devant aucun scandale, et elle s'est arrêtée de préférence, comme le roman et le drame, aux types compromis ou dégradés. Ce qu'il y a de plus triste encore, c'est que, malgré le cynisme de ses allures, elle affiche des prétentions au rôle de réformatrice. Tout en proclamant qu'elle tient pour *sage*, *honnête et pure* l'ouvrière *qui n'a qu'un amant à la fois et qui ne vole pas*, elle réclame l'*organisation intégrale du travail..., problème qui se présente aujourd'hui partout,* dit-elle, *qu'on rencontre même en rêvant dans un bosquet du jardin Mabille,* et, toute préoccupée qu'elle est de cette question, elle demande « des conseils à Charles Fourier qui l'a complétement résolue. » Ce triste genre, du

(1) Ce que ne disait pas M. Villemain, ce qu'il ne pouvait pas dire à l'Institut, c'est qu'un grand nombre d'ouvrages d'éducation sont uniquement entrepris sur des commandes faites par les libraires, sans autre pensée de la part des auteurs que le bénéfice matériel du travail, quelquefois aussi pour en faire une affiche de pensionnat ou un marche-pied dans la carrière de l'instruction, un livre bon ou mauvais étant toujours, et bientôt à tort, considéré comme un titre à l'avancement. Dans ce même concours, l'Académie décernait un prix Montyon à un ouvrage dont la morale devait être d'autant plus pénétrante et plus pure, qu'elle s'adressait à des cœurs déjà corrompus, aux enfans qui ont subi la triste épreuve des maisons de correction, et quatre ans plus tard l'auteur de cet ouvrage, couronné comme moraliste des prisons, figurait dans un procès dont les détails avaient fait scandale dans les prisons même.

reste, a bien vite accompli ses destinées. La physiologie, qui se produit dans le format in-32 pour se faire acheter, comme les almanachs, par les promeneurs, figure, en 1836, dans la *Bibliographie de la France*, pour 2 volumes; elle en donne 8 en 1838, 76 en 1841, 44 en 1842, 15 l'année suivante, et c'est à peine si, depuis deux ans, on en trouve 3 ou 4.

De la physiologie des individus on est passé à la physiologie des villes. On a eu *Paris la nuit*, *Paris à table*, *Paris dans l'eau*, *Paris à cheval*, *Paris pittoresque*, *Paris bohémien*, *Paris littéraire*, *Paris marié;* puis est venue la physiologie des peuples : *les Français*, *les Anglais peints par eux-mêmes;* ensuite celle des animaux : *les Animaux peints par eux-mêmes et dessinés par d'autres*. Enfin, après avoir épuisé les hommes, les peuples, les animaux, les auteurs de cette sorte de livres, à bout de sujets, ont fini par se peindre eux-mêmes, et nous ont donné *la Physiologie des physiologistes*.

Ils auraient bien dû nous donner aussi la physiologie du roman, — ce serait le sujet d'un volume, — et le suivre depuis sa naissance jusqu'à sa mort, à travers toutes ses vicissitudes industrielles et littéraires, de la table de travail où il s'improvise en quinze jours à l'échoppe du bouquiniste où il s'étale pour cinquante centimes. Nous aurions su, par cette physiologie pleine de révélations piquantes, comment quelques-uns de nos romanciers, incapables de suffire à la production accélérée qu'ils s'imposent, sont forcés, comme les professeurs à bout de leur répertoire, de se donner des suppléans et de mettre en commandite l'étude du cœur humain; car cette association, que les saint-simoniens et les fouriéristes ont prêchée pour les capitaux et le travail des bras, les romanciers et les dramaturges l'ont appliquée là où il était peut-être le plus difficile de la réaliser, c'est-à-dire au travail de la pensée. On s'est associé entre hommes de lettres et femmes de lettres, entre maris et femmes. Les hommes se chargent du drame, des passions terribles; les femmes, des observations fines, des délicatesses du cœur. On ne s'est point contenté de s'associer; on a pris des commis rédacteurs en les intéressant dans une part des bénéfices, comme les contre-maîtres dans les fabriques; les choses en sont venues à tel point, qu'un bibliographe a compté pour un seul écrivain, M. Alexandre Dumas, soixante-treize collaborateurs. Les bibliographes désorientés attribuent souvent le même ouvrage à deux ou trois personnes différentes, et les libraires, pour être sûrs de la qualité des produits, imposent aux auteurs avec lesquels ils traitent l'obligation de leur remettre des manuscrits entièrement écrits de leur main. L'écrivain se trouve donc de la sorte réduit au rôle de copiste.

Non content de se produire par les livres, le roman, qui est de nature envahissante, a fait, en 1836, irruption dans le journalisme, et ce nouveau mode de publicité marque une ère nouvelle sans précédens dans l'histoire littéraire, et sous plus d'un rapport vraiment désastreuse : — désastreuse au point de vue des lettres, car le roman-feuilleton, en usurpant la place de la critique sérieuse, a rejeté dans l'ombre une foule de livres recommandables; il a habitué le public à des émotions de mélodrame, et a pour ainsi dire émoussé en lui le sentiment de la délicatesse et du goût; — désastreuse au point de vue de la morale, parce que le roman-feuilleton a tout attaqué et souvent tout flétri, la famille, les femmes, les croyances; qu'il a calomnié la nature humaine et fait peser sur la société une responsabilité qui ne doit retomber que sur la perversité individuelle; — désas-

treuse au point de vue de notre dignité nationale, parce qu'il nous a représentés aux yeux de l'Europe comme un peuple avili, énervé, n'ayant d'autre culte que celui de l'or et du plaisir, d'autre activité que celle du mal; — désastreuse au point de vue de la dignité des lettres, parce que le roman-feuilleton n'a voulu la plupart du temps qu'une seule chose, battre monnaie et réaliser de gros bénéfices. Ces bénéfices, il les a réalisés en effet, en constituant au profit de quelques hommes un monopole exorbitant. Nous avons vu des écrivains passer avec plusieurs journaux à la fois des marchés à forfait, et, sous peine de dédit (un de ces dédits, on s'en souvient, s'élevait à 300,000 francs), s'engager à fournir jour par jour à chacun de ces journaux, ou à l'un d'eux exclusivement, six, huit ou dix colonnes de feuilletons; nous les avons vus fixer à l'avance, pour des sujets qu'ils ne connaissaient quelquefois pas eux-mêmes, non-seulement le nombre des volumes, des feuilletons, mais même le nombre des lignes. Nous les avons vus, renonçant au droit de penser et d'écrire pour d'autres que pour leurs contractans, s'interdire la faculté de défendre même leurs opinions politiques, et stipuler comme un privilége le droit de donner au maximum une demi-douzaine d'articles dans d'autres journaux quotidiens.

Est-ce à de pareilles conditions qu'on peut espérer de produire quelque chose de durable? Non certes, car l'inspiration ne passe de marchés avec personne, et, lors même qu'elle fait défaut, le libraire ou les administrateurs du journal viennent, le dédit à la main, réclamer le volume ou le feuilleton. Ils ont droit de se montrer exigeans, car ils paient cher. Ils ont payé *le Juif errant* 10,000 francs le volume en feuilletons et l'ouvrage complet en volumes 60,000. Ils l'ont acheté avant qu'il fût fait, comme les accapareurs de céréales achètent les récoltes avant que les terres soient ensemencées. En habile spéculateur qu'il est, le roman, non content d'être vendu en feuilletons, puis en volumes, se réserve la faculté de se vendre en bonnes feuilles à l'étranger, au profit des auteurs et au détriment des libraires, qui se trouvent ainsi à la merci de la contrefaçon. Ce n'est point tout encore : le roman, lorsqu'il est métamorphosé en drame et transporté sur la scène, vient réclamer sa part dans les droits d'auteur, et de la sorte il réalise quatre bénéfices successifs et distincts. Faut-il s'étonner, lorsqu'il se préoccupe à ce point de ses intérêts, qu'il oublie les règles de l'art? Mais l'art se venge à son tour. La période mercantile marque pour chaque écrivain qui l'affronte le point d'arrêt et souvent la décadence du talent, et, par une bizarrerie singulière, c'est presque toujours au début qu'il faut chercher aujourd'hui les œuvres les plus remarquables.

La librairie, qui a provoqué ces spéculations, en a aussi porté la peine. Un procès récent nous a appris que certain roman payé 48,000 francs s'est vendu à huit cents exemplaires seulement pour le premier volume, que la vente du second n'a rapporté que 700 francs, et que pour chaque volume suivant la vente a toujours diminué. Les romans de l'auteur d'*Indiana*, qui, de 1830 à 1838 environ, se vendaient à deux mille exemplaires, ne se vendent guère aujourd'hui qu'à six cents. Pourquoi? parce que la fièvre de la production finit tôt ou tard par épuiser le talent, parce que l'industrialisme, qui multiplie les volumes, appauvrit en même temps la pensée. Le roman exploité en feuilletons par les cabinets de lecture est déjà connu du public lorsqu'il paraît en volumes, et dans ces volumes, dont le prix a toujours augmenté au fur et à mesure que la vente

en devenait plus difficile, on a tellement exagéré la grosseur des caractères, la largeur des marges, tellement multiplié les vides et les blancs, que les acheteurs ont fini par s'éloigner (1).

Si les romans les plus désordonnés ont trouvé des lecteurs, il faut reconnaître que le bon sens et le bon goût ne se sont point tellement oblitérés, que tous ces écarts aient pu passer sans rencontrer une réprobation sévère. Une réaction incontestable et de jour en jour plus évidente s'opère contre le dévergondage littéraire et l'exploitation mercantile que nous avons signalés. Endurci comme don Juan, le roman est resté sourd à tous les anathèmes, à tous les avis; mais qu'il y prenne garde, s'il persiste dans cette voie, on peut lui prédire le délaissement et l'abandon, lui répéter ce mot de la statue du commandeur : « Don Juan, l'endurcissement au péché traîne une mort funeste; » et, sans aucun doute, en le voyant mourir dans l'impénitence finale, le public répéterait avec Sganarelle : « Voilà par sa mort un chacun satisfait. Lois violées, filles séduites, femmes mises à mal, maris poussés à bout, tout le monde est content. »

IV.

Nous avons eu déjà bien des fois l'occasion de montrer avec quelle rapidité les idées les plus opposées se développent en France, avec quelle ardeur passionnée les esprits, dans la politique ou la littérature, se portent aux idées nouvelles pour les oublier presque aussitôt et se tourner vers d'autres problèmes. Le théâtre contemporain nous offre encore la preuve de cette mobilité.

La bibliographie de la littérature dramatique peut se diviser en trois parties distinctes, comprenant l'une l'histoire du théâtre, l'autre l'esthétique de l'art

(1) Lancée sur cette pente fatale, la librairie a eu souvent recours à des moyens extrêmes, et, pour débiter des marchandises repoussées par le public, elle a déployé toutes les habiletés compromettantes de la spéculation. Le mal date de loin déjà, et il est devenu si criant parfois, que les libraires eux-mêmes ont cru devoir protester. On trouve à ce sujet de curieux détails dans une brochure publiée en 1841 par un libraire, M. Fouque, sous le titre de *Quelques abus en librairie*. L'auteur parle de romans qui, n'ayant trouvé lors de leur apparition qu'un nombre d'acheteurs insuffisant pour couvrir les frais, ont été remis en vente sous d'autres titres que ceux sous lesquels ils avaient d'abord paru, de telle sorte qu'en acquérant un livre nouveau, on n'avait fait tout simplement qu'acheter un double. « Tout le monde a vu, dit M. Fouque, avec quel art on a tenu en suspens les lecteurs d'un roman publié récemment en six volumes in-8o. Les trois premiers volumes ont paru d'abord en feuilletons dans le journal, et, malgré les promesses qu'il avait faites de donner à ses abonnés l'histoire entière, le quatrième volume a été imprimé directement en in-8o, sans passer avant par le feuilleton; puis le journal a repris la publication au cinquième volume, et l'a continuée jusqu'à la fin. Il en est résulté que les personnes qui avaient pris un abonnement au journal dans l'espoir d'avoir l'ouvrage en son entier, ont été forcées, pour le lire, de le payer une deuxième fois, en achetant les six volumes in-8o. » Les éditeurs de M. de Balzac ont rajeuni par le même procédé quelques romans de cet écrivain. Ainsi *le Centenaire, Annette et le Criminel, Wann-Chlore, Clotilde de Lusignan, le comte Chabert*, deviennent après quelques années *le Sorcier, Jane-la-Pâle, l'Israélite, la Comtesse à deux Maris.*

théâtral, les systèmes et les controverses auxquelles ces systèmes ont donné lieu; la troisième enfin, présentant l'inventaire des pièces imprimées (1).

L'histoire du théâtre a fait de notables progrès. Cette histoire ne se renferme plus, comme au temps de La Harpe, dans une analyse froide et sèche des poèmes dramatiques; elle s'éclaire de l'étude des mœurs, des idées, des sentimens; elle prend en quelque sorte pour décors toutes les perspectives de la civilisation, et procède par l'analyse, le rapprochement et la comparaison historiques. M. Patin, dans ses *Études sur les tragiques grecs*, M. Magnin, dans les *Origines du théâtre moderne*, nous font traverser tour à tour l'antiquité et le moyen-âge. Les frères Parfait, qui furent pendant long-temps les seuls historiens de la scène illustrée par Molière et Corneille, ont eu de notre temps des imitateurs et des continuateurs empressés. Les théâtres les plus modestes eux-mêmes ont trouvé des annalistes. Ainsi le spirituel vaudevilliste Brazier a raconté dans deux volumes l'*Histoire des petits théâtres de Paris;* M. Jules Janin a fait un livre sur Debureau, le plus grand et le plus aimé de tous les acteurs du plus petit de ces petits théâtres, et l'auteur d'*Indiana* a pleuré, dans des pages éloquentes, ce mélancolique héritier d'Arlequin. L'érudition, comme la critique historique, s'est mise en quête de ce qui s'était fait dans le passé. MM. Francisque Michel, de Monmerqué, ont fouillé dans leurs recoins les plus obscurs les grandes bibliothèques de Paris et de la province pour en tirer les *farces*, les *moralités*, les *mystères*, qui formaient, avec les processions, les solennités les plus attrayantes de la vie des bourgeois du moyen-âge, fort peu exigeans du reste en fait de distractions littéraires. C'est surtout de 1836 à 1840 que règne dans toute sa vivacité la mode de ces exhumations dramatiques.

La partie esthétique et polémique de la bibliographie théâtrale, dispersée dans les journaux et les recueils périodiques, est beaucoup plus considérable encore que la partie historique. Ici nous retrouvons en présence cette école révolutionnaire et cette école conservatrice que tant de fois déjà nous avons vues aux prises. La guerre est entre le drame et la tragédie, et, chose vraiment remarquable, cette querelle qui n'est point terminée, et qui peut être durera long-temps encore, cette querelle est aujourd'hui en France vieille de plus d'un siècle. Lamothe le premier s'insurgea contre la Melpomène antique, et, tout en lui laissant son poignard et son cothurne, il tenta de la dépouiller du rhythme et de la condamner à la prose. Les encyclopédistes, qui voulaient convertir tous les arts en organes de la prédication philosophique, inaugurèrent sur la scène la *comédie bourgeoise : le Père de famille* de Diderot et le *Beverley* de Saurin marquent le point de départ de ce genre nouveau; mais, en abaissant le niveau de l'art, on le rendit accessible à la foule des écrivains médiocres. On tomba des auteurs dramatiques aux dramaturges, de Voltaire à Mercier, et, malgré les plaidoyers de Diderot et de Marmontel en faveur du drame, on en revint bientôt à la tragédie classique. Au lieu d'une révolution on n'avait eu qu'une émeute.

Sous l'empire et dans les premières années de la restauration, la tragédie do-

(1) Comme nous ne nous occupons ici que de la production littéraire, nous renverrons nos lecteurs pour tout ce qui concerne l'organisation administrative des théâtres au remarquable travail de M. Vivien, publié dans la *Revue* du 1er mai 1844.

mine sans conteste; l'auteur de la *Gastronomie*, Berchoux, osa seul protester contre elle dans ce vers tant de fois cité :

Qui nous délivrera des Grecs et des Romains?

Les Grecs et les Romains cependant avaient acquis droit de bourgeoisie sur notre théâtre; ils y régnèrent comme les dieux de l'Olympe régnaient dans la poésie jusqu'au moment où la guerre du romantisme vint menacer leur antique royauté. La réaction, d'abord fort obscure, ne s'attaqua qu'aux trois unités, et c'est dans une comédie-vaudeville, jouée en 1825, *Julien ou Vingt-cinq ans d'entr'acte*, qu'Aristote fut pour la première fois méconnu sur le théâtre contemporain. Un mélodrame célèbre, *Trente ans de la vie d'un joueur*, fixa plus vivement l'attention; cependant jusque-là aucune théorie ne s'était produite, et les novateurs, en se tenant à des œuvres vulgaires, n'obtenaient d'autre résultat, le seul qu'ils ambitionnassent d'ailleurs, que d'amuser le public des boulevards. En 1829, M. Hugo, dans la préface de *Cromwell*, donna le signal d'une révolution complète et proclama l'avénement d'un nouveau poème dramatique, désigné depuis sous le nom de drame moderne, qui remonte tout à la fois à Shakespeare, à Goethe, à Lope de Vega, et dans lequel le laid et le beau, le grotesque et le sublime, l'observation et la fantaisie, le rire et les larmes devaient se mêler comme ils se mêlent dans ce monde, et donner une exacte représentation de la vie humaine avec tous ses accidens et ses contrastes. M. Hugo fut contredit avec violence, défendu, applaudi avec enthousiasme; le coup était porté, le grand poète avait fait école; il avait allumé la plus ardente des querelles qui depuis trente ans aient éclaté dans la littérature française (1). Cette guerre du drame et de la tragédie offrit cela de particulier que dans le monde des écrivains, comme dans le public, elle ne laissa personne indifférent. Depuis la guerre des gluckistes et des piccinistes, on n'avait point vu, dans le monde littéraire, de querelle aussi ardente. Les esprits les plus froids eux-mêmes y prirent une part plus ou moins directe, et l'immense majorité se rangea du côté des novateurs. Le romantisme dramatique fut déclaré l'art de présenter aux peuples des œuvres susceptibles de leur donner, dans l'état actuel de leurs habitudes et de leurs croyances, le plus grand plaisir possible, tandis que « le classicisme ne leur présente que des œuvres qui donnaient le plus grand plaisir possible à leurs grands-pères. » Les pamphlets et les brochures se croisèrent comme les sifflets et les bravos, et, parmi les opinions qui se manifestèrent alors, il en est qui ont pris par la distance même des temps un intérêt nouveau. Nous rappellerons entre autres ce jugement de M. Guizot, qui, au milieu de ce terrorisme littéraire, s'était rallié aux Girondins. « Avancez sans règle dans le système romantique, vous ferez des mélodrames propres à émouvoir en passant la multitude seule, et seulement pour quelques jours, comme, en vous traînant sans originalité

(1) Voici quatre vers d'un couplet qui se retrouvent dans un vaudeville du temps :

Le vieux Boileau rabache,
Corneille est un barbon,
Voltaire une ganache,
Racine un polisson.

Cette dernière épithète fut adoptée par les enfans perdus de la nouvelle école.

dans le système classique, vous ne satisferez que cette froide nation littéraire qui ne connaît rien de plus sérieux que les intérêts de la versification, de plus imposant que les trois unités d'Aristote; » et M. Guizot ajoutait à ce jugement si net et si précis qu'en s'adressant uniquement aux classes élevées, l'art est en quelque sorte condamné fatalement à voir se restreindre son domaine. Aujourd'hui la discussion et les systèmes ont fini leur temps; le drame s'est implanté sur le théâtre à côté de la tragédie. Le même public applaudit dans la même semaine *Phèdre* et *Marion Delorme*. On ne se passionne plus pour les écoles, mais seulement pour les belles scènes et les beaux vers; ici encore, on le voit, le bon sens public a accompli cet inévitable travail d'élimination et de rassérénement qui chez nous se produit après toutes les crises intellectuelles.

Au milieu de cette guerre qui dura dix ans, comme la guerre de Troie, et dont l'histoire formerait une véritable iliade, la production a été des plus actives. Il faut en effet produire beaucoup et produire sans cesse pour suffire à la consommation qui de ce côté a augmenté dans une proportion fort grande. Soient données, comme point de comparaison pour le nombre des théâtres et le chiffre des recettes, les années suivantes :

Année	1814	nombre des théâtres	10	Recettes	4,910,487
—	1820	— —	12	—	4,950,431
—	1830	— —	13	—	5,761,636
—	1840	— —	19	—	7,818,058
—	1845	— —	23	—	11,462,000

Ces premiers chiffres une fois posés, si nous cherchons le nombre des auteurs qui alimentent les 23 théâtres de la capitale, et qui amusent ou qui ennuient les 17,000 spectateurs qui viennent chaque soir garnir leurs banquettes, nous en trouvons 460 inscrits sur les registres de la société des auteurs dramatiques. Dans ce nombre, la moitié seulement prend part chaque année à la production des pièces nouvelles, mais cette moitié ne représente elle-même que le quart environ de la totalité des producteurs, attendu qu'on porte à près de 900 le nombre d'écrivains actuellement vivans dont le nom a figuré une ou plusieurs fois sur les affiches des théâtres. Qu'on ajoute à ce total déjà si élevé les auteurs qui composent des tragédies, des comédies et des vaudevilles, sans réussir jamais à les faire jouer, et l'on reconnaîtra qu'à aucune autre époque la production des œuvres scéniques n'a été plus active.

Cette ardeur à se porter vers le théâtre s'explique par les bénéfices bien plus que par l'attrait de l'art en lui-même; en effet, la moyenne des droits d'auteur s'élève annuellement à 500,000 francs pour les théâtres de la capitale, et à 200,000 pour les théâtres de la province. Il faut ajouter à ces sommes la vente d'un certain nombre de billets qu'en vertu de leurs traités les auteurs ont droit de signer à chaque représentation de leurs pièces, ce qui donne encore pour Paris une somme annuelle de 350,000 fr., soit pour les droits et les billets 1,050,000 fr. Sur les 200 auteurs appelés à partager cette somme, on en compte 16 qui peuvent y prétendre pour le premier tiers, 40 pour le second et 144 pour le troisième. Sans aucun doute la littérature dramatique est au premier rang pour les bénéfices, et comme elle ne demande, quand on n'aspire qu'à des succès lucratifs, ni grands efforts ni vocation impérieuse, il suit de là qu'une foule de jeunes

gens, pressés par les exigences de la vie, effrayés par l'aridité et le peu de lucre des études sérieuses, escomptent contre les triomphes du boulevard ou des théâtres secondaires les chances incertaines d'un avenir littéraire. On devient dramaturge ou vaudevilliste par découragement : écoutons à ce sujet la confession de l'un de nos vaudevillistes les plus applaudis :

J'attendis, et voyant dans la littérature
La science inutile ainsi que la droiture,
Abandonnant Clio, je me mis un beau jour
A hanter de Momus l'accessible séjour;
J'y fus reçu, fêté.....
Et ma bourse s'enfla, grace à *Cotillon trois*,
Plus qu'avec Thucydide et Tacite à la fois.

Cotillon trois avait rapporté 40,000 francs. *Le Gamin de Paris* en rapporta 60,000, et, s'il faut en croire la *Galerie de la presse*, les droits d'auteur d'un seul écrivain se seraient élevés en 1833 à 148,000 francs, non compris la vente des manuscrits aux libraires, ce qui donne encore des sommes assez rondes, 4,500 francs par exemple pour une comédie, *Bertrand et Raton*.

C'est par les bénéfices que s'explique le grand nombre des auteurs dramatiques, c'est aussi par là que s'explique une fécondité souvent surprenante; mais comme il est difficile, quelque grande que soit la facilité d'un écrivain, quelque pressé qu'il soit par l'attrait des recettes, que la verve et l'imagination ne lui fassent pas souvent défaut, on a appliqué sur la plus large échelle le principe de l'association aux œuvres théâtrales; les trois quarts au moins des vaudevilles, des comédies-vaudevilles, des drames sont signés de deux ou de trois noms, et comme des exigences de plus d'une sorte, parmi lesquelles il faut bien signaler l'inexpérience des nouveaux venus et la rareté des jeunes talens, imposent aux théâtres la nécessité d'adjoindre aux débutans des collaborateurs vieillis dans la pratique de la scène, il en résulte que la paternité d'un grand nombre d'ouvrages contemporains est tout-à-fait indécise. La critique en désarroi ne sait comment faire à chacun sa part d'esprit et de talent. Les bibliographes, à leur tour, ne savent à qui attribuer les pièces dont on se dispute la propriété, et les tribunaux de commerce, qui sont devenus la cour souveraine des littérateurs, ont eu plus d'une fois à décider entre deux associés à qui aurait le droit de mettre son nom sur l'affiche.

Les intérêts de l'art étant en général sacrifiés à ceux des recettes, et l'étude patiente à la production hâtive, les genres sérieux à leur tour devaient nécessairement être sacrifiés aux genres faciles. Le tableau suivant, qui donne le chiffre annuel des pièces nouvelles représentées à Paris, ne montre que trop cette tendance.

1831	—	273			
1832	—	258			
1833	—	219			
1834	—	187			
1835	—	221	dont	159	vaudevilles.
1836	—	295	—	218	—
1837	—	296	—	201	—

1838	—	272	dont	190	vaudevilles.
1839	—	355	—	228	—
1840	—	291	—	221	—
1841	—	268	—	195	—
1842	—	285	—	204	—
1843	—	249	—	117	—
1844	—	221	—	150	—
1845	—	269	—	200	—

Voilà donc, en quinze ans, 3,879 pièces, plus 150 pièces environ jouées en province, et principalement sur les théâtres des villes du midi.

La tragédie, qui garde, ne serait-ce que par son âge, un antique droit de préséance, ne figure dans ce tableau que pour un chiffre très restreint. En 1829, elle donne encore 11 pièces nouvelles; elle en donne 7 en 1830, 2 seulement en 1832, et en 1835 elle disparaît ou ne se montre plus que sous une forme quasi-romantique. Casimir Delavigne, en essayant une sorte de conciliation entre l'ancien et le nouveau système, est le seul qui réussisse encore à se faire écouter et applaudir. Les vieux classiques se contentent de se faire imprimer, et la tragédie traditionnelle, repoussée du théâtre, se réfugie dans les livres. Nous avons compté, dans la période qui nous occupe, une soixantaine de pièces non représentées et précédées de préfaces dans lesquelles les auteurs déclarent qu'ils ne s'adressent qu'aux gens de goût, que leur unique intention a été *de venger Melpomène*, et qu'ils attendent pour se faire jouer des jours meilleurs. Fidèles aux vieux sujets et aux vieux titres, ces obstinés classiques, qui se font gloire de ne comprendre ni Shakespeare ni Lope de Vega, évoquent dans leurs poèmes en cinq actes et en vers alexandrins sentencieux tous les héros répudiés par l'école moderne, et on voit figurer dans leur répertoire quatre *Annibal*, non compris l'*Annibal* de M. Didot, qui est de beaucoup antérieur, un *Thésée*, une *Hécube*, un *Télèphe*, un *Triumvirat* et un *Sylla*, qui, bien entendu, n'est point le *Sylla* de M. de Jouy. Au milieu des saturnales les plus violentes de l'école moderne, la tragédie, telle que la comprenait Poisinet de Sivry, trouvait encore dans le monde officiel des partisans nombreux, et l'on vit en 1836, lors du vote de la chambre sur la subvention du Théâtre-Français, un député classique monter à la tribune et déclarer qu'il consentait à voter la subvention, mais sous la réserve que les tragédies jouées à ce théâtre seraient désormais en cinq actes et en vers, que les vers seraient en rimes riches, qu'on observerait strictement les règles de la césure, et que les enjambemens seraient proscrits sans pitié. Des œuvres telles que les voulait et telles qu'en avait fait l'honorable député n'étaient cependant point de nature à réconcilier le public avec la tragédie, et ce fut par l'ancien répertoire que s'opéra la réconciliation. Les feux d'artifice tirés par la nouvelle école avaient un instant ébloui la foule, mais en fatiguant les yeux; on chercha bientôt une lumière plus douce, et, en 1839, on vit reparaître sur les affiches du Théâtre-Français *Tancrède*, *Mithridate*, *Bajazet*; *Cinna*, *Polyeucte*, *Athalie*, etc. Les Grecs et les Romains allaient une fois encore remonter sur la scène dont ils s'étaient exilés quinze ans. L'anarchie dans laquelle étaient tombés les novateurs, leur épuisement, le désordre de leurs compositions, avaient préparé une sorte de réaction classique. Une nouvelle

école appelée par les uns *école du bon sens*, par les autres *école néo-classique*, fit son apparition en 1843; enfin, en 1845, on vit renaître la tragédie grecque, non plus imitée, mais littéralement traduite et tout aussi défigurée; mais ici encore, comme dans la théologie, comme dans la philosophie, les vivans sont vaincus par les morts. Les grands succès appartiennent aux vieux maîtres, et les nouveautés tombent sur le public comme des flocons de neige pour fondre aussitôt.

Plus heureuse que son auguste sœur, Thalie n'a point vu des bataillons ennemis battre en brèche les murs de son temple. On n'a point insulté ses autels, déchiré sa toge, mais on a faussé sa vocation, on a flétri son sourire, on l'a forcée à déroger, car la bluette a remplacé la pièce à grands développemens, la comédie en cinq actes, de même que la prose a remplacé les vers, attendu que, si la césure et la rime donnent au style des graces nouvelles, elles apportent aussi à la composition de longs retardemens, et que l'intérêt de l'écrivain exige qu'il fasse vite. La production, en fait de grandes œuvres comiques, a été tellement stérile pendant une certaine période, qu'en 1838 l'Académie française, qui depuis cinq ans déjà avait proposé un prix de 10,000 francs pour la meilleure comédie en cinq actes et en vers, déclarait que pendant ces cinq années il ne s'était pas produit une seule œuvre qui non-seulement méritât le prix, mais qui pût même être inscrite au concours. — On a faussé sa vocation, — car sa mission véritable est de donner aux hommes des leçons de morale en les faisant rire, de les égayer aux dépens de leur propre portrait, de s'enquérir des ridicules et des vices, de les flétrir en les peignant, mais, au lieu de rire et d'observer, elle s'est faite le plus souvent érudite. Au lieu de mettre en jeu des caractères et de créer par l'idéal des réalités vivantes, elle a souvent demandé de préférence des personnages à l'histoire, et cette mode nouvelle, dont le *Pinto* de Lemercier marque le point de départ, s'est développée dans ces dernières années parallèlement à la mode du roman historique. Tandis que le roman et le drame cherchaient leurs types dans les classes infimes de la société, la comédie au contraire empruntait ses héros à la haute aristocratie des vieilles cours, en remontant jusqu'à Richelieu; et, depuis le règne du cardinal jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, il n'est guère de favoris ou de favorites, d'intrigans blasonnés, de ministres même qu'elle n'ait évoqués pour amuser le public. — On a flétri son sourire — parce qu'on l'a faite souvent sentimentale comme une ballade allemande et prude comme les femmes savantes, la littérature de notre temps devant pêcher par tous les excès, même par un excès de morale! — Ce n'est point tout encore; elle a oublié ses airs de grande coquette et s'est mésalliée en s'unissant au vaudeville, qui lui a donné pour dot ses couplets et son esprit grivois, union compromettante, dont est née la comédie-vaudeville, genre bâtard, moins indiscret que le vaudeville, moins littéraire que la comédie, et qui a gaspillé en pure perte dix fois plus d'esprit et de verve qu'il n'en eût fallu à des écrivains plus patiens pour produire des œuvres durables. Voilà bien des reproches sans doute, mais nous devons dire, pour l'honneur de notre littérature, que depuis quelque temps une réaction semble vouloir s'opérer en faveur de la comédie sérieuse, de la comédie de caractère et d'observation; nous devons dire aussi que plus d'une œuvre qui, dans une époque moins productive, aurait pris une place notable, s'est perdue dans le nombre et dans le bruit, et qu'après tout nous ne sommes pas tellement

déshérités sous ce rapport que nous ne puissions soutenir honorablement la comparaison avec le XVIIIe siècle et les générations littéraires auxquelles nous succédons. Il suffit de citer les noms de Casimir Delavigne et de Scribe.

Toujours conduit par le chant, comme au temps de Boileau, le vaudeville, genre très aimé du public et très cultivé par les gens de lettres, comme on a pu le voir plus haut, est resté ce qu'il était jadis, indiscret, vif et chanteur. Présenter non pas le tableau, mais la caricature de la société dans ses types les plus vulgaires, abétir le jeu de mots, idéaliser la niaiserie, vulgariser la vulgarité même, s'élever à l'esprit à force de sottise, faire rire sans qu'on sache pourquoi, vivre quelques semaines et toucher de bonnes recettes, telle est l'esthétique, telle est l'ambition du vaudeville. A l'affût de tous les événemens tristes ou gais, de tous les scandales de la politique et de la galanterie, sentimental, guerrier, sceptique, pastoral, grivois ou vertueux selon son caprice, le vaudeville célèbre, chansonne ou censure la prise de la *citadelle d'Anvers*, le choléra et les *Pommes de terre malades*, les journaux et le cirage anglais, les chemins de fer et les planètes nouvellement découvertes, la poudre-coton, les cachemires apocryphes, les Bédouins et les habitans de la lune. Comédie, tragédie, drame, tout a changé autour de lui; seul il est resté le même, dépensant en véritable enfant prodigue et sans souci de l'avenir tout son esprit et toute sa verve, faisant gaiement son tour d'Europe après avoir amusé Paris, échappant par son humble condition même à la censure des états absolus, faisant rire, comme dans *le Gamin de Paris*, la haute aristocratie de l'Autriche aux dépens des *barons qui se noient* (1), et fêté partout, à Londres, à Vienne, à Saint-Pétersbourg. On a dit à l'Académie que, si l'histoire d'un peuple venait à se perdre, on la retrouverait dans son théâtre; il eût été plus vrai de dire que, si l'on voulait écrire l'histoire anecdotique de la France, les vaudevilles en offriraient tous les élémens.

Les théâtres de musique ne sont pas moins goûtés; mais, comme ils ne touchent que de fort loin à la littérature, nous n'insisterons pas, et nous nous bornerons à cette simple remarque : c'est que, dans les subventions accordées par le gouvernement à l'art dramatique, ils sont beaucoup mieux traités que les théâtres littéraires; qu'en admettant même que tous les arts soient frères, il est

(1) Les pièces de notre répertoire ont eu long-temps sur la littérature allemande une notable influence. On imitait au-delà du Rhin nos œuvres dramatiques, comme dans les cours des principicules on singeait notre vieille monarchie en parodiant Louis XIV et Versailles. Aujourd'hui ce n'est plus comme modèles littéraires, mais comme modèles de charpente que nos pièces sont étudiées, et, au lieu d'enseigner l'art, nous enseignons ce que dans l'argot de coulisses on nomme les *ficelles*. Les Allemands avouent de bonne foi leur infériorité sous ce rapport. Ce qu'ils apprennent encore, outre les *ficelles*, dans notre répertoire, c'est la conversation. Notre théâtre est pour eux le complément de notre grammaire, une école de dialogue familier, et l'on a vu *le Verre d'eau* de M. Scribe défrayer pendant plusieurs mois, dans une grave université d'Allemagne, un cours de littérature française. La contexture de nos pièces et le style ou plutôt la langue, voilà tout ce qui nous recommande en Allemagne. Il n'est nullement question de la pensée, de la poésie, en un mot de la valeur esthétique. Du reste, dans ces derniers temps, une réaction sensible s'est opérée contre nous. Les théâtres de Berlin, de Dresde et de Leipzig s'efforcent de ne donner que des pièces allemandes, mais il leur sera difficile de se maintenir long-temps dans cette voie, la censure et la décentralisation opposant sans cesse aux écrivains dramatiques des obstacles de toute nature.

injuste de constituer des majorats en leur faveur, et de leur accorder, comme en 1838, neuf cent trente mille francs de secours sur les douze cent vingt mille dont l'état disposait alors.

A quelque système dramatique qu'on appartienne, on pardonne à la tragédie classique d'être trop souvent emphatiquement fastidieuse, parce qu'elle a du moins des instincts et des prétentions littéraires; on pardonne à la comédie de grimacer sans gaieté, parce qu'elle s'efforce d'instruire; on pardonne au vaudeville ses joyeusetés bouffonnes, parce qu'il est sans ambition et sans conséquence; à l'opéra ses bergers, ses bergères, ses éternels baillis qui datent de Sedaine, ses ermites et ses niais, parce que l'opéra-comique, ainsi que l'a dit M. Janin, est une bonne petite commère joyeuse et sans prétention, qui aime le chant facile et la gaieté décente; mais peut-on pardonner également au drame quand on le considère au double point de vue de la littérature et de la morale publique?

Né, comme nous l'avons dit, de la révolution romantique, ou plutôt ressuscité, modifié, agrandi par elle, le drame à son début annonça les intentions les plus louables. Il voulait, disait-il, créer un idéal qui fût en rapport avec l'état actuel de la société, élargir les horizons de l'art, faire un miroir fidèle de la réalité humaine et donner en France, — c'était là une noble ambition, — des frères au grand Corneille, des rivaux à Shakespeare. Ses premiers essais furent éclatans. On put croire qu'une révolution heureuse s'était accomplie; mais le but fut vite dépassé. Les novateurs, exagérant sans cesse leurs propres exagérations et celles des écrivains qui combattaient sous la même bannière, en arrivèrent bientôt à changer les conditions de l'art ou plutôt à les nier complétement, et de la sorte ils brisèrent une excellente innovation par l'abus même qu'ils en firent.

La biographie du drame, aussi multiple, aussi variée que celle du roman, est moins édifiante encore. D'un côté comme de l'autre, c'est la même prétention de toucher à tout, à l'histoire, à la politique, au socialisme; c'est la même exagération, le même cynisme, le même mépris de l'étude patiente, le même abus du terrible et souvent de l'odieux, le même emportement, le même désordre dans la production.

Le drame touche-t-il à l'histoire? c'est en général pour montrer qu'il l'ignore; c'est pour flétrir les vieilles croyances, les vieilles mœurs, les vieux rois dont la mémoire a bien aussi quelques droits à nos respects; c'est pour prendre de préférence ses héros, comme le roman, parmi les types dégradés ou les classes maudites, les truands, les ribauds, les filles sans nom. A partir de Charles VI, il parcourt à bride abattue toutes nos annales, épuisant chaque époque en quelques mois. Charles IX et ses crimes, Richelieu et ses vengeances, Mazarin et ses intrigues, Louis XIV et ses galanteries suffisent à peine à la consommation d'une année. En 1831 et 1832, le drame, devenu républicain, exploite Marat, Saint-Just, Robespierre, Fouquier-Tinville. On est bientôt à bout de sujets. Le drame devient napoléoniste; la foule se porte aux représentations de *Napoléon Bonaparte ou Trente ans de l'histoire de France*, drame en six actes et vingt tableaux dont la représentation durait six grandes heures, et, comme tous les succès à la scène ou dans le roman éveillent la concurrence des spéculateurs, les dramaturges, les faiseurs de suites et de contre-parties se mirent à tailler des épisodes

dans la vie du grand homme, et le présentèrent tour à tour au public soldat, général, empereur et prisonnier de l'Angleterre.

Quand il eut pressuré nos annales pour en tirer tout ce qu'elles pouvaient donner, le drame se fit *biblique,* sans être pour cela plus moral, car il évoqua sur les planches tous les princes compromis, tous les grands séducteurs de la tradition orientale, le roi David dans sa période galante, Hérode, Balthasar et Nabuchodonosor. Tandis qu'il fouillait l'histoire pour la défigurer, il compulsait en même temps les causes célèbres, et nous montrait à côté des rois et de leurs maîtresses les empoisonneurs, les assassins et les voleurs. Les empoisonneurs surtout ont attiré son attention, car il est parti de la Brinvilliers en s'arrêtant à la Lescombat, à la Voisin, pour arriver à *la Dame de Saint-Tropez.*

On sait par quelle mise en scène, par quels personnages le drame a cherché à relever l'intérêt qui manquait souvent à ses productions échevelées. C'est le bourreau, personnage aussi indispensable dans le drame que le confident dans la tragédie classique; c'est le spadassin renouvelé du matamore de la comédie espagnole; c'est la courtisane, ornement de toutes les fêtes, instrument de toutes les conspirations et de toutes les intrigues. La scène de l'orgie et la scène du duel forment dans la plupart des pièces un épisode inévitable. On y ajoute aussi quelquefois une scène de tribunal, un incendie, une procession, un enterrement, une scène de torture ou une potence. C'est ainsi que lors de la première représentation du *Marquis de Favras*, quelques instans avant que la toile tombât, on dressa un gibet sur le théâtre; mais en ce moment des cris tumultueux s'élevèrent de tous les coins de la salle : *Otez l'échafaud, ôtez l'échafaud.* « L'administration, qui tenait à sa potence, dit M. Janin à qui nous empruntons cette anecdote, ne comprenait pas ce qu'on lui demandait. Alors on a crié de nouveau, et force a été d'enlever le poteau et l'échelle. Ainsi, ajoute M. Janin, l'art dramatique aura dû au parterre de la Gaieté le dernier mot de sa poétique. *Otez l'échafaud,* c'est le seul mot consolant que nous ayons entendu au théâtre depuis six mois. » Ceci se passait en 1831, c'est-à-dire dans l'année qui représenta le plus complétement le terrorisme dramatique et le 93 de l'art contemporain. Les choses durant cette période furent poussées à tel point, que le gouvernement anglais, qui se montre en fait de liberté théâtrale d'une indulgence souveraine, fit défendre à un acteur célèbre, en tournée à Londres, de représenter *la Tour de Nesle,* sous prétexte que la France, nation alliée de l'Angleterre, était outragée dans cette pièce, comme l'Angleterre elle-même était outragée dans *Richard d'Arlington,* qui fut défendu par le même motif. Cette interdiction est d'autant plus remarquable, qu'à la même époque le même gouvernement laissait jouer à Dublin *l'Irlandais chez lui,* pièce dans laquelle on criait à tue-tête : *Guerre et mort aux Anglais!* Il est vrai qu'en Angleterre la censure, quand par hasard il y a censure, s'occupe beaucoup plus de surveiller la morale que la politique. C'est le contraire en France.

En faisant paraître à tout propos des bourreaux, des spadassins et des courtisanes, le drame abusait sans doute des libertés de l'art, mais enfin il était encore dans son droit. En mettant les vivans en scène, il a méconnu toutes les convenances, et, comme il avait pris l'habitude de tout méconnaître, il ne pouvait se refuser ce dernier scandale. Dans une pièce jouée en 1830, on vit un prélat travesti sur la scène en incendiaire, ce qui fit dire à un écrivain catholi-

que, profondément et justement blessé dans ses croyances, que *Paris livrait les chrétiens aux bêtes du cirque*. En 1834, on vit lady Byron, qui habitait alors l'Angleterre, figurer sur la scène du boulevard dans un drame dont son illustre époux était le héros. Elle y jouait, il est vrai, un rôle honorable; mais le sans-gêne de l'auteur à son égard n'en était pas moins inexcusable. Pour en finir avec les faits de ce genre, qu'il serait facile de multiplier, on a pu reconnaître dans un drame que nous avons déjà mentionné, *la Dame de Saint-Tropez*, les acteurs et les témoins du crime du Glandier (1).

Le drame d'imagination, de mœurs, de caractère, d'observation, d'invention, comme on voudra l'appeler, car les faiseurs de poétiques n'ont point encore trouvé le véritable nom, ne s'est point laissé distancer, pour la fécondité ou les hardiesses de toute espèce, par le drame historique. Il s'est plu, comme le roman, à recruter ses héros parmi les classes dégradées. Il a marché dans la boue et le sang, muni de fausses clés, de pistolets de poche et de poignards, trichant au jeu, parlant l'argot. *Vautrin*, ce lamentable chapitre à ajouter aux égaremens de l'esprit humain, ainsi que l'a dit un critique toujours sévère pour ces sortes de productions, *Robert Macaire*, le digne collatéral de Vautrin, qui fait du crime une industrie aimable, offrent les deux types les plus parfaits de ce genre, lequel donne pour dix pièces seulement huit femmes adultères, cinq filles perdues d'un étage plus ou moins élevé, six filles séduites, deux jeunes filles de bonne maison qui accouchent dans une pièce voisine de la scène, trois femmes qui se déshabillent à moitié sur le théâtre, quatre mères éprises de leurs fils, six bâtards qui déclament contre la société, onze amans ou maîtresses qui commettent des assassinats. L'enfance même n'a point été respectée, et, dans *la Fille du Voleur*, jouée en 1833, on voyait un joli petit garçon de huit ou dix ans qui s'associait à des filous, buvait du punch avec eux dans une espèce de tapis franc, jurait à son père, *sur sa parole d'honneur la plus sacrée*, qu'il n'en avait pas bu, se cachait dans un appartement pour ouvrir la fenêtre aux voleurs, et revenait ensuite se placer au bas de l'échelle pour faire le guet. Qu'on rapproche au hasard les drames et les journaux judiciaires, il sera facile de constater que plus d'une scène jouée au théâtre a été répétée devant la cour d'assises. Au XVIIe siècle, le drame français empruntait ses héros à l'Espagne; aujourd'hui il les emprunte à la *Gazette des Tribunaux*. Toutes ces atrocités que les auteurs dramatiques arrangent comme un simple jeu d'imagination, en riant souvent les premiers de la terreur qu'ils fabriquent, ces atrocités sont prises au sérieux par les spectateurs de ces théâtres du boulevard qu'une vieille plaisanterie a nommé *le boulevard du crime*. On peut consulter à ce sujet le remarquable travail de M. Frégier, *des Classes dangereuses de la population dans les grandes villes;* on y

(1) Le dévergondage de certaines compositions dramatiques a soulevé dans la presse et même dans les chambres de nombreuses protestations. Au moment où la crise était dans toute sa violence, des interpellations furent adressées à la tribune sur la question de savoir quel motif pouvait déterminer l'autorité à tolérer la représentation de pareils ouvrages. Le ministre interpellé répondit que les pièces dont on se plaignait avaient pour ainsi dire seules le privilége d'attirer la foule, et que, si ce fait témoignait malheureusement du relâchement de nos mœurs, il n'était que trop réel, et que l'administration avait été forcée de montrer de la condescendance pour ne point frapper de mort la plupart des théâtres de la capitale, à l'existence desquels se trouvaient liés une foule d'intérêts.

verra, et les faits trop peu connus sont précis, que certaines compositions scéniques et le goût effréné des classes ouvrières pour ces sortes de compositions doivent être placés au premier rang des causes de leur démoralisation, et que ce nom de *boulevard du crime* a plus de portée et de justesse qu'on ne le croirait. Ne peut-on pas dire de ces drames ce que Tertullien disait des spectacles romains : *Tragœdiæ... scelerum et libidinum actrices, cruentæ et lascivæ?*

Pécheur endurci comme le roman, le drame, on le voit, a besoin pour se réhabiliter de faire amende honorable à l'art théâtral et à la morale publique; mais il est juste de reconnaître que, dans ces derniers temps, il s'est opéré une réaction sensible contre les excès que nous avons signalés. Personne aujourd'hui ne conteste les conquêtes légitimes de la nouvelle école dramatique, mais chacun est unanime à blâmer ses écarts. Ici encore nous entrons dans cette période de calme et de conciliation qui, depuis quinze ans, a succédé à toutes les crises violentes.

V.

Depuis la théologie, qui nous reporte au plus profond du moyen-âge, jusqu'au journalisme, écho de tous les bruits de la société moderne, jusqu'au théâtre, miroir souvent trop fidèle de ses vices, nous avons vu, dans le tableau de la production littéraire ou scientifique de ces quinze dernières années, des horizons bien divers se dérouler devant nous. Essayons maintenant de résumer en peu de mots l'impression que nous a laissée cette étude, trop longue peut-être, mais bien incomplète encore, et notons d'abord pour chacune des grandes divisions bibliographiques le progrès ou la décadence.

Dans les sciences purement spéculatives, la théologie peut être comptée parmi les morts. Après quelques efforts pour se rallier à la science, elle s'en est brusquement séparée et s'est recouchée dans la tombe dont M. de Lamennais avait un instant soulevé la pierre. Les théologiens, qui avaient essayé de secouer leur léthargie intellectuelle et de se replacer sur le terrain des hautes discussions, ont reculé comme effrayés de leur audace, et aujourd'hui ils ne vivent que par le passé, s'adressant, pour se faire écouter, au sentiment plutôt qu'à la raison, remontant au-delà de Bossuet et de Fénelon jusqu'aux mystiques du moyen-âge et se rattachant dans le présent aux exagérations romantiques et humanitaires plutôt qu'à la cause du véritable progrès. Les laïques, en faisant brusquement et sans études préalables irruption dans la littérature religieuse, n'y ont introduit souvent que des passions politiques, des ambitions littéraires et une intolérance qui n'a point toujours sa source dans la foi. En voulant étayer les croyances, ils n'ont fait que les compromettre, et la plupart, loin d'atteindre à l'inspiration catholique, ne sont pas même dans le catholicisme.

La philosophie, quel que soit son drapeau, n'a compté depuis quinze ans aucun nouveau triomphe. Progressive sous le rapport de la critique historique, elle est demeurée complétement stationnaire au point de vue dogmatique. L'école socialiste ou révolutionnaire n'a enregistré que des échecs, et ses maîtres sont à peu près restés sans disciples. L'éclectisme n'est guère sorti de l'université. L'école catholique à son tour est restée au-dessous de son passé. Le principal travail qui semble de notre temps imposé à la philosophie, c'est de donner aux autres bran-

ches des connaissances humaines l'instrument de leurs méthodes, d'inaugurer Bacon dans le monde scientifique, de plaider pour les libertés de la pensée. D'absolue qu'elle était, elle est devenue essentiellement contingente, et elle n'arrive jusqu'au public qu'en se faisant introduire près de lui par la politique.

Dans les sciences législatives, le travail a été fécond et fructueux. Il y a eu d'une part renaissance des études historiques, de l'autre avénement de plusieurs branches nouvelles, telles que la législation comparée et le droit administratif. Le droit criminel a été mis en rapport avec l'économie politique, et la synthèse philosophique s'est développée parallèlement aux travaux de détail et aux monographies.

Dans la section bibliographique qui se rapporte à l'instruction primaire et supérieure, ainsi qu'à l'éducation morale, la production, sans répondre d'une manière satisfaisante à l'importance de son objet, a donné d'utiles résultats. On a profité des leçons de l'expérience pour rectifier les théories; on voit mieux le but vers lequel il faut diriger les communs efforts. On travaille, beaucoup plus qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, à l'alliance de l'instruction et de la morale, et la lutte qui a éclaté dans ces derniers temps, en ramenant l'attention sur des questions dont on s'était détourné trop vite, ne peut manquer de profiter à la cause du progrès sérieux.

Dans les sciences naturelles, physiques et mathématiques, la marche ascensionnelle a été pour ainsi dire irrésistible, quoique souvent irrégulière et désordonnée. L'esprit d'observation a fait place à l'esprit de système. Recueillir des faits, contrôler les théories, aller droit aux applications, tout en laissant à la recherche purement scientifique une large place, servir à la fois la puissance matérielle de l'homme et son perfectionnement moral, tel est le travail des savans contemporains. De ce côté, le progrès a été immense, et tellement apparent qu'il est devenu sensible pour ceux mêmes qui sont le plus étrangers aux sciences.

L'économie politique, toute jeune encore, a acquis en quelques années une maturité qui n'appartient qu'aux doctrines éprouvées par leur âge. Toujours libre dans ses discussions, traitée avec bienveillance par le pouvoir lors même qu'elle est agressive, elle s'est posé tous les problèmes, elle a signalé toutes les plaies sociales, et pour chacune d'elles cherché des remèdes; elle a substitué aux systèmes préconçus la méthode expérimentale; elle s'est en bien des points débarrassée des théories égoïstes de l'école anglaise, et, en donnant la main à la statistique, au droit administratif, à la charité chrétienne, elle a sans cesse élevé son niveau. Sans doute des utopies folles et même menaçantes se sont révélées souvent à côté des systèmes les plus sages, des idées les plus justes; mais les théoriciens, en provoquant la discussion, n'ont fait que mettre la vérité dans une lumière plus vive, et, comme il y a toujours quelque chose au fond de la pensée humaine, la société, tout en combattant les utopistes qui poussaient contre elle le cri de guerre, a quelquefois profité de leurs critiques. Dégager ce qu'il y a de possible dans chaque théorie, tel est le travail de l'opinion publique; l'appliquer, telle est l'œuvre du gouvernement.

Dans la littérature, il s'est manifesté pendant ces derniers temps un retour marqué vers l'étude de l'antiquité classique, et cette étude s'est agrandie et fortifiée. La littérature du moyen-âge a été exhumée tout entière; la philologie orientale a fait

de nombreuses conquêtes; les chefs-d'œuvre des diverses nations européennes, popularisés par des traductions empreintes d'un vif sentiment des beautés originales, ont pris chez nous droit de bourgeoisie. La poésie a eu sans doute de nombreux échecs à enregistrer, et sur les 4,383 éditions de poètes que nous avons vu éclore, ou plutôt qui sont écloses autour de nous sans que nous les ayons vues, il en est peu qui surnagent aujourd'hui; mais du moins celles qui surnagent nous vengeront dignement auprès de la postérité de ce reproche banal de prosaïsme qu'on a tant de fois adressé à notre époque; n'avons-nous pas, en effet, pour répondre à ce reproche, Lamartine, Hugo, Béranger, Sainte-Beuve, de Musset, de Vigny, Delavigne, et, à côté de ces maîtres, une foule de poètes dont les vers, choisis comme les fleurs d'un bouquet, pourraient former une anthologie charmante? Toutes les joies, toutes les espérances, toutes les douleurs de l'ame ont été traduites dans cette langue du rhythme que tous les hommes, dans tous les âges, admirent et comprennent sans pouvoir la parler. La poésie de l'infini s'est révélée en même temps que la poésie intime du foyer. Ce grand sentiment de la nature, que l'antiquité païenne avait emporté dans la tombe et qui nous saisit encore dans les vers de Virgile, de Lucrèce et de Théocrite, comme le spectacle des bois, de la mer et des montagnes, ce grand sentiment, tristement parodié par l'école descriptive de Delille, a été retrouvé par nos poètes. La fantaisie nous a séduits par des graces nouvelles; la chanson, triste et souriante à la fois, et belle comme les odes, a fait rêver et pleurer; la religion du pays comme la religion du ciel a eu ses chantres inspirés; enfin, quand le culte des intérêts matériels menaçait d'attirer toutes les adorations, la poésie a élargi la sphère de l'idéal, et elle a couvé pour ainsi dire sous ses ailes tous les sentimens généreux.

Le théâtre et le roman, qui ont de tout temps exercé une si directe et si notable influence sur les mœurs publiques, se sont égarés souvent dans des voies déplorables, et sous ce rapport, nous ne leur avons point, on l'a vu, ménagé les reproches; mais du moins faut-il dire à l'honneur de notre temps que ces deux branches de la littérature, en ce qu'elles ont de blâmable, ne sont en aucune façon l'expression de la société contemporaine, pas plus qu'elles ne sont ordinairement l'expression des sentimens personnels de l'écrivain qui les cultive. Elles ont pu, dans les bas-fonds de la société, agir d'une manière désastreuse sur certaines natures disposées au mal; mais elles ont soulevé dans la masse un vif sentiment de réprobation. Après avoir fait rougir le public, elles commencent à rougir d'elles-mêmes, et l'on a tout lieu de croire que la crise convulsive à laquelle elles ont été en proie s'apaisera comme se sont apaisées dans la poésie les crises du désespoir, du blasphème et du génie méconnu.

La critique, que Bayle et Voltaire avaient élevée si haut et que la littérature de la république et de l'empire avait laissé retomber si bas, s'est relevée de nouveau. Sans doute, dans la polémique courante, elle a été entraînée souvent à des exagérations inexcusables, elle a patroné bien des médiocrités en se faisant l'humble servante de la camaraderie, elle a condamné à une mort prochaine, comme les médecins condamnent leurs malades, bien des gens qui n'en ont pas moins vécu trois éditions; mais, d'une autre part, elle a pris un caractère plus élevé, elle s'est attaquée aux idées. Elle s'est unie à l'histoire, à la psychologie,

à la morale; elle s'est faite tout à la fois analytique et dogmatique, et s'est montrée philosophique, sans cesser d'être claire, bienveillante, sans cesser d'être juste, indépendante, tout en restant polie.

L'histoire, soumise dans ses diverses branches à une révision sévère, s'est débarrassée, comme les sciences positives, des hypothèses et des systèmes préconçus. Elle s'est tout à la fois généralisée et spécialisée, et, en s'efforçant de se constituer comme un enseignement moral et comme un enseignement politique, elle est devenue plus tolérante et plus compréhensive. Également éloignée des avis extrêmes et des systèmes exclusifs, parce qu'elle s'est éclairée beaucoup mieux qu'elle ne l'avait fait jusqu'alors de l'étude des textes, elle sait juger aujourd'hui avec une indulgence intelligente les fautes de nos aïeux, elle sait, dans notre passé religieux, faire la part du christianisme et la part des hommes; dans notre passé politique, faire la part des peuples et la part des rois; enfin, tout en cherchant l'exactitude des faits, elle songe à la correction de la forme, qui est devenue pour elle une des conditions du succès.

La presse, exclusivement politique et littéraire sous la restauration, est aujourd'hui scientifique, industrielle, agricole, administrative, et, si d'une part on peut lui reprocher d'avoir donné accès à des futilités, il est juste de reconnaître aussi que, par son caractère de plus en plus encyclopédique, elle tend à populariser chaque jour davantage les connaissances positives.

Faut-il résumer maintenant, après ces appréciations partielles, l'impression générale que produisent l'étude et le spectacle du mouvement intellectuel de notre époque? Nous croyons ne pouvoir mieux faire, en ce qui touche notre impression personnelle, que de répéter ici ce que nous avons dit au début de ce travail : c'est tout à la fois la création et le chaos. Un pied dans le moyen-âge et l'autre sur le seuil d'un avenir inconnu, emportée d'un côté par l'irrésistible mouvement de la révolution française et de la science, et de l'autre attardée par la tradition; sceptique, mais tourmentée par des aspirations religieuses; positive et profondément sensuelle, mais accessible encore aux rêves de l'idéal; avide de nouveautés, d'émotions, mais plus avide encore de calme et de paix; également éloignée des grandes vertus et des grands vices; un peu artificielle en tout, même dans ses passions; arrangeant les drames de la vie, comme ceux du théâtre, avec l'esprit plutôt qu'avec le cœur; jalouse de l'égalité politique, et cependant respectueuse jusqu'à l'humilité envers tous les préjugés de naissance, de fortune et de position officielle; démocrate quand il s'agit de ceux qui sont au-dessus, et trop souvent aristocratique quand il s'agit de ceux qui sont au-dessous; tournée au bien-être, à la science, à la politique, plutôt qu'aux œuvres d'imagination; morcelée en mille groupes distincts qui forment comme autant de systèmes sociaux et qui s'ignorent les uns les autres, tout en se touchant; tolérante et, malgré l'égoïsme individuel, animée et soutenue par un grand souffle de charité; gardant, au milieu de la corruption inséparable d'une civilisation avancée, le sentiment élevé du juste et du bien; prompte à se laisser séduire, et toujours prompte à se récrier contre elle-même, telle est, nous le pensons, la société qui s'agite autour de nous, tel est aussi le mouvement intellectuel dont nous avons tenté dans ces pages de retracer le tableau.

CHARLES LOUANDRE.

POÈTES

ET ROMANCIERS MODERNES

DE LA GRANDE-BRETAGNE.

X.

THOMAS HOOD.

Avant d'étudier les ouvrages d'un poète *humoriste* par excellence, il conviendrait peut-être de chercher à définir l'*humour*, cette forme particulière, cette nuance presque insaisissable de ce qui, chez nous, s'appelle esprit. Pourquoi et comment, de sa signification primitive empruntée aux Latins, — eau, substance liquide, — ce mot intraduisible en est-il venu à désigner une qualité, un instinct si l'on veut, une force selon quelques-uns, selon d'autres une maladie de l'intelligence? Il faut chercher l'explication de cette bizarrerie dans les notions de la physiologie humaine telles qu'elles existaient au moment où la philosophie moderne cherchait et façonnait son idiome. Reprenant la tradition médicale à peu près au point où Hippocrate l'avait laissée, les doctes esculapes de la renaissance attribuèrent aux divers sucs élabo-

rés dans l'alambic vital une action directe sur les mouvemens, les dispositions de l'ame. Pour le vulgaire, toute idée doit prendre corps, sous peine de rester incomprise; et, comme les médecins ne sont pas précisément portés à faire prédominer l'intelligence sur la machine physique, il se fit alors une confusion assez naturelle entre les divers états de l'ame et les humeurs de toute espèce auxquelles on accordait une importance si considérable. De là mille locutions qui n'ont d'autre origine que cet amalgame curieux entre l'organisme physique et l'organisme intellectuel : *Flegme, colère, sang-froid, atrabilaire, mélancolie,* et tant d'autres mots que Cabanis lui-même n'aurait pu rendre plus expressifs, plus nettement, plus explicitement matérialistes. De là aussi l'introduction du mot *humeur* dans le vocabulaire métaphysique : bonne humeur fut synonyme de gaieté, mauvaise humeur de tristesse. Les Italiens appellent *humorista* l'homme dominé par l'humeur du moment, le capricieux, l'obstiné. Les Anglais à leur tour, — et il y a long-temps de cela, — créèrent leur mot *humourist,* que je trouve ainsi défini dans un lexique de 1747 : *Full of humours, whimsies, or conceits;* — rempli d'humeurs (c'est-à-dire de caprices), de boutades chimériques, d'imaginations folles, d'entêtemens inexplicables. Puis, un beau jour, — peut-être à propos de Butler et d'*Hudibras,* peut-être à propos de Burton, l'analyseur de la mélancolie, ou de John Bunyan et de son *Pilgrim's Progress,* — cette expression, qui servait à définir le caractère, s'appliqua, par une déduction facilement comprise, au tempérament intellectuel, à l'excentricité littéraire, et l'*humour* devint, par une série de curieuses métamorphoses, certain égotisme de la pensée complétement affranchie, certaine effusion des sensibilités maladives, certain cynisme des intelligences solitaires, certain tour d'esprit naturellement bizarre, justement remarqué comme un caractère à part de la littérature anglaise, où surabonde peut-être cette individualité de l'écrivain, si rare ailleurs.

Je ne vois pas, pour ma part, un seul Allemand que je voulusse qualifier d'humoriste, non pas même Tieck, l'écrivain-fée, pas même Jean-Paul, le papillon in-folio, *der Einzige,* comme ils l'appellent; pas même Hoffmann, dont l'idiosyncrasie névralgique, en ses morbides exaltations, ne s'affranchit jamais des procédés littéraires, et qui garde je ne sais quelle méthode jusque dans les plus étranges hallucinations de la fièvre. Or, ce défaut d'individualisme sincère, d'audacieux abandon, remonte bien haut en Allemagne, car on l'a reproché aux *Minnesingers* eux-mêmes, qui étaient pour la plupart de véritables érudits, paraphrasant volontiers *l'Énéide,* comme Henry de Veldeck, ou tout au moins prêts à subir un examen en règle, comme les plus humbles maîtres-chanteurs. Ceux-ci, on le sait, n'étaient jamais admis dans leurs *Saengerzünfte* (confréries lyriques) sans avoir fourni leur chef-d'œuvre

d'épreuve, leur *Satz*, composé dans des formes toujours les mêmes; espèce de tryptique en vers, dont chaque compartiment était tracé d'avance, et emprisonnait la fantaisie du poète. Quant aux auteurs de mystères carnavalesques (*Fastnacht's Spiel*), ils écrivaient aussi dans des conditions où le véritable humoriste ne s'est jamais trouvé. Ni Hans Foltz le barbier, ni Hans Rosenblutt l'enlumineur, ni le cordonnnier Hans Sachs, ne pouvaient donner carrière, sur les tréteaux de Nuremberg, à cette intime liberté de pensée dont le spectateur illettré n'aurait compris ni les brusqueries, ni l'apparente incohérence, ni les éclairs passagers. Cependant, puisque j'ai nommé Hans Sachs, il faut bien revenir sur une sentence trop absolue, et reconnaître que, s'il y a dans toute l'ancienne littérature allemande quelques étincelles d'*humour*, elles sont éparses dans les *Schwänke*, ou fabliaux, au nombre de mille sept, dont il a rempli en partie les trente volumes écrits de sa main.

En Italie, peu ou point d'humoristes. Est-ce un humoriste que l'élégant et pédant Boccace? ou Poggio Bracciolini, le résurrecteur de la belle latinité? ou ce moqueur d'Arioste? ou cet insolent Arétin? L'âpre satire que Machiavel lança contre les *frati*, cette *Mandragola* qui fut jouée devant un pape et qui plus tard eût été brûlée au pied du Vatican, est-ce de l'*humour*? Quand Pulci, dans son *Morgante Maggiore*, se moque des poètes malavisés qui mêlaient à leurs absurdes légendes des dissertations théologiques plus absurdes encore; quand, sous prétexte de railler l'abus des textes religieux, il s'en prend quelque peu à la religion elle-même, fait-il œuvre d'humoriste ou de sceptique désabusé? Il réagit, comme Cervantes, par la parodie, contre une influence passagère; il proteste, au nom du bon sens, contre les excès d'une littérature conventionnelle. C'est un homme de goût, un critique spirituel, un censeur délicat, tout ce qu'il y a de moins humoriste au monde. Gozzi ne l'est pas davantage : lisez plutôt ses charmans Mémoires. Ceux de Casanova prouvent de reste que l'*humour*, déréglement d'imagination, n'a rien de commun avec le libertinage sensuel.

Je ne contesterais pas volontiers à l'Espagne ce qu'il y a de véritablement humoristique dans son génie national. Les naïvetés du *Romancero*, quelques détails de gueuserie dans les romans et nouvelles picaresques, quelques-unes de ces rodomontades dont on faisait jadis collection, ou des proverbes tant aimés de Sancho Pança, portent assez ce caractère particulier, cette empreinte individuelle dont nous cherchons les traces de tous côtés. On les retrouve aussi chez nous, et dans les *Cent Nouvelles* d'Anthoine de Lasalle, et dans Rabelais, bien que sa plaisanterie tumultueuse, le bruit des grelots qu'il agite pour étourdir son monde, soient précisément le contraire de cette épigramme discrète, dérobée, tranquille et pour ainsi dire en sourdine, qui est le trait le plus distinct de l'*humour* anglaise. Par accident, on remarquera quelques traces

d'*humour* chez Théophile de Viau, chez Saint-Amant, chez les poètes débraillés, viveurs, impies, à franches lippées. Tallemant des Réaux a conservé des mots, — ceux de Mme Cornuel par exemple, — que le doyen de Saint-Patrick eût reconnus pour compatriotes. Saint-Simon en a plusieurs, détachés à l'emporte-pièce de ces conversations un peu solennelles où cependant le trait humain, l'originalité d'un chacun, ne laissaient pas d'éclater par-ci, par-là. D'après ce qu'il nous apprend, Lauzun devait être un humoriste, et des plus redoutables. Rappelez-vous seulement ce qu'il osa risquer pour savoir à quel point il pouvait compter sur les bons offices de Mme de Montespan et pour la punir d'avoir voulu le jouer. L'homme qui, dans un transport d'ambition déçue, hasarde de pareils coups de tête n'aurait hésité devant aucun appel de la fantaisie.

De nos jours, en France, la réputation d'humoriste a tenté plus d'un conteur, plus d'un moraliste, plus d'un critique; mais, s'il est une qualité que tout l'art et toute la bonne volonté du monde ne peuvent donner, c'est justement cette insaisissable acutesse de l'esprit, cette singularité innée de l'expression qui, sans aucune affectation, sans aucune recherche apparente, avec toutes les graces de la négligence, tous les avantages de la spontanéité, montrent sous un jour bizarre, inattendu, les contrastes les plus familiers, les vérités les plus triviales, quelquefois les paradoxes les plus usés. Aussi tout notre savoir-faire et nos plus habiles pastiches n'ont-ils guère abouti qu'à d'ingénieuses contrefaçons; et s'il fallait à toute force trouver chez nous aujourd'hui un humoriste de quelque valeur, ce n'est pas dans la littérature proprement dite, mais parmi les réformateurs, les utopistes contemporains, qu'on serait bien avisé de le chercher. Ceci soit dit pour établir nettement la différence que nous mettons entre l'esprit, jeu brillant de la pensée, et l'*humour*, qui a ses racines au cœur même de l'individu; ou mieux, l'*humour*, c'est l'individu lui-même, donnant sa physionomie distincte et saisissante à tout ce qui sort de sa bouche ou de sa plume.

Chez les Anglais, cette incarnation de l'homme dans ses écrits ou dans ses paroles est légitimée par de nombreux et glorieux exemples. J'ai déjà parlé de Butler et de Burton; mais Chaucer, mais Shakespeare, — noms plus illustres, — furent aussi des humoristes. Johnson, si pompeux, si dogmatique lorsqu'il monte dans sa chaire et secoue sa perruque olympienne, le grand Johnson enfin nous a laissé dans son *Dictionnaire* et dans les curieux *Mémoires* de Boswell de beaux exemples d'*humour* brutale, farouche, rappelant Timon l'Athénien et tout ce que Denys d'Halycarnasse nous a conservé des sarcasmes cyniques. La lettre de *remerciemens* de Johnson à lord Chesterfield, qui l'avait dédaigné pauvre et le complimentait fameux, est un modèle du genre.

Avec des instincts tout différens, le doux *Elia*-Lamb appartient au même ordre d'écrivains, et je ne voudrais pas d'autres preuves que l'*humour* est un don du ciel parfaitement indépendant de la volonté, car Lamb est devenu original en cherchant à copier les autres. Son ambition fut de retrouver le vers abondant, sonore, nerveux, des anciens dramaturges anglais; et pour résultat de ses efforts, — avortés d'ailleurs, — il obtint cette prose exquise, parfumée d'archaïsme, brillante d'incrustations d'emprunt, et qui néanmoins est sienne tout autant que le style de Montaigne est sien. Il cherchait sa place à côté du vieux Marlowe, de Heywood, de Tourneur, de Ford, de Webster; il la trouva marquée à côté de Sterne et de Swift, — deux grands humoristes, — avec une sensibilité moins vive que celle du premier, avec moins d'âpre ironie que le second, et possédant de plus qu'eux une sérénité, une quiétude, une candeur monacale, rehaussées par une pointe de raideur emphatique, une nuance d'aimable pédanterie, qui rappellent les manies inoffensives d'un vieillard spirituel. Les Anglais ont créé tout exprès un mot pour cette qualité qui ressemble à un défaut, pour ce défaut qui vaut mieux que bien des qualités : ils l'appellent *quaintness*. *Quaint*, du français *coint*, veut dire en même temps orné, poli, façonné, mignard, et tout cela jusqu'à fleur de ridicule, parce qu'à cette recherche, à ce soin de plaire se mêle le goût des choses hors d'âge, des agrémens surannés. La *quaintness* n'est pas l'*humour*, il s'en faut bien, mais elle peut indiquer une tendance d'esprit éminemment favorable au développement de cette puissance exquise et rare. Supposez un homme de talent qui s'appliquerait aujourd'hui à écrire de petites lettres comme celles de Voltaire aux d'Argental, ou d'Horace Walpole à Mme du Deffand, et vous aurez l'idée de la *cointise* en question. Charles Nodier, çà et là, s'y laissait aller.

Il n'y a pas plus de trois ans qu'un écrivain, dont le goût fin et l'érudition variée sont rarement en défaut, parlait ici même de Charles Lamb comme du *dernier des humoristes* (1). Qu'on nous permette de réclamer dès à présent, et sans attendre ce que l'avenir nous garde, contre cet arrêt trop absolu, trop définitif. Non, la séve britannique n'est pas épuisée; non, cette littérature insulaire, en dépit des bateaux à vapeur, des journaux toujours plus nombreux, du travail intellectuel savamment dominé par l'industrie, doit enfanter encore et long-temps de ces talens compactes, tout d'une pièce, résistans et rebelles, où les enseignemens extérieurs ne pénètrent qu'en se transformant; — imaginations indisciplinables dont aucune critique n'a raison, qu'aucun dédain ne fait reculer, qu'aucune ambition ne détourne de leur voie, et qui, comme

(1) Voyez la livraison du 15 novembre 1842.

un autre Hood, — Robin le proscrit, — à la cour du roi d'Angleterre, poussent à tout moment le cri du vagabond captif : *Sherwood and liberty!* les forêts et la liberté!

Voyez plutôt : lorsque Lamb s'en allait, en 1834, Thomas Hood, encore mal connu, mais dont la popularité commençait pourtant à s'étendre, Thomas Hood prenait en main le sceptre de l'humour, — moitié plume, moitié marotte, — que la main défaillante d'Élia venait de laisser tomber. Ils s'étaient connus, ils s'étaient goûtés, j'en suis certain. Mes yeux viennent de tomber sur un des premiers encouragemens qu'ait reçus d'un écrivain sérieux le poète bouffon de *Miss Kilmansegg* et du *Maître d'École irlandais*, l'éditeur du *Comic Annual.* C'est une dédicace de Barry Cornwall (pseudonyme de Proctor), qui met sous l'invocation de Hood son fragment de poème chinois, *les Généalogistes.* « Je désire, lui dit-il, que cet hommage public à vos hautes facultés poétiques vous excite à les mettre en œuvre... Héraut de vos succès à venir, je ne me crois pas téméraire en les plaçant d'avance parmi les plus assurés et les plus dignes d'envie. » Or, Barry Cornwall était l'ami intime, le correspondant assidu de Lamb, et ce n'est rien hasarder que de leur supposer une commune sympathie pour ce talent ignoré qu'ils avaient peut-être découvert ensemble. D'ailleurs, et dès 1827, Thomas Hood ne répondait-il pas à cet appel par son *Plaid des Fées d'été,* le plus long et le plus travaillé de ses poèmes sérieux, dédié à *son cher ami* Charles Lamb (1)? Dans cet avant-propos épistolaire, il fait allusion à une intimité, à une affection assez étroites, bien que de date récente. Il est donc permis de croire que ces esprits de même ordre, *congenials,* dirait un Anglais, — quoique si diversement doués, — s'étaient reconnus et cherchés à travers le monde. On peut admettre comme légitimes cette filiation, cette hérédité que nous invoquons dès le début au profit de Thomas Hood, plus populaire, à coup sûr, que Lamb ne l'a jamais été, mais dont la renommée ne se conservera pas autant, moins protégée contre le temps par les suffrages d'élite, par l'admiration des gens de goût.

Humoristes tous deux, ils n'ont guère en commun que ce don de nature. Genre d'esprit, caractère, sensibilité, penchans littéraires, émotions, tendance idéale, tout est différent. Autant Élia est paisible, concentré, patient, délicat, tendre, affectueux; autant Thomas Hood est armé en guerre, énergique, primesautier, impétueux, bizarre, plein d'audace, de feu, d'irrévérence. L'un est presque dévot, l'autre incline à toutes les hérésies imaginables. Celui-là sympathise avec toutes les douleurs, même les plus humbles, et s'inquiétera fort bien, moitié pour rire, moitié tout de bon, de la *mélancolie des tailleurs.* Il en fait

(1) *Hood's poems,* éd. Moxon, vol. II, p. 55.

le sujet d'un de ses piquans *essais*. Celui-ci rit au nez des plus graves infortunes, et raille l'une après l'autre toutes nos infirmités, physiques ou morales, avec un cruel sang-froid, une ironie implacable et quelquefois brutale. Ce n'est pas qu'il n'ait aussi des accès de sensibilité fervente, de tristesse vraie, des élans de passion, des enthousiasmes sentis et sincères; mais, soit légèreté naturelle, soit qu'il s'interdise ces effusions qui le ramènent, malgré qu'il en ait, aux lieux-communs dont il s'est moqué hier, dont il se moquera demain, l'intrépide railleur, le bouffon sans merci, enfourchant de nouveau l'hippogriffe grotesque, recommence de plus belle son vol hasardeux.

Où prendrait-il pied? où trouverait-il le terme de cette course sans but? S'il était un monde où il n'y eût ni vertus gourmées, ni vices insensés, ni beauté fière d'elle-même, ni laideur qui s'ignore, ni simplicité grossière, ni jargon politique habillant des idées creuses, ni *cant* religieux déguisant les plus vulgaires faiblesses, — où l'étalage de la richesse, du savoir, de la probité, le charlatanisme éhonté, les faux semblans de toute espèce n'excitassent pas chaque matin le rire bilieux du poète, — c'est là peut-être qu'il s'arrêterait. Mais vous chargeriez-vous de lui signaler un Éden pareil? Connaissez-vous sur le globe entier un pays, un peuple, que dis-je? une ville, un hameau, une chaumière, une famille, où le mauvais esprit conjuré n'apparaisse, où la satire ne trouve sa pâture? Voilà pourquoi, du premier pas au dernier, jeune homme effervescent et dédaigneux, vieillard morose et méprisant, de sarcasme en sarcasme, d'épigramme en épigramme, riant toujours et toujours triste, Hood a vécu, comme Yorick, dépensant à « mettre la table en joie (1) » toutes les facultés d'un esprit singulièrement vigoureux : *Infinite jest, most excellent fancy,* ce sont les propres paroles d'Hamlet, et nous ne saurions mieux faire que de les appliquer au talent de Hood, d'autant que cette « imagination très excellente » ne s'est pas complétement absorbée dans la tâche ingrate de parodier l'humanité, de jouer avec ses travers, ses vices mesquins, ses petitesses, ses mensonges. Souvent, entre une épigramme et un méchant calembour, on remarque chez lui des bouffées de sentiment qui donnent l'idée d'une ame haute et ravalée, d'une pierre précieuse sertie dans du plomb, et prise long-temps, trop long-temps, pour un vil morceau de verre aux couleurs équivoques. L'erreur se conçoit du reste; comment croire aux tendres soupirs d'Yorick, comment prendre au sérieux sa tête penchée, son attitude pensive, et cette larme inattendue qu'il retient, honteux de lui-même, au bord de ses paupières à demi closes? Il faut, pour ne pas soupçonner un piége dans ces airs rêveurs, se rappeler que l'*humour,* ainsi que l'ont fait remarquer ceux qui l'ont le mieux définie,

(1) *To set the table on a roar.*

ne va guère sans un fonds de tendresse cachée, toujours près de se faire jour. « Ce n'est pas le mépris, a-t-on dit avec raison (1), c'est l'amour d'où elle procède le plus volontiers... Elle rit moins qu'elle ne sourit, et ses tranquilles sourires ont leur source bien plus avant que ceux de l'ironie pure. »

Ne nous étonnons donc pas de ce contraste déjà remarqué, de cet amalgame qui est, en quelque sorte, une loi naturelle; déplorons seulement l'erreur du vulgaire, qui ne sait pas concilier des impressions contradictoires et discerner, derrière tel ou tel masque bizarre, un penseur convaincu et sérieux, dont le hasard, l'éducation, les circonstances, la modestie peut-être, et peut-être la dure nécessité, ont fait un amuseur public, un rimeur de folies, un clown hasardeux, exécutant ses tours de souplesse sur l'élastique tremplin de la strophe sonore.

Hood a eu cependant, — et nous l'avons déjà dit (2), — l'honneur, très difficile pour lui, d'être pris au sérieux; mais il l'a eu trop tard pour échapper complétement aux conséquences de ce joyeux anathème que la foule ne manque jamais de lancer contre la gaieté de l'esprit, trop souvent confondue avec la frivolité morale; — il l'a eu vers la fin de sa carrière, lorsqu'un jour, dans une feuille satirique de Londres (3), parut cette *Chanson de la Chemise* qui fit tressaillir et pleurer le même jour tout un peuple. Ce court poème, — Béranger a des odes plus longues, — venait après bien des déclamations pathétiques sur le sort des classes laborieuses, après bien des pétitions au parlement, bien des pamphlets chartistes, bien des malédictions, prose ou vers, lancées contre la sévère domination de l'opulence par quelques-unes des victimes que broie en passant le char doré du Mammon britannique; mais ces idées, rebattues et triviales, n'attendaient, pour redevenir jeunes et fécondes, qu'une formule énergique, une occasion favorable. Semblables aux gaz répandus dans l'atmosphère souterraine des mines, elles flottaient çà et là, brumes invisibles, foudres cachées, qu'une étincelle, un jet de flamme suffirait pour faire éclater : elles reçurent de Hood cet ébranlement qui, dans d'autres temps, eût été formidable, et n'a eu, de nos jours, que la valeur d'un symptôme inquiétant.

Une jeune femme, vêtue de pauvres haillons, est au travail dans une chambre nue, glaciale, aux murs blanchis, au toit crevassé. Seule, silencieuse, le cœur gonflé de pensées amères, les yeux rougis par des larmes qu'elle retient et qui parfois s'échappent, elle est là, depuis le matin; la nuit va venir, et la tâche du jour, — il s'en faut bien, — n'est pas accomplie. C'est alors que sa voix douloureuse s'élève :

(1) Dans un article sur la *Vie de Jean-Paul Frédéric Richter*, de Heinrich Doering. — *Edinburgh Review*, année 1827, vol. XLVI.

(2) En parlant de *la Comédie en Angleterre*, dans la *Revue* du 15 décembre 1846.

(3) Le *Punch*, journal *illustré*.

« Travaille, travaille, travaille, misérable esclave! Travaille dès que le coq chante. Travaille quand les étoiles brillent. Travaille jusqu'à ce que le vertige gagne ton cerveau. Travaille jusqu'à ce que tes yeux alourdis s'obscurcissent. Travaille jusqu'à ce que le sommeil te dompte, et qu'en rêvant tu achèves ta misérable besogne.... »

Ne vous y trompez pas, il y a dans cette imprécation des familiarités saisissantes, des détails pittoresques que le génie timide de notre langue repousse, et qu'il faut renoncer à traduire. L'ouvrière parle en ouvrière dans l'original. Ces *coutures* qui absorbent sa vie, elle les nomme chacune par son nom :

Seam, and gusset, and band;
Band, and gusset, and seam.

Et son odieux travail, elle ne l'ennoblit pas, lui qu'elle hait. *Stitch! stitch! stitch!* s'écrie-t-elle sans vaines précautions de rhétorique :

Till over the buttons I fall asleep
And sew them on in a dream.

Tout le reste est sur ce ton, d'une violence et aussi d'une puissance très grande; mais il ne faut pas songer à rendre de pareils effets, qui, pour être compris, ont besoin de la cadence, de l'harmonie, de l'ordre fatal et du sens exact des mots. Comment exprimer en français ces douleurs si vraies de la femme condamnée, non pas seulement à la faim, au dénûment, mais à des souillures, à une sordidité qui lui répugnent?

Stitch! stitch! stitch!
In poverty, hunger, *and dirt*....

Et combien de mots ne faudrait-il pas pour rendre les deux vers qui suivent ceux-ci :

Sewing at once, with a double thread
A Shroud as well as a Shirt!

Pourtant, çà et là, éclatent des pensées tout-à-fait shakespeariennes :

« Que parlé-je de la mort? Et pourquoi craindrais-je ce squelette sinistre, lui qui me ressemble, lui dont la faim m'a donné l'aspect? Grand Dieu! faut-il que le pain soit si cher et la chair humaine si bon marché?

. . . . . .

« Oh! rien qu'une heure, une heure courte, un moment de répit; rien que respirer un instant la douce odeur des primevères, les pieds dans l'herbe, le ciel au-dessus de ma tête; rien qu'une heure pour vivre comme autrefois, avant que les angoisses du besoin me fussent connues, avant d'avoir appris qu'une promenade coûte un repas!...

« Pleurer un peu soulagerait mon cœur, mais dans leur calice amer il faut

retenir mes larmes, car une larme voile le regard, et l'aiguille et le fil s'arrêtent alors!... »

Nous le répétons, ces excentricités, quelquefois sublimes, sont intraduisibles. L'idiome saxon a des couleurs violentes, des consonnances sifflantes et dures, des familiarités brutales que, depuis long-temps, notre langue polie, — trop polie, dit-on, — a répudiées et bannies. De là cette énergie lugubre, ces sanglots sourds du vers haletant, ces vulgaires détails abordés de front et sans biaiser : la chemise, le lit, l'aiguille, les boutons, l'ourlet, devenus tragiques, et le droit de dire, sans compromettre l'émotion déjà née : « Hommes aveugles! ce n'est pas du linge, c'est notre vie, la vie de créatures humaines, que vous usez jour et nuit! »

It is not linen you're wearing out
But human creatures' lives!

L'étonnant succès obtenu par cet anathème du pauvre contre le riche inspira à Hood trois autres morceaux du même genre, *le Rêve de la noble dame, l'Horloge de la maison de travail* et *le Lai du laboureur.* Il y a çà et là, dans ces trois compositions, des traits poignans, des images saisissantes; mais quoi! les plus grands génies ont éprouvé ce désappointement, de faire vibrer deux fois la même corde et de n'en tirer, au second essai, — même alors qu'ils la touchaient d'un doigt plus assuré, plus nerveux, — que des sons affaiblis, une répétition monotone. Effet cherché, prévu, presque toujours effet nul. D'un côté, l'écrivain qui insiste, et dont l'effort même trahit la volonté; de l'autre, un lecteur qui n'est plus pris au dépourvu, et qui, transporté dans des régions connues, n'y trouve plus qu'un prestige à demi détruit. Puis, il faut le dire, il y a toujours, dans le talent de Hood, un défaut de mesure et de goût, un continuel appétit d'antithèses imprévues, qui l'emportent au-delà du but. Certes, c'était un tableau bien conçu, que d'amener devant la maison de travail, à l'heure où le surveillant monte l'horloge, les milliers de malheureux à qui cette horloge mesure le temps, le temps qui leur mesure à son tour un labeur pénible et mal payé. Ils arrivent de tous les points de la cité, le robuste avec l'infirme, les jeunes avec les vieux, hommes et femmes pêle-mêle, tous ces galériens de la civilisation vomis par les greniers démeublés, les froids souterrains, les sombres allées; ils arrivent, déformés, amaigris, courbés, pâlis, tordus, brisés par le travail, le front noirci, les mains calleuses et souillées, chacun portant les stigmates de son supplice; ils arrivent comme un torrent immonde, à chaque pas grossi d'affluens noirâtres,

Gushing, rushing, crushing along,
A very torrent of Man;

et, forts de leur masse compacte, pesante, irrésistible, qu'aucun obstacle humain ne saurait arrêter, poussés en avant par « l'ouragan de leurs soupirs, » leur essor a pour principe une puissance intérieure qui laisse bien loin celle des engins créés par le génie de l'homme.

That Human Movement contains within
A Blood-Power stronger than Steam.

Jusque-là, rien de trop, si ce n'est peut-être cet « ouragan de soupirs, » véritable *concetto*, qui rappelle malheureusement les fades métaphores de Gongora ou du cavalier Marin; mais que dire des vers qui suivent, et qu'il faut lire, pour en comprendre l'absurde puérilité, en jetant les yeux sur un plan de Londres :

« En avant, en avant, d'un pas précipité, cette foule qui pullule, marche vers les quartiers de l'ouest; cette foule d'hommes nés pour boire et manger, mais qui meurent de faim parmi les boucheries de White-Chapel, et descendent, l'estomac creux, les hauteurs de Corn-Hill (1). Ils traversent, — encore affamés, — la Poultry (2) et Bread-Street (3). Altérés, et sans mouiller leurs lèvres arides, ils passent par Milk-Street (4). Déguenillés, ils longent Ludgate-Mart, où le génie de la mécanique entasse le coton, la laine et la soie. »

Qui ne sent à quel point pareils calembours sont hors de saison, pareils jeux de mots déplacés, pareilles oppositions affectées et mesquines? Qui ne comprendra tout ce qu'il y a de forcé dans le rapprochement final du cadran artificiel « qui sonne dix ou onze heures » avec « cet autre plus ancien que la nature éclaire de son soleil, et que la main de Dieu prend soin de régler? » On comprendra facilement que ces taches soient d'autant plus apparentes, ces défauts d'autant plus choquans, que le ton général d'une composition est plus grave et plus solennel. Si le poète se déride, plus de licences lui sont pardonnées. Ce que nous relevons comme véritablement incongru dans *la Chanson de la chemise* ou dans *l'Horloge de la maison de travail,* nous l'admettrons au contraire dans l'épopée burlesque de *Miss Kilmansegg et sa précieuse Jambe.*

Ce titre vous dit assez qu'il s'agit d'une facétie, et pourtant au fond rien de plus sérieux, je vous jure. Vous venez d'entendre soupirer la misère hâve et opprimée; vous allez entendre railler, avilir la richesse insolente et stupide. L'or, ce métal-roi; l'or, cette idole du siècle; l'or, qui fait la destinée des peuples et celle des individus; l'or, cet « esclave jaune » de Shakespeare, qui fait « du blanc le noir, de la laideur la beauté, du bien le mal, d'un poltron un brave, ennoblit ce qui est bas,

(1) *Corn-Hill,* littéralement traduit, veut dire *colline à blé.*
(2) *Poultry,* mot à mot, *basse-cour, cour à volaille.*
(3) La *rue du Pain.*
(4) La *rue du Lait.*

rajeunit ce qui est vieux (1); » l'or, enfin, tant de fois insulté, maudit, exécré, blasphémé, l'or, cette fois, sera ridicule.

Et n'est-ce pas dans un berceau doré que tombe du sein maternel l'héritière des Kilmansegg? Sa généalogie ne remonte-t-elle pas à l'âge d'or, à cette époque heureuse où les poules pondaient des œufs d'or, où les moutons se couvraient de toisons d'or, où des pommes d'or jaunissaient les vergers du vieil Hespérus? Et n'est-elle pas écrite en lettres d'or sur un parchemin provenant, sans nul doute, du veau d'or? Donc miss Kilmansegg vient au monde sous des rideaux de brocart; des langes de toile d'or la reçoivent. Les premiers regards de l'enfant tombent sur un candélabre en or moulu; sa première heure sonne à une pendule où Phébus, le dieu d'or, est représenté dans un char d'or, une lance d'or à la main, et chassant devant lui des étoiles d'or. Sa première panade lui est servie dans un plat d'or, avec une cuiller d'or. Son premier remède est un peu de cette eau-de-vie de Dantzick où des parcelles d'or nagent dans un alcool doré.

Vous voyez d'ici l'effet bizarre de cette accumulation fantastique. Le récit s'éclaire d'un métallique rayonnement qui donne à toutes les physionomies la même teinte jaune et fauve. On dirait une série de *charges* monnayées, autant de guinées portant, au lieu de l'effigie royale, celle de quelque banquier grimaçant, de quelque fabricant bossu, de quelque manufacturier louche ou camard. Entre autres se distingue la figure rayonnante de sir Jacob Kilmansegg, le plus insignifiant et le plus poli des millionnaires. Il est fier de sa fille, il étincelle comme un quadruple récemment frappé. Le jour du baptême, il nous apparaît saluant à droite et à gauche, distribuant des bienvenues, se souriant à lui-même, et tantôt faisant sonner ses poches cousues d'or, tantôt dominé par la joie et par l'espérance, se frottant les mains comme s'il les lavait dans une eau impalpable avec un savon chimérique.

> ..... Then, in the fulness of joy and hope
> Seem'd washing his hands with invisible soap
> In imperceptible water.

De temps en temps, il est vrai, le poète sent le besoin d'un contraste, et il évoque alors, pour l'opposer à son héroïne, la pauvre enfant née dans un bouge infect, avec une litière pour berceau, et pour avenir la perspective ou de vendre des bouquets jusqu'à ce qu'elle prenne en horreur le parfum des roses, ou de cueillir des cressons au bord des fossés fangeux, ou de tresser la paille, ou de façonner le cuir, ou, le cœur

(1) . . . . . Will make black white; foul, fair;
Wrong, right; base, noble; old, young; coward, valiant.
(*Timon of Athens.*)

gros, le corps fatigué, de danser sur la corde « avec une tunique brodée d'autant de coups que de paillettes. »

..... In a jacket trimmed
With as many blows as spangles.

Puis, quittant ces sombres images, il revient à miss Kilmansegg et à son enfance adulée, fêtée, caressée. Sa poupée en or, ses bonbons dans des cornets dorés, ses deux faisans au plumage splendide, ses poissons aux écailles étincelantes, nous éblouissent derechef. Nous entendons les flatteurs mercenaires qui l'entourent vanter ses cheveux d'or et son cœur d'or, qu'ils corrompent à plaisir en ne l'occupant que de vils calculs, en l'habituant à n'estimer ici-bas que les riches, à ne mépriser que les pauvres. A force de lui tout apprendre dans des *keepsake* dorés sur tranche, voici les instincts qu'on développe en elle :

« Elle aimait les contes d'Orient pour l'amour de ces belles bourses de soie où les bons Turcs mettent invariablement mille sequins; mais la nature avait perdu tout attrait pour elle, et, sauf le *champ* du Drap-d'Or (1), il n'en était pas un où elle voulût mettre le pied... Que dire de plus? Elle apprit à chanter, à danser, à rester assise sur un cheval, lors même qu'il essayait de la désarçonner par des courbettes rétives; elle apprit à parler un français qu'on ne parle pas en France, qu'on ne parlait pas même au pied de la tour de Babel; — elle savait peindre des coquillages, des fleurs et des Turcs; mais son travail favori était cette tapisserie de salon faite avec des fils d'or ou dorés. »

Un beau jour, montée sur un cheval pur-sang, le plus beau, le plus coûteux étalon des trois royaumes, miss Kilmansegg est emportée par cet indocile animal. Après une course effrénée, qui nous a rappelé celle du célèbre John Gilpin, si bien décrite par Cowper, la riche héritière tombe, avec son impétueux coursier, devant le splendide magasin d'un orfévre.

« Or, bel or, noble métal! Or rouge, or jaune, or battu ou fondu, poli, bruni, moulu, trait, frisé, tu charmes l'œil, ainsi entassé sous toutes tes formes, avec une royale profusion! Mais que servirait à miss Kilmansegg tout l'or du monde, lorsque l'os fémoral de sa jambe droite vient de subir une fracture composée!... »

Tel est, en effet, l'accident arrivé à cette intéressante jeune fille, et l'inflexible faculté ordonne l'amputation immédiate du membre lésé. Il n'y a pas là de quoi rire, ce semble; mais, jusque dans la trousse de l'opérateur, Hood, au besoin, trouverait le calembour et le coq-à-l'âne. Le courage de miss Kilmansegg lui inspire, pour tout commentaire, une épigramme, empruntée aux formules liturgiques, sur les gens qui

(1) *Field of the cloth of gold.* — *Champ* et *camp* en anglais sont à peu près synonymes.

préféreraient se séparer de « la chair de leur chair » et des « os de leurs os, » devenus tels par le sacrement du mariage.

Une jambe de bois à miss Kilmansegg! — quelle anomalie! quelle monstrueuse alliance! quel blasphème! Le bois n'est une substance noble qu'à l'état de nature, quand il ombrage un parc de trois mille acres; mais scié, débité, travaillé, rien n'est plus vulgaire, et miss Kilmansegg veut à toute force une jambe digne d'elle, une jambe d'or massif, dût-elle coûter dix mille guinées.

Gold, gold, gold! — Oh! let it be gold!

s'écrie-t-elle avec un désir toujours plus vif, et qui prend bientôt les caractères du délire. Les parens consternés doivent se soumettre. La jambe d'or, — et d'or vierge, bien entendu, — sort, dûment poinçonnée au mollet, des ateliers d'un fondeur-mécanicien, et, pour la rendre tout-à-fait digne de miss Kilmansegg, un cercle de joyaux, plus riche que les insignes de la Jarretière, remplace la vulgaire ligature. En cet état, la jambe de l'héritière devient, pour toute l'Angleterre, un sujet d'ébahissement respectueux, d'admiration dévote, de bavardages interminables. Débats parlementaires, romans nouveaux, émeutes irlandaises, procès scandaleux, tout fait place à la jambe, la jambe d'or solide, la jambe par excellence. A la bourse, sa renommée fait monter les fonds; chez les savans, on en disserte, mais à Chelsea surtout et à Greenwich, parmi les invalides de terre et de mer, quelle intarissable source de comparaisons et de commentaires! Bref, miss Kilmansegg, convalescente et flattée de l'intérêt qu'elle inspire à ses compatriotes, se croit obligée, — sa vanité le lui conseille, — de donner un grand bal déguisé, où sa jambe paraîtra pour la première fois, avec toute la solennité requise, dans le beau monde, le monde des *lions* et des *étoiles*. Donc, l'hôtel des Kilmansegg s'illumine; les équipages foisonnent aux portes, une foule bariolée emplit les salons, et sir Jacob, toujours souriant, toujours frottant ses mains, s'incline à droite, s'incline à gauche, s'incline toujours et s'incline encore, non moins fatigué qu'un scieur de pierre.

And bow'd, and bow'd, and bow'd, and bow'd
Like a man who is sawing marble.

Cependant la noble et riche assemblée n'attend pas sans une impatience toujours croissante le spectacle auquel on l'a conviée.

« Où donc est-elle? où donc? où donc? s'écrient d'un commun accord Moïse et le mufti, Arlequin et monseigneur, Wang-Fong le mandarin et le sultan Il-Bondocani..., lorsque tout à coup, lent et lourd, poids mort s'il en fut, un pas énorme

a retenti sur le parquet : — *Thump! lump! lump! thump* (1)!... — comme le spectre de *Don Giovanni.*

« Et voici l'héritière, miss Kilmansegg, avec sa jambe brillante, splendide, admirable, dans le costume d'une déesse d'autrefois. Elle apparaît, comme la pudique chasseresse, un épieu d'or à la main et la tunique relevée par une agrafe de pierreries, afin que la jambe d'or soit convenablement exhibée à l'assistance. »

Quelques années après ce triomphe fashionable, nous retrouvons miss Kilmansegg mariée à un chevalier d'industrie, dont les moustaches en croc et l'aplomb parisien l'ont malheureusement fascinée. Cet indigne époux, non content de lui donner des rivales, compromet sa fortune par les plus ruineuses prodigalités, et bientôt, joueur aux abois, il n'a plus le choix des expédiens ou des ressources. Qui ne tremble déjà de savoir miss Kilmansegg et sa jambe au pouvoir d'un pareil misérable, et sans protection contre lui, car le digne sir Jacob, s'inclinant pour la dernière fois, a courbé la tête sous la main décharnée de la mort « avec sa politesse habituelle ! »

For the bowing sir Jacob had bow'd his head
To Death — with his usual urbanity.

Seule, abandonnée, tourmentée de vagues terreurs, notre héroïne verse des pleurs que le poète compare hardiment à des gouttes d'eau royale, — *aqua regia,* — cette eau qui dissout l'or même. Déjà son époux a jeté des regards de convoitise sur cette jambe dont la lenteur insupportable, le poids bruyant, l'excentricité coûteuse, lui semblent ne devoir plus être tolérés. De là des querelles sans cesse renouvelées, car ces insinuations restent sans effet sur l'esprit de miss Kilmansegg, plus que jamais fière de sa jambe, l'unique débris de sa splendeur passée. Ces dissensions conjugales nous préparent au dénoûment du drame. Jamais on n'a réalisé d'une manière plus complète, plus bizarre que dans ce tragique épilogue, l'alliance du terrible et du grotesque. Enlevez quelques traits bouffons semés çà et là, il vous reste une scène que Lewis, Anne Radcliffe, Byron et Maturin réunis n'auraient pu rendre plus saisissante, ni décrire dans un style plus énergique. On se prend, malgré qu'on en ait, à frémir, à trembler pour cette pauvre femme imprévoyante qui, dans son magnifique appartement, ne voit pas la mort déjà cachée; sur sa pendule brillante, l'aiguille avançant vers l'heure suprême; derrière son ombre errante sur les lambris dorés, une autre ombre armée et menaçante; autour de son flambeau de nuit, le papillon funèbre agitant ses sombres ailes :

(1) Onomatopée difficile à rendre. *Lump* signifie *bloc*; *thump* exprime un coup violent et sourd, un coup de massue.

« Elle ne pensait guère, déposant ses joyaux, — contemplés encore avec orgueil, — que c'étaient autant de legs au néant, ou, lorsqu'elle secoua ses robes éclatantes, qu'elle allait bientôt secouer de même ce vêtement de chair qui enserre l'être humain.

« Et venant à poser l'éteignoir sur la bougie enflammée, elle ne songeait guère, tandis que la fumée se dissipait, qu'elle allait, elle aussi, s'éteindre, et que sa vie s'allait perdre dans une nuit pleine de rêves, nuit d'une longueur inconnue; — et, lorsqu'elle fit tomber son rideau, qu'une autre main, celle d'un squelette, fermait aussi sur elle le rideau de son drame achevé... »

Elle s'endort; ses rêves l'entourent de visions dorées. Depuis les jouets de son enfance jusqu'à son anneau de fiancée, tout ce qu'elle a vu d'or briller autour d'elle et sur elle lui revient à l'esprit, éblouissant mirage. Puis elle s'éveille au bruit du tonnerre qui gronde, et voit luire au-dessus de sa tête, étincelant sous un éclair, sa jambe d'or dans la main du comte. Elle se soulève, elle s'écrie; mais la massue improvisée retombe, avec un horrible bruit, sur la tête de la victime.

Nous savons tout ce qu'a de révoltant, pour certains esprits corrects, délicats et bien réglés, l'amalgame de ces facéties un peu grossières et des plus sérieuses pensées qui puissent préoccuper l'intelligence humaine. Il faut néanmoins tenir compte, en faveur de Hood, d'une circonstance atténuante. Ce mélange est au fond de toutes les plaisanteries primitives, de celles-là même dont la portée philosophique se révèle par leur durée, par leur puissance toujours la même, par leur action invariable sur les générations qui se succèdent. Après avoir doté la mort des plus sinistres attributs, l'imagination des hommes, par une réaction qui se conçoit, mais se définirait malaisément, s'est plu à la dépouiller de son horreur; on s'est familiarisé avec le squelette inévitable, on a ri de sa faux toujours levée, de son dard fatal; et depuis le moyen-âge, qui avait fait d'elle le coryphée d'un ballet satirique, la reine d'une mascarade funèbre, jusqu'à ces théâtres en plein vent où, de nos jours comme il y a cent ans, Pulcinella fait périr sous le bâton l'infortuné représentant de la justice humaine, la tragédie a eu son revers moqueur, le trépas a été parodié, la tombe a laissé sortir, de ses inscrutables profondeurs, je ne sais quels stridents éclats de rire. Comment et pourquoi? Les philosophes l'expliqueront s'ils veulent; mais il est certain que les choses vont ainsi, et que la poésie a joué de tout temps avec les os blanchis du cimetière comme avec les fleurs de la verte prairie.

Dans l'œuvre de Hood, ce contraste, cette antithèse, cette bravade, ce défi, se retrouvent à chaque page. Ici c'est la mort qui se promène, frappant à droite et à gauche, en véritable auteur comique, de façon à produire des effets burlesques (1). Là c'est encore la mort, dans la forêt

(1) *Death's Ramble. — Poems of wit and humour*, p. 177.

profonde, assise sur un orme récemment abattu et riant du néant de la vie, tandis qu'elle contemple ce tronc superbe qui va devenir cercueil (1) : — rire hideux, rire désolant qui réveille d'affreux échos dans les cavités du crâne vide. — Et qui cependant a mieux compris la majesté du trépas, sa pâle sérénité, son empreinte sacrée? Lisez, pour vous en convaincre, ce fragment où demeure inachevée la grande image d'un océan mort (2). Lisez aussi ces quatre strophes dont la concision, l'harmonie, la triste couleur, sont presque inimitables.

« Nous avons, toute la nuit, écouté son souffle, — son doux et faible souffle, — tandis que, dans sa poitrine, le flot de la vie — montait et retombait encore.

« Si basse était notre voix, — si lents étaient tous nos gestes, — que nous semblions lui avoir prêté de notre vie — pour ajouter à la sienne.

« Nos espérances démentaient nos craintes, — nos craintes démentaient nos espérances;—nous la croyions morte, qu'elle dormait encore,—endormie quand elle mourut.

« Car, lorsque le matin parut obscur et voilé, — humide de précoces orages, — ses paupières immobiles s'étaient fermées; — elle avait vu se lever — une autre aurore que la nôtre (3). »

Lisez enfin le sonnet : *It is not death*, où le poète exprime avec tant de bonheur la crainte de l'oubli, qui est pour les ames tendres, de toutes les angoisses du trépas, la plus redoutée. « Ce n'est pas la mort, nous dit-il, que la fuite silencieuse de nos éloquens soupirs. Ce n'est pas la mort, l'obscurcissement soudain de ces deux astres vivans qui parfois rendaient au soleil rayons pour rayons; la chair tiède, animée, qui s'anéantit; les pourpres ruisseaux de la vie cessant de couler: notre immortelle intelligence échue à quelque autre enveloppe d'argile, et peut-être dégradée par cette métamorphose; — ce n'est pas, ce n'est pas la mort. La mort est de savoir que les pensées pieuses qui s'empressent, — tendre et fréquent pèlerinage, — auprès d'une tombe nouvelle, cesseront bientôt d'y venir aussi souvent, aussi émues, et que, lorsque la première herbe a recouvert les êtres perdus, peut-être ils ont cessé de ressusciter dans le cœur de ceux qui survivent (4). »

Cette muse aux deux masques passait aisément des tristesses profondes aux joies bruyantes. Souvent elle alliait, dans une seule composition, les deux tendances opposées, et nous les trouvons heureusement mariées dans le portrait du *Maître d'école irlandais*, tableau de genre qui, selon qu'on l'envisage, est une caricature de Cruicshank ou une lamentation de Jérémie. Une esquisse du même genre a été donnée

(1) *The Elm-Tree, a Dream in the Woods.* — *Hood's poems*, vol. I, p. 14.
(2) *The sea of Death.* — *Hood's poems*, vol. II, p. 239.
(3) *The Death-bed*, vol. II, p. 3.
(4) *Hood's poems*, vol. II, sonnet IV.

récemment aux lecteurs de cette *Revue*. Le collége de Kilreen, ouvert à tous les vents, et dans lequel six pauvres petits malheureux, divisés en six classes, apprennent, sous un maître déguenillé, tout ce que Dominie Dan leur peut inculquer de connaissances élémentaires, ressemble trait pour trait à l'école de maître Épiphane Garandin. Ce sont les mêmes procédés sommaires renouvelés de M. Cinglant, le même régime de terreur; chez le maître la même impassibilité farouche, chez les malheureux écoliers le même esprit de révolte tempéré par la crainte salutaire du knout et des soufflets. Et Dan (Daniel) ne les épargne point, comme le dit si bien le poète :

Severe by rule, and not by nature mild,
He never spoils the child and spares the rod,
But spoils the rod, and never spares the child.

Seulement il y a de plus, dans le croquis anglais, un double caractère de gaieté folle et de réflexion attristée. Par exemple, après avoir montré la terrible baguette du maître d'école arrivant, à travers les trous d'un vêtement en haillons, jusqu'à la peau nue du petit Phelim, le poète se hâte de clore, par un trait pathétique, cette description burlesque :

« Point de tendres parens qui prennent garde aux cris de Phelim. Hélas! son tendre père est au loin, gisant peut-être au fond de quelque cellier souterrain, la tête entamée par le bâton ou par le gin..... Peut-être aussi escalade-t-il, comme un chat, quelque toit de Londres, chantant un lai de la verte Érin. Ou bien encore, derrière un métier, brodant de ses rêves une trame fantastique, il croit revoir sa chaumière et son Phelim souriant.... Au diable l'enragé marmot qui n'a pas cessé de beugler (1)! »

Deux des poèmes de Hood, *la Maison hantée* et *le Rêve d'Eugène Aram*, ce dernier surtout, prouvent qu'il avait à sa disposition, même dans un sujet sérieux, ces ressources tragiques dont nous venons de constater l'emploi, — je dirais volontiers l'abus, — dans les dernières strophes de *Miss Kilmansegg*. Une horreur vraie, un sentiment de pénible oppression, une fascination tout aussi puissante que celle d'Hoffmann (dans *le Majorat, Maître Coppelius, le Roi Trabacchio*), émanent de ces deux compositions. La première est, ni plus ni moins, la description d'une maison abandonnée après avoir été le théâtre d'un crime. Ce crime est ignoré; le poète ne vous en dira ni les causes, ni les circonstances : à vous le soin de remplir, selon votre instinct, cette toile vide qu'il relègue dans un fond ténébreux. Il se charge, lui, de vous broyer les couleurs, et certes la palette qu'il vous livre est aussi variée, aussi riche que vous la puissiez souhaiter. Elle abonde en teintes

(1) *Hood's Wit and Humour*, pag. 52.

blafardes et sanglantes, toutes préparées pour quelque scène de meurtre, une lutte nocturne, que vous vous représentez malgré vous, et dont les traces vous entourent, mal cachées sous la poussière qui s'accumule en ces lieux maudits et déserts. Dans l'appel saisissant ainsi fait à la curiosité en même temps qu'à l'imagination du lecteur, gît tout l'intérêt de ce poème sans action.

Grace à sir E. Lytton Bulwer, l'histoire d'Eugène Aram est bien connue. Hood s'en est emparé, lorsque le roman l'eut rendue populaire, pour nous montrer une personnification du remords. Le meurtre est accompli, et rien n'en a fait découvrir l'auteur. Une joyeuse bande d'écoliers en congé vient à se répandre dans les champs par une belle matinée d'été. Leur guide est un jeune homme pâli par l'étude, et plus blême, plus silencieux ce jour-là qu'il ne le fut jamais. Il voudrait, mais en vain, s'abstraire dans la lecture d'un *in-quarto* poudreux; sa pensée est ailleurs. Une secrète puissance le contraint à fermer ce livre dont les pages, tournées d'une main distraite, n'offrent plus aucun sens, aucun attrait à son esprit troublé. Sa solitude lui pèse; le silence lui est devenu un supplice; il faut, poussé par une irrésistible fatalité, qu'il parle à quelqu'un, et ses paroles même lui sont dictées, une à une, par on ne sait quelle voix impérieuse. Les images funestes, les terribles souvenirs dont sa conscience est obsédée, montent, malgré lui, sur ses lèvres descellées par l'angoisse intérieure. Néanmoins un dernier effort de sa prudence révoltée lui fait raconter, comme les visions d'un rêve hideux, ce qui n'est, hélas! que trop réel. Vaine précaution : les détails qu'il donne sont tellement précis, son récit est si effrayant de vérité, sa voix tremblante a de tels accens, que l'enfant auquel il a cru pouvoir se confier ainsi sans péril pénètre le secret de cet aveu déguisé. L'assassin s'est trahi, le châtiment s'apprête, et le poème finit.

Comme tous les esprits hardis, inventeurs, et peu disposés à subir le joug des traditions, de celles-là même qui commandent le respect, Hood dut choquer plus d'un esprit sérieux, et mériter plus d'un blâme solennel. L'un de ces anathèmes a été l'occasion d'une sorte de profession de foi, éminemment caractéristique, adressée à un détracteur du poète. L'*Ode à Rae Wilson* est une réplique virulente aux pieuses malédictions de l'austérité presbytérienne, une protestation hardie, — hardie surtout en Angleterre, — contre l'esprit d'intolérante bigoterie, d'hypocrisie exclusive, d'évangélique dureté, qui distingue certaines sectes protestantes, et plus particulièrement l'église d'Écosse. La riposte eut ceci de piquant, qu'elle précéda l'attaque. M. Rae Wilson, voyageant en Palestine, — ce pèlerinage est fort usité parmi les pieux adeptes de John Knox, — avait trouvé matière à scandale dans une facétie de Thomas Hood, où celui-ci assimilait certain navet, qu'un pourceau fugitif emporte incomplétement dévoré, à ce rameau de la colombe biblique,

qui fut pour Noé le gage de la réconciliation divine. Il était, certes, permis de protester, au nom du bon goût, contre un rapprochement si étrange, si violemment opéré; mais, en le prenant pour texte d'une furibonde homélie, on manquait au bon sens, tout autant qu'à la charité chrétienne, et c'était une bonne fortune à ne pas négliger que le débat porté sur ce singulier terrain. Aussi Hood n'attendit-il même pas l'apparition du livre où le blâme projeté devait se trouver. On voit, à cet empressement inusité, qu'il avait depuis long-temps à cœur d'écrire sa confession religieuse, son *Credo* de poète :

« Je ne suis point un saint, s'écrie-t-il, — du moins je ne suis pas un de ces saints béatifiés par eux-mêmes, charlatans de la médecine morale, pseudo-conseillers intimes de l'Être suprême, damnant à tout propos les pauvres pécheurs, et certains d'avoir accès au paradis comme s'ils avaient pris l'empreinte des clés de saint Pierre. Vainement on chercherait sur mes traits les signes caractéristiques de la profession. Il y manque certain dévot abaissement des paupières; je n'ai ni le bout du nez assez relevé, ni la lèvre inférieure assez abaissée des coins en signe de mépris pour toute chose sublunaire. Bref, cet air malfaisant et décidément profane que la nature m'a donné ne me permettrait pas de faire figure à Exeter-Hall (1)... Le levain des bigots ne fermente pas chez moi. Toute croyance me paraît tolérable, et je serais fâché de considérer le ciel comme le bourg-pourri de qui que ce soit... Si je lis les saintes Écritures, c'est en secret, et je ne farcis pas mes livres d'un hachis évangélique; je n'affecte pas de me hisser sur des échasses bibliques. Mon Dieu, à moi, n'est pas un maître (*a lord*) exclusif, aux instincts patriciens, et je n'adopterai jamais cette croyance impie, que la route du ciel est aisée aux riches, dure aux pauvres hères, parqués pour ce voyage comme on l'est sur un paquebot. »

Les sarcasmes se succèdent ainsi, de plus en plus vifs, de plus en plus personnels; et toujours reparaît sous la plume de Hood ce dogme théiste d'une religion universelle, la même au fond du cœur des hommes, et dont les formes diverses sont indifférentes au souverain maître. Il compare la foi, sans cesse élancée vers le ciel, mais faible et s'étayant de tout appui extérieur, à une plante parasite, qui, selon le climat et le sol, accroche ses flexibles vrilles à l'arbre, quel qu'il soit, placé par Dieu dans son voisinage immédiat. Donc, avant d'insulter aucune des croyances humaines, il faut considérer que le hasard de la naissance pouvait nous l'imposer :

« Vous-même, ô Rae, pensez-y bien, vous auriez pu être grand prêtre de Mumbo-Jumbo!... Il ne faut donc pas qu'un étroit esprit de secte vous fasse méconnaître ce vrai catholicisme, cette large communion, ce foyer universel des ames chrétiennes.... Craignez, mon pieux ennemi, craignez l'orgueil... Et, dussiez-vous le remplacer par un autre, évitez surtout l'orgueil de la conscience. Il y a l'orgueil du rang, l'orgueil de race, l'orgueil du savant, l'orgueil de l'enri-

(1) C'est à Exeter-Hall que se tiennent la plupart des *meetings* religieux.

chi, l'orgueil de Londres et l'orgueil de province.... bref, ici-bas, toute une armée d'orgueils divers, les uns meilleurs, les autres pires; mais de tous, depuis le crime de l'ange rebelle, le plus superbe enfle le cœur des saints qui se canonisent..... les saints, ces hypocrites qui ouvrent humblement les portes du ciel au pécheur opulent, et, pour le pauvre aux jambes nues, n'ont de culottes que les *ceps*, les entraves de la paroisse! »

Nous ne suivrons pas le poète dans toutes ses véhémentes apostrophes contre les bigots, les fanatiques, les pharisiens, pour lesquels la religion n'est qu'une minutieuse pratique de certains rites, un recueil de formules, un règlement de police, un tarif de douanes; contre les saints qui méconnaissent les plus splendides manifestations du créateur et le caractère sacré de la création. Pour les signaler à la défiance de tous, pour les couvrir d'un ridicule ineffaçable, Hood ne ménage ni l'invective, ni les caustiques saillies, ni les images grotesques, ni les anecdotes plaisantes. Son ode prétendue est une épître, et des plus familières, où l'on dirait qu'il a voulu paraphraser, en lui ôtant son caractère de tolérante bonhomie, la chanson de Béranger au Dieu des bonnes gens. On dirait aussi qu'il s'est souvenu des reproches plus modérés, mais non moins précis, que William Cowper, dans son *Expostulation*, adressait aux hypocrites de son temps en parlant des pharisiens démasqués par le Christ.

When he that ruled them with a shepherd's rod...
Came. . . . . .
He found, concealed beneath a fair outside
The filth of rottenness and worm of pride;
Their piety, a system of deceit;
Scripture employ'd to sanctify the cheat;
The Pharisee the dupe of his own art
Self idolised, and yet a knave at heart.

Remarquons aussi que plusieurs des plus populaires auteurs de l'Angleterre moderne ont suivi Hood dans cette levée de boucliers contre l'affectation de piété, les dehors rigides, l'austérité pharisaïque de la bourgeoisie protestante. Bulwer a décoché plus d'une épigramme acérée contre les *canters*, les *ranters* (1) de la vieille Angleterre. Dickens les a personnifiés dans sa galerie de portraits contemporains en y plaçant l'odieuse figure de l'architecte Pecksniff (2). Et en ceci, remarquez-le bien, Dickens et Bulwer ont continué une tradition qui remonte assez haut : celle des cavaliers chansonnant les têtes-rondes, celle de Fielding opposant les vices charmans de Tom Jones aux haïssables perfec-

(1) *Canter*, l'hypocrite en paroles, celui qui abuse du mystique jargon des saints; *ranter*, celui qui fait grand bruit du moindre scandale, l'homme aux anathèmes véhémens.

(2) *Martin Chuzzlewit*.

tions de Blifil, celle de Sheridan immolant Joseph Surface, — cette contrefaçon du chevalier Grandisson, — à son frère Charles, le type des aimables et francs mauvais sujets. Enfin, quand on énumère ces champions de l'esprit mondain, de la religion naturelle, de la tolérance presque illimitée, comment oublier lord Byron et ses imprécations contre le *cant*?

On n'aurait qu'une imparfaite idée de l'esprit inégal de Hood, de cette nature complexe, de ce talent méconnu long-temps et qui s'exposait, par ses licences, à l'être toujours, si nous n'insistions encore sur cette veine féconde de plaisanteries qui défraya d'idées comiques, de parodies saisissantes, de caricatures excentriques, un recueil annuel auquel appartint long-temps une grande vogue. Ici notre embarras est grand et se doit aisément comprendre. D'une part, quel choix faire entre tant de bouffonnes inventions? De l'autre, ce choix une fois fait, comment espérer d'acclimater ces produits étranges de la gaieté britannique? A moins de traduire en entier *le Conte du Cornet,* comment espérer qu'on appréciera les malheurs de cette pauvre vieille femme sourde, qu'un colporteur vient étourdir de ses promesses dorées, et qui se laisse aller à faire emplette d'un cornet magique, à l'aide duquel elle entend, à une lieue à la ronde, tout ce qui se crie, se dit, se chante ou se murmure? Jugez de l'effet produit sur elle par cette métamorphose subite. Propos licencieux, blasphèmes de toute sorte, chansons d'ivrogne, querelles de ménage, révélations scandaleuses, font à la fois irruption dans ces chastes oreilles, si bien défendues naguère contre les bruits du dehors. Après un premier mouvement d'horreur, la curiosité féminine de mistriss Eleanor Spearing trouve son compte à cette ubiquité auditive; mais elle n'en a pas prévu les inconvéniens, elle n'a pas deviné la terrible réaction de tous ces mystères dévoilés, de toutes ces existences percées à jour, de toutes ces secrètes infamies qu'une puissance surhumaine surprend et dénonce. Lorsqu'on arrive à découvrir l'auteur caché de tant d'inconcevables indiscrétions, un long cri d'indignation s'élève contre mistriss Spearing; ses voisins les premiers, et avec eux toute une population exaspérée, lui donnent la chasse comme on la donnait jadis aux sorcières. On tue son chat, on étouffe son épagneul favori, on foule aux pieds, on écrase avec fureur le cornet fatal, et dame Eleanor, traînée au bord de l'étang où elle va périr, lorsqu'elle jette un dernier regard sur ses assassins, reconnaît parmi eux le colporteur infernal, Satan ou Belzébuth en personne.

A mesure que les modes littéraires, les engouemens passagers du public se succédaient sous les yeux de Hood, cet impitoyable railleur était toujours, grace à la souplesse de son talent, en état de décomposer le style le plus nouveau, de ridiculiser, en l'exagérant, le plus éblouissant procédé, de détruire, en abusant des moyens employés pour le pro-

duire, le prestige le plus fascinateur. Lorsque les fantaisies allemandes, les scènes du Hartz et du Brocken, les sorciers au poil rouge, les mineurs et les lutins de la mine occupent les romanciers et les poètes, il écrit *la Forge*, caprice étrange qui rappelle à la fois le sabbat de *Faust* et le *Saint Antoine* de Callot. Les contes vénitiens de Byron et de Barry Cornwall lui inspirent *le Rêve de Bianca*, qui n'irait à rien moins qu'à décrier les rendez-vous en gondole et les longs baisers donnés ou reçus au clair de lune. Enfin, lorsque, cherchant à rivaliser de sombre grandeur avec ces tableaux où Martin transportait les majestueux poèmes de la Bible, Thomas Campbell eut écrit son *Dernier Homme*, Hood, à l'heure même, s'empara de cette idée sublime pour la traiter à sa manière.

« J'ai vu, disait Campbell, j'ai vu le dernier être jeté dans le moule humain, celui qui doit assister à la mort de la création, comme Adam assistait à sa naissance. L'œil du soleil avait un éclat maladif, la terre une pâleur sénile. Les squelettes des peuples entouraient cet homme solitaire, etc. »

Hood, lui, donne la parole à cet homme, qui, dit-il, est le bourreau.

« C'était en l'année deux mille et unième, par un joli matin de mai. J'étais seul, assis sur le haut de ma potence, et chantant un gai refrain, — joyeux de penser que la peste avait épargné mes jours, et me laissait chanter avec l'alouette cette belle matinée. »

Paraît un mendiant qui a survécu, lui aussi, à la ruine universelle, et ces deux hommes déjeunent tranquillement, au pied du gibet, sur notre planète expirante. Ils offrent les débris de leur sacrilége repas aux crânes béans qui parsèment la terre autour d'eux; ils boivent à la santé des morts; bref, mille folies sinistres, qui finissent par déplaire au bourreau. Le mendiant met le comble à son impatience par quelques familiarités déplacées, si bien que l'on prévoit à ce drame, si joyeusement commencé, un dénoûment plus ou moins tragique. En effet, les deux derniers représentans de la race humaine ne peuvent vivre en bonne intelligence sur le globe dépeuplé. Dans un palais désert, le mendiant a trouvé un manteau royal, dont il recouvre ses hideuses guenilles. Le bourreau ne laissera pas impunie cette atteinte au droit de propriété, cette tentative d'usurpation. Il appréhende son infortuné compagnon, le cite à son tribunal, le juge, le condamne et le pend séance tenante. Après quoi, saisi d'une espèce de scrupule, il s'apprête à enterrer sa victime, lorsque survient une bande de chiens affamés qui le forcent à chercher refuge sur son gibet. De là, il assiste à l'avant-dernier festin de ces animaux, que la faim a rendus anthropophages, et qui dévorent bel et bien le cadavre du supplicié. Ce spectacle inspire au survivant les plus mélancoliques réflexions : — jamais la solitude

ne lui a tant pesé! Il donnerait tout au monde pour qu'un chien lui vînt amicalement lécher la main. Sa conscience, d'ailleurs, lui suggère quelques remords touchant sa dernière pendaison, qui n'était pas absolument légale. Enfin, las de vivre, il s'exécuterait lui-même très volontiers, — et l'on prévoit qu'il en viendra là, — s'il existait un autre homme pour lui faciliter cette opération, et la rendre plus sommaire en le tirant par les pieds.

Ce que nous savons de la vie de Hood est en harmonie avec ce que ses ouvrages nous laissent entrevoir. Il était nerveux, irritable, capricieux, soupçonneux par momens, enthousiaste, aimant, sympathique à ses heures, et toujours spontané, toujours dominé par cette *humour* dont ses écrits portent l'empreinte. Avec lui, la conversation la plus sérieuse pouvait finir brusquement par un *lazzi*, par un quolibet inattendu, de même que, sur la causerie la plus abandonnée, il jetait quelquefois un voile mélancolique par quelques tristes et profondes réflexions. En somme, il n'était point heureux, — le génie l'est rarement, — et dans plusieurs de ses poèmes, entre autres dans celui qu'il intitule *Revue rétrospective*, il a laissé percer l'amer ressentiment d'un homme qui se voit placé dans l'opinion bien au-dessous du rang dont il se sent digne. Ce rôle de bouffon public, que la nécessité lui avait imposé, froissait en lui des instincts élevés, et contrariait de nobles aspirations. Ses poèmes sérieux, que le caprice du public ne lui permettait pas de multiplier, sont autant de protestations, souvent éloquentes, contre la position secondaire, le métier infime, auxquels on le condamnait. Plusieurs de ces compositions, — et surtout certain sonnet à Shakespeare, — nous révèlent sa croyance enthousiaste à la gloire, sa haute émulation poétique, son vif désir de laisser, sur une tombe honorée, un nom sauvé de l'oubli. L'éclat dont il aimait à parer l'avenir ne lui déguisait pas les misères et la servitude du présent. «C'est pour le mieux un jeu fort triste, que de lancer le cerf-volant poétique,» dit-il quelque part, comparant les plaisirs de l'enfance et les soucis de l'âge mûr :

> T'is at best a sorry game
> To fly the Muse's kite (1)!

Ce triste jeu, il l'avait préféré cependant à la profession toute positive pour laquelle il s'était d'abord préparé. Hood devait être graveur. C'est là le secret de ce talent de dessinateur qui lui a permis d'*illustrer* lui-même son *Comic Annual* et d'y jeter des caricatures excellentes, commentaires ingénieux de ses *charges* écrites. Plus tard il s'enrôla dans la presse; mais, rebelle à la discipline, il fut toujours, en avant ou

(1) *Ode on a distant prospect of Clapham academy.* — C'est encore une parodie. Voyez dans les *Hours of Idleness* de lord Byron les vers au collége d'Harrow.

sur les flancs de l'armée, un tirailleur agile, un enfant perdu remarquable par sa témérité. Ses poèmes nous apprennent qu'il voyagea quelque temps sur le continent. Au retour, il devint l'*editor*, le rédacteur en chef du *Colburn's Magazine*, position à peu près régulière, qui lui assurait trois cents livres sterling par an, sans compter le produit de son travail personnel. Il ne garda que peu d'années la direction de ce recueil, se brouilla sans retour avec le riche libraire qui en était le soutien, et, après leur séparation, fonda une entreprise rivale que son nom rendit d'abord assez populaire. Vers les dernières années de sa vie, le *Hood's Magazine*, assez mal administré sous le rapport financier, couvrait à peine les frais de publication, et donnait au poète plus de tracas que de profits. En somme, il acheva sinon dans la misère, au moins dans une grande gêne, une carrière qu'il avait dû rêver, au début, plus brillante et plus heureuse.

Quelques succès, bien tardifs, éclairèrent le soir de ce jour nuageux; mais ceux qui le touchèrent le plus et qu'il regardait comme ses meilleures garanties d'avenir, il les dut à ces hymnes sociaux dont nous nous sommes attaché à expliquer le retentissement inattendu. Peu de temps avant sa mort, Hood, causant avec quelques amis, prit une plume, jeta sur un morceau de papier l'esquisse d'un cénotaphe, surmonté d'une statue couchée où l'on reconnaissait aisément son galbe et sa taille; puis il inscrivit sur ce fragile monument cette légende lapidaire :

HE SANG
THE
SONG OF THE SHIRT!

Il a chanté la Chanson de la chemise! Telle était, à son gré, la meilleure épitaphe dont on pût décorer son tombeau.

Depuis que Hood n'est plus, il s'est fait, en sa faveur, une réaction marquée. On a reconnu qu'après tout, nonobstant ses défauts choquans, nonobstant un déplorable abus de facultés singulièrement puissantes et diverses, c'était là un descendant direct et légitime de la véritable lignée poétique, un arrière-petit-fils de Shakespeare, désigné comme tel par d'infaillibles analogies. Plus d'une voix généreuse a protesté contre l'erreur vulgaire dont il avait été victime, contre cet aveuglement public qui ne lui avait pas permis d'acquérir toute sa valeur, de prendre tout son essor, et le gouvernement, averti qu'un poète venait de mourir pauvre, a inscrit sa veuve parmi les pensionnaires du peuple anglais.

E.-D. FORGUES.

DE

LA POPULATION

DE PARIS.

Il n'est permis d'avoir confiance dans la statistique qu'à la condition de se défier beaucoup des statisticiens. Aucune classe d'hommes laborieux ne s'est plus égarée dans la recherche de la vérité, n'a fait passer, sous des apparences de précision, de plus nombreuses erreurs, et n'a été conduite, par la déduction logique des bases qu'elle a souvent posées, à de plus étranges conclusions. Il semble, au premier coup d'œil, que recueillir exactement des faits susceptibles d'être exprimés par des nombres soit une tâche facile; mais, à l'épreuve, on voit la plupart du temps les collecteurs accuser réciproquement leur insuffisance par la diversité des résultats que leur fournit un même sujet d'observations. Quand ils ne se copient pas, ils sont presque aussi rarement d'accord que plusieurs médecins au chevet d'un malade. Néanmoins, de même que toutes les sciences d'observation, la statistique se perfectionne, c'est-à-dire s'avance dans la découverte de la vérité, par chacun des faits qu'elle constate : ceux-ci font reconnaître la part de l'erreur dans les recherches corrélatives; les points lumineux qui se multiplient au

milieu de l'obscurité en rétrécissent sans cesse le domaine, et, dans quelques branches de l'administration, la masse des faits judicieusement observés sera bientôt assez considérable pour se systématiser, et fournir des règles de conduite sûres à l'esprit d'association et au gouvernement.

La connaissance de l'état de la population est certainement une de celles qu'il importe le plus d'acquérir. Il est peu de questions importantes dans la solution desquelles elle n'entre comme élément principal; faute de cette base, la plupart des calculs à faire sur les besoins et les ressources du pays deviennent impossibles, et, dans les incertitudes où la plonge l'ignorance des limites entre lesquelles elle doit agir, la prévoyance elle-même devient insuffisante ou onéreuse.

Notre centralisation administrative, les tendances politiques de notre temps, la marche de notre industrie, le rapprochement de toutes les intelligences de notre pays, et l'on pourrait presque dire de l'Europe, le rayonnement des chemins de fer, qui, comme autant d'artères électriques, porteront bientôt d'heure en heure, aux extrémités du territoire, les moindres battemens du cœur du royaume; ces circonstances, et mille autres qu'il serait trop long d'énumérer, attachent au tableau du mouvement de la population de Paris un immense intérêt. De nombreux recensemens ont été faits jusqu'à ce jour : aucun n'a offert le degré de certitude de celui dont MM. Husson et Pontonnier viennent de présenter le détail (1). Ils ont exposé, au début de leur travail, les titres de ce document à la confiance du lecteur. Il suffira de rappeler ici que le dénombrement de 1846 est l'ouvrage de 193 commissaires, de 12 contrôleurs et de 4 vérificateurs, munis de tous les moyens de recherche et de contrôle dont peut disposer l'administration, et qu'il a sa base principale dans un état nominal de tous les habitans de Paris, recueilli, non pas maison par maison, mais appartement par appartement et ménage par ménage. On a pu, de la sorte, introduire dans les divisions de la population une très grande précision, et restreindre les erreurs dans de très étroites limites. Ce recensement servira de point de départ à des observations dont le secret appartient à l'avenir; mais, quoique les recensemens qui l'ont précédé soient loin de présenter les mêmes garanties d'exactitude, il est permis d'y chercher des termes de comparaison qui ne se trouveraient nulle autre part, et qui d'ailleurs ne sauraient être très éloignés de la réalité.

On sait que, dans les recensemens généraux des populations des villes, on tient séparément compte, pour l'établissement des charges

(1) *Rapport sur les résultats généraux du dénombrement de la population opéré en 1846 dans la ville de Paris et les autres communes du département de la Seine*, par MM. Husson et Pontonnier.

municipales, des domiciliés proprement dits et des résidens temporaires, c'est-à-dire des individus appartenant aux troupes de terre ou de mer, des détenus, des habitans des hospices, de ceux des colléges, pensions et séminaires : on distingue en outre la population agglomérée de celle des banlieues.

Considéré sous ce point de vue, l'effectif de la population comprise dans l'enceinte du mur d'octroi de Paris est le suivant :

Population fixe.	945,721
Population civile flottante. . . .	88,475
Garnison.	19,701
Total.	1,053,897

Pour approcher du chiffre de la population fixe, il faut réunir celles des douze villes les plus peuplées de nos provinces (1).

Cette population totale se répartit ainsi, suivant l'état civil des personnes :

Sexe masculin	Garçons	315,194	543,496
	Mariés.	211,235	
	Veufs.	17,067	
Sexe féminin	Filles.	240,251	510,401
	Mariées.	212,409	
	Veuves.	57,741	
			1,053,897

Cette population est répandue sur une superficie de 3,450 hectares; ainsi sa densité moyenne est de 305 individus par hectare : c'est à peu près le cinquième de celle de Toulon, et, si elle était également répartie, elle serait, sous ce rapport, placée dans de très bonnes conditions de salubrité. Il n'en est malheureusement pas ainsi : dans le quartier des Arcis, par exemple, 13,046 individus, dont 2,318 habitent des maisons garnies, sont entassés dans un espace de 7 hectares. On y compte donc 1,863 individus par hectare, et, si l'on étudiait l'état de

(1) Lyon.	Population fixe et agglomérée.	159,783	habitans.
Marseille.. . . .	—	133,916	
Bordeaux.	—	120,203	
Rouen.	—	91,046	
Nantes.	—	82,993	
Lille.	—	67,775	
Strasbourg. . . .	—	52,186	
Saint-Étienne. . .	—	47,302	
Nîmes.	—	47,215	
Metz.	—	42,976	
Orléans.	—	42,507	
Amiens.	—	41,332	
	Total. . .	929,234	

cette population, on y trouverait de très puissantes considérations hygiéniques et morales à l'appui des règlemens, trop souvent enfreints, qui limitent à Paris la hauteur à donner aux maisons. Pour bien apprécier l'état des quartiers où la population est ainsi pressée, il faudrait d'abord y déterminer la proportion de la mortalité; mais leur contingent dans la mortalité des différens hôpitaux est si considérable, que cette recherche n'atteindrait pas, sans un assez long travail, un degré satisfaisant d'exactitude. La densité de la population est à Londres de 106 habitans, à Liverpool de 389 par hectare. Dans les quartiers les plus peuplés de ces deux villes, la densité est, pour la première, de 938 individus, pour la seconde de 1776 : ces quartiers sont ceux où la misère est la plus grande et la mortalité la plus forte.

La population de Paris s'accroît beaucoup plus rapidement que celle du reste de la France. Du recensement de 1831 à celui de 1846, l'une a passé de 774,338 ames à 1,053,897, l'autre de 31,726,596 à 34,346,611. Ainsi, lorsque, dans cette période de quinze années, Paris gagnait 348 habitans par 1,000, le progrès n'était au dehors que de 82. La supériorité habituelle du nombre des naissances sur celui des décès n'entre que pour une faible proportion dans cette augmentation de la population de Paris; elle est surtout due aux immigrations des provinces et même de l'étranger.

Entre les deux derniers recensemens, l'accroissement total a été de.		118,536 ames.
Pendant les cinq années 1842, 1843, 1844, 1845 et 1846, qui se sont écoulées entre ces deux recensemens, on a compté :		
Naissances.	150,067	
Décès..	137,270	
La différence à l'avantage des naissances étant de		12,797
Il reste pour la part de l'immigration.		105,739 ames.

Aucune ville n'appartient moins que Paris à ses indigènes; elle appelle incessamment à elle tout ce que les provinces renferment d'éminent, d'habile, d'aventureux; sa fortune est le patrimoine de tout le monde, et la plupart des positions élevées y semblent dévolues, par la nature des choses, à des hommes étrangers à la cité. On remarquait, à la *Commission municipale* qui fut portée à l'Hôtel-de-Ville par les journées de 1830, qu'elle ne comprenait pas un seul Parisien de naissance. Il en a presque toujours été à peu près de même depuis 1789; ce sont rarement des Parisiens qui ont exercé une influence prépondérante sur les destinées de Paris; les habitans des provinces sont aujourd'hui plus que jamais appelés à recueillir les avantages qui naissent dans ce centre commun, et il est bon de le leur répéter quelquefois pour modérer le sentiment de jalousie que peut exciter en eux la prospérité de la capitale.

A aucune époque antérieure à 1830, la progression de la population de Paris n'a été aussi rapide que depuis. Pour nous borner à des faits récens, du recensement de 1831 à celui de 1836,

l'accroissement a été de.	134,788
de celui de 1836 à celui de 1841, de.	26,135
de celui de 1841 à celui de 1846, de.	118,536

Dans les cinq années qui viennent de s'écouler, Paris s'est accru d'une population presque équivalente à la population fixe de Bordeaux; une nouvelle ville, qui serait la cinquième de France, est venue s'ajuster dans les interstices de l'ancienne. Elle ne pouvait pas s'y répartir dans d'égales proportions, et les termes réels de l'accroissement entre les douze arrondissemens ont été les suivans :

Arrondissement	2e	24,385	soit	4/15 de la population de 1841.
—	1er	18,999	—	7/33
—	8e	16,638	—	4/23
—	5e	11,290	—	2/15
—	9e	5,521	—	2/27
—	10e	8,741	—	1/11
—	12e	8,323	—	1/11
—	7e	6,349	—	1/11
—	11e	5,539	—	1/11
—	3e	4,879	—	2/25
—	6e	6,166	—	2/31
—	4e	1,803	—	1/25

Des quarante-huit quartiers entre lesquels se divisent les douze arrondissemens, quarante-trois sont en progrès, cinq ont rétrogradé. Ces derniers, tous situés au centre de Paris, sont ceux du Palais de Justice, du Mail, de la porte Saint-Denis, des Marchés, de Montorgueil. Le quartier Feydeau est celui qui a le plus gagné; il a acquis 12,530 nouveaux habitans, ce qui équivaut aux deux tiers de la population de 1841. Indépendamment des causes générales d'amélioration qui s'étendent à toute la ville, les divers quartiers s'élèvent ou s'abaissent par des causes locales variables, mais constamment dominées par les travaux de perfectionnement de la voie publique : partout où l'administration de la ville donne de l'air, de la propreté, partout où les rues s'élargissent, partout où les pentes s'adoucissent, partout où la circulation devient plus facile, les capitaux et les familles obéissent à l'appel qui leur est adressé, et les entreprises particulières prennent la route qui leur est ouverte par les entreprises d'utilité générale. L'effet contraire se produit dans les quartiers où des résistances inintelligentes, des coalitions d'intérêts aveugles, des difficultés inhérentes à l'état des lieux, mettent obstacle aux vues de l'administration. C'est ainsi que le com-

merce des soieries a déserté la rue Saint-Denis pour chercher de la lumière dans le quartier Feydeau, et que la création des nouveaux quartiers fera baisser la valeur de la propriété dans le vieux Paris. La diminution de la population n'est pourtant pas partout un signe de décadence; elle en est un d'amélioration quand elle provient de l'élargissement de ces rues encombrées où les classes les plus abjectes de la population semblent fuir le jour, et la Cité ne perd certainement rien aux grands percemens qui, depuis quelques années, l'assainissent et la purgent de ses plus honteux habitans.

La division par arrondissemens ne se présente avec netteté qu'aux esprits des personnes familiarisées avec l'administration de la ville de Paris; il en est une autre formée par la nature, saisissable au premier coup d'œil, et entraînant après soi des conséquences économiques dont l'exposé ne serait point ici à sa place; c'est celle entre la rive droite et la rive gauche de la Seine.

Déduction faite de la garnison, la population était :

	rive droite.	rive gauche.
en 1831, de.	562,478	211,860
en 1846, de.	771,889	262,297
ce qui constitue en quinze ans une augmentation de.	209,411	50,437

L'augmentation est de 372 par 1,000 sur la rive droite, et de 238 sur la rive gauche. Ce fait répond aux plaintes qui se sont élevées sur la prétendue décadence de la rive gauche. Beaucoup de villes considérées comme prospères lui porteraient envie, mais il n'en est pas moins certain que l'équilibre relatif entre les deux rives va s'altérant de plus en plus. La tendance de la population à se porter vers le nord se manifeste d'une manière bien plus saillante, quand on considère les communes limitrophes du mur d'enceinte de l'octroi, dont la presque totalité est aujourd'hui enveloppée dans l'enceinte bastionnée. Les dénombremens ont signalé, sur la rive droite,

	en 1831	en 1846
à Bercy.	3,939 ames. . . .	9,124
Charonne.	»	6,017
Belleville.	8,179	27,801
La Villette.	4,999	13,485
La Chapelle.	2,472	14,398
Montmartre.	4,630	14,710
Les Batignoles. . . .	6,850	19,864
Neuilly.	5,602	13,063
Passy.	4,545	8,657
	41,216	127,119

Et sur la rive gauche :

	en 1831	en 1846
à Gentilly.	8,616 ames. . . .	11,693
Montrouge.	3,847	7,813
Vaugirard.	6,695	13,701
Grenelle.	1,647	5,548
	20,805	38,755

Ainsi, du côté du nord, la population a triplé; du côté du sud, elle n'a pas doublé : il existe, entre le mur d'octroi et l'enceinte, au nord, plus de 120,000 ames; au midi, à peine 35,000. Sans être aussi funeste qu'on le prétend sur la rive gauche, ce déplacement de Paris mérite la sérieuse attention de l'administration, et l'on est bien loin d'avoir épuisé tous les moyens de se rapprocher d'un équilibre qui, profitable à la capitale tout entière, importe beaucoup aux départemens situés au midi de Paris. Le plus simple et le plus efficace de ces moyens serait le rachat des péages des ponts de la Seine; le centre des affaires et du mouvement étant sur la rive droite, les trois derniers arrondissemens ont le plus grand intérêt à en obtenir l'accès facile, et l'on peut reconnaître l'influence de ces péages par la comparaison entre les rues qui aboutissent aux ponts qui en sont grevés et celles qui aboutissent aux ponts gratuits. Au nombre des causes de l'infériorité de la rive gauche, on serait en droit de mettre, quoique, au premier coup d'œil, cela puisse paraître paradoxal, le trop d'espace occupé par ses établissemens publics. Il est au moins certain qu'elle recueillerait d'immenses avantages, si, par exemple, suivant la proposition d'un de ses membres les plus éclairés, l'administration des hospices consentait à vendre 50 millions les trente-trois hectares qu'occupe la Salpétrière, pour construire, à peu de distance de Paris, un établissement meilleur, qui ne coûterait pas 3 millions.

Les grandes agglomérations d'hommes sont ordinairement celles que la misère frappe avec le plus de rigueur; c'est en effet là que de fausses espérances appellent le plus de malheureux, que les déceptions sont les plus fréquentes, les vices et les tentations les plus multipliées. Un accroissement de près de 300,000 ames dans la population de Paris n'a point produit un effet qu'il était permis de craindre, un accroissement plus rapide dans le nombre des indigens : il était, en

1829 de.	62,705
1832	68,986
1835	62,530
1838	58,500
1841	66,487
1844	66,148

Ces extraits des livres des administrations charitables donnent avec exactitude les nombres des personnes secourues, et, s'il existait des recensemens généraux de la population pour toutes les années auxquelles ils se rapportent, il ressortirait du rapprochement de ces documens qu'il n'y a point augmentation relative du nombre des pauvres. On trouve un indice de la réalité de ce fait rassurant dans la comparaison des effectifs des hospices et hôpitaux de Paris à deux époques entre lesquelles la ville a gagné au-delà de 118,000 habitans. La population moyenne de ces établissemens était, en 1841, de 15,828 individus; elle n'a été, en 1846, que de. . . . . 15,373.

On aurait pu, sans avoir lieu de s'alarmer, constater une augmentation. Il est vrai que la ville possède hors de son enceinte deux grands établissemens hospitaliers, Bicêtre et Villers-Cotterets; mais le mouvement qui s'y est opéré n'affaiblit pas les conséquences à tirer de celui des établissemens intérieurs.

La remarque la plus triste à laquelle donne lieu le mouvement des hôpitaux de Paris, c'est celle du nombre des naissances et des décès qui surviennent dans leur enceinte. Dans les cinq années qui séparent les deux derniers dénombremens, 25,268 naissances sur 150,067 et 49,103 décès sur 137,270 ont eu lieu dans ces asiles de la misère et de la douleur. Ainsi, un sixième de la population de Paris naît, et plus d'un tiers meurt à l'hôpital.

Ces populations nouvelles qui naissent et se donnent rendez-vous dans l'enceinte de Paris, il faut, avant que l'industrie satisfasse à des besoins qui échappent à toute appréciation, les loger et les nourrir, et de cette nécessité résulte un immense mouvement imprimé à l'art des constructions d'une part, à l'agriculture de l'autre.

Sur les constructions, les renseignemens recueillis dans les deux derniers recensemens présentent les rapprochemens suivans :

	1841	1846	augmentations en 1846
Le nombre des rues, places ou quais, était de	1,727	1,782	55
Celui des maisons habitées de.	28,699	30,221	1,555
Celui des maisons inhabitées, comprenant beaucoup de maisons neuves, de.	387	381	»
Celui des maisons en construction de. . . .	250	355	»
Celui des locations occupées de.	322,669	356,906	34,237
Celui des locations vacantes de.	18,054	16,017	»

. . . . . .

Les réparations, embellissemens, agrandissemens d'anciennes maisons ne sont point compris, malgré leur importance, dans ce dénombrement. Quant à la masse des valeurs créées par tant de travaux, on pourrait l'évaluer à la longue par les bases qu'elle fournit à l'impôt, soit

qu'il prélève sous forme de contribution directe une part du revenu, soit qu'il recueille des droits de mutation : mais les faits sont trop récens pour qu'une appréciation qui se ferait aujourd'hui pût inspirer quelque confiance. . . . . .

A toutes les époques, l'alimentation de Paris a été le principal aiguillon du progrès de l'agriculture dans nos plus belles provinces et l'objet d'un immense commerce. A mesure que Paris s'agrandit, que les communications se perfectionnent et s'étendent, le rayon de cet approvisionnement s'allonge, et y fait concourir des contrées qui en étaient jusqu'alors exclues. Aujourd'hui Bordeaux, la Bourgogne, la Champagne, le bassin de la Loire tout entier, les côtes de la Méditerranée, abreuvent Paris de leurs vins; il va chercher du bétail jusqu'aux portes de Lyon et de Bordeaux; il fait valoir les pêcheries de l'Océan, et les départemens qui l'environnent ont peine à combler par leurs menues denrées l'immense débouché que leur ouvrent ses marchés. Quoi qu'on en ait dit dans un travail plus remarquable par la générosité des sentimens que par la justesse des vues, et malgré l'autorité dont l'a revêtu l'assentiment du conseil municipal de Paris, il n'est point exact qu'en s'étendant, l'approvisionnement de la ville ne se soit point amélioré. Il résulte de recherches aussi consciencieuses qu'intelligentes faites à la préfecture de police, et contrôlées au moyen des produits des perceptions opérées par l'octroi et sur les marchés de comestibles, qu'à considérer deux périodes, l'une des sept années qui se sont écoulées de 1818 à 1824, et l'autre des seize années de 1825 à 1840, la consommation annuelle et individuelle des habitans de Paris en substances animales peut être établie ainsi :

	1re période	2e période
Viande de boucherie.	51 kil. 640	55 kil. 266
Viande de porc.	8 901	9 475
Poisson.	7 639	8 279
Volaille et gibier.	7 817	9 205
Beurre.	4 402	5 289
Œufs	6 058	6 556
	86 kil. 457	94 kil. 070

En même temps que la population s'accroissait, elle était mieux et plus abondamment nourrie. Le progrès de la consommation du sucre, qui ne se développe que lorsque des besoins plus réels sont satisfaits, donne lui-même une preuve de l'amélioration qui s'opère dans l'approvisionnement. Cette consommation ne peut pas, comme celles qui sont mentionnées plus haut, être contrôlée par le produit des perceptions municipales; mais, s'il faut s'en rapporter à des investigations minutieuses faites par les personnes les plus compétentes, les ventes an-

nuelles de sucre faites dans Paris, et dans lesquelles la part principale revient inévitablement à la ville, se sont élevées :

de 1815 à 1819, à.	7,000,000 kilogr.
de 1820 à 1823, à.	11,000,000
de 1832 à 1835, à.	20,000,000
de 1836 à 1840, à.	22,000,000

L'emploi du sucre accompagne celui du lait, et témoigne ainsi d'une nouvelle addition aux substances animales dont s'alimente Paris. Pour l'approvisionnement en grains, il n'en est pas de mieux assuré par la production locale que celui du bassin de la Seine.

Tout vulgaires qu'ils sont, et précisément peut-être parce qu'ils sont vulgaires, ces faits ont une haute portée. La bonne alimentation du peuple, c'est pour lui la santé, la force, la capacité de travail, l'énergie physique et morale : c'est par ce motif que la fécondité de l'agriculture est la base réelle et solide de la puissance et du bonheur de la nation, le point d'appui de tout gouvernement qui voudra, dans l'ordre politique ou dans l'ordre moral, obtenir d'elle de grandes choses.

Les chemins de fer, qui sont destinés à accomplir dans le monde une révolution qui complétera celles qu'ont déjà faites l'invention de la poudre à canon et l'imprimerie, les chemins de fer font entrer aujourd'hui Paris et sa banlieue dans une ère nouvelle : toutes les conditions du mouvement de la population et de l'approvisionnement sont à la veille d'y changer. Quand Paris ne sera plus séparé que par un trajet de quelques heures des villes dont il était, il y a cinquante ans, à plusieurs journées, les circonstances qui détournaient les habitans de ces villes de profiter des avantages attachés au séjour de Paris s'affaibliront beaucoup; les considérations d'économie qui les retenaient finiront peut-être même par disparaître. Les chemins de fer opèrent déjà, dans toutes les provinces qu'ils traversent, un nivellement dans les prix des denrées nécessaires à la vie; la valeur de celles-ci augmentera dans les lieux de production, diminuera sur le marché central, et il ne serait pas impossible qu'au bout de quelques années, Paris ne devînt, par la puissance de la concurrence et de l'assortiment, la ville de France où les subsistances, le vêtement, le mobilier, seront le moins coûteux.

De nombreuses industries, qu'on croyait autrefois le patrimoine de certaines provinces, se sont déjà groupées dans l'enceinte ou sous les murs de la ville; Paris a dès long-temps attiré à lui les intelligences; les populations commencent à suivre, et, en ce court espace de cinq ans que nous avons plus d'une fois considéré dans cet exposé, ce mouvement s'est clairement manifesté dans le voisinage immédiat de Paris. Les départemens de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, dont le terri-

toire enveloppe celui du département de la Seine, avaient, au recensement de 1844, une population de 803,508 ames; à celui de 1846, elle était de 815,167. L'augmentation est de 14 individus par mille. Dans cette même période, la population du département de la Seine est passée, avec une augmentation proportionnelle décuple, de 1,194,603 à 1,364,467. Il est probablement dans la nature de ce mouvement de s'étendre de proche en proche, et les chemins de fer, en s'allongeant, en atténuant l'effet des distances, agrandiront sans cesse le cercle d'attraction de Paris.

En présence de pareils faits, il serait oiseux d'examiner si la condensation sur un point central des principales forces vives de la nation a plus d'avantages que d'inconvéniens, ou plus d'inconvéniens que d'avantages. Si cette concentration est un fait impérieux, inévitable, il faut l'accepter courageusement et ne s'occuper que d'en conjurer les dangers, d'en étendre les bienfaits. Cet avenir est gros des questions politiques et sociales les plus graves; il n'est pas d'homme d'état qui n'en doive faire l'objet de sa sollicitude, et peut-être les circonstances par lesquelles il se manifeste exigeraient-elles déjà quelques modifications dans les institutions qui régissent la capitale. Il ne faut pas léguer à ceux qui nous suivront l'éventualité d'une nouvelle commune de Paris; quand le mal serait arrivé, il n'y aurait plus de force capable de l'extirper : le devoir de la génération actuelle est de le prévenir.

J.-J. Baude.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 novembre 1847.

Décidément, se bat-on ou ne se bat-on pas en Suisse? On ne s'aborde plus qu'avec cette éternelle question, et en vérité elle en deviendrait ridicule, si elle n'était profondément triste. Tous les jours, le télégraphe, sentinelle vigilante, regarde du haut de sa tour s'il ne voit rien venir. C'est toujours pour demain. Ah! si ce devait, en effet, être toujours pour demain, il y aurait quelque chose d'odieux à se montrer impatient; il ne faudrait pas se plaindre de ces lenteurs qui ajournent l'effusion du sang. Ce n'est pas un drame de théâtre que nous attendons, c'est une vraie tragédie qui fera couler le sang des hommes et les larmes des femmes. Mais puisqu'elle doit fatalement éclater, cette lutte impie, il y a de la cruauté à ce que l'oppresseur tienne aussi long-temps sa victime sous le coup meurtrier. Chaque jour, un cercle de fer se resserre autour des cantons fidèles et les étreint de plus en plus. L'armée radicale choisit ses morceaux; c'est sur Fribourg que portera sa première attaque. Fribourg est isolé; il n'est pas, comme Lucerne, adossé aux petits cantons; trente mille hommes sont en marche pour l'écraser; Berne donnera d'un côté, Vaud et Genève de l'autre. Quelle noble campagne! *Demain*, sans doute, on connaîtra le résultat de la première attaque; on saura ce qu'ont fait trente mille radicaux contre une petite ville dont la plus grande force est dans la justice de sa cause. Fribourg sera écrasé peut-être, mais ce sera après une telle résistance et au prix d'un tel sacrifice de sang, qu'un cri d'horreur et d'indignation jaillira du cœur de l'Europe et demandera la répression de pareils crimes. Ce sentiment vengeur se fait déjà jour de toutes parts; la conscience publique se révolte de plus en plus à la vue de cette violation fla-

grante de tous les droits de la justice et de l'humanité, et ce qui était un droit deviendra tôt ou tard un devoir.

Le parlement anglais doit se rassembler dans trois jours. Il a d'abord à se constituer; la vérification des pouvoirs et l'élection du président prendront les premières séances. Dans les temps ordinaires, c'est sur la nomination du *speaker* que s'essaient les partis dans la chambre des communes; mais nous ne sommes pas dans des temps ordinaires, et il n'y a pas de partis. L'élection du président ne donnera donc lieu à aucune contestation; M. Shaw Lefèvre sera réélu sans opposition. On sait que le président de la chambre élective en Angleterre est élu, non pas, comme en France, pour une session, mais pour toute la durée de la législature.

Il serait très difficile de classer le nouveau parlement anglais en différens partis. Toutes les notions habituelles sont confondues; il n'y a plus ni tories, ni whigs, ni radicaux. Lord John Russell, à beaucoup d'égards, est plus tory que sir Robert Peel, et sir Robert Peel, de son côté, devance les radicaux eux-mêmes sur beaucoup de points. Ce qui reste des anciens tories forme aujourd'hui le parti protectioniste; or, ce parti, qui a pour chefs, dans la chambre des lords lord Stanley, et dans la chambre des communes lord George Bentinck, ne fera aucune opposition au ministère. Une question particulière, en dehors de tout esprit de parti, sera posée dès le début de la session : celle de l'élection de M. de Rothschild pour la Cité de Londres. C'est, comme on sait, la première fois qu'un Juif est envoyé au parlement. M. de Rothschild a été nommé par la Cité, comme O'Connell le fut, en 1828, par le comté de Clare, en opposition avec la loi existante. La brèche que l'émancipation des catholiques fit dans la constitution anglaise sera encore élargie par l'admission des Israélites. Le parti protestant se propose de livrer une bataille régulière sur cette élection; mais il est probable qu'il se trouvera en minorité.

La convocation anticipée du parlement était devenue inévitable pour le ministère anglais. Le cabinet whig n'est pas de force à porter tout seul la responsabilité des affaires publiques; il éprouve le besoin de la partager. L'état de plus en plus alarmant de l'Irlande pèse sur lui comme un cauchemar, et, quoi qu'il en dise, c'est ce motif, plus que tout autre, qui le détermine à faire appel aux représentans du pays. Toutefois la raison officielle de la convocation du parlement, c'est la situation financière et la nécessité de modifier la loi de la banque.

Les effets de la mesure prise pour délier les mains de la banque ne peuvent encore être qu'imparfaitement connus et jugés. Jusqu'à présent, l'expérience paraît avoir réussi; aussi se plaint-on qu'elle n'ait pas été tentée plus tôt, peut-être aurait-elle sauvé de la faillite et de la ruine un grand nombre de maisons qui ont succombé; mais le ministère whig est comme ce personnage d'un roman moderne qui arrivait toujours *une heure trop tard*. Il ne sait dire ni oui ni non, et même quand il fait quelque chose, il en perd tout le prix pour avoir trop tardé. Quand il a vu éclater la crise commerciale, et les banquiers et les négocians pousser des cris d'alarme, il aurait dû soit prendre une mesure immédiate, soit déclarer sa ferme intention de rester dans les limites de la loi. Avec son irrésolution ordinaire, il a laissé s'accomplir des désastres multipliés sous l'action du bill de 1844; puis, le mal une fois fait, il a levé l'interdiction et com-

mis bravement l'illégalité qu'on lui demandait depuis le commencement. Il n'a donc, politiquement, retiré aucun fruit de cette hardiesse tardive, et il n'a fait que montrer une fois de plus qu'il n'avait aucun système arrêté en matière de finances.

Il était temps, du reste, qu'il fît quelque chose. La crise était plus avancée encore qu'on ne le croyait généralement, ainsi que l'ont montré les publications faites chaque semaine des comptes de la banque d'Angleterre. On considère que la banque, pour la liberté de son action et la facilité de sa besogne courante, a besoin d'avoir en mains au moins 4 millions de billets (100 millions de francs). Or, à la fin de la semaine dans laquelle le gouvernement la releva des restrictions de la loi, elle n'avait plus en *bank-notes* que 1,547,270 livres. La diminution de la réserve avait été, dans cette même semaine, de 1,082,845 livres, et, au mois de juillet précédent, la banque avait en mains plus de 5 millions sterling de billets. En admettant que cette diminution se fût continuée dans la même proportion, il devait arriver qu'au bout de peu de jours la réserve de la banque aurait été complétement épuisée, et qu'elle n'aurait plus eu un seul billet pour faire des avances, ou des escomptes, ou n'importe quoi.

On voit que la banque d'Angleterre avait été bien près d'être complétement neutralisée, et il est probable que ce fut la connaissance de cette situation qui détermina le ministère à intervenir.

Bien que, dans la lettre qu'ils avaient adressée aux directeurs de la banque, lord John Russell et le chancelier de l'Échiquier se fussent défendus de toute intention d'abandonner le bill de 1844, on peut cependant le considérer comme désormais révoqué. Le ministère ne conteste plus la nécessité d'y introduire de très graves modifications; c'est même le seul but officiel pour lequel il convoque le parlement, car jusqu'à présent il n'a pas encore été mis dans le cas d'avoir à demander un bill d'indemnité. C'est en effet une chose assez remarquable, que la banque n'ait pas encore usé de la faculté qui lui avait été donnée de déroger à l'acte de 1844. Du moment où on a su qu'elle était autorisée à faire des avances au-delà de la limite légale, on a cessé de lui en demander. Ce résultat assez curieux semblerait donner raison à ceux qui prétendaient ne voir dans la crise qu'une panique. Selon eux, c'était le manque de confiance qui faisait tout le mal, la peur faisait rentrer tous les capitaux et arrêtait la circulation; que la banque donnât l'exemple, et la confiance publique se ranimerait à l'instant : une simple démonstration de sa part relèverait le crédit. La démonstration a été faite, et le crédit s'est en effet relevé, du moins en apparence; l'argent est rentré dans la circulation, et, ainsi que nous venons de le dire, la banque n'a pas même eu l'occasion d'enfreindre la limite qui réglait ses émissions. Ainsi, le 23 octobre, la circulation de ses billets était de 21,265,000 livres. L'acte fut suspendu le 25; huit jours après, la circulation n'était augmentée que de 501,000 livres, en même temps qu'il rentrait à la réserve 127,000 livres en or. L'augmentation des billets mis en circulation n'avait donc été que de 380,000 livres, et pour cela la banque n'avait pas eu besoin de violer la lettre de la loi. Elle s'est approchée de plus en plus près de la limite qui lui était naguère imposée, mais elle ne l'a pas encore dépassée; ce n'est que lorsqu'elle aura émis des billets au-delà de 14 millions sans en avoir la représentation en or qu'elle aura violé l'acte, et que les ministres seront obligés de demander l'absolution au parlement.

Le rétablissement apparent du crédit public se prolongera-t-il? Cela est douteux en voyant le prix auquel il est acheté. Il est clair que la banque sent elle-même le danger de sortir des bornes prudentes qui lui avaient été assignées, et veut au moins attendre qu'elle puisse le faire sous la responsabilité de la législature. Ainsi, il s'est passé un fait curieux qui n'a pas été assez remarqué : c'est que la banque, afin de pouvoir prêter, s'est mise elle-même à emprunter. Elle a eu peur d'étendre son crédit; on lui avait donné le droit de jeter indéfiniment du papier sur la place, elle a craint d'en user, et elle a mieux aimé racheter ses propres billets pour les rendre ensuite à la circulation. Elle a, par exemple, vendu dernièrement 286,000 livres d'effets publics pour racheter des billets; elle les a rachetés à 7 pour 100, et elle les escompte à 8. Nous savons bien que cette opération est facile à expliquer, en ce que, la banque étant l'établissement le plus sûr et le plus solide, on aime mieux lui prêter à 7 que de prêter à d'autres à 8 ou à 9, et c'est pour cette raison qu'elle trouve de l'argent à un taux plus bas que le public; mais que devient l'argument de ceux qui prétendaient que la rareté des moyens d'échange était la cause de tout le mal? Il n'a pas été créé plus de papier; la banque n'a fait que distribuer celui qui existait déjà, elle n'a servi que d'intermédiaire; l'or est entré chez elle par une porte pour en ressortir par l'autre en lui laissant dans son passage un nouveau bénéfice, voilà tout.

En somme, sans contester l'amélioration de la place de Londres, nous ne pouvons la considérer que comme passagère. Ce qui est plus réel, et ce qui doit être plus permanent, c'est la situation même qui avait amené la crise commerciale. Les compagnies de chemins de fer ont suspendu la moitié de leurs travaux, leurs appels de fonds ont diminué de 50 pour 100, c'est possible; mais que deviendront les milliers d'ouvriers qui vivaient de ces travaux? Déjà on les congédie par masses, déjà ils inondent les villes et les grandes routes, et bientôt certains districts de l'Angleterre ressembleront à l'Irlande. Ce n'est pas seulement 300,000 ouvriers qui vont se trouver sur le pavé; il faut compter aussi tous ceux dont ils faisaient vivre le commerce; l'argent des chemins de fer n'était pas tout enfoui et immobilisé dans la terre, il était mobilisé aussi et répandu par le travail et par la consommation. De plus, dans le commerce extérieur, la balance de l'importation et de l'exportation, au lieu de se relever, paraît devoir baisser encore; les districts manufacturiers ont devant eux la perspective d'une saison désastreuse. Et enfin n'y a-t-il pas toujours, au-dessus de toutes les difficultés de l'Angleterre, la plus grande, la plus inévitable, la plus incessante? N'y a-t-il pas, toujours suspendue sur sa tête, cette épée classique et banale qu'on appelle l'Irande?

Elle est toujours la même, cette triste Irlande! On en est encore, aujourd'hui comme autrefois, à réclamer pour elle des lois de répression, de *coercion*. Il est probable que la première chose que proposera le ministère, ce sera un bill pour prohiber la détention des armes et pour suspendre l'*habeas corpus*. Les attentats contre la vie et la propriété deviennent de plus en plus flagrans dans plusieurs comtés; les *enfans blancs* et les *législateurs de minuit* reparaissent à la lumière du jour. Tout récemment, l'Irlande a été épouvantée par un de ces crimes qui prouvent que les anciennes passions vivent toujours dans les entrailles du pays, et que les élémens de révolte, d'anarchie et de terrorisme, loin d'être éteints, ne faisaient que couver sous la cendre pour éclater avec une nouvelle

fureur. La guerre entre le tenancier et le propriétaire, entre le pauvre et le riche, se poursuit sourdement et arrête toute tentative de régénération sociale. La nation est toujours partagée en classes armées les unes contre les autres, et les haines héréditaires viennent ajouter les vengeances humaines aux calamités providentielles de la famine et de la peste. Le gouvernement anglais aura donc à lutter, en Irlande, contre deux fléaux à la fois : contre une maladie chronique et contre une maladie aiguë, contre la désorganisation sociale et contre la famine.

Nous disions, il y a quinze jours, que la popularité du pape Pie IX en Angleterre serait grandement compromise par le rescrit de la propagande qui avait condamné les colléges fondés en Irlande par le gouvernement. Ce résultat, très vraisemblable, n'a pas tardé à se réaliser, et il s'est opéré, dans l'opinion du peuple anglais, une certaine réaction contre la cour de Rome. Nous devons dire que ce sentiment nous paraît passablement injuste, car enfin, même pour se rendre populaire dans la protestante Angleterre, le pape ne pouvait pas abdiquer son rôle, ou pour mieux dire son devoir. La question soulevée par les colléges irlandais n'est autre que la querelle éternelle du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. Nous ferons observer aussi, à cette occasion, que la question de l'enseignement est toute différente en Angleterre de ce qu'elle est en France. En France, l'état exerce une action directe, un contrôle absolu sur l'éducation; il se fait le plus grand maître de l'enseignement, et, avec cette clé, il ouvre ou ferme à tous les citoyens l'entrée des carrières publiques. En Angleterre et en Irlande, les établissemens de l'état ne sont qu'une concurrence aux établissemens particuliers; il n'est pas nécessaire d'être bachelier pour être citoyen anglais. A côté de l'enseignement mixte fondé en Irlande par le gouvernement, il y a l'enseignement de chaque religion; l'église protestante a le sien comme l'église catholique. Le parti protestant est tout aussi hostile à l'éducation purement séculière que le parti catholique, et, sur ce point, l'université d'Oxford se trouve l'alliée du clergé irlandais. Il est donc tout naturel que le pape prenne le parti des évêques. A l'époque de la révolution française, l'empereur Joseph disait : « Mon métier à moi est d'être royaliste. » Le pape dit aussi : « Mon métier est d'être catholique. » Dans le rescrit adressé à l'archevêque de Tuam, il a recommandé la fondation d'une université catholique, semblable à celle de Louvain. Les évêques d'Irlande se sont empressés d'adopter ce projet, et une souscription a été ouverte pour le réaliser. Un évêque irlandais, celui de Meath, a souscrit pour 250,000 francs, à l'aide d'un fonds de legs et de donations dont il a la libre disposition. Toutes ces circonstances réunies ont fort calmé l'enthousiasme anglais à l'endroit du pape, et paraissent avoir ajourné la nomination d'un ambassadeur de la Grande-Bretagne auprès de la cour de Rome.

Le fait le plus important qui se soit passé en Italie, c'est la conclusion d'une union douanière entre le pape, le roi de Sardaigne et le grand-duc de Toscane. C'est le plus grand progrès peut-être qui se soit encore fait vers la reconstitution d'une nationalité italienne. On sait ce que la Prusse a pu faire à l'aide du Zollverein; la ligne des douanes a été le principal instrument avec lequel elle a relié et rassemblé autour d'elle les élémens épars de la patrie allemande. Sans doute il ne faut pas attendre immédiatement de l'union italienne des résultats aussi considérables; cette union n'est encore établie qu'en principe, et il y a beaucoup

de choses en ce monde qui restent long-temps en principe sans aller plus loin; mais le caractère le plus significatif de ce rapprochement, de ce mouvement de cohésion, c'est qu'il s'accomplit entre les trois souverains qui, dans des mesures différentes, se sont en même temps placés à la tête du mouvement politique, et que le progrès des idées de liberté se trouve ainsi associé à celui des idées de nationalité.

De vives démonstrations populaires ont salué les réformes annoncées dans le Piémont, et le roi a été l'objet de nombreuses ovations. Il reste maintenant à Charles-Albert à réaliser les concessions qu'il a faites « en principe; » il faut attendre la publication des édits qui en détermineront la forme et les limites. Nous ne doutons nullement de la bonne foi et de la loyauté du roi; il voudra certainement que ses réformes soient au niveau de celles de la Toscane et de Rome.

D'après les dernières nouvelles que nous avons reçues de la Toscane, un fait important, mais prévu, s'y est accompli. Le duc de Modène a pris possession du district de Fivizzano, qui, comme on sait, lui devait échoir en vertu des traités, lorsque le duché de Lucques serait réuni à la Toscane. Nous disions dernièrement qu'en présence de la lettre formelle des traités, il nous paraissait difficile qu'il fût fait une résistance légale à cette incorporation, mais que les nouveaux sujets du duc de Modène avaient au moins le droit de réclamer le maintien des institutions dont ils jouissaient sous la domination toscane. Le duc de Modène ne paraît avoir rien décidé encore à cet égard. Dans tous les cas, nous croyons qu'il eût été plus prudent de sa part de transiger avec la Toscane, et d'échanger contre une indemnité quelconque l'abandon de ses droits de souveraineté; car de deux choses l'une, ou il privera ses nouveaux sujets des droits dont ils étaient en possession sous leur ancien souverain, et alors il fera des mécontens et peut-être des séditieux; ou bien il les leur laissera, mais alors il introduira sur son propre territoire des institutions plus libérales que les siennes, dont le spectacle et le contact ne seront pas sans danger.

Si nous ne nous trompons, la détermination du duc de Modène n'aurait pas trouvé des encouragemens auprès d'une haute influence qu'il a l'habitude de consulter. Un récent voyage que ce prince a fait à Vienne, dans l'intention de sonder le terrain et de savoir jusqu'à quel point il pourrait compter sur une puissante coopération, n'aurait point eu les résultats qu'il en attendait. Il n'en a pas moins cru devoir user de la lettre des traités, et il a, comme nous venons de le dire, fait occuper Fivizzano. C'est le 5 de ce mois qu'a eu lieu cette prise de possession. 300 hommes de troupes modenaises sont entrés sur ce petit territoire; 100 sont restés en bas de la montagne sur laquelle est située la ville, et les 200 autres sont entrés dans la ville elle-même sans rencontrer de résistance.

La nouvelle de cette occupation, parvenue en Toscane, y a causé une très vive fermentation. A Florence, à Pise, à Livourne, plusieurs milliers de volontaires se sont fait inscrire pour partir et aller au secours de leurs anciens compatriotes; pendant plusieurs jours, un conflit a paru imminent et inévitable. Le grand-duc a lui-même fait une démonstration en protestant contre l'occupation de Fivizzano; mais cette protestation porte seulement sur la forme de l'occupation, et sur ce qu'elle aurait été faite sans avertissement préalable. Quant à la question de droit, elle ne peut être sujette à contestation, et c'est ce qu'au ront

sans doute compris les chefs même du mouvement libéral en Toscane, car l'effervescence a fini par se calmer, et il est probable qu'elle n'aura pas de suites plus sérieuses.

Il n'y a eu, en Espagne, aucun changement dans la situation politique; il y a eu des changemens importans dans le personnel du gouvernement et du palais. Le général Narvaez a, ainsi que nous l'avions annoncé, complété et affermi le succès du parti modéré en donnant au ministère plus d'homogénéité. M. Ros de Olano et le général Cordova, ministres du commerce et de la guerre, et qui faisaient, comme on sait, partie du cabinet précédent, ont été appelés à d'autres fonctions. Le général Narvaez a lui-même pris, avec la présidence, le département de la guerre. Deux portefeuilles sont sans doute réservés à MM. Mon et Pidal.

Le marquis de Miraflores a été créé gouverneur de la maison de la reine. Le titulaire de cette charge sera l'intermédiaire par lequel la reine communiquera ses ordres sur tout ce qui concernera les affaires de sa maison et de son patrimoine; c'est aussi lui qui proposera à la reine toutes les nominations aux fonctions du palais. M. Martinez de la Rosa, qui a laissé à Paris de si aimables souvenirs, a été nommé à l'ambassade de Rome. Nous avions annoncé que l'ambassade de Londres avait été réellement offerte au général Espartero, et qu'il l'avait refusée. La correspondance échangée à cette occasion entre lui et le général Narvaez a été publiée. Plusieurs journaux ont prétendu que l'ancien régent avait en même temps déclaré son intention d'user des bénéfices de l'amnistie et de rentrer en Espagne; nous croyons au contraire qu'il a reçu l'avertissement que sa présence en Espagne serait en ce moment considérée comme inopportune, et qu'il s'est montré tout disposé à respecter le vœu du gouvernement de son pays.

Les dernières nouvelles de Grèce ne nous paraissent point, nous devons le dire, très heureuses. La législature hellène perd non pas en discussions, mais en disputes stériles, un temps et des forces qui pourraient être employés plus utilement à l'organisation intérieure du pays et à l'établissement de l'ordre dans la fortune publique. Depuis que la main ferme en même temps que populaire qui maintenait dans la règle ces élémens confus d'un peuple nouveau-né a disparu, le pouvoir a de la peine à trouver une base. Il s'est établi, dès le début de la session, un antagonisme direct entre les deux chambres, et la question n'a pu être tranchée que par un coup d'autorité de la prérogative royale. Le sénat grec a été, comme on sait, composé lorsque les hommes aujourd'hui dans l'opposition étaient au pouvoir; aussi a-t-il toujours été leur centre et leur point d'appui. M. Coletti, par sa grande influence personnelle, avait pu y conserver encore la majorité, mais il ne l'a pas léguée à ses successeurs. La chambre des députés étant tout entière au ministère, tout l'effort de l'opposition s'est porté sur l'adresse du sénat. Il y a été inséré un paragraphe qui était une censure formelle et très amère des dernières élections, et qui présentait la nouvelle chambre comme le produit de l'intimidation et de la corruption. Le sénat, dans un autre paragraphe, empiétait aussi sur les dispositions de la constitution, qui réserve à la chambre élective le contrôle des finances et de la fortune publique. La chambre des députés, par l'organe de son président, a protesté contre l'atteinte portée à ses prérogatives. De son côté, le roi a refusé de recevoir l'adresse du sénat. Le

conflit entre les deux branches de la législature aurait pu se prolonger et amener des conséquences fâcheuses; le roi a jugé devoir y mettre un terme en usant de sa prérogative et en nommant neuf membres nouveaux du sénat. Cette mesure était peut-être nécessaire; on peut néanmoins regretter qu'elle le soit devenue. Il n'est jamais bon de tendre à l'excès les ressorts d'une constitution, et cela est moins bon encore quand il s'agit d'une constitution nouvelle qui n'a pas eu le temps de se consolider par l'expérience.

Les Américains continuent leur stérile conquête du Mexique. Nous avions laissé le général Scott dans une position assez dangereuse, maître de Mexico, mais entouré d'ennemis et éloigné de tous renforts. Des secours étaient en marche pour renforcer sa petite armée, mais Santa-Anna s'était mis entre les deux. Du reste, la plus grande incertitude règne sur la situation véritable de Santa-Anna; on peut apprendre d'un jour à l'autre qu'il s'est embarqué avec une certaine quantité de dollars, selon l'habitude mexicaine en général, et la sienne en particulier. Lors même que les Américains éprouveraient un désastre partiel, ce qui n'est pas probable, ils n'en reviendraient pas moins en maîtres dans un pays qui tombe de lui-même en dissolution. L'ancienne colonie de l'Espagne en est descendue à ce point que la désorganisation même où elle se trouve est en ce moment sa seule force. L'absence de toute autorité et de toute centralisation est précisément ce qui prolonge la guerre; le gouvernement du Mexique ressemble à Abd-el-Kader, on ne sait où le prendre, et les Américains usent leurs forces à courir après ce fantôme, qui s'appelle tantôt Santa-Anna, tantôt Paredes. Cependant, malgré toutes ces difficultés, le gouvernement des États-Unis est bien décidé à ne pas lâcher sa proie. La question de la conquête du Mexique est d'ailleurs devenue une question présidentielle, ou, comme nous le dirions, ministérielle; c'est sur ce terrain que s'établira la lutte aux prochaines élections pour la présidence. Quand dernièrement les négociations étaient engagées, le parti whig s'était fortement prononcé pour la paix, et M. Webster s'était fait, dans un discours qui a eu un grand retentissement, l'organe de cette réaction. Les whigs semblaient alors gagner du terrain; mais, depuis la prise de Mexico, le parti de la guerre reprend le dessus. L'administration actuelle, celle de M. Polk, a mis toute sa fortune sur cette carte; le parti radical est là, comme ailleurs, celui de la guerre, et les élections qui viennent d'avoir lieu dans plusieurs états sont toutes favorables aux projets d'agrandissement territorial.

A l'intérieur, il n'y a absolument que des banquets électoraux. Nous avions cru la campagne des réformistes à son terme, nous nous étions trompés; elle a continué pendant toute cette quinzaine; mais, certes, la gauche n'a pas à s'en féliciter, car elle y a fait une assez triste figure. M. Duvergier de Hauranne est rentré trop tôt sous sa tente; il avait, avec une certaine habileté, maintenu, non pas l'union, mais une capitulation tacite entre les élémens très hétérogènes dont se composait l'armée de la réforme. Chacun avait mis son drapeau dans sa poche; il en sortait bien de temps en temps quelques morceaux dans lesquels dominait la couleur rouge, mais l'opposition dynastique fermait les yeux, car, si elle s'était montrée trop scrupuleuse, où aurait-elle trouvé des convives? Quand on tient avant tout à la quantité, il n'y a pas lieu de se préoccuper beaucoup de la qualité. Cependant, morceau par morceau, le parti radical a fini par mettre dehors tout son drapeau, et, au banquet de Lille, il l'a planté au milieu de la

table. Alors M. Odilon Barrot s'est frotté les yeux, et a paru s'apercevoir que depuis trois ou quatre mois on le faisait dîner avec la république. C'était s'y prendre un peu tard, car enfin rien n'était changé depuis le commencement de la campagne; c'étaient toujours les mêmes convives; ceux qui dînaient à Lille, c'étaient ceux qui avaient dîné au Château-Rouge; M. Barrot aurait pu faire sa découverte plus tôt, et il se serait épargné beaucoup de déboires. La gauche constitutionnelle, après avoir servi de paravent au parti républicain pendant toute la saison, a été définitivement congédiée de la façon la plus cavalière; c'est M. Ledru-Rollin qui est resté en possession du fauteuil. Depuis ce moment, les deux oppositions font ménage à part. On annonce encore un grand banquet à Rouen pour le mois de décembre, après quoi la politique en plein vent fera place aux discussions plus sérieuses de la législature.

Deux cruels malheurs ont privé le pays de serviteurs fidèles, et ont jeté dans le deuil deux familles honorables. M. le comte Mortier, ambassadeur à Turin, a été saisi d'une folie furieuse, et, à la suite d'un drame domestique des plus tristes et des plus affligeans, a dû être conduit dans une maison de santé. Presqu'en même temps, M. le comte Bresson, à peine arrivé à Naples, mettait fin, par la plus déplorable catastrophe, à une vie qui promettait encore de longs services. M. Bresson a laissé des regrets universels. Sous une certaine froideur extérieure, il cachait une ame active, inquiète, et quelquefois ombrageuse. En quittant l'ambassade de Madrid, il avait un moment entretenu la pensée d'aller remplir celle de Londres. Les raisons qui s'opposaient à la réalisation de ce projet étaient trop évidentes pour que nous ayons besoin de les signaler. Lors de la dernière modification du cabinet, le ministère de la marine avait été offert à M. Bresson, qui avait cru devoir le refuser, et c'est lui-même qui avait manifesté le désir d'aller remplir à Naples des fonctions où l'activité de son esprit devait cependant trouver difficilement une satisfaction. En quittant Paris, M. Bresson emportait déjà le germe de cette excessive susceptibilité d'impressions qui a eu de si cruelles suites. Le climat méridional, habituellement si bienfaisant, semblait avoir sur lui une influence tout opposée. A mesure qu'il descendait vers l'Italie, il paraissait perdre de ses forces et de sa tranquillité d'esprit; il disait lui-même qu'il était plutôt un homme du Nord. De Rome, il se sentait attiré par un aimant invincible vers la région des affaires auxquelles il avait pris tout récemment une si grande part. A Naples, cette disposition maladive ne fit qu'augmenter; on sait à quelle triste fin elle l'a conduit.

La retraite de M. Mortier et la mort de M. Bresson ont fait dans la carrière deux vacances autour desquelles s'agitent de nombreuses ambitions. On parle pour le poste de Naples de M. de Bacourt; pour celui de Turin, de M. de Bussières, qui serait, dit-on, remplacé à La Haye par M. de Mornay; mais rien n'est encore officiellement décidé sur ces nominations.

THÉATRE-FRANÇAIS.

S'il est triste de voir se gaspiller et s'amoindrir des talens auxquels nous promettions, il y a dix ans, de brillantes destinées, la critique, en revanche, doit accueillir avec joie le retour d'un esprit distingué à des tentatives sérieuses, à

des œuvres poétiques. Revenir aux inspirations élevées, lorsqu'on a, dans l'intervalle, marqué sa place au rang des plus ingénieux causeurs; croire à la tragédie, après avoir montré qu'on possédait mieux que personne ce côté spirituel, goguenard, un peu sceptique, qui s'allie mal à une conviction aussi austère, c'est assurément trop méritoire pour qu'il n'y ait pas lieu d'encourager et d'applaudir. Après de charmantes échappées, de vives et cavalières sorties dans le camp des écrivains qui amusent, voici que l'auteur de *Napoline* s'est senti de nouveau la force de changer de genre, et s'est proposé un autre but que d'amuser. Réjouissons-nous de son succès, et, sans le troubler par des objections chagrines, bornons-nous à quelques réserves qui ne diminuent ni le mérite de l'entreprise, ni la légitimité du succès.

Mme de Staël demandait un jour au prince de Talleyrand s'il trouvait que l'empereur eût autant d'esprit qu'elle. — Madame, répondit-il, l'empereur a autant d'esprit que vous; mais vous êtes plus intrépide. — Il a fallu un peu de cette intrépidité virile à Mme de Girardin pour choisir ce sujet de Cléopâtre, qui, jusqu'à présent, avait peu réussi au théâtre. Il est assez curieux de rechercher dans les annales de la Comédie-Française les nombreuses *Cléopâtre* qui ont été représentées, presque toutes sans succès. Il y a d'abord la tragédie de *Cléopâtre captive,* avec prologue et chœurs, par Jodelle, jouée en 1552, c'est-à-dire bien près de trois cents ans avant celle de Mme de Girardin. On rencontre ensuite le *Marc-Antoine et Cléopâtre* de Garnier, qui date de 1573, puis *les Délicieuses amours de Marc-Antoine et de Cléopâtre,* par Béliard, en 1578; je passe rapidement sur une *Cléopâtre* de Mairet, une autre de Benserade, une troisième de La Thorillière, sur une *Mort de Cléopâtre*, par Lachapelle, la seule qui ait réussi, et j'arrive à la plus célèbre, celle de Marmontel. Jouée pour la première fois en 1750, elle n'obtint qu'un très médiocre succès; reprise trente ans après, elle tomba, malgré d'innombrables corrections dont fait foi le manuscrit original. On sait que Vaucanson avait fabriqué, pour la circonstance, un aspic automate qui sifflait en piquant l'héroïne. « Je suis de l'avis de l'aspic, » dit l'abbé de Bernis; le mot fit fortune et survécut à la tragédie; c'est ce qui arrive souvent en France, surtout quand le mot est bon et la tragédie mauvaise.

N'y aurait-il pas moyen d'assigner une cause au malheureux sort de ces *Cléopâtre?* C'est, je m'imagine, que le sujet est trop connu et le personnage trop difficile à peindre; les faits historiques qui se rattachent à la vie et à la mort de la reine d'Égypte, ses amours avec Antoine, la bataille d'Actium, la fuite des deux amans, l'aspic apporté dans un panier de figues, tout cela se sait trop bien, et cette notoriété ôte à l'action dramatique un des ressorts les plus indispensables, la curiosité. En même temps, Cléopâtre présente un de ces caractères *excessifs*, produits de la double civilisation orientale et païenne, et qu'il n'est pas aisé de faire entrer dans le cadre un peu monotone de nos tragédies. Là gît, selon nous, la principale difficulté du sujet : faire accepter par des spectateurs français le vrai type de la femme antique, sans trop le défigurer ou l'affaiblir. Depuis Corneille jusqu'à nos jours, ce type a pu être entrevu, mais jamais retrouvé. Dès le premier acte de nos œuvres tragiques, nous arrivons inévitablement aux expressions de l'amour moderne, à une peinture plus ou moins fidèle des faiblesses du cœur, aux *beaux feux,* au pouvoir des *yeux*, des *appas*, en un mot à un langage parfaitement inconnu dans l'antiquité. C'était là un idéal très

bien accepté du temps de Corneille, à cette époque de refonte puissante d'où le XVIIe siècle sortit tout armé, comme Minerve, dont il eut la sagesse et le génie. Il s'accordait mieux encore avec les mœurs élégantes et polies de cette société de Louis XIV, qui ne demandait à Racine que le reflet poétisé et ennobli de ce qui se passait sous ses yeux. Pourvu que Corneille, dans ses imposans tableaux, et Racine, dans ses études délicates, ne s'éloignassent pas trop de ces modèles d'héroïsme ou de galanterie dont ils s'inspiraient; pourvu qu'ils recouvrissent tout cela, le premier de son style sublime, le second de son style enchanteur, leurs contemporains les tenaient quittes du reste. — Qu'elle est vraie! qu'elle est Grecque! s'écriait La Harpe, un siècle plus tard, à propos d'une des héroïnes de Racine. — Qu'elle est idéale! qu'elle est française! répliquait Geoffroy, qui ne se doutait pas lui-même de la portée de sa réplique.

Quoi qu'il en soit, ce qui était possible alors ne l'est plus aujourd'hui. L'érudition contemporaine a poussé si loin ses inductions et ses découvertes; notre époque a un si grand souci de la couleur locale, des détails intimes et personnels, de la portion archéologique de l'histoire, que nous ne pouvons plus admettre ce qu'admettaient nos devanciers. Nous savons maintenant ce qu'était l'amour dans la société païenne, et combien il est illusoire de prêter le langage de la passion idéalisée par le christianisme, subtilisée par la rêverie moderne, soit à l'épouse légitime, soit à la courtisane, soit à l'esclave, ces trois grandes catégories de la femme dans l'antiquité. Joignez à cela une initiation plus exacte aux mœurs de l'Orient, et demandez-vous quelle figure ferait aujourd'hui au Théâtre-Français une Cléopâtre jetée dans le moule des héroïnes classiques! Certes, nos auteurs modernes sont trop modestes pour permettre qu'on les compare à Corneille; pourtant, malgré les fières beautés de sa tragédie de *Pompée,* Corneille lui-même touche de près au comique, lorsque sa Cléopâtre nous parle de *sa flamme exempte d'infamie,* et qu'elle ajoute ces vers à propos de César :

Et si jamais le ciel favorisait ma couche
De quelque rejeton de cette illustre souche,
Cette heureuse union de mon sang et du sien
Unirait à jamais son destin et le mien!

Convenons-en, ces quatre vers, de nos jours, auraient fait sourire.

Dieu merci, Mme de Girardin est trop de son siècle, elle est trop spirituelle pour commettre ces inexactitudes de dessin et de couleur. En prenant pour point de départ une nouvelle de M. Théophile Gautier, le plus réaliste de nos écrivains; en puisant dans la belle tragédie de Shakespeare, qui ne pèche certainement pas par le mignard et le convenu, elle a prouvé qu'elle abordait franchement son sujet, qu'elle en acceptait les tons un peu crus et les couleurs un peu vives. Et cependant il fallait bien qu'elle l'assouplît aux conditions de la scène française, qu'elle eût égard à la pruderie de nos habitudes littéraires! Pouvait-elle aussi s'empêcher de suivre ce penchant bien naturel, bien difficile à vaincre, qui devait porter une femme, une Française d'un esprit poétique et charmant, à mêler aux teintes vraies quelques-unes de ces nuances plus modernes qui font partie de son talent? De toutes ces préoccupations sont résultés les hésitations, la gêne, le défaut de parti pris, qui se décèlent en quelques endroits, et aussi les beautés qui éclatent dans plusieurs autres.

L'exposition, qui se fait entre Ventidius, lieutenant d'Antoine, et Diomède, officier de Cléopâtre, nous montre les deux héros du drame tels que nous les représente l'histoire : bizarres assemblages de grandeur et de vices, sacrifiant tout à l'assouvissement de ces désirs immenses, infinis, voisins du vertige, que le paganisme et la toute-puissance jetaient dans ces ames passionnées. Nous citerons ici quelques-uns de ces vers qui nous font connaître Cléopâtre :

.... C'est un étrange effet qu'on ne peut définir,
Où la crainte à l'amour vient vaguement s'unir,
Un plaisir plein d'angoisse, un effroi plein de charme,
Un danger menaçant qui pourtant vous désarme!
Sa colère vous plaît; on l'aime, et quelquefois
On s'en laisse accabler pour entendre sa voix.
Elle est reine toujours, mais aussi toujours femme;
Dans cet être si frêle, on sent une grande ame;
A travers la faiblesse on sent la royauté;
On tremble; on est vaincu.... mais avec volupté.
Sa pensée est un monde, et son cœur un abîme;
C'est ainsi qu'elle va, forte, de crime en crime,
Bravant impunément et le peuple et la cour,
Ne méritant que haine et n'inspirant qu'amour!

Ces vers peuvent donner une juste idée, non-seulement du caractère de Cléopâtre, mais aussi de la manière de Mme de Girardin : de l'éclat, du charme, et en même temps quelques traits où l'enjolivement se fait un peu sentir; un poète doublé d'une femme d'esprit.

C'est ici que se rencontre la première critique que nous adresserons à l'auteur. Un esclave a osé lever les yeux sur la reine : « Être aimé de toi une heure, et puis mourir! » lui a-t-il dit. Ce pacte voluptueux et terrible a été accepté; Cléopâtre n'a plus rien à donner à l'esclave que la mort : il s'y résigne sans pâlir, et telle est encore son ivresse, qu'au lieu de se borner aux simples alexandrins, il déclame une ode à la volupté et à la mort, ode vraiment belle. Il boit résolûment le poison, et il est près d'expirer, lorsque Ventidius et Diomède, qui veulent, à tout prix, séparer Antoine de Cléopâtre, accourent à temps pour sauver la vie à cet esclave, qui va devenir entre leurs mains un instrument de vengeance et de jalousie. Ce prologue, très dramatique, tout-à-fait en harmonie avec le ton général, a l'inconvénient de préparer le spectateur à des événemens qui n'arrivent point. Cet esclave ressuscité semble devoir être le ressort principal de l'action; il n'en est rien : à dater du second acte, ce personnage passe à travers le drame sans s'y mêler. Or, comme c'est sur lui que l'attention a été appelée tout d'abord, il y a désappointement, et l'action, réduite aux élémens historiques, semble parfois un peu vide. Antoine quitte et retrouve Cléopâtre, dont l'ascendant est trop visible, dont la tâche est trop facile, pour que ces alternatives de jalousie, de doute, de séparation et d'amour puissent avoir la valeur de péripéties réelles. La bataille d'Actium se livre derrière la coulisse, ainsi qu'il arrive toujours aux grands événemens qui s'accomplissent dans une tragédie. Nous revoyons Antoine vaincu, déshonoré, bourrelé de remords. Quelques soldats qui l'ont suivi l'engagent à recommencer la lutte; mais c'en est fait, Antoine n'est plus que le fantôme de lui-même; les

dieux ont prononcé, sa destinée est finie. Il croit Cléopâtre morte, et il se tue. Le dernier acte nous les montre dans le tombeau de la reine, Antoine expirant, Cléopâtre recueillant son dernier soupir. Cette scène funèbre, pour laquelle nous éprouvions quelques craintes, a au contraire produit un grand effet. L'épouse légitime d'Antoine, la pâle et vertueuse Octavie, qui pendant toute la pièce a joué un rôle très noble, mais un peu passif, de résignation et de dévouement, revient réclamer le corps de son époux, au nom de ses droits, de ses enfans et de Rome. Cléopâtre reste seule : elle est vaincue, elle est prisonnière, elle est sans armes; naguère toute-puissante, elle n'a plus même le pouvoir de se tuer. Qui la sauvera de cette humiliation? L'esclave. Il lui apporte la libératrice suprême : la mort. C'était lui qui devait périr, parce qu'il avait été aimé; c'est lui qui tue, parce qu'il aime. Cette idée est belle, et Mme de Girardin a bien fait de prendre cette licence, en substituant cet esclave au paysan de l'histoire et de Shakespeare, à qui elle a fait, du reste, plusieurs emprunts dans ses deux derniers actes.

C'est dans le personnage d'Octavie que l'auteur me semble s'être écarté de la réalité historique, et avoir sacrifié à cette sensibilité factice, mondaine, un peu mignarde, que le public manque rarement d'applaudir, mais qui rompt l'harmonie et altère la vérité. Dans l'expression délicate, souvent touchante, de sa jalousie résignée, Octavie ressemble un peu trop à une aimable et vertueuse Parisienne dont le mari se dérange, et qui ne veut pas faire de bruit, dans la crainte de nuire à ses enfans :

Viens, rejoignons mes fils; je pourrai, je l'espère,
Leur cacher mes chagrins et les torts de leur père.

VENTIDIUS.

Je leur dirai combien....

OCTAVIE.

Non, je te le défends;
Gardons-lui toujours pur l'amour de ses enfans.

A coup sûr, ce sentiment est noble, attendrissant; mais est-il à sa place, et les Romains du siècle d'Antoine y mettaient-ils tant de façons? Dans une autre scène, Octavie vante le mérite d'un médecin et elle ajoute :

Et vous pouvez me croire; il soigne mes enfans!

C'est un charmant vers français, mais plus français encore que charmant; toujours la jolie note à côté du ton.

Le personnage de Cléopâtre, qui domine tout l'ouvrage, est aussi celui pour lequel Mme de Girardin paraît avoir réservé tout l'éclat de son pinceau. Jalouse dans les premiers actes, défaillante dans les derniers, mais toujours passionnée, ardente, voluptueuse, cette Cléopâtre, si elle n'est pas précisément celle de l'histoire, celle de Plutarque et de Shakespeare, est au moins une brillante création : nous la dispenserions volontiers de ces détails de couleur locale, d'archéologie égyptienne par lesquels s'ouvre le second acte; ce n'est là qu'un prétexte à beaux vers, et il y en a dans la pièce un trop grand nombre, pour que ceux-là fussent bien regrettables. Mais du moment que la passion est en jeu, du moment que Cléopâtre s'apprête à lutter pour son amour, contre lequel on conspire, nous

retrouvons bien cette nature sensuelle, altière, vindicative, mélange de courtisane et de reine, cette Catherine païenne et civilisée. Il y a même un passage remarquable, c'est celui où Cléopâtre, qui vient, pour la première fois, de voir et d'entendre Octavie, comprend la puissance de la vertu, non pas dans le sens banal, mais comme force, comme moyen d'ascendant et d'autorité; bien qu'étranger à l'action, qui d'ailleurs n'est jamais fort pressée de se remettre en marche, ce monologue a de la grandeur, et je ne puis résister au plaisir d'en citer une partie :

.... O Brutus! la vertu, ce n'est pas un vain nom;
Ce n'est pas un mensonge, un faux prestige... non!
C'est une autorité, c'est une force immense;
A ce premier degré la royauté commence;
C'est un don précieux, c'est un divin trésor,
Une richesse au cœur qui fait mépriser l'or.
C'est un droit personnel qui fait parler en maître;
C'est un orgueil enfin que je voudrais connaître!
O soleil africain! dieu du jour! dieu du feu!
Des plus chastes efforts toi qui te fais un jeu,
Et, sans pitié, riant de nos promesses vaines,
Fais courir tes ardeurs dans le sang de mes veines,
Sois maudit! ....

Ces derniers vers et ceux qui suivent sont vraiment splendides, et Mlle Rachel les dit d'une manière incomparable. Il y a deux ordres d'idées ou de sentimens que Mlle Rachel excelle à rendre: ce sont d'abord les sentimens amers, depuis l'ironie la plus délicate jusqu'à la colère la plus furieuse; ce sont ensuite les morceaux que j'appellerai de poésie proprement dite, ceux qui, sans concourir au drame, appellent l'imagination du spectateur vers les régions idéales. Loin de moi l'envie d'en médire! Quel que soit le lieu qu'elle choisisse, la poésie, cette fleur de l'ame, garde toujours son éclat et ses parfums. Honte à la main qui la brise! malheur au regard qui la dédaigne!

En somme, le succès a été réel; si l'action n'a pas paru très forte, si l'intérêt, en quelques endroits, a semblé se ralentir, si quelques dissonances ont été signalées, l'attention et la sympathie ont été constamment maintenues par des scènes où se reconnaît une main habile, studieuse, inspirée souvent, ingénieuse toujours. Mlle Rachel, secondée avec beaucoup d'ensemble, a merveilleusement servi les intentions du poète; nous croyons que Cléopâtre pourrait bien compter enfin pour l'actrice parmi ces créations *nouvelles* que désiraient pour elle ses admirateurs, et dont le talent de nos auteurs avait été jusqu'ici trop avare.

Mme de Girardin, nous le répétons, a le droit d'être fière du succès qu'elle vient d'obtenir. Si peu de femmes ont réussi dans la tragédie! Ce genre, de tout temps difficile, est aujourd'hui tellement périlleux, j'allais dire tellement impossible! Aussi, maintenant que l'aimable poète nous a donné la mesure de ses forces, je ne sais si j'oserais l'engager à la récidive. Son esprit souple et vif doit se plaire aux conquêtes, aux aventures : pourquoi n'essaierait-elle pas de la comédie? Pour l'écrire, elle n'aurait qu'à rester dans la sphère habituelle de ses idées, dans ce monde actuel et vrai qui lui a déjà fourni tant de fines

silhouettes et de piquantes esquisses. La scène tragique, au contraire, exige d'elle, pour ainsi dire, un déplacement complet d'impressions, d'études et de pensées. Peut-être va-t-on m'accuser de paradoxe, mais il me semble que, pour exceller maintenant dans la tragédie, il faudrait un talent tout d'une pièce, très convaincu, très naïf, quelque chose comme un Béotien de génie : Athènes a trop d'esprit pour garder cette foi robuste, et Mme de Girardin, cette Athénienne si raffinée, a besoin de cesser d'être elle-même pour nous déshabituer de ce gracieux sourire qui lui va mieux qu'à personne. Avant-hier, en applaudissant les beaux vers, les belles scènes dont *Cléopâtre* est semée, en nous réjouissant d'un succès qui honore les lettres, nous étions ramené par ce triomphe même au souvenir des débuts de l'auteur, au surnom glorieux qui lui fut alors décerné, et nous ajoutions bien bas que la Muse de la patrie ne s'appelait pas Melpomène.

ARMAND DE PONTMARTIN.

ŒUVRES COMPLÈTES DE LA BOÉTIE, réunies pour la première fois et publiées par M. Léon Feugère. — Si le XVIIIe siècle, enivré de lui-même, s'est montré fort dédaigneux pour ses devanciers, en revanche notre siècle s'est bien préservé de ce défaut. Lui qui s'annonçait, il y a vingt ans, comme un si terrible novateur, se met aujourd'hui à exhumer pieusement les fragmens inédits de nos anciens écrivains; il est impossible de remplir avec plus de modestie les fonctions d'éditeur auxquelles il semble se résigner. C'est surtout vers le siècle de Louis XIV, et notamment vers les écrivains de Port-Royal, que s'est tournée l'ardeur de nos érudits : cette époque a été fouillée en tous sens, et l'on a ressuscité quelques écrivains, assez inconnus même alors, et qui ne méritaient guère l'honneur de cette célébrité tardive. Quant aux grands écrivains, on a recueilli et publié curieusement leurs moindres débris, des phrases inintelligibles, jusqu'à des mots *barrés*, et l'on s'est épris pour ces prétendus fragmens d'une superstitieuse admiration (1). Le XVIe siècle, au contraire, a été plus négligé qu'il ne le méritait : nous n'avions pas encore d'édition complète de La Boétie avant celle que M. Léon Feugère vient de nous donner. Le *Traité de la Servitude volontaire* n'avait guère été imprimé qu'à la suite des *Essais* de Montaigne : il y a quelques années, M. de Lamennais en a donné une édition à part; mais cette publication avait un caractère exclusivement politique, et, grace à l'illustre éditeur, La Boétie se trouvait attaquer ou défendre des gens auxquels il n'avait point songé. L'édition de M. Feugère est surtout littéraire; les notes savantes et ingénieuses qui l'accompagnent éclaircissent le texte sans l'étouffer. Rien n'est plus rare qu'un commentaire bien fait; on sait que la vertu distinctive des annotateurs n'est pas, en général, la mesure, la discrétion : les uns font de leurs notes une série de pointes et d'épigrammes, les autres un cours complet de linguistique et d'archéologie. L'érudition de M. Feugère est piquante sans prétention et riche sans fatras.

(1) Il existe à la Bibliothèque royale un petit cahier sur lequel Racine a écrit une traduction de quelques odes de Pindare. Sur un des feuillets se trouve un compte de menues dépenses. Je m'étonne que ce *fragment littéraire*, ainsi que la traduction à laquelle il est joint, n'ait pas encore trouvé d'éditeur.

Peut-être, au rebours de M. de Lamennais, a-t-il un peu trop diminué la portée politique du *Traité de la Servitude :* « La Boétie, dit-il, ne fut pas l'ennemi des institutions antiques de son pays... Nous pouvons en croire là-dessus le témoignage que lui a rendu son ami, qui *l'avoit connu jusqu'au vif.* On sait qu'il a déclaré que jamais aucun citoyen ne fut plus soumis aux lois et plus *ennemy des nouvelletes* qui troublent les états. Si l'on s'est armé de son noble enthousiasme et de ses paroles éloquentes pour combattre la monarchie, ce n'est que lorsqu'il ne pouvait plus démentir ceux qui le méconnaissaient et abusaient de son patriotisme. » Le témoignage de Montaigne me semble ici de peu de poids; Montaigne, comme éditeur de la plupart des ouvrages de La Boétie, se trouvait un peu responsable des doctrines qu'ils contenaient. Fort circonspect, fort ami de son repos, on peut croire qu'il a voulu diminuer cette responsabilité, que les protestans rendirent plus lourde encore, en s'emparant du livre de La Boétie comme d'une arme contre le pouvoir qui les persécutait. Si, pour décider cette question, l'on se borne à l'examen même du *Traité de la Servitude*, je doute que l'impression du lecteur soit conforme au jugement énoncé par M. Feugère. Dans cette longue et violente déclamation contre les tyrans, c'est à peine si une phrase, une restriction prudente en faveur des rois de France, viennent atténuer l'énergie, l'exagération même dont les paroles de La Boétie sont empreintes. Je sais que, dans cette haine contre la tyrannie, il y a bien des souvenirs et des imitations de l'antiquité; que ce républicanisme est peut-être aussi littéraire que politique, et que, comme beaucoup de savans de tous les temps, La Boétie, très hardi en théorie, était peut-être assez résigné dans la pratique. Cependant Montaigne ne nous dit-il pas que son ami *eust mieulx aimé estre nay à Venise qu'à Sarlat, et avecque raison?* Je ne m'explique pas trop ce goût singulier pour l'odieuse oligarchie de Venise; du moins cela ne me rassure guère sur les sentimens monarchiques de La Boétie. Comme il n'y a point dans le *Traité de la Servitude* d'autre principe politique qu'une haine violente contre l'autorité d'un seul, il est assez difficile de déterminer à quelles limites s'arrêteraient les réformes rêvées par l'auteur. Au reste, le spectacle des maux que la France endurait alors excuse assez cette âpre indignation. Les atrocités dont Montluc se vante, les turpitudes que Brantôme raconte avec complaisance, expliquent et justifient La Boétie. C'est là le meilleur commentaire historique du *Traité de la Servitude volontaire*, et, en lisant ce commentaire, j'ai peine à croire au dévouement sincère de La Boétie pour ces *institutions antiques* qui autorisaient tant d'infamies.

Outre ce traité, la nouvelle édition contient différens ouvrages en prose, des poésies latines et françaises. On ne saurait reprocher à M. Feugère d'avoir voulu être trop complet et d'avoir montré trop de respect pour les moindres productions de son auteur : comme André Chénier, comme Vauvenargues, La Boétie est mort sans avoir rempli sa destinée; son génie valait mieux encore que ses œuvres, et c'est uniquement rendre justice à sa mémoire que de réunir tous ces essais qui nous révèlent ce qu'il aurait pu être, toutes ces *reliques* qu'*ayant déjà la mort entre les dents*, il confiait à Montaigne avec une si *amoureuse recommandation.* On sait avec quelle piété Montaigne recueillit ce funèbre héritage, avec quelle émotion touchante il saisit toutes les occasions de parler de son ami, de sauver de l'oubli cette mémoire qu'il espère emporter avec lui. Il semble que M. Feugère ait voulu s'associer à cette bonne pensée; les amis de La Boétie lui

en sauront gré, car l'auteur du *Contr'un* n'est pas de ces écrivains que l'on se contente d'admirer; il est, comme André Chénier et Vauvenargues, du nombre de ceux qui se font encore des amis dans la postérité.

— Dans un temps où la littérature historique est tristement féconde en productions d'une valeur douteuse, c'est pour la critique un devoir et un plaisir de signaler les ouvrages malheureusement trop rares où de sérieuses études et un remarquable talent d'écrivain sont consacrés à la peinture de quelque grande époque. Nous avons trouvé ce double mérite de l'érudition et du style dans l'*Histoire de la conquête de Naples par Charles d'Anjou* (1) que publie en ce moment M. le comte Alexis de Saint-Priest. Il y a trois ans, M. de Saint-Priest racontait dans ce recueil l'histoire de la chute des jésuites au XVIIIe siècle avec des documens nouveaux et la plus piquante impartialité. Aujourd'hui, remontant le cours des temps, l'historien a choisi l'époque pleine d'intérêt où la lutte de la papauté et de l'empire, qui avait pris si long-temps l'Europe entière pour champ de bataille, se trouva transportée à l'extrémité méridionale de l'Italie, dans les belles et riches contrées dont se compose aujourd'hui le royaume de Naples. L'imagination du brillant écrivain a été frappée du caractère plus ardent et plus implacable que prit sur ce théâtre l'antagonisme du pontificat et du trône. Là, comme il le dit avec raison, la guerre devient un duel. On voit que le sujet est à la fois vaste et précis. C'est un des principaux aspects de l'histoire générale du moyen-âge mis artistement en lumière. L'historien a su donner à de grandes figures historiques un relief tout-à-fait saisissant. L'empereur Frédéric II de Souabe est peint à larges traits, et le parallèle qu'établit l'historien entre l'incrédule César du moyen-âge, et un autre Frédéric, celui du dernier siècle, le disciple de Voltaire, fera dresser plus d'une oreille en Allemagne. Le bâtard de Frédéric III, Mainfroy, prince de Tarente, a terminé par une mort héroïque, à la bataille de Bénévent, une vie pleine d'aventures qui, sous la plume de M. de Saint-Priest, puisant aux chroniques contemporaines, est un drame non moins émouvant qu'authentique. Le héros du livre, Charles d'Anjou, domine tous les autres personnages. C'est pour la première fois que ce prince, toujours éclipsé dans l'histoire par la glorieuse sainteté de son frère, paraît sur le premier plan de la scène avec ses qualités et ses emportemens, à la fois héroïque et implacable, champion fanatique et altier de l'église, et, plus réellement peut-être encore que Louis IX, le type royal du génie du moyen-âge. L'histoire de M. de Saint-Priest, habilement distribuée en douze livres, et qui se termine par une description pittoresque de la Sicile, servant pour ainsi dire d'encadrement à la catastrophe des *Vêpres siciliennes*, ouvre des aperçus, pose des questions qui seront, dans la *Revue*, l'objet d'un examen attentif. Aujourd'hui nous avons voulu indiquer sur-le-champ aux amis des saines études historiques une production tout-à-fait attachante et distinguée, qui atteste la fécondité et les ressources du talent de l'historien des jésuites.

(1) 4 volumes in-8°. Chez Amyot, rue de la Paix.

V. DE MARS.

LES

PINCHEYRAS.

I.

Il y avait à peine un an que la bande des factieux connus sous le nom de *Pincheyras* avait été détruite et le Chili délivré des derniers ennemis de son indépendance, lorsque je quittai Buenos-Ayres pour me rendre à Valparaiso à travers les pampas. L'instant n'était pas bien choisi; la République Argentine, poussant jusqu'au bout les conséquences d'une émancipation prématurée, rejetait les hommes du parti *unitaire* et civilisateur pour suivre les héros de la *fédération* et de la barbarie. La campagne triomphait et les villes tremblaient. D'un autre côté, les Indiens, reprenant l'offensive, avaient pillé les habitations sur plusieurs points et battu les volontaires de Cordova. L'audace de ces dangereux voisins répandait la terreur sur toute la frontière du sud, et l'on dirigeait contre eux cette expédition fameuse dont le résultat définitif fut la rentrée au pouvoir du président Rosas. Les routes n'offraient pas non plus une grande sécurité. Arrêtés en chemin par les mille contre-temps auxquels les voyageurs sont exposés dans ces plaines inhospitalières, nous ne mîmes pas moins de deux mois à parcourir les trois cents lieues qui séparent la Plata de la Cordilière. L'hiver marchait plus vite que nous; un vent glacial balayait ces solitudes attristées, qui portaient les traces des dévastations commises la veille par les sauvages,

et nous étions encore à quatre journées des Andes, que déjà nous les voyions se dresser comme une barrière infranchissable, uniformément blanches de neige, depuis le sommet jusqu'à la base. Il était impossible de passer au Chili avant le printemps.

Hiverner au pied des montagnes, dans cette vallée de Mendoza que nous rêvions d'avance comme une terre promise à la sortie du désert, devenait pour nous une nécessité que nous acceptions sans trop de peine; mais cette plaine si fertile, tant vantée, que l'on comparait avec orgueil à la *huerta* de Valence, avait souffert aussi. De belles fermes restaient en friche; de rares troupeaux erraient dans les prairies; on voyait bon nombre de maisons abandonnées. La guerre civile avait passé par là, et la proscription l'avait suivie. A ces fléaux, partout visibles, se joignaient les rigueurs d'un hiver extraordinaire. Une neige abondante couvrait le sol quand nous fîmes notre entrée dans la ville de Mendoza, et de plus il faisait nuit; les habitans, peu accoutumés aux intempéries des saisons, se cachaient derrière leurs fenêtres bien closes; personne dans les rues; pas une porte ouverte, pas une lumière; on eût dit une ville morte. Les chevaux s'abattaient à chaque pas, les postillons murmuraient sous leurs *ponchos* humides, et, au milieu des plus profondes ténèbres, nous cherchions un peu au hasard la maison d'un Français chez qui nous devions descendre. Dans ces pays où les hôtels sont inconnus, il faut avoir recours à l'hospitalité; par malheur celui à qui nous venions de si loin la demander ne se trouvait pas chez lui pour nous recevoir. Depuis quatre mois, il était parti pour une expédition désespérée, à la recherche des mines exploitées jadis par les Espagnols dans la partie des Andes qui se prolonge parallèlement aux provinces méridionales du Chili. Reviendrait-il jamais? c'est ce qu'on n'osait affirmer, tant son entreprise semblait aux gens du pays téméraire et même extravagante.

Il ne manquait point dans la ville de Mendoza de maisons délaissées que l'on nous eût louées pour une modique rétribution; mais, à cette heure de la nuit et avec un pareil temps, comment les chercher? Nous restâmes donc dans la demeure de don Luis (c'est le nom que je donnerai à notre hôte), et n'eûmes point à nous en repentir. En son absence, un autre Français, don Eugenio (comme on l'appelait dans le pays), en faisait les honneurs; c'était un jeune médecin de bonne mine dont la clientelle se fût trouvée plus naturellement dans la Chaussée-d'Antin que dans cette pauvre petite ville perdue au pied des Andes. Comme il lui restait des loisirs, nous faisions ensemble de grandes excursions dans la plaine et dans la montagne, promenades variées qui abrégeaient les longueurs d'un séjour dont je ne prévoyais pas encore le terme. Mes compagnons de voyage s'ennuyaient mortellement par la raison

qu'ils étaient venus tout exprès pour conclure certaines affaires avec don Luis; quant à moi, que rien ne pressait, je prenais mon mal en patience, et d'ailleurs, dans les villes espagnoles de l'Amérique du Sud, de l'intérieur surtout, il existe une simplicité de mœurs, une franche cordialité, qui charment et attirent pour peu que l'on soit jeune et disposé à ne voir que le beau côté des choses.

Depuis un mois, nous habitions Mendoza, quand un matin, une heure avant le jour, de violens coups de marteau qui ébranlaient la porte nous éveillèrent en sursaut : — *Quien es?* qui va là? cria don Eugenio, dont la fenêtre donnait sur la rue. — C'est moi, c'est l'intendant de don Luis, répondit une voix haletante, j'apporte une lettre pour vous. — Le *gaucho* entra dans la cour et sauta à bas de son cheval, qui fumait littéralement comme si on l'eût trempé dans une chaudière; il tira de sa ceinture une lettre datée du fort San-Carlos la veille au soir, c'est-à-dire qu'en relayant une seule fois le cavalier venait de parcourir trente lieues espagnoles en dix heures. De cette dépêche il résultait que don Luis vivait encore, qu'il ramenait les débris de son expédition, et que nous le verrions le surlendemain, si la fatigue ne l'obligeait pas à s'arrêter en route.

— Écoutez, me dit don Eugenio, je vais aller au-devant de notre compatriote; nous nous sommes quittés dans des circonstances telles que je sens le besoin de faire ma paix avec lui. Je vous conterai cela quelque jour.

— Pas plus tard que ce soir, lui répondis-je, car, si vous voulez bien le permettre, je vous accompagnerai. Il est assez naturel que j'aille saluer celui dont j'habite la maison depuis plusieurs semaines.

Après avoir sellé de bons chevaux, nous partîmes. Un temps de galop non interrompu nous conduisit jusqu'à une *hacienda* située au pied de la Cordilière, à douze lieues de Mendoza. L'avant-garde de l'expédition de don Luis y était déjà arrivée; elle se composait d'une douzaine de *gauchos* aux physionomies peu rassurantes, aux vêtemens en lambeaux, aux armes rouillées, et d'une troupe de chevaux qui tous portaient sur l'épine dorsale une blessure plus large que la paume de la main. Comme la température était assez froide, tout ce petit camp se mouvait aux rayons du soleil couchant, derrière l'*hacienda,* s'abritant ainsi contre la brise de sud-est (1), qui gémissait dans les hautes herbes. Les troupeaux se rassemblaient autour de la ferme, sous la conduite de cavaliers drapés dans des *ponchos* rouges, qui traversaient l'espace avec une incroyable rapidité; quelques femmes au

(1) Il ne faut pas oublier que nous sommes dans l'hémisphère sud, où le vent de sud-est est le plus froid.

teint hâlé broyaient le maïs dans des mortiers de bois pour le souper de la famille. C'était le spectacle de la vie antique uni à celui de la vie sauvage, le calme des campagnes se mêlant à je ne sais quoi de terrible et d'attristant. Les Andes, trop rapprochées, qui dressaient presque sur nos têtes leurs arêtes sombres, couronnées de pics étincelans de neige, s'enveloppaient peu à peu de vapeurs et de brouillards. La nature semblait trop forte pour l'homme à l'entrée de ces mornes solitudes.

Les *gauchos* insoucians jouaient aux cartes et poussaient de grands cris; les plus gais d'entre eux avaient décroché des guitares pendues aux murailles de l'*hacienda,* et les raclaient avec plus de force que de goût; ce fut bientôt le vacarme d'un cabaret. Au milieu de ces groupes, dignes du crayon de Callot, se promenait une figure que Salvator Rosa eût certainement jetée sur la toile. Je la regardais passer et repasser fière et impassible comme une ombre. Don Eugenio, qui remarqua l'impression produite sur moi par cette apparition singulière, me dit tout bas à l'oreille : C'est le Pincheyra ! Et comme je le regardai à mon tour avec des yeux pleins de surprise : Parlons bas quand nous prononcerons ce nom redouté, continua-t-il; cet homme est le dernier des Pincheyras, vous dis-je. Si vous voulez, je vous conterai l'histoire de la bande des Pincheyras, sans oublier l'expédition de don Luis, à laquelle ce récit se rattache, comme vous le verrez. — J'acceptai cette offre avec empressement; peut-être les choses que don Eugenio me raconta empruntaient-elles leur plus grand intérêt aux temps et aux lieux : c'est au lecteur que nous laissons le soin de juger cette question.

II.

Absorbée dans de plus graves préoccupations au lendemain de la révolution de juillet, dit don Eugenio, l'Europe libérale ne s'intéressa guère aux campagnes que les troupes chiliennes entreprirent pour aller détruire, jusqu'au sommet des Andes, les représentans obstinés, et pour ainsi dire posthumes, de la domination espagnole. D'un autre côté, le parti qui, chez nous, regrettait le régime ancien et redoutait les tendances nouvelles, ignora peut-être comment finissaient sur les frontières de la Patagonie les derniers défenseurs de la cause légitime et royale, déjà perdue dans toute l'Amérique. L'Espagne venait de succomber dans cette lutte contre ses colonies, qui dura près de vingt ans, depuis le premier cri de liberté poussé par les Buenos-Ayriens, en 1807, jusqu'à l'évacuation du Callao par le général Rodil en 1826. Dans l'enivrement de la victoire, les jeunes républiques, méprisant les monarchies européennes et les traditions du vieux monde, s'élançaient au-devant d'un avenir plein d'espérances trompeuses; des bannières

nouvelles remplaçaient sur toutes les villes et sur toutes les forteresses américaines l'étendard de Castille et de Léon, et cependant, au milieu des Andes, à la source des rivières qui, d'une part, coulent dans la Patagonie et, de l'autre, se précipitent dans l'Océan Pacifique, au cœur des riches provinces du Chili, une petite armée bravait encore les vainqueurs de Junin et d'Ayacucho : c'était la bande des Pincheyras, ainsi appelée du nom de son chef.

Pablo Pincheyra n'était point né en Espagne, comme on le supposerait naturellement, mais au Chili, à San-Carlos, province du Maule. Il appartenait donc à cette forte race des *Maulinos*, au teint foncé, à la barbe rare, à la chevelure longue et soyeuse, au menton aplati, qui se distinguent assez des Chiliens du nord pour qu'on reconnaisse en eux l'influence d'un sang étranger. Les Maulinos descendent, au moins par leurs mères, des Indiens braves et intelligens qui ne se soumirent jamais aux Incas. Vous savez que la rivière du Maule formait la limite méridionale du vaste empire des dominateurs du Pérou.

Le district de San-Carlos est situé à une petite distance de la Cordilière, dans une région bien arrosée, abondante en bestiaux et surtout remarquable par la beauté de ses forêts, solitudes imposantes dans lesquelles Pincheyra passa librement sa jeunesse, maniant tour à tour la hache et le *lazo*. A l'exemple de ses compatriotes, il était bûcheron par instinct, c'est-à-dire qu'il savait construire des radeaux propres à conduire jusqu'à la mer les bois de charpente; mais, paresseux, aventureux par nature, il se plaisait à abattre, au moyen du nœud coulant (*lazo*), les bœufs à demi sauvages qui s'égarent dans les hautes vallées des Andes. Cette vie errante et mal réglée obscurcit bientôt en lui le sentiment du tien et du mien (*mio y tuyo*), que don Quichotte affirme avoir été inconnu dans l'âge d'or. Il commit des vols sur les propriétés environnantes, s'enhardit dans le mal, puis, se trouvant mis hors la loi, il se réfugia dans la profession de bandit. Ses frères d'abord et bientôt quelques vagabonds du voisinage se rallièrent autour de lui; les caciques de la plaine et des montagnes s'empressèrent, à son appel, d'accourir avec leurs guerriers, et Pincheyra commença à se faire un nom dans les provinces chiliennes de la Conception et du Maule.

Les expéditions multipliées de Pincheyra et de sa troupe, dont le but était toujours de piller les grandes fermes et de rançonner les hameaux, jetèrent la terreur bien loin à la ronde. Dans ces régions reculées, trop distantes de la capitale, la justice ne pouvait se faire respecter qu'en s'appuyant sur la force armée, et où aurait-on trouvé des soldats disponibles en 1824 et 1825, quand la patrie les appelait tous ailleurs au secours de l'indépendance menacée? Loin d'être inquiété dans ses brigandages, Pincheyra vit peu à peu sa bande s'augmenter d'un grand nombre de déserteurs, de gens sans aveu comme il s'en

trouve toujours beaucoup en Amérique et ailleurs dans les temps de troubles. Il acquit rapidement l'importance d'un chef de partisans, et se montra à la hauteur du rôle que les circonstances le portèrent à prendre. Il était adroit, astucieux, hardi jusqu'à la témérité, brave comme un homme dont la tête est mise à prix, et savait se faire obéir. Sans doute parmi les volontaires enrôlés dans sa troupe il se trouvait des Européens, des officiers de l'armée espagnole, qui pouvaient lui disputer le commandement. Les Indiens, que la soif du pillage entraînait sur ses pas et attachait moins à sa personne qu'à sa fortune, formaient aussi un corps d'auxiliaires difficiles à conduire; mais Pincheyra, à demi sauvage lui-même, avait sur les uns comme sur les autres une supériorité incontestable. Aux Indiens il ouvrait la route des habitations, aux proscrits il offrait un asile, aux vaincus il donnait l'occasion de se venger; il était celui qui dirigeait, en les excitant, les passions de tous.

Au commencement de l'année 1825, Pincheyra voulut essayer ses forces; il se dirigea avec sa bande sur Curico, dans la province du Maule. Remarquez qu'on ne l'attaquait pas; il prenait l'offensive. Les habitans du district, frappés de terreur, ne songèrent pas même à se défendre; de la campagne on se sauvait vers la ville; de la ville on fuyait vers le chef-lieu de la province. Le gouverneur lui-même, pressé de mettre en sûreté ses femmes, ses enfans et sa propre personne, avait émigré, abandonnant la place aux entreprises de l'ennemi. Déjà une famille qui s'était aventurée dans les Andes pour passer à Mendoza avait été enlevée par les bandits. Toute la population, en proie aux plus vives alarmes, tenait ses regards fixés sur la Cordilière, dont Curico n'est éloigné que de trois lieues, croyant entendre à chaque instant les cris terribles que poussent les Indiens au moment de l'attaque. Cependant, au milieu de cette panique générale, la nouvelle se répandit que les soldats chiliens, qui devaient venir prêter appui à la population menacée, arrivaient enfin après avoir été retardés dans leur marche par le manque de chevaux. On reprit courage; quelques citoyens, plus braves que les autres, parlèrent d'armer la milice. On arrêta l'émigration, on fournit des chevaux à la cavalerie, presque entièrement démontée, et autour du détachement de troupes régulières qui formait le noyau de la garnison, se groupèrent environ cent cinquante miliciens, armés de mousquets, de lances et de sabres.

Pincheyra avait été prévenu. Il savait que les Indiens, dont le choc en rase campagne est presque irrésistible, n'aiment pas à se lancer avec leurs chevaux à travers les murs, les haies, les plantations qui entourent une ville; aussi renonça-t-il à une attaque en règle. Après une escarmouche avec un corps de soldats qui poussait une reconnaissance dans la plaine, son avant-garde se retira, par un défilé qui la mettait à l'abri de toute poursuite, au cœur même de la Cordilière.

Avant de se cacher dans ces impénétrables asiles que lui offraient ces ravins connus de lui seul et de sa bande, Pincheyra eut cependant l'idée de tourner la place et de l'enlever, en choisissant le moment où toute la population armée s'aventurerait hors des murs; mais c'eût été tout risquer : le chef de partisans qui fait la guerre pour son propre compte n'est point tenu, comme le soldat, de tenter ces coups hardis qui ne procurent souvent qu'une mort glorieuse. De son côté, la milice, redoutant une surprise nocturne, ne manqua pas de se cacher à l'entrée de la nuit. Les prisonniers mal surveillés s'évadèrent pour la plupart à la faveur des ténèbres, et ceux que l'on crut mieux garder en les enfermant dans la geôle de Curico n'y restèrent pas long-temps. La porte leur ayant été ouverte par une main amie, ils retournèrent dans les montagnes. L'attitude de la milice chilienne, on le voit, n'était guère redoutable. Pourtant cette résistance, si mal organisée qu'elle fût, avait suffi pour contraindre Pincheyra à battre en retraite, et l'échec qu'il reçut dans cette occasion fut pour lui une leçon dont il profita. En se retirant, il voulut graver dans l'esprit de la population de Curico le souvenir de son passage; il jeta sur sa route les cadavres de ses captifs tout hachés de coups de sabre, et coupa le jarret aux animaux, chevaux et bœufs, qu'il ne put emmener. On ne l'inquiéta point dans sa fuite; les soldats chiliens se contentèrent de garder les passages des Andes. Un de ces ouragans de neige que l'on nomme dans le pays *temporales* les tint emprisonnés pendant trois semaines au fond d'un ravin où la famine força les officiers eux-mêmes à tuer les chevaux pour les manger.

Pendant toute la mauvaise saison, c'est-à-dire dans l'hémisphère austral depuis mai jusqu'en octobre, Pincheyra, pareil à un tigre en colère, erra le long des montagnes où il régnait en maître, se jetant de temps à autre dans les plaines, et épiant l'occasion de frapper quelque grand coup. Son camp était établi à la source de deux rivières, au fond d'une vallée que dominent de toutes parts les pics de la plus haute chaîne des Andes; il y vivait en paix, lui et les siens, du produit de ses chasses à main armée sur les habitations les plus voisines. A mesure que la dévastation se répandait autour de lui, il agrandissait ses domaines, et les habitans des villes, bien qu'ils entendissent plus rarement parler du bandit, qui avait mis entre eux et son repaire tout l'intervalle d'une solitude désolée, tremblaient toujours de le voir descendre comme une avalanche du haut de la Cordilière. Ces craintes ne tardèrent pas à se réaliser. Vers la fin de cette même année (1825), un Espagnol du nom de Zinozain se présenta au camp de Pincheyra avec vingt-cinq compagnons. Depuis quelque temps déjà, la petite troupe de Zinozain, réfugiée chez les Indiens, commettait sur le territoire du Chili et des provinces argentines des déprédations de toute espèce; les sauvages lui prêtaient aussi leur appui, et ce qui faisait sa force, c'est qu'elle

marchait au nom de l'Espagne et de Ferdinand. Ainsi, quand toute l'Amérique proclamait son indépendance, quand cette indépendance allait être reconnue par les puissances européennes, deux ou trois caciques et un obscur officier levaient la bannière des rois catholiques là où jamais peut-être elle n'avait flotté. En se joignant à Pincheyra, Zinozain lui donna ce qui lui manquait encore, un drapeau, un mot de ralliement, qui lui valut bientôt le concours ostensible ou caché de la faction espagnole. Parmi ces bandits, qui, pour la plupart, étaient nés au Chili, il représenta l'Europe, dont la troupe tout entière prétendait défendre les intérêts.

Le 1er décembre 1825, *l'armée royale,* composée de deux cents soldats et soutenue par six cents Indiens, se mit en marche dans la direction du district de Chillan. L'alarme se répandit aussitôt dans toute la province, et des ordres furent expédiés à la garnison du chef-lieu pour qu'elle s'opposât au passage des Pincheyras, dont on ignorait les véritables forces. Un escadron de cavalerie et un détachement d'une centaine d'hommes furent tout ce que le commandant put réunir autour de lui; avec cette poignée de braves, il courut au-devant de l'ennemi jusqu'à une *hacienda* dont les maisons fortifiées lui offraient un point de défense respectable; mais, dans son empressement à protéger les propriétés et les troupeaux des habitans contre le pillage des bandits, il poussa en avant suivi de ses dragons. Des renforts marchaient de San-Carlos et de Talca pour se joindre à lui; il négligea de les attendre et s'élança au galop à la tête de sa cavalerie contre les soldats de Pincheyra. Une paire de *boules* lancée par un des bandits exercés au maniement de cette arme terrible abattit à l'instant même le cheval du commandant; les Indiens, débordant sur les côtés avec de grands cris, enveloppèrent les troupes républicaines. Les longues lances des sauvages atteignirent de toutes parts ceux qui cherchaient à se faire jour à coups de sabre. Ce fut une horrible boucherie. Les Pincheyras avaient remporté une victoire complète. Du côté des Chiliens, un officier et six soldats échappèrent seuls au carnage, et, à moitié suffoqués par une longue course que la frayeur ne leur permettait pas de ralentir, ils portèrent à Chillan la nouvelle de la défaite et du massacre de leurs compagnons. Le combat s'était engagé près de l'*hacienda* de Longabi, dont il a gardé le nom.

Ces derniers mots furent prononcés par don Eugenio à voix basse, et comme s'il eût craint d'être entendu. — Vous oubliez donc que nous parlons français et que personne ici ne nous comprend? lui dis-je en riant un peu de sa précaution. D'ailleurs, ce que vous racontez appartient à l'histoire.

— C'est vrai, répondit-il; mais cette défaite blessa l'orgueil des *fils du pays.* C'est un souvenir qu'on doit éviter de rappeler devant eux. D'abord on refusa de croire à cette déroute, puis on en parla furtive-

ment comme d'un de ces désastres inexplicables dont on cherche la cause dans une trahison, tandis qu'il ne devait être attribué qu'à la témérité d'un seul homme. Pauvre commandant! il avait payé de sa vie une si fatale imprudence, et son corps resta abandonné sur le champ de bataille. Trois mois après, une colonne expéditionnaire, en passant par là, crut le reconnaître aux innombrables blessures dont il était couvert, et lui rendit les derniers devoirs.

Désormais Pincheyra et les siens pouvaient braver impunément la république chilienne. La faction espagnole, enhardie par ce succès tout-à-fait inespéré, reconnut en eux les défenseurs de sa cause et fit des vœux pour la réussite de leurs entreprises. La terrible bande reçut des armes et des munitions; elle eut des intelligences dans les villes; les mécontens de toute sorte, les soldats condamnés à des peines disciplinaires pour cause d'insubordination et de mutinerie, se rallièrent à elle en grand nombre. Il y eut bientôt plus de mille hommes réunis au camp. Pablo Pincheyra le fortifia avec un certain art en élevant des retranchemens à l'entrée des défilés que des sentinelles gardaient jour et nuit; la nature d'ailleurs l'avait entouré de rocs escarpés impossibles à franchir. Dans les temps de paix, les Indiens ses alliés retournaient à leurs troupeaux, et la bande, mettant à profit les trèves qu'elle prolongeait ou rompait selon les caprices de son chef, menait joyeuse vie au fond de cette vallée solitaire. Il ne manquait pas de femmes captives dans ce repaire de bandits : quand le colonel don Pablo (car il prenait ce titre) avait fait son choix, il abandonnait généreusement à ses officiers le reste du butin. Il y eut un moment, et ce moment dura plusieurs années, où il put sans trop de folie se considérer comme le dominateur de toute la contrée à cent lieues à la ronde, et se proclamer le roi des Andes. Par son alliance avec les sauvages, il étendait sa puissance au-delà des pays explorés jadis par les Espagnols.

Dès-lors, sa tactique fut de tomber inopinément tantôt sur une ville, tantôt sur une ferme isolée, de jeter partout le trouble et la terreur, de tenir les républicains dans une perpétuelle inquiétude sans leur laisser le temps de se réunir contre lui. Tandis que le vice-roi espagnol La Serna capitulait après la bataille d'Ayacucho, au moment où Rodil abandonnait la citadelle du Callao (dans laquelle il ne restait plus un rat ni un cuir de bœuf à faire bouillir), Pincheyra, tenant toujours pour l'Espagne et pour le roi, se promenait parallèlement à la Cordilière. De toutes parts des cris de joie proclamaient l'indépendance de l'Amérique; Pincheyra, méprisant les républiques victorieuses, marcha sur la ville de Talca. Les malheureux qui fuyaient son approche jetèrent l'alarme dans la province. La milice de Talca, ayant pris les armes, s'exerça sans relâche; la nuit, elle bivouaqua sur les places, tant la terreur était grande. En peu de temps, un corps de cavalerie fut formé;

on entoura la ville de retranchemens et de barrières pour se mettre à l'abri d'une surprise; mais Pincheyra, qui sut qu'on l'attendait de pied ferme, quitta brusquement la montagne pour se jeter sur une *hacienda* considérable située à dix lieues de là. Des lanciers envoyés pour renforcer la milice arrivèrent trop tard au secours de l'habitation menacée. Les maisons venaient d'être pillées; des cadavres jonchaient le sol; les femmes de l'*hacienda,* surprises dans leur sommeil, s'étaient sauvées au milieu des vergers et cherchaient à se cacher parmi les arbres. Les Indiens, qui formaient toujours l'avant-garde, s'étaient précipités sur elles avec des cris terribles, et, les enlevant d'un bras vigoureux, les avaient jetées en travers sur le cou de leurs chevaux.

Ce qui donna à cet épisode une importance particulière, c'est qu'une jeune fille de seize ans, doña Trinidad, sœur du propriétaire de la ferme, disparut dans cette nuit funèbre. Elle avait un frère capitaine dans le régiment de lanciers qui marchait contre les bandits. Ce frère, retenu à Coquimbo avec son escadron, n'était point là pour la secourir, mais ses camarades jurèrent de lui rendre sa sœur. Ils poussèrent si vivement l'attaque, que les Indiens, se sentant harcelés de près et entendant siffler à leurs oreilles les balles contre lesquelles ils n'étaient point encore aguerris, reprirent précipitamment la route des montagnes. Dans cette course ventre à terre au milieu des bois et des rochers, le sauvage qui emportait doña Trinidad la laissa échapper. La jeune fille roula demi-morte sous les pieds des chevaux, puis se glissa dans un fourré et s'y tint cachée jusqu'au lendemain, en proie à des terreurs inexprimables. Le bruit de la fusillade arrivait jusqu'à elle, mais comment distinguer dans cette mêlée l'ami de l'ennemi? où fuir? Peu à peu, le bruit s'éloigna, le silence régna de nouveau dans cette effrayante solitude, et, se hasardant hors du buisson qui l'abritait, la señorita courut à perdre haleine, comme un faon que les chasseurs ont séparé de sa mère. Hélas! elle n'était point habituée à traverser les bois et les ravins sans chaussure, et ses pieds ensanglantés ne lui permirent pas de courir bien loin. Épuisée de lassitude, trahie par ses forces au moment où elle luttait contre la peur en tournant le dos au danger, la pauvre fille se sentit défaillir; elle s'assit le long du chemin, plongée dans un morne désespoir. Périrait-elle abandonnée à quelques lieues de la demeure de son père, et cette demeure renfermait-elle encore quelqu'un de sa famille qui la pleurât et se souvînt d'elle? Marchant à grand'peine, doña Trinidad se tapit une fois encore sous un buisson, et là, bien cachée, elle osa respirer et ouvrir les yeux, épiant le moindre mouvement, écoutant le plus léger bruit. Bientôt un homme passa;... elle hésita à le reconnaître, essaya de crier et l'appela enfin. C'était un domestique de l'*hacienda,* qui répondit à sa voix et la rapporta triomphant dans ses bras. Pendant ce temps-là, ses compagnes allaient grossir

le sérail de Pincheyra ou prendre rang parmi les femmes d'un cacique. Doña Trinidad voulut remercier elle-même les braves officiers qu'elle considérait comme ses libérateurs; après qu'elle eut rempli ce devoir de reconnaissance, une sombre tristesse se répandit sur sa physionomie, toute parée des charmes de la jeunesse. On ne la vit plus sourire, elle se cacha aux yeux de tous, et enfin, pour éteindre à jamais jusqu'au souvenir de cette nuit cruelle, elle prit le voile dans un couvent de *Trinitarias* (1).

L'enlèvement de doña Trinidad causa plus d'effroi dans les provinces que les dévastations commises depuis plusieurs années par les bandits. Les familles aisées quittèrent les *haciendas* en grand nombre pour se sauver dans les villes. Quant à Pincheyra, il ne se regardait pas comme battu pour avoir eu quelques Indiens tués dans leur fuite. Ce léger désavantage ne changea pas même ses dispositions ultérieures; avant que les troupes lancées contre lui eussent repris sa trace, il avait pillé de fond en comble le village de Rio-Claro, et retournait à son fort avec plus de mille têtes de bétail. Au lieu de l'attaquer désormais, on se contentait de le suivre, toujours de très loin, comme si on eût voulu seulement constater la rapidité de ses marches, l'étendue des pays qu'il dévastait et l'audace de ses entreprises. Ce fut ainsi que ce hardi partisan, après avoir parcouru à travers les Andes et pour ainsi dire sur la crête de ces hautes montagnes un espace de plus de cent cinquante lieues, vint surprendre le village de San-José à douze lieues de la capitale. Que pouvait-on penser du gouvernement républicain? Devait-on attribuer à sa faiblesse ou à son incurie l'état d'abandon dans lequel se trouvaient des provinces entières, et l'insolence des Pincheyras qui menaçaient partout la république? N'était-il pas à craindre que la faction espagnole, reprenant courage, ne fît au sein des grandes villes quelques manifestations? Et si les sauvages de la frontière se réunissaient sous la conduite d'un chef intelligent, où la république, fatiguée de tant de guerres, trouverait-elle des armées capables de les repousser?

Sur ces entrefaites, en septembre 1826, le général Blanco, ayant quitté la présidence, fut remplacé par don Augustin Eyzaguirre, qu'une révolution militaire renversa quelques mois après. Bien qu'il ne fût pas arrivé au pouvoir par la voie des armes, Eyzaguirre comprit qu'il

(1) Ce n'est pas un fait exceptionnel que cette résolution prise par une jeune fille d'abandonner le monde à la suite d'une catastrophe qui lui permettait d'y rentrer sans rougir. Nous avons rencontré dans les pampas une fille de *gaucho*, jeune encore, qui, arrachée aux mains des sauvages après avoir avoir été emmenée par eux pendant quelques jours seulement, se condamna à un mutisme rigoureux, se cacha au fond de sa maison, et mourut bientôt sans que jamais on eût obtenu d'elle un mot, une plainte, une larme. C'est la fierté castillane, le point d'honneur tel que l'entendaient Lope de Vega et Calderon, qui se retrouve au bout du monde, vivant encore dans la race espagnole.

fallait absolument réorganiser l'armée, qui manquait de discipline, et remédier aux maux qui affligeaient le pays. Les trois provinces du sud les plus exposées aux ravages des Pincheyras ayant été mises en état de siége, le nouveau président forma une armée spécialement destinée à agir contre les rebelles. Cette armée partit au mois de novembre, c'est-à-dire à l'ouverture de la belle saison, quand les passages des Andes devenaient praticables; elle se composait de deux divisions, dont l'une marchait parallèlement aux montagnes, à égale distance entre les Andes et la mer, tandis que l'autre poussait droit à la Cordilière. Il s'agissait ou de déloger Pincheyra de son camp pour le lancer entre les deux colonnes, ou de le faire rentrer dans son fort et de l'y bloquer. Le hasard voulut que cette fois encore le bandit échappât aux mesures les mieux combinées; son heure n'était pas venue.

La première des deux divisions (celle que l'on nommait la division du sud) ne rencontrait pas d'ennemis, car les espions et les partisans de Pincheyra l'avertissaient du mouvement des troupes; elle ne rencontrait guère d'habitans non plus, par la raison qu'elle agissait sur le théâtre même des *razzias*. Traversant toute la province du Maule, elle s'avança dans celle de la Conception, en remontant vers les Andes jusqu'à la ville de los Angelos. Ce fut alors que le gouvernement chilien put comprendre toute l'étendue des calamités que ces guerres avaient causées dans les provinces. Peu d'années auparavant, cette ville de los Angelos ne comptait pas moins de trente mille ames; on y voyait un fort très vaste, entouré de fossés; c'était la clé de la frontière méridionale. En 1826, les chefs de cette colonne expéditionnaire la trouvèrent si déserte, qu'ils durent s'occuper d'y rappeler les habitans, dispersés dans le nord du Chili; les fossés de la citadelle étaient à peu près comblés; on eût dit une place abandonnée depuis cent ans. On ne se figure pas en Europe avec quelle rapidité dépérissent les centres de population dans les contrées d'Amérique, encore pauvres d'habitans, et comme en quelques mois les campagnes, animées seulement par les troupeaux ou par de lointaines cultures, se changent en désert. Ce n'est qu'après des siècles d'un travail assidu que l'homme prend irrévocablement possession des solitudes hantées par les bêtes fauves et par les hordes sauvages; s'il est interrompu dans son œuvre, la nature l'emporte sur lui; il perd courage, les traditions apportées d'ailleurs par ses ancêtres s'effacent dans son cœur, et il retourne à la barbarie. Ces contrées, alors abandonnées aux entreprises des Pincheyras et des Indiens, sont cependant la partie du Chili la plus salubre et la plus facile à cultiver. Tandis que les vallées de Mendoza et de San-Juan, privées de pluie, ne sont fertilisées que par les irrigations, celles du versant opposé, qui jouissent d'un climat plus variable, présentent une éternelle fraîcheur. On y

trouve à souhait ce qu'il y a de plus gracieux et de plus imposant sur la terre : des prairies, des forêts et des montagnes. Aussi s'y est-il rencontré des habitans qui, épris de la beauté de ce petit Éden, ont trouvé le secret d'y vivre en paix au milieu des horreurs de la guerre. — Après avoir parcouru plus de cent lieues d'un terrain désolé, la colonne expéditionnaire du sud fit halte chez un Espagnol de la frontière dont l'habitation seule était restée intacte. Aimé des blancs, vénéré des sauvages, qui l'appelaient leur père, respecté des bandits, qui admiraient ses vertus, ce sage voyait ses moissons, ses vignes et ses vergers fleurir et fructifier, quand le fer et la flamme ravageaient tout autour de lui.

La division du sud suivait avec résolution et à travers mille fatigues les plans que le général en chef lui avait tracés; partout où elle passait, sa présence produisait d'heureux résultats. Les habitans en voie d'émigration retournaient à leurs foyers; des brigands, qui s'étaient aventurés témérairement hors des montagnes, se retirèrent non sans laisser entre les mains des soldats quelques-uns des leurs morts ou prisonniers, et des captifs abandonnés par eux furent rendus à leurs familles. Cependant le corps des insurgés ne se montrait pas. Pincheyra avait compris que cette marche régulière de deux armées qui combinaient leurs mouvemens lui serait funeste s'il s'éloignait des Andes. La seconde division (celle qu'on appelait la division de la Cordilière), en se dirigeant en ligne droite vers les montagnes, le menaçait pour ainsi dire jusqu'au cœur de ses états. Il l'épiait dans sa marche avec d'autant plus d'inquiétude, que la désertion se mettait parmi ses adhérens. Contre cet homme insaisissable, on commençait à recourir aux derniers moyens; on détachait de lui ses alliés, on cherchait à l'affaiblir et à le décourager.

Depuis quelque temps déjà, l'Espagnol Zinozain avait quitté le fort de Pincheyra pour former un camp séparé avec un cacique influent nommé Marilaun. L'Européen regrettait l'Europe ou au moins la civilisation des villes, dont il se sentait exilé; le sauvage flairait de loin les beaux présens qui seraient le prix de sa soumission, et tous les deux songeaient à capituler. Un Français établi de longue date sur la frontière et habitué à traiter avec les habitans de ces solitudes fut l'agent que Zinozain choisit pour entamer les négociations, et comme un autre de nos compatriotes, le colonel Beauchef, commandait cette division des Andes, le chemin se trouva tout tracé pour arriver jusqu'au général en chef. Cependant le rusé cacique ne se hâtait pas de conclure la paix, espérant faire payer plus cher sa défection; puis on était dans la saison de la *chicha*, c'est-à-dire à l'époque où, après avoir récolté les pommes, on en extrait la liqueur enivrante ainsi nommée, qui fait les délices des Chiliens civilisés ou sauvages. On laissa donc pour l'instant le roi-pasteur s'occuper avec ses sujets de cette importante affaire, et on continua

la campagne. Un autre cacique et cent cinquante guerriers des montagnes, jaloux de la puissance de Marilaun, qu'on appelait le cacique des plaines, venaient de se rallier aux troupes du colonel Beauchef, et celui-ci avait hâte de se les attacher en les compromettant au début de l'expédition. Le premier résultat de cette tactique fut un avantage de quelque importance remporté sur une petite troupe de Pincheyras campée au fond d'un ravin à l'entrée des Andes. Dans cette rencontre, où les Indiens auxiliaires se montrèrent assez braves, les troupes républicaines enlevèrent une centaine de chevaux, une cinquantaine de bœufs, et firent prisonnières quinze familles. Parmi les captifs se trouvèrent les deux sœurs de Pincheyra lui-même.

Ici don Eugenio se leva pour chasser un grand chien maigre qui se couchait sans façon sur ses jambes, car nous étions étendus à la porte de l'*hacienda,* au milieu des chevaux et des mules; le maître du lieu nous avait fourni des cuirs de bœuf qui nous servaient de lits, et nous nous couvrions de nos manteaux pour nous abriter contre la rosée.

— Et que devinrent ces deux captives? demandai-je à Eugenio.

— Je n'aurais pas voulu me trouver à leur place, reprit-il; ces soldats étaient fort animés, mais, par bonheur, elles avaient commis une bonne action, et, comme une bonne action n'est jamais perdue, elles en eurent la récompense. Quelques années auparavant, un jour de fête, on célébrait la messe dans une vaste et riche *hacienda* de la province du Maule; maîtres et serviteurs chantaient l'office, quand Pincheyra, tombant comme une bombe au milieu de ces paisibles habitans, pille et saccage l'église, ruine les maisons, tue les hommes et enlève les femmes. La nièce du propriétaire de l'*hacienda* fut au nombre des victimes; son oncle put la racheter moyennant une grosse somme d'argent, et, comme il apprit d'elle que les sœurs de Pincheyra avaient adouci sa captivité par leurs bons traitemens, il réclama ces deux femmes quand le sort des armes les livra à la colonne d'expédition. Le vieux colon donna donc l'hospitalité aux deux prisonnières; mais celles-ci, préférant la liberté à la plus douce prison, s'échappèrent bientôt pour aller rejoindre leurs maris et leur frère.

Pincheyra avait perdu son camp avancé; un second détachement envoyé par lui éprouva un échec assez considérable, et le colonel Beauchef, après une marche forcée de seize lieues dans les montagnes, se porta sur le camp même des bandits, laissant à l'un de ses officiers l'ordre d'attaquer sur un autre point. Jamais encore le chef de partisans ne s'était vu serré de si près et si vigoureusement traqué; mais ces dispositions et d'autres habilement prises par les généraux de la division du sud furent en partie paralysées. Les Indiens auxiliaires, qui craignaient de voir leur pays pillé par les caciques ennemis, hésitèrent à exécuter les ordres précis que leur transmettaient les officiers; de faux

avis, répandus dans les deux divisions par les agens des Pincheyras, achevèrent de déranger les plans d'attaque; on accusa aussi un commandant espagnol d'avoir trahi sa consigne, afin de ménager une retraite aux rebelles. Ceux-ci perdirent du monde, mais ils échappèrent à la destruction certaine dont ils étaient menacés; ils rompirent les mailles du filet dans lequel ils se sentaient peu à peu enveloppés, et ne laissèrent au colonel Beauchef que la gloire de les avoir poursuivis bravement, sans relâche, l'épée dans les reins, jusqu'au-delà du pays qu'ils regardaient comme leur domaine.

Un grand nombre de captifs furent ramenés à la ville de Chillan et rendus à leurs familles; les plus jeunes d'entre eux ne se rappelaient pas même le lieu de leur naissance, et regardaient avec surprise ces rues et ces clochers dont ils avaient perdu le souvenir. Le cacique Marilaun, son fils, quatre autres chefs de sauvages venaient enfin de faire leur soumission; une escorte les amenait à travers ces campagnes où ils avaient tant de fois jeté l'épouvante. On envoya à leur rencontre soixante Indiens auxiliaires, tous à cheval, armés de la lance ornée de plumes, des terribles *boules* et du *lazo;* ils étaient précédés d'une musique militaire et suivis d'une garde d'honneur chargée de recevoir ces guerriers las de combattre. On les accueillit à bras ouverts, on les gorgea de présens, de vins et de grosses viandes; on les enivra du bruit des trompettes, du retentissement des tambours, et ils firent éclater leur joie. Singulier moment que celui où l'on embrasse tout à coup son ennemi comme un frère, en tenant encore à la main les armes préparées contre lui! Le lieutenant-colonel Zinozain et un de ses adhérens s'étaient rendus du même coup.

Pincheyra ne comptait plus d'alliés, à l'exception d'un seul cacique qui lui restait, et la défection avait diminué le nombre de ses vrais soldats. Cependant il ne se laissa pas décourager. — Je sers la cause du roi don Fernando, et j'ai de nombreux amis dans toutes les provinces, répondait-il par son secrétaire aux généraux chiliens, — car j'oubliais de vous dire que Pincheyra avait un secrétaire, qui lui était d'autant plus utile, qu'il ne savait pas écrire; il avait un chapelain aussi, le *padre* Gomez, homme intrépide comme en renferment les couvens de l'Espagne et de ses colonies, mieux fait pour porter la cuirasse que le froc, qui haranguait la bande, se jetait à cheval sur les canons dans les momens difficiles, et poussait, au fort de la mêlée, des cris de : Vive le roi!

Au moment où la situation de Pincheyra et des siens semblait désespérée ou au moins fort compromise, les événemens vinrent à leur secours; les troubles qui désolèrent la république chilienne pendant plusieurs années consécutives ne permirent point à ceux qui disposaient du pouvoir de diriger contre les rebelles de nouvelles expéditions. Cet

état de choses ne dura guère moins de cinq ans, depuis 1827 jusqu'en 1832, et, quoiqu'il y eût plus d'un enseignement à tirer de l'étude de ces faits, je les passerai sous silence pour arriver au dernier acte du drame dont Pincheyra est le héros.

L'existence d'un chef de partisans survivant à la cause qu'il représente avait quelque chose de trop anormal pour qu'elle se prolongeât indéfiniment. Par le seul fait du rétablissement de la paix et de la consolidation des républiques nouvelles, déjà reconnues des puissances d'Europe, Pincheyra sentait diminuer son influence sur les populations; la faction espagnole ne pouvait plus fonder sur lui les mêmes espérances. Il est vrai que les mutineries de quelques régimens chiliens avaient fourni à Pincheyra beaucoup de déserteurs qui se jetaient dans son parti par esprit de vengeance; les Indiens Pehuenches lui prêtaient aussi le concours de leurs hordes, dont le nombre équivalait et au-delà à celui des alliés de même race qui s'étaient retirés de son camp. Les événemens prouvèrent que, pendant ces quelques années, les Pincheyras se trouvaient matériellement plus forts que jamais; cependant ils avaient beau se dire soldats du roi, on ne voyait en eux que des brigands organisés. Du haut de son aire, Pablo Pincheyra pouvait encore traiter de puissance à puissance avec le gouvernement nouveau; mais il aima mieux braver jusqu'au bout un pouvoir sans prestige à ses yeux. Peut-être même ne prononçait-il le nom de Ferdinand VII que pour blesser plus cruellement l'orgueil des républicains, et il fit tant que la fortune enfin l'abandonna.

En janvier 1832, un corps de mille hommes et plus, infanterie et cavalerie, précédé d'une centaine d'Indiens qui servaient d'éclaireurs, arrivait au pied des Andes. Le gouvernement venait de déclarer, dans des proclamations pleines d'emphase, mais fort énergiques, qu'il voulait en finir avec ces hordes de *desesperados*, la honte et le fléau du pays. Il était temps; les bandits, habitués à l'impunité, se montraient dans les campagnes à une grande distance de leurs retraites ordinaires. Leur nombre semblait se multiplier chaque jour, et les Indiens Pehuenches, qui les soutenaient, montraient une audace et une avidité de pillage qui faisaient tout fuir devant eux. Il s'agissait de savoir définitivement à qui appartiendrait le territoire si long-temps disputé, et si on obéirait, dans les régions voisines des Andes, au gouvernement établi ou à Pincheyra. Cette grave question, l'armée qui entrait en campagne devait la résoudre. Il y a lieu de croire que l'ennemi ne se savait pas si sérieusement menacé; les troupes étaient arrivées à quatre-vingts lieues du camp des insurgés, à l'endroit nommé *Roble Gaucho*. Là demeurait Vallejos, le secrétaire de don Pablo Pincheyra; ce dernier s'y trouvait en personne, avec deux ou trois de ses partisans, paisiblement assis et ne redoutant aucun danger. Tout à coup un détachement de grenadiers

à cheval, conduit par des espions déserteurs du camp des rebelles, met pied à terre, et entre l'arme au poing. « Le voilà ! » crièrent les traîtres en montrant du doigt leur ancien chef, et au même instant une décharge de mousqueterie renversa tous ceux que recélait cette maison, y compris Vallejos et Pablo Pincheyra. Ainsi périt obscurément, par surprise, sans pouvoir se défendre et au début de la campagne, cet homme, qui depuis huit ans fatiguait les troupes du Chili.

Animés par un succès qui passait leurs espérances, les soldats franchirent en trois jours les quatre-vingts lieues (1) qui leur restaient à parcourir pour arriver au repaire des bandits. Leur marche avait été si rapide, que l'ennemi n'eut pas le temps de se défendre dans les défilés; ils surprirent sept des neuf sentinelles qui gardaient en toute saison les abords du camp, et débouchèrent dans ces vallées profondes qui communiquaient entre elles par des gorges. Alors ils aperçurent, adossée au marais qu'on nomme *Laguna de Epulanquem,* toute l'armée des Pincheyras rangée en bataille. Il s'agissait de l'envelopper, et la division se partagea en trois colonnes, qui devaient converger sur le même point. Les rebelles avaient commis une grande faute en restant sur la défensive et en se laissant enfermer dans ce cercle de montagnes escarpées; mais Pablo Pincheyra n'était plus, et ses partisans consternés jetaient un regard de découragement sur son frère, Jose Antonio, qui les commandait en chef pour la première fois. L'action commença par une vive fusillade, et les Indiens Pehuenches, fort peu sensibles à l'honneur quand leur vie est menacée, prirent la fuite avec d'horribles clameurs. A ces cris d'épouvante succédèrent les hurlemens du désespoir, car, en fuyant, les sauvages donnèrent au milieu de la cavalerie, qui se tenait embusquée à l'entrée des passages. Ils périrent en si grand nombre dans cette course désordonnée, que, sur un espace de trois lieues, la route qu'ils parcouraient fut jonchée de leurs cadavres. Peu à peu les trois colonnes, se rapprochant du gros des insurgés, les écrasèrent du haut des rochers; tout ce qu'il y avait là de combattans périt par les armes ou tomba aux mains des vainqueurs. Sur neuf cents bandits armés qui prirent part au combat, sans compter les Indiens, deux cents restèrent sur le champ de bataille, et sept cents furent faits prisonniers. On forma de ces soldats de Pincheyra un régiment qui reçut le nom de *carabiniers de la frontière,* et ce ne sont pas les plus mauvais de la république. Des armes, des munitions en grand nombre entassées dans cet arsenal, des vivres et beaucoup d'objets précieux, furent les trophées de la journée; mais on n'y trouva point le fameux trésor que l'on supposait avoir été amassé par les rebelles. Quand on ouvrit la

(1) Il ne faut pas oublier que, dans ces contrées, l'infanterie monte à cheval quand il s'agit de faire des marches forcées.

barrière aux immenses troupeaux réunis autour du camp, on vit les bœufs et les chevaux se précipiter avec bonheur vers les vallées verdoyantes d'où ils avaient été enlevés. On délivra plus de mille femmes de tout âge, qui vivaient captives dans cette capitale des états de Pincheyra, gardées à vue par les guerriers qui se les étaient appropriées, et je n'oserais assurer qu'elles accueillirent toutes avec des cris de joie ceux qui les rendaient à la liberté.

Les Chiliens avaient pris leur revanche de la défaite de Longabi. Toutefois la revanche n'était pas complète encore, car Jose Antonio avait échappé au carnage. Monté sur un cheval comme on n'en trouve que dans ces contrées, il se sauva à la faveur des ténèbres, en escaladant des montagnes à pic, suivi de cinquante de ses plus fidèles partisans. Sans perdre de temps, la cavalerie, aidée d'une troupe d'Indiens auxiliaires, se mit à le traquer de rocher en rocher, afin de lui couper la retraite du côté des pampas. Un jour, des espions ayant retrouvé sa trace, il allait tomber vivant entre les mains des soldats, quand sa sagacité de sauvage lui fit découvrir leurs pas sur la poussière, et cette fois encore il put se cacher dans une grotte inaccessible, connue de lui seul. Pendant quelque temps, il erra ainsi, successivement abandonné par ses compagnons. Quand il n'en compta plus que quatorze autour de lui, quand la faim se fit sentir, quand les détachemens qui battaient les montagnes dans toutes les directions ne lui permirent plus de s'aventurer hors de sa caverne, il demanda à capituler; mais il n'était plus temps. Admis à se rendre à discrétion, Jose Antonio Pincheyra avait à peine déposé les armes, que quatre balles l'étendaient raide mort.

— Et l'impassible personnage qui se promenait tout à l'heure si gravement au milieu des cavaliers sans prendre aucune part à leurs jeux? demandai-je à don Eugenio. Vous m'avez dit, je crois, qu'il faisait partie...

— Chut! le voilà tout près de vous, qui dort du sommeil du juste. Ne vous y fiez pas cependant; ces gens-là ne dorment jamais que d'un œil. Il s'est approché de nous par instinct, pour tâcher de saisir au passage quelques mots de ce récit dont il a deviné le sujet, soyez-en sûr. J'oubliais d'ajouter, en terminant, que, dans le bulletin de cette bataille, il était dit que quatre hommes seulement de la bande des Pincheyras avaient trouvé un refuge dans les pampas : trois brigands sans nom et un chef (*caudillo*) de quelque importance, nommé don Vicente...

— Hein! fit le cavalier mystérieux en se soulevant sur le coude.

— Je voulais vous demander, *amigo*, si vous avez là votre briquet, lui dit don Eugenio en me jetant un regard de côté. Je ne serais pas fâché de fumer un cigare avant de m'endormir.

Vicente, car c'était bien le Pincheyra que la dépêche officielle avait signalé, alluma rapidement sa mèche de coton, prit un cigare que lui offrit don Eugenio et se recoucha auprès de nous.

III.

Le lendemain matin, tandis que les tranches de bœuf destinées au déjeuner rôtissaient devant le feu, nous nous promenions dans la direction des montagnes. D'énormes condors, qui sont aux aigles ce que les Andes sont aux Pyrénées, descendaient vers les plaines pour y chercher la pâture qu'ils ne trouvaient plus dans la Cordilière, couverte de neige. Nous espérions apercevoir à l'horizon le gros de la caravane que don Luis ramenait des mines; mais rien ne paraissait encore, et nous revînmes au camp nous asseoir près du Pincheyra, qui se chauffait au soleil les deux mains appuyées sur son sabre. Il portait une casquette, ou plutôt une espèce de toque sans visière d'origine espagnole, et un *poncho* bleu fort propre, pareil à celui des artilleurs de Buenos-Ayres. Il y avait en lui du soldat et du brigand. A sa physionomie régulière et belle, on l'eût pris pour un Andalou de Vejer ou de Tarifa.

— Il me reste à vous raconter, me dit don Eugenio, comment cet homme se trouve ici. Notre compatriote, M. ..., ou don Luis (car on ne lui donne pas d'autre nom dans ce pays), officier d'artillerie sous l'empire et compromis pendant les événemens de 1815, quitta la France à la rentrée des Bourbons. Sa mauvaise étoile le conduisit sur les bords de la Plata, où ses connaissances variées semblaient lui promettre un brillant avenir. Comme beaucoup d'autres, il ne rencontra sur cette terre de liberté que d'amères déceptions. D'essais en essais, il arriva jusqu'à Mendoza, où il établit une distillerie, et le succès de son entreprise paraissait assuré, quand la guerre civile vint une fois encore renverser ses projets. Dévoré d'ennui et cherchant à appliquer ses connaissances à quelques grands travaux, il tourna sa pensée vers l'exploitation des mines abandonnées depuis la retraite des Espagnols. Réveiller cette industrie lucrative dans des provinces ruinées, c'eût été y répandre la richesse et la vie.

Sur ces entrefaites, don Facundo Quiroga, dont le triomphe du parti fédéral assurait la toute-puissance, établit son quartier-général à Mendoza. Cette ville fut le lieu qu'il choisit pour diriger l'expédition contre les Indiens, dont il était commandant en chef. Et remarquez que ce soulèvement des sauvages *pamperos* coïncidait avec les dernières campagnes des Pincheyras. Vous aurez entendu dire que ce sont des Espagnols qui aujourd'hui encore conduisent les Indiens au pillage, car on les accuse de tout ici; ce qu'il y a de vrai, c'est que des déserteurs échappés du camp de don Pablo ont réveillé dans l'esprit de ces démons le

goût du pillage, que les calamités qui nous ont affligés de ce côté-ci des Andes étaient un contre-coup de l'insurrection des Pincheyras. Le général Quiroga se trouvait ici plus à portée de repousser les Indiens et plus à l'abri des piéges que ses ennemis nombreux et ses rivaux pouvaient lui tendre.

Quand on parle de Quiroga, deux choses sont difficiles : faire son éloge et le calomnier, tant il a fait de mal et peu de bien. Je dirai seulement que ceux qui l'ont vu de près ont pu distinguer en lui, sous l'enveloppe féroce et astucieuse du *gaucho,* le coup d'œil juste et parfois élevé de l'homme supérieur. Don Luis exerçait sur cette intelligence mal réglée et sans culture, sur cet esprit ombrageux et sujet à de violentes fureurs, un certain ascendant, par cela seul qu'il lui parlait avec la liberté d'un soldat. Quiroga, qui se plaisait à voir le vulgaire trembler sous son œil fauve, aimait cette ame forte qui ne fléchissait pas en sa présence, et puis, comme tous les héros de ces républiques nouvelles que la gloire de Napoléon empêche de dormir, il ne se lassait jamais d'entendre raconter les batailles de l'empire.

Depuis long-temps, don Luis sollicitait Quiroga de l'aider dans son entreprise, de lui fournir les moyens de retrouver certaines mines que les écrits d'un ancien auteur plaçaient aux environs du mont *Pallen;* l'occasion s'offrit enfin. Un soir, don Luis entrait chez le général au moment où celui-ci se mettait à table : « *Por Dios,* cria Quiroga, vous arrivez à point; voici une salade que je crois empoisonnée; vous qui connaissez la chimie... — Si elle contient du poison, tant mieux, répondit don Luis en l'avalant; j'aime mieux mourir que d'attendre éternellement votre bon plaisir. » Cette action hardie plut à Quiroga. « Ah! reprit-il avec un accent de conviction et de vérité qui ne lui était pas ordinaire, ces Européens ont du bon parfois!... quelle population j'ai à gouverner ici! Des gens habitués aux vieilles coutumes, qui se laissent mener à coups de plat de sabre du matin au soir, pourvu qu'ils dansent toute la nuit (1)! Écoutez, don Luis, je vous nomme commandant de l'arrière-garde de la division qui marche contre les Indiens; suivez l'armée aussi loin qu'il vous plaira, et puis vous la quitterez pour aller explorer les montagnes. Je vous fournis des chevaux et des mules, choisissez vos hommes, et je vous promets de faire fusiller quiconque vous abandonnera. »

Le Pincheyra qui était venu chercher un refuge derrière les Andes fut aussitôt désigné comme le seul homme dans tout le pays qui pût

(1) En s'exprimant ainsi, Quiroga faisait allusion au parti *unitaire,* qui se composait surtout de la classe aisée du pays. Il régnait dans cette portion des habitans de la République Argentine une aménité de mœurs, une élégance de manières qui irritaient le chef des fédéralistes. Il sentait que jamais sa puissance violente et brutale ne serait acceptée par ces *aristocrates.*

nous servir de guide; je dis nous, car j'acceptai les propositions que me fit don Luis de me joindre à lui.

Don Eugenio en était là de son récit, quand je crus devoir l'interrompre pour lui montrer une forme encore incertaine qui commençait à poindre à l'horizon; peu à peu cette forme se dessina plus nettement, et nous distinguâmes une mule qui trottait vers nous, portant sur son dos un personnage plus semblable à Sancho qu'à un cavalier des pampas. Il avait un chapeau blanc et une longue veste grise qui ne cachait ni pistolets, ni ceinturon de sabre. Quand il mit pied à terre, un léger sourire effleura les lèvres du Pincheyra, et tous les *gauchos* s'écrièrent : *El molinero* (le meunier)! Pour ces gens à demi sauvages, qui ne vivent que de viande, un meunier est une espèce d'homme assez inutile. Il est vrai aussi que la figure du nouveau venu, à la différence de leurs faces balafrées de coups de couteau, respirait la plus parfaite bonhomie. Don Eugenio lui tendit cordialement la main, et me le présenta sous le nom de M. Jean, Provençal de naissance et meunier de profession. — Monsieur que voici, ajouta-t-il, fit partie de l'expédition en qualité de directeur des fourneaux que nous emportions à dos de mulet pour essayer les métaux dans la montagne.

— Hélas! oui, répliqua Jean; je ne savais plus que devenir. Dans ces pays, il y a bien des moulins à eau et pas un moulin à vent, précisément le contraire de ce qui a lieu en Provence, où l'eau est rare. Accoutumé à tendre mes toiles sur les hauteurs, je m'ennuyais à périr dans les ravins où ces gens-là vont établir leurs usines, et puis, monsieur, quels mécréans que ces hommes toujours armés de sabres et de couteaux! Ils tuent un chrétien comme un ortolan. Seriez-vous venu aussi chercher fortune par ici, monsieur? ajouta M. Jean en se tournant vers moi.

— Non, répondit don Eugenio; monsieur est en route pour le Chili, et je lui contais notre expédition. — Puis, reprenant son récit : — Nous partîmes un peu tard, continua-t-il, parce que l'armée avait de grands préparatifs à faire, et l'arrière-garde, avec laquelle nous marchions, composée des femmes, des enfans, des bagages et des troupeaux, s'avançait avec une lenteur désespérante. Au passage des rivières, il fallait démonter les chariots, et former, avec les roues et la caisse, des radeaux sur lesquels on pût transporter tout cet embarrassant attirail. Mon rôle d'aide-de-camp me laissait en partie la responsabilité de ces travaux. Jean m'aidait de son mieux, car il est bonne créature, et don Luis, absorbé dans ses projets, attendait avec une impatience extraordinaire le moment où il abandonnerait le commandement de cette arrière-garde, que Quiroga lui avait confiée, pour se jeter dans la Cordilière.

Ce moment arriva enfin; j'avoue que je le vis venir avec une cer-

taine inquiétude, car je commençais à me demander ce que j'étais venu faire dans cette maudite galère. A mesure que nous avancions dans le désert, les espérances que j'avais formées se dissipaient devant l'effrayante réalité de ces pics mornes et menaçans vers lesquels nous allions monter après les avoir constamment suivis des yeux. Aussi, lorsque nous vîmes cette arrière-garde tumultueuse s'éloigner, quand le grincement des chariots sur leurs essieux de bois ne retentit plus à nos oreilles, quand nous nous trouvâmes réduits à notre petite troupe de trente et quelques hommes perdus dans l'immensité, j'éprouvai un serrement de cœur inexprimable. Ce qui me déroutait aussi, c'était la muette résignation de nos *gauchos;* ils ne chantaient plus, mais ils marchaient avec cette insouciance du lendemain qui leur fait affronter tant de périls. Le Pincheyra galopait en avant comme un homme qui retourne chez lui, don Luis examinait une à une les pierres qui pouvaient lui fournir quelque indice du gisement des mines, et Jean récitait des patenôtres. Quelquefois, profitant des haltes, le Pincheyra s'éloignait du camp pendant tout un jour; où courait-il? personne ne l'a jamais su. Les gauchos disaient qu'il allait voir si le trésor caché par les Pincheyras avant l'attaque de leurs retranchemens était encore à sa place. Toujours est-il qu'il revenait de ces mystérieuses excursions tantôt avec des couvertures et des harnais, tantôt avec des chevaux indomptés qui semblaient obéir à sa voix. Nous ne le questionnions jamais sur ces disparitions, qui lui donnaient aux yeux de toute la troupe un prestige extraordinaire. D'étape en étape, nous arrivâmes si près du camp détruit des Pincheyras, que nous tombâmes un soir au milieu d'une foule d'ossemens humains, et même, ce qui est affreux à dire, nous distinguâmes des cadavres d'Indiens et de blancs que des chiens errans avaient déterrés. Nous eûmes beaucoup de peine à leur arracher ces restes défigurés de nos semblables, que nous ensevelîmes plus profondément : il restait çà et là des *ponchos,* des couvertures, quelques dépouilles qui ne recouvraient plus que des squelettes; mais les cavaliers de la caravane, frappés d'une terreur superstitieuse, n'eurent pas même l'idée de s'approprier ce butin. Quant aux chiens, trouvant à vivre à la suite de notre petite troupe, ils s'attachèrent à nous pour ne plus nous quitter.

— Seraient-ce par hasard, demandai-je avec un effroi involontaire, ces grandes vilaines bêtes à oreilles de renard, à queues de loup, que toute la nuit j'ai senti se coucher sur moi?

— Précisément, reprit don Eugenio; ils appartiennent à cette race de chiens marrons qui errent dans les pampas et se réunissent par bandes pour attaquer les troupeaux et même les hommes. Ils ne manquent jamais de suivre les armées; un champ de bataille est pour eux une abondante curée, et ceux-ci ne tarderont pas à redevenir sauvages quand

la petite caravane réunie ici se sera dispersée. La rencontre de ces animaux fut pour nous l'indice certain que nous étions dans les parages occupés naguère par les Pincheyras. Arrivés aux dernières vallées, nous en choisîmes une assez abondante en herbe pour y faire hiverner le surplus de nos bêtes de somme et les bœufs qui devaient servir à notre nourriture.

— Et notez bien, monsieur, que, comme des païens, interrompit Jean, nous vivions de chair presque crue; nous n'étions que trois à manger du pain, et nous n'en avions pas chacun de quoi suffire à un Anglais! Ah! moi qui étais venu ici exprès pour faire fortune, en être réduit à vivre de tranches de bœuf séchées au soleil! A l'heure qu'il est, monsieur, si j'eusse été moins ambitieux, moins fou, je serais peut-être maître meunier aux portes de Marseille! Quand je me vis là, dans cette vallée, réduit à faire paître des bœufs sous la direction de M. Eugène, le cœur me manqua. Don Luis ramassait toutes les pierres qui semblaient tombées de la montagne, il en prenait de toutes couleurs, mais en attendant on n'installait point les fourneaux, et je commençais à croire que l'or ne se ramasse à pleines mains ni au Chili ni au Pérou.

M. Jean avait des façons particulières de sentir et de parler. Comme Sancho, à qui j'ai dit déjà qu'il ressemblait un peu, il regrettait éternellement son village, et cependant je ne sais quelle vague espérance le poussait à courir les aventures. Ce n'était pas précisément une île qu'il cherchait, mais une position indépendante, supérieure à celle que sa naissance lui offrait dans son pays. Sous quelle forme la rêvait-il? voilà ce qu'il serait difficile d'expliquer, car il cachait ses petits projets aussi soigneusement que les quelques piastres, fruit de ses épargnes et de son travail. Entre cet homme doux par caractère, patient, laborieux, préoccupé du lendemain, que le hasard avait jeté dans la vie sauvage, et le Pincheyra insouciant, inhabile à toute profession autre que celle des armes, indépendant, aventureux, que la ruine de son parti avait relancé hors des montagnes, le contraste était complet. Quand par hasard ces deux personnages se regardaient, on voyait qu'ils étaient une énigme l'un pour l'autre.

—Nous campions dans cette vallée depuis quelques jours à peine, continua don Eugenio, quand don Luis, après s'être concerté avec le Pincheyra, se remit en marche. L'hiver s'annonçait déjà; la neige couvrait la grande chaîne des Andes; il était trop tard. Ceux d'entre les cavaliers qui furent désignés pour accompagner don Luis jusqu'au bout de la course n'hésitèrent pas à le suivre, non par attachement à sa personne ; que leur importait ce Français, cet étranger qu'ils ne connaissaient pas? mais le péril et les fatigues ne les effrayaient guère, et puis l'ordre du jour qui les condamnait à mort en cas de désertion ne s'effaçait point de leur esprit : ils eussent plutôt rapporté leur maître

mort sur leurs épaules que de paraître sans lui devant Quiroga. Quant à moi, il fut convenu que je resterais à garder le camp et les troupeaux en compagnie de Jean, et que j'attendrais là de nouveaux ordres de don Luis. Lorsque je le vis s'éloigner résolûment, décidé à pousser son expédition jusqu'au cap Horn s'il le fallait, insensible au froid et à la faim, je crus comprendre qu'il ne voulait plus revenir, qu'il faisait le sacrifice absolu d'une vie pleine de chagrins et de déceptions. Ce n'était pas que nous n'eussions trouvé déjà de beaux échantillons de minerai; la pesanteur seule de certaines pierres mêlées à la surface de parcelles d'or prouvait l'existence de mines fort riches; mais comment rajuster un fragment de rocher apporté de loin par les avalanches et les torrens au bloc d'où il a été détaché, surtout quand la neige tombe nuit et jour? Comment exploiter des mines, dans le cas où l'on en découvrirait, si loin des habitations, si loin des villes, et cela quand on voit le désert envahir jusqu'aux terres cultivées? et quelle sécurité eussent offerte aux exploitateurs ces gouvernemens jaloux des étrangers, avides de jouir du labeur d'autrui? Voilà ce que je voyais clairement, non sans m'étonner de ne pas l'avoir compris plus tôt. Ces réflexions pénibles m'accablaient; le manque absolu de travail plongeait mon ami Jean dans des abattemens à faire pitié. Jeune et connaissant trop peu la vie pour en être dégoûté encore, je ne me sentais point disposé à finir tristement mes jours dans un ravin au fond des Andes. Déjà les chevaux mouraient de froid, et de loin en loin je recevais de don Luis de petites lettres dans lesquelles l'exaltation de la pensée croissait en raison inverse des résultats probables de l'expédition. Un jour, le gaucho qu'il m'expédia me remit un simple billet écrit au crayon, si peu lisible, que je dus questionner le messager lui-même. Cet homme m'avoua que don Luis était arrêté définitivement par les neiges; exténué de lassitude, incapable de se tenir debout, il persistait cependant à hiverner dans ces hautes régions, dût-il survivre seul au dernier de ses gens ou périr le premier. Dès-lors, ma résolution fut arrêtée. Après avoir adressé à don Luis une courte explication de mes motifs et essayé, bien que cela fût inutile, de le dissuader de ses projets de suicide (car je ne donnais pas d'autre nom à son entêtement), j'appelai Jean et lui demandai s'il voulait partir avec moi. Vous supposez bien qu'il ne se fit pas prier, et je lui laisse le soin de vous raconter l'histoire de notre retraite, car il a joué un grand rôle dans cette partie du voyage.

Jean se grattait la tête comme un homme qui recueille ses souvenirs, et après cinq minutes de réflexion il ouvrait la bouche, quand un certain mouvement se fit remarquer parmi les cavaliers. Debout, les mains dans la ceinture, ils regardaient un groupe de soldats qui s'avançait vers l'*hacienda* assez lentement. — Est-ce don Luis qui arrive? demandai-je au Pincheyra toujours assis au soleil. L'ex-bandit se con-

tenta de secouer la tête d'une façon négative, et bientôt nous reconnûmes un piquet de dragons armés de lances plus longues que celles des Cosaques, dont le fer reluisait au soleil. Ils escortaient quelques Indiennes captives, triste butin d'une guerre sans profit et sans gloire, mais pleine de périls. Ce fut pour les gauchos l'occasion de faire éclater une joie féroce, qu'ils exprimèrent par des propos grossiers, auxquels les soldats ne manquèrent pas de répondre. Les captives, impassibles sur leurs chevaux, continuaient à marcher au pas, tandis que les dragons échangeaient avec nos gens des poignées de main et des cigares. Parmi ces femmes, il y en avait de jeunes; elles portaient autour du front un bandeau d'un métal assez fin; des pendans d'oreilles de forme carrée et larges comme la main leur tombaient sur les épaules. Pour garantir contre le froid leurs jambes nues, elles les relevaient sous la couverture, qui les enveloppait tout entières, ne laissant apercevoir que leurs faces rouges et plates, sur lesquelles on ne découvrait la trace d'aucune passion, d'aucun sentiment. Dès le lendemain, elles devaient être distribuées en qualité de captives et comme indemnité aux habitans de la frontière qui avaient le plus souffert des dévastations commises par leur tribu. Leur sort ne changeait guère : dans les maisons, comme sous leurs tentes en peau de cheval, on les emploie à tisser des manteaux et des couvertures. Cependant je les regardai passer avec une certaine émotion, et les suivis du regard tandis qu'elles cheminaient du côté de Mendoza. Quand le faisceau de lances qui les entourait se fut confondu à l'horizon avec les tiges des grandes herbes, je priai Jean de commencer sa narration.

— On gagnerait sa vie à montrer ces gens-là aux foires, dit le meunier; mais il serait difficile de les nourrir, attendu que ça ne mange que du cheval! Pour en revenir à notre histoire, monsieur, je commençais à désespérer de jamais revoir l'aile d'un moulin, et je me demandais pourquoi j'étais venu me perdre *dans les îles,* quand don Eugenio me proposa de déserter la partie. Nous avions le droit d'être fusillés en arrivant à Mendoza. Le général Quiroga l'avait promis; mais étions-nous sûrs de ne pas périr dans le désert? Nous partîmes donc; don Eugenio, qui se connaît en chevaux, choisit les cinq meilleurs de ceux qui nous restaient, et, dès le soir même, nous couchions à dix lieues du camp. Le brigand n'était plus là pour nous conduire; je le regrettais, parce que cet homme, tout brigand qu'il a été, connaît sa route, comme les marins, rien qu'à regarder les étoiles. Vous savez ce qu'on appelle des routes dans ce pays-ci : c'est la trace des animaux qui ont pu passer dans un endroit il y a un an et plus. Pour la retrouver, il faut se coucher à plat ventre, souffler la poussière, tâter avec la main le pas d'un cheval, ou bien avec le pied sonder sous l'herbe l'empreinte de la roue d'un

chariot. Dans la plaine, on se tire encore d'affaire, parce qu'on a le secours du soleil; mais sortir de la Cordilière, c'est là le difficile. Nous tournions à droite, à gauche, comme des chiens de chasse, flairant le sentier... Bah! quand nous arrivions au fond d'une vallée, la trace se perdait, les pas des animaux se brouillaient, parce qu'il y avait eu là quelque campement, de façon que toutes les bêtes étaient allées brouter de côté et d'autre. Moi, je ne savais plus que devenir. Don Eugenio me disait : « Restez là, Jean! » et il traçait avec son cheval un cercle dont j'étais le centre. Là, je devais allumer un petit feu d'herbes sèches, dont la fumée s'élevait droit comme une colonne; don Eugenio se guidait sur cette fumée pour bien chercher tout alentour, ce qui durait souvent des heures entières. Je n'osais pas souffler trop fort, de peur d'attirer sur nous, par une grande flamme, quelque horde de sauvages. Quand ma fumée allait bien, je me cachais dans les buissons, et vous croyez peut-être que j'y étais tranquille? Non; il me passait sur la tête l'ombre de quelqu'un de ces grands oiseaux que vous voyez planer là-bas; un de ces lièvres de Patagonie, gros comme des renards et dont la peau fait de si bonnes fourrures, se levait près de moi tout effrayé, et j'avais des peurs à me rendre fou. Aussi, du plus loin que je voyais revenir don Eugenio, je lui faisais des signes, je courais et je n'osais parler jusqu'à ce qu'il m'eût dit : « Jean, j'ai retrouvé le chemin! » Ce qui voulait dire souvent que nous avions fait dix lieues de trop, et qu'il fallait grimper encore dans les montagnes pendant cinq heures. Ce voyage-là durait depuis deux semaines, et nous ne savions plus quoi manger, quand la Providence nous envoya une demi-douzaine de bandits qui chassaient l'autruche. Nous leur parûmes trop pauvres pour des voyageurs bons à dépouiller; au lieu de nous faire du mal, ils nous donnèrent quelques livres de viande fumée. Avec ce petit secours, nous atteignîmes le fort San-Carlos, où nous dormîmes enfin sous un toit, ce qui ne nous était pas arrivé depuis plus de quatre mois. Du fort à Mendoza, on compte trente lieues; mais je me croyais rendu, moi qui venais de faire plus de..., bah! plus de...

— Deux cents lieues, dit don Eugenio; nous avions campé auprès de Casa-Trama, l'ancien fort des Pincheyras.

— Voyez, monsieur, deux cents lieues, et des plus longues que j'aie jamais parcourues. Nous avions traversé le désert, les plaines, les pampas, les Cordilières, que sais-je? des pays de toute sorte, qui ont des noms extraordinaires et pas d'habitans. A la première église que je rencontrai en entrant à Mendoza, je brûlai un fameux cierge à la bonne Vierge; j'en brûlai même deux, parce qu'il me revenait une autre frayeur. Je ne savais pas encore comment le général Quiroga prendrait la chose. Heureusement qu'il était malade; don Eugenio lui ex-

pliqua nos raisons, qu'il n'écouta pas. Il paraît qu'il nous regarda comme des associés de don Luis, qui avions le droit de nous séparer de lui, et puis il était peut-être ennuyé de tuer du monde.

— Mais que dira don Luis quand il sera arrivé? demandai-je à l'honnête meunier?

— S'il se plaint de nous au général? ajouta don Eugenio en affectant une inquiétude qu'il ne ressentait pas.

— Don Eugenio est là, il lui fera entendre raison; il m'a déjà sauvé deux fois la vie en m'arrachant du fond des montagnes et en me ramenant jusqu'à Mendoza; il ne m'abandonnera pas. Après tout, don Luis n'est pas méchant; il a des idées de trésors et de mines qui lui tournent la tête, et voilà tout.

Jean prononça ces dernières paroles en forme de monologue; puis, s'adressant de nouveau à don Eugenio : — J'ai fait de mon mieux, monsieur, ajouta-t-il, pour vous servir dans toute la campagne. Vous vous rappelez bien aussi que ce n'est pas moi qui, le premier, ai demandé à partir. Ce que vous dites là me remet dans des transes mortelles. Vous êtes courageux, et moi, j'ai beau faire, je ne peux m'empêcher d'avoir peur. Sans vous, je serais mort de frayeur cent fois pour une, je serais mort de faim, j'aurais été pris par les sauvages,... mangé par ces vilains chiens qui vivent de chair humaine... Nous ne sommes pas revenus de si loin pour être fusillés; c'est impossible!... Ah! don Eugenio, je me mets encore sous votre protection, je suis sûr que vous n'abandonnerez pas le pauvre Jean!

En parlant ainsi, Jean, que l'émotion gagnait d'une manière visible, ne put retenir de grosses larmes, et, au moment où Eugenio mettait la main dans la sienne avec un sourire affectueux, il lui sauta au cou. — Honnête Provençal! je lui sus gré de me montrer dans ces pays sauvages ce que je ne voyais plus depuis long-temps, une physionomie naïve et attendrie.

Le soir même, don Luis arriva. Du plus loin que nous reconnûmes la caravane, nous nous portâmes à sa rencontre. A travers une forêt d'arbustes s'avançait une douzaine de gauchos à cheval, dont on ne voyait que la tête coiffée du bonnet pointu et enveloppée du mouchoir noué sous le menton. Les mules, bien maigres, éclopées, couvertes de harnais usés, se glissaient à travers les branches, accrochant çà et là leurs charges de pierres et les ustensiles sans nombre qu'elles avaient portés pendant cinq cents lieues. A quelques pas derrière ses gauchos, et comme s'il eût regretté les montagnes, d'où la faim et un dénûment absolu l'avaient chassé, marchait don Luis, à pied, la barbe inculte, miné par la fièvre et se soutenant à peine sur un bâton. Nous mîmes pied à terre pour l'aborder; don Eugenio se précipita vers lui, suivi de Jean, qui s'attachait à ses pas comme une ombre. Le mouvement que

fit don Eugenio en serrant la main de don Luis démasqua le meunier, qui se trouvait là immobile, son chapeau dans les deux mains, attendant son pardon.

— Ah! s'écria don Luis en soupirant et comme un homme qui rêve, vous m'avez abandonné, mon ami, et toi, Jean, tu as déserté!... Je ne vous en veux pas. J'ai fait une répétition de la retraite de Russie, mes enfans; l'hiver et la neige m'ont vaincu, mais j'ai poussé jusqu'au bout,... et un jour on suivra ma trace.

IV.

L'avant-garde se réunit au gros de la caravane, et toute la petite troupe vint camper dans la cour du grand et triste bâtiment que nous occupions à Mendoza. Les essais que fit don Luis prouvèrent qu'il avait rencontré des parages abondans en mines d'or, et, si son expédition semblait manquée, au moins lui restait-il la gloire de l'avoir accomplie. Peu à peu les gauchos engagés dans cette campagne retournèrent à leurs habitations respectives, comme des soldats licenciés prêts à reprendre du service. Peut-être quelqu'un d'entre eux, rêvant la conquête du trésor des Pincheyras, s'aventura-t-il de nouveau dans les vallées les plus solitaires des Andes. Il en est sans doute de cet amas d'or et d'argent comme de celui que les Incas, en d'autres temps, cachèrent auprès de Lima, dans les montagnes voisines du temple du Soleil : depuis deux siècles, on fouille la terre pour le trouver; dans deux siècles, on le cherchera encore.

Vicente le Pincheyra montrait moins d'éloignement pour nous, nés en Europe, que pour les gens du pays (*hijos del pais*); il daignait même s'entretenir quelquefois avec nous. — Savez-vous, lui dis-je un jour, que vous possédez un secret qui se vendrait cher! — Je le conserverai jusqu'à la fin et comme une sauvegarde, répondit-il; peut-être ne m'a-t-on laissé la vie que pour l'obtenir de moi. — Il y a donc vraiment un trésor enseveli dans la neige? — Pour toute réponse, Vicente me montra ses jambes perclues de douleurs et cousues de blessures. — En cherchant un refuge de ce côté-ci des Andes, lui demandai-je encore, avez-vous reconnu la République Argentine? — Je n'ai rien à reconnaître, reprit-il; on m'a promis de me laisser vivre, et moi j'ai demandé à ne plus servir jamais personne. — Excepté le roi don Fernando, n'est-ce pas? Croyez-vous qu'il soit bien digne de ce dévouement obstiné? — Il est roi, répliqua Vicente; ses aïeux ont régné sur toutes les Amériques; je ne sais pas ce qu'il vaut, j'en conviens, mais aimez-vous mieux don Facundo Quiroga?

Quelques jours après, Vicente partit, et je n'ai plus entendu parler de ce dernier débris de la bande des Pincheyras.

Au mois de janvier de l'année suivante, assis au milieu des rochers qui dominent le port de Valparaiso, je suivais du regard, sur l'immensité de l'Océan, un brick anglais que l'on signalait comme continuant sa route au nord. Tout à coup ce navire, ayant cargué ses basses voiles à la hauteur de la rade, s'approcha de la côte et mit son canot à la mer. Avide de nouvelles, je descendis vers le môle, où déjà un assez grand nombre d'oisifs s'étaient rassemblés. Parmi eux se distinguaient de jeunes et vigoureux *Maulinos*, reconnaissables à leurs longs cheveux tressés, à leur chapeau conique, à leur ample ceinture, et surtout à leurs poses fières et insouciantes. Le canot voguait rapidement vers la jetée; déjà l'officier du port prenait son porte-voix pour le héler, et chacun prêtait l'oreille.

— D'où venez-vous? cria-t-il aux marins qui montaient le canot. — De Londres, répondit le capitaine. — Où allez-vous? — A la côte de Californie? — Quelle nouvelle? — Le roi Ferdinand VII est mort.

Et le canot reprit le large. Ces quelques paroles jetées en passant sur le rivage de l'Océan Pacifique étaient solennelles; on les accueillit généralement comme le signal d'une réconciliation entre l'Espagne et les colonies émancipées. La nouvelle se répandit rapidement; il se forma des groupes de gens de la campagne, parmi lesquels on doit compter les *Maulinos*, et de citadins. On y parlait du monarque mort en des termes différens; ceux-ci disaient *Ferdinand*, ceux-là *le roi*.

Pour être véridique jusqu'au bout, nous devons ajouter que, sur les hauteurs qui dominent le faubourg de l'Almendral à Valparaiso, il s'éleva bientôt un moulin à vent construit par des industriels de Saint-Malo. Jean, que son heureuse étoile avait conduit de l'autre côté des Andes, y trouva à se placer. Guéri de la manie des grandes expéditions, il se résigna de nouveau à tendre ses toiles au vent sur ce riant promontoire, d'où il pouvait encore apercevoir les pics neigeux de la Cordilière.

TH. PAVIE.

LE CHATEAU

DE LUCIENNES.

Le plus beau ciel de printemps dorait la campagne le jour où nous allâmes à Saint-Germain, pour nous rendre ensuite au pavillon de la célèbre et malheureuse comtesse Du Barri, dernière favorite de Louis XV. La végétation brisait les nœuds de l'hiver; des couleurs, des nuances sans nombre, des senteurs nouvelles, éclataient dans l'air inondé de lumière. Sur la route de Saint-Germain à Luciennes, nous fîmes involontairement un rapprochement facile entre cette nature si jeune, si fraîche et si riante, pleine de séve et d'abandon, et les jeunes années, le printemps de cette femme dont nous allions visiter la demeure. Sa fortune eut d'abord ce vif éclat, ces tendres reflets, cette étourderie, ce sourire universel et cette adorable vulgarité. Elle fut un peu à tout le monde comme le printemps; elle fut surtout à qui l'aima.

Le château de Luciennes, qu'il faut distinguer du pavillon Du Barri, quoiqu'ils soient l'un et l'autre dans la même propriété, se trouve placé à l'une des extrémités du village de Luciennes, le plus fantasque des villages. Il est presque aussi grand que Versailles, il ne lui manque que des rues et des maisons pour être une ville de second ordre; mais je crois qu'il les attendra long-temps.

Il n'est pas facile de connaître l'origine et surtout le sens de ce nom de Luciennes ou de Louveciennes. Dans le IXe siècle, ce village prend,

dans une charte de concession passée avec les moines de Saint-Denis, le nom de *Mons-Lupicinus*. Faut-il supposer avec l'abbé Lebeuf qu'on l'appela ainsi, parce qu'il servait de retraite à des loups, ou bien, avec d'autres historiens, qu'il tira son nom d'un officier de chasse du roi Chilpéric III, nommé *Lupicius* ou *Lupicinus?* Ce qu'il y a de certain, c'est que, par ce traité, les moines de Saint-Denis devinrent possesseurs par moitié du territoire de Louveciennes, comme ils le furent plus tard de tous les bois, champs, forêts, villages et hameaux placés dans un rayon de vingt lieues autour de Paris. Nous sommes très porté à croire que ce petit point de la terre devra désormais sa célébrité bien moins à la longue occupation de ces moines puissans, riches et ambitieux, qu'au passage brillant de cette femme qui y posa un jour son joli pied et disparut.

Nous ne connaissons pas dans l'histoire moderne de femme plus décriée, plus avilie, plus outragée et plus punie que Mme Du Barri. Elle ne devint la plus élevée par la fortune que pour être la dernière dans l'opinion; elle n'effleura le trône que pour plonger plus profondément dans l'égout du mépris universel. Par une dérision que toute la malignité des hommes ne trouverait pas, elle naquit à Vaucouleurs, où naquit Jeanne d'Arc, et, par une autre dérision non moins étrange, elle reçut en naissant le nom de Jeanne, comme si le hasard eût voulu à tout prix et avec une intention secrète qu'on mît un jour en présence la femme la plus vénérée au monde et la femme la plus dégradée, celle qui sauva la France et celle qui passe pour l'avoir perdue : cruel rapprochement qui, réduit en symbole, présenté aux yeux sous les couleurs significatives de l'image, montre la gloire de l'une flottant dans l'air pur comme un drapeau d'honneur, la célébrité de l'autre rampant à terre et sous les pieds qui la foulent et la salissent.

Pourquoi tant de haines et tant de souillures? N'aurait-on tant crié contre Mme Du Barri que parce que, maîtresse d'un roi, elle n'était pas issue de famille titrée? Était-ce donc un privilége des familles nobles de fournir des maîtresses aux rois? On le croirait en se rappelant que Mlle de La Vallière, Mlle de Fontange, Mme de Montespan, Mme de Mailly, Mme de Châteauroux, Mlle de Lauraguais, étaient d'origine aristocratique. Ont-elles beaucoup pour cela relevé la profession? Personne n'oserait l'affirmer, même parmi les descendans de ces grandes maisons. On a aussi violemment récriminé contre Mme Du Barri parce qu'avant d'être à Louis XV elle avait eu d'autres amans; mais François Ier avait passé bien des légèretés à ses maîtresses, mais Henri IV avait bien souvent fermé les yeux sur les coquetteries de la charmante Gabrielle. Mme Du Barri n'était guère plus coupable que ces dames de haut parage. Le plus ou le moins en pareil cas ne nous semble pas d'ailleurs d'une grave importance, et je ne vois pas pourquoi on demanderait un commence-

ment moral à ce qui est destiné à avoir une fin si peu édifiante. Pourquoi donc cette haine plus vivace et plus longue pour Mme Du Barri, aussi jeune, plus jolie qu'aucune maîtresse royale? Est-ce parce qu'elle coûtait beaucoup d'argent? Louis XV en aurait-il moins dépensé sans elle? Les châteaux bâtis, les fêtes données par Louis XIV à ses favorites, n'ont-ils pas coûté mille fois plus que les caprices de la comtesse? La réprobation ne s'éleva si haut, pensons-nous, que parce que le duc de Choiseul ne parvint pas à donner de sa main au roi Louis XV une maîtresse qui balançât le crédit de Mme Du Barri. Le duc, indigné, la rendit d'abord odieuse à la cour par son pouvoir comme ministre; il put ensuite, par l'influence des écrits qu'il eut la facilité de faire publier contre elle, ameuter toute la France et l'étranger. Sa lutte avec elle est une des phases les plus curieuses de notre histoire. Il ne voulut pas reconnaître à propos, mal conseillé par Mme de Beauveau et par sa sœur, Mme de Grammont, l'immense ascendant promis à la favorite quand elle parut dans le ciel ou dans l'enfer de la cour. Moins habile et moins prudent que le duc de Richelieu, il dédaigna de signer avec elle une alliance offensive et défensive lorsquelle la lui fit proposer, et ce fut sa perte.

Jusqu'ici tous ceux qui ont écrit sur la maîtresse de Louis XV ont copié un livre intitulé *Anecdotes sur madame la comtesse Du Barri*, ouvrage honteux, sans nom d'auteur, publié à Londres chez le fameux Nurse. Comme il était excessivement difficile, même impossible, à Mme Du Barri d'opposer à cette publication, qu'elle essaya cependant, mais inutilement, de faire disparaître, un récit exact et fidèle de sa vie, car c'eût été combattre la calomnie par le scandale, le feu par la poudre, elle garda le silence le plus absolu, en sorte qu'aujourd'hui, à moins de se livrer à un travail peu récompensé par le lecteur prévenu, on ne recueille sur elle que ce qu'en ont dit ses ennemis les plus injustes et les plus violens.

I.

Mme du Barri naquit en 1744, à Vaucouleurs; son père, petit commis aux fermes, nommé Gomart de Vaubernier, pria Billard Dumonceau ou plutôt Du Monceau, riche munitionnaire qui passait ce jour-là par la ville, de tenir l'enfant sur les fonts baptismaux. Après cet événement insignifiant, on ne sait plus ce que devient le père, mort sans doute dans l'obscurité où il avait vécu, et on ne revoit plus la mère et la fille que sur la route de Paris. Qu'allait faire la petite Jeanne de Vaubernier à Paris? Sait-on jamais ce qu'on vient y faire? Elle obéissait à cet énergique aimant qui attire à Paris tout ce qui a en soi un titre à la gloire, à la célébrité, à la fortune. Elle avait son joli visage de province,

clair, charmant, étonné, ses cheveux doux et cendrés, ses yeux bleus, voilés et entr'ouverts, son teint pâle et rose; elle avait son étoile. Qui lui eût dit, lorsqu'elle traversait la grande ville dans sa voiture d'osier, aux courroies paresseuses, aux roues massives et criantes, qu'elle aurait un jour des équipages plus beaux que tous ces équipages qui lui envoyaient de la boue en passant, un hôtel plus profond, plus large et plus splendide que ces hôtels dont elle voyait avec admiration se développer les ailes de marbre, qu'elle porterait à ses épaules et à ses bras plus de dentelles et de diamans que toutes ces dames précédées et suivies de valets en livrée?

Le riche parrain, M. Billard Du Monceau, donna quelques légers secours à Mme Vaubernier et mit sa fille au couvent de Sainte-Aure, inévitable début de toute histoire et de tout roman au XVIIIe siècle. Si l'on n'apprenait pas grand'chose au couvent, on y recevait du moins une instruction proportionnée à l'esprit du temps. La bienveillance du parrain ayant cessé de protéger la filleule, celle-ci glissa nécessairement sur le terrain où rien ne la retenait plus. Elle ne tomba pas tout à coup dans le vice; mais du couvent elle passa chez une marchande de modes de la rue de la Ferronnerie, nommée Mme Labille. Jeanne Vaubernier avait alors seize ans. Cependant, par un reste de respect pour son nom de famille, elle prit celui de Lançon en entrant chez cette marchande de modes. La précaution indique que tout sentiment délicat n'était pas déjà mort en elle, lorsqu'elle eut recours pour vivre à l'exercice de cette profession, qui demandait alors plus de bon goût que de bonnes mœurs. La rue de la Ferronnerie, une des plus vieilles rues du vieux Paris, présentait au milieu du XVIIIe siècle un caractère de physionomie qu'elle a été long-temps à perdre, malgré les secousses de la révolution, les alignemens de l'empire et plusieurs restaurations. Collée à l'antique église des Innocens, dont elle doublait une des quatre faces, elle tenait d'un côté à ce qu'il y a de plus funèbre, de l'autre à ce qu'il y a de plus gai, — à ce qu'il y a de plus vivant et à ce qu'il y a de plus mort. Elle avait vue sur le marché et sur le cimetière. La vieille église des Saints-Innocens, sa tour octogone, les croix noires du cimetière, qui, placé derrière l'église, occupait le carré où est aujourd'hui le marché; les hautes tombes, le pilori, dressé à l'extrémité du cimetière, là même où l'on voit aujourd'hui la halle aux draps, les galeries formant les trois côtés du cimetière, sortes d'arcades grillées pleines de squelettes, supportant une triple ligne de greniers remplis de têtes de morts, — ce qu'on appelait enfin le charnier des Innocens, — jetaient des ombres, et puis encore des ombres sinistres sur le pavé et les maisons voisines, au bas desquelles s'étalaient du matin au soir des milliers de marchandes de légumes et des centaines d'échoppes d'écrivains publics. Les deux côtés de la rue de la Ferronnerie, placée au cœur du marché et du charnier,

n'étaient composés que de boutiques de marchandes de modes, et ces boutiques riantes, pimpantes, toutes gentilles, percées au pied des maisons dont les croisées ont vu assassiner Henri IV, gagnaient d'année en année la rue Saint-Honoré, où elles avaient fini par se confondre avec les marchands de pelleteries du Danemark et de la Suède, qui, plus heureux, ont résisté à l'action du temps, et de nos jours sont encore à leur place. Tous ces magasins de modes, célèbres en Europe, dans l'Inde et les deux Amériques, luttaient d'éclat et de nouveauté par leurs vitrages, leurs devantures, leurs enseignes et leurs auvents. Ces auvents très longs, épanouis et surbaissés, donnaient à ces boutiques des formes de chapeau, et procuraient à la rue, constamment mouillée par le séjour des légumes, une ombre fraîche, riante, que damassaient mille couleurs. Ces couleurs jaillissaient comme des flammes du jeu miroitant de ces étoffes, de ces bonnets, de ces mantilles, de ces camails en satin, en brocart de Lyon, étalés, pendus, exposés dedans et dehors. Et quelle population exceptionnelle pour cette rue originale! Les mousquetaires rouges, noirs, gris, les abbés pouparts, les robins passionnés, les petits marquis ennuyés, les vieux conseillers, les chevaliers d'industrie, les galans escrocs, les clercs sensibles, les mondors à bec de corbin, les munitionnaires à la grosse voix, les traitans, affluaient du matin au soir dans ces boutiques et autour de ces comptoirs garnis de jeunes filles qui, en riant, déchiraient la soie, piquaient dans le velours et arrondissaient au bord de leurs doigts distraits la mousseline et la gaze. L'atmosphère de l'endroit avait aussi son caractère. Des odeurs suaves se mêlaient aux exhalaisons végétales des légumes étalés sur le pavé de la rue; on respirait le parfum du musc et celui des carottes, les senteurs de la violette et celles du céleri, et, par dessus tout, la vapeur fade et cadavéreuse du charnier des Innocens. Ici les cuisinières, leur panier au bras, dictaient des lettres d'amour ou d'adieu à de sales écrivains publics, affamés et en manchettes; là des voitures brillantes, armoriées, longeaient les murs du cimetière, dont le vent empesté agitait avec bruit des files d'enseignes suspendues sur lesquelles on lisait au milieu d'un fond d'or, d'argent ou d'azur : *A la Poupée de la rue Saint-Honoré, au Secret de plaire, à la Toilette de Lesbie, au Miroir des Graces, à la Ceinture de Vénus.* Enfin la rue de la Ferronnerie était un modèle réduit de Paris au XVIIIe siècle.

C'est dans la rue de la Ferronnerie et dans l'une de ces jolies boutiques de modes que Jeanne de Vaubernier ou Mlle Lançon entra en apprentissage; c'est là qu'elle acquit sans doute l'art de se coiffer et de s'habiller avec un goût qui ne fut pas inutile plus tard à ses succès dans un autre genre. Ses ennemis lui rappelèrent souvent avec dédain cette première époque de sa vie, que, de son côté, elle ne chercha pas à nier : du reste, elle ne nia jamais rien, et cette espèce de candeur au-

rait dû les rendre moins cruels; mais demandez de l'impartialité pour les favorites! En accorde-t-on aux rois? en accorde-t-on à personne quand il y a succès? et quel succès égala jamais celui de Mme Du Barri?

Ils sont innombrables, les amans de toutes conditions qu'on lui prête dans cette boutique de modes. En vérité, c'est trop. Dans quel temps aurait-elle fait des chapeaux? Théveneau de Morande les nomme tous, sans embarras, ces amans; il les connaît tous; malheureusement Théveneau de Morande ne mérite pas une confiance absolue. Il a été accusé d'avoir été payé par le duc de Choiseul pour écrire et publier à Londres, contre Mme Du Barri, *le Gazetier cuirassé* et *la Gazette noire,* deux ouvrages dont Rivarol aurait pu dire qu'ils ont été pensés dans la rue et écrits sur une borne; j'ajouterais volontiers : et publiés dans un égout. C'est dans *le Gazetier cuirassé,* livre fort rare de nos jours, que j'ai lu cette phrase, échantillon du reste : « Quand le duc de Richelieu a vu que le duc de Fronsac se conduisait avec honneur dans l'affaire des pairs, il l'a désavoué pour son fils et n'a pas voulu vivre avec lui. » On lit, à chaque page de ce *Gazetier cuirassé,* que Mme Du Barri est la fille d'un moine et d'une cuisinière, qu'à dix ans elle fut ravie à ce moine par une courtière ambulante et menée à Paris; que, fille sans nom pendant dix ans chez Mme Gourdan (nous allons parler de cette célèbre Mme Gourdan), elle s'associa au comte Du Barri pour donner à jouer au brelan et au vingt et un; que là Lebel la vit pour la première fois et la montra au roi pendant la nuit; que, présentée ensuite à la cour, créée comtesse et logée au château de Versailles, elle fit chasser une princesse, deux ministres et tous les honnêtes gens. Telle est la substance âcre et vénéneuse que nous avons extraite du trop fameux livre de Théveneau de Morande. Il est bon de remarquer que, si *la Gazette noire* est bien moins violente contre Mme Du Barri que *le Gazetier cuirassé,* quoique du même auteur, c'est que la première fut publiée en 1777, peu de temps après la mort de Louis XV, lorsque Mme Du Barri pouvait encore avoir un grand intérêt à acheter le silence de Théveneau de Morande, tandis que *la Gazette noire,* publiée en 1784, sous un autre règne, ne pouvait plus lui être redoutable. A quoi bon une rigueur qui n'aurait plus effrayé? *La Gazette noire* est essentiellement un pamphlet contre les familles nobles, où de Morande recherche leurs titres, pour les nier par des preuves ou de prétendues preuves (1).

La rue de la Ferronnerie est peu éloignée de la rue Saint-Sauveur, et c'est dans la rue Saint-Sauveur qu'était la maison de la fameuse

(1) Elle s'intitulait :

LA GAZETTE NOIRE,
IMPRIMÉE A CENT LIEUES DE LA BASTILLE,
A trois cents lieues des présides, à cinq cents lieues des cordons,
à mille lieues de la Sibérie.

Mme Gourdan, dont le nom, dans les chroniques scandaleuses, est devenu inséparable de celui de Mme Du Barri. La profession de cette dame, que dans les comédies espagnoles on désigne pittoresquement ainsi : — la *dame voilée*, — a des analogues chez toutes les nations civilisées de l'antiquité, et elle prouve moins, quoique fort équivoque, la souveraineté du vice que la nécessité d'une pudeur publique à laquelle on se doit, même quand on ne croit plus rien devoir à l'opinion. La dame voilée tient elle-même lieu de voile à des propositions dont elle vous épargne la rougeur. Mme Gourdan succédait aux Florence et aux Pâris, ces illustrations parisiennes du genre à une époque antérieure. Elle continuait la tradition. Le seuil de sa maison s'abaissait devant tout le monde, et personne cependant n'y voyait personne, tant les appartemens, les escaliers, les cabinets, les salons, étaient discrets les uns pour les autres. Ils n'avaient ni regards ni oreilles. Avocats, écrivains, prélats, ambassadeurs, nationaux, étrangers, se coudoyaient sans se voir. Pour que le mystère fût encore plus impénétrable, la maison de Mme Gourdan avait deux entrées, l'une, bien connue, dans la rue Saint-Sauveur, l'autre dans la rue des Deux-Portes, deux rues qui forment encore, comme on sait, les deux côtés d'un angle droit. Libre aux jeunes gens au-dessus de l'opinion publique d'affronter la tête haute l'entrée de la rue des Deux-Portes; les passions timides ou hypocrites se présentaient à la seconde entrée, qui s'ouvrait rue Saint-Sauveur. Afin de les rassurer davantage, car, lorsque le vice s'en mêle, il est aussi pudique que la vertu, cette seconde entrée était déguisée en magasin de tableaux. Un Auvergnat, qu'on nommait Ouradou, faisait semblant de vendre des Teniers et des Terburg à des amateurs fictifs qui venaient chez lui moins pour admirer des images que des réalités. Tout en faisant semblant de parcourir sa galerie, le faux amateur arrivait au fond de la boutique; une porte s'ouvrait devant lui; elle se refermait aussitôt. Il se trouvait dans un vaste vestiaire. Là, s'il était bourgeois, il devenait à son gré dragon ou procureur; s'il était financier, il endossait l'habit gros bleu du marin, il se couvrait un œil ou se peignait des moustaches, à moins qu'il n'aimât mieux toutefois changer sa perruque blonde contre une perruque de président. Ce déguisement achevé, il poussait une autre porte, et, sans s'en être aperçu, il avait quitté la maison de la rue Saint-Sauveur et il était dans la maison de la rue des Deux-Portes. Lorsqu'il lui plaisait d'en sortir, il revenait par le chemin qu'il avait suivi en allant, reprenait son premier costume et traversait de nouveau la galerie de l'apocryphe marchand de tableaux, qui gagna des sommes immenses à ce commerce sans éprouver le regret de voir jamais se dégarnir sa boutique. Il put y perdre son ame, mais pas un seul Flamand.

Mme Gourdan attira dans cette double maison, par les moyens usités en pareil cas, la jolie et facile modiste de la rue de la Ferronnerie, et

quand elle l'eut sous la main, elle lui déroula des peintures si vives, si éblouissantes, qu'il aurait fallu une tout autre nature que celle de la future Mme Du Barri pour résister. Jeanne de Vaubernier était née courtisane; elle avait l'œil provocateur et mourant, la poitrine de sirène, la bouche qui appelle; elle avait surtout la soif des belles choses, du beau linge, des étoffes riches, des parures neuves. Sa faiblesse était une déviation du grand sentiment qui fait aimer les arts, et elle le prouva bien quand elle put en quelque sorte se purifier en demandant des statues, des tableaux, des palais aux premiers artistes de son époque. Mme Gourdan lui montra de si beaux meubles de Boule, des dentelles flamandes si orgueilleuses, des bijoux d'un si grand prix; elle lui fit entrevoir dans un lointain sablé de poudre d'or de si fastueux équipages, qu'elle ne se soucia plus de reprendre le chemin de la rue de la Ferronnerie, celui de la petite chambre qui donnait sur le charnier des Innocens, cette chambre où elle grillait en été, gelait en hiver, où elle était éveillée en toute saison, dès quatre heures du matin, par les cloches de Saint-Eustache. La fortune la trouvait belle, elle trouvait la fortune magnifique; elles tombèrent dans les bras l'une de l'autre comme si elles se fussent connues et cherchées depuis long-temps.

C'est dans cette maison qu'elle rencontra, quelques mois après, le comte Jean Du Barri, le frère de celui qu'elle devait un jour épouser. Le comte aimait les plaisirs comme un roué, et il n'était pas difficile sur le choix des lieux où il allait passer son temps. Mme Gourdan tenait aussi maison de jeu pour les fils de famille qui voulaient bien lui faire l'honneur de venir se ruiner chez elle. L'apparition de Mlle Lançon causa une profonde sensation parmi ces honnêtes libertins de la rue des Deux-Portes, à la tête desquels était Jean Du Barri. Nous ignorons bien des détails relatifs au séjour de la future favorite de Louis XV au milieu du sérail de Mme Gourdan, et, quand nous les saurions, nous ne les révélerions sans doute pas. Il lui arriva cependant une aventure qu'on peut, je crois, raconter, sans trop faire pâlir l'encre sur le papier et qui est restée au nombre des plus authentiques, quoiqu'on ne la trouve pas dans les pamphlets débités par Nurse. Je la tiens d'un personnage contemporain de Mme Du Barri ou plutôt de Jeanne, car il ne s'agit encore ici que de Mlle Gomart de Vaubernier. Nous l'avons dit, on jouait un jeu infernal chez la Gourdan. Parmi les joueurs se distinguait par la profusion de ses dentelles à tête de chicorée et de ses diamans un certain marquis de Baudron ou de Baudrin, qui avait juré de se faire bien venir de la séduisante Vaubernier sans délier les cordons de la bourse. L'engagement était des plus téméraires. La Gourdan ne se laissait pas facilement tromper. Baudron ne recula pas. Il se présente un soir chez elle, un soir qu'on jouait au lansquenet, avec un diamant magnifique au doigt. Elle présidait le jeu, entourée de sa cour de jeunes gentils-

hommes plus ou moins bien famés. L'appartement fut comme illuminé par les reflets et les éclairs du riche bijou que le marquis promenait sous tous les yeux avec une indifférence de bon goût. Grand Dieu! s'écria Mlle de Vaubernier, quel superbe diamant vous avez au doigt! Il est à vous, mademoiselle, répondit Baudron avec la magnificence du feu roi Louis XIV, acceptez-le comme un souvenir; seulement, permettez-moi d'aller le déposer demain à l'heure de votre toilette sur votre boîte à parfums. La Gourdan toucha du genou sa jeune pensionnaire, et la demoiselle ne répondit rien au marquis; c'était répondre. Celui-ci ne fut pas très étonné de voir sa proposition si peu discutée. Il connaissait la maison. Revenant soudainement non pas sur ses offres, il était trop homme du monde pour cela, mais sur un simple incident de la négociation déjà si avancée, il pria Mlle de Vaubernier de remettre au surlendemain l'honneur qu'elle lui faisait de le recevoir le lendemain même. Il en était au désespoir, mais il était obligé de se rendre, ce à quoi il n'avait pas d'abord pensé, à Fontainebleau, pour le service de la cour. Jeudi, à l'heure de la toilette de Mlle de Vaubernier, il se présenterait chez elle; il la priait de lui conserver jusque-là sa bienveillance. Le marquis de Baudron se remit ensuite au jeu. Le lendemain, il courut chez un joaillier du Pont-au-Change, et il se fit monter une bague exactement semblable de forme et d'éclat à celle qu'il portait au doigt. L'heureux moment arrivé, il fut directement introduit par une femme de chambre dans le boudoir de Mlle de Vaubernier. Quand il en sortit, il n'avait plus au doigt la fameuse bague. Il était à peine hors de la maison, que la Gourdan fit appeler un joaillier pour lui vendre le superbe diamant évalué par elle au moins deux cents louis; mais au premier coup d'œil celui-ci affirma que le diamant était faux et ne valait pas deux cents sous. Là-dessus épouvantable colère, rugissemens de la matrone trompée. Elle combina mille projets de vengeance; elle ne s'arrêta à aucun, de peur d'augmenter par un scandale inutile un mal déjà assez grand. Elle remit le poignard dans le fourreau. Le soir, on jouait encore dans ses salons, et le marquis eut l'audace de se présenter. La première personne vers laquelle il alla, ce fut Mlle de Vaubernier, qui, en lui rendant la bague, lui dit avec une indignation étouffée : Tout cela est aussi faux que vous. Quelques minutes après cette scène presque muette, le marquis mit lestement la bague fausse dans la poche et replaça la véritable à son doigt, et tous les joueurs de s'extasier de nouveau sur l'incomparable beauté de ce diamant. — Vous raillez, dit le marquis, ce diamant est faux : on l'a jugé ainsi dans cette maison, où l'on s'y connaît. — Faux! allons donc; cinquante pistoles! cent pistoles! s'écrie un amateur, que cette bague est fine. — On tient le pari. Les premiers joailliers de la ville sont appelés, et tous certifient qu'elle vaut réellement deux cents louis. Indicible confusion de la

Gourdan, embarras de Mlle de Vaubernier. Quels regrets ne sont pas les siens! Mais, la prenant en douce pitié, le marquis lui dit tout bas : — Demain cette bague vous sera rendue. Voulez-vous que ce soit toujours à la même heure? — Et le lendemain, Mlle de Vaubernier, pure de toute défiance, recevait une seconde fois le faux diamant. Le marquis de Baudron avait gagné son pari, et largement gagné, puisqu'il n'avait pas seulement trompé une fois la Gourdan et sa pupille, mais bien deux fois, ce qui donna à l'aventure des proportions et un retentissement extraordinaires.

Pour les besoins de la cause, comme disent les avocats, l'auteur des *Anecdotes sur madame la comtesse Du Barri* veut qu'elle se soit trouvée face à face un jour dans cette maison à deux portes avec son parrain, M. Du Monceau, et qu'il en soit résulté une scène héroï-comique des plus émouvantes. Cette rencontre romanesque est trop préparée pour qu'elle ait jamais eu lieu. Le livre de Morande, qui renferme, on en convient, beaucoup de faits vrais, perd tout crédit auprès du lecteur par l'exagération, l'invention calomnieuse et la brutalité vindicative du style. Le seul fait qui mérite de nous arrêter au milieu des mille épisodes de cette jeunesse agitée, c'est la rencontre de Jeanne de Vaubernier avec Jean Du Barri dans une maison de jeu tenue par une marquise Du Quesnay, logée rue de Bourbon. Le comte ne menait pas une vie exemplaire, puisqu'on l'appelait le *roué* et le *rouable*. Il aima Mlle de Vaubernier, et il n'est pas douteux qu'il fut sincèrement aimé d'elle. La preuve, c'est qu'il la battait beaucoup et qu'elle ne tenta jamais de le quitter. Jean Du Barri l'avait ensorcelée pour la vie. Il ne se borna pas à la faire servir à ses plaisirs, il imagina de l'employer à sa fortune, qu'il rêvait dans des proportions gigantesques. La fortune alla plus loin encore que le rêve de ce Gascon ambitieux. Le comte Jean Du Barri était de Toulouse. Ce n'était pas, du reste, un homme ordinaire, il s'en faut. Possesseur, lui aussi, d'une Manon Lescaut, il avait l'ame autrement large et trempée que le pâle et pleurard Des Grieux. On n'aurait pas déporté sa maîtresse en Amérique; il eût plutôt déporté le lieutenant de police et tous ses suppôts. Ni l'ivresse du jeu, ni les fumées du vin, ni les langueurs de l'amour ne l'empêchaient d'étendre son regard ferme et loin. La corruption n'a pas, dans sa riche galerie, de figure plus hardie et plus belle. Constamment derrière cette jeune femme, dont il changea, dès qu'elle fut en sa possession, le nom insignifiant de Lançon pour celui de L'Ange, il lui souffla son ame ardente et cupide; il la força à penser par lui, à n'agir que par lui, à marcher dans ses pas, et, de leur double abaissement, il se créa un marchepied superbe pour arriver jusqu'au trône, et cela sans que la tête lui ait jamais tourné, sans que le pied lui ait jamais failli.

C'est en 1768 que Lebel, premier valet de chambre du roi, et Jean

Du Barri le roué se rencontrèrent; Lebel, autre coquin ténébreux, digne de continuer Tristan l'Ermite. Ce Lebel était le confident des inextinguibles ardeurs de son maître; c'est lui qui fonda à Versailles le Parc-aux-Cerfs. Le roi vieillissait; il devenait difficile comme le roi Salomon, son pieux modèle. Il cherchait l'inconnu. Lebel était rêveur; son roi était triste. Lebel raconta ses douleurs à Jean Du Barri; celui-ci, inspiré par cette confidence, sauta tout à coup sur une idée digne de son caractère. Il invita le valet de chambre à un dîner auquel il fit assister sa docile maîtresse, décorée pour la circonstance du titre de comtesse Du Barri, quoiqu'elle ne pût pas être vraisemblablement sa femme, puisqu'il était déjà marié, et qu'elle n'eût pas même vu encore celui dont elle devait un jour prendre réellement le nom de Du Barri; mais le comte Jean préparait, en homme habile, les voies étranges par où il prétendait aventurer son char. Il avait rayé le mot *impossible* de son bréviaire. Ce qu'il prévoyait arriva. Lebel, bien que blasé autant que son maître, s'extasia d'admiration et se perdit en éloges devant les charmes, la jeunesse sans inexpérience, l'enjouement de la comtesse Du Barri. De cet enthousiasme au désir d'offrir cette merveille au roi, dont l'écrin était vide, il ne laissa pas même l'intervalle délicat du doute. A quoi bon, du reste, les circonlocutions avec un homme comme son hôte, dont il sonda sur-le-champ peut-être l'abîme ambitieux? A la fin du repas, la jeune femme eut au cœur le frémissement d'une autre destinée, Lebel sourit, Jean Du Barri convint avec lui-même que la vertu était bien peu de chose pour faire son chemin dans le monde. Il passa sa main sur sa moustache, et ricana en poussant son regard plus profondément dans les ténèbres de l'avenir. Il vit.... Que ne perçait-il un dernier voile? mais qui l'a jamais déchiré celui-là? Il aurait vu qu'il se trompe toujours celui qui met sa confiance dans le mal; il aurait aperçu au-dessus du trône, dont la splendeur éblouissait son rêve, un échafaud et une place publique, et au-dessus de la charmante tête, qu'il voyait déjà couronnée de fleurs de lis d'or, un tronc souillé et sanglant.

Nous ignorons le style dans lequel s'exprima Lebel après avoir retrouvé le roi, mais il dut mettre le feu à son imagination desséchée, car Louis XV demanda aussitôt à voir, sans toutefois être vu, cette merveilleuse jeune femme de vingt-quatre ans, d'ailleurs comtesse, ajouta Lebel avec respect, Lebel, qui, jusqu'alors, avait eu soin, en homme plein de vénération pour le seuil monarchique, de n'introduire près de son maître que des filles de bonne maison, cueillies soit au pied, soit au sommet de l'arbre généalogique. Il fut convenu entre Lebel et Jean Du Barri que, dans un souper de roués, on montrerait au roi, caché derrière une tapisserie, la belle Jeanne de Vaubernier, dont il fallut en conséquence hâter l'éducation. Les deux précepteurs lui conseillèrent donc

de ne parler qu'avec une extrême réserve pendant ce souper mystérieux, d'oublier entièrement le ton de la rue de la Ferronnerie et de la rue des Deux-Portes, de ne pas rire aux éclats, de rire à peine, de peu gesticuler, de plaisanter avec modération, de renoncer surtout à certaines locutions très pittoresques, mais peu usitées en haut lieu, de manger du bout des lèvres, de prendre du bout des doigts, enfin de se montrer en tout digne, réservée et comtesse, ce qui n'exclut pas, ajoutèrent sans doute les deux professeurs, la grace, l'enjouement, l'esprit et l'abandon.

A ce moment de sa vie, la jolie Vaubernier eut ce trait de génie qui décide de toute une carrière, cette inspiration qu'a un homme sur cent mille, pensée, cri, geste ou regard, qui change brusquement la face des choses, bouleverse les médiocrités, c'est-à-dire presque tout le monde; enfin c'est l'imprévu. L'imprévu fut ceci : au milieu du souper des roués, la comtesse, rompant violemment avec la tradition, rejetant au loin les conseils et les leçons du comte Jean et de Lebel, s'abandonna à son naturel, sans se préoccuper de la présence du roi derrière la tapisserie. Elle livra au vent la modestie et la retenue, brûla le voile à la flamme des bougies, et la parole éparse, comme le sein et les cheveux, elle bondit en bacchante de propos en chansons et d'écarts en écarts. Elle monta sur le trépied. Jean et Lebel effrayés crurent la partie perdue. Que devait dire, que devait penser le roi? Le roi fut ravi, transporté; le roi frémit derrière l'obstacle de la tapisserie; il découvrait un nouveau monde de surprises. Jusqu'alors il n'avait connu que le vice, espèce d'innocence; il devinait la corruption. La corruption lui plut.

Le jour même, ou, pour être plus exact, la nuit même, Jeanne de Vaubernier prit la place de Mme de Pompadour dans l'histoire de France. On prétend que le duc de Richelieu ne fut pas étranger à cette négociation, à laquelle rien ne manqua, pas même l'empoisonnement, ainsi qu'on va le voir. La participation du duc est au moins douteuse : il prit la balle au bond, mais il ne la lança pas, et ce qui le prouve, c'est que le duc de Choiseul n'accuse pas une seule fois son éternel rival, son rival détesté, d'avoir noué cette intrigue, qu'il l'accusa très fort dans ses notes d'avoir favorisée et salement développée à son profit. Le duc de Richelieu mit le premier la main, il est vrai, aux amours du roi avec Mme de Pompadour, mais il se laissa devancer dans l'affaire Du Barri, dont il n'eut pas moins les plus clairs profits. Celle qui allait être bientôt Mme Du Barri fut du voyage du roi à Compiègne; c'est sa première apparition sur la scène où elle devait briller d'un incomparable éclat. Sa grandeur date de cet événement, qui n'était pas sans importance. Les déplacemens du roi ne passaient jamais inaperçus. La cour et la noblesse de service le suivaient régulièrement en toutes saisons. Mme Du Barri osa se montrer dans Compiègne en équipage brillant et

d'un goût bizarre; cependant le témoignage même de ses ennemis constate que le scandale de sa présence ne fut pas trop grand. Les libellistes sont loin de lui attribuer le mérite de cette retenue. Louis XV, disent-ils, qui était en grand deuil de la reine, mit quelques mesures dans ses relations avec la naissante favorite. Cependant Lebel, voyant le roi épris de cette femme à un point alarmant, cette femme qu'il n'avait jugée bonne qu'à défrayer un caprice royal, se jeta aux pieds de son maître et lui confessa le passé si nuageux de Jeanne Vaubernier. Le roi fut sourd; Lebel insista, pria, il pleura même en avouant tout, la rue de la Ferronnerie, des Deux-Portes, en ajoutant : *Sire, je vous ai trompé, elle n'est pas même mariée. — Tant pis!* répliqua le roi; *qu'on la marie promptement, si l'on veut m'empêcher de faire quelque sottise.* Peu de temps après cette scène de confidence et de remords, Lebel mourut. Mourut-il empoisonné? C'est fort peu vraisemblable. Quel intérêt avait-on à le faire disparaître? Celui de n'avoir pas un témoin de la conduite de Mme Du Barri? Et le comte Jean et tous les roués? D'ailleurs, au moment où Lebel mourut, l'élévation de Mme Du Barri était encore un fait à venir. Lebel mourut, parce que les coquins n'ont pas plus que les honnêtes gens le privilége de mourir quand il leur plaît.

Quelque dissolue que fût la cour et quelque grand que fût aussi le dédain du roi pour l'opinion publique, ils n'osèrent, ni celle-là, ni celui-ci, avouer une favorite qui n'avait près d'elle ni père, ni frère, ni mari pour couvrir sa conduite d'une ombre de protection et de responsabilité. C'était sans exemple. Les mauvaises mœurs comme les mauvaises actions ne se produisent pas sans voile. Il fallait un mari à la prochaine comtesse. Jean Du Barri ne pouvait l'épouser lui-même, puisqu'il était marié; il la proposa à son frère Guillaume. Ce frère fit ses conditions. Guillaume aimait le jeu, les plaisirs, les voyages. Guillaume était paresseux, libertin, sans avoir dans l'esprit les ressources du comte Jean. On donna à Guillaume autant d'argent qu'il voulut pour accepter le titre purement honorifique de mari. Le marché conclu, on procéda à l'union, qui eut lieu à l'église de Saint-Laurent, dans le faubourg Saint-Martin, le 1er septembre 1768. Le notaire qui dressa le contrat, car aucune des formalités ne fut omise, s'appelait Le Pot d'Auteuil. Le roi pouvait légalement désormais posséder Mme Du Barri, puisqu'elle était la femme légitime d'un autre. La morale recevait une pleine satisfaction. Jean Du Barri s'applaudissait d'avoir conduit à fin une aussi glorieuse négociation, le roi était heureux. Quant au mari, dont il convient à peine de parler, il regagna Toulouse après avoir échangé une considération qu'il n'avait jamais eue contre une grande quantité d'or qu'il ne garda pas long-temps. Ceux qui aiment à suivre à travers les années d'oubli et les révolutions le fil aminci des événemens, ou plutôt la trace des personnages qui les ont amenés, n'appren-

dront pas sans quelque intérêt que la famille Du Barri compte encore des descendans, et des descendans fort honorables, à Toulouse et à Pompignan. Un fils naturel du mari de Mme Du Barri a servi avec une grande distinction pendant les guerres de l'empire.

L'élévation de Mme Du Barri ne data pas du jour où elle devint la maîtresse de Louis XV. La fortune tient aussi en réserve ses jours d'épreuves pour ceux qu'elle protége. Une femme, une rivale, intrigante, vive, jalouse, spirituelle, la sœur du duc de Choiseul, en un mot, osa protester contre l'élection de la nouvelle bien-aimée. La duchesse de Grammont, appuyée de la haine de sa sœur, la comtesse de Grammont, se crut assez forte et sans doute assez blessée pour lever le drapeau de la révolte. Elle était de ces personnes particulièrement délicates dont nous avons parlé au début de cette histoire, qui ne trouvent pas inconvenant, qui trouvent même fort naturel qu'un roi ait une maîtresse, mais qui rougissent et s'indignent s'il la prend ailleurs que parmi sa noblesse. La victoire sur Mme Du Barri devait assurément lui paraître facile, à elle sœur du ministre le plus influent, le plus absolu qui fût encore entré dans le cabinet de Louis XV. M. de Choiseul plaisait beaucoup au roi par l'extrême légèreté avec laquelle il traitait les affaires les plus graves et les plus embrouillées; il n'en parlait qu'au bal, pendant la chasse, au milieu du souper; il les effleurait, les terminait en causant, et sa causerie brillante, gaie, épigrammatique, n'en présentait que la fleur. Entre les aventures de la veille et la chronique de l'Opéra, il examinait l'état de l'Europe. Un bon mot adoucissait l'impression fâcheuse produite par une mauvaise nouvelle; un madrigal préparait à la demande d'un impôt. Il mettait des mouches et du rouge à la politique. Il n'en chassa pas moins les jésuites.

Les Du Barri tentèrent de se rapprocher des Choiseul; ceux-ci se hérissèrent : que leur voulaient ces gens-là? La duchesse de Grammont ne se contenta pas, comme son frère, de répondre par le mépris : elle s'indigna, elle éclata, elle jeta feu et flamme; elle courut, la rage aux lèvres et le fouet à la main, de château en château, d'hôtel en hôtel, de porte en porte, véritable furie, pour rallier le ban et l'arrière-ban de la noblesse contre cette femme impudique, sans aveu, sans nom, sortie des pavés de Paris, entre une halle et un charnier. Elle la fit connaître, la dévoila avec cruauté, la noircit, la ridiculisa, la traîna par les cheveux à travers les salons, paya pour qu'elle fût déchirée dans les gazettes, nouvelles à la main, bulletins; enfin, toute méchante et toute puissante qu'elle était, elle parvint, sous l'approbation expresse ou tacite du lieutenant-général de police, M. de Sartines, à publier contre Mme Du Barri une chanson infâme, qui, chantée sur l'air de *la Bourbonnaise,* devint bientôt populaire à Paris et dans toute la France. Voici le seul couplet qu'il soit permis de citer :

En maison bonne
Elle a pris des leçons;
Elle a pris des leçons
En maison bonne,
Chez Gourdan, chez Brisson;
Elle en sait long.

Il était fort adroit de se servir ainsi de la rumeur publique pour faire arriver jusqu'au trône des attaques contre celui qui s'y oubliait dans les bras d'une favorite détestée : le peuple était les flots, les Choiseul le vent; le vent fit la tempête et resta invisible. Qu'opposa Mme Du Barri à ce soulèvement général contre elle? D'abord sa jeunesse, et Mme de Grammont n'était plus jeune. Mme de Grammont était soutenue par un ministre, Mme Du Barri se fit protéger par un chancelier, M. de Maupeou. Le ministre qui soutenait Mme de Grammont était un duc; Mme Du Barri eut aussi le sien; elle en eut même deux, le duc d'Aiguillon, gentilhomme accompli, et le duc de Richelieu. Mme de Grammont avait pour elle la noblesse; Mme Du Barri eut avec elle les écrivains, les poètes, les artistes, presque tous les philosophes; Mme de Grammont avait la France, Mme Du Barri eut le roi. La guerre fut déclarée, guerre longue, guerre terrible, guerre venimeuse comme toutes celles où figurent les femmes, guerre imprudente, car les coups portés à la joue de la favorite touchèrent le visage de Louis XV, dont les fautes furent si cruellement expiées par son successeur. L'exécration formidable, sans exemple, que les Choiseul soulevèrent contre Mme Du Barri, est à nos yeux, fort peu prévenus, une des causes qui développèrent le germe de la révolution. La noble vieillesse de Louis XIV avait fait complétement oublier les erreurs de sa jeunesse trop galante; la vieillesse débauchée de Louis XV eut un effet contraire, non-seulement par rapport à lui, mais par rapport à toute la monarchie; elle rappela en masse les faiblesses de la royauté. Mme de Maintenon avait presque obtenu par la rigidité excessive de ses mœurs le pardon de toutes les favorites; la conduite de Mme Du Barri réveilla le souvenir de toutes les courtisanes royales. Il en résulta pour Louis XV et pour elle une condensation de haines. Le passé des autres fit balle contre eux.

Avant de montrer Mme Du Barri dans le joli château de Luciennes, présent de son royal amant, il convient de rappeler l'événement le plus étonnant de son étonnante prospérité, celui qui causa le plus de bruit sous le règne de Louis XV, sans excepter la victoire de Fontenoy. Ce fut aussi une victoire, car il y eut bataille, et bataille rangée, commandée par des généraux habiles en intrigues. D'un côté, c'étaient Louis XV, Mme Du Barri, le duc d'Aiguillon, le vieux duc de Richelieu; de l'autre, le duc de Choiseul, ses deux terribles sœurs, toute la cour, toute la noblesse de Paris et de la province. Le lieu du combat fut Versailles;

l'Europe entière fut spectatrice. Un poète futur construira un poème épique avec les choses et les personnes qui furent engagées dans cette lutte de cour. L'Hélène de cette Iliade, la cause de cette conflagration formidable au milieu de la paix, — si jamais la paix a régné à la cour, — ce fut encore Mme la comtesse Du Barri, mais Mme la comtesse Du Barri demandant au roi Louis XV une faveur inouie, monstrueuse pour le temps, une faveur dont la pensée seulement aurait, cinquante ans auparavant, fait envoyer en exil celle qui l'aurait exprimée.

Quelque perdue de mœurs que fût la cour depuis la régence, elle n'avait jamais consenti au moindre relâchement de l'étiquette. Les écrous en diamant posés par Louis XIV sur les rouages de la monarchie n'avaient subi aucun dérangement, aucune altération. La monarchie entière, bien ou mal équilibrée, restait debout dans toute sa raideur et toute son inflexibilité. Sans doute, les marquis s'encanaillaient, mais la canaille ne devenait pas marquise. Parmi les distinctions les plus hautes, la plus haute, depuis trois siècles, était celle d'être présenté à la cour. Quel honneur rare et mémorable! voir face à face le roi au milieu de sa cour, la reine, les princes, les princesses du sang, les saluer, recueillir leur sourire, leur parler, conquérir le droit d'aller à leurs fêtes, celui d'entrer plus tard dans leur familiarité! que de grands noms s'éteignaient sans avoir joui de ce privilége presque divin! Aucune image, nulle expression ne rendra sous notre plume ce qu'il y avait d'auguste, de flatteur et d'effrayant par la majesté dans cet acte solennel, *être présenté!*

Mme Du Barri voulut être présentée. C'est Jean Du Barri, l'homme de toutes les hardiesses, qui lui souffla ce conseil. Il était bon. Rien n'est plus loin de la cour que ce qui est à la porte de la cour; mais quel pas à franchir! La jeune et radieuse comtesse murmura d'abord ce désir entre ses jolies dents, et le roi se contenta de sourire. Elle y revint, le roi la plaisanta; elle mit des intervalles dans ses autres demandes, toujours plus faiblement écartées. Ensuite elle rappela au roi, avec douceur, avec tendresse, avec reproches, qu'elle n'avait que la faveur, sans doute très précieuse, mais précaire, d'être de ses voyages et d'occuper un petit logement dans les combles de ses châteaux; elle ne montait pas dans ses carrosses, elle ne mangeait pas, elle ne jouait pas avec lui; aucun prince, aucun ambassadeur, aucun dignitaire n'allait lui présenter ses hommages. Enfin avec autant d'amour pour lui que les demoiselles de Nesle, que Mme de Pompadour, elle ne jouissait d'aucun des avantages accordés sans contestation à ces favorites. Pourquoi cette différence, cette injustice? Le roi commençait à ne savoir que répondre. On l'assiégeait par bien d'autres côtés. Les Du Barri faisaient imprimer, dans

les gazettes, afin de préparer le public à l'événement, les lignes suivantes : « Mme Du Barri continue à mériter l'attention de la cour et de la ville. On parle de la présenter. Il y a des paris ouverts à Versailles pour ou contre. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il y aura de grands changemens dans le ministère, si elle parvient à cet honneur. L'éloignement que M. de Choiseul témoigne pour elle ne lui permettrait pas de rester en place. Elle a de son côté MM. Bertin, de Saint-Florentin, le duc de Richelieu, le duc d'Aiguillon et toute la cabale des dévots, qui regarderaient comme une bonne œuvre, n'importe par quelle voie, l'expulsion de M. de Choiseul. » Quelques jours après on lisait dans les mêmes gazettes, payées pour produire le fait comme de plus en plus certain : « Le bruit général de Versailles est que Mme Du Barri sera présentée le 3 du mois prochain. » Cerné de toutes parts, le vieux roi voulut du moins ménager la pente de la chute, ce qui n'était guère plus possible que de comprimer l'effet d'une bombe en la pressant dans les mains. Il crut arriver à ce résultat en donnant à Mme Du Barri les appartemens de Mme de Pompadour dans le château de Versailles. C'était, pensait-il, l'installation et non la présentation; la cour ne murmurerait pas trop, et la comtesse, à demi satisfaite, patienterait. Hélas! la concession fut doublement méconnue. La comtesse ne patienta pas, et M. de Noailles, chargé du gouvernement du château, osa élever la voix. Louis XV fit taire M. de Noailles, c'est vrai, mais il consentit ouvertement à la présentation, qui fut fixée au 25 janvier.

Il est inutile de dire, on l'apprend assez par les faits, que le roi était de plus en plus épris de Mme Du Barri. C'était une fascination, un aveuglement complet. Le cœur, les sens, la raison, étaient captivés chez lui au point de le rendre sourd à toutes les prières qui lui étaient adressées par ses proches pour le détourner de souscrire à cette scandaleuse présentation. Il résista aux sollicitations comme aux railleries. Voltaire lui-même se mit à la croisée de son château, et lança sournoisement du fond de Ferney quelques vers moqueurs contre les amours d'un souverain, son ennemi éternel. Les Choiseul n'avaient pas été étrangers à ce coup de griffe du grand homme; mais le vieux renard, se ravisant bien vite, flairant l'avenir assuré à la favorite, changea brusquement de ton, nia les vers et prépara sa plus belle prose à facettes pour complimenter bientôt celle qui sut lui pardonner, ou mieux encore ne se souvenir de rien : ce fut fort sage de part et d'autre. Voltaire comprit qu'il fallait se conduire avec Mme Du Barri comme avec Mme de Pompadour. Tant pis pour les Choiseul! s'il n'y avait pas d'amis, il n'y aurait pas d'ingrats : pourquoi y a-t-il des amis?

La présentation aurait donc lieu, et c'était Mme de Béarn qui serait marraine. On sait que chaque personne présentée à la cour était patro-

née par un homme de marque ou par une femme titrée et établie ordinairement dans les grandes privautés du château. Ce fut un coup de fortune pour Mme de Béarn d'accepter une fonction unanimement repoussée avec dédain par toutes les autres dames de haut parage, tremblantes devant le sceptre des Choiseul, uniques distributeurs des pensions, des places et des cordons. On paya ses dettes, on plaça ses fils, on se souvint enfin de sa famille. La présentation fut pourtant retardée; les Choiseul conseillèrent la résistance aux princesses. Que fit alors le roi? Il donna les appartemens de feue la dauphine à sa maîtresse, qu'il avançait ainsi d'un grade, ne pouvant lui accorder le premier. A ses yeux, les appartemens de Mme de Pompadour ne devaient plus lui suffire. Cependant la haine ne cessait de grossir contre elle, qui, toujours gaie, charmante et bonne, s'écriait en lançant des oranges sous les plafonds d'or de Versailles et en les ramassant : *Saute, Choiseul! saute, Praslin!* M. de Praslin était le cousin du duc de Choiseul; c'est lui que le duc fit nommer ministre des affaires étrangères quand il réunit, pour les diriger, la guerre et la marine. Toujours d'accord, ils partagèrent les mêmes succès, les mêmes revers. Lorsque le duc de Choiseul fut exilé à Chanteloup, le duc de Praslin fut envoyé à Vaux. L'un et l'autre méritent les hommages et la reconnaissance de la France pour avoir accompli des négociations honorables dont les résultats subsistent encore.

Comme il était à craindre que le roi, se blasant peu à peu sur les charmes de la comtesse, ne devînt plus difficile avec le temps sur la question de la présentation, il fallait enlever cette question, n'importe à quel prix. Jean conseilla et indiqua les grands moyens. Mme Du Barri, après quelques jours de langueur et de tristesse, se jeta toute en larmes aux pieds du roi, et lui demanda de la sauver des injures de ses ennemis en lui accordant d'être présentée. Cette marque d'estime les réduirait au silence; sinon elle mourrait de honte et de douleur. Peut-être, en parlant ainsi, était-elle sincère : il n'est pas d'origine si méprisée qui fasse endurer à une femme jeune et belle les humiliations et les outrages de gens dont elle n'a, par aucune action injuste, provoqué la méchanceté. On lut bientôt dans les nouvelles : « Le vendredi soir 21, en revenant de la chasse, le roi annonça qu'il y aurait une présentation le lendemain... qu'elle serait unique... que c'était une présentation dont il était question depuis long-temps... Enfin on déclara que ce serait celle de Mme Du Barri.

« Le soir, un bijoutier apporta pour cent mille francs de diamans à cette dame.

« Le lendemain, l'affluence fut si grande, qu'on la jugea plus nombreuse que celle occasionnée précédemment pour le mariage de M. le

duc de Chartres, au point que le monarque, étonné de ce déluge de spectateurs, demanda si le feu était au château. »

On vint de bien loin en effet, et en nombre prodigieux, pour assister à cette espèce de couronnement. L'immense place d'armes de Versailles, les trois superbes avenues qui y aboutissent, étaient encombrées, depuis la première heure du matin, de gens à pied, en voiture, à cheval; curiosité fort irréfléchie, car que prétendait-on voir? Logée dans les appartemens du château, Mme Du Barri n'avait aucun trajet à parcourir pour se rendre chez le roi. Sa voiture n'eut pas même besoin de sortir de la grille; elle dut se borner à faire, comme simple évolution de parade, le tour de la cour royale, prise en partie sur la cour du vieux château, dit de Louis XIII. Mais Mme Du Barri allait être présentée, et cette nouvelle avait mis en mouvement, à vingt lieues à la ronde, toutes les populations. Aucun des bruits qui avaient couru sur les outrages qui l'attendaient à son entrée dans le salon du roi ne se réalisa. Les princesses, filles de Louis XV, devaient se lever, sortir indignées, et le duc de Choiseul déposer son portefeuille; puis toute la cour en masse se retirerait. On laisserait le roi seul avec sa maîtresse exécrée dans la solitude du château. Il n'arriva rien de cela. Les portes dorées s'ouvrirent; Mme Du Barri, un peu émue, salua le roi, qui l'empêcha de se jeter à ses pieds, ensuite les princesses, qui, toutes trois, l'accueillirent fort bien. On l'avait aussi menacée du vide le plus significatif, si elle osait ouvrir ses salons le jour de sa présentation. Elle les ouvrit, et la foule s'y précipita. Les grands noms de la France retentirent toute la nuit, les Conti, les Soubise, les Richelieu, les d'Aiguillon, les d'Ayen. Cependant les partisans du duc de Choiseul ne se montrèrent pas. La comtesse eut la partie flottante des courtisans, et ceux qui avaient à se plaindre du ministre, et ceux qui n'avaient rien à espérer de lui, ce qui ne balançait pas encore les forces de son ennemi, mais représentait déjà une coalition imposante. Désormais il fallait compter avec elle. Les femmes opposèrent en général une résistance plus vive que les hommes à l'intronisation de la comtesse. Il s'en trouva fort peu pour l'accompagner à Marly quelques jours après sa présentation, et encore épuisa-t-on les plus actifs moyens de séduction envers celles-ci. — Théveneau de Morande prétend qu'un soir qu'elle jouait aux cartes dans ce magnifique château de plaisance, avec des marquis et des ducs, il lui échappa, à la vue d'un mauvais point, ce cri de douleur un peu vulgaire : *Ah! je suis frite!*

Nous voudrions bien croire à l'histoire du comte de Coigny, qui, ignorant, au retour d'un voyage en Corse, le nouvel état de splendeur de la comtesse, crut pouvoir lui parler sur le même ton qu'à Mlle L'Ange Gomart de Vaubernier. Mme Du Barri, après plusieurs avertissemens très

vifs, aurait sonné avec dignité ses valets et leur aurait dit : « M. le comte demande ses gens. » Mais où donc aurait eu lieu cette scène? A Versailles, à Marly, à Luciennes, dont nous allons parler, à Fontainebleau, à Compiègne? Quoi! le comte de Coigny ne se serait pas inquiété un seul instant de savoir comment celle qu'il avait connue dans le quartier des halles occupait les plus beaux appartemens du roi? Et comment admettre qu'on ne savait ni en Corse, ni dans aucune des villes placées entre le midi et la capitale de la France, la haute prospérité survenue à Mme Du Barri? L'anecdote est impossible. Tout ce que nous y voyons de vraisemblable, c'est l'indulgence qu'on y prête à Mme Du Barri. Plus elle s'éleva, plus elle devint douce, simple, modeste et bonne. Jamais elle ne punit, jamais elle ne se vengea. Le roi était dans un perpétuel étonnement. « Mais je serai forcé de vendre la Bastille, lui disait-il souvent, vous n'y envoyez personne. »

Une seule pensée altérait la félicité de Louis XV, c'était la froideur hostile que le duc de Choiseul opposait à toutes les démarches tentées pour opérer un raccommodement entre lui et la comtesse. Dans l'espoir de l'obtenir, il donna à Bellevue une fête à laquelle il invita le duc et Mme Du Barri. Ils y parurent l'un et l'autre avec leurs partisans, qui, se guidant sur les mouvemens, les allures et toute la stratégie de leurs chefs, s'évitaient si ceux-ci s'évitaient dans les allées du parc, tendaient à se réunir si ceux-ci faisaient mine de se rencontrer, pantomime de cour digne du théâtre, amusante et comique comme une scène de Molière. Après la promenade, on soupa, on joua, mais ce rapprochement d'une nuit ne fut ni une paix ni un armistice. Chacun resta armé de ses prétentions et de ses haines. Le roi en fut pour les frais de sa brillante fête. C'est quelques jours après la soirée de Bellevue qu'il offrit le château de Luciennes à sa maîtresse, comme pour la dédommager de la contrariété qu'il supposait avec raison lui avoir causée en l'exposant aux fiertés inflexibles de M. de Choiseul.

De tous les cadeaux faits par Louis XV à Mme Du Barri, le pavillon de Luciennes est incontestablement celui qui exprime le mieux les goûts frivoles et ruineux des deux amans, et c'est d'ailleurs le seul qui ait survécu à leur scandaleuse intimité. Il est resté debout pour prolonger le souvenir d'une passion sans dignité. Luciennes est fait à l'image de la fantaisie qui l'inspira. La magnifique tendresse de Louis XIV pour Mlle de La Vallière créa Versailles; l'amour sensuel et fané de Louis XV bâtit le pavillon de Luciennes. Versailles est grand comme un sentiment, Luciennes est petit comme un caprice. Ne dût-il rester des œuvres produites par Louis XIV que l'Orangerie et les Bains d'Apollon, cela suffirait pour peindre à la pensée le calme et la majesté de son règne; ne restât-il que Luciennes de toutes les folies de Louis XV, on aurait, en

le voyant, une idée complète de son époque tourmentée et des mœurs corrompues de son temps. Aussi décrire Luciennes, c'est ôter la poussière à un tableau qui servira plus tard à composer l'histoire du XVIIIe siècle.

II.

Le pavillon de Luciennes ou de Louveciennes fut acquis par le comte de Toulouse, fils légitimé de Louis XIV et de Mme de Montespan. Mansard, ce noble architecte, l'homme, avec Perrault, des colonnades et des profondes perspectives, avait bâti Luciennes. A la mort du comte de Toulouse, le duc de Penthièvre, son fils, devint possesseur de ce charmant domaine, qu'il habita long-temps; mais quand celui-ci, à son tour, eut perdu son fils, le prince de Lamballe, ce séjour lui parut odieux; il offrit à Louis XV de lui vendre Luciennes. Louis XV l'acheta pour le donner à sa maîtresse, qui l'habita non-seulement pendant le cours de sa haute fortune, mais jusqu'à sa mort si tragique arrivée en 1793. C'est à Luciennes qu'on vint la chercher pour la conduire à l'Abbaye, et la mener de là à l'échafaud.

Le terrain qu'occupe la propriété est très petit, et il était fort difficile, je crois même qu'il était impossible de l'agrandir beaucoup, resserré comme il l'est naturellement entre la Seine, dont il se trouve presque entouré, et la route royale de Marly à Versailles. De ce défaut d'espace résultait un inconvénient que l'habile favorite sut tourner à son avantage. L'inconvénient était que le roi, en venant chez elle, pouvait à chaque pas, dans un cadre aussi étroit, coudoyer un courtisan ou rencontrer les regards d'un domestique. Il fallait à tout prix éviter cela. Sans quelque mystère il n'est pas de plaisir, même pour un roi corrompu, et souvent le mystère est le seul plaisir qui lui reste. Mme Du Barri, en prenant possession de Luciennes, relégua d'abord au-delà des murs de clôture les écuries, les communs et toutes les dépendances. Elle limita rigoureusement son occupation au château qu'elle habitait et au célèbre pavillon où elle recevait le roi. Là ne s'arrêta pas le soin qu'elle dut prendre d'isoler Louis XV de la vue et du contact des importuns. Pendant tout le temps qu'il passait auprès d'elle, il n'y avait au château que le nègre Zamore et une femme de chambre. Aucun domestique, aucun valet, aucun serviteur ne restait à Luciennes : solitude complète jusqu'à cent toises au-delà des grilles; les abords du Sérail, à Constantinople, ne sont pas plus déserts et plus redoutés que l'étaient ceux du château aux heures des visites royales. Le roi, murmurait-on dans l'ombre et au loin, le roi est à Luciennes! Et rien ne troublait plus alors le calme impénétrable et le bonheur égoïste des

deux amans, qui s'égaraient sans témoins, avec la liberté primitive des hôtes du paradis terrestre, au bord des eaux murmurantes et sous les voûtes des charmilles.

Il y a quelque intérêt à rappeler quel était l'emploi d'une journée de Louis XV à Luciennes; l'histoire de ce joli château est là presque tout entière. En arrivant, le roi se rendait directement au château, où il ne s'arrêtait que le temps nécessaire pour rétablir sa toilette dérangée par le mouvement de la voiture ou l'exercice de la chasse. Cette toilette se faisait dans le grand salon, qui est de niveau avec la terrasse. Zamore le brossait, le coiffait, le poudrait, et lui donnait souvent une chaussure plus commode pour se promener dans le parc. L'été, le roi changeait d'habit; il mettait une petite veste de toile légère, après s'être débarrassé de son épée et de son gilet. Si la chaleur était extrême, il se lavait les mains et le visage dans une aiguière en vermeil qu'on retrouverait peut-être encore sans sortir du rayon de Marly. Le salon où il faisait cette première station annonçait déjà le luxe mobilier du pavillon enchanté. Il est très haut de plafond; on y voyait quatre grands tableaux de Vernet, une cheminée d'un travail exquis, et surtout des porcelaines de Saxe d'une pâte divine, fragiles chefs-d'œuvre qui, d'abord transportés à Londres à l'époque de l'émigration, sont ensuite passés dans l'Inde et ont orné long-temps le palais du président de la célèbre compagnie. J'ignore si elles y sont encore. En quittant ce salon, qui de tout cet éclat n'a retenu aujourd'hui qu'une propreté décente, Louis XV se rendait au pavillon de la bien-aimée, en passant par une terrasse plantée de tilleuls. Tous les tilleuls ont disparu, à l'exception d'une double allée, fort belle encore, qui permet de recomposer par la pensée la forme qu'avait autrefois cette terrasse, remplacée plus tard par une belle pièce de gazon. Le vaste et gracieux tilleul resté fièrement debout à l'entrée de cette terrasse a une valeur historique comme le chêne de Sully à Chantilly, quoiqu'il n'ait pas joué un rôle aussi vertueux dans sa jeunesse; mais il ne faut pas demander aux tilleuls l'austérité des chênes.

Au moment où le roi descendait les marches du château pour se rendre au pavillon, Mme Du Barri, de son côté, quittait le pavillon pour aller au-devant du roi. Les choses étaient ainsi réglées, quoiqu'il n'y eût pas une étiquette bien rigide à Luciennes; mais enfin Louis XV était roi de France et Mme Du Barri était la plus jolie femme du royaume. Chacun faisait la moitié du chemin; c'était de royauté à royauté.

Hiver ou été, Mme Du Barri portait à Luciennes des robes-peignoirs en percale de couleur ou de mousseline blanche qui laissaient voir ses bras et une partie de ses belles épaules. Une cordelière nouait à sa taille ce costume flottant et diapré, dont on peut se faire une idée exacte par les peintures pimpantes de Watteau. *Les Amours d'été, le Pèlerinage à Cythère,* ont fixé, pour le charme et l'instruction de la postérité, la

forme de ces déshabillés créoles, toujours sur le point de tomber aux pieds de celles qui les portent, dussent-ils laisser voir en tombant qu'ils tiennent lieu du premier et du dernier vêtement. Elle complétait ce costume invariable et charmant, dont le roi raffolait, par un chapeau de paille aux larges bords, sur lequel elle couchait une poignée d'épis de blé entremêlés de bluets et de coquelicots, dans les journées ardentes où la cigale chante aussi ses amours au haut des arbres. Ainsi habillée ou déshabillée, elle accourait au-devant du roi par la terrasse des tilleuls, et ils se rendaient ensemble au pavillon, qui leur souriait de loin avec sa grace athénienne, à travers un rideau d'orangers dont on avait dépouillé Marly pour parer et embaumer Luciennes.

Il n'est pas hors de propos de parler ici des vols continuels qu'exerçait le pavillon de Luciennes sur le château de Marly, ainsi qu'en userait un fils de famille avec un père trop faible, ou, pour nous servir d'une comparaison peut-être plus juste, ainsi que le ferait une courtisane prodigue avec un vieillard follement épris. La jeune Luciennes volait au vieux Marly ses citronniers si vantés, ses grenadiers séculaires, ses plus beaux pieds d'oranger, les fleurs les plus rares de ses serres chaudes, les plus fantastiques oiseaux de ses volières. Les jardiniers, les employés de Marly criaient à la spoliation, se plaignaient, gémissaient; mais qu'y faire? la folle comtesse avait envie de toutes ces belles choses, il fallait bien la contenter. On laissait crier les vieux faunes, les vieux satyres, et la nymphe riait.

Le pavillon de Mme Du Barri est un petit temple grec, transporté de l'Ionie à Luciennes, une nuit d'été, sur un rayon de la lune, dont il a la couleur lactée, et déposé doucement sur le gazon au bord d'un précipice. Un pas de plus, il y roulait. Au-delà du pavillon il y a le vide; les fondations affleurent avec le point culminant d'une courbe immense qui, très rentrante d'abord, se continue jusqu'à la Seine en passant par Marly-la-Machine. Il fallut nécessairement gazonner cet abîme, le velouter de lierres, le tapisser, le voiler de toutes les plantes grimpantes que fournit la flore parisienne, pour qu'il perdît de son aspect sinistre. On dut parvenir à ce résultat : la fougueuse végétation qui se fait encore remarquer aux flancs de cette fondrière permet de supposer qu'elle dut être autrefois entièrement couverte.

Ledoux, l'architecte, construisit en trois mois le pavillon de Luciennes sur un caprice de Mme Du Barri, mais il chercha long-temps la physionomie originale qu'il donnerait au monument de plaisir et de rêverie qui lui était commandé. Contenter une reine est chose possible, quoique difficile, disait Buckingham; satisfaire une favorite est chose presque impossible. Et ici il s'agissait d'une favorite de Louis XV, d'une sultane du XVIIIe siècle, blasée sur l'arabesque, le style fleuri, la fantaisie orientale et chinoise! Aussi on n'imaginerait jamais les efforts auxquels se

livra Ledoux aux prises avec sa création. Nous avons entre les mains quelques-uns des plans de cet ingénieux architecte; le plus singulier n'est peut-être pas celui-ci. Il se proposait d'élever devant le pavillon, à quelques pas de distance, une arche colossale en briques rouges, brisée à l'une de ses extrémités. Par l'ouverture de cette arche, qu'on voit sur le lavis couverte de lichens, de mousse, de liserons et de pampres écarlates, on aurait aperçu comme au fond d'un entonnoir ou au bout d'une lunette le pavillon de Luciennes, sa façade blonde, ses quatre colonnes d'opale et sa galerie aérienne. Ledoux empruntait à l'Italie, en y ajoutant beaucoup du sien, cet arrangement architectural, très prétentieux, concevable cependant en Italie, où le soleil se prête comme un or ductile à toutes les combinaisons; mais cette alliance de l'architecture et de la lumière au profit de la perspective devient impossible et même ridicule dans un pays de brouillards et de pluie, où il y a déjà assez d'ombre et d'humidité sans qu'il soit besoin d'en inventer à plaisir. Ledoux renonça à son arche et se contenta d'édifier le pavillon tel que nous le voyons aujourd'hui.

Ce gracieux pavillon, dont la forme est carrée, est orné de quatre colonnes cannelées d'ordre ionique d'un jet élégant et couronnées d'une galerie à jour. De loin comme de près, c'est un temple élevé à Vénus, à Junon ou à Diane; il faudrait avoir une imagination plus que complaisante pour y voir une habitation possible, quoiqu'on y trouve salle à manger, salon, chambre à coucher, cuisine, cave et même grenier. Ces diverses dénominations bourgeoises ne changent rien au caractère du monument, qui est parfaitement grec au dedans comme au dehors, et par conséquent fort peu logeable pour des gens comme nous. Toutes les pièces principales sont circulaires; cette forme agréable, mais contre laquelle nos meubles anguleux protestent, est la seule beauté qu'elles aient conservée depuis à peine un demi-siècle que Mme Du Barri n'est plus. Ne cherchez autour de vous ni dorures, ni glaces, ni tableaux : tout a disparu. Les murs seuls sont restés; ils sont, il est vrai, dans un état de conservation qui étonnerait beaucoup, si l'on ignorait que ce pavillon a presque toujours été occupé. Entre les fêtes étincelantes données par Mme Du Barri et les soirées dramatiques données par un de nos députés contemporains, dernier locataire de Luciennes, on ne peut guère placer de mauvais jours que ceux de la terreur, la propriété ayant toujours appartenu à des gens riches, d'heureux loisirs ou de condition élevée.

A droite et à gauche du pavillon, on voyait, à l'extérieur, deux statues de marbre d'une admirable exécution par Allegrain. L'une représentait une baigneuse sortant de l'eau, l'autre Diane surprise par Actéon. Le poète Guichard fit pour ce groupe charmant ce distique :

Sous ce marbre imposteur, toi que Diane attire,
Crains le sort d'Actéon, tu vois qu'elle respire.

La statue qui représentait une baigneuse n'attestait pas à un moindre degré le goût sévère apporté par Mme Du Barri dans le choix des œuvres d'art qu'elle plaçait à Luciennes sous les yeux du roi. Voici de quelle manière Diderot, dans son *Salon* de 1767, parle de cette statue d'Allegrain, à laquelle il donne cinq pieds dix pouces de proportion : « Belle, belle, sublime figure, la plus parfaite figure de femme que les modernes aient faite. La critique la plus sévère est restée muette devant elle. Les belles épaules! qu'elles sont belles! comme ce dos est potelé! quelle forme de bras! quelles précieuses, quelles miraculeuses vérités de nature dans toutes ces parties! comment a-t-on imaginé ce pli au bras gauche? Ce sont des détails sans fin, mais si doux, qu'ils n'ôtent rien au tout, qu'ils n'attachent point aux dépens de la masse; ils y sont et ils n'y sont pas; que de choses que l'on sent et qu'on ne peut rendre! J'ai dit que la sculpture, cette année, était pauvre. Je me suis trompé. Quand elle a produit une pareille figure, elle est riche. Cette statue est pour le roi. » — Lisez : Pour Mme Du Barri. Le jugement de Diderot est beaucoup plus long; mais il est si hardi, si nu dans ses formes louangeuses, qu'il n'est pas possible de le réimprimer tout entier, même dans une histoire de Mme Du Barri. Le trop chaleureux écrivain se passionne pour cette baigneuse au point d'oublier entièrement le marbre et le lecteur. Du reste, la postérité a confirmé son opinion, même dans tout ce qu'elle a d'exalté. La *Baigneuse* d'Allegrain, échappée par miracle à la tourmente révolutionnaire, a été doucement portée au Louvre, où les artistes vont en pèlerinage étudier ce morceau de sculpture digne de prendre place à côté des plus pures créations de l'art grec. Elle a failli pourtant leur être enlevée. Il y a quelques années, se ravisant un peu tard, une héritière de Mme Du Barri suscita un procès à l'état pour rentrer en possession de cette suave statue. Mme de Neuville (c'est le nom de cette héritière) dut perdre son procès ou être dédommagée, car la *Baigneuse* n'a pas quitté le Louvre.

On arrivait ensuite au péristyle du pavillon, dont le fond était rempli par un bas-relief de Lecomte. Le sujet était une bacchanale d'enfans. Ce péristyle présente un caractère de grandeur qui tient moins à ses dimensions qu'à une harmonie exacte des parties qui le composent. Il est plein d'air et de lumière. Morceau athénien, il n'y manque que le philosophe accroupi sur les marches et la courtisane qui passe.

Les appartemens du pavillon sont en petit nombre, mais assez spacieux pour laisser deviner tout ce que pouvait y ajouter la magnificence d'un mobilier comme il n'y en eut jamais ni à Trianon, ni à Marly,

ni même à Versailles. Avant de pénétrer dans l'intérieur de ce petit temple, dont il n'est pas très facile aujourd'hui de rappeler toutes les richesses, car ceux qui l'ont dépouillé n'ont pas tenu, on le conçoit, un compte exact de leurs rapines, il est juste de dire que Mme Du Barri récompensa royalement son architecte. Ledoux fut nommé inspecteur des salines de Franche-Comté, aux appointemens de huit mille livres. Le vestibule, qui servait de salle à manger, est flanqué de deux cabinets; celui de droite était un chauffoir, dans celui de gauche se trouvaient les garde-robes. Autour de ce vestibule, orné de pilastres corinthiens où en marbre gris, s'élevaient quatre tribunes où se faisaient entendre, les jours de gala, les musiciens de la comtesse; elle avait aussi sa musique comme le roi. Dans cette même salle, on voyait quelques tableaux de Greuze, commandés par Mme Du Barri au célèbre peintre, son portrait en pied par Drouet et son buste par Pajou. Mme Du Barri devait être merveilleusement belle : on peut le croire sans hésiter, puisque ses ennemis, — et jamais femme, jamais homme n'en eut autant, — qui attaquèrent avec férocité sa naissance, la vertu de sa mère, la réputation de son père, de son mari, qui la traînèrent pendant trente ans, en France, en Italie, en Angleterre, en Hollande, sur la claie des gazettes, des nouvelles à la main, des pamphlets, des libelles les plus honteux; qui finirent par la jeter dans les bras du bourreau, s'arrêtèrent tous devant sa beauté, jusqu'au bourreau. Quelle beauté ce devait être! Elle était d'une taille moyenne; *des cheveux cendrés et bouclés comme ceux d'un enfant,* dit Mme Lebrun dans ses Mémoires, descendaient le long de son visage d'une coupe admirable. Elle ajoute que *sa gorge était forte, mais très belle, et que ses yeux allongés, jamais ouverts, lui donnaient quelque chose d'enfantin.* Ces quatre coups de crayon d'une main habile laissent entrevoir cette charmante figure du XVIIIe siècle, belle et originale, régulière et voluptueuse à la fois; une de ces figures rares et fatales, qui, formées de la folie ou de la raison de leur temps, apparaissent de loin en loin pour ravir les hommes et perdre les empires.

Le portrait de Mme Du Barri par Drouais ou Drouet est un incontestable chef-d'œuvre; Van Dyck a peu d'œuvres supérieures à celle-là. Le cachet de la ressemblance y est empreint partout, et ce mérite est relevé par une incomparable suavité de dessin et de couleur. Les yeux et la bouche y ont bien ce demi-sommeil dont parle Mme Lebrun dans ses Mémoires. Le front est superbe et doux, et le corps, ce corps gracieux, est revêtu d'une ringrave qui s'entr'ouvre pour laisser voir un jabot de dentelle et le sein de Mme Du Barri. On la croirait déguisée en homme sous ce costume original et piquant. Comme on cherche des comparaisons à tout ce qui est beau, pour doubler, en le communiquant, le plaisir qu'on éprouve, on pourrait dire de ce portrait qu'il rappelle un oiseau orgueilleux et une fleur charmante, un cygne et un

lis. Tout cela est onduleux, fier, distingué et tendre. Peintre et écrivain, Mme Lebrun, qui peignait, c'est son expression, *tous les rois de la terre*, a fait aussi un magnifique portrait à l'huile de la fameuse favorite. Ce tableau, qui est la propriété de M. de Rivière, neveu de Mme Lebrun, fut exécuté à Luciennes, où il est encore.

Mme Du Barri se conserva long-temps belle. En 1781, et elle avait alors trente-six ans, elle produisit sur le comte d'Allonville une impression qu'il rapporte ainsi dans ses Mémoires, en général fort peu indulgens pour la favorite : « Je vis Mme Du Barri lors de son voyage en Normandie pour aller y visiter le duc de Brissac. En l'examinant, je ne pouvais concilier ce que j'avais lu d'elle et ce que sa figure annonçait; l'on ne trouvait en rien les traces de son *ancien état* dans la décence de son ton, la noblesse de ses manières, et ce maintien également éloigné de l'orgueil et de l'humilité, de la licence et de la pruderie; sa vue seule réfutait tout ce qui a été publié sur elle. D'ailleurs, elle me paraissait extrêmement agréable, et j'eusse trouvé tout simple qu'elle inspirât encore des passions comme elle s'était acquis de véritables amis. »

Le roi et Mme Du Barri aimaient à déjeuner dans cette pièce, dont la disposition permet de voir à la fois le paysage qui court du côté de Versailles, et celui qui s'étend de coteau en coteau vers Saint-Germain; situation enchantée, unique au monde, merveilleuse au milieu de toutes ces merveilles enfermées dans un triple cercle d'azur, d'air et d'eau, car la Seine est au pied et court sous la forme d'un croissant d'argent. Quand le vent souffle sur cette hauteur, et il y souffle presque toute l'année, on sent au visage et au cœur un frisson de plaisir comme si l'on planait doucement au-dessus de la terre. La fraîcheur de la Seine, le chant des oiseaux, la lumière dorée du soleil, le vent qui vient de la forêt, les senteurs amères du parc, forment un ensemble harmonieux qui berce tous les sens. On croit boire la lumière dans une coupe d'air.

Louis XV se nourrissait toutefois d'une façon infiniment plus substantielle lorsqu'il déjeunait au pavillon Du Barri. Héritier des traditions gastronomiques du régent, il mangeait bien et beaucoup. Il était d'ailleurs obligé de renouveler souvent des forces qu'à soixante ans passés il dépensait encore avec la prodigalité d'un jeune homme. Il aimait passionnément le vin de Champagne, et il buvait avec trop peu de ménagement le vin de Bordeaux, connu déjà depuis long-temps, mais récemment mis à la mode par le duc de Richelieu. Zamore, le jeune nègre, servait à table en costume d'Africain d'opéra-comique, avec une coiffure de plumes de diverses couleurs et des bracelets d'or aux chevilles et aux poignets. On sait que le nom de Zamore lui avait été donné par Mme Du Barri, afin de flatter l'orgueil de l'auteur d'*Alzire*. Ce luxe d'avoir un négrillon à sa suite datait déjà de bien loin, il remonte aux temps des croisades. Cependant on parla beaucoup dans le monde du nègre Za-

more. Le siècle précédent, chacune des charmantes nièces du cardinal Mazarin avait pu avoir sans crime un nègre à son service, soit pour porter l'éventail à la promenade, soit pour soulever la queue des robes traînantes; mais Zamore, fort beau nègre et fort élégant, fut accusé d'être un des nombreux caprices de sa maîtresse, et l'on eut l'air de se scandaliser beaucoup de cette excentricité.

Presque tous les mets qu'on servait au roi aux petits déjeuners de Luciennes étaient ambrés ou musqués. Le duc de Richelieu avait mis en vogue ces deux aphrodisiaques orientaux, et beaucoup d'autres dont le secret est totalement perdu de nos jours. C'est dans l'un de ces déjeuners pleins d'abandon et de faiblesse que Louis XV apprit avec un étonnement dont il pâlit, dit-on, l'étrange prétention de Mme Du Barri d'être présentée à la cour. Dubois voulant être ministre n'étonna pas davantage le régent, et tous les deux, Mme Du Barri et Dubois, arrivèrent pourtant à leurs fins. Dubois fut ministre, Mme Du Barri alla à la cour. Rien n'est puissant comme ce qui rebondit de bien bas. Aussi le mot du même Dubois à un homme qui lui disait : « Soyez tranquille, monseigneur, j'irai loin, je suis bâtard, » est d'une grande profondeur. Dubois lui dit : « Mais êtes-vous bien sûr, monsieur, d'être bâtard? »

Il était rare que le roi, pendant les déjeuners de Luciennes, ne donnât pas quelque cadeau de prix, parure en diamans ou parure de perles, à sa maîtresse, qui les gardait très soigneusement, bien qu'elle ne sût rien conserver pour elle. Louis XV n'était ni grand ni généreux comme Louis XIV, mais il fut le roi des femmes par son excessive galanterie dans les petites choses. Il créa les dons de portraits, de tabatières, de services de porcelaine, de magots de la Chine, de bagues, de médaillons, de montres. Il fut la poésie légère de la royauté.

Un charme plein de nouveauté pour Louis XV, pendant les premières années de son intimité avec Mme Du Barri, ce fut de rencontrer en elle un ton de liberté, et, s'il faut le dire, de licence, qui le dédommagea des ennuyeuses maîtresses de qualité qu'il avait eues autrefois, les Châteauroux et les Pompadour, et le consola de ses tristes plaisirs du Parc-aux-Cerfs. Il adorait le laisser-aller de cette jeune femme qui n'épargnait personne en passant en revue la cour de Versailles. Elle traitait, les poings sur la hanche et la vulgarité la plus pittoresque aux lèvres, les belles dames titrées, comtesses, duchesses, princesses, qui n'étaient si jalouses d'elle que parce qu'elles ne pouvaient pas avoir sa place. Elle les déshabillait impitoyablement; elle nommait au roi leurs amans, et lui disait une à une toutes leurs intrigues, qu'elle savait à l'aide d'une police qui lui coûtait, à la vérité, fort cher. C'étaient des révélations étourdissantes, des propos dont le roi recueillait l'esprit et le poison, pour le communiquer à ses fidèles le lendemain à son petit lever.

Nous avons nommé le Parc-aux-Cerfs. Louis XV conserva pendant trente-quatre ans cet étrange établissement, dont le nom seul fait monter le sang au visage des pères et les larmes aux yeux des mères effrayées; il l'entretint jusqu'à sa mort, malgré les nombreuses maîtresses qu'il eut, malgré la dernière de toutes, Mme Du Barri, qui ne lui en parla jamais, grande preuve chez elle d'esprit et d'habileté. Le Parc-aux-Cerfs, qui est encore mal connu, était un endroit solitaire, silencieux, lugubre comme un abattoir. C'est là que le roi, sans suite et à l'entrée de la nuit, allait commettre ses plaisirs. Il en avait tellement pris l'habitude, qu'il avait fini par se croire quitte envers Dieu et les hommes en dotant les jeunes filles flétries dans cet antre. Le Parc-aux-Cerfs coûtait près de trois cent soixante-dix mille francs par mois, ce qui fait pour trente années d'existence plus de cent cinquante millions.

Louis XV aimait beaucoup les fraises et les framboises de Luciennes, renommées à bon droit sur nos marchés, et la seule richesse territoriale, je présume, de ce joli pays. Mme Du Barri, pour lui plaire, avait soin, l'été, à chacune de ses visites, de lui en cueillir une assiette, comme c'est elle aussi, dans leurs tête-à-tête voluptueux, qui préparait quelquefois le café avec son cher *La France,* petit nom d'amitié, on le sait, qu'elle donnait hardiment à Louis XV. Après le déjeuner, Louis XV passait au salon et allait s'asseoir dans un fauteuil, près des croisées qui s'ouvrent du côté de la Seine, au-dessus de la fameuse machine de Marly, considérée alors comme la huitième merveille du monde. Nous ignorons s'il éprouvait un plaisir bien vif à promener ses yeux sur le paysage étendu devant lui, et s'il pensait en ce moment que de toutes les jouissances que son or et sa puissance lui procuraient, ce paysage divin serait la seule jouissance dont nous hériterions après lui, sans lui envier beaucoup les autres. Quand l'esprit du mal essaya de séduire le rédempteur par le spectacle du monde qu'il lui offrait s'il voulait être à lui, il ne dut pas ramasser sous les paupières célestes et dédaigneuses plus d'air rose et pur, plus d'eaux transparentes, plus de campagnes fleuries, plus de bouquets de bois cachés sous des réseaux de lumière. Et par un privilége particulier, chaque morceau de cet immense terrain est pour les yeux qui pensent un souvenir de notre histoire. Regardez et rappelez-vous. C'est à l'horizon Saint-Germain, pavillon de fête de nos rois. Là naquit Louis XIV, entre ce groupe d'arbres qui frissonnent et ces oiseaux qui passent; à droite, à vos pieds, s'éparpillent les maisons blanches de Bougival, Bougival où repose Rennequin Sualem, cet habile homme qui fit monter l'eau de la Seine dans les airs pour la répandre dans les bassins de bronze de Versailles, l'inventeur de la machine de Marly. A gauche, sous ce nuage blanc, Maisons, où Voltaire, ce grand financier, écrivit de si belles choses, où M. Laffitte, ce poète en politique, logea son orgueil et ses regrets. Plus près, la Malmaison, où De-

lille traduisit les *Géorgiques*, où Joséphine, la bonne impératrice, se retira à pas lents après son divorce; Ruel, où elle repose et où Richelieu avait aussi son château; Nanterre, où filait, en priant, la blonde Geneviève, à travers les blés; le bois du Vesinet, qui porte Chatou dans ses branches comme un nid d'hirondelles; Vaulx, où François Ier fut allaité; et cent autres, et mille autres endroits. Chaque arbre voile un château, une maison connue, un asile célèbre, une gloire de l'ancienne France; agglomération de richesses qui s'explique aisément. François Ier, Henri II, Henri III, Henri IV, Lous XIII, Louis XIV, Louis XV, ont attiré, fixé pendant trois cents ans sur le même espace toutes les fortunes et toutes les intelligences de leur règne. Les soleils ayant disparu, on peut voir aujourd'hui les myriades d'étoiles qui leur faisaient cortége et qu'ils éclipsaient par leur trop vive lumière.

Il est à présumer que, lorsque le roi se délassait dans le pavillon de Luciennes, on suspendait le travail de la fameuse machine de Marly dont les premiers tuyaux traversaient et traversent encore d'une façon fort disgracieuse le terrain occupé par les communs du château. Cette formidable machine, huit ou dix fois réformée pendant le XVIIe et le XVIIIe siècle, et de nos jours à peu près abolie par l'emploi d'une machine à vapeur de la force de trois cents chevaux, produisait, lorsqu'elle était en fonction, un bruit déchirant, lamentable, un grincement dont quelques contemporains se rappellent l'intolérable impression. Le corps de cette huitième merveille, c'est le nom qu'on lui donnait, se trouve au pied de l'ancienne route de Saint-Germain, entre le village de Marly et celui de La Chaussée. Cette construction cyclopéenne dura sept ans environ; commencée en 1676, elle ne fut achevée qu'en 1682, si elle fut jamais achevée. Nous en avons déjà nommé l'inventeur, Sualem ou Swalem Rennequin, ou, mieux encore, Swalm Renkin, Liégeois de naissance. Quoi qu'on en ait dit et quel qu'ait été le mérite de M. Deville, ingénieur français, auquel on veut attribuer la création de la machine, Renkin en est bien l'inventeur. Primitivement, elle avait quatorze roues et absorbait toute l'eau d'un bras de la Seine. On aura une idée de la difficulté où nous sommes d'expliquer les effets de ses deux cent vingt-cinq corps de pompes, lorsqu'on saura que Vauban seul pouvait les comprendre. D'efforts en efforts gigantesques, l'eau qu'aspiraient, que refoulaient toutes ces pompes, grimpait à une tour placée entre l'aqueduc de Marly, autre travail de Romains, imposant, magnifique au milieu du paysage. Une fois portée à cette hauteur prodigieuse, elle coulait le long de l'aqueduc même par deux tuyaux de fer de dix-huit pouces jusqu'aux réservoirs de Marly, ce qui a lieu encore de nos jours; des réservoirs de Marly, elle était dirigée sur Versailles, où elle s'élançait comme aujourd'hui en jets éblouissans, s'épanouissait en gerbes, et couronnait de perles et d'émeraudes

liquides le front rêveur des statues. La machine à vapeur, qu'on a reliée peut-être à tort à l'ancien système de Renkin, a coûté près d'un million. Elle rend de plus grands services que la vieille machine, il est vrai, mais tout ce monument hydraulique est à refaire; il fuit, il craque, il menace ruine de toutes parts.

Le salon où nous avons laissé Louis XV se reposant de la douce fatigue du déjeuner, ce salon, l'unique, du reste, qui se trouve dans le pavillon de Luciennes, changeait trop souvent de physionomie au gré de la mode, au vent du caprice de la belle propriétaire, pour qu'il soit possible de raconter, un demi-siècle après sa splendeur, son fabuleux mobilier; on sait seulement qu'il surpassa en délicatesses fastueuses les plus beaux cabinets de Versailles. Ce qui le distinguait surtout des salons royaux, c'est un choix rare, presque religieux, dans les œuvres d'art qui l'ornaient. Boiseries, glaces, parquets, tableaux, statues, moulures, tables, siéges, rideaux, porcelaines, étaient d'un travail exquis, d'un goût précieux. Les modèles, les types, étaient brisés; on voulait que ces chefs-d'œuvre devinssent sans prix avec le temps, et c'est ce qui est arrivé. Le nom de Mme Du Barri est magique dans le commerce des curiosités. Il centuple la valeur du moindre objet qui a appartenu à cette femme célèbre. Fragonard et Briard avaient couvert le plafond du salon, ainsi que celui de la chambre à coucher et de la bibliothèque, de peintures rustiques comme on savait les faire à cette bizarre époque de matérialisme et de bergerie. Les statuettes étaient de Pigalle et de Pajou, ces grands petits génies. On admirait encore, dans ce salon de fée, les ornemens de détail, les manteaux de cheminée, les feux, les bras, les espagnolettes, les chandeliers, les corniches, les poignées et les clés. C'était de l'orfévrerie pure. Ce fer et ce cuivre fouillés, attendris, pétris par des artistes inconnus, plus grands de ce qu'on ne sait pas leur nom, se vendent aujourd'hui au poids de l'or, et ce n'est pas assez. Ce miraculeux XVIIIe siècle a soufflé son ame dans tout ce qu'il a produit, comme le verrier puissant souffle sa vivante haleine dans le verre. Ce fut un siècle léger, vicieux, athée, corrompu, mais vraiment français. Il eut de l'esprit, ce qui est bien plus rare que le génie, de la passion, de la grace, du courage jusqu'à la folie, de la colère jusqu'au régicide. Il produisit Voltaire, Fontenoy, Watteau, 89, Napoléon; un rare écrivain, une véritable bataille, le seul peintre français original, une immortelle révolution, et le plus grand homme des temps modernes. N'est-ce pas assez?

Quand Louis XV avait assez distrait sa vue par les croisées du grand salon, il passait dans la bibliothèque, qui était placée dans le salon de droite, et dont la somptuosité soutenait le parallèle avec les autres pièces du pavillon. On y voyait quatre tableaux de Vien et des dessus de porte par Drouet, l'auteur de l'admirable portrait de la comtesse.

Le statuaire Vassé avait taillé les deux figures de marbre placées aux deux bouts de la bibliothèque; l'une représentait l'Amour, l'autre, un masque à la main, représentait la Fourberie. Sur les étagères et sur des piédouches d'ébène s'étalaient des bronzes allégoriques par Goutières, un maître dans l'art de tordre, d'animer les métaux.

On le voit, la favorite de Louis XV prétendit avoir aussi sa bibliothèque à Luciennes, comme elle y avait une serre chaude et une ménagerie. Son amour-propre bibliographique ne s'éleva pas jusqu'à vouloir lutter avec le fondateur de la bibliothèque Ambroisienne de Milan. Elle laissa les in-folio grecs et latins à la science et ne songea qu'aux livres dictés par les Graces, ainsi qu'on s'exprimait alors. Les Graces de Mme Du Barri étaient, par malheur, au moins aussi nues que celles de l'antiquité, ce qui rend tout-à-fait impossible ici la transcription exacte de son catalogue. Parlons d'abord de la partie matérielle de cette fameuse bibliothèque. Elle n'était pas grande et sentait le boudoir; mais les boudoirs ont-ils besoin d'être grands? Parmi tous les bois que l'ébénisterie rare lui offrit, elle choisit le cèdre comme le plus digne pour façonner les tablettes, panneaux, armoires, étagères et moulures du cabinet qu'elle érigeait aux Muses. Ainsi le bois odorant et sacré dérobé aux pentes du Liban, le même bois qui servit à la construction du temple de Salomon, fut employé, par une appropriation profane, à la construction de la bibliothèque de Luciennes. Des filets d'or pur coulèrent dans les incrustations que des ciseleurs ingénieux tracèrent dans ce bois biblique. Les livres n'eurent plus qu'à se rendre dans le brillant logement qu'une femme impudique et charmante venait de leur ménager. Il est difficile de risquer, nous l'avons déjà dit, les titres mêmes de ces livres. Les moins décolletés, qu'on juge des autres, étaient *la Religieuse* de Diderot, les poésies de Boufflers, de Piron, *la Pucelle* de Voltaire, *le Portefeuille d'un dragon*, les contes de Voisenon et de Grécourt. On sait si le XVIIIe siècle fut riche en ces sortes de publications licencieuses. Par un raffinement qui n'étonnera personne, Mme Du Barri les habilla d'une reliure somptueuse; elle les couvrit de soie et de velours, elle les parsema de nacre et de perles fines, sans oublier de broder sur le manteau de chacun de ces livres damnables son chiffre et sa couronne de comtesse. Ils furent de sa maison comme sa livrée. Elle ajouta même à ce luxe, nous n'osons pas dire royal, un luxe qui a fini par donner à ces livres une valeur extraordinaire aux yeux des amateurs de collections curieuses. Elle inséra dans les pages de ces livres, au lieu des gravures qui leur étaient propres, les dessins originaux d'après lesquels ces gravures avaient été faites, c'est-à-dire des pastels de Boucher, de Chardin, de Lancret et de Watteau, ce qui porta le prix de quelques-uns de ces livres à des sommes considérables. A ses heures de loisir, la souveraine de Luciennes, couchée sur

un divan et les pieds dans ses mules de satin rose, pouvait, en attendant son esclave couronné, lire *Zadig* ou *Candide* dans un exemplaire de dix mille francs. La tempête révolutionnaire n'a pas dispersé tous les feuillets de cette bibliothèque de perdition, sagement appelée dans la librairie curieuse *bibliothèque infernale.* Ce prodigieux XVIIIe siècle, dont on ne vantera jamais assez la fiévreuse originalité et l'énergique impulsion en toutes choses, a créé aussi en France le goût des bibliothèques particulières et des galeries de tableaux, petits ruisseaux qui ont fini par former peu à peu la vaste mer de nos bibliothèques publiques et nos musées de peintures. Je sais comme un autre ce qu'on doit aux fonds des bibliothèques d'anciens couvens, mais je persiste à dire, et les preuves ne manquent pas, que les collections de mémoires, de voyages, de romans, de poésies, seuls livres qui se lisent beaucoup, sont dues aux grands seigneurs et aux courtisanes du XVIIIe siècle. Elles faisaient partie des richesses mobilières comme les plats en orfévrerie de Germain, les porcelaines de Saxe et les cabinets en laque du fameux Martin. La Bibliothèque Royale, la Mazarine et la bibliothèque du Louvre ne sont presque formées que d'alluvions bibliographiques, que de legs faits par tous ces charmans esprits, ces cœurs légers et bons du siècle philosophique. Comme le XVIIIe siècle lisait beaucoup et qu'il lisait partout, aux champs, à la ville, à la cour, il créa la petite monnaie courante des livres, les petites éditions, les petits caractères, les petites vignettes, enfin les éditions de poche, choses adorables et furtives, faciles à prendre, faciles à quitter, toujours sous la main. Ces gracieux formats in-12, in-18, in-32, acquirent toutes les femmes à la cause des livres; le commerce y gagna des sommes immenses; l'imagination, l'esprit, la philosophie, centuplèrent leur puissance d'action sur les masses.

La chambre à coucher était de l'autre côté du salon, à l'aile gauche du pavillon, et donnait par conséquent, comme la bibliothèque, sur la rivière. Blonde et rose, Mme Du Barri avait fait tapisser en velours bleu, contraste exquis, cette chambre, dont tous les meubles se nuançaient de cette couleur tendre et céleste. Le plafond était de Briard; il représentait le bonheur des champs dans toute sa poésie. La cheminée, taillée en forme de trépied, se détachait sur un fond d'azur. Quand le soleil éclairait l'appartement de ses rayons dépouillés de leurs angles en passant à travers un nuage de rideaux, quand il entrait comme un brouillard d'or, on devait se croire dans la grotte diaphane de quelque ondine.

C'est dans cette chambre à coucher que Mme Du Barri emportait le consentement de Louis XV à toutes les demandes de graces et de pensions, moins bien accueillies ou repoussées ailleurs. Le duc de Choiseul ne cessait d'entretenir le feu de la guerre. Il avait toujours pour lui,

moins dévouées cependant, la noblesse et l'administration, tandis que Mme Du Barri n'avait plus même besoin de s'appuyer sur le duc de Richelieu et le chevalier de Maupeou. Quant au prince de Condé, il nageait entre un parti et l'autre avec assez d'habileté. L'anecdote suivante en fait foi; elle est charmante, elle exhale en plein son XVIIIe siècle. Le prince de Condé prie le roi de passer quelques jours à son château de Chantilly, le roi y consent; mais quel parti prendre à l'égard des invitations qu'il convient d'adresser aux dames qui, par leurs fonctions et leurs rangs, sont de tous les voyages de sa majesté? Inviter à la même fête, à venir au même château, les princesses, filles du roi, et Mme Du Barri, haute inconvenance, outrage à l'étiquette, au rang, à la naissance! les inviter sans elle, péril formidable! Inviter Mme Du Barri sans inviter les princesses, péril plus certain encore. Dans cette situation, peut-être unique dans la vie d'un courtisan, le prince de Condé, sans rien avouer au roi, — il n'eût plus manqué que cela! — le prie de faire lui-même la liste des dames qu'il daigne choisir pour le voyage de Chantilly. — Invitez qui vous voudrez, répond le roi, qui devina peut-être l'embarras du prince. Celui-ci fut au comble du désespoir. Enfin le désespoir même l'éclaira. Les princesses seules furent officiellement invitées; mais, à Chantilly, le roi le soir trouva près de lui Mme Du Barri, qui repartit le lendemain de bonne heure pour Paris. Ce trait de courtisan plut tant à sa majesté, qu'elle alla plusieurs fois de suite à Chantilly, quoiqu'elle n'aimât pas les Condé, mais sans observer la même réserve dans ses autres voyages. La favorite l'accompagna publiquement dans un carrosse qui coûtait près de deux millions, suivi de deux autres carrosses d'un luxe qui répondait à la magnificence du premier : ils étaient tous les trois à six chevaux. On s'attroupait devant son hôtel de la rue des Petits-Champs pour voir sortir ce pompeux équipage. Le crédit de la favorite augmentait chaque jour, chaque heure, presque à vue d'œil. La noblesse se ralliait autour d'elle. Elle était au mieux avec la comtesse de l'Hôpital, la marquise de Montmorenci, la duchesse de Mirepoix, la duchesse de Valentinois. Elle fut sur le point, dans ce temps-là, de faire épouser au duc de Bouteville Mlle Du Barri : — la sœur de Jean Du Barri le roué, un Bouteville! C'est dans sa chambre à coucher de Luciennes qu'elle obtint pour le duc d'Aiguillon, dans l'un de ces momens où les rois sont bien près d'être à genoux, la faveur de succéder à M. de Chaulnes dans la charge de commandant des chevau-légers, poste éminent, qui valait, à certains égards, celui de ministre, car il exigeait des entrevues particulières avec le roi. Le duc de Choiseul, qui ne put, malgré ses efforts, empêcher cette nomination, dut mesurer le chemin qu'il avait perdu à celui que venait de gagner la comtesse. Son autorité déclinait chaque jour davantage. Les financiers, ces augures infaillibles de tous les changemens ministériels, passaient aussi du côté

de Mme Du Barri. Bouret, dont nous avons raconté les fantaisies de millionnaire (1), lui donnait des fêtes royales dans son fameux pavillon de la forêt de Sénart; il la faisait assister, comme une reine, au spectacle d'une chasse au cerf, et lui montrait, surprise galante, sur le cou d'une Vénus exécutée par Coustou et destinée au roi de Prusse, sa tête plus belle que celle de Vénus.

C'est encore dans ce réduit charmant du pavillon de Luciennes que Mme Du Barri osait dire à Louis XV, à propos d'un cuisinier nouveau qu'elle ne voulait pas garder, quoique excellent, parce qu'il ressemblait au duc de Choiseul : *Sire, j'ai renvoyé mon Choiseul, quand renverrez-vous le vôtre?* Le roi en sortait rarement en colère, car il n'arrivait jamais à Mme Du Barri de lui demander autre chose que des places et des faveurs pour ses amis. C'était la bonté la plus naturelle dans la beauté la plus franche qui eût encore paru à la cour. Elle aurait pu écraser le comte de Lauraguais du fond de cette alcôve azurée où elle gouvernait en peignoir celui qui gouvernait la France, ce Lauraguais qui, ayant pris chez la Gourdan une fille perdue, la promenait de Paris à Versailles et de Compiègne à Fontainebleau, sous le titre de la comtesse Du Tonneau. Elle aima mieux obtenir la grace d'une pauvre fille de Liancourt, coupable du crime d'infanticide, et celle du comte et de la comtesse de Louerme, condamnés comme rebelles à perdre la tête. Le chancelier Maupeou, qui l'appelait ma cousine, prétendant qu'ils descendaient l'un et l'autre de la famille irlandaise des Barrimore, fut heureux de contresigner ces lettres de grace après avoir refusé de les présenter au roi, afin de laisser tout le mérite de l'action à la comtesse, sa belle cousine.

C'est dans cette chambre si riche en meubles d'ébène, de bois de rose et d'ivoire, en tableaux et en porcelaines, que les clous ordinaires employés par les tapissiers coûtaient cent francs la pièce. Au surplus, les prodigalités que l'imagination la plus orientale inventerait ne seront jamais ni exactes ni exagérées, par la raison que la favorite avait fini par obtenir ce qu'elle voulait d'un roi qui, de son côté, prenait ce qui lui plaisait dans les coffres de l'état. Le 1er janvier de l'année 1770, Mme Du Barri demande au roi pour ses étrennes *les loges de Nantes*, c'est-à-dire 40,000 livres de revenu, dont jouissait auparavant la duchesse de Lauraguais. Le roi refuse, elle se fâche; le naturel jaillit, elle s'écrie : *Le diable m'emporte, si je vous demande encore quelque chose!* — Vous commencez mal l'année, dit le roi en souriant; mais, je vous le répète, je n'y puis plus rien, j'en suis désolé pour Mme de Mirepoix, à qui vous destiniez ce cadeau. Il est déjà promis. — Et à qui, sire? — A vous, madame; ce sont les étrennes que je vous ai réservées. — Voilà comment le roi refusait.

(1) Voyez la livraison du 1er février 1846.

A cette époque, elle fut fort effrayée pourtant de l'arrivée de la dauphine, archiduchesse d'Autriche. On lui avait dit que son premier acte serait d'exiger le renvoi de la favorite. Il n'en fut rien. A un souper donné au château de la Muette, elle fut présentée à Marie-Antoinette, qui l'accueillit fort bien. Il s'établit même entre ces deux femmes, si célèbres à différens titres, une intimité qui charmait beaucoup le vieux roi, mais qui fut de peu de durée. Les Choiseul parvinrent à faire de Marie-Antoinette et de Mme Du Barri deux ennemies implacables, qui ne se réconcilièrent un instant que pendant les dernières heures de la révolution, et, pour ainsi dire, au pied de l'échafaud.

Le plaisir n'entrait pas toujours seul avec le roi dans cette chambre enchantée; les affaires sérieuses s'y glissaient souvent. Alors le chancelier Maupeou y était introduit. On y décida le fameux coup d'état contre le parlement de Paris, qui se disposait à juger le duc d'Aiguillon, accusé de concussion par le parlement de Bretagne. Il y allait de la tête de ce dernier. Mme Du Barri obtint que le roi déclarerait cavalièrement et sans autre forme au parlement de Paris, devant lequel cette affaire si grave avait été renvoyée, que la cause était instruite, qu'il n'y avait pas à s'en occuper. Le duc de Choiseul fut écrasé, mais quel abominable triomphe! On cherche ensuite les causes de la révolution!

Les parlemens du royaume crièrent; on dit au roi, et c'était vrai, que Mme de Grammont les poussait à la rébellion. Depuis ce moment, Louis XV ne parla plus au duc de Choiseul hors du conseil. Tandis que ces belles choses se passaient, le peuple mourait de faim. C'était une année de famine : la France en comptait souvent au XVIIIe siècle. Voici le burlesque *Pater* qui courut alors : « Notre père qui êtes à Versailles, votre nom soit glorifié! Votre règne est ébranlé. Votre volonté n'est pas plus exécutée sur la terre que dans le ciel. Rendez-nous notre pain quotidien que vous nous avez ôté; pardonnez à vos parlemens qui ont soutenu vos intérêts, comme vous pardonnez à vos ministres qui les ont vendus. Ne succombez plus aux tentations de Du Barri; mais délivrez-nous du diable de chancelier. Ainsi soit-il. »

Tout ce qu'on pouvait dire, écrire, publier, combiner contre la favorite était destiné à se briser devant son autorité, qui ne faiblit jamais; aussi hommes puissans, femmes irritées, ducs, duchesses, pairs, généraux, ministres, princes, princesses, tout l'olympe monarchique finit, après des résistances inutiles, par se prosterner aux pieds de la Junon souveraine. Elle pardonna toujours, il est juste de le dire; elle pardonna même à la duchesse de Grammont, car elle aussi vint s'humilier. Quelle honte! Mais, il ne faut pas l'oublier, les gens de cour ont besoin avant tout de vivre à la cour. L'air leur est moins indispensable que la représentation.

Le duc de Choiseul resta pourtant inébranlable dans sa haine; cette

haine est le fait le plus honorable de sa vie politique. Quelle supériorité d'esprit ne devait pas lui reconnaître le roi pour le conserver en place, malgré l'opposition perpétuelle, la colère intarissable, les coups incessans dont l'accablait celle à qui tout cédait! C'est que l'honnêteté et le bon droit, même sous les gouvernemens corrompus, résistent longtemps. Le vent de la calomnie les retrempe, comme le vent aride du désert, auquel on expose le fer, le trempe et le change en acier. Cependant on brise aussi l'acier, on brisa Choiseul. Une nuit, dans cette même chambre luxueuse, où, quatre-vingts ans plus tard, nous n'avons pas trouvé un siége pour nous asseoir, Mme Du Barri mit une plume dans la main caduque et énervée de Louis XV, et elle lui dit : Écrivez! Et le roi écrivit au duc de Choiseul :

« Mon cousin,

« Le mécontentement que me causent vos services me force à vous exiler à Chanteloup, où vous vous rendrez dans vingt-quatre heures. Je vous aurais envoyé plus loin, si ce n'était l'estime particulière que j'ai pour Mme la duchesse de Choiseul, dont la santé m'est fort intéressante. Sur ce, je prie Dieu, mon cher cousin, qu'il vous ait en sa sainte garde. »

Tout Paris s'émut à cette disgrace; on cria, et, comme d'usage, jamais ministre n'avait été plus grand, plus utile, plus national que le duc de Choiseul, puisqu'il n'était plus en place. Deux cent mille personnes se placèrent sur son chemin, le jour de son départ, et lui exprimèrent leurs regrets par des acclamations. Son exil fut un triomphe. L'abbé Terray eut l'intérim en attendant que le duc d'Aiguillon, le favori de la favorite, s'emparât de l'héritage du duc de Choiseul.

Le portrait du roi était placé en face du lit, dans la chambre où nous sommes, et à côté de ce tableau, dont le cadre seul avait coûté dix mille francs, on admirait un portrait de Charles Ier par Van Dyck, acheté au comte de Thiers. La comtesse l'avait payé vingt-quatre mille francs. On dit qu'elle l'avait fait mettre dans son appartement afin que le roi se souvînt, en le voyant, du sort qui lui était réservé, si jamais, comme Charles Ier, il fléchissait devant ses parlemens. Dès que M. de Choiseul ne fut plus ministre, elle régna ou plutôt ce fut son frère qui régna, Jean Du Barri, qui s'appliqua d'abord le marquisat de Lille, dont le revenu était de cent mille livres. Elle fit des conseillers, des généraux, des évêques, et enfin un ministre, son cher duc d'Aiguillon, ce duc d'Aiguillon sous le glorieux ministère duquel la Pologne fut partagée.

Eut-elle à cette époque, 1772, l'intention folle d'épouser Louis XV? Quelques mémoires du temps le laissent croire. Quoi qu'il en soit, il existe un fait peu connu même de ceux qui ont le plus écrit contre elle. C'est sa requête adressée au Châtelet pour être séparée de corps et de

biens de son mari, Guillaume Du Barri. Par une faveur toute spéciale, il nous a été permis de lire dans les archives secrètes de la Sainte-Chapelle les deux arrêts qu'elle obtint, le premier au Châtelet, le second au parlement.

Sa demande en séparation adressée au Châtelet est ainsi conçue : « A ce qu'il lui plût ordonner qu'elle serait autorisée à continuer de vivre retirée d'avec son mari pour éviter les mauvais traitemens qu'elle avait à craindre de sa part et encore pour voir dire qu'elle serait et demeurerait séparée de corps et d'habitation avec ledit sieur comte Du Barri, *et défense d'user envers elle de voies de fait...* » Guillaume Du Barri la maltraitait-il réellement? N'était-ce pas une comédie arrangée entre lui et elle pour arriver à la séparation sans le scandale d'un double consentement? Voici le jugement que rendit le Châtelet : « Nous, après qu'il en a été délibéré sur les pièces et dossiers des parties, disons que la partie de Château (nom de l'avocat de Mme Du Barri) sera et demeurera séparée de corps et d'habitation de Bégon (nom de l'avocat du mari); faisons défense à ladite partie de Bégon de la hanter et fréquenter; condamnons la partie de Bégon aux dépens. Jugé en la chambre du conseil, ce 27 mars 1772. Signé Dufour, lieutenant civil. » Au faible intervalle de temps écoulé entre cet arrêt et celui du parlement, sur appel du mari, à une époque où les formes judiciaires étaient d'une lenteur proverbiale, on juge de l'intérêt pressant qu'avait Mme Du Barri à faire prononcer la séparation. Au bout d'un mois, le parlement, qui était, comme on sait, le dernier degré de juridiction, rendait cette sentence : « La cour, ayant égard aux preuves résultantes de l'enquête faite par la partie de Rimbert (nom de l'avocat de Mme Du Barri), faisant droit sur l'appel, met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet; condamne la partie Delignoux (avocat du mari) en l'amende de douze livres et aux dépens des causes d'appel. »

Heureusement que le scandale rêvé par la comtesse, comme le couronnement de sa vie, ne se réalisa pas. Dieu eut pitié de la France. Le roi approchait à grands pas de la tombe, mais sans se réformer pourtant, sans se souvenir des paroles de son premier médecin Lamartinière, auquel il avait dit : Je crois qu'il est temps d'enrayer. — Non, sire, lui avait répondu celui-ci, mais de dételer.

Le matin, encore au lit, Mme Du Barri recevait dans cette chambre les artistes et les princes, comme eût pu le faire une fille des Médicis. Si des hauteurs de son oreiller elle lançait ses pantoufles à la tête du chancelier Maupeou, ou se les faisait présenter par le nonce du pape et le cardinal de la Roche-Aymon, elle admirait à demi nue, mais attentive, l'esquisse d'un tableau commandé à Greuze ou à Vernet, et discutait le dessin d'une aiguière avec son graveur. Elle avait dans sa ruelle sa cour de

musiciens, de poètes et de peintres; elle fut bien fière le jour où elle leur lut la lettre que lui avait écrite le grand philosophe de Ferney :

« Madame, M. de La Borde m'a dit que vous lui aviez ordonné de m'embrasser des deux côtés de votre part.

Quoi! deux baisers sur la fin de ma vie!
Quel passeport vous daignez m'envoyer!
Deux! c'est trop d'un, adorable Égérie :
Je serais mort de plaisir au premier.

« Il m'a montré votre portrait; ne vous fâchez pas, madame, si j'ai pris la liberté de lui rendre les deux baisers.

Vous ne pouvez empêcher cet hommage,
Faible tribut de quiconque a des yeux.
C'est aux mortels d'adorer votre image;
L'original était fait pour les dieux.

« J'ai entendu plusieurs morceaux de la *Pandore* de M. de La Borde; ils m'ont paru bien dignes de votre protection. La faveur donnée aux véritables beaux-arts est la seule chose qui puisse augmenter l'éclat dont vous brillez.

« Daignez agréer, madame, le profond respect d'un vieux solitaire dont le cœur n'a presque plus d'autre sentiment que celui de la reconnaissance.

« Ce 20 juin 1773. »

En sortant du pavillon, le roi allait prendre le café ou le thé sous le tilleul séculaire dont nous avons déjà parlé. L'âge en a dû tripler la vigueur. Sous ce feuillage épais, douze personnes s'abritent aisément et peuvent, protégées par une coupole mouvante de fraîcheur et d'ombre, parcourir du regard la campagne au milieu des ardeurs d'une journée d'été. Louis XV aimait, dit-on, à préparer lui-même sous cet arbre historique le café qu'il prenait à Luciennes. Un vieux jardinier du château nous a assuré que c'est sous ce beau tilleul que le roi de France, dans un moment de gaieté folle et de magnificence burlesque, nomma le nègre Zamore gouverneur de Luciennes, aux appointemens de douze cents livres. Le chancelier Maupeou fut obligé d'apposer le sceau royal au brevet.

Aucune exagération ne doit étonner de la part d'un prince qui, de faiblesse en faiblesse, avait fini par se montrer avec sa maîtresse les jours de réception publique, partageant ainsi avec elle les félicitations, les hommages et les vœux respectueux de la cour, du clergé et de la magistrature. Il assista seul avec elle au décintrement du pont de Neuilly, sous un dais de velours, en l'absence de la dauphine, Marie-Antoinette d'Autriche, pour qui cette fête avait été préparée, mais à

laquelle elle ne voulut pas se trouver : elle savait que Mme Du Barri devait y figurer. Toutes ces bouderies de cour n'effrayaient plus guère la favorite; elle avait appris par une longue expérience qu'on revenait toujours à elle par l'inflexible loi de la nécessité. Les princes du sang la déchiraient dans leurs palais, mais ils lui baisaient les pieds à Luciennes. Elle savait cela, et elle en riait de tout son cœur, la bonne fille. Elle ne put pas cependant empêcher un certain petit abbé de Beauvais de dire à Louis XV de bien dures vérités dans un sermon prononcé le jeudi saint, en présence de toute la cour, dans la chapelle de Versailles. Le petit abbé dit au grand roi qu'il ressemblait à Salomon, non sous le rapport de la sagesse, mais sous celui du libertinage; il lui dit que, de voluptés en voluptés coupables, *il avait fini par disputer aux passans les restes de la corruption publique.* La phrase était superbe d'outrage. Le roi n'osa pas la punir, plus tard il eut l'héroïsme de la récompenser. Le petit abbé fut nommé évêque de Senez.

Le tilleul séculaire de Luciennes est au sommet du parc, qui mérite aussi d'être mentionné; il est ingénieusement dessiné, mais d'une exiguïté choquante pour une propriété si célèbre; il a en outre à l'excès les défauts des riches qualités qu'on ne lui conteste pas. Taillé et façonné uniquement pour le charme de la vue, ses allées plongeantes sont dures à gravir. Il faut s'y promener avec les yeux et le moins possible avec ses jambes quand on n'a plus vingt ans. Nous doutons que Louis XV aimât beaucoup à s'égarer au fond de ces entonnoirs. Il devait s'arrêter aux premières allées circulaires, fort belles du reste, et d'où l'on découvre, comme d'une balustrade aérienne, suspendue au-dessus de l'eau, vingt lieues de jardins, de bois, de fleuve, d'horizon.

Quand sonnait l'heure de la séparation, le roi rentrait dans le château, où nous l'avons vu s'arrêter pour changer de chaussure et de costume; il reprenait son extérieur officiel, et, précédé de Zamore, gouverneur de Luciennes, il gagnait la grille en s'appuyant sur le bras de la comtesse. Le carrosse attendait; il y montait après avoir dit un dernier adieu à celle qui l'avait aidé à porter le long et pesant fardeau de la journée, car Louis XV, comme son illustre prédécesseur, était fort peu amusable dans sa vieillesse. Dès qu'il était parti, la comtesse, reprenant sa liberté, ouvrait toutes grandes les grilles d'or du château aux jeunes seigneurs qui formaient, le duc de Brissac en tête, la brillante cour de Luciennes, et la fête commençait. Du haut de la route de la Princesse, les équipages descendaient chargés de bouquets et de femmes en toilettes de bal. Le parc s'illuminait dans toutes ses sinuosités et toutes ses profondeurs; chaque feuille devenait une étoile flottante. Dans son onde mouvante, la Seine endormie reflétait le pavillon de la joyeuse souveraine, de cette fée des nuits blanches, comme l'eût appelée Shakespeare. On soupait au château,

sous les bosquets, dans le parc, sur la pelouse, partout. Des voix lointaines, des musiques cachées sortaient du fond des buissons de roses, des haies de myrtes, et donnaient une ame harmonieuse à la nuit; on causait sur les bancs de gazon, on se poursuivait en riant, on dansait sous les charmilles, les hommes dans leurs plus riches habits de soie, les femmes sous des costumes mythologiques d'une élégance et d'une fraîcheur idéales; nymphes de Watteau, dryades de Lancret, néréides de Boucher, toutes en souliers de satin blanc, comme à l'Opéra, ayant des thyrses à la main, des ailes de gaze aux épaules, des paniers, de la poudre et des mouches au coin des lèvres; laissant voir un peu de leurs jambes, un peu de leur sein, un peu de leurs dents. Cette vie dorée ne pouvait durer toujours; elle dura cependant beaucoup plus long-temps que ne l'imaginaient les plus sages ou les moins fous: elle se soutenait ainsi depuis six ans; mais une minute fatale et prévue y mettrait un terme, pensaient-ils en regardant le visage fatigué de Louis XV.

Les paroles menaçantes de l'abbé de Beauvais l'avaient ému; elles le travaillaient intérieurement. La mort du marquis de Chauvelin, qui avait le même âge que lui, et qui était son ami particulier, le compagnon assidu de ses chasses, le confident de ses plaisirs, augmenta sa mélancolie. Une espèce de terreur noire passa de son imagination dans son sang, qui se trouva disposé à recevoir les germes meurtriers de la petite vérole. Les uns veulent que ces germes lui aient été inoculés par le contact d'une jeune fille de la campagne; d'autres, comme Voltaire dans son *Siècle de Louis XV*, prétendent qu'il gagna cette terrible maladie par la peur de l'avoir. Le roi aurait rencontré pendant une partie de chasse un homme chargé d'une bière; il lui aurait demandé quelle maladie avait enlevé la personne qu'il portait en terre. Il aurait appris que c'était la petite vérole, et aussitôt le même mal l'aurait frappé et tué en quelques jours. La fortune de Mme Du Barri pencha tout à coup comme une tour dont les fondations croulent. Cependant, aux derniers momens du roi, elle fut encore assez puissante, aidée, il est vrai, par Bordeu, le premier médecin du château, pour empêcher l'archevêque de Paris, M. de Beaumont, d'approcher du lit du malade, sachant bien qu'elle serait forcée de s'en éloigner aussitôt. Elle ne le quitta que cinq jours après l'invasion du mal, et lorsqu'il n'y avait plus d'espoir. Elle attendit même que Louis XV exigeât son départ de Versailles. Elle se rendit à Ruel, au château de la duchesse d'Aiguillon, où elle trouva déjà le lit bien dur. Ruel était pourtant la maison princière habitée jadis par le cardinal de Richelieu, occupée, quand la favorite y coucha, par le courtisan le plus délicat de la monarchie. Le lendemain, on alla à Luciennes chercher des matelas plus doux pour cette disgrace si peu accommodante. On vit bientôt se renouveler la grande

comédie qui eut lieu pendant l'agonie de Louis XIV; quand Louis XV allait mieux, les courtisans allaient en foule à Ruel encenser la favorite; quand le mieux cessait, ils disparaissaient, la route devenait déserte. Enfin le roi mourut, et le même jour le duc de la Vrillière apporta à Mme Du Barri, sa meilleure amie, une lettre de cachet qui l'exilait à l'abbaye de Pont-aux-Dames, en Brie, près de Meaux. La philosophie n'était pas un des attributs du caractère de la comtesse. *Le beau fichu règne*, s'écria-t-elle en termes que nous modifions, *qui commence par une lettre de cachet!* Tandis qu'elle se rendait au lieu indiqué pour son exil, son beau-frère, le comte Jean, le roué, gagnait la Suisse au plus vite. La réaction commençait contre toute cette famille des Du Barri en déroute. La colère de leurs ennemis se porta même, par un luxe de vengeance, sur ce pauvre mari, le comte Guillaume. On faillit l'assommer dans les rues de Toulouse. Les d'Aiguillon tombèrent subitement en disgrace. Les Choiseul revinrent sur l'eau. Le rêve était fini pour tous. Quel réveil!

III.

La lettre de cachet que Louis XVI avait signée était plutôt une consolation qu'un châtiment. Indulgent et respectueux, trop peut-être, le nouveau prince disait à Mme Du Barri « qu'il n'ignorait pas l'attachement de son aïeul pour elle, qu'il pourvoirait exactement à ses besoins, qu'elle fût donc sans crainte pour son avenir. » Une pareille lettre de cachet n'avait rien de bien effrayant; elle terrifia cependant Mme Du Barri. L'exil! un couvent! ne cessait-elle de répéter. Elle dut obéir malgré son indignation. La rage dans le cœur, la tête cachée dans sa mantille, elle monta en voiture accompagnée d'un exempt, et elle fut conduite de Luciennes au couvent de Pont-aux-Dames. Quitter Luciennes, sa vie de reine, si jamais reine avait été aussi heureuse, aussi fêtée, pour aller à trente-trois ans se cloîtrer dans une abbaye du moyen-âge!

Il existe encore quelques restes de cette abbaye, fondée en 1226, près du pont de Couilly, par Hugues de Châtillon, comte de Blois, et sa femme, Marie d'Avênes; mais il faut les chercher à travers les constructions nouvelles qui forment aujourd'hui le hameau de Pont-aux-Dames, traversé par la route de Paris à Vitry-le-Français. La douleur de la belle comtesse aux cheveux cendrés fut profonde en traversant le cimetière de l'abbaye, le parloir humide, dont les noires cimaises laissaient flotter des toiles d'araignées séculaires. L'accueil fut doux cependant; les ordres du roi commandaient les bontés et les attentions. Beaucoup de jeunes filles étaient élevées dans cette sainte maison; comme

on ne gêna pas leur curiosité, elles s'approchèrent peu à peu pour voir cette femme dont on parlait au fond des couvens et sur le trône du grand Mogol. — C'est donc là Mme Du Barri? se demandaient-elles les mains jointes, les yeux attentifs, les lèvres ouvertes, le cou tendu; c'est vous, madame? — C'est bien moi, mes enfans, et elle leur présentait sa belle main blanche de courtisane et de favorite. Et les jeunes recluses osaient alors s'approcher encore un peu plus pour admirer ses pieds si jolis, ses yeux si somnolens et si doux, et sa toilette si délicate; elle s'était mise bien simplement pourtant, mais la simplicité de Mme Du Barri... Elle dit des choses charmantes à ces curieuses ingénues; elle écouta tendrement les choses pieuses qu'elles lui dirent. Quel tableau expressif, clair, intéressant et fait pour attacher l'attention et la pensée!

La voilà donc cloîtrée et si bien résignée, qu'elle s'occupe avec calme, dans cette antique abbaye, de ses affaires d'intérêts; il est sans doute question de quelque rente ou pension à toucher dans la lettre suivante que nous détachons d'une collection d'autographes. Elle est curieuse surtout en ce qu'elle fait connaître le style, l'orthographe et la ponctuation de cette femme célèbre. Cette pièce, que nous exposons dans toute sa nudité grammaticale, appartient à la collection de M. le marquis de Dolomieu.

« Du Pont-aux-Dames, le 17.

« J'ai recu votre lettre monsieur et je suis tres sensible a tout ce quelle contient d'obligant je prie M. du Fauga qui vous remetra ma lettre de vouloir bien ce charcher de retirier tous les mois la some que vous me mandez devoir me revenir que j'enverai ensuite retirer ches lui lors qu'il ne cera plus a Paris j'enverai tout bonement chez vous ou come vous le dites je tirerai des mandats sy jen et besoins je renvoye le modele de votre quitance que jai copiee exactement.

« Jai l'honneur d'être avec une parfaite estime monsieur votre tres humble et obeïssante servante

« DUBARY. »

Mme Du Barri fut parfaite de conduite au couvent de Pont-aux-Dames. Elle pria, elle accomplit toutes ses dévotions, elle écouta les remontrances avec une soumission exemplaire. Enfin, pendant près d'une année entière de réclusion, elle édifia les bonnes sœurs. L'abbesse fut si touchée de cette ferveur, de cette humilité à laquelle elle s'attendait peu, qu'elle permit à la belle recluse de se faire arranger une cellule par l'ingénieux architecte de Luciennes. Ledoux accourut aussitôt à Pont-aux-Dames, et il y construisit une cellule adorable, à ravir d'admiration le chevalier Parny et M. de Boufflers. On savait cela à la cour de Versailles, et on souriait; la famille royale était bonne.

Louis XVI voulait pardonner; Marie-Antoinette, devenue reine de France, ne se sentait pas toute la force nécessaire pour se venger longtemps. Elle était d'ailleurs si heureuse avec ses nobles et belles amies, la princesse de Lamballe et Mme de Polignac! Elle ne passait jamais par Luciennes sans dire en soupirant : Pauvre comtesse! Un jour le roi entendit cette clémente parole, et le lendemain la comtesse, dans une belle voiture, quittait le couvent de Pont-aux-Dames, déjà aimée, chérie, regrettée des pieuses sœurs. Aussi ne les oublia-t-elle jamais. Tant qu'elle vécut, elle leur envoya des souvenirs de son affection et de sa reconnaissance. Cependant sa liberté n'était pas son élévation. Le roi lui rendit ses propriétés, ses pensions, il paya même ses dettes, mais il ne lui rouvrit pas les portes de la cour de Versailles, qui, disons-le tout de suite, ne devaient plus se rouvrir pour elle. Cet exil-là ne finirait jamais; il durerait les dix-neuf années qui lui restaient encore à vivre. Ce paradis terrestre lui était fermé. Aussi la vie de Mme Du Barri, depuis ce moment, fait bien comprendre tout ce que la cour, dans un état monarchique, donne ou retire de vitalité. Quoique aussi riche, ou à peu près, que sous Louis XV, quoique plus belle, car la beauté de l'intelligence s'était jointe en elle à la beauté physique, elle fut presque mise en oubli pendant les dix-neuf années du règne de Louis XVI. Elle semble n'avoir vécu, dans ce long intervalle, que pour les libellistes contemporains, et pour autoriser les faiseurs de mémoires apocryphes à remplir d'anecdotes tirées de leur riche imagination la grande lacune placée entre sa déchéance et sa mort.

Après sa sortie du couvent de Pont-aux-Dames, elle acheta, en partie avec le prix de vente de sa maison de Versailles, acquise par Monsieur, la terre de Saint-Vrain, située entre Orléans et Paris. Elle alla l'habiter avec le duc de Cossé-Brissac, son plus fidèle ami et l'ami auquel elle fut peut-être le plus fidèle, ce qui n'implique d'une part ni de l'autre une fidélité absolue. Ils s'aimaient pour eux-mêmes; c'est beaucoup dans tous les temps. Sous les ombrages frais et tranquilles de Saint-Vrain, le duc de Brissac lui raconta tout ce qui s'était passé de remarquable à la cour depuis la mort de Louis XV, depuis son exil au couvent de Pont-aux-Dames; les insultes faites par le peuple au cercueil de Louis XV, la disgrace immédiate du duc d'Aiguillon, remplacé par M. de Vergennes aux affaires étrangères, celle de M. de Maupeou et de l'abbé Terray, remplacés, le premier par M. de Miroménil, le second par Turgot, changemens qui s'étaient opérés sans que le roi eût pensé une seule fois à rappeler le duc de Choiseul, ce grand homme d'état qui avait pourtant donné la Lorraine et la Corse à la France.

Quand le duc de Brissac et son amie eurent assez pleuré sur les splendeurs éteintes de l'ancienne cour et un peu médit de la nouvelle, qui affectait tant d'austérité sans rien diminuer aux dépenses, ils tournèrent

les yeux vers cette même cour de Versailles, d'où ils se trouvèrent de jour en jour plus éloignés. On écrivit à M. de Maurepas, M. de Maurepas parla au roi, le roi parla à la reine, la reine parla à la princesse de Lamballe. Pouvait-on laisser mourir d'ennui cette pauvre comtesse, si peu à craindre désormais? Revenez à Luciennes, répondit M. de Maurepas. La comtesse y était déjà. Avec quelle joie elle revit son cher château, son cher pavillon, ses chers bosquets, ses bons domestiques et Zamore qui avait grandi, Zamore toujours gouverneur, mais ennemi de la nouvelle cour, parce qu'elle avait chassé sa maîtresse, Zamore ayant aussi des idées philosophiques parce qu'on avait réduit à six cents francs les revenus de son gouvernement! Revoir Luciennes! et puis Luciennes est si près de Versailles! Que de nouvelles espérances germaient dans l'ame épanouie de la comtesse! Elle avait été présentée à la cour lorsqu'elle n'était que la pupille précaire et équivoque de Jean le roué; pourquoi n'y serait-elle pas admise par les droits du passé, la protection de ceux qu'elle avait protégés, et par sa bonne étoile, qui n'avait pas reparu à l'horizon pour ne pas remonter au zénith?

En attendant, le siècle roulait vers sa pente et de tout le poids dont on l'avait chargé. La littérature jetait un dernier éclat sans chaleur et sans force avant de s'éteindre dans la politique. Voltaire venait d'être couronné au bord de la tombe; Rousseau y descendait empoisonné par la tristesse. C'étaient les beaux jours de La Harpe, de Marmontel, de Boufflers, de Colardeau, de Cailhava et de Beaumarchais, que Mme Du Barri appelait quelquefois à Luciennes pour paraître avoir une cour. On soupait délicieusement à Luciennes, cela va sans dire, et rien n'annonçait l'orage qui s'amassait sur Versailles. Les littérateurs étaient tous philosophes jusqu'à La Harpe, et philosophes et ducs se donnaient la main dans ce château, où vinrent s'asseoir familièrement et tour à tour Franklin, Cagliostro, Joseph II et les ambassadeurs de Tippo-Saëb, qui laissèrent en partant à Mme Du Barri des pièces de mousseline brodée d'une beauté surprenante. On voit que l'ancienne favorite n'était pas tout-à-fait abandonnée, si beaucoup de grandes dames s'étaient éclipsées du jour où elle n'avait plus occupé de place à côté du soleil. De toutes ces comtesses, marquises et duchesses dont elle soulageait les augustes misères, dont elle faisait payer les dettes par le roi, il n'était plus resté auprès d'elle que l'ambassadrice de Portugal, la marquise de Souza, et la marquise de Brunoy; mais elle régnait encore par le sentiment d'admiration pour la beauté, dernière vertu du XVIIIe siècle expirant. — Versailles! Versailles! tes jardins! tes palais de verdure! tes colonnades! tes orangers! ta cour! ton faste! ton ennui adorable! oh! Versailles! disait-elle toujours les yeux noyés de pleurs et tournés vers sa ville bien-aimée, quand retournerai-je à Versailles? — Et qu'y faire, madame? lui disait le bon duc de Cossé. On y calomnie la reine

comme on vous y a calomniée; les notables y sont déjà, ils raient de leurs souliers ferrés les dalles de marbre où vos pieds de nymphe se posaient à peine. Mais vous ne savez peut-être pas ce que c'est qu'un notable? C'est un homme qui veut voir clair dans les affaires du pays, qui veut que le prince ne gouverne pas, qui veut que la reine n'ait pas d'amans, qui veut que le roi n'ait pas de maîtresses. — Est-il possible? oh! mon Dieu! — Voulez-vous encore, madame, aller à Versailles? — Mais oui. — Mme Du Barri n'y alla pas cependant, quoique le duc de Choiseul fût mort dans l'oubli, comme le duc d'Aiguillon, étouffé par le poids de sa disgrace. L'horizon était en feu aux quatre points cardinaux, la révolution tonnait dans l'ombre. Le dîner des gardes-du-corps eut lieu : on sait les conséquences de ce défi ou de cette imprudence. Les gardes-du-corps qui ne furent pas massacrés s'éparpillèrent dans les environs de Versailles; beaucoup se souvinrent de Luciennes, et allèrent, tout pâles et tout ensanglantés, sonner à la grille du pavillon. Mme Du Barri les recueillit, elle les soigna comme s'ils ne venaient pas de risquer leur vie pour une reine qui ne la détestait plus, mais qui avait gardé entre les plis de sa lèvre autrichienne bien des rancunes et bien des dédains de femme froissée. Cet acte de périlleuse générosité rapprocha les deux ennemies. Voici la lettre que Mme Du Barri écrivit à la reine, qui l'avait fait remercier pour les soins qu'elle donnait aux gardes-du-corps : « Ces jeunes blessés n'ont d'autres regrets que de n'être point morts pour une princesse aussi digne de tous les hommages que l'est votre majesté. Ce que je fais pour ces braves est bien au-dessous de ce qu'ils méritent. Je les console, et je respecte leurs blessures quand je songe, madame, que, sans leur dévoument, votre majesté n'existerait peut-être plus! — Luciennes est à vous, madame; n'est-ce pas votre bienveillance qui me l'a rendu? Tout ce que je possède me vient de la famille royale; j'ai trop de reconnaissance pour l'oublier jamais.

« Le feu roi, par une sorte de pressentiment, me força d'accepter mille objets précieux avant de m'éloigner de sa personne; j'ai eu l'honneur de vous offrir ce trésor du temps des notables; je vous l'offre encore, madame, avec empressement. Vous avez tant de dépenses à soutenir et de bienfaits sans nombre à répandre! Permettez, je vous en conjure, que je rende à César ce qui est à César. »

La reine n'accepta pas, mais dès ce moment toute haine s'évanouit dans son ame, qui devait se préparer pour des épreuves moins douces.

Nous voici arrivé aux deux faits principaux, aux deux dernières scènes de la vie de Mme Du Barri. Nous voulons parler du vol de ses diamans et de son voyage en Angleterre, où elle prétendit aller les chercher. Quelques-uns ont cru et beaucoup croient encore à ce vol; d'autres, et parmi les royalistes et parmi les républicains, le nient hautement

et soutiennent que la comtesse n'allait à Londres que pour distribuer des secours aux émigrés. Cette dernière version est la seule vraie. Au troisième voyage qu'elle fit à Londres, car elle y alla quatre fois de suite, tous ses nombreux amis, tous les émigrés, des Anglais même, s'opposèrent à son retour en France en lui montrant le danger certain qu'elle affrontait. Elle allait se jeter dans les élémens en ébullition d'une insurrection générale. Vous êtes sauvée, lui disait-on, vous êtes à Londres, vous pouvez y vivre avec aisance, avec faste, jusqu'au jour où la paix vous permettra de retourner à Paris; restez avec nous. Elle écarta les meilleures raisons, les plus ardentes prières, les menaces, et elle quitta l'Angleterre. N'avait-elle pas laissé à Luciennes son cher duc de Brissac?

On était en 1792. Un soir qu'elle était à Luciennes, écoutant derrière ses haies de myrte les palpitations sinistres de la capitale, recueillant tous les bruits qui passaient par-dessus le mont Valérien, elle entendit des pas, des murmures, des rires... elle eut peur... elle appela Brissac. —Le voilà, répondit une voix... prends d'abord sa tête. Et on jeta à ses pieds la tête sanglante de son amant, le duc de Cossé-Brissac. Le duc avait été assassiné à Versailles par ceux qui s'étaient chargés de le conduire à Orléans, où une cour criminelle devait le juger.

Croirait-on qu'elle eut le courage, cette femme dont on a si haut accusé la faiblesse, d'aller une quatrième fois en Angleterre pour porter de l'argent aux émigrés, et le courage plus extraordinaire encore de résister aux efforts désespérés qu'on fit pour la retenir à Londres? Quel est donc le royaliste qui, pendant la terreur, et l'on vivait en pleine terreur, a eu plus de témérité que Mme Du Barri? Ce dernier voyage la perdit. Des espions l'avaient suivie. Ils découvrirent ses intrigues avec le parti royaliste, ils furent témoins de ses entrevues avec M. de Calonne. Elle repassa la mer, revint à Luciennes; mais quel charme pouvait encore avoir pour elle ce séjour après la nuit du funeste cadeau, après la nuit de la tête coupée? Presque tous les habitans de cette ingrate commune qu'elle avait, pendant plus de quinze ans, habillée et nourrie étaient ses ennemis. Cette espèce de singe qu'un coup de pied de Louis XV en goguette avait élevé à la hauteur de gouverneur de Luciennes trahissait sa bonne maîtresse et la perdait dans l'esprit de ces Lubins et de ces Colas qui de vignerons s'étaient changés en terroristes, vrais moutons enragés qui avaient mangé leurs chiens. Un nommé Greive, Irlandais de nation, dénonça Mme Du Barri à l'instigation de cet infame négrillon de Zamore. Elle resta deux mois et demi enfermée à Sainte-Pélagie avant d'être mise en jugement. Il est vrai que le procès fut très court, si la détention fut fort longue. Elle parut devant le tribunal révolutionnaire le 17 frimaire 1793 (7 décembre), et son affaire s'instruisit en même temps que celle de trois banquiers hollandais, le père et les

fils Vandenyver, accusés de quelques-uns des crimes qu'on lui reprochait. L'instruction du procès dura trois séances. Son défenseur était Chauveau-Lagarde. L'acte d'accusation fut dressé par Fouquier-Tinville. Elle fut condamnée à la peine de mort, ainsi que les trois banquiers Vandenyver. Nous remarquons dans ce jugement que l'âge donné à Mme Du Barri, quarante-deux ans, est tout-à-fait impossible, et cette erreur mérite d'autant plus une rectification, qu'elle a été répétée partout. Née en 1744, exécutée en 1793, Mme Du Barri entrait dans sa quarante-neuvième année.

Elle s'évanouit en poussant un cri terrible lorsqu'elle entendit prononcer l'arrêt qui la condamnait à la peine de mort. Il était onze heures du soir. Le lendemain, Mme Du Barri fut jetée dans le tombereau de l'égalité avec les trois infortunés banquiers hollandais, dont la complicité ne nous a jamais paru très évidente. Elle était pâle, tremblante, folle d'effroi; elle ne voulait pas mourir, cette pauvre femme qui n'avait jamais fait de mal à personne. Elle suppliait le peuple à travers les flots duquel elle passait; elle le suppliait avec ses beaux yeux et ses belles mains enchaînées. On lui reproche d'avoir crié en allant au supplice, d'avoir eu peur, comme s'il n'était pas de la femme d'avoir peur et de demander à vivre! Mais ôtez la peur à la femme, et il ne vous restera qu'une hideuse amazone. La peur complète admirablement Mme Du Barri, cette peur-là, car elle n'eut pas l'autre, celle de s'exposer pour ses amis, on l'a vu. La mort ne l'épouvanta pas, c'est le supplice qui lui fit peur. Que ne l'a-t-on imitée, que n'ont-ils tous crié comme elle, ceux qui allaient à l'échafaud, au lieu de se draper de leur douleur et de se voiler de leur silence? Si tous les jours, de vingt tombereaux différens, il était sorti des cris d'effroi et d'épouvante, des gémissemens, des appels douloureux, des prises à partie du peuple, le peuple aurait écouté, il se serait attendri, il aurait frémi, il se serait soulevé à la fin, et les tombereaux auraient roulé dans la boue. Encore une fois, la contrefaçon antique avait égaré tout le monde; un stoïcisme d'emprunt, renouvelé des Grecs, nous a valu trois années de supplices.

Arrivée sur l'échafaud, dressé, comme on ne l'ignore pas, sur la place de la Révolution, Mme la comtesse Du Barri s'écria : *Encore un moment, monsieur le bourreau!... encore un moment, monsieur!...*

En 1794, après la mort de Mme Du Barri, le château de Luciennes devint propriété nationale, et, à ce titre, il fut adjugé aux enchères, à Versailles, en 1795, pour la somme de six millions en *assignats*. Le premier acquéreur se nommait M. F. Corbeau. La même année, et pour la même somme, toujours en assignats, M. Corbeau le vendit à M. Julien Ouvrard, dont la célébrité est européenne. La propriété passa successivement à M. de la Rue-Sauviac, à M. Auger, celui qui fit

disparaître la belle terrasse de tilleuls, mais qui sut arrêter la hache homicide (c'est une justice que l'histoire contemporaine lui doit) devant le tilleul consacré par les galans tête-à-tête du roi et de la blonde comtesse; à M. Ramon Alvaro Benito, de Madrid, et enfin à M. Pierre Laffitte, banquier, qui en est propriétaire depuis 1818.

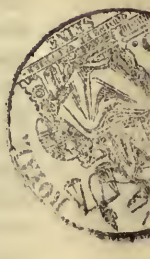
Quoique, avant de procéder à la vente aux enchères, le gouvernement eût fait vendre pour son propre compte tout le splendide mobilier de Luciennes, statues, tapis, porcelaines, tableaux, pendules, glaces, rideaux, les divers propriétaires que nous venons de citer trouvèrent encore de quoi glaner. Ils vendirent très avantageusement les belles ferrures dorées, les pierres des bassins, et jusqu'aux carreaux de glace des châssis. Si la bande noire n'eût pas refusé d'acheter les arbres du parc comme trop jeunes, ils auraient été impitoyablement coupés. Il ne restait absolument que les murs, et encore dans quel état! quand M. Pierre Laffitte entra en jouissance. Il y avait du foin dans le château et des bestiaux parqués dans le pavillon.

Les autres particularités qui se rattachent au château de Luciennes ne nous ont pas paru d'un intérêt assez général pour exiger une mention. Luciennes a vu sans doute d'autres jolies femmes pendant les divers règnes de propriétaires dont nous avons donné la chronologie; il a eu d'autres fêtes, et même de fort brillantes, sous la restauration, bien des nuits animées par le plaisir depuis les nuits de la célèbre maîtresse de Louis XV; mais quel nom écrire après celui de Mme Du Barri? Le lecteur, ce roi difficile et jaloux, est comme Louis XV; à Luciennes, il ne veut voir qu'elle. Fermons donc la grille du château sur cette figure si gracieuse et si tristement historique, sur la femme de ce joli pavillon Du Barri qui a deux portes, l'une par où un page vint un jour dire d'une voix douce : « Madame la comtesse, voulez-vous recevoir le roi de France? » l'autre par où un homme ivre lui cria : « Fille Vaubernier, suis-moi à la guillotine! »

LÉON GOZLAN.

MONUMENS

DE LA GRÈCE.



LE PARTHÉNON.

Entre la petite chaine de l'Égialée, composée des monts Corydalle et Icare, et la montagne allongée de l'Hymette, s'étend la plaine d'Athènes, ouverte au sud-ouest du côté de la mer et fermée au nord-est par le Pentélique, semblable à un aigle aux ailes étendues. Entre le Corydalle et l'Icare, on aperçoit le sommet lointain du Cithéron; vers le nord, la puissante montagne du Parnès montre, en fuyant vers Éleusis, ses rochers bleuâtres et sillonnés de ravins. Salamine paraît toucher le rivage et se réunir à l'Égialée; Égine, patrie des arts, repose au-delà du port de Phalère, et l'horizon vaporeux de la mer est comme fermé par les rivages élevés de l'Argolide. Au milieu de cette plaine, si bien circonscrite par la nature, se dresse une suite de collines dans la direction du Pentélique à la mer; le point le plus haut est le Lycabette, couronné de rochers; la ville moderne commence sur sa pente méridionale, s'étend à droite et à gauche, puis se relève le long des rochers de l'Acropole et de l'Aréopage, qui la bornent au midi. Ces rochers formaient autrefois une petite chaîne non interrompue; un tremblement de terre les a séparés, et aujourd'hui l'Acropole est comme isolée dans la plaine.

Sur le milieu de sa plate-forme ovale s'élèvent les ruines du Parthénon. Le temple forme un carré long dont les petits côtés sont les façades. La façade principale est celle qui regarde le soleil levant; ce n'est point l'orientation ordinaire des anciens temples doriens, de ceux du moins que l'on construisait sur des hauteurs. Vitruve nous apprend que l'usage était de placer l'entrée principale du côté de l'ouest, afin que la statue du dieu parût se lever sur la ville avec le jour.

La longueur du temple est de 71 mètres 60 centimètres environ; la hauteur totale est de 30 mètres 50 centimètres. Il est d'ordre dorique; les colonnes sont largement cannelées, ainsi qu'il arrive pour tous les temples de la Grèce. Il est construit de marbre pentélique; Périclès choisit le plus beau qui se pût trouver dans la carrière; beaucoup de pièces furent mises au rebut soit pour quelque défaut dans la matière, soit pour avoir été mal taillées, et l'on voit encore autour du temple et dans les murs de l'Acropole des fragmens de colonnes dont les cannelures n'ont point été achevées. Le temple est élevé sur un soubassement de trois hautes assises formant aujourd'hui trois marches, entre lesquelles on aperçoit la trace de deux autres plus petites. La coutume des anciens voulait que le nombre des degrés d'un temple fût impair, afin, dit Vitruve, que le pied droit, posé le premier sur le degré inférieur, arrivât le premier sur la dernière marche. Il y a huit colonnes de face et dix-sept de côté; c'est le seul exemple de dorique octastyle que les anciens nous aient laissé. Ce péristyle simple règne autour de l'édifice et forme, avec les murs du temple, un portique élégant. Un second rang de six colonnes, élevé sur deux degrés derrière les premières, s'étend sur chaque façade et laisse entre lui et le mur de l'édifice un espace libre appelé *pronaos* pour la façade orientale et *posticum* pour celle qui regarde le Pirée. Le *pronaos* et le *posticum* étaient entourés d'une grille fixée dans le marbre des colonnes et qui ne s'ouvrait qu'aux jours de fête.

L'enceinte du temple était divisée en deux parties inégales par un mur vertical avec une porte de communication; la plus grande des deux parties est la *cella*, qui s'ouvre sur le *pronaos* du côté de l'orient: c'était le *temple* lui-même; elle contenait la statue de la déesse. L'autre salle portait le nom d'*opisthodome;* on y déposait principalement le trésor public, placé ainsi sous la garde de Minerve. Des murs qui formaient l'enceinte du temple il ne reste plus aujourd'hui que ceux de l'opisthodome, à moitié renversés eux-mêmes; ceux de la cella ont disparu; les débris gisent autour du Parthénon. Les colonnes qui formaient dans la cella un péristyle intérieur sont détruites; on sait aujourd'hui qu'elles étaient d'ordre dorique (1). Quatre colonnes soutenaient la frise et le toit de l'opisthodome; elles ont entièrement péri; on ignore de quel ordre elles étaient, mais, si l'on considère que dans les temples analogues de la Grèce, de l'Italie méridionale, de la Sicile, ces colonnes étaient ioniques, il est présumable qu'elles étaient de cet ordre dans le Parthénon. M. Leake (2) soupçonne qu'elles

(1) La place des cannelures tracée au ciseau a été découverte sur le pavé du temple. Grace à des travaux récens, grace surtout aux études faites par M. Pacard, architecte de l'école de Rome, on possède aujourd'hui des données suffisantes pour résoudre avec certitude la plupart des questions relatives à l'état ancien du Parthénon.

(2) Dans son ouvrage sur les antiquités de la Grèce, art. Parthénon, et dans les notes.

étaient corinthiennes, parce qu'un chapiteau à feuilles d'acanthe fut trouvé dans les débris du Parthénon; mais ce savant auteur, qui n'avait pas vu le chapiteau, ignorait qu'il fût romain, et même d'une mauvaise époque de l'architecture; d'ailleurs l'ordre corinthien est rare dans la Grèce, presque inusité au temps de Périclès, et peu en harmonie avec le caractère grave et sévère de la fille de Jupiter.

Depuis le bombardement vénitien, le Parthénon, détruit dans sa partie moyenne, laisse pénétrer dans son intérieur entr'ouvert les rayons éclatans du soleil. Avec la façade principale, les ruines de l'est comprennent trois colonnes du nord et cinq du sud, toutes surmontées de leur entablement. Le groupe de l'ouest comprend l'autre façade avec six colonnes de chaque côté, également unies par les débris de l'entablement et du fronton. Entre ces deux groupes de ruines s'étend un large espace dans lequel il n'est resté debout que quelques tronçons des colonnes du péristyle. On peut remarquer sur les grands côtés de l'édifice que les deux fragmens de l'entablement, prolongés directement l'un vers l'autre, ne forment pas une ligne droite; cependant les colonnes qui les supportent n'ont point changé de place, le sol n'a point cédé; on peut s'en convaincre à la justesse de toutes les jointures des pierres et à l'absence de tout écartement des parties dans les substructions, les soubassemens et les degrés du temple. D'ailleurs, si dans l'explosion ou par l'effet du temps les deux façades s'étaient écartées l'une de l'autre, entraînant avec elles les colonnes voisines et leurs entablemens, toutes ces colonnes seraient inclinées en dehors; on peut remarquer, sans prendre de mesures, que le contraire a lieu et que les colonnes sont inclinées vers l'intérieur. Il faut donc penser que l'entablement du Parthénon ne formait pas une ligne droite, mais qu'il s'inclinait des deux côtés et tournait sa convexité vers le ciel.

Voilà tout ce qui subsiste aujourd'hui de la partie architecturale du Parthénon : le reste de l'édifice est répandu autour du temple; on voit mêlés des chapiteaux, des tronçons de colonnes, les pierres des entablemens et des murs. Le temple est donc en grande partie détruit. Cependant, ce qui a le plus irrité le fanatisme (1) ou la cupidité, ce sont les sculptures de Phidias. Le fronton oriental a été brisé et comme réduit en poudre par l'explosion de 1687; il reste une tête de l'un des chevaux du Soleil mutilée et méconnaissable. Le fronton occidental, en grande partie conservé, se noircit aujourd'hui sous les brouillards de Londres; une des statues fut enlevée par les Vénitiens, et les restes de deux autres se voient encore aux angles de ce fronton. Il y avait quatre-vingt-douze métopes, dont quatorze subsistent sur les deux façades de l'édifice; quinze ont été arrachées par lord Elgin, qui n'a pas même respecté les triglyphes où elles étaient enchâssées; une métope du côté du sud est au Musée de Paris; deux se conservent sur l'Acropole; les autres, enfin, n'existent plus. On peut voir au musée britannique toute la partie de la frise que n'a point détruite Morosini.

Les peintures qui décoraient le temple soit au dedans, soit au dehors, ont les premières cédé à l'action destructive du temps. Il n'en reste plus aujourd'hui que

(1) Les temples et les églises de la Grèce portent partout les traces de la barbarie des Turcs. Les têtes des statues ont été brisées, et quant aux fresques, ne pouvant les arracher, ils ont tiré à balles sur la poitrine et le visage de tous les personnages sacrés.

des traces recouvertes par la poussière jaune ou brune que fixent sur le Parthénon les vents, les pluies et le soleil. Le bleu se rencontre sur les triglyphes, le jaune sur les colonnes et la première assise de l'entablement; le minium était appliqué sur les fonds des métopes, de la frise et des frontons; enfin le vert était la couleur des vêtemens de plusieurs personnages sculptés (1). Toutes ces couleurs sont minérales, et le temps ne les a point fait pâlir; mais, comme elles étaient appliquées à l'encaustique sur le marbre même, il en est résulté pour elles une dégradation rapide, car, si quelque partie venait à se détacher, la pluie tombant sur le marbre mis à nu pénétrait sous les couches de cire appliquées plus bas et qui se soulevaient en se desséchant.

Aujourd'hui la couleur générale du Parthénon est celle que donne la nature à tous les rochers de marbre de l'Attique; les parties couvertes ou verticales ont un ton brun doré qui contraste merveilleusement avec l'éclat du ciel. Au lever du jour, les rayons du soleil, rasant les flancs du Parnès et de l'Égialée, vont peindre d'un rose violet les montagnes nues de Salamine et les rivages d'Épidaure; la presqu'île de Munichie prend la couleur du feu; bientôt le rayon brillant parcourt les hauteurs du Pnyx et de l'Aréopage et s'arrête au sommet de la citadelle que domine le temple de Minerve. Le soir, les rayons obliques du soleil, glissant du Pirée le long de la plaine unie, dorent et enflamment le Parthénon. Ce sont les seuls momens, en été, où l'on puisse regarder impunément ces ruines; au milieu du jour, la lumière tombant du ciel prolonge sur les colonnes les ombres noires des chapiteaux et des entablemens; le reste jette un éclat que l'œil ne peut soutenir. Toute brisure, toute partie entr'ouverte, toute colonne mise autrefois à l'abri de l'air par les maisons adossées au temple est à cette heure d'une blancheur éblouissante et rayonne comme un métal embrasé. Les jours, si rares d'ailleurs, où le ciel est obscurci par l'orage, le temple de Minerve paraît gris et sombre comme si la déesse ne l'eût jamais habité, et que, pareil au temple souterrain de Colone, il eût été construit pour les Euménides; mais, quand le ciel de la Grèce a repris son éclat, ces ruines, vues à distance, et surtout à l'heure où le soleil s'incline vers l'horizon, paraissent animées comme au premier jour; la pure lumière leur communique son mouvement et sa vie. Si ce n'étaient des ruines, la déesse serait présente encore.

I. — L'ARCHITECTURE.

Un des caractères les plus importans de l'architecture du Parthénon, et en général du dorique grec, c'est l'absence d'une commune mesure entre ses diverses parties. Aussi Vitruve rapporte que des gens habiles de son temps proscrivaient absolument l'ordre dorique comme manquant de proportions. C'était bien mal comprendre la proportion dans les monumens; car, pour les œuvres d'art non plus que pour les choses naturelles, l'harmonie ne consiste dans la subdivision exacte des parties les unes par les autres. Cela est si vrai, que le temple de Minerve, dont les proportions, contrairement à tous les usages des architectes,

(1) Il faut ajouter aux décorations polychromes du Parthénon les ornemens et les ustensiles de bronze doré que portaient un grand nombre de personnages.

n'ont entre elles aucun rapport, est et demeurera, de l'aveu de tous, le plus bel ouvrage d'architecture qui fut jamais. Ce point, mal éclairci jusqu'à ce jour, a été à peine indiqué par M. Leake dans une phrase insuffisante. Les mesures du Parthénon viennent d'être prises avec une scrupuleuse exactitude par M. Pacard; on n'a laissé échapper aucun détail, on a tout fidèlement reproduit par le dessin. Chacun peut, sans quitter la France, se convaincre par lui-même qu'il n'y a pas de rapport simple entre le diamètre et la hauteur des colonnes, non plus qu'entre ces deux mesures et la hauteur des entablemens et des frontons. Quel principe a donc guidé Phidias dans la construction de cet édifice? De quelle unité de mesure s'est-il servi? Avait-il une unité de mesure? Tel est le problème que la science des architectes aurait à résoudre. Ce problème n'est d'ailleurs pas moins intéressant pour l'art que pour la science. Comment se fait-il, en effet, qu'avec des proportions si singulières et qui soulevaient tant de difficultés, l'architecte grec soit parvenu à un si merveilleux résultat? Ou bien il avait une donnée première qui nous échappe, ou bien il lui a fallu un surprenant génie pour combiner à l'avance des mesures si étrangères les unes aux autres et concevoir la beauté d'un tel ensemble.

L'artiste qui parcourt la Grèce, l'Italie méridionale ou la Sicile, s'étonne de voir les temples antiques si supérieurs en beauté à ceux que les modernes construisent dans le même genre et sur le même modèle. Il est vrai que l'effet des ruines et de la couleur dont le soleil a peint ces monumens s'ajoute à celui de l'architecture; mais un beau temple est toujours plus beau que sa ruine, et celle-ci ne nous touche que par le souvenir qu'elle rappelle. On ne peut donc pas dire que, si les temples de la Grèce l'emportent sur les nôtres, c'est une illusion de notre esprit qui se plaît à parcourir le passé et qui voit toutes choses plus belles à travers le temps. L'analyse dissiperait aisément cette erreur, comme la beauté de l'horizon disparaît quand on se déplace pour s'en rapprocher. Pour le Parthénon, au contraire, l'analyse découvre en lui des beautés nouvelles et que, d'un coup d'œil rapide, nous n'eussions point aperçues. Phidias, voulant exprimer dans le temple de Minerve la pensée de la durée éternelle, donna à l'ensemble de l'édifice la forme qui présente à l'œil la plus grande solidité. Or, la figure la plus incapable de stabilité est celle dont la base est étroite et dont la partie supérieure s'élargit et surplombe : l'on n'est point dans un repos d'esprit absolu lorsque d'immenses rochers semblent peser sur notre tête et nous menacer de leur chute. Pour l'œil comme pour la science, la stabilité des corps s'accroît avec l'étendue de la base : le chêne robuste est plus puissant que la tige grêle du palmier, et la pyramide des bords du Nil est éternelle comparée à la tour éphémère des rives de l'Arno. Phidias donna donc à son temple la forme d'une pyramide tronquée. Il inclina les uns vers les autres les murs de la cella et de l'opisthodome; les colonnes du péristyle furent elles-mêmes penchées vers l'intérieur, et surtout les colonnes angulaires, sur lesquelles paraît principalement reposer l'édifice. Celui qui en présence du Parthénon cherche à concevoir une idée nette de l'ensemble du temple peut se représenter un faisceau de lignes droites suivant les angles des murs et passant par l'axe des colonnes; ces lignes, prolongées par la pensée au-dessus du monument, se rapprochent les unes des autres et vont se réunir au haut des airs; en sens contraire, elles s'enfoncent dans la terre en s'écartant et semblent s'y fixer pour jamais. L'inclinaison

des murs et des colonnes est sensible à l'œil : isolée, chaque partie semblerait menacer ruine; réunies, elles forment un tout inébranlable.

M. Leake et d'autres savans anglais ont pensé à tort que Phidias avait eu en vue la solidité réelle et la durée de son ouvrage. Il ne faut pas oublier que les lois de la statique ne sont jamais applicables dans toute leur rigueur; pour un édifice construit de grands blocs juxtaposés sans ciment et quelquefois polis au point de glisser aisément les uns sur les autres, la plus grande solidité réelle est obtenue lorsque chaque morceau pèse uniquement sur celui qui le supporte et n'agit que suivant la verticale. Les voûtes s'écroulent avant leurs culées, et les flèches s'inclinent parce que leurs côtés ne pèsent pas également sur l'axe imaginaire qui les traverse. Il était nécessaire de s'arrêter sur ce point, car les ouvrages d'hommes savans, mais trop préoccupés peut-être d'une même idée, ont répandu cette fausse opinion, que les Grecs songeaient surtout à la solidité de leurs constructions. Il est certainement dans le génie des Grecs de songer d'abord à la beauté; sans négliger la durée, ils ont voulu plutôt donner à leurs monumens l'apparence de la solidité que la solidité même. En faut-il d'autres exemples que le temple de Minerve?

La majesté qui éclate dans l'ensemble du Parthénon n'éclate pas moins dans ses parties : elle se retrouve dans les colonnes, dans les chapiteaux, dans l'entablement, dans les portes même. Le galbe des colonnes du Parthénon s'éloigne du cylindre et se rapproche du cône; étroites à la partie supérieure, elles ont une base large et bien assise sur le sol. Le génie grec a compris, dès les premiers temps, qu'une colonne voisine du cylindre a besoin, pour paraître solide, d'être soutenue par un piédestal plus large qu'elle. Il a donné le piédestal à l'ordre ionique et au corinthien; mais la colonne dorienne se suffit à elle-même et peut rester droite sans aucun secours étranger. Il y a donc plus de puissance et de majesté dans la colonne dorienne que dans les deux autres; celles-ci, en effet, semblent posées sur le pavé du temple, tandis que les cannelures de la colonne dorienne, descendant obliquement et reposant à nu sûr le sol, paraissent s'y enfoncer en s'élargissant et n'en pouvoir être arrachées.

Le chapiteau dorique est également le plus grave des trois. Les anciens avaient conçu la colonne ionique, dit Vitruve, suivant les proportions du corps de la femme, plus allongée et plus faible, reposant sur sa base comme sur une chaussure, et parée de ses volutes élégantes comme de boucles de cheveux. Qui n'a pas lu dans l'écrivain romain la charmante histoire de la jeune Corinthienne? Elle était morte avant l'âge; sa pieuse nourrice apporta sur son tombeau une corbeille remplie des objets qu'elle avait aimés. Posée sur la racine d'une acanthe, la corbeille en détourna les jeunes feuilles, qui l'enveloppèrent en s'arrondissant. Callimaque y puisa l'idée du chapiteau corinthien. Ni l'un ni l'autre de ces deux ordres ne convient à Minerve : ses cheveux sont couverts du casque, et à la corbeille elle préfère l'égide.

Les entablemens du Parthénon forment, avec le reste du temple, une belle harmonie; ils sont partagés en deux assises : l'une inférieure, ornée de boucliers d'or et d'inscriptions; la supérieure, divisée uniformément par les triglyphes, dont les intervalles carrés contenaient des sculptures. Les architraves reposaient sur les tablettes carrées des chapiteaux et s'appuyaient largement sur les puissantes colonnes du péristyle. Il faut encore ici remarquer un progrès de

l'art chez les Grecs : les entablemens du temple de Minerve ont de la force et non de la pesanteur; cette force même n'est point celle d'un dieu comme Jupiter ou Neptune; c'est celle de la déesse qui inspire et quelquefois rend la justice, mais qui, pour porter la lance et le bouclier, n'en conserve pas moins les formes de la vierge. Aux époques antérieures, l'art n'avait point encore distingué nettement la puissance intelligente d'avec la force brutale; on ne peut, au milieu de grandes qualités, méconnaître dans le Posidonium de Corinthe cette confusion. Il ne reste de ce temple que sept colonnes de pierre mutilées, aux cannelures larges, au fût court et ramassé, au chapiteau épais et pesant; cinq d'entre elles supportent la première assise d'un entablement qui paraît les écraser. Ce sont là les défauts d'une qualité éminente, la puissance. Ces colonnes conviennent sans doute au Neptune de cette époque, dieu puissant, mais encore barbare; elles ne conviendraient plus au temps de Phidias.

Une comparaison analogue fera ressortir la beauté des entrées du Parthénon. On connaît le monument dorique de Mycène, sur lequel, du reste, on dispute encore, le tombeau d'Agamemnon : la chambre principale a la forme d'une ruche d'abeilles ou d'un dôme allongé dont la courbe se resserre vers le haut; creusé dans une colline, il reçoit le jour par une porte surmontée d'une ouverture triangulaire, contenant peut-être jadis un bas-relief. Les trois portes du Parthénon, comme celles de Mycène, ont les formes du style dorien : pour s'accorder avec la figure conique des colonnes et les inclinaisons des murs, elles devaient s'élargir à la partie inférieure; elles acquéraient ainsi une ampleur et une majesté qui n'appartiennent pas aux angles droits des portes modernes; mais ici, comme en tout, le dorique avait à craindre de confondre la gravité avec la lourdeur : les portes de Mycène sont trop basses pour être élégantes et gracieuses; elles ont les mêmes qualités que le temple de Corinthe, elles ont aussi les mêmes défauts. Phidias, concevant dans la déesse protectrice d'Athènes la noblesse de la fille de Jupiter et la grace infinie d'une vierge immortelle, la voulut placer dans une demeure dont toutes les parties lui fussent agréables : il donna donc aux entrées du temple la majesté des portes doriennes; mais, pour leur donner l'élégance, il en redressa légèrement les côtés trop inclinés et en augmenta la hauteur.

C'est ainsi qu'au siècle de Périclès, la science plus précise dans ses analyses, la religion plus épurée dans ses dogmes, le vif sentiment de la beauté, inspirèrent aux grands hommes des ouvrages non moins accomplis dans leurs parties que parfaits dans leur ensemble. Ce siècle n'inventa aucun art, il les perfectionna tous; il fit perdre aux anciens usages les défauts de leurs qualités; les difficultés même se tournèrent en beautés nouvelles, et pendant que les colonnes, les architraves, les portes prenaient des formes plus gracieuses, l'impossibilité de faire coïncider des métopes égales avec des colonnes également espacées, cette difficulté inhérente au style dorien, et qui désespérait les architectes romains, fut une occasion pour les Grecs de donner à leurs temples plus de puissance et de majesté.

Telles sont dans l'ensemble et dans les parties de l'édifice les principales qualités par lesquelles il élève notre ame en éveillant en elle la pensée de la puissance divine et de la durée infinie; il faut aussi savoir ce qu'il a en lui qui nous charme et qui nous touche. La beauté n'est pas simplement une des perfections de

la divinité, distincte et séparée de toutes les autres; toute sa nature est belle, et notre esprit se plaît toujours à la concevoir. Si Aphrodite est la beauté même, Jupiter, père des dieux, Minerve, Apollon, Diane, ne sont pas pour cela dépourvus de beauté; aux uns appartient la beauté virile aux formes hardies et saillantes, aux autres la beauté de la femme et la douceur des contours arrondis. Les Grecs avaient compris dès long-temps qu'en architecture comme dans tous les arts, les lignes courbes et les surfaces rondes sont plus belles que les lignes droites et les plans; ils crurent donner à leurs temples assez de régularité, si les lignes imaginaires qui en déterminent la forme, comme les inclinaisons des murs et les axes des colonnes, étaient seules des lignes droites; par une inspiration supérieure, ils courbèrent les lignes réelles qui se voient dans le galbe des colonnes, dans les architraves, les degrés, les frises. Il en résulta que, si la forme générale du Parthénon est celle d'une pyramide tronquée, les arêtes de cette pyramide sont des lignes courbes, et, à l'exception de certaines parties ou intérieures ou trop petites pour qu'une large courbure y pût être aperçue, il n'y a pas de lignes droites dans le Parthénon. Habitués que nous sommes à des imitations de style grec dans lesquelles toutes ces lignes ont été redressées par la règle ou le niveau, nous sommes étonnés à la vue des temples originaux de la Grèce, et nous ne pouvons trouver la cause de ce plaisir infini qu'ils nous procurent; notre œil est charmé tout d'abord et parcourt sans effort ces degrés, ces entablemens, ces frises : l'architecte mesure ensuite les proportions des parties et découvre bientôt cette source mystérieuse de plaisir. L'art grec, né tout entier de la nature et inspiré par elle dès son origine, courba les degrés et le pavé des temples, les architraves, les frises, la base même des frontons, comme la nature a courbé la mer, les horizons et le dos arrondi des montagnes. Les murs inclinés de la cella et de l'opisthodome furent composés d'assises curvilignes pour être en harmonie avec le reste du monument et recevoir les larges pierres à caissons qui couvraient le péristyle.

L'art grec arriva donc peu à peu à toute sa perfection, après avoir manifesté dès les premiers temps la puissance dont il était doué. Ce que le travail des siècles ajouta aux ouvrages d'architecture, ce fut principalement la justesse dans les proportions, d'où résulte la grace. C'est ce que l'on peut remarquer également pour les ouvrages de sculpture, dans lesquels on donna d'abord aux mouvemens du corps de la raideur et de la dureté, quand on visait principalement à la majesté et à la grandeur; plus tard, les membres se dégagèrent, les formes s'arrondirent, les mouvemens devinrent souples et naturels : la force même d'Hercule n'exclut pas la grace. Ainsi, pour conserver la force en gagnant l'élégance, les colonnes doriennes devaient ressembler à des cônes très allongés; si nous comparons entre elles celles que nous trouvons aujourd'hui dans la Grèce, nous nous convaincrons bientôt que la force ne leur a jamais manqué, et qu'elles ont surtout acquis la grace. Si la puissance est dans la brièveté, l'élégance, au contraire, est dans la longueur et la légèreté du fût. Les colonnes du temple de Neptune à Corinthe n'ont guère en hauteur que deux fois et demie le côté du chapiteau; il en est de même de quelques tronçons doriques gisant à terre dans les rues de Mégare; ces colonnes d'une époque fort antérieure au Parthénon ont plus de force apparente que celles de Phidias, mais c'est une force un peu sauvage, qui réside autant dans la masse que dans la forme, comme la force des murs cyclo-

péens de Tirynthe ou de Mycène comparée à la majesté des blocs gigantesques, mais régulièrement taillés, du mur inférieur du Pnyx. L'esprit qui a conçu la grande Minerve d'ivoire a su réunir dans les colonnes de son temple les deux caractères de la déesse, la mâle grandeur de l'intelligence et la grace de la beauté féminine.

Les Grecs consacraient à la divinité les plus beaux ouvrages de leur génie, et de tous ceux qu'ils nous ont laissés, les temples des dieux l'emportent par la grandeur et la magnificence. Les hommes construisent pour eux-mêmes tout ce qu'ils construisent, et c'est pour éveiller dans leur ame le sentiment religieux qu'ils consacrent à Dieu des autels dont il n'a pas besoin. L'ame s'élève à lui par la sensibilité comme par les idées, et le plaisir de l'ouïe ou de la vue contribue aussi pour sa part à la beauté des temples et à l'effet des cérémonies religieuses. Les artistes grecs connaissaient tout ce qui peut charmer la vue. La lumière est plus belle que les ténèbres, elle est une image de l'intelligence; Phidias, pour honorer Minerve, conçut un temple découvert dans lequel rayonnait librement le pur éclat du soleil. La cella, demeure habitée par la déesse, formait sous le ciel un espace ouvert, et la statue de Minerve était au milieu, vers le fond. De chaque côté s'élevaient deux rangs de colonnes doriennes superposées; les inférieures étaient deux fois plus hautes que les supérieures; elles étaient séparées par une architrave ornée de moulures gracieuses, et une autre architrave couronnait aussi les colonnes du second rang : elles étaient au nombre de dix de chaque côté; il n'y en avait point au fond de la cella, derrière la statue de la déesse, mais on en voyait une de chaque côté de la porte d'entrée, ce qui, dans cette partie, complétait le péristyle. Ces deux rangs de colonnes formaient un portique à la fois majestueux et élégant sous lequel on suspendait sans doute les tableaux offerts par les adorateurs et les portraits de quelques grands hommes sauveurs de la patrie. Vitruve nous apprend que les anciens multipliaient les cannelures des colonnes intérieures, parce que ces colonnes étaient plus petites que les autres; l'œil avait alors plus de lignes courbes à parcourir, et l'édifice y gagnait plus de grandeur et d'élégance. C'est ainsi que les artistes grecs donnaient plus de grosseur aux colonnes angulaires des temples, non, comme le veut M. Wilkins (1), pour en assurer la solidité, mais, comme nous l'apprend Vitruve, parce que ces colonnes extrêmes étaient diminuées par l'éclat du ciel. Cette perfection des parties contribuait singulièrement à la grace de l'ensemble; il faut attribuer à la même pensée le soin infini avec lequel on ajustait les tambours des colonnes : personne n'ignore que, pour faire disparaître l'intervalle des parties, on les polissait comme une table de marbre; pour cela, on attachait deux tronçons l'un sur l'autre par un axe de cèdre ou d'olivier, autour duquel on les faisait rouler; le frottement léger d'un sable fin versé entre les deux parties rendait les surfaces unies et égales, la colonne paraissait monolithe, et, aujourd'hui même, un œil exercé ne découvre pas aisément toutes les jointures.

(1) M. Wilkins a principalement étudié le Parthénon au point de vue des lois de la statique.

II. — LES SCULPTURES.

Nous avons fait connaître les élémens dont se composait l'architecture du Parthénon. L'entablement du péristyle extérieur avait reçu pour ornemens, outre les boucliers d'or rangés sur l'assise inférieure et séparés par des inscriptions en lettres de bronze, des sculptures en haut-relief ou métopes, glissées à coulisse entre les triglyphes en saillie de l'assise supérieure. Ces métopes étaient sculptées de la main de Phidias, ou du moins ses élèves, eux-mêmes artistes habiles, les avaient faites d'après les dessins du maître. Elles occupaient autour du temple une série de carrés au nombre de quatre-vingt-douze; chacun de ces carrés renfermait plusieurs personnages : il y en avait quatorze sur chaque façade, et trente-deux sur chaque côté. Ils représentaient ici de nombreux épisodes de la guerre des Centaures, là Minerve luttant contre les géans ou domptant Pégase, qui devait recevoir sur sa croupe le héros Bellérophon; ailleurs c'était la guerre contre les Amazones, dans laquelle les Athéniens, secondés par Minerve, avaient remporté la victoire.

Ces sculptures faisaient un des principaux ornemens extérieurs de l'édifice : la description n'en peut être donnée tout entière avec certitude, car, avant même l'explosion de la poudrière et la chute du milieu du temple, les métopes étaient mutilées; les Turcs, confondant dans une commune haine les ruines de l'antique religion des Grecs et les monumens du christianisme, avaient ajouté leurs ravages à ceux du temps; ils avaient abattu les têtes et détaché bien des parties saillantes qui s'étaient brisées en tombant. La portion la mieux épargnée du temps et des barbares était celle du côté du sud, tournée vers Phalère : le Français Carrey la reproduisit dans ses dessins, sans rien changer à ce qu'il voyait et dans la seule intention de constater l'état présent des métopes. La restauration peut se faire pour beaucoup d'entre elles; pour d'autres, elle est livrée aux conjectures et à l'habileté des sculpteurs. Les métopes présentaient en petit les qualités générales du Parthénon, autant du moins qu'on en peut juger par des restes trop mutilés, et, quoique destinées à faire l'ornement du temple, elles rappelaient, soit par le choix des sujets, soit par la conception large et simple, la noblesse et le charme de l'édifice entier.

On ne peut parler dignement des deux frontons qui, dans l'ensemble de l'édifice, étaient là pour le plaisir des yeux, et qui, pris en eux-mêmes, égalent ou surpassent tout ce que la statuaire a jamais produit de plus parfait. Le temps et les barbares ont détruit ou mutilé les statues de Phidias; mais, dans ce qu'il en reste, on reconnaît encore à la beauté des formes, à la grace des mouvemens, à la vie qui anime ces chairs couvertes, mais non cachées par les vêtemens, l'art merveilleux du sculpteur (1). Le milieu du fronton oriental a disparu pour jamais, et il n'en subsiste aucun débris : là était Jupiter assis sur un trône, et Minerve planant au-dessus de sa tête. D'un côté, le titan Hypérion sortait de la mer et ramenait le jour, pendant qu'à l'angle opposé le char de la Nuit se plongeait dans l'Océan occidental. Les chevaux du Jour hennissent d'impatience,

(1) On est réduit, pour retrouver la composition de ces frontons, aux dessins de Nointel et aux fragmens du Musée britannique.

dit Visconti; pour ceux de la Nuit, la vie est encore dans leurs têtes mutilées : *Adde aquam, natabunt*, disait Martial. Hercule Idéen, à demi étendu sur un rocher, et près de lui Cérès et Proserpine, assises l'une à côté de l'autre, font pendant aux trois Parques, déesses qui président à la naissance même des dieux. Iris, debout près de Cérès, va répandre dans le monde la nouvelle que Minerve est née, tandis que la Victoire demeure pour être sa compagne inséparable.

Sur le fronton occidental étaient représentés Neptune et Minerve luttant pour la protection de l'Attique. Le dieu des mers se retire vaincu, et Minerve se dispose à regagner son char. Il ne reste que le torse de Neptune, et Minerve, à demi détruite, a perdu son armure de bronze doré; le temps a mutilé ces deux statues, mais il leur a laissé la trace de leur beauté primitive. A gauche, la Victoire sans ailes conduit le char de la déesse, et correspond à un personnage nu, qui peut-être représentait Cécrops, roi d'Athènes. Près de la Victoire sont assis Vulcain et Vénus, et dans l'angle du fronton Ilissus à demi couché, se relevant sur son bras gauche, semble saisi de joie à la nouvelle du triomphe de Minerve. A droite étaient les dieux favorables à Neptune, Amphitrite, Palémon, Leucothea, Latone, ayant sur ses genoux les Dioscures.

Avec les métopes et les frontons, la frise qui régnait autour du temple, à l'intérieur du péristyle et contre les murs mêmes de la cella et de l'opisthodome, formait à peu près tout ce que la sculpture avait mis d'ornemens à l'extérieur : il faut ajouter seulement les gueules de lions qui rejetaient l'eau sur les angles de l'édifice, quelques moulures artistement travaillées, et les gracieux antéfixes qui décoraient l'entablement. Personne n'ignore que la frise représentait en bas-relief la grande pompe des Panathénées. La pompe se divisait en deux colonnes, l'une d'hommes, l'autre de femmes; toutes deux marchaient de l'ouest à l'est sur les deux côtés du temple, et se réunissaient dans le pronaos de la façade orientale au-dessus de la porte d'entrée. Au centre sont la prêtresse de Minerve, femme de l'archonte-roi, et l'archonte-roi lui-même, présidant aux sacrifices. L'une reçoit de deux canéphores des objets destinés au culte et couverts d'un voile, pendant que l'autre prend avec dignité le *péplos* des mains d'un éphèbe vêtu de la chlamyde noire. Sur six siéges, à droite et à gauche, sont assis douze dieux ou héros : Jupiter, père des dieux, Minerve avec la Victoire ailée, Triptolème, Cérès et les Dioscures occupent la gauche; de l'autre côté sont Esculape et sa fille Hygie, Neptune, puis les deux filles de Cécrops, Aglaure et Pandrose, avec le roi Érechthée. Tous ces personnages surpassent en grandeur les faibles mortels. La marche de la procession est ouverte de part et d'autre par les gardiens des tribus et par six jeunes femmes portant des candélabres; derrière elles marchent les vierges d'Athènes avec des vases, des patères de bronze doré et tous les instrumens de sacrifice; l'artiste leur a donné des poses variées et les a groupées avec un art merveilleux. Aux deux angles de l'édifice suivent des personnages conduisant les taureaux et les béliers envoyés par tous les *dêmes* de l'Attique; derrière eux, à droite et à gauche, s'avancent les *métèques*, étrangers reçus dans la cité et admis aux pompes religieuses; leurs femmes portent des siéges destinés aux jeunes Athéniennes qui les précèdent; les joueurs de flûte et de lyre répondent aux chants des vierges ou les accompagnent; enfin des vieillards, portant des rameaux d'olivier, précèdent la marche des chars. Ceux-ci

étaient attelés de deux, de trois ou de quatre chevaux, et faisaient aussi partie de la pompe, conduits par les vainqueurs des jeux publics de la Grèce. Derrière les chars, sur la façade occidentale du temple, se presse la foule des citoyens, les uns courant se ranger à la suite de la théorie, les autres se disposant à monter à cheval. « Ces différens groupes, dit Visconti (1), au nombre de plus de quarante, font tous partie de la plus grande composition peut-être qu'un statuaire ait jamais conçue. »

Si nous avons cherché à donner quelque idée des sculptures du Parthénon, c'est uniquement pour montrer avec quel art Phidias a fait concourir ces ornemens à l'effet total du temple. Ce ne sont point des sculptures détachées les unes des autres et que l'on eût pu mettre sur tout autre édifice : elles forment un ensemble et se rapportent toutes au culte de la déesse. C'est un grand défaut de nos monumens gothiques d'être chargés d'ornemens de toute sorte, non pas seulement exécutés sans art, mais souvent aussi étrangers à la religion et quelquefois incompatibles avec elle. L'art byzantin, dont la Grèce moderne fournit de nombreux exemples, moins original que le gothique, avait conservé quelques traditions de l'art antique des Grecs et paraît en être comme un rejeton mal venu; il a mis dans les ornemens un certain ordre factice, il est vrai, mais réel; il a assigné sa place à chaque peinture. Un Christ colossal occupe la voûte du principal dôme, et au-dessus de l'autel est Marie, sa mère; sur les murs, à droite et à gauche, sont les anges, les apôtres, les martyrs; au-dessus de la grande porte est le jugement dernier. Du reste, les personnages sont répandus à profusion et couvrent tous les murs de l'église. Il y a un milieu entre le caprice qui mêle toutes choses et l'esprit de routine qui ne laisse pas de place au génie : on peut le dire sans injustice, l'art grec est le seul qui ait connu cette juste mesure. Il était d'usage que les sculptures d'un temple représentassent des événemens relatifs au culte de sa divinité; mais il appartenait à Phidias de choisir à son gré les sujets et de les distribuer sur le temple dans un ordre conçu par lui-même. Il résolut donc de représenter sur le Parthénon ce qui compose essentiellement le culte de la déesse, et, au lieu de répandre sans discernement les petits sujets et de sculpter une chronique ou un commentaire, il exposa avec grandeur les principaux points de la religion d'Athènes. Eschyle raconte en métaphysicien la naissance de Minerve, sagesse souveraine, « vraie fille de Jupiter; » Platon expose en poète comment la pensée de Dieu, immatérielle, incréée, est fille de Dieu même, père de tout ce qui est, providence éternelle qui gouverne le monde. Phidias exprime la même idée dans le langage muet, mais très clair, de l'architecture et de la sculpture. On retrouve dans son œuvre la même puissance, la même simplicité, la même grace que dans les vers du poète et dans les dialogues du philosophe; on voit ici la même pensée, on recueille le même sentiment : c'est l'esprit divin du siècle de Périclès.

III. — LES PEINTURES.

Nous arrivons à la partie la plus difficile peut-être et la plus long-temps controversée de la restauration des temples grecs : nous voulons parler de la cou-

(1) *Opere var.*, III. Milano, 1830.

tume qu'avaient les anciens de peindre leurs édifices sacrés. Il n'est pas un savant, aujourd'hui, qui ne connaisse cet usage et ne l'admette comme un fait certain; mais cette notion n'est pas encore populaire. Nous ne rapporterons point ici tous les passages des auteurs anciens où il est question des peintures des temples: Dicéarque parlant des couleurs à l'encaustique qui décoraient les façades et les vestibules des maisons de Tanagre, Josèphe affirmant que les caissons des temples étaient peints ou sculptés, Vitruve rappelant que les triglyphes étaient bleus, Pline racontant que Protogène avait peint les Propylées. Tous ces documens ont été recueillis par des savans de nos jours. M. Raoul-Rochette a combattu pour la peinture sur bois, et, malgré tous ses efforts, a dû reconnaître que les temples étaient peints à l'encaustique. « L'existence de temples coloriés dans la Grèce, à toutes les époques de sa civilisation et sur tous les points de son domaine, n'est, dit-il, aujourd'hui sujette à aucun doute, du moins dans son principe, et non dans ce qui concerne les questions de détail, lesquelles sont loin encore d'être résolues d'une manière sûre et positive. » La meilleure et la plus simple manière de résoudre à la fois ces diverses questions, c'était d'examiner avec soin les temples mêmes. M. le duc de Serra di Falco a recueilli de nombreuses peintures sur les temples de la Sicile, et a consigné ses découvertes dans le savant ouvrage *Delle Antiquità di Selinonte*. Quelques études ont été faites en Grèce, en Asie, et principalement à Athènes. Le temple de Thésée offre partout des traces de peintures; il y en a sur les Propylées. Enfin M. Pacard a noté avec le plus grand soin tous les points du Parthénon où se trouvent encore des couleurs. Il a pu restaurer presque avec certitude toute la partie extérieure du temple; il y a trouvé l'ocre jaune sur les colonnes, le bleu de ciel sur les triglyphes, le rouge de saturne aux fonds des métopes et des frontons, le vert sur certains vêtemens; il a vu, tracés au poinçon sur le marbre, les dessins de tous les ornemens avec des restes de leurs couleurs primitives. Cette partie de la restauration du temple, jusqu'aujourd'hui incomplète ou hypothétique, n'est plus sujette à l'erreur. Quant à l'intérieur, on n'en peut connaître la décoration que par conjecture et par la comparaison avec les autres temples de la Grèce. Outre les inductions de ce genre que peut faire un homme habile, il est à croire que l'intérieur du Parthénon était en harmonie avec l'extérieur, et que, éclairé comme lui par la lumière directe du soleil, il présentait à peu près les mêmes peintures.

Ainsi donc, l'usage de colorier les monumens dans l'antiquité grecque ne peut plus être révoqué en doute. Dans l'Europe moderne, où nous n'avons guère coutume de peindre nos églises, nos palais et nos maisons, nous sommes étonnés qu'au temps de Sophocle, de Platon, de Praxitèles, il soit sorti de la main de Phidias un temple chargé de couleurs, contenant une statue d'or et d'ivoire, couverte quelquefois d'un manteau brodé, et dans lequel la blancheur du marbre avait disparu. Quand, cherchant à nous faire une idée des monumens peints de la Grèce, nous voyons en France et en Italie avec quel mauvais goût, après avoir peint les murs et les voûtes des églises, on habille encore les statues de la Vierge et des saints, notre esprit ne peut se défendre de préventions défavorables; il semble que la Grèce va nous apparaître sous un nouveau jour et que notre vieille admiration pour elle va se dissiper. Cependant chaque pays a sa nature, son aspect général, sa chaleur, sa lumière. La disposition des montagnes avec

leurs pentes allongées, leurs tranchées abruptes, ou leurs ravins profonds; les couleurs dont elles se peignent aux différentes heures du jour; leurs flancs nus et embrasés par le soleil, ou leurs dômes arrondis et rafraîchis par la verdure, la plaine qui les soutient, le ciel qui les couvre, la mer qui s'allonge mollement sur ses rivages sablonneux ou qui heurte et brise ses falaises; tous les accidens de la nature donnent aux paysages des caractères divers et qui ne peuvent être connus les uns par les autres. Une seule chose peut-être varie d'une manière uniforme sur notre globe, c'est la distribution de la lumière et de la chaleur, molles et plus émoussées vers le nord, plus vives et plus pénétrantes au midi. Celui qui, prêt à quitter la froide et obscure Angleterre pour s'avancer vers des contrées plus chaudes et plus lumineuses, s'interroge lui-même sur ce qu'il va voir, peut se représenter à l'horizon un globe ardent et brillant suspendu dans l'air; chaque pas qu'il va faire le rapprochera de ce foyer de vie; les rayons obliques vont se redresser; la chaleur et la lumière, au lieu d'effleurer son corps en rasant la terre, le pénétreront avec le sol qui le supporte et l'air qui l'environne, jusqu'à ce qu'enfin, arrivé sous l'astre lui-même, il habite pour ainsi dire dans les ondes embrasées qu'il répand.

La Grèce, sans doute, n'est point le pays de la terre où le soleil soit le plus ardent, et, quoique la température moyenne dans ce pays soit plus élevée qu'en France, les grandes chaleurs de l'été ne sont pas supérieures à celles de nos provinces méridionales et de certains jours de Paris; mais l'hiver est plus chaud, les étés plus longs, les montagnes plus arides et plus rapprochées de la mer, en un mot l'air est infiniment plus sec et l'atmosphère plus pure. Celui qui, au temps du solstice, viendrait de Paris à Athènes, et qui lirait dans la *République* de Platon les premières pages du septième livre, celui-là, sans aucun doute, croirait lire sa propre histoire et se reconnaîtrait dans l'homme de la caverne. Quand nous avons passé la moitié de notre vie sur les rives humides de la Seine et sous les ombres de notre ciel, nos yeux, accoutumés à la mollesse d'un demi-jour et à des rayons éteints par les vapeurs de l'air, supportent avec peine l'éclat d'un soleil nouveau; toute surface blanche ou polie, le ciel imprégné de lumière, le sol aride et pierreux, tout ce qui brille dans la plaine d'Athènes est fait pour blesser la vue délicate des habitans du nord. Du reste, les Grecs eux-mêmes ne sont guère moins sensibles que nous à l'éclat de leur soleil, et dans la saison d'été ce n'est pas seulement pour éviter la chaleur du jour qu'ils s'enferment dans leurs maisons, c'est aussi pour y chercher une lumière plus douce et moins meurtrière.

Il ne faut donc pas s'étonner si les anciens Grecs ont peint leurs temples, car c'était pour en adoucir l'éclat. Leur esprit si subtil en matière d'analyse, si habile à trouver les raisons des phénomènes, en avait personnifié un grand nombre en les idéalisant; aucun peuple n'a poussé plus loin la métaphysique de l'art. Quel artiste dans aucun pays a mieux que Platon décrit la marche de l'ame qui, jetée au milieu des objets physiques, s'en sert comme de degrés pour atteindre à l'idée pure, à l'idée immatérielle et divine? Or, rien n'est plus contraire au libre travail de la pensée que la douleur, et celui-là est dans la pire condition pour concevoir l'idée de la beauté qui se sent blessé dans l'organe destiné à la recueillir, et par l'objet même qui la lui présente. Quand cette raison serait la seule que l'on pût alléguer, quand on ne trouverait pas soit dans les auteurs anciens, soit

sur les monumens mêmes, d'irrécusables témoins attestant que les temples grecs étaient couverts de peintures, cette raison serait très forte et presque suffisante pour l'artiste qui, entrant dans la pensée des anciens, jugerait par elle leur architecture et sentirait avec eux leurs propres œuvres. Aussi l'on ne peut guère prendre à la lettre l'opinion de M. Raoul-Rochette et de Q. de Quincy, dont l'un avance sans preuves que la peinture sur bois occupait nne place beaucoup plus grande que la peinture murale dans la décoration des édifices publics, et dont l'autre pense que la sculpture a plus d'importance que la peinture pour l'ornement des temples de la Grèce. La peinture sur bois, si tant est qu'il y en eût dans le Parthénon, ne pouvait consister que dans un petit nombre de tableaux suspendus aux murs de la cella et peut-être de l'opisthodome, tandis que ces murs mêmes, soit au dedans, soit au dehors, les colonnades, les entablemens, les sculptures, en un mot le temple tout entier était couvert de peintures murales faisant disparaître entièrement la blancheur du marbre (1).

D'ailleurs, il faut n'avoir vécu que dans les pays du nord, il faut avoir accoutumé sa vue à la nuit, pour concevoir qu'en Grèce un temple puisse demeurer blanc. On eût parlé aux Grecs de temples sans couleur, il est croyable que, habitués à leur lumière éblouissante et à la nature si chaude et si animée de leur pays, ils eussent éprouvé cet étonnement que nous éprouvons nous-mêmes aujourd'hui à l'idée d'un temple couvert extérieurement de peintures. Sous le ciel d'Athènes, la puissante nature de la Grèce nous domine bientôt, nous absorbe en quelque sorte et nous fait vivre de sa vie; notre esprit s'habitue comme nos organes à ces plaines embrasées, à ces montagnes nues sur lesquelles, disaient les anciens, marche le soleil, à cette atmosphère transparente qui rapproche les objets, en arrête les contours, et que les vibrations de la chaleur rendent visible et comme palpable. La vie est partout dans ces plaines désertes de l'Attique et sur ces montagnes de marbre; mais quelle vie? Ce n'est point la vie froide et languissante de nos contrées qui, née au milieu des eaux et croissant à l'ombre des nuages, se resserre encore et s'engourdit sous les neiges de l'hiver; cette vie, c'est celle qui anime les productions naturelles des climats chauds, qui peint de couleurs riches et tranchées les animaux et les plantes, qui développe outre mesure les instincts des uns et les vertus des autres; cette vie, en un mot, c'est la lumière et la chaleur. Pour qui s'est laissé pénétrer par elle et n'a pas prétendu trouver avec effort, dans une telle nature, les preuves d'un système imaginé ailleurs, pour celui-là il est impossible de concevoir que les temples antiques aient été blancs. Pourquoi vouloir que les hommes pensent et sentent comme nous dans tous les pays? Le mieux en tout, c'est de ne point vouloir façonner les

(1) Toutes ces peintures présentaient des couleurs vives et tranchées. M. Pacard en a recueilli sur toutes les parties extérieures du temple sans exception. Le jaune est très abondant sur les colonnes, et le bleu sur les triglyphes. Ces peintures sont appliquées par couches, à l'encaustique; la surface exposée à l'air est cachée par la poussière, mais la surface appliquée au mur a conservé son éclat. L'épaisseur totale de ces couches est de près d'un millimètre. L'usage de peindre les temples était général en Grèce. Outre les exemples cités par les auteurs, on en trouve dans presque toutes les ruines de ce pays. Nous-même avons remarqué que les colonnes du temple de Jupiter à Égine étaient couvertes d'un stuc jaune; certaines parties de la corniche, gisant à terre, sont encore peintes au minium.

choses à sa fantaisie, mais de les prendre comme elles sont et où elles sont. On a blâmé lord Elgin d'avoir arraché des sculptures au Parthénon et dégradé le temple à son profit; on a blâmé Morosini d'avoir brisé l'un des frontons pour l'emporter à Venise : c'était certes mutiler un édifice qui déjà menaçait ruine; cependant le reproche le plus juste qu'on puisse leur faire, c'est peut-être d'avoir voulu paraître amoureux des arts sans l'être en réalité, et d'avoir cru qu'il importait à la gloire de l'Angleterre et de la république vénitienne d'exposer aux yeux des leurs les ouvrages de Phidias, comme si l'on pouvait comprendre une telle œuvre hors du pays où elle est née. Il n'en est point de l'art comme de la science, qui procède par des idées et n'a pas besoin du sentiment pour établir ses inductions. C'est en vain qu'un homme recueillera à grand'peine tous les passages des auteurs anciens où il est question des peintures des temples et des édifices publics : s'il n'a vécu parmi ces monumens eux-mêmes, s'il ne les a habités, si la nature qui a inspiré les architectes ne l'a pénétré et inspiré lui-même, il sera sans doute un érudit, mais il n'aura pas l'intelligence de ces œuvres, il ne les jugera pas en artiste. Que manquera-t-il? Deux choses : la vérité du sentiment et celle du point de vue.

Ainsi donc, de ce que parmi les ornemens du Parthénon les sculptures soient plus souvent citées que les peintures dans les écrits des anciens, conclurons-nous que celles-ci étaient d'une moindre importance dans l'architecture antique? Non sans doute : les bas-reliefs de Phidias devaient attirer l'attention et faire parler d'eux, car ils étaient une œuvre unique en leur genre; mais de quel intérêt eût été pour des lecteurs grecs ou romains la description d'oves, de grecques et d'autres ornemens tracés au compas et régnant uniformément autour de l'édifice? On en voyait de pareils à chaque pas soit en Grèce, soit en Italie, puisque de semblables peintures ornaient jusqu'aux maisons des particuliers. Cependant la peinture murale jouait un grand rôle dans l'architecture des Grecs; les couleurs brillantes dont leurs temples étaient couverts leur donnaient un caractère original et leur ôtaient toute ressemblance avec les édifices construits depuis lors en Europe sur le même modèle. Les exemples ne manqueraient pas. Rien n'est aussi froid, en effet, que le temple de la Madeleine; la couleur blanche et mate de ses pierres, jointe à la grossièreté de la matière, à la raideur des lignes et surtout à la lumière grise qui vient s'éteindre entièrement sous les colonnes et dans les moulures, le fait ressembler à un grand corps inanimé et dans lequel la vie n'a respiré jamais; cependant il est construit en général sur le modèle des monumens antiques et principalement selon les proportions du temple de Jupiter olympien à Athènes. Pourquoi donc les colonnes de ce dernier, rongées par le vent de la mer et mutilées par la main des hommes, sont-elles aujourd'hui même si poétiques et si grandioses? Elles ont sans doute une forme plus belle et des proportions mieux entendues; cependant elles tiennent une grande partie de leur beauté de la lumière qui les environne et de la couleur dorée dont le temps les a revêtues.

C'est une grande erreur de penser que les monumens de la Grèce sont demeurés blancs et ont aujourd'hui la couleur du marbre; si le marbre pouvait garder sous ce ciel éclatant sa blancheur primitive, il y aurait en Grèce plus d'une montagne éblouissante de clarté, car les marbres sont aussi communs dans ce pays que le sont chez nous les calcaires grossiers, les schistes et les

granites. L'Hymette aride est couronné d'un amas immense de marbres blancs ou gris, le Parnès et l'Égialée en sont presque entièrement formés, le Pentélique est fameux encore par les beaux marbres dont ses pentes et son sommet sont composés; mais le soleil, qui parcourt tous ces rochers, les a colorés de ses rayons, et la nature entière de la Grèce s'est peinte de ses couleurs. Au milieu du jour, les plans verticaux des rochers prennent l'or des moissons et des fruits mûrs, et il semble qu'en enveloppant les surfaces arrondies comme un voile, le ciel y ait laissé sa couleur et sa transparence. Ainsi, les marbres de l'Attique ne restent point blancs, et, si les Grecs n'avaient peint leurs édifices, la nature l'aurait fait pour eux; les peintures antiques appliquées sur des surfaces polies ont disparu, les marbres redevenus blancs ont pris la couleur naturelle, et c'est avec cette teinte ardente et animée qu'ils sont parvenus jusqu'à nous. C'est elle en grande partie qui communique à ces ruines une si grande beauté : les colonnes de l'Olympium n'ont pas la pureté du temple de Minerve, mais, au lever du jour, la lumière qui joue dans leurs cannelures dorées et les rend diaphanes comme les doigts de la main éveille dans l'ame la vivante idée du beau.

Quelque admirable cependant que soit la couleur dont la nature a revêtu ces monumens, on comprend que les Grecs aient senti le besoin d'en compléter la décoration par la peinture. En effet, la couleur qui appartient aux ruines est presque toujours celle des lieux où elles se trouvent, de la nature même sous la puissance de laquelle, pour ainsi dire, elles sont rentrées; mais la nature ne suffit pas à l'homme: il sent en lui le besoin de produire à sa manière et de faire vivre en quelque sorte, dans un seul objet, la beauté dont il trouve les traits épars autour de lui. Les Grecs paraissent avoir ressenti ce besoin plus que tout autre peuple, soit que Dieu, dès l'origine, les eût faits autres que nous, soit plutôt que leur pays leur fournît de plus grandes images, et, par suite, une plus claire idée de la beauté. Ils ont, en effet, obéi à la nature, et comme, en Grèce, tout est peint, brillant, animé, ils ont fait leurs temples sur ce modèle.

Toutefois, en adoucissant l'éclat des édifices sacrés, les Grecs n'ont point voulu éteindre sur eux la lumière, comme elle s'éteint sur la mousse sombre des temples du Nord. Le noir pur absorbe les rayons, et n'est rendu visible que par les objets brillans qui l'environnent, de telle sorte que tout disparaît au milieu de la nuit. Les anciens, amoureux de la lumière, consacraient les ténèbres aux dieux infernaux. Le noir est la couleur du deuil et de la tristesse; la mort n'est redoutable à Polyxène que pour la nuit qui l'enveloppe, et ce que pleure la jeune Antigone, déjà entraînée vivante sous la terre, c'est la pure lumière du jour qu'elle ne verra plus, cet ἄγλαον φάος, ce φαιδρὸν ἁλίου σέλας, que nulle langue ne peut traduire. Le jour pur (ἁγνον) est sacré aux yeux des Grecs, il a ses autels sur les lieux élevés, il chasse la nuit sombre de montagne en montagne, comme plus tard, posant ses pieds sur les sommets, Hélie, prophète aux vêtemens éclatans, poursuivra le noir démon. Pallas est une divinité de l'Olympe, elle aussi aime la lumière; elle a ses temples dans les citadelles élevées, et le séjour qu'elle préfère est l'Acropole d'Athènes. Du sein de sa demeure lumineuse elle protége son peuple chéri, elle tient à l'écart « les noires filles de la Nuit, les Euménides, qui habitent les antres souterrains du Tartare, et ne portent jamais les blancs habits de la joie. » Celles-ci ont leur temple au fond de la vallée du Céphise, sous le tertre de Colone. Là « elles distillent leur noir venin. » « ... On leur offre des

libations sans vin, sobres expiations, festins nocturnes, à l'heure où l'on n'invoque jamais les autres dieux (1). » Pallas reçoit les vœux des hommes au milieu du jour; la troupe sacrée s'avance sur les bords fleuris de l'Ilissus; hommes et femmes sont parés de riches vêtemens; la joie brille sur les visages; la lyre et la flûte accompagnent les chants; ils arrivent au pied du temple inondés de lumière, et comme enivrés de l'ardeur du jour.

C'est ainsi que les Grecs mettaient leurs temples et leurs fêtes en harmonie avec le caractère de leurs divinités. On ne saurait trop s'étonner du peu d'exemples que nous trouvons chez eux de l'ordre corinthien, comme si la grace un peu affectée de cette architecture n'eût pas eu assez de grandeur et de noblesse à leurs yeux, et n'eût pu convenir à leurs divinités puissamment conçues. Tout au plus cet ordre eût-il convenu à des héros ou à des demi-dieux qui, sortis de l'humanité, n'avaient pu qu'approcher de la majesté divine. L'ordre dorique était principalement consacré aux dieux et aux déesses dont le caractère dominant était la puissance et la majesté; l'ionique convenait à ceux dont la grace et la douceur étaient les principales qualités. A l'époque où fut construit le Parthénon, les Grecs, habiles en matière de philosophie et plus encore dans l'interprétation de leurs dogmes religieux, avaient conçu de Dieu une grande idée; les plus sages d'entre eux, — et les artistes étaient de ce nombre, — avaient analysé et approfondi la nature de la divinité; la dégageant des liens de la matière, ils en avaient fait le type idéal du vrai, du bien, du beau. Cependant, comme en Grèce l'homme est tout entier dans tous ses ouvrages, ce νοῦς, cette raison pure qui, chez Descartes ou Leibnitz, conçoit si facilement l'idée sans figure et sans matière, ne se séparait pas volontiers de l'imagination et des sens : tout attribut, toute action de Dieu se revêtaient aussitôt d'une forme sensible; pour être comprise des hommes et animer à leurs yeux la nature, il fallait que la divinité prît leur figure et qu'elle habitât parmi eux.

De tous les temples de la Grèce, celui qui dans son ensemble et dans ses parties exprime le mieux ce caractère divin, c'est sans contredit le Parthénon. L'image de Minerve s'élevait dans une enceinte gracieusement ornée et riche comme la demeure de son père; elle apparaissait au milieu toute resplendissante de lumière, pure et sans nuages comme la pensée de Dieu qu'elle exprime. On reconnaissait en elle la raison éternelle qui juge avec sagesse et sait toutes choses. « Elle n'avait point été nourrie dans les ténèbres du sein maternel; quelle déesse, en effet, eût jamais produit un tel rejeton? » Les jours de fête, le manteau de laine teint de pourpre orientale et brodé par les vierges d'Athènes parait la statue de la déesse, et les intervalles des colonnes étaient ornés de guirlandes de fleurs. A l'instant où le pronaos venait à s'ouvrir et où le peuple, accompagnant la pompe sacrée, apercevait au milieu de la cella la déesse brillante des rayons du soleil et occupant par sa majesté toute sa demeure de pourpre et d'or, qui donc n'eût adoré la fille de Jupiter?

L'ordre dorique, mieux employé pour les dieux que pour les déesses, à cause de la gravité de son style, convenait cependant mieux que tout autre à Minerve. En effet, n'est-ce pas cette déesse qui dit d'elle-même : « Je n'ai pas de mère qui m'ait donné la vie; c'est le sexe viril que je préfère; il a tout mon cœur, mais

(1) Eschyle, *Orestie*.

non pas jusqu'à l'hymen (1), » voulant expliquer par là, selon l'opinion des anciens, que l'intelligence suprême est éternelle comme Dieu même, dont elle est le premier attribut? Telle est la gravité de cette déesse, et pour ainsi dire sa virilité, qu'elle commande les armées et assure la protection de son père « à ceux qu'elle couvre de ses ailes. » Aussi la statue colossale du Parthénon était-elle armée du bouclier et de la lance, et portait-elle dans sa main la Victoire; Phidias avait même sculpté sur l'ivoire et l'or de ses vêtemens et de son armure des sujets analogues à ceux qui décoraient le temple. Le style dorique, formé, selon Vitruve, à l'imitation du caractère et du corps de l'homme, convenait donc mieux que tout autre, nous le répétons, à une aussi grande déesse.

Il est difficile de concevoir une architecture plus capable de se mettre en harmonie avec le caractère d'une divinité et d'en exprimer la nature que l'architecture du Parthénon. La religion grecque, quelles que soient d'ailleurs ses imperfections, avait sur les religions modernes cet avantage de personnifier les attributs de Dieu et de permettre aux artistes de représenter chacun de ces attributs sous une forme propre et bien définie. L'art pouvait donc établir pour chaque mythe une tradition qui allait s'épurant avec la science et la religion mêmes, et qui devait atteindre sa perfection, lorsque l'idée de Dieu aurait atteint sa plus grande clarté. C'est pour cela sans doute que le même siècle de l'histoire grecque a vu naître les meilleurs ouvrages en tout genre. Pour les modernes, au contraire, chez qui la religion dégage l'idée de Dieu de toute forme sensible, ni le sculpteur, ni le peintre, ni l'architecte ne la peuvent représenter. L'architecte exprimera-t-il tel attribut de Dieu dans telle partie de son temple, il brise alors l'unité de son œuvre; si dans un édifice il n'exprime que l'un de ses attributs, il est en désaccord avec des cérémonies où Dieu tout entier est glorifié, et son œuvre est païenne. Enfin, comme il arrive d'ordinaire, s'il exprime tout en tout, Dieu tout entier dans le temple tout entier, en réalité il supprime l'idée en la rendant obscure et la remplace par un sentiment confus de la divinité. Aussi peut-on dire avec quelque raison que tout est vague et ténébreux dans les architectures gothique et byzantine, tandis que tout est clair et précis dans l'architecture grecque. Celle-ci atteint sa perfection entre les mains de Phidias et d'Ictinos, celles-là marquent des temps de décadence ou de barbarie; l'une naît dans la lumière, les autres sont filles de la nuit. Il faut se résigner cependant, car de toutes les architectures, celle qui s'accorde le moins avec la religion chrétienne, c'est l'architecture grecque. Seulement il faut reconnaître comme une vérité que le Parthénon est non-seulement le chef-d'œuvre des temples antiques, mais aussi le plus beau monument d'architecture religieuse que l'Europe ait produit jamais.

ÉMILE BURNOUF.

(1) Eschyle, *Euménides*.

HISTOIRE

DE DON PÈDRE Ier

ROI DE CASTILLE.

A MADAME LA COMTESSE DE MONTIJO,
DUCHESSE DE PEÑARANDA,
etc., etc., etc.,
CAMARERA MAYOR DE S. M. C.

Ce livre est dédié par l'auteur
comme un témoignage de son respect et de son amitié.

Pero Lopez de Ayala nous a transmis les renseignemens les plus intéressans et les plus circonstanciés que nous possédions sur le règne de don Pèdre. Contemporain de ce prince, placé par sa naissance et par les emplois importans qu'il remplit à portée de voir et d'étudier de près les événemens, doué d'un esprit d'observation remarquable, mûri par l'expérience des affaires, et préparé par la culture des lettres, Ayala semble avoir réuni toutes les conditions qui puissent rendre le témoignage d'un historien particulièrement recommandable. Cependant il a

été accusé par des auteurs modernes, non-seulement de partialité, mais encore de mauvaise foi. Je vais essayer de montrer l'injustice de cette imputation. Si je parviens à prouver la véracité de l'auteur que j'ai le plus souvent pris pour guide, j'aurai peut-être inspiré quelque confiance dans mon propre travail.

La vie d'Ayala est fort imparfaitement connue, et seulement par quelques passages de ses propres écrits. Son père, don Fernand Perez de Ayala, adelantade (1) du royaume de Murcie, était ami ou client de don Juan d'Alburquerque, ministre tout puissant en Castille pendant les premières années du règne de don Pèdre. Pero Lopez était page de ce roi en 1353 (2). En 1354, à la conférence de Tejadillo, Fernand Perez fut l'orateur des riches-hommes révoltés, et son fils assista à la même entrevue, comme page ou écuyer de l'infant don Fernand d'Aragon, un des principaux chefs des rebelles (3). Quelques années après la guerre civile, en 1359, on trouve Pero Lopez capitaine dans la flotte castillanne dirigée contre les côtes d'Aragon, et embarqué à bord de la galère royale, d'où l'on peut inférer qu'il avait dès-lors une charge dans la maison de don Pèdre (4).

Il le servit fidèlement jusqu'en 1366. Alors, voyant son souverain abandonner l'Espagne et chercher un refuge en Guyenne, Pero Lopez se crut dégagé de ses sermens et vint offrir son épée à don Henri de Trastamare, l'heureux usurpateur de la couronne de Castille. Il combattit sous ses ordres à la bataille de Navarette, et fut fait prisonnier par les Anglais. Ayant racheté sa liberté par une rançon considérable, il rejoignit don Henri, probablement avant son entrée en Espagne (5), et fut toujours traité par ce prince, de même que par ses successeurs, avec une bienveillance particulière. Sous le règne de don Juan Ier, Pero de Ayala, alferez mayor, ou porte-bannière de l'ordre de l'Écharpe, fut encore une fois fait prisonnier à la bataille d'Aljubarrota. Depuis, il exerça les fonctions de grand-chancelier de Castille. Il mourut dans un âge très avancé, au commencement du xve siècle.

Ayala a laissé de nombreux ouvrages; les plus importans, et, à ma connaissance, les seuls qui aient été imprimés, sont ses chroniques de Castille, comprenant les règnes de don Pèdre, don Henri II, don Juan Ier, et une partie du règne de don Henri III (6). Il traduisit quelques auteurs latins, notamment Tite-Live, qu'il essaya d'imiter, en écrivant l'histoire contemporaine, dans le castillan grossier de son époque. On

(1) Gouverneur réunissant les pouvoirs civils et militaires.

(2) Ayala, p. 90, *Abreviada*.

(3) *Idem*, p. 157 et suiv.

(4) *Idem*, p. 276.

(5) Il était à Burgos auprès de don Henri en 1367. Ayala, p. 517. *Abrev.*

(6) Il est cependant douteux qu'Ayala soit l'auteur de la *Chronique de Henri III*. Voir sur cette question Nicolas Antonio, *Bibliotheca Hispana vetus*, lib. X, cap. I.

possède encore de lui un traité de fauconnerie fort estimé, car il réunissait au savoir d'un clerc les connaissances mondaines dont se piquaient alors les grands seigneurs. Son expérience dans le noble art de la chasse ne contribua pas peu, dit-on, à lui concilier les bonnes graces des quatre rois sous lesquels il vécut (1).

Cette faveur constante d'Ayala sous Henri II et ses successeurs est, à vrai dire, le seul motif qu'on allègue pour l'accuser de calomnie à l'égard de don Pèdre. En effet, personne n'a pu le convaincre d'avoir falsifié la vérité dans ses écrits sciemment et à maligne intention; au contraire, les auteurs mêmes qui l'ont combattu se sont servis de son ouvrage, et, pour n'en citer qu'un seul, le principal apologiste de don Pèdre, le comte de la Roca, l'a copié sans cesse, tout en l'accusant de mensonge. J'examinerai tout à l'heure l'absurde compilation qu'on a opposée à l'histoire d'Ayala, et pour le moment je ne m'occuperai que de répondre à l'accusation générale de partialité par laquelle on a prétendu mettre en suspicion notre chroniqueur.

Un reproche qui ne se fonde sur aucun fait précis est, par son vague même, difficile à réfuter. Sans doute Ayala, spectateur et acteur dans une grande révolution, proscrit par don Pèdre, traité par don Henri avec faveur, n'a pu toujours s'empêcher de laisser voir de quel côté étaient ses affections; mais a-t-il jamais tenté de déguiser les fautes ou les crimes du prince pour lequel il combattit? Les écrivains qui ont porté le jugement le plus sévère sur don Henri ont-ils eu besoin de chercher leurs argumens et leurs preuves ailleurs que dans la chronique même d'Ayala? Il écrivit l'histoire comme on l'écrivait au XIVe siècle; il raconta, sans prétendre juger les hommes. Au milieu de ses récits, il est bien rare que l'opinion personnelle de l'auteur se fasse jour, et s'il se laisse entraîner parfois à quelques courtes réflexions, j'en appelle à tout lecteur impartial, le sentiment qu'il exprime est toujours celui d'un honnête homme. Je ne disconviens pas qu'on ne puisse le reprendre de s'être rendu l'écho de rumeurs accréditées de son temps, et pour nous à bon droit suspectes, mais on remarquera que, dans de telles occasions, il n'affirme point, et qu'il cite ses autorités, si l'on peut donner ce nom à des bruits populaires. D'ailleurs, faut-il s'étonner que la vérité s'altère en pénétrant dans un camp ennemi? A mon sentiment, on doit plutôt admirer qu'il ait pris tant de soins pour la découvrir, et que dans son ouvrage les passions de son époque et de son parti aient laissé si peu de traces.

C'est peut-être ici le lieu d'indiquer quelques variantes remarquables qui existent entres les différentes éditions, ou plutôt entre les manuscrits de la chronique d'Ayala. On en connaît deux copies principales, que je désignerai, d'après les auteurs espagnols, par les noms de *Vulgaire* et

(1) *Bibl. Hispana vetus.* Nic. Antonio, lib. X, cap. I.

d'*Abrégée*. Malgré son titre, l'*Abrégée* paraît être la plus ancienne, et, suivant toute probabilité, elle nous offre la première rédaction d'Ayala. On y trouve plusieurs passages, supprimés dans la *Vulgaire* évidemment avec une intention politique. Que ces suppressions soient l'œuvre d'Ayala lui-même, ou, comme cela est plus vraisemblable, qu'il faille les attribuer à quelque copiste courtisan, elles ont leur importance en ce qu'elles montrent jusqu'où pourrait aller, au XIVe siècle, la liberté d'écrire, puisqu'un si petit nombre de changemens, qui d'ailleurs n'altèrent pas d'une manière matérielle les faits principaux, ont satisfait la susceptibilité d'un usurpateur. Que si Ayala lui-même a retouché sa première rédaction par esprit de flatterie, on conviendra que le métier de courtisan était beaucoup plus facile au moyen-âge qu'il n'est devenu depuis.

Les reproches adressés au chroniqueur s'expliqueront, je pense, si l'on remarque qu'ils portent moins sur de prétendues inexactitudes dans ses narrations, que sur l'opinion qu'il donne du caractère de don Pèdre au lecteur moderne. Ainsi ce livre, écrit avec bonne foi, pourrait avoir produit un effet imprévu par l'auteur lui-même. Une longue série de meurtres impitoyablement additionnés, voilà ce que bien des gens trouveront dans la *Chronique de don Pèdre,* et c'est plus qu'il n'en faut pour que, jugeant ce prince avec les idées de notre temps, on le range parmi les plus cruels tyrans qui aient affligé l'humanité. Dans les légendes populaires, encore si vivantes en Andalousie, dans les poètes, ces éloquens orateurs du peuple, d'où vient que les mêmes meurtres, les mêmes crimes, soient racontés, et que cependant don Pèdre y paraisse sous un tout autre jour, jusqu'au point d'inspirer un intérêt véritable? D'accord sur les événemens, la légende et la chronique laissent néanmoins l'impression la plus différente. La cause de cette variété existe, ce me semble, dans le caractère particulier de ces deux genres de compositions. L'historien du moyen-âge, assez insouciant du bien comme du mal, souvent sec dans sa concision, toujours froidement exact, a raconté, pour les hommes de son temps, des actions qui sont appréciées par un autre âge. Au contraire, la légende populaire, partiale et passionnée, juge d'abord, et raconte ensuite pour justifier ses jugemens. Elle entraîne par son merveilleux, elle séduit par ses couleurs romanesques. Le peuple de Castille, avec un singulier instinct de ses intérêts, apprécia les efforts de don Pèdre pour combattre l'anarchie féodale. Il lui sut gré d'avoir voulu substituer l'ordre d'un despotisme éclairé à la tyrannie turbulente et sans système des riches-hommes. Ayala, qui appartenait à la caste dominatrice, ne vit dans don Pèdre que le destructeur des priviléges de la noblesse; le peuple le prit un instant pour son libérateur.

En résumé, le témoignage d'Ayala doit être accepté par l'histoire;

mais le témoignage le plus sincère a besoin d'être pesé par elle avec une certaine réserve. Il nous a fait connaître fidèlement les actions de don Pèdre; il nous reste à les expliquer. Aujourd'hui nous avons à tenir compte des mœurs de son temps et des difficultés qu'il rencontra. Nous devons apprécier ses intentions et les projets de ses adversaires. Tel est l'examen auquel il faut se livrer avant de porter un jugement; tel est le but du travail que j'ai entrepris.

L'autorité d'Ayala paraît avoir été attaquée publiquement pour la première fois, en Espagne, sous le règne des Rois Catholiques. Déjà la civilisation avait fait un grand pas. Le principe qui avait succombé avec don Pèdre triomphait avec Isabelle et Ferdinand. Cette indépendance des seigneurs féodaux, chérie par un chroniqueur-chevalier du XIVe siècle, commençait à être vue sous un tout autre jour par des rois qui venaient de détruire l'anarchie féodale. A la cour de Tolède, on ne disait plus don Pèdre-le-Cruel, mais don Pèdre-le-Justicier. C'est alors que *Pierre de Gratia Dei*, héraut d'armes des Rois Catholiques, composa une vie de don Pèdre, ou plutôt une réfutation d'Ayala. Il suffit de jeter les yeux sur cette compilation indigeste (1) pour voir combien son auteur méritait le reproche d'ignorance que lui adresse le savant Argote de Molina. Autant qu'on en peut juger aujourd'hui, Gratia Dei avait un double but en composant son œuvre : d'abord de complaire à ses maîtres en justifiant don Pèdre, puis de flatter l'orgueil de quelques grandes maisons, en rattachant leur généalogie à celle d'un roi de Castille. En effet, la plus grande partie de son livre est consacrée à suivre, il ne dit pas d'après quelles autorités, la descendance de don Pèdre. Quant aux événemens qu'il raconte très brièvement, il a pris pour guide une obscure chronique du XVe siècle, que le marquis de Mondejar attribue à Juan Rodriguez de Cuenca, et connue sous le nom de *Sommaire des rois d'Espagne, par le maître d'hôtel de la reine Léonor, femme de Juan Ier*. Quel que soit l'auteur de cet abrégé, il n'aurait pu fournir à Gratia Dei les argumens qu'il cherchait, si un interpolateur anonyme n'eût refait certaines parties de l'histoire de Juan Rodriguez, notamment tout le règne de don Pèdre. Ici encore il est probable que la vanité de quelques familles nobles aura dicté ces altérations. L'ignorance profonde de leur auteur, sa crédulité ou son amour pour le merveilleux, achevèrent d'y introduire les contes les plus absurdes. S'imaginant sans doute qu'il n'existait sur le règne de don Pèdre aucune charte, aucun document historique, il a outragé grossièrement la chronologie et l'histoire. C'est ainsi qu'il fait durer trois ans la captivité de don Pèdre à Toro, et trois autres années son exil en Angleterre. Ces

(1) Imprimée pour la première fois en 1790 dans le *Semanario erudito de Valladares*, t. 27 et 28.

deux bévues suffisent à montrer ce qu'on doit penser de cette informe rapsodie. Elle contient cependant un passage dont les apologistes de don Pèdre ont prétendu tirer un grand parti. « Il existe deux chroniques de don Pèdre, dit l'interpolateur, une vraie et une fausse, la dernière composée tout exprès pour justifier son meurtrier. » Un glossateur de Gratia Dei, nommé don Diego de Castilla, suivant quelques érudits, doyen de Tolède, et peut-être se disant arrière-bâtard de don Pèdre, a commenté cette phrase. A l'en croire, l'auteur de la chronique véritable serait un don Juan de Castro, d'abord évêque de Jaen, puis de Palencia, lequel, de peur de se compromettre, aurait tenu son histoire secrète; mais pourtant le maître d'hôtel de la reine Léonor en aurait eu connaissance. Ensuite un seigneur Carvajal, conseiller de Philippe V, aurait découvert le manuscrit de Juan de Castro dans le monastère de Guadalupe, et l'aurait emprunté sans vouloir le rendre. A sa mort, les moines s'étant avisés de redemander leur manuscrit, les héritiers de Carvajal leur en auraient renvoyé un autre, le premier étant détruit, à ce qu'on suppose (1). Le comte de la Roca ajoute encore quelques traits de sa façon à ce récit merveilleux. Suivant cet auteur, l'évêque de Jaen ou de Palencia, qu'il nomme don Juan Rodriguez et qu'il paraît confondre avec le maître d'hôtel de la reine Léonor, aurait écrit deux chroniques, l'une vraie, l'autre fausse, travaillant ainsi pour tous les goûts, à l'exemple de Procope, qui, après avoir fait un panégyrique de Justinien, composa contre lui une satire. Mais qui jamais a vu cette *chronique véritable*, à moins qu'on ne donne ce nom à l'absurde interpolation que je viens de citer? Et en admettant même qu'elle ait jamais existé, quelle confiance devrait-on avoir dans un auteur qui écrit tour à tour le vrai et le faux, suivant le profit? Une dernière considération fera justice de ces prétendus documens, dont l'existence même est incertaine et l'autorité inadmissible, en présence d'un monument comme la chronique d'Ayala, confirmé par tant de témoignages authentiques. Moins de vingt ans après la mort de don Pèdre, doña Catalina, sa petite-fille, épousa le petit-fils de Henri de Trastamare. Ce mariage réunissait les rejetons des deux branches rivales et faisait cesser légalement l'usurpation. A cette époque, rien n'empêchait qu'on ne rendît justice à don Pèdre. Bientôt après, une de ses petites-filles, doña Costanza, lui faisait élever à Madrid un tombeau magnifique; un autre de ses descendans, don Francisco de Castilla, faisait publiquement son éloge dans de mauvais vers adressés à l'évêque de Calahorra, également arrière-petit-fils de don Pèdre (2). Si une chronique honorable pour sa mé-

(1) *Semanario erudito*, t. 27, p. 28. Nicolas Antonio de Séville prouve fort bien que ce prétendu manuscrit de l'évêque de Jaen n'est autre qu'un exemplaire de la chronique *vulgaire* d'Ayala. *Bib. Hispana vetus*, X, I.

(2) *Practica de les virtudes de los buenos reges de España en versos de arte mayor*, Zaragoza, 1552, p. 28.

moire eût réellement existé, n'eût-elle pas été conservée avec soin? n'eût-elle pas été publiée? et l'évêque de Palencia ou ses héritiers, quelque prudence qu'on leur suppose, auraient-ils couru le moindre risque à faire paraître une justification du grand-père de leur souveraine?

Je n'ai que quelques mots à dire de deux apologistes modernes de don Pèdre. Le premier, le comte de la Roca, composa en 1648 un petit volume intitulé *El rey don Pedro defendido*. Ce n'est, à vrai dire, qu'un extrait d'Ayala, écrit en style cavalier et accompagné de réflexions assez niaises. A l'occasion de la mort de don Fadrique et de celle de la reine Blanche, il dit de son héros : « Il y a des honneurs tellement susceptibles, qu'en cas de procès, ils ne lâchent pas leur partie, même innocente (1). » Et voilà le roi justifié : « Eh quoi! manger moutons, canaille, sotte espèce... — Vous leur fîtes, seigneur, en les croquant, beaucoup d'honneur. » Tels sont les argumens favoris du comte de la Roca, exprimés en assez mauvais termes et fort entortillés à la manière du temps où il écrivait.

Après le gentilhomme vient le docteur, je veux dire le licencié don Josef Ledo del Pozo, professeur de philosophie à Valladolid, auteur d'un livre intitulé : *Apologia del rey don Pedro, conforme à la crónica de don Pero Lopez de Ayala*. Cet ouvrage parut à la fin du siècle dernier (2). Le licencié, comme on le voit par le titre de son livre, n'attaque point la véracité d'Ayala. Il interprète les actions de don Pèdre, et arrive à cette conclusion : « Qu'il fut un législateur intègre, un vaillant capitaine, un parfait chrétien, un juge austère, un père tendre, un monarque désirable (*apetecible*), un roi qui ne le cède à aucun autre, digne des surnoms de Bon, Prudent et Justicier (3). »

En trois mots, on peut analyser le volumineux plaidoyer de don Josef Ledo : « Un roi ne saurait faire mal; quiconque lui déplaît est coupable. » Il y a, dit-on, une explication à cette énorme et lourde apologie. Le seigneur licencié avait eu le malheur de déplaire soit à l'inquisition, soit aux ministres de sa Majesté Catholique. Suspect d'opinions voltairiennes et philosophiques, il était menacé de perdre sa chaire. Pour conjurer l'orage, il fit ses preuves de servilité; j'ignore s'il réussit.

Pour moi, je n'ai point entrepris de défendre don Pèdre; mais il m'a semblé que son caractère et ses actions méritaient d'être mieux connus, et que la lutte d'un génie énergique comme le sien contre les mœurs du XIVe siècle était digne d'une étude historique.

J'ai cité avec soin les ouvrages qui m'ont servi principalement pour

(1) *El rey don Pedro def.*, p. 44.

(2) Le volume que j'ai entre les mains ne porte point de date, mais M. Ledo cite souvent M. Llaguno et son édition de 1780.

(3) *Apol. del rey don Pedro*, p. 441.

TIMBRE ROYAL

mon travail. J'espérais trouver des documens précieux dans la bibliothèque de l'Académie de l'Histoire à Madrid, notamment l'appendice annoncé par M. Llaguno, éditeur d'Ayala, et qui n'a jamais été imprimé. Il m'a été impossible de découvrir ce recueil qui, d'après le profond savoir de son auteur, devait être du plus haut intérêt. J'ai indiqué dans mes notes le petit nombre de pièces que j'ai trouvées dans la bibliothèque de l'Académie, dont l'accès m'a été ouvert avec la plus grande libéralité. J'ai été plus heureux à Barcelone en 1846, et, pendant mon séjour dans cette ville, j'ai pu prendre connaissance d'un grand nombre de pièces fort importantes, quelques-unes analysées par Zurita, d'autres complétement inédites, à ce que je pense. Qu'il me soit permis de témoigner ici toute ma reconnaissance à M. l'archiviste de la couronne d'Aragon, don Próspero de Bofarull. Les archives de Barcelone renferment une quantité vraiment innombrable de chartes et de manuscrits classés dans un ordre parfait par les soins du savant modeste qui, depuis plus de trente années, dirige cet établissement; mais la richesse même de ce dépôt eût été pour moi une cause d'embarras, si don Próspero et son fils don Manuel, archiviste adjoint, ne m'eussent dirigé dans mes recherches avec une complaisance que je n'oublierai jamais. Je leur dois l'indication de tous les registres et de tous les parchemins qui pouvaient m'offrir des renseignemens utiles. Ce n'était pas tout; il fallait encore déchiffrer ces registres. Avec une patience qu'on appréciera chez des hommes qui savent faire un aussi bon usage de leur temps, MM. de Bofarull ont bien voulu me donner des leçons et de paléographie aragonaise et de langue catalane. Sous des maîtres aussi habiles, mes progrès devaient être rapides. Si cette histoire a le mérite de quelque discernement dans le choix des documens originaux et de quelque exactitude dans leur emploi, je dois le rapporter surtout à MM. don Próspero et don Manuel de Bofarull.

I.

SITUATION DE L'ESPAGNE A L'AVÈNEMENT DE DON PÈDRE. — 1350.

I.

Vers le milieu du XIVe siècle, au moment où don Pèdre monta sur le trône de Castille, la Péninsule ibérique se divisait en cinq monarchies : c'étaient les royaumes de Castille, d'Aragon, de Navarre, de Portugal et de Grenade.

Le plus vaste de tous, le royaume de Castille, eut une humble origine; long-temps la province qui lui donna son nom avait appartenu

aux Arabes. Après avoir péniblement défendu leur indépendance contre l'invasion musulmane, les chrétiens des Asturies étaient sortis de leurs rochers inaccessibles pour conquérir pied à pied un riche territoire au centre de l'Espagne. Des guerres heureuses, des alliances plus heureuses encore, avaient réuni successivement, sous la domination des princes asturiens, Léon, la Galice, les provinces basques, les deux Castilles, Murcie, l'Estramadure, enfin une grande partie de l'Andalousie. Les rois de Castille possédaient toute la côte nord de l'Espagne. Au sud, ils s'étendaient depuis l'embouchure de la Guadiana jusqu'à Tarifa, la ville la plus méridionale de l'Europe. Maîtres de Jaen et de Murcie, ils enveloppaient presque entièrement le royaume musulman de Grenade, comme une proie qui ne pouvait leur échapper.

Depuis la réunion de Murcie à la Castille, les rois d'Aragon, possesseurs de belles et fertiles provinces dans l'est de la Péninsule, avaient perdu l'espérance d'accroître leurs domaines aux dépens des Arabes; mais l'étendue de leurs côtes, leurs ports excellens, surtout le caractère aventureux de leurs sujets, catalans, valenciens et baléares, ouvraient un large champ à leur ambition. Tour à tour guerriers et marchands, leurs marins se montraient partout sur la Méditerranée. Ils avaient conquis la Sardaigne, la Sicile, la Morée; ils faisaient trembler les empereurs grecs et disputaient l'empire de la mer aux Vénitiens et aux Génois.

Malgré le peu d'étendue de son territoire et la faiblesse de sa population, le royaume de Navarre avait cependant une importance considérable, parce qu'il commandait les *ports*, ou les principaux passages des Pyrénées. Protégé par ses âpres montagnes et par sa pauvreté même, le Navarrois, tenant pour ainsi dire les clés de l'Espagne entre ses mains, voyait son alliance recherchée par la Castille et l'Aragon, qu'il pouvait ouvrir aux armées de la France ou de l'Angleterre.

Le Portugal avait, au XIVe siècle, les mêmes limites à peu près que celles qui le séparent aujourd'hui de l'Espagne. Sa marine était encore bien loin d'avoir acquis cette audace et cette habileté qui l'illustrèrent dans la suite. Une longue frontière, vulnérable sur presque tous les points, exposait le Portugal aux entreprises des souverains castillans; aussi voit-on ses rois chercher de bonne heure dans des alliances étrangères une protection contre des voisins dangereux.

Les Maures, chassés successivement de toutes les provinces de la Péninsule, tenaient ferme encore au sud-est de l'Andalousie. Grenade était la capitale d'un empire qui, après s'être étendu jusqu'au-delà des Pyrénées, s'abritait à peine maintenant sous la haute barrière des Alpuxarres et de la Sierra-Nevada. Le voisinage de l'Afrique, les secours que les musulmans andalousiens demandaient aux populations guerrières des côtes de Barbarie, leur permettaient de soutenir quelque

temps encore une lutte inégale; mais déjà un découragement fatal s'était emparé des princes grenadins. Ils semblaient prévoir leur sort et s'y résigner comme à un arrêt du ciel. Plusieurs avaient essayé de désarmer les rois de Castille en reconnaissant leur suzeraineté et en leur payant un tribut. Pour les soustraire à ce joug humiliant, il fallait que de nouveaux aventuriers, accourant des rivages de l'Afrique, poussés par le fanatisme et l'espoir du butin, vinssent proclamer la guerre sainte et rallumer quelques étincelles d'une ardeur étouffée par de longs revers.

II.

Les institutions politiques des quatre royaumes chrétiens offraient entre elles une grande analogie. L'autorité royale y était tempérée d'abord par la puissance des grands vassaux, puis par celle des communes ou conseils de villes (*concejos*). Les rois n'avaient d'autres revenus que leur apanage propre et les contributions librement votées par les villes pour un objet déterminé (1). En Espagne, comme dans tout le reste de l'Europe, les grands vassaux ou les riches-hommes (*ricos omes*) étaient exempts de la plupart des impôts (2), mais ils devaient au roi un service militaire. Dans toutes les circonstances importantes, le roi réunissait en assemblée nationale les différens ordres de l'état pour leur exposer ses projets et leur demander les moyens de les mettre à exécution. C'était alors que les membres de chaque ordre lui exprimaient leurs vœux et lui remettaient des cahiers contenant leurs plaintes ou leurs demandes. La réponse du roi, lorsqu'elle était conforme au vœu manifesté, devenait loi de l'état. Dans ces grandes assemblées nationales, nommées cours (*cortes*), les riches-hommes et les membres principaux du clergé, en personne ou par leurs mandataires (3), furent d'abord les seuls conseillers du monarque. Bientôt les députés des villes y furent appelés à leur tour; dès qu'ils y parurent une fois, ils y jouèrent le rôle le plus considérable, et leur présence fut regardée comme essentielle à la validité de ces grandes réunions. Désormais, les affaires d'état ne se traitèrent plus sans leur concours; bien plus, ce fut presque uniquement entre eux et les rois qu'elles se discutèrent (4). En Castille, l'intervention des riches-hommes et des prélats n'était pas regardée comme absolument indispensable à la constitution régulière des cortès (5). Ordinairement même ils n'y prenaient place que sur l'ordre

(1) Marina, *Teoria de las Cortes*, parte II, cap. XXXI. — *Cortes de Medina del campo, peticion*, 56.

(2) *Cortes de Valladolid. Ord. de fijosdalgo, peticion* 8.

(3) Marina, part. I, cap. X.

(4) Marina, *ibid.*

(5) Au contraire, en Aragon et en Catalogne, si l'un des trois ordres ou *bras* (*brazo*)

exprès du souverain, cependant ils conservaient le droit d'y porter leurs réclamations particulières et d'en suivre la discussion. Il n'en était pas de même pour les députés des communes, qui, représentant la partie de la nation sujette à l'impôt, devaient et pouvaient seuls en autoriser le prélèvement et fournir des ressources nouvelles dans les nécessités publiques. Aux trois ordres, mais surtout aux communes, appartenait l'examen des droits de succession à la couronne, et, d'après un usage qui se perd dans la nuit des temps, les rois désignaient leur héritier dans les cortès, et demandaient aux ordres réunis de le reconnaître en cette qualité.

L'importance politique acquise de bonne heure par les villes en Espagne s'explique naturellement par l'histoire du pays. Lorsque les chrétiens, refoulés par les Maures dans les montagnes des Asturies, se sentirent assez forts pour prendre l'offensive, ils commencèrent cette lente suite de conquêtes qui ne devait se terminer qu'à l'expulsion complète des musulmans. La lutte fut acharnée, et chaque pied de terre fut acheté par un combat. Alors les princes, ou plutôt les capitaines chrétiens, n'avaient, pour récompenser leurs soldats, que cette terre enlevée à l'ennemi. Victorieuses, les bandes espagnoles chassaient devant elles la population musulmane et s'établissaient dans des villes désertes. Aussi les mots de conquête et de colonisation (*poblacion*) sont-ils synonymes pour les anciens auteurs. Domiciliés dans les villes prises sur les Arabes, les nouveaux colons ne cessaient point d'être soldats et conservaient leurs habitudes militaires. Ils devaient protéger la frontière (*extremadura*) qui reculait de jour en jour; ils allaient même chercher au loin l'ennemi, conduits par des chefs qu'ils se donnaient eux-mêmes. Souvent il y avait des alliances de ville à ville, des associations ou confraternités (*hermandades*), par lesquelles plusieurs communes se confédéraient pour se garantir réciproquement leur indépendance (1). Il ne s'agissait d'abord que de se réunir pour repousser les Arabes; dans la suite, ces alliances eurent pour but de défendre les libertés et les priviléges communaux contre tout oppresseur, quel qu'il fût. Toujours armée, la bourgeoisie espagnole formait nécessairement un pouvoir considérable dans l'état, et d'autant plus facilement respecté par les rois, que leur intérêt manifeste était de ménager des hommes qui n'avaient ni l'ambition ni les exigences de la haute noblesse et du clergé.

L'élection des députés aux cortès n'était point directe. Ils étaient nommés par les conseils ou municipalités des villes, dont les membres eux-

n'était pas représenté, l'assemblée ne pouvait prendre aucune décision légale. Voir Capmany, *Memorias historicas*, I, *Apendice*, 10-14.

(1) Marina, part. II, cap. XXXIX.

mêmes étaient choisis par le suffrage des bourgeois (1). Dans l'origine, il ne paraît pas que le privilége d'un vote dans l'assemblée nationale dépendît de la volonté du souverain; on a lieu de croire au contraire que toute commune, c'est-à-dire toute ville indépendante d'un seigneur temporel ou ecclésiastique, pouvait envoyer ses députés aux cortès, y porter son vote ou plutôt y exprimer ses vœux, consentir enfin ou se refuser aux demandes des princes. Mais toutes les villes n'appréciaient pas également les avantages d'une telle représentation, et les dépenses qu'entraînaient l'envoi et l'entretien des députés semblaient à beaucoup de conseils une lourde charge que ne compensait pas la gloire de participer aux grandes déiibérations politiques (2). Ils remettaient leurs cahiers à la députation d'une autre ville et la chargeaient de défendre leurs intérêts, en sorte que telle commune, qui n'avait qu'un vote aux cortès, y portait cependant les vœux de plusieurs autres communes. Les rois, obligés d'abord de sommer les villes d'envoyer leurs mandataires aux cortès, prétendirent au droit de désigner celles qui jouiraient de ce privilége, dès qu'il commença d'être estimé à sa juste valeur. De là une représentation irrégulière de la bourgeoisie, fondée sur des précédens plus ou moins contestables, et souvent sans aucun égard pour la population, les richesses, en un mot, l'importance relative des différentes villes.

III.

Quelque opposées que fussent les prétentions des communes et les exigences des rois, un danger commun les réunissait fréquemment. L'humeur turbulente des riches-hommes effrayait à bon droit les conseils des villes, en même temps qu'elle insultait l'autorité royale. Il faut se représenter les seigneurs de cette époque comme autant de petits despotes, à peu près indépendans, toujours prêts à envahir le territoire des villes de leur voisinage, à troubler leur commerce, à rançonner leurs marchands, d'ailleurs n'obéissant au souverain qu'autant qu'ils y trouvaient quelque avantage.

On peut apprécier cette indépendance par la timidité des mesures prises pour la réprimer. Les anciennes lois de Castille défendent aux nobles de piller, maltraiter ou tuer leurs ennemis personnels, *avant* de leur avoir déclaré la guerre. Neuf jours après cette déclaration, tout acte d'hostilité devient légitime (3). Ainsi, le droit de paix et de guerre,

(1) Cfr. Capmany, *Práctica de las Cortes*, p. 231. — Marina, part. I, cap. xx.

(2) Sempere, *Historia de las Cortes*, 56.

(3) « L'empereur don Alphonse établit dans les cortès de Najera qu'aucun gentilhomme (*fijodalgo*) n'en frappât un autre, ni le tuât, ni ne courût sa terre, ni ne lui fît dommage ou déshonneur, à moins de le défier au préalable et de renoncer à son amitié. Et

long-temps privilége exclusif de la monarchie, appartenait alors à tout seigneur féodal. Et qu'on ne s'étonne point de ces concessions arrachées à la faiblesse des souverains. Pour l'antiquité de leur origine, leur puissance et leurs richesses, il y avait beaucoup de riches-hommes qui pouvaient le disputer aux rois. Quelques-uns possédaient des terres considérables dans différens royaumes de la Péninsule, et, nominalement sujets de plusieurs princes, ils n'étaient en réalité les vassaux de personne. Des châteaux situés sur des rochers inaccessibles (1), fortifiés avec soin, toujours approvisionnés pour un long siége et gardés par des bandes de mercenaires exercés aux armes, leur permettaient de braver le ressentiment d'un de leurs suzerains, tandis qu'ils réclamaient la protection d'un autre prince. Les moyens dont un roi d'Espagne disposait pour gagner ses grands vassaux étaient aussi insuffisans que ses forces matérielles. Ils se réduisaient à la distribution de quelques charges de cour plus ou moins lucratives, et au partage de terres provenant soit de leurs conquêtes, soit de confiscations, soit enfin du domaine royal.

Rien de plus obscur, de plus difficile à définir que les relations de suzeraineté et de vasselage entre les rois et les riches-hommes. Il y avait une suzeraineté *naturelle* et une suzeraineté *par hommage*. Le hasard de la naissance donnait un seigneur naturel; un *hommage rendu*, c'est-à-dire un contrat librement consenti, engageait, en qualité de vassal, celui qui acceptait un domaine ou un emploi octroyé par un roi ou par un seigneur. La plupart des nobles reconnaissaient ainsi plusieurs suzerains : d'abord le roi dans les états duquel ils étaient nés, puis les seigneurs dont ils tenaient à fief quelque domaine. Souvent c'était une question difficile à résoudre, que celle de savoir à laquelle de ces différentes autorités on devait obéir de préférence. Les riches-hommes élevaient la prétention de n'être engagés au roi que par un lien volontaire, essentiellement révocable. Ce n'était pas assez de rompre à leur gré le traité d'hommage, ils croyaient encore pouvoir se dégager de leurs devoirs envers leur pays natal, et cela par l'accomplissement de quelques cérémonies frivoles. Le droit du moyen-âge était fécond en formes symboliques. Le roi faisait un riche-homme en lui remettant un *étendard* et un *chaudron* (2), l'un pour guider ses soldats, l'autre pour les nourrir. Le riche-homme changeait de patrie en demeurant neuf jours sur une terre étrangère, et en se faisant délivrer par quelque notaire un acte constatant qu'il renonçait à son premier suzerain. Cette ac-

celui qui frapperait ou tuerait avant le terme de neuf jours à partir du défi doit être tenu pour félon (*alevoso*), et peut être accusé comme tel devant l'empereur ou le roi. » V. *Ordenamiento de Alcala*, l. XLVI, cap. XXXII. — *Fuero viejo. titol* V, l. I.

(1) Ces forteresses sont désignées dans les anciennes chartes et les chroniques par les mots de *rochas, peñas bravas, casas fuertes*, etc.

(2) *Dar Pendon y Caldera*. V. Ayala, *Don Pedro*, p. 67.

tion, fréquente au XIVe siècle, s'exprimait par le mot bizarre de *dénaturalisation*, comme si en effet le noble mécontent changeait de nature suivant son caprice (1).

Parmi les grands vassaux, les plus puissans par l'étendue de leurs domaines et la force militaire dont ils disposaient étaient les chefs ou *maîtres* des ordres de chevalerie établis en Espagne vers le milieu du XIIe siècle comme une milice permanente toujours prête à entrer en campagne contre les ennemis de la foi. Depuis long-temps ils avaient appris à se battre contre les chrétiens. A ces ordres appartenaient quantité de châteaux et de villes. Ils possédaient d'immenses richesses et une clientelle fort étendue, la plupart des familles nobles ayant quelques membres affiliés. Un *maître* exerçait sur les *frères* de son ordre une autorité plus absolue que tout autre chef militaire, car l'esprit de corps et des sermens prononcés au pied des autels lui assuraient l'obéissance passive d'une nombreuse association, unie d'ailleurs par une communauté d'intérêts. La puissance de ces *chevaleries*, ainsi les nommait-on, était encore angmentée par les alliances qu'elles faisaient entre elles. A l'exemple des villes, les différens ordres militaires s'engageaient par

(1) Voici quelles étaient les formalités beaucoup plus compliquées au moyen desquelles on se dégageait de l'hommage prêté pour un château, dans le cas où le seigneur-propriétaire refusait de le reprendre. Un chevalier portugais nommé Martin Vasquez da Cunha tenait à fief le château de Celourico pour la reine dona Beatriz, femme de don Alphonse III. Il voulut se démettre de sa charge, mais la reine refusa. Abandonner le château purement et simplement, c'eût été encourir le reproche de félonie, car il avait prêté serment de défendre Celourico envers et contre tous, et de ne le remettre qu'à la reine, sa *dame*. Dans son embarras, Martin Vasquez envoya ses messagers dans toutes les cours de l'Europe, suivant la chronique que je copie, pour soumettre un cas si difficile aux rois, aux chevaliers et aux plus habiles docteurs. Muni d'une consultation en forme, « il mit dans son château un coq, une poule, un chat, un chien, du sel, de l'huile, du vinaigre, du pain, de la farine, du vin, de l'eau, de la viande, du poisson, des oignons, des ferremens, des clous, des flèches, une rondache, une lance, un bassinet, des cordes, du bois, une meule, un panier, un coutelas, des charbons, un soufflet, de l'amadou, un fusil et des pierres à feu. Sur la muraille, il fit porter des pierres comme pour repousser un assaut, puis il mit le feu à un des bâtimens compris dans l'enceinte du fort, et fit sortir de la place tous les gens qui s'y trouvaient. Demeuré seul, il ferma les portes en dedans et les barricada. Cela fait, entre deux créneaux il attacha une poulie et une corde, à l'extrémité de laquelle un panier fut fixé. Au moyen de cet appareil, il descendit dans le fossé en se laissant glisser le long du rempart. Ce n'était pas tout que d'être hors de la place, il fallait empêcher que d'autres ne s'y introduisissent par le même procédé. Il y mit ordre en remontant le panier et rejetant la corde par-dessus les murs. Alors le gouverneur, montant à cheval, fit trois fois le tour du château en criant à chaque fois : « Rescousse au château de la reine qui se perd! » Personne ne paraissant, Martin Vasquez se tint pour dûment exonéré de son serment. »

Selon l'auteur portugais d'où je tire ces détails, Martin Vasquez fut le premier qui pratiqua cet ingénieux procédé pour s'affranchir d'un serment d'hommage, et ce serait d'après ce précédent, fort approuvé comme il semble, que les formalités susdites furent sanctionnées dans la loi des Partidas en Castille. — Voyez Duarte Nunez do Liâo. *Chronicas dos reyes de Portugal*, t. II, p. 174.

des sermens solennels à se prêter secours et à réunir toutes leurs forces pour assurer le maintien de leurs priviléges et la conservation de leurs riches apanages (1). D'après le texte de leur constitution, les chevaliers devaient élire librement leurs maîtres; mais de bonne heure les rois cherchèrent à exercer une influence sur ces nominations; de là des schismes, des divisions intestines dans les ordres, enfin la guerre civile, conclusion ordinaire au moyen-âge de toutes les difficultés inhérentes à des institutions défectueuses (2). Il y avait des chevaleries particulières à chaque royaume de l'Espagne. Les plus célèbres, Saint-Jacques, Calatrava et Alcántara, avaient leur chef-lieu en Castille et pouvaient être considérées comme sujettes de cette couronne; cependant elles avaient dans d'autres royaumes des possessions souvent très considérables. A l'ordre de Saint-Jacques, par exemple, appartenaient plusieurs commanderies fort importantes en Aragon, principalement dans le royaume de Valence. Quand la bannière de l'ordre marchait contre les infidèles, tous les chevaliers, quelle que fût leur patrie, devaient monter à cheval sur l'appel de leur *maître;* mais le cas de guerre entre princes chrétiens n'avait pas été prévu par les statuts de fondation. Alors, pour quelques-uns des frères, il fallait opter entre la fidélité due au roi dont ils étaient les sujets et l'obéissance dont ils avaient prêté le serment au chef de leur ordre. En tout temps, chaque élection à ces commanderies étrangères devenait le motif de vives contestations entre les couronnes intéressées, et menaçait d'exciter les conflits les plus sérieux.

Auprès des riches-hommes, les *fidalgos* ou gentilshommes tenaient un rang analogue à celui des premiers auprès des rois. Chaque seigneur avait dans sa dépendance un certain nombre de gentilshommes qui lui rendaient hommage et tenaient de lui des terres à fief. A leur tour, ces gentilshommes avaient des vassaux, en sorte que le laboureur avait plusieurs suzerains, dont souvent les ordres étaient contradictoires. On voit que les institutions du moyen-âge donnaient lieu à d'étranges complications dont la violence seule amenait le dénoûment. Néanmoins les lois et les usages nationaux prescrivaient au vassal,

(1) Voici quelques passages d'un traité d'alliance entre les trois maîtres de Saint-Jacques, Calatrava et Alcantara, daté de la Puebla de Chillon, 2 avril 1318..... « Ordonnons et établissons que nous serons tous unis et d'accord pour demander à notre seigneur le roi don Alphonse qu'il maintienne nos priviléges, libertés, usages et coutumes, et les franchises de nos terres.... Que si quelqu'un, *de quelque condition qu'il soit*, entreprend contre un d'entre nous, ou contre un de nos frères, ou contre nos terres et nos vassaux, ou contre chose à nous appartenant, nous faisant tort et injustice, nous serons tous unis pour le défier (*querellallo*), l'affronter et l'empêcher de nous nuire. » *Coleccion diplomatica de Abella*, bibl. de l'Académie de l'Histoire à Madrid.

(2) Il y avait souvent deux maîtres élus à la fois par deux partis et se faisant la guerre. V. Rades, *Cronica de las tres ordenes.*

quelle que fût sa condition, d'obéir avant tout à son seigneur immédiat. Ainsi un simple chevalier n'encourait pas la peine de trahison, s'il s'armait contre le roi sur l'ordre du riche-homme auquel il rendait hommage. En 1333, le roi don Alphonse de Castille fit juger un écuyer accusé de félonie par une espèce de jury composé de riches-hommes, de chevaliers et de docteurs instruits dans les lois et les priviléges du royaume. L'écuyer, gouverneur d'un château qu'il tenait de son seigneur immédiat, avait refusé d'en ouvrir les portes au roi. Sur son aveu que ce seigneur ne lui avait pas donné d'ordres exprès pour agir de la sorte, il fut condamné à mort. Ce jugement, dit un chroniqueur, eut pour effet d'obliger les gouverneurs de châteaux à se faire autoriser par leurs seigneurs à recevoir le roi toutes les fois qu'il se présenterait (1). Il est curieux d'opposer à ce jugement, rendu comme il semble avec une solennité extraordinaire, un trait de la vie du même prince qui se rapporte également au point délicat de l'obéissance féodale. Alphonse se préparait, en 1334, à réduire un de ses grands vassaux révolté et à l'assiéger dans sa ville de Lerma; Garcia de Padilla, chevalier attaché au rebelle, voyant tout accommodement impossible, demanda hardiment à don Alphonse un cheval et une armure pour aller le combattre sous la bannière de son seigneur. Sur-le-champ le prince lui fit délivrer armes et cheval, l'avertissant toutefois que, s'il était pris, il paierait de sa tête sa fidélité au seigneur de Lerma (2). Il me semble voir dans l'action et les paroles de don Alphonse le contraste du chevalier et du roi réunis dans le même homme. L'un cède par entraînement à ses préjugés d'honneur chevaleresque, l'autre veut faire respecter les droits de sa couronne. Les mœurs et la politique se combattaient dans le cœur du généreux monarque.

IV.

Au XIVe siècle, la féodalité n'avait pas en Espagne le caractère qu'on lui voit à la même époque dans le reste de l'Europe. Les causes qui avaient donné de bonne heure aux grandes villes des institutions municipales et une importance politique avaient établi entre les nobles et les vilains des relations plus douces et plus faciles qu'en aucun autre pays (3). Pour s'expliquer les coutumes de la Péninsule, il faut toujours

(1) *Cronica de don Alfonso XI*, p. 274.

(2) *Ibid.*, p. 299.

(3) Don Lope de Estuñiga, riche-homme castillan appartenant à la première noblesse du royaume, consentait en 1434 à jouter dans un tournoi contre un champion qui ne pouvait prouver qu'il fût *hidalgo*. Je ne crois pas qu'on trouvât à cette époque ailleurs qu'en Espagne un exemple de pareille condescendance. Un siècle plus tard, le chevalier sans peur et sans reproche, le vaillant Bayard, refusait de monter à la brèche avec des lansquenets. V. *Passo honroso de Suero de Quiñones*, p. 48.

se reporter aux premiers temps de la conquête des provinces occupées par les Arabes. Noble ou vilain, riche ou pauvre, tous les Espagnols qui s'étaient établis sur le territoire délivré du joug musulman étaient des soldats de la même race, conquérans d'une terre dépeuplée. Entre les plus puissans et les plus misérables de ces colons, il y avait sans doute ces rapports de subordination que l'inégalité des fortunes marque dans toutes les sociétés. Le nom de riche-homme indique une supériorité toute matérielle. En Espagne, on ne trouvait pas en présence deux peuples ennemis, l'un abusant de sa victoire, l'autre frémissant de sa défaite. Pour son vassal, le riche-homme était ce qu'est un capitaine pour un soldat. Compagnons d'armes, l'un commande, l'autre obéit; mais ils se respectent, sentant qu'ils ont besoin l'un de l'autre. L'affabilité des grands, la liberté de langage ordinaire aux gens du peuple, et surprenante pour les étrangers qui voyagent en Espagne, n'est point nouvelle en ce pays. Ces relations datent d'un temps immémorial. A l'époque où commence notre récit, les nobles possédaient, il est vrai, la plus grande partie des terres, mais ils devaient un salaire aux hommes qui les cultivaient, et la condition de ces derniers paraît avoir été celle de métayers jouissant à charge de redevance du produit qu'ils tirent des champs labourés par leurs mains, libres d'ailleurs de rompre le contrat lorsqu'ils en trouvent les conditions onéreuses (1). Il existait en Castille des institutions fort anciennes et qui semblent fondées en opposition directe avec celles de la féodalité, telle qu'elle nous apparaît dans le nord de l'Europe. Dans un certain nombre de districts nommés *Behetrias*, la terre appartenait aux paysans; mais, comme on ne concevait pas alors qu'un village pût exister sans seigneur, les habitans des *Behetrias* s'en choisissaient un, et, pour prix de sa protection, lui rendaient une redevance, qui, en général, ne consistait que dans la prestation de quelques denrées; on le défrayait lorsqu'il visitait son village, et seulement pendant un petit nombre de jours chaque année. Quelques-uns de ces domaines étaient même exempts de cette faible preuve de leur vassalité, ou bien leur redevance était tout-à-fait illusoire. La plupart des *Behetrias* avaient le droit de changer de seigneur quand bon leur semblait, *sept fois par jour*, suivant le texte poétique de leurs vieilles chartes (2). Quelques-unes

(1) Les cortès de Valladolid en 1351 fixèrent le prix des journées de travail et le salaire des laboureurs et des artisans (*Ordenamiento de Menestrales*), d'où l'on peut conclure qu'auparavant les cultivateurs pouvaient mettre leur travail au prix qui leur convenait. L'article VI de l'*Ordenamiento de Prelados*, promulgué par les mêmes cortès, a été interprété comme une défense faite au laboureur de changer de seigneur. Je crois cependant que cette défense ne s'applique qu'aux petits propriétaires, vassaux par hommage de seigneurs ecclésiastiques. Elle a pour but d'empêcher ces propriétaires de se soustraire aux taxes royales et aux dîmes en faisant hommage de leurs domaines à des seigneurs qui jouissaient de priviléges et d'immunités relativement à ces mêmes taxes.

(2) Ayala, *Cron. de don Pedro*, ano II, cap. XIV. — Catalogue manuscrit des Behetrias; Bibliothèque de l'Académie de l'Histoire.

devaient le choisir dans certaines familles nobles du pays, d'autres pouvaient le chercher *d'une mer à l'autre*, c'est-à-dire dans toute la Castille. On sent que dans un pays où existaient de telles institutions, il eût été difficile d'arrêter la contagion de l'exemple parmi les provinces moins favorisées, si le régime féodal n'eût été fort doux. D'un autre côté, le caractère de la nation espagnole, fière, susceptible, impatiente des injures, contribuait encore plus à maintenir entre le seigneur et le vassal les égards naturels à des hommes qui s'estiment mutuellement.

V.

Bien que les codes autorisassent l'esclavage en Espagne et qu'ils en fissent même la peine de certains crimes (1), il n'y avait guère d'autres esclaves que des musulmans, prisonniers de guerre, employés au service domestique, protégés d'ailleurs par des lois fort anciennes, plus humaines peut-être que celles qui régissent aujourd'hui plusieurs colonies européennes.

Les Maures et les Juifs, lorsqu'ils avaient obtenu de leurs vainqueurs la permission de résider dans le pays qui leur avait donné naissance, étaient considérés légalement plutôt comme des étrangers que comme des serfs. Sauf quelques faibles restrictions, ils jouissaient du libre exercice de leur culte; ils pouvaient posséder des terres; ils nommaient leurs magistrats, et même le juge castillan par devant lequel ils plaidaient dans leurs contestations avec des chrétiens (2). Les premiers rois espagnols, chassant devant eux la population musulmane, l'avaient entièrement dépouillée. Mieux éclairés sur leurs véritables intérêts, leurs successeurs permirent aux infidèles de devenir leurs sujets et souvent prirent soin de leur garantir de la manière la plus formelle la complète jouissance de leurs propriétés (3).

On se tromperait grandement à prêter à l'Espagne du XIVe siècle les passions religieuses et l'intolérance qui l'animèrent au XVIe. Dans les guerres continuelles entre les Maures et les chrétiens, la politique avait depuis long-temps plus de part que le fanatisme. Déjà notoirement en décadence, l'islamisme ne faisait plus de prosélytes, et son extinction définitive dans la Péninsule pouvait être prévue et, pour ainsi dire,

(1) *Fuero real*, l. II, tit. 7, lib. IV. — Cfr. avec *Ordenamiento de Alcalá*, l. I, tit. 21.

(2) *Cortes de Valladolid*, art. 56-58. — *Ord. de Prelados*, art. 17. — Ayala, p. 64.

(3) Notamment lors de la prise de Tolède. Ayala, II, cap. XVIII. — A la fin du XVIe siècle, il y avait encore tant de musulmans dans les provinces du nord de l'Espagne, qu'ils offraient à Henri IV une armée de 80,000 hommes, s'il voulait les aider à secouer le joug sous lequel ils gémissaient. Voyez *Mémoires du maréchal de La Force*, publiés par M. le marquis de Lagrange, t. I, p. 219 et suiv.

calculée avec exactitude. On ne hait plus des ennemis trop faibles pour se faire craindre, et les batailles de las Navas et du Rio-Salado avaient assouvi la soif de vengeance qu'avait excitée jadis la défaite de Xerez. Les rapports de commerce, les nécessités de la politique établissant un contact intime entre les deux peuples, avaient rapproché leurs mœurs. Les Maures andalousiens laissaient à leurs femmes une liberté inconnue dans les autres pays musulmans. Il y avait quelque chose d'africain dans la jalousie des Espagnols. Amusemens, exercices guerriers (1) étaient communs aux deux nations. Toujours irrésistible sous un ciel ardent, l'amour triomphait des préjugés religieux. Plus d'un chevalier castillan portait les couleurs d'une dame musulmane, et les fières beautés de Séville et de Cordoue n'étaient pas insensibles aux hommages des jeunes émirs grenadins. La langue et la littérature arabe étaient cultivées dans des écoles fondées sous le patronage ecclésiastique. Sur la frontière, le mélange des deux idiomes avait formé un patois fort répandu et qui favorisait les communications (2). Les rois chrétiens attiraient à leur cour des médecins, des géomètres, des astrologues arabes, qui jouissaient de toute la considération que le savoir pouvait s'attirer dans un temps grossier. La noblesse castillanne ne faisait point de difficulté pour accorder le *don* aux cavaliers maures. Les riches banquiers juifs obtenaient même cette distinction, encore fort rare à cette époque (3). Partout les mœurs et les idées chevaleresques triomphaient des passions religieuses et politiques. Il n'était pas rare que des guerriers arabes se fissent donner l'accolade qui conférait le titre de chevalier, par un Espagnol avec lequel il venait de rompre des lances sur un champ de bataille (4). En guerre, on se piquait de courtoisie; en paix, des relations d'hospitalité et même d'amitié véritable unissaient des familles nobles des deux religions. Lorsque les rois chrétiens se brouillaient entre eux, l'alliance du souverain de Grenade était recherchée sans scrupule; souvent des riches-hommes mécontens, ou même des princes de sang royal trouvaient un asile dans les murs de l'Alhambra, tandis que des walis rebelles étaient accueillis à la cour de Tolède. En 1324, on vit un infant de Castille révolté contre son souverain combattre ses compatriotes sous la bannière d'un roi maure, tandis qu'un

(1) Les danses et les courses de cannes. Les Maures andalousiens sont, je crois, les seuls musulmans qui aient eu des danses nationales (*zambras*), où les deux sexes prenaient part.

(2) *Algarrabia*. On peut voir au XIVe siècle dans *El Conde Lucanor* combien la littérature arabe était répandue en Espagne.

(3) Don Farax, don Reduan, don Simuel, dans Ayala, passim. On doit remarquer que Ayala n'accorde le *don* qu'aux princes du sang, à quelques riches-hommes très puissans, à certains grands officiers de la couronne, enfin aux maîtres des ordres militaires.

(4) En 1274, Mohamed II, roi de Grenade, fut armé chevalier par Alphonse X. — Conde, *Hist. de los Arabes*, parte IV, cap. IX.

prince grenadin joignait ses armes à celles de don Alphonse (1). On n'aperçoit chez les chroniqueurs contemporains ni surprise, ni indignation contre de pareilles alliances, ou, si quelque blâme est exprimé, c'est seulement la déloyauté qu'on accuse et non l'irréligion.

Il y avait pourtant plus d'un siècle que l'inquisition était établie en Espagne, mais son pouvoir était loin d'être alors ce qu'il devint dans la suite. A peine découvre-t-on quelques traces de son existence. Dans le royaume d'Aragon, on trouve, il est vrai, des tribunaux spécialement institués pour connaître du crime d'hérésie. Probablement depuis qu'un roi d'Aragon avait pris les armes en faveur des Albigeois, ce pays était devenu suspect au saint-siége. Néanmoins les procès, comme il semble, y étaient fort rares et presque uniquement intentés à des réformateurs, enthousiastes furieux, qui voulaient faire des prosélytes ou plutôt troubler le culte de leurs concitoyens. Quant aux Juifs et aux Maures, loin d'être l'objet d'aucune persécution, ils ne devenaient justiciables du saint-office que lorsque, par leurs paroles ou leurs écrits, ils cherchaient à détourner les chrétiens de la foi de leurs pères; encore fallait-il que les rois autorisassent formellement les poursuites. Or, ils se montraient en général si peu disposés à laisser prendre au clergé une influence dominatrice, que l'on voit, en 1350, Pierre IV, roi d'Aragon, interdire rigoureusement aux ecclésiastiques d'empiéter sur la juridiction séculière (2). La Castille, demeurée complétement exempte de l'hérésie albigeoise, n'eut des inquisiteurs que de nom. Les hérétiques, s'il s'en trouvait dans ce royaume, avaient pour juges des évêques procédant selon le droit canonique, et non des moines dominicains comme en Aragon (3). Au reste, dans toute l'Espagne, il ne paraît pas que la conversion des infidèles fût chaudement poursuivie, soit par des mesures de rigueur, soit par la persuasion. Quel intérêt auraient eu les rois à favoriser le zèle apostolique qui tendait à diminuer leurs revenus? car les Maures et les Juifs payaient une taxe un peu plus forte que les chrétiens.

Si la foi n'était pas ardente en Espagne, la religion n'y avait pas de contradicteurs déclarés. Peut-être doit-on attribuer à cette tiédeur générale le rôle très secondaire du clergé dans tous les débats politiques du XIVe siècle. Il faut, en outre, observer que les hauts dignitaires ecclésiastiques, appartenant à l'ordre de la noblesse, propriétaires, comme les riches-hommes, de villes et de châteaux, avaient les mêmes intérêts, les mêmes passions, et par conséquent étaient mal qualifiés pour

(1) *Cronica de don Alfonso XI*, p. 100-115. — Mariana, I, 707-713. *Id.*, I, 813.

(2) *Privilége de Val.*, fol. 119 (Barcelone, 31 juillet 1350). Manuscrit de la Bibliothèque de l'Académie de l'Histoire.

(3) Llorente, *Histoire de l'Inquisition*, I, 106.

prétendre au rôle d'arbitres dans les démêlés si fréquens entre les rois et leurs grands vassaux. Le clergé inférieur, vivant et se recrutant parmi le peuple, partageait son ignorance et sa grossièreté. Tel était le déréglement des mœurs qu'un très grand nombre de prêtres entretenaient des concubines, qui tiraient vanité du caractère de leurs amans et prétendaient à des distinctions particulières. La conduite de ces ecclésiastiques ne causait point de scandale, mais parfois le luxe affiché par leurs maîtresses excitait l'envie des riches bourgeois et même des dames nobles. A plusieurs reprises, et toujours inutilement, les cortès lancèrent des décrets pour réprimer l'insolence des *damoiselles de prêtres* (*barraganas de clerigos*). Elles formaient comme une caste à part ayant ses priviléges et assez nombreuse pour qu'il fallût inventer pour elles des lois spéciales (1).

Malgré la retraite où l'on condamnait les femmes, le relâchement des mœurs était extrême dans toutes les classes de la société. Les séductions étaient faciles pour les rois, les riches-hommes et les prélats, toujours entourés de vassaux intéressés à les corrompre. Souvent la maîtresse d'un grand vivait sous le même toit que sa femme légitime, et les enfans de l'une et de l'autre, élevés ensemble, n'étaient pas distingués par l'opinion publique. Le titre de bâtard, loin d'être un opprobre, était porté fièrement. Il ne fermait aucune carrière, et on le voit figurer dans un grand nombre d'actes publics (2).

S'il fallait caractériser le XIVe siècle en Espagne par le vice le plus général, je crois qu'on ne devrait citer ni la brutalité des mœurs, ni la rapacité, ni les habitudes de violence invétérées chez quiconque se sentait de la force. A mon avis, le trait le plus saillant de cette triste période, c'est la fausseté, la fourberie. Jamais, en effet, l'histoire n'enregistra tant de trahisons, tant de perfidies. Ce siècle, si grossier en tout, ne se montre ingénieux que dans l'art de tromper. Il se joue dans les

(1) *Cortes de Val.*, art. 24. Les mêmes mœurs existaient en France :

Une belle amie ot le prestre
Que il vestoit et bien et bel;
Bonne cote ot et bon mantel, etc.

Voyez le fabliau du *Prestre qui ot mère a force*. Barbazan, III, p. 190. — Le mot de *barraganas* (compagnes) n'avait rien de déshonorant au moyen-âge. *Barragan* au masculin désignait un jeune cavalier, un homme d'honneur. C'est le sens qu'a ce mot dans le *Romancero du Cid*. La position des *barraganas* rappelle celle des courtisanes grecques, ἑταίραι, ou plutôt celle des *captives* dans l'Iliade et les tragiques. Tecmessa, dans Sophocle, dit : Ἴδετε τῆν ὁμευνέτην Αἰαντος; ὁμευνέτης se traduirait bien dans le vieux castillan par *barragana*.

(2) Yanguas, *Antigüedades de Navarra*, verbo *Bastardo*. La loi des *siete partidas* admet l'union temporaire avec des concubines, *barraganas*, pour repeupler les terres abandonnées. Part. IV, tit. XIV, l. 1 et 2.

subtilités. Dans tous les engagemens, et jusque dans le code de l'honneur chevaleresque, il cache des équivoques que l'intérêt sait habilement exploiter. Les sermens prodigués dans toutes les transactions, accompagnés des cérémonies les plus solennelles, ne sont plus que de vaines formalités consacrées par l'habitude. Celui qui donne sa foi, la main sur les saints Évangiles, ne sera cru de personne s'il ne livre en otage sa femme et ses enfans, surtout s'il ne remet ses forteresses. Ce dernier gage est toujours considéré comme le seul vraiment sûr. La méfiance est générale, et chacun voit un ennemi dans son voisin. Les grands ne se hasardent hors de leurs châteaux qu'entourés de nombreux hommes d'armes; les laboureurs vont aux champs la lance sur l'épaule (1), car tout homme, tout compatriote surtout, est justement suspect. Il faut craindre celui qu'on a offensé, plus encore peut-être celui qu'on a comblé de bienfaits. La prudence est la seule vertu qui se pratique. Les hommes du XIVe siècle vivent isolés comme les animaux de proie, et cette énergie, cette force de volonté que nous admirons trop aujourd'hui en eux, ils la doivent peut-être à la conscience de leur propre méchanceté, leur démontrant sans cesse qu'ils ne peuvent et ne doivent compter que sur eux-mêmes.

II.

RÈGNE D'ALPHONSE, PÈRE DE DON PÈDRE. — 1308-1350.

I.

Don Alphonse de Castille, onzième du nom, père de don Pèdre, fut un grand roi. Depuis la mort de saint Ferdinand, la Castille avait été en proie à une anarchie continuelle; des princes faibles, de longues minorités, avaient accru au plus haut degré l'audace des riches-hommes. Tandis qu'ils s'entre-battaient en se disputant le pouvoir, c'est-à-dire le privilége exclusif de mettre le pays au pillage, le peuple des villes et les paysans, exaspérés par l'excès de leurs maux, se soulevaient de toutes parts et exerçaient de sanglantes représailles contre leurs oppresseurs. Voici le tableau qu'un auteur contemporain nous a laissé de la situation où se trouvait la Castille à l'avénement de don Alphonse :

« Or, sachez qu'il y avait mainte cause et manière pourquoi les villes du roi et les autres villes du royaume reçussent grand dommage et fussent du tout détruites; car riches-hommes et gentilshommes vivaient de vols et pilleries qu'ils faisaient en la terre, et les tuteurs du roi y donnaient la main, chacun pour les avoir à son aide. Que si quel-

(1) Cortès de Valladolid, art. I. *Orden. contra los ladrones y malhechores.*

qu'un de ces riches-hommes ou gentilshommes renonçait à l'amitié d'un des tuteurs, tout aussitôt celui-ci, se sentant abandonné, lui détruisait villes et vassaux, disant qu'à bon droit lui donnait-il ce loyer du mal que le traître avait fait alors qu'il était à ses gages. Pensez que lorsqu'il était de ses privés, tout lui était permis et licite. Et encore, les gens des villes étaient bandés en factions ennemies, aussi bien dans les villes qui tenaient pour les tuteurs que dans les villes qui leur étaient contraires. Ès-villes obéissantes auxdits tuteurs, ceux qui plus pouvaient, opprimaient les autres, tant pour se ménager les moyens de se rendre indépendans que pour se défaire de leurs ennemis particuliers. Ès-villes qui ne voulaient reconnaître lesdits tuteurs, ceux qui avaient l'autorité, prenaient les rentes du roi, d'icelles entretenaient gens de guerre pour fouler le pauvre peuple et le taxer sans merci. D'où advint qu'en telles villes et pour les causes dessus dites se levèrent plusieurs gens de métiers, au cri de *Commune!* qui tuèrent ceux qui les foulaient et prirent et exillèrent leur avoir. Or, en aucune partie du royaume ne rendait-on la justice comme il est droit. Aussi les gens n'osaient sortir par les chemins sinon trop bien armés, voire en grosses compagnies pour se défendre contre les pillards. Aux lieux qui n'étaient pas bien enmurés ne demeurait personne, et dans les lieux fermés la plupart ne vivaient que de vols et pilleries, à quoi s'accordaient facilement plusieurs hommes des villes, tant gens de métiers que gentilshommes; et si grand était le mal partout le pays, que nul rencontrant des hommes morts par les chemins ne s'en ébahissait. Aussi peu s'étonnait-on des vols, larcins, dommages et maux de toute sorte qui se faisaient dans les villes et les campagnes. Encore les tuteurs mettaient chaque jour taxes nouvelles et impôts trop pesans, par qûoi vinrent les bonnes villes à être désertes, ensemble les villes des riches-hommes et des gentilshommes (1). »

Tel était le triste état de la Castille lorsque don Alphonse commença de gouverner par lui-même. Il se sentait du courage et de l'intelligence, il voulut être roi. D'abord, n'ayant pas de parti, il fut obligé de se jeter dans les bras d'une des factions qui déchiraient son royaume. Elle lui prêta des forces pour détruire les autres. Puis, lorsque les grands vassaux qui lui avaient fourni des armes pour faire respecter son autorité exigèrent des récompenses au-dessus de leurs services, il se trouvait assez fort déjà pour commander l'obéissance au lieu de l'acheter. Unissant à propos la rigueur à la clémence, il fit un exemple des plus factieux et se hâta de pardonner aux autres dès qu'il leur eut prouvé sa

(1) *Cronica de don Alphonso XI*, p. 78. L'impossibilité de traduire littéralement dans notre français moderne le castillan du XIVe siècle m'a fait essayer d'employer la langue de Froissart dans ce passage et quelques autres citations. J'ai conservé l'orthographe moderne pour ne pas me rendre inintelligible à plaisir.

supériorité et les eut réduits à demander grace. Ses premiers succès ne l'aveuglèrent pas sur la gravité du mal qu'il prétendait extirper. Il comprit qu'il fallait donner un cours à l'humeur inquiète et perturbatrice de sa noblesse. Conspirateurs incorrigibles pendant la paix, ses riches-hommes étaient des soldats dociles pendant la guerre. Alphonse les poussa contre les Maures de Grenade, et tourna au profit de sa gloire et de l'agrandissement de son royaume des armes qui depuis long-temps ne s'étaient exercées que dans les discordes civiles. A l'approche de la formidable tempête qui allait fondre sur eux, les Maures andalousiens appelèrent à leur secours leurs frères d'Afrique. Il y avait alors en Barbarie un prince puissant, Abdul-Hassan, qui, après avoir soumis tous les petits despotes musulmans ses voisins, songeait à porter ses armes au-delà du détroit. Il envoya une armée africaine dans l'Andalousie bien plus nombreuse que celle qui, cinq siècles auparavant, avait subjugué toute la Péninsule. Alphonse se montra le digne successeur de Pélage et de saint Ferdinand. Dans le péril général, le courage et l'audace obtiennent l'obéissance la plus absolue. Les communes de Castille, délivrées par leur roi de la guerre civile et des exactions des riches-hommes, lui donnèrent leurs soldats et lui fournirent généreusement toutes leurs ressources pour la terrible lutte qui allait de nouveau décider du sort de l'Espagne. A l'exemple de Charles Martel, Alphonse n'hésita pas à exiger du clergé des sacrifices qui, dans tout autre temps, auraient compromis la tranquilité du royaume. Mais sa cause était juste, il était aimé du peuple, vaillant, généreux; pas une voix ne s'éleva pour lui résister (1). De ses voisins, les rois de Portugal et d'Aragon, il n'obtint que de faibles secours, mais leurs bannières suivant la sienne semblèrent lui rendre hommage comme ses vassales et reconnaître la suprématie de la Castille. Le 29 octobre 1340, les deux armées se rencontrèrent non loin de Tarifa, sur les bords du Rio-Salado, et la victoire se déclara pour les chrétiens. Deux cent mille Africains, dit-on, restèrent sur le champ de bataille, et l'Espagne fut pour jamais délivrée de la crainte d'une invasion musulmane. Poursuivant le cours de ses succès, Alphonse attaqua et prit, après un long siége, la forte place d'Algeziras. Il voulait enlever aux infidèles Gibraltar, leur première conquête, qui assurait leurs communications avec l'Afrique. Malheureusement, lorsqu'il se croyait déjà maître de ce dernier boulevard de la puissance arabe, une maladie épidémique, la fameuse *peste noire,* qui depuis plusieurs années ravageait l'Europe (2), se déclara dans son armée avec une violence extraordinaire. Le roi de Castille, qui partageait toutes les fatigues de ses soldats, fut atteint du fléau

(1) V. *Cortes de Valladolid,* ord. de Prelados, art. 1, 2, 5.
(2) Ayala, *Cron. de don Pedro,* p. 8.

et y succomba au milieu de son camp, à la fleur de l'âge, le vendredi saint, 27 mars 1350. Sa mort plongea dans la désolation l'Espagne entière. Les musulmans eux-mêmes firent éclater leur admiration pour leur redoutable ennemi; ils cessèrent toute hostilité contre l'armée, qui s'éloignait de leurs remparts emportant le cercueil de son roi, et la terreur du nom d'Alphonse sembla dicter la paix avantageuse aux chrétiens qui se conclut presque aussitôt après la levée du siége de Gibraltar (1).

II.

Pour apprécier les conséquences de cette mort, il est nécessaire de connaître quels étaient les principaux personnages appelés à jouer un rôle à l'occasion de ce grand événement. Alphonse ne laissait qu'un fils légitime, don Pèdre, alors âgé de quinze ans et quelques mois, dont la mère, doña Maria, était une infante de Portugal, fille du roi Alphonse IV, surnommé *le Brave*. La politique seule avait formé cette union, qui ne fut pas heureuse. Peu de temps après le mariage du roi (2), doña Léonor de Guzman, jeune veuve issue d'une famille illustre de Séville, avait pris sur son esprit l'empire le plus absolu. Dès que la reine doña Maria eut donné un héritier à la Castille, en 1334, elle fut complétement négligée par son mari. Doña Léonor, au contraire, était la confidente de tous les projets d'Alphonse; elle habitait publiquement avec lui. C'était en sa présence que les officiers de justice et de chancellerie expédiaient toutes les affaires, c'était à elle qu'ils en rendaient compte en l'absence du roi. « Elle donnait sa main à baiser, dit un chroniqueur, comme si elle eût été *dame propriétaire* du royaume de Castille (3). » Par l'élévation de son esprit et la force de son caractère, la favorite ne se montra pas indigne de sa haute position, et le roi dut peut-être à ses sages conseils une partie de ses succès. Elle avait eu soin de l'entourer de ses parens et de ses alliés, et les principales charges de l'état étaient entre leurs mains. Pour elle-même, elle avait obtenu des domaines immenses, maint château fortifié, de nombreux vassaux. Depuis la mort de son frère, don Alonso Mendez, maître de Saint-Jacques, elle disposait du sceau de l'ordre et en administrait toutes les affaires (4). Perez Ponce, un de ses parens, était maître d'Alcantara. Elle avait ainsi deux petites armées toujours entre ses mains.

(1) Ayala, p. 12 (*Abreviada.*)

(2) En 1329. *Cron. de don Alf. XI*, p. 166.

(3) E quando el rei ia fora do reino os officiaes de justiza e da chancellaria ficavâm com ella como senhora do stado de Castella et faziaô o que ella mandava... E como as mais das mulheres saô naturalmente vâas e ambiciosas, moormente as daquelle stado de vida errada, assi dava a mâo à beijar como senhora proprietaria do reino de Castella.

Chronicas dos reis de Portugal, de Duarte Nunez do Liaô, t. II, p. 95.

(4) *Bulario de Santiago*, 15 juillet 1350. — V. la note de M. Llaguno, Ayala, p. 22.

Léonor avait eu dix enfans du roi, neuf garçons et une fille; tous furent richement apanagés. Don Henri, l'aîné de cette nombreuse lignée de bâtards, né en 1332, fut élevé pour être le premier sujet du roi de Castille. Tout enfant, il avait une maison princière, le magnifique domaine de Trastamare (1) et portait le titre de comte, très rare encore à cette époque, et réservé presque exclusivement aux membres de la famille royale. Agé de dix ans à peine, le frère jumeau de don Henri, don Fadrique, avait été nommé maître de Saint-Jacques. En arrachant cette élection aux chevaliers de l'ordre, don Alphonse avait voulu tout à la fois assurer à son fils une situation élevée dans le royaume et rattacher à sa couronne un ordre puissant, qui, dirigé par un chef ambitieux, aurait pu lui porter ombrage.

Don Henri et don Fadrique accompagnaient leur père dans son expédition contre Gibraltar et faisaient leurs premières armes sous ses yeux, tandis que l'infant don Pèdre, l'héritier légitime du trône, demeurait à Séville, loin du bruit des armes, témoin des humiliations dont sa mère était abreuvée, négligé lui-même par les courtisans, toujours empressés à régler leur conduite sur l'exemple du roi. On eût dit le fils d'un de ces despotes orientaux destiné à passer tristement sa jeunesse dans l'enceinte d'une prison dorée. Il voyait ses deux frères couverts de brillantes cuirasses, suivis de leurs bannières et de leurs hommes d'armes, prendre part aux travaux et aux gloires de la guerre, tandis qu'il se consumait, oisif au milieu d'une cour déserte, à pleurer les outrages de sa mère et les siens. Les impressions de l'adolescence sont ineffaçables. Les premiers sentimens qu'éprouva don Pèdre furent la jalousie et la haine. Nourri par une femme faible et offensée, il ne reçut d'elle que des leçons de dissimulation et n'apprit à former que des projets de vengeance.

L'âge de don Alphonse, sa vigueur, son tempérament endurci aux fatigues, lui promettaient une longue vie. Sa mort, trompant tous les calculs, réveilla soudain toutes les ambitions. D'après les lois de la Castille, qui fixaient la majorité des rois à quinze ans, don Pèdre succédait immédiatement à son père; mais, encore incapable de gouverner par lui-même, il ne pouvait manquer de donner à ses conseillers l'autorité de véritables tuteurs. Dans quelles mains allait tomber le pouvoir? Quel serait l'heureux ministre destiné à régner sous le nom du jeune prince? Ces questions agitaient toute la noblesse, qui, long-temps contenue par la fermeté de don Alphonse, se préparait à secouer le joug, confiante maintenant dans la faiblesse de son successeur.

Don Alphonse était trop prudent pour ne pas retenir auprès de lui,

(1) Ce nom est écrit diversement dans les manuscrits que j'ai eus sous les yeux. Dans les chartes conservées aux archives d'Aragon, on voit *Trestamera, Trastamera, Trastamena.* J'ai suivi l'orthographe usitée aujourd'hui.

surtout pendant ses expéditions militaires, les plus puissans, c'est-à-dire les plus dangereux de ses riches-hommes; aussi son camp devant Gibraltar réunissait-il tous les personnages qui, par l'étendue de leurs domaines et le nombre de leurs vassaux, tenaient le premier rang parmi la noblesse castillanne, tous ceux, en un mot, que l'opinion publique désignait pour prendre en main la direction des affaires. Les principaux étaient don Juan Alonso d'Alburquerque et don Juan Nuñez de Lara, seigneur de Biscaïe. Le premier, un de ces riches-hommes sans patrie, parce qu'il avait des terres dans plusieurs royaumes, était né en Portugal et apparenté à la maison régnante. De bonne heure, il avait abandonné son pays et quitté le service de son suzerain naturel pour offrir son épée et ses conseils à don Alphonse, au moment où ce prince, déterminé à faire rentrer ses grands vassaux dans le devoir, commençait par s'attaquer au plus puissant de tous, à don Juan Nuñez de Lara. A cette époque, don Alphonse n'avait pas encore révélé son génie, et la fortune semblait flotter incertaine entre le roi de Castille et ses riches-hommes révoltés. Sans chercher si le choix d'Alburquerque avait été déterminé par un motif généreux ou par un pressentiment politique, don Alphonse n'oublia jamais le secours utile qu'il en avait reçu; il le combla de biens, le chargea de l'éducation de son héritier présomptif et l'admit au nombre de ses plus intimes conseillers. Devenu grand-chancelier et le principal ministre du roi de Castille, le Portugais, avec une rare prudence, s'était toujours abstenu de prendre parti ouvertement entre la reine et la favorite. Malgré ses ménagemens, il était considéré par Léonor comme un adversaire dangereux; mais, en déclinant d'entrer avec elle dans une lutte que l'affection du roi eût rendue trop inégale, il avait su se faire respecter, et, sans se compromettre, il jouait le rôle d'un protecteur auprès de la reine délaissée, qui lui accordait toute sa confiance.

Don Juan Nuñez de Lara appartenait à la maison royale de Castille, comme fils de l'infant don Fernand de la Cerda, petit-fils de don Alphonse X (1). De sa femme, fille d'un infant de Castille, il avait reçu en dot la seigneurie de Biscaïe, province considérable, séparée du reste du royaume par les mœurs, les lois et la langue de ses habitans. D'abord il s'était mis à la tête de la noblesse révoltée contre don Alphonse; mais,

(1) Le fils aîné d'Alphonse X, Fernand de *la Cerda*, devait ce surnom à un signe naturel recouvert de *soies* qu'il avait entre les deux épaules. Il mourut du vivant de son père, laissant deux fils, don Alphonse et don Fernand, qui portèrent le même surnom. Don Sanche, second fils d'Alphonse X, réclama le titre d'héritier présomptif du trône de Castille, au préjudice des deux infans de la Cerda, ses neveux et représentans de leur père. Ses intrigues, ses qualités personnelles, l'arbitrage des rois de Portugal et d'Aragon, enfin, une décision solennelle des cortès de Ségovie, en 1275, lui donnèrent la couronne. Après quelques tentatives pour faire valoir ses droits, l'infant don Alphonse de la Cerda consentit à une renonciation formelle en 1305.

depuis la sévère leçon qui punit cette tentative (1), il était devenu un sujet fidèle et semblait avoir perdu l'humeur perturbatrice de sa jeunesse. Touché de la générosité avec laquelle le roi usa de sa victoire, il s'était franchement attaché à sa personne. La force avait abattu sa résistance, les vertus chevaleresques de don Alphonse achevèrent sa défaite en le séduisant. Son dévouement nouveau alla jusqu'à lui faire oublier l'orgueil de sa race, et il avait consenti à fiancer sa nièce doña Juana de Villena à don Henri de Trastamare, et sa fille aînée à don Tello, le troisième des fils de doña Léonor.

A côté de ces deux seigneurs, déjà dans la maturité de l'âge, habiles capitaines et profonds politiques, venait se placer un jeune homme que sa haute naissance, beaucoup plus que son mérite personnel, appelait à jouer un rôle dans les révolutions que l'on pouvait prévoir. C'était don Fernand, infant d'Aragon, marquis de Tortose et seigneur de l'Albarracin (2). Il était fils de doña Léonor, sœur d'Alphonse de Castille et seconde femme du feu roi d'Aragon, Alphonse IV. Après quelques tentatives impuissantes pour se créer un parti en Aragon, suspect à son frère, Pierre IV, le roi régnant, il s'était retiré en Castille avec sa mère et un frère du même lit, nommé don Juan. En 1347, lorsque le royaume de Valence et quelques autres provinces se soulevèrent contre Pierre IV (3), don Fernand était venu s'offrir pour chef aux rebelles. Vaincu à la bataille d'Epila, il avait eu le bonheur d'être fait prisonnier par des Castillans auxiliaires de Pierre IV, qui, au lieu de le livrer à son frère, le ramenèrent à la cour de don Alphonse. Étranger à la Castille par sa naissance, à l'Aragon par l'exil où il était condamné depuis ses entreprises impuissantes, il demeurait cependant le prétendant éloigné à ces deux couronnes, et pouvait se faire illusion sur son importance en voyant toutes les factions disposées à se servir de son nom pour leurs propres intérêts.

(1) Il fut assiégé par le roi dans son château de Lerma, et obligé de se rendre à discrétion en 1335. *Cronica de don Alfonso XI*, p. 323.

(2) Petite province dépendant aujourd'hui du royaume d'Aragon. La ville d'Albarracin, située au milieu d'âpres montagnes, était une des plus fortes de l'Espagne. Ses seigneurs défendirent long-temps leur indépendance contre les rois de Castille et d'Aragon.

(3) Plusieurs grandes villes, entre autres Saragosse et Valence, ainsi qu'un nombre considérable de riches-hommes aragonais ou valenciens avaient formé une ligue qu'on appela l'*Union*, pour se garantir mutuellement leurs droits et leurs priviléges. Les Valenciens réclamaient des institutions aussi libres que l'étaient alors celles de la Catalogne et de l'Aragon. Tous les ligueurs, accusant le roi de partialité pour ses sujets catalans, l'obligèrent à bannir de son conseil don Bernal de Cabrera, son ministre, et ses plus fidèles serviteurs, enfin, à reconnaître don Fernand pour son héritier, au préjudice de sa propre fille. Quelque temps ils le retinrent prisonnier dans les murs de Valence; mais, pendant sa captivité, Pierre IV eut l'art de gagner les principaux chefs de l'Union. Dès qu'il put s'échapper, il se hâta de révoquer toutes les concessions qui lui avaient été arrachées, et bientôt après détruisit la ligue en battant complétement les rebelles à Epila.

L'avénement d'un roi de quinze ans (1) devait augmenter l'autorité d'Alburquerque, qui gouvernait la reine-mère. Don Juan de Lara, éloigné des provinces du nord, où se trouvait la majeure partie de ses domaines et où s'exerçait particulièrement son influence politique, n'était pas en mesure de lui disputer le pouvoir en Andalousie. D'ailleurs, don Juan Nuñez était las de la guerre civile, et, certain que son indépendance serait respectée par un gouvernement faible et entouré de périls, il ne songeait nullement à susciter de nouveaux embarras au fils d'un prince dont il était devenu l'admirateur et le sujet le plus dévoué. Enfin Alburquerque recherchait ouvertement son alliance, et lui offrait de partager avec lui l'autorité que la mort d'Alphonse remettait entre ses mains.

III.

AVÉNEMENT DE DON PÉDRE. — 1350.

I.

Tous les partis, d'accord contre la favorite et sa famille, la menaçaient des plus terribles réactions. A peine don Alphonse eut-il rendu le dernier soupir, que doña Léonor, qui, probablement, l'avait suivi au camp devant Gibraltar, dut songer à fuir la vengeance de la reine-mère. Persuadée que don Juan d'Alburquerque se croirait désormais dispensé de garder des ménagemens à son égard, elle implora d'abord la protection du seigneur de Lara. Mais elle en fut froidement accueillie, et, pour seule marque d'intérêt, il lui conseilla de pourvoir à sa sûreté personnelle en se retirant dans une des places fortes qu'elle avait reçues du feu roi. Léonor courut aussitôt à Medina-Sidonia. Pendant qu'elle s'enfermait dans le château, l'armée, qui ramenait de Gibraltar à Séville le corps de don Alphonse, entrait dans la ville basse. La favorite put mesurer alors le changement qu'un seul jour apportait à sa fortune. Le gouverneur de Medina-Sidonia, qui, pour me servir de l'expression consacrée au moyen-âge, *tenait* la forteresse pour doña Leonor sa parente (2), lui demanda ou plutôt la somma d'accepter sa renonciation à l'hommage qu'il lui devait comme à la dame propriétaire de cette place. C'était lui annoncer clairement que sa cause était désespérée. Le gouverneur de Medina-Sidonia, Alonso-Fernandez Coronel, était cependant un noble chevalier renommé pour ses prouesses et sa loyauté; d'ailleurs personnellement attaché à la faction des Lara. Léonor essaya vainement de le retenir. Non-seulement elle ne put le faire changer de résolution,

(1) Don Pèdre était né à Burgos le 30 août 1333. — *Chron. de Alfonso XI*, p. 269.
(2) *Torres y Tapia*, p. 65, t. II. *Cron. de Alcant.*

mais encore, chose étrange, parmi tant de riches-hommes et de chevaliers qui, du vivant de don Alphonse, rivalisaient de dévouement pour elle, il ne s'en trouva pas un seul qui voulût accepter le gouvernement de son château. En même temps, de tous les côtés, on lui apportait les nouvelles les plus alarmantes. Alburquerque allait faire arrêter ses deux fils, don Henri et don Fadrique, pour les sacrifier peut-être à la haine de la reine Marie. Quelques ennemis de la favorite l'accusaient même de conspirer contre le nouveau roi et de revendiquer la couronne pour son fils aîné, en vertu d'un prétendu mariage avec don Alphonse (1). Effrayée de son isolement subit, et tremblante pour ses enfans, doña Léonor offrit de livrer son château à don Juan d'Alburquerque, se bornant à demander, comme prix de sa soumission, un sauf-conduit pour se rendre à Séville. Il lui fut accordé sur-le-champ, et, suivant son désir, le seigneur de Lara se porta garant qu'il serait respecté. Peut-être espérait-elle désarmer son ancienne rivale en s'humiliant à ses pieds; plus probablement elle voulait mettre en sûreté les sommes d'argent et les riches pierreries qu'elle tenait de la générosité de don Alphonse, et qui étaient déposées à Séville. Quant aux bâtards, qui avaient accompagné le cortége funèbre depuis Gibraltar jusqu'à Medina-Sidonia, saisis d'une terreur soudaine, ils quittèrent l'armée en secret, et, suivis seulement de quelques cliens dévoués, sans se concerter avec leur mère, ils coururent se réfugier dans le château de Moron, forteresse qui appartenait au maître d'Alcántara, Perez Ponce, leur parent. De là, après une courte délibération, don Henri gagna précipitamment Algéziras, dont le seigneur de Marchena, Pero Ponce, frère du maître d'Alcántara, était gouverneur. En même temps, don Fadrique partait pour Montanches, château de l'ordre de Saint-Jacques; en sa qualité de maître, il s'en fit ouvrir les portes (2). Alvar de Guzman, cousin de Léonor, s'enfermait dans Olvera, et Perez Ponce réunissait ses chevaliers et ses vassaux à Moron pour y soutenir un siége ou pour tenter de là quelque expédition. Tous les parens de la favorite se fortifiaient à la hâte, rassemblaient leurs hommes d'armes et se préparaient de leur mieux à la guerre civile. D'un autre côté, Alburquerque et la reine Marie, après avoir célébré les obsèques de don Alphonse, proclamèrent don Pèdre roi de Castille et s'empressèrent de composer sa maison et de pourvoir aux charges de cour (3).

(1) Rades, *Cronica de Alcantara*, p. 26, attribue en effet ce projet extravagant à doña Leonor. Il me paraît évident qu'il ne fut qu'une invention de ses ennemis; car jamais dans la suite don Henri ne chercha à faire valoir les droits qu'il aurait eus comme fils légitime de don Alphonse. Cfr. avec *Torres y Tapia, Cron. de Alcantara*, t. II, p. 70 et suivantes.

(2) Rades, *Cron. de Alcantara*, p. 26. Cfr. avec la *Cronica de Santiago* du même auteur, p. 45.

(3) Voici, d'après Ayala, les noms de quelques-uns des grands-officiers de la couronne

II.

Il y eut d'abord peu de changemens. A l'approche d'une guerre civile qui semblait inévitable, il eût été dangereux de mécontenter la noblesse, encore indécise, par un bouleversement général. La plupart des grands offices furent donc conservés à leurs titulaires, et l'on ne remplaça que ceux qui, par leur absence de Séville au moment des funérailles du roi, rendaient leur loyauté justement suspecte. Les faveurs furent assez également réparties entre les cliens des maisons d'Alburquerque et de Lara. On remarqua que l'ancien gouverneur de Medina-Sidonia, Alonso Coronel, obtint la seigneurie d'Aguilar avec le titre et les priviléges de riche-homme, récompense évidente de son empressement à résigner l'hommage qu'il devait à doña Léonor (1). En lui conférant les insignes de sa dignité nouvelle, Alburquerque prouvait à tous qu'il était d'accord avec don Juan Nuñez pour abaisser la faction de la favorite déchue, et l'alliance politique des deux plus puissans seigneurs de la Castille faisait facilement prévoir la mauvaise issue de toutes les tentatives des mécontens. L'infant d'Aragon ne fut pas oublié dans le partage des hauts emplois. Il reçut le commandement de la frontière d'Andalousie, charge importante qui mettait sous ses ordres un corps de troupes considérable. Sous le règne de don Alphonse, elle appartenait nominalement à don Fadrique. Revêtu de ses dépouilles, l'infant se déclara ouvertement contre la faction des bâtards.

Tandis que de toutes parts la noblesse courait aux armes, le peuple, se rappelant les malheurs de la guerre civile qui avait déchiré le royaume pendant la minorité de don Alphonse, voyait avec indignation les tentatives contre le maintien d'une paix naguère si chèrement achetée; aussi les fils de Léonor trouvèrent-ils peu de sympathie dans les villes. Froidement accueilli par les habitans d'Algéziras, don Henri chercha vainement à leur rendre suspectes les intentions du nouveau

à l'avénement de don Pèdre : Don Juan Nuñez de Lara, alferez-major (grand-porte-bannière) et grand majordome; — don Garci Laso de la Vega, grand-adelantade (lieutenant-général) de Castille, en remplacement de Fernand Perez Porto Carrero, nommé grand-maître d'hôtel à la place du précédent; — Gutier Ferrandez de Tolède, guarda-mayor, ou capitaine des gardes, en remplacement de Lope Diaz de Almazan; — Alonso Fernandez Coronel, grand-échanson; — Pero Suarez de Tolède, grand-chambellan; — Pero Suarez de Tolède, le jeune, repostero-mayor (maître d'hôtel); — Don Fernand d'Aragon, adelantade de la frontière en remplacement de don Fadrique (commandant-général des troupes sur la frontière de Grenade); — don Fernand Manuel de Villena, adelantade de Murcie; — don Juan Alonso de Alburquerque, grand-chancelier et trésorier. — Le seigneur de Villena, Garci Laso, et Alonso Coronel, étaient les créatures de don Juan Nuñez. Les autres peuvent être considérés comme plus ou moins ouvertement attachés à don Juan d'Alburquerque. Voyez Ayala, p. 17.

(1) Ayala, p. 67.

souverain ou plutôt celles de son ministre. Il fallut la terreur inspirée par les hommes d'armes qu'il menait à sa suite pour obliger les bourgeois à faire quelques préparatifs de défense. Cependant un écuyer du roi, parti de Séville, s'introduisit secrètement dans Algéziras, et, trompant la vigilance des mercenaires amenés par le comte de Trastamare, réussit à se concerter avec les principaux d'entre les bourgeois et en obtint la promesse de se déclarer à la première occasion. Toutes les portes de la ville étant gardées, il se laissa glisser la nuit, au moyen d'une corde, le long des remparts, et revint aussitôt à Séville, annonçant qu'il suffirait de déployer la bannière royale devant les remparts d'Algéziras pour en chasser les rebelles. Peu de jours après, quelques galères, commandées par Gutier Fernandez de Tolède, parurent inopinément dans le port. Au cri de *Castille! au roi don Pèdre!* poussé par les équipages, les bourgeois répondent avec enthousiasme et sortent en armes dans les rues. Le comte de Trastamare et ses soldats n'eurent que le temps de monter à cheval et de gagner la campagne (1). Déjà parmi ses partisans, quelques seigneurs, séduits par les promesses d'Alburquerque, se rapprochèrent de Séville pour traiter de leurs capitulations particulières. Les ponts-levis des châteaux s'abaissaient partout devant la bannière royale. Les fils de Léonor reconnaissaient un peu tard que la guerre civile était impossible. Après quelques jours d'hésitation, don Henri, don Fadrique et le maître d'Alcántara, perdant tout espoir de se créer un parti, ne songèrent plus qu'à obtenir leur pardon et à faire oublier leur imprudente prise d'armes.

Alburquerque n'était pas encore assez puissant pour oser punir rigoureusement les fils de son bienfaiteur, ou peut-être ne les crut-il pas assez dangereux pour se montrer implacable. Sur les assurances bienveillantes du ministre, don Henri et ses adhérens entrèrent à Séville et furent admis sans peine à rendre leur hommage au nouveau roi (2). Don Fadrique envoya sa soumission, et fut autorisé à demeurer provisoirement à Llerena, ville appartenant à son ordre. On promit aux rebelles repentans d'oublier le passé; on leur conserva même leurs pensions et leurs emplois; il n'y eut ni amendes ni confiscations. Seulement Alburquerque exigea la remise de quelques châteaux, entre autres celui de Moron, que le maître d'Alcántara fut obligé de céder à un gouverneur séculier (3). En outre, les chevaliers d'Alcántara durent prêter le serment de ne recevoir leur maître Perez Ponce dans les forteresses de leur ordre, qu'avec l'agrément exprès du roi (4). Albur-

(1) Ayala, p. 20.

(2) Juillet 1350.

(3) Les revenus de cette place, un moment séquestrés, lui furent rendus lors de sa soumission. Rades, *Cron. d'Alcant.*, 1, 18.

(4) *Id.*, *ibid.* Ayala, p. 23.

querque, méprisant la jeunesse de don Henri et de don Fadrique, affectait de ne voir en eux que des étourdis qu'une réprimande suffirait à châtier; il réserva ses rigueurs contre leur mère, doña Léonor. Au mépris du sauf-conduit qu'elle avait obtenu, elle fut renfermée dans l'Alcazar de Séville et traitée en prisonnière d'état. On lui permit cependant de communiquer avec ses fils. Auprès d'elle se trouvait doña Juana de Villena, nièce de don Juan Nuñez, déjà fiancée au comte de Trastamare. De ce mariage dépendait l'espoir d'attacher irrévocablement la puissante maison de Lara à la fortune de ses fils. Mais déjà le seigneur de Villena, neveu de don Juan Nuñez, élevant ses prétentions, pensait à rompre l'alliance projetée sous le dernier règne, et prétendait donner sa sœur soit à l'infant don Fernand d'Aragon, soit au jeune roi lui-même. Du fond de sa prison, Léonor, poursuivant toujours la grandeur de sa famille, eut l'art de déjouer ces projets. Elle exerçait un empire absolu sur l'esprit de la jeune héritière de Villena, depuis long-temps habituée à la considérer comme une mère, et il ne lui fut pas difficile d'en obtenir l'obéissance et le secret. Le mariage de don Henri et de dona Juana fut célébré et consommé dans le palais même qui servait de prison à Léonor, avant qu'aucune des parties intéressées à le prévenir en fût instruite (1). Quelques heures plus tard, la reine et don Juan d'Alburquerque faisaient éclater leur colère en se voyant ainsi joués par leur captive. On redoubla de rigueur contre doña Léonor; on la sépara de son fils pour la conduire dans le château de Carmona, où elle fut étroitement resserrée. Quant au comte don Henri, il était sur ses gardes et n'attendit pas la vengeance de ses ennemis : il sortit secrètement de Séville, emportant quantité de pierreries que sa mère était parvenue à mettre entre ses mains. Marchant à grandes journées, suivi de deux cavaliers fidèles, Pero Carrillo et Men Rodriguez de Senabria (2), tous les trois le visage couvert de masques de cuir, selon l'usage du temps, traversèrent toute l'Espagne sans être arrêtés ni reconnus, et, après bien des fatigues, gagnèrent enfin les Asturies, où ils se flattaient de trouver quelque sécurité au milieu de vassaux dévoués (3).

II.

La paix était rétablie dans la Castille, et l'impuissance des efforts

(1) Ayala, p. 25.

(2) *Men* paraît avoir été un titre honorifique particulier à quelques provinces d'Espagne. Il correspond à notre *messire*, au *don* castillan et à l'*en* des Catalans, avec cette différence que *men* précède un nom patronymique, tandis que *don* et *en* ne se mettent que devant un prénom.

(3) Ayala, p. 26.

tentés par les bâtards semblait n'avoir eu d'autre résultat que de l'affermir davantage, lorsqu'un événement inattendu faillit jeter de nouveau le trouble dans le royaume et réveiller les rivalités des factions qui se partageaient le pouvoir. Peu de semaines après son avénement, le jeune roi fut atteint d'une maladie grave qui mit ses jours en danger. L'attente de sa mort, regardée comme inévitable, le défaut d'héritier direct de la couronne, l'incertitude ou l'obscurité des lois et des usages relatifs à la succession royale, ouvraient la carrière à bien des ambitions et faisaient présager des contestations sanglantes. Déjà les riches-hommes et les communes se divisaient en deux camps; on se préparait ouvertement à la guerre. Un reste de respect pour un roi mourant empêchait seul les partis d'en venir aux mains.

Pendant toute la durée de la maladie de don Pèdre, il n'y eut pour ainsi dire plus de gouvernement en Castille. Alburquerque et la reine-mère ne songeaient qu'à rassembler des soldats et surtout à amasser de l'argent pour les éventualités d'une lutte qui pouvait éclater d'un instant à l'autre. Tous les traitemens soldés sur la cassette du roi étaient suspendus; aussi nulle obéissance, nul respect pour l'autorité. Les grands officiers de la couronne rançonnaient les agens du fisc et s'emparaient des caisses publiques pour s'indemniser, disaient-ils, des retenues qu'on leur faisait injustement subir (1). Le pillage était général. Il n'y avait pas encore d'armées en campagne, mais partout des bandes de maraudeurs parcouraient le pays et se livraient impunément aux plus criminelles violences.

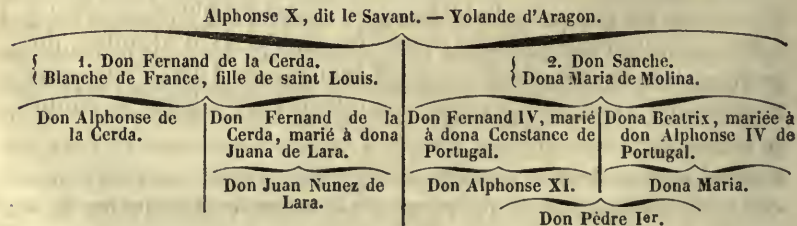
Les prétendans avoués au trône de Castille étaient don Fernand, infant d'Aragon, et don Juan Nuñez de Lara. Le premier alléguait les droits de sa mère, doña Léonor, sœur aînée du feu roi don Alphonse, solennellement reconnue par les cortès, avant la naissance de ce dernier, comme héritière présomptive du trône de Castille. Du chef de sa mère, il était en effet le premier héritier dans la ligne collatérale. De son côté, don Juan de Lara, ressuscitant des prétentions déjà condamnées par la fortune des armes et les décisions des assemblées nationales, rappelait qu'il était l'arrière-petit-fils du roi Alphonse X et le représentant légitime des infans de La Cerda, descendans du fils aîné de ce prince et dépossédés par son puîné, don Sanche, et les rois qui en étaient issus. A cette époque, le droit politique n'était point fixé, et, bien que les coutumes gothiques attribuassent aux seules cortès le droit de désigner l'héritier de la couronne, l'opinion populaire commençait à s'établir qu'elle devait se transmettre dans la ligne directe. L'infant et don Juan de Lara briguaient tous les deux la main de la reine Marie, mère de don Pèdre, car elle avait ses droits aussi à faire valoir, étant petite-fille de don Sanche

(1) *Cortès de Vall., ord. de Fijosdalgo*, art. 7.

et arrière-petite-fille d'Alphonse X (1). Par ce mariage, don Fernand espérait s'assurer l'appui du roi de Portugal, père de la reine; le seigneur de Lara, en réunissant les deux rejetons de la lignée d'Alphonse X, prétendait résoudre ainsi définitivement la question de la légitimité des rois de Castille, question qui, longuement débattue, demeurait pourtant encore indécise dans l'esprit des peuples et subsistait toujours comme une cause permanente de révolutions intestines. Quelque légitimes que parussent les droits de don Fernand d'Aragon, qui se fondait sur une décision des cortès et la renonciation des infans de La Cerda, sa qualité de prince étranger rendait sa cause impopulaire; mais elle était chaudement soutenue par Alburquerque, jaloux du seigneur de Lara, intéressé d'ailleurs à mettre sur le trône un prince faible, qu'il eût dirigé à son gré. Les provinces du nord se montraient favorables aux prétentions de don Juan Nuñez. Burgos et plusieurs grandes villes de la Castille-Vieille, autrefois attachées au parti des infans de La Cerda, attendaient avec impatience le moment de se déclarer pour l'héritier d'une maison qu'elles avaient toujours chérie. Garci Laso de la Vega, adelantade de Castille, un des riches-hommes les plus influens dans cette province, était dans le nord l'agent le plus actif du seigneur de Lara, tandis que don Alonso Coronel, en Andalousie et dans Séville même, se mettait à la tête de ses partisans et lui recrutait ouvertement une armée. Pour le nombre des seigneurs, l'importance des villes, la force des châteaux, l'abondance des ressources en tout genre, le parti des Lara avait incontestablement l'avantage, et il se préparait au combat comme à une victoire assurée.

Le rétablissement inespéré de don Pèdre fit évanouir ces espérances; mais il n'eût peut-être pas empêché les deux factions ennemies de vider leur querelle par les armes, si la mort subite de don Juan Nuñez et celle de son neveu, le seigneur de Villena, n'eût privé en même temps le parti des Lara de ses deux chefs reconnus. L'un et l'autre succombèrent vraisemblablement à l'épidémie qui ravageait alors la Péninsule (2). En tout autre moment, la fin prématurée de ces deux

(1) Pour plus de clarté, je joins ici le tableau de la descendance d'Alphonse X :



(2) Don Juan Nuñez mourut à Burgos, où il s'était rendu probablement pour soulever la Castille-Vieille, très attachée à sa maison. Ayala, p. 29.

hommes dans la force de l'âge eût fait planer sans doute d'odieux soupçons sur leurs adversaires. Cependant je ne trouve dans aucun auteur contemporain la moindre insinuation contre Alburquerque, débarrassé ainsi dans un seul jour de l'obstacle qui pouvait arrêter l'essor de son ambition. Ce respect général pour un personnage en butte à tant de jalousies et de haines est un témoignage honorable qu'on doit enregistrer comme une exception rare dans les mœurs du XIVe siècle, et qu'il serait souverainement injuste de prétendre infirmer aujourd'hui.

Délivré de don Juan Nuñez, dominant l'infant d'Aragon et la reine Marie, Alburquerque put se croire désormais seul maître en Castille. Le jeune roi ne prenait aucune part au gouvernement. Il ne connaissait d'autre occupation que la chasse et passait des journées entières à cheval suivant ses faucons et ses chiens, indifférent au bien comme au mal que son ministre pouvait faire sous son nom. Personne encore ne connaissait son caractère, et sans doute il s'ignorait lui-même. Élevé dans la retraite, on ne lui connaissait aucune passion, aucun goût décidé, si ce n'est celui des exercices violens, ordinaire à son âge. Il avait à peine seize ans.

IV.

GOUVERNEMENT D'ALBURQUERQUE. — 1350-1351.

I.

D'après un usage antique devenu loi de l'état, les cortès devaient se réunir au commencement de chaque règne. Le nouveau roi, qui les présidait, apprenait, par les cahiers soumis à son examen, les abus qui s'étaient introduits sous son prédécesseur et les besoins des peuples qu'il allait gouverner. Dès que don Pèdre fut rétabli, les cortès générales furent convoquées à Valladolid. Ce n'était pas sans intention qu'Alburquerque avait désigné cette ville pour y tenir l'assemblée nationale. En s'y rendant, le roi aurait à traverser les provinces signalées par leur attachement à don Juan Nuñez de Lara. Il importait au ministre de s'y montrer accompagné de son souverain, pour y prouver son autorité et pour la faire craindre. Peut-être encore avait-il quelques vengeances particulières à y exercer. Enfin le voisinage des Asturies, où le comte de Trastamare avait trouvé, disait-on, un grand nombre de partisans, justifiait le déploiement de forces considérables qui, d'après ses ordres, allait avoir lieu à l'occasion du voyage du roi.

Partant de Séville au commencement du printemps de 1351, le roi se dirigea d'abord vers l'Estramadure (1), afin d'y recevoir l'hommage-

(1) Probablement à cette époque les voies romaines subsistaient assez bien conservées

lige de son frère don Fadrique, qui n'avait point encore paru à la cour, bien qu'il eût envoyé son acte d'allégeance en même temps que don Henri venait en personne demander son pardon. L'entrevue eut lieu à Llerena, une des principales commanderies de Saint-Jacques, où les chevaliers, prévenus d'avance, s'étaient réunis en grand nombre de toutes les parties du royaume. Le maître reçut son frère avec les plus grandes démonstrations de respect, et lui offrit la magnifique hospitalité qu'on pouvait attendre de l'ordre puissant dont il était le chef. A Llerena, on exigea des commandeurs de Saint-Jacques le serment de fidélité et d'hommage prêté peu de mois auparavant, à Séville, par les chevaliers d'Alcántara. Il contenait la même clause, nouvelle encore à cette époque, c'est à savoir que le maître ne serait reçu dans les forteresses de l'ordre qu'avec la permission du roi (1). Déjà une tendance monarchique commençait à modifier les institutions féodales, et peu à peu le pouvoir des maîtres, autrefois sans contrôle, allait se réduire à l'autorité frivole d'une charge de cour. Les chevaliers avaient perdu le droit d'élire leurs maîtres, on voulait que ces maîtres ne fussent plus que les lieutenans des rois.

Don Pèdre, ou plutôt Alburquerque en son nom, après avoir assuré don Fadrique du retour de ses bonnes graces, le *dispensa,* ainsi parle le chroniqueur, d'assister aux cortès convoquées à Valladolid (2). Que son éloignement de cette assemblée soit attribué au choix libre du maître de Saint-Jacques, ou bien aux soupçons du ministre, on voit dans la décision royale une preuve que la présence des chefs d'ordres militaires était d'usage dans les cortès générales. On peut en inférer aussi qu'elle dépendait, à certains égards, de la volonté du souverain.

La reine Marie accompagnait le roi dans ce voyage, traînant à sa suite la malheureuse doña Léonor. Don Fadrique, son fils, demanda et obtint la permission de la voir. En présence des geôliers, la mère et le fils, tous les deux si déchus de leur haute fortune, se jetèrent dans les bras l'un de l'autre, et, pendant une heure qu'il leur fut accordé de passer ensemble, ils pleurèrent sans se dire une parole. Puis, un page vint annoncer à don Fadrique qu'il eût à se rendre chez le roi. Après un dernier embrassement, il quitta sa mère pour ne plus la revoir (3). Le sort de l'infortunée avait été résolu. De Llerena, par l'ordre d'Alburquerque, elle fut conduite au château de Talavera, appartenant à la

pour établir des communications faciles entre les grandes villes d'Espagne. On voit par l'itinéraire d'Antonin qu'une des routes principales entre les provinces du midi et celles du nord part d'*Italica* pour aller s'embrancher à Mérida (*Emerita Augusta*) avec la voie qui conduit aux Pyrénées.

(1) Ayala, p. 35. — Rades, *Cron. de Santiago*, p. 45.

(2) Ayala, p. 35.

(3) Ayala, p. 36.

reine-mère, et gardé par Gutier Fernandez de Tolède, un de ses hommes-liges. Léonor n'y languit pas long-temps. Peu de jours après son arrivée, un clerc de la reine remit au gouverneur un ordre de mort. L'exécution eut lieu avec mystère, et il est certain que don Pèdre y fut complétement étranger. Sans doute la reine avait exigé d'Alburquerque le sacrifice de sa rivale, que ne protégeait plus la pitié de don Juan Nuñez de Lara. Elle obtint ses dépouilles de la faiblesse du roi, et les immenses domaines que don Alphonse avait donnés à sa maîtresse furent dévolus à celle qui venait de prononcer son arrêt de mort. « Plusieurs dans le royaume, dit Ayala, en furent marris, prévoyant que, d'un tel fait, naîtraient guerres et scandales, pour tant que Léonor avait fils déjà grands et trop bien apparentés (1). » Mais l'heure de la vengeance n'était pas venue, et les fils de Léonor courbaient le front devant ses assassins.

Don Pèdre, poursuivant sa route avec rapidité, avait prévenu à Valladolid l'arrivée des députés des villes. Sous prétexte de leur laisser le temps de se réunir, Alburquerque conduisit son pupille avec une petite armée dans plusieurs provinces de ses états. D'abord il se rendit à Palencia, dans le royaume de Léon, se rapprochant ainsi de don Tello, le troisième fils de Léonor, enfant de quinze ans à peine, qui, à l'exemple de ses aînés, se tenait éloigné de la cour, enfermé dans le château de Palenzuela. On semblait craindre qu'il ne fît quelque résistance, et, pour la prévenir, on lui envoya don Juan Garcia Manrique, richehomme de Castille, chargé tout à la fois de le rassurer sur les dispositions de don Pèdre et de gagner les chevaliers qui le dirigeaient. Manrique réussit dans sa mission et ramena don Tello à Palencia. Instruit par son guide, don Tello courut baiser la main de son frère. — « Don Tello, lui demanda le roi, savez-vous que votre mère, doña Léonor, est morte? — Sire, répondit l'enfant déjà courtisan, je n'ai d'autre mère ni d'autre père que vos bonnes graces (2). »

II.

Alburquerque avait eu bon marché de ces jeunes princes; maintenant il allait essayer son pouvoir contre des adversaires plus redoutables. C'était surtout la riche commune de Burgos que menaçait sa vengeance. Les bourgeois de cette ville, la plus importante de toute la Castille-Vieille, et les riches-hommes confédérés avec eux, ne cachaient point leur haine contre son gouvernement. Lorsque la maladie de don Pèdre avait révélé les sentimens de tout le royaume au sujet des prétendans à la couronne, Burgos s'était ouvertement prononcé pour don Juan

(1) Ayala, p. 36.
(2) *Id.*, p. 37.

Nuñez. En ce moment un des principaux adhérens de ce chef regretté, don Garci Laso de la Vega, se trouvait à Burgos avec une troupe nombreuse de vassaux et de cliens. A l'approche du roi, il sortit au devant de lui et vint le rencontrer à quatre lieues de la ville, près d'un bourg nommé Celada. Dans son orgueil féodal, Garci Laso marchait accompagné d'une escorte princière. Ses deux gendres, Rui Gonzalez de Cartañeda et Pero Ruiz Carrillo (1), son petit-fils, Gomez Carrillo, conduisaient à sa suite une multitude de chevaliers et d'écuyers, la plupart parens pauvres vivant de sa large hospitalité, toujours prêts en retour à épouser ses querelles, habitués à lui obéir comme à un chef de guerre et un père de famille. On ne manqua pas de faire remarquer au jeune roi cet appareil qui semblait destiné plutôt à le braver qu'à lui faire honneur. Dès la première entrevue, Manrique, créature d'Alburquerque, et l'ennemi particulier de Garci Laso, échangea publiquement avec ce seigneur des paroles hautaines. En présence même du roi une querelle bruyante s'engagea, prévue sans doute et préparée par le ministre. Le roi imposa silence aux deux adversaires qui, pour cette fois voulurent bien obéir; mais, le lendemain, comme on se mettait en marche pour Burgos, Garci Laso et les siens parurent en armes et plus nombreux que la veille. Déjà Manrique et les cavaliers de sa suite revêtaient leurs armures à la hâte, les deux troupes faisaient mine de vouloir se charger, lorsque le roi, accourant en personne, prévint encore un conflit. On leur ordonna de marcher en deux gros distincts assez éloignés l'un de l'autre pour éviter toute occasion de désordre. Cependant les bourgeois de Burgos, instruits de ces querelles, envoyèrent à Celada une députation pour représenter au roi le danger que courrait la ville en recevant à la fois les deux factions ennemies, et pour le supplier de n'y entrer qu'avec une escorte peu considérable. On ajoutait que les habitans verraient avec peine dans leurs murs la présence d'Alburquerque, dont ils connaissaient les mauvaises dispositions à leur égard. Bien que présentées avec toutes les formules de respect et d'humilité, ces remontrances trop libres déplurent à un jeune prince ignorant les priviléges et les franchises des communes, et instruit par sa mère et son ministre à croire que tout devait plier devant ses volontés. Alburquerque n'eut pas de peine à traduire en menaces factieuses le message du conseil de Burgos. Il fallait, dit-il, donner une leçon à ces bourgeois arrogans, et en faire un exemple pour intimider ceux qui voudraient les imiter. Au nom du roi, il répondit à la députation qu'il n'appartenait pas aux communes de régler l'escorte d'un roi de Castille; et sur-le-champ don Pèdre, avec sa petite armée, marcha vers la ville, lances hautes et enseignes flottantes.

Manrique le précédait avec une avant-garde, et déjà s'était logé mi-

(1) Le même probablement qui avait accompagné don Henri dans sa fuite.

litairement dans la Juiverie, quartier qui, séparé, suivant l'usage, du reste de la ville par une forte muraille, formait comme une citadelle intérieure. De la part des bourgeois, d'ailleurs, nulle tentative de résistance; seulement quelques-uns des plus compromis, alarmés du grand nombre de soldats introduits dans leurs remparts, profitèrent de la nuit pour chercher leur salut dans la fuite, et se dispersèrent dans les environs. Garci Laso, confiant dans son immense popularité et dans le dévouement de ses vassaux, voulut demeurer dans Burgos, et se logea fort près du roi dans un des palais de l'archevêque. Don Pèdre avec sa mère en occupaient un autre. Alburquerque avait son quartier assigné; Manrique tenait la Juiverie. Ainsi on voyait quatre camps dans Burgos, et il semblait que toutes les factions du royaume s'y fussent donné rendez-vous pour y vider leurs différends.

La nuit même qui suivit l'entrée du roi, un écuyer de la reine-mère se rendit secrètement au logis de Garci Laso, et lui porta, de la part de cette princesse, un avertissement étrange : « Quelque invitation qu'il reçut, il devait se garder de paraître devant le roi. » Le fier Castillan ne tint aucun compte de cette révélation charitable, et, loin de l'attribuer à un sentiment d'intérêt pour sa personne, il se persuada que ses ennemis, redoutant une lutte ouverte, voulaient l'éloigner pour l'accuser pendant son absence. De grand matin il entra dans le palais, suivi de ses gendres, de son petit-fils et de quelques gentilshommes ou bourgeois, cortége ordinaire des grands seigneurs à cette époque. Les portes étaient occupées par une garde nombreuse, et, dans tout le palais, on aurait pu remarquer un mouvement extraordinaire et des préparatifs mystérieux. Dans la grande salle, le roi l'attendait, assis sur son trône, entouré d'écuyers au service d'Alburquerque, tous armés d'épées (1) et de poignards, et portant des cottes de mailles sous leurs habits. A peine Garci Laso parut-il en présence du roi, que la reine-mère toute troublée sortit précipitamment, suivie de l'évêque de Palencia, son chancelier, comme pour éviter le spectacle d'une scène de violence dont elle était prévenue. Sa retraite fut comme un signal pour agir. Aussitôt quelques hommes d'armes s'emparent de trois bourgeois venus avec Garci Laso et les entraînent hors de la salle. En même temps, Alburquerque, debout auprès du roi, s'adressant à un alcade de cour nommé Domingo Juan : « Alcade, dit-il, vous savez ce que vous avez à faire? » Alors l'alcade, s'avançant vers le roi et lui parlant bas, mais toujours observé par le ministre : « Sire, demanda-t-il, vous me le commandez? sans votre ordre, je ne puis. » Le roi, d'une voix troublée, comme celui qui répétait une leçon apprise, s'écria : « Arbalétriers! arrêtez Garci

(1) Au XIVe siècle, les gentilshommes ne portaient leur longue et lourde épée qu'à la guerre ou en voyage. Les chevaliers des ordres militaires étaient seuls armés en tout temps.

Laso! » Trois écuyers d'Alburquerque se saisirent du seigneur de la Vega. Il vit que son sort était décidé, mais, trop fier pour demander grace, il dit au roi : «Sire, que ce soit votre merci de me donner un prêtre à qui je me puisse confesser. » Puis, se tournant vers un des hommes qui le tenaient : «Rui Fernandez, mon ami, dit-il, veuillez aller trouver doña Léonor ma femme, et lui demandez cette indulgence du pape qu'elle conserve.» L'écuyer refusa de se charger du message, mais on amena au prisonnier un prêtre qui se trouva dans le palais. Tous les deux furent conduits par les arbalétriers de la garde dans un passage étroit qui donnait sur la rue, et là le prêtre reçut la dernière confession de ce vieux guerrier plein de vie qui allait mourir. Au même moment, les gendres et le petit-fils de Garci Laso étaient arrêtés et renfermés dans un appartement du palais. Cependant Alburquerque comptait les instans qu'il laissait à sa victime. Bientôt, impatient, il avertit le roi qu'il était temps de donner les derniers ordres. Don Pèdre, habitué à répéter ceux de son ministre, chargea deux des gentilshommes d'Alburquerque d'aller dire aux gardes du prisonnier qu'ils le dépêchassent. Les arbalétriers, exécuteurs aveugles des volontés du roi, doutèrent d'un ordre qui leur était transmis par des serviteurs d'Alburquerque, et, comme l'alcade Domingo, ils voulurent le recevoir de la bouche même de leur maître. Un d'eux, s'étant détaché, alla lui demander ce qu'il fallait faire de Garci Laso. «Qu'on le tue!» répondit le roi. Bien averti cette fois, l'arbalétrier courut au prisonnier et l'abattit d'un coup de masse sur la tête. Ses camarades l'achevèrent à coups de dague. Le corps de Garci Laso fut jeté sur la grande place, où l'on célébrait l'entrée du roi à la mode castillanne par une course de taureaux. Ces animaux piétinèrent le cadavre et l'enlevèrent plusieurs fois sur leurs cornes. On le leur arracha pour l'exposer sur une estrade aux regards de la foule. Il y demeura tout un jour. Enfin on le déposa dans une bière, qui fut fixée sur le rempart de Comparanda. C'était le traitement réservé aux restes des grands malfaiteurs (1).

La même semaine, le roi, dînant avec Alburquerque, vit passer les trois bourgeois arrêtés avec Garci Laso, et qu'on menait au supplice. C'est ainsi qu'on apprenait à régner au malheureux don Pèdre. Le ministre implacable fit encore jeter en prison doña Leonor de Cornago, femme de Garci Laso, mais elle avait eu le temps de confier son fils à quelques serviteurs fidèles, qui parvinrent à le conduire dans les Asturies auprès du comte de Trastamare. La terreur régnait à Burgos, et quiconque avait élevé la voix pour défendre les priviléges de la commune ou pour soutenir les droits de don Juan Nuñez, ne croyait pas pouvoir trouver de retraite assez sûre pour cacher sa tête. Don Henri

(1) Ayala, p. 37-43.

lui-même, effrayé, n'osa pas demeurer plus long-temps dans les Asturies, et vint chercher un refuge sur le territoire portugais. Après les exécutions vinrent les récompenses. Pour prix de son dévouement au ministre, Manrique obtint la charge d'adelantade de Castille (1), que possédait Garci Laso.

Ce n'était pas assez pour Alburquerque d'abaisser et de dissiper la faction des Lara, il voulait encore exterminer toute la race de son ennemi. Don Juan Nuñez laissait deux filles, dont l'une, ainsi qu'on l'a vu, était fiancée à don Tello, et un fils nommé don Nuño, alors âgé de trois ans seulement. Confié aux soins de doña Mencia, dame d'une famille considérable de Biscaïe, cet enfant était élevé à Paredes de Nava, dans le royaume de Léon. Lorsque le bruit de l'assassinat de Garci Laso se fut répandu dans la province, doña Mencia, comprenant quels périls menaçaient l'héritier de son seigneur, s'empressa de le dérober à ses ennemis. La Biscaïe, dont les habitans, jaloux de leur indépendance, étaient fort attachés à la mémoire de leur ancien chef, lui parut l'asile le plus assuré, et d'ailleurs son mari, Martin Ruiz d'Avendaño, y avait exercé une influence considérable (2). Elle y conduisit son pupille le plus secrètement qu'il lui fut possible. Mais déjà sur leurs traces couraient les émissaires d'Alburquerque, et le roi lui-même, dont l'activité irréfléchie était toujours prête à seconder les projets cruels de son ministre. Don Pèdre, poursuivant le noble enfant avec l'ardeur d'un chasseur qui suit sa proie à la piste, pensa l'atteindre au passage de l'Èbre. Heureusement les fugitifs, ayant quelques heures d'avance, parvinrent à rompre un pont, et dès-lors, sans inquiétude, ils gagnèrent le port de Bermeo, d'où, en cas de nécessité, ils auraient pu s'embarquer pour la Guyenne ou pour le royaume de France. Cependant les Biscaïens, émus de voir le fils de leur ancien seigneur proscrit et persécuté, éclataient en murmures. Un fils de doña Mencia, Juan de Avendaño, appelant aux armes ses compatriotes, commença de se fortifier dans ces âpres montagnes, citadelles imprenables des libertés de la Biscaïe. C'était une entreprise grave, presque téméraire, même pour un roi de Castille, que de s'attaquer à un peuple courageux, passionné pour son antique indépendance, et toujours dévoué à ses chefs nationaux. Alburquerque dut renoncer à suivre le jeune Nuño; il ramena le roi en Castille, remettant à don Lope de Rojas, avec le titre de *prestamero mayor* (3), le soin de négocier l'extradition ou l'éloignement de

(1) Lieutenant-général.

(2) Ayala, p. 44. Cfr. avec l'*Abreviada*, p. 43, note.

(3) Titre correspondant sous quelques rapports à celui de vidame; on le donnait proprement à un seigneur jouissant de bénéfices ecclésiastiques. L'importance de cette charge et ses attributions variaient suivant les provinces. Le *prestamero mayor* de Biscaïe, était un des grands officiers de la couronne, et réunissait alors des pouvoirs civils et militaires assez étendus.

l'héritier des Lara. En même temps quelques troupes levées sur les domaines du roi voisins de la frontière s'avançaient pour appuyer les négociations. Les montagnards répondirent fièrement; il fallut en venir aux mains; pourtant ni d'une part ni de l'autre la guerre ne fut poussée avec vigueur. La petite armée du roi occupa plusieurs châteaux que les paysans insurgés essayèrent vainement de reprendre. Au bout de quelques mois, après maintes escarmouches sans résultat, l'enfant, cause de la guerre, mourut inopinément à Bermeo. Depuis longtemps les deux filles de don Juan Nuñez étaient au pouvoir d'Alburquerque, et les vastes domaines de Lara séquestrés au profit de la couronne. Dès-lors les hostilités n'avaient plus de prétexte ni de but. Les Biscaïens découragés déposèrent les armes et reconnurent l'autorité du roi.

V.

CORTÈS DE VALLADOLID. — 1351.

I.

Le soulèvement de la Biscaïe était encore loin d'être apaisé, lorsque don Pèdre, de retour à Valladolid, ouvrit les cortès en personne. Les transactions de cette assemblée, qui se prolongea jusqu'au-delà de l'année 1351, ont été conservées en partie et forment un des monumens les plus curieux pour l'histoire de cette époque. Suivant l'usage, chaque ordre présenta ses cahiers, dont après la session il reçut une expédition en forme accompagnée des décisions royales. Sous le titre de règlement (*ordenamiento*), les vœux exprimés par les députés et les réponses rendues au nom du souverain allaient prendre place parmi les lois de l'état.

Les réformes réclamées par les trois ordres, les satisfactions ou les promesses données par la couronne font connaître assez exactement sans doute la situation de la Castille. A ce titre, j'entrerai dans un examen sommaire des différens cahiers. Ils sont écrits en langue castillanne, qui remplaçait le latin dans les actes publics depuis les sages règlemens d'Alphonse X; mais, pour être rédigés dans une langue vivante, ils ne laissent pas de conserver encore bien des obscurités. Elles résultent quelquefois de l'emploi de termes dont la signification exacte est maintenant mal connue, plus souvent du manque de détails et de précision dans l'exposé des demandes présentées au roi. En effet, la rédaction en est, en général, si sommaire et si vague, qu'on doit regarder la pétition écrite comme le simple résumé d'une représentation verbale,

une espèce de *memorandum* destiné à rappeler un discours étendu ou même une discussion approfondie (1).

Si ces documens nous sont parvenus dans leur intégrité, comme il y a tout lieu de le croire, on sera d'abord surpris de n'y trouver aucune allusion aux événemens politiques qui venaient de marquer l'accession au trône de don Pèdre. Le meurtre de Garci Laso, le séquestre des domaines de Lara, la proscription de son fils, la guerre de Biscaïe, ne paraissent pas avoir été l'objet d'aucune représentation de la part des riches-hommes, et l'exécution des bourgeois de Burgos, la violation de leurs libertés, n'attirent pas davantage les plaintes des députés des communes. Je ne puis voir, en effet, qu'une formule banale dans la demande de confirmer les anciennes franchises et les priviléges existans, qui précède les cahiers de chaque ordre, et ce serait y attacher une importance fort exagérée, que de la prendre pour une protestation contre les derniers actes du gouvernement, actes non-seulement contraires aux franchises de chacun des ordres, mais encore à toutes les lois. Du silence étrange de l'assemblée, il faut conclure, ce me semble, l'approbation tacite des mesures violentes prises par Alburquerque, ou bien y reconnaître une preuve de l'intimidation dont ce ministre était parvenu à frapper tout le parti de Lara (2).

II.

Les vœux exprimés par le clergé ne comprennent que vingt et un articles, la plupart contenant des plaintes contre des usurpations ou des exactions exercées soit par des riches-hommes, soit par les officiers du fisc. Surtout les prélats réclament avec force quelques-uns de leurs droits féodaux détournés au profit de la couronne par le feu roi don Alphonse. On sait que l'invasion des Maures africains l'avait obligé à faire servir aux nécessités de la guerre une partie des revenus ecclésiastiques. Depuis la victoire du Rio Salado, aucune restitution n'avait eu lieu. A ces réclamations, les réponses du roi sont en général évasives; quelquefois il oppose un refus absolu fondé sur la pénurie du trésor. Il déclare, par exemple, fort nettement qu'il entend garder les salines enlevées aux églises et assimilées au domaine royal (3). On remarquera que les pétitions du clergé, à une seule exception près, sont toutes relatives à ses intérêts temporels, comme si les ecclésiastiques ne siégeaient aux cortès qu'en qualité de seigneurs féodaux. Lorsqu'ils

(1) Il faut ajouter qu'on ne connaît pas le texte même de ces cahiers, mais seulement l'exposé des demandes qui précède les réponses royales. On ne sait si cet exposé est littéralement reproduit, ou si ce n'est qu'un abrégé.

(2) Voir cependant *Cortès de Vall.*, art. 16 et 22. Il en sera parlé ci-après.

(3) *Cortès de Vall. Ord. de Prelados*, art. 5.

parlent au nom de la religion, c'est pour s'élever contre le scandale causé par les juifs et les Maures, qui travaillent publiquement le dimanche (1). A la modération singulière des termes dans lesquels cette représentation est conçue, on peut juger de la tolérance religieuse qui régnait alors en Castille.

III.

Les cahiers de la noblesse semblent également dictés par un intérêt tout personnel. S'adressant à la *merci* du roi, elle le supplie de lui accorder des exemptions, des pensions, des secours pécuniaires en considération des grandes pertes que la dernière épidémie lui a fait éprouver en lui enlevant les bras qui cultivaient la terre. Les laboureurs, devenus rares, mettent leurs services à un prix exorbitant, d'où il résulte que les gentilshommes, qui ne peuvent les payer, voient leurs domaines changés en déserts. Probablement le tableau de ces misères n'est point exagéré, car le gouvernement, prenant ces plaintes en considération, promet d'appliquer tous ses efforts à soulager la détresse des pauvres gentilshommes. Il les assure de sa protection, leur fait espérer des secours d'argent, et, afin de pourvoir au plus pressé, il fixe par une ordonnance spéciale le prix des salaires et celui des objets d'un usage général (2). Il est extrêmement difficile aujourd'hui d'apprécier une pareille mesure. Juste ou injuste dans ses détails, elle paraît avoir été commandée par une impérieuse nécessité.

J'ai fait connaître les désordres auxquels la maladie de don Pèdre avait donné lieu, et notamment le pillage des deniers publics par les nobles pensionnaires du roi. Pour tous les actes de violence commis à cette époque, la noblesse demande une amnistie complète, protestant surtout contre une enquête sur les droits de ceux qui, en saisissant les caisses royales, avaient prétendu se payer des arriérés de leurs traitemens. Tout en accordant l'amnistie, le roi se réserve d'examiner les titres de ces pensionnaires impatiens et de poursuivre le recouvrement des sommes prises sans créances légitimes (3).

Une loi fort remarquable du dernier règne interdisait aux ecclésiastiques de recevoir par testament des donations de terres, et le considérant allégué était qu'entre autres graves abus, il pourrait résulter de la liberté de tester en faveur des églises l'appauvrissement des familles nobles. Il paraît que cette loi fut mal observée, car on en réclame

(1) *Ord. de Prelados*, art. 9. — Ils demandent que les Juifs ne puissent travailler dans la rue (comme la plupart des artisans font encore aujourd'hui en Espagne), mais dans leurs maisons, les portes fermées, à peine de 10 maravédis d'amende.

(2) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 11. — *Ord. de Menestrales*.

(3) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 7.

l'exécution avec de nouvelles instances. Le roi promet de la remettre en vigueur, et cependant autorise la répétition des terres aliénées au mépris des ordonnances de son prédécesseur (1).

L'existence des *behetrias*, ces petites républiques dont le principal privilége était de changer de seigneur suivant le choix de leurs habitans, était pour la noblesse castillanne une occasion de querelles incessantes. Dans un temps où la force seule était respectée, la volonté de ces paysans privilégiés ne dépossédait réellement un seigneur que lorsqu'elle était appuyée par les armes de celui qu'on élisait pour lui succéder. De là des guerres et des combats continuels. D'un autre côté, quand les seigneurs, possesseurs temporaires de *behetrias*, comparaient le peu d'étendue de leurs droits et leur incertitude avec la puissance plénière des propriétaires de fiefs leurs voisins, ils éclataient en plaintes contre des institutions si humiliantes pour leur orgueil; ils en demandaient l'abolition; ils réclamaient le partage des *behetrias* au nom de la paix du royaume, avouant ainsi sans pudeur et leur avidité et leur humeur querelleuse. Les débats auxquels donna lieu la question des *behetrias* furent longs et animés. Il ne paraît pas que les habitans de ces bourgades eussent dans les cortès d'autres représentans que leurs seigneurs. Consulter des paysans sur leurs intérêts ou même sur leur sort n'était pas une idée que pussent concevoir les législateurs du XIVe siècle. Alburquerque pressait le partage des *behetrias* par un motif de cupidité personnelle, ayant du chef de sa femme un grand patronage sur ces territoires privilégiés. Mais d'autres seigneurs, propriétaires comme lui, craignirent sa partialité daus la répartition des terres et dans l'examen difficile des droits allégués par les nombreux prétendans. Grace à leur opposition, les choses demeurèrent sur l'ancien pied. Cette jalousie inquiète, particulière à la noblesse du moyen-âge, obligeait les riches-hommes à sacrifier leurs avantages personnels à la crainte de les voir partager par leurs voisins. Cependant le ministre avait fait parler le roi. Au vœu exprimé par les seigneurs intéressés à la suppression des *behetrias*, il avait répondu en admettant la mesure en principe; il s'engageait même à renoncer au droit de justice, qui lui appartenait sur ces bourgs à l'exclusion des seigneurs propriétaires. Toutefois la solution définitive dut être ajournée jusqu'après une enquête sur les droits des intéressés. A cet effet, on nomma des commissaires spéciaux; mais il paraît qu'elle n'eut aucun résultat, les rivalités des seigneurs ayant soulevé sans doute des questions encore plus graves et plus difficiles à résoudre que celle de leurs titres de suzeraineté tels qu'ils existaient dans la constitution actuelle des *behetrias* (2).

(1) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 28.

(2) Cfr. Ayala, p. 50 et suiv. — *Ord. de Fijosdalgo*, art. 4, 5, 6, 13, 15, 21.

Deux articles des cahiers de la noblesse sont à noter comme indiquant un accord des ordres entre eux. Le premier exprime le vœu qu'aucune décision relative à l'un des trois ordres n'intervienne dans les cortès en l'absence des représentans de l'ordre intéressé (1); le second sollicite en faveur des députés des communes une indemnité pour leurs frais de séjour pendant la durée des sessione (2). On verra tout à l'heure que les communes ne demeurent point en reste de bons procédés à l'égard de la noblesse.

IV.

En examinant les pétitions adressées au roi par les députés des villes, on reconnaît le rôle important qu'ils avaient alors dans les assemblées nationales. C'est en effet dans leurs cahiers seulement que se trouvent traitées les questions les plus élevées et les plus intéressantes pour la prospérité du pays. Ils offrent le mélange, naturel à l'époque où ils furent rédigés, d'idées grandes et généreuses et de préjugés étroits. Tel est le moyen-âge, surtout en Espagne; et, si l'on compare les opinions exprimées dans les cortès de Valladolid avec celles qui dominaient alors dans tout le reste de l'Europe, la barbarie de certaines institutions de la Castille causera moins de surprise que la sagesse de quelques autres n'excitera d'admiration. Qui s'étonnera de voir, en 1351, les députés des communes demander pour les débiteurs chrétiens l'autorisation de faire banqueroute à leurs créanciers juifs (3), ou bien vouloir interdire à ces derniers le droit de posséder des terres, en leur accordant celui de prêter à usure (4)? Ce qui surprendra davantage, c'est que, dans la même assemblée, on réclame et l'on obtienne l'abolition des maîtrises et la liberté la plus complète dans l'exercice de toutes les professions (5); qu'on y stipule l'inviolabilité des députés (6); qu'on y demande des garanties pour la liberté individuelle (7); enfin, qu'on arrache à la couronne la promesse de révoquer ces immunités scandaleuses qui, dispensant de l'impôt quelques villes privilégiées, en rendaient le poids intolérable aux autres (8).

Environ la moitié des réclamations présentées par les communes a pour objet la réforme des abus existant dans la répartition ou le prélè-

(1) *Ord. de Fijosdalgo*, art. 23.
(2) *Ibid.*, art. 22.
(3) *Cortès de Valladolid*, Cfr. art. 64, 65, 74, 75.
(4) *Ibid.*, art. 66.
(5) *Ibid.*, art. 49.
(6) *Ibid.*, art. 34.
(7) *Ibid.*, art. 16, 22.
(8) *Ibid.*, art. 36.

vement des taxes. Au nombre et à la gravité des plaintes, on juge quelle est l'étendue du désordre dans cette partie de l'administration. Parmi les mesures provoquées par les cortès, il faut citer un nouveau recensement général pour établir l'assiette de la capitation, recensement devenu absolument nécessaire depuis le fléau qui venait de ravager la Péninsule, et l'établissement d'une surveillance particulière pour réprimer les exactions ordinaires alors aux officiers du fisc. A certains égards, cette dernière institution rappelle celle des *Missi dominici* de Charlemagne (1).

L'administration de la justice donne également lieu à de nombreuses remontrances, mais où percent clairement les jalousies aveugles des différentes provinces de la monarchie, trop nouvellement réunies pour avoir encore oublié leurs vieilles antipathies, au point de former un corps de nation. Chaque ville voudrait que ses magistrats fussent choisis sur son territoire; elle ne regarde pas comme un concitoyen, elle croit presque un ennemi quiconque est né hors de ses murs (2).

Une réclamation plus juste et plus éclairée obtient de la couronne que nul ne sera soustrait à ses juges naturels; que des commissaires royaux surveilleront avec vigilance les officiers de justice (3); enfin, comme dernière ressource contre la prévarication des magistrats, que tout Castillan pourra venir porter ses plaintes par devant le roi lui-même (4).

L'audace des bandits qui infestaient les grandes routes, et qui pillaient même les villages et les villes, appelait les mesures les plus énergiques pour leur destruction. Sur la demande des députés, le roi ordonne l'institution d'une garde civique chargée de la police et particulièrement de la poursuite des malfaiteurs. On devine la grandeur du mal à l'énergie des remèdes employés pour le combattre. Toute la population de la Castille est mise sous les armes. Dans chaque ville ou village, un quart des habitans doit toujours être prêt à courir sus aux brigands. On fixe la distance à laquelle la poursuite doit s'étendre; on dispose les hommes d'armes par relais, si je puis m'exprimer ainsi, qui se succéderont les uns aux autres jusqu'à la prise ou l'extermination des bandits. Mais ce n'est pas seulement contre les voleurs de grands chemins que cette milice doit agir. Elle est encore chargée de combattre les rebelles au gouvernement, et ses services sont particulièrement requis pour la destruction des *maisons fortes* (*casas fuertes*) : c'est ainsi que sont désignées les retraites de ces gentilshommes ennemis des lois, alors très nombreux dans toute l'Espagne. Pour faire le siége de ces forteresses, les lieutenans du roi pourront

(1) *Cortès de Vall.*, art. 40, 55.
(2) *Ibid.*, art. 58.
(3) *Ibid.*, 50, 54, 55.
(4) *Cortès de Vall.*, art. 48.

convoquer les milices de cinq lieues à la ronde et emmener la moitié des hommes valides (1). A ces dispositions il faut encore ajouter des peines portées contre les mendians et les vagabonds, parmi lesquels se recrutent d'ordinaire les ennemis de la tranquillité publique (2).

Les relations de la Castille avec les royaumes voisins rentraient dans la compétence des cortès générales. Les communes réclament contre un tarif de douanes établi par la Navarre, et demandent la révocation d'une convention commerciale entre la Castille et l'Aragon, onéreuse à la première de ces deux puissances. On voit encore les villes maritimes de la Biscaïe solliciter la ratification d'un traité qu'elles ont conclu avec l'Angleterre, de leur propre autorité, comme il semble (3). Alors les cités commerçantes jouissaient d'une indépendance singulière. On sait que, deux siècles après, le Portugal, en paix avec le roi de France, avait une rude guerre à soutenir contre un bourgeois de Dieppe (4).

Pendant les voyages d'un roi de Castille, voyages fréquens à cette époque où il n'y avait pas de résidence fixe pour la cour, les villes et les ordres militaires étaient tenus de le défrayer ainsi que toute sa suite. On lui devait ce que l'on appelait *la chère* (*yantares*), et la dépense était souvent fort considérable, d'autant plus qu'en de telles occasions les officiers du roi l'augmentaient indéfiniment par leurs exigences. Sur la réclamation des communes, un règlement fixa la quotité de la dépense, la nature des prestations et jusqu'au menu des repas offerts. Il fut stipulé que le roi et la reine seuls auraient droit à exiger les frais de réception pendant leurs voyages (5).

Parmi les nombreuses pétitions adressées au roi par les députés des villes, on cherche en vain quelques plaintes contre les usurpations ou les violences des riches-hommes. L'accord apparent des deux ordres est remarquable dans un temps où les collisions étaient assurément fréquentes entre la noblesse et les communes. Telle est leur concorde dans les cortès de Valladolid, que les députés des villes recommandent au roi les cahiers des deux autres ordres, et appellent particulièrement son intérêt sur la situation des gentilshommes ruinés par l'épidémie (6). On en doit conclure qu'il existait des conférences entre les différentes classes de députés, ou, comme l'on dirait aujourd'hui, des communications des chambres entre elles. Sans doute un certain nombre d'affaires discutées devant des commissions mixtes n'étaient point

(1) *Cortès de Vall.*, art. 1, 35.

(2) *Ibid.*, art. 33.

(3) *Ibid.*, art. 6, 9, 62.

(4) François Ier répondait aux ambassadeurs portugais : « Allez trouver Ango, et arrangez-vous avec lui. » Vitet, *Hist. de Dieppe*, t. II, p. 425.

(5) *Cortès de Vall.*, art. 29, 70.

(6) *Ibid.*, art. 41, 59.

portées devant le roi, lorsque les débats avaient fini par un accommodement amiable. Je ne trouve qu'un seul article exprimant une dissidence entre les communes et le clergé. Les premières supplient le roi de réprimer les abus de l'excommunication lancée par les ecclésiastiques et de limiter les amendes encourues par les personnes frappées des foudres de l'église (1).

Les intérêts de l'agriculture et du commerce n'ont point été négligés par les cortès de Valladolid, et plusieurs articles remarquables témoignent hautement de leur sollicitude. C'est ainsi que sont réglées nombre de questions relatives au passage et au droit de pâture des troupeaux nomades (2), à l'exportation et au transit des grains, des bestiaux, des chevaux, des bois de construction et des métaux précieux (3). D'autres ordonnances ont pour but de prévenir la destruction des forêts, déjà redoutée en Castille au XIVe siècle (4). A ces règlemens fort nombreux viennent encore s'ajouter quelques lois somptuaires, la plupart renouvelées des règnes précédens, et toujours destinées à demeurer sans exécution (5).

V.

Par ce résumé très succinct, le lecteur peut se faire une idée des travaux auxquels se livrèrent les cortès de Valladolid. Peut-être ne sera-t-il pas hors de propos de dire ici quelques mots de la forme dans laquelle les demandes de l'assemblée sont soumises au roi. Il faut observer d'abord que la même formule sert aux trois ordres sans distinction. Tous, s'adressant au souverain comme à un maître absolu, le supplient *que ce soit son bon plaisir* (6) de remédier à tel abus, de satisfaire à telle réclamation. Dans cette formule, qui peut-être remonte à une haute antiquité, il ne faut point voir, ce me semble, une habitude servile, mais plutôt au contraire comme un commencement de cette fiction légale des gouvernemens constitutionnels qui, plaçant la responsabilité au pied du trône, élève la majesté royale au-dessus de tout blâme. A l'appui de cette opinion, je pourrais citer un article remarquable du cahier des communes qui, à le bien entendre, n'est qu'une demande de garantie pour la liberté individuelle : « On supplie le roi qu'il ne sorte de sa chancellerie aucun ordre pour tuer ou appréhender aucun de ses sujets, ou pour confisquer ses biens; que,

(1) *Cortès de Vall.*, art. 40.
(2) *Ibid.*, art. 44, 56.
(3) *Ibid.*, art. 42, 43, 45, 72.
(4) *Ibid.*, art. 61.
(5) *Ibid.*, art. 18, 24, 32, 74.
(6) *A lo que me pidieron por merced*, etc.

dans le cas où un ordre pareil serait expédié, il ne devienne exécutoire qu'après avoir été représenté au roi lui-même et de nouveau confirmé (1). » Ainsi, l'on feint que le roi ne peut vouloir aucun acte illégal, et c'est à lui qu'on en appelle des décrets surpris par ses ministres.

En général, les réponses de la couronne sont courtes et précises : *Je le tiens pour bon* (2) *et l'ordonne,* telle est la formule le plus souvent reproduite. Si le roi oppose un refus aux demandes des cortès, il faut reconnaître que c'est presque toujours à bon droit, et pour repousser des prétentions injustes ou exorbitantes. En ce qui concerne les Maures et les Juifs, par exemple, il refuse avec raison de sanctionner les lois d'exception qu'on réclame contre eux (3), et lorsqu'il rejette les instances du clergé pour rentrer en possession des revenus dont la couronne s'est emparée à son préjudice, c'est en invoquant les nécessités du trésor et les lois librement votées dans les cortès assemblées sous le règne précédent (4). Quant aux promesses royales pour l'observation de la justice, la diminution des impôts, le respect de toutes les libertés, elles sont nombreuses et explicites, telles, en un mot, qu'on peut les attendre d'un prince qui vient de monter sur le trône. La suite de cette histoire montrera comment ces promesses magnifiques furent gardées.

VI.

GOUVERNEMENT D'ALBURQUERQUE. — TRAITÉ AVEC L'ARAGON. — RÉBELLION D'ALONSO CORONEL. — 1352-1353.

I.

La session des cortès se prolongea jusqu'au printemps de l'année 1352. Vers la fin de mars, le roi quitta Valladolid pour se rapprocher de la frontière de Portugal. Son grand-père, Alphonse IV, père de la reine Marie, lui avait demandé une entrevue. Elle eut lieu à Ciudad Rodrigo, avec de grandes démonstrations de tendresse de part et d'autre. Le roi de Portugal ayant prié son petit-fils de pardonner au comte de Trastamare, alors réfugié dans ses états, don Pèdre s'empressa d'y consentir, soit que, surpris en quelque sorte par une requête imprévue, il n'eût pas le temps de consulter sa mère ou son ministre, soit que, flatté par une sollicitation auguste, il saisît avec joie l'occasion de faire un acte d'au-

(1) *Cortès de Vall.*, art. 16. Voici la réponse du roi : « Si j'envoie de tels ordres, les officiers que j'envoie devront arrêter ceux que je désigne, mais non les tuer ni les torturer; ils m'en donneront avis sur-le-champ, pour que j'en décide suivant ma merci. »

(2) A esto respondo que lo tengo por bien e mando que se guarde.

(3) *Ibid.*, art. 64, 65, 66, 68, 75, 76.

(4) *Ibid.*, *Ord. de prelados*, art. 1, 5, 19.

torité. Quoi qu'il en soit, et quelque sincère que fût l'amnistie accordée à don Henri, celui-ci ne jugea pas à propos de paraître encore devant son frère. Il retourna dans les Asturies, n'ayant rien perdu de ses dispositions factieuses, car on l'y retrouve bientôt recrutant des hommes d'armes et travaillant sans relâche à se faire un parti. Grace à l'intervention du roi de Portugal, il venait d'obtenir la levée du séquestre mis sur ses biens et ceux de sa femme doña Juana de Villena (1). Il se servit de ces nouvelles ressources pour augmenter le nombre de ses créatures et pour essayer de fonder dans les Asturies une suzeraineté indépendante. Probablement ses rêves d'ambition n'allaient pas encore plus loin.

Alburquerque, méprisant les menées obscures de don Henri dans le nord, surveillait non sans inquiétude les préparatifs plus menaçans de quelques riches-hommes de la Castille, anciens partisans de la faction des Lara. Depuis la mort tragique de Garci Laso, don Alonso Fernandez Coronel aspirait à devenir le chef de ce parti vaincu, mais non point détruit. On a vu ce seigneur abandonner doña Léonor aussitôt après la mort du roi don Alphonse, et, pour prix de sa prompte défection, obtenir les bonnes graces d'Alburquerque. Il en avait reçu, avec la bannière et le chaudron de riche-homme, la vaste seigneurie et le fort château d'Aguilar, produits d'une confiscation ordonnée par le feu roi. A la vérité, Coronel prétendait qu'il avait payé assez chèrement ces faveurs au ministre (2) pour être dispensé de toute reconnaissance. De simple chevalier devenu riche-homme de nom et de fait, il s'était attaché avec plus de zèle que jamais à la cause de don Juan Nuñez, et pendant la maladie de don Pèdre, il s'était employé avec une ardeur quelquefois imprudente à soutenir ses prétentions tant en Castille que dans l'Andalousie. Le rétablissement du roi, la mort du seigneur de Lara, avaient pour un moment déconcerté ses projets, et, déjà suspect au nouveau gouvernement, il avait cru prudent de ne point paraître aux cortès de Valladolid. Averti par le meurtre de Garci Laso du sort

(1) Voir le préambule d'une charte de don Henri rapportée par Pellicer (*Informe de la casa de los Sarmientos de Villamayor*). Don Henri reconnaît que le roi lui a pardonné tous ses méfaits (*todos los maleficios que ayamos fecho fastaqui*), et qu'il lui a rendu ses biens et ceux de doña Juana sa femme. Gijon, 16 juin, l'an de l'ère 1390 (1352). — Ayala, p. 76. Note de Llaguno. — *N. B.* Les Castillans dataient alors leurs actes de l'*ère de César Auguste*, c'est-à-dire de l'année du dénombrement général prescrit par cet empereur. Elle commence 38 ans avant l'ère vulgaire. Les Aragonais, qui long-temps avaient suivi le même système, l'avaient abandonné à l'époque où commence ce récit.

(2) Ayala, p. 66 et suiv. — Le château d'Aguilar avait appartenu à don Gonzalo Fernandez, et était depuis entré dans le domaine royal. Ayala rapporte que Coronel l'avait obtenu d'Alburquerque en lui promettant en échange le château de Burguillos, que dans la suite il refusa de lui livrer.

que le ministre alors tout-puissant réservait à ses ennemis, il était bien résolu à ne pas imiter la folle confiance de son frère d'armes, et se préparait de longue main à une résistance vigoureuse. Tandis qu'il mettait en état de défense ses châteaux de Castille et d'Andalousie, il cherchait à ouvrir des relations avec don Henri et don Tello qui, suspects comme lui à don Juan d'Alburquerque, lui semblaient des alliés naturels. Peu scrupuleux sur le choix de ses protecteurs, il essayait encore de traiter avec le roi maure de Grenade, et sollicitait jusqu'aux Arabes d'outre-mer. Pour diriger ces négociations, le château d'Aguilar, situé sur la frontière de Grenade, lui offrait de grandes facilités. Il s'y était enfermé avec son gendre don Juan de La Cerda, seigneur puissant de Castille, et tous les deux y avaient réuni les plus dévoués de leurs vassaux. De cette forteresse, ils tendaient la main à tous les mécontens et s'efforçaient de rallier les débris de la faction de Lara.

Alburquerque ne se dissimulait ni la haine que lui avait suscitée sa haute fortune, ni le nombre ni la force de ses ennemis. Sa résolution naturelle, d'accord avec la politique, lui conseillait de s'adresser d'abord au plus redoutable, sûr qu'un exemple terrible intimiderait le reste des factieux. La perte d'Alonso Coronel fut jurée. Dans ce dessein, il quitta Ciudad Rodrigo dès qu'il put prendre congé du roi de Portugal et se hâta de conduire le roi en Andalousie, espérant par la rapidité de sa marche déconcerter les intrigues des rebelles. En quelques jours, il réunit à Cordoue une petite armée autour de la bannière royale et s'avança aussitôt contre le château d'Aguilar. Gutier Fernandez de Tolède, grand chambellan, et Sancho-Sanchez de Rojas, chef des arbalétriers de la garde, le précédaient chargés de sommer Coronel d'ouvrir ses portes au roi. Coronel, qui vraisemblablement ne s'attendait pas à être si tôt attaqué, répondit avec quelque embarras qu'aux termes de sa charte d'investiture, octroyée par le roi lui-même, il était dispensé d'héberger son souverain, surtout lorsqu'il se présentait avec une suite si considérable. (1). Puis, sa franchise militaire reprenant bientôt le dessus, il avoua que la présence d'Alburquerque, son ennemi déclaré, l'empêchait seule de se rendre à son devoir; mais que, tant que ce ministre exercerait sa domination tyrannique, il se verrait contraint à son

(1) Tous les riches-hommes, de même que les maîtres et les commandeurs des ordres militaires, étaient tenus de recevoir le roi dans leurs châteaux et de l'y héberger, à peine de haute trahison. On a vu que les cortès de Valladolid avaient réglé la dépense qui devait être faite dans de telles occasions. Il paraît que les rois, en donnant un château, dispensaient quelquefois son propriétaire des frais de réceptions royales, *yantares;* mais, en supposant que Coronel eût un pareil privilége, il est évident qu'il n'avait d'autre sens que de l'exempter de la dépense des *yantares*, et non de l'obligation d'ouvrir ses portes à son seigneur.

grand regret, et pour sa propre sûreté, de désobéir aux ordres de son roi. Cependant nombre de chevaliers, ses amis secrets ou déclarés, étaient accourus aux barrières dans l'espoir de ménager un accommodement. Tous, jusqu'à ceux-là même qu'il regardait comme ses confédérés et ses complices, lui conseillaient la soumission immédiate; ils l'engageaient à se réserver pour des temps plus heureux, et à ne pas précipiter sa ruine par une résistance sans espoir. S'il consentait à livrer son château, lui disait-on, il obtiendrait la permission de sortir du royaume, et le roi, satisfait par un exil de quelques mois, lui accorderait bientôt une amnistie complète et la levée du séquestre mis sur ses domaines. Coronel, étonné d'entendre un pareil langage dans la bouche de ceux dont il attendait des secours effectifs, ne perdit pourtant rien de sa résolution et demeura inflexible. « Le roi, répondit-il, est au pouvoir d'Alburquerque. Jamais je ne me livrerai, comme Garci Laso, à mon ennemi mortel. » Pendant ces pourparlers, don Pèdre s'approchait. Pour en finir, on déploya la bannière royale de Castille, et quelques arbalétriers firent mine d'assaillir les barrières du château. A cette démonstration qui n'avait pour but que de constater la rébellion, la garnison d'Aguilar répondit par le cri de guerre de son seigneur qu'elle accompagna d'une volée de flèches. Après quelques traits échangés de part et d'autre, on sonna la retraite. Le chef des arbalétriers vint montrer au roi la bannière de Castille déchirée par des flèches lancées du château. A ce spectacle, l'indignation fut générale, et les amis de Coronel, qui un instant auparavant intercédaient pour lui, se turent et l'abandonnèrent à son sort. Le jour même, il fut déclaré rebelle et traître, et l'on proclama ses biens confisqués et dévolus à la couronne. Il restait à s'en rendre maître. Aguilar était bien fortifié, bien pourvu de vivres et de munitions, et l'armée royale, peu nombreuse d'ailleurs, n'avait point de machines pour en faire le siége. Alburquerque, laissant un petit corps de troupes en observation devant la place, emmena le roi en Castille pour y faire la conquête plus facile des autres châteaux appartenant au rebelle. Sa présence dans le nord était d'ailleurs devenue nécessaire, car les alliés de Coronel commençaient à se montrer.

Dans les Asturies, le comte de Trastamare venait d'entrer par un coup de main dans la ville de Gijon dont il paraissait vouloir faire sa place d'armes. D'un autre côté, don Tello, son frère, âgé de seize ans à peine, déployait son étendard et débutait par un de ces exploits ordinaires aux héros de ce temps. Sortant d'Aranda de Duero, ville qui faisait partie de son apanage, il avait détroussé non loin de Burgos un grand convoi de marchandises en route pour la foire d'Alcalà de Henares. Après ce coup, effrayé à la vue des milices accourant des villes voisines, il gagna en toute hâte son château de Monteagudo sur la

frontière d'Aragon. Bientôt, ne s'y croyant pas en sûreté, il implora la protection de Pierre IV, et se déclara son homme-lige, s'engageant à ne faire ni paix ni trêve avec le roi de Castille sans l'agrément de son nouveau suzerain (1).

Le jeune roi, toujours guidé par Alburquerque, se dirigeait vers les Asturies; mais, chemin faisant, il s'empara de plusieurs châteaux ou maisons fortifiées que Coronel possédait en Castille. La plupart se rendirent sans faire de résistance sérieuse. Il n'y eut que le châtelain de Burguillos qui soutint un assaut. C'était un brave écuyer, homme-lige de Coronel, nommé Juan de Cañedo, que ni la présence du roi, ni les promesses d'Alburquerque ne purent obliger à livrer la place remise à sa garde. Après s'être battu en désespéré, il fut pris vivant, et le vainqueur lui fit couper les deux mains. Laissant les mécontens de la Castille méditer sur cet exemple terrible, la petite armée royale entra dans les Asturies. A son approche, don Henri, abandonna Gijon et se jeta dans les montagnes avec quelques amis dévoués. Tout en se dérobant avec soin aux poursuites de son frère, il protestait de sa fidélité, et les gouverneurs de Gijon et de ses autres châteaux s'engageaient par son ordre à ne pas guerroyer, pourvu que le roi consentît à pardonner à leur seigneur. Une espèce de trêve fut conclue. Alburquerque promettait de traiter don Henri avec douceur, et acceptait le serment offert par ses lieutenans (2). Cette expédition fut une promenade, car nulle part on ne rencontra d'ennemis. Tranquille de ce côté, le ministre ramena rapidement le roi en Castille pour réduire les places occupées par les vassaux de don Tello. La plupart furent prises presque sans combat. Monteagudo, la principale de ses forteresses, pouvait faire une longue résistance; mais le gouverneur demanda et obtint une capitulation ou plutôt une suspension d'armes, semblable à celle qui venait d'être accordée aux lieutenans de don Henri, c'est-à-dire la promesse d'une amnistie pour son maître, à la condition qu'il s'abstiendrait en attendant de toute hostilité (3). Il était évident que les mécontens des provinces du nord n'osaient rien entreprendre avant d'avoir appris quel serait le succès de la levée de boucliers tentée en Andalousie par Alonzo Coronel. Éloignés les uns des autres, divisés d'intérêts, les ennemis d'Alburquerque n'avaient pu se concerter; à peine se connaissaient-ils; chacun croyait avoir affaire à toutes les forces du roi, et, ne songeant qu'à

(1) *Archivo general de la corona de Aragon*, parchemin nº 1676, daté de Lérida, 14 juin 1352. Bien que cette pièce soit revêtue de la signature de don Tello, je ne sais s'il prêta lui-même le serment d'hommage entre les mains du roi d'Aragon. Il semble résulter de la teneur de l'acte que l'hommage fut rendu au nom du jeune prince par son majordome Pero Ruiz de Villegas.

(2) Ayala, p. 76.

(3) Ayala, p. 78.

sa sûreté personnelle, faisait bon marché de ses confédérés. Quant à ces étranges conventions entre un souverain et ses sujets rebelles, conventions exactement observées de part et d'autre, comme il semble, elles constatent quelle était alors l'opinion générale au sujet de l'obéissance due par un vassal à son seigneur immédiat. Les gouverneurs de don Henri et de don Tello conciliaient la fidélité jurée à leur seigneur et le respect de la majesté du trône en stipulant une amnistie pour leur maître, et en promettant d'un autre côté de ne point attaquer les troupes royales. C'eût été trop exiger, sans doute, que de vouloir leur soumission pure et simple. Des vassaux ne pouvaient être juges dans un différend entre leur seigneur et le roi; en attendant qu'un arrangement eût lieu, leur neutralité semblait un hommage suffisant rendu à la couronne. D'ailleurs, le dessein d'Alburquerque était d'isoler Coronel, contre lequel il voulait porter toutes ses forces. Il atteignit son but par ces conventions, et sans doute il se réservait le soin de châtier un jour à loisir ses timides complices. Pour le moment, il affectait de mettre une grande différence entre les bâtards coupables seulement de trop de défiance à l'égard de leur roi, et le riche-homme d'Aguilar en révolte ouverte, et déjà déclaré traître et rebelle. De là, sa facilité à traiter avec les châtelains de Gijon ou de Monteagudo, et sa cruauté envers celui de Burguillos.

II.

En se portant sur Monteagudo à l'extrémité de la Castille, Alburquerque n'avait pas seulement en vue d'intimider don Tello et d'arrêter sa prise d'armes. L'attitude du roi d'Aragon lui donnait quelque souci, et il avait à cœur de connaître ses intentions avant de retourner en Andalousie pour accabler Coronel. Bien que l'Aragon et la Castille fussent en paix depuis longues années, les relations des deux pays n'étaient rien moins qu'amicales. A la mort d'Alphonse IV, doña Léonor, sa seconde femme, infante de Castille et tante paternelle de don Pèdre, brouillée depuis long-temps avec Pierre IV, son beau-fils, avait quitté l'Aragon aussitôt que ce prince était monté sur le trône. Retirée en Castille, avec ses deux fils, les infans don Fernand et don Juan, elle n'avait cessé d'entretenir des relations avec les ennemis déclarés ou secrets du nouveau roi. Don Fernand avait été pendant quelques mois reconnu pour le chef des rebelles du royaume de Valence, et lorsque la ligue des seigneurs et des communes, qui prit le nom de l'Union, tint un moment Pierre IV en sa puissance, elle l'avait obligé de reconnaître pour son héritier présomptif ce frère qu'il haïssait. A la vérité, la bataille d'Epila avait fait justice de ces prétentions et contraint l'infant de retourner humilié en Castille. Le séquestre de ses biens et de ceux de

doña Léonor avait puni sa tentative; mais l'asile qu'il avait trouvé en Castille, le rang élevé qu'il y occupait, son alliance avec le ministre tout-puissant de don Pèdre, étaient pour Pierre IV des sujets incessans d'inquiétudes et d'irritation. L'accueil fait à don Tello, l'empressement du roi à accepter son hommage était un acte de représaille. En couvrant de sa protection les rebelles de Castille, Pierre voulait montrer qu'il pouvait dorénavant combattre le Castillan à armes égales et lui rendre tout le mal qu'il en avait à redouter. Ainsi, par un singulier hasard, les deux rois trouvaient des alliés dans la famille l'un de l'autre, et chacun avait à sa disposition les moyens d'allumer la guerre civile chez son voisin. L'aigreur croissante entre les deux cours était encore irritée par l'ambition inquiète de don Fernand, qui, après s'être cru un instant roi de Castille, déchu de cette espérance, tournait maintenant ses vues vers l'Aragon. On lui attribuait le dessein de renouveler la tentative qui lui avait si mal réussi quelques années auparavant, et de fait il errait sur la frontière, cherchant à réchauffer le vieux levain de la ligue valencienne. De son côté, le roi d'Aragon, instruit de ces menées, avait réuni dans le royaume de Valence un corps de troupes considérable, prêt à repousser une attaque, résolu peut-être à la prévenir. Telle était la situation des choses, lorsque Alburquerque parut devant Monteagudo.

Il désirait la paix sincèrement, car il n'avait rien à gagner à la guerre que l'agrandissement de l'infant d'Aragon, dont il se souciait peu. Sa haine et son intérêt lui commandaient également de concentrer tous ses efforts contre le dernier chef de la faction de Lara, et, pour assouvir sûrement sa vengeance, il fallait qu'il fût délivré de l'inquiétude d'une guerre étrangère. Son premier soin fut donc d'ouvrir des négociations avec l'Aragonais, qui s'y prêta avec empressement. Le ministre qui jouait alors auprès de Pierre IV le même rôle qu'avait Alburquerque auprès de don Pèdre, don Bernal de Cabrera, était un ennemi déclaré d'Alonso Coronel (1), et le désir de perdre un homme qu'il détestait ne contribua pas peu sans doute à presser l'accord entre les deux couronnes. Ouvertes dans la ville d'Agreda, vers le milieu de l'automne, les conférences se terminèrent promptement par un traité d'alliance conclu au château d'Atienza, le 29 octobre 1352. Les deux rois ayant les mêmes griefs, les mêmes appréhensions, faisaient les mêmes sacrifices pour s'assurer une domination tranquille. Ils se jurèrent de pardonner aux princes de leurs maisons en hostilité déclarée ou secrète contre leurs gouvernemens. Don Pèdre s'engagea de recevoir à merci

(1) Don Bernal de Cabrera avait des prétentions sur la seigneurie d'Aguilar. En la réunissant au domaine royal, don Alphonse avait dédommagé Cabrera et Coronel; mais, ni l'un ni l'autre ne se tenant pour satisfaits, leur animosité subsistait tout entière. V. Zurita, *Annales de Aragon*, t. II, p. 248, verso. — Ayala, p. 67 et suiv.

son frère bâtard don Tello et de lui rendre ses biens; Pierre IV accorda une amnistie aux deux infans ses frères consanguins, et promit de leur restituer, ainsi qu'à la reine doña Léonor leur mère, les domaines qu'il avait séquestrés. En même temps, chacun des deux rois se portait garant auprès de son allié pour la conduite de ceux dont il venait d'obtenir la grace. De part et d'autre, sauf quelques exceptions, l'amnistie s'étendait aux personnages subalternes, vassaux de don Tello ou des infans. Je dois faire remarquer à cette occasion une clause singulière du traité. Il fut stipulé que les adhérens des infans d'Aragon ne seraient point recherchés pour leurs actes d'hostilité contre Pierre IV, à moins qu'antérieurement à la convention d'Atienza, une sentence de trahison n'eût été rendue contre eux; que, dans ce cas néanmoins, ils ne pourraient être poursuivis dans les villes faisant partie du domaine personnel des infans (1). Un article tout semblable réglait le sort des partisans de don Tello. Ainsi, chaque roi, reconnaissant l'indépendance d'une seigneurie relevant de la sienne, permettait qu'il existât dans son royaume des places de sûreté contre ses propres décrets. Tel était le régime féodal et l'impuissance de la royauté. Toutefois, pendant que les deux ministres faisaient cette concession éclatante aux exigences de la noblesse, ils ne négligeaient pas de prendre quelques mesures pour restreindre ses priviléges à l'avenir. A la suite du traité de paix, l'on arrêta les bases d'une convention d'extradition, acte fort extraordinaire pour l'époque, d'après lequel les deux rois devaient se livrer mutuellement les coupables de trahison contre lesquels des sentences seraient prononcées postérieurement au traité d'Atienza (2). Il est fort probable que cette convention, publiée solennellement par les deux rois ne fut jamais rigoureusement exécutée. Elle blessait trop ouvertement tous les préjugés de l'époque. On peut y voir cependant une première tentative pour diminuer cette indépendance dont les grands vassaux se montraient si jaloux. Alburquerque et Cabrera, ministres absolus, cherchaient à augmenter leur puissance en soutenant la cause de l'autorité royale. Ils crurent ne travailler que pour eux-mêmes. Leurs maîtres seuls profitèrent de leur politique.

III.

Rassuré sur les desseins de l'Aragonais, Alburquerque reprit avec le jeune roi le chemin de l'Andalousie. Entre le ministre et les riches-hommes factieux, la querelle allait se décider sous les murs d'Aguilar.

(1) *Arch. gén. de Ar.*, parchemins nos 1736 et 1737. — Zurita, tome II, p. 248 et suiv.

(2) Arch. gen. de Ar. Legajo, de cartas reales, no 89. — Ce traité d'extradition est cité sans date, dans un document qui porte celle du 2 juin de l'ère 1397 (1359).

Cette fois, il ne s'agissait plus d'une reconnaissance; des troupes nombreuses, des machines de guerre et tout l'attirail d'un siége se dirigeaient contre la place. Pendant l'absence d'Alburquerque, Coronel, perçant au travers des faibles corps d'observation qui l'entouraient, avait plusieurs fois poussé ses courses jusqu'aux portes de Cordoue. Son gendre, don Juan de la Cerda, s'était rendu à Grenade et de là en Afrique, se flattant d'en ramener des secours, mais ses efforts avaient été sans résultats. L'opiniâtreté de Coronel ne servait qu'à prouver sa faiblesse véritable et son isolement. Les villes voisines, exaspérées par les pillages de ses hommes d'armes, envoyaient à l'envi leurs bannières à l'armée royale. L'alliance du roi maure, que sollicitait ouvertement le rebelle, indignait toute l'Andalousie, souvent ravagée par les Arabes, et scandalisait le clergé, qui nommait Alburquerque le défenseur de la religion et de la patrie. Enfin la neutralité des deux bâtards, obtenue par une simple démonstration, prouvait que les mécontens n'étaient point unis entre eux et qu'ils agissaient sans plan arrêté. Il suffisait de comparer les forces des deux partis pour présager l'issue de la lutte.

Dès que le roi parut devant Aguilar, les attaques furent poussées avec vigueur. D'abord les assiégés se défendirent bravement. Il fallut plusieurs mois pour s'emparer des ouvrages extérieurs, niveler le terrain et faire avancer les machines au pied du rempart. On commença à battre en brèche. Alors le découragement s'empara de la garnison. Nul secours n'arrivait; les Maures de Grenade renouvelaient leurs protestations pacifiques au roi de Castille; ceux d'outre-mer ne montraient pas moins de répugnance à rompre les trêves. Les murs allaient céder au bélier et à la sape; on calculait le moment où la brèche serait praticable. Tandis que les soldats mercenaires de Coronel ne pensaient qu'à s'échapper d'une place impossible à défendre, et que chaque jour de nombreux déserteurs imploraient la merci des assaillans, Juan Fernandez de Cañedo, l'ancien gouverneur de Burguillos, se présenta hardiment devant don Pèdre. A peine rétabli de l'horrible mutilation qu'il avait subie, il venait avec une incroyable audace demander au roi la permission d'entrer dans Aguilar, pour y mourir auprès de son seigneur. Cette grace lui fut accordée, et sa fidélité héroïque arracha l'admiration de ses ennemis mêmes. On enviait à Coronel la gloire d'inspirer de pareils dévouemens. Chacun attendait avec anxiété les derniers instans d'un homme que toute la Castille était habituée à regarder comme un modèle accompli du preux chevalier.

Tout était préparé pour l'assaut, les postes assignés, l'heure fixée pour monter à la brèche. Pendant l'espèce de trêve tacite qui précède un combat décisif, le chambellan du roi, Gutier Fernandez, ancien ami du seigneur d'Aguilar, l'aperçut sur le rempart occupé à donner ses

derniers ordres. Il piqua vers lui, et dès qu'il fut à portée de la voix : « Compère (1), mon ami, lui cria-t-il, que je suis marri de votre entêtement ! — Eh ! quel remède aujourd'hui ? répondit Coronel. — Hélas ! reprit Gutier, au point où nous en sommes, de remède je n'en vois aucun. » Alors Coronel, d'une voix grave : « Gutier, mon ami, vous vous trompez. Pour moi une ressource reste encore : c'est de mourir en bon chevalier. » Ils se séparèrent les larmes aux yeux. Coronel alla revêtir un gambison (2) et une cotte de mailles; puis il entra dans la chapelle du château pour entendre la messe. Au milieu du sacrifice, un écuyer se précipite dans la nef : « Que faites-vous, don Alonso ? s'écrie-t-il. On entre par la brèche. Le commandeur d'Alcántara, Pero Estebañez, est dans la ville et force gens d'armes avec lui ! — Advienne que pourra ! dit Coronel tiré de sa pieuse rêverie. D'abord je verrai Dieu. » Et il demeura immobile, à genoux, jusqu'après la consécration. Alors il sortit de la chapelle, mais, trouvant les gens du roi déjà maîtres des remparts, il se jeta dans le donjon, qui tenait encore. De là, reconnaissant Diaz Gomez, chef des écuyers de la garde, il l'appela et lui dit : « Diaz Gomez, mon ami, me mènerez-vous vivant devant le roi mon seigneur ? — Je ne sais si je pourrai, répondit Gomez; mais comptez que j'y ferai mes efforts. — Conduisez-moi donc vers lui, dit le vaincu en remettant son épée, et, je vous en supplie, commandez à vos hommes qu'ils cherchent mes fils dans leur logement, et, s'ils le peuvent, qu'ils gardent ces enfans de male aventure. » Ce ne fut pas sans peine qu'au milieu d'une soldatesque furieuse on le conduisit devant le roi. En apercevant son ennemi, Alburquerque s'écria : « Eh quoi ! Coronel traître dans un royaume où on lui fait tant d'honneurs ! — Don Juan, dit Coronel, nous sommes fils de cette Castille qui élève les hommes et les précipite. On ne peut vaincre sa destinée (3). La merci que je vous demande, c'est de me faire mourir vite, comme, il y a quatorze ans aujourd'hui, je fis mourir le maître d'Alcántara (4). » Le roi, présent à cette entrevue et la visière basse, écoutait ce dialogue sans se faire connaître, admirant sans doute le sang-froid de Co-

(1) Je ne sais si Gutier Fernandez avait en effet tenu un enfant de Coronel. Le mot de compère était un terme d'amitié fort usité au moyen-âge. On s'en sert encore fréquemment en Andalousie, sans y attacher le sens propre.

(2) Justaucorps ouatté qu'on portait par-dessous le haubert ou la cotte de mailles pour préserver la peau et les habits du frottement.

(3) Cette idée de fatalisme est remarquable, et peut être attribuée au contact des Espagnols avec les Arabes.

(4) En 1339, don Gonzalo Martinez, maître d'Alcantara, s'étant révolté contre le roi don Alphonse, fut assiégé et pris dans son château de Valencia. Coronel avait présidé à son exécution. *Chronica de don Alfonso XI*, p. 385. Le maître d'Alcantara paraît avoir été sacrifié à l'instigation de dona Léonor de Guzman, dont Coronel était alors l'homme-lige.

ronel; mais, habitué à laisser faire son ministre, il demeurait impassible et ne donnait aucun ordre. Sur un signe d'Alburquerque, Coronel, conduit quelques pas plus loin, fut décapité avec plusieurs chevaliers de sa suite, entre autres Alphonse Carrillo, brave gentilhomme d'une famille dévouée aux Lara, autrefois gouverneur, pour doña Leonor de Guzman, des châteaux de Lucena et de Cabra. Compère et frère d'armes de Coronel, il était venu s'enfermer dans Aguilar aussitôt qu'il avait su la situation désespérée de son ami (1).

Ainsi périt, après un siége de quatre mois, cette poignée de braves gentilshommes dont l'héroïque résistance égala la témérité. Alonso Coronel avait mal connu ses forces. Ce n'était point un soldat de fortune comme lui, *un chevalier d'aventure*, ainsi disait-on alors, que les riches-hommes, mécontens du gouvernement d'Alburquerque, auraient consenti à prendre pour leur chef. Il manquait à la faction de Lara un grand nom pour rallier ses débris. Henri de Trastamare, mari de la nièce de don Juan Nuñez, n'avait que vingt ans, et l'Espagne ignorait encore et son génie et son audace.

VII.

RÉCONCILIATION DE DON PÈDRE AVEC SES FRÈRES. — INFLUENCE DE DOÑA MARIA DE PADILLA. — 1353-1354.

I.

Jusqu'à présent on a vu don Pèdre n'avoir d'autres volontés que celles de son ministre : le moment approchait où cette domination allait cesser. Alburquerque et la reine-mère, ayant résolu de marier le jeune prince, avaient jeté les yeux sur la maison de France pour l'union qu'ils projetaient. Pendant la session des cortès de Valladolid, des ambassadeurs s'étaient rendus à Paris, chargés de demander au nom de don Pèdre la main de Blanche, nièce du roi Jean et fille du duc de Bourbon, alors âgée de quinze ans à peine. On vantait partout sa beauté, sa douceur, sa grace naïve. La princesse, solennellement fiancée au roi de Castille, n'attendait, pour passer en Espagne, que la fin des troubles qui obligeaient don Pèdre à parcourir ses provinces à la tête d'une armée. En même temps que le ministre traitait de cette illustre alliance, il ne dédaignait pas de s'occuper en secret d'une négociation moins honorable, mais dont le succès, selon ses calculs, devait lui assurer la continuation de sa haute influence. Déjà, plusieurs fois, l'humeur altière du jeune roi s'était révélée par des velléités d'indépendance, rapides comme des éclairs, alarmantes cependant pour un

(1) Ayala, p. 80 et suiv.

vieux politique accoutumé à lire dans le cœur de son maître. Il s'apercevait que, pour le détourner de vouloir gouverner par lui-même, il était temps de lui donner des distractions plus puissantes que les plaisirs de la chasse. Le règne de don Alphonse avait prouvé tout ce que peut une maîtresse, et le ministre prudent ne voulut pas abandonner au hasard le choix de la femme destinée à jouer un si grand rôle. Craignant une rivale, il voulut avoir une alliée ou plutôt une esclave. Il choisit donc pour le roi et se trompa lourdement. Il crut trouver la personne la plus propre à servir ses desseins dans doña Maria de Padilla, jeune fille noble, élevée dans la maison de sa femme doña Isabel de Meneses. Elle était orpheline, issue d'une famille illustre, autrefois attachée à la faction de Lara et ruinée par les dernières guerres civiles (1). Son frère et son oncle, pauvres et ambitieux, se prêtèrent, dit-on, à ce honteux marché. Persuadé que doña Maria, nourrie dans sa maison, le regarderait toujours comme un maître, Alburquerque attira sur elle l'attention de don Pèdre et ménagea lui-même leur première entrevue, qui eut lieu pendant l'expédition des Asturies (2). Doña Maria de Padilla était petite de taille comme la plupart des Espagnoles, jolie, vive, remplie de cette grace voluptueuse particulière aux femmes du midi, et que notre langue ne sait exprimer par aucun terme (3). On ne connaissait encore son esprit que par son enjouement, qui amusait la grande dame chez laquelle elle vivait dans une situation presque servile. Plus âgée que le roi, elle avait sur lui l'avantage d'avoir déjà pu étudier les hommes et d'avoir observé la cour, mêlée parmi la foule. Elle montra bientôt qu'elle était digne de régner.

On aime à croire qu'en se donnant à don Pèdre, cette jeune fille ne céda pas uniquement à des calculs d'ambition. Le roi n'avait que dix-huit ans; il était bien fait, ardent, magnifique, véritablement amoureux. Sans doute cette passion aurait suffi pour séduire doña Maria, quand même elle n'eût pas été rehaussée par le prestige d'une couronne. Ses protecteurs, sa famille, conspirèrent pour triompher de ses scrupules. Elle se rendit bientôt, peut-être en exigeant du roi une promesse de mariage, ou même, comme l'ont supposé quelques auteurs, l'accom-

(1) *Cron. de don Alfonso XI*, p. 299. — *Argote de Molina nobleza de Andalucia*, p. 93. La maison de Padilla est mentionnée dans un privilége daté de 1033.

(2) Ayala, p. 77. Cfr. avec le *Sumario de los reges d'Espana*, p. 60.

(3) Ayala, p. 332. La langue castillanne est riche en mots pour caractériser la grace chez les femmes. L'Espagne est, à la vérité, le pays où cette qualité est la plus commune. Je citerai quelques expressions seulement qui indiquent des nuances plus faciles à apprécier qu'à traduire. *Garbo* est la grace unie à la noblesse; *donayre*, l'élégance du maintien, l'enjouement de l'esprit; *salero*, la grace voluptueuse et provoquante; *zandungâ*, l'espèce de grace particulière aux Andalouses, un mélange heureux de souplesse et de nouchalance. On célébrera le *garbo* ou le *donayre* d'une duchesse, le *salero* d'une actrice, la *zandunga* d'une Bohémienne de Jerez.

plissement des cérémonies religieuses, qui toutefois auraient été célébrées dans le plus profond mystère (1). Si ce mariage eut lieu en effet, toute l'Espagne l'ignora d'abord, et doña Maria ne passa long-temps que pour la maîtresse du roi. Son oncle, Juan Fernandez de Hinestrosa, la conduisit lui-même à San Fagund où s'arrêta don Pèdre à son retour des Asturies, et la mit, pour ainsi dire, entre ses bras (2). Cette complaisance fut royalement récompensée. Hinestrosa et les autres parens de la favorite, sortant tout à coup de leur obscurité, parurent à la cour et commencèrent à se mêler aux conseils du jeune prince.

Aussitôt après la prise d'Aguilar, don Pèdre, séparé de sa maîtresse pendant le siége, courut la retrouver à Cordoue. Elle venait de lui donner une fille, dont la naissance fut célébrée par des fêtes magnifiques. La plus grande partie des domaines d'Alonso Coronel servit d'apanage à l'enfant; le reste fut distribué entre les officiers de la maison du roi. On remarqua que don Juan d'Alburquerque n'eut cette fois aucune part aux dépouilles de son ennemi. Tout en conservant les apparences, le roi commençait à le traiter avec quelque froideur. Sa jeune maîtresse l'excitait en secret à se débarrasser d'une tutelle importune et à prendre en main les rênes du gouvernement. Flatté par les louanges d'une femme chérie, encouragé par les conseils des Padilla, travaillé enfin par un vague besoin de montrer son énergie et son caractère, il flottait encore dans l'irrésolution, retenu par l'habitude de se laisser diriger, par son ignorance des affaires, enfin par le respect ou même l'espèce de crainte que lui inspirait un vieux serviteur de son père. N'osant faire un coup d'autorité, le roi conspirait contre son ministre. Aidé par les Padilla, il s'était engagé dans une négociation, conduite avec une dissimulation profonde, qui ne tendait à rien moins qu'à renverser tous les plans politiques d'Alburquerque. Il s'agissait d'une complète et franche réconciliation avec ses frères, don Henri et don Tello. Avec leur assistance et celle du parti de Lara, que le comte de Trastamare devait entraîner à sa suite, don Pèdre ne doutait pas qu'il ne pût commander en maître et plier tout à ses volontés. C'était une conjuration d'écoliers contre leur pédagogue. Il y a lieu de croire que le roi en conçut lui-même le projet, persuadé, dans son inexpérience, qu'il ne pouvait trouver d'amis plus dévoués que ses frères ni de conseillers plus désintéressés que des jeunes gens de son âge. On croira qu'un semblable complot ne se déroba pas long-temps à la perspicacité du vieux ministre; il n'en fut rien cependant. Le secret fut admirablement gardé; tout réussit à souhait à ces novices conspirateurs.

(1) Cette question sera plus tard examinée. Voir § XVI, 1.

(2) Ayala, p. 77 et 86. — Ce fut probablement alors que Hinestrosa reçut du roi la charge d'*alcade de los fidalgos*, titre qu'il prend dans le traité d'Atienza, dont il fut un des signataires pour la Castille. *Arch. gen. de Ar.*, parchemin nº 1737.

Alburquerque donna dans le premier piége qu'on lui tendit, en acceptant une mission frivole auprès du roi de Portugal. Quitter la cour, c'était laisser le champ libre à ses ennemis. Pendant son absence, un gentilhomme, nommé Juan Gonzalez de Bazan, attaché à la maison du comte don Henri, servit d'intermédiaire entre le roi et les deux bâtards (1). L'accord fut conclu avec le même secret qui avait couvert les premières négociations.

Cependant Blanche de France était déjà en Castille avec un grand nombre de seigneurs français et les ambassadeurs qui étaient allés la demander au roi son oncle. La mère de don Pèdre et la reine doña Léonor s'étaient avancées jusqu'à Valladolid pour recevoir la princesse. C'était dans cette ville que le mariage devait se célébrer, et elles y demeuraient depuis plusieurs mois sans que don Pèdre parût songer à les rejoindre. Délivré de son ministre, séparé de sa mère, il se croyait véritablement roi et s'était établi à Torrijos, près de Tolède, donnant des fêtes et des tournois (2) à sa maîtresse, plus épris d'elle que jamais. Enivré des divertissemens et des flatteries de sa jeune cour, il semblait avoir oublié l'alliance qu'il venait de contracter et ne s'occupait qu'à inventer de nouveaux plaisirs. Au milieu des pompes joyeuses de Torrijos parut tout à coup un visage sévère; c'était Alburquerque, rappelé à l'improviste par le scandale public. Son langage fut triste et grave. Il représenta l'affront fait à la maison de France et l'anxiété de toute la Castille, qui attendait du mariage de son roi une garantie de tranquillité pour l'avenir. Aux troubles qu'avait occasionnés sa maladie, la première année de son règne, don Pèdre pouvait pressentir quelle serait la situation de tout le royaume, si la mort venait à le surprendre avant qu'il eût laissé un héritier direct. Le respect dû à un traité solennel, l'avenir du pays, l'honneur de la couronne, l'obligeaient à se rendre sans plus de retard auprès de la princesse sa fiancée. Don Pèdre, contraint par l'évidence et subjugué par l'ascendant de son austère conseiller, consentit à partir pour Valladolid. Vers le commencement de mai 1353, il laissa Marie de Padilla dans le fort château de Montalvan, sous la garde d'un frère bâtard qu'elle avait, nommé Juan Garcia de Villagera. Toutes les mesures que l'amour put lui suggérer furent prises pour mettre cette retraite à l'abri d'une attaque, et le roi ne cachait à personne que tant de précautions lui paraissaient nécessaires contre le mauvais vouloir d'Alburquerque. Enfin, triste et mal résigné, il s'achemina vers Valladolid.

(1) Cfr. Ayala, p. 88 et 90.

(2) Don Pèdre fut grièvement blessé au bras dans un tournoi dont il était un des tenans. Cette blessure contribua peut-être à prolonger son séjour à Torrijos.

II.

Presque en même temps, don Henri et don Tello, avertis par Gonzalez de Bazan, officiellement chargé de les convier aux noces du roi, et de leur porter un sauf-conduit pour s'y rendre, s'étaient mis en marche avec une suite si nombreuse, qu'on aurait pu la prendre pour une armée. Arrivés à Cigales, à deux lieues de Valladolid, ils y campèrent avec six cents lances et quinze cents hommes de pied asturiens, publiant qu'ils venaient aux noces du roi, mais qu'ils n'entreraient pas dans la ville, à moins qu'on n'y reçût leur escorte avec eux. Ils rappelaient l'assassinat de Garci Laso de la Vega, et déclaraient qu'ils ne se laisseraient pas surprendre comme lui aux fallacieuses promesses d'Alburquerque.

Peu de jours après, le roi, accompagné de toute sa cour, fit son entrée dans Valladolid. Dès le lendemain, le ministre en sortit avec le roi et des troupes assez nombreuses, en intention d'aller attaquer don Henri et don Tello à Cigales. A l'entendre, les deux bâtards ne venaient pas sans mauvais desseins, suivis d'une si puissante escorte, bardés de fer et bannières levées. Puisqu'ils osaient se montrer en rase campagne, il fallait profiter de l'occasion pour les exterminer. Bien que le roi sût mieux que son ministre les véritables desseins de ses frères, il ne fit aucune difficulté pour marcher à leur rencontre. Il s'avançait vers Cigales, lorsqu'il fut joint par un écuyer de don Henri, armé de pied en cap, porteur d'un message de son maître. « Le comte, dit l'écuyer, vous baise les mains et s'empresse d'obéir à vos ordres en venant à vos noces. Il vous supplie de ne pas vous étonner s'il se présente si bien accompagné, sachant que son ennemi, don Juan d'Alburquerque, ne l'est pas moins. Croyez d'ailleurs que mon maître est prêt à se mettre à votre merci, dès que vous daignerez lui donner des garanties contre les entreprises d'un homme dont il a tout lieu de craindre la puissance et le ressentiment. » Le roi écouta froidement ce discours, puis, soit dissimulation, soit habitude d'abandonner toutes les décisions à son ministre, il se tourna vers lui, et lui dit en souriant : « Vous avez entendu l'ambassadeur du comte et de don Tello. Cela vous regarde. » Aussitôt Alburquerque s'écria que le comte et son frère s'excusaient mal de leur audace à se présenter en armes devant leur roi, comme s'ils doutaient qu'il sût maintenir l'ordre et la paix dans sa cour! N'avaient-ils pas reçu des lettres de sûreté! Les regarder comme insuffisantes, c'était un acte de rébellion. A tant d'insolence il reconnaissait les perfides conseils de Pero Ruiz de Villegas, le confident des deux frères (1). Don

(1) Majordome de don Tello et signataire de l'acte d'hommage au roi d'Aragon, passé à Lérida l'année précédente.

Pèdre alors renvoya l'écuyer en le chargeant de dire au comte qu'il eût à se rendre à sa merci sur-le-champ et à congédier ses hommes d'armes. Il ajouta quelques mots bienveillans pour assurer que ses frères n'avaient rien à craindre auprès de lui.

Du côté de don Henri, le secret avait été aussi bien gardé que de la part du roi, et toute sa suite ignorait encore les négociations conduites par Gonzalez de Bazan. Les avis se partagèrent au retour de l'écuyer, plusieurs conseillant une retraite immédiate, d'autres proposant de s'en remettre à la clémence du roi. Tenter la fortune des armes semblait à tous une folle témérité. Sans écouter personne, don Henri rangea ses gens en bataille, et attendit immobile la petite armée sortie de Valladolid. Bientôt elle fut en vue et prit position en face des Asturiens. Entre les deux troupes coulait un ruisseau encaissé qui eût été un obstacle difficile pour celui qui se serait décidé le premier à prendre l'offensive; mais ni le roi ni son frère n'avaient la moindre envie d'en venir aux mains. Alburquerque seul pressait d'engager le combat et promettait la victoire. Pendant que les soldats du roi, fatigués d'une longue traite, reprenaient haleine, des pourparlers s'engagèrent entre les deux partis. Sur l'ordre du roi, Diego Garcia de Padilla, frère de sa maîtresse, et Juan de Hinestrosa, allèrent parlementer avec le comte de Trastamare. Le choix de pareils messagers prouvait bien que don Pèdre ne suivrait pas les conseils belliqueux de son ministre.

Je ne puis m'empêcher de citer ici une anecdote qui peint la pointilleuse étiquette et la courtoisie chevaleresque de l'époque. Devant le front de bataille de don Henri, le roi aperçut un gentilhomme portant sur son haubert une soubreveste écarlate et une écharpe dorée. C'étaient les insignes d'un ordre de chevalerie très considéré alors, institué par le feu roi don Alphonse. Les *chevaliers de l'Écharpe* ne devaient être choisis que parmi les vassaux du roi ou ceux de l'infant, son héritier présomptif. Don Pèdre voulut savoir quel était ce cavalier. On lui dit qu'il se nommait Pero Carrillo, serviteur dévoué du comte de Trastamare, et parent de cet Alonso Carrillo, décapité avec Coronel à la prise d'Aguilar. Le roi lui dépêcha un de ses pages, c'était Pero d'Ayala, auteur de la chronique que je transcris, pour lui demander comment, n'étant pas son vassal, il osait porter l'écharpe dorée. Pero Carrillo, à la vue des deux armées, s'en dépouilla sur-le-champ, rappelant toutefois qu'il l'avait reçue du roi don Alphonse pour avoir défendu contre les Maures la brèche de Tarifa (1). Il ajouta que, puisque le roi le voulait ainsi, il ne porterait plus désormais l'écharpe sans son expresse permission. L'obéissance de Carrillo plut à don Pèdre, plus sensible

(1) *Cronica de don Alfonso XI*, p. 419.

apparemment à l'usurpation d'un insigne qu'à une rébellion à main armée (1).

En dépit de l'impatience d'Alburquerque, les pourparlers continuaient. Il avait beau représenter qu'il était déjà l'heure de vêpres, et que le comte n'attendait que la nuit pour s'échapper; don Pèdre, contenant ses soldats, attendait avec le plus grand calme l'issue des négociations. Enfin, vers le déclin du jour, on vit s'avancer entre les deux armées le comte don Henri, don Tello et une trentaine de gentilshommes, tous à pied et sans armes. Ils venaient se remettre à la merci du roi. Don Pèdre demeura à cheval avec sa suite, et ce fut au milieu d'une haie d'hommes d'armes que les deux bâtards s'approchèrent jusqu'à son étrier. Don Henri d'abord, puis don Tello, lui baisèrent le pied et la main droite (2). Alors le roi, sautant à terre, les conduisit dans un petit ermitage, où il s'enferma quelque temps avec eux et plusieurs seigneurs des deux partis. Là le comte, en son nom et au nom des chevaliers qui suivaient sa bannière, protesta de sa soumission, excusant sa conduite passée sur la crainte légitime que lui inspiraient des ennemis puissans qui, dit-il, le calomniaient auprès de son seigneur. « Comte, mon frère, répondit le roi, je suis content de vous voir aujourd'hui vous confier à ma foi, ainsi que notre frère don Tello. Soyez assuré que vous recevrez de moi telles faveurs, que vous vous en tiendrez pour satisfait. » Les deux bâtards promirent alors au roi de lui livrer toutes leurs forteresses, et sur-le-champ ils remirent entre les mains de son alguacil mayor plusieurs otages importans, entre autres le jeune fils de Garci Laso (3). La présence de cet enfant dans la troupe du comte de Trastamare prouvait assez que son expédition avait été concertée d'avance avec don Pèdre, et devait avoir une issue pacifique. Le peuple accueillit avec joie la nouvelle de cette réconciliation. Alburquerque lui seul s'en montra chagrin, voyant avec raison dans ce dénoûment une preuve du crédit des Padilla et un échec humiliant pour son autorité. A son dépit se joignait la honte d'avoir été joué, lui vieux politique, par des enfans qu'il avait cru dominer.

III.

Le mariage de don Pèdre avec la princesse de France fut célébré le 3 juin, presque immédiatement après l'entrevue de Cigales. Autant le

(1) Ayala, p. 91.

(2) Je suis le texte d'une des copies de la chronique d'Ayala, qu'on appelle très improprement *l'Abrégée*. Si dans les copies subséquentes on a supprimé les détails que je viens de rapporter, c'est sans doute parce qu'on les a crus humilians pour le prince qui avait fini par s'emparer du trône de Castille. Cfr. les deux versions. Ayala p. 92, et la note, de M. Llaguno.

(3) Ayala, p. 93.

roi avait montré d'abord d'irrésolution et de lenteur, autant il témoignait à présent d'impatience pour en finir. Toutefois nul ne pouvait attribuer ce changement à l'impression produite par les charmes de Blanche. Le roi y paraissait toujours insensible; il la regardait à peine; mais, convaincu que son mariage était un devoir et une nécessité, il avait hâte de l'accomplir pour obtenir le repos. Les deux fiancés furent menés en grande pompe à l'église de Sainte-Marie-la-Neuve. L'ordre du cortége semblait avoir été réglé de manière à prouver à tous les yeux que les discordes de la Castille étaient à jamais terminées. Le comte de Trastamare, don Tello, Alburquerque, les infans d'Aragon et la plupart des riches-hommes qui avaient joué un rôle dans les derniers troubles, accompagnaient la marche royale, surpris peut-être de se voir réunis ailleurs que sur un champ de bataille. Venaient d'abord don Pèdre et Blanche de Bourbon, montés sur des palefrois blancs et vêtus de robes de brocart d'or fourrées d'hermine, costume alors réservé aux souverains. Alburquerque était le parrain du roi, et la reine douairière d'Aragon, doña Léonor, servait de mère à la jeune reine. On remarqua le choix de sa demoiselle d'honneur, doña Margarita de Lara, sœur de don Juan Nuñez, et, comme si Blanche eût ramené avec elle tous les proscrits, elle avait pour écuyer le comte de Trastamare, qui tenait la bride de son cheval. L'infant don Fernand conduisait le cheval de sa mère, doña Léonor, et son frère don Juan remplissait le même office auprès de la reine Marie. Ainsi, dans ce cortége, le bâtard don Henri avait le pas sur les infans d'Aragon, honneur que quelques-uns trouvèrent excessif, et que d'autres n'attribuaient qu'à la sincérité de la réconciliation entre les fils de don Alphonse. Un tournoi, des courses de cannes, un combat de taureaux, suivirent la cérémonie religieuse, et se renouvelèrent le lendemain. Mais, au milieu de ces fêtes, tous les yeux se portaient avec curiosité sur les nouveaux époux. Chacun lisait sur la contenance du roi sa froideur et même son aversion pour sa jeune compagne, et, comme l'on s'expliquait difficilement qu'un homme de son âge, ardent et voluptueux, se montrât insensible aux attraits de la princesse française, plusieurs murmuraient tout bas qu'il avait été fasciné par Marie de Padilla, et que ses yeux, charmés par art magique, lui montraient un objet repoussant au lieu de la jeune beauté qu'il venait de conduire à l'autel (1).

(1) L'ensorcellement de don Pèdre par la Padilla est la tradition populaire en Andalousie, où l'un et l'autre ont laissé de grands souvenirs. On ajoute que Marie de Padilla était une reine de Bohémiens, leur *bari crallisa*, partant consommée dans l'art de préparer les philtres. Malheureusement les Bohémiens ne parurent guère en Europe qu'un siècle plus tard. — L'auteur de la *Première Vie du pape Innocent VI* raconte gravement que, Blanche ayant fait présent à son époux d'une ceinture d'or, Marie de Padilla, aidée d'un Juif, insigne sorcier, changea cette ceinture en serpent, un certain jour que le roi s'en était paré. On pense aisément quelle dut être la surprise du prince et celle de toute la cour, lorsque la ceinture commença à s'agiter et à siffler, sur quoi la Padilla

L'aversion, comme la sympathie, a ses mystères inexplicables, et pourtant de graves auteurs, anciens et modernes, ont voulu trouver un motif réel et plausible à l'éloignement de don Pèdre pour sa femme. Les derniers n'ayant pas, comme leurs devanciers, la ressource commode de la magie, ne se sont pas fait scrupule de ternir par une odieuse calomnie le caractère de la jeune reine, que tous ses contemporains ont respecté. On a prétendu que don Fadrique était un des ambassadeurs chargés de demander au roi de France la main de sa nièce, et que, pendant le voyage de Paris à Valladolid, Blanche aurait succombé aux séductions de son beau-frère (1). Ainsi ce serait à la jalousie qu'il faudrait attribuer la répugnance du roi pour son épouse et sa haine contre don Fadrique, dont j'aurai bientôt à raconter les effets. Je me hâte de dire que toutes ces suppositions sont absolument fausses. Don Fadrique ne fit point partie de l'ambassade castillanne et ne quitta pas la Péninsule à l'époque des négociations entre la France et la cour de Castille. Des chartes authentiques attestent son séjour dans le midi de l'Espagne pendant les premiers mois de l'année 1353, et, à l'époque du mariage du roi, il n'avait pas encore vu sa belle-sœur (2). Ajoutez que s'il eût existé quelque motif pour rompre ce mariage, quelque grief réel ou seulement un prétexte qu'on pût alléguer contre Blanche, il est à croire que don Pèdre eût saisi avec empressement l'occasion offerte, alors que, débarrassé de la tutelle de son ministre, et subjugué par l'amour de doña Maria, il ne cherchait qu'à faire preuve de son autorité et de sa force.

Personne à Valladolid n'ignorait les sentimens du roi, et le bruit s'était répandu qu'il allait prochainement en partir pour retourner auprès de sa maîtresse. Le 5 juin, c'est-à-dire deux jours seulement après la célébration de son mariage, don Pèdre étant seul à dîner (3) dans son palais, sa mère et sa tante entrèrent tout en larmes et demandèrent à lui parler en particulier. Aussitôt le roi quitta la table et les conduisit dans

trouva facilement occasion de persuader à son amant que Blanche était une magicienne qui voulait le faire périr par sorcellerie. Baluze, *Hist. des papes d'Avignon*, I, p. 224; Ayala, p. 95.

(1) V. Gratia Dei, dans le *Semanario erudito* de Valladares, tome 28, p. 237; le comte de la Roca, el rey don Pedro defendido, p. 15, verso, 44. Le comte ajoute agréablement dans son style cavalier : « Si l'infant don Fadrique fut un an et plus, comme on le prétend, à conduire la reine Blanche de France à Valladolid, cela prouve que les chemins étaient bien mauvais ou qu'ils ne prirent pas le meilleur. »

(2) Le contrat de mariage de Blanche existe aux archives du royaume, daté de Paris, 2 juillet 1352. Il est signé par les deux ambassadeurs castillans, don Juan Sanchez de las Roelas, jadis évêque de Séville, évêque élu de Burgos, et par don Alvar Garcia d'Albornoz. Carton J. 603, pièce 55. — Suivant toute apparence, don Fadrique ne quitta pas Llerena avant le mariage du roi, auquel d'ailleurs il n'assista point. Voir dans Ayala, p. 112, la note de M. Llaguno sur ce sujet. Consulter également l'*Apologia del rey don Pedro*, par don Josef Ledo del Pozo, p. 189.

(3) On dînait alors à neuf ou dix heures du matin.

un cabinet. « Sire, dit la reine-mère, on nous annonce que vous voulez nous quitter pour retourner auprès de doña Maria de Padilla. Nous venons vous conjurer de n'en rien faire, et de considérer quel affront ce serait pour le roi de France, qui vient de vous envoyer sa nièce avec tant d'honneurs. Pourriez-vous ainsi la quitter, au moment où vous venez de vous unir en face des saints autels, en présence de tous les grands de votre royaume? Que penseraient tous nos riches-hommes, venus de si loin pour vous faire honneur, si vous vous éloigniez de la sorte, sans leur rendre grace, sans leur adresser une parole de remercîment?... » Le roi l'interrompit en disant qu'il s'étonnait fort qu'elles ajoutassent foi à des bruits frivoles, et il se hâta de les congédier, après leur avoir répété qu'il ne songeait pas à quitter Valladolid. Une heure après, il demanda des mules, annonçant qu'il allait rendre visite à sa mère; mais, en effet, il sortit de la ville accompagné seulement du frère de sa maîtresse, Diego de Padilla, et de deux autres gentilshommes de ses plus privés. Des relais se trouvaient préparés de distance en distance, et il alla coucher à seize grandes lieues de Valladolid. Le lendemain, il trouvait à la Puebla de Montalvan doña Maria venue à sa rencontre (1).

On prévoyait cet éclat; cependant grande fut la surprise à Valladolid, mais plutôt feinte que réelle de la part des deux bâtards, unis déjà aux Padilla par une haine commune contre Alburquerque. Deux jours après le départ du roi, don Henri et don Tello se rendirent à Montalvan, suivis bientôt par les infans d'Aragon et par la plupart des jeunes seigneurs, parmi lesquels on remarquait le gendre de Coronel, don Juan de la Cerda, rappelé depuis peu de son exil (2). La presse était grande pour se tourner vers le soleil levant. Un petit nombre de riches-hommes seulement annonçaient que ce scandale amènerait de grands malheurs, et, au lieu de suivre la cour, allaient s'enfermer dans leurs châteaux. Ainsi l'exigeait la prudence quand des troubles civils étaient à craindre. En même temps la connivence des bâtards devenait évidente, car, par l'ordre du roi, leurs otages étaient mis en liberté. Le parti de Lara relevait la tête, annonçant avec ivresse que l'odieuse domination d'Alburquerque avait cessé.

IV.

Après le premier moment de stupeur, Alburquerque se présenta devant les trois reines désolées, accompagné du maître de Calatrava don Juan Nuñez de Prado, son intime ami. Non moins irrité qu'elles,

(1) Ayala, p. 95.

(2) Le roi de Portugal avait obtenu sa grace de don Pèdre, et don Juan était revenu à la cour de Castille avec Alburquerque, en apparence réconcilié avec lui. Ayala, p. 85.

mais ayant eu déjà le temps de reprendre son assurance et ses airs d'autorité, il leur jura que leur cause était la sienne, et n'hésita pas à leur promettre de ramener don Pèdre sous peu de jours après avoir châtié les insolens aventuriers qui l'avaient empoisonné de leurs perfides conseils. Incontinent il partit pour Tolède, où le roi s'était déjà rendu avec les Padilla, ses frères et les infans d'Aragon. Alburquerque sortit de Valladolid avec une suite de plus de quinze cents cavaliers montés les uns sur des chevaux de bataille, d'autres sur des mules. A la troupe des gentilshommes de sa maison et à ses cliens ordinaires s'étaient joints un assez grand nombre de chevaliers vassaux ou pensionnaires du roi, incertains encore s'ils iraient grossir la jeune cour ou s'ils demeureraient fidèles au ministre, tous désirant voir les choses de près et étudier par eux-mêmes la contenance du roi et le pouvoir de ses nouveaux conseillers. L'historien Lopez d'Alaya et son père étaient du voyage.

A peu de distance de Tolède, on rencontra le Juif don Simuel el Levi, grand trésorier, alors fort avant dans les bonnes graces de doña Maria de Padilla, et par elle devenu un des plus intimes conseillers du roi. Il venait par l'ordre de son maître porter des paroles de paix au ministre disgracié. « Le roi, disait don Simuel, fait toujours le plus « grand cas de votre vieille expérience, et maintenant comme toujours « il compte sur vos bons services. Vous pouvez vous présenter en toute « assurance devant lui; mais il s'étonne que vous ameniez une si nom- « breuse suite, et il vous invite à la congédier. » — Après avoir ainsi parlé au nom du roi, le Juif ajouta quelque mots de la part des Padilla. A l'entendre, ils ne demandaient pas mieux que d'entrer en accommodement, et assuraient qu'une seule entrevue suffirait pour amener une réconcilation sincère. Le trésorier de don Pèdre n'était pas venu seul, et, pendant qu'il entretenait Alburquerque, des chevaliers sortis de Tolède avec lui conversaient avec leurs amis arrivant de Valladolid. Quelques-uns ne cachèrent pas qu'on faisait à Tolède de grands préparatifs de guerre. Toutes les portes, à l'exception d'une seule, étaient murées, et l'alguacil-mayor chargé de la police de la ville venait d'être destitué et remplacé par une créature des Padilla. Ces confidences troublèrent un peu l'assurance d'Alburquerque. Il fit halte et tint conseil avec ses amis. Survint un nouveau message du roi, pour le presser, avec une insistance qui parut suspecte, de se rendre sans délai à l'Alcazar. D'autres avis, envoyés par ses partisans secrets à Tolède, augmentèrent sa défiance et lui firent craindre quelque guet-apens. Dès que son irrésolution trahit ses alarmes, tous ses serviteurs tremblant, pour sa sûreté, le conjurèrent de ne pas se livrer à la merci d'un prince faible dominé par une faction perfide. Alburquerque pouvait craindre de cruelles représailles, et il avait appris à ses ennemis à se jouer des sermens. Il suivit les conseils de la prudence et rebroussa chemin, après avoir

dépêché au roi son majordome Rui Diaz Cabeza de Vaca, porteur de ce message altier : « Sire, dit-il, don Juan Alonso vous baise les mains et se recommande à votre merci. Il serait lui-même en ce moment en votre présence, s'il n'eût appris que de méchans conseillers l'ont calomnié auprès de vous. Vous savez, sire, tout ce que don Juan Alonso a fait pour votre service et celui de la reine votre mère. Il a été votre chancelier depuis votre naissance. Il vous a toujours loyalement servi comme il avait servi le feu roi votre père. Pour vous il s'est exposé à de grands périls, alors que doña Léonor de Guzman et sa faction avaient tout pouvoir dans le royaume. Mon maître ignore encore les crimes qu'on lui impute, faites-les-lui connaître, et aussitôt il s'en purgera. Cependant, si quelque chevalier doute de son honneur et de sa loyauté, moi, son vassal, me voici prêt à le défendre par mon corps et les armes à la main. » Don Pèdre écouta froidement la fière harangue de Cabeza de Vaca et le défi qui la terminait, puis il répondit en peu de mots que, si Alburquerque ajoutait foi à de vaines rumeurs, il était libre de se retirer où bon lui semblerait; que s'il était sage, il s'en remît à sa royale merci (1). Aussitôt il congédia le messager, cachant mal sa joie de se voir délivré d'un censeur incommode. Peut-être, honteux de destituer le fidèle conseiller de son père, voyait-il avec un vif plaisir qu'Alburquerque eût pris de lui-même le parti de la retraite. Une fois qu'il le sut éloigné, il ne garda plus de ménagemens, et, retirant aux titulaires tous les offices donnés pendant la faveur du ministre, il les distribua aux partisans des Padilla. La réaction fut complète, et, pour encourir la disgrace du roi, il suffisait maintenant d'avoir été distingué par Alburquerque.

Ce dernier cependant, la rage dans le cœur, reprenait, avec son escorte bien réduite, le chemin de Valladolid, après s'être arrêté quelques momens à Ferradon pour se consulter avec son ami le maître de Calatrava. Tous les deux tombèrent d'accord que, pour le présent, la résistance ouverte était impossible; qu'il fallait attendre patiemment un retour de fortune, vivre loin de la cour et se tenir sur ses gardes, l'un sur la frontière de Portugal, au milieu de ses vastes domaines, l'autre dans un des châteaux de son ordre, entouré de ses chevaliers. Avant de gagner son fort, Alburquerque voulut prendre congé des trois reines et leur donner ses derniers conseils, puis, rassemblant les trésors qu'il faisait garder dans ses châteaux de Castille, il alla s'enfermer dans la forteresse de Carvajales, assignée pour rendez-vous à ses affidés. Outre les gens de sa maison qui l'accompagnaient toujours, son escorte s'était grossie, pendant sa marche, d'un assez grand nombre de gentilshommes résolus de s'attacher à sa fortune. Tous, croyant la guerre

(1) Ayala, p. 98 et suiv.

civile allumée, pillaient et dévastaient le pays sur leur passage (1). Pour un seigneur féodal, c'était alors la manière la plus usitée de témoigner son mécontentement. Alburquerque, s'il n'encouragea pas ces excès, ne prit aucune mesure pour les réprimer, satisfait sans doute de compromettre ses adhérens et de s'assurer leur fidélité par la crainte des vengeances qu'ils s'attireraient à son service.

Tout entier à ses amours, don Pèdre ne songeait nullement à poursuivre le fugitif, et célébrait par des carrousels et des fêtes ce qu'il appelait son véritable avénement au trône. Tandis que toute la jeune cour s'égayait aux dépens du ministre disgracié, doña Maria de Padilla, satisfaite d'avoir montré l'étendue de son pouvoir, donnait un exemple de modération singulière dans sa position. Elle conseilla au roi de retourner à Valladolid pour quelque temps, et de revoir sa femme, afin d'éviter le scandale et de sauver les apparences. Assurée du cœur de son amant, elle s'occupait de sa gloire, toutefois sans vouloir s'y sacrifier. Don Pèdre, obéissant avec une répugnance marquée, reparut à Valladolid, et demeura deux jours dans le même palais que la reine Blanche. Puis, comme lassé d'une comédie qu'il jouait mal, il revint aussitôt auprès de sa maîtresse. Vainement les Padilla le supplièrent-ils de prolonger son séjour, ils ne purent obtenir de son impatience qu'il s'arrêtât une heure de plus. Ce fut la dernière fois qu'il vit sa femme, et ce rapprochement si brusquement terminé semblait n'être qu'un outrage de plus. Le vicomte de Narbonne et les seigneurs français qui avaient accompagné la reine Blanche en Castille s'éloignèrent indignés et sans prendre congé du roi. La reine-mère conduisit l'épouse délaissée à Tordesillas, sur le Ducro, à peu de distance de Valladolid (2). C'était la résidence ou plutôt l'exil que don Pèdre lui assignait.

C'est le rêve ordinaire des ministres disgraciés de croire qu'une révolution suivra leur retraite. Enfermé dans son château de Carvajales, Alburquerque voyait avec dépit l'indifférence de la Castille. Bien que l'on blâmât généralement la conduite du roi à l'égard de sa femme, on avait applaudi à son généreux dessein de gouverner par lui-même; on l'avait vu avec plaisir se réconcilier avec ses frères, et surtout rendre sa faveur au parti des Lara, dont le nom était toujours populaire dans la plupart des provinces. Marie de Padilla se montrait douce et serviable, cherchant à cacher sa puissance, ou ne la révélant que par des bienfaits; ses parens étaient habiles, et l'on convenait qu'ils servaient bien le roi. Qu'importait aux communes et à la plus grande partie de la noblesse que quelques charges de cour fussent occupées par les créatures d'Alburquerque ou par les parens de la favorite? Sauf un petit

(1) Ayala, p. 104. *Abreviada*. V. note 2.
(2) Ayala, p. 105 et suiv.

nombre de riches-hommes personnellement intéressés à sa disgrace, Alburquerque se sentait abandonné du peuple comme de son roi. Désespérant déjà de ressaisir le pouvoir, il commençait à craindre pour ses immenses richesses. Ses vastes domaines excitaient de grandes tentations, et les prétextes ne manquaient pas pour s'en emparer. De toutes parts s'élevaient des plaintes contre les désordres commis par ses adhérens, dont la conduite, aussi imprudente que coupable, pouvait donner à sa retraite une couleur de rébellion. Il lui fallut songer sérieusement à désarmer le courroux du roi. La mauvaise fortune avait vite abaissé son orgueil, et il s'empressa d'accepter l'espèce de traité qu'on lui offrit au nom de son souverain. Il consentit à livrer son fils en otage et à donner caution pour la bonne conduite de ses vassaux. En retour, le roi promit de lui conserver toutes les terres qu'il possédait en Castille, et lui accorda la permission d'aller résider en Portugal (1). L'infant don Fernand d'Aragon fut investi de la charge de grand chancelier.

Fier d'avoir humilié le plus puissant de ses grands vassaux, don Pèdre ne voulut point l'accabler. Il respectait les longs services d'Alburquerque sous le roi don Alphonse, et peut-être sa conscience lui reprochait-elle de s'en être séparé dans un moment où il en recevait les plus sages conseils. Mais, s'il excusait l'humeur du ministre disgracié et même les brigandages de quelques vassaux indisciplinés, il regardait comme une impardonnable trahison la conduite de certains chevaliers qui, attachés par leurs charges à sa personne, au lieu de le suivre à Tolède, s'étaient joints aux partisans d'Alburquerque, et semblaient lui avoir offert leurs services contre leur maître. Don Pèdre tenait de son père et d'Alburquerque lui-même que le plus grand des crimes était la désobéissance à la double autorité de roi et de seigneur féodal. Jeune, impérieux jusqu'à la dureté, il voulait se faire craindre, surtout de ces riches-hommes placés si près du trône qu'il croyait voir en eux autant de rivaux. Il annonçait hautement l'intention de faire prompte et sévère justice.

Lorsque don Juan d'Alburquerque s'était retiré dans son château de Carvajales, la plupart des chevaliers ou gentilshommes, vassaux immédiats du roi, l'avaient abandonné pour revenir auprès de leur maître; d'autres en petit nombre s'étaient courageusement associés à son exil volontaire et jusqu'alors lui avaient formé une espèce de cour qui avait sa splendeur. Interdits par la soumission inattendue de leur chef, ils n'avaient plus d'autre parti à prendre que d'implorer à leur tour la clémence royale. Ils partirent de Carvajales avec le fils d'Alburquerque, otage de la fidélité de son père; mais, au lieu de se rendre directement à Olmedo, où le roi se trouvait alors, ils osèrent s'arrêter à Tordesillas

(1) Ayala, p. 106.

et se présenter à la reine-mère et à la princesse française, sa belle-fille. Là, sans doute, on leur peignit le courroux de don Pèdre, son humeur implacable, ses menaces et les échafauds qu'il faisait dresser. La plupart, effrayés de ces confidences et désespérant d'obtenir leur pardon, ne songèrent plus qu'à prendre la fuite. Deux chevaliers seulement, plus hardis ou plus confians que le reste, se hasardèrent à poursuivre leur route vers Olmedo : c'étaient Alvar Gonzalez de Moran et Alvar Perez de Castro, frère de cette Inez, maîtresse de l'infant Pierre de Portugal, si fameuse depuis par sa mort cruelle et les honneurs que son amant rendit à sa mémoire. Doña Maria de Padilla, naturellement humaine et compatissante, voulut sauver ces deux braves gentilshommes, contre lesquels le roi montrait une animosité particulière. Elle les fit avertir qu'ils n'avaient pas un moment à perdre pour se dérober au supplice qui déjà s'apprêtait. Venant d'une pareille source, l'avis était trop sûr pour être dédaigné. Aussitôt Moran et Alvar de Castro retournèrent sur leurs pas. A Medina del Campo, ils trouvèrent des relais préparés par les soins de la reine Marie, et ce secours ne tarda pas à leur être bien nécessaire. Alvar surtout, chaudement poursuivi, ne dut son salut qu'à la vigueur extraordinaire de son cheval. Moins heureux que lui, la plupart de ses compagnons, échappés de Tordesillas, furent arrêtés par les officiers du roi et conduits à Olmedo la chaîne au cou. On s'attendait à des supplices, mais la colère du roi ne résista pas aux prières et aux larmes de sa maîtresse. Après quelques jours de détention, tous ces malheureux furent rendus à la liberté (1).

Sur ces entrefaites, le maître de Saint-Jacques, don Fadrique, qui, depuis la mort de sa mère, doña Léonor de Guzman, n'avait pas revu le roi, reparut à la cour et y fut accueilli à bras ouverts. On eût dit que don Pèdre voulût réunir autour de lui tous ses frères pour les associer à son gouvernement. A l'exemple de don Henri et de don Tello, le jeune maître de Saint-Jacques rechercha l'amitié des parens de la favorite. Sur une insinuation du roi, il retira la grande commanderie de Castille à Rui Chacon pour en pourvoir Diego Garcia de Villagera, frère bâtard de Maria de Padilla. Pour prix de cette complaisance, le roi lui fit remise de quelques droits contestés à son ordre par la couronne (2). De son côté, don Tello, mettant à profit les bonnes dispositions de son frère, obtint son agrément pour conclure un mariage avantageux. Sous le règne du feu roi, il avait été fiancé, encore tout enfant, à doña Juana de Lara, fille aînée de don Juan Nuñez, maintenant héritière de la seigneurie de Biscaïe. La défiance d'Alburquerque s'était toujours opposée à cette union. Il avait fait mettre le séquestre sur les biens de

(1) Ayala, p. 108.
(2) Bulario de Santiago, cité par Llaguno. V. Ayala, p. 116, note 3.

doña Juana, et la Biscaïe était entrée dans les domaines de la couronne. Comme s'il eût à cœur de prendre en tout le contre-pied de la politique suivie par son ministre, don Pèdre présida lui-même au mariage de l'héritière de Lara et lui restitua tous ses apanages. Aussitôt après ses noces, qui furent célébrées en grande pompe à Ségovie, don Tello se rendit en Biscaïe pour se mettre en possession de la riche dot que lui apportait sa femme. C'était un petit royaume. Quant au roi, quittant la Castille, il prit avec toute sa cour le chemin de l'Andalousie, où il comptait passer le reste de l'automne et l'hiver. Mais d'abord, irrité de la part que les deux reines avaient prise à l'évasion d'Alvar de Castro, il sépara Blanche de Bourbon de la reine Marie, auprès de laquelle elle avait toujours demeuré depuis son arrivée en Castille. La jeune princesse, déjà traitée en prisonnière, quoi qu'on lui eût conservé une petite cour et une maison royale, fut conduite au château d'Arévalo et confiée à la surveillance de l'évêque de Ségovie. La reine-mère reçut la permission, peut-être l'ordre, d'aller résider en Portugal, auprès du roi son père (1). Ces mesures rigoureuses étaient accompagnées de nouvelles persécutions dirigées contre les amis d'Alburquerque. Le roi ôta la charge de chambellan à Gutier Fernandez de Tolède, pour en revêtir Diego de Padilla. Tous les parens de Gutier Fernandez partagèrent sa disgrace, et, destitués de leurs offices, virent partager leurs dépouilles entre la famille de la favorite et les cliens des bâtards, maintenant comblés d'honneurs comme au temps du feu roi. Perez Ponce, maître d'Alcántara, oncle de doña Léonor de Guzman, avait encouru le séquestre de ses châteaux d'Andalousie pour avoir le premier pris les armes à l'avénement de don Pèdre. On lui rendit ses forteresses, et le roi lui-même l'en remit solennellement en possession (2). En un mot, il semblait prendre à tâche d'effacer tous les souvenirs de l'administration d'Alburquerque; hommes et choses étaient impitoyablement changés.

V.

C'est par de tels actes d'autorité que don Alphonse avait préludé à son glorieux règne. Don Pèdre prétendait l'imiter en tout. Accusant son ancien ministre de partialité et d'injustice, il annonçait, avec un peu trop d'assurance peut-être, que, maintenant qu'il régnait seul, ni le rang ni la faveur ne trouveraient accès auprès de lui. La mieux tenue des promesses faites aux cortès de Valladolid fut celle d'écouter toutes les plaintes portées au pied de son trône (3). Affable avec les petits, sou-

(1) Ayala, p. 113.

(2) Cfr. Ayala, p. 114. — Rades, *Cron. d'Alcántara*, p. 27.

(3) On montre dans la cour de l'Alcazar à Séville, près de la porte dite des Bannières, les restes d'un tribunal en plein air où don Pèdre prenait place pour juger les procès.

vent dur et hautain avec les grands, il voulait être instruit de tout, voir tout par lui-même. A l'exemple de ces califes dont les légendes avaient sans doute amusé son enfance (1), il se plaisait à prendre des déguisemens et à parcourir seul, la nuit, les rues de Séville, soit pour surprendre les sentimens du peuple, soit pour chercher des aventures et surveiller la police de cette grande cité. Ces explorations mystérieuses ont fourni aux romanciers et aux poètes espagnols le texte de mille récits dramatiques, la plupart peu dignes de créance, remarquables pourtant parce qu'ils s'accordent tous sur le caractère qu'ils donnent à don Pèdre, échos en cela de la tradition populaire, qui pour l'historien n'est pas sans quelque valeur. En effet, le peuple, s'il altère les faits, juge les hommes avec exactitude. Pour lui, don Pèdre fut le protecteur des opprimés, le redresseur des torts, l'ennemi ardent de toutes les iniquités du régime féodal. Il est vrai que le peuple se contente de peu et tient compte à ses maîtres de leurs bonnes intentions. La justice de don Pèdre, demeurée proverbiale, fut celle des souverains musulmans, prompte, terrible, presque toujours passionnée, souvent bizarre dans sa forme.

On me pardonnera de rapporter ici une anecdote singulière sur les courses nocturnes du roi : consacrée par un monument encore existant à Séville, admise par les auteurs les plus graves, elle ne doit pas, je pense, être rejetée par la critique moderne pour les couleurs romanesques qu'une longue tradition a pu lui donner.

On raconte qu'une nuit, le roi, passant seul et déguisé dans une rue écartée de Séville, se prit de querelle avec un inconnu pour un motif frivole (2). Les épées furent tirées et le roi tua son adversaire. A l'approche des officiers de justice, il prit la fuite et regagna l'Alcazar, croyant n'avoir pas été reconnu. Une enquête eut lieu. Le seul témoin du combat était une vieille femme, qui, à la lueur d'une lampe, avait vu confusément la scène tragique. Suivant sa déposition, les deux cavaliers avaient le visage caché sous leur manteau, selon la coutume des galans de l'Andalousie; mais l'un d'eux, le vainqueur, faisait entendre en marchant un bruit étrange : ses genoux produisaient un léger craquement; or, tout le monde le savait à Séville, ce craquement des genoux était particulier au roi, par suite d'un défaut de conformation, qui, d'ailleurs, ne l'empêchait pas d'être agile et adroit à tous les exercices du corps. Un peu confus de leur découverte, les alguazils ne savaient

(1) Il est probable que don Pèdre ne savait pas l'arabe; mais on peut voir par les récits du *comte Lucanor* combien les romans arabes étaient familiers aux Castillans.

(2) La tradition, qui n'est jamais à court de circonstances minutieuses, rapporte que l'inconnu gardait une rue, c'est-à-dire qu'il empêchait les passans d'y entrer, soit pour parler en liberté à une femme, soit pour procurer cette facilité à un ami. Cet usage existait encore il y a quelques années en Espagne, et occasionnait souvent des duels.

s'ils devaient punir la vieille ou bien acheter son silence. Le roi lui fit donner une somme d'argent et s'avoua coupable. Restait à trouver une peine, chose difficile. La loi était formelle : en pareil cas, le meurtrier devait être décapité et sa tête était exposée sur le lieu du crime. Don Pèdre ordonna que sa tête couronnée et taillée en pierre fût placée dans une niche, au milieu de la rue théâtre du combat. Ce buste, malheureusement renouvelé au XVIIe siècle, se voit encore aujourd'hui dans la rue du *Candilejo* à Séville (1).

Cette subtilité, conforme d'ailleurs aux coutumes du moyen-âge, atteste plutôt la fertilité d'imagination que l'impartialité du roi. Le trait suivant donnera une meilleure idée de ses jugemens. Un prêtre pourvu d'un riche bénéfice avait fait une grave injure à un cordonnier. Traduit devant un tribunal ecclésiastique, le seul dont il fût justiciable, le prêtre fut pour ce délit suspendu de ses fonctions sacerdotales pendant quelques mois. L'artisan, mal satisfait de la sentence, se chargea lui-même de punir l'outrage; il attendit son ennemi, et lui infligea une rude correction manuelle. Aussitôt il fut arrêté, jugé, condamné à mort. Il en appela au roi. La partialité des juges ecclésiastiques avait produit quelque scandale. Don Pèdre parodia leur sentence en condamnant le cordonnier à s'abstenir de faire des souliers pendant une année. Quoique attestée par Zúñiga, auteur prudent et respectable, cette anecdote sent peut-être un peu trop sa légende populaire pour être acceptée par l'histoire. Cependant elle reçoit une espèce de confirmation par une loi remarquable ajoutée vers la même époque au *règlement*, ou code particulier de la commune de Séville. « Considérant les nombreux outrages commis par des ecclésiastiques (ainsi s'exprime le législateur), lesquels font usage d'armes défendues, sans crainte de Dieu, ni révérence pour leur caractère, d'où vient que les laïques se vengent par des moyens semblables, et, pour tant que les juges ecclésiastiques ne punissent pas les délinquans de leur ordre et n'en font pas exemple comme il est droit, j'ordonne et j'établis, par la présente loi, qu'à l'avenir tout laïque qui tuera, blessera, déshonorera un ecclésiastique, ou lui fera tout autre mal dans sa personne ou ses biens, soit puni de la même peine qu'encourrait l'ecclésiastique faisant la pareille à un laïque. Je veux que mes alcades, devant qui l'affaire sera portée, appliquent ladite peine et non point une autre.... Le tout, sans aller contre les libertés de l'église et sans relever le laïque coupable du fait de sacrilége ou du châtiment d'excommunication (2). » On le voit, l'anecdote du cordonnier a peut-être provoqué cette loi extraordinaire pour l'époque où elle fut rendue; mais il est possible aussi qu'elle ne soit

(1) On dit que ce nom a été donné à la rue en mémoire de la lampe, *candilejo*, qui éclaira le duel. — Zuniga, *Annales eclesiasticos de Sevilla*, t. II, p. 136.

(2) Zuniga, *An. eccles.*, t. II, p. 137.

qu'un commentaire de la loi, une fiction populaire destinée à perpétuer le souvenir de la justice de don Pèdre.

Ce mépris pour les immunités ecclésiastiques qui, dans ce temps, pouvait passer pour de l'impiété, n'empêchait pas don Pèdre de méditer une croisade, projet digne de son âge, et naturel chez un prince espagnol. On rapporte qu'un certain Abdallah, roi de Tremecen, pressé par les Beni-Merin de Fez, avait promis à don Alphonse, pendant le siége de Gibraltar, d'embrasser la religion chrétienne et de lui faire hommage de ses états, si on lui accordait quelques secours pour se défendre contre ses voisins. Don Pèdre avait repris les négociations commencées par son père, et demandait au pape Innocent VI un subside, des indulgences et l'étendard de l'église pour entreprendre une expédition en Barbarie (1). Que la conversion du prince africain fût réelle ou qu'elle servît seulement de prétexte pour obtenir les subsides du saint-siége, don Pèdre s'amusa quelque temps à ces préparatifs guerriers; mais bientôt d'autres soins vinrent le distraire, et il trouva trop d'occupations dans son royaume pour songer à des conquêtes outre-mer.

VI.

Pendant le séjour du roi à Séville, plusieurs partisans d'Alburquerque, qui lors de sa disgrace étaient sortis du royaume, se hasardèrent à reparaître en Castille, persuadés que quelques mois d'exil avaient suffi pour les faire oublier. Le maître de Calatrava, don Juan Nuñez de Prado, principal confident de l'ancien ministre, était allé chercher un asile en Aragon, dans la commanderie d'Alcañiz, dépendant de son ordre; car alors, bien que la chevalerie de Calatrava eût son chef-lieu et son maître en Castille, elle possédait néanmoins des établissemens considérables dans d'autres royaumes de la Péninsule. Sous la protection de l'Aragonais, Nuñez de Prado aurait pu braver le courroux de don Pèdre, ou tout au moins se ménager une amnistie spéciale; mais bientôt, reprenant confiance, trompé peut-être par de perfides promesses (2), après huit mois d'absence, il rentra en Castille et s'arrêta dans la commanderie d'Almagro. Dès que le roi en fut informé, il y courut précédé par don Juan de la Cerda, devenu l'un de ses favoris depuis l'éloignement d'Alburquerque. La Cerda, réunissant aux hommes d'armes qu'il amenait la milice bourgeoise de Ciudad-Real, se hâta d'investir le château d'Almagro. Un des Frères de Calatrava, parent du maître, lui conseillait de sortir sur-le-champ avec cent cin-

(1) Rainaldi, *Ann. eccles.*, année 1354. — Ayala, p. 115.
(2) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 54.

quante cavaliers qui se trouvaient réunis dans la commanderie, et à la tête de cette petite troupe brave et dévouée de se faire jour au travers des milices mal exercées de La Cerda. «Si nous les battons, disait-il, la route d'Aragon nous est ouverte : sinon nous mourrons les armes à la main comme des prud'hommes. » — « Non, répondit Nuñez; jamais on ne me reprochera d'avoir été déloyal à mon souverain. Qu'il se présente lui-même, et je me mettrai à sa merci.» A l'approche du roi, les portes du château s'ouvrirent, et le maître vint lui-même apporter ses clés. Aussitôt il fut arrêté (1). Le roi le déposa et enjoignit aux chevaliers de l'ordre de lui donner pour successeur Diego de Padilla. Il n'admettait aucune excuse, et le semblant d'élection fut consommé sur l'heure même. Dès que Padilla eut reçu le sceau de l'ordre et le serment des frères, le roi lui livra le malheureux Nuñez de Prado, redevenu simple chevalier, et comme tel justiciable du nouveau maître. Padilla le fit conduire dans le château de Maqueda, où peu de jours après on le mit à mort. Le roi blâma, dit-on, cette cruauté inutile, dont il paraît n'avoir été instruit que lorsqu'il était trop tard pour s'y opposer.

Nuñez de Prado n'était ni aimé, ni estimé dans son ordre, et sa mort fut considérée comme un juste châtiment de sa conduite passée. Par ses intrigues et son insubordination, il avait enlevé la maîtrise à son prédécesseur, don Garci Lopez de Padilla, qui lui avait donné l'habit de Calatrava. A cette occasion, il avait encouru l'excommunication d'un légat du pape chargé de mettre fin au schisme qui divisait les chevaliers (2); mais, aux yeux de don Pèdre, son principal crime était son attachement à don Juan d'Alburquerque; le roi était encore animé contre lui par Diego de Padilla (3), qui, préparant sans doute de longue main son élection, s'était ménagé un parti puissant dans l'ordre de Calatrava, et, par son crédit, y avait fait entrer un grand nombre de ses créatures.

P. Mérimée.

(1) Cfr. Ayala, p. 116 et suiv. Rades, *Cron. de Calat.*, p. 54. — Suivant ce dernier, le maître de Calatrava aurait été arrêté pendant qu'il était à table avec le roi. Le récit d'Ayala m'a paru le plus vraisemblable. Rades d'ailleurs ne cite pas ses autorités.

(2) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 51.

(3) La conformité des noms donne lieu de supposer que Diego de Padilla, frère de la maîtresse du roi, était parent de l'ancien maître de Calatrava supplanté par Nuñez de Prado.

REVUE DES THÉATRES.

LE THÉATRE-FRANÇAIS. — L'OPÉRA.

La critique est souvent accusée de dénigrement et de malveillance; il semble que ses fonctions, ses habitudes, son nom même, ne puissent se concilier aisément avec la louange, et qu'appelée par vocation ou par état à chercher les défauts des ouvrages soumis à son contrôle, la nécessité de louer devienne pour elle une abdication et un chagrin. Il n'en est rien. Cette habitude d'analyse n'est, chez les critiques sincères, que la faculté plus ou moins développée de distinguer, dans les œuvres de l'esprit, les côtés vulgaires qui, malgré le suffrage de la foule, ne peuvent être ratifiés par le goût, et les portions à la fois exquises et vraies, finement et justement senties, sur lesquelles tout le monde doit penser de même. Ce n'est pas une querelle qu'il s'agit d'établir en repoussant ce que le succès adopte; c'est plutôt une réconciliation à préparer en marquant cette limite étroite, cette mitoyenneté, ce point unique, difficile, possible pourtant, où les raffinés et les *bonnes gens* peuvent s'accorder dans leurs approbations et se rencontrer dans leurs jouissances. Là est le vrai rôle, l'utilité réelle de la critique. Mais il n'y a pas de leçon profitable sans un exemple qui la résume et la vivifie; c'est donc une bonne fortune que la rencontre d'un ouvrage qui puisse servir d'application et d'appui à ces distinctions délicates, préciser d'un trait vif toutes ces nuances, et satisfaire ceux qui raisonnent le moins leurs plaisirs littéraires en charmant ceux qui les discutent le plus : heureux momens qui avancent mieux les questions et secondent mieux les intérêts de l'art que des volumes de polémique et des années de disputes!

On doit compter parmi ces heures précieuses et trop rares la première représentation d'*Un Caprice* à la Comédie-Française. Nous le pensions depuis longtemps, et nous n'avons pas attendu pour le dire, une des qualités distinctives du talent de M. Alfred de Musset, ce n'est pas seulement la fantaisie dans tout ce qu'elle a de plus idéal et de plus frais; ce n'est pas seulement le don merveilleux, inné, d'être à tout propos le poète de Platon, ce quelque chose de léger et de

divin : c'est encore une bonne et franche veine d'esprit français dans son acception la plus nette et la plus piquante. Seulement l'esprit chez M. de Musset ne va pas droit au but, comme un piéton qui ne veut qu'arriver. Participant de la poésie qu'il côtoie toujours sans la contrarier jamais, il s'amuse volontiers en chemin; il cueille en passant une fleur, il aspire une bouffée d'air, il joue dans un rayon de soleil. Au lieu d'un trait décoché au spectateur, c'est un souffle caressant qui le surprend et le soulève. Maintenant, y aurait-il dans ces qualités aériennes assez de *lest* pour arriver jusqu'au public sans s'évaporer au feu de la rampe? Ce problème, la représentation d'*Un Caprice* l'a heureusement résolu.

L'histoire de ce proverbe est elle-même assez curieuse; publié dans cette *Revue* en 1837, à une époque où l'on sollicitait déjà M. de Musset à travailler pour le théâtre, le *Caprice* fut traduit par un poète russe et joué en Russie avec beaucoup de succès. Mme Allan assistait à la représentation : devinant aussitôt toutes les graces de l'original, elle voulut lire la pièce française, prit à cœur le rôle de Mme de Léry, et le joua, au théâtre français de Saint-Pétersbourg, avec une distinction qui lui valut un de ses plus beaux triomphes. Cependant la Comédie-Française n'avait attendu ni le succès de la traduction russe, ni le retour de Mme Allan, pour comprendre tout ce qu'il y avait de verve et de finesse dans le talent de M. de Musset, et pour songer à représenter cette comédie d'*Un Caprice*. Déjà même les rôles étaient distribués, lorsqu'arriva à Paris l'actrice charmante que nous rendait Saint-Pétersbourg. Ce ne fut pas elle qui rapporta la pièce dans ses bagages; ce fut au contraire l'idée de reparaître sous les traits de Mme de Léry qui décida son engagement et en abrégea les préliminaires. Voilà toute l'histoire; elle est aussi simple que celle de la *prairie* de Mme de Sévigné, et nous nous demandons ce qu'on a pu trouver de piquant à tourner en épigrammes contre Paris et contre la Comédie-Française cette preuve de bon goût donnée par Saint-Pétersbourg. Pour être les bienvenus parmi nous, ni M. de Musset, ni Mme Allan, n'avaient besoin de faire leur campagne de Russie.

Quoi qu'il en soit, le succès de l'autre soir a été unanime. L'auditoire s'est prêté, non-seulement de bonne grace, mais avec une joie toujours croissante, à l'élégante ténuité de cette intrigue, dont le fil léger suffit à tant de transparentes broderies. Tous ces jolis détails de bourses et de tasses de thé, toutes ces fines reparties qui se croisent et s'enroulent autour de cette causeuse et de cette table, ce mélange de sensibilité et de gaieté, pareil au *sourire mouillé* dont parle Homère, cet art si caché et cependant si réel de dessiner peu à peu les caractères par les lumineuses échappées du dialogue, comme un paysage qui se précise et s'éclaire graduellement à travers les brumes matinales, tout cela a été senti, accueilli, applaudi du premier coup. Chaque spectateur semblait heureux de s'associer à ce triomphe de la vraie littérature au théâtre; il y avait dans le plaisir que nous goûtions quelque chose de si exquis, de si flatteur, que ce n'était pas l'amour-propre de l'auteur que nous caressions en applaudissant, c'était le nôtre. On doit ajouter que l'exécution a été excellente. M. Brindeau s'est bien tiré d'un rôle difficile, celui d'un homme aimable et mystifié; Mlle Judith a déployé, dans le personnage de la jeune femme, une grace touchante et sympathique. Quant à Mme Allan, elle nous a fait bien vite partager sa spirituelle prédilection pour le rôle de Mme de Léry; il est impossible d'interpréter avec un sentiment plus juste et plus vrai ce délicieux caractère qui cache, sous

des airs de coquetterie et de futilité mondaines, tant de loyauté et de droiture. Détailler les demi-teintes d'un pareil rôle sans se tromper une seule fois, c'est rendre un vrai service à l'art, et Mme Allan ne pouvait mieux inaugurer son retour qu'en donnant la vie du théâtre à une création qui n'existait encore que pour les lecteurs d'élite.

Maintenant, devons-nous nous borner à constater cette représentation d'*Un Caprice* comme le plaisir et le succès d'une soirée? Deux enseignemens nous semblent en ressortir, l'un général, l'autre personnel. Puisqu'il est prouvé que cet esprit et cette poésie peuvent réussir au théâtre, et qu'en prenant une forme et un visage, ils ne perdent rien de leur séduction, pourquoi en resterait-on à cette heureuse tentative? Trop souvent notre première scène a dû se contenter de pièces, estimables sans doute, mais qui ne répondaient ni aux instincts de la foule ni au goût des lettrés, et qui, n'offrant d'autres qualités que les défauts qu'elles n'avaient pas, s'éloignaient également des libres ébats du vaudeville et des vigoureuses allures de la comédie. Installer enfin les poètes au théâtre, telle doit être aujourd'hui l'ambition de tous les amis des lettres; se rapprocher du public, le familiariser avec les choses élevées, et, pour faciliter ce rapprochement, mêler à leurs inventions un peu plus de l'élément dramatique, sacrifier dans leurs fantaisies cette portion trop éthérée qui passe, pour ainsi dire, au-dessus du spectateur au lieu de l'atteindre au cœur ou au front, telle est la tâche des poètes, et nul mieux que M. de Musset ne serait capable d'indiquer la mesure et de tracer la route. Le succès de sa comédie ne sera-t-il pas pour lui un encouragement et comme un gracieux reproche? M. de Musset se trouve aujourd'hui, vis-à-vis du public, dans des conditions excellentes. Il y a dix ans, adopté avec délices par une jeunesse qui le proclamait son poète et qui retrouvait dans ses ouvrages l'idéal de ses rêveries, de ses amours et de ses ivresses, l'auteur de *Rolla* n'était encore accueilli par les masses qu'avec une certaine méfiance. Aujourd'hui ses écrits et son nom ont pénétré, et l'on peut dire que tous les esprits sont prêts à le goûter comme toutes les mains à l'applaudir. Est-ce donc ce moment précieux, fugitif souvent dans la vie des artistes, que M. de Musset doit choisir pour se condamner au silence et dédaigner les avances, les coquetteries de la gloire? Le jour où M. de Musset reprendra résolûment la plume, où nous verrons son nom briller sur l'affiche de la Comédie-Française, sera pour nous tous une fête; car il occupe dans nos affections littéraires cette place unique, exclusive, la place de l'enfant préféré, qui n'est pas toujours le plus sage, mais à qui l'on pardonne tout en faveur de son sourire et de sa grace.

Si nous nous plaignons que la poésie de M. de Musset ne fait pas assez de bruit, la musique de M. Verdi mérite le reproche contraire. Nous savons bien que l'ancienne école italienne abusait du chant proprement dit, qu'un joli air, une douce cantilène venaient trop souvent désorienter l'oreille au moment où l'on aurait voulu fondre l'émotion musicale avec l'émotion dramatique; mais, parce que ces mélodieux oiseaux d'Italie aimaient trop à mêler leur gazouillement aux incidens du drame, est-ce une raison de vider la volière?

Ce titre de *Jérusalem* annonce des intentions grandioses; je ne lui ferai qu'un reproche, c'est de ne pas être justifié par le poème. Excepté un décor final, qui nous montre une vue assez mesquine de Jérusalem, à peu près comme le récit

d'un confident nous apprend la lointaine péripétie d'une tragédie classique, il est fort peu question de la ville sainte dans le nouvel opéra. Ce *libretto*, qui a été transformé, allongé et adapté à la scène française, se ressent du décousu qui a dû résulter de cette opération peu littéraire; mais il offre des scènes très bien indiquées pour le compositeur, et il ouvre un vaste champ à ces cortéges, à ces processions, à ces cavalcades qu'on affectionne aujourd'hui à l'Opéra, et qui vous transportent tantôt à l'église, tantôt à l'hippodrome. L'inconvénient de ce système, c'est la monotonie qu'amène à la longue, dans le répertoire, le retour des mêmes situations, servant de prétexte aux mêmes effets et aux mêmes pompes; il y a surtout abus de pèlerins, de moines, de cérémonies, de pénitens et de chants d'église. A voir et même à entendre certains ouvrages modernes, il semblerait qu'on ne va à l'Opéra que pour faire pénitence.

Il y aurait trop de présomption à vouloir juger, dès le premier jour, la partition de M. Verdi. Elle nous a paru avoir le défaut de toutes les réactions. On dit la république des lettres; c'est plutôt dans le domaine de la musique qu'il conviendrait d'employer cette métaphore révolutionnaire; car, tous les dix ans, il s'y accomplit un de ces changemens qui font proscrire ce qu'on admirait, et saluer ce qui ne semblait pas supportable. Après l'abdication de Rossini et la mort de Bellini, les imitateurs, Donizetti à leur tête, ont réduit la musique italienne à certaines formes très mélodieuses, très attrayantes, et que, pour ma part, je préfère à beaucoup d'orgueilleuses tentatives, mais qui sont dépourvues d'expression dramatique. Cette période nous a donné des partitions fort dédaignées des savans, et cependant fort douces à entendre, dont le type le plus exquis me paraît être, dans le genre sérieux, la *Lucia*, dans le bouffe, *Don Pasquale*. Cette phase terminée, arrive M. Verdi, qui élague tous les ornemens, et demande surtout ses effets à des morceaux de courte haleine, dans lesquels les personnages, pour mieux exprimer leur douleur ou leur joie, commencent modérément, et s'élèvent, par un habile et rapide crescendo, à une explosion, à un cri suprême, rempli de puissance et d'accent. Cela est fort beau sans doute, mais ne vaudrait-il pas mieux faire, comme disent les philosophes, un peu d'éclectisme? Pendant que Donizetti et Verdi nous révélaient ainsi la musique par deux de ses côtés les plus exclusifs, n'y a-t-il pas eu un compositeur plus heureux, un maître mieux inspiré, qui a su allier, dans une exacte mesure, dans un harmonieux ensemble, les qualités les plus distinctes, et, après les combinaisons gigantesques et les masses vocales du quatrième acte des *Huguenots*, suspendre aux lèvres enivrées de Raoul et de Valentine une divine cantilène, toute frémissante d'amour et de volupté?

Oui, la musique doit chanter, c'est là son attribut le plus charmant, son plus doux privilége; Mozart, Weber, Rossini, Cimarosa, Meyerbeer, tous les maîtres ont chanté, quelles que fussent d'ailleurs les tendances de leur talent, les prédilections de leur génie. Ce qui nous a frappé dans la partition de M. Verdi, ce qui refroidira son succès, très réel et très légitime d'ailleurs, c'est cette absence de chant. Il était, j'en conviens, fort déplacé et fort bourgeois d'exiger qu'un opéra nous laissât dans l'oreille un air ou un motif à fredonner en sortant, et cependant il y avait dans cette exigence quelque chose de naturel et de plausible. Cet air, ce motif, ce je ne sais quoi qui surnageait sur l'océan tumultueux de l'orchestre, ainsi que la blanche hirondelle des mers sur les flots noirs et agités,

c'était le premier intermédiaire et comme l'initiateur entre le talent du maître et l'intelligence de l'auditoire. On l'emportait, comme le souvenir d'un ami qu'on désire revoir, comme le parfum d'une fleur que l'on respire encore, long-temps après l'avoir effleurée. Au lieu de cela, accumulez les effets d'orchestre, faites résonner les cuivres, grossissez les voix, multipliez les unissons, et, pourvu que nous soyons plus lettrés que musiciens, vous nous ferez forcément songer à la comédie de Shakespeare!

L'opéra de M. Verdi n'en renferme pas moins des beautés très réelles, dont quelques-unes sont neuves et ont été ajoutées à la partition primitive des *Lombardi*. Nous nous abstiendrons de louer le morceau imitatif du lever du soleil, pastiche du *Désert*, renouvelant un effet et un procédé fort bons dans une symphonie, mais fort inutiles dans un opéra. La scène de l'anathème rappelle celle de *la Juive*, et, bien que peu fanatiques du talent de M. Halévy, nous croyons que l'avantage reste au compositeur français. Cependant ce finale est beau; la phrase du ténor : *Dieu! soyez mon égide!* se détache bien sur l'ensemble des autres parties. Je passe rapidement sur un air de soprano, hérissé de difficultés gratuites, et j'arrive au duo des deux amans, où l'on rencontre enfin un peu de mélodie et de passion. Le finale de la dégradation est magnifique; là, le compositeur est vraiment à la hauteur de la situation; sa pensée se déroule avec ampleur, et va d'un personnage à l'autre sans rien perdre en chemin de son caractère et de sa netteté; le trio final, qui a le malheur de faire songer à celui des *Huguenots*, mériterait plus d'éloges, s'il était un peu moins écourté. En général, et même en adoptant le système de composition de M. Verdi, on peut lui reprocher de ne pas développer assez son idée musicale. Il la pose bien, il la distribue habilement entre ses chanteurs; mais, une fois là, on le dirait pressé de finir et de couper court par un de ses élans soudains. La musique ainsi comprise n'est plus un pur flambeau destiné à éclairer tour à tour toutes les parties du drame, tous les sentimens des acteurs; c'est une fusée à la Congrève, partant avec éclat, et allant s'éteindre on ne sait où. Que M. Verdi, qui est encore assez jeune pour perfectionner ce qu'il possède et même acquérir ce qui lui manque, compare à cette manière la sûreté, j'allais dire la lenteur magistrale avec laquelle l'idée se développe et se déploie dans le duo de *Guillaume Tell* ou dans le trio de *Robert-le-Diable*, et qu'il prononce!

La partition de *Jérusalem* est chantée aussi bien que le permet l'état actuel de l'Opéra. Alizard a une admirable voix de basse, qu'il conduit avec une habileté un peu timide. Mme Julian Van-Gelder, que nous avions entendue il y a quelques années, a complétement réussi. Sa voix est un soprano aigu qui monte sans encombre, et n'a même toute sa force que dans les régions les plus élevées. Cette voix est belle, énergique, et se prête à merveille au genre d'effets recherchés par M. Verdi. Duprez est toujours cet artiste étonnant, chez qui la science, la volonté et l'ame suppléent à la voix absente ou rebelle. Son chant, si beau d'intention et de style, fait l'effet d'un dessin de Raphaël, estompé par le temps. Si la musique n'était pas, quoi qu'on en dise, un des arts les plus sensuels, si le plaisir pouvait être déterminé par la réflexion, Duprez serait le premier chanteur du monde. En somme, *Jérusalem* a obtenu un succès brillant, mais qui n'aura pas, nous le craignons, une influence assez décisive sur les destinées de l'Opéra. Mise en scène, décorations, costumes, danses, partition

même, tout y est éclatant, mais il y manque ce charme, cette vie idéale que possèdent certaines musiques en dehors de tout le reste, et qui retient et captive encore lorsque la curiosité s'affaiblit. Les triomphes de M. Verdi dans d'autres pays et sur d'autres théâtres n'en seront ni compromis, ni consacrés. Dans cette série de talens étrangers auxquels notre Opéra a offert une hospitalité toujours bienveillante, souvent heureuse, l'apparition de M. Verdi ne comptera ni comme un échec, ni comme une date. En mettant hors de cause des noms qu'offenserait même le parallèle, on peut dire que l'auteur de *Jérusalem* tiendra, au second rang, une place fort honorable, un peu au-dessous de Donizetti, et fort au-dessus de M. Balfe.

En voyant tant de compositeurs italiens, allemands, anglais même, se succéder à l'Opéra, nous nous demandons si c'est bien sérieusement qu'on a allégué la nécessité d'offrir un *débouché* aux compositeurs français, comme motif suffisant pour ouvrir un troisième théâtre lyrique. Comment se fait-il que nous soyons à la fois assez pauvres pour que la plupart de nos grands opéras soient signés de noms étrangers, et assez riches pour qu'embarrassés de nos trésors, nous ayons dû leur chercher un nouveau gîte? Il y aurait là toute une question administrative et statistique qui n'est pas de notre compétence; nous nous bornerons à dire que, parmi les partitions qui vont être exécutées au troisième théâtre lyrique, celles qui seront mauvaises auraient aussi bien fait de rester inconnues, et celles qui auront du mérite ne seraient pas inutiles à l'Opéra-Comique, où l'on joue à peine, par an, deux ou trois opéras de quelque importance. Au lieu d'un théâtre qui pourrait prospérer, on en aura deux qui souffriront; c'est, hélas! le résultat inévitable de ce système qui multiplie au lieu de protéger, qui morcelle au lieu d'enrichir.

Le second motif que l'on allègue est plus spécieux; on a voulu, dit-on, en établissant un théâtre lyrique dans un quartier populeux, initier le peuple à la musique, substituer des jouissances nobles, pures, inoffensives du moins, aux malsaines et fébriles émotions du mélodrame. S'il en est ainsi, ce n'est pas nous qui nous plaindrons. Bien que l'éducation par le théâtre soit peut-être un peu illusoire, mieux vaut de la musique même médiocre, que cette poétique du boulevard qui ne fait triompher la vertu qu'après avoir fait parader le vice. L'ouvrier, l'homme du peuple qui rentrera chez lui, emportant un fredon de M. Adam ou un refrain de M. Maillard, sera moins agité, moins exposé aux périls de l'imitation, que lorsqu'il vient d'assister à une de ces scènes sanglantes qui sont de l'essence du mélodrame; mais y aura-t-il trouvé le même plaisir? aura-t-il la même envie d'y retourner? et oubliera-t-il peu à peu l'un des deux chemins pour ne se souvenir que de l'autre? Il est permis d'en douter. Quels que soient la vraisemblance et le pathétique de *Gastibelza,* quelle que soit l'originale gaieté d'*Aline*, c'est là, ce nous semble, une chère un peu maigre pour le public du faubourg du Temple; il est à craindre qu'après avoir applaudi une fois, pour l'acquit de sa conscience et l'honneur de son dilettantisme, la reine de Golconde et le fou de Tolède, il ne retourne à M. Paul Féval ou à M. Bouchardy.

La musique de *Gastibelza,* première révélation de ces jeunes talens arrêtés dans leur essor par le monopole lyrique, nous semble, par ses qualités autant que par ses défauts, une œuvre peu juvénile. L'instrumentation y est sage et correcte; l'auteur tire bon parti de ses idées quand il en a, et il en fait des airs,

des duos, des sextuors même et des morceaux d'ensemble d'une allure fort convenable. Ce qui dépare sa partition, ce sont les réminiscences. Le trio de la séduction, au premier acte, rappelle, à s'y méprendre, le joli duo : *Ah! l'honnête homme!* de *Robert-le-Diable*. Le sextuor est calqué sur celui de *Lucie*. La chanson bachique, reprise, au finale, avec un accompagnement sinistre, est un reflet de *Zampa*. C'est souvent faute d'un souvenir assez net qu'on commet ces plagiats involontaires. M. Maillard n'a pas eu assez de mémoire pour oublier. Ce qu'il y a de mieux dans son *Gastibelza*, c'est le refrain mélancolique de Monpou, habilement ramené, et qui revient, de temps à autre, comme une bouffée de ce vent qui avait rendu fou l'amant de doña Sabine. Monpou a été le vrai musicien de cette *guitare* de M. Hugo, et elle a perdu quelque chose de son caractère et de sa couleur en se transformant en un opéra en trois actes. Si nous voulions résumer notre opinion sur *Gastibelza*, nous dirions que cet ouvrage est, dans l'ordre musical, ce qu'est le mélodrame dans la hiérarchie littéraire. Au reste, le mélodrame, ainsi que le prouve son nom grec, ne devrait être qu'un drame mêlé de chant et de musique, et l'Opéra-National aura eu au moins le mérite de le ramener à son étymologie.

Non, créer de nouveaux théâtres, ce n'est pas un progrès, c'est une décadence; l'éparpillement est une des plaies de notre époque; les forces intellectuelles et actives qui se condensaient autrefois sur quelques points et trouvaient dans cette concentration même une chance de fécondité, se divisent, s'atténuent à l'infini, et ne réalisent rien parce qu'elles effleurent tout. Ce symptôme qui se révèle dans toutes les branches de l'art, et surtout en littérature, explique pourquoi nous avons si rarement l'occasion de proclamer un nom, de recommander un ouvrage. La cause de cette diminution des vrais livres est trop évidente; c'est que l'esprit, le talent, la réflexion, nécessaires pour les écrire, s'exhalent et s'évaporent, en détail, par mille fugitives échappées. Aussi, quand on rencontre une œuvre patiemment méditée, habilement conçue, brillamment écrite, on a lieu de se réjouir et d'insister. Ces divers mérites, nous les signalions dernièrement dans l'*Histoire de la conquête de Naples par Charles d'Anjou*, de M. le comte Alexis de Saint-Priest. Si nous les rappelons aujourd'hui, c'est que nous les trouvons plus précieux en songeant aux vides qui se sont faits dans la littérature sérieuse, aux difficultés qu'elle éprouve pour réparer ses pertes. L'Académie française n'a pas encore donné de successeur à M. Ballanche. Le spirituel historien de la chute des jésuites et de la conquête de Charles d'Anjou n'a-t-il pas sa place marquée dans ces rangs où l'on aime à rencontrer des esprits d'élite représentant l'heureuse alliance de la littérature et du monde? Sans doute les candidatures de grands seigneurs ne sont plus possibles de nos jours, et Richelieu lui-même, eût-il pris dix fois Minorque, serait obligé d'apprendre l'orthographe avant de briguer un fauteuil; mais de tout temps, et en dehors de toute catégorie sociale, on doit accueil à ceux qu'une double distinction prépare à exercer sur les lettres une salutaire influence. Cicéron a défini l'orateur : un homme de bien qui sait parler. En face des misères de la littérature proprement dite, du gaspillage des écrivains de métier, de ce manque trop fréquent de tenue et de convenance, l'on définirait volontiers l'homme de lettres : un homme du monde qui sait écrire.

ARMAND DE PONTMARTIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

30 novembre 1847.

Depuis quinze jours, les événemens ont marché d'un pas rapide. La phase militaire de la question suisse peut dès aujourd'hui être regardée comme terminée, mais il y en a une autre qui va commencer. En ce moment, les parties belligérantes ont reçu l'invitation collective des cinq grandes puissances de suspendre les hostilités, en même temps que l'offre d'une médiation commune pour l'arrangement de leurs différends. De ces deux propositions, la première arrivera un peu tard; Fribourg est tombé, Lucerne est tombée, les petits cantons sont tombés; le Valais seul est resté debout : on ne l'a pas encore attaqué; mais, dans tous les cas, le *Sonderbund* n'existe plus. Nous constatons sa défaite, sans dissimuler ce qu'elle a de complet, ce qu'elle a eu de rapide. Cependant l'inutilité de la première proposition des cinq puissances n'infirme point la nécessité de la seconde, celle de la médiation. Si l'on arrive trop tard pour empêcher la majorité radicale de remporter la victoire, on arrivera à temps pour l'empêcher d'en abuser.

C'est vendredi qu'a été signé à Londres, par lord Palmerston et M. le duc de Broglie, le protocole, déjà signé par les représentans de l'Autriche et de la Prusse, et consenti par celui de Russie. C'est sir Stratford Canning, ambassadeur à Constantinople, et qui se trouvait à Londres, qui a été chargé de le porter à Berne, en passant par Paris. Un premier projet avait été proposé par le gouvernement français; lord Palmerston a présenté de son côté un contre-projet, lequel, après avoir subi à Paris des modifications importantes, a été définitivement adopté pour base de la médiation. Lord Palmerston paraît ne s'être déterminé qu'à contre-cœur à s'associer aux intentions des autres puissances; il n'a probablement cédé qu'à la conviction que si le gouvernement anglais persistait à rester à l'écart, on agirait sans lui. Il nous répugnerait cependant de croire qu'en même

temps que lord Palmerston se réunissait à l'offre de la médiation, son représentant en Suisse, M. Peel, eût envoyé son chapelain au général Dufour pour l'engager à ne pas perdre de temps et en finir le plus vite possible avec le *Sonderbund*, avant qu'on eût pu l'inviter à s'arrêter.

Quoi qu'il en soit, la victoire de l'armée fédérale, victoire prévue, ne change rien au fond de la question. Le principe qui servait de base à la confédération, celui de la souveraineté cantonale, vit toujours sous les ruines. Si la médiation offerte était acceptée, ce qu'il faut espérer, il est probable qu'il serait fait une distinction entre les questions religieuses et les questions politiques; que, tandis que les premières seraient soumises à un auguste arbitrage auquel en appartient naturellement la solution, les autres seraient discutées et décidées dans une conférence à laquelle seraient appelés des représentans de la confédération. Si l'offre de médiation n'était pas acceptée, cette détermination peu probable de la majorité fédérale ouvrirait toute une nouvelle série d'éventualités qu'il serait prématuré de discuter. Il paraît que l'Angleterre, dans aucun cas, ne prendrait part à une intervention armée; mais nous croyons qu'une fois en dehors des termes de la convention actuelle, chaque puissance se sera réservé sa pleine et entière liberté.

L'invitation de suspendre les hostilités sera, comme nous le disions, arrivée un peu tard. Elle aura trouvé des faits accomplis. La chute de Fribourg avait commencé la défaite de la ligue. C'était un événement prévu, mais il est arrivé plus vite qu'on ne l'aurait pensé. Fribourg s'est rendu sans combat; c'est assez triste. Sans doute, quand on est à Paris, au coin d'un feu pacifique, loin du théâtre de la guerre dont on ne voit que les bulletins, on doit éprouver un certain scrupule à juger sévèrement ceux qui sont dans le danger. Ce qu'il faut regretter, ce n'est pas que les Fribourgeois aient cru devoir renoncer à une résistance inutile, c'est seulement qu'ils eussent annoncé un peu trop haut qu'ils se feraient ensevelir sous leurs murailles. Pourquoi, hélas! avoir abîmé ces beaux ponts, ornemens de la nature et chefs-d'œuvre de l'art? Pourquoi avoir coupé les routes, abattu les bois, converti les maisons en casernes, renvoyé les enfans, battu la générale et sonné le tocsin? Pourquoi avoir répété les sermens des Suisses comme dans *Guillaume Tell?* Pourquoi avoir ému d'une pitié et d'une admiration prématurées l'Europe entière, qui croyait qu'elle allait revoir le siége de Jérusalem, ou celui de Sagonte, ou le désespoir terrible et suprême du défenseur de Moscou? Il paraît que ce genre d'histoire est désormais de la fable.

Pendant quelques jours, tous les regards ont été fixés sur cette petite ville. Il n'y avait que la ville même qui dût tenir; le reste du canton était abandonné d'avance. Dans la campagne, le landsturm livrait à peine quelques escarmouches; il se repliait à mesure, et rentrait en ville comme les troupeaux poursuivis par les loups rentrent dans le parc. Trente mille hommes et cent canons s'avançaient en cercle, emportant avec eux comme otages les femmes et les enfans. On suivait avec anxiété les progrès de cette étreinte redoutable qui se resserrait d'heure en heure autour de la petite ville sacrifiée; on plaignait, on admirait les victimes. Tout à coup on a appris que des négociations étaient ouvertes; la suite était facile à prévoir. Fribourg a donc capitulé. Sans doute, cela vaut beaucoup mieux pour Fribourg. Le gouvernement du canton, en abdiquant ses pouvoirs, a adressé à ses concitoyens une proclamation dont on ne peut qu'approuver la sagesse. Résister, c'était sacrifier des vies précieuses, c'était s'exposer

à toutes les horreurs d'une prise d'assaut. Tout cela était très vrai, et la seule observation qu'on puisse se permettre, c'est que c'était vrai avant comme après.

Le commandant militaire de Fribourg, M. de Maillardoz, a compris que ce dénoûment inattendu demandait quelques éclaircissemens, et ceux qu'il a donnés sont, il faut le dire, de nature à le justifier personnellement. Il n'avait que 5,000 hommes de troupes et environ 5,000 de landsturm. Ces derniers bivouaquaient dans la campagne; mais, dit le rapport, « ils rentraient souvent en ville pour se chauffer et prendre quelque chose de chaud. » Cela nous a rappelé ce qui se passait à Bruxelles pendant les trois jours de la révolution belge; les Hollandais étaient dans le parc, les Belges occupaient le reste de la ville, et, d'un commun accord, accord tacite et instinctif, le combat était suspendu pendant l'heure des repas. Les Fribourgeois commençaient donc à se refroidir; ils n'avaient aucune nouvelle du dehors, ne savaient pas ce qu'on faisait du côté de Lucerne; le conseil d'état se rassembla et délibéra. Dès qu'on délibérait, c'était fini. Il enjoignit au commandant de la place de suspendre les hostilités pendant les négociations. Le feu de l'enthousiasme tomba comme un feu de paille. « Les landsturms, dit M. de Maillardoz, étaient allés chercher du chaud. » C'était le conseil d'état qui donnait les ordres; le commandant refusa de se mêler de la capitulation, il ne signa rien, et déclara au corps délibérant qu'il se regardait comme licencié.

Fribourg s'est épargné une prise d'assaut; pour le reste, il n'a rien gagné. Il a été traité en pays conquis. Ce n'est malheureusement pas le général vainqueur qui en est resté le maître; la commission de la diète n'a pas tardé à le supplanter et à prendre elle-même possession de sa conquête. On sait ce qu'elle en a fait. Elle a aussitôt envoyé trois délégués, trois commissaires, comme on faisait au bon temps de la terreur, et a mis les troupes à leur disposition. Le général en chef est parti, emportant avec lui ce qu'il pouvait y avoir d'ordre et de discipline dans cette armée d'invasion. 14,000 soldats ont été mis en quartiers dans une ville de 9 à 10,000 ames; on les a vus, après avoir pillé les caves, forcer les églises, renverser les autels, chanter *la Marseillaise* en chasubles, et, pour rendre hommage aux sentimens d'une population religieuse, tirer à la cible sur des statues de la Vierge. On les a vus abattre un prêtre à coups de fusil pour s'épargner la peine de courir après. La honte de ces excès a été consignée dans un ordre du jour du colonel Rilliet-Constant, qui du moins a été une sorte d'expiation. Aujourd'hui Fribourg est livré à toutes les douceurs du régime révolutionnaire légal. Les commissaires fédéraux ont rassemblé 500 citoyens du canton, et leur ont fait nommer un gouvernement provisoire. Ce gouvernement a commencé par exiler et proscrire non-seulement les jésuites, mais toutes les congrégations religieuses, jusqu'aux frères qui enseignaient les enfans, jusqu'aux sœurs qui soignaient les malades. Tous leurs biens meubles et immeubles ont été confisqués et réunis au domaine public, et afin que rien n'échappât à la rapacité des vainqueurs, les contrats passés depuis un mois ont été déclarés nuls. Voilà le gouvernement des proconsuls; voilà comment les radicaux traitent les villes qui se rendent; comment traiteraient-ils celles qui ne se rendent pas!

Fribourg devait tomber tôt ou tard : c'était une sentinelle avancée et isolée; mais la prolongation de sa résistance importait à la cause de la ligue, c'était une diversion; tant que le général en chef était occupé de ce côté, il ne pouvait diriger contre Lucerne et les petits cantons tout l'effort de l'armée radicale. Pen-

dant ce temps, les troupes de la ligue faisaient des sorties; une colonne avait pénétré au cœur de l'Argovie catholique, jusqu'au célèbre couvent de Muri. Un mois plus tôt, ces tentatives auraient pu avoir des suites importantes, car un des principaux élémens de la force de la ligue, c'était la sympathie que sa cause devait trouver dans les minorités de plusieurs cantons radicaux; mais le moment était passé : les tentatives de *pronunciamientos* avaient été comprimées avant l'explosion de la guerre, et les petits cantons, qui ne voulaient pas prendre l'offensive, n'avaient pas pu les seconder.

Il ne fallait donc plus compter sur des diversions. Lucerne et les cantons primitifs se sont trouvés seuls en face de toutes les forces radicales. L'issue de la lutte ne pouvait être douteuse; mais Lucerne s'est du moins défendue honorablement, et n'a cédé qu'après deux jours de combat. L'armée d'invasion a trouvé un secours prévu dans le parti radical, qui a toujours été puissant au sein même de la ville. Pendant que les troupes étaient allées défendre les positions avancées, une révolte a éclaté à l'intérieur, et le général de la ligue, ainsi pris entre deux feux, s'est embarqué sur le lac et s'est réfugié dans l'Unterwald avec les débris de ses troupes.

Les trois petits cantons, eux aussi, viennent de quitter la partie. Il paraît qu'ils ont demandé à capituler, à la condition de ne pas être occupés militairement et de ne pas payer les frais de la guerre, ce qui les ruinerait. Le dernier rempart est tombé; le cœur même de la Suisse a failli : l'humanité fait un devoir de ne pas le regretter, puisque la résistance n'était pas possible, mais en vérité c'est tout ce que nous pouvons faire.

La question suisse est la seule qui ait été mentionnée dans le discours d'ouverture du parlement anglais. Hors cela, la reine Victoria a seulement exprimé sa confiance que la paix ne serait pas troublée, ce qui a généralement été regardé comme une allusion aux affaires d'Italie. Le parlement anglais aura une besogne plus que suffisante à l'intérieur. Les opérations préliminaires requises pour la constitution de la nouvelle chambre des communes n'ont duré que trois jours. Le premier jour, le *speaker* ou président pour toute la législature a été élu à l'unanimité. La présidence de la chambre élective en Angleterre est une fonction non-seulement très honorable, mais aussi très lucrative. Le *speaker* a 150,000 francs de traitement et un hôtel. A la fin de son service, s'il n'est pas réélu, il est généralement élevé à la pairie, avec une pension de 100,000 francs pour deux générations. M. Shaw Lefèvre, après avoir présidé déjà deux législatures, a été réélu avec le concours et les félicitations de tous les partis.

L'affaire de l'élection de M. de Rothschild a été ajournée à quinzaine. Le ministère anglais en fait, et avec raison, une question générale; lord John Russell présentera un bill pour relever les Juifs des dernières incapacités civiles et politiques qui les frappaient encore. On sait que les Juifs étaient déjà admis à certaines fonctions publiques, celles de sheriff, celles de conseiller municipal; ils avaient depuis long-temps aussi le droit électoral. Une formule accidentelle dans un serment dirigé contre les partisans des Stuarts se trouve encore exclure les Juifs du parlement; c'est cette formule : « Sur la vraie foi d'un chrétien, » que le bill de lord John Russell fera disparaître. On ne saurait croire à quel point cette mesure de tolérance a irrité le parti de l'église en Angleterre; chaque jour, les organes du protestantisme puritain prêchent une croisade contre Israël. Néanmoins on ne doute pas du succès du bill dans la chambre des communes, il n'est

pas aussi sûr dans la chambre des lords; mais, comme la cité de Londres renverrait encore M. de Rothschild à la chambre, ce sera, en définitive, au corps électoral que restera la victoire.

Le parlement s'est mis immédiatement à l'œuvre sur les principaux sujets indiqués dans le discours de la couronne. Il avait été convoqué spécialement pour s'occuper des affaires de la banque et de l'acte de 1844, mais il n'a pas encore pu aborder cette question; l'Irlande s'est jetée à la traverse. Ce sera une rude tâche que de discipliner la jeune chambre. Dès le premier jour, elle a, comme un collége en révolte, sauté par-dessus les murs et pris la clé des champs. Bien habile qui pourra retenir les Irlandais! Ils ont commencé par s'emparer de toute la première séance, celle de l'adresse; il n'y en a eu que pour eux. Aussi quelle longue et lamentable histoire n'ont-ils pas à raconter! Quoiqu'ils abusent quelquefois de la parole, ils ont cependant raison de croire que la session a été convoquée pour leurs affaires plus que pour celles de la bourse. Leur pays est aujourd'hui placé en véritable état de siége, non point par l'autorité militaire, mais par une armée d'assassins. Les meurtres ne s'y comptent plus; c'est une maladie passée à l'état chronique. Le gouvernement anglais a annoncé qu'il présenterait aux chambres des lois de répression; le parlement les accordera sans aucun doute, mais il demandera qu'elles soient accompagnées de mesures de réorganisation. Des lois sévères auront beau réprimer les crimes qui ensanglantent en ce moment l'Irlande, ce ne sera que pour un temps, pour une année, pour un mois peut-être; ils reparaîtront dès qu'on retirera un seul instant la main de fer qui aura pesé sur eux. Il faut donc remonter aux causes mêmes du mal, c'est-à-dire à l'organisation de la propriété, et c'est ce que compte faire le gouvernement anglais. Le discours du trône a annoncé, et les ministres ont confirmé, qu'une loi serait présentée pour régler les relations des propriétaires et des tenanciers; il en sera probablement présenté d'autres pour la vente forcée et pour la répartition des terres en friche; pour le moment, il n'est pas question d'un nouvel emprunt.

La situation financière et commerciale, après la crise qu'elle a traversée, s'offre sous un aspect moins sombre qu'on ne l'aurait attendu. La faculté donnée par le gouvernement à la banque d'augmenter ses avances au-delà des limites fixées par la loi a suffi pour rétablir la confiance. La banque, comme nous l'avons dit, n'a pas même eu besoin d'user de la permission qui lui était donnée; elle n'est pas sortie de l'acte de 1844, et les ministres se dispenseront, dit-on, de demander au parlement un bill d'indemnité. Ils ont retiré la lettre qu'ils avaient adressée aux directeurs de la banque le 25 octobre, et les choses sont ainsi rétablies dans leur état antérieur. Toutefois, après l'atteinte qu'il a reçue, l'acte de 1844 ne peut rester tel qu'il est, car de deux choses l'une : ou il était bon, et alors on a eu tort de le suspendre; ou bien il était mauvais, et alors il doit être modifié. Ses partisans tiennent bon; ils continuent à prétendre qu'il a atteint son but, qui était de maintenir la valeur des billets égale à celle de l'or. Il n'avait pas d'autre objet; il ne pouvait pas empêcher la nation de se jeter avec frénésie dans les entreprises de chemins de fer; il ne pouvait pas non plus prévoir ni prévenir une famine qui a enlevé du pays 500 millions de numéraire. Dans tous les cas, le gouvernement va proposer une enquête sur les effets de cette loi tant controversée; il n'ose prendre lui-même ni la responsabilité ni l'initiative d'un changement. La commission qui sera

nommée pour cet objet par la chambre préparera son travail pendant cette session préliminaire, mais elle ne fera probablement son rapport qu'au mois de février, à la reprise de la session ordinaire.

On accuse d'un côté l'acte de la banque, de l'autre le développement exagéré des entreprises de chemins de fer. Nous croyons que le mal ne saurait être attribué à une cause isolée. Presque régulièrement il y a des crises commerciales de dix ans en dix ans. Ainsi, en Angleterre, il y en a eu une en 1825, une en 1836, une en 1847. Presque toujours aussi ces crises sont précédées d'une période d'abondance, dans laquelle l'argent est à un taux d'intérêt très bas. Alors on abuse de sa santé; on se jette dans des excès, dans de folles dépenses; c'est ce que l'Angleterre a fait pour les chemins de fer. Il ne faudrait cependant pas attribuer la crise uniquement aux chemins de fer; en même temps, par exemple, qu'ils absorbaient une énorme quantité de capital, la famine est survenue qui en a aussi réclamé une bonne part. Aujourd'hui, après avoir abusé de ses forces, on se range, on se met à la diète, on réduit l'échelle de ses dépenses; tel est l'objet de la mesure que le chancelier de l'échiquier a présentée l'autre jour dans la chambre des communes. D'après cette mesure, les compagnies des chemins de fer déjà commencés, et auxquelles une certaine limite était imposée pour l'entier achèvement de leurs travaux, obtiendraient un délai de deux ou trois ans. Quant aux chemins de fer votés, mais non commencés, il serait interdit aux directeurs de les commencer sans avoir obtenu l'assentiment de la majorité des actionnaires. Enfin, les chemins concédés dans la dernière session seraient soumis à l'examen d'un comité qui choisirait ceux qui doivent passer outre. C'est, comme on le voit, un pas rétrograde, une espèce de rétractation du parlement lui-même qui se confesse publiquement d'avoir fait des extravagances. C'est, du reste, quelque chose d'inoui et de fabuleux que les proportions qu'avaient prises en Angleterre les entreprises de chemins de fer; les chiffres en sont effrayans. Ainsi la dépense a été :

En 1841, de 1,470,000 livres (36,750,000 fr.).
En 1842, de 2,980,000 livres (74,500,000 fr.).
En 1843, de 4,435,000 livres (110,875,000 fr.).
En 1844, de 6,105,000 livres (152,625,000 fr.).
En 1845, de 17,600,000 livres (440,000,000 fr.).
En 1846, de 36,485,000 livres (912,125,000 fr.).

Et dans les six premiers mois de 1847, de 25,700,000 livres (642,500,000 fr.).

De plus, les lignes concédées, si on les laissait exécuter, réclameraient :

Pour l'année 1848, 78 millions de livres (1 milliard 950 millions).
Pour l'année 1849, 47 millions de livres (1 milliard 175 millions).

Et enfin, pour 1850, une dernière bagatelle de 10 millions de livres ou 250 millions de francs.

Voilà le bilan des chemins de fer anglais! Comment s'étonner qu'il devienne nécessaire de serrer les freins et d'arrêter cette locomotive dans sa course aveugle et furibonde? Le bill présenté par le chancelier de l'échiquier aura pour effet de rendre à la circulation et au commerce une partie des énormes capitaux qu'auraient encore absorbés ces gigantesques entreprises, et il y a dans cette industrieuse Angleterre tant de ressources, que vraisemblablement, si des fléaux comme la famine ou comme l'Irlande ne viennent pas de nouveau y porter le trouble, elle se sera bientôt relevée de la périlleuse tempête du mois dernier.

La situation des affaires n'a pas changé en Italie. On se rappelle que les troupes du duc de Modène avaient, le 5 novembre, occupé Fivizzano, que cette prise de possession subite avait causé une grande agitation en Toscane, que le grand-duc avait protesté, mais que cette protestation ne portait que sur la forme de l'occupation. Nous avions exprimé l'opinion que l'agitation qui s'était manifestée à Florence, à Pise, à Livourne, n'aurait pas de conséquences sérieuses. Ces prévisions, jusqu'à présent, n'ont pas été démenties. La protestation du grand-duc a satisfait les esprits. Toutefois le droit qu'avait le duc de Modène d'occuper Fivizzano ne lui donnait point celui d'être brutal; il a paru le sentir lui-même, car il a cherché à rejeter sur le grand-duc la responsabilité d'une rixe sanglante provoquée par ses soldats. Les journaux ont publié une lettre qui lui était attribuée, et dans laquelle il annonçait que, s'il rencontrait de la résistance, il aurait derrière lui trois cent mille hommes pour le soutenir. Cette lettre était fort probablement apocryphe. Le duc de Modène, comme les gens qui n'ont pas grand' chose à perdre, serait sans doute disposé à casser les vitres, mais il doit bien savoir qu'il ne peut pas compter sur les trois cent mille hommes dont il se pare.

Lord Minto est arrivé à Rome. Il y a trouvé un accueil assez populaire; il y a reçu des sérénades; il a crié comme tout le monde : *Viva Pio nono!* L'objet de sa mission, du reste, se limite de plus en plus. Le marquis de Lansdowne a déclaré dans le parlement, au nom du cabinet anglais, que lord Minto n'était allé à Rome que pour engager les gouvernemens et le peuple d'Italie à se conduire de manière à éviter la calamité d'une intervention militaire étrangère, et il a ajouté que les conseils du gouvernement anglais ne seraient donnés qu'avec le concours des autres puissances. Voilà tout l'objet de la mission de lord Minto. Quant à l'établissement de relations officielles entre le gouvernement anglais et la cour de Rome, il ne paraît pas avoir fait beaucoup de progrès. Nous avons dit que la condamnation portée par le saint-siége contre les colléges fondés en Irlande par un acte du parlement avait singulièrement indisposé l'opinion publique en Angleterre. Ce sentiment n'a fait qu'augmenter; nous avons vu les journaux anglais déclarer que cette sentence du pape était la plus grave atteinte qui eût été portée à l'indépendance du pouvoir temporel depuis la réformation, et signifier à la cour de Rome que le temps des soulèvemens populaires contre le papisme n'était pas encore passé, et que l'on pourrait bien revoir les *Gordon riots*, qui, à la fin du siècle dernier, avaient failli mettre le feu aux quatre coins de Londres. Il y a loin de là, comme on voit, aux ovations qu'on décernait naguère au nouveau pontife, et aux toasts qu'on portait à Pie IX. Cette réaction, nous l'avons dit, nous paraît mal justifiée; il y a, dans cet acte du saint-père, deux côtés à considérer, le côté spirituel et le côté temporel.

Nous ne voyons pas en quoi le pape a porté atteinte à la souveraineté temporelle de la reine ou du parlement d'Angleterre. Ce n'est pas à des Irlandais, mais à des catholiques qu'il s'adresse; ce n'est pas à des sujets temporels de tel ou tel souverain, mais à ses propres sujets spirituels sans acception de nationalité. Les Anglais eux-mêmes, quand ils chantaient les louanges de Pie IX, ne faisaient-ils pas cette distinction? Ce qu'ils saluaient en lui, n'était-ce pas simplement et uniquement le réformateur politique? Pourquoi donc n'admettent-ils pas chez eux cette séparation qu'ils reconnaissent chez les autres? Pourquoi veulent-ils voir dans le pape, non plus le chef de l'église catholique, mais, selon leur expression, un ecclésiastique italien?

D'ailleurs, dans l'état actuel de leur législation, l'ecclésiastique italien n'existe pas pour eux. La loi anglaise ne connaît pas le pape. Il y a une péninsule qu'on appelle communément l'Italie, il y a une ville qu'on appelle généralement Rome; mais le pape, c'est un mythe. Depuis la réformation, c'est un personnage de la fable; la loi défend absolument de le connaître. A l'heure qu'il est, en l'an de grace 1847, un ministère anglais qui ouvrirait des communications *officielles* avec la cour de Rome s'exposerait à une accusation de haute trahison. Nous aimons à croire que lord John Russell ne serait pas décapité pour cela; mais ce ne serait pas la faute des lois, ce serait celle des mœurs. Nous pourrions citer à ce propos un fait assez curieux qui se passa il y a environ vingt-cinq ans. Quand le pape Léon XII monta sur le trône pontifical, il annonça son avénement au roi George IV. M. Canning, alors ministre, consulta les avocats de la couronne, qui furent d'avis que le gouvernement anglais ne pouvait faire aucune réponse à cette communication, sans encourir les peines de *præmunire* portées par l'acte d'Élisabeth. M. Canning se contenta donc de mentionner le fait dans la chambre des communes; mais le roi d'Angleterre ne répondit pas au pape. De son côté, la cour de Rome continue à faire lire tous les ans la bulle *in cœna Domini,* par laquelle la reine, le clergé, la noblesse et le peuple d'Angleterre, sauf les catholiques, sont excommuniés et anathématisés pour désobéissance au souverain pontife, de sorte que les deux puissances restent ainsi, en plein XIXe siècle, l'arme au bras, avec des bulles et des actes du parlement qu'aucune des deux ne prend au sérieux. Nous comprenons que les gens raisonnables des deux côtés désirent mettre un terme à ces puérilités; mais ce qu'il y a de plus curieux et de plus piquant, c'est que l'opposition au rétablissement des communications normales et sérieuses entre les deux sera certainement plus vive du côté de la libérale Angleterre que du côté de l'absolutiste cour de Rome.

Plusieurs modifications ont eu lieu, d'autres sont sur le point de se faire dans le personnel administratif et diplomatique. Attacher à chaque département ministériel sous un titre ou sous un autre un auxiliaire de l'homme d'état que la politique y amène et y change très justement à son gré, un second consul qui partage les travaux qu'un seul ne peut accomplir, un *alter ego* qui, faisant cesser les interims dérisoires de collègues déjà surchargés, dirige chaque administration quand son chef nominal court de fait administrer au loin, voilà une idée simple que les Romains avaient devinée avant le gouvernement représentatif, que les Anglais ont depuis long-temps mise en pratique, et que, dit-on, nous allons adopter enfin après en avoir parlé depuis que nous possédons des chartes sans toutes leurs conséquences.

L'idée des sous-secrétaires d'état n'est donc pas neuve; nous osons croire qu'elle n'en sera pas moins féconde. Pour ne pas prendre les choses de trop haut, notre pays est gouverné depuis dix-sept ans, gouverné très bien comme il pense, puisqu'il a été gouverné par des majorités légales et leurs chefs parlementaires; mais, si la France a été gouvernée comme elle l'entend et comme la restauration n'a pas voulu l'entendre, elle rend justice à chacun suivant ses œuvres, en trouvant qu'elle n'a peut-être pas été suffisamment administrée depuis l'empire, où elle l'a été trop. Des budgets qui, après trente ans de paix, n'ont pu encore se solder sans déficit, le lui diraient assez haut, si elle ne le savait de toute son expérience représentative, et si ce n'était une de ces vérités qui se sentent, qui se touchent, et qui ont en quelque sorte tout le monde pour organe, car elles

ont tout le monde pour victime, les gouvernans comme les gouvernés, les plus petits administrés aussi bien que les plus hauts administrateurs. Cette France-là, qui a la majorité sur toutes les Frances de parti ou de coterie, sur toutes les minorités plus ou moins dynastiques, sur toutes les oppositions plus ou moins révolutionnaires, qui lit tout, écoute tout, mais ne pense que par elle-même, ne peut point ne pas avoir remarqué que, dans l'agitation réformiste qu'on lui a prêchée cette année pour la consoler de la disette, on ne lui a parlé que de gouvernement, fort peu ou point du tout d'administration, ce qui eût été, à son avis, beaucoup plus opportun.

Dans l'état actuel du haut personnel administratif, quatre ministères ont été déjà pourvus de sous-secrétaires d'état, et il faut avouer tout de suite qu'on ne s'en est pas beaucoup aperçu. Cela tient uniquement sans doute à ce que l'introduction de ces agens nouveaux et supplémentaires, ressource de majorité ou de népotisme, tentative partielle de convenances momentanées, a été essayée sans idée d'ensemble, sans principe fondamental et systématique. Avec M. Martineau des Chesnez à la guerre, M. Jubelin à la marine, M. Antoine Passy à l'intérieur, M. Legrand (de la Manche) aux travaux publics, on peut, sans offenser personne, trouver que le principe des sous-secrétaires d'état est loin d'avoir donné son dernier mot. Il nous revient même que le cabinet n'est arrivé à la pensée d'étendre à d'autres départemens ministériels le mode des sous-secrétaires d'état, d'en généraliser et d'en compléter l'usage, que par la nécessité de modifier en tout ou en partie le personnel des quatre directions générales qui auront été le début plutôt que le modèle de cette tardive nouveauté. M. Martineau des Chesnez est à bout de santé. La comptabilité de la guerre, de ce ministère qui consomme 200 millions, a besoin d'une main nouvelle et d'une capacité accréditée en parlement. L'urgence de ce premier changement a remis sous les yeux du cabinet, qui se doit de préparer la nouvelle session de manière à ce qu'elle ne ressemble pas à la précédente, la position faite aux trois autres sous-secrétaires d'état et l'opportunité d'en augmenter le nombre. De l'incident on est passé au fond, et de la circonstance au principe. Telle est l'histoire des modifications et promotions dont on a commencé à s'occuper. A ce propos, des journaux qui se livrent à la concurrence de l'information en même temps qu'à celle du bon marché ont gravement annoncé au public qu'au moment de nommer M. Magne sous-secrétaire d'état de la guerre, lequel devait avoir dans ses attributions les affaires d'Alger, on s'était trouvé arrêté par les exigences du général Delarue, prétendant au grade de lieutenant-général avant de quitter la place, et par les réclamations du maréchal Sébastiani, courant aux Tuileries et au siége des principales influences gouvernementales pour protester au nom de l'armée contre cet avancement. C'est le cas de s'écrier ici, d'après une formule familière en son temps à M. Royer-Collard : Nous ne savons rien de cette *racontance*, mais nous affirmons qu'elle n'a pas le sens commun.

M. Magne a été nommé quasi-ministre de l'administration de la guerre non point parce que M. le maréchal Sébastiani et M. le général Delarue l'ont permis, mais parce que ce choix est bon, et qu'il y a pour s'y tenir, outre les raisons de capacité financière (M. Magne a été rapporteur du budget avec une facilité qui l'a mis sur le pied de toutes les anciennes spécialités parlementaires), les motifs particuliers de son intime intelligence, en ce qui touche l'Algérie, avec celui qui

a le plus et le mieux fait pour la guerre et la colonisation, avec le maréchal Bugeaud, dont l'autorité ne sera assurément contestée par personne.

Sous le titre non plus de sous-secrétaire d'état, mais de directeur, et par des ordonnances du même jour, M. Dessauret a été adjoint au ministre des finances pour le contentieux, et M. Moulin au ministre de la justice pour les cultes. Ce sont là, à vrai dire, des arrangemens intérieurs qui n'ont pas les proportions des sous-secrétaireries d'état, mais qui ont l'avantage de laisser à leur place M. Desclozeaux, dont le caractère impartial va si bien au personnel de la magistrature, et M. Béhic, dont la présence a été jugée nécessaire à la comptabilité de la marine, où ce jeune oracle financier n'a pas encore eu le temps d'accomplir les miracles d'ordre attendus de lui. Observons en passant que, là encore, les journaux qui prétendent à la bonne information avaient envoyé, dans leurs bulletins du jour, M. Desclozeaux à la cour de cassation, et M. Béhic de la marine au ministère des finances.

Après avoir fait mentir la presse dans ses premières désignations, le cabinet s'arrêtera-t-il pour le petit et vain plaisir de la faire mentir encore dans quelques autres nominations dont il avait été question, celles, par exemple, de M. Saglio au ministère du commerce, de M. de Goulard à quelque poste de l'intérieur, ou de M. Teisserenc aux travaux publics? Pour notre part, nous le regretterions. Ces trois députés nous sont peu connus; mais ils passent pour les plus capables dans la portion la plus jeune du parti conservateur. Depuis dix-sept ans, les nuances politiques qui se sont succédé au gouvernement, personnifiées dans quelques hommes supérieurs, ont négligé d'ouvrir la porte aux talens secondaires et spéciaux. Aucun n'a su donner au pouvoir cette seconde ligne qui lui manque plus que la première : celle des hommes d'affaires et d'administration se dévouant aux places auxquelles ils conviennent, au lieu de courir, comme le *servum pecus* de tous les camps, après toutes les places qui leur conviennent. Les questions qu'on ajourne et qui traînent trop dans la conversation, surtout les questions de personnes, sont ordinairement des questions que l'on perd et dont on compromet gravement le succès ultérieur quand on y revient. En politique, l'opportunité et la décision font tout.

Il est à supposer, mais cette fois avec moins d'inconvénient, que les choses se passeront ainsi relativement aux mouvemens qui s'annoncent dans notre personnel diplomatique, où l'on a vu de tristes et déplorables brèches se succéder coup sur coup en quelques jours, quatre à cinq vacances à la fois plus ou moins considérables, dont deux ambassades de famille, Naples et Madrid, Turin si important par le double voisinage de la Suisse et de l'Italie, Francfort si en contact d'opinion avec toute l'Allemagne, Lisbonne affaissée sous la double pression de l'Espagne et de l'Angleterre. Jamais ministre des affaires étrangères n'aura eu à penser à tant de points à la fois, mais aussi jamais aucun n'aura eu sur les bras plus de candidats et de solliciteurs pour l'empêcher d'y bien penser. La fièvre de l'avancement n'est nulle part plus vive que dans notre jeune diplomatie, parce qu'elle n'est en aucune autre carrière appuyée de titres moins publics et moins appréciables. A deux ou trois exceptions près, tous se valent. Une aptitude suffisante, mais qui n'a rien de décourageant pour personne, met toutes les ambitions anonymes en campagne au moindre éveil. On avait encore à ce sujet publié des conjectures, risqué des commérages, avancé même des noms comme définitivement choisis, particulièrement pour Naples M. de Bussières,

pour La Haye M. de Mornay, pour Turin, le plus délicat de ces postes, M. le vicomte Nap. Duchâtel. Le plus arriéré des nouvellistes, et cela en raison même des succès de sa publicité, *le Siècle*, s'est mis en verve de commentaires et de détails sur ce dernier fait qu'il regardait comme accompli, sur les complications infinies qui en devaient être la conséquence. Le lendemain, et comme cela arrive toujours, on avait enchéri sur la nouvelle, et M. Napoléon Duchâtel, au lieu d'aller à Turin, n'allait rien moins qu'à rompre avec l'intérieur et les affaires étrangères. Disons à ce propos tout ce que nous savons, car ce que nous savons diffère absolument de ce qu'on inventait ou répandait hier encore. Et d'abord, M. Napoléon Duchâtel, qui a été député et qui est pair de France, préfet depuis dix ans et par le contre-seing d'un cabinet, celui du 15 avril, lequel n'était pas celui de son frère, M. Napoléon Duchâtel, un homme jeune, actif, très engagé avec son parti, celui de l'ancienne majorité, ne rentre pas dans la vie privée sur le conseil de l'ennemi. Nos intuitions sont si justes à cet égard, qu'au moment où nous écrivons, le prétendu préfet démissionnaire de Toulouse a quitté Paris pour reprendre les rênes de l'administration qui lui est confiée. Deux nominations jusqu'ici seulement paraissent certaines; le plus important des postes vacans, celui de Madrid, serait, nous le croyons, confié à un homme qui a, dans ces dernières années, donné des preuves d'autant d'habileté que de résolution, à M. Piscatory. La légation d'Athènes passerait, à ce qu'on assure, à un premier secrétaire d'ambassade qui porte un nom illustre dans la diplomatie et qui le porte dignement, M. le comte de Rayneval.

REVUE SCIENTIFIQUE.

LE CHLOROFORME.

A peine un an s'est écoulé depuis la découverte des singulières propriétés qu'ont les vapeurs d'éther, et déjà un nouvel agent chimique, plus puissant encore que le premier, paraît devoir fixer pour quelque temps, sinon le choix, du moins l'attention des médecins. Ce n'est pas que les inhalations d'éther n'aient point répondu aux succès qu'on s'en était promis; mais tel est le sort de toutes les grandes découvertes, qu'elles n'atteignent un certain degré de perfection qu'après avoir subi le contrôle de l'expérience et parcouru les diverses phases d'une évolution progressive. Accueillie avec une sorte de faveur, vantée avec enthousiasme par ceux mêmes qui de prime-abord n'avaient été qu'incrédules, l'éthérisation trouva bientôt des adversaires dont les argumens alarmèrent un instant la morale publique. Plonger l'homme dans l'ivresse, le priver de sa conscience, le réduire en un mot à l'état de la brute, n'est-ce pas le dégrader, l'avilir? Et au milieu de l'exaltation des sens, dans le délire où l'ame est plongée, ne peut-il pas trahir un secret, ou s'abandonner à de déplorables accès de fureur? N'est-ce pas d'ailleurs un spectacle bien digne de pitié que celui d'un homme qui déraisonne ou s'agite en proie à de cruelles hallucinations? Tous ces reproches paraissaient devoir arrêter l'élan qui entraînait tous les chirurgiens dans une même voie et paralyser l'esprit de recherches qui les dirigeait vers un même but, celui de soulager l'humanité; mais l'opinion publique, toujours favorable

au parti du progrès, n'a point été dupe de ces vaines clameurs, et, si des mains criminelles ont depuis cette époque abusé de l'éthérisation, elle a, en flétrissant le coupable, laissé aux hommes de science et de cœur la faculté de ménager à leurs semblables un des soulagemens les plus grands qu'il soit donné d'imaginer.

Long-temps avant notre époque, des tentatives avaient été faites pour soustraire les patiens aux affreuses et inutiles tortures des opérations chirurgicales. On savait que le froid, en émoussant la sensibilité, suspend les vives douleurs qui succèdent à l'entorse. La propriété *anesthésiante* (1) du froid était encore prouvée par l'histoire du capitaine Ross, qui, pendant son retour d'une excursion avec les Esquimaux, eut la joue gelée par un coup de vent reçu à l'improviste et parti de l'angle d'une vallée, sans qu'aucun sentiment pénible l'avertît de cet accident. Que de fois n'avait-on pas employé un lien autour d'un membre pour comprimer les nerfs qui allaient aux parties dont on devait faire le sacrifice? Deneux avait reçu à l'hôpital d'Amiens une femme du peuple qui, prise des douleurs de l'enfantement au milieu d'une ébriété complète, fut délivrée sans souffrir, et « qui se félicita d'avoir trouvé un moyen aussi heureux, se promettant bien de s'en servir à la première occasion. » M. Blandin avait pratiqué à l'hôpital Beaujeon une amputation de la cuisse sur un homme ivre-mort, qui n'eut pas conscience de l'opération, et Richerand avait conseillé l'ivresse alcoolique pour obtenir le relâchement des masses musculaires qui luttent contre les forces de traction exercées sur les membres démis. Des substances narcotiques et opiacées, aussi infidèles et aussi dangereuses que les alcooliques, ont été tour à tour essayées et abandonnées. Il paraîtrait même que certaines personnes dont l'esprit n'était point préoccupé ont pu tomber dans le sommeil magnétique et subir une opération sans souffrir. Que dire des tentatives de M. Wells de Hartford, qui faisait respirer à ses malades, pour les assoupir, ce gaz qui a la propriété de provoquer un rire insolite, une gaieté extraordinaire, et que, pour cette raison, on désigne vulgairement sous le nom de *gaz hilariant*, quoiqu'il ait causé quelquefois des vertiges, des maux de tête et la syncope? Ces tentatives ont été complétement infructueuses. C'est donc à M. Jackson que revient la gloire d'avoir le premier trouvé un procédé facile qui permît de généraliser l'*anesthésie* dans la pratique de l'art de guérir.

Pendant que la découverte américaine agitait vivement les esprits en France, le mouvement se communiquait en Allemagne, en Russie, en Suisse et en Italie. Chirurgiens et physiologistes, cherchant à éteindre la douleur, posaient les règles de l'éthérisation, et étudiaient les phénomènes que les inhalations anesthésiantes produisent sur les sens et l'intelligence. Pirogow imaginait d'éteindre la sensibilité en introduisant les vapeurs d'éther dans le rectum, tandis que le successeur de Scarpa, M. Porta, et M. Buffini de Milan, démontraient que l'air *qui ne contient que des vapeurs dissoutes* n'excite pas la muqueuse des voies aériennes et produit sans accident une complète insensibilité. Les expériences sur les animaux permirent aussi d'observer l'action de ce précieux agent sur les centres nerveux, et cette étude, venant à l'appui des vivisections que M. Flourens avait déjà faites, permit à ce savant de poser la théorie physiologique de l'éthérisation.

Cette théorie est facile à saisir. Les centres nerveux se composent de quatre parties bien distinctes par le siége qu'elles occupent, la forme, le volume qu'elles

(1) C'est-à-dire: qui détruit la sensibilité.

présentent, et la spécialité des fonctions auxquelles elles président. La première, dont la masse l'emporte sur celle des trois autres réunies, est le *cerveau*, siége exclusif, condition indispensable des phénomènes intellectuels et moraux, ainsi que déjà l'avait écrit Platon; la seconde, le *cervelet*, renferme le principe d'une force dont nous devons la connaissance à M. Flourens, force d'équilibration qui coordonne les mouvemens; la troisième, intermédiaire et lien des deux précédentes, est connue sous le nom de *moelle allongée:* c'est en elle que réside le principe même de la vie; la quatrième, enfin, qui se détache de la moelle allongée sous la forme d'un long cordon cylindrique, est la *moelle épinière,* qui renferme les principes du sentiment et du mouvement. Les vapeurs d'éther, absorbées et entraînées par le torrent circulatoire, arrivent sur chacune de ces parties et les impressionnent à divers degrés. L'étourdissement, les rêves, l'extase, se rapportent à l'éthérisation du cerveau. Bientôt les membres sont agités de mouvemens convulsifs; les animaux deviennent titubans, tombent quelquefois dans un état comme tétanique : voilà les phénomènes qui traduisent la nouvelle modification du cervelet; mais, dans ces deux états, l'animal respire, est sensible, se meut: il vit encore. Prolongez l'expérience, la moelle épinière est bientôt impressionnée à son tour; aussitôt la sensibilité s'émousse, et, après quelques inspirations nouvelles, elle disparaît. C'est pendant ce sommeil, au milieu des rêves que peut enfanter une imagination en délire, que le couteau du chirurgien traverse les tissus sans causer de douleur. Des observations recueillies sur l'homme prouvent qu'un reste d'intelligence subsiste jusque dans l'état le plus complet d'éthérisation. Quelques patiens se rappellent toutes les circonstances qui ont accompagné l'opération cruelle qu'ils ont subie; mais ils n'ont pas souffert, et, au réveil, ils s'étonnent que les manœuvres opératoires soient achevées. Dans un dernier degré d'éthérisation de la moelle épinière, le principe des mouvemens disparaît à son tour, et toutes les parties du corps tombent comme une masse inerte, obéissant aux lois de la pesanteur. La sensibilité est abolie avant que le principe des mouvemens soit éteint. Quand on injecte l'éther dans les vaisseaux, c'est le principe moteur qui est anéanti le premier.

A cette période, l'action de la *moelle allongée* n'est pas encore altérée : comme elle est en quelque sorte le nœud vital, l'animal soumis à l'expérience vit encore, quoique le cerveau, le cervelet et les autres parties des centres nerveux aient graduellement perdu leur action; mais, dès que l'éthérisation de la moelle allongée est accomplie, la vie s'éteint. L'auteur du célèbre traité sur la vie et la mort étudiait la mort générale graduellement déterminée par celle du cœur, puis par celle des organes de la respiration, et enfin par celle du cerveau; mais, selon l'expression de M. Flourens, ces morts partielles admises par Bichat ne sont, pour ainsi dire, que l'extérieur de la mort.

Ce fut pendant ces recherches que le célèbre académicien se demanda si les autres variétés d'éther n'auraient pas les mêmes propriétés que l'éther sulfurique. Après avoir expérimenté sur chacune de ces variétés, il fut naturellement conduit à essayer d'un composé nouveau, le chloroforme, qui, au bout de quelques minutes (de six dans une première expérience, de quatre dans une seconde et dans une troisième), éthérisa l'animal. C'est donc à M. Flourens qu'appartient l'honneur d'avoir le premier constaté les propriétés anesthésiques du chloroforme, mais c'est au docteur Simpson d'Édimbourg que sont dues les premières

tentatives d'application de cet agent à l'homme et la connaissance des avantages que le nouveau corps paraît devoir présenter.

Dès le début de l'éthérisation, le chirurgien d'Édimbourg avait reconnu que l'éther exhalait une odeur désagréable qui persistait long-temps après l'inhalation, et causait une vive irritation sur les voies respiratoires. D'ailleurs, certaines personnes étaient réfractaires à l'action de cet agent chimique, et ne tombaient dans une anesthésie complète qu'après un temps plus ou moins long. C'est pourquoi il se mit presque aussitôt à la recherche d'un nouveau composé qui fût moins irritant, et dont la puissance plus grande privât plus vite de la sensibilité les malades confiés à ses soins. Après bien des essais sur divers produits, il s'adressa au chloroforme, qui devait enfin répondre à ses vœux. Le chloroforme, ou *perchlorure de formyle*, a été découvert en 1831 par M. Soubeiran, décrit en 1832 par M. Liebig, et analysé en 1835 par M. Dumas, qui, après en avoir fait connaître la composition, lui donna le nom sous lequel on le désigne aujourd'hui, parce qu'il résulte de la combinaison d'un corps simple, le *chlore*, avec les élémens d'un acide rejeté et admis tour à tour par les chimistes, et qui, existant naturellement dans les fourmis, est connu dans les laboratoires sous le nom d'*acide formique*. C'est un liquide incolore, oléagineux, d'une odeur légèrement éthérée, agréable, et d'une saveur sucrée qui plaît. Il est plus pesant que l'eau, ne brûle que très difficilement à la flamme d'une bougie, qu'il colore en vert. Quelques médecins l'ont prescrit à l'intérieur, plus particulièrement contre l'asthme, mais à petites doses, et fortement étendu dans un liquide médicamenteux.

Avant de faire connaître les effets de l'inhalation de ce nouvel agent dans l'infirmerie royale d'Édimbourg, M. Simpson en avait, dans un grand nombre de cas, constaté la propriété anesthésiante. Ce fut par un hasard singulier que le chimiste français à qui l'on en doit l'analyse, M. Dumas, se trouvant à Édimbourg, put assister aux premiers essais que le chirurgien écossais faisait en public. M. Simpson opéra d'abord sur un enfant de quatre à cinq ans qui portait dans l'avant-bras un os frappé de nécrose. On répandit quelques gouttes de chloroforme sur un mouchoir que l'on approcha du visage du petit malade. D'abord effrayé par ces manœuvres qu'il ne comprenait point, celui-ci voulut se retirer; mais, retenu avec douceur par M. Simpson, il tomba dans un profond sommeil après quelques inspirations. Le professeur Miller fit une incision à la peau qu'il disséqua pour mettre à nu l'os malade; celui-ci, ayant été retiré avec des pinces, la plaie fut ensuite explorée avec le doigt, pansée, et l'enfant, transporté dans son lit, ne se réveilla qu'au bout d'une demi-heure, gai et paisible, l'œil pur, comme s'il fût sorti d'un sommeil réparateur. Le chloroforme fut présenté ensuite à deux autres malades sur une éponge de forme concave. Le premier était un soldat qui parut d'abord disposé à agiter les mains, mais qui bientôt devint insensible et resta calme pendant toute la durée d'une opération qui lui fut pratiquée dans la région de la joue. Le second était un jeune homme qui, au bout d'une demi-minute, put supporter sans aucune souffrance l'amputation du gros orteil. Une femme en couches qui, trois heures et demie après le commencement des douleurs, fut soumise par M. Simpson aux vapeurs de chloroforme, fut délivrée au bout de vingt-cinq minutes après l'inhalation; comme elle resta plus long-temps endormie qu'il n'arrive d'ordinaire avec l'éther,

elle ne pouvait croire à son réveil qu'elle fût accouchée et que l'enfant qu'on lui présentait fût bien le sien. Dès que ces faits ont été connus des chirurgiens de Paris, des essais ont été répétés dans presque toutes les salles de nos hôpitaux. Un homme de vingt-deux ans, ayant respiré le chloroforme, tomba au bout d'une minute et demie dans une anesthésie complète; l'amputation de la cuisse droite faite par le docteur Jobert (de Lamballe) ne put réveiller ce malheureux qui semblait dormir d'un sommeil naturel. A l'Hôtel-Dieu, une femme fut assoupie au bout de cinquante secondes; sa figure était calme, sans lividité ni pâleur, mais immobile et insensible comme le serait un corps privé de vie. Des manœuvres de lithotritie ont été pratiquées sans provoquer la moindre sensation pénible ou désagréable. On peut signaler les mêmes succès dans l'hôpital de la Charité, entre les mains de M. le professeur Velpeau. Le chloroforme inhalé pendant quelques minutes a suffi pour faire cesser un instant dans les muscles ces contractions permanentes et douloureuses qui caractérisent la terrible affection désignée sous le nom de tétanos. En quarante secondes, un homme d'un tempérament robuste subit sans la sentir la plus douloureuse opération à laquelle on puisse être condamné : nous avons vu M. le professeur Blandin disséquer sans causer la moindre douleur la peau déjà enflammée, mettre à nu la glande séminale affectée de cancer, et achever la castration avant le réveil du malheureux, dont la physionomie était parfaitement calme. Enfin M. Gerdy, qui, le premier, avait étudié sur lui-même l'effet des inhalations éthérées, a reconnu le 23 novembre, à l'Académie de Médecine, l'innocuité et la puissance anesthésiante du chloroforme. Aujourd'hui cette puissance est un fait acquis, tant sont nombreuses les observations recueillies et sur les malades et sur les étudians qui se soumettent journellement à ces sortes d'expériences.

Il était tout naturel que ce fût parmi les liquides désignés en chimie sous le nom d'*éthers* que l'on cherchât un agent moins irritant et agréable pour tout le monde. Un élève de la Faculté de Médecine de Paris, le docteur Lach, dans une thèse soutenue le 7 août dernier, avait annoncé la découverte de cet agent dans un avenir plus ou moins éloigné. Il avait puisé cette conviction dans l'étude de l'action physiologique des éthers sur l'économie. Tous, en effet, peuvent éteindre la sensibilité; tous peuvent porter atteinte au principe des mouvemens qu'ils exaltent ou pervertissent. Le problème se réduisait donc à trouver un corps volatil ou gazeux qui, éminemment doué de la première propriété, ne possédât la seconde qu'à un faible degré. Cette double condition est remplie par le chloroforme, que l'on obtient en distillant à une douce chaleur un composé de chlore et de chaux (l'hypochlorite de chaux), mêlé avec de l'esprit de vin ou de l'esprit de bois.

L'assoupissement obtenu par le chloroforme et celui que produit l'éther présentent des analogies et des différences remarquables. L'inhalation de l'éther nécessite l'emploi d'appareils spéciaux, le chloroforme au contraire est introduit dans les voies respiratoires de la manière la plus simple. On peut se contenter d'en laisser tomber quelques gouttes sur un mouchoir, ou bien sur un morceau de papier roulé en entonnoir, que l'on place ensuite sur le nez et la bouche. Le plus souvent on se sert d'une éponge disposée en forme de croissant, et que l'on met sous les narines. Cependant le nouvel agent produit des effets d'autant plus rapides qu'il est plus concentré; c'est pourquoi on l'emprisonne avec avantage

dans les appareils imaginés pour l'inhalation de l'éther. On évite au moyen de ce procédé l'action irritante et même caustique que le contact prolongé du chloroforme exerce sur la muqueuse de l'ouverture du nez et de la bouche. La quantité de chloroforme employée dans les trois cas observés par M. Simpson ne dépassa pas quinze grammes : selon la remarque que fit à ses élèves M. le professeur Miller, il aurait fallu plusieurs onces d'éther pour atteindre le même degré d'insensibilité. On a vu l'éthérisation produite à l'aide du chloroforme en une minute, en une minute et demie, en quarante-huit ou trente secondes; l'action de l'éther est certainement moins rapide. Comme l'a remarqué M. Simpson, et comme nous l'ont montré jusqu'à présent les faits observés à Paris, dix à vingt larges inspirations ont généralement suffi. Le nouvel agent produit donc, après une période d'excitation plus courte que celles des autres agens narcotiques, une insensibilité généralement plus durable; il a, sous ce point de vue, quelque avantage sur l'éther, que l'on a rejeté pour certaines opérations longues et délicates. Comme il faut beaucoup moins de chloroforme que d'éther, le transport en est plus facile. Enfin il est permis d'espérer qu'en raison de la petite quantité de chloroforme nécessaire pour produire l'anesthésie, l'emploi de cet agent chimique, dont la préparation sera simplifiée sans doute, deviendra un jour moins coûteux qu'il ne l'est aujourd'hui, et qu'il ne sera pas plus cher que l'éther, si même il ne l'est moins.

Malgré ces avantages incontestables du chloroforme, le moment est-il déjà venu de se prononcer entre les deux agens? Nous ne le pensons pas. Il ne faut point oublier que les inhalations éthérées ont épargné de cruelles douleurs à des milliers de malades qui en bénissent aujourd'hui la découverte. Il y aurait à examiner si les accidens nerveux qu'elles occasionnent ne se produisent pas le plus souvent chez les individus adultes d'un tempérament sanguin et dont le système musculaire est très développé. La vivacité du pouls que l'éther détermine en accélérant les battemens du cœur, et la surexcitation cérébrale qui l'accompagne, en proscrivent l'emploi chez les personnes prédisposées à l'apoplexie du cerveau ou des poumons et chez celles qui sont atteintes de catarrhe aigu ou d'affections organiques; mais, en dehors de ces quelques conditions individuelles, l'éthérisation a été et peut désormais être recommandée avec une parfaite confiance.

Parmi les questions que soulève la double découverte qui préoccupe aujourd'hui le monde médical, il en est que le temps seul peut résoudre; il en est d'autres sur lesquelles il n'est plus permis d'hésiter. De ce nombre est la nécessité d'une surveillance qui enlèverait à des mains inhabiles ou criminelles la faculté d'employer ces médicamens dangereux. En Allemagne, le contrôle d'un médecin est obligatoire toutes les fois que des opérateurs non reçus dans le corps médical, tels que les dentistes, veulent recourir à l'éthérisation. Dans certains cantons de la Suisse, l'autorité a pris les mêmes mesures. Il est à désirer que cet exemple soit suivi en France; c'est le seul moyen d'y conserver à la nouvelle découverte son vrai caractère, celui d'un grand résultat scientifique et d'un inappréciable bienfait pour l'humanité.

V. DE MARS.

HISTOIRE

DE DON PÈDRE Ier

ROI DE CASTILLE.

SECONDE PARTIE. [1]

VIII.

GUERRE CIVILE. — CAPTIVITÉ DE DON PÈDRE. — 1354.

I.

L'acharnement du roi contre les amis d'Alburquerque devait nécessairement exciter une violente soif de vengeance dans l'ame altière du riche-homme portugais; il se contint pourtant, et rien n'indique que de son exil il ait pris une part active aux affaires de la Castille. Mais sa modération ne fut pas imitée par tous ses cliens. Les violences des Padilla amenèrent d'autres violences qui fournirent au roi un prétexte pour rompre la convention qu'il venait de conclure et pour s'attaquer au chef même de la faction, objet de ses ressentimens. Au

(1) Voyez la livraison du 1er décembre.

printemps de l'année 1354, don Pèdre se présenta tout à coup avec une petite armée devant Medellin, ville d'Estramadure, dont Alburquerque était le seigneur. Les habitans accueillirent le roi avec empressement, mais les hommes d'armes demeurèrent fidèles à leur maître et se retirèrent dans le château. Là, hors d'état de se défendre long-temps, ils obtinrent une espèce de capitulation fort usitée au moyen-âge : on leur permit de faire connaître à leur seigneur l'extrémité où ils se trouvaient et de le mettre en demeure de les secourir dans un délai convenu. A l'expiration de ce terme, un vassal pouvait, sans enfreindre sa foi, rendre la place qui lui était confiée. Alburquerque, ayant répondu qu'il ne pouvait entrer en campagne, le château de Medellin fut remis au roi, qui le fit aussitôt démanteler (1).

Après ce succès, don Pèdre se porta rapidement contre la ville d'Alburquerque, principale seigneurie de don Juan Alonso qui en tirait son surnom. Elle était bien approvisionnée et gardée par une garnison nombreuse aux ordres d'un chevalier portugais nommé Botelho qui, en ce moment, avait reçu dans sa forteresse comme un ami, peut-être comme un auxiliaire utile, le commandeur de Calatrava, Pero Estebañez Carpentero, neveu du dernier maître dont je viens de raconter la fin tragique. Le roi, d'autant plus irrité de voir les préparatifs d'une résistance vigoureuse qu'il n'avait pas une armée suffisante pour emporter la place de vive force, fit rendre sentence de haute trahison contre le gouverneur et contre Carpentero. Suivant le droit du moyen-âge, l'arrêt était abusif; car, d'un côté, Carpentero alléguait qu'il était dans les murs d'Alburquerque comme réfugié, pour se soustraire aux mauvais desseins des ennemis de son oncle, et non comme rebelle, en état d'hostilité contre son souverain; d'un autre côté, Botelho, avec encore plus de raison, soutenait que, sujet du roi de Portugal et homme-lige d'Alburquerque, il ne devait point d'hommage au roi de Castille, et par conséquent ne pouvait encourir le reproche de félonie en résistant à ses armes. Au surplus, leur bon droit était soutenu par de fortes murailles, et ils étaient gens à faire acheter chèrement leur défaite. Le siége paraissant devoir tirer en longueur, don Pèdre laissa devant le château ses deux frères don Henri et don Fadrique avec Juan de Villagera, et se rendit en Castille après avoir dépêché des ambassadeurs au roi de Portugal pour demander l'extradition d'Alburquerque.

Alphonse IV, grand-père du roi de Castille, se trouvait alors à Evora avec toute sa cour pour les noces de sa petite-fille, fiancée à don Fernand, l'aîné des infans d'Aragon. Au milieu des fêtes célébrées à l'occasion de ce mariage, les envoyés castillans obtinrent leur audience;

(1) Ayala, p. 118.

mais avant qu'ils prissent la parole, Alburquerque, connaissant l'objet de leur mission, supplia le roi de l'entendre. Dans un discours rempli de fierté il exposa la conduite qu'il avait tenue en Castille pendant qu'il était à la tête des affaires. Après avoir rappelé avec adresse les nombreux services rendus par lui à la reine Marie, fille de don Alphonse, sacrifiée par son époux à une indigne rivale, il essaya de justifier en ces termes les actes de son administration, ou plutôt il en fit ce magnifique éloge : « J'ai délivré mon roi, dit-il, d'une faction redoutable, je lui ai ménagé une alliance avantageuse avec la maison de Bourbon, alliance que de perfides conseils s'efforcent de rompre aujourd'hui. J'ai cimenté l'union de la Castille avec tous les royaumes chrétiens de l'Espagne. Pour prix de mes services, je n'ai voulu ni argent ni terres. Le roi a disposé comme il lui a plu des biens de Garci Laso et d'Alonso Coronel. J'ai refusé de profiter de ces confiscations (1). M'accuse-t-on d'avoir détourné quelque chose du trésor royal confié à ma garde? Qu'on examine mes comptes, et l'on verra quelle fut mon intégrité. Je me fais cette gloire, que, pendant mon administration, aucune taxe nouvelle n'a été imposée au peuple de Castille. Que si quelqu'un prétend que j'ai été déloyal envers mon seigneur le roi, je suis prêt à prouver mon innocence par mon corps, si vous le permettez, sire, et me donnez le champ clos, car, en Castille, je n'aurais pas sûreté. Si le comte don Henri et le maître de Saint-Jacques veulent se porter demandeurs pour leur frère, j'accepte le combat, homme pour homme, jusqu'à cent contre cent. Je répondrai au Comte, et don Gil de Carvalho, maître de Saint-Jacques de Portugal, me secondera contre don Fadrique (2). »

A ce discours superbe, les envoyés de Castille répliquèrent avec vivacité : qu'avant d'éclater en bravades Alburquerque avait à se justifier devant son souverain, qui était son seul juge; et, de la part de leur maître, ils demandèrent au roi de Portugal de contraindre l'accusé à se rendre en Castille. D'un côté, le maître portugais de Saint-Jacques soutenait hautement Alburquerque, de l'autre, les riches-hommes castillans venus aux noces de l'infant d'Aragon prenaient parti pour les ambassadeurs de leur souverain. La querelle s'échauffant, il y eut des injures et des provocations échangées, et, sans la prudence du roi de Portugal, les deux partis en fussent peut-être venus aux mains en sa présence. Alphonse, voulant gagner du temps, répondit qu'Alburquerque se justifierait sans doute, et que, quant à lui, il allait envoyer à son petit-fils le roi de Castille des ambassadeurs qui ménageraient un accommodement.

(1) Il est permis de révoquer en doute la sincérité de ce désintéressement; on a vu que les domaines de Coronel avaient été en majeure partie donnés par don Pèdre à la fille de doña Maria de Padilla. Ayala, p. 83.

(2) Ayala, p. 121 et suiv.

II.

Pendant que les hostilités se poursuivaient mollement sur la frontière de Portugal, don Pèdre, se reposant sur ses deux frères du soin de presser le siége d'Alburquerque, oubliait son royaume et sa vengeance pour un nouvel amour. Maintenant Marie de Padilla semblait avoir perdu l'empire qu'elle exerçait naguère sur son cœur. Souffrante depuis quelque temps et touchant au terme d'une grossesse pénible, elle annonçait l'intention de quitter la cour et le monde pour se retirer dans un cloître. On ignore, et il importe peu de savoir, quelles querelles d'amans avaient provoqué cette résolution violente, mais il est certain que don Pèdre, loin de s'opposer au projet de sa maîtresse, en pressa l'exécution. Il écrivit même au pape pour solliciter les autorisations nécessaires à la fondation d'un couvent de femmes sous le vocable de Sainte-Claire, dont Marie de Padilla devait être la supérieure et où elle aurait prononcé ses vœux (1). La rupture déclarée et publique paraissait irrévocable; le roi était amoureux de doña Juana, fille de don Pedro de Castro, surnommé *de la Guerra,* et veuve de don Diego de Haro, descendant des anciens seigneurs de Biscaïe (2). Vertueuse autant que belle, doña Juana se montrait insensible à toutes les séductions. La passion du roi s'irritant par les obstacles mêmes, il parla de mariage et offrit sa main et sa couronne à la jeune veuve. Quelque étrange que parût cette proposition, les parens de doña Juana comprirent que d'un prince violent et impétueux comme don Pèdre ils pouvaient tout attendre. Restait à prouver qu'il était libre. Don Pèdre prétendit que son mariage avec Blanche de Bourbon était nul, et, sur ce point délicat, dónna des explications qui sont demeurées inconnues, mais qui satisfirent Enrique Enriquez, mari d'une tante de doña Juana, et Men Rodriguez de Senabria, chevalier galicien, tous deux chargés, en qualité d'arbitres, de faire une espèce d'enquête sur la position du roi. On devine les argumens employés pour les convaincre, en voyant Enriquez obtenir, comme sûreté pour l'exécution de la promesse de mariage faite par le roi, la remise des châteaux de Jaen, de Dueñas et de Castrojeriz. Probablement la complaisance de Men Rodriguez fut payée de la même manière. Fort de leur approbation, don Pèdre se rendit aussitôt à Cuellar, résidence de la belle Juana; mais elle exigeait encore

(1) Ces autorisations furent accordées par Innocent VI. Voy. Rainaldi, *Annales eccl.*, année 1354.

(2) Don Pedro Fernandez de Castro de la Guerra avait eu quatre enfans, deux légitimes issus de son mariage avec doña Isabel Ponce de Leon (cousine de doña Leonor de Guzman) : c'étaient don Fernand et doña Juana; les deux autres avaient pour mère doña Aldonza de Valladares : c'étaient don Alvar Perez de Castro et Inès, maîtresse de l'infant don Pierre de Portugal.

un témoignage pour vaincre ses derniers scrupules. A sa prière, deux prélats, les évêques de Salamanque et d'Avila, mandés par le roi et sommés d'attester qu'il était libre de contracter mariage, n'hésitèrent point à confirmer la déclaration des premiers arbitres, soit qu'ils cédassent à des menaces, soit qu'ils se fussent laissé gagner par des présens. Doña Juana se rendit alors, et le mariage fut aussitôt célébré dans l'église de Cuellar, où l'évêque de Salamanque bénit les deux époux.

Quelque aveugles que puissent être les passions d'un roi de dix-huit ans, on a peine à s'expliquer un fait de bigamie aussi scandaleux. Admettra-t-on une erreur de don Pèdre lui-même au sujet de la validité de son engagement avec Blanche de Bourbon? L'historien Ayala, qui fournit seul quelques renseignemens sur ce fait étrange, rapporte que le roi, pour prouver la nullité de son mariage avec la princesse de France, aurait invoqué certaines protestations faites par lui à Valladolid au moment de ses noces; mais de ces protestations il n'existe aucune trace, et plus tard elles ne furent jamais reproduites. Quelle contrainte d'ailleurs pouvait y donner lieu? A l'époque où don Pèdre se rendit auprès de Blanche, l'autorité, ou, si l'on veut, la domination d'Alburquerque venait de céder à l'ascendant de Marie de Padilla, c'est-à-dire de la personne la plus intéressée à trouver des argumens ou des prétextes contre ce mariage. Or, on a vu au contraire Marie de Padilla intervenir pour opérer une sorte de réconciliation entre son amant et la jeune reine. Quel moment plus favorable aurait pu trouver don Pèdre, non pour protester contre son mariage, mais pour le rompre, que celui de son arrivée à Valladolid, lorsque, soutenu par les forces de don Henri et de don Tello, il venait de secouer le joug de sa mère et de son ministre? Malgré toutes ces considérations, je ne pense pas que l'on doive absolument révoquer en doute la réalité d'une protestation secrètement faite par le roi. Tout en cédant aux instances de sa mère et d'une partie de ses conseillers, il voulut peut-être se ménager pour un jour à venir les moyens d'invoquer la nullité d'une union qu'il ne contractait qu'avec la plus grande répugnance. Sans doute les réserves qu'il put faire alors ne devaient, selon ses calculs, profiter qu'à Marie de Padilla. Maintenant il s'en servait contre elle. Sa duplicité, à l'égard de doña Juana, devint bientôt manifeste. Tout prouve que dans l'emportement d'un dépit amoureux contre Marie de Padilla il aurait cherché à lui donner une rivale, ou peut-être seulement à lui prouver qu'il pouvait aimer ailleurs. Charmé un moment par la beauté de doña Juana, irrité par sa résistance, il eut recours, pour triompher de ses scrupules, à une comédie sacrilége. Rien ne lui coûte pour satisfaire sa passion. Il gagne les parens de Juana, il corrompt ou intimide les évêques, il prononce tous les sermens qu'on exige de lui, enfin il

va jusqu'à célébrer un mariage impie. Mais à peine a-t-il possédé sa nouvelle conquête, qu'il lève le masque. Dès le lendemain de ses noces on peut juger de sa bonne foi. La remise des châteaux stipulée avec Enrique Enriquez est révoquée. Le même jour il quitte doña Juana pour ne jamais la revoir, lui laissant seulement le domaine de Dueñas, espèce d'indemnité qu'il ne peut refuser à sa victime (1). Le sacrilége du double mariage n'a pas arrêté don Pèdre un seul instant. Il sait que tout l'odieux doit retomber sur les évêques qui l'ont autorisé. L'âge du roi, son goût effréné pour le plaisir, ne permettent guère de lui prêter en cette circonstance les calculs d'une politique astucieuse. Cependant on l'a vu à Séville humilier le clergé par ses décrets; à Cuellar, peut-être s'applaudissait-il de compromettre des prélats illustres, persuadé que le scandale de leur complaisance rejaillirait sur toute l'église, dont il conspirait l'abaissement.

III.

Le jour même du mariage de don Pèdre avec Juana de Castro, une nouvelle fort inattendue vint le surprendre à Cuellar. Un des chevaliers de son hôtel, arrivé en toute hâte de la frontière, lui annonça que le comte de Trastamare et don Fadrique avaient levé l'étendard de la révolte, et que, ligués maintenant avec don Juan d'Alburquerque, ils s'apprêtaient à entrer en Castille.

On ne peut se défendre d'un sentiment pénible à voir de jeunes princes de vingt ans, traités par leur frère avec la plus noble confiance, feindre un dévouement sans bornes, flatter ses favoris, s'humilier aux pieds de sa maîtresse, encourager la faiblesse et les désordres de leur souverain, et, quelques jours plus tard, au mépris de leurs sermens, s'allier avec l'assassin de leur mère contre leur bienfaiteur! Quel contraste entre cette dissimulation précoce et la fierté chevaleresque du vieux ministre, appelant les deux bâtards en champ clos devant le roi de Portugal! Pendant que du fond de son exil Alburquerque, injustement attaqué, se préparait à une guerre ouverte contre les jeunes princes de tout temps objets de sa haine, don Henri calculait froidement les avantages de la loyauté et ceux de la trahison. Sans doute il ne rêvait pas dès-lors d'arracher la couronne à son frère; mais, prévoyant dans une guerre civile son agrandissement personnel, il voulut, pour rendre sa rébellion plus redoutable, se donner l'appui du seul homme qui osât alors tenir tête à don Pèdre. Ayala, qu'on ne peut soupçonner de ca-

(1) Cfr. Ayala, p. 127 et suiv. — Dans la suite, doña Juana conserva le titre de reine. Don Pèdre s'en montra chagrin, mais ne prit aucune mesure pour l'obliger à y renoncer.

lomnier un prince dont il servit la cause les armes à la main, affirme sans réserve que la première pensée de cette alliance fut conçue par le comte de Trastamare (1).

Après le mariage de l'infant d'Aragon et son départ pour la Castille, la cour de Portugal était à Estremoz, et don Juan d'Alburquerque l'y avait suivie, lorsqu'il reçut inopinément un message du comte don Henri, apporté par frère Diego de Ribadeneyra, confesseur du jeune prince. C'était une alliance offensive et défensive que proposait ce moine, d'abord en termes généraux, annonçant d'ailleurs de grands desseins que don Henri et son frère se réservaient de communiquer eux-mêmes à don Juan d'Alburquerque dès qu'ils auraient reçu sa foi. Quelque surprise que dût éprouver Alburquerque à une semblable ouverture, l'offre des deux bâtards servait trop bien ses projets de vengeance pour qu'il ne s'empressât pas de l'accepter. On convint aussitôt d'une entrevue, et, pour prouver la sincérité de leur défection, don Henri et don Fadrique commencèrent par arrêter le frère de Marie de Padilla, Juan de Villagera, qui commandait conjointement avec eux les troupes réunies en Estramadure. Après ce coup, les nouveaux confédérés se rencontrèrent à Riba de Cayo, village sur la frontière de la Castille et du Portugal, et y scellèrent leur alliance par les sermens usités alors en de telles occasions. Sur-le-champ Alburquerque compta aux deux bâtards une somme de 200,000 maravédis à titre de subsides pour leurs hommes d'armes, et leur remit comme gages de sa foi plusieurs de ses châteaux, entre autres celui-là même dont ils étaient chargés par le roi de faire le siége. Dans cette première conférence, don Henri exposa le plan qu'il avait conçu. Il s'agissait de détrôner son frère, ou du moins de lui susciter un compétiteur puissant, qui devait à son avis entraîner le roi de Portugal dans leur coalition : c'était l'infant Pierre de Portugal que don Henri voulait proclamer roi de Castille. Petit-fils de don Sanche par sa mère doña Beatriz, l'infant était d'un degré plus près de la souche royale que don Pèdre, fils d'Alphonse et arrière-petit-fils de don Sanche. A cette époque où le droit de succession au trône, récemment disputé par les armes, n'était pas encore fixé d'une manière irrévocable, la transmission de la couronne à l'aîné de la souche royale, système encore en vigueur de nos jours chez des peuples orientaux (2), était acceptée par les mœurs et sanctionnée par des précédens. L'exclusion des infans de La Cerda et la reconnaissance de don Sanche par les cortès autorisaient jusqu'à un certain point les prétentions du prince portugais, et les confédérés pouvaient se flatter de les faire admettre par de nouvelles cortès. Un tel plan devait plaire à l'or-

(1) Ayala, p. 124.

(2) Chez les Turcs, l'héritier du trône est le plus proche descendant d'Othman. Le successeur présomptif du sultan actuel est son frère cadet.

gueil des nobles et des communes. Il était à croire en effet que la Castille, parvenue à sa grandeur actuelle par la réunion de plusieurs couronnes sur la même tête, accueillerait avec faveur un prétendant qui lui apportait en dot un vaste royaume. Ce projet, aussitôt adopté par Alburquerque et transmis à l'infant de Portugal par son favori Alvar de Castro, ne put recevoir cependant même un commencement d'exécution, grace à la résistance énergique qu'il rencontra de la part du roi don Alphonse IV. Non-seulement il se hâta de le désavouer, mais encore il éloigna de la frontière le prince son fils et lui défendit de correspondre avec les conjurés dont les promesses l'avaient un instant séduit (1).

Au moment où se concluait l'alliance entre Alburquerque et les bâtards de Castille, la reine Marie, mère de don Pèdre, quitta précipitamment la cour de Portugal, voulant sans doute fuir le soupçon de complicité avec les rebelles. Pour rentrer en Castille, elle fit un long détour, comme si elle eût voulu éviter de les rencontrer sur son passage. S'il faut en croire le chroniqueur, la longueur du voyage n'était pas sans charmes pour elle. Martin Alphonse Telho, chevalier portugais, « tenait la bride de sa monture par les chemins, » et, tout occupée de l'amour qu'elle lui avait inspiré, elle cherchait la solitude au lieu de prendre part aux grands événemens politiques qui se préparaient (2).

A peine instruit de la trahison de ses frères, confirmée par Juan de Villagera qui était parvenu à s'échapper, don Pèdre, dès le lendemain de son mariage, quittant pour toujours doña Juana de Çastro, courut à Castrojeriz, qu'il assigna pour rendez-vous à ses vassaux immédiats. Il y manda également ses cousins, les deux infans d'Aragon, déjà de retour de leur voyage en Portugal. Cependant la conjuration des bâtards s'étendait au-delà de l'Estramadure. En apprenant la rébellion de ses frères, don Tello essaya d'insurger la Biscaïe et se mit à lever des troupes sur les vastes domaines de sa femme, l'héritière des Lara. C'était une nouvelle trahison, qui montrait à don Pèdre quels étaient les hommes qu'il avait comblés de ses bienfaits. Dans l'espoir de faire une diversion puissante en Biscaïe, le roi maria sur-le-champ l'infant don Juan d'Aragon à doña Isabel de Lara, la seconde fille de don Juan Nuñez; et, déshéritant de son autorité privée l'aînée des deux sœurs mariée à don Tello, il donna au prince aragonais le titre de seigneur de Biscaïe et de Lara (3). Il opposait ainsi les infans d'Aragon aux bâtards, comptant sur une fidélité qu'il récompensait d'avance magnifiquement. Trahi par ses frères, don Pèdre croyait encore à la force des liens du sang. Maintenant c'était dans le dévouement de ses cousins qu'il mettait sa

(1) Ayala, p. 125.
(2) *Ibid.*, p. 126.
(3) *Ibid.*, p. 130.

confiance; il était destiné à faire de cruelles expériences avant de perdre ses jeunes illusions.

Au milieu des préparatifs de guerre auxquels il se livrait avec une activité sans égale, il apprit que doña Maria de Padilla venait de le rendre père pour la seconde fois. Sans doute les deux amans étaient réconciliés, depuis que doña Juana était délaissée comme Blanche de Bourbon. Le roi donna à sa fille le nom significatif de Constance. Il me semble y voir une promesse faite à Marie de Padilla. Il la tint plus fidèlement que les sermens prêtés devant les autels.

Les confédérés ne lui laissèrent pas le temps de célébrer par des fêtes la naissance de sa fille. Don Fadrique se mit le premier en campagne. Partant de la ville d'Alburquerque, il entra en Castille et se présenta successivement devant plusieurs châteaux appartenant à l'ordre de Saint-Jacques, que les commandeurs ne firent aucune difficulté de lui livrer. Un seul, Pero Ruiz de Sandoval, gouverneur de Montiel, voulut concilier l'obéissance due à son grand-maître avec le serment que naguère il avait prêté entre les mains du roi. On se rappelle que les chevaliers de Saint-Jacques, réunis à Llerena, deux ans auparavant avaient fait hommage au roi de leurs châteaux, et juré de n'y recevoir le maître de leur ordre qu'avec sa permission. Lorsque don Fadrique parut devant Montiel avec la bannière de Saint-Jacques, Sandoval remit aussitôt le commandement de la place à un écuyer laïque, après avoir pris son serment de la défendre et de ne la remettre qu'au roi lui-même. Pour lui, sortant du château avec ses chevaliers, il vint offrir *son corps* à don Fadrique, prêt à lui obéir en tout comme au chef de son ordre. Alors cette distinction subtile entre le religieux militaire et le gouverneur d'une forteresse devant hommage au roi, parut le plus beau trait de l'honneur chevaleresque, et devint un de ces précédens ou *fazañas,* qui faisaient autorité pour l'avenir parmi ceux qui ambitionnaient le renom de *prud'hommes* (1). Malheureusement pour don Pèdre, les scrupules de Sandoval ne trouvèrent pas d'imitateurs, et le serment de Llerena ne retint dans le devoir aucun autre des commandeurs de Saint-Jacques.

Cependant le roi, à la tête de quelques troupes ramassées à la hâte, guerroyait sur les domaines d'Alburquerque. D'abord il essaya de surprendre Montealègre, place importante où don Henri et don Juan Alonso avaient renfermé leurs femmes et leur caisse militaire; mais la ville était bien défendue, et après quelques escarmouches aux barrières don Pèdre fut contraint de s'éloigner pour chercher des conquêtes plus faciles. Il s'empara successivement de plusieurs châteaux ou maisons fortifiées dont la plupart se rendirent sans opposer de résistance sérieuse.

(1) Ayala, p. 131.

IV.

Chaque jour révélait au roi la grandeur du plan formé par les bâtards et leur connivence avec tous les mécontens de la Castille. Dans le nord, un allié puissant se déclarait en leur faveur: c'était don Fernand de Castro, frère de doña Juana, cette épouse d'un jour que don Pèdre venait d'abandonner. Il avait de nombreux vassaux et une clientelle presque royale en Galice. Déjà irrité par l'affront fait à sa sœur, il avait encore un autre motif pour se joindre aux factieux. Il aimait doña Juana, fille naturelle de don Alphonse et de doña Léonor, et, pour prix de sa défection, le comte de Trastamare lui faisait espérer la main de sa sœur. La vengeance et l'amour, les deux grandes passions chevaleresques, le distinguaient du reste des rebelles, mus seulement par l'ambition ou la cupidité. Fernand de Castro n'était pas moins pointilleux que Sandoval en matière d'honneur, et avant de prendre les armes il lui fallut mettre sa conscience en repos. Le code féodal lui en fournissait les moyens. Pour se dégager de l'hommage dû au roi, voici l'expédient qu'il employa. Il passa le Miño, qui sépare la Castille du Portugal, et vint camper à Monzon sur le territoire portugais. Chaque jour, après avoir entendu la messe, il traversait à gué le Miño, et entrait à Salvatierra, premier bourg de Castille qui s'offre au voyageur parti de Monzon. Là, devant un notaire public, il prononçait ces paroles : « Je prends congé du roi don Pèdre, roi de Castille et de Léon, et m'en *dénature* pour les causes suivantes : premièrement, parce que ledit roi a voulu me faire mourir dans un tournoi à Valladolid, à l'époque de son mariage avec Blanche (1); deuxièmement, parce qu'il a outragé ma sœur, disant d'abord qu'il la prenait pour femme et pour reine, et la quittant ensuite après l'avoir traitée avec mépris. » Après chacune de ces déclarations, il en recevait un acte authentique délivré par le notaire. Munis des neuf procès-verbaux, Fernand se crut délié du serment d'allégeance, et cette fois, quittant le Portugal pour n'y plus rentrer, il se hâta d'armer ses vassaux et de recruter des soldats. Bientôt à la tête d'environ sept cents chevaux et douze cents hommes de pied, il envahit le nord du royaume de Léon, s'empara de Pontferrada et s'y établit pour attendre ses alliés déjà en pleine marche vers la province de Salamanque (2).

Alburquerque et don Henri, sans s'amuser à de vaines formalités, avaient passé le Tage sur le pont d'Alcántara après avoir dévasté tous les environs de Badajoz. Obligés de laisser des garnisons dans une multitude de petites forteresses, ils n'avaient en campagne qu'un gros de

(1) J'ignore absolument sur quoi cette accusation était fondée.

(2) Ayala, p. 135 et suivantes.

quatre cents cavaliers, mais ils ne trouvaient d'ennemis nulle part. Avec ce faible détachement, ils se présentèrent devant Ciudad Rodrigo, espérant entraîner dans leur parti le maître d'Alcántara, Perez Ponce, qui y faisait sa résidence. A la vérité, le maître ne les accueillit point, mais, oubliant les faveurs naguère reçues du roi, il ne fit aucun mouvement pour s'opposer à leur marche, et, dans une complète neutralité, attendit pour prendre un parti que la fortune se déclarât.

Trompés dans leur tentative sur Ciudad Rodrigo, Alburquerque et le comte de Trastamare poursuivirent leur marche vers le nord, ne rencontrant nulle part d'ennemis sur leur route. Ils passèrent la Tormès non loin de Salamanque, sans que les infans d'Aragon, qui occupaient cette ville pour le roi avec des forces considérables, fissent la moindre démonstration pour attaquer leur petite troupe. Suivant toute apparence, pour s'aventurer de la sorte, les deux chefs connaissaient bien les dispositions secrètes des infans d'Aragon. Certains qu'ils resteraient immobiles à Salamanque, ils continuèrent à s'engager de plus en plus dans les provinces du nord. Alburquerque fit sa jonction à Barrios de Salas avec Fernand de Castro. Le Comte pénétra jusque dans les Asturies pour les soulever et y recruter des soldats (1). De son côté, don Fadrique poussait audacieusement sa pointe. Traversant toute la Manche dans sa plus grande largeur, il se dirigea sur Ségura de la Sierra, place très importante à cette époque, située sur la limite des royaumes de Murcie et de Jaen, et une des principales commanderies de Saint-Jacques. Ce mouvement hardi interceptait les communications du roi avec l'Andalousie; il allait provoquer des soulèvemens dans des provinces demeurées neutres ou fidèles; enfin il permettait aux confédérés de se mettre en relations d'un côté avec l'Aragonais, de l'autre avec les Maures de Grenade. Castillans ou étrangers, chrétiens ou musulmans, partout les rebelles cherchaient des alliés.

Loin de soupçonner les motifs de l'inaction des princes aragonais, don Pèdre, les croyant en mesure et en intention de s'opposer aux progrès d'Alburquerque, avait tourné tous ses efforts du côté du midi, et se portait en hâte vers Ségura pour empêcher que cette place ne tombât au pouvoir de don Fadrique, ou du moins pour l'y assiéger s'il ne parvenait à le prévenir. Avant de partir pour cette expédition, il avait donné l'ordre de transférer la reine Blanche du château d'Arévalo dans l'Alcazar de Tolède. Il craignait non sans raison qu'une surprise ne la mît aux mains des révoltés, qui s'en seraient fait un instrument dangereux. L'exécution de cet ordre fut confiée à l'oncle de Marie de Padilla, Juan de Hinestrosa, qu'il venait de nommer son chambellan (2).

(1) Ayala, p. 136. — Rades, *Cron. de Santiago*, p. 46.

(2) Il avait obtenu ce titre probablement après que Diego de Padilla eut été nommé maître de Saint-Jacques.

A cette nouvelle, toute la noblesse de Tolède s'émut d'indignation. Livrer la reine à l'oncle de la favorite, c'était, disait-on, la condamner à mort. Personne ne doutait que le roi n'eût contre elle les desseins les plus sinistres, et l'on regardait déjà la malheureuse Blanche comme une victime dévouée. Lorsque Hinestrosa parut aux portes de Tolède conduisant sa prisonnière, qu'il s'efforçait de rassurer en l'entourant de marques de respect, tous les cœurs se sentirent émus de colère et de pitié. Les dames surtout se faisaient remarquer par leur exaltation, accusaient les hommes de faiblesse, et, au nom de la chevalerie, demandaient des vengeurs à leur reine outragée. On entra dans la ville au milieu d'une foule serrée, qui tantôt saluait la princesse de ses acclamations, tantôt faisait entendre des huées menaçantes contre son escorte. L'évêque de Ségovie, qui accompagnait la prisonnière, demanda pour elle la permission d'entrer dans la cathédrale, afin d'y prier devant la fameuse pierre qui conserve l'empreinte du pied de la Vierge, objet de vénération pour toute l'Espagne (1). Hinestrosa était trop courtois pour s'y refuser, et Blanche entra dans l'église, la plupart des soldats demeurant en dehors entourés d'une foule bruyante qui grossissait à chaque instant. Ennuyé d'une assez longue attente et craignant quelque collision entre le peuple et ses gens, Hinestrosa avertit respectueusement la reine qu'il était temps de se rendre au logis qu'il lui avait fait préparer dans l'Alcazar; mais alors elle refusa de sortir du sanctuaire. Le clergé de Tolède l'environnait. La multitude avait envahi la cathédrale, et le chambellan de don Pèdre, mal accompagné, répugnant d'ailleurs au rôle de geôlier, n'osa pas employer la violence pour arracher la reine à son asile. Après de longs pourparlers avec les prélats et les principaux habitans, il consentit à lui laisser prendre un logement dans l'enceinte de la cathédrale jusqu'à ce que le roi en eût ordonné. Pour lui, réunissant tous les cavaliers tolédans qui voulurent le suivre, il partit pour aller joindre le roi devant Ségura, emportant l'espoir que la ville, privée d'une partie de sa jeune noblesse, demeurerait soumise et tranquille. Il n'en fut rien. Dans sa retraite, la reine était visitée sans cesse par une foule de dames qui venaient s'apitoyer sur son sort et lui faire des offres de services. Les femmes de sa suite, et surtout sa camarera-mayor, doña Léonor de Saldaña, femme du seigneur de Haro, imploraient la pitié de leurs hôtes et les suppliaient de sauver l'innocente princesse. « Le roi, disait-elle, est trahi par de perfides conseillers. L'Alcazar de Tolède sera le tombeau de notre reine, et bientôt vous allez voir revenir l'oncle de la Padilla avec des bourreaux qui la sacrifieront à la haine d'une indigne rivale. La chevalerie de Tolède lais-

(1) *Los Reyes Nuevos, par don X. Lozano*, lib. I, cap. x. — C'est sur cette pierre que la sainte Vierge posa les pieds quand elle apparut à saint Ildephonse et lui remit une chasuble *de tela de cielo*, de toile du ciel, selon le grave auteur que je viens de citer.

sera-t-elle consommer un si lâche attentat? Assurément le roi, un jour désabusé sur le compte de ses misérables favoris, remerciera les fidèles vassaux qui lui auront épargné un crime. » Blanche ne faisait entendre aucune plainte; mais ses terreurs et ses larmes, au seul nom de son mari, parlaient assez éloquemment pour elle. L'âge, la beauté de la reine, charmaient les jeunes nobles; sa douceur et sa piété touchaient le peuple; tous juraient de la protéger contre ses ennemis. Les bourgeois lui formaient une garde dévouée et veillaient sans relâche autour du palais épiscopal de peur de surprise. Tout à coup le bruit se répand que Hinestrosa revient à Tolède. Aussitôt gentilshommes et artisans courent aux armes. On tend les chaînes dans les rues; en un moment la ville est soulevée. L'alguazil-mayor et les alcades sont jetés en prison. Le peuple se porte en masse à l'Alcazar, en enfonce les portes et en chasse la garnison. Cette prison que lui destinait son mari va devenir son palais et sa forteresse; on l'y mène en triomphe avec les dames de sa suite. Après la révolte, surviennent les inquiétudes. Il est trop tard pour fléchir le roi : il faut se concerter avec les rebelles. On écrit à don Fadrique pour lui demander du secours (1).

V.

Don Pèdre cependant, retardé dans sa marche, avait été devancé à Ségura par le maître de Saint-Jacques, qui s'était déjà fait remettre la place. En arrivant aux pieds des remparts, le roi fit appeler le gouverneur, don Lope de Bendaña, un des principaux commandeurs de l'ordre, et le somma aux termes de ses sermens de lui ouvrir ses portes. La conscience du châtelain de Ségura était moins sévère que celle du commandeur de Montiel; mais il avait cependant ses scrupules, et n'osait faire publiquement un acte de rébellion. Il s'avisa de cet expédient qui peint les mœurs du moyen-âge. A la sommation du roi, don Lope parut aux créneaux accompagné de quelques soldats et portant une chaîne au cou. « Mon seigneur le maître, dit-il, est entré dans le château en surprenant ma foi. Prisonnier par son ordre, je ne puis plus accomplir mon serment et recevoir le roi dans cette forteresse comme me le prescrit l'hommage que je lui ai prêté (2). » Bien qu'il ne fût pas la dupe de cette comédie, don Pèdre ne crut pas devoir rendre une sentence de trahison contre ce commandeur. Après d'insignifiantes escarmouches contre la garnison du château, averti par Hinestrosa que la reine s'était échappée de ses mains, il laissa quelques troupes devant Ségura, et partit aussitôt pour Tolède. Chemin faisant, il réunit en chapitre à

(1) Ayala, p. 140 et suiv.
(2) *Ibid.*, p. 139.

Ocaña les chevaliers de Saint-Jacques demeurés fidèles, et les obligea de déposer don Fadrique pour le remplacer aussitôt par Juan de Villagera, frère bâtard de sa maîtresse, bien que ce cavalier fût marié, contrairement aux statuts de l'ordre. Cette élection, toute vicieuse qu'elle fût, devint néanmoins un précédent qui fit autorité dans la suite (1).

L'insurrection de Tolède portait un coup funeste à la cause du roi. A la nouvelle promptement répandue que la première ville du royaume s'était soulevée, nombre de riches-hommes et de chevaliers encore indécis se joignirent aux rebelles. Les infans d'Aragon, des premiers, crurent le moment venu de lever le masque et déclarèrent qu'ils faisaient alliance avec Alburquerque et le comte don Henri. Bientôt leur mère, doña Léonor, tante du roi, les joignit à Cuenca de Tamariz dont ils venaient de s'emparer. Dans cette ville se réunirent la plupart des chefs, et ce fut là qu'ils se concertèrent entre eux et scellèrent leur alliance. Jusqu'alors, chacun des rebelles avait fait la guerre en son nom et pour son propre compte. Chacun avait ses griefs dont il poursuivait le redressement. Alburquerque se plaignait de l'injuste usurpation de ses domaines; Fernand de Castro alléguait l'outrage fait à sa maison; les bourgeois de Tolède déclaraient qu'ils s'étaient soulevés pour défendre leur reine; et quant aux bâtards et aux infans d'Aragon, il leur restait à instruire la Castille des reproches qu'ils pouvaient faire à un roi prodigue, pour eux, de ses faveurs. A Cuenca de Tamariz, sous la présidence de la reine douairière d'Aragon, les confédérés se choisirent un drapeau et rédigèrent leur manifeste. La sympathie du peuple, si vivement excitée par les malheurs de Blanche, les avertissait qu'ils ne pouvaient mieux faire que de donner son nom à leur cause. Ils se déclarèrent donc ses protecteurs et envoyèrent au roi un héraut pour le sommer de congédier sa maîtresse, de vivre en fidèle époux auprès de sa femme légitime, enfin, de prendre d'autres conseillers. Déjà, en effet, ils étaient en mesure de dicter des conditions à leur souverain. Les troupes laissées en observation devant Ségura, composées en majeure partie de milices tolédanes, avaient fait leur défection et amenaient don Fadrique comme un libérateur dans la capitale de la Castille-Neuve. Les communes de Cordoue, Jaen, Cuenca, Talavera, Ubeda, Baeza envoyaient des députés à Tolède pour se confédérer avec ses habitans. Chaque jour, quelque seigneur abandonnait le roi pour s'aller joindre aux rebelles. Presque toutes les provinces du nord s'étaient insurgées; Alburquerque dominait dans le royaume de Léon; Castro, dans la Galice; le comte de Trastamare, dans les Asturies. Don

(1) Ayala, p. 140. — Rades, *Cron. de Santiago*, p. 46. — Il nomme le commandeur de Ségura don Lope Sanchez de Avendaño.

Tello, après avoir soulevé la Biscaïe, avait amené des troupes aux infans d'Aragon, déjà maîtres d'une partie de la Castille. Tous ensemble avaient écrit à la reine Blanche pour l'assurer de leur dévouement, et, répandant partout le feu de la révolte, prétendaient exécuter ses ordres. Réunies, leurs troupes s'élevaient à six ou sept mille hommes d'armes, sans compter l'infanterie (1). Le roi conservait à peine autour de sa personne six cents cavaliers complétement découragés par cette suite continuelle de défections et de revers.

Dans cette extrémité, la première pensée de don Pèdre fut pour le salut de sa maîtresse. Il s'empressa de la mener, ainsi que sa mère, la reine Marie, dans le fort château de Tordesillas, situé au milieu d'un pays difficile, où il se flattait de pouvoir résister long-temps aux rebelles, s'ils poussaient l'audace jusqu'à l'y attaquer. Cette forteresse, la grande ville de Toro et quelques places voisines sur le Duero étaient les seules qui reconnussent encore son autorité. Il fut bientôt suivi, quoique de loin, par les rebelles, renforcés par une nouvelle défection, celle de don Juan de la Cerda, car la faction de Lara elle-même abandonnait le roi pour se réunir à ses anciens adversaires. La Cerda pactisait avec Alburquerque, oubliant la mort de son beau-père Alonso Coronel, comme les bâtards oubliaient celle de leur mère doña Léonor. Les confédérés travaillaient sans relâche à rétrécir le cercle dont ils enveloppaient le roi, comme des chasseurs traquent et forcent une bête fauve. Tout en l'acculant ainsi à ses dernières défenses, ils renouvelaient fréquemment leurs protestations de fidélité, mais insistant chaque fois avec plus de force sur les prétentions contenues dans leur manifeste. La reine douairière d'Aragon vint elle-même porter au roi des propositions d'accommodement, ou plutôt lui représenter à quelles conditions désormais il pourrait conserver sa couronne : d'abord, l'exil de Marie de Padilla dans un couvent de France ou d'Aragon, et l'éloignement de ses parens; puis on exigeait encore que le roi revînt auprès de son épouse légitime, car, depuis l'insurrection de Tolède, la ligue affectait de n'avoir pris les armes que pour venger les injures de Blanche. A ce prix, disait doña Léonor, le roi ne trouvera plus que des sujets soumis et empressés de lui obéir. Malgré sa mauvaise fortune, don Pèdre se montra inflexible. Il répondit fièrement qu'il ne traiterait jamais avec les confédérés, qu'au préalable ils n'eussent posé les armes et demandé merci. En même temps il écrivit à l'infant d'Aragon, En Père, alors régent de ce royaume en l'absence de Pierre IV (2), pour

(1) Rades donne sept mille chevaux au seul maître de Saint-Jacques. *Cron. de Santiago*, page 47.

(2) Pierre IV était alors en Sardaigne. Zurita, *Anales de Aragon*, t. II, p. 257. — J'ai conservé la forme catalane de ce nom pour le distinguer de ses homonymes le roi de Castille, le roi d'Aragon, l'infant de Portugal, etc.

lui demander des secours qu'il désespérait de trouver dans ses propres états. Sa lettre, qui fait connaître le style diplomatique de l'époque, révèle quelques traits du caractère du jeune roi, et mérite à ce titre d'être rapportée :

« Don Pèdre, par la grace de Dieu roi de Castille, etc., à vous, infant don Pèdre d'Aragon, salut, comme à celui que nous aimons et estimons et à qui souhaitons heur et honneur. Nous vous faisons savoir que les infans don Fernand et don Juan, nos cousins et frères du roi d'Aragon, vivant avec nous et dans notre royaume, étant nos vassaux et tenant de nous grandes charges en notre maison et dans notre royaume, où l'infant don Fernand est grand adelantade de la frontière et grand chancelier, et l'infant don Juan notre grand porte-enseigne, l'un et l'autre tenant de nous trop grandes terres dont ils nous doivent servir, recevant de plus solde de notre trésor pour nous aider dans la guerre que nous avons contre le Comte (1) et don Fernand de Castro, tandis que, n'entendant qu'à nous servir d'eux, les avions près de nous, eux s'en sont départis en secret et sont allés se joindre audit Comte, à don Juan Alonso (2) et à don Fernand. Ils ont emmené avec eux don Tello (3), et ont fait traité et pacte tous ensemble d'être contre nous. De fait, incontinent, ont commencé tous et chacun à faire maux sans nombre en ce pays et y mouvoir la guerre. Et combien qu'avec la grace de Dieu, nous puissions remettre l'ordre et faire un exemple de ceux qui ont eu part en cette grande méchanceté et abandon de leur seigneur et roi, nous avons trouvé bon de vous en instruire, certain que vous l'aurez à cœur, et nous aiderez contre lesdits infans. C'est pourquoi nous vous prions d'être avec nous contre eux et leurs adhérens, de leur faire tout mal et dommage en leurs terres, de leur prendre ce qu'ils ont, tant qu'il ne leur reste plus ni moyen ni pouvoir de nous desservir jamais, non plus que vous ou le roi d'Aragon. Par quoi ferez ce que raison et ce que nous ferions pour vous, si, par male fortune, vous trouviez en telle nécessité. De Tordesillas, le 28e d'octobre, l'an de l'ère 1392 (1354) (4). » On le voit, cette lettre est empreinte d'une fermeté calme qui n'est point sans grandeur. La dernière injure est pour don Pèdre la plus sensible. Toute sa colère se tourne contre les infans d'Aragon. Il oublie ses frères; pas un mot amer contre don Henri; il ne parle pas de don Fadrique, et s'il nomme don Tello, c'est pour l'excuser en quel-

(1) Don Henri, comte de Trastamare, est presque toujours ainsi désigné. Il signe, *Moi*, le Comte. Il était alors en effet le seul comte en Castille; les riches-hommes ne portaient pas encore de titres.

(2) Don Juan Alonso d'Alburquerque.

(3) C'était au contraire don Tello qui était venu chercher les infans en Castille. Nous aurons plus d'une fois à remarquer les ménagemens de don Pèdre pour don Tello.

(4) Zurita, *Anales de Aragon*, tome II, p. 259.

que sorte, et rejeter sur de perfides conseils la part qu'il prend à la rébellion. Ce caractère énergique n'est point encore aigri par le malheur. Tant de trahisons l'ont indigné, mais il n'a pas cette haine implacable que lui donnera plus tard la triste expérience des hommes de son temps.

Aux termes du traité d'Atienza, la cour d'Aragon devait secourir le roi de Castille, mais sans doute elle voyait alors avec un secret plaisir les désordres de ce malheureux royaume et l'affaiblissement d'un voisin redoutable. Sa réponse fut évasive, et elle abandonna son allié à sa mauvaise fortune.

VI.

Malgré la supériorité de leurs forces, les confédérés n'osaient ni livrer bataille au roi ni l'assiéger dans une des places qui lui demeuraient fidèles. A l'exception de quelques chefs, la plupart des riches-hommes respectaient encore la majesté du trône et répugnaient à une violence ouverte. Surtout les communes, dont les milices composaient en majeure partie l'armée de la ligue, inclinaient pour la modération; tous espéraient d'ailleurs que la lassitude et l'épuisement de ses ressources réduiraient bientôt don Pèdre à subir leurs conditions. Aussi, sans chercher à engager un combat dont l'issue ne pouvait être douteuse, ils ne s'appliquaient qu'à séduire ses soldats, à lui enlever l'une après l'autre les villes qui demeuraient encore dans l'obéissance. La plupart, même les plus éloignées du théâtre de la guerre, sur le bruit des derniers événemens, transmirent leur adhésion à la ligue; quelques-unes, se renfermant dans une neutralité prudente, n'envoyaient ni troupes ni subsides au roi, et refusaient d'admettre les confédérés dans leurs murs. De ce nombre furent Valladolid et Salamanque, dont les conseils affichaient des prétentions d'indépendance. Dans l'anarchie générale, chaque province, chaque ville se créait son administration à part, et voulait fonder comme une petite république. Cette tendance à l'isolement fut toujours fatale à l'Espagne et s'est reproduite dans toutes les révolutions de ce pays.

Contraints de temporiser avec les communes puissantes, les confédérés ne balançaient pas à employer la force ouverte pour réduire les villes de moindre importance. Ils prirent d'assaut et livrèrent au pillage Medina del Campo, qu'ils avaient sommée vainement de leur ouvrir ses portes. Là, ils firent une perte irréparable. L'homme le plus propre à maintenir l'union parmi cette foule de seigneurs animés d'intérêts opposés, Alburquerque mourut presque subitement à Medina, peu de jours après la prise de cette place, au commencement de l'automne de 1354. On soupçonna son médecin, maître Paul, Italien attaché à la maison de

l'infant don Fernand, d'avoir mêlé un poison subtil au breuvage qu'il lui prescrivit pour une indisposition légère en apparence. Naturellement, l'accusation remonta jusqu'au roi, intéressé plus que personne à la mort d'Alburquerque. Dans la suite, don Pèdre ne justifia que trop les imputations de ses ennemis, en faisant à cet homme des présens magnifiques, qui semblèrent moins la récompense du savoir que le paiement d'un crime. A ses derniers momens, Alburquerque ne démentit pas la fermeté de son caractère. Près d'expirer, il rassembla ses vassaux, et leur fit jurer de ne faire ni paix ni trève avec le roi qu'ils n'eussent obtenu satisfaction pour ses griefs. Il commanda que son corps fût porté à la tête de leur bataillon tant que durerait la guerre, comme s'il eût voulu ne déposer sa haine et son autorité qu'après le triomphe. Du fond de son cercueil, il semblait présider encore les conseils de la ligue, et, chaque fois que l'on délibérait sur les intérêts communs, on interrogeait son cadavre, et son majordome, Cabeza de Vaca, répondait au nom de son maître qui n'était plus (1).

Peu après la mort d'Alburquerque, le maître de Saint-Jacques, don Fadrique, rejoignit la principale armée de la ligue, amenant de Tolède un corps de cinq à six cents chevaux et tout l'argent saisi dans les coffres de don Simuel el Levi, le trésorier du roi, outre une somme considérable que la reine Blanche lui avait remise elle-même. Ce secours arrivait à propos pour retenir dans le devoir les bandes de mercenaires sur lesquels les chefs des ligueurs fondaient leur autorité. De part et d'autre on était résolu à tirer la guerre en longueur, les bâtards parce qu'ils voyaient s'augmenter chaque jour la détresse du roi; don Pèdre parce que son unique espoir était de diviser ses adversaires en traitant séparément avec quelques-uns d'entre eux. En effet, les pourparlers étaient continuels; les chevaliers des deux camps s'y rencontraient avec une courtoisie qui témoignait assez de leur indifférence pour la querelle de leurs chefs. Un jour le roi, se trouvant à Toro, reçut deux envoyés de la ligue. Avant d'écouter les propositions dont ils étaient porteurs, il dut, suivant l'étiquette de l'époque, leur assigner un logement chez un des seigneurs de sa cour. Alors cette hospitalité était tenue à grand honneur. Fernand Alvarez de Tolède et Alphonse Jufre Tenorio se disputèrent aigrement le privilége de loger les députés ennemis. Des paroles injurieuses on en vint aux poignards, et chacun appelant ses amis à son aide, sous les yeux mêmes du roi, une espèce de mêlée s'engagea dans laquelle il y eut des morts et des blessés. Don Pèdre avait témoigné quelque partialité pour Alvarez, sur quoi Tenorio, qui jusqu'alors l'avait servi avec dévouement, se tint pour outragé, et tout aussitôt quitta Toro avec tous ses cliens pour passer dans le camp des

(1) Ayala, p. 152.

rebelles. Telle était la susceptibilité de cette noblesse féodale, toujours prête à rompre avec le souverain pour les motifs les plus frivoles (1).

L'ambassade de la ligue, cause involontaire de cette scène déplorable, était venue renouveler au roi les propositions déjà si souvent reproduites. Cette fois, il parut les entendre avec moins d'impatience. Il demanda du temps pour préparer sa réponse et offrit de conférer lui-même avec les principaux chefs. On fixa un lieu pour une entrevue, et, afin de prévenir toute trahison, il fut convenu qu'on se rencontrerait en rase campagne, vingt cavaliers de chaque côté, armés de toutes pièces, et qu'aucun ne porterait de lance (2), sauf le roi et l'infant d'Aragon, placé naturellement par sa naissance à la tête des confédérés. Au jour fixé, les deux troupes se trouvèrent en présence près de Tejadillo, village situé à égale distance de Toro, qui tenait pour le roi, et de Morales, bourg occupé par l'armée de la ligue. Tous les chefs des confédérés étaient présens, revêtus par-dessus leurs armures de leurs soubrevestes blasonnées. A leur tête, on voyait les deux infans d'Aragon, le comte don Henri, don Fadrique, don Tello, don Fernand de Castro et don Juan de la Cerda. Je ne dois point oublier Fernand Perez Ayala, père du chroniqueur, et ce dernier lui-même qui, fort jeune alors, servait de page à l'infant et portait sa lance. Tous d'abord saluèrent le roi en lui baisant la main suivant l'usage. Il est probable que don Pèdre, en proposant cette entrevue, voulait essayer l'effet que produirait sa présence sur des hommes habitués à le respecter; mais, soit que son orgueil souffrît à traiter d'égal à égal avec des sujets en armes contre lui, soit qu'il se crût moins engagé par des promesses sorties d'une autre bouche que la sienne, il chargea Gutier Fernandez de Tolède de porter la parole en son nom. Celui-ci avait eu à se plaindre du roi qui l'avait privé de sa charge de chambellan, pourtant il lui demeurait fidèle, et, en le choisissant pour son orateur, don Pèdre voulait peut-être le donner en exemple aux révoltés. Gutier Fernandez commença par déplorer l'aveuglement de tant de bons chevaliers qui, oubliant les bienfaits de leur prince, affligeaient le royaume par leur désobéissance. Puis il déclara « que, sous le vif intérêt qu'ils affichaient pour la reine Blanche, le roi n'avait pas de peine à démêler leur ja-

(1) Ayala, p. 153.

(2) *Id.*, p. 156. — Je comprends difficilement le but de cette restriction, s'il s'agit de cette longue et lourde lance, arme ordinaire des chevaliers dans le nord de l'Europe; mais je crois qu'il faut entendre ici par *lanza* la javeline ou zagaye, arme de trait fort en usage parmi les cavaliers espagnols. Le même motif qui ferait aujourd'hui proscrire les armes feu dans une semblable entrevue pouvait alors dicter la convention que je rapporte. — Sur le nombre des chevaliers présens à l'entrevue, il y a une variante dans les deux principaux manuscrits d'Ayala. La *Chronique vulgaire* en nomme cinquante, *l'Abrégée*, que je suis, comme plus ancienne, vingt seulement. On conçoit que la vanité de quelques grandes maisons se soit complu à augmenter le nombre des représentans des deux partis.

lousie contre les parens de Marie de Padilla. Qu'ils l'avouassent ou non, c'était, il le voyait clairement, la véritable cause de leur prise d'armes. Mais ils devaient savoir que les rois étaient libres de choisir leurs conseillers, et qu'à eux seuls appartenait de récompenser les services de leurs vassaux. Au surplus, le roi avait des faveurs pour tous ses sujets fidèles, et, en nommant aux grands offices de sa couronne, il ferait bien voir et sa munificence et son impartialité. Quant à la reine Blanche, le roi s'engageait à la traiter avec honneur, comme sa femme, et comme la reine de Castille. » Telles furent les seules promesses ou plutôt les espérance que don Pèdre consentit à donner, encore peut-être se réservait-il de les interpréter un jour à sa guise. Il s'était flatté qu'elles satisferaient la majeure partie des confédérés, ceux-là du moins qui n'avaient pas perdu tout respect pour l'autorité royale. En terminant, Gutier Fernandez se tourna vers le roi et lui demanda : « Sire, est-ce là tout ce que vous me commandez de dire? » Et le roi répondit affirmativement. Alors les chefs des confédérés s'éloignèrent un moment pour délibérer entre eux. Ils s'étaient attendus que le roi s'expliquerait lui-même; surpris et piqués sans doute de voir qu'il s'en était remis à un de ses chevaliers pour faire connaître ses intentions, ils voulurent pareillement qu'un chevalier de leur troupe se chargeât de leur réponse. Le choix tomba sur Fernand Perez Ayala. Son discours, que son fils nous a conservé, prouve que les confédérés n'avaient pas trop présumé du talent de leur orateur. Tout en ménageant avec adresse l'orgueil du roi, Ayala s'efforce de justifier la prise d'armes des ligueurs. Il évite à dessein de s'expliquer sur le renvoi de la favorite et de ses parens, et, avec encore plus de soin, passe sur les prétentions de ceux qui aspiraient à remplacer les Padilla au timon des affaires. Mais il insiste avec beaucoup de force sur l'affront fait à tant de riches-hommes convoqués à Valladolid pour le mariage du roi, et qui, vis-à-vis de la France, se sont en quelque sorte portés comme ses garans. Il rappelle la déposition et la mort injuste du maître de Calatrava Nuñez de Prado, l'agression sans motif contre Alburquerque, alors que par amour pour la paix il avait consenti à livrer en otage son fils unique et à s'exiler lui-même. Ce traitement de deux sujets fidèles, après tant de services rendus au prince et au pays, a dû effrayer toute la noblesse. Aujourd'hui elle craint son roi, ou plutôt les conseillers qu'il s'est choisis. Que le roi daigne la rassurer, et il retrouvera dans ses riches-hommes la loyauté et l'amour qu'ils lui conservent toujours comme à leur seigneur naturel. Fernand Ayala conclut en proposant de remettre la solution définitive du différend à l'arbitrage de huit chevaliers nommés par les deux partis. Puis, à l'exemple de l'orateur du roi, il demanda aux seigneurs qui l'entouraient s'il avait fidèlement exprimé leur pensée. Tous répondirent qu'ils approuvaient ses paroles et ratifiaient ses pro-

positions. Don Pèdre, ayant promis de nommer ses quatre arbitres, l'infant don Fernand et ses compagnons prirent congé de lui avec les mêmes marques de respect qu'ils lui avaient témoignées en arrivant (1).

Ainsi se termina la solennelle entrevue de Tejadillo qui, comme on le voit, n'apportait aucun changement à la situation. Vraisemblablement le roi s'était imaginé que les rebelles, comme à Cigales, allaient tomber à ses pieds et s'en remettre à sa merci. Déçu dans cet espoir, il n'emporta de la conférence que des souvenirs amers et une haine mortelle contre tous les hommes qu'il avait vus en armes lui donner d'austères conseils et lui adresser de libres remontrances. Les noms de ces vingt chevaliers, ses sujets, qui s'étaient rangés face à face devant leur souverain, mettant des conditions à leur obéissance, ne sortirent jamais de sa mémoire, et, dès ce jour peut-être, il fit le serment d'en tirer une vengeance terrible. De retour à Toro, loin de nommer des arbitres, comme il l'avait promis, il ne songea qu'à poursuivre les négociations secrètes entamées déjà avec quelques-uns des ligueurs. Cependant l'hiver approchait, et le roi se flattait qu'il amènerait la dissolution de l'armée ennemie. Le pays était dévasté, et, de part et d'autre, on était aussi peu disposé qu'auparavant à mettre fin à cette guerre sans combats, qui ruinait la Castille autant qu'une invasion étrangère.

VII.

La rigueur de la saison et le manque de vivres obligèrent les confédérés à quitter leur position de Morales pour se porter du côté de Zamora. Leur armée défila le long des remparts de Toro lentement et en bon ordre, faisant montre du grand nombre de ses bannières, pendant que le roi, en dehors des barrières avec un petit nombre de cavaliers, l'observait et semblait en passer la revue. Le bataillon des vassaux d'Alburquerque attirait tous les regards. Fidèles à leur serment, ils portaient au milieu de leurs enseignes le corps de leur seigneur dans un cercueil recouvert d'un drap d'or. En passant devant les murs de Zamora, la plupart des chefs mirent pied à terre et portèrent ce cercueil en pompe sur leurs épaules comme pour braver le roi par cet honneur rendu aux restes de son ennemi. On disait que les vivans et les morts même faisaient la guerre au roi. Dès que l'armée fut hors vue, don Pèdre, persuadé qu'il en était débarrassé pour long-temps, galopa, avec une centaine de chevaux seulement, jusqu'au château d'Urueña où il avait établi sa maîtresse; car dans les circonstances présentes, il évitait de se montrer publiquement avec elle dans une grande ville. A Toro, il laissait son trésor et sa petite armée aux ordres de sa

(1) Ayala, p. 157-164.

mère qui, depuis son retour de Portugal, demeurait auprès de lui. Le malheureux prince devait toujours voir sa confiance trompée. La reine Marie traitait depuis quelque temps, à son insu, avec les chefs de la ligue. A peine eut-elle appris son départ pour Urueña qu'elle en informa les infans d'Aragon, les invitant à revenir au plus vite, sous promesse de leur livrer la ville. C'était finir la guerre ; car Toro renfermait les dernières ressources du roi. Les ligueurs ne perdirent pas un moment, et une marche de nuit les ramena devant la place, dont les portes leur furent aussitôt livrées. Dès-lors don Pèdre, sans magasins, sans argent, n'avait plus pour armée qu'une centaine de soldats, pour asile qu'un château qui ne pouvait soutenir un siége de quelques jours. Les confédérés, pleins de confiance en voyant la reine-mère se déclarer pour eux contre son propre fils, renonçaient déjà à ces respects qu'ils avaient jusqu'alors affichés dans leurs négociations avec le roi. Ils lui envoyèrent à Urueña non plus des propositions d'accommodement, mais l'intimation de se rendre sur-le-champ à Toro pour y régler les affaires du royaume (1).

Accablé par cette dernière trahison et se voyant pour ainsi dire livré par sa mère aux rebelles, don Pèdre tint conseil avec le petit nombre de serviteurs qui ne l'avaient pas quitté : c'étaient don Diego de Padilla, maître de Calatrava, frère de la favorite, Juan de Hinestrosa, son oncle, et Gutier Fernandez de Tolède. Prolonger la lutte semblait impossible. Presque tout le royaume était soulevé, et, si quelques villes avaient encore différé leur adhésion à la ligue, il était douteux qu'elles voulussent accueillir le roi se présentant en fugitif devant leurs portes. Toutefois Padilla et Gutier Fernandez lui conseillaient de tout tenter avant de se mettre à la merci des ligueurs qui, dans l'ivresse de leur triomphe, pouvaient se porter aux plus grands excès. L'un et l'autre refusaient d'ailleurs de le suivre à Toro, le premier, parce qu'il aurait à répondre du meurtre de Nuñez de Prado, son prédécesseur ; l'autre, parce qu'il craignait que don Henri ne vengeât sur lui la mort de sa mère assassinée dans le château de Talavera lorsqu'il en était le gouverneur. Hinestrosa parla le dernier. « Les conseillers du roi, dit-il, ne pensent qu'à eux-mêmes lorsqu'il s'agit du salut de notre maître à tous. Au point où en sont les choses, tout est devenu possible aux révoltés. Le royaume est à eux. Ils peuvent le donner à l'infant d'Aragon, et c'est le coup qu'il faut prévenir à tout prix. Que le roi conserve sa couronne aux conditions qu'on lui dictera et qu'il ne pense pas à nous. Sa présence à Toro imposera peut-être aux rebelles, divisés d'ailleurs de vues et d'intérêts. Qu'il essaie d'en gagner quelques-uns pour lui servir

(1) Ayala, p. 166. Cfr. avec le *Sumario de los reyes d'España*, p. 63, note; et Gratia Dei dans le *Semanario erudito*, tome XXVIII, p. 287.

d'appui contre le reste. Quant à moi, qui conseille au roi de se rendre à Toro, je l'y accompagnerai, et, quelque péril qui menace l'oncle de doña Maria de Padilla, il ne sera pas dit qu'il ait jamais balancé à suivre son seigneur (1). »

Don Pèdre loua sa générosité et se rendit à ce conseil. Après avoir pourvu de son mieux à la sûreté de Marie de Padilla, il partit pour Toro, accompagné seulement de Hinestrosa, de son trésorier Simuel Levi et de son chancelier-privé Fernand Sanchez. Parmi tous les seigneurs qui formaient la petite cour d'Urueña, ce furent les seuls qui consentirent à à le suivre. Une centaine d'officiers inférieurs ou de valets composèrent son escorte, tous sans armes et montés sur des mules.

Instruits du départ de ce triste cortége, les chefs des confédérés s'étaient portés assez loin à sa rencontre, bien montés et revêtus d'habits magnifiques sous lesquels ils laissaient voir leurs armures (2), comme s'ils eussent voulu par cet appareil guerrier contraster avec l'humble suite du roi vaincu. Après lui avoir baisé la main, ils le conduisirent à la ville avec de grands cris de joie, caracolant autour de lui, faisant des *fantasias*, et se poursuivant les uns les autres en se lançant des cannes à la manière arabe (3). On dit que, lorsque don Henri s'approcha de son frère pour le saluer, le malheureux monarque ne put retenir ses larmes. « Que Dieu vous fasse merci ! s'écria-t-il. Pour moi, je vous pardonne (4). » La reine-mère et doña Léonor l'attendaient dans le monastère de Saint-Dominique; on l'y mena sur-le-champ sans lui faire traverser la ville, de peur sans doute que le peuple ne s'émût au spectacle de son roi prisonnier. Les deux reines l'accueillirent comme un enfant mutin qui rentre à la maison paternelle, résigné à la correction qui attend sa désobéissance. « Beau neveu, dit la reine d'Aragon, ainsi vous sied-il de vous montrer au milieu de tous les grands de votre royaume, non plus comme naguère, errant de château en château pour fuir votre femme légitime. Mais à vous n'est pas la faute, jeune d'âge comme vous êtes; elle est à ces méchans qui s'étaient emparés de vous, à un Juan de Hinestrosa que je vois ici, à un don Simuel Levi et autres, leurs pareils. Maintenant on donnera bon ordre à les éloigner, et à placer auprès de vous des gens de bien qui prennent soin de votre honneur et de vos intérêts (5). » Aussitôt le roi s'écria que Juan de Hinestrosa n'avait aucun tort, et qu'il espérait bien qu'on traiterait avec égards un homme qui venait sous sa sauvegarde. Ces protestations furent inutiles. Sous les yeux mêmes de don Pèdre, on arrêta ses servi-

(1) Ayala, p. 168.
(2) *Ibid.*, p. 168.
(3) *Sumario*, etc., p. 64.
(4) *Ibid.*, *ib.*
(5) Ayala, p. 169.

teurs fidèles à sa mauvaise fortune. Hinestrosa fut remis à l'infant don Fernand, le Juif à don Tello. En même temps on signifiait à don Pèdre qu'on avait pourvu à tous les offices de sa maison. Don Fernand d'Aragon était grand-chancelier, et sur-le-champ on contraignit Sanchez de lui livrer les scéaux du royaume; l'infant don Juan reprit sa charge de grand porte-enseigne de Castille, et se fit pareillement remettre les bannières royales. On avait rendu le titre de grand majordome à don Fernand de Castro, qui depuis quelque temps ne parlait plus des injures de sa sœur doña Juana; enfin don Fadrique eut la charge de chambellan, ou plutôt celle de geôlier du roi. Jusqu'alors ces fonctions n'avaient jamais été attribuées à un personnage de son rang, et, en les confiant au maître de Saint-Jacques, les ligueurs montraient bien qu'ils voulaient donner à leur captif un surveillant incorruptible. Après que le roi eut été ainsi contraint d'assister au partage de ses propres dépouilles, on le sépara des officiers ordinaires de sa maison, et on le conduisit dans un palais de l'évêque de Zamora, où don Fadrique commit à sa garde don Lope de Bendaña, ce commandeur de Saint-Jacques qui refusait quelques mois auparavant de recevoir le roi dans le château de Segura. Un écuyer du Maître couchait toutes les nuits dans la chambre de don Pèdre; ses gardiens avaient ordre de ne pas le perdre de vue un seul instant; enfin personne n'était admis en sa présence qu'avec l'autorisation de don Fadrique. Dès le jour même, tous les emplois publics furent partagés entre les principaux ligueurs. Chacun voulait une récompense et la demandait avec arrogance comme sa part du butin. Don Fernand de Castro avait d'avance fait connaître la sienne; c'était la main de doña Juana, la fille naturelle du roi don Alphonse et de Léonor de Guzman. Ce fut en vain que don Pèdre essaya de protester contre cette union. L'orgueil des bâtards n'en souffrait peut-être pas moins que celui du roi; mais don Fernand de Castro exerçait encore tant d'influence parmi les confédérés, qu'il eût été dangereux de lui manquer de parole. Le comte de Trastamare, comme chef de famille, disposa de sa sœur, et le mariage fut célébré sur-le-champ en grande pompe dans la cathédrale de Toro. Presque aussitôt après, eurent lieu avec la même magnificence les obsèques d'Alburquerque, dont les mânes vengées pouvaient enfin trouver le repos après la victoire. La reine douairière d'Aragon, don Tello et une foule de seigneurs suivirent le funèbre cortége jusqu'au monastère de l'Épine désigné par Alburquerque lui-même pour le lieu de sa sépulture (1).

(1) Ayala, p. 172.

IX.

ÉVASION DE DON PÈDRE; IL REPREND L'AUTORITÉ. — 1354-1356.

I.

La concorde qui avait subsisté entre les ligueurs tant qu'ils avaient eu un ennemi à combattre ne pouvait durer long-temps lorsqu'il ne s'agissait plus que de partager les fruits de la victoire. Quelque soin qu'on mît à éloigner du roi les hommes qui lui conservaient un attachement sincère, il avait bientôt trouvé le moyen de correspondre en secret avec plusieurs de ses amis. Parmi les confédérés eux-mêmes, il y en avait plus d'un qui, touché de pitié, ou se croyant mal récompensé de sa rébellion, songeait à se prémunir contre un retour de la fortune et à se faire un mérite de son repentir. Quelques-uns des chefs, chagrins de voir leur autorité expirer avec la guerre civile, s'apercevaient un peu tard qu'il était plus aisé et plus sûr d'obtenir la seconde place sous un roi que la première parmi leurs égaux. D'un autre côté, les communes, entraînées un moment dans la révolte générale, reconnaissaient qu'elles n'avaient rien gagné à renverser des favoris odieux. Le pouvoir n'avait fait que passer en des mains plus avides. En se déclarant contre le roi, les communes avaient augmenté la force des hommes qu'elles regardaient avec raison comme les ennemis les plus dangereux de leurs antiques franchises. Elles allaient se trouver sans protecteurs, exposées à l'insatiable ambition de la noblesse féodale. Quant à la reine Blanche, dont le nom quelques jours auparavant servait de cri de guerre, elle était oubliée maintenant par tous ces preux chevaliers qui prétendaient ne s'être armés que pour elle. Le peuple aurait voulu la voir paraître, la voir intercéder pour son mari, regagner son amour et sa confiance. Mais Blanche demeurait à Tolède. C'était un enfant qui ne répétait que des paroles apprises, et personne ne se souciait de lui faire jouer un rôle aujourd'hui. Seul au milieu de cette foule ambitieuse et cupide, le roi se montrait calme et fier. Le malheur lui avait donné de la dignité. On commençait à le plaindre tout haut, à regretter sa justice, à excuser ses erreurs passées. Ainsi, à peine la cause royale semblait-elle irrévocablement perdue, qu'elle reprenait son ascendant dans l'opinion publique. Tous les partis tournaient leurs regards vers don Pèdre, et, bien que captif, il exerçait un pouvoir qu'il n'avait jamais eu lorsqu'il commandait encore à une armée fidèle.

La ligue s'était divisée en deux factions : dans l'une les infans d'Aragon et leur mère, dans l'autre les trois bâtards et leur beau-frère don

Fernand de Castro. La reine-mère, incapable de commander, n'était respectée par personne. Entre don Pèdre et ses frères, le spectre de doña Leonor de Guzman élevait comme une barrière à toute réconciliation. Du côté des princes aragonais, les mêmes motifs de haine ne les éloignaient pas du roi. Ils voyaient d'un œil jaloux la fortune croissante des bâtards; don Juan surtout, marié à la seconde fille de don Juan Nuñez, convoitait le riche héritage des Lara, possédé par don Tello. Enfin, considérés un moment comme les chefs de la ligue, tant qu'elle avait eu besoin d'opposer un grand nom à celui du roi, ils n'étaient plus, depuis la paix, que des étrangers qui voulaient s'enrichir aux dépens de la Castille. Tout engageait donc le roi à tourner ses vues vers les infans d'Aragon, à chercher en eux les instrumens de sa délivrance. Aux premières ouvertures qu'il fit, il les trouva disposés à se séparer de leurs alliés, et bientôt il ne s'agit plus pour lui que de savoir le prix qu'ils mettaient à leur défection. De temps en temps on permettait au roi de sortir de la ville pour chasser au faucon, et, malgré la surveillance de ses gardes, le désordre inséparable de ces amusemens lui permettait de recevoir les communications de ses partisans et les offres des seigneurs mécontens de la ligue. Son trésorier Levi, durement rançonné par don Tello, en avait obtenu à prix d'or la permission de revoir son maître et même de l'accompagner dans ses parties de chasse. Les pierreries que le Juif avait eu l'art de sauver, les trésors cachés qu'on lui supposait, le rendaient un personnage important dans les négociations secrètes qui se conduisaient à la cour de Toro. Simuel Levi ne manquait ni de courage, ni d'adresse; il était sincèrement attaché à don Pèdre, et devint le plus habile et le plus actif de ses agens. Par ses soins, dans les derniers jours de l'année 1454, un traité fut conclu entre les infans d'Aragon, la reine Léonor et le roi prisonnier. Au prix de maint château, de maint riche domaine, ils s'engagèrent à s'armer contre les bâtards. Avant tout, il fallait mettre le roi en liberté. Don Pèdre, profitant d'un épais brouillard, sortit de grand matin de Toro, un faucon sur le poing, comme pour aller à la chasse, accompagné de Levi et de son escorte ordinaire, c'est-à-dire de quelque deux cents cavaliers. Soit que ses gardiens fussent gagnés, soit que le roi imaginât quelque moyen pour les éloigner de sa personne, il se trouva bientôt seul avec le Juif. Alors, courant à toute bride sur la route de Ségovie, ils se trouvèrent en peu d'heures hors d'atteinte (1). On prétend que don Tello commandait ce jour-là l'escorte du prisonnier, et qu'il favorisa son évasion, séduit par de magnifiques promesses (2). Bien

(1) Ayala, p. 174.

(2) *Sumario*, etc., p. 65. — Suivant l'anonyme, auteur du *Précis du règne de don Pèdre*, le roi aurait donné à don Tello la seigneurie de Biscaïe, Aguilar de Campos et les Asturies de Santillane. Mais don Tello possédait déjà la Biscaïe du chef de sa femme,

que cette version vienne d'une source justement suspecte, il est probable qu'elle se fonde sur quelque tradition contemporaine, et dans la suite la conduite de don Pèdre à l'égard de don Tello, qu'il distingua toujours de ses frères, donne lieu de croire qu'il en reçut de fait un signalé service. Au reste, le nombre des seigneurs gagnés par l'or du Juif et les promesses de don Pèdre était déjà grand, et les bâtards, vaguement instruits de ces menées, ne savaient plus à qui se fier désormais; à peine osaient-ils se communiquer entre eux leurs inquiétudes.

En mettant pied à terre dans l'Alcazar de Ségovie, où sans doute des serviteurs fidèles l'attendaient, le roi écrivit à la reine-mère pour redemander sa chancellerie et les sceaux du royaume qu'il avait été forcé de remettre entre ses mains. Il ajoutait fièrement que, si l'on refusait de les lui rendre, il avait de l'argent et du fer pour en fabriquer de nouveaux (1). La reine Marie n'osa pas désobéir. D'ailleurs, l'alarme était grande à Toro. Chacun attribuait l'évasion du roi à une trahison. Le traité conclu avec les infans d'Aragon était encore un mystère; mais tous les chefs se soupçonnaient les uns les autres, et s'imputaient à l'envi les projets les plus perfides. Enfin, ignorant les plans du roi, incertains de ses ressources, ils s'en exagéraient l'importance et la grandeur.

II.

Les conditions du marché conclu entre don Pèdre et ses geôliers ne tardèrent pas à se révéler à toute l'Espagne. Au commencement de l'année 1355, la reine doña Léonor quitta brusquement Toro avec ses fils pour se rendre à Roa, dont elle prit possession en vertu d'un ordre royal. Les infans d'Aragon recevaient en même temps l'hommage de plusieurs villes ou châteaux détachés du domaine de la couronne; c'était la rançon du roi qui leur était fidèlement payée. En retour, ils cédèrent à don Pèdre les places d'Orihuela et d'Alicante dans le royaume de Valence, cession en apparence purement nominale, car depuis longtemps le roi d'Aragon inquiétait ses frères dans leur droit de suzeraineté sur ces villes, si toutefois il leur permettait de l'exercer (2). Probablement les infans espéraient cacher par cet échange prétendu leur honteux traité avec le roi de Castille; peut-être, par une singulière prévoyance, don Pèdre, encore errant et fugitif dans ses propres états, rêvait-il déjà de les agrandir aux dépens de ses voisins. On verra qu'il

doña Juana de Lara. Pour que l'anecdote soit plus romanesque, l'anonyme ajoute que le roi écrivit la donation sur un chiffon de papier, dans un ermitage au milieu de la chasse.

(1) Ayala, p. 175.

(2) Zurita, t. II, p. 269. — Ayala, p. 178. — Il paraît que les articles du traité d'Atienza concernant les infans d'Aragon ne furent jamais fidèlement observés par Pierre IV.

sut revendiquer plus tard cette donation qui semblait alors dérisoire. Avec les princes aragonais, un grand nombre de seigneurs castillans reçurent des fiefs, des châteaux, de vastes domaines. Les mieux partagés furent ceux dont le roi avait le plus à se plaindre. Juan de la Cerda et Alvar de Castro, frère de don Fernand, obtinrent d'immenses donations. Tous ces riches-hommes, déserteurs de la ligue, comme ils l'avaient été de la cause royale, accouraient maintenant à Ségovie, les infans à leur tête, protestant de leur fidélité et jurant d'obéir en tout à un prince si magnifique. Mais ce n'était pas sur ces dévouemens chèrement achetés que don Pèdre fondait ses espérances; il trouvait de plus puissans secours et de plus généreux dans les communes ralliées franchement à leur souverain. Peu de jours après son évasion, il convoquait à Burgos les députés de la noblesse et du peuple. Accompagné des infans et des ligueurs convertis, il se présenta dans cette assemblée, et, après s'être plaint du traitement indigne que lui avaient fait éprouver les rebelles de Toro, il demanda qu'on l'aidât d'hommes et d'argent pour réduire à l'obéissance la reine sa mère, et les bâtards, qui troublaient par leur rébellion la paix du royaume et qui avaient oser attenter à la liberté de leur souverain (1).

Un grand changement venait de s'opérer dans les esprits. Les malheurs du roi, sa jeunesse, sa fermeté, prévenaient l'assemblée en sa faveur. La plupart des Castillans avaient vu avec indignation la conduite des confédérés, et leur gouvernement de quelques jours avait suffi pour faire regretter celui des Padilla. Aussi les députés réunis à Burgos se montrèrent-ils empressés d'accorder au roi toutes ses demandes; en retour, il est vraisemblable que les communes obtinrent de lui une extension de leurs priviléges et de nouvelles franchises. Pouvait-il se montrer moins généreux pour les villes de son royaume que pour ses grands vassaux dont il avait tant à se plaindre?

On cherche vainement quelques détails sur les transactions politiques qui eurent lieu à Burgos, et je ne sais si cette réunion doit être considérée comme une assemblée solennelle des cortès. Les députés du clergé n'y parurent point. Au moment où, par un retour étrange de l'opinion publique, le peuple se prononçait si hautement en faveur de ce roi naguère honteusement abandonné, un légat du pape arrivait en Espagne porteur d'un bref apostolique qui mettait la Castille en interdit et prononçait l'excommunication contre don Pèdre, Marie de Padilla et Juana de Castro, ainsi que contre les fauteurs de leur commerce adultère (2). Les évêques de Salamanque et d'Avila, pour avoir sanctionné un mariage sacrilége, étaient cités devant le saint-siége, où

(1) Ayala, p. 177.
(2) Rainaldi, *Ann. eccl.*, année 1355, § 29, tome XXV.

ils auraient à répondre de leur conduite. L'excommunication, fulminée à Tolède le 19 janvier 1355, ne paraît avoir altéré en rien la disposition du peuple à l'égard du roi. Au contraire, elle excitait l'indignation, maintenant qu'il était réconcilié avec ses sujets; car, de tout temps, les Espagnols ont vu avec répugnance des étrangers se mêler de leurs affaires. D'ailleurs, le saint-siége, depuis sa translation à Avignon, avait perdu beaucoup de son prestige aux yeux de l'Europe; enfin ses foudres n'avaient jamais été redoutées dans la Péninsule. La censure du pape eut probablement pour résultat d'empêcher les prélats du royaume de prendre part aux délibérations de Burgos, mais elle ne fit pas perdre au roi un seul de ses partisans et ne diminua en rien le zèle nouveau qui éclatait de toutes parts pour sa cause. Don Pèdre répondit à l'excommunication en saisissant les biens du cardinal Gilles Albornoz et ceux de quelques autres prélats; et, rendant menace pour menace, il annonça l'intention de confisquer les domaines des évêques qui hésiteraient entre le pape et lui (1).

La révolte des ligueurs, la guerre de trahisons qui s'en était suivie, la courte captivité du roi et les moyens auxquels il avait dû avoir recours pour obtenir sa liberté, ne pouvaient manquer d'exercer une influence décisive sur son caractère. Les malheurs mûrissent les hommes avant le temps. Le séjour de Toro valut à don Pèdre des années d'expérience. Trahi par tous ses parens et par sa mère même, il devint soupçonneux et méfiant pour tout le reste de sa vie. Il emportait de sa prison de la haine et du mépris pour cette noblesse qui, après l'avoir vaincu, s'était laissé acheter bassement les fruits de sa victoire; mais il avait appris à connaître la puissance de ses adversaires, et toutes les armes lui furent bonnes pour les combattre. La ruse, la perfidie, lui parurent des représailles. Jusqu'alors il s'était montré violent et impétueux; il apprit à se composer un visage, à feindre l'oubli des injures, jusqu'au moment d'en tirer vengeance. Autrefois il se piquait d'être loyal autant que juste; maintenant il se crut tout permis contre de grands coupables. Une forte conviction dans la bonté de leur cause rend les hommes indifférens sur le choix des moyens pour la faire triompher. Le roi prit bientôt sa haine pour de l'équité. La férocité de mœurs du moyen-âge et l'éducation qu'il avait reçue au milieu de la guerre civile avaient endurci ses nerfs au spectacle et à l'idée de la douleur. Pourvu qu'il fût obéi et redouté, il se souciait peu de gagner l'amour d'hommes qu'il méprisait. Détruire le pouvoir des grands vassaux, élever son autorité sur les ruines de la tyrannie féodale, tel fut le but qu'il se proposa désormais et qu'il poursuivit avec une inflexible opiniâtreté.

(1) Rainaldi, *Ann. eccl.*, t. XXVI, p. 22. Cfr. avec la note 5 de M. Llaguno, *ad.* Ayala, page 209.

III.

Les peuples semblent soumis, comme les individus, à des crises que la prudence humaine peut prévoir, mais qu'elle ne saurait conjurer, et l'histoire offre une reproduction si fréquente des mêmes événemens, des mêmes révolutions, qu'on est tenté d'y voir comme le résultat de certaines lois fatales. Peu d'années s'étaient écoulées depuis que le feu de la révolte s'était étendu avec une effrayante furie sur tout le royaume d'Aragon. Les riches-hommes s'étaient coalisés avec les communes contre leur jeune souverain. Pierre IV avait été, comme don Pèdre, prisonnier de ses sujets, obligé comme lui de racheter sa liberté à l'avarice de ses nobles. Échappé de sa prison, il avait en un instant trouvé de nouvelles forces; le triomphe éphémère des rebelles fut suivi presque aussitôt de leur abaissement, et le pouvoir royal s'accrut par cette terrible épreuve. La Castille offrait maintenant un spectacle semblable. Les mêmes causes allaient produire les mêmes effets, et les deux drames, qui, dans leurs péripéties, présentaient tant de conformités, devaient avoir le même dénoûment.

Il y avait trois mois à peine que don Pèdre avait quitté Toro en fugitif, accompagné d'un seul serviteur, et déjà il se voyait à la tête d'une armée nombreuse et fidèle. Après avoir congédié les députés réunis à Burgos, il prit le commandement de ses troupes et marcha droit aux rebelles réduits maintenant à la faction des trois bâtards. A Medina del Campo, il préluda à cette longue série de vengeances qu'il avait sans doute méditée du fond de sa prison. Pendant la semaine des Rameaux, dans ces jours que les chrétiens consacrent au repentir et à la pénitence, deux riches-hommes qui avaient fait partie de la troupe des ligueurs aux conférences de Tejadillo, Pero Ruiz de Villegas et Sancho de Rojas furent arrêtés dans son palais à l'heure de la sieste et massacrés aussitôt sans forme de procès. Quelques autres qui avaient pris parti avec les rebelles, mais sans jouer un rôle important, furent jetés en prison et dépouillés de leurs biens. Lançant cette déclaration de guerre à sa noblesse factieuse, le roi s'avança contre la ville de Toro et en fit attaquer les barrières. Là, il put s'apercevoir que le cruel exemple qu'il venait de faire ne suffisait pas à détruire des habitudes de désobéissance invétérées. Un des chevaliers de son hôtel, Fernand Ruiz Giron, ayant été tué dans la première escarmouche, Alphonso Tellez, frère du mort, réclama comme un héritage qui lui était dû la charge de Fernand Ruiz. Mais le roi en avait déjà disposé. Furieux de son refus, Tellez Giron déserta sur-le-champ et se jeta avec ses gens dans la ville assiégée (1).

(1) Ayala, p. 73.

Sur le bruit de la marche du roi, Juan de Hinestrosa, toujours retenu prisonnier à Toro, avait offert à la reine Marie et au comte de Trastamare son intervention auprès de son maître pour ménager un accommodement. Il obtint de sortir de la ville, mais en laissant plusieurs gentilshommes ses parens en otage. Une fois libre, et au milieu de l'armée royale, il oublia sa promesse et ne songea plus qu'à servir le ressentiment de son maître, sans se soucier des malheureux qu'il laissait à la merci des ligueurs. La reine-mère se montra généreuse, et les renvoya à son fils sans user contre eux des rigueurs autorisées alors par le droit de la guerre.

Toro était trop bien fortifié pour succomber devant une brusque attaque. Après quelques jours d'escarmouches sans résultats, le roi, averti par ses affidés qu'une partie des bourgeois de Tolède étaient prêts à se déclarer en sa faveur, leva le siége inopinément pour courir de ce côté avec le gros de ses forces. Il se flattait de dérober le but de sa marche aux rebelles et d'arriver aux portes de Tolède, tandis qu'on le croirait encore dans le royaume de Léon; mais don Henri, pénétrant le motif de cette retraite précipitée, s'était aussitôt mis en campagne avec une centaine d'hommes d'armes. Trop faible pour rien entreprendre contre l'armée du roi, il voulut d'abord se joindre à don Fadrique qui occupait Talavera. Pour s'y rendre, il avait à traverser les cols élevés de la chaîne de Guadarrama, passages toujours difficiles, surtout au commencement de mai, à l'époque de la fonte des neiges. Les montagnards lui tendirent une embuscade et l'attaquèrent à l'improviste dans un défilé dangereux. Plusieurs de ses chevaliers furent tués ou pris, et le Comte ne parvint qu'après un rude combat à s'ouvrir un passage l'épée à la main. Dès le lendemain, il prit sa revanche. Réuni aux chevaliers de Saint-Jacques, il surprit et saccagea le bourg de Colmenar, dont les habitans l'avaient fort maltraité dans l'engagement de la veille. Tous ces malheureux furent impitoyablement passés au fil de l'épée, et les deux frères, en se retirant, ne laissèrent qu'un monceau de cendres. Ainsi se vengeaient les riches-hommes de pauvres paysans défendant leurs chaumières (1).

Le roi d'un côté, don Henri et don Fadrique de l'autre, se dirigeaient vers Tolède. Les bourgeois étaient divisés entre eux. Les uns appelaient don Pèdre, les autres les bâtards, mais la grande majorité des habitans prétendaient demeurer neutres et fermer leurs portes aux deux partis. La reine Blanche, retirée dans l'Alcazar, voyait avec terreur s'avancer son mari, et probablement favorisait de son influence la faction dévouée à la ligue. Partis presque en même temps de Toro, le roi et le comte de Trastamare se trouvèrent l'un et l'autre dans les premiers jours de mai

(1) Ayala, p. 179.

campés à peu de distance de Tolède; le premier à Torrijos, l'autre à Talavera. Chacun, épiant son adversaire, espérait surprendre la place au moyen des intelligences qu'il y entretenait.

Tolède est entourée de trois côtés par le Tage, qui, fortement encaissé au fond d'un ravin très profond, décrit une espèce de fer à cheval autour de ses remparts. Deux ponts jetés sur le fleuve donnent accès dans la ville; à l'ouest le pont de Saint-Martin, à l'est celui d'Alcántara, l'un et l'autre bâtis en pierre et surmontés de trois hautes tours sous lesquelles il faut passer successivement pour arriver aux portes principales de l'enceinte murée. Le comte et le maître de Saint-Jacques, couverts par le Tage et dérobant leur marche au roi à la faveur des ténèbres, se présentèrent à l'aube devant le pont de Saint-Martin. Ils venaient, disaient-ils, pour défendre la ville menacée par le roi. Il fallut parlementer avec les bourgeois qui gardaient les tours. Après quelque hésitation, le conseil de la commune, fidèle à sa politique, envoya des rafraîchissemens aux deux bâtards et à leur troupe, mais en refusant avec politesse de les admettre dans la ville. Ils eurent beau protester que leur intention était de protéger la reine Blanche contre les fureurs de son mari, le conseil persistait à leur interdire l'entrée des remparts. — « La reine n'a rien à craindre au milieu de nous, disaient les magistrats de Tolède, nos murailles sont hautes et nous saurons bien les garder seuls. D'ailleurs, ajoutaient-ils, nous avons envoyé des députés au roi, et nous ne traiterons pas avec lui sans stipuler pour vous des conditions honorables. » Ces pourparlers durèrent assez long-temps à la tête du pont, et cependant plusieurs chevaliers tolédans de la suite du Comte, s'abouchant avec des bourgeois de leur parti, complotaient de surprendre la ville d'un autre côté. Le jour baissant, don Henri fit mine de se retirer; mais, tournant les remparts par un long circuit et dans un profond silence, il alla s'embusquer à la Huerta del Rey, devant le pont d'Alcántara, dont ses affidés avaient eu l'art de se faire confier la garde. Le lendemain, 7 mai, à l'heure de la sieste, lorsque la chaleur retenait presque tous les habitans dans leurs maisons, les hommes d'armes du Comte se présentèrent à l'entrée du pont d'Alcántara dont les tours leur furent aussitôt livrées. La porte de la ville était ouverte ou si négligemment gardée, qu'elle fut surprise en même temps. A l'exception des bourgeois dans le complot, nul ne connut ce hardi coup de main que lorsque déjà les soldats des deux bâtards se répandaient dans les rues, enseignes déployées et poussant leur cri de guerre. Aussitôt s'élève un tumulte épouvantable. Quelques bourgeois se joignent aux assaillans, d'autres se jettent dans l'Alcazar ou se barricadent dans la Grande-Juiverie, séparée, suivant l'usage, du reste de la ville par une haute muraille. Les partisans du roi lui expédient en toute hâte des courriers à Torrijos pour le presser de voler au secours de sa capitale menacée des plus grands mal-

heurs. Tolède présentait alors un étrange spectacle. Chacun de ses quartiers était au pouvoir d'une faction. La reine Blanche, éperdue dans l'Alcazar, n'osait donner aucun ordre et ne pouvait d'ailleurs compter sur l'obéissance des habitans réfugiés auprès d'elle et justement indignés de la surprise de leur ville. Les deux bâtards essayaient vainement d'enlever les postes qui leur résistaient encore. A peine entrés dans la ville, leurs soldats indisciplinés s'étaient jetés dans l'Alcana, quartier habité par des marchands juifs, en si grand nombre à Tolède qu'un seul faubourg ne pouvait les contenir. Les Juifs passaient pour être attachés au roi et favorisés par lui, peut-être parce qu'il avait un trésorier de leur religion; mais leur plus grand crime, c'était d'être commerçans et d'avoir de l'argent et des marchandises précieuses. Les mercenaires du Comte et du Maître, conduits par la populace chrétienne, enfonçaient les boutiques et les pillaient, massacrant tous ceux qui s'offraient à leur rage, sans distinction d'âge ni de sexe. En quelques heures, douze cents Juifs furent, dit-on, égorgés ainsi dans l'Alcana. Cependant ceux de la Grande-Juiverie, aidés de quelques chevaliers ou bourgeois chrétiens, tenaient ferme derrière leur muraille. Le reste du jour et toute la nuit se passèrent au milieu d'un désordre effroyable.

Au premier avis de ses partisans, le roi quitte aussitôt Torrijos avec sa petite armée. Marchant toute la nuit, après avoir passé le Tage à gué, il arrive le 8 mai au point du jour devant le pont de Saint-Martin, en face de la Grande-Juiverie. Ce pont était au pouvoir des ligueurs, et, le danger ayant fait cesser le pillage, ils s'y étaient déja mis en défense. En ce moment, par suite d'une sécheresse extraordinaire, les eaux du Tage étaient fort basses. La largeur du fleuve était en outre diminuée par plusieurs machines disposées sur le bord opposé à la ville et servant aux irrigations. Du haut de leurs murailles, les Juifs jetaient des cordes aux soldats du roi, qui les fixaient à ces machines, et en s'y accrochant passaient la rivière, mais lentement et un à un. En même temps don Pèdre faisait attaquer la tête du pont. Dès que la guette avait signalé l'approche du roi, don Henri et don Fadrique s'étaient portés aux tours de Saint-Martin et animaient leurs soldats par leur présence et leur exemple. Mais la tour principale, n'ayant ni créneaux ni parapets, ne pouvait protéger ses défenseurs contre les arbalétriers du roi, qui, en quelques instans, balayèrent la plate-forme. En vain les plus braves chevaliers de Saint-Jacques et de Calatrava essayèrent de s'y maintenir sous une grêle de flèches; blessés pour la plupart, ils furent obligés d'abandonner un poste si dangereux. Pendant qu'on s'acharnait contre la tête du pont de Saint-Martin, trois cents hommes d'armes du roi avaient passé le Tage à la file, et, reçus dans la Grande-Juiverie, faisaient une brèche au rempart et se disposaient à prendre en queue la

troupe du Comte. Déjà ses soldats découragés commençaient à tourner le dos et à chercher un asile dans les églises. Personne n'osait plus tenir dans la tour; la porte massive, contre laquelle les royalistes avaient amassé des sarmens et du bois sec, était en feu et allait leur livrer passage. Alors, sur le point d'être forcés, les deux bâtards firent sonner la retraite. A la tête d'environ huit cents cavaliers ralliés à la hâte, ils sortirent de Tolède par la porte d'Alcántara au moment même où le roi y pénétrait par le pont de Saint-Martin, avec environ deux mille cinq cents hommes d'armes et six cents génétaires (1). Il voulait traverser rapidement la ville et accabler ses frères avant que la nuit, qui approchait, ne couvrît leur retraite. Mais il n'y avait pas plus de discipline dans son armée que parmi les rebelles. Ses soldats se débandaient, forçaient les maisons, et s'amusaient à piller au lieu de suivre les fuyards. Le roi, mal accompagné, cherchait son ennemi dans les rues tortueuses de Tolède et voulait absolument combattre.

Cependant les deux bâtards, longeant la rive gauche du Tage, se retiraient sur Talavera, obligés de décrire autour de la ville un demi-cercle qui les ramenait sur la route qu'avait tenue l'armée royale. A l'entrée du pont de Saint-Martin, ils aperçurent les bagages du roi encore en deçà des tours et mal gardés; car on ne s'attendait pas à voir l'ennemi paraître du côté où il venait d'être battu. Ils se jetèrent hardiment sur cette masse confuse de chars et de bêtes de somme, défirent l'escorte, et, après quelques momens donnés au pillage, continuèrent leur retraite en toute hâte. Le roi les poursuivit quelque temps et ne rentra qu'à la nuit close dans Tolède, furieux de n'avoir pu les atteindre (2).

Maître de la ville, car l'Alcazar s'était aussitôt déclaré pour lui, don Pèdre se montra aussi impitoyable qu'il l'avait été à Medina del Campo. Fernand Sanchez de Rojas, un des vingt ligueurs de l'entrevue de Tejadillo, blessé à l'attaque du pont de Saint-Martin, et Alphonse Gomez, commandeur de Calatrava, qui n'avait pu fuir de Tolède, furent mis à mort dès qu'ils eurent été reconnus. On égorgea tous les blessés que l'ennemi avait abandonnés dans les maisons. Plusieurs nobles de Tolède furent envoyés captifs dans des châteaux éloignés, ainsi que l'évêque de Sigüenza, don Pedro Barroso, dont le palais fut abandonné au pillage. Tous les biens des prisonniers furent confisqués; enfin vingt-deux bourgeois eurent la tête tranchée publiquement comme fauteurs de la rébellion. Au nombre des malheureux condamnés à mort se trouvait un orfèvre âgé de plus de quatre-vingts ans. Son fils se jeta aux pieds de don Pèdre en le suppliant de le faire mourir à la place de son père.

(1) *Ginetes*, cavaliers armés à la légère. Le mot de génétaires est employé par Froissart.
(2) Ayala, p. 181-187.

S'il en faut croire Ayala, cet horrible échange aurait été accepté et par le roi et par le père lui-même (1).

Les premiers ordres de don Pèdre avaient été pour faire occuper l'Alcazar par ses soldats et pour s'assurer de la personne de la reine Blanche. Il ne voulut pas la voir, et, comme s'il eût craint qu'un hasard ne l'amenât en sa présence, il se logea dans une maison de la ville. Peu de jours après, Hinestrosa conduisit la malheureuse Blanche au château de Sigüenza, dont il était le seigneur, depuis que l'évêque Barroso avait vu tous ses domaines confisqués et partagés entre les favoris du roi. Tandis que la reine changeait de prison, don Pèdre écrivait au saint-père pour l'informer du succès de ses armes; il lui mandait qu'il s'était rapproché de son épouse et qu'il la traitait avec honneur. Cet impudent mensonge paraît avoir trompé le pape, qui répondit par une lettre affectueuse en l'exhortant à continuer dans cette bonne voie (2). Pour donner plus d'apparence à la fourbe, le roi mettait alors quelque soin à ne pas se montrer en public avec Marie de Padilla. Elle ne le suivait pas dans ses expéditions, vivait retirée, affectant une grande réserve, et, satisfaite de la réalité du pouvoir, elle en cachait avec soin les dehors. Ainsi l'expérience précoce que donnent les révolutions avait appris l'hypocrisie à ces jeunes gens de vingt ans.

Battus à Tolède, don Henri et son frère ne se crurent pas en sûreté à Talavera; ils allèrent se renfermer dans les murs de Toro, appelés d'ailleurs par la reine Marie, qui jugeait bien que le roi ne tarderait pas à tourner ses armes de ce côté. « Je vous ai reçus dans ma ville il y a quelques mois, leur écrivait la reine. Pour vous je me suis perdue auprès de mon fils. Il est juste que maintenant vous veniez me secourir. » En effet, don Pèdre, laissant Tolède épouvantée de ses terribles vengeances, reprenait lentement la route de Toro avec des forces considérables. Chemin faisant, il s'arrêta devant Cuenca, ville de quelque importance, occupée par Alvar d'Albornoz, gouverneur de don Sanche, fils naturel du feu roi don Alphonse et de doña Léonor. C'était un enfant de quatorze ans. Le roi voulait qu'on le remît entre ses mains; mais après un siége de quinze jours, pressé par le temps, il se contenta d'exiger d'Albornoz le serment de ne prendre aucune part aux hostilités. Sur cette promesse, il continua sa marche et reparut devant Toro vers le milieu de l'été. Les deux bâtards y avaient concentré la plus grande partie de leurs forces. Un assez grand nombre de riches-hommes et de chevaliers s'y étaient donné rendez-vous de toutes les parties du royaume qui tenaient encore pour la ligue. Parmi les principaux on remarquait Rui Gonzalez de Castañeda, beau-frère de Garci

(1) Ayala, p. 189.
(2) Bref d'Innocent VI du 8 juillet 1355. — Ayala, p. 187.

Laso de la Vega, chef de la faction de Lara; Pero Estebañez Carpentero, élu maître de Calatrava après la mort de Nuñez de Prado, son oncle, par quelques chevaliers de l'ordre qui protestaient ainsi contre la nomination de Diego de Padilla; le Portugais Martin Telho, qui passait pour l'amant heureux de la reine Marie; enfin Alphonse Tellez Giron, depuis peu déserteur de l'armée royale. Tous ceux qui se trouvaient trop compromis pour espérer leur pardon du roi n'avaient pas cru trouver de plus sûr asile. Leurs troupes réunies s'élevaient à environ douze cents hommes d'armes, sans compter une nombreuse infanterie et les bourgeois de la ville. La place était forte, couverte par le Duero, qui en rend les approches difficiles, bien approvisionnée enfin; tout annonçait une résistance opiniâtre et prolongée.

IV.

A cette époque, il fallait beaucoup de temps et de dépenses pour réunir le matériel nécessaire à un siége, c'est-à-dire des bois pour les machines, des instrumens de pionniers, des effets de campement, des provisions de guerre et de bouche. Tout cela ne pouvait s'improviser, surtout dans la situation des finances du roi. Suivant les pratiques de la guerre au moyen-âge, il alla s'établir à Morales, village peu éloigné de Toro, où naguère les confédérés avaient eu leur quartier-général, lorsqu'ils bloquaient cette ville. De là il envoyait ses chevaliers *faire armes*, c'est-à-dire escarmoucher aux barrières de Toro; souvent lui-même guidait de petites expéditions contre les châteaux du voisinage occupés par les rebelles. Tantôt vainqueur, tantôt repoussé, il trompait son impatience par ces courses incessantes. Deux fois par semaine (1), il venait déployer toutes ses forces devant les murs de Toro; on échangeait des flèches, on rompait des lances pendant quelques heures; à la nuit, on sonnait la retraite des deux côtés; cela s'appelait faire la guerre. D'ailleurs, nulles mesures n'étaient prises pour resserrer les assiégés ou pour intercepter leurs communications. Ils recevaient des recrues et envoyaient des partis battre la campagne assez loin de leur fort. Don Henri, pendant une absence momentanée du roi, partit pour la Galice, où Fernand de Castro l'avait précédé depuis plusieurs mois. Ce dernier paraissait fort refroidi pour la ligue et vivait en assez mauvaise intelligence avec ses beaux-frères, qui, disait-il, voulaient faire casser son mariage. Don Henri annonçait qu'il reviendrait bientôt et ramènerait à ses alliés une armée nombreuse; mais ceux qui connaissaient la prudence précoce du jeune prince soupçonnaient que, peu confiant dans les forces de son parti, il ne songeait qu'à lui-même et

(1) Ayala, p. 192.

ne voulait pas s'enfermer dans une place que les hasards de la guerre pouvaient d'un moment à l'autre faire tomber entre les mains du roi. Déjà, lorsque don Pèdre, en 1352, s'était disposé à l'attaquer dans Gijon, le Comte, au lieu de l'y attendre, s'était retiré dans les montagnes, soigneux de se tenir toujours une retraite assurée. Persuadé qu'il n'y a pas de places imprenables, il s'était fait une loi de ne jamais confier sa fortune à des murailles.

Tandis qu'on guerroyait autour de Toro, l'infant d'Aragon, don Juan, attaquait don Tello en Biscaïe. Bien que l'infant fût personnellement intéressé à la conquête de cette province, car, marié à la seconde fille de don Juan Nuñez de Lara, il se flattait que la seigneurie de Biscaïe lui serait dévolue s'il parvenait à en chasser don Tello, les opérations militaires furent conduites mollement, et les troupes royales n'obtinrent aucun succès. Composées en majeure partie de cavalerie (1), elles avaient un grand désavantage dans un pays de montagnes dont les habitans, naturellement hardis et belliqueux, deviennent invincibles lorsqu'ils combattent pour leurs foyers. Mais le plus grand obstacle aux progrès du roi, c'était le mauvais état de ses finances. Simuel el Lévi eut l'art de créer de nouvelles ressources à son maître, et, malgré le désordre général, il réussit à lui procurer de l'argent et même à lui amasser un trésor, ce qui, à cette époque, passait pour la plus grande preuve de génie dans un financier. L'anecdote suivante, rapportée par Ayala, fera connaître les moyens assez vulgaires employés par le Juif pour remplir les caisses du roi.

Don Pèdre, dans son quartier de Morales, s'amusait un jour à jouer aux dés. Devant lui était exposée tout ouverte sa caisse militaire, qui était aussi sa bourse de jeu. Elle contenait 20,000 doubles. « Or et argent, dit le roi d'un ton mélancolique, voilà tout mon avoir. » Le jeu fini, Simuel tira le prince à l'écart. — « Sire, dit-il, aujourd'hui vous m'avez fait affront devant toute la cour. En effet, étant votre trésorier, n'est-ce pas une honte pour moi que mon maître ne soit pas plus riche? Mais jusqu'à présent vos receveurs ont trop compté sur votre indulgence et votre facilité. Maintenant que vous êtes d'âge à régner par vous-même, que toute la Castille vous aime et vous craint, il est temps de mettre fin au désordre. Veuillez seulement m'autoriser à traiter avec vos gens de finance et me confier deux de vos châteaux. Je vous garantis qu'avant peu vous aurez dans chacun un trésor qui vaudra mieux que le contenu de cette cassette. » On juge bien que le roi s'empressa de donner à Simuel ses pleins-pouvoirs et les châteaux qu'il demandait, non sans raison, car il fallait alors une forteresse bien enmurée pour garder un trésor. Voici comment le Juif accomplit sa pro-

(1) Ayala, p. 195.

messe. L'usage était de payer les appointemens des charges de cour et les pensions en mandats sur les receveurs du roi. Or, ceux-ci ne soldaient d'ordinaire qu'une partie de la somme, et, quand les réclamations pour obtenir le surplus n'étaient pas appuyées par la force, elles étaient toujours vaines. Simuel Lévi voulant compter avec les receveurs, commença par les effrayer. Soutenu par son maître, ayant hommes d'armes, geôliers et bourreaux à ses ordres, il exigea l'arriéré, n'admit aucune excuse, et, par ruse ou menaces, parvint à se faire payer intégralement, plus vite qu'on ne l'eût espéré. En même temps il mandait les créanciers du roi et leur offrait la moitié de l'arriéré qui leur était dû, à condition qu'ils donneraient quittance pour le reste. La plupart, qui croyaient à jamais perdus les deniers que les receveurs avaient gardés par devers eux, acceptaient avec joie le parti proposé, se tenant pour fort heureux d'obtenir la moitié de leurs créances (1). Ce procédé, qu'on qualifierait aujourd'hui de banqueroute frauduleuse, mais dont personne alors ne s'avisait de contester la loyauté, procura dans peu de temps au roi des sommes considérables, et lui donna la plus haute opinion de son trésorier. En outre, Simuel Lévi sut rétablir l'ordre dans l'administration. Il donna les charges de receveurs à des Juifs intelligens, qui lui firent sur-le-champ de fortes avances. En peu de temps les finances de don Pèdre furent remises sur un nouveau pied, et il se vit le plus riche souverain de toute l'Espagne.

V.

Ce ne fut qu'au bout de deux mois et demi passés à Morales que, tous les préparatifs étant enfin terminés, le roi put s'approcher de Toro et commencer le siége. Ce délai ne lui avait pas été inutile. La garnison était sensiblement diminuée, d'abord par la retraite du comte don Henri, puis par des désertions continuelles. En outre, parmi les riches-hommes renfermés dans la place, un assez grand nombre, alarmés des progrès du roi, se montraient disposés à traiter de leur capitulation particulière. Les choses étant en cet état, l'armée royale vint s'établir sur la rive gauche du Duero, en face d'un pont fortifié qui donnait accès dans la ville, et qui du côté de la campagne était défendu par une grosse tour. Des bastides s'élevèrent rapidement pour envelopper cet ouvrage avancé; balistes, catapultes et bombardes, toutes les machines de guerre en usage à cette époque furent mises en batterie pour le réduire.

La guerre d'escarmouches continuait cependant, non-seulement autour de Toro, mais en Biscaïe et en Estramadure, surtout aux environs de Talavera, commanderie importante de Saint-Jacques, occupée par

(1) Ayala, p. 195.

les chevaliers qui obéissaient à don Fadrique, et attaquée par ceux qui reconnaissaient Garcia de Villagera pour le chef de l'ordre. Ainsi on voyait à la fois deux maîtres de Saint-Jacques et deux maîtres de Calatrava. Ces ordres, divisés comme tout le royaume, se faisaient une cruelle guerre.

Les armes du roi étaient rarement heureuses quand elles n'étaient pas soutenues par sa présence. Juan Rodriguez de Sandoval, son lieutenant devant Palenzuela, fut battu et tué dans une embuscade, et peu de temps après Villagera perdit la vie dans un engagement contre Gonzalo Mexia, devant Talavera. On remarqua que le roi ne voulut point lui donner de successeur pour le moment. En laissant vacante la maîtrise de Saint-Jacques, il semblait annoncer l'espoir de ramener son frère à l'obéissance, et c'était en quelque sorte ouvrir la porte à un accommodement que de ne pas disposer d'une charge objet de tant d'ambitions. Don Pèdre d'ailleurs prétendait toujours exercer la même influence dans les élections des ordres militaires. Au commencement de l'automne de 1355, le maître d'Alcántara, Perez Ponce de Leon, étant mort, il obligea les commandeurs à nommer Diego de Zavallos, parent de Hinestrosa (1), bien qu'il ne fût pas même chevalier de l'ordre. Deux mois après pourtant, il se repentit de ce choix, et, sur le bruit que Zavallos traitait avec les rebelles de Palenzuela, il le fit arrêter; l'élection ayant été cassée aussitôt, il lui donna pour successeur Suero Martinez, porte-clé de la chevalerie d'Alcántara (2).

Vers la fin de novembre 1355, au moment où les assiégeans pressaient leurs travaux avec le plus d'activité, le cardinal Guillaume, diacre de Sainte-Marie in Cosmedin, arriva au camp du roi avec les pleins pouvoirs du saint-père, non-seulement pour opérer une réconciliation entre le roi et sa femme, mais encore pour terminer, par une paix durable, la guerre civile qui déchirait la Castille. Il venait en outre réclamer la liberté de l'évêque de Sigüenza, détenu captif, depuis la prise de Tolède, dans le château d'Aguilar. Reçu avec de grands honneurs, le légat ne tarda pas à reconnaître que le roi, malgré toute sa déférence affectée pour l'envoyé du saint-siége, était résolu à n'admettre aucune intervention étrangère entre des sujets révoltés et leur souverain. En même temps qu'il repoussait d'une manière péremptoire les offres faites par le légat d'interposer son autorité pour amener la soumission des re-

(1) La fille de don Diego de Zavallos, doña Elvira, était la mère du chroniqueur Pero de Ayala. Voyez *Torres y Tapia, Cron. de Alcant.*, t. II, p. 80.

(2) Zavallos, après avoir été retenu quelque temps en prison dans un des châteaux et sous la garde de Hinestrosa, parvint à s'échapper et à se réfugier en Aragon. Cfr. Rades, *Cronica de Alcántara*, p. 27. — Ayala, p. 197 et suiv. — Selon Torres y Tapia, *Cron. de Alcánt.*, t. II, p. 80 et suiv., Zavallos rentra en grace auprès de don Pèdre, et obtint un autre emploi.

belles, il se plaisait à témoigner les plus grands égards pour son caractère et pour sa personne. Il accorda sans difficulté l'élargissement de l'évêque de Sigüenza, mais en lui intimant l'ordre de quitter le royaume; en retour il obtint du cardinal la levée de l'excommunication et de l'interdit fulminés à Tolède (1). D'ailleurs la présence du légat n'arrêta en rien les opérations du siége, il semblait au contraire qu'on les pressât avec plus de vigueur. Le 4 décembre, la tour qui défendait le pont du Duero, ruinée par les engins de l'assaillant, fut emportée après un combat acharné où se distingua don Diego de Padilla, qui, en escaladant la brèche, eut le bras cassé d'une pierre, lancée, dit-on, par son rival Estebañez Carpentero, soi-disant maître de Calatrava (2). La tour prise, les assiégés commencèrent à perdre courage. Les soldats étrangers enfermés dans la ville étaient mal payés et mal nourris. Les bourgeois, qui leur vendaient chèrement les provisions amassées en abondance, murmuraient tout haut contre l'obstination des seigneurs. Leur cupidité et leur ambition, disaient-ils, prolongeaient une guerre désastreuse et ruinaient le pays. Parmi les chefs des ligueurs, les uns, en petit nombre, insistaient pour prolonger la résistance, d'autres opinaient pour implorer la clémence du roi. Quelques-uns écrivaient secrètement à leurs amis ou à leurs parens dans l'armée royale pour solliciter leur pardon, et promettaient de se rendre aussitôt qu'ils seraient assurés d'une amnistie. Don Pèdre accordait facilement des lettres de grace aux chevaliers et même aux riches-hommes, mais toujours avec cette condition que l'on se mît sur-le-champ à sa merci. De leur côté, les bourgeois de Toro, fatigués du siége et craignant la furie du vainqueur, tâchaient de négocier leur paix particulière à l'insu de la reine et des chefs de la ligue. Un marchand, capitaine de la garde bourgeoise, nommé Garci Triguero, offrit au roi de lui livrer une porte de la ville sous promesse d'amnistie pour lui-même et pour ses concitoyens. La proposition fut acceptée, et l'on n'attendait plus que le moment fixé par Triguero pour l'exécution de son projet.

Bien que ces transactions demeurassent encore cachées à la reine et à don Fadrique, le découragement de la garnison, les murmures des habitans, l'abattement de la plupart des chefs, les remplissaient d'inquiétudes. De vagues rumeurs leur faisaient craindre à chaque instant qu'une trahison ne mît la ville au pouvoir de don Pèdre. L'hiver n'avait pas interrompu les travaux des assiégeans. On était au 24 janvier 1356. Ce jour-là même, Triguero prenait la garde d'une des portes, et avait averti le roi qu'il était prêt à la lui livrer. Le signal était convenu, les ordres donnés pour une surprise nocturne. Quelques heures avant

(1) Ayala, p. 201. — Rainaldi, *Ann. eccl.*, t. XXV, p. 629.
(2) Ayala, p. 202. — Rades, *Cron. de Catal.*, p. 56.

l'attaque projetée, vers le déclin du jour, le roi, se promenant à cheval le long du Duero, aperçut, dans une île du fleuve dont les assiégés étaient encore maîtres, son frère don Fadrique accompagné de cinq ou six gentilshommes. Les deux troupes se reconnurent. Aussitôt Juan de Hinestrosa, poussant son cheval jusqu'au bord de l'eau, appela le maître de Saint-Jacques et le conjura de s'avancer pour écouter ce qu'il avait à lui dire. La rivière n'était pas assez large pour qu'il ne fût facile de se parler d'une rive à l'autre. — « Sire Maître, dit Hinestrosa, quand le feu roi don Alphonse votre père, à qui Dieu fasse miséricorde, ordonna votre maison, avant que vous fussiez maître de Saint-Jacques, il vous donna pour vassaux chevaliers et écuyers. Je fus du nombre, et de vous j'obtins maintes faveurs. Aussi, hormis ce qui touche le service du roi, mon seigneur, Dieu m'est témoin qu'il n'y a homme du monde à qui je me tienne plus obligé qu'à vous. Pour vous témoigner ma reconnaissance, il n'est rien que je ne fisse, sauf manquer à la loyauté due au roi votre frère. Vous êtes en grand péril. Devant ces chevaliers qui vous accompagnent, je vous adjure de suivre mon conseil, afin que, si vous n'en faites cas, personne ne puisse dire que j'ai contribué à votre perte. Désormais je suis quitte envers vous, et j'ai rempli le devoir qui me touchait comme ayant été autrefois votre vassal. »

Fort troublé de ces paroles mystérieuses auxquelles la haute faveur de Hinestrosa donnait encore plus de poids, le Maître répondit aussitôt : « Juan Fernandez, je vous ai toujours tenu pour bon chevalier, et tant que vous fûtes à moi, vous m'avez toujours loyalement servi. Mais quel conseil me donnez-vous là? Puis-je abandonner madame la reine qui s'est mise sous ma protection, ma sœur doña Juana, la femme de mon frère don Henri, et tant de bons chevaliers et écuyers qui sont dans la ville? Sans eux, je ne saurais traiter; mais votre devoir à vous, Hinestrosa, serait de représenter à votre seigneur combien il importe à son service de recevoir en sa grace et merci la reine et les gens de bien qui sont auprès d'elle. — Sire Maître, répliqua Hinestrosa, je fais mon devoir. Tenez-vous pour averti que, si à l'heure même vous ne criez merci au roi, vous êtes en danger de mort. Je n'en puis dire davantage; mais je prends à témoin tous ceux qui m'entendent! » Don Fadrique, de plus en plus effrayé, lui demanda s'il pouvait l'assurer que le roi lui ferait merci. Alors don Pèdre, d'une voix forte : « Mon frère, s'écria-t-il, Hinestrosa vous conseille en prud'homme. Mettez-vous à merci, et je pardonne à vous et aux chevaliers qui sont dans l'île avec vous. Mais point de retard! venez sur-le-champ! » Don Fadrique n'hésita plus, et, traversant la rivière, vint se jeter aux genoux du roi et lui baisa la main (1).

Du haut des remparts de Toro, une foule d'habitans suivait de l'œil

(1) Ayala, p. 203 et suiv.

cette scène étrange sans pouvoir entendre les paroles échangées entre les deux frères. Lorsqu'on vit don Fadrique tomber aux pieds du roi, un cri s'éleva aussitôt dans toutes les rues : « Trahis! trahis (1)! Le Maître nous abandonne! » La terreur et le tumulte étaient aussi grands que si déjà l'armée ennemie eût donné l'assaut. La reine, la comtesse de Trastamare et les principaux chefs coururent s'enfermer dans le château, ne se croyant plus en sûreté dans l'intérieur de la ville. Quelques-uns tentèrent de s'échapper dans la campagne; mais toutes les issues étaient gardées par les troupes royales. Personne ne donnait plus d'ordres; chacun ne songeait qu'à sa propre sûreté, ou plutôt s'abandonnait au désespoir, ne sachant à quel parti se résoudre. La nuit venue, don Pèdre fit prendre les armes à toutes ses troupes, et, ayant passé le Duero dans le plus profond silence, se présenta devant la porte de Sainte-Catherine où Triguero était de garde. Au signal convenu, elle s'ouvrit; les soldats du roi, entrant en bon ordre, occupent les tours, les remparts, tous les postes, à l'exception du château, dont les avenues furent investies.

Au point du jour, les habitans du château, déjà prévenus par le bruit extraordinaire qu'ils avaient entendu dans la ville, aperçurent l'armée royale en bataille devant leurs barrières et se préparant à donner l'assaut. Personne ne parlait de résister ni même de demander une capitulation; il ne s'agissait plus que d'obtenir grace de la vie. Mais de sortir pour implorer la clémence du roi, chacun s'en défendait, craignant sa première furie. Tout à coup un chevalier navarrais nommé Martin Abarca, qui, dans les derniers troubles, avait pris parti pour les bâtards, se hasarde à une poterne, tenant entre ses bras un enfant de douze à treize ans, fils naturel du roi Alphonse et de doña Léonor. Il reconnaît le roi à ses armes, l'appelle et lui crie : « Sire! faites-moi grace, et je cours me jeter à vos pieds et vous rendre votre frère don Juan! — Martin Abarca, dit le roi, je pardonne à mon frère don Juan; mais pour toi, point de grace! — Eh bien! dit le Navarrais en traversant le fossé, faites de moi à votre plaisir! » Et, sans lâcher l'enfant, il vint se prosterner devant le roi. Don Pèdre, touché de cette hardiesse du désespoir, lui fit grace de la vie aux applaudissemens de tous ses chevaliers.

Cependant la porte du château restait toujours fermée. Don Pèdre fit avertir la reine, sa mère, qu'elle eût à paraître en sa présence. D'abord elle répondit en demandant un sauf-conduit pour elle-même et pour les seigneurs de sa suite. — « Qu'elle vienne sur-le-champ! s'écria le roi avec impatience; je sais ce que j'ai à faire. » On hésitait en-

(1) Cri d'alarme au moyen-âge qui revient souvent dans Froissart : « Si vinrent aux fenêtres de la porte et commençarent à crier à haute voix : Trahis! trahis! Adonc s'estourmirent en grand effroi, etc. » Froissart, liv. III, chap. 99.

core à obéir. Rui Gonzalez de Castañeda, un des vingt ligueurs de Tejadillo, avait demandé secrètement et obtenu quelques jours auparavant une lettre d'amnistie. Il la montre à ses compagnons et les presse de se rendre, les assurant qu'ils n'ont rien à craindre. Sa confiance leur rend quelque espoir, et, la clémence du roi envers Abarca paraissant d'un augure favorable, le pont-levis s'abaisse enfin, et la reine se montre accompagnée de la comtesse de Trastamare et des quatre chefs réfugiés avec elle : c'étaient le Portugais Martin Telho, Estebañez Carpentero, maître *intrus* de Calatrava, Gonzalez de Castañeda, enfin Tellez Giron qui, peu de mois auparavant, avait déserté la bannière royale. Carpentero et Castañeda soutenaient chacun d'un côté la reine tremblante. Ce dernier élevait en l'air la lettre d'amnistie toute déployée. Les autres se serraient autour des deux femmes, qu'ils considéraient comme leur sauvegarde, et s'attachaient à leurs vêtemens. Tous cherchaient quelque seigneur de marque, quelque chef de l'armée royale dont ils pussent implorer la protection. Pour arriver jusqu'au roi, ce lugubre cortége avait à traverser une masse compacte d'hommes d'armes qui les attendaient l'épée nue à la main sur le revers du fossé. Il fallut passer le pont-levis et s'engager entre deux haies de soldats. Castañeda, montrant le parchemin et le sceau du roi, s'écriait qu'il avait sa grace, oubliant qu'il avait laissé expirer le délai fixé pour sa soumission. On s'avançait lentement au milieu des huées et des injures de la foule, et le roi ne paraissait point. A quelques pas du pont-levis, un écuyer de Diego de Padilla, reconnaissant Carpentero aux insignes de Calatrava, fend la presse et lui assène sur la tête un coup de masse qui l'abat aux pieds de la reine (1). On l'achève à coups de poignard. Ce fut le signal du massacre. En un instant Castañeda, Martin Telho et Tellez Giron tombent percés de mille coups, et inondent de leur sang les vêtemens des deux femmes évanouies à cet horrible spectacle. En reprenant connaissance, la reine, soutenue entre les bras de quelques soldats farouches, les pieds dans une mare de sang, vit d'abord les quatre cadavres mutilés, déjà dépouillés nus. Alors le désespoir et la fureur lui rendant des forces, d'une voix entrecoupée par des cris et des sanglots, elle maudit son fils et l'accusa de l'avoir à jamais déshonorée. On l'entraîna dans son palais, où elle fut traitée avec ces respects dérisoires que, l'année précédente, les ligueurs montraient à leur royal captif. La comtesse de Trastamare, séparée aussitôt de la reine, fut dès ce moment gardée avec la plus grande rigueur. L'habitude de don Pèdre n'était pas de remettre au lendemain l'exécution de ses terribles arrêts. Le même jour, quelques seigneurs, saisis dans le châ-

(1) Rades, *Cron. de Calat.*, p. 56, prétend sans aucune autorité que le roi le tua de sa propre main devant la reine. J'ai suivi le récit très circonstancié d'Ayala, qui seul mérite créance.

teau ou dans la ville, furent exécutés publiquement. Là s'arrêtèrent ses vengeances. Satisfait par la mort des principaux chefs, le roi pardonna aux gentilshommes obscurs qu'ils avaient entraînés. A l'égard des bourgeois, il observa fidèlement la promesse faite à Triguero. La ville ne fut point pillée et même ne perdit aucun de ses priviléges (1).

On ne doit point juger cette sanglante exécution avec nos idées modernes; il faut se reporter aux mœurs du moyen-âge, non pour la justifier, mais pour examiner si l'odieux de ce massacre doit retomber sur le prince qui le commanda ou sur l'époque qui vit tant de scènes semblables. Il n'est point douteux que, suivant les lois et les usages de la Castille au XIVe siècle, des vassaux rebelles ne fussent considérés comme des traîtres, que le premier sujet fidèle pouvait et devait tuer en les reconnaissant. Sommés à plusieurs reprises de mettre bas les armes et d'accepter l'amnistie de leur seigneur, ils s'étaient opiniâtrés dans la révolte jusqu'au moment où la résistance cessa d'être possible. Carpentero, en prenant le titre et les insignes de maître de Calatrava, se mettait en hostilité contre son roi et contre son ordre. Si l'on se rappelle qu'il fut tué par un écuyer du maître légitime, Diégo de Padilla, on peut supposer que ce fut en qualité de frère insubordonné qu'il reçut la mort. Au crime de rébellion contre son souverain, Tellez Giron joignait le crime de désertion à l'ennemi. Castañeda paraît avoir joué le rôle odieux de traître à tous les partis. Assistant au conseil des ligueurs, il traitait à leur insu avec le roi; il se faisait donner une amnistie personnelle, et prétendait ne s'en servir que lorsqu'il aurait perdu tout espoir dans le succès de ses compagnons. Quant à Martin Telho, sujet portugais et vassal de la reine-mère, il ne pouvait être considéré comme coupable de haute trahison; mais le coup qui le frappa était dirigé contre la reine elle-même, et c'est parce que don Pèdre ne pouvait punir sa mère qu'il s'en prit à son conseiller, à son amant, selon le bruit public. Suivant les mœurs du moyen-âge, sa vengeance était juste, car à lui appartenait de châtier tout attentat à l'honneur de la maison dont il était le chef. Deux siècles plus tard, cette tyrannie ou ce despotisme autorisé du chef de famille existait encore en Espagne, et, pour obéir aux lois de l'honneur, un gentilhomme devait poignarder sur la place tout homme qu'il trouvait seul chez une de ses parentes. Assurément, en 1356, personne n'eût contesté à don Pèdre le droit de tirer un châtiment exemplaire des rebelles de Toro; mais que penser de cette boucherie de gens sans défense qui venaient, conduits par deux femmes, implorer sa pitié? Sans doute la clémence eût été approuvée par l'opinion publique, qui loua don Pèdre pour avoir fait grace à Martin Abarca. Cependant le crime des quatre riches-hommes était manifeste;

(1) Ayala, p. 207. — Rades, *Cron. de Calat.*, p. 56.

le mode de châtiment employé contre eux était admis par les mœurs, et peut-être aucun autre n'était alors possible. Devant quel tribunal, en effet, juger un riche-homme, espèce de souverain indépendant, au-dessus des lois comme le roi lui-même? En de telles occasions, comme dans toutes les questions politiques au moyen-âge, les précédens (*fazanas*) faisaient autorité, et malheureusement les exemples ne manquaient pas d'exécutions sans jugement. C'est ainsi que le roi don Alphonse avait fait justice du maître d'Alcántara Gonzalo Martinez; c'est ainsi que don Juan d'Alburquerque avait fait décapiter Alonso Coronel. Alors ce n'était pas une vaine formule, celle qui enjoignait à tous les sujets loyaux de courir sus au rebelle et de le mettre à mort. De braves gentilshommes ne se refusaient pas à faire le métier de bourreau, et tuer un proscrit était à cette époque, comme aujourd'hui en Orient, une action qui n'entraînait pas le déshonneur. Il y a quelques années à peine que l'instrument du supplice n'était pas le même en Espagne pour le noble et pour le roturier. Au XIVe siècle, un riche-homme castillan abandonnait sa tête à la masse ou au glaive d'un chevalier avec moins de regret qu'à la hache du bourreau.

Quant au résultat politique du massacre de Toro, l'événement prouva que ce terrible exemple avait fait une salutaire impression sur cette noblesse toujours ennemie des lois et de la tranquillité publique. En apprenant la prise de leur plus fort boulevard, ce qui restait de ligueurs dans la Castille, en Estramadure et dans le royaume de Léon, se dispersa presque aussitôt. Gonzalo Mexia, commandeur de Saint-Jacques, qui venait de battre les royalistes près de Talavera, se hâta de quitter l'Espagne et se réfugia en France, puis en Aragon (1). Albornoz s'enfuit de Cuenca, emmenant avec lui, à Saragosse, le jeune don Sanche, son pupille (2). Après quelques jours de siége, Palenzuela, que la reine Marie avait donnée au comte de Trastamare, se rendit à discrétion (3). Don Tello, qui jusqu'alors s'était maintenu complétement indépendant en Biscaïe, envoya demander merci (4). Enfin don Henri lui-même, perdant tout espoir de prolonger une lutte trop inégale, supplia le roi de lui accorder un sauf-conduit pour sortir de Castille et passer en France, où il allait accepter la solde et la condition de capitaine d'aventure (5). Depuis les Pyrénées jusqu'au détroit de Gibraltar, l'autorité de don Pèdre était reconnue. Cette noblesse qui, naguère, le retenait captif, humiliait maintenant son orgueil devant sa pleine puissance; l'église, qui avait mis son royaume en interdit, se contentait d'une sa-

(1) Ayala, p. 209.
(2) *Ibid.*, *ibid.*
(3) *Ibid.*, p. 210.
(4) *Ibid.*, *ibid.*
(5) *Ibid.*, p. 213.

tisfaction frivole; enfin, malgré une guerre ruineuse, le roi se trouvait possesseur d'un trésor considérable, maître absolu dans ses états, et redouté par tous ses voisins.

VI.

En rapportant les derniers événemens de la guerre civile en Castille, Ayala, dont j'hésite toujours à soupçonner la bonne foi, impute à don Pèdre le projet d'une trahison dont il n'allègue aucune preuve et qui paraît trop improbable pour être imputée au roi sur un seul témoignage, quelque gravité qu'on lui accorde. Pendant le siége de Palenzuela, dit le chroniqueur, don Pèdre vit réunis dans son camp les deux infans d'Aragon, don Fadrique et don Juan de la Cerda, naguère les chefs des ligueurs. Il avait résolu de s'en défaire, mais, pour rendre sa vengeance plus complète, il voulait encore une autre victime. Déjà don Tello avait envoyé sa soumission, et Juan de Avendaño, son principal conseiller, et l'homme le plus influent en Biscaïe, gagné par l'or du roi, promettait de déterminer le jeune prince à venir en personne chercher le pardon de sa longue désobéissance. Le roi, s'ouvrant alors à Juan de Hinestrosa, lui demanda de le conseiller sur la manière la plus sûre de faire périr tous ses ennemis à la fois. En loyal chevalier qu'il était, Hinestrosa eut horreur de cette perfidie, mais il connaissait trop son maître pour s'opposer ouvertement à sa vengeance. En outre, il avait ses desseins particuliers, et tenait surtout à sauver deux braves écuyers qui se défendaient dans Palenzuela en hommes qui ont déjà fait le sacrifice de leur vie. — « Sire, dit Hinestrosa, faites merci pour le moment aux gens qui tiennent la ville. L'important pour vous, c'est d'y entrer au plus tôt. Une fois que nous en serons maîtres, donnez-moi le donjon à garder. Là, je feindrai d'être malade. Vous viendrez me voir, et mènerez avec vous ces seigneurs vos ennemis, sous couleur de jouer aux dés dans mon appartement. Entrés dans le donjon avec petite compagnie, ils ne pourront vous échapper. » Ce plan fut fort goûté par le roi, mais il manqua par la prudence de don Tello, qu'on ne put décider à quitter la Biscaïe. « Le roi en fut marri, » ajoute Ayala, que je continue à copier, « et dans la suite il conta devant ses familiers comment, par telles pratiques, il cuida cette fois affiner et faire mourir à la fois cinq, ses plus irréconciliables ennemis (1). »

Remarquons d'abord combien il y a peu d'apparence que, pour faire donner quartier à deux gentilshommes obscurs, Hinestrosa fut obligé de consentir ou de paraître consentir à un attentat si odieux. En outre, est-il vraisemblable qu'au moment où, de l'aveu du roi, il venait de

(1) Ayala, p. 211.

sauver la vie à don Fadrique, ce prince le chargeât d'inventer un projet de guet-apens pour le faire périr? Que si l'on attribue à don Pèdre le calcul de ne frapper ses ennemis qu'après les avoir réunis tous, afin sans doute que la mort d'un d'entre eux ne servît point d'avertissement aux autres, comment supposer qu'il n'ait pas fait les plus grands efforts pour attirer au piége le comte de Trastamare, bien plus dangereux que don Tello? On suppose donc qu'il se serait contenté de cinq têtes, et que quatre n'auraient pu le satisfaire. Quelle précision, quelle mesure dans la vengeance! Que don Pèdre, malgré ses sermens, ait conservé sa haine et ses soupçons contre les bâtards et les riches-hommes qui l'avaient offensé, cela est malheureusement trop probable; mais le moyen de croire que, dans un moment où les troubles du royaume n'étaient pas encore apaisés, il eût de gaieté de cœur rallumé le feu de la guerre civile par un crime exécrable, crime inutile d'ailleurs tant que vivrait don Henri! Seul, il suffisait pour rallier les mécontens, et serait devenu d'autant plus à craindre que son autorité n'eût plus été partagée. Malgré tant d'invraisemblances, je ne puis imputer au sage Ayala une calomnie gratuite. Probablement don Pèdre, aigri par le malheur et se rappelant qu'un jour il avait tenu ses plus mortels ennemis en sa puissance, témoigna publiquement le regret de n'avoir pas profité de l'occasion offerte par la fortune. De là peut-être l'origine de la fable que je viens de rapporter, et dont j'ai montré, je crois, l'inconsistance. Ajoutons que don Tello, instruit de la correspondance que son conseiller Avendaño entretenait secrètement avec le roi, le fit assassiner peu de temps après la prise de Palenzuela, « par quoi, dit notre chroniqueur, don Tello demeura plus maître en Biscaïe qu'il n'était auparavant (1). » On doit supposer que le jeune prince, pour se justifier de ce meurtre, feignit de croire Avendaño plus coupable qu'il n'était en réalité, et qu'il accrédita les bruits de trahison méditée contre ses amis et contre lui-même.

Je ne pense pas qu'il faille ajouter plus de créance à un autre projet d'assassinat tramé vers le même temps contre le seul don Fadrique, qui, suivant Ayala, devait être tué dans un tournoi célébré à Tordesillas devant Marie de Padilla. « Mais, ajoute-t-il naïvement, le coup manqua, le roi n'ayant pas voulu découvrir le secret à ceux qui devaient faire l'œuvre (2). » S'il faut chercher un sens à cette phrase, je suppose qu'il s'agissait de donner aux adversaires du Maître quelque arme discourtoise, comme le fleuret empoisonné dans le *Hamlet* de Shakespeare. Je ne sais si je dois m'arrêter à justifier don Pèdre d'un

(1) Ayala, p. 214. On verra bientôt que notre chroniqueur se trompe fort sur les conséquences de ce meurtre.

(2) Pero non se pudo facer, ca non les quiso el rey descobrir este secreto a los que entraron en el torneo, que avian de facer esta obra, e por tusto cesò. Ayala, p. 212.

crime qui ne fut point consommé, et le vague même de l'accusation rend la défense difficile; je me contenterai d'opposer à une imputation si légèrement admise un fait cité par le même Ayala, et qui en démontre toute l'invraisemblance. Immédiatement après le tournoi de Tordesillas, deux hommes attachés à la personne de don Fadrique, l'un bourgeois de Valladolid, l'autre de Tolède, furent arrêtés et mis à mort par les alguazils de cour. Tous les deux avaient pris une part active aux derniers troubles et s'étaient signalés entre les plus factieux (1). Si don Pèdre songeait alors réellement à faire périr le maître de Saint-Jacques, il oubliait bien vite cette politique perfide qu'on lui attribuait tout à l'heure, et, par le supplice de serviteurs subalternes de son frère, il l'obligeait à craindre pour lui-même et l'avertissait en quelque sorte de se tenir sur ses gardes. N'est-il pas évident, au contraire, qu'en punissant des factieux obscurs, le roi n'avait d'autre intention que de prouver sa puissance et de montrer aux grands de son royaume, surtout à don Fadrique, le prix qu'il réservait à la rébellion? Don Pèdre aimait à se faire craindre, et don Fadrique s'était rendu assez coupable pour mériter une leçon plus sévère encore que celle qu'il recevait par le supplice de ses adhérens.

La Castille était pacifiée. La situation des provinces du nord n'inspirait plus d'inquiétudes, cependant don Tello trouvait toujours des prétextes pour demeurer en Biscaïe. Las de l'attendre, mais satisfait ou feignant de l'être par les assurances réitérées de soumission qu'il en recevait, le roi se rendit avec toute sa cour à Séville, qui déjà, par son heureuse position et par l'industrie de ses habitans, était devenue la ville la plus importante de son empire. C'était sa résidence de prédilection, il se plaisait à l'embellir de monumens magnifiques, à y donner des fêtes, à y déployer un luxe encore inconnu aux souverains de la Castille. Marie de Padilla le suivit à Séville, et vint occuper un appartement dans l'Alcazar. Depuis la fin des troubles, don Pèdre avait jeté le masque. Il la traitait en reine, et les peuples s'habituaient à respecter son choix.

P. Mérimée.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

(1) Ayala, p. 212.

VOYAGE ET RECHERCHES

EN

ÉGYPTE ET EN NUBIE.

THÈBES.

21 janvier.

Le cœur me battait en approchant de Thèbes comme il m'a battu jadis en approchant de Rome pour la première fois. Un de ces noms fait songer à l'autre, d'autant plus que les montagnes de Thèbes rappellent un peu les lignes de l'horizon romain.

Comment s'orienter dans ce dédale de ruines, comment donner au lecteur une idée de l'ensemble avant de l'initier aux détails? Je vais tenter d'y parvenir en prenant pour points de comparaison quelques monumens de Paris dont la position relative correspond à peu près à celle des monumens de Thèbes. Si l'on veut bien, une fois pour toutes, faire ce rapprochement mnémonique, on me suivra facilement dans ma description. Je supplie les archéologues de me pardonner un rapprochement profane et de me permettre de placer le lecteur, arrivé avec moi à Thèbes en remontant le Nil, tout juste dans la situation où il serait si, venant de Saint-Cloud par le bateau à vapeur, il se trouvait au pont d'Iéna.

Thèbes était bâtie sur les deux rives du Nil, comme Paris a été con-

struit sur les deux rives de la Seine. Il n'y a de différence que la largeur, beaucoup plus considérable, du premier fleuve. Nous commencerons notre topographie comparative par la rive droite du Nil, la rive orientale, qui est à notre gauche puisque nous remontons. La position de Karnac, qui renferme les plus majestueux édifices de l'ancienne Égypte, est à peu près celle de l'arc de l'Étoile, le plus colossal monument de notre époque. De là, une avenue de sphinx conduisait aux palais de Louksor, comme, toute révérence gardée, l'avenue des Champs-Élysées conduit à la place Louis XV, où Louksor est représenté par l'obélisque qu'il nous a donné. Voilà pour la rive droite; passons à la rive gauche. Presque en face de Karnac, on trouve le palais de Gournah, dont nous désignerons l'emplacement par celui de l'École Militaire, qui s'élève à peu près en face de l'arc de l'Étoile. En remontant le fleuve et en nous éloignant de ses bords, nous arrivons à un monument dans lequel on a voulu retrouver le fameux tombeau d'Osymandias, et que Champollion, qui l'a reconnu pour être l'œuvre de Ramsès-le-Grand, a appelé le Ramesséum. La situation du Ramesséum sera représentée par celle du palais du Luxembourg. Remontant encore à peu près parallèlement au fleuve, mais s'en rapprochant un peu, on parvient aux colosses de Memnon, dont nous indiquerons l'emplacement par celui de l'École de Médecine. Enfin il reste un grand ensemble de monumens qu'on trouve plus loin, toujours en remontant le cours du fleuve : c'est ce qu'on appelle Medinet-Habou. Medinet-Habou est, comme Karnac, une collection d'édifices de différens caractères et de différens âges; l'emplacement de Medinet-Habou répond à celui du Muséum à l'extrémité du Jardin des Plantes.

Ainsi, sur la rive droite, deux groupes de monumens : Karnac, — l'arc de l'Étoile; Louksor, — la place Louis XV. — Sur la rive gauche, trois groupes de monumens : Gournah, — l'École Militaire; le Ramesséum, — palais du Luxembourg; Medinet-Habou, — Muséum.

Tels sont les points dont il faut tâcher de graver dans sa mémoire les positions respectives pour pouvoir se reconnaître dans la vaste plaine où fut Thèbes. Les monumens de moindre importance se grouperont facilement autour de ces cinq monumens principaux. Quatre portent le nom d'un village qui s'est élevé auprès d'eux; dès le temps de Strabon, Thèbes était divisée en plusieurs villages. Juvénal la vit déjà à l'état de ruine.

. . . . . Centum jacet obruta portis.

Enfin la Thèbes de la rive gauche est bordée par une chaîne de collines analogues, quant à la position, aux collines qui s'étendent de Meudon à Clamart, en les supposant toutefois plus voisines de la Seine. Ces collines nues sont criblées de grottes funéraires qui ont servi de tom-

beaux à des particuliers. Derrière cette chaîne est une vallée parallèle au Nil, et qui renferme les tombeaux des rois, vastes demeures souterraines creusées dans le roc. Avec ces indications, on peut, ce me semble, se représenter la distribution des monumens que nous allons parcourir et rapidement examiner, comme des voyageurs qui reviendront.

J'ajouterai encore que la véritable ville, la ville d'Ammon, ou, comme disaient les Grecs, la ville de Jupiter (Diospolis), occupait la rive droite, qui est la rive orientale. La rive gauche confinait à la nécropole ou ville des morts, laquelle était située comme toujours au couchant, parce que la région du couchant était la région des morts. C'est encore un moyen mnémonique : les catacombes de Paris se trouvent sur la rive gauche. Comment communiquaient les deux parties de la grande cité thébaine? Était-ce par des barques innombrables, comme les caïques de Constantinople, ou par un pont, ainsi qu'à Babylone? Si ce pont a existé à Thèbes, il a dû être formé de bateaux, car autrement il resterait quelque trace de la maçonnerie. Du reste, les ponts n'étaient point inconnus des anciens Égyptiens; on voit un pont représenté sur deux des monumens de Thèbes.

Il ne reste rien de la fameuse enceinte; il est donc permis de révoquer en doute l'existence des murs sur lesquels pouvaient se promener des chars. Si cette enceinte eût jamais existé, elle aurait laissé quelques vestiges. L'enceinte, moins antique il est vrai, de la ville d'Elithya, a bien subsisté presque intacte jusqu'à nos jours, et l'on trouve, amoncelées en collines, les briques des murailles de Babylone.

Après ce coup d'œil général jeté sur la topographie de Thèbes, il est temps d'en visiter les débris. Par où faut-il commencer? Je n'hésite point à répondre : par le plus beau. En voyage, on doit, je pense, aller à ce qui est frappant; on a, de la sorte, une impression forte et complète. Si l'on arrive par gradation aux objets les plus remarquables, l'impression s'affaiblit et s'atténue pour avoir été trop préparée. A Rome, il faut se diriger d'abord vers le Colisée ou vers Saint-Pierre, et ne rien regarder sur la route. D'après ce principe, je commence par Karnac.

Quand on a traversé un petit bois de palmiers, on rencontre un vaste pylône, large comme la moitié de la façade des Invalides et haut comme la colonne de la place Vendôme. Il n'a pas été achevé (1). Par ce pylône,

(1) Un pylône est l'encadrement d'une grande porte formé par deux massifs qui vont en diminuant de la base au sommet; ce sont comme deux pyramides tronquées et sur lesquelles repose une terrasse. Dans l'intérieur des massifs sont ménagés des escaliers conduisant sur la terrasse, qui forme le sommet du pylône, et qu'on croit avoir pu servir à des observations astronomiques. Il y a des pylônes en avant de l'entrée ou à l'entrée de presque tous les monumens égyptiens. Il est possible, comme on l'a dit, que l'épithète homérique de Thèbes *aux cent portes* soit une allusion aux nombreux pylônes qui la décoraient. J'en dirai autant de Thèbes *aux belles portes*, épithète qu'on lit dans une inscription tracée par un voyageur grec sur la statue de Memnon.

on entre dans un vaste péristyle au milieu duquel s'élevaient douze colonnes. Toutes, une seule exceptée, ont été couchées par un tremblement de terre. Les tambours gisent accolés les uns aux autres, comme une pile de dames renversées. En face est un second pylône placé en avant de la grande et merveilleuse salle à colonnes qu'on appelle la salle hypostyle de Karnac. Ici, on commence à éprouver le sentiment du gigantesque. Le tremblement de terre a fait crouler un des massifs du second pylône, qui présente maintenant l'aspect d'un éboulement de montagne. En présence de ces débris, on ne pense à aucun monument humain; on pense aux grandes catastrophes de la nature. Il y a dans les Pyrénées, sur la route de Gavarnie, un lieu nommé avec raison le *Chaos*, où l'on voit des masses de rochers, grandes comme des maisons, entassées dans un désordre sublime. Le Chaos de Gavarnie est parmi les chutes de montagnes ce que le pylône de Karnac est parmi les ruines.

Une statue colossale et mutilée se tient debout au seuil de la grande salle : c'est l'image de Ramsès-le-Grand, celui qu'on appelle Sésostris, bien qu'il ne soit pas le vrai, l'ancien Sésostris, mais parce qu'il était déjà confondu dans la tradition avec le divin conquérant au temps de Germanicus. Ayant eu la fortune de découvrir une de ses filles enfouie dans un coin du musée de Marseille, je passe devant lui avec la confiance d'un homme qui a été assez heureux pour rendre quelque service à la famille, et je pénètre dans la grande salle. Le spectacle que j'ai devant les yeux surpasse tout ce que j'ai vu sur la terre.

Non, M. Wilkinson n'a point exagéré en disant que c'est la plus vaste et la plus splendide ruine des temps anciens et modernes. Pour Champollion, dont l'ame, naturellement ouverte au sentiment du grand, savait aussi bien admirer l'Égypte que la comprendre, on voit qu'il fut étourdi et comme foudroyé à l'aspect de cette merveille du passé. « Les Égyptiens, écrivait-il en présence de ce que je vois, concevaient en hommes de cent pieds de haut, et l'imagination, qui en Europe s'élance bien au-dessus de nos portiques, s'arrête et tombe impuissante au pied des cent quarante colonnes de la salle de Karnac... Je me garderai bien de rien décrire, ajoutait-il, car, ou mes expressions ne vaudraient que la millième partie de ce qu'on doit dire en parlant de tels objets, ou bien, si j'en traçais une faible esquisse même très décolorée, je passerais pour un enthousiaste et peut-être même pour un fou. »

Ainsi Champollion trouvait plus facile de *lire* Karnac que de le décrire. Au risque de passer aussi pour un enthousiaste et pour un fou, j'essaierai de donner une idée de la prodigieuse salle de Karnac et de l'impression qu'elle a produite sur moi. Imaginez une forêt de tours, représentez-vous cent trente-quatre colonnes égales en grosseur à la colonne de la place Vendôme, dont les plus hautes ont soixante-dix pieds de hauteur (c'est presque la hauteur de notre obélisque) et onze

pieds de diamètre, couvertes de bas-reliefs et d'hiéroglyphes; les chapiteaux ont soixante-cinq pieds de circonférence; la salle a trois cent dix-neuf pieds de long, presque autant que Saint-Pierre, et plus de cent cinquante pieds de large. Il est à peine besoin de dire que ni le temps, ni les deux races de conquérans qui ont ravagé l'Égypte, les pasteurs, peuple barbare, et les Perses, peuple fanatique, n'ont ébranlé cette impérissable architecture. Elle est exactement ce qu'elle était il y a trois mille ans, à l'époque florissante des Ramsès. Les forces destructives de la nature ont échoué ici contre l'œuvre de l'homme. Le tremblement de terre qui a renversé les douze colonnes de la cour que je viens de traverser a fait, je l'ai dit, crouler ce massif du grand pylône, qui me rappelait tout à l'heure une chute de montagne; mais les cent trente-quatre colonnes de la grande salle que je contemple maintenant n'ont pas chancelé. Le pylône, en tombant, a entraîné les trois colonnes les plus voisines de lui; la quatrième a tenu bon et résiste encore aujourd'hui à ce poids immense de débris.

Cette salle était entièrement couverte, on voit encore une des fenêtres qui l'éclairaient (1). Ce n'était point un temple, mais un vaste lieu de réunion destiné sans doute à ces assemblées solennelles qu'on appelait des panégyries. L'hiéroglyphe dont ce mot grec semble être une traduction (2) se compose d'un signe qui veut dire *tout* et d'un toit supporté par des colonnes semblables à celles qui m'entourent. Ce monument forme donc comme un immense hiéroglyphe au sein duquel je suis perdu.

La grande salle de Karnac a été achevée par Ramsès Sésostris, mais elle avait été construite presque entièrement par son père Séthos (3), dont les exploits sont représentés sur les mur de l'édifice. Ces tableaux forment littéralement une épopée en bas-reliefs dont le héros est le Pharaon Séthos, une *séthéide* sculptée et vivante. Qu'on ne s'étonne pas de cette expression : ces peintures sont tellement homériques, que M. Wilkinson a pu penser qu'Homère les avait vues dans un voyage en Égypte et s'en était inspiré pour peindre les combats de l'Iliade. Chaque compartiment est comme un chant distinct. Ici on voit Séthos, debout sur un char, percer de ses flèches ses ennemis, qui tombent en foule

(1) Je ne sais si cette fenêtre avait des vitres; on conçoit qu'elles n'ont pu durer comme les colonnes. Ce qui est certain, c'est que les Égyptiens ont connu de bonne heure l'usage du verre. On voit des verriers à l'œuvre sur de très anciens monumens, et on trouve des verroteries émaillées dans des tombeaux aussi fort anciens. Plus tard, Alexandrie fut célèbre par ses verreries, et c'est à Alexandrie que pour la première fois dans l'antiquité il est fait mention des vitres par Philon sous Caligula.

(2) En grec πανέγυρις, de πᾶν, tout, et αγορὰ, lieu de réunion; dans le langage hiéroglyphique, le signe *tout* et une salle d'assemblée.

(3) C'est celui que Champollion appelle Ménéphta Ier. Les travaux les plus récens ramènent à lui donner un nom que M. Lenormant le premier avait réclamé pour ce Pharaon.

dans mille attitudes désespérées. Le roi, le char, les coursiers, tout est gigantesque par rapport aux ennemis de l'Égypte. Le poitrail des chevaux lancés au galop domine la forteresse et couvre l'armée tout entière des vaincus. Plus loin, le vaillant Pharaon est aux prises avec un chef ennemi qu'il tient à la gorge et va percer; son pied écrase un adversaire qu'il vient d'immoler. Le mouvement qui exprime cette double action est sublime. Ailleurs on voit Séthos traîner après lui les peuples soumis par ses armes, et, ce qui est plus extraordinaire, emporter plusieurs chefs sous son bras, ainsi qu'on emporterait un enfant mutin. Puis les vaincus font acte de soumission, ils abattent les forêts de leur pays comme pour l'ouvrir devant les pas du vainqueur. Le roi revient en triomphe dans ses états, où il reçoit les hommages de ses peuples, et où les grands et, ce qui est à remarquer, les prêtres, inclinés devant lui et représentés avec une stature très inférieure à la sienne, offrent en toute humilité leurs respects au Pharaon victorieux (1).

C'est sur une muraille de Karnac que Champollion a découvert ce fait si curieux qui est tout à la fois une preuve de la lecture des hiéroglyphes et un indice des lumières que cette lecture peut fournir à l'histoire. Sur le mur méridional de la grande salle de Karnac est représenté le roi égyptien Sésonch traînant aux pieds de ses dieux un grand nombre de figures humaines; toutes portent écrit sur la poitrine le nom des peuples et des pays dont elles sont des personnifications. Champollion a lu très distinctement, et tout le monde peut, comme je l'ai fait, lire après lui sur la poitrine de l'une de ces figures, *Ioudh malk*, ce qui veut dire en hébreu royaume de Juda (2). On ne doit pas s'étonner de voir un mot étranger écrit en caractères hiéroglyphiques, c'est-à-dire en lettres égyptiennes. Nous en faisons autant quand nous écrivons en lettres françaises le *pachalik* de Damas ou le *beylik* de Constantine.

Or, le *Livre des Rois* nous apprend que le roi égyptien Sésac, dans lequel il est impossible de ne pas reconnaître le roi Sésonch de Karnac, a pris Jérusalem et a emmené captif le roi Roboam, et voilà qu'on découvre le royaume de Juda parmi les pays dont Sésonch a triomphé. Pouvait-on trouver une concordance plus frappante entre le *Livre des Rois*, les monumens égyptiens, et les listes de Manéthon, qui placent ici

(1) Les exploits de Ramsès-le-Grand, fils de Séthos, sont également figurés à Karnac sur un mur. Champollion avait cru retrouver là écrit en hiéroglyphes magnifiques ce qu'il avait vu écrit en caractères cursifs sur un papyrus appartenant alors à M. Sallier. Ce papyrus, dont Salvolini a traduit quelques lignes, traduction qu'il a publiée sous le titre un peu fastueux de *Campagnes de Ramsès-le-Grand*, ce papyrus, maintenant à Londres, paraît se rapporter à une expédition différente de celle qui est sculptée sur le mur de Karnac.

(2) Ou plutôt *Juda royaume*. *Malk* est la traduction phonétique du signe *pays*, qui suit toujours les noms de peuples, et qui est ici après *malk*. Les Égyptiens avaient l'habitude d'écrire un mot en toutes lettres à côté de la figure ou du symbole qui exprimait un objet ou une idée.

un Sésonchis, évidemment le même que Sésonch? Ainsi donc, vers la fin du xe siècle avant Jésus-Christ, voilà un point de repère, et pour ainsi dire un point d'appui inébranlable, fourni aux tâtonnemens chronologiques par lesquels on parvient à remonter beaucoup plus haut.

Au-delà de cette merveilleuse salle, on trouve encore à Karnac un certain nombre de monumens, les uns en ruines, les autres assez bien conservés, mais ils ne sont plus comparables pour la grandeur à ce qu'on vient de voir : on a quitté la demeure des géans, on est rentré parmi les hommes.

Pour être moins considérables, ce qu'on peut appeler comparativement les petits monumens de Karnac n'en offrent pas moins d'intérêt et souvent de beauté. Rien n'est plus beau, par exemple, que les hiéroglyphes qui décorent l'obélisque qu'on aperçoit sur la gauche en sortant de la grande salle de Karnac. Cet obélisque a été élevé par une reine qui fut régente pour son frère Thoutmosis. Ce qui est très remarquable, c'est que le personnage qui figure sur l'obélisque, où il est représenté plusieurs fois faisant diverses offrandes aux dieux, est un personnage masculin, bien qu'il s'agisse d'une reine, d'une *fille du soleil,* dans les inscriptions qui accompagnent les bas-reliefs. Le caractère sacerdotal, inhérent à la royauté égyptienne, n'a pas permis que le souverain fût représenté sous les traits d'une femme (1).

En pénétrant à travers les débris, on arrive à l'emplacement où furent élevés, plusieurs siècles avant que Séthos construisît la salle gigantesque, les plus antiques édifices de Karnac. Là était le sanctuaire des premiers Pharaons de la dix-huitième dynastie; là un roi bien plus ancien, Osortasen Ier, de la douzième, avant l'invasion des pasteurs, avait gravé sur des colonnes qui ont échappé aux ravages de la conquête son nom, que j'ai déjà lu sur l'obélisque d'Héliopolis. Les débris de cette époque sont précieux, car ils sont rares; ils reportent la pensée vers une période de l'histoire d'Égypte postérieure de bien des siècles aux rois des pyramides, mais qu'on appelle néanmoins l'*ancien royaume,* par comparaison avec l'âge relativement moderne qui vit bâtir les grands monumens de Thèbes, cet âge des Thoutmosis et des Ramsès qui est lui-même antérieur d'environ 1500 ans à l'ère chrétienne. Vraiment, ici, les siècles sont entassés sur les siècles, comme les ruines sont amoncelées sur les ruines.

(1) C'est, je crois, la véritable raison de cette substitution d'un personnage masculin à une figure de femme que sembleraient devoir indiquer les désignations féminines de l'inscription. Champollion et Rosellini ont cru que le roi représenté sur l'obélisque était le mari de la reine, et que le nom du mari, nom qu'ils lisaient Amenmehé, remplaçait le nom de la femme; mais ce nom du prétendu Amenmehé est un nom de femme, comme on le voit sur une des faces de l'obélisque, où il est accompagné de cette désignation, *fille du soleil,* tandis que sur une autre face le prétendu Pharaon est dit *aimée d'Ammon.*

Et notez que les colonnes qui portent le nom de cet Osortasen Ier, de la douzième dynastie, aussi bien que les hiéroglyphes de l'obélisque d'Héliopolis (1), montrent que l'art et la civilisation étaient parvenus, en Égypte, à un haut degré de perfection, quand ce pays tomba sous la domination du peuple étranger qu'on appelle les *pasteurs*, peuple barbare qui n'a pas laissé un seul temple debout, mais qui n'a pu, par une occupation de cinq siècles, éteindre le génie égyptien; car à peine les pasteurs sont-ils expulsés, qu'on voit, sous l'empire de cet élan national toujours produit par l'affranchissement d'un joug étranger, s'élever les admirables monumens de Karnac.

Cette époque, qui suit l'expulsion des barbares, est précisément celle où l'art égyptien atteint rapidement sa plus grande perfection. C'est l'âge des Thoutmosis, qui fut le siècle de l'élégant et de l'achevé, comme l'âge des Ramsès fut le siècle du majestueux et du grand. Ici la marche ordinaire de l'art a été renversée; le beau a paru avant le sublime, Praxitèle est venu avant Phidias. C'est comme si Eschyle eût été devancé par Euripide et Corneille par Racine. Il est vrai qu'il y avait dans les profondeurs de l'antiquité égyptienne un autre âge, d'une grandeur primitive, auprès de laquelle la grandeur de la salle de Karnac disparaît : c'est l'âge reculé des pyramides. Cependant l'époque des Thoutmosis connut aussi la grandeur. Le sphinx des pyramides est un portrait colossal de Thoutmosis III. C'est aussi son nom qu'on lit sur l'obélisque de Saint-Jean de Latran, le plus grand des obélisques connus. A Karnac, l'édifice qu'on appelle le palais de Thoutmosis serait grand partout ailleurs que dans le voisinage de la salle des Ramsès.

A un des angles de ce palais de Thoutmosis était une petite chambre fameuse sous le nom de *chambre de Karnac*. Elle n'est plus à Thèbes, mais à Paris. M. Prisse, après avoir surmonté de grandes difficultés et des obstacles de tout genre, est parvenu à emporter les parois de la salle, et il en a généreusement fait don à la France. M. Lepsius, qui n'avait pas eu nouvelle de cet enlèvement, a cherché, dit-on, pendant quelque temps la chambre de Karnac sans pouvoir comprendre comment il ne la trouvait pas. On dit aussi qu'il avait le dessein de faire ce qu'a fait M. Prisse, si celui-ci ne l'avait devancé. Du reste, M. Lepsius a noblement exprimé sa satisfaction que ce précieux document historique fût soustrait aux chances de destruction qui menacent les monumens de l'Égypte.

Les murs de la chambre de Karnac montrent le roi Thoutmosis III offrant un hommage religieux à une suite de princes qui l'ont évidemment précédé. L'image de chaque personnage est accompagnée de son

(1) Il faut joindre encore aux monumens de cette époque reculée, remarquables par la beauté de l'exécution, les deux statues d'Osortasen Ier, conservées au musée de Berlin, et les admirables peintures des grottes de Beni-Hassan, tracées sous Osortasen II.

nom; c'est donc une chronologie figurée de la plus haute importance pour l'époque antérieure à la dix-huitième dynastie, c'est-à-dire pour l'époque la moins riche en monumens historiques. Malheureusement cette suite de noms ne forme pas une série continue; c'est un choix parmi les prédécesseurs de Thoutmosis, et probablement parmi ses ancêtres (1). Cependant, en comparant la chambre de Karnac avec d'autres séries de noms royaux et surtout avec le précieux papyrus de Turin, qui contient un grand nombre de noms de rois antérieurs à la dix-huitième dynastie, on commence à voir se dessiner les linéamens de cette ancienne histoire.

Si maintenant on laisse à gauche le palais de Karnac et qu'on avance vers le sud, on trouve quatre grands pylônes placés à la suite et à une certaine distance les uns des autres. Le troisième est appelé pylône d'Horus, parce qu'il a été élevé sous le roi de ce nom. Horus appartient à cette dix-huitième dynastie sous laquelle l'art égyptien atteignit à toute la perfection dont il était susceptible. Aussi le pylône qui porte son nom est-il revêtu de bas-reliefs dont on ne saurait se lasser d'admirer la beauté. Ici les descriptions ne peuvent rien, il faut voir.

Ces magnifiques pylônes sont dans ce moment à demi démolis; on fouille pour chercher du salpêtre dans leurs entrailles. Le pacha comprend beaucoup mieux l'utilité de la poudre que le mérite des antiquités. Passe encore pour le pacha, c'est son métier d'être barbare: en Orient, on peut être civilisateur sans être civilisé; mais ce qui révolte au-delà de toute expression, c'est d'entendre un homme très civilisé, très éclairé, le docteur Bowring, expliquer froidement comment il faut faire pour se procurer du salpêtre, et donner cette recette : *on prend des ruines de vieille ville* (2), exactement comme il dirait : pour faire pousser du blé, on prend du fumier. Espérons que le coton-poudre, en fournissant un moyen de se passer de salpêtre, sauvera les édifices de Thèbes, et que le pacha trouvera assez d'avantage à exploiter ainsi son coton pour consentir à épargner ses monumens.

Le cœur me saignait en voyant ces ruines faites de toute pièce pour avoir du salpêtre, selon le procédé de M. Bowring; mais cette sauvagerie a eu son bon côté, car les matériaux intérieurs des pylônes mis au grand jour ont fait d'intéressantes révélations. En effet, sur ces

(1) D'après les travaux de MM. de Bunsen, Lepsius, Prisse et de Rougé, il semble que la partie gauche contient des noms de rois antérieurs à la douzième dynastie, et que sur la partie droite on lit des noms qui appartiennent aux dynasties intermédiaires entre la douzième et la dix-huitième, aux dynasties légitimes qui régnèrent sur une partie de l'Égypte pendant que les pasteurs occupaient la plus grande portion du pays. Ce chapitre obscur de l'histoire d'Égypte a été surtout éclairé par les recherches très solides et neuves en grande partie de M. de Rougé. Voyez les *Annales de philosophie chrétienne*. Voyez aussi deux savans mémoires de M. Barucchi.

(2) *Bowring report of Egypt and Candia.*

matériaux on a lu le nom d'un frère du roi Horus, qui ne figure point dans les listes de Manéthon; ce nom a été (1) parfois effacé, peut-être par Horus, comme le nom de Géta le fut sur les arcs de triomphe et aussi dans les inscriptions hiéroglyphiques par Caracalla. Il y a sans doute un drame de *frères ennemis* enfoui dans ces masses séculaires, et près de reparaître à la voix de la science sur la scène du monde. Un autre nom encore plus curieux que recelaient les débris du pylône d'Horus et qu'on a retrouvé ailleurs, c'est le nom d'un roi dont le type physique est tellement singulier, qu'il a été pris pour une femme (2). Une autre particularité, c'est que, partout où paraît cet étrange personnage, on le voit rendre un culte au soleil figuré d'une manière bizarre, par des rayons qui portent des mains à leurs extrémités. Ce qui ajoute à l'intérêt de ces bas-reliefs, c'est qu'ils offrent sous le rapport de l'art un caractère entièrement différent du caractère commun à tous les autres monumens égyptiens. Ils ont beaucoup moins de raideur et de convenu; l'expression est même si fortement accusée, que parfois elle arrive à la manière ou touche même à la caricature. Des bœufs dessinés avec une liberté extraordinaire, pleins de mouvement et de vie, ont été copiés par M. Prisse d'après une pierre du pylône d'Horus. Il a trouvé aussi d'autres noms de rois appartenant également à cette singulière phase du culte et de l'art égyptiens, et ce qui est inexplicable, c'est qu'on est obligé de les intercaler dans la série des rois de la dix-huitième dynastie, celle dont les monumens présentent le type le plus pur comme le plus achevé de l'art égyptien, type constant sous tous les Pharaons. L'étrange particularité des rayons de soleil terminés par des mains, l'aspect insolite des personnages, le goût des sculptures entièrement différentes des autres sculptures, toutes ces circonstances avaient porté à chercher là de très anciens rois, ou des rois d'une race étrangère à l'Égypte, comme la race des pasteurs; mais les débris du pylône d'Horus et d'autres monumens ne permettent pas de placer plus haut que la dix-huitième dynastie cette inconcevable intrusion d'une race de rois distingués des autres rois de cette dynastie par la configuration physique, la forme du culte et de l'art, et qui paraît avoir régné à Thèbes, où nous venons de trouver ses traces, et où l'un de ces souverains a son tombeau. D'où vient cette veine inconnue et bizarre qui traverse les couches régulières de la

(1) On lit ce nom Amentouonch; il faut lire, je crois, Amenonchtou. L'*ou* me paraît être la désinence du pluriel, et le mot vouloir dire l'*Ammon des vivans*.

(2) Cette supposition, qu'on avait mise en avant, est inadmissible. Le roi Bechan-Aten-Ra est représenté avec sa femme. — L'Hôte, *Lettres*, p. 93; Prisse, *Monumens d'Égypte*, pl. X. — Cette publication de M. Prisse, dans laquelle se trouvent des monumens inédits et importans choisis en général avec beaucoup de discernement, forme une suite indispensable au grand ouvrage de Champollion.

chronologie égyptienne? C'est un des plus curieux d'entre les problèmes qu'offre l'histoire de l'ancienne Égypte, cette histoire que l'on commence à reconstruire avec des débris.

Près des pylônes est un temple dédié au dieu Khons dont les Grecs traduisaient le nom par celui d'Hercule (1). Ce temple ne présente pas, comme le palais de Karnac, l'empreinte de la puissance des Ramsès, mais il offre, ce qui est plus curieux peut-être, les traces d'une usurpation qui a suivi cette puissance. Le temple de Khons a été élevé sous les faibles descendans du grand Ramsès II, celui que l'admiration des peuples confondait avec l'antique Sésostris. Auprès de leurs noms sans gloire, on voit figurer les noms des membres d'une famille de prêtres thébains, qui substituèrent graduellement le pouvoir théocratique au pouvoir militaire. Le plus ancien de ces prêtres a bien déjà placé son nom dans cet encadrement qu'on appelle un cartouche et qui distingue les noms royaux, mais il n'a pas encore osé écrire à côté le titre de roi; il s'appelle seulement *grand-prêtre dans la demeure d'Ammon.* Cependant Rosellini a été assez heureux pour découvrir un endroit obscur du temple où le prêtre ambitieux, roi de fait, roi honteux, a timidement osé prendre dans l'ombre le titre royal. De pareilles précautions, accompagnant et déguisant le plus possible une usurpation graduelle du pouvoir et de la dignité des Pharaons, nous font mieux assister qu'aucun récit ne le pourrait faire aux divers degrés et, pour ainsi dire, aux pas successifs de cet empiétement d'une théocratie qui, cachée dans l'ombre du sanctuaire, en vient insensiblement à remplacer par fraude et par ruse la glorieuse famille des conquérans. Ainsi la lecture de quelques noms propres a révélé toute une révolution dont le résultat a été de faire monter une race sacerdotale sur le trône guerrier des Ramsès.

On remarque deux pieds dessinés en plusieurs endroits sur la plateforme du temple. Ces deux pieds, qui semblent indiquer un pèlerinage accompli dans le lieu saint, sont en général accompagnés d'inscriptions en caractères vulgaires. C'est qu'alors le pèlerin était de condition populaire et ne s'élevait pas jusqu'à l'écriture hiéroglyphique. Cependant j'ai relevé une inscription en hiéroglyphes, disposée comme les autres à côté des pieds mystérieux. On voit par l'inscription que cette fois le pèlerin était un prêtre, ce qui explique l'emploi qu'il a fait d'une écriture plus savante.

(1) M. Prisse a fait dans ce temple des fouilles importantes. Il y a découvert douze chambres: dans l'une d'elles, il a trouvé, ce qui était jusqu'ici sans exemple, la représentation d'*un dieu* à tête de lion. M. Prisse a aussi déterré un petit temple plus voisin du palais de Karnac, et il y a lu le nom du roi éthiopien Taraka (le Zarach de l'Écriture). Ce nom est souvent martelé. Le petit temple découvert par M. Prisse renferme de curieuses représentations de divinités inconnues, peut-être éthiopiennes.

La dévotion des anciens Égyptiens a laissé un autre vestige dans des pierres de l'édifice évidemment grattées par les fidèles, selon toute vraisemblance, dans l'intention d'emporter un peu de la poussière sacrée du temple. Cette explication, dont l'idée m'a été suggérée par M. Durand, est corroborée par un rapprochement qui m'a frappé. A Aidmore, en Irlande, est un rocher dans lequel saint Declan, contemporain de saint Patrik, passe pour être enseveli. Selon la légende, c'est sur ce rocher qu'il vint de Rome en Irlande entre l'*introït* et l'*ite missa est*. Encore aujourd'hui, une vieille gardienne n'a d'autre industrie que de *gratter* le granit de la roche et de le débiter aux pèlerins (1). Quelque chose de semblable se passait sans doute dans le temple de Khons.

Telles sont les principales ruines de Karnac. Joignez-y plusieurs petits édifices que je ne mentionne pas dans cette première vue d'ensemble, et surtout trois pylônes gigantesques, s'élevant isolés l'un au sud, l'autre à l'est et l'autre au nord comme pour garder ces ruines, amas de palais, de temples, de portiques, que domine la salle aux cent trente-quatre colonnes, et du milieu desquelles s'élèvent deux élégans obélisques dont la pointe effilée se détache sur un ciel parfaitement pur. Errez maintenant parmi ce labyrinthe d'édifices et de débris à l'heure où les rayons obliques d'un soleil de feu baignent tout ce que vous voyez d'une lumière étincelante, ou quand la lune presque pleine comme aujourd'hui tapisse de ses clartés les ruines immenses, quand les pylônes dressent dans la nuit leurs masses blanches ou noires, et vous aurez une impression de majesté, de tristesse et de grandeur, comme je ne pense pas qu'on puisse en éprouver une semblable sur la terre.

Il y a trente ans, ces masses étaient muettes; maintenant elles ont une voix et elles racontent plus de vingt siècles de l'histoire d'Égypte. Rien ici ne remonte à l'antiquité primordiale de l'âge des pyramides. On trouve même très peu de textes datant de l'ancien royaume et antérieurs à l'invasion de ces barbares qu'on appelle les pasteurs; mais à peine, après cinq cents ans d'une domination toujours contestée sur quelque point de l'Égypte, les barbares ont-ils été expulsés par la vaillance persévérante des premiers rois de la dix-huitième dynastie, que dis-je? pendant que la lutte dure encore aux extrémités septentrionales de l'empire, sous ces rois de l'Égypte délivrée, s'élève, non loin du lieu où était l'ancien sanctuaire détruit durant l'invasion, ce palais de Thoutmosis III qui existe encore, les obélisques, enfin tout ce qui subsiste de la partie la plus ancienne des édifices de Karnac. Les dimensions de ces édifices ne sont point gigantesques; les hiéroglyphes et les bas-reliefs offrent la perfection qui caractérise l'époque brillante des Thout-

(1) *Excursion dans le pays de Galles et en Irlande*, par M. Pichot.

mosis. A côté de ces monumens d'un goût pur et de dimensions moins considérables, la famille conquérante des Ramsès vint élever un édifice immense, dont les nombreuses et formidables colonnes reproduisent partout leur image et leurs noms, dont les murs sont couverts par les reproductions épiques de leurs guerres et de leurs triomphes. Plus tard, cette splendeur décline, les derniers des Ramsès ne méritent plus d'être confondus avec Sésostris. On dirait les pâles descendans de Charlemagne. Alors une famille de prêtres thébains se glisse sur le trône des Pharaons. Le titre royal, clandestinement usurpé sur les murs du temple de Khons, révèle les progrès tortueux de cette dynastie sacerdotale; mais elle dure peu, le génie guerrier se ranime dans une famille de conquérans qui lutte avec l'empire d'Assyrie. Un roi d'Égypte emmène captif un roi de Juda, et cette page historique de la Bible se retrouve écrite sur un mur de Karnac. La suite des événemens ultérieurs de l'histoire d'Égypte est représentée à Karnac au moins par quelques vestiges. On y a trouvé le nom d'Amyrtée, qui défendit son royaume contre les Perses; le nom de Nectanébo, qu'une légende enfantée par l'orgueil égyptien faisait père d'Alexandre, comme une légende née de la vanité persane faisait d'Alexandre un frère de Darius; enfin, le frère d'Alexandre a gravé son nom, qu'un autre a fait si grand, sur le granit des antiques constructions qui datent des premiers Thoutmosis; puis sont venus les Ptolémées, et si l'on reconnaît comme toujours, au goût de la sculpture et au dessin des hiéroglyphes, une époque de décadence, l'architecture a un air de grandeur digne des Pharaons. C'est par un pylône élevé sous Épiphane qu'on entre dans la salle aux colonnes, et cette entrée ne la dépare point. Ce sont les Ptolémées qui ont dressé les trois grands pylônes du nord, du sud et de l'est. Le nom de Tibère, accolé à celui de Ramsès-le-Grand, complète cette série de siècles, représentés par les différens monumens dont se compose ce monde de ruines et de souvenirs, que, du nom d'un humble village situé à son ombre, on appelle Karnac. Enfin ce sont ces magnifiques débris que nos soldats, qui étaient des héros, mais point des antiquaires, ont salués de leurs applaudissemens. Le canon y a retenti dans une fête nationale célébrée par le général Béliard en l'honneur de la république française, cette dernière puissance qui vient clore la liste de toutes les puissances tombées dont ce lieu retrace le souvenir, et qui elle aussi fait partie de leur glorieux passé.

De l'angle sud-ouest des ruines de Karnac part une allée de sphinx à tête de bélier qui se dirige vers le sud, et allait autrefois rejoindre les palais de Louksor (1). Quel aspect sévère et majestueux devait of-

(1) Une autre allée de sphinx, presque parallèle à la première, conduisait à une enceinte en briques vers le milieu de laquelle est une pièce d'eau; cette enceinte renfermait plusieurs monumens que je négligerai aujourd'hui.

frir cette double file d'images mystérieuses et sacrées se prolongeant ainsi presque en ligne droite pendant une demi-lieue, et réunissant deux masses de palais telles que l'Europe n'en connaît point! Des arbres, comme on en voit encore sur une partie du chemin, le bordaient sans doute. A l'ombre des palmiers, des acacias, des sycomores, les processions marchaient entre ces figures symboliques, qui, muettes et accroupies, les regardaient passer. Il faut se transporter, par l'imagination, dans un autre état de choses, pour retrouver la grandeur de cette singulière décoration, car, dans l'état où elles sont aujourd'hui, les fameuses avenues de sphinx préparent au voyageur un véritable désappointement. Les sphinx sont pour la plupart mutilés ou renversés. Ici, ce n'est pas ce que l'on voit, mais ce que l'on sait qui est grand.

J'ai déjà dit que le sphinx était l'hiéroglyphe de la puissance. Cet hiéroglyphe voulait dire *seigneur*. Quand le sphinx avait une tête d'homme, on l'employait pour désigner la royauté; quand il avait une tête de bélier, la tête d'Ammon, le grand dieu égyptien, il exprimait la puissance divine. Dans le voisinage de Karnac, les sphinx sont remplacés par des béliers portant sur la poitrine une image de Thoutmosis III figuré en Osiris infernal, c'est-à-dire rappelé par la mort au sein d'Ammon. C'est ainsi du moins que je lis cette phrase de pierre.

En suivant l'avenue de sphinx, puis en traversant une plage de sable, nous avons gagné notre barque, qui nous avait déposés à la hauteur de Karnac, et avait remonté le fleuve jusqu'aux ruines de Louksor. Nous les visiterons demain.

22 janvier.

Louksor est un village arabe qui, comme Karnac, a donné son nom obscur à des débris célèbres; mais, tandis que les Arabes de Karnac ont eu le bon esprit de bâtir leurs huttes à côté des monumens, ceux de Louksor ont eu l'idée funeste de se loger parmi les ruines mêmes, de sorte que, pour visiter ces ruines, il faut entrer dans une vingtaine d'intérieurs misérables où de pauvres familles de fellahs dorment, mangent, travaillent; les enfans se précipitent sur l'étranger en lui demandant l'aumône, les femmes se voilent, s'enfuient ou se détournent en présence des infidèles. Ces ménages et ce vacarme gâtent un peu les ruines, et toute cette cohue sale et babillarde trouble désagréablement le silence et la majesté des siècles. Louksor, ce qui veut dire en arabe *les palais*, est, comme Karnac, un assemblage de monumens de différens siècles; seulement cet assemblage est moins considérable, et la chronologie en est plus simple. Tout se rapporte aux deux époques entre lesquelles se partagent aussi les principaux monumens de Karnac. La partie la plus ancienne est l'œuvre d'Aménophis III, celui que les Grecs ont appelé Memnon, et dont le double colosse s'élève sur l'autre rive du fleuve.

Aménophis III, qui était de la famille des Thoutmosis, a élevé le palais méridional de Louksor. Dans ce palais, plusieurs tableaux sont consacrés à représenter l'histoire de la naissance et de l'éducation du roi Aménophis, aidées l'une et l'autre par l'assistance des dieux. Ces bas-reliefs offrent la beauté accomplie d'un âge que j'ai déjà dit être l'âge de la perfection de l'art égyptien. Au nord de ce monument d'Aménophis, une galerie de colonnes, achevée par ses successeurs, conduit à un autre édifice qui a été construit par le grand Ramsès. Ici on remarque la même différence de dimensions qui nous a frappé à Karnac. L'édifice du Pharaon conquérant de la dix-neuvième dynastie domine de sa majestueuse architecture l'architecture plus modeste du Pharaon de la dix-huitième. Le caractère de ces deux époques est empreint dans les deux monumens de Louksor, et mesuré, pour ainsi dire, par leur grandeur.

L'édifice de Ramsès se compose d'une grande cour entourée par un portique et qui couvre une superficie de deux mille cinq cents mètres. C'est en avant du pylône qui précède l'entrée de cette grande cour que Ramsès éleva les deux obélisques dont l'un est encore debout, et dont l'autre orne maintenant une de nos places publiques, où il produit un très bel effet; il en produisait un beaucoup moindre à côté du pylône de Louksor, car il gagne à être isolé. Les Égyptiens ne l'avaient pas mis là pour l'amour du pittoresque; cette masse de granit, qui pèse trois cent soixante milliers, était, je l'ai dit, un signe, une syllabe, un mot; ce mot, qui voulait dire *stable,* devait être écrit près d'une porte; c'était sa place dans la phrase; pour nous, il est un ornement, et a cessé d'être un signe; sans cela eussions-nous osé dresser le signe de la *stabilité* sur la place de la Révolution?

Une seule considération pourrait faire regretter le déplacement de l'obélisque, c'est la pensée du dommage que notre climat lui a déjà causé. J'étais tout chagrin aujourd'hui en voyant son frère intact et resplendissant au soleil, et en me rappelant combien le nôtre s'éraillait et s'attristait dans nos brumes. Quoi qu'en dise le lieu commun, rien n'est plus périssable, on pourrait presque dire plus fragile, que le granit. Il se délite par l'action de l'humidité. J'ai vu, au bord de la Manche, du granit se résoudre en sable. Est-ce là la destinée qui attend l'obélisque de Ramsès, exilé là-bas dans cette sombre cité de l'Occident qu'on appelle Paris?

Les deux jumeaux portent à peu près la même légende. Que de fois on m'a dit d'un air un peu goguenard : Pourriez-vous lire ce qui est écrit sur l'obélisque de la place Louis XV? Oui, messieurs les incrédules, on peut lire et on a lu ce qui est écrit sur l'obélisque. Champollion avait écrit une analyse des inscriptions : c'est Rosellini qui nous l'apprend (1). Or, Salvolini en ayant publié une traduction satisfaisante,

(1) *Monumenti storici*, t. II, p. 2, p. 47, note.

d'après l'abus qu'il a fait trop souvent de la confiance de Champollion, on a tout lieu de croire que ce dernier est pour beaucoup dans la traduction de Salvolini (1). Cette traduction montre la vérité de ce que Champollion disait des inscriptions tracées sur les obélisques dans ses *Lettres sur l'Égypte :* « On sait déjà (c'était grace à lui) que, loin de renfermer, comme on l'a cru si long-temps, de grands mystères religieux, de hautes spéculations philosophiques, les secrets de la science occulte, ou tout au moins des leçons d'astronomie, ce sont tout au plus des dédicaces plus ou moins fastueuses des édifices devant lesquels s'élèvent les monumens de ce genre. » Celui-ci, en effet, dit, comme son frère de Paris, que le Pharaon Ramsès II, fils du soleil, approuvé par le soleil, dieu bienfaisant, maître du monde, vainqueur des peuples, etc., a réjoui Thèbes par des édifices grands et durables. Cette pompeuse inscription est un peu vide, mais du moins elle donne l'âge de l'obélisque, et nous apprend aussi que l'édifice à l'entrée duquel il s'élevait fut bâti par Ramsès-le-Grand. En somme, tout cet appareil d'hiéroglyphes gravés sur notre obélisque de la place Louis XV, pour provoquer l'ébahissement des badauds et le scepticisme des incrédules, ne contient guère qu'une date dans un protocole; mais cette date est quelque chose, car c'est celle de Sésostris.

Quatre colosses de trente pieds sont placés contre le pylône, auprès des obélisques. Ce sont des portraits de Ramsès-le-Grand. La tête et le buste des colosses s'élèvent au-dessus du sable dans lequel leur corps est enfoui. Sur les massifs du pylône sont retracées des scènes de bataille analogues à celles qui représentent les victoires de Séthos à Karnac. Le fils a voulu, comme le père, écrire et figurer sur son monument le récit de ses conquêtes. Champollion, qui, le premier, a lu quelque chose des longues inscriptions tracées près des tableaux de batailles, y distingua les narrations et comme les bulletins de deux affaires différentes dans la même campagne, l'une et l'autre de la même année, la cinquième de Ramsès, et du même mois (*epiphi*), mais la première du 5 et la seconde du 9. Et il y a des personnes qui doutent encore que la lecture des hiéroglyphes puisse servir à l'histoire!

Outre les deux époques principales auxquelles se rapportent les édifices de Louksor, l'époque d'Aménophis III de la dix-huitième dynastie et l'époque de Ramsès II de la dix-neuvième, quelques inscriptions hiéroglyphiques font connaître les réparations qui ont eu lieu à diverses autres époques : la plus curieuse est celle que fit aux jambages de la grande porte de l'édifice de Ramsès le roi éthiopien Sabaco, huit siècles avant Jésus-Christ. « Les bas-reliefs où figure ce roi étranger sont très curieux sous le rapport du style, dit avec raison Champollion. Les figures en sont fortes et très accusées, avec les muscles vigoureusement

(1) M. Lenormant a publié un essai de traduction qui lui appartient bien véritablement.

prononcés. » C'était alors le seul exemple qu'on eût trouvé sur les monumens de l'Égypte de figures se distinguant, par un sentiment plus vrai et un *rendu* plus sincère, du style convenu et abstrait qui en général caractérise la sculpture égyptienne. Maintenant que L'Hôte et M. Prisse ont fait connaître des représentations trouvées d'abord à Psinaula, puis ailleurs et à Thèbes même, de personnages dessinés dans des attitudes expressives jusqu'à la contorsion, l'exception unique alors que présentaient les bas-reliefs du roi éthiopien de Louksor, en intéressant toujours autant Champollion, l'étonnerait moins.

Enfin le nom d'Alexandre, que nous avons trouvé à Karnac, se retrouve ici. Un Alexandre est dit avoir réparé l'ancien monument d'Aménophis. Champollion pense que cet Alexandre est le fils et non le frère du conquérant. A cela près, Louksor est pur de monumens appartenant à l'époque grecque, qui en Égypte commence la décadence de l'art, et à l'époque romaine, qui la consomme.

23 janvier.

Nous avons visité aujourd'hui la rive gauche du Nil; une barque nous a portés de l'autre côté du fleuve. Là nous avons trouvé des ânes, qui, en ce pays, attendent le voyageur partout où il y a quelque chose à voir. On a le choix des montures, et, si l'on s'est muni à Alexandrie d'une bonne selle, en la plaçant sur le baudet le plus vigoureux, on peut se transporter rapidement et sans fatigue vers les différens points que l'on veut explorer. Un voyage en Égypte, c'est une partie d'ânes et une promenade en bateau entremêlées de ruines.

Remontant la plaine de Thèbes du nord au sud, parallèlement au Nil, sur la rive gauche, comme nous l'avions fait sur la rive droite, nous avons d'abord rencontré Gournah. C'est le nom d'un édifice beaucoup plus simple que ceux de Louksor et surtout de Karnac. Gournah est un monument de l'âge des Ramsès; aucune partie de l'édifice ne date d'une époque antérieure; il n'offre donc pas le même intérêt historique que Karnac ou Louksor; il n'est pas non plus d'un effet aussi extraordinaire. Vu de face, il rappelle davantage un temple grec. Deux pylônes isolés, que réunissait une avenue de sphinx, élèvent à une certaine distance de l'édifice leurs massifs inclinés (1). Arrivé au monument lui-même, on est immédiatement en présence d'un portique de cent cinquante pieds, soutenu par dix colonnes. L'aspect qu'il offre aux yeux n'a rien de gigantesque; il est sévère et seulement grand. Cela repose de Karnac. Il y a bien ici une salle soutenue par des colonnes; mais, au lieu d'en compter cent trente-quatre, on en compte six. Cependant le monument de Gournah date des mêmes règnes que

(1) Quand les pylônes, au lieu de servir d'encadrement à l'entrée du temple, sont ainsi isolés comme des arcs de triomphe, on les appelle *propylons*.

la salle de Karnac, les règnes glorieux de Séthos et de son fils Ramsès-le-Grand, qu'on a confondu avec Sésostris. De même aussi le père construisit l'édifice, et le fils y mit la dernière main, les derniers ornemens. C'est ce que dit clairement la dédicace traduite par Champollion.

Les nombreuses représentations qui couvrent les murs de l'édifice retracent, comme de coutume, le Pharaon faisant hommage aux dieux et recevant d'eux la puissance et l'empire. C'est une consécration perpétuelle du pouvoir royal par l'autorité divine, et, remarquons-le en passant, sauf à y revenir plus tard, sans l'intermédiaire du sacerdoce. C'est le roi qui est le prêtre, c'est lui qui offre l'encens ou les pains sacrés; c'est à lui que chaque dieu invoqué répond par cette légende, qui ne manque jamais : « Nous t'accordons la force, la puissance, la victoire, etc. » Souvent le dieu et le roi sont debout tous les deux et semblent presque traiter sur un pied d'égalité. Plus on étudie les monumens égyptiens, plus on est frappé de l'idée que la royauté participait, jusqu'à un certain point, du caractère de la divinité. Ici on en trouve une preuve frappante. Dans une salle de Gournah, on voit Ramsès Ier, le chef de la famille de ce nom, l'aïeul de Ramsès Sésostris, placé derrière Ammon, le grand dieu de Thèbes, recevoir, sous les emblèmes divins d'Osiris, avec lequel il semble identifié, les hommages religieux de son petit-fils.

J'aurai occasion de reparler souvent de ce culte des rois assimilés aux dieux par la religion; je me contente d'en noter un remarquable exemple. Nous sommes bien loin de cette fameuse théocratie d'Égypte, de cet empire absolu des prêtres sur les rois dont il a été si souvent question. L'étude des monumens égyptiens peut, je pense, redresser beaucoup d'opinions légèrement formées et opiniâtrément transmises touchant l'état religieux et social de l'Égypte. Le témoignage des Grecs, surtout celui d'Hérodote, a son prix, mais le témoignage de nos yeux est encore plus sûr. A quelques égards, nous pouvons voir l'ancienne Égypte mieux qu'Hérodote ne l'a vue, car elle vit tout entière, mille fois reproduite, sur les parois des temples et des tombeaux. Or, les temples ne lui étaient pas aussi accessibles qu'à nous. Le temps, cet hiérophante universel, a fait tomber les portes qui se fermaient devant les pas des profanes; il a fait entrer le jour dans les tombeaux où ni la lumière du ciel ni le pied de l'homme ne pouvaient pénétrer. Enfin nous ne sommes pas obligés, comme Hérodote, de nous en rapporter au témoignage des prêtres. Souvent nous pouvons lire ce qu'ils traduisaient à leur gré. L'Égypte, pour Hérodote, était un livre fermé dont on lui racontait le contenu merveilleux; pour nous, c'est un livre ouvert que nous commençons à déchiffrer.

De Gournah nous sommes allés faire visite non plus à une curieuse antiquité, mais à un docte antiquaire, M. Lepsius, si connu par ses im-

portantes publications, et qui, à la tête d'une expédition scientifique envoyée par le gouvernement prussien, a parcouru l'Égypte et la Nubie jusqu'à Méroé. M. Lepsius est à Thèbes depuis plusieurs mois; c'était une bonne fortune qu'une telle rencontre. Nous nous sommes empressés d'en profiter.

L'expédition prussienne est établie dans une petite maison que M. Wilkinson a eu la généreuse pensée de faire bâtir à mi-côte de la montagne qui sépare la plaine de Thèbes de la vallée des tombes royales, pour que ceux qui viendraient étudier les ruines pussent habiter ailleurs que dans leurs barques. Cette demeure est ainsi ouverte à qui veut l'occuper comme la tente de l'Arabe; M. Wilkinson a montré que la civilisation européenne entendait l'hospitalité aussi bien que la barbarie du désert. Nous avons été très cordialement accueillis, et M. Lepsius a bien voulu nous accompagner dans notre promenade archéologique; nous ne pouvions avoir un meilleur cicérone.

Nous sommes entrés d'abord dans le Ramesséum, situé au-dessous de sa demeure, et qu'il visitait en voisin. Il en a fait reconnaître par des fouilles et relever par des plans la disposition architecturale plus complétement qu'elle ne l'avait été jusqu'ici. Ce monument est important à plusieurs égards, d'abord parce qu'il a passé et qu'il passe encore auprès de plusieurs savans pour le fameux tombeau d'Osymandias, dont Diodore de Sicile fait une description si merveilleuse, et qui, à en croire les récits des voyageurs grecs rapportés par cet écrivain, aurait été à lui seul aussi vaste que les quatre plus grands monumens de Thèbes; mais M. Letronne a, selon moi, parfaitement montré que le tombeau d'Osymandias, tel que Diodore de Sicile le décrit, différait du Ramesséum par des traits essentiels (1), en sorte que le prétendu monument d'Osymandias serait invraisemblable et impossible, et tout juste aussi historique que le tombeau de Merlin. Ainsi le tombeau d'Osymandias avec sa bibliothèque, dont l'inscription : *Officine de l'ame*, a été imaginée, je pense, d'après celle de la bibliothèque d'Alexandrie, avec ses pylônes de granit, ce qui est sans exemple, et surtout avec son fameux cercle astronomique en or de six cents pieds de circonférence et d'un pied et demi d'épaisseur (2), ce merveilleux tombeau n'a jamais existé que dans les fables intéressées des prêtres égyptiens et dans l'imagination crédule des voyageurs grecs.

(1) Voyez *Mémoires de l'Académie des Inscriptions*, nouvelle série, t. IX, 317. M. Saint-Martin, qui croyait que le Ramesséum était réellement le tombeau d'Osymandias, pensait qu'on y trouverait le nom de ce roi, qui paraît être la forme altérée d'un vieux nom écrit *sment*; mais dans le Ramesséum on ne trouve que le nom de Ramsès.

(2) Pockoke et Montucla ne croient pas plus que M. Letronne au cercle d'Osymandias. Montucla dit sagement : « J'espère que, dans ce siècle éclairé des lumières de la critique et de la philosophie, l'immense cercle d'Osymandias et l'observatoire de Bélus trouveront peu de croyance. » (*Histoire des Mathématiques*, I, p. 54.)

Délivré des fausses dénominations dont on l'a affublé, le Ramesséum est évidemment un de ces monumens moitié palais et moitié temples, selon moi plus palais que temples, tels qu'en élevèrent sur les deux rives du Nil les rois de la dix-huitième et de la dix-neuvième dynastie. Ces monumens se composaient d'une suite de cours et de salles entourées ou remplies de colonnes, dans lesquelles on voyait tour à tour le Pharaon rendant un hommage religieux aux divinités locales de Thèbes, ou assis à côté d'elles et recevant les adorations de sa race. Celui-ci, élevé par Ramsès-le-Grand, était plein de sa mémoire. Les exploits du conquérant furent sculptés sur ces murailles, comme à Karnac et à Louksor. Un colosse en granit, de cinquante-trois pieds, le représentait assis sur son trône. Ce colosse est aujourd'hui brisé et gisant. Ce n'est pas le temps ou un accident fortuit qui a pu le mutiler ainsi; il a fallu la main de l'homme et de puissans efforts. Tel qu'il est, c'est la plus grande ruine de statue qui existe; son pied a plus de deux toises de long. Quand j'ai grimpé sur son bras, il m'a semblé gravir un rocher. [Le Ramesséum, dit Champollion, est peut-être ce qu'il y a ici de plus noble et de plus pur. M. Wilkinson dit qu'il peut rivaliser avec tout autre monument de l'art égyptien. C'est le Parthénon de Thèbes. Il mérite donc qu'on entre dans son intérieur pour admirer la grace noble et chaste des colonnades. Ce n'est plus l'écrasante majesté de Karnac, ce sont des dimensions modestes pour l'Égypte, et qui partout ailleurs seraient grandioses. La salle des panégyries ou assemblées solennelles n'est pas supportée par cent trente-quatre colonnes comme à Karnac, mais elle en offre encore trente, qui, comme le dit Champollion, charmeraient, par leur élégante majesté, les yeux même les plus prévenus contre tout ce qui n'est pas architecture grecque et romaine.]

Dans cette salle, on voit sur un mur les vingt-trois fils de Ramsès avec leurs noms. Ses treize filles sont représentées dans un temple de Nubie. Ailleurs une inscription hiéroglyphique, datée de la soixante-quatrième année de son règne, montre que sa vie a été longue. Beaucoup d'autres inscriptions, les bas-reliefs sculptés sur les parois des édifices de Thèbes et d'une foule d'autres localités, se réunissent pour nous apprendre qu'il fut un grand conquérant et pour nous faire connaître les noms des peuples qu'il a soumis. Nous avons trouvé à Louksor la date précise de ses victoires qui en accompagnait le récit et le tableau. Voilà déjà bien des choses enseignées par les hiéroglyphes, encore accusés de ne point renfermer d'histoire.

C'est aussi sur un pylône du Ramesséum que Ramsès est représenté recevant un hommage qui semble religieux, tandis qu'on porte devant lui les statuettes de dix-huit rois, dont le plus ancien est Ménès, le fondateur de la monarchie égyptienne, et dont le plus récent est Ramsès II lui-même, montrant par là qu'au bout de deux mille cinq cents ans,

après dix-huit changemens de dynastie et une invasion étrangère, il se regardait comme le légitime successeur de Ménès, que la famille nouvelle et glorieuse des Ramsès rattachait son pouvoir à cet antique roi.

[A peu de distance du Ramesséum, on trouve un vaste emplacement semé de débris que le limon du Nil a enfouis en partie et que recouvrent les hautes herbes, mais qui cependant reparaissent par intervalle. Ces tronçons de colonnes et ces fragmens de statues gigantesques sont les restes du palais de Memnon. C'est le nom donné par les Grecs au Pharaon Aménophis III, de la dix-huitième dynastie, qui avait élevé un édifice sur cette rive comme il en avait élevé un sur l'autre rive à Louksor. Le premier a été renversé, et cette destruction n'est pas facile à expliquer. Il ne reste plus de l'Aménophium de la rive gauche que les deux colosses encore intacts, assis au milieu de la plaine de Thèbes qu'ils remplissent de majesté. Tous deux sont le portrait du même roi. Celui qui est le plus au nord, célèbre par les sons qu'il rendait au lever de l'aurore, a été fameux sous le nom de statue de Memnon.

Les bas-reliefs et les hiéroglyphes sculptés sur les trônes des deux colosses sont d'une perfection achevée. Champollion a dit des derniers : Ce sont de véritables camées d'un pied de haut. Soixante-douze inscriptions latines et grecques, les unes en prose, les autres en vers, couvrent la jambe énorme de la statue. Pour les lire, on monte sur le pied, qui a un mètre d'épaisseur. Ces inscriptions sont des *souvenirs* laissés par de nombreux visiteurs qui tous affirment avoir entendu la merveilleuse voix. Parmi ces inscriptions, beaucoup sont insignifiantes, quelques-unes sont touchantes ou curieuses, et d'autres sont ridicules. On remarque, au milieu de ces noms obscurs, le nom de l'empereur Adrien et celui de Sabine, son épouse] Quelquefois le miracle n'a pas eu lieu au moment où on l'attendait, il a fallu revenir à plusieurs reprises. Je remarque aussi que les mois dans lesquels les voyageurs sont venus saluer Memnon sont précisément les mois de l'automne, de l'hiver ou du printemps, ceux pendant lesquels les touristes modernes font le voyage d'Égypte comme les touristes anciens, et par la même raison. Plusieurs fois la pensée des absens est rappelée d'une manière aimable. Un certain Aponius trace le nom de sa femme à côté du sien, et s'écrie : Que n'est-elle près de moi! Une grande dame de la suite de l'impératrice Sabine nous a gratifiés de plusieurs pièces de vers écrites dans le dorien le plus pédantesque, où elle a trouvé le moyen de nous faire connaître sa généalogie et d'apprendre à l'avenir qu'elle descendait du roi Antiochus. Je tire ces particularités de l'excellent travail de M. Letronne sur ces inscriptions. On ne peut aujourd'hui venir saluer le colosse sans rendre hommage à celui qui a composé sur la statue vocale de Memnon une dissertation remplie d'une érudition aussi piquante que solide. Voici à peu près ce dont il s'agit dans

cette dissertation. Quelle a pu être la cause de ce bruit singulier attesté par plusieurs auteurs de l'antiquité, et, ce qui ôte toute espèce d'incertitude, par soixante-douze témoins auriculaires, parmi lesquels sont l'empereur Adrien et l'impératrice Sabine? Pourquoi ce bruit a-t-il cessé? Enfin, pourquoi la statue d'Aménophis III, roi d'Égypte, s'est-elle appelée la statue de Memnon, héros grec et fils fabuleux de l'Aurore? Tout en répondant à ces différentes questions de la manière la plus satisfaisante, M. Letronne a rencontré plusieurs résultats extrêmement curieux et assez inattendus. D'abord l'étude des inscriptions et divers passages des écrivains anciens prouvent que le son rendu par la statue au lever de l'aurore n'a commencé à se faire entendre que vers l'époque de Néron, peu de temps après qu'elle eut été en partie brisée par un tremblement de terre, et n'a plus été entendu depuis que Septime-Sévère, dans son zèle dévot pour le paganisme et probablement dans le désir de faire pièce au christianisme, eut restauré le colosse mutilé. Il s'attendait qu'après cette restauration, le dieu ne se bornerait plus à exhaler un son fugitif, mais rendrait de véritables oracles comme on imaginait qu'il en avait autrefois rendu; mais voyez le malheur! la vibration sonore, cause naturelle du phénomène, ne se reproduisit plus après que le colosse eut été réparé. Sans le vouloir, Septime-Sévère y avait mis, comme dit M. Letronne, une *sourdine*. Aussi, depuis lors, plus d'inscriptions, plus de sons extraordinaires célébrés par les voyageurs comme des sons divins. Brisée, la statue parlait; entière, elle fut muette.

Quant au nom de Memnon donné à la statue d'Aménophis, qu'au reste Pausanias et les auteurs de plusieurs inscriptions savaient fort bien s'appeler Amenoph ou Phamenoth, M. Letronne y voit avec une extrême vraisemblance une confusion reposant, comme tant d'autres confusions de la mythologie grecque et de beaucoup de mythologies, sur une ressemblance de sons, et, pour trancher le mot, sur une sorte de calembour. Memnon, fils de l'Aurore, était un héros de la tradition homérique. Sa qualité de roi des Éthiopiens fit chercher sa trace en Égypte. Or, à Thèbes, un quartier de la ville, celui-là même où est placé le colosse, s'appelait *Memnonium*. Dès-lors le colosse du Memnonium fut Memnon, et, comme la vibration sonore déterminée par le brusque passage de la température nocturne à la température du jour produisait fréquemment son effet vers l'heure où se lève le soleil, l'imagination des Grecs, dans sa crédulité toujours ingénieuse, s'avisa qu'au lever de l'aurore, Memnon saluait sa mère. Voilà comment d'un fait très simple, mais dont ils ne connaissaient pas l'explication, les anciens faisaient une fable; voilà comment la science actuelle, sans avoir recours, comme la philosophie du dernier siècle, à l'éternelle supposition des prêtres imposteurs qu'on n'a pas manqué d'alléguer ici, ex-

plique les croyances de l'homme par la nature de ses facultés. L'homme se trompe plus souvent qu'il n'est trompé; c'est à peine si de nos jours il commence à se demander compte de la réalité des faits avant de les admettre. Pendant de longs siècles, il fut crédule aux autres et encore plus à lui-même. Il n'était pas besoin des combinaisons profondes d'une théocratie menteuse pour lui imposer des erreurs; pour forger les plus étranges, c'était assez de son imagination et de son ignorance.

Il nous reste à voir encore un grand ensemble de ruines, le Karnac de la rive gauche, Médinet-Habou. L'ensemble des édifices de Medinet-Habou se compose de deux groupes de monumens. Ici, comme à Karnac, comme à Louksor, on voit en présence l'élégante architecture du temps des Thoutmosis et l'architecture majestueuse de l'âge des Ramsès. A côté d'un petit temple de Thoutmosis III, Ramsès III, appelé Meiamoun, aussi grand conquérant que ses aïeux Ramsès-le-Grand et Séthos, a élevé des bâtimens immenses précédés d'un palais qu'on appelle son *pavillon*. Ces deux architectures, au lieu d'être placées l'une à la suite de l'autre comme à Karnac et à Louksor, sont donc ici placées côte à côte. Nous terminerons notre examen de Médinet-Habou par l'étude de cette royale habitation de Ramsès Meiamoun et du grand édifice composé de plusieurs salles ou plutôt de plusieurs cours dans lesquelles il a représenté les magnificences de ses triomphes. Nous allons le commencer par tout ce qui, dans la construction de Médinet-Habou, n'appartient pas à Ramsès Meiamoun, le principal fondateur.

Cette portion pour ainsi dire accessoire est en partie plus ancienne et en partie plus moderne que lui. Ce qu'il y a ici de plus ancien est le petit temple de Thoutmosis III auquel conduisent : 1° une cour extérieure, construite sous l'empereur Antonin; 2° un pylône, qui porte le nom de deux Ptolémées; 3° une seconde cour, où on lit le nom d'un roi éthiopien, nom qui a été effacé par Nectanébo, le dernier des Pharaons et le père fabuleux d'Alexandre. Quelle variété de souvenirs! comme on passe brusquement d'un siècle à un autre siècle, d'un peuple et d'une dynastie à un autre peuple et à une autre dynastie! Et c'est grace à la lecture des hiéroglyphes que la pensée peut faire ces voyages de siècles en allant d'une ruine à celle qui la touche immédiatement, comme en géologie on parcourt des milliers d'années en passant d'une roche à la roche superposée. Avant la découverte de Champollion, les monumens de la douzième dynastie et de la vingt-sixième, les monumens élevés par les conquérans éthiopiens, les rois grecs et les empereurs romains, étaient tous des *monumens égyptiens;* mais aujourd'hui on distingue sur-le-champ les époques et les origines. On lève les yeux sur un cartouche, et l'on sait immédiatement à quel temps, à quel peuple, à quel roi appartient l'édifice en présence duquel on se trouve; on fait un pas, et l'on voit qu'on a franchi vingt siècles; on s'oriente au sein des âges.

Ayant l'avantage de parcourir les ruines de Médinet-Habou avec M. Lepsius, nous étions sûrs qu'aucun détail de leur structure ne nous échapperait. Il nous a indiqué plusieurs remaniemens et surcharges opérés sur des noms anciens par des personnages plus modernes; ce sont des révélations de l'histoire. La plus curieuse remarque en ce genre est celle qu'il a faite de certains noms d'anciens rois qui ont été réparés sous les Ptolémées : les hiéroglyphes ainsi récrits ont un caractère beaucoup plus moderne que l'époque à laquelle appartient le roi dont ils retracent le nom. C'est une preuve singulière, et qui n'est pas unique, de la prétention qu'avaient les Ptolémées de continuer les Pharaons.

Au-dessus de cette confusion de ruines et de souvenirs s'élèvent et dominent à Médinet-Habou les édifices construits par ce descendant de Ramsès-le-Grand, cet autre Ramsès, qui fut grand aussi, qui fut aussi conquérant, et qu'on désigne sous le nom de Ramsès Meiamoun (1). On trouve d'abord ce qu'on appelle le *pavillon* de ce prince. Ce petit palais, mieux qu'aucun autre en Égypte, nous donne l'idée de ce qu'était une résidence royale. Au dehors, des consoles soutenues par des cariatides lui donnent un air d'élégance inaccoutumé; sur un mur est représenté un tableau d'intérieur, une scène de harem : on voit Meiamoun entouré de jeunes filles ou de jeunes femmes dans des attitudes gracieuses, mais chastes; le roi joue avec l'une d'elles à une espèce de jeu dont les pièces participent de la nature des échecs par la figure et de la nature des dames par l'uniformité. Des objets semblables à ceux qui sont dessinés ici ont été trouvés dans les tombes; on a trouvé aussi l'échiquier. Est-ce pour avoir vu ce jeu en Égypte que Platon a dit que les échecs avaient été inventés par le dieu Thot?

En avançant vers le grand palais de Ramsès Meiamoun, on passe bientôt des proportions élégantes d'une maison de plaisance royale à la majesté d'un édifice de représentation solennelle; à la demeure intime de l'homme succède la résidence publique du Pharaon. Un grand pylône, dont les bas-reliefs rappellent les campagnes du roi et dont les inscriptions contiennent les noms des peuples qu'il a vaincus, conduit dans une première cour bordée à gauche par une colonnade, à droite par une galerie que forment des piliers à figure humaine. Après avoir traversé cette première cour, où des chapiteaux imitant la fleur du lotus (2) semblent s'épanouir à la surface du sol amoncelé autour des colonnes enfouies à demi; après avoir franchi un second pylône, on arrive à une seconde cour entourée d'un péristyle soutenu ici par

(1) Cette désignation n'est pas très fondée, car elle pourrait s'appliquer tout aussi bien à Ramsès II ou le Grand, qu'à Ramsès III; mais l'usage l'a consacrée, et elle a l'avantage de distinguer nettement les deux Ramsès.

(2) Il n'est pas bien sûr que ce soit la fleur du lotus que les Égyptiens aient reproduite dans les chapiteaux de leurs colonnes. Il règne encore une grande incertitude dans la botanique architecturale et hiéroglyphique des anciens Égyptiens.

de magnifiques colonnes, là par de puissantes cariatides; cette cour est une des merveilles de l'Égypte. Nulle part, même à Karnac, la grandeur des Pharaons n'est représentée par une suite de bas-reliefs aussi remarquables que ceux de la grande cour de Médinet-Habou. Sur le mur méridional du péristyle, le Pharaon triomphe de ses ennemis par les armes, et, assis sur son char dans la tranquille majesté du triomphe, il voit entasser devant lui des mains coupées et les résultats d'une autre sorte de mutilation exercée sur les vaincus (1). Sur le mur opposé, la royauté conquérante des Ramsès a déployé toute sa magnificence. La pompe royale, représentée sur ce mur du péristyle, est en ce genre ce que les antiquités égyptiennes offrent de plus imposant. On voit le Pharaon porté en triomphe dans une châsse comme une divinité, entouré de sa cour et des chefs de son armée, tour à tour encensé comme dieu et brûlant lui-même l'encens sur l'autel d'Horus. C'est évidemment la représentation d'une cérémonie destinée à célébrer le couronnement du roi, une sorte de sacre triomphal. Pour l'analyse de ce tableau, qui n'offre pas moins de deux cents personnages, je ne puis que renvoyer à la description exacte et animée de Champollion (2).

Des colonnes corinthiennes, débris d'une église chrétienne, s'élèvent au milieu de la cour si bien conservée de Médinet-Habou. L'édifice antique est intact; c'est la ruine qui est moderne.

Les murs extérieurs de la grande cour de Médinet-Habou sont couverts de bas-reliefs comme les murs intérieurs. Sur la paroi du sud est un calendrier sacré contenant l'indication des fêtes de chaque mois, c'est-à-dire un tableau complet de la vie religieuse des Égyptiens; mais ce curieux document est en partie enfoui sous le sol amoncelé contre le mur. Le déblaiement serait facile. On en peut dire autant de plusieurs des tableaux de la paroi septentrionale, qui représentent les divers événemens d'une campagne entreprise par Ramsès Meiamoun, dans la onzième année de son règne, contre plusieurs peuples asiatiques dont les noms se trouvent dans le récit hiéroglyphique gravé au-dessus des bas-reliefs. Il y a là une grande page d'une histoire inconnue à mettre en lumière.

Enfin il y aurait un autre déblaiement à faire dont l'importance n'est pas moins évidente. Les deux cours dont j'ai parlé formaient les abords magnifiques du bâtiment de Médinet-Habou. Ce bâtiment lui-même est rempli de terre et de débris, on n'y a jamais pénétré. Après les deux péristyles entourant une cour sans toit devait venir une salle couverte comme celle de Karnac, remplie aussi de colonnes et, à en juger par ce qui précède, digne de lui être comparée. C'est là ce qui est en-

(1) Quelque chose d'analogue a lieu encore aujourd'hui chez les Gallas d'Abyssinie. Voyez le *Voyage* de M. Rochet-d'Héricourt.

(2) *Lettres*, p. 243 et suivantes.

combré, ce que la pelle et la pioche pourraient facilement, dans un pays où la main-d'œuvre est pour rien, rendre à la clarté du jour et livrer à la curiosité savante de l'Europe. Ce qui donnera peut-être une idée de l'étendue de la plate-forme couvrant la partie encore inexplorée de Médinet-Habou, c'est qu'un village a été bâti sur cette plate-forme; il est maintenant abandonné, et les huttes de terre des Arabes sont devenues à leur tour des ruines; ces ruines misérables déshonorent les grandes ruines qui les portent.

24 janvier.

Nous avons vu les cinq monumens principaux de Thèbes, dont chacun renferme plusieurs monumens : sur la rive droite du Nil, Karnac et Louksor; sur la rive gauche, Gournah, le Ramesséum et Médinet-Habou. Ces cinq édifices ont servi de demeures aux vivans. Aujourd'hui, nous irons faire visite aux morts. Nous visiterons la nécropole, cette ville des tombeaux qui, placée à côté de Thèbes pour recueillir les cadavres de ses habitans, a dû être bientôt plus peuplée qu'elle, car la nécropole recevait toujours sans rien rendre et sans rien perdre. Assurer la perpétuité du corps, symbole peut-être de l'immortalité de l'ame, c'était, on le sait, le grand but des Égyptiens. Pour les corps qu'ils voulaient défendre de la destruction, il fallait créer des demeures impérissables. C'était chez eux, comme l'a dit Mme de Staël, « un besoin de l'ame de lutter contre la mort, en préparant sur cette terre un asile presque éternel à leurs cendres (1). »

Les premiers rois avaient imaginé les pyramides; mais les pyramides elles-mêmes peuvent être détruites par la main de l'homme. Naguère l'une d'elles a failli succomber sous les instrumens de la civilisation mis au service de la barbarie. Il était plus sûr encore d'abriter ses restes dans le sein de ces pyramides naturelles qui dominent la plaine de Thèbes, de ces montagnes calcaires qui, entièrement dépourvues de végétation, ne recevant jamais l'eau du ciel, n'étant traversées par aucune source, offrent toutes les garanties possibles de permanence et d'*indestructibilité*. Aussi, c'est là que sujets et monarques ont voulu reposer dans des grottes souterraines qui souvent sont des habitations spacieuses. La montagne qui regarde Thèbes, du côté de l'ouest, est criblée de tombeaux dont les hôtes, comme on le voit par les inscriptions hiéroglyphiques, appartenaient tous aux classes élevées de la société. Où étaient enfouis les morts d'une condition obscure?

L'asile sépulcral des Pharaons était plus mystérieux, plus séparé du

(1) Le mot *cendres* est pris ici dans un sens très général et comme dans une acception poétique. Mme de Staël savait parfaitement que les Égyptiens ne brûlaient pas les morts; mais elle a trouvé *leurs cendres* plus élégant et plus harmonieux à la fin de la phrase que *leurs restes*.

monde des vivans. Pour l'atteindre, il faut franchir cette montagne de l'ouest, et on ne peut le faire qu'avec assez de fatigue. Alors on arrive dans la vallée des Rois, gorge d'un aspect sévère, où rien ne rappelle la vie, et qui n'est habitée et habitable que par la mort. Là, dans le sein du roc, dans les profondeurs du sol calcaire, sont creusés des palais souterrains composés d'un grand nombre de chambres et formés quelquefois de plusieurs étages. Ces palais, dont tous les murs sont couverts d'hiéroglyphes et de peintures, et resplendissent aux flambeaux des couleurs les plus brillantes, ce sont les *tombeaux des rois*.

Pour arriver dans cette vallée funèbre, on passe auprès d'un groupe de ruines qui, par diverses raisons, offre un assez grand intérêt et sur lequel je reviendrai. Ce lieu s'appelle *El Assasif*. Je me bornerai à signaler maintenant une belle porte de granit élevée par la reine Ra-ma-ka, cette sœur des Thoutmosis, dont nous avons déjà lu le nom sur un obélisque de Karnac. Ici, Thoutmosis III a effacé le nom de sa sœur et lui a substitué le sien; seulement il a laissé subsister la terminaison féminine de tous les mots qui, dans la suite de l'inscription, se rapportent au nom effacé. Pendant long-temps cette usurpation n'a pu être reconnue; mais Champollion étant venu indiquer, dans sa grammaire, quel était dans l'écriture hiéroglyphique le signe du féminin, on a pu rendre à la reine Ra-ma-ka son monument, tandis que l'incomplète mutilation opérée ici et ailleurs par Thoutmosis III, son frère et son époux, indique entre eux des luttes politiques dont la guerre de leurs cartouches a seule conservé l'histoire.

Près de l'Assasif est un tombeau creusé dans la montagne et qui a trois étages. Il est plus vaste qu'aucun des tombeaux des rois. Cependant ce n'est pas le tombeau d'un roi, mais seulement celui d'un prêtre nommé Pétemenof. Les sculptures et les hiéroglyphes qui couvrent les murs des galeries et des chambres sont d'une grande perfection. On voit là ce qu'étaient à Thèbes certaines existences sacerdotales. L'étendue occupée par la demeure funèbre de ce Pétemenof est évaluée par Wilkinson à plus de 20,000 pieds carrés ou à une acre un quart. Contre l'ordinaire, on n'y voit point figurer les membres de sa famille; je n'y ai trouvé que le nom de sa mère; il était donc à peu près seul dans son grand tombeau. Jamais créature humaine n'a occupé plus d'espace après sa mort que ce prêtre de Thèbes. — On voit qu'Hérodote a eu raison de dire que les Égyptiens ne cherchaient point à donner de la durée à leurs maisons, parce que la vie est passagère, mais à leurs tombeaux, parce que la mort est éternelle. On n'a pas trouvé dans Thèbes les traces d'une maison, et on y trouve les tombeaux par milliers.

Dans un second séjour j'étudierai en détail les tombes des particuliers, si intéressantes pour mes recherches sur l'organisation de la famille et sur l'hérédité des professions, et par suite sur la séparation absolue

des castes, à laquelle je crois moins à mesure que je vois plus de monumens, quoi qu'en aient dit tous les auteurs anciens et modernes qui ont parlé de l'Égypte. Aujourd'hui je ne veux prendre de Thèbes qu'une vue d'ensemble, et je me hâte de la compléter en franchissant la montagne de l'ouest pour aller dans la vallée des Rois. Là aussi j'ajournerai tout examen détaillé jusqu'à mon retour; je ne ferai cette fois qu'indiquer la disposition générale des monumens extraordinaires que je vais visiter.

Ces monumens se trouvent tant dans la vallée parallèle au Nil que dans une vallée adjacente moins fouillée et qui semble avoir été le lieu de sépulture des Pharaons de la dix-huitième dynastie, comme l'autre était destinée à recevoir ceux de la dix-neuvième. Ainsi, ces deux grandes dynasties, celle de Thoutmosis et celle de Ramsès, que nous avons vues, à Karnac, à Louksor, à Médinet-Habou, élever, l'une auprès de l'autre, l'architecture rivale de leurs palais, avaient choisi chacune son vallon de mort pour y construire cette autre architecture plus singulière et plus durable encore, ces palais funèbres qui ont pour murs les solides parois de la montagne, demeures magnifiques et mystérieuses dont, pendant tant de siècles, les splendeurs n'ont été ni éclairées par un rayon de lumière ni contemplées par un œil humain. En effet, chose étrange! ces galeries, ces salles nombreuses, étaient creusées dans le roc avec beaucoup de travail et d'effort; des légendes innombrables, des figures de dieux, d'hommes, d'animaux, des scènes de la vie et de la mort étaient sculptées et peintes avec un grand soin sur les parois souterraines, où pas une place ne restait vide; et quand tout était fait, quand on avait mis le mort dans son sarcophage de granit, on fermait l'entrée, et on le laissait seul en possession de ces merveilles patientes, qui n'étaient destinées qu'à lui.

Cependant on pénétrait quelquefois dans cette nuit; peut-être la piété des successeurs allait-elle honorer les aïeux. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à l'époque gréco-romaine, les tombeaux des rois furent visités, comme ils le sont de nos jours, par des curieux qui ont laissé, dans une centaine d'inscriptions, les traces de leur passage. En général, ces inscriptions expriment l'admiration qu'a fait éprouver aux voyageurs l'aspect des *syringes*, c'est le nom que les Grecs donnaient à ces demeures souterraines. Seul, un certain Épiphanius a pris ses mesures pour que la postérité n'ignorât pas qu'il était un sot (1).

Depuis ces visiteurs de l'antiquité, les tombeaux des rois, dont les

(1) M. Wilkinson, qui cite l'inscription, t. II, 210, en traduisant cette ligne de celui qu'il appelle *the morose old gentleman:* « je n'ai rien admiré *que la pierre,* » croit que ce dernier mot se rapporte au sarcophage voisin de l'inscription. Il me semble évident que *la pierre*, veut dire ici *la statue*, c'est-à-dire la statue de Memnon. Elle est souvent désignée ainsi dans d'autres inscriptions.

abords étaient presque tous enfouis sous les éboulemens de la montagne, ne reconquirent toute leur célébrité que le jour où l'intrépide Belzoni tourna vers eux l'attention de l'Europe, en découvrant le plus beau de tous, celui du père de Ramsès-le-Grand, de Séthos, qui a élevé la salle gigantesque de Karnac. Ainsi ce nom se trouve écrit à Thèbes sur le plus grand édifice et dans le plus magnifique tombeau.

Vingt et un tombeaux ont été retrouvés. Strabon dit que, de son temps, on en connaissait quarante. Nous en sommes donc seulement à la moitié des découvertes qu'il est permis d'espérer. Il y a, je crois, beaucoup à attendre de la vallée adjacente où étaient les Pharaons de la dix-huitième dynastie, et où l'on n'a encore trouvé que le tombeau d'Aménophis-Memnon et celui d'un de ces rois qui adoraient le soleil sous l'emblème d'un disque dont les rayons sont terminés par des mains. Ces rois eux-mêmes, on le sait, viennent s'intercaler dans la dix-huitième dynastie, sur les autres monumens de laquelle leurs propres monumens tranchent d'une manière si remarquable par le type physique des personnages, presque semblables à des femmes, et par le caractère de l'art plus libre et plus vivant qu'il ne l'est nulle part en Égypte. Il y a donc encore là de belles trouvailles à faire. J'étais saisi d'une véritable émotion en contemplant ces rocs arides et en me disant que dans leur intérieur, séparées de moi peut-être par quelques pelletées de pierres et de débris, étaient d'immenses salles remplies de peintures, couvertes d'hiéroglyphes; que dans ces ténèbres inexplorées se cachaient encore peut-être les enseignemens les plus curieux et les plus merveilleux spectacles. Heureux qui, pénétrant dans ces ombres, pourra dire : Que la lumière soit!... Et la lumière sera, et un monde sortira de la nuit.

Cet enthousiasme fera peut-être sourire le lecteur, mais il le partagerait, j'en suis sûr, s'il venait comme moi de pénétrer successivement dans une douzaine de ces prodigieux tombeaux. Plus tard je dirai quelque chose de chacun d'eux; aujourd'hui je n'en décrirai aucun en particulier, mais je voudrais communiquer, autant qu'il est possible, le sentiment d'admiration et d'étonnement dont le premier coup d'œil m'a rempli. En pénétrant dans l'intérieur d'un tombeau royal, on trouve en général une pente, tantôt douce, tantôt rapide, quelquefois même escarpée. Le nom du Pharaon est écrit près de l'entrée. Des deux côtés du corridor incliné, d'immenses inscriptions hiéroglyphiques se déroulent sur les murailles; à droite les lignes marchent dans un sens, à gauche elles marchent dans le sens opposé; de sorte que la lecture de ces inscriptions, dont l'étendue représente des volumes, peut se faire en descendant dans la demeure funèbre et en remontant de ses profondeurs vers la lumière du jour. Ces volumes d'hiéroglyphes ne se déchiffrent pas encore couramment, il s'en faut; mais on voit que ce sont des prières semblables à celles qui se lisent sur les papyrus funéraires et

sur les caisses de momies. C'est un long office des morts à l'intention du roi pour lequel a été creusé le tombeau. En avançant, les représentations figurées se montrent parmi les inscriptions hiéroglyphiques. C'est toujours, comme dans les papyrus funéraires, mais sur une échelle infiniment plus considérable, l'histoire de l'ame après la mort, le tableau des épreuves qu'elle doit subir, des jugemens qui sont prononcés sur elle par les dieux et par une foule de génies à tête d'homme, de quadrupède, d'oiseau et de serpent. Les ames auxquelles est imposé ce long et terrible pèlerinage traversent le feu et l'eau, s'arrêtent dans des lieux paisibles parmi des arbres et des moissons, puis continuent leur marche souvent à travers les supplices. Ici on les voit mutilées et décapitées; plus loin elles ont retrouvé leurs membres et leurs têtes. On avance, comme Dante, cheminant à travers les cercles de l'enfer; seulement tout cet enfer semble marcher avec vous et tendre vers un but mystérieux. Quel est ce but? peut-il être deviné par nous? pouvait-il être atteint par elles? ou étaient-elles destinées à aller et à revenir ainsi sans repos et sans fin, sans sortir jamais du cercle infini de l'existence et de la douleur? Ce sont là des questions que je me pose avec une ardente curiosité et une sorte d'effroi en descendant et en remontant ces longues galeries. Peut-être, quand je serai revenu plusieurs fois dans ces lieux que je ne fais que traverser aujourd'hui, trouverai-je une réponse à ces questions formidables. Je ne fais à cette heure que recueillir l'impression de l'ensemble, impression sublime que j'affaiblirais en cherchant à l'analyser. A peine si je remarque les chambres latérales qui, dans plusieurs tombeaux, s'élèvent des deux côtés de la galerie souterraine. Je reverrai ces chambres dont chacune mérite d'être étudiée à part. Je ne m'arrête que dans la dernière, celle où était le sarcophage du monarque et où on le retrouve souvent encore aujourd'hui. Ici sont déployées toutes les magnificences de la mort et toutes les splendeurs de la vie future. Les plafonds sont étincelans de la clarté des étoiles, parmi lesquelles rayonne le soleil de l'autre monde, image du Pharaon qui, parvenu au séjour de la lumière, voyage parmi les astres dans la barque divine à travers les cieux.

Encore étourdis de ces merveilles, nous sommes allés profiter de l'invitation hospitalière de M. Lepsius, qui, entouré des membres de l'expédition prussienne, nous a reçus dans l'habitation préparée pour les étrangers par la généreuse prévoyance de M. Wilkinson. J'accablais M. Lepsius de questions, auxquelles il ne m'a pas semblé répondre avec une discrétion trop exagérée. Il nous a montré de fort beaux dessins. Je ne voudrais pas affirmer que ce fût précisément ce que ses portefeuilles contenaient de plus neuf et de plus curieux; mais tout a été offert avec courtoisie et accueilli avec gratitude. Je n'ai pas touché, sans un certain respect, ce livre *des Rois*, commencé par lui avant son voyage

d'Égypte, et qui contient une collection de noms royaux plus complète qu'aucune autre ne peut l'être, et un ensemble de chronologie égyptienne depuis l'ancien roi Ménès jusqu'à Septime-Sévère. Cette série va plus loin encore, car M. Lepsius ne s'arrête pas à ce nom, le dernier qu'eussent trouvé écrit en hiéroglyphes Champollion et ses autres successeurs. M. Lepsius a été assez heureux pour découvrir, dans un petit temple de Thèbes où Champollion avait trouvé le nom d'Othon, les noms de Galba, de Pescennius Niger, et, ce qui est plus important, de l'empereur Dèce. Par cette découverte, M. Lepsius prolonge la série hiéroglyphique d'un demi-siècle au-delà de Septime-Sévère, où elle s'arrêtait jusqu'ici. On a donc une suite de monumens et d'inscriptions qui s'étendent depuis 2500 avant Abraham jusqu'à 250 ans après Jésus-Christ. Il n'y a rien de semblable dans les annales humaines.

Il fallait tout l'intérêt que m'inspiraient les doctes confidences de M. Lepsius pour m'empêcher d'être distrait par le magnifique spectacle que j'avais sous les yeux. Le soleil, disparaissant derrière nous, éclairait encore de ses reflets la plaine de Thèbes, silencieuse à nos pieds. Du point où j'étais placé, je l'embrassais tout entière. Mes yeux tombaient d'abord sur les deux colosses assis majestueusement au milieu de la campagne solitaire dont ils semblaient les rois muets. Le soleil, couché déjà pour la plaine, venait frapper leur dos et leur tête de sa lumière rouge et dure, comme il éclaire encore un sommet de montagne quand les vallées sont dans l'ombre. Ces colosses semblaient se recueillir aux approches de la nuit qui allait les envelopper. Je pouvais de loin reconnaître les cinq grandes masses de ruines qui s'élèvent sur les deux rives du Nil comme des montagnes de souvenirs. La colline que je foulais aux pieds, je la sentais elle-même toute pleine de tombeaux, toute creusée de sépulcres. Derrière moi je voyais encore en esprit ces immenses palais de la mort où j'avais erré pendant plusieurs heures; Thèbes m'était donc présente tout entière. A cette heure solennelle, l'image de Rome, qui s'était offerte à moi la première en arrivant, me revenait en mémoire; mais maintenant que j'avais vu Thèbes, que je pouvais évoquer par la pensée toutes ces ruines de temples, de palais, de colosses, de siècles, Rome ne me semblait plus égale à mes impressions, à mes souvenirs, et je me suis écrié : Thèbes, c'est Rome en grand!

J.-J. Ampère.

SCÈNES DE LA VIE MEXICAINE.

REMIGIO VASQUEZ.

I.

Un charme particulier aux villes du Mexique, c'est l'alignement parfait des rues, dont la perspective majestueuse est presque toujours terminée par les lointains bleuâtres de la campagne. A Mexico surtout, mes regards étaient sans cesse attirés vers les collines qui bornent de tous côtés l'horizon. A l'ouest c'était l'Océan Pacifique, à l'est c'était l'Atlantique qu'il me semblait entendre murmurer bien loin derrière ces montagnes. La première de ces mers me rappelait l'une des époques les plus aventureuses de ma vie, et je ne pouvais oublier que la seconde baignait les rivages de la France. Aussi ne contemplais-je jamais ces collines sans me sentir pris de regrets et de tristesses qui dégénéraient souvent en une sorte de fiévreuse inquiétude. Dans ces dispositions d'esprit, tout devait m'être prétexte pour quitter Mexico. J'avais hâte de secouer l'inaction qui commençait à me peser, et de m'abandonner de nouveau à ces hasards, à ces émotions de la vie errante, qui sont contre la nostalgie le plus sûr des remèdes.

Un soir, en rentrant chez moi, j'appris qu'un étranger était venu pendant mon absence. C'était, avait-il dit, pour une affaire de vie ou de mort; mais, prié de dire son nom, le visiteur avait obstinément gardé l'anonyme. Il avait cependant, involontairement sans doute, laissé sa-

voir qu'il demeurait dans le *meson de Regina,* puis il s'était éloigné, vivement contrarié de ne pas m'avoir rencontré, et promettant de revenir le lendemain. Du reste, au dire des gens de la maison, l'air étrange du visiteur, les questions nombreuses qu'il avait faites, le soin qu'il avait pris de ne laisser voir au-dessus des plis de sa *manga* bleu de ciel que ses deux yeux à moitié cachés par un large chapeau, tout concourait à donner à cette visite inattendue un caractère mystérieux qui ne pouvait manquer d'agir vivement sur mon imagination. Resté seul dans ma chambre, j'interrogeai vainement mes souvenirs, et j'attendis avec impatience le jour, qui devait me donner la solution de cette énigme; mais la matinée se passa, la journée s'avançait, et l'inconnu ne s'était pas présenté. Je résolus de pousser jusqu'au *meson de Regina,* et, après m'être fait donner minutieusement le signalement de l'étranger, je me dirigeai, plus impatient encore que la veille, vers l'auberge ainsi nommée.

Quoique situé au milieu d'une des rues centrales de la capitale du Mexique, le *meson de Regina* ne se distinguait de ceux des routes les moins fréquentées que par le grand nombre de voyageurs qui y arrivaient ou en partaient à chaque moment. C'était, du reste, le même aspect d'incurie, la même nudité, la même absence de tout comfortable. J'appelai le *huesped.* Dans tout autre pays, il m'eût été facile de savoir le nom de l'inconnu, dont je pouvais décrire le costume dans les moindres détails; mais j'avais affaire à un hôtelier mexicain. —Croyez-vous, me dit le *huesped,* que ce soit mon métier de m'enquérir des noms de ceux qui descendent dans ce *meson?* J'ai à penser à bien d'autres choses, ma foi; mais, quant à l'individu dont vous me parlez, il n'y a pas une demi-heure qu'il est parti pour Cuautitlan, à ce que j'ai ouï dire à son domestique, et en faisant diligence, si vous avez intérêt à savoir qui il est, il vous sera facile de le rejoindre.

— De quelle couleur sont leurs chevaux?

— Gris de fer et fleur de pêcher.

Une promenade de quelques heures, faite avant dîner, ne pouvait que m'être salutaire. Pourtant, avant de me lancer à la poursuite du mystérieux visiteur, je voulus rentrer chez moi, afin d'interroger une dernière fois mon valet Cecilio. Ce jeune garçon était déjà depuis quelques années à mon service, et sa figure joufflue, son air à la fois hypocrite et naïf, me rappelaient involontairement le personnage d'Ambrosio de Lamela dans *Gil Blas.* Comme je pouvais le prévoir, je n'obtins cette fois encore que des renseignemens très incomplets. Force me fut donc de congédier Cecilio en lui faisant connaître mon intention de partir immédiatement pour Cuautitlan et en lui donnant l'ordre de seller promptement nos chevaux. Cecilio essaya de me prouver que, dans une affaire aussi délicate, il était peut-être plus convenable que je

partisse seul; j'exprimai alors de nouveau ma volonté de façon à lui interdire toute hésitation, et il sortit. Comme il s'agissait d'une excursion hors de la ville, je revêtis le costume mexicain, et je descendis dans la cour en toute hâte. Je ne remarquai pas sans quelque surprise que mon *zarape* était attaché derrière la selle de mon cheval. Des pistolets garnissaient les fontes, et une lance armée d'un fer démesuré, que j'avais l'habitude de porter en voyage attachée à l'étrier droit, laissait onduler fièrement sa banderole écarlate. Un sabre pendait à l'arçon de la selle de Cecilio, et une valise assez bien remplie chargeait la croupe de son cheval. Je demandai à Cecilio le motif de ces dispositions prises comme pour un long voyage, quand il ne s'agissait que d'une courte promenade : le valet me répondit que les environs de Mexico étaient infestés de voleurs.

Nous partîmes. Les voyageurs que je poursuivais devaient avoir au plus une heure d'avance sur nous, et la couleur peu commune de leurs chevaux devait les rendre facilement reconnaissables sur la route. Je pouvais me flatter, en pressant le pas, de les rejoindre en deux heures, et, au pis-aller, c'était le temps qu'il fallait à des chevaux frais pour franchir les six lieues qui séparent Mexico de Cuautitlan. Je m'éloignai donc avec l'espoir d'être revenu au coucher du soleil. Cependant la différence d'allure entre mon cheval et celui de mon domestique, différence sur laquelle je n'avais pas suffisamment compté, me forçait de ralentir ma marche. Déjà les deux heures étaient presque écoulées sans que j'eusse vu sur la route l'homme que je cherchais et sans même que nous eussions aperçu encore le clocher de Cuautitlan. Je craignais presque d'avoir été induit en erreur par un faux renseignement de l'hôtelier, quand des muletiers, en retour vers Mexico, répondirent à mes questions qu'en effet ils s'étaient croisés avec deux cavaliers, dont l'un montait un cheval gris de fer, et l'autre un cheval fleur de pêcher. Nous ne tardâmes pas à gagner Cuautitlan, et l'on put me désigner l'auberge où les cavaliers en question devaient être descendus. Je n'avais donc perdu que peu de temps, et j'allais enfin connaître celui que je brûlais d'atteindre. Je me dirigeai vers l'auberge qui venait de m'être indiquée, et, tout en mettant pied à terre, j'interrogeai le *huesped* avec la confiance d'un homme sûr de son fait.

— Vos chevaux sont-ils fatigués? me dit l'hôte quand j'eus fini.

— Non.

— Eh bien! j'en suis aise pour vous, car ces voyageurs n'ont fait qu'entrer et sortir, après s'être un instant rafraîchis, et il ne faudra rien moins que des chevaux frais pour les rattraper.

Et l'hôte, qui s'intéressait encore moins, si cela se pouvait, aux voyageurs chevauchant sur la grand'route qu'à ceux qu'il hébergeait, me tourna le dos avec l'aménité propre à ses confrères. Je me remis en

selle. Un quart d'heure de plus, me disais-je, allait me donner raison d'une certaine défiance railleuse que Cecilio ne déguisait pas avec tout le soin convenable. Cependant, à ma grande mortification, le temps s'écoulait, le jour allait faire place à la nuit, et l'ombre s'épaississait insensiblement. La nuit vint à son tour, et j'eusse renoncé à cette chasse obstinée, si l'amour-propre ne fût venu stimuler chez moi la curiosité. Le silence était profond sur la route que nous parcourions. Parfois je m'arrêtais, croyant entendre devant moi le pas de deux chevaux, et je reprenais ma course avec plus d'ardeur jusqu'à ce que l'absence de tout bruit vînt me démontrer que j'étais dupe d'une illusion. La certitude, toutefois, d'être sur les traces des voyageurs me soutenait encore, car, de Mexico à l'endroit où nous étions parvenus, la route n'avait pas d'embranchement; toutes les probabilités étaient en ma faveur. Néanmoins, après six heures de marche, il fallut songer à prendre quelque repos : douze lieues parcourues à franc étrier rendaient pour nos chevaux une halte nécessaire. Il était temps d'ailleurs de nous procurer un gîte, car, au Mexique, deux qualités sont requises pour s'introduire dans les auberges : la première est que l'auberge convienne aux voyageurs, la seconde est que l'heure et les voyageurs conviennent à l'aubergiste. Je ne tardai pas heureusement à voir briller les lumières d'une cabane isolée, vers laquelle nous piquâmes des deux. Au dire de l'hôte, deux cavaliers étaient passés une demi-heure avant nous devant l'auberge; mais l'obscurité ne lui avait pas permis de distinguer la couleur de leurs chevaux. Comme il était certain que ces deux voyageurs avaient dû s'arrêter à peu de distance de ce lieu et passer comme nous la nuit sous un toit, je me décidai, sans désespérer de les atteindre, à laisser reposer nos chevaux. En repartant avant le point du jour, je devais sans peine regagner le temps perdu. Malheureusement Cecilio se réveilla tard, et ce ne fut qu'au grand jour que nous nous remîmes en route. J'en avais trop fait pour reculer désormais, et d'ailleurs j'étais heureux d'avoir un but à poursuivre. Cecilio ne partageait pas entièrement ma manière de voir, et c'était avec une sorte de désespoir qu'il avait soin de m'avertir à chaque instant du nombre de lieues que nous avions franchies. Cependant, quoique dénoncés par tous les passans que j'interrogeais chemin faisant, les voyageurs, qui ne devaient avoir sur moi que peu d'avance, semblaient m'échapper comme par magie, précisément au moment où je me flattais de les atteindre. J'avais déjà dépassé le défilé pierreux de la Cañada, j'avais laissé derrière moi l'*hacienda* de San-Francisco. J'avais scruté sur mon passage tous les *ranchos,* tous les lieux ordinaires de halte, et à chaque fois j'apprenais que deux voyageurs montés, l'un sur un cheval gris de fer, l'autre sur un cheval fleur de pêcher, ne devaient être qu'à peu de distance devant moi.

— Ces deux voyageurs ont sûrement le diable au corps, me dit tristement Cecilio, et ce doivent être deux grands criminels, pour avoir intérêt à ne s'arrêter ainsi nulle part.

Sans répondre aux doléances de mon domestique, je continuais à marcher, car je ne voulais pas avoir le dessous dans cette lutte de vitesse, et une espèce de fureur commençait à me stimuler plus encore que la curiosité. Pour la seconde fois depuis notre départ de Mexico, le soleil allait se coucher derrière les montagnes vis-à-vis de nous, sans que rien pût me faire pressentir que la promenade de la veille, inopinément convertie en voyage, dût bientôt avoir un terme. Nos chevaux, surmenés depuis vingt heures, commençaient à se fatiguer, et ce fut avec une vive satisfaction que j'aperçus, aux dernières lueurs du jour, le bâtiment rouge de l'*hacienda* d'Arroyo-Zarco.

II.

L'*hacienda* d'Arroyo-Zarco est un bâtiment imposant et vaste, construit moitié en briques, moitié en pierres de taille, et situé presque à l'entrée des vastes et fertiles plaines du Bajio. Cependant l'endroit où s'élève l'*hacienda* est loin de présenter l'aspect riant qui distingue le bassin qui porte ce nom. C'est une plaine infertile où se dressent çà et là quelques mornes pelés; deux ou trois de ces mornes s'élèvent derrière Arroyo-Zarco; une petite source d'une eau azurée, qui prend naissance à peu de distance de ces mornes, a donné à l'*hacienda* son nom d'*Arroyo-Zarco* (ruisseau bleu) (1). Une large et longue cour carrée, ornée sur ses quatre faces d'arceaux de pierre semblables aux cloîtres d'un couvent, sert d'entrée aux bâtimens des maîtres; les chambres destinées aux voyageurs s'ouvrent sous ces galeries. Plus loin, deux ou trois autres cours renferment des écuries assez spacieuses pour loger à l'aise tout un régiment de cavalerie en campagne. C'était le seul gîte à six lieues à la ronde, et je pouvais espérer enfin d'y rejoindre les deux voyageurs, si toutefois je n'avais pas suivi une fausse voie.

— Nous avons fait trente-deux lieues depuis hier, dit Cecilio en prenant avec un soupir la bride de mon cheval, et, si votre seigneurie doit continuer encore long-temps sa poursuite, peut-être serait-il prudent et convenable que je retournasse à Mexico pour dissiper les inquiétudes qu'on doit avoir sur notre compte.

— Le devoir d'un bon serviteur est d'accompagner son maître partout, répondis-je à Cecilio, et je me rendis près du garçon d'écurie pour l'interroger au sujet des voyageurs arrivés avant nous. J'appris

(1) *Zarco* ne peut littéralement se rendre que par le mot *glauque*, ou mieux encore par le vieux mot français *pers*.

de lui qu'une quarantaine de cavaliers avaient débridé à l'*hacienda* dans l'après-midi, et, à défaut d'autre renseignement, je dus me contenter d'une invitation courtoise d'aller visiter moi-même les écuries. J'aurais dû commencer par là sans attendre cet avis, et, comme il faisait encore jour, je me dirigeai vers les cours. Un grand nombre de chevaux broyaient dans les auges de bois leur provende de maïs avec un ensemble et une ardeur qui témoignaient de longues traites fournies dans la journée, et je fis un bond de joie en distinguant parmi eux et côte à côte, comme deux fidèles compagnons de route, un cheval gris de fer et un autre fleur de pêcher. C'était un commencement de réussite; malheureusement il me restait, pour compléter ma découverte, à interroger une soixantaine de voyageurs, car il y avait dans les écuries un nombre à peu près égal de chevaux. L'entreprise, à vrai dire, était presque impraticable, dangereuse peut-être d'un côté, et certainement ridicule de l'autre.

Comme je regagnais la cour d'entrée pour chercher, tout en prenant un moment de repos dans ma chambre, le moyen d'atteindre le but que je poursuivais, un coche attelé de huit mules, chargé de matelas soigneusement sanglés dans leur enveloppe de cuir et escorté par trois cavaliers armés de sabres et de mousquetons, entra bruyamment dans la cour de l'*hacienda.* C'est toujours un événement que l'arrivée d'une voiture dans les auberges du Mexique; elle indique des voyageurs de distinction, ou mieux encore la présence de quelques femmes auxquelles, pour peu qu'elles soient jeunes, la solitude et l'excitation du voyage ne manquent pas de prêter mille séductions. Pendant que les deux cochers qui conduisaient l'attelage et les trois cavaliers interpellaient le *huesped* à grands cris et que la cour se remplissait de figures curieuses, un des cavaliers mit pied à terre et vint respectueusement ouvrir la portière du coche. Un homme d'un certain âge en descendit le premier; un autre plus jeune le suivit, et. avant qu'on eût le temps de lui offrir la main, une jeune femme s'élança derrière eux; elle portait le costume adopté par quelques riches *rancheras* en voyage, costume qui leur permet de voyager également à cheval ou en voiture. Elle tenait à la main un chapeau d'homme à larges bords, et sa *manga,* richement rehaussée de velours et de galons d'argent, ne cachait entièrement ni une taille souple et fine, ni des bras nus et dorés par le hâle. Sa tête découverte laissait voir un magnifique diadème de cheveux noirs, et ses yeux, non moins noirs et non moins brillans, promenaient autour d'elle le regard hardi particulier aux Mexicaines. Ce regard semblait évidemment chercher quelqu'un au milieu de la foule des curieux; à l'aspect des figures inconnues qui peuplaient la cour de l'*hacienda,* il s'éteignit aussitôt sous le voile des paupières.

Cependant la nuit allait venir, la jeune femme s'était retirée dans

une des chambres de l'*hacienda,* quand un nouveau voyageur entra dans la cour. C'était un jeune homme de vingt-cinq à vingt-six ans, grand et bien fait. Quoique vêtu pauvrement, le nouveau-venu portait avec grace ses habits délabrés, et une fine moustache noire, assez fièrement retroussée, rehaussait encore sa bonne mine. Sa physionomie, à la fois triste et hautaine, se distinguait par une singulière expression de finesse et de douceur. Une petite mandoline était suspendue en sautoir à son cou, et au pommeau de sa selle se balançait une rapière fort rouillée. Le cheval maigre qu'il montait était suivi d'un autre en laisse, tout sellé et tout bridé. Je sentis naître en moi tout d'abord un sentiment d'affectueuse sympathie à la vue de ce jeune et mélancolique visage. L'aspect famélique des chevaux et du cavalier racontait énergiquement en effet bien des privations supportées en commun, toute une suite lamentable de courses sans provende, de nuits sans sommeil et de journées sans pain. Comme les autres voyageurs, le jeune cavalier appela le *huesped;* mais, au lieu de s'adresser à lui à haute voix, il s'inclina sur sa selle et lui parla bas à l'oreille. Le *huesped,* pour toute réponse, secoua négativement la tête; un nuage passa sur le front de l'inconnu, qui rougit légèrement, jeta sur le coche dételé un triste et long regard, regagna la porte d'entrée et sortit de l'*hacienda.*

Il était temps cependant d'oublier les affaires des autres pour réfléchir aux miennes. La joie de Cecilio, en apprenant que les deux chevaux de nos voyageurs étaient dans l'écurie de l'auberge, se changea en un désespoir concentré quand je lui eus fait part de ma résolution. Comme je ne pouvais interroger successivement soixante voyageurs, je lui donnai l'ordre de seller nos chevaux à minuit et de se mettre en faction dans la cour et à la porte de sortie. De cette façon, aucun voyageur ne pourrait à aucune heure de la nuit se remettre en route sans qu'il le sût. Ce point une fois réglé, je laissai Cecilio livré aux réflexions mélancoliques que lui inspirait la perspective d'une nuit passée à la belle étoile, et je m'acheminai vers la cuisine de l'auberge, qui, selon l'usage, servait aux voyageurs de salle à manger.

Dans la vaste cuisine de l'*hacienda,* des voyageurs de toute classe, commerçans, militaires, *arrieros* et domestiques, étaient disséminés autour des diverses tables dressées du côté opposé aux fourneaux. Je m'attablai comme les autres, et, tout en mangeant, je prêtai l'oreille à ce qui se disait autour de moi. Je n'accordai cependant qu'une attention assez distraite aux conversations, qui n'avaient pour objet, comme d'habitude, que des histoires de voleurs, d'orages, de torrens débordés, thèmes de prédilection des voyageurs. Fatigué de n'entendre rien qui eût trait à ce que je brûlais d'apprendre, j'interrogeai l'hôtesse à haute voix sur les voyageurs à qui devaient appartenir les deux chevaux que j'avais remarqués dans l'écurie. Je fus plus heureux d'abord que je ne

l'espérais; j'appris que l'un des individus en question était le seigneur don Tomas Verdugo, arrivé environ une heure avant moi, mais que, pressé de se remettre en route, il n'avait pris que le temps de relayer et était reparti immédiatement, laissant à l'*hacienda* deux chevaux qu'il comptait reprendre à un prochain voyage.

— Quoiqu'il me semble singulier que vous ayez affaire à lui, ajouta l'hôtesse, je sais qu'il doit s'arrêter deux jours à Celaya, et vous le trouverez au *meson de Guadalupe,* dans lequel il a coutume de descendre.

J'eus beau la questionner de nouveau : l'hôtesse se tint opiniâtrément dans la réserve la plus stricte, et je quittai la cuisine fort désappointé d'avoir encore quarante lieues à faire avant de pouvoir rejoindre le mystérieux voyageur, mais enchanté de savoir son nom et de pouvoir me diriger vers un but certain. Après avoir donné contre-ordre à Cecilio, comme il était encore de bonne heure et que le sommeil est un hôte qui ne visite sur une couche de pierre que l'homme harassé de fatigue, j'allai m'asseoir, en l'attendant, à la porte extérieure de l'*hacienda,* à quelques pas de la grande route.

La lune éclairait la campagne, déjà triste et silencieuse comme à minuit. A l'horizon, les collines commençaient à revêtir leur manteau de brume nocturne. Sur la plaine blanchie, les émanations de la terre, condensées par la fraîcheur de la nuit, formaient au loin l'aspect d'un lac tranquille; du sein de ces vapeurs sortaient, comme des plantes aquatiques, les aloës qui croissaient sur le sol pierreux. Au milieu de cette solitude morne et désolée, sur cette terre inhospitalière où mille dangers entourent le voyageur, le voyageur étranger surtout, mon entreprise m'apparut, pour la première fois, ce qu'elle était en réalité : une périlleuse folie. Pour la première fois aussi depuis mon départ de Mexico, le cœur me manqua, et, dans un moment de découragement, je formai la résolution de revenir sur mes pas, résolution qui ne devait point s'accomplir. Au moment où je jetais, avant de rentrer, un dernier regard sur le triste paysage qui m'entourait, il me sembla entendre vibrer, au milieu du silence, les sons éloignés d'une guitare. C'était sans doute une halte de muletiers que le bâtiment dérobait à ma vue, ou quelque palefrenier qui charmait ses loisirs au fond d'une écurie. Immobile à ma place, j'écoutais avec recueillement ces sons indécis et brisés par la distance, quand une voix assez sonore vint graduellement s'y marier. Grace au silence de plus en plus profond, je pus reconnaître bientôt que les paroles chantées étaient un fragment du *Romancero* espagnol; mais une fantaisie bizarre avait donné pour *estritillo* ou refrain à ces vers héroïques un dicton populaire jadis en vogue au Mexique. Cette singularité me fit désirer de voir le musicien, et je gagnai dans cette intention l'angle le plus éloigné de l'*hacienda.* Au pied d'une des collines boisées qui dominent l'hôtellerie, je pus alors

apercevoir un feu qui brillait comme un phare au milieu de l'obscurité. La silhouette du chanteur se détachait en noir sur le foyer, et, près de lui, deux chevaux, attachés ensemble par une longue corde, paissaient le peu de touffes d'herbes que le terrain pierreux laissait croître. Je m'avançai doucement pour ne pas interrompre l'inconnu, mais le bruit de mes pas me trahit, et la musique cessa tout à coup. L'inconnu se leva vivement, et j'entendis le cliquetis d'une lame qui sort du fourreau; l'aventure devenait moins plaisante que je ne pensais. Je m'arrêtai, puis j'avançai de nouveau et sans crainte cette fois: je venais de reconnaître, à la lueur de la flamme, le jeune voyageur dont je n'avais pas oublié la courte apparition dans la cour de l'hôtellerie, et que je ne m'attendais pas à retrouver si près de moi.

— Qui va là? s'écria-t-il avec un accent espagnol très prononcé.

— Un ami, lui dis-je; mais rengaînez votre rapière, je suis seul et je n'ai pas d'armes.

La lune éclairait assez vivement les objets autour de moi pour que l'Espagnol se convainquît tout de suite que je disais vrai, et sa lame rentra dans le fourreau.

— Pardonnez-moi mon indiscrétion, seigneur cavalier, repris-je en m'avançant dans le cercle de lumière; je n'ai été amené vers vous, je dois le dire, que par un sentiment de curiosité. Si je ne me trompe, vous êtes, comme moi, étranger dans ce pays, et, en cette qualité, vous êtes presque un ami.

En dépit de ces avances, les traits de l'Espagnol conservaient une expression de défiance hautaine. Cependant il se rassit et m'invita courtoisement du geste à en faire autant. J'acceptai sans plus de façons.

— Je suis Espagnol, il est vrai, répliqua fièrement mon nouveau compagnon; mais, dans toute l'Amérique, l'Espagnol n'est-il pas chez lui? C'est à mon tour de vous demander pardon de vous avoir pris dès l'abord pour un espion envoyé par...

L'Espagnol s'arrêta tout à coup.

— Par qui? demandai-je.

— Soyez le bienvenu, reprit-il sans répondre à ma question. Un cigare que j'offris paya cette bienvenue, et nous nous mîmes à fumer avec toute la gravité de guerriers indiens autour du feu du conseil, en nous examinant dans un profond silence. Aux clartés de la lune et du brasier, il était facile de voir, comme je l'avais déjà remarqué, que les plus dures privations avaient laissé sur le front de l'Espagnol leurs ineffaçables stigmates, mais sans avoir en rien altéré la noblesse de cette mâle physionomie.

— Êtes-vous par hasard, lui demandai-je, l'auteur des couplets que j'ai si indiscrètement interrompus, et dont, je l'avoue, l'originalité m'a frappé?

— Non. Je n'ai fait que les arranger sur un air de ma composition pour des circonstances qu'il serait trop long de vous raconter.

Il y avait dans ces réponses des réticences qui donnaient l'essor à mes conjectures. Je résolus donc de provoquer les confidences du jeune Espagnol en lui racontant l'objet de mon voyage et mes déceptions depuis mon départ de Mexico.

— Il y a quelque similitude dans nos positions, reprit-il, quand j'eus fini. Comme vous, je poursuis une œuvre sans nom, mais plaise à Dieu de vous épargner les épreuves que j'ai traversées!

— Parlez, lui dis-je, j'aime les récits sous la voûte du ciel, la nuit, aux lueurs d'un foyer comme celui-ci.

— Soit, dit l'Espagnol. Je commencerai par vous dire que je suis Biscayen et de plus gentilhomme, non par le privilége qui anoblit tous mes compatriotes, mais par la descendance d'une longue suite d'aïeux qui reconnaissaient Lope Chouria (le loup blanc) comme chef de leur antique race. Mon nom est don Jaime de Villalobos. Ici, j'en porte un autre pour ne pas profaner celui-là. Ma mère d'abord, le nom de mes pères après, mon pays ensuite, tel est l'ordre de mes affections et de mon culte. Vous savez désormais qui je suis, seigneur cavalier; je vais vous dire maintenant ce que j'ai fait.

Il y avait dans cet exorde une certaine arrogance de Cid Campeador qui ne me déplut pas; c'était comme une strophe inédite ajoutée au *Romancero,* dont le gentilhomme biscayen chantait les vers un instant auparavant. Le jeune cavalier reprit avec plus de simplicité :

— J'étais par malheur aussi pauvre que noble; plus d'une fois, dans mon enfance, j'ai été réveillé par le vent glacé qui pénétrait presque sans obstacle dans le manoir ruiné que j'habitais avec ma mère; comme compensation, Dieu m'envoyait la faim, qui me faisait oublier le froid. J'atteignis ainsi la jeunesse; ma naissance m'interdisait tout travail manuel, tout emploi subalterne, et quitter ma mère qui vieillissait, pour prendre du service dans l'armée, était un effort au-dessus de mes forces. Cependant je ne pus rester étranger à la guerre civile qui éclata dans les provinces basques. Don Carlos, vous le savez peut-être, oubliait souvent de payer ses soldats et ses officiers, et tout ce que je gagnai à le servir fut l'honneur d'être encore, à l'heure qu'il est, créancier de son altesse. A ma rentrée sous le toit maternel, j'eus la douleur de le trouver plus délabré que jamais, et de comprendre mieux encore les angoisses qui déchiraient le cœur de ma mère, car je la voyais ployer de jour en jour sous le double fardeau de l'âge et de la détresse. Un soir, un colporteur vint réclamer de nous l'hospitalité, et, comme il ne demandait qu'un abri, je pus le satisfaire à moitié. Sa vie errante le mettait au courant de toutes les nouvelles, et j'appris de lui qu'un de nos compatriotes avait fait un riche mariage dans la Nouvelle-Espagne.

— Quelle chance n'aurait pas, ajouta-t-il, un jeune gentilhomme

comme vous, d'en faire autant dans le pays de l'or et de l'argent, où l'ambition de toutes les femmes se résume par ce dicton :

Camisas de Bretaña,
Y maridos de España (1).

Dans ma position, faire un riche mariage était ma seule ressource, et je résolus de courir cette chance. Je fis partager mes espérances à ma mère. Un à-compte obtenu sur un arriéré de solde me servit à payer mon passage à bord d'un navire qui mettait à la voile de Bilbao, et je partis plein de l'espoir de revenir déposer aux pieds de ma mère une fortune que j'ambitionnais pour elle seule. J'arrivai à Vera-Cruz il y a un an; je fréquentai assidument les églises, seul endroit où les Vera-Cruzanas veulent bien se montrer, mais aucune d'elles ne daigna faire attention à moi. Le soir, dans les rues désertes, je me résignais à de longues et infructueuses stations : personne ne se montrait. Je compris qu'en ne signalant pas ma présence sous une fenêtre, je courais grand risque de me morfondre ainsi toutes les nuits. J'eus recours à la musique, et j'achetai cette mandoline. Malheureusement, quoique musicien passable, je n'étais pas assez poète pour composer un motif de sérénade, et j'en fus réduit à souder le plus convenablement possible, à un couplet du *Romancero* que je me rappelais, le dicton même qui m'avait décidé à quitter le manoir. C'est ce couplet que vous avez interrompu tout à l'heure.

L'Espagnol se remit à fumer comme un homme qui vient de remplir consciencieusement sa tâche et garda le silence.

— Et vous êtes encore garçon? dis-je, fort surpris de cette conclusion aussi brusque qu'imprévue de l'histoire de don Jaime.

— Ce n'est pas la faute d'une espèce de duègne qui, depuis plus de quarante ans, portait des chemises de Bretagne, et se trouvait forcée de s'en tenir là bien malgré elle. Vous le concevez, j'étais venu pour épouser une femme jeune, riche et belle. Si la duègne eût été riche, par amour pour ma mère, je l'aurais épousée; mais celle-là n'était pas riche, n'était plus jeune, n'avait jamais été belle.

— Hélas! lui dis-je, vous vous êtes trompé d'un demi-siècle, seigneur don Jaime. Cinquante ans plus tôt, toutes les chances eussent été en faveur d'un cavalier de votre mine et de votre tournure. Aujourd'hui, ce temps est passé, je le crains.

Un sourire imperceptible effleura les lèvres du Biscayen; je ne sus, pour le moment, si je devais l'attribuer à la reconnaissance pour mon compliment ou à l'incrédulité pour mon pronostic. Je repris après un court silence :

— Puisque je suis en veine d'indiscrétion et vous en veine d'indul-

(1) Chemises de toile de Bretagne,
Maris d'Espagne.

gence, permettez, seigneur don Jaime, que je vous fasse une dernière question : Où diable avez-vous soupé ce soir?

A ces mots, le front de l'Espagnol se rembrunit. Je craignis d'avoir abusé des droits d'une intimité trop récente; mais, soutenu par un juste orgueil, le Biscayen se sentait trop bon gentilhomme pour rougir d'être pauvre.

— Ici, parbleu, reprit-il en souriant d'assez bonne grace, et j'ai l'honneur de vous offrir une portion de mon souper.

L'Espagnol me tendit une cigarette.

— Quoi! c'est là votre souper?

— Une cigarette! fi donc! c'est un trop maigre repas pour le dernier descendant des comtes de Biscaye. J'en ai, s'il vous plaît, consommé plus d'une douzaine, et j'ai parbleu fort bien soupé.

Ce dernier aveu parut avoir épuisé la résignation du pauvre gentilhomme, qui garda le silence pendant quelques instans, puis reprit avec une dignité pleine d'aisance et comme pour se débarrasser d'un hôte importun :

— Seigneur cavalier, je vous ai accordé la seule chose dont je puisse disposer en ce monde : l'hospitalité auprès de mon foyer; usez-en à votre aise s'il vous convient; mais, après une journée laborieuse, le moment est arrivé où j'ai besoin de repos. Que Dieu vous vienne en aide!

Le Biscayen raviva la flamme du brasier, s'étendit sur son manteau qu'il ramena sur sa figure, après m'avoir fait un geste d'adieu, et resta immobile. Je jetai machinalement un coup d'œil autour de nous. Plus heureux que leur maître et à moitié cachés par le brouillard glacé de la nuit, les deux chevaux paissaient au moins l'herbe flétrie du terrain pierreux. Je m'inclinai, le cœur gros et avec une sorte de respect, devant cette misère profonde si noblement supportée.

— Seigneur don Jaime, repris-je la voix encore émue, il me reste à vous remercier de votre courtoisie, et à vous faire une proposition que sur mon ame et sur mon honneur vous me rendrez heureux et fier d'accepter : celle de venir, sans qu'il m'en coûte rien, ajoutai-je, partager à votre tour ma chambre dans la *venta.*

Le jeune voyageur tressaillit et se leva sur son séant; ses yeux étincelaient sur son visage pâli. Il sembla hésiter un moment; puis, me tendant la main :

— J'accepte, me dit-il, vous me rendez un service que je n'oublierai jamais. Je puis vous l'avouer à présent, j'ai vainement sollicité du *huesped* cette hospitalité, que je suis trop pauvre pour payer, et que cependant j'aurais achetée pour cette nuit, cette nuit seulement, au prix de mon sang.

Cette réponse était un mystère de plus pour moi; mais don Jaime devenait mon hôte, et cette qualité m'interdisait toute question nouvelle.

Nous prîmes les deux chevaux par la bride, et, sans échanger d'autres paroles, nous nous dirigeâmes vers la *venta*.

III.

Mon nouveau compagnon une fois installé dans ma chambre, je sortis sous prétexte de veiller à ce qu'on prît soin de nos chevaux, et je commandai à Cecilio d'aller chercher à la cuisine de l'hôtellerie un souper suffisant pour deux personnes. Le Biscayen, après quelques façons, en voulut bien accepter sa part. J'avais déjà fait un repas assez copieux, et je ne touchai au souper que par politesse, tandis que mon convive y faisait le plus grand honneur, tout en s'étonnant de ma sobriété.

— Que voulez-vous? lui dis-je pour expliquer mon abstinence, c'est mon premier voyage dans ce pays, et je n'ai pas encore pu me faire à cette infernale cuisine.

Et tandis que Cecilio, debout derrière nous, ouvrait des yeux démesurés en m'entendant affirmer que j'étais à mon début en fait de voyages, je ne pouvais m'empêcher d'admirer avec envie chez mon hôte les formidables prouesses d'un appétit développé par vingt-quatre heures de jeûne.

— Maintenant, lui dis-je, quand il ne resta plus que les assiettes, si le voisinage d'une jeune et charmante voyageuse, dont la chambre touche celle-ci, ne vous empêche pas de dormir, je crois que vous ferez bien de m'imiter.

Et je m'étendis par terre dans mon manteau.

— Soit, dit l'Espagnol; mais peut-être avant de vous endormir ne vous sera-t-il pas désagréable d'entendre un air de mandoline?

— Vous êtes chez vous, mais vous ne vous offenserez pas si je m'endors en vous écoutant.

En dépit de la couche froide et dure où j'étais forcé de chercher le sommeil, je n'entendis bientôt qu'un murmure confus de notes indécises, puis plus rien. Je me réveillai en sursaut sous l'impression d'une fraîcheur fort vive. La longue et mince chandelle collée à la muraille jetait ses dernières et fumeuses clartés dans la chambre, où je me trouvais seul; l'Espagnol avait disparu, la porte entr'ouverte laissait pénétrer l'air froid de la nuit qui m'avait réveillé : j'écoutai. Un silence profond avait succédé aux derniers murmures de la vaste *hacienda*, le coq chantait au loin. Surpris de la brusque disparition de mon compagnon, je me levai pour refermer la porte, et je jetai à tout hasard un coup d'œil dans la cour. Au milieu de l'obscurité, je crus apercevoir deux silhouettes noires à moitié cachées par un pilier. L'une d'elles était le gentilhomme biscayen, dont je distinguai la voix, quoiqu'il parlât bas;

l'autre m'était inconnue; mais, au timbre plus doux, aux accens qui, bien que voilés par la prudence, s'élevaient au milieu du calme de la nuit comme une tendre et suave mélodie, je ne doutai bientôt plus de la présence d'une femme. J'en avais assez vu, je repoussai la porte; au grincement des gonds rouillés, une forme légère disparut dans l'ombre d'un pilier plus éloigné. Le Biscayen se dirigea rapidement vers moi :

— Ne vous excusez pas, me dit-il; vous avez, sans le vouloir, surpris un secret qui tôt ou tard devait vous appartenir; mieux vaut donc que ce soit maintenant. Je parlais de vous d'ailleurs; n'est-ce pas à vous que je dois l'un des plus heureux momens de ma vie? n'ai-je pas encore besoin cette nuit même d'une nouvelle preuve de cette amitié qui me sera désormais si précieuse?

Don Jaime me fit alors en quelques mots le résumé rapide d'un roman commencé six mois auparavant à Mexico, sous les ombrages de l'Alameda; il s'agissait de projets d'union contrariés par la disparité des fortunes, de tentatives de fuite déjouées par une surveillance incessante jusqu'au moment où le père de celle qu'il avait aimée pour sa seule beauté, avant de se douter qu'elle fût riche, était parti pour la ramener à l'une des *haciendas* qu'il possédait dans l'intérieur du pays. C'était pour donner suite à un nouveau projet d'enlèvement que don Jaime avait amené deux chevaux; mais à la troisième étape, c'est-à-dire à la *venta* d'Arroyo-Zarco, le pauvre jeune homme, qui suivait la voiture à distance, s'était trouvé à bout de ressources, et n'avait pu obtenir accès dans l'hôtellerie. Grace à notre rencontre fortuite, cet obstacle avait disparu, tout était prêt pour gagner Guanajuato. Là don Jaime devait confier la fille de l'*hacendero* à une parente éloignée qui la cacherait dans un couvent jusqu'au moment où, les poursuites apaisées et le mariage conclu, il devait leur être facile de passer en Espagne. Malheureusement un nouvel obstacle se présentait : comment sortir de l'hôtellerie sans exciter les soupçons du *huesped,* et comment dissimuler cette fuite en sauvant les apparences? Don Jaime avait pensé que je pourrais les accompagner en laissant à la *venta* mon domestique dont nous emmènerions le cheval tout sellé. Doña Luzecita (c'était le nom de la fille de l'*hacendero*) passerait aisément pour Cecilio, et l'hôte, nous ayant vu sortir comme nous étions entrés, ne pourrait concevoir aucun soupçon.

Il y avait tant d'éloquence dans le regard suppliant du Biscayen, que je fus sur le point de me lancer tête baissée dans cette nouvelle aventure; mais la réflexion me retint, et je refusai le concours qui m'était demandé. Don Jaime soupira, et sortit de la chambre. Quelques minutes après, il était de retour; la jeune voyageuse l'accompagnait. Un *rebozo* soigneusement drapé à la mode mexicaine entourait sa tête et son visage. Les plis du voile de soie ne laissaient entrevoir qu'un étroit bandeau de cheveux de jais, un front que la honte empourprait, et, sous l'arc

de noirs sourcils, deux yeux chastement voilés de leurs longues paupières.

— Que ne vous devrais-je point, seigneur cavalier, me dit-elle de cette voix harmonieuse dont le timbre m'avait charmé quelques minutes auparavant, si vous consentiez à nous prêter un appui dont, je rougis de l'avouer, le refus ne changera pas une résolution inébranlable!

Je sentis ma volonté faiblir à ces simples paroles et au regard qui les accompagna; je balbutiai quelques lieux communs de prudence et de devoir.

— Votre présence, ajouta l'Espagnol, peut conjurer un grand malheur, car je l'aime tant que, plutôt que de me la voir enlever, je la tuerai.

Fière et reconnaissante à la fois de cet élan de la passion qu'elle inspirait, la jeune femme releva les yeux qu'elle avait tenus baissés jusqu'alors et couvrit l'Espagnol d'un regard chargé de ces étincelles brûlantes que l'impétuosité créole ne sait pas long-temps contenir; c'est ainsi qu'elle voulait être aimée. Puis, me tendant une de ces mains que Dieu semble avoir modelées tout exprès pour les Mexicaines :—Vous consentez, n'est-ce pas? me dit-elle.

Les momens étaient précieux, minuit avait sonné : je ne me sentis pas la force de répondre par un nouveau refus. Transporter nos selles et nos valises jusqu'aux écuries pour harnacher nos chevaux sans donner de soupçons fut l'affaire d'un instant. La nuit était profonde dans les écuries, et ce ne fut qu'à la lueur de nos cigares que nous pûmes distinguer nos montures. Dans la cour, les deux cochers, conducteurs de la voiture, dormaient près de leurs mules.

— Holà! l'ami, me dit l'un d'eux en bâillant, est-il de si bonne heure qu'il faille déjà partir?

— J'ai une longue route à faire, répondis-je; mais soyez tranquille, le coq n'a pas encore chanté.

Le ronflement du cocher, un instant réveillé, ne tarda pas à se mêler de nouveau aux bruits nocturnes des écuries, et nous pûmes achever à tâtons notre besogne sans nouvelle interruption. Nous disposâmes de notre mieux le second cheval de don Jaime pour la fille de l'*hacendero*. Une seule formalité restait à accomplir : avertir Cecilio du rôle qu'il devait jouer en notre absence. Je me dirigeai vers la chambre qu'il occupait. La nuit avait été pour lui féconde en surprises de tout genre, et celle qui l'attendait encore ne devait pas être la moins douloureuse. Le pauvre garçon dormait à poings fermés quand je l'éveillai, non sans peine.

— Écoute (1), lui dis-je quand il fut en état de m'entendre, tu vas con-

(1) Au Mexique, l'usage veut que le maître tutoie le valet.

tinuer à dormir comme tu le faisais tout à l'heure jusqu'à dix heures du matin, si cela t'est possible, ou du moins rester invisible dans ta chambre. Les raisons les plus impérieuses exigent que personne dans la *venta* ne soupçonne ta présence jusqu'à l'heure dite. Alors tu te glisseras inaperçu hors de l'hôtellerie, ce qui te sera d'autant plus facile que j'emmène ton cheval et que tu t'en iras à pied. Tu suivras ensuite la route de Celaya, fût-ce pendant toute la journée, jusqu'au moment où tu m'auras rejoint à l'endroit où je t'attendrai.

— J'exécuterai les ordres de votre seigneurie, dit Cecilio en courbant tristement la tête comme écrasé par cette dernière déconvenue.

Mes deux compagnons de fuite étaient en selle à mon retour. Don Jaime semblait frissonner sous le froid de la nuit, et sa belle compagne, la tête enveloppée de son voile de soie, les épaules couvertes de la *manga* mise à l'envers, était complétement déguisée à des yeux indifférens; cependant l'agitation convulsive de son sein et ses sanglots étouffés à grand'-peine trahissaient une émotion violente. Je compris les sentimens qui l'agitaient, et je ne pus m'empêcher de jeter un mélancolique regard dans la direction de la chambre où dormait le père de doña Luz. En ce moment solennel, la générosité castillane s'éveilla dans le cœur de don Jaime.

— Luzecita, dit-il d'une voix étouffée, il est encore temps de rester, c'est votre père que vous quittez.

Rappelée par la voix de don Jaime au sentiment qui dominait tout son être, la jeune fille tressaillit, l'univers disparut à ses yeux; prenant la main de celui qu'elle aimait, et la portant à ses lèvres avec la soumission passionnée d'une esclave d'Orient :

— Je n'ai plus de père, dit-elle d'une voix douce et ferme, partons.

A ce cri suprême de la passion, qui, semblable au feu, épure l'atmosphère autour d'elle, mes derniers scrupules s'évanouirent. Nous traversâmes la cour en silence. Le *huesped* dormait étendu sur le sol en travers de la porte, je le touchai du bout de ma lance et sans parler : il se leva avec la promptitude machinale d'un homme accoutumé à être réveillé à toute heure.

— Déjà en route? dit-il en recevant le prix de nos chambres. Et ce seigneur aussi, toujours avec ses deux chevaux?

— Oui, répondis-je, ce cavalier, mon domestique et moi, nous sommes attendus à l'*hacienda* de San-Francisco avant le jour.

— Bon voyage, dit-il, puis il ouvrit la porte, qui se referma bientôt sur nous. Nous suivîmes pendant quelques minutes le chemin de Mexico pour nous conformer à la fausse indication que j'avais jetée au *huesped,* et nous tournâmes bride tout à coup dans la direction de Celaya, c'est-à-dire du côté opposé, en ayant soin de faire un détour pour éviter de passer devant l'*hacienda.* Un brouillard humide et glacé couvrait au

loin la plaine; le vent de la nuit déchirait de temps à autre ces vapeurs mobiles, et on pouvait voir le sol couvert d'un blanc manteau de givre. A quelques pas de nous, mais voilée par la brume, nous apparut bientôt une lueur douteuse qui brillait comme une étoile près de s'éteindre; c'était le foyer abandonné du gentilhomme biscayen. Nos chevaux fendaient impétueusement le brouillard, que leurs naseaux aspiraient et vomissaient en tourbillons pressés. Bien que partageant l'impatience fiévreuse de mes deux compagnons, je ne pouvais me défendre d'une certaine émotion en comparant l'avenir incertain vers lequel ils s'élançaient en aveugles à ces vapeurs épaisses qui dérobaient à nos yeux l'horizon et la route. Nous ne tardâmes pas à mettre une large distance entre nous et la *venta*. Nous ralentîmes alors le pas, une lueur grisâtre commençait à éclairer les objets autour de nous; à l'est, et derrière les collines encore couvertes de brume, une raie blanche signalait l'aube.

— Arrêtons-nous ici un instant, dis-je au Biscayen, et laissons souffler nos chevaux pendant que je vais mettre pied à terre pour écouter si l'on ne nous poursuit pas.

Nous avions franchi à peu près huit lieues dans le plus profond silence, car le cas était de ceux où le cœur trop plein impose un frein sévère à la bouche. L'oreille collée sur le sol, j'écoutai avec anxiété si quelque pulsation souterraine n'indiquait pas un galop lointain de cavaliers : nul bruit, nul écho ne s'éveillait sous terre, et la plaine devait être déserte dans un large rayon autour de nous. Je sentis alors la tranquillité succéder chez moi à l'agitation d'une longue course; je m'assis sur l'herbe et j'engageai mes compagnons à m'imiter. Ce moment de sécurité passagère fit éclater chez eux l'explosion des sentimens que cette fuite à toute bride avait comprimés pendant de trop longues heures. Comme le givre qui disparaissait à vue d'œil à mesure que les premières teintes du soleil venaient rougir l'herbe de la plaine, l'inquiétude faisait place dans leurs cœurs à la confiance et à l'exaltation joyeuse qu'y versaient à la fois l'air du matin, la jeunesse et la passion. A peine la jeune femme eut-elle touché la terre, qu'obéissant à l'irrésistible impulsion de sa nature américaine, oublieuse du monde entier, elle enlaça d'une fougueuse étreinte celui qui le remplaçait pour elle. Le front mélancolique et flétri de l'Espagnol sembla pour un moment resplendir, rayonner sous ces caresses passionnées; puis, soit faiblesse, soit émotion trop vive, je le vis pâlir, chanceler et fermer les yeux. Doña Luz poussa un cri déchirant.

— Soyez sans crainte, lui dis-je, le bonheur ne tue pas.

Je déposai doucement sur l'herbe don Jaime toujours immobile, et doña Luz, s'agenouillant près de lui, le couvrit de larmes et de baisers. Un si doux remède eut promptement rappelé à la vie le jeune Biscayen.

Don Jaime fit alors quelques pas vers moi, tandis que la jeune créole voilait, en se détournant, sa figure de ses deux mains, avec ce singulier mélange de passion et de pudeur qui prêtait un charme si attrayant à sa beauté.

—Vous n'irez pas plus loin, me dit le Biscayen; aussi bien vous n'en avez fait que trop pour votre responsabilité, et je n'ai que trop abusé de vous; mais, avant de nous séparer, j'ai un dernier service à vous demander : c'est celui de troquer votre manteau contre le mien; le vôtre sera pour moi une sécurité de plus.

Je consentis à l'échange qu'il sollicitait.

— Vous ne gagnerez pas à ce marché, reprit don Jaime en souriant; mais, puisque vous ne savez pas où vous allez, peut-être le hasard vous poussera-t-il à Guanajuato. Je passerai une quinzaine de jours dans l'une des auberges de la ville, et vous m'y trouverez sans doute, trop heureux de pouvoir vous exprimer une fois encore une reconnaissance que je conserverai toute ma vie.

Le moment était venu de nous séparer. Nous aidâmes doña Luz à remonter sur son cheval; puis don Jaime se remit lui-même en selle. Détachant alors la mandoline suspendue à ses arçons :

— Prenez-la, me dit-il. Pendant long-temps cette mandoline et l'espérance ont été ma seule fortune; aujourd'hui, à la place de l'espérance, Dieu m'a donné la réalité. Gardez-la en souvenir de moi.

Des larmes vinrent mouiller ses paupières. Il me tendit de nouveau la main, doña Luz me paya d'un sourire plus qu'elle ne me devait, et tous deux s'éloignèrent. Je les suivis du regard en pensant involontairement à la distance fatale qui sépare trop souvent la coupe des lèvres. La brume matinale les eut bientôt dérobés à mes yeux.

IV.

Resté seul au milieu de la plaine déserte du *Cazadero*, je demeurai quelque temps, je l'avoue, fort embarrassé. Assez loin encore de toute habitation, je me demandai si je ne devais pas tourner bride et regagner l'*hacienda* d'Arroyo-Zarco; mais le soleil éclairait si vivement la plaine, l'air du matin était si bienfaisant, que l'hésitation et le découragement disparurent comme les vapeurs sur les collines, qui avaient repris leur teinte azurée. Je me remis en route. Deux lieues à peine devaient me séparer de la *venta* de la Soledad, où j'avais donné rendez-vous à Cecilio. L'hôte, me voyant arriver avec une guitare en bandoulière, me prit pour quelque touriste mélomane venu à point pour le distraire, et me parla de son goût pour la musique en homme qui avait grand désir de m'entendre. Je dus répondre à ses instances par

un refus formel, et je me hâtai de m'installer dans la chambre la plus reculée de la *venta*. A la tombée de la nuit seulement, Cecilio me rejoignit. Il n'avait rien de nouveau à m'apprendre; à midi, heure où il s'était glissé hors de l'*hacienda*, tout y était encore parfaitement calme. Ce renseignement me tranquillisa sur le sort des fugitifs, et, délivré de toute inquiétude de ce côté, je résolus de passer la nuit à la *venta*. Le pauvre Cecilio, qui venait de faire à pied dix lieues de route, ne pouvait plus se tenir, et moi-même j'avais besoin de forces pour reprendre le lendemain une poursuite qui menaçait de se prolonger bien au-delà de mes prévisions.

Le lendemain de bonne heure, nous étions en selle et nous galopions sur la route de Celaya, où nous espérions rejoindre don Tomas. C'était un voyage de deux journées à faire, et ces deux journées furent signalées à peu près par les mêmes contre-temps qui avaient marqué la première partie de cette singulière excursion. Dans toutes les hôtelleries où nous nous arrêtions, don Tomas nous avait précédés de quelques heures. Enfin j'arrivai à Celaya et je descendis au *Meson de Guadalupe*, au moment où Cecilio enregistrait soixante-dix lieues parcourues depuis notre départ de Mexico, avec la pensée consolante toutefois que, d'après les renseignemens qui m'avaient été donnés, nous touchions décidément au terme de notre course. Malheureusement, par une sorte de fatalité, ce terme reculait sans cesse au moment même où je croyais l'atteindre. A Celaya comme à Arroyo-Zarco, je manquai don Tomas d'une demi-heure. Don Tomas, en quittant Celaya, s'était dirigé sur Irapuato. Nous partîmes pour Irapuato. Dans l'unique hôtellerie de cette bourgade, personne ne l'avait vu. On l'y connaissait cependant, car l'hôte m'apprit que don Tomas était propriétaire et habitant d'une maison isolée située au pied du *Cerro del Gigante* (pic du Géant).

— Où est le *Cerro del Gigante*? demandai-je alors, non sans appréhender que ce fût à cent lieues plus loin.

— C'est, me répondit l'hôte, la montagne la plus élevée de la sierra qui domine Guanajuato; en partant demain au point du jour, vous y arriverez à la tombée de la nuit.

Irapuato est à quatre-vingt-dix lieues de Mexico. Pour gagner Guanajuato, j'avais une vingtaine de lieues encore à faire. Je me souvins que Guanajuato était la ville où le gentilhomme biscayen devait conduire doña Luz. Outre la certitude d'y rencontrer don Tomas, j'avais donc l'espoir d'y connaître le sort d'un homme auquel je m'intéressais déjà comme à un vieil ami. Cette double considération me détermina.

— Eh bien! dis-je à Cecilio, nous irons attendre cette fois don Tomas Verdugo dans sa propre maison, où il paraît être singulièrement pressé de rentrer.

La route de Guanajuato serpente à travers un ravin d'une longueur

interminable, appelé *Cañada de Marfil;* ce fut seulement quelques heures avant le déclin du jour que j'atteignis la ville, dont je traversai rapidement les rues escarpées pour me diriger sans perdre de temps vers le *Cerro del Gigante*. La route que j'eus à suivre au sortir de la ville était coupée de ravins et de nombreuses collines. Je ne tardai pas à regretter de m'être engagé dans ces défilés lorsque le soleil commençait à baisser déjà et qu'il restait si peu de jour pour traverser des chemins inconnus. A mesure que nous avancions, la nature devenait de plus en plus sauvage; des cours d'eau qui écumaient contre les pierres, des corbeaux qui croassaient au-dessus de nous, tels étaient les seuls bruits, les seuls hôtes de ces solitudes.

— Ah! seigneur, me dit Cecilio en se rapprochant de moi dans un moment de halte où je cherchais à me rappeler les instructions qu'on m'avait données, cet endroit me paraît un vrai coupe-gorge, et le moindre mal qui pourra nous arriver sera de nous égarer pour toute la nuit dans ce labyrinthe de montagnes où le froid me gagne déjà.

Je n'étais pas insensible non plus à la fraîcheur qui commençait à régner dans ces bas-fonds, et je jetai sur mes épaules la *manga* que le Biscayen m'avait donnée en échange de mon *zarape*. Je commençais en outre à partager les craintes de mon domestique; mais je jugeai à propos de ne pas laisser paraître mon inquiétude et je continuai d'avancer, bien sûr du reste d'être dans le bon chemin, quoique l'obscurité s'épaissît de plus en plus. Des ravins pierreux, des roches abruptes, des crêtes dépouillées, s'étendaient devant nous ou se dressaient sur nos têtes. Déjà les montagnes projetaient de longues ombres dans les vallées, le brouillard montait en légers flocons des bas-fonds où murmuraient les ruisseaux jusqu'aux sommités que le soleil éclairait de ses derniers rayons, et le pic du Géant, qui m'avait semblé si rapproché, s'élevait toujours à la même distance, couronné d'une auréole de pourpre et dominant les hauteurs voisines avec une sombre majesté, comme le gardien des trésors mystérieusement enfouis dans les entrailles de la sierra.

— Vous savez le proverbe, seigneur maître, poursuivit Cecilio : tel qui va chercher de la laine s'en retourne souvent tondu. Quelque chose me dit que nous nous sommes engagés dans une aventure fâcheuse. Qui peut être en effet ce don Tomas, que tout le monde connaît sur la route et sur qui nous ne pouvons jamais mettre la main? Quelque chef de bande, sans aucun doute, qui a ses motifs pour se cacher ainsi, et je crains, continua-t-il en baissant la voix, que ces gorges ne soient pas aussi désertes qu'elles le paraissent. Ah! Jésus! n'ai-je pas vu reluire le canon d'une carabine là-haut, parmi ces branchages?

Je portai involontairement les yeux dans la direction que signalait Cecilio, mais le vent seul agitait les buissons épais qui couronnaient la crête des talus, et que je commençais à ne voir que confusément à tra-

vers la brume. J'affectai de rire des craintes de mon valet, quand il me sembla entendre au milieu du silence un craquement semblable à celui d'un fusil qu'on arme. Au milieu du ravin où je me trouvais, ravin encombré de rochers éboulés, nos chevaux ne pouvaient avancer que lentement. Je pressai néanmoins le pas. Tout à coup une lueur brilla au-dessus de nos têtes, un sifflement aigu déchira mes oreilles, et une détonation résonna dans le ravin, accompagnée d'un bruit sec semblable à celui d'une balle qui s'aplatit sur un rocher.

— Ah! le coquin! s'écria en même temps une voix qui semblait partir de la crête du talus, je l'ai manqué.

Mon premier mouvement fut de fermer les yeux dans l'attente d'un second coup. Un instant se passa dans une anxiété terrible, pendant que les derniers échos répercutaient encore l'explosion, puis je levai la tête pour chercher d'où la balle était partie; mais le brouillard enveloppait les hauteurs, et je ne pus rien distinguer. Un lambeau de la banderole de ma lance me prouva seulement que la balle avait dû passer à deux pieds de mon corps et que j'avais réellement servi de point de mire.

— C'est bien à moi qu'on en voulait, dis-je à Cecilio; en route, et tâchons de gravir l'escarpement chacun de notre côté pour mettre la main sur le drôle qui, par-dessus le marché, semble si furieux de m'avoir manqué.

— D'abord, s'écria Cecilio, à qui cette reconnaissance ne souriait que médiocrement, rien n'indique qu'on ait tiré sur vous, et d'ailleurs je ne vous quitte pas; c'est le devoir d'un bon serviteur d'être toujours à côté de son maître.

J'arrivai plus vite que lui au sommet du ravin; mais, si loin que ma vue pût atteindre, je n'aperçus devant moi que les collines lointaines déjà nuancées d'un bleu violet, quelques champs où le maïs se balançait tristement, des teintes plus foncées qui annonçaient les crevasses de la sierra, partout un paysage lugubre et attristant que voilait l'ombre du crépuscule. La prudence me faisait un devoir de continuer ma route sur les hauteurs, et j'avançais, car il n'était plus temps de revenir sur mes pas. Je ne marchai pas long-temps sans apercevoir au loin un bâtiment assez vaste; nulle fumée ne s'élevait du toit, et probablement cette maison était déserte. Ce devait être quelque usine abandonnée, et, à mesure que j'en approchais, le délabrement des murailles, les interstices des toitures, me confirmaient dans cette pensée. Au moment où Cecilio mettait pied à terre pour s'assurer s'il n'y avait en effet aucun habitant, arrivait à toute bride, par un chemin détourné, un cavalier, une carabine à la main. Le cavalier s'arrêta brusquement à mon aspect, et me considéra pendant quelques secondes avec un air de répugnance et d'appréhension. Puis, avec un grand éclat de rire :

— Vous n'êtes donc pas Remigio Vasquez? me demanda-t-il.

— Pas que je sache, lui répondis-je.

— Ah! seigneur cavalier, que de pardons j'ai à vous demander! C'était sur Remigio Vasquez que je croyais tirer.

Le drôle se remit à rire de plus belle et reprit avec un accent de regret :

— *Caramba!* dire que je vous ai manqué à vingt pas, moi qui vous tenais si bien au bout de ma carabine! mais un mouvement brusque que vous avez fait vous a sauvé la vie. Ah! croyez bien que j'en suis désolé.

— De m'avoir manqué, sans doute; mais brisons là : aussi bien, l'heure et le lieu sont tels qu'il pourrait me plaire de prendre ma revanche à bout portant.

— Et de quoi? reprit-il d'un ton plus sérieux, je vous croyais mon ennemi et je me trompais, j'ai tiré sur vous et je vous ai manqué : tout cela se compense parfaitement, et je ne vous en veux pas le moins du monde.

L'inconnu paraissait si convaincu de la force de son argument, que je ne pus m'empêcher de sourire en lui demandant si j'étais encore loin du Cerro del Gigante.

— Une bonne carabine y lancerait d'ici une balle en ligne droite, mais, dans les détours des ravins, vous avez encore au moins deux heures de marche, et, comme la nuit avance et que les chemins sont impraticables dans l'obscurité, j'offre à votre seigneurie l'hospitalité sous mon toit pour vous prouver que je n'ai pas de rancune.

L'aspect délabré de la maison ne me promettait qu'une hospitalité bien précaire, mais l'offre m'en paraissait faite avec franchise; j'étais en outre de ces voyageurs peu chargés de bagages, avec lesquels les voleurs n'échangent que des saluts sur les routes. Je ne vis donc nul inconvénient à accepter la proposition qui m'était faite, et je mis pied à terre. L'inconnu m'introduisit dans une vaste salle dont la toiture offrait de nombreuses solutions de continuité, et, pendant qu'il aidait Cecilio à desseller les chevaux, je pus voir, aux instrumens qui encombraient la pièce, que j'étais dans un de ces ateliers métallurgiques (*haciendas de beneficio*) où l'argent extrait des mines reçoit le dernier traitement. Mon nouvel hôte ne tarda pas à revenir, et, après avoir allumé une de ces torches qui servent aux mineurs, m'engagea à me considérer comme chez moi. La misère paraissait avoir élu domicile dans ce bâtiment en ruines, et je ne pus m'empêcher de remarquer avec un certain malaise que rien ne semblait y indiquer le moindre préparatif du souper le plus frugal. Je m'assis en face de mon hôte et j'essayai de prendre patience en l'interrogeant sur l'usage des divers instrumens qui frappaient mes yeux pour la première fois, mais le temps se passait, et, rien ne me faisant pressentir que l'on pensât à se mettre à table, j'abordai la question franchement.

— J'ai grand'faim, lui dis-je.

— Et moi aussi, répondit-il gravement, mais sans bouger.

Je craignis de n'avoir pas été assez explicite.

— A quelle heure soupez-vous d'ordinaire? Pour moi, toute heure m'est bonne quand j'ai faim comme à présent.

— Toute heure m'est également bonne pour souper, mais aujourd'hui je ne soupe pas.

Cette réponse me consterna; heureusement Cecilio s'était à tout hasard muni de quelques mètres de viande sèche (1). Je pus, en renversant les rôles, offrir un repas frugal au singulier amphitryon que le hasard m'avait départi, et qui ne se fit pas prier pour accepter.

— Il me paraît clairement constaté, lui dis-je après que nous eûmes terminé notre modeste collation, qu'il y a de par le monde un certain Remigio Vasquez qui n'est guère de vos amis; que vous a-t-il donc fait?

— Rien encore jusqu'à présent, et je ne tirais aujourd'hui sur lui, c'est-à-dire sur vous, que purement par précaution, et pour l'empêcher de me nuire.

Puis Florencio Planillas (ainsi s'appelait mon hôte) entra dans de longs détails sur ses propres affaires. C'était un de ces mineurs obstinés qui ont toute leur vie à lutter contre des illusions toujours nouvelles, et qui, semblables aux joueurs malheureux, se croient constamment à la veille de devenir riches à millions, sans que jamais les rudes leçons de l'expérience puissent avoir raison de leur aveugle entêtement. Son histoire était celle de beaucoup d'autres. Jadis propriétaire principal d'une riche mine d'argent, puis d'une *hacienda de beneficio* florissante, il avait vu le filon tomber en *borrasca* (2), et le manque de capitaux l'avait forcé de suspendre les opérations de ses ateliers métallurgiques. Suivant les usages du Mexique en matière de prescription, l'usine ainsi abandonnée pouvait devenir la propriété de celui qui dénoncerait la détresse de l'exploitant. Cette dénonciation, suspendue sur la tête de Florencio Planillas, était pour lui une perpétuelle menace qui troublait ses jours et ses nuits. Son esprit inquiet voyait partout un rival prêt à le dépouiller, quand un inconnu était venu l'avertir qu'un individu nommé Remigio Vasquez était arrivé la veille à Guanajuato avec l'intention avouée de profiter de la suspension des travaux de l'usine pour se la faire adjuger. C'était un rude coup pour Florencio Planillas que d'être dépossédé d'une propriété qui l'avait enrichi dans le passé et lui

(1) Dans certaines parties du Mexique, la viande de boucherie est découpée en lanières, séchée au soleil et débitée à la mesure, comme le ruban, la corde ou la toile.

(2) *Borrasca* est le terme consacré dans les mines pour exprimer le moment où les travaux deviennent stériles.

promettait de plus grands avantages encore dans l'avenir. C'était un de ces cas où les Mexicains ont l'habitude d'en appeler au couteau, et Florencio avait juré la mort de Remigio Vasquez.

— Je ne l'ai jamais vu, ajouta-t-il en finissant; mais son signalement m'a été donné d'une manière si exacte, qu'il ne m'échappera pas. Je l'avais cherché inutilement tout le jour à Guanajuato, quand ce soir, à mon retour, trompé par l'obscurité, abusé par une vague ressemblance et surtout par la couleur de votre manteau, j'ai pensé que c'était lui qui poussait l'audace jusqu'à venir explorer les lieux, et ce n'est qu'en vous voyant de plus près que j'ai reconnu mon erreur. Je ne vous en veux pas, je vous le répète, de vous avoir manqué; mais désormais je me servirai de mon couteau. *El cuchillo ne suena ni truena* (le couteau ne fait ni bruit ni explosion), comme dit mon ami Tomas Verduzco.

— Verdugo! voulez-vous dire, interrompis-je.

— Vous le connaissez? s'écria Florencio en riant. La plaisanterie est excellente; mais vous ne l'employez pas avec lui, je pense.

— Quelle plaisanterie?

— *Hombre!* ne savez-vous pas que son nom véritable est Verduzco, et qu'on ne l'appelle Verdugo (1) que parce qu'il lui arrive parfois de se faire justice lui-même dans ce qu'il appelle ses affaires de conscience?

Cette particularité sur le caractère de l'homme que je poursuivais si opiniâtrément me fut des plus désagréables, je l'avoue; mais j'étais bien aise d'avoir sur son compte de plus amples détails, et je m'informai près de mon hôte du nombre de fois qu'il était arrivé à don Tomas de mériter son redoutable surnom.

— Ma foi, répondit Florencio, ce sont de ces choses dont on n'aime pas toujours à tenir compte très exact, peut-être ne le sait-il pas lui-même; mais vous jugeriez peut-être mal don Tomas d'après ce que je vous dis là. Le seigneur Verduzco n'est pas égoïste; ce n'est pas toujours pour son propre compte qu'il tue son prochain, et, pourvu qu'on lui donne des raisons solides (le mineur appuya sur ce mot), on le trouve toujours prêt à rendre service : il me le disait encore ici ce matin même.

— Diable! m'écriai-je, c'est un homme fort estimable que don Tomas, et je suis très impatient de faire sa connaissance.

En dépit de cette gasconnade effrontée, mon vif désir de rejoindre don Tomas s'était dissipé comme par magie, et, trop avancé pour reculer désormais, je formai les vœux les plus sincères pour le manquer encore une fois, ne fût-ce que d'une minute, au Cerro del Gigante. La nuit s'acheva sans autre incident que la nécessité où je me trouvai de prêter à mon hôte un pan de ma *manga* pour le mettre à l'abri du

(1) *Verdugo*, bourreau, et par extension un poignard affilé.

froid que la toiture à jour laissait pénétrer, et je pris congé de lui au matin en le remerciant sérieusement d'une hospitalité qui s'était réduite pour lui à manger les trois quarts de mon souper et à profiter de la moitié de mon manteau. Il est vrai que, quelques heures auparavant, le drôle avait failli me tuer.

Je repris ma marche interrompue la veille dans la direction du Cerro del Gigante. Armé de ma lance dont la banderole déchirée témoignait du danger que j'avais couru, escorté de Cecilio et affublé de la guitare du gentilhomme biscayen, j'avais un faux air du chevalier errant de la Manche suivi de son écuyer et en quête de quelque aventure périlleuse. Celle-ci ne laissait pas d'être délicate, car, je le savais maintenant à n'en point douter, c'était sur les traces d'un *bravo* mexicain que je courais inutilement depuis six jours. Cependant ma recherche avait de fait un but de sécurité personnelle. J'étais bien convaincu de n'avoir rien à démêler avec ce don Tomas; mais il pouvait y avoir sous jeu quelque dangereuse méprise. Les *bravi* du Mexique, comme ceux de tous les pays où l'on exploite encore cette formidable industrie, commencent d'abord par tuer, quittes à reconnaître plus tard leur erreur ou à se faire payer double besogne. Il était donc important de constater bien clairement mon identité aux yeux d'un drôle de cette trempe, et de prévenir tout fatal quiproquo. Décidé par cette considération surtout, je me dirigeai assez résolûment vers le Cerro del Gigante, et j'arrivai bientôt à une maison d'assez belle apparence, située au pied de la montagne. Un ruisseau ombragé de sycomores coulait en murmurant près de la porte. Mon hôte de la nuit précédente m'avait trop minutieusement décrit la demeure du *bravo* pour que je pusse la méconnaître. Je m'adressai à un domestique qui étrillait à l'entrée de la cour un cheval d'une rare beauté, et m'informai avec toute la politesse convenable si le cavalier Verduzco était visible.

— Non, seigneur, me répondit l'homme. A peine arrivé hier soir, il a été mandé à Guanajuato pour une affaire d'urgence qui ne lui permettra guère de revenir que dans trois jours, et peut-être même sera-t-il obligé de repartir tout de suite.

— Et pour quel endroit? demandai-je.

— Je n'en sais rien, répondit le domestique d'un ton sec.

Je n'insistai pas davantage, et je tournai bride.

V.

De retour à la ville, je m'informai de la plus modeste des trois ou quatre hôtelleries qui existent à Guanajuato, bien convaincu que c'était celle-là que devait avoir choisie de préférence le Biscayen à son arrivée. Mon espoir ne fut pas trompé, et la première personne que je rencontrai

dans la cour de la *venta* où je descendis fut don Jaime de Villalobos. Il se disposait à sortir quand je me présentai inopinément à ses yeux, et j'eus à peine le temps de mettre pied à terre qu'il me pressa dans ses bras à la mode du pays. De mon côté, je m'informai avec intérêt de ses aventures depuis notre séparation. J'appris qu'il était arrivé à Guanajuato à peu près quatre jours avant moi, et qu'il était au comble de ses vœux. Un prêtre que la parente de doña Luz avait gagné les avait mariés sans difficulté, et depuis ce temps la jeune femme, cachée dans un couvent à la grille duquel il pouvait la voir tous les jours, n'attendait que le moment où les mesures que prenait don Jaime leur permettraient de quitter le Mexique. Une seule circonstance cependant lui causait quelque inquiétude : il croyait avoir rencontré la veille dans les rues l'un des serviteurs qui accompagnaient le père de sa femme à la *venta* d'Arroyo-Zarco.

— Mais comme je crois voir partout, me dit-il gaiement, des figures de traîtres et d'espions, il est plus que probable que je me suis trompé et qu'on me cherche encore bien loin de l'endroit où je suis aujourd'hui. Et vous, ajouta-t-il, avez-vous mis enfin la main sur don Tomas Verdugo?

— Non, repris-je, et je compte bien à présent lui rendre la pareille, car ce que j'ai appris sur son compte me donne autant d'envie de l'éviter que j'en ai eu jusqu'à présent de le joindre.

Et je racontai à don Jaime mon aventure dans le ravin avec Florencio Planillas. — Votre manteau, ajoutai-je, a failli me jouer un mauvais tour, car il est semblable, à ce qu'il paraît, à celui que porte le dénonciateur de Florencio, Remigio Vasquez.

A ce nom, don Jaime devint pâle et s'écria :

— Quoi! c'est Remigio Vasquez qu'on a voulu tuer dans votre personne! c'est lui qu'on accuse d'une dénonciation à laquelle il est si loin d'avoir pensé! Ah! mes pressentimens ne m'ont pas trompé.

— Pourquoi?

— Remigio Vasquez est le nom que je porte ici.

Cette révélation inattendue me fit tressaillir à mon tour. Quelques heures avaient suffi pour exciter contre don Jaime un homme qui ne l'avait jamais vu, et peut-être, en ce moment même, la vengeance d'un père irrité avait-elle été remise entre des mains plus redoutables, entre celles du *bravo*. Cependant je ne dévoilai pas entièrement ma pensée au Biscayen, je l'engageai seulement à ne pas sortir de quelques jours, s'il était possible; mais le gentilhomme espagnol avait repris tout son sang-froid.

— Non, me dit-il, Luzecita m'attend au couvent; tromper son attente, ce serait la plonger dans une cruelle inquiétude. D'ailleurs, nul ne peut échapper à son destin.

Notre conversation se prolongea quelque temps encore. Comme elle prenait insensiblement un tour lugubre, j'essayai de plaisanter sur notre position actuelle.

— Quant à moi, lui dis-je, je serai plus prudent que vous : je vais aller m'enfoncer dans la mine la plus profonde, et j'aurai bien du malheur si ce terrible Verdugo vient à me rencontrer à dix-huit cents pieds sous terre.

Nous nous séparâmes, don Jaime pour aller au couvent où il était attendu, moi pour visiter une des mines les plus rapprochées de Guanajuato. Comme je traversais la place avant de sortir de la ville, je crus apercevoir sur le seuil d'une *pulqueria* la figure connue de Florencio Planillas. Enchanté de pouvoir le détromper sur les intentions de Remigio Vasquez, ou pour mieux dire de don Jaime, je m'avançai de ce côté, malgré la répugnance que m'inspiraient ces hideux cabarets mexicains, où la populace mâle et femelle s'abreuve de l'horrible breuvage du *pulque* (1) fermenté. Soit que Florencio ne m'eût pas aperçu, ou qu'il ne voulût pas me reconnaître, il disparut bientôt dans l'intérieur de l'établissement. La vie de don Jaime dépendait sans doute de l'entrevue que j'allais avoir avec Florencio : il n'y avait pas à balancer. J'enjambai par-dessus quelques buveurs en haillons étendus ivres-morts en travers de la porte et j'entrai dans la *pulqueria.* C'était une des plus pittoresques que j'eusse vues. Les murailles étaient couvertes de fresques incroyables, de personnages grotesques ou rébarbatifs, de scènes d'ivrognerie, de meurtre, d'amour, de géans et de nains, de piétons et de cavaliers, le tout accompagné de devises bizarres et surmonté de l'inscription sacramentelle : *hoy se paga, mañana se fia* (aujourd'hui l'on paie et demain crédit). Des cuves découvertes, remplies de la liqueur à la couleur laiteuse, à l'odeur nauséabonde, garnissaient les angles du cabaret, et le cabaretier y puisait largement, à l'aide d'une calebasse, pour servir les consommateurs. Parmi ceux-ci, j'eus bien vite distingué Florencio.

— Ah! seigneur cavalier, me dit-il en s'avançant le verre en main, permettez-moi de vous offrir...

— Non, je n'ai pas soif; mais j'ai une bonne nouvelle à vous donner.

J'essayai alors de lui prouver que c'était par un mensonge insigne qu'on lui avait signalé comme dénonciateur un homme qui ignorait jusqu'à l'existence de son *hacienda.* Ce ne fut pas sans de longs efforts que je pus faire comprendre à cette intelligence obscurcie par l'ivresse l'objet de ma visite, et détromper Florencio sur le compte du Biscayen.

— Vous me voyez enchanté, s'écria-t-il quand il eut pu démêler le sens de mes paroles.

(1) Séve de l'aloës, qui, d'abord douce comme de l'eau de miel, devient, par la fermentation, aigre, puante et capiteuse.

— Pour le pauvre Remigio Vasquez? lui dis-je.

— Non, pour moi, qui n'ai plus à craindre sa dénonciation, reprit-il avec la franchise de l'ivresse; mais, si cela change mes intentions à son égard, l'affaire de Remigio Vasquez n'en est guère meilleure, c'est-à-dire... (et avalant ce qui restait dans son verre, il sembla chercher à recueillir ses idées) c'est-à-dire qu'elle est excellente... pour... pour...

— Pour qui? m'écriai-je impatienté.

— Ah! *caramba*, pour notre ami intime, le respectable don Tomas Verdugo, comme votre seigneurie l'appelait hier.

Et le mineur ne tarda pas à me révéler que le *bravo* devait recevoir une somme assez considérable pour venger, à ce qu'on lui avait dit, sur la personne de don Jaime, l'honneur d'une famille outragée.

— Et où est don Tomas? dis-je à Florencio. Je suis sûr de le détromper, comme je viens de vous détromper vous-même.

— Je crois savoir où est à présent celui que vous cherchez, reprit Planillas.

— Eh bien! qu'attendez-vous? Mettons-nous immédiatement en quête de lui.

— Hélas! je brûle d'être loin d'ici, mais je ne puis m'en aller sans payer mon écot, car je vous confesse que je n'ai pas un *tlaco* dans ma poche.

— Qu'à cela ne tienne, appelez le cabaretier.

— Au fait, répliqua effrontément Florencio, hier soir je vous ai donné l'hospitalité, vous payez ma dépense aujourd'hui, nous sommes quittes.

Le cabaretier se présenta aussitôt, et je lui demandai combien lui devait Florencio; sur un signe de ce dernier que je surpris, le cabaretier demanda deux piastres. C'était un prix exorbitant, et le buveur dut gagner plus d'une piastre et demie sur ce marché, mais le temps était précieux, et je me laissai rançonner; j'avais hâte de me mettre à la poursuite de don Tomas. Malheureusement les jambes chancelantes de mon guide secondaient mal mon impatience, et j'étais obligé de ne marcher que fort lentement. Ce fut ainsi que je parcourus une partie de la ville, tandis que l'ivrogne croyait à chaque porte reconnaître celle de la maison où devait se trouver don Tomas, et chaque fois était forcé d'avouer sa méprise. Nous arrivâmes enfin devant une allée sombre et humide au bout de laquelle on apercevait le jour douteux qui sortait d'un jardin.

— Êtes-vous sûr que vous ne vous trompez pas encore cette fois? demandai-je avec anxiété à Florencio, car le temps presse, et le pauvre Vasquez court risque de la vie.

— C'est ici certainement, balbutia mon compagnon, et je n'arriverai pas trop tard, car, ajouta-t-il les yeux baignés des larmes de l'ivresse,

je ne me consolerais jamais... jamais, s'il arrivait malheur au pauvre don Tomas... un si digne homme!

Après cet élan d'une sensibilité qui n'avait que le tort de se tromper singulièrement d'objet, Florencio se précipita dans le couloir, et je restai seul, car il m'avait prévenu que je ne pouvais monter avec lui. Je me promenai dans la rue, en proie à une anxiété facile à comprendre, comptant les minutes, qui me paraissaient des siècles, et m'attendant à chaque instant à voir descendre cet homme, ce don Tomas, qui, toujours invisible, ne cessait, depuis tant de jours, d'être présent à ma pensée; mais le temps s'écoulait, et personne ne se montrait sur la porte. J'attendis ainsi près d'une heure, enfin je me décidai à entrer moi-même. Je traversai l'allée sombre, je pénétrai dans le jardin, et le premier objet qui frappa mes yeux fut un homme étendu à terre. C'était le malheureux Florencio, qui ronflait à tout rompre, oubliant l'univers entier dans la torpeur de l'ivresse. Je revins sur mes pas, bien décidé à ne plus compter que sur moi-même; mais un long espace de temps s'écoula avant que je pusse m'orienter dans les rues de la ville. Je regagnai péniblement l'hôtellerie, Cecilio m'attendait sur la porte.

— Ah! s'écria-t-il aussitôt qu'il m'aperçut, il est arrivé un malheur. Le jeune cavalier que vous avez trouvé ce matin ici s'est pris de querelle dans la rue avec un passant, et on vient de le transporter dans sa chambre. Il est mort, sans nul doute.

Telle est au Mexique la fréquence d'un pareil spectacle, que nulle agitation dans l'hôtellerie ne trahissait un si triste drame. Je me précipitai dans la chambre de don Jaime. Le pauvre jeune homme, seul, sans soins, sans consolation, paraissait dormir d'un tranquille sommeil sur sa couche de pierre et sous le manteau sanglant qu'on avait jeté sur sa tête. L'air frais qui frappa son visage quand je le soulevai lui fit ouvrir des yeux que la mort obscurcissait déjà.

— Je vous reconnais, me dit-il; c'est vous qui êtes venu à moi quand j'avais faim; vous venez encore à moi quand je meurs. Merci.

Le Biscayen me tendit une main glacée.

— Ma main est brûlante, n'est-ce pas? reprit-il; il y a si peu de temps qu'elle la pressait dans les siennes! Mon Dieu! que va-t-elle dire quand elle ne me verra plus?

— Rien n'est désespéré, lui dis-je. Apprenez-moi où je puis faire prévenir doña Luz.

Le Biscayen murmura à mon oreille une adresse que je gravai dans ma mémoire. — Maintenant, reprit-il, c'est inutile; mes momens sont comptés, elle arriverait trop tard! Quand je serai mort, ne lui dites pas que je suis mort pour elle. Dites-lui seulement qu'elle a eu ma dernière pensée!

Des mots sans suite s'échappèrent bientôt de la bouche du Biscayen; les noms de sa mère et de sa patrie se confondaient sur ses lèvres avec celui de la femme qui lui coûtait la vie. Tandis que le monde extérieur s'obscurcissait visiblement à ses yeux, les douces et saintes impressions de l'enfance, les premières gravées au cœur de l'homme et les dernières qui s'en effacent, jetaient seules encore quelques rayons au milieu des ombres croissantes de sa pensée. Tout à coup, se tournant vers moi, don Jaime ajouta d'une voix plus distincte :

— Vous irez voir ma mère, n'est-ce pas?... Que ce soit dans un an, que ce soit dans dix ans... Vous lui direz, pour la consoler, que je meurs riche à millions; mais vous lui cacherez que c'est sur un lit semblable.

Je m'inclinai en signe d'assentiment, et don Jaime employa le peu de forces qui lui restaient à m'indiquer où je trouverais sa demeure, près de Vergara, en Biscaye. Je promis de nouveau d'accomplir son dernier vœu. Un vague sourire se dessina sur les lèvres du mourant qui s'agitaient pour proférer un remerciement et ne purent que murmurer une fois encore le nom de sa mère. Ce fut sa dernière parole. J'essuyai avec un coin de son manteau l'écume rougeâtre qui teignait ses lèvres, et je fermai ses yeux, dilatés par sa courte agonie. En ce moment je me sentis toucher l'épaule. Je me retournai. Un homme que je n'avais pas vu entrer était debout derrière moi. A sa canne, je reconnus un alcade.

— Eh! seigneur cavalier, me dit-il, vous donneriez bien quelque chose, je pense, pour venger la mort de ce jeune homme; mais, soyez tranquille, la justice voit tout.

— Quand il est trop tard, dis-je à demi-voix.

— C'est un ami, un parent, un frère peut-être? reprit l'alcade.

J'étais trop au fait des lois mexicaines pour me laisser prendre à ce faux semblant d'intérêt et de compassion, et je gardai le silence (1).

— Eh bien! voyons, j'attends votre déclaration, poursuivit-il d'un air engageant.

— Ma déclaration, dis-je, seigneur alcade, la voici (et je demandai intérieurement pardon au cadavre étendu devant moi du mensonge que j'étais forcé de proférer) : je déclare ne pas connaître, n'avoir jamais connu ce jeune homme.

L'alcade, désappointé, ne tarda pas à vider les lieux.

— Ah! seigneur cavalier, dit le *huesped*, qui avait assisté à cette con-

(1) Reconnaître un cadavre ou se porter partie civile contre l'assassin est à peu près tout un au Mexique : c'est faire les frais d'une justice aussi coûteuse que dérisoire. Il n'y a pas long-temps encore qu'à la Havane on fermait toutes les portes d'une rue dans laquelle un assassinat se commettait. Au Mexique, on se contente de se sauver.

férence, vous êtes étranger au pays, mais vous n'y êtes pas arrivé depuis hier.

Je feignis de ne pas comprendre la portée du compliment qui s'adressait à mon expérience, et je jetai un dernier coup d'œil sur le malheureux Biscayen. Sa figure avait repris cette sérénité qu'on remarque chez les hommes dont une épée a brusquement tranché la vie, et un placide sourire semblait encore errer sur ses lèvres. A peine commencées depuis quelques jours, mes courtes relations avec don Jaime de Villalobos étaient déjà terminées; quant au lien mystérieux que le hasard avait formé entre moi et don Tomas, il ne devait se rompre que plus tard.

Une année s'était passée depuis la mort du Biscayen. J'avais quitté le Mexique. Outre la promesse faite à don Jaime, un motif moins romanesque, une affaire toute personnelle, m'avait conduit en Espagne. La guerre civile traversait alors sa dernière phase. Les diligences qui font le service de Bayonne à Madrid ou qui desservent les autres points avaient cessé de circuler par crainte des bandes carlistes qui infestaient la frontière basque. J'étais à Bilbao, et ce ne fut qu'à grands frais que je pus me procurer deux chevaux et un guide. Ce guide, qui devait me laisser à Vergara, d'où je gagnerais Saint-Sébastien, était lui-même un ancien carliste. Il y a dix lieues à peu près entre Vergara et Bilbao. Sur tout ce parcours, les populations des villages qui craignaient l'invasion émigraient par troupes, et le chemin, dangereux par lui-même, m'eût paru fort long sans les récits de mon guide. Nous arrivâmes vers le soir à Vergara, qui venait d'être déserté. Une bande carliste y avait fait annoncer sa venue. Mon guide ne pouvait aller plus avant, sa *passe* ne lui permettait pas de franchir la ville; à une lieue de là, les chevaux eussent été *embargués*, et lui-même pouvait être arrêté.

— Je dois vous laisser là, me dit-il, mais j'en suis vraiment fâché. Je connais mes anciens camarades, et je prie la sainte Vierge que vous ne tombiez pas entre leurs mains.

— Ma nationalité me protége, lui dis-je, et puis je ne suis ni carliste ni christino.

— Votre titre de Français vous épargnera en effet bien des misères... car... car..., et le brave homme, après avoir hésité long-temps, ajouta : Car vous serez probablement pendu tout d'abord.

Je supportai assez héroïquement cette foudroyante conclusion; je m'étais dit en effet que, si ma vie était menacée, je trouverais un asile inviolable chez la mère du pauvre don Jaime, ancien officier carliste lui-même. Le montagnard, qui n'avait pas le secret de mon sang-froid, me serra la main en s'écriant :

— Vous êtes un brave, morbleu! et je prie Dieu que vous soyez plutôt fusillé que pendu.

L'ex-carliste me quitta; je laissai ma valise à l'hôtel, et après m'être informé de la situation du château de la Tronera, qu'on m'indiqua tout de suite, je me dirigeai à pied vers cette résidence, à un quart de lieue de Vergara. Le château des Villalobos, comme je m'y attendais, était un triste séjour; le vent sifflait aux angles des tourelles démantelées avec un bruit lugubre qui résonnait à mes oreilles comme le tambour lointain des bandes carlistes. Des essaims d'hirondelles voltigeaient sur les toitures à jour. Toutes les fenêtres étaient closes; cependant des échafaudages désertés se dressaient à certains endroits du bâtiment, indiquant des réparations interrompues. La solitude et le silence qui régnaient alentour m'épouvantèrent. Le château semblait abandonné. Je heurtai néanmoins à la porte, quelques instans s'écoulèrent, et une femme vêtue de noir vint m'ouvrir. Je la priai d'annoncer à sa maîtresse qu'un étranger arrivant d'Amérique désirait avoir l'honneur de lui présenter ses hommages et lui donner des nouvelles importantes.

— Hélas! me répondit la femme, il y a six mois que la pauvre dame est morte, et chaque jour j'attends son fils.

— Il est mort aussi, lui dis-je.

J'appris alors qu'environ six mois avant ma venue la mère de don Jaime avait reçu une forte somme d'argent. Aucune lettre n'accompagnait l'envoi. La mère cependant n'avait pas hésité à reconnaître son fils dans ce bienfaiteur assez riche pour demeurer anonyme. Alors le bonheur avait fait chez elle ce que le chagrin n'eût pas manqué de faire plus tard, il l'avait tuée. Avant de mourir, elle donna l'ordre d'employer la somme qu'elle avait reçue à restaurer le château et à le rendre digne de son jeune maître; puis, bercée jusqu'au dernier moment d'une douce et bienfaisante erreur, elle s'endormit en remerciant Dieu d'avoir permis qu'un jour de prospérité vînt luire enfin sur l'antique race des Villalobos.

Ma promesse était remplie. Je ne m'arrêtai pas au château. Il est inutile d'ajouter que, contrairement aux prévisions de mon guide, j'achevai mon excursion sans avoir rencontré sur ma route l'ombre d'une bande carliste ou d'un détachement christino.

GABRIEL FERRY.

LA HONGRIE

ET

LE MOUVEMENT MAGYARE.

On applique indistinctement le nom de Hongrois aux peuples très divers qui sont disséminés sur le vaste territoire des deux royaumes annexés de Hongrie et de Croatie et dans la principauté des Sept-Forteresses ou de Transylvanie. Les Magyares sont l'un de ces peuples, et ils ont joué naguère le rôle de promoteurs dans le mouvement politique des jeunes nationalités de cette partie de l'Europe orientale; mais aujourd'hui ce mouvement, qui a favorisé l'essor des races, semble tourner contre eux. A côté des Magyares ou parmi eux vivent et s'agitent trois autres peuples qui leur disputent vaillamment et la place et l'influence, les Slovaques au nord, les Valaques à l'est, les Croates au midi. Les Slovaques et les Croates appartiennent à deux familles de la race slave, ceux-ci à la famille illyrienne, ceux-là à la famille tchèque; les Valaques sont Roumains. Quant aux Magyares, ils sont les derniers venus sur le sol hongrois (1); en y arrivant, ils trouvèrent les Slaves, qui, de temps immémorial, cultivaient ces riches contrées sous le nom de Pannoniens et d'Illyriens, et les Valaques ou Vlask, qui, au second siècle de l'ère chrétienne, avaient pris la place des Daces, exterminés par Trajan. Quelle était l'origine des Magyares? Toutes leurs traditions écrites ou

(1) On laisse ici de côté, bien entendu, les Allemands, les Zingares, les Arméniens, les Bulgares, qui sont répandus çà et là et constitués en colonies plus ou moins florissantes au milieu de ces peuples.

orales s'accordent à les représenter comme les arrière-neveux de ces tribus asiatiques qui, sous la conduite d'Attila, remplirent un instant l'Occident de terreur et de carnage. Les Magyares sont des Huns; mais de quelle souche de peuples les Huns sont-ils eux-mêmes descendus? Les anciens annalistes de la Hongrie et un savant contemporain, M. Étienne Horvath, font remonter leur généalogie aux Scythes et aux Parthes, dont l'humeur belliqueuse et l'esprit d'indépendance ont été éprouvés successivement par la Perse, la Grèce et Rome. M. Horvath range aussi, parmi les ancêtres des Magyares, les Philistins, les Cananéens, les Ammonites, les Jébuséens, si souvent en lutte avec Israël, les Pélasges, qui disputèrent le sol de la Grèce aux Hellènes, et les Sabins, dont les filles sont devenues les mères des Romains. Un savant magyare, recherchant dans le passé la filiation de sa race, ne pouvait point manquer de découvrir pour elle les preuves d'une parenté des plus anciennes et des plus glorieuses; il était d'ailleurs obligé, par les prétentions des Slaves à une antiquité qui se perd dans la nuit des âges fabuleux, de leur opposer des prétentions semblables pour sa patrie; mais sur ce terrain des origines, comme partout, les Slaves gardent encore l'avantage. Si, en effet, les Magyares sont issus de peuplades très belliqueuses, les Slaves ont autrefois fondé de grands empires, comme celui d'Assyrie, ou d'illustres royaumes, comme celui de Troie, et peut-être aussi sont-ils, avec les Étrusques, les plus anciens habitans de l'Italie, en sorte qu'ils ont une double raison de voir dans leurs aïeux les pères des Romains. Les Magyares ont beau invoquer les noms de Mithridate et d'Attila, les Slaves triomphent avec ceux de Pandarus, d'Énée et de Nabuchodonosor (1). Dans cette rivalité d'érudition, les bons Valaques, qui ne sont point savans, mais qui ont la mémoire remplie de rians souvenirs, se bornent à dire avec une simplicité fière : « Nous sommes Roumains. » Chacun possède ainsi ses titres de noblesse.

Sans remonter au temps des Scythes et des Philistins, les Magyares, il faut le reconnaître, n'avaient, pour illustrer leur berceau, qu'à puiser à pleines mains dans l'histoire du moyen-âge. Les uns, fixés et organisés dès l'époque d'Attila, à l'extrémité orientale des Carpathes, sous le nom de *Szeklers*, de *Sicules* ou *Scythules* (petits Scythes), établirent promptement leur renommée de bravoure. Ainsi en fut-il des autres qui vinrent, du VIe au IXe siècle, s'installer plus à l'ouest, et se constituèrent sous la conduite d'Arpad. Leur domination une fois assurée sur les Roumains de la Transylvanie, qui forma néanmoins une principauté à part, sur les Slaves des Carpathes, enfin sur les Croates, les Slavons et les Dalmates, les Magyares, entraînés par la passion des conquêtes, furent un moment maîtres de la Bosnie et de la Serbie. Ils devaient cependant éprouver à leur tour les maux qu'ils faisaient souffrir aux peuples vaincus. Après avoir succombé, au XVIe siècle, sous les coups de Soliman, à Mohacz, dans un combat désastreux dont encore aujourd'hui ils ne parlent qu'en gémissant, ils furent réduits par la violence et par la ruse à se donner à la maison d'Autriche, qui les dépouilla peu à peu de toutes leurs libertés, et voulut leur enlever jusqu'au sentiment de leur nationalité. Depuis qu'ils avaient embrassé le christianisme, les petits-fils d'Attila n'avaient point d'autre langue politique que celle de l'église latine. La cour de Vienne, en les attirant par l'appât des dignités brillantes et des plaisirs élégans, les amenait

(1) Voyez plutôt *l'Église officielle et le Messianisme*, par M. Mickiewicz.

vers la langue germanique, comme dans un piége où leur ruine pouvait se consommer.

Cependant, au moment même où les Magyares semblaient les plus fidèles sujets de l'Autriche, les savans qui étudiaient le passé avec admiration et surprise, les patriotes qui s'inspiraient du souvenir rajeuni de leurs aïeux, les nobles et les paysans eux-mêmes, effrayés du germanisme envahissant de Joseph II, se réveillèrent par un coup d'éclat, qui fut la naissance du mouvement connu sous le nom de *magyarisme*. La Hongrie changea son nom en celui de Magyarie ou de royaume magyare (*Magyar-Orsag*), sous prétexte que le mot latin *Hungaria* n'avait point d'autre sens possible dans la langue nationale. C'était à la fois un affranchissement et une conquête. Les Magyares s'affranchissaient de la suprématie du latinisme et du germanisme, et ils conquéraient, en les absorbant, les Slovaques, les Croates et les Valaques; du moins le magyarisme, plus orgueilleux que prudent, se proposait ce double but.

Depuis l'époque où naquit ce mouvement à la fois anti-germanique et anti-slave, bien des événemens se sont produits qui ont dû enlever aux Magyares quelques-unes de leurs superbes espérances. L'humeur intraitable, la fougue aventureuse qui distinguent leur race, les ont entraînés dans des vicissitudes dramatiques qui deviennent chaque jour plus compliquées. Si le magyarisme a pu porter de rudes coups au germanisme, il en a reçu bien d'autres de l'*illyrisme* en Croatie, du *tchékisme* chez les Slovaques, et du *roumanisme* en Transylvanie. Les Magyares n'ont rien perdu cependant de leur orgueil, et la crise qu'ils traversent aujourd'hui est une conséquence naturelle de l'élan patriotique déterminé en Hongrie par les réformes de Joseph II.

Suspects aux Allemands, odieux aux Slaves, comment les Magyares maintiendront-ils leur ascendant en Hongrie? Comment même échapperont-ils à une ruine complète? Telle était la question qui m'attirait, il y a deux ans, en Hongrie. Cette question se représente aujourd'hui encore. J'avais pu constater sur les lieux mêmes les fautes du patriotisme magyare; j'avais pu remarquer aussi parmi la jeune noblesse hongroise un esprit libéral qui avait déjà donné plus que des promesses. Je m'efforçais de croire que la dernière de ces tendances servirait un jour à expier et à racheter les erreurs de l'autre. Depuis ce temps, rien n'est venu démentir cette espérance, quoique le mouvement de plus en plus marqué des races ait rendu la situation des Magyares plus périlleuse, plus critique encore. Pour démontrer que rien ne répugne à l'union de l'idée nationale avec l'idée libérale, seul moyen d'adoucir, sinon d'éteindre les haines suscitées par le magyarisme, il suffira peut-être d'indiquer les rapports étroits de ces deux idées avec le génie même de la race, avec les mœurs et les traditions de la société magyare.

I.

D'inflexibles préjugés de race et un libéralisme chaleureux, tels sont les deux mobiles, bien opposés en apparence, dont je pus observer l'action au sein de la société magyare. Les campagnes devaient me montrer l'orgueil de race dans toute la naïveté de ses allures; le séjour des villes me permettait, au contraire, d'étudier les idées libérales dans leur foyer même et sur le théâtre de leurs vic-

toires. C'étaient, pour ainsi dire, deux mondes distincts à explorer, et j'avais arrangé mon itinéraire en conséquence. J'allais d'Agram, capitale de la Croatie, à travers quatre-vingt-dix lieues de plaine, à Presbourg, capitale parlementaire du royaume de Hongrie, d'où je comptais me rendre par Gran, capitale catholique, à Bude, capitale administrative, enfin à Pesth, capitale intellectuelle et centre de la politique magyare.

Nous passâmes la Drave à une journée au nord d'Agram, et je me trouvai tout d'un coup, sans transition, au milieu d'une société nouvelle. Les villages offraient le même aspect de simplicité primitive et de misère qu'en Illyrie : des maisons recouvertes de chaume et souvent sans cheminée, des siéges de bois et rarement des lits. Cependant, à la place de ces grands corps bruns, de ces robustes Croates à la taille élancée, au visage ovale, à la physionomie ouverte et presque enfantine, nous avions devant nous une population forte aussi, mais ramassée, au visage rond, à la physionomie orgueilleuse et rude. Cette population est hospitalière et bienveillante, mais non point, pour l'étranger du moins, avec cette sympathie empressée et fraternelle qui nous saluait au foyer illyrien. Cette réserve n'a pourtant rien qui déplaise, car elle ne cesse point d'être simple, et elle peut passer pour de la gravité orientale. Si d'ailleurs, à propos de quelque danse du pays ou de tout autre incident dont s'amuse le patriotisme des campagnes, on sait diriger la conversation sur le terrain de la politique, on trouvera tout d'un coup ces hommes si contenus expansifs à l'excès, comme si, malgré leur indigence, ils vivaient principalement pour la chose publique. Quelles exagérations d'ailleurs dans ce langage hyperbolique! Que de croyances bizarres! Nous entendons, de la bouche de ces paysans drapés dans leurs peaux de mouton huileuses, que le peuple magyare est le plus grand des peuples, et que la langue nationale est la plus harmonieuse des langues. Nous apprenons que les seigneurs sont plus nobles que le roi; que quelques-uns descendent de Noé par Attila; que saint Étienne, patron de la Hongrie, est le premier saint du ciel; que Dieu a donné la révélation en langue magyare, et qu'il porte sur son trône éternel le costume national de la Hongrie. Nous saurons aussi (car le paysan n'est point sans songer à la gloire extérieure du pays), nous saurons que l'ambassadeur d'Autriche à Paris, très puissant par la vertu de sa nationalité sur le roi des Français, l'a déterminé ou contraint à étudier la *langue héroïque*, l'idiome magyare, tout comme la diète a fait pour sa majesté le roi de Hongrie (1). Et s'il est quelque paysan gentilhomme qui pense que la France n'est point convenablement gouvernée, nous le verrons, dans la prochaine assemblée de comitat, proposer que le rappel du comte Apponyi soit demandé par députation à Vienne (2).

Ces paysans gentilshommes, que l'on ne distingue point d'abord des simples paysans corvéables (les uns et les autres végètent dans une égale indigence), représentent cependant une fraction originale de la société magyare dans les campagnes. Ils possèdent des droits politiques; ils sont membres-nés des diètes de comitat. Quelques-uns montrent même un certain esprit d'indépendance;

(1) Il ne faut pas oublier que l'empereur d'Autriche n'est que roi constitutionnel en Hongrie, et qu'il n'y porte point d'autre titre que celui de roi.

(2) Cette proposition a été faite dans le comitat de Pesth il y a deux ans.

mais la plupart, pliés aux idées de hiérarchie et d'ailleurs fermiers des grands propriétaires, se rangent sous la conduite d'un chef qui leur dicte ordinairement leurs votes et les héberge pendant toute la durée des sessions. Les florins roulent alors par milliers, le vin de Hongrie circule à pleins verres, les cerveaux s'échauffent; dans le feu de l'enthousiasme, on prend la résolution de vaincre ou de mourir, et l'on se précipite en masse vers la salle du comitat, où l'on emporte d'assaut les suffrages, pourvu que le parti opposé n'ait point jeté sur les tables plus de florins et versé plus de vin de Hongrie. Ces paysans nobles portent dans les corps politiques toute l'ignorance, tous les préjugés des paysans corvéables, et aussi la même indifférence pour les peuples qui ne sont point de leur race, le même mépris pour ceux qui sont en lutte avec la nation magyare.

L'aristocratie titrée domine et gouverne ces agitations du fond de ses châteaux, où elle passe une partie de l'année dans l'appareil d'une féodalité encore puissante. Combien de fois, sur ces routes impraticables le long desquelles de pauvres cultivateurs s'essoufflent à pousser un chariot qui n'avance pas, ne rencontre-t-on point de ces fiers magnats traînés triomphalement par huit chevaux avec une escorte de trente ou quarante domestiques armés? On sait que le prince Esterhazy, par une vanité ruineuse, entretient à ses frais, pour la garde de ses domaines, un régiment tout entier. Le cas échéant, il serait en mesure de soutenir un siége contre l'empereur d'Autriche ou de faire la guerre aux seigneurs ses voisins. Il mettrait en campagne quelques mille fusils et plusieurs pièces de canon. Naguère, il y a seulement cinquante ans, les conflits de priviléges ou d'intérêts manquaient rarement d'être tranchés ainsi par les armes. Plusieurs magnats ont plus de trois cents domestiques-soldats; des archevêques et des évêques en possèdent jusqu'à mille, qui, aujourd'hui inoffensifs, font tranquillement sentinelle à la porte de l'église ou du palais épiscopal, mais qui eurent autrefois des mœurs fort belliqueuses.

L'orgueil de cette noblesse féodale qui peut encore dire : mes vassaux et mes sujets, cet orgueil, plus éclairé sans aucun doute que celui des paysans, s'accroît néanmoins outre mesure par le sentiment de cette toute-puissance. Le noble magyare ne connaît point d'égal ici-bas; il étale aux regards du vulgaire des généalogies pompeuses qui le font remonter à la création; il est hospitalier et magnifique, mais avec une réserve par laquelle il trahit l'idée toujours présente de sa personnalité. Au fond du cœur, dans le secret de sa conscience, il estime, plus qu'homme du monde après lui, le paysan magyare qui ne l'aborde qu'en lui baisant la main; il regarde d'en haut la noblesse illyrienne, il marche sur la tête de la noblesse slovaque, et il affecte de ne point reconnaître la noblesse roumaine. Quant aux paysans de ces trois races, le seigneur magyare semble trop souvent ne voir en eux qu'une classe de parias. N'allons point porter dans les châteaux, dans ces brillantes citadelles du magyarisme, l'expression de nos sympathies pour les Illyriens ou les Valaques, car nous y perdrions l'amabilité de nos hôtes; nous les verrions frémir comme de l'ardeur des batailles, et nous serions exposés à entendre quelque brûlante et lyrique menace contre ces rebelles qui repoussent loin d'eux l'honneur d'être magyarisés.

C'est dans les campagnes, on le voit, que le magyarisme nous apparaîtra sous son moins favorable aspect; mais l'aristocratie terrienne passe quelquefois ses hivers dans les grandes villes, où elle se trouve mêlée à un élément nouveau : la

petite noblesse lettrée qui suit les professions libérales, et les magnats progressistes qui trouvent de l'attrait au métier d'écrivains et d'agitateurs populaires. Qu'on entre à Bude ou à Pesth, dans ces vastes cités des bords du Danube qui sont le vrai centre de la Hongrie et qui appellent chaque année aux plaisirs bruyans et aux grandes manifestations politiques l'élite de la société magyare : là on ne verra point la noblesse s'isoler dans son orgueil de race comme les paysans ou les vieux seigneurs féodaux. Elle ne dédaigne point d'abaisser ses regards sur les pays de l'Occident qui ont quelque expérience de la liberté. Un certain nombre de jeunes Magyares, placés au-dessus des préjugés nationaux, viennent même demander à notre histoire le complément de leurs études politiques. Pourtant, il faut en faire l'aveu, la plupart sont entraînés d'instinct vers d'autres sources, où ils peuvent en effet puiser des enseignemens mieux appropriés au tempérament national. C'est à l'Angleterre qu'ils s'adressent. Les institutions parlementaires, la division des deux pays en comtés, la ressemblance de la chambre des magnats avec celle des lords, de la chambre élective avec celle des communes, tous ces rapports de deux sociétés issues de la même civilisation attirent naturellement les Magyares vers l'Angleterre. Je n'affirmerais pas que les plus éclairés même parmi ceux qui se livrent à ce sentiment ne soient point persuadés de la supériorité de leur race sur la race anglo-saxonne. Ils admirent toutefois d'autant plus la société anglaise qu'elle leur ressemble davantage; ils suivent ardemment sa politique, qu'ils vont chercher chaque matin dans ses journaux; puis ils écrivent des ouvrages savans où ils comparent ses institutions aux leurs, non sans montrer combien les formes politiques de la Hongrie sont plus simples, plus voisines de la tradition que celles de l'Angleterre. En Hongrie, par exemple, le bien se mêle au mal : *Sunt bona mixta malis;* mais en Angleterre, à côté de très grands biens il y a de très grands maux : *Sunt magna bona mixta magnis malis* (1). La vie parlementaire chez les Magyares prend d'ailleurs instinctivement ou de propos délibéré les habitudes et les allures de la vie anglaise. C'est ainsi que les *casinos* ont la prétention d'être des *clubs*. Les orateurs célèbres reçoivent des banquets politiques de leurs partisans et tiennent, dans les grandes occasions, des *meetings* solennels. Quelquefois aussi ils sont l'objet de fêtes de nuit auxquelles prend part la jeunesse studieuse armée de torches flamboyantes, et alors ils haranguent la multitude du haut de leurs balcons ou des *hustings*. Plusieurs d'entre eux ont obtenu le nom d'*O'Connell de la Hongrie*. Enfin, lorsque les Magyares veulent se faire comprendre promptement de quelque voyageur qui les ignore, ils n'hésitent point à dire qu'ils sont *les Anglais de l'Orient*. Il est certain qu'il existe plus d'un rapport entre le libéralisme de la noblesse magyare et celui de l'aristocratie britannique. L'une se pique comme l'autre de rester à la tête de tout mouvement d'opinion après en avoir pris l'initiative, et l'une aime ainsi que l'autre à se dire prête à sacrifier de ses priviléges tout ce que les circonstances et le progrès des esprits exigent d'elle. La portion libérale de la noblesse magyare ne compte point seulement dans ses rangs de jeunes gentilshommes qui, privés de fortune et d'influence,

(1) C'est la conclusion d'un écrit allemand intitulé : *England und Ungern, eine parallele* (*l'Angleterre et la Hongrie, parallèle*). Cette brochure est signée d'un nom slave, Jean Czaplowicz; mais je soupçonne fort l'auteur d'être magyarisé plus qu'à demi.

soutiennent un peu la cause personnelle de la petite propriété contre la grande en attaquant les seigneurs féodaux; quelques-uns de ces puissans seigneurs terriens lui viennent apporter eux-mêmes l'autorité de leur nom et mettre à son service une partie de leurs revenus. Ces jeunes magnats et ces jeunes nobles s'habituent de bonne heure, dans les réunions de comitat, à parler aux masses assemblées devant des orateurs émérites, et, à l'époque des diètes générales, la plupart s'attachent en qualité de secrétaires à quelque chef de parti, à l'école duquel ils apprennent la tactique et le vrai langage parlementaire. Ceux qui ne sont point héritiers d'un siége à la chambre des magnats travaillent alors à se créer dans les comtés une clientelle qui les puisse un jour envoyer à la seconde chambre. C'est du sein de cette heureuse et brillante jeunesse que sortent à leur tour les *leaders* qui gouvernent l'opinion dans les deux chambres. Tous ne sont point également libéraux, on le comprend bien, mais tous à peu près sont éclairés, et les débats qu'ils engagent dans la diète de Presbourg ne manquent ni d'élévation ni d'intérêt.

Il est curieux de voir les nobles libéraux aux prises, dans cette grande assemblée de Presbourg, avec l'opiniâtre immobilité des derniers représentans de la société féodale, de suivre ces rudes combats dans lesquels la noblesse des villes, conservatrice ou progressiste, apporte une parole diserte, des connaissances politiques, les manières faciles d'orateurs expérimentés, tandis que la vieille noblesse, pénétrée d'un respect religieux pour ses priviléges qui lui semblent l'essence même de la patrie, daigne à peine laisser tomber de ses lèvres quelques sentences solennelles dont tout le mérite est de donner une couleur poétique à des préjugés vermoulus. On sent bien dans ce contraste deux idées, deux époques, en un mot deux civilisations entièrement différentes. Si, en effet, cette portion de la vieille noblesse qui se tient obstinément renfermée dans ses domaines féodaux est encore, par l'esprit et par les mœurs, immobile dans son caractère oriental, l'autre, par le travail et l'étude, s'ouvre chaque jour davantage à l'esprit et aux mœurs de l'Occident. Celle-ci, il est trop vrai, n'est pas non plus exempte de préjugés de race, elle a jusqu'à présent vécu des communes espérances d'avenir et de triomphe dont le magyarisme s'est bercé; mais elle a du moins l'intelligence pour comprendre le sens des événemens, et l'amour du bien pour porter remède à ceux des maux du pays qui ne sont point encore incurables.

II.

Dans les châteaux comme dans les villes, j'avais pu saisir l'histoire politique des Magyares tantôt à travers le langage passionné des patriotes de Pesth, tantôt à travers les ardentes déclamations de leurs adversaires. Cette histoire mérite qu'on la raconte, en la dépouillant des exagérations locales. Que servirait de flatter les Magyares? Bientôt peut-être viendront-ils eux-mêmes démentir quiconque partagerait aujourd'hui leurs illusions. Assez d'orateurs ou d'écrivains de leur pays, avides de popularité, essaieront encore de leur plaire en caressant de dangereuses erreurs. C'est leur être utile, n'en doutons point, que de leur parler avec franchise, en accordant d'ailleurs des éloges mérités à l'énergie dont ils ont donné des preuves et aux qualités généreuses par lesquelles ils sauront peut-être encore éviter l'abîme où les conduirait l'intolérance.

Sous la domination allemande comme au temps de l'indépendance, les Magyares, arrivés sur le sol hongrois en conquérans, avaient conservé sur les Slovaques, les Croates et les Valaques, une suprématie à la fois politique et morale. L'aristocratie magyare, maîtresse de l'administration supérieure et du pouvoir législatif tant qu'il fut respecté, avait aussi plus d'ambition et plus de moyens d'agir que la noblesse croate et que le petit nombre des grandes maisons reconnues pour slovaques ou roumaines. C'est ce qui explique comment l'initiative des agitations nationales en face du germanisme a dû venir de la race magyare et comment, au lieu d'être slovaque, ou valaque, ou même croate, le mouvement politique de la Hongrie a commencé par être exclusivement magyare.

Le magyarisme naquit, nous l'avons dit, dans la réaction universelle provoquée par le germanisme violent de Joseph II. Par malheur, l'idée était encore bien obscure, et les hommes manquaient à l'idée. La Hongrie retrouvait ses institutions nationales; mais les traditions politiques et parlementaires étaient à peu près perdues. Enfin, l'opinion, si exaltée qu'elle fût, n'avait pas d'autres armes que ses passions; car elle n'avait point encore appris à se servir de l'idiome magyare oublié dans les villes, et elle ne possédait aucun de ces instrumens de propagande qu'une littérature nationale pouvait seule lui offrir. L'avenir de la nationalité et celui de la constitution restaient donc à la merci des événemens; tout était précaire dans le nouvel ordre de choses, et, sous le prétexte de quelques troubles survenus dans les comitats, l'Autriche put, après la mort de l'empereur Joseph, retirer les concessions qu'elle avait faites. Au premier élan du magyarisme succéda ainsi une halte forcée, mais ce temps de repos ne fut point stérile. Une génération nouvelle, élevée dans la langue magyare, se préparait dans l'ombre à une lutte sérieuse, à la fois constitutionnelle et nationale. Par la puissance de l'opinion qu'ils surent tout d'abord créer, les jeunes Magyares réussirent à intimider l'Autriche, et cette constitution, deux fois brisée en si peu de temps, leur fut pour la seconde fois rendue. Ils montrèrent, dès 1825, à l'empire étonné qu'ils sauraient en tirer parti.

Ce n'était point l'indépendance qu'ils affectaient de rechercher. Lorsque Napoléon la leur avait offerte, sans doute avec peu de désintéressement, ils avaient repoussé par crainte de quelque arrière-pensée cette séduisante image (1). Leurs sentimens à cet égard demeuraient enveloppés de mystère. Ils voulaient ostensiblement, sans rompre avec la maison de Lorraine, obtenir dans sa plénitude constitutionnelle le droit de se donner des lois et le droit de vivre d'une vie à eux propre, nationale, comme race distincte de la race gouvernante en Autriche. En un mot, ils voulaient être une nationalité libre sous une royauté limitée, sous la couronne de saint Étienne portée actuellement par l'empereur d'Allemagne. Ils avaient donc à s'assurer à la fois contre les caprices du pouvoir absolu et contre la prépondérance de la civilisation germanique, contre un prince habitué à l'exercice de la souveraineté illimitée sur ses autres sujets, et contre un peuple de conquérans à peu de frais, dont c'était l'occupation et le

(1) Les Magyares ne négligent jamais l'occasion de faire sonner très haut ce trait de fidélité à la maison d'Autriche; un pareil souvenir, ainsi rappelé, a toute l'apparence d'un reproche.

bonheur d'administrer sept races enchaînées ensemble par le jeu de la politique et du hasard.

A cette époque, qui fut comme la seconde naissance du magyarisme, le parti national et le parti libéral ne formaient qu'un seul et même parti dirigé et représenté, trait pour trait, par deux hommes déjà considérables, Étienne Széchényi et Nicolas Wéssélényi. Nobles et magnats, le premier en qualité de comte, le second en celle de baron, ils étaient issus l'un et l'autre de deux familles illustres qui avaient naguère occupé les plus hautes fonctions de l'état; l'un et l'autre avaient été nourris dans le culte exclusif de la nationalité magyare et dans la haine de l'Allemagne. Dès le début de leur carrière, ils donnèrent au magyarisme des gages certains d'un dévouement absolu. Tous deux engagèrent leur immense fortune pour les besoins de la propagande, et saisirent eux-mêmes le rôle d'agitateurs dans les questions d'ordre matériel ou moral qui touchaient de près ou de loin aux intérêts du magyarisme (1). Ils étaient liés alors d'une cordiale amitié, image fidèle de l'union des patriotes au commencement de l'œuvre nationale. Cependant, même au sein de cette concorde qui de part et d'autre était sincère, il était déjà facile de remarquer chez Széchényi un attachement profond au système de l'aristocratie parlementaire, une crainte non moins grande de voir tomber le sort du magyarisme aux mains de la petite noblesse, qui est en Hongrie l'élément populaire. Wéssélényi, au contraire, animé de sentimens plus hardis, ou, si l'on veut, plus téméraires, se complaisait à soulever autour du magyarisme, comme cortége, les passions des multitudes ignorantes, mais audacieuses. Széchényi essayait donc principalement de pousser la haute aristocratie, les magnats, dans les voies du progrès constitutionnel et des grandes entreprises économiques, tandis que Wéssélényi, déjà propriétaire et magnat en Hongrie et en Transylvanie, et par conséquent membre des diètes générales des deux pays, doublement citoyen, achetait des terres dans tous les comitats pour conquérir autant de droits nouveaux, et pouvoir au besoin assister et parler à chacune de ces assemblées populaires et tumultueuses qui se tiennent périodiquement dans chaque comitat. Ces penchans si divers, chez les deux hommes les plus éminens de la Hongrie, répondaient aux directions d'esprit qui se révélaient dès-lors au sein du pays, et qui contenaient le germe des fractionnemens de l'opinion en matière de réforme constitutionnelle; mais, à l'époque où le magyarisme devint un système, les deux tendances si profondément distinctes se laissaient à peine deviner : la question de race occupait alors, avant tout autre intérêt, la pensée publique. Széchényi était extérieurement d'accord avec Wéssélényi, les magnats avec la petite noblesse; tous voulaient la substitution de la langue magyare au latin, dans les rapports privés, dans les corps politiques, dans l'administration, dans l'enseignement. Bien que les Magyares de la Transylvanie fussent séparés de ceux de la Hongrie par leur constitution, les uns et les autres marchaient du même pas vers le même but. Les salons de Clausenbourg imitaient ceux de Pesth, comme la diète de la principauté imitait celle du royaume, et les deux pays ne montraient qu'un regret : c'était de ne pas former un seul et même corps, ainsi qu'ils formaient une seule

(1) On n'ignore point que Széchényi est le principal fondateur de la navigation du Danube.

et même race. Alors les autres populations de la Hongrie n'avaient point encore présenté de résistance ni donné de signes de leur énergie nationale, sinon par leur impassibilité; et ainsi le magyarisme put faire une soudaine et victorieuse irruption par toutes les voies de l'activité sociale. Avec Széchényi, il envahit l'économie politique et l'administration; avec Wéssélényi, il pénétra dans les comitats, en même temps que de jeunes écrivains le portaient dans l'histoire nationale, dans la statistique, dans toutes les branches de la poésie (1).

Une société savante, ou plutôt une académie nationale vint, en 1827, centraliser ces efforts individuels, et elle prit tout de suite l'importance d'une grande institution politique, car elle était le juge et le guide de ceux qui travaillaient à répandre l'idiome national. Elle professait littéralement que l'on pouvait écrire en magyare aussi bien que Cicéron en latin; elle ne doutait nullement que le magyare ne fût plus philosophique et plus parfait que les autres langues parlées dans la Hongrie, et elle croyait, en l'imposant à toutes les populations hongroises, assurer à la fois la suprématie de la race magyare et le progrès de la civilisation en Orient. Si en effet le magyarisme eût pu être accepté pacifiquement par toute la Hongrie, c'eût été pour lui une conquête féconde; il eût ainsi réuni sous son autorité, dans une même idée, une masse de treize millions d'hommes belliqueux sur un sol très riche, même sans culture. C'était plus que le tiers de l'empire d'Autriche, qu'il pouvait, avec un peu de résolution, ou dominer ou briser. Seulement, pour obtenir cette unité puissante, la première mesure à prendre était de rester Hongrois au lieu de se dire si hautement Magyare; et si l'on tenait si fort à ce nom, qui avait l'inconvénient de ne s'appliquer point à tous les peuples de la Hongrie, il eût fallu du moins admettre leur développement simultané sous leur nom national. La Hongrie fût restée ainsi une confédération de quatre races unies contre un ennemi commun, le germanisme, qui eût été vraisemblablement fort empêché en face du magyarisme, de l'illyrisme, du tchékisme et du roumanisme, sans compter le polonisme hardiment campé en Gallicie et l'italisme de la grasse et indolente Lombardie; mais les Magyares ayant persisté dans le projet d'imposer leur nom et leur langue à toute la Hongrie, à la place de l'unité hongroise, on vit naître la guerre des races, qui rendit à l'Autriche la sécurité et l'influence.

(1) Bien que la vie parlementaire, ouverte à la jeunesse noble, absorbe une grande partie de l'activité intellectuelle en Hongrie, la littérature n'est pourtant point négligée; mais il n'est guère donné qu'aux écrivains politiques de plaire à l'opinion. Dès l'origine, Széchényi prit la plume pour écrire sur différentes questions d'ordre social et obtint un succès populaire. L'historien Horvath est devenu célèbre par des travaux sur l'origine des Magyares, le poète Worosmarty par des vers où respire un brûlant patriotisme. Lorsque le théâtre national a été fondé, on a écrit pour la scène magyare en prose et en vers; cependant on y a joué peut-être beaucoup plus de traductions du français et de l'anglais que de pièces originales. Quelquefois les écrivains magyares, préoccupés de se faire lire par les étrangers dans des questions d'intérêt pressant, ont été obligés de recourir à la langue allemande. Cela se pratiquait de la sorte surtout à l'époque où beaucoup de Magyares ignoraient encore leur langue nationale. C'est ainsi que Orocz a publié, sous le titre de *Terra incognita*, un volume allemand qui a contribué puissamment à mettre au jour les ressources matérielles et morales de la Hongrie.

En 1827, au moment même où l'on se réjouissait à Pesth de la fondation d'une académie nationale, les Slovaques, par l'organe du poète Kollar, donnaient le signal de la plus audacieuse insurrection littéraire. Ce n'était pas seulement le slavisme qui s'éveillait pour se prémunir contre les envahissemens de l'idiome magyare, c'était le panslavisme lui-même qui, souriant ironiquement aux efforts d'une population si peu nombreuse, lui disputait son avenir, et qui, affrontant du même coup un autre ennemi, ne craignait pas de porter un défi à l'Allemagne. C'était le colosse dont la Russie est la tête, la Pologne le cœur, la Bohême le bras, et dont les pieds reposent d'un côté sur le Bosphore, de l'autre sur l'Adriatique, c'était le géant slave qui se montrait armé de pied en cap contre le Magyare oppresseur et contre l'Allemand *jaloux et perfide*. Kollar avait donné à son idée la forme d'un poème épique où la race slave était personnifiée sous le nom de *fille de la gloire* ou *fille slave*. Il recherche et retrouve ses traces dans l'Europe presque entière, sur les bords de la Sala, de l'Elbe, du Rhin, de la Moldau et du Danube. Après avoir rassemblé les débris mutilés de ce grand corps, les Bohêmes, les Illyriens, les Polonais, les Russes, il leur fait boire l'oubli de leurs divisions et de leurs haines dans les ondes du Léthé; puis il les réconcilie. Tous les grands hommes des quatre familles slaves se donnent la main; mais en même temps les Slaves qui n'ont pas su garder leur nationalité, ceux qui sont devenus Allemands ou Magyares, les grands hommes étrangers qui, dans le passé, ont combattu les nations slaves, sont impitoyablement traînés par le poète sur les bords de l'Achéron, dans le royaume des damnés.

Cette épopée bizarre, publiée par fragmens dès 1827, eut tout l'effet d'un événement politique. Certes, et il faut les en féliciter, les Slovaques n'allaient point, à la suite de leur poète, jusqu'au rêve d'une union avec les Slaves de tout l'univers sous un drapeau unique; mais leur pensée moins audacieuse avait l'inconvénient grave d'être plus politique et plus immédiatement dangereuse. Sitôt que Kollar, avec ses sentences épiques et sa voix solennelle, les eut tirés du sommeil, ils annoncèrent qu'ils allaient se constituer pour fermer leurs églises, leurs écoles, leurs foyers au magyarisme qui les menaçait. Ils songèrent aussi à s'assurer des alliés, et, par un instinct bien naturel, ils se réfugièrent dans le sein de la nationalité bohême, leur mère bienveillante, qui alors, laborieusement engagée dans les travaux de pure érudition slave, entendit leurs cris de détresse et adopta sans hésitation leur cause. Ce fut même pour les patriotes de Prague, resserrés par la police autrichienne sur un étroit terrain lorsqu'ils voulaient défendre les intérêts nationaux de la Bohême, ce fut une occasion précieuse de donner un libre essor à leurs sentimens de nationalité, car ils combattaient hors de chez eux et seulement pour une tribu de leur race; puis ils combattaient contre ces Magyares entreprenans et *révolutionnaires*, dont l'Autriche avait vu le réveil avec crainte et contemplait les progrès avec terreur. On ne s'effraya donc point à Vienne de cette rébellion littéraire des Slovaques ni de la complaisance avec laquelle les Tchèques de la Bohême se précipitaient à leur aide (1).

(1) On a vu, il y a quelques années, un écrivain dont le nom a marqué dans le mouvement libéral et national de la Bohême, le comte Leo de Thun, soutenir à ce sujet une

Le mouvement slovaque, qui n'opposait aux Magyares que deux millions d'adversaires en Hongrie, appuyés par six millions de Tchèques, n'eût point été cependant pour le magyarisme un sujet d'alarmes, si un mouvement semblable et plus prononcé n'eût éclaté bientôt sur un sol plus libre, à l'ombre tutélaire de la constitution hongroise elle-même. Les Croates, qui, loin de se reconnaître pour serfs des Magyares, ont toujours prétendu au titre de *royaume-annexé*, répondirent aux sommations du magyarisme en invoquant les souvenirs de la nationalité illyrienne et en l'abritant derrière leurs priviléges municipaux et leur diète locale. Sous le nom d'Illyriens et avec des hommes doués de sens pratique et d'éloquence, ils commencèrent une agitation qui s'étendit d'abord modestement à la Croatie et à la Slavonie, puis hors du royaume, à la Dalmatie, à la Carinthie, à la Carniole, à la Styrie, puis enfin, par-delà l'Autriche, à ce monde slave de la Turquie d'Europe, à ces peuples de pasteurs et de guerriers restés jeunes à travers les vicissitudes des temps, mais fatigués enfin de cette immobilité séculaire, et sympathiques à toût ce qui est renouvellement des traditions, développement de l'idée de race. L'illyrisme, qui avait des tribunes assurées dans les divers comitats de la Croatie et de la Slavonie, et plusieurs voix dans les deux chambres de la diète hongroise, eut aussi et promptement des journaux littéraires et politiques à Agram, à Laybach, à Zara, à Belgrade, à Pesth même, au cœur des pays magyares. Plus libres que les Slovaques et les Bohêmes, les Illyriens étaient plus hardis, sans cesser d'être prudens. Ils se posaient, non-seulement à Agram, mais quelquefois aussi à Belgrade, en Servie, et jusque chez les catholiques bosniaques, comme les meilleurs amis de l'Autriche. Ils voulaient simplement, disaient-ils, fermer au magyarisme les frontières de la Croatie et de la Slavonie. Dans les momens d'exaltation, ils se contentaient, pour toute violence, d'opprimer, par manière de représailles, le petit nombre de Magyares dispersés en Croatie, et tout au plus demandaient-ils, par l'organe de Louis Gaj, le *rappel de l'union.* L'Autriche n'y découvrait point de mal immédiat pour elle-même, et, ne pouvant guère empêcher un mouvement politique qui résultait de la nature des choses, elle ne chercha qu'à le retenir dans les limites d'une querelle littéraire et municipale, bien qu'il dût promptement franchir ces faibles barrières. L'illyrisme comptait deux millions d'ames en Croatie, en Slavonie, en Dalmatie, trois millions dans les autres provinces de l'empire, et dix millions en Turquie.

Une émulation fraternelle et une sympathie pleine d'encouragemens réciproques s'étaient rapidement établies entre les Slovaques et les Croates, les uns et les autres enfans de la grande famille slave; les Valaques de la Hongrie orientale et de la Transylvanie, issus d'une race différente, instinctivement hostile aux Slaves, durent puiser dans leurs propres nécessités politiques leurs résolutions et tous leurs moyens d'opposition au magyarisme. Ils n'avaient à leur service ni un homme sensé et populaire comme M. Gaj, ni même un poète de la valeur de Kollar, bien que la littérature roumaine eût fleuri en Transylvanie au commencement de ce siècle. Des savans, des grammairiens, honnêtes patriotes, mais peu

curieuse polémique épistolaire avec un jeune publiciste magyare, M. Pulzky. Cette correspondance a été publiée dans la *Revue trimestrielle hongroise*, éditée à Leipzig en allemand.

aptes au rôle de tribuns, des évêques bien déterminés à prendre la défensive, mais jusqu'alors très réservés et incapables de passionner l'opinion, c'étaient les seuls champions qui s'offraient au roumanisme. Ces savans et ces évêques promettaient de tenir les écoles et les églises nationales inaccessibles au magyarisme et de lui opposer une résistance courageuse; mais leur pouvoir n'allait point au-delà. Cependant les choses marchaient vivement par leur propre force. D'une part, la misère effrayante des populations roumaines parlait avec une éloquence incomparable, et d'autre part des écrits périodiques rédigés en roumain, soit en Transylvanie, soit dans la Moldo-Valachie, s'armaient de ces griefs sociaux et politiques. La nationalité était aussi l'idole de ces populations, et le Magyare leur ennemi. Enfin les Valaques de la Hongrie protestaient de leur respect pour l'Autriche, qui, de son côté, ne pouvait méconnaître leurs souffrances, et qui n'avait pas le droit d'être plus sévère à leur égard qu'à l'égard des Slovaques et des Croates. Les Roumains offraient donc en Hongrie et en Transylvanie une masse d'environ trois millions d'hommes qui sentaient tout près d'eux cinq millions de frères dévoués, les peuples de la Bucovine, de la Bessarabie et des principautés moldo-valaques.

Ainsi, le nom des Magyares était prononcé avec haine du Tyrol à la mer Noire et du fond des Carpathes jusqu'au revers méridional des Balkans. Plus détestés que l'Autriche, les Magyares s'étaient fait une dangereuse réputation de tyrannie dans toute l'Europe orientale, et l'on put recueillir sur les lèvres de leurs adversaires de sinistres paroles de vengeance. Surpris et non abattus, les chefs du magyarisme se demandèrent quelle pouvait être la cause de tant d'inimitiés; mais, au lieu de la chercher là où elle résidait, dans leurs essais oppressifs d'unité magyare, ils imaginèrent que la Russie avait seule organisé cette ligue. La Russie avait soudoyé les Slovaques et les Croates par le panslavisme, et les Valaques par l'intérêt religieux, le puissant auxiliaire du panslavisme en Orient. Il est hors de doute que la Russie était intervenue dans ces querelles littéraires et politiques, elle avait même trouvé quelques apôtres de bonne volonté parmi tant d'agitateurs qui se disputaient l'influence chez des peuples insurgés contre le magyarisme; mais, en général, ces émissaires avaient échoué misérablement contre les défiances que provoquaient si naturellement et le nom de Russes et tant d'actes sanglans commis sur un peuple voisin et slave lui-même. Les Magyares n'en croyaient pas moins voir la Russie partout présente, partout mêlée à leurs affaires, partout dirigeant les coups qui leur étaient portés. Par une nouvelle bizarrerie de leur ambition, ils s'en réjouissaient. Cette inimitié vraie ou supposée d'une grande puissance flattait leur orgueil et rehaussait à leurs yeux la mission qu'ils s'étaient donnée, car ils ne doutaient plus que le magyarisme ne fût une œuvre grandiose, providentielle, et, pour nous servir d'un mot inventé par les Slaves, une sorte de *messianisme* politique. Leurs pères avaient été l'avant-garde du christianisme en Orient au temps non encore oublié de l'invasion des Turcs. Le danger s'était déplacé et agrandi; il ne venait plus du sud-est, sous la forme d'un essaim de barbares, mais du nord, avec toutes les ressources de la diplomatie et de l'art européen. Le panslavisme russe poussait quatre-vingt-dix millions de Slaves sur la Hongrie et sur le monde; la Hongrie allait sauver le monde, et le magyarisme serait le triomphe de la raison, de l'intelligence et de la liberté en Europe. Toutes ces considérations, développées avec beaucoup de

passion par les orateurs politiques dans les comitats, étaient discutées ensuite dans les feuilles publiques, d'où elles se répandaient dans de nombreuses brochures écrites en magyare ou en allemand.

Un nouvel écrit de Kollar vint, en 1837, attaquer les Magyares jusque sur ce terrain de l'idéal et leur disputer ce dernier refuge de leurs illusions. A une théorie sur la mission providentielle du magyarisme, le poète, cette fois grammairien et philosophe, en opposait une autre sur les destinées probables du panslavisme. Kollar ne voulait, à l'entendre, que parler de *réciprocité littéraire entre les différentes familles slaves;* mais, en réalité, il prêchait pour la fusion de tous les dialectes slaves en une seule langue, et de toutes les tribus slaves en une seule nation. Que demandait-il en effet? Une sorte de confédération littéraire, pareille à la confédération politique des États-Unis, dans laquelle tous les Slaves, Russes, Polonais, Tchèques et Illyriens, pussent se comprendre entre eux sans étude. Or, le langage, c'est la vie, c'est la pensée, c'est l'homme, c'est la nation. De l'aveu de l'écrivain, par la *réciprocité littéraire*, les Slaves redeviennent une nation; ils n'ont déjà plus qu'une patrie. Si les Magyares arguent de leur droit de conquête sur le sol hongrois, Kollar leur répond que les Slaves sont à eux seuls la dixième partie de l'humanité entière, et, comme nous avons naguère renvoyé de l'autre côté du Rhin les Francs orgueilleux de leur origine, le savant slaviste demanderait volontiers que l'on renvoyât les Magyares au Mongol et au Thibet. Enfin, si les Magyares, qui voient déjà la Russie maîtresse de l'Europe, dénoncent la barbarie prête à renaître avec le panslavisme, Kollar ajoute que le panslavisme serait précisément le triomphe de la civilisation; car il y a deux principes qui se sont développés isolément dans l'histoire : l'un antique et païen, qui nous est venu des Grecs et des Romains; l'autre moderne, germanique et chrétien. Kollar veut, pour les temps qui vont venir, une tendance qui soit universelle et purement humaine. Une grande nation telle que la nation slave peut seule l'imprimer au monde. En un mot, dans l'opinion de Kollar, il n'appartient qu'aux Slaves réunis de concilier le présent avec le passé, et de fondre dans un principe unique et supérieur les deux principes qui ont produit la civilisation antique et la civilisation moderne.

Ainsi, les Slaves trouvaient une réponse prête à chaque prétention nouvelle des Magyares. Si les Slovaques et les Croates refusaient de s'associer aux aspirations mystiques de Kollar vers la Russie, ils n'en adoptaient pas moins ses doctrines philosophiques sur l'importance et sur le rôle des civilisations slaves dans l'avenir. Cette destinée sublime et souveraine promise à la pensée slave convenait principalement aux Illyriens, que la science regarde aujourd'hui comme la race-mère des populations slaves et la plus fidèle aux traditions antiques. Le slavisme illyrien tchèque et polonais était, pour les savans croates en particulier, un système social et politique, une croyance nouvelle qui allait régénérer la vieille Europe en la rajeunissant, et fournir à la raison mal affermie encore dans les voies du rationalisme moderne les encouragemens, les saines directions de l'instinct; mais, si l'on voulait s'élever à la hauteur de cette mission, il fallait passer pardessus les ruines du magyarisme. Sur le terrain de la philosophie comme sur celui de la politique, tous les raisonnemens conduisaient à cette conclusion, et toujours revenaient fatalement, au bout de toutes les considérations théoriques ou positives, ces mots terribles : Il faut d'abord exterminer le magyarisme.

Attentive et prudente au milieu de ces tempêtes, l'Autriche suivait les phases

diverses de ce conflit, sans laisser échapper aucune occasion de s'en faire une arme ou un moyen, et, comme la pensée libérale des patriotes magyares ne lui causait pas moins d'alarmes que le réveil des races, elle avait dû songer dès l'origine à diviser les Magyares contre eux-mêmes, pour paralyser ainsi le mouvement social. Elle était donc parvenue, à l'époque même de cette grande crise, en cette fâcheuse année 1837, à constituer en Hongrie un parti conservateur ou plutôt un parti de l'immobilité, qui menaçait de n'être pas moins funeste à ce pays que la lutte des races jouant sous les yeux de César le jeu des gladiateurs.

Certes, si l'on considère l'étendue de la tâche qui incombait alors au parlement hongrois, quel était l'état des personnes et des choses au point de vue social et politique; si l'on se rappelle que la licence était organisée sous le nom de liberté au sein des comitats, que la diète, par le moyen de la première chambre, était livrée à l'égoïsme de la haute aristocratie, que la décentralisation rendait toute administration impossible; si l'on se représente, en un mot, le désordre des codes, des coutumes, des priviléges locaux, l'on conçoit comment des hommes éclairés ont pu se trouver en désaccord sur les parties qui étaient à conserver, ou à réparer, ou même à détruire dans cet édifice informe. Il fallut, pour le malheur du pays, que la rivalité des races vînt ajouter de nouvelles difficultés à cette confusion des intérêts sociaux. La noblesse magyare, beaucoup plus nombreuse que la noblesse illyrienne dans la diète de Presbourg, avait sans doute conservé l'influence dirigeante en matière législative. Elle était en majorité dans le parti conservateur comme dans le parti progressiste. Cependant, lorsque les votes se déplaçaient ou devenaient douteux, la noblesse illyrienne formait un appoint qui pouvait être décisif. L'Autriche avait ménagé au parti conservateur l'adhésion des Illyriens par une tolérance calculée, des concessions indispensables, et surtout de belles promesses. Elle avait demandé de semblables services aux évêques roumains en Transylvanie, aux mêmes conditions et avec autant de succès. Par penchant, les Illyriens eussent voté avec les libéraux, car, sous le régime de l'aristocratie, ils ont conservé le souvenir de la démocratie patriarcale qui est le fond des civilisations slaves, et ils ne sont pas tout-à-fait indifférens aux charmes de la démocratie moderne. Par une impérieuse nécessité, les organes religieux de l'intérêt roumain se fussent prononcés énergiquement pour toutes les améliorations sociales et politiques, car il n'est point de misère plus profonde et plus évidente que celle des Roumains de la Transylvanie. Toutefois, en présence de cette alternative, ou de développer la condition sociale de leur pays en subissant le magyarisme, ou de sauver et de régénérer leur nationalité en servant les défiances de l'Autriche, les Illyriens et les Roumains avaient fait le choix le plus patriotique. C'est ainsi que la divergence des intérêts de classe et de race avait créé celle des systèmes et décidé de la formation et de la marche des partis constitutionnels.

Dans le débat des réformes sociales qui étaient à l'ordre du jour, la victoire demeura aux conservateurs et à l'Autriche. Indépendamment de cette défaite, la Hongrie libérale se vit affligée de deux blessures profondes. Des deux hommes qui l'avaient jusqu'alors le plus aimée et le mieux servie, l'un lui était arraché par la persécution, l'autre semblait faiblir dans sa foi. Széchényi, en présence des manifestations tumultueuses qui avaient ensanglanté les dernières assemblées de comitat, ne dissimulait plus l'effroi que lui causaient les principes d'agi-

tation répandus parmi ces prolétaires privilégiés qui forment la petite noblesse. C'était à ses yeux la démocratie naissante; il préférait la féodalité et l'Autriche. Vésselényi, poursuivi et condamné à la prison pour un discours véhément, restait magyare et libéral; mais lorsqu'une amnistie vint rendre au *grand martyr*, ainsi que l'appelaient les patriotes, l'usage de sa liberté, épuisé par la maladie, il était perdu pour la vie active et les labeurs du tribun. Ainsi, le parti progressiste, abandonné par l'un de ses chefs, privé fatalement de l'autre, recevait de l'Autriche un coup violent qui retombait sur la nationalité magyare elle-même à l'heure où elle avait le plus besoin de toute sa force et de toute sa raison pour répondre à la triple rébellion littéraire des Slovaques, des Croates et des Valaques, et enfin au panslavisme de Kollar.

A partir de 1837 commence dans l'histoire du magyarisme une époque d'incertitude et de découragement. L'irritation croissante, les protestations officielles portées par les Illyriens et les Roumains dans la diète et par les Slovaques jusqu'au pied du trône impérial (1), le morcellement, la dissolution imminente du royaume, frappent enfin quelques esprits qui à l'origine s'étaient eux-mêmes laissé séduire par les brillantes illusions du patriotisme conquérant. D'abord des voix isolées et sans autorité osent prêcher la modération; elles ne partent pas d'assez haut pour être écoutées et se perdent dans la foule. L'obscurité les sauve du mépris des patriotes. Il était clair que l'homme assez hardi pour dévoiler à ses concitoyens la vérité sur leurs fautes jouerait dans cet acte de véritable héroïsme toute popularité acquise ou à venir et s'exposerait inévitablement à une tempête de récriminations et d'injures. Pourtant, après plusieurs années d'hésitation, la vérité parvint à se faire entendre, en 1842, dans le sanctuaire même du magyarisme, dans l'académie nationale de Pesth. Elle avait emprunté la voix d'Étienne Széchényi, président temporaire de la docte assemblée. Après des éloges, d'ailleurs légitimes, accordés par conviction et par prudence à la littérature magyare, il eut le périlleux courage d'adresser des conseils de modération aux *ultra-enthousiastes* qui avaient poussé la pensée nationale à tant d'excès, et il osa reconnaître que le mouvement des Slovaques, des Croates et des Valaques dérivait directement non point des machinations de la Russie, mais du principe impérissable des races, violemment irrité par l'injustice du magyarisme débordé (2).

En dépit de cet aveu si remarquable, la diète de 1843 suivit les erremens de toutes celles qui l'ont précédée, et, dans une séance à l'issue de laquelle les députés croates avaient couru quelque danger pour leur vie, la majorité leur enjoignit de parler le magyare dans un délai de six ans. Toutefois le peu de cas que ceux-ci ont semblé faire de cette injonction, la puissance morale conquise par l'illyrisme sur son propre terrain et à Vienne même (3), l'organisation plus étroite

(1) Les pasteurs et les professeurs slovaques s'étaient réunis pour adresser à l'empereur un manifeste contenant tous leurs griefs. Les Illyriens sont parvenus, par des moyens semblables, à reconstituer leur diète nationale.

(2) Vésselényi, quoique retenu hors des affaires par une douloureuse cécité, a élevé la voix du fond de sa retraite pour condamner cette déclaration.

(3) Les Croates, qui avaient continué de parler latin jusqu'à ce jour dans leur diète nationale et dans leurs comitats, viennent de prendre la résolution de faire usage maintenant

des Slovaques défendus par un journal de leur nationalité à Presbourg, l'attitude menaçante des Valaques énergiquement secondés par leurs évêques et par plusieurs écrits périodiques, toutes ces marques du péril qui augmente avec le temps, ont jeté dans l'opinion de secrètes terreurs sur lesquelles on aime à s'étourdir, que l'on oublie quelquefois, mais que la force des événemens doit ramener inévitablement. Les Magyares de la Transylvanie, pressés par leurs paysans de race roumaine, et mieux placés pour sentir toute la difficulté des circonstances, trahissent plus clairement encore le désespoir dont ils sont par momens saisis, et ces vœux de réunion officielle en royaume, qui étaient naguère un simple et chaleureux élan de fraternité, renouvelés depuis avec plus d'instance, ont fini par ressembler à des mouvemens d'effroi et à des signaux d'alarme.

Ce sont là de cruelles déceptions : heureusement le fruit n'en a point été entièrement perdu. Le magyarisme, satisfait d'avoir porté des lois pour que l'idiome national fût partout substitué au latin et d'avoir tiré comme du néant une littérature nationale, a cru pouvoir se reposer dans l'attente d'une situation plus calme et plus propice; il s'est réservé d'ailleurs de marcher à son but permanent par des détours, ne le pouvant plus à visage découvert. La pensée publique, moins occupée désormais de la question des races, a paru s'attacher presque exclusivement à l'étude et au soin des intérêts constitutionnels et sociaux de la Hongrie, ce qui peut d'ailleurs être une manière de prendre l'Autriche corps à corps par son côté le plus douloureux et aussi un moyen d'éloigner les catastrophes sociales dont se complique la guerre des nationalités. Les hommes nouveaux qui ont succédé aux champions défaillans, abattus ou égarés du magyarisme primitif ont su se distinguer du parti *ultra-magyare*, sans néanmoins s'en séparer, et, sous le nom de progressistes, ils ont réussi à fonder un grand parti constitutionnel qui ne se contente pas de menacer et de vaincre quelquefois l'Autriche sur le sol hongrois, mais qui la poursuit chez elle par une active et heureuse propagande (1).

Outre les concessions que ce parti a déjà arrachées aux conservateurs au profit de la roture, qui peut désormais acheter des biens nobles, il a formulé par écrit des programmes hardis et catégoriques. Fort éloigné de croire à la perfec-

de l'illyrien. Peut-être voudront-ils aussi introduire cette langue dans la diète de Presbourg. Ce sera pour les Magyares un embarras de plus.

(1) Parmi les chefs de ce parti dont l'origine remonte à 1837, je dois citer MM. Déak et Clausal, orateurs éminens de la seconde chambre; le baron Eotvos, écrivain disert, et destiné peut-être à une grande popularité; enfin le journaliste Kossuth, au sujet duquel les opinions sont fort partagées, mais qui exerce néanmoins une certaine influence. Ce dernier a rédigé long-temps le *Pesti-Hirlap* (journal de Pesth), et vient d'être nommé député par le comitat de Pesth. Széchényi, qui avait rendu naguère tant de bons services au pays, avait eu cependant en 1840 la malheureuse idée de combattre le libéralisme de ce parti nouveau; il l'avait fait par une publication intitulée *le Peuple de l'Orient*, dans laquelle il essayait d'établir qu'il n'y a point de salut pour la Hongrie en dehors de l'aristocratie parlementaire. Cet écrit fut l'occasion d'une grande polémique dans laquelle le *Pesti-Hirlap* prit une part très distinguée. Le baron Eotvos et Kossuth relevèrent d'ailleurs la question dans des publications de longue haleine. A la même époque, le comte Aurel Desewfy défendait, dans le journal le *Vilag* (la lumière), le système de la centralisation administrative qui répugne à peu près également aux conservateurs et aux libéraux.

tion absolue du mécanisme des comitats et des deux chambres, il accepte ces institutions telles qu'elles existent. Il veut cependant qu'elles s'ouvrent pour la bourgeoisie des villes, qui n'y possède qu'une ombre de représentation. Il veut la liberté de la parole et la liberté de la presse, limitées aujourd'hui par une censure introduite dans le royaume sans le consentement des états. Il veut pour la diète un droit de contrôle réel et une responsabilité effectivé dans les agens du pouvoir. Il veut aussi l'abolition des priviléges protecteurs de la propriété féodale, de ce privilége de l'*aviticité* par lequel les terres une fois vendues peuvent être rachetées à vil prix par le descendant du vendeur, et de cet autre privilége en vertu duquel la noblesse est exempte de l'impôt foncier et de tout impôt direct. Il demande l'égale répartition de toutes les charges publiques. Enfin il réclame à grands cris l'émancipation des terres et des paysans corvéables, l'affranchissement de la classe agricole par l'abolition des corvées et des prestations en nature (1).

Contre l'attente de l'Autriche et à son détriment, les idées émises ainsi en Hongrie ont franchi la frontière, et elles sont venues rallumer la vie presque éteinte dans le sein des diètes provinciales de l'empire. Ces corps politiques, vieux débris du moyen-âge, ne comptaient plus que comme un rouage insignifiant dans la machine administrative. La bureaucratie s'était substituée à toutes leurs fonctions, et elle avait peu à peu absorbé tous leurs priviléges. La diète de Hongrie, placée dans des conditions analogues sur un plan plus vaste, en se retrempant aux sources de la nationalité et du droit moderne, a offert aux diètes provinciales de l'Autriche des exemples qui ont réveillé leur ambition et répondent parfaitement à leurs instincts. L'Autriche effrayée s'est efforcée en vain de leur faire entendre que le mouvement constitutionnel de la Hongrie était révolutionnaire, subversif, dangereux pour la propriété et l'état social. Les défenseurs de ces diètes ont démontré avec beaucoup plus d'autorité et de succès que le triomphe du libéralisme hongrois était leur propre triomphe. Ainsi les Magyares ont créé à l'Autriche, dans ses provinces héréditaires, des difficultés sans doute moins grandes que celles de la question de race, mais capables néanmoins d'offrir des dédommagemens à leur orgueil et à leur désir de vengeance.

Au point de vue de la lutte des nationalités dans le royaume, la formation

(1) Toutes ces réformes font partie du programme rédigé à la fin de l'hiver dernier par l'opposition. Le parti conservateur a aussi formulé le sien, mais en termes beaucoup moins clairs. Enfin Széchényi a publié, sous le titre de *Fragmens d'un programme politique*, des études détachées pleines d'amertume. Ce sont des récriminations regrettables contre le parti libéral plutôt que des vues nouvelles sur l'état général du pays. Du reste, ces questions sont à l'ordre du jour dans la diète qui vient de s'assembler à Presbourg. Le gouvernement autrichien, cédant à la force de l'opinion, prend lui-même l'initiative d'une proposition pour le rachat des corvées. Il est donc à espérer que cette session de la diète ne sera point stérile, et puissent les idées de tolérance nationale y marcher de pair avec celles de progrès! La diète s'ouvre sous les plus heureux auspices par la nomination d'un prince populaire, l'archiduc Étienne, aux fonctions suprêmes de palatin. Le jeune prince, l'un des plus instruits de la maison d'Autriche, a été élevé, par l'ancien palatin, l'archiduc Joseph, son père, dans la langue magyare et dans des sentimens qui passaient pour libéraux. Une intelligence ouverte et flexible comme celle de l'archiduc Étienne est une précieuse ressource dans la crise actuelle.

d'un véritable parti libéral est plus grave encore, et tous ces événemens semblent être un retour de fortune. Si, en effet, il y avait encore un remède aux maux causés par l'intolérance du magyarisme, où pourrait-on le chercher avec plus de sûreté que dans le triomphe prochain et complet des doctrines professées par les progressistes? Après les ménagemens dus à leur langue nationale, quelle mesure serait plus agréable aux Slovaques et aux Roumains, si tristement accablés par le poids des charges féodales, que l'émancipation politique et civile des paysans? Les Illyriens, qui ont parmi eux fort peu de seigneurs magyares, ne sentent pas, il est vrai, aussi vivement la nécessité de cette rénovation sociale, mais on ne peut pas dire, malgré le vote conservateur de leur représentation en diète, qu'ils l'accepteraient avec déplaisir. Loin de là, selon toute vraisemblance, leurs magnats et leurs députés ne se plaindraient point de se voir battus sur ce terrain de l'immobilité où ils tiennent à regret la position que l'Autriche leur a assignée. Combien dans tous les cas la liberté de la presse, qui figure aussi sur le programme des progressistes magyares, combien le droit de parler et d'écrire librement en faveur de la nationalité illyrienne n'aurait-il pas d'avantages et de charmes pour les patriotes croates!

Oui, si le magyarisme pouvait se soustraire aux périls politiques qu'il s'est créés par ses prétentions sans justice et sans raison, ce serait par le bienfait d'un changement rapide de la législation civile, lequel, à défaut de l'unité nationale désormais impossible, laisserait encore subsister une certaine unité sociale et adoucirait peut-être ainsi l'animosité des races en détruisant celle des castes.

III.

Lorsque je voyais à Pesth et à Bude les illusions conservées encore en dépit de l'expérience par quelques chefs du mouvement magyare, par la jeunesse, par le clergé, je ne pouvais me défendre d'un sentiment d'inquiétude, et je ne me dissimulais pas combien la réconciliation des peuples de la Hongrie présente d'obstacles. Je ne pouvais surtout m'empêcher de trembler pour l'avenir des Magyares, dont je ne désirais point la ruine, malgré les vœux que je formais pour les Illyriens, les Roumains et les Slovaques. On ne saurait nier, je l'avouerai, que la nationalité magyare, considérée en dehors de ces conflits funestes, ne se soit rajeunie et fortifiée par le travail qu'elle a accompli sur elle-même. Réduite à la décrépitude par le latinisme et le germanisme, elle a repris une physionomie nouvelle avec le sentiment de sa personnalité. Le principe de vie et de mouvement qu'elle a retrouvé ainsi au fond de sa conscience a pénétré si profondément dans tous les esprits, que désormais il ne semble devoir céder qu'à la pression d'une grande force matérielle. En un mot, pour que l'individualité de la race magyare puisse disparaître, il faut que cette race soit brisée une seconde fois sur les champs de bataille et tenue en sujétion par une main puissante. Alors même, son originalité, qui n'a en aucun lieu du monde d'affinités connues, son orgueil, qui, jusque dans la servitude, l'entretient de rêves grandioses, son sang asiatique, qui semble craindre le contact du sang européen, lui donneraient contre un vainqueur une grande force d'inertie. Ainsi, tout porte à le croire, la nationalité magyare ne doit périr qu'avec la race elle-

même. Mais combien cette race est menacée, si l'on compte les ennemis qui sont debout pour la combattre! Les Illyriens, les Slovaques, les Roumains, avec l'énergie de la jeunesse et la bravoure militaire, n'ont-ils pas aussi l'avantage du nombre, soit qu'ils fassent entre eux cause commune, soit qu'ils combattent séparés, en s'appuyant simplement, les Slovaques sur la Bohême, les Croates sur toute l'Illyrie, les Roumains sur la Moldo-Valachie! Je ne compte point les Allemands, dont la destinée est fort incertaine au milieu de ces vicissitudes, et qui, par la nécessité de diviser pour se maintenir, sont exposés à changer souvent de tactique et d'alliés. Il est vrai que l'Autriche a toujours été jusqu'à présent avec les faibles contre les forts, parce que les forts lui causaient de l'ombrage, et peut-être l'histoire serait-elle ainsi pour les Magyares une raison d'espérer en l'appui de l'empire; mais ses six millions d'Allemands, joints à quatre millions de Magyares, prévaudraient-ils contre dix-sept millions de Slaves et trois millions de Roumains, encouragés par tous les Slaves et tous les Roumains de la Turquie, qui, en cas de détresse, auraient encore les sympathies fraternelles des Polonais, et, au besoin, le concours intéressé des Russes?

Si donc la question des races doit se trancher un jour par la violence, dans ce grand conflit, les Magyares seront inévitablement écrasés. Écoutez toutes les prédications slaves. Ne poussent-elles pas dès à présent les Illyriens et les Slovaques à se rejoindre, en s'avançant les uns et les autres vers les bords du Danube, *ce fier ancêtre de tous les Slaves?* Et, en vérité, ils n'en sont point assez éloignés pour que, sous l'impulsion de quelque grand intérêt, ils ne songent pas un jour peut-être à tenter l'aventure. Enfin, si le panslavisme devait intervenir dans le jugement de cette querelle, les Magyares le sentent bien, ils seraient exterminés, ou ils disparaîtraient sans retour dans le vaste sein d'un empire de quatre-vingt dix millions d'ames, où la population promet de doubler en un siècle.

Serait-ce que l'avenir est entièrement fermé aux descendans d'Arpad, et qu'au bout de tous les calculs de probabilités se retrouve pour eux la même certitude de ruine? Les Magyares en seraient-ils arrivés à cet état désespéré où les peuples égarés, n'ayant point d'ame immortelle qui soit punie dans un autre monde, doivent du moins expier leurs fautes en celui-ci par le néant? Non; une voie leur reste ouverte, une voie qui ne les portera point sans doute à cette grandeur rêvée dans la foi de la jeunesse, mais qui les conduira à une condition encore honorable et à un rôle digne d'un peuple libre. Qu'ils réfléchissent à la situation critique de l'Europe et au mouvement des petites nationalités slaves, l'Illyrie, la Bohême, la Pologne. Il est certain qu'en dépit des projets du panslavisme, qui prétend entraîner dans les destinées de la Russie toute l'Europe orientale, le sentiment de l'individualité des familles slaves ne s'est pas plus affaibli chez les Illyriens et les Bohêmes que chez les Polonais. Laissons un moment de côté les Valaques, qui, grace à leur origine latine, ont leur tendance propre au milieu des Slaves. Bien que les Bohêmes, les Illyriens, les Polonais aient plus de penchant pour la Russie que pour l'Allemagne, cette inclination, qui vient du sentiment d'une origine commune merveilleusement exploité par la Russie depuis quinze ans, ne va pas pourtant jusqu'au désir d'une union politique. Kollar lui-même, éclairé par l'expérience, en est arrivé aujourd'hui à des idées plus calmes et plus pratiques, et n'oserait plus sans doute conseiller cette alliance à ses concitoyens; mais les Polonais l'ont subie, et qui peut ignorer aujourd'hui le génie diploma-

tique des Russes partout victorieux, leur puissance matérielle incessamment croissante?

Les Illyriens et les Bohêmes, qui sur ce point sont trop faiblement protégés par l'Autriche tremblante en face des czars, ont donc à se précautionner, à s'affermir, par tous les moyens matériels et moraux, contre les dangers que la Russie leur fait courir en leur offrant fallacieusement ses services, en les conjurant, par des regards et par des paroles caressantes, de croire à ses sentimens fraternels. C'est là l'état de choses qui ouvre à l'activité politique de la race magyare une issue nouvelle et sûre. Cette race a jusqu'à présent fait une guerre sans relâche au panslavisme, mais en le poursuivant là où il n'était pas, dans le mouvement national des Illyriens et des Tchèques; il faut qu'elle l'aille chercher désormais là où il est bien réellement, dans la diplomatie secrète de la Russie, attentive à profiter de la situation difficile que le magyarisme a faite à ces peuples. Il faut qu'elle dérobe à la Russie ces circonstances à l'aide desquelles les émissaires moscovites peuvent un jour triompher de la répulsion que ces jeunes nationalités éprouvent pour ce panslavisme oppressif. Il faut que la race magyare, oubliant tant de rancunes injustes et domptant son funeste orgueil, cesse d'ambitionner des conquêtes impossibles pour proposer une paix nécessaire; qu'au lieu de pousser les Illyriens et les Bohêmes dans les bras ouverts de la Russie, elle leur prête un appui, leur tienne un langage capables de les en détourner à jamais. Par une inconséquence heureuse, les Magyares, loin d'avoir pour les Polonais la haine qu'ils portent aux autres Slaves, ont toujours témoigné à cette nation les sympathies les plus vives, comme à celle dont le sort se rapproche le plus du sort de la race magyare. Mais que sont les Bohêmes et les Illyriens, sinon des Polonais dont la ruine et les malheurs sont plus anciens? Et est-il besoin de rappeler aux Magyares que les Slovaques et les Croates leur sont liés encore par le nom de Hongrois, par une constitution, par des défaites communes, par une ressemblance de condition et d'intérêt qui rend ces liens sacrés?

En appelant les Bohêmes et les Illyriens au partage des biens qu'ils ambitionnent pour eux-mêmes et pour la Pologne, les Magyares font donc un acte de rigoureuse équité et de saine politique. Ils préviennent d'une part la dissolution imminente du royaume de Hongrie, et de l'autre ils ferment les défilés des Carpathes au panslavisme des Russes. Or, les Valaques, auxquels les Magyares doivent la même justice qu'aux Croates et aux Slovaques, pour des raisons pareilles et non moins puissantes, seconderaient vraisemblablement une politique aussi salutaire. En effet, la jeune race roumaine, la seule nationalité de l'Europe orientale qui, avec les Magyares, ne soit point slave et ne s'accommode à aucun prix du panslavisme, ne serait-elle pas conduite, par ses propres inclinations, à entrer dans cette combinaison, soit comme médiatrice, soit comme partie agissante? Les Moldo-Valaques, aujourd'hui non moins irrités que les Illyriens et les Bohêmes contre les Magyares, oseraient-ils conserver cette irritation dès qu'on leur proposerait d'élever sur les Carpathes et sur le Danube, d'accord avec les autres nationalités de l'Europe orientale, un rempart contre les agressions du panslavisme russe, et ne seraient-ils pas naturellement unis aux Magyares en face de toutes les difficultés que pourrait rencontrer cette grande et sage alliance de principes et d'intérêts? L'union des Valaques avec les Magyares n'aurait pas seulement pour conséquence politique de vaincre le panslavisme en sauvant la

Hongrie; elle servirait aussi, en face des civilisations slaves, une civilisation plus forte et plus avancée. De même que les Magyares vont puiser quelquefois leurs exemples chez nos voisins d'outre-mer, les Valaques latins, par inclination comme par origine, viennent volontiers chez nous chercher des enseignemens qui les séduisent. Les deux grandes faces de la civilisation occidentale se trouveraient ainsi réfléchies, au milieu de la vaste race des Slaves, par deux peuples actifs, qui pourraient renvoyer cette lumière à tout l'Orient.

Voilà les perspectives qui se trouvent encore ouvertes devant les regards inquiets des Magyares; c'est à eux de décider si un tel rôle n'est point au-dessous de leur ambition légitime; c'est à eux de voir s'ils veulent rendre ce service à l'équilibre européen et aux idées modernes, de concert avec les Illyriens, les Tchèques et les Roumains, ou s'exposer par orgueil soit à périr de la main de ces peuples, soit à être exterminés par le panslavisme. Hors de cette union déjà tardive, il n'y a pour eux point de salut : la Hongrie marche à une dissolution inévitable, et le peuple magyare à des catastrophes certaines.

Un poète fort populaire, M. Worosmarty, a entrevu le secret de cette crise dans un hymne national qui est regardé comme une sorte de *Marseillaise : C'est la vie ou c'est la mort*. Certes, le poète espère bien que ce sera la vie, et, en songeant à toutes les souffrances que la race magyare a traversées, il ne croit pas qu'elles puissent rester sans récompense; il compte sur un temps meilleur. Cependant des doutes pleins d'angoisse se mêlent à cet acte de foi, et il parle aussi, à défaut de ce temps meilleur, d'une grande ruine qui serait consommée, du cadavre d'un royaume qui roulerait dans le sang, du tombeau d'une nation autour duquel les peuples en deuil viendraient un jour pleurer. J'ai entendu pour la première fois cette mâle poésie sous l'humble toit d'une auberge de la Theiss, au moment de quitter le pays magyare pour arriver chez les populations roumaines. Un voyageur la récitait, après des danses bruyantes dont nos hôtes nous égayaient pour abréger les heures d'une soirée d'hiver. Je ne saurais dire avec quel saisissement religieux nobles et paysans l'écoutaient, comme si ces paroles eussent répondu aux plus secrets instincts des cœurs. Pour moi, elles avaient plus que l'intérêt d'une nouvelle observation à recueillir; elles résumaient tout ce que j'avais appris du magyarisme, elles déroulaient devant mes yeux les principaux traits du passé et sans doute aussi de l'avenir de la race magyare : un long enchaînement de victoires et de défaites, beaucoup de gloire et beaucoup de malheurs, et, au bout de ces vicissitudes, l'alternative d'un nouveau triomphe à remporter par la prudence ou d'une chute qui serait la dernière.

H. Desprez.

TEATRO CELESTE

(LES COMÉDIENS EN PARADIS).

LES COMMENCEMENS DE LA COMÉDIE ITALIENNE EN FRANCE.

Aujourd'hui que les yeux de la critique sont incessamment ouverts sur les moindres productions nouvelles, tout ouvrage venant au monde est sûr de rencontrer dans les revues et les journaux des introducteurs empressés, et d'avoir, au pis aller, sa place dans le grand registre de l'état civil intellectuel, le *Journal de la Librairie.* Il n'y a donc plus de nos jours de livre, si peu important qu'il soit, qui n'ait son acte de naissance en bonne et due forme, et, pour peu qu'il soit né viable, des parrains presque assurés. Il n'en était pas ainsi, à beaucoup près, avant que nous possédassions en France des journaux scientifiques, c'est-à-dire avant l'année 1665, époque de la fondation du *Journal des Savans,* le plus ancien recueil ouvert à la critique des livres, à moins qu'on ne veuille faire remonter l'ère de l'enregistrement périodique des faits littéraires à la *Muse historique* du sieur Loret, gazette en vers à demi burlesques, commencée en 1650, sous les auspices de Mlle de Longueville et du cardinal Mazarin. Toujours est-il, même en adoptant cette dernière date, que, pendant les deux siècles environ qui séparent la découverte de l'imprimerie et l'année 1650, bien des ouvrages plus ou

moins dignes de souvenir n'ont obtenu qu'une part de publicité très imparfaite. Aussi, deux sciences réparatrices, et dont les travaux marchent de conserve, la bibliographie et l'histoire littéraire, s'appliquent-elles laborieusement, l'une à rechercher et à constater l'existence, l'autre à apprécier la valeur de ces écrits oubliés, enfans presque perdus de la pensée de nos pères. Quelquefois même, quand les faits et les preuves de filiation se dérobent trop obstinément à l'investigation scientifique, la fantaisie et la conjecture viennent abréger la tâche, et l'on a vu, sous la plume de quelques écrivains de plus d'imagination que de patience, se produire un nouveau genre de littérature hybride qu'on pourrait appeler la *bibliographie romanesque*. Pour moi, qui m'obstine à croire que la vérité nue, quand on peut l'atteindre, a autant et plus d'attraits que la fiction, j'aimerais qu'à côté du compte-rendu journalier des productions contemporaines, et concurremment avec l'étude toujours nouvelle des chefs-d'œuvre consacrés, l'érudition sévère ne dédaignât pas de temps à autre de tirer de leurs ténèbres certains livrets poudreux qu'aucune main n'a probablement touchés depuis leur publication. Il y aurait, si je ne m'abuse, une sorte de plaisir de découverte à diriger le télescope de la critique vers quelques-uns de ces petits astres lointains, étoiles obscurcies du XVIe siècle. Il faudrait seulement exiger du Mathanasius qui ne craindrait pas de se plonger dans ces recherches, de ne ramener au jour que des *inconnus* offrant une singularité véritable, et dont l'étude fût propre à ouvrir quelques nouveaux points de vue aux théories littéraires ou à ajouter quelques faits intéressans à l'histoire de la littérature et des mœurs.

J'ai cru reconnaître plusieurs de ces conditions dans l'opuscule dont on vient de lire plus haut le titre abrégé. Ce livret m'a paru d'une originalité assez piquante, et de plus il me fournira, j'espère, l'occasion de réunir quelques documens pour une histoire qui est à faire, celle des quatre-vingts premières années de l'établissement du théâtre italien en France. Il faut vraiment que nous ayons eu, jusqu'à ces derniers temps, une bien profonde aversion des origines, pour avoir ainsi refusé toute attention aux premières visites de ces joyeuses et poétiques caravanes qui, depuis Henri III jusqu'à Mazarin, n'ont cessé de nous apporter les prémices de cette comédie vive, enjouée, naturelle, que nous ne possédions pas encore, et dont le rire, à la fois fantasque et sensé, a eu tant d'influence sur le génie naissant de Molière.

Quoique imprimé à Paris par Nicolas Callemont, le *Teatro celeste* n'a été cité, je crois, par aucun bibliographe français. Il ne figure ni dans le catalogue, si riche en littérature italienne, de M. L***, ni dans l'immense collection théâtrale qu'avait rassemblée M. de Soleinne Il est mentionné, il est vrai, par les maîtres de l'érudition italienne mais avec une telle inexactitude, qu'on peut douter qu'ils l'aient jamai

vu. Voici le titre de ce livre fidèlement traduit : « *Théâtre céleste,* où l'on voit comment la bonté divine a appelé au rang de bienheureux et de saints plusieurs comédiens pénitens et martyrs, et où l'on exhorte poétiquement ceux qui exercent la profession du théâtre à pratiquer leur art sans offenser la vertu, tant pour laisser sur la terre un nom honoré, que pour ne pas se fermer par le vice la route qui mène au paradis; dédié à mon illustrissime et révérendissime seigneur et très respecté patron, le cardinal de Richelieu; par Gio.-Batt. Andreini, de Florence, appelé au théâtre Lelio; Paris (sans date). »

La dédicace qui suit ce long titre est écrite, comme les vingt et un sonnets eux-mêmes, dans le style prétentieux et métaphorique de l'école alors dominante de Marino et des seicentistes. Par une première bizarrerie, l'auteur ne fait hommage au cardinal que des cinq premiers sonnets du recueil, ceux où il a célébré des acteurs sanctifiés ou béatifiés; mais, au lieu d'exposer une à une chaque singularité de cette épître, il sera plus court de la transcrire en entier. La voici donc :

« O cygne revêtu de la pourpre du Vatican, j'ai ébauché à Compiègne et terminé à Paris, en unissant mes chants grossiers aux accords de la lyre céleste, *cinq sonnets* qui brillent d'un éclat divin.

« Ceux que je célèbre furent des comédiens pleins de piété, bienheureux et saints, qui pleurèrent amèrement leurs fautes et se convertirent. Moi seul, comédien pécheur, je suis demeuré, oiseau de marais, pour chanter leurs heureuses conversions, afin qu'ils présentassent, non-seulement à moi, mais à tous les autres comédiens, l'occasion d'imiter leurs vertus, tant sur la scène que dans la retraite. Puisse votre très illustre seigneurie accueillir l'humble hommage que je lui présente, en la suppliant d'avoir plutôt égard à l'affection du cœur qu'à l'imperfection de l'œuvre, et en augurant pour elle, en récompense de ses gloires, les triples couronnes qui, dans le Capitole de la sainte église, ceignent le front de ceux dont la poitrine est revêtue de la pourpre! Je finis, en m'inclinant profondément devant votre révérendissime seigneurie. »

Un tel présage, adressé à bout portant par l'*amoureux* de la troupe italienne au cardinal de Richelieu, a droit, assurément, de nous surprendre. A quelle époque de la carrière du grand ministre remonte-t-il? Est-ce au temps où Richelieu, passionné du théâtre, s'était fait lui-même auteur et presque entrepreneur dramatique, vers 1635? Non; car l'imprimeur de nos sonnets, Nicolas Callemont, mourut à la fin de 1630. D'ailleurs, un heureux hasard, qui met, fort à propos, sous ma main un second exemplaire de ce rare volume, lève tous les doutes. Ce second exemplaire contient, à la suite du titre et de la dédicace, deux cartons destinés à les remplacer. Le nouveau titre, beaucoup plus simple et moins métaphorique que le premier (1), porte, de plus, la

(1) Ce titre commence ainsi : « Comici martiri e penitenti, della divina bonta chiamati al titolo de' beatitudine e di santita... » Le reste est de même.

date de 1624. Le second carton renferme un sonnet adressé au cardinal : « Sonnetto fatto e solo donato all' illustrissimo signor cardinal de Richelieu... » Cette expression, *solo donato,* semble rétracter la dédicace des cinq premiers sonnets, qui peut-être avait déplu à Richelieu. Le premier vers donnera une idée suffisante de la pièce entière :

Porporato Solon, sacro Lycurgo...

L'auteur finit, comme dans la dédicace en prose, par une allusion à la future papauté d'Armand du Plessis :

Tre diademate cingendo...

La date de 1624, qui est celle de l'entrée même de Richelieu au conseil, et qui, par conséquent, est antérieure à tous les grands résultats qui ont illustré son ministère, rend moins concevable encore la prédiction du comédien à l'éminence. Au reste, cet hyperbolique horoscope prouve au moins une chose, l'attente immense et universelle qu'excitaient, dès leurs débuts, le génie et la fortune de Richelieu.

Le premier sonnet du *Teatro celeste* est composé en l'honneur de saint Genest, qui devait bientôt être plus dignement célébré par la tragi-comédie de notre Rotrou :

« Tandis que Genest, sur la scène antique, mèle à la cythare d'or les accens des théâtres d'Orphée, les hommes attentifs semblent de marbre, et toutes les sirènes se taisent comme endormies.

« Mais au moment où, comme un dragon farouche, il va lancer sa morsure contre le baptême, Dieu émousse sur ses lèvres l'altière dérision, et, puissant correcteur, réfrène sa témérité impie.

« Comme l'avide guerrier de Tarse renversé de son cheval se releva, touché de repentir et ne désirant que la croix avec le Christ, ainsi Genest, au moment où il va se jouer du baptême, a reconnu son erreur véritable dans des eaux feintes. Tout dans le début était infernal; tout est divin dans le dénoûment. »

Le second sonnet adressé à saint Sylvain, autre comédien converti, se termine par un jeu de mots intraduisible :

« Scènes, quittez vos antiques honneurs! Ne vous enorgueillissez plus de vos parures d'or, ni de vos pierres précieuses! Les herbes recouvrent maintenant vos grandeurs; votre antique beauté n'est plus qu'une horrible misère.

« L'éternité, cette incessante ouvrière, réserve ses trésors pour les théâtres du ciel. Là s'épanouit la fleur, là reverdissent les gazons; là, pour musiciens, on a les chœurs des anges. C'est à la clarté de la lune et du soleil que le poète en trois personnes fournit le sujet sublime. Les spectateurs sont l'assemblée des bienheureux.

« Voyez-vous ce comédien qui tresse des palmes avec une pieuse et ineffable grace, c'est Sylvain, le nouvel hôte des forêts du ciel (*Selvano... selve*). »

Les deux sonnets suivans sont à la louange, l'un de saint Ardélion, acteur païen, qui souffrit le martyre, comme saint Genest, l'autre en l'honneur du comédien Giovanni Buono, de Mantoue, qui venait de se retirer dans un cloître où il pleurait ses fautes et vivait en odeur de sainteté. «.... Celui qui excita si long-temps le rire s'est changé en une source de larmes.... » Le cinquième sonnet prédit la béatification à frère Jean le pécheur, long-temps comédien à Adria, et alors retiré dans une cellule, « où il donnait aux anges le spectacle de ses mortifications et de sa piété. » Les huit sonnets qui suivent sont un éloge du théâtre honnête et des comédiens qui exercent l'art dramatique vertueusement. Celui de ces sonnets qui serait le plus intéressant de tous, s'il était un peu plus intelligible, est consacré à la mémoire de la mère de l'auteur, la célèbre Isabella Andreini, dont nous reparlerons bientôt. Le quatorzième sonnet est une comparaison de la vie humaine, telle qu'elle s'accomplit sur le théâtre du monde, avec une frivole et vaine représentation théâtrale. Dans cinq autres sonnets, le poète exhorte les acteurs déréglés à rentrer dans la pratique honnête de leur art. Le vingtième est intitulé : « Adieu de l'auteur au théâtre, » et le dernier est une aspiration mystique à la pénitence. « Scènes trompeuses, je pars! Jamais il ne m'arrivera dorénavant de me dresser fier et paré sur votre sol. Oui, j'abandonne tout ce vain éclat, en même temps que je m'éloigne des beaux sites de la France.... »

Qui ne croirait, en lisant ces vers, que J.-B. Andreini avait pris la ferme résolution de changer de vie en quittant la France, et de s'enfermer dans la solitude? Il n'en fut pas ainsi, cependant, et, durant près de trente années encore, nous le voyons toujours comédien et chef de troupe, accroître, sans interruption, la liste déjà si considérable de ses succès dramatiques.

Il ne faut pas croire que le *Teatro celeste* soit la seule réclamation passionnée que les auteurs italiens des XVIe et XVIIe siècles aient élevée en faveur de la pureté de leur profession. Dès l'année 1614, J.-B. Andreini avait préludé à ces apologies poétiques par un opuscule intitulé *la Saggia Egiziana,* dialogue en vers à la louange de l'art théâtral (Florence, in-4°). Il fit encore imprimer à Paris, un an après le *Teatro celeste,* et par le même Nicolas Callemont, une défense presque théologique de la comédie, toute remplie d'extraits des saints pères. Ce livre, dédié au duc de Nemours, est intitulé : « Lo specchio, composizione sacra e poetica, nella quale si rappresenta al vivo l'imagine della comedia quanto vaga e deforme sia alhor (1) che da comici virtuosi o viziosi rappresentata viene. » Au reste, cette ardeur à défendre la comédie

(1) Je suis partout, pour les noms et les titres, l'orthographe des ouvrages même que j'ai sous les yeux.

n'était pas particulière à notre auteur; tous les comédiens d'Italie la partageaient. En 1614, Pietro Maria Cecchini, acteur de la troupe des *Accesi*, connu au théâtre sous le nom de Frittellino, avait publié à Vicence et dédié au marquis Clemente Sanezio un petit traité sous le titre de: «Discorso intorno alle comedie, comedianti e spettatori (1).» Un autre acteur du même temps, Niccolo Barbieri, si célèbre en France et en Italie sous le nom de Beltrame, plaida aussi très vivement la cause du théâtre dans un écrit ingénieux, *la Supplica, discorso familiare intorno alle comedie*, dans lequel, au milieu de beaucoup de curieuses anecdotes relatives aux comédiens de son temps, il développe la même pensée et jusqu'aux mêmes argumens que J.-B. Andreini. Dans le chapitre X, intitulé « qu'il ne faut pas se risquer inconsidérément à mal parler des comédiens, attendu qu'il y a souvent parmi eux de très galans hommes et, qui mieux est, quelquefois des saints, » après les exemples de saint Genest, de saint Ardélion, de saint Sylvain, de saint Giovanni Buono, il nous raconte la mort exemplaire d'un de ses camarades qui portait au théâtre le nom formidable de *Capitano Rinoceronte*, et dans le lit duquel on trouva, quand il mourut (2), un très rude cilice, « ce qui causa, dit Beltrame, quelque surprise, car nous n'ignorions pas qu'il était pieux et *buon devoto*, mais nous ne savions rien de ce cilice. » Beltrame ne peut s'empêcher de remarquer le contraste étrange qu'il y a entre ce cilice et la comédie, entre les macérations de la pénitence et les *lazzi* de la parade; mais il ne s'aperçoit pas le moins du monde que le même contraste se retrouve en lui-même, et que ce mélange de dévotion et de mœurs plus ou moins libres est le génie même des populations méridionales. Ces braves comédiens, qui réclamaient avec tant d'énergie et de conviction contre le blâme ecclésiastique et recommandaient si chaleureusement la comédie *honnête*, ne se faisaient faute ni scrupule de représenter chaque soir les scènes les moins décentes. Louis Riccoboni, dont le jugement à cet égard n'est pas suspect, reconnaît que beaucoup des canevas de Flaminio Scala et nombre de pièces de J.-B. Andreini lui-même sont entachés d'une extrême obscénité. Mais, bons catholiques comme ils étaient, ces honnêtes comédiens ne pouvaient consentir à se voir confondre avec les idolâtres, les hérétiques et les juifs, eux qui avaient si pleinement conscience de n'être rien de tout cela, d'être simplement de joyeux compères, pleins de bonne humeur et d'entrain, ne demandant qu'à tirer innocemment parti de leurs heureuses qualités. D'ailleurs, ces artistes cosmopolites adressaient leurs apologies du théâtre

(1) On cite une autre édition de 1616, dédiée au cardinal de Borghèse.

(2) Ce comédien mourut à Paris, à la fin de 1624 sans doute, avant la publication du *Teatro celeste*, car J.-B. Andreini n'aurait pas manqué de l'ajouter à sa légende théâtrale, et de lui consacrer un sonnet.

beaucoup moins à leur patrie, où la comédie ne fut jamais expressément condamnée, qu'aux nations étrangères, la France, l'Allemagne et l'Angleterre, chez lesquelles, surtout depuis les progrès de la réforme, on commençait à élever de grandes objections contre le théâtre. En Italie, au contraire, où la renaissance théâtrale s'était opérée sous le patronage des cardinaux et des papes, où beaucoup de doctes académies s'étaient fondées uniquement dans le dessein de composer et de représenter des pièces de théâtre, où non-seulement la comédie savante, mais la comédie impromptu (*la comedia dell' arte*) était une passion, que satisfaisaient sans esclandre des gens de tous les états, témoin le peintre Salvator Rosa, qui, sous le masque de Coviello, se fit applaudir de toute la ville de Rome dans sa piquante création du personnage de *Formica;* en Italie, dis-je, les théologiens les plus sévères ne condamnaient point le théâtre en lui-même, mais seulement dans ses écarts. Et nous ne trouvons pas seulement cette tolérance à Rome, nous la trouvons à Venise, à Florence, à Milan même, du temps de saint Charles Borromée. Des récits contemporains nous apprennent que le gouverneur de cette ville, ayant appelé en 1583 Adriano Valerini avec la troupe qu'il dirigeait, fit suspendre leurs représentations, ému par de soudains scrupules de conscience. Le pauvre directeur réclama, et le gouverneur embarrassé s'en remit à la décision de l'archevêque. Le bon prélat donna audience aux comédiens, discuta leurs raisons, et, finalement, les autorisa à continuer leurs jeux dans son diocèse, à la condition de déposer entre ses mains le canevas des pièces qu'ils voudraient représenter. Il chargea de l'examen le prévôt de Saint-Barnaba, et, quand il ne s'y trouvait rien de répréhensible, le saint archevêque donnait son approbation, et signait les canevas de sa main. Louis Riccoboni raconte que dans sa jeunesse il avait connu une vieille actrice, nommée Livinia, qui avait trouvé dans l'héritage de son père, comédien comme elle, un assez grand nombre de ces précieux canevas revêtus de la signature de Charles Borromée.

En France même, à cette époque, la doctrine sévère qui devait, soixante ans plus tard, faire refuser une sépulture chrétienne à Molière, commençait seulement à se produire. Il est à la fois curieux et triste de comparer ce qui se passa à Paris dans la nuit du 18 février 1673 avec les honneurs publics qui furent rendus à Lyon, le 10 juin 1604, à la mère de notre auteur, la belle et illustre comédienne Isabella Andreini, morte dans cette ville au milieu de ses succès. Pierre Mathieu n'a pas dédaigné de mentionner cet événement dans son histoire (1). Niccolo Barbieri (Beltrame), qui faisait alors partie de la même troupe, nous apprend que les échevins de Lyon envoyèrent aux

(1) *Histoire de France sous le règne de Henry III.* Paris, 1609; in-8o, t. II, p. 446.

obsèques de la grande artiste les bannières de la ville, avec leurs massiers, et que la corporation des marchands suivit le convoi avec des torches. Le mari de cette femme célèbre, Francesco Andreini, fit graver sur sa tombe une épitaphe qu'on peut lire dans Mazuchelli, et qui existe peut-être toujours à Lyon, où on la voyait encore à la fin du dernier siècle. Cette épitaphe se terminait ainsi : « ... Religiosa, pia, musis amica et artis scenicæ caput, hic resurrectionem exspectat. » — D'où il résulte, comme le remarque Bayle, qu'en 1604 non-seulement les magistrats de Lyon accordèrent des honneurs funèbres et une tombe en terre sainte à une actrice, mais qu'on « n'hésita pas à mettre tout joignant sa profession de comédienne l'espérance de la résurrection. » J'ajouterai qu'on frappa, à l'effigie d'Isabella Andreini, une belle médaille, avec son nom suivi des deux lettres C. G., qui signifie *comica Gelosa* (comédienne de la troupe des *Gelosi*), et ayant au revers une renommée avec ces mots *æterna fama.* Le cabinet des médailles de la Bibliothèque royale possède deux exemplaires à fleur de coin de cette pièce, l'un d'argent et l'autre de cuivre (1). Ce médaillon confirme les nombreux éloges adressés à la beauté d'Isabelle : son profil est à la fois correct et expressif, et, en la voyant dans ses gracieux atours florentins, on croit presque avoir sous les yeux un portrait de Mlle Rachel dans le costume de Marie Stuart. Cette femme illustre, la gloire des *Gelosi*, fut, très jeune encore, couronnée, puis proclamée membre de l'académie des *Intinti* de Pavie, où elle prit le nom académique d'*Accesa.* Elle avait mérité toutes ces distinctions non-seulement par la richesse d'imagination qu'elle déployait dans la *comedia dell' arte,* c'est-à-dire dans la comédie improvisée, mais par plusieurs productions imprimées, tant en vers qu'en prose. Pendant ses divers séjours à Paris, dont le dernier eut lieu en 1603, elle s'était acquis l'admiration de la cour et de la ville, et jouissait d'une faveur toute particulière auprès de Marie de Médicis et d'Henri IV.

Conçoit-on que cette brillante période de la comédie italienne n'ait fourni aux historiens spéciaux du théâtre italien en France qu'une ou deux pages, tout-à-fait vides de documens et d'intérêt? Nous connaissons, en effet, assez bien ce qui concerne les comédiens que le cardinal Mazarin manda d'Italie en 1645, leur établissement stable en 1660, et la brusque fermeture de leur théâtre en 1695; nous connaissons mieux encore l'histoire de la nouvelle comédie italienne, rétablie en 1716 par le régent, et nous pouvons suivre à peu près toutes les vicissitudes de son existence jusqu'à la fin du dernier siècle : sur ces deux périodes,

(1) Il existe un portrait gravé sur bois dans le recueil de ses *Rime* (Milan, 1601, in-4o), lequel est loin d'être aussi satisfaisant. Raphaël Sadeler, en 1602, en a gravé un autre d'une expression et d'une touche beaucoup plus fines.

Gueulette, les frères Parfait, Riccoboni, Gherardi, d'Origny, ne laissent que peu de choses à désirer; mais, sur la première période, celle qui s'étend depuis les premiers comédiens venus d'Italie sous Henri III, jusqu'aux troupes que Mazarin appela en 1645, nous ne savons à peu près rien. Les frères Parfait et ceux qui les ont copiés se sont contentés de transcrire trois paragraphes du *Journal* de l'Étoile, très curieux assurément, mais qui ne peuvent se passer de développemens et de commentaires. Nous allons, à notre tour, reproduire ces trois précieux passages, mais avec plus d'exactitude qu'on ne l'a fait, et nous tâcherons ensuite de les compléter par quelques informations puisées aux sources originales.

Voici d'abord ce qu'on lit dans l'Étoile : « En ce mois (février 1577), les comédiens italiens appelés *Li Gelosi,* que le Roy avoit fait venir de Venise et desquels il avoit payé la rançon ayant été pris par les Huguenots, commencèrent à jouer leurs comédies dans la salle des États à Blois; et leur permit le Roy de prendre demi teston de tous ceux qui les viendroient voir jouer. » L'Étoile ajoute un peu plus loin : « Le dimanche 19 may, les comédiens italiens surnommez *Li Gelosi* commencèrent leurs comédies à l'hostel de Bourbon à Paris; ils prenoient quatre sols de salaire par teste de tous les François, et il y avoit tel concours que les quatre meilleurs prédicateurs de Paris n'en avoient pas tous ensemble autant quand ils preschoient. » Enfin, on lit cette dernière mention : « Le samedi 27 juillet, *Li Gelosi,* comédiens d'Italie, après avoir présenté à la cour les lettres-patentes, par eux obtenues du Roy, afin qu'il leur fût permis de jouer leurs comédies nonobstant les deffenses de la Cour, furent renvoyés par fin de non recevoir, et deffenses à eux faites de plus obtenir et présenter à la Cour de telles lettres, sous peine de dix mille livres parisis d'amende applicable à la boëtte des pauvres; nonobstant lesquelles deffenses, au commencement de septembre suivant, ils recommencèrent à jouer leurs comédies en l'hostel de Bourbon, comme auparavant, par jussion expresse du Roy: la corruption de ce tems étant telle, que les farceurs, bouffons, p..... et mignons avoient tout crédit auprès du Roy. »

Les frères Parfait se contentent d'ajouter qu'il parut, en 1584, une seconde troupe italienne à Paris, et une troisième en 1588; « mais, disent-ils, les auteurs qui ont fait mention de ces différentes compagnies n'ont marqué ni le nom des acteurs et actrices qui les composaient, ni les titres et sujets de pièces qu'ils représentèrent. » C'était précisément à ce silence regrettable que les historiens de la comédie italienne auraient dû tâcher de suppléer. A leur défaut, je vais essayer de retrouver les noms des acteurs et des actrices qui composaient ces troupes, et, autant que possible, les titres et les sujets des ouvrages qu'ils représentèrent.

Et, d'abord, il est une chose que les frères Parfait n'ont pas dite, et qu'il était pourtant fort nécessaire d'établir en commençant : c'est qu'avant l'arrivée à Paris de la troupe de 1577, deux compagnies d'acteurs italiens parcouraient nos provinces et donnaient dans les principales villes de France des représentations, suivant les habitudes de leur nation, c'est-à-dire le plus ordinairement sous le masque et à l'impromptu. L'une de ces troupes, et, je crois, la plus ancienne, était celle des *Comici Confidenti;* l'autre portait le nom devenu si célèbre de *Comici Gelosi.* Les *Confidenti* étaient venus en France vers 1572 et peut-être plus tôt. Cette compagnie eut vers cette époque, pour principal ornement, une actrice d'une grande beauté et pourvue des plus rares talens littéraires; elle se nommait Maria Malloni, et au théâtre Celia. Le chevalier Marino l'a surnommée dans *l'Adone* « une quatrième Grace. » Elle devint bientôt si célèbre, qu'en 1611 Gio.-Pietro Pinelli put composer un volume entier de vers faits à sa louange : « Corona di lodi alla signora Maria Malloni, detta Celia comica. » Elle jouait avec une égale perfection la comédie, la tragédie, la pastorale. Un sonnet du comte Ridolfo Campeggi nous apprend qu'elle excellait dans le rôle de Silvia de l'*Aminta.* Il est probable (sans cependant que le fait soit certain) qu'elle accompagna les *Confidenti* dans leurs premiers voyages en France. C'est ici le lieu de faire remarquer que l'immense succès qu'obtinrent dans toute l'Europe les actrices italiennes de la seconde moitié du XVIe siècle vient, indépendamment de leur mérite très réel, de ce qu'elles étaient alors les seules femmes qui parussent sur le théâtre. Pietro-Maria Cecchini nous apprend dans ses *Discorsi intorno alle comedie,* qui furent publiés en 1614, qu'il n'y avait guère plus de cinquante ans que les femmes avaient commencé à se montrer sur la scène. Niccolo Barbieri discute, dans un chapitre *ad hoc* de son traité sur la comédie, s'il est plus convenable de laisser jouer les rôles de femmes à des femmes que de confier ces rôles à de jeunes garçons vêtus en femmes. Sur ce point, comme sur tant d'autres, l'Italie donna l'exemple à l'Europe. Chez nous, par exemple, je n'ai pu encore rencontrer d'actrices sur les théâtres de Paris avant l'année 1600 ou environ.

A côté de Celia se faisaient applaudir Bernardino Lombardi, acteur et poète distingué, qui publia en 1583 à Ferrare une comédie en cinq actes, plusieurs fois réimprimée, *l'Alchimista* (1), et Fabritio de Fornaris, gentilhomme napolitain, plein d'esprit et de verve comique, qui

(1) Giul. Fontanini a donné place à cette comédie dans son catalogue des meilleurs écrivains. Elle est, suivant le goût de l'époque, égayée par le mélange de plusieurs dialectes, notamment de bolonais, de vénitien et de français corrompu.

avait su donner une physionomie toute particulière au capitan espagnol, dont il jouait le personnage sous le nom de Coccodrillo.

La seconde troupe qui, vers la même époque, parcourait nos provinces, était celle des *Gelosi*. Elle possédait également de fort bons acteurs. Orazio Nobili, de Padoue, tenait l'emploi d'*innamorato;* Adriano Valerini, gentilhomme véronais, remplissait les mêmes rôles sous le nom d'Aurelio; Lucio Burchiella était très divertissant dans le *Graziano* (le docteur bolonais); enfin les amoureuses avaient pour interprète la belle et trop tendre Lidia de Bagnacavallo, dont la passion jalouse et trop peu déguisée pour son camarade Adriano Valerini fit quelque peu de scandale, chose rare à cette époque, où les comédiennes ne se piquaient de rien tant que de vertu. Cette troupe avait pour devise un Janus à deux faces, avec cette légende, qui jouait sur leur nom de *Gelosi :*

Virtù, fama ed onor ne' ser Gelosi.

En 1574, les deux compagnies rivales s'unirent en une seule troupe sous le nom de *Comici Uniti;* mais, dès la fin de 1576, ils se séparèrent de nouveau. Flaminio Scala, dans la fleur de l'âge et du talent, se mit à la tête des *Gelosi,* qui, sous son habile direction, ne cessèrent, pendant vingt-huit ans, d'obtenir les applaudissemens de la France et de l'Italie. C'est précisément cette troupe, reconstituée depuis un an à Venise, dont nous venons de lire dans le *Journal* de l'Étoile l'arrivée difficile à Blois et les débuts à l'hôtel de Bourbon. Cet hôtel, pour le dire en passant, bâti entre le Louvre et Saint-Germain-l'Auxerrois, ne consistait plus alors qu'en une chapelle et une galerie, où l'on établissait à l'occasion un théâtre pour les fêtes de cour. Quant au personnel de cette compagnie, Flaminio Scala joignit aux acteurs que nous avons nommés plus haut une jeune actrice, née, comme lui, à Vérone, la signora Prudenza, qui jouait les secondes amoureuses. Lui-même remplissait les rôles d'amoureux, en même temps qu'il fournissait la troupe de canevas nouveaux.

Cependant, malgré l'accueil empressé que les *Gelosi* reçurent des habitans de Paris, ils n'y demeurèrent que peu de temps. Les longs séjours n'étaient pas dans les habitudes de ces troupes ambulantes, et d'ailleurs les magistrats, peu favorables à l'établissement de nouveaux théâtres, soutenaient avec rigueur le monopole des anciens confrères de la Passion, alors exploité par des comédiens de profession, locataires de l'hôtel de Bourgogne. De retour à Florence, en 1578, les *Gelosi* firent de très importantes recrues. C'est alors que Flaminio Scala parvint à réunir dans sa troupe Giulio Pasquati, de Padoue, pour les emplois de Pantalon et du *Magnifico;* Gabriello, de Bologne, créateur

de l'excellent personnage pantagruélique de Francatrippe; Simone, de Bologne, qui jouait le second *Zani*, sous le nom alors très nouveau d'Arlequin (1); Girolamo Salimbeni, de Florence, très amusant sous les traits du Zanobio (le vieux bourgeois de Piombino); la signora Silvia Roncagli, de Bergame, qui remplissait à merveille les rôles de soubrettes sous le nom de Francheschina; Lodovico, de Bologne, qui portait très plaisamment la robe du *Dottore Graziano*; enfin Francesco Andreini, de Pistoie, qui jouait de tous les instrumens de musique, parlait six ou sept langues, et était, suivant l'expression du savant comédien Francesco Bartoli, un *acteur universel*. Il avait, en effet, commencé par l'emploi des amoureux, puis il s'était appliqué à rajeunir le rôle de capitan, qu'il jouait avec une grande supériorité sous le nom de *Capitano Spavento della valle inferna*, ce qui ne l'empêcha pas de créer à l'occasion d'autres types fort amusans, celui du *Dottore siciliano*, par exemple, et celui d'un certain magicien, nommé Falcirone, auquel, suivant son propre témoignage, il faisait parler le français, l'espagnol, l'esclavon, le grec moderne et même le turc. Mais le vrai diamant de cette troupe, la gloire des *Gelosi*, était une jeune fille de Padoue, nommée Isabella, qui, à peine âgée de seize ans, se faisait admirer par sa beauté, ses rares talens en tous genres et sa vertu. Francesco Andreini devint passionnément amoureux de cette belle personne, et fut assez heureux pour lui faire accepter sa main. L'année suivante (1579), la troupe des *Gelosi* étant encore à Florence, Isabella mit au monde un fils, J.-B. Andreini, l'auteur de notre *Teatro celeste*.

Vers le même temps, les *Gelosi* éprouvèrent une perte sensible. Adriano Valerini les quitta pour prendre la direction des *Comici Uniti*. C'est vraisemblablement à la tête de cette troupe qu'il fut, en 1583, honorablement accueilli à Milan par le cardinal Borromée. Cependant les *Confidenti* et les *Gelosi* continuèrent à faire de temps à autre des voyages en France. Nous trouvons des traces du séjour des *Confidenti* à Paris en 1584 et 1585. Un acteur de cette troupe, Fabritio de Fornaris, fit jouer par ses camarades et publia en 1584, chez Abel l'Angelier, une pastorale de Bartolomeo Rossi intitulée *Fiammella;* il fit paraître, l'année suivante, chez le même libraire, une comédie de sa façon, *Angelica*, jouée d'abord *all' improvviso*, avec beaucoup de succès, notamment chez le duc de Joyeuse, qui en accepta la dédicace.

(1) Rien n'est plus ancien assurément que le personnage de *Zani*, avec sa tête rasée, sa face noircie, son costume bariolé. C'est bien le descendant des anciens mimes, des *Sanniones;* mais, quant au nom d'*Arlecchino*, il est, suivant moi, assez moderne. C'est un nom de fantaisie, comme Fritellino, Coccodrillo, Francheschinavi, et je crois qu'on a eu tort d'en rechercher l'origine hors de l'Italie.

L'auteur représentait dans sa pièce le fameux personnage de Coccodrillo qu'il avait créé, et qui ne parlait qu'espagnol (1).

Nous avons des preuves également certaines de la présence des acteurs italiens à Paris en 1588. On lit dans une remontrance adressée au roi à l'occasion de l'ouverture des seconds états de Blois, parmi beaucoup d'autres griefs, que « les jeux des estrangers *italiens* sont un grand mal qu'on avoit tort de tolérer. » Aussi un arrêt du 10 août de cette année renouvela-t-il la défense faite à tous comédiens, tant *italiens* que français, de donner aucune représentation ailleurs qu'en l'hôtel de Bourgogne. Le malheur des temps, plus que cette défense, força les acteurs italiens à repasser les monts. Pendant cette triste époque, en effet, il n'y avait plus de place en France pour les joyeux ébats d'Arlequin, de Pantalon, du docteur bolonais, de Francatrippe, de Franchechina, du capitano Spavento. Les seize et leurs adhérens donnaient à la France d'autres spectacles. Nous ne suivrons pas la troupe de Flaminio Scala dans toutes les visites qu'elle rendit, pendant ces années de troubles, aux principales villes d'Italie, Bologne, Venise, Rome et Milan. Le chef-lieu de la compagnie paraît avoir été à Florence. Nous l'y trouvons établie, notamment en 1594, comme nous l'apprend l'agréable récit que Domenico Bruni nous a fait de la manière dont il entra dans cette société, âgé à peine de quatorze ans. Fils d'un vieux comédien, errant et presque nu, il fut bien accueilli et engagé tout aussitôt pour réciter quelques prologues et jouer les amoureux dès qu'il aurait de la barbe au menton; ce moment arriva bien vite et il s'acquitta fort galamment de l'emploi d'*innamorato* sous le nom de Fulvio. Appelé quelques années plus tard au service de Mme la princesse de Piémont, il fut remplacé par le jeune J.-B. Andreini, qui prit au théâtre le nom de Lelio. Cette belle troupe, toujours dirigée par Scala, fut rappelée à Paris par Henri IV après la paix de Savoie, vers l'époque de son mariage avec Marie de Médicis (1600). Cette fois, les *Gelosi* s'arrangèrent avec les comédiens de l'hôtel de Bourgogne, pour pouvoir jouer alternativement avec eux sur le théâtre de la rue Mauconseil. Alors la belle et sage Isabella, dans tout l'éclat de sa beauté et de son talent, honorée des plus illustres suffrages (de ceux du Tasse, de Chiabrera, de Marino, pour ne parler ni des cardinaux, ni des princes, ni des souverains), admise dans la célèbre académie des *Intinti* de Pavie, comme son mari dans celle des *Spensierati* de Florence, presque couronnée à Rome (2), Isabella, dis-je, était l'honneur, l'ame et comme

(1) Cette comédie a été traduite par le sieur L. C. (peut-être Larivey, Champenois), et mise en vente chez Abel l'Angelier, en 1599. (Catalogue de M. de Soleinne, n° 4422.)

(2) Un portrait couronné d'Isabella fut placé entre ceux de Plutarque et du Tasse dans

la reine de cette troupe. Les frères Parfait, qui nous ont appris si peu de chose sur Isabella, ont pourtant cité deux échantillons des hommages poétiques qui lui furent prodigués par les beaux esprits de France. L'une de ces pièces est un sonnet du sieur de la Roque, auquel ils en auraient pu joindre un second qui n'est ni plus ni moins mauvais; l'autre pièce est une requête en vers présentée par Isaac du Ryer à la belle actrice pour l'engager au nom du public à ne pas quitter la France. Du Ryer a inséré cette galante supplique dans un volume de vers qu'il a modestement et trop justement intitulé *le Temps perdu.*

Cependant, malgré de si flatteuses instances, Isabella quitta Paris. Arrêtée à Lyon par un accident funeste, elle y mourut, comme je l'ai dit. Cet événement fut le signal de la dispersion des *Comici Gelosi.* Francesco Andreini, frappé dans son affection la plus chère, ne voulut plus traîner sur la scène la rapière de capitan, et ne s'occupa plus du théâtre que comme écrivain (1). J.-B. Andreini prit la même résolution, qu'il ne tint pas comme son père. Flaminio Scala, fatigué de ses vingt-huit années de travaux dramatiques, quitta la scène pour vaquer à l'impression de ses ouvrages et aider son ami Francesco dans la publication de quelques écrits qu'Isabella avait laissés manuscrits. Le reste de la troupe se dispersa : les uns s'associèrent aux *Comici Uniti,* les autres aux *Confidenti;* mais la véritable héritière de la gloire des *Gelosi* fut une compagnie nouvelle, dont aucun des historiens du théâtre italien en France n'a même prononcé le nom, quoiqu'elle ait, pendant quarante-sept ans, brillé du plus vif éclat dans toute l'Europe; je veux parler de la troupe des *Comici Fedeli,* dont J.-B. Andreini prit la conduite vers 1605, et qui, plusieurs fois renouvelée, ne se sépara qu'en 1652, lorsqu'enfin le poids des années força son actif directeur à dire un adieu définitif au théâtre. Les principaux acteurs de cette compagnie pendant les vingt premières années de son existence furent Gio.-Paolo Fabri, qui avait commencé à se distinguer dans la troupe des *Comici Uniti,* sous le nom de Flaminio; Niccolo Barbieri, qui rendit si célèbres le masque et le nom de Beltrame, et qui, vers 1625, devint aussi directeur de troupe; une jeune et belle Milanaise, Verginia Ramponi, que J.-B. Andreini avait épousée en 1601, à Milan,

une fête donnée à cette femme illustre par un de ses plus fervens admirateurs, le cardinal Aldobrandini.

(1) Le Quadrio et les écrivains qui l'ont suivi ont gravement erré en disant que Fr. Andreini prit le rôle de capitan après la mort de sa femme; c'est le contraire. Parmi les ouvrages que Francesco a publiés depuis sa sortie du théâtre, le plus remarquable est intitulé *Le Bravure del capitano Spavento.* La première partie parut en 1607 et la seconde en 1618; la première partie fut traduite en français presque aussitôt après sa publication sous le titre de *les Bravacheries du capitaine Spavento.* J'ai sous les yeux une édition du texte imprimé à Venise, en 1624, ornée d'un portrait de l'auteur.

et pour laquelle il composa sa première pièce de théâtre, la tragédie de *Florinda*, ainsi nommée du nom que Verginia Ramponi portait au théâtre; Girolamo Gavarini de Ferrare, ce même capitano Rinoceronte, qui mourut si dévotement à Paris, sur un cilice, le 2 octobre 1624, comme nous l'avons raconté; enfin, la femme de Gavarini, Margherita Luciani, presque aussi dévote que son mari, auquel elle ne survécut que peu de mois. Plus tard, nous voyons se distinguer, parmi les *Comici Fedeli*, une actrice d'un grand mérite, nommée Lidia, qu'Andreini, devenu veuf, épousa vers 1635; puis, à un plus long intervalle encore, nous apparaît une jeune et charmante comédienne, Eularia Coris, qui vint jeter un dernier éclat sur cette troupe affaiblie. En 1652, elle contribua, avec Lidia, au bon accueil que reçut à Milan la reprise de *la Maddelena lasciva e penitente*. Cette bizarre composition, intitulée par l'auteur *une action dramatique et dévote*, avait été jouée pour la première fois en 1607. La liste des personnages est curieuse. Outre Madeleine, Marthe et Lazare, les principaux acteurs sont l'archange Michel et plusieurs anges, la Grace divine, trois amans de Madeleine, son page, ses servantes, son sommelier, son cuisinier, ses deux nains et trois vieilles de mauvaise renommée, *di bassa stima*. Dans les trois premiers actes, il n'est question que de galanteries, de fêtes, de festins. Madeleine, livrée à tout l'emportement des sens, ferme l'oreille aux sages conseils que lui donne Marthe, sa sœur. Dans le troisième acte, pénitente et contrite, elle renonce aux plaisirs, se couvre d'un cilice, est favorisée de visions extatiques, et monte enfin au ciel, portée sur les bras de quinze chérubins, tandis que l'archange Michel et la Grace divine exhortent l'auditoire à suivre l'exemple de la pécheresse réconciliée.

Je ferais un livre, au lieu d'un article, si j'entreprenais d'exposer, même sommairement, toutes les productions lyriques, épiques et dramatiques de ce trop fécond écrivain; je sortirais également du cercle que je me suis tracé, si j'essayais de suivre les *Comici Fedeli* dans toutes leurs pérégrinations en Italie et jusqu'au fond de l'Allemagne. Cette tâche appartient à la critique italienne, qui ne l'a jusqu'ici que très confusément remplie. Je dois me borner à indiquer ce qu'Andreini et ses acteurs ont fait plus particulièrement pour la France.

En 1613, Andreini composa une pièce religieuse en vers (*sacra rappresentazione*), qu'il dédia à Marie de Médicis. C'était une sorte d'opéra ou plutôt de mystère, intitulé l'*Adamo*, joué et imprimé pour la première fois, cette année même, à Milan, avec de curieuses figures de Procaccini (1). Cet ouvrage a conservé jusqu'à nos jours quelque célébrité pour avoir servi de texte à une accusation de pla-

(1) On trouve joint à quelques exemplaires un beau portrait de l'auteur.

giat dirigée contre Milton. On a prétendu que ce grand poète, ayant vu représenter l'*Adamo,* ou l'ayant lu, ce qui est plus vraisemblable, y avait pris l'idée de son *Paradis perdu.* On s'est particulièrement appuyé sur l'identité des personnages. On voit, en effet, figurer dans la pièce italienne, comme dans le poème, Adam et Ève, le Père éternel, l'archange Michel, Satan, Béelzebuth, Lucifer, des chœurs de séraphins et de chérubins, des bandes d'esprits élémentaires, ignés, aériens, aquatiques, infernaux, les sept péchés mortels, le monde, la mort, la faim, la chair, la vaine gloire et le serpent. Mais que prouvent ces ressemblances? Ne sont-ce pas là les mêmes personnages que nous trouvons dans toutes les diableries, dans toutes les moralités, dans tous les mystères des XVe et XVIe siècles? Il importe, en vérité, assez peu que Milton ait vu ou lu l'*Adamo.* La gloire de l'Homère anglais est tout entière dans les grandes et originales fictions dont il a su orner, sans disparate, le vieux thème biblique (le pont jeté sur le chaos, le compas qui sert au Père éternel à mesurer les mondes, etc.); ces grandioses créations appartiennent bien évidemment à son fier et vigoureux génie; le reste n'est rien.

La dédicace de l'*Adamo* inspira à Marie de Médicis le désir de connaître l'auteur et sa troupe. Andreini s'empressa d'obéir à l'ancienne protectrice de sa mère et demeura à Paris jusqu'en 1618, jouant l'ancien répertoire des *Gelosi* et le sien propre, soit à la cour, soit, d'accord avec les comédiens français, sur le théâtre de l'hôtel de Bourgogne. Il fut rappelé à Paris en 1621, et y séjourna jusqu'à la fin du carnaval de 1623, ayant pendant ces deux années représenté avec applaudissemens et fait imprimer, à Paris même, cinq ou six pièces de sa façon. Après un court voyage au-delà des monts, il vient encore passer à Paris l'année 1624 et le commencement de 1625. C'est alors qu'il fit, dans le *Teatro celeste,* ses adieux à la France et au théâtre, résolution que lui inspira peut-être la mort récente de son père et qui se dissipa avec ses regrets. Cependant, s'il est resté vingt-cinq ans encore engagé dans la carrière théâtrale, nous ne croyons pas qu'il ait revu la France, où des talens nouveaux et plus jeunes, Scaramuccia, Scarpino, Trivelino, commencèrent à se montrer et à s'emparer de la faveur publique.

On voit, quoi qu'en aient dit les frères Parfait, qu'il n'est nullement impossible de retrouver les traces des diverses troupes italiennes qui, de 1570 à 1645, sont venues récréer la France. Nous avons tâché de donner une idée de ces compagnies et de leur personnel. Cherchons à présent quelle sorte d'ouvrages elles représentaient.

Le répertoire des acteurs italiens se composait de deux sortes de pièces entièrement différentes : c'étaient 1° des comédies à l'impromptu, jouées sur des canevas que l'on affichait dans la coulisse et que brodait

la fantaisie des artistes; 2° des comédies, des pastorales, des tragédies et des tragi-comédies écrites.

Il semble assez difficile de se former une idée exacte des ouvrages de la première classe. Les improvisations ne périssaient-elles pas chaque soir? et les canevas manuscrits, où les retrouver? Quand les frères Parfait déclarent qu'on ne peut savoir quelles pièces les premières troupes italiennes représentèrent, peut-on espérer d'arriver à les connaître? Oui, vraiment; et même sans beaucoup de peine. Flaminio Scala, le spirituel et laborieux directeur des *Gelosi*, eut l'heureuse idée, quand il se fut retiré du théâtre, de réunir et de publier les nombreux sujets d'improvisation qu'il avait disposés pour sa troupe pendant sa longue carrière théâtrale. La première partie, la seule malheureusement qu'il ait eu le temps ou la volonté de mettre au jour, ne contient pas moins de cinquante canevas. Ce recueil est intitulé : *Il teatro delle favole rappresentative, overo la recreatione comica, boscareccia e tragica;* Venise, 1611, in-4. Bien des personnes, qui ont ouvert ce livre, n'ont pas cru qu'il renfermât des canevas; elles ont passé outre, croyant avoir sous les yeux des pièces dialoguées ordinaires. Leur erreur est venue de ce que, bien que sous forme narrative, les noms de personnages sont détachés du texte et placés à la marge, ce qui donne au récit un faux air de dialogue.

Ce recueil nous met, lui seul, en possession de près de la moitié du répertoire des *Gelosi*. On est frappé au premier examen, et même à la simple lecture du titre, de voir que non-seulement on jouait alors des *comédies improvisées*, mais que l'on représentait encore, sur canevas, des pastorales, des tragédies et des tragi-comédies. Quant à la prétention, si souvent affichée par les comédiens d'alors, de pratiquer vertueusement leur art, on peut, en parcourant ce recueil, se convaincre que les thèmes qu'ils avaient à développer étaient, la plupart du temps, d'une liberté excessive, et il est bien douteux, à vrai dire, que le dialogue et l'action corrigeassent ce qu'il y avait de peu décent dans les sujets.

Quant à la seconde classe de pièces, je remarquerai d'abord que Louis Riccoboni s'est étrangement trompé en avançant qu'à la fin du XVIe siècle et au commencement du XVIIe les comédiens cultivaient exclusivement la *comedia dell' arte,* tandis que les académiciens et les gens du monde représentaient seuls des pièces écrites, plus ou moins régulières. Cette distinction est absolument inexacte. Les académiciens et les gens du monde jouaient assez souvent *all' improvviso,* témoin les farces de Salvator Rosa et les canevas composés par J.-B. Porta pour fournir aux improvisations de ses amis. D'une autre part, les comédiens pratiquaient incontestablement les deux genres. N'avons-nous pas vu

la signora Maria Malloni enlever tous les suffrages dans le rôle de l'*Aminta* du Tasse? Le principal titre poétique d'Isabella Andreini n'est-il pas sa pastorale de *Mirtilla* (1)? On peut affirmer qu'il n'y eut pas alors un seul comédien de quelque talent poétique qui n'ait fait représenter par ses camarades des pièces écrites plus ou moins régulières, mais au moins très soigneusement travaillées. J.-B. Andreini a composé, lui seul, un nombre si considérable de pièces destinées à la fois à la scène et à la lecture, qu'aucun biographe italien n'en a jusqu'à présent réuni la liste complète. Pour ne parler que de celles qu'il a publiées à Paris, j'en compte cinq, toutes imprimées par de La Vigne, en la seule année 1622. Ce sont la *Sultana*, l'*Amor nello specchio*, la *Ferinda*, *Li duo Leli simili*, la *Centaura*. Ces pièces, il faut le dire, donnent une fort triste idée du goût littéraire de l'auteur et de son époque. Ce sont des œuvres d'une imagination malade et déréglée. L'*Amor nello specchio* (l'Amour au miroir) est une extravagante féerie dédiée à Bassompierre, dans laquelle apparaissent la Mort et des Esprits follets; la *Ferinda* vaut un peu mieux; c'est une comédie chantée, une sorte d'opéra-comique, dans lequel sept ou huit dialectes se livrent bataille, le mauvais allemand, le français corrompu, le patois vénitien, napolitain, génois, ferrarais, le langage pédantesque, sans compter un bègue qui ne peut, lui, parler aucune langue. Mais le comble de la bizarrerie et de l'extravagance est la *Centaura*, véritable monstre dramatique, dédié cependant à Marie de Médicis. Cette pièce est divisée en trois actes : le premier est une comédie, le second une pastorale, et le troisième une tragédie; le tout est écrit en prose mêlée de quelques stances disposées pour le chant. Les personnages de la pastorale, le croirait-on? sont toute une famille de Centaures, père, mère, fils et fille. La mise en scène, comme on voit, devait offrir de grandes difficultés; elle exigeait des masques bien étranges, même à côté des masques fantastiques de la comédie italienne. Après une suite d'aventures compliquées et romanesques, les deux Centaures, père et mère, qui combattaient pour recouvrer la couronne de l'île de Chypre, se tuent de désespoir, et la petite Centauresse, leur fille, monte sur le trône, ce qui devait lui être (qu'on nous permette de le dire) plus aisé que de s'y asseoir. L'extravagance de la dédicace surpasse encore, s'il est possible, celle de la pièce même. L'auteur expose le plus gravement du monde l'analogie qu'il aperçoit, d'abord entre la partie supérieure et noble de ses personnages

(1) Il existe deux traductions françaises de cette pastorale d'Isabella Andreini. Le traducteur de 1609 a dédié son travail à l'auteur, qu'il appelle la *belle des belles*. La seconde version est beaucoup plus récente; elle se trouve à la tête du *Parnasse des Dames*. Paris, 1773; elle est due à Mlle Fatné de Morville.

et la dédicace qu'il présente à sa majesté, puis entre la partie basse et monstrueuse de ses héros et l'œuvre qu'il dépose aux pieds de la reine.

Je dois ajouter que les acteurs italiens, sachant tous un peu notre langue, prirent peu à peu l'habitude, pour être mieux compris, d'entremêler leur dialogue d'un certain nombre d'expressions françaises. Quelquefois même ils se hasardèrent à improviser dans les deux langues de piquantes parades, vraies satires politiques, dont la hardiesse était un peu émoussée par la demi-obscurité de leur jargon. Je trouve une de ces *Atellanes* agréablement racontée dans le *Journal de Henri IV*, d'où je m'étonne que tant d'auteurs, qui ont écrit sur le théâtre, m'aient laissé le plaisir de la tirer. Comme c'est à l'hôtel de Bourgogne que cette petite pièce a été représentée en 1607, et que nous connaissons les titres des ouvrages joués cette année par les comédiens français, dont aucun ne ressemble à la parade que nous a conservée l'Étoile, on est, ce me semble, fondé à l'attribuer à une troupe venue d'Italie. Je ne puis mieux faire que de laisser parler l'Étoile :

« Le vendredi 26 de ce mois (janvier 1607) fut jouée à l'hôtel de Bourgogne à Paris une plaisante farce, à laquelle assistèrent le roy, la reine et la plupart des princes, seigneurs et dames de la cour. C'étoit un mari et une femme qui querelloient ensemble; la femme crioit après son mari de ce qu'il ne bougeoit tout le jour de la taverne, et cependant qu'on les exécutoit tous les jours pour la taille qu'il falloit payer au roy, qui prenoit tout ce qu'ils avoient, et qu'aussitôt qu'ils avoient gagné quelque chose, c'étoit pour lui et non pas pour eux. — C'est pourquoi, disoit le mari se défendant, il en faut faire meilleure chère; car, que diable nous serviroit tout le bien que nous pourrions amasser, puisque aussi bien ce ne seroit pas pour nous, mais pour ce beau roy. Cela fera que j'en boirai encore davantage et du meilleur. J'avois accoutumé de n'en boire qu'à trois sols; mais, par Dieu! j'en boirai dorénavant à six pour le moins. Monsieur le roy n'en croquera pas de celui-là. Va m'en quérir tout à cette heure et marche! — Ah! malheureux! répliqua cette femme et à belles injures, merci Dieu! vilain, me veux-tu ruiner avec tes enfans? Ah! foi de moi, il n'en ira pas ainsi. Sur ces entrefaites, voici arriver un conseiller de la cour des aydes, un commissaire et un sergent, qui viennent demander la taille à ces pauvres gens, et, à faute de payer, veulent exécuter. La femme commence à crier après; aussi fait le mari qui leur demande qui ils sont. — Nous sommes gens de justice, disent-ils. — Comment! de justice! dit le mari. Ceux qui sont de justice doivent faire ceci, doivent faire cela, et vous faites ceci et cela (décrivant naïvement en son patois toute la corruption de la justice du temps présent). Je ne pense point que vous soyez ce que vous dites. Montrez-moi votre commission. — Voici un arrêt, dit le conseiller. Sur ces entrefaites, la femme s'étoit saisie subitement d'un coffret sur lequel elle se tenoit assise; le commissaire, l'ayant avisé, lui fait commandement de se lever de par le roy et leur en faire l'ouverture. Après plusieurs altercations, la femme

ayant été contrainte de se lever, on ouvre ce coffret duquel sortent à l'instant trois diables qui emportent et troussent en masse M. le conseiller, le commissaire et le sergent, chaque diable s'étant chargé du sien. Ce fut la fin de la farce de ces beaux jeux, mais non de ceux que voulurent jouer après les conseillers des aydes, commissaires et sergens, lesquels, se prétendant injuriés, se joignirent ensemble et envoyèrent en prison MM. les joueurs; mais ils furent mis dehors le jour même par exprès commandement du roy qui les appela *sots*, disant, sa majesté, que s'il falloit parler d'intérêt, il en avoit reçu plus qu'eux tous, mais qu'il leur avoit pardonné et pardonneroit de bon cœur, d'autant qu'ils l'avoient fait rire, voire jusqu'aux larmes. Chacun disoit que de long-temps on n'avoit vu à Paris farce plus plaisante, mieux jouée ni d'une plus gentille invention, mêmement à l'hôtel de Bourgogne, où ils sont assez coutumiers de ne jouer chose qui vaille. »

Je m'arrête et me résume : j'ai montré assez clairement, je crois, qu'outre les troupes italiennes qui ont pu ne pas laisser de traces de leur passage, cinq grandes compagnies d'acteurs italiens sont venues, de 1570 à 1645, c'est-à-dire de Henri III à Mazarin, divertir la cour et la ville. Ces troupes sont les *Confidenti,* les premiers *Gelosi,* les *Comici Uniti,* les seconds *Gelosi,* les *Fedeli.* J'ai tâché de prouver que ces comédiens ne jouaient pas seulement sous le masque des comédies improvisées, mais aussi des pièces régulières, comme l'*Aminta*, en un mot des drames *écrits,* ayant, sinon de grands mérites, du moins de grandes prétentions littéraires. Enfin je crois avoir rendu probable que ces comédiens étrangers mêlèrent quelquefois le français à leur *patois,* et se risquèrent, sous cette sorte de masque, à tenter quelques essais de comédie politique. D'ailleurs, en jetant sur le papier ces pages trop rapides, je n'ai pas eu la prétention d'écrire une histoire; j'ai voulu seulement tâcher de fixer quelques points, tracer quelques lignes, ouvrir et disposer un cadre. De plus habiles le rempliront.

CHARLES MAGNIN.

DE LA

POLÉMIQUE ET DES THÉORIES

ANTI-CONSTITUTIONNELLES.

I. — *De la France, de son génie et de ses destinées,* par M. Henri Martin. — II. — *La Démocratie au* XIXe *siècle,* par M. Calixte Bernal. — III. — *La Présidence du conseil de M. Guizot et la majorité de* 1847, par un homme d'état. — IV. — *Du Peuple depuis Moïse jusqu'à Louis-Philippe,* par M. Auguste Barbet.

Le gouvernement représentatif en France est né d'hier, et déjà il ne manque pas de gens qui déclarent au nom de l'expérience qu'il n'est qu'une machine impuissante, une trève menteuse et stérile. Ces attaques tantôt éclatent comme une protestation bruyante et font scandale, tantôt circulent comme une sourde rumeur et se donnent comme la découverte et le dernier mot de la sagesse des habiles. Les peuples ont, comme les individus, leurs momens d'ennui, leurs jours de dégoûts, et alors on les voit parler avec dédain de ce qui leur a coûté les plus grands efforts et causé les plus vives joies au jour de la réussite. Il ne faut pas prendre au grand sérieux ces désespoirs, qui parfois durent une heure. Outre les désenchantemens trop réels dont ils témoignent, il faut bien y faire entrer aussi pour une bonne part et cette inquiétude, source éternelle de mécontentement, de désordre et de progrès, et cette espèce d'orgueil, caché souvent au fond de l'ennui, qui trouve une secrète et hautaine satisfaction à traiter comme une illusion de plus, comme un mensonge à ajouter à tous les mensonges, ce qui a paru long-temps le bien idéal. On ne saurait manier toutefois trop délicatement ces maladies de l'opinion, tout imaginaires qu'on les suppose;

elles s'irritent également et par un excès d'attention et par un excès de dédain. Le plus sûr moyen de leur donner de l'importance, c'est de les flatter ou de les braver. La tâche du médecin, c'est-à-dire en ce cas de l'homme d'état ou de l'écrivain politique, se borne à examiner si ce malade, qui ne se donne pas un jour à vivre, n'est qu'un esprit frappé, inquiet sans raison, et, pour ainsi dire, à plaisir, ou s'il ne fait que s'exagérer une affection réelle, au moins dans son germe. A Dieu ne plaise que j'entende dire par là que nous en soyons à ce point où l'on considère son mal comme incurable! Non, telle n'est pas fort heureusement notre situation. Les faiseurs d'oraison funèbre sont en très notable minorité devant l'opinion, et ce qui est de nature à raffermir les timides, c'est que le plus grand nombre de ces médisans, qui exhalent tant de mauvaise humeur contre le gouvernement constitutionnel, sont peut-être dans son propre camp : gens qui, pour avoir vu de près quelques-uns de ses inconvéniens, ou pour n'avoir pas recueilli tout le fruit personnel qu'ils se croyaient en droit d'en attendre, trouvent doux et commode de déclamer contre un régime auquel ils se rattacheraient de toute l'énergie de leurs convictions véritables au jour des révolutions. Ne négligeons pas des symptômes assez fréquens, peut-être assez vifs, mais gardons-nous de les croire plus décisifs, plus généraux qu'ils ne sont.

Nous ne nous proposons pas d'expliquer cette situation d'esprit; nous ne cherchons pas le mot de ces inquiétudes récentes qui font remonter tous les abus, tous les vices, même ceux de la nature humaine, au gouvernement représentatif comme à leur source. Faut-il en accuser ceux qui gouvernent? Faut-il s'en prendre à la mobilité de l'opinion publique? Est-ce *une démangeaison d'innover sans fin*, selon le mot de Bossuet? Est-ce l'effet d'un légitime besoin de réformes qui réagit contre les échecs qu'il éprouve? Thèse pratique d'un intérêt actuel incontestable, auquel on ne peut demeurer indifférent, mais que nous écartons, jaloux de ne voir que les principes qu'on cherche à engager, selon nous bien à tort, dans la discussion présente. Nous ne voulons que constater un fait et en chercher, en apprécier la manifestation dans les expressions les plus sérieuses de la pensée publique, dans les livres. Or, à ce point de vue, ce qui n'est pas douteux, c'est que nous soyons dans un de ces temps d'arrêt où, faute d'actions d'éclat qui nous remuent, d'activité qui nous satisfasse ou nous agite, plusieurs de ceux qui trouvent que les choses vont trop lentement ou vont mal s'en prennent à la fois et à l'opposition constitutionnelle, qui, selon eux, ne sait pas voir les vrais problèmes, et au gouvernement, qui ne veut pas les aborder. Faisant donc passer l'attaque par-dessus la tête du gouvernement et de l'opposition, ils en veulent à la constitution même, ils cherchent le vice d'une situation difficile dans un mécanisme gouvernemental trop relâché, disent-ils, pour fonctionner avec suite et vigueur sous la main du pouvoir, trop plein d'entraves pour donner assez de jeu aux mouvemens de la liberté. Ainsi, unissant leurs forces, parfois même confondant leurs rangs, les amis de l'absolutisme, soit qu'ils invoquent le roi, soit qu'ils invoquent l'état, et ceux qui se plaignent que la part est mesurée d'une façon inique à la liberté, aux droits populaires, s'entendent pour battre en brèche l'édifice représentatif. Ils le critiquent comme faible et irrégulier, comme mesquin et étroit, et ils demandent d'autres remèdes que les remèdes constitutionnels, d'autres combinaisons que les combi-

naisons légales. De là quelques écrits récens, échos des conversations du salon ou des plaintes de l'atelier, produits des souvenirs de la polémique quotidienne ou élucubrations de la rêverie solitaire, rêves du passé ou de l'avenir, en tout livres de circonstance, quoiqu'ils affichent des prétentions plus hautes, qui, jetés au milieu des tempêtes politiques, n'eussent éveillé aucun écho, mais qui, tombant sur le flot silencieux, font assez de bruit pour être remarqués par le passant que rien ne distrait alentour. Comme retentissement des rumeurs de la place publique ou de ce qui se dit tout bas et quelquefois tout haut dans certains cercles, ces livres méritent l'examen. La bourgeoisie si attaquée ne doit pas se laisser jeter à la face le mot de Camille Desmoulins : « Brûler n'est pas répondre. » Elle aurait mauvaise grace, elle sortie de la discussion et née d'une lutte contre la force, à se servir de cette dernière raison des pouvoirs établis. Dans un temps d'ailleurs où l'examen des erreurs est non-seulement un droit, mais un devoir de citoyen, il serait à craindre que le silence ne fût pris trop aisément ou pour de l'approbation, ou pour l'impuissance de trouver une réplique qui vaille. C'est là une pensée, en ce qui concerne le régime représentatif, que ceux qui ont quelque souci de la vérité politique ne doivent pas laisser s'accréditer.

Ce qui distingue ces productions, c'est l'uniformité des critiques adressées au gouvernement constitutionnel. Nous voudrions montrer qu'elle ne prouve rien contre ce régime. Si quelque chose, au contraire, est de nature à rassurer, c'est la perpétuité même de ces attaques, qui, toujours répétées, n'ont empêché le régime représentatif ni de s'établir, ni de s'implanter chaque jour davantage dans les esprits et dans les mœurs. Chose digne de remarque, les adversaires de cette forme de gouvernement tournent identiquement dans le même cercle d'idées et de négations; leurs critiques consistent toutes à relever, au nom de la logique, tous les abus possibles, toutes les inégalités du mélange des pouvoirs, à en exagérer les défauts réels, et à jeter un voile sur les excès des pouvoirs absolus ou des pures démocraties. Ainsi, ayant deux poids et deux mesures, ils se montrent fort indignés de toutes les imperfections que le mécanisme constitutionnel peut révéler; ils ferment complétement les yeux sur les vices, les excès, les crimes des monarchies ou des républiques. Leur tactique ordinaire, surtout quand ils partent de l'idée du droit, est l'emploi exclusif du raisonnement, qui, on ne le sait que trop, est loin d'être toujours d'accord avec la réalité et la nature humaine. C'est au nom d'un principe simple qu'ils jugent le gouvernement représentatif, c'est-à-dire une œuvre de conciliation entre des principes divers, et, à ce point de vue purement théorique, il ne leur est pas difficile de relever les difficultés de l'accord et de les convertir en impossibilités absolues : polémique commode qui, pour son compte, néglige et nie l'expérience, se réserve l'idéal, et ne fait entrer la réalité dans ses calculs que contre ses adversaires. C'est là du moins le procédé constant des théories radicales. Quant aux théories absolutistes, comme elles sont généralement fondées sur le mépris de la nature humaine, elles font ordinairement moins de façons. Le gouvernement constitutionnel admet des tempéramens au pouvoir, lui donne pour origine le droit et l'élection. Ces théories, au contraire, ne reconnaissent que la nécessité, l'empire du fait, et un pouvoir tempéré n'est à leurs yeux qu'un pouvoir énervé et destiné à périr dans les convulsions de l'anarchie. Tels sont les vieux erremens que

suit la polémique hostile au gouvernement représentatif, sur ce point comme sur bien d'autres. Pour se faire une juste idée de l'uniformité des attaques dont il a été l'objet, il suffit de mettre en regard de la polémique contemporaine quelques-unes des principales critiques antérieures. Reproches et apologies, tout cela n'a guère changé. Sauf les noms propres et les dates, et sous la réserve de quelques modifications qui tiennent plus à la forme qu'au fond, souvent vous croiriez lire la brochure d'hier.

Destinée singulière et glorieuse! Le gouvernement représentatif a été discuté, soutenu, nié bien avant qu'il fût question de le faire passer du domaine de la spéculation dans l'ordre des réalités sociales; il a des apologistes et des détracteurs qui datent de deux mille ans. Entre le gouvernement direct des masses et le despotisme monarchique, dont la Grèce et l'Orient lui présentaient le double spectacle, le génie profond et réservé d'Aristote cherche sa voie, et, avec une netteté, une abondance de détails, un souci de la pratique, une entente du mécanisme politique, dont on reste étonné, il indique au législateur comme un idéal de modération et de force, de progrès et de stabilité, le gouvernement de la classe moyenne, l'élection confiée à la capacité et non au nombre, enfin le mélange harmonieux des trois pouvoirs. Toutefois ce qu'il faut remarquer ici, c'est que l'auteur de *la Politique* n'est si ferme et si explicite dans ses théories de juste-milieu que par opposition à l'utopie de *la République*, où Platon, moitié par exagération philosophique du principe de l'unité, moitié par réaction contre les abus du pouvoir populaire, incline visiblement à l'aristocratie, et attribue le gouvernement du monde aux lumières concentrées dans un petit nombre de mains. Malgré les concessions du livre des *Lois*, où Platon va jusqu'à proposer un mélange de monarchie, d'aristocratie et de démocratie, et semble ainsi se déclarer le partisan des gouvernemens équilibrés, au fond l'idéal politique de Platon est l'aristocratie, non telle qu'elle existait sous ses yeux, mais une aristocratie constituée par le droit divin de la science et de la vertu. Ses magistrats philosophes ressemblent fort à des prêtres, et le souvenir de l'Orient savant et immobile se mêle dans l'esprit du sublime penseur à la déduction abstraite qui lui fait tout tirer d'un certain idéal d'unité et de justice, qui n'est ni la vraie unité politique, ni la vraie justice sociale. Ce que disent les modernes fauteurs du despotisme allié aux idées socialistes, Platon le pressent, l'exprime avec la plus grande énergie. L'*individualisme* n'a pas d'ennemi plus déclaré ni de critique plus éloquent. Il le combat avec une sorte de passion, et revient sans cesse à la charge. On n'a rien dit de plus fort contre les vices de la démocratie, le manque de stabilité, la jalousie, l'esprit de nivellement. Il a des pages sur les révolutions, que l'on croirait écrites par De Maistre; il en a d'autres qui, en attribuant à un pouvoir un et fort l'organisation de la société sur le plan de l'égalité et de la communauté, semblent prêter des armes à des théoriciens de nos jours plus nombreux et plus menaçans que les défenseurs de la théocratie et de la royauté absolue.

Sans faire remonter cependant aux deux illustres penseurs de la Grèce la lutte de ces deux grands principes, une démocratie moyenne et tempérée, un pouvoir absolu monarchique ou aristocratique qui gouverne les hommes du même droit que la tête commande aux instincts et aux appétits, nous trouvons dans les trois

derniers siècles, parmi les publicistes français, en face d'un parti qui appelle de ses vœux un pouvoir équilibré, où chaque élément politique trouve sa place sous le contrôle de la classe intermédiaire, d'autres esprits qui attaquent cette combinaison politique comme un excès de l'esprit révolutionnaire, ou comme une concession à la tyrannie. Ainsi, tandis que les écrivains protestans, François Hotman et Hubert Languet, partant du libre examen et les yeux fixés sur les progrès du tiers-état et sur la constitution anglaise, n'admettent le pouvoir monarchique que sous l'expresse condition qu'il soit surveillé et contenu par la bourgeoisie, et, traitant les masses avec assez de dédain, concluent pour la souveraineté des *estats* et des *cameræ ordinariæ*, tandis que les *Discours politiques des diverses puissances* proclament seule louable « la domination composée de royauté et des meilleurs et plus suffisans, et toute autre espèce de civile administration malheureuse et inutile à la constitution d'un état politique, » la réponse à ces témérités ne se fait pas attendre : elle raille ces rêveurs, ces esprits chimériques et désordonnés qui ont conçu le singulier dessein de « composer une république meslée des trois! » Celui qui tient ce langage, c'est l'apologiste de la monarchie pure, l'adversaire déclaré de la constitution d'Angleterre, c'est Jean Bodin dans ses six livres de la *République*. On trouve là déjà marquées d'un trait ferme et ironique quelques-unes des prétendues antinomies relevées par la polémique royaliste ou républicaine entre les trois pouvoirs que le gouvernement constitutionnel se propose d'unir et de faire aller de concert.

Les critiques vont se formuler plus nettement. A peu de distance l'un de l'autre, un pieux archevêque de Louis XIV, un abbé libertin de la régence, expriment leur opinion au sujet du gouvernement représentatif. A peine Fénelon a-t-il écrit ses *Mémoires sur la succession d'Espagne*, sa *Lettre à Louis XIV*, ses notes sur un *Plan de gouvernement* pour le dauphin, où il réclame l'établissement d'états-généraux et l'élection libre, à peine a-t-il donné ses derniers avis et fait ses derniers adieux à l'antique monarchie, « cette vieille machine délabrée qui va encore de l'ancien branle qu'on lui a donné et qui achèvera de se briser au premier choc, » il meurt, et à Fénelon succède Dubois, comme le régent à Louis XIV. L'abbé Dubois eut hâte d'écrire aussi sa supplique, mais ce fut contre le gouvernement représentatif. Il ne fut ni moins attristé, ni moins inquiet, ni moins prophète : seulement, il ne s'apitoya que sur les abus, dont il prévit la ruine avec désespoir. Autant Fénelon avait mis de passion à appeler le remède, autant Dubois en mit à le combattre. Dubois haïssait d'instinct le régime constitutionnel; il sentait qu'il s'y fût trouvé mal à l'aise, et il en parlait, non pas seulement avec ombrage, mais avec horreur. On peut en juger par ce passage de sa lettre au régent : « Ah! monseigneur, ce n'est pas sans raison que les rois de France sont parvenus à éviter les assemblées connues sous le nom d'états-généraux! *L'idée qu'un roi tient de ses sujets tout ce qu'il est et tout ce qu'il possède, l'appareil des députés du peuple, la permission de parler devant le roi et de lui présenter des cahiers de doléances, ont je ne sais quoi de triste qu'un grand prince doit toujours éloigner de sa présence... Quelle source de désespoir futur pour votre altesse royale, si elle changeait la forme du plus puissant royaume, si elle associait des sujets à la royauté, si elle établissait en France le*

régime de l'Angleterre!.. » Et Dubois puisait ses argumens comme ses terreurs à la même source que les modernes défenseurs du despotisme monarchique, que les récens adversaires du droit des assemblées. C'est la partie la plus remarquable et à quelques égards la plus sagace et la plus pénétrante de son plaidoyer anti-constitutionnel. Il ne tarit pas sur ses inquiétudes. On croirait entendre un ultra-royaliste d'avant 1830, moins la circonstance atténuante du fanatisme politique et religieux. Quels moyens, demande-t-il au régent, quels moyens de s'opposer aux entreprises d'une assemblée nationale qui résisterait aux volontés royales? Le monarque pourrait-il dire à la nation, comme au parlement : Vous n'êtes pas la nation? Ces parlemens, on les exile; on n'exile pas tout un peuple. Si l'assemblée refuse les impôts, que faire? Le pouvoir reste désarmé, le gouvernement royal est sans force. Les troupes? On se fait obéir avec elles d'un parlement factieux; mais quelles troupes marcheront contre une nation légalement constituée? Et s'il plaît à cette assemblée de détrôner le roi, qui l'en empêchera? de le bannir, qui l'en empêchera? de le tuer, comme les Anglais pour Charles Ier, qui l'en empêchera? « Ah! monseigneur, que votre bon esprit éloigne de la France le projet dangereux de faire des Français un peuple anglais! » Cette crainte de la prérogative des assemblées, ce reproche d'imitation de l'Angleterre, ne sont-ce pas là les argumens de tous les ennemis actuels du gouvernement constitutionnel? Ils sont tous, à ce double égard, qu'ils le sachent ou qu'ils l'ignorent, les continuateurs de Dubois.

A mesure que l'on avance, les attaques sont plus claires et plus explicites en même temps que les apologies plus vives et plus pratiques. Montesquieu vient de mettre la dernière main à *l'Esprit des Lois;* Helvétius ne voit dans cette répartition des pouvoirs que subtilités logiques et qu'adoucissement impuissant au despotisme : mais un adversaire plus fort qu'Helvétius était né à Montesquieu et au gouvernement constitutionnel. A *l'Esprit des Lois*, monument d'un génie juste-milieu, s'oppose *le Contrat social*, monument d'un génie radical. *L'Esprit des Lois* et *le Contrat social!* double terme d'une antithèse qui se prolonge et se prolongera à travers les temps pour le bien, et aussi, en certaines époques critiques, pour l'épreuve de l'humanité; c'est le raisonnement pur, ne relevant que de lui-même et se jouant sans entraves dans le domaine des possibilités abstraites, mis en présence de l'expérience et de l'histoire; c'est l'audace de l'esprit révolutionnaire armé d'une énergie inflexible et d'une logique de fer, en face de la hardiesse réservée, prudente et patiente, parfois à l'excès, de l'esprit pratique. Nos pères, ces hommes enthousiastes et sensés que le radicalisme historique de nos jours range beaucoup trop exclusivement sous les bannières de Voltaire et de Montesquieu, de Turgot ou de Jean-Jacques, quand eut sonné l'heure de la révolution, ne furent absolument pour aucun d'eux; ils mêlèrent les dogmes de ces grands penseurs; ils ne furent les disciples intolérans ni des uns ni des autres; ils ne représentèrent que l'opinion, cette chose mélangée, complexe, inférieure aux hommes de génie en ce qu'elle reçoit d'eux ce qu'elle pense, supérieure à eux en ce qu'elle les embrasse tous et les concilie. Cependant, quoi qu'on puisse dire de l'étendue d'esprit de l'assemblée constituante, il faut reconnaître, en ce qui concerne le gouvernement représentatif, que cette assemblée, qui avait fait la révolution contre l'aristocratie, ne se crut pas encore assez forte pour placer entre elle et la couronne un pouvoir pondérateur et aristocratique, alors trop intéressé à

faire pencher la balance du côté des priviléges et à prêter main-forte à la monarchie. Le régime constitutionnel, tel que nous l'avons adopté et tel que le demandait un nombreux parti, ne lui sembla pas une machine de guerre assez puissante dans une œuvre qui devait être une œuvre de résistance et de destruction avant d'être une œuvre de conciliation et de paix. Elle rejeta la triplicité des pouvoirs, réduisit à une seule chambre le pouvoir délibératif, et ne voulut rien admettre entre l'hérédité royale et l'élection populaire. Quel combat à mort se livrèrent ces deux forces placées face à face, quels déchiremens et à la fin quel holocauste marquèrent le duel terrible de la monarchie et de la république, c'est ce que les trois années qui suivirent 89 développent avec une force et une suite accomplies, dans leur cours régulier comme une déduction logique, lugubre et passionné comme un drame.

Remarquons-le ici par provision : il faut être bien aveuglé pour conclure, comme quelques-uns le font autour de nous, de cette lutte tragique à l'impossibilité radicale de l'harmonie des pouvoirs et par conséquent de la monarchie constitutionnelle. Qu'on veuille en effet prendre un peu la peine d'y songer : on verra qu'il n'y a à cet égard que deux hypothèses possibles, dont l'une est à l'honneur du gouvernement constitutionnel, et dont l'autre ne peut tourner contre lui. Ou bien la chambre haute, proposée par les disciples de l'école anglaise, eût assis le gouvernement, rassuré les monarchies étrangères, fait entrer la royauté dans une voie moins ambiguë, la tenant à égale distance des concessions extrêmes et des coups d'état, contenu enfin et satisfait la nation qui, même dans ses représentans les plus avancés, ne songea que fort tard à la république, et alors le gouvernement parlementaire, avec sa royauté limitée et ses deux chambres, eût épargné au pays des flots de sang, et cette longue et terrible alternative d'anarchie et d'oppression, et ces représailles de trente ans de l'ancien et du nouveau régime. Ou bien, si cette hypothèse est une pure chimère, s'il était nécessaire que le char révolutionnaire avançât, avançât toujours, jusqu'à ce qu'il eût écrasé toutes les résistances, s'il fallait que la démocratie étouffât la royauté ou fût étouffée par elle, c'est, on doit l'avouer, un étrange abus de raisonnement de tirer d'une situation sans analogue, d'une crise exceptionnelle, unique dans l'histoire, la preuve d'une incompatibilité naturelle et absolue entre le pouvoir d'un roi et celui d'une assemblée. Quelque supposition que l'on choisisse, ceux qui vont actuellement chercher dans les annales révolutionnaires des argumens contre le régime représentatif sont condamnés ou à recevoir un démenti des probabilités, du moins des possibilités historiques, ou à faire dire à la réalité ce qu'elle n'enseigne en aucune sorte. On peut donc l'affirmer avec assurance, si la révolution, compulsée dans les théories, dans les discours auxquels ont donné lieu les principales questions constituantes, comme la délimitation de la puissance délibératrice et de la puissance exécutive, le *veto*, le droit de paix et de guerre, n'a pas énoncé un seul argument sérieux et décisif contre le régime constitutionnel, dont elle s'est écartée beaucoup plus par l'entraînement des circonstances que par système et parti pris, ses luttes, maintenant exploitées en haine des théories d'équilibre, ne fournissent pas plus de raisons valables contre l'union de l'hérédité et de l'élection, de la royauté et de la représentation nationale.

L'argument le plus fort contre le gouvernement représentatif, celui qui dé-

fraie encore aujourd'hui la polémique anti-constitutionnelle, sait-on qui le premier l'a énoncé dans toute son énergie, dans toute sa crudité? C'est le vainqueur de l'Italie, c'est le général Bonaparte. Il y eut un jour où la France, lasse de la vieille monarchie qu'elle venait de mettre à bas, lasse de la république dont elle venait de subir les excès, songea à un gouvernement plus durable et plus doux qui lui donnât l'ordre et la liberté, ou plutôt Sieyès, le même homme qui avait le premier prophétisé les destinées du tiers-état, y songea pour elle. S'armant d'une égale défiance et contre la démagogie et contre le despotisme, Sieyès produisit une constitution destinée à équilibrer la force du pouvoir et l'action populaire. Cette combinaison profonde, c'était au fond tout simplement le gouvernement représentatif. Rien n'y manquait, ni sa chambre des représentans, ni son sénat conservateur, ni même son roi constitutionnel. Seulement, comme il fallait ménager les esprits, ce roi constitutionnel s'appelait le grand électeur, et sa place n'était ni amovible ni héréditaire. Représentant de la république, le grand électeur était réduit au rôle de nommer les chefs actifs du gouvernement et à une haute médiation entre les pouvoirs. Or, quelle objection le général Bonaparte fit-il à ce grand électeur? Cette objection, on la prévoit facilement: il l'appela un *roi fainéant*, il railla cette fastueuse inaction, il prédit que le grand électeur userait de son pouvoir d'élire les plus hauts fonctionnaires de l'état pour gouverner par l'intimidation ou la séduction; il trouva en un mot insoutenable, impossible, ridicule, la situation faite à ce personnage, et l'approuva d'avance d'en sortir par l'usage et par l'abus de sa prérogative. Or, ne sont-ce pas là encore les raisons qu'invoque à tout propos la polémique monarchique anti-constitutionnelle? Y a-t-il là rien de changé, même quant à la forme?

La restauration fut l'ère héroïque du gouvernement représentatif. C'est aussi le temps de ses plus rudes épreuves. Nous n'insisterons pas sur le caractère des argumens qui furent dirigés contre la charte, cette transaction politique, née de la fatigue des principes extrêmes et des excès de tous les genres de despotisme. Le droit divin fit alors en grande partie les frais de la polémique anti-constitutionnelle. Cependant, comme le droit divin se pose comme un fait sacré plutôt qu'il ne s'établit par la discussion comme un système, il fallut bien chercher des raisons en dehors du droit divin, et ces raisons furent tirées, comme toujours, de la peur du désordre et de l'incompatibilité des pouvoirs. M. Fiévée, qui devait plus tard déclarer que, « dans le gouvernement représentatif, l'initiative royale est une absurdité et que le ministère ne peut ni ne doit se maintenir sans la majorité, » en 1814 écrivait: « Le gouvernement, c'est le roi; les ministres sont les serviteurs du roi; les chambres sont ses conseils.» Benjamin Constant, qui a tant fait pour l'éducation constitutionnelle de la France, et dont l'honneur est d'avoir bien marqué la distinction du pouvoir royal et du pouvoir exécutif, Benjamin Constant montra dans le roi « un être à part, supérieur aux diversités des opinions, n'ayant d'autre intérêt que le maintien de l'ordre et le maintien de la liberté, planant en quelque sorte au-dessus des agitations humaines, » placé « dans une sphère inviolable de sécurité, de majesté, d'impartialité, qui permet aux dissentimens de se développer sans périls. » Mais la polémique anti-constitutionnelle offre sous la restauration un phénomène tout-à-fait digne d'être recueilli par l'histoire. Par une de ces singulières volte-faces qui intervertissent le rôle des partis, on vit, en 1815,

la polémique anti-constitutionnelle soutenue à la chambre des députés et dans les écrits périodiques, par qui? Par le parti constitutionnel lui-même contre ses adversaires, qui, à leur tour, prirent en main la cause des principes fondamentaux du gouvernement représentatif. Comment s'explique ce fait étrange; on le sait. On sait que les élections de 1815 avaient envoyé à la chambre une majorité presque féodale. Le roi, averti par la rude expérience de 1814, inclinait aux concessions. La majorité, systématiquement hostile à tout ce qui en avait l'apparence, soutint donc la prérogative parlementaire, tandis que l'opposition, obéissant à des intérêts de circonstance, défendait de son côté avec une singulière énergie la prérogative royale. Ce fut un jour curieux que celui où M. de Serre, un esprit si élevé et au fond, malgré son attachement à l'antique dynastie, si véritablement libéral, vint prononcer des paroles comme celles-ci, aux applaudissemens de la gauche et aux murmures de la droite: « La France attend un concours filial de ses députés aux desseins paternels de son roi et non une indépendance qui puisse le contrarier. » M. Royer-Collard combattait aussi le pouvoir de l'assemblée et soutenait que la royauté devait avoir « une influence de *direction* » sur les chambres, et que c'était à elle, non aux majorités, qu'il appartenait de faire et de défaire les ministères, s'appuyant sur cette raison de nos jours encore si souvent invoquée qu'il faut, dans un pays qui n'a pas d'aristocratie pour faire contrepoids, un pouvoir directeur pour balancer et pour régler la démocratie. Le cours des événemens rendit aux partis leur véritable caractère. Ce fut un vigoureux manifeste de la polémique anti-constitutionnelle que le rapport de M. de Chantelauze et le coup d'état de 1830. Ce fut une réfutation plus forte encore que les barricades et que l'élévation au trône d'un prince de la branche cadette.

Aux luttes de la parole se mêlèrent, pendant les quatre premières années du nouveau règne, les luttes à main armée, et la polémique anti-constitutionnelle, vaincue sous la forme du droit divin, descendit dans l'arène avec le radicalisme. L'attaque vint cette fois du principe de la souveraineté populaire, qui se voyait ajourné et essayait avant de se résigner un dernier et énergique effort. Le gouvernement constitutionnel triompha; il triompha si bien que désormais ce ne fut plus de ce côté que lui vinrent ses principales craintes.

Nous venons de dire comment la polémique actuelle se rattache au passé par la plupart de ses argumens, comment à bien des égards elle n'en semble être que la redite. Il nous reste à indiquer le caractère qui la distingue. Ce caractère, pour le marquer d'un seul trait, me paraît être celui-ci. Pour le fond de ses attaques, la polémique anti-constitutionnelle (nous parlons moins de celle des journaux que de celle des livres) fait alliance en général avec les idées socialistes; le plus souvent aussi, elle essaie d'attirer à elle l'autorité de l'histoire. C'est à ce trait essentiel que se rapportent et que nous rattacherons quelques-uns des écrits récens auxquels cette polémique a donné naissance.

Parmi ces écrits (ce n'est point ici le moment de parler ni de M. Buchez ni de M. Louis Blanc), nous nommerons d'abord un livre de M. Henri Martin, intitulé : *De la France, de son génie et de ses destinées*. Ce livre, qui résume avec une certaine énergie les tendances auxquelles nous venons de faire allusion, n'est pas autre chose qu'un manifeste passionné contre le gouvernement représentatif. Le grand argument de M. Henri Martin contre le régime constitutionnel

est tiré du génie de la France. M. Martin ne voit dans cette forme de gouvernement qu'une importation de l'Angleterre mal acclimatée parmi nous. Un des caractères les plus saillans de l'esprit français, selon M. Martin, c'est l'unité : or, le gouvernement constitutionnel, résultat de transactions entre différens principes aux prises et imitation inintelligente des institutions étrangères, est incapable, par ses divisions intérieures et par sa triplicité menteuse, de satisfaire ce besoin d'unité qui caractérise à un si haut degré et le génie, et l'histoire, et la politique de la France. Il ne donne lieu qu'à une fausse monarchie, à une fausse aristocratie, à une fausse démocratie. L'esprit français, par un privilége qui n'est accordé qu'à lui seul, unit à un esprit critique très développé une sympathie vive, ouverte à tous; si l'Allemagne représente plus spécialement l'intelligence, l'Angleterre l'activité, la France représente surtout le sentiment qui les unit et qui les féconde; de là cet instinct d'égalité si profond et si inné qu'il a commencé à mêler les classes avant même qu'il se fût formulé dans les codes; de là cet esprit de propagande qui est le génie moral de la France; elle souffre si elle ne se répand au dehors, « elle meurt de l'égoïsme, comme l'Angleterre en vit. » Or, que fait le gouvernement représentatif? Il viole tellement l'égalité, que la démocratie n'a au fond aucune part au pouvoir politique, et l'assemblée soi-disant démocratique représente non le sentiment du peuple, mais l'intérêt des classes riches. Le gouvernement constitutionnel ment tellement à la destinée de la France, qu'il a adopté pour la politique extérieure le principe de la non-intervention, et qu'il proclame hautement que le sang de la France n'appartient qu'à elle seule. Oligarchie financière, pouvoir divisé en lui-même, nation réduite à la voie des doléances, individualisme, morcellement de l'esprit politique aussi bien que du sol, voilà les fruits du gouvernement représentatif suivant M. Henri Martin; voilà où en est réduit, grace à la plus fausse des combinaisons, le plus spiritualiste, le plus *unitaire,* le plus logique et le plus expansif des peuples européens.

Je n'ai point à faire la part de l'exagération dans les critiques adressées par M. Henri Martin aux vices du présent état de choses. Je reconnais que la verve qu'il met à décrire les abus et les erreurs de l'industrie, du commerce, de l'administration, de la justice, de l'instruction publique, des mœurs, de la politique enfin, n'est pas toujours en pure perte, et que plus d'un vice grave est touché au doigt et jugé avec une sévérité légitime par M. Martin. Qui pourrait prétendre que la société actuelle soit je ne dis pas parfaite, mais ait atteint tous les développemens, accompli tous les progrès possibles et rendu inutiles le travail de l'avenir et le génie des futurs hommes d'état? Personne en France ne pousse à ce degré l'optimisme; mais, quand M. Henri Martin aurait affaibli autant qu'il a chargé les couleurs du tableau, que prouve ceci, et en quoi ces abus qu'il déroule concluent-ils contre le gouvernement représentatif constitutionnel? Est-ce lui qui les a créés, ou ne sont-ils pas plutôt l'héritage du passé ou la conséquence d'une révolution qui, occupée à bouleverser une organisation pleine d'abus, n'a pas encore eu le temps de résoudre toutes les questions et de parer aux souffrances que la rupture violente des anciens liens a dû nécessairement amener? Nous finissons à peine une lutte qui a duré sans relâche plus de quarante années, et contre l'ancien régime au dedans, et contre l'Europe armée au dehors, et il y a des esprits qui s'étonnent que tous les problèmes d'économie sociale qu'on soupçonnait à peine il y a vingt ans, que ces problèmes qui tien-

nent eux-mêmes par les rapports les plus étroits aux questions les plus compliquées et les plus délicates de finances, d'administration, d'organisation politique, ne soient pas tous résolus d'un seul effort et emportés de haute lutte! Le gouvernement constitutionnel fait-il obstacle à ces réformes? Une autre forme de gouvernement ferait-elle mieux les affaires, devancerait-elle mieux l'action du temps, résoudrait-elle mieux des difficultés qui sont dans la nature des choses? La bourgeoisie est-elle hostile aux améliorations? fait-elle réellement camp à part? a-t-elle séparé ses intérêts de ceux de la masse? Enfin le gouvernement par une autre classe, et notamment par les classes populaires, ferait-il plus, ferait-il mieux les affaires du peuple? Là est la vraie, la seule question. Il ne faut pas la laisser déplacer arbitrairement. Tant qu'on n'aura pas répondu d'une façon claire, péremptoire, on n'aura rien dit; on n'aura montré que son impuissance à ériger en théorie l'impatience de ses vœux. Or, cette démonstration que nous demandons, M. Henri Martin et les autres écrivains qui se constituent les adversaires de la classe dominante se gardent bien de nous la donner. Ils excellent à mettre en lumière les difficultés du présent, mais leurs critiques ne vont guère au-delà de l'affirmation pure et simple du mal. Ils saisissent avidement, ils exploitent avec insistance les abus partiels, les mauvaises tendances de quelques partis extrêmes, les luttes intérieures du gouvernement représentatif, les défauts ou les hésitations de la classe moyenne; ils font un faisceau de toutes ces attaques et décrètent d'accusation et le gouvernement et la bourgeoisie. Où les esprits justes et modérés concluent pour les réformes, ils concluent pour les révolutions.

Et combien ces attaques qui, fussent-elles justes, s'appuieraient, il faut l'avouer, un peu prématurément sur une expérience de quelques années, ne sont-elles pas elles-mêmes entachées d'exagération et d'erreur! Au tableau de l'égoïsme et des faiblesses que n'oppose-t-on celui de la charité et les preuves de libéralité d'esprit et de confiance généreuse données plus d'une fois par la bourgeoisie à ses frères des classes inférieures? On va chercher bien loin dans l'histoire et jusqu'au sein des communes, pour les marquer d'un trait railleur, les goûts économiques et l'amour du repos qui distinguaient nos aïeux. On montre le progrès de cet esprit; on le montre arrivé à son apogée. Mais la révolution faite et dirigée par la bourgeoisie, au profit de qui a-t-elle aboli les charges de tous genres, les réquisitions, les corvées, les corporations, tant de maux qui pesaient sur le peuple? n'est-ce pas au profit des classes inférieures? Et maintenant, en face de maux que nul n'a pu prévoir, qui donc a établi ces institutions de bienfaisance, ces salles d'asile, ces crèches, tous ces moyens de soulager la misère? n'est-ce pas la bourgeoisie? N'est-ce pas elle qui pose par votre bouche et non-seulement par la vôtre, mais par celle d'un grand nombre de ceux que vous traitez en adversaires, ces questions de paupérisme, d'organisation du travail? Où donc, s'il vous plaît, dans quel autre temps, sous quel autre régime a-t-on vu ainsi la classe dominante, une grande partie du moins de cette classe, se préoccuper ainsi de ce que ses droits pouvaient avoir d'excessif, de ce que ceux des autres classes pouvaient avoir de trop restreint? On parle de droits politiques? Soit. A condition que l'on prenne pour principe non le nombre, mais la capacité, c'est un terrain constitutionnel sur lequel on peut s'entendre. Mais, d'abord, le gouvernement lui-même ne nie pas les droits, ce

qui est un point immense, quoi qu'on en dise; il ne les ajourne qu'au nom de l'opportunité. Ensuite, est-ce bien en face d'une opposition nombreuse, occupée sans cesse à les revendiquer sans avoir besoin pour cela de franchir une minute la constitution, d'une opposition à laquelle ne manquent pas, toute bourgeoise qu'elle est, les sympathies pour le peuple, est-ce en face, dis-je, d'une telle opposition qu'on est bien venu à dire que la bourgeoisie se ferme, se claquemure, se ligue et se serre pour empêcher le peuple d'arriver? On parle d'oligarchie financière, de culte des intérêts. Eh bien! combattez ces symptômes, ces dangers : vous aurez dans le camp de la classe moyenne un parti fort nombreux pour vous applaudir; mais de quel droit concluez-vous à la proscription de toute une classe? De quel droit prétendez-vous qu'elle a résolu de s'opposer à l'élévation progressive, qu'elle ne fait rien, qu'elle ne veut rien faire pour l'éducation morale, pour l'amélioration matérielle du sort du peuple? Votre erreur est, en vérité, bien complète. Vous voyez dans la classe dominante l'obstacle au progrès; elle en est, au contraire, dans les desseins providentiels et par la marche forcée de l'histoire, l'instrument inévitable, le seul qui ne tourne pas, dans l'état actuel et pour long-temps encore, contre ceux-là même que vous entreprenez de défendre.

Sur le gouvernement représentatif, la théorie de M. Henri Martin ne nous paraît pas plus ferme. Son argument particulier, tiré du besoin de logique, d'unité, d'expansion qui distingue le génie de la France, peut être facilement retourné contre lui. L'esprit français, peut-on dire, a besoin d'unité : il est expansif, cela est vrai; il représente l'alliance, pour parler le langage un peu abstrait que l'école radicale historique applique à l'histoire, de la variété et de l'unité, et c'est pour cela même qu'il a fondé un état de choses qui tient compte à un si haut point et de l'une et de l'autre. N'est-ce donc pas l'unité constituée que la centralisation française? et le gouvernement représentatif avec ses pouvoirs de diverses sortes, qu'est-il sinon la variété organisée? Bien loin de se gêner et de se contredire, ces deux élémens se soutiennent, se complètent et sont, par leur réunion, une garantie de stabilité et de progrès. Et n'est-ce pas une pleine satisfaction accordée à ce besoin d'expansion et d'égalité inné dans le génie français que cet article de la charte qui permet aux chambres d'étendre indéfiniment le nombre des électeurs? C'est le propre du gouvernement représentatif de trouver en lui-même des ressources pour se modifier sans se détruire, comme de la bourgeoisie de pouvoir communiquer ses droits sans les perdre.

Au fond, ces idées, tout hostile que s'y montre en général M. Henri Martin, ne rencontrent pas toujours en lui un adversaire aussi décidé que le ferait penser la rigueur de ses conclusions. Il y a deux esprits dans le livre de M. Henri Martin, l'un qui corrige souvent dans la note ce qu'il enseigne dans le texte, qui modifie sous forme de parenthèse ce qu'il affirme dans la phrase, qui, en attaquant la société présente et le mécanisme gouvernemental, rend justice aux principes fondamentaux de la charte et à la libéralité d'un grand nombre de ses dispositions : c'est l'esprit de l'historien qui a déroulé nos annales d'une façon grave et consciencieuse. C'est cet esprit-là qui sait rendre hommage à la majesté de nos codes, à la force et à la grandeur de notre mécanisme administratif, séparant le principe qu'il loue et qu'il maintient de telle ou telle application qu'il

condamne. L'autre esprit, c'est celui du théoricien pressé de conclure, et qui prend trop vite un abus ordinaire pour un excès monstrueux, une imperfection pour un vice, une résistance momentanée pour une conspiration préparée de longue main. C'est le premier de ces esprits qui, tout en empruntant aux idées socialistes la violence des critiques qu'elles adressent à l'état actuel, défend avec une louable fermeté dans les pages peut-être les mieux inspirées de son livre le principe des nationalités et proteste contre le despotisme d'un socialisme compressif. C'est le second qui lui fait invoquer outre mesure l'intervention de l'état en matière d'industrie et de commerce. Il n'y a qu'un moyen de concilier ces deux esprits, d'affermir l'un en ce qu'il a de bon, de régler l'autre en ce qu'il a d'excessif : c'est de se garder d'attaquer dans ses fondemens le régime constitutionnel, de jeter un irrévocable anathème à la classe moyenne, même en critiquant ses actes, même en blâmant ses défauts. Cette mesure sera-t-elle adoptée par ceux qui suivent le même parti que M. Henri Martin? On doit le souhaiter, et pour l'affermissement de la bourgeoisie, qui ne peut gouverner avec sécurité qu'en étant populaire, et pour l'avancement sérieux des classes inférieures, qui ne peuvent rien sans le concours de la bourgeoisie.

C'est aussi au nom des réformes sociales que l'auteur d'un livre intitulé *la Démocratie au dix-neuvième siècle ou la Monarchie démocratique* se porte l'adversaire du gouvernement représentatif. Il est vrai qu'indépendamment du peu de valeur qu'il lui attribue pour les résoudre, M. Calixte Bernal ne lui épargne pas non plus les critiques à titre de pur mécanisme politique. La division, les déchiremens intérieurs, et par suite l'impuissance, voilà les seuls caractères à peu près qu'il consente à lui attribuer. L'auteur de ce livre passe en revue toutes les formes de gouvernement connues, et il les condamne toutes à tour de rôle au nom de l'histoire. Cependant il leur reconnaît à toutes, par cela seul qu'elles ont duré, une valeur au moins de circonstance, et, dans de courts chapitres où il paraît se proposer pour modèle la concision de Montesquieu, il leur fait la part de vérité et d'erreur. Moins généreux à l'égard du gouvernement constitutionnel, ce dédaigneux détracteur ne lui accorde aucun avantage. Le gouvernement constitutionnel aura bien de la peine à se relever de l'arrêt hautain de M. Calixte Bernal. Cependant l'auteur de *la Monarchie démocratique*, qui l'éconduit avec un sans-façon qui ne serait permis qu'au génie et que le génie affecte rarement, voudra bien lui permettre de balbutier quelques mots pour sa défense et d'examiner à son tour les théories dont le hardi critique se fait l'apôtre.

Un des principaux argumens de l'auteur contre le régime représentatif est tiré de la royauté constitutionnelle asservie par la majorité ou l'asservissant à ses volontés par force ou par adresse. Nous ne reviendrions pas sur cet argument de la polémique anti-constitutionnelle, déjà vingt fois exprimé, s'il ne nous fournissait l'occasion de faire une remarque qui s'applique également aux partisans extrêmes de la prérogative royale et à ceux qui, regardant comme illusoire le rôle de la royauté, du moment qu'elle ne jouit pas de la prépotence, trouvent plus simple de la supprimer comme un rouage inutile. La critique de la royauté constitutionnelle, telle que l'a faite par exemple avec tant de verve au profit de l'initiative royale M. Henri Fonfrède, telle que l'entreprennent au profit d'idées entièrement opposées les écrivains dont nous analysons les ouvrages, pèche, ce nous semble, en ce qu'elle paraît exiger des constitutions une sorte de précision

mathématique qui ne leur est pas nécessaire. Le gouvernement représentatif, voilà ce qu'ils ne veulent pas comprendre, ne vise pas à l'harmonie parfaite, à l'accord absolu, ou plutôt il y vise, mais c'est en s'attendant, comme toutes les choses humaines dans leur rapport avec l'idéal, à rester toujours un peu en-deçà du but. Il y a du plus, il y a du moins dans les influences, suivant les temps, suivant les hommes. Il suffit, pour la sincérité du gouvernement représentatif, que le gouvernement royal ne puisse pas devenir oppresseur, et il a, par la majorité, un moyen de l'en empêcher, comme il a, contre la corruption, la publicité des débats, la presse, l'opinion. Il n'appartient pas à la logique de régler *à priori* d'une manière invariable les rapports des pouvoirs entre eux, et on comprend qu'elle se choque de ce qu'il y a toujours d'un peu arbitraire et d'un peu flottant dans la part exacte qui revient ou à celui-ci ou à celui-là; mais autre est la logique étroite, obstinée et stérile, autre le bon sens étendu, conciliant et fécond en applications. Or, le bon sens ne laisse pas douteux que l'équilibre des pouvoirs même imparfait vaut mieux pour les peuples que la domination exclusive d'un principe simple. Voilà ce qui nous rend illusoires, ce nous semble, les conclusions extrêmes que quelques esprits tirent de ces luttes de prérogative, d'où leurs inquiétudes ou leurs désirs sont toujours près de voir s'échapper les révolutions.

Écrit avec un laconisme sententieux et d'un ton tranchant, découpé en petits chapitres, mélange singulier d'idées communes, de paradoxes, de critiques fines et pénétrantes et d'utopies logiquement enchaînées, superficiel à l'excès quant aux principes philosophiques, et arrivant presque dans certaines remarques à la profondeur, hérissé de mauvais langage, çà et là trouvant le relief et une énergique concision, le livre de M. Calixte Bernal n'est pas seulement une vive critique des mauvaises institutions qui ont tour à tour gouverné l'humanité; sur les ruines du gouvernement constitutionnel et de toutes les autres combinaisons politiques, il édifie un système nouveau qui a la prétention de renfermer ce que chacune d'elles renferme de bon et d'essentiel. Voici à peu près quel est ce système; nous le notons comme une preuve de plus de l'alliance des idées socialistes avec l'absolutisme politique, de cette alliance qui nous paraît être un des traits de la polémique anti-constitutionnelle dans la transformation qu'elle subit sous nos yeux. La démocratie, dit l'auteur de *la Monarchie démocratique*, a tous les avantages, à la durée près. Le gouvernement d'un seul n'a aucun avantage, si ce n'est celui de la durée. Suivant le procédé logique qui lui est propre, l'auteur pense donc qu'il ne s'agit que de les unir et qu'on obtiendra par leur alliance un gouvernement à la fois bon et durable ; mais comment s'y prendre en pratique? Voilà la question qu'examine avec un soin tout particulier, avec un luxe de précautions infinies, l'auteur de *la Monarchie démocratique*. On se doute bien que M. Calixte Bernal n'a rien de plus pressé que de rejeter de sa combinaison la chimère du pouvoir pondérateur. Entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, il faut se garder de rien placer, et voici comment M. Calixte Bernal arrive à éliminer toutes ces transactions trompeuses qui énervent le régime constitutionnel. Dans la théorie de l'auteur de *la Démocratie au dix-neuvième siècle*, le pouvoir législatif appartient au souverain; le peuple réuni en colléges électoraux décide. Rien d'ailleurs entre le roi et la nation. Au roi l'initiative, au peuple le *veto*. Le peuple représente la puissance de résistance, la force d'iner-

tie; ses votes écrits, enregistrés, comptés dans le royaume, décident si la loi sera obéie; s'il la refuse, elle tombe. Au monarque appartiennent toutes les questions de personnes, où le peuple ne doit jamais intervenir, peu propre qu'il est à en connaître; au roi le pouvoir de donner toutes les charges, hormis celles de la justice, qui sortiront de l'élection comme une garantie nécessaire au peuple. Pour se préserver du despotisme royal, le peuple aura la liberté de la presse, l'instruction, le droit même de citer devant les tribunaux tous les hauts fonctionnaires. Pour échapper aux embarras de l'hérédité et à ceux de l'élection, le roi nommera lui-même son successeur hors de sa famille. Grace à ce mécanisme que M. Bernal expose avec une certaine habileté, grace à cette séparation nette de pouvoirs qui ne font que se gêner dans leur marche et se quereller au lieu d'agir, le monarque pourra procéder aux grandes réformes sociales avec une autorité que rien n'entravera et qui aura tout intérêt à s'appuyer sur une immense popularité.

Nous n'avons analysé cette utopie que parce qu'elle donne une idée assez tranchée de la situation de certains esprits. Nos conquêtes politiques ne leur inspirent qu'une pitié profonde, et, au lieu de nos assemblées délibératives trop lentes à leur gré, ils ne demandent, pour accomplir toutes les réformes populaires, qu'un bon tyran, un honnête despote, sorte de Napoléon pacifique qui impose silence aux bavards et travaille seul, armé de son génie, à étendre, à organiser les conquêtes de l'industrie, à jeter le monde d'un seul bloc dans un moule social nouveau! Il est impossible de voir autre chose dans *la Monarchie démocratique* de M. Bernal. Comment un esprit tellement en garde contre les théories d'équilibre ne voit-il pas que l'équilibre qu'il cherche à établir à l'aide d'un ingénieux subterfuge entre son roi et la nation est le plus chimérique et le plus faux de tous les équilibres? Politiquement, son système n'est qu'un despotisme tempéré par l'appel au peuple et par le droit d'insurrection, et, avec des apparences de nouveauté, il rappelle tantôt ces champs de mars et de mai où les rois mérovingiens consultaient aussi la nation assemblée, tantôt cette période orageuse de notre révolution, où le peuple en armes venait réclamer par la violence contre les décrets de l'autorité royale. Au bout de sa combinaison artificielle se rencontrent l'absolutisme pur et simple, ce vieil absolutisme que l'auteur combat avec tant d'acharnement, et la pure démocratie avec ses formes républicaines si maltraitées par M. Bernal. L'emportera celui des deux qui sera le plus habile ou le plus fort. Quelle alliance de l'ordre et de la liberté, quel remède efficace aux abus du régime constitutionnel qu'une combinaison dont l'existence est à la merci d'un coup de main ou d'un coup d'état!

Pendant que M. Henri Martin invoquait le génie de la France contre le présent état de choses, pendant que l'auteur de *la Monarchie démocratique* appelait le despotisme politique au secours de l'utopie sociale, pendant qu'un autre écrivain, M. Auguste Barbet, dans un livre plein de sérieuses recherches et intitulé : *Du peuple depuis Moïse jusqu'à Louis-Philippe*, réclamait avec énergie l'intervention de l'état en matière d'industrie et d'organisation sociale, pendant que tous trois, animés de sentimens sincèrement démocratiques, se montraient ou décidément hostiles, ou au moins très sévères pour le gouvernement constitutionnel, responsable, à les en croire, de tous les maux du peuple et de toutes les difficultés de la situation, un autre écrivain, parti d'un point opposé de l'ho-

rizon, d'une trempe d'esprit toute différente et moins égaré, ce semble, par sa sensibilité, jetait dans le monde politique, sous le pseudonyme d'*un homme d'état*, un livre de circonstance, où, par une étrange rencontre, l'esprit le moins révolutionnaire exprimait des idées qui ne sont pas sans analogie avec les théories que nous venons d'analyser.

Depuis que M. de Polignac, peu de temps avant de mourir, jetait dans une brochure justificative les dernières rancunes qui l'animaient contre le gouvernement représentatif, et traitait l'assemblée constituante comme un ramassis de gens sans honneur et sans probité, la déclaration des droits comme la plus absurde des impiétés, le régime constitutionnel n'a pas eu de plus rude adversaire, la révolution de plus dédaigneux détracteur que l'écrivain dont nous parlons. Il faut voir avec quel superbe dédain l'homme d'état anonyme parle « du chiffre grossier de 1789, » et marque en passant d'un trait de vigoureuse ironie « la brutale émeute de la Bastille! » M. Capefigue (car c'est de lui qu'il s'agit) a vu l'état de la société, la force des factions, la faiblesse du gouvernement, et il a été saisi de terreur. Sauver le gouvernement et la nation, telle a été son ambition. Pour arracher la société, que le communisme menace, aux bouleversemens, à l'anarchie, il n'y a, selon M. Capefigue, qu'un remède, et qui, pour atteindre ses effets, ne saurait être trop prompt et trop radical. Organiser, pour commencer, un vaste système de répression, rentrer dans les voies de fermeté ouvertes par *le rapport si remarquable de M. de Chantelauze*, supprimer autant que possible le jury pour les délits de presse, « aggraver la rigueur salutaire des lois de septembre, » voilà quant à la réforme politique. Étonnez-vous après cela que M. Capefigue trouve M. de Metternich et M. de Nesselrode, comme il le dit d'une manière piquante, *très jeunes d'idées!* Mais la réforme politique ne lui suffit pas, et voici le point où M. Capefigue, le fauteur de l'ancien régime, va rejoindre M. Calixte Bernal, le partisan de la démocratie la plus avancée. Un despotisme paternel, voilà l'idéal dans lequel ils arrivent à se rencontrer. Il faut savoir gré à M. Capefigue de vouloir bien donner le plus grand avantage du peuple pour but à sa théorie; en vérité, elle ne l'y contraignait pas, et, partant du fait brutal et matériel, rien ne le forçait d'en sortir. Quant aux réformes proposées, elles peuvent se résumer ainsi : pour la nourriture du corps, du pain; pour la nourriture de l'ame, une religion d'état. Si M. Capefigue a cru faire ainsi de la politique, il se trompe; par une habitude invétérée, il a fait encore de l'histoire, et de la vieille histoire cette fois-ci. L'empire romain aussi donnait au peuple du pain, du pain et des jeux, du pain et une religion d'état, et le peuple souvent ne murmurait pas; c'étaient même les plus mauvais empereurs qui avaient ses plus vives sympathies. Cet heureux temps n'est plus. Les nations ont reculé jusqu'au gouvernement constitutionnel, et le peuple, malgré ses souffrances, demande autre chose que du pain; la société, devenue avec l'âge follement exigeante, ne se montrerait pas satisfaite, même si M. Capefigue se chargeait de faire régner l'ordre le plus parfait dans la maison politique, d'assurer à tous le vivre et le couvert dans un ménage où présideraient les plus humains de tous les maîtres. Comment ce changement s'est-il opéré? comment le gouvernement despotique, même quand il lui est arrivé d'être animé de bonnes intentions, s'est-il trouvé un jour frappé de la plus absolue impuissance et entravé par ses propres abus? Comment le gouvernement représentatif, avec

sa part considérable de démocratie et de liberté, est-il devenu, par la marche nécessaire des faits, non-seulement la seule garantie des peuples, mais la seule garantie d'ordre et de durée pour les gouvernemens? Ce n'est pas nous qui voulons l'apprendre à M. Capefigue. Il y a un homme qui, mieux que tout autre en France, sera capable de le renseigner : c'est celui-là même auquel il adresse son livre et ses conseils. Que M. Capefigue prenne la peine de jeter un coup d'œil sur l'*Histoire de la civilisation française* et sur un ouvrage qui a fait du bruit autrefois, *le Gouvernement représentatif;* il y verra tout au long la réfutation de ses erreurs. Il apprendra à tirer les conclusions pratiques de l'histoire de notre pays, qu'il a écrite, à ce qu'il paraît, sans la comprendre.

Uniformité et impuissance des attaques, subordination ou sacrifice de la réalité à la logique abstraite, théorie de la force, soit qu'elle s'appuie sur le droit divin, soit qu'elle invoque le gouvernement des masses, retour vers le passé, c'est-à-dire vers la domination exclusive d'un principe unique, malgré l'histoire et l'expérience, qu'on n'invoque que pour signaler et exagérer les imperfections du régime représentatif, tel nous a paru être le fond toujours identique de la polémique anti-constitutionnelle. Elle n'a, dans ces derniers temps, répudié aucun de ces caractères; elle y a ajouté seulement un caractère nouveau en faisant alliance avec les idées, tout du moins avec les tendances socialistes : ce trait est digne d'être remarqué. Il est curieux et non pas peut-être sans enseignement de le retrouver dans des publications très différentes, écrites aux points de vue les plus divers, à beaucoup d'égards les plus opposés. Un tel accord, malgré des dissidences d'ailleurs si profondes, mérite sans doute qu'on en tienne compte. L'exagération mise de côté, les remèdes empiriques écartés, il indique une direction de l'opinion vers cet ordre de questions qui intéressent le sort des classes populaires, et par là les bases même de la société, et qui ont reçu plus particulièrement le nom de questions sociales; il indique une certaine préoccupation vive, ardente du rôle de l'état, qui, saisie habilement et exploitée avec sûreté, avec mesure, peut être pour les gouvernemens un ressort utile, un moyen de popularité, au lieu d'être suspendue sur leur tête comme une menace de révolution. Un temps où les intelligences, où les imaginations les plus hardies s'accordent en général à se tourner vers l'état et reconnaissent par l'exagération même de cette vérité que le bien ne peut venir qu'à la condition d'une autorité forte, offre assurément des garanties profondes à l'esprit d'ordre. Quant aux attaques dont le régime constitutionnel est l'objet au point de vue purement politique, nous croyons les avoir appréciées. Les critiques qu'elles expriment, non plus que les inquiétudes et les dégoûts dont elles font preuve, ne sont de nature à ébranler la confiance que le gouvernement représentatif, par une expérience déjà suffisante et par la comparaison avec tous ces gouvernemens qu'on lui propose pour modèles, a pu légitimement prendre de lui-même. Ces inquiétudes passagères, ces dégoûts momentanés sont d'ailleurs chez lui des accidens naturels. Le gouvernement absolu passe son temps à cacher ses plaies, le gouvernement constitutionnel à étaler les siennes. Sans Mme de Sévigné, qui saurait que sous l'ancien régime des paysans furent pendus pour avoir jeté des pierres dans le jardin d'un seigneur? Sous notre régime, il ne se commet pas à l'égard du plus obscur citoyen une injustice sans qu'elle retentisse par la voix des journaux d'un bout de la France à l'autre. Le mal ne s'accomplit qu'au milieu des

réclamations et des résistances, et il semble croître en importance de toute l'étendue de sa publicité. Sous les gouvernemens absolus, on ne commence à s'apercevoir que la machine ne va plus qu'au moment où elle va s'arrêter ou que déjà elle a cessé de fonctionner. Sous le gouvernement constitutionnel, il n'est pas de petit ressort qui se dérange sans qu'il y ait une multitude de gens qui le montrent du doigt et qui crient que tout va se rompre. Le gouvernement absolu est un malade qui meurt silencieusement d'une maladie chronique, sans que personne remarque les progrès du mal; le gouvernement constitutionnel est comme un homme sain dont les moindres indispositions sont remarquées par trente millions d'hommes. Qui donc s'étonnerait qu'à lire tous les matins le bulletin de sa santé, rédigé par des médecins pessimistes, il ne soit sujet parfois à se croire malade, et qu'il n'éprouve plus même d'autre embarras que de savoir de laquelle de ses maladies il va bientôt mourir? C'est peut-être un peu là notre histoire, et ce qui cause par instans notre désespoir doit au contraire, ce nous semble, nous donner du courage. Si l'opinion est prompte à s'exagérer le mal, elle n'en est que plus empressée à le corriger. Elle rejette en fin de compte ces faux remèdes qui, vingt fois mis à l'épreuve, ont vingt fois prouvé leur impuissance; mais elle fait la part à la vérité dans l'erreur, à la critique fondée dans l'injustice violente, et elle tient en éveil ceux qui, de l'élévation où ils sont placés, oublieraient qu'il y a encore du bien à faire, des lumières à répandre, une saine éducation morale à propager et des souffrances nombreuses à rendre plus légères. L'opinion! voilà la puissance constitutionnelle dont ne tiennent nul compte ceux qui voient dans un gouvernement d'élection une oligarchie d'argent constituée, et dans la bourgeoisie, classe mobile, ouverte à tous et composée des élémens les plus divers, une aristocratie immobile, fermée, identique dans toutes ses parties, et unie contre les classes inférieures par un intérêt commun et opposé à tous les autres. Cette élasticité du gouvernement constitutionnel, le seul dont les abus ne fassent pas partie intégrante, cette puissance indéfinie de dilatation qui lui permet sans cesse de s'étendre sans se briser et de se modifier sans périr, voilà l'honneur, voilà la force véritable du régime représentatif; il est le seul qui, n'excluant l'expansion d'aucune force, trouve en lui-même des ressources pour parer à tout. C'est ce que ses adversaires, au nom d'une logique étroite ou d'une aveugle impatience, s'obstinent à méconnaître; c'est ce que ses amis ne doivent pas permettre qu'on oublie et ne doivent pas oublier pour leur compte.

HENRI BAUDRILLART.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 décembre 1847.

Les chambres vont s'ouvrir dans une situation généralement satisfaisante, et le vent qui soufflera de la tribune dissipera vite, nous en avons la ferme confiance, les nuages qu'on s'efforce d'amonceler à l'horizon. Nos grands travaux publics marchent sans encombre, et la production industrielle n'a pas été très sensiblement affectée par la cherté des subsistances non plus que par la crise qui humilie depuis trois mois l'orgueil de l'Angleterre. Pendant que le contre-coup de cette crise se fait sentir en Hollande, dans les villes anséatiques et jusque sur les places commerciales de la Russie et du Levant, la France suit le cours de ses opérations ordinaires, et rien n'est changé, ni dans les rentrées du trésor, ni dans le mouvement habituel des importations et des exportations commerciales.

Pour peu que des intérêts du dedans nous passions à la situation extérieure, nous croyons qu'elle peut être envisagée avec une sécurité que nous voudrions voir plus complétement partagée par l'opinion publique. Si jamais les idées que nous pouvons, avec un orgueil légitime, nommer les idées françaises ont fait un chemin rapide, c'est assurément dans le cours de l'année qui vient de s'écouler. Le pouvoir absolu abdique en Allemagne pour n'être pas contraint d'engager une lutte impossible; en Italie, la cour de Vienne assiste immobile au réveil d'une nationalité qu'elle croyait morte depuis trois siècles, et, moins heureuse qu'en 1822, elle n'a plus même la chance des armes pour reprendre sur les gouvernemens italiens la situation qui faisait son prestige et sa force en Europe. Si l'avenir de l'Italie est encore obscur, on peut dire que déjà celui de l'Autriche est décidé; elle a été frappée au cœur au-delà des Alpes du jour où les

princes, d'accord avec les peuples, ont accepté, sous la dénomination d'union douanière, le principe d'une fédération politique, seul mode d'existence possible pour l'Italie émancipée. Ainsi, des trois puissances qui formaient cette compacte alliance continentale si long-temps redoutable aux libertés modernes, l'une s'engage, par la force des choses et malgré les hésitations de son roi, dans les voies constitutionnelles; l'autre est désarmée, même sans pouvoir combattre, par la douce autorité d'un pontife, et la Russie reste seule dans son isolement et dans ses glaces pour représenter les principes contraires à ceux qui constituent notre symbole politique et notre grandeur morale. En Espagne, la France a repris tout le terrain que de honteuses intrigues lui avaient un moment arraché; l'ordre règne au palais, dans le gouvernement et dans la nation. Le parti modéré a pris possession des affaires par sa seule force; il s'est assis au gouvernement comme le parti conservateur l'a fait en France, parce qu'il est le seul qui puisse donner une satisfaction permanente aux véritables intérêts de son pays. On peut affirmer que désormais ce parti n'a plus besoin de personne, et qu'il a été soumis à l'épreuve la plus propre à le retremper et à lui donner la pleine conscience de lui-même et de ses destinées.

Une seule difficulté sérieuse paraît peser sur la politique française : elle résulte de la tournure inattendue qu'ont prise les événemens en Suisse, et de l'empressement de lord Palmerston à compliquer de ses mauvais vouloirs et de ses inexorables rancunes une situation dont la gravité devrait commander plus de réserve. Qu'on se soit fait des illusions sur la force du *Sonderbund*, comme on s'en faisait en août 1840 sur celle du pacha d'Égypte, et que la prise de Fribourg n'ait pas moins surpris que celle de Beyrouth, cela peut être assurément, mais ne touche point à la question, qui reste entière, après la défaite du *Sonderbund* comme avant, pour la France aussi bien que pour les autres puissances qui ont garanti la confédération helvétique et activement concouru à sa formation. Le succès militaire obtenu par la diète sur l'alliance séparée des sept cantons ne saurait dégager l'Europe des devoirs que lui imposent le soin de sa propre sécurité et le respect des principes fondamentaux du droit public.

La fédération suisse a été constituée en 1815, après de longues difficultés et au prix de sacrifices territoriaux dont la France a supporté la plus large part; pendant qu'on garantissait sa neutralité perpétuelle et qu'on lui donnait des frontières, l'on amenait, à force d'efforts, plusieurs cantons à y entrer après des refus obstinés, inspirés par l'inquiétude qu'ils éprouvaient pour leur propre souveraineté et pour leurs intérêts religieux. Ce principe de la souveraineté cantonale et de l'indépendance respective des états devait être maintenu à double titre; d'une part, il était la seule garantie que possédassent ces pays eux-mêmes contre la domination de voisins séparés d'eux par les mœurs et par les croyances; de l'autre, il empêchait la formation d'une puissance militaire au centre de l'Europe, et prévenait les périls qui seraient immanquablement résultés de l'interférence active de cet état dans les affaires générales. La neutralité de la Suisse importait donc à la paix du monde, et cette neutralité ne pouvait s'asseoir que sur la base de la souveraineté cantonale. Dans le droit public de l'Europe, les vingt-deux cantons ne sont pas moins indépendans entre eux que la Saxe, la Bavière et la Prusse au sein de la confédération germanique.

C'est à ce point de vue que la France s'est placée dès l'origine pour apprécier

les événemens qui ont troublé depuis quelques années le repos de ces populations; mais, quelque intérêt qu'elle leur portât, quelque désir qu'elle entretînt de prévenir une collision sanglante, elle a principalement envisagé, et elle continuera d'envisager jusqu'au bout le côté européen de la question, et c'est sur ce terrain commun qu'elle s'est efforcée de rallier l'opinion et les efforts des grandes cours. En prenant position dans cette affaire, elle a eu à combattre dès l'abord deux tendances contraires qui prévalaient dans les conseils des gouvernemens étrangers : à Vienne, on aspirait à une intervention militaire prompte et décisive, et l'on aurait été heureux de se venger sur les idées libérales en Suisse de l'attitude réservée et pénible que l'on est contraint de garder en Italie; à Londres, où l'on n'est pas directement atteint par l'action radicale dont le centre est à Berne, on s'inquiétait peu des conséquences du mouvement helvétique, et, en présence d'un parlement nouveau où les idées réformistes ont conquis un ascendant qu'elles n'avaient point eu jusqu'ici, on répugnait souverainement à toute démarche collective qui pouvait avoir pour conséquence éventuelle l'emploi de la force et l'occupation armée d'un territoire étranger.

La France, que sa position met en contact avec la Suisse, ne pouvait voir se développer les événemens et s'exalter les passions révolutionnaires avec la parfaite indifférence qu'affectait le cabinet anglais; mais elle pouvait moins encore livrer la Suisse à l'influence autrichienne et permettre, même en s'y associant pour la tempérer, une intervention qui aurait paru s'opérer au nom de l'absolutisme religieux ou politique. Empêcher l'Autriche d'agir militairement et provoquer l'Angleterre à un accord diplomatique, tel était donc le rôle que lui commandaient et le soin de ses propres intérêts et la dignité des principes qu'elle a l'honneur de représenter dans le monde. La France a réussi dans cette double tâche. D'une part, elle a arrêté l'action isolée de l'Autriche, et il sera facile au cabinet de constater que ce n'a pas été sans d'énergiques efforts; d'une autre part, elle a contraint l'Angleterre d'adhérer à une action commune, malgré les vives répugnances de lord Palmerston, et l'on a entendu sa majesté britannique déclarer, en ouvrant le parlement, qu'elle était en communication avec ses alliés pour l'arrangement des affaires de Suisse.

Or, si nous sommes bien informés, cet arrangement portait sur une double base, et le contre-projet soumis à M. le duc de Broglie par le principal secrétaire d'état l'annonçait d'une manière formelle. Il s'agissait d'abord de prévenir ou d'arrêter la guerre civile par une médiation qui devait être acceptée des parties; puis, cette œuvre d'humanité accomplie, il s'agissait de régler les questions depuis si long-temps pendantes en Suisse par un concert de mesures dont les événemens devaient déterminer le caractère, l'Angleterre excluant à l'avance toute pensée de coërcition matérielle, et les autres puissances se réservant sur ce point, comme sur tous les autres, leur liberté dans l'avenir.

Cet accord était évidemment dans son principe, aussi bien que dans ses conséquences, indépendant de l'issue de la lutte et des efforts tentés par les puissances pour arrêter l'effusion du sang, puisqu'il se rapportait à des difficultés existant avant la guerre civile et destinées à lui survivre. Ces questions, sur lesquelles lord Palmerston prescrivait à lord Normanby, le 18 novembre, de faire une communication à M. Guizot, étaient énumérées dans la note identique que le chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à Berne avait ordre de présenter au

président de la diète et au président du conseil de guerre du *Sonderbund*, et sous ce rapport du moins, d'après les instructions de son gouvernement, M. Peel se trouvait dans le cas de prendre une situation parfaitement semblable à celle que l'opposition a si vivement reprochée à M. de Bois-le-Comte. Ces questions ont-elles donc disparu parce que Fribourg et Lucerne ont capitulé? Le maintien de la souveraineté cantonale et l'indépendance des gouvernemens cantonaux sont-ils plus garantis en ce moment qu'ils ne l'étaient à la veille de la collision, et le régime de confiscation et de proscription qui pèse sur les vaincus a-t-il eu pour effet de supprimer tous les droits, et de délier les cinq puissances, l'Angleterre comprise, de l'engagement accepté par elle, le mois dernier, et déjà en cours d'exécution? S'il n'y a plus lieu à une médiation entre des belligérans, n'y a-t-il plus d'intérêts à garantir, de droits à préserver, d'avertissemens à donner, de mesures à concerter pour assurer la sécurité de l'Europe et le maintien des engagemens réciproques consignés dans la déclaration du 20 mars 1815, qui a constitué la confédération helvétique sur la base d'une neutralité perpétuelle? Quelle est la conscience honnête et l'esprit sensé qui oseraient soutenir que la souveraineté cantonale n'est pas aujourd'hui plus menacée qu'elle ne l'était il y a deux mois?

Il faudrait désespérer du sens moral de l'Europe, et en particulier du sens politique du parti conservateur en France, si cela n'était parfaitement compris. Les cinq puissances n'ont plus sans doute à intervenir pour séparer des combattans, puisque le sort des armes a prononcé, et cette partie de leur rôle est désormais terminée; mais elles restent liées par les principes généraux consignés dans leurs notes identiques, et c'est en commun que devront se faire toutes les démarches et se concerter toutes les résolutions que la suite des événemens pourra rendre nécessaires.

S'il convient à l'Angleterre de rompre sur ce point l'accord spontanément accepté par elle, elle en est libre assurément; mais la France ne saurait s'isoler avec lord Palmerston. Contrainte de veiller à sa propre sûreté, qui serait gravement compromise par certaines éventualités, obligée de plus, dans l'intérêt même des principes de liberté modérée qu'elle représente, d'arrêter l'action isolée que deux grandes puissances allemandes pourraient vouloir exercer dans la confédération, il faut que sur ce point son œil soit toujours ouvert et sa main toujours présente. Ajoutons que, si l'esprit politique était plus développé parmi nous, on serait frappé de l'importance d'une situation qui, en faisant de la France la modératrice éclairée de l'Europe continentale, place l'Angleterre dans une situation analogue à celle où nous nous sommes trouvés nous-mêmes en 1840. Ce n'est pas seulement depuis 1830, c'est depuis 1815 que la France est arrêtée dans son essor, contrariée dans ses vues les plus légitimes par l'accord des quatre grandes cours signataires du traité de Vienne. Voici la première fois que cette barrière s'abaisse et que la situation diplomatique de l'Europe est sensiblement changée, voici la première fois que la France, intervenant entre l'absolutisme qu'elle arrête et le radicalisme qu'elle contient, joue dans les affaires du monde un rôle indépendant et pleinement conforme aux principes qui sont devenus la base de son organisation intérieure, et ce rôle serait abandonné, et cette donnée féconde ne serait pas poursuivie! Nous ne saurions ni le croire ni l'appréhender. Nous sommes

convaincus qu'en mettant sa conduite dans son jour véritable, le cabinet fera promptement disparaître et les illusions des partis et les incertitudes qui pourraient exister chez un certain nombre de ses amis. Il sera en mesure, nous le croyons, de démontrer qu'il n'a pas plus déserté la cause libérale en Suisse qu'en Italie, et qu'il s'est efforcé de lui rendre le plus grand de tous les services en la préservant des atteintes de l'absolutisme autrichien comme des périls suscités par les passions radicales. Jamais le grand jour de la tribune ne fut plus nécessaire, et jamais le pouvoir n'aura été plus intéressé à l'ouverture des débats parlementaires.

Une occasion naturelle et pour ainsi dire nécessaire se présente d'exercer cette action commune. La réponse de la diète à la note identique, réponse dont nous aimons d'ailleurs à reconnaître et à louer le ton mesuré, réclame une réplique sur divers points de fait et de droit. Les membres du corps diplomatique accrédités en Suisse et aujourd'hui dispersés par les événemens auront à se réunir pour la préparer et pour concerter une déclaration de principes qui fixe d'une manière précise la situation respective de la Suisse et de l'Europe l'une envers l'autre. Cela fait, un rôle d'observation pourra être avantageusement substitué à l'action proprement dite, pourvu qu'il soit bien entendu que l'on pourra toujours passer de l'un à l'autre, selon les circonstances et selon les influences qui viendraient à prévaloir au sein de la confédération elle-même.

L'excitation, chaque jour plus vive, de l'esprit public annonce l'approche de la session, et Paris reprend, avec son manteau d'hiver, sa physionomie politique. Au mouvement tantôt fébrile, tantôt factice, provoqué par la campagne culinaire, va succéder le mouvement régulier par lequel nos institutions vivent et fonctionnent. Après les harangues des banquets viendront les discours de tribune, et l'on parlera enfin plus sérieusement, parce que, placés en face de ses contradicteurs naturels, on devra aspirer désormais à des triomphes à la fois moins bruyans et moins faciles. L'époque qui précède l'ouverture des chambres est marquée d'ordinaire par un redoublement de conjectures, de bruits hasardés et de clameurs de journaux destinés à porter le trouble et l'incertitude dans les rangs de la majorité parlementaire. Ces manœuvres, auxquelles les premiers scrutins ne manquent jamais de couper court, se reproduisent cette année sous leurs formes habituelles : on parle de désaccord soudain survenu entre la couronne et le cabinet, de divisions intérieures dans le conseil; on assigne à ces divisions des causes indignes des hommes politiques qu'on met en scène; on répand à la bourse de Paris et à celle de Londres les bruits les plus alarmans, et l'on déploie enfin une verve d'invention qui, si elle ne sert pas aux spéculateurs politiques, est moins inutile à certains spéculateurs financiers.

Cette situation se prolongera pendant la quinzaine qui nous sépare encore de la séance royale, il pourra même se faire qu'elle se maintienne jusqu'aux premiers actes significatifs de la chambre. Il n'y a rien dans tout cela qui puisse être un sujet d'étonnement ou d'appréhension. Les partis ont le droit de faire de la stratégie comme les armées, et il est fort naturel qu'ils usent de tous leurs avantages. Quant à ceux qui tiennent à pénétrer le fond des choses, et qui veulent former des conjectures précises sur l'esprit et les résultats de la session qui se prépare, ils n'ont qu'à étudier, dans leurs élémens mêmes, l'état de la

chambre et du pays. Cette étude, on peut l'affirmer, suffira pour démontrer combien sont peu sérieuses et les passions qu'on affiche et les espérances qu'on affecte.

A l'ouverture de la session dernière, une seule pensée préoccupait les pouvoirs publics et paraissait devoir dominer les travaux parlementaires. La France était menacée d'une disette, et les conséquences d'une telle épreuve, en laissant entrevoir les embarras les plus graves, ouvraient des perspectives non moins sombres que nouvelles. Cette situation difficile a été traversée d'une manière plus heureuse qu'on ne pouvait raisonnablement s'y attendre; les souffrances des populations, atténuées par une large dispensation du travail et une plus grande rapidité imprimée à notre machine administrative, l'ordre public et la liberté des transactions partout et toujours maintenus, ce sont là des services considérables rendus à la société, et dont il semblait juste de tenir compte au gouvernement. Pourtant la crise était à peine terminée, que le ministère voyait sinon son existence compromise, du moins son autorité affaiblie, et que la majorité se laissait entamer par une scission qu'il faudra bien appeler une intrigue, tant que les hommes qui l'ont provoquée n'auront pas plus nettement articulé leurs griefs, leur programme et leur plan de gouvernement. Le pouvoir, qui venait de doubler avec bonheur le plus redouté des écueils, semblait sur le point de sombrer dans une mer sans orage, par l'effet des voies d'eau auxquelles il n'avait pas pris garde, et, placé à la tête de la plus imposante majorité que le pays ait jamais donnée à la monarchie de 1830, le cabinet du 29 octobre était contraint de compter avec toutes les prétentions, de céder à tous les caprices, au point de subir en pleine session une mutilation non moins délicate que dangereuse.

Il y a, certes, dans ces faits-là de grandes leçons qui ne seront pas perdues cette année; l'expérience a été assez décisive pour que chacun en fasse son profit. Le ministère, appuyé sur ses succès en Espagne et persuadé que la question des subsistances absorberait exclusivement l'attention publique, avait, à la session dernière, négligé de donner un aliment suffisant à l'activité d'esprit d'une majorité sortie toute fraîche émoulue du creuset électoral, et dont une grande partie abordait les affaires pour la première fois avec une confiance sinon superbe, du moins remuante. Les lenteurs imposées par nos formes réglementaires vinrent ajouter encore à ces périls de l'oisiveté, et le cabinet dut comprendre qu'on ne s'assure une majorité qu'en pesant incessamment sur elle, qu'en travaillant de concert à une œuvre laborieuse et difficile. Avec le caractère français, tout ce qu'il y a de plus dangereux pour le pouvoir, c'est de ne rien faire, et ses fautes sont bien moins périlleuses que son immobilité. Nous ne sommes pas sans doute, comme l'Angleterre, dans le cas de remanier nos institutions sociales et de bouleverser notre régime économique de fond en comble, nous n'avons pas, Dieu merci, de réparations à accorder à un peuple pour une oppression séculaire; nous ne sommes donc pas en mesure de faire, à chaque session parlementaire, autant de choses nouvelles que peuvent en accomplir nos voisins : c'est l'honneur de notre révolution et de notre gouvernement d'avoir résolu les principales questions, et de n'avoir laissé aucun grand problème sans solution; mais, dans un ordre secondaire, il nous reste assurément beaucoup à faire pour exercer l'initiative du pouvoir et l'activité des chambres. Il s'en faut que nos

impôts soient répartis de la manière la plus équitable possible, et que la société ait fait dans l'intérêt des classes nécessiteuses tout ce que comporteraient et la sympathie pour leurs souffrances et le soin de sa propre sécurité. Il y a certainement beaucoup à innover dans le système économique, et l'on ne persuadera à personne qu'il n'y ait pas aussi quelque chose à corriger dans le système électoral, quelques modifications à apporter dans les rapports de dépendance établis entre les électeurs et les élus, entre certains élus et le pouvoir, dont ils dépendent trop étroitement. Il existe là des questions que la conscience publique ne pouvait méconnaître, et qu'on ne supprimerait point en les niant. Nous sommes persuadés que le pouvoir en est aussi convaincu que nous, qu'il le déclarera nettement, tout en énonçant la volonté arrêtée de choisir l'instant le plus favorable pour toucher à des intérêts aussi graves et aussi délicats; nous croyons enfin que dès cette session une large satisfaction sera donnée à ce qu'il y a d'immédiatement applicable dans les griefs exposés depuis plusieurs années.

La loi de douane fournira une occasion naturelle d'examiner ce qui se rapporte au mécanisme de nos tarifs, et de manifester la ferme intention des pouvoirs publics de maintenir l'ensemble de notre système protecteur, tout en débarrassant celui-ci des exagérations qui le compromettent, et qui atteignent quelquefois la production industrielle et la puissance maritime du pays dans ses sources. Les débats de la loi sur l'instruction secondaire, qui paraissent devoir inaugurer la session, soulèveront les plus hautes questions morales, et auront, on peut l'espérer, pour résultat d'amener la conciliation depuis si long-temps souhaitée par tous les hommes sincères; enfin il est aujourd'hui certain qu'une loi générale de finances, présentée en même temps que le budget, quoique distincte de celui-ci, constituera l'impôt du sel sur des bases toutes différentes, supprimera les inégalités de taxe qui existent en matière postale pour les zones éloignées, et comblera les déficits que ces réformes ne peuvent manquer d'amener par un remaniement des impositions indirectes qui affectera particulièrement l'impôt des boissons. Nous tenons ces idées pour excellentes, et nous croyons qu'elles peuvent suffire à défrayer la session; mais que le cabinet se tienne pour assuré qu'il ne les fera prévaloir qu'en imposant ses plans à ses amis comme à ses adversaires. S'il se laisse entamer par les intérêts locaux, s'il n'est pas résolu à engager sa responsabilité et, au besoin, son existence dans le vote des compensations financières réclamées, on arrivera infailliblement à ce résultat, que toutes les suppressions seront consenties et toutes les augmentations repoussées. L'adoption d'un plan financier est une œuvre d'ensemble, et le parti conservateur ne peut manquer d'en comprendre le caractère essentiellement politique.

La gauche abordera la tribune en sortant de table; mais nous doutons que la fumée du champagne, versé d'ailleurs avec sobriété dans les banquets réformistes, trouble assez sa vue pour l'empêcher de voir tout ce qu'elle a perdu dans cette campagne imprudente. La France l'a vue cédant presque partout le terrain sans combattre, et là même où elle conservait la direction du mouvement, osant à peine confesser les vérités fondamentales du symbole constitutionnel; le pays a acquis la conviction que ce parti, avec l'incertitude de ses vues et l'hésitation de ses allures, n'offrirait qu'une résistance bien courte et bien vaine aux passions audacieuses qui se cachent derrière lui. Des imputations générales de corruption et d'abaissement ne suffisent pas pour constituer un

symbole politique, et, tant que la gauche ne passera pas d'une critique toute négative à une œuvre précise et déterminée, elle continuera de marcher dans le vide et de trouver dans l'éloquence de l'honorable M. Barrot la plus complète expression d'elle-même. C'est ce que les banquets ont fort bien montré au pays : la plupart de ces réunions ont été, ou sans effet, ou d'un effet dangereux; aucune ou presque aucune n'a fait faire un pas aux questions qui alimentent aujourd'hui la polémique de l'opposition régulière. Il faudrait plaindre la France s'il n'y avait pas de moyen plus efficace d'y réveiller l'esprit public. Les banquets sont une importation étrangère qui n'entrera pas plus dans nos mœurs que les courses au clocher. Les maladroites imitations des prodigalités d'Epsom peuvent bien amener la ruine de quelques jeunes gens et contribuer à introduire dans les salons des habitudes d'écurie, il peut se faire également que quelques orateurs contractent, à force d'exercice, l'art encore inconnu en France de parler *inter pocula*, et il n'y a rien d'étonnant qu'on se complaise, dans quelques sous-préfectures, à faire de la politique à table, au lieu d'en faire, selon la coutume, au café ou à la tabagie; mais ce bruit effraie beaucoup plus de gens qu'il n'en attire : en faisant peur, on ne prend pas, nous le croyons, le meilleur moyen de grossir les rangs de son armée. La discussion de l'adresse ne va pas tarder à mettre ceci hors de toute contestation. Le plan de campagne qu'on propose à la gauche, et qu'elle incline, dit-on, à accepter, laisserait croire qu'elle a déjà conscience des embarras qu'elle s'est créés. On l'invite à écarter le nom de son chef du scrutin de la présidence pour porter ses suffrages sur M. Dufaure ou M. Dupin. Nous doutons que M. Barrot consente à pousser à ce point l'héroïsme de l'abnégation : courez donc la France pendant trois mois pour répéter le même discours; allez de poste en poste et de contradiction en contradiction; exposez-vous aux traits d'esprit et aux spirituels calembours que vous savez, pour voir, à la suite de tout cela, porter au fauteuil M. Dufaure, qui a refusé de s'asseoir aux dîners patriotiques, et qui les a qualifiés si sévèrement! Quant à M. Dupin, nous croyons savoir que sa verve railleuse n'épargne ni les convives, ni les cuisiniers, et s'il faut juger de ses dispositions par son attitude actuelle, ce qui est peut-être chanceux, on peut hardiment affirmer qu'il déclinera l'honneur d'une concurrence dont le succès ne serait pas d'ailleurs possible. La réélection de M. Sauzet est assurée à une majorité considérable, et la quatrième vice-présidence paraît réservée, par le parti conservateur, à M. le maréchal Bugeaud. C'est un choix qui lève toutes les difficultés, et l'on sait qu'il y en a plus dans les questions de personnes que dans les questions de choses.

Pendant que nous attendons l'ouverture de notre parlement, l'Espagne assiste aux premiers débats du sien. Si fort habitué qu'on soit à voir la politique de ce pays se compliquer de mille incidens inattendus, s'embarrasser de passions personnelles et dégénérer en mouvemens d'une inexplicable confusion, il est curieux d'observer ce que peut avoir d'influence heureuse, là comme ailleurs, le retour de l'ordre dans les hautes régions du pouvoir, une situation nette et simple, un sentiment élevé et clair des difficultés du moment de la part des hommes qui sont appelés à cette tâche épineuse de gouverner une nation. Qu'on le sache bien : toutes les fois que l'Espagne sentira à sa tête un pouvoir fort, juste et modéré, elle y verra la réalisation de la moitié de ses vœux, et elle attendra sans inquiétude les effets naturels qui en devront découler. C'est là le

remède le plus assuré contre des révolutions nouvelles. Certes, on peut le dire, jamais situation ne fut plus compromise que celle de la Péninsule, il y a à peine quelques mois. Les chambres étaient muettes; des ministères sans force, nés du hasard, composés sans choix et sans esprit politique, se succédaient au pouvoir; toutes les imaginations se laissaient aller à la crainte; la guerre civile renaissait sur tous les points du royaume; les bandes carlistes qui sillonnaient la Catalogne prenaient les proportions d'une armée déjà menaçante pour les institutions constitutionnelles. Nous ne parlons pas de difficultés d'un autre genre sur lesquelles il est inutile de revenir. Partout, en un mot, était l'incertitude. Aujourd'hui, où sont les alarmes naguère si vives? Nul ne croit possible le succès de nouvelles armées de la foi, pas plus que d'aucune autre conspiration. Toutes les passions qui fermentaient déjà et se préparaient à une lutte prochaine ne se sont-elles pas assoupies? La présence seule du général Narvaez dans le cabinet nouveau mettait de son côté la force et l'énergie, ce qui est quelque chose partout, ce qui est beaucoup au-delà des Pyrénées, où les opinions sages ont besoin de se sentir protégées. Le ministère, dont la vigueur et la résolution contre toute tentative de désordre ne pouvaient être mises en doute, avait en même temps à montrer qu'il était le meilleur gouvernement pour la Péninsule par son équité, par sa tolérance, par son intelligence politique; c'est ce qu'il vient de faire. Nous avons considéré, quant à nous, comme une bonne fortune pour le parti modéré espagnol d'avoir su inaugurer sa rentrée au pouvoir en signalant son esprit constitutionnel par la réouverture des chambres, fermées depuis huit mois. C'était un devoir autant qu'une convenance pour le cabinet nouveau d'appeler les chambres à liquider en quelque sorte le passé, à porter un jugement sur une situation qu'on avait créée sans leur participation, et à sanctionner par un vote, par une déclaration non équivoque de confiance, les changemens récens qui se sont opérés dans la politique espagnole. La discussion de l'adresse, qui a eu lieu dans le sénat et dans le congrès, ne saurait plus aujourd'hui laisser de doutes. Le résultat, si l'on veut, était prévu; mais les détails, les circonstances des débats publics qui viennent de se clore à Madrid ne sont pas sans intérêt.

La discussion dont le congrès espagnol vient d'être le théâtre a vraiment offert un spectacle singulier et rare au-delà des Pyrénées. Deux mots reviennent sans cesse dans tous ces débats : la légalité et la conciliation! et le gouvernement lui-même a été le premier à résumer ainsi son programme; il a fait plus, il a donné des preuves que c'était là réellement l'esprit qui l'animait; son attitude a été pleine de dignité et de force. Certes, il n'eût tenu qu'à lui de faire condamner sévèrement les administrations précédentes : il lui eût été facile peut-être d'obtenir quelque chose de plus qu'un blâme politique contre les ministères Pacheco-Salamanca et Goyena-Salamanca. Il n'est intervenu au contraire que pour faire adoucir les termes de la censure infligée par la commission de l'adresse à ces cabinets de triste mémoire. Par son exemple, il a arrêté les récriminations personnelles qui n'auraient pas manqué de se produire, pour maintenir le débat sur le fond même des choses. Il en est résulté une condamnation, d'autant plus énergique dans sa modération et sa netteté, des étranges façons de gouverner mises en usage par M. Salamanca. Il est ressorti de la discussion cette vérité, que des ministères aventureux, étourdis, sans caractère politique, ne peuvent se soustraire, même par la chute la plus méritée, à la responsabilité de leurs actes.

M. Escosura, membre du cabinet Salamanca, a essayé de prouver qu'il y avait peu de générosité dans cette condamnation rétrospective, que c'était s'acharner sur des morts. Le fait est qu'en politique, et surtout dans un pays où le sol est chaud encore de toutes les révolutions qui l'ont embrasé, des morts de ce genre peuvent revivre; il est sage de les stigmatiser d'avance : il est mieux encore de rendre leur retour impossible par un soin assidu à affermir le règne de la légalité. C'est aux cortès espagnoles à y songer maintenant, à se mettre à la hauteur de leur mission et à empêcher par leur attitude, par l'autorité de leur action, le renouvellement des scandales qu'elles se trouvent aujourd'hui appelées à qualifier. Il se pourrait bien, du reste, que, malgré la modération dont il a fait preuve, le congrès fût bientôt contraint à un jugement plus sévère. Il se fait en ce moment à Madrid une enquête sérieuse sur les opérations financières de M. Salamanca. Le gouvernement n'a mis aucun obstacle à ce qu'on puisât dans les pièces officielles, et c'est là un point qui a été expressément réservé dans les débats de l'adresse.

Le résultat de cette discussion est au fond très heureux pour le cabinet nouveau; mais, il faut l'ajouter, ce n'est pas seulement par la signification politique de ses opinions que le ministère a mérité l'appui décidé des chambres, c'est aussi par la rare habileté avec laquelle le général Narvaez a marqué sa position et expliqué le sens de son avénement au pouvoir. Le duc de Valence est à peu près le seul ministre qui ait soutenu au congrès la discussion, et, ce qu'on n'imaginerait guère, il a révélé tout simplement un talent oratoire de premier ordre. Les orateurs habiles ne manquaient pas cependant. L'opposition avait pour elle l'éloquence passionnée de M. Olozaga, la logique ferme et vigoureuse de M. Cortina; M. Escosura, qui, pour son début dans les cortès, avait à parler en accusé encore plus qu'en homme de parti, ne s'est pas défendu sans éclat et sans talent. Néanmoins ce qui a surtout frappé, c'est l'habileté de parole du général Narvaez, qui jusqu'ici passait pour un militaire brutal et sans raison, dont on ne recherchait l'appui que pour ses qualités énergiques. Le duc de Valence, toutes les fois qu'il a eu à prendre la parole, s'est montré net, clair, plein de tact, spirituel même, comme le sont parfois tous les hommes qui ne cherchent les élémens de leur éloquence que dans les faits et les choses. Il y a quelques années, lorsque le général Narvaez présidait le cabinet où siégeaient des hommes tels que MM. Martinez de la Rosa, Mon, Pidal, quelques personnes clairvoyantes disaient déjà à Madrid qu'il était le plus parlementaire des ministres : il justifie aujourd'hui cette assertion, qui semblait alors ironique; il la justifie surtout par l'intelligence politique dont il a donné d'incontestables preuves. Le duc de Valence a laissé voir un tel désir de se conformer strictement à la légalité, un tel esprit de conciliation sans rien abandonner d'ailleurs des principes conservateurs, qu'il a désarmé ses adversaires et singulièrement atténué d'avance l'effet des attaques du parti progressiste, qui s'est vu réduit à le louer de ses idées comme de son langage.

Ce n'est pas que nous ayons, quant à nous, une foi entière à ces réconciliations des partis auxquelles on semble beaucoup s'attacher en Espagne. C'est toujours l'histoire du baiser-Lamourette, et, quoi qu'on fasse, la scission ne tarde pas à éclater de nouveau; elle est naturelle, elle est dans les conditions du système représentatif et, mieux encore, du caractère humain. Les partis ne s'abdiquent pas, lors même qu'en apparence ils ne trouvent rien à critiquer. Aussi

ne faut-il pas beaucoup s'étonner qu'en définitive les progressistes espagnols aient voté contre le cabinet Narvaez après avoir applaudi aux paroles de son chef. Ce que nous voyons, pour nous, dans un tel fait, c'est une preuve de la réelle puissance du ministère nouveau. Il se peut qu'il se modifie dans sa composition; il serait utile, par exemple, que M. Mon, qui a été nommé président du congrès à une majorité considérable, reprît le portefeuille des finances. C'est, à notre avis, le changement le plus urgent et qui pourrait avoir le plus de résultats heureux. L'autorité du cabinet espagnol et son action s'en trouveraient accrues sans aucun doute. Dans tous les cas, du reste, le ministère Narvaez a rendu un éminent service à la Péninsule en l'arrêtant sur la pente fatale où on l'entraînait. Il lui appartient maintenant de continuer son œuvre.

En Italie, l'intérêt et l'attention sont plus que jamais concentrés sur Rome. où se développent les premiers rudimens bien informes encore de la vie constitutionnelle, car, il faut bien se l'avouer, en dépit de tous les efforts tentés pour réduire la *consulta di stato* au rôle de simple comité consultatif, la nouvelle institution n'est rien moins qu'une assemblée des notables, une véritable représentation nationale. Si l'on n'en convient pas, on se le dit tout bas, et l'on n'a point trouvé étrange que ce conseil privé copiât, dès les premiers jours, les formes de nos grandes assemblées délibérantes : on a eu un discours de la couronne, on y a répondu par une adresse, conçue du reste en des termes fort propres à justifier les prétentions des Italiens à l'exercice des fonctions parlementaires, et qui fait honneur au jeune secrétaire de la commission de l'adresse, M. Minghetti, député de Bologne. La réponse de la *consulta* se distingue par un ton de convenance, de modération, et à la fois de fermeté fort remarquable. Sans chercher à outrepasser ses pouvoirs, et tout en se maintenant strictement dans les limites de ses attributions, la *consulta* ne croit pourtant pas devoir abdiquer un certain droit d'initiative; elle promet au gouvernement du pape un concours actif et loyal dans l'accomplissement des réformes qui seront soumises à son examen et appelle en même temps son attention sur quelques points qui lui paraissent réclamer des soins immédiats et une vigilante sollicitude. Cette adresse a effacé en partie certaines impressions fâcheuses laissées dans les esprits par le discours du pape, où l'on avait vu à tort, selon nous, une variante de celui du roi Frédéric-Guillaume à la diète prussienne. Pie IX, on doit le dire à sa louange, a jusqu'ici montré une droiture et une sincérité qui ne permettent pas d'assimiler sa conduite aux élans capricieux et aux allures inquiètes et fantasques du monarque allemand. C'est à tort qu'on lui a attribué de sourdes velléités d'opposition. Quelques paroles un peu vives qui lui ont été reprochées s'appliquaient seulement aux dangers dont on lui montre sans cesse la foi menacée par ses réformes dans l'ordre purement temporel. Ce n'est qu'en exploitant ses scrupules religieux que les rétrogrades ont pu jeter parfois le doute dans son esprit et ébranler ses résolutions. Quoi qu'il en soit, la confiance est revenue à Rome; l'action régulière de la *consulta* a succédé aux agitations du *forum*, et l'attention publique, détournée un instant des prédications des clubs, s'est concentrée sur les travaux dans lesquels cette assemblée déploie une remarquable activité. La *consulta* est divisée en quatre sections qui élaborent séparément les différens projets de loi, concernant les finances, l'administration intérieure, les travaux publics et la rédaction des codes. Ces quatre comités se réunissent ensuite

en assemblée générale sous la présidence du cardinal Antonelli, un des rares esprits politiques que possède en ce moment la cour de Rome, et que sa capacité et ses lumières ne sauraient manquer d'appeler aux plus hauts emplois de l'état. En même temps que la *consulta*, la municipalité romaine était installée en grande pompe, le 5 de ce mois, au Capitole, aux cris de : Vive Pie IX! vive la ligue italienne! Ce cri de ralliement, que l'Apennin répète aujourd'hui d'échos en échos, est arrivé jusqu'à Naples. Ce que l'insurrection n'avait pu obtenir, la force irrésistible de l'opinion l'emporte : le roi de Naples remplace ses ministres et accède à l'union douanière. Voilà un résultat auquel on était loin de s'attendre, et qui clot heureusement pour l'Italie une année bien remplie de fortunes diverses et de succès inespérés.

Dès l'ouverture du parlement anglais, le spectre accoutumé de l'Irlande, semblable à celui de Banco, a reparu dans Westminster, et c'est par le vote d'un bill de protection que la session est inaugurée. Cette nouvelle mesure sera-t-elle plus efficace que tant d'autres que chaque année accumule? Mettra-t-elle à l'abri des balles et de la hache les propriétaires sans cesse menacés? Empêchera-t-elle un seul incendie, un seul assassinat? Personne, hélas! n'ose s'en flatter en Angleterre, pas plus les whigs que les tories, pas plus lord John Russell que M. John O'Connell ou M. O'Connor, et les derniers partisans de la vieille panacée du rappel. Cette plaie de l'Irlande gagne et s'étend d'heure en heure, elle semble effacer le sentiment des autres maux, et cependant ce n'est pas seulement au sein de la métropole que sont les plus sérieux embarras du gouvernement anglais. A l'Irlande, au déficit financier, viennent se joindre les désastres de ses colonies. Les affaires du Cap en particulier y excitent depuis quelque temps les plus graves et les plus légitimes inquiétudes. On sait que le cabinet britannique s'est cru forcé, au commencement de cette année, de révoquer le gouverneur du Cap, sir Th. Maitland, et que, pour tout dire enfin, c'est sur ce terrain que les prêcheurs de l'émancipation des noirs ont éprouvé leurs plus rudes échecs et leurs plus amères déceptions. En arrière de la ville du Cap s'étendent les plus fertiles plaines du monde. Tant que les colons hollandais campés avec leurs esclaves au milieu de ces riches districts ont tenu les Cafres en respect, la colonie a joui d'une paix profonde; mais l'émancipation a fondu en un clin d'œil ces avant-postes militaires et licencié cette petite armée féodale; puis sont venus les émigrans anglais avec leur ardeur envahissante, les missionnaires avec leur philanthropie tracassière. Les premiers ont poussé en avant, enjambé les frontières, dépouillé sans scrupule et provoqué sans nécessité des populations féroces et belliqueuses; les seconds ont pris le parti des Cafres, leur ont appris la résistance et ont enseigné au gouvernement anglais la faiblesse. Après avoir combattu et triomphé, on a reculé. Le Cap a eu ses traités de la Tafna. Les Cafres, devenus plus insolens, ont, pendant plusieurs années, rassemblé des munitions et fait des amas d'armes que les fabriques de Manchester se sont empressées de leur fournir. Quand ces malheureux noirs se sont montrés en rase campagne, ils ont été battus; alors ils se sont jetés dans les buissons, et, tombant à l'improviste sur les habitations mal gardées, ils ont semé le deuil et la ruine sur toute la frontière. L'ancien gouverneur, sir Th. Maitland, était un excellent homme, un vieillard pieux et timoré, affilié aux sociétés de *saints*, dont la puissance s'accroît d'une façon effrayante en Angleterre. Il voulait bien qu'on usât de représailles sur

les bestiaux des Cafres, mais non pas sur les Cafres eux-mêmes. C'était une méchante guerre dans laquelle les troupes anglaises mal conduites et obligées de ménager des ennemis implacables souffraient beaucoup. Que l'humanité y gagnât quelque chose, cela est douteux; mais les Cafres y gagnaient davantage encore. Enfin sir Th. Maitland a fait place au négociateur de Canton, sir Henry Pottinger. Ce dernier n'a fait que traverser la ville du Cap pour se rendre à Graham's-Town, dans le district d'Albany, et il a établi son quartier-général en face de l'ennemi. Il a dix mille hommes sous les armes, quelques dragons anglais et une excellente cavalerie indigène (*Cape-mounted-rifle*), entièrement composée de noirs Hottentots. C'est plus qu'il ne faut pour battre tous les Cafres de l'Afrique, mais ce n'est pas plus qu'il ne faut pour les surveiller et pour garder une frontière aussi aisément franchissable que le Key-River. Le moment est venu de reprendre les opérations militaires; les missionnaires défendent leur Kabylie, et on n'est pas certain que, malgré toute sa bonne volonté, sir Henry Pottinger obtienne du cabinet britannique l'autorisation d'agir avec vigueur et d'en finir.

En attendant, les millions se dépensent, et la colonie décline rapidement. Cette année, elle aura coûté à l'Angleterre cinquante millions de francs. Il faut vraiment être bien travaillé de la manie de voir de la profondeur partout quand il s'agit de nos voisins, pour avoir attribué à un plan machiavélique l'émancipation des noirs dans les colonies anglaises. Pour qui a pu être témoin à la Jamaïque ou au Cap de ce que la réalisation de ce projet généreux a coûté à la Grande-Bretagne, il est difficile d'y voir autre chose que l'entraînement d'une philanthropie bigote et inintelligente. La colonie du Cap possède le sol le plus fertile. Ce sol, même aux portes de la ville, reste en friche faute de bras pour le cultiver. C'est la Nouvelle-Hollande qui nourrit aujourd'hui les colons de l'Afrique méridionale. Il arrive journellement, soit au Cap, soit au port Élisabeth, dans la baie d'Algoa, des bâtimens chargés des blés de la rivière des Cygnes ou de la terre de Van-Diemen. Les vins du Cap devraient approvisionner l'Inde entière et les vastes archipels de l'Asie; mais la cherté incroyable de la main-d'œuvre en a réduit depuis quelques années l'exportation. Une seule industrie prospérait, le commerce des laines; la guerre des Cafres en arrête le développement. Aussi les colons endettés voient-ils leurs propriétés grevées d'hypothèques et leurs charges augmentées au moment même où leurs revenus diminuent. La colonie se soutient par ce grand élément de la puissance anglaise, le crédit. Parfois aussi une ressource inespérée lui vient en aide. Récemment, c'était *le guano*. Avec les droits perçus dans la baie de Saldanha et sur l'île d'Ichaboë, on a pu entreprendre de nouvelles routes et pourvoir aux frais de l'administration; mais le guano n'est pas inépuisable, et, quand il manquera, l'administration sera fort embarrassée. Peu de bâtimens relâchent aujourd'hui au Cap, en comparaison du nombre de navires qu'on y voyait autrefois. La rade de Table-Bay n'est pas sûre; celle de Simon's-Bay est au fond d'un golfe et offre peu de ressources. La plupart des navires destinés pour l'Inde, Maurice ou Batavia, passent devant le Cap sans s'y arrêter et vont d'une haleine à leur destination. On a bien de grands projets au Cap : on veut jeter un brise-lame sur la rade de Table-Bay et y créer un abri aussi sûr que celui de Plymouth; mais, dans la situation présente, ces projets sont des rêves dont la réalisation est impossible. On répand aussi le bruit que la baleine franche, après avoir déserté

les parages du Cap, vient d'y reparaître. Ce serait une nouvelle chance favorable pour la colonie, qui trouverait ainsi l'occasion d'approvisionner de nombreux baleiniers américains; mais tout cela ne sauvera pas de la ruine et de la banqueroute les malheureux émigrans anglais, si l'énergie de sir Henry Pottinger ne parvient à réprimer le pillage des Cafres. Or, devinerait-on bien à quoi le gouvernement anglais a songé pour mettre un terme à ces brigandages? Soupçonnerait-on jamais la barrière dont il s'est avisé? Le gouvernement anglais a eu la pensée d'établir sur la frontière des colons militaires. Lui, le colonisateur par excellence, il en est venu à emprunter un plan de colonisation au maréchal Bugeaud! Des soldats du 90e régiment, au moment d'être congédiés, ont été invités à s'établir sur les bords du Key-River, la bêche d'une main et la carabine de l'autre, comme des vétérans romains ou des soldats du colonel Marengo. Voilà cependant à quoi l'émancipation et les extravagances des missionnaires ont poussé ce gouvernement sage et envié de l'Europe.

On le voit, nous ne sommes pas les seuls à avoir des mécomptes sur la terre d'Afrique. S'il est ridicule de répéter en toute occasion des accusations banales contre les noirs complots de l'Angleterre, il ne l'est pas moins de dénigrer perpétuellement notre pays au profit de ce qui s'accomplit chez elle. Le Cap ne saurait-il nous consoler de l'Algérie? Cette application constante à établir entre nous et les autres nations des parallèles défavorables et à rechercher des points de comparaison blessans pour l'orgueil national, nos voisins, il faut l'avouer, ne la possèdent pas à un égal degré. Ils se montrent plus soigneux que nous de dissimuler leurs fautes; on en peut juger par le langage mesuré de la presse de Londres lors de la retraite de sir Th. Maitland. On ne les voit point, à la nouvelle d'un désastre survenu à l'autre bout du monde, dresser un acte d'accusation contre le pouvoir qui, en bonne justice, ne saurait en être responsable, ainsi qu'il est arrivé chez nous au sujet de *la Gloire* et de *la Victorieuse*. A la statistique de nos désastres, dressée avec un soin aussi exemplaire par la portion de la presse qui fait profession de censurer le gouvernement, il ne serait pas difficile d'opposer une statistique non moins déplorable tirée des archives de l'amirauté anglaise; mais en sentirons-nous moins vivement nos pertes pour avoir mis en regard ces tables nécrologiques des deux marines? Quant à ce qui concerne les deux infortunés commandans de *la Gloire* et de *la Victorieuse*, la justice et l'humanité ne commandent-elles pas la réserve et le silence jusqu'à l'épreuve redoutable à laquelle ils vont être soumis? On a demandé ce que notre division allait faire sur les côtes de la Corée; du fond du cabinet, on a disserté doctement sur les périls inévitables dans lesquels elle allait se jeter. Nos bâtimens sont allés au nord, comme la division l'avait fait l'année dernière sous les ordres de l'amiral Cécille, pour ne pas rester exposés aux typhons de la rade de Macao, ou aux fièvres dans la rivière de Canton; c'est dans un passage mal connu qu'égarés par de mauvaises cartes, ils se sont perdus, laissés presque à sec par une marée descendante, qui a baissé de dix-huit pieds. *La Gloire* et *la Victorieuse* étaient commandées par des officiers du plus haut mérite, et tout ce qu'on sait jusqu'à présent prouve que les équipages, jusqu'au dernier matelot, ont fait admirablement leur devoir. Le capitaine Lapierre commandait à Tanger le vaisseau monté par le prince de Joinville, qui aimait et estimait cet officier supérieur. M. Rigaud de Genouilly, récemment nommé ca-

pitaine de vaisseau, occupait un rang distingué dans notre jeune marine. Les deux officiers, M. de Lapelie et M. Poidlone, qui ont fait cent cinquante lieues en mer *dans des canots* pour aller chercher des secours à Shanghaï, ont accompli un acte héroïque, et qu'il faut hardiment proclamer tel. Notre station de la Chine va se trouver réduite à la seule corvette *la Bayonnaise,* commandée par M. le capitaine Jurien de la Gravière, qui doit arriver prochainement à Macao, après avoir tourné la terre de Van-Diemen, la Nouvelle-Hollande et la Nouvelle-Guinée, pour éviter la mousson contraire qu'il eût rencontrée en suivant la route directe par le détroit et l'archipel de la Sonde.

Une perte récente a rappelé que l'époque impériale n'avait pas seulement donné à la France des généraux illustres; l'empire en disparaissant nous avait aussi légué des hommes éminens dans la science de l'administration, qui ont su comprendre et servir tous les progrès de notre civilisation politique. M. le baron de Fréville était un de ces hommes, et sa mort laisse un grand vide dans les rangs du conseil d'état, dont il était un des vice-présidens, et dont il éclairait si vivement les délibérations tant par sa profonde expérience que par la rare élévation de ses vues. Ce représentant de la grande école administrative de l'empire avait franchement accepté toutes les conditions du régime constitutionnel, et il en avait fait une savante étude. Personne n'était plus versé que M. de Fréville dans l'histoire du gouvernement anglais et des débats parlementaires de nos voisins. Les théories de l'économie politique ne lui étaient pas moins familières, et il les contrôlait par la pratique. Enfin il portait dans les affaires non-seulement la plus haute rectitude d'esprit, mais encore la passion du bien. Il avait pour les intérêts généraux un dévouement chaleureux qu'on ne saurait trop louer, surtout lorsqu'on songe à l'indifférence apathique qui est un des caractères de notre temps.

REVUE LITTÉRAIRE.

Nancy, Histoire et Tableau, par M. P. Guerrier de Dumast (1). — Parmi les ouvrages historiques qu'enfante si abondamment le patriotisme provincial, on en remarque bien peu qui méritent d'être distingués comme présentant un intérêt plus élevé que l'intérêt local, et pouvant servir à l'histoire générale de la France. C'est à cette catégorie trop peu nombreuse qu'appartient le livre de M. P. Guerrier de Dumast sur l'histoire de Nancy. Les souvenirs qu'y évoque l'auteur sont un héritage commun, pour ainsi dire, à la France et à cette province de Lorraine dont les destinées ne s'unirent aux destinées de la monarchie qu'après en avoir été long-temps séparées. L'ouvrage de M. de Dumast est divisé en deux parties : l'auteur consacre la première à l'esquisse rapide des ac-

(1) En vente chez MM. Sagnier et Bray, rue des Saint-Pères, 64, à Paris.

croissemens successifs de la ville de Nancy. Il rappelle les faits notables qui se rattachent à son histoire et à celle de la Lorraine et de ses ducs. M. de Dumast s'attaque hardiment aux préjugés les plus enracinés dans le pays dont il raconte l'histoire. Peut-être même son zèle de rectification est-il poussé trop loin, particulièrement en ce qui touche le règne de Stanislas. L'expression de *vandalisme doucereux* appliquée au système de ce prince nous paraît, sinon injuste en présence des faits nouveaux que M. de Dumast nous révèle, au moins trop sévère, et quelques éloges accordés de mauvaise grace ne rachètent pas ce qu'il y a d'excessif ici dans les reproches. Pour nous, c'est une preuve suffisante des mérites de Stanislas que d'avoir pu, malgré les glorieux et touchans souvenirs de ses deux prédécesseurs, parvenir à faire oublier sa qualité d'étranger, et, marchant à la postérité avec un cortége de vertus vraiment royales, d'avoir mérité d'unanimes et incontestables regrets. Si d'ailleurs le livre de M. de Dumast mérite en général de sincères éloges au point de vue de l'exposé des faits historiques, si c'est peut-être le seul ouvrage qui donne un résumé clair et correct de la carrière fournie par les souverains d'Austrasie, notamment de l'époque de transition qui précéda et amena l'absorption de la Lorraine par la France, on peut y relever cependant quelques erreurs de détail, quelques assertions hasardées, quelques traditions trop légèrement acceptées. Ainsi, entre autres méprises, dont au reste quelques chroniqueurs partagent avec lui la responsabilité, il en est une surtout que nous ne saurions passer sous silence. Il nous a paru que M. de Dumast avait complétement méconnu le caractère du grave événement qui a décidé en quelque sorte de l'annexion de la Lorraine à la France : nous voulons parler de l'occupation de Nancy par les armées de Louis XIII. Nous ne saurions admettre l'exposé des transactions relatives à l'entrée des troupes françaises à Nancy ni dans l'ensemble, ni dans les détails; la plupart des faits que rapporte M. de Dumast sont en contradiction directe avec tous les documens les plus authentiques. M. de Dumast est tombé dans une grave erreur quand il a attribué les revers du duc Charles de Lorraine à la mauvaise foi et au parjure du ministre de Louis XIII. La duplicité et l'astuce furent au contraire les armes habituelles du duc lorrain. Seulement elles ne parvinrent pas à triompher de la vigilance, du génie et de la fermeté de Richelieu. Nous ne saurions donc partager l'opinion que l'auteur émet comme en passant sur ce grand ministre. Nous déplorerons avec lui les nécessités cruelles de la politique du cardinal; mais il n'en faut pas moins reconnaître que Richelieu a sauvé la France d'un démembrement, et qu'il a rappelé aux grands et aux princes *ce respect pour les lois* qu'alors ils observaient si peu.

M. de Dumast, dans les notes qui accompagnent son livre et qui en sont le développement raisonné, a qualifié aussi d'une manière bien sévère le caractère et la personne de Louis XIV. L'histoire a jugé plus favorablement le roi et le politique, et, si l'homme privé semble plus vulnérable, il fallait du moins passer sous silence des écarts dont les princes ses contemporains ne surent pas mieux se garder. Un parallèle entre le grand roi et Charles IV de Lorraine démontrerait, même à ce point de vue, que les convenances étaient plus sérieusement encore méconnues par le duc lorrain.

M. de Dumast est plus heureux quand il nous décrit les règnes de Léopold et de François IV. Sa plume retrace avec beaucoup de charme les merveilles

de cet âge d'or de la Lorraine. M. de Dumast a raconté aussi avec une vérité touchante les déchiremens cruels déterminés par l'installation glorieuse de la maison de Lorraine sur le trône d'Autriche. Ces pages, vivement écrites, nous amènent à un nouveau règne, à celui de Stanislas, qui devait clore si brillamment la série des monarques lorrains. La tâche de ce prince était difficile. Placé sur le trône par l'étranger, il lui fallait conquérir l'amour des Lorrains et créer des sympathies pour la France là où les malédictions avaient jeté de si profondes racines. Stanislas ne faillit pas à cette œuvre en apparence impossible; il sut préparer une réunion devenue nécessaire et l'accomplir sans secousse, sans violence. L'admirable bon sens des Lorrains lui vint en aide, il est vrai, car eux aussi avaient compris qu'il fallait renoncer aux illusions d'un passé glorieux et cher, et qu'il fallait se rallier franchement à la nation avec laquelle ils avaient le plus de rapports de mœurs, d'idées et de langage.

La seconde partie de l'ouvrage de M. de Dumast est toute descriptive; mais la description ramène encore l'auteur à l'histoire. Il ne néglige aucune occasion d'apprécier, à propos des monumens ou des beaux sites de la Lorraine, les hommes illustres dont ils gardent le souvenir. La fondation de Nancy est, par exemple, spirituellement racontée et expliquée. « Le beau vallon, dit M. de Dumast, où vont se perdre l'un dans l'autre, devant Frouart, les deux principaux cours d'eau de la Lorraine (la Moselle et la Meurthe), n'offrait au XIe siècle aucun espace large et libre, qui pût inviter à y placer des constructions nombreuses. Épais abri des bêtes farouches, il était couvert tout entier par une des ailes de l'immense forêt de Hais, dont les verts et sombres fourrés renfermaient bien peu de clairières, si ce n'est autour des romantiques donjons de Bouxières et de Liverdun; mais, à deux petites lieues du confluent, s'ouvrait un bassin vaste et fertile, propre au labourage, au commerce, à tous les développemens d'aisance que réclame une ville souveraine. Là, sur la limite des cotaux et des plaines, du pittoresque et de l'utile, de la région boisée et de la région cultivée; là, par la seule force des choses, s'élevèrent les édifices de la résidence ducale. Nancy ne fut autre chose que Frouard, reculé de deux lieues pour se trouver établi sur un terrain plus vaste et plus commode. Placé au point de jonction de quatre anciennes contrées naturelles, le Saintois, le Scarponnais, le Chaumontais et le Saulnois, Nancy représenta leur alliance; il représenta surtout la réunion de la Meurthe et de la Moselle, et les sentimens des populations répandues le long de ces deux rivières et de leurs affluens. Aussi fut-il dès l'origine une idée grande et vraie, par conséquent une idée forte. C'est pourquoi il fut appelé de bonne heure, et long-temps, et toujours, à jouer un rôle bien au-dessus de ce qu'annonçait la médiocrité de son enceinte. »

Le sentiment qui domine la partie historique du livre de M. de Dumast domine aussi la partie pittoresque. La vieille Austrasie a laissé sur le sol de la Lorraine non-seulement de curieux monumens, mais une forte empreinte morale. Faire revivre les qualités qui font l'originalité du génie lorrain en rappelant à la génération actuelle les glorieux exemples des générations qui l'ont précédée, c'est remplir une tâche qui mérite tous les encouragemens de la critique sérieuse. Cette tâche, M. de Dumast se l'est proposée, et il l'a remplie. Pourtant sa modestie semble regarder son œuvre comme incomplète. Ce qu'il rêve comme le meilleur moyen de ranimer dans tous les cœurs l'énergique sen-

timent de l'originalité lorraine, c'est un musée spécialement ouvert aux monumens si nombreux et si divers du génie austrasien. Dans ce musée à la fois bibliothèque et galerie, on trouverait les chefs-d'œuvre de Callot, de Claude Lorrain, de Richier et d'Adam à côté des armures des chevaliers, les tapisseries de la tente du *Téméraire* à côté des drapeaux enlevés aux musulmans. Toutes les collections de livres et de manuscrits relatifs à l'histoire de la province, aujourd'hui dispersées ou enfouies, seraient là réunies dans un seul groupe, dans un ensemble harmonieux. Une telle idée pourrait, ce nous semble, être heureusement appliquée à la plupart des musées de la province, dont l'organisation actuelle laisse tant à désirer. Le culte des antiquités provinciales, après avoir traversé sur les divers points de la France une période d'engouement puéril, atteindrait ainsi sa période d'organisation et d'activité régulière. Des livres comme celui de M. de Dumast doivent être à ce propos signalés comme d'heureux symptômes. Si de pareils travaux se multipliaient, ce ne serait pas seulement l'histoire de telle ou telle province, mais l'histoire même du pays, qui en profiterait.

Kopernik et ses Travaux, par M. Jean Czynski (1). — Jusqu'à présent le nom de Kopernik n'a guère rappelé à l'imagination que l'homme de génie qui, réformant le système du monde adopté par les anciens, jeta les premières bases des travaux astronomiques de Galilée, de Kepler, de Descartes et de Newton. C'était déjà une assez belle gloire pour le savant polonais d'avoir été le précurseur de ces éminens fondateurs de la science moderne; mais cette illustration n'a point paru suffisante à l'un des compatriotes du chanoine de Warmie. M. J. Czynski s'est imposé spontanément, — comme il le dit lui-même à la fin de son ouvrage, — la tâche de prouver combien Kopernik a influé par ses découvertes sur le mouvement intellectuel et moral de la civilisation. Pour lui, Kopernik est avant tout un socialiste antérieur de trois siècles (2) à Saint-Simon et à Charles Fourier, un réformateur méconnu dont les découvertes sidérales ont préparé de longue main les doctrines humanitaires que ces hardis novateurs se sont efforcés de propager. « L'astronomie, s'il faut en croire l'auteur de *Kopernik et ses travaux,* ne serait qu'un amusement frivole, si la découverte des harmonies célestes et du code sidéral ne devait pas trouver une application aux relations sociales, aux lois qui doivent gouverner les hommes et les états » Non-seulement nous ne partageons pas cette opinion, mais nous regrettons vivement de voir qualifier d'amusement frivole la science qui sert de base à la géographie et à la navigation, ce puissant moyen de communication sans lequel à conp sûr toutes les doctrines humanitaires, rêvées par les adeptes du socialisme, ne sauraient s'étendre d'un hémisphère à l'autre. Quoi qu'il en soit, si le système de M. Czynski donne prise aux objections, il a du moins le mérite de la singularité. Selon lui, Nicolas Kopernik fut conduit par une piété ardente et sincère à la contempla-

(1) Un vol. in-8°, chez Jules Renouard.

(2) L'ouvrage de Kopernik, intitulé *de Revolutionibus orbium cœlestium,* ne parut qu'en 1543, peu de jours avant la mort de l'auteur; mais il était complétement achevé depuis plus de treize ans, lorsque celui-ci se décida enfin à le faire imprimer à Nuremberg, avec une dédicace adressée au pape Paul III.

tion directe des merveilles de la nature. La foi éleva sa pensée jusqu'au créateur, dont les œuvres reproduisent sans cesse à nos yeux ces trois grands principes de toute organisation matérielle ou morale : unité, attraction et harmonie. Ces trois principes que Kopernik constatait dans le système sidéral, pendant cette période même de libre examen qui prépara l'émancipation religieuse d'une partie de l'Europe, sont précisément ceux qu'ont inscrits sur leur bannière les réformateurs modernes. Dans les idées de M. J. Czynski, la découverte de Kopernik doit donc être considérée comme le prélude indispensable du saint-simonisme et du fouriérisme; et ce serait lui faire un tort incalculable que de nier cette part éclatante qu'il a eue dans la régénération universelle qu'un avenir plus ou moins prochain doit voir accomplir. Telle est la pensée du livre de M. Czynski, où l'on remarque en outre plusieurs détails intéressans, quoique minutieux, sur la biographie de Kopernik. Le nom du savant astronome est trop souvent répété par les géographes de tous les pays, pour qu'il ne soit pas nécessaire de connaître au moins quelques-unes des circonstances de cette vie si utilement remplie.

— Sous le titre d'*Etudes sur les fondateurs de l'unité nationale en France* (1), M. L. de Carné vient de publier un important ouvrage dont plusieurs parties avaient déjà paru dans cette *Revue*. C'est une suite de monographies historiques, qu'une idée commune réunit et domine, l'idée de l'unité française, dont l'auteur a étudié le développement et marqué les progrès depuis Suger jusqu'à Richelieu.

— Une bibliothèque riche en documens imprimés et manuscrits sur la littérature sacrée doit être mise en vente le 20 de ce mois, à la Sorbonne : c'est celle de feu M. l'abbé Guillon, professeur d'éloquence sacrée à la Faculté des Lettres. Le catalogue de cette bibliothèque (2) mérite à plusieurs titres d'être signalé à l'attention des amis des livres. En effet, cette collection, sans exclure les bons ouvrages en tous genres, se compose spécialement de ces grands et précieux recueils sur l'histoire de l'église, les pères grecs et latins, l'éloquence de la chaire, etc., qui se trouvent si rarement dans les bibliothèques ordinaires, et qui sont cependant les élémens indispensables des fortes études théologiques.

(1) Deux volumes in-8°, chez Sagnier et Bray, rue des Saints-Pères.
(2) Chez Delion, quai des Augustins, 47.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES DU VINGTIÈME VOLUME.

Écrivains critiques de la France. — XVI. — M. de Rémusat, *Passé et Présent*, par M. Sainte-Beuve. 5

Pouchkine et le mouvement littéraire en Russie depuis quarante ans, par M. Charles de Saint-Julien. 42

L'Allemagne du présent. — La Monarchie prussienne, par M. Alexandre Thomas. 80

La famille Alain. — Cinquième partie, par M. Alphonse Karr. 115

La crise commerciale et la banque d'Angleterre, par M. Audiganne. 153

Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 175

Revue littéraire. 188

Le théâtre moderne en Allemagne. — I. — Charles Gutzkow, par M. Saint-René Taillandier. 193

La famille Alain. — Dernière partie, par M. Alphonse Karr. 223

Statistique littéraire. — De la production intellectuelle en France depuis quinze ans. — Première partie, par M. Charles Louandre. 255

Le budget et la situation financière, par M. Jules de Lasteyrie. 287

L'Anti-Liban. — Scènes de la vie orientale. — Dernière partie, par M. Gérard de Nerval. 304

Les paysans de l'Autriche, par M. H. Desprez. 332

Du banquet de Platon et de l'amour platonique jusqu'à la fin du XVe siècle, par M. Saint-Marc Girardin. 350

Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 368

Un héritage. — Première partie, par M. Jules Sandeau. 385

Statistique littéraire. — De la production intellectuelle en France depuis quinze ans. — Seconde partie, par M. Charles Louandre. 416

Le musée assyrien du Louvre, par M. F. de Saulcy. 447

De la constitution de l'unité nationale en France, par M. L. de Carné. . . . 468

L'Université d'Athènes et l'instruction publique en Grèce, par M. Charles Lévêque. 499

Hambourg et la nouvelle question douanière en Allemagne, par M. Alexandre Thomas. 516

Revue des théâtres. — La Comédie-Française, l'Opéra, les Italiens, par M. Armand de Pontmartin. 538
Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 547
Revue littéraire. 563

Un héritage. — Seconde et dernière partie, par M. Jules Sandeau. 569
La chouannerie dans le maine. — Jambe-d'Argent et M. Jacques, par M. Émile Souvestre. 639
Statistique littéraire. — De la production intellectuelle en france depuis quinze ans. — Dernière partie. — La Poésie, le Roman et le Théâtre, par M. Charles Louandre. 671
Poètes et romanciers modernes de la grande-bretagne. — X. — Thomas Hood, par M. E.-D. Forgues. 704
De la population de paris, par M. J.-J. Baude. 729
Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 740
Théatre-français. — *Cléopâtre*, par M. Armand de Pontmartin. 748

Les pincheyras, par M. Théodore Pavie. 757
Le chateau de luciennes, par M. Léon Gozlan. 786
Les monumens de la grèce. — Le Parthénon, par M. E. Burnouf. 834
Histoire de don pèdre Ier, roi de castille. — Première partie, par M. Prosper Mérimée. 854
Revue des théatres. — *Un Caprice, Jérusalem*, etc., par M. A. de Pontmartin. 934
Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 941
Revue scientifique. — Le Chloroforme. 951

Histoire de don pèdre Ier, roi de castille. — Seconde partie, par M. Prosper Mérimée. 957
Voyage et recherches en égypte et en nubie. — VII. — Thèbes, par M. J.-J. Ampère. 1005
Scènes de la vie mexicaine. — Remigio Vasquez, par M. Gabriel Ferry. . . . 1036
La hongrie et le mouvement magyare, par M. H. Desprez. 1068
Teatro celeste. — Les Commencemens de la Comédie italienne en France, par M. Charles Magnin. 1090
De la polémique et des théories anti-constitutionnelles a propos de quelques publications récentes, par M. Henri Baudrillart. 1110
Chronique de la quinzaine. — Histoire politique. 1128
Revue littéraire. 1142

FIN DE LA TABLE.

AP
20
R5
n.sér.
t.20

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY